ORGANISATION MONDIALE

DU COMMERCE

WT/DS291/R
WT/DS292/R
WT/DS293/R
29 septembre 2006

(06-4318)

Original: anglais

COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES – MESURES AFFECTANT L'APPROBATION ET LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS BIOTECHNOLOGIQUES

Rapport du Groupe spécial

TABLE DES MATIÈRES

Page

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT xl
LISTE DES ABRÉVIATIONS xliv
NOMS COMPLETS ET ABRÉGÉS DES PRODUITS xlvi
I. INTRODUCTION 1
A. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS 1
B. PLAINTE DU CANADA 1
C. PLAINTE DE L'ARGENTINE 1
D. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL 2
E. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL 3
II. ASPECTS FACTUELS 3
III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES PLAIGNANTES 4
A. ÉTATS-UNIS 4
B. CANADA 4
C. ARGENTINE 5
IV. ARGUMENTS DES PARTIES 5
A. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 5
1. Introduction 5
2. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial n'indiquent pas la "mesure spécifique en cause" 6
a) Les "mesures", telles qu'elles sont décrites dans les demandes 7
b) En parlant de deux mesures distinctes, la suspension et le fait de ne pas agir, sans les décrire, les demandes n'indiquent pas la mesure spécifique en cause 7
3. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne contiennent pas un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème 8
a) La simple énumération des dispositions n'est pas suffisante en l'espèce 9
b) Aucun lien n'est établi entre les dispositions énumérées et les faits de la cause 10
4. Les questions soulevées au titre de l'article 6:2 doivent être tranchées le plus tôt possible au cours de la procédure 10
a) Le Groupe spécial doit être en mesure d'établir les limites de sa compétence 10
b) Les Communautés européennes ont été incapables de commencer à préparer leur défense d'une manière significative 11
c) Le Groupe spécial doit examiner attentivement la demande pour s'assurer de sa conformité avec l'article 6:2 11
d) Le Groupe spécial doit examiner attentivement la demande le plus tôt possible au cours de la procédure de groupe spécial 12
5. Demande de décision préliminaire 12

B. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS 12
1. Introduction 12
2. Prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 13
3. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'indique pas les "mesures spécifiques en cause" est inexacte 14
4. Contrairement aux allégations des Communautés européennes, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème 15
5. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne porte pas préjudice à la capacité des Communautés européennes de se défendre 18
6. Les Communautés européennes n'ont pas exprimé leurs préoccupations au titre de l'article 6:2 le plus tôt possible 19
C. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DU CANADA 20
1. Introduction 20
2. Prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 21
3. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada indique la "mesure spécifique en cause" comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 21
a) Le moratoire est indiqué avec une précision suffisante 22
4. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte … suffisant pour énoncer clairement le problème" comme l'exige l'article 6:2 23
a) Compte tenu des circonstances entourant l'affaire, l'énumération par le Canada des dispositions pertinentes satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 23
b) La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada établit un lien adéquat entre les dispositions énumérées et les mesures en cause, conformément à l'article 6:2 24
c) L'article 6:2 n'exige pas qu'une partie plaignante inclue un exposé de son argument juridique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial 25
5. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne porte pas préjudice à la capacité des Communautés européennes de se défendre 25
D. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DE L'ARGENTINE 26
1. Introduction 26
2. Objet et but de l'article 6:2 26
3. Allégation des Communautés européennes concernant l'absence partielle d'indication de la mesure en cause 27
4. Absence alléguée de bref exposé du fondement juridique 29
a) Interprétation textuelle 29
b) Indication du fondement juridique 29
c) La question des obligations multiples 30
5. Absence de préjudice 30

E. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS 31
1. Introduction 31
2. Énoncé des faits 32
a) Biotechnologie 32
b) Moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques 33
c) Interdictions en matière de commercialisation ou d'importation appliquées par les États membres 35
3. Analyse juridique 36
a) Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS* 36
b) Les moratoires sur des produits spécifiques constituent une violation de l'*Accord SPS* 42
c) Les interdictions en matière de commercialisation et d'importation appliquées par les États membres des CE constituent une violation de l'*Accord SPS* 43
d) L'interdiction à l'importation appliquée par la Grèce constitue une violation de l'article XI 44
F. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA 44
1. Introduction 44
2. Contexte scientifique 45
3. La législation communautaire et le moratoire 45
a) Législation en matière d'approbation 45
b) Moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques 46
4. Le moratoire 47
a) Le moratoire constitue une violation des dispositions de l'*Accord SPS* 47
i) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:1 47
ii) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:6 47
iii) Le moratoire constitue une violation de l'article 2:2 48
iv) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:5 48
v) Le moratoire constitue une violation de l'article 2:3 50
vi) Le moratoire constitue une violation de l'article 8 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe C 50
vii) Les Communautés européennes ont violé l'article 7 et le paragraphe 1 de l'Annexe B parce qu'elles n'ont pas "publié[] dans les moindres délais" le moratoire 50
5. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* 50
a) Les interdictions de commercialiser des produits spécifiques constituent une violation de l'Accord SPS 50
b) Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* constituent une violation de l'article III:4 du GATT de 1994 51
c) Les interdictions de commercialiser des produits spécifiques constituent une violation de l'Accord OTC 52
6. Les *mesures nationales des États membres des CE* 53
a) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'*Accord SPS* 53

i) *Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:1* *53*
ii) *Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:6* *53*
iii) *Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 2:2* *54*
iv) *Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:5* *54*
v) *Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 2:3* *56*
b) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation du GATT de 1994 56
i) *Quatre mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article III:4* *56*
ii) *L'interdiction à l'importation appliquée par la Grèce à la variété Topas 19/2 constitue une violation de l'article XI:1* *57*
c) L'*Accord OTC* s'applique aux mesures nationales des États membres des CE 58
G. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE 58
1. Introduction 58
2. Incompatibilité avec l'*Accord SPS* 59
a) Incompatibilité du moratoire *de facto* avec l'*Accord SPS* 59
i) *Le moratoire de facto en tant que mesure au titre de l'Accord SPS* *59*
ii) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 5:1* *59*
iii) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 2:2* *60*
iv) *Le moratoire de facto ne peut pas être justifié au regard de l'exception prévue à l'article 5:7* *60*
v) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 5:5* *61*
vi) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 2:3* *62*
vii) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B:1* *62*
viii) *Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 10:1* *62*
b) Incompatibilité de la "suspension du traitement et [du] non-examen de demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" avec l'*Accord SPS* 62
i) *Suspension des procédures d'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine* *62*
ii) *La suspension est incompatible avec l'article 5:1* *63*
iii) *La suspension est incompatible avec l'article 2:2* *63*
iv) *La suspension est incompatible avec l'article 5:5* *63*
v) *La suspension est incompatible avec l'article 5:6* *64*
c) Incompatibilité avec l'*Accord SPS* du "retard injustifié" dans le traitement des demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine 64

i) *Analyse à la lumière des dispositions de l'article 8 et des paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'Annexe C* *65*

3. Incompatibilité avec le GATT de 1994 ..... **65**

a) Incompatibilité avec l'article III:4 65

i) *"Produits similaires" dans le cadre de l'article III:4* *66*

ii) *La suspension est une "prescription" affectant "la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur"* *66*

iii) *Un "traitement moins favorable" est accordé* *66*

4. Incompatibilité avec l'*Accord OTC* **67**

a) Application à titre subsidiaire de l'*Accord OTC* 67

b) Incompatibilité avec l'*Accord OTC* de l'application de la législation des Communautés européennes concernant l'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine 67

i) *La législation des Communautés européennes constitue des "règlements techniques" au sens du paragraphe 1 de l'Annexe 1* *67*

ii) *Les procédures prévues par la législation des Communautés européennes constituent des procédures d'évaluation de la conformité* *67*

iii) *L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.1* *67*

iv) *L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.2* *68*

v) *L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1 et 5.2.2* *68*

vi) *Incompatibilité de l'application de la législation des Communautés européennes avec l'article 12* *68*

5. Interdictions imposées par divers États membres des CE **69**

a) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'*Accord SPS* 69

i) *Les interdictions des États membres des CE sont des mesures au titre de l'Accord SPS* *69*

ii) *Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:1* *69*

iii) *Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 2:2* *70*

iv) *Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:5* *70*

v) *Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 2:3* *70*

vi) *Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:6* *71*

b) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec le GATT de 1994 71

i) *Incompatibilité avec l'article III:4* *71*

c) Incompatibilité des interdictions des États membres des CE avec l'*Accord OTC* 71

i) *La législation des Communautés européennes relative à l'approbation des produits agricoles biotechnologiques constitue un "règlement technique" au sens du paragraphe 1 de l'Annexe 1* *71*

ii) *Les interdictions appliquées par certains États membres des CE à des produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2.1* *72*

iii) *L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.2* ... *72*
iv) *Les interdictions imposées par les États membres des CE sur des produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2.9 de l'Accord OTC* ... *72*
H. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES ... 73
1. Introduction ... 73
2. Partie factuelle ... 75
a) Contexte scientifique ... 75
b) Dispositions réglementaires au niveau international et comparaisons ... 76
c) Le cadre réglementaire des Communautés européennes ... 76
d) Demandes individuelles concernant des produits ... 77
3. Arguments juridiques ... 78
a) Questions préliminaires ... 78
b) Retards touchant des produits spécifiques ... 80
i) *La mesure* ... *80*
ii) *Accord SPS* ... *80*
iii) *GATT de 1994 – Article III:4* ... *81*
c) La "suspension générale" ... 81
i) *La mesure* ... *81*
ii) *Il n'existe pas de suspension générale* ... *81*
d) Les mesures de sauvegarde des États membres des CE ... 82
i) *Accord SPS* ... *82*
ii) *GATT de 1994* ... *83*
iii) *Accord OTC* ... *84*
e) Allégations relatives au traitement spécial et différencié ... 84
f) Article XX du GATT de 1994 ... 84
4. Conclusion ... 85
I. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS ... 85
1. Observations générales sur la première communication écrite des CE ... 85
2. Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS* ... 86
3. Les moratoires pour des produits spécifiques violent l'*Accord SPS* ... 89
4. Les mesures des États membres constituent une violation de l'*Accord SPS* ... 90
J. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DU CANADA ... 91
1. Introduction ... 91
2. Questions relatives au moratoire ... 92
a) Les Communautés européennes maintiennent un moratoire ... 92
i) *Le moratoire est en vigueur* ... *92*

ii) *Les Communautés européennes rejettent les multiples éléments de preuve de l'existence du moratoire* *93*
b) Le moratoire est une "mesure" 93
c) Le moratoire est une "mesure SPS" 94
d) Portée et application de l'*Accord SPS* 94
3. Interdictions de commercialiser des produits spécifiques 95
4. Mesures nationales des États membres des CE 95
a) Article 5:7 95
b) Article 5:1 97
c) Article 5:6 98
d) Article 5:5 98
K. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE 98
1. Introduction 98
2. Le moratoire *de facto* n'est pas fondé sur des preuves scientifiques et, partant, contrevient à l'*Accord SPS* 99
a) La mesure en cause dans la présente procédure 99
b) Application de l'*Accord SPS* au moratoire *de facto* 100
c) Conclusions au sujet du moratoire *de facto* 100
3. La "suspension et [le] non-examen" ne sont pas fondés sur des preuves scientifiques et, partant, contreviennent aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC 101
4. Le "retard injustifié" 102
5. Les interdictions nationales ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et constituent donc une violation de l'*Accord SPS* 103
6. Article XX du GATT de 1994 103
7. Traitement spécial et différencié 103
a) Dans le cadre de l'*Accord SPS* 103
b) Dans le cadre de l'*Accord OTC* 104
c) Conclusions concernant le traitement spécial et différencié pour les pays en développement 105
8. Conclusion 105
L. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 105
1. Introduction 105
2. Les OGM en sont encore à leurs débuts 105
3. Les OGM se caractérisent par la complexité scientifique 106
4. Les OGM rendent des approches réglementaires ciblées nécessaires 106
5. Les choix réglementaires des Communautés européennes sont ceux d'un gouvernement prudent et responsable 107
6. Le cas du maïs Bt-11 107
7. Questions de droit 108

a) Observations juridiques préliminaires 108
b) Méthode d'interprétation correcte 109
c) L'*Accord SPS* ne peut à lui seul régler toutes les questions concernant les OGM 109
d) La question du retard 109
e) Article 5:7 de l'*Accord SPS* 109
f) Le principe de précaution est un principe général du droit international 110
8. Conclusion 110
M. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS 110
1. Introduction 110
2. L'exposé des faits des Communautés européennes est trompeur 111
a) L'exposé des Communautés européennes sur les risques que sont censés présenter les produits biotechnologiques est trompeur 111
b) Ni le protocole sur la biosécurité ni l'approche de précaution ne constituent un moyen de défense pour les Communautés européennes dans le présent différend 113
c) La description donnée par les Communautés européennes de leur régime d'approbation des produits biotechnologiques est inexacte 114
3. L'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures visées dans le présent différend 115
4. Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS* 115
5. Les moratoires visant des produits spécifiques constituent une violation de l'*Accord SPS* 117
a) Exemples de demandes ayant fait l'objet de retards importants, sans demandes de renseignements en souffrance 117
b) Historiques de produits dans lesquels les États membres reconnaissent leur opposition à l'approbation indépendamment du bien-fondé de la demande considérée 119
c) Les historiques de produits des Communautés européennes sont incomplets 121
6. Les mesures des États membres constituent une violation de l'*Accord SPS* 122
N. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA 124
1. Introduction 124
2. Le moratoire 124
a) L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le moratoire n'existe pas est dénuée de fondement 125
b) Motivations du moratoire 126
c) Les Communautés européennes présentent mal les risques liés aux produits biotechnologiques par rapport aux produits non biotechnologiques présentant de nouveaux caractères pour tenter de justifier le moratoire 129
3. Interdictions de commercialiser des produits spécifiques 130
a) Colza Ms1xRF1 et Ms1xRf2 130
b) Colza Ms8xRf3 130
c) Colza GT73 131
4. L'absence d'intérêt n'est pas pertinente 132
5. Niveau de protection approprié des Communautés européennes 132

6. Mesures nationales des États membres des CE ("mesures de sauvegarde") 132
a) L'article 5:7 de l'*Accord SPS* n'est pas d'application 132
b) Même si l'article 5:7 devait s'appliquer aux mesures nationales des États membres des CE, il n'exclurait pas l'application de l'article 5:5 et/ou de l'article 5:6 134
c) Les mesures nationales des États membres des CE ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques, comme l'exige l'article 5:1 134
d) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'*Accord OTC* 135
i) Les mesures nationales des États membres des CE sont des "règlements techniques" 135
ii) Les mesures constituent une violation de l'article 2.1 136
iii) Les mesures constituent une violation de l'article 2.2 136
iv) Les mesures constituent une violation de l'article 2.9 136
O. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE 137
1. Arguments 137
a) Le moratoire *de facto* 137
i) Introduction – Existence d'un moratoire de facto 137
ii) La mesure consistant en un moratoire de facto 137
iii) Pas simplement un retard – Absence de prise en considération des preuves scientifiques 139
iv) Les Communautés européennes mettent en œuvre et maintiennent un moratoire de facto 139
a.- Phase de "consultation interservices" 140
b.- La "position commune" et la déclaration de plusieurs États membres 140
c.- Au sujet de l'"approche intermédiaire" 141
d.- D'autres demandes ont reçu des avis scientifiques favorables, avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 141
e.- Allégations ayant trait à la révision de la Directive 90/220 142
f.- Entrée en vigueur de la Directive 2001/18 143
g.- Au sujet de la législation en matière de traçabilité et d'étiquetage 143
h.- Au sujet des arguments des Communautés européennes fondés sur le Protocole de Cartagena et le principe dit "principe de précaution" 144
v) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 10:1 de l'Accord SPS 144
b) "Suspension du traitement et non-examen des demandes individuelles visant des produits spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" 146
i) Observations générales 146
ii) Produits spécifiques 146
a.- Coton Bt-531 et coton RRC 1445 146
b.- Maïs NK603 148
c.- Maïs GA21 148
c) "Retard injustifié" 149
d) Interdictions appliquées par divers États membres 150

i) *L'article 5:7 en tant que moyen de défense pour des mesures qui contreviendraient normalement aux articles 2:2 et 5:1* *151*
ii) *Article 5:7, article 5:5 et article 5:6* *152*
iii) *Article 5:7* *152*
iv) *Aucune invocation concernant le moratoire de facto ou la "suspension du traitement et le non-examen de demandes spécifiques visant des produits présentant un intérêt pour l'Argentine"* *152*
P. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 153
1. Questions horizontales 153
a) Charge de la preuve 153
b) Évaluation des risques et rôle des avis scientifiques 153
i) *Sens de l'expression "évaluation des risques" figurant dans l'Accord SPS* *153*
ii) *Évaluation des risques et rôle des avis scientifiques* *154*
c) L'Accord SPS 154
i) *Portée de l'Accord SPS* *154*
ii) *Actions mixtes* *156*
iii) *Article 2 et article 5:7 de l'Accord SPS* *156*
iv) *Article 5:7 et autres dispositions de l'article 5 de l'Accord SPS* *157*
v) *Article 5:7 de l'Accord SPS* *158*
vi) *Article 2:3 de l'Accord SPS* *158*
d) Accord OTC 158
i) *Sens de l'expression "règlement technique"* *158*
ii) *Article 2.1 de l'Accord OTC – La question de la similarité* *159*
iii) *Article 2.2 de l'Accord OTC* *159*
iv) *Article 5 de l'Accord OTC – Sens de l'expression "procédure d'évaluation de la conformité"* *159*
e) GATT de 1994 160
f) Accords de l'OMC et autres accords internationaux 160
g) Absence d'intérêt 160
2. Allégations des parties plaignantes 160
a) Retards touchant des produits spécifiques 160
i) *Questions de fait* *161*
Demandes/notifications individuelles concernant des produits spécifiques 161
Facteur temps 161
Le caractère scientifique et technique des causes des retards 162
ii) *Questions de droit* *162*
Charge de la preuve 162
Droit applicable 162
Accord SPS 163
Accord OTC 164

GATT de 1994 – Articles III:4 et XX 164
b) "Suspension générale" ou "moratoire général" allégué 164
i) *Mesures en cause* *164*
ii) *Questions que le Groupe spécial devrait examiner s'il y avait une mesure* *165*
c) Mesures de sauvegarde des États membres des CE 166
i) *Faits et arguments juridiques soumis au Groupe spécial* *166*
ii) *Préoccupations des États membres* *166*
Q. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS 166
1. Introduction 166
2. Les Communautés européennes n'avancent pas d'arguments valables dans leur deuxième communication écrite 167
a) Le concept de l'"absence d'intérêt" n'est pas pertinent pour le présent différend 167
b) Les Communautés européennes n'avancent toujours pas d'arguments pour réfuter le fait généralement connu de l'adoption d'un moratoire général par les Communautés européennes 168
c) La théorie des "retards d'origine mixte" des Communautés européennes est sans fondement 170
d) Rien ne permet aux Communautés européennes d'avancer l'argument selon lequel le Groupe spécial ne devrait pas s'écarter de la définition d'"évaluation des risques" qui figure dans l'Accord 171
e) Les Communautés européennes continuent de ne pas invoquer de moyen de défense sérieux pour les mesures de leurs États membres 171
3. Les Communautés européennes ne peuvent pas justifier les décalages dans leurs chronologies des événements concernant les produits 171
a) Pièce EC-69: maïs (Bt-11) tolérant au glufosinate et résistant aux insectes 172
b) Pièce EC-65: coton Bt (531) 172
c) Pièce EC-91: maïs Roundup Ready (GA21) 172
d) Pièces EC-78 et 85: maïs Roundup Ready (GA21) 173
e) Pièces EC-82 et 94: maïs MaisGuard x Roundup Ready (MON810 x GA21) 173
f) Pièce EC-66: coton Roundup Ready (RRC1445) 174
g) Pièce EC-64: betterave fourragère Roundup Ready (A5/15) 174
h) Pièces EC-76 et 96: maïs Roundup Ready (NK603) 175
i) Pièce EC-62: colza (FALCON GS40/90) 175
j) Pièce EC-92: maïs doux Bt-11 176
4. De nombreuses demandes de renseignements présentées par les États membres ne reposaient pas sur des préoccupations scientifiques légitimes 176
a) Les objections des États membres n'illustrent pas un désaccord ou une incertitude scientifique 177
b) Plusieurs objections des États membres se rapportent uniquement à des "risques théoriques" inappropriés 177

i) *Demandes concernant des tests de toxicité chronique, lorsque les études sur la toxicité aiguë indiquent l'absence d'effets* *177*
ii) *Demande concernant de multiples études sur les aliments entiers* *178*
iii) *Insistance pour que la sécurité des produits hybrides soit prouvée indépendamment des données concernant le parent* *178*
iv) *Demandes imprécises concernant des données sur les effets environnementaux* *179*
v) *Demandes concernant des études sur la composition des denrées alimentaires provenant de l'animal* *180*
vi) *Objections dénuées de tout fondement scientifique* *180*
R. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA 180
1. Introduction 180
2. Questions horizontales 181
a) Charge de la preuve 181
b) Dénaturation des arguments du Canada par les Communautés européennes 181
c) Évaluation des risques et comités scientifiques communautaires 181
d) Questions d'interprétation relatives à l'*Accord SPS* 182
i) *Définition des mesures sanitaires et phytosanitaires* *182*
ii) *Article 2 et article 5:7 de l'Accord SPS* *184*
iii) *Article 5:7 et reste de l'article 5* *184*
iv) *Article 5:1* *185*
v) *Article 5:5* *185*
vi) *Article 5:6* *185*
vii) *Article 5:7* *185*
viii) *Article 2:3* *186*
ix) *Annexe C 1) a)* *186*
e) Accord OTC 186
f) Questions d'interprétation portant sur le GATT de 1994 188
g) Lois "mixtes" 188
h) Retard "d'origine mixte" 188
i) Absence d'intérêt 189
3. Allégations du Canada 189
a) Moratoire 189
b) Interdictions de commercialiser des produits spécifiques 190
i) *Colza Ms1xRf1 et MsxRf2* *190*
ii) *Colza Ms8/Rf3* *190*
iii) *Colza GT73* *192*
c) Mesures nationales des États membres des CE 193
S. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE 194
1. Introduction 194

2. Arguments 194
a) Le moratoire *de facto* 194
i) L'existence d'un moratoire de facto *194*
Phase de "consultation interservices" 194
La "position commune" et la déclaration de plusieurs États membres 195
Au sujet de l'"approche intermédiaire" 195
D'autres demandes ont reçu des avis scientifiques favorables, avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 196
ii) Conclusion *197*
b) "Suspension du traitement et non-examen des demandes individuelles visant des produits spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" 198
i) Observations générales *198*
ii) Produits spécifiques *198*
Coton Bt-531 198
La procédure a été bloquée 198
Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM 198
Coton RRC 1445 199
La procédure a été bloquée 199
Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM 199
Maïs NK603 200
La procédure a été bloquée 200
Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM 200
Maïs GA21 201
La procédure a été bloquée 201
Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM 201
c) "Retard injustifié" 201
d) Accord OTC 202
i) Règlement technique *202*
Article 2.1 de l'*Accord OTC* 202
Article 2.2 de l'*Accord OTC* 203
ii) Procédure d'évaluation de la conformité *204*
Article 5.1.1 de l'*Accord OTC* 204
Article 5.1.2 de l'*Accord OTC* 205
Article 5.2.1 de l'*Accord OTC* 205
T. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 205
1. Introduction 205
2. La charge de la preuve 206
3. Le rôle du Groupe spécial 208
4. La fonction des avis d'experts 210
5. Équité de la procédure et acceptation de questions additionnelles 211

U. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES 213
1. Introduction 213
2. Évaluation du point de savoir si certaines questions en particulier étaient justifiées d'un point de vue scientifique 213
3. Observations des Communautés européennes sur les réponses des experts 214
4. Avis des OI concernant les définitions 217
5. Avis des experts et mesures de sauvegarde 217
V. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU CANADA CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES 218
1. Observations sur la réunion avec les experts 218
a) Introduction 218
b) Cultures tolérantes aux herbicides 218
c) Dispersion accidentelle des graines 219
d) Caractérisation moléculaire 220
e) Cycles biogéochimiques 220
f) Situation des organismes nuisibles 220
g) Effets des augmentations d'échelle 220
h) Différences de risques 221
i) Conclusion 221
2. Observations sur les preuves additionnelles présentées par d'autres parties 221
W. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES 223
1. Observations sur la réunion avec les experts (17 et 18 février) 223
a) Simples renseignements par opposition aux preuves scientifiques 223
i) La pertinence des preuves scientifiques 223
ii) Preuves scientifiques et déclarations hypothétiques 224
iii) L'excuse de l'attente de la publication de plus amples renseignements 225
iv) La fausse idée de la biotechnologie – Pertinence de la science 225
b) Produits agricoles biotechnologiques et produits agricoles "non biotechnologiques" 226
2. Observations sur les "preuves scientifiques additionnelles" 227
X. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES 228
1. Observations sur la réunion avec les experts 228
2. Observations sur les preuves additionnelles présentées par les autres parties 233
Y. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 234
1. Introduction 234
2. Faits nouveaux survenus depuis la première réunion de fond 234
3. Charge de la preuve 236

4. Sauvegardes des États membres 237
5. Absence d'intérêt 238
Z. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU CANADA CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 239
1. Introduction 239
2. Description distincte du différend 239
3. Arguments et éléments de preuve relatifs au *moratoire* et aux interdictions visant des produits spécifiques 240
a) Le moratoire 240
i) Les Communautés européennes n'ont pas établi leur moratoire sur la base d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1 240
ii) Les Communautés européennes ne peuvent pas se fonder sur l'incertitude scientifique pour justifier le moratoire au regard de l'article 5:7 241
iii) L'application par les Communautés européennes de leur niveau approprié de protection aux produits biotechnologiques entraîne une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international, ce qui est contraire à l'article 5:5 de l'Accord SPS 244
b) Interdictions de commercialiser des produits spécifiques 245
i) Colza GT73 245
ii) Colza Ms8xRf3 246
c) Interdictions nationales 246
4. Autres questions 248
AA. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES 249
1. La mesure consistant en un moratoire *de facto* 249
a) La mesure visée par la présente procédure 249
b) Incompatibilité du moratoire *de facto* avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* 250
c) Les Communautés européennes ne peuvent pas justifier le moratoire *de facto* au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS* 251
d) Le moratoire *de facto* contrevient à l'article 5:5 de l'*Accord SPS* 251
2. La "suspension et [le] non-examen" ne reposent pas sur des preuves scientifiques et contreviennent donc aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC 251
3. Le "retard injustifié" 252
4. Les interdictions des États membres ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et, partant, violent l'*Accord SPS* 252
BB. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES PARTIES PLAIGNANTES 252
1. Retards 252
a) Charge de la preuve 253
b) Retards qualifiés d'"injustifiés" par les parties plaignantes 253

c) Évaluation des retards dans le cadre des différentes allégations formulées par les parties plaignantes 257
2. Absence d'intérêt 258
V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES 259
A. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 259
1. Introduction 259
2. Les intérêts de l'Australie 260
3. Droits de participation des tierces parties 261
B. DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE 261
C. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 263
1. Introduction 263
2. Point de vue de la Chine concernant l'article 5:7 de l'*Accord SPS* 263
3. Les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques ne sont pas des "produits similaires" au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 264
D. DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 265
E. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 267
1. Introduction 267
2. Arguments juridiques 269
a) Le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont des "mesures" aux fins de l'*Accord SPS* 269
b) Prescriptions procédurales de l'*Accord SPS* 270
i) Absence de publication "dans les moindres délais" 270
ii) Retard injustifié 270
c) Prescriptions de fond de l'*Accord SPS* 271
F. DÉCLARATION ORALE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 272
G. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 273
1. Introduction 273
2. Contexte factuel axé sur les conséquences du recours aux gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA) 273
a) Généralités 273
3. Analyse juridique 276
a) Généralités 276
b) L'*Accord SPS* n'est pas applicable aux mesures prises à l'encontre des GMRA 276
c) Argument subsidiaire concernant l'article 5:7 de l'*Accord SPS* 277
d) L'*Accord OTC* n'est pas applicable aux mesures prises à l'encontre des GMRA 278
e) Le GATT de 1994 278
4. Remarques finales 279
H. DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE 279
1. Introduction 279

2. Application de l'*Accord SPS* **279**
3. Application du GATT de 1994 – Article III:4 ..... **280**
4. Application du GATT de 1994 – Article XX **280**
VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE **281**
A. CONTEXTE 281
B. STRUCTURE 282
C. DEMANDES DE MODIFICATION DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES 282
1. Questions de procédure et autres questions générales **282**
2. Procédures d'approbation pertinentes des CE **283**
a) Observations communes au Canada et à l'Argentine 283
b) Observations du Canada 283
c) Observations des Communautés européennes 284
3. Moratoire général des CE **296**
a) Observations communes aux États-Unis, au Canada et à l'Argentine 296
b) Observations du Canada 299
c) Observations de l'Argentine 300
d) Observations des Communautés européennes 300
4. Mesures par produit **313**
a) Observations de l'Argentine 313
b) Observations des Communautés européennes 314
5. Mesures de sauvegarde des États membres des CE **316**
a) Observations communes au Canada et à l'Argentine 316
b) Observations du Canada 316
6. Conclusions et recommandations **317**
D. AUTRES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RAPPORTS INTÉRIMAIRES 317
E. DEMANDE TENDANT À LA SUPPRESSION DE PARTIES DIVULGUANT DES RENSEIGNEMENTS STRICTEMENT CONFIDENTIELS 317
F. DIVULGATION PUBLIQUE DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES CONFIDENTIELS DU GROUPE SPÉCIAL 318
VII. CONSTATATIONS **321**
A. QUESTIONS DE PROCÉDURE ET AUTRES QUESTIONS GÉNÉRALES 321
1. Pluralité des plaignants **322**
2. Mémoires d'*amici curiae* **323**
3. Consultation d'experts scientifiques individuels et d'organisations internationales **324**
a) Consultation d'experts individuels 326
b) Consultation d'organisations internationales 328
4. Annexes disponibles en ligne uniquement **328**

5. Difficultés rencontrées par le Groupe spécial dans la conduite de la procédure 329
6. Compatibilité des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord 332
7. Pertinence d'autres règles de droit international pour l'interprétation des Accords de l'OMC en cause en l'espèce 373
a) Autres règles de droit international applicables en tant qu'élément d'interprétation dont il faut tenir compte en même temps que du "contexte" (article 31 3) c) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*) 373
i) Généralités 377
ii) Convention sur la diversité biologique et Protocole sur la biosécurité 381
iii) Principe de précaution 382
b) Autres règles de droit international en tant qu'élément de preuve indiquant le sens ordinaire de termes utilisés dans un traité 387
B. APERÇU DES MESURES EN CAUSE 389
C. PROCÉDURES D'APPROBATION PERTINENTES DES CE 390
1. Évolution du régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques 390
2. Description des procédures d'approbation pertinentes des CE 392
a) Dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement: Directives 90/220 et 2001/18 392
i) Présentation de la demande par le demandeur 393
ii) Évaluation par l'autorité compétente principale 393
iii) Transmission du rapport de l'autorité compétente principale aux autres États membres pour observations 393
iv) Procédure applicable à l'échelle communautaire en cas d'objection 394
v) Autorisation de mise sur le marché par les États membres 395
vi) Transition entre la Directive 90/220 et la Directive 2001/18: demandes en souffrance 395
vii) Mesures de sauvegarde des États membres individuels 396
viii) Accès à des procédures de révision administrative et judiciaire au titre du droit communautaire et du droit des États membres 397
b) Nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires: Règlement n° 258/97 397
i) Présentation de la demande par le demandeur 398
ii) Évaluation par l'autorité compétente principale 398
iii) Distribution du rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale aux autres États membres pour observations 398
iv) Procédure communautaire advenant qu'une évaluation complémentaire soit requise ou qu'une objection soit formulée 399
v) Procédure simplifiée 399
vi) Mesures de sauvegarde des États membres individuels 400
vii) Accès à des procédures de révision administrative et judiciaire au titre du droit communautaire et du droit des États membres 400

c) Denrées alimentaires et aliments pour animaux GM et traçabilité et étiquetage des OGM et traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine et animale produits à partir d'OGM: Règlement n° 1829/2003 et Règlement n° 1830/2003 401

3. Applicabilité de l'*Accord SPS* 402

a) Question de savoir si une loi, ou une prescription y figurant, peut être réputée incorporer une mesure SPS ainsi qu'une mesure non SPS 403

b) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires constituent des mesures SPS pour ce qui est de leur but 409

i) Directives 90/220 et 2001/18 413

Protection de l'environnement 417

Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*: Protection de la santé et la vie des animaux ou préservation des végétaux contre les risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes 421

"la santé et la vie des animaux ou [ ] des végétaux" 421

"risques découlant de" 423

"entrée, établissement ou dissémination" 424

"parasites" 426

"maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes" 441

gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques 442

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS* 444

Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*: Protection de la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux 445

"produits alimentaires, boissons ou aliments pour animaux" 445

"additifs" 447

"contaminants" 450

"toxines" 453

allergènes 456

"organismes pathogènes" 460

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS* 461

Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS*: Protection de la santé et de la vie des personnes contre les risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites 461

effets allergisants des OGM non liés à leur consommation en tant que produits alimentaires 461

effets possibles sur la santé de l'utilisation accrue d'herbicides associée à des OGM 463

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS* 465

Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*: Empêcher ou limiter, sur le territoire d'un Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites 465

"d'autres dommages" 465

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS* 472

Étiquetage indiquant la présence d'OGM 472

Conclusions concernant le but des Directives 90/220 et 2001/18 476

ii) Règlement n° 258/97 476

"présenter [un] danger pour le consommateur" 479
"induire le consommateur en erreur" 480
"implique[] des inconvénients nutritionnels" 482
Conclusions concernant le but du Règlement n° 258/97 482
c) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires sont des mesures SPS de par leur forme et leur nature 483
i) Conclusion concernant la question de savoir si les procédures d'approbation communautaires sont des "mesures SPS" *486*
d) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires peuvent affecter le commerce international 486
D. MORATOIRE GÉNÉRAL DES CE 487
1. Mesure en cause 487
2. Existence d'un moratoire général sur les approbations 491
a) Manière alléguée de suspendre les approbations 492
b) Intention de suspendre les approbations 495
i) États membres des CE 495
ii) Commission 502
c) Absence d'approbations pendant la période pertinente 504
d) Documents et déclarations relatifs à un "moratoire" 510
i) Documents de la Commission et déclarations de divers commissaires 512
ii) Documents du Conseil 519
iii) Documents du Parlement européen 520
iv) Déclarations des représentants des États membres 523
v) Déclarations des CE à l'OMC 524
vi) Évaluation générale 524
vii) Position officielle des CE 528
e) Faits et historiques des procédures d'approbation individuelles 529
i) Dissémination volontaire – Demandes présentées au titre de la Directive 90/220 et/ou de la Directive 2001/18 533
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil 534
Coton Bt-531 (EC-65) 534
Coton RR-1445 (EC-66) 538
Maïs MON809 (EC-83) 542
Tomate transgénique (EC-84) 545
Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure 548
Colza Falcon (EC-62) 548
Colza MS8/RF3 (EC-63) 552
Betterave fourragère RR (EC-64) 557
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 560
Pomme de terre transgénique (EC-67) 560

Colza Liberator (EC-68) 561
Maïs Bt-11 (EC-69) 563
Maïs GA21 (EC-78) 566
Maïs GA21 (EC-85) 569
Maïs T25 x MON810 (EC-86) 572
Chicorée rouge transgénique (EC-77) 574
Retards au niveau des États membres 578
Coton Bt-531 (EC-65) 579
Coton RR-1445 (EC-66) 581
Colza RR (EC-79) 582
Colza RR (EC-70) 584
Soja LL (EC-71) 588
Soja LL (EC-81) 591
Colza LL (EC-72) 594
Coton BXN (EC-73) 596
Maïs Bt-1507 (EC-74) 600
Maïs Bt-1507 (EC-75) 605
Maïs Bt-11 (EC-80) 608
Maïs NK603 (EC-76) 609
Maïs GA21 (EC-85) 613
Maïs MON810 x GA21 (EC-82) 616
Soja à haute teneur en acide oléique (EC-87) 621
Betterave sucrière RR (EC-88) 623
Chicorée transgénique à cœur vert (EC-110) 627
Fait que l'État membre n'a pas donné son consentement à la mise sur le marché 628
Colza MS1/RF1 (EC-89) 629
Colza MS1/RF2 (EC-90) 629
Retards dus à des modifications du cadre législatif 634
ii) Nouveaux aliments – Demandes présentées au titre du Règlement n°258/97 636
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 638
Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91) 638
Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (EC-92) 644
Tomate transgénique (produit alimentaire) (EC-100) 650
Fait que le Comité scientifique de l'alimentation humaine n'a pas achevé son examen 652
Chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) (EC-97). 652
Chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) (EC-98). 652
Retards au niveau des États membres 655
Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91) 655
Soja LL (produit alimentaire) (EC-93) 658
Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) (EC-94) 661
Maïs Bt-1507 (produit alimentaire) (EC-95) 666

Maïs NK603 (produit alimentaire) (EC-96) 669
Soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) (EC-99) 673
Maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) (EC-101) 675
Betterave sucrière RR (produit alimentaire) (EC-102). 678
iii) Comportement des pays du Groupe des cinq d'une manière générale 681
Comportement des pays du Groupe des cinq en matière de vote au Comité de réglementation ou au Conseil 682
Objections des pays du Groupe des cinq aux évaluations favorables de la part des autorités compétentes principales 683
iv) Comportement de la Commission avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays 684
v) Observations finales 687
f) Conclusions générales 691
3. Question de savoir si le Groupe spécial peut et devrait formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec les règles de l'OMC 696
a) Question de savoir si le moratoire sur les approbations est une mesure susceptible d'être contestée 697
b) Question de savoir si le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire sur les approbations avec les règles de l'OMC si après l'établissement du Groupe spécial le moratoire a cessé d'exister 699
4. Allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes 705
5. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* 706
a) "Mesure sanitaire ou phytosanitaire" 707
b) Nature du moratoire *de facto* général sur les approbations 710
i) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations était-elle une décision de rejeter toutes les demandes ou prédéterminait-elle de tels rejets? 710
ii) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations imposait-elle une interdiction effective de la commercialisation? 712
iii) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a-t-elle elle-même établi une procédure ou modifié les procédures d'approbation communautaires existantes? 718
iv) Conclusion 722
c) Applicabilité de l'article 5:1 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations 723
d) Conclusions 725
6. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS* 726
a) Applicabilité de l'article 5:6 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations 727
b) Conclusions 728

7. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* 728
a) Applicabilité de l'article 5:5 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations 730
b) Conclusions 731
8. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS* 732
a) Première prescription de l'article 2:2 733
b) Deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 734
c) Conclusions 736
9. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS* 737
a) Évaluation 737
b) Conclusions 738
10. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'*Accord SPS* 738
a) "Réglementations sanitaires et phytosanitaires" 739
b) Conclusions 742
11. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 8 et la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* 742
a) Première clause de l'Annexe C 1) a) 748
i) Interprétation 749
ii) Application 752
Raison motivant le moratoire général des CE en tant que justification du retard 753
Inadéquation perçue de la législation communautaire en matière d'approbation en vigueur entre juin 1999 et août 2003 754
Science en constante évolution et application d'une approche de prudence et de précaution 756
Conclusion 759
Procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 760
Relation entre la procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220 et celle menée au titre de la Directive 2001/18 760
Adoption de la Directive 2001/18 en tant que justification du retard 761
Examen de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 762
Conclusions 768
b) Article 8 769
c) Conclusions générales 769
12. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 8 et l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* 769
a) Première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (publication ou communication de la durée de la procédure) 772

b) Deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (caractère complet de la documentation) 772
c) Troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (communication des résultats) 773
d) Quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (traitement des demandes comportant des lacunes) 773
e) Cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (explication du retard) 774
f) Article 8 774
g) Conclusion générale 774
13. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 10:1 de l'*Accord SPS* 775
a) Allégation de l'Argentine 776
b) Moratoire *de facto* général sur les approbations en tant que "mesure SPS" 777
c) Législation communautaire en matière d'approbation en tant que "mesure SPS" 778
d) Conclusion générale 780
E. MESURES VISANT DES PRODUITS SPÉCIFIQUES 780
1. Mesures en cause 780
a) Généralités 781
b) Demandes pertinentes 783
i) DS291 (États-Unis) 783
ii) DS292 (Canada) 784
iii) DS293 (Argentine) 785
c) Demandes retirées et approuvées 786
i) Demandes retirées avant l'établissement du Groupe spécial 786
ii) Demandes retirées après l'établissement du Groupe spécial 788
iii) Demandes approuvées après l'établissement du Groupe spécial 791
iv) Conclusion 792
2. Allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes 792
3. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* 794
a) DS291 (États-Unis) 796
b) DS292 (Canada) 799
c) DS293 (Argentine) 799
i) Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97 800
ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine 800
d) Conclusions 801
4. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS* 801
a) DS292 (Canada) 802
b) DS293 (Argentine) 803

i) *Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97* *803*
ii) *Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine* *803*
c) Conclusions 804
5. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* **804**
a) DS291 (États-Unis) 806
b) DS292 (Canada) 806
c) DS293 (Argentine) 807
i) *Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97* *807*
ii) *Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine* *807*
d) Conclusions 808
6. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS* **808**
a) Évaluation 809
b) Conclusions 810
7. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS* **810**
a) DS292 (Canada) 811
b) Conclusion 811
8. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'*Accord SPS* **812**
a) "Réglementations sanitaires et phytosanitaires" 812
b) Conclusion 813
9. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* **814**
a) Généralités 814
b) Dissémination volontaire – Demandes présentées au titre de la Directive 90/220 et/ou de la Directive 2001/18 815
i) *Application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation commencées au titre de la Directive 90/220 et poursuivies au titre de la Directive 2001/18* *815*
ii) *Colza Falcon (EC-62)* *816*
Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure 817
Conclusion 821
iii) *Colza MS8/RF3 (EC-63)* *821*
Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure 823
Conclusion 827
iv) *Betterave fourragère RR (EC-64)* *827*

Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure 828
Conclusion 830
v) Coton Bt-531 (EC-65) 831
Fait que la Commission n'a pas soumis à nouveau un projet de mesure au Conseil 834
Conclusions 837
vi) Coton RR-1445 (EC-66) 838
Fait que la Commission n'a pas soumis à nouveau un projet de mesure au Conseil 841
Conclusions 845
vii) Pomme de terre transgénique (EC-67) 845
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 846
Temps total pris depuis la présentation de la demande 848
Conclusion 849
viii) Colza Liberator (EC-68) 849
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 850
Conclusion 852
ix) Maïs Bt-11 (EC-69) 852
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 853
Conclusion 855
x) Colza RR (EC-70) 856
Retard au niveau des États membres 859
Conclusions 863
xi) Soja LL (EC-71) 864
Retard au niveau des États membres 865
Temps total pris depuis la présentation de la demande 868
Conclusions 869
xii) Colza LL (EC-72) 869
Retard au niveau des États membres 870
Temps total pris depuis la présentation de la demande 873
Conclusions 874
xiii) Coton BXN (EC-73) 874
Retard au niveau des États membres 875
Conclusions 878
xiv) Maïs Bt-1507 (EC-74) 879
Retard au niveau des États membres 879
Conclusion 882
xv) Maïs Bt-1507 (EC-75) 883
Retard au niveau des États membres 884
Conclusion 885
xvi) Maïs NK603 (EC-76) 886
Retard au niveau des États membres 887

Conclusions 890
xvii) Maïs GA21 (EC-78) 890
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 892
Conclusions 894
xviii) Maïs MON810 x GA21 (EC-82) 895
Retard au niveau des États membres 897
Conclusion 899
xix) Betterave sucrière RR (EC-88) 899
Retard au niveau des États membres 900
Conclusion 903
xx) Colza MS1/RF1 (EC-89) et colza MS1/RF2 (EC-90) 903
Fait que l'État membre n'a pas donné son consentement à la mise sur le marché 905
Conclusions 908
c) Nouveaux aliments – Demandes présentées au titre du Règlement n° 258/97 909
i) Application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation menées au titre du Règlement n° 258/97 909
ii) Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91) 911
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 914
Conclusions 916
iii) Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (EC-92) 917
Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation 920
Conclusion 923
iv) Soja LL (produit alimentaire) (EC-93) 923
Retard au niveau des États membres 924
Temps total pris depuis la présentation de la demande 926
Conclusions 927
v) Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) (EC-94) 928
Retard au niveau des États membres 931
Conclusion 934
vi) Maïs Bt-1597 (produit alimentaire) (EC-95) 934
Retard au niveau des États membres 935
Conclusion 937
vii) Maïs NK603 (produit alimentaire) (EC-96) 937
Retard au niveau des États membres 939
Conclusions 942
viii) Betterave sucrière RR (produit alimentaire) (EC-102) 942
Retard au niveau des États membres 943
Conclusion 946
d) Résumé des conclusions du Groupe spécial 946
10. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* 948

a) Deuxième clause de l'Annexe C 1) a) 949
b) Article 8 954
c) Conclusion générale 954
11. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* 954
a) Première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (publication ou communication de la durée de la procédure) 957
b) Deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (caractère complet de la documentation) 959
c) Troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (communication des résultats) 961
d) Quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (traitement des demandes comportant des lacunes) 962
e) Cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (explication du retard) 963
f) Article 8 964
g) Conclusions générales 964
12. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS* 964
a) Annexe C 1) c) 966
b) Article 8 966
c) Conclusion générale 967
13. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) e) de l'*Accord SPS* 967
a) Annexe C 1) e) 968
b) Article 8 968
c) Conclusion générale 968
14. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article III:4 du GATT de 1994 969
a) DS292 (Canada) 970
b) DS293 (Argentine) 970
i) Mesures visant des produits spécifiques affectant l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97 970
ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine 971
c) Conclusions 972
15. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'*Accord OTC* 972
a) DS292 (Canada) 973
b) DS293 (Argentine) 974
c) Conclusions 974
F. MESURES DE SAUVEGARDE DES ÉTATS MEMBRES DES CE 975
1. Introduction 975
a) Mesures de sauvegarde dans le contexte des procédures d'approbation pertinentes des CE 975

b) Aperçu des mesures spécifiques en cause 976
c) Aperçu des allégations des parties et approche du Groupe spécial 978
2. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière de l'*Accord SPS* 979
a) Applicabilité de l'*Accord SPS* 979
i) Généralités 979
ii) Autriche – Maïs T25 983
La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est-elle une mesure SPS? 983
But de la mesure de sauvegarde 983
Forme et nature de la mesure de sauvegarde 989
Conclusion 991
Effet sur le commerce international 991
Conclusions générales 992
iii) Autriche – Maïs Bt-176 992
La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS? 993
But de la mesure de sauvegarde 993
Forme et nature de la mesure 1001
Conclusion 1002
Effet sur le commerce international 1002
Conclusions générales 1003
iv) Autriche – Maïs MON810 1003
La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est-elle une mesure SPS? 1003
But de la mesure de sauvegarde 1003
Forme et nature de la mesure 1009
Conclusion 1009
Effet sur le commerce international 1009
Conclusions générales 1010
v) France – Colza MS1/RF1 (EC-161) 1010
La mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est-elle une mesure SPS? 1011
But de la mesure de sauvegarde 1011
Forme et nature de la mesure 1017
Conclusion 1018
Effet sur le commerce international 1019
Conclusions générales 1019
vi) France – Colza Topas 1020
La mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est-elle une mesure SPS? 1020
But de la mesure de sauvegarde 1020
Forme et nature de la mesure 1023
Conclusion 1023
Effet sur le commerce international 1023
Conclusions générales 1024

vii) Allemagne – Maïs Bt-176 ..... *1024*
La mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS? 1025
But de la mesure de sauvegarde 1025
Forme et nature de la mesure 1029
Conclusion 1030
Effet sur le commerce international 1031
Conclusions générales 1031
viii) Grèce – Colza Topas *1031*
La mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas est-elle une mesure SPS? 1032
But de la mesure de sauvegarde 1032
Forme et nature de la mesure 1036
Conclusion 1037
Effet sur le commerce international 1038
Conclusions générales 1038
ix) Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163) *1039*
La mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est-elle une mesure SPS? 1039
But de la mesure de sauvegarde 1039
Forme et nature de la mesure 1043
Conclusion 1044
Effet sur le commerce international 1045
Conclusions générales 1045
x) Luxembourg – Maïs Bt-176 ..... *1046*
La mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS? 1046
But de la mesure de sauvegarde 1046
Forme et nature de la mesure 1049
Conclusion 1050
Effet sur le commerce international 1050
Conclusions générales 1051
b) Question préliminaire: relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 de l'*Accord SPS* 1051
i) Mesures SPS "provisoirement adoptées" *1052*
ii) Article 5:7 de l'Accord SPS – Droit ou exception à l'"obligation générale" énoncée à l'article 5:1 ..... *1058*
Relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 1061
Relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 1068
iii) Conclusion *1073*
c) Compatibilité avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* (évaluation initiale) 1074
i) Généralités *1074*
ii) Autriche – Maïs T25 ..... *1081*
"Évaluation des risques" 1082

"Établi sur la base de" 1087
Conclusions générales 1091
iii) Autriche – Maïs Bt-176 ..... *1092*
"Évaluation des risques" 1092
"Établi sur la base de" 1095
Conclusions générales 1096
iv) Autriche – Maïs MON810 ..... *1097*
"Évaluation des risques" 1097
"Établi sur la base de" 1101
Conclusions générales 1102
v) France – Colza MS1/RF1 (EC-161) *1103*
"Évaluation des risques" 1103
"Établi sur la base de" 1106
Conclusions générales 1107
vi) France – Colza Topas *1108*
"Évaluation des risques" 1108
"Établi sur la base de" 1109
Conclusions générales 1110
vii) Allemagne – Maïs Bt-176 ..... *1111*
"Évaluation des risques" 1111
"Établi sur la base de" 1115
Conclusions générales 1116
viii) Grèce – Colza Topas *1116*
"Évaluation des risques" 1117
"Établi sur la base de" 1121
Conclusions générales 1122
ix) Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163) *1122*
"Évaluation des risques" 1123
"Établi sur la base de" 1126
Conclusions générales 1127
x) Luxembourg – Maïs Bt-176 ..... *1128*
"Évaluation des risques" 1128
"Établi sur la base de" 1129
Conclusions générales 1131
d) Compatibilité avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS* et conclusion finale concernant la compatibilité avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* 1131
i) Autriche – Maïs T25 ..... *1133*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1136
Pertinence du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques 1136
Moment auquel doit être évaluée l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes 1141

ii) *Mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25* *1144*
Conclusions générales 1145
iii) *Autriche – Maïs Bt-176* *1146*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1149
Conclusions générales 1150
iv) *Autriche – Maïs MON810* *1151*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1153
Conclusions générales 1155
v) *France – Colza MS1/RF1 (EC-161)* *1155*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1158
Conclusions générales 1159
vi) *France – Colza Topas* *1160*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1163
Conclusions générales 1164
vii) *Allemagne – Maïs Bt-176* *1165*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1167
Conclusions générales 1169
viii) *Grèce – Colza Topas* *1169*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1172
Conclusions générales 1173
ix) *Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163)* *1174*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1177
Conclusions générales 1178
x) *Luxembourg – Maïs Bt-176* *1179*
"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes" 1182
Conclusions générales 1183
e) Compatibilité avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS* 1184
i) *Évaluation* *1185*
ii) *Conclusions générales* *1185*
f) Compatibilité avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* 1186
i) *Évaluation* *1187*
ii) *Conclusions générales* *1187*
g) Compatibilité avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS* 1187
i) *Première prescription de l'article 2:2* *1189*
ii) *Deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2* *1189*
iii) *Article 5:7* *1190*
iv) *Conclusions générales* *1190*
h) Compatibilité avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS* 1191
i) *Évaluation* *1192*
ii) *Conclusions générales* *1192*

3. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière de l'*Accord OTC* 1192
a) Évaluation 1193
b) Conclusions générales 1194
4. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière du GATT de 1994 1194
a) Compatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994 1194
i) Évaluation 1195
ii) Conclusions générales 1196
b) Compatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994 1196
i) Évaluation 1197
ii) Conclusions générales 1197
VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS 1197
A. APERÇU DES QUESTIONS EXAMINÉES ET TRANCHÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL 1197
B. STRUCTURE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 1200
C. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS (DS291): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 1200
1. Moratoire général des CE 1200
2. Mesures des CE visant des produits spécifiques 1202
3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE 1204
a) Autriche – Maïs T25 1204
b) Autriche – Maïs Bt-176 1204
c) Autriche – Maïs MON810 1204
d) France – Colza MS1/RF1 (EC-161) 1205
e) France – Colza Topas 1205
f) Allemagne – Maïs Bt-176 1205
g) Grèce – Colza Topas 1206
h) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25 1206
i) Luxembourg – Maïs Bt-176 1207
j) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations 1207
D. PLAINTE DU CANADA (DS292): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 1207
1. Moratoire général des CE 1207
2. Mesures des CE visant des produits spécifiques 1208
3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE 1210
a) Autriche – Maïs T25 1210
b) France – Colza MS1/FR1 (EC-161) 1210
c) France – Colza Topas 1211
d) Grèce – Colza Topas 1211
e) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25 1212
f) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations 1213

E. PLAINTE DE L'ARGENTINE (DS293): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL 1213
1. Moratoire général des CE 1213
2. Mesures des CE visant des produits spécifiques 1214
3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE 1216
a) Autriche – Maïs T25 1216
b) Autriche – Maïs Bt-176 1216
c) Autriche – Maïs MON810 1217
d) Allemagne – Maïs Bt-176 1217
e) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810 et maïs T25 1218
f) Luxembourg – Maïs Bt-176 1219
g) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations 1219

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DES CE CONCERNANT L'OCTROI DE CONSENTEMENTS AUX FINS DE LA DISSÉMINATION VOLONTAIRE D'OGM DANS L'ENVIRONNEMENT ET LES NOUVEAUX ALIMENTS ET NOUVEAUX INGRÉDIENTS ALIMENTAIRES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Directive 90/220: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements aux fins de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement	A-2
Annexe A-2	Directive 2001/18: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements aux fins de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement	A-4
Annexe A-3	Règlement n° 258/97: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements pour les nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires	A-6

ANNEXE B

TABLEAUX RÉSUMANT L'HISTORIQUE DES PROCÉDURES D'APPROBATION INDIVIDUELLES EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

ANNEXE C

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL LE 3 JUIN 2004

Table des matières		Page
Annexe C-1	Réponse des États-Unis à la question posée par le Groupe spécial le 3 juin 2004	C-2
Annexe C-2	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial le 3 juin 2004	C-4

ANNEXE D

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL DANS LE CONTEXTE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe D-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la première réunion de fond	D-2
Annexe D-2	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la première réunion de fond	D-44
Annexe D-3	Réponses de l'Argentine aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la première réunion de fond	D-87
Annexe D-4	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la première réunion de fond	D-105

ANNEXE E

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LES AUTRES PARTIES DANS LE CONTEXTE DE LA PREMIÈRE RÉUNION DE FOND

Table des matières		Page
Annexe E-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par les Communautés européennes	E-2
Annexe E-2	Réponses du Canada aux questions posées par les Communautés européennes	E-4
Annexe E-3	Réponses de l'Argentine aux questions posées par les Communautés européennes	E-8
Annexe E-4	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par l'Argentine	E-10

ANNEXE F

RÉPONSES DES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL DANS LE CONTEXTE DE LA DEUXIÈME RÉUNION DE FOND ET OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LES RÉPONSES DES AUTRES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe F-1	Réponses des États-Unis aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (7 mars 2005)	F-2
Annexe F-2	Réponses des États-Unis aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (11 mars 2005)	F-30
Annexe F-3	Observations des États-Unis sur les réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (18 mars 2005)	F-51
Annexe F-4	Réponses du Canada aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (7 mars 2005)	F-65
Annexe F-5	Réponses du Canada aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (11 mars 2005)	F-83
Annexe F-6	Observations du Canada sur les réponses des autres parties aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (18 mars 2005)	F-107
Annexe F-7	Réponses de l'Argentine aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (7 mars 2005)	F-126
Annexe F-8	Réponses de l'Argentine aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (11 mars 2005)	F-134
Annexe F-9	Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (7 mars 2005)	F-141
Annexe F-10	Réponses des Communautés européennes aux questions additionnelles posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (11 mars 2005)	F-175
Annexe F-11	Observations des Communautés européennes sur les réponses des plaignants aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la deuxième réunion de fond (18 mars 2005)	F-196

ANNEXE G

RÉPONSES DES TIERCES PARTIES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL ET LES PARTIES

Table des matières		Page
Annexe G-1	Réponses de l'Australie aux questions posées par le Groupe spécial et les parties	G-2
Annexe G-2	Réponses du Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu aux questions posées par le Groupe spécial et les parties	G-7
Annexe G-3	Réponse d'El Salvador à la question posée par les États-Unis	G-9
Annexe G-4	Réponse du Honduras à la question posée par les États-Unis	G-10
Annexe G-5	Réponses de la Nouvelle-Zélande aux questions posées par le Groupe spécial et les parties	G-11
Annexe G-6	Réponses du Pérou aux questions posées par le Groupe spécial et les parties	G-15
Annexe G-7	Réponse de la Thaïlande à la question posée par le Groupe spécial	G-17

ANNEXE H

RÉPONSES DES EXPERTS SCIENTIFIQUES CONSEILLANT LE GROUPE SPÉCIAL AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

ANNEXE I

OBSERVATIONS DES PARTIES SUR LES RÉPONSES DES EXPERTS SCIENTIFIQUES AUX QUESTIONS POSÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

Table des matières		Page
Annexe I-1	Observations des États-Unis sur les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (31 janvier 2005)	I-2
Annexe I-2	Observations du Canada sur les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (31 janvier 2005)	I-40
Annexe I-3	Observations de l'Argentine sur les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (31 janvier 2005)	I-91
Annexe I-4	Observations des Communautés européennes sur les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (28 janvier 2005)	I-226

ANNEXE J

PROCÈS-VERBAL DE LA RÉUNION CONJOINTE DU GROUPE SPÉCIAL AVEC LES EXPERTS SCIENTIFIQUES DES 17 ET 18 FÉVRIER 2005

ANNEXE K

LETTRE DU 8 MAI 2006 ADRESSÉE PAR LE GROUPE SPÉCIAL AUX PARTIES

AFFAIRES CITÉES DANS LE PRÉSENT RAPPORT

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Argentine – Chaussures, textiles et vêtements	Rapport du Groupe spécial *Argentine – Mesures affectant les importations de chaussures, textiles, vêtements et autres articles*, WT/DS56/R, adopté le 22 avril 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS56/AB/R
Australie – Saumons	Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998
Australie – Saumons	Rapport du Groupe spécial *Australie – Mesures visant les importations de saumons*, WT/DS18/R, adopté le 6 novembre 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS18/AB/R
Brésil – Noix de coco desséchée	Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Mesures visant la noix de coco desséchée*, WT/DS22/AB/R, adopté le 20 mars 1997
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/AB/R, adopté le 27 septembre 2004
Canada – Exportations de blé et importations de grains	Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*, WT/DS276/R, adopté le 27 septembre 2004, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS276/AB/R
CE – Amiante	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/AB/R, adopté le 5 avril 2001
CE – Amiante	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant*, WT/DS135/R et Add.1, adopté le 5 avril 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS135/AB/R
CE – Bananes III	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes*, WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997
CE – Hormones	Rapport de l'Organe d'appel *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones)*, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, adopté le 13 février 1998
CE – Hormones (Canada)	Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par le Canada*, WT/DS48/R/CAN, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Hormones (États-Unis)	Rapport du Groupe spécial *Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (hormones), plainte déposée par les États-Unis*, WT/DS26/R/USA, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R
CE – Linge de lit	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/AB/R, adopté le 12 mars 2001
CE – Linge de lit	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Droits antidumping sur les importations de linge de lit en coton en provenance d'Inde*, WT/DS141/R, adopté le 12 mars 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS141/AB/R
CE – Matériels informatiques	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques*, WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
CE – Morceaux de poulet	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classification douanière des morceaux de poulet désossés et congelés*, WT/DS269/AB/R, WT/DS286/AB/R, adopté le 27 septembre 2005
CE – Navires de commerce	Rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures affectant le commerce des navires de commerce*, WT/DS301/R, adopté le 20 juin 2005
CE – Préférences tarifaires	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Conditions d'octroi de préférences tarifaires aux pays en développement*, WT/DS246/AB/R, adopté le 20 avril 2004
CE – Sardines	Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Désignation commerciale des sardines*, WT/DS231/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Chili – Boissons alcooliques	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS87/AB/R, WT/DS110/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/AB/R, adopté le 23 octobre 2002
Chili – Système de fourchettes de prix	Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix et mesures de sauvegarde appliqués à certains produits agricoles*, WT/DS207/R, adopté le 23 octobre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS207AB/R
Corée – Produits laitiers	Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000
Corée – Produits laitiers	Rapport du Groupe spécial *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, WT/DS98/R et Corr.1, adopté le 12 janvier 2000, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS98/AB/R
États-Unis – Acier au carbone	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002
États-Unis – Acier au carbone	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne*, WT/DS213/R et Corr.1, adopté le 19 décembre 2002, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS213/AB/R
États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211 de la Loi générale de 1998 portant ouverture de crédits*, WT/DS176/AB/R, adopté le 1er février 2002
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001
États-Unis – Certains produits en provenance des CE	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/R, Add.1, et Corr.1, adopté le 10 janvier 2001, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS165/AB/R
États-Unis – Chemises et blouses de laine	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures affectant les importations de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés en provenance d'Inde*, WT/DS33/AB/R et Corr.1, adopté le 23 mai 1997
États-Unis – Coton upland	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Subventions concernant le coton upland*, WT/DS267/AB/R, adopté le 21 mars 2005
États-Unis – Crevettes	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes*, WT/DS58/AB/R, adopté le 6 novembre 1998

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
États-Unis – Essence	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/AB/R, adopté le 20 mai 1996
États-Unis – Essence	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules*, WT/DS2/R, adopté le 20 mai 1996, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS2/AB/R
États-Unis – Fils de coton	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesure de sauvegarde transitoire appliquée aux fils de coton peignés en provenance du Pakistan*, WT/DS192/AB/R, adopté le 5 novembre 2001
États-Unis – FSC	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger"*, WT/DS108/AB/R, adopté le 20 mars 2000
États-Unis – FSC (article 21:5 – CE)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Traitement fiscal des "sociétés de ventes à l'étranger" – Recours des Communautés européennes à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS108/AB/RW, adopté le 29 janvier 2002
États-Unis – Jeux	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures visant la fourniture transfrontières de services de jeux et paris*, WT/DS285/AB/R, adopté le 20 avril 2005
États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi de 2000 sur la compensation pour continuation du dumping et maintien de la subvention*, WT/DS217/AB/R, WT/DS234/AB/R, adopté le 27 janvier 2003
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/AB/R, adopté le 9 janvier 2004
États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Réexamen à l'extinction des droits antidumping appliqués aux produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance du Japon*, WT/DS244/R, adopté le 9 janvier 2004, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS244/AB/R
États-Unis – Restrictions à l'exportation	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures traitant les restrictions à l'exportation comme des subventions*, WT/DS194/R, adopté le 23 août 2001
États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier	Rapports du Groupe spécial *États-Unis – Mesures de sauvegarde définitives à l'importation de certains produits en acier*, WT/DS248, WT/DS249, WT/DS251, WT/DS252, WT/DS253, WT/DS254, WT/DS258, WT/DS259, adoptés le 10 décembre 2003, modifiés par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS248/AB/R, WT/DS249/AB/R, WT/DS251/AB/R, WT/DS252/AB/R, WT/DS253/AB/R, WT/DS254/AB/R, WT/DS258/AB/R, WT/DS259/AB/R
États-Unis – Tôles en acier	Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Mesures antidumping et compensatoires appliquées aux tôles en acier en provenance de l'Inde*, WT/DS206/R, adopté le 29 juillet 2002
États-Unis – Viande d'agneau	Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures de sauvegarde à l'importation de viande d'agneau fraîche, réfrigérée ou congelée en provenance de Nouvelle-Zélande et d'Australie*, WT/DS177/AB/R, WT/DS178/AB/R, adopté le 16 mai 2001
Guatemala – Ciment I	Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Enquête antidumping concernant le ciment Portland en provenance du Mexique*, WT/DS60/AB/R, adopté le 25 novembre 1998
Inde – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Inde – Mesures concernant le secteur automobile*, WT/DS146/R, WT/DS175/R et Corr.1, adopté le 5 avril 2002

Titre abrégé	Titre complet de l'affaire et référence
Inde – Brevets (États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Protection conférée par un brevet pour les produits pharmaceutiques et les produits chimiques pour l'agriculture*, WT/DS50/AB/R, adopté le 16 janvier 1998
Indonésie – Automobiles	Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Certaines mesures affectant l'industrie automobile*, WT/DS54/R, WT/DS55/R, WT/DS59/R, WT/DS64/R, adopté le 23 juillet 1998
Japon – Boissons alcooliques II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Taxes sur les boissons alcooliques*, WT/DS8/AB/R, WT/DS10/AB/R, WT/DS11/AB/R, adopté le 1er novembre 1996
Japon – Pommes	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/AB/R, adopté le 10 décembre 2003
Japon – Pommes	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant l'importation de pommes*, WT/DS245/R, adopté le 10 décembre 2003, confirmé par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS245/AB/R
Japon – Produits agricoles II	Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/AB/R, adopté le 19 mars 1999
Japon – Produits agricoles II	Rapport du Groupe spécial *Japon – Mesures visant les produits agricoles*, WT/DS76/R, adopté le 19 mars 1999, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS76/AB/R
Japon – Semi-conducteurs	Rapport du Groupe spécial du GATT *Japon – Commerce des semi-conducteurs*, adopté le 4 mai 1988, IBDD, S35/126
Mexique – Sirop de maïs	Rapport du Groupe spécial *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis*, WT/DS132/R et Corr.1, adopté le 24 février 2000
Mexique – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)	Rapport de l'Organe d'appel *Mexique – Enquête antidumping concernant le sirop de maïs à haute teneur en fructose (SHTF) en provenance des États-Unis – Recours des États-Unis à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends*, WT/DS132/AB/RW, adopté le 21 novembre 2001
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/AB/R, adopté le 19 mai 2005
République dominicaine – Importation et vente de cigarettes	Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Mesures affectant l'importation et la vente de cigarettes sur le marché intérieur*, WT/DS302/R, adopté le 19 mai 2005, modifié par le rapport de l'Organe d'appel WT/DS302/AB/R
Thaïlande – Poutres en H	Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne*, WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Accord OTC	*Accord sur les obstacles techniques au commerce*
Accord SPS	*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*
ADN	Acide désoxyribonucléique
AESA	Autorité européenne de sécurité des aliments
At.	Attachement
Bt.	*Bacillus thuringiensis*
CDB	Convention sur la diversité biologique
CE	Communautés européennes
CIPV	*Convention internationale pour la protection des végétaux*
CJE	Cour de justice européenne
Commission	Commission européenne
Conseil	Conseil européen des Ministres
CSAH	Comité scientifique de l'alimentation humaine
CSP	Comité scientifique des plantes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
GATT de 1994	*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*
GM	Génétiquement modifié
GMRA	Gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques
GMTH	Génétiquement modifié (pour être) tolérant à un herbicide
Mémorandum d'accord	Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends
NIMP	Norme internationale pour les mesures phytosanitaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OGM	Organismes génétiquement modifiés
OIE	Organisation mondiale de la santé animale

OMS	Organisation mondiale de la santé
ORD	Organe de règlement des différends
OVM	Organismes vivants modifiés
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
SNIF	Formulaire de synthèse de la notification
SPS	Mesures sanitaires et phytosanitaires
UE	Union européenne

NOMS COMPLETS ET ABRÉGÉS DES PRODUITS

Nom abrégé du produit (ordre alphabétique)	Nom complet du produit et numéro de la pièce des CE
COLZA	
Colza Falcon	*Colza (Falcon GS40/90) (Bayer)* *C/DE/96/05 (chronologie EC 62)*
Colza Liberator	*Colza d'hiver (Liberator pHoe6/Ac) (Bayer)* *C/D/98/06 (chronologie EC 68)*
Colza LL	*Colza Liberty Link (T45 & Topas 19/2) (Bayer)* *C/GB/99/M5/2 (chronologie EC 72)*
Colza MS1/RF1 (EC-89)	*Colza (MS1/RF1) (Bayer)* *C/F/95/01A (chronologie EC 89)*
Colza MS1/RF1 (EC-161)	*Colza (MS1/RF1) (Bayer)* *C/UK/94/M1/1 (chronologie EC 161)*
Colza MS1/RF2	*Colza (MS1/RF2) (Bayer)* *C/F/95/01B (chronologie EC 90)*
Colza MS8/RF3	*Colza hybride (MS8/RF3) (Bayer)* *C/BE/96/01 (chronologie EC 63)*
Colza RR (EC-70)	*Colza Roundup Ready (GT73) (Monsanto)* *C/NL/98/11 (chronologie EC 70)*
Colza RR (EC-79)	*Colza Roundup Ready (GT73) (Monsanto)* *C/F/9506/011 (chronologie EC 79)*
Colza Topas	*Colza Topas 19/2 (AgrEvo)* *C/UK/95/M5/1 (chronologie EC 162)*
COTON	
Coton Bt-531	*Coton Bt (531) (Monsanto)* *C/ES/96/02 (chronologie EC 65)*
Coton BXN	*Coton BXN (10215, 10222, 10224) (Stoneville)* *C/ES/99/01 (chronologie EC 73)*
Coton RR-1445	*Coton Roundup Ready (RRC1445) (Monsanto)* *C/ES/97/01 (chronologie EC 66)*
MAÏS	
Maïs Bt-11 (EC-69)	*Maïs tolérant au/le glufosinate et résistant au Bt (Bt-11) (Syngenta)* *C/F/96/05-10 (chronologie EC 69)*
Maïs Bt-11 (EC-80)	*Maïs Bt-11 (Syngenta)* *C/ES/98/02 (chronologie EC 80)*
Maïs Bt-11 (EC-163)	*Maïs Bt-11* *C/GB/96/M4/1 (chronologie EC 163)*
Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire)	*Maïs doux Bt-11 (Syngenta)* *(chronologie EC 92)*
Maïs Bt-176	*Maïs Bt-176 (Ciba Geigy, maintenant Syngenta Seeds)* *C/F/94/11-03 (chronologie EC 158)*
Maïs Bt-1507 (EC-74)	*Maïs Bt exprimant le gène Cry1F (1507) (Pioneer/Dow AgroSciences)* *C/NL/00/10 (chronologie EC 74)*

Nom abrégé du produit (ordre alphabétique)	**Nom complet du produit et numéro de la pièce des CE**
Maïs Bt-1507 (EC-75)	*Maïs Bt exprimant le gène Cry1F (1507) (Pioneer/Dow AgroSciences) C/ES/01/01(chronologie EC 75)*
Maïs Bt-1507 (produit alimentaire)	*Maïs Bt exprimant le gène Cry1F (1507) (Pioneer/Dow AgroSciences) (chronologie EC 95)*
Maïs GA21 (EC-78)	*Maïs Roundup Ready (GA21) (Monsanto) C/ES/98/01 (chronologie EC 78)*
Maïs GA21 (EC-85)	*Maïs Roundup Ready (GA21) (Monsanto) C/GB/97/M3/2 (chronologie EC 85)*
Maïs GA21 (produit alimentaire)	*Maïs Roundup Ready (GA21) (Monsanto) (chronologie EC 91)*
Maïs MON809	*Maïs Bt (MON809) (Pioneer) C/F/95/12-01/B (chronologie EC 83)*
Maïs MON809 (produit alimentaire)	*Maïs 809 (Monsanto) C/F/95/12-01/B (chronologie EC 157)*
Maïs MON810	*Maïs 810 (Monsanto) C/F/95/12-02 (chronologie EC 159)*
Maïs MON810 x GA21	*Maïs (stack) "MaisGard Roundup Ready" (MON810 & GA21) (Monsanto) C/ES/99/02 (chronologie EC 82)*
Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire)	*Maïs (stack) "MaisGard Roundup Ready" (MON810 & GA21) (Monsanto) (chronologie EC 94)*
Maïs NK603	*Maïs Roundup Ready (NK603) (Monsanto) C/ES/00/01 (chronologie EC 76)*
Maïs NK603 (produit alimentaire)	*Maïs Roundup Ready (NK603) (Monsanto) (chronologie EC 96)*
Maïs T14	*Maïs T14 (Agrevo) C/F/96/06/12 (chronologie EC 156)*
Maïs T25	*Maïs T25 (AgrEvo, puis Aventis Cropscience) C/F/95/12-07 (chronologie EC 160)*
Maïs T25 x MON810	*Maïs Liberty Link et Bt (T25 et MON810) (Pioneer) C/NL/98/08 (chronologie EC 86)*
Maïs T25 x MON810 (produit alimentaire)	*Maïs Liberty Link et Bt (T25 et MON810) (Pioneer) (chronologie EC 101)*
SOJA	
Soja à haute teneur en acide oléique	*Soja à haute teneur en acide oléique (260-05) (Pioneer/Dupont) C/NL/98/09 (chronologie EC 87)*
Soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire)	*Soja à haute teneur en acide oléique (260-05) (Pioneer/Dupont) (chronologie EC 99)*
Soja LL (EC-71)	*Soja Liberty Link (A2704-12 et A5547-127) (Bayer) C/BE/98/01 (chronologie EC 71)*
Soja LL (EC-81)	*Soja Liberty Link (A2704-12 et A5547-127) (Bayer) C/PT/99/01 (chronologie EC 81)*
Soja LL (produit alimentaire)	*Soja Liberty Link (A2704-12 et A5547-127) (Bayer) (chronologie EC 93)*

Nom abrégé du produit (ordre alphabétique)	**Nom complet du produit et numéro de la pièce des CE**
Soja MON	*Soja résistant aux herbicides (Monsanto)* *C/UK/94/M3/1*
AUTRES	
Betterave fourragère RR	*Betterave fourragère Roundup Ready (A5/15) (Trifolium/Monsanto/ Danisco)* *C/DK/97/01 (chronologie EC 64)*
Betterave sucrière RR	*Betterave sucrière Roundup Ready (77) (Monsanto/Syngenta)* *C/BE/99/01 (chronologie EC 88)*
Betterave sucrière RR (produit alimentaire)	*Betterave sucrière Roundup Ready (77) (Monsanto/Syngenta)* *(chronologie EC 102)*
Chicorée rouge transgénique	*Chicorée rouge (RM3-3, RM3-4, RM3-6) (Bejo Zaden)* *C/NL/94/25 (à des fins de culture)* *C/NL/94/25/A (alimentation humaine/animale) (chronologie EC 77)*
Chicorée rouge transgénique (produit alimentaire)	*Chicorée rouge (RM3-3, RM3-4, RM3-6) (Bejo Zaden)* *(chronologie EC 97)*
Chicorée transgénique à cœur vert	*Chicorée à cœur vert (Bejo-Zaden)* *C/NL/96/05 (chronologie EC 110)*
Chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire)	*Chicorée transgénique à cœur vert (Bejo-Zaden)* *(chronologie EC 98)*
Pomme de terre transgénique	*Pomme de terre féculière (Amylogene)* *C/SE/96/3501 (chronologie EC 67)*
Tabac BXN	*Tabac tolérant le bromoxynil (SEITA)* *C/F/93/08-02*
Tomate transgénique	*Tomate à durée de conservation prolongée (TGT7-F) (Zeneca)* *C/ES/96/01 (chronologie EC 84)*
Tomate transgénique (produit alimentaire)	*Tomate à durée de conservation prolongée (TGT7-F) (Zeneca)* *(chronologie EC 100)*

I. INTRODUCTION

A. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS

1.1 Le 13 mai 2003, les États-Unis ont demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du *Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémorandum d'accord"), à l'article 11 de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("*Accord SPS*"), à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture*, à l'article 14 de l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce* ("*Accord OTC*") et à l'article XXII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") au sujet de certaines mesures prises par les Communautés européennes et leurs États membres qui affectaient les produits issus de la biotechnologie ("produits biotechnologiques").[1]

1.2 Le 19 juin 2003, les États-Unis et les Communautés européennes ont tenu les consultations demandées, mais ne sont pas parvenus à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.3 Le 7 août 2003, les États-Unis ont demandé l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner la question.[2]

B. PLAINTE DU CANADA

1.4 Le 13 mai 2003, le Canada a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord, à l'article XXII du GATT de 1994, à l'article 11 de l'*Accord SPS*, à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture* et à l'article 14 de l'*Accord OTC*, concernant les mesures qui affectaient l'approbation et la commercialisation de produits qui renfermaient des organismes génétiquement modifiés, qui étaient composés d'organismes génétiquement modifiés ou qui étaient obtenus à partir d'organismes génétiquement modifiés.[3]

1.5 Le 25 juin 2003, le Canada et les Communautés européennes ont tenu les consultations demandées, mais ne sont pas parvenus à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

1.6 Le 7 août 2003, le Canada a demandé l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner la question.[4]

C. PLAINTE DE L'ARGENTINE

1.7 Le 14 mai 2003, l'Argentine a demandé l'ouverture de consultations avec les Communautés européennes conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord, à l'article 11:1 de l'*Accord SPS*, à l'article 19 de l'*Accord sur l'agriculture*, à l'article 14.1 de l'*Accord OTC* et à l'article XXII:1 du GATT de 1994 au sujet de certaines mesures prises par les Communautés européennes et leurs États membres qui affectaient des produits de la biotechnologie.[5]

1.8 Le 19 juin 2003, l'Argentine et les Communautés européennes ont tenu les consultations demandées, mais ne sont pas parvenues à un règlement mutuellement satisfaisant de la question.

---

[1] WT/DS291/1.
[2] WT/DS291/23.
[3] WT/DS292/1.
[4] WT/DS292/17.
[5] WT/DS293/1.

1.9 Le 7 août 2003, l'Argentine a demandé l'établissement d'un groupe spécial chargé d'examiner la question.[6]

D. ÉTABLISSEMENT ET COMPOSITION DU GROUPE SPÉCIAL

1.10 À sa réunion du 29 août 2003, l'Organe de règlement des différends a établi un groupe spécial unique comme l'avaient demandé les États-Unis dans le document WT/DS291/23, le Canada dans le document WT/DS292/17 et l'Argentine dans le document WT/DS293/17, conformément aux articles 6 et 9 du Mémorandum d'accord.

1.11 À cette réunion, les parties au différend sont convenues également que le Groupe spécial serait doté du mandat type. Ce mandat est donc le suivant[7]:

> "Examiner, à la lumière des dispositions pertinentes des accords visés cités par les États-Unis dans le document WT/DS291/23, par le Canada dans le document WT/DS292/17 et par l'Argentine dans le document WT/DS293/17, la question portée devant l'ORD par les États-Unis, le Canada et l'Argentine dans ces documents; faire des constatations propres à aider l'ORD à formuler les recommandations ou à statuer sur la question, ainsi qu'il est prévu dans lesdits accords."

1.12 Le 23 février 2004, les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont demandé au Directeur général de déterminer la composition du Groupe spécial, conformément au paragraphe 7 de l'article 8 du Mémorandum d'accord. Le 4 mars 2004, le Directeur général a donné au Groupe spécial la composition suivante[8]:

Président: M. Christian Häberli

Membres: M. Mohan Kumar
M. Akio Shimizu

1.13 L'Argentine (en ce qui concerne les plaintes des États-Unis et du Canada), l'Australie, le Brésil, le Canada (en ce qui concerne les plaintes des États-Unis et de l'Argentine), le Chili, la Chine, la Colombie, El Salvador, les États-Unis, le Honduras, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Paraguay, le Pérou, le Taipei chinois, la Thaïlande et l'Uruguay (en ce qui concerne les plaintes du Canada et de l'Argentine) ont réservé leur droit de participer en tant que tierces parties aux travaux du Groupe spécial.

1.14 Le 8 mars 2004, le Groupe spécial a reçu des Communautés européennes une communication écrite préliminaire lui demandant de rendre rapidement une décision selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées, respectivement, par les États-Unis, le Canada et l'Argentine ne satisfaisaient pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

1.15 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis, au Canada et à l'Argentine de présenter une communication écrite préliminaire en réponse à la communication écrite des Communautés européennes. Le 24 mars 2003, le Groupe spécial a reçu des communications écrites préliminaires des États-Unis, du Canada et de l'Argentine.

---

[6] WT/DS293/17.
[7] WT/DSB/M/155.
[8] WT/DS291/24, WT/DS292/18 et WT/DS293/18.

1.16 Le 8 avril 2004, le Groupe spécial a rendu une "Décision préliminaire du Groupe spécial concernant la compatibilité des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord", dans laquelle il constatait que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées le 7 août 2004 par les parties plaignantes (documents WT/DS291/23, WT/DS292/17 et WT/DS293/17) satisfaisaient aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

E. PROCÉDURE DU GROUPE SPÉCIAL

1.17 Le Groupe spécial s'est réuni avec les parties du 2 au 4 juin 2004 pour la première réunion de fond. Il s'est réuni avec les tierces parties lors d'une séance spéciale le 3 juin 2004. En l'espèce, le Groupe spécial a également demandé l'avis d'experts scientifiques et techniques et les a rencontrés en présence des parties les 17 et 18 février 2005. Il a tenu la deuxième réunion de fond avec les parties les 21 et 22 février 2005.

1.18 Le 7 février 2006, le Groupe spécial a remis ses rapports intérimaires aux parties. Le 17 mars et le 19 avril 2006, le Groupe spécial a reçu des parties des observations sur les rapports intérimaires. Aucune des parties n'a demandé une réunion consacrée au réexamen intérimaire. Le 10 mai 2006, le Groupe spécial a remis ses rapports finals aux parties.

II. ASPECTS FACTUELS

2.1 Le présent différend porte sur deux questions distinctes: 1) le fonctionnement et l'application par les Communautés européennes de leur régime d'approbation des produits biotechnologiques; et 2) certaines mesures adoptées et appliquées par les États membres des CE qui interdisent ou limitent la commercialisation des produits biotechnologiques.

2.2 Dans le présent différend, les "produits biotechnologiques" s'entendent des cultivars issus de la technologie de l'acide désoxyribonucléique recombinant ("ADN recombinant").

2.3 Le régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques comprend deux principaux instruments juridiques: la Directive CE 2001/18 (ci-après dénommée "Directive 2001/18")[9] (et le texte qui l'a précédée, la Directive CE 90/220 (ci-après dénommée "Directive 90/220")[10]) régissant "la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement" et le Règlement CE n° 258/97 (ci-après dénommé "Règlement n° 258/97")[11] régissant "[les] nouveaux aliments et [les] nouveaux ingrédients alimentaires".

2.4 L'objectif du régime communautaire est de protéger la santé humaine et l'environnement. Pour réaliser ces objectifs, la législation applicable exige que les Communautés européennes procèdent à une évaluation au cas par cas des risques potentiels que les produits biotechnologiques pourraient présenter pour la santé humaine et l'environnement. Sur la base de cette évaluation, la commercialisation d'un produit biotechnologique particulier est approuvée ou ne l'est pas. Les instruments juridiques pertinents décrivent la procédure administrative à appliquer au cas où une entreprise souhaite obtenir une approbation pour mettre un produit biotechnologique sur le marché, ainsi que les critères en fonction desquels une demande d'approbation est évaluée.

[9] Directive 2001/18/CE, J.O., 17 avril 2001, L106/1.

[10] Directive 90/220/CEE, J.O., 8 mai 1990, L117/15, préambule, telle que modifiée par la Directive 94/15/CE, J.O., 22 avril 1994, L/103, et Directive 97/35/CE, J.O., 27 juin 1997, L169.

[11] Règlement (CE) n° 258/97, J.O., 14 février 1997, L043/1.

2.5 Les mesures appliquées par les États membres des CE sont liées au régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques. La législation communautaire susmentionnée - Directive 2001/18 (et le texte qui l'a précédée, la Directive 90/220) régissant "la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement" et le Règlement n° 258/97 régissant "[les] nouveaux aliments et [les] nouveaux ingrédients alimentaires" - autorise, dans certaines conditions, les États membres des CE à adopter des mesures de "sauvegarde" pour les produits biotechnologiques qui ont été approuvés en vue d'une commercialisation dans l'ensemble des CE. Plus particulièrement, les différents États membres des CE peuvent limiter ou interdire, à titre provisoire, l'utilisation et/ou la vente d'un produit biotechnologique approuvé sur leur territoire s'ils ont des raisons précises de considérer, sur la base d'informations nouvelles ou complémentaires ou sur la base de connaissances scientifiques, que le produit particulier présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement. Dans les cas où un État membre adopte une mesure de "sauvegarde", il doit informer les autres États membres des CE et la Commission de l'action qu'il a entreprise et une décision concernant la mesure de "sauvegarde" de l'État membre doit alors être prise au niveau communautaire dans un délai prescrit.

III. CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS DEMANDÉES PAR LES PARTIES PLAIGNANTES

3.1 On trouvera ci-après un résumé des constatations et recommandations demandées par les parties plaignantes telles qu'elles figurent dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial.

A. ÉTATS-UNIS

3.2 Dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial[12], les États-Unis demandent au Groupe spécial de constater que les mesures en cause sont incompatibles avec:

a) les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7 et 8 ainsi que les Annexes B 1), B 2), B 5), C 1) a), C 1) b) et C 1) e) de l'*Accord SPS*;

b) les articles I:1, III:4, X:1 et XI:1 du GATT de 1994;

c) l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*; et

d) les articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2, 5.6 et 5.8 de l'*Accord OTC*.

3.3 Les États-Unis demandent également au Groupe spécial de constater que les mesures en cause annulent ou compromettent les avantages résultant pour eux directement ou indirectement des accords cités.

B. CANADA

3.4 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial[13], le Canada demande au Groupe spécial de constater que les mesures en cause sont incompatibles avec:

a) les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7 et 8 ainsi que les paragraphes 1, 2 et 5 de l'Annexe B et les paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'Annexe C de l'*Accord SPS*;

[12] WT/DS291/23.
[13] WT/DS292/17.

b) les articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 5.1, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.6 et 5.8 de l'*Accord OTC*;

c) les articles I:1, III:4, X:1 et XI:1 du GATT de 1994;

d) l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*.

3.5 Le Canada demande également au Groupe spécial de constater que les mesures en cause annulent ou compromettent les avantages résultant pour le Canada directement ou indirectement des accords cités. Il demande en outre au Groupe spécial de constater que les mesures en cause annulent et compromettent les avantages résultant pour le Canada de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

C. ARGENTINE

3.6 Dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial[14], l'Argentine demande au Groupe spécial de constater que les mesures en cause sont incompatibles avec:

a) les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7, 8 et 10:1 ainsi que les Annexes B 1) et 5) et C 1) a), b), c), d) et e) de l'*Accord SPS*;

b) l'article 4:2 de l'*Accord sur l'agriculture*;

c) les articles I:1, III:4, X:1, X:3 a) et XI:1 du GATT de 1994;

d) les articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 5.1, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.2.4, 5.6, 5.8 et 12 de l'*Accord OTC*.

3.7 L'Argentine demande également au Groupe spécial de constater que les mesures en cause annulent ou compromettent les avantages résultant pour elle des accords cités.

IV. ARGUMENTS DES PARTIES

4.1 Les arguments des parties figurent dans leurs communications écrites et orales au Groupe spécial ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les arguments des parties, tels qu'ils sont exposés dans leurs communications, sont résumés dans la présente section.[15]

A. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.2 Les Communautés européennes soutiennent que les demandes d'établissement d'un groupe spécial (ci-après dénommées "demandes") présentées respectivement par les États-Unis[16], le Canada[17] et l'Argentine[18] ne satisfont pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

[14] WT/DS293/17.
[15] Les résumés des arguments des parties ci-après sont fondés sur les résumés analytiques que celles-ci ont présentés au Groupe spécial.
[16] WT/DS291/23.
[17] WT/DS292/17.
[18] WT/DS293/17.

4.3 En l'espèce, les demandes n'indiquent pas les mesures spécifiques en cause ni ne contiennent un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord énonce deux prescriptions qui sont le fondement du mandat du Groupe spécial au titre de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord (*États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 125). Ces deux prescriptions ont pour objectif: de définir la portée du différend et de contribuer à réaliser, du point de vue de la régularité de la procédure, l'objectif de notification aux parties et aux tierces parties de la nature des arguments du plaignant (*ibidem*, paragraphe 126).

4.4 Étant donné les lacunes signalées ci-dessus, la compétence du Groupe spécial ne peut pas être clairement définie, et les Communautés européennes ne sont pas à même de préparer correctement leur défense. Compte tenu du fait qu'il s'agit là de deux prescriptions fondamentales de la procédure de règlement des différends, il est de la plus haute importance que les questions soulevées dans les demandes soient clarifiées le plus tôt possible. En conséquence, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire concernant l'article 6:2 au cours de la présente procédure.

2. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial n'indiquent pas la "mesure spécifique en cause"

4.5 Les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne satisfont pas à l'article 6:2 car elles n'indiquent pas la mesure spécifique en cause. Comme l'a dit le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, la demande d'établissement d'un groupe spécial "doit ... établir l'identité des mesures précises en cause".[19] Le Groupe spécial a souligné l'importance du critère de "spécificité" en attirant l'attention sur la différence de libellé entre l'article 6:2 et l'article 4:4 du Mémorandum d'accord.

4.6 Selon l'Organe d'appel, pour savoir si les termes effectifs employés dans une demande d'établissement d'un groupe spécial sont suffisamment précis pour "indiquer [ ] la mesure en cause" au titre de l'article 6:2, il faut déterminer s'ils répondent aux objectifs des prescriptions de la disposition (compétence et régularité de la procédure) et cette question doit être déterminée au cas par cas.[20]

4.7 Dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains* susmentionnée, appliquant ces principes, le Groupe spécial a donné deux autres indications sur la façon d'évaluer la "spécificité" en mettant particulièrement l'accent sur la protection des droits à une procédure régulière.[21]

4.8 Premièrement, le Groupe spécial a été d'avis que, bien qu'une demande ne doive pas nécessairement indiquer explicitement le titre, la date d'adoption, etc. des mesures d'application générale, "des renseignements suffisants doivent être fournis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial elle-même de manière à indiquer effectivement les mesures précises en cause".[22] Pour savoir si les renseignements sont suffisants, il faut déterminer s'ils répondent aux objectifs de

[19] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision préliminaire, paragraphe 14.

[20] *Voir* également le rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision préliminaire, paragraphe 17.

[21] Le Groupe spécial a conclu à une violation de l'obligation de spécificité énoncée à l'article 6:2. Il a constaté que l'indication de la mesure en cause avait créé une "grande incertitude" quant à l'identité de la mesure précise en cause, de ce fait "compromettant la capacité du défendeur de commencer à préparer sa défense d'une manière significative". *Voir ibidem*, paragraphe 28.

[22] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision préliminaire, paragraphe 19.

l'article 6:2 (en particulier l'objectif concernant la régularité de la procédure), compte tenu des circonstances particulières de chaque affaire (*ibidem*, paragraphe 20).

4.9 Deuxièmement, le Groupe spécial avait indiqué clairement qu'il pensait que la régularité de la procédure supposait que la partie plaignante assume pleinement la charge d'indiquer les mesures spécifiques contestées, notamment en supportant le risque de tout manque de précision dans la demande d'établissement d'un groupe spécial (paragraphe 25).

a) Les "mesures", telles qu'elles sont décrites dans les demandes

4.10 Les demandes font référence à un "moratoire" (États-Unis, Canada) ou à un "moratoire *de facto*" (Argentine) que, selon les allégations, les Communautés européennes ont appliqué (États-Unis, Argentine) ou maintenu (Canada) depuis octobre 1998.[23] Elles énumèrent ensuite les "mesures en cause", décrivant de manière similaire deux mesures distinctes, à savoir, d'une part, la suspension par les Communautés européennes de l'approbation des produits biotechnologiques et, d'autre part, le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes d'approbation de produits biotechnologiques.[24]

b) En parlant de deux mesures distinctes, la suspension et le fait de ne pas agir, sans les décrire, les demandes n'indiquent pas la mesure spécifique en cause

4.11 Bien qu'à l'évidence les demandes ne mettent pas en cause la législation communautaire sur les produits génétiquement modifiés en tant que telle, mais seulement son application, on ne voit pas bien à quels égards cette dernière est contestée. Les trois demandes ont toutes en commun le fait qu'elles font une distinction explicite entre, d'une part, la "suspension" alléguée du processus d'approbation et, d'autre part, le "fait de ne pas" agir allégué. Ces mesures sont présentées comme des mesures séparées. Cependant, aucune des demandes ne donne une explication ou une description de ce que la "suspension" est *par opposition au* "fait de ne pas" engager le processus d'approbation.

4.12 C'est, en particulier, la référence à une "suspension" alléguée qui reste entièrement obscure. Un des sens de "suspension" est "the *action* of suspending something" (l'*action* de suspendre quelque chose).[25] Les parties plaignantes peuvent avoir une telle "action" à l'esprit, comme on pourrait l'inférer du fait que la demande des États-Unis mentionne que les Communautés européennes "bloquent" le processus d'approbation.[26] Cela étant, si tel est le cas, l'action n'est décrite nulle part. Est-il censé exister une décision ou un autre type d'acte normatif ou d'acte de l'Exécutif en vertu duquel les Communautés européennes ont procédé à une "suspension"? Dans l'affirmative, selon les critères susmentionnés, les demandes devraient au moins contenir des renseignements suffisants pour permettre – tant au Groupe spécial qu'au défendeur – d'indiquer effectivement les actes en question.

4.13 Par ailleurs, selon l'Oxford Dictionary, "suspension" peut aussi signifier "the *condition* of being suspended" (le *fait* d'être suspendu).[27] Le terme décrirait alors un état, une situation où "rien ne se produit". Si c'est ce que les parties plaignantes ont à l'esprit, il semblerait impossible toutefois de différencier cette "mesure" de l'inaction alléguée, qui consiste à ne pas examiner les demandes

[23] Les arguments ci-après concernant l'indication de la mesure au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord sont sans préjudice d'un débat de fond sur la nature des mesures au titre des dispositions spécifiques des accords applicables pertinents.

[24] WT/DS291/23, pages 1 et 2; WT/DS292/17, page 2; WT/DS293/17, page 2.

[25] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume 2, page 3162.

[26] WT/DS291/23, page 1.

[27] *Ibidem*.

d'approbation/d'accorder les approbations. Indiquer ces mesures comme deux mesures distinctes ne serait plus logique.

4.14 On peut voir à partir de ce qui précède que les demandes créent une incertitude considérable qui *de facto* fait passer aux Communautés européennes la charge d'indiquer la mesure spécifique contestée. Si elles veulent préparer correctement leur défense, les Communautés européennes n'ont pas d'autre choix que de faire des suppositions sur ce que les parties plaignantes auraient pu entendre par "suspension" par opposition au "fait de ne pas agir", au risque d'être confrontées à une interprétation entièrement différente à un stade ultérieur de la procédure. Cette situation est inconciliable avec les normes minimales en matière de régularité de la procédure comme l'illustre la jurisprudence de l'OMC et elle ne satisfait pas à l'obligation énoncée à l'article 6:2 d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

3. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne contiennent pas un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème

4.15 Dans les demandes, l'absence de spécificité suffisante dans l'indication des mesures en cause est conjuguée à l'absence de bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème, comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4.16 Selon la jurisprudence constante de l'Organe d'appel, cette deuxième prescription de l'article 6:2 signifie que les allégations "doivent toutes être indiquées de manière suffisante dans la demande d'établissement d'un groupe spécial pour permettre à la partie défenderesse et aux éventuelles tierces parties de connaître le fondement juridique de la plainte".[28] Cela permet à la partie défenderesse de "savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense" d'une manière significative, et cela lui offre la possibilité de répondre effectivement à la plainte.[29] En outre, le groupe spécial doit savoir quelles allégations ont été présentées par les parties plaignantes pour exercer correctement sa compétence puisqu'il ne peut pas examiner des allégations qui n'ont pas été formulées.[30]

4.17 On peut mieux apprécier l'importance de cette prescription en faisant référence au contexte de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, les Communautés européennes (suivant en cela le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*) notent à nouveau la différence de libellé entre l'article 4:4 et l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui "doit avoir un sens" (paragraphe 15). Le terme "indication" employé dans le premier article signifie "quelque chose qui indique ou suggère et exprime donc l'idée de brièveté et d'allusion". Par contre, le mot "summary" (exposé) utilisé dans le deuxième article vient du mot latin "*summa*" et exprime l'idée de quelque chose "containing all the main points of a matter; dispensing with unnecessary detail" comprenant tous les principaux points d'une question; rendant superflus les détails non nécessaires". Ainsi, s'il suffit qu'une demande d'ouverture de consultations mentionne les dispositions invoquées pour "suggérer" l'objet éventuel de l'affaire, une demande d'établissement d'un groupe spécial doit être assez détaillée pour couvrir "tous les principaux points d'une question".

---

[28] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 143.

[29] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88. *Voir* également, plus récemment, le rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision préliminaire, paragraphe 29.

[30] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 156.

4.18 En l'espèce, les trois demandes limitent l'illustration du fondement juridique à de longues listes de dispositions du GATT de 1994, de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC* et de l'*Accord sur l'agriculture*[31], sans établir aucun lien entre les mesures contestées et les faits de la cause. Autrement dit, les demandes n'indiquent pas du tout clairement quelles sont les obligations dont il est allégué qu'elles ont été violées et quelles mesures constituent une violation de quelles obligations. Cela a compromis la capacité des Communautés européennes de comprendre en quoi consistaient les allégations en l'espèce et, par conséquent, de commencer à préparer leur défense d'une façon significative.

a) La simple énumération des dispositions n'est pas suffisante en l'espèce

4.19 Il est vrai que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a reconnu qu'il pourrait suffire qu'une partie plaignante "indique [ ] les dispositions des accords spécifiques dont il était allégué qu'ils avaient été violés sans présenter des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapportaient à quelles dispositions spécifiques de ces accords".[32] Cela étant, il a ajouté qu'il fallait voir au cas par cas si la simple énumération satisfaisait au critère de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, en se demandant si le fait que la demande d'établissement du groupe spécial ne faisait qu'énumérer les dispositions, avait porté atteinte à la capacité du défendeur de se défendre (rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 127).

4.20 Dans la même affaire, l'Organe d'appel a dit que, dans l'affaire *CE – Bananes III*, il n'avait pas prétendu que la simple énumération des dispositions pourrait toujours suffire pour assurer la conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, indépendamment des circonstances propres au cas (*ibidem*, paragraphe 123). En particulier, une telle énumération ne satisfera pas au critère énoncé à l'article 6:2 si les dispositions énumérées n'établissent pas une seule obligation mais des obligations multiples (*ibidem*, paragraphe 124).

4.21 Les demandes indiquent comme fondement juridique 38 dispositions, dont plusieurs énoncent des obligations (distinctes ou parallèles) multiples (c'est-à-dire les articles 2:2, 2:3, 5:5, 7, 8 et l'Annexe B 5), C 1) b) de l'*Accord SPS*; les articles 2.9, 5.2.2, 5.6 et 12 de l'*Accord OTC*).

4.22 Outre les dispositions qui énoncent une seule obligation, les Communautés européennes sont confrontées à la violation alléguée de 38 dispositions différentes, qui ensemble énoncent plus de 60 obligations distinctes. Par ailleurs, plusieurs de ces dispositions s'excluent mutuellement – par exemple celles qui figurent dans l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC*[33] – ou sont subordonnées – par exemple celles du GATT de 1994 par rapport à celles qui sont énoncées dans les autres accords.[34] Les demandes d'établissement d'un groupe spécial n'expliquent pas, ne serait-ce que peu, comment les allégations s'articuleraient, par exemple, concernant la question de savoir si toutes les dispositions et obligations s'appliquent simultanément à différents aspects des mesures ou si certaines dispositions sont indiquées uniquement à titre subsidiaire. Face à cet ensemble non coordonné de dispositions et d'obligations, les Communautés européennes n'ont pas pu comprendre, même de loin, quelles étaient les allégations que les parties plaignantes avaient l'intention de présenter.

[31] WT/DS291/23, page 2; WT/DS292/17, page 2; WT/DS293/17, page 2.
[32] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.
[33] *Voir* l'article 1.5 de l'*Accord OTC* et l'article 1:4 de l'*Accord SPS*.
[34] *Voir* la note interprétative générale relative à l'Annexe 1 A de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

b) Aucun lien n'est établi entre les dispositions énumérées et les faits de la cause

4.23 Le fait que les parties plaignantes ont simplement énuméré les dispositions qui, selon leurs allégations, ont été violées et dont plusieurs énoncent des obligations multiples est aggravé par le fait qu'elles n'ont pas non plus établi un lien quelconque entre ces dispositions et les faits de la cause. Lorsqu'une demande d'établissement d'un groupe spécial vise plusieurs mesures séparées, comme c'est le cas dans le présent différend, elle devrait indiquer quelles dispositions peuvent être pertinentes pour l'examen de chaque mesure, en décrivant éventuellement les aspects de fond ou les effets des mesures dont il est allégué qu'elles violent ces dispositions. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne donnent pas la moindre explication à cet égard. Par conséquent, les Communautés européennes ignorent totalement aussi quelles dispositions auraient été violées par quelles mesures, autrement dit quelles allégations sont présentées.

4.24 En fait, même si l'on suppose que les parties plaignantes ont l'intention d'alléguer une violation de chacune des 38 dispositions et de plus des 60 obligations énumérées et que les mesures en cause étaient claires – ce qui n'est pas le cas, pour préparer leur défense, les Communautés européennes devraient encore évaluer chacune des mesures indiquées par rapport à chacune des obligations dont il est allégué qu'elles ont été violées. Cela conduirait, dans le cas de la demande présentée par les États-Unis, à la préparation d'arguments de défense pour bien plus de 3 000[35] hypothèses concernant différentes allégations.

4.25 Pour faciliter la tâche du Groupe spécial lorsqu'il évaluera ce qui est le critère de précision acceptable pour les demandes au titre de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, les Communautés européennes mettent en avant certaines affaires récentes[36], dans lesquelles les États-Unis, le Canada et l'Argentine étaient également les parties plaignantes. Dans toutes ces affaires, tant les mesures que les allégations étaient indiquées de manière claire et précise.

4. Les questions soulevées au titre de l'article 6:2 doivent être tranchées le plus tôt possible au cours de la procédure

4.26 Compte tenu du double objectif des prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, c'est-à-dire la définition de la compétence du Groupe spécial et la garantie d'une procédure régulière, il est évident en matière de jurisprudence qu'il est de la plus haute importance que les questions soulevées au regard de ces dispositions soient tranchées le plus tôt possible.

a) Le Groupe spécial doit être en mesure d'établir les limites de sa compétence

4.27 Si une allégation n'est pas soumise à bon droit à un groupe spécial, la pratique établie est que celui-ci s'abstient de l'examiner.[37] Comme l'Organe d'appel l'a clairement indiqué à plusieurs reprises, "[l']attribution de compétence à un groupe spécial est une condition préalable fondamentale à la licéité de la procédure de groupe spécial" (Organe d'appel *Mexique – Sirop de maïs*, paragraphe 36).

[35] Quarante et une demandes auxquelles s'ajoutent neuf mesures de sauvegarde appliquées par les États membres des Communautés européennes donnent un nombre de 50 mesures en cause. Ce chiffre doit ensuite être multiplié par le nombre d'obligations dont il est allégué qu'elles ont été violées, c'est-à-dire au moins 60. Le résultat est de plus de 3 000!

[36] WT/DS295/2 du 22 septembre 2003; WT/DS277/2 du 4 avril 2003; WT/DS268/2 du 4 avril 2003.

[37] *Voir*, plus récemment, le rapport du Groupe spécial *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 8.11 et 8.12.

4.28 Lorsque la demande d'établissement d'un groupe spécial manque de précision, le Groupe spécial n'est pas habilité à agir. Il est donc nécessaire que, avant d'agir, il définisse d'abord les limites de sa compétence.

4.29 Si, comme c'est le cas en l'espèce, les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne sont pas modifiées, la portée des allégations qui sont soumises au Groupe spécial ne sera pas claire du tout. Avant d'agir, le Groupe spécial doit savoir lesquelles des 3 000 hypothèses relatives aux allégations sont celles qui sont réellement portées devant lui.

b) Les Communautés européennes ont été incapables de commencer à préparer leur défense d'une manière significative

4.30 De même, la protection des droits des défendeurs et d'éventuelles tierces parties à une procédure régulière doit être au centre des préoccupations des organes de règlement des différends. Pour préparer sa défense, le défendeur devrait savoir quelles violations ont été alléguées et à quelle argumentation il doit répondre. Il en est de même pour les États membres qui veulent participer à la procédure en tant que tierces parties.[38]

4.31 Lorsqu'une demande d'établissement d'un groupe spécial manque de précision, ni le défendeur ni les tierces parties ne peuvent préparer leurs arguments de façon adéquate. Une violation de cette obligation d'assurer une procédure régulière constitue un vice fondamental de la procédure, qui ne doit pas se poursuivre avant qu'il n'ait été remédié à ce vice.

4.32 En l'espèce, le manque de spécificité dans l'indication des mesures en cause, conjugué à la simple énumération d'un nombre élevé de dispositions et à l'absence de corrélation entre les deux, a jusqu'à présent empêché les Communautés européennes de commencer à préparer leur défense d'une manière significative. Les Communautés européennes ne connaissent pas encore – à ce jour – les allégations que les parties plaignantes ont l'intention de porter devant le Groupe spécial. Compte tenu des délais très stricts, on ne peut escompter que les Communautés européennes attendent la première communication écrite des parties plaignantes pour commencer à préparer leur défense dans une affaire aussi délicate et aussi importante que la présente affaire.

c) Le Groupe spécial doit examiner attentivement la demande pour s'assurer de sa conformité avec l'article 6:2

4.33 En raison de la nature fondamentale des prescriptions ci-dessus de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, chaque groupe spécial doit s'assurer que les conditions qui y sont énoncées sont remplies avant de pouvoir connaître de l'affaire. Cela devrait être fait très soigneusement en particulier en raison de la pratique de l'ORD qui consiste à approuver automatiquement les demandes.[39]

4.34 Les groupes spéciaux devraient traiter ces questions, a décidé l'Organe d'appel "même si les parties au différend restent muettes sur ces questions", "si nécessaire, de leur propre chef, afin de s'assurer eux-mêmes qu'ils sont habilités à connaître de l'affaire".[40] *A fortiori* dans la présente affaire où les Communautés européennes, en tant que partie défenderesse, portent les allégations en question

[38] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.
[39] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 126, rappelant le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.
[40] Rapport de l'Organe d'appel *Mexico – Sirop de maïs (article 21:5 – États-Unis)*, paragraphe 36.

à son attention, le Groupe spécial doit examiner attentivement les demandes pour s'assurer de leur conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

d) Le Groupe spécial doit examiner attentivement la demande le plus tôt possible au cours de la procédure de groupe spécial

4.35 Dans l'affaire *CE – Bananes III*, l'Organe d'appel a également précisé que les allégations qui devaient être formulées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial devaient être distinguées des arguments ultérieurs avancés par des parties à l'appui de telles allégations. Ainsi, les premières doivent être indiquées suffisamment dans la demande d'établissement du groupe spécial et les derniers ne peuvent pas servir à "remédier" à une demande qui présente des lacunes (paragraphe 143).

4.36 Pour cette raison, le Groupe spécial doit examiner attentivement la demande pour s'assurer de sa conformité avec l'article 6:2 le plus tôt possible au cours de la procédure de groupe spécial afin d'éviter qu'il n'y ait préjudice ou iniquité pour une partie ou une tierce partie.[41] C'est aussi la raison pour laquelle les Communautés européennes soumettent ces questions au Groupe spécial le plus tôt possible dans le temps, c'est-à-dire immédiatement après sa constitution.[42]

5. Demande de décision préliminaire

4.37 Pour les raisons exposées ci-dessus, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rendre une décision préliminaire selon laquelle les demandes ne satisfont pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4.38 Étant donné que les règles de procédure ont pour objet de promouvoir le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux[43] et pour assurer un règlement rapide du présent différend, les Communautés européennes jugeraient approprié que le Groupe spécial suggère aux parties plaignantes de présenter de nouvelles demandes d'établissement d'un groupe spécial pleinement conformes à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, qui doivent être examinées par le même groupe spécial. Les Communautés européennes aimeraient faire observer qu'un groupe spécial a récemment agi ainsi dans un autre différend.[44]

B. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.39 Les Communautés européennes ne proposent aucun fondement pour leur demande de décision préliminaire ("demande des CE") selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans le présent différend ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. Bien au contraire, comme l'exige l'article 6:2, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, de manière appropriée, "indique[] les mesures spécifiques en cause et contien[t] un bref exposé du fondement juridique de la plainte … suffisant pour énoncer clairement le problème".

[41] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 144.
[42] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 95.
[43] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 166.
[44] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision préliminaire, paragraphe 65. Dans cette affaire, les États-Unis ont en effet présenté une nouvelle demande d'établissement d'un groupe spécial (WT/DS276/9), après quoi le Groupe spécial initialement établi a continué à exercer sa compétence.

2. Prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

4.40 La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial:

> "indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème."

4.41 La demande des CE contient un certain nombre de citations de rapports de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux, en particulier des affaires *Corée – Produits laitiers*[45] et *CE – Bananes III*[46], qui expliquent cette disposition et soulignent son rôle et son importance dans le règlement des différends. Elle passe entièrement sous silence toutefois un aspect de ces rapports qui est déterminant en ce qui concerne la question dont le présent Groupe spécial est saisi: la distinction fondamentale entre les *allégations* – qui doivent figurer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – et les *arguments* à l'appui de ces allégations – qui n'ont pas besoin d'y figurer. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Bananes III*:

> "À notre avis, il y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposés et progressivement précisés dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties."[47]

4.42 En outre, l'Organe d'appel *CE – Bananes III* a clairement indiqué qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial pouvait exposer de manière appropriée une allégation lorsqu'elle ne faisait que mentionner la disposition pertinente de l'Accord de l'OMC.

> "Nous approuvons le point de vue du Groupe spécial selon lequel il suffisait que les parties plaignantes indiquent les dispositions des accords spécifiques dont il était allégué qu'ils avaient été violés sans présenter des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapportaient à quelles dispositions spécifiques de ces accords."[48]

4.43 L'Organe d'appel a confirmé cette lecture dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*. Dans ce différend, le problème que posait la demande d'établissement d'un groupe spécial était qu'elle citait de manière trop générale l'article XIX du GATT de 1994 et divers articles de l'*Accord sur les sauvegardes*, lesquels comportaient tous de nombreuses subdivisions si bien qu'il était difficile de déterminer quelles obligations spécifiques de ces dispositions étaient en cause. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans le présent différend par contre cite les dispositions spécifiques des Accords de l'OMC concernés et on ne peut pas dire qu'elle présente le même défaut.

4.44 Les Communautés européennes ne notent pas non plus que, *même si* une demande d'établissement d'un groupe spécial n'est pas suffisamment détaillée pour "énoncer clairement le

---

[45] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*.
[46] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*.
[47] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.
[48] *Id.*

problème", le groupe spécial n'est pas automatiquement privé de compétence en ce qui concerne la question. En fait, l'Organe d'appel a constaté qu'un groupe spécial devait examiner, en fonction des "circonstances propres à l'affaire", si ce défaut avait porté préjudice à la capacité de la partie défenderesse de se défendre. L'Organe d'appel a expliqué ce qui suit dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*:

> "Quant à savoir si la demande des Communautés européennes satisfait aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, nous considérons que, compte tenu des circonstances propres à l'affaire et conformément à la lettre et à l'esprit de l'article 6:2, la demande des Communautés européennes devrait avoir été plus détaillée. Toutefois, la Corée ne nous a pas démontré que la simple énumération des articles dont il est affirmé qu'ils ont été violés a affecté sa capacité de se défendre au cours de la procédure du Groupe spécial. Elle a affirmé qu'elle avait subi un préjudice, mais n'a donné aucune précision à l'appui de ses dires ni dans sa communication en tant qu'appelant ni à l'audience. En conséquence, nous rejetons l'appel interjeté par la Corée au sujet de la conformité avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Communautés européennes."[49]

4.45 Par conséquent, lorsqu'il évalue les allégations concernant la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial "énonce clairement le problème", le groupe spécial doit examiner les circonstances propres à l'affaire, y compris la question de savoir si la partie défenderesse a subi un préjudice.

3. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'indique pas les "mesures spécifiques en cause" est inexacte

4.46 Les Communautés européennes paraissent avoir deux préoccupations en ce qui concerne l'indication des mesures faisant l'objet du présent différend. Aucune de ces préoccupations n'est fondée.

4.47 Premièrement, les Communautés européennes allèguent que "[c]'est, en particulier, la référence [dans la demande d'établissement d'un groupe spécial] à une "suspension" alléguée qui reste entièrement obscure."[50] Même sans aucun contexte, et selon les termes mêmes de la demande d'établissement d'un groupe spécial, il est difficile de voir comment le concept de "suspension" de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et de l'octroi d'approbations pour ces produits est un tant soit peu ambigu. Cela étant, compte tenu des déclarations notoires des responsables des CE qui reconnaissent l'existence d'un moratoire *de facto*, l'allégation des Communautés européennes selon laquelle le sens du terme "suspension" est "obscur" pour elles n'est pas crédible.

4.48 Dans cet esprit, les Communautés européennes posent la question suivante:

> "Est-il censé exister une décision ou un autre type d'acte normatif ou d'acte de l'Exécutif, peut-être une loi concernant un moratoire du type appliqué par la Nouvelle-Zélande, en vertu duquel les Communautés européennes ont procédé à une "suspension"?"

---

[49] *Id.*, paragraphe 131.
[50] Demande des CE, paragraphe 22.

Bien que les États-Unis n'aient connaissance d'aucun décret de l'Exécutif ou d'aucun texte législatif en vertu duquel le moratoire a été mis en œuvre, un tel décret ou un tel texte relèverait des mesures visées. Si, dans le présent différend, les Communautés européennes nient l'existence d'un moratoire - un moratoire qui est néanmoins reconnu par ses propres responsables - elles ne peuvent pas ensuite tenter de tirer profit de leur manque de transparence en faisant valoir que les parties plaignantes n'ont pas indiqué le moratoire avec une spécificité suffisante.

4.49 Deuxièmement, les Communautés européennes allèguent que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est entachée d'un vice rédhibitoire car tant l'expression "suspension de l'examen" que le terme "non-examen" y sont utilisés. Les Communautés européennes n'expliquent pas pourquoi ces deux libellés différents introduisent une ambiguïté au sujet des mesures visées par la demande. En outre, dans le contexte de la demande d'établissement d'un groupe spécial, la raison pour laquelle ces deux libellés différents sont employés est très claire.

4.50 La première expression – suspension de l'examen – sert à décrire le moratoire général des Communautés européennes qui affecte tous les produits biotechnologiques:

> "1) comme indiqué ci-dessus, suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques ou de l'octroi d'approbations pour ces produits."

La deuxième expression – non-examen – sert à décrire le comportement des Communautés européennes tel qu'il affecte les produits spécifiques recensés dans les annexes de la demande d'établissement d'un groupe spécial:

> "2) comme indiqué ci-dessus, non-examen par les Communautés européennes des demandes d'approbation pour les produits biotechnologiques mentionnés dans les annexes I et II de la présente demande."

Il s'agit simplement de deux libellés différents du même concept – le terme "suspension" convient mieux pour le comportement des Communautés européennes tel qu'il affecte toutes les demandes d'approbation de produits biotechnologiques et le terme "non-examen" convient mieux pour des demandes spécifiques. Les Communautés européennes n'expliquent pas et ne peuvent pas expliquer en quoi ces libellés différents équivalent au fait de ne pas indiquer les mesures spécifiques en cause.

4.51 Pour les raisons ci-dessus, les Communautés européennes n'ont présenté aucune raison expliquant la constatation selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne satisfait pas à l'obligation énoncée à l'article 6:2 d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

4. Contrairement aux allégations des Communautés européennes, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème

4.52 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, qui énumère les dispositions spécifiques de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC*, de l'*Accord sur l'agriculture* et du GATT de 1994 dont il est allégué qu'elles ont été violées contient un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème, comme le veut l'article 6:2.

4.53 L'Organe d'appel a dit clairement à plusieurs occasions qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial peut de manière appropriée résumer le fondement juridique de la plainte au regard de

l'article 6:2 en citant simplement les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC.[51] Les Communautés européennes citent l'affaire *Corée – Produits laitiers*, dans laquelle l'Organe d'appel a déclaré qu'il pourrait y avoir des circonstances dans lesquelles une "énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2"[52] Cependant, dans cette procédure, les articles cités comportaient de multiples paragraphes, qui pour beaucoup énonçaient leurs propres obligations: par exemple, la demande d'établissement d'un groupe spécial citait l'article XIX du GATT de 1994 qui contient trois sections et cinq paragraphes, énonçant chacun au moins une obligation distincte, et l'article 12 de l'*Accord sur les sauvegardes*, qui s'étend sur deux pages et contient onze paragraphes.[53]

4.54 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis dans le présent différend énumère en revanche des dispositions spécifiques de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC*, de l'*Accord sur l'agriculture* et du GATT de 1994. Lorsqu'un article comportait plus d'un paragraphe, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis indiquait spécifiquement le numéro du paragraphe considéré. En outre, lorsqu'un paragraphe comprend des subdivisions, dans la plupart des cas, la demande d'établissement d'un groupe spécial indique ensuite les subdivisions spécifiques.[54] Contrairement à l'affaire *Corée – Produits laitiers*, il n'y a aucune circonstance dans le présent différend qui rendrait la citation des dispositions spécifiques pertinentes de l'Accord sur l'OMC insuffisante au regard de l'article 6:2.

4.55 Des groupes spéciaux antérieurs et l'Organe d'appel ont pris grand soin d'établir une distinction entre les allégations devant figurer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, conformément à l'article 6:2 – c'est-à-dire un bref exposé du *fondement* juridique de la plainte, suffisant pour énoncer clairement le problème – et les *arguments* étayant ces allégations. Les allégations doivent figurer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Les arguments n'ont pas à y figurer. Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE – Bananes III*:

> "Nous approuvons le point de vue du Groupe spécial selon lequel il suffisait que les parties plaignantes indiquent les dispositions des accords spécifiques dont il était allégué qu'ils avaient été violés sans présenter des arguments détaillés concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapportaient à quelles dispositions spécifiques de ces accords. À notre avis, il y a une grande différence entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui déterminent le mandat du groupe spécial au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations, qui sont exposées et progressivement précisées dans les premières communications écrites, dans les communications présentées à titre de réfutation et lors des première et deuxième réunions du groupe spécial avec les parties."[55]

4.56 Dans le présent différend, les Communautés européennes ne reprochent pas aux États-Unis de ne pas avoir énoncé le *fondement* juridique de la plainte. Elles reprochent aux États-Unis, à tort, de ne pas avoir inclus leurs *arguments* à l'appui de ce fondement.

---

[51] Par exemple, rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141; rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.

[52] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.

[53] *Id.*

[54] Les seules exceptions sont l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et les articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*, qui comportent chacun quatre subdivisions établissant des obligations connexes en matière de transparence. Les subdivisions spécifiques n'ont pas été indiquées car les États-Unis estiment que les mesures communautaires sont incompatibles avec chacune d'entre elles.

[55] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.

4.57 Les Communautés européennes présentent deux argumentations afin d'expliquer pourquoi, en l'espèce, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis devait aller au-delà de l'énumération des allégations pour inclure également des arguments à l'appui de ces allégations.

4.58 Premièrement, les Communautés européennes comptent le nombre de dispositions énumérées par les États-Unis et suggèrent que ce nombre est d'une façon ou d'une autre trop élevé pour être couvert par la disposition figurant réellement dans le texte du Mémorandum d'accord, à savoir qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial qui spécifie les allégations est conforme à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4.59 Pour commencer, les États-Unis notent qu'ils n'acceptent pas le nombre indiqué par les Communautés européennes pour ce qui est des obligations visées par leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Par exemple, les Communautés européennes font valoir que l'article 7 de l'*Accord SPS* comprend deux obligations séparées. La deuxième obligation de l'article 7 est cependant de se conformer aux obligations énoncées à l'Annexe B de l'*Accord SPS*, et la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis indique les dispositions spécifiques de l'Annexe B dont il est allégué qu'elles sont violées. En conséquence, les Communautés européennes effectuent un double comptage en comptant tant l'obligation générale de se conformer à l'Annexe B que les dispositions spécifiques de l'Annexe B énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.

4.60 De surcroît, la simple raison pour laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis vise un certain nombre d'obligations est que la décision des Communautés européennes d'adopter, sans aucune transparence, un moratoire *de facto* concernant l'approbation d'importants produits agricoles conduit bien entendu à une violation de plusieurs dispositions de l'Accord sur l'OMC. L'article 6:2 du Mémorandum d'accord n'impose pas un critère entièrement différent pour une demande d'établissement d'un groupe spécial au motif que la partie défenderesse a commis de multiples violations de l'Accord sur l'OMC.

4.61 Par ailleurs, à part le fait qu'elles attirent l'attention sur le nombre d'obligations visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, les Communautés européennes n'expliquent pas en quoi elles sont perplexes ou ont subi d'une façon quelconque un préjudice du fait de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Assurément, les Communautés européennes ne peuvent pas alléguer, par exemple, qu'elles ne comprennent pas l'affirmation selon laquelle un moratoire général visant l'approbation des produits biotechnologiques pourrait constituer un manquement à l'obligation énoncée à l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, qui veut que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques (et qu'elles sont donc incapables de commencer à se défendre contre cette affirmation). Les Communautés européennes ne peuvent pas non plus, par exemple, alléguer qu'elles ne comprennent pas l'affirmation selon laquelle un moratoire de cinq ans serait incompatible avec l'obligation énoncée à l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* d'engager et d'achever des procédures visant à assurer le respect des mesures SPS "sans retard injustifié" (et qu'elles sont donc incapables de commencer à se défendre contre cette affirmation).

4.62 Enfin, les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent que "plusieurs de ces dispositions [citées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial] s'excluent mutuellement – par exemple celles qui figurent dans l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* – ou sont subordonnées – par exemple celles du GATT de 1994 par rapport à celles qui sont énoncées dans les autres accords".[56] Lors des consultations et des réunions de l'ORD, les États-Unis ont clairement fait savoir qu'ils

[56] Demande des CE, paragraphe 40.

considéraient le moratoire comme une mesure SPS. Les Communautés européennes ont toutefois refusé même de reconnaître l'existence du moratoire, et encore moins de reconnaître que le moratoire relevait de l'*Accord SPS*. C'est pour cette raison que, dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, les parties plaignantes devaient citer aussi bien des dispositions SPS que les dispositions correspondantes de l'*Accord OTC*. Dans ces circonstances, il est difficile de comprendre comment les Communautés européennes pourraient alléguer qu'elles sont perplexes ou ont subi un préjudice du fait de la citation de dispositions tant de l'*Accord SPS* que de l'*Accord OTC*.

4.63 Deuxièmement, les Communautés européennes suggèrent que la "pratique courante" veut que les demandes d'établissement d'un groupe spécial aillent au-delà de l'exposé des allégations et indiquent des arguments à l'appui de ces allégations. Toutefois, les Communautés européennes ne commencent même pas à expliquer en quoi une "pratique" pourrait modifier les prescriptions textuelles de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, ni ne tentent de concilier leur idée avec le fait que, dans l'affaire *CE – Bananes III*[57], la demande d'établissement d'un groupe spécial (que l'Organe d'appel a jugée compatible avec l'article 6:2) n'exposait pas d'arguments des parties plaignantes à l'appui de leurs allégations. De surcroît, les Communautés européennes n'offrent aucun fondement réel pour leur affirmation de l'existence d'une "pratique"; elles mentionnent exactement trois demandes d'établissement d'un groupe spécial, alors qu'en fait, au 31 octobre 2003, **119** groupes spéciaux avaient été établis.[58] Sans conteste, la citation de demandes d'établissement d'un groupe spécial correspondant à un nombre aussi infime d'affaires ne serait pas suffisante pour établir une "pratique" d'un genre quelconque.[59]

4.64 En résumé, les Communautés européennes n'ont présenté aucune raison expliquant pourquoi la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, qui spécifie clairement les allégations formulées dans le présent différend, devrait être jugée incompatible avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

5. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne porte pas préjudice à la capacité des Communautés européennes de se défendre

4.65 Dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, l'Organe d'appel a rejeté l'allégation formulée par la Corée au titre de l'article 6:2 dans sa totalité parce que, bien qu'elle ait affirmé avoir subi un préjudice, la Corée n'avait donné aucune précision à l'appui de son allégation.[60] Les Communautés européennes affirment effectivement qu'elles subissent un préjudice du fait de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, mais uniquement en des termes très vagues et pas du tout convaincants.

4.66 La seule explication du préjudice allégué donnée par les Communautés européennes est la suivante:

> "[L]e manque de spécificité de l'indication des mesures en cause, conjugué à la simple énumération d'un nombre élevé de dispositions et à l'absence de corrélation

[57] WT/DS27/6.

[58] *Renseignements statistiques sur le recours aux procédures de règlement des différends de l'OMC (1er janvier 1995–31 octobre 2003): Note d'information du Secrétariat*, JOB(03)/225, document distribué le 11 décembre 2003, partie III A).

[59] Les États-Unis notent que les Communautés européennes n'ont de toute façon pas suivi une telle "pratique"; *voir*, par exemple, la demande d'établissement d'un groupe spécial dans l'affaire *États-Unis – Loi de 1916* (WT/DS136/2), dans laquelle les Communautés européennes se sont contentées de fournir des citations et de brèves paraphrases de dispositions de l'Accord sur l'OMC.

[60] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 131.

> entre les deux, a jusqu'à présent empêché les Communautés européennes de commencer à préparer leur défense d'une manière significative."[61]

4.67 Cela étant, cet argument n'est rien de plus qu'une reformulation de leurs arguments, réfutés plus haut, selon lesquels la demande est insuffisamment détaillée en ce qui concerne les arguments effectifs à l'appui du fondement juridique de la plainte. À la lumière du raisonnement de l'Organe d'appel dans l'affaire *Corée – Produits laitiers*, une simple reformulation de ce type est manifestement insuffisante pour établir l'existence d'un préjudice. Si un manque de détail dans une demande d'établissement d'un groupe spécial signifiait automatiquement qu'il y a "préjudice" il ne serait pas nécessaire d'analyser le "préjudice".

4.68 En outre, les États-Unis estiment qu'il est difficile d'admettre que les Communautés européennes n'ont pas encore commencé à "préparer leur défense d'une manière significative". Pour être précis, les Communautés européennes font-elles valoir qu'elles n'ont pas encore commencé à élaborer des explications pour dire pourquoi elles nient l'existence d'un moratoire malgré les déclarations des responsables des Communautés européennes à l'effet contraire? Pourquoi aucun nouveau produit biotechnologique n'a-t-il été approuvé depuis plus de cinq ans s'il n'y a pas eu de moratoire? Et en quoi un tel moratoire est-il compatible avec les obligations de fond, procédurales et relatives à la transparence de l'*Accord SPS*? Dans leur demande de décision, les Communautés européennes ne formulent pas de telles allégations et, de fait, ne pourraient pas le faire de façon crédible.

4.69 En conséquence, même si les Communautés européennes avaient réussi à démontrer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, ce qu'elles n'ont pas fait, elles n'ont rien présenté pour indiquer qu'elles ont subi un préjudice.

6. Les Communautés européennes n'ont pas exprimé leurs préoccupations au titre de l'article 6:2 le plus tôt possible

4.70 Enfin, les Communautés européennes ne reconnaissent pas que les exceptions de procédure doivent être soulevées le plus tôt possible et non pas, pour la première fois, dans une demande de décision déposée après la constitution du groupe spécial.[62] Dans l'affaire *États-Unis – FSC*, les États-Unis ont demandé une décision préliminaire pour qu'une allégation soit rejetée en raison d'une insuffisance de la demande de consultations. Le Groupe spécial a rejeté cette demande et l'Organe d'appel a confirmé ce rejet, indiquant ce qui suit:

> "Il nous semble que, en engageant des consultations à trois occasions différentes, et en ne soulevant même pas leurs exceptions lors des réunions de l'ORD pendant lesquelles la demande d'établissement d'un groupe spécial était inscrite à l'ordre du jour, les États-Unis ont agi comme s'ils avaient accepté l'établissement du Groupe spécial dans le présent différend, ainsi que les consultations précédant cet établissement. Dans ces conditions, à notre avis, les États-Unis ne peuvent pas maintenant affirmer que les allégations des Communautés européennes ... auraient dû être rejetées."[63]

---

[61] Demande des CE, paragraphe 50.
[62] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC*, paragraphe 165.
[63] *Id.*

4.71 De même, à aucun moment avant la constitution du présent Groupe spécial les Communautés européennes n'ont ne serait-ce que suggéré qu'elles considéraient que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentait d'une manière ou d'une autre des lacunes, attendant que le Groupe spécial ait été constitué pour soulever son exception. En confirmant le rejet décidé par le Groupe spécial de la demande de décision préliminaire présentée par les États-Unis dans l'affaire *États-Unis – FSC* dans des circonstances très proches, l'Organe d'appel a déclaré ce qui suit: "Les règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux."[64] Le présent Groupe spécial devrait rejeter la tentative des Communautés européennes visant à prévenir le règlement équitable, rapide et efficace du présent différend au moyen d'exceptions dénuées de fondement – et inopportunes – formulées contre la demande d'établissement d'un groupe spécial des États-Unis.

C. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DU CANADA

1. Introduction

4.72 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada de manière appropriée "indique[] les mesures spécifiques en cause et contien[t] un bref exposé du fondement juridique de la plainte … suffisant pour énoncer clairement le problème". Non seulement le Canada a de manière adéquate indiqué et décrit les mesures spécifiques, mais rien ne justifie que les Communautés européennes parlent de surprise ou de perplexité quant à la nature de ces mesures. Les Communautés européennes demandent bien au Groupe spécial d'exiger que le Canada indique, non pas les mesures spécifiques, mais les éléments de preuve spécifiques qu'il a l'intention de présenter dans la présente procédure.

4.73 Les Communautés européennes demandent également au présent Groupe spécial de donner de l'article 6:2 une lecture qui inclut une prescription qui n'y figure pas et que l'Organe d'appel a spécifiquement rejetée, à savoir que le Canada est obligé d'exposer les arguments juridiques spécifiques qui doivent être présentés dans sa première communication écrite. L'Organe d'appel a déjà rejeté cette approche et le présent Groupe spécial devrait le faire aussi. De surcroît, non seulement les Communautés européennes donnent une idée fausse du degré de complexité des dispositions citées par le Canada dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, mais elles tentent aussi d'inclure dans l'article 6:2 un critère de l'*Accord antidumping* qui n'est pas étayé par le texte de cette disposition.

4.74 Enfin, les Communautés européennes ne fournissent aucun élément de preuve ni aucune justification pour étayer l'allégation selon laquelle elles ont d'une façon quelconque subi un préjudice du fait de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. Les Communautés européennes sont parfaitement conscientes des questions mentionnées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, et ont eu largement le temps de commencer à préparer leur défense. Si elles ne l'ont pas fait, les causes de cette défaillance ne peuvent pas être trouvées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.

4.75 En résumé, la demande des Communautés européennes est dénuée de fondement. Elle ne semble être rien de plus que le type de "technique en matière de contentieux" que l'Organe d'appel a fermement rejeté dans l'affaire *États-Unis – FSC*.

[64] *Id.*, paragraphe 166.

2. Prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

4.76 La demande des Communautés européennes contient un certain nombre de citations de rapports de l'Organe d'appel et de groupes spéciaux qui expliquent l'article 6:2 et soulignent son rôle et son importance dans le règlement des différends. Toutefois, elle omet un aspect qui est déterminant en ce qui concerne les questions dont le présent Groupe spécial est saisi: la distinction fondamentale entre les allégations – qui doivent figurer dans la demande d'établissement d'un groupe spécial – et les arguments à l'appui de ces allégations – qui n'ont pas besoin d'y figurer.

4.77 Qui plus est, s'agissant de la prescription selon laquelle une demande d'établissement d'un groupe spécial doit contenir un "bref exposé du fondement juridique de la plainte", l'Organe d'appel a clairement dit qu'il pourrait suffire, aux fins de l'article 6:2, qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial cite simplement les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC. L'Organe d'appel a aussi clairement dit que la question de savoir si une telle énumération était suffisante dépendrait des circonstances particulières de chaque affaire.

4.78 Enfin, la jurisprudence a établi, que même si une demande d'établissement d'un groupe spécial n'"énonce[] [pas] clairement le problème", le groupe spécial n'est pas automatiquement privé de compétence en ce qui concerne la question. En fait, le groupe spécial doit examiner, en fonction des "circonstances propres à l'affaire", si ce défaut a porté préjudice à la capacité de la partie défenderesse de se défendre.

4.79 Par conséquent, pour évaluer les allégations concernant la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial énonce le problème clairement, le Groupe spécial doit examiner les circonstances propres au différend, y compris la question de savoir si la partie défenderesse a subi un préjudice.

3. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada indique la "mesure spécifique en cause" comme l'exige l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

4.80 Comme indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, les mesures spécifiques en cause sont:

> "la suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits;
>
> le fait que les CE n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les demandes d'approbation des produits indiqués à l'annexe I; et
>
> les mesures nationales indiquées à l'annexe II qui prohibent l'importation, la commercialisation ou la vente des produits biotechnologiques approuvés par les CE spécifiés".

4.81 Comme les Communautés européennes n'ont pas affirmé que le Canada avait manqué à l'obligation d'indiquer avec une précision suffisante les deuxième et troisième catégories de mesures énumérées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, le Canada suppose que les Communautés européennes ne contestent pas le fait que ces mesures ont été indiquées avec une précision suffisante.

a) Le moratoire est indiqué avec une précision suffisante

4.82 L'expression "suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits" (ci-après dénommée "moratoire") devrait être lue conjointement avec le deuxième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. Dans ce paragraphe, le Canada dit que depuis octobre 1998, les Communautés européennes maintiennent un moratoire en ce qui concerne l'approbation des produits biotechnologiques. À l'évidence, l'expression "suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits" constitue une description plus détaillée du "moratoire" auquel le Canada fait précédemment référence. Le Canada indique clairement la législation pertinente visant l'approbation des produits biotechnologiques dans la note de bas de page 1 de sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.83 En outre, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada donne des exemples spécifiques de demandes d'approbation de produits biotechnologiques, y compris une brève description des actions entreprises pour en bloquer l'examen ou l'approbation. Le fait qu'à plusieurs reprises les Communautés européennes n'ont pas examiné ces demandes et le fait qu'à plusieurs reprises elles n'ont pas approuvé ces demandes sont tous deux cités comme exemples du moratoire (au deuxième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial) et comme mesures séparées visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial. Ainsi, l'expression "suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits", lorsqu'elle est lue à la lumière du deuxième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial, indique suffisamment la "mesure spécifique en cause".

4.84 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle elles sont incapables d'identifier la mesure précise en cause est difficile à comprendre. L'existence du moratoire a été largement reconnue et discutée par les responsables des CE depuis la déclaration faite par les cinq États membres à la 2 194ème session du Conseil des Ministres de l'environnement des CE en juin 1999.

4.85 De nombreux responsables des CE, y compris les Commissaires Wallström et Byrne, ont publiquement reconnu l'existence du moratoire. En outre, comme les Communautés européennes le savent bien, aucun produit biotechnologique n'a été approuvé au titre de la législation communautaire depuis octobre 1998. Aussi est-ce hypocrite de la part des Communautés européennes d'alléguer qu'elles sont incapables d'identifier la mesure en cause.

4.86 Ce que les Communautés européennes recherchent réellement dans leur demande, c'est la divulgation préalable des éléments de preuve que le Canada fournira dans sa première communication écrite. Toutefois, au titre de l'article 6:2, il n'existe aucune obligation pour une partie plaignante d'indiquer les éléments de preuve qui seront fournis à l'appui de la mesure ou des allégations figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.87 Le Canada convient que ce qui peut être considéré comme une "mesure spécifique" dépendra des circonstances de l'affaire considérée, y compris les caractéristiques de la mesure en question.

4.88 À la différence des mesures le plus souvent en cause dans le cadre du règlement des différends de l'OMC, le moratoire n'a été pas été formellement adopté ni publié dans les moindres délais comme le veulent l'Annexe B de l'*Accord SPS* et l'article X:1 du GATT de 1994. Si les Communautés européennes avaient adopté le moratoire en tant que mesure juridique formelle et s'étaient conformées aux prescriptions en matière de transparence de l'*Accord SPS* et du GATT de

1994, le Canada aurait été en mesure d'indiquer les précisions mentionnées par les Communautés européennes au paragraphe 22 de leur demande. C'est uniquement à cause du propre manque de transparence des Communautés européennes que le Canada ne peut pas fournir les renseignements que les Communautés européennes exigent. Les Communautés européennes ne devraient pas être à même de se servir de leur propre manque de transparence pour se protéger contre une mise en cause dans le cadre de l'OMC.

4. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada contient "un bref exposé du fondement juridique de la plainte … suffisant pour énoncer clairement le problème" comme l'exige l'article 6:2

a) Compte tenu des circonstances entourant l'affaire, l'énumération par le Canada des dispositions pertinentes satisfait aux prescriptions de l'article 6:2

4.89 La question de savoir si la simple énumération des dispositions des accords spécifiques dont il est allégué qu'ils ont été violés est suffisante aux fins de l'article 6:2 doit être tranchée au cas pas cas, compte tenu des circonstances entourant l'affaire. Dans les circonstances de la présente affaire, l'énumération des dispositions conventionnelles dont il est allégué qu'elles ont été violées est suffisante pour énoncer clairement le problème.

4.90 Premièrement, du point de vue de la prétendue multiplicité des obligations énumérées, la demande des CE reconnaît que la majeure partie des dispositions énumérées par le Canada énoncent des obligations uniques. Si certaines des dispositions énoncent plus d'une obligation, ce fait seul n'empêche pas leur simple énumération d'être suffisante pour énoncer clairement le problème.

4.91 Par exemple, les Communautés européennes notent que le Canada a formulé des allégations au regard du paragraphe 5 de l'Annexe B de l'*Accord SPS*, ainsi que des articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*. Selon les Communautés européennes, ces trois dispositions énoncent au total 12 obligations séparées. Pour autant, un examen de ces dispositions montre clairement qu'elles indiquent essentiellement les quatre mêmes obligations imposées dans trois contextes différents. Il en est de même pour les cinq obligations dont les Communautés européennes allèguent qu'elles figurent au paragraphe 1 b) de l'Annexe C de l'*Accord SPS* et à l'article 5.2.2 de l'*Accord OTC*. Si l'on considère que l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* sont des accords parallèles, la charge réelle imposée aux Communautés européennes de comprendre les allégations du Canada est notablement plus légère que ce que les Communautés européennes voudraient que le Groupe spécial croie.

4.92 De surcroît, les Communautés européennes notent que l'article 2:2 de l'*Accord SPS* énonce trois obligations distinctes. Même si cela peut être vrai, les Communautés européennes ne mentionnent pas que, selon la jurisprudence, les trois obligations figurant à l'article 2:2 constituent une expression plus générale des obligations énoncées aux articles 5:1, 5:2 et 5:6 de l'*Accord SPS*. Partant, les allégations formulées au regard de ces trois articles sont essentiellement les mêmes allégations que celles qui le sont au titre de l'article 2:2. Il en est de même pour les articles 2:3 et 5:5. Chose étonnante, les Communautés européennes semblent avoir l'impression que le Canada formule une allégation au regard de l'obligation énoncée à l'article 5:5, qui est de coopérer pour l'élaboration de directives concernant la mise en œuvre pratique de cet article. Rien dans la description des mesures figurant dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne donne à penser que cela fait partie de l'allégation du Canada.

4.93 Les Communautés européennes indiquent aussi les articles 7 et 8 de l'*Accord SPS* comme énonçant de multiples obligations. Un examen de ces deux dispositions montre clairement, toutefois, qu'elles imposent simplement aux Membres de l'OMC l'obligation générale de satisfaire aux

prescriptions spécifiques des Annexes B et C. Le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada mentionne spécifiquement les paragraphes 1, 2 et 5 de l'Annexe B ainsi que les paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'Annexe C fait clairement ressortir que l'incorporation des articles 7 et 8 ne peut pas être interprétée comme signifiant que le Canada allègue qu'il y a violation générale des Annexes B et C. Si tel était le cas, les références spécifiques du Canada aux paragraphes énumérés seraient redondantes.

4.94 En résumé, rien dans le Mémorandum d'accord ou la jurisprudence ne permet de penser que l'énumération d'un grand nombre de dispositions exige nécessairement plus de précisions que l'énumération d'un nombre relativement faible de dispositions. De même, la plainte des Communautés européennes concernant le fait qu'elles sont confrontées à de multiples obligations ne résiste pas à un examen plus minutieux ou ne fournit pas d'éléments à l'appui de leur allégation selon laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne contient pas un bref exposé du fondement juridique de la plainte suffisant pour énoncer clairement le problème.

b) La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada établit un lien adéquat entre les dispositions énumérées et les mesures en cause, conformément à l'article 6:2

4.95 Il n'y a dans le Mémorandum d'accord aucune prescription voulant qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial établisse un lien entre les obligations juridiques en cause et "les faits de la cause". En fait, l'obligation énoncée à l'article 6:2 est d'indiquer les mesures spécifiques en cause et de fournir un bref exposé du fondement juridique. C'est précisément ce que fait la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.

4.96 Premièrement, la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada indique, après avoir décrit les mesures en cause, que "[c]es mesures sont incompatibles avec les obligations des CE" au titre de quatre accords spécifiques et spécifie quelles dispositions de ces accords ont été violées. Le Canada a satisfait à l'obligation d'indiquer clairement les mesures spécifiques. L'énumération ultérieure des dispositions spécifiques violées doit être interprétée dans le contexte global de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Certaines dispositions sont manifestement pertinentes pour certaines allégations et tout aussi manifestement dénuées de pertinence pour d'autres allégations. Enfin, l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* s'excluant mutuellement, il devrait être évident que les dispositions de l'*Accord OTC* sont énumérées à titre subsidiaire.

4.97 Deuxièmement, il est inapproprié pour les Communautés européennes de contester la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada sur la base de la complexité alléguée des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial considérées ensemble. Chaque demande d'établissement d'un groupe spécial doit être évaluée selon le cas d'espèce à la lumière des prescriptions de l'article 6:2. La demande du Canada est claire et spécifique, et elle fournit des renseignements adéquats permettant aux Communautés européennes de comprendre la nature des mesures en cause et le fondement juridique de la plainte. La mention par les Communautés européennes d'une multiplicité de dispositions et d'obligations juridiques, ainsi que de 41 demandes d'approbation de produits biotechnologiques et de neuf mesures nationales adoptées par des États membres des CE, induit le Groupe spécial en erreur en ce qui concerne la portée réelle de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. Toutefois, même s'il était approprié de juger de l'adéquation des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial considérées ensemble au titre de l'article 6:2, ces trois demandes satisfont toutes au critère de la disposition en question.

4.98 Troisièmement, lorsqu'il examinera l'adéquation de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, le Groupe spécial devrait aussi prendre en considération d'autres "circonstances concomitantes" telles que le long historique des consultations bilatérales entre le

Canada et les Communautés européennes, et la longue liste de questions présentées par le Canada aux Communautés européennes avant les consultations tenues dans le cadre de l'OMC le 25 juin 2003. Lorsque les nombreuses communications en question sont prises en compte, on voit rapidement que les Communautés européennes ont été informées de la nature du présent différend, ainsi que des allégations formulées par le Canada dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, bien avant l'établissement du Groupe spécial le 29 août 2003.

4.99 Enfin, les Communautés européennes font mention de trois demandes d'établissement d'un groupe spécial récemment déposées par les parties plaignantes dans d'autres différends portés devant l'OMC et les présentent comme un moyen de "faciliter la tâche du Groupe spécial lorsqu'il évaluera ce qui est le critère de précision acceptable pour les demandes présentées au titre de l'article 6:2". Cela dit, les Communautés européennes n'indiquent pas que les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial ont toutes été présentées dans un contexte antidumping. L'Organe d'appel a fait observer que l'article 6:2 et l'article 17.5 de l'*Accord antidumping* étaient complémentaires et que l'article 17.5 énonçait des "prescriptions additionnelles". En l'occurrence, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "[u]ne demande d'établissement d'un groupe spécial présentée au sujet d'un différend soumis en vertu de l'Accord antidumping doit donc être conforme aux dispositions pertinentes tant de cet accord que du Mémorandum d'accord relatives au règlement des différends".

4.100 Il est inapproprié de dire que le Groupe spécial se fonde sur ces demandes d'établissement d'un groupe spécial comme critère en fonction duquel il convient d'évaluer l'adéquation de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. Les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial citées par les Communautés européennes sont tout simplement dénuées de pertinence pour une détermination du "critère de précision acceptable" en ce qui concerne les demandes présentées au titre de l'article 6:2 seul.

c) L'article 6:2 n'exige pas qu'une partie plaignante inclue un exposé de son argument juridique dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial

4.101 En disant que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada "devrait indiquer quelles dispositions pourraient être pertinentes pour l'examen de chaque mesure, éventuellement en décrivant les aspects de fond ou les effets des mesures dont il est allégué qu'elles contreviennent à ces dispositions", les Communautés européennes se plaignent en fait que le Canada n'ait pas indiqué quels arguments juridiques il entend présenter. Selon la jurisprudence, il n'existe aucune obligation d'exposer les arguments juridiques dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. Les arguments des Communautés européennes à cet égard sont manifestement dénués de fondement et devraient être rejetés.

5. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne porte pas préjudice à la capacité des Communautés européennes de se défendre

4.102 La question de savoir si une partie défenderesse a subi un préjudice est un facteur pertinent à prendre en considération pour déterminer si une demande d'établissement d'un groupe spécial a satisfait aux prescriptions de l'article 6:2. Une partie défenderesse doit démontrer l'existence d'un préjudice en présentant des "précisions à l'appui" de ses dires.

4.103 Les Communautés européennes n'offrent aucune précision valable à l'appui de ses dires pour justifier une constatation de préjudice. Il semble qu'elles allèguent un préjudice au motif qu'elles "ont été incapables de commencer à préparer leur argumentation d'une manière significative". Pour étayer cette affirmation, les Communautés européennes se contentent de reformuler leurs arguments, réfutés plus haut, concernant le manque de spécificité dans l'indication des mesures en cause et la multiplicité

des allégations formulées. Une simple reformulation de ce type est manifestement insuffisante pour établir l'existence d'un préjudice. Si un manque de détail dans une demande d'établissement d'un groupe spécial signifiait automatiquement qu'il y a "préjudice" il ne serait pas nécessaire d'analyser séparément le "préjudice". Même si les Communautés européennes ont pu démontrer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2, elles n'ont rien proposé pour montrer qu'elles ont subi un préjudice.

4.104 Même si l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle elles "ont été incapables de commencer à préparer leur défense d'une manière significative" est vraie, ce dont on peut fortement douter, elle n'a rien à voir avec le manque de spécificité dans l'indication des mesures en cause ou l'absence d'un bref exposé du fondement juridique des allégations. Vu que le présent Groupe spécial a été établi en août 2003, les Communautés européennes ont eu plus que le temps suffisant pour commencer à préparer leur argumentation. Les conséquences du fait allégué qu'elles ne l'ont pas fait devraient être supportées par les Communautés européennes, non par les parties plaignantes.

4.105 En particulier, les Communautés européennes n'ont fourni aucune explication pour montrer pourquoi elles ont attendu près de sept mois après le dépôt de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada pour exprimer leurs préoccupations concernant les vices de procédure allégués. Ce retard des Communautés européennes va à l'encontre des déclarations de l'Organe d'appel selon lesquelles les Membres défendeurs doivent porter rapidement à l'attention du Membre plaignant, et de l'ORD ou du Groupe spécial, les manquements allégués aux règles de procédure, et que les règles de procédure du mécanisme de règlement des différends de l'OMC ont pour objet de promouvoir non pas la mise au point de techniques en matière de contentieux mais simplement le règlement équitable, rapide et efficace des différends commerciaux.

4.106 Compte tenu de ce retard et de l'absence de toute explication y afférente, l'allégation des Communautés européennes selon laquelle elles ont subi un préjudice manque de crédibilité. Le Canada estime que cette demande est simplement une technique en matière de contentieux destinée à compromettre le règlement équitable, rapide et efficace du présent différend.

D. COMMUNICATION ÉCRITE PRÉLIMINAIRE DE L'ARGENTINE

1. Introduction

4.107 Les Communautés européennes allèguent que la demande d'établissement d'un groupe spécial ne présentait pas le fondement juridique de la plainte d'une manière suffisamment claire pour leur permettre d'identifier complètement la mesure spécifique en cause et de comprendre pleinement le fondement juridique de la plainte. L'Argentine examinera ces deux allégations sur la base des obligations textuelles de l'article 6:2, compte tenu des considérations générales en matière de régularité de la procédure relatives aux prescriptions spécifiques de l'article.

2. Objet et but de l'article 6:2

4.108 Le principal but de l'article 6:2, comme l'a reconnu la jurisprudence de l'OMC, est directement lié à la compétence d'un groupe spécial et aux considérations générales en matière de régularité de la procédure.[65] Le processus d'évaluation du respect de la prescription énoncée à l'article 6:2 devrait être entrepris par un groupe spécial *au cas par cas*, compte tenu des *circonstances concomitantes particulières* et avec une évaluation de la question du *préjudice* qui reste l'élément central de l'examen de la régularité de la procédure.

[65] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 142.

4.109 Les prescriptions en matière de *régularité de la procédure*, telles qu'elles ont été précédemment définies par des groupes spéciaux et l'Organe d'appel, sont pertinentes pour toutes les parties au différend, y compris les parties plaignantes. Le Groupe spécial doit examiner l'incidence qu'a, sur les droits de l'Argentine et d'autres parties plaignantes, une interprétation excessivement stricte et formaliste de l'article 6:2 par rapport à une interprétation textuelle.

3. Allégation des Communautés européennes concernant l'absence partielle d'indication de la mesure en cause

4.110 La demande des Communautés européennes concernant ce point est limitée à l'allégation de suspension du traitement et de non-examen de diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques, comme indiqué au point 1) de la deuxième page de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.[66] Les Communautés européennes ont admis qu'elles n'avaient pas d'objection préliminaire pour ce qui est des allégations relatives aux interdictions nationales à la commercialisation et à l'importation, et n'ont avancé aucun argument lié à l'allégation de l'Argentine se rapportant à des retards injustifiés dans la conclusion du traitement de diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques.[67]

4.111 La nécessité d'analyser la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son intégralité a été reconnue par le récent rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains.* Il ressort de la lecture de la demande d'établissement d'un groupe spécial dans son ensemble que la mesure dont les Communautés européennes allèguent qu'elle est indiquée de manière incomplète était précédée du quatrième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, qui indique ce qui suit:

> "Cette manière d'agir de la part des Communautés européennes ainsi que de certains de leurs États membres affecte les produits agricoles biotechnologiques en provenance de l'Argentine."[68]

4.112 Ce paragraphe général et introductif fait référence à l'action entreprise par les Communautés européennes que l'Argentine conteste dans la présente procédure. À ce stade de l'analyse, la question qui se pose est la suivante: quelle action des Communautés européennes a conduit à la mesure en cause? On peut facilement trouver la réponse en se référant au deuxième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine:

> "Depuis octobre 1998, les Communautés européennes appliquent un moratoire *de facto* à l'approbation des produits agricoles biotechnologiques. L'application de ce moratoire *de facto*[69] a conduit à la suspension et au non-examen de diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques ainsi qu'à un retard injustifié dans la conclusion du traitement de diverses demandes d'approbation de ces produits dans le cadre de la réglementation communautaire.[70]"[71]

---

[66] WT/DS293/17.

[67] *Voir* la note de bas de page 14 de la demande de décision préliminaire des CE.

[68] WT/DS293/17, version française, quatrième paragraphe, page 1.

[69] WT/DS293/17, note de bas de page 1: "*1. Voir l'annexe I*".

[70] (note de bas de page originale) *Ibid*., note de bas de page 2: " La réglementation de la CE concernant l'approbation des produits biotechnologiques comprend la Directive 2001/18/CE du Parlement et du Conseil, du 12 mars 2001, publiée au Journal officiel n° 106 du 17 avril 2001, pages 0001 à 0039 (et la Directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 qui l'a précédée, publiée au Journal officiel n° 117 du 8 mai 1990, modifiée par la *Directive 94/15* publiée au Journal officiel n° 103 du 22 avril 1994 et par la *Directive 97/35*

4.113 Le moratoire *de facto* est l'action qui constitue un comportement correspondant à une *suspension* du traitement ou au *fait de ne pas* examiner (*failure* to consider). Il s'agit d'une omission imputée aux Communautés européennes qui équivaut à un manquement à leurs obligations dans le cadre du droit de l'OMC.[72] Selon le dictionnaire, l'expression *de facto* signifie "in fact, in reality in actual existence whether by right or not" (en fait, en réalité, dans la vie réelle … que ce soit en droit ou non).[73] L'expression *de facto* qualifie le moratoire, objet principal du présent différend. *Moratorium* (moratoire), selon une approche textuelle, signifie "a postponement or deliberate suspension of some activity" (report ou suspension délibérée d'une activité).[74] On peut aisément comprendre l'action de suspendre en prenant connaissance de l'objet de la suspension indiqué dans le même paragraphe, c'est-à-dire le lien avec *diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques*. La nature et la portée de l'argument juridique ayant trait à la suspension, ainsi que la spécificité de la suspension relativement à des demandes spécifiques, représentent quelque chose qui doit être développé dans le cadre de l'argument.

4.114 De même, le fait de ne pas ("failure" ("omission to do") (fait d'omettre de)[75]) examiner *diverses demandes d'approbation* n'est pas difficile à comprendre. Il y a des demandes présentées en vue d'une approbation qui sont soumises au *moratoire de facto.*

4.115 L'ensemble des demandes et les circonstances factuelles entourant chacune d'entre elles, ainsi que le fait que les demandes spécifiques citées par les différentes parties plaignantes peut conduire à la présentation de différents arguments au cours de la procédure du Groupe spécial, ne constituent pas une question à traiter dans une demande d'établissement d'un groupe spécial ou une demande de décision préliminaire.

4.116 Il convient de noter que la situation des diverses demandes est une question qui a été longuement discutée pendant les consultations. Les Communautés européennes ne peuvent pas maintenant ignorer le type d'enquête menée pendant les consultations, qui a abouti au libellé actuel de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

4.117 Les Communautés européennes allèguent en outre que, dans d'autres procédures portées devant l'ORD, non seulement l'Argentine mais aussi les autres parties plaignantes ont été en mesure d'indiquer la question en cause avec une précision, qui, de l'avis des Communautés européennes, est absente dans le cas d'espèce. L'Argentine propose que le Groupe spécial examine les circonstances suivantes. Premièrement, l'Argentine n'est pas en mesure de formuler des observations concernant les affaires citées comme exemples par les Communautés européennes pour ce qui est des lacunes alléguées des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les États-Unis et le Canada. Deuxièmement, l'Argentine note que les trois affaires citées comme exemples sont des affaires de dumping, question régie par les dispositions spécifiques de l'*Accord antidumping* qui énoncent des règles précisant les dispositions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. De même, la nature même des mesures contestées est différente dans chaque circonstance – d'une part, des dispositions nationales adoptées en bonne et due forme qui réglementent la conduite d'une procédure

---

publiée au Journal officiel n° 169 du 27 juin 1997) et le Règlement (CE) n° 258/97, du Parlement et du Conseil du 27 janvier 1997, publié au Journal officiel n° 043 du 14 février 1997."

[71] WT/DS293/17, page 1, 2ème paragraphe.

[72] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 88.

[73] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 Edition, page 615.

[74] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 Edition, page 1829.

[75] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 Edition, page 907.

formelle dans le cas de l'*Accord antidumping* et, d'autre part, un moratoire *de facto* informel concernant l'application de dispositions nationales.

4.118 À ce stade, on devrait dire que le problème allégué au sujet de la mesure en cause est une tentative des Communautés européennes visant à demander l'élaboration d'une description factuelle du moratoire qui relève à juste titre de l'élaboration des arguments et du processus d'établissement des faits. Cette tentative devrait être fermement rejetée par le Groupe spécial, compte tenu de la nature de la mesure en cause. Le type de mesure en cause, le *moratoire de facto* qui conduit à la suspension ou au non-examen des demandes, affecte nécessairement l'étendue et la nature des renseignements requis pour présenter correctement l'allégation.

4.119 La demande de l'Argentine met en évidence des demandes spécifiques. La question de savoir si la totalité des demandes sont au stade de la suspension (à savoir qu'elles ont été examinées et subissent actuellement un retard) ou si elles ont été présentées et n'ont pas été examinées est une question à définir au cours de la procédure.

4. Absence alléguée de bref exposé du fondement juridique

a) Interprétation textuelle

4.120 La mise en question par les Communautés européennes de l'exposé du fondement juridique de la plainte présenté par l'Argentine et figurant dans le document WT/DS293/17 est fondée sur un point de départ erroné comme le montre une interprétation textuelle. Dans leur demande de décision préliminaire, les Communautés européennes se servent d'une définition du terme "summary" (exposé) donnée dans le dictionnaire. Pourtant, elles ne prennent pas en compte le fait que l'article 6:2 qualifie le terme "summary" au moyen de l'adjectif "brief" (bref). La définition du terme "brief" donnée dans le dictionnaire se réfère en fait à quelque chose de "limited … concise in expression …" (limité … concis dans son expression …).[76] C'est un critère très différent du concept avancé par les Communautés européennes dans leur demande préliminaire, à savoir qu'un exposé est proche d'un argument.

b) Indication du fondement juridique

4.121 Le fait de ne pas indiquer une disposition spécifique d'un accord dont il est allégué qu'elle a été violée constituerait sans conteste un problème. Cela étant, il n'en est pas ainsi dans la présente affaire où toutes les dispositions pertinentes des différents accords ont été incluses dans la demande d'établissement d'un groupe spécial.[77]

4.122 Contrairement aux allégations des Communautés européennes, une comparaison entre la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine et sa demande de consultations montre le degré de spécificité bien plus élevé de la demande d'établissement d'un groupe spécial.[78] Le document WT/DS293/17 comprend certains, mais pas tous les paragraphes des articles des différents accords entrant dans le cadre du processus de consultation. La jurisprudence de l'affaire *Corée – Produits laitiers*[79] citée par les Communautés européennes n'est pas pertinente en l'espèce, puisque dans l'affaire *Corée – Produits laitiers* le mandat comprenait des citations d'articles généraux sans donner de précisions sur des paragraphes particuliers de l'article, au contraire de la demande

[76] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, 1993 Edition, page 282.
[77] WT/DS293/17, page 2, alinéas a) b) c) et d).
[78] WT/DS293/1.
[79] Section III.B, demande de décision préliminaire des CE.

d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. Pour préciser la position de l'Argentine et la citation erronée de l'affaire *Corée – Produits laitiers*, il est utile de citer la description donnée par les Communautés européennes dans cette affaire:

> "En conséquence, les CE demandent que le groupe spécial constate, après examen, que cette mesure contrevient aux obligations résultant pour la Corée des dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, en particulier des articles 2, 4, 5 et 12 dudit accord, et constitue une violation de l'article XIX du GATT de 1994."

4.123 Cette indication des dispositions dont il est allégué qu'elles ont été violées par la Corée est de façon frappante différente de la description donnée dans l'actuelle demande d'établissement d'un groupe spécial. Par conséquent, le fondement juridique a été correctement indiqué.

c) La question des obligations multiples

4.124 Bien que la demande des CE traite de la question des obligations multiples, elle devrait être rejetée pour deux raisons. Premièrement, le précédent de l'OMC auquel les Communautés européennes ont recours pour étayer leurs vues est complètement différent du cas d'espèce. Dans le précédent en question, à savoir l'affaire *Corée – Produits laitiers*, des obligations multiples étaient incluses dans les principaux articles cités de manière générale par le plaignant. En revanche, dans la présente affaire, l'Argentine a décrit le mandat du Groupe spécial avec suffisamment de détails pour indiquer les articles et paragraphes énonçant les obligations spécifiques enfreintes par le *moratoire de facto* des Communautés européennes. Deuxièmement, dans le cas d'espèce, les paragraphes des accords spécifiques cités par les Communautés européennes n'énoncent pas des obligations multiples, mais ils mentionnent simplement les prescriptions nécessaires à satisfaire pour démontrer qu'il y a une infraction aux dispositions de l'OMC. Le fait qu'il est satisfait à chaque condition nécessaire pour constater l'existence d'une incompatibilité est quelque chose qui doit être étayé par les arguments que les parties plaignantes présenteront au Groupe spécial dans leur première communication écrite et les communications ultérieures.

4.125 Exiger une description du raisonnement et des arguments sous-tendant chaque allégation est contraire à la jurisprudence bien établie et récemment confirmée de l'OMC, comme dans le cas de l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains*. Autrement dit, la mise en question par les Communautés européennes est simplement une tentative visant à imposer l'obligation de présenter une description qui convient mieux pour des arguments que pour une mise en question du fondement juridique d'une allégation.

5. Absence de préjudice

4.126 Comme l'a établi le Groupe spécial *CE – Linge de lit*, l'existence d'un préjudice doit être démontrée pour qu'une allégation au titre de l'article 6:2 soit valable. L'Argentine conteste que les Communautés européennes aient subi un préjudice dans la présente procédure par suite du mandat indiqué dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'y a ni manque de spécificité de la "mesure en cause" ni inexactitude dans l'indication des obligations dans le cadre de l'OMC auxquelles les Communautés européennes ont manqué.

4.127 L'allégation de préjudice des Communautés européennes et leur incapacité alléguée de préparer leur défense manquent de crédibilité si l'on considère les nombreuses consultations tenues en l'espèce. L'Argentine a fourni des questions par écrit aux Communautés européennes et a mené les consultations exigées par le Mémorandum d'accord.

4.128 En outre, les Communautés européennes font valoir qu'en raison du caractère obscur de la demande d'établissement d'un groupe spécial elles sont incapables de répondre à l'argumentation présentée. Cette argumentation doit être prouvée compte tenu des prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La plainte des Communautés européennes est simplement une affirmation non étayée de l'existence d'un préjudice. Il ressort de la jurisprudence de l'OMC que de telles affirmations ne constituent tout simplement pas un préjudice démontré ou étayé aux fins de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

4.129 Enfin, des groupes spéciaux antérieurs ont déterminé à juste titre que la question de savoir s'il y avait un préjudice pendant la procédure de groupe spécial ne pouvait être déterminée qu'à la fin de cette procédure. Comme les Communautés européennes ont demandé qu'une décision préliminaire soit rendue avant la présentation des premières communications écrites, il leur incombe de prouver qu'elles ont subi un préjudice à ce stade précoce de la procédure.

E. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.130 Les Communautés européennes ont adopté des procédures d'approbation des produits agricoles issus de la biotechnologie moderne. Jusqu'en octobre 1998, elles ont mis en œuvre ces procédures et approuvé plus de dix produits biotechnologiques. Leurs consommateurs ont bénéficié des avantages de ces produits, sans aucun effet défavorable sur la santé ou l'environnement.

4.131 À partir d'octobre 1998, cependant, les Communautés européennes ont suspendu leurs propres procédures d'approbation. En particulier, elles ont suspendu l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et l'octroi d'approbations pour ces produits dans le cadre de leur système d'approbation. Certaines demandes concernant des produits pourraient progresser par à-coups dans le cadre du système d'approbation des Communautés européennes, mais depuis octobre 1998 les Communautés européennes n'ont permis à aucun nouveau produit biotechnologique d'arriver jusqu'au stade de l'approbation finale.

4.132 Le moratoire des Communautés européennes visant l'approbation de produits n'a pas été adopté d'une façon transparente. En effet, il n'a été publié dans aucun journal officiel ni enregistré d'une autre manière. Il est pourtant reconnu à une vaste échelle, y compris par les responsables des CE. En outre, il a tout autant d'effet que n'importe quel amendement de la législation des Communautés européennes en matière d'approbation formellement promulgué.

4.133 Les États-Unis soutiennent que l'adoption du moratoire par les Communautés européennes est incompatible avec leurs obligations au titre de l'Accord sur l'OMC et, en particulier, au titre de l'*Accord SPS*. Si les Membres sont autorisés à maintenir des systèmes d'approbation – et les États-Unis ne s'opposent pas à ce que les Communautés européennes maintiennent un tel système pour les produits biotechnologiques – les procédures appliquées au titre de ce système doivent être engagées et achevées "sans retard injustifié". Il est difficile de trouver une situation qui entraîne davantage un "retard injustifié" qu'un moratoire complet concernant les approbations. En l'espèce, les Communautés européennes ne peuvent présenter aucun fondement juridique pour un moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques. En fait, nombre de produits visés par le moratoire des Communautés européennes ont fait l'objet d'une évaluation favorable de la part des propres comités scientifiques des Communautés européennes. En bref, après avoir établi un régime d'approbation des produits biotechnologiques, les CE sont tenues d'appliquer les procédures en question de façon équitable et transparente, et sans retard injustifié.

4.134 Outre le moratoire sur l'approbation des nouveaux produits biotechnologiques, six États membres des CE ont adopté des interdictions relatives à la commercialisation et à l'importation de produits biotechnologiques qui avaient été précédemment approuvés par les Communautés européennes. Tout comme le moratoire, ces interdictions visant des produits spécifiques ne sont pas fondés sur des éléments scientifiques et sont donc incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'Accord sur l'OMC.

4.135 Lorsqu'ils contestent le moratoire des Communautés européennes au titre du Mémorandum d'accord, les États-Unis demandent simplement aux Communautés européennes de permettre que leurs propres procédures d'approbation suivent leur cours. Les États-Unis sont convaincus que, lorsque les Communautés européennes auront permis que leurs procédures scientifiques et réglementaires soient menées à terme, elles approuveront encore de nouveaux produits biotechnologiques, ce qui bénéficiera aux consommateurs des CE et aux producteurs de produits biotechnologiques dans le monde.

2. Énoncé des faits

a) Biotechnologie

4.136 La biotechnologie moderne présente un certain nombre d'avantages démontrés pour la santé humaine et l'environnement, y compris une production agricole plus importante, des produits alimentaires d'une valeur nutritionnelle plus élevée et une utilisation plus faible de produits chimiques pour l'agriculture, d'engrais et d'eau dans l'agriculture commerciale.

4.137 La biotechnologie moderne peut accroître notablement la production agricole en protégeant les plantes contre des facteurs qui diminuent les rendements, tels les parasites, les maladies, l'altération et les conditions météorologiques extrêmes. Un rapport publié par sept académies des sciences nationales et internationales ("rapport multinational établi par plusieurs académies des sciences") a conclu que la biotechnologie moderne pouvait contribuer à remédier à la pénurie alimentaire dans les pays en développement, où 800 millions de personnes n'ont pas actuellement accès à une nourriture suffisante et où la malnutrition est un facteur contribuant au décès de 6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans. Dans sa Déclaration sur les biotechnologies, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ("FAO") a dit ce qui suit: "le génie génétique offre des possibilités d'accroître la production et la productivité de l'agriculture, de la foresterie et des pêches. Il permettrait d'obtenir des rendements supérieurs sur les terres marginales des pays dont la production actuelle est insuffisante pour nourrir leur population". Selon un rapport commun de la FAO et de l'Organisation mondiale de la santé ("OMS") établi par des experts scientifiques, "les pays en développement considèrent la technologie [de l'ADN recombinant] comme un moyen de répondre au besoin de produire en quantités suffisantes des aliments adéquats du point de vue nutritionnel et sûrs pour leur population en expansion".

4.138 La biotechnologie contribue également à accroître la valeur nutritionnelle des produits alimentaires. Le rapport multinational établi par plusieurs académies des sciences reconnaissait qu'il était possible, grâce à la technologie de la modification génétique, de produire des aliments plus nutritifs, stables en matière de stockage et permettant en principe d'améliorer la santé – ce qui était bénéfique pour les consommateurs tant des pays industrialisés que des pays en développement. Par ailleurs, selon l'Académie des sciences pontificale, "l'amélioration des qualités nutritionnelles des produits alimentaires, que ce soit en termes d'équilibre des acides aminés ou lorsqu'il s'agit d'augmenter la présence des vitamines ou de leurs précurseurs ... peut être obtenue de façon plus efficace et précise à l'aide des méthodes comportant un transfert direct de gènes actuellement disponibles".

4.139 La biotechnologie moderne peut aussi apporter de nombreux avantages pour l'environnement, y compris, comme l'a dit la Direction générale de la recherche de la Commission européenne, une "agriculture "plus propre"". Les produits biotechnologiques résistants aux insectes ravageurs ont besoin de moins d'insecticides que les autres produits pour qu'un niveau de protection donné soit assuré. Le recours aux cultures biotechnologiques permet également aux agriculteurs d'appliquer des techniques culturales de conservation des sols qui réduisent les perturbations et l'érosion des sols et accroissent le piégeage du carbone. En outre, la biotechnologie moderne permet de produire des cultures qui peuvent absorber l'azote et le phosphore à des taux élevés, ce qui diminue la quantité d'engrais à utiliser. Des scientifiques mettent également au point des cultures qui ont besoin de moins d'eau, ce qui non seulement accroîtra la productivité dans les régions où l'eau est peu abondante, mais réduira aussi le besoin d'une irrigation à grande échelle, préservant ainsi l'approvisionnement en eau fraîche et diminuant ainsi l'effet nocif sur la qualité des eaux souterraines et de surface.

4.140 La sécurité des produits biotechnologiques a été confirmée par des rapports scientifiques publiés sous les auspices d'institutions internationales de renom telles que la FAO et l'OMS, sept académies des sciences nationales et internationales et l'Organisation de coopération et de développement économiques, ainsi que des scientifiques indépendants des États-Unis, d'Afrique et d'Europe. En fait, la Commission européenne elle-même a confirmé la sécurité des produits biotechnologiques, déclarant que "l'utilisation de technologies plus précises et l'existence de cadres réglementaires plus stricts rend[ai]ent ces végétaux probablement encore plus sûrs que les plantes et les produits alimentaires classiques".

4.141 Les conclusions scientifiques concernant la sécurité des produits biotechnologiques sont confirmées par des preuves empiriques. Au cours de la dernière décennie, les agriculteurs de diverses parties du monde ont ensemencé des millions d'acres de maïs, de soja, de colza, de pommes de terre et de coton transgéniques et ont récolté ces produits, qui sont tous utilisés dans une plus ou moins grande mesure pour la production de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux. Le rapport multinational établi par plusieurs académies des sciences a conclu qu'"à ce jour, plus de 30 millions d'hectares de plantes transgéniques ont été cultivés et qu'aucun problème pour la santé humaine lié spécifiquement à l'ingestion de plantes transgéniques ou de leurs produits dérivés n'a été recensé". De même, l'Académie des sciences française a observé que les plantes transgéniques étaient cultivées à grande échelle et qu'il n'y avait pas eu "le moindre problème de santé pour les consommateurs ou d'atteinte à l'environnement".

4.142 En 2002, de 5 millions et demi à 6 millions d'agriculteurs ont cultivé des plantes issues de la technologie de l'ADN recombinant sur 58,7 millions d'hectares (145 millions d'acres) de terres. Depuis 1996, la superficie mondiale des terres consacrées aux cultures transgéniques a été multipliée par 35. Les plantes transgéniques sont cultivées dans 16 pays qui, ensemble, abritent plus de la moitié de la population mondiale. À l'échelle planétaire, 51 pour cent des fèves de soja sont produites à partir de semences transgéniques, ainsi que 20 pour cent du coton, 12 pour cent du colza (canola) et 9 pour cent du maïs.

b) Moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques

4.143 Depuis octobre 1998 – dernière date d'approbation d'un produit biotechnologique –, les Communautés européennes n'ont approuvé aucun nouveau produit biotechnologique au titre de leur législation relative aux nouveaux aliments ou à la dissémination volontaire. Les États-Unis estiment que le fait de ne pas approuver toutes les demandes en souffrance est la conséquence d'un moratoire *de facto* en vertu duquel les Communautés européennes ont suspendu l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques ou de l'octroi d'approbations pour ces produits au titre de son système d'approbation avant commercialisation.

4.144 Le moratoire a été porté à la connaissance générale au plus tard en juin 1999, lorsqu'il a été annoncé par les Ministres de l'environnement de cinq États membres. En particulier, à une réunion du Conseil des Ministres de l'environnement des CE tenue en juin 1999, les Ministres de l'environnement du Danemark, de la Grèce, de la France, de l'Italie et du Luxembourg ont publié une déclaration indiquant ce qui suit: "dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés en matières de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés … ils feront de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues".

4.145 Les déclarations des représentants de la Commission et des États membres confirment l'existence d'un moratoire. Par exemple, dès juillet 2000, la Commissaire européenne chargée de l'environnement, Margot Wallström, a publiquement admis l'existence d'un "moratoire", le considérant comme "illégal et non justifié." Ce sentiment a été de nouveau exprimé lors d'une conférence de presse en octobre 2001 suite à une réunion du Conseil des Ministres de l'environnement, lorsque Mme Wallström aurait "[admis] que la fin du moratoire n'était pas en vue, ce qu'elle a qualifié de restriction illégale, illogique et arbitraire". Elle a ajouté qu'aucune autre réglementation communautaire n'était dans une situation identique, à savoir une situation dans laquelle "nous nous abstenons simplement de prendre une décision".

4.146 Le Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, David Byrne, a indiqué en juin 2000 que le peu d'empressement des États membres à approuver la mise sur le marché de nouveaux produits biotechnologiques "[avait] conduit à un blocage total des autorisations en cours et à un moratoire *de facto* concernant la distribution commerciale des OGM". Le Commissaire Byrne a de nouveau reconnu l'existence du moratoire en février 2003 lorsqu'il a imploré les États membres de "lever le moratoire".

4.147 Les déclarations des représentants de la Commission européenne reconnaissent non seulement l'existence du moratoire, mais aussi le fait qu'il est maintenu sans justification scientifique ou juridique. En fait, la Commissaire chargée de l'environnement Margot Wallström elle-même a fait remarquer ce qui suit, après avoir plaidé en vain auprès du Conseil Environnement en faveur de la levée du moratoire: "Nous avons onze notifications de semences OGM approuvées. ... Mais une limite arbitraire a ensuite été imposée avant que je prenne mes fonctions [en 2000] afin d'arrêter toutes les approbations pour les 13 demandes en souffrance. Nombre de ces 13 produits étaient simplement des variétés des onze premiers produits approuvés. Ce sont essentiellement les mêmes produits. Aucun élément scientifique n'indique qu'ils sont plus ou moins dangereux que d'autres produits." De même, Beate Gminder, porte-parole du Commissaire Byrne, a dit que "[l]e moratoire n'[avait] pas de fondement juridique".

4.148 Les documents de la Commission confirment aussi l'existence du moratoire. Un document de travail de la Commission datant de novembre 2000 indique que "cette situation a entraîné le blocage de la procédure d'autorisation actuelle concernant la diffusion commerciale d'OGM, notamment ceux susceptibles de se retrouver dans la chaîne alimentaire". Un communiqué de presse de la Commission datant de juillet 2001 indique que l'adoption de nouvelles propositions de loi "contribuer[a] à lever le moratoire de fait sur la commercialisation des OGM". Un document de travail interne de la Commission datant d'octobre 2001 indique que"[c]e peu d'empressement à aller de l'avant s'agissant de l'autorisation des OGM a conduit à un moratoire de fait concernant la commercialisation de nouveaux OGM et a influé sur les approbations de produits au titre de la législation sectorielle". En juillet 2003, un document récapitulatif de la Commission sur la réglementation des OGM a indiqué que "[l]a nouvelle directive et les deux propositions de règlement devraient préparer la voie à la reprise des procédures d'autorisation de produits génétiquement modifiés dans l'Union européenne", ce qui implique que les autorisations avaient été suspendues. Selon un document publié par le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, les règles proposées pour la traçabilité et

l'étiquetage des produits biotechnologiques pouvaient "éventuellement entraîner la levée du moratoire actuel". Plus récemment, en janvier 2004, dans une communication adressée à la Commission, des représentants de la Commission ont admis qu'"aucune autorisation n'avait été accordée depuis octobre 1998" malgré l'adoption alléguée d'une "approche provisoire" concernant les approbations de produits biotechnologiques en juillet 2000.

4.149 L'existence d'un moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques est prouvée en outre par le fait que les Communautés européennes n'ont pas approuvé un seul produit biotechnologique depuis octobre 1998 en vertu de la Directive 2001/18 (et de celle qui l'a précédée, la Directive 90/220), ainsi qu'en vertu de l'article 4 du Règlement n° 258/97. À l'heure actuelle, le traitement de 27 demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques subit un retard à divers stades de la procédure d'approbation au titre de la Directive 2001/18 (et, avant le 17 octobre 2002, de la Directive 90/220) et au titre du Règlement n° 258/97.

4.150 Dix-huit produits biotechnologiques pour lesquels les notifications sont en souffrance au titre de la Directive 2001/18 ont d'abord été présentés au titre de la Directive 90/220 et n'ont pas progressé ensuite dans la procédure d'approbation. Parmi ces 18 produits, il y en a neuf dont l'examen a été bloqué au niveau de la Commission au moment de l'expiration de la Directive 90/220, l'examen de certains de ces produits traînant depuis pas moins de six ans et cinq mois. Ces neuf produits ont tous fait l'objet d'une évaluation favorable initiale de la part de l'État membre initiateur et ont reçu un avis favorable du Comité scientifique des plantes, qui dans chaque cas n'a trouvé "aucun élément de preuve indiquant que la mise sur le marché [du produit en question] est susceptible de causer un effet néfaste sur la santé humaine et l'environnement". Les cinq notifications restantes subissent un retard au niveau de l'État membre en vertu de la Directive 90/220 et attendent d'être examinées depuis pas moins de quatre ans et dix mois.

4.151 Au titre du Règlement n° 258/97, les demandes ayant trait à cinq produits subissent un retard au niveau de la Commission depuis pas moins de cinq ans. Chacun de ces produits a fait l'objet d'une évaluation favorable dans l'État membre initiateur et deux produits ont reçu un avis favorable du Comité scientifique de l'alimentation humaine. Quatre autres demandes sont en souffrance dans différents États membres, certaines d'entre elles ayant été présentées dès juillet 1998.

c) Interdictions en matière de commercialisation ou d'importation appliquées par les États membres

4.152 Six États membres des CE – la France, l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, le Luxembourg et la Grèce – ont invoqué les dispositions dites de "sauvegarde" de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 pour des produits biotechnologiques qui avaient été approuvés en vue de la vente sur le marché européen. Cinq États membres ont promulgué des interdictions en matière de commercialisation (l'Autriche, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg) et un (la Grèce) a promulgué une interdiction à l'importation.

4.153 En particulier, l'Autriche a publié trois mesures interdisant la "mise sur le marché" de trois produits biotechnologiques à base de maïs: Bt-176, MON810 et T25; le 16 novembre 1998, la France a publié deux ordonnances interdisant la "mise sur le marché" de deux produits biotechnologiques à base de colza: MS1/RF1 et Topas 19/2; le 7 février 1997, le Luxembourg a publié une ordonnance ministérielle interdisant "l'utilisation et la vente" du maïs biotechnologique Bt-176; le 31 mars 2000, l'Allemagne a publié une décision "suspendant l'approbation" et la mise sur le marché du maïs Bt-176; le 4 août 2000, l'Italie a promulgué un décret suspendant "la commercialisation et l'utilisation" des produits à base de maïs suivants: Bt-11, MON810, MON809 et

T25; et le 8 septembre 1998, la Grèce a publié un décret interdisant l'importation de colza Agrevo (Topas 19/2).

4.154 Dans chaque cas, le comité scientifique compétent des Communautés européennes a constaté qu'il n'y avait pas de justification scientifique à la mesure de sauvegarde appliquée par les États membres. Pourtant, ces mesures demeurent toutes en vigueur.

3. Analyse juridique

a) Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS*

4.155 Le moratoire général est un élément du régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques; il vise en particulier les approbations relevant de la législation relative aux nouveaux aliments et à la dissémination délibérée. Le régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques est incontestablement une mesure SPS. La Directive 2001/18 indique que l'un de ses objectifs est d'assurer "la protection de la santé humaine et de l'environnement" lorsque, entre autres choses, "l'on place sur le marché à l'intérieur de la Communauté des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits". De même, le texte qui l'a précédée, la Directive 90/220, dispose que l'un de ses objectif est de "protéger la santé humaine et l'environnement" contre, entre autres, "la mise sur le marché de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant, destinés ensuite à une dissémination volontaire dans l'environnement". Enfin, le Règlement n° 258/97 dit que "[l]es aliments ou ingrédients alimentaires qui relèvent du présent règlement ne doivent pas présenter de danger pour le consommateur" ou impliquer "des inconvénients nutritionnels".

4.156 Outre l'objectif qui est énoncé aussi clairement dans la législation en matière d'approbation, les déclarations faites par les représentants des Communautés européennes et des États membres confirment que le but du régime d'approbation communautaire, y compris le moratoire général, est de protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou de préserver les végétaux de certains risques. Au cours de ces cinq dernières années, les représentants des Communautés européennes et des États membres ont souvent déclaré que le moratoire avait été imposé pour protéger "les citoyens" et "l'environnement". Selon un récent "document de travail" de la Commission, l'actuelle procédure d'autorisation des produits biotechnologiques avait été gelée du fait que "le public est de plus en plus préoccupé par les conséquences potentielles pour *la santé humaine et l'environnement*".

4.157 Ces justifications concernant le régime d'approbation communautaire, y compris le moratoire général, relèvent de la définition d'une mesure SPS au titre de l'Accord. Par exemple, les préoccupations ayant trait au fait qu'un produit biotechnologique puisse entraîner une réaction allergique ou toxique de la part de certains animaux, par exemple la crainte que certaines variétés puissent nuire à des organismes utiles aussi bien qu'à des organismes cibles, relèvent de la définition donnée à l'Annexe A, paragraphe 1 a) — qui vise les mesures appliquées pour protéger "la santé et la vie des personnes et des animaux" ou préserver "les végétaux" des risques découlant d'"organismes pathogènes". Les préoccupations selon lesquelles un produit biotechnologique pourrait entraîner une réaction allergique ou toxique de la part des consommateurs, par exemple les préoccupations concernant les niveaux inacceptables de résidus de pesticides dans les variétés végétales produisant des pesticides, les réactions allergiques dues à la consommation d'une variété biotechnologique qui comporte une caractéristique génétique susceptible d'entraîner de telles réactions, ou la présence de toxines ou d'autres contaminants dans les produits alimentaires contenant des produits biotechnologiques, relèvent de la définition donnée à l'Annexe A, paragraphe 1 b) — qui vise les mesures appliquées pour protéger "la santé et de la vie des personnes et des animaux" ou préserver "les

végétaux" des risques découlant des "contaminants" ou des "toxines" présents dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".

4.158 De même, les préoccupations concernant le fait que la consommation généralisée de variétés contenant des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques pourrait conduire au développement de souches de bactéries résistantes aux antibiotiques relèvent également de la définition donnée au paragraphe 1 b). Ces préoccupations ont été définies comme étant des questions relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ainsi, une mesure fondée sur ces préoccupations est une mesure destinée à protéger "la santé et la vie des personnes et des animaux" des "organismes pathogènes" présents dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". En outre, les préoccupations concernant la contamination croisée d'organismes non cibles par des produits biotechnologiques (ou le transfert de produits biotechnologiques à des organismes non cibles), par exemple la crainte que la tolérance aux herbicides puisse être transférée d'une variété biotechnologique à une variété sauvage, relèvent de la portée de l'Annexe A, paragraphe 1 d) – qui vise les mesures appliquées "pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites". L'Annexe A définit les "parasites" comme englobant les plantes adventices ("weeds"), le terme "weeds" étant défini dans le *New Shorter Oxford English Dictionary* par "plant[s] that grow[] ... where [they are] not wanted" (plante[s] qui pousse[nt] … là où [elles sont] indésirables). Ainsi, une mesure fondée sur ce risque relève de la définition donnée à l'Annexe A, paragraphe 1 d).

4.159 Le moratoire général, en tant qu'un des éléments du régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques, est considéré comme une "mesure". Les procédures d'homologation figurent dans la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A comme exemple spécifique de mesure SPS. Le fait que l'élément moratoire ne figure pas dans un seul document écrit ne modifie pas son statut de mesure. Assurément, si les Communautés européennes avaient agi d'une manière transparente et modifié leur réglementation relative aux nouveaux aliments et à la dissémination délibérée afin de prévoir une suspension pour une période indéterminée des procédures d'approbation, l'amendement serait une "loi", un "décret" ou une "réglementation" et entrerait dans le cadre d'une "mesure" SPS. Le fait que les Communautés européennes ont adopté le moratoire d'une manière non transparente, sans une publication officielle, ne change en aucune façon ce résultat.

4.160 En outre, l'*Accord SPS* englobe dans sa définition d'une "mesure" les "prescriptions" et "procédures", qui ne sont pas nécessairement établies sous une forme écrite. Par exemple, le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit le terme "procedure" (procédure) par l'expression "particular mode or course of action" (mode d'action ou manière de procéder particulier) ou "set of instructions for performing a specific task which may be invoked in the course of a program" (ensemble d'instructions permettant d'effectuer une tâche spécifique qui peut être appliqué au cours d'un programme). Selon le sens ordinaire du terme "procédure", une suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et de l'octroi d'approbations pour ces produits constitue une procédure non écrite visée par l'*Accord SPS*.

4.161 En outre, la liste des mesures assujetties à l'*Accord SPS* n'est pas exhaustive. La partie pertinente du paragraphe 1 de l'Annexe A indique que "[l]es mesures sanitaires ou phytosanitaires *comprennent* toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents". L'utilisation du mot "comprennent" montre que l'Accord vise plus que les seuls types de mesures indiqués et devrait être interprété comme comprenant d'autres mesures qui pourraient ne pas correspondre étroitement à la liste exemplative.

4.162 Enfin, l'objet et le but de l'*Accord SPS*, et plus généralement de l'Accord sur l'OMC, acceptent une interprétation large de ce qui constitue une "mesure". Le préambule de l'Accord dispose qu'un des objectifs et buts de l'Accord est de "réduire au minimum [les] effets négatifs [des mesures SPS] sur le commerce". Si un Membre de l'OMC pouvait échapper à ses obligations SPS en adoptant une mesure SPS non transparente, non écrite, qui a un effet négatif sur le commerce, les objectifs et buts de l'*Accord SPS* ne seraient pas entièrement réalisés.

4.163 De même, le moratoire général "affecte le commerce international" et, de ce fait, satisfait au deuxième critère de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*. Les produits biotechnologiques ne peuvent pas être mis sur le marché communautaire sans avoir d'abord été approuvés au titre de la législation requise. Depuis octobre 1998, le moratoire général des Communautés européennes empêche la mise sur le marché communautaire de tous les produits biotechnologiques, quels qu'ils soient, y compris les produits biotechnologiques importés. Partant, le moratoire général est bel et bien une interdiction à l'importation qui affecte tous les produits biotechnologiques étrangers, quels qu'ils soient, et par conséquent le "commerce international" de ces produits.

4.164 Les Communautés européennes n'ont pas respecté les prescriptions énoncées à l'article 8 et à l'Annexe C, paragraphe 1 a) de l'*Accord SPS*. Ces dispositions exigent qu"[e]n ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, … que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié …".

4.165 La procédure d'approbation des produits biotechnologiques appliquée par les Communautés européennes est soumise aux prescriptions de l'article 8 et de l'Annexe C. Premièrement, la procédure communautaire est une "procédure d'homologation" au titre de l'Accord. L'Annexe C définit les "procédures d'homologation" comme comprenant, entre autres, les "procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification". Comme les produits biotechnologiques doivent être approuvés avant de pouvoir être mis sur le marché, les procédures sont analogues aux types de procédures spécifiquement indiqués à l'Annexe C, par exemple les procédures de certification.

4.166 Deuxièmement, ces procédures sont imposées pour "faire en sorte" que les prescriptions de la législation communautaire visant l'approbation des produits biotechnologiques soient respectées. Troisièmement, la législation communautaire en matière d'approbation constitue une "mesure sanitaire et phytosanitaire" telle qu'elle est définie à l'Annexe A, paragraphe 1, de l'*Accord SPS* car elle est appliquée pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ou pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de certains risques énumérés à l'Annexe A.

4.167 L'expression "retard injustifié" ("undue delay") n'est pas définie à l'Annexe C. L'examen du "sens ordinaire" des termes "dans leur contexte et à la lumière de [l']objet et [du] but" du traité, comme l'exigent les règles coutumières d'interprétation des traités reprises dans l'article 31 de la Convention de Vienne, contribue à donner un sens à ces termes. Le sens ordinaire de "undue" (injustifié) est "inappropriate, unsuitable, improper; unrightful; unjustifiable. Going beyond what is warranted or natural; excessive; disproportionate" (inapproprié, inadéquat, incorrect; non légitime; injustifiable; allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel; excessif; disproportionné). Le sens ordinaire de "delay" (retard ou retarder) est "hindrance to progress; (a period of) time lost by inaction or inability to proceed; impede the progress of, make late, hinder" (entrave à la progression; (période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant; empêcher la progression de, rendre tardif, entraver). En conséquence, le sens ordinaire de "retard injustifié" au titre du paragraphe 1 a) de l'Annexe C est "entrave" "injustifiable" et "excessive" à l'engagement ou à l'achèvement d'une procédure d'approbation. Le sens ordinaire de "retard injustifié" donne à penser

que tant la raison du retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si le retard est "injustifié".

4.168 Même s'il peut être difficile dans des cas particuliers de décider si des procédures d'approbation sont engagées et achevées sans retard injustifié, les États-Unis estiment qu'une suspension générale des procédures d'approbation doit être considérée comme un "retard injustifié" au titre de l'Annexe C. Comme le reconnaissent les responsables des CE, il n'y a pas de justification scientifique au fait de ne pas aller de l'avant dans le cadre des procédures et délais prévus dans la propre législation des Communautés européennes. En outre, nombre des produits biotechnologiques visés par le moratoire général des Communautés européennes ont déjà fait l'objet d'une évaluation favorable de la part de l'État membre initiateur et du propre comité scientifique des Communautés européennes.

4.169 Lorsque la propre législation des Communautés européennes prévoit des procédures et des délais pour l'approbation des produits biotechnologiques, une suspension pour une période indéterminée de cette procédure d'approbation, sans qu'il y ait aucune justification scientifique, doit être considérée comme un "retard injustifié" au titre de l'Annexe C.

4.170 Les Communautés européennes ont également contrevenu à l'article 7 et à l'Annexe B, paragraphe 1 de l'*Accord SPS*. L'article 7 prévoit spécifiquement que "[l]es Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B". L'Annexe B, paragraphe 1, dit que "[l]es Membres feront en sorte que toutes les réglementations sanitaires et phytosanitaires qui auront été adoptées soient *publiées dans les moindres délais* de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance". Comme les Communautés européennes n'ont pas publié et n'ont pas, par conséquent, "publié[] dans les moindres délais" l'existence du moratoire général, elles ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B.

4.171 Le moratoire général est également incompatible avec chacune des obligations procédurales connexes énoncées à l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*, lorsque l'on considère chaque élément de cette disposition comme indiqué ci-après:

- "que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande": bien que les directives communautaires relatives aux nouveaux aliments et à la dissémination délibérée prévoient des durées, celles-ci ne sont pas respectées au titre du moratoire général. Par contre, les Communautés européennes ont imposé un retard pour une durée indéterminée. Cela étant, comme elles ne reconnaissent pas l'existence du moratoire, la durée normale des procédures n'est pas publiée et la durée prévue n'est pas communiquée au requérant.

- "lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes": au titre du moratoire général, les Communautés européennes n'examinent pas la documentation et n'informent pas le requérant de toutes les lacunes dans les moindres délais. Au contraire, en vertu des directives communautaires, les demandes sont bloquées sans explication.

- "l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité": au titre du moratoire général, les résultats des

procédures ne sont pas communiqués dans les moindres délais aux requérants afin que des correctifs puissent être apportés. En revanche, les demandes sont bloquées sans explication lors de la procédure d'approbation.

- "même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande": au titre du moratoire général, les Communautés européennes ne mènent pas la procédure aussi loin que cela est réalisable lors du processus d'approbation. Au lieu de cela, une fois encore, les demandes sont bloquées lors de ce processus.

- "et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards": au titre du moratoire général, les retards ne sont pas expliqués. Au contraire, les Communautés européennes n'informent même pas les requérants de l'existence du moratoire.

4.172 Dans la mesure où la suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et de l'octroi d'approbations pour ces produits (le moratoire général) empêche la vente ou la commercialisation des produits biotechnologiques, le moratoire général constitue une violation de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Pour qu'une mesure soit établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1, les deux critères suivants doivent être remplis: 1) "l'étude présentée comme une évaluation des risques [doit] répondre aux critères énoncés à l'article 5:1 et à l'Annexe A de l'*Accord SPS*"; et 2) "les mesures sanitaires ... choisies [doivent être] *établies sur la base de* cette évaluation des risques ...". Les Communautés européennes n'ont satisfait à aucune prescription. Chacune est analysée séparément ci-après.

4.173 Premièrement, les Communautés européennes n'ont présenté aucun des deux types d'évaluation des risques définis à l'Annexe A, paragraphe 4. Le moratoire général a été imposé pour assurer une protection contre les risques qui relèvent de l'Annexe A, paragraphe 1 a) (mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des organismes pathogènes), paragraphe 1 b) (mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux des produits alimentaires ou aliments pour animaux contaminés ou toxiques) et paragraphe 1 d) (mesures appliquées pour empêcher ou limiter les dommages découlant de l'entrée ou de la dissémination de parasites). Les Communautés européennes n'ont cependant eu recours à aucun type d'évaluation des risques lorsqu'elles ont imposé le moratoire général. En effet, il n'y a dans le dossier public aucun élément de preuve montrant que le moratoire général a été établi sur la base d'une évaluation scientifique quelconque, et encore moins sur la base de l'un des deux types d'évaluation des risques définis à l'Annexe A, paragraphe 4.

4.174 Deuxièmement, le moratoire général n'est pas "établi sur la base" d'une évaluation des risques comme le veut l'article 5:1. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Hormones*, l'article 5:1 exige qu'il y ait une "relation rationnelle" entre la mesure en cause et l'évaluation des risques. Les Communautés européennes ne peuvent pas faire valoir que le moratoire général a une relation, logique ou autre, avec une évaluation des risques alors qu'il n'existe aucun élément de preuve montrant qu'une évaluation des risques a jamais existé.

4.175 Le moratoire général est également incompatible avec l'obligation des Communautés européennes au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. L'obligation relative aux "preuves scientifiques suffisantes" énoncée à l'article 2:2 exige qu'il y ait "un lien rationnel ou objectif entre la mesure SPS et les preuves scientifiques". Les obligations fondamentales prévues à l'article 2:2 ont été considérées comme étant spécifiquement appliquées à l'article 5:1. En conséquence, des groupes spéciaux et l'Organe d'appel ont constaté que lorsqu'un Membre maintenait une mesure en violation de

l'article 5:1 – autrement dit, lorsque la mesure n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le veulent l'article 5:1 et l'Annexe A, paragraphe 4 – le Membre, par implication, "agi[ssait] [également] de manière incompatible avec l'obligation plus générale qui lui [était] faite à l'article 2:2".

4.176 Le moratoire général constitue aussi une violation de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*, qui exige que les Membres aient pour objectif d'être cohérents dans l'application du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes ou des animaux, ou pour la préservation des végétaux. Toutefois, les Communautés européennes ont établi des niveaux de protection sanitaire ou phytosanitaire différents dans deux situations différentes mais "comparables": i) le niveau de protection concernant les produits biotechnologiques qui existe en vertu du moratoire général; et ii) le niveau de protection concernant les produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques.

4.177 Les Communautés européennes ne réglementent pas les produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques en tant que tels. Alors qu'elles ne l'ont pas fait pour les nouveaux auxiliaires biotechnologiques, les Communautés européennes ont imposé un moratoire général aux autres nouveaux produits biotechnologiques, ce qui donne un niveau approprié de protection correspondant à un risque nul.

4.178 Premièrement, ces niveaux de protection distincts sont appliqués dans des situations comparables. Les mêmes substances peuvent être présentes dans les produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques comme dans les produits biotechnologiques eux-mêmes. Une fois présents dans le produit final, les produits biotechnologiques et les produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques pourraient présenter les mêmes risques négatifs pour la santé et les mêmes risques d'établissement ou de dissémination de maladies ou de parasites, ainsi que les mêmes conséquences biologiques et économiques connexes.

4.179 Deuxièmement, la différence entre le niveau de protection des produits biotechnologiques et le niveau de protection des produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques est "arbitraire ou injustifiable". Comme il a été dit plus haut, des éléments de produits biotechnologiques utilisés dans la production des produits finals peuvent être présents dans ces derniers. Dans ces cas, les mêmes risques qui pourraient exister pour la santé humaine sont présents pour les nouveaux auxiliaires biotechnologiques et les autres nouveaux produits biotechnologiques.

4.180 Troisièmement, les Communautés européennes ont appliqué le moratoire général d'une manière qui entraîne "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international". L'application par les Communautés européennes du moratoire général présente tous les trois "signaux d'alarme" et un "facteur additionnel" qui indiquent que la mesure établit une discrimination ou constitue une restriction déguisée au commerce international.

4.181 Premièrement, comme on l'a vu plus haut, la différence entre les niveaux de protection des produits biotechnologiques et des produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques est "arbitraire ou injustifiable". Deuxièmement, le degré de différence entre les niveaux de protection est substantiel – les produits biotechnologiques sont soumis à un niveau élevé de protection (c'est-à-dire une tolérance zéro pour ce qui est des risques, ce qui entraîne effectivement une interdiction des nouveaux produits biotechnologiques) alors que les produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques ne sont pas du tout assujettis à une réglementation communautaire. Troisièmement, le moratoire général n'est pas établi sur la base d'une évaluation des risques.

4.182 Enfin, le "facteur additionnel" est un effet disproportionné du moratoire général sur les producteurs extérieurs aux Communautés européennes par rapport aux producteurs se trouvant à l'intérieur des Communautés européennes. En 2001, les Communautés européennes représentaient moins de quatre dixièmes de 1 pour cent de la superficie mondiale des terres consacrées à la culture de produits biotechnologiques. En revanche, les États-Unis, l'Argentine, le Canada et la Chine représentaient 99 pour cent de la superficie totale de ces terres. Pour les producteurs de ces pays, le moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques a eu un effet négatif substantiel.

4.183 Les Communautés européennes ont également contrevenu à l'article 2:3 de l'*Accord SPS*. Les obligations générales énoncées à l'article 2:3 sont appliquées plus spécifiquement au titre de l'article 5:5. À ce titre, l'Organe d'appel a constaté que lorsque tous les trois éléments énoncés à l'article 5:5 ont été remplis, les mesures, par implication, constituent nécessairement un manquement aux obligations plus générales énoncées à l'article 2:3.

b) Les moratoires sur des produits spécifiques constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.184 Les États-Unis font valoir en outre que les moratoires sur des produits spécifiques sont des mesures séparées qui sont également incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'*Accord SPS*. En particulier, les États-Unis contestent aussi le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné en vue d'une approbation chacune des 27 demandes concernant des produits biotechnologiques qui sont en souffrance dans le processus d'approbation.

4.185 Comme les moratoires sur des produits spécifiques et le moratoire général sont des mesures similaires en ce sens que les deux se rapportent au fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des produits biotechnologiques en vue d'une approbation, l'analyse de l'application de l'*Accord SPS* et des violations de cet accord est également fondée sur des arguments similaires. En conséquence, les arguments énoncés dans la section ci-dessus ayant trait au moratoire général sont incorporés par référence.

4.186 En outre, les Communautés européennes ont présenté des évaluations des risques pour 14 des demandes en souffrance, qui ont fait l'objet d'une évaluation favorable de la part des États membres auxquels ces produits ont été présentés et/ou de la part du Comité scientifique des plantes ou du Comité scientifique de l'alimentation humaine. Ces avis englobent les deux types d'évaluation des risques auxquels il est fait référence à l'article 5:1 et au paragraphe 4 de l'Annexe A car ils examinent: 1) la probabilité de *l'établissement ou de la dissémination d'un parasite* et 2) les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence de *toxines* ou d'*organismes pathogènes dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux*. Ces 14 évaluations scientifiques des demandes en souffrance ont toutes conclu qu'il n'y avait pas de preuve établissant que ces produits biotechnologiques présenteraient un risque pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou causeraient d'autres dommages.

4.187 Même si les Communautés européennes ont présenté des évaluations des risques pour 14 des 27 demandes d'approbation de produits biotechnologiques en souffrance, les moratoires sur des produits spécifiques ne sont pas "établis sur la base" de ces évaluations des risques comme l'exige l'article 5:1. Plus précisément, il n'y a pas de "relation rationnelle" entre les évaluations des risques effectuées par les Communautés européennes et les moratoires sur des produits spécifiques. Au contraire, il existe une relation irrationnelle entre les avis des comités scientifiques, qui n'ont trouvé aucune preuve montrant que ces produits présentent un risque pour la santé des personnes ou des animaux, ou pour l'environnement, et les moratoires sur des produits spécifiques, qui, en effet, interdisent ces produits sur le marché communautaire. Comme les moratoires sur des produits

spécifiques ne sont pas "établis sur la base" des évaluations des risques effectuées par les Communautés européennes, les mesures sont incompatibles avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

c) Les interdictions en matière de commercialisation et d'importation appliquées par les États membres des CE constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.188 Comme les moratoires (le moratoire général et les moratoires sur des produits spécifiques), les mesures des États membres sont 1) des mesures sanitaires et phytosanitaires qui 2) affectent le commerce international. L'objet général des mesures des États membres peut être déduit du texte de la législation communautaire qu'ils ont invoqués lorsqu'ils ont promulgué leurs interdictions en matière d'importation ou de commercialisation. En particulier, l'article 16 de la Directive 90/220 permet aux États membres de "limiter ou … [d']interdire l'utilisation et/ou la vente [d'un produit agréé]" à titre provisoire si ces "État[s] membre[s] [ont] des raisons valables de considérer qu[e] [le] produit … présente un risque pour *la santé humaine ou l'environnement*". De même, l'article 12 du Règlement n° 258/97 autorise les pays membres à "restreindre provisoirement ou [à] suspendre la commercialisation et l'utilisation" d'un produit agréé s'ils disposent de renseignements selon lesquels le produit agréé "présente des risques *pour la santé humaine ou pour l'environnement*". Comme chacun des États membres a promulgué ses mesures en application de l'article 16 de la Directive 90/220 ou de l'article 12 du Règlement n° 258/97, les mesures ont toutes été promulguées aux fins de la protection de la santé humaine ou de l'environnement. Deuxièmement, et chose plus importante, on peut trouver l'objectif sanitaire et phytosanitaire des mesures appliquées par les États membres dans les mesures elles-mêmes, ainsi que dans les justifications présentées par les États membres au moment de l'adoption des mesures.

4.189 De même, les neuf mesures appliquées par les États membres "affecte[nt] le commerce international", "directement ou indirectement", et satisfont donc au deuxième critère de l'article 1:1. En bloquant la vente de ces produits dans le pays qui les applique, les mesures bloquent effectivement leur importation. En tant que telle, chacune des mesures incontestablement "affecte[] le commerce international".

4.190 Les neuf mesures imposées par six États membres sont des mesures sanitaires et phytosanitaires qui ne sont pas "établies sur la base" d'"évaluation[s] des risques" comme l'exige l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Même si chacun des États membres qui ont imposé des interdictions pour des produits biotechnologiques approuvés a donné des raisons pour expliquer ses mesures – bien qu'elles soient injustifiées selon les comités scientifiques, aucun n'a présenté une "évaluation des risques" telle qu'elle est définie à l'Annexe A, paragraphe 4. Par contre, les justifications proposées par les États membres exprimaient le plus souvent des préoccupations concernant les effets négatifs des produits interdits, ou des produits biotechnologiques en général, mais ne comportaient pas une évaluation des risques des produits interdits.

4.191 Les seules évaluations des risques présentées pour les produits interdits sont les évaluations scientifiques favorables établies par les États membres auxquels les produits ont été présentés et les propres comités scientifiques des CE, ainsi que les décisions de la Commission européenne portant approbation des produits. Dans le cas de chaque interdiction appliquée par les États membres, ces évaluations favorables ont été confirmées lorsque les comités scientifiques ont examiné et rejeté les renseignements communiqués par les États membres. Ainsi, les mesures des États membres n'ont pas une "relation rationnelle" avec l'évaluation des risques favorable des CE et ne sont pas "établies sur la base" d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1.

4.192 Les mesures des États membres sont également incompatibles avec les obligations découlant de l'article 2:2 de l'Accord SPS, car elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques comme le veulent l'article 5:1 et l'Annexe A, paragraphe 4.

d) L'interdiction à l'importation appliquée par la Grèce constitue une violation de l'article XI

4.193 Les termes de la mesure appliquée par la Grèce montrent clairement et sans ambiguïté qu'il s'agit d'une "interdiction à l'importation": "Nous interdisons l'importation sur le territoire de la Grèce de semences de la lignée de colza génétiquement modifiée portant le numéro de référence C/UK/95/M5/1". En tant qu'interdiction à l'importation, la mesure de la Grèce constitue une violation *prima facie* de l'article XI:1 du GATT de 1994.

F. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA

1. Introduction

4.194 Dans le présent différend, le Canada conteste:

a) la suspension générale par les Communautés européennes de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, ou d'octroi d'approbations pour ces produits, depuis 1998 (ci-après dénommée le *moratoire*);

b) s'agissant des variétés génétiquement modifiées de canola/colza indiquées dans l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada (ci-après dénommées les *produits spécifiques*), le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les demandes d'approbation de ces produits (ci-après dénommé les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*); et

c) les cinq mesures nationales indiquées dans l'annexe II de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, qui prohibent l'importation, la commercialisation ou la vente de six variétés, au total, de canola/colza et de maïs génétiquement modifiées qui avaient été approuvées dans le cadre du régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques (ci-après dénommées les *mesures nationales des États membres des CE*).

4.195 Les produits biotechnologiques ne peuvent pas être commercialisés dans les Communautés européennes sans avoir été approuvés. Le processus d'approbation comprend une évaluation des risques pour la santé humaine et l'environnement. Le *moratoire* interrompt dans les faits le déroulement d'étapes fondamentales de ce processus d'approbation, entraînant ainsi une interdiction générale de commercialiser les produits biotechnologiques qui n'avaient pas encore été approuvés en octobre 1998, que ces produits présentent ou non des risques pour la santé humaine ou l'environnement. Le Canada conteste le *moratoire* en tant que mesure distincte incompatible avec l'*Accord SPS*.

4.196 Le *moratoire* a eu une incidence directe sur le déroulement du processus d'approbation concernant les *produits spécifiques*, entraînant les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*. Les *produits spécifiques* comprennent les variétés suivantes de canola/colza génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides: Ms1xRf1, Ms1xRf2, Ms8xRf3 et GT73. Le Canada conteste les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* en tant que mesures distinctes incompatibles avec l'*Accord SPS* et, à titre subsidiaire, avec l'*Accord OTC*. Le Canada

conteste aussi les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* parce qu'il les juge incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994.

4.197 Enfin, le Canada conteste cinq *mesures nationales des États membres des CE* (adoptées par la France (2), la Grèce, l'Autriche et l'Italie), interdisant les produits biotechnologiques, parce qu'il les juge incompatibles avec l'*Accord SPS* et, à titre subsidiaire, avec l'*Accord OTC*. Le Canada conteste aussi ces mesures nationales parce qu'il les juge incompatibles avec l'article III:4 et, dans le cas de la Grèce, avec l'article XI:1 du GATT de 1994.

2. Contexte scientifique

4.198 Comme cela a été reconnu par les Communautés européennes, la nature des risques liés aux produits biotechnologiques est similaire à la nature des risques liés aux végétaux sélectionnés de manière classique. Ce n'est pas le procédé au moyen duquel un végétal comportant des caractères nouveaux est mis au point qui détermine le risque, mais plutôt les caractéristiques du ou des gènes insérés et du végétal hôte, le milieu dans lequel le végétal est disséminé et l'utilisation qui en est faite. Étant donné que la nature des risques liés aux produits biotechnologiques varie considérablement d'une variété végétale à l'autre, on ne peut pas faire des affirmations générales sur les risques des produits biotechnologiques en tant que catégorie. Chaque produit biotechnologique doit être évalué au cas par cas, eu égard aux facteurs décrits précédemment.

3. La législation communautaire et le moratoire

a) Législation en matière d'approbation

4.199 Le régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques comprend deux principaux instruments juridiques; la Directive 2001/18 (et le texte qui l'a précédée, la Directive 90/220) régissant "la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement" et le Règlement n° 258/97 régissant "[les] nouveaux aliments et [les] nouveaux ingrédients alimentaires".

4.200 Sans approbation, les produits biotechnologiques visés par le régime communautaire d'approbation ne peuvent pas être mis sur le marché dans les Communautés européennes. Le régime d'approbation décrit dans leurs grandes lignes, entre autres choses, les procédures qu'une entreprise doit respecter pour obtenir l'autorisation de mettre un produit biotechnologique sur le marché ainsi que les critères suivant lesquels il est statué sur une demande d'approbation. En résumé, ces procédures sont les suivantes:

- le fabricant ou l'importateur du produit dépose une demande auprès de l'autorité compétente de l'État membre des CE dans lequel le produit doit être mis sur le marché pour la première fois;

- l'autorité compétente procède à une évaluation initiale pour s'assurer que le produit satisfait aux prescriptions techniques de la législation pertinente et pour déterminer si le produit devrait être mis sur le marché;

- le rapport d'évaluation initiale est transmis à la Commission puis distribué aux autres États membres pour examen et observations. Si l'évaluation est favorable et qu'aucun État membre des CE ni la Commission ne s'oppose à la demande, l'autorité compétente donne son agrément pour la mise sur le marché du produit;

- si un État membre des CE ou la Commission s'oppose à la mise sur le marché du produit, la Commission doit rendre une décision suivant des procédures spécifiques, établies dans la législation en matière d'approbation, après avoir consulté les représentants des États membres;

- habituellement, la Commission demande l'avis du Comité scientifique compétent. Une fois qu'elle a reçu l'avis scientifique, la Commission soumet pour avis un projet de mesure à un Comité de réglementation composé de représentants des États membres des CE;

- si le Comité de réglementation ne rend aucun avis ou s'il rend un avis contraire au projet de mesure de la Commission, celle-ci "soumet sans tarder" au Conseil des ministres sa proposition concernant les mesures à prendre;

- le Conseil des ministres, statuant à la majorité qualifiée, peut adopter la mesure proposée. Il peut également, statuant à la majorité qualifiée, rejeter la mesure proposée. Si la majorité qualifiée n'est atteinte ni pour l'adoption ni pour le rejet de la mesure, le Conseil ne peut pas agir;

- si le Conseil des ministres n'a pas statué dans un délai de trois mois à compter de sa saisine, la Commission "arrête" la mesure proposée;

- si un produit est approuvé en vue de sa mise sur le marché selon l'un des mécanismes décrits précédemment, l'autorité compétente ayant procédé à l'évaluation initiale ou la Commission doit donner son agrément pour la mise sur le marché du produit.

4.201 La législation communautaire contient des clauses de "sauvegarde" qui autorisent un État membre des CE à limiter ou à interdire, à titre provisoire, l'utilisation ou la vente sur son territoire d'un produit biotechnologique approuvé si cet État membre dispose d'éléments de preuve indiquant que ce produit présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement. C'est en vertu de ces clauses de sauvegarde que les *mesures nationales des États membres des CE* ont été adoptées.

b) Moratoire sur les approbations des produits biotechnologiques

4.202 Depuis octobre 1998, les Communautés européennes imposent un *moratoire sur* l'approbation des produits biotechnologiques. L'existence du *moratoire* est attestée par le fait que les Communautés européennes n'ont approuvé aucun produit biotechnologique depuis près de cinq ans et par de nombreuses déclarations de représentants des CE.

4.203 À cause du système de vote pondéré appliqué par le Comité de réglementation pertinent, les États membres des CE ont de fait bloqué la procédure d'examen de produits biotechnologiques ou d'octroi d'approbations pour ces produits. En outre, dans les cas où les États membres des CE ont réussi à empêcher que la Commission donne son approbation par la façon dont ils ont voté au sein du Comité de réglementation, la Commission n'a pas renvoyé l'affaire devant le Conseil pour sortir de l'impasse même si, comme il a été noté précédemment, elle est tenue de le faire.

4. Le moratoire

a) Le moratoire constitue une violation des dispositions de l'*Accord SPS*

4.204 Le *moratoire* présente, en ce qui concerne aussi bien la forme que l'objet, les éléments nécessaires pour être considéré comme une mesure SPS au titre de l'*Accord SPS*. Pour ce qui est de la forme, le *moratoire* consiste en des actes et omissions concertés des Communautés européennes et de leurs États membres visant à bloquer le processus de décision pour des demandes concernant des produits biotechnologiques à des étapes essentielles du processus d'approbation. Ainsi, le *moratoire* rend effectivement caduques les procédures d'approbation prévues par le Règlement n° 258/97 et les Directives 2001/18 et 90/220, d'où une suspension illimitée de la mise sur le marché de produits biotechnologiques. Cette suspension illimitée transforme la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation, prévue par le Règlement n° 258/97 et les Directives 2001/18 et 90/220, en une interdiction générale de commercialiser les produits biotechnologiques qui n'avaient pas encore été approuvés en octobre 1998. Étant donné qu'une interdiction est à l'évidence une "mesure", le *moratoire* est aussi une "mesure" aux fins de l'*Accord SPS*.

4.205 Le *moratoire* a pour objet d'offrir une protection contre les risques indiqués dans le paragraphe 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Comme le *moratoire* n'est pas fondé sur un instrument juridique spécifique qui en établit expressément la justification, l'objet du *moratoire* doit être inféré du contexte. Premièrement, les déclarations des États membres des CE confirment que le *moratoire* a bien pour objet de protéger la santé humaine et l'environnement des risques que présentent les produits biotechnologiques. Deuxièmement, il est raisonnable d'en inférer que l'objet du *moratoire* est d'offrir une protection contre les mêmes risques pour la santé humaine et l'environnement que ceux contre lesquels la législation communautaire en matière d'approbation est destinée à offrir une protection. Un examen des buts de la législation communautaire en matière d'approbation démontre que celle-ci vise à offrir une protection contre les risques mentionnés au paragraphe 1 a) à d) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Par conséquent, le *moratoire* satisfait à l'élément but d'une mesure SPS.

i) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:1

4.206 Les Communautés européennes n'ont fourni aucune évaluation des risques pour justifier la suspension effective des procédures d'approbation appliquées pour les produits biotechnologiques. Le *moratoire* n'a donc pas été "établ[i] sur la base" d'une évaluation des risques comme l'exige l'article 5:1.

ii) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:6

4.207 Vu sa nature, on ne voit pas bien si le *moratoire*, plutôt que la législation communautaire en matière d'approbation, est censé correspondre au niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire ("niveau de protection") des Communautés européennes. Aux fins de l'argument qu'il avance au titre de l'article 5:6, le Canada suppose que le niveau de protection communautaire est celui que les Communautés européennes ont fixé dans le cadre de leur régime d'approbation des produits biotechnologiques et dans leur législation générale en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires (un niveau élevé de protection). Toutefois, si le Canada se trompe sur ce point, et que le niveau de protection communautaire est celui qui correspond au *moratoire* (niveau de risque zéro), alors le Canada présente, *à titre subsidiaire*, son argument en rapport avec l'article 5:5.

4.208 Les Communautés européennes ont violé l'article 5:6 de l'*Accord SPS* parce que le *moratoire* est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection fixé par les Communautés européennes. Il existe une autre mesure SPS raisonnablement applicable; cette autre

mesure permet d'obtenir le niveau de protection fixé par les CE; et elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

4.209 Premièrement, l'autre mesure SPS est à l'évidence que les Communautés européennes se conforment à leur régime d'approbation existant applicable aux produits biotechnologiques et permettent que les produits biotechnologiques soient examinés, et que l'approbation soit accordée ou refusée pour ces produits, conformément aux procédures prévues par ce régime. Deuxièmement, le niveau approprié de protection des Communautés européennes est inscrit dans la législation communautaire applicable et paraît être un "niveau de protection élevé". On peut raisonnablement supposer que le propre régime d'approbation des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques permettrait d'obtenir le niveau de protection qu'elles ont fixé si les Communautés européennes et leurs États membres laissaient ce régime fonctionner comme prévu. Troisièmement, cette autre mesure est sensiblement moins restrictive pour le commerce. Si les Communautés européennes laissaient leur régime d'approbation fonctionner comme prévu, les produits biotechnologiques feraient au moins l'objet d'un examen en vue de leur approbation, au cas par cas et sur la base de preuves scientifiques. En conséquence, les produits biotechnologiques auraient une chance d'être mis sur le marché, ce qui est à l'évidence "sensiblement moins restricti[f] pour le commerce" que l'interdiction générale de commercialisation résultant du *moratoire*.

iii) Le moratoire constitue une violation de l'article 2:2

4.210 Étant donné que le *moratoire* n'a pas été "établi sur la base" d'une évaluation des risques contrairement à ce que dispose l'article 5:1, il n'est pas fondé sur des principes scientifiques et est maintenu sans preuves scientifiques suffisantes, ce qui est contraire à l'article 2:2. De même, puisque le *moratoire* est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection fixé par les CE contrairement à ce que dispose l'article 5:6, il n'est pas "appliqu[é] que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux", ce qui est contraire à l'article 2:2.

iv) Le moratoire constitue une violation de l'article 5:5

4.211 Le niveau de protection des Communautés européennes paraît être un "niveau de protection élevé". Toutefois, si cette supposition n'est pas correcte et que le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance est celui qui correspond au *moratoire*, c'est-à-dire un niveau de risque zéro, les Communautés européennes ont violé l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

4.212 Les Communautés européennes ont adopté différents niveaux appropriés de protection dans plusieurs "situations différentes" qui peuvent être comparées au titre de l'article 5:5: i) le niveau de protection pour les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes en souffrance n'ont pas été examinées en raison du *moratoire* ("produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance"); ii) le niveau de protection pour les produits biotechnologiques qui ont été approuvés en vue de leur commercialisation avant l'imposition du *moratoire* ("produits biotechnologiques approuvés précédemment"); et iii) le niveau de protection pour les produits nouveaux non issus de la biotechnologie comme ceux qui sont produits selon des techniques classiques de sélection végétale ("produits nouveaux non biotechnologiques").

4.213 Les Communautés européennes ont adopté des niveaux de protection appropriés différents en ce qui concerne les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance, les produits biotechnologiques approuvés précédemment et les produits nouveaux non biotechnologiques. Le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques pour

lesquels les demandes sont en souffrance paraît être un niveau de risque zéro. En revanche, le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques approuvés précédemment et les produits nouveaux non biotechnologiques est inférieur au niveau de risque zéro puisque ces produits ne font pas l'objet d'une interdiction générale de commercialisation. En outre, les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance, les produits biotechnologiques approuvés précédemment et les produits nouveaux non biotechnologiques se trouvent dans des situations comparables parce qu'ils possèdent des "éléments communs ou des éléments suffisants pour les rendre comparables". Les types de risques pour la santé humaine et l'environnement que présentent les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance sont les mêmes que les types de risques présentés par les deux autres catégories de produits mentionnées, ou sont similaires à ceux-ci.

4.214 Les différences existant entre les niveaux de protection des Communautés européennes pour les situations susmentionnées sont "arbitraires ou injustifiables". Le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance (niveau de risque zéro) est plus élevé que le niveau de protection pour les produits biotechnologiques approuvés précédemment (faible tolérance, mais pas de risque zéro). Les représentants des Communautés européennes eux-mêmes admettent qu'il n'y a aucune base scientifique permettant de traiter les demandes en souffrance différemment de celles qui ont été approuvées précédemment. De même, le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance est plus élevé que le niveau de protection pour les produits nouveaux non biotechnologiques (niveau de toute façon inférieur au niveau de risque zéro), malgré le fait que les produits biotechnologiques et leurs équivalents non biotechnologiques présentent des types de risques identiques ou similaires pour la santé humaine et l'environnement. La différence entre les niveaux de protection est donc "arbitraire ou injustifiable".

4.215 La mesure des Communautés européennes incorporant les différences entre les niveaux de protection décrites ci-dessus entraîne "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international". Premièrement, comme il a été indiqué plus haut, les différences existant entre les niveaux de protection sont "arbitraires ou injustifiables". Deuxièmement, la différence entre les niveaux de protection est substantielle: pour les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance, le niveau de protection est le plus élevé possible (risque zéro) alors que, pour les produits biotechnologiques approuvés précédemment et les produits nouveaux non biotechnologiques, le niveau de protection n'est pas le niveau de risque zéro. Troisièmement, le *moratoire* n'a pas été établi sur la base d'une évaluation des risques, ce qui est contraire aux dispositions des articles 5:1 et 2:2. Les trois signaux d'alarme sont donc présents. Par ailleurs, la différence entre les niveaux de protection révèle la présence d'un "facteur additionnel". Le *moratoire* a des effets disproportionnés pour les producteurs non communautaires par rapport aux producteurs communautaires, étant donné que la majeure partie des produits biotechnologiques sont produits aux États-Unis, en Argentine, au Canada et en Chine.

4.216 La présence des trois signaux d'alarme et d'un facteur additionnel démontre que les différences existant entre les niveaux de protection dans les situations comparables décrites plus haut entraînent, dans le cas des produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance, une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international, ce qui est contraire à l'article 5:5.

v) Le moratoire constitue une violation de l'article 2:3

4.217 Étant donné que les Communautés européennes, en maintenant le *moratoire*, ont agi d'une manière incompatible avec l'article 5:5, elles ont également, par implication, agi d'une manière incompatible avec l'article 2:3.

vi) Le moratoire constitue une violation de l'article 8 et du paragraphe 1 a) de l'Annexe C

4.218 À cause du *moratoire*, les Communautés européennes ont systématiquement omis d'engager et d'achever sans "retard injustifié" leurs procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques, en violation de la première obligation énoncée au paragraphe 1 a) de l'Annexe C. Les procédures d'approbation suspendues en raison du *moratoire* sont des "procédures d'homologation" visant "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires".

4.219 Le sens ordinaire des mots "retard injustifié" suggère que tant la raison du retard que sa durée sont importants pour déterminer si le retard est "injustifié". Dans le contexte de l'Annexe C, la justification d'un retard doit être compatible avec les dispositions de l'*Accord SPS*, en particulier celles qui disposent que les mesures SPS doivent être "fondée[s] sur des principes scientifiques" et qu'elles ne doivent pas être "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes", comme l'exige l'article 2:2. En l'espèce, il n'existe aucune raison valable justifiant le fait que les Communautés européennes n'ont pas engagé et achevé les procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques. Le retard pris dans l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques est donc "injustifié".

4.220 Dans le cas du *moratoire*, le retard pris dans l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques est causé par une suspension générale de ces procédures. La suspension générale injustifiée d'une procédure d'approbation est, à première vue, un retard "excessif". Dans le cas d'espèce, le fait que la suspension générale est en vigueur depuis plus de cinq ans accentue le caractère excessif du retard.

vii) Les Communautés européennes ont violé l'article 7 et le paragraphe 1 de l'Annexe B parce qu'elles n'ont pas "publié[] dans les moindres délais" le moratoire

4.221 Pour les mêmes raisons qui font qu'il est une mesure SPS, le *moratoire* est une "réglementation sanitaire ou phytosanitaire" aux fins du paragraphe 1 de l'Annexe B. Étant donné que les Communautés européennes n'ont pas du tout rendu publique l'existence du *moratoire*, et encore moins "dans les moindres délais", elles ont agi d'une manière incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B.

5. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*

a) Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.222 Le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont des mesures qui, bien que distinctes, sont étroitement liées. Les interdictions de commercialiser des produits spécifiques résultent de l'application du moratoire à des demandes visant des produits biotechnologiques individuels. Elles constituent par ailleurs la preuve de l'existence du moratoire. Parce que ces mesures sont étroitement liées, l'analyse de l'application de l'*Accord SPS* et des violations de cet accord pour ce qui est de ces deux catégories de mesures est fondée sur des arguments similaires. Par conséquent, les arguments au titre du moratoire en ce qui concerne les

articles 5:1, 5:6, 2:2, 5:5, 2:3, 8 et le paragraphe 1 a) de l'Annexe C sont aussi valables, *mutatis mutandis*, pour les interdictions de commercialiser des produits spécifiques.

b) Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* constituent une violation de l'article III:4 du GATT de 1994

4.223 Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* constituent une violation de l'article III:4 du fait qu'elles accordent aux *produits spécifiques* un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits "similaires" équivalents non issus de la biotechnologie, à savoir les variétés de canola/colza d'origine nationale.

4.224 Premièrement, les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* sont des lois, règlements ou prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, la distribution et l'utilisation des *produits spécifiques* sur le marché intérieur. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* sont inextricablement liées à la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation prévue par la législation en matière d'approbation des Communautés européennes. Le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les *produits spécifiques* a affecté la "vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation" de ces produits "sur le marché intérieur" puisque ces activités nécessitent l'obtention d'une approbation préalable. En tant que telles, les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* entrent dans le champ de l'expression "lois, réglementations et prescriptions" telle qu'elle est employée à l'article III:4.

4.225 Deuxièmement, les *produits spécifiques* sont "similaires" à leurs équivalents respectifs non biotechnologiques, de production nationale, si l'on prend en considération, à la lumière des circonstances de cette affaire, les quatre critères appliqués pour déterminer la "similarité".

- Une comparaison entre les *produits spécifiques* et les variétés de canola/colza non biotechnologiques, de production nationale, révèle que leurs différences physiques sont mineures et se situent uniquement au niveau génétique. Autrement, les *produits spécifiques* ne peuvent pas être distingués d'un point de vue physique du canola/colza non biotechnologique, de production nationale. Pour chaque *produit spécifique*, les Communautés européennes ont procédé à des évaluations des risques fondées sur des principes scientifiques qui ont montré qu'il n'existait aucun élément de preuve donnant à penser que les *produits spécifiques* étaient moins sûrs que leurs équivalents non biotechnologiques d'origine nationale. Si un produit biotechnologique a fait l'objet d'une évaluation des risques fondée sur des principes scientifiques et que les conclusions de cette évaluation sont que le produit ne présente pas un risque plus grand pour la santé humaine ou l'environnement que le produit équivalent non biotechnologique, il n'y a pas de raison de considérer que ce produit est différent de son équivalent non biotechnologique pour ce qui est de ses propriétés, de sa nature et de sa qualité, en particulier lorsque les différences physiques entre le produit technologique et son équivalent non biotechnologique ne peuvent être perçues qu'au niveau moléculaire.

- Les *produits spécifiques* et leurs équivalents non biotechnologiques d'origine nationale sont destinés à être utilisés indifféremment comme produits alimentaires, aliments pour animaux et matières premières pour l'industrie de transformation, selon le cas.

- Si le Canada admet que, en principe, les goûts et les préférences des consommateurs sont un critère pertinent pour déterminer la "similarité" au sens de l'article III:4, dans le cas d'espèce ils devraient n'avoir que peu de poids en pratique, voire aucun. Il n'existe pas d'élément de preuve fiable concernant les goûts et les préférences des consommateurs pour ce qui est des *produits spécifiques* par rapport à leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale. Dans ces conditions, les goûts et les préférences des consommateurs ne peuvent pas être considérés comme un indicateur fiable de la "similarité" compte tenu de la quantité d'informations contradictoires rendues publiques. Enfin, le Canada note également que le traitement en question entre dans le cadre d'une procédure d'approbation destinée à évaluer l'innocuité de produits spécifiques. Dans ce contexte particulier - et de manière compatible avec l'approche contextuelle et au cas par cas adoptée par l'Organe d'appel - les goûts et les préférences des consommateurs devraient jouer, tout au plus, un rôle très limité.

- Enfin, il n'est fait aucune différenciation dans les classifications tarifaires entre les produits biotechnologiques et leurs équivalents non biotechnologiques, obtenus par des procédés classiques.

4.226 Considérés dans leur ensemble, les éléments de preuve factuels se rapportant à chacun des quatre critères font apparaître clairement que les *produits spécifiques* et leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale doivent être considérés comme des "produits similaires". Leurs propriétés physiques sont, dans tous leurs aspects essentiels, presque identiques; leurs utilisations finales sont identiques; les éléments de preuve relatifs aux goûts et préférences des consommateurs ne sont pas concluants et, dans ce contexte particulier, on ne peut donner à ce critère qu'un poids très limité par rapport aux autres; et leur classement tarifaire est le même. Sur la base de ce qui précède, les *produits spécifiques* sont "similaires" à leurs équivalents respectifs non biotechnologiques d'origine nationale aux fins de l'article III:4 du GATT de 1994.

4.227 Troisièmement, il est accordé aux *produits spécifiques* un traitement moins favorable que celui qui est accordé à leurs équivalents respectifs non biotechnologiques d'origine nationale. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* prohibent l'importation et la commercialisation de chaque *produit spécifique* considéré. À l'opposé, le canola/colza non biotechnologique de production nationale est en vente libre sur le marché communautaire. Cela ne peut pas être considéré comme une "égalité des possibilités de concurrence" pour les *produits spécifiques*, comme l'exige l'article III:4. Par conséquent, il a été accordé aux *produits spécifiques* importés un traitement moins favorable qu'aux produits "similaires" d'origine nationale, en violation de l'article III:4 du GATT de 1994.

c) Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* constituent une violation de l'*Accord OTC*

4.228 Comme il a été démontré plus haut, les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* sont des mesures SPS et sont de ce fait visées par l'*Accord SPS*. Si, toutefois, le Groupe spécial constate que les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* ne sont pas des mesures SPS, alors le Canada soutient, *à titre subsidiaire*, qu'elles sont soumises aux prescriptions de l'*Accord OTC*.

4.229 Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* et la législation communautaire pertinente sont des "règlements techniques" et des "procédures d'évaluation de la conformité", respectivement. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* donnent lieu à des

violations des dispositions ci-après de l'Accord OTC: articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2 et première partie de l'article 5.2.1.

6. Les *mesures nationales des États membres des CE*

a) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.230 Les *mesures nationales des États membres des CE* présentent, en ce qui concerne aussi bien la forme que l'objet, les éléments nécessaires pour être considérées comme des mesures SPS. Pour ce qui est de la forme, les *mesures nationales des États membres des CE* entrent clairement dans la catégorie des "lois, [...] décrets, [...] réglementations, [...] prescriptions et [...] procédures". Les deux mesures françaises et la mesure italienne se présentent sous la forme de "décrets". La mesure grecque a été établie par une "décision ministérielle" et la mesure autrichienne est une "ordonnance", ces deux mesures pouvant être assimilées aux types de mesures expressément indiqués au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*.

4.231 Les *mesures nationales des États membres des CE* ont pour objet d'offrir une protection contre les risques mentionnés au paragraphe 1 a) à d) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. C'est ce qui peut être inféré de la législation communautaire invoquée par les États membres pour justifier l'adoption de ces mesures (clauses de sauvegarde de la législation en matière d'approbation), des mesures proprement dites et des déclarations de représentants des gouvernements nationaux au sujet de la promulgation ou de l'adoption de ces mesures.

i) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:1

4.232 Les *mesures nationales des États membres des CE* n'ont pas été "établies sur la base" d'une évaluation des risques, comme l'exige l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Bien que les quatre États membres des CE imposant les *mesures nationales des États membres des CE* aient donné leurs raisons à la Commission lorsqu'ils ont notifié leurs *mesures nationales* respectives, ils ne les ont accompagnées d'aucune preuve ni analyse scientifique satisfaisant aux critères de la définition d'une évaluation des risques figurant dans l'*Accord SPS*. Si les quatre États membres des CE ont souligné des défauts allégués dans les évaluations des risques auxquelles il avait été procédé dans le cadre du processus d'approbation, ou exprimé des préoccupations d'ordre général concernant des risques pour la santé humaine ou l'environnement, ils n'ont pas soumis d'analyse complète des preuves scientifiques disponibles quant aux risques présentés par ces produits.

4.233 À l'inverse, les États membres des CE dans lesquels les demandes concernant les six produits soumis aux *mesures nationales* ont été initialement déposées – et dans lesquels il a été demandé aux comités scientifiques des Communautés européennes d'examiner ces demandes – ont présenté des évaluations des risques valables. Or, ces évaluations venaient à l'appui de l'*approbation* des demandes concernant des produits et, lorsque la Commission leur a demandé d'examiner les motifs avancés par les États membres des CE pour établir des interdictions pour les produits approuvés, les comités scientifiques des Communautés européennes ont rejeté ces motifs dans tous les cas. Par conséquent, il n'y a tout simplement aucune relation rationnelle entre ces évaluations des risques et les *mesures nationales des États membres des CE*.

ii) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:6

4.234 Comme il a déjà été indiqué au sujet du *moratoire*, le Canada suppose, aux fins de son argument au titre de l'article 5:6, que le niveau de protection applicable dans l'ensemble des Communautés européennes est celui que les Communautés européennes ont fixé dans leur législation.

Toutefois, si le Canada se trompe sur ce point, et que ce niveau de protection est celui qui correspond aux *mesures nationales des États membres des CE*, le Canada présente, *à titre subsidiaire*, son argument en rapport avec l'article 5:5.

4.235 Les *mesures nationales des États membres des CE* interdisant l'importation ou la commercialisation des variétés de canola/colza Ms1xRf1 et Topas 19/2, ainsi que des variétés de maïs T25, Bt-11, MON809 et MON810, sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes, compte tenu de la faisabilité technique et économique, ce qui est contraire à l'article 5:6 de l'*Accord SPS*. Il existe une autre mesure raisonnablement applicable; cette autre mesure permet d'atteindre le niveau de protection fixé par les Communautés européennes; et elle est sensiblement moins restrictive pour le commerce.

4.236 Premièrement, il est raisonnable de supposer que le propre régime réglementaire des Communautés européennes, et en particulier les procédures de sauvegarde, constitue "une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique". Deuxièmement, le niveau de protection des Communautés européennes, tel qu'il est prévu par la législation communautaire pertinente, paraît être un "niveau de protection élevé", pas un niveau de risque zéro. Il est raisonnable de penser que la propre procédure d'approbation des Communautés européennes, qui a permis d'approuver les produits soumis aux *mesures nationales*, était et est censée permettre d'obtenir le niveau de protection fixé par les Communautés européennes. Il est également raisonnable de penser que les procédures de sauvegarde, si on les laisse suivre leur cours comme prévu, permettraient d'obtenir le niveau de protection fixé par les Communautés européennes. En l'espèce, la procédure d'approbation et les procédures de sauvegarde permettent d'atteindre l'objectif légitime des Communautés européennes parce que les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales* sont commercialisés depuis plusieurs années ailleurs dans les Communautés européennes, comme d'autres produits biotechnologiques similaires qui ont été approuvés avant le *moratoire*, sans qu'aucun élément de preuve ne vienne jeter le doute sur leur innocuité. Troisièmement, il est irréfutable qu'une interdiction totale visant un produit est sensiblement plus restrictive pour le commerce que le régime d'approbation préalable à la commercialisation dans le cadre duquel les produits soumis aux *mesures nationales* ont déjà été approuvés. En conséquence, les trois éléments d'une violation de l'article 5:6 sont réunis.

iii) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 2:2

4.237 Étant donné que les *mesures nationales des États membres des CE* n'ont pas été établies sur la base d'une évaluation des risques, contrairement à ce que dispose l'article 5:1, elles ne sont pas fondées sur des principes scientifiques et sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, ce qui est contraire à l'article 2:2. De manière similaire, puisque les *mesures nationales des États membres des CE* sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection des Communautés européennes, contrairement à ce que dispose l'article 5:6, cela veut dire qu'elles ne sont pas appliquées uniquement dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ce qui est contraire à l'article 2:2.

iv) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 5:5

4.238 Le niveau de protection des Communautés européennes pour ce qui est des mesures de sauvegarde paraît être un "niveau de protection élevé" mais pas un niveau de risque zéro. Toutefois, si cette supposition n'est pas correcte et que le niveau de protection pour les six produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales des États membres des CE* est celui qui est établi

par ces mesures, c'est-à-dire un niveau de risque zéro, alors les *mesures nationales des États membres des CE* constituent une violation de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

4.239 Les Communautés européennes ont adopté différents niveaux appropriés de protection sanitaire et phytosanitaire dans plusieurs "situations différentes" qui peuvent être comparées au titre de l'article 5:5: i) le niveau de protection pour les six produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales des États membres des CE* ("produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales*"); ii) le niveau de protection pour les produits biotechnologiques qui ont été approuvés en vue de leur commercialisation dans les Communautés européennes ("autres produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire"); et iii) le niveau de protection pour les produits nouveaux non biotechnologiques ("produits nouveaux non biotechnologiques").

4.240 Les Communautés européennes ont adopté des niveaux de protection différents en ce qui concerne les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales*, les autres produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire et les produits nouveaux non biotechnologiques. Le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales* paraît être un niveau de risque zéro. En revanche, le niveau de protection des Communautés européennes pour les autres produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire et les produits nouveaux non biotechnologiques est inférieur au niveau de risque zéro. D'autres produits biotechnologiques qui ont été approuvés par les Communautés européennes, y compris d'autres variétés de canola/colza et de maïs, n'ont pas été interdits dans les quatre États membres des CE. L'approbation préalable à la commercialisation pour les produits nouveaux non biotechnologiques n'est pas obligatoire à moins que le produit ne soit destiné à être utilisé comme produit alimentaire ou comme ingrédient alimentaire, auquel cas il est appliqué une procédure d'approbation qui fonctionne. En outre, les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales*, les autres produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire et les produits nouveaux non biotechnologiques se trouvent dans des situations comparables parce qu'ils possèdent des "éléments communs ou des éléments suffisants pour les rendre comparables". Les types de risques pour la santé humaine et l'environnement que présentent les produits biotechnologiques soumis aux interdictions nationales sont les mêmes que les types de risques présentés par les deux autres catégories de produits mentionnées, ou sont similaires à ceux-ci.

4.241 Les différences existant entre les niveaux de protection des Communautés européennes dans les situations décrites précédemment sont "arbitraires ou injustifiables". Le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales* (niveau de risque zéro) est plus élevé que le niveau de protection pour les autres produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire (faible tolérance mais pas de risque zéro), malgré le fait que le niveau de risque réel présenté par chacun de ces deux groupes de produits biotechnologiques soit le même. De manière similaire, le niveau de protection des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales* (niveau de risque zéro) est plus élevé que le niveau de protection pour les produits nouveaux non biotechnologiques (en tout cas pas un niveau de risque zéro), malgré le fait que ces produits présentent les mêmes profils de risque, et donc le même potentiel d'effets défavorables pour la santé ou de risques de conséquences identiques ou similaires sur le plan biologique ou économique qui y sont liées.

4.242 Les mesures des Communautés européennes incorporant les différences entre les niveaux de protection décrites ci-dessus entraînent "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international". Premièrement, les différences existant entre les niveaux de protection sont "arbitraires ou injustifiables". Deuxièmement, la différence entre les niveaux de protection est substantielle: pour les produits biotechnologiques soumis aux *mesures nationales*, le niveau de protection est le plus élevé possible (risque zéro) alors que, pour les autres produits biotechnologiques approuvés au niveau

communautaire et les produits nouveaux non issus de la biotechnologie, le niveau de protection n'est pas le niveau de risque zéro. Troisièmement, les *mesures nationales des États membres des CE* n'ont pas été établies sur la base d'une évaluation des risques, ce qui est contraire aux dispositions des articles 5:1 et 2:2. Les trois signaux d'alarme sont donc présents.

4.243 Deux "facteurs additionnels" viennent étayer la constatation de l'existence d'une discrimination ou d'une restriction déguisée au commerce international. Premièrement, les cinq *mesures nationales* ont une incidence disproportionnée pour les producteurs de ces produits biotechnologiques qui sont installés hors des territoires des États membres des CE, par rapport aux producteurs installés dans les États membres des CE. Deuxièmement, non seulement les États membres des CE n'ont pas présenté les évaluations des risques requises, mais ils ont également fait l'impasse tant sur les évaluations des risques initiales auxquelles ont procédé les États membres des CE dans lesquels les demandes d'approbation avaient été déposées que sur les avis donnés par les comités scientifiques des Communautés européennes à l'appui de ces demandes, et, ultérieurement, sur les avis soumis en réponse à l'invocation des procédures de sauvegarde à l'origine des *mesures nationales*.

v) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article 2:3

4.244 Étant donné que les *mesures nationales des États membres des CE* sont contraires à l'article 5:5, elles constituent aussi, par implication, une violation de l'article 2:3.

b) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation du GATT de 1994

i) Quatre mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'article III:4

4.245 Quatre *mesures nationales des États membres des CE* (celles de la France, de l'Italie et de l'Autriche; la mesure grecque est examinée plus loin au regard de l'article XI:1) constituent une violation de l'article III:4 parce qu'elles accordent aux produits biotechnologiques soumis à ces mesures un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits équivalents "similaires" non biotechnologiques, à savoir le canola/colza et le maïs de production nationale.

4.246 Premièrement, les quatre *mesures nationales des États membres des CE* en cause entrent toutes dans le champ d'application des mots "lois, règlements ou prescriptions". Ces mesures "affectent" clairement la "vente, la mise en vente, l'achat" et "l'utilisation" des produits biotechnologiques en question "sur le marché intérieur".

4.247 Deuxièmement, les produits biotechnologiques en question sont "similaires" à leurs équivalents respectifs non biotechnologiques de production nationale, si l'on prend en considération, à la lumière des circonstances de cette affaire, les quatre critères appliqués pour déterminer la "similarité":

- Une comparaison entre les produits biotechnologiques en question et leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale révèle que leurs différences physiques sont mineures et se situent uniquement au niveau génétique. À part cela, les produits biotechnologiques en question ne peuvent absolument pas être distingués d'un point de vue physique des variétés non biotechnologiques de production nationale. Les différences physiques mineures, si tant est qu'elles aient une importance quelconque, ne peuvent pas être considérées comme de nature à

"influencer le rapport de concurrence entre [ces] produits sur le marché", et ne peuvent donc pas nuire à une constatation générale de "similarité".

- Les produits biotechnologiques en question et leurs équivalents non biotechnologiques d'origine nationale sont destinés à être utilisés indifféremment comme produits alimentaires, aliments pour animaux et matières premières pour l'industrie de transformation, selon le cas.

- Comme dans le cas des *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*, si le Canada convient que, en principe, les goûts et les préférences des consommateurs sont un critère pertinent que le Groupe spécial ne devrait pas négliger, en fin de compte, ils devraient n'avoir que peu de poids en pratique, voire aucun, pour déterminer la "similarité" des produits biotechnologiques en question par comparaison avec leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale. Il n'existe pas d'élément de preuve fiable concernant les goûts et les préférences des consommateurs pour ce qui est des produits biotechnologiques en question par comparaison avec leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale. En l'espèce, les goûts et les préférences des consommateurs ne peuvent pas être considérés comme un indicateur fiable de la "similarité" compte tenu de la quantité d'informations contradictoires rendues publiques.

- Enfin, il n'est fait aucune différenciation dans les classifications tarifaires entre les produits biotechnologiques en question et leurs équivalents non biotechnologiques.

4.248 Considérés dans leur ensemble, les éléments de preuve factuels se rapportant aux quatre critères font apparaître clairement que les produits biotechnologiques en question sont "similaires" à leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale. Leurs propriétés physiques sont, dans tous leurs aspects essentiels, presque identiques; leurs utilisations finales sont identiques; les éléments de preuve relatifs aux goûts et préférences des consommateurs ne sont pas concluants; et leur classification tarifaire est également la même. En conséquence, il est satisfait au second élément du critère de l'article III:4.

4.249 Troisièmement, il est accordé aux produits en question un traitement moins favorable que celui qui est accordé à leurs équivalents respectifs non biotechnologiques d'origine nationale. Les quatre *mesures nationales des États membres des CE* ont modifié les conditions de concurrence sur le marché en question aux dépens des produits importés. En effet, les produits biotechnologiques en question ne peuvent absolument pas entrer en concurrence sur les marchés français, autrichien et italien, avec leurs équivalents non biotechnologiques de production nationale qui jouissent d'un accès sans restriction aux mêmes marchés.

ii) L'interdiction à l'importation appliquée par la Grèce à la variété Topas 19/2 constitue une violation de l'article XI:1

4.250 Par une décision ministérielle du 9 septembre 1998, la Grèce a imposé une interdiction à l'importation visant la variété de canola/colza biotechnologique approuvée par les CE, Topas 19/2. Cette décision constitue un "autre procédé" au sens de l'article XI:1 du GATT de 1994 et est incompatible avec les prescriptions de cette disposition.

c) L'*Accord OTC* s'applique aux mesures nationales des États membres des CE

4.251 Comme il a été démontré plus haut, les *mesures nationales des États membres des CE* sont des mesures SPS et relèvent donc de l'*Accord SPS*. Si, toutefois, le Groupe spécial constate que les *mesures nationales des États membres des CE* ne sont pas des mesures SPS, alors le Canada soutient, *à titre subsidiaire*, qu'elles sont soumises aux prescriptions de l'*Accord OTC*.

4.252 Les *mesures nationales des États membres des CE* sont des "règlements techniques": elles s'appliquent à des produits identifiables, elles énoncent les caractéristiques de produits et leur respect est obligatoire. Les *mesures nationales des États membres des CE* constituent une violation de l'article 2.1, 2.2, 2.9.1, 2.9.2 et 2.9.3 de l'*Accord OTC*.

G. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE

1. Introduction

4.253 Le système communautaire pour l'approbation des produits agricoles biotechnologiques (la Directive 2001/18 et la Directive 90/220 qui l'a précédée) ou des "nouveaux aliments" (le Règlement n° 258/97) prévoit qu'une procédure spécifique doit être suivie avant que ces produits puissent être mis à la consommation sur le territoire des Communautés européennes. La plainte déposée par l'Argentine repose sur les considérations suivantes: 1) depuis octobre 1998, les Communautés européennes n'examinent pas les demandes d'approbation de l'ensemble des produits agricoles biotechnologiques dans le cadre de leur système d'approbation avant la dissémination ou la mise en marché, ou suspendent le traitement de ces demandes, en particulier les demandes d'approbation de produits présentant un intérêt pour l'Argentine; 2) les Communautés européennes ont causé un retard injustifié en n'examinant pas des demandes se rapportant à divers produits agricoles biotechnologiques et/ou en ne terminant pas le traitement de ces demandes; 3) certains États membres des CE ont interdit l'accès à leurs marchés pour des produits agricoles biotechnologiques spécifiques.

4.254 En résumé, la suspension de l'examen des demandes, l'absence d'approbation ou les retards injustifiés constituent des manifestations particulières d'une mesure unique qui fait l'objet de la présente plainte, en l'occurrence un moratoire *de facto*. De la même façon, plusieurs produits spécifiques présentant un intérêt pour l'Argentine ont été affectés par une suspension, un non-examen ou un retard injustifié, étant donné qu'aucune décision n'a encore été prise au sujet de leur approbation. Ce moratoire *de facto* est une mesure dont les caractéristiques sont les suivantes: a) il n'a jamais fait l'objet d'une législation concrète – un règlement ou une directive – mais est appliqué et maintenu en tant que pratique des Communautés européennes depuis 1998; b) depuis 1998 et jusqu'à l'heure actuelle, aucun nouveau produit agricole biotechnologique n'a été approuvé pour commercialisation; il y a ainsi suspension systématique des procédures d'approbation et non-examen des demandes individuelles d'autorisation ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques; c) le moratoire a affecté les diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques pris individuellement, causant ainsi un retard injustifié dans l'achèvement du traitement de ces demandes; d) il n'est pas étayé par des preuves scientifiques; e) depuis 1998, il donne lieu à des retards répétés et à des prolongations de délais de la part des Communautés européennes, le prétexte étant toujours l'approbation d'une nouvelle législation: modification de la Directive 90/220 par la Directive 2001/18, nécessité d'avoir une législation additionnelle portant sur différends aspects et de nouvelles prescriptions, etc.; et f) révèle qu'il y a une discrimination arbitraire et injustifiée à l'égard des produits agricoles biotechnologiques. Le moratoire *de facto* mis en œuvre par les Communautés européennes ainsi que les interdictions adoptées par certains de leurs États membres sont des mesures

incompatibles avec les dispositions de l'*Accord SPS* ou du GATT de 1994 ou, à titre subsidiaire, de l'*Accord OTC*.

2. Incompatibilité avec l'*Accord SPS*

a) Incompatibilité du moratoire *de facto* avec l'*Accord SPS*

i) Le moratoire de facto en tant que mesure au titre de l'Accord SPS

4.255 L'Argentine considère que le moratoire *de facto* constitue une mesure sanitaire et phytosanitaire au sens de l'*Accord SPS*. Pour que l'*Accord SPS* soit applicable à une mesure, la mesure en question doit satisfaire à deux exigences: a) la mesure contestée doit être une mesure sanitaire ou phytosanitaire; et b) la mesure doit pouvoir affecter le commerce international. De l'avis de l'Argentine, le moratoire *de facto* satisfait à ces deux exigences.

4.256 Selon le premier paragraphe de l'Annexe A de l'*Accord SPS*, pour qu'un moratoire *de facto* satisfasse à la première exigence, il doit remplir deux conditions: i) il doit avoir comme objectif au moins l'un des objectifs mentionnés aux alinéas a) à d) du paragraphe 1 de l'Annexe A; et ii) il doit aussi se retrouver dans l'un des instruments mentionnés au premier paragraphe de l'Annexe A. Le moratoire *de facto* remplit ces deux conditions.

4.257 De l'avis de l'Argentine, le moratoire *de facto* correspond aux descriptions qui figurent aux paragraphes 1 a) à 1 d) de l'Annexe A. Premièrement, les Communautés européennes elles-mêmes ont explicitement reconnu que le but du moratoire était d'offrir une protection contre les risques pour la vie et la santé et de protéger l'environnement. Les Communautés européennes ont aussi admis que leur politique concernant les produits agricoles biotechnologiques avait trait à la protection de la vie et de la santé. Deuxièmement, puisque le moratoire *de facto* a été imposé dans le contexte des divers règlements des CE, qui prévoient chacun différents mécanismes pour évaluer le dommage potentiel pour la santé ou l'environnement, il est visé par le premier paragraphe de l'Annexe A.

4.258 En ce qui concerne la deuxième condition, le moratoire des Communautés européennes n'a pas été instauré au moyen de l'un des instruments conventionnels utilisés par les Membres de l'OMC pour donner corps à leurs décisions, mais a été mis en place *de facto* par les Communautés européennes. Malgré tout, les propres autorités des Communautés européennes ont reconnu l'existence de ce moratoire. Il convient également de noter que le membre de phrase "*y compris, entre autres choses*" qui figure dans la deuxième partie du paragraphe 1 de l'Annexe A montre clairement que l'énumération qui vient ensuite n'est pas censée être exhaustive.

4.259 Pour ce qui est de la deuxième exigence, le moratoire *de facto* a eu des effets sur le commerce international. Il devrait suffire de mentionner que, depuis 1998, divers produits agricoles biotechnologiques se sont vu refuser l'accès au marché communautaire.

ii) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 5:1

4.260 L'article 5:1 impose aux Membres l'obligation de procéder à une évaluation des risques. En l'occurrence, les Communautés européennes sont tenues de procéder à au moins l'un des deux types d'évaluation des risques mentionnés au paragraphe 4 de l'Annexe A. Elles ont mis en œuvre le moratoire *de facto* sans faire référence à quelque type de preuve scientifique que ce soit. En outre, le moratoire *de facto* a été appliqué même dans des cas dans lesquels les Communautés européennes avaient reçu des avis scientifiques favorables de la part des comités scientifiques compétents. Les

Communautés européennes ont donc violé l'article 5:1 et, conformément à la jurisprudence de l'OMC, la violation de l'article 5:1 entraîne aussi une violation de l'article 2:2.

iii) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 2:2

4.261 L'incompatibilité du moratoire *de facto* avec l'article 2:2 découle en partie d'une incompatibilité entre le moratoire *de facto* et l'article 5:1. Toutefois, l'Argentine allègue que le moratoire *de facto* viole l'article 2:2, indépendamment de son analyse fondée sur l'article 5:1. L'article 2:2 prévoit que les Membres doivent fonder leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur des principes scientifiques. Le moratoire *de facto* des Communautés européennes n'a pas de fondement scientifique, et celles-ci ne disposent pas de preuves scientifiques qui pourraient étayer ce moratoire. Cette absence de fondement scientifique signifie que le moratoire est incompatible avec l'article 2:2. De plus, le moratoire *de facto* a été maintenu pendant plus de cinq ans (1998-2003) sans preuves scientifiques suffisantes. L'article 2:2 renferme aussi le membre de phrase "que dans la mesure nécessaire" et, partant, aucune mesure sanitaire ou phytosanitaire ne peut être appliquée sous une forme aussi générale et globale que celle à laquelle les Communautés européennes ont eu recours avec le moratoire *de facto*. Par ailleurs, cette application globale et générale à tous les produits biotechnologiques est contraire à l'évaluation "au cas par cas" dont les Communautés européennes elles-mêmes prétendent qu'elle doit être maintenue.

iv) Le moratoire de facto ne peut pas être justifié au regard de l'exception prévue à l'article 5:7

4.262 Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a dit que l'article 5:7 énonçait quatre conditions qui devaient être réunies pour que soit adoptée et maintenue une mesure SPS provisoire: 1) la mesure est imposée à l'égard d'une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes"; 2) la mesure est adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles"; 3) le Membre "s'efforcer[a] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et 4) le Membre "examiner[a] en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable".

4.263 En ce qui concerne la première condition, rien ne permet dans la présente affaire de tirer prétexte de "preuves scientifiques insuffisantes" pour justifier le moratoire *de facto* au regard de l'article 5:7. Comme tous les produits agricoles biotechnologiques approuvés par les Communautés européennes avant le moratoire *de facto* avaient dû faire l'objet d'une évaluation scientifique au cas par cas, les produits agricoles biotechnologiques qui n'ont pas été approuvés après 1998 auraient également dû faire l'objet d'une procédure d'approbation comprenant une évaluation des risques. En réalité, certains de ces produits ont fait l'objet d'un avis scientifique favorable qui recommandait leur approbation. En ce qui concerne la deuxième condition, les Communautés européennes n'ont pas adopté cette mesure "provisoirement" et n'ont pas fondé leurs mesures sur les renseignements qui étaient disponibles parce qu'elles ont maintenu cette mesure pendant plus de cinq ans et n'ont pas tenu compte des preuves scientifiques présentées par leurs propres institutions. En ce qui concerne la troisième condition, les Communautés européennes n'ont à aucun moment tenté d'obtenir des renseignements additionnels. Au contraire, elles ont seulement fait valoir qu'elles devaient assujettir les demandes à d'autres exigences, modifier leur législation ou instaurer d'autres dispositions législatives sur une autre question. En ce qui concerne la quatrième condition, le moratoire *de facto* n'a fait l'objet d'aucun examen depuis 1998.

4.264 En conclusion, l'Argentine estime que le moratoire *de facto* ne repose pas sur des preuves scientifiques et que les Communautés européennes ne peuvent pas justifier cette mesure au regard de l'exception prévue à l'article 5:7. En conséquence, l'Argentine demande que le moratoire *de facto* soit jugé incompatible avec l'article 2:2.

v) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 5:5

4.265 En ce qui concerne la première phrase de l'article 5:5, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a dit qu'il fallait démontrer la présence de trois éléments cumulatifs pour alléguer qu'il y avait violation de cette règle: i) l'application de différents niveaux de protection à des situations différentes; ii) des distinctions arbitraires et injustifiables dans la protection; et iii) une discrimination et une restriction déguisée au commerce international.

4.266 En ce qui concerne le premier élément, il est constitué de deux aspects: "différents niveaux de protection" et des situations "différentes" mais comparables. En ce qui concerne le concept des "différents niveaux de protection", l'Argentine fait observer que le niveau de protection du moratoire *de facto* est équivalent à un niveau de "risque zéro". En ce qui concerne le concept des "situations différentes", la comparabilité de situations différentes découle du fait que de telles situations présentent un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Les Communautés européennes ont appliqué différents niveaux de protection à deux situations "comparables", c'est-à-dire concernant l'approbation pour commercialisation de produits biotechnologiques avant et après le moratoire *de facto*, et concernant les nouveaux produits biotechnologiques et les nouveaux produits "non biotechnologiques", ce qui satisfait au premier élément des conditions qui doivent être réunies pour qu'il y ait violation de l'article 5:5.

4.267 Le deuxième élément doit également être analysé par rapport aux deux situations comparables. En ce qui concerne l'approbation pour commercialisation de produits biotechnologiques avant et après le moratoire *de facto*, il y a un niveau de risque équivalent entre les produits considérés. Toutefois, au moyen du moratoire, les Communautés européennes ont imposé un niveau de protection si élevé qu'il s'est soldé par une interdiction absolue des importations sans preuves scientifiques. En ce qui concerne les nouveaux produits biotechnologiques et les nouveaux produits "non biotechnologiques", les seconds peuvent être mis en marché librement dans les Communautés européennes, sauf lorsqu'ils sont destinés à la consommation humaine ou animale, tandis que les premiers sont affectés par le moratoire *de facto*. De l'avis de l'Argentine, le deuxième élément requis pour qu'il y ait violation de l'article 5:5 est visible dans l'absence, dans les avis des comités compétents des CE, de preuves scientifiques à l'appui de ces différences dans les niveaux de protection imposés par les Communautés européennes.

4.268 Pour déterminer si une mesure répond au troisième élément, dans l'affaire *Australie - Saumons*, l'Organe d'appel a tenu compte de trois "signaux d'alarme" et de certains "facteurs additionnels". Les trois "signaux d'alarme" étaient les suivants: a) le caractère arbitraire et injustifiable des distinctions dans les niveaux de protection; b) une distinction assez substantielle dans les niveaux de protection; et c) l'incompatibilité de la mesure sanitaire ou phytosanitaire avec les articles 5:1 et 2:2. Le moratoire *de facto* appliqué par les Communautés européennes possède les trois "signaux d'alarme" qui viennent d'être mentionnés et un facteur additionnel, comme il sera expliqué ci-après.

4.269 En ce qui concerne les produits biotechnologiques avant et après le moratoire *de facto*, il existe une différence substantielle dans le niveau de protection accordé par les Communautés européennes, sans aucune justification quant au niveau de risque en jeu. De plus, la différence dans les niveaux de protection qui sont appliqués est "arbitraire et injustifiable". Enfin, les Communautés européennes n'ont pas fondé le moratoire *de facto* sur une évaluation des risques. En ce qui concerne les nouveaux produits agricoles biotechnologiques et les nouveaux produits "non biotechnologiques", la différence dans le niveau de protection est considérable puisqu'il y a un niveau de protection peu élevé pour les seconds et un niveau qui se traduit par une interdiction d'importer pour les premiers. De plus, la différence dans le niveau de protection est arbitraire et injustifiable. De la même façon, le

moratoire *de facto* ne repose pas sur une analyse des risques et a un effet néfaste sur les nouveaux produits agricoles biotechnologiques, dont la plupart sont produits en dehors des Communautés européennes.

4.270 Par ailleurs, le moratoire *de facto* contient un "facteur additionnel", qui est l'effet disproportionné que le moratoire *de facto* a eu sur les producteurs de produits agricoles biotechnologiques en dehors des Communautés européennes vis-à-vis des producteurs des Communautés européennes.

vi) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 2:3

4.271 Comme l'Organe d'appel l'a fait observer dans l'affaire *Australie – Saumons*, une fois qu'il a été confirmé que le moratoire *de facto* enfreint l'article 5:5, cette mesure sera également incompatible avec l'article 2:3.

vii) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 7 et l'Annexe B:1

4.272 La mesure des Communautés européennes qui a été mise en œuvre en 1998 est une mesure *de facto*, qui n'a jamais été énoncée dans un règlement, ni publiée, ce qui constitue une violation de l'article 7 et du paragraphe 1 de l'Annexe B.

viii) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 10:1

4.273 Cette disposition est impérative et ne constitue pas simplement une obligation de coopérer. La suspension de l'examen des demandes par les Communautés européennes, le fait de ne pas approuver des produits agricoles biotechnologiques et les retards injustifiables dans le traitement des demandes constituent une restriction du commerce de ces produits équivalant à une interdiction absolue de l'accès, qui a eu et continue d'avoir un effet considérable sur l'Argentine, qui est un pays en développement, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 10:1. L'Argentine, comme d'autres pays en développement, a des besoins spéciaux, car elle est très tributaire de la production et des exportations de produits agricoles.

4.274 Pour les raisons exposées ci-dessus, le moratoire *de facto* est incompatible avec l'*Accord SPS*, plus précisément avec les articles 5:1, 2:2, 5:5, 2:3, 7 et 10:1, et avec le paragraphe 1 de l'Annexe B.

b) Incompatibilité de la "suspension du traitement et [du] non-examen de demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" avec l'*Accord SPS*

i) Suspension des procédures d'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine

4.275 En octobre 1998, les Communautés européennes ont suspendu l'examen des demandes d'approbation de l'ensemble des produits agricoles biotechnologiques dans le cadre de leur système d'approbation. Cette suspension ressort du fait qu'avant la fin de 1998 les Communautés européennes avaient approuvé un nombre considérable de produits agricoles biotechnologiques et du fait qu'elles n'ont pas approuvé un seul produit de ce type depuis cette date. Parmi les demandes en souffrance qui sont bloquées à divers stades de la procédure d'approbation prévue dans la Directive 2001/18 (ou, avant le 17 octobre 2002, dans la Directive 90/220) et dans le Règlement n° 258/97, il y a les demandes suivantes: le maïs GA21, le maïs NK-603, le coton Bt-531, le coton RR-1445, et le soja A2704-12 et A5547-127.

4.276 La suspension du traitement et le non-examen de demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine [ci après "la suspension"] doivent aussi être analysés à la lumière de l'*Accord SPS*, conformément à l'article 1:1. Quatre des produits biotechnologiques ont fait l'objet d'avis scientifiques favorables de la part des comités scientifiques compétents des CE, qui préconisaient leur approbation. Le cinquième produit biotechnologique n'est même pas arrivé au stade de l'évaluation des risques.

ii) La suspension est incompatible avec l'article 5:1

4.277 Les prescriptions suivantes doivent être respectées pour qu'une mesure sanitaire et phytosanitaire soit compatible avec l'article 5:1: i) il doit exister une évaluation des risques; et ii) la mesure doit être "fondée" sur cette évaluation des risques. L'Argentine estime que la suspension est incompatible avec l'article 5:1 parce que ni les États membres ni les autorités de la Commission européenne ne se sont conformés aux prescriptions qui viennent d'être mentionnées.

4.278 En ce qui concerne la première prescription, les Communautés européennes n'ont pas procédé à un type quelconque d'évaluation des risques qui, comme le prévoit le paragraphe 4 de l'Annexe A, constitue le fondement de la suspension. Par conséquent, il n'y a pas d'évaluation des risques au sens de l'article 5:1. En ce qui concerne la deuxième prescription, la jurisprudence de l'OMC a établi que le terme "fondé sur" était correctement défini comme désignant une certaine relation objective entre une mesure SPS et une évaluation des risques. Dans la présente affaire, une distinction doit être établie entre deux cas hypothétiques: i) l'absence d'une telle relation parce qu'aucune évaluation scientifique n'a été faite; et ii) l'absence d'une telle relation en dépit du fait qu'une évaluation scientifique a été faite. Dans le premier cas, les prescriptions n'ont pas été respectées parce qu'aucune évaluation des risques n'a été faite (le cas du soja A2704-12 et A5547-127). Dans le second cas, les prescriptions n'ont pas été respectées parce que l'évaluation favorable des risques n'a pas été prise en considération comme fondement de la suspension (comme dans le cas du maïs et du coton).

iii) La suspension est incompatible avec l'article 2:2

4.279 Eu égard aux dispositions de l'article 2:2 et de la jurisprudence de l'OMC concernant la relation entre les articles 2:2 et 5:1, si une mesure sanitaire n'est pas fondée sur une évaluation des risques comme le prescrivent les paragraphes 1 et 2 de l'article 5, il peut être présumé d'une manière plus générale que la mesure n'est pas fondée sur des principes scientifiques et qu'elle est imposée sans preuves scientifiques suffisantes. Par conséquent, l'Argentine soutient que la suspension ne satisfait pas aux prescriptions énoncées à l'article 2:2.

iv) La suspension est incompatible avec l'article 5:5

4.280 La portée de l'article 5:5 a été examinée lors de différends antérieurs, qui ont confirmé qu'un plaignant doit démontrer l'existence de trois éléments distincts et cumulatifs: a) le Membre qui a imposé la mesure en cause a adopté des niveaux de protection contre les risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux dans plusieurs situations différentes; b) ces niveaux de protection présentent des distinctions arbitraires ou injustifiables dans des situations différentes; et c) ces distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

4.281 Le premier élément est constitué de deux aspects: des "niveaux de protection" différents et des "situations différentes". La comparabilité de situations différentes découle du fait que les situations présentent un ou plusieurs éléments communs suffisants pour les rendre comparables. Les Communautés européennes ont établi des niveaux de protection différents dans deux situations

"comparables", à savoir des niveaux différents pour des produits biotechnologiques lancés avant et après le moratoire, ainsi que des niveaux différents pour de nouveaux produits "non biotechnologiques" et de nouveaux produits biotechnologiques. Le deuxième élément se retrouve également dans la mesure adoptée par les Communautés européennes parce que, étant donné que les niveaux de risque sont les mêmes dans les deux situations comparables, il est illogique d'appliquer des niveaux de protection différents comme les Communautés européennes l'ont fait. Le troisième élément est également présent. Pour déterminer si le troisième élément avait été présent, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a tenu compte de trois "signaux d'alarme" et de certains "facteurs additionnels". Le moratoire appliqué par les Communautés européennes présente les trois mêmes "signaux d'alarme" et un facteur additionnel en ce qui concerne les deux situations comparables.

4.282 Pour les raisons indiquées ci-dessus, la suspension est incompatible avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le traitement des produits biotechnologiques avant et après 1998 et le traitement de nouveaux produits agricoles biotechnologiques par rapport à de nouveaux produits "non biotechnologiques".

v) La suspension est incompatible avec l'article 5:6

4.283 Il ressort de la jurisprudence de l'OMC que, pour établir qu'il y a eu violation de l'article 5:6, il est nécessaire de déterminer s'il existe une autre mesure sanitaire ou phytosanitaire qui: 1) est raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique; 2) permet d'obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire jugé approprié par le Membre; et 3) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure sanitaire ou phytosanitaire contestée. Ces trois éléments sont cumulatifs.

4.284 Le premier élément est présent, parce que les procédures des Communautés européennes, telles qu'elles étaient appliquées jusqu'en 1998, constituent une "mesure ayant une faisabilité technique et économique" qui offre une solution de rechange à la suspension des procédures par la suite imposée par les Communautés européennes. En ce qui concerne le deuxième élément, les procédures des Communautés européennes présupposent l'existence d'un niveau de protection qui, avant 1998, servait de fondement à l'approbation des produits. L'Argentine allègue que, si le niveau de protection des Communautés européennes a été modifié, les procédures auraient également dû être modifiées en conséquence. En ce qui concerne le troisième élément, la législation telle qu'elle était auparavant mise en œuvre autorisait l'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt pour l'Argentine et l'accès au marché qui en découlait pour ces produits, alors que la suspension qui est appliquée depuis 1998 a pour effet de restreindre l'accès au marché communautaire.

4.285 Pour toutes les raisons indiquées ci-dessus, l'Argentine soutient que la suspension mise en œuvre par les Communautés européennes depuis 1998 est incompatible avec les articles 5:1, 2:2, 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

c) Incompatibilité avec l'*Accord SPS* du "retard injustifié" dans le traitement des demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine

4.286 L'Argentine va maintenant démontrer les incompatibilités qui existent entre les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation des Communautés européennes et l'article 8 et l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

i) Analyse à la lumière des dispositions de l'article 8 et des paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'Annexe C

4.287 Dans le cas de chacun des produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine, l'application de la législation des Communautés européennes a entraîné des manquements aux obligations énoncées à l'Annexe C, en particulier aux paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e).

4.288 Comme le moratoire est une mesure sanitaire ou phytosanitaire au sens du paragraphe 1 de l'Annexe A, les procédures d'homologation des Communautés européennes doivent être conformes à l'article 8 et à l'Annexe C. Le retard est imputable à la suspension complète de l'examen des demandes et, en définitive, à la suspension de l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation se rapportant aux produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine.

4.289 La législation des Communautés européennes fixe des délais pour chacune des étapes requises. Il est possible d'estimer un délai approximatif qui semble "raisonnable" pour l'achèvement des procédures. La suspension des procédures a entraîné des retards qui ne peuvent en aucun cas être justifiés, compte tenu des délais prescrits dans la législation des Communautés européennes, et ces retards ne sont pas fondés sur des preuves scientifiques suffisantes.

4.290 En ce qui concerne le paragraphe 1 a) de l'Annexe C, même si le Règlement n° 258/97 définit une procédure qui ne fait pas de distinction pour ce qui est de la mise en œuvre entre les produits biotechnologiques et les nouveaux produits non biotechnologiques, le retard injustifié a affecté uniquement les produits biotechnologiques. Le traitement accordé à ces mêmes produits avant et après le moratoire *de facto* en est un autre exemple. En ce qui concerne le paragraphe 1 b), dans certains cas l'autorité n'a pas déterminé dans les moindres délais si la documentation était complète, et dans d'autres cas, elle n'a pas renseigné le requérant sur les résultats de la procédure ou le stade actuel de la procédure. Le paragraphe 1 c) limite les demandes de renseignements à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation soient appropriées. Les Communautés européennes ont violé les dispositions de ce paragraphe en retardant l'examen des demandes qui avaient été présentées ou en exigeant que ces demandes soient de nouveau présentées conformément à des dispositions législatives adoptées ultérieurement. Le paragraphe 1 e) énonce l'obligation de veiller à ce que les demandes de spécimens d'un produit, aux fins du contrôle, de l'inspection et de l'homologation, soient limitées à ce qui est "raisonnable et nécessaire"; les prescriptions détaillées des Communautés européennes ne semblent toutefois pas répondre aux critères du caractère raisonnable et de la nécessité. Qui plus est, les propres organismes des Communautés européennes ont omis d'exercer leur pouvoir, et ce défaut d'agir ne peut pas être jugé raisonnable ni nécessaire. Enfin, lorsque les Communautés européennes poursuivaient leur stratégie de remplacement de la Directive 90/220 par la nouvelle Directive 2001/18, et même lorsque cette dernière Directive est entrée en vigueur, il n'a pas été tenu compte des nouvelles demandes reçues.

3. Incompatibilité avec le GATT de 1994

a) Incompatibilité avec l'article III:4

4.291 La suspension des procédures d'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine est incompatible avec l'article III:4, car le traitement accordé aux produits agricoles biotechnologiques est moins favorable que celui qui est accordé aux produits agricoles "non biotechnologiques". À cet égard, l'Argentine estime que: a) les produits sont des "produits similaires" au sens de l'article III:4; b) la suspension est une "prescription" affectant "la

vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; et c) "un traitement moins favorable" a été accordé.

i) "Produits similaires" dans le cadre de l'article III:4

4.292 Les termes "similaire" et "identique" n'ont pas le même sens. La "similarité" doit être déterminée au cas par cas à l'aide de quatre critères généraux, conformément à la jurisprudence du GATT/de l'OMC. L'Argentine a donc sélectionné quatre critères d'examen: i) les propriété physiques des produits; ii) la mesure dans laquelle les produits peuvent avoir les mêmes utilisations finales ou des utilisations finales semblables; iii) la mesure dans laquelle les consommateurs perçoivent et considèrent les produits comme d'autres moyens de remplir des fonctions particulières pour satisfaire un désir ou une demande spécifique; et iv) la classification internationale des produits à des fins tarifaires. Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a constaté que chacun des critères devait être analysé. L'Argentine estime que ces quatre critères sont communs aux produits agricoles biotechnologiques et aux produits agricoles "non biotechnologiques", comme elle l'explique ci-après.

4.293 En ce qui concerne le point i), comme une évaluation des risques a permis d'établir qu'il n'y avait pas de différence entre les risques que présentaient les produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine et les risques que présentaient leurs équivalents "non biotechnologiques", du point de vue de leurs propriétés physiques, il n'y a pas de différence entre ces produits. En ce qui concerne le point ii), les produits biotechnologiques et leurs équivalents "non biotechnologiques" ont des utilisations finales semblables. Les comités scientifiques compétents des Communautés européennes qui ont évalué les produits agricoles biotechnologiques ont confirmé que leur utilisation finale pouvait être la même que celle de "produits non biotechnologiques". En ce qui concerne le point iii), sur le marché communautaire, le moratoire *de facto* et la suspension ont eu pour effet de créer des obstacles au commerce et à la concurrence. Ces types de mesures peuvent provoquer ou entraîner des erreurs dans la façon dont les consommateurs perçoivent les produits biotechnologiques. En ce qui concerne le point iv), il n'y a pas de différence dans la classification tarifaire entre les produits biotechnologiques et leurs équivalents "non biotechnologiques".

ii) La suspension est une "prescription" affectant "la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur"

4.294 La suspension est une "prescription". Selon la jurisprudence du GATT/de l'OMC, une mesure des pouvoirs publics qui n'impose aucune obligation légale peut être considérée comme une "prescription" au titre de cette disposition. La suspension peut également affecter la vente, la mise en vente, l'achat, etc., parce qu'elle affecte les conditions de concurrence. Par conséquent, ce deuxième élément existe.

iii) Un "traitement moins favorable" est accordé

4.295 Du fait de la suspension, ces produits ne sont pas approuvés même si certains d'entre eux ont fait l'objet d'un avis favorable de la part des comités scientifiques compétents des Communautés européennes. Par conséquent, ce troisième élément existe.

4.296 Pour les raisons indiquées ci-dessus, l'Argentine estime que la "suspension du traitement et le non-examen de demandes individuelles d'approbation de produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" constituent une violation du paragraphe 4 de l'article III du GATT de 1994.

4. Incompatibilité avec l'*Accord OTC*

a) Application à titre subsidiaire de l'*Accord OTC*

4.297 Comme le moratoire constitue une mesure sanitaire ou phytosanitaire, l'*Accord SPS* est applicable. Il faut souligner que l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* s'excluent mutuellement, ainsi que le prescrivent l'article 1.5 de l'*Accord OTC* et l'article 1:4 de l'*Accord SPS*. Toutefois, si le Groupe spécial est d'avis qu'il ne devrait pas analyser l'allégation de l'Argentine au titre de l'*Accord SPS*, l'Argentine avancera des arguments à titre subsidiaire au titre de l'*Accord OTC*.

4.298 L'*Accord OTC* s'applique aux "règlements techniques" et aux "procédures d'évaluation de la conformité" tels qu'ils sont définis, respectivement, aux paragraphes 1 et 3 de l'Annexe 1. À cet égard, la Directive 2001/18 (et la Direction 90/220 qui l'a précédée) et le Règlement n° 258/97 sont des "règlements techniques" conformément au paragraphe 1 de l'Annexe 1; et les procédures d'approbation énoncées dans ce règlement constituent des "procédures d'évaluation de la conformité" conformément au paragraphe 3 de l'Annexe 1.

b) Incompatibilité avec l'*Accord OTC* de l'application de la législation des Communautés européennes concernant l'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine

i) La législation des Communautés européennes constitue des "règlements techniques" au sens du paragraphe 1 de l'Annexe 1

4.299 Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a établi les trois critères suivants pour déterminer si un document correspond à la définition d'un "règlement technique" figurant dans l'*Accord OTC*: a) le document doit être applicable à un produit, ou un groupe de produits, identifiable; b) le document doit énoncer une ou plusieurs caractéristiques du produit; et c) le respect des caractéristiques du produit doit être obligatoire. La Directive 2001/18 (ainsi que la Directive 90/220 qui l'a précédée) et le Règlement n° 258/97 sont des règlements techniques qui satisfont à ces trois exigences.

4.300 Le premier critère est respecté, car le règlement en question fait référence à des "organismes génétiquement modifiés", c'est-à-dire à un groupe de produits identifiable. Le deuxième critère est également respecté, car la caractéristique établie par la législation des Communautés européennes est l'absence de conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement. Le troisième critère est lui aussi respecté, car une lecture de la législation fait clairement ressortir sa nature obligatoire.

ii) Les procédures prévues par la législation des Communautés européennes constituent des procédures d'évaluation de la conformité

4.301 Les procédures prévues par la législation des Communautés européennes constituent des procédures d'évaluation de la conformité telles qu'elles sont définies au point 3 de l'Annexe 1 et dans la Note explicative y relative, parce que les prescriptions qui y figurent ont été établies "pour déterminer que les prescriptions pertinentes des règlements techniques … sont respectées".

iii) L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.1

4.302 La manière dont les Communautés européennes ont appliqué leur législation aux produits biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine est incompatible avec l'article 2.1.

Comme cette disposition énonce fondamentalement les mêmes obligations que celles qui figurent à l'article III:4 du GATT de 1994, nous nous reportons aux arguments avancés dans la partie pertinente de notre communication.

iv) L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.2

4.303 Pour que l'application d'un règlement technique soit compatible avec l'article 2.2, ce règlement doit satisfaire à trois exigences: a) poursuivre un objectif légitime; b) réaliser cet objectif; et c) ne pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser cet objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait. Le règlement des CE est incompatible avec l'article 2.2 compte tenu de ces exigences.

4.304 En ce qui concerne la première exigence, la manière dont le règlement des CE a été et est encore appliqué est incompatible avec cette disposition, même si la santé figure parmi les objectifs légitimes des règlements techniques en question. En ce qui concerne la deuxième exigence, on a déjà réalisé l'objectif d'une protection contre les risques potentiels associés aux produits en demandant l'avis des comités scientifiques compétents des Communautés européennes. Les Communautés européennes ont toutefois choisi de ne pas tenir compte de ces preuves scientifiques. En ce qui concerne la troisième exigence, les produits biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine ont fait l'objet d'un avis scientifique favorable, ce qui implique que ces produits ne présentent pas de risques qui diffèrent de ceux que présentent leurs équivalents "non biotechnologiques". Cependant, ces produits n'ont pas été approuvés, ce qui est nettement plus restrictif qu'il n'est nécessaire et crée des obstacles au commerce international.

v) L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1 et 5.2.2

4.305 L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 5.1.1 car elle s'effectue d'une manière qui accorde aux produits biotechnologiques un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits "non biotechnologiques" similaires. L'application de la législation des Communautés européennes est également incompatible avec l'article 5.1.2, car elle a eu pour effet d'interdire totalement les importations de produits biotechnologiques et de créer des obstacles non nécessaires au commerce international. Les Communautés européennes ne se sont pas acquittées de l'obligation énoncée à l'article 5.2.1 d'achever les procédures "aussi vite que possible" parce qu'il n'y a ni approbation ni traitement de demandes depuis 1998. La manière dont les Communautés européennes appliquent les procédures des CE depuis 1998 ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 5.2.2, car la décision de suspendre ou de retarder le traitement des demandes ne respecte pas des obligations comme celle de "[mener] la procédure d'évaluation de la conformité aussi loin que cela sera réalisable"; les institutions compétentes des CE ne se sont pas acquittées de leurs obligations "dans les moindres délais" non plus.

vi) Incompatibilité de l'application de la législation des Communautés européennes avec l'article 12

4.306 Cette disposition fait partie du "traitement spécial et différencié" qui est prévu dans les Accords de l'OMC. Cette disposition est impérative et constitue plus qu'une simple obligation de coopérer. L'obligation s'applique à l'élaboration et à l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité.

4.307 La suspension constitue une restriction au commerce qui a eu pour effet d'interdire totalement l'accès au marché communautaire pour des produits biotechnologiques présentant un intérêt pour l'Argentine. Cette mesure a eu et a encore une incidence majeure sur l'Argentine, qui est un pays en développement. Comme d'autres pays en développement, l'Argentine a des besoins spéciaux en matière de commerce, de finances et de développement, car elle est lourdement tributaire de la production et des exportations de produits agricoles. L'Argentine est également le deuxième producteur mondial de produits agricoles biotechnologiques, et arrive au premier rang parmi les pays en développement producteurs.

4.308 Pour les raisons indiquées ci-dessus, nous demandons à titre subsidiaire que l'application par les Communautés européennes de leur propre législation aux produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine soit déclarée incompatible avec l'*Accord OTC*, en particulier avec les articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2 et 12 de cet accord.

5. Interdictions imposées par divers États membres des CE

4.309 Les interdictions spécifiques que l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Luxembourg appliquent à l'entrée de produits agricoles biotechnologiques sont incompatibles avec les règles de l'OMC. Tous les produits concernés ont été approuvés par les autorités compétentes des CE. La législation des Communautés européennes autorise les États membres à restreindre ou interdire provisoirement l'utilisation et/ou la vente d'un produit sur leur territoire. Plusieurs États membres ont cherché à se protéger au moyen de cette disposition. Cependant, les organes compétents des CE ont examiné les mesures prises par les États membres et se sont prononcés contre ces mesures.

a) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'*Accord SPS*

i) Les interdictions des États membres des CE sont des mesures au titre de l'Accord SPS

4.310 Pour constituer une mesure sanitaire ou phytosanitaire selon la définition qui figure à l'article 1:1, la mesure en question doit satisfaire à deux exigences: a) la mesure contestée doit être une mesure sanitaire ou phytosanitaire, et b) la mesure doit pouvoir affecter le commerce international.

4.311 Pour être considérée comme une mesure sanitaire ou phytosanitaire, une mesure doit comprendre deux éléments. Premièrement, elle doit avoir comme objectif au moins l'un des objectifs mentionnés aux paragraphes 1 a) à 1 d) de l'Annexe A et, deuxièmement, elle doit aussi se retrouver dans l'un des instruments mentionnés dans la deuxième partie du paragraphe 1 de l'Annexe A. En ce qui concerne le premier élément, l'objectif sanitaire ou phytosanitaire des mesures appliquées par les États membres peut être inféré de la législation pertinente des CE. En ce qui concerne le deuxième élément, l'Argentine réitère ses arguments antérieurs concernant le caractère non exhaustif des instruments énumérés. Les mesures appliquées par les États membres affectent également le commerce international, parce que chacune d'elles prive les produits biotechnologiques touchés de l'accès au marché de l'État membre qui prend la mesure.

ii) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:1

4.312 En n'ayant pas procédé à l'évaluation des risques prévue dans cette disposition, les États membres ne se sont pas acquittés de leurs obligations au titre de l'article 5:1 et du paragraphe 4 de l'Annexe A. En outre, même si les comités scientifiques compétents des Communautés européennes se sont prononcés contre les interdictions, les États membres des CE n'ont pas levé celles-ci et ont violé l'article 5:1.

iii) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 2:2

4.313 L'incompatibilité des interdictions des États membres avec l'article 2 découle de l'incompatibilité des interdictions avec l'article 5. Toutefois, les interdictions constituent aussi une violation de l'article 2 pour les raisons suivantes. Cette disposition implique qu'il doit y avoir une relation rationnelle entre la mesure sanitaire et les preuves scientifiques. Cette relation rationnelle n'existe à l'évidence pas dans la présente affaire, car non seulement les interdictions des États membres des CE ne reposent pas sur des preuves scientifiques, mais il existe même des preuves scientifiques défavorables. Les interdictions sont par ailleurs contraires à l'obligation énoncée à l'article 2 selon laquelle une mesure ne doit être imposée "que dans la mesure nécessaire", et ce conflit ne peut pas être justifié au regard de l'exception prévue à l'article 5:7.

iv) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:5

4.314 Comme il est indiqué ci-dessus, trois éléments doivent exister pour qu'il puisse être établi qu'il y a eu violation de cette disposition. Ces trois éléments sont présents pour ce qui est des interdictions imposées par les États membres des CE.

4.315 En ce qui concerne le premier élément, même si tous les produits affectés par les interdictions ont été autorisés dans le cadre des procédures des Communautés européennes et que les États membres concernés ont participé au processus d'approbation, ces États membres maintiennent leurs interdictions. Ils allèguent que leurs mesures sont justifiées parce qu'elles assurent un niveau de protection qui est différent de celui que les Communautés européennes accordent aux mêmes produits. Toutefois, comme ces produits présentent le même niveau de risque, les États membres appliquent différents niveaux de protection dans des situations comparables.

4.316 En ce qui concerne le deuxième élément, comme les niveaux de risque sont les mêmes, il est illogique d'appliquer des niveaux de protection différents. Toutefois, c'est ce que certains États membres des CE ont fait dans le cas des produits agricoles biotechnologiques approuvés dans le cadre des procédures des CE et de ceux qui sont interdits par des règlements nationaux.

4.317 Un examen du texte proprement dit des règlements considérés montre qu'il existe une restriction explicite au commerce international, qui est le troisième élément d'une violation de l'article 5:5. Les interdictions des États membres présentent les trois "signaux d'alarme" et un facteur additionnel. En ce qui concerne les "signaux d'alarme", la différence entre les niveaux de protection appliqués par les États membres des CE est "arbitraire et injustifiable". En outre, il existe une différence considérable et injustifiée entre le niveau de protection appliqué aux produits biotechnologiques autorisés et les produits interdits. Enfin, les États membres n'ont pas fondé ces interdictions sur une évaluation des risques. En ce qui concerne le "facteur additionnel", l'effet des interdictions imposées aux pays producteurs de produits biotechnologiques est considérable et néfaste. De la même façon, les interdictions ne sont pas fondées sur une évaluation des risques et ont un effet néfaste sur les produits biotechnologiques, dont la plupart ne sont pas originaires des Communautés européennes.

v) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 2:3

4.318 Conformément à la jurisprudence de l'OMC, l'Argentine soutient que, puisqu'il a été établi que les interdictions des États membres étaient incompatibles avec l'article 5:5, elles constituent aussi une violation de l'article 2:3.

vi) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec l'article 5:6

4.319 Nous réitérons nos affirmations antérieures au sujet des trois conditions prescrites par cet article. Ces trois conditions sont réunies et, partant, les interdictions imposées par les États membres des CE constituent une violation de l'article 5:6.

4.320 En ce qui concerne le premier élément, les États membres en question auraient pu imposer d'autres mesures au lieu d'aller jusqu'à une interdiction absolue. En ce qui concerne le deuxième élément, un niveau approprié de protection était prévu dans la propre réglementation des Communautés européennes telle qu'elle était appliquée jusqu'en 1998. Si un État membre jugeait nécessaire de redéfinir le niveau approprié de protection, il pouvait invoquer la "sauvegarde spéciale" mais toujours sous réserve d'un avis scientifique final qui justifierait le niveau de protection différent. En ce qui concerne le troisième élément, toute mesure autre qu'une interdiction aurait eu un effet moins restrictif. La "sauvegarde spéciale" elle-même, compte tenu de son caractère provisoire, a un effet moins restrictif.

4.321 Pour les raisons indiquées ci-dessus, l'Argentine soutient que les interdictions établies par les États membres sont incompatibles avec les articles 5:1, 2:2, 5:5, 2:3 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

b) Les interdictions des États membres sont incompatibles avec le GATT de 1994

i) Incompatibilité avec l'article III:4

4.322 Les interdictions de certains États membres des CE contreviennent à l'article III:4 parce que les trois critères susmentionnés qui ont été identifiés par l'Organe d'appel pour établir qu'il y a violation de l'article III:4 sont remplis. En ce qui concerne le premier élément, nous réitérons nos arguments antérieurs concernant la suspension. En ce qui concerne le deuxième élément, les interdictions des États membres ont à l'évidence été mises en œuvres au moyen de dispositions du droit positif figurant dans des "règlements", des "arrêtés ministériels" [et] des "décrets", et se rapportent explicitement à des restrictions à l'entrée de produits agricoles biotechnologiques sur les marchés respectifs. En ce qui concerne le troisième élément, les interdictions constituent une interdiction absolue de l'importation de ces produits, tandis que des produits "non biotechnologiques" similaires et d'autres produits biotechnologiques ne font pas l'objet de restrictions sur les marchés internes de ces États membres.

c) Incompatibilité des interdictions des États membres des CE avec l'*Accord OTC*

4.323 Il convient de souligner que l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* sont mutuellement exclusifs, comme il a déjà été indiqué. Toutefois, si le Groupe spécial conclut qu'il ne devrait pas analyser la question au titre de l'*Accord SPS*, l'Argentine fait valoir à titre subsidiaire que les interdictions des États membres des CE sont incompatibles avec l'*Accord OTC*.

i) La législation des Communautés européennes relative à l'approbation des produits agricoles biotechnologiques constitue un "règlement technique" au sens du paragraphe 1 de l'Annexe 1

4.324 Comme il est expliqué ci-dessus, l'Organe d'appel a défini trois critères pour déterminer si un document correspond à la définition d'un "règlement technique" dans le contexte de l'*Accord OTC*. Les interdictions des États membres sont des règlements techniques qui satisfont aux trois exigences. Le premier critère est respecté, car les interdictions en question font explicitement référence à des produits agricoles biotechnologiques spécifiques. En ce qui concerne le deuxième critère, dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a établi que les caractéristiques du produit peuvent être

imposées sous une forme positive ou négative. Dans les interdictions en cause, les États membres des CE ont opté pour une description négative. Le troisième critère est également respecté, car une lecture des règlements établissant les interdictions des États membres fait clairement ressortir leur nature obligatoire.

ii) Les interdictions appliquées par certains États membres des CE à des produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2.1

4.325 Comme l'article 2.1 énonce fondamentalement les mêmes obligations concernant le traitement que celles de l'article III:4 du GATT de 1994, nous nous reportons aux arguments que nous avons avancés dans la partie pertinente de notre communication.

iii) L'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec l'article 2.2

4.326 Pour que l'application d'un règlement technique soit compatible avec l'article 2.2, ce règlement doit satisfaire à trois exigences: a) poursuivre un objectif légitime; b) réaliser cet objectif; et c) ne pas être plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser cet objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait. Les interdictions des États membres des CE sont incompatibles avec l'article 2.2 parce qu'elles ne satisfont pas à ces trois exigences. En ce qui concerne la première exigence, les interdictions des États membres sont incompatibles avec cette disposition parce que, même si la santé figure parmi les objectifs légitimes des règlements techniques, cela n'autorise pas les États membres des CE à ne tenir aucun compte des évaluations des risques existantes de produits biotechnologiques spécifiques afin de réaliser des objectifs potentiellement légitimes. En ce qui concerne la deuxième exigence, même si on a déjà réalisé l'objectif d'une protection contre les risques potentiels associés à ces produits en demandant l'avis des comités scientifiques compétents des Communautés européennes, les États membres n'ont pas tenu compte de ces preuves scientifiques et n'ont pas non plus produit des preuves qui auraient pu réfuter ces avis. En ce qui concerne la troisième exigence, même si les produits biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine ont déjà fait l'objet d'un avis scientifique favorable et que, partant, l'objectif légitime a été réalisé, ces produits font l'objet d'une interdiction visant les importations qui est nettement plus restrictive qu'il n'est nécessaire, ce qui crée des obstacles au commerce international.

iv) Les interdictions imposées par les États membres des CE sur des produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2.9 de l'Accord OTC

4.327 L'article 2.9 s'applique chaque fois que deux conditions sont réunies: a) chaque fois qu'il n'existera pas de normes internationales pertinentes; et b) chaque fois que le règlement technique peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres. Ces deux conditions son réunies dans le cas des interdictions des États membres en question. Il n'existe pas de normes internationales pertinentes. Les interdictions ont un effet notable sur le commerce d'autres Membres parce qu'elles empêchent les produits d'accéder aux marchés des États membres des CE qui ont établi les interdictions.

4.328 En ce qui concerne l'article 2.9.1, l'Argentine n'a pas reçu d'avis dans quelque publication que ce soit ni à quelque étape que ce soit. Par conséquent, il y a manifestement violation de l'article 2.9.1. Les interdictions des États membres des CE sont également incompatibles avec l'article 2.9.2 parce qu'aucune notification n'a été faite au Secrétariat de l'OMC. La prescription énoncée à l'article 2.9.4 n'a pas été respectée non plus parce que les Membres n'ont pas bénéficié d'un délai raisonnable pour

présenter des observations par écrit. Aucun des États membres des CE qui ont établi des interdictions visant des produits présentant un intérêt particulier pour l'Argentine n'a allégué l'une quelconque des circonstances mentionnées à l'article 2.10 qui permettent aux Membres de se soustraire aux obligations leur incombant au titre de l'article 2.9.

4.329 Par conséquent, si le Groupe spécial estime qu'il n'est pas tenu d'analyser la question au titre de l'*Accord SPS*, l'Argentine soutient que les États membres identifiés, en instaurant des interdictions visant des produits agricoles biotechnologiques spécifiques, ont violé l'article 2.1, 2.2, 2.9.1, 2.9.2 et 2.9.4 de l'*Accord OTC*.

H. PREMIÈRE COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.330 L'Argentine, le Canada et les États-Unis ont engagé la présente procédure pour contester ce qu'ils allèguent être un "moratoire" général dans les Communautés européennes visant l'approbation des organismes génétiquement modifiés (OGM) et de leurs produits dérivés, le fait, allèguent-ils, qu'un certain nombre de demandes spécifiques concernant la mise sur le marché de certains OGM n'ont pas été approuvées, ainsi que certaines mesures temporaires adoptées par six États membres des CE concernant des OGM ayant déjà été autorisés dans les Communautés européennes.

4.331 Les Communautés européennes tiennent à souligner d'emblée qu'elles n'ont adopté aucune position générale que ce soit en faveur ou à l'encontre de l'un quelconque des produits visés par la présente procédure. Conformément à leur cadre réglementaire, elles évaluent le pour et le contre de chaque OGM individuel, afin d'apprécier les avantages et risques potentiels de ces produits nouveaux. Les Communautés européennes ne cherchent certainement pas à imposer leur approche prudente aux autres pays, qui sont libres de se forger une opinion sur l'équilibre des avantages et des risques. De la même manière, la présente mise en cause dans le cadre de l'OMC ne devrait pas être un moyen pour les parties plaignantes d'imposer leur approche aux Communautés européennes ni de fait à aucun autre pays, en particulier à un moment où dans le monde entier les pays s'efforcent toujours de clarifier leurs positions respectives sur cette question complexe. Les Communautés européennes ne peuvent que déplorer que les parties plaignantes aient choisi d'engager une procédure de règlement des différends sur la base d'hypothèses erronées, au lieu de promouvoir la coopération internationale pour bâtir un cadre international solide en vue de traiter de la question des OGM.

4.332 Dans leurs communications, les parties plaignantes cherchent à esquiver ou à passer sous silence toute la complexité sociopolitique, juridique, factuelle et scientifique de l'affaire. Elles font volontairement abstraction des polémiques sociales qui ont débouché sur la révision du cadre réglementaire communautaire au cours de la période 1998-2001 (un cadre qui n'est d'ailleurs pas contesté). Elles passent aussi sous silence les débats scientifiques et réglementaires qui se sont tenus au niveau international ces dernières années, y compris le processus qui a mené à la conclusion du Protocole de Carthagène sur la biosécurité. Le Protocole repose sur la reconnaissance du fait qu'en raison des caractéristiques qui leur sont inhérentes les OGM doivent faire l'objet d'un examen rigoureux afin de s'assurer qu'ils ne nuisent pas à l'environnement ou à la santé humaine ni ne causent de bouleversements socioéconomiques. Par ailleurs, les parties plaignantes se refusent à examiner les mesures spécifiques prises dans le cadre des procédures d'autorisation des OGM en ce qui concerne chaque produit individuel, et elles faussent plutôt le tableau en faisant référence à l'existence d'un "moratoire". Enfin, les parties plaignantes cherchent à faire entrer artificiellement ce différend complexe dans le cadre de l'*Accord SPS*, passant ainsi sous silence le fait que les buts des politiques communautaires sur les OGM vont au-delà de la protection contre les risques spécifiques couverts par l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes estiment que le Groupe spécial devra analyser tous les

aspects de l'affaire dans toute leur complexité avant de pouvoir dûment reconnaître la réelle simplicité du différend.

4.333 Enfin, les Communautés européennes tiennent à indiquer qu'elles ont choisi de répondre aux principales allégations des trois parties plaignantes dans une seule première communication écrite. Cette communication ne vise pas à répondre à chacun des arguments formulés par les parties plaignantes, mais à traiter plutôt des déformations les plus graves inhérentes à leur présentation des faits et à mettre en évidence les erreurs de droit fondamentales sur lesquelles reposent leurs allégations. Les Communautés européennes réfuteront entièrement ces allégations au cours des étapes ultérieures de la procédure, lorsque, espèrent-elles, les parties plaignantes clarifieront la substance de ce qu'elles mettent en cause et de leurs allégations. Pour dissiper tout doute, il ne faudrait pas considérer que les Communautés européennes ont accepté tout élément de fait ou de droit présenté par les parties plaignantes qui ne serait pas expressément abordé dans la présente communication. Il ne faudrait pas non plus considérer que, parce qu'elles y répondent, les Communautés européennes acceptent globalement les éléments présentés ou les allégations formulées par l'une ou l'autre des parties plaignantes qui ne figureraient pas dans la demande d'établissement d'un groupe spécial et dans la première communication écrite de la partie plaignante concernée.

4.334 L'approche globale des Communautés européennes dans leur première communication écrite peut être résumée comme suit:

- les OGM qui font l'objet de la présente procédure possèdent chacun des caractéristiques dont la communauté internationale reconnaît qu'elles présentent des menaces potentielles pour la santé humaine et l'environnement, et ils ne peuvent pas être traités comme étant "similaires" ou "équivalents" à leurs équivalents non OGM;

- pour traiter des risques potentiels que présentent chacun de ces OGM, le cadre réglementaire communautaire a été appliqué au cas par cas, et il n'y a eu aucun moratoire formel (*de jure*) ou informel (*de facto*) visant la procédure d'autorisation ou une partie de celle-ci;

- l'approche suivie par les Communautés européennes pour identifier, évaluer et prévenir les risques que présentent pour la santé humaine et l'environnement chacun de ces OGM a été pleinement conforme aux normes internationales applicables et en constante évolution, et toute constatation à l'effet contraire porterait gravement atteinte à l'efficacité de ces normes, qui sont fondées sur le recours à une approche prudente et de précaution;

- il est d'une importance fondamentale de bien comprendre le caractère de l'action ou de l'inaction alléguée des Communautés européennes à l'égard de chacun des OGM. Les Accords de l'OMC contiennent des dispositions différentes concernant des types différents de mesures et il n'est pas admissible de leur donner artificiellement une autre désignation afin de permettre l'application de dispositions que les parties plaignantes jugent plus commodes mais qui ne sont en réalité pas applicables;

- en particulier, pour ce qui est de chacun des OGM, les mesures qui ont été prises pour protéger l'environnement et conserver la biodiversité sont raisonnables et légitimes, elles n'ont pas nécessairement un caractère sanitaire ou phytosanitaire, et se situent en totalité ou en partie en dehors du champ d'application de l'*Accord SPS*;

- pour autant que l'on puisse dire que toute mesure prise pour assurer la protection contre les risques posés par chacun de ces OGM pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux contre ces risques est visée par l'*Accord SPS*, il n'y a eu aucun retard injustifié ni manquement de la part des Communautés européennes ou de l'un de leurs États membres à l'une quelconque des parties de cet accord et, en tout état de cause, ces mesures sont provisoirement justifiées sur la base de l'insuffisance des preuves scientifiques;

- toutes les mesures prises par les Communautés européennes et leurs États membres en ce qui concerne chacun des OGM sont conformes à l'*Accord OTC* et au GATT de 1994, et elles sont en tout état de cause justifiées au regard de l'article XX du GATT de 1994.

2. Partie factuelle

a) Contexte scientifique

4.335 Un organisme génétiquement modifié (OGM) est un organisme dont le matériel génétique a été transformé d'une manière qui ne se produit pas par multiplication et/ou par recombinaison naturelle. Contrairement aux méthodes classiques de transformation du matériel génétique, la modification génétique permet de franchir les frontières entre les espèces naturelles ou de transférer un ou plusieurs gènes au lieu du génome complet.

4.336 Les techniques de modification génétique comprennent l'utilisation de la bactérie comme mécanisme de transfert, la micro-injection et le transfert balistique à très haute vitesse. Toutes les techniques ont pour caractéristique commune de ne pas pouvoir en fait contrôler l'endroit où sera inséré le gène étranger ni de déterminer si cette insertion sera stable.

4.337 Le développement des OGM a commencé en 1970 et depuis il a rapidement pris la forme de ce que l'on pourrait appeler des étapes générationnelles. Les OGM de la première génération sont essentiellement des plantes ayant pour caractéristique d'être tolérantes aux herbicides ou possédant des propriétés insecticides ou encore une combinaison des deux (ce que l'on appelle les gènes empilés). Les générations plus récentes, qui pour la plupart ne sont pas encore commercialisées, comprennent des plantes dont la valeur nutritionnelle a été améliorée et des plantes qui servent à des fins industrielles ou médicales (ce que l'on appelle la phytoculture). Les Communautés européennes reconnaissent les avantages potentiels de la nouvelle technologie, et elles souscrivent à l'approche adoptée dans le préambule du Protocole sur la biosécurité, qui dispose que "la biotechnologie moderne offre un potentiel considérable pour le bien-être de l'être humain pourvu qu'elle soit développée et utilisée dans des conditions de sécurité satisfaisantes pour l'environnement et la santé humaine".

4.338 Jusqu'à présent, la recherche a permis d'identifier un certain nombre d'effets nocifs potentiels résultant soit du processus même de la modification génétique (erreur d'insertion ou insertion instable) soit du produit final modifié avec succès. Les effets nocifs potentiels sur la santé humaine comprennent la toxicité, l'allergénicité, le transfert horizontal des gènes et la résistance aux antibiotiques. Outre ce qui précède (dans la mesure où la vie ou la santé des animaux ou la préservation des végétaux peut en être affectée), les effets nocifs potentiels sur l'environnement comprennent des effets non recherchés, l'envahissement et le développement d'une résistance, des effets imprévus par suite des pratiques de gestion liées aux OGM, et des effets sur la biodiversité. Ces effets dépendent du caractère de l'OGM particulier considéré et de son utilisation prévue. Lorsque des OGM ont été disséminés dans l'environnement, ces effets nocifs risquent d'être irréversibles. La

nécessité de procéder à une évaluation au cas par cas avant la commercialisation est donc évidente. En outre, ce n'est que maintenant que les recherches commencent à identifier ces problèmes et les effets à long terme sont en grande partie inconnus.

b) Dispositions réglementaires au niveau international et comparaisons

4.339 Compte tenu de ces risques, depuis la première commercialisation des OGM au début des années 90, les gouvernements du monde entier ont commencé à se pencher sur la question de la réglementation des OGM. Les approches réglementaires vont des interdictions complètes au "laisser-faire." La plupart de ces approches consistent toutefois à mettre en place un système d'approbation propre aux OGM, fondé sur une évaluation détaillée des risques au cas par cas. Ces systèmes procèdent souvent d'une approche de précaution, et des décisions sont parfois prises en fonction de considérations autres que scientifiques, telles que, par exemple, des considérations socioéconomiques. Par ailleurs, l'approbation peut faire l'objet de prescriptions relatives à la surveillance après la mise sur le marché. Sachant que la science des OGM ne cesse d'évoluer, les approches réglementaires font constamment l'objet de réexamens dans de nombreux pays.

4.340 Dans le but de parvenir à un consensus international, les gouvernements ont aussi abordé les questions dans de nombreuses enceintes internationales. Mais surtout, après des négociations longues et ardues, ils ont adopté le Protocole de Carthagène sur la biosécurité en 2000 (103 signataires, dont le Canada et l'Argentine). Le Protocole traite du transfert, de la manipulation et de l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés qui peuvent avoir des effets défavorables sur la biodiversité. Il établit un accord préalable en connaissance de cause (AIA) pour les importations d'organismes vivants modifiés (OVM) devant être délibérément disséminés dans l'environnement, il incorpore le principe de précaution et il expose en détail les prescriptions relatives aux informations et à la documentation.

4.341 De plus, des travaux sur des questions spécifiques concernant les OGM sont en cours dans des organismes spécialisés et d'autres organismes ou organisations internationaux tels que le Codex Alimentarius, la FAO, l'OMS, l'ONU, l'OCDE, l'ANASE et l'Union africaine. Les documents d'orientation établis par ces instances reconnaissent, en particulier, la nécessité de se prononcer au cas par cas sur chaque OGM en se fondant sur des évaluations scientifiques des risques et sur des considérations relatives à la gestion des risques.

4.342 Dans ce contexte, les Communautés européennes estiment qu'il n'est pas plausible de faire valoir que les produits génétiquement modifiés sont équivalents aux produits non GM – ou qu'ils devraient être traités comme tels.

c) Le cadre réglementaire des Communautés européennes

4.343 L'évolution du propre cadre législatif des Communautés européennes sur les OGM doit être considérée dans ce contexte. La législation sur la dissémination des OGM dans l'environnement a été mise en place dès 1990 avec l'adoption de la Directive 90/220, d'une législation sectorielle, et plus précisément du Règlement n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments (y compris les aliments GM), qui a été adopté par la suite. L'évolution mentionnée ci-dessus de la recherche scientifique et des normes réglementaires internationales n'a pas tardé à obliger les Communautés européennes à réviser leur législation. Le processus de réexamen, qui a débuté en 1998, a abouti au remplacement de la Directive 90/220 par la Directive 2001/18 et à l'adoption plus récemment d'une autre législation concernant plus précisément les aliments GM et les aliments GM pour animaux, ainsi que la traçabilité et l'étiquetage.

4.344 La Directive 90/220 (et la Directive 2001/18 qui l'a remplacée) et le Règlement n° 258/97, qui sont les instruments législatifs pertinents pour les questions soulevées dans la présente affaire, établissent des procédures d'approbation pour la dissémination des OGM dans l'environnement et pour la commercialisation des aliments GM. L'approbation accordée sur la base de ces instruments législatifs est valable sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne. Les procédures prévoient que les décisions sont prises au cas par cas sur la base d'évaluations scientifiques des risques. En substance, l'évaluation s'effectue à deux niveaux et en deux étapes: dès qu'une demande est présentée dans un État membre des CE, les autorités de cet État ("l'autorité compétente principale") procèdent à une évaluation initiale. Si l'évaluation est positive, le dossier est transmis au niveau communautaire pour être distribué à tous les autres États membres. Si tous les États membres acceptent l'évaluation initiale, l'État membre principal donne son consentement final. Si des objections sont formulées et qu'il n'est pas possible de parvenir à un accord, une décision doit être prise au niveau communautaire. La Commission consulte un comité scientifique (de nos jours, il s'agit de l'Autorité européenne de sécurité des aliments) avant de présenter pour décision une proposition à un Comité de réglementation, ainsi qu'il est convenu de l'appeler, formé de représentants des États membres. Si la proposition n'obtient pas la majorité qualifiée dans ce comité, la Commission présente une proposition au Conseil des ministres pour adoption (ou rejet) à la majorité qualifiée. Si le Conseil n'agit pas dans un délai de trois mois, la Commission adopte la décision. Bien que l'approbation soit valable sur l'ensemble du territoire de l'Union européenne, la législation prévoit que les États membres peuvent adopter des mesures de sauvegarde interdisant la dissémination/commercialisation sur leur propre territoire.

4.345 Tel que mentionné ci-dessus, la progression rapide des connaissances scientifiques et du débat réglementaire international ont obligé les Communautés européennes à réviser en profondeur leur législation. Il manquait des normes harmonisées pour l'évaluation des risques et des dispositions sur la surveillance et la traçabilité après la mise sur le marché dans la Directive 90/220, en particulier. Le projet de directive révisée, que la Commission a présenté en 1998, est passé par le processus législatif de décision conjointe du Parlement européen et du Conseil, un processus complexe de négociation entre les deux institutions, à l'issue duquel a été adoptée la Directive 2001/18 en 2001. La Directive est entrée en vigueur en octobre 2002. Elle disposait que les demandes en souffrance devaient être présentées de nouveau d'ici à janvier 2003 au moyen d'un formulaire remanié qui satisfaisait aux nouvelles prescriptions.

4.346 Dans la mesure où les demandeurs d'autorisations au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et du Règlement n° 258/97 ne sont pas satisfaits de tout acte ou fait de n'avoir pas agi de la part de l'autorité nationale d'un État membre ou d'une institution communautaire, ils ont la faculté d'engager des procédures de révision administrative ou judiciaire de ces actes. En ce qui concerne les 43 produits qui font l'objet de la procédure engagée devant l'OMC, les Communautés européennes ont connaissance de l'existence de procédures engagées contre des mesures nationales (dispositions relatives à des sauvegardes) dans le cas de l'Italie seulement. Aucune demande n'a été présentée devant la Cour de justice européenne pour contester toute action ou non-action alléguée des institutions européennes à l'égard de l'un quelconque des produits.

d) Demandes individuelles concernant des produits

4.347 Un examen détaillé de chacune des demandes concernant des produits qui sont énumérées par les parties plaignantes montre que, contrairement aux allégations des parties plaignantes, il n'y a jamais eu de "suspension générale" et les demandes individuelles n'ont à aucun moment été bloquées. Ainsi que le prouvent la chronologie détaillée des faits et les pièces présentées par les Communautés européennes, on ne peut pas établir l'existence d'une seule tendance et chaque produit méritait et mérite d'être analysé en soi. Les procédures d'évaluation se sont poursuivies ces dernières années, les

autorités des CE aux niveaux national et communautaire cherchant à tenir compte de l'évolution des cadres législatif et réglementaire ainsi que de la progression du débat scientifique dans leur traitement des demandes en souffrance.

4.348 Chaque demande possède donc sa propre histoire, qui comprend les évaluations effectuées et les préoccupations soulevées à son sujet, dans le cadre d'un processus donnant lieu à des échanges entre les autorités compétentes et entre les autorités et les sociétés requérantes. Il convient de noter que de nombreuses demandes devaient être présentées de nouveau d'ici à janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18 (ce que ne contestent pas les parties plaignantes) afin de faire l'objet d'une évaluation plus complète. Bon nombre des demandes énumérées par les parties plaignantes avaient aussi été retirées ou n'avaient pas été présentées de nouveau, généralement pour des raisons purement commerciales. Il convient de signaler que dans certains cas les demandeurs ne voulaient plus être associés aux produits GM.

4.349 Toutes les demandes en souffrance avaient dans le passé fait l'objet de demandes de renseignements additionnels de diverses sortes. Ces requêtes concernaient souvent l'insuffisance des données versées au dossier, qui empêchait d'effectuer une évaluation des risques appropriée ainsi que le prescrivait la législation existante. Dans quelques cas assez rares toutefois, certaines demandes présentées dans le passé concernaient aussi des prescriptions qui n'étaient pas encore envisagées dans la législation existante et, en particulier, les questions de surveillance et de traçabilité. Ces demandes étaient faites en prévision de la nouvelle législation devant être adoptée et étaient fondées sur des engagements volontaires pris par le demandeur (ce que l'on appelle l'"approche intérimaire").

4.350 De leur côté, les demandeurs avaient, dans de nombreux cas, répondu avec des retards considérables aux demandes de renseignements additionnels. Ces retards devaient peut-être être considérés aussi dans le contexte des changements structurels permanents qui avaient affecté la production sur le marché. Il y avait eu des fusions, des acquisitions et des cessions de droits de production qui avaient souvent eu pour résultat de modifier les noms des demandeurs. Il en avait parfois résulté des retards substantiels dans la poursuite de la procédure.

4.351 Depuis l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, les demandes sont maintenant traitées sans heurts et passent par les différents stades de la procédure ainsi qu'il est indiqué ci-dessus. Dans certains cas, les demandes de renseignements additionnels adressées aux demandeurs concernaient l'insuffisance des données (prescrites par la législation) versées au dossier.

3. Arguments juridiques

a) Questions préliminaires

4.352 La façon dont les parties plaignantes identifient et qualifient les mesures contestées ainsi que les arguments qu'elles formulent sur le droit applicable posent des difficultés considérables aux Communautés européennes.

4.353 En ce qui concerne l'identification des mesures, les trois parties plaignantes allèguent toutes l'existence d'un "moratoire général" qui affecte tous les OGM, ainsi que l'existence d'une mesure distincte consistant en des "suspensions" qui affectent certains OGM spécifiques. Outre le fait que les parties plaignantes n'expliquent pas comment les Communautés européennes appliqueraient simultanément ces deux mesures distinctes, elles essaient sans succès d'identifier un instrument ou un autre texte par lequel ce "moratoire" serait mis en vigueur. En réalité, les Communautés européennes n'imposent pas ni n'entendent imposer un quelconque "moratoire" visant les OGM, et encore moins une interdiction. Comme les arguments avancés par les parties plaignantes concernent le déroulement

de la procédure d'approbation (c'est-à-dire le retard dans l'achèvement de cette procédure), les règles pertinentes de l'OMC devraient être les obligations relatives aux procédures plutôt que celles qui portent sur l'adoption de mesures de fond. Dès lors que les actes en cause sont correctement qualifiés de retards, il est clair qu'ils ne peuvent pas équivaloir à une interdiction. Le fait que les OGM ne peuvent pas être mis sur le marché tant qu'ils n'ont pas été approuvés est une caractéristique intrinsèque de la législation des CE sur les OGM, laquelle n'est pas contestée dans la présente procédure, et il faut établir une distinction claire entre ce fait et les allégations concernant les retards dans la procédure d'évaluation.

4.354 En ce qui concerne le droit applicable, les Communautés européennes ne sont pas d'accord pour dire que l'*Accord SPS* est le seul accord pertinent aux fins du présent différend. Le champ d'application de l'*Accord SPS* se limite aux mesures adoptées pour éviter d'avoir à établir une liste exhaustive de risques étroitement définis. Dès lors qu'une mesure intérieure vise la protection contre d'autres risques, ou qu'elle poursuit d'autres objectifs différents, l'*Accord SPS* n'est pas applicable.

4.355 Les questions que pose l'existence des OGM vont bien au-delà des risques envisagés et réglementés par l'*Accord SPS*. Une interprétation rigoureuse des définitions figurant à l'Annexe A.1 de l'*Accord SPS* montre sans l'ombre d'un doute que les mesures traitant de questions telles que la résistance aux antibiotiques ou les transformations de l'équilibre écologique ne figurent pas parmi les mesures que l'*Accord SPS* entend soumettre à des disciplines. Comme de par leurs actions les Communautés européennes visent à atteindre des objectifs qui vont au-delà des situations particulières qui déterminent l'applicabilité de l'*Accord SPS*, cet accord ne constitue pas un cadre juridique qui soit suffisant pour examiner le comportement des CE.

4.356 La conclusion ci-dessus ne veut pas dire que l'*Accord SPS* n'est pas pertinent pour le présent différend, ni que le comportement des Communautés européennes ne peut pas être examiné minutieusement au titre de toute règle de l'OMC. Les Communautés européennes sont d'avis que l'*Accord SPS* est pertinent en ce qui concerne certaines des questions qui sont examinées par les autorités des CE dans le cadre de la procédure d'approbation des OGM (y compris les mécanismes de sauvegarde). L'*Accord SPS* ne peut toutefois pas exclure l'applicabilité d'autres règles de l'OMC à des aspects des mesures contestées qui sont différents et qui ne concernent pas les mesures SPS. Le GATT de 1994 et, dans les cas où il est pertinent, l'*Accord OTC* peuvent être utilisés pour examiner ces autres aspects du comportement des Communautés européennes. À cet égard, il convient de noter que l'article 1.5 de l'*Accord OTC* a pour effet d'exclure l'application cumulative des *Accords OTC* et *SPS* aux mesures qui répondent tout à fait aux définitions de l'Annexe A.1 de l'*Accord SPS*. L'article 1.5 ne donne certainement pas à entendre que, dans le cas d'une mesure composite qui ne poursuit qu'*en partie* des buts SPS, l'*Accord OTC* est entièrement dénué de pertinence et que l'examen restreint d'un seul élément de la mesure au titre de l'*Accord SPS* peut déboucher sur une conclusion d'incompatibilité de la mesure dans son ensemble avec les règles de l'OMC. Il est clair que toute mesure ou partie de toute mesure adoptée pour des raisons qui ne relèvent pas de l'*Accord SPS* ne peut pas être incompatible avec ledit accord.

4.357 Les Communautés européennes allèguent donc qu'il faut examiner séparément les mesures visées par la présente procédure au titre de plus d'un accord de l'OMC, selon leur nature et leurs buts, avant de parvenir à une conclusion sur leur compatibilité générale avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC. De plus, les Communautés européennes allèguent que les exceptions générales figurant aux articles XX et XXI du GATT de 1994 s'appliquent aussi à l'*Accord OTC*.

4.358 Enfin, à titre d'observation générale, les Communautés européennes tiennent à souligner l'importance des instruments réglementaires internationaux dans le domaine, en particulier du Protocole de Carthagène sur la biosécurité. Selon l'Organe d'appel, les règles du droit coutumier

"appellent un examen du sens ordinaire des termes d'un traité, lus dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du traité considéré". Le Protocole sur la biosécurité peut aider le Groupe spécial à interpréter les règles de l'OMC, conformément aux constatations de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*.

b) Retards touchant des produits spécifiques

i) La mesure

4.359 Avant tout, les Communautés européennes tiennent à souligner que 19 des demandes énumérées par les parties plaignantes ont été retirées ou abandonnées. Elles estiment que le Groupe spécial devrait considérer que les allégations concernant ces demandes ne sont pas admissibles. Des constatations concernant ces demandes spécifiques ne seraient pas utiles, ainsi que le prescrit l'article 3 du Mémorandum d'accord, puisque les Communautés européennes ne peuvent prendre aucune mesure pour ce qui est de ces demandes visant des produits.

ii) Accord SPS

4.360 Les Communautés européennes estiment que, parmi les diverses dispositions dont les parties plaignantes allèguent qu'elles ont été violées au titre de l'*Accord SPS*, seuls l'article 8 ainsi que l'Annexe C peuvent être appliqués aux faits de la cause, dans la mesure où la procédure d'approbation des Communautés européennes traite des risques relevant du point 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Le fait allégué de ne pas traiter certaines demandes concernant des produits n'est pas une mesure SPS, la nature de cette dernière (telle qu'elle est définie au point 1 de l'Annexe A) exigeant l'existence d'un acte, formel ou informel. Le fait allégué de ne pas parvenir à une décision finale pour certaines demandes concernant des produits peut donc être contesté seulement en tant que l'*application* d'une mesure SPS, mais non en tant que mesure SPS en soi.

4.361 Seuls l'article 8 et l'Annexe C traitent des questions d'*application* d'une mesure SPS (cette dernière étant le système d'approbation tel qu'il a été établi en vertu de la législation communautaire sur les OGM). Toutes les autres violations alléguées par les parties plaignantes concernent une mesure SPS *en tant que telle.* Étant donné que le fait allégué de ne pas agir ne constitue pas une mesure SPS, les dispositions invoquées par les parties plaignantes ne sont pas applicables.

4.362 Il n'y a pas violation de l'article 8 et des diverses dispositions de l'Annexe C citées par les parties plaignantes, et, en particulier, il n'y a pas eu de "retards injustifiés" au sens du point 1 a) de l'Annexe C.

4.363 Le concept de "retards injustifiés" doit être interprété conformément aux règles générales du droit international sur l'interprétation des traités et peut être considéré comme désignant du temps perdu par suite d'une absence d'action ou d'une incapacité d'agir qui est injustifiable. Il est également clair que l'on ne saurait inférer le sens des mots "retard injustifié" de la législation intérieure des Membres de l'OMC. L'*Accord SPS* n'a pas pour but de faire de tout écart par rapport à la législation nationale une infraction au droit international. Par conséquent, l'argument de l'Argentine et des États-Unis selon lequel il est possible d'inférer le sens de l'expression "retard injustifié" du fait allégué que les délais d'ordre procédural énoncés dans la législation communautaire n'ont pas été respectés, doit être rejeté.

4.364 Sur la base des faits exposés ci-dessus, il est clair que la procédure d'approbation des demandes individuelles en question n'a "généralement été suspendue" (ainsi que l'allèguent les parties plaignantes) à aucun moment depuis 1998. Lorsqu'il y a eu des retards dans des cas individuels à

cause de demandes de renseignements additionnels, ces retards (dans la mesure où ils sont entièrement imputables aux Communautés européennes) ont été justifiés par le caractère de ces demandes.

4.365 Par principe, les Communautés européennes estiment qu'il est légitime de demander les renseignements additionnels nécessaires pour achever une évaluation des risques et/ou pour se conformer à certaines normes en matière de gestion des risques ou de divulgation des risques telles qu'elles ont été établies par un organisme de réglementation et telles qu'elles s'appliquent au produit donné en question. Ce principe s'applique généralement à tout produit qui passe par une procédure d'approbation ou d'inspection destinée à s'assurer qu'il est sans danger. Il s'applique *a fortiori* lorsque le produit en cause repose sur une nouvelle technologie qui n'a généralement pas été mise à l'épreuve et testée et dont la communauté internationale reconnaît qu'elle possède des caractéristiques qui exigent en soi d'user de prudence et de précaution.

4.366 Ces demandes ne deviennent pas "illégitimes" si et parce qu'elles ne sont pas expressément mentionnées dans la législation applicable au moment de la présentation de la demande, et elles ne deviennent pas non plus "illégitimes" lorsqu'elles se présentent sous la forme d'une prescription législative imposant de présenter de nouveau un dossier à jour (prescription qui n'a pas été contestée par les parties plaignantes dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial).

iii) GATT de 1994 – Article III:4

4.367 Le Canada et l'Argentine ont invoqué l'article III:4 du GATT de 1994 au sujet des retards allégués touchant des produits spécifiques. Les Communautés européennes ne pensent pas que leur comportement concernant les demandes visant des produits spécifiques constitue une infraction audit article. Premièrement, les mesures contestées par le Canada et l'Argentine sont des retards allégués dans le traitement de demandes spécifiques en vue de leur approbation. Ces mesures ne sont pas en elles-mêmes des "lois, … règlements ou … prescriptions". Deuxièmement, il ne peut y avoir violation de l'article III que s'il peut être montré que les produits importés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale. Les Communautés européennes n'ont pas pris plus de temps pour autoriser l'importation des OGM en cause que pour autoriser leur culture ou transformation sur le territoire communautaire. Il n'y a donc pas de différence de traitement. Troisièmement, les produits classiques non GM ne sont pas soumis à la même procédure d'approbation, et la communauté internationale a reconnu que les produits GM devaient disposer de leur propre procédure d'autorisation distincte. En conséquence, les seuls produits "similaires" pouvant être comparés sont des produits GM et non leurs équivalents non biotechnologiques.

c) La "suspension générale"

i) La mesure

4.368 Les parties plaignantes semblent faire valoir qu'il existe dans les Communautés européennes une pratique alléguée de suspension de l'examen des demandes et des approbations, sous la forme d'une succession répétée de comportements systématiques. Cette pratique ne repose sur aucun document, même d'un caractère informel ou non contraignant.

ii) Il n'existe pas de suspension générale

4.369 Les Communautés européennes ont montré par de très nombreux éléments de preuves factuels qu'il n'existe pas de suspension générale et qu'il n'y en a jamais eu à aucun moment. Il

n'existe pas de pratique constante en ce qui concerne toutes les demandes dans leur ensemble. Chaque demande a été considérée selon sa valeur propre.

4.370 Les "éléments de preuve" présentés par les parties plaignantes concernant l'absence d'approbations finales au cours des cinq dernières années sont inexacts, peu probants et contradictoires. Ils sont inexacts, parce que des produits GM ont obtenu l'autorisation d'être mis sur le marché pendant cette période (et cela n'est pas contesté). Ils sont peu concluants, parce que l'absence d'approbation ne veut pas dire que la procédure d'approbation a été suspendue. Ils sont contradictoires, parce que les États-Unis font uniquement référence à un nombre limité de produits (plutôt qu'à tous les produits) et à une situation alléguée qui concerne le passé (et non le présent). Pour sa part, le Canada ne peut pas concilier le fait qu'il qualifie les procédures de "bloquées" avec le fait même que les dossiers passent par les différentes instances.

4.371 Les "éléments de preuve" relatifs aux diverses "déclarations" de sources différentes présentés par les parties plaignantes sont surtout dénués de pertinence et par ailleurs peu concluants. Sur la base de la jurisprudence de l'OMC concernant les déclarations présentées comme éléments de preuve, seules les déclarations officielles des Communautés européennes pourraient être un tant soi peu pertinentes. Les déclarations des Communautés européennes qui se rapprochent le plus de "déclarations officielles" n'annoncent pas ni ne confirment une suspension de la procédure d'approbation.

4.372 En tout état de cause, à supposer même que sur la base de ces "éléments de preuve", et en dépit des faits réels, il serait possible de dire qu'il y a eu dans le passé une suspension systématique de la procédure d'approbation, une telle tendance ou pratique ne constituerait pas en tant que telle une mesure pouvant être contestée au titre de l'*Accord sur l'OMC*.

d) Les mesures de sauvegarde des États membres des CE

i) Accord SPS

4.373 En ce qui concerne les mesures prises par les États membres des CE, qui affectent les OGM déjà autorisés dans les Communautés européennes, il s'agit de mesures prises provisoirement en attendant une évaluation complète au niveau communautaire, qui conduira en définitive soit à une modification de l'autorisation accordée à l'échelle communautaire soit à l'abolition des mesures de sauvegarde nationales. Les mesures de sauvegarde sont donc des mesures d'un caractère provisoire et temporaire. C'est ce que confirment les mesures elles-mêmes, les modalités explicites des dispositions juridiques sur lesquelles elles sont fondées (article 16 de la Directive 2001/18 et article 12 du Règlement n° 258/97) et enfin la Cour de justice européenne (Affaire C-236/01).

4.374 En conséquence, ces mesures devraient être examinées au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS* dans la mesure où elles relèvent dudit accord. De fait, l'article 5:7 vise expressément à soumettre à des disciplines un sous-ensemble de mesures SPS, à savoir les mesures temporaires, à l'exclusion des autres dispositions SPS, comme l'article 5:1, que les parties plaignantes ont invoquées à tort.

4.375 Loin de constituer une exception, l'article 5:7 est la disposition pertinente pour examiner les mesures temporaires. Les trois parties plaignantes ont toutes omis d'affirmer dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial que l'une quelconque des mesures adoptées par les États membres était incompatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Leurs allégations concernant les mesures de sauvegarde doivent donc être rejetées. Par ailleurs, les Communautés européennes n'ont pas à s'acquitter de la charge de la preuve en ce qui concerne les quatre conditions de l'article 5:7. Quoi qu'il en soit, elles soutiennent que les quatre conditions sont remplies: premièrement, les preuves

scientifiques étaient insuffisantes; deuxièmement, les États membres ont fondé leurs mesures sur les renseignements pertinents disponibles; troisièmement, les États membres et les Communautés européennes sont engagés dans un processus continu par lequel ils s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque; et quatrièmement, les mesures font l'objet d'un examen dans un délai raisonnable.

4.376 Tel que mentionné précédemment, l'article 5:7 de l'*Accord SPS* énonce des règles spécifiques concernant les mesures provisoires, et c'est par rapport à ces règles, et non aux règles figurant à l'article 5:1, que les mesures des États membres doivent être évaluées. Si l'article 5:1 devait toutefois être considéré comme pertinent, les Communautés européennes soulignent l'importance de l'expression "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" qui apporte une nuance à l'obligation d'établir les mesures sur la base d'une évaluation du risque. Cette expression dénote logiquement un certain degré de flexibilité, en particulier dans les cas où les connaissances scientifiques ne sont pas encore au point et où les risques potentiels évalués sont importants. En outre, les mesures SPS doivent être "établies sur la base de" (et non "être conformes à") une évaluation des risques, et une évaluation donnée du risque peut raisonnablement étayer plus d'une mesure SPS possible. En réalité, les Membres de l'OMC n'ont pas l'obligation de suivre les courants d'opinion scientifique dominants.

4.377 Les allégations formulées par les parties plaignantes au titre de l'article 5:6 et 5:5 de l'*Accord SPS* doivent aussi être rejetées. En ce qui concerne le premier de ces articles, les arguments des parties plaignantes reposent uniquement sur une hypothèse erronée au sujet du niveau approprié de protection qui est recherché. En outre, il va de soi que la nécessité de la mesure devrait être appréciée par rapport à l'insuffisance des preuves scientifiques et du délai raisonnable nécessaire. Pour ce qui est de l'article 5:5, son application est effectivement exclue par l'article 5:7 de l'*Accord SPS* et, en tout état de cause, les Communautés européennes ne se sont pas comportées d'une manière arbitraire ni n'ont fait de distinctions injustifiables. Les différences de traitement alléguées par les parties plaignantes concernent des OGM entièrement *différents* ou des OGM et des produits classiques, et elles ne sont pas faites d'une manière arbitraire ou injustifiée.

4.378 Enfin, comme les allégations formulées par les parties plaignantes au titre de l'article 2:2 et 2:3 de l'*Accord SPS* découlent en fait de leurs allégations au titre des articles 5:6 et 5:5, elles doivent également être rejetées.

ii) GATT de 1994

4.379 L'Argentine et le Canada allèguent que les mesures des États membres constituent une violation de l'article III:4 du GATT de 1994. Les Communautés européennes rejettent de telles allégations, qui sont sans fondement. Les interdictions établies par les États membres, qui ne sont rien d'autre que des exceptions territoriales temporaires aux autorisations initiales accordées par les CE, ne peuvent que s'appliquer de la même manière aux OGM de production ou transformation nationale sur le territoire communautaire et aux OGM importés. En l'espèce, il est donc intrinsèquement impossible d'accorder aux produits importés un "traitement moins favorable" que celui qui est accordé aux produits d'origine nationale. En outre, tel que mentionné précédemment, les Communautés européennes considèrent que, dans le contexte de la législation relative à l'approbation de la commercialisation, le produit "similaire" doit être un produit qui fait de la même manière l'objet de la procédure d'approbation. Le fait de choisir une catégorie de produits similaires qui n'est pas visée par la procédure d'approbation équivaut à s'en prendre au fondement de la distinction établie par la législation, lequel n'est pas contesté dans la présente procédure. Par ailleurs, les Communautés européennes contestent aussi que la comparaison avec les "produits similaires" puisse être effectuée sur la base de catégories aussi larges et d'expressions génériques telles que "équivalents respectifs non

biotechnologiques de production nationale" et "produits biotechnologiques importés et produits nationaux "non biotechnologiques", sans fournir aucune preuve concernant les propriétés, la nature, la qualité, les utilisations finales, les goûts et habitudes des consommateurs qui sont spécifiques à chacun des produits en cause.

4.380 Le Canada soutient aussi que la mesure adoptée par la Grèce contrevient à l'article XI:1 du GATT de 1994. Il est toutefois clair que la nature et le but des mesures adoptées par la Grèce ne diffèrent pas de ceux des autres mesures nationales que conteste le Canada. De fait, le but poursuivi par la Grèce est la restriction temporaire de l'introduction ou de l'utilisation d'un OGM donné sur son propre territoire, quelle que soit l'origine du produit en question.

iii) Accord OTC

4.381 Enfin, aucune violation de l'*Accord OTC* ne peut être constatée en ce qui concerne les mesures des États membres mises en cause.

4.382 Les Communautés européennes considèrent que les mesures des États membres ne sont pas des règlements techniques au sens de l'*Accord OTC*. La définition de "règlement technique" figurant dans l'Accord fait essentiellement référence à un type *normatif* de mesures, c'est-à-dire des mesures qui énoncent en des termes relativement abstraits certaines règles auxquelles les produits doivent se conformer. Cependant, chacune des mesures des États membres est en fait un *acte administratif individuel* concernant *un* produit spécifique d'un demandeur ou d'un fabricant particulier. Chacune de ces mesures équivaut à la simple interdiction d'un produit *dans son état naturel*, et elle ne contient donc pas de "caractéristiques d'un produit"" au sens général et abstrait du terme dans lequel celui-ci est employé au point 1 de l'Annexe 1 de l'*Accord OTC*.

4.383 En tout état de cause, ni l'article 2.1 ni l'article 2.2 de l'*Accord OTC* n'étayeraient l'allégation des parties plaignantes. D'une part, même si des produits non GM pouvaient être considérés "similaires" à des produits GM (*quod non*), l'article 2.1 de l'*Accord OTC* peut seulement s'appliquer aux différences dans le traitement entre des produits qui sont, de par leur nature, susceptibles d'être couverts par le règlement technique en question. D'autre part, l'affirmation selon laquelle les mesures des États membres ne contribuent pas à la réalisation de leurs objectifs n'est pas étayée et ne tient pas compte de l'examen de la législation pertinente des CE ni de l'examen parallèle des autorisations des CE concernant les produits affectés par les mesures des États membres.

e) Allégations relatives au traitement spécial et différencié

4.384 Les Communautés européennes n'admettent pas qu'il y ait violation des obligations relatives au "traitement spécial et différencié" figurant à l'article 10:1 de l'*Accord SPS* et à l'article 12 de l'*Accord OTC*. L'Argentine déduit simplement l'existence de telles violations des infractions alléguées à d'autres dispositions des accords, que les Communautés européennes contestent. Par ailleurs, les statistiques commerciales montrent que les importations en provenance de pays en développement qui se sont lancés sur une grande échelle dans la production de produits agricoles GM n'ont pas diminué.

f) Article XX du GATT de 1994

4.385 Enfin et surtout, les Communautés européennes estiment que si le Groupe spécial constatait que l'une des mesures contestées était incompatible avec l'une quelconque des dispositions invoquées par les parties plaignantes, il lui faudrait constater que ces mesures sont justifiées au regard de l'article XX du GATT de 1994 parce que 1) elles relèvent de l'une des exceptions particulières figurant aux paragraphes b), d) ou g) et 2) elles ne constituent pas un moyen de discrimination

arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent ni une restriction déguisée au commerce international.

4. Conclusion

4.386 En conclusion, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de rejeter les allégations des parties plaignantes et de constater ce qui suit:

- les retards dans l'examen des demandes qui font l'objet de la présente procédure ne constituent pas une violation de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC* ou du GATT de 1994;

- il n'y a pas de suspension générale de la procédure d'autorisation des OGM et des produits GM;

- les mesures nationales des États membres des CE ne constituent pas une violation de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC* ou du GATT de 1994.

I. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS

1. Observations générales sur la première communication écrite des CE

4.387 Premièrement, une grande partie de la communication des Communautés européennes traite de questions qui ont peu, ou pas du tout, de rapport avec les questions juridiques en cause dans la présente procédure. Dans leur communication, les Communautés européennes font ressortir leur point de vue selon lequel la biotechnologie procède de la complexité. Cependant, les Communautés européennes n'allèguent pas, et ne pourraient pas alléguer, que l'une quelconque des questions scientifiques examinées dans la partie de leur communication portant sur le contexte justifiait soit un moratoire général soit des moratoires sur des produits spécifiques. Elles allèguent plutôt qu'il n'existait pas du tout de moratoire. À l'appui de cette allégation, les Communautés européennes nous demandent de croire que leurs fonctionnaires les plus hauts placés ne comprennent pas le système d'approbation communautaire, et que le fait qu'aucun produit biotechnologique n'a été approuvé entre octobre 1998 et août 2003 n'était que pure coïncidence.

4.388 De plus, si les Communautés européennes se posent des questions scientifiques au sujet de la biotechnologie, elles peuvent et devraient y répondre dans le contexte de leur propre système d'approbation, et d'une manière qui soit compatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC. De fait, c'est exactement ainsi que les Communautés européennes envisageaient les questions scientifiques et techniques concernant les produits biotechnologiques qu'elles ont approuvées avant octobre 1998.

4.389 De la même manière, les Communautés européennes n'allèguent pas, et ne pourraient pas alléguer, que toute procédure engagée devant d'autres instances internationales les dispense de s'acquitter des obligations concernant les produits biotechnologiques qui leur incombent dans le cadre de l'OMC. Il est surtout significatif que les Communautés européennes discutent longuement du Protocole sur la biosécurité. Cependant, elles reconnaissent elles-mêmes que le Protocole dispose expressément que les parties ne peuvent pas faire abstraction de leurs obligations internationales existantes dans la mise en œuvre du Protocole sur la biosécurité. En outre, ce protocole envisage l'existence d'un système réglementaire opérationnel dans chaque pays qui y est partie; il ne fournit pas de prétexte pour refuser de prendre des décisions rapides et transparentes.

4.390 La deuxième observation générale sur la communication des Communautés européennes concerne les arguments avancés au sujet de l'applicabilité de l'*Accord SPS*. À ce sujet, les Communautés européennes soutiennent en long et en large, et de façon hypothétique, qu'elles peuvent adopter des mesures qui ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. Mais, une fois de plus, les Communautés européennes n'établissent pas de lien entre leur thèse et les questions juridiques dont il s'agit dans le présent différend. La question pertinente est celle de savoir si les mesures que les Communautés européennes ont effectivement adoptées, et qui sont visées par le mandat établi pour le présent différend, relèvent de l'*Accord SPS*. Et, en l'espèce, les mesures des Communautés européennes sont manifestement incluses dans le champ d'application de l'*Accord SPS*.

4.391 La troisième observation générale est que les Communautés européennes ont tenté de minimiser l'importance du moratoire général. Les États-Unis tiennent à souligner de nouveau, ainsi qu'ils l'ont clairement indiqué dans leur communication liminaire, que le moratoire général est au cœur du présent différend. Ils ont engagé la procédure en cours parce que les autorités au plus haut niveau des Communautés européennes ont annoncé un moratoire général sur l'approbation des produits biotechnologiques et qu'elles y ont donné suite en n'approuvant aucun produit biotechnologique pendant plus de cinq ans.

2. Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS*

4.392 Ce que les Communautés européennes disent au sujet du moratoire général est remarquable en ce sens qu'il s'agit uniquement du point de savoir si le moratoire général peut être considéré comme une "mesure" au titre de l'*Accord SPS*. Si le Groupe spécial devait constater, comme le veulent toutes les parties plaignantes, que le moratoire général est une mesure relevant de l'*Accord SPS*, les Communautés européennes n'ont pas contesté que le moratoire général: entraîne un "retard injustifié", en violation de l'article 8 et de l'Annexe C; est incompatible avec l'obligation leur incombant au titre de l'article 7 et de l'Annexe B de publier les mesures dans les moindres délais; est incompatible avec l'obligation leur incombant au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) B) de tenir les requérants informés de l'avancement du traitement des demandes; n'est pas fondé sur une évaluation du risque ainsi que le prescrit l'article 5:1; et entraîne des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux de protection, en violation de l'article 5:5.

4.393 Les éléments de preuve de l'existence du moratoire général sont évidents. Résumé des faits présentés dans la première communication écrite des États-Unis: jusqu'en octobre 1998, les Communautés européennes avaient approuvé au moins dix produits biotechnologiques. Mais entre octobre 1998 et août 2003, elles n'ont pas approuvé un seul produit biotechnologique en vertu de leur législation sur les produits nouveaux ou leur dissémination volontaire, alors que bon nombre de ces produits avaient été évalués favorablement par les propres comités scientifiques des Communautés européennes.

4.394 Le moratoire a été largement connu en juin 1999 déjà, lorsque les Ministres de l'environnement de cinq États membres l'ont annoncé. En particulier, lors d'une réunion du Conseil des Ministres de l'environnement des CE en juin 1999, les Ministres de l'environnement du Danemark, de la Grèce, de la France, de l'Italie et du Luxembourg ont publié une déclaration indiquant ce qui suit: "dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés en matière de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés … ils feront en sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues".

4.395 Les déclarations de la Commission et des responsables des États membres confirment l'existence d'un moratoire. Par exemple, le représentant officiel des Communautés européennes au Comité SPS a reconnu l'existence du moratoire. Dans le compte rendu de la réunion du Comité SPS

tenue les 31 octobre et 1er novembre 2001 figure la réponse suivante des Communautés européennes: "Lors de la réunion tenue récemment par le Conseil européen de l'environnement, un débat très important a été engagé sur les propositions présentées par la Commission en vue de *relancer* la procédure d'agrément". La déclaration du représentant des CE selon laquelle des propositions avaient été faites pour *relancer* la procédure d'autorisation des produits biotechnologiques est à l'évidence une reconnaissance du fait que cette procédure avait été suspendue.

4.396 Les documents de la Commission confirment aussi l'existence du moratoire. Dernièrement, dans un document de référence officiel de la session du Conseil (Agriculture et pêches) tenue le 26 avril 2004 figure l'énoncé suivant: "L'adoption d'une décision pour autoriser le Bt-11 mettrait fin au moratoire actuel visant les aliments et les aliments génétiquement modifiés pour animaux en Europe."

4.397 La première communication écrite des Communautés européennes contribue en fait pour beaucoup à reconnaître l'existence du moratoire. Pour exposer les raisons à l'origine de l'adoption d'une directive modifiée, il est dit ce qui suit dans la communication des Communautés européennes: "Ces questions [c'est-à-dire les questions concernant l'incertitude scientifique alléguée] influaient sur plusieurs demandes en souffrance car **un certain nombre d'États membres avaient clairement indiqué qu'ils n'étaient pas en mesure de voter en faveur de l'octroi des autorisations de mettre sur le marché** des produits individuels tant que ces questions ne seraient pas d'abord réglées." Cette déclaration ressemble beaucoup à une confirmation du point fondamental soulevé par les parties plaignantes dans le présent différend, à savoir qu'à un certain moment, certains États membres ont décidé qu'ils n'allaient tout simplement pas voter en faveur de l'approbation de nouveaux produits. En vertu des règles régissant les votes à la majorité qualifiée, une minorité d'États membres peut bloquer une action communautaire Un vote de la Commission à la majorité simple peut toutefois venir à bout de ce blocage. Mais, ainsi que l'indique les éléments versés au dossier, les Communautés européennes ont décidé de ne pas soumettre de décisions finales à un vote à la majorité de la Commission. En outre, si l'un des États de ce "certain nombre d'États membres" qui ne sont pas disposés à accorder des autorisations de mise sur le marché était le destinataire initial de la demande, il pourrait alors à lui seul bloquer une demande de dissémination volontaire.

4.398 Concernant leurs arguments sur les raisons pour lesquelles il n'existait pas de moratoire général, les Communautés européennes font d'abord valoir qu'elles ne peuvent pas "subir les effets juridiques" des "déclarations informelles de leurs nombreux représentants". Or, les parties plaignantes ne s'appuient pas sur des "déclarations informelles de nombreux représentants"; les déclarations citées par les parties plaignantes sont des déclarations faites par les plus hauts représentants des Communautés européennes, par leurs États membres et par leurs organismes officiels. Par ailleurs, les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent, comme il se doit, que ces déclarations peuvent être considérées comme des éléments de preuve de l'existence d'une mesure.

4.399 La deuxième réponse des Communautés européennes consiste à présenter des historiques des demandes pour chacun des produits visés par le moratoire. Ces renseignements sont toutefois entièrement compatibles avec l'imposition d'un moratoire général par les Communautés européennes. Premièrement, les renseignements présentés par les Communautés européennes confirment qu'en fait aucun produit biotechnologique n'a été approuvé entre octobre 1998 et l'établissement du mandat du Groupe spécial en août 2003.

4.400 Deuxièmement, nous tenons à signaler quelques demandes dans lesquelles même les propres pièces des Communautés européennes montrent très clairement comment fonctionne le moratoire. Dans leur communication, les Communautés européennes disent que les deux produits à base de colza

ont été approuvés au "niveau communautaire" pour la culture, l'importation et la commercialisation au titre de la Directive 90/220. Il n'y est toutefois pas indiqué qu'au titre de la Directive 90/220 l'approbation au "niveau communautaire" n'est pas effective tant et aussi longtemps que l'État membre qui a reçu à l'origine la demande ne prend pas pour mesure finale de mettre le produit sur le marché. Dans ce cas, l'État membre, à savoir la France, n'a jamais permis que le produit soit mis sur le marché. Par conséquent, ces produits n'ont en fait jamais été approuvés pour la culture, l'importation et la commercialisation dans les Communautés européennes.

4.401 Nous voudrions également faire référence à l'exemple du coton Bt. L'Espagne, l'État membre qui a reçu la demande à l'origine, l'a transmise accompagnée d'un avis positif aux Communautés européennes en novembre 1997. Le Comité scientifique des plantes des CE a effectué une évaluation favorable en juillet 1998. Cependant, en février 1999, le Comité de réglementation n'a pas approuvé la demande par un vote à la majorité qualifiée. En vertu des propres règles des CE, une demande qui n'obtient pas la majorité qualifiée des votes au Comité de réglementation doit être soumise au Conseil des CE pour y faire l'objet d'un autre vote et ce, pour reprendre les termes de l'article 21 de la directive des CE, "sans tarder". Mais selon la propre chronologie des événements fournie par les Communautés européennes, l'étape suivante a eu lieu près de trois mois plus tard, en mai 1999. Et il ne s'agissait pas, ainsi que le prescrit la législation des CE, de la présentation de la demande au Conseil des CE. Il est plutôt indiqué ce qui suit dans la chronologie des événements: "Lancement de consultations interservices sur le projet de décision du Conseil". À notre connaissance, cette expression, et cette étape, ne sont pas prévues dans les règlements des Communautés européennes. Rien d'autre n'est ensuite mentionné dans la chronologie des événements jusqu'en juillet 2001. Nous estimons que la "consultation interservices" n'est qu'une autre expression pour désigner le moratoire.

4.402 Enfin, nous voudrions aborder la question de la demande présentée au titre du règlement relatif aux nouveaux aliments sur le maïs doux Bt-11. Ce produit a reçu un avis favorable du Comité scientifique de l'alimentation humaine des Communautés européennes il y a plus de deux ans, en avril 2002. Dans la communication des Communautés européennes, il est indiqué que la Commission a finalement été prête le 19 mai de l'année en cours à accepter une proposition autorisant l'utilisation du maïs doux Bt-11 à des fins d'alimentation humaine. Les États-Unis tiennent à indiquer très clairement que la mesure qu'ils demandent au Groupe spécial d'examiner est celle qui existait au moment de l'établissement du Groupe spécial et de son mandat, soit la mesure qui était en vigueur le 29 août 2003. De même, les États-Unis ne considéreraient pas qu'une approbation du Bt-11 constituerait une levée du moratoire des Communautés européennes ou une indication que l'UE commencera à s'acquitter des obligations lui incombant dans le cadre de l'OMC en prenant des décisions sur toutes les autres demandes en souffrance sans retard injustifié. Mais le Groupe spécial n'est pas saisi de la question de savoir si des mesures prises par les Communautés européennes après août 2003 ont ou non permis aux Communautés européennes de se mettre en conformité avec les obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC.

4.403 Nous notons aussi que, si elle devait se faire, l'approbation du Bt-11 est entièrement compatible avec l'existence du moratoire général et en fait qu'elle l'étaye. Tel que mentionné précédemment, la Commission européenne et le Conseil européen ont dit que l'entrée en vigueur des nouvelles règles des Communautés européennes relatives à la traçabilité et à l'étiquetage des produits biotechnologiques pourrait en définitive permettre la levée du moratoire. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 19 avril 2004. Le fait que la Commission a ensuite approuvé le Bt-11 tout juste un mois plus tard n'est, du moins à notre avis, certainement pas une pure coïncidence. Au contraire, cela indique, ainsi que les Communautés européennes l'ont elles-mêmes reconnu partout sauf dans leur première communication écrite, que leur système d'approbation a accusé des retards non pas à cause de problèmes posés par des demandes particulières, mais à cause d'événements ne relevant pas du champ d'application de leur législation approuvée. Par ailleurs, le Conseil des CE lui-même

reconnaît l'existence du "moratoire" – il emploie d'ailleurs ce terme même – dans une déclaration concernant l'approbation prévue du Bt-11.

4.404 Tel qu'indiqué dans la première communication écrite des États-Unis, le régime d'approbation des Communautés européennes, y compris la partie de ce régime qui a été modifiée par le moratoire général, est manifestement une mesure "sanitaire ou phytosanitaire". À la lumière toutefois de l'examen hypothétique que les Communautés européennes font des types de risques couverts par leur législation sur la dissémination volontaire, les États-Unis tiennent à faire les observations suivantes. Les Communautés européennes indiquent que leur directive relative à la dissémination volontaire emploie à maintes reprises le terme "environnement". L'idée toutefois que toutes les questions environnementales ne relèvent pas de l'*Accord SPS* est clairement erronée. L'article 5:2 de l'Accord prescrit explicitement de tenir compte des conditions écologiques et environnementales pertinentes dans l'évaluation des risques SPS. En outre, la définition d'une mesure SPS figurant dans l'*Accord SPS* comprend" [t]oute mesure appliquée pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites". L'Accord dispose explicitement que le terme "animaux" englobe "la faune sauvage", et que le terme "végétaux" englobe "les forêts et la flore sauvage". Il est certain que la protection de la faune sauvage, des forêts et de la flore sauvage sont des éléments de la protection de l'environnement.

4.405 Le dernier moyen de défense des Communautés européennes est de faire valoir que, même si elles avaient en fait adopté un moratoire général visant l'approbation des produits biotechnologiques, ce moratoire ne pourrait pas d'un point de vue juridique être considéré comme une "mesure" au titre de l'*Accord SPS*. L'argument des Communautés européennes repose sur les rapports de deux groupes spéciaux qui ont examiné le statut de ce que l'on appelle les "pratiques", des autorités chargées des enquêtes au titre de l'*Accord antidumping* et de l'*Accord sur les subventions*. Mais les conclusions de ces deux rapports ne peuvent pas s'appliquer pour déterminer si un moratoire effectif visant les approbations (par opposition à une "pratique") constitue une mesure. Contrairement aux parties plaignantes dans ces affaires, les parties plaignantes en l'espèce ne disent pas qu'un type de décisions en soi *constitue* une mesure. Les parties coplaignantes ont plutôt désigné un type constant de décisions (ou plutôt un type constant d'absence de décisions) comme étant le *résultat* inévitable du moratoire, qui est lui-même une mesure indépendante.

3. Les moratoires pour des produits spécifiques violent l'*Accord SPS*

4.406 Concernant la question des moratoires des Communautés européennes sur des produits spécifiques, qu'ils soient considérés comme des mesures distinctes ou simplement comme des retards injustifiés dans la procédure d'approbation des produits individuels, les Communautés européennes affirment une fois de plus que ces mesures n'ont jamais existé et qu'aucune demande n'a fait l'objet de retards injustifiés. La raison première pour laquelle les Communautés européennes nient l'existence des moratoires sur des produits spécifiques est la vague déclaration selon laquelle "ce qui s'est produit pour bon nombre de ces demandes, c'est que, à différents stades de la procédure, des demandes de renseignements additionnels ont été adressées aux demandeurs". Cependant, contrairement aux affirmations des Communautés européennes, leurs propres pièces montrent que des demandes ont été bloquées dans le système d'approbation sans justification.

4.407 Un peu plus haut dans la présente déclaration, nous avons mentionné des exemples indiquant comment le coton Bt et deux produits à base de colza ont été bloqués dans la procédure d'approbation. Nous tenons aussi à signaler l'exemple du coton Roundup Ready. L'État membre qui avait reçu la demande à l'origine, l'Espagne, l'a transmise avec un avis favorable aux Communautés européennes en novembre 1997. Le Comité scientifique des plantes a effectué une évaluation favorable en

juillet 1998. En février 1999, la demande concernant le coton Roundup Ready, tout comme celle qui portait sur le coton Bt, n'a pas obtenu un vote à la majorité qualifiée du Comité de réglementation. Tout comme pour le coton Bt, l'étape suivante indiquée dans la chronologie des événements fournie par les Communautés européennes est le "Lancement d'une consultation interservices sur le projet de décision du Conseil" en mai 1999. Rien d'autre n'est mentionné dans la chronologie des événements jusqu'en janvier 2003, soit plus de deux ans et demi plus tard. Là encore, il s'agit d'un exemple de retard considérable qui n'a pas été causé, ainsi que l'allèguent les Communautés européennes, par une demande en souffrance adressée au demandeur pour obtenir des renseignements additionnels.

4.408 Ces chronologies des événements soulignent aussi combien les moratoires sur des produits spécifiques sont incompatibles avec les obligations procédurales connexes énoncées à l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*. Dans le cas des demandes concernant le coton Bt, le coton Roundup Ready et le colza, le demandeur n'est pas informé de manière précise et complète de toutes les lacunes ni des résultats de la procédure d'approbation. Au contraire, lorsque le Comité de réglementation n'approuve pas une demande par un vote à la majorité qualifiée ou que la Commission des CE engage des "consultations interservices" au lieu de transmettre une demande au Conseil, aucune explication n'est donnée au demandeur, et aucune possibilité de remédier aux lacunes n'est donc ménagée. Il en est de même lorsque, comme pour les produits à base de colza, l'État membre qui a reçu la demande à l'origine ne prend pas la disposition finale consistant à mettre un produit sur le marché.

4. Les mesures des États membres constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.409 Comme les moratoires (général et sur des produits spécifiques), les mesures des États membres sont des mesures SPS qui affectent le commerce international. Chacun des six États membres a imposé des interdictions sur les produits biotechnologiques approuvés, mais aucun des États membres n'a fourni une "évaluation des risques" telle qu'elle est définie au paragraphe 4 de l'Annexe A. Ces mesures ne sont donc pas "établies sur la base" d'une/des "évaluation[s] des risques" ainsi que le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

4.410 En fait, les seules évaluations des risques fournies pour les produits interdits sont les évaluations scientifiques positives présentées par les États membres auxquels les produits ont été soumis, puis par les propres comités scientifiques des Communautés européennes. Dans le cas des interdictions de chaque État membre, ces évaluations favorables ont été réaffirmées lorsque les comités scientifiques ont examiné et rejeté les renseignements fournis par les États membres. Les mesures des États membres n'ont donc pas une "relation rationnelle" avec les évaluations des risques positives des Communautés européennes, et elles ne sont donc pas "établies sur la base" d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1.

4.411 Les Communautés européennes ont avancé un certain nombre de moyens de défense pour les mesures des États membres – qui sont tous sans fondement. Premièrement, les Communautés européennes formulent l'argument vague et obscur selon lequel "[i]l découle de cette analyse [des sections II.A.4, III.B.3 et II.D.4 de leur communication] que chacune des mesures des États membres a été adoptée pour certaines raisons qui relèvent de l'*Accord SPS*, et pour certaines raisons qui ne relèvent pas de l'*Accord SPS*". Les États-Unis ne sont pas en mesure de déterminer à partir de cette affirmation quelles sont les raisons auxquelles font référence les Communautés européennes qui ne relèvent pas, selon elles, de l'*Accord SPS*. Mais peu importe. L'important, c'est que les Communautés européennes ne contestent pas, et conviennent en fait, que chacune des mesures des États membres a été adoptée pour "certaines raisons" qui relèvent de l'*Accord SPS*.

4.412 Deuxièmement, les Communautés européennes font valoir que chacune des mesures relève de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Mais elles ne précisent pas comment l'article 5:7 pourrait s'appliquer. Leur seul argument est que, en vertu de la législation des CE, les mesures des États membres sont cataloguées comme provisoires. Cependant, le simple fait de cataloguer une mesure n'est certainement pas suffisant pour faire relever la mesure du champ d'application de l'article 5:7.

4.413 Au contraire, ainsi que l'a constaté l'Organe d'appel, une mesure doit remplir quatre conditions pour relever de l'article 5:7. Aucune des mesures des États membres ne remplit toutefois l'une quelconque de ces quatre conditions. Premièrement, les mesures n'ont pas été imposées parce que les renseignements scientifiques étaient "insuffisants". Au contraire, les Communautés européennes et leurs comités scientifiques ont trouvé des renseignements suffisants pour évaluer chacun des produits interdits et en faire des évaluations positives. Deuxièmement, les mesures n'étaient pas fondées sur les "renseignements pertinents disponibles". Au contraire, ainsi que l'a indiqué la Commission européenne dans une note d'information, les mesures des États membres "ont été examiné[e]s par le Comité scientifique des plantes qui a jugé à chaque fois que les informations transmises par les États membres ne justifiaient pas une interdiction". Troisièmement, il n'existe aucun élément de preuve indiquant que les États membres se sont efforcés "d'obtenir les renseignements additionnels" concernant les produits interdits afin de procéder à une "évaluation plus objective du risque". À cet égard, nous relevons que toutes les mesures des États membres ont été adoptées au cours de la période de 1997 à 2000, c'est-à-dire il y a plus de quatre ans. Enfin, du fait qu'ils ne se sont pas efforcés d'obtenir des renseignements additionnels, les États membres n'ont pas non plus examiné la mesure à la lumière de ces renseignements "dans un délai raisonnable".

4.414 Troisièmement, les Communautés européennes font valoir que, même si les mesures des États membres ne relèvent pas de l'article 5:7, elles sont néanmoins compatibles avec les dispositions de l'article 5:1 parce qu'elles sont établies sur la base d'une évaluation des risques. Cependant, le seul élément que fournissent les Communautés européennes à l'appui de cette position est la déclaration non étayée selon laquelle "les États membres peuvent avoir tiré leurs propres conclusions des évaluations des risques pertinentes". Les seules "évaluations des risques pertinentes" dont les États-Unis ont connaissance sont toutefois celles qu'ont effectuées les comités scientifiques des Communautés européennes qui fournissent des évaluations positives des produits interdits. Les Communautés européennes n'ont identifié aucune autre "évaluation des risques pertinente", ni n'ont expliqué comment les interdictions à la commercialisation ou à l'importation des États membres pouvaient être fondées sur de telles évaluations. En somme, l'argument des Communautés européennes selon lequel les mesures des États membres sont compatibles avec l'article 5:1 est dénué de fondement.

J. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DU CANADA

1. Introduction

4.415 Jusqu'en 1998, les Communautés européennes avaient une procédure d'approbation concrètement applicable pour les produits agricoles issus de la biotechnologie moderne. Depuis, elles maintiennent un moratoire sur l'approbation de nouveaux produits biotechnologiques. Ce moratoire est maintenu en dépit d'avis non contestés des propres scientifiques des Communautés européennes indiquant i) qu'il y a des preuves suffisantes pour tirer des conclusions sur la sécurité de ces produits, et ii) qu'il n'y a pas de preuves montrant que ces produits présentent un risque pour la santé humaine et l'environnement. En outre, plusieurs États membres des CE maintiennent des interdictions nationales visant des produits biotechnologiques qui ont été approuvés par les Communautés européennes avant l'instauration du moratoire.

4.416 Le principal moyen de défense des Communautés européennes consiste à dire que le moratoire n'existe pas. En ce qui concerne les mesures nationales prises par les États membres, le principal moyen de défense des Communautés européennes consiste à dire que le Canada aurait dû contester ces mesures au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ces deux arguments sont sans fondement.

2. Questions relatives au moratoire

4.417 Dans la présente section, le Canada va expliquer les trois affirmations suivantes: les Communautés européennes maintiennent un moratoire sur l'approbation de produits biotechnologiques; le moratoire est une mesure contestable; et le moratoire est une mesure SPS aux fins de l'*Accord SPS*.

a) Les Communautés européennes maintiennent un moratoire

4.418 Depuis 1998, à une, très récente, exception près, les Communautés européennes n'ont approuvé aucune demande concernant des produits biotechnologiques, même si plus de 30 demandes sont en attente d'approbation. Bon nombre de ces demandes ont fait l'objet non pas d'une, mais de deux évaluations favorables des risques effectuées par les propres institutions scientifiques des Communautés européennes.

i) Le moratoire est en vigueur

4.419 Les Communautés européennes appliquent le moratoire au moyen d'actes et d'omissions concertés qui bloquent les demandes à des stades décisionnels importants de la procédure d'approbation. Cette situation transforme la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction générale de la commercialisation de nouveaux produits biotechnologiques.

4.420 Les étapes essentielles auxquelles ce blocage se produit sont mises en évidence par les actes et les omissions suivants:

- les autorités compétentes des États membres des CE n'ont pas fait en sorte que les procédures d'approbation soient achevées sans retard injustifié;
- certains États membres des CE s'opposent régulièrement aux évaluations favorables effectuées par l'autorité compétence d'un autre État membre;
- dans tous les cas, sauf quatre, dans lesquels une demande était étayée par des évaluations favorables des risques, la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure approuvant une application de la biotechnologie;
- les États membres des CE bloquent régulièrement l'adoption d'un avis favorable par le Comité de réglementation, indépendamment du bien-fondé scientifique de la demande;
- dans les cas où le Comité de réglementation était dans une impasse, la Commission n'a pas renvoyé l'affaire au Conseil des ministres; et enfin,

- lorsque la Commission a approuvé un produit, l'État membre responsable n'a pas délivré la lettre de consentement nécessaire pour permettre la commercialisation du produit.

ii) Les Communautés européennes rejettent les multiples éléments de preuve de l'existence du moratoire

4.421 Les Communautés européennes nient l'existence d'un moratoire. Elles disent que l'absence de décisions est une coïncidence, imputable à une série de retards indépendants visant des demandes individuelles pour des produits biotechnologiques et dus à l'insuffisance des preuves scientifiques, aux modifications actuellement apportées au régime réglementaire des Communautés européennes et à des demandes de renseignements. Cette affirmation ne concorde pas avec les faits et les avis des propres scientifiques des Communautés européennes, ni avec la manière dont les propres représentants et documents des Communautés européennes exposent la situation. Les Communautés européennes affirment également que le Canada n'est pas en mesure de mentionner une loi ou un autre acte formel des Communautés européennes qui appuie l'existence d'un moratoire.

4.422 La réponse du Canada comporte six points. **Premièrement**, la déclaration de juin 1999 affaiblit l'argument fondé sur la "coïncidence". **Deuxièmement**, les propres représentants de la Commission ont qualifié la situation de moratoire; des documents des CE continuent de faire mention d'un moratoire. **Troisièmement**, il est vrai que le Canada ne peut mentionner aucune loi ni aucun autre acte formel, mais les Communautés européennes ne peuvent pas utiliser leur propre manque de transparence comme un bouclier dans le présent différend. **Quatrièmement**, le moratoire ne découle pas de la non-approbation d'une demande particulière; il constitue la suspension générale de la procédure d'approbation, qui entraîne le non-examen de toutes les demandes en vue d'une approbation. La tentative des Communautés européennes visant à traiter les retards dont des demandes individuelles font l'objet comme des événements isolés fait abstraction des circonstances. **Cinquièmement**, la procédure simplifiée prévue dans le Règlement n° 258/97 ne constitue pas une procédure d'approbation; elle n'oblige pas la Commission à prendre une décision, et d'autres États membres ne peuvent pas bloquer cette procédure. **Enfin**, le Canada ne fait pas valoir que le moratoire entraîne un arrêt complet de la procédure d'approbation; le moratoire se situe plutôt aux moments décisionnels cruciaux, ou étapes essentielles, du processus d'approbation auxquels les demandes sont bloquées.

b) Le moratoire est une "mesure"

4.423 Il importe peu que le moratoire soit qualifié de "prescription", de "directive administrative" ou de "pratique". Le moratoire est encore une mesure. Une mesure peut être tout acte d'un Membre, qu'il soit ou non juridiquement contraignant, et elle peut même comprendre des directives administratives non contraignantes émanant d'un gouvernement. Dans la présente affaire, le moratoire transforme la prescription en matière d'approbation antérieure à la commercialisation de la législation en une interdiction générale de la commercialisation de nouveaux produits biotechnologiques aussi bien que le ferait une modification de la législation en matière d'approbation.

4.424 La liste de mesures figurant à l'Annexe A n'est pas exhaustive. Cette affirmation est corroborée par l'emploi du mot "comprennent" au paragraphe 1. Il est incontestable que la législation de base en matière d'approbation est une mesure. Il va sans dire que le moratoire devrait également être interprété comme une mesure. Donner du terme "mesure" une interprétation étroite permettrait aux Membres de l'OMC de se soustraire à leurs obligations en omettant ou en refusant d'adopter des lois, des règlements ou des procédures transparents, formels et juridiquement contraignants; cela affaiblirait l'objet et le but de l'*Accord SPS*.

4.425 Les Communautés européennes s'appuient sur deux rapports de groupes spéciaux pour faire valoir qu'"une pratique qui n'est pas énoncée dans un document, qu'il soit de nature formelle ou informelle" n'est pas une mesure. Aucune de ces affaires n'étaye l'affirmation catégorique des Communautés européennes.

c) Le moratoire est une "mesure SPS"

4.426 Le moratoire n'est pas fondé sur un instrument juridique; son but doit donc être inféré du contexte. La déclaration de 1999 confirme que le moratoire vise à protéger la santé humaine et l'environnement contre les risques associés à des produits biotechnologiques. Cela montre que la suspension générale des procédures d'approbation des Communautés européennes repose sur des préoccupations liées au fait que ces procédures ne permettraient pas d'évaluer correctement ces risques. Par conséquent, le but du moratoire peut être raisonnablement inféré de la législation de base.

4.427 Les Communautés européennes ont reconnu que leurs procédures d'approbation avaient pour but, du moins en partie, d'offrir une protection contre les risques pour la santé humaine et l'environnement qui entrent dans le champ de l'*Accord SPS*. Il va sans dire que le but du moratoire est le même. Par conséquent, le moratoire a été instauré, du moins en partie, pour offrir une protection contre les risques mentionnés à l'Annexe A de l'*Accord SPS*; il s'agit donc d'une mesure SPS.

d) Portée et application de l'*Accord SPS*

4.428 Le Canada présente cinq observations au sujet des arguments avancés par les Communautés européennes concernant la portée et l'application de l'*Accord SPS*. **Premièrement**, les Communautés européennes font valoir que "l'*Accord SPS* n'a pas été conçu pour régir la prévention des risques pour l'environnement". Les Communautés européennes mettent l'accent sur la biodiversité, et indiquent que les mesures prises pour protéger la biodiversité ne relèvent pas, pour l'une ou l'autre raison, de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes concèdent toutefois que l'un des risques que présentent les produits biotechnologiques tient au fait qu'ils peuvent "étouffer [d'autres plantes] ou [en] retarder la croissance". En d'autres termes, les produits biotechnologiques peuvent devenir un parasite ou une plante adventice. Il s'agit d'un sujet de préoccupation pour la biodiversité et d'un risque prévu dans l'*Accord SPS*. L'affirmation selon laquelle les risques pour la biodiversité en soi ne sont pas visés par l'*Accord SPS* devrait donc être rejetée.

4.429 **Deuxièmement**, les Communautés européennes affirment que l'*Accord SPS* n'a pas été rédigé dans le contexte de produits comme les OGM. L'*Accord SPS* ne s'applique pas à des produits, en soi, mais à des mesures visant à offrir une protection contre certains risques recensés. De plus, lorsque l'*Accord sur l'OMC* a été signé, la Directive 90/220 existait depuis plusieurs années, et les Communautés européennes avaient à ce moment-là approuvé la mise sur le marché de plusieurs produits.

4.430 **Troisièmement**, les Communautés européennes laissent entendre que les mesures qui régissent les OGM devraient être examinées "hors du cadre" de l'*Accord sur l'OMC* parce que les OGM ont leur propre "accord spécial", soit le Protocole sur la biodiversité. Une fois de plus, cet argument est dénué de tout fondement. Au contraire, le Protocole sur la biodiversité n'a aucune incidence importante sur les questions soumises au présent Groupe spécial.

4.431 **Quatrièmement**, les Communautés européennes affirment qu'il n'y a "pas de correspondance précise" entre la législation communautaire en matière d'approbation et les objectifs et la portée de l'*Accord SPS*. Il découle de cette affirmation qu'une mesure SPS, en l'espèce une procédure d'approbation, n'est plus assujettie aux obligations imposées par l'*Accord SPS* si elle comporte

l'examen de risques non SPS ou d'autres questions. Le Groupe spécial devrait rejeter cet argument. Les obligations énoncées dans l'*Accord SPS* ne cessent pas de s'appliquer à des mesures SPS pour la simple raison que ces mesures sont également appliquées pour offrir une protection contre des risques non SPS.

4.432 **Enfin**, les Communautés européennes affirment qu'en ce qui concerne la norme 193 du Codex, le terme "toxine" tel qu'il figure dans l'*Accord SPS* devrait être employé uniquement à l'égard de substances toxiques existant à l'état naturel qui ne sont pas intentionnellement ajoutées aux aliments. Cette norme ne prétend pas donner une définition exhaustive du terme "toxine". Elle énonce simplement les types de toxines qui entrent dans le champ de cette norme. La définition restreinte que donne la norme du terme "toxine" ne limite d'aucune façon ce terme tel qu'il est employé dans l'*Accord SPS*.

3. Interdictions de commercialiser des produits spécifiques

4.433 Les Communautés européennes allèguent que le véritable enjeu de la plainte est le "retard injustifié", et elles nient l'existence d'un "retard injustifié". Elles attribuent tout retard à des "demandes de renseignements additionnels". Toutefois, les Communautés européennes font des affirmations péremptoires non corroborées par des précisions et évitent soigneusement toute analyse des avis scientifiques fournis par leurs propres scientifiques.

4.434 Les Communautés européennes n'ont pas répondu aux allégations formulées par le Canada au titre des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*. Elles affirment qu'elles ne l'ont pas fait parce qu'un "comportement allégué ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS". Rien dans l'*Accord SPS* n'étaye cette affirmation. En fait, il existe de nombreux cas dans lesquels un acte peut être à la fois une mesure SPS et une application d'une autre mesure SPS.

4. Mesures nationales des États membres des CE

4.435 Dans la présente section, le Canada répond aux arguments que les Communautés européennes ont avancés dans leur communication écrite au sujet des *mesures nationales des États membres des CE*.

a) Article 5:7

4.436 Les Communautés européennes affirment que les mesures de "sauvegarde" sont des mesures provisoires, qui sont prises dans l'attente d'une évaluation complète au niveau communautaire. Selon les Communautés européennes, cette "évaluation complète" donnera lieu soit à une modification de l'autorisation à l'échelle communautaire, soit à la cessation des mesures de sauvegarde nationales, et "c'est ce qui sera maintenant fait compte tenu des modifications apportées à la législation communautaire". Le sens de cette affirmation n'est pas clair.

4.437 Les Communautés européennes font valoir que, puisque ces mesures sont "provisoires", elles doivent être évaluées au regard de l'article 5:7 et que, puisque les parties plaignantes n'ont pas allégué de violations de cette disposition en relation avec ces mesures, elles n'ont pas démontré que les mesures ne relevaient pas exclusivement de l'article 5:7; par conséquent, les Communautés européennes ne sont pas obligées de répondre aux allégations des parties plaignantes selon lesquelles les mesures sont incompatibles avec les autres dispositions de l'Accord SPS. Cet argument est sans fondement.

4.438 Le libellé de l'article 5:7 n'exclut pas l'applicabilité de toutes les autres dispositions de l'Accord SPS simplement parce que les mesures en question sont provisoires. L'article 2 constitue le point de départ d'une analyse d'une mesure SPS. Cette disposition énonce les droits et les obligations fondamentaux des Membres concernant leurs mesures SPS. Ces mesures doivent être fondées sur des principes scientifiques et ne doivent pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Le point de savoir si les mesures sont ou non provisoires n'est pas pertinent.

4.439 De toute façon, la nature provisoire d'une mesure donnée n'exclut pas l'application des autres dispositions de l'*Accord SPS* à cette mesure, à moins qu'il ne soit indiqué dans ces autres dispositions qu'elles ne s'appliquent pas à des mesures provisoires. À titre d'exemple, l'article 2:2 n'est pas exprimé en des termes qui limitent son application à des mesures "permanentes". Un Membre est libre de contester une mesure provisoire au titre de l'article 2:2 au motif qu'elle est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes. Le Membre doit démontrer que la mesure en question n'est pas correctement étayée par des preuves scientifiques. Il n'est indiqué nulle part dans la jurisprudence que le Membre doit également démontrer que la mesure n'entre pas dans le champ de l'article 5:7.

4.440 Par ailleurs, l'article 2:2 reconnaît qu'il peut y avoir des circonstances dans lesquelles des mesures doivent être prises parce que les preuves scientifiques sont insuffisantes. Dans de telles circonstances, le Membre qui défend une telle mesure peut invoquer l'article 5:7. C'est ce que le Groupe spécial *Japon – Pommes* a reconnu. Le passage important dans l'article 5:7 n'est pas le terme "provisoirement", mais le membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes …". Ce n'est pas la nature provisoire de la mesure qui importe; c'est le caractère insuffisant des preuves scientifiques. Par conséquent, il ne suffit pas aux Communautés européennes d'alléguer que la mesure est provisoire pour la soustraire à un examen au titre de l'article 2:2.

4.441 Les Communautés européennes allèguent que certaines affirmations faites par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes* appuient leur argument en ce qui concerne le champ d'application objectif de l'article 5:7, et l'attribution appropriée de la charge de la preuve. Toutefois, les affirmations auxquelles les Communautés européennes se réfèrent ne traitent pas explicitement de cette question.

4.442 En outre, les Communautés européennes font référence à l'application de mesures provisoires dans l'*Accord antidumping* et dans l'*Accord sur les subventions* pour étayer leur interprétation de l'article 5:7. Toutefois, ces dispositions ne concernent pas l'attribution de la charge de la preuve, et sont donc dénuées de pertinence pour l'argument des Communautés européennes ayant trait à la portée adéquate à donner à l'article 5:7. En résumé, elles n'ont aucune incidence sur les questions soumises au présent Groupe spécial.

4.443 Les Communautés européennes semblent fonder leurs arguments concernant l'article 5:7 uniquement sur ce qu'elles appellent l'argument "liminaire". Elles allèguent qu'il incombe au Canada de démontrer qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:7, et que le Canada ne s'est pas acquitté de cette obligation. Les Communautés européennes font erreur sur ce point. Le Canada n'a pas d'obligation avant que les Communautés européennes n'invoquent l'article 5:7 et n'établissent *prima facie* que cette disposition s'applique.

4.444 Même si les Communautés européennes avaient raison de dire que le point de départ d'une analyse de ces mesures est l'article 5:7, ces mesures ne satisfont pas aux prescriptions de cette disposition. Même un examen superficiel des mesures et des circonstances factuelles et scientifiques se rapportant à leur adoption et à leur maintien révèle qu'elles ne satisfont pas même à un seul des quatre éléments prévus à l'article 5:7.

4.445 D'après le **premier** élément, fondé sur les avis adoptés par les propres experts scientifiques des Communautés européennes, rien n'indique que les preuves scientifiques étaient insuffisantes pour leur permettre d'arriver à des conclusions très claires. Fait tout aussi important, ces conclusions étaient unanimement favorables en ce qui a trait à la sécurité des produits en question. D'après le **deuxième** élément, il ne peut pas être dit d'une mesure qui interdit la commercialisation ou la mise sur le marché d'un produit que les autorités scientifiques compétentes ont, à maintes reprises, déclaré inoffensif qu'elle repose sur les "renseignements pertinents disponibles". Le **troisième** élément devient dénué de pertinence en tant que critère, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. De toute façon, les Communautés européennes n'ont pas démontré que les États membres cherchaient à obtenir des renseignements additionnels pour étayer leurs mesures, en dépit des avis des experts scientifiques des Communautés européennes indiquant que les renseignements initialement fournis ne modifiaient pas les évaluations initiales favorables des risques. Enfin, d'après le **quatrième** élément, autant que le Canada le sache, il n'y a eu aucun examen, encore moins un examen "dans un délai raisonnable".

4.446 Comme les *mesures nationales des États membres des CE* ne satisfont à aucun des quatre éléments prescrits, elles ne peuvent pas entrer dans le champ de l'article 5:7.

b) Article 5:1

4.447 Les Communautés européennes allèguent que, même si l'article 5:1 s'applique, l'emploi des termes "approprié en fonction des circonstances" … donne aux Membres de l'OMC "une certaine flexibilité pour satisfaire aux prescriptions de l'article 5:1". Le Canada convient que, en principe, l'article 5:1 donne "une certaine flexibilité", mais il ne s'agit pas du genre de flexibilité envisagé par les Communautés européennes. Celles-ci allèguent qu'au vu des "circonstances" de la présente affaire, les "preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes". Le Canada a déjà répondu à cet argument.

4.448 L'article 5:1 énonce une règle claire. Une évaluation des risques doit être conforme à cette règle et les mesures doivent être établies "sur la base" de cette évaluation des risques. Si les preuves scientifiques sont insuffisantes, il appartient au Membre de l'OMC concerné de faire valoir des arguments au titre de l'article 5:7. Dans la présente affaire, les évaluations des risques effectuées par les autorités compétentes des États membres initiateurs, et les avis scientifiques fournis par les comités scientifiques pertinents arrivent à la conclusion que ces produits sont inoffensifs. Ces évaluations des risques et ces avis scientifiques n'indiquent pas que les preuves scientifiques disponibles étaient insuffisantes pour corroborer ces conclusions.

4.449 Les Communautés européennes avancent effectivement des arguments au sujet des raisons pour lesquelles elles estiment que les *mesures nationales des États membres des CE* sont compatibles avec l'article 5:1. Bien qu'elles affirment que les mesures sont fondées sur des évaluations des risques, elles n'identifient pas ces évaluations des risques. Les seules évaluations des risques que le Canada connaisse sont les propres évaluations des risques des Communautés européennes, qui ne renferment pas de preuves au sujet de la dangerosité des produits en question. Ces évaluations n'ont aucune relation rationnelle avec une interdiction. Même si le Canada souscrivait à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle cette même évaluation des risques, du point de vue du droit de l'OMC, peut "justifi[er] suffisamment – c'est-à-dire [étayer] raisonnablement" – plus d'une mesure SPS possible, en fonction notamment du législateur spécifique", les Communautés européennes ne précisent pas à quels législateurs ni à quelles circonstances elles se réfèrent. De toute façon, des évaluations des risques accessibles au public, qui concluaient unanimement qu'il n'y avait pas de preuves de l'existence d'un risque pour la santé humaine ou l'environnement, ne peuvent pas

être considérées comme des mesures qui "étayent raisonnablement" une interdiction complète de ces produits.

c) Article 5:6

4.450 Les arguments avancés par les Communautés européennes au sujet de l'article 5:6 sont difficiles à suivre. Il est vrai que le Canada fonde ses arguments concernant l'article 5:6 sur une hypothèse en ce qui concerne le niveau approprié de protection des Communautés européennes. La législation des Communautés européennes semble indiquer que le niveau de protection recherché par celles-ci pour les produits biotechnologiques est un niveau élevé de protection, mais pas un risque zéro. Le Canada demande aux Communautés européennes de préciser si leur niveau approprié de protection est le niveau de protection qui est prévu dans la législation pertinente des CE, ou le niveau de protection – c'est-à-dire le risque zéro – découlant des *mesures nationales des États membres des CE*. De toute façon, les Communautés européennes n'ont pas réfuté les arguments formulés par le Canada au titre de l'article 5:6 et il demeure loisible au Groupe spécial de conclure que les *mesures nationales des États membres des CE* sont incompatibles avec cette disposition.

d) Article 5:5

4.451 Les Communautés européennes font un certain nombre d'affirmations et de déclarations dans leur communication écrite, mais aucune ne réfute les éléments *prima facie* fournis par le Canada.

4.452 Le Canada pense comme les Communautés européennes qu'il n'y a pas d'incompatibilité en l'absence de distinctions arbitraires ou injustifiables. Toutefois, les Communautés européennes n'ont pas examiné, encore moins réfuté, les distinctions arbitraires et injustifiables dont le Canada a démontré l'existence en ce qui concerne les niveaux appropriés de protection appliqués par les Communautés européennes aux situations comparables exposées dans la communication écrite du Canada.

4.453 Le fait que les propres experts des Communautés européennes constatent d'une manière non équivoque qu'il n'y a pas de preuves indiquant que ces produits ne sont pas sûrs, et que les États membres interdisent quand même les produits et maintiennent ces interdictions malgré de nouveaux avis scientifiques indiquant que ces interdictions sont sans fondement, ne peut pas être considéré comme autre chose qu'une indifférence complète à l'égard de ces avis ou qu'une ferme intention de n'en tenir aucun compte. Lorsque cela est fait sur une base sélective qui n'a rien à voir avec les risques véritables en cause, force est de conclure que les mesures qui en découlent donnent lieu à une violation de l'article 5:5.

K. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE

1. Introduction

4.454 La présente affaire concerne des incompatibilités avec des obligations contractées dans le cadre de l'OMC, qui trouvent leur origine dans: i) le moratoire *de facto* que les Communautés européennes maintiennent depuis 1998; ii) "la suspension du traitement et le non-examen de demandes individuelles relatives à des produits spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine"; iii) le "retard injustifié"; et iv) les interdictions imposées par certains États membres des CE au détriment de produits agricoles biotechnologiques spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine. L'Argentine soutient que les mesures qui précèdent contreviennent à l'*Accord SPS*.

4.455 L'article 3:2 du Mémorandum d'accord n'autorise pas le recours général à des règles du droit international public ne figurant pas dans les *Accords visés* qui modifieraient les droits et les obligations des Membres. Plus précisément, l'Argentine est d'avis qu'il ne serait pas opportun que le Groupe spécial cherche un appui additionnel dans d'autres règles du droit international, comme le Protocole de Cartagena, pour interpréter la portée des obligations énoncées dans les *Accords visés*.

2. Le moratoire *de facto* n'est pas fondé sur des preuves scientifiques et, partant, contrevient à l'*Accord SPS*

a) La mesure en cause dans la présente procédure

4.456 Le moratoire "*de facto*" constitue une violation de l'*Accord SPS*. L'Argentine ne souscrit pas à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les parties plaignantes ont décidé de recourir aux procédures de règlement des différends de l'OMC au lieu de favoriser la coopération internationale.

4.457 L'Argentine allègue que le moratoire *de facto* constitue en soi un manquement aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC. Cette allégation est distincte de l'allégation concernant "la suspension de l'examen et le fait de ne pas traiter des demandes spécifiques relatives à des produits présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" et de l'allégation concernant le "retard injustifié".

4.458 Les Communautés européennes ont expressément reconnu l'existence d'un moratoire *de facto*, ainsi que l'attestent les nombreux éléments de preuve documentaires à l'appui de cette affirmation. De plus, les Communautés européennes n'ont pas répondu aux éléments de preuve que l'Argentine a présentés pour établir l'existence du moratoire.

4.459 Les Communautés européennes ne rendent pas compte fidèlement de la durée véritable du moratoire *de facto*, mais essaient de le réduire à la période allant de 1998 à 2001. Cela contredit les propres déclarations des Communautés européennes qui confirment ce que l'Argentine a indiqué dans sa communication (de 1998 à ce jour), sur la base de la nécessité d'apporter d'autres modifications législatives.

4.460 Les Communautés européennes partent du principe que les parties plaignantes ont été "incapables de désigner un instrument ou un autre texte" ayant servi à instaurer le moratoire, et que les allégations des parties plaignantes "sont toutes, en réalité, des plaintes au sujet d'un retard". Cela tient au fait que les parties plaignantes s'intéressent à des "omissions", qui ne seraient pas contestables dans le cadre de l'OMC selon les Communautés européennes. Nous faisons observer qu'une "omission" peut donner lieu à une action selon les règles de l'OMC. Les Communautés européennes raisonnent ainsi dans le but de détourner l'attention du Groupe spécial et de l'intéresser à ce qu'elles appellent des questions "de procédure". Les Communautés européennes cherchent donc à éluder les questions de fond que sont le moratoire *de facto* et l'absence de preuves scientifiques à l'appui de la restriction.

4.461 Parmi les éléments qui démontrent à la fois l'existence et la durée du moratoire *de facto*, il y a des déclarations faites par des représentants communautaires ayant compétence pour s'occuper de la question en cause. L'Argentine tient cependant à souligner que ces déclarations ne constituent pas le moratoire lui-même, ni l'instrument qui l'incorpore, mais sont présentées comme des faits démontrant l'existence d'un moratoire *de facto*.

4.462 En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes voulant que le moratoire *de facto* ne puisse pas être localisé dans un document, l'Argentine explique spécifiquement dans sa communication les caractéristiques bien précises du moratoire *de facto*. Le fait demeure toutefois

qu'aucun produit agricole biotechnologique n'a été approuvé depuis 1998. Les Communautés européennes reconnaissent qu'elles ont appliqué un moratoire sur l'approbation de nouveaux produits au moins jusqu'à la fin du processus législatif.

4.463 L'Argentine fait observer que les Communautés européennes n'ont pas fondé le moratoire *de facto* sur des preuves scientifiques. Au contraire, les preuves scientifiques existantes appuient la position inverse à celle du moratoire *de facto*, car elles recommandent l'approbation des produits agricoles biotechnologiques en cause.

4.464 Dans le cadre plus général du moratoire *de facto*, un type de conduite persistant peut être observé. Au moyen d'actions et, surtout, d'omissions, un moratoire *de facto* a pris forme et il est visible aux différents stades de la procédure prévue dans la réglementation des CE: i) retard injustifié dans l'achèvement des procédures; ii) fait pour la Commission de ne pas avoir soumis le projet de mesure au Comité de réglementation en vue de l'approbation de produits ayant fait l'objet d'un avis favorable de la part des comités scientifiques; iii) opposition systématique des États membres à une approbation lorsqu'un projet est présenté, en l'absence de motifs scientifiques justifiant une opposition au projet de la Commission; et iv) fait pour les Communautés européennes de ne pas renvoyer une proposition au Conseil des ministres lorsque le Comité de réglementation ne fournit pas d'avis. Même si la combinaison susmentionnée d'actions et d'omissions dans le système réglementaire des Communautés européennes met en évidence un certain mouvement des demandes aux différents stades réglementaires, l'Argentine est d'avis que ce mouvement est circulaire et n'aboutit jamais à une approbation.

4.465 L'Argentine demande au Groupe spécial, sur la base des éléments de preuve qui ont été présentés, de considérer que l'existence du moratoire *de facto* a été démontrée plus haut.

b) Application de l'*Accord SPS* au moratoire *de facto*

4.466 Nous examinons maintenant le but du moratoire *de facto*. La réglementation des Communautés européennes concernant l'approbation des produits biotechnologiques a pour but *de déterminer*, au moyen d'une évaluation au cas par cas, la présence ou l'absence d'"additifs", de "contaminants" ou de "toxines" dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et les risques que leur présence entraîne pour la vie et la santé des personnes. Cette réglementation constitue une mesure sanitaire et phytosanitaire au sens de l'*Accord SPS*.

4.467 Le risque découlant de la consommation de masse de variétés contenant des gènes marqueurs est visé par la définition donnée au paragraphe 1 b) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Le risque découlant de la contamination croisée de produits biotechnologiques et d'autres organismes indésirables entre dans le champ des paragraphes 1 d) et 1 c) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Le paragraphe 1 de l'Annexe A définit le terme "parasites", qui comprend les "plantes adventices".

c) Conclusions au sujet du moratoire *de facto*

4.468 En résumé, l'Argentine estime que les Communautés européennes commettent une infraction manifeste aux règles de l'*Acccord SPS*. De plus, les Communautés européennes ont elles-mêmes reconnu l'existence du moratoire *de facto*, même dans des cas où leurs propres comités scientifiques s'étaient prononcés pour l'approbation de différents produits agricoles biotechnologiques. Pour cette raison, l'Argentine demande au Groupe spécial de constater d'abord que le moratoire *de facto* est incompatible avec l'article 5:1, et ensuite qu'il est incompatible avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

4.469 L'Argentine fait observer que si le Groupe spécial devait constater, au sujet de cette allégation, qu'il y a violation des articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*, il n'a pas besoin de se prononcer sur l'incompatibilité du moratoire *de facto* avec les autres dispositions de l'*Accord SPS* qui sont citées, sans préjudice du droit de l'Argentine de réitérer, compte tenu de la constatation du Groupe spécial, les autres arguments concernant les dispositions de l'*Accord SPS* violées par les Communautés européennes qu'elle a présentés dans sa première communication écrite.

3. La "suspension et [le] non-examen" ne sont pas fondés sur des preuves scientifiques et, partant, contreviennent aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC

4.470 L'article 1.5 de l'*Accord OTC* précise que les dispositions de cet accord ne s'appliquent pas aux mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont définies à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. L'article 1:4 de l'*Accord SPS* réaffirme les droits que les Membres tiennent de l'*Accord OTC* en ce qui concerne les mesures n'entrant pas dans le champ de l'*Accord SPS*. Par conséquent, une mesure peut être examinée – au titre de l'un ou l'autre de ces accords – uniquement lorsque les deux accords entrent en jeu. Le contraire constituerait un écart par rapport au fondement textuel, qui traite ces accords comme des textes mutuellement exclusifs.

4.471 L'Argentine est d'avis que, dans la présente affaire, l'objet de la protection de la vie et de la santé fait en sorte que la mesure entre dans le champ de l'*Accord SPS*, quelle que soit la forme que prend la mesure. Cela exclut également l'applicabilité de l'*Accord OTC*, qui prescrit l'existence d'au moins un document incorporant un "règlement technique" ou énonçant une procédure d'évaluation de la conformité. La "suspension du traitement et [le] non-examen" ne sont pas énoncés dans un document. Cela exclut en soi l'application de l'*Accord OTC* en tant qu'accord visé au regard duquel les mesures en cause sont évaluées pour en déterminer la compatibilité.

4.472 Quant aux produits agricoles biotechnologiques pris individuellement, l'Argentine fait observer, par exemple, que la "suspension du traitement" a affecté quatre d'entre eux, qui étaient parvenus au stade de l'obtention d'avis scientifiques favorables.

4.473 En ce qui concerne le coton Bt-531, la demande a été déposée en 1996 au titre de la Directive 90/220. En 1997, ce produit a fait l'objet d'un avis favorable de la part du Comité de la biosécurité de l'institution compétente. En 1998, le Comité scientifique des plantes a fourni un avis positif. En 1999, le Comité de réglementation n'a pas obtenu la majorité qualifiée et n'a donc pas émis d'avis. Selon la Directive 90/220, la Commission aurait dû soumettre sans tarder une proposition au Conseil. La Commission n'a jamais soumis une telle proposition. La demande a été suspendue et a dû être présentée de nouveau au titre de la Directive 2001/18. Même si le produit faisait l'objet d'un avis scientifique favorable depuis 1998, sa commercialisation n'était pas autorisée en juin 2004.

4.474 En ce qui concerne le coton RRC-1445, la demande a été présentée en 1997 au titre de la Directive 90/220. En 1998, le Comité scientifique des plantes a fourni un avis positif. En 1999, le Comité de réglementation n'a pas obtenu la majorité qualifiée et n'a donc pas émis d'avis. Selon la Directive 90/220, la Commission aurait dû soumettre sans tarder une proposition au Conseil. La Commission n'a jamais soumis une telle proposition. La demande a été suspendue et a dû être présentée de nouveau au titre de la Directive 2001/18. Même si le produit faisait l'objet d'un avis scientifique favorable depuis 1998, sa commercialisation n'était pas autorisée en juin 2004.

4.475 En ce qui concerne le maïs NK603, la demande a été présentée en 2000 au titre de la Directive 90/220 et a été de nouveau présentée en 2003 au titre de la Directive 2001/18. La nouvelle Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) a fourni un avis favorable. Les Communautés européennes précisent que le Comité de réglementation n'a pas obtenu la majorité requise, de sorte

que la Commission a fait parvenir un projet de proposition au Conseil. L'Argentine espère que, dans le contexte de cet avis scientifique favorable, le maïs NK603 sera approuvé en juin, comme les Communautés européennes l'ont indiqué. Malheureusement, en dépit de l'avis favorable de l'AESA, le traitement de ce produit au titre du Règlement n° 258/97 n'offre pas de solution de repli puisque le Conseil n'a pas l'intention d'examiner la demande en question.

4.476 En ce qui concerne le maïs GA21, la demande présentée au titre de la Directive 90/220 remonte à 1998 et a fait l'objet d'un avis favorable de la part du Comité scientifique en 2000. En 2003, la demande d'approbation de ce produit a été retirée. L'Argentine le précise parce qu'il s'agit d'un produit digne d'intérêt qui, pendant près de trois ans, n'a pas été autorisé malgré des preuves scientifiques favorables. En 1998, la demande a été présentée au titre du Règlement n° 258/97 et a fait l'objet d'un avis favorable en 2002. Malgré cet avis favorable, aucune autorisation n'a été accordée, de sorte que ce produit appartient à la catégorie des produits qui, malgré une analyse scientifique, n'ont jamais été autorisés.

4.477 Les Communautés européennes n'ont pas réfuté les preuves scientifiques de leurs propres comités, qui recommandaient l'approbation des produits en question, ce qui enlève manifestement tout appui scientifique aux mesures affectant les procédures d'approbation d'au moins quatre de ces produits. Par conséquent, la première allégation de l'Argentine se rapporte à une constatation d'incompatibilité de la "suspension du traitement et [du] non-examen" avec l'*Accord SPS*, en particulier l'article 5:1. Cela supposerait automatiquement une incompatibilité avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

4.478 Par ailleurs, si la "suspension du traitement et [le] non-examen" devaient être jugés incompatibles avec les articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*, l'Argentine estime que le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner l'incompatibilité des autres dispositions juridiques citées en ce qui concerne ces mesures, sans préjudice du droit de l'Argentine de réaffirmer, compte tenu de l'évaluation du Groupe spécial, les autres arguments concernant les dispositions violées par les Communautés européennes qu'elle a présentés dans sa première communication écrite.

4. Le "retard injustifié"

4.479 De l'avis de l'Argentine, un "retard injustifié" suppose une violation des dispositions de l'article 8 et de l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

4.480 La Directive 2001/18 et le Règlement n° 258/97 fixent des délais pour chaque étape du contrôle, de l'évaluation et de l'approbation de nouveaux produits agricoles biotechnologiques. Il est possible d'estimer un délai approximatif moyen dans lequel les procédures peuvent raisonnablement être achevées. Les procédures énoncées dans la réglementation des CE ne devraient pas, en moyenne, durer plus de 240 jours.

4.481 Les Communautés européennes n'ont tout simplement pas expliqué pourquoi de nouveaux produits agricoles biotechnologiques bénéficiaient d'un traitement moins favorable dans le cadre du même système réglementaire – en l'occurrence le Règlement n° 258/97 – que celui dont bénéficiaient de nouveaux produits "non biotechnologiques". Dans le cas des nouveaux produits agricoles biotechnologiques, les mêmes procédures sont appliquées d'une manière qui entraîne un retard injustifié, alors que les nouveaux produits "non biotechnologiques" visés par la même réglementation ne sont pas du tout retardés et sont approuvés.

5. Les interdictions nationales ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et constituent donc une violation de l'*Accord SPS*

4.482 Premièrement, en ce qui concerne l'argument des Communautés européennes relatif à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, l'Argentine se réserve le droit de développer ce point à un stade ultérieur de la procédure.

4.483 En ce qui concerne les mesures appliquées par l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Luxembourg à l'encontre de certains produits agricoles biotechnologiques, tous les produits affectés avaient obtenu l'approbation préalable des Communautés européennes, fondée sur des avis scientifiques fournis par les propres comités des Communautés européennes.

4.484 En outre, certains de ces pays ont eu recours à des procédures de sauvegarde pour tenter de justifier leurs mesures. Il en est résulté de nouveaux avis scientifiques émis par des comités des CE, qui ont spécifiquement réfuté les motifs invoqués à l'appui des mesures des États membres des CE.

4.485 En conséquence, notre première allégation se rapporte de nouveau à une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. En outre, cette violation suppose qu'il y a incompatibilité avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*, selon la jurisprudence de l'OMC.

4.486 Nonobstant ce qui précède, par souci d'économie procédurale, une constatation d'incompatibilité des interdictions nationales avec les articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS* évitera de faire une autre constatation, à savoir que les interdictions instaurées par certains États membres des CE violent les autres dispositions juridiques citées, sans préjudice du droit de l'Argentine de réitérer, compte tenu de l'évaluation du Groupe spécial, les autres arguments concernant les dispositions violées par les Communautés européennes qu'elle a présentés dans sa première communication écrite.

6. Article XX du GATT de 1994

4.487 Nulle part dans leurs communications les parties plaignantes n'ont mentionné la possibilité que la conduite et les manquements des Communautés européennes soient justifiés au regard de l'article XX du GATT de 1994. À cet égard, la charge de la preuve incombe aux Communautés européennes, et une simple assertion ne permet pas de considérer que celles-ci s'en sont acquittées. Les Communautés européennes n'ont pas avancé un seul argument justifiant le premier critère requis pour invoquer une exception provisoire prévue dans l'un des alinéas de l'article XX du GATT de 1994, et elles n'ont pas défendu la moindre thèse concernant le "texte introductif". L'Argentine demande au Groupe spécial de rejeter cette tentative des Communautés européennes visant à bâtir une défense sur une exception prévue à l'article XX du GATT de 1994.

7. Traitement spécial et différencié

a) Dans le cadre de l'*Accord SPS*

4.488 L'Argentine n'est pas du même avis que les Communautés européennes en ce qui concerne la portée et l'interprétation du traitement spécial et différencié pour les pays en développement qui est prévu à l'article 10:1 de l'*Accord SPS*.

4.489 De l'avis de l'Argentine, les Communautés européennes n'ont pas donné de réponse ni démontré qu'elles avaient pris en considération et engagé des actions positives semblables à celles qui sont prévues à l'article 10:1 de l'*Accord SPS* lorsqu'elles se sont décidées pour le moratoire et l'ont

appliqué, lorsqu'elles ont suspendu l'examen de produits biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine, lorsqu'elles n'ont pas approuvé ces produits ou lorsqu'elles en ont retardé l'approbation d'une manière injustifiée. L'interdiction de tout accès pour les produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine découlant du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ces produits, en ont suspendu l'examen, ne les ont pas approuvés ou en ont retardé l'approbation d'une manière injustifiée a affecté et affecte encore l'Argentine, ainsi qu'elle l'a fait valoir.

4.490 À cet égard, les Communautés européennes ont tort d'affirmer qu'il s'agit d'une allégation corollaire. Interpréter l'article 10:1 de l'*Accord SPS* de manière à considérer qu'il énonce uniquement une obligation corollaire revient à enlever tout fondement à la disposition relative au traitement spécial et différencié.

b) Dans le cadre de l'*Accord OTC*

4.491 L'Argentine a déjà formulé ses allégations subsidiaires concernant l'*Accord OTC* dans sa première communication écrite, et elle n'en reparlera pas maintenant sinon pour formuler les observations suivantes concernant l'article 12 de l'*Accord OTC*.

4.492 Les Communautés européennes ont limité leur réponse à l'argument selon lequel l'Argentine infère qu'il y a violation de l'article 12.3 en cas de constatation de violation de l'article 5.2.1; et comme les Communautés européennes ne reconnaissent pas l'existence d'une violation, elles concluent qu'il n'y a pas de violation de cette obligation. L'Argentine signale que les arguments relatifs aux obligations énoncées à l'article 12.3 sont beaucoup plus nombreux et reposent sur une analyse détaillée de la logique de l'article 12 pris dans son ensemble.

4.493 L'Argentine souligne également que les Communautés européennes n'ont tenu aucun compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement. Les Communautés européennes n'ont pas répondu à cet argument.

4.494 De plus, l'Argentine a avancé des arguments au sujet de l'interdiction pure et simple frappant les importations, interdiction dont le principal effet a été d'empêcher l'accès de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine qui n'avaient pas été approuvés avant 1998. Les Communautés européennes n'ont pas tenu compte des besoins spéciaux d'un pays en développement, en l'occurrence l'Argentine. Elles n'ont pas répondu à cet argument.

4.495 Les Communautés européennes estiment que les importations de produits agricoles biotechnologiques en provenance de pays en développement n'ont pas chuté et ont, au contraire, augmenté depuis 1995/96 dans le cas de l'Argentine et du Brésil.

4.496 L'Argentine estime nécessaire de préciser certains aspects de cette allégation. Premièrement, l'Argentine n'a pas fait allusion à une augmentation ou une diminution des importations. Le système du GATT/de l'OMC ne protège pas le volume des échanges, mais les attentes en matière de concurrence. Deuxièmement, même si l'allégation des Communautés européennes fait état en particulier de "produits qui pourraient contenir des OGM", l'Argentine se réfère à une interdiction pure et simple des importations de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine qui n'ont pas été examinés ni approuvés, et qui font l'objet d'une suspension ou de retards injustifiés depuis 1998. Troisièmement, l'Argentine ne souscrit pas à l'affirmation que font les Communautés européennes dans leur communication au sujet de la période pendant laquelle l'augmentation s'est produite "depuis 1995/96". L'Argentine a fait valoir que

l'interdiction pure et simple d'importer dans les Communautés européennes des produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine remontait à 1998.

c) Conclusions concernant le traitement spécial et différencié pour les pays en développement

4.497 L'Argentine est d'avis que, au vu des arguments qu'elles ont avancés dans leur première communication écrite, les Communautés européennes n'ont pas réfuté l'argument de l'Argentine puisqu'elles n'ont pas tenu compte des besoins spéciaux des pays en développement, en l'occurrence l'Argentine, en accordant le traitement obligatoire prévu à l'article 10:1 de l'*Accord SPS*. En outre, les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que, en appliquant la législation des CE aux produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine, elles avaient respecté les besoins spéciaux de l'Argentine en tant que pays en développement, ainsi que le prescrivent les dispositions pertinentes de l'article 12 de l'*Accord OTC*. Enfin, l'Argentine fait observer que les obligations en matière de traitement spécial et différencié qui sont énoncées dans les Accords ne sont pas des obligations complémentaires ou moins lourdes.

8. Conclusion

4.498 L'Argentine réitère les allégations d'incompatibilité qu'elle a formulées dans sa première communication écrite et demande qu'elles soient analysées par souci d'économie procédurale de la manière déjà proposée dans la présente déclaration orale, afin que le présent différend soit réglé rapidement en conformité avec les dispositions du Mémorandum d'accord.

L. PREMIÈRE DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.499 Les Communautés européennes tiennent à remercier les trois membres du Groupe spécial qui ont accepté de siéger au présent Groupe spécial et de contribuer au règlement du présent différend, qui est difficile. Les questions complexes et controversées qui sont soumises au Groupe spécial ne concernent pas seulement la science et les valeurs sociales; elles soulèvent également des questions d'interprétation du droit très difficiles.

4.500 Même si les parties plaignantes ont parfois essayé d'avancer le contraire, le présent différend ne porte pas sur le protectionnisme, ni sur la discrimination. De l'avis des Communautés européennes, la présente affaire concerne les choix des organes de réglementation quant au niveau approprié de protection de la santé publique et de l'environnement, compte tenu de la complexité et de l'incertitude scientifiques, ce qui intéresse grandement le public. Il est essentiellement question de temps dans la présente affaire. Il est question du temps accordé à un gouvernement prudent pour définir et appliquer une procédure en vue de l'évaluation efficace des risques que présentent des produits qui sont nouveaux pour son territoire et ses écosystèmes, et qui peuvent causer des dommages irréversibles à la santé publique et à l'environnement. Dans ces domaines, il ne peut pas y avoir de solution unique et le Groupe spécial devrait résister à la tentation de recourir à des approches simplistes, comme le suggèrent les parties plaignantes.

2. Les OGM en sont encore à leurs débuts

4.501 Depuis plus d'une décennie, le monde assiste à des progrès extraordinaires dans le domaine de la modification génétique. Nous sommes à la croisée des chemins et plusieurs voies s'ouvrent à nous, compte tenu des nouvelles possibilités que font apparaître d'incroyables avancées technologiques ainsi

que du besoin qui se fait sentir de tirer parti des progrès technologiques dans un contexte dans lequel les connaissances scientifiques sont encore limitées.

4.502 Pendant cette période, la communauté internationale a eu fort à faire pour examiner les voies appropriées qu'il convenait d'emprunter pour exploiter toutes les possibilités des nouvelles biotechnologies en limitant autant que possible les risques pour la santé humaine et l'environnement. La communauté internationale reconnaît que des règles spéciales sont requises pour régir les OGM, car ceux-ci doivent, de par leur nature intrinsèque, faire l'objet d'un examen particulier, et que, face à l'incertitude scientifique, les mesures prises par les États devraient être basées sur le principe de précaution. Cette conclusion est notamment inscrite dans la Convention sur la diversité biologique et dans le Protocole de Cartagena sur la biosécurité.

3. Les OGM se caractérisent par la complexité scientifique

4.503 Dès la fin des années 70, il est apparu nécessaire d'examiner les risques potentiels des organismes génétiquement modifiés pour la santé humaine et l'environnement autrement qu'on ne le faisait pour des organismes non-GM, en raison du nouveau potentiel extraordinaire du génie génétique. La nouvelle technologie nous a donné la possibilité d'introduire théoriquement dans n'importe quel organisme vivant, dans un délai aussi court que celui qui est nécessaire pour passer d'une génération à la suivante, un trait appartenant à un autre organisme et, surtout, des propriétés totalement nouvelles pour cet organisme, qui n'existent pas encore dans la nature.

4.504 Le savoir nécessaire pour évaluer les risques de ces nouvelles combinaisons, et en particulier d'éventuels effets à long terme, indirects ou tardifs, a encore du mal à combler son retard face à l'évolution rapide des nouveaux produits GM. La science qui sert habituellement à évaluer les risques peut difficilement appréhender toutes les propriétés d'organismes individuels très complexes, l'interaction entre des organismes et le tableau d'ensemble des écosystèmes ou des agroécosystèmes qui pourraient être affectés, compte tenu également du fait que les conséquences de l'introduction d'OGM dans l'environnement peuvent varier grandement d'un écosystème à l'autre.

4.505 En outre, les OGM sont des organismes vivants, et ils sont en mesure de se reproduire de façon autonome. Toute mesure qui introduit un OGM dans l'environnement a donc un caractère irréversible. Un autre élément doit être pris en considération: l'expérience que nous avons actuellement des OGM est encore très limitée du point de vue du temps et de la qualité, car l'acquisition de cette technologie s'effectue à un rythme qui est sans précédent dans l'histoire de l'agriculture. Toutefois, le nombre de gènes insérés qui sont largement utilisés en agriculture est très limité, et fort peu d'études systémiques existent ou ont été prévues sur cet ensemble limité d'OGM. En conséquence, de nombreuses questions restent sans réponse.

4.506 Le débat sur les utilisations de la biotechnologie moderne et son incidence possible sur la santé publique, la durabilité et la biodiversité devraient s'inscrire dans cette prise de conscience grandissante de la fragilité des conditions de vie et des systèmes naturels. Sur tous ces points, les parties plaignantes ne disent mot.

4. Les OGM rendent des approches réglementaires ciblées nécessaires

4.507 Au vu de l'évolution rapide de la science, les Communautés européennes, ainsi que de nombreux autres pays, ont choisi d'agir avec prudence et d'élaborer des procédures efficaces pour l'évaluation des risques préalable à l'acceptation de l'un de ces nouveaux produits pour production, importation ou commercialisation. Dans un contexte de sensibilisation grandissante aux effets possibles de l'agriculture sur la santé et l'environnement, des pays qui avaient rapidement mis en place

un cadre réglementaire pour les OGM ont dû le réviser ces dernières années et l'adapter pour tenir compte de nouveaux enjeux scientifiques et économiques. Le Canada et les États-Unis font partie des pays qui sont en train d'élaborer des cadres réglementaires plus rigoureux.

4.508 L'évolution scientifique n'est toutefois pas le seul facteur dont il faut tenir compte. Comme le Forum consultatif UE/États-Unis sur la biotechnologie l'a conclu en décembre 2000,

> "les avis au sujet du risque ne peuvent pas être réduits à une évaluation scientifique seulement. Il y a des préoccupations légitimes auxquelles la science, du moins les sciences naturelles, ne peut pas apporter de réponses. Ces préoccupations peuvent englober des questions concernant la répartition du pouvoir et de l'influence, les risques liés à la concentration du savoir et de l'expertise entre les mains de quelques très grandes sociétés, les relations entre différentes catégories et différents groupes sociaux, entre la déontologie et les valeurs sociales, entre les grandes sociétés et les petites entreprises, entre les agriculteurs qui pratiquent une agriculture de subsistance sur de petites exploitations et les exploitants de petites fermes familiales et le complexe agro-industriel, entre les pays développés et les pays en développement. Comme c'est le cas de toutes les technologies susceptibles de procurer des avantages considérables, les conséquences sociales sont également considérables."

4.509 L'évolution vers un processus de réglementation rigoureux ne s'est pas limitée à la dimension nationale. La communauté internationale se consacre depuis deux décennies à l'élaboration d'un cadre approprié pour l'examen des spécificités des OGM, et il existe à l'heure actuelle un consensus international sur un certain nombre de questions se rapportant aux OGM, comme la nécessité d'un régime réglementaire adapté aux OGM, y compris une autorisation préalable à la commercialisation; le droit de chaque pays de prendre ses propres décisions sur chacun des OGM en fonction de ses grands objectifs légitimes; le droit d'adopter une approche de précaution dans le cas des OGM; la nécessité d'un étiquetage et d'une surveillance postérieure à la commercialisation.

5. Les choix réglementaires des Communautés européennes sont ceux d'un gouvernement prudent et responsable

4.510 Dans ce contexte, les Communautés européennes estiment que leurs actions ont été et sont celles d'un gouvernement prudent. Au fil des ans, loin d'avoir "bloqué la procédure", ainsi qu'il est allégué, les Communautés européennes ont travaillé assidûment à la création et à la mise en place d'un environnement réglementaire pour les OGM qui tient compte des préoccupations liées à la santé et à l'environnement tout en autorisant la production, l'importation et la commercialisation de ces produits.

4.511 Parallèlement, et comme le montrent les 49 chronologies détaillées que les Communautés européennes ont présentées dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont poursuivi l'évaluation de chaque demande individuelle au cas par cas et ont devancé, dans la mesure du possible, l'application aux demandes en attente des critères d'examen figurant dans la législation à venir. Cela s'est toujours fait dans le cadre d'un dialogue constant et continu entre les différents paliers de l'administration communautaire et les demandeurs.

6. Le cas du maïs Bt-11

4.512 Le maïs Bt-11 – en l'occurrence le produit dont la commercialisation a été autorisée il y a deux semaines – est un parfait exemple du fait que la procédure d'approbation, loin d'être bloquée, a suivi son cours sans interruption au cours des dernières années.

4.513 Le maïs Bt-11 a été notifié en 2000 et est passé au niveau communautaire assez rapidement. La Commission européenne a demandé conseil à son Comité scientifique sur ce dossier en décembre 2002 et, aussitôt que le demandeur a fourni les données nécessaires (ce qui lui a pris plus de deux ans), le Comité a émis un avis. Conformément à la nouvelle législation qui était en cours d'élaboration, le demandeur, sur une base volontaire, avait accepté de fournir les matériaux nécessaires pour établir des méthodes de validation et de détection, mais il lui a fallu plus d'un an pour le faire. La méthode de détection et de validation a alors été rapidement parachevée et le processus décisionnel a aussitôt été lancé. La proposition de décision a franchi les étapes du processus décisionnel exactement de la manière prévue dans la législation et, ainsi, la décision a été adoptée par la Commission il y a deux semaines.

4.514 Cette autorisation de commercialisation n'a pas été accordée du jour au lendemain à cause d'une modification soudaine de la politique des Communautés européennes sur les OGM. Elle est tout simplement l'aboutissement d'une procédure normale d'évaluation. De quelle autre façon peut-on prouver l'absence d'un moratoire sinon en démontrant que la procédure d'approbation suit son cours et aboutit à des décisions?

7. Questions de droit

a) Observations juridiques préliminaires

4.515 Premièrement, les Communautés européennes sont frappées par le fait que toutes les parties plaignantes, à qui incombe la charge de la preuve, demandent au Groupe spécial de ne PAS avoir recours à des avis scientifiques et techniques. Il est intéressant de noter que seul le défendeur est disposé à donner des précisions sur les faits en l'espèce, sur la base des avis d'experts. Il n'y a certainement pas lieu de considérer qu'il n'y a pas de faits scientifiques contestés. À titre d'exemple, les Communautés européennes contestent effectivement le fait que les risques que présentent les OGM ne sont pas différents de ceux que présentent des produits classiques. Surtout, les points de vue des comités scientifiques des Communautés européennes, qui forment maintenant l'Autorité européenne de sécurité des aliments, n'ont pas d'effet dominant proprement dit sur les avis des comités nationaux correspondants, et font simplement partie des preuves que les autorités des CE peuvent utiliser en tant qu'évaluation des risques au sens de l'*Accord SPS*.

4.516 Deuxièmement, comme les Communautés européennes l'ont expliqué dans leur première communication écrite, il est tout simplement indéfendable d'examiner les faits du présent différend à la lumière de l'*Accord SPS* seulement. L'approche des parties plaignantes est trop simpliste.

4.517 À vrai dire, ces deux aspects de la manière dont les parties plaignantes mènent l'affaire illustrent un fait. Les parties plaignantes ne veulent pas que le Groupe spécial procède à une analyse factuelle ou juridique détaillée des mesures prises par les Communautés européennes, qu'elles déforment de propos délibéré. Elles veulent que le présent Groupe spécial se prononce sur certaines questions qui préoccupent d'une manière générale tous les Membres de l'OMC, mais de façon subjective et à partir de renseignements limités seulement. C'est le défendeur qui est disposé à faire face à ces complexités honnêtement et sans détours, et qui cherche à les résoudre, afin de montrer la simplicité même de l'affaire: il n'y a ni moratoire ni suspension au sujet desquels il faut se prononcer. Il y a simplement une série de mesures prudentes qui ont été prises pour tenir compte des préoccupations que des gouvernements responsables dans le monde entier ont en commun.

b) Méthode d'interprétation correcte

4.518 Une interprétation correcte de l'équilibre des droits et des obligations figurant dans les Accords de l'OMC doit garantir une lecture attentive du texte de l'accord en question, et une lecture des dispositions pertinentes de l'OMC en conformité avec d'autres instruments du droit international et les constatations de l'Organe d'appel sur la nécessité de tenir compte des "préoccupations actuelles de la communauté des nations en matière de protection et de conservation de l'environnement".[80] Par conséquent, les dispositions dont il s'agit dans la présente affaire devront être interprétées non pas de manière totalement isolée, mais bien à la lumière des autres instruments existants du droit international que les Communautés européennes mentionnent dans leur première communication écrite.

c) L'*Accord SPS* ne peut à lui seul régler toutes les questions concernant les OGM

4.519 La portée de l'*Accord SPS* est définie dans le texte de l'Annexe A, point 1, comme se rapportant exclusivement aux mesures pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux de risques précis comme "l'entrée, … l'établissement ou … la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes"; "[l]es additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux"; ou "[les] maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou … l'entrée, … l'établissement ou … la dissémination de parasites". Le texte de cette disposition a été soigneusement négocié, est très bien rédigé et doit être interprété et appliqué d'une manière stricte. En particulier, contrairement à ce que disent les parties plaignantes, ce texte ne peut pas être lu comme s'appliquant à tous les produits et à tous les risques dans toutes les circonstances. Suivre une telle approche reviendrait à rendre totalement inutile l'intégralité du point 1 de l'Annexe A.

4.520 Le Groupe spécial devra donc évaluer, au titre de l'*Accord SPS*, seulement les mesures adoptées pour des raisons qui relèvent de cet accord. Une même mesure peut avoir plusieurs objectifs qui relèvent de différents Accords de l'OMC. Cette possibilité est non seulement indissociable du texte des accords, mais également reconnue, comme il a été mentionné plus haut, par la pratique actuelle des autres Membres de l'OMC, ainsi que l'attestent les mesures projetées notifiées au Comité SPS et au Comité OTC.

d) La question du retard

4.521 Les Communautés européennes ne contestent pas que les Accords de l'OMC s'appliquent aux retards ou, d'une manière plus générale, aux omissions ou au fait de ne pas agir, et elles ont montré qu'elles étaient disposées à rendre des comptes au Groupe spécial sur chacun des retards allégués au titre des Accords de l'OMC. Toutefois, il est évident que les dispositions de l'OMC qui portent sur le fait de ne pas agir dans un délai donné sont les seules qui peuvent être pertinentes. L'*Accord SPS* contient de telles obligations à l'article 8 et à l'Annexe C. D'autres dispositions mentionnées par les parties plaignantes ne portent pas sur les retards, mais sur le contraire, c'est-à-dire les actions ou les actes. Elles concernent l'élaboration et la teneur des mesures SPS, et non leur application.

e) Article 5:7 de l'*Accord SPS*

4.522 Les Communautés européennes estiment que, dans la mesure où les mesures de sauvegarde nationales relèvent de l'*Accord SPS*, elles sont régies par l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, et non par les

[80] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 129.

autres dispositions de cet accord que les parties plaignantes invoquent. Il incombe aux parties plaignantes de prouver que les conditions énoncées à l'article 5:7 sont réunies, ainsi que les États-Unis l'ont formellement reconnu à la réunion de l'ORD qui a eu lieu le 10 décembre 2003. Les Communautés européennes voient donc la relation entre l'article 5:7 et le reste de l'Accord de la même manière que l'Organe d'appel a vu la relation entre l'article 3:3 et l'article 3:1 de l'*Accord SPS* - comme un droit autonome.[81]

f) Le principe de précaution est un principe général du droit international

4.523 L'article 5:7 de l'*Accord SPS* est à l'évidence une expression du principe de précaution; l'article 3:3 en est une autre. Ce principe est maintenant devenu un principe à part entière et général du droit international. C'est une autre raison pour laquelle l'article 5:7 est un droit autonome, qui est également reconnu dans le Protocole sur la biosécurité.

4.524 Le principe de précaution a été reconnu pour la première fois dans la Charte mondiale de la nature, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1982. Le principe 15 de la Déclaration de Rio (1992) codifie une application de ce principe. Depuis, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique font référence au principe de sécurité. Plus récemment, et dans le domaine spécifique des OGM, le Protocole sur la biosécurité a confirmé le rôle fondamental du principe de précaution dans la décision de restreindre ou d'interdire les importations d'OGM compte tenu de l'incertitude scientifique.

8. Conclusion

4.525 En conclusion, le Groupe spécial est appelé à décider quelle devrait être l'attitude raisonnable d'un gouvernement prudent dans le contexte d'une complexité et d'une incertitude scientifiques d'un genre et d'une ampleur uniques et sans précédent dans l'histoire du commerce des produits agricoles. Cette tâche est importante et délicate, et elle aura des conséquences qui iront bien au-delà de la présente affaire. Les OGM ne sont pas une question qui se limite à l'OMC, et les États, d'autres organisations internationales, la société civile, l'industrie et d'autres portent une attention particulière aux travaux du présent Groupe spécial.

4.526 Les Communautés européennes espèrent que le Groupe spécial constatera non seulement qu'il n'y a pas de moratoire, mais aussi qu'en appliquant une procédure réglementaire destinée à assurer une gouvernance efficace et tournée vers l'avenir, fondée sur une approche de précaution, les Communautés européennes ont agi d'une manière compatible avec les obligations leur incombant au titre des Accords de l'OMC.

M. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.527 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont montré que le moratoire des Communautés européennes visant l'approbation des produits biotechnologiques (imposé à la fois de manière générale et à l'égard de certaines demandes en souffrance concernant des produits), ainsi que les interdictions visant des produits spécifiques appliquées par des États membres, étaient incompatibles avec les obligations fondamentales des Communautés européennes au titre de l'Accord sur l'OMC. La réponse des Communautés européennes devant ces manquements manifestes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC a été remarquable: les Communautés européennes n'ont pas

[81] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 169 à 172.

abordé les questions centrales. S'agissant des moratoires, le seul moyen de défense invoqué par les Communautés européennes est que ces mesures n'ont jamais existé. En adoptant cette position, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de faire abstraction des déclarations, et en réalité des actes, des responsables politiques des Communautés européennes. Celles-ci avancent cet argument alors même qu'elles ont fait savoir au Groupe spécial que leur système d'approbation comportait effectivement une composante politique essentielle. En demandant au Groupe spécial de constater que les moratoires n'ont jamais existé, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial adopte – uniquement dans le cadre du présent différend et seulement sur la base des affirmations du représentant des CE en l'espèce – une constatation de fait qui est en opposition directe avec la réalité telle qu'elle est perçue dans l'ensemble des Communautés européennes et dans les milieux du commerce agricole mondial. En demandant cela, les Communautés européennes chercheraient à ébranler la crédibilité du système de règlement des différends de l'OMC.

4.528 Au lieu de reconnaître le caractère réel du moratoire et de tenter de le justifier en vertu des normes juridiques énoncées dans l'*Accord SPS*, les Communautés européennes ont présenté un volume substantiel de communications entre les États membres et les demandeurs d'une approbation pour des produits biotechnologiques. Toutefois, aucun des renseignements fournis n'est incompatible avec la réalité fondamentale qui est que les Communautés européennes ont adopté des moratoires visant l'approbation des produits biotechnologiques. Au contraire, les échanges de renseignements entre fonctionnaires sur les demandes déposées pour des produits sont entièrement compatibles avec le moratoire adopté au niveau politique en application duquel aucun produit n'était autorisé à recevoir une approbation finale. En outre, les renseignements mêmes que les Communautés européennes ont fournis confirment que certains États membres n'allaient tout simplement pas autoriser l'octroi d'une approbation finale, indépendamment des aspects scientifiques en jeu.

4.529 En ce qui concerne les mesures des États membres, les Communautés européennes ont affirmé qu'il "peut" y avoir des raisons scientifiques justifiant les interdictions visant des produits, mais à ce jour les Communautés européennes n'en ont indiqué aucune. Cela se comprend puisque les propres comités scientifiques des Communautés européennes ont examiné les produits et ont constaté qu'ils satisfaisaient aux exigences du système communautaire d'approbation des produits biotechnologiques.

2. L'exposé des faits des Communautés européennes est trompeur

a) L'exposé des Communautés européennes sur les risques que sont censés présenter les produits biotechnologiques est trompeur

4.530 Même si l'exposé factuel des Communautés européennes sur la biotechnologie n'est pas rattaché aux questions juridiques soulevées en l'espèce, les États-Unis souhaiteraient noter que les déclarations des Communautés européennes concernant les risques que la biotechnologie est censée présenter sont fondamentalement trompeuses. Contrairement à ce qu'affirment les Communautés européennes, il y a en fait, depuis la fin des années 80, un consensus sur les types de risques potentiels posés par les produits agricoles issus de la biotechnologie. Le consensus auquel sont parvenus les experts internationaux est que, sur le plan qualitatif, les types de risques potentiels des produits issus de la biotechnologie moderne sont essentiellement les mêmes que ceux que posent les produits similaires obtenus grâce à d'autres techniques plus classiques.

4.531 En d'autres termes, d'après les estimations des organismes de réglementation, les types de risques que présentent les produits alimentaires issus de la biotechnologie sont, sur le plan qualitatif, les mêmes que ceux que présentent les produits alimentaires obtenus grâce à d'autres méthodes – par exemple la production de toxines, des modifications importantes dans la composition et la présence

d'allergènes alimentaires. De même, les types de risques pour l'environnement – par exemple la production de parasites des végétaux et les effets sur des organismes bénéfiques non cibles – ne sont pas, d'un point de vue qualitatif, différents qu'il s'agisse des produits agricoles biotechnologiques ou non biotechnologiques.

4.532 En 1986, le Groupe *ad hoc* de l'OCDE sur la sécurité et les réglementations en biotechnologie a conclu que les incidences potentielles sur l'environnement des organismes à ADN recombiné "devraient être analogues aux effets que l'on a observés lors de l'introduction d'espèces que l'on trouve dans la nature ou d'espèces sélectionnées à des fins agricoles". En 1987, la National Academy of Sciences (NAS) des États-Unis a publié un livre blanc indiquant que les risques présentés par les organismes biotechnologiques étaient "de la même nature" que ceux qui étaient liés aux organismes modifiés par d'autres techniques.

4.533 En 1993, dans le cadre de travaux entrepris à la demande du groupe d'experts nationaux sur la sécurité en biotechnologie, l'OCDE a conclu que les risques potentiels posés par les végétaux issus de la biotechnologie moderne devaient être envisagés dans le contexte des risques potentiels présentés par les végétaux obtenus par des moyens classiques de sélection végétale. Si l'OCDE et la NAS ont peut-être été les premiers organismes scientifiques à parvenir à ces conclusions, d'autres organisations scientifiques internationales et organismes scientifiques consultatifs nationaux ont tiré les mêmes conclusions. En 1996, une consultation d'experts FAO/OMS sur les biotechnologies et la sécurité sanitaire des aliments a conclu ce qui suit: "les considérations relatives à la sécurité sanitaire des aliments pour ce qui est des organismes obtenus par des techniques qui modifient les caractères héréditaires d'un organisme, comme la technique de l'ADN recombiné, sont fondamentalement de la même nature que celles qui pourraient être liées à d'autres techniques de modification du génome d'un organisme, comme les techniques classiques de sélection". La Royal Society du Royaume-Uni est également parvenue pour l'essentiel à la même conclusion, à savoir que "comme dans le cas de la modification génétique, les techniques classiques de sélection végétale (qui peuvent faire intervenir une mutagénèse induite par des produits chimiques ou des rayonnements ou une hybridation interspécifique) peuvent aussi provoquer une réorganisation du génome et peuvent donc aussi provoquer l'activation de toxines, d'anti-nutriments ou d'allergènes inconnus jusqu'alors".

4.534 Les organismes scientifiques consultatifs de l'Union européenne ont également confirmé la conclusion selon laquelle, tant sur le plan alimentaire qu'environnemental, les végétaux obtenus grâce à la biotechnologie moderne ne présentent pas de risques nouveaux ou inédits. En 2003, le Comité scientifique directeur de la Commission européenne a reconnu que le Comité scientifique des plantes comme le Comité scientifique de l'alimentation humaine avaient conclu dans l'évaluation des risques qu'ils avaient rendue publique que, s'agissant des "cultures GM" examinées, aucun problème nouveau concernant la sécurité pour les êtres humains ou l'environnement n'avait été soulevé. Le Comité scientifique directeur a par ailleurs déclaré ce qui suit: l'"examen des données publié n'indique pas que les plantes GM actuellement cultivées présentent plus de risques pour les êtres humains, les animaux et l'environnement que leurs équivalents classiques".

4.535 Le degré d'incertitude scientifique qui, d'après les Communautés européennes, planerait sur les risques présentés par les produits biotechnologiques est incompatible à la fois avec l'historique de l'examen de cette question au niveau international et avec les mesures prises à titre individuel par les autorités nationales chargées de la réglementation. Dans son rapport de 2003, le Conseil international pour la science (CIUS) a conclu après avoir fait la synthèse de plus de 50 études scientifiques indépendantes que les "avis scientifiques convergent" sur le fait que "les produits alimentaires génétiquement modifiés qui sont actuellement à disposition peuvent être consommés en toute sécurité. Les produits alimentaires GM actuellement sur le marché ont fait l'objet d'une évaluation des risques d'allergénicité accrue, de toxicité, ou d'autres risques pour la santé humaine, sur la base des normes de

sécurité sanitaire des aliments convenues au niveau international. […] Il s'agit là de l'opinion consensuelle qui se dégage de plusieurs rapports d'organismes nationaux et internationaux."

4.536 En outre, les autorités nationales chargées de la réglementation ayant l'expérience du contrôle des végétaux issus de la biotechnologie moderne adoptent habituellement une approche au cas par cas. Par exemple, les États-Unis, le Canada, les Communautés européennes, le Japon, l'Australie et l'Afrique du Sud ont mené à bien des évaluations des risques sur des végétaux issus de la biotechnologie – recherchant pour l'essentiel les mêmes types de points d'aboutissement en matière d'évaluation des risques au cas par cas. La raison d'être de cette approche au cas par cas de la réglementation des végétaux biotechnologiques est qu'il existe un consensus scientifique largement établi sur l'idée que: 1) les risques potentiels liés aux végétaux biotechnologiques sont essentiellement les mêmes que ceux qui sont liés aux végétaux obtenus par d'autres techniques et 2) l'évaluation des risques ne devrait pas être axée sur la méthode utilisée aux fins du processus de sélection mais plutôt sur les résultats de ce processus, c'est-à-dire sur les caractéristiques du produit lui-même.

4.537 Pour illustrer encore le consensus scientifique qui s'est dégagé sur les types de risques potentiels présentés par les végétaux biotechnologiques, on peut mentionner que la Commission du Codex Alimentarius et le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux ont adopté des lignes directrices fournissant des recommandations sur le type de données qui devraient être prises en considération lors de l'évaluation concernant la sécurité sanitaire des végétaux biotechnologiques. Ces deux organismes de normalisation ont été en mesure d'établir ces lignes directrices en raison du consensus qui existait déjà sur les types de questions liées aux risques qui devraient être traitées lors de l'évaluation des risques des végétaux biotechnologiques.

4.538 Si l'incertitude scientifique concernant les risques des végétaux biotechnologiques avait été aussi grande que les Communautés européennes l'allèguent, il est peu probable que l'un de ces produits aurait réussi à aller jusqu'au bout de la procédure réglementaire dans un pays quel qu'il soit. L'affirmation selon laquelle les difficultés – et les incertitudes – que présente l'évaluation des risques dans le cas des végétaux biotechnologiques actuellement dans le système communautaire sont plus importantes que dans le cas des produits non biotechnologiques n'est pas corroborée par les données d'expérience.

b) Ni le protocole sur la biosécurité ni l'approche de précaution ne constituent un moyen de défense pour les Communautés européennes dans le présent différend

4.539 La seule façon pour que d'autres sources de droit international puissent être pertinentes en l'espèce serait que, en vertu de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, ces autres sources aident le Groupe spécial à "clarifier les dispositions existantes [des] accords [visés] conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Or, les Communautés européennes n'ont pas indiqué de quelle manière le Protocole sur la biosécurité ou un "principe de précaution" seraient pertinents aux fins de l'interprétation de toute disposition particulière de l'Accord sur l'OMC.

4.540 En outre, dans le différend *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a examiné longuement les arguments presque identiques avancés par les Communautés européennes concernant le lien entre un prétendu "principe de précaution" et l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes n'ont pas indiqué, et ne peuvent pas faire valoir, que des résultats différends devraient s'appliquer ici. Par conséquent, même si un principe de précaution était considéré comme une règle pertinente de droit international en vertu de l'article 31 3) de la Convention de Vienne, il ne serait utile qu'aux fins de l'interprétation de termes particuliers du traité et ne pourrait l'emporter sur aucune partie de l'*Accord SPS*. Ainsi, par exemple, la notion de précaution ne pourrait pas dispenser les Communautés européennes de se

conformer à la prescription de l'article 5:1 selon laquelle les mesures SPS doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques. Qui plus est, l'article 5:7 de l'*Accord SPS* autorise déjà les Communautés européennes à adopter une approche de précaution concernant la réglementation des produits biotechnologiques.

4.541 Tout comme l'Organe d'appel a estimé qu'il était superflu et imprudent d'établir une constatation concernant le statut du principe de précaution dans le droit international, le présent Groupe spécial ne devrait pas non plus avoir besoin de traiter cette question théorique. Néanmoins, les États-Unis expriment leur profond désaccord avec l'idée que la notion de "précaution" soit devenue une règle de droit international. En particulier, le "principe de précaution" ne peut pas être considéré comme un principe général ou une norme générale de droit international puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une formulation unique convenue. En fait, c'est même le contraire: la notion de précaution a de nombreuses variations en fonction d'un certain nombre de facteurs différents. Ainsi, les États-Unis estiment que la notion de précaution est une "approche" plutôt qu'un "principe" en droit international.

4.542 Qui plus est, si – comme le pensent les États-Unis – la notion de précaution n'est pas un principe de droit international, alors elle n'est *a fortiori* pas une règle de droit international coutumier. Le droit international coutumier est un ensemble de règles contraignantes qui résulte: 1) d'une pratique générale, homogène, fréquente et pratiquement uniforme des États; 2) que ces États suivent en raison d'un sentiment d'obligation juridique. La notion de précaution ne répond à aucune de ces exigences. Elle ne peut pas être considérée comme une "règle" parce que sa teneur n'est pas claire et qu'on ne peut donc pas dire qu'elle constitue une indication faisant autorité concernant le comportement d'un État. Deuxièmement, on ne peut pas dire qu'elle rend compte de la pratique des États étant donné que même ceux qui adhèrent à cette notion ne sont pas en mesure de la définir de manière uniforme. Troisièmement, puisque la notion de précaution ne peut même pas être définie et donc ne pourrait absolument pas constituer une norme juridique, on ne peut pas faire valoir que les États appliquent cette notion, parce qu'ils ont le sentiment d'une obligation juridique.

4.543 Aux fins de l'interprétation de l'Accord sur l'OMC conformément aux principes énoncés à l'article 31 3) de la Convention de Vienne, les États-Unis ne souscrivent pas du tout à l'idée que le Protocole sur la biosécurité puisse être une règle de droit international. Pour être pertinente au titre de l'article 31 3), la règle internationale doit être "applicable dans les relations entre les parties". Or, en l'espèce, le Protocole sur la biosécurité n'est pas applicable dans les relations entre les États-Unis et les Communautés européennes étant donné que les États-Unis ne sont pas partie au protocole.

4.544 Enfin, les États-Unis ne penseraient pas que le Groupe spécial devrait se reporter au Protocole sur la biosécurité pour interpréter l'Accord sur l'OMC, même dans un différend entre deux Membres de l'OMC parties au Protocole. Le Protocole indique clairement et sans ambiguïté qu'il ne modifie pas les droits et obligations prévus par d'autres accords internationaux en vigueur. En outre, les Communautés européennes ne font pas valoir qu'une disposition quelconque du Protocole est de quelque manière que ce soit incompatible avec le respect par les Communautés européennes de toutes leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

c) La description donnée par les Communautés européennes de leur régime d'approbation des produits biotechnologiques est inexacte

4.545 Dans leur description du "cadre réglementaire des Communautés européennes", les Communautés européennes ne mentionnent pas, comme par hasard, un certain nombre d'étapes obligatoires de la procédure, omettent de signaler plusieurs délais dans lesquels certains actes doivent être accomplis, et donnent à entendre que la Commission a le pouvoir discrétionnaire – que la

législation n'accorde pas – de ne pas prendre de mesures sur la base des notifications de produits. Une présentation précise du système communautaire est toutefois importante parce qu'elle permet de comprendre en quoi les retards pris par les Communautés européennes en raison du moratoire sont incompatibles avec leurs propres lois. L'incompatibilité du moratoire des Communautés européennes avec la législation applicable en matière d'approbation des produits biotechnologiques souligne encore le fait que les retards résultant de ce moratoire sont injustifiés.

3. L'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures visées dans le présent différend

4.546 Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes font valoir dans le détail, et de façon hypothétique, qu'elles peuvent adopter des mesures, concernant un ou plusieurs produits biotechnologiques, qui n'entrent pas dans le champ de l'*Accord SPS*. Mais là encore, l'analyse des Communautés européennes n'est liée à aucune des questions de droit soulevées en l'espèce.

4.547 La question pertinente est de savoir si les mesures que les Communautés européennes ont effectivement adoptées, et qui sont couvertes par le mandat établi pour le présent différend, relèvent de l'*Accord SPS*. Mais les Communautés européennes ne semblent même pas contester ce point fondamental. Premièrement, les Communautés européennes n'ont pas contesté le fait que tant le règlement relatif aux nouveaux aliments que la directive régissant la dissémination volontaire entrent dans le champ de l'*Accord SPS*. De plus, en ce qui concerne les mesures des États membres, les Communautés européennes reconnaissent que chacune de ces mesures a été adoptée pour "certaines raisons" qui relèvent de l'*Accord SPS*.

4.548 Que les Communautés européennes reconnaissent que leurs mesures ont été adoptées pour "certaines raisons" relevant de l'*Accord SPS* est plus que suffisant pour faire entrer ces mesures dans le champ d'application de l'Accord. L'Annexe A de l'*Accord SPS* indique clairement que "toute mesure" appliquée à titre de protection contre l'un des risques mentionnés relève de l'*Accord SPS*. L'Annexe n'établit pas que la mesure doit exclusivement être appliquée à titre de protection seulement contre les risques mentionnés. De fait, dans le différend *CE – Hormones*, la directive communautaire n'avait pas été adoptée uniquement pour traiter des effets allégués sur la santé humaine. Au contraire, comme l'a expliqué l'Organe d'appel, ce qui avait également incité les Communautés européennes à adopter leur directive sur les hormones c'était le besoin qu'elles ressentaient d'harmoniser les réglementations applicables à la viande de bœuf de façon à empêcher que les conditions de concurrence soient faussées entre les producteurs des différents États membres des CE. L'harmonisation des normes de produit est un objectif inscrit dans l'*Accord OTC*. Pourtant, malgré la diversité des justifications avancées, toutes les parties au différend *CE – Hormones* se sont accordées à penser que la directive sur les hormones entrait dans le champ de l'*Accord SPS*.

4.549 L'examen détaillé des Communautés européennes, censé établir une classification des différents risques allégués des produits biotechnologiques entre ceux qui relèvent de l'*Accord SPS* et ceux qui n'en relèvent pas, n'est pas lié aux questions de droit soulevées en l'espèce et ne constitue donc qu'une hypothèse. Néanmoins, les États-Unis ont répondu à ces arguments dans une pièce jointe à leur deuxième communication écrite, et ils notent que l'analyse des Communautés européennes conduirait à établir une gamme beaucoup trop étroite de mesures censées être visées par l'*Accord SPS*.

4. Le moratoire général constitue une violation de l'*Accord SPS*

4.550 Ce que les Communautés européennes disent au sujet du moratoire général est remarquable en ce sens qu'il s'agit uniquement du point de savoir si le moratoire général peut être considéré comme une "mesure" au titre de l'*Accord SPS*. Si le Groupe spécial devait constater, comme le veulent toutes

les parties plaignantes, que le moratoire général est effectivement une mesure relevant de l'*Accord SPS*, les Communautés européennes n'ont pas contesté que le moratoire général est incompatible avec les obligations leur incombant au titre de l'Accord sur l'OMC. De fait, dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes admettent qu'il n'a été procédé à aucune évaluation globale des risques posés par les produits biotechnologiques qui pourrait servir de justification au moratoire général.

4.551 Les éléments de preuve de l'existence du moratoire général sont écrasants. Outre les éléments de preuve que les États-Unis ont mentionnés dans leur première communication écrite et dans leur déclaration liminaire, des documents officiels du Parlement européen confirment eux aussi l'existence du moratoire. Par exemple, dans un rapport de février 2001, le Parlement: "fait observer que le moratoire de fait qui est en vigueur actuellement touche en particulier les petites et moyennes entreprises qui, à la différence des groupes multinationaux, ne sont généralement pas en mesure de mener leurs activités de recherche dans des pays situés hors de l'UE"; "se félicite de l'accord dégagé entre le Parlement et le Conseil au comité de conciliation en ce qui concerne la modification de la directive relative à la mise en circulation d'OGM ainsi que des assurances données dans ce contexte par la Commission au sujet de l'étiquetage et de la traçabilité, et estime que l'Europe dispose à présent d'un cadre clair pour la mise en circulation d'OGM, cadre assurant un degré élevé de protection des consommateurs et de l'environnement, de sorte que le maintien du moratoire de fait ne se justifie plus"; et note qu'"[e]n vertu de ce dispositif, l'autorisation nécessite un délai inacceptable. … [A]ucune autorisation n'a été approuvée au titre de cette directive depuis octobre 1998. Cela met en lumière l'absence de reconnaissance mutuelle entre les États membres et un moratoire *de facto* pour tout développement. Cet élément suscite en outre des questions sur la volonté politique de soutenir ce secteur en Europe".

4.552 Plus récemment, une résolution de mars 2003 présentée au Parlement européen admet l'existence du moratoire: "considérant qu'il n'est pas judicieux de lever le moratoire adopté de fait en ce qui concerne l'autorisation des OGM, eu égard aux risques qu'ils présentent, d'autant plus qu'aucun système d'étiquetage et de traçabilité n'est appliqué et qu'il n'a été procédé à aucune évaluation de l'incidence des OGM sur les cultures biologiques et conventionnelles". Dans la même résolution, il est demandé instamment le maintien du moratoire en attendant le lancement d'un "vaste débat public".

4.553 Les Communautés européennes avancent trois arguments dans leur première communication écrite quant aux raisons pour lesquelles le présent Groupe spécial devrait malgré tout constater qu'il n'y a pas de moratoire général. Premièrement, les Communautés européennes font valoir qu'elles ne peuvent pas "subir les effets juridiques" des "déclarations informelles de leurs nombreux représentants". Or, les parties plaignantes ne s'appuient pas sur des "déclarations informelles de nombreux représentants"; les déclarations citées par les parties plaignantes sont celles qui ont été faites par les plus hauts représentants des Communautés européennes, par leurs États membres et par leurs organismes officiels. Par ailleurs, les Communautés européennes reconnaissent, comme il se doit, que ces déclarations peuvent être considérées comme des éléments de preuve de l'existence d'une mesure.

4.554 Deuxièmement, les Communautés européennes font valoir que, même si elles ont adopté un moratoire général visant l'approbation de produits biotechnologiques, ce moratoire ne peut pas constituer, d'un point de vue juridique, une "mesure" au sens de l'*Accord SPS*. Toutefois, l'argument des Communautés européennes repose sur deux rapports de groupes spéciaux qui sont dénués de pertinence pour le présent différend. Les États-Unis ne soutiennent pas que la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation constitue une "pratique" comme l'indiquent les rapports *États-Unis – Tôles en acier* et *États-Unis – Restrictions à l'exportation* cités par les Communautés européennes. Bien que la mesure communautaire n'ait pas été adoptée d'une

manière transparente et n'ait pas été publiée formellement sous forme de loi, décret ou règlement formel, la décision prise par les Communautés européennes de suspendre indéfiniment leurs procédures d'approbation entre dans le cadre de la définition d'une mesure au titre de l'Accord SPS et empêche l'approbation de produits biotechnologiques aussi efficacement que le ferait une modification écrite de la législation communautaire.

4.555 Troisièmement, les Communautés européennes allèguent que les historiques des demandes déposées pour certains produits visés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis réfutent l'existence du moratoire. Au contraire, les renseignements fournis par les Communautés européennes sont tout à fait compatibles avec l'imposition par les Communautés européennes d'un moratoire général. Premièrement, les renseignements fournis par les Communautés européennes confirment qu'en fait aucun produit biotechnologique n'a été approuvé entre octobre 1998 et le moment où le mandat du Groupe spécial a été établi en août 2003. Deuxièmement, non seulement les historiques de produits confirment qu'aucun produit n'a été présenté en vue de son approbation finale, mais bon nombre de ces historiques – comme il est décrit ci-dessous – illustrent justement la façon dont le moratoire fonctionnait.

5. Les moratoires visant des produits spécifiques constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.556 À la base du refus des Communautés européennes d'admettre l'existence de moratoires visant des produits spécifiques se trouve la vague déclaration selon laquelle "ce qui s'est produit pour bon nombre de ces demandes, c'est que, à différents stades de la procédure, des demandes de renseignements additionnels ont été adressées aux demandeurs". Or, les Communautés européennes font abstraction du fait que les historiques de produits mentionnant des demandes de renseignements sont entièrement compatibles avec l'existence d'un moratoire général et de moratoires visant des produits spécifiques. Les États-Unis n'ont pas allégué que toutes les demandes sans exception n'avaient plus progressé à partir de 1998. Au contraire, le moratoire était une décision des Communautés européennes de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision finale du processus d'approbation. Une certaine progression dans le processus, qui s'arrête avant la décision finale, n'est pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales.

4.557 Qui plus est, les historiques de produits des Communautés européennes fournissent d'autres éléments de preuve déterminants de l'existence d'un moratoire général et de moratoires visant des produits spécifiques. Premièrement, un certain nombre de demandes – en particulier celles proches de l'étape finale de l'approbation – ont fait l'objet de retards importants, injustifiés, sans lien avec une quelconque demande de renseignements supplémentaires. Deuxièmement, un certain nombre d'historiques de produits contiennent des déclarations d'États membres reconnaissant – par écrit – que, indépendamment de toute considération scientifique concernant la demande considérée en particulier, l'État membre n'allait tout simplement pas voter l'approbation tant que les Communautés européennes n'auraient pas adopté de nouvelles formes de législation. Ces déclarations illustrent le fait que, contrairement aux affirmations des Communautés européennes, le moratoire a été appliqué à toutes les demandes sans exception, que certains organismes de réglementation aient eu des questions particulières ou non sur des demandes individuelles.

a) Exemples de demandes ayant fait l'objet de retards importants, sans demandes de renseignements en souffrance

4.558 *Colza MS1, RF1 et colza MS1, RF2*: dans ces deux cas, la France n'a jamais autorisé la mise sur le marché des produits, ce qui fait qu'ils n'ont en fait jamais été approuvés en vue de leur production, de leur importation et de leur commercialisation dans les Communautés européennes. Dans sa question n° 99, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes de confirmer

que la France n'avait pas donné son consentement. Les Communautés européennes ont répondu par l'affirmative. Les Communautés européennes ont ensuite soutenu que, néanmoins, un particulier "peut directement faire valoir ses droits en invoquant directement la loi communautaire en question". Cette excuse n'est absolument pas convaincante. Les Communautés européennes n'affirment pas que l'un ou l'autre de ces produits se trouve effectivement sur le marché communautaire; que les fonctionnaires des douanes des CE – en France ou ailleurs – admettraient l'un ou l'autre de ces produits oléagineux sans que celui-ci ait franchi l'étape finale (le consentement de la France) du processus d'approbation; ou que tout demandeur d'une approbation pour un produit biotechnologique ait jamais réussi à faire valoir ses droits. Les Communautés européennes n'essayent même pas non plus d'expliquer quel mécanisme – comme une action en justice – peut être utilisé pour faire valoir ces droits ou expliquer comment un produit peut être considéré comme approuvé si une procédure juridique additionnelle est nécessaire pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché du produit.

4.559 *Coton Bt*: en février 1999, le Comité de réglementation n'a pas approuvé la demande par un vote à la majorité qualifiée. En vertu des propres règles des Communautés européennes, une demande pour laquelle la majorité qualifiée n'est pas atteinte au Comité de réglementation doit être soumise au Conseil des CE pour un autre vote, et elle doit l'être, pour citer l'article 21 de la Directive communautaire, "sans tarder". Or, d'après la propre chronologie des événements des Communautés européennes, l'étape suivante a eu lieu près de trois mois plus tard en mai 1999. Et elle n'a pas consisté, comme l'exige la législation communautaire, en la soumission de la demande au Conseil des CE. Au lieu de cela, la chronologie indique: "Lancement d'une consultation interservices sur le projet de décision du Conseil". Cette expression, et cette étape, n'apparaissent pas dans la réglementation des Communautés européennes. La chronologie des événements n'indique ensuite plus rien jusqu'en juillet 2001.

4.560 *Coton "Roundup Ready"*: en février 1999, la demande concernant le coton "Roundup Ready", comme pour le coton Bt, n'a pas été approuvée par un vote à la majorité qualifiée au Comité de réglementation. Comme dans le cas du coton Bt, l'étape suivante de la chronologie des événements fournie par les Communautés européennes est le "Lancement d'une consultation interservices sur le projet de décision du Conseil" en mai 1999. Il n'y a plus d'autre indication dans la chronologie jusqu'en janvier 2003, c'est-à-dire plus de deux ans et demi plus tard. Là encore, il s'agit d'un autre exemple de retard important qui n'a pas été causé, comme le soutiennent les Communautés européennes, par une demande de renseignements supplémentaires adressée au demandeur qui serait en souffrance.

4.561 *Colza tolérant au glufosinate-ammonium*: d'après la chronologie des événements des Communautés européennes, ce produit a reçu l'avis favorable du Comité scientifique des plantes en novembre 2000. Conformément au système d'approbation des Communautés européennes, l'étape suivante aurait dû consister à soumettre la demande pour approbation au Comité de réglementation des Communautés européennes. Or la chronologie des Communautés européennes indique qu'aucune mesure n'a été prise concernant la demande jusqu'en novembre 2002, soit un retard de deux années entières. Cette interruption de deux ans dément les affirmations des Communautés européennes selon lesquelles, dans le cadre de leur "approche provisoire" supposée, elles poursuivaient le traitement des demandes avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.

4.562 *Maïs Bt-11*: la chronologie des événements relative au Bt-11 indique que rien n'a été fait au sujet de la demande pendant deux ans après que le Comité scientifique des plantes a rendu un avis favorable en novembre 2000. L'inscription suivante, "évaluation des mises à jour par l'autorité compétente principale" en octobre 2002, ne comporte aucune explication et n'est étayée par aucune pièce jointe.

b) Historiques de produits dans lesquels les États membres reconnaissent leur opposition à l'approbation indépendamment du bien-fondé de la demande considérée

4.563 Les pièces accompagnant les historiques de produits fournissent de nombreux exemples dans lesquels les États membres ont noté par écrit qu'ils s'opposeraient à une approbation jusqu'à ce qu'une nouvelle législation, quelle qu'elle soit, soit adoptée même si, en vertu du droit communautaire, toute objection devait être fondée sur la valeur de la demande. Ces déclarations d'États membres contrastent très fortement avec l'argument des Communautés européennes selon lequel elles avaient adopté une "approche provisoire" qui devait permettre que des approbations finales soient accordées avant l'adoption de la nouvelle législation. Par ailleurs, elles contredisent directement les arguments avancés par les Communautés européennes selon lesquels les retards concernant certains produits étaient justifiés par des considérations relatives aux faits propres à chaque produit, telles que des avis scientifiques divergents ou des retards de la part des demandeurs.

4.564 *Règlement concernant les nouveaux produits alimentaires et les nouveaux aliments pour animaux*. Certains États membres ont utilisé l'application de la réglementation sur les nouveaux produits alimentaires et les nouveaux aliments pour animaux (qui n'a pas pris effet avant avril 2004) comme excuse pour interrompre le processus. Demande concernant le maïs Bt de Pioneer/Dow: le Ministère fédéral autrichien de la santé et de la femme note dans sa lettre adressée à la Direction générale XI de l'UE, datée du 24 octobre 2003, que l'enregistrement du produit Pioneer/Dow "devrait également tenir compte des deux nouveaux règlements communautaires concernant la traçabilité et les denrées alimentaires et aliments pour animaux génétiquement modifiés qui entreront en vigueur en avril 2004". Maïs "Roundup Ready" (NK603): dans une lettre adressée à la Direction générale XI de l'UE concernant la demande de Monsanto pour le maïs "Roundup Ready" (NK603), le Ministère fédéral autrichien des affaires sociales et des générations mentionne plusieurs préoccupations scientifiques mais indique que "nonobstant les objections scientifiques susmentionnées, l'Autriche est d'avis que les produits ne doivent pas être mis sur le marché avant que le nouveau règlement concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés ainsi que celui concernant la traçabilité et l'étiquetage des OGM n'entrent en vigueur". Maïs doux biotechnologique Bt-11 de Syngenta: le 10 août 2000, les autorités françaises ont invoqué la réglementation sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux qui n'était pas encore en application pour justifier la suspension de leur soutien au maïs Bt-11, préférant laisser de côté les constatations scientifiques approfondies qui avaient été faites et continuer d'appliquer le moratoire concernant l'examen de produits biotechnologiques.

4.565 *Législation en matière de traçabilité et d'étiquetage*. Les États membres opposés à la reprise de la procédure d'examen de cultures biotechnologiques ont par ailleurs utilisé le projet de nouvelle réglementation concernant la traçabilité et l'étiquetage (qui n'a pas pris non plus effet avant avril 2004) pour justifier le maintien du moratoire. Maïs doux biotechnologique Bt-11 de Syngenta: dans plusieurs déclarations faites par les autorités compétentes des États membres, il est clairement exigé que les nouveaux règlements concernant la traçabilité et l'étiquetage soient en place avant la levée du moratoire concernant l'examen et l'approbation de produits biotechnologiques. Dans ses objections, datées du 26 septembre 2003, l'autorité compétente allemande indiquait que "en accord avec la position française, l'autorité compétente allemande est d'avis qu'aucun consentement ne devrait être donné avant que les deux règlements n'entrent en vigueur. En particulier, le règlement concernant la traçabilité et l'étiquetage des OGM améliorera la transparence et augmentera les possibilités de choix pour les consommateurs". De la même façon, le Danemark, à la fin de septembre 2003, a indiqué que son soutien au Bt-11 dépendait de la mise en application de la nouvelle réglementation concernant la traçabilité et l'étiquetage. Ce faisant, il a rappelé aux autorités communautaires la déclaration faite par six États membres en mars 2001 (la "déclaration de mars 2001") réaffirmant l'application du moratoire jusqu'à ce que les règles en matière de traçabilité et

d'étiquetage ainsi qu'un système de responsabilité environnementale soient adoptés. En févier 2004 encore, l'autorité compétente danoise écrit: "En outre, le Danemark constate que l'autorisation de mise sur le marché ne peut pas être donnée avant que le règlement concernant la traçabilité et l'étiquetage n'entre pleinement en vigueur." Colza (GT-73): les autorités compétentes danoise, italienne, autrichienne et belge indiquent toutes qu'il faut que la réglementation concernant la traçabilité et l'étiquetage soit en place avant qu'elles ne se déclarent favorables à l'approbation de toute culture biotechnologique. L'autorité compétente autrichienne a écrit: "Par principe, ce produit ne devrait pas être mis sur le marché avant l'entrée en vigueur du Règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE." Maïs "Roundup Ready" (GA21): le Danemark a reconnu que "l'évaluation des aspects sanitaires et nutritionnels de la présente demande ne fournit au Danemark aucune raison de s'opposer à l'approbation du maïs GA21 ni à celle des produits dérivés de ce maïs". Toutefois, "malgré cette évaluation favorable ..., le Danemark présentera une objection motivée à l'approbation du maïs GA21 génétiquement modifié, eu égard à la déclaration qu'il a faite avec quatre autres États membres lors du Conseil Environnement des 24 et 25 juin 1999 [établissant la suspension des autorisations concernant de nouveaux OGM jusqu'à ce que la réglementation sur l'étiquetage et la traçabilité soit adoptée]". Maïs doux Bt-11: le Danemark indique que s'"agissant de la question de la sécurité sanitaire des produits alimentaires en tant que telle, le Danemark ne voit aucun obstacle à l'autorisation du maïs Bt-11 à des fins alimentaires ... cela étant, le Danemark renverra toutefois à la déclaration relative à la suspension des autorisations concernant de nouveaux OGM qui a été faite par cinq États membres (France, Grèce, Italie, Luxembourg et Danemark) lors du Conseil Environnement des 24 et 25 juin 1999. Eu égard à cette déclaration, le Danemark souhaite par conséquent présenter une objection motivée concernant le maïs Bt-11".

4.566 *Législation relative à la coexistence et à la responsabilité environnementale.* Plusieurs États membres ont invoqué l'absence de loi sur la coexistence et la responsabilité environnementale pour justifier le maintien du moratoire. De telles règles n'ont aucune influence sur les décisions ou les évaluations concernant l'environnement ou la santé ou la sécurité des personnes ou des animaux, et le souhait de disposer de telles règles ne peut pas justifier les retards. Autrement, un Membre pourrait toujours dire qu'il souhaiterait disposer d'un meilleur régime réglementaire sur d'autres aspects et pourrait retarder indéfiniment les approbations, vidant ainsi de tout sens la discipline de l'Accord SPS sur le "retard injustifié". Maïs Bt tolérant au glufosinate et résistant au Bt (Bt-11): l'autorité compétente autrichienne indique ce qui suit: "étant donné que ce produit est en particulier destiné à être cultivé dans tous les pays de l'Union européenne, l'Autriche – outre la nécessité de disposer de plus amples renseignements – soulève une objection contre la mise sur le marché de ce produit, tant que toutes les conditions de coexistence avec les cultures sans OGM ne sont pas clarifiées sur une base juridique saine". La Belgique formule la même objection pour le même produit: "la Belgique est d'avis que la mise sur le marché de ce produit ne devrait pas être autorisée avant qu'un règlement sur la coexistence ne soit entré en vigueur". Une fois encore, le Danemark cite la déclaration de mars 2001 de six États membres réaffirmant l'application du moratoire jusqu'à ce que les règles en matière de traçabilité et d'étiquetage, ainsi qu'un système de responsabilité environnementale, soient adoptés. Colza "Roundup Ready" GT73: l'Autriche a fait objection au colza "Roundup Ready" GT73, "par principe", exigeant que "d'autres questions concernant la responsabilité et la coexistence de plantes cultivées génétiquement modifiées, classiques et biologiques soient résolues". Le 24 mars 2003, le Danemark a fait de nouveau objection en citant la déclaration de mars 2001. Maïs Bt (portant le gène Cry1F, 1507) de Pioneer/Dow AgroSciences: l'autorité compétente autrichienne, le 17 octobre 2003 encore, a fait objection à la mise sur le marché du maïs Bt (portant le gène Cry1F, 1507) de Pioneer/Dow AgroSciences, invoquant question de la coexistence. Les raisons spécifiques mentionnées par l'autorité compétente ont généralement trait à l'économie plutôt qu'à la préservation

de l'environnement: "l'importation, la transformation et la culture de maïs GM 1507 entraîneront la présence de traces d'OGM accidentelles et/ou inévitables d'un point de vue technique dans du maïs non-GM. Bien que le maïs ait des capacités limitées de survivre, de se disperser ou de se reproduire par exogamie, cela peut avoir des effets sur les conditions de coexistence de systèmes agricoles différents (avec ou sans OGM). Tant que les conditions de coexistence ne sont pas précisées au niveau communautaire, l'Autriche est d'avis qu'il ne devrait être donné aucun consentement en vue de la mise sur le marché du maïs 1507." Maïs "Roundup Ready" (NK603): l'Autriche indique que non seulement les approbations de produits biotechnologiques devraient continuer à faire l'objet d'une suspension jusqu'à ce que la législation sur les aliments pour animaux et la traçabilité et l'étiquetage prenne effet mais également qu'aucun produit biotechnologique ne doit être mis sur le marché sans être soumis à des règles régissant la coexistence: "de plus, la question de la coexistence entre les systèmes d'agriculture biotechnologique, classique et biologique est en ce moment à l'examen et doit être résolue". Le Danemark fait également objection, se référant de nouveau à la déclaration de mars 2001.

c) Les historiques de produits des Communautés européennes sont incomplets

4.567 Les Communautés européennes s'appuient presque exclusivement sur leurs historiques de produits pour étayer leur allégation selon laquelle – malgré les déclarations et les actes de représentant des CE – il n'y a pas eu en fait de moratoire général ni de moratoires visant des produits spécifiques. Mais les historiques de produits des Communautés européennes sont incomplets sur trois points importants. Premièrement, les historiques ne portent sur aucun des produits qui ont été retirés avant l'établissement du Groupe spécial. Ces demandes qui n'ont pas abouti sont des éléments de preuve directs et déterminants de l'existence d'un moratoire général. Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont noté que les demandes dans le cadre de la législation relative à la dissémination dans l'environnement et de celle qui régissait les nouveaux produits alimentaires avaient été indéfiniment retardées par le moratoire général et en conséquence retirées, et ils ont donné neuf exemples précis. Les Communautés européennes n'ont fourni aucune chronologie des événements pour ces produits.

4.568 Les historiques de produits des Communautés européennes sont par ailleurs incomplets parce que celles-ci n'ont pas fourni les documents correspondant à chaque étape de la procédure. Au contraire, dans leur choix des pièces à soumettre au Groupe spécial, les Communautés européennes ont fait une sélection parmi les différents éléments de la chronologie des événements.

4.569 Enfin, ces historiques de produits sont incomplets en ce sens que les différentes inscriptions qui les composent n'y figurent pas toutes. Bien que seuls les demandeurs et les Communautés européennes aient accès à tous les documents, les États-Unis ont appris qu'au moins certains des historiques de produits ne contiennent pas certains éléments déterminants. Par exemple, l'historique de la demande déposée pour la betterave fourragère A5/15 ne contient pas la mention d'au moins un document important. En particulier, à ce stade de la procédure auquel le demandeur pensait avoir répondu à toutes les demandes de renseignements en cours, la chronologie ne mentionne pas une lettre de l'autorité compétente principale adressée au demandeur dans laquelle il était indiqué ce qui suit: "Depuis notre entretien, la nouvelle Directive [2001/18] a été adoptée et, comme vous le savez probablement déjà, le Danemark et cinq autres États Membres ont confirmé leur avis sur la suspension de nouvelles autorisations en vue de la culture et de la commercialisation jusqu'à ce que des dispositions effectives prévoyant une traçabilité totale qui garantisse un étiquetage fiable aient été adoptées."

6. Les mesures des États membres constituent une violation de l'*Accord SPS*

4.570 Les neuf mesures imposées par six États membres sont des mesures sanitaires ou phytosanitaires qui n'ont pas été "établies sur la base" d'"évaluation[s] des risques" comme l'exige l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Bien que chacun des six États membres ayant imposé des interdictions sur des produits biotechnologiques approuvés ait fourni des raisons à l'appui de leurs mesures - malgré le fait que celles-ci étaient injustifiées de l'avis des comités scientifiques –, aucun de ces États membres n'a présenté une "évaluation des risques", telle qu'elle est définie au paragraphe 4 de l'Annexe A. En réponse à la question du Groupe spécial (n° 107) à ce sujet, les Communautés européennes ont allégué que "les États membres ont procédé à leurs propres évaluations et que de nouvelles évaluations des risques devraient être effectuées prochainement". (non souligné dans l'original) Les États-Unis font observer que, en fait, aucune évaluation des risques venant étayer les mesures des États membres n'a été fournie.

4.571 En particulier, les Communautés européennes ont incorporé dans leur deuxième CD-ROM un dossier intitulé "Mesures de sauvegarde", dans lequel elles prétendent fournir les justifications des États membres des CE pour les mesures qu'ils ont prises. Un examen des documents confirme qu'aucune des interdictions appliquées par les États membres ne l'a été sur la base d'une évaluation des risques.

4.572 En réalité, les seules évaluations des risques présentées pour les produits interdits sont les évaluations scientifiques favorables établies d'abord par les États membres dans lesquels les produits ont été soumis pour approbation et ensuite par les propres comités scientifiques des Communautés européennes. Pour chaque interdiction appliquée par un État membre, ces évaluations favorables ont été réaffirmées lorsque les comités scientifiques ont examiné et rejeté les renseignements fournis par les États membres. Par conséquent, les mesures d'États membres n'ont pas de "relation rationnelle" avec les évaluations des risques favorables des Communautés européennes, et n'ont pas été "établies sur la base" d'une évaluation des risques, en violation des articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*.

4.573 L'argument avancé par les Communautés européennes pour leur défense est que chacune des mesures des États membres entre dans le champ de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Mais les Communautés européennes ne précisent pas la façon dont l'article 5:7 peut s'appliquer. Leur seul argument est que, aux termes de la législation communautaire, les mesures d'États membres sont qualifiées de "provisoires". Il est toutefois absolument certain que la simple qualification d'une mesure n'est pas suffisante pour faire entrer celle-ci dans le champ de l'article 5:7.

4.574 Avant d'en venir aux critères spécifiques de l'article 5:7, les États-Unis souhaiteraient noter qu'il est inexact, contrairement à ce qu'allèguent les Communautés européennes, qu'ils étaient obligés de faire figurer expressément un argument relatif à l'article 5:7 dans leur première communication écrite. Cet argument procède fondamentalement d'une mauvaise compréhension de la structure de l'*Accord SPS*. Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont bel et bien expliqué que les mesures des États membres étaient incompatibles avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*, et cela signifie nécessairement que les États-Unis estiment que l'article 5:7 ne s'applique pas. En d'autres termes, l'article 5:7 ne permet pas de justifier une allégation de prétendu manquement à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC, mais sert de moyen de défense pour des mesures qui constitueraient autrement une violation des articles 2:2 et 5:1. Comme l'a expliqué l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, "[l']article 5:7 fonctionne comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes".

4.575 Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, ainsi que dans l'affaire *Japon – Pommes*, un autre différend dans le cadre duquel l'article 5:7 a été examiné, le défendeur a invoqué cette disposition pour défendre la mesure contestée contre des violations alléguées des articles 2:2 et 5:1. La partie plaignante (les États-Unis dans les deux affaires) n'a avancé d'argument au titre de l'article 5:7 en tant qu'allégation distincte dans aucun de ces deux différends, et les Groupes spéciaux n'ont pas non plus suggéré que la partie plaignante aurait dû invoquer l'article 5:7. D'ailleurs, les États-Unis n'ont connaissance d'aucun différend dans le cadre duquel la partie plaignante a fondé une allégation sur une violation de l'article 5:7 par le défendeur.

4.576 Les mesures des États membres des CE ne satisfont à aucun des quatre critères énoncés à l'article 5:7. Premièrement, les preuves scientifiques concernant les produits visés par les mesures des États membres ne sont pas "insuffisantes". Les preuves scientifiques sont "insuffisantes", d'après l'Organe d'appel, si elles "ne [permettent] pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'*Accord SPS*". En l'espèce, les éléments de preuve sont à l'évidence suffisants pour procéder à une évaluation des risques puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont réalisé des évaluations des risques favorables pour chaque produit soumis à une mesure d'un État membre.

4.577 Deuxièmement, les interdictions appliquées par les États membres n'ont pas été adoptées sur la base "des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres membres". Comme les États-Unis l'ont noté dans leur première communication écrite, le comité scientifique compétent des Communautés européennes a examiné chacune des interdictions appliquées par les États membres et a conclu dans chaque cas que les renseignements fournis par l'État membre ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques favorable qui avait été établie antérieurement par le Comité scientifique. Il en résulte que les propres comités scientifiques des Communautés européennes ont confirmé que les mesures des États membres n'avaient pas été établies sur la base "des renseignements pertinents disponibles".

4.578 Troisièmement, les États membres ne se sont pas efforcés "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque". De fait, aucun renseignement ne figure dans le dossier concernant le fait que les États membres se sont efforcés de procéder à une évaluation des risques qui étayerait leurs interdictions. Au contraire, comme il a été noté précédemment, le CD supplémentaire de documents fourni par les Communautés européennes ne contient aucun nouveau renseignement qui pourrait constituer une évaluation des risques établie par les États membres.

4.579 Quatrièmement et enfin, ni les États membres ni la Commission européenne n'ont examiné les interdictions appliquées à l'importation et à la commercialisation dans un délai raisonnable. Lorsque le Groupe spécial leur a demandé si les mesures des États membres avaient été "examinées dans un délai raisonnable", les Communautés européennes ont répondu, sans fournir de preuve ni de détail, que les "mesures font constamment l'objet d'un examen". Cette dernière déclaration selon laquelle une mesure fait "constamment l'objet d'un examen" ne satisfait absolument pas à la prescription selon laquelle les mesures doivent, dans les faits, être examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption.

N. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA

1. Introduction

4.580 Pour défendre leurs mesures dans la présente procédure, les Communautés européennes ont eu recours à un obscurcissement et à une mauvaise présentation des faits marquants et des preuves scientifiques, et ont présenté des arguments juridiques concernant les obligations découlant des Accords de l'OMC qui trouvent peu d'écho, à supposer qu'il y en ait, dans la logique, les principes acceptés de l'interprétation des traités, l'interprétation textuelle ou la jurisprudence pertinente. Dans sa deuxième communication écrite, le Canada démontre, en faisant référence aux propres documents des Communautés européennes, aux documents pertinents des organisations internationales et à la jurisprudence, que les moyens de défense opposés par les Communautés européennes aux allégations du Canada sont insoutenables en fait et en droit.

4.581 Le Canada note que les Communautés européennes n'ont encore présenté aucun argument en ce qui concerne la compatibilité du moratoire avec un certain nombre de dispositions de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes, à part le fait qu'elles affirment simplement que le moratoire n'existe pas et n'a jamais existé, n'ont présenté aucun argument ou élément de preuve pour réfuter l'allégation *prima facie* du Canada ayant trait aux violations des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5, 5:6, 7 et 8, ainsi que du paragraphe 1 de l'Annexe B et du paragraphe 1 a) de l'Annexe C. De même, les Communautés européennes n'ont présenté aucun argument pour contrer l'allégation *prima facie* du Canada selon laquelle les interdictions de commercialiser des produits spécifiques constituent une violation des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5, 5:6 et 8 ainsi que du paragraphe 1 a) de l'Annexe C.

2. Le moratoire

4.582 Le seul moyen de défense opposé par les Communautés européennes aux allégations du Canada ayant trait au moratoire est l'allégation étonnante selon laquelle il n'y a pas et il n'y a jamais eu de moratoire. Les Communautés européennes admettent qu'il y a eu des retards dans le traitement des demandes visant des produits biotechnologiques au cours des cinq dernières années, mais elles affirment que ces retards ne sont pas dus à une suspension systémique des approbations de produits biotechnologiques. Les Communautés européennes tentent de justifier les retards sur la base de plusieurs motifs, y compris:

- la nécessité d'opérer des changements législatifs pour renforcer des dispositions inadéquates en matière d'évaluation et de gestion des risques;
- la nécessité d'opérer des changements législatifs pour permettre aux Communautés européennes de s'acquitter des autres obligations internationales qu'elles ont contractées, notamment celles qui découlent du Protocole sur la biosécurité;
- la distinction entre évaluation des risques et gestion des risques;
- l'existence d'une incertitude scientifique: et/ou
- les demandes de renseignements supplémentaires et les objections des organismes de réglementation.

4.583 Ces tentatives visant à justifier les procédures d'approbation des produits biotechnologiques sont en effet des tentatives déguisées de justification du moratoire.

a) L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le moratoire n'existe pas est dénuée de fondement

4.584 Étant donné les faits en l'espèce et compte tenu de certaines des propres affirmations ou explications des Communautés européennes dans la présente procédure, il est incontestable qu'il existe un moratoire sur l'approbation des produits biotechnologiques depuis octobre 1998. En l'espèce, la question factuelle fondamentale n'est pas de savoir s'il y a un moratoire, mais de savoir si les diverses tentatives faites par la Commission pour redémarrer ou "relancer" le processus d'autorisation des produits biotechnologiques, avant l'établissement du présent Groupe spécial en août 2003, ont été fructueuses. Le Canada affirme non seulement que ces tentatives n'ont pas abouti, mais que les efforts ultérieurs déployés pour relancer le processus ont également été vains, et que le moratoire reste en vigueur.

4.585 Divers États membres des CE ont exigé l'application d'une série de nouvelles conditions à la commercialisation des produits biotechnologiques avant d'accepter d'accorder de nouvelles autorisations. En conséquence, les Communautés européennes n'ont pas traité les demandes en souffrance, la prise de décisions concernant les approbations de produits en souffrance est bloquée et, malgré les tentatives qu'elle a faites pour trouver une issue de sortie à cette impasse, la Commission n'a pas pu convaincre les États membres de relancer le processus d'approbation.

4.586 La raison indiquée par la Commission lorsqu'elle a proposé ce qu'elle appelle son "approche intermédiaire" en juillet 2000 était précisément le fait que le processus d'approbation était bloqué. Dans le communiqué de presse qu'elle avait publié à l'époque, la Commission avait indiqué que "[l]'objectif [de l'approche intermédiaire] [était] de reprendre le processus d'autorisation des OGM dans un proche avenir…" Toutefois, l'"approche intermédiaire" n'a pas été adoptée car elle ne bénéficiait pas du soutien politique d'un nombre suffisant d'États membres des CE.

4.587 Ensuite, alors que les Communautés européennes se rapprochaient de la promulgation et de la mise en œuvre de la législation révisée concernant les approbations, des conditions additionnelles ont été établies pour la relance du processus d'approbation. Juste avant l'adoption de la Directive 2001/18, le Danemark, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg et maintenant l'Autriche ont réaffirmé leur volonté de suspendre les approbations, faisant principalement valoir que les nouvelles procédures n'étaient pas adéquates.

4.588 Malgré les assurances données par la Commission, l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 n'a pas conduit à une levée du moratoire. Les États membres des CE ont continué à refuser de lever le moratoire tant qu'une nouvelle législation sur la traçabilité et l'étiquetage n'était pas mise en place. Dans le contexte des demandes spécifiques visant des produits biotechnologiques, quelques États membres des CE ont continué à s'opposer à l'approbation de produits qui avaient fait l'objet d'une évaluation favorable de la part de la principale autorité compétente au titre de la Directive 2001/18, non pour des questions de sécurité, mais au motif que l'approbation des OGM devrait être suspendue dans l'attente de l'adoption d'une nouvelle législation sur la traçabilité et l'étiquetage.

4.589 Cinq États membres des CE – la France, la Belgique, le Danemark, la Grèce et l'Italie – ont en outre indiqué qu'ils insisteraient sur l'application d'autres conditions encore pour la relance du processus d'approbation: l'élaboration d'un système spécial de responsabilité environnementale et l'adoption d'une législation communautaire visant à réglementer la "coexistence" des cultures génétiquement modifiées avec les cultures sélectionnées de façon classique et les cultures biologiques – conditions qui ne sont même pas pertinentes pour les approbations en souffrance concernant l'utilisation ou l'importation et la transformation des produits alimentaires.

4.590 Au vu des éléments de preuve présentés en l'espèce, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "les procédures d'approbation n'ont jamais été suspendues ou bloquées" est entièrement dénuée de fondement. Malgré les nombreuses tentatives faites par la Commission pour lever le moratoire, les "objectifs" changent constamment comme les États membres des CE continuent d'introduire de nouvelles conditions.

b) Motivations du moratoire

4.591 Les Communautés européennes affirment qu'il y avait un "besoin urgent" de réviser la Directive 90/220 car elle "ne traitait pas de toutes les questions soulevées par les nouvelles connaissances scientifiques et de l'évolution de la réglementation au niveau international" et n'énonçait pas de "critères communs/harmonisés concernant l'évaluation des risques à effectuer et ne prévoyait aucune mesure de surveillance postérieure à la commercialisation". Aucune de ces justifications *a posteriori* du moratoire n'est corroborée par les éléments de preuve fournis.

4.592 L'allégation des Communautés européennes selon laquelle les "nouvelles connaissances scientifiques" exigeaient une nouvelle législation est dénuée de fondement. Le contraire est tout aussi vrai, comme le démontrent les changements législatifs qui ont rendu les procédures d'approbation de produits biotechnologiques des Communautés européennes *moins contraignantes* compte tenu de l'état avancé des connaissances scientifiques qui ont évolué depuis l'adoption de la Directive 90/220 en 1990. La Directive 94/15/CE de la Commission, qui simplifie les informations requises pour les notifications, et la Décision n° 94/730/CE de la Commission, qui simplifie les procédures d'approbation des essais sur le terrain des produits biotechnologiques, sont des exemples de cette évolution.

4.593 S'agissant des questions relatives à la gestion des risques, la tentative des Communautés européennes pour décrire la révision de la Directive 90/220 comme étant nécessaire pour répondre aux besoins en matière de gestion des risques est également dénuée de fondement. La Directive 90/220 prévoyait déjà des "techniques de détection et d'identification", des "techniques de surveillance" et des prescriptions en matière d'étiquetage. En plus, la Directive 90/220 habilitait déjà les organismes de réglementation à imposer des conditions relativement à ces questions dans le cadre de l'autorisation de la commercialisation des produits biotechnologiques.

4.594 Les raisons invoquées par les Communautés européennes pour modifier la Directive 90/220 sont contredites par le rapport de 1996 de la Commission concernant la révision de la Directive 90/220. Selon ce rapport, il était nécessaire de modifier la Directive 90/220 car la procédure d'approbation était "difficile à mettre en œuvre, demandait beaucoup de temps et était pesante tant pour les utilisateurs que pour les autorités". L'une des principales difficultés qui étaient la cause de cette procédure "pesante" était l'absence d'un moyen de remédier aux avis scientifiques contradictoires des États membres. Les Communautés européennes ont ultérieurement révisé la Directive 90/220 afin de rendre obligatoires les consultations avec un comité scientifique indépendant au niveau communautaire dans les cas où des objections étaient élevées. Contrairement à l'affirmation des Communautés européennes, le rôle du comité scientifique au niveau communautaire était précisément d'agir en tant que "système indépendant de résolution des conflits" pour aplanir les désaccords entre les États membres sur la base de données scientifiques. En résumé, les raisons avancées maintenant par les Communautés européennes pour réviser la Directive 90/220 sont inexactes et ne peuvent pas constituer une justification légitime du moratoire.

4.595 Pour ce qui est du Règlement n° 258/97, les Communautés européennes font valoir que les "retards" observés dans le traitement des demandes au titre du Règlement n° 258/97 n'étaient pas dus à un cadre inadéquat en ce qui concerne l'évaluation des risques, mais à des dispositions inadéquates

en matière de gestion. Cet argument est vicié pour plusieurs raisons. Le Règlement n° 258/97 exige déjà que les nouveaux aliments et les nouveaux ingrédients alimentaires OGM soient étiquetés. Chose plus importante, les Communautés européennes n'ont identifié aucun risque à partir de l'évaluation scientifique des demandes visant des produits biotechnologiques en souffrance qui justifierait l'adoption de mesures relatives à la traçabilité et à la détection en tant que "mesures de gestion des risques" dans chaque cas, quels que soient les risques existants. Par conséquent, le fait de "retarder" l'approbation des produits au titre du Règlement n° 258/97 au motif que la législation existante ne prévoit pas de mesures de gestion des risques, lorsque l'évaluation des risques effectuée pour ces produits n'a permis d'identifier aucun risque qui doive être géré, est injustifiable.

4.596 Pour les trois produits qui ont été, selon les termes des Communautés européennes "partiellement affectés par cette situation" (maïs Bt-11, GA21, NK603), les évaluations des risques pertinentes effectuées par les comités scientifiques indépendants des Communautés européennes en vertu du Règlement n° 258/97 n'ont permis d'identifier aucun risque pour lequel des mesures de gestion des risques seraient justifiées. Dans les trois cas, l'évaluation des risques, compte tenu des objections élevées par les États membres, a permis de conclure que le produit considéré était aussi sûr que le maïs traditionnel. En conséquence, sur la base des résultats des évaluations des risques, il n'y avait aucune justification pour l'application de mesures de "gestion des risques". Les "retards" dans l'approbation des produits biotechnologiques au titre du Règlement n° 258/97 ne résultaient donc pas de la nécessité d'adopter des mesures de "gestion des risques", mais du moratoire sur l'approbation des produits biotechnologiques imposé par les Communautés européennes.

4.597 Pour minimiser l'importance des conclusions de leurs propres comités scientifiques indépendants, les Communautés européennes se donnent beaucoup de mal pour souligner la distinction entre l'évaluation des risques *strictu sensu* et la gestion des risques, ainsi qu'entre les rôles respectifs des comités scientifiques et du Comité de réglementation. Les Communautés européennes soulignent que les décisions ayant trait à la gestion des risques sont prises par les Comités de réglementation et que l'évaluation des risques *strictu sensu* relève des comités scientifiques. Autrement dit, les Comités de réglementation sont responsables du choix de la mesure SPS appropriée. Ce n'est pas particulièrement surprenant, complexe ou pertinent pour les questions soulevées dans la présente affaire.

4.598 Même si l'on prend pour argent comptant la description trompeuse que donnent les Communautés européennes de leur régime réglementaire, il s'ensuit logiquement que les Comités de réglementation doivent avoir évalué les diverses options en matière de gestion des risques qui seraient susceptibles d'être adoptées compte tenu des risques qui ont été identifiés lors de l'évaluation des risques. Le fait que le Comité de réglementation ne l'a pas fait dans chaque cas est révélateur.

4.599 Quoi qu'il en soit, la question en jeu dans le présent différend ne concerne pas les rôles respectifs des divers organes intervenant dans le processus réglementaire des Communautés européennes ni n'est celle de savoir si les Communautés européennes respectent leurs propres prescriptions juridiques. La question en jeu concerne le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné et approuvé des produits biotechnologiques par suite de l'application d'un moratoire général et le fait qu'elles n'ont pas établi leurs mesures – le moratoire, l'interdiction de commercialiser des produits spécifiques et les mesures de sauvegarde – sur la base d'une évaluation des risques qui satisfait aux prescriptions de l'Annexe A et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

4.600 Les Communautés européennes tentent également de se servir du Protocole sur la biosécurité pour justifier le moratoire. Elles insinuent que les mesures réglementant les OGM devraient être traitées "hors du cadre de" l'Accord sur l'OMC car les OGM ont leur propre "accord spécial", le Protocole sur la biosécurité. Cette position est manifestement dénuée de fondement. Rien dans les

Accords de l'OMC ne permet de penser que les mesures communautaires réglementant les produits biotechnologiques devraient être exemptées des obligations énoncées dans ces accords. Comme les parties plaignantes au présent différend ne sont pas parties au Protocole, celui-ci n'est pas une "règle[] pertinente[] du droit international applicable dans les relations entre les parties". En l'espèce, le Protocole ne devrait donc pas être pris en compte dans l'interprétation des obligations contractées dans le cadre de l'Accord sur l'OMC. De surcroît, vu que les termes mêmes du Protocole soulignent que "le présent Protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur", il est difficile de voir comment le Protocole peut être utilisé pour passer outre aux obligations découlant de l'Accord sur l'OMC.

4.601 Quoi qu'il en soit, il n'y a pas d'incompatibilité entre les obligations énoncées dans le Protocole et les obligations contractées dans le cadre de l'Accord sur l'OMC pertinentes pour le présent différend. Les mesures des Communautés européennes – leur moratoire, leurs interdictions visant des produits spécifiques et les interdictions nationales appliquées par leurs États membres – constituent une réfutation manifeste du principe fondamental du Protocole selon lequel les décisions ayant trait à l'importation d'OVM devraient être prises au cas par cas et être établies sur la base d'une évaluation des risques transparente et fondée sur des méthodes scientifiquement éprouvées. En outre, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle elles ont adopté leur nouvelle législation relative à l'approbation des produits biotechnologiques seulement après la conclusion du Protocole, "pour être sûres que leur propre législation était compatible avec l'approche internationale" est incompatible avec les faits. Les dispositions de la Directive 90/220 ayant trait à l'évaluation des risques étaient considérablement plus détaillées et contraignantes que celles du Protocole. Le fait que les Communautés européennes ont soumis de nombreuses décisions concernant l'approbation de produits au titre de la Directive 90/220 au Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques signifie qu'elles considéraient ces décisions comme étant établies sur la base d'évaluations des risques qui étaient compatibles avec les prescriptions du Protocole. Partant, si les évaluations des risques effectuées au titre de la Directive 90/220 satisfaisaient aux prescriptions du Protocole, il ne pouvait pas être nécessaire d'apporter des amendements à la Directive 90/220 "pour faire en sorte que [la] propre législation [des Communautés européennes] soit compatible avec l'approche internationale".

4.602 Les Communautés européennes tentent en outre de justifier le moratoire sur la base d'une "incertitude scientifique". Cela étant, elles donnent une description incomplète et trompeuse de l'état des preuves scientifiques pertinentes, exagérant les risques présentés par les produits biotechnologiques par rapport à leurs équivalents traditionnels. Il est particulièrement frappant de voir comment, lorsqu'elles présentent ce contexte scientifique, les Communautés européennes ignorent délibérément les conclusions de leurs propres comités scientifiques qui ont examiné les demandes visant des produits individuels, ainsi que les conclusions découlant de plus de 20 ans de recherches effectuées sous l'égide des CE dans le domaine des biotechnologies. En substance, les Communautés européennes, sans le dire directement, remettent en cause la validité des conclusions de leurs propres experts scientifiques.

4.603 En fait, les comités scientifiques indépendants des Communautés européennes, lorsqu'ils ont évalué les demandes visant des produits spécifiques, ont examiné les risques hypothétiques mentionnés par les Communautés européennes dans la présente procédure. Les comités scientifiques des Communautés européennes n'ont pas identifié une absence de preuves scientifiques suffisantes justifiant l'incapacité de procéder à une évaluation objective des éléments de preuve et d'arriver à une conclusion s'agissant des risques présentés. Bien au contraire, ces comités ont été en mesure de formuler des conclusions fermes pour ce qui est de la sécurité des produits en question.

4.604 Dans sa réfutation écrite, le Canada examine chacun des risques hypothétiques mentionnés par les Communautés européennes et montre comment leurs comités scientifiques ont traité ces questions. Malgré les tentatives faites par les Communautés européennes pour mal présenter et exagérer les risques des produits biotechnologiques et pour insinuer qu'il existe une incertitude scientifique notable et irrémédiable, il est très clair que les comités scientifiques des Communautés européennes ont évalué de manière approfondie et minutieuse, au cas par cas, chacun de ces risques dans le contexte des demandes spécifiques et sur la base de preuves scientifiques solides et adéquates. Selon la conclusion sans ambiguïté formulée par les propres scientifiques des Communautés européennes, les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes sont en souffrance ne présentent pas un risque plus grand pour la santé humaine ou l'environnement que leurs équivalents classiques.

c) Les Communautés européennes présentent mal les risques liés aux produits biotechnologiques par rapport aux produits non biotechnologiques présentant de nouveaux caractères pour tenter de justifier le moratoire

4.605 Les Communautés européennes formulent un certain nombre d'allégations infondées concernant la comparabilité des risques liés aux plantes biotechnologiques et aux plantes non biotechnologiques présentant de nouveaux caractères. Ce faisant, elles font abstraction des conclusions répétées de leurs propres organismes scientifiques.

4.606 Nombre des questions scientifiques soulevées par les Communautés européennes, bien que se posant réellement pour les plantes biotechnologiques, sont en fait similaires pour les plantes issues des techniques de sélection plus classiques dont disposent les obtenteurs. Des organisations internationales telles que la FAO, l'OMS et l'OCDE ont conclu que l'utilisation des biotechnologies modernes n'aboutissait pas en soi à la création de produits alimentaires moins sûrs que ceux qui sont obtenus à l'aide de techniques classiques. Des effets inattendus peuvent apparaître avec n'importe quelle méthode de sélection. Pourtant, par rapport aux cultures mises au point au moyen de la sélection traditionnelle ou de la mutagénèse, les cultures biotechnologiques dans les Communautés européennes sont soumises à une évaluation très minutieuse avant la mise sur le marché pour la recherche des risques potentiels. Bien que les nouvelles variétés de plantes sélectionnées de façon traditionnelle soient évaluées au niveau de leurs caractères agronomiques et morphologiques, la plupart d'entre elles n'ont fait l'objet d'aucune sorte d'évaluation en ce qui concerne la sécurité alimentaire. En fait, l'évaluation plus rigoureuse des plantes biotechnologiques a montré qu'il était nécessaire de procéder à une évaluation plus poussée des variétés de plantes "traditionnelles", qui ont été créées de manière empirique. Nombre des risques potentiels associés aux cultures classiques ont fait l'objet d'une attention très limitée avant l'évaluation des cultures transgéniques.

4.607 En ce qui concerne la stabilité génétique, les Communautés européennes indiquent que le génie génétique introduit de nouveaux gènes en des endroits aléatoires du génome d'une plante. Ce phénomène n'est pas propre au génie génétique et peut être observé dans les cas où les obtenteurs ont brisé les barrières empêchant la multiplication des espèces selon des techniques classiques.

4.608 Les Communautés européennes affirment en outre qu'il existe de grandes différences dans l'allergénicité des aliments GM par rapport à d'autres nouveaux aliments, formulant de nombreuses allégations vagues et en fin de compte dénuées de fondement afin de suggérer que les aliments GM risquent beaucoup plus de contenir des allergènes qui ont été involontairement introduits au moyen de l'insertion d'un nouveau matériel génétique. Tout nouvel aliment, quelle que soit la méthode de production, pourrait entraîner l'introduction dans le régime alimentaire humain de protéines pour lesquelles il n'y a pas eu précédemment une exposition importante et pour lesquelles, par conséquent, le potentiel allergène est inconnu.

4.609 Les Communautés européennes affirment aussi qu'"[i]l y a cependant des différences notables en ce qui concerne les possibilités d'envahissement ou de persistance dans l'environnement entre la résistance aux herbicides/pesticides des plantes GM et celle des cultures classiques …". Il n'y a aucune base scientifique légitime à cette affirmation et il est intéressant de noter que les Communautés européennes ne se réfèrent à aucune autorité scientifique à cet égard.

4.610 De manière générale, les stratégies de gestion de la résistance aux herbicides sont les mêmes, que les cultures tolérantes aux herbicides aient été obtenues à l'aide des techniques de l'ADN recombinant, de la mutagénèse ou d'une sélection classique. Comme les cultures tolérantes aux herbicides ne présentent pas un avantage sélectif, sauf si l'herbicide spécifique pour lequel elles présentent une tolérance est utilisé (c'est-à-dire que la "pression de sélection pertinente est présente"), l'envahissement de l'environnement ou la persistance dans l'environnement ne sera pas différent par rapport aux homologues non tolérants aux herbicides si l'herbicide n'est pas utilisé.

4.611 La distinction faite par les Communautés européennes entre les herbicides non sélectifs et sélectifs est trompeuse. Les herbicides ont un spectre de sélectivité; certains n'agissent que sur un nombre très limité d'espèces végétales, tandis que d'autres agissent sur une gamme plus large. Les Communautés européennes omettent de mentionner les quelques variétés de cultures tolérantes aux herbicides et résistantes à l'imidazolinone herbicide à large spectre qui ont été développées au moyen de la sélection classique et de la mutagénèse. L'utilisation d'herbicides à large spectre n'est donc pas limitée uniquement aux cultures biotechnologiques tolérantes aux herbicides. En outre, les Communautés européennes ne tiennent pas compte du fait que de nombreux herbicides sélectifs sont bien plus nocifs pour l'environnement que les herbicides à large spectre qu'elles mettent en vedette, le glyphosate et le glufosinate-ammonium. De même, elles ne mentionnent aucun des avantages découlant pour l'environnement de l'utilisation des cultures biotechnologiques tolérantes aux herbicides. Comme la Royal Society du Royaume-Uni l'a attesté, les cultures biotechnologiques tolérantes aux herbicides peuvent être utilisées de façon bénéfique pour la nature et pour assurer la biodiversité dans l'environnement agricole. Enfin, les Communautés européennes ne signalent pas que les risques liés à l'utilisation des herbicides sont examinés à fond dans la législation communautaire généralement applicable concernant les produits phytopharmaceutiques, la Directive 91/414/CEE. Chose même plus surprenante, elles ne mentionnent pas que la sécurité du glyphosate a été entièrement évaluée dans le cadre de la Directive 91/414/CEE à une date aussi récente que 2001.

3. Interdictions de commercialiser des produits spécifiques

a) Colza Ms1xRF1 et Ms1xRf2

4.612 Quelle que soit la justification *a posteriori* donnée par les Communautés européennes relativement à ces produits particuliers, il reste qu'elles n'ont pas achevé la procédure d'approbation prévue dans la Directive 90/220; le demandeur a été dans l'incapacité de commercialiser ses produits dans les Communautés européennes en raison du fait que la France n'a pas publié les lettres d'agrément correspondantes et en raison de l'incertitude qui en découle s'agissant du statut juridique des produits. En conséquence, les Communautés européennes n'ont pas "achevé" la procédure d'approbation sans "retard injustifié", en violation flagrante du paragraphe 1 a) de l'Annexe C de l'*Accord SPS*. Qui plus est, en n'achevant pas la procédure d'approbation, les Communautés européennes ont institué et maintenu une interdiction effective de commercialiser des produits spécifiques pour le colza Ms1xRf1 et Ms1xRf2. Comme ces interdictions ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques (les évaluations des risques qui ont été effectuées étayaient l'approbation de ces produits au lieu de l'imposition d'interdictions de commercialisation), ces mesures sont incompatibles avec les articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*.

b) Colza Ms8xRf3

4.613 Le colza Ms8xRf3 reste assujetti à l'interdiction de commercialiser des produits spécifiques et continue à illustrer la façon dont les Communautés européennes ont donné effet au moratoire. Huit ans après la présentation initiale d'une demande d'approbation – en Belgique en 1996, six ans après l'avis donné par le Comité scientifique des plantes en mai 1998 – et après des années d'utilisation commerciale sûre dans d'autres parties du monde, le produit reste non approuvé que ce soit pour importation et transformation ou pour culture, malgré des mesures de gestion des risques raisonnablement applicables. L'interdiction de commercialiser des produits spécifiques constitue une violation des articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS* comme elle n'est pas établie "sur la base" d'une évaluation des risques et contrevient à l'article 5:6 en étant plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection approprié. D'un point de vue raisonnable, la durée extraordinaire du traitement de cette demande constitue un "retard injustifié". Les Communautés européennes ont donc agi d'une manière incompatible avec le paragraphe 1 a) de l'Annexe C de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, ont contrevenu à l'article 8.

4.614 La description de l'historique de cette demande donnée par les Communautés européennes est à la fois trompeuse et incomplète. Un examen de la chronologie des événements et des pièces jointes présentées par les Communautés européennes dans leur pièce n° 63 montre qu'au cours des huit dernières années, l'auteur de la notification a déployé des efforts soutenus et de bonne foi pour répondre aux demandes constamment changeantes et de plus en plus déraisonnables des États membres. Le traitement de cette demande illustre la façon dont les Communautés européennes se sont effectivement servies de leurs procédures d'approbation pour contrecarrer l'approbation du produit considéré, indépendamment des risques pour la santé humaine et l'environnement et indépendamment des tentatives faites par l'auteur de la notification pour répondre aux préoccupations des États membres. La conclusion logique qu'il convient de tirer de ces données est que, indépendamment des risques, les Communautés européennes étaient et sont décidées à bloquer l'approbation de ce produit pour culture et sont décidées à imposer les conditions contraignantes et non nécessaires en question afin de rendre non rentable l'importation du produit pour transformation.

c) Colza GT73

4.615 Le colza GT73 reste assujetti à l'interdiction de commercialiser des produits spécifiques et continue à servir d'exemple montrant comment les Communautés européennes ont donné effet au moratoire. Neuf ans après la présentation initiale d'une demande d'approbation – en France en 1995 et, par suite de l'inaction de la France, aux Pays-Bas en 1998 – et après des années d'utilisation commerciale sûre dans d'autres parties du monde, la Commission a présenté le dossier au Comité de réglementation chargé de la Directive 2001/18 pour un vote le 16 juin 2004. Ni la proposition de décision de la Commission visant l'approbation du produit – ni un rejet de cette décision – n'a obtenu la majorité qualifiée requise. Malgré l'entrée en vigueur du nouveau cadre réglementaire, malgré l'examen favorable effectué par l'autorité compétente de l'État membre et malgré l'avis favorable émis par l'AESA à une date aussi récente que février 2004, les États membres refusent encore d'approuver le colza GT73 pour importation et transformation.

4.616 On ne peut contester le fait évident que le moratoire est encore en vigueur aujourd'hui en faisant simplement valoir qu'après des années de retard il reste encore deux autres étapes procédurales après lesquelles, théoriquement, l'approbation du produit considéré pourrait être accordée. Même si l'on devait faire valoir que l'approbation pourrait finalement être accordée – à supposer que le Conseil des ministres des Communautés européennes n'arrive encore une fois à aucune conclusion lors d'un vote éventuel du Conseil en octobre 2004 ou aux alentours d'octobre 2004 et dans l'hypothèse d'une approbation ultérieure de la Commission, le fait que cette approbation interviendrait après neuf ans de

procédures bloquées pour la plupart, et à la dernière étape procédurale possible même, après d'innombrables retards au-delà des délais légaux et au-delà d'une justification scientifique, constituerait une autre preuve de l'*existence* persistante du moratoire plus que de toute autre chose.

4. L'absence d'intérêt n'est pas pertinente

4.617 Les affirmations des Communautés européennes quant à la pertinence de la notion d'"absence d'intérêt" sont incorrectes ou trompeuses en fait et en droit. La jurisprudence de l'OMC regorge de cas où des groupes spéciaux ont formulé des constatations ayant trait à des mesures qui avaient été supprimées ou modifiées par la partie défenderesse après l'établissement du mandat. La compétence d'un groupe spécial lorsqu'il s'agit de l'examen d'une mesure est d'abord déterminée par son mandat. Si la mesure relève du mandat, le groupe spécial doit exercer son pouvoir discrétionnaire et formuler à son sujet les constatations qui sont nécessaires pour réaliser l'objectif du règlement des différends qui est "d'arriver à un règlement positif du différend". Dans les cas où la mesure en question existait au moment de l'établissement du mandat du groupe spécial, la pratique systématique des groupes spéciaux a été au moins de formuler des constatations sur la compatibilité de la mesure avec les règles de l'OMC/du GATT.

4.618 D'un point de vue factuel, le Canada conteste vigoureusement l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les mesures dont le Groupe spécial est saisi n'ont jamais existé ou ont été retirées par elles avant l'établissement du mandat du Groupe spécial. De même, le Canada conteste le fait que l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "une action visant une mesure qui n'existe plus serait dénuée de toute fin pratique" s'applique à une situation, comme la présente situation, où il existe une possibilité réelle de renouvellement de la mesure.

5. Niveau de protection approprié des Communautés européennes

4.619 Comme les Communautés européennes semblent admettre que le niveau de protection approprié des produits biotechnologiques est un "niveau de protection élevé", le Canada fait observer que le Groupe spécial devrait d'abord examiner le moratoire et les interdictions visant la commercialisation de produits spécifiques par rapport aux obligations découlant de l'article 5:6 de l'*Accord SPS*. Les éléments de preuve montrent que le moratoire et l'interdiction de commercialiser des produits spécifiques sont plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection approprié.

6. Mesures nationales des États membres des CE ("mesures de sauvegarde")

a) L'article 5:7 de l'*Accord SPS* n'est pas d'application

4.620 Les Communautés européennes font valoir que les mesures de sauvegarde sont provisoires et donc soumises uniquement à l'article 5:7 de l'*Accord SPS* à l'exclusion des autres dispositions citées par le Canada comme ayant été violées. Les Communautés européennes allèguent en outre qu'il incombe à la partie plaignante d'établir *prima facie* que les mesures en question sont incompatibles avec les prescriptions de l'article 5:7, et que le Canada ne s'est pas acquitté de cette charge. Les arguments des Communautés européennes à cet égard sont entièrement dénués de fondement.

4.621 Premièrement, l'Organe d'appel n'a pas défini la relation entre l'article 5:7 et les articles 2:2 et 5:1 comme étant "une relation d'exclusion, non d'exception". Il est inapproprié d'assimiler la relation entre les articles 2:2 et 5:1 et l'article 5:7 à la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3 car les fins et, par conséquent, les relations entre les articles, respectivement, sont différentes.

4.622 L'argument des Communautés européennes ayant trait à l'article 5:7 fausse l'architecture fondamentale de l'*Accord SPS*, telle qu'elle apparaît aux articles 2, 3 et 5. Les Communautés européennes scinde le régime SPS selon que les mesures sont "définitives" (ou "permanentes") ou "provisoires". On ne trouve aucun fondement à une telle scission ni dans le texte de l'*Accord SPS* ni dans la jurisprudence pertinente. Bien au contraire, l'architecture fondamentale de l'*Accord SPS* montre que la scission intervient à l'article 3, entre les mesures fondées sur des normes internationales et les autres mesures SPS. L'article 3 offre aux Membres deux options aussi légitimes l'une que l'autre. Un Membre peut adopter une mesure qui est fondée sur une norme internationale pertinente, lorsqu'une telle norme existe. À l'inverse, un Membre peut adopter une mesure conformément aux dispositions pertinentes des paragraphes 1 à 8 de l'article 5, lorsqu'il souhaite un niveau de protection plus élevé que celui qui découle de la norme internationale.

4.623 En substance, l'article 3:1 et l'article 3:3 représentent des voies "séparées mais égales" à suivre pour adopter une mesure SPS. L'article 3:3 n'est pas simplement une "exemption assortie de réserves" au regard de l'obligation énoncée à l'article 3:1 d'établir de telles mesures sur la base de normes internationales. C'est l'expression du "droit autonome" des Membres de l'OMC d'établir leurs propres niveaux de protection appropriés, des niveaux de protection qui sont plus élevés que ceux qui découlent des normes internationales pertinentes. Toutefois, un Membre qui opte pour la deuxième solution est tenu de satisfaire aux prescriptions de l'article 5:1 et d'établir ses mesures sur la base d'une évaluation des risques compatible avec la définition figurant à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

4.624 Lorsqu'une mesure n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques et qu'elle est par conséquent incompatible avec l'article 5:1, elle sera également, par implication, incompatible avec l'obligation générale énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. S'il est constaté que la mesure en question est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, il est loisible au Membre qui défend la mesure de faire valoir qu'il n'existe pas de preuves scientifiques suffisantes pour lui permettre de procéder à une évaluation des risques. C'est là où intervient l'article 5:7.

4.625 Comme l'Organe d'appel l'a indiqué explicitement, l'article 5:7 "fonctionne comme une exemption *assortie de réserves* de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes". L'article 5:7 permet aux Membres de l'OMC, dans certaines circonstances limitées, d'adopter et de maintenir des mesures SPS bien qu'elles ne s'appuient pas sur des preuves scientifiques suffisantes. L'article 5:7 n'existe pas en tant qu'option pouvant être librement choisie à la place de l'article 2:2 par le Membre concerné.

4.626 L'argument des Communautés européennes selon lequel le seuil (ou "ligne de démarcation") concernant l'applicabilité de l'article 5:7 tient au caractère provisoire de la mesure et non à la "suffisance ou à l'insuffisance des preuves scientifiques" est également dénué de fondement. La position des Communautés européennes est fondée sur un certain nombre d'arguments textuels douteux et sur l'affirmation erronée selon laquelle les quatre conditions énoncées à l'article 5:7 ont un "statut équivalent". Ces affirmations font abstraction du fait que la première condition, l'insuffisance des preuves scientifiques, est exprimée sous forme de seuil.

4.627 Bien que la législation des Communautés européennes indique que les mesures de "sauvegarde" sont censées être temporaires, la même législation exige qu'une décision visant le caractère justifiable de ces mesures soit prise dans un délai raisonnablement court. Des cinq mesures de sauvegarde contestées par le Canada, aucune n'a été appliquée pendant moins de 45 mois. Si ces mesures sont provisoires, elles ne le sont que de nom.

4.628 De toute façon, le simple fait qu'un Membre étiquette une mesure de provisoire ne lui permet pas d'échapper aux autres obligations de l'*Accord SPS*. Ce n'est pas le caractère provisoire de la mesure qui importe, mais c'est la question de savoir si la mesure est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes. C'est seulement si un groupe spécial constate que la mesure est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes que les considérations indiquées à l'article 5:7 entrent en jeu. À l'évidence, c'est au Membre qui invoque la disposition qu'incomberait la charge initiale de démontrer une allégation *prima facie*.

b) Même si l'article 5:7 devait s'appliquer aux mesures nationales des États membres des CE, il n'exclurait pas l'application de l'article 5:5 et/ou de l'article 5:6

4.629 La question liée à l'article 5:5 est la cohérence dans l'application des niveaux appropriés de protection dans des situations comparables. C'est une question différente de l'incapacité putative des Communautés européennes à procéder à une évaluation des risques pour un produit particulier à cause de l'insuffisance des preuves scientifiques. Comme l'établissement d'un niveau de protection approprié précède logiquement le choix de l'outil de gestion des risques – à savoir la mesure en question – la principale question est celle de savoir s'il est possible de déterminer si une situation comparable existe. C'est une question factuelle qui concerne le point de savoir si les conditions de l'article 5:5 ont été remplies et elle n'a pas d'incidence sur l'interprétation juridique de la relation entre l'article 5:5 et l'article 5:7.

4.630 De même, la réponse des Communautés européennes pour ce qui est de la relation entre l'article 5:7 et l'article 5:6 repose sur un postulat fallacieux. Rien dans le texte de l'un ou l'autre des articles 5:6, 5:7 ou 2:2 n'étaye l'argument des Communautés européennes. Dans la pratique, il peut exister de nombreuses situations dans lesquelles le gestionnaire des risques, lorsqu'il est confronté à des preuves insuffisantes, peut néanmoins choisir entre plusieurs options en matière de gestion des risques. Compte tenu de ce qui précède, l'article 5:6 a encore un rôle valable à jouer même si, dans une situation donnée, la détermination de sa violation est plus complexe du point de vue factuel.

c) Les mesures nationales des États membres des CE ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques, comme l'exige l'article 5:1

4.631 Les Communautés européennes affirment que l'expression "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" employée à l'article 5:1 signifie que, dans le contexte des mesures de sauvegarde, le Groupe spécial devrait revenir vers l'article 5:7 "car … les circonstances sont que les preuves scientifiques sont insuffisantes pour le législateur spécifique et le niveau de protection spécifique qu'il applique". À cet égard, l'interprétation par les Communautés européennes de l'expression "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" n'est pas du tout étayée par la jurisprudence et aucune interprétation textuelle raisonnable des termes. Même si ces mots ménagent au Membre de l'OMC une certaine flexibilité pour procéder à l'évaluation des risques, comme le Groupe spécial *Australie – Saumons* l'a conclu, ils ne peuvent pas annuler ou remplacer l'obligation de fond énoncée à l'article 5:1 d'établir la mesure sur la base d'une évaluation des risques. En outre, l'article 5:7 fonctionne comme une exception au regard des articles 2:2 et 5:1. C'est seulement lorsqu'un groupe spécial a constaté qu'une mesure est incompatible avec l'article 5:1 et/ou l'article 2:2 que l'article 5:7 entre en jeu et, dans ce cas, seulement si le Membre souhaitant maintenir la mesure invoque l'article en question.

4.632 L'argument des Communautés européennes selon lequel l'article 5:1 "n'exige pas expressément une "évaluation des risques" – il exige seulement que le Membre tienne compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes"

constitue une distorsion flagrante tant du texte bien clair de l'article 5:1 que de la jurisprudence connexe.

4.633 À titre subsidiaire, les Communautés européennes font valoir que les mesures de sauvegarde appliquées par les États membres sont établies sur la base d'évaluations des risques. En faisant ressortir, de manière étonnante, les évaluations des risques qui ont constitué le fondement de l'approbation des produits par les Communautés européennes, celles-ci font valoir que les évaluations des risques en question peuvent servir de fondement à la fois pour l'agrément initial des Communautés et pour les interdictions appliquées par les États membres. Cela étant, dans les présentes circonstances, les évaluations des risques en question ne peuvent pas assurer cette double fonction. Les avis scientifiques à la disposition du public ne sont pas équivoques dans leurs conclusions, ni ne présentent de vues divergentes sur les risques potentiels associés à ces produits. Au contraire, ils constatent clairement et sans ambiguïté qu'il n'y a aucune preuve qui indique que les produits en question représentent une menace pour la santé humaine et l'environnement.

4.634 Les Communautés européennes indiquent ensuite qu'"[e]n outre, les États membres ont procédé à leurs propres évaluations et [que] d'autres évaluations des risques *pourraient être* effectuées prochainement". Cependant, pour l'essentiel, les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve documentaire des "évaluations" effectuées par les États membres ou "d'autres évaluations des risques" en rapport avec les cinq mesures de sauvegarde contestées par le Canada dans la présente procédure jusqu'à ce que le Groupe spécial leur demande de le faire. Un examen des renseignements additionnels présentés par les Communautés européennes à cet égard démontre que les mesures de sauvegarde ne sont même pas près de satisfaire au critère établi par la jurisprudence de l'OMC pour ce qui est du respect des prescriptions de l'article 5:1 et, par implication, des prescriptions de l'article 2:2 selon lesquelles les mesures SPS doivent être fondées sur des principes scientifiques et ne pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

d) Les mesures nationales des États membres des CE constituent une violation de l'*Accord OTC*

4.635 Les arguments des Communautés européennes selon lesquelles les mesures de sauvegarde ne constituent pas une violation de l'*Accord OTC* sont excessivement limités et traduisent une conception indéfendable, du point de vue jurisprudentiel, de la portée de la définition d'un "règlement technique" ainsi que de l'étendue des obligations énoncées à l'article 2.1, 2.2 et 2.9. Dès lors que les mesures des États membres des CE sont fondées sur des risques ostensibles qui ne sont pas couverts par l'*Accord SPS*, ces mesures sont des règlements techniques et sont, par conséquent, assujetties à l'*Accord OTC*.

i) Les mesures nationales des États membres des CE sont des "règlements techniques"

4.636 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les décisions individuelles prises en vertu de leurs instruments législatifs – qu'elles désignent sous le nom d'"actes administratifs" – "ne sont pas en elles-mêmes des règlements techniques" n'a pas de justification textuelle ou jurisprudentielle. La seule partie du texte que les Communautés européennes citent – l'expression "dispositions administratives qui s'y appliquent" – n'est pas particulièrement instructive; l'absence de "dispositions administratives qui s'y appliquent" ne signifie pas en elle-même qu'une mesure particulière n'est pas un règlement technique. Les similitudes entre les mesures en cause dans le présent différend et la mesure en cause dans l'affaire *CE – Amiante* corroborent la conclusion selon laquelle les mesures de sauvegarde sont vraiment des "règlements techniques" comme l'a interprété l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Amiante* et *CE – Sardines*.

4.637 Les mesures de sauvegarde satisfont aux trois critères établis par l'Organe d'appel pour déterminer si une mesure particulière relève de la définition d'un "règlement technique".

Premièrement, toutes les mesures de sauvegarde identifient les produits spécifiques soumis aux prohibitions ou sont exprimées en des termes qui rendent ces produits aisément identifiables. Deuxièmement, chaque mesure de sauvegarde proscrit le colza et le maïs possédant certaines caractéristiques ou un nouveau matériel génétique. Cela est similaire à la proscription, dans l'affaire *CE – Amiante*, de produits – tels que le ciment – qui contiennent des fibres d'amiante. Pour ces raisons, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle ces mesures ne prescrivent ou ne proscrivent pas des caractéristiques de produits est indéfendable. Troisièmement, la conformité avec les caractéristiques de produits indiquées dans les mesures de sauvegarde est obligatoire. L'argument des Communautés européennes selon lequel "[i]l n'y a aucun moyen pour le produit notifié d'être conforme à la mesure de l'État membre" passe à côté de l'essentiel. La question n'est pas de savoir si le produit notifié peut être conforme, mais de savoir si les produits à base de colza ou de maïs peuvent être conformes, dans le même sens que dans l'affaire *CE – Amiante*, la question n'est pas de savoir si le ciment à l'amiante peut être conforme à la prohibition, mais de savoir si le ciment peut y être conforme.

ii) Les mesures constituent une violation de l'article 2.1

4.638 Le Canada a réfuté les arguments formulés dans la première communication écrite des Communautés européennes dans sa réponse à la question n° 69 du Canada.

iii) Les mesures constituent une violation de l'article 2.2

4.639 Si le Canada souscrit à la déclaration assez évidente selon laquelle la question de savoir si une mesure particulière remplit son objectif dépend de ce qui constitue cet objectif, il ne souscrit pas à l'argument implicite des Communautés européennes selon lequel les mesures de sauvegarde sont nécessaires. Le Canada note que l'argument des Communautés européennes est nécessairement implicite car nulle part elles ne font valoir explicitement que les mesures de sauvegarde remplissent effectivement un objectif légitime – ni ne fournissent d'éléments de preuve pour le démontrer; les Communautés européennes n'indiquent même pas quel(s) niveau(x) de risque acceptable les "législateurs compétents" des États membres respectifs des CE appliquent.

4.640 Compte tenu des objectifs des mesures de sauvegarde – dès lors que ces objectifs peuvent être raisonnablement différenciés des mesures elles-mêmes et de la législation communautaire relative à l'évaluation et à l'approbation des produits biotechnologiques – et compte tenu des preuves scientifiques et autres, le Canada a démontré que les mesures en question ne satisfaisaient pas aux prescriptions énoncées à l'article 2.2 de l'*Accord OTC*. Les Communautés européennes n'ont présenté aucun argument, s'agissant des mesures de sauvegarde spécifiques, qui contre l'allégation *prima facie* du Canada. Les renseignements additionnels ayant trait aux mesures de sauvegarde finalement fournis par les Communautés européennes à la demande du Groupe spécial ne font que renforcer la position juridique du Canada selon laquelle ces mesures sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

iv) Les mesures constituent une violation de l'article 2.9

4.641 Les Communautés européennes ne contestent pas le fond des arguments du Canada ayant trait à l'incompatibilité des mesures de sauvegarde avec l'article 2.9, se bornant à formuler des arguments additionnels expliquant pourquoi les mesures de sauvegarde ne sont pas des règlements techniques. Pour montrer pourquoi ces arguments sont dénués de fondement, le Groupe spécial n'a pas besoin d'examiner autre chose que la mesure en cause dans l'affaire *CE – Sardines*. La mesure incriminée dans cette affaire, le Règlement n° 2136/89, que les Communautés européennes ont reconnu comme étant un règlement technique, s'applique à un seul produit: les sardines en conserve. Il est évident,

par conséquent, que la question de savoir si une mesure s'applique à un seul produit ou de nombreux produits ne permet pas de déterminer si cette mesure est un règlement technique ou non. Cette considération affaiblit également l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle une mesure doit être de "caractère général" pour pouvoir être un règlement technique.

O. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE

1. Arguments

a) Le moratoire *de facto*

i) Introduction – Existence d'un moratoire de facto

4.642 À ce stade de la procédure, l'Argentine fera valoir que les Communautés européennes n'ont réfuté aucun des arguments que les parties plaignantes ont présentés dans le présent différend. L'attitude des Communautés européennes à l'égard de nos arguments consiste, par exemple, à faire des déclarations dogmatiques selon lesquelles il n'existe tout simplement pas de moratoire *de facto* ni de suspension du traitement de demandes d'approbation spécifiques. De surcroît, les Communautés européennes affirment que, même dans l'hypothèse où une telle mesure existe, ce ne serait pas une mesure pouvant être mise en cause au titre de l'Accord sur l'OMC. Néanmoins, les Communautés européennes déclarent simplement qu'il n'y a pas de mesure du tout, sans réfuter aucun des arguments ayant trait à son existence et à son incompatibilité développés par les parties plaignantes.

4.643 Les Communautés européennes ont indiqué que les événements intervenus après l'établissement d'un groupe spécial devraient être pris en compte car la mesure contestée peut avoir cessé d'exister, admettant donc implicitement l'existence d'un moratoire *de facto*, au moins avant l'établissement du présent Groupe spécial.

4.644 Les Communautés européennes affirment aussi que l'*Accord SPS* ne s'appliquerait pas au présent différend car, d'après la façon dont elles interprètent l'*Accord SPS*, les questions se rapportant aux produits biotechnologiques agricoles vont au-delà du champ de l'*Accord SPS*. Malgré cela, elles reconnaissent effectivement que les produits biotechnologiques agricoles sont en partie couverts par l'*Accord SPS*. Selon l'Argentine, l'*Accord SPS* **est** l'Accord à appliquer, puisqu'il vise la protection contre certains risques et pas contre certains produits.

4.645 En outre, les Communautés européennes estiment qu'il existe une législation pertinente pour le présent différend hors du cadre des règles de l'OMC et que cela devrait être pris en compte par le Groupe spécial dans le règlement de la présente affaire. Quoi qu'il en soit, l'Argentine estime que la législation "hors du cadre de l'OMC" invoquée par les Communautés européennes ne les libère pas de leur obligation d'assurer un appui scientifique à leurs mesures.

ii) La mesure consistant en un moratoire de facto

4.646 L'existence d'une mesure consistant en un moratoire *de facto* a été largement démontrée et les Communautés européennes n'ont pas réfuté les éléments de preuve présentés, mais ont plutôt essayé de les réinterpréter ou de les rejeter.

4.647 Le moratoire *de facto* présente les caractéristiques suivantes: i) il n'a jamais fait l'objet d'une législation concrète; ii) il empêche l'approbation de tout nouveau produit biotechnologique agricole dans les Communautés européennes depuis 1998, par le biais de la suspension systématique de la procédure et du non-examen des demandes individuelles d'autorisation ou d'approbation de produits

biotechnologiques agricoles; iii) il a entraîné un retard systématique et injustifié pour ce qui est des délais indiqués dans la législation communautaire, de sorte que les procédures ne sont jamais achevées; et iv) il entraîne une discrimination à l'encontre des produits biotechnologiques agricoles.

4.648 L'existence d'un moratoire *de facto* est manifeste car il n'y a pas eu d'approbation ni de rejet de demandes visant des produits biotechnologiques agricoles dans les Communautés européennes depuis 1998, bien que plusieurs demandes aient reçu un avis scientifique favorable de la part des comités scientifiques des Communautés européennes.

4.649 En outre, c'est un fait pertinent que l'existence d'un moratoire *de facto* a été reconnue par des hauts fonctionnaires des CE directement responsables des questions examinées dans le présent différend. Par ailleurs, au niveau des États membres des CE, l'existence d'un moratoire *de facto* a continué à être reconnue encore en juin 2004.

4.650 Plus récemment, au moment de l'approbation étrangement opportune du maïs Bt-11, il a été fait référence à l'existence d'un moratoire *de facto* dans le document officiel correspondant, qui indique que l'approbation du maïs Bt-11 "*mettrait* fin à l'*actuel* moratoire visant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés appliqué en Europe". (pas d'italique dans l'original) Le document s'inscrit en faux non seulement contre l'argument des Communautés européennes ayant trait à la non-existence d'un moratoire *de facto* mais aussi contre l'argument concernant l'"absence d'intérêt". La déclaration des Communautés européennes relative à l'"absence d'intérêt" est également contraire à la jurisprudence de l'OMC concernant l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

4.651 Les Communautés européennes tentent de minimiser les déclarations de leurs hauts fonctionnaires en faisant valoir qu'elles n'engagent pas les Communautés européennes. À cet égard, elles citent la jurisprudence relative aux "déclarations informelles". Cela étant, elles n'expliquent pas en quoi les déclarations de hauts fonctionnaires des CE ayant une compétence directe en la matière peuvent constituer des "déclarations informelles".

4.652 En outre, en ce qui concerne la déclaration des Communautés européennes selon laquelle *"cela peut constituer des éléments de preuve additionnels montrant que le Membre en question applique cette mesure d'une façon spécifique"*, si les Communautés européennes faisaient référence à la récente décision visant le maïs Bt-11, l'Argentine ferait observer que cette décision se rapporte à un produit seulement et ne met pas fin à l'existence du moratoire *de facto*. Cette approbation peut être intervenue précisément à cause de l'établissement du Groupe spécial et ne devrait pas être considérée comme la façon normale dont les Communautés européennes appliquaient leurs procédures d'approbation.

4.653 Les Communautés européennes disent aussi qu'il y a eu après 1998 des approbations au titre du Règlement n° 258/97. Selon elles, cela montre que les procédures n'ont pas été suspendues. Pourtant, l'Argentine souhaiterait faire clairement savoir que les "approbations" mentionnées par les Communautés européennes ne sont pas de vraies approbations mais seulement des notifications au titre de la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97.

4.654 Pour ce qui est de l'argument selon lequel les parties plaignantes n'ont indiqué aucun instrument ou texte sur la base duquel le moratoire a été établi, l'Argentine a déjà expliqué dans sa première communication écrite que le moratoire n'avait pas fait l'objet d'une législation concrète. Les mesures mentionnées à l'Annexe A:1 de l'*Accord SPS* ne sont pas les seules mesures sanitaires et phytosanitaires visées par cet accord. Les Communautés européennes font aussi valoir qu'en tout état de cause une mesure ne faisant pas l'objet d'une législation concrète ne pourrait pas être remise en

cause à l'OMC. Par contre, comme le décrit la communication de l'Argentine, la jurisprudence du GATT/de l'OMC a systématiquement adopté une approche large à l'égard du concept de "mesure". En fait, la tendance a toujours été d'élargir ce concept de telle façon que les obligations des Membres ne puissent pas être contournées.

iii) Pas simplement un retard – Absence de prise en considération des preuves scientifiques

4.655 Dans la présente procédure, les Communautés européennes tentent de raccourcir la période qui a commencé en 1998, niant ainsi l'existence d'un moratoire *de facto* et ramenant tout à une simple question de retard. L'Argentine ne souscrit pas à l'allégation des Communautés européennes selon laquelle tout retard devrait prendre fin avec l'application de la Directive 2001/18. Cette dernière est entrée en vigueur en octobre 2002 et aucune approbation n'a été accordée par la suite malgré les preuves scientifiques disponibles.

4.656 Les Communautés européennes continuent d'essayer de faire valoir que l'horloge devrait être remise à zéro à partir de ce moment, sans considération du fait qu'aucune approbation n'a été accordée et qu'elles ont bloqué toutes les demandes en alléguant qu'une législation plus stricte était nécessaire, notamment en ce qui concerne la traçabilité et l'étiquetage. Il en est de même pour la réponse des Communautés européennes à la question n° 36 du Groupe spécial, dans laquelle elles disent que "*la nouvelle présentation représente la date de départ du délai raisonnable nécessaire pour examiner les nouveaux renseignements et procéder à une évaluation des risques concernant les questions nouvellement identifiées*". Remettre l'horloge à zéro pour ce qui est de la Directive 2001/18 impliquerait l'absence de prise en considération de l'ensemble de la période qui s'est écoulée depuis la présentation initiale des demandes, y compris le moment où les avis scientifiques favorables ont été exprimés.

4.657 Dans leur réponse à la question n° 37 du Groupe spécial, les Communautés européennes essaient à nouveau de réduire l'allégation à une simple question de retard. L'Argentine s'oppose vigoureusement à cette vue "réductrice". L'Argentine se repose beaucoup sur les preuves scientifiques sur lesquelles toute mesure SPS doit être fondée et cette prescription de fond va bien au-delà d'une simple question de retard injustifié. Tant le moratoire *de facto* que la "suspension et le non-examen" doivent satisfaire aux prescriptions de fond, à savoir le besoin de preuves scientifiques, et doivent donc être compatibles avec les articles 5:1, 2:2, 5:5, 2:3 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

iv) Les Communautés européennes mettent en œuvre et maintiennent un moratoire de facto

4.658 Comme l'Argentine l'a déjà relevé, les Communautés européennes ont constamment fait de l'adoption d'une législation plus stricte une condition préalable à la levée du moratoire. Toutefois, elles ont systématiquement imposé des prescriptions additionnelles, la conséquence étant que les procédures ne pouvaient jamais être achevées. Dès que les demandeurs avaient satisfait à un ensemble de prescriptions, il leur était demandé de satisfaire à un autre. En fait, les Communautés européennes ont cessé d'approuver ou de rejeter des demandes à partir de 1998 car elles jugeaient inadéquate leur législation – à l'époque, la Directive 90/220 et le Règlement n° 258/97. Conséquence immédiate, le 4 septembre 1998 les Communautés européennes ont lancé ce qu'elles appellent une "consultation interservices".

4.659 Les Communautés européennes continuent à nier l'existence d'un moratoire *de facto* ou d'une suspension de la procédure. Selon elles, à cause de l'insuffisance de la législation, un mécanisme transitoire – l'approche dite "approche intermédiaire" – a été établi afin de faciliter le passage à un nouveau régime.

4.660 Tel était le contexte dans lequel les Communautés européennes ont engagé la procédure législative qui a abouti à l'adoption de la Directive 2001/18. Cependant, avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 en octobre 2002, les Communautés européennes ont à nouveau fait valoir qu'une législation plus appropriée était nécessaire. Cela a lancé le débat sur la traçabilité et l'étiquetage, de sorte qu'il n'y a pas eu non plus d'approbation – ni même de rejet – de produits biotechnologiques agricoles au titre de la Directive 2001/18. En décembre 2003, une nouvelle phase de "consultation interservices" a été engagée.

4.661 L'Argentine va maintenant traiter de ces questions et de leur importance dans la procédure d'approbation des produits biotechnologiques agricoles, démontrant ainsi comment l'absence d'approbation depuis 1998 a été délibérément décidée et maintenue par les Communautés européennes.

a.- Phase de "consultation interservices"

4.662 Il ressort clairement des renseignements contenus dans les CD-ROM fournis par les Communautés européennes que celles-ci et/ou leurs États membres ont tenté de réfuter ou d'ignorer délibérément les avis scientifiques favorables rendus par leurs comités scientifiques, afin de bloquer l'approbation ou la commercialisation des produits biotechnologiques agricoles. En outre, les renseignements présentés sur les CD-ROM susmentionnés brossent un tableau bien clair des étapes procédurales pertinentes pour chaque produit biotechnologique agricole. Certaines étapes des procédures d'approbation n'ont pas de fondement juridique mais ont une pertinence politique en tant que moyen de blocage de ces procédures. Cela montre que les Communautés européennes traitaient les produits biotechnologiques agricoles "par paniers".

4.663 La "phase de consultation interservices" a effectivement empêché toutes les demandes – ayant reçu des avis scientifiques favorables en 1998 – de progresser. En résumé, toutes les demandes ayant reçu des avis scientifiques favorables à partir de 1998 ont été bloquées pendant la "phase de consultation interservices", sans aucune exception. Un premier groupe de produits (le colza Falcon GS40, le colza MS8xRF3 et la betterave fourragère A5/15) a été placé dans un "panier" commun en septembre 1998 et a été empêché d'arriver au stade du vote au Comité de réglementation jusqu'en juin et en octobre 1999, dates auxquelles il n'a même pas fait l'objet d'un vote. Les deux produits restants (le coton Bt-531 et le coton RRC 1445) ont effectivement été soumis à un vote, mais en raison de l'absence de la majorité requise, ils ont été placés dans un deuxième "panier" en mai 1999. Les deux "paniers" ont été effectivement bloqués dans la procédure jusqu'à ce que les demandes aient dû être présentées une nouvelle fois, en vertu de la Directive 2001/18, en janvier 2003.

4.664 Dans leur réponse à la question n° 94 du Groupe spécial, les Communautés européennes décrivent comment la "consultation interservices" pourrait fonctionner. L'Argentine doit conclure que cette phase de "consultation interservices" est une preuve de l'existence d'un moratoire *de facto* et de la "suspension et du non-examen", spécifiquement en ce qui concerne le coton Bt-531 et le coton RRC 1445.

b.- La "position commune" et la déclaration de plusieurs États membres

4.665 Comme cela a été prouvé, les procédures d'approbation et de rejet des demandes ont été interrompues en 1998, car la législation communautaire était jugée inappropriée. Dans ce contexte, en juin 1999, le Conseil des Ministres de l'environnement de l'UE a élaboré un document appelé "position commune" en vue de la réforme de la Directive 90/220. Ce document indiquait qu'il n'y aurait pas d'approbation jusqu'à l'adoption d'une nouvelle législation. Dans une déclaration, le Danemark, la Grèce, la France, l'Italie et le Luxembourg ont annoncé leur intention de ne pas autoriser

davantage d'approbations de produits biotechnologiques. Cette position a été réaffirmée en juillet 2000 au cours d'une réunion informelle du Conseil Environnement tenue à Paris.

4.666 Selon l'Argentine, la "position commune" révèle l'intention des Communautés européennes de n'approuver aucun produit biotechnologique agricole de plus. Cette volonté et cette intention montrent que le moratoire *de facto* n'est pas uniquement la somme de simples retards dans les procédures d'approbation.

4.667 En septembre 1998 et en mai 1999, les Communautés européennes ont commencé à cesser d'approuver les produits biotechnologiques agricoles en engageant la phase de "consultation interservices". Peu après, en juin 1999, ont été divulguées la "position commune" et la déclaration des cinq États membres, faisant valoir la nécessité d'une réforme de la législation en matière d'approbation. À ce stade, les procédures d'approbation ont toutes été interrompues et les Communautés européennes ont engagé une "phase de discussion". Certains États membres – la France, la Belgique, le Danemark, la Grèce et l'Italie – ont demandé l'application de prescriptions additionnelles avant la relance du processus d'approbation, exigeant cette fois-ci un système de responsabilité environnementale. Celui-ci avait également été reconnu au sein des Communautés européennes comme pouvant prendre la suite du moratoire *de facto*.

c.- Au sujet de l'"approche intermédiaire"

4.668 Le fait que les Communautés européennes avaient envisagé une modification de la législation a donné naissance à une incertitude au sujet des approbations. Par voie de conséquence, plusieurs demandeurs ont proposé de satisfaire aux prescriptions énoncées dans la "position commune", puisqu'ils n'avaient pas d'autre choix. Ensuite, en juillet 2000, la Commission a proposé l'approche dite "approche intermédiaire". Ce fait s'est produit après une longue période pendant laquelle il n'y avait eu aucune approbation et résultait des préoccupations des demandeurs – non d'une initiative quelconque des Communautés européennes, comme ces dernières voudraient que le Groupe spécial le croie.

4.669 En juillet 2000, la Commission a examiné plusieurs options concernant l'approbation des produits biotechnologiques agricoles. Elles étaient les suivantes: a) appliquer la Directive 90/220 telle qu'elle se présentait à cette date; b) attendre que les États membres aient incorporé la Directive 90/200/CEE dans leur législation interne; et c) adopter une position anticipative afin de relancer le système d'approbation – l'"approche intermédiaire" – qui consistait à devancer les prescriptions plus strictes de la future Directive 2001/18, en particulier celles qui avaient trait à la surveillance, à l'étiquetage et à la traçabilité. Dans ce contexte, les préoccupations exprimées par les Communautés européennes et par les États membres visaient l'étiquetage et la traçabilité, et il a été fait de ces questions une condition *sine qua non* pour l'approbation des produits biotechnologiques agricoles. Dans le cadre de l'"approche intermédiaire", il n'y a eu ni approbation ni rejet. Qui plus est, l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 a mis fin à la phase de l'"approche intermédiaire". En somme, l'"approche intermédiaire" est devenue juste une autre manifestation du moratoire *de facto*.

d.- D'autres demandes ont reçu des avis scientifiques favorables, avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18

4.670 Alors que toutes les demandes ayant reçu un avis scientifique favorable datant de 1998 étaient bloquées, de nouvelles demandes pouvaient être approuvées grâce à l'avis favorable des comités scientifiques. Tant le colza Phoe6/Ac que le maïs Bt-11 avaient reçu un avis favorable le 30 novembre 2000 et les demandes visant ces produits devaient être présentées une nouvelle fois au titre de la Directive 2001/18. Ainsi, les deux demandes avaient été bloquées pendant deux années.

On peut faire valoir la même chose s'agissant des pommes de terre, bien que pour une durée plus courte puisque l'avis scientifique favorable avait été rendu en juillet 2002.

4.671 En février 2001, six États membres – le Danemark, la France, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg et l'Autriche – ont réaffirmé leur volonté de suspendre les approbations, au motif que les nouvelles procédures étaient inadéquates.

4.672 À la fin d'octobre 2001, la majorité des États membres ont reconnu en substance que le moratoire ne devrait pas être levé avant l'entrée en vigueur de dispositions complètes sur la traçabilité et l'étiquetage. Lors d'une réunion informelle du Conseil Environnement, huit États membres – la France, l'Autriche, la Finlande, le Luxembourg, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas et la Suède – ont effectivement rejeté le projet de la Commission d'envisager de nouvelles autorisations, en exigeant que la nouvelle réglementation entre d'abord en vigueur. La Commission a alors estimé que la promulgation de toute prescription relative à la traçabilité et à l'étiquetage prendrait deux années de plus. En décembre 2001, la Belgique a déclaré une fois encore que le moratoire *de facto* devrait être maintenu jusqu'à la mise en place d'une législation appropriée en matière de traçabilité et d'étiquetage.

4.673 Les Communautés européennes annonçaient donc clairement leur intention de maintenir le moratoire *de facto*, même si la Directive 2001/18 entrait en vigueur. Cela réfute l'allégation des Communautés européennes selon laquelle tout retard devrait prendre fin avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.

e.- Allégations ayant trait à la révision de la Directive 90/220

4.674 S'agissant des excuses données par les Communautés européennes pour l'abrogation de la Directive 90/220, elles ont consisté essentiellement en ce qui suit: les "nouvelles connaissances scientifiques", l'absence de critères harmonisés relatifs à l'évaluation des risques à effectuer ainsi que l'absence de mesures de surveillance postérieures à la commercialisation et de dispositions en matière d'étiquetage.

4.675 L'absence de critères harmonisés relatifs à l'évaluation des risques avait déjà été traitée dans le "Rapport concernant la révision de la Directive 90/220/CEE" dans le cadre de la communication de la Commission sur la biotechnologie et le Livre blanc.[82] Malgré ce qui est indiqué dans ce document, en réponse à la question n° 17 du Groupe spécial, les Communautés européennes affirment qu'il n'y a pas actuellement une prééminence de leurs comités scientifiques par rapport au reste.

4.676 L'Argentine souhaite faire observer que, dans leur réponse à la question n° 17 du Groupe spécial, les Communautés européennes font également référence à la jurisprudence de la Cour de justice européenne, qui établit les critères appliqués pour déterminer si un avis scientifique du comité scientifique compétent peut ne pas être pris en compte. Les Communautés européennes n'ont pas observé les règles énoncées par leur propre Cour de justice. En fait, elles n'ont fourni aucune raison de caractère scientifique expliquant pourquoi elles avaient fait abstraction des avis de leurs propres comités scientifiques, qui étaient favorables à l'approbation des produits biotechnologiques agricoles.

4.677 Selon l'Argentine, cette circonstance confirme l'absence de données scientifiques étayant l'application du moratoire *de facto* et montre que ce qui, à un moment donné, avait été avancé comme un argument pour modifier le régime d'approbation communautaire était devenu une excuse incompatible avec les obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

[82] COM(96) 630 final, Bruxelles, 10 décembre 1996, "Rapport concernant la révision de la Directive 90/220/CEE".

4.678 Un autre argument utilisé par les Communautés européennes pour justifier la modification de la Directive 90/220 est celui qui a trait aux "mesures de surveillance postérieures à la commercialisation". La Directive 90/220 traitait déjà des "mesures de contrôle postérieures à la commercialisation" dans son annexe II (V), de sorte que nous sommes à nouveau confrontés à un argument qui n'est en réalité qu'une autre excuse. Quant à la question de l'absence de dispositions en matière d'étiquetage, la Directive 90/220 contenait déjà une telle disposition, que les demandeurs ne pouvaient éluder que pour des motifs scientifiques valables.

f.- Entrée en vigueur de la Directive 2001/18

4.679 En novembre 2003, après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, le maïs NK603 a reçu un avis scientifique favorable et le colza GT73 en a reçu un en février 2004. Le présent Groupe spécial de l'OMC avait été établi à cette époque.

4.680 Il n'y a pas eu d'approbation en vertu de la Directive 2001/18 non plus. De surcroît, à une réunion des Ministres de l'agriculture tenue en janvier 2003, plusieurs États membres des CE ont établi des conditions pour la mise en œuvre de la Directive 2001/18, concernant cette fois l'adoption d'un régime d'étiquetage et de traçabilité. En outre, l'application d'un régime en matière de coexistence a également été demandée.

4.681 À cet égard, les autorités communautaires ont indiqué leur intention de recourir à la Cour de justice européenne car la plupart des États membres n'ont pas incorporé la Directive 2001/18 dans leur législation interne.

4.682 C'est un autre fait qui démontre l'existence d'un moratoire *de facto*.

g.- Au sujet de la législation en matière de traçabilité et d'étiquetage

4.683 La nécessité d'un nouveau régime de traçabilité et d'étiquetage a été spécifiquement invoquée dans le cas du Règlement n° 258/97. À ce sujet, les Communautés européennes ont relevé dans leur réponse à la question n° 91 du Groupe spécial que le règlement susmentionné était approprié pour les questions relatives à l'"évaluation des risques", mais qu'"il était clairement apparu en 1999 qu'une nouvelle législation traitant de certaines questions telles que l'étiquetage et la traçabilité serait nécessaire, ainsi que la mise au point et la validation de méthodes de détection. Ces questions ont été traitées dans les Règlements n° 1830/2003 (étiquetage et traçabilité) et 1829/2003 (denrées alimentaires et aliments pour animaux)".

4.684 Dans ce cas aussi, l'argument des Communautés européennes était devenu une excuse. En réalité, le Règlement n° 258/97 contient bel et bien des dispositions relatives à l'"étiquetage".

4.685 En ce qui concerne la "traçabilité" et les "méthodes de détection", les Communautés européennes n'ont pas identifié l'existence d'un risque comme le prescrivent les principes du Codex pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes. Les allégations des Communautés européennes ayant trait à la traçabilité et aux méthodes de détection sont donc en fait des excuses visant à justifier le moratoire *de facto*.

h.- Au sujet des arguments des Communautés européennes fondés sur le Protocole de Cartagena et le principe dit "principe de précaution"

4.686 Les Communautés européennes font valoir la pertinence d'un instrument "hors du cadre de l'OMC" et du principe dit "principe de précaution" pour le traitement des questions soulevées en l'espèce.

4.687 Selon l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, tel qu'il est interprété par l'Organe d'appel, celui qui interprète un traité doit appliquer la Convention de Vienne sur le droit des traités pour interpréter les accords visés. En l'espèce, en ce qui concerne les règles "hors du cadre de l'OMC" invoquées par les Communautés européennes, nous devons recourir à l'article 31 de la Convention de Vienne.

4.688 Les règles mentionnées par les Communautés européennes ne constituent manifestement pas un accord "ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les Parties à l'occasion de la conclusion du traité" – article 31.2 a). Il ne s'agit pas non plus d'un "instrument établi par une ou plusieurs Parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres Parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité" – article 31.2 b). À l'évidence, les règles citées par les Communautés européennes ne constituent pas un "accord ultérieur intervenu entre les Parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions" – article 31.3 a). Le Protocole de Cartagena ne peut pas non plus être considéré comme une "règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les Parties" – article 31.3 c), vu que les Communautés européennes sont la seule partie au présent différend soumis à l'OMC qui est liée par les dispositions du Protocole.

4.689 Les Communautés européennes font également référence au principe dit "principe de précaution". Il convient de relever que l'Organe d'appel a traité le statut de ce "principe" dans l'affaire *CE – Hormones*.

4.690 Enfin, le Protocole de Cartagena indique ce qui suit dans l'un des alinéas du préambule:

> "Soulignant que le présent Protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur"

Ce qui est pertinent en l'espèce, c'est que le Protocole de Cartagena n'autorise pas les Communautés européennes à contourner leurs obligations dans le cadre de l'OMC et que leurs arguments à cet égard n'ont été qu'une autre excuse pour maintenir le moratoire *de facto*, car elles ont également dit que la Directive 2001/18 ne serait pas adoptée avant la conclusion du Protocole de Cartagena, pour qu'elles puissent adapter leur législation à ce protocole.

4.691 Il convient de rappeler que le Protocole de Cartagena établit l'obligation de procéder à une évaluation des risques. Lorsque nous comparons les annexes I et III du Protocole de Cartagena à la Directive 90/220, nous notons une grande cohérence entre les textes.

4.692 Il ressort clairement de ce qui précède qu'encore une fois les arguments des Communautés européennes ne sont que de simples excuses.

v) Le moratoire de facto est incompatible avec l'article 10:1 de l'Accord SPS

4.693 En tant que pays en développement, l'Argentine doit à nouveau souligner la pertinence des dispositions de l'article 10 de l'Accord SPS car elles établissent un traitement spécial et différencié pour les pays en développement Membres.

4.694 L'Argentine souhaiterait formuler des observations concernant la déclaration des Communautés européennes selon laquelle "les Communautés européennes ne doutent pas de l'importance de ces dispositions et peuvent assurer l'Argentine qu'elles en tiennent compte dans l'élaboration et l'application de leur législation, y compris, lorsque c'est pertinent, leur législation sur les OGM". Tout d'abord, l'Argentine note avec satisfaction que les Communautés européennes reconnaissent l'importance de ces dispositions. Cependant, nous ne souscrivons pas à la dernière partie de la déclaration, en particulier les termes "*lorsque c'est pertinent*". L'Argentine doit à nouveau souligner que l'article 10 est obligatoire pour les Membres de l'OMC.

4.695 L'Argentine réaffirme que les Communautés européennes n'ont présenté aucune preuve montrant qu'elles ont tenu compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres lorsqu'elles ont élaboré et appliqué leur législation sur les produits biotechnologiques agricoles.

4.696 En outre, l'Argentine conteste la description donnée par les Communautés européennes selon laquelle "l'argument de l'Argentine semble n'être rien de plus qu'une déclaration selon laquelle, puisque les Communautés européennes ont contrevenu à d'autres dispositions des accords et que cela affecte l'Argentine, un pays en développement, elles ont par conséquent également manqué à leurs obligations en matière de traitement spécial et différencié à l'égard des pays en développement". Les Communautés européennes font erreur en alléguant que l'argument de l'Argentine est fondé sur une interprétation d'une obligation corollaire. L'Argentine a fait valoir que, lors de l'adoption du moratoire *de facto* par les Communautés européennes, aucune considération n'a été accordée aux obligations des pays développés découlant de l'article 10:1 de l'*Accord SPS* et, en particulier, à l'obligation de tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres. En outre, même si l'on prend en compte la législation communautaire elle-même, une lecture des principales dispositions traitant du sujet – les Directives 90/220 et 2001/18, et le Règlement n° 257/98 – ne montre aucune référence aux produits biotechnologiques des pays en développement Membres, et encore moins à la prise en compte des besoins spéciaux de ces pays.

4.697 L'Argentine réaffirme que le moratoire *de facto* appliqué par les Communautés européennes depuis 1998 a eu pour effet de fermer le marché communautaire aux produits biotechnologiques agricoles non approuvés avant cette date. Les courants d'échanges ou les importations auxquels les Communautés européennes semblent se référer ne peuvent en fait inclure aucun nouveau produit biotechnologique agricole postérieur à 1998 comme aucun produit n'a été approuvé – ou rejeté – à cause de la façon dont le moratoire *de facto* fonctionne.

4.698 Les Communautés européennes n'ont pas non plus rejeté l'allégation de l'Argentine selon laquelle l'absence de considération pour les besoins spéciaux des pays en développement est aggravée dans le cas des Communautés européennes car il ne s'agit pas juste d'un marché national, mais d'un marché regroupant maintenant 25 États membres. En outre, les dix derniers États qui ont rejoint les Communautés européennes ont dû accepter l'"acquis communautaire", qui comprend le moratoire *de facto*.

4.699 L'Argentine réitère donc sa demande visant à ce que le Groupe spécial constate que les Communautés européennes contreviennent à l'article 10:1 de l'*Accord SPS*.

b) "Suspension du traitement et non-examen des demandes individuelles visant des produits spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine"

i) Observations générales

4.700 Ainsi qu'il a été dit plus haut, comme le moratoire *de facto* affecte toutes les demandes, les étapes additionnelles pertinentes en question s'appliquent également aux produits présentant un intérêt pour l'Argentine, à savoir le coton Bt-531, le coton RRC 1445, le maïs NK603, le maïs GA21 et les lignées de soja A2704-12 et A5547-127.

4.701 Par ailleurs, après avoir examiné les renseignements finalement présentés par les Communautés européennes dans les CD-ROM, l'Argentine constate que ces renseignements ne concordent pas avec les avis scientifiques favorables exprimés par les comités scientifiques des Communautés européennes. Premièrement, la plupart des renseignements fournis par les Communautés européennes ont un caractère politique plutôt que scientifique. Deuxièmement, la plupart des documents énumérés par les Communautés européennes sont datés d'avant la publication des avis scientifiques favorables. L'Argentine est donc d'avis que les comités scientifiques avaient connaissance de tous ces documents et ont quand même exprimé un avis favorable. En outre, comme seules les observations publiées dans des journaux scientifiques indexés appliquant des procédures d'examen par des spécialistes devraient être prises en considération dans l'analyse, les avis ne reposant pas sur cette base ne doivent pas être pris en compte.

4.702 Quoi qu'il en soit, pour ce qui est des observations spécifiques concernant les questions que l'Argentine juge pertinentes d'un point de vue scientifique, nous incluons des observations confirmant que les renseignements additionnels dont les Communautés européennes ne cessent de parler, qu'elles n'ont jamais présentés jusqu'à ce que le Groupe spécial et les parties le demandent à la première réunion de fond, qu'elles ont fournis sans traduction adéquate, retardant ainsi la procédure, et sur la base desquels elles ont dit qu'elles avaient établi leurs mesures relatives aux produits spécifiques présentant un intérêt pour l'Argentine, ne réfutent toutefois pas les avis scientifiques favorables donnés par les comités scientifiques des Communautés européennes, qui préconisent l'approbation de tous les produits en question.

4.703 Cela dit, nous traiterons maintenant des demandes individuellement.

ii) Produits spécifiques

a.- Coton Bt-531 et coton RRC 1445

4.704 Les Communautés européennes ont reconnu que la demande d'approbation des deux types de coton avait été bloquée au cours de la procédure: ces produits ont obtenu un avis favorable des comités scientifiques des Communautés européennes le 14 juillet 1998 et ont été présentés au Comité de réglementation, où il n'y avait pas de majorité qualifiée, en février 1999. Les Communautés européennes l'ont admis, mais ont aussi reconnu qu'il y avait, au cours de la procédure, des étapes dénuées de fondement juridique qui pouvaient la bloquer: spécifiquement, les Communautés européennes admettent qu'après l'avis scientifique favorable du 14 juillet 1998, le 4 septembre 1998, la phase dite de "consultation interservices" a commencé. En février 1999, en l'absence de la majorité qualifiée, le Comité de réglementation devait présenter, sans retard, un projet de mesure au Conseil. Au lieu de cela, la phase dite de "consultation interservices" a de nouveau été lancée – le 7 mai 1999, bloquant la procédure. Les demandes ont dû être présentées une nouvelle fois au titre de la Directive 2001/18 en janvier 2003.

Observations ayant trait aux renseignements fournis dans les CD-ROM

4.705 Selon l'Argentine, les renseignements fournis par les Communautés européennes ne réfutent pas les avis scientifiques favorables déterminants datés du 14 juillet 1998.

4.706 En ce qui concerne le coton Bt-531 assujetti à la Directive 90/220, les documents fournis par les Communautés européennes sont les suivants: les objections de l'Allemagne (février 1998); les résultats de la procédure écrite (avril 1999); la déclaration de l'Autriche; la position du Danemark; l'avis de la Commission du Génie Biomoléculaire (janvier 1999); la lettre du Commissie Genetische Modificatie (décembre 1998); la déclaration de la Direction suédoise de l'agriculture (février 1998); la lettre adressée par la Direction suédoise de l'agriculture à la Commission (février 1998); la réponse du Royaume-Uni aux Communautés européennes (février 1998 et février 1999). Ces documents n'ont pas un caractère scientifique, sont antérieurs à l'avis scientifique favorable exprimé par les comités scientifiques des CE en juillet 1997, préconisent bel et bien l'approbation du coton Bt-531 ou sont spécifiquement réfutés par les arguments scientifiques présentés par l'Argentine.

4.707 En ce qui concerne le coton RRC 1445 assujetti à la Directive 90/220, les documents fournis par les Communautés européennes sont les suivants: les résultats de la procédure écrite (février 1998); la déclaration de l'Autriche; la déclaration du Danemark; les objections de la France (février 1998); l'avis de la Commission du Génie Biomoléculaire (janvier 1999); la lettre du Commissie Genetische Modificatie (décembre 1998); l'extrait du compte rendu de la réunion du COGEM avec le Sous-Comité des plantes (janvier 1998); la déclaration de la Direction suédoise de l'agriculture (février 1998); et la réponse du Royaume-Uni. Ces documents n'ont pas un caractère scientifique, sont antérieurs à l'avis scientifique favorable exprimé par les comités scientifiques des CE en juillet 1997, préconisent bel et bien l'approbation du coton RRC 1445 ou sont spécifiquement réfutés par les arguments scientifiques présentés par l'Argentine.

Réfutation des réponses données par les Communautés européennes au Groupe spécial

4.708 Dans leur réponse aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes disent que "les procédures internes visant l'élaboration d'une proposition de décision de la Commission étaient en cours", faisant référence aux paragraphes 225 (coton Bt-531) et 232 (coton RRC 1445). L'Argentine estime que: a) les deux produits spécifiques ont obtenu un avis scientifique favorable en juillet 1998; b) l'observation des Communautés européennes se rapporte à la période postérieure aux avis scientifiques favorables émis; et c) cette période a été suivie de l'adoption de la "position commune", lorsqu'il a été demandé aux demandeurs de se préparer en vue de la future législation – la Directive 2001/18. Cela étant le cas, l'Argentine doute que les procédures internes aient été en cours, puisque tant de prescriptions additionnelles étaient constamment introduites.

4.709 De surcroît, l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 n'a pas changé le fait que les demandes n'étaient pas en cours de traitement, puisque les demandes visant tant le coton Bt-531 que le coton RRC 1445 étaient bloquées dans les procédures respectives.

4.710 Dans leur réponse aux questions posées par le Groupe spécial, les Communautés européennes décrivent comment la "consultation interservices" pourrait fonctionner. L'Argentine estime que cette phase de "consultation interservices" – qui traite d'étapes informelles, au cours de laquelle des avis sur un texte qui doit être proposé sont recherchés dans d'autres domaines et qui peut être renouvelée une deuxième fois en cas de besoin – est une preuve de la "suspension", en particulier en ce qui concerne le coton Bt-531 et le coton RRC 1445.

b.- Maïs NK603

4.711 Cette procédure a été engagée en l'an 2000 et a reçu un avis scientifique favorable du comité scientifique en novembre 2003. Malgré cela, peu après, le 8 décembre 2003, les Communautés européennes ont à nouveau lancé une "consultation interservices".

4.712 L'Argentine rappelle que la phase de "consultation interservices" a été utilisée pour bloquer les procédures visant le coton Bt-531 et le coton RRC 1445 au titre de la Directive 90/220, jusqu'à ce que les demandes aient dû être présentées une nouvelle fois au titre de la Directive 2001/18. Dans le cas du maïs NK603, un avis scientifique favorable ayant "déjà" été émis en vertu de la Directive 2001/18, les Communautés européennes ont relancé cette étape procédurale, déclarant une fois encore leur intention politique de ne pas permettre que la procédure d'approbation soit achevée: en fait, le 18 février 2004, il n'y avait pas de majorité qualifiée au sein du Comité de réglementation.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur les CD-ROM

4.713 En ce qui concerne le maïs NK603 assujetti à la Directive 2001/18, en référence aux renseignements fournis par les Communautés européennes sur les CD-ROM, l'Argentine estime qu'aucun de ces documents ne concorde avec l'avis scientifique favorable des comités scientifiques daté de novembre 2003. Bien que les Communautés européennes présentent des renseignements à caractère scientifique, la quasi-totalité d'entre eux sont antérieurs à l'avis scientifique favorable: la réponse de l'Autriche aux Communautés européennes (août 2003); les observations additionnelles de la SBB (avril 2003); l'évaluation de la SBB (pas de date); l'évaluation par la SBB des renseignements additionnels (août 2003); l'avis de l'AFSSA; l'avis de la Commission du Génie Biomoléculaire; et les lettres de l'AFSSA (mars 2003, mars 2003 et juillet 2003, respectivement); la déclaration de la Direction suédoise de l'agriculture (février 2003); l'avis de l'ACRE (mars 2003 et août 2003); l'Annexe B de l'avis de l'ACRE (mars 2003). Le comité scientifique a dû prendre tous ces renseignements en compte lorsqu'il a exprimé son avis favorable.

4.714 En ce qui concerne le maïs NK603 assujetti au Règlement n° 258/97, bien que certains des renseignements fournis puissent avoir un caractère scientifique, ils sont antérieurs à l'avis scientifique favorable de novembre 2003: l'objection de l'Autriche (pas de date); la lettre de la SBB (février 2003); l'évaluation de la SBB (pas de date); l'avis de l'AFSSA (février 2003). Le comité scientifique a dû prendre tous ces renseignements en compte lorsqu'il a exprimé son avis favorable. Le seul document restant – daté d'avril 2004 – explique le compte rendu de la réunion du Comité de réglementation et ne réfute pas l'avis scientifique favorable exprimé.

c.- Maïs GA21

4.715 Bien que la demande visant le maïs GA21 ait été retirée en septembre 2003, l'Argentine considère ce retrait comme une illustration parfaite de l'effet du moratoire *de facto* et de la "suspension ou [du] non-examen". Comme cela a déjà été dit, le maïs GA21 a fait l'objet d'une évaluation scientifique favorable à la fois au titre de la Directive 90/220 – septembre 2000 – et du Règlement n° 258/97 – février 2002. Cinq ans et deux mois s'étaient écoulés dans le cadre de la Directive 90/220 et de la Directive 2001/18, et trois ans et huit mois dans le cadre du Règlement n° 258/97, avant que les demandes ne soient retirées.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur les CD-ROM

4.716 Les Communautés européennes présentent uniquement les renseignements ayant trait à la procédure relevant du Règlement n° 258/97. Aucun de ces renseignements ne réfute l'avis

scientifique favorable du comité scientifique émis en février 2002, puisque tous les renseignements sont antérieurs à l'avis: la position de l'Autriche (pas de date); le rapport de la SBB (septembre 1998); la lettre et le document du Ministère de l'agriculture danois (avril 2000); la lettre de l'Administration nationale des denrées alimentaires (avril 2000); la lettre adressée par le Royaume–Uni à la Commission (avril 2000). Le comité scientifique a dû prendre tous ces renseignements en compte lorsqu'il a exprimé son avis favorable.

c) "Retard injustifié"

4.717 L'Argentine réaffirme que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'*Accord SPS* en appliquant leurs procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation au traitement des diverses demandes visant des produits biotechnologiques agricoles déposées depuis 1998. L'Argentine ne répétera pas les arguments déjà présentés, mais juge nécessaire de préciser certains des arguments exposés dans la première communication écrite et la déclaration orale des Communautés européennes et de répondre à ces arguments.

4.718 L'Argentine souscrit sans réserve à la déclaration suivante: "Les Communautés européennes n'excluent pas l'idée selon laquelle une omission ou le fait de ne pas agir pourrait être assujetti à l'*Accord* SPS (...)"; sans conteste elle convient également que "[l]a question de savoir si une omission ou le fait de ne pas agir constitue une violation de l'*Accord SPS* dépend de la nature de l'obligation dont il est allégué qu'elle a été violée".

4.719 Les Communautés européennes font valoir que deux conditions doivent être remplies pour la détermination de l'existence d'un retard injustifié: premièrement, le système d'approbation doit être une mesure sanitaire ou phytosanitaire au sens de l'article premier de l'*Accord SPS* et deuxièmement, le retard doit être incompatible avec les obligations correspondantes énoncées dans l'*Accord SPS*. L'Argentine souscrit à cette explication des CE et pense que les deux conditions sont remplies. Les Communautés européennes elles-mêmes, ainsi que les parties plaignantes, ont admis que le système d'approbation institué en vertu de la législation communautaire pertinente en matière d'OGM était "[une] procédure[] visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires".

4.720 La législation communautaire prévoit spécifiquement des délais pour les différentes institutions intervenant dans la procédure complexe et détaillée. Les Communautés européennes n'ont même pas essayé d'indiquer les raisons pour lesquelles elles n'ont pas examiné, approuvé ou rejeté des produits dans les délais prévus par leur propre législation.

4.721 L'article 8 exige aussi que tous les Membres, "dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", "[fassent] en sorte" d'assurer la compatibilité de leurs procédures avec les dispositions de l'*Accord SPS*. L'Argentine répète son affirmation selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas suivi les procédures prévues dans leur législation et selon laquelle cela a conduit à des infractions à l'article 8 et à l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

4.722 L'Argentine souligne que les Communautés européennes n'ont pas réfuté les éléments de preuve pour ce qui est du retard injustifié, d'une manière générale ou en particulier, pour chaque produit présentant un intérêt particulier pour l'Argentine.

4.723 Parmi les arguments avancés par les Communautés européennes, un se rapporte au cas de force majeure et, à l'évidence, cela ne peut pas s'appliquer à la présente affaire; un autre exprime l'idée selon laquelle "les retards sont dus à des considérations d'ordre scientifique". Pour autant, le fondement des considérations d'ordre scientifique n'est indiqué dans les communications des

Communautés européennes pour aucun des produits présentant un intérêt spécial pour l'Argentine. Les avis des comités scientifiques démontrent précisément le contraire, puisque la majorité de ces comités ont rendu leurs avis scientifiques dans les délais prévus par la législation. Malgré cela, il y a eu une absence de prise en considération ou d'approbation de la part des institutions "non scientifiques".

4.724 S'agissant de l'Annexe C, paragraphe 1 a), pour vérifier et assurer la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires, l'Argentine a comparé les différents traitements appliqués aux produits biotechnologiques agricoles avant et après 1998. Les Communautés européennes n'ont pas démontré qu'à partir de 1998 la procédure visant à vérifier et à assurer la mise en œuvre des mesures sanitaires et phytosanitaires avait été engagée et achevée sans retard et, en même temps, de manière à aboutir à une situation non moins favorable pour les produits biotechnologiques agricoles importés.

4.725 Pour ce qui est de l'Annexe C, paragraphe 1 b), l'Argentine rejette l'allégation des Communautés européennes selon laquelle "l'Argentine et les États-Unis n'offrent rien de plus qu'une simple affirmation selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas fait ce qui était requis dans le cadre des différentes obligations". Dans sa première communication écrite, l'Argentine analyse l'Annexe C, paragraphe 1 b). Elle rejette l'interprétation des Communautés européennes et répète les arguments proposés dans sa première communication écrite en référence à l'Annexe C, paragraphe 1 c). Les procédures et prescriptions en matière de renseignements sont établies dans ce cadre législatif. Un examen minutieux de la chronologie des événements montre les nombreuses occasions où des renseignements additionnels ont été exigés du demandeur en rapport avec les produits présentant un intérêt spécial pour l'Argentine. S'agissant de l'Annexe C 1 e), l'Argentine fait à nouveau observer que le paragraphe 1 e) applique l'expression "raisonnable et nécessaire" aux prescriptions relatives au contrôle, à l'inspection et à l'homologation de spécimens individuels d'un produit.

4.726 En l'espèce, comme cela a été expliqué plus haut, il n'y a pas de fondement aux allégations des Communautés européennes ayant trait à la nécessité d'apporter des changements aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation des produits biotechnologiques agricoles. L'Argentine ne juge pas raisonnable de demander des prescriptions "additionnelles" puisque ces prescriptions prétendument "additionnelles" étaient déjà prévues dans l'ancienne législation et/ou dans les avis des comités scientifiques.

4.727 En conclusion, l'Argentine demande au Groupe spécial de constater que le "retard injustifié" causé par les Communautés européennes dans chacune des procédures d'approbation respectives de produits biotechnologiques agricoles présentant un intérêt particulier pour l'Argentine est incompatible avec l'article 8 et avec l'Annexe C, paragraphes 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'*Accord SPS*.

d) Interdictions appliquées par divers États membres

4.728 Enfin, en référence aux mesures imposées par l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Luxembourg, l'Argentine réaffirme d'abord ce qu'elle a dit dans sa première communication écrite. En outre, vu que dans sa première déclaration orale l'Argentine s'est réservé le droit de développer des arguments ayant trait à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, nous souhaiterions aussi formuler les observations suivantes.

i) L'article 5:7 en tant que moyen de défense pour des mesures qui contreviendraient normalement aux articles 2:2 et 5:1

4.729 L'Argentine n'accepte pas le rôle que les Communautés européennes proposent d'attribuer à l'article 5:7, lorsqu'elles disent que les parties plaignantes auraient dû commencer par examiner l'infraction à cet article avant d'examiner l'infraction aux articles 5:1 et 2:2. L'article 5:7 est un moyen de défense contre l'infraction alléguée, en l'espèce, aux articles 5:1 et 2:2, et ne doit pas être invoqué à un autre titre. L'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II* a explicitement confirmé le caractère d'exception de l'article 5:7. Il incombe aux Communautés européennes d'invoquer ce moyen de défense, non aux parties plaignantes de faire état d'une infraction à l'article 5:7.

4.730 Pour ce qui est de l'application de l'article 5:7 et de l'article 5:1, l'Argentine pense ce qui suit de la déclaration des Communautés européennes selon laquelle l'article 5:7 s'applique à des "mesures provisoires": l'article 5:7 n'est pas applicable à une mesure simplement dite ou jugée "provisoire", mais établit plutôt une première prescription fondamentale pour toute mesure devant être adoptée à titre provisoire; les preuves scientifiques pertinentes doivent être insuffisantes.

4.731 Cela dit, l'Argentine soutient qu'en ce qui concerne les mesures des États membres les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes, puisqu'il y avait des avis scientifiques spécifiques rendus par les comités des CE d'abord favorables à l'approbation de ces produits et rejetant ultérieurement les mesures des États membres. Deuxièmement, l'Argentine ne souscrit pas à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'expression "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" figurant à l'article 5:1 renverrait le Groupe spécial à l'article 5:7. Nous sommes par conséquent d'avis que l'article 5:1 est bel et bien applicable en l'espèce. En outre, nous ne souscrivons pas à la déclaration des Communautés européennes selon laquelle l'évaluation des risques "effectuée au moment où l'agrément initial des Communautés avait été donné" peut "servir, au moins temporairement, de base à la fois pour l'agrément initial des Communautés et pour les mesures provisoires des États membres".

4.732 En ce qui concerne la relation entre les articles 5:7 et 2:2, l'Argentine souhaiterait formuler une observation à propos de l'affirmation des Communautés européennes ayant trait à la "ligne de démarcation" entre les mesures provisoires relevant de l'article 5:7 et les mesures définitives relevant de l'article 2:2, qui met l'accent sur les termes "maintenue" et "provisoirement adopter" . Nous ne partageons pas cette vue. La "ligne de démarcation" devrait plutôt être fondée sur la question de savoir s'il existe ou non des preuves scientifiques suffisantes pour la mesure projetée – l'article 2:2 établit des droits et obligations fondamentaux et, en particulier, qu'"une" ("any" dans la version anglaise) mesure sanitaire ou phytosanitaire doit être fondée sur des principes scientifiques, et non sur la question de savoir si la mesure est censée être "définitive" ou "provisoire".

4.733 Lorsqu'un Membre remplit les quatre conditions de l'article 5:7, il est habilité à adopter une mesure au titre de l'article 5:7, mais le fait de ne pas satisfaire à la première de ces conditions n'entraînera pas une infraction à l'article 5:7, mais empêchera plutôt le Membre d'"esquiver" les conditions de l'article 2:2.

4.734 Comme indiqué plus haut, il incombe aux Communautés européennes d'invoquer l'article 5:7 comme moyen de défense et, partant, d'assumer la charge de la preuve. L'Argentine estime donc que les interdictions appliquées par les États membres contreviennent à l'article 5:1 et à l'article 2:2, et ne sont pas visées par l'exception prévue à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

4.735 Il y avait donc un avis scientifique favorable à l'approbation des produits en question. Cependant, il est possible que les États membres ne l'aient pas jugé suffisant et aient de ce fait adopté

leurs propres mesures. Deux des quatre mesures n'étaient même pas censées être provisoires, bien que les Communautés européennes allèguent qu'elles étaient censées l'être: les mesures adoptées par l'Autriche et le Luxembourg faisaient explicitement référence à des "prohibitions". Les deux autres, bien que faisant état de "suspensions", n'étaient même pas été levées en juin 2004.

4.736 Nous réfutons l'allégation des Communautés européennes selon laquelle "le point de fait est de savoir si les mesures des États membres sont ou non des mesures provisoires". L'Argentine estime que le point de fait est de savoir si les preuves scientifiques étaient ou n'étaient pas suffisantes. De même, nous rejetons vigoureusement l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "[a]u contraire, les parties plaignantes ont bel et bien affirmé que les mesures des États membres [étaient] des mesures provisoires". L'Argentine n'a jamais affirmé une telle chose.

ii) Article 5:7, article 5:5 et article 5:6

4.737 S'agissant de la réponse des Communautés européennes à la question n° 19 du Groupe spécial, l'Argentine fait à nouveau observer que l'article 5:7 n'empêche pas l'application de l'article 5:5 de l'*Accord* SPS. L'Argentine est d'avis que ces articles se rapportent à des obligations différentes: alors que l'article 5:7 a trait à la quantité de renseignements nécessaires pour appliquer une mesure et au caractère provisoire de cette mesure, l'article 5:5 concerne les distinctions faites dans les niveaux de protection qui entraînent une discrimination ou des restrictions déguisées au commerce et l'article 5:6 vise le degré de restriction au commerce résultant de la mesure. Pour les mêmes motifs, l'Argentine réfute la tentative des Communautés européennes visant à représenter l'article 5:7 comme un article pouvant exclure l'article 5:1, 5:5 et 5:6. Nous estimons que l'article 5:7 n'est pas l'article décisif.

iii) Article 5:7

4.738 Pour ce qui est des prescriptions de l'article 5:7, nous rappelons la jurisprudence de l'OMC selon laquelle 1) les quatre prescriptions de l'article 5:7 doivent être remplies pour établir une mesure provisoire valable et 2) si les deux premières prescriptions ne sont pas satisfaites, il n'est pas nécessaire d'analyser les deux autres, puisque le recours à l'article 5:7 ne peut pas être justifié si deux des prescriptions ne sont pas remplies. De fait, le non-respect d'une seule des prescriptions empêche d'invoquer l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

4.739 En ce qui concerne la première prescription, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes puisque chaque produit avait reçu au moins deux avis scientifiques favorables, d'abord préconisant l'approbation et enfin rejetant spécifiquement la tentative faite par les États membres pour établir une "sauvegarde spéciale". Pour ce qui est de la deuxième prescription, les États membres n'ont pas fondé leurs mesures sur les "renseignements pertinents disponibles", puisqu'ils ont fait abstraction des avis scientifiques favorables des comités scientifiques. Les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes en l'espèce ne reflètent pas ces avis favorables, soit parce qu'ils ont un caractère non scientifique, soit parce qu'ils sont antérieurs à l'avis scientifique correspondant – qui les rejetait. S'agissant de la troisième prescription, les États membres n'ont pas cherché à obtenir les renseignements complémentaires nécessaires pour une évaluation plus objective des risques, car les éléments de preuve fournis en l'espèce ne reflètent pas les avis scientifiques favorables donnés par les comités scientifiques. Pour ce qui est de la quatrième prescription, comme cela a déjà été dit, les États membres n'ont pas réexaminé leurs mesures: d'une part, l'Autriche et le Luxembourg ont établi des prohibitions qu'ils n'envisageaient même pas de lever. D'autre part, l'Allemagne et l'Italie ont formellement établi des "suspensions" mais ne les ont jamais levées ou réexaminées.

iv) Aucune invocation concernant le moratoire de facto ou la "suspension du traitement et le non-examen de demandes spécifiques visant des produits présentant un intérêt pour l'Argentine"

4.740 L'Argentine rappelle que les Communautés européennes ont invoqué l'article 5:7 uniquement en rapport avec les mesures appliquées par les États membres. Si le Groupe spécial devait constater que le moratoire *de facto* ainsi que la suspension et le non-examen étaient incompatibles avec l'article 5:1 ou l'article 2:2, l'article 5:7 ne serait pas applicable en tant que moyen de défense.

P. DEUXIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Questions horizontales

a) Charge de la preuve

4.741 Il est fondamental pour le présent différend de bien répartir la charge de la preuve. Les parties ne sont pas d'accord sur un certain nombre de questions de fait et de droit qui sont au cœur du présent différend, mais que les parties plaignantes cherchent à passer sous silence. Les parties plaignantes veulent obtenir une constatation du Groupe spécial qui soit fondée sur l'hypothèse voulant que les risques posés par tous les OGM pertinents soient clairs, et que la seule raison pour laquelle ils n'ont pas tous été approuvés soit l'existence du "moratoire". Elles ne procèdent pas à un examen significatif produit par produit. Cela ne veut pas dire que la charge de la preuve incombe aux Communautés européennes. Les parties plaignantes doivent prouver que pour chaque demande l'absence de risques a été établie et qu'aucun autre examen utile des risques n'est en cours. La jurisprudence relative à la charge de la preuve est cohérente: c'est la partie qui invoque l'existence d'une certaine situation qui a la charge de le prouver; pour renverser la charge de la preuve, il lui faut établir *prima facie* le bien-fondé de son allégation. L'établissement *prima facie* du bien-fondé d'une allégation ne peut pas se ramener à une simple affirmation non étayée. Le Groupe spécial doit d'abord vérifier que les parties plaignantes ont établi *prima facie* le bien-fondé de chacune de leurs allégations, avant de s'assurer que les Communautés européennes les ont réfutées.

b) Évaluation des risques et rôle des avis scientifiques

i) Sens de l'expression "évaluation des risques" figurant dans l'Accord SPS

4.742 L'expression "évaluation des risques" figurant dans l'*Accord SPS* doit s'entendre au sens large d'"analyse des risques" telle que cette expression est définie dans le Codex Alimentarius et dans d'autres instruments internationaux. L'évaluation des risques comprend donc trois aspects: 1) l'évaluation des risques au sens étroit, c'est-à-dire en tant que "processus scientifique"; 2) la gestion des risques; et 3) la divulgation des risques. Cette conclusion découle de la définition de l'évaluation des risques figurant au paragraphe 4 de l'Annexe A. Elle découle aussi des paragraphes 2 et 3 de l'article 5, qui indiquent clairement que, pour procéder à une évaluation des risques, les Membres doivent tenir compte non seulement des considérations scientifiques, mais également des considérations économiques et réglementaires. La liste des facteurs à prendre en compte n'est pas exhaustive.

4.743 Les États-Unis et le Canada semblent s'accorder à penser qu'au moins certaines considérations relatives à la gestion des risques doivent être prises en compte dans une procédure d'approbation. En particulier, le Canada prend pour position que les considérations relatives à la gestion ne peuvent s'appliquer qu'en ce qui concerne les risques qui sont identifiés sur la base des preuves scientifiques pertinentes. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord. Des risques particuliers ne peuvent

être évalués et potentiellement identifiés dans l'évaluation des risques que sur la base des renseignements scientifiques disponibles *au moment de l'évaluation*. Les connaissances scientifiques ne sont peut-être pas suffisantes pour identifier clairement le risque. En outre, les risques ne seront peut-être connus ou pertinents qu'à une étape ultérieure. C'est pourquoi l'approche (ou le principe) de précaution devient très pertinent. Les gouvernements qui sont prudents en matière de gestion et de réglementation des risques ont le droit d'élaborer et d'appliquer des sauvegardes appropriées pour protéger les citoyens et l'environnement. Ils ont le droit d'adopter des options en matière de gestion des risques, telles qu'un programme de surveillance générale appropriée, qui permettent de déceler et identifier toute incidence négative qui n'avait pas été envisagée ni prévue lors du processus initial d'évaluation des risques. Cette approche est entièrement conforme à l'évolution au niveau international.

ii) Évaluation des risques et rôle des avis scientifiques

4.744 Les parties plaignantes cherchent généralement à s'appuyer sur la théorie voulant que les Communautés européennes soient tenues d'autoriser les OGM pour lesquels les comités scientifiques communautaires ont émis des avis scientifiques "favorables". Cette position est erronée pour plusieurs raisons.

4.745 Premièrement, les avis scientifiques ne constituent qu'une partie de l'évaluation des risques au sens étroit, c'est-à-dire du processus scientifique de a) l'identification du danger, b) la caractérisation du danger, c) l'évaluation de l'exposition et d) la caractérisation du risque. Par ailleurs, les considérations relatives à la gestion des risques et à la divulgation des risques sont évaluées par l'organisme de réglementation lui-même et non par ceux qui émettent un avis scientifique (contrairement aux pratiques courantes en Amérique du Nord). Une évaluation complète des risques, au sens de l'*Accord SPS*, comprend aussi ces derniers aspects.

4.746 Deuxièmement, les avis scientifiques des "comités des CE" ne sont pas contraignants. Il existe plusieurs comités scientifiques qui sont investis de mandats différents et qui se situent à divers niveaux dans les Communautés européennes. En cas de désaccord scientifique, les avis des comités scientifiques des Communautés européennes ne l'emportent pas sur les autres avis scientifiques, tels que ceux qui sont émis par les organes scientifiques des États membres. Ni les règles SPS – ni même le droit de l'OMC – n'obligent l'autorité réglementaire à déléguer effectivement des pouvoirs à un comité scientifique seulement. Cette conclusion est particulièrement pertinente dans un contexte réglementaire fédéral ou quasi fédéral.

4.747 Troisièmement, les avis scientifiques sont d'une portée limitée et, par conséquent, ils ne marquent pas souvent l'aboutissement du processus d'évaluation des risques, même au sens étroit. La science des OGM ne cessant d'évoluer, de nouvelles considérations relatives aux risques apparaissent parfois spontanément et modifient la portée de l'évaluation des risques, comme dans le cas d'espèce. Pour traiter les risques/problèmes scientifiques, qui restent sans réponse ou qui sont nouveaux, les autorités peuvent, à un stade bien plus avancé de l'analyse d'une demande particulière, devoir demander une autre évaluation à un organisme scientifique indépendant qui a déjà émis auparavant un avis positif.

c) L'*Accord SPS*

i) Portée de l'Accord SPS

4.748 La portée de l'*Accord SPS* est déterminée par le premier paragraphe de l'Annexe A.1. La liste des risques ou des questions visés par l'*Accord SPS* est exhaustive, ainsi que l'indique clairement le

texte de l'Annexe A.1, contrairement à l'approche plus flexible adoptée en ce qui concerne la forme des mesures soumises à l'Accord (le deuxième paragraphe de l'Annexe A.1 contient le mot "comprennent", qui ne figure pas dans le premier paragraphe). Pour déterminer la portée effective de l'*Accord SP*S, il est nécessaire de s'appuyer sur des définitions acceptées au niveau international des expressions figurant à l'Annexe A 1). Sur ce point, les parties plaignantes se contredisent les unes les autres, et les parties plaignantes prises individuellement se contredisent elles-mêmes, car elles s'appuient sur les définitions figurant dans d'autres instruments internationaux uniquement lorsque cela leur convient. Quoi qu'il en soit, il est clair que l'approche du sens "courant et ordinaire" préconisée, dans certains cas, par les parties plaignantes, à l'exclusion des définitions internationales, ne serait pas suffisante. Les définitions courantes des expressions SPS sont souvent tellement vagues et générales qu'elles privent de tout sens les catégories et distinctions figurant à l'Annexe A.1. Par exemple, la définition du terme "toxine" proposée par les États-Unis ("toute substance qui, une fois introduite dans un organisme vivant ou absorbée par celui-ci, détruit la vie ou nuit à la santé") est susceptible d'englober n'importe quoi, depuis un résidu chimique jusqu'à une balle de plomb.

4.749 Il existe une relation étroite entre l'*Accord SP*S et les textes des organisations et organismes internationaux spécialisés. L'article 3 contient des obligations pour les Membres en ce qui concerne les normes, directives ou recommandations internationales. Certains des termes clés de l'Annexe A.1 sont eux-mêmes des normes internationales (la définition de contaminant dans le Codex est une "norme": norme 193 du Codex, rev.1, 1995). De plus, l'article 12:3 fait référence à la nécessité d'obtenir des organisations internationales compétentes les meilleurs avis scientifiques et techniques disponibles pour l'administration de l'*Accord SP*S. Ces avis doivent comprendre des avis sur les concepts techniques que ces organisations ont élaborés et qui ont été adoptés par les rédacteurs de l'*Accord SP*S.

4.750 En cherchant à élargir la portée de l'*Accord SP*S, les parties plaignantes font également peu de cas du libellé même de l'Annexe A.1, qui définit avec soin les circonstances particulières dans lesquelles doit être appliqué l'Accord. Par exemple, les parties plaignantes maintiennent leur hypothèse irréfléchie selon laquelle il leur suffirait d'établir qu'une mesure concerne une "toxine" (ou un "additif", ou un "contaminant") pour que cette mesure entre dans le champ de l'*Accord SP*S. Cela est erroné en droit. L'Annexe A.1 b) fait référence aux toxines "dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Les caractéristiques toxiques des semences ou des cultures, ou les effets sur des organismes non cibles, ne sont donc pas visées par cette disposition, lorsque l'OGM n'entre pas dans le concept de "produits alimentaires, [de] boissons ou [d']aliments pour animaux". De la même manière, en ce qui concerne la question de la résistance aux antibiotiques, les parties plaignantes ne tiennent pas compte du fait que la résistance aux antibiotiques peut se développer par des moyens autres que l'ingestion d'aliments par des êtres humains ou des animaux, de sorte que cette question pourrait en tout état de cause ne pas être visée uniquement par l'alinéa b) dans la mesure où il est question de la santé des personnes. De plus, les parties plaignantes ne cherchent pas à attribuer un sens approprié aux expressions "maladies véhiculées" ou "porteurs de maladies", ne tenant aucun compte du fait même que l'on ne saurait dire que le développement d'une résistance aux antibiotiques est une "maladie" "véhiculée" par un OGM ou dont un OGM est "porteur".

4.751 Une mesure ne peut relever de l'Annexe A.1 que si elle est appliquée pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux ou pour préserver les végétaux. Par conséquent, les effets des OGM pertinents sur des composantes non vivantes de l'environnement, telles que la biogéochimie, en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par des changements dans la décomposition de matières organiques dans le sol, se situent clairement en dehors du champ de l'*Accord SP*S. On peut en dire autant des micro-organismes ou de la microflore qui n'affectent pas la vie ou la santé des

personnes ou des animaux ou la préservation des végétaux, mais qui font néanmoins partie de l'équilibre écologique.

4.752 L'historique de la négociation de l'Accord confirme que celui-ci devait avoir une portée limitée de façon précise. Il convient en particulier de mentionner les discussions qui ont eu lieu sur le point de savoir si les risques environnementaux devaient être couverts. Ceux qui s'y opposaient avaient souligné que les risques environnementaux étaient d'un caractère différent et que des règles conçues pour des mesures SPS ne seraient pas nécessairement appropriées pour ces risques. Ce point de vue l'a finalement emporté et en conséquence l'*Accord SPS* ne couvre pas les mesures de protection de l'environnement *en tant que telles* (ou fondées sur les préoccupations des consommateurs, des raisons morales, etc.).

ii) Actions mixtes

4.753 La question de savoir comment traiter des mesures qui assurent une protection contre les risques définis dans l'*Accord SPS*, mais qui poursuivent d'autres objectifs légitimes non couverts par l'*Accord SPS*, est une question liminaire importante. Rien n'oblige les Membres à s'abstenir de recourir à des actions uniques incorporant deux mesures ou plus régies par plus d'un accord ou d'une disposition de l'OMC. Lorsqu'un Membre de l'OMC recourt à une action unique et indivisible qui poursuit de multiples objectifs légitimes, dont certains relèvent de l'*Accord SPS* et certains d'autres accords de l'OMC, il ne peut pas être demandé à ce Membre de retirer ou de réviser sa mesure sauf si elle est jugée incompatible avec *tous* les accords pertinents.

4.754 Dans le cas d'une action mixte, l'action contestée n'est pas en soi une mesure SPS. Elle comprend ou inclut une mesure SPS. Mais elle comprend ou inclut aussi une mesure OTC. Ce serait une erreur de raisonnement et de droit que de constater que la mesure OTC, parce qu'elle est intégrée dans la même action qu'une mesure SPS, devient en soi une mesure SPS. L'article 1.5 de l'*Accord OTC* ne modifie pas cette conclusion. Il s'agit d'une règle régissant les conflits de compétence. Les méthodes utilisées pour délimiter la portée des accords sont différentes. Ainsi, un "règlement technique" pourrait relever de l'*Accord SPS*. Dans ce cas, l'article 1.5 signifie qu'une telle mesure doit être considérée comme relevant uniquement de l'*Accord SPS*. Cette situation est différente de celle où un "règlement technique" poursuit *non seulement* des objectifs SPS, mais également d'*autres* types d'objectifs légitimes.

iii) Article 2 et article 5:7 de l'Accord SPS

4.755 L'article 2:2 contient un renvoi exprès à l'article 5:7. L'article 5:7 est de ce fait incorporé par référence dans le texte de l'article 2:2, qui est intitulé "Droits et obligations fondamentaux". Par conséquent, lu dans le contexte de l'article 2, le texte de l'article 5:7 énonce des droits et obligations fondamentaux dont le statut est équivalent aux autres droits et obligations fondamentaux énoncés à l'article 2. Le texte de l'article 2:2 montre que les rédacteurs considéraient que l'article 5:7 excluait l'application des obligations de fond énoncées à l'article 2:2. La virgule placée après le mot "suffisantes" signifie que les mots qui suivent excluent tous les autres mots figurant jusqu'au mot "suffisantes". Cela est tout à fait logique. Il est déjà fait référence à un concept de "nécessité" à l'article 2:1 et ce concept est en tout état de cause incorporé au texte de l'article 5:7, parce qu'un Membre peut seulement agir sur la base des renseignements pertinents disponibles, et uniquement de manière provisoire, afin de prévoir un délai suffisant pour recueillir des preuves scientifiques suffisantes.

4.756 La relation entre le texte de l'article 2:2 et celui de l'article 5:7 est donc une relation d'exclusion, et non d'exception. Les parties plaignantes ne sont pas d'accord entre elles sur ce point, et

leurs arguments sont confus et peu clairs. *S'il était vrai* qu'il existait des preuves scientifiques suffisantes, la mesure provisoire serait incompatible avec l'article 5:7, et ne devrait pas être évaluée au titre de l'article 2:2. La ligne de démarcation qui établit l'exclusion et qui sépare les articles 2:2 et 5:7 repose sur le point de savoir si la mesure est ou non provisoire. Le caractère provisoire des mesures doit être justifié par l'insuffisance des preuves scientifiques, mais une mesure relevant de l'article 5:7 est toujours provisoire.

4.757 Les mesures provisoires continuent d'être soumises aux prescriptions de l'article 2:3. Elles ne peuvent pas établir de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui d'autres Membres; et les mesures ne peuvent pas être appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

iv) Article 5:7 et autres dispositions de l'article 5 de l'Accord SPS

4.758 Une fois que le texte de l'article 5:7 est considéré dans le contexte approprié, sa relation avec les autres dispositions de l'article 5 devient plus claire. Le fait que le paragraphe 7 de l'article 5 se situe après les paragraphes 1 à 6 (et non après le paragraphe 1) confirme aussi son caractère de régime spécial s'appliquant expressément aux mesures provisoires. L'article 5:5 et 5:6 serait difficile à appliquer s'il fallait encore établir un niveau acceptable de risque sur la base d'une évaluation plus objective des risques.

4.759 Les mesures provisoires sont toujours soumises à un ensemble plus complet de contrôles au titre de l'*Accord SPS*. Elles doivent être conformes aux prescriptions de l'article 5:7, ainsi qu'aux dispositions de l'article 2:1, 2:3 et 2:4. Ces dispositions contiennent des règles et obligations qui sont analogues à celles qui sont énoncées aux paragraphes 1 à 6 de l'article 5, mais qui sont bien adaptées au cas de figure des mesures provisoires. Les paragraphes 1 à 6 de l'article 5 ne sont donc pas pertinents: les mesures provisoires ou temporaires (qu'il s'agisse des mesures des États membres ou des "blocages ou moratoires" dont il est allégué qu'ils sont temporaires) doivent être examinées au titre de l'article 5:7; et les retards doivent être examinés conformément aux dispositions de l'Annexe C. Même si l'article 5:1 était jugé pertinent, l'expression "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" comporte un degré important de flexibilité, que ce soit par rapport aux mesures des États membres ou par rapport aux retards allégués touchant des produits spécifiques. L'obligation énoncée à l'article 5:1 veut seulement que les mesures soient "établies sur la base" d'une évaluation. Cela ne veut pas dire que l'évaluation elle-même doit nécessairement et automatiquement régir les modalités de la mesure législative à adopter.

4.760 Les parties plaignantes admettent qu'au titre de l'*Accord SPS* il est possible pour un État membre des CE d'avoir un niveau de protection différent de celui qui est appliqué ailleurs dans les Communautés européennes. Elles ont tort d'affirmer que, dans le contexte des mesures de sauvegarde, les États membres appliquent le même niveau de protection qu'à l'échelle communautaire. Les États membres appliquent un niveau de protection qui tient compte des circonstances particulières qui leur sont propres. Dans le contexte de l'articles 5:5 et 5:6, les Membres jouissent d'une plus grande flexibilité dans les cas où il leur manque les éléments nécessaires pour évaluer la nature ou l'importance du risque. Il est difficile de faire la comparaison avec d'autres situations s'il n'est pas possible de définir ou d'évaluer précisément chaque situation. Dans le contexte de l'article 5:6, il est difficile d'adapter une mesure si l'importance des risques ou la disponibilité ou l'efficacité des mesures de protection ne sont pas claires. Dans ces circonstances, on ne saurait examiner la conformité avec l'article 5:5 et 5:6 qu'en tenant compte du degré de flexibilité offert par ces dispositions.

v) Article 5:7 de l'Accord SPS

4.761 Les parties plaignantes affirment qu'il n'y a pas de relation entre, d'une part, le niveau de risque acceptable – ou le concept analogue dans le contexte des mesures provisoires – et, d'autre part, la question de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord. Dans le contexte des mesures provisoires, il reste à procéder à une pleine évaluation des risques et le niveau de risque acceptable reste peut-être à être déterminé de façon définitive par le législateur. Cependant, le concept de la suffisance figurant à l'article 5:7 est une question liée, et doit donc concerner les questions qui préoccupent le législateur. Les Membres ne réagissent peut-être pas de manière identique en ce qui concerne les risques potentiels et l'incertitude. Compte tenu des circonstances particulières qui existent dans chaque pays, les renseignements scientifiques peuvent ou non être jugés suffisants pour décider des mesures appropriées. Une question qui préoccupe un législateur n'est peut-être pas aussi préoccupante pour les autres législateurs en raison des facteurs climatiques, des habitudes alimentaires, des valeurs sociales (environnementales), etc. Il n'y a donc pas de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles sont suffisantes à *toutes les fins*. Les actions d'un législateur, qu'elles soient définitives ou provisoires, face aux connaissances scientifiques disponibles dépendent plutôt de ce qui préoccupe le législateur en question.

vi) Article 2:3 de l'Accord SPS

4.762 L'article 2:3 s'applique à des mesures, et il n'est donc pas pertinent pour toute considération concernant un retard allégué. Il concerne une situation où existent des conditions identiques ou similaires entre les Membres, ou entre le territoire du Membre importateur et celui des autres Membres. Les parties plaignantes n'ont même pas allégué que des conditions identiques ou similaires existaient entre leurs propres territoires et le territoire d'un autre Membre. Elles n'ont pas allégué non plus que les Communautés européennes établissaient une discrimination entre les Membres, y compris sur leur propre territoire, pour ce qui est du traitement des OGM. Les Communautés européennes traitent des OGM d'une manière impartiale, sans établir de discrimination. L'article 2:3 dispose aussi que les mesures ne devraient pas être appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international. La présente affaire concerne les discussions en cours au sein des Communautés européennes sur la façon de réagir face aux risques que posent les OGM, quelle que soit leur origine, les effets sur le commerce étant une question tout à fait secondaire. Cela est le droit fondamental des Communautés européennes au titre de l'*Accord SPS*.

d) *Accord OTC*

4.763 Les parties plaignantes affirment que le Groupe spécial peut résoudre toutes les questions dont il est saisi en se reportant uniquement à l'*Accord SPS*. Seuls le Canada et l'Argentine ont invoqué, à titre subsidiaire, plusieurs dispositions de l'*Accord OTC*, mais uniquement en ce qui concerne les retards allégués touchant la commercialisation de produits spécifiques et les mesures des États membres. Il n'y a pas d'incompatibilité avec l'*Accord OTC*.

i) Sens de l'expression "règlement technique"

4.764 Les mesures des États membres ne sont pas des "règlements techniques". Il en est de même des retards allégués touchant des produits spécifiques. Il est impossible de concevoir comment un retard allégué – c'est-à-dire le silence ou l'inaction – pourrait énoncer des caractéristiques d'un produit dont le respect est obligatoire. Les observations formulées par les Communautés européennes au sujet de l'article 2.1, 2.2, 2.9.1, 2.9.2 et 2.9.4 de l'*Accord OTC*, en ce qui concerne les mesures des États

membres, s'appliquent, *mutatis mutandis*, pour ce qui est des retards allégués touchant des produits spécifiques.

ii) Article 2.1 de l'Accord OTC – La question de la similarité

4.765 Ni les mesures des États membres ni les retards allégués touchant des produits spécifiques ne sont des règlements techniques. Le Groupe spécial devrait rejeter les affirmations du Canada et de l'Argentine concernant la question de la "similarité". Au titre de l'article 2.1 de l'*Accord OTC*, la "similarité" est correctement interprétée comme se rapportant à des produits relevant du champ d'application du règlement technique. De plus, les OGM ne sont pas des produits similaires à des produits classiques.

iii) Article 2.2 de l'Accord OTC

4.766 La législation générale des CE relative aux OGM est peut-être un règlement technique, mais le présent Groupe spécial n'en a pas été saisi. Les parties plaignantes n'ont pas établi que toute *application* effective de la législation communautaire – tout retard ou toute mesure de sauvegarde des États membres – est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire. Elles font référence à l'interdiction visant la commercialisation, en attendant une autorisation, mais il s'agit de la substance même de la législation relative aux OGM – et non de son application. On ne saurait faire de l'absence de décision finale une mesure alléguée.

4.767 Il n'y a au titre de l'article 2.2 de l'*Accord OTC* aucune obligation de procéder à une évaluation des risques. De toute façon, les Communautés européennes sont actuellement en train d'évaluer les risques afin de décider s'il y a lieu d'autoriser ces produits. Elles contestent aussi l'idée que l'article 2.2 comprend une obligation selon laquelle l'objectif légitime doit effectivement être réalisé. Il est sans intérêt de savoir si l'objectif est ou non effectivement réalisé, dès lors que la mesure est susceptible de contribuer à la réalisation de cet objectif. Les avis émis par les comités scientifiques des Communautés européennes font état de questions posées à l'époque et ils sont eux-mêmes nuancés. Ils peuvent ou non être suffisants pour la Commission ou le Conseil, et ils peuvent en même temps être insuffisants pour les États membres.

iv) Article 5 de l'Accord OTC – Sens de l'expression "procédure d'évaluation de la conformité"

4.768 Les Communautés européennes ne souscrivent pas à l'idée que la législation des CE relative aux OGM constitue une procédure d'évaluation de la conformité au sens de l'article 5 de l'*Accord OTC*. Il n'existe pas de procédure d'évaluation de la conformité lorsqu'il y a possibilité d'exercer un pouvoir discrétionnaire, ou pour soupeser des considérations complexes et dans une certaine mesure contradictoires. Il s'agit de la situation où des critères précis ont déjà été établis et où la question consiste simplement à vérifier si un produit spécifique répond à ces critères objectifs et précis (tels que le poids, la dimension, la composition, la force, la résistance électrique, etc.).

4.769 À la lumière des observations qui précèdent, les Communautés européennes ne sont pas d'accord pour dire que le Canada et l'Argentine ont démontré la pertinence de l'article 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1 et 5.2.2 de l'*Accord OTC*. De plus, il n'a pas été accordé aux produits OGM un "traitement moins favorable" au sens de l'article 5.1.1. Il n'a pas non plus été créé d'obstacles non nécessaires au commerce au sens de l'article 5.1.2, car les risques pour l'environnement ont un caractère irréversible tel qu'il est nécessaire d'adopter une approche plus rigoureuse que ce ne serait le cas pour les risques réversibles. Ni le Canada ni l'Argentine ne se sont acquittés de la charge leur incombant de prouver que, en ce qui concerne les faits particuliers de chaque demande visant des produits spécifiques, les Communautés européennes n'ont pas agi "aussi vite que possible", ainsi que le prescrit l'article 5.2.1.

L'Argentine a fait des affirmations concernant l'article 5.2.2 qu'elle n'a pas étayées par des éléments de preuve spécifiques.

e) GATT de 1994

4.770 Si l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* ne sont pas applicables aux risques ou "mesures" contestées par les parties plaignantes, les allégations de ces dernières devront être examinées au titre du GATT de 1994. Les Communautés européennes estiment que l'article XX du GATT de 1994 peut en tout état de cause être pertinent.

f) Accords de l'OMC et autres accords internationaux

4.771 Le Groupe spécial doit interpréter les règles pertinentes du droit de l'OMC d'une manière compatible avec les autres règles du droit international pertinentes pour la présente procédure, tel qu'indiqué dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. La Convention de 1992 sur la diversité biologique et son Protocole de 2000 sur la biosécurité "sont pertinents pour la présente affaire", et les dispositions, entre autres, de la Commission du Codex Alimentarius et d'autres normes équivalentes sont pertinentes pour la présente procédure en tant, entre autres, que "normes, directives ou recommandations internationales" au sens à la fois de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC*. Aucune des parties plaignantes ne désavoue l'approche adoptée dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*. Elles ne sont toutefois pas cohérentes pour ce qui est des conséquences. En ce qui concerne la pertinence des instruments internationaux, les parties plaignantes fournissent des réponses contradictoires. Ayant suggéré qu'aucun instrument international n'est pertinent, elles s'appuient sur la pertinence des conventions et textes internationaux si cela leur convient.

g) Absence d'intérêt

4.772 Le "moratoire général" allégué n'a jamais existé. Le présent différend n'a pas perdu de son intérêt: il n'avait plutôt pas d'objet matériel *ab initio*. Il en est de même pour les demandes visant des produits qui n'étaient plus en souffrance au moment de l'établissement du Groupe spécial. Il ne peut pas y avoir de décisions communautaires sur ces produits, et cela était vrai au moment de l'établissement du Groupe spécial, au moment des consultations et avant.

4.773 L'absence d'intérêt est pertinente pour les allégations concernant des produits spécifiques dans les cas où les demandes visant des produits ont été retirées ou pour lesquelles des décisions ont été prises *après* l'établissement du Groupe spécial. Les parties plaignantes demandent instamment au Groupe spécial de se prononcer sur des mesures qui n'existent plus, mais elles n'expliquent pas pourquoi le Groupe spécial ne devrait pas appliquer un principe juridique – l'absence d'intérêt – qui est reconnu par les juridictions du monde entier et qui est communément appliqué par les tribunaux internationaux, y compris la CIJ. L'OMC ne constitue *pas* un cas exceptionnel où ne pourrait pas s'appliquer un tel principe fondamental. La jurisprudence du GATT/de l'OMC invoquée par les parties plaignantes n'étaye pas leurs allégations. Si le Groupe spécial décidait de formuler des constatations sur des mesures qui n'existent plus, les Communautés européennes estiment à titre subsidiaire qu'il ne devrait formuler aucune recommandation concernant ces mesures.

2. Allégations des parties plaignantes

a) Retards touchant des produits spécifiques

4.774 Les parties plaignantes allèguent qu'il y a suspension du système d'approbation dans le cas d'un certain nombre de demandes spécifiques. Il est dit que ces actes constituent en même temps une

violation de certaines dispositions de l'*Accord SPS*, de son article 8 et de son Annexe C, ainsi que des dispositions de l'*Accord OTC* et du GATT. Les parties plaignantes réitèrent simplement leur affirmation selon laquelle le "moratoire général" allégué a entravé le fonctionnement de la procédure d'approbation des Communautés européennes. Elles font des affirmations d'ordre général, alléguant qu'un nombre "x" d'années est "excessif" ou "manifestement excessif". Elles n'ont pas identifié pour chacune des demandes concernant des produits spécifiques les cas où s'était matérialisée cette "non-application ou suspension". Elles ne tiennent pas compte des faits.

i) Questions de fait

Demandes/notifications individuelles concernant des produits spécifiques

4.775 Il n'est fait aucune analyse spécifique de chacune des demandes – seuls sont formulés quelques arguments spécifiques concernant un nombre limité de demandes. Plusieurs de ces arguments concernent des demandes qui ont été retirées ou, comme dans le cas du Bt-11 et du NK603, auxquelles il a été mis fin par approbation. Les allégations concernant ces demandes ne sont pas soumises à bon droit au Groupe spécial: si les retraits ou les approbations étaient survenus avant l'établissement du Groupe spécial, celui-ci n'aurait aucune compétence en la matière; s'ils étaient survenus ultérieurement, ils ne présenteraient plus d'intérêt. Les Communautés européennes se limitent donc dans leur deuxième communication écrite au petit nombre de demandes individuelles qui demeurent en souffrance. Pour tous les produits pour lesquels aucune observation spécifique n'a été formulée, les parties plaignantes doivent considérer que tous les délais indiqués dans les chronologies des événements fournies par les Communautés européennes ne sont pas des retards ou, s'ils en sont, qu'ils sont justifiés.

4.776 Une analyse des dispositions procédurales prises en ce qui concerne les demandes en souffrance concernant des produits montre que les quelques arguments avancés par les parties plaignantes sont tout à fait erronés ou déforment les faits. Parmi les questions dont les parties plaignantes ne tiennent généralement pas compte il y a l'élaboration de programmes de gestion à des fins d'orientation et de surveillance postérieures à la commercialisation (comme l'ont recommandé les comités scientifiques des Communautés européennes eux-mêmes), l'établissement et la validation de méthodes de détection, la mise à jour des demandes *en accord* avec les sociétés requérantes (l'approche dite "approche intermédiaire"), et même les retards pris par les sociétés requérantes pour fournir les renseignements. Les parties plaignantes ont donc volontairement choisi de ne pas examiner les questions scientifiques et techniques qui avaient été soulevées et examinées au cours de la procédure d'approbation, et qui expliquent les "retards" allégués. Les Communautés européennes ont fourni des détails complets sur les demandes en souffrance concernant des produits.

Facteur temps

4.777 Les faits spécifiques des affaires particulières démontrent que toute généralisation est malvenue parce que chaque demande a ses propres particularités. En particulier, l'analyse des faits montre clairement qu'il n'y a pas "d'actes [ni] d'omissions concertés qui bloquent les demandes à des stades décisionnels importants de la procédure d'approbation indépendamment des preuves scientifiques démontrant la sécurité du produit". Le temps mis pour traiter chaque demande concernant des produits spécifiques est étayé par des documents qui montrent qu'il est utilisé pour les activités suivantes:

a) permettre l'examen de la demande par un organe des Communautés européennes sur la base des prescriptions établies par la législation communautaire;

b) permettre au requérant, aux États membres (tant à titre d'autorités compétentes qu'au Comité de réglementation) et à la Commission de débattre des questions scientifiques et/ou techniques;

c) donner suite aux efforts faits pour traiter des préoccupations relatives à la gestion des risques (élaboration de prescriptions en matière de surveillance, de pratiques agricoles adéquates, etc.) ainsi que de la divulgation des risques (étiquetage, etc.);

d) faire face aux retards qui sont volontairement occasionnés par le requérant et qui ne sont pas imputables aux Communautés européennes (notifications multiples, données insuffisantes, qualité médiocre des données (par exemple données moléculaires); temps consacré à compiler les renseignements ou les données demandés, etc.).

Le caractère scientifique et technique des causes des retards

4.778 Les activités que comprend l'évaluation des OGM sont justifiées d'un point de vue scientifique et technique. Par conséquent, si le Groupe spécial devait avoir des doutes, que ce soit sur le point de savoir si le temps mis pour traiter chaque demande concernant des produits spécifiques était nécessaire et justifié, il faudrait demander un avis scientifique et technique indépendant. Les parties contestent cette question de fait.

ii) Questions de droit

Charge de la preuve

4.779 Les parties plaignantes ne se sont pas acquittées de la charge de la preuve leur incombant. Leurs arguments factuels sont génériques (suspension générale, fait de ne pas agir en général, temps global écoulé, blocages/retards au niveau des États membres, etc.), ou simplement erronés (non-soumission par la Commission de propositions au Comité de réglementation, imposition de l'approche intermédiaire, suspension indéfinie, etc.). Des affirmations ne remplacent pas la présentation rigoureuse des faits. Les parties plaignantes ont aussi tendance à uniformiser leurs arguments et à les reprendre pour plusieurs demandes visant des produits spécifiques. Chaque fois que les parties plaignantes cherchent à examiner des faits pris individuellement, elles n'indiquent pas quelle est la durée de la période qui devrait être considérée comme un retard et, dans tous les cas, pourquoi le retard serait considéré comme injustifié compte tenu des particularités de chaque demande.

4.780 Dans tous les cas, aucune des trois parties plaignantes ne traite des nombreuses questions concernant les évaluations des risques et la gestion des risques qui ont été examinées et développées dans les procédures spécifiques ni ne formule d'observations à leur sujet. Toutes ces questions auraient dû être connues des parties plaignantes avant l'engagement de la procédure grâce à leurs contacts avec les sociétés requérantes. Les parties plaignantes ne paraissent pas disposer des renseignements qui leur auraient permis de "juger[] si une action au titre des présentes procédures serait utile" conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord. Les Communautés européennes déplorent que les parties plaignantes n'aient pas voulu engager des consultations constructives avant de demander l'établissement du présent Groupe spécial.

Droit applicable

4.781 Les événements qui se produisent pendant la procédure de traitement de chaque demande spécifique peuvent être imputables à des considérations qui entrent dans le cadre de différents accords

de l'OMC. L'analyse qui doit être faite des "retards d'origine mixte" est la même que celle qui doit être faite des actions mixtes. L'action et l'inaction sont l'avers et le revers de la même médaille. Les Communautés européennes estiment donc que le Groupe spécial ne peut pas licitement parvenir à une conclusion finale sur le comportement des Communautés européennes, et formuler des recommandations en conséquence, sur la base de l'Annexe C uniquement.

4.782 Les Communautés européennes ont exposé les préoccupations suscitées par les diverses demandes concernant des produits spécifiques ainsi que par les dispositions pertinentes de l'Accord ou des Accords de l'OMC qui les visaient. Dans presque tous les cas, le GATT, l'*Accord OTC* et l'*Accord SPS* peuvent tous s'appliquer en raison des préoccupations réglementaires sous-tendant les procédures des Communautés européennes. L'approche superficiellement adroite des parties plaignantes est incompatible avec les Accords de l'OMC. Premièrement, et comme il est indiqué ci-dessus, la procédure d'approbation elle-même – qui n'est pas contestée par les parties plaignantes – ne traite pas uniquement des préoccupations SPS. Deuxièmement, ne pas prêter attention aux préoccupations auxquelles répond effectivement la procédure de traitement des demandes spécifiques revient en fait à ne tenir aucun compte des dispositions de l'Annexe A.1. L'approche des parties plaignantes doit donc être rejetée.

Accord SPS

4.783 L'*Accord SPS* contient deux types de dispositions, celles qui soumettent l'élaboration des mesures sanitaires et phytosanitaires à des disciplines et celles qui traitent de leur application. Mettre en cause la manière dont sont traitées les demandes d'autorisation revient à contester l'application d'une mesure sanitaire ou phytosanitaire. Ainsi, parmi les diverses dispositions dont les parties plaignantes allèguent qu'elles ont été violées, seuls l'article 8 et l'Annexe C peuvent s'appliquer aux faits de la cause en l'espèce. Les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6, en revanche, contiennent tous des obligations concernant l'élaboration d'une mesure sanitaire ou phytosanitaire (c'est-à-dire la mesure SPS elle-même).

4.784 La distinction entre les dispositions relatives à l'élaboration et à l'application de mesures concerne deux besoins différents en matière de réglementation qui se présentent à deux moments différents: la nécessité d'assurer l'établissement de procédures qui respectent certains paramètres et la nécessité d'assurer la gestion de ces procédures suivant d'autres paramètres. C'est ce que confirme le libellé de l'article 8, qui contient deux dispositions juridiques distinctes. Dans sa première partie, cet article soumet "l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation" aux dispositions de l'Annexe C. Dans sa deuxième partie, il dispose que les procédures elles-mêmes doivent être compatibles avec toutes les autres dispositions de l'*Accord SPS*.

4.785 Toutes les parties s'accordent à penser que chaque retard n'occasionne pas une violation, et que la "justification" et la "durée" du retard sont toutes deux pertinentes pour déterminer si le retard est "injustifié". Pour ce faire, il faut procéder à une évaluation au cas par cas. Dans le cas des procédures d'approbation de nouveaux produits, chaque produit présente des caractéristiques et des particularités qui lui sont propres. Celles-ci varient en fonction de l'habitat/l'environnement spécifique dans lequel le produit sera produit et commercialisé, et en fonction du niveau de protection qui est recherché. Le fait qu'un produit a peut-être été approuvé antérieurement dans d'autres juridictions n'est pas nécessairement pertinent.

4.786 Les délais prévus dans la législation établissant la procédure d'approbation ne peuvent être que "normaux", c'est-à-dire moyens, indicatifs. Les Membres ne sont pas toujours tenus de respecter la durée normale des procédures, compte tenu des circonstances particulières de chaque cas. C'est pourquoi le paragraphe 1 b) de l'Annexe C impose seulement aux Membres de publier la durée

normale de chaque procédure ou communiquer au requérant la durée *prévue* de la procédure. Le but de cette disposition est la transparence et il n'est d'aucune façon lié au concept de "injustifié" figurant au paragraphe 1 a). La législation des Communautés européennes contient une indication sur la durée normale des procédures mais elle y incorpore en même temps une flexibilité. Par conséquent, toute période pendant laquelle d'autres renseignements sont attendus du requérant, ou pendant laquelle le comité scientifique analyse le dossier, n'est pas prise en compte.

4.787 En l'absence de toute analyse sérieuse par les parties plaignantes, qui cherchent simplement à renverser la charge de la preuve, les Communautés européennes proposeraient une classification possible des retards et de leur justification, comme suit:

a) *Le retard est causé par des considérations relatives aux risques qui ne relèvent pas de l'Annexe A.*

b) *Le retard a été volontairement accepté par le requérant.*

c) *Le retard est causé par l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation comportant des prescriptions plus rigoureuses.*

d) *Le retard n'est pas imputable à un Membre (par exemple causé par le requérant).*

e) *Le retard est nécessaire pour assurer la conformité avec la législation existante et les normes internationales pertinentes.*

f) *Le retard est causé par les efforts faits pour élaborer des prescriptions relatives à la surveillance, des pratiques agricoles adéquates et des efforts similaires pour gérer les risques SPS.*

4.788 En plus de ces justifications, les Communautés européennes estiment que les retards dans les procédures d'approbation peuvent aussi être justifiés par g) l'analyse des questions scientifiques et techniques, et h) les questions relatives à la divulgation des risques telles que l'étiquetage. Dans aucun de ces cas le retard ne doit être considéré comme étant "injustifié".

Accord OTC

4.789 Pour la réfutation des allégations relatives à l'*Accord OTC*, les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à consulter la section horizontale ci-dessus.

GATT de 1994 – Articles III:4 et XX

4.790 Si le Groupe spécial devait constater qu'un retard dans le traitement d'une demande concernant un produit spécifique était incompatible avec l'une quelconque des dispositions invoquées par les parties plaignantes, les Communautés européennes font valoir que leurs actions sont néanmoins justifiées au regard de l'article XX du GATT de 1994.

b) "Suspension générale" ou "moratoire général" allégué

i) Mesures en cause

4.791 Le présent Groupe spécial est invité par les parties plaignantes à établir l'existence d'une mesure dont il est allégué qu'elle représente un "moratoire", et à se prononcer sur l'ensemble de

l'affaire sur cette base. Il n'en reste pas moins que les parties plaignantes sont manifestement dans l'incapacité d'identifier une seule décision prise par les Communautés européennes qui rende compte de l'existence d'un tel "moratoire". Si le Groupe spécial veut évaluer la conformité de ce "moratoire" avec les règles de l'OMC – et si les Communautés européennes doivent mettre leurs actions en conformité avec les obligations leur incombant dans le cadre de l'OMC – le Groupe spécial doit d'abord définir avec une précision absolue en quoi consiste le "moratoire" et quelle est la mesure en cause. Il faut donc montrer qu'une mesure qui constitue un "moratoire" est un "plan ou [une] ligne d'action" pour suspendre une procédure, ou "une décision de ne pas décider". Par ailleurs, l'"absence de décision" n'est pas la même chose qu'une "décision de ne pas décider". Les faits que les Communautés européennes ont soumis au Groupe spécial montrent qu'il n'y a eu aucune décision de ce genre. Il a pu y avoir des avis individuels associés à des personnes particulières, ou des vues exprimées par des États membres pris individuellement. Mais les Communautés européennes elles-mêmes n'ont pas pris une telle décision.

4.792 Premièrement, même si la législation des Communautés européennes a fait l'objet d'une révision au cours de la période 1998 à 2001, les procédures d'autorisation n'ont jamais été suspendues en attendant l'entrée en vigueur de la législation révisée. Les demandes existantes ont continué d'être évaluées sur la base d'une "approche intermédiaire" qui cherchait à devancer la nouvelle législation communautaire, en particulier en ce qui concernait certaines prescriptions relatives à la gestion des risques. Deuxièmement, au cours de la période en question, la nouvelle législation est entrée en vigueur et la période de transition a pris fin (c'est-à-dire dans le cas de la Directive 2001/18 bien avant l'établissement du présent Groupe spécial). Bien qu'il y ait eu, dans certains cas, des retards dans la procédure de traitement des demandes au cours de la période de transition, les demandes sont maintenant traitées normalement.

4.793 Les parties plaignantes cherchent à obtenir que soit prononcée à l'encontre des Communautés européennes une décision de fait et de droit sur la base de leur description d'une situation factuelle dont il est allégué qu'elle est l'effet, le résultat ou la conséquence d'un *présumé* moratoire. Elles cherchent ainsi à remplacer une analyse factuelle et juridique par une simple affirmation. Les groupes spéciaux ne se prononcent pas sur les "effets" sans établir l'existence d'une mesure dont le Membre de l'OMC est responsable. On ne saurait laisser en suspens la question de savoir quelle mesure a causé l'effet observé. Par ailleurs, les parties plaignantes réinventent les définitions et le sens des termes "moratoire" et "mesure". Désormais, la question n'est plus celle de la suspension du processus d'approbation, mais celle d'un "blocage à des étapes essentielles de la procédure", indépendamment du point de savoir si les demandes concernant des produits sont passées d'une étape à l'autre. Les parties plaignantes présentent comme une mesure, c'est-à-dire comme un plan ou une ligne d'action, les réactions les plus variées des différents intervenants pour des demandes différentes, et elles mettent commodément de côté tout ce qui ne correspond pas à cette idée. Ces réactions font partie d'un processus décisionnel interne et, en tant que telles, elles n'ont pas d'effet juridique externe. Dans la mesure où le processus décisionnel ne donne pas lieu à un acte ou à un résultat final, la seule chose à laquelle pourraient s'en prendre les parties plaignantes est le fait de ne pas agir, mais dans la mesure où il est question de l'*Accord SPS*, la seule obligation à cet égard est d'agir sans retard injustifié.

ii) Questions que le Groupe spécial devrait examiner s'il y avait une mesure

4.794 Si le Groupe spécial estime qu'il y a une mesure, il devrait examiner les questions suivantes: 1) si la mesure existait au moment de l'établissement du Groupe spécial et, dans l'affirmative, si elle existe toujours; 2) la mesure dans laquelle cette mesure relève de l'*Accord SPS*; 3) si la mesure est incompatible avec l'article 5:7, car la mesure devrait être considérée comme étant d'un caractère provisoire et appliquée pour cause de preuves scientifiques insuffisantes; 4) la mesure dans laquelle la mesure ne relève pas de l'*Accord SPS*, qu'il s'agisse d'un règlement technique relevant de l'*Accord*

OTC ou que l'article III:4 du GATT de 1994 soit applicable; et 5) une justification possible au regard de l'article XX du GATT de 1994.

c) Mesures de sauvegarde des États membres des CE

i) Faits et arguments juridiques soumis au Groupe spécial

4.795 Pour aider les États-Unis, les Communautés européennes donnent l'exemple du Bt-176. L'une des raisons à l'origine de la mesure autrichienne est la question de la résistance aux antibiotiques. L'Autriche craint que le gène marqueur de résistance aux antibiotiques ne soit transféré aux bactéries de l'intestin de l'être humain et que cela ne réduise l'efficacité des antibiotiques utilisés en médecine. Cette question se situe, du moins en partie, en dehors du champ de l'*Accord SPS*. Par conséquent, certaines des raisons à l'origine de la mesure de sauvegarde autrichienne se situent en dehors du champ de l'*Accord SPS* et, pour ce qui est de ces raisons, la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne peut pas être considérée comme incompatible avec cet accord. La même analyse s'applique en ce qui concerne les autres mesures.

ii) Préoccupations des États membres

4.796 Le Groupe spécial a demandé aux États-Unis d'expliquer leur position en ce qui concerne les préoccupations soulevées par les États membres. Les États-Unis ont répondu à cette question en mentionnant ce qu'ils allèguent être "ce à quoi font référence les mesures des États membres" – ce qui est différent. Ils ont ainsi modifié le cadre de référence de la question du Groupe spécial, et ils n'ont donc pas répondu à la question effectivement posée. Ce à quoi il est ou non expressément fait référence dans les mesures des États membres elles-mêmes est sans intérêt. Ces mesures sont parfois relativement succinctes, comme cela est souvent le cas pour les mesures provisoires. Les États-Unis choisissent délibérément ce qui est connu comme étant une présentation étroite des questions, dans le cadre de leur stratégie générale visant à faire entrer le plus de choses possible dans le champ de l'*Accord SPS*. On peut réellement apprécier les préoccupations des États membres à partir d'un examen objectif et complet de l'historique de chacune des mesures, et des étapes procédurales ayant conduit à leur adoption et ayant suivi leur adoption. Les Communautés européennes ont expliqué dans le détail au Groupe spécial et aux parties plaignantes la portée réelle des préoccupations ayant conduit à l'adoption et au maintien de ces mesures. Elles ont aussi expliqué dans le détail lesquelles de ces préoccupations entraient dans le champ de l'*Accord SPS*, et lesquelles n'y entraient pas, et pour quelles raisons. Les États-Unis n'ont pas répondu à ces explications, mais ils cherchent à modifier le mandat sous-jacent. Les affirmations que font les parties plaignantes en ce qui concerne des questions spécifiques sont manifestement erronées.

Q. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES ÉTATS-UNIS

1. Introduction

4.797 Les Communautés européennes n'ont même pas essayé d'expliquer en quoi le moratoire était compatible avec les obligations leur incombant au titre de l'Accord SPS. Leur principal moyen de défense demeure plutôt le suivant: en dépit du fait que le moratoire était généralement et ouvertement reconnu par les États membres des CE et les représentants communautaires, il n'y a, en réalité, jamais eu de moratoire. Les Communautés européennes essaient d'étayer cette position en présentant des CD contenant des documents relatifs au traitement des demandes et de brèves descriptions du traitement des demandes en souffrance.

4.798 Toutefois, le simple fait que certaines demandes ont franchi des étapes du processus d'approbation, ou que certains retards n'étaient peut-être pas injustifiés, ne réfute certainement pas l'existence du moratoire. Le moratoire est une décision qui a été prise au niveau politique afin d'empêcher les produits de parvenir au stade final de l'approbation; le fait que les autorités des CE chargées de la réglementation ont laissé certaines demandes franchir des étapes – sans aller jusqu'à l'approbation – de la procédure d'approbation était tout à fait compatible avec cette décision.

4.799 Néanmoins, les États-Unis font observer que les historiques des demandes présentés par les Communautés européennes n'appuient pas le point de vue des Communautés européennes selon lequel le moratoire n'a jamais existé. En fait, les chronologies des événements fournissent de nombreux exemples de la façon dont le moratoire fonctionnait pour empêcher la prise de décisions sur les différentes demandes concernant des produits aux différents stades de la procédure d'approbation. Dans plusieurs cas, les demandes ont été complètement ignorées au niveau de l'État membre ou de la Commission pendant des années. Dans d'autres cas, les États membres ont soulevé des objections sans fondement et ont présenté des demandes de renseignements qui ont injustement retardé le traitement de plusieurs demandes. Il ressort en outre des documents communautaires que les seules évaluations des risques concernant les produits en cause sont celles qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et le Comité scientifique des Communautés européennes, et que les résultats de ces évaluations des risques n'étaient pas contradictoires et ne justifiaient pas par ailleurs le fait de ne pas être parvenu à une décision sur les produits.

2. Les Communautés européennes n'avancent pas d'arguments valables dans leur deuxième communication écrite

a) Le concept de l'"absence d'intérêt" n'est pas pertinent pour le présent différend

4.800 Le concept de l'"absence d'intérêt" énoncé par les Communautés européennes n'est pas pertinent pour le présent différend. Le mandat du Groupe spécial au titre du Mémorandum d'accord consiste à "[e]xaminer … la question portée devant l'ORD" dans la demande d'établissement du Groupe spécial. Dans la présente affaire, ces questions sont le moratoire général et les moratoires sur des produits spécifiques ainsi que les mesures de sauvegarde des États membres, tels qu'ils existaient en août 2003. À la connaissance des États-Unis, il n'y a aucun groupe spécial qui, faute de l'accord des parties, a refusé d'examiner une mesure qui était en vigueur lorsque son mandat a été défini, et les Communautés européennes n'en n'ont mentionné aucun. Au contraire, des groupes spéciaux antérieurs du GATT et de l'OMC ont examiné des mesures et fait des constatations à leur sujet même si ces mesures avaient été retirées pendant les travaux du groupe spécial. Comme le Groupe spécial *Inde – Automobiles* l'a dit: "En général, un groupe spécial de l'OMC est compétent pour examiner des mesures appliquées au moment où il a été établi. … Dans le passé, des groupes spéciaux ont examiné des mesures qui avaient été retirées dans des cas où les parties n'étaient pas d'accord pour mettre fin à la procédure."

4.801 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes donnent deux réponses, qui sont entièrement dénuées de fondement. Premièrement, les Communautés européennes font valoir ceci: "Curieusement, les parties plaignantes n'ont pas tenté d'expliquer pourquoi les groupes spéciaux de l'OMC étaient dans l'impossibilité d'appliquer un principe juridique qui était reconnu dans différents pays et qui était généralement appliqué par les tribunaux internationaux …" Les Communautés européennes n'essaient nullement de définir précisément le "principe juridique" de l'absence d'intérêt que l'OMC devrait, selon elles, adopter; les Communautés européennes n'expliquent pas pourquoi les groupes spéciaux du GATT et de l'OMC qui ont été cités plus haut ont, dans les faits, examiné des mesures qui avaient pris fin, et elles n'essaient nullement d'expliquer comment un tel principe serait compatible avec le texte du Mémorandum d'accord. Bref, ce qui est

"curieux", c'est le fait que les Communautés européennes reprochent aux plaignants de s'appuyer sur le texte du Mémorandum d'accord et sur la pratique antérieure du GATT et de l'OMC.

4.802 Deuxièmement, les Communautés européennes essaient d'embrouiller la question en soulevant une autre question, en l'occurrence celle de savoir si un groupe spécial qui formule des constatations sur une mesure qui n'est plus en vigueur devrait également recommander que l'ORD demande au Membre défendeur de rendre sa mesure conforme aux règles de l'OMC. De toute évidence, selon cette même pratique constante du GATT et de l'OMC, les groupes spéciaux formulent de telles recommandations. De plus, l'article 19:1 du Mémorandum d'accord dispose spécifiquement que "[d]ans les cas où un groupe spécial … conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, *il recommandera* que le Membre concerné la rende conforme audit accord". Les Communautés européennes citent l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* comme exemple démontrant le contraire, mais cette affaire concernait en réalité une situation tout à fait différente: la mesure en cause dans ce différend avait cessé d'exister *avant la date de la demande d'établissement du groupe spécial*.

4.803 Par ailleurs, il ne s'agit pas d'une affaire dans laquelle la mesure en cause n'est plus en vigueur. Les États-Unis ne partagent certainement pas le point de vue selon lequel deux approbations symboliques visant des produits – qui ont été obtenues seulement à la suite de nombreux retards et conformément à des décisions prises par la Commission parce que le Comité de réglementation et le Conseil n'avaient pas pris de décisions – suffisent à indiquer que les Communautés européennes ont commencé à traiter d'autres demandes en souffrance sans retard injustifié, comme elles doivent le faire conformément aux obligations leur incombant au titre de l'*Accord SPS*.

4.804 Il est particulièrement important pour les États-Unis, et pour le système de l'OMC fondé sur des règles dans son ensemble, que le Groupe spécial en l'espèce se conforme à la pratique antérieure et formule des constatations sur le moratoire des Communautés européennes tel qu'il existait en août 2003. Tous les produits, sauf deux, qui sont visés par le moratoire attendent une approbation. Les approbations de produits biotechnologiques demeurent une question politique controversée dans les Communautés européennes, et l'élargissement récent des Communautés européennes de 15 à 25 États membres n'a pas simplifié la situation. De plus, un certain nombre d'États membres des CE estiment qu'une législation additionnelle doit être adoptée avant que de nouvelles approbations de produits biotechnologiques ne soient accordées. Qui plus est, même si les Communautés européennes ont maintenant approuvé deux variétés de maïs destinées à l'importation et à la consommation, *elles n'ont pas encore approuvé au titre de la Directive 2001/18 un seul produit biotechnologique destiné à la plantation dans les Communautés européennes*. Par conséquent, si le Groupe spécial devait déroger au Mémorandum d'accord et à la pratique antérieure et appliquer le concept de l'absence d'intérêt énoncé par les Communautés européennes, il y aurait de fortes chances que les Communautés européennes – une fois libérées de la pression exercée par la procédure en cours – cessent toutes nouvelles approbations.

b) Les Communautés européennes n'avancent toujours pas d'arguments pour réfuter le fait généralement connu de l'adoption d'un moratoire général par les Communautés européennes

4.805 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes présentent un certain nombre d'arguments indiquant pourquoi – malgré la reconnaissance généralisée par les représentants communautaires de l'imposition d'un moratoire général – le Groupe spécial devrait quand même constater qu'il n'y a jamais eu de moratoire. En réalité, les arguments des Communautés européennes corroborent davantage l'existence du moratoire.

4.806 Premièrement, les Communautés européennes déterminent qu'il existe un moratoire lorsque "le processus décisionnel est temporairement suspendu". Les Communautés européennes font ensuite valoir qu'il n'y a pas eu de moratoire parce que certaines demandes ont continué de franchir des étapes des procédures d'approbation complexes des Communautés européennes. Il s'agit d'un argument bidon, dont on peut tout simplement se passer. Les États-Unis n'ont jamais allégué que *toute* la procédure avait été suspendue, mais plutôt que les Communautés européennes avaient adopté une décision visant à faire en sorte qu'aucun produit ne parvienne jamais au stade de l'approbation finale.

4.807 Deuxièmement, les Communautés européennes s'appuient sur l'adoption de ce qu'on appelle l'"approche intermédiaire", selon laquelle la Commission "cherchait à devancer la nouvelle législation communautaire". Après examen, toutefois, il apparaît que le recours par les Communautés européennes à l'"approche intermédiaire" étaye, en fait, l'existence du moratoire.

4.808 D'une part, les Communautés européennes expliquent ceci: "Ainsi, l'"approche intermédiaire" n'est pas un acte qui a été "adopté" sous quelque forme que ce soit; il s'agit simplement d'une pratique qui a été suivie sur la base d'une intention politique pour tenter de faire en sorte que la procédure d'approbation aboutisse à des résultats malgré la période intermédiaire de modification législative." D'autre part, les Communautés européennes décrivent l'approche intermédiaire comme ceci: "Le [12 juillet 2000], la Commission est convenue d'une "approche intermédiaire" pour la relance des autorisations d'OGM, qui amenait à devancer des dispositions fondamentales (étiquetage, traçabilité, surveillance, etc.) de la nouvelle législation environnementale attendue. Les nouvelles prescriptions seraient incorporées dans les autorisations individuelles d'OGM accordées dans le cadre de la législation existante." Tout compte fait, les Communautés européennes expliquent que, selon l'approche intermédiaire, de "nouvelles prescriptions" seraient incorporées dans les demandes individuelles, mais que cette décision n'était pas "adoptée sous quelque forme que ce soit" et constituait "simplement [u]ne pratique qui a été suivie sur la base d'une intention politique".

4.809 La manière dont les Communautés européennes décrivent elles-mêmes l'"approche intermédiaire" confirme une position fondamentale des États-Unis: les Communautés européennes, "sur la base d'une intention politique", ont pris la décision d'appliquer leur législation en matière de biotechnologie d'une manière qui différait sensiblement du texte législatif. Et une fois qu'il est entendu, comme les Communautés européennes le reconnaissent, que les Communautés européennes se sentiraient libres de déroger à leur législation en modifiant les prescriptions en matière d'approbation, il n'est pas du tout difficile de comprendre que les Communautés européennes pourraient également décider de reporter leurs décisions finales en s'appuyant sur les mêmes considérations politiques.

4.810 De plus, les Communautés européennes affirment que l'"approche intermédiaire" entraînait l'application de prescriptions figurant dans une législation non promulguée. Toutefois, ces prescriptions n'ont pas été arrêtées définitivement pendant une période d'au moins trois ans après l'adoption prétendue par les Communautés européennes d'une approche intermédiaire en 2000. Compte tenu en particulier du système d'approbation dont les Communautés européennes reconnaissent le fondement politique, il n'est pas possible de croire que celles-ci ont décidé de déroger à leur législation en matière d'approbation en adoptant de nouvelles prescriptions en dehors du cadre juridique, tout en permettant à des produits de franchir les étapes menant à une approbation finale quand la teneur de ces nouvelles prescriptions n'avait pas encore fait l'objet d'une décision. Ce n'est pas une simple coïncidence si les Communautés européennes ont approuvé un produit biotechnologique, le premier après plus de cinq ans, en 2004 – moins d'un mois après l'entrée en vigueur de leur nouvelle législation.

4.811 Troisièmement, les Communautés européennes essaient maintenant d'expliquer de façon convaincante les nombreuses reconnaissances officielles du moratoire en alléguant que "toutes ces déclarations" font simplement référence au fait qu'aucun produit biotechnologique n'est parvenu au stade de la décision finale. Au contraire, les déclarations font uniformément référence au "moratoire". De plus, comme les Communautés européennes en informent elles-mêmes le Groupe spécial, un "moratoire" peut être défini comme "un report ou une suspension temporaire voulue d'une activité". Les États-Unis estiment que les représentants communautaires ont employé le terme "moratoire" parce qu'il convient parfaitement à la situation, en l'occurrence le fait que les Communautés européennes avaient décidé d'empêcher les demandes concernant des produits biotechnologiques de parvenir au stade de l'approbation finale.

c) La théorie des "retards d'origine mixte" des Communautés européennes est sans fondement

4.812 La nouvelle théorie des "retards d'origine mixte" des Communautés européennes est illogique et n'est pas étayée par le texte de l'*Accord SPS*. Cet accord dispose que les Membres "feront en sorte que [les] procédures [visant à vérifier et à assurer le respect des mesures SPS] soient engagées et achevées sans retard injustifié". Rien dans le texte de l'*Accord SPS* n'indique, comme les Communautés européennes l'affirment, qu'un Membre est exempté de cette obligation si le retard résulte d'une considération qui n'entre pas dans le champ de l'Accord SPS.

4.813 Les Communautés européennes ont plutôt forgé une approche entièrement nouvelle de l'application des obligations découlant des Accords de l'OMC. Selon l'approche des Communautés européennes, aussi longtemps qu'un Membre peut prouver que sa mesure n'est pas incompatible avec une obligation différente (en l'espèce, les obligations énoncées dans l'*Accord OTC*), l'absence d'incompatibilité avec une disposition peut excuser l'incompatibilité avec une autre disposition. Les Communautés européennes paraissent inverser la règle habituelle d'interprétation des traités selon laquelle il n'y a pas de conflit entre deux obligations si le fait de satisfaire à une obligation (par exemple, celle qui est plus stricte) permet également de satisfaire à l'autre obligation. En fait, pour les Communautés européennes, dans les cas où deux obligations s'appliquent, seule l'obligation moins stricte importe. En outre, dans le présent différend, les Communautés européennes n'ont pas répondu à la question de savoir comment l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* pouvaient s'appliquer à la même mesure compte tenu du libellé de l'article 1.5 de l'*Accord OTC* ("Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas aux mesures [SPS] telles qu'elles sont définies à l'Annexe A de l'[*Accord SPS*]") et du libellé de l'article 1:4 de l'*Accord SPS* ("Aucune disposition du présent accord n'affectera les droits que les Membres tiennent de l'[*Accord OTC*] en ce qui concerne les mesures n'entrant pas dans le champ du présent accord").

4.814 En outre, l'argument des Communautés européennes, s'il est mené à sa conclusion logique, affaiblirait sérieusement l'obligation relative au "retard injustifié" énoncée à l'Annexe C. À titre d'exemple, prenons le cas d'un Membre de l'OMC qui a retardé une procédure d'approbation SPS pendant des années – pour des raisons arbitraires ou pour protéger un producteur national. Selon l'interprétation suggérée par les Communautés européennes, le Membre ne violerait pas l'*Accord SPS*, parce que le retard ne découlait pas de l'évaluation d'un risque mentionné dans l'*Accord SPS*. À l'évidence, dans de telles circonstances, les rédacteurs de l'*Accord SPS* n'entendaient pas exempter un Membre de l'obligation lui incombant au titre de l'Annexe C d'engager et d'achever des procédures d'approbation sans retard injustifié.

d) Rien ne permet aux Communautés européennes d'avancer l'argument selon lequel le Groupe spécial ne devrait pas s'écarter de la définition d'"évaluation des risques" qui figure dans l'Accord

4.815 Les Communautés européennes consacrent beaucoup de temps à l'examen de la définition de l'expression "évaluation des risques" aux fins de l'analyse au titre de l'*Accord SPS*. En premier lieu, les États-Unis font observer qu'aucune question dans le présent différend ne semble se rapporter à la définition de l'expression "évaluation des risques". En particulier, les Communautés européennes n'ont même pas essayé d'identifier des évaluations des risques qui pourraient appuyer le moratoire général, les moratoires sur des produits spécifiques ou les mesures de sauvegarde des États membres. De toute façon, la définition de l'expression "évaluation des risques" est clairement énoncée au point 4 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*, et cette définition est déterminante. L'analyse que font les Communautés européennes d'autres définitions de cette expression est sans fondement et devrait être ignorée.

e) Les Communautés européennes continuent de ne pas invoquer de moyen de défense sérieux pour les mesures de leurs États membres

4.816 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes ne mettent toujours pas en avant des évaluations contraires des risques, et n'essaient pas non plus d'expliquer comment l'article 5:7 s'applique, compte tenu de l'ensemble des évaluations scientifiques de ces produits que les propres Comités scientifiques des Communautés européennes ont réalisées. Le seul élément nouveau concernant les mesures des États membres que renferme la deuxième communication écrite des Communautés européennes est une pièce intitulée "Tableau résumant la situation en ce concerne les mesures des États membres, telle qu'elle était exposée dans la première communication écrite des Communautés européennes". Le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte de ce tableau, qui prétend exposer les différentes raisons pour lesquelles les États membres ont adopté chaque mesure de sauvegarde. Le tableau n'est pas accompagné de notes de bas de page ni d'autres références, et il paraît n'être rien de plus qu'une tentative *a posteriori* de justifier ces mesures. De plus, même s'il pouvait être considéré que le nouveau tableau a une valeur probante, celui-ci n'indique pas du tout comment les mesures de sauvegarde pourraient être compatibles avec l'*Accord SPS*. Par exemple, le tableau ne contient pas de renvois à des "renseignements pertinents disponibles" qui pourraient être utilisés dans un argument formulé au titre de l'article 5:7, et il n'explique pas non plus comment des preuves scientifiques pourraient être suffisantes lorsque les Communautés européennes ont produit des évaluations favorables des risques pour chaque produit.

3. Les Communautés européennes ne peuvent pas justifier les décalages dans leurs chronologies des événements concernant les produits

4.817 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes présentent de courtes descriptions non étayées au sujet d'une partie seulement des demandes concernant des produits biotechnologiques en question. Ces descriptions ont été soumises avant la présentation par les Communautés européennes, à la demande du Groupe spécial, d'un ensemble plus complet de documents sur les demandes concernant des produits, et ne font donc pas référence au dossier plus complet dont le Groupe spécial est actuellement saisi. De plus, les descriptions des Communautés européennes sont bien souvent trompeuses. Un examen des documents proprement dits figurant dans les historiques des demandes confirme que de nombreux produits ont fait l'objet de retards injustifiés sous forme de longues périodes d'inactivité.

a) Pièce EC-69: maïs (Bt-11) tolérant au glufosinate et résistant aux insectes

4.818 Le Comité scientifique des plantes a émis un avis favorable au sujet de la demande concernant le maïs Bt-11 présentée au titre de la Directive 90/220 le 30 novembre 2000. Dans la partie descriptive de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes essaient de justifier la période de deux ans qui s'est écoulée après cet avis en affirmant que "le Comité scientifique a recommandé un plan de surveillance, et la proposition du demandeur reste en suspens". Il ressort toutefois des documents proprement dits que cette affirmation est fausse. L'avis ne relevait aucun renseignement manquant ni aucune autre insuffisance dans la demande.

b) Pièce EC-65: coton Bt (531)

4.819 Pendant trois ans, les autorités des CE chargées de la réglementation n'ont donné aucune suite à la demande concernant le coton Bt (531) présentée au titre de la Directive 90/220. L'explication donnée par les Communautés européennes pour justifier ce décalage est sans fondement. Le fait que certains États membres ont élevé des objections au sein du Comité de réglementation ne justifie pas le refus des Communautés européennes de donner suite à la demande. De fait, le cadre législatif des Communautés européennes prévoit une solution spécifique en vue d'une action ultérieure lorsque le Comité de réglementation est incapable de parvenir à une décision: la Commission doit soumettre "sans tarder" la demande au Conseil pour qu'il prenne une décision. Par ailleurs, rien dans le dossier n'indique que le demandeur avait été invité à présenter des renseignements additionnels au sujet des objections des États membres, ou que le fondement de ces objections avait été notifié au demandeur. Qui plus est, rien dans le dossier n'indique pourquoi les États membres avaient élevé des objections, malgré l'avis du Comité scientifique des plantes qui portait sur les questions précises soulevées dans les objections. En résumé, rien dans le dossier n'indique que les Communautés européennes aient entrepris quoi que ce soit pour régler les questions qui préoccupaient les États membres.

4.820 La deuxième communication écrite des Communautés européennes précise également, à tort, que le demandeur "a finalement présenté … les renseignements additionnels demandés", ce qui donne à entendre indûment que les retards étaient imputables à des demandes de renseignements qui n'avaient pas eu de suite. Toutefois, le demandeur n'a pas répondu à une quelconque demande adressée par les Communautés européennes, mais a présenté, de sa propre initiative, des renseignements additionnels à l'autorité compétente principale car, comme cela était à prévoir, l'état des connaissances scientifiques avait évolué depuis que la demande avait été présentée par écrit pour la première fois plus de quatre ans auparavant.

c) Pièce EC-91: maïs Roundup Ready (GA21)

4.821 La demande relative à des aliments nouveaux concernant le maïs Roundup Ready (GA21) qui avait été présentée au titre du Règlement a été retardée au niveau des États membres pendant dix mois, pendant que l'autorité compétente principale procédait à l'évaluation des risques, puis pendant 17 mois au niveau communautaire avant que le Comité scientifique de l'alimentation humaine ne rende un avis favorable en février 2002. Les Communautés européennes affirment que c'est à cause du demandeur que le Comité scientifique de l'alimentation humaine a mis 17 mois pour rendre son avis. La réalité ressort de la propre chronologie des événements des Communautés européennes: la Commission a demandé un avis au Comité scientifique de l'alimentation humaine le 18 mai 2000. Onze mois plus tard, le Comité a communiqué pour la première fois avec le demandeur afin de lui demander des renseignements additionnels. En moins d'un mois, le demandeur a répondu à toutes les questions. La chronologie des événements des Communautés européennes ne donne aucune explication, exception faite d'une note sibylline concernant un "manque de temps", au sujet de la période additionnelle de onze mois dont le Comité a eu besoin pour émettre un avis le 27 février 2002.

4.822 À la suite de l'avis favorable rendu par le Comité le 27 février 2002, la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation le projet de mesure prescrit pour achever la procédure d'approbation, ce qui a donné lieu à un nouveau retard, qui s'est poursuivi jusqu'à l'adoption, en septembre 2003, du nouveau Règlement concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. La demande est restée en suspens pendant près de deux mois après que le Comité scientifique de l'alimentation humaine a rendu un avis favorable en février 2002. Le demandeur a ensuite envoyé, le 23 avril 2002, une lettre dans laquelle il proposait de restreindre le champ de sa demande pour faciliter l'évaluation des Communautés européennes. Malgré les efforts déployés par le demandeur pour lever les obstacles possibles, la Commission n'a toujours pas transmis la demande au Comité de réglementation. Elle a plutôt fait observer que même si l'étape suivante était la prise d'une décision communautaire, "[i]l [était] souhaitable qu'une telle décision tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM". En d'autres termes, les Communautés européennes ont tout simplement suspendu le traitement de cette demande en prévision d'éventuelles modifications réglementaires à venir.

d) Pièces EC-78 et 85: maïs Roundup Ready (GA21)

4.823 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes n'ont pas évoqué les demandes relatives à la dissémination volontaire concernant le maïs Roundup Ready (GA21) qui ont été présentées au titre de la Directive 90/220, compte tenu de la décision unilatérale des Communautés européennes établissant que les questions relatives à ces demandes étaient sans intérêt. Dans leur réponse à la demande de renseignements plus complets que leur avait adressée le Groupe spécial, les Communautés européennes ont par la suite présenté une chronologie des événements et des pièces justificatives au sujet de cette demande et d'autres demandes ayant été retirées. Ces documents confirment que ces demandes ont, en fait, subi de longs retards injustifiés. Les manœuvres dilatoires des Communautés européennes ont également considérablement retardé la demande parallèle relative à des aliments nouveaux concernant le maïs Roundup Ready (GA21) présentée au titre du Règlement n° 257/98.

4.824 La première demande concernant le maïs GA21 présentée au titre de la Directive 90/220, dont le Royaume–Uni avait été saisi en 1997, a subi un retard au niveau des États membres pendant sept mois, soit de mars à novembre 1999. La chronologie des événements des Communautés européennes donne la fausse impression que cette demande a effectivement eu une suite après le mois d'avril 1999 vu la mention d'une réunion de l'ACRE le 16 septembre 1999. Comme le procès-verbal de cette réunion l'indique, toutefois, le GA21 ne figurait pas à l'ordre du jour et n'a pas été examiné.

4.825 Le traitement de la deuxième demande concernant le GA21 présentée au titre de la Directive 90/220 a été subitement interrompu lorsque la demande est parvenue au niveau de la Commission. Le Comité scientifique des plantes a émis un avis favorable le 22 septembre 2000. À ce stade, toutefois, toute activité a subitement cessé au niveau de la Commission. Celle-ci n'a pas soumis la demande au Comité de réglementation pour qu'il prenne une décision, et il n'y a eu ni suivi ni communication par la Commission à ce sujet pendant les trois années qui ont suivi, soit jusqu'au moment où le demandeur a finalement retiré la demande le 15 septembre 2003.

e) Pièces EC-82 et 94: maïs MaisGuard x Roundup Ready (MON810 x GA21)

4.826 Le maïs MaisGuard x Roundup Ready (MON810 x GA21) est obtenu au moyen de l'hybridation classique de deux produits biotechnologiques "parents", le MON810 et le GA21. L'évolution du maïs GA21 a ralenti l'évolution du maïs MON810 x GA21 dans le cadre du processus réglementaire.

4.827 La demande relative à la dissémination volontaire concernant le maïs MON810 x GA21 au titre de la Directive 90/220 a été présentée en août 1999, mais n'est jamais parvenue au stade de l'examen par la Commission. L'autorité compétente principale a demandé un complément d'information le 30 novembre 1999, et le demandeur a répondu en août 2001 à toutes les demandes, sauf celle qui concernait une étude scientifiquement injustifiée sur la composition nutritionnelle du lait provenant de vaches laitières ayant mangé ce produit. Le demandeur a présenté des documents traduits cinq mois plus tard, soit en janvier 2002. Par la suite, pendant plus d'un an et demi, jusqu'au retrait de la demande, la seule activité de l'autorité compétente principale a été la tenue d'une réunion en avril 2002.

4.828 L'historique de la demande relative à des aliments nouveaux concernant le MON810 x GA21 présentée au titre du Règlement n° 258/97 est similaire. La demande a été présentée à l'autorité compétente principale en février 2000. Comme il vient d'être mentionné, la demande relative à des aliments nouveaux concernant le parent à trait unique GA21 présentée au titre du Règlement n° 258/97 a été bloquée au niveau de la Commission. Dans les observations qu'elle a formulées sur le MON810 x GA21, l'Italie a dit que "l'examen de la documentation relative à l'autorisation devrait être effectué uniquement après que la commercialisation du GA21 a été autorisée". À l'heure actuelle, la demande concernant le MON810 x GA21 est encore en souffrance.

f) Pièce EC-66: coton Roundup Ready (RRC 1445)

4.829 Les Communautés européennes ont suspendu le traitement de la demande relative à la dissémination volontaire concernant le coton Roundup Ready (RRC 1445) présentée au titre de la Directive 90/220 pendant près de quatre ans – entre février 1999 et janvier 2003, date de prise d'effet de la nouvelle Directive 2001/18. Le seul moyen de défense invoqué par les Communautés européennes en ce qui concerne ce décalage de quatre ans est l'affirmation selon laquelle "le Comité de réglementation n'a pas obtenu la majorité qualifiée parce qu'un certain nombre d'États membres avaient maintenu des objections". Cette observation ne tient pas compte du fait qu'à la suite d'un vote au sein du Comité de réglementation, la Commission devait, selon la Directive 90/220, renvoyer "sans tarder" la demande au Conseil pour qu'il prenne une décision, ce que la Commission n'a pas fait en l'espèce. Dans leur deuxième communication écrite, les CE laissent également entendre, à tort, que le Comité scientifique des plantes n'avait pas examiné comme il se doit les objections soulevées par les États membres. En fait, le Comité a évalué la sécurité du produit en cause à partir de considérations scientifiques détaillées. De plus, aucun des États membres qui ont fait objection au sein du Comité de réglementation n'ont présenté des évaluations rivales des risques ou des preuves scientifiques contraires à l'appui de telles objections. Ni la Commission ni les États membres n'ont relevé des faiblesses spécifiques dans l'examen du Comité scientifique des plantes. Enfin, rien dans le dossier n'indique que la Commission a fait part au demandeur de préoccupations scientifiques, ou que la Commission a fait savoir au demandeur qu'elle avait relevé des lacunes dans la demande.

g) Pièce EC-64: betterave fourragère Roundup Ready (A5/15)

4.830 La demande relative à la dissémination volontaire concernant la betterave fourragère Roundup Ready (A5/15) est visée par la procédure d'approbation de l'UE depuis plus de sept ans et demi, car elle a été présentée à l'autorité compétente principale en février 1997. Le Comité scientifique des plantes a émis un avis favorable le 23 juin 1998. Toutefois, le Comité de réglementation n'a pas convoqué de réunion au sujet de cette demande pendant plus d'un an et demi, et même alors, n'a pas procédé à un vote. Quatre mois plus tard, soit le 9 mars 2000, le Comité de réglementation s'est réuni à nouveau et, une fois de plus, n'a pas procédé à un vote. Par la suite, la demande est demeurée en suspens et n'a jamais été soumise au Comité de réglementation ni au Conseil. Plus de quatre ans et demi après l'avis favorable du Comité scientifique des plantes et

l'impasse au niveau de la Commission, le demandeur a été contraint de présenter à nouveau sa demande au titre de la nouvelle Directive 2001/18 le 16 janvier 2003.

4.831 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes essaient de justifier l'inaction de la Commission en mettant en avant les objections soulevées par les États membres. Toutefois, le Comité scientifique des plantes a estimé que les preuves scientifiques existantes et les renseignements fournis par le demandeur étaient suffisants pour examiner les objections élevées par les États membres. De plus, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle des demandes de renseignements étaient restées sans réponse n'est pas vraie. Le demandeur a présenté de son plein gré des renseignements additionnels pour essayer de lever tout obstacle possible qui entravait encore la tenue d'un vote au sein du Comité de réglementation. Les véritables raisons du retard ont été exposées au cours d'une réunion tenue en janvier 2001 avec le demandeur: "L'adoption sans réserve de la directive révisée ne sera pas suffisante. La relance du processus réglementaire dépendra du bon vouloir de la Commission. Selon l'analyse qui est généralement faite, la Commission n'encouragera pas la tenue d'une réunion pour procéder à un vote en application de l'article 21 si rien n'indique que les États membres appuient le processus et/ou sont censés voter d'une manière favorable …"

h) Pièces EC-76 et 96: maïs Roundup Ready (NK603)

4.832 La demande relative à la dissémination volontaire concernant le NK603 a été présentée en janvier 2000 et a finalement été approuvée – encore que sous réserve de l'approbation d'une demande relative à des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés – en juillet 2004. La Commission a approuvé la demande relative à des denrées alimentaires et à des aliments pour animaux génétiquement modifiés concernant le NK603 en octobre 2004. Le traitement de cette demande a été retardé par le moratoire, et son approbation ultime ne signale pas la fin du moratoire.

4.833 La procédure d'approbation ne s'est pas déroulée "harmonieusement", comme les Communautés européennes l'affirment. Le Comité de réglementation a été incapable d'obtenir un vote à la majorité qualifiée tant pour la demande relative à des denrées alimentaires et des aliments pour animaux génétiquement modifiés que pour la demande relative à la dissémination volontaire. Aucun des documents présentés par les Communautés européennes n'étaye l'allégation selon laquelle les États membres qui se sont abstenus ou qui ont voté contre l'approbation du produit au sein du Comité de réglementation l'ont fait sur la base de "leurs propres évaluations des risques". Les objections des États membres et les réponses que le demandeur a données à ces objections ont été prises en considération par l'AESA pour rendre ses avis favorables sur le NK603, et aucun des États membres n'a mis en doute la validité des avis favorables de l'AESA. De même, le Conseil n'a pas obtenu un vote à la majorité qualifiée sur ces propositions. Le fait que certains États membres n'ont pas voté en conformité avec les conclusions des propres Comités scientifiques des Communautés européennes indique que les États membres ont continué d'agir en se fondant sur des considérations politiques.

i) Pièce EC-62: colza (FALCON GS40/90)

4.834 La demande relative à la dissémination volontaire concernant le colza (FALCON GS40/90) est en souffrance depuis plus de huit ans et demi. Elle a été présentée pour la première fois le 1er avril 1996 et l'autorité compétente principale l'a transmise à la Commission le 25 octobre 1996. À la suite des objections soulevées par des États membres au cours de la période d'examen, le Comité scientifique des plantes a formellement exprimé un avis favorable le 14 juillet 1998. Le Comité de réglementation s'est réuni plus d'un an plus tard, soit le 29 octobre 1999, et malgré l'avis favorable, n'a

pas tenu un vote sur la demande. Quatre mois plus tard, soit le 9 mars 2000, le Comité de réglementation s'est à nouveau réuni, et n'a toujours pas tenu un vote sur la demande. Bien que la chronologie des événements des Communautés européennes indique que le vote n'avait pas eu lieu "à cause de nouvelles demandes de renseignements", les Communautés européennes n'ont pas présenté de document qui confirmait cette déclaration. Il ressort plutôt du dossier que la seule demande de renseignements qui avait peut-être été présentée à cette réunion était une demande émanant de l'Italie, et que le demandeur avait répondu aux questions de l'Italie le 30 novembre 2000. La Commission n'a jamais présenté un autre projet de mesure concernant la demande au Comité de réglementation, et la demande est demeurée dans cet état indéterminé à la Commission pendant près de trois ans. Le demandeur a finalement dû présenter une demande remaniée au titre de la Directive 2001/98 le 16 janvier 2003.

j) Pièce EC-92: maïs doux Bt-11

4.835 La demande relative à des aliments nouveaux concernant le maïs doux Bt-11 a finalement été approuvée en mai 2004, au titre de la Directive concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés qui est entrée en vigueur en avril 2004. Dans leurs réponses aux questions posées par le Groupe spécial le 3 juin 2004 les Communautés européennes essaient de justifier des retards dans le traitement de la demande pour le Bt-11 en alléguant qu'"[e]ntre octobre et le début de décembre 2003 [après que le Comité scientifique des plantes a rendu son avis], les États membres ont produit trois nouvelles évaluations des risques qui allaient toutes à l'encontre de l'avis du Comité scientifique des plantes". L'affirmation des Communautés européennes n'est pas étayée par le dossier. Aucune évaluation des risques n'a été présentée pendant cette période.

4.836 L'affirmation incorrecte des Communautés européennes au sujet de l'existence d'évaluations rivales des risques ne devrait pas détourner l'attention de la cause véritable des retards. Lorsque la demande concernant le Bt-11 a été évaluée pour la première fois au niveau de la Commission en 2000, les États membres s'étaient opposés sur la base du moratoire général. À titre d'exemple, comme l'a rappelé le Conseil de l'agriculture et de la pêche du Danemark, "[e]n août 2000, le Danemark a formulé une objection contre l'approbation du maïs Bt-11 dans le contexte de la réglementation concernant les aliments nouveaux en se référant à la déclaration approuvée par le Danemark, la France, l'Italie, la Grèce et le Luxembourg sur la suspension de nouveaux permis pour des OGM (la déclaration relative au moratoire), qui avait été faite à la réunion du Conseil (environnement) les 24 et 25 juin 1999. L'objection comprenait une référence au fait que, dans l'attente de l'approbation d'un règlement qui garantirait l'étiquetage et la traçabilité efficace des OGM et des produits qui en sont dérivés, les pays appliquant le moratoire bloqueraient tout nouveau permis concernant la culture et la commercialisation d'OGM".

4. De nombreuses demandes de renseignements présentées par les États membres ne reposaient pas sur des préoccupations scientifiques légitimes

4.837 Les chronologies des événements ne montrent pas – comme les Communautés européennes l'allèguent – l'existence de motifs scientifiques légitimes pour chaque demande de renseignements, et les retards qui en ont résulté, dans les historiques des demandes. En fait, bon nombre de questions censément scientifiques sont des demandes visant à forcer les demandeurs à prouver l'absence complète de risques hypothétiques, au mépris des données sur la sécurité fournies dans la demande. D'autres types d'objections dénuées de fondement scientifique ou de demandes de renseignements qui étaient dénuées de pertinence pour une évaluation de la sécurité des produits sont également représentatifs d'un système de manœuvres dilatoires délibérées.

a) Les objections des États membres n'illustrent pas un désaccord ou une incertitude scientifique

4.838 Il ressort du dossier que les objections et les demandes de renseignements des États membres ne constituent ni des évaluations rivales des risques, ni un "désaccord scientifique", ni d'"autres avis scientifiques" qui remettraient en question les évaluations favorables des risques réalisées par les propres Comités scientifiques des Communautés européennes. Aucune des objections formulées par les États membres ne répondait à la définition que donne l'Accord SPS des évaluations des risques. Les objections étaient vagues et générales, elles n'identifiaient pas et n'évaluaient pas des risques spécifiques; et elles n'étaient pas étayées par des preuves scientifiques qui servaient de fondement pour présumer l'existence d'un risque potentiel. Les déclarations générales et vagues contenues dans les objections et les demandes de renseignements des États membres ne pouvaient pas non plus être considérées comme des "avis scientifiques contradictoires" ayant une quelconque importance et capables de faire échec aux preuves présentés dans les demandes concernant des produits ou dans les évaluations des risques réalisées par l'autorité compétente principale ou les Comités scientifiques à l'échelle des CE et démontrant la sécurité des produits.

b) Plusieurs objections des États membres se rapportent uniquement à des "risques théoriques" inappropriés

4.839 Comme l'Organe d'appel l'a dit dans l'affaire *CE – Hormones*, "[l']incertitude théorique n'est pas le genre de risque qui doit être évalué aux termes de l'article 5:1" au titre des Accords. Toutefois, les objections et les demandes connexes de renseignements additionnels formulées par les États membres étaient souvent fondées simplement sur ces risques théoriques, et cette fixation sur les risques théoriques et leur réfutation est encore une autre manifestation du moratoire général. À titre d'exemple, la France s'est opposée à l'approbation du maïs Bt Cry1F et a affirmé à maintes reprises que d'autres études sur l'animal étaient nécessaires "pour prouver l'absence de risque", même si les données existantes [par exemple, des études sur la toxicité aiguë des protéines; des analyses de la composition] révélaient qu'aucun risque pour la sécurité des aliments n'était raisonnablement prévisible. Toutefois, ces preuves sont impossibles à obtenir. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué, "l'incertitude … subsiste toujours sur le plan théorique puisque la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effet négatif sur la santé". Une évaluation des risques ne peut pas porter sur le moindre risque qu'un produit peut théoriquement présenter. Elle peut toutefois fournir des renseignements qui autorisent les décideurs à formuler des avis motivés sur les risques qu'un produit peut, comme on peut raisonnablement le supposer, présenter, compte tenu des caractéristiques du produit. Par conséquent, ces objections et ces demandes de renseignements additionnels des États membres ne sont pas de nature à pouvoir justifier un retard dans une procédure d'approbation au titre de l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

i) Demandes concernant des tests de toxicité chronique, lorsque les études sur la toxicité aiguë indiquent l'absence d'effets

4.840 En ce qui concerne l'ensemble des produits en cause dans le présent différend, les résultats des tests de toxicité aiguë et des comparaisons d'homologie n'indiquent pas qu'il y a lieu de s'inquiéter, ni que des tests de toxicité chronique sont nécessaires. Pour l'essentiel, les protéines dont on pourrait croire qu'elles sont toxiques pour les mammifères devraient exprimer une toxicité lorsqu'elles sont testées aux doses élevées prescrites dans le test de toxicité orale aiguë. Aucune des protéines en cause dans ces demandes ne ressemble aux protéines dont on sait qu'elles ont des effets à long terme sur les espèces mammaliennes. De plus, les données qui ont été présentées au sujet de l'ensemble des produits en cause dans le présent différend montrent que les protéines insérées sont rapidement dégradées dans les sucs gastriques des mammifères. Ces produits de la dégradation deviennent des éléments nutritifs, et rien ne prouve qu'ils se fixent spécifiquement aux tissus mammaliens ou

s'accumulent dans ceux-ci. Par conséquent, si les tests de toxicité aiguë ne sont pas source d'inquiétude et s'il n'y a pas de relation structurelle entre la protéine et des toxines, des allergènes ou d'autres protéines dont la toxicité à long terme est établie, aucun autre test ne devrait normalement être nécessaire sur le plan scientifique pour définir les risques que pourrait présenter la protéine. Ainsi, des demandes concernant des tests de toxicité chronique peuvent seulement être interprétées comme une mise en demeure de réfuter un risque théorique – à savoir que, pour une raison inconnue, et contrairement à ce qu'indiquent toutes les données disponibles, la protéine se comportera différemment de toutes les autres protéines.

4.841 Des demandes injustifiées concernant des études de toxicité chronique ont entraîné des retards dans l'examen des demandes suivantes: maïs Roundup Ready (pièces n° 76 et 96) et maïs Roundup Ready (GA21) (pièce n° 91).

ii) Demande concernant de multiples études sur les aliments entiers

4.842 Un autre exemple de demandes de réfutation de risques hypothétiques concerne les études sur les aliments entiers. En général, les documents consensuels internationaux ne recommandent pas l'utilisation régulière d'études sur les aliments entiers. Ces documents indiquent plutôt que ces études ne sont généralement pas nécessaires si les autres données ne sont pas source de préoccupation. Toutefois, pour chacun des produits en cause dans la présente affaire, au moins une étude sur les aliments entiers a été présentée dans le cadre de la demande. Dans chaque cas, l'étude initiale dénotait l'absence d'effets néfastes. Au vu des données sur la sécurité qui ont été présentées, ainsi que des connaissances scientifiques que l'expérience de ces produits a permis d'acquérir, rien ne permet de penser que les résultats du deuxième – ou, dans certains cas, du troisième ou du quatrième – aliment entier différeraient d'une manière qui présente un intérêt quelconque pour la sécurité du produit.

4.843 Des demandes injustifiées concernant des études additionnelles sur les aliments entiers ont entraîné des retards dans l'examen des demandes suivantes: maïs Bt Cry IF (1507) (pièces n° 74 et 75), maïs Roundup Ready (GA21) (pièces n° 78 et 85); maïs MaisGuard (MON810) x Roundup Ready (GA21) (pièces n° 82 et 94), maïs Roundup Ready (GA21) (pièce n° 91), maïs sucré Bt-11 x tolérant le glufosinate (pièce n° 92) et maïs Roundup Ready (pièce n° 96).

iii) Insistance pour que la sécurité des produits hybrides soit prouvée indépendamment des données concernant le parent

4.844 Un autre exemple de demandes des Communautés européennes concernant la réfutation de risques purement théoriques par les demandeurs est celui des demandes répétées concernant la réalisation d'évaluations distinctes pour chaque plante hybride obtenue au moyen de l'amélioration classique à partir d'un produit biotechnologique ayant déjà fait l'objet d'une évaluation. Dans ces cas, les États membres ont demandé des évaluations additionnelles sans s'appuyer sur une raison scientifique plausible indiquant que le profil de risque de la plante hybride serait modifié par l'amélioration de telle sorte que les données existantes en matière de sécurité concernant les parents devraient être écartées. Les produits en cause ont été obtenus au moyen du croisement (amélioration) de variétés des mêmes espèces. Les deux variétés sont elles-mêmes utilisées dans des aliments, et il est donc très improbable qu'elles introduisent des traits qui n'ont jamais été présents dans les aliments. De plus, les lignées de plantes utilisées pour ces croisements ont généralement fait l'objet de nombreux tests de rétrocroisement et tests sur le terrain pour en garantir la stabilité génétique. Enfin, comme les lignées de plantes sont intimement liées les unes aux autres, ces croisements ne sont pas plus susceptibles d'entraîner des changements non intentionnels que s'il s'agissait de l'amélioration classique de plantes non biotechnologiques.

4.845 Un autre élément à prendre en considération est le fait que l'amélioration moderne des cultures repose sur une base de connaissances qui se développe depuis une cinquantaine d'années au moyen de programmes de sélection. Les semences hybrides font habituellement l'objet d'un effort d'amélioration qui se poursuit pendant une dizaine de générations avant la dissémination de semences pouvant être cultivées par des agriculteurs. En conséquence, les cultivars modernes des principales cultures commerciales sont prévisibles dans presque tous les aspects de la performance (rendement, résistance aux maladies, maturité, etc.). Les produits en cause dans le présent différend utilisent ces hybrides et emploient également les mêmes méthodes de production de semences. En conséquence, toute divergence notable qui pourrait théoriquement résulter de ce croisement devrait normalement être détectée au cours des tests sur le terrain. La demande concernant des données sur chaque maïs hybride développé fait également abstraction de l'ensemble des renseignements sur la sécurité de ces plantes qui ont été établis à partir des procédés mis en place pour le développement d'hybrides, et de l'historique de leur utilisation. Par conséquent, le simple fait qu'un produit est le résultat d'un croisement ne suffit pas à justifier la nécessité d'études additionnelles pour confirmer les résultats des données existantes sur les parents.

4.846 Des demandes injustifiées concernant des études additionnelles sur des produits hybrides ont entraîné des retards dans l'examen des demandes suivantes: maïs Bt-11 (pièces n° 69 et 92), maïs Bt Cry1F (pièces n° 74 et 75), et maïs Bt Cry lab x Roundup Ready (pièces n° 82 et 94).

iv) Demandes imprécises concernant des données sur les effets environnementaux

4.847 Une autre catégorie de demandes injustifiées de renseignements se rapporte aux préoccupations exprimées au sujet de différents effets environnementaux vagues et potentiels qui, après examen, se traduisent par d'autres demandes de réfutation de risques tout à fait hypothétiques. Un exemple important est celui des préoccupations au sujet des changements éventuels dans les procédés biogéochimiques. Pour un certain nombre de raisons, il s'agit de risques qui, compte tenu de ce que l'on sait généralement sur la question et les produits, sont si peu probables qu'ils sont purement théoriques. Les renseignements disponibles n'indiquent pas que l'une ou l'autre de ces plantes transgéniques risquent de perturber ces cycles. Les attributs de ces produits sont tels qu'il n'y a pas de raison scientifique générale qui permet de penser qu'ils causeraient de tels effets; à titre d'exemple, la modification n'est pas censée fonctionner d'une manière qui affecte ces cycles. De plus, il y a généralement un dédoublement de fonctions entre de nombreux groupes microbiens, de sorte que même dans l'éventualité peu probable où il y aurait un effet mesurable sur un groupe particulier, cela n'aurait pas d'incidence sur le processus biogéochimique global. De plus, compte tenu de l'immense variation dans les niveaux des procédés biogéochimiques à cause de pratiques agricoles comme la culture, la fertilisation et le semis direct, il est difficile d'imaginer que, sans un changement vraiment énorme, une variation des procédés biogéochimiques qui pourrait être associée à la plante biotechnologique pourrait être jugée importante. Un changement d'une telle ampleur devrait avoir été détecté au cours des essais sur le terrain. En l'absence d'une indication d'activité inhabituelle dans les essais sur le terrain, rien ne permet de penser que l'énonciation de tels risques n'est rien de plus qu'une simple supposition.

4.848 Ces types de demandes vagues et injustifiées concernant des études additionnelles sur les effets environnementaux ont entraîné des retards dans l'examen des demandes suivantes: maïs Bt-11 (pièce n° 69), maïs Bt Cry1F (pièces n° 74 et 75), et maïs Roundup Ready (GA21) (pièces n° 78 et 85).

v) Demandes concernant des études sur la composition des denrées alimentaires provenant de l'animal

4.849 Un autre exemple de demandes se rapportant à un risque non fondé et théorique est celui des demandes concernant des études additionnelles visant à confirmer que les aliments pour animaux biotechnologiques ne modifient pas la composition des denrées alimentaires provenant d'animaux qui consomment ces aliments pour animaux. Dans les cas où les analyses de la composition démontrent que la composition nutritionnelle des aliments pour animaux entre dans l'intervalle de variation biologique normal qui a été établi pour les aliments pour animaux non transgéniques offerts sur le marché, il n'y a pas de raison scientifique générale qui permet de penser que des effets se feraient sentir sur le lait ou la viande. En outre, dans les cas où il a été démontré que la protéine introduite est rapidement dégradée ou excrétée, comme toute autre protéine alimentaire, il n'y a pas de fondement scientifique qui permet de supposer que ces protéines s'accumuleraient dans la viande ou le lait. Dans les cas où une étude sur les aliments entiers a été réalisée pour confirmer les résultats de l'analyse de la composition, et où l'étude n'indique pas l'existence d'effets néfastes ou de résultats inattendus, de telles préoccupations sont purement conjecturales.

4.850 Des demandes injustifiées concernant des études sur les produits d'animaux qui ont consommé des aliments pour animaux biotechnologiques ont entraîné des retards dans l'examen des demandes suivantes: maïs Bt (MON810) x Roundup Ready (pièce n° 82) et maïs Roundup Ready (GA21) (pièce n° 91).

vi) Objections dénuées de tout fondement scientifique

4.851 Dans plusieurs cas, les États membres ont demandé d'autres types d'études additionnelles qui fourniraient des renseignements dénués de pertinence pour évaluer la sécurité du produit en cause. Sont notamment visés les produits suivants: maïs Bt-11 (pièce n° 69) – renseignements sur l'envahissement potentiel du maïs par les plantes advantices; maïs Bt Cry1F (pièces n° 74 et 75) - données sur le transfert de Northern visant des grains mûrs et analyse protéomique; maïs Roundup Ready (pièce n° 76) – analyse par PCR, tests additionnels sur l'allergénicité, conformation des protéines et analyse protéomique; maïs Bt Cry1F (pièces n° 74 et 75) – essais additionnels sur le terrain.

R. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DU CANADA

1. Introduction

4.852 Dans la présente communication, le Canada répond aux arguments et éléments de preuve que les Communautés européennes ont avancés dans leur deuxième communication écrite, ainsi qu'aux arguments et éléments de preuve qu'elles ont présentés dans leurs communications précédentes auxquels le Canada n'a pas encore répondu. Par ailleurs, le Canada y aborde des éléments spécifiques de la documentation fournie par les Communautés européennes qui n'ont pas été expressément mentionnés ou examinés dans les communications des Communautés européennes. Ce faisant, le Canada maintient ses allégations et arguments initiaux, et la présente communication devrait être considérée comme développant ou clarifiant ces allégations et arguments.

4.853 Dans les paragraphes qui suivent, le Canada traite tout d'abord les questions que les Communautés européennes qualifient d'"horizontales", en réfutant systématiquement les arguments des Communautés européennes concernant l'évaluation des risques et le rôle ou la valeur des avis scientifiques émis au niveau communautaire, ainsi que l'interprétation que les Communautés européennes donnent des dispositions pertinentes de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC* et du GATT de

1994. Le Canada examine ensuite les arguments opposés par les Communautés européennes à ses allégations et démontre, à l'aide des propres documents des Communautés européennes, les raisons pour lesquelles ses allégations sont fondées en fait et en droit.

2. Questions horizontales

a) Charge de la preuve

4.854 Le Canada souscrit dans une large mesure au résumé de la jurisprudence figurant aux paragraphes 12 à 17 de la deuxième communication écrite des CE. Toutefois, contrairement à ce qu'affirment les Communautés européennes, le Canada s'est acquitté de la charge de la preuve initiale qui lui incombait en ce qui concerne toutes ses allégations. Par ailleurs, les Communautés européennes appliquent à mauvais escient la jurisprudence au cas d'espèce. En particulier, leurs affirmations concernant la nécessité pour la partie plaignante de démontrer une absence de risque n'ont aucun fondement, que ce soit dans le texte des Accords de l'OMC ou dans la jurisprudence y relative. Enfin, les Communautés européennes allèguent que ce sont elles qui ont fourni la plupart des éléments de preuve dans cette affaire. Si les Communautés européennes suggèrent par là que le Canada n'a pas produit suffisamment d'éléments de preuve factuels à l'appui de ses arguments de droit, il s'agit d'une suggestion absolument dénuée de fondement.

b) Dénaturation des arguments du Canada par les Communautés européennes

4.855 Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes dénaturent à de nombreuses reprises les arguments du Canada. Le Canada fait de son mieux pour repérer et corriger toutes ces déformations mais il encourage le Groupe spécial à vérifier par lui-même le degré d'exactitude avec lequel les Communautés européennes ont "reformulé" ses arguments.

c) Évaluation des risques et comités scientifiques communautaires

4.856 Dans ce qui paraît être une manœuvre pour contourner leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*, les Communautés européennes allèguent que les évaluations des risques concernant les produits biotechnologiques faisant l'objet du *moratoire* n'ont pas encore été achevées. Pour étayer leur argument, elles déforment la signification des mots "évaluation des risques" employés dans l'*Accord SPS*; minimisent le rôle des avis rendus par les comités scientifiques communautaires; et soutiennent que les activités des comités réglementaires compétents devraient également être considérées comme faisant partie de l'"évaluation des risques".

4.857 La tentative faite par les Communautés européennes pour assimiler l'"évaluation des risques" telle qu'elle est définie dans l'*Accord SPS* à l'"analyse des risques" telle qu'elle est définie par le Codex Alimentarius repose sur un raisonnement spécieux. Premièrement, les Communautés européennes ne fournissent pas de motif convaincant au regard des principes d'interprétation des traités justifiant le recours à la définition de l'"analyse des risques" du Codex. Deuxièmement, la suggestion des Communautés européennes selon laquelle une partie seulement de l'"évaluation des risques" mentionnée dans l'*Accord SPS* doit être un "processus à base scientifique" est contraire à la définition d'une "évaluation des risques" figurant à l'Annexe A et aux prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. Troisièmement, la définition de l'"analyse des risques" du Codex n'est pertinente – si tant est qu'elle le soit – que pour les évaluations des risques se rapportant à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Quatrièmement, l'allégation des Communautés européennes selon laquelle, parce que l'*Accord SPS* mentionne comme mesure SPS l'étiquetage en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, la "communication sur les risques" fait partie de l'"évaluation des risques", est aussi incohérente qu'illogique.

4.858 Les Communautés européennes cherchent à minimiser l'importance des avis émis par leurs propres comités scientifiques communautaires en affirmant que ces avis n'"annulent" pas d'autres avis scientifiques. Toutefois, les Communautés européennes omettent de signaler que le rôle des comités scientifiques communautaires est précisément de mettre fin aux désaccords scientifiques entre les États membres des CE et d'examiner la validité des objections de ces derniers. La Commission a régulièrement considéré les avis d'un comité scientifique communautaire comme étant déterminant et non comme un avis parmi tant d'autres. En outre, les Communautés européennes ne citent ni ne fournissent aucun autre "avis scientifique", communiqué par un État membre des CE présentant une objection, qui ait été établi un tant soit peu avec la rigueur et la minutie avec lesquelles les évaluations des risques sont menées par les comités scientifiques communautaires ou, dans de nombreux cas, par l'autorité compétente initiale.

4.859 Bien que le Canada reconnaisse que, en principe, la notion d'"évaluation des risques" prévue dans l'*Accord SPS* englobe à la fois l'identification et l'évaluation des risques et l'évaluation des possibilités permettant de gérer les risques ainsi identifiés et évalués, on ne peut en aucun cas considérer les activités des comités réglementaires des Communautés européennes, ou des États membres des CE, comme des activités de "gestion des risques". Il n'existe tout simplement pas d'élément prouvant que les activités des comités réglementaires ou des États membres des CE satisfont aux critères énoncés dans l'*Accord SPS*. Les seuls exemples d'activités qui pourraient éventuellement satisfaire à ces critères sont celles qui sont menées par les comités scientifiques communautaires, y compris l'AESA.

d) Questions d'interprétation relatives à l'*Accord SPS*

4.860 La manière dont les Communautés européennes interprètent l'*Accord SPS* est une attaque en règle contre les obligations découlant de cet *Accord*. Les Communautés européennes donnent des interprétations du champs d'application et des obligations de l'*Accord SPS* qui sont incompatibles avec le sens ordinaire du texte et remettent en cause l'objet et le but de l'*Accord*.

i) Définition des mesures sanitaires et phytosanitaires

4.861 Les Communautés européennes déforment les arguments du Canada concernant la signification du mot "contaminants". En fait, les arguments du Canada sont conformes à la norme CODEX STAN 193. Les arguments des Communautés européennes au sujet de cette norme sont, quant à eux, erronés sur le principe. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "si l'OGM est délibérément reproduit … son effet secondaire étant parfaitement connu, cet effet secondaire ne peut plus être qualifié de "non intentionnel"" est également erronée. Qui plus est, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'expression "gestion des cultures" ne recouvre pas les travaux effectués en laboratoire est en contradiction avec le sens ordinaire de "gestion".

4.862 Dans la mesure où les procédures d'approbation des Communautés européennes sont appliquées de façon à offrir une protection contre les risques que présente pour la santé humaine et animale la présence de toxines dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux, ces procédures sont des mesures SPS conformément à la définition figurant à l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes indiquent qu'une évaluation de la toxicité des semences et des cultures pourrait être entreprise pour des raisons sans lien avec leur consommation par les personnes et les animaux et que, par extension, de telles évaluations de la toxicité ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. Toutefois, sauf en cas d'effets sur des organismes non cibles, l'évaluation de la toxicité n'a de sens que si les produits visés sont destinés à la consommation humaine ou animale. Ceci est mis en évidence dans la législation des Communautés européennes. L'évaluation des effets

sur des organismes non cibles, qui soulève normalement la question de la toxicité, relève soit de l'alinéa a) soit de l'alinéa d) du paragraphe 1 de l'Annexe A.

4.863 Les Communautés européennes soutiennent que, puisque les allergènes ne sont ni des "toxines" ni des "maladies", ils ne font pas partie des risques énumérés à l'Annexe A 1) b). Or, la propre législation des Communautés européennes sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires exige une évaluation de l'allergénicité potentielle. En outre, les normes, directives et recommandations internationales en matière d'évaluation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires biotechnologiques reconnaissent uniformément que l'évaluation de l'allergénicité fait partie intégrante de la sécurité sanitaire des aliments. Sachant cela, les rédacteurs de l'*Accord SPS* n'auraient pas pu avoir pour intention d'exclure du champ d'application de l'*Accord* un aspect aussi important de la sécurité sanitaire des aliments que l'évaluation des risques provenant de la présence d'allergènes dans les produits alimentaires. Par conséquent, aux fins de l'*Accord SPS*, les allergènes présents dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux peuvent et devraient être considérés comme des "toxines".

4.864 Les Communautés européennes proposent des interprétations concernant la santé et la vie des animaux et la préservation des végétaux qui sont incompatibles avec le sens ordinaire de ces mots dans leur contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord SPS*. En particulier, les Communautés européennes allèguent que leur législation constitue des mesures visant à protéger l'"environnement" et la "biodiversité" et que, parce que ces termes n'apparaissent pas dans l'*Accord SPS*, le régime d'approbation, dans la mesure où il fait intervenir une évaluation des risques pour l'"environnement" et la "biodiversité", n'est pas une mesure SPS. Or, les types de risques pour la "biodiversité" et l'"environnement" qui sont visés dans la législation sont ceux qui en fin de compte concernent la "santé et […] la vie […] des animaux ou […] la préservation des végétaux". En outre, le texte de l'*Accord SPS* vient étayer la conclusion selon laquelle on compte parmi les mesures SPS les mesures appliquées pour protéger l'environnement. De plus, toute atteinte portée à la biodiversité par les produits biotechnologiques en cause équivaut à une atteinte portée aux végétaux et aux animaux, conformément à ce que prévoit l'*Accord SPS*. L'argument des Communautés européennes selon lequel les risques pour la "biodiversité" ne sont pas des risques relevant de l'*Accord SPS* est en contradiction avec la description de la portée de l'analyse du risque phytosanitaire (ARP) définie dans la norme internationale pour les mesures phytosanitaires (NIMP) n° 11.

4.865 Les Communautés européennes sont favorables à une interprétation étroite du mot "parasites". Les deux postulats de l'argument des Communautés européennes sont dénués de fondement. Premièrement, les Communautés européennes indiquent qu'un "parasite" doit être un organisme vivant et ne peut pas être simplement de l'ADN modifié. Il s'agit là d'un argument bidon. Au centre de l'examen des caractéristiques d'un parasite se trouve le végétal contenant le transgène et non l'ADN modifié lui-même. Deuxièmement, l'idée des Communautés européennes selon laquelle le mot "parasite", dans le cadre de l'*Accord SPS*, désigne uniquement les organismes causant un dommage aux végétaux ou aux produits végétaux, est incompatible avec le sens ordinaire du terme dans son contexte.

4.866 Les Communautés européennes font l'amalgame entre les préoccupations concernant la sécurité des produits biotechnologiques et les préoccupations soulevées par l'utilisation d'herbicides pour pouvoir alléguer que les procédures d'approbation des produits biotechnologiques sortent, au moins en partie, du cadre de l'*Accord SPS*. Cet argument est dénué de fondement. La procédure d'approbation pour un type de produit (plante cultivée) ne peut pas être transformée en une mesure autre que SPS par l'établissement d'un lien avec les préoccupations concernant l'utilisation d'un autre type de produit (herbicide).

ii) Article 2 et article 5:7 de l'Accord SPS

4.867 Les arguments avancés par les Communautés européennes au sujet des articles 2 et 5:7 de l'*Accord SPS* sont dénués de fondement. Les Communautés européennes cherchent à juxtaposer les articles 2:2 et 5:7 comme s'il s'agissait de dispositions distinctes mais égales, représentant tous deux des droits et obligations fondamentaux. Pour donner du poids à leurs arguments, les Communautés européennes essayent d'établir un parallèle avec l'article 3:1 et 3:3 et les remarques de l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*. L'interprétation des Communautés européennes est dénuée de logique, n'est pas fondée sur un texte et est irrecevable en tant qu'interprétation d'un traité.

4.868 Premièrement, les Communautés européennes s'efforcent de démontrer que l'article 5:7, incorporé par renvoi, est transformé en l'un des "droits et obligations fondamentaux" de l'*Accord SPS*. Cet argument va complètement à l'encontre de toute approche raisonnable concernant l'interprétation d'un traité. Deuxièmement, les Communautés européennes se fondent sur une virgule pour affirmer que les notions de "nécessité" et de "principes scientifiques" figurant à l'article 2:2 ne peuvent pas s'appliquer à une mesure visée à l'article 5:7. Cependant, cet argument mènerait à la conclusion que les mesures visées à l'article 5:7 ne sont soumises à aucune prescription en matière de proportionnalité, une idée qui ne concorde pas avec la jurisprudence, avec la structure de l'*Accord SPS* ni même avec la propre ligne de conduite des Communautés européennes en ce qui concerne le principe de précaution. Troisièmement, malgré les efforts déployés par les Communautés européennes pour démontrer que le lien entre les articles 2:2 et 5:7 est équivalent à celui qui existe entre l'article 3:1 et l'article 3:3, rien dans le texte de l'*Accord SPS* ou dans la jurisprudence existante ne vient étayer ce raisonnement. Quatrièmement, la thèse des Communautés européennes selon laquelle le caractère provisoire est la "ligne de démarcation" pour l'applicabilité de l'article 5:7 n'est pas valable pour plusieurs raisons. La jurisprudence citée par les Communautés européennes n'étaye pas cette thèse. Contrairement à ce qu'affirment les Communautés européennes, les parties plaignantes n'ont jamais admis que les mesures en question étaient, en fait, provisoires. L'observation des Communautés européennes selon laquelle l'article 2:3 continue de s'appliquer n'ajoute rien à leurs arguments sur la "ligne de démarcation". Leur tentative visant à départager les mesures selon qu'elles sont "provisoires" ou "définitives" n'apparaît nulle part dans le texte de l'*Accord SPS*. La nature cumulative des quatre conditions énoncées à l'article 5:7 ne va pas dans le sens de l'argument des Communautés européennes. Au contraire, la phrase d'introduction de l'article 5:7 étaye l'argument avancé par le Canada selon lequel l'insuffisance des preuves scientifiques est la question liminaire. Enfin, les Communautés européennes se contredisent par rapport à leurs déclarations précédentes lorsqu'elles allèguent qu'il ne leur incombe pas de démontrer que les *mesures nationales des États membres des CE* sont provisoires.

iii) Article 5:7 et reste de l'article 5

4.869 En tentant de démontrer que l'article 5:7 exclut l'application du reste de l'article 5, les Communautés européennes dénaturent les arguments du Canada. Par ailleurs, elles n'expliquent pas de manière convaincante pourquoi les paragraphes 5 et 6 de l'article ne peuvent pas s'appliquer à des mesures visées par l'article 5:7. Les Communautés européennes démontrent qu'elles n'ont rien compris à la structure de l'article 5, interprètent mal l'article 5:2 et 5:3 et se méprennent sur le rôle du concept du "niveau approprié de protection". Pour finir, les arguments des Communautés européennes concernant la pertinence de l'article 5:5 et 5:6 sont en contradiction avec la propre déclaration de politique des Communautés européennes sur l'application du principe de précaution.

iv) Article 5:1

4.870 Les Communautés européennes affirment que l'article 5:1 de l'*Accord SPS* ne s'applique pas aux *mesures nationales des États membres des CE*, au *moratoire* ou aux *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*. Cela n'est étayé ni par les faits ni par la jurisprudence. Les Communautés européennes ne mentionnent aucun précédent justifiant l'interprétation qu'elles cherchent à donner au membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances". Qui plus est, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "s'agissant des retards allégués touchant des produits spécifiques, il n'existe aucune "mesure" au sens de l'article 5:1" est bien faible face à l'existence indéniable d'une mesure, à savoir le *moratoire*. Ainsi, il est inexact d'affirmer comme le font les Communautés européennes que les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* doivent être considérées uniquement au regard des prescriptions de l'Annexe C de l'*Accord SPS*. Enfin, les Communautés européennes s'appuient sur la sémantique pour essayer d'échapper à l'obligation clairement énoncée dans l'article 5:1, mais il n'en reste pas moins qu'une relation rationnelle doit exister entre la mesure choisie et une évaluation des risques. Dans le cas du *moratoire*, il n'a été procédé à aucune évaluation des risques et, dans le cas de demandes concernant des produits, aucune relation rationnelle n'existe entre les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* et les évaluations des risques effectuées à de nombreuses reprises pour les produits en question.

v) Article 5:5

4.871 Les Communautés européennes donnent une idée fausse de la position du Canada lorsqu'elles indiquent que "les parties plaignantes admettent qu'au titre de l'*Accord SPS* il est possible pour un État membre des Communautés européennes d'avoir un niveau de protection différent de celui qui est appliqué ailleurs dans les Communautés européennes". Le Canada n'a jamais fait une telle déclaration dans aucune de ses communications. Quoi qu'il en soit, l'argument des Communautés européennes est purement théorique. Les Communautés européennes ont affirmé, mais pas réellement démontré, que leurs États membres imposaient des niveaux de protection différents de ceux que prévoyait la législation communautaire. De plus, elles n'ont pas indiqué de quelque manière que ce soit quels étaient ces niveaux de protection différents allégués et pour quelles raisons ils pouvaient être considérés comme différents par rapport à ceux qui étaient prévus dans la législation communautaire. Au contraire, les éléments de preuve étayent la conclusion selon laquelle les États membres eux-mêmes sont d'avis qu'ils appliquent le niveau de protection inscrit dans la législation communautaire. De façon plus générale, les arguments des Communautés européennes concernant l'applicabilité de l'article 5:5 ne sont tout simplement pas pertinents en l'espèce.

vi) Article 5:6

4.872 Rien dans les arguments que les Communautés européennes avancent dans leur deuxième communication écrite ne vient contredire les éléments *prima facie* que le Canada a déjà établis.

vii) Article 5:7

4.873 Le Canada a déjà démontré pourquoi l'article 5:7 ne pouvait pas servir à exempter les *mesures nationales des États membres des CE* des obligations énoncées à l'article 2:2 et pourquoi, en tout état de cause, ces mesures ne satisfaisaient pas aux prescriptions de l'article 5:7. En revanche, les Communautés européennes n'ont présenté aucun fait ni argument détaillé, mesure par mesure, pour démontrer soit que l'article 5:7 s'applique, exemptant ainsi les mesures des obligations énoncées à l'article 2:2, soit que les mesures en question satisfont aux prescriptions de l'article 5:7. Les efforts déployés par les Communautés européennes pour convaincre le Groupe spécial que les mesures en

question ont été prises en raison d'une grande incertitude scientifique sont vains du fait que les Communautés européennes ne se trouvent pas devant des évaluations des risques contrastant aussi fortement qu'elles le laissent entendre – en fait, comme les éléments de preuve le démontrent, les Communautés européennes ne se trouvent pas du tout devant des évaluations des risques contradictoires – qu'il s'agisse des demandes en souffrance ou des mesures nationales des États membres.

viii) Article 2:3

4.874 L'application de la procédure d'approbation est soumise aux dispositions des articles 2, 5 et de l'Annexe C de l'*Accord SPS*. Dans leurs arguments, les Communautés européennes ne font pas mention de la jurisprudence sur le lien existant entre les articles 5:5 et 2:3.

ix) Annexe C 1) a)

4.875 En substance, les Communautés européennes nient l'existence d'un *moratoire* et soutiennent que s'abstenir de prendre une décision se justifie parce que la science peut évoluer et que des risques imprévus pourraient se présenter à l'avenir. Accepter cet argument rendrait illusoire la protection accordée par l'Annexe C 1) a). Sur le plan factuel, hormis le fait que le *moratoire* est la cause principale des retards, il n'y a pas insuffisance de preuves scientifiques permettant de justifier le retard dans l'achèvement des procédures d'approbation en question. S'il est vrai que, dans certaines circonstances, une approche de précaution se justifie dans le choix de la mesure de gestion des risques, ces circonstances n'existent pas dans la présente affaire et, de toute manière, une approche de précaution ne peut pas l'emporter sur les prescriptions de l'Annexe C.

4.876 Ce que les Communautés européennes soutiennent en réalité, c'est que les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* sont justifiées au regard de l'article 5:7. Toutefois, les Communautés européennes n'ont pas invoqué la protection de l'article 5:7, et encore moins démontré que ses prescriptions ont été satisfaites. Les Communautés européennes semblent présumer que l'article 5:7 ne vise pas l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Cette hypothèse n'est pas valable. Comme le Canada l'a déjà démontré, les mesures des Communautés européennes sont assujetties, non seulement aux dispositions de l'Annexe C, mais également aux prescriptions des articles 2 et 5. Si, comme cela semble être le cas maintenant, les Communautés européennes tentent de justifier les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* sur la base d'une insuffisance des preuves scientifiques, elles doivent invoquer la protection de l'article 5:7 et démontrer que les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* satisfont aux prescriptions de cette disposition. Les Communautés européennes n'ont rien fait de la sorte.

e) *Accord OTC*

4.877 Les Communautés européennes admettent que la législation communautaire pertinente contient des règlements techniques. Les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* qui découlent du *moratoire* sont le résultat d'une mauvaise application de cette législation. L'"application" des règlements techniques est assujettie à la fois à l'article 2.1 et à l'article 2.2 de l'*Accord OTC*.

4.878 L'argument des Communautés européennes selon lequel le membre de phrase "pour ce qui concerne les règlements techniques" limite la portée de l'article 2.1 de l'*Accord OTC* aux situations dans lesquelles les produits en question sont tous les deux assujettis à des règlements techniques n'est pas viable. Rien dans ces mots ne justifie le champ restreint proposé par les Communautés européennes. Quant au Protocole sur la biosécurité, il n'est pas non plus pertinent aux fins de la

détermination de la "similarité". Le critère de "similarité" consiste fondamentalement en un examen des rapports de concurrence entre les produits sur le marché. Même si, sur le principe, il est possible que des instruments juridiques internationaux constituent des éléments de preuve pour ou contre la "similarité", le Protocole sur la biosécurité n'offre aucune indication à cet égard.

4.879 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle seule la législation communautaire en matière d'approbation des produits biotechnologiques peut constituer un règlement technique n'est pas exacte. Le Canada a montré que les *mesures nationales des États membres* sont également des règlements techniques. En outre, l'assertion des Communautés européennes selon laquelle les "plaignants n'ont pas établi que l'*application* de la législation communautaire … est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire" est dénuée de fondement.

4.880 Le Canada ne conteste pas la législation communautaire en tant que telle. Ce qu'il conteste, c'est plutôt le *moratoire*, qui transforme l'interdiction de commercialiser assortie de conditions, prévue par la législation, en une interdiction de commercialisation permanente et inconditionnelle, ainsi que l'application erronée du règlement technique qui en résulte. C'est cette application erronée du règlement technique que le Canada conteste en raison de son caractère plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire, contrairement à ce que dispose l'article 2.2 de l'*Accord OTC*. Ainsi, la question centrale que doit examiner le Groupe spécial n'est pas de savoir si les retards dans l'approbation de demandes spécifiques sont plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire mais plutôt de savoir si le refus systématique de l'approbation de demandes concernant des produits spécifiques – essentiellement l'application erronée de la législation communautaire – est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

4.881 Les Communautés européennes allèguent par ailleurs que l'article 2.2 n'exige pas que la mesure en question permette de "réaliser un objectif légitime". Cet argument n'est étayé par aucune partie du texte de l'article 2.2. Au contraire, l'énoncé de cet article appelle un lien de causalité direct entre la mesure et la réalisation de l'objectif. L'interprétation des Communautés européennes rendrait quasiment impossible l'évaluation de la nécessité d'une mesure donnée.

4.882 Il est simplement stupéfiant de voir que les Communautés européennes, à un stade si avancé de la procédure, ne peuvent toujours pas indiquer au Groupe spécial les niveaux appropriés de protection appliqués respectivement par les États membres des CE ni la manière dont ces niveaux de protection diffèrent de ceux qui sont inscrits dans la législation communautaire.

4.883 Les Communautés européennes affirment qu'"une procédure d'évaluation de la conformité n'existe pas s'il y a une possibilité d'exercer un pouvoir discrétionnaire ou s'il faut tenir compte de considérations complexes et dans une certaine mesure contradictoires". Cet argument est infondé. Aucun élément de la définition de "procédure d'évaluation de la conformité" n'étaye l'interprétation des Communautés européennes. Cette définition comprend une longue liste, non exhaustive, d'activités dont bon nombre donnent lieu à l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire. Il semble clair que si, comme les Communautés européennes le reconnaissent, ces instruments sont des règlements techniques, alors les procédures d'approbation mises en place pour veiller à ce que les prescriptions de fond qui y sont énoncées soient satisfaites doivent être des procédures d'évaluation de la conformité.

4.884 Les Communautés européennes soutiennent que, parce que la "dissémination dans l'environnement" est de nature irréversible, les retards dans les approbations ne constituent pas une violation de l'article 5.1.2 de l'*Accord OTC*. Toutefois, la nature irréversible de l'incidence défavorable d'un produit donné n'est que l'une des considérations dont il faut tenir compte pour déterminer si l'application de la procédure d'évaluation de la conformité est plus stricte qu'il n'est nécessaire.

4.885 Bien que les expressions "aussi vite que possible" et "sans retard injustifié" ne comportent pas les mêmes mots, leur portée est la même. Les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation visées à l'Annexe C de l'*Accord SPS* et les procédures d'évaluation de la conformité visées dans l'*Accord OTC* sont destinées à atteindre fondamentalement le même objectif. S'agissant de leur sens ordinaire, ces deux expressions veulent dire essentiellement la même chose. Les Communautés européennes n'ont pas avancé d'interprétation différente ou antagonique desdites expressions. Le Canada a démontré que les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* équivalaient à des violations de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC*. C'est maintenant aux Communautés européennes qu'il incombe de réfuter les allégations *prima facie* du Canada. À ce jour, elles ne l'ont pas fait.

f) Questions d'interprétation portant sur le GATT de 1994

4.886 Les Communautés européennes formulent plusieurs allégations au sujet de l'article XX du GATT de 1994. Aucune de ces allégations n'est étayée par les faits, le texte des Accords de l'OMC, la jurisprudence ou la logique. Les Communautés européennes allèguent que l'article XX du GATT de 1994 pourrait être utilisé pour justifier une violation de l'une des dispositions de l'*Accord OTC* ou de l'*Accord SPS*. Cette allégation est complètement indéfendable dans le cadre de l'interprétation des traités et les Communautés européennes n'offrent aucun argument convaincant à cet effet. En ce qui concerne le GATT de 1994, les Communautés européennes n'ont pas formulé d'allégations *prima facie* pour justifier l'une quelconque des violations de l'article III:4 et de l'article XI:1 (dans le cas de la Grèce) du GATT de 1994 résultant des *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* ou des interdictions nationales appliquées par les États membres. Il est clair que c'est aux Communautés européennes, en tant que partie invoquant l'article XX, qu'incombe la charge initiale de démontrer que les prescriptions de l'article XX ont été satisfaites. Il est tout aussi clair que les Communautés européennes ne se sont pas acquittées de cette charge.

g) Lois "mixtes"

4.887 Les Communautés européennes ont fait valoir que déterminer quel accord s'applique aux mesures en question est une importante question liminaire. Toutefois, en séparant les mesures à l'examen en éléments SPS et autres que SPS, les Communautés européennes tentent simplement d'empêcher le Groupe spécial de se concentrer sur les questions qui sous-tendent cette affaire, c'est-à-dire la question de savoir si le *moratoire*, les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques*, le retard dans la procédure d'approbation de produits biotechnologiques ou les *mesures nationales des États membres des CE* sont justifiés en l'espèce. Les efforts déployés par les Communautés européennes pour établir que ces mesures se situent, en partie, en dehors du champ de l'*Accord SPS* devraient être rejetés. Toutefois, même si on acceptait aux fins de l'argumentation que les mesures en question font intervenir l'évaluation de risques autres que SPS, les mesures ne pourraient être justifiées ni au regard de l'*Accord SPS*, ni au regard de l'*Accord OTC*. Que les mesures faisant l'objet du différend soient appliquées pour offrir une protection contre des risques exclusivement SPS ou contre un mélange de risques SPS et autres que SPS, la conclusion reste la même – les propres évaluations des risques des Communautés européennes ont abouti à la conclusion qu'il n'existe aucune justification pour ces mesures ni pour le retard dans le traitement des demandes concernant des produits biotechnologiques.

h) Retard "d'origine mixte"

4.888 Les Communautés européennes soutiennent que le retard provient de l'évaluation des risques qui relèvent de l'*Accord SPS* et de risques qui ne relèvent pas de l'*Accord*. À supposer que les procédures d'approbation puissent être séparées en plusieurs éléments, le fait que l'intégralité de ces procédures peuvent ne pas être visées par l'*Accord SPS* ne signifie pas que la mesure se situe

entièrement en dehors du champ de cet *Accord*. Les mesures prises pour des raisons SPS sont assujetties à l'*Accord SPS*, que les mesures relèvent ou non également de l'*Accord OTC* ou du GATT de 1994. Sinon, un Membre de l'OMC serait en mesure de se soustraire à l'obligation qui lui incombe au titre de l'Annexe C 1) a) en alléguant que le retard s'est produit pour des raisons autres que SPS. Lorsqu'une procédure relève à la fois de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC* et qu'un Membre conteste un retard dans cette procédure administrative au titre des deux *Accords*, les questions de savoir si l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et l'article 5.1.2 de l'*Accord OTC* ont été violés, devraient être examinées en parallèle. Dans le cas d'espèce, les mesures en question ont donné lieu à des violations tant au titre de l'Annexe C 1) a) que de l'article 5.1.2.

i) Absence d'intérêt

4.889 La question de savoir si une allégation ne présente plus d'intérêt va dépendre des circonstances particulières de la suppression ou de la modification de la mesure à la lumière du règlement du différend dans sa totalité. La jurisprudence de la Cour internationale de justice (CIJ) et de l'OMC confirme ce point de vue. À de nombreuses reprises, des groupes spéciaux du *GATT* et de l'OMC ont exercé leur pouvoir discrétionnaire pour se prononcer sur des mesures qui avaient cessé d'exister ou qui avaient été modifiées après l'établissement d'un groupe spécial. Le Canada estime que la question de l'absence d'intérêt n'est pas pertinente dans le cas de ses allégations relatives au *moratoire* puisque le *moratoire* n'a pas cessé d'exister et que les demandes concernant les produits mentionnés dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada n'ont pas été traitées. De plus, aucune des mesures nationales des États membres des CE mentionnées dans la même demande d'établissement d'un groupe spécial n'a été retirée.

3. Allégations du Canada

a) Moratoire

4.890 Les Communautés européennes nient l'existence du *moratoire*, affirment qu'il ne s'agit pas d'une mesure, font valoir, à titre subsidiaire, qu'il n'existe plus, qu'il est de nature "mixte" et qu'il est justifié à titre de mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

4.891 Essentiellement, les Communautés européennes font valoir qu'aucun *moratoire* n'est en place et que les plaintes portent sur une série de retards fortuits. D'après les Communautés européennes, cette affaire devrait être considérée exclusivement sous l'angle de l'Annexe C de l'*Accord SPS*, et la seule question de droit qui se pose est de savoir si les retards dans cette procédure sont "injustifiés". S'il est vrai que les parties plaignantes ont avancé des allégations au titre de l'Annexe C de l'*Accord SPS*, caractériser cette affaire comme un différend concernant simplement des retards dans la procédure, c'est mal en comprendre la substance.

4.892 Premièrement, les éléments de preuve montrent que le *moratoire* est plus qu'une série de retards isolés dans la procédure. Deuxièmement, les arguments des Communautés européennes reposent sur l'hypothèse erronée que l'application des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques se fait en dehors de toute décision prise "au niveau politique". Troisièmement, les Communautés européennes tentent de dévier l'analyse des questions de fond sur la nécessité de suspendre effectivement un système d'approbation pendant six ans pour adopter des modifications de la législation et sur la question de savoir si cette suspension effective est compatible avec les obligations des Communautés européennes dans le cadre de l'OMC. En l'espèce, la suspension du régime d'approbation des produits biotechnologiques, et le retard dans l'achèvement de ces procédures d'approbation qui en résulte, ne sont pas justifiés. Enfin, les Communautés européennes essaient de rejeter la faute sur la victime.

4.893 Les Communautés européennes font valoir que, puisqu'il n'est pas "possible de déterminer avec précision les actes et omissions exacts" qui constituent le *moratoire*, ce *moratoire* ne peut pas être une mesure aux fins de l'*Accord SPS*. Il est évident que les Communautés européennes n'ont pas demandé à leurs propres représentants ce qu'ils entendaient par "*moratoire*". En tout état de cause, le sens de ce terme est extrêmement clair d'après le contexte dans lequel il a été utilisé.

4.894 Les Communautés européennes soutiennent que le traitement limité de certaines demandes concernant des produits signifie nécessairement qu'il n'y a pas de *moratoire*. Cette interprétation complaisante du "*moratoire*" devrait être rejetée. Le Canada n'a jamais soutenu que le *moratoire* a eu pour résultat l'interruption complète de tous les aspects des procédures d'approbation des produits biotechnologiques. C'est à des étapes critiques de la procédure d'approbation que l'organe communautaire compétent a effectivement décidé de ne pas décider, reportant ainsi la prise de décisions sur les demandes concernant des produits. C'est la "décision de ne pas décider" effective qui est à l'origine du *moratoire*.

4.895 Les Communautés européennes font valoir que, si le Groupe spécial devait conclure que le *moratoire* est une mesure, il faudrait qu'il détermine dans quelle mesure le *moratoire* relève de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes transfèrent largement au Groupe spécial la responsabilité de développer leurs arguments à cet égard. Toutefois, les Communautés européennes ont admis que les procédures d'approbation des produits biotechnologiques sont, au moins en partie, des mesures SPS. Vu que les procédures d'approbation sont – au moins en partie – des mesures SPS, la suspension de ces procédures avant leur achèvement, prétendument parce que ces procédures n'étaient pas suffisantes pour offrir une protection contre les risques évalués et gérés dans le cadre desdites procédures, devrait être considérée comme une mesure SPS. Par conséquent, même d'après les conditions des Communautés européennes, le *moratoire* est, au moins en partie, une mesure SPS.

4.896 Les Communautés européennes n'ont avancé aucun argument détaillé en réponse aux allégations du Canada selon lesquelles le moratoire constitue une violation des articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5 et 5:6. Au lieu de cela, elles affirment que seuls l'article 8 et l'Annexe C sont d'application. Invoquer un tel argument, c'est faire abstraction du texte de l'article 2:2 et du fait que les mesures SPS peuvent porter à la fois sur la procédure et sur le fond. S'agissant du *moratoire*, les Communautés européennes affirment de façon vague que "la mesure devrait être considérée comme étant de nature provisoire et appliquée en raison de preuves scientifiques insuffisantes". À cet égard, les Communautés européennes semblent compter sur le Groupe spécial pour élucider leurs arguments.

b) Interdictions de commercialiser des produits spécifiques

i) Colza Ms1xRf1 et MsxRf2

4.897 Comme le Canada l'a expliqué dans sa deuxième communication écrite, l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle, dans la pratique, ces produits sont approuvés est de mauvaise foi. Cela est démontré par les propres documents officiels des Communautés européennes. Dans leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes n'avancent aucun argument pour réfuter les allégations du Canada concernant les *interdictions de commercialiser des produits spécifiques* qui visent ces deux produits.

ii) Colza Ms8/Rf3

4.898 Au paragraphe 168 de leur deuxième communication écrite, les Communautés européennes ne mentionnent pas un certain nombre de faits importants, et fournissent en fait des éléments de preuve à l'appui de l'affirmation initiale du Canada selon laquelle la demande concernant le produit en

question n'a pas fait l'objet d'un vote. Malgré l'avis favorable du CSP, en dépit d'un retard de 15 mois entre l'émission de cet avis et la communication par la Commission d'une proposition tendant à approuver le produit et en dépit du fait que le demandeur était disposé à satisfaire les prescriptions non prévues par la loi, énoncées dans ce qu'on appelle la "position commune" sur les amendements à apporter à la Directive 90/220, et à fournir des renseignements supplémentaires conformes à ces prescriptions, le Comité de réglementation n'a en réalité jamais voté sur la demande concernant ce produit.

4.899 S'agissant du paragraphe 169, les Communautés européennes se gardent d'indiquer que les efforts consentis par l'auteur de la notification pour se conformer à l'"approche intermédiaire" ont été en réalité découragés par la Belgique qui craignait qu'accepter les efforts du demandeur mènerait à la levée du *moratoire*. Même après que les experts scientifiques belges ont recommandé l'approbation du plan de surveillance postérieure à la commercialisation révisé et des lignes directrices agricoles proposées pour le Ms8xRf3, le gouvernement belge a réaffirmé sa position, à savoir que cela ne devait pas être interprété comme un élément en faveur de la levée du *moratoire*. En bref, il ne fait pas de doute que le *moratoire* a été maintenu et a eu des effets directs et observables sur le traitement de la demande concernant le Ms8xRf3.

4.900 Par ailleurs, les Communautés européennes ne disent pas que l'auteur de la notification devait présenter des renseignements supplémentaires, non pas en raison d'insuffisances par rapport aux prescriptions juridiques existantes, mais parce que la demande ne satisfaisait pas à des prescriptions qui restaient à définir ou à clarifier ou qui n'avaient pas encore d'effet juridique. Même la Belgique a reconnu que le fait d'exiger des demandeurs qu'ils satisfassent à des prescriptions sans cesse modifiées constituerait une "pratique incorrecte des pouvoirs publics".

4.901 Au paragraphe 172, les affirmations des Communautés européennes concernant de "nouveaux renseignements importants sur les risques", en particulier l'étude "Farm Scale Evaluation" (FSE) menée au Royaume-Uni et l'incidence du régime d'herbicide associé au Ms8xRf3 sur la biodiversité agricole, sont spécieuses pour plusieurs raisons. Premièrement, la législation en matière d'approbation des semences est distincte de la législation en matière d'approbation des pesticides. Dans aucun autre cas, les incidences potentielles sur la biodiversité agricole du régime d'herbicide associé ne sont utilisées pour justifier le refus de l'approbation d'une semence. Deuxièmement, les Communautés européennes se sont servies de manière sélective des préoccupations concernant la biodiversité agricole pour stopper la culture de plantes biotechnologiques tout en passant sous silence d'autres questions qui pourraient avoir des effets sur la biodiversité agricole. Troisièmement, et de manière plus frappante, les États membres des CE ont dans les faits autorisé l'utilisation de la formule herbicide en question pour un usage général ainsi que pour un usage ciblé sur les cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides.

4.902 En subordonnant l'approbation d'un produit biotechnologique à une évaluation des risques de l'utilisation de pesticides associés, la Belgique contourne la propre législation des Communautés européennes de pesticides existante et impose de nouveaux obstacles à l'approbation de produits biotechnologiques tolérants aux herbicides, des obstacles qui ne sont pas imposés dans des situations comparables faisant intervenir des plantes cultivées non biotechnologiques tolérantes aux herbicides. Cela démontre que la tentative de la Belgique d'utiliser les inquiétudes générées par l'utilisation d'herbicides pour justifier le blocage de l'approbation du Ms8xRf3 est arbitraire et injustifiée.

4.903 En ce qui concerne l'étude FSE, il est important d'être clair sur ses conclusions. La FSE a clairement indiqué que l'incidence potentielle sur la biodiversité agricole ne provenait pas du produit biotechnologique, en tant que tel, mais du régime de gestion des plantes adventices appliqué par l'agriculteur. Le refus de la Belgique de recommander l'approbation du Ms8xRf3 à la suite de l'étude

FSE est fondé en réalité sur le fait que l'herbicide associé à la culture lutte de manière trop efficace contre les plantes adventices!

4.904 Qui plus est, les autorités britanniques reconnaissent que de nombreux autres facteurs contribuent aux changements dans la biodiversité agricole, depuis la présence de champs, bordures ou bandes de terre non cultivés jusqu'au type de plantes cultivées. L'autorité compétente belge semble faire abstraction de ces conclusions et des conclusions semblables auxquelles sont parvenus ses propres experts scientifiques et ne porte son attention que sur un seul facteur qui pourrait avoir des effets sur la biodiversité agricole, à savoir l'utilisation de l'herbicide, à l'exclusion de tous les autres facteurs. Cela est d'autant plus surprenant que le principal critère d'approbation des produits phytopharmaceutiques est leur efficacité. Le fait de ne pas replacer les inquiétudes au sujet de la biodiversité agricole dans un contexte plus large démontre que les actions de la Belgique sont arbitraires et injustifiées.

4.905 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle l'utilisation d'herbicides non sélectifs, parmi lesquels le glufosinate-ammonium, fait naître des risques uniques ou inacceptables pour l'environnement, est dénuée de fondement. Plusieurs États membres des CE ont autorisé l'utilisation du glufosinate-ammonium conformément aux prescriptions relatives aux produits phytopharmaceutiques qui sont énoncées dans la Directive 91/414/CEE. Ce qui est incroyable, c'est que les autorités belges chargées de la réglementation des pesticides ont déjà autorisé le glufosinate-ammonium en vue de son utilisation avec du colza génétiquement modifié tolérant aux herbicides, y compris le Ms8xRf3. Ainsi, dans un acte d'une incohérence extraordinaire, l'autorité compétente belge, au titre de la Directive 2001/18, refuse de recommander l'approbation pour culture du colza Ms8xRf3 en se fondant sur les inquiétudes générées par l'utilisation d'un herbicide que ses propres pouvoirs publics ont déjà approuvé!

iii) Colza GT73

4.906 Maintenant que les Communautés européennes ont fourni ce qui paraît être une documentation complète, toute incertitude restante quant au calcul des délais peut être levée. Cette documentation montre qu'il a fallu à l'autorité compétente néerlandaise au moins 42 mois pour procéder à l'évaluation initiale, au lieu des 90 jours prévus par la législation. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "ce délai a été entièrement consacré au règlement de questions scientifiques et techniques" occulte le fait qu'il a fallu à l'autorité compétente plus de trois ans et demi pour publier l'évaluation initiale. Il n'est pas raisonnable de simplement attribuer cela au "règlement de questions scientifiques et techniques". Le "glissement dans le calendrier" causé par la question de la confidentialité ne devrait pas être attribué au demandeur alors que le "glissement" provient du fait qu'un demandeur s'efforce d'assurer le respect des obligations des Communautés européennes, dans le cadre tant de l'*Accord SPS* que de la législation nationale, s'agissant de la protection d'intérêts commerciaux légitimes.

4.907 La progression de la demande, des Pays-Bas au niveau communautaire, en janvier 2003 ne dément pas l'existence du *moratoire*. Au contraire, les retards excessifs se produisant constamment à chaque étape de la procédure étayent la conclusion que le *moratoire* est toujours en place. Quant aux objections soulevées par les États membres des CE, l'annexe II de la présente communication démontre qu'elles n'ont aucun fondement scientifique. Les affirmations des Communautés européennes présentent de façon erronée ou escamotent un certain nombre de faits marquants, y compris le fait que les Communautés européennes n'ont pas respecté leurs propres délais, le fait que les États membres des CE ont apparemment laissé de côté l'avis de l'AESA au stade du Comité de réglementation, et le fait que l'Allemagne n'a pas agi d'une manière conforme à ses propres déclarations antérieures concernant les conditions nécessaires à la levée du *moratoire*. En résumé, les

retards répétés et injustifiés causés par les États membres des CE démontrent très nettement que les Communautés européennes n'ont pas respecté leurs obligations au titre de l'Annexe C de l'*Accord SPS* ou, à titre subsidiaire, au titre de l'article 5 de l'*Accord OTC*, et constituent des éléments de preuve clairs et déterminants montant qu'un *moratoire* sur l'approbation de produits biotechnologiques a été mis en place et existe toujours.

c) Mesures nationales des États membres des CE

4.908 Les Communautés européennes affirment que les parties plaignantes n'ont pas abordé les faits; de fait, ce sont les Communautés européennes qui se sont montrées remarquablement peu disposées à examiner les faits et les preuves scientifiques relatifs aux *mesures nationales des États membres des CE*. En témoigne l'espace limité consacré dans les communications des Communautés européennes à l'examen des faits et des éléments scientifiques relatifs à ces mesures. Le tableau joint à la deuxième communication écrite des Communautés européennes n'est étayé par absolument aucun argument ni renvoi à des pièces spécifiques. La plupart des faits et des éléments scientifiques relatifs à ces mesures proviennent des parties plaignantes.

4.909 À aucun moment, les Communautés européennes ne divulguent dans leurs communications qu'elles ont déjà demandé aux États membres visés de lever leurs interdictions, ni ne fournissent à titre de preuve une partie de leur correspondance avec ces États membres à ce sujet, même si de nouveaux éléments de preuve montrent que la Commission est favorable à une levée des interdictions.

4.910 Les Communautés européennes réitèrent par ailleurs leur affirmation selon laquelle "[t]ous les plaignants ont déclaré au départ que les mesures des États membres sont des mesures provisoires". Cette affirmation est aussi inexacte à présent qu'elle ne l'était la première fois qu'elle a été faite. Au contraire, le Canada a noté que, malgré les prescriptions de la propre législation des Communautés européennes, et en dépit des nombreuses évaluations des risques, non démenties, établissant que ces produits sont sûrs, les interdictions ont été maintenues, ce qui contredit l'idée que ces mesures sont de nature temporaire.

4.911 La décision de la *France* de prolonger ses interdictions jusqu'en octobre 2006 n'a pas été prise en l'absence totale d'information. Le 13 février 2004, le gouvernement français a reçu un avis d'experts scientifiques émanant de ses propres chercheurs qui indiquait que l'importation et la commercialisation de semences de colza issues de la lignée Topas 19/2 pour être utilisées dans l'industrie alimentaire et dans l'alimentation pour animaux ne présentaient pas de risques plus importants que l'importation et la commercialisation de colza obtenu par des techniques classiques. Malgré cet avis, la France a prolongé l'interdiction appliquée au colza issu de la lignée Topas 19/2 jusqu'en octobre 2006, c'est-à-dire la date d'expiration de l'autorisation accordée initialement pour ce produit.

4.912 En ce qui concerne la culture du colza, qui a été génétiquement modifié pour tolérer un herbicide, les experts scientifiques français n'ont trouvé aucun risque direct pour l'environnement. Les préoccupations, s'il y en avait, se limitaient à des problèmes potentiels concernant indirectement la gestion environnementale et agronomique découlant de l'utilisation de l'herbicide. Comme le Canada l'a déjà démontré, toutefois, les préoccupations éventuelles de la France concernant le colza issu de la lignée Ms1xRf1 en raison des effets indirects liés à l'herbicide glufosinate-ammonium sont démenties par le fait que la France a déjà autorisé l'herbicide en question pour des utilisations ayant un rapport avec la culture de colza biotechnologique, y compris l'élimination totale des plantes adventices.

4.913 En ce qui concerne la mention par les Communautés européennes des "différents niveaux de protection recherchés par différents législateurs", le Canada note que les Communautés européennes n'ont pas encore indiqué quels sont ces différents niveaux de protection allégués ou les produits spécifiques auxquels ils s'appliquent, et elles n'ont pas encore indiqué quels sont les "législateurs" spécifiques auxquels elles font référence. Affirmer, comme les Communautés européennes le font, que les interdictions nationales sont justifiées au simple motif qu'un mystérieux législateur, quelque part, a en tête un niveau de protection non précisé, qui est, d'après les allégations, plus élevé que celui que prévoit la législation communautaire, c'est enlever toute valeur aux prescriptions rigoureuses figurant dans l'*Accord SPS* selon lesquelles les mesures SPS doivent être établies sur la base de preuves scientifiques et d'une évaluation des risques.

S. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DE L'ARGENTINE

1. Introduction

4.914 Les observations complémentaires de l'Argentine concernent, en particulier, les renseignements communiqués par les Communautés européennes le 30 septembre 2004 (dernière série de cinq CD-ROM). De plus, comme elle s'est réservé le droit de présenter des arguments liés à l'*Accord OTC*, l'Argentine souhaiterait formuler certaines observations à cet égard également.

4.915 L'Argentine souhaite réaffirmer que les renseignements fournis par les Communautés européennes ne concordaient pas avec les avis scientifiques favorables déjà émis par les comités scientifiques des CE, qui préconisaient l'approbation des produits biotechnologiques agricoles bloqués. De plus, ces renseignements additionnels tendent à confirmer les renseignements communiqués par les Communautés européennes à un stade antérieur de la présente procédure, en ce sens qu'elles ont empêché les demandes concernant des produits agricoles biotechnologiques d'atteindre l'approbation finale, malgré les avis scientifiques favorables. Et comme si cela ne suffisait pas, les Communautés européennes ont elles-mêmes explicitement reconnu que ces renseignements additionnels n'étaient pas pertinents en l'espèce. À cet égard, l'Argentine souhaiterait mettre l'accent sur la reconnaissance par les Communautés européennes du fait que les renseignements pertinents ont déjà été fournis. Toutefois, compte tenu des renseignements pertinents communiqués par les Communautés européennes, l'Argentine répond comme suit aux documents additionnels communiqués par les Communautés européennes.

2. Arguments

a) Le moratoire *de facto*

i) L'existence d'un moratoire de facto

4.916 Bien qu'elles aient à plusieurs reprises reconnu l'existence d'un moratoire *de facto*, les Communautés européennes persistent également à déformer ce fait en faisant référence à des questions telles que la nécessité alléguée de définir avec précision le moratoire *de facto* ou d'identifier de manière spécifique les actes ou les omissions au sein des Communautés européennes, ou la nécessité de disposer d'un "plan ou ligne d'action" ou d'une "décision de ne pas décider".

Phase de "consultation interservices"

4.917 L'Argentine affirme une fois encore que les Communautés européennes ont reconnu l'existence d'un moratoire *de facto*. Sans compter les déclarations et les communications des fonctionnaires des CE, nous avons démontré que les preuves scientifiques venant à l'appui de

l'approbation des produits biotechnologiques agricoles n'avaient pas été différées ou reportées pour de simples raisons procédurales. Il ressort clairement des renseignements contenus dans les CD-ROM que les Communautés européennes et/ou leurs États membres ont tenté de réfuter ou d'ignorer les avis scientifiques favorables rendus par leurs comités scientifiques, afin de bloquer l'approbation ou la commercialisation des produits biotechnologiques agricoles.

4.918 Comme nous l'avons montré, il y a des étapes pertinentes dans les procédures qui n'ont pas de fondement juridique dans le cadre des procédures d'approbation, mais qui ont une pertinence politique pour ce qui est de bloquer la procédure, et montrent que les Communautés européennes traitaient les produits biotechnologiques agricoles "par paniers".

4.919 La "phase de consultation interservices" a effectivement empêché toutes les demandes – ayant reçu des avis scientifiques favorables en 1998 – de progresser: au stade du projet au Comité de réglementation et à partir du 4 septembre 1998 pour tous ces produits, les demandes concernant le colza Falcon GS40, le colza MS8xRF3 et la betterave fourragère A5/15 ont été bloquées. Seuls le coton Bt-531 et le coton RRC 1445 (présentant un intérêt particulier pour l'Argentine) ont pu atteindre le stade du vote au Comité de réglementation cette année-là. S'agissant de ces deux produits, cette phase a eu lieu deux fois en septembre 1998 et en mai 1999, après l'absence de vote à la majorité qualifiée en février 1999.

4.920 En conclusion, ces demandes d'approbation concernant des produits biotechnologiques agricoles avaient les points communs suivants: toutes ont été présentées au titre de la Directive 90/220, toutes ont reçu un avis scientifique favorable dans les Communautés européennes avant 2000 et toutes sont passées par une étape additionnelle non incluse dans la législation en matière d'approbation des Communautés européennes, à savoir la phase de la "consultation interservices", qui peut bloquer la procédure et révèle l'existence du moratoire *de facto*.

4.921 Ces demandes ont été mises aux voix au Comité de réglementation, où les avis scientifiques favorables ont été ignorés par les États membres des CE, qui ont voté contre sans aucune preuve scientifique susceptible de prévaloir sur les avis favorables. Il est évident qu'en 1998-1999 les Communautés européennes manifestaient leur intention de ne pas approuver d'autres produits biotechnologiques agricoles. Cela était confirmé par la "position commune" et les déclarations de plusieurs États membres, qui révélaient la position concernant les produits biotechnologiques agricoles au sein des Communautés européennes.

La "position commune" et la déclaration de plusieurs États membres

4.922 En 1998, les approbations et les rejets de demandes ont été interrompus, car la législation communautaire était jugée inappropriée. En juin 1999, le Conseil des Ministres de l'environnement de l'UE a élaboré un document appelé "position commune" en vue de la réforme de la Directive 90/220. Ce document indiquait qu'il n'y aurait pas d'approbation jusqu'à l'adoption d'une nouvelle législation. Dans une déclaration, le Danemark, la Grèce, la France, l'Italie et le Luxemburg ont annoncé leur intention de ne pas autoriser davantage d'approbations de produits biotechnologiques. Cette position a été réaffirmée en juillet 2000 au cours d'une réunion informelle du Conseil Environnement tenue à Paris. Selon l'Argentine, la "position commune" révèle l'intention des Communautés européennes de n'approuver aucun produit biotechnologique agricole de plus.

Au sujet de l'"approche intermédiaire"

4.923 Le fait que les Communautés européennes avaient envisagé une modification de la législation a donné naissance à une incertitude au sujet des approbations. Par voie de conséquence, plusieurs

demandeurs ont proposé de satisfaire aux prescriptions énoncées dans la "position commune", puisqu'ils n'avaient pas d'autre choix. Ensuite, en juillet 2000, la Commission a proposé l'approche dite "approche intermédiaire". Ce fait s'est produit après une longue période pendant laquelle il n'y avait eu aucune approbation et résultait des préoccupations des demandeurs – non d'une initiative quelconque des Communautés européennes, comme ces dernières l'affirment.

4.924 Dans le cadre de l'"approche intermédiaire", il n'y a eu ni approbation ni rejet. Qui plus est, l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 a mis fin à la phase de l'"approche intermédiaire".

4.925 L'Argentine rappelle une fois encore ce qu'elle a précédemment affirmé au sujet de ce que les Communautés européennes appellent un "progrès" dans le cadre des procédures d'approbation. Ce progrès n'a en réalité conduit à aucune approbation ni à aucun rejet de demandes. L'"approche intermédiaire" est devenue juste une autre manifestation du moratoire *de facto*.

D'autres demandes ont reçu des avis scientifiques favorables, avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18

4.926 Alors que toutes les demandes ayant reçu un avis scientifique favorable datant de 1998 étaient bloquées, de nouvelles demandes pouvaient être approuvées grâce à l'avis favorable des comités scientifiques: tant le colza Phoe6/Ac que le maïs Bt-11 avaient reçu un avis favorable le 30 novembre 2000 et les demandes visant ces produits devaient être présentées une nouvelle fois au titre de la Directive 2001/18. Les deux demandes avaient été bloquées pendant deux années. On peut faire valoir la même chose s'agissant des pommes de terre, bien que pour une durée plus courte puisque l'avis scientifique favorable avait été rendu en juillet 2002.

4.927 En février 2001, six États membres ont réaffirmé leur volonté de suspendre les approbations, au motif que les nouvelles procédures étaient inadéquates.

4.928 À la fin d'octobre 2001, la majorité des États membres ont reconnu en substance que le moratoire ne devrait pas être levé avant l'entrée en vigueur de dispositions complètes sur la traçabilité et l'étiquetage. Lors d'une réunion informelle du Conseil Environnement, huit États membres ont effectivement rejeté le projet de la Commission d'envisager de nouvelles autorisations, en exigeant que la nouvelle réglementation entre d'abord en vigueur. En décembre 2001, la Belgique a déclaré une fois encore que le moratoire *de facto* devrait être maintenu jusqu'à la mise en place d'une législation appropriée en matière de traçabilité et d'étiquetage.

4.929 Les Communautés européennes annonçaient donc clairement leur intention de maintenir le moratoire *de facto*, même si la Directive 2001/18 devait entrer en vigueur. Cela réfute l'allégation des Communautés européennes selon laquelle tout retard devrait prendre fin avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.

4.930 Depuis 2000, de nouvelles demandes au titre de la Directive 90/220 ont reçu des avis scientifiques favorables avant que la Directive 2001/18 n'entre en vigueur (octobre 2002). Ces demandes ne sont pas passées par une phase de "consultation interservices" (sauf pour le maïs NK603, à un stade avancé), mais elles ont été bloquées, certaines avant d'atteindre le stade du Comité de réglementation, d'autres à ce stade du fait que certains États membres avaient voté contre et n'avaient pas tenu compte des avis scientifiques favorables. En tout état de cause, ces demandes ont été bloquées jusqu'à ce que la Directive 2001/18 entre en vigueur et impose qu'elles soient présentées une nouvelle fois selon de nouvelles prescriptions.

4.931 De plus, certains produits ont reçu des avis scientifiques favorables au titre du Règlement n° 258/97, à partir d'un peu avant (septembre 1999). Ces produits, rappelons-le, ne sont pas passés par une phase de "consultation interservices", mais ont également été bloqués, à la fois avant d'atteindre le stade du Comité de réglementation et à ce stade.

4.932 À cet égard, l'Argentine cite le cas du maïs GA21: les maïs GA21 C/GB/97/M3/2 (retiré en juillet 2001 en raison d'une décision d'abandonner la demande, le 21 mars 2001) et C/ES/98/01 ont reçu un avis scientifique favorable du Comité scientifique des plantes au titre de la Directive 90/220 en septembre 2000. La demande n'a pas atteint le stade du Comité de réglementation et a dû être présentée une nouvelle fois en janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18. Elle a finalement été retirée en septembre 2003.

4.933 Comme il a été démontré, d'autres demandes ont reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, mais ont été bloquées dans le cadre de leurs procédures et certaines ont dû être retirées.

ii) Conclusion

4.934 De l'avis de l'Argentine, cet élément d'intention, d'action délibérée, qui – par le biais de la "position commune", de la Déclaration du Danemark, de la Grèce, de la France, de l'Italie et du Luxembourg et des phases de "consultation interservices" additionnelles – transparaît dans les procédures d'approbation, montre que le moratoire *de facto* constitue une mesure et qu'il n'est pas le simple résultat d'une situation existant depuis 1998. À partir de 1998, il n'y a plus eu d'approbations de produits biotechnologiques agricoles parce que les Communautés européennes ont décidé qu'il ne devait plus y en avoir. Cette intention au sein des Communautés européennes a été exprimée, rendue effective et réitérée au fil du temps par plusieurs États membres.

4.935 Après avoir examiné les raisons données par les Communautés européennes pour expliquer l'absence d'approbation de nouveaux produits biotechnologiques agricoles de 1998 à aujourd'hui – insuffisance de la Directive 90/220 et nécessité de la remplacer par la Directive 2001/18, nécessité d'une nouvelle législation en matière de traçabilité, d'étiquetage, de surveillance, de responsabilité, de coexistence, etc. – l'Argentine conclut que ces raisons ne libèrent pas les Communautés européennes de leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Aucune de ces raisons ne devrait empêcher l'approbation des produits biotechnologiques agricoles ayant reçu un avis scientifique favorable dans les Communautés européennes.

4.936 Les Communautés européennes ont mentionné la nécessité de mettre en place une législation encore plus nouvelle en matière de traçabilité, d'étiquetage, de surveillance, de responsabilité et de coexistence. Rien dans cette nouvelle législation ne traite de l'évaluation des risques – ce que font les avis scientifiques favorables des comités scientifiques; les Communautés européennes ne peuvent donc pas faire abstraction de l'évaluation des risques effectuée et suspendre toutes les approbations sans enfreindre l'*Accord SPS*.

4.937 L'Argentine non seulement maintient que le moratoire *de facto* est une mesure qui existe actuellement – et qui existait certainement au moment où le mandat du présent Groupe spécial a été établi – mais répète également que l'Accord sur l'OMC vise aussi les mesures *de facto*, y compris toutes actions ou omissions des Membres de l'OMC. Sinon, les Membres de l'OMC pourraient contourner les obligations qu'ils ont contractées dans le cadre de l'Organisation simplement en mettant en place des mesures informelles qui ne figurent pas dans la législation concrète.

b) "Suspension du traitement et non-examen des demandes individuelles visant des produits spécifiques présentant un intérêt particulier pour l'Argentine"

i) Observations générales

4.938 Après avoir reçu les renseignements finals des Communautés européennes concernant les produits présentant un intérêt pour l'Argentine, nous nous rendons compte que les Communautés européennes n'ont pas réfuté les renseignements, mais ont plutôt confirmé les allégations de l'Argentine et, par conséquent, n'infirment pas les avis scientifiques favorables des comités scientifiques des CE. Partant des avis scientifiques favorables rendus par les Communautés européennes elles-mêmes et compte tenu des non-approbations résultant des actions délibérées des Communautés européennes qui visaient à ce qu'aucun produit biotechnologique agricole ne soit approuvé, nous déclarons une fois de plus que cette allégation va bien au-delà de la simple question du retard – comme les Communautés européennes voudraient nous le faire croire.

4.939 Ainsi qu'il a été dit plus haut, comme le moratoire *de facto* affecte toutes les demandes, les étapes additionnelles pertinentes en question s'appliquent également aux produits présentant un intérêt pour l'Argentine, à savoir le coton Bt-531, le coton RRC 1445, le maïs NK603, le maïs GA21 et les lignées de soja A2704-12 et A5547-127. À cet égard, l'Argentine réitère les arguments qui figurent dans sa réfutation écrite.

ii) Produits spécifiques

4.940 Dans la présente section, l'Argentine fera référence aux renseignements fournis par les Communautés européennes dans les cinq derniers CD-ROM du 30 septembre 2004. Toutefois, il est utile de rappeler que l'Argentine fait valoir qu'il y a "suspension et non-examen" depuis que les demandes présentées au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 ont été bloquées.

4.941 L'Argentine va une fois encore passer en revue les demandes concernant les produits biotechnologiques agricoles présentant un intérêt, en analysant les documents fournis par les Communautés européennes et en démontrant une fois encore que les renseignements additionnels n'infirment pas les avis scientifiques favorables des comités scientifiques des CE. En fait, tous les renseignements démontrent que les Communautés européennes et/ou certains de leurs États membres ont exposé des arguments et des préoccupations à caractère non scientifique.

Coton Bt-531

La procédure a été bloquée

4.942 S'agissant des étapes pertinentes identifiées par l'Argentine dans sa réfutation, les renseignements additionnels présentés par les Communautés européennes confirment que la procédure d'approbation pour le coton Bt-531 au titre de la Directive 90/220 (et ultérieurement, de la Directive 2001/18) a été bloquée.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM

4.943 S'agissant des documents spécifiques présentés par les Communautés européennes concernant le coton Bt-531 au titre des Directives 90/220 et 2001/18, l'Argentine déclare que l'avis scientifique favorable du Comité scientifique des plantes, daté du 14 juillet 1998, est le document pertinent à prendre en compte. Les éléments ci-après ne réfutent pas l'avis du Comité scientifique des plantes: le lancement de la "consultation interservices" sur le projet de décision de la Commission

(4 septembre 1998); à caractère non scientifique et n'a pas réfuté l'avis scientifique favorable; le lancement du vote au Comité de réglementation (26 novembre 1998); la demande du Danemark tendant à prolonger le délai pour le vote d'un examen des renseignements additionnels (30 novembre 1998); la lettre du Commissie *Genetische Modificatie* (NL) (3 décembre 1998); la note du Comité indiquant que le délai de vote avait été prolongé (4 décembre 1998); la demande de la Belgique tendant à reporter le vote (10 décembre 1998); la demande du Royaume-Uni tendant à reporter le vote (21 décembre 1998); la note indiquant que le délai avait été prolongé (23 décembre 1998); l'avis de la Commission du génie biomoléculaire (13 janvier 1999); la note concernant l'absence de majorité qualifiée (22 février 1999); le lancement de la phase de "consultation interservices" (7 mai 1999); la lettre (25 juillet 2001) (ainsi que les traductions (18 février 2002)). Les Communautés européennes n'ont pas été en mesure d'invoquer une quelconque preuve scientifique capable de réfuter l'avis scientifique favorable daté du 14 juillet 1998.

4.944 Il a été dûment répondu à toutes les préoccupations des CE concernant des renseignements complémentaires sur certaines questions dès février 2002, mais la procédure est restée bloquée grâce à la phase de "consultation interservices", qui était en cours depuis mai 1999 et s'est poursuivie jusqu'à l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 en octobre 2002, exigeant que toutes les demandes soient mises à jour au niveau des États membres. Pour ces raisons, l'Argentine n'accepte pas l'allégation des Communautés européennes selon laquelle la procédure n'avait pas avancé à cause du demandeur. À partir du stade du vote au Comité de réglementation et de la phase de "consultation interservices", la procédure d'approbation du coton Bt-531 a été bloquée à cause des Communautés européennes, non en raison d'une action ou d'une omission de la part du demandeur.

4.945 De plus, nous faisons observer que, même si elle est entrée en vigueur en octobre 2003, la Directive 2001/18 a été publiée au Journal officiel en avril 2001. Puisque le demandeur devait présenter des renseignements dans le cadre de la nouvelle législation, l'Argentine ne peut admettre la déclaration des Communautés européennes concernant les "29 mois" impartis pour satisfaire aux prescriptions.

4.946 L'Argentine passe maintenant aux derniers documents au niveau des États membres. Les documents suivants ne réfutent pas l'avis du Comité scientifique des plantes de juillet 1998: la lettre de l'autorité compétente principale (1er août 2003) et la lettre du NCB (2 octobre 2003).

4.947 De l'avis de l'Argentine, il a été prouvé que la demande concernant le coton Bt-531 a dû passer par plusieurs étapes de la procédure non incluses dans la législation des Communautés européennes, ce qui révèle l'intention claire, au sein de celles-ci, de ne pas autoriser l'approbation finale de ce produit biotechnologique agricole.

Coton RRC 1445

La procédure a été bloquée

4.948 En ce qui concerne les étapes pertinentes identifiées par l'Argentine dans sa réfutation, les renseignements additionnels présentés par les Communautés européennes ont confirmé que les procédures d'approbation pour le coton RRC 1445 au titre de la Directive 90/220 (et ultérieurement, de la Directive 2001/18) ont été bloquées.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM

4.949 S'agissant des documents spécifiques présentés par les Communautés européennes concernant le coton RRC 1445 au titre des Directives 90/220 et 2001/18, l'Argentine réitère sa position selon

laquelle l'avis scientifique favorable du Comité scientifique des plantes, daté du 14 juillet 1998, est le document pertinent à prendre en compte. Les éléments ci-après ne réfutent pas l'avis du Comité scientifique des plantes: le lancement de la "consultation interservices" sur le projet de décision de la Commission (4 septembre 1998); le lancement du vote au Comité de réglementation (26 novembre 1998); la demande du Danemark en vue de la prolongation du délai pour le vote d'un examen des renseignements additionnels reçus par Monsanto (30 novembre 1998); la lettre du Commissie *Genetische Modificatie* (3 décembre 1998); la note du Comité prolongeant le délai de vote (4 décembre 1998); la demande de la Belgique tendant à reporter le vote (10 décembre 1998); la déclaration de l'Australie (13 décembre 1998); la demande du Royaume-Uni tendant à reporter le vote et à examiner les renseignements additionnels présentés récemment (21 décembre 1998); la note du Comité prolongeant le délai (23 décembre 1998); l'avis de la Commission du génie biomoléculaire (13 janvier 1999); la note du Comité concernant une nouvelle prolongation du délai de vote demandée par l'autorité compétente principale – 26 janvier 1999 – avait un caractère procédural et ne réfutait pas l'avis scientifique favorable de juillet 1998; la réponse du Royaume-Uni aux Communautés européennes (10 février 1999); la note concernant l'absence de majorité qualifiée (22 février 1999); le lancement de la phase de "consultation interservices" sur le projet de décision du Conseil (7 mai 1999).

4.950 À la lumière de ce qui précède et d'après les renseignements des Communautés européennes, depuis le lancement de la phase de "consultation interservices" en mai 1999 jusqu'à la mise à jour au titre de la Directive 2001/18 en janvier 2003, le demandeur n'a reçu aucune demande de renseignements ni d'éclaircissements additionnels; les Communautés européennes ne peuvent donc même pas suggérer que la procédure était en cours. De plus, les Communautés européennes n'ont pas été en mesure d'invoquer une quelconque preuve scientifique capable de réfuter l'avis scientifique favorable daté du 14 juillet 1998.

4.951 L'Argentine va maintenant faire référence aux derniers documents au niveau des États membres: les documents suivants ne réfutent pas l'avis scientifique favorable de juillet 1998: la lettre de l'autorité compétente principale (1er août 2003) et la lettre du NCB (2 octobre 2003).

Maïs NK603

La procédure a été bloquée

4.952 Comme cela a été indiqué plus haut, les demandes concernant le maïs NK603 ont été déposées en 2000 au titre de la Directive 90/220 (ultérieurement, Directive 2001/18) et en 2001 au titre du Règlement n° 258/97. Dans les deux procédures, la demande a reçu un avis scientifique favorable en novembre 2003. Bien que le maïs NK603 ait finalement été approuvé après que la présente procédure eut été engagée devant l'OMC, cela ne devrait pas compromettre la capacité du Groupe spécial de formuler une constatation concernant l'allégation portant sur ce produit spécifique.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM

4.953 La demande concernant le maïs NK603 au titre de la Directive 90/220 a initialement été présentée en août 2000 et a dû être présentée une nouvelle fois ultérieurement, au titre de la Directive 2001/18. À cet égard, l'Argentine fera référence aux renseignements fournis par les Communautés européennes sur CD-ROM. Le maïs NK603 a reçu un avis scientifique favorable de l'AESA le 25 novembre 2003, qui est le document pertinent à prendre en compte. Les éléments ci-après ne réfutent pas l'avis de l'AESA: les documents et les étapes antérieurs à l'avis scientifique favorable (25 novembre 2003); le lancement de la "consultation interservices" sur le projet de décision de la Commission (8 décembre 2003); l'absence de majorité qualifiée au Comité de

réglementation (18 février 2004) – ne reflète pas l'avis scientifique favorable et a plutôt un caractère procédural; cela démontre que certains États membres continuent à voter non, en dépit des preuves scientifiques; la transmission de la proposition au Conseil (26 mars 2004); la position du Danemark (4 juin 2004).

4.954 S'agissant des documents spécifiques présentés par les Communautés européennes concernant le maïs NK603 au titre du Règlement n° 258/97 (initialement présentés au titre de ce règlement en avril 2001), un avis scientifique favorable a été émis par l'AESA le 25 novembre 2003, qui est le document pertinent à prendre en compte. Le projet de décision présenté au Comité de réglementation (pas de majorité qualifiée) – 30 avril 2004 – avait un caractère procédural.

Maïs GA21

La procédure a été bloquée

4.955 Bien que la demande concernant le maïs GA21 ait été retirée en septembre 2003 au titre de la Directive 90/220 (ultérieurement, Directive 2001/18), l'Argentine considère ce retrait comme étant la preuve qu'il existe une procédure de moratoire *de facto* et une "suspension et [un] non-examen". La demande n'a fait aucun progrès dans le cadre de la procédure et a été retirée.

Observations ayant trait aux renseignements fournis sur CD-ROM

4.956 S'agissant des documents spécifiques présentés par les Communautés européennes concernant le maïs GA21 au titre des Directives 90/220 et 2001/18, l'Argentine réitère sa position selon laquelle l'avis scientifique favorable du Comité scientifique des plantes daté du 22 septembre 2000 est le document pertinent à prendre en compte.

4.957 L'avis favorable daté du 22 septembre 2000 a été suivi: de la lettre (19 janvier 2001); de la lettre en espagnol (21 mars 2001); de la lettre (décision de retirer la notification du Royaume-Uni) (21 mars 2001); des engagements de satisfaire aux prescriptions de la Directive 2001/18 (21 septembre 2001); des mises à jour et des engagements (18 mars 2002); du nouveau SNIF et de l'évaluation des risques mise à jour (15 janvier 2003). Ces documents n'ont pas un caractère scientifique ou sont spécifiquement réfutés par les arguments scientifiques présentés par l'Argentine. La demande a finalement été retirée (15 septembre 2003).

c) "Retard injustifié"

4.958 S'agissant du "retard injustifié", après avoir analysé les renseignements et les chronologies présentés par les Communautés européennes, l'Argentine affirme et démontre que les retards intervenus dans le cadre des procédures n'étaient pas dus aux demandeurs, mais aux Communautés européennes et/ou à leurs États membres. Nous n'acceptons pas l'allégation des Communautés européennes à cet égard.

4.959 S'agissant du coton Bt-531, il n'y a eu aucun retard de la part du demandeur après que l'avis scientifique favorable eut été rendu (juillet 1998). Les objections qui, d'après les allégations, ont été formulées au Comité de réglementation ont été contestées d'un point de vue scientifique par l'Argentine, dans la mesure où elles ne concordent pas avec l'avis favorable du Comité scientifique. En outre, nous n'admettons pas non plus le retard de 29 mois plus sept mois imputé au demandeur puisque, comme il a été dit plus haut, aucun document des CE ne demande spécifiquement des renseignements ni ne peut donner à penser qu'il y a un retard dû au demandeur. Quant à l'affirmation des Communautés européennes concernant la nécessité de mener à terme le plan de surveillance, ce

plan a initialement été présenté en décembre 1996 avec la première notification du demandeur et a reçu un avis scientifique favorable en juillet 1998. Ainsi, nous ne pouvons pas retenir l'affirmation vague et générale selon laquelle ce plan de surveillance n'a pas été achevé.

4.960 S'agissant des déclarations des Communautés européennes concernant le coton RRC 1445, nous considérons également qu'elles sont dénuées de pertinence. Le résultat de la procédure écrite engagée au Comité de réglementation que les Communautés européennes mentionnent a déjà été traité d'un point de vue scientifique par l'Argentine.

4.961 S'agissant du plan de surveillance qui doit être achevé, l'Argentine pense, comme les Communautés européennes, qu'il a été demandé au titre de la Directive 2001/18. Pour cette même raison, nous soulignons également que ce plan a été présenté par le demandeur en janvier 2003 et que les demandes de renseignements additionnels présentées par les Communautés européennes l'ont été en août et en octobre.

4.962 En ce qui concerne le cas du maïs NK603 dans le cadre des Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que du Règlement n° 258/97, l'Argentine répète que ces deux procédures ont été engagées en août 2000 et en avril 2001, respectivement, et qu'il n'y a eu aucun autre progrès depuis août 2003. Pour les raisons susmentionnées, l'Argentine considère que les produits biotechnologiques agricoles spécifiques présentant un intérêt particulier ont été affectés par un "retard injustifié" dans le cadre de leur procédure d'approbation après leur présentation aux Communautés européennes.

d) *Accord OTC*

4.963 Comme elle l'a indiqué d'emblée dans la présente réfutation supplémentaire, l'Argentine souhaiterait développer ses arguments subsidiaires relatifs à l'*Accord OTC*.

i) Règlement technique

Article 2.1 de l'*Accord OTC*

4.964 Les Communautés européennes n'ont pas expliqué dans le détail l'interprétation censément correcte qu'il faut donner à l'expression "pour ce qui concerne les règlements techniques" figurant à l'article 2.1 de l'*Accord OTC*. Toutefois, on peut penser qu'elles considèrent que cette expression fait référence au traitement moins favorable dans le champ limité d'un seul règlement, sans expliquer pourquoi.

4.965 Toutefois, rien ne permet de considérer que la similarité devrait être dûment comprise "comme se rapportant à des produits relevant du champ d'application du règlement technique", comme l'affirment les Communautés européennes. Si c'était le cas, il serait très facile pour les Membres de contourner leurs obligations dans le cadre de l'OMC. En outre, le seul résultat pratique d'une telle interprétation serait que, simplement en appliquant une législation différente à des produits qui sont réellement "similaires", un Membre pourrait éviter de faire l'objet d'un examen au titre des règles de l'OMC et, ainsi, se mettre à accorder un "traitement moins favorable" sans aucune conséquence juridique.

4.966 L'Argentine considère que l'article 2.1 de l'*Accord OTC* met fondamentalement en place des obligations semblables à celles qui sont énoncées à l'article III:4 du GATT de 1994. Ainsi, l'expression "pour ce qui concerne les règlements techniques" illustre simplement la différence de portée entre l'article 2.1 de l'*Accord OTC* et l'article III:4 du GATT de 1994, qui applique les mêmes disciplines, mais à un éventail beaucoup plus large de mesures.

Article 2.2 de l'*Accord OTC*

4.967 En référence à cette partie de la réfutation des Communautés européennes, l'Argentine souhaiterait tout d'abord souligner qu'elle a contesté, à titre subsidiaire, l'application de la législation des CE au titre de l'*Accord OTC*. À cet égard, comme l'Argentine l'a clairement indiqué tout au long de son argumentation dans le cadre de la présente procédure, ce n'est pas la législation des Communautés européennes en soi qui a été contestée, mais seulement son application.

4.968 Les Communautés européennes affirment que "... c'est l'interdiction visant la commercialisation, en attendant une autorisation, qui est la substance même de la législation relative aux OGM – et non son application ...". Contrairement à cette affirmation des Communautés européennes, l'Argentine considère que "la substance même de la législation relative aux OGM" n'est pas "l'interdiction visant la commercialisation, en attendant une autorisation", mais une évaluation de l'adéquation des produits afin d'approuver ou de rejeter leur dissémination dans l'environnement ou leur consommation comme denrées alimentaires ou aliments pour animaux.

4.969 Il convient également de souligner que la notion d'"application" inclut non seulement l'action d'approuver (ou de rejeter), mais aussi le fait de ne pas approuver (ou de ne pas rejeter), comme en l'espèce.

4.970 Les Communautés européennes répètent également leur allégation maintes fois présentée selon laquelle la véritable allégation des parties plaignantes porte sur un retard qui est plus restrictif qu'il n'est nécessaire. L'Argentine a déjà formulé son allégation très clairement à cet égard. Elle se demande s'il est possible d'estimer que, par exemple, dans les cas du coton Bt-531 et du coton RRC 1445, le fait que six années se sont écoulées après une évaluation favorable par le comité scientifique compétent sans qu'il y ait approbation ni rejet peut, d'une manière ou d'une autre, être considéré comme une "absence de décision finale". L'Argentine considère que la réponse à cette question est évidemment non.

4.971 De plus, les Membres de l'OMC sont lésés par cette infraction des CE à l'article 2.2 de l'*Accord OTC*, puisque d'après cet article "*[l]es Membres feront en sorte que [les] règlements techniques n'aient ... ni pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international* ...". Il semble raisonnable d'inférer que, bien que l'article fasse référence à la façon dont les Membres appliquent les règlements techniques, il fait aussi référence au non-respect de ces règlements (en l'espèce, le système d'approbation des Communautés européennes).

4.972 Les Communautés européennes affirment également qu'il n'y a pas d'obligation de procéder à une évaluation des risques au titre de l'article 2.2 de l'*Accord OTC*. Toutefois, probablement après réflexion, tout de suite après cette affirmation, elles précisent que "[d]e toute façon, les Communautés européennes sont actuellement en train d'évaluer les risques afin d'autoriser ces produits". Il semble que les Communautés européennes agissent de la sorte "au cas où", ce qui, dans une certaine mesure, révèle l'incohérence de leurs propres arguments.

4.973 L'argument des Communautés européennes n'a pas de fondement dans le texte de l'article 2.2 de l'*Accord OTC* parce que cet article établit que "*[p]our évaluer ces risques, les éléments pertinents à prendre en considération sont, entre autres, les données scientifiques et techniques disponibles* ...".

4.974 Les Communautés européennes sont donc tenues de procéder à une "évaluation" parce que l'article 2.2 de l'*Accord OTC* fait référence à cette obligation. De plus, dans l'évaluation de ces risques, "les données scientifiques et techniques disponibles" constituent des "éléments pertinents" à prendre en considération. Ces "éléments pertinents" à prendre en considération sont les avis

scientifiques favorables des comités scientifiques des Communautés européennes. Celles-ci contestent également l'évaluation effectuée par leurs propres comités scientifiques en affirmant que "les Communautés européennes ne sont absolument pas d'accord pour dire qu'il a été démontré qu'il n'y a aucun risque associé aux produits en question", bien qu'elles affirment, trois paragraphes plus haut, que "la législation des CE relative aux OGM n'est pas une question dont le Groupe spécial est saisi en l'espèce". Puisque les comités scientifiques comptent tant dans la législation des Communautés européennes en matière d'approbation, nous ne voyons pas très bien comment ils peuvent être mis en cause sans que soit mise en cause la législation pertinente.

4.975 De plus, les Communautés européennes n'expliquent pas pourquoi il est erroné de diviser la disposition en trois composantes. Leur affirmation selon laquelle "il est sans intérêt de savoir si l'objectif est ou non effectivement réalisé, dès lors que la mesure est susceptible de contribuer à la réalisation de cet objectif" n'est pas expliquée non plus.

4.976 Toutefois, de l'avis de l'Argentine, le membre de phrase "les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour réaliser un objectif légitime, compte tenu des risques que la non-réalisation entraînerait" figurant à l'article 2.2 de l'*Accord OTC* doit être considéré comme ayant un sens. Si l'objectif n'est pas atteint, l'application du règlement technique respectif devient incompatible avec cet article.

4.977 Il faut souligner que les Communautés européennes "évitent l'évaluation des risques" de toute évidence puisqu'elles n'ont pas tenu compte des avis scientifiques favorables et qu'elles "prennent des décisions qui ne sont pas fondées sur une évaluation des risques", pour des raisons semblables.

4.978 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle "ces avis (du Comité scientifique des CE) peuvent ou non être suffisants pour la Commission ou le Conseil, et peuvent en même temps être insuffisants pour les États membres" ne fait que révéler l'absence de fondement pour les arguments des Communautés européennes puisqu'il n'y a aucune preuve scientifique qui puisse remettre en cause les avis de ces comités.

4.979 Enfin, les Communautés européennes allèguent que "l'article 2.2 de l'*Accord OTC* n'utilise même pas le terme précis d'"évaluation des risques"". Toutefois, comme le libellé de l'article contient la formule "*pour évaluer ces risques*", on ne voit pas très bien comment un Membre peut "évaluer un risque" autrement qu'en procédant à son évaluation (du risque). Il est important de noter que cet article dispose que "... *[p]our évaluer ces risques, les éléments pertinents à prendre en considération sont, entre autres, les données scientifiques et techniques disponibles* ...".

4.980 Toutefois, comme cela a déjà été expliqué, les Communautés européennes ont assuré et confirmé qu'elles "[étaient] actuellement en train d'évaluer les risques afin de décider s'il y a[vait] lieu d'autoriser ces produits". Pour quelle raison auraient-elles entrepris une telle évaluation s'il n'y avait absolument aucune obligation de le faire au titre de l'article 2.2 de l'*Accord OTC*?

ii) Procédure d'évaluation de la conformité

Article 5.1.1 de l'*Accord OTC*

4.981 On a montré que l'application de la législation des Communautés européennes est incompatible avec cette disposition puisque les produits biotechnologiques agricoles reçoivent un traitement moins favorable que les produits non biotechnologiques.

Article 5.1.2 de l'*Accord OTC*

4.982 Les Communautés européennes font uniquement référence à la "dissémination dans l'environnement" et n'expliquent pas la situation des produits ayant reçu des avis favorables de la part des comités scientifiques des CE indiquant qu'ils ne comportent aucun risque pour l'environnement. En d'autres termes, les Communautés européennes nient simplement toute incompatibilité avec cet article de leur part.

Article 5.2.1 de l'*Accord OTC*

4.983 Les Communautés européennes font simplement référence au sens de l'expression "aussi vite que possible" et affirment que l'Argentine n'a pas prouvé qu'il y avait une incompatibilité dans le contexte des demandes visant des produits spécifiques. Le paragraphe dans lequel il est affirmé que les parties plaignantes n'ont pas prouvé cela a quelque chose d'étrange dès lors qu'il n'y a pas eu la moindre approbation ni le moindre rejet depuis 1998. Il n'y a pas eu non plus de preuve scientifique permettant de réfuter les avis des comités scientifiques des CE. De plus, l'Argentine a présenté ailleurs un argument et les Communautés européennes n'ont pas exposé d'argument contraire.

T. TROISIÈME COMMUNICATION ÉCRITE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.984 Les Communautés européennes se félicitent de la voie suivie par le Groupe spécial dans le présent différend après la présentation des deuxièmes communications écrites. La procédure en est arrivée justement à mettre l'accent sur certains retards dont il est allégué qu'ils se seraient produits dans le traitement des demandes individuelles concernant des produits et sur la question de savoir si ces retards étaient justifiés.

4.985 Dans le même temps, ce sur quoi ne porte pas le différend est apparu plus clairement: le différend ne concerne pas un moratoire général, mais des retards individuels. Par ailleurs, ni le Groupe spécial ni les experts consultés dans le cadre du présent différend ne sont tenus de décider si les organismes génétiquement modifiés (OGM) en soi présentent ou non un risque. Ils ne sont pas tenus non plus de décider si des OGM spécifiques devraient ou non être autorisés dans les Communautés européennes: ces décisions devront en tout état de cause être prises par les autorités des Communautés européennes sur la base de la législation pertinente, quel que puisse être le résultat du présent différend. Les experts ont plutôt pour tâche importante, mais plus limitée, d'aider le Groupe spécial à comprendre le contexte scientifique dans lequel s'inscrivent un certain nombre de demandes de renseignements additionnels ou d'exceptions qui ont causé des retards dans le traitement des demandes individuelles concernant des produits.

4.986 Les parties plaignantes se sont rendu compte qu'il ne leur est possible de prouver le bien-fondé de leurs allégations que si elles démontrent l'existence de cas de "retard injustifié" pour chacune des demandes individuelles concernant des produits. Dans leur deuxième communication écrite, elles se sont appuyées presque entièrement sur l'existence d'un inquiétant "moratoire général". Manifestement, l'affirmation de l'existence d'un tel moratoire (quelle que puisse être la définition exacte d'une telle non-mesure) ne visait qu'un seul but, à savoir libérer les parties plaignantes de la charge de la preuve leur incombant en ce qui concerne les problèmes spécifiques qui, selon leurs allégations, se seraient posés pendant le traitement de diverses demandes concernant des produits. Dans la mesure où elles auraient examiné les demandes individuelles concernant des produits, leurs allégations sont lacunaires ou manifestement dénuées de fondement. C'est soi-disant dans leur

troisième communication écrite que les parties plaignantes entendent maintenant aborder enfin la question du retard d'une manière appropriée.

4.987 Les Communautés européennes présentent tous les faits pertinents dans leur première communication écrite. Comme les parties plaignantes ne sont pas jusqu'à présent revenues sur les faits et les arguments juridiques présentés par les Communautés européennes, les Communautés européennes ne peuvent pas à ce stade ajouter grand-chose à leurs communications antérieures. À la lumière de l'orientation prise par la présente procédure, les Communautés européennes voudraient saisir l'occasion pour évoquer quelques grandes questions qu'elles jugent être pertinentes à ce stade de la procédure.

4.988 Premièrement, les Communautés européennes tiennent à indiquer que les parties plaignantes ne se sont pas acquittées de la charge de prouver le bien-fondé de leurs allégations. Les Communautés européennes tiennent ensuite à appeler l'attention du Groupe spécial sur le rôle que jouent les groupes spéciaux et les avis des experts dans le cadre du Mémorandum d'accord afin d'aider le Groupe spécial à formuler ses constatations de fait. Enfin, les Communautés européennes donneront un aperçu de certaines répercussions du principe de l'équité de la procédure sur le choix par le Groupe spécial des questions que peuvent poser les parties plaignantes aux experts dans leurs troisièmes communications écrites.

2. La charge de la preuve

4.989 Ainsi que l'ont indiqué en détail les Communautés européennes dans leur deuxième communication écrite[83], il appartient aux parties plaignantes d'établir *prima facie* le bien-fondé de leurs allégations. Il est particulièrement regrettable que les parties plaignantes ne traitent pas de chacun des retards dans leurs deuxièmes communications écrites compte tenu du fait que les Communautés européennes ont présenté des chronologies détaillées des événements et des documents additionnels dès le début même de la présente procédure. Les documents que les Communautés européennes ont par la suite rendus disponibles servent simplement à étayer les faits portés à la connaissance du Groupe spécial et n'apportent pas de nouveaux faits importants. Sur la base de ces renseignements, les Communautés européennes ont entièrement réfuté l'affirmation initiale des parties plaignantes selon laquelle la procédure avait été "bloquée". Elles ont démontré que toutes les notifications avaient toujours été traitées et que, dans la mesure où il y avait eu des retards, ces retards s'étaient produits pour des raisons légitimes.

4.990 Comme les Communautés européennes ont donc réfuté l'affirmation selon laquelle la procédure avait été "bloquée", il incombe aux parties plaignantes d'établir *prima facie* qu'il y a eu un retard injustifié dans le cas de chaque demande individuelle concernant des produits. Les parties plaignantes n'ont pas saisi l'occasion de le faire dans leurs deuxièmes communications écrites.

4.991 Au lieu de présenter des faits et des arguments détaillés qui justifieraient la conclusion voulant qu'il y ait eu des "retards injustifiés", l'examen par les parties plaignantes des demandes individuelles concernant des produits se ramène pratiquement à un argument *juridique* particulier, qui transparaît tout au long de leurs communications: les Communautés européennes ont, dans le cadre de l'OMC, l'obligation d'autoriser une demande concernant un produit dès lors qu'un comité scientifique consultatif a émis un avis scientifique "favorable". Les Communautés européennes ont démontré que cet argument juridique est simpliste et erroné en droit.[84] En tout état de cause, un

[83] Paragraphes 10 et suivants; paragraphes 248 et suivants.

[84] La procédure exige que l'*organe de réglementation* (autre que l'organisme scientifique) prenne en compte diverses préoccupations autres que SPS, et la législation communautaire qui établit cette procédure n'est

argument juridique – convaincant ou non – ne peut jamais remplacer la présentation rigoureuse des faits qui sont nécessaires pour que le Groupe spécial parvienne à ses conclusions.

4.992 Le fait que les parties plaignantes n'ont pas établi *prima facie* le bien-fondé de leurs allégations pour chaque demande individuelle concernant des produits ne saurait être "compensé" par le renvoi à des renseignements additionnels qui peuvent figurer dans les avis d'experts. Le Groupe spécial ne doit pas plaider la cause des parties plaignantes. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a confirmé cette règle fondamentale de la preuve qui est aussi valable dans les procédures engagées devant l'OMC:

> "L'article 13 du Mémorandum d'accord et l'article 11:2 de l'*Accord SPS* laissent entendre que les groupes spéciaux ont un large pouvoir d'investigation. Toutefois, ce pouvoir ne peut pas être utilisé par un groupe spécial pour trancher en faveur d'une partie plaignante qui n'a pas fourni un commencement de preuve d'incompatibilité sur la base d'allégations juridiques spécifiques qu'elle a formulées. Un groupe spécial est habilité à demander des renseignements et des avis à des experts et à toute autre source pertinente qu'il choisit, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et, dans une affaire SPS, à l'article 11:2 de l'*Accord SPS*, pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les parties, mais pas pour plaider la cause d'une partie plaignante."[85]

4.993 Par conséquent, le Groupe spécial ne peut fonder ses constatations sur des avis d'experts que dans la mesure où les parties plaignantes ont affirmé tous les faits nécessaires pour étayer leurs allégations. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a infirmé les dires du Groupe spécial au motif que celui-ci s'était fondé sur des renseignements qui n'avaient pas été expressément affirmés par la partie plaignante:

> "En l'espèce, le Groupe spécial a à juste titre demandé des renseignements et des avis à des experts pour l'aider à comprendre et à évaluer les preuves présentées et les arguments avancés par les États-Unis et le Japon au sujet de la violation alléguée de l'article 5:6. Il a par contre commis une erreur lorsqu'il s'est fondé sur ces renseignements et avis donnés par des experts pour établir une constatation d'incompatibilité avec l'article 5:6, puisque les États-Unis n'ont pas fourni un commencement de preuve d'incompatibilité avec l'article 5:6 sur la base d'allégations concernant la "détermination des niveaux de sorption"."[86]

4.994 Les Communautés européennes accueillent avec satisfaction le fait que le Groupe spécial a saisi l'occasion de chercher à obtenir de nombreux éléments d'appréciation et avis techniques d'experts. Dans le même temps, elles invitent le Groupe spécial à être attentif au fait que ces avis d'experts ne changent rien à la charge de la preuve. Il incombe entièrement aux parties plaignantes de fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec le droit de l'OMC; et de réfuter tous les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes pour démontrer le contraire.

---

pas en cause en l'espèce. *Voir* la deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 27 et suivants.

[85] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 129.

[86] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 130.

3. Le rôle du Groupe spécial

4.995 Le présent différend en est à un point très délicat. Le Groupe spécial s'est prévalu de son droit conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et à l'article 11:2 de l'*Accord SPS* pour consulter des experts sur certains aspects des OGM. Le Groupe spécial a demandé des avis d'experts pour avoir des éléments d'appréciation généraux et clarifier des points scientifiques spécifiques au sujet des demandes individuelles concernant des produits. En conséquence, le Groupe spécial devra évaluer de nombreuses preuves scientifiques pour parvenir à sa constatation. Pour l'aider dans cette tâche, les Communautés européennes tiennent à appeler l'attention du Groupe spécial sur le rôle particulier des groupes spéciaux et des experts au regard du Mémorandum d'accord.

4.996 Le rôle des groupes spéciaux chargés du règlement des différends dans le cadre de l'OMC est défini à l'article 11 du Mémorandum d'accord. Cet article dispose qu'un groupe spécial doit procéder à une "évaluation objective" des faits. En conséquence, le critère d'examen que doivent appliquer les groupes spéciaux n'est ni la "déférence totale" à l'égard d'une détermination factuelle effectuée par l'autorité d'un Membre ni l'examen *de novo* d'une telle détermination, ce qui leur laisse toute latitude pour parvenir à une opinion différente de celle de l'autorité compétente.[87] Ainsi que l'a indiqué l'Organe d'appel, un groupe spécial n'a pas pour tâche de "substituer [ses] propres conclusions à celles des autorités compétentes".[88]

4.997 Un ancien et éminent président de l'Organe d'appel a écrit ce qui suit sur la question: "un groupe spécial devrait accorder un pouvoir discrétionnaire considérable aux autorités nationales pour qu'elles déterminent et évaluent les faits". En particulier, un groupe spécial ne peut pas "supplanter l'autorité nationale" en rejetant les constatations qu'elle a faites au motif qu'il considère que d'autres constatations sont plus justifiées. Enfin, un groupe spécial est tenu de "respecter les paramètres de la propre enquête menée par l'autorité nationale".[89]

4.998 Dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, l'Organe d'appel a eu l'occasion d'expliciter davantage et de clarifier la ligne qui doit être tracée entre une "évaluation objective" admissible et un "examen *de novo*" interdit:

> "À notre avis, un *groupe spécial* qui examine la diligence raisonnable exercée par un Membre […] doit se mettre à la place de ce Membre au moment où celui-ci établissait sa détermination. En conséquence, un groupe spécial ne doit pas prendre en compte des éléments de preuve qui n'existaient pas *à ce moment-là*. Bien entendu, il ne peut pas être reproché à un Membre de ne pas avoir tenu compte de quelque chose dont il n'aurait pas pu avoir connaissance lorsqu'il a établi sa détermination. Si un groupe spécial devait examiner de tels éléments de preuve, il procéderait, en fait, à un examen *de novo* et il le ferait sans avoir eu connaissance des vues des parties intéressées. Le groupe spécial déterminerait la diligence raisonnable exercée par un Membre pour arriver à ses conclusions et ferait ses projections en ayant connaissance des événements ultérieurs et, en fait, examinerait à nouveau la situation du marché et substituerait son propre jugement à celui du Membre. À notre avis, cela serait

[87] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 117.
[88] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Viande d'agneau*, paragraphe 106.
[89] C.-D. Ehlermann, N. Lockhart, "Standard of Review in WTO Law", 7 *Journal of International Economic Law* (2004) 491, page 502.

> incompatible avec le critère d'examen devant être appliqué par un groupe spécial au titre de l'article 11 du Mémorandum d'accord."[90]

4.999 La décision de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton* est tout à fait pertinente pour délimiter le critère d'examen du Groupe spécial dans la présente affaire. L'obligation de "se mettre à la place de ce Membre au moment où celui-ci établissait sa détermination" a plusieurs conséquences pour le présent Groupe spécial. Le Groupe spécial doit donc prendre en compte l'état des renseignements et données scientifiques qui existaient à l'époque de la mesure en question (en l'occurrence le "retard" allégué) plutôt que, d'un point de vue *a posteriori*, l'état actuel des connaissances scientifiques.[91] Sur cette base, toutes les réponses données par les experts aux questions concernant des produits spécifiques ainsi qu'à toutes celles qui sont destinées à fournir au Groupe spécial des éléments d'appréciation scientifiques du différend doivent prendre en compte ce décalage dans le temps entre les connaissances scientifiques actuelles et les connaissances scientifiques qui existaient à l'époque du "retard" allégué.

4.1000 Par ailleurs, la prescription imposant de procéder à une "évaluation objective des faits" dépend en grande partie de la question concrète en cause et des dispositions du droit de l'OMC sur laquelle une allégation est fondée. Comme l'a dit le même éminent commentateur, "[i]l est certain que les groupes spéciaux procèdent à une "évaluation objective"; mais la portée et l'intensité de l'évaluation du groupe spécial ne sont pas les mêmes pour chaque question, dans chaque différend".[92] En ce qui concerne l'*Accord SPS*, dans l'affaire *CE – Hormones* l'Organe d'appel a dit ce qui suit:

> "Le critère d'examen approprié pour les procédures au titre de l'*Accord SPS*, il va de soi, doit tenir compte de l'équilibre établi dans cet accord entre les sphères de compétence cédées par les Membres à l'OMC et les sphères que les Membres se sont réservées. Adopter un critère d'examen qui n'est pas clairement fondé sur les dispositions de l'*Accord SPS* lui-même risque fort de modifier cet équilibre soigneusement établi et ni un groupe spécial ni l'Organe d'appel ne sont autorisés à le faire."[93]

4.1001 Il s'ensuit que, en l'espèce, le Groupe spécial doit prendre en compte l'équilibre soigneusement établi entre la sphère de compétence de l'OMC et la souveraineté de ses Membres ainsi qu'en fait état l'accord visé pertinent. Cet équilibre est, à son tour, exprimé différemment dans différentes dispositions de l'accord visé. En ce qui concerne l'*Accord SPS*, une allégation au titre de l'article 5:2 peut justifier un examen relativement rigoureux de l'examen entrepris par l'autorité compétente d'un Membre. À l'inverse, le libellé plus général de l'article 1 a) de l'Annexe C de l'*Accord SPS* ("sans retard injustifié") indique que le critère d'examen doit être fondé sur le principe d'une plus grande déférence.

4.1002 La dernière disposition est au cœur du présent différend. Le "délicat équilibre" établi par l'*Accord SPS* transparaît dans la notion de "retard injustifié". Pour examiner la question du "retard injustifié", le Groupe spécial n'est pas tenu (ou il ne lui est pas permis) de se livrer à un examen *de novo* des demandes individuelles concernant des produits. Il doit plutôt simplement examiner les

---

[90] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Fils de coton*, paragraphe 78. (italique dans l'original)

[91] *Voir* aussi C.-D. Ehlermann, N. Lockhart, cité ci-dessus, page 502: "Cette contrainte influence la portée temporelle de l'examen des faits par le groupe spécial. Pour se mettre "à la place" de l'autorité nationale, le groupe spécial n'est pas habilité à examiner de nouveaux faits qui n'avaient pas été ou n'auraient pas pu être inclus dans l'enquête de ladite autorité."

[92] C.-D. Ehlermann, N. Lockhart, cité ci-dessus, page 496.

[93] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 115.

demandes pour établir que tout retard susceptible de s'être produit était fondé sur une justification raisonnable. Autrement dit, il n'est pas demandé au Groupe spécial de déterminer si un gouvernement prudent *aurait* dû, théoriquement, se comporter ou non d'une certaine manière, causant ainsi un retard. Il doit simplement constater si, en l'espèce et à la lumière des renseignements factuels et des arguments juridiques portés à la connaissance des autorités compétentes, ce comportement qui en fin de compte a causé un retard *aurait pu* à juste titre avoir été adopté.

4.1003 Dans ce contexte, les Communautés européennes relèvent que certaines des questions posées aux experts[94] pourraient être interprétées comme se rapprochant d'un examen *de novo* (interdit) des demandes visant des produits. Par exemple, dans la section des questions générales, le Groupe spécial a demandé à plusieurs reprises si "[s]ur la base des renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial, [*il y avait*] de quelconques éléments de preuve pour étayer l'hypothèse selon laquelle" certains risques pouvaient découler des OGM. Les Communautés européennes ne contestent pas le droit du Groupe spécial de demander les éléments d'*appréciation* qu'il juge utiles pour sa compréhension du débat scientifique en cours sur les OGM. Cependant, lorsqu'il formulera ses constatations, le Groupe spécial ne devra pas perdre de vue le critère d'examen approprié. Conformément à ce qu'a estimé l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Fils de coton*, le moment pertinent est le moment de l'adoption de la mesure dont il est allégué qu'elle est incompatible avec les règles et disciplines de l'OMC. Par exemple, pour décider si une demande de renseignements était justifiée, il sera nécessaire de s'informer de l'état des connaissances ou incertitudes scientifiques au moment où l'information a été demandée.[95]

4. La fonction des avis d'experts

4.1004 La procédure en est au stade de la consultation des experts. En décidant de consulter des experts conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord et à l'article 11:2 de l'*Accord SPS*, le Groupe spécial a reconnu l'importance de certaines questions scientifiques pour la résolution du présent différend.

4.1005 Les Communautés européennes notent que bon nombre des questions invitent les experts à répondre "sur la base des renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial" ou "compte tenu des renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial".[96] Ainsi que l'ont précédemment indiqué les Communautés européennes, il devrait aussi être demandé aux experts de fournir au Groupe spécial d'autres renseignements dont ils pourraient avoir connaissance même s'ils n'ont pas été "portés à la connaissance du Groupe spécial". Les Communautés européennes accueillent donc avec satisfaction le fait que le Groupe spécial a invité les experts à le faire dans les lettres qu'il leur a adressées.

4.1006 Ainsi que l'ont précédemment fait valoir les Communautés européennes[97], le Groupe spécial ne peut pas ne pas prendre en compte les diverses positions scientifiques (en plus des vues exprimées par les propres comités scientifiques des Communautés européennes) prises par la communauté scientifique internationale sur les questions d'évaluation des risques et de gestion des risques. Pour comprendre le contexte du présent différend, le Groupe spécial doit avoir connaissance des divers

[94] Questions posées aux experts datées du 12 octobre 2004.

[95] Les Communautés européennes ont fait part de cette préoccupation dans les observations qu'elles ont formulées le 24 septembre 2004 sur les projets de questions aux experts, cf. deuxième explication concernant le projet de question n° 1.

[96] *Voir*, par exemple, le point 7 de l'annexe D de la lettre du 23 septembre.

[97] Position finale des Communautés européennes sur la nécessité d'obtenir des avis d'experts scientifiques ou techniques, 21 juillet 2004; lettre du 27 juillet 2004 adressée au Président du Groupe spécial.

risques qui ont fait l'objet de débats dans les milieux scientifiques au cours de la période considérée. Les "Questions générales" posées aux experts démontrent que le Groupe spécial partage cet avis.

4.1007 Par ailleurs, les connaissances scientifiques sont essentielles pour aider le Groupe spécial à déterminer si certains retards qui auraient pu se produire étaient "injustifiés". Dans ce contexte, le Groupe spécial pourrait devoir décider si, par exemple, le temps requis pour établir un plan de surveillance était excessif, si certaines préoccupations exprimées par le Conseil belge de biosécurité étaient légitimes et raisonnables eu égard à une étude menée sur le terrain, ou si au moment d'un retard il existait un degré d'incertitude scientifique au sujet d'une question particulière. Le Groupe spécial a compris cette deuxième fonction des avis d'experts en posant plusieurs questions détaillées sur les demandes individuelles concernant des produits.

4.1008 En revanche, il n'est pas demandé au Groupe spécial ni aux experts consultés dans le cadre du présent différend de décider si les OGM en soi présentent un risque ou non. Dans le cadre du Mémorandum d'accord et de l'*Accord SPS*, les avis d'experts n'ont pas pour but de résoudre des polémiques scientifiques. Les avis d'experts sont plutôt fournis pour aider le Groupe spécial dans la tâche limitée qui lui incombe de formuler des constatations sur le différend entre les parties.

4.1009 Il ressort implicitement de la fonction d'"aide" des avis d'experts que le pouvoir de faire des constatations juridiques, en tant que telles, demeure une prérogative du Groupe spécial. Conformément à l'article 13:2 du Mémorandum d'accord, les avis d'experts ont pour objet de clarifier "un point de fait concernant une question scientifique ou une autre question technique". Les experts permettent aux groupes spéciaux de bien comprendre les faits scientifiques et techniques d'une cause. Par contre, les avis d'experts ne déchargent pas le Groupe spécial de la tâche qui lui incombe de procéder à une évaluation *juridique* indépendante de ces faits.

4.1010 Un dernier point concernant le rôle des connaissances spécialisées dans le présent différend semble pertinent aux Communautés européennes. Les avis d'experts sur les OGM se limitent à clarifier certaines questions se rapportant aux risques scientifiques (c'est-à-dire l'évaluation des risques au sens étroit).[98] En revanche, les avis d'experts ne peuvent pas donner au Groupe spécial beaucoup d'indications sur le point de savoir si un certain comportement était raisonnablement justifié du point de vue de l'évaluation des risques ou de la communication des risques. De la même façon que les avis scientifiques ne marquent pas l'aboutissement du processus d'évaluation des risques[99], les avis des experts scientifiques dans les procédures de l'OMC ne marquent pas l'aboutissement de l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si certaines mesures pouvaient raisonnablement et à juste titre être prises. Le Groupe spécial devra plutôt reconstituer un processus d'interactions complexes avec de multiples intervenants – organismes d'évaluation des risques, gestionnaires des risques ou responsables de la réglementation – pour évaluer la conformité des actions des Communautés européennes avec les règles de l'OMC. Les avis d'experts peuvent seulement aider le Groupe spécial à s'acquitter d'une partie de cette tâche. L'évaluation finale et globale demeure la prérogative et le devoir du Groupe spécial.

5. Équité de la procédure et acceptation de questions additionnelles

4.1011 Le principe de l'équité de la procédure exige que chaque partie soit en mesure de formuler des observations sur les affirmations factuelles et les arguments juridiques avancés par la partie adverse. Le principe de l'équité de la procédure, en tant que revers de la médaille, exige également que chaque partie présente des éléments de preuve factuels dans les meilleurs délais. Cet aspect du principe est

[98] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 21 et suivants.
[99] Deuxième communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 31.

énoncé à l'Appendice 3 du Mémorandum d'Accord, qui prescrit qu'une partie doit présenter les faits de la cause dans sa première communication écrite. Chaque partie peut donc, légitimement, s'attendre à ce que la partie adverse établisse sa communication conformément aux principes d'une saine administration de la justice.

4.1012 Les Communautés européennes relèvent que, dans le calendrier qu'il a fait distribuer le 28 octobre 2004, le Groupe spécial a ménagé aux parties la possibilité de proposer des questions additionnelles à poser aux experts lors de cette troisième série de communications déjà exceptionnelle. Les parties plaignantes ont eu amplement la possibilité de formuler des observations et de proposer des questions pendant la consultation sur le projet de questions en septembre. De fait, à l'époque, elles ont insisté pour obtenir davantage de temps afin d'examiner des renseignements présentés par les Communautés européennes dont elles alléguaient qu'ils étaient nouveaux.

4.1013 Dans la mesure où les parties plaignantes, pour des raisons de stratégie ou de négligence, n'avaient pas précédemment formulé d'observations sur les communications des Communautés européennes ni proposé des questions pertinentes, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de s'abstenir de tenir compte de ces questions maintenant.[100]

4.1014 Une telle approche sélective serait conforme à la pratique antérieure suivie par le Groupe spécial dans le présent différend. Le Groupe spécial avait été très sélectif, et voire même restrictif, en choisissant parmi les propositions des parties les questions qui seraient posées aux experts, rejetant un certain nombre de questions proposées par les Communautés européennes. En usant de son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne le choix des questions, le Groupe spécial a la possibilité de prendre en considération les principes fondamentaux de l'équité de la procédure exposés ci-dessus.

4.1015 Les Communautés européennes se réservent le droit de proposer des questions additionnelles concernant tous *nouveaux* faits et arguments présentés dans les troisièmes communications écrites des parties plaignantes. Pour le reste, les Communautés européennes considèrent que, pour une question d'équité de la procédure, il n'y a pas lieu d'examiner de nouveau, sous le couvert des questions posées aux experts, toutes "anciennes" questions déjà présentées au moment de leur première communication écrite.

4.1016 Le principe de l'équité de la procédure soulève une autre question dans ce contexte. Selon le calendrier, il sera ménagé aux Communautés européennes la possibilité de formuler des observations sur toutes questions proposées par les parties plaignantes le 17 novembre. Les Communautés européennes relèvent qu'elles auront juste quatre jours ouvrables pour formuler des observations sur un nombre peut-être important de questions scientifiques. Compte tenu du long délai dont disposent les parties plaignantes pour établir ces questions, les Communautés européennes craignent que quatre jours ne leur suffisent pas pour étudier suffisamment en détail les questions et pour présenter des observations dûment motivées. Elles invitent donc le Groupe spécial à reconsidérer son calendrier à cet égard.

[100] Ce ne pourrait pas être pure coïncidence que les parties plaignantes aient demandé au Groupe spécial d'avoir la possibilité de présenter des troisièmes communications écrites le 10 août 2004, c'est-à-dire juste après la décision du Groupe spécial de consulter des experts.

U. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES

1. Introduction

4.1017 Comme les États-Unis l'ont expliqué à plusieurs reprises, la question centrale en l'espèce est que les Communautés européennes ont adopté un moratoire sur les approbations de produits biotechnologiques. Dans le cadre de ce moratoire, les Communautés européennes ont permis à certains produits de progresser un peu dans le cadre de leurs longues procédures d'approbation, mais n'ont permis à aucun produit d'arriver jusqu'au stade de la décision finale.

4.1018 Les questions de droit centrales et déterminantes en l'espèce – le point de savoir si les Communautés européennes ont adopté un moratoire et si ce moratoire est compatible avec l'Accord sur l'OMC – ne dépendent d'aucune question scientifique. Toutefois, les États-Unis pensent que les réponses à certaines questions scientifiques confirment encore le fait que les Communautés européennes ont adopté un moratoire. En particulier, lorsqu'une demande est retardée jusqu'à ce que le demandeur réponde à une question scientifique non requise du point de vue scientifique pour qu'une évaluation des risques puisse être menée à terme, la demande a été retardée de façon injustifiée. De plus, cet élément de preuve doit être ajouté à tous les autres éléments de preuve confirmant l'existence du moratoire.

4.1019 Dans leur troisième communication écrite, les États-Unis ont donné plus de 20 exemples de questions posées par les États membres et les autorités des CE chargées de la réglementation qui n'étaient pas requises aux fins de l'évaluation des risques. Les contraintes de temps ne nous permettent pas de traiter chacun de ces exemples, mais – comme les États-Unis l'ont indiqué dans leurs observations concernant les réponses des experts – les observations des experts confirment que certaines questions n'étaient pas justifiées d'un point de vue scientifique. De plus, dans leur témoignage de la semaine dernière, les experts n'ont pas modifié leurs conclusions sur ces questions. En bref, les questions scientifiques et les consultations avec les experts ont confirmé encore l'existence du moratoire et du retard injustifié dans le traitement des demandes concernant des produits biotechnologiques.

2. Évaluation du point de savoir si certaines questions en particulier étaient justifiées d'un point de vue scientifique

4.1020 Comme les États-Unis l'ont expliqué à plusieurs reprises, le règlement du présent différend ne dépend pas de l'examen de chaque objection des États membres. Toutefois, pour le cas où le Groupe spécial formulerait des constatations concernant les objections des États membres examinées par les scientifiques, les États-Unis ont trois observations générales concernant le point de savoir si certaines questions des États membres en particulier étaient ou non requises aux fins de l'évaluation du risque présenté par un produit, et comment le Groupe spécial devrait évaluer les avis des experts sur ce point.

4.1021 Premièrement, pour ce qui est de l'interprétation juridique de l'*Accord SPS*, certaines objections doivent être considérées comme entraînant un "retard injustifié" au sens de l'Annexe C. En particulier, lorsqu'un membre ne prend pas de décision concernant un produit tant que le demandeur n'a pas répondu à une question tellement vague et générale qu'il est impossible d'y répondre, il faut considérer qu'il y a un "retard injustifié". Une question à laquelle il est impossible de répondre serait, par exemple, "le produit a-t-il une incidence défavorable sur un quelconque aspect de l'environnement?", dans laquelle l'organe de réglementation ne précise pas quelles incidences constitueraient des motifs de préoccupation et seraient considérées comme défavorables. En substance, une telle question signifie que l'organe de réglementation impose au demandeur la charge

impossible de prouver le contraire – dans cet exemple, de prouver qu'il n'y a aucune incidence défavorable sur un quelconque aspect de l'environnement. Cette charge est accrue par le fait que l'organe de réglementation ne donne aucune indication au demandeur. Ce type de question entraîne nécessairement des retards sans fin, qui doivent à leur tour être considérés comme "injustifiés". Sinon, un Membre de l'OMC pourrait indéfiniment bloquer toutes les approbations de produits en posant des questions aussi vagues et générales. Les avis des experts scientifiques peuvent toutefois aider à déterminer si une question est ou non tellement vague et indéterminée qu'il est impossible d'y répondre.

4.1022 Deuxièmement, pour décider si une question contribue à l'existence d'un retard injustifié ou a été légitimement posée pour aider à évaluer les risques, il faut tenir compte de l'ensemble du contexte factuel du présent différend. En particulier, lorsque l'on examine les objections, il faut toujours garder à l'esprit que les représentants officiels au niveau politique et les États membres des CE avaient annoncé un moratoire. En fait, les demandes de renseignements inutiles ont souvent été présentées par les États membres qui avaient annoncé le moratoire. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial est en droit de s'appuyer sur sa compréhension de la situation générale que lui dicte le bon sens lorsqu'il examine les faits de la cause. En fait, l'examen de tous les faits dans leur contexte fait simplement partie de l'"évaluation objective de la question dont il est saisi" qui est prévue à l'article 11 du Mémorandum d'accord.

4.1023 Troisièmement, et dans le même ordre d'idée, le fait qu'un expert est d'avis qu'une question avait une raison d'être plausible d'un point de vue scientifique n'indique pas nécessairement au Groupe spécial que l'État membre ayant posé cette question lui attribuait cette même raison d'être. Dans bien des cas, il n'était pas précisé dans l'objection pourquoi des renseignements additionnels étaient nécessaires, et les experts ne pouvaient qu'échafauder des hypothèses sur le raisonnement qui sous-tendait une question. Lorsque le dossier n'indique pas quelle est la raison d'être spécifique d'une question, les experts et le Groupe spécial ne peuvent qu'échafauder des hypothèses. Il n'a pas été demandé aux experts, et à juste titre, d'examiner les objections des États membres à la lumière du contexte factuel tout entier. À l'inverse, toutefois, nous estimons que l'évaluation objective des faits par le Groupe spécial devrait tenir compte des nombreuses déclarations des Communautés européennes selon lesquelles elles avaient imposé un moratoire sur les approbations de produits biotechnologiques.

3. Observations des Communautés européennes sur les réponses des experts

4.1024 Je passe maintenant aux observations des Communautés européennes sur les réponses des experts. Ces observations, bien qu'impressionnantes de par leur longueur, ne présentent aucun intérêt pour les questions de droit déterminantes, ou très peu. Trois des sections y afférentes paraissent être consacrées au moratoire et au retard injustifié.

4.1025 La partie V des observations des Communautés européennes porte sur les réponses des experts aux questions du Groupe spécial concernant des produits spécifiques. Les contraintes de temps ne nous permettent pas de présenter des vues sur chacune des objections des États membres que le Groupe spécial a examinées à ce jour dans le cadre du présent différend. Toutefois, j'exposerai les idées générales suivantes.

4.1026 Lorsqu'un où un ou plusieurs experts ont répondu qu'une demande de renseignements d'un État membre en particulier était nécessaire aux fins de l'évaluation des risques présentés par les produits, les Communautés européennes soutiennent bien entendu ce point de vue. Toutefois, même si la qualification de ces objections de l'État membre par les Communautés européennes et les experts est exacte, le fait que certaines objections des autorités de contrôle des CE n'étaient pas injustifiées est

toujours compatible avec l'existence du moratoire. Les parties plaignantes n'ont jamais allégué que chacune des objections ou demandes de renseignements des États membres était injustifiée ou entraînait un retard injustifié.

4.1027 Lorsqu'un ou plusieurs experts ont répondu qu'une demande de renseignements émanant d'un État membre en particulier n'était pas nécessaire aux fins de l'évaluation des risques, les Communautés européennes ne sont bien entendu pas d'accord. Et je souhaiterais indiquer que, d'après les experts, un grand nombre de types différents de questions, lorsqu'ils étaient examinés à la lumière de l'ensemble des renseignements disponibles, étaient inutiles aux fins de l'évaluation de la sécurité. Ces types de questions comprennent:

- les questions concernant la sécurité des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques dans ces produits;
- les demandes de données additionnelles concernant la caractérisation moléculaire;
- les demandes concernant des méthodes de détection spécifiques des événements, quantitatives;
- les demandes de renseignements détaillés concernant les effets sur l'environnement lorsque la demande d'approbation ne visait que l'importation et la transformation, et non la culture;
- les demandes de renseignements vagues et non définies concernant les effets sur l'environnement;
- les demandes concernant des études de toxicité chronique;
- les demandes concernant des études additionnelles sur les aliments entiers; et
- les demandes concernant des études sur la composition d'aliments produits à partir d'animaux ayant consommé des aliments biotechnologiques pour animaux.

4.1028 À la réunion avec les experts, les Communautés européennes ont directement contredit les experts sur ces questions. De l'avis des États-Unis, ceux-ci ont été convaincants lorsqu'ils ont défendu leurs positions. Si le Groupe spécial devait décider qu'il doit formuler des constatations sur ces objections des États membres, sur la base de toutes les preuves et explications fournies par les États-Unis dans leurs propres communications, ces derniers soutiennent les avis des experts concernant les questions injustifiées d'un point de vue scientifique. Le fait de formuler des constatations selon lesquelles de telles objections n'étaient pas justifiées revient à dire qu'il y a un "retard injustifié" au sens de l'Annexe C de l'*Accord SPS* et ces constatations servent à confirmer encore l'existence du moratoire.

4.1029 Les parties III et IV des observations des Communautés européennes sur les réponses des experts portent sur les "questions générales et méthodologiques" et les questions générales du Groupe spécial. Les thèmes abordés dans ces observations sont la "complexité", l'"incertitude scientifique" et la "science en constante évolution". La façon dont les Communautés européennes développent ces thèmes est totalement exagérée, et j'y reviendrai tout à l'heure. Mais qu'ils soient ou non précis - l'examen de thèmes aussi vastes ne joue, tout au plus, qu'un tout petit rôle dans le règlement du présent différend. Dans la mesure où ces thèmes contribuent à l'évaluation d'objections particulières des États membres, les experts et les parties les ont incorporés dans leurs observations sur ces

objections particulières. Et dans la mesure où ces thèmes sont sans rapport avec les différentes objections des États membres, ils ne portent sur aucune question en l'espèce.

4.1030 Les observations générales des Communautés européennes paraissent destinées à développer une argumentation selon laquelle le moratoire relève de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. L'examen général par les Communautés européennes de termes tels qu'"incertitude", toutefois, ne les aide pas à développer une argumentation au titre de l'article 5:7. En fait, le Japon – partie défenderesse dans l'affaire *Japon – Pommes* – s'est appuyé de façon similaire sur le thème général de l'incertitude et l'Organe d'appel a fermement rejeté ce procédé:

> "L'application de l'article 5:7 est déclenchée non par l'existence d'une incertitude scientifique mais plutôt par l'insuffisance des preuves scientifiques. Le texte de l'article 5:7 est clair: il fait référence aux "cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" et non à l'"incertitude scientifique". Ces deux notions ne sont pas interchangeables. Par conséquent, nous ne pouvons pas accepter l'approche du Japon consistant à interpréter l'article 5:7 à travers le prisme de l'"incertitude scientifique"."[101]

Le Groupe spécial devrait faire de même en l'espèce pour ce qui est de la suggestion des Communautés européennes.

4.1031 Comme je l'ai indiqué, l'examen par les Communautés européennes des incertitudes et des risques associés aux produits biotechnologiques est totalement exagéré. Les États-Unis ont traité cette question de façon exhaustive dans la section II.A de leur deuxième communication écrite. Je ne reviendrai pas sur ce point ici, si ce n'est pour noter que les affirmations des Communautés européennes sont incompatibles avec leurs propres déclarations publiques concernant les produits biotechnologiques. Par exemple, le Comité scientifique directeur a déclaré que l'"examen des données publié n'indique pas que les plantes GM actuellement cultivées présentent plus de risques pour les personnes, les animaux et l'environnement que leurs équivalents classiques".

4.1032 De plus, les réponses des experts n'étayent pas l'exposé des Communautés européennes sur les risques et les incertitudes liés aux produits biotechnologiques. S'agissant de la possibilité que ces produits aient des effets sur la santé des personnes, l'avis des experts – tant dans leur témoignage écrit qu'au cours des débats de la semaine dernière, ne fait ressortir aucune question scientifique qui pourrait justifier le fait que les Communautés européennes sont dans l'impossibilité de déterminer si les produits respectaient le niveau de protection qu'elles avaient fixé. En fait, l'avis a confirmé que la somme des renseignements présentés était généralement suffisante pour permettre aux Communautés européennes d'évaluer tout effet défavorable potentiel sur la santé des personnes, même si, dans l'abstrait, un scientifique aurait peut-être préféré disposer d'une caractérisation moléculaire plus détaillée ou de renseignements plus précis sur un point particulier.

4.1033 Par ailleurs, même s'ils pensaient que les questions en rapport avec l'évaluation des effets sur l'environnement étaient souvent plus complexes que celles qui concernaient la sécurité des aliments, les experts ont également présenté diverses manières d'analyser et de régler les questions soulevées par les Communautés européennes. Par exemple, s'agissant des questions concernant les effets potentiels sur les organismes non cibles, un expert a confirmé que, bien que l'évaluation de ces effets puisse poser des problèmes parce qu'il n'était pas possible d'étudier l'ensemble des différentes espèces et des différents systèmes et cycles biogéochimiques, il existait plusieurs méthodes d'évaluation

[101] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184.

différentes. L'expert (M. Andow) a mentionné deux approches, l'une utilisant des espèces indicatrices de l'environnement en général et l'autre centrée sur ces organismes non cibles censés être exposés dans l'environnement agricole dans lequel les cultures se trouveraient. Le fait que ces méthodes sont disponibles depuis 1999 remet en cause les justifications *a posteriori* des Communautés européennes.

4. Avis des OI concernant les définitions

4.1034 Les Communautés européennes affirment que leurs interprétations sont "effectivement confirmées" par les avis de diverses organisations. Toutefois, elles donnent peu d'explications, voire aucune, concernant leur conclusion. Dans certains cas, elles se sont appuyées de façon sélective sur les avis donnés, omettant généralement de tenir compte de l'avis sur la façon dont de tels termes sont habituellement interprétés et appliqués. Par exemple, bien que les Communautés européennes s'appuient sur la définition du terme "parasite" donnée par la CIPV, elles ne traitent pas du fait que la norme ISPM 11, également citée par la CIPV, contredit directement un grand nombre d'arguments présentés dans leur première communication écrite.

4.1035 Pour d'autres termes, les Communautés européennes s'appuient sur des distinctions artificielles et largement dénuées de pertinence pour étayer leur allégation. Par exemple, elles font valoir que la définition proposée pour le terme "additif" confirme que l'OGM lui-même n'est pas un additif. Cet argument n'a aucun rapport avec le sujet. Le point de savoir si la plante elle-même est un "additif" – point que les États-Unis n'ont jamais contesté – ne règle aucunement la question de savoir si l'insert ou la construction génétique dans le produit sont considérés à bon droit comme un "additif" au sens de l'*Accord SPS*. La compote de pommes qui contient un colorant alimentaire n'est pas considérée elle-même comme un additif alimentaire, mais il est incontestable que le colorant alimentaire qu'elle contient relève de la définition de l'additif utilisé dans les aliments. Et toute mesure appliquée pour protéger la santé des personnes des risques découlant du colorant alimentaire de la compote de pommes serait, en conséquence, considérée comme une mesure SPS.

4.1036 Les Communautés européennes avancent ce même argument en ce qui concerne les termes "contaminants", "toxine" et "maladie". Le fait que l'avis des organisations confirme que les produits biotechnologiques ne sont pas eux-mêmes des contaminants ou des toxines ne présente aucun intérêt pour le point de savoir si les inserts génétiques ou les substances produites par ces inserts sont des contaminants ou des toxines. De même, l'avis selon lequel les produits biotechnologiques ne sont pas des "maladies" ne résout pas la question de savoir si les mesures prises pour prévenir tout risque que pourraient présenter les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques pourraient à bon droit être qualifiées de mesures prises pour prévenir les "risques découlant [d']organismes pathogènes".

5. Avis des experts et mesures de sauvegarde

4.1037 Notre examen de l'avis des experts sur les mesures de sauvegarde a principalement un caractère juridique; nous présenterons donc nos vues en la matière dans notre déclaration liminaire sur les questions de droit.

V. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU CANADA CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES

1. Observations sur la réunion avec les experts

a) Introduction

4.1038 Le Canada a peu d'observations à faire concernant la discussion qui s'est tenue les 17 et 18 février 2005 avec les experts. En raison des contraintes de temps, le Canada n'abordera pas en détail les volumineuses observations des Communautés européennes concernant les avis scientifiques et techniques présentés au Groupe spécial. Nous souhaitons toutefois faire remarquer que ces observations expriment nombre des vues des Communautés européennes sur les questions du Groupe spécial. Nombre des affirmations des Communautés européennes paraissent reposer sur des preuves scientifiques remontant à plusieurs années, qui ne figuraient pas auparavant dans le dossier. Si ces informations sont, ou ont été, véritablement pertinentes, il est regrettable qu'elles n'aient pas été soumises aux comités scientifiques des CE chargés d'évaluer la sécurité des produits, mentionnées dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, ou même incluses dans la communication complémentaire, extrêmement mince au demeurant, présentée à titre de réfutation par les Communautés européennes.

4.1039 En conséquence, nos observations porteront essentiellement sur la discussion qui a eu lieu la semaine dernière avec les experts.

4.1040 À titre préliminaire, je voudrais cependant faire observer qu'en agissant de la sorte les Communautés européennes ont tenté d'isoler la biotechnologie du contexte de l'agriculture moderne afin d'accentuer de façon exagérée les risques et l'incertitude scientifique. Le Canada, en revanche, a cherché à replacer la biotechnologie exactement dans le contexte qui convient.

b) Cultures tolérantes aux herbicides

4.1041 Mme Snow, M. Squire et M. Andow ont admis que, en principe, les effets écologiques de la mise en culture de variétés tolérantes aux herbicides étaient similaires, que ces variétés aient été obtenues par transgenèse ou par mutagénèse. Apparemment, donc, les pommes sont en fait des pommes après tout, et non des poires. Tous les experts ont reconnu que les effets écologiques et agronomiques potentiels dépendaient du type d'herbicide auquel la culture était tolérante et non de la culture elle-même.

4.1042 Mme Snow a expliqué que la question essentielle était de savoir si l'herbicide était utilisé pour le désherbage en général; si cela n'est pas le cas (par exemple avec le glufosinate-ammonium) les effets négatifs potentiels liés à une perte des avantages de cet herbicide devraient être réduits au minimum. Autrement dit, les repousses et les adventices tolérant le glufosinate-ammonium peuvent être maîtrisées à l'aide des méthodes utilisées pour maîtriser le colza classique – c'est-à-dire en appliquant un herbicide différent ou en pratiquant des façons culturales.

4.1043 M. Andow s'est dit d'accord et a précisé que les plantes tolérantes au glyphosate présentaient un type de problème différent en raison de l'usage extensif et généralisé du glyphosate et du fait qu'il s'agissait d'un des herbicides les plus sûrs du marché. Il existe évidemment une préoccupation en ce qui concerne la baisse d'utilisation de cet herbicide. M. Andow a confirmé l'opinion de Mme Snow selon laquelle il existe des adventices résistant à l'imidazolinone, et qu'il n'a été signalé aucune adventice résistant au glufosinate-ammonium. En conséquence, les éventuels problèmes soulevés par le développement d'une résistance des adventices aux cultures tolérant le glufosinate-ammonium ne

seraient pas différents des problèmes causés par la résistance aux cultures tolérant l'imidazolinone, ou peut-être même moindres.

4.1044 Mme Snow a indiqué qu'elle pensait qu'il existait au Canada un problème concernant la lutte contre les adventices résistant à plusieurs herbicides, mais qu'elle ne disposait pas de renseignements récents à ce sujet. Étant donné que plus de 80 pour cent du colza cultivé au Canada est tolérant aux herbicides, il serait illusoire de s'attendre à ce qu'il ne se présente absolument aucun problème. Toutefois, toutes les preuves scientifiques publiées indiquent que le colza tolérant aux herbicides peut être maîtrisé par les mêmes méthodes que celles qui sont utilisées pour le colza ordinaire. L'article de Hall (pièce EC-37), celui de Senior (pièce CDA-194) et l'étude de Bright (pièce CDA-188) étayent cette conclusion. Le fait de qualifier ce problème comme étant "extrêmement difficile à gérer" constitue une nouvelle exagération injustifiée des Communautés européennes.

4.1045 Plusieurs experts ont signalé que le flux de gènes chez le colza constituait un sujet de préoccupation pour les Communautés européennes. Les experts ont toutefois fait une distinction entre les préoccupations légitimes d'ordre environnemental et agronomique et celles qui sont liées aux seuils d'étiquetage et à la coexistence. Mme Snow a indiqué qu'elle ne considérait pas la simple présence d'un transgène comme un problème à moins que cette présence ait des conséquences biologiques négatives. M. Squire et Mme Snow ont dit que si l'herbicide auquel les cultures étaient tolérantes n'était pas utilisé pour le désherbage, on ne devait s'attendre à aucun problème. Cela coïncidait parfaitement avec les opinions que le Comité scientifique des plantes avait exprimées à propos des risques liés aux lignées de colza Ms1/Rf1 et Ms8/Rf3 dès 1998.

4.1046 Comme les experts l'ont fait remarquer, le flux de gènes donne également lieu à des préoccupations liées à ce qu'on appelle la "coexistence". Mais, comme la Commission elle-même l'a affirmé, et je cite: "[il] est important de faire une nette distinction entre les aspects économiques de la coexistence et les aspects touchant à l'environnement et à la santé publique dont traite la Directive 2001/18". (Je vous renvoie ici à la pièce CDA-165.) Les experts font bien cette distinction. Les Communautés européennes ne le font pas. Les aspects purement économiques de la coexistence résultent des seuils arbitraires d'étiquetage et de traçabilité que se sont elles-mêmes imposés les Communautés européennes. Les Communautés européennes ont tenté de faire croire que leurs préoccupations concernaient les dommages à l'environnement. Les experts ont déjoué ce stratagème et confirmé que les cultures tolérantes aux herbicides ne causent aucun dommage aux végétaux et aux produits végétaux et ne représentent aucun danger pour l'environnement lorsque l'herbicide auquel la culture est tolérante n'est pas utilisé de façon intensive à des fins de lutte contre les plantes adventices.

c) Dispersion accidentelle des graines

4.1047 Au sujet de la dispersion accidentelle des graines, M. Squire mentionne trois études concernant le transport terrestre de graines récemment récoltées, de l'exploitation à l'installation de transformation. Il dit qu'il est fréquent que les graines se déversent le long des routes et en bordure des champs, mais qu'elles finissent par disparaître. Il confirme en outre que la dispersion accidentelle des graines représente une source de pollen insignifiante comparée aux cultures proprement dites. M. Squire partage l'opinion de l'AESA concernant le risque de dispersion accidentelle et la nécessité d'avoir un plan de surveillance. Cette opinion de l'AESA concerne le colza GT73.

4.1048 M. Andow confirme, au paragraphe 62.01 de l'avis qu'il a communiqué par écrit, que les dommages environnementaux dus à la dispersion accidentelle des graines sont négligeables, voire inexistants et ajoute "[qu']il serait nécessaire que des fuites se produisent au cours de l'importation et/ou du traitement, qu'une multiplication ait lieu pendant plusieurs années à des niveaux comparables à ceux de la multiplication du colza en cours de production, et que ces grandes quantités se

développent dans le milieu naturel". Même si un tel scénario venait à se présenter, dit-il en conclusion, "il y aurait de très nombreuses manières de gérer ce risque".

4.1049 M. Squire et Mme Snow confirment tous deux que ce ne sont pas les dégâts causés à l'environnement qui constituent le véritable problème, mais peut-être le respect des seuils d'étiquetage.

d) Caractérisation moléculaire

4.1050 Mme Healy replace la caractérisation moléculaire dans son contexte. Bien qu'importante, la caractérisation n'est qu'un outil qui permet d'effectuer une évaluation de la sécurité. Au cours de l'audition des experts, M. Snape a démenti l'avis qu'il avait formulé par écrit concernant le colza Ms8/Rf3, dans lequel il indiquait que les informations fournies par l'auteur de la notification sur la caractérisation moléculaire étaient complètes, d'excellente qualité, et qu'aucune information supplémentaire n'était nécessaire pour effectuer l'évaluation de la sécurité.

4.1051 Compte tenu de cette modification de l'avis initial de M. Snape, le Canada estime qu'il faut attacher une importance relative à l'opinion écrite de cet expert, ou même la négliger. Le Groupe spécial devrait en revanche accepter sans réserve l'avis convaincant et bien structuré de Mme Healy. Celle-ci a confirmé qu'il est nécessaire d'examiner la totalité de l'information pour procéder à l'évaluation de la sécurité. Elle signale également qu'il est possible d'effectuer une évaluation de la sécurité sans caractérisation moléculaire détaillée. Même si une caractérisation moléculaire complète des produits conçus par mutagénèse ne peut être réalisée, l'évaluation de la sécurité est possible. Mme Healy a également indiqué que, bien que la caractérisation moléculaire complète des cultures biotechnologiques soit réalisable, l'interprétation des données n'est pas toujours évidente, étant donné les variations naturelles subies par les végétaux.

e) Cycles biogéochimiques

4.1052 Mme Snow a répondu de façon très concise à cette question. Elle n'a connaissance d'aucun problème causé par une incidence des cultures biotechnologiques sur les processus biogéochimiques. Elle a confirmé que les différences entre les cultures classiques et les cultures issues de la biotechnologie en matière d'impact sur les cycles biogéochimiques sont insignifiantes.

4.1053 Toute forme d'agriculture est susceptible d'affecter les processus biogéochimiques. Comme M. Andow l'a indiqué, il existe littéralement des centaines de ces processus à l'œuvre dans le sol. Il est révélateur que les Communautés européennes attachent apparemment très peu d'importance à ce problème lorsqu'il est causé par d'autres pratiques culturales.

f) Situation des organismes nuisibles

4.1054 Mme Snow a confirmé que l'évaluation de la situation d'un organisme nuisible au titre de la NIMP n° 11 se rapporte à la difficulté plus ou moins grande de la lutte contre l'adventice visée, et non aux dommages causés aux exploitants agricoles par l'établissement de seuils à des fins de commercialisation.

g) Effets des augmentations d'échelle

4.1055 Le thème des effets des augmentations d'échelle est revenu souvent dans les avis des experts. M. Andow a confirmé que les changements apportés par les cultures biotechnologiques sont imperceptibles, voire nuls. Il a indiqué que toute modification, même imperceptible, peut avoir des conséquences plus graves si l'échelle et la rapidité d'utilisation augmentent de façon radicale. Tout

type de monoculture implique un risque qui, comme l'ont précisé les experts, n'est pas propre aux cultures biotechnologiques. M. Andow a ajouté que les effets des augmentations d'échelle, quels qu'ils soient, peuvent être gérés par une adaptation des pratiques culturales.

4.1056 M. Squire a signalé que les conséquences des pratiques culturales actuelles sur la biodiversité n'ont jamais été mises en cause auparavant, quel que soit le type d'agriculture. Il a indiqué que l'on est en droit de poser ces questions, mais qu'il est impossible d'avoir une meilleure compréhension des conséquences sans mettre en place des cultures à grande échelle.

4.1057 M. Squire a affirmé de façon tout à fait claire: "Il nous incombe d'examiner attentivement d'autres pratiques, comme nous le faisons pour les produits génétiquement modifiés tolérants aux herbicides. Nous devons être cohérents – ce qui n'est pas le cas en ce moment."

4.1058 M. le Président, ces points forment le corps de l'argumentation du Canada.

h) Différences de risques

4.1059 Je souhaite maintenant faire quelques brèves observations concernant la mutagénèse et les autres méthodes utilisées pour introduire des modifications génétiques dans les végétaux, comme la mutagénèse par radiation, la mutagénèse induite chimiquement, la variation somaclonale, et même la multiplication sélective classique. M. Andow, Mme Healy, M. Snape et Mme Nutti ont tous admis que toutes les méthodes visant à introduire des modifications génétiques risquent d'avoir des effets imprévus ou indésirables. La probabilité de modifications du génome varie selon la méthode de modification génétique employée. Cela a été examiné dans le récent rapport des Académies nationales sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires génétiquement modifiés. Dans ce rapport, les différentes méthodes ont été ordonnées suivant une séquence et il a été établi que la multiplication sélective effectuée au sein d'une population homogène constitue la méthode qui a le moins de chances d'occasionner des modifications indésirables, tandis que les techniques de mutagénèse sont les méthodes qui présentent le plus de risques. Il est révélateur d'observer que les techniques de l'ADN recombinant sont situées à différents niveaux entre ces extrêmes.

i) Conclusion

4.1060 Étant donné les contraintes de temps, nous n'avons pas été en mesure d'aborder tous les problèmes dont il a été question la semaine dernière. Nous serions toutefois heureux de répondre à toute question du Groupe spécial.

2. Observations sur les preuves additionnelles présentées par d'autres parties

4.1061 À la réunion avec les experts les 17 et 18 février 2005, le Groupe spécial a demandé l'avis des parties sur l'état de certains documents mentionnés par les Communautés européennes dans leurs observations sur les réponses des experts, mais qui n'avaient pas été présentés en tant que pièces dans les délais fixés par le Groupe spécial.

4.1062 Le Canada rappelle que, le 14 février 2005, les Communautés européennes ont communiqué une liste des documents cités dans leurs observations relatives aux réponses des experts, ainsi qu'un CD-ROM qui était supposé contenir tous les documents de la liste. La liste comprend approximativement 360 documents distincts. Le Canada fait remarquer en outre que ces documents ont été présentés par les Communautés européennes avec un retard d'environ deux semaines.

4.1063 Après examen des documents figurant sur le CD-ROM, il est apparu qu'au moins dans un cas (un article de M.J. Crawley, *et al.*), le document indiqué sur la liste des Communautés européennes n'est pas le même que le document figurant sur le CD-ROM. Le Canada n'a pas été en mesure d'établir s'il existe d'autres "substitutions" de ce type.

4.1064 Fait plus important, le CD-ROM reçu par le Canada contient moins de la moitié des documents répertoriés sur la liste des Communautés européennes. En fait, le Canada estime qu'approximativement 170 documents trouvés sur la liste des Communautés européennes ne figurent ni sur le CD-ROM ni parmi les pièces déjà versées au dossier par les parties.

4.1065 De l'avis du Canada, à l'exception des documents officiels de l'OMC, les documents non présentés par les parties en tant que pièces ne font pas partie du dossier. En outre, les affirmations factuelles ou les arguments censés s'appuyer sur ces documents ne devraient pas être pris en compte. De nombreuses raisons valables étayent cette opinion.

4.1066 Je vous renvoie au paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial à ce sujet. Ce paragraphe indique la pratique normale suivie dans le cadre du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Cette pratique a deux objectifs. Elle permet au Groupe spécial de procéder à une évaluation objective des faits de la cause, conformément à l'article 11 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends. Elle permet également aux parties de disposer de toutes les preuves sur lesquelles se fondent les parties adverses, et de les examiner en temps voulu.

4.1067 S'il était permis à une partie de faire simplement référence à des preuves dans ses présentations, sans fournir lesdites preuves au Groupe spécial et aux autres parties, les parties adverses se verraient contraintes à retrouver ces preuves afin de protéger leurs droits. Cela imposerait à toutes les parties, y compris, ou peut-être particulièrement, aux pays en développement, un fardeau extraordinaire et favoriserait la prolifération de techniques irrégulières en matière de contentieux. De plus, cela entraverait le fonctionnement des groupes spéciaux et aurait probablement un effet négatif important sur la capacité du Secrétariat à faciliter les travaux de ces groupes.

4.1068 De plus, dans les différends où, comme dans le cas présent, le Groupe spécial demande l'avis d'experts scientifiques et où la nature des documents est extrêmement technique, il est important pour les experts d'avoir libre accès à l'ensemble de la documentation sur laquelle se fondent les parties. Cela est nécessaire pour que les experts puissent se préparer de façon appropriée à la réunion avec les parties et apporter une aide aussi efficace que possible au Groupe spécial.

4.1069 En bref, cette question est essentielle du point de vue de l'équité de la procédure et de l'efficacité.

4.1070 La question se pose de savoir si, malgré le stade très avancé de la procédure, les Communautés européennes devraient se voir offrir une dernière possibilité de présenter ces documents. De l'avis du Canada, le fait de permettre aux Communautés de tirer avantage de leur propre inobservation des délais fixés par le Groupe spécial menacerait l'intégrité des procédures de travail et ôterait toute signification au paragraphe 12. Les Communautés européennes ont eu toute latitude de présenter ces documents. Aucune raison valable ne peut justifier le fait qu'elles n'ont pas présenté opportunément des documents qui étaient certainement en leur possession, dès lors qu'elles se sont fondées sur eux pour préparer leurs observations.

4.1071 Autoriser les Communautés à présenter ces documents à ce stade tardif de la procédure serait en pleine contradiction avec les procédures de travail et compromettrait considérablement l'objectif de la réunion avec les experts et ceux de la deuxième réunion avec les parties. En outre, le temps et les

ressources consacrés à ces deux réunions, par les autres parties, le Groupe spécial et les experts, sont considérables. Permettre aux Communautés européennes de présenter maintenant ces documents exigerait que le Groupe spécial retarde encore la procédure afin de donner aux autres parties et aux experts des possibilités adéquates d'examiner l'importance alléguée des documents en question et de formuler des observations, puis de ménager aux parties des possibilités de faire des remarques sur les éventuelles nouvelles réponses présentées par les experts.

4.1072 En guise de remarque finale, comme le Canada l'a fait observer précédemment au cours de la présente procédure, l'habitude qu'ont les Communautés européennes de ne pas appliquer en temps voulu les instructions du Groupe spécial est gênante. Le fait de récompenser les Communautés européennes de leurs propres défaillances répétées en leur permettant de déposer à ce stade les documents manquants revient à imposer au Groupe spécial, aux autres parties et aux experts les conséquences de ces défaillances.

W. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES

1. Observations sur la réunion avec les experts (17 et 18 février)

4.1073 Nous rappelons au Groupe spécial que nous n'avons pas estimé que cet avis technique était nécessaire en l'espèce. L'Argentine considère que cette affaire portée devant l'OMC est de nature juridique plutôt que scientifique. Après les réunions des 17 et 18 février 2005, nous pensons toutefois que les questions suivantes présentent un intérêt pour cette affaire:

a) Simples renseignements par opposition aux preuves scientifiques

i) La pertinence des preuves scientifiques

4.1074 Dans le présent différend, les Communautés européennes n'ont ménagé aucun effort possible pour présenter de plus en plus de renseignements, qu'ils soient pertinents ou non. Le travail intense qui s'en est suivi n'a fait que confirmer que les preuves scientifiques que nous avions présentées initialement n'ont pas été réfutées.

4.1075 L'Argentine rappelle que la question complémentaire n° 4[102] du Groupe spécial avait trait à la différence entre ce que les organes de réglementation "ont besoin de savoir" et ce qu'il "est bon de savoir", ainsi que Mme Snow l'avait fait correctement remarquer dans ses réponses.[103] En répondant à cette question complémentaire n° 4, M. Squire a affirmé avec justesse que:

> "Si nous obtenons ce que nous avons besoin de savoir, nous aurons abouti."[104]

4.1076 Cette déclaration confirme l'importance de l'identification des preuves scientifiques nécessaires pour prendre une décision. À cet égard, nous estimons qu'il a été démontré que des

[102] Question complémentaire n° 4 posée par le Groupe spécial aux experts, le 17 février 2005, se rapportant aux points: "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits" ("*Mme Snow a fait remarquer qu'il n'est pas toujours facile de faire la différence entre ce que les organes de réglementation ont "besoin de savoir" et ce qu'il est "bon de savoir". (…)*").

[103] Mme Allison Snow, "Réponses aux questions scientifiques du Groupe spécial", "B. Incertitude scientifique entre 1998 et 2003", deuxième paragraphe, 5 janvier 2005.

[104] Réponse de M. Squire à la question complémentaire n° 4 du Groupe spécial, le vendredi 18 février 2005.

preuves scientifiques solides ne peuvent être réfutées par n'importe quel type de renseignement scientifique additionnel. L'Argentine a présenté des preuves scientifiques, alors que les Communautés européennes ont fourni une énorme quantité de renseignements, mais aucune preuve susceptible de s'opposer aux preuves que nous avons présentées.

ii) Preuves scientifiques et déclarations hypothétiques

4.1077 Nous nous félicitons du fait que M. Andow ait apporté des éclaircissements aux réponses ambiguës qu'il avait fournies initialement, pendant la réunion des experts. Nous sommes particulièrement satisfaits des explications concernant son emploi des déclarations hypothétiques.[105] Nous estimons que la clarification s'est avérée très utile pour confirmer les remarques de l'Argentine selon lesquelles il n'existe véritablement aucune preuve scientifique qui puisse justifier les mesures prises par les Communautés européennes depuis octobre 1998 à l'égard des produits agricoles biotechnologiques.

4.1078 À cet égard, l'Argentine souligne l'importance de la réponse de M. Andow indiquant qu'il est certainement d'accord[106] avec la déclaration suivante:

> "L'absence de renseignements n'implique pas l'existence d'effets."[107]

4.1079 Nous estimons que les Communautés européennes avaient suffisamment de preuves scientifiques à leur disposition pour prendre des mesures sanitaires et phytosanitaires adéquates et donner leur approbation pour les produits agricoles biotechnologiques. Au lieu de cela, les Communautés européennes, dans cette affaire soumise à l'OMC, ont tenté de ne pas tenir compte des preuves et de présenter une énorme quantité de renseignements recueillis dans de nombreuses publications, ou tirés de diverses opinions, et censés infirmer des preuves solides par des "incertitudes".

4.1080 Comme l'ont fait remarquer les experts il existe toujours, dans le domaine de la recherche scientifique, des résultats récents qui complètent ou affinent les connaissances acquises antérieurement. Cet écart dans les connaissances ne doit cependant pas servir d'excuse pour négliger les preuves scientifiques et appliquer une mesure sanitaire ou phytosanitaire sans appui scientifique. À titre d'exemple, l'Argentine se réjouit de ce que, au cours de la réunion avec les experts, deux questions importantes aient été finalement éclaircies pour tous les participants, en passant outre aux arguments des Communautés européennes. Concernant le transfert horizontal de gènes, nous remercions M. Squire pour sa clarification, qui a confirmé la remarque de l'Argentine.[108] Nous ne

---

[105] En réponse aux questions de l'Argentine concernant les points "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits", le jeudi 17 février, M. Andow a expliqué que lorsqu'il avait répondu aux questions du Groupe spécial, il s'était attaché à "ne pas évaluer les preuves, mais à indiquer si ces preuves existaient".

[106] M. Andow a répondu à cette déclaration de l'Argentine présentée dans la question n° 13 (renumérotée en tant que question n° 10 et portant sur les points "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits") par les mots: *"Certainement. Je suis d'accord."*

[107] Réponse de M. Andow à la question n° 13 de l'Argentine (renumérotée en tant que question n° 10 et portant sur les points "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits"), à propos du paragraphe 07.06 des réponses de M. Andow aux questions du Groupe spécial.

[108] Question n° 32 de l'Argentine à M. Squire, datée du 18 février 2005, au titre des "Questions concernant des produits spécifiques". Dans sa réponse, M. Squire a déclaré: "*La question fait référence à la fréquence ... concernant la fréquence, elle est extrêmement faible, variable selon le moment ... la question de*

pouvons donc pas considérer que l'affirmation des Communautés européennes[109] constitue une déclaration scientifique valable. Concernant l'effet des pratiques culturales, l'impact connu des produits agricoles biotechnologiques est marginal, et l'Argentine attire l'attention sur le fait que les Communautés européennes elles-mêmes ont dû finalement le reconnaître.[110]

iii) L'excuse de l'attente de la publication de plus amples renseignements

4.1081 Comme cela a été clairement démontré, il ne serait pas logique d'approuver ou de rejeter les produits agricoles biotechnologiques uniquement parce que les Communautés européennes prétendent qu'elles attendent la publication de nouvelles informations, l'apparition de technologies innovantes ou la découverte de nouvelles méthodes et techniques, alors que l'on dispose de preuves scientifiques solides.

4.1082 L'Argentine a lu avec attention les renseignements présentés par les Communautés européennes et n'a trouvé aucune preuve susceptible de réfuter les avis scientifiques favorables prononcés par les comités scientifiques des Communautés européennes. Les "incertitudes" ou "risques hypothétiques" allégués n'infirment pas les preuves scientifiques et, dès lors, ne peuvent justifier le comportement des Communautés européennes à l'égard des obligations contractées dans le cadre de l'OMC.

iv) La fausse idée de la biotechnologie – Pertinence de la science

4.1083 L'Argentine accueille avec satisfaction les éclaircissements que les experts ont opportunément donnés dans leurs réponses et pendant les réunions à propos, par exemple, de l'utilisation du concept de "contamination". L'utilisation malintentionnée de certains termes a faussé le regard porté sur ces produits et la manière dont ils doivent être traités. Nous aimerions notamment que les Communautés européennes s'abstiennent d'utiliser des mots et expressions tels que "cancer"[111], "peuvent produire des modifications involontaires spectaculaires"[112], "infestation ... susceptible de causer une contamination"[113], entre autres.

4.1084 La conclusion des experts contredit la supposition des Communautés européennes selon laquelle tous les produits agricoles biotechnologiques doivent être traités comme un ensemble, sans tenir compte de l'analyse "au cas par cas" qui, l'Argentine en est convaincue, devrait être appliquée de façon stricte pour décider de l'approbation ou du rejet des produits agricoles biotechnologiques. Les Communautés européennes qui, elles aussi, invoquent constamment cette approche, ne l'appliquent pas dans les faits depuis octobre 1998. Même à ce stade avancé de la présente procédure de l'OMC,

---

savoir si l'évolution ou les pratiques culturales entrent en jeu est incertaine ... Des études ont été mises en place ... Je ne suis pas qualifié ... En général, j'approuve la formulation de cette question."

[109] *Voir* Observations des Communautés européennes sur les avis scientifiques et techniques au Groupe spécial, 28 janvier 2005, paragraphe 95, dans lesquelles les Communautés européennes font référence aux "*preuves circonstancielles ... pendant l'évolution et confirment la probabilité du scénario*". D'ailleurs, les Communautés ajoutent immédiatement: "*Sous l'angle de l'analyse des risques, toutefois, les risques n'ont pas été quantifiés de façon adéquate et sont probablement très faibles*".

[110] Observations des Communautés européennes sur les avis scientifiques et techniques présentés au Groupe spécial, 28 janvier 2005, paragraphe 238.

[111] *Ibid.*

[112] Observations des Communautés européennes sur les avis scientifiques et techniques présentés au Groupe spécial, 28 janvier 2005, paragraphe 55.

[113] Observations des Communautés européennes sur les avis scientifiques et techniques présentés au Groupe spécial, 28 janvier 2005, paragraphe 191.

les Communautés européennes affirment que les produits agricoles biotechnologiques doivent être considérés comme un tout.[114]

4.1085 À ce propos, nous citons Mme Snow:

> "… En outre, il n'est pas logique de regrouper toutes les cultures GM dans une seule catégorie et de conclure qu'elles sont intrinsèquement sûres ou intrinsèquement dangereuses (*voir* la question n° 103 ci-dessous). Il est important d'évaluer chaque culture GM au cas par cas dans chacun des pays où elle sera mise en place, ..."[115]

b) Produits agricoles biotechnologiques et produits agricoles "non biotechnologiques"

4.1086 Compte tenu de l'évaluation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, il a été prouvé que les produits agricoles biotechnologiques bénéficiant d'un avis scientifique favorable des comités scientifiques des Communautés européennes ne présentent pas de différences par rapport à leurs homologues "non biotechnologiques". Mme Nutti s'est exprimée très clairement dans cette affaire et s'est toujours limitée à son domaine de compétence, tout en s'appuyant sur les directives du Codex. Nous rappelons également le point qui a été précisé le vendredi 18 février concernant la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, à savoir que les produits agricoles dont il est prouvé qu'ils sont sans danger pour les êtres humains sont supposés être également sans danger pour les animaux.

4.1087 S'agissant du non moins important problème environnemental, l'Argentine a demandé aux trois experts en la matière de confronter leurs opinions[116], à la suite de quoi les experts se sont mis d'accord sur deux déclarations décisives. Mme Snow[117] et M. Andow[118] ont tous deux souscrit à la déclaration suivante de M. Squire lorsqu'il faisait référence à la question de savoir si le risque de "contamination" est plus élevé que pour les variétés non GM:

> "… il n'y a aucune raison de supposer que les cultures biotechnologiques contiennent des niveaux d'impuretés différents de ceux des cultures obtenues, par exemple, par mutagénèse induite."[119]

4.1088 De plus, en abordant la question de savoir si l'un des produits biotechnologiques dont il est question dans le présent différend pose un risque nettement plus élevé en ce qui concerne les

---

[114] Observations des Communautés européennes sur les avis scientifiques et techniques présentés au Groupe spécial, 28 janvier 2005, paragraphe 45, dernière phrase, dans laquelle les Communautés européennes font allusion aux produits en général (et non "au cas par cas") à propos des incidences éventuelles sur la santé humaine.

[115] Mme Allison Snow, "Réponses aux questions scientifiques du Groupe spécial", "A. Quelles préoccupations environnementales concernant les cultures GM sont véritablement "fondées sur la science"?", deuxième paragraphe, 5 janvier 2005.

[116] Questions de l'Argentine aux experts, datées du 17 février 2005, concernant la "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits".

[117] Lorsque Mme Snow a demandé à M. Squire un éclaircissement, celui-ci a indiqué que *"de nombreuses cultures ont des impuretés; certaines impuretés peuvent être négligées, d'autres peuvent être gérées"*. Mme Snow a répondu ensuite*: "Dans ce cas, je suis d'accord car cela est lié au flux de gènes qui est commun aux OGM et aux organismes non GM."*

[118] Après la réponse de Mme Snow, M. Andow a ajouté: *"Si cela fait allusion au flux de gènes, je suis d'accord. Cela dépendra de l'objectif recherché, de la gestion des impuretés."*

[119] M. Squire "Mesures ayant une incidence sur l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques", "Notes sur les normes écologiques et environnementales", point 3, réponse à la question n° 103 du Groupe spécial.

conséquences directes ou indirectes d'une "contamination" non intentionnelle, M. Squire[120] et M. Andow[121] ont dit qu'ils souscrivaient à la déclaration suivante de Mme Snow:

> "Une autre manière de répondre à cette question est de se concentrer sur les caractéristiques des cultures biotechnologiques – sur leur phénotype – plutôt que sur la simple présence de transgènes. Cela est plus approprié si l'objectif est d'éviter toute atteinte directe ou indirecte à la santé humaine, à la santé des animaux, à la préservation des végétaux, ou tout dommage à l'environnement. (…)"[122]

4.1089 L'Argentine fait également observer que M. Andow a approuvé deux déclarations importantes de Mme Snow, reprises par le Groupe spécial lorsque celui-ci a posé les questions complémentaires n° 6 et n° 7 aux experts:

4.1090 En premier lieu, M. Andow a dit qu'il souscrivait à l'affirmation suivante:

> "Selon Mme Snow, le processus d'insertion de gènes peut avoir des conséquences involontaires, telles des anomalies de croissance ou de développement, mais il est peu probable que ces effets aient de l'importance sur le plan écologique dans le cas des produits biotechnologiques cultivés à des fins commerciales, ou qu'ils soient plus dangereux que les effets subsidiaires générés couramment par les techniques classiques de sélection."[123]

4.1091 En second lieu, M. Andow a également approuvé la déclaration suivante:

> "Mme Snow a affirmé qu'il n'y a pas de raison de s'attendre à ce que le flux de gènes issus des cultures biotechnologiques et le flux de gènes issus des cultures non biotechnologiques produisent des effets différents sur la diversité génétique des espèces apparentées,"[124]

4.1092 Cela étant, nous considérons que les experts confirment qu'il n'est pas nécessaire de traiter les produits agricoles biotechnologiques faisant l'objet d'une opinion favorable des comités scientifiques des CE différemment des produits conventionnels pour ce qui est de la sécurité sanitaire des denrées alimentaires et des aliments pour animaux et du point de vue environnemental.

2. Observations sur les "preuves scientifiques additionnelles"

4.1093 L'Argentine estime qu'il n'est pas nécessaire de présenter de nouvelles preuves au cours de la présente procédure, notamment au vu du résultat de la réunion avec les experts. Autrement dit, les

---

[120] M. Squire a répondu: "*Dans le contexte de la présente question, je suis d'accord. En Europe, la présence de ces produits n'est peut-être pas souhaitée, même s'il n'y a pas d'effet.*"

[121] M. Andow a répondu: *"Je suis d'accord."*

[122] Mme Allison Snow, "Réponses aux questions scientifiques du Groupe spécial", "Produits nouveaux comparables non biotechnologiques (tels que les produits végétaux obtenus par multiplication sélective, croisement et mutagénèse induite)", réponse 103, deuxième paragraphe, 5 janvier 2005.

[123] Question complémentaire n° 6 du Groupe spécial aux experts, datée du 17 février 2005, concernant les points "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits". M. Andow a répondu: *"Je suis d'accord."*

[124] Question complémentaire n° 7 du Groupe spécial aux experts, datée du 17 février 2005, concernant les points "Questions générales", "Mesures de sauvegarde" et "Comparaison entre les produits biotechnologiques et les autres types de produits". M. Andow a répondu: *"Je suis d'accord. La comparaison entre produits biotechnologiques et produits non biotechnologiques est infondée."*

simples renseignements communiqués par les Communautés européennes n'ont pas été suffisants pour infirmer les preuves scientifiques présentées par l'Argentine et les opinions favorables des comités scientifiques des CE.

X. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LA RÉUNION AVEC LES EXPERTS ET LES PREUVES SCIENTIFIQUES ADDITIONNELLES

1. Observations sur la réunion avec les experts

4.1094 Nous avons eu l'avantage d'entendre directement les six experts scientifiques désignés par le Groupe spécial. Les thèmes dominants qui ressortent de leurs avis ne peuvent être laissés de côté par le Groupe spécial. Nous avons entendu que les questions scientifiques sous-jacentes sont complexes et difficiles – deux mots qui ont été utilisés à maintes reprises pendant ces deux jours. On nous a dit que le niveau des connaissances scientifiques évolue, que les connaissances actuelles sont très différentes de ce qu'elles étaient il y a dix ans et que le présent débat n'aurait même pas pu avoir lieu il y a cinq ans. On nous a dit que chaque produit doit être traité selon ses qualités propres. On nous a dit qu'il n'y a pas de normes internationales établies permettant de définir les niveaux de sécurité écologique. On nous a dit que chaque environnement est unique et qu'il est impossible d'appliquer dans une région, appartenant par exemple au territoire des États-Unis, l'expérience acquise dans une autre région, appartenant par exemple au territoire des Communautés européennes. Et on nous a dit que comparer des produits GM à des produits non GM revient à comparer des pommes avec des poires.

4.1095 Les parties plaignantes voudraient que le Groupe spécial fasse abstraction de tous ces éléments. Elles voudraient que le Groupe spécial prenne une décision contraire aux faits objectifs et aux avis des experts scientifiques. Elles voudraient que le Groupe spécial décide que l'UE aurait dû tout simplement appliquer l'expérience américaine, ou canadienne, ou argentine, à sa propre réalité géographique et biologique, si différente, et qu'il décrète qu'aucun des délais adoptés, aucune des mesures prises, n'étaient justifiés, en dépit des insuffisances de la science. Les parties plaignantes voudraient même que le Groupe spécial fasse admettre qu'il n'existe aucune différence entre "les pommes et les poires". À notre avis, cela placerait le système de l'OMC et le Mémorandum d'accord sur le règlement des différends dans une situation pour laquelle ils n'ont pas été prévus. Le rôle de l'OMC n'est certainement pas de permettre à un pays (ou à un groupe de pays) d'imposer son propre système de valeurs et son attitude vis-à-vis du risque et de la biosécurité à un autre pays ou groupe de pays.

4.1096 Lorsque M. Squire a souhaité "bonne chance" au Groupe spécial, il avait certainement à l'esprit, en tant que scientifique, le travail monumental que représenterait la mise en ordre définitive d'opinions complexes, variables, divergentes et contradictoires relatives aux questions scientifiques. En réalité, bien sûr, les fonctions juridiques du Groupe spécial sont plus limitées que cela. C'est pourquoi les avis scientifiques devront certainement être placés dans le contexte juridique voulu.

4.1097 Les Communautés européennes estiment que les règles juridiques déterminent la pertinence et la portée des avis scientifiques. De leur côté, les parties plaignantes ont fait, dès le départ, plusieurs suppositions juridiques erronées – notamment en déclarant que les Communautés européennes avaient adopté en 1998, et maintenu par la suite, une décision définitive et générale de n'autoriser aucun produit GM en Europe. Cette hypothèse fausse a gravement déformé la façon dont les parties plaignantes ont présenté et évalué les éléments scientifiques.

4.1098 D'une manière générale, les avis des experts scientifiques n'ont pas été influencés par le contexte juridique dans lequel ils ont été émis, ce qui leur donne une qualité particulière. L'analyse

des déclarations finales des experts est en effet du plus haut intérêt. Considérées dans leur ensemble et placées dans le contexte juridique approprié, ces déclarations soutiennent clairement, à notre avis, la position juridique des Communautés européennes dans la présente affaire. Elles donnent manifestement le droit aux Membres de l'OMC de prendre leurs décisions avec prudence et circonspection.

4.1099 Les Communautés européennes invitent en particulier le Groupe spécial à observer avec attention le remarquable ensemble avec lequel les experts affirment que les connaissances scientifiques relatives aux OGM sont extrêmement complexes, qu'elles évoluent continuellement, qu'un grand nombre des questions qu'elles suscitent restent sans réponse et qu'elles soulèvent encore de nombreuses incertitudes. Compte tenu de ces seuls éléments, il ne serait pas normal que le Groupe spécial mette en œuvre l'approche unique, simpliste et réductrice proposée par les parties plaignantes. Comme nous l'avons entendu, les motifs d'inquiétude existent et la prudence est de mise.

4.1100 Les Communautés européennes souhaitent rappeler brièvement la teneur de certains avis. À diverses reprises, les experts sont revenus sur les différences entre la sécurité sanitaire des produits alimentaires et la protection de l'environnement. M. Andow a souligné sans relâche qu'il y a une différence fondamentale entre ces deux aspects. La nourriture traditionnelle est généralement censée être sans danger pour la consommation – de sorte que l'évaluation du risque que représentent les OGM pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires peut en général commencer sur la base d'une comparaison, même si cette approche prête à controverse sur le plan méthodologique. Cela n'est absolument pas vrai de l'évaluation du risque environnemental. En conséquence, la supposition principale des parties plaignantes – à savoir qu'il existe des points de comparaison fiables pour les questions environnementales – n'est pas soutenue par les avis des experts. Cette science n'est pas suffisamment connue pour le moment. À de nombreux égards, les effets globaux des produits GM sur l'environnement – qu'ils soient négatifs, neutres ou positifs – restent incertains aujourd'hui, comme ils l'étaient déjà en 1998. Cela a été illustré de façon éloquente par la comparaison qu'a faite M. Andow entre les graves conséquences de ce qu'il a appelé l'invasion des forêts d'Amérique du Nord par le ver de terre "européen", et les effets bénéfiques des vers de terre sur la structure des sols dans les agroécosystèmes européens.

4.1101 Par ailleurs, la nouveauté des connaissances scientifiques, le rythme auquel la science évolue en ce qui concerne des problèmes de grande complexité, tels que l'incidence sur l'environnement des modifications apportées par l'introduction de nouvelles techniques agricoles, dont il est question dans les observations finales de M. Andow, sont des caractéristiques qui reviennent comme un leitmotiv dans les avis des experts. Selon M. Andow, les produits GM ont été entraînés, dans une certaine mesure, par ces bouleversements. La présente affaire concerne de nombreux problèmes qui se trouvent aux frontières de la science et pour lesquels la situation est dynamique et évolue rapidement. Les législateurs sont en droit de faire preuve de prudence.

4.1102 M. Andow nous a également rappelé que, dans cette situation de plus en plus complexe et qui évolue, il est légitime (et même nécessaire) que ceux qui procèdent aux évaluations et les législateurs tiennent compte des liens existant entre les différents problèmes. Il a fait allusion aux cultures GM résistant aux herbicides. À ce propos, il peut être vrai d'affirmer que l'évaluation du produit GM doit être dissociée de celle de l'herbicide utilisé, effectuée isolément de la culture GM. Toutefois, il est clair à présent que l'on peut légitimement estimer, d'un point de vue scientifique, qu'il existe des questions transversales liant l'approbation d'une culture GM tolérante à un herbicide à l'approbation de l'herbicide correspondant. Il faut noter en particulier que la composition des denrées alimentaires ou des aliments pour animaux élaborés à partir de la culture GM tolérante à un herbicide peut être affectée par l'emploi de cet herbicide, ce qui ne se produit pas dans le cas de la culture non GM correspondante. Par ailleurs, M. Andow nous a également rappelé que la nouveauté de certains

caractères de résistance aux herbicides introduits dans diverses cultures pratiquées dans un environnement agricole où ces herbicides sont déjà utilisés à d'autres fins a assurément soulevé des questions légitimes sur le plan scientifique et suscité des préoccupations fondées chez les décideurs. En même temps qu'une prise de conscience de plus en plus marquée à l'endroit de ces questions, il y a une sensibilisation croissante aux implications du manque de points de comparaison fiables en matière d'effets environnementaux et à la nécessité d'obtenir des informations aussi complètes que possible pour effectuer une évaluation globale. À maintes reprises, les experts ont indiqué que la prudence et la circonspection étaient justifiées.

4.1103 S'agissant de la résistance, M. Andow a également rappelé que, au cours des 50 dernières années environ, la compréhension des problèmes de résistance s'est progressivement améliorée, tout d'abord en ce qui concerne les insecticides, ensuite les fongicides, et enfin, plus récemment, les herbicides. Pendant des années, chaque fois qu'un nouvel insecticide était introduit, les entomologistes proclamaient au monde entier qu'il était impossible que des problèmes de résistance se présentent chez les insectes. Et dans chaque cas des insectes résistants faisaient leur apparition. Finalement, pendant les années 80, les scientifiques ont mis fin, à juste titre, à ce type de prédictions. À l'heure actuelle, on prend de plus en plus conscience de la possibilité que de tels problèmes surviennent dans le contexte de la résistance aux herbicides, avec un impact égal ou supérieur, selon le niveau de l'expression de tolérance des plantes GM. Le glyphosate est un produit particulièrement préoccupant en raison de la manière dont il est déjà utilisé en Europe, qui illustre les structures agricoles particulières des différentes régions. M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial, j'aimerais ajouter que le Glufosinate, bien que moins employé en Europe, est cependant un des principaux désherbants des vergers et des vignobles, qui sont situés à proximité des routes de transport du colza et des zones de grandes cultures en Europe. Contrairement à ce qu'affirme le Canada, ces questions suscitent des préoccupations considérables et légitimes.

4.1104 Mme Healy a confirmé la nécessité d'une approche au cas par cas. Elle a vivement conseillé d'effectuer une évaluation minutieuse de tous les renseignements disponibles. Elle a insisté sur le fait que la qualité et la quantité des informations étaient importantes pour l'évaluation des risques. Elle a confirmé que toute information manquante – autrement dit toute insuffisance des connaissances scientifiques – pouvait légitimement susciter des préoccupations en matière de sécurité, et que, d'une manière générale, l'évaluation de la sécurité était meilleure s'il y avait plus de données. Elle a indiqué que, dans un grand nombre des demandes qu'elle analysait lorsqu'elle formulait son avis, les informations escomptées étaient incomplètes ou de qualité insuffisante.

4.1105 Mme Healy s'est faite l'écho des observations de M. Andow sur la rapidité d'évolution de la science. Elle a confirmé que les connaissances scientifiques concernant les techniques de caractérisation moléculaire se sont étendues considérablement pendant la dernière décennie, notamment en ce qui a trait au séquençage de l'insertion et des régions flanquantes. Elle a fait observer qu'il s'est produit une évolution rapide dans les méthodes de détection et que cette tendance s'est accélérée à la fin des années 90, avec des retombées importantes sur la question de la spécificité en matière d'identification des OGM. Ses observations viennent à l'appui de l'un des points de droit essentiels des Communautés européennes: aux frontières de la science, les évaluateurs et les législateurs sont en droit de faire preuve de prudence.

4.1106 Mme Snow a fait observer de façon plutôt plaisante que l'on avait l'impression, en analysant les préoccupations et les problèmes relatifs à l'agrosystème des Communautés européennes, d'étudier une autre planète. Elle a ajouté qu'elle avait apprécié ce processus et qu'elle était parvenue, en se mettant à la place des Communautés européennes, à comprendre que nombre des préoccupations et des demandes de renseignements étaient effectivement justifiées. Reprenant les observations finales de M. Andow et laissant entrevoir celles de M. Squire, Mme Snow a manifesté une même

préoccupation à l'égard des fausses comparaisons concernant d'éventuelles modifications des pratiques culturales et les implications de ces modifications sur l'environnement. Elle a également confirmé qu'à son avis de nombreuses questions restaient ouvertes en matière de coexistence et de traçabilité.

4.1107 M. Squire a fait valoir la grande quantité de connaissances acquises au cours des cinq ou six dernières années en ce qui concerne les aspects scientifiques et techniques des agroécosystèmes européens; il a fait observer que le présent débat n'aurait même pas pu avoir lieu il y a quelques années; et il a fait part de sa satisfaction concernant le fait que les problèmes pertinents sont à présent abordés de façon plus globale.

4.1108 M. Squire a également appelé l'attention du Groupe spécial sur le fait que les préoccupations exprimées en Europe, et les recherches qui en ont découlé, se manifestent à présent dans le consensus international que constituent les normes du Codex. Autrement dit, même si un grand nombre de demandes de renseignements complémentaires ont été formulées par les Communautés européennes avant l'édiction de ces normes, ces demandes de renseignements étaient compatibles avec les termes qui, postérieurement, ont été introduits dans les normes. Mme Nutti a également confirmé que le processus du Codex a commencé autour de 1999-2000 et qu'il a fallu attendre quatre ans pour que la norme soit adoptée. Il s'avère donc que ce que les parties plaignantes considéreraient peut-être comme des demandes inutiles ou immobilistes a, en fait, servi de base à un consensus international, et que si nous bénéficions des normes internationales actuelles c'est en partie grâce aux efforts déployés par les autorités des CE pour acquérir plus de connaissances.

4.1109 M. Squire nous a rappelé également que, concernant l'environnement, le débat porte sur des impacts potentiels qui, même s'ils ne sont pas immédiatement catastrophiques ou de grande envergure, concernent néanmoins de légères modifications qui risquent certainement d'être importantes et qui, petit à petit, au fil du temps, peuvent avoir des incidences d'une grande portée. Dans le cas de la coexistence, il s'est dit d'avis que même les très petites modifications peuvent avoir des effets considérables sur les moyens d'existence des agriculteurs.

4.1110 M. Squire avait rappelé auparavant que, contrairement au continent américain, l'Europe présente, dans certaines régions, une proportion très élevée de superficies agricoles, de sorte que dans ces zones, l'"environnement" est essentiellement constitué par des agroécosystèmes. Dans ces régions, dès lors, les questions concernant la gestion agricole, l'environnement et la biodiversité sont inséparables. Dans ce contexte, il est parfaitement raisonnable pour les pouvoirs publics d'estimer que l'on ne peut se permettre d'anéantir une espèce au seul motif qu'elle ne semble pas immédiatement utile sur le plan économique. En effet de telles espèces contribuent, par des voies complexes, au maintien de l'environnement, lequel, à son tour, soutient la vie humaine. Les Communautés européennes partagent cet avis. Elles ne souscrivent pas à l'assertion du Canada selon laquelle le but de l'agriculture est de réduire la biodiversité, ni à l'avis apparent des États-Unis, selon lequel la conservation de la biodiversité doit être limitée à des zones géographiques spécifiques. Le contexte géographique et environnemental de l'Europe est physiquement différent, de sorte que l'un des objectifs de l'agriculture est la gestion durable de la biodiversité. À la différence du Canada, les Communautés européennes ne demandent pas au Groupe spécial d'analyser ces problèmes "pour ce qui concerne l'ensemble du monde" (comme l'avait fait remarquer Mme Snow), mais plutôt pour ce qui concerne les caractéristiques particulières du milieu récepteur que les décideurs européens sont chargés de protéger.

4.1111 M. Snape a rappelé à maintes reprises au cours de la réunion la vérité élémentaire selon laquelle on ne peut pas comparer "des pommes et des poires". Il a expliqué de manière tout à fait claire qu'il est parfaitement acceptable d'un point de vue scientifique que des évaluateurs et des

législateurs tiennent compte des différences essentielles entre les produits GM et les produits non GM. Il a confirmé la nécessité d'une caractérisation moléculaire de grande envergure afin de garantir un niveau suffisant des connaissances pour une évaluation adéquate des risques – c'est-à-dire pour repérer les dangers éventuels – et afin d'évaluer l'impact potentiel du produit GM.

4.1112 Les Communautés européennes ont déjà formulé des remarques concernant certaines différences dans les approches de M. Snape et de Mme Healy. La réunion avec les experts a permis d'établir que ces deux experts sont d'accord, en fait, sur de nombreuses questions. Ainsi, tous deux ont confirmé que des méthodes sophistiquées de caractérisation moléculaire étaient disponibles dès 1995. De plus, M. Snape a écrit, et Mme Healy a expliqué oralement vendredi dernier, qu'ils étaient surpris de la qualité médiocre des données présentées par les requérants en ce qui concerne la caractérisation moléculaire (à une exception près). Les Communautés européennes estiment que les évaluateurs de risques ne sont pas tenus d'agir sur la base de suppositions ou de conjectures, mais qu'ils sont en droit de chercher des données complémentaires. Si la technologie permettant de générer ces données est disponible depuis cette époque – comme cela a été confirmé – et si les entreprises sont donc en mesure de fournir les données, pour quelle raison les autorités des CE ne devraient-elles pas les demander? Pourquoi les évaluateurs de risques devraient-ils se fonder sur des données de second choix, potentiellement inexactes, pour réaliser leur travail?

4.1113 Finalement, concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires, Mme Nutti a accepté l'assertion générale selon laquelle, lorsque des directives internationales, telles que le Codex, laissent certaines questions ouvertes à l'interprétation, il peut y avoir des avis scientifiques différents, mais tout aussi valables, sur la meilleure manière de procéder ou sur la quantité de données exigées. Lorsque aucune norme internationale n'a été établie – par exemple dans le cas de l'évaluation des incidences environnementales et de la protection de l'environnement et malgré l'adoption récente du Protocole sur la biosécurité qui permettra, il faut l'espérer, la mise en place de telles normes – la position de Mme Nutti devient encore plus valable. Mme Nutti a également admis de façon très claire qu'il n'existe aucune orientation au niveau international concernant les évaluations de la sécurité des aliments pour animaux – un problème à propos duquel, de toute façon, Mme Nutti a rappelé sans ambiguïté qu'elle n'avait offert aucun avis au Groupe spécial – et que la question était de ce fait beaucoup plus ouverte que dans le cas de la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

4.1114 Nous devrions peut-être prendre du recul et tenter de nous faire une idée globale des avis des experts. À cet égard, les Communautés européennes aimeraient rappeler que les parties plaignantes ont engagé la présente procédure en se fondant sur le fait que les connaissances scientifiques étaient suffisamment complètes et que la science rendait obligatoire, comme unique approche possible, l'approbation immédiate par les Communautés européennes de l'ensemble des produits en question. Selon les parties plaignantes, le présent Groupe spécial n'avait même pas besoin d'avis d'experts indépendants. À la lumière des avis qui ont été fournis par les experts, la position des parties plaignantes est manifestement indéfendable. Les avis scientifiques justifient la prudence et la circonspection observées par les Communautés. Ils confirment qu'il est nécessaire de considérer chaque produit selon ses qualités propres. Ils confirment que les Communautés européennes étaient, et sont, en droit de prendre le temps nécessaire pour obtenir les informations indispensables - informations que les requérants ont simplement omis de fournir - et pour examiner toutes les inquiétudes exprimées légitimement par les scientifiques, les législateurs et les parties prenantes. À la suite des déclarations finales des experts, on ne peut mettre en doute que les suppositions des parties plaignantes – et les affirmations juridiques fondées sur ces suppositions – se sont avérées erronées.

2. Observations sur les preuves additionnelles présentées par les autres parties

4.1115 Les Communautés européennes ont un peu de mal à comprendre l'approche du Groupe spécial concernant la présentation de "preuves scientifiques et techniques additionnelles" et/ou d'"observations". L'invitation du Groupe spécial à formuler, au cours de la présente réunion, des observations sur les preuves additionnelles présentées par les autres parties nous donne une excellente occasion de clarifier un certain nombre de questions.

4.1116 En premier lieu, les Communautés européennes notent que, selon le Groupe spécial et le Canada, les "preuves" semblent être constituées uniquement de publications scientifiques ou d'autres formes d'expertise scientifique documentée (telles que les avis d'experts) et que les *observations* relatives à ces preuves ne constituent pas des "preuves". Elles notent que les États-Unis n'ont de ce fait présenté aucune preuve scientifique quelle qu'elle soit.

4.1117 Les Communautés européennes ont présenté des preuves, selon la définition indiquée ci-dessus, dans leurs communications du 31 janvier et du 10 février et ont cité un nombre considérable de documents scientifiques. Cela nous conduit au deuxième point.

4.1118 La question se pose de savoir à quel moment on peut estimer que les preuves répondant à la précédente définition ont été présentées au Groupe spécial. Les Communautés européennes font observer que le Groupe spécial a prévu de nouveaux débats sur cette question pour la deuxième réunion. Les Communautés européennes, comme elles l'ont expliqué (dans leur lettre du 14 février et au cours de la réunion des experts), sont d'avis que lorsque les connaissances scientifiques ont été rendues publiques, une mention de la source est suffisante aux fins de la présentation de ces preuves au Groupe spécial. Lorsque ces preuves ne sont pas publiques, une copie de l'expertise doit être présentée au Groupe spécial. Compte tenu de cette interprétation, les Communautés européennes ont présenté des copies de tous les articles non encore publiés et fourni les références de tous les documents publiés sur lesquels elles ont fondé leurs observations. Toutefois, afin de faciliter le travail du Groupe spécial, elles ont envoyé le 14 février un CD-ROM contenant des exemplaires d'articles cités dans leurs communications des 31 janvier et 10 février. Les Communautés européennes font observer que l'Argentine n'a présenté aucun exemplaire des études scientifiques dont elle a fait mention dans ses communications.

4.1119 En troisième lieu, les Communautés européennes ne comprennent pas bien s'il y a une différence entre les observations concernant les preuves additionnelles d'un côté, et les observations sur les observations (concernant les preuves additionnelles) de l'autre. Dans une précédente version du calendrier de la présente procédure, la seconde notion avait été définie, mais la terminologie a changé depuis lors. Pour ajouter encore à ces complications, nous avons été invités à formuler des observations sur les preuves additionnelles proposées par les parties au cours de la présente réunion, mais nous aurons la possibilité de le faire de nouveau un certain temps après l'audience.

4.1120 Les Communautés européennes ont effectivement des observations à faire sur les affirmations des parties plaignantes. Ces observations figurent dans la communication du 10 février que nous avons annexée à notre première déclaration orale à la deuxième réunion du Groupe spécial avec les parties. Elles se trouvent en possession des parties plaignantes depuis le 10 février et le Groupe spécial les a certainement lues avant de les rejeter.

Y. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES ÉTATS-UNIS CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.1121 Depuis la première réunion de fond, des centaines de pages ont été rédigées et toutes les parties concernées ont consacré de très nombreuses heures à cette tâche. Pour ce qui est des questions de droit déterminantes, toutefois, la thèse des parties plaignantes a simplement été confirmée plus avant, et vraiment pas grand-chose d'autre n'a changé. En particulier, le principal moyen de défense des Communautés européennes – malgré les preuves accablantes qui établissent le contraire – demeure le fait que celles-ci n'ont pas imposé de moratoire. Les Communautés européennes n'ont toujours pas même essayé de réfuter les arguments des parties plaignantes indiquant que le moratoire était incompatible avec l'*Accord SPS*. Dans le même ordre d'idées, les Communautés européennes n'ont toujours pas essayé d'expliquer comment les mesures de sauvegarde prises par leurs États membres pouvaient être compatibles avec l'*Accord SPS*.

2. Faits nouveaux survenus depuis la première réunion de fond

4.1122 Les communications des Communautés européennes sont venues confirmer davantage la thèse des parties plaignantes – même si les premières communications écrites des parties plaignantes étaient plus que suffisantes et même si aucune confirmation additionnelle n'était nécessaire. Cette confirmation a pris une forme systématique: les Communautés européennes ont souvent présenté des renseignements qui appuyaient censément leurs positions, mais chaque fois ces renseignements étaient compatibles avec l'existence d'un moratoire et, à vrai dire, appuyaient davantage les affirmations des parties plaignantes selon lesquelles les Communautés européennes avaient adopté un moratoire et n'avaient pas traité les demandes sans "retard injustifié".

4.1123 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont présenté des preuves accablantes indiquant que les Communautés européennes avaient adopté et maintenu un moratoire dans le cadre aussi bien de leur directive concernant la dissémination volontaire que de leur directive concernant les aliments nouveaux. Des représentants communautaires et des organismes relevant des différentes institutions communautaires – la Commission, le Conseil, le Parlement et les États membres – ont reconnu l'existence du moratoire. Bien qu'aucune autre confirmation ne soit nécessaire, les États-Unis fournissent une autre reconnaissance officielle du moratoire. Ils le font uniquement parce que les Communautés européennes en l'espèce ont allégué qu'elles ignoraient l'existence du moratoire, et ont demandé aux parties plaignantes d'expliquer le moratoire. La pièce, qui provient d'un site Web du gouvernement français, pose la question "Qu'est-ce que le moratoire *de facto* sur les OGM?" et y répond. Les États-Unis avancent que, si les Communautés européennes veulent une définition du moratoire, elles devraient se reporter à cette pièce, qui décrit le moratoire, du moins tel que le conçoit le gouvernement français.

4.1124 Dans leur première communication écrite, les États-Unis ont ensuite expliqué que le moratoire était incompatible avec plusieurs dispositions de l'*Accord SPS*: les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:5, 7 et 8, et les Annexes B et C. Ils ont notamment expliqué que bon nombre des demandes concernant des produits qui étaient touchées par le moratoire avaient fait l'objet d'évaluations favorables des risques réalisées par les propres comités scientifiques des Communautés européennes. Mais ensuite, ces demandes n'avaient pas progressé une fois parvenues à un niveau politique – en particulier lorsque les Communautés européennes avaient refusé de soumettre les demandes à un vote par les États membres au sein du Comité de réglementation des Communautés européennes.

4.1125 Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont essayé de réfuter l'argumentation *prima facie* des États-Unis en faisant valoir que tous les retards sans exception étaient la conséquence de questions scientifiques légitimes, et en se fondant sur certaines pièces jointes à leur première communication écrite. Ces pièces contenaient des chronologies de la procédure d'approbation pour un certain nombre de produits, ainsi qu'une petite sélection seulement des documents de base mentionnés dans les chronologies.

4.1126 Comme les États-Unis l'ont expliqué à la première réunion de fond, les chronologies des Communautés européennes étaient parfaitement compatibles avec l'existence d'un moratoire. Les chronologies montraient certaines questions posées par les organes de la réglementation et certaines réponses, ainsi qu'une certaine évolution, mais en fin de compte aucune décision n'était prise. De plus, certaines chronologies mettaient en évidence de longues périodes injustifiées – de plus de deux ans – sans aucune explication plausible sinon l'adoption d'un moratoire par les Communautés européennes.

4.1127 Également à la première réunion, les Communautés européennes ont expliqué au Groupe spécial que chacune des objections et des questions des États membres était la conséquence d'évaluations contradictoires des risques et, partant, que tous les retards étaient justifiés compte tenu de l'examen de questions scientifiques non résolues. Lorsque le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes de signaler ces évaluations des risques dans les pièces jointes à leur première communication écrite, celles-ci ont expliqué que ces documents étaient détenus par les États membres. En d'autres termes, les Communautés européennes avaient fait des déclarations au Groupe spécial au sujet d'une série de documents même si, selon elles, la Commission n'avait même pas eu accès à ces documents et devrait les demander aux États membres.

4.1128 À la fin de juin, les Communautés européennes ont présenté des documents additionnels provenant des dossiers, même si les dossiers étaient encore loin d'être complets. Dans leur deuxième communication écrite, les États-Unis ont expliqué que les dossiers partiels concernant les produits qui avaient été présentés par les Communautés européennes ne contenaient pas, comme les Communautés européennes l'avaient affirmé, des évaluations concurrentes des risques. Or, ces documents fournissaient encore une autre confirmation – même si cela était inutile – du fait que les Communautés européennes avaient imposé aux demandes des "retards injustifiés" et adopté un moratoire. Les États-Unis ont relevé d'autres historiques des demandes – surtout ceux qui se rapprochaient du stade final du processus décisionnel – qui faisaient ressortir de longs retards injustifiés n'ayant rien à voir avec des demandes de renseignements additionnels. En outre, un certain nombre d'historiques des produits contenaient des déclarations spécifiques des États membres dans lesquelles l'existence du moratoire était reconnue. Dans chaque cas, les États membres mentionnaient que, indépendamment des questions scientifiques se rapportant à la demande particulière en cause, l'État membre qui demandait un complément d'information ne voterait pas en faveur d'une approbation tant que les Communautés européennes n'auraient pas adopté de nouvelles formes de législation.

4.1129 En août, le Groupe spécial a demandé aux Communautés européennes de parachever les historiques des demandes qu'elles avaient invoqués comme moyen de défense. En conséquence, une série modifiée d'historiques des demandes a été mise à la disposition des parties plaignantes et du Groupe spécial à la fin de septembre.

4.1130 Comme les États-Unis l'ont mentionné dans leur troisième communication écrite, la documentation additionnelle des Communautés européennes ne contenait toujours pas les évaluations concurrentes des risques alléguées par les Communautés européennes, et la documentation était entièrement compatible avec l'existence d'un moratoire. Et une fois de plus, après examen, la

documentation a fourni d'autres preuves – même si cela était inutile – de l'existence d'un "retard injustifié" et du moratoire. Les États-Unis ont illustré au moyen de 13 exemples comment les documents de base mentionnés dans les chronologies des produits confirmaient l'existence de retards injustifiés dans le traitement des demandes. Dans leur troisième communication écrite, les États-Unis ont également donné plus de 20 exemples de questions posées par les autorités des CE chargées de la réglementation qui n'étaient pas nécessaires pour évaluer les risques.

4.1131 Le processus de consultation avec des experts est venu après. Les réponses que les experts ont données oralement et par écrit étaient compatibles avec les vues des États-Unis, et les experts ont relevé de nombreux types de questions qui étaient injustifiés sur le plan scientifique.

4.1132 En résumé, les documents présentés par les Communautés européennes et les observations formulées par les experts sont entièrement compatibles avec l'existence, au niveau politique, d'un moratoire dans le cadre duquel les demandes ont pu franchir certaines étapes mais ne sont jamais parvenues au stade d'une décision finale. De plus, les documents illustrent de nombreux cas de retard injustifié sous forme d'inaction de la part des représentants des Communautés européennes ou des États membres, ou sous forme de demandes injustifiées de renseignements additionnels.

3. Charge de la preuve

4.1133 Pendant toute la présente procédure, les Communautés européennes ont accordé beaucoup d'importance à la question de la charge de la preuve – à titre d'exemple, la troisième communication écrite des Communautés européennes est en grande partie consacrée à cette question. Toutefois, le présent différend ne soulève pas de questions difficiles ou inhabituelles concernant les obligations en matière de charge de la preuve.

4.1134 Les Communautés européennes font valoir que les États-Unis ne s'étaient pas acquittés de la charge qui leur incombait de présenter des éléments *prima facie* parce qu'ils n'avaient pas traité dans leur première communication écrite "tous les retards sans exception" dans le traitement de chaque produit visé par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Cet argument est sans fondement. Les États-Unis et l'autre partie plaignante affirment que les Communautés européennes ont adopté un moratoire qui n'a jamais permis aux produits de parvenir au stade d'une approbation finale. Les États-Unis n'affirment pas, comme l'argument des Communautés européennes le laisse entendre, que les Communautés européennes ont suspendu tout traitement des demandes, ni que tous les retards sans exception des Communautés européennes étaient injustifiés. Par conséquent, il n'y a rien dans la théorie de l'argumentation des États-Unis qui appelle un examen de tous les retards sans exception de tous les produits sans exception.

4.1135 Les Communautés européennes affirment également que ce sont elles, et non les parties plaignantes, qui ont présenté la plupart des éléments de preuve en l'espèce. Cette affirmation n'est pas vraie: les parties plaignantes ont présenté des éléments de preuve considérables. À titre d'exemple, la première communication écrite des États-Unis comportait plus de 100 pièces, y compris des évaluations favorables des risques réalisées par des organismes scientifiques des CE, de nombreuses déclarations dans lesquelles des représentants communautaires reconnaissaient le moratoire sur les approbations de produits biotechnologiques, et des copies des lois communautaires pertinentes et des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres. Ce que les Communautés européennes n'apprécient vraiment pas, c'est le fait que ce sont elles, et non les parties plaignantes, qui ont présenté les documents figurant dans les historiques des demandes concernant les produits. Toutefois, les États-Unis n'avaient pas besoin des historiques des demandes pour établir le bien-fondé de leurs éléments *prima facie*. Ce sont les Communautés européennes elles-mêmes qui ont décidé de se fonder sur les historiques des produits pour tenter de réfuter ces éléments *prima facie*. Ayant choisi

de se fonder sur les historiques des demandes concernant les produits, les Communautés européennes ne peuvent pas se plaindre du fait que les parties plaignantes exigent que ces renseignements soient complets et que les Communautés européennes ne soient pas autorisées à se fonder sur des éléments d'information qu'elles ont présentés hors de tout contexte aux fins du présent différend.

4. Sauvegardes des États membres

4.1136 En ce qui concerne les mesures de sauvegarde des États membres, les États-Unis ont expliqué que, dans chaque cas, les propres comités scientifiques des Communautés européennes avaient réalisé des évaluations favorables des risques, et avaient examiné et rejeté les raisons avancées par les États membres pour adopter les mesures. Par conséquent, ces mesures n'étaient pas "fondée[s] sur des principes scientifiques" et étaient "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes", en violation de l'article 2:2. De plus, les mesures n'étaient pas "établies sur la base" d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1. Même si les Communautés européennes ont, depuis, vaguement donné à entendre que les mesures entraient dans le champ de l'article 5:7, cette disposition ne peut pas s'appliquer aux mesures de sauvegarde des États membres. Les Communautés européennes elles-mêmes ont réalisé des évaluations favorables des risques: par conséquent, les preuves scientifiques ne peuvent pas être considérées comme "insuffisantes".

4.1137 Les Communautés européennes persistent à ne pas défendre sérieusement les mesures de sauvegarde de leurs États membres. Depuis la première réunion de fond, le seul fait nouveau concernant les mesures de sauvegarde est que le Groupe spécial a posé quelques questions aux experts sur les sauvegardes et que certains experts ont répondu à ces questions.

4.1138 En ce qui concerne la sécurité des aliments, l'expert spécialisé dans ce domaine n'a trouvé aucune validité à l'une ou l'autre des explications avancées par les États membres. Pour ce qui est des effets sur l'environnement, les experts spécialisés dans les questions environnementales ont écrit que certains États membres dans certains cas avaient peut-être pu avoir des préoccupations scientifiques qui n'avaient pas été examinées comme il se doit dans les évaluations favorables des risques réalisées par les Communautés européennes. Ces points de vue des experts en environnement sont toutefois de peu d'importance pour le règlement du présent différend, et ne peuvent certainement pas suffire à faire entrer les mesures de sauvegarde dans le champ de l'article 5:7.

4.1139 Comme les Communautés européennes l'ont elles-mêmes souligné dans leur troisième communication écrite, les experts ont pour mission d'exposer leurs vues sur les questions scientifiques posées par le Groupe spécial; ils n'ont pas pour mission de défendre la position d'une partie au différend. Toutefois, les Communautés européennes n'ont jamais expliqué comment l'article 5:7 pourrait s'appliquer à l'une quelconque des mesures de sauvegarde des États membres. En particulier, elles n'ont pas indiqué 1) pourquoi les États membres estimaient que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour évaluer un risque, voire le risque spécifique qui préoccupait l'État membre, 2) quels renseignements pertinents disponibles pourraient servir de fondement à la mesure de sauvegarde, 3) si l'État membre cherchait à obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation objective du risque, et 4) si l'État membre avait examiné la mesure dans un délai raisonnable.

4.1140 Les experts ont donné des avis scientifiques sur quelques-uns des éléments qui pourraient être pertinents pour une analyse au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, mais ces déclarations sont loin de constituer une analyse complète au titre de l'article 5:7. De plus, même si les Communautés européennes devaient essayer d'avancer un argument fondé sur l'article 5:7 à partir des réponses des experts, elles ne pourraient pas le faire.

4.1141 Premièrement, les mesures de sauvegarde sont des interdictions visant des produits, qui empêchent la culture, l'importation, la transformation et l'utilisation des produits en tant qu'aliments. Toutefois, les réponses des experts appuient entièrement les constatations scientifiques des comités scientifiques des Communautés européennes au sujet de la sécurité sanitaire des aliments. De plus, les préoccupations scientifiques des experts se rapportaient à la culture et non à l'importation et à la transformation. Par conséquent, les réponses des experts ne peuvent pas servir de fondement à l'argument voulant que les mesures de sauvegarde entrent dans le champ de l'article 5:7.

4.1142 Deuxièmement, les réponses des experts ne peuvent pas aider les Communautés européennes à satisfaire aux troisième et quatrième critères de l'article 5:7. En particulier, l'article 5:7 oblige les Membres qui adoptent une mesure provisoire à s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation objective du risque; et à examiner la mesure dans un délai raisonnable. Rien ne permet de constater que les États membres qui ont adopté les mesures de sauvegarde avaient demandé les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation objective. Comme l'Organe d'appel l'a confirmé dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, lorsqu'un Membre ne demande pas de renseignements additionnels de la manière prescrite à l'article 5:7 la mesure ne peut pas entrer dans le champ de l'analyse au titre de l'article 5:7.

4.1143 Troisièmement, même si les experts parlent de risques associés à la culture, ils ont dû faire des suppositions sur la raison véritable pour laquelle l'État membre avait adopté la mesure. Les suppositions des experts sur les justifications des États membres ne peuvent pas tenir lieu d'affirmations véritables des Communautés européennes sur le fondement scientifique présumé des mesures prises par leurs États membres.

4.1144 Quatrièmement, et enfin, dans le cas où le Groupe spécial procéderait à une analyse plus poussée des questions environnementales au titre de l'article 5:7, les États-Unis font observer que les mêmes experts qui ont contesté les évaluations des risques du Comité scientifique des plantes ont également constaté d'une manière générale 1) que la science avait progressé depuis la date à laquelle les mesures avaient été imposées, de sorte qu'une évaluation des risques était maintenant possible, et 2) qu'il existait des mesures de gestion et qu'une interdiction complète en matière de plantation n'avait plus de fondement scientifique. De plus, les experts ont fait observer que, dans certains cas, des études auraient pu être entreprises dès 1998 pour examiner la préoccupation des États membres. Ces avis des experts sont résumés dans la partie II.C des observations des États-Unis sur les réponses des experts.

5. Absence d'intérêt

4.1145 À la première réunion de fond, les Communautés européennes ont fait valoir que le présent différend était sans intérêt parce que les Communautés européennes avaient approuvé un seul produit – un maïs doux destiné à l'alimentation humaine – au titre de la Directive concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Comme les États–Unis l'ont expliqué dans leurs deuxième et troisième communications écrites, le concept d'absence d'intérêt est incompatible avec le texte du Mémorandum d'accord et la pratique établie de longue date du GATT et de l'OMC. La mesure qui doit être examinée en l'espèce est le moratoire tel qu'il existait lorsque le Groupe spécial a été établi, à savoir en août 2003. Néanmoins, les États-Unis voudraient attirer l'attention sur de récents faits nouveaux qui montrent que le moratoire est encore bien réel. Nous précisons pour plus de clarté que le point de savoir si le moratoire a été maintenu après août 2003 n'est pas une question de droit soumise au Groupe spécial. Toutefois, l'état actuel du moratoire des Communautés européennes devrait être très pertinent pour comprendre les motivations des Communautés européennes et pour procéder à une évaluation objective des faits.

4.1146 Les États-Unis renvoient le Groupe spécial à la pièce n° 148 des États-Unis, qui est un article indiquant où en sont actuellement les manœuvres politiques qui sont à l'origine du moratoire. L'extrait illustre et étaye les points suivants.

4.1147 Premièrement, même près d'un an après l'entrée en vigueur, en avril 2004, des nouvelles directives sur la traçabilité et l'étiquetage et sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux GM, les Communautés européennes doivent encore livrer une bataille politique pour parvenir à une décision sur un produit biotechnologique quel qu'il soit. Cela affaiblit les affirmations des Communautés européennes selon lesquelles les produits ont fait l'objet d'un retard parce qu'il fallait attendre l'entrée en vigueur des nouvelles directives.

4.1148 Deuxièmement, la demande dont il est question dans cet article (GA21) concerne l'alimentation humaine. Le produit a fait l'objet d'un avis favorable de la part du Comité scientifique de l'alimentation humaine il y a trois ans, mais les Communautés européennes ne l'ont toujours pas soumis au vote des États membres au Comité de réglementation. Comme l'approbation se rapporte à l'alimentation humaine, aucune des questions environnementales que les Communautés européennes ont longuement analysées dans leurs dernières observations n'est pertinente pour la demande. Toutefois, la bataille politique se poursuit.

4.1149 Troisièmement, les Communautés européennes continuent d'interdire un large éventail de produits pour des raisons qui sont ouvertement politiques – ouvertement, c'est-à-dire sauf dans les réunions qui ont lieu dans le cadre du présent différend. C'est la raison pour laquelle il est si important pour les parties plaignantes, voire pour le système commercial fondé sur des règles, que le Groupe spécial constate que le moratoire des Communautés européennes n'est pas compatible avec les règles de l'OMC.

Z. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DU CANADA CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Introduction

4.1150 Dans la présente procédure, les Communautés européennes ont constamment essayé de retirer la biotechnologie du contexte de l'agriculture moderne pour amplifier les risques et l'incertitude scientifique. En revanche, le Canada s'est efforcé de mettre la biotechnologie directement dans le contexte approprié. L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle leur approche de la biotechnologie traduit un intérêt plus circonspect et profond pour l'environnement est totalement réfutée par le témoignage de M. Squire au sujet des pratiques agricoles générales dans les Communautés européennes. Non seulement les Communautés européennes ont été "lentes à apprendre", mais elles ont appliqué les connaissances qu'elles avaient acquises d'une manière arbitraire et scientifiquement injustifiée. La présente affaire concerne en réalité des distinctions arbitraires et injustifiées que les Communautés européennes ont établies entre des produits mis au point au moyen de la technologie de l'ADNr et des produits mis au point grâce à l'utilisation de mutagènes chimiques ou de la radiation.

2. Description distincte du différend

4.1151 Les principaux arguments du Canada sont les suivants:

- Les Communautés européennes maintiennent un *moratoire* sur l'approbation de nouveaux produits agricoles biotechnologiques depuis octobre 1998.

- Le *moratoire* a effectivement bloqué indéfiniment toutes les demandes concernant des produits dans le système, ce qui a donné lieu à des interdictions *de facto* de commercialiser des produits spécifiques.

- Un certain nombre d'États membres des CE ont mis en place des interdictions nationales visant des produits biotechnologiques qui avaient été approuvés par les Communautés européennes avant l'instauration du *moratoire*. Les États membres qui maintiennent ces interdictions nationales sont ceux-là mêmes qui se sont dits favorables au *moratoire*.

4.1152 Le Canada a démontré que ces interdictions étaient des mesures distinctes, qu'elles étaient visées par l'Accord sur l'OMC et qu'elles étaient incompatibles avec l'*Accord SPS*. Les avis scientifiques que les experts ont donnés au Groupe spécial étayent les arguments avancés par le Canada.

4.1153 Jusqu'à présent, les Communautés européennes ont nié jusqu'à l'existence du moratoire. Elles fondent en grande partie leur défense sur ce qu'elles appellent la complexité et l'incertitude scientifiques. Elles prétendent, d'une part, s'appuyer sur les avis des experts à cet égard. Dans les cas où les experts ne souscrivent pas à la thèse générale des Communautés européennes, celles-ci s'efforcent de discréditer les experts en question, ignorent leurs avis, et/ou répondent elles-mêmes aux questions du Groupe spécial à partir de ce qu'elles présument être l'avis de meilleurs experts. Rien de cela n'est fondé.

4.1154 Les Communautés européennes font valoir qu'il existe des différences qualitatives dans les risques associés aux produits biotechnologiques par rapport à leurs nouveaux équivalents non biotechnologiques. Il ressort des éléments de preuve présentés par la propre Direction générale de la recherche des Communautés européennes que cette thèse est erronée. Cette thèse est également incompatible avec les conclusions répétées des comités scientifiques des Communautés européennes et de l'AESA.

3. Arguments et éléments de preuve relatifs au *moratoire* et aux interdictions visant des produits spécifiques

a) Le moratoire

4.1155 Dans la section qui suit, le Canada répond aux derniers arguments avancés par les Communautés européennes au sujet des articles 5:1, 2:2, 5:7 et 5:5. Le Canada a déjà démontré comment les Communautés européennes avaient donné effet au *moratoire* depuis 1998 et que le *moratoire* était une mesure SPS aux fins de l'*Accord SPS*.

i) Les Communautés européennes n'ont pas établi leur moratoire sur la base d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1

4.1156 L'article 5:1 dispose que les Membres de l'OMC doivent établir leurs mesures sur la base d'une évaluation des risques. L'évaluation des risques doit satisfaire aux prescriptions du point 4 de l'Annexe A, et il doit y avoir "une relation rationnelle entre la mesure et l'évaluation des risques". Le *moratoire* ne satisfait à aucune de ces prescriptions.

4.1157 Les Communautés européennes allèguent que la Directive 90/220 était inadéquate pour évaluer les risques pour l'environnement que présentaient les produits biotechnologiques, d'où la nécessité de modifier cette législation. Elles allèguent qu'elles ont adopté une "approche

intermédiaire" pendant que la législation était en cours d'élaboration. Toutefois, les éléments de preuve montrent que les États membres des CE ne désiraient pas prendre des décisions sur les demandes concernant des produits dans le cadre de cette approche. Les éléments de preuve montrent aussi que la véritable raison de la modification de la Directive 90/220 était la simplification de la procédure d'approbation, y compris la nécessité d'harmoniser les critères en matière d'évaluation des risques. Un désir d'harmonisation ne constitue pas une évaluation des risques aux fins de l'article 5:1.

4.1158 Les Communautés européennes affirment également que l'absence de mesures de gestion des risques appropriées dans leur législation les a empêchées d'achever les évaluations des risques. Toutefois, ces mesures de gestion des risques ne se rapportaient pas à des risques définis. Cela affaiblit fondamentalement l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle elles évaluent les risques et appliquent les mesures de gestion des risques au cas par cas. Par conséquent, les Communautés européennes ne peuvent pas valablement faire valoir que la nécessité de telles mesures est "établie sur la base" d'une évaluation scientifique des risques.

4.1159 Pour essayer de justifier le *moratoire* au titre du Règlement n° 258/97, les Communautés européennes mettent en avant des effets chroniques hypothétiques *imprévus* sur la santé humaine. En substance, les Communautés européennes affirment que les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage, de traçabilité et de méthodes de détection sont nécessaires pour que les effets chroniques à long terme des produits biotechnologiques puissent être étudiés de façon satisfaisante. Elles allèguent que l'absence de preuves sur la toxicité aiguë ne prouve pas l'absence d'effets chroniques à long terme. Cela s'applique à presque n'importe quel aliment nouveau et illustre la tentative des Communautés européennes visant à dissocier la biotechnologie de son contexte approprié. L'argument selon lequel les effets chroniques à long terme doivent être étudiés pour tous les aliments biotechnologiques, en tant que catégorie, laisse également entendre que les Communautés européennes n'évaluent pas les risques au cas par cas. Quoi qu'il en soit, les Communautés européennes ne fournissent pas de preuves, encore moins une évaluation des risques, indiquant qu'un *moratoire* était nécessaire jusqu'à la mise en place de telles mesures. Il en est ainsi parce qu'il n'existe aucune justification scientifique.

4.1160 L'*Accord SPS* n'autorise pas un Membre de l'OMC à suspendre une procédure d'approbation SPS existante, ce qui donne lieu à l'interdiction effective de produits qui font l'objet de demandes en souffrance, pour la simple raison que ce Membre veut actualiser sa législation. Une suspension peut être justifiée dans certaines circonstances, par exemple lorsque des preuves scientifiques crédibles démontrent l'existence de risques réels pour la santé humaine ou l'environnement. Ce n'est pas le cas en l'espèce. La plupart des modifications législatives se rapportaient à des effets négatifs hypothétiques ou visaient à faciliter le retrait du marché d'un produit dans l'éventualité peu probable de l'apparition d'un risque hypothétique.

ii) Les Communautés européennes ne peuvent pas se fonder sur l'incertitude scientifique pour justifier le moratoire au regard de l'article 5:7

4.1161 Les Communautés européennes essaient de justifier le *moratoire* et les retards qui en ont résulté dans le traitement des demandes individuelles en s'appuyant sur l'incertitude scientifique, et allèguent que les preuves scientifiques étaient insuffisantes pour achever les évaluations des risques et adopter les mesures de gestion des risques appropriées. Si tel est le cas, les Communautés européennes doivent démontrer que le *moratoire* entre dans le champ de l'article 5:7 et satisfait à toutes les prescriptions de cette disposition. Elles ne le font pas; elles affirment plutôt qu'il appartient au Groupe spécial d'étoffer les arguments qu'elles avancent. En droit, cela n'est pas suffisant pour permettre aux Communautés européennes de se libérer de la charge de la preuve.

4.1162 Quoi qu'il en soit, le *moratoire* ne satisfait pas aux prescriptions de l'article 5:7. Les Communautés européennes n'ont pas établi que les "preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" pour achever une évaluation des risques. Le "caractère suffisant" exige l'existence d'une "relation … adéquate entre deux éléments". Ces deux éléments sont les preuves scientifiques et l'obligation d'établir une mesure SPS sur la base d'une évaluation des risques. Il s'agit donc de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes pour qu'un Membre établisse ses mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques. Si les preuves sont suffisantes, l'article 5:7 ne peut pas être invoqué comme moyen de défense.

4.1163 Les Communautés européennes ne peuvent pas valablement alléguer que les preuves scientifiques pertinentes concernant les produits biotechnologiques sont insuffisantes pour permettre l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite, ou l'évaluation des effets négatifs potentiels sur la santé des personnes ou des animaux qui consomment des produits biotechnologiques. Avant le *moratoire*, les Communautés européennes étaient d'avis que les renseignements scientifiques concernant les produits biotechnologiques étaient suffisants pour permettre une telle évaluation. De fait, les Communautés européennes avaient approuvé plusieurs produits semblables, qui sont encore tous sur le marché communautaire. Les comités scientifiques communautaires ont maintes fois procédé à des évaluations des risques (et n'ont relevé aucune preuve de l'existence d'un risque), ce qui montre de façon incontestable qu'il existe des preuves scientifiques suffisantes pour autoriser les Communautés européennes à procéder à une évaluation des risques.

4.1164 Une grande partie de l'"incertitude scientifique" évoquée par les Communautés européennes est en réalité l'"incertitude qui subsiste toujours sur le plan théorique puisque la science ne peut *jamais* offrir la certitude *absolue* qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs …". Les Communautés européennes affirment qu'"une absence de preuves scientifiques ne constitue pas la preuve d'une absence d'incidences ou de risques". C'est peut-être vrai si des efforts raisonnables ne sont pas faits pour réaliser des études visant à détecter des dangers plausibles et évaluer les risques que ces dangers peuvent présenter. Ce n'est visiblement pas le cas en l'espèce. Des travaux de recherche considérables ont été effectués sur les risques potentiels. Les Communautés européennes recherchent en réalité la "certitude absolue" et affirment ensuite que l'absence de certitude absolue fait qu'il est impossible pour le présent Groupe spécial de faire son travail. Elles cherchent à mettre sur le même pied l'absence de certitude absolue et des preuves scientifiques insuffisantes, même si l'Organe d'appel a précisé que ces concepts n'étaient pas interchangeables.

4.1165 La question en l'espèce est de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, et non de savoir s'il subsiste, en périphérie, une incertitude scientifique. Pour déterminer si les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes, il faut tenir compte du contexte. Les Communautés européennes tentent, au moyen de leurs communications, de détourner l'attention de la grande quantité de renseignements scientifiques de qualité en mettant l'accent sur l'incertitude scientifique en périphérie. Cela dépouille les produits biotechnologiques du contexte dans lequel ils ont été conçus et doivent être utilisés, et minimise l'importance de la vaste expérience dont on dispose dans les Communautés européennes et dans le monde en ce qui concerne les techniques de sélection végétale, l'évaluation de la sécurité des aliments et la gestion de la résistance aux herbicides et aux pesticides, entre autres choses.

4.1166 De nombreux travaux de recherche sur les plantes transgéniques ont été effectués par des laboratoires universitaires et publics qui ont étudié des aspects de la technologie de l'ADNr, et une partie importante de ces travaux a été réalisée dans les Communautés européennes. Tout cela fait partie de la profusion de preuves scientifiques de qualité concernant les risques, ou les risques potentiels, que présentent les produits en question dans le présent différend. M. Squire a indiqué que les produits biotechnologiques avaient fait l'objet d'un examen réglementaire "sans précédent". On

possède beaucoup plus de renseignements au niveau moléculaire sur les produits biotechnologiques actuellement disponibles, par rapport à leurs équivalents classiques. En conséquence, les Communautés européennes ne peuvent pas valablement alléguer que les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes pour justifier la suspension de la procédure d'approbation des produits biotechnologiques. L'article 5:7 ne peut donc pas être invoqué pour justifier le *moratoire*.

4.1167 De la même façon, les Communautés européennes ne peuvent pas valablement alléguer que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques en ce qui a trait à des demandes spécifiques concernant des produits. La détermination sur le point de savoir si les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour entreprendre et achever une évaluation des risques est liée à la question du "retard injustifié" au titre du point 1 a) de l'Annexe C. L'article 5:7 éclaire la détermination du "retard injustifié" au titre du point 1 a) de l'Annexe C.

4.1168 Étant donné le *moratoire* et son incidence démontrée sur le traitement des demandes, les Communautés européennes doivent démontrer dans chaque cas que les "preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" pour achever l'évaluation des risques dans ce cas. Cela requiert une détermination du "caractère suffisant". En d'autres termes, qu'a-t-on "besoin de savoir" et qu'est-il "bon de savoir"? Comme les experts l'ont indiqué, beaucoup de demandes de renseignements additionnels présentées par les États membres des CE n'étaient pas nécessaires pour garantir la validité des évaluations des risques qui avaient été réalisées. L'absence de renseignements qu'il est "bon de savoir" ne peut donc pas justifier une allégation d'insuffisance des preuves scientifiques.

4.1169 Certains questions posées par les États membres des CE reposaient sur la présomption selon laquelle le produit sera nécessairement cultivé à grande échelle. Selon les Communautés européennes, comme les incidences agro-environnementales d'une culture à grande échelle ne peuvent pas être prévues avec une certitude absolue, la non-approbation du produit est justifiée. Toutefois, il n'y a aucune raison *a priori* de ne pas introduire une culture à plus petite échelle et d'une manière progressive. Il est reconnu que l'introduction graduelle d'un produit, accompagnée de plans de surveillance et de directives agricoles appropriés, est une option réalisable dans les Communautés européennes.

4.1170 Pour déterminer si des preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes, il est important de tenir compte de l'ensemble des renseignements présentés à l'appui d'une demande. Cette approche est cautionnée par Mmes Healy et Nutti et a été adoptée par les comités scientifiques au niveau communautaire. Compte tenu du nombre important de preuves scientifiques fiables recueillies au fil des ans, en partie par les Communautés européennes elles-mêmes, et du fait que les propres comités scientifiques indépendants des Communautés européennes ont été en mesure d'achever des évaluations des risques, toute allégation des Communautés européennes selon laquelle les "preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" est sans fondement. Les Communautés européennes n'ont pas satisfait à la première prescription de l'article 5:7. Comme les prescriptions énoncées à l'article 5:7 sont cumulatives et que les Communautés européennes n'ont pas satisfait à la première prescription et ne peuvent pas le faire, il n'est pas nécessaire d'examiner les autres éléments de l'article 5:7.

4.1171 Pour ces raisons, les Communautés européennes ne peuvent pas invoquer avec succès l'article 5:7 pour justifier leur manquement aux obligations énoncées à l'article 5:5 ou à l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

iii) L'application par les Communautés européennes de leur niveau approprié de protection aux produits biotechnologiques entraîne une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international, ce qui est contraire à l'article 5:5 de l'Accord SPS

4.1172 Il ressort des derniers arguments des Communautés européennes que celles-ci recherchent, pour les produits biotechnologiques, un niveau de protection qui se rapproche de la "sécurité absolue". Les Communautés européennes ont soulevé pratiquement tous les risques hypothétiques imaginables, en se fondant souvent sur des rapports scientifiques qui avaient été en grande partie rejetés. Malgré des évaluations des risques rigoureuses et l'absence d'éléments de preuve de l'existence d'un préjudice, les Communautés européennes affirment énergiquement que des mesures de gestion des risques sont nécessaires.

4.1173 En dépit du large consensus international voulant que les produits biotechnologiques soient comparés à leurs équivalents classiques, les Communautés européennes préconisent une évaluation des produits biotechnologiques dans l'abstrait. Elles font abstraction des avantages démontrés associés à ces cultures et des risques bien établis pour la santé humaine et l'environnement découlant des pratiques existantes que certaines de ces cultures peuvent contribuer à atténuer. Ce faisant, les Communautés européennes affaiblissent sérieusement leur allégation selon laquelle elles agissent avec précaution afin de protéger l'environnement.

4.1174 Le niveau de protection que les Communautés européennes accordent aux produits biotechnologiques devrait être comparé à celui qui a été adopté pour les nouvelles cultures mises au point au moyen d'autres formes de modification génétique, comme la radiation et la mutagénèse induite chimiquement, la variation somaclonale, et même la multiplication sélective classique. Comme les experts l'ont confirmé, les méthodes biotechnologiques et non biotechnologiques de modification génétique ne sont pas fondamentalement différentes en ce qui a trait aux types de risques pour la santé humaine ou l'environnement qu'elles présentent.

4.1175 Toutes les méthodes qui introduisent un changement génétique peuvent avoir des effets inattendus et non intentionnels. Les experts étaient d'accord sur ce point. La probabilité de modifications du génome varie en fonction de la méthode de modification génétique. Il en a été question dans le récent rapport des Académies nationales sur la sécurité sanitaire des aliments génétiquement modifiés. Dans ce rapport, les différentes méthodes ont été ordonnées suivant une séquence et il a été établi que la multiplication sélective effectuée au sein d'une population homogène constitue la méthode qui a le moins de chances d'occasionner des modifications non intentionnelles tandis que les techniques de mutagénèse sont les méthodes qui présentent le plus de risques. Il est révélateur d'observer que les techniques de l'ADN recombinant sont situées à différents niveaux entre ces extrêmes.

4.1176 Des effets non intentionnels n'impliquent pas forcément un danger. Les dangers potentiels sont le fait du produit, et non de la méthode de production. Il est intéressant de noter que la sélection classique est à l'origine des effets non intentionnels les plus frappants de la production alimentaire sur la santé humaine (par exemple les pommes de terre comportant des niveaux élevés de glyco-alcaloïde). La méthode utilisée pour mettre au point le produit ne modifie pas la nature des risques.

4.1177 En dépit du fait que toutes les formes de modification phytogénétique peuvent produire des effets négatifs non intentionnels, les Communautés européennes n'ont pas imposé de *moratoire* sur les produits issus d'autres formes de sélection végétale. À vrai dire, même si les plantes obtenues au moyen de méthodes de sélection classiques sont périodiquement évaluées pour déterminer si elles ont subi des changements au niveau de la productivité, de l'efficience reproductive, des réactions à la

maladie et des caractéristiques concernant la qualité, elles ne font pas l'objet d'une évaluation axée sur la sécurité.

4.1178 L'un des exemples les plus frappants de la préoccupation sélective des Communautés européennes au sujet des risques est la différence de traitement des cultures de colza résistant aux herbicides qui ont été mises au point au moyen de la mutagénèse et de la technologie de l'ADN recombinant. Les experts étaient d'accord pour dire que les cultures résistant aux herbicides, quelle que soit la méthode de production employée, présentaient des risques similaires. Toute l'analyse que les Communautés européennes ont faite dans leurs observations sur les avis donnés par les experts au sujet des risques que présentaient les cultures résistant aux herbicides s'applique également aux cultures biotechnologiques et mutagènes. Toutefois, même si la probabilité d'une modification imprévue du génome est au moins aussi probable avec la mutagénèse qu'avec la transgenèse, les Communautés européennes n'exigent pas une évaluation exhaustive des risques pour les cultures résistant aux herbicides obtenues par mutagénèse. En ce qui a trait aux cultures mutagènes, à la différence de leurs équivalents biotechnologiques, les préoccupations semblent peu nombreuses quant aux effets sur la santé ou l'environnement. La panoplie des prescriptions réglementaires qui s'appliquent aux produits biotechnologiques est totalement absente dans le cas des cultures mutagènes. Par-dessus tout, il n'y a pas de *moratoire*.

4.1179 Étant donné la similarité des risques et les autres facteurs mentionnés dans la première communication écrite du Canada, ces différences dans les niveaux appropriés de protection sont arbitraires et injustifiées et entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international, en violation de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

b) Interdictions de commercialiser des produits spécifiques

i) Colza GT73

4.1180 Compte tenu du fait que l'huile produite à partir du colza GT73 a déjà été approuvée pour la consommation humaine, les conclusions de Mme Nutti concernant l'impact sur la santé humaine étaient tout à fait compatibles avec les avis de l'autorité compétente néerlandaise et de l'AESA. Pour ce qui est des aliments pour animaux, les Communautés européennes n'ont pas mis en doute l'avis donné en 2004 par l'AESA sur la sécurité du GT73 utilisé comme aliment pour animaux. La préoccupation alléguée des Communautés européennes concernant les résidus de pesticides et les métabolites connexes a été rejetée par Mme Nutti.

4.1181 En ce qui concerne la dissémination dans l'environnement, la préoccupation alléguée mentionnée par les États membres des CE semble se rapporter à la possibilité d'une dispersion accidentelle des semences. Les experts ont rejeté cette préoccupation au motif qu'elle n'était pas scientifiquement justifiable, et que les études mentionnées par M. Squire avaient une applicabilité limitée, étant donné que le transport intérieur de semences importées était peu probable. Quoi qu'il en soit, si une dispersion accidentelle des semences se produit autour des quais et des installations de traitement, ces semences peuvent être aisément contrôlées. M. Squire était également d'accord avec l'AESA pour dire que le plan de surveillance proposé par l'auteur de la notification était acceptable, compte tenu des facteurs mentionnés dans l'avis de l'AESA. Par conséquent, les demandes concernant une surveillance plus rigoureuse sont tout à fait injustifiées.

4.1182 Comme l'interdiction visant le GT73 n'est pas étayée par une évaluation des risques, les Communautés européennes enfreignent les articles 5:1 et 2:2. De plus, un retard de sept ans dans l'approbation de ce produit est, selon n'importe quel critère raisonnable, "injustifié" et, partant, constitue une violation du point 1 a) de l'Annexe C. En outre, en interdisant le GT73, en présentant

constamment des demandes de renseignements additionnels injustifiées et en cherchant à imposer des prescriptions rigoureuses et inutiles en matière de surveillance, les Communautés européennes agissent en violation de l'article 5:5. Les principaux bénéficiaires sont les producteurs européens de colza qui vendent leurs produits aux huileries des Communautés européennes.

ii) Colza Ms8xRf3

4.1183 En ce qui concerne la caractérisation moléculaire, Mme Healy a confirmé que les demandes concernant une nouvelle caractérisation moléculaire n'étaient pas nécessaires pour achever l'évaluation des risques. M. Snape était d'accord avec Mme Healy et, surtout, se ralliait à l'avis donné en février 2002 par le Conseil de biosécurité belge. Les experts ont également confirmé que la probabilité d'un établissement ou d'une dispersion en tant qu'adventice du Ms8xRf3 en l'absence de l'application de glufosinate-ammonium ne différait pas de la probabilité pour les variétés classiques de colza, et que les techniques qui étaient en place pour lutter contre les repousses ou adventices de colza pouvaient être appliquées avec la même efficacité au Ms8xRf3.

4.1184 Pour évaluer la légitimité de la demande de renseignements additionnels présentée par la Belgique au sujet de la biodiversité des terres agricoles et de l'intégrité du réseau alimentaire notamment, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit tout le contexte dans lequel la demande a été présentée, ainsi que les avis donnés par Mme Snow et M. Squire.

4.1185 Bien que les experts aient indiqué que, d'un point de vue technique, la demande de la Belgique était justifiée, une fois mise en contexte, cette demande devrait être considérée comme une tentative visant à contrecarrer la procédure d'approbation. Les effets de l'utilisation d'herbicides peuvent être gérés, et les cultures résistant aux herbicides fournissent une flexibilité additionnelle pour ce qui est de la lutte contre les adventices.

4.1186 L'interdiction visant le Ms8xRf3 n'est pas "rationnellement liée" aux risques mentionnés dans l'évaluation des risques, contrairement à l'article 5:1 et, par implication, à l'article 2:2. De plus, un retard de neuf ans dans l'approbation de ce produit est, selon n'importe quel critère raisonnable, "injustifié", en violation du point 1 a) de l'Annexe C. S'agissant de l'article 5:5, en imposant cette interdiction, en demandant constamment des renseignements inutiles et en cherchant à assujettir la surveillance et les pratiques agricoles à des prescriptions rigoureuses, les Communautés européennes ont violé cette disposition.

c) Interdictions nationales

4.1187 Le Canada reste fidèle à ses arguments juridiques antérieurs. Ces arguments sont étayés par des preuves documentaires abondantes et démontrent que les interdictions nationales des États membres des CE sont des mesures SPS, et sont visées par les articles 5:1, 5:5, 5:6, 2:2 et 2:3 de l'*Accord SPS* et incompatibles avec ces dispositions. En revanche, les Communautés européennes doivent encore élaborer, pour chacune de ces mesures, un argument juridique et factuel parfaitement logique qui réfuterait les éléments *prima facie* initiaux du Canada.

4.1188 Le Canada formule quelques observations additionnelles à la lumière des avis des experts scientifiques et des observations écrites des Communautés européennes sur ces réponses. En gros, les avis des experts confirment en grande partie les arguments du Canada selon lesquels les interdictions nationales ne sont pas étayées par des preuves scientifiques suffisantes ni par une évaluation des risques, d'une manière contraire aux articles 2:2 et 5:1 de l'*Accord SPS*. En outre, les avis des experts étayent l'affirmation selon laquelle l'article 5:7, même s'il pouvait être applicable à ces mesures

lorsqu'elles ont été adoptées, ne s'appliquait pas lorsque le présent Groupe spécial a été établi, et ne s'applique pas maintenant.

4.1189 Le colza Topas 19/2 a été approuvé par les Communautés européennes à des fins d'importation et de transformation en avril 1998. Il a été interdit par la France et la Grèce. Les experts se sont accordés à penser que ces mesures n'avaient aucun fondement scientifique car l'approbation de ce produit visait uniquement l'importation et la transformation. Bien que M. Andow ait affirmé que la France aurait pu justifier sa mesure en 1998 – encore qu'en s'appuyant sur des motifs autres que ceux qu'elle a effectivement mentionnés -, il a conclu que la France et la Grèce disposaient de données suffisantes et auraient pu prendre une décision pas plus tard qu'en 2001. Dans leurs commentaires sur les réponses des experts, les Communautés européennes déforment la question fondamentale à laquelle il doit être répondu. En fait, les propres experts scientifiques de la France n'ont pas considéré que le colza résistant aux herbicides – lorsqu'il était importé à des fins de transformation – présentait plus de risques que le colza classique.

4.1190 Les experts conviennent également que la "preuve scientifique et [les] autres renseignements" présentés par la France ne satisfont pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est énoncée dans l'*Accord SPS* ou dans la CIPV. Bien que M. Andow affirme que la documentation entre effectivement dans le champ de l'annexe III du Protocole sur la biodiversité, de l'avis du Canada, cette annexe ne constitue pas une norme internationale aux fins de l'*Accord SPS*, et n'est donc pas pertinente pour une détermination sur le point de savoir si les renseignements présentés par la France satisfont aux prescriptions de l'*Accord SPS*.

4.1191 Enfin, sur la base du projet de décision qu'elle a présenté au Comité de réglementation, la Commission européenne partage le point de vue selon lequel aucun élément scientifique ne justifie le maintien d'une interdiction visant l'importation et la transformation du colza Topas 19/2. Force est de conclure que l'interdiction de la France et l'interdiction à l'importation de la Grèce visant le Topas 19/2 sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, d'une manière contraire à l'article 2:2 de l'*Accord SPS*, ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques, d'une manière contraire à l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et ne peuvent pas être justifiées au titre de l'article 5:7 parce qu'il existe des preuves scientifiques suffisantes pour achever une telle évaluation des risques.

4.1192 En ce qui concerne le maïs T25, selon M. Andow l'apparition d'une résistance aux adventices était la seule préoccupation plausible soulevée par l'Autriche. Même alors, il ne ressort pas des éléments de preuve que l'Autriche était véritablement préoccupée par ce risque potentiel. De toute façon, dans les faits, ainsi que les Communautés européennes doivent le reconnaître, le glufosinate-ammonium a très bien réussi à empêcher l'apparition d'une résistance, et des stratégies de gestion de la résistance aux herbicides étaient en place vers la fin des années 90.

4.1193 Le T25 a fait l'objet d'un examen scientifique approfondi. Dans tous les cas sans exception, les propres experts scientifiques des Communautés européennes sont arrivés à la même conclusion. Les preuves présentées par les Communautés européennes ne peuvent pas être considérées comme une base adéquate pour constater que l'interdiction imposée par l'Autriche était ou est compatible avec l'article 2:2 ou l'article 5:1, ou peut être justifiée au titre de l'article 5:7. S'il en était autrement, les disciplines figurant dans ces dispositions seraient dans une large mesure vidées de leur sens.

4.1194 Enfin, pour le T25 comme pour d'autres produits, la Commission européenne a déposé un projet de décision demandant à l'Australie de lever son interdiction. À l'évidence, la Commission partage le point de vue du Canada au sujet de l'absence de preuves scientifiques justifiant le maintien de la mesure.

4.1195 Concernant l'interdiction visant le maïs MON809, MON810, Bt-11 et T25 imposée par l'Italie, le Canada demande des précisions aux Communautés européennes sur le statut juridique de l'interdiction à l'heure actuelle. Selon certaines preuves, la mesure n'est plus en vigueur, mais ces preuves ne sont pas concluantes. Le Canada demande donc aux Communautés européennes de confirmer (au moyen de pièces justificatives) que la mesure prise par l'Italie a été abrogée ou est par ailleurs sans effet.

4.1196 À supposer que la mesure demeure en vigueur, l'absence de preuves à l'appui d'une interdiction nationale en l'espèce est, pour autant qu'on puisse en juger, encore plus marquée que par rapport aux autres interdictions visant des produits spécifiques. Mme Nutti est le seul expert qui a répondu aux questions du Groupe spécial sur l'interdiction nationale imposée par l'Italie. Pour chacune de ces variétés de maïs, elle a conclu que l'Italie disposait de preuves scientifiques suffisantes pour achever les évaluations des risques, et que les renseignements que l'Italie avait présentés à la Commission européenne à l'appui de sa mesure "n'appuyaient pas une interdiction temporaire" du MON810, du MON809, du Bt-11 et du T25. Dans leurs observations sur les réponses données par Mme Nutti au sujet de l'interdiction nationale imposée par l'Italie, les Communautés européennes présentent peu de preuves scientifiques dans leurs efforts pour discréditer ou contredire l'avis de Mme Nutti. De plus, elles font erreur au sujet de certains faits. À titre d'exemple, elles confondent le gène *bla*, qui confère à l'ampicilline une résistance aux antibiotiques, avec le gène *nptII*. De surcroît, le gène *nptII* n'est pas présent dans la construction génétique finale et, de toute façon, il est utilisé depuis 13 ans de manière sûre dans les denrées alimentaires et les aliments pour animaux.

4.1197 En résumé, comme pour les autres mesures nationales des États membres des CE, les avis des experts et toutes les autres preuves scientifiques disponibles appuient fortement les arguments du Canada selon lesquels la mesure prise par l'Italie n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, d'une manière contraire aux articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*. Par ailleurs, il semble évident qu'il existe des preuves scientifiques suffisantes pour achever une évaluation des risques, et que l'article 5:7 est donc inapplicable.

4. Autres questions

4.1198 Le Canada examine brièvement les arguments avancés par les Communautés européennes au sujet du critère d'examen et des définitions fournies par les organisations internationales.

4.1199 En ce qui concerne le critère d'examen, les Communautés européennes font deux affirmations, qui sont toutes deux sans fondement. Premièrement, elles font valoir que le Groupe spécial devrait limiter son examen des preuves et des données scientifiques à celles qui existaient lorsque la mesure a été mise en place. Deuxièmement, elles font valoir que le Groupe spécial devrait faire preuve de retenue dans son évaluation du point de savoir si elles ont violé le point 1 a) de l'Annexe C. Dans les deux cas, les Communautés européennes déforment le rôle approprié du Groupe spécial étant donné la mauvaise interprétation qu'elles donnent ou la mauvaise application qu'elles font des termes de l'article 11 du Mémorandum d'accord et de la jurisprudence pertinente.

4.1200 Premièrement, en ce qui concerne la question temporelle, les Communautés européennes ont tort de s'appuyer sur l'affaire *États-Unis – Fils de coton*; le critère d'examen dans les affaires concernant des mesures de sauvegarde est différent du critère d'examen dans les affaires SPS. Limiter l'examen à l'"état des renseignements et des données scientifiques qui existaient au moment où la mesure" est apparue ne permettrait pas au Groupe spécial de déterminer si la mesure pouvait être justifiée au moment où le Groupe spécial a été établi, ce qui va à l'encontre de l'objet et du but de l'*Accord SPS*, et serait incompatible avec la prescription énoncée à l'article 11 du Mémorandum

d'accord. La référence, à l'article 2:2, au "maintien" d'une mesure SPS serait vidée de son sens, contrairement au principe d'interprétation des traités dit de l'effet utile.

4.1201 Deuxièmement, la tentative des Communautés européennes de créer une distinction dans l'application du critère d'examen entre l'article 5:2 et le point 1 a) de l'Annexe C n'est pas étayée par la jurisprudence. Le Groupe spécial devrait examiner les mesures des Communautés européennes en fonction de la manière dont un gouvernement raisonnablement diligent aurait agi et aurait dû agir compte tenu des renseignements factuels dont il disposait. Faire preuve de retenue dans l'interprétation et l'application du point 1 a) de l'Annexe C ne serait pas compatible avec la jurisprudence. De toute façon, il ne fait pas de doute que les Communautés européennes ne se sont pas acquittées de l'obligation procédurale leur incombant au titre du point 1 a) de l'Annexe C. Accepter qu'une période de six ans et demi soit assimilée à un retard raisonnable viderait le point 1 a) de l'Annexe C de son sens; cela serait incompatible avec le principe d'interprétation des traités dit de l'effet utile.

4.1202 En ce qui concerne les définitions données par les organisations internationales, les Communautés européennes affirment que ces définitions appuient leur thèse. Le Canada n'est pas de cet avis. À première vue, les définitions qui figurent dans les documents présentés par les organisations internationales n'étayent pas les affirmations des Communautés européennes sur le sens des termes en question. Malgré les affirmations des Communautés européennes selon lesquelles un OGM ne peut pas, à priori, être assimilé à des toxines, des contaminants, des allergènes, ou des organismes pathogènes ou vecteurs de microbes pathogènes, toutes les définitions de ces termes, ou des éléments de ces définitions, peuvent être trouvés dans des documents qui portent expressément sur des questions biotechnologiques. Si les affirmations des Communautés européennes étaient correctes, il n'y aurait guère de raisons de faire figurer ces termes dans des glossaires et des documents normatifs internationaux se rapportant spécifiquement à la biotechnologie.

4.1203 En outre, et de toute façon, les définitions données par les organisations internationales ne sont pas déterminantes pour la signification des termes énumérés, que ce soit dans le contexte de l'*Accord SPS* ou dans celui de l'*Accord OTC*. C'est particulièrement vrai dans le cas des termes énumérés qui figurent dans ces accords. Des termes comme ceux-là doivent être interprétés en conformité avec les règles coutumières d'interprétation des traités, telles qu'elles sont énoncées aux articles 31 et 32 de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*.

AA. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DE L'ARGENTINE CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. La mesure consistant en un moratoire *de facto*

a) La mesure visée par la présente procédure

4.1204 S'agissant du moratoire *de facto*, qui est l'absence d'approbations ou de rejets visant tout nouveau produit agricole biotechnologique depuis 1998, les Communautés européennes n'ont pas approuvé une seule demande avant 2004. Devant cette absence d'approbations ou de rejets, les Communautés européennes se sont bornées à nier l'existence du moratoire *de facto* ou, subsidiairement, à affirmer que si une telle mesure existait elle ne serait pas contestable au titre des Accords de l'OMC. L'Argentine a démontré tout au long de la présente procédure que ces deux affirmations étaient sans fondement.

4.1205 L'existence du moratoire *de facto* a été reconnue à plusieurs occasions par des hauts fonctionnaires des Communautés européennes ayant compétence pour la question visée par le présent

différend, et cet élément de preuve a été présenté au Groupe spécial. Par conséquent, l'Argentine ne répétera pas les références à cet élément de preuve tangible.

4.1206 Le moratoire *de facto* consiste en un comportement systématique des Communautés européennes qui dénote une pratique. Ce type de comportement est un mélange d'actions et d'omissions qui ont pour effet de bloquer toutes les demandes qui se trouvent dans le système d'approbation des Communautés européennes. Le moratoire *de facto* agit aux stades cruciaux de la procédure prévue dans la réglementation communautaire. Bien que certaines demandes aient franchi des étapes de la procédure, cette progression n'a dans aucun cas donné lieu à une approbation ou un rejet. Ce fait est à la base du concept du moratoire *de facto*.

4.1207 L'affirmation des Communautés européennes au sujet de l'impossibilité de contester le moratoire *de facto* au titre des Accords de l'OMC a été réfutée par l'Argentine dans la présente procédure. Les arguments de l'Argentine sont étayés par la jurisprudence du GATT/de l'OMC, et ont été expliqués dans sa première communication écrite.

4.1208 L'Argentine tient à souligner que, s'il fallait suivre une définition étroite du terme "mesure", il s'ensuivrait que les Membres de l'OMC pourraient soustraire leurs mesures à un examen juridique tout simplement en ne les incorporant pas dans un texte de loi. De plus, cela viderait le droit de l'OMC de son sens.

4.1209 La première de ces conséquences (le fait de soustraire des mesures à un examen juridique) a déjà été évoquée dans la première communication écrite de l'Argentine, et a même été signalée par des tierces parties en l'espèce. Toutefois, l'Argentine tient à aborder la deuxième conséquence (le fait de vider le droit de l'OMC de son sens).

4.1210 De l'avis de l'Argentine, il ressort assez clairement de la jurisprudence du GATT/de l'OMC qu'un fondement du système de l'OMC est de garantir que les groupes spéciaux et l'Organe d'appel sont en mesure d'examiner attentivement toutes les mesures, quelle que soit la manière dont les Membres de l'OMC peuvent les avoir mises en place. Une définition étroite du terme "mesure" aurait pour effet non seulement de favoriser un manque de transparence de la part des Membres de l'OMC, mais aussi d'empêcher les groupes spéciaux et l'Organe d'appel d'analyser toute mesure qui porte atteinte aux Accords visés. La jurisprudence a clairement donné du droit du GATT/de l'OMC une interprétation large pour faire en sorte que la conformité avec le droit de l'OMC ne soit pas déjouée simplement à cause de la forme sous laquelle une mesure était imposée. L'Argentine estime que, dans le présent différend, les Communautés européennes ne devraient pas utiliser leur propre manque de transparence pour soustraire le moratoire *de facto* à un examen juridique.

b) Incompatibilité du moratoire *de facto* avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*

4.1211 La législation des Communautés européennes dispose que les produits biotechnologiques doivent être évalués au "cas par cas". Toutefois, les Communautés européennes ont assujetti à une mesure générale, sans disposer d'aucune preuve scientifique, tous les produits biotechnologiques visés par leur système d'approbation. Comme cette mesure n'a pas de fondement scientifique, elle porte atteinte aux obligations fondamentales énoncées dans l'*Accord SPS*. En outre, ce moratoire *de facto* affaiblit l'affirmation des Communautés européennes voulant qu'elles aient évalué les risques au "cas par cas".

c) Les Communautés européennes ne peuvent pas justifier le moratoire *de facto* au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*

4.1212 L'Argentine estime que les Communautés européennes disposaient de preuves scientifiques suffisantes, à savoir les avis favorables donnés par leurs comités scientifiques. Ces avis favorables constituent des preuves scientifiques pertinentes au sens des articles 2:2 et 5:1, et n'ont pas été réfutés par les Communautés européennes ni par les experts nommés pour aider le Groupe spécial.

d) Le moratoire *de facto* contrevient à l'article 5:5 de l'*Accord SPS*

4.1213 Les experts ont confirmé que le traitement accordé par les Communautés européennes aux produits agricoles biotechnologiques, par opposition aux produits "non biotechnologiques", était incompatible avec l'article 5:5. Il en est ainsi parce qu'il a été démontré que les produits agricoles biotechnologiques présentaient des risques similaires à ceux des produits "non biotechnologiques".

2. La "suspension et [le] non-examen" ne reposent pas sur des preuves scientifiques et contreviennent donc aux obligations contractées dans le cadre de l'OMC

4.1214 En ce qui concerne le coton Bt-531, nous estimons que les arguments scientifiques allégués des Communautés européennes ont été réfutés parce que les preuves présentées par l'Argentine n'ont pas été contestées par d'autres preuves scientifiques pertinentes. En ce qui concerne les réunions tenues les 17 et 18 février, la question touchant le coton Bt-531 a été analysée d'une manière plus générale et, d'après les réponses des experts, les Communautés européennes ne peuvent invoquer aucune preuve scientifique valide ou pertinente qui pourrait réfuter les preuves scientifiques favorables découlant de l'avis donné par le Comité scientifique des Communautés européennes en juillet 1998.

4.1215 En ce qui concerne le coton RRC 1445, l'Argentine est d'avis que les réunions tenues les 17 et 18 février ont permis de clarifier les questions, et ont confirmé l'argument selon lequel les renseignements présentés par les Communautés européennes ne contenaient pas de preuves scientifiques aptes à réfuter l'avis favorable donné par le Comité scientifique des Communautés européennes en juillet 1998, avis qui appuyait l'approbation du coton RRC 1445. Nous ajoutons que, dans les précisions données par M. Squire, il était fait mention de la possibilité alléguée d'un transfert de gènes horizontal, ce qui confirme le point de vue de l'Argentine.

4.1216 En ce qui concerne le maïs NK603, l'Argentine se félicite de ce que les experts ont examiné ce produit comme il se doit. Nous sommes d'accord avec M. Andow lorsqu'il dit qu'il n'y avait pas lieu de rejeter l'avis favorable des comités scientifiques des Communautés européennes comme les Communautés européennes ont tenté de le faire dans la présente procédure. En ce qui concerne les réunions tenues les 17 et 18 février, l'importance et la valeur initiales des avis favorables donnés par les comités scientifiques des Communautés européennes ont été clairement établies, surtout lorsque Mme Nutti a spécifiquement abordé une question soulevée dans l'évaluation favorable, que les Communautés européennes avaient essayé de transformer en une question hypothétique. De plus, nous nous réjouissons de ce que les experts ont effectivement reconnu que la surveillance n'était pas nécessaire lorsque le produit était destiné à l'importation seulement, et non à la culture.

4.1217 En ce qui concerne le maïs GA21, la demande a été retirée en septembre 2003, et l'Argentine indique que ce retrait démontre précisément l'effet du moratoire *de facto* et de la "suspension et [du] non-examen". Le maïs GA21 a fait l'objet d'une évaluation favorable au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97. Les Communautés européennes ont négligé ces preuves scientifiques favorables à une approbation pendant des années, jusqu'au retrait des demandes.

4.1218 En résumé, l'Argentine demande au Groupe spécial de constater que la "suspension et [le] non-examen de demandes concernant des produits présentant un intérêt particulier pour l'Argentine" sont incompatibles avec les obligations contractées par les Communautés européennes dans le cadre de l'OMC.

3. Le "retard injustifié"

4.1219 L'article 8 de l'*Accord SPS* énonce deux obligations distinctes: l'obligation de se conformer aux dispositions de l'Annexe C et l'obligation de faire en sorte que "le[s] procédures [des Membres] ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord". Comme l'Argentine a démontré que l'article 5:1 avait été violé, le retard dans l'approbation de produits agricoles biotechnologiques présentant un intérêt pour l'Argentine n'est pas justifié, car il n'est pas fondé sur des preuves scientifiques. Par conséquent, rien ne justifie le retard. Cela est sans préjudice de la violation particulière des alinéas a), b), c) et e) du point 1 de l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

4. Les interdictions des États membres ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques et, partant, violent l'*Accord SPS*

4.1220 Les produits spécifiques visés par les mesures appliquées par l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et le Luxembourg avaient été préalablement approuvés par les Communautés européennes, sur la base d'avis scientifiques donnés par les propres comités scientifiques de ces dernières. Les interdictions imposées par ces États membres font abstraction de ces preuves scientifiques et maintiennent des restrictions à l'entrée de ces produits sur leur territoire. En outre, certains de ces pays ont tenté d'obtenir une protection dans le cadre des procédures de sauvegarde pour essayer de justifier leurs mesures, ce qui a amené les comités scientifiques des Communautés européennes à formuler de nouveaux avis scientifiques. Ces nouveaux avis réfutaient les motifs invoqués à l'appui des mesures nationales.

4.1221 Les observations qui précèdent, ainsi que les réponses des experts, démontrent l'absence de preuves scientifiques à l'appui des mesures actuellement maintenues par ces États membres, et confirment la distinction arbitraire et injustifiée dont font l'objet les produits visés. Pour cette raison, nous demandons, comme dans les sections précédentes, que le Groupe spécial confirme qu'il y a incompatibilité avec l'*Accord SPS*.

BB. DEUXIÈME DÉCLARATION ORALE DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES CONCERNANT LES DEUXIÈME ET TROISIÈME COMMUNICATIONS DES PARTIES PLAIGNANTES

1. Retards

4.1222 La question fondamentale en l'espèce est celle du retard. Les Communautés européennes ont résisté aux tentatives des parties plaignantes visant à présenter la question du retard d'une manière trop simpliste, sur le plan des faits comme du droit. En ce qui concerne les faits, les Communautés européennes ont démontré que les demandes n'étaient pas mises en veilleuse depuis 1998, comme les parties plaignantes l'ont initialement allégué. Les Communautés européennes ont présenté des chronologies détaillées des événements qui montraient l'existence, dans tous les cas, de raisons valables de retarder la procédure du fait des demandes de renseignements complémentaires qui avaient été présentées. Il ressort de l'examen des retards individuels que, dans la grande majorité des cas, des raisons valables étaient à l'origine de ces retards. En ce qui concerne le droit, les Communautés européennes ont résisté aux tentatives des parties plaignantes visant à traduire ces retards individuels en une mesure qu'elles appellent "moratoire". Les parties plaignantes ont progressivement modifié la façon dont elles expliquaient leur "moratoire", qu'elles ont d'abord appelé

une interdiction, puis un blocage de toutes les procédures, puis des retards individuels imputables au plan plus vaste, en l'occurrence le "moratoire" allégué. La situation actuelle est grotesque car les parties plaignantes voient une preuve de l'existence du moratoire même dans des retards individuels qu'elles considèrent elles-mêmes comme justifiés. Le Groupe spécial a mis l'accent à bon droit sur l'évaluation des retards individuels.

a) Charge de la preuve

4.1223 En ce qui concerne les retards individuels, il est clair que l'allégation *prima facie* initiale des parties plaignantes selon laquelle toutes les procédures avaient été bloquées a été en grande partie réfutée par les Communautés européennes au moyen des historiques des produits qu'elles ont présentés dans leurs communications ainsi que dans les chronologies des événements qui ont été produites. Il incombe aux parties plaignantes de réfuter ces éléments de preuve en présentant des arguments et des éléments de preuve qui expliquent pourquoi des retards ne sont pas légitimes, le retard devenant ainsi injustifié.

b) Retards qualifiés d'"injustifiés" par les parties plaignantes

4.1224 Falcon GS40/90, EC-62: Les États-Unis sont la seule partie plaignante qui a inscrit ce produit dans son mandat. Le seul argument qu'ils formulent se rapporte au fait que la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Comité réglementaire ou ne l'a pas fait. Les Communautés européennes ont déjà traité cette question. Pour ce qui est des points soulevés dans les questions du Groupe spécial, les États-Unis affirment que les experts ont confirmé leurs allégations. Les Communautés européennes ne voient pas quelles sont ces allégations. Dans leurs observations sur les réponses des experts, les États-Unis se réfèrent à des parties de leur réfutation supplémentaire dans lesquelles il n'est, en réalité, pas fait mention du Falcon.

4.1225 MS8xRF3, EC-63: De la même façon que pour le Falcon GS40/90, les États-Unis ont uniquement dénoncé l'approche intermédiaire (et le fait que le Comité réglementaire n'avait pas été consulté) en tant que "retard injustifié". Les Communautés européennes ont déjà abordé ces questions. Pour sa part, le Canada a longuement analysé la procédure. Il a réitéré les arguments relatifs au fait qu'il n'y ait pas eu de vote, que les Communautés européennes avaient examinés. Il a souscrit à certaines mesures qui avaient été prises, comme un code convenu de bonnes pratiques agricoles et un plan de surveillance. Il a relevé un certain nombre de demandes de renseignements qu'il jugeait problématiques. Sur ces points, le Groupe spécial a demandé conseil aux experts, démarche qui a donné lieu à une foule d'opinions divergentes indiquant que ces questions étaient loin d'être réglées. Ainsi, concernant la demande relative à une nouvelle caractérisation moléculaire, les points de vue de Mme Healy et de M. Snape divergeaient considérablement. Les Communautés européennes ont exposé leurs vues sur la justification de ces demandes dans leurs observations sur les avis scientifiques, et elles s'en tiennent à ces vues, puisqu'elles considèrent que ces demandes étaient justifiées.

4.1226 L'affirmation du Canada selon laquelle le Conseil consultatif belge "a approuvé" le Ms8xRf3 à des fins d'importation et de transformation est fausse. Les organismes nationaux formulent simplement des "avis"; c'est au niveau communautaire qu'une "approbation" est ou non accordée. À vrai dire, le produit fait actuellement l'objet d'une évaluation par l'AESA pour toutes les utilisations. L'affirmation du Canada selon laquelle la Belgique s'oppose à l'approbation de ce produit à des fins de culture parce "que les règles de coexistence ne sont pas encore en vigueur" est trompeuse. L'une des principales préoccupations de cette autorité se rapporte au transfert de gènes, aussi bien dans les espèces sauvages apparentées que dans les champs avoisinants. Le Canada allègue également que "la Belgique rejette l'"approche intermédiaire"" et "repousse" les tentatives de l'auteur de la notification

visant à remplir ses obligations. Une fois de plus, les citations sélectives du Canada sont trompeuses. Une lecture attentive du procès-verbal pertinent (EC-63) montre bien que l'autorité a discuté du point de savoir si la demande devrait être complétée. La conclusion a toutefois été positive et la demande a effectivement suivi son cours. Le Canada a également souligné que la Belgique avait autorisé le glufosinate pour des cultures GM. Comme il peut être constaté, cette autorisation concerne une utilisation différente (production de semences seulement) pour un événement différent (MS1xRF2). Par conséquent, les Communautés européennes ne voient pas la pertinence de ce fait pour cette autorisation.

4.1227 Betterave à sucre Roundup Ready A5/15, EC-64: Le produit A5/15 est inscrit dans le mandat des États-Unis seulement. Les allégations sont toutes génériques et se rapportent à des questions comme le refus de la Commission de soumettre un projet de mesure ou le fait de ne pas l'avoir fait, et l'application de l'"approche intermédiaire". Les Communautés européennes ont déjà examiné ces allégations. Le Groupe spécial a examiné un certain nombre de points par l'intermédiaire des experts scientifiques, et leurs avis sur ces points étaient plutôt favorables aux nouvelles demandes présentées par les autorités compétentes. Ainsi, M. Andow a approuvé la demande des Pays-Bas au sujet d'une évaluation théorique de la sécurité, les demandes des Pays-Bas et du Royaume-Uni sur l'obtention de données additionnelles sur la caractérisation moléculaire, et la demande de l'Italie sur le transfert et la recombinaison de gènes dans des conditions naturelles, au motif qu'elles étaient pertinentes pour une évaluation des risques pour l'environnement et n'avaient pas déjà fait l'objet d'un examen.

4.1228 Coton Bt (531), EC-65: L'Argentine et les États-Unis ont inscrit le 531 dans leur mandat. Ils allèguent que le Comité de réglementation n'a pas tenu un vote et que la consultation interservices est synonyme de moratoire. Les Communautés européennes ont examiné ces allégations et mis en évidence le fait que le Comité de réglementation n'avait pas tenu un vote parce que les objections des États membres se rapportaient à des questions comme le GMRA, les effets non recherchés et le plan de surveillance. L'Argentine ne revient pas sur ces allégations, mais se contente de parcourir certains documents et de les rejeter sans les avoir dûment analysés, et limite sa réfutation à l'affirmation selon laquelle un plan de surveillance avait déjà été présenté et évalué d'une manière favorable. Les États-Unis s'attardent un peu sur ce produit, mais n'avancent pas d'argument pour contester la validité des préoccupations, et affirment simplement que tous les renseignements ont été présentés. Le Groupe spécial n'a pas consulté à nouveau ses experts sur la justification scientifique de ces préoccupations, et les Communautés européennes soutiennent qu'elles étaient légitimes et scientifiquement fondées et n'avaient pas été examinées précédemment. En ce qui concerne l'observation selon laquelle le demandeur n'avait pas été prié de présenter des données spécifiques, les demandes de renseignements additionnels formulées par d'autres autorités compétentes ou par les comités des Communautés européennes sont automatiquement transmises au demandeur. Comme il s'agit d'une procédure automatique, aucune trace de cette transmission n'est conservée.

4.1229 Coton Roundup Ready (RRC 1445), EC-66: Comme dans le cas du coton 531, l'Argentine et les États-Unis ne relèvent pas de retard spécifique et limitent les allégations – une fois de plus – à des questions comme le fait que le Comité de réglementation n'a pas tenu un vote et la consultation interservices. Dans leur réfutation supplémentaire, les États-Unis rejettent les préoccupations scientifiques mises en évidence par les Communautés européennes au motif qu'elles "passent à côté" d'un retard injustifié de quatre ans. Toutefois, les experts du Groupe spécial ont estimé que les objections formulées au sujet de l'adéquation du plan de surveillance étaient scientifiquement justifiables.

4.1230 Pomme de terre féculière amylogène, EC-67: Les États-Unis ont été les seuls à inscrire ce produit dans leur mandat. Le seul argument avancé est que la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure ou ne l'a pas fait. Les Communautés européennes ont déjà examiné cette question et

ont également mis en évidence les préoccupations exprimées par le Comité scientifique des plantes sur ce produit. Les Communautés européennes font observer que trois des quatre experts du Groupe spécial qui se sont prononcés sur ces préoccupations ont justifié leur validité scientifique.

4.1231 Colza Liberator, EC-68: Voici encore un autre produit qui est inscrit uniquement dans le mandat des États-Unis, et au sujet duquel ceux-ci n'ont pas formulé d'allégations en dehors de l'affirmation habituelle voulant que la Commission ait refusé de soumettre un projet de mesure. Les Communautés européennes avaient une fois de plus examiné cette question. Elles ont expliqué que cette demande avait fait l'objet d'un certain nombre d'objections se rapportant à des questions comme la caractérisation moléculaire, l'analyse de la composition et les effets à long terme sur l'environnement. Les Communautés européennes ont également mis en évidence des questions que l'autorité compétente principale avait soulevées sur la caractérisation moléculaire et le plan de surveillance postérieure à la commercialisation. Le Groupe spécial n'a pas jugé nécessaire d'évaluer si ces préoccupations étaient ou non scientifiquement justifiées. Les Communautés européennes soutiennent donc qu'il s'agissait de préoccupations légitimes et scientifiquement fondées

4.1232 Maïs Bt-11, EC-69: Les États-Unis ont formulé plusieurs allégations à ce sujet. Outre l'allégation selon laquelle la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure, les États-Unis ont également allégué qu'une période de deux ans et demi s'était écoulée après que le Comité scientifique des plantes avait donné son avis. Les Communautés européennes ont examiné ces deux allégations et mis en évidence le fait que le demandeur devait encore présenter le plan de surveillance demandé en 2000. L'argument selon lequel ce plan doit être appliqué uniquement après la commercialisation est hors de propos. S'il est vrai qu'il sera appliqué seulement après la commercialisation, il doit malgré tout être présenté préalablement à une autorisation, avec tous les renseignements requis pour qu'il soit procédé à une évaluation appropriée. Quant aux allégations des États-Unis selon lesquelles les préoccupations au sujet de l'analyse de la composition, de la biogéochimie, des effets écologiques et de l'invasivité sont sans fondement et ont déjà été examinées, les Communautés européennes les contestent. Le Groupe spécial n'a pas demandé d'évaluer si ces préoccupations étaient ou non scientifiquement justifiées. Les Communautés européennes affirment donc que ces préoccupations étaient légitimes et scientifiquement fondées.

4.1233 Colza GT73, EC-70: Concernant le GT73, les États-Unis allèguent que les États membres ont élevé une objection en raison de la nécessité d'une législation sur la traçabilité, l'étiquetage et la coexistence. Le Canada semble relever un retard général de 42 mois, ainsi qu'un certain nombre de "questions et objections déraisonnables ou … injustifiées". Les Communautés européennes s'en tiennent aux arguments qu'elles ont avancés et font observer que certaines préoccupations suscitées par cette demande (caractérisation moléculaire, études d'alimentation, plan de surveillance) ont été incorporées dans les questions que le Groupe spécial avait posées aux experts, lesquels les ont évaluées d'une manière plutôt favorable. Quant aux autres préoccupations, les Communautés européennes maintiennent leur position selon laquelle il s'agissait de préoccupations légitimes et scientifiquement fondées ou de prescriptions réglementaires n'entrant pas dans le cadre du présent différend (traçabilité et étiquetage).

4.1234 Maïs Bt Cry1F (1507), EC-74: Les États-Unis ont relevé quatre demandes de renseignements additionnels qui ne seraient pas justifiées et qui auraient causé un retard injustifié. Les Communautés européennes font observer qu'aucune de ces demandes n'a été évoquée dans le contexte d'une autre demande concernant le même produit (EC-75). Les États-Unis allèguent qu'en plus d'avoir bloqué la demande les États membres s'y sont opposés au motif qu'une législation sur la traçabilité, l'étiquetage et la coexistence était nécessaire. Les Communautés européennes ont examiné ces allégations et mis en évidence un certain nombre de questions soulevées par les autorités compétentes principales et les autres États membres au sujet de la caractérisation moléculaire, de l'allergénicité et de la toxicité, des

effets environnementaux, des effets de la surveillance, de l'échantillonnage et des méthodes de détection. Les États-Unis allèguent que certaines de ces préoccupations (études sur les aliments entiers, évaluation de la sécurité, organismes non recherchés, analyse protéique) sont sans fondement. Certaines d'entre elles ont été soumises aux experts, qui les ont évaluées d'une manière plutôt favorable. Quant aux autres préoccupations, les Communautés européennes affirment qu'il s'agissait de préoccupations légitimes et fondées ou de prescriptions réglementaires ne relevant pas du présent différend (traçabilité et étiquetage).

4.1235 NK603, C/ES/00/01, EC-76: Les États-Unis soulèvent des questions qui, à leur avis, étayent un retard injustifié. Ils allèguent que la demande est demeurée au niveau des États membres pendant 25 mois. Ils reconnaissent que plusieurs demandes de renseignements ont été présentées, mais insistent sur le fait que l'autorité compétente a consacré 12 mois à l'évaluation des renseignements reçus. L'idée des États-Unis qu'une autorité compétente doit assimiler et traiter sur-le-champ des renseignements que le demandeur a mis 13 mois à réunir est quelque peu naïve. Les États-Unis se réfèrent à des retards qui se sont produits au niveau communautaire. Les Communautés européennes soulignent que la procédure est énoncée dans la législation, que les parties plaignantes ne contestent pas. Les États-Unis se réfèrent à deux demandes de renseignements qu'ils jugeaient non valables et qui ont entraîné, à leur avis, des retards injustifiés. L'une d'elles a été présentée par l'Autriche et portait sur des données et des études sur les effets subchroniques, mutagènes, reproductifs et écotoxiques. Les experts du Groupe spécial ne l'ont pas examinée. Les Communautés européennes ne sont pas d'accord pour dire que cette demande était "sans fondement et déraisonnable". Elles font observer que la demande présentée par l'Autriche était plus vaste et portait sur des questions fondamentales (analyse de la composition, caractérisation moléculaire), dont les États-Unis n'ont pas contesté la validité scientifique. L'autre demande a été présentée par l'Espagne et portait sur le recours à la PCR à des fins de sélection pour des insertions aléatoires putatives de fragments et une transcription possible. Elle était visée par la question n° 38 du Groupe spécial, mais aucun expert n'a répondu. Les Communautés européennes se réfèrent à leurs observations sur les réponses des experts, dans lesquelles elles expliquent pourquoi cette demande était scientifiquement valable.

4.1236 Maïs Roundup Ready GA (21), EC-78 et 85: Les États-Unis dénoncent certains retards au niveau des États membres mais passent sous silence de façon opportune le fait que de nombreuses demandes de renseignements ont été présentées. Toutes les demandes mentionnées par les États-Unis étaient visées par les questions n° 40 et 40*bis* du Groupe spécial. Elles ont été abondamment analysées par les experts, et les Communautés européennes se réfèrent aux paragraphes 476 et suivants de leurs propres observations sur les réponses des experts, dans lesquels elles expliquent que ces demandes étaient scientifiquement raisonnables.

4.1237 MaisGuard x Roundup Ready (MON810 x GA21), EC-82: Les États-Unis relèvent certains retards qui se sont produits au niveau des États membres. Ces retards peuvent être expliqués: l'un des parents de cet hybride, le GA21, n'avait pas encore été évalué et l'autorité compétente attendait l'évaluation. Les experts n'ont pas analysé le point de savoir si une évaluation de la sécurité d'un hybride pouvait être mise en veilleuse dans l'attente de l'évaluation des lignées parentales. Toutefois, il semble évident que l'hybride ne peut pas être évalué de manière concluante si l'évaluation de ses événements parentaux se poursuit toujours.

4.1238 GA21, destiné à l'alimentation humaine, EC-91: Les États-Unis formulent des arguments au sujet d'un "retard injustifié" dans le traitement de cette demande. Les Communautés européennes ont déjà répondu à la plupart de ces arguments, et font observer que les États-Unis semblent soulever une question scientifique, que les experts n'ont pas examinée, au sujet d'une observation de l'autorité compétente de la Grèce sur les tests de toxicité du produit tout entier, et non de la protéine seulement. Il s'agit simplement d'une observation que la Grèce formulait à propos de l'absence de données

semblables, et non d'une suggestion ou d'une demande concernant la réalisation des tests. Les Communautés européennes ne voient pas comment cette observation a pu causer un retard quel qu'il soit. Il semble que les États-Unis ont isolé cette observation sur une base arbitraire.

4.1239 Maïs doux Bt, EC-92: Les États-Unis et les Communautés européennes ne s'entendent pas sur la nature des observations et des objections qui ont été formulées. Toutefois, indépendamment du point de savoir s'il s'agissait ou non d'évaluations des risques, ces observations et objections reposaient sur des raisons scientifiques valables et raisonnables, ce que les États-Unis ne contestent pas. Les États-Unis examinent certaines demandes de renseignements sur l'analyse de la composition et l'équivalence substantielle. Ces demandes ne sont pas visées par les questions du Groupe spécial et les Communautés européennes ne partagent pas le point de vue des États-Unis sur la validité scientifique de ces demandes.

4.1240 MaisGuard (MON810) x RoundupReady (GA21), EC-94: Les États-Unis soulèvent deux questions sur la pièce EC-94. La première est un retard imputable à une évaluation incomplète du GA21, qui est l'une des lignées parentales. Comme il en est question dans la pièce EC-82 (dissémination dans l'environnement, même hybride), cette question n'a pas été analysée par les experts, et l'observation sur la nécessité d'une évaluation des parents de l'hybride s'applique encore. La seconde se rapporte à une demande concernant la réalisation d'une étude des aliments entiers sur des souris. Cette question était visée par la question n° 44 du Groupe spécial et a été analysée par les experts. Les Communautés européennes se réfèrent aux observations sur les réponses des experts qu'elles formulent aux paragraphes 555 et suivants. Elles maintiennent que ces études étaient nécessaires pour évaluer les effets non intentionnels causés par d'éventuels fragments additionnels d'ADN, et que la demande reposait sur des motifs valables. Par conséquent, le retard qui en est résulté ne peut pas être considéré comme "injustifié".

4.1241 Maïs Roundup Ready NK603, destiné à l'alimentation humaine, EC-96: Les États-Unis contestent certains retards procéduraux qui se sont produits au niveau communautaire, et qui sont imputables à la manière dont la procédure est énoncée. Les Communautés européennes ont déjà formulé des observations sur ce point pour des demandes antérieures. Les États-Unis contestent également certaines demandes de renseignements qu'elles jugent non valables. Ces demandes sont visées par les questions n° 53 et 54 du Groupe spécial. Les Communautés européennes se réfèrent aux observations sur les réponses des experts qu'elles formulent aux paragraphes 615 et suivants. Elles y expliquent pourquoi ces demandes étaient scientifiquement valables.

c) Évaluation des retards dans le cadre des différentes allégations formulées par les parties plaignantes

4.1242 Point 1 a) de l'Annexe C de l'*Accord SPS*: Pour ce qui est des allégations individuelles concernant des produits qui ont été formulées au sujet d'une violation possible du point 1 a) de l'Annexe C, premièrement, dans la mesure où les produits pour lesquels les parties plaignantes ont allégué des "retards injustifiés" sont retirés ou ont été autorisés depuis, l'allégation est sans objet. À cet égard, nous nous référons à nos observations ci-après sur l'absence d'intérêt. Deuxièmement, un retard n'est pas injustifié dans la mesure où il est imputable à un certain nombre de raisons, dont au moins une est à l'évidence valable. C'est ce qui ressort très clairement du texte, qui précise: "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte: a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié …" Ce n'est pas n'importe quel motif de retard qui est interdit, mais le retard *injustifié* pour ce qui est d'engager et d'*achever des procédures*. Si la procédure ne peut pas être achevée pour une autre raison que le facteur à l'étude, il n'y a pas violation de cette disposition. Troisièmement, nul ne conteste à ce stade que les connaissances scientifiques sur les effets néfastes possibles des OGM

sont encore insuffisantes. Les experts ont brossé le tableau d'un débat scientifique qui évolue rapidement et qui est, en partie, très controversé, et c'est dans ce contexte qu'ils ont – sans toujours être du même avis - confirmé que certaines demandes de renseignements additionnels étaient justifiées, mais parfois aussi dénoncé certaines d'entre elles. C'est dans ce contexte que le Canada et les États-Unis proposent d'appliquer les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS* pour évaluer ce qui est injustifié et ce qui ne l'est pas. Toutefois, l'article 5:7, comme l'article 5:1, ne s'applique pas au fait de ne pas agir. Les Communautés européennes conviennent que le principe de précaution doit entrer en ligne de compte pour évaluer le "caractère injustifié" prévu au point 1 c) de l'Annexe C. Comme l'Organe d'appel l'a précisé dans l'affaire *CE – Hormones*, "il n'est pas nécessaire de poser en principe que l'article 5:7 est exhaustif en ce qui concerne la pertinence du principe de précaution". Quatrièmement, les discussions ont été nombreuses sur la question des "retards d'origine mixte", c'est-à-dire les retards qui se rapportent à des préoccupations qui ne peuvent pas être évaluées au titre de l'*Accord SPS*, mais qui ne doivent pas nécessairement l'être au titre d'un autre accord. Malgré la position des Communautés européennes sur le champ de l'*Accord SPS*, l'argument des parties plaignantes selon lequel "[r]ien dans le texte de l'*Accord SPS* n'indique, comme les Communautés européennes l'affirment, qu'un Membre est exempté de cette obligation si le retard découle d'une considération qui n'entre pas dans le champ de l'*Accord SPS*" passe à côté du point véritable: si une préoccupation non SPS retarde légitimement l'achèvement d'une procédure d'approbation d'origine mixte SPS/non SPS, cette procédure ne fait pas l'objet d'un "retard injustifié" au sens de l'*Accord SPS*. Si les Membres de l'OMC sont autorisés à avoir des procédures d'autorisation qui couvrent des préoccupations SPS et non SPS (et personne n'a dit qu'ils ne le pouvaient pas), il n'est pas possible qu'ils soient obligés d'approuver des produits qui entrent dans le champ de l'*Accord SPS* lorsqu'il existe encore des préoccupations non SPS. Quoi qu'il en soit, toutes les préoccupations exprimées dans des demandes de renseignements additionnels étaient scientifiquement valables et raisonnables.

4.1243 Retards et "moratoire *de facto*". Les experts du Groupe spécial ont confirmé que la plupart des préoccupations exprimées par les autorités compétentes étaient valables. Dans les cas où ils ne l'ont pas fait, ils ont reconnu que l'approche prudente des autorités était certainement valable ou légitime dans le contexte des questions scientifiques complexes et difficiles qui étaient alors soulevées. Face à cette situation, les États-Unis abandonnent tout raisonnement logique et préconisent maintenant de "remettre tout cela en contexte et de recourir au bon sens" mais, dans les faits, l'examen de mesures individuelles est logiquement incompatible avec l'existence d'un moratoire *a priori*. Les parties plaignantes ont engagé la présente affaire en pensant qu'elles pourraient contester dans le cadre du règlement des différends de l'OMC le fait que les OGM représentent ce que les États-Unis appellent "une question politique controversée dans les CE". Toutefois, l'opposition publique et les perceptions politiques ne sont pas réglementées par l'*Accord sur l'OMC* et ne sont pas à juste titre l'objet du règlement des différends. Il en va évidemment de même pour le comportement en matière de vote ou l'"intransigeance" de tout acteur politique pris individuellement. Si tel était le cas, les groupes spéciaux seraient toujours en train de discuter du fonctionnement interne des Membres de l'OMC. Au contraire, il est nécessaire d'identifier une mesure au sens du Mémorandum d'accord et de démontrer que cette mesure constitue un manquement à une obligation dans le cadre de l'OMC. Concrètement, les Communautés européennes ont adopté une législation pour réglementer les produits GM (cette législation n'est pas elle-même l'objet de la présente procédure) et ont examiné les demandes qu'elles avaient reçues.

2. Absence d'intérêt

4.1244 Le Groupe spécial a compétence pour examiner les mesures qui étaient en vigueur en août 2003, y compris les mesures de sauvegarde des États membres. Toutefois, une mesure peut uniquement être en vigueur en août 2003 à l'égard d'une demande concernant un produit qui demeure

"active". Dans le cas des produits qui avaient été retirés à cette date, une mesure ne peut plus être considérée comme en vigueur. Les États-Unis semblent souscrire à cette affirmation.

4.1245 Le même principe doit s'appliquer lorsqu'une mesure cesse d'être en vigueur après que le Groupe spécial a été constitué, par exemple parce que le produit a été retiré ou approuvé. Dans de telles circonstances, la demande est sans objet. Les Communautés européennes ne sont pas d'avis qu'en pareil cas le Groupe spécial est tenu de ne pas examiner la mesure. Conformément à la pratique internationale, y compris celle de la Cour internationale de justice, il n'est plus utile d'examiner une mesure qui cesse d'être en vigueur parce qu'il n'y a pas, concernant cette mesure, de différend entre les parties. Dans ces circonstances, les tribunaux refusent d'entreprendre l'examen de mesures semblables. Cela est dû au fait qu'il n'y a pas de mesure corrective qui puisse être ordonnée. C'est particulièrement pertinent dans le contexte du Mémorandum d'accord de l'OMC: comment un Membre peut-il mettre en œuvre une recommandation du Groupe spécial portant sur une mesure qui n'est plus en vigueur?

V. ARGUMENTS DES TIERCES PARTIES

5.1 Les arguments des tierces parties, à savoir l'Australie, le Chili, la Chine, la Nouvelle-Zélande et la Norvège, sont exposés dans leurs communications écrites et orales au Groupe spécial, ainsi que dans leurs réponses aux questions. Les arguments des tierces parties tels qu'ils sont présentés dans leurs communications sont résumés dans la présente section.[125]

A. DÉCLARATION ORALE DE L'AUSTRALIE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.2 En tant que tierce partie au différend, l'Australie est heureuse de la possibilité qui lui est offerte de présenter ses vues au Groupe spécial.

5.3 La tâche qui attend le Groupe spécial est importante et ardue. Les premières communications écrites des principales parties ont soulevé un large éventail de questions factuelles, scientifiques et juridiques complexes, qui peuvent être ou ne pas être pertinentes pour le règlement du présent différend par le Groupe spécial. Les questions soulevées portent notamment sur les points suivants:

- la nature des risques associés aux produits biotechnologiques et les approches pertinentes en matière d'évaluation des risques;
- la qualification juridique des mesures contestées;
- le point de savoir si ces mesures sont assujetties aux Accords de l'OMC visés et, le cas échéant, quelles dispositions sont applicables;
- le point de savoir si les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'OMC applicables; et
- la pertinence, le cas échéant, pour les délibérations du Groupe spécial des abondantes références des CE au Protocole sur la biosécurité et au principe de précaution, tel qu'il transparaît dans les textes juridiques autres que les Accords de l'OMC visés.

[125] Les résumés des arguments des tierces parties ci-après s'inspirent des résumés analytiques communiqués par les tierces parties lorsqu'elles en ont fourni un au Groupe spécial.

5.4 Manifestement, ces questions ont aussi une dimension systémique.

5.5 Compte tenu des faits et des circonstances du présent différend, et du soin et de l'attention manifestes avec lesquels les parties plaignantes ont formulé, de façon bien précise, leurs allégations et arguments juridiques, l'Australie est d'avis que le Groupe spécial devrait adopter une approche mesurée et limiter ses décisions et recommandations en conséquence. Elle note que le Groupe spécial dispose d'un important pouvoir discrétionnaire lui permettant d'appliquer le principe d'"économie jurisprudentielle" lorsqu'il procédera à une évaluation objective de la question dont il est saisi et lorsqu'il formulera ses recommandations et sa décision.[126]

5.6 Quelle que soit l'approche adoptée par le Groupe spécial lorsqu'il procèdera à son évaluation objective, l'Australie a un intérêt substantiel dans la question dont il est saisi, en particulier pour ce qui est de l'interprétation et l'application des dispositions citées de l'accord visé, ainsi que dans tout examen par le Groupe spécial des allégations et arguments juridiques quels qu'ils soient concernant la relation entre l'Accord sur l'OMC et toute autre loi ou norme internationale qui peut être considérée comme pertinente.

5.7 Compte tenu de ces intérêts, dont on peut penser qu'ils sont aussi ceux d'autres tierces parties, l'Australie attend du Groupe spécial qu'il donne à toutes les tierces parties toute possibilité d'exprimer leurs vues concernant toute question de droit ou interprétation du droit spécifique qu'il considère comme pertinente pour le règlement du présent différend.

5.8 En conséquence, l'Australie demande au Groupe spécial de faire en sorte que toutes les tierces parties aient la possibilité de répondre par écrit à toutes les questions écrites pertinentes posées aux parties à la suite de la présente réunion, ainsi qu'à toute question écrite pertinente qui pourrait être soulevée à un stade ultérieur de la procédure.

2. Les intérêts de l'Australie

5.9 Je souhaiterais développer les questions qui présentent un intérêt pour l'Australie.

5.10 L'Australie a un grand intérêt dans toute évaluation par le Groupe spécial de l'applicabilité et de l'interprétation des dispositions de l'*Accord SPS* invoquées par les parties (articles 1er, 2, 5, 7, 8 et 10, et Annexes B et C). Le champ de l'*Accord SPS* et son applicabilité aux mesures contestées, ainsi que le rapport entre l'article 5:7 et d'autres dispositions de l'*Accord SPS* ou tout autre accord pertinent sont des domaines qui présentent un intérêt particulier pour l'Australie, pour autant que le Groupe spécial les considère comme étant d'une quelconque pertinence pour le règlement du présent différend.

5.11 L'Australie a également un grand intérêt dans toute évaluation par le Groupe spécial de l'applicabilité et de l'interprétation des dispositions de l'*Accord OTC* (articles 2, 5 et 12) et du GATT de 1994 (articles III et XI) qui ont été invoquées par les parties. Le champ et l'application de l'*Accord OTC* en général et du terme "produits similaires" au titre des dispositions pertinentes de l'*Accord OTC* et du GATT en rapport avec les produits biotechnologiques sont des domaines qui présentent un intérêt particulier pour l'Australie, pour autant que le Groupe spécial les considère comme étant d'une quelconque pertinence pour le règlement du présent différend.

5.12 Enfin, en ce qui concerne les abondantes références des Communautés européennes au Protocole sur la biosécurité et au principe de précaution tel qu'il apparaît dans les textes juridiques ne

[126] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Chemises et blouses de laine*, page 20.

relevant pas de l'OMC, de l'avis de l'Australie, la question dont est saisi le Groupe spécial ne peut être réglée que par référence aux Accords de l'OMC visés. Compte tenu des faits de la cause, il est inutile que le Groupe spécial examine l'applicabilité de ces textes juridiques ne relevant pas de l'OMC. Le fait qu'aucune des trois parties plaignantes n'a signé le Protocole sur la biosécurité est particulièrement pertinent.

5.13 Toutefois, si le Groupe spécial devait considérer que le Protocole sur la biosécurité ou que le recours au principe de précaution en dehors du cadre de l'OMC sont d'une quelconque pertinence pour le règlement du présent différend, l'Australie souhaite vivement faire en sorte que ses vues sur ces questions soient prises en compte.

3. Droits de participation des tierces parties

5.14 Je souhaiterais conclure en indiquant clairement au Groupe spécial que l'Australie compte bien que toutes les tierces parties auront toute possibilité d'exprimer leurs vues concernant les questions de droit ou interprétations du droit spécifiques qu'il considérera comme pertinentes pour le règlement du présent différend. Comme cela a été dit précédemment, l'Australie pense que ce point de vue est aussi celui d'autres tierces parties.

5.15 L'article 10 du Mémorandum d'accord impose au Groupe spécial à faire en sorte que les intérêts des tierces parties soient pleinement pris en compte dans la procédure du Groupe spécial. À ce stade de la procédure, un éventail extraordinairement large de questions factuelles, scientifiques et juridiques ont été soulevées. Il apparaît également que le caractère fondamental du présent différend, ainsi que les allégations juridiques sont vigoureusement contestés; cela est très clairement indiqué au paragraphe 11 de la première communication écrite des Communautés européennes, qui entendent se réserver le droit de présenter une "réfutation complète de la première communication écrite des plaignants" dans leur deuxième communication écrite. Compte tenu de cette situation, il est tout simplement impossible pour les tierces parties de déterminer laquelle de ces questions fera l'objet d'une évaluation objective par le Groupe spécial et il serait contre-productif pour les tierces parties de présenter des vues sur l'ensemble des questions, de manière totalement spéculative.

5.16 Dans ce contexte, l'Australie n'a donc présenté aucun point de vue, quant au fond, sur le large éventail de questions factuelles, scientifiques et juridiques soulevées par les principales parties. Au lieu de cela, nous avons cherché à identifier les questions au sujet desquelles l'Australie souhaite présenter ses vues, au cas où ces questions seraient considérées par le Groupe spécial comme pertinentes pour le règlement du présent différend. Comme nous l'avons indiqué précédemment, compte tenu des circonstances du présent différend, l'approche la plus appropriée permettant au Groupe spécial de prendre en compte les intérêts de l'Australie et des autres tierces parties au titre des Accords visés consiste à ménager aux tierces parties toute possibilité de répondre à toute question écrite présentée aux parties à la suite de la présente réunion, ainsi qu'à toute question qui pourrait être soulevée à un stade ultérieur de la procédure. Cette approche relève du pouvoir discrétionnaire du Groupe spécial et est pleinement compatible avec les dispositions pertinentes du Mémorandum d'accord, telles que les articles 10 et 13.[127]

B. DÉCLARATION ORALE DU CHILI EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.17 Le Chili est heureux de la possibilité qui lui est offerte d'exprimer ses vues dans le cadre du présent différend. Nous sommes animés d'un véritable intérêt pour l'examen de cette question, au sujet de laquelle mon pays et de nombreux autres pays en développement élaborent actuellement une

[127] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – FSC (Article 21:5 – CE)*, paragraphe 243.

politique nationale. Nous avons également un intérêt systémique dans l'interprétation et l'application correctes des dispositions des Accords de l'OMC, en particulier de l'*Accord SPS*, l'*Accord OTC* et le GATT de 1994.

5.18 La présente déclaration a pour objet de fournir au Groupe spécial certains renseignements concernant les objectifs d'une politique biotechnologique dans un pays comme le Chili. Nous reconnaissons que les travaux du présent Groupe spécial sont déterminés par son mandat et, plus spécifiquement, par les dispositions juridiques que l'Argentine, le Canada et les États-Unis considèrent comme ayant été violées par les mesures adoptées par les Communautés européennes. Toutefois, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte des incidences possibles d'une décision telle que celle qui a été demandée sur les pays en développement qui établissent actuellement leur politique et leur législation dans ce domaine.

5.19 Le Chili voit dans la conception d'une politique biotechnologique une manière de maintenir et d'accroître la compétitivité de certains secteurs économiques qui s'appuient sur l'innovation scientifique et technologique, tels que les secteurs de l'agriculture, de la sylviculture et de l'aquaculture. En fait, la biotechnologie moderne permettrait d'accroître la compétitivité en favorisant la protection et la préservation du patrimoine génétique, tout en ouvrant la voie à des interventions dans des domaines tels que la biomédecine.

5.20 Tout cela exige un cadre réglementaire approprié, qui consoliderait le rôle des institutions publiques jouissant d'un pouvoir juridique dans le domaine de la biotechnologie, tout en garantissant que ces organismes soient coordonnés, que la société civile soit correctement consultée et qu'il y ait un cadre institutionnel adéquat pour les entreprises, ainsi que des capacités scientifiques et technologiques et des capacités de formation du personnel.

5.21 Pour toutes ces raisons, le Chili est très intéressé par les incidences systémiques de la compatibilité des mesures d'approbation des produits au sein de l'Union européenne avec les règles de l'OMC. En particulier, nous sommes préoccupés par l'absence d'approbation en vue de la dissémination de produits biotechnologiques depuis 1998, malgré l'existence d'une législation communautaire à cet égard (Directive 90/220, remplacée par la Directive 2001/18). De même, nous sommes préoccupés par les interdictions de disséminer des produits biotechnologiques dans certains États membres des CE qui sembleraient incompatibles avec la législation communautaire. Enfin, nous sommes intéressés par le rapport entre le rejet de ces demandes d'autorisation et la nouvelle législation communautaire sur la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques.

5.22 M. le Président, je souhaiterai maintenant passer aux deux communications non demandées présentées au Groupe spécial par des tierces parties qui ne sont pas parties au présent différend.

5.23 Je commencerai par souligner que le Mémorandum d'accord ne permet pas aux groupes spéciaux d'accepter des renseignements non demandés et non souhaités. Par le passé, l'Organe d'appel s'est prononcé sur ce point, mais cela ne constitue pas un précédent. Au contraire, la plupart des Membres de l'OMC ont dit qu'ils étaient opposés à ce type de communications au cours d'une réunion extraordinaire du Conseil général qui s'est tenue à la fin de 2000. À cette occasion, les participants ont réaffirmé le caractère intergouvernemental de l'Organisation sur lequel repose la participation des Membres, en particulier au titre du Mémorandum d'accord. Le Chili et les autres Membres représentent une position nationale qui, d'une manière générale, s'est constituée en tenant compte de tous les secteurs et intérêts visés. Le Chili ne peut négocier – ni chercher à régler un différend – avec chacun de ces intérêts pris séparément. Pas plus que les autres Membres ne peuvent négocier avec les acteurs chiliens pris séparément. Nous partons de l'hypothèse que la position nationale d'un Membre

est exprimée dans ses communications, arguments et moyens de défense, et non que ceux-ci représentent le point de vue de certains secteurs uniquement.

5.24 Deuxièmement, les droits et obligations des Membres peuvent uniquement être modifiés par consensus, à la suite d'un processus formel de négociation tel que celui qui a été engagé après la Déclaration ministérielle de Doha et dans le cadre duquel, là encore, la majorité des Membres étaient d'avis que la participation de tierces parties non gouvernementales aux procédures de règlement des différends de l'OMC devrait être rejetée.

5.25 Troisièmement, les pays en développement se heurtent déjà à de graves difficultés pendant les procédures de règlement des différends, par exemple pour respecter les délais, accomplir les formalités et appliquer d'autres procédures, sans parler de la complexité croissante des sujets soumis à ce mécanisme et des arguments des parties au différend. Le fait de devoir examiner et répondre aux questions soulevées dans des communications de tierces parties accroît encore une charge déjà lourde.

5.26 Enfin, nous croyons comprendre que le Groupe spécial a consulté les parties quant à la possibilité de demander l'avis d'un expert sur certaines questions soulevées dans le présent différend, conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord. Quelle que soit la position des parties au différend concernant le bien-fondé ou la pertinence d'un tel avis, nous pensons que c'est là la seule voie à suivre.

5.27 Le Chili demande au Groupe spécial de bien vouloir tenir compte de ces vues à l'heure de trancher la question soulevée par l'Argentine, le Canada et les États-Unis.

C. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.28 Bien que le présent différend soulève un grand nombre de questions importantes pour le fonctionnement de l'*Accord SPS*, de l'*Accord OTC* et du GATT de 1994, l'application de l'article 5:7 de l'*Accord SPS* et la similarité des produits biotechnologiques et des produits non biotechnologiques au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 appellent un examen et une analyse attentifs de la part du Groupe spécial.

2. Point de vue de la Chine concernant l'article 5:7 de l'*Accord SPS*

5.29 La Chine pense que les "preuves scientifiques … insuffisantes" dont il est question à l'article 5:7 n'impliquent pas que cet article peut être invoqué sans évaluation des risques, mais simplement qu'une telle évaluation peut être effectuée sur la base de facteurs qui ne satisferaient pas aux prescriptions de l'article 5:2 en matière d'évaluation des risques. Ainsi, l'application de l'article 5:7 dépendra non seulement de la nature du risque, mais aussi de la nature de son évaluation. Pour prouver que les "preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes", il faut satisfaire aux deux critères suivants:

1) une évaluation des risques concernant les produits visés a été effectuée; et

2) les renseignements pertinents disponibles ne suffisent pas pour mener à terme l'examen des facteurs de risque énumérés à l'article 5:2 de l'*Accord SPS*.

5.30 Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a indiqué que les facteurs de risque énumérés à l'article 5:2 n'étaient pas exclusifs.[128] En l'espèce, la traçabilité et l'étiquetage pourraient être des facteurs de risque à prendre en compte au titre de l'article 5:2 de l'*Accord SPS*. Avant que les Communautés européennes n'adoptent leur Règlement n° 1830/2003, les renseignements pertinents disponibles étaient insuffisants pour permettre l'examen de la traçabilité et de l'étiquetage des produits biotechnologiques. Ce n'est que depuis que les Communautés européennes ont adopté leur règlement sur la traçabilité et l'étiquetage qu'une évaluation plus objective des risques peut être menée à terme.

5.31 L'article 5:7 exige que la mesure soient adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles". De l'avis de la Chine, les "renseignements pertinents disponibles" comprennent non seulement les renseignements scientifiques, mais également tous les renseignements logiquement pertinents en l'espèce. L'expression "y compris" figurant à l'article 5:7 indique que les renseignements émanant "des organisations internationales compétentes" et découlant "des mesures [SPS] appliquées par d'autres Membres" ne sont pas de nature exhaustive. Ainsi, en l'espèce, le Groupe spécial peut tenir compte du contexte du soi-disant retard touchant des produits spécifiques et des mesures de sauvegarde des États membres des CE dans l'ensemble pour déterminer si les Communautés européennes ou l'État membre des CE ont adopté ces mesures sur la base des renseignements pertinents disponibles.

5.32 Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a indiqué que les renseignements additionnels à obtenir devaient être en rapport avec la réalisation d'une évaluation du risque plus objective.[129] La Chine pense que ces renseignements additionnels ne doivent pas être interprétés de façon restrictive comme étant des renseignements scientifiques uniquement. En l'espèce, la procédure législative des CE concernant les produits biotechnologiques pourrait être considérée comme l'un des aspects de la collecte de renseignements.

5.33 Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "ce qui constitue un "délai raisonnable" doit être établi au cas par cas et dépend des circonstances propres à chaque cas d'espèce, y compris la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et les caractéristiques de la mesure SPS provisoire".[130]

5.34 La Chine est d'avis que le "délai raisonnable" dépend de la capacité d'un Membre de l'OMC d'obtenir des renseignements additionnels. Par exemple, pour obtenir les mêmes renseignements permettant de procéder à une évaluation plus objective des risques, il est probable qu'un pays en développement, ayant une capacité de recherche moindre, aura besoin de plus de temps qu'un pays développé. En l'espèce, la technologie des OGM est une technologie de pointe et les Membres de l'OMC, y compris les Communautés européennes, peuvent ne pas être en mesure d'obtenir les renseignements additionnels permettant de procéder à une évaluation plus objective des risques, à ce stade. Ainsi, afin d'obtenir ces renseignements additionnels, un délai plus long peut être considéré comme raisonnable.

3. Les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques ne sont pas des "produits similaires" au titre de l'article III:4 du GATT de 1994

5.35 La Chine est d'avis que les produits biotechnologiques ne sont pas des produits similaires aux produits non biotechnologiques. Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a identifié quatre critères généraux pour analyser la "similarité" au titre de l'article III:4: 1) propriétés, nature et qualité

[128] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 187.
[129] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92.
[130] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93.

des produits; 2) utilisations finales des produits; 3) goûts et habitudes des consommateurs; et 4) classement tarifaire des produits.[131] Et aucun d'eux n'est déterminant à lui seul; tous les éléments de preuve, pris ensemble, doivent être pesés.[132]

5.36 Premièrement, lorsque le Groupe spécial examine la similarité des produits biotechnologiques et des produits non biotechnologiques d'un point de vue physique et naturel, il doit accorder davantage de poids au caractère non naturel des produits biotechnologiques dans l'évaluation. Le terme "organisme génétiquement modifié (OGM)" désigne un organisme, à l'exception des êtres humains, dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui *ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle*.[133] (pas d'italique dans l'original) Même si l'on parle de "produits biotechnologiques" au lieu d'OGM, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit, tout au long de son analyse, qu'un produit biotechnologique n'est pas créé naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle.

5.37 Deuxièmement, dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "Même si nous convenons qu'il est assurément pertinent que des produits aient des utilisations finales semblables pour une "faible partie [des] applications", voire pour une "utilisation donnée", nous pensons qu'un groupe spécial doit aussi examiner les autres utilisations finales *différentes* des produits."[134] (italique dans l'original) Certaines caractéristiques uniques des produits biotechnologiques, telles que la résistance aux insectes et la tolérance aux pesticides, sont liées à leurs utilisations finales. Le présent Groupe spécial ne devrait pas faire abstraction de ces différences; au contraire, il devrait donner davantage de poids au caractère unique des produits biotechnologiques.

5.38 Troisièmement, le présent Groupe spécial devrait tenir compte des goûts et des préférences des consommateurs européens, qui ne sont pas favorables aux produits biotechnologiques, pour conclure que les produits biotechnologiques ne sont pas des produits similaires aux produits non biotechnologiques.

5.39 Enfin, parce que les applications commerciales de la biotechnologie sont apparues dans les années 90, on peut comprendre qu'il n'y ait pas de distinction, dans le classement tarifaire, entre les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques. Toutefois, les prescriptions en matière d'étiquetage énoncées dans les nouvelles législations, telles que le Règlement n° 1830/2003, révèlent une tendance à distinguer les produits biotechnologiques des produits non biotechnologiques. Dans ces conditions, on accordera peu de poids, dans la pratique, à l'absence de différences dans le classement tarifaire entre les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques.

5.40 En somme, la Chine pense que les éléments de preuve factuels relatifs à chacun des quatre critères montrent clairement que les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques ne doivent pas être considérés comme des "produits similaires".

D. DÉCLARATION ORALE DE LA CHINE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.41 M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial, au nom de la Chine je souhaiterais vous remercier de nous donner la possibilité de présenter nous vues. Aujourd'hui, je mettrai l'accent sur deux questions clés qui se posent dans le présent différend. La première porte sur l'obligation

[131] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 101.
[132] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 103.
[133] *Voir* l'article 2 de la Directive 2001/18.
[134] *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 119.

d'invoquer l'article 5:7 de l'*Accord SPS*; la seconde porte sur la "similarité" des produits biotechnologiques et des produits non biotechnologiques.

5.42 L'article 5:7 permet aux Membres d'adopter des mesures SPS provisoires lorsque les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes. La Chine pense que les "preuves scientifiques … insuffisantes" dont il est question à l'article 5:7 n'impliquent pas que cet article peut être invoqué sans évaluation des risques. Pour prouver que les "preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes", il faut satisfaire aux deux critères suivants: 1) une évaluation des risques concernant les produits visés a été effectuée; et 2) les renseignements pertinents disponibles ne suffisent pas pour mener à terme l'examen des facteurs de risque énumérés à l'article 5:2 de l'*Accord SPS*.

5.43 L'article 5:2 mentionne sept facteurs de risque à prendre en compte. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a indiqué que les facteurs de risque énumérés à l'article 5:2 n'étaient pas exclusifs. En l'espèce, la traçabilité pourrait être un facteur de risque à prendre en compte au titre de l'article 5:2 de l'*Accord SPS*. Avant que les Communautés européennes n'adoptent leur Règlement n° 1830/2003, les renseignements pertinents disponibles pouvaient être insuffisants pour examiner la traçabilité des produits biotechnologiques.

5.44 Conformément à la deuxième phrase de l'article 5:7, une mesure provisoire ne peut être maintenue que si le Membre qui l'a adoptée s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. La Chine pense que ces renseignements additionnels ne doivent pas être interprétés de façon restrictive comme étant des renseignements scientifiques uniquement. En l'espèce, la procédure législative des CE concernant les produits biotechnologiques pourrait être considérée comme l'un des aspects de la collecte de renseignements.

5.45 L'article 5:7 exige des Membres qu'ils examinent la mesure SPS dans un délai raisonnable. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit: "ce qui constitue un "délai raisonnable" doit être établi au cas par cas et dépend des circonstances propres à chaque cas d'espèce, y compris la difficulté d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour l'examen et les caractéristiques de la mesure SPS provisoire".

5.46 La Chine pense que le "délai raisonnable" dépend de la capacité d'un Membre de l'OMC d'obtenir des renseignements additionnels. Par exemple, pour obtenir les mêmes renseignements permettant de procéder à une évaluation plus objective des risques, un pays en développement, qui aura une capacité de recherche moindre, aura probablement besoin de plus de temps qu'un pays développé. En l'espèce, la technologie des OGM est une technologie de pointe et les Membres de l'OMC, y compris les Communautés européennes, peuvent ne pas être en mesure d'obtenir les renseignements additionnels permettant de procéder à une évaluation plus objective des risques, à ce stade. Ainsi, afin d'obtenir ces renseignements additionnels, un délai plus long peut être considéré comme raisonnable.

5.47 S'agissant de l'article III:4, la Chine est d'avis que les produits biotechnologiques ne sont pas des produits similaires aux produits non biotechnologiques. Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a identifié quatre critères généraux pour analyser la "similarité" au titre de l'article III:4: 1) propriétés, nature et qualité des produits; 2) utilisations finales des produits; 3) goûts et habitudes des consommateurs; et 4) classement tarifaire des produits. Et aucun d'eux n'est déterminant à lui seul; tous les éléments de preuve, pris ensemble, doivent être pesés.

5.48 Premièrement, lorsque le Groupe spécial examine les propriétés, la nature et la qualité des produits, il doit accorder davantage de poids au caractère non naturel des produits biotechnologiques

dans l'évaluation. Le terme "organisme génétiquement modifié (OGM)" désigne un organisme, à l'exception des êtres humains, dont le matériel génétique a été modifié d'une manière qui *ne s'effectue pas naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle.* (pas d'italique dans l'original) Même si l'on parle de "produits biotechnologiques" au lieu d'OGM, le Groupe spécial devrait garder à l'esprit, tout au long de son analyse, qu'un produit biotechnologique n'est pas créé naturellement par multiplication et/ou par recombinaison naturelle.

5.49 Deuxièmement, dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "Même si nous convenons qu'il est assurément pertinent que des produits aient des utilisations finales semblables pour une "faible partie [des] applications", voire pour une "utilisation donnée", nous pensons qu'un groupe spécial doit aussi examiner les autres utilisations finales *différentes* des produits." Certaines caractéristiques uniques des produits biotechnologiques, telles que la résistance aux insectes et la tolérance aux pesticides, sont liées à leurs utilisations finales. Le présent Groupe spécial ne devrait pas faire abstraction de ces différences; au contraire, il devrait donner davantage de poids au caractère unique des produits biotechnologiques.

5.50 Troisièmement, le présent Groupe spécial devrait tenir compte des goûts et des préférences des consommateurs européens, qui ne sont pas favorables aux produits biotechnologiques, pour conclure que les produits biotechnologiques ne sont pas des produits similaires aux produits non biotechnologiques.

5.51 Enfin, parce que les applications commerciales de la biotechnologie sont apparues dans les années 90, on peut comprendre qu'il n'y ait pas de distinction, dans le classement tarifaire, entre les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques. Toutefois, les prescriptions en matière d'étiquetage énoncées dans les nouvelles législations, telles que le Règlement n° 1830/2003, révèlent une tendance à distinguer les produits biotechnologiques des produits non biotechnologiques. Dans ces conditions, on accordera peu de poids, dans la pratique, à l'absence de différences dans le classement tarifaire entre les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques.

5.52 M. le Président et MM. les membres du Groupe spécial, la Chine pense que les éléments de preuve factuels relatifs à chacun des quatre critères montrent clairement que les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques ne doivent pas être considérés comme des "produits similaires".

E. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.53 Dans le présent différend, il a été demandé au Groupe spécial de déterminer si certaines mesures adoptées par les Communautés européennes et visant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques[135] satisfont aux prescriptions de l'*Accord SPS*. La Nouvelle-Zélande fait partie des nombreux Membres de l'OMC qui ont exercé leur droit au titre de l'*Accord SPS* d'adopter des mesures pour réglementer l'entrée et la dissémination de nouveaux organismes, y compris les organismes génétiquement modifiés, nécessaires pour protéger contre tous effets négatifs de ces organismes. L'*Accord SPS* garantit aux Membres de l'OMC le droit de prendre des mesures

[135] La Nouvelle-Zélande donne à ce terme, tout au long de sa communication, le même sens que celui que lui donne le Canada. *Voir* la première communication écrite du Canada, paragraphe 27.

pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux.[136] Les parties plaignantes dans le présent différend ne contestent pas ce droit.[137]

5.54 Toutefois, les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées par les Membres de l'OMC sont assujetties aux disciplines énoncées dans l'*Accord SPS*.[138] Ces disciplines visent à garantir que de telles mesures ne restreignent pas inutilement le commerce. La question qui se pose dans le présent différend est celle de savoir si les Communautés européennes ont respecté ces disciplines.

5.55 En tant à la fois qu'important producteur et important exportateur de produits agricoles, la Nouvelle-Zélande souhaite vivement qu'il soit fait en sorte que l'équilibre délicat des droits et obligations établi dans les Accords de l'OMC, en particulier dans l'*Accord SPS*, soit maintenu.

5.56 Le présent différend soulève un certain nombre de questions spécifiques concernant l'interprétation de l'*Accord SPS*, au sujet desquelles la Nouvelle-Zélande formulera des observations. Dans la présente communication, nous commencerons par faire valoir que le moratoire des Communautés européennes et leurs interdictions de commercialiser des produits spécifiques[139] sont des "mesures" au sens de l'*Accord SPS* et qu'ils peuvent donc faire l'objet d'un examen permettant d'établir s'ils respectent les disciplines de l'*Accord SPS*. Ensuite, nous examinerons les prescriptions procédurales auxquelles les Membres doivent satisfaire lorsqu'ils adoptent des mesures sanitaires et phytosanitaires, en particulier au titre des articles 7 et 8 de l'*Accord SPS*. Enfin, nous formulerons des observations concernant des questions relatives au droit des Membres d'adopter des mesures conformes à l'*Accord SPS* et de déterminer le niveau de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux contre les risques qu'ils jugent approprié, au titre de l'*Accord SPS*.

5.57 Dans la mesure où les interdictions de commercialiser des produits spécifiques imposées par les Communautés européennes ne peuvent pas être assujetties aux dispositions de l'*Accord SPS*, l'*Accord OTC* s'appliquerait, comme l'ont fait valoir à titre subsidiaire le Canada et l'Argentine. La Nouvelle-Zélande a choisi de ne pas examiner les arguments concernant l'*Accord OTC* dans la présente communication, mais elle se réserve le droit de le faire à la séance que le Groupe spécial tiendra avec les tierces parties.

5.58 Compte tenu du peu de temps qu'elle a eu pour examiner la première communication écrite des Communautés européennes[140], la Nouvelle-Zélande se réserve le droit de formuler toute autre observation à son sujet au cours de la séance que le Groupe spécial tiendra avec les tierces parties. Elle ne formulera aucune observation concernant l'exposé que les Communautés européennes ont fait dans la partie II de leur communication ("partie factuelle"), y compris leur exposé sur certains aspects de la législation ou de la politique de la Nouvelle-Zélande qui ne sont pas en cause dans le présent différend.[141]

---

[136] Article 2:1.

[137] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 68; première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 195.

[138] Article 2:1.

[139] La Nouvelle-Zélande donne aux termes "moratoire" et "interdictions de commercialiser des produits spécifiques" le même sens que celui que leur donne le Canada. *Voir* la première communication écrite du Canada, paragraphe 1. La Nouvelle-Zélande ne traitera pas des questions concernant les mesures nationales adoptées par certains États membres des CE en particulier.

[140] Première communication écrite des Communautés européennes.

[141] Cela ne devrait pas être interprété, toutefois, comme cautionnant la façon dont les CE ont présenté un quelconque aspect de la politique ou de la législation de la Nouvelle-Zélande.

2. Arguments juridiques

a) Le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont des "mesures" aux fins de l'*Accord SPS*

5.59 Le paragraphe 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS* définit les "mesures sanitaires ou phytosanitaires", qui sont donc assujetties aux dispositions de l'*Accord SPS*. Les mesures sanitaires et phytosanitaires se distinguent des autres mesures qui affectent le commerce international par leur but, qui est d'accorder une protection contre certains risques sanitaires et phytosanitaires.

5.60 Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent, entre autres, les mesures appliquées pour préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, et les mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux. Les éléments de preuve présentés par les parties plaignantes[142] montrent que les procédures d'approbation réglementaire des Communautés européennes ont été adoptées par les Communautés européennes pour assurer une protection contre un ou plusieurs de ces risques. Le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont donc des mesures sanitaires ou phytosanitaires au sens de l'*Accord SPS*.

5.61 Une liste exemplative des types de mesures sanitaires et phytosanitaires qu'un Membre peut adopter figure également au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Il est évident que cette liste n'est pas exhaustive et qu'une mesure d'un type qui n'y figure pas, mais qui est adoptée dans l'un des buts énumérés, serait néanmoins une mesure sanitaire et phytosanitaire relevant de l'*Accord SPS*.

5.62 La jurisprudence de l'OMC a précisé que le terme "mesure", dans le contexte des Accords de l'OMC, avait un sens large. En conséquence, ce terme ne représente pas simplement les actes, mais aussi les omissions[143]; et pas simplement les actes ou politiques juridiquement contraignants ou obligatoires, mais aussi les mesures non obligatoires.[144] La raison de l'interprétation du terme "mesure" comme ayant un sens aussi large est claire. Avant tout, cela signifie que les actions d'un Membre qui affectent le commerce, qu'elles soient formelles ou informelles, peuvent toutes faire l'objet d'un examen permettant d'établir si elles sont compatibles avec les obligations de ce Membre dans le cadre de l'OMC. Une interprétation large du terme "mesure" est également spécifiquement compatible avec l'objet et le but de l'*Accord SPS*. Cet accord impose des disciplines concernant le recours par les Membres de l'OMC à des mesures sanitaires et phytosanitaires, afin d'éviter que le commerce ne soit inutilement restreint. Une interprétation étroite de ce terme permettrait aux Membres de l'OMC de contourner leurs obligations dans le cadre de l'OMC simplement en utilisant des moyens moins directs que des lois ou procédures transparentes formellement adoptées.

5.63 Comme les parties plaignantes l'ont reconnu, l'existence du moratoire et des interdictions de commercialiser des produits spécifiques imposés par les Communautés européennes doit être inférée de leurs actions et déclarations. La raison en est que les Communautés européennes n'ont publié aucun document écrit, aucun règlement ni aucune disposition législative établissant le moratoire ou les interdictions de commercialiser. Dans le présent différend, une interprétation étroite du terme "mesures" permettrait aux Communautés européennes d'éviter que leurs actions qui ont des

[142] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 36 à 63; première communication écrite des États-Unis, paragraphes 74 à 80; et première communication écrite du Canada, paragraphes 160 à 174.

[143] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Réexamen à l'extinction concernant l'acier traité contre la corrosion*, paragraphe 81.

[144] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.111.

conséquences pour le commerce des produits biotechnologiques ne fassent l'objet d'un examen, parce que le Groupe spécial ne pourrait rien examiner d'autre que la procédure législative d'approbation en vigueur dans les Communautés européennes. La Nouvelle-Zélande estime qu'une telle interprétation et une telle approche doivent être rejetées. L'*Accord SPS* et la jurisprudence de l'OMC offrent une base suffisante pour permettre au Groupe spécial, en l'espèce, de considérer le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques imposés par les Communautés européennes comme des "mesures"; le Groupe spécial doit donc les examiner en vue d'établir s'ils sont conformes aux obligations des Communautés européennes dans le cadre de l'OMC, au titre de l'*Accord SPS*.

b) Prescriptions procédurales de l'*Accord SPS*

i) Absence de publication "dans les moindres délais"

5.64 Le besoin de transparence dans l'adoption et l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires est un aspect important des protections prévues par l'*Accord SPS* contre les restrictions non déguisées au commerce. Au titre de l'article 7, les Membres sont tenus de satisfaire aux prescriptions en matière de transparence énoncées à l'Annexe B, y compris celle du paragraphe 1 selon laquelle toutes les réglementations sanitaires ou phytosanitaires adoptées doivent être "publiées dans les moindres délais".

5.65 Si l'on s'en tient à la jurisprudence de l'Organe d'appel concernant l'interprétation de l'expression "réglementations sanitaires ou phytosanitaires"[145], il apparaît clairement que le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques imposés par les Communautés européennes sont assujettis à la prescription voulant qu'ils soient "publi[és] dans les moindres délais". Comme les parties plaignantes l'ont indiqué, les Communautés européennes n'ont rien publié concernant l'existence soit du moratoire, soit des interdictions, et ont donc omis de le faire "dans les moindres délais", ainsi qu'il est requis.

ii) Retard injustifié

5.66 Au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*, les Membres de l'OMC doivent se conformer aux dispositions de l'Annexe C dans l'application de leurs procédures d'homologation associées aux mesures sanitaires et phytosanitaires, y compris la prescription du paragraphe 1 a) de l'Annexe C selon laquelle les procédures d'homologation sont "engagées et achevées sans retard injustifié". Dans leurs communications, les parties plaignantes examinent le sens du terme "retard injustifié" et concluent que, dans le contexte du paragraphe 1 a) de l'Annexe C, il fait référence à l'""entrave" "injustifiable" et "excessive" à l'engagement et à l'achèvement d'une procédure d'approbation".[146] Comme les Communautés européennes l'ont reconnu[147], tant la raison du retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si ce retard est injustifié.

5.67 Ainsi, la question de savoir s'il y a eu un "retard injustifié" au sens du paragraphe 1 a) doit être tranchée au cas par cas. De l'avis de la Nouvelle-Zélande, il doit y avoir forte présomption qu'un "retard injustifié" s'est produit lorsqu'un Membre a, en fait, suspendu l'application des procédures d'homologation prévues dans sa propre législation sans fournir aucune justification aux termes de l'*Accord SPS*. En conséquence, dans le présent différend les Communautés européennes ont agi avec

[145] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 105.
[146] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 89; première communication écrite du Canada, paragraphe 239; et première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 315.
[147] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 479.

un "retard injustifié" en engageant ou achevant leurs procédures d'homologation pour les produits biotechnologiques.

c) Prescriptions de fond de l'*Accord SPS*

5.68 L'*Accord SPS* impose des disciplines de fond et des disciplines procédurales concernant le recours à des mesures sanitaires et phytosanitaires. L'article 2:1 donne aux Membres le droit d'établir les mesures, y compris pour les produits biotechnologiques, qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux et qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions de l'*Accord SPS*. L'article 2:2 énonce la prescription fondamentale voulant que de telles mesures soient fondées sur des principes scientifiques et ne puissent pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

5.69 Les groupes spéciaux successifs et l'Organe d'appel ont maintenant donné un grand nombre d'indications quant à l'interprétation des dispositions de l'*Accord SPS* qui sont pertinentes en l'espèce. Lorsqu'il examinera les arguments dont il est saisi, le Groupe spécial devrait suivre ces indications pour faire en sorte que l'équilibre entre le droit d'un Membre d'adopter des mesures sanitaires et phytosanitaires d'une part et son obligation de ne pas restreindre inutilement le commerce d'autre part soit maintenu.

5.70 Cet équilibre apparaît de manière évidente dans les dispositions de l'Accord concernant la détermination, par un Membre, du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire. Le paragraphe 5 de l'Annexe A de l'*Accord SPS* définit le "niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire" comme étant le niveau "considéré approprié par le Membre établissant une mesure". Toutefois, les Membres ne peuvent pas adopter des mesures plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour obtenir le niveau de protection recherché, compte tenu de la faisabilité technique et économique. L'*Accord SPS* donne également des indications sur les circonstances dans lesquelles une mesure pourrait être considérée comme plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire, à savoir lorsqu'une autre mesure sensiblement moins restrictive pour le commerce est techniquement ou économiquement applicable et permettrait d'obtenir le même niveau de protection.[148]

5.71 Il n'est pas nécessaire, en l'espèce, d'examiner dans le détail le niveau de protection assuré par les procédures législatives d'approbation des Communautés européennes. Le cadre législatif adopté par les Communautés européennes doit être considéré comme représentant au moins le niveau de protection considéré approprié par les Communautés européennes pour gérer les risques liés aux produits biotechnologiques. Si la mesure effectivement appliquée est plus restrictive que cela pour le commerce, alors l'*Accord SPS*, et la logique la plus élémentaire, étayent la conclusion selon laquelle la mesure appliquée est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour obtenir le niveau de protection considéré approprié. Le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques imposés par les Communautés européennes sont des mesures qui sont clairement plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour atteindre le niveau de protection que les Communautés européennes elles-mêmes ont considéré comme approprié concernant les produits biotechnologiques. En conséquence, le moratoire et les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont des mesures qui sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux et sont donc incompatibles avec les dispositions de l'*Accord SPS*.

[148] Note de bas de page 3, article 5:6.

F. DÉCLARATION ORALE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

5.72 M. le Président, MM. les membres du Groupe spécial, les vues de la Nouvelle-Zélande sur les questions soulevées dans le présent différend sont exposées dans notre communication en tant que tierce partie du 24 mai 2004. Dans notre déclaration d'aujourd'hui, nous les résumerons brièvement.

5.73 Comme nous l'avons dit dans notre communication, la Nouvelle-Zélande s'est associée au présent différend en raison de ses intérêts systémiques et de son souhait de faire en sorte que l'équilibre délicat des droits et obligations prévus dans les Accords de l'OMC, en particulier dans l'*Accord SPS*, soit maintenu.

5.74 L'*Accord SPS* garantit aux Membres de l'OMC le droit de prendre des mesures pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, y compris des mesures pour réguler l'importation et la commercialisation des produits biotechnologiques. Ce droit n'est pas contesté en l'espèce.

5.75 Toutefois, les Membres de l'OMC qui adoptent des mesures SPS doivent se conformer aux disciplines de l'*Accord SPS*, conçues pour faire en sorte que les mesures SPS ne restreignent pas inutilement le commerce. Ces disciplines comprennent des dispositions exigeant la transparence dans l'adoption et l'application de telles mesures, ainsi que des dispositions imposant des prescriptions fondamentales selon lesquelles de telles mesures doivent être fondées sur des principes scientifiques et non maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

5.76 La "mesure" en cause dans le présent différend n'est pas la procédure législative d'approbation des Communautés européennes, mais leurs actions qui, en fait, ont eu des conséquences sur l'approbation et la commercialisation de produits biotechnologiques. Ces actions ont été décrites par les parties plaignantes comme un moratoire général concernant l'approbation des produits biotechnologiques, ou des moratoires ou interdictions de commercialiser visant des produits spécifiques. Il est bien établi que le terme "mesure", dans le contexte de l'OMC, a un sens large; un groupe spécial peut donc aller au-delà des lois et règlements formels d'un Membre pour évaluer, dans l'ensemble, la nature et les conséquences des actions d'un Membre sur le commerce. En conséquence, de l'avis de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial devrait constater que ces actions – le moratoire et les interdictions visant des produits spécifiques – sont des "mesures" adoptées par les Communautés européennes qui affectent le commerce des produits biotechnologiques et peuvent donc être examinées au regard des obligations contractées par les Communautés européennes dans le cadre de l'OMC.

5.77 Les parties plaignantes ont également démontré que les mesures des Communautés européennes étaient des mesures SPS au sens de l'*Accord SPS*. Dans sa communication écrite, la Nouvelle-Zélande a mis en lumière trois façons dont les parties plaignantes ont démontré que le moratoire des Communautés européennes sur les produits biotechnologiques et leurs interdictions de commercialiser des produits spécifiques n'étaient pas conformes aux obligations des Communautés européennes au titre de l'*Accord SPS*.

5.78 Les mesures des Communautés européennes ne satisfont pas aux prescriptions procédurales clairement énoncées dans l'*Accord SPS* selon lesquelles, dans un premier temps, les mesures SPS doivent être "publiées dans les moindres délais" et, dans un deuxième temps, les procédures d'homologation que les Membres adoptent doivent être engagées et achevées sans "retard injustifié". Ces prescriptions procédurales sont appliquées à des fins de protection contre le recours à de telles mesures dans le but de restreindre inutilement le commerce. Il est clair que les Communautés européennes ont omis de publier le moratoire ou les interdictions.

5.79 S'agissant de la question de savoir s'il y a eu un "retard injustifié" dans l'application des procédures d'homologation des Communautés européennes, il y a tout lieu de présumer qu'un retard est "injustifié" lorsqu'un Membre a, en fait, suspendu l'application de sa procédure législative d'homologation sans fournir aucune justification au titre de l'*Accord SPS*.

5.80 Par ailleurs, les Communautés européennes n'ont pas satisfait à la prescription de fond de l'*Accord SPS* selon laquelle il ne faut pas adopter de mesures plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire pour obtenir le niveau de protection recherché. Le cadre législatif adopté par les Communautés européennes pour l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques doit être considéré comme représentant au moins le niveau de protection qu'elles jugent approprié pour la gestion des risques liés aux produits biotechnologiques. Le moratoire des Communautés européennes et leurs interdictions de commercialiser des produits spécifiques – plus restrictifs pour le commerce que ce qui est prévu par le cadre législatif communautaire – sont donc clairement plus restrictifs qu'il n'est nécessaire pour obtenir le niveau de protection qu'elles jugent approprié.

5.81 En conclusion, pour les raisons exposées dans la communication écrite de la Nouvelle-Zélande, le Groupe spécial devrait constater que le moratoire des Communautés européennes et leurs interdictions de commercialiser des produits spécifiques ne satisfont pas aux prescriptions de l'*Accord SPS*.

G. COMMUNICATION ÉCRITE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.82 Tout en reconnaissant les nombreux avantages potentiels des produits GM, la Norvège souligne que les OGM ont été utilisés sur une période relativement courte et que d'importants effets sur la santé et l'environnement ne sont toujours pas totalement compris. L'approbation des OGM et des produits GM soulève plusieurs questions complexes à caractère scientifique et factuel. La procédure d'évaluation des risques est donc particulièrement longue. L'adoption d'une approche prudente concernant les OGM dans les cadres réglementaires des Membres de l'OMC se justifie donc.

5.83 Dans sa communication en tant que tierce partie, la Norvège se limite à certaines questions de droit concernant le Bt-176[149], le MS1xRF1[150] et le Topas 19/2.[151] Il s'agit de trois OGM sur un total de sept, en rapport avec lesquels des mesures nationales des États membres des CE sont contestées.

2. Contexte factuel axé sur les conséquences du recours aux gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA)

a) Généralités

5.84 Les OGM sont l'un des fruits de la biotechnologie moderne. Ils sont créés par une série particulière de techniques utilisées pour modifier génétiquement (ou "manipuler par génie génétique") des organismes. En bref, il s'agit de modifier le matériel génétique d'un organisme grâce à des techniques de recombinaison génétique de l'acide nucléique. Ce procédé est expliqué plus en détail au point 2.1 de la première communication écrite de la Norvège.

[149] Assujetti à une sauvegarde en Autriche, au Luxembourg et en Allemagne.
[150] Assujetti à une sauvegarde en France.
[151] Assujetti à une sauvegarde en France et en Grèce.

5.85 Contrairement à ce qui a été allégué, il n'existe pas de "bilan de sécurité avérée"[152] concernant les OGM. L'évolution de la réglementation aux niveaux national et international démontre que les OGM ne s'inscrivent pas simplement dans la continuité de la production traditionnelle. Cela est indiqué au point 2.3 de la première communication écrite de la Norvège. Les OGM ne devraient donc pas être traités comme s'ils étaient équivalents aux produits non GM. On ne sait pas grand chose des effets à long terme des produits alimentaires fabriqués à partir de cultures transgéniques. De plus, les scientifiques ne sont guère d'accord quant aux conséquences sur l'environnement. De nouvelles preuves scientifiques concernant les conséquences sur l'environnement et la santé apparaissent constamment.

5.86 Parmi les effets possibles sur l'environnement soulignés par les scientifiques, on trouve la dissémination des gènes par hybridation entre des plantes GM et des espèces domestiques ou sauvages étroitement liées, l'accroissement de la population, la dissémination et l'invasion des plantes GM dans les écosystèmes naturels, une rivalité accrue entre les plantes GM ou leurs hybrides et les espèces naturelles, la dissémination des gènes par transfert horizontal des plantes aux micro-organismes dans l'environnement, le développement d'adventices résistantes aux herbicides, le développement d'insectes résistants aux insecticides, les effets sur les organismes non cibles et les effets secondaires sur l'environnement comme conséquence d'une modification des pratiques agricoles, par exemple une nouvelle utilisation d'insecticides, d'herbicides, d'engrais, etc.[153]

5.87 Certaines de ces hypothèses ont été examinées dans des ouvrages ou articles scientifiques et un grand nombre d'entres elles ont été vérifiées grâce à des recherches effectuées sur certaines espèces et certains environnements. Les conséquences identifiées peuvent être une baisse de la population ou l'extinction de certaines espèces dans les écosystèmes naturels, ou différents types de problèmes pour l'agriculture. Il est difficile de prévoir, *a priori*, si ces types d'effets se produiront; cela dépendra des espèces et de la modification génétique en question, de l'environnement d'accueil ou du mode d'exploitation agricole et de l'agro-écosystème utilisés.

5.88 Parmi les motifs de préoccupation d'ordre scientifique évoqués en rapport avec la santé publique et la santé animale, il y a les études trop peu nombreuses sur les effets putatifs des acides nucléiques GM ou des denrées alimentaires/aliments pour animaux GM sur les animaux ou les personnes potentiellement consommateurs, le point de savoir si les séquences d'ADN transgéniques indiquées dans les notifications sont les mêmes que les séquences d'insertion trouvées dans les plantes GM, la persistance et le captage de l'ADN et des protéines à partir du tractus gastro-intestinal des mammifères, les protéines de la cellule hôte transgénique ou modifiée et la production de produits chimiques et pharmaceutiques dans les plantes. Certains de ces motifs de préoccupation seront

[152] Comme cela a été indiqué par les États-Unis dans leur première communication écrite, titre précédant le paragraphe 27.

[153] Keeler K.H. 1985 (pièce NOR-77); Crawley, M.J., 1988. Meeting report: COGENE/SCOPE at Lake Como. Special combined issue: Trends Biotechnology & Trends Ecology, Evol 3. 2-3 (pièce NOR-78); Ellestrand N.C. 1988. Special combined issue: Trends Biotechnology & Trends Ecology, Evol 3. 30-32 (pièce NOR-79); Tidje J.M (and 6 others) 1989. Ecology. volume 70, n° 2 (pièce NOR-80); Williamson M. 1989. Special combined issue: Trends Biotechnology & Trends Ecology, Evol 3. 32-35 (pièce NOR-81); McNally R. 1994. The Ecologist, volume 24, n° 6 Nov/Dec, 207-212 (pièce NOR-82); Doyle J.D, Stotzky G, McClung G, Hendricks C.1995. Advances in Applied Microbiology, volume 40, 237-287 (pièce NOR-83); The Royal Society of Canada. 2001. Elements of Precaution: Recommendations for the regulation of food biotechnology in Canada. An expert panel report on the future of food biotechnology prepared by the Royal Society of Canada at the request of Health Canada, Canadian Food Inspection Agency and Environment Canada (ISBN 0-920064-71-x) (pièce NOR-22); Snow A.A. *et al.*, 2004; "Genetically engineered organisms and the environment: Current status and recommendations" ESA position paper (pièce NOR-4).

également pertinents dans le cadre des évaluations des risques que les OGM présentent pour l'environnement en raison du fait que les processus peuvent avoir lieu dans l'environnement.

5.89 Ces effets possibles et ces motifs de préoccupation sont expliqués plus en détail au point 2.2 de la première communication écrite de la Norvège.

5.90 La dissémination potentielle des gènes par transfert horizontal des plantes aux micro-organismes dans l'environnement constitue une préoccupation majeure, en particulier en ce qui concerne les *gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA)*.

5.91 Comme il est indiqué au point 2.4 et comme le montrent, documents à l'appui, les évaluations des risques, c'est principalement en raison de ces effets que ces trois OGM ont été prohibés en Norvège.

5.92 On ne sait rien du transfert génétique horizontal. Cela signifie que la modification génétique intentionnelle d'une plante, par exemple, pourrait conduire à la modification génétique non intentionnelle d'autres organismes. Aujourd'hui, aucun scientifique ne nie l'existence du transfert génétique horizontal et différents mécanismes ont été décrits pour un tel processus. Un nombre accru de gènes et de caractères dans différentes espèces probablement disséminés par transfert génétique horizontal ont été signalés. Les conséquences de ces modifications génétiques non intentionnelles sur la santé humaine et l'environnement, y compris les effets possibles à long terme, ne sont pas bien connus.

5.93 Les GMRA sont utilisés comme outil de sélection au cours du processus de modification. Dans la plupart des cas, ils restent dans la plante comme un caractère génétique intact.[154] La résistance aux antibiotiques est un problème croissant en médecine thérapeutique humaine et vétérinaire. C'est là, très probablement, le résultat d'une utilisation déraisonnable et de la dissémination des antibiotiques en général. Il existe deux incertitudes: premièrement, lorsque les plantes GM sont digérées, quelle peut être la dissémination accrue des gènes de résistance aux antibiotiques par transfert génétique horizontal aux organismes dans l'environnement et dans l'appareil digestif de l'homme et de l'animal? Deuxièmement, quelles conséquences cela peut-il avoir sur le développement de résistances par les bactéries pathogènes à l'avenir?

5.94 La Norvège a expliqué les risques associés au Bt-176, au MS1 x RF1 et au Topas 19/2 qui ont conduit à la prohibition de ces produits en Norvège. En substance, ces risques sont les suivants:

a) Lignée de maïs Bt-176

Les préoccupations portent ici sur les risques associés à un possible transfert horizontal du gène *amp*, qui confère une résistance à l'antibiotique ampicilline contenu dans le produit, ainsi que sur les effets sur l'environnement de la toxine insecticide codée par les gènes *cryIA (b)*. Il serait particulièrement fâcheux que le gène *amp* soit transféré à des bactéries pathogènes de façon qu'il soit incorporé et s'exprime avec succès. En effet, cela pourrait empêcher le traitement clinique. Comme le montre, documentation à l'appui, l'évaluation des risques ci-jointe, il ressort de certaines études que le risque de transfert horizontal du gène *amp* existe.

[154] Droege M. *et al.*, 1998 (NOR-105); Nielsen K. M. *et al.*, 2000 (pièce NOR-106), 2003 (pièce NOR-76).

b) Lignée de colza MS1 x RF1

Les préoccupations portent ici sur les risques associés à un possible transfert horizontal du gène *nptII*, qui confère une résistance aux antibiotiques néomycine et kanamycine contenus dans le produit, ainsi que sur les conséquences du flux de gènes à partir du colza génétiquement modifié vers les plantes sauvages et les cultures. Le transfert de ce gène à des bactéries pathogènes pourrait contribuer à l'aggravation du problème du développement de résistances aux antibiotiques. Lorsque les risques présentés par ce colza génétiquement modifié en particulier ont été évalués, certains résultats indiquaient qu'il y avait un risque de transfert horizontal du gène *nptII*. Comme pour le Bt-176, de nouvelles études étaient nécessaires. Une autre préoccupation a été mise en évidence, documents à l'appui, dans l'évaluation des risques susmentionnée. Elle concernait l'hybridation entre le colza génétiquement modifié et plusieurs espèces de plantes sauvages et domestiques en Norvège. L'introgression du gène conférant une tolérance au glufosinate dans des espèces compatibles pourrait conduire au développement d'adventices résistantes au glufosinate. De plus, l'hybridation avec d'autres plantes cultivées pourrait avoir des effets indésirables. Ceux-ci pourraient inclure des problèmes agricoles futurs liés à la lutte contre les plantes adventices.

c) Lignée de colza Topas 19/2

Ce colza contient le gène *nptII*, qui code la résistance aux antibiotiques kanamycine et néomycine. Les évaluations et les observations concernant les GMRA dans le colza MS1xRF1 ci-dessus s'appliquent également au colza Topas 19/2.

3. Analyse juridique

a) Généralités

5.95 La Norvège estime que les risques liés aux GMRA ne sont pas couverts par l'*Accord SPS*, ni par l'article 2 de l'*Accord OTC*. L'Accord de l'OMC applicable est donc le GATT. Les mesures des États membres ne contreviennent pas à l'article III:4 du GATT de 1994 et sont, en tout cas, justifiées au regard de l'article XX du GATT de 1994.

5.96 Si le Groupe spécial devait néanmoins considérer que de telles interdictions devraient être examinées au titre de l'*Accord SPS*, la Norvège fait valoir, à titre subsidiaire, que les interdictions nationales des États membres des CE sont conformes à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

b) L'*Accord SPS* n'est pas applicable aux mesures prises à l'encontre des GMRA

5.97 Les définitions qui figurent à l'Annexe A, point 1, sont relativement précises. L'application de l'*Accord SPS* dépendra du but de chaque mesure en particulier et, plus spécifiquement, des risques contre lesquels la mesure est censée fournir une protection. Si un but particulier n'est pas couvert par l'*Accord SPS*, une décision qui invoque ce risque particulier ne sera pas évaluée au titre de l'*Accord SPS*, mais plutôt au titre de l'*Accord OTC* ou du GATT de 1994. Si le Groupe spécial devait décider qu'un seul objectif relève de l'*Accord SPS*, le reste de la décision devra être évalué au titre des autres Accords.

5.98 La protection contre les risques découlant des OGM ou des produits GM n'est pas mentionnée en tant que telle dans le texte de l'Annexe A. Le point de savoir si une mesure relève de l'Annexe A,

point 1, dépendra donc de l'objectif (ou des objectifs) de cette mesure en ce qui concerne le (ou les) risque(s) concret(s).

5.99 La préoccupation suscitée par les GMRA est que le caractère de résistance aux antibiotiques dans l'ADN des cultures ou produits GM puisse être transféré à des bactéries, en particulier dans l'appareil digestif de l'homme ou de l'animal. Cela pourrait avoir des conséquences négatives sur la médecine clinique et vétérinaire, qui repose largement sur les antibiotiques (et donc sur l'absence de résistance aux antibiotiques). Comme les Communautés européennes l'ont expliqué[155], l'ADN des plantes n'est pas un organisme en soi. Même s'il l'était, ce ne serait cependant pas lui qui causerait la maladie. Celle-ci devrait découler d'autres sources. Ainsi, l'ADN des plantes n'est pas couvert par les définitions figurant à l'Annexe A, point 1. En conséquence, l'*Accord SPS* n'est pas applicable.

c) Argument subsidiaire concernant l'article 5:7 de l'*Accord SPS*

5.100 Si le Groupe spécial devait néanmoins décider d'évaluer les mesures nationales des États membres concernant l'un quelconque des trois OGM au titre de l'*Accord SPS*, la Norvège ferait valoir, à titre subsidiaire, que les mesures à l'encontre des risques présentés par les GMRA sont pleinement conformes à l'*Accord SPS*, en particulier l'article 5:7.

5.101 Les Communautés européennes ont montré de manière convaincante que les mesures nationales des États membres - si elles doivent être évaluées au titre de l'*Accord SPS* - sont "provisoirement adoptées".[156] C'est ce qui découle, entre autres, du fondement juridique de la législation communautaire interne. Je vous renvoie à la première communication écrite des Communautés européennes pour plus de détails.[157] Puisque ces mesures des États membres sont provisoires, toute évaluation de la conformité des interdictions avec l'*Accord SPS* doit être effectuée au titre de l'article 5:7 et non de l'article 5:1.

5.102 La Norvège fait valoir que les quatre prescriptions cumulatives figurant à l'article 5:7 sont respectées et que, en conséquence, l'adoption et le maintien des mesures phytosanitaires provisoires sont juridiquement fondés.

5.103 Premièrement, la Norvège fait valoir que nous sommes dans une situation où "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes". La biotechnologie n'en est qu'à ses débuts. Bien des découvertes scientifiques ne donnent aucun résultat probant ou sont ambiguës. Les OGM sont excessivement difficiles à analyser. Il faudra peut-être des années pour trouver des preuves fiables, ce qui permet de conclure que les OGM peuvent avoir des conséquences préjudiciables sur la santé et/ou l'environnement.

5.104 Deuxièmement, les mesures en question ont été adoptées "sur la base des renseignements pertinents disponibles". Les États membres des CE pouvaient réunir des renseignements provenant de sources indéterminées et s'appuyer sur des évaluations des risques effectuées par d'autres États membres du fait des mécanismes de transparence interne de l'UE. Ils pouvaient également s'appuyer sur l'évaluation des risques effectuée par la Norvège du fait du même type de mécanismes en vigueur dans l'Espace économique européen. Dans l'ensemble, il existe une présomption selon laquelle les États membres des CE avaient suffisamment de renseignements à disposition pour identifier les risques présentés par les OGM.

---

[155] *Ibid.*, paragraphes 431 et 432.

[156] Au moins, le Canada ne semble pas contester que ces mesures sont provisoires; *voir* la première communication écrite du Canada, paragraphe 379.

[157] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 589.

5.105 Troisièmement et quatrièmement, les Communautés européennes satisfont à la prescription obligeant à "obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront la mesure dans un délai raisonnable". Pour nous permettre de mieux comprendre les choses, un grand nombre de recherches sont menées de façon continue dans le monde entier. Un groupe d'experts établi il y a peu sous l'égide de l'Autorité européenne de sécurité des aliments a récemment évalué les GMRA et un groupe de travail des Communautés européennes examine actuellement leur utilisation dans les OGM. En conclusion, les prescriptions figurant à l'article 5:7 de l'*Accord SPS* sont donc respectées en ce qui concerne les trois OGM.

d) L'*Accord OTC* n'est pas applicable aux mesures prises à l'encontre des GMRA

5.106 Le Canada et l'Argentine font valoir que, dans la mesure où l'*Accord SPS* n'est pas applicable, les mesures nationales des États membres pourraient être examinées au regard de divers alinéas de l'article 2 de l'*Accord OTC*.[158] De l'avis de la Norvège, les arguments du Canada et de l'Argentine ne rendent pas correctement compte du contenu de l'article 2.2. La raison en est que les mesures nationales des États membres des CE ne sont pas des "règlements techniques" au sens de l'*Accord OTC*.[159] Ces mesures ne contiennent pas de descriptions générales à caractère normatif applicables à un nombre indéterminé de producteurs. Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel était d'avis, entre autres, que, puisque la mesure nationale "énon[çait]"des "caractéristiques" pour tous les produits qui pouv[aient] contenir de l'amiante"[160] (non souligné dans l'original), elle était couverte par l'article 2.2 de l'*Accord OTC*. En l'espèce, toutefois, les mesures nationales ne s'appliquent pas à tous les OGM, ni même à tous les OGM codant une résistance aux antibiotiques. En fait, chaque mesure contient une seule interdiction visant un OGM en particulier. Chaque mesure vise un fabricant spécifique ou le détenteur d'un droit spécifique et ne crée des droits et des obligations juridiques que pour la personne à laquelle elle s'adresse. Ainsi, ces mesures n'entrent pas dans le champ de l'article 2 de l'*Accord OTC*.

e) Le GATT de 1994

5.107 Le Canada et l'Argentine allèguent que [certaines] des mesures nationales des États membres constituent une violation de l'article III:4 du GATT de 1994.[161] Ces allégations sont sans fondement.

5.108 Pour qu'il y ait violation de l'article III:4, plusieurs conditions doivent être remplies. L'une des exigences principales est que les produits importés soient traités moins favorablement que les produits nationaux. En l'espèce, l'origine nationale des fabricants ne constitue pas une question pertinente. Comme nous le montrons tout au long de la présente communication, les préoccupations qui ont abouti à ces mesures nationales sont très différentes. En effet, la plupart des OGM visés par les mesures nationales des États membres ont en fait été notifiés par des sociétés enregistrées dans les Communautés européennes et appartiennent à ces sociétés.[162] Ainsi, les mesures nationales n'établissent aucune distinction sur la base de la nationalité. De plus, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que les mesures nationales visent en particulier les OGM importés. Il en va de même pour la mesure nationale grecque, qui, d'après les effets juridiques recherchés, s'applique *erga omnes*.

---

[158] Première communication écrite du Canada, paragraphes 473 à 505; et première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 547 à 592.

[159] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 642.

[160] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 75.

[161] Première communication écrite du Canada, paragraphe 444; et première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 338.

[162] *Voir* la première communication écrite des Communautés européennes, paragraphes 632 et 633.

5.109 De plus, pour que ces OGM relèvent de l'article III:4 du GATT de 1994, les parties plaignantes doivent montrer que ce sont des produits "similaires". Plusieurs facteurs nous aideront à décider s'il s'agit de produits "similaires" ou non. Comme le démontre le point 2.3, la plupart des Membres de l'OMC distinguent les OGM de leurs équivalents classiques, pour ce qui est des régimes réglementaires. La raison en est que les OGM peuvent, en fait, avoir des effets sur la santé et l'environnement qui sont différents de ceux de leurs équivalents classiques. De plus, comme le montrent les points 2.4.2.2 et 2.4.3.2, les organisations internationales considèrent de plus en plus souvent les produits qui contiennent des OGM avec des gènes codant la résistance aux antibiotiques comme des produits différents des produits classiques. De même, le nombre croissant de prescriptions en matière d'étiquetage des OGM, qui répond à une demande des consommateurs, indique que les OGM ne devraient pas être traités comme des produits "similaires".

5.110 En conclusion, les mesures des États membres concernant les trois OGM ne contreviennent pas à l'article III:4 du GATT de 1994.

5.111 Même s'il devait y avoir infraction, d'autres articles du GATT de 1994, tel que l'article XX, alinéa b) en particulier, offrent un moyen de défense en ce qui concerne les trois OGM dont il est question ici.

4. Remarques finales

5.112 La Norvège demande au Groupe spécial de tenir pleinement compte des faits et arguments présentés ci-dessus lorsqu'il formulera ses constatations et recommandations.

H. DÉCLARATION ORALE DE LA NORVÈGE EN TANT QUE TIERCE PARTIE

1. Introduction

5.113 Dans sa communication écrite, la Norvège a traité des risques associés à trois OGM en particulier: le Bt-176[163], le MS1xRF1[164] et le Topas 19/2.[165] Il s'agit de trois OGM sur sept en rapport avec lesquels des mesures nationales des États membres des CE sont contestées en l'espèce. Si la Norvège met aujourd'hui l'accent sur ces trois OGM, c'est parce qu'ils contiennent des *gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA)*. C'est là également la principale raison pour laquelle leur commercialisation est prohibée en Norvège.

5.114 Dans mon intervention orale, je mettrai l'accent sur deux questions d'interprétation du droit. Premièrement, je ferai valoir que l'*Accord SPS* n'est pas applicable aux risques découlant des GMRA. Et deuxièmement, je montrerai que ces mesures nationales n'enfreignent pas le GATT de 1994. S'agissant des preuves scientifiques concernant les OGM en général, ainsi que nos autres arguments juridiques, je vous renvoie à notre communication écrite.

2. Application de l'*Accord SPS*

5.115 Les parties plaignantes font valoir au premier chef que les mesures nationales des États membres relèvent de l'*Accord SPS*. Cet argument se fonde sur une simplification du sens à donner à l'*Accord SPS*. Seules les mesures nationales qui ont certains objectifs spécifiés et qui visent certains risques spécifiés sont couvertes par l'*Accord SPS*.

[163] Assujetti à une sauvegarde en Autriche, au Luxembourg et en Allemagne.
[164] Assujetti à une sauvegarde en France.
[165] Assujetti à une sauvegarde en France et en Grèce.

5.116 Il ressort clairement de l'Annexe A de l'*Accord SPS* que les "risques" couverts doivent "découler" des facteurs de risque mentionnés au point 1, ou être causés par eux. Les mesures prises à l'encontre de ces risques, si lourdes que puissent être leurs conséquences, ne sont pas couvertes par l'*Accord SPS*, mais peuvent l'être par l'*Accord OTC* ou le GATT de 1994.

5.117 S'agissant des risques présentés par les OGM qui contiennent des GMRA - comme dans le cas des trois OGM susmentionnés -, la préoccupation spécifique porte sur le fait que les gènes de résistance aux antibiotiques pourraient être transférés à des bactéries, en particulier dans l'appareil digestif de l'homme et de l'animal (on parle de "transfert horizontal"). Le cas échéant, le traitement des infections à l'aide de certains antibiotiques - ampicilline, kanamycine et néomycine - pourrait être impossible en médecine humaine comme en médecine vétérinaire, en raison des résistances à ces antibiotiques acquises par les bactéries.

5.118 D'après l'Annexe A, point 1 b), une mesure SPS est, entre autres, une mesure qui a pour but de protéger la santé et la vie des personnes et des animaux des organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux. Bien que la protection contre les GMRA soit clairement une préoccupation en matière de santé humaine et animale, ces risques ne relèvent pas de l'Annexe A, point 1. Premièrement, l'ADN inséré qui contient le gène de résistance aux antibiotiques n'est pas un organisme en soi. Deuxièmement, le gène n'est pas pathogène, mais peut simplement empêcher le traitement de maladies causées par des infections bactériennes ordinaires. Ainsi, l'*Accord SPS* n'est pas applicable aux interdictions nationales dans la mesure où elles ont pour objet de conférer une protection contre le risque de résistance aux antibiotiques.

3. Application du GATT de 1994 – Article III:4

5.119 Le Canada et l'Argentine ont présenté des arguments sur la base desquels ils allèguent que les interdictions nationales des États membres des CE enfreignent l'article III:4 du GATT de 1994. En ce qui concerne cet article, nous avons fait valoir, dans notre communication écrite, que les produits importés ne sont pas traités moins favorablement que les produits nationaux. Les OGM en question sont prohibés, quel que soit le pays de production.

5.120 En outre, la Norvège fait valoir dans sa communication écrite que les produits-OGM ne sont pas des produits "similaires"; je vous renvoie à notre communication écrite pour plus de détails. Permettez-moi simplement d'appeler votre attention sur le paragraphe 105, qui renvoie à la décision du Codex de juillet 2003, dont les principes directeurs traitent maintenant différemment les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques dans la production alimentaire et les produits alimentaires qui ne contiennent pas de tels gènes. Je souhaite également appeler votre attention sur les nombreuses législations nationales dans le cadre desquelles des procédures d'approbation distinctes pour les OGM ont été adoptées. Cela démontre clairement que la plupart des Membres de l'OMC considèrent les OGM comme quelque chose de différent par rapport aux organismes originaux non modifiés. En conclusion, il n'y a pas infraction à l'article III:4.

4. Application du GATT de 1994 – Article XX

5.121 Si le Groupe spécial devait néanmoins conclure que l'article III:4 ou l'article XI:1 du GATT de 1994 – dans le cas de la Grèce – ont été violés, il devait évaluer si les mesures nationales des États membres des CE peuvent être justifiées au regard de l'article XX. La charge de la preuve à cet égard incombe aux Communautés européennes.

5.122 La Norvège souhaiterait noter que, en ce qui concerne les trois OGM contenant des ARMG, la politique appliquée par les Communautés européennes et leurs États membres à l'égard des OGM semblerait relever directement de l'article XX du GATT de 1994, alinéa b), en tant que mesures destinées à protéger "la santé et [ ] la vie des personnes et des animaux ou à [préserver les] végétaux". Les risques présentés par ces OGM ont été expliqués en détail dans la communication écrite de la Norvège et les documents qui y sont annexés.

5.123 Je me bornerai à formuler une brève observation concernant la prescription de "nécessité" énoncée à l'alinéa b); nous ne voyons pas très bien quelles autres mesures raisonnables – et ayant moins d'effets de distorsion des échanges – pourraient être prises pour atteindre l'objectif politique établi qui consiste à éviter la résistance aux antibiotiques. L'étiquetage, par exemple, ne permettrait pas, à l'évidence, d'atteindre les objectifs de santé déclarés. Je note également qu'aucune autre mesure ne semble avoir été proposée par l'une quelconque des parties plaignantes.

5.124 Enfin, je ferai une remarque concernant les prescriptions énoncées dans le texte introductif de l'article XX du GATT de 1994. Rien dans les faits en l'espèce n'indique que les mesures nationales en cause dans le présent différend sont appliquées d'une manière discriminatoire, ni qu'elles représentent une restriction déguisée au commerce international. Ces interdictions qui visent certains OGM sont fondées sur des préoccupations légitimes et sont appliquées de la même façon à tous les Membres de l'OMC.

VI. RÉEXAMEN INTÉRIMAIRE

6.1 Conformément à l'article 15:3 du Mémorandum d'accord, les constatations du rapport final du groupe spécial comprendront un examen des arguments avancés par les parties pendant la phase de réexamen intérimaire. La présente section des rapports du Groupe spécial présente un tel examen. Comme il ressort clairement de l'article 15:3, la présente section fait partie des constatations du Groupe spécial.

A. CONTEXTE

6.2 Les États-Unis, le Canada, l'Argentine et les Communautés européennes ont demandé séparément que le Groupe spécial procède à un réexamen intérimaire de certains aspects des rapports intérimaires remis aux parties le 7 février 2006.[166] Aucune des parties n'a demandé la tenue d'une réunion consacrée au réexamen intérimaire.[167] Toutefois, conformément aux procédures de travail du Groupe spécial, toutes les parties ont eu, et saisi, la possibilité de présenter de nouvelles observations écrites sur leurs demandes respectives.[168]

6.3 Le 8 mai 2006, le Groupe spécial a envoyé une lettre dans laquelle il appelait l'attention sur le fait que certains aspects de ses rapports intérimaires avaient été mal interprétés par des groupes ou des membres de la société civile à la suite de la divulgation non autorisée au public des rapports intérimaires confidentiels du Groupe spécial.[169] Pour cette raison, il a fait, dans sa lettre, un certain nombre de déclarations sur les constatations qu'il formule dans la présente affaire.[170]

[166] Lettres du 17 mars 2006 des parties.
[167] Lettres du 7 mars 2006 des parties.
[168] Lettres du 19 avril 2006 des parties.
[169] *Voir infra*, la section VI.F.
[170] Lettre du 8 mai 2006 du Groupe spécial. Par souci de transparence, le texte de la lettre est joint aux présents rapports en tant qu'annexe K (consultable en ligne seulement). Le texte de la lettre est reproduit dans

6.4 Le 10 mai 2006, le Groupe spécial a remis ses rapports finals aux parties à titre confidentiel.

B. STRUCTURE

6.5 Le Groupe spécial traite d'abord des demandes de modification des rapports intérimaires présentées par les parties (section VI.C). Il note à cet égard qu'il n'a pas reçu d'observations sur chacune des sections des rapports intérimaires de la part de chacune des quatre parties. Il a structuré le traitement qu'il a appliqué aux demandes des parties ci-après de la manière suivante:

a) la section VI.C.1 porte sur la section VII.A des rapports intérimaires (questions de procédure et autres questions générales);

b) la section VI.C.2 porte sur la section VII.C des rapports intérimaires (procédures d'approbation pertinentes des CE);

c) la section VI.C.3 porte sur la section VII.D des rapports intérimaires (moratoire général des CE);

d) la section VI.C.4 porte sur la section VII.E des rapports intérimaires (mesures par produit);

e) la section VI.C.5 porte sur la section VII.F des rapports intérimaires (mesures de sauvegarde des États membres des CE);

f) la section VI.C.6 porte sur la section VIII des rapports intérimaires (conclusions et recommandations).

6.6 De plus, la présente section fait également état de certaines autres modifications (contrôle rédactionnel, etc.) qui n'ont pas été spécifiquement demandées par les parties (section VI.D).

6.7 La présente section traite ensuite de la demande présentée par les Communautés européennes concernant la suppression de la version publique des rapports du Groupe spécial de parties divulguant des "renseignements strictement confidentiels" (section VI.E).

6.8 Enfin, la présente section traite de la divulgation au public des rapports intérimaires confidentiels du Groupe spécial (section VI.F).

C. DEMANDES DE MODIFICATION DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES PRÉSENTÉES PAR LES PARTIES

1. Questions de procédure et autres questions générales

6.9 Les **Communautés européennes** ont relevé une référence erronée à l'année 2005 au paragraphe 7.47.

---

l'annexe K, ne fait pas partie des constatations du Groupe spécial et n'est pas censé modifier ces constatations de quelque façon que ce soit.

2. Procédures d'approbation pertinentes des CE

a) Observations communes au Canada et à l'Argentine

6.10 Le **Canada** et l'**Argentine** demandent que l'exemple hypothétique utilisé par le Groupe spécial aux paragraphes 7.162 et 7.163 et dans la note de bas de page 132 (Canada) soit nuancé pour éviter la possibilité que son utilisation soit mal interprétée. Dans ces paragraphes, le Groupe spécial se fonde sur un exemple hypothétique (concernant l'étiquetage des produits alimentaires) pour expliquer son approche interprétative de la question des mesures mixtes. Le Canada craint que l'utilisation de l'exemple hypothétique puisse être interprétée à tort comme l'expression par le Groupe spécial d'un point de vue sur le but des Règlements n° 1829/2003 et 1830/2003, mesures qui ne relevaient pas de son mandat. L'Argentine estime que l'exemple ne constitue pas une partie essentielle du raisonnement du Groupe spécial et pourrait être supprimé sans que cela nuise aux conclusions de ce dernier. De plus, de l'avis de l'Argentine, le raisonnement du Groupe spécial trouve une application pratique lorsque celui-ci traite de la question de savoir si les procédures d'approbation des CE sont des mesures SPS du point de vue de leur but.

6.11 Les **Communautés européennes** répondent qu'elles ne voient pas comment cet exemple pourrait être compris comme faisant référence à une mesure concrète comme le Règlement n° 1829/2003 ou comme exprimant généralement des vues sur la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une telle mesure. En fait, le Groupe spécial ailleurs dans le rapport dit explicitement qu'il ne prend pas position sur la compatibilité avec les règles de l'OMC des prescriptions en matière d'étiquetage. Par conséquent, il n'a pas besoin de modifier son rapport.

6.12 Le **Groupe spécial** a enlevé l'exemple pertinent au paragraphe 7.162 et supprimé l'ancienne note de bas de page 132.

b) Observations du Canada

6.13 Le **Canada** demande que le Groupe spécial reconsidère l'interprétation qu'il donne, au paragraphe 7.164, de la position du Canada en ce qui concerne la question de savoir si une prescription peut constituer à la fois une mesure SPS et une mesure non SPS. Le Canada craint que les observations formulées par le Groupe spécial dans la note de bas de page 127 ne laissent entendre que celui-ci a mal compris la position du Canada à cet égard.

6.14 Les **Communautés européennes** font valoir que le Canada ne dit pas clairement ce qu'il demande au Groupe spécial de faire. Vraisemblablement, les craintes du Canada pourraient être apaisées si la note de bas de page 127 était reformulée de la manière suivante:

> "Le Canada avait une position plus complexe et a qualifié de "sémantique" la question de savoir si une mesure qui traite à la fois de risques SPS et d'autres types de risques ou objectifs généraux devrait être considérée comme une mesure unique ou comme une série de mesures."

6.15 En réponse à l'observation du Canada, le **Groupe spécial** a développé l'interprétation qu'il donne de la position du Canada dans la note de bas de page 339.

6.16 Le **Canada** a relevé une erreur de pure forme au paragraphe 7.337.

6.17 Le **Canada** fait également observer qu'au paragraphe 7.411 le Groupe spécial dit qu'"il est raisonnable de supposer que la prescription voulant que le consommateur soit informé de la présence

d'un OGM qu'il existe ou non un risque associé pour la santé est au moins en partie imposée pour empêcher les consommateurs d'être induits en erreur. Autrement dit, nous considérons que, au moins en partie, le Règlement n° 258/97 requiert l'identification de la présence d'un OGM dans un produit alimentaire pour faire en sorte que les consommateurs qui ont une préférence pour les produits alimentaires ne contenant pas d'OGM ou ne consistant pas en des OGM ne soient pas induits en erreur et achètent de tels produits alimentaires". Le Canada demande que ce passage soit révisé pour préciser que le Groupe spécial ne constate pas que l'absence d'une étiquette OGM fait nécessairement en sorte que les consommateurs sont "induits en erreur". Selon lui, la présence d'une étiquette OGM peut produire l'effet contraire et en réalité induire les consommateurs en erreur. Quoi qu'il en soit, le Canada estime que la question de savoir si les consommateurs sont effectivement induits en erreur est une question de fait qui n'a pas été soulevée par les parties dans leurs communications.

6.18 Les **Communautés européennes** considèrent que l'observation formulée par le Canada sur l'emploi de l'expression "induits en erreur" doit être rejetée. Il est évident que le Groupe spécial se borne à faire référence au libellé du Règlement n° 258/97, qui, à l'article 3, mentionne explicitement l'objectif consistant à ne pas induire les consommateurs en erreur.

6.19 Le **Groupe spécial** a ajouté une note de bas de page au paragraphe 7.411 en réponse à l'observation du Canada.

c) Observations des Communautés européennes

6.20 Les **Communautés européennes** font valoir que la troisième phrase du paragraphe 7.117 devrait être supprimée car il n'est pas exact que le Conseil peut adopter une mesure "différente". Celui-ci peut adopter une mesure modifiée, mais pas à la majorité qualifiée. En fait, les mêmes règles que celles qui régissent les propositions législatives s'appliquent en l'espèce, c'est-à-dire que le Conseil peut modifier une proposition de la Commission par un vote à l'unanimité uniquement (article 250 1) du *Traité instituant la Communauté européenne tel que modifié par les traités ultérieurs* (ci-après le "Traité instituant la CE")). De plus, par souci d'exhaustivité, il semble opportun d'expliquer ce qui arrive si le Conseil rejette la proposition.

6.21 Les **États-Unis** ne souscrivent pas aux modifications suggérées par les Communautés européennes en ce qui concerne les paragraphes 7.117, 7.123 et 7.136. Premièrement, le dossier en l'espèce ne fait pas mention d'un cas dans lequel le Conseil a rejeté une proposition de la Commission. (Au contraire, le Conseil n'a pas obtenu de majorités qualifiées pour une acceptation ou un rejet.) Par conséquent, le Groupe spécial n'a pas besoin, par "souci d'exhaustivité", d'examiner cette possibilité. Deuxièmement, les observations des CE ne renvoient à aucune communication antérieure dans laquelle les CE exposent les procédures applicables lorsque le Conseil rejette une proposition de la Commission.[171] Ainsi, la procédure que la Commission doit suivre en cas de rejet par le Conseil à la majorité qualifiée semblerait constituer un nouvel élément factuel n'ayant pas été pris en considération auparavant par les parties ou le Groupe spécial. Pour ces raisons, les États-Unis estiment qu'il n'est ni nécessaire ni approprié d'aborder cette procédure pour la première fois pendant la phase du réexamen intérimaire.

6.22 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.117 et aux notes de bas de page y relatives en réponse à cette observation des CE. Toutefois, il pense comme les

[171] De fait, les descriptions détaillées des procédures d'approbation que les Communautés européennes ont présentées dans leurs communications antérieures ne traitent pas de cette question. *Voir*, par exemple, la première communication écrite des CE, pages 51 à 63; *voir aussi* les pièces EC-119 et 120 (qui présentent un diagramme des procédures d'approbation au titre du Règlement n° 258/97 et de la Directive 90/220).

États-Unis qu'il n'est pas nécessaire, dans le contexte de la présente procédure, de traiter de la procédure à suivre dans le cas où le Conseil rejette un projet de mesure de la Commission. Il s'est donc abstenu d'ajouter un texte explicatif pertinent aux paragraphes 7.117, 7.123 et 7.136.

6.23 Les **Communautés européennes** estiment que, par souci d'exhaustivité dans la note de bas de page 95 relative au paragraphe 7.123, il y aurait lieu d'expliquer ce qui arrive si le Conseil rejette la proposition.

6.24 Pour la raison qui a été donnée en ce qui concerne l'observation formulée par les CE sur le paragraphe 7.117, le **Groupe spécial** s'est abstenu d'ajouter le texte demandé dans la note de bas de page 309.

6.25 Les **Communautés européennes** font valoir qu'au paragraphe 7.129 le terme "consentement" devrait être remplacé par le terme "autorisations", car le terme "consentement" n'est pas employé dans le Règlement n° 258/97, mais uniquement dans les Directives 90/220 et 2001/18.

6.26 Le **Groupe spécial** a apporté la modification appropriée au paragraphe 7.129 en réponse à cette observation.

6.27 Les **Communautés européennes** font observer que la troisième phrase du paragraphe 7.136 devrait être supprimée car il n'est pas exact que le Conseil peut adopter une mesure "différente". Le Conseil peut adopter une mesure modifiée, mais pas à la majorité qualifiée. Les mêmes règles que celles qui régissent les propositions législatives s'appliquent en l'espèce, c'est-à-dire que le Conseil peut modifier une proposition de la Commission par un vote à l'unanimité uniquement (article 250 1) du Traité instituant la CE). De plus, par souci d'exhaustivité, il semble opportun d'expliquer ce qui arrive si le Conseil rejette la proposition.

6.28 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.136 et aux notes de bas de page y relatives en réponse à cette observation. Toutefois, pour la raison qui a été donnée en ce qui concerne l'observation formulée par les CE sur le paragraphe 7.117, le Groupe spécial s'est abstenu d'aborder la procédure à suivre dans le cas où le Conseil rejette un projet de mesure de la Commission.

6.29 Les **Communautés européennes** ont relevé l'absence d'un article indéfini dans la version anglaise du paragraphe 7.152.

6.30 Les **Communautés européennes** demandent que le Groupe spécial consigne, dans une note de bas de page relative au paragraphe 7.199, le fait que, dans leur réponse à la question n° 120 du Groupe spécial, elles ont également fait référence à la note de couverture accompagnant la distribution de ce qu'il est convenu d'appeler le "texte Dunkel" du 20 décembre 1990.

6.31 Les **États-Unis** font valoir que le paragraphe 7.199 traite des arguments des CE (rejetés à bon droit par le Groupe spécial) selon lesquels l'*Accord SPS* ne s'applique pas aux mesures censées protéger l'environnement. Ils ne partagent pas le point de vue selon lequel le Groupe spécial devrait inclure la nouvelle note de bas de page suggérée par les CE, qui résume un argument supplémentaire avancé par celles-ci sur une note de couverture du "texte Dunkel". Les arguments avancés par les CE sur cette question sont exposés dans la réponse des CE aux questions du Groupe spécial (en particulier la question n° 120), et ces réponses sont déjà annexées dans leur intégralité au rapport intérimaire. De plus, l'observation des CE ne reconnaît pas que les États-Unis, dans leur réponse à la réponse des CE à la question n° 120 du Groupe spécial, ont répondu de manière détaillée à l'argument des CE concernant la prétendue importance de cette note de couverture du "texte Dunkel". Si une note de bas

de page exposant l'argument des CE était ajoutée, il faudrait alors – par souci d'équilibre – ajouter une nouvelle note de bas de page pour faire référence à la réfutation effectuée par les États-Unis de l'argument des CE. Toutefois, comme tous ces textes sont déjà annexés au rapport, et comme (ainsi que les États-Unis le font observer) l'argument des CE est sans fondement, l'insertion de la note de bas de page suggérée par les Communautés européennes n'améliorerait pas le rapport intérimaire.

6.32 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.199 en réponse à cette observation des CE, préférant inclure la référence à la note de couverture dans le texte plutôt que dans la note de bas de page. Par souci d'équilibre, il a également ajouté un résumé des réponses données par les États-Unis et le Canada à l'argument des CE fondé sur l'historique des négociations. En outre, compte tenu de la demande des Communautés européennes tendant à l'insertion d'une référence à la note de couverture susmentionnée et de l'argument des CE fondé sur cette note – à savoir que les atteintes à l'environnement ne sont pas visées par l'*Accord SPS* –, le Groupe spécial a jugé approprié i) d'examiner explicitement la note de couverture, ce qui a également donné lieu à une restructuration (aux paragraphes 7.209 à 7.211), ii) d'apporter des éclaircissements à l'exemple utilisé au paragraphe 7.210, et iii) d'ajouter la note de bas de page 503 pour préciser davantage le paragraphe 7.209. De plus, il a supprimé l'ancienne note de bas de page 158 qui ne contenait pas de texte. Il a par ailleurs corrigé une erreur typographique au paragraphe 7.209.

6.33 Les **Communautés européennes** font valoir que la première phrase du paragraphe 7.236 devrait être supprimée car elle ne semble pas correspondre exactement à leurs arguments, et suggèrent de reformuler la deuxième phrase en fonction de leur réponse à la question n° 119 du Groupe spécial.

6.34 Les **États-Unis** ne souscrivent pas à la suggestion des CE. Au contraire, ils estiment que cette déclaration figurant dans le rapport intérimaire constitue effectivement une qualification juste des arguments formulés par les CE sur le terme "parasite".[172] Toutefois, les États-Unis ne s'opposeraient pas à l'insertion dans le rapport de la déclaration suggérée par les CE, selon laquelle les CE sont d'avis que la CIPV peut constituer un contexte pertinent pour interpréter le terme "parasite".

6.35 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.236 en réponse à l'observation des CE.

6.36 Les **Communautés européennes** demandent qu'une déclaration faite par M. Squire (annexe H, paragraphe 468) soit ajoutée à la note de bas de page 227 relative au paragraphe 7.281 afin de faire référence au point de vue de tous les experts sur la question pertinente.

6.37 Les **États-Unis** ne souscrivent pas à la suggestion des CE voulant qu'une déclaration de M. Squire soit annexée à la note de bas de page. La déclaration de M. Squire citée par les Communautés européennes ne contient pas d'avis scientifique sur les risques que comportent les GMRA. À la place, dans le contexte de l'analyse des objections formulées par les États membres des CE, M. Squire fait simplement observer qu'il existe une "idée" selon laquelle les GMRA ne devraient pas être utilisés dans des cultures tolérantes à des herbicides. De plus, M. Squire explique qu'en raison du caractère imprécis de ces objections, il n'est pas en mesure d'évaluer leur fondement scientifique. Il résume donc son avis en expliquant que "cela mis à part, et comme dans d'autres cas, à moins que l'auteur de la proposition et celui qui émet une objection ne fournissent des critères

[172] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 51 ("Ainsi, tout "croisement indésirable", comme le Groupe spécial le dit dans la question n° 32, ne peut pas être considéré comme un parasite. En particulier, un croisement qui nuit à la biodiversité n'est pas un parasite. Un croisement indésirable qui est nocif pour les micro-organismes, les animaux ou l'environnement n'en est pas un non plus.").

indiquant quel type de référentiel est souhaitable ou acceptable, il est impossible de faire avancer la discussion comme dans le cas présent".[173]

6.38 Le **Canada** conteste également la suggestion visant à insérer les observations formulées par M. Squire en ce qui concerne les GMRA. La suggestion des CE implique que M. Squire était d'avis que les GMRA posaient des risques pour la santé humaine ou l'environnement, ce qui n'est le cas ni pour l'un ni pour l'autre. Fait révélateur, les Communautés européennes citent M. Squire hors contexte. La citation complète est la suivante:

> "La question de la résistance aux antibiotiques a été examinée dans l'avis du CSP (EC-66/At. 53) et considérée comme ne présentant pas de risque, mais il existe actuellement une idée très répandue selon laquelle l'introduction d'une résistance aux antibiotiques par l'intermédiaire de produits GMTH doit être évitée."

6.39 Le Canada fait observer qu'on ne voit pas bien si M. Squire partageait l'avis du CSP sur les risques posés par la résistance aux antibiotiques. Si M. Squire n'était pas d'accord avec le CSP, il l'aurait vraisemblablement dit explicitement. Par conséquent, du point de vue de la question analysée par le Groupe spécial au paragraphe 7.274, c'est-à-dire le risque d'un transfert de la résistance aux antibiotiques, l'observation de M. Squire ne révèle rien. M. Squire ne discute pas de "preuves scientifiques", mais seulement d'une "idée". Il se peut que la cause de l'"idée très répandue" n'ait rien à voir avec les risques véritables posés par l'utilisation des GMRA et reflète simplement les aspects politiques regrettables qui influent sur la biotechnologie agricole en Europe. Par exemple, les scientifiques qui travaillent dans ce domaine ont peut-être cessé d'utiliser les GMRA en raison de "points de vue", manipulés par les militants anti-OGM, et de l'existence d'autres moyens d'atteindre le même objectif. Le Canada fait observer, que bien que M. Squire ait initialement indiqué qu'il le ferait, il n'a répondu à aucune de ces deux questions générales sur l'existence de preuves scientifiques concernant le transfert de la résistance aux antibiotiques (questions n° 1 et 2). En conséquence, ses vues sur les risques véritables associés à l'utilisation des GMRA ne sont pas connues.

6.40 L'**Argentine** ne souscrit pas non plus à la proposition des CE et demande que le Groupe spécial conserve le libellé de la note de bas de page 227 tel quel. Il est important de rappeler que lorsque le Groupe spécial a soumis aux experts la question spécifique des "gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques" (annexe H, questions générales n° 1 et 2), M. Squire n'a pas donné une réponse qui exprimait son point de vue en tant qu'expert. De plus, l'Argentine souligne que le nouveau texte suggéré par les Communautés européennes correspond à une simple "idée" (comme le dit lui-même M. Squire), et non à une déclaration ou un avis fondé sur des preuves scientifiques, comme le demandait le Groupe spécial.

6.41 Le **Groupe spécial** ne juge pas approprié d'ajouter la déclaration pertinente à la note de bas de page 437. La déclaration selon laquelle "il existe actuellement une idée très répandue selon laquelle l'introduction d'une résistance aux antibiotiques par l'intermédiaire de produits GMTH doit être évitée" ne permet pas de mieux comprendre le risque de transfert de GMRA, ni l'existence ou l'importance d'effets néfastes sur la santé humaine ou l'environnement résultant de la présence de GMRA ou de leurs produits.

6.42 Les **Communautés européennes** demandent que la note de bas de page 252 relative au paragraphe 7.316 soit supprimée dans son intégralité, en faisant valoir que la description donnée par le Canada de la Directive 91/414 ne correspond pas bien aux prescriptions énoncées dans la législation, ni à la manière dont la législation est mise en œuvre. Les Communautés européennes font observer

[173] Annexe H, paragraphe 468.

que, en tout état de cause, le Groupe spécial lui-même est d'avis que la question de savoir si les Directives 90/220 et 2001/18 sont appliquées, entre autres, pour éviter que, par suite de la présence de résidus d'herbicides dans des produits alimentaires ou des aliments pour animaux, des maladies n'affectent les personnes ou les animaux, peut être laissée en suspens. En conséquence, la note de bas de page n'est pas nécessaire non plus.

6.43 Le **Canada** conteste la suggestion des CE visant à supprimer la note de bas de page 252. Cette note de bas de page constitue un contexte important pour expliquer la déclaration du Groupe spécial selon laquelle "[n]ous ne voyons pas bien si les Directives 90/220 et 2001/18 sont appliquées, entre autres, pour éviter que, par suite de la présence de résidus d'herbicides dans des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou comme aliments pour animaux, des maladies n'affectent les personnes ou les animaux". Dans cette note de bas de page, le Groupe spécial expose l'argument du Canada selon lequel les Communautés européennes n'ont pas reconnu que les risques associés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques, y compris les risques pour la santé des personnes et des animaux dus à la présence de résidus d'herbicides dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux, étaient visés par d'autres textes législatifs pertinents des CE. Le Canada a signalé qu'il avait été maintes fois confirmé dans les décisions de la Commission et par les comités scientifiques que "l'autorisation d'utilisation des herbicides chimiques destinés aux végétaux et l'évaluation de l'impact de leur utilisation sur la santé humaine et l'environnement relevaient du champ d'application de la Directive 91/414/CEE du Conseil, du 15 juillet 1991, concernant la mise sur le marché de produits phytopharmaceutiques … et non du champ d'application de la Directive 90/220/CEE".[174] De plus, le Canada a mis en évidence le fait que les herbicides utilisés conjointement avec des cultures tolérantes à des herbicides, spécifiquement le glyphosate, avaient fait l'objet d'une évaluation complète dans le cadre de la Directive 91/414/CEE, y compris une évaluation de l'utilisation du glyphosate avec des cultures résistantes au glyphosate, dès 2001.[175] En outre, les risques pour la santé des personnes et des animaux posés par les résidus de glyphosate avaient été examinés à fond avant la fixation des teneurs maximales en résidus dans le cadre de la Directive 98/82/CE.[176] Ces renseignements sont importants parce qu'ils indiquent que bon nombre des risques présumés associés aux cultures biotechnologiques avancés par les Communautés européennes sont en fait des risques associés à l'utilisation de produits phytopharmaceutiques en général, et que ces risques, contrairement à la description sélective que font les Communautés européennes de leur propre environnement réglementaire, ont fait l'objet d'une évaluation complète dans le cadre d'autres textes législatifs pertinents. Pour cette raison, le Canada est d'avis que la note de bas de page devrait être conservée. Cela dit, toutefois, le Canada est d'avis que le Groupe spécial a précisé que les teneurs maximales en résidus n'étaient pas fixées conformément à la Directive 91/414/CEE, mais bien conformément à d'autres règles pertinentes des Communautés européennes.[177]

6.44 Le **Groupe spécial** estime que l'ancienne note de bas de page 252 n'est pas essentielle et l'a donc supprimée ainsi que les Communautés européennes l'avaient demandé.

6.45 Comme le Canada, les **Communautés européennes** ont relevé une erreur de pure forme au paragraphe 7.337.

6.46 Les **Communautés européennes** demandent que le Groupe spécial supprime, au paragraphe 7.368, une phrase qui, à leur avis, ne reflète pas exactement leur position.

---

[174] Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 142, et note de bas de page 163.
[175] *Ibid.*, paragraphe 183 et notes de bas de page 194 et 195.
[176] *Ibid.*, paragraphe 185 et note de bas de page 196.
[177] *Voir ibid.*, paragraphe 180.

6.47 Le **Groupe spécial** a supprimé la phrase pertinente au paragraphe 7.368 en réponse à cette observation.

6.48 Les **Communautés européennes** font observer que le membre de phrase "même dans les cas où" figurant au paragraphe 7.384 devrait être supprimé parce qu'il laisse entendre que des autorisations peuvent être accordées dans l'un ou l'autre scénario, c'est-à-dire dans les cas où le produit a été considéré comme sans danger et dans les cas où il n'a pas été considéré comme sans danger. Cette dernière situation n'est pas possible, car les autorisations de mise sur le marché ne sont accordées qu'en l'absence de risques pour la santé humaine et l'environnement.

6.49 Le **Canada** ne souscrit pas à la nouvelle formulation suggérée pour le paragraphe 7.384. Le membre de phrase "même dans les cas où" ne laisse pas entendre que des autorisations peuvent être accordées dans les cas où le produit n'a pas été considéré comme sans danger. Au contraire, il met en évidence le fait que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est applicable indépendamment de la conclusion de l'évaluation des risques ou des risques véritables associés à un produit biotechnologique donné. Cette insistance est appropriée pour faire ressortir ce point, compte tenu de l'examen fait par le Groupe spécial aux paragraphes 7.377 et suivants de la question de savoir si l'imposition d'une prescription en matière d'étiquetage dans ces circonstances peut être considérée comme une mesure SPS. À titre subsidiaire, le Groupe spécial voudra peut-être envisager de remplacer "même dans les cas où" par "indépendamment du fait que".

6.50 L'**Argentine** ne juge pas acceptables les modifications qu'il est proposé d'apporter au paragraphe 7.384. En ce qui concerne la première modification proposée, les Communautés européennes modifient la portée et le sens des deux premières phrases. Elles coupent la première phrase en insérant un point après le mot "OGM", et réunissent de ce fait le reste de la phrase et la modification proposée, que l'Argentine ne juge pas acceptable. En ce qui concerne la deuxième modification proposée, les Communautés européennes ne la justifient pas (elles font référence à la première seulement). L'Argentine fait observer que les autorités compétentes n'ont pas accordé d'autorisation de mise sur le marché même lorsque les preuves scientifiques indiquaient que la dissémination était sans danger. Comme la description proposée par les Communautés européennes n'est pas exacte, surtout l'expression "par conséquent", l'Argentine demande que le libellé initial soit conservé.

6.51 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.384 en réponse à cette observation des CE.

6.52 Les **Communautés européennes** font valoir, en ce qui concerne l'ancien paragraphe 7.381, qu'elles ne sont pas d'accord avec le Groupe spécial lorsqu'il dit que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 a pour seul but de protéger la santé humaine et l'environnement de la manière décrite par le Groupe spécial. Cela dit, les Communautés européennes ne contestent pas la déclaration selon laquelle il s'agit d'un but possible de l'étiquetage, d'où l'existence d'une relation rationnelle. Toutefois, comme les Communautés européennes sont d'avis qu'il ne s'agit pas du seul but – l'autre but étant l'information du consommateur –, elles font observer que le libellé devrait être plus "ouvert" et que la dernière phrase devrait être supprimée car elle sous-entend l'existence d'un but exclusif. Enfin, les Communautés européennes suggèrent l'emploi des mots "même si" à la place de "même dans les cas où".

6.53 Les **États-Unis** font observer que rien ne permet aux Communautés européennes de suggérer que le Groupe spécial supprime l'une des phrases les plus importantes de cette section du rapport intérimaire, à savoir la dernière phrase du paragraphe 7.381. Ce paragraphe (et cette phrase) sont ainsi libellés:

> "Le paragraphe précédent montre bien qu'il existe une relation relationnelle entre la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 et le but qui consiste à protéger la santé humaine et l'environnement, même dans les cas où il a été constaté qu'un produit contenant un OGM ou consistant en un tel organisme était sans danger pour la santé humaine et l'environnement. Par conséquent, nous ne voyons pas de raison de présumer que la prescription en matière d'étiquetage est censée avoir un but qui est différent de celui que la Directive 2001/18 indique vouloir atteindre, c'est-à-dire la protection de la santé humaine et de l'environnement."

6.54 Les États-Unis affirment que la seule raison qui permet aux Communautés européennes de suggérer la suppression de la dernière phrase du paragraphe 7.381 est l'affirmation selon laquelle la prescription en matière d'étiquetage a également comme but l'"information du consommateur". Toutefois, les Communautés européennes n'avancent aucun élément pour étayer cette affirmation, et ne citent, par exemple, aucune disposition justificative de la Directive. En fait, ainsi que le Groupe spécial le note avec justesse, la prescription en matière d'étiquetage fait partie intégrante de la Directive 2001/18, et le tout premier article de cette directive dit que son objectif consiste "à protéger la santé humaine et l'environnement". Par conséquent, il n'y a rien dans le dossier qui étaye la modification que les Communautés européennes suggèrent d'apporter au paragraphe 7.381.

6.55 Le **Canada** conteste également la suppression de la dernière phrase du paragraphe 7.381 proposée par les Communautés européennes. La conclusion du Groupe spécial selon laquelle "nous ne voyons pas de raison de présumer que la prescription en matière d'étiquetage est censée avoir un but qui est différent de celui que la Directive 2001/18 indique vouloir atteindre, c'est-à-dire la protection de la santé humaine et de l'environnement" est juste, compte tenu du texte de la Directive 2001/18 et des propres communications des Communautés européennes dans la présente affaire. Le Groupe spécial souligne à juste titre que le seul but défini de la Directive, outre le rapprochement des dispositions législatives des États membres, est la protection de la santé humaine et de l'environnement. De plus, les Communautés européennes n'ont pas fait référence à l'"information du consommateur" en tant qu'objectif de la Directive 90/220 ou 2001/18 dans la description du cadre législatif qu'elles ont faite aux paragraphes 155 à 163 de leur première communication écrite, ou dans l'explication qu'elles ont donnée des insuffisances de la Directive 90/220 qui devaient, selon elles, être rectifiées par la Directive 2001/18.[178] La position des Communautés européennes était que les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 étaient censées renforcer la surveillance après commercialisation et n'avaient pas comme objectif l'"information du consommateur". En conséquence, la modification suggérée ne correspond pas à la position prise par les Communautés européennes dans la présente procédure et ne devrait pas être prise en considération.

6.56 L'**Argentine** estime que la première phrase du paragraphe 7.381 devrait rester telle quelle. Premièrement, comme les Communautés européennes l'indiquent, le Groupe spécial ne dit pas au paragraphe 7.380 que la protection de la santé humaine et de l'environnement "est le seul" but. Le Groupe spécial dit explicitement que les buts énoncés à l'article 20 de la Directive 2001/18 font référence, entre autres choses, aux situations décrites au paragraphe 7.380, et il explique correctement dans quelle mesure l'identification et l'étiquetage des OGM permettent d'atteindre quelques-uns des buts énoncés dans cette disposition. Deuxièmement, les buts de l'article 20 qui sont mentionnés au paragraphe 7.380 et le libellé de l'article 20 lui-même (en particulier, les paragraphes 2 et 3) font explicitement référence à des situations envisagées qui comportent des risques pour la santé humaine et l'environnement. En conséquence, l'Argentine estime que le libellé proposé par les Communautés européennes ("peut exister") réduit l'ampleur réelle de ces situations, prévues dans la

[178] Réponse des CE à la question n° 92 du Groupe spécial.

Directive 2001/18/CE, et qui font l'objet d'une procédure spécifique. Le libellé proposé par les Communautés européennes pourrait être compris comme visant les situations qui concernent "tout à fait fortuitement" la santé humaine et l'environnement, et n'exprimerait pas le but précis énoncé dans la Directive 2001/18 faisant référence au sens de l'étiquetage.

6.57 L'Argentine estime en outre qu'à partir du paragraphe 7.379 le Groupe spécial cherche à identifier la raison d'être de l'étiquetage telle qu'elle est énoncée dans la Directive 2001/18, et utilise, entre autres dispositions, l'article 20. Le Groupe spécial a effectivement trouvé une raison d'être et constaté qu'il s'agissait du but consistant à protéger la santé humaine et l'environnement. Les Communautés européennes disent qu'il existe un autre but, à savoir l'information du consommateur. L'Argentine estime, comme elle pense que le Groupe spécial le fait, que le but consistant à informer le consommateur et les autorités n'est pas exhaustif en soi, mais vise également à assurer le traitement approprié de l'information figurant sur le produit étiqueté. Elle reconnaît qu'il pourrait y avoir un but pour ce qui est de communiquer des éléments d'information ayant trait à ce que le Groupe spécial a correctement reconnu comme étant "bon de savoir", ou d'éviter la confusion au sujet du produit, mais elle estime – et pense que les Communautés européennes en conviendraient – que le but consistant à informer a effectivement un autre but, plus important que celui de répondre à ce qu'il serait "bon de savoir" ou d'éviter la confusion, qui est axé sur la meilleure gestion des risques si ceux-ci devaient se matérialiser, et se rapporte en conséquence à ce qui tient du "besoin de savoir", comme le Groupe spécial l'a dit. L'Argentine estime que ce but, qui est beaucoup plus important que celui de la simple communication d'éléments d'information, sans action ultérieure, ne devrait pas être affaibli.

6.58 Enfin, l'Argentine fait valoir que le Groupe spécial a voulu trouver la raison d'être de l'étiquetage afin de déterminer si l'étiquetage se rapportait à la protection contre les risques qui est prévue dans l'*Accord SPS*. Le Groupe spécial a trouvé la raison d'être précisément "en dehors" du but consistant à informer les consommateurs (à supposer pour les besoins de l'argumentation que les Communautés européennes aient raison d'accorder la même importance à l'information du consommateur et à l'information donnée dans un but de gestion des risques) et "dans les limites" des mêmes éléments d'information (afin d'en faire usage ultérieurement – l'information n'a pas une grande valeur si elle n'est pas utilisée dans un but précis – pour la gestion des risques, ainsi qu'il est correctement établi au paragraphe 7.380). Par conséquent, l'Argentine estime qu'il est approprié de dire qu'il "existe" clairement une relation rationnelle entre la prescription en matière d'étiquetage et le but consistant à protéger la santé humaine et l'environnement, et demande que le libellé initial utilisé par le Groupe spécial soit conservé.

6.59 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.389 en réponse à cette observation des CE. Il a également jugé approprié d'effectuer, aux paragraphes 7.385 à 7.389 et 7.391, d'autres modifications, ou adjonctions, en réponse à l'observation des CE.

6.60 En ce qui concerne l'affirmation des CE selon laquelle la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 a deux buts – la protection de la santé humaine et de l'environnement, d'une part, et l'information du consommateur, d'autre part –, nous notons que les Communautés européennes, dans leurs observations sur les rapports intérimaires, n'avancent pas un seul argument pour étayer leur affirmation. Elles n'indiquent pas non plus qu'il existe des éléments de preuve versés au dossier qui étayeraient la conclusion selon laquelle l'information du consommateur est un but de l'application de la prescription en matière d'étiquetage figurant à l'article 2001/18.[179]

[179] Il convient de noter que, dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont décrit la législation des CE concernant l'approbation des produits biotechnologiques, y compris la Directive 2001/18, d'une manière assez détaillée. Les Communautés européennes ont dit que la Directive 2001/18 poursuivait les objectifs connexes mais distincts consistant à "protéger la santé humaine et l'environnement".

Nous soulignons à cet égard que, dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont décrit la législation des CE concernant l'approbation des produits biotechnologiques, y compris la Directive 2001/18, de manière assez détaillée. Les Communautés européennes ont dit que la Directive 2001/18 poursuivait les objectifs connexes mais distincts consistant à "protéger la santé humaine et l'environnement". L'information du consommateur n'était pas mentionnée en tant qu'objectif de la Directive ou de la prescription en matière d'étiquetage y figurant.[180]

6.61 Nous notons en outre que le Règlement n° 258/97 fait explicitement référence au concept d'"information du consommateur" dans le contexte de l'étiquetage[181], mais que ni le préambule ni le corps du texte de la Directive 2001/18 ne le font. Cela est compatible avec le fait que la Directive 2001/18 se rapporte à la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement et non aux produits alimentaires contenant des OGM ou dérivés de ceux-ci. De fait, la Directive 2001/18 fait référence non pas aux consommateurs finals d'OGM[182], mais aux "utilisateurs" d'OGM (comme les agriculteurs ou les éleveurs de bétail utilisant des OGM pour l'alimentation animale).[183] Nous notons également que, contrairement au Règlement n° 1829/2003 (concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés) et au Règlement n° 1830/2003 (concernant la traçabilité et l'étiquetage des OGM et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'OGM), la Directive 2001/18 ne fait pas référence à des concepts comme "choix en connaissance de cause" des consommateurs, ou utilisateurs, ou "liberté de choix" des consommateurs, ou utilisateurs, dans le contexte de ses dispositions en matière d'étiquetage.[184] Le préambule de la Directive 2001/18 dit simplement que l'étiquetage indiquant la présence d'un OGM dans un produit vise à "garantir une identification appropriée de la présence d'OGM pour les produits contenant des OGM ou consistant en de tels organismes".[185] Cela ne permet pas de répondre à la question de savoir pourquoi une identification appropriée est recherchée. Nous estimons donc que le préambule de la Directive 2001/18 n'aide pas à déterminer si la prescription en matière d'étiquetage a comme but supplémentaire l'information du consommateur.

6.62 Même si nous devions accepter, pour les besoins de l'argumentation, que la prescription pertinente en matière d'étiquetage de la Directive 2001/18 pourrait aider les transformateurs de matières premières (par exemple le colza) à fournir des renseignements et donner des garanties au consommateur final sur leurs produits alimentaires (par exemple les huiles de colza très raffinées produites à partir de colza non GM), et en particulier sur leur méthode de fabrication ou de

---

L'information des consommateurs n'était pas mentionnée en tant qu'objectif de la Directive ou de la prescription en matière d'étiquetage y figurant. Première communication écrite des CE, paragraphes 142 et 143.

[180] Première communication écrite des CE, paragraphes 142 et 143.

[181] Article 8 1) du Règlement n° 258/97.

[182] Par contre, l'article 8 1) du Règlement n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires fait référence au "consommateur final" d'un nouvel aliment ou ingrédient alimentaire.

[183] Articles 19 3) f) et 20 2) de la Directive 2001/18.

[184] Le préambule du Règlement n° 1829/2003 (concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés) dit que l'étiquetage des produits biotechnologiques permet au "consommateur" ou à l'"utilisateur" d'effectuer un "choix en connaissance de cause" et prévient toute "possibilité d'induire les consommateurs en erreur" en ce qui concerne la méthode de fabrication ou de production (17ème, 20ème et 21ème alinéas du préambule du Règlement). Dans le même ordre d'idées, le préambule du Règlement n° 1830/2003 (concernant la traçabilité et l'étiquetage des OGM et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'OGM) dit que l'étiquetage précis des produits biotechnologiques permet aux opérateurs et consommateurs d'"exercer de manière effective leur liberté de choix" (4ème alinéa du préambule du Règlement).

[185] Quarantième alinéa du préambule de la Directive 2001/18.

production[186] – par exemple en réduisant la probabilité d'une utilisation accidentelle et involontaire de matières premières GM (par exemple le colza GM) – il n'en reste pas moins que ni le préambule ni le corps du texte de la Directive 2001/18 ne font référence à "l'information du consommateur" en tant qu'objectif de la Directive en général ou de sa prescription en matière d'étiquetage en particulier.[187]

6.63 Nous jugeons également pertinentes à cet égard les dispositions de l'article 26 de la Directive 2001/18, qui s'applique aux OGM soumis à des mesures de confinement (utilisation confinée) ou aux OGM qui doivent être mis à disposition pour des activités de recherche et de développement. Comme les OGM qui sont destinés à être commercialisés, les OGM visés par l'article 26 sont assujettis à la prescription voulant que la présence d'OGM soit indiquée sur une étiquette ou dans un document d'accompagnement portant la mention "Ce produit contient des organismes génétiquement modifiés." Comme les OGM visés à l'article 26 ne sont pas disséminés dans l'environnement en vue d'une mise sur le marché, c'est-à-dire pour être mis à la disposition de tierces parties comme les consommateurs, nous estimons que la prescription en matière d'étiquetage figurant à l'article 26 n'est pas imposée à des fins d'"information du consommateur", c'est-à-dire afin de permettre aux consommateurs de faire un choix en connaissance de cause et de prévenir toute possibilité d'induire ceux-ci en erreur.

6.64 Nous rappelons que la prescription imposant d'identifier la présence d'un OGM est exactement la même dans le cas d'une utilisation confinée ou d'une dissémination au stade de la recherche (article 26) que dans celui d'une dissémination aux fins d'une mise sur le marché. Cette circonstance, associée au fait que la prescription en matière d'étiquetage applicable dans les situations prévues à l'article 26 n'est pas, selon nous, appliquée à des fins d'"information du consommateur", et au fait que rien dans la Directive 2001/18 n'indique que la prescription en matière d'étiquetage applicable aux OGM destinés à être mis sur le marché est imposée, du moins en partie, à des fins d'"information du consommateur" fait naître d'autres doutes dans notre esprit quant à la validité de l'affirmation non étayée des CE selon laquelle cette dernière prescription en matière d'étiquetage est imposée en partie à des fins d'"information du consommateur".

6.65 Le Canada et l'Argentine ont présenté le Rapport de 1996 de la Commission concernant la révision de la Directive 90/220/CEE dans le cadre de la communication de la Commission sur la biotechnologie et du Livre blanc.[188] Ce rapport n'a pas été présenté par les États-Unis ou les Communautés européennes, mais ces dernières ont fait référence à son contenu en termes très généraux dans une réponse à une question du Groupe spécial.[189] Nous notons que le rapport contient les deux paragraphes suivants:

> "La question de l'étiquetage des produits au titre de la Directive 90/220/CEE a suscité certaines controverses. Plusieurs États membres s'opposent à la mise sur le marché d'un produit dont l'étiquette ne mentionne pas qu'il s'agit d'un produit génétiquement

[186] Nous notons que certains produits alimentaires dérivés d'OGM – par exemple les huiles de colza très raffinées dans lesquelles ni l'ADN ni une protéine résultant d'une modification génétique ne sont détectables – ne sont pas soumis à l'étiquetage obligatoire au titre du Règlement n° 258/97.

[187] Il est également utile de rappeler dans ce contexte que la Directive 2001/18 s'applique à divers types de produits contenant des OGM ou consistant en de tels organismes, y compris les produits non destinés à la consommation humaine, comme les produits à usage industriel (par exemple les produits utilisés comme lubrifiants).

[188] Pièces CDA-119 et ARG-53.

[189] Réponse des CE à la question n° 92 a) du Groupe spécial. Nous notons une fois de plus que les Communautés européennes, dans leurs observations sur les rapports intérimaires, n'ont pas étayé leur affirmation au sujet du but que constitue l'information du consommateur, et en particulier n'ont mis en avant aucun document figurant dans le dossier qui étayerait leur affirmation.

> modifié. La directive ne permet pas actuellement d'imposer un tel étiquetage en l'absence de lien avec l'évaluation des risques. La législation sur les produits prévoit cependant des dispositions spécifiques en matière d'étiquetage.
>
> Cette question devra absolument être traitée afin de tenir compte du besoin d'information des consommateurs et des obligations internationales de la Communauté. La question de l'étiquetage sera abordée lors des travaux préparatoires à la modification de la Directive 90/220/CEE. Les dispositions finales d'autres actes législatifs sur les produits seront prises en considération."[190]

6.66 Dans le second des deux paragraphes précités, la Commission fait référence au besoin d'information des consommateurs, mais sans expliquer pourquoi les consommateurs ont besoin d'être informés.[191] Même si nous devions présumer que la Commission a vu qu'il fallait "informer les consommateurs" pour faire en sorte que ceux-ci puissent faire un choix en connaissance de cause et pour prévenir toute possibilité de les induire en erreur en ce qui concerne la méthode de fabrication ou de production, il est important, à notre avis, de ne pas perdre de vue les éléments suivants. *Premièrement*, la Commission n'est pas le législateur de la Communauté. La Directive 2001/18 a été adoptée par le Parlement européen et le Conseil.[192] Les vues de la Commission ne correspondent pas nécessairement à celles du Parlement européen et du Conseil. De fait, le rapport de la Commission mentionne spécifiquement que la question de l'étiquetage a suscité certaines controverses et que les États membres ont eu des divergences de vues sur la nécessité d'indiquer sur une étiquette la présence d'un OGM dans un produit. *Deuxièmement*, même en faisant abstraction du fait que la Commission n'est pas le législateur de la Communauté, nous notons que le rapport de la Commission est daté de décembre 1996 et que la Directive 2001/18 n'a pas été adoptée avant mars 2001. À notre avis, il ne peut absolument pas être présumé qu'une déclaration faite par la Commission plus de quatre ans avant la date d'adoption de la Directive 2001/18 exprime avec exactitude le but de la disposition effectivement adoptée en matière d'étiquetage. *Enfin*, nous rappelons que le membre de phrase "informer les consommateurs" n'a pas été repris dans le texte final de la Directive 2001/18. Pour cette raison, nous pensons qu'il est tout à fait concevable que le législateur de la Communauté ait délibérément choisi de ne pas approuver cette raison d'être particulière pour ce qui est d'imposer un étiquetage afin d'indiquer la présence d'un OGM dans des produits.[193] Chose certaine, il ne peut pas être présumé à la légère que l'omission délibérée du membre de phrase "informer les consommateurs" n'a pas de signification fondamentale lorsque le même législateur (constitué du Parlement européen et du Conseil) a effectivement employé le membre de phrase "informer le consommateur final" dans le Règlement n° 258/97 et inclus des membres de phrase très similaires dans les Règlements n° 1829/2003 et 1830/2003. L'omission délibérée semble par ailleurs importante compte tenu du fait que le même législateur de la Communauté a imposé, à l'article 26 de la Directive 2001/18, une prescription identique imposant d'indiquer la présence d'OGM pour des OGM qui ne sont pas destinés à être mis sur le marché. Comme nous l'avons dit, la prescription en matière d'étiquetage figurant à l'article 26 n'est pas, à notre avis, imposée dans le but d'"informer le

---

[190] Pièces CDA-119 et ARG-53, page 9.

[191] Nous rappelons que le Règlement n° 258/97 et les Règlements n° 1829/2003 et 1830/2003 expliquent pourquoi les consommateurs, ou utilisateurs, doivent être informés.

[192] Les Communautés européennes ont expliqué que la Directive 2001/18 avait été adoptée au moyen de ce qu'il est convenu d'appeler le processus de "décision conjointe", qui comporte plusieurs séries de lecture au Parlement européen et au Conseil et, en dernier recours, une lecture dans un comité de conciliation. Les Communautés européennes ont dit au Groupe spécial que le projet de Directive 2001/18 avait franchi toutes ces étapes avant d'être enfin adopté le 12 mars 2001. Première communication écrite des CE, paragraphe 158.

[193] Il convient de rappeler une fois de plus que le rapport de la Commission lui-même appelle l'attention sur le fait que la question de l'étiquetage visant à indiquer la présence d'un OGM dans un produit avait suscité certaines controverses parmi les États membres.

consommateur". Pour ces raisons, nous estimons que le lien entre le rapport de 1996 de la Commission et la Directive de 2001 du Parlement européen et du Conseil n'est pas suffisamment étroit et direct pour nous permettre de conclure, sans plus, que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est appliquée, en partie, dans le but d'informer le consommateur.

6.67 De plus, nous notons que, en réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont fait référence à la proposition de Directive modifiant la Directive 90/220 qu'ils avaient présentée au Parlement européen et au Conseil en 1998.[194] Dans la logique de ce que la Commission avait annoncé dans son rapport de 1996, la proposition précise que les demandes d'approbation doivent contenir un projet d'étiquetage qui informe le consommateur de la présence d'OGM dans le produit "chaque fois qu'elle est démontrée".[195] En conséquence, la proposition de 1998 de la Commission propose l'étiquetage pour informer les consommateurs sur la question de savoir si les produits ne contenant *pas* d'OGM ou ne consistant *pas* en des OGM sont malgré tout dérivés d'OGM (par exemple les huiles de colza très raffinées produites à partir de colza GM). En ce qui concerne le lien entre la proposition de 1998 de la Commission relative à une Directive modifiée et la Directive 2001/18, nous sommes d'avis que les considérations que nous avons formulées au sujet du rapport de 1996 sont valables, *mutatis mutandis*, également dans le cas de la proposition de 1998 relative à une Directive modifiée. En particulier, il faut rappeler i) que la Commission n'est pas le législateur de la Communauté, et ii) que le membre de phrase proposé "informer le consommateur" n'apparaît pas dans le texte final adopté de la Directive 2001/18. En ce qui concerne le dernier point, nous insistons une fois de plus sur le fait que le législateur de la Communauté a effectivement employé le membre de phrase "informer le consommateur final" dans le Règlement n° 258/97 et qu'il a employé des membres de phrase très similaires dans les Règlements n° 1829/2003 et 1830/2003. Comme nous l'avons dit, l'omission du membre de phrase "informer le consommateur" semble par ailleurs importante compte tenu de l'existence de l'article 26 de la Directive 2001/18. Par conséquent, pour ce qui est du rapport de 1996 de la Commission, nous sommes d'avis que le lien entre le rapport de 1996 de la Commission et la Directive de 2001 du Parlement européen et du Conseil n'est pas suffisamment étroit et direct pour nous permettre de conclure, sans plus, que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est appliquée, en partie, pour informer le consommateur.

6.68 À la lumière des éléments et des considérations ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation non étayée faite par les Communautés européennes dans leurs observations sur l'ancien paragraphe 7.381 des rapports intérimaires selon laquelle la prescription pertinente en matière d'étiquetage de la Directive 2001/18 est appliquée, en partie, pour informer le consommateur, et nous ne sommes donc pas en mesure d'y souscrire.

6.69 Les **Communautés européennes** suggèrent d'apporter une modification au libellé du paragraphe 7.383 pour préciser à quoi l'expression "le contraire" fait référence.

6.70 Le **Canada** fait valoir que le Groupe spécial devrait rejeter la suggestion des Communautés européennes visant à remplacer "le contraire" par le membre de phrase "qu'il n'existe pas de relation rationnelle semblable" dans la deuxième phrase. La modification suggérée modifie le sens de la phrase, qui, d'après ce que le Canada croit comprendre, est que rien dans le dossier n'indique que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 se rapporte à un autre but que celui de la protection de la santé humaine et de l'environnement.

---

[194] Réponse des CE à la question n° 92 a) du Groupe spécial. Les Communautés européennes n'ont pas présenté cette proposition, mais dans une note de bas de page relative à leur réponse, elles ont fait référence au Journal officiel des Communautés européennes, dans lequel figure la proposition.

[195] Article 11 2) e) de la proposition.

6.71 L'**Argentine** ne considère pas non plus que cette modification est appropriée. En ce qui concerne le remplacement du terme "existe", la suggestion des Communautés européennes affaiblit encore davantage les constatations du Groupe spécial: pour le paragraphe 7.381, les Communautés européennes ont proposé "peut exister", et elles proposent maintenant "pourrait exister" pour le paragraphe 7.383, ce qui donne un niveau de certitude encore moins élevé. Une telle modification affecterait le raisonnement du Groupe spécial au point de créer de la confusion sur la question de savoir si les objectifs dérivés de la Directive 2001/18 devraient ou non être considérés comme des "buts SPS". Le Groupe spécial a trouvé à bon droit une raison d'être claire et facile, qui établit un lien entre la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 et le but qui consiste à protéger la santé humaine et l'environnement. Les Communautés européennes essaient de trouver une "porte de sortie" en ce qui concerne l'*Accord SPS*, même lorsque le but spécifique que constitue la protection de la santé humaine et de l'environnement a été constaté et déclaré. Pour ces raisons, l'Argentine estime que le terme "existe" devrait rester tel quel.

6.72 En ce qui concerne le remplacement de l'expression "le contraire", l'Argentine ne le juge pas acceptable non plus, parce qu'il diminue également le niveau de certitude. Si la proposition des CE était acceptée, le texte qui en résulterait laisserait entendre que le Groupe spécial a constaté l'existence d'une relation rationnelle entre la prescription en matière d'étiquetage et un but SPS simplement "par exclusion". En conséquence, l'Argentine estime que l'expression initiale "le contraire" devrait être conservée, parce qu'elle établit clairement qu'il n'y a rien qui pourrait amener le Groupe spécial à s'écarter de sa constatation (et non que le Groupe spécial est arrivé à cette constatation parce qu'il n'avait pas d'autre choix).

6.73 Le **Groupe spécial** a apporté certaines modifications au paragraphe 7.391 en réponse à l'observation des CE sur l'ancien paragraphe 7.381. Ce changement évite d'apporter la modification demandée par les Communautés européennes en ce qui concerne l'ancien paragraphe 7.383.

3. Moratoire général des CE

a) Observations communes aux États-Unis, au Canada et à l'Argentine

6.74 Les **parties plaignantes** demandent individuellement au Groupe spécial de recommander que les Communautés européennes rendent leur moratoire général conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*. Elles affirment que, dans son analyse de cette question, le Groupe spécial n'a pas tenu compte de tous les facteurs pertinents et que le moratoire général dont il a constaté l'existence en août 2003 n'avait pas cessé d'exister après août 2003. Les parties plaignantes font observer que les facteurs cités par le Groupe spécial comme justifiant la nécessité de formuler des constatations en l'espèce justifient également la nécessité de formuler une recommandation. En outre, elles affirment que le fait de ne pas formuler une telle recommandation pourrait nuire à leurs intérêts en tant que parties plaignantes. Elles font valoir qu'en l'absence d'une recommandation en ce qui concerne le moratoire général, les Communautés européennes (si elles ne se mettaient pas en conformité) pourraient tenter de faire valoir que les parties plaignantes devraient être privées du recours prévu à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, et devraient être tenues d'engager une procédure entièrement nouvelle pour examiner un moratoire général modifié. Le Canada fait observer, par contre, qu'en ce qui concerne les mesures par produit et les mesures de sauvegarde des États membres, il aurait recours à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord (si les Communautés européennes ne se mettaient pas en conformité). Selon le Canada, ce dédoublement procédural du différend ferait en sorte que les parties auraient plus de mal à arriver à une solution positive du différend dans son ensemble. Les parties plaignantes font en outre valoir que, si le Groupe spécial devait ajouter une recommandation à sa constatation selon laquelle le moratoire général est incompatible avec l'*Accord SPS*, cela n'accroîtrait pas les obligations ni ne diminuerait les droits des Communautés européennes de quelque manière que

ce soit. Le Canada souligne à cet égard que le Groupe spécial pourrait recommander aux Communautés européennes de rendre leurs mesures conformes à leurs obligations dans le cadre de l'OMC "dans la mesure où elles ne l'ont pas déjà fait".

6.75 Les **Communautés européennes** contestent les propositions des parties plaignantes, qui, selon elles, sont sans fondement et doivent être rejetées. Plus spécifiquement, elles font observer que le Canada reproche au Groupe spécial d'avoir effectué une évaluation sélective et limitée des faits nouveaux qui sont intervenus après son établissement. Elles affirment que ce que le Canada conteste, en réalité, c'est que sur la base de la qualification faite par le Groupe spécial de la mesure, un fait – à savoir l'adoption des approbations – a eu plus d'importance que tous les autres en ce qui a trait à la question de l'existence persistante de la mesure. Ainsi, fondamentalement, le Canada conteste la qualification par le Groupe spécial de la mesure en tant que "moratoire" général affectant toutes les décisions concernant les produits biotechnologiques. S'il ne s'agissait pas de la mesure qu'il voulait contester, le Canada aurait dû le préciser dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et dans ses communications au Groupe spécial. Le Canada ou les autres parties plaignantes ne peuvent pas valablement alléguer qu'une situation dans laquelle des décisions relatives à des demandes concernant des OGM sont adoptées en vertu de la législation pertinente serait compatible avec l'existence persistante d'un "moratoire" général.

6.76 Les Communautés européennes font en outre observer que l'Argentine en particulier allègue que le Groupe spécial n'a pas compétence pour constater que la mesure présumée a cessé d'exister. Elles soulignent que la question de savoir si un groupe spécial a compétence pour constater si la mesure dont il est saisi a cessé d'exister, dans les faits, n'a pas, d'une manière générale, été soulevée dans d'autres différends, car les parties étaient dans la plupart des cas effectivement convenues que la mesure avait cessé d'exister. Cela dit, dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, les parties étaient bel et bien en désaccord au sujet de l'existence persistante de la mesure du 3 mars, et le groupe spécial s'était naturellement déclaré compétent pour décider que cette mesure avait expiré (mais avait refusé de se déclarer compétent à l'égard de la mesure juridiquement distincte du 19 avril). D'une manière plus générale, toutefois, les Communautés européennes font observer que le Groupe spécial est compétent parce qu'il lui appartient d'arriver à une solution positive du différend selon l'article 3:7 du Mémorandum d'accord. Il s'ensuit nécessairement que le Groupe spécial ne peut pas simplement faire abstraction de faits nouveaux ultérieurs qui affectent l'existence de la mesure identifiée dans son mandat. S'il en était autrement, la question fondamentale à la base des présents différends resterait sans réponse et, par voie de conséquence, le Groupe spécial ne produirait pas un rapport qui aiderait effectivement toutes les parties à se rapprocher d'une solution finale et positive.

6.77 Pour ce qui est de la question de savoir si une recommandation est nécessaire, les Communautés européennes font observer d'emblée que, dans la décision rendue par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* concernant des mesures qui avaient cessé d'exister, aucune mesure n'était restée sans réponse. S'il a été constaté qu'une mesure a cessé d'exister, aucune recommandation ne doit être formulée.[196] En revanche, les Communautés européennes font observer que l'orientation générale des arguments avancés par les parties plaignantes sur cette question consiste à déplacer toutes les questions relatives à des faits nouveaux ultérieurs concernant une mesure contestée vers la phase de la mise en œuvre et à les traiter alors comme la question de savoir si un Membre s'est ou non lui-même pleinement conformé à ses obligations. Cette approche ne tient pas compte du devoir qu'a un groupe spécial d'arriver à une solution positive du différend, ce qui l'oblige à ne pas refuser de se prononcer sur toutes les questions sur lesquelles il peut se prononcer. Par ailleurs, en fondant leurs arguments sur la régularité de la procédure et sur la

[196] Les Communautés européennes font valoir que c'est ce que le Canada a reconnu au paragraphe 197 de sa troisième communication écrite.

nécessité d'éviter les situations comportant une "cible mobile", les parties plaignantes ont perdu de vue le fait que ces considérations s'appliquaient également à la partie défenderesse. En effet, pour tenter d'arriver à une solution positive du différend, un groupe spécial doit tenir compte des droits des deux parties en matière de régularité de la procédure. En l'espèce, l'absence d'une recommandation sur le moratoire allégué ne prive pas les parties plaignantes de la possibilité de s'attaquer à d'éventuels problèmes posés par le traitement des demandes en souffrance car elles disposent de constatations et de recommandations sur les demandes individuelles concernant des produits. Par contre, une recommandation sur un "moratoire général" qui peut ou non avoir cessé d'exister obligerait d'une manière inadmissible les Communautés européennes à se défendre contre la cible mobile que constitue une mesure que les parties plaignantes refusent de définir.

6.78 Sur la base de ces considérations, les Communautés européennes sont d'avis que le Groupe spécial devrait rejeter les demandes des parties plaignantes tendant à ce qu'il modifie la constatation selon laquelle la mesure que constitue le "moratoire général" a cessé d'exister, et ne devrait pas formuler de recommandation.

6.79 Le **Groupe spécial** a jugé acceptable d'apporter un certain nombre de modifications aux constatations qui figurent aux paragraphes 7.1302 et suivants, en réponse aux demandes formulées par les parties plaignantes. En particulier, les rapports finals du Groupe spécial n'expriment pas de point de vue sur la question de savoir si le moratoire général des CE sur les approbations a cessé d'exister après la date à laquelle le Groupe spécial a été établi. Par ailleurs, la section VIII des rapports finals présente maintenant une recommandation conditionnelle en ce qui concerne le moratoire général des CE sur les approbations, sauf pour la plainte DS293 (Argentine). L'exception concernant la plainte DS293 est nécessaire parce que dans cette affaire le Groupe spécial a conclu que l'Argentine n'avait pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un moratoire général entre juin 1999 et août 2003. Étant donné cette conclusion, il ne serait pas approprié pour le Groupe spécial de recommander, comme l'Argentine le lui demande, que les Communautés européennes rendent le moratoire général conforme à leurs obligations dans le cadre de l'*Accord SPS*. Même une recommandation conditionnelle serait inappropriée dans ces circonstances.

6.80 En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes fondé sur l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, le Groupe spécial reconnaît qu'une solution positive d'un différend est une solution qui tient compte des droits et des intérêts de toutes les parties au différend. En l'espèce, le Groupe spécial estime que la formulation d'une recommandation conditionnelle dans les plaintes DS291 et DS292 garantit et préserve les droits et les intérêts de toutes les parties concernées et, partant, est compatible avec le but qui consiste à arriver à une solution positive du différend dont le Groupe spécial est saisi. Le Groupe spécial n'est pas convaincu par l'argument des Communautés européennes selon lequel une recommandation conditionnelle "obligerait les Communautés européennes à se défendre contre la cible mobile que constitue une mesure que les parties plaignantes refusent de définir". En fait, les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent que le Groupe spécial a défini la mesure en cause.[197] La formulation d'une recommandation conditionnelle ne ferait pas non plus en sorte que "la question fondamentale à la base des présents différends resterait sans réponse".[198] En effet, les constatations et les conclusions du Groupe spécial règlent la question que les parties plaignantes lui ont soumise dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, qui est celle de savoir si les Communautés européennes appliquaient un moratoire général *de facto* sur les approbations à la date d'établissement du Groupe spécial et, dans l'affirmative, s'il en est résulté que

[197] Observations des CE sur les observations des parties plaignantes, paragraphes 7 et 16.
[198] *Ibid.*, paragraphe 24.

les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC.

6.81 Le Groupe spécial ne voit pas non plus la force de l'argument des CE selon lequel les dispositions de l'article 3:7 "l'oblige[nt] à ne pas refuser de se prononcer sur des questions sur lesquelles il a la capacité de se prononcer".[199] Les Communautés européennes n'invoquent aucun élément à l'appui de cette interprétation de l'article 3:7. Si, comme les Communautés européennes l'affirment, les groupes spéciaux étaient tenus de se prononcer sur toutes les questions sur lesquelles ils ont la capacité de se prononcer, ils n'auraient pas le droit d'appliquer le principe d'économie jurisprudentielle. Toutefois, il est bien établi dans la jurisprudence de l'OMC que, sous réserve de certaines limitations, les groupes spéciaux sont autorisés à appliquer le principe d'économie jurisprudentielle.[200]

6.82 En outre, nous faisons observer que même si nous devions admettre que, en l'espèce, la question de savoir si le moratoire général des CE a cessé d'exister après la date d'établissement du Groupe spécial est une question sur laquelle nous avons la capacité de nous prononcer, nous estimons qu'en raison des constatations et des conclusions que nous avons déjà formulées, une décision sur cette question ne serait pas nécessaire pour permettre à l'ORD d'adresser des recommandations suffisamment précises aux Communautés européennes.

6.83 Les modifications susmentionnées apportées par le Groupe spécial rendent inutiles les autres modifications demandées par les parties plaignantes dans leurs observations (par exemple la demande des États-Unis tendant à ce que le Groupe spécial donne d'autres précisions sur une constatation qui ne figure plus dans les rapports finals).

b) Observations du Canada

6.84 Le **Canada** fait observer que, au paragraphe 7.460, le Groupe spécial paraît avoir omis une possibilité, pour la Commission, d'empêcher ou de retarder les approbations. Selon le Canada, cette troisième possibilité découle du fait que la Commission pourrait soit ne pas adopter une demande si le Conseil, dans le délai de 90 jours dont il dispose, n'adoptait pas la décision proposée ou n'indiquait pas à la majorité qualifiée qu'il s'y oppose, soit retarder l'adoption d'une décision proposant d'approuver une demande. Le Canada fait valoir que, bien que ce scénario soit peut-être moins probable parce que la Commission aurait manifesté sa détermination de mener une demande jusqu'à l'approbation finale en la soumettant au Conseil, un Conseil très divisé pourrait influencer la décision de la Commission de franchir l'étape suivante et d'approuver elle-même le produit malgré la controverse politique qui s'y rattache.

6.85 Les **Communautés européennes** ne souscrivent pas à l'observation formulée par le Canada sur la troisième possibilité alléguée, pour la Commission, d'empêcher ou de retarder les approbations. Outre que l'approche décrite serait illégale en vertu de la législation pertinente des CE, elle n'est pas pertinente en l'espèce. Les parties plaignantes n'ont décrit aucun cas dans lequel cette approche aurait été utilisée pour donner effet au moratoire allégué, ni présenté d'éléments de preuve à ce sujet.

6.86 Le **Groupe spécial** ne juge pas approprié d'apporter une modification à ses constatations en réponse à l'observation formulée par le Canada. Il est clairement indiqué au paragraphe 7.465 des constatations du Groupe spécial que la question examinée par lui dans la sous-section pertinente est

[199] *Ibid*., paragraphe 37.
[200] Rapport de l'Organe d'appel *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphe 133.

celle de savoir si les États membres des CE et la Commission pouvaient empêcher ou retarder les approbations de produits biotechnologiques "de la manière alléguée par les parties plaignantes". Le Canada ne met en avant aucune partie de ses communications dans laquelle il a allégué que la Commission avait empêché ou retardé les approbations en n'adoptant pas un projet de mesure à la suite du fait pour le Conseil de ne pas avoir agi.[201] Quoi qu'il en soit, les renseignements figurant dans le dossier ne révèlent pas que la situation relatée par le Canada s'est déjà produite dans l'une ou l'autre des procédures d'approbation en cause dans le présent différend.

6.87 Le **Canada** fait observer que, dans l'ancien paragraphe 7.1303, la date (août 2003) est inexacte. À ce moment-là, la Commission n'avait pas encore approuvé le maïs NK603 destiné à l'alimentation animale et à la transformation industrielle. Elle a finalement adopté une décision approuvant cette demande le 19 juillet 2004, à la suite du refus des États membres, au niveau du Comité de réglementation comme au niveau du Conseil, d'appuyer sa proposition. Pour autant que le Canada le sache, il n'y a pas d'information indiquant que l'autorité compétente principale (Espagne) a délivré la lettre de consentement.

6.88 Le **Groupe spécial** a enlevé la déclaration pertinente, mais conservé une version modifiée du paragraphe 7.1303.

c) Observations de l'Argentine

6.89 L'**Argentine** estime que le membre de phrase "tel qu'il est décrit par les parties plaignantes" figurant au paragraphe 7.448 ne correspond pas intégralement à la qualification complète donnée par les parties plaignantes lorsqu'elles ont décrit la mesure en cause, et qu'il serait donc plus exact que le Groupe spécial envisage de supprimer ledit membre de phrase. Par ailleurs, l'Argentine fait observer qu'elle ne s'oppose pas aux éléments mentionnés par le Groupe spécial.

6.90 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.456 en réponse à cette observation.

d) Observations des Communautés européennes

6.91 Les **Communautés européennes** font valoir que le terme "principaux" devrait être supprimé au paragraphe 7.448 en raison de la confusion qu'il pourrait créer, car il ne précise pas quels pourraient être les autres éléments. À titre subsidiaire, le Groupe spécial pourrait dire quels sont les autres éléments. Par ailleurs, de l'avis des Communautés européennes, des formulations différentes devraient être utilisées dans le dernier alinéa pour tenir compte du fait qu'une décision finale peut également être négative et ne doit pas nécessairement aboutir à une approbation.

6.92 L'**Argentine** conteste la première modification proposée par les Communautés européennes, à savoir la suppression du terme "principaux", et rappelle les observations qu'elle a formulées sur ce paragraphe. La suppression du terme "principaux" signifierait un nouvel abandon de la description de la mesure donnée par les parties plaignantes. Selon la proposition des Communautés européennes, la formulation serait la suivante: "Les éléments qui caractérisent le moratoire tel qu'il est décrit par les parties plaignantes sont les suivants […]." En d'autres termes, du fait de ce nouveau libellé, il serait fait mention non seulement d'un ensemble restreint d'éléments qui caractérisent le moratoire, mais aussi du fait qu'il s'agit d'une description recevant l'appui des parties plaignantes. Pour cette raison, l'Argentine propose au Groupe spécial d'examiner les options suivantes: a) supprimer les termes "tel

[201] De fait, le Canada ne formule aucune allégation semblable au paragraphe 27 de sa première déclaration orale, par exemple.

qu'il est décrit par les parties plaignantes", comme cela avait déjà été suggéré; ou b) supprimer les termes "principaux" et "tel qu'il est décrit par les parties plaignantes", de même qu'insérer une note de bas de page au paragraphe 7.448 pour préciser la description particulière sanctionnée par les parties plaignantes, en l'occurrence l'Argentine.

6.93 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.456 en réponse à cette observation des CE. Il n'a pas jugé nécessaire d'employer des termes différents au dernier alinéa.

6.94 Les **Communautés européennes** font observer que la première phrase du paragraphe 7.457, y compris la note de bas de page y relative, doit être supprimée parce qu'elle ne correspond pas exactement à leur position. Cette phrase implique que les Communautés européennes ont pris position sur la question de la "possibilité d'empêcher les approbations", ce qui n'est pas le cas. La question n'a jamais été débattue en tant que telle. Dans la mesure où les Communautés européennes ont pris position sur les différentes étapes indiquées par le Groupe spécial, cela a été fait non pas dans l'optique de ce qu'il est convenu d'appeler la "possibilité d'empêcher [les approbations]", mais afin d'expliquer les différentes étapes procédurales énoncées dans la législation (qui n'a pas été contestée). Les Communautés européennes soulignent que la note de bas de page est reprise presque textuellement au paragraphe 7.462. Elles demandent qu'une nouvelle note de bas de page soit ajoutée à la fin de ce paragraphe pour faire référence à la deuxième communication des CE dans laquelle l'argument fondé sur le processus décisionnel interne est formulé.

6.95 Les **États-Unis** ne souscrivent pas à la suggestion des CE selon laquelle le Groupe spécial devrait supprimer la première phrase du paragraphe 7.457, qui dit que "[l]es Communautés européennes ne contestent pas qu'elles avaient la possibilité d'empêcher les approbations de produits biotechnologiques des différentes manières indiquées par les parties plaignantes". Au contraire, cette déclaration est importante dans le contexte du différend, et tout à fait exacte. Même si la question de savoir si les Communautés européennes avaient adopté un moratoire général sur les approbations de produits biotechnologiques était essentielle à l'affaire, celles-ci n'ont pas, en fait, contesté que les États membres des CE et la Commission avaient la possibilité de bloquer les décisions finales relatives aux demandes concernant des produits biotechnologiques. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont fait aucun renvoi à des arguments qu'elles avaient avancés et dans lesquels elles avaient effectivement contesté cette proposition, et les États-Unis ne sont pas au courant non plus de l'existence de tels arguments dans les communications orales ou écrites des Communautés européennes. Au lieu de cela, tout ce que les Communautés européennes peuvent faire c'est donner à entendre qu'elles n'ont jamais admis cette question. Toutefois, le point de savoir si les Communautés européennes ont ou non admis la question est hors de propos: la première phrase du paragraphe 7.457 indique de manière tout à fait exacte que les Communautés européennes n'ont pas contesté que la Commission et les États membres avaient la possibilité de bloquer les décisions finales relatives à des produits biotechnologiques.

6.96 Le **Canada** conteste également la suggestion des CE. D'après ce qu'il croit comprendre, le Groupe spécial ne veut pas dire que les Communautés européennes ont expressément reconnu qu'elles avaient la possibilité d'empêcher les approbations de produits biotechnologiques de la manière indiquée, mais que les Communautés européennes n'ont pas nié qu'il était possible dans le cadre du système réglementaire des CE d'empêcher les approbations de produits biotechnologiques de la manière indiquée par les parties plaignantes.

6.97 L'**Argentine** n'est pas non plus favorable à la suppression d'un élément qui constitue une constatation du Groupe spécial. À son avis, cette phrase ne fait pas référence à une quelconque position alléguée des Communautés européennes, mais au fait que les Communautés européennes n'ont pas contesté cette question.

6.98 Le **Groupe spécial** a supprimé la première phrase du paragraphe 7.465 et la note de bas de page y relative, mais ne voit pas de raison d'ajouter une nouvelle note de bas de page à la fin du paragraphe.

6.99 Les **Communautés européennes** estiment que le dernier alinéa du paragraphe 7.459 doit être clarifié car la mesure qui y est mentionnée n'existe pas dans le Règlement n° 258/97. De plus, la deuxième phrase de la note de bas de page 351 devrait être supprimée, car elle semble tout à fait inutile. Par ailleurs, il semblerait nécessaire de souligner que ces mêmes mesures peuvent être prises pour des raisons entièrement légitimes (scientifiquement justifiées).

6.100 Le **Canada** ne s'oppose pas à la révision proposée par les Communautés européennes du texte du paragraphe 7.459. Toutefois, en ce qui concerne la note de bas de page, étant donné la constatation du Groupe spécial selon laquelle "bien qu'elle ait clairement l'obligation juridique de donner son consentement écrit […] la France n'a pas donné son consentement et elle a donc fait ce qu'elle était en mesure de faire pour empêcher l'approbation de ces produits"[202], il ne semble guère inapproprié pour le Groupe spécial de souligner que les actes et omissions des Communautés européennes pourraient être incompatibles avec le propre droit interne des Communautés européennes. Le Canada estime en outre que le nouveau texte dont l'insertion dans la note de bas de page 351 est suggérée est inutile, et qu'il devrait en être fait abstraction. Il ne s'agit pas de savoir si l'une quelconque des méthodes indiquées qui ont été utilisées par les États membres des CE pour donner effet au moratoire exprime "nécessairement" l'intention d'empêcher ou de retarder une décision finale, mais de savoir si, en l'espèce, les États membres des CE ont eu recours à ces méthodes pour empêcher des approbations finales.

6.101 L'**Argentine** pense que le nouveau texte que les Communautés européennes proposent d'ajouter dans la note de bas de page 351 induirait en erreur et ne devrait pas être accepté. Le Groupe spécial se réfère à des situations dans lesquelles les États membres ont la possibilité d'empêcher ou de retarder des approbations, sans évoquer plus avant l'intention des États membres. Par ailleurs, affirmer dans la note de bas de page 351 qu'il "pourrait n'y avoir aucune intention" de retarder ou d'empêcher les approbations, comme les Communautés européennes le suggèrent, va certainement à l'encontre de ce que le Groupe spécial dit au paragraphe 7.459, surtout que le point b) fait état d'"objections", que le point c) fait état d'une "minorité de blocage" agissante, et que le point d) fait état du "refus" de donner un consentement. Tous ces points se réfèrent à des situations dans lesquelles les États membres agissent délibérément, difficilement "par hasard" ou "sans intention". L'observation formulée par les CE au sujet de la note de bas de page 351 affecterait le sens du paragraphe 7.459 tel qu'il a été correctement exprimé par le Groupe spécial. En conséquence, l'Argentine demande que le nouveau texte suggéré ne soit pas accepté.

6.102 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.467 en réponse à cette observation des CE. Il a également supprimé la deuxième phrase de la note de bas de page 574, mais ne juge pas approprié d'ajouter la phrase proposée par les Communautés européennes.

6.103 Les **Communautés européennes** estiment que des éclaircissements doivent être apportés au paragraphe 7.462 car le scénario qui y est mentionné ne figure pas dans le Règlement n° 258/97.

6.104 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.470 en réponse à cette observation.

[202] Rapports intérimaires, paragraphes 7.1015 et 7.2197.

6.105 Les **Communautés européennes** affirment que la date mentionnée au paragraphe 7.500 devrait être le 31 août 2005 et non le 1er septembre 2005, car la demande concernant le colza RR (EC-70) a été approuvée le 31 août 2005.

6.106 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.508 en réponse à cette observation, en faisant observer que c'était la lettre du 1er septembre 2005 des CE qui suggérait la date d'approbation du 1er septembre 2005.

6.107 Les **Communautés européennes** estiment que les deux dernières phrases du paragraphe 7.501 devraient être supprimées parce que l'affirmation du Groupe spécial selon laquelle les Communautés européennes n'ont jamais présenté de renseignements sur le maïs MON863 n'est pas exacte. La pièce EC-106 est un rapport de situation portant sur la demande relative au maïs MON863, qui est, en réalité, un produit hybride (maïs MON863 x MON810). Au paragraphe 335 de leur première communication écrite, les CE ont dit que la demande concernait le maïs Monsanto et ont indiqué le bon numéro (C/DE/02/9), mais elles ont malencontreusement fait référence, à tort, au produit hybride en question (le maïs MON810 x NK603 au lieu du maïs MON863 x MON810). Le Groupe spécial lui-même, au paragraphe 7.542, semble avoir correctement désigné la demande. En outre, il peut être inféré du paragraphe 7.543 que le Groupe spécial était pleinement conscient du fait que la demande concernait le maïs MON863 x MON810.

6.108 Le **Canada** pense comme les Communautés européennes que la confusion imputable à la désignation erronée par les Communautés européennes de la demande concernant le maïs hybride MON863 x MON810 (C/DE/02/9) est effectivement regrettable. Il reconnaît également que certains renseignements concernant le maïs MON863 ont été présentés au Groupe spécial. Spécifiquement, le Canada a présenté en tant qu'éléments de preuve les avis scientifiques produits par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) pour le maïs MON863 (résistance à certains coléoptères) et le produit hybride MON863 x MON810 (résistance à certains lépidoptères), qui sont datés du 2 avril 2004. Deux avis ont été donnés, l'un au titre de la Directive 2001/18 et l'autre au titre du Règlement n° 258/97, et ont été présentés sous les cotes CDA-35-O (2 avril 2004) et CDA-35-P (2 avril 2004), respectivement. Le Canada pense aussi comme les Communautés européennes que l'analyse faite par le Groupe spécial de la demande concernant le maïs (pièce EC-106), au paragraphe 7.542, et de la demande concernant un nouvel aliment, au paragraphe 7.543, semble se rapporter aux demandes qui ont été présentées aux autorités allemandes compétentes, au titre de la Directive 2001/18 et du Règlement n° 258/97, pour le maïs MON863 et l'hybride MON863 x MON810. En outre, plutôt que de supprimer le texte figurant au paragraphe 7.501, comme les Communautés européennes le proposent, le Canada suggère de le modifier pour tenir compte des conclusions formulées par le Groupe spécial aux paragraphes 7.542 et 7.543, selon lesquelles le Groupe spécial n'estime pas que les renseignements présentés par les Communautés européennes en ce qui concerne ces demandes sont suffisants pour étayer l'inférence selon laquelle aucun moratoire général sur les approbations finales n'était en vigueur en août 2003 ou avant cette date.

6.109 Le **Groupe spécial** n'est pas convaincu par l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la demande concernant le maïs MON863 était en réalité une demande concernant un produit hybride, à savoir le maïs MON863 x MON810. Les Communautés européennes ne font état d'aucun élément de preuve versé au dossier qui étaye leur affirmation.[203] Comme nous l'avons noté, les

[203] Nous faisons observer en passant qu'en ce qui concerne l'observation qu'elles ont formulée sur le paragraphe 7.500 quant à la date d'approbation exacte dans le cas du colza RR (EC-70), les Communautés européennes ont indiqué où se trouvait la décision pertinente de la Commission dans le Journal officiel de

Communautés européennes elles-mêmes établissent une distinction entre la demande concernant la lignée parentale MON863 (*voir* la réponse des CE à la question n° 91 du Groupe spécial) et l'hybride MON863 x MON810 (*voir* le paragraphe 335 de la première communication écrite des CE et la pièce EC-106). Nous notons que, dans leurs communications, les Communautés européennes ont mentionné la même référence (C/DE/02/9) pour désigner le maïs MON863 et le maïs MON863 x MON810. Toutefois, ces dernières ne font pas valoir que cela constitue une preuve concluante du fait qu'il s'agit d'un seul et même produit. Quoi qu'il en soit, il ne nous a jamais été donné à entendre par l'une des parties qu'au titre de la Directive 2001/18 il ne serait pas possible de présenter une demande unique concernant deux produits biotechnologiques distincts mais connexes. À la lumière des considérations qui précèdent, le Groupe spécial rejette la demande des CE tendant à supprimer les deux dernières phrases du paragraphe 7.501. En réponse à l'observation du Canada, il a ajouté une référence aux pièces CDA-35-O et -P dans la note de bas de page 398 et apporté les modifications corollaires appropriées au paragraphe 7.509. Toutefois, il n'est pas d'accord avec le Canada pour dire que les paragraphes 7.550 et 7.551 se rapportent, entre autres choses, aux demandes présentées au titre de la Directive 2001/18 et du Règlement n° 258/97 concernant le maïs MON863. Ces paragraphes se rapportent aux demandes concernant le maïs hybride MON863 x MON810, ce qui est compatible avec le fait que la pièce EC-106 et le paragraphe 337 de la première communication écrite des CE font exclusivement référence au maïs hybride MON863 x MON810.

6.110 Les **Communautés européennes** ont relevé des alinéas mal numérotés aux paragraphes 7.516 à 7.523.

6.111 Les **Communautés européennes** estiment que l'expression "compatibles avec" employée au paragraphe 7.544 devrait être nuancée compte tenu du fait que, dans l'analyse qu'il effectue ensuite, le Groupe spécial identifie des types de situations très différents. En effet, dans certains cas, comme celui de la pomme de terre transgénique, le Groupe spécial évoque d'autres explications qu'il juge possibles pour un acte ou une omission donné, mais conclut ensuite de toute façon que les faits sont compatibles avec l'affirmation selon laquelle un moratoire a existé. Ces conclusions ne se justifient que si l'expression "compatibles avec" peut être interprétée comme signifiant "n'étayent ni ne contredisent". Les Communautés européennes proposent donc que le Groupe spécial ajoute une nouvelle phrase au paragraphe 7.544 pour expliquer le sens de l'expression "compatibles avec".

6.112 Les **États-Unis** ne souscrivent pas à la suggestion des CE selon laquelle le Groupe spécial devrait ajouter la phrase soulignée suivante au milieu du paragraphe 7.544:

> "Dans le reste de la présente sous-section, le Groupe spécial examinera toutes les autres demandes pertinentes afin de déterminer si elles sont compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003) les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales. <u>Par "compatibles avec", nous ne voulons pas nécessairement dire que les faits étayent l'affirmation des parties plaignantes, mais qu'ils ne la contredisent pas</u>. Cet examen est structuré sur la base des arguments des parties plaignantes. Plus spécifiquement, l'examen du Groupe spécial est structuré en fonction des actes et omissions par lesquels, de l'avis des parties plaignantes, les Communautés européennes ont donné effet au moratoire général allégué sur les approbations. Le Groupe spécial examinera d'abord les demandes présentées au titre des

---

l'Union européenne. Elles n'ont pas donné la référence correspondante au Journal officiel dans le cas de la décision de la Commission concernant le maïs MON863.

Directives 90/220 et/ou 2001/18. Il examinera ensuite les demandes présentées au titre du Règlement n° 258/97."

6.113 De l'avis des États-Unis, l'explication suggérée par les Communautés européennes pour le terme "compatible" traduit une compréhension erronée du mode d'analyse du Groupe spécial. Dans le reste de la sous-section, le Groupe spécial montre de quelle manière les retards dans le traitement des demandes individuelles étaient compatibles avec un moratoire, même si pour certaines demandes d'autres explications des retards auraient pu être possibles. Tous ces éléments de preuve étayent bien les affirmations des parties plaignantes: en particulier, ils s'ajoutent à tous les autres éléments de preuve présentés par les parties plaignantes qui indiquent l'existence d'un moratoire général, et ils montrent en outre que les Communautés européennes ont eu tort d'affirmer que les historiques des demandes prouvaient qu'un tel moratoire n'avait jamais existé. Par conséquent, le nouveau texte suggéré est incorrect et ne devrait pas être inclus dans le rapport final.

6.114 Le **Canada** rejette également la nuance qu'il est suggéré d'apporter à l'expression "compatibles avec" au paragraphe 7.544. La nuance modifie les constatations du Groupe spécial en ce qui concerne les faits et l'historique des demandes pertinentes. Le Canada rappelle que, dans cette section du rapport intérimaire, le Groupe spécial examine si les procédures d'approbation applicables aux demandes pertinentes "confirment" que certains États membres et/ou la Commission ont effectivement empêché l'approbation finale des demandes de la manière avancée par les parties plaignantes.[204] Le Groupe spécial examine si l'historique des demandes pertinentes étaye (ou "confirme") l'allégation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont imposé un moratoire général sur les approbations finales ou étaye (ou "confirme") l'affirmation contraire des Communautés européennes selon laquelle "[l]e traitement des demandes individuelles s'est poursuivi sans interruption, et les demandes n'ont pas été systématiquement bloquées".[205] Comme le but même de l'analyse est de déterminer laquelle des théories concurrentes est étayée par les faits, il serait illogique de préciser que l'expression "compatibles avec" veut dire "n'étayent ni ne contredisent".

6.115 Le Canada fait en outre observer que les Communautés européennes mettent en avant un exemple (les pommes de terre transgéniques, paragraphes 7.664 à 7.668) dans lequel le Groupe spécial ne rejette pas catégoriquement l'explication subsidiaire donnée par celles-ci à propos du fait, pour la Commission, de ne pas avoir transmis un projet de mesure au Comité de réglementation et constate quand même que les faits sont "compatibles avec" l'allégation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire avait été mis en place. Cela paraît être le seul historique d'une demande qui pourrait être "compatible avec" les deux théories concurrentes. Afin d'éviter toute possibilité de confusion, le Canada invite le Groupe spécial à préciser que l'expression "compatibles avec" telle qu'elle est employée au paragraphe 7.544 signifie "étayent" ou "confirment", et à préciser si la demande concernant les pommes de terre transgéniques étaye l'allégation des parties plaignantes ou la théorie concurrente des Communautés européennes, ou bien ne résout rien.

6.116 Bien que l'**Argentine** puisse accepter que le membre de phrase "si elles sont compatibles avec" pourrait être précisé, elle ne pense pas que le nouveau texte proposé par les Communautés européennes reflétera ce que le Groupe spécial a effectivement analysé et conclu, ainsi qu'il est indiqué aux paragraphes 7.548, 7.758 et 7.997, à savoir le comportement de la Commission et des États membres. Lorsqu'il a analysé ces comportements, le Groupe spécial a constaté, entre autres

[204] Rapports intérimaires, paragraphe 7.533.
[205] *Ibid.*, paragraphe 7.535.

choses, qu'il y avait, entre la Commission et certains États membres, une interaction[206] à partir de laquelle il a établi la "compatibilité" des comportements avec l'affirmation des parties plaignantes au sujet d'un moratoire "*de facto*".

6.117 En outre, l'Argentine ne pense pas que l'adjonction proposée par les Communautés européennes apporterait des éclaircissements. Au contraire, le membre de phrase "mais qu'ils ne la contredisent pas" semble être à la fois faible et trop incomplet. La compatibilité des constatations portant sur le comportement de la Commission et de certains États membres ne vient absolument pas "ne pas contredire" les affirmations des parties plaignantes puisqu'elles portent sur des actes calculés et voulus, mais, au contraire, étaye bel et bien l'affirmation de l'Argentine, et c'est dans ce sens que le Groupe spécial a fait ces constatations. En conséquence, l'Argentine estime que le nouveau texte proposé par les Communautés européennes affaiblira le sens du terme "compatibilité", tel qu'il est employé par le Groupe spécial dans ses constatations.

6.118 Le **Groupe spécial** estime que le membre de phrase "compatibles avec" qui figure au paragraphe 7.552 est suffisamment clair et, partant, ne juge pas nécessaire ni approprié d'ajouter la phrase suggérée par les Communautés européennes. Toutefois, par souci de clarté, il a inclus un libellé additionnel au paragraphe 7.552. Pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique, le Groupe spécial a supprimé l'ancien paragraphe 7.1921.

6.119 Les **Communautés européennes** demandent qu'une note de bas de page soit ajoutée à la fin du paragraphe 7.547 pour préciser que les parties plaignantes n'ont pas contesté le fait que, conformément à l'article 35 de la Directive 2001/18, un dossier mis à jour devait être présenté, ce qui relancerait la procédure d'approbation.

6.120 L'**Argentine** s'oppose à la note de bas de page supplémentaire proposée par les Communautés européennes. Il a déjà été clairement établi à plusieurs reprises pendant la procédure, et dit dans le rapport intérimaire, que les parties plaignantes ne contestaient pas la législation des CE en tant que telle (y compris l'article 35 de la Directive 201/8/CE). L'Argentine estime que cette précision n'est pas nécessaire. En outre, le membre de phrase proposé "aucun aspect de la législation en matière d'approbation des CE" est trop général et trompeur, étant donné qu'il pourrait être compris comme incluant, par exemple, la "non-application" de la législation en matière d'approbation des CE, que l'Argentine conteste effectivement.

6.121 Le **Groupe spécial** a ajouté une note de bas de page appropriée à la fin de la première phrase du paragraphe 7.555 en réponse à cette observation des CE.

6.122 Les **Communautés européennes** soulignent que, bien qu'il soit exact qu'elles ont uniquement énoncé le fait, évoqué au paragraphe 7.841, selon lequel la demande était retirée (*voir* la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 149, note de bas de page 60), sans présenter aucun document, il est également vrai que ce fait n'a jamais été contesté par les parties plaignantes. Cela seul devrait être une raison pour le Groupe spécial d'accepter la déclaration des CE comme un fait donné. Par ailleurs, le Groupe spécial n'a jamais demandé d'autres précisions ou documents. Les

[206] L'Argentine fait plus précisément référence aux paragraphes 7.567, 7.584, 7.598, 7.612, 7.629, 7.648, 7.661, 7.670, 7.681, 7.695, 7.711, 7.726, 7.737 et 7.754 des rapports intérimaires, dans lesquels il est question de la connaissance qu'avait la Commission de l'*intention explicite* du "Groupe des cinq" et de la capacité de ces pays d'agir en tant que "minorité de blocage"; et aussi aux paragraphes 7.768, 7.777, 7.784, 7.798, 7.812, 7.825, 7.856, 7.876, 7.891, 7.901, 7.921, 7.955, 7.969, 7.985 et 7.1015 des rapports intérimaires, dans lesquels il est dit que les États membres soit faisaient partie du "Groupe des cinq", soit connaissaient l'*intention explicite* du "Groupe des cinq" et sa capacité d'agir en tant que "minorité de blocage").

Communautés européennes estiment que cette question peut encore être précisée au stade intérimaire et qu'il ne sert à rien d'attendre un éventuel stade de la mise en œuvre pour commencer à produire le document attestant l'existence du retrait et le moment auquel celui-ci a été effectué. La lettre de retrait est donc jointe en tant que pièce EC-167. Sur la base de cette lettre, les Communautés européennes demandent que le Groupe spécial incorpore dans le paragraphe 7.841 la date du retrait.

6.123 Les **États-Unis** font valoir que le stade du réexamen intérimaire de la procédure consiste uniquement à "réexamine[r] des aspects précis" d'un rapport intérimaire. Ce stade ne permet pas à une partie de présenter de nouveaux éléments de preuve factuels ou de nouvelles pièces concernant les mesures en cause, ni de formuler de nouvelles constatations fondées sur ces pièces. La question du statut des nouveaux éléments de preuve présentés pendant le stade du réexamen intérimaire d'un différend a été analysée par l'Organe d'appel dans son rapport *Communautés européennes - Désignation commerciale des sardines*. Dans ce différend, les Communautés européennes avaient essayé de présenter de nouveaux éléments de preuve (sous forme de lettres provenant d'associations européennes de consommateurs) au stade du réexamen intérimaire. Le Groupe spécial a refusé d'examiner les nouveaux éléments de preuve, et l'Organe d'appel a confirmé sa décision en expliquant que:

> "Ce stade du réexamen intérimaire n'est pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve. Nous rappelons que l'article 15 du Mémorandum d'accord régit le réexamen intérimaire. L'article 15 permet aux parties, à ce stade de la procédure, de présenter des observations sur le projet de rapport remis par le Groupe spécial, et de demander "que celui-ci réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire". À ce moment-là, les travaux du Groupe spécial sont presque achevés; ce sont uniquement – selon les termes de l'article 15 – des "aspects précis" du rapport qui doivent être vérifiés pendant le réexamen intérimaire. Et cela ne peut pas, selon nous, dûment inclure une évaluation d'éléments de preuve nouveaux et auxquels les parties n'ont pas répondu. Par conséquent, nous sommes d'avis que le Groupe spécial a agi à bon droit en refusant de prendre en compte les nouveaux éléments de preuve pendant le réexamen intérimaire et n'a donc pas agi d'une manière incompatible avec l'article 11 du Mémorandum d'accord."[207]

6.124 De plus, les États-Unis font observer que la présentation par les Communautés européennes d'éléments de preuve nouveaux sur le coton BXN est incompatible avec les procédures de travail du Groupe spécial. Le paragraphe 12 de ces procédures dispose:

> "Les parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables. En pareil cas, l'autre partie se verra accorder un délai pour faire des observations, selon qu'il conviendra."

6.125 Les États-Unis soulignent que la nouvelle pièce des Communautés européennes concernant le coton BXN n'a pas été présentée à titre de réfutation ou en réponse à une question du Groupe spécial. De plus, les Communautés européennes n'ont pas allégué ni exposé de raisons valables qui pourraient justifier une exception à la règle énoncée au paragraphe 12. En particulier, aucun exposé de "raisons valables" n'est possible parce que le retrait présumé de la demande concernant le coton BXN au cours

[207] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

de la période qui a suivi l'établissement du Groupe spécial n'est pas déterminant pour quelque question que ce soit dans le présent différend. Comme les États-Unis l'ont expliqué, au titre de l'article 7 du Mémorandum d'accord (qui définit le mandat du Groupe spécial), les mesures en cause dans le présent différend sont des mesures qui existaient lorsque le Groupe spécial a été établi. Par conséquent, les renseignements portant sur le retrait de la demande concernant le coton BXN après l'établissement du Groupe spécial ne sont pas pertinents pour l'existence et/ou la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures en cause.

6.126 Les États-Unis font en outre observer que, chose remarquable, les CE affirment dans leurs observations qu'"il ne sert à rien d'attendre un éventuel stade de la mise en œuvre pour commencer à produire le document attestant l'existence du retrait et le moment auquel celui-ci a été effectué". Les États-Unis notent avec satisfaction que les Communautés européennes prévoient apparemment que les recommandations et décisions du Groupe spécial en ce qui concerne la demande concernant le coton BXN seront adoptées par l'Organe de règlement des différends après un éventuel examen par l'Organe d'appel, et que les Communautés européennes ont l'intention de s'y conformer lorsqu'elles auront été adoptées. Toutefois, les États-Unis désapprouvent totalement l'idée qu'il "ne sert à rien" de ne pas autoriser la présentation, pendant le stade du réexamen intérimaire, d'éléments de preuve nouveaux sur la mise en œuvre d'une éventuelle recommandation et décision de l'ORD. Au contraire, l'examen de la mise en œuvre d'éventuelles recommandations et décisions de l'ORD pendant le stade du réexamen intérimaire serait incompatible avec le Mémorandum d'accord. Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans l'affaire *CE – Sardines*, le but du stade du réexamen intérimaire consistait à examiner des "aspects précis" du rapport, et non à examiner des éléments de preuve nouveaux. Au lieu de cela, le Mémorandum d'accord prévoit d'autres mécanismes, qui sont distincts, pour examiner cette situation. Par exemple, ces questions pourraient être soulevées dans le cadre de la surveillance par l'ORD de la mise en œuvre des recommandations et décisions. (*Voir*, par exemple, l'article 21:6 du Mémorandum d'accord: "L'ORD tiendra sous surveillance la mise en œuvre des recommandations ou décisions adoptées.") Si l'ORD devait en définitive adopter les recommandations et décisions du Groupe spécial portant sur le coton BXN, les Communautés européennes seraient libres d'alléguer qu'elles se sont déjà conformées aux recommandations et décisions, et l'ORD serait, à son tour, libre d'exercer son pouvoir de surveillance. De plus, en cas de désaccord sur l'allégation des Communautés européennes, l'ORD pourrait établir un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

6.127 Par ailleurs, les États-Unis soutiennent que, si le Groupe spécial devait accepter des éléments de preuve nouveaux à ce moment, et d'une manière qui ne correspond pas aux procédures de travail du Groupe spécial, les parties plaignantes se heurteraient précisément au type de "cible mobile" injuste que l'Organe d'appel a dénoncé dans l'affaire *Chili – Système de fourchettes de prix*.[208] Si les Communautés européennes étaient autorisées à présenter des éléments de preuve nouveaux sur leurs mesures à chacun des stades de la procédure – en particulier à ce stade-ci –, le présent différend, qui est déjà assez long, pourrait s'éterniser, car les Communautés européennes pourraient encore prolonger la procédure en présentant sans cesse de nouveaux éléments de preuve, en invitant les parties plaignantes à y répondre, et en demandant au Groupe spécial de réviser continuellement ses constatations.

[208] Comme l'Organe d'appel l'a expliqué dans ce différend, "la régularité de la procédure exige qu'une partie plaignante n'ait pas à ajuster son argumentation tout au long de la procédure de règlement des différends pour faire face à une mesure contestée en tant que "cible mobile"". Rapport de l'Organe d'appel *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 144.

6.128 Pour toutes ces raisons, les États-Unis estiment que le Groupe spécial ne devrait pas tenir compte des éléments de preuve nouveaux que les Communautés européennes ont tenté de présenter au stade du réexamen intérimaire dans le présent différend.

6.129 Le **Canada** est opposé à la modification que les Communautés européennes suggèrent d'apporter au paragraphe 7.841 du rapport intérimaire pour deux raisons. Premièrement, les Communautés européennes paraissent dire que la simple affirmation d'un fait, apparemment incontesté par une partie plaignante, devrait être "une raison pour le Groupe spécial d'accepter la déclaration des CE comme un fait donné". Le Canada ne partage pas cet avis. Selon un principe bien établi, la partie qui formule une affirmation a la charge de prouver cette affirmation. La simple affirmation d'un fait qui n'a pas été spécifiquement contesté par une partie adverse n'est pas forcément suffisante pour permettre à cette partie de se libérer de cette charge.[209] Le fait que les Communautés européennes n'ont pas, en l'espèce, produit des éléments de preuve à l'appui de leurs affirmations les expose au risque que le Groupe spécial, lorsqu'il effectue une évaluation objective des faits, n'accepte pas ces affirmations comme un fait. De fait, dans le présent différend, les Communautés européennes ont formulé de nombreuses affirmations imprécises qui n'étaient pas étayées par des éléments de preuve spécifiques. En l'espèce, le Groupe spécial avait parfaitement le droit, sur la base des éléments de preuve dont il disposait, de parvenir à la conclusion qui figure au paragraphe 7.841.

6.130 Deuxièmement, pour les raisons qui sont exposées ci-après, le Canada s'oppose à la tentative des Communautés européennes visant à compléter le dossier factuel. N'ayant pas présenté d'éléments de preuve à l'appui de leur affirmation pendant la présente procédure, les Communautés européennes ne devraient pas être autorisées à présenter des éléments de preuve nouveaux au stade du réexamen intérimaire, aussi inoffensifs que ceux-ci puissent paraître.

6.131 Le Canada s'oppose à la tentative des Communautés européennes, à ce stade très avancé de la procédure, visant à compléter le dossier factuel dont le Groupe spécial est saisi en présentant trois nouvelles pièces, à savoir les pièces EC-167, 168 et 169.[210] La présentation d'éléments de preuve additionnels après la remise du rapport intérimaire modifie sensiblement la nature du stade du réexamen intérimaire et force les exigences en matière de régularité de la procédure. Le stade du réexamen intérimaire donne aux parties la possibilité de "demander par écrit que [le groupe spécial] réexamine des aspects précis de son rapport intérimaire avant de distribuer le rapport final" (article 15:2 du Mémorandum d'accord); ce n'est certainement pas l'occasion pour une partie de corriger des omissions en matière de preuve ou de rouvrir le dossier factuel.

6.132 Le Canada fait observer que les Communautés européennes affirment que la présentation d'éléments de preuve nouveaux ne crée "aucun problème ni aucun préjudice en matière de régularité de la procédure" pour les parties plaignantes car celles-ci ont la possibilité de formuler des observations sur les nouveaux éléments de preuve. Toutefois, cela ne règle pas le problème plus général en matière de régularité de la procédure qui consiste à donner à une seule partie la possibilité de compléter le dossier. Autoriser la présentation d'éléments de preuve sélectifs, sans donner la possibilité d'être entendu de façon équitable sur tous les faits additionnels pertinents, porte atteinte aux garanties d'une procédure régulière. Pour cette seule raison, le Groupe spécial devrait ne pas tenir compte de ces pièces. Les Communautés européennes auront d'amples possibilités de présenter ces renseignements pendant le stade de la mise en œuvre de la procédure.

---

[209] Le Canada fait observer qu'il a dit dans ses communications que le fait qu'il n'avait abordé explicitement aucune affirmation juridique ou factuelle particulière des Communautés européennes ne voulait pas dire qu'il souscrivait à ces affirmations. Deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 11.

[210] Le Canada fait référence aux paragraphes 53 et 68 des observations des CE.

6.133 Le Canada fait valoir que si le Groupe spécial est disposé à accepter les éléments de preuve supplémentaires présentés par les Communautés européennes, l'équité veut que les parties plaignantes se voient accorder la même possibilité de présenter des éléments de preuve supplémentaires pour compléter le dossier factuel. À cet égard, les parties plaignantes ne devraient pas être obligées de s'en tenir à la présentation de réponses aux éléments de preuve récemment présentés par les Communautés européennes, mais devraient être libres de présenter des éléments de preuve additionnels sur toute question soulevée dans le rapport intérimaire du Groupe spécial.

6.134 Le **Groupe spécial** note que la pièce EC-167 contient une lettre datée du 18 mai 2004. La deuxième communication écrite des CE, dans laquelle les Communautés européennes font référence au retrait de la demande en question, est datée du 19 juillet 2004. Les Communautés européennes auraient donc pu présenter la lettre pertinente déjà au moment de la présentation de leur deuxième communication écrite ou, du moins, peu de temps après. Nous notons qu'il est dit dans la partie pertinente du paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial que "[l]es parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties. Des exceptions à cette procédure seront autorisées sur exposé de raisons valables". Dans la présente affaire, les Communautés européennes n'ont pas démontré l'existence de raisons valables de présenter, en mars 2006, ce qu'elles auraient pu présenter déjà en mai 2004. Le fait que, de l'avis des Communautés européennes, "il ne sert à rien d'attendre un éventuel stade de la mise en œuvre pour commencer à produire le document" n'équivaut certainement pas aux "raisons valables" exigées, car cet argument ne justifie pas la présentation à un stade aussi avancé que celui du réexamen intérimaire d'éléments de preuve qui existaient depuis plus de deux ans. Nous notons également que, dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a dit que "[c]e stade du réexamen intérimaire n'est pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve".[211] Pour ces raisons, le Groupe spécial refuse d'apporter la modification demandée par les Communautés européennes.

6.135 Les **Communautés européennes** ont identifié des renvois croisés erronés à l'annexe H dans les constatations du Groupe spécial, y compris dans les anciennes notes de bas de page 683, 684, 688 et 689.

6.136 Les **Communautés européennes** demandent qu'au paragraphe 7.886 le Groupe spécial modifie la description des paroles de M. Andow, afin que cette description soit plus proche de ce qu'il a réellement dit et, partant, corresponde plus exactement à ses vues.

6.137 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.894 en réponse à cette observation.

6.138 Les **Communautés européennes** demandent qu'une phrase soit ajoutée dans la note de bas de page 774 relative au paragraphe 7.1028 afin d'indiquer que la seule demande qui ne semble pas avoir été présentée au titre du Règlement n° 258/97 et de la Directive 90/220 est celle qui concerne la chicorée transgénique à cœur vert (pour usage alimentaire seulement).

6.139 Le **Groupe spécial** note que les Communautés européennes ne mettent en avant aucun élément de preuve versé au dossier qui étayerait leur affirmation selon laquelle aucune demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert n'avait été présentée et évaluée au titre de la Directive 90/220. Il n'est pas convaincu par l'affirmation des CE. En effet, les documents figurant dans le dossier n'étayent pas l'affirmation des CE. La pièce EC-98/At.11 se rapporte à la demande

[211] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

concernant la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire). Cette pièce contient une lettre dans laquelle il est dit "[v]euillez trouver ci-joint le résumé de l'évaluation des risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement, effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas pour la Directive 90/220/CEE". Ce résumé dit à son tour que la demande présentée au titre de la Directive 90/220 concerne "la chicorée à cœur vert (*Cichorium intybus* L.) [de la] lignée GM-2-28". Il est confirmé plus avant dans l'introduction générale de la pièce EC-110/At. 7 qu'une demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert a été présentée au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97, et que les Pays-Bas étaient l'autorité compétente principale dans les deux cas. Le Groupe spécial rejette donc la demande des CE visant à faire insérer une nouvelle phrase dans la note de bas de page 999.

6.140 Les **Communautés européennes** estiment qu'un nouveau texte doit être ajouté dans la dernière phrase du paragraphe 7.1031 pour préciser qu'il existait également des prescriptions en matière d'étiquetage pour les produits dérivés d'OGM au titre du Règlement n° 258/97, encore qu'uniquement pour les produits qui contenaient encore des traces d'ADN (*voir* l'article 8 du Règlement n° 258/97 et l'article premier du Règlement n° 49/2000 qui modifie l'article 2 2) du Règlement n° 1139/98). À titre subsidiaire, toute la dernière phrase, qui commence par "En particulier …" pourrait être supprimée, parce qu'elle ne semble pas être pertinente pour les questions examinées dans le présent différend.

6.141 L'**Argentine** considère que le nouveau texte suggéré par les Communautés européennes n'est pas clair et s'y oppose donc, mais elle appuie la suppression suggérée de la dernière phrase.

6.142 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.1039 en réponse à cette observation des CE.

6.143 Les **Communautés européennes** demandent que la dernière phrase du paragraphe 7.1300 soit supprimée parce qu'elle ne correspond pas exactement à leur position. En fait, elles ont explicitement contesté le pouvoir du Groupe spécial de formuler de telles constatations dans leur réponse à la question n° 7 du Groupe spécial, ainsi qu'au paragraphe 151 de leur deuxième communication écrite.

6.144 L'**Argentine** fait observer que, dans leur réponse à la question n° 7 du Groupe spécial, les Communautés européennes ont répondu qu'il n'y avait pas du tout eu de moratoire lorsqu'elles ont dit que "[l]es procédures d'approbation n'ont jamais été suspendues ni bloquées, contrairement à ce que prétendent les plaignants. Quoi qu'il en soit, même si certains retards qui se sont présentés dans l'application de la Directive 90/220 ont pu être considérés comme un "moratoire", ces retards ont dû disparaître lorsque la Directive 2001/18 est entrée en vigueur" (paragraphe 24 de la réponse des CE) et que "[p]ar conséquent, les Communautés européennes ont l'honneur de demander au Groupe spécial en ce qui concerne les demandes retirées avant l'établissement du Groupe spécial et le "moratoire" présumé, que les allégations des plaignants soient déclarées sans objet et, dès lors, irrecevables *ad initio*" (paragraphe 25 de la réponse des CE). De l'avis de l'Argentine, les Communautés européennes n'ont pas contesté le pouvoir qu'avait le Groupe spécial de se prononcer sur une mesure qui avait cessé d'exister, étant donné qu'elles ont dit que cette mesure n'existait pas du tout. L'Argentine fait en outre observer qu'au paragraphe 151 de la deuxième communication écrite des CE, il est fait référence à la réponse des Communautés européennes à la question n° 7, de sorte que la même observation s'applique ici. Par conséquent, l'Argentine pense que le libellé initial du paragraphe 7.1296 correspond exactement à la position des CE sur une "mesure qui a cessé d'exister", et que les précisions que celles-ci ont demandées ne devraient pas être prises en considération.

6.145 Le **Groupe spécial** ne souscrit pas à la manière dont les Communautés européennes décrivent leur position telle qu'elle est exposée dans leur deuxième communication écrite et dans leur réponse à la question n° 7 du Groupe spécial. Néanmoins, il a ajouté une note de bas de page au paragraphe 7.1308 pour indiquer ce que les Communautés européennes ont dit devant le Groupe spécial.

6.146 Les **Communautés européennes** suggèrent la suppression d'un point de vue exposé au paragraphe 7.1303 en ce qui concerne la question de savoir si le maïs NK603 (produit alimentaire) pouvait être commercialisé indépendamment du point de savoir si le maïs NK603 (destiné à l'alimentation animale) avait obtenu le consentement écrit de l'autorité compétente principale. Les Communautés européennes font observer qu'une autorisation de mise sur le marché au titre du Règlement n° 258/97 est directement applicable et ne requiert aucun autre consentement de la part de l'autorité compétente principale. Comme il n'existe pas de disposition en ce sens dans la législation, ni aucune condition semblable dans l'autorisation de mise sur le marché elle-même, l'utilisation de cette autorisation de mise sur le marché n'est pas subordonnée (et ne peut pas juridiquement l'être) à l'adoption d'une autorisation de mise sur le marché pour alimentation animale au titre de la Directive 2001/18. Il s'agit d'une question différente de celle de savoir si, au titre de l'article 9 du Règlement n° 258/97, l'évaluation des risques pour l'environnement peut être effectuée sous réserve d'une évaluation parallèle au titre de la Directive 90/220 (ou de la Directive 2001/18). Par ailleurs, en ce qui concerne le maïs NK603 (destiné à l'alimentation animale), les Communautés européennes disent qu'elles voudraient informer le Groupe spécial qu'un consentement final a été donné par l'autorité compétente principale le 18 octobre 2004 (nouvelle pièce EC-168). De plus, en ce qui concerne le maïs MON863, un consentement final a été donné par l'autorité compétente principale le 13 février 2006 (nouvelle pièce EC-169). Les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à prendre ces faits en considération et à reformuler le paragraphe 7.1303 en conséquence. En invitant le Groupe spécial à prendre ces questions en considération, les Communautés européennes soulignent que les parties plaignantes ont la possibilité de formuler des observations sur ces observations et ont donc la possibilité de dire si elles contestent les faits mêmes, qui ont été dûment étayés par des éléments de preuve et, dans l'affirmative, sur quelle base. Il n'y a donc ni problème ni préjudice en matière de régularité de la procédure pour ce qui touche les parties plaignantes.

6.147 Les **États-Unis** rappellent qu'ils ont expliqué dans l'analyse qui précède de l'observation formulée par les CE sur le coton BXN que le Mémorandum d'accord et les propres procédures de travail du Groupe spécial n'autorisent pas un groupe spécial à examiner, s'agissant des mesures en cause, des éléments de preuve nouveaux qui sont présentés pendant le stade du réexamen intérimaire. Par conséquent, les États-Unis font observer que le Groupe spécial ne devrait pas apporter, au paragraphe 7.1303 du rapport intérimaire, les modifications que les Communautés européennes suggèrent.

6.148 Le **Canada** dit de la même façon que, pour les raisons qui viennent d'être exposées, il s'oppose à la tentative des CE visant à rouvrir le dossier factuel au stade du réexamen intérimaire. Les Communautés européennes auront la possibilité de présenter ces nouveaux éléments de preuve pendant le stade de la mise en œuvre de la procédure. En outre, le Canada fait observer que la pièce EC-169 pose problème pour une autre raison; il s'agit d'un document qui a été présenté par les Communautés européennes en allemand seulement. Le Canada réitère l'objection qu'il a formulée pour la première fois dans sa lettre du 29 juin 2004 au Groupe spécial en ce qui concerne la pratique des Communautés européennes consistant à présenter des éléments de preuve dans une langue autre que l'une des langues officielles de l'OMC. Conformément à la pratique de longue date du GATT et de l'OMC, tout document présenté comme élément de preuve dans une procédure de règlement des différends qui est rédigé dans une langue autre qu'une langue officielle de l'OMC doit être

accompagné d'une version traduite dans l'une des langues officielles.[212] Le fait de ne pas présenter une traduction de la pièce EC-169 signifie que le Groupe spécial devrait ne pas tenir compte de ce document.

6.149 L'**Argentine** reconnaît que les Communautés européennes peuvent effectuer plusieurs autres approbations à partir de maintenant, et ce de fait s'attendre à ce que le Groupe spécial modifie continuellement le texte du rapport intérimaire. Malgré cela, nous rappelons l'argument que nous avons avancé selon lequel la question de savoir si le moratoire "*de facto*" a cessé d'exister ne doit pas être évaluée et selon lequel les approbations à ce stade avancé ne devraient pas avoir d'incidence sur la question.

6.150 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.1303 en réponse à cette observation des CE. Il note à cet égard qu'il a souscrit à la demande des Communautés européennes concernant la suppression de la dernière partie de la troisième phrase de l'ancien paragraphe 7.1303. Après avoir examiné le reste de la troisième phrase, le Groupe spécial a déterminé qu'il n'était pas nécessaire de le conserver. Il a donc supprimé toute la troisième phrase. Eu égard à cela, il n'est pas nécessaire d'examiner s'il serait approprié de tenir compte des pièces EC-168 et EC-169, qui ont été présentées uniquement au stade du réexamen intérimaire. En ce qui concerne la pièce EC-169, nous notons que, de toute façon, le document est rédigé en allemand et qu'aucune traduction dans l'une des trois langues officielles de l'OMC n'a été présentée au Groupe spécial et aux autres parties.

6.151 Les **Communautés européennes** font observer que le libellé de l'ancien paragraphe 7.1311 devrait être remplacé par "existence persistante d'une opposition aux approbations parmi les États membres" parce que le membre de phrase "opposition persistante des États membres" constitue une affirmation trop générale vu l'absence d'opposition généralisée des États membres aux approbations. Ce membre de phrase passe également sous silence les raisons qui expliquent l'opposition de chaque État membre pris individuellement dans chaque procédure spécifique.

6.152 Les **États-Unis** estiment que les deux membres de phrase insistent sur des aspects légèrement différents – le membre de phrase rédigé par le Groupe spécial est plus clair et correspond plus exactement au niveau d'opposition des États membres. Les Communautés européennes veulent affaiblir la constatation du Groupe spécial, mais elles n'avancent aucune raison valable de le faire. Les constatations formulées par le Groupe spécial sur les actions menées par les États membres à l'appui du moratoire (*voir*, par exemple, le paragraphe 7.1273) sont plus que suffisantes pour étayer la formulation actuelle du paragraphe 7.1311 du rapport intérimaire.

6.153 Le **Groupe spécial** a apporté la modification appropriée au paragraphe 7.1311 en réponse à cette observation des CE.

6.154 Les **Communautés européennes** ont relevé une référence manquante à l'année 1999 au paragraphe 7.1543.

4. Mesures par produit

a) Observations de l'Argentine

6.155 L'**Argentine** a relevé des mots qui avaient été inclus par erreur dans le paragraphe 7.1873.

[212] Le Canada fait référence au rapport du Groupe spécial *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 7.16.

b) Observations des Communautés européennes

6.156 Les **Communautés européennes** affirment que la date mentionnée au paragraphe 7.1634 et dans la note de bas de page y relative devrait être août 2005 et non septembre 2005, car la demande concernant le colza RR (EC-70) a été approuvée le 31 août (*voir* le Journal officiel de l'Union européenne n° L 228, 3 septembre 2005, page 11). Elles demandent également qu'il soit fait référence à la demande concernant le maïs MON863 dans la note de bas de page pertinente.

6.157 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.1641 en réponse à cette observation, notant une fois de plus que c'était la lettre du 1er septembre 2005 des CE qui suggérait la date d'approbation du 1er septembre 2005. Il ne voit pas la nécessité de faire référence, dans une note de bas de page se rapportant exclusivement au colza RR (EC-70), à la demande concernant le maïs MON863.

6.158 Les **Communautés européennes** demandent que des modifications soient apportées au paragraphe 7.1662 et à la note de bas de page 1143. Spécifiquement, elles suggèrent de supprimer un point de vue exprimé dans la note de bas de page 1143 en ce qui concerne la question de savoir si le maïs NK603 (produit alimentaire) pouvait être commercialisé indépendamment du point de savoir si le maïs NK603 (destiné à l'alimentation animale) avait obtenu le consentement écrit de l'autorité compétente principale. Les Communautés européennes ont abordé ce point de vue dans leur observation sur le paragraphe 7.1303. En outre, et comme il a aussi déjà été expliqué dans l'observation qui précède sur le paragraphe 7.1303, en ce qui concerne le maïs NK603 (destiné à l'alimentation animale), les Communautés européennes affirment qu'un consentement final a été donné par l'autorité compétente principale le 18 octobre 2004 (nouvelle pièce EC-168). De plus, en ce qui concerne le maïs MON863, elles affirment que le consentement final a été donné par l'autorité compétente principale le 13 février 2006 (nouvelle pièce EC-169). Les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à prendre ces faits en considération et à reformuler la note de bas de page en conséquence. En invitant le Groupe spécial à prendre ces questions en considération, les Communautés européennes soulignent que les parties plaignantes ont la possibilité de formuler des observations sur ces observations et ont donc la possibilité de dire si elles contestent les faits mêmes, dûment étayés par des éléments de preuve, et, dans l'affirmative, sur quelle base. Il n'y a donc ni problème ni préjudice en matière de régularité de la procédure en ce qui concerne les parties plaignantes.

6.159 Les **États-Unis** font valoir que, en ce qui concerne le paragraphe 7.1303 qui a été examiné plus haut, les Communautés européennes invitent le Groupe spécial à formuler de nouvelles constatations, fondées sur les nouvelles pièces, en ce qui concerne deux approbations censément faites après l'établissement du mandat. Comme les États-Unis l'ont expliqué plus haut, conformément au Mémorandum d'accord et aux procédures de travail du Groupe spécial, il ne serait pas approprié pour le Groupe spécial d'accepter de nouvelles pièces concernant les mesures en cause pendant le stade du réexamen intérimaire, ni de formuler de nouvelles constatations pour tenir compte des renseignements figurant dans ces pièces.

6.160 Le **Canada** affirme de même que, pour les raisons qui ont été exposées plus haut, il s'oppose à la tentative des CE visant à rouvrir le dossier factuel au stade du réexamen intérimaire. Les Communautés européennes auront la possibilité de présenter ces nouveaux éléments de preuve pendant le stade de la mise en œuvre de la procédure. De plus, le Canada rappelle que la pièce EC-169 pose problème pour une autre raison; il s'agit d'un document que les Communautés européennes ont présenté en allemand seulement. Le fait de ne pas présenter une traduction de la pièce EC-169 signifie que le Groupe spécial devrait faire abstraction de ce document.

6.161 L'**Argentine** conteste également les modifications suggérées. Comme elle l'a déjà dit, les approbations n'y changent rien selon elle, car elle pense que le Groupe spécial ne devrait pas formuler de constatation sur ce que sous-entendent ces approbations tardives faisant référence à une fin possible du moratoire "*de facto*".

6.162 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.1669 et a supprimé la phrase pertinente dans la note de bas de page. Toutefois, il refuse de tenir compte, comme les Communautés européennes le lui ont demandé, des renseignements que celles-ci ont présentés dans les nouvelles pièces EC-168 et EC-169.

6.163 Nous traitons d'abord la pièce EC-168. Cette pièce contient une décision en date du 18 octobre 2004 du Ministère espagnol de l'environnement. En examinant cette pièce, nous rappelons les dispositions susmentionnées du paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial et faisons observer que, dans ce cas-ci, les Communautés européennes n'ont pas exposé de raisons valables de présenter en mars 2006 ce qu'elles auraient pu présenter déjà en octobre 2004. En effet, les Communautés européennes n'avancent aucune raison à l'appui de ce dépôt tardif. Elles font simplement valoir que les parties plaignantes ont encore la possibilité de présenter des observations sur la nouvelle pièce. Cet argument est erroné. Le paragraphe 12 des procédures de travail du Groupe spécial dit que "[l]es parties présenteront tous les éléments de preuve factuels au Groupe spécial au plus tard pendant la première réunion de fond, sauf en ce qui concerne les éléments de preuve nécessaires aux fins des réfutations, des réponses aux questions ou des observations formulées aux fins de réfuter les réponses fournies par d'autres parties", à moins qu'une exception ne soit autorisée sur exposé de raisons valables. Le fait que le paragraphe 18 des procédures de travail du Groupe spécial donne aux parties la possibilité dans un délai prévu par le Groupe spécial de présenter des observations écrites sur les demandes écrites de réexamen présentées par les autres parties ne dispense pas les Communautés européennes de l'obligation de se conformer aux dispositions du paragraphe 12 des procédures de travail. Nous rappelons également que, dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a dit de façon claire que "[l]e stade du réexamen intérimaire n'[était] pas un moment approprié pour présenter de nouveaux éléments de preuve".[213]

6.164 S'agissant de la pièce EC-169, nous notons que cette pièce contient apparemment une décision en date du 13 février 2006 de l'autorité compétente principale allemande. Tout d'abord, nous rappelons que le document est rédigé en allemand et qu'aucune traduction dans l'une des trois langues officielles de l'OMC n'a été fournie. Même en faisant abstraction de cela, le Groupe spécial estime qu'il serait inapproprié de faire référence à la demande concernant le maïs MON863 dans la note de bas de page 1365 compte tenu du fait que cette note de bas de page concerne les mesures par produit contestées par les parties plaignantes. Aucune des mesures par produit contestées par les parties plaignantes ne se rapporte à la demande concernant le maïs MON863.

6.165 Les **Communautés européennes** ont relevé une référence manquante à l'année 1999 au paragraphe 7.1809.

6.166 Comme l'Argentine, les **Communautés européennes** ont relevé des mots qui avaient été inclus par erreur dans le paragraphe 7.1873.

6.167 Les **Communautés européennes** estiment que le libellé de la troisième phrase du paragraphe 7.2222 devrait être modifié pour apporter d'autres éclaircissements sur la teneur exacte de la question.

---

[213] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 301.

6.168 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées au paragraphe 7.2229 en réponse à cette observation.

6.169 Les **Communautés européennes** demandent que soit insérée au paragraphe 7.2324 une référence en note de bas de page indiquant à quel endroit les arguments résumés dans ce paragraphe ont été formulés dans les communications des États-Unis. Elles n'ont pas été en mesure de repérer la source des arguments formulés dans ce paragraphe. Si les arguments n'ont pas été formulés dans la communication des États-Unis, ils devraient évidemment être retirés du résumé.

6.170 Les **États-Unis** font observer que l'argument selon lequel avant l'adoption du moratoire par les Communautés européennes toutes les procédures d'approbation engagées au titre de la Directive 90/220 étaient effectuées et achevées en moins de trois ans figure au paragraphe 138 de la première communication écrite des États-Unis. Ceux-ci font en outre observer que l'annexe II jointe à la réponse des États-Unis à la question n° 75 c) du Groupe spécial est un autre élément qui étaye cette affirmation.

6.171 Le **Groupe spécial** ne voit pas la nécessité d'insérer une note de bas de page et note que le résumé des arguments est fondé sur des arguments qui sont exposés au paragraphe 138 de la première communication écrite des États-Unis qui fait référence à la pièce US-31 et devrait être lue conjointement avec cette pièce. Comme les États-Unis l'ont fait observer, la réponse des États-Unis à la question n° 75 c) du Groupe spécial contient d'autres renseignements pertinents. Toutefois, en réponse à l'observation formulée par les CE, le Groupe spécial a supprimé la dernière phrase du paragraphe 7.2331 et a modifié le paragraphe 7.2332. En outre, afin d'assurer la cohérence dans la section VII.E, il a apporté des modifications correspondantes à tous les résumés des arguments avancés par les États-Unis qui se rapportent aux autres mesures par produit que ceux-ci ont contestées. Lorsqu'il a réexaminé les constatations qu'il avait formulées sur l'argument avancé par les États-Unis au sujet de la période pendant laquelle les demandes pertinentes avaient été en souffrance, le Groupe spécial a également remarqué qu'une petite partie des constatations avait été omise par mégarde dans les rapports intérimaires, de sorte qu'il a ajouté la partie manquante au paragraphe 7.1929. Compte tenu de l'insertion de ce nouveau texte, une déclaration similaire qui figurait au paragraphe 7.2295 est devenue superflue et a donc été supprimée.

5. Mesures de sauvegarde des États membres des CE

a) Observations communes au Canada et à l'Argentine

6.172 Le **Canada** et l'**Argentine** ont relevé des références erronées à l'Argentine aux paragraphes 7.3170 et 7.3171.

b) Observations du Canada

6.173 Le **Canada** a relevé une erreur typographique au paragraphe 7.2963.

6.174 Le **Canada** rappelle également qu'au paragraphe 7.3390 le Groupe spécial indique que, en ce qui concerne les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*, les mesures de sauvegarde des États membres des CE sont incompatibles avec l'article 5:1 et l'article 5:7, et sont donc, par implication, incompatibles avec l'article 2:2. Le Canada fait observer que la constatation de l'existence d'une double incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7 semble contredire le raisonnement antérieur du Groupe spécial sur la question de savoir si ces deux dispositions peuvent s'appliquer en même temps. Il croit comprendre que, d'après les constatations et les conclusions du Groupe spécial en ce qui concerne l'article 5:1 et l'article 5:7, l'article 5:7 ne

s'applique pas car il existait des éléments de preuve suffisants pour achever une évaluation des risques au moment de l'adoption des mesures de sauvegarde. Pour cette raison, c'est l'article 5:1, et non l'article 5:7, qui s'applique, et les mesures sont incompatibles avec l'article 5:1 parce qu'elles ne sont pas fondées sur une évaluation des risques. Dans le même ordre d'idée, donc, c'est l'article 2:2, et non l'article 5:7, qui s'appliquerait, et les mesures seraient incompatibles avec cette disposition parce qu'elles ne sont pas fondées sur des principes scientifiques et sont maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Le Canada demande au Groupe spécial de donner des précisions sur cette question et d'apporter les modifications appropriées dans le rapport final.

6.175 Les **Communautés européennes** font valoir que le Canada demande vaguement au Groupe spécial de "donner des précisions sur cette question et d'apporter les modifications appropriées dans le rapport final". À leur avis, cela n'est guère compatible avec la prescription énoncée à l'article 15:2 du Mémorandum d'accord qui impose de présenter des demandes en vue du réexamen d'aspects précis du rapport intérimaire. En effet, on ne sait pas très bien ce que le Groupe spécial doit faire pour donner suite à la demande du Canada, et les Communautés européennes ne peuvent pas formuler d'observation valable en l'absence d'une suggestion précise. La demande du Canada devrait donc être rejetée.

6.176 Le **Groupe spécial** a apporté les modifications appropriées dans les sections VII et VIII des rapports finals pour préciser la question identifiée par le Canada. Il note également qu'il a eu recours au concept de "compatibilité" en ce qui concerne l'article 5:7 compte tenu de l'utilisation par l'Organe d'appel de ce concept dans les rapports *Japon – Pommes* et *Japon – Produits agricoles II*.[214]

6. Conclusions et recommandations

6.177 L'**Argentine** a relevé une référence erronée au Canada au paragraphe 8.57 c).

D. AUTRES MODIFICATIONS APPORTÉES AUX RAPPORTS INTÉRIMAIRES

6.178 Le **Groupe spécial** a également apporté, tout au long des rapports, un certain nombre d'autres modifications qui n'avaient pas été spécifiquement demandées par les parties. Il l'a fait en vue de supprimer des erreurs typographiques et de préparer les rapports pour la publication.

E. DEMANDE TENDANT À LA SUPPRESSION DE PARTIES DIVULGUANT DES RENSEIGNEMENTS STRICTEMENT CONFIDENTIELS

6.179 Comme il est mentionné ci-après, dans la note de bas de page 233, le Groupe spécial a mis en place, à la demande des Communautés européennes, un ensemble spécial de procédures pour la protection des renseignements strictement confidentiels ("RSC"), notamment en raison des renseignements sensibles concernant des sociétés communiqués par les Communautés européennes. Les rapports intérimaires remis aux parties contenaient des références à des renseignements que les Communautés européennes avaient désignés comme RSC, et le Groupe spécial avait identifié ces renseignements comme tels.

6.180 À l'invitation du Groupe spécial, les **Communautés européennes** ont présenté, le 7 avril 2006, des demandes spécifiques tendant à la mise entre crochets/suppression de mots, de phrases et/ou de paragraphes figurant dans les rapports intérimaires qui divulguaient, selon elles, des RSC. Elles ont dit que les constatations des rapports intérimaires ne contenaient pas de

[214] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphes 176 et 177; *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89.

renseignements constituant directement des RSC. Par contre, elles ont relevé aux paragraphes 271, 621, 622 et 623 de l'annexe H certaines références qui, selon elles, divulguaient des RSC et dont elles ont demandé la suppression des versions publiques des rapports finals.

6.181 Le 18 avril 2006, les **parties plaignantes** se sont prévalues de la possibilité que leur offrait le Groupe spécial de formuler des observations sur les demandes des CE. Elles ont indiqué qu'elles ne s'opposaient pas à ce que les renseignements qui figuraient dans le corps du texte des rapports intérimaires cessent d'être désignés comme des RSC, ni aux suppressions demandées dans la lettre du 7 avril 2006 des CE.

6.182 Compte tenu des vues exprimées par les parties, le **Groupe spécial** a effectué les suppressions appropriées aux paragraphes 271, 621, 622 et 623 de l'annexe H. Ces suppressions sont désignées comme suit à l'annexe H: "[xxx]".

F. DIVULGATION PUBLIQUE DES RAPPORTS INTÉRIMAIRES CONFIDENTIELS DU GROUPE SPÉCIAL

6.183 Le 7 février 2006, le Groupe spécial a remis les versions papier et électronique de ses rapports intérimaires confidentiels aux parties. Le 9 février 2006, le Groupe spécial a envoyé aux parties une lettre dans laquelle il appelait leur attention sur le fait qu'une publication commerciale avait affiché sur son site Web les conclusions et les recommandations (section VIII) des rapports intérimaires confidentiels. Le Groupe spécial a noté que cette situation le préoccupait profondément, rappelant qu'il était indispensable au fonctionnement de la procédure de réexamen intérimaire que toutes les parties respectent la confidentialité des rapports intérimaires. Il a par ailleurs rappelé que la confidentialité à tous les stades de la procédure faisait partie intégrante du système de règlement des différends à l'OMC, dont le but était d'arriver à une solution positive d'un différend. Il a également fait observer que le respect de la confidentialité des rapports intérimaires était particulièrement important afin d'éviter la divulgation à des personnes non autorisées de renseignements figurant dans les rapports et désignés comme RSC. Le Groupe spécial a demandé aux parties de lui communiquer les renseignements dont elles disposaient sur la manière dont l'infraction à la règle de confidentialité avait été commise et a invité toutes les parties à prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la confidentialité des rapports intérimaires.

6.184 Par la suite, le 2 mars 2006, le Groupe spécial a envoyé une autre lettre aux parties afin de souligner que l'organisme Friends of the Earth (FOE) Europe avait affiché sur son site Web les rapports intérimaires confidentiels du Groupe spécial dans leur intégralité, c'est-à-dire la partie descriptive ainsi que les constatations et les conclusions. Il a noté que, dans une déclaration rendue publique sur son site Web, FOE disait s'être abstenu, sur les conseils de ses avocats, de révéler des RSC dans la version qu'il avait publiée. Le Groupe spécial a dit que les fuites en question étaient particulièrement graves, pas seulement parce qu'elles étaient beaucoup plus importantes, mais aussi parce que, contrairement à la section des rapports intérimaires relative aux conclusions qui avait déjà été divulguée, la section de ces rapports relative aux constatations contenait des RSC.

6.185 Le Groupe spécial a rappelé à cet égard l'affirmation de FOE selon laquelle aucun RSC n'avait été révélé dans les versions des constatations qu'il avait publiées. De l'avis du Groupe spécial, toutefois, même à supposer qu'aucun RSC n'ait effectivement été révélé à la suite du geste de FOE, ce geste constituait un autre incident grave qui pourrait nuire à l'intégrité de l'ensemble du système de règlement des différends de l'OMC. Le Groupe spécial a noté à cet égard qu'il était très difficile de voir pourquoi une partie privée voudrait communiquer aux groupes spéciaux, aux parties plaignantes et aux parties défenderesses des renseignements strictement confidentiels qu'elle était la seule à détenir si elle ne pouvait pas avoir la certitude que ces renseignements ne seraient pas divulgués sans son autorisation au stade du réexamen intérimaire.

6.186 Le Groupe spécial a une fois de plus demandé aux parties de fournir tous les renseignements dont elles pouvaient disposer sur la manière dont la seconde infraction à la règle de confidentialité avait été commise. Les parties ont répondu aux lettres du Groupe spécial de la manière indiquée ci-après.

6.187 Les **États-Unis** ont fait observer qu'ils partageaient les graves inquiétudes du Groupe spécial. En ce qui concerne la première infraction à la règle de confidentialité, ils ont fait observer que les renseignements pertinents avaient été affichés par la publication pertinente qui avait mis la section VIII sur Internet. En particulier, le site Web mentionnait que la source de la section VIII était l'"Institute for Agriculture and Trade Policy" (IATP). Les États-Unis ont souligné que l'IATP était une ONG qui, entre autres choses, s'opposait à l'adoption de la biotechnologie agricole. Ils ont dit qu'ils avaient la certitude qu'aucune des personnes auxquelles ils avaient donné accès aux rapports intérimaires n'avait eu des contacts avec l'IATP en ce qui concerne ces rapports. De plus, ils ont fait observer que chacune des personnes ayant eu accès aux rapports intérimaires connaissait la confidentialité de ces rapports et l'avait respectée. Par conséquent, ils ont affirmé qu'ils n'étaient pas, ni ne seraient, à l'origine des infractions à la règle de confidentialité en ce qui concerne les rapports intérimaires.

6.188 En ce qui concerne la publication par "Friends of the Earth Europe" de l'intégralité des constatations (section VII) sur Internet, les États-Unis ont fait observer que la source des fuites semblait être la même que celle des fuites du 8 février dont la section VIII des rapports intérimaires avait fait l'objet. Ils ont fait observer que le site Web de l'organisme comprenait un communiqué de presse, portant la mention Genève/Bruxelles, le 8 février 2006, et indiquant que trois ONG – l'Institute for Agriculture and Trade Policy, Friends of the Earth Europe et Greenpeace – avaient publié conjointement la section VIII des rapports intérimaires sur Internet. De plus, les États-Unis ont affirmé que dans un autre document d'information, Friends of the Earth Europe avait dit ceci: "Sur les conseils de ses avocats, Friends of the Earth a supprimé un nombre limité de renseignements concernant des sociétés du rapport intérimaire qu'il publie, afin de ne pas être traduit en justice." Selon les États-Unis, cette déclaration montre que Friends of the Earth Europe a obtenu une copie complète de la section VII, incluant les RSC. Les États-Unis ont également souligné que la version du rapport que l'organisme avait publiée sur Internet contenait en fait plusieurs pages non caviardées et dans lesquelles figuraient, selon la page de couverture des rapports, des RSC. Ils ont fait observer à cet égard qu'ils étaient convenus avec le Groupe spécial que des fuites de documents contenant des RSC étaient extrêmement préoccupantes.

6.189 En ce qui concerne cette seconde infraction à la règle de confidentialité, les États-Unis ont affirmé qu'ils n'étaient pas à l'origine des fuites dont les rapports intérimaires confidentiels avaient fait l'objet. Selon eux, aucune des personnes auxquelles ils avaient donné accès aux rapports intérimaires n'avait eu des contacts avec Friends of the Earth Europe en ce qui concerne les rapports intérimaires. De plus, conformément aux règles strictes du Groupe spécial régissant les RSC communiqués par les autres parties, les États-Unis ont dit qu'ils avaient surveillé étroitement la distribution et l'utilisation des parties quelles qu'elles soient des rapports intérimaires contenant des RSC. Par ailleurs, ils ont affirmé qu'il ressortait du "document d'information" (intitulé "Looking behind the US spin: WTO ruling does not prevent countries from restricting or banning GMOs") de Friends of the Earth Europe qu'aucune partie plaignante n'aurait eu des raisons de remettre une copie des constatations à Friends of the Earth Europe.

6.190 D'autre part, les États-Unis ont fait observer que les procédures additionnelles du Groupe spécial concernant les RSC prévoyaient au moins un scénario possible selon lequel la communication de RSC à Friends of the Earth Europe n'aurait pas constitué une violation de ces procédures. Selon eux, les règles du Groupe spécial concernant les RSC "ne s'appliquent pas au traitement qu'une partie

accorde à ses propres RSC", et les Communautés européennes étaient la seule partie qui avait communiqué des RSC dans le présent différend.

6.191 Le **Canada** a dit qu'il partageait les préoccupations du Groupe spécial au sujet des "fuites" dont les constatations et conclusions exposées dans le rapport intérimaire avaient fait l'objet. De plus, il a dit qu'il n'avait en aucun cas était mêlé à ces incidents et a déploré ces infractions à la règle de confidentialité. Il a fait observer qu'en dépit des demandes des médias visant à obtenir des commentaires sur les fuites, le gouvernement canadien avait refusé de faire quelque déclaration publique que ce soit hormis la reconnaissance du fait qu'il avait reçu le rapport intérimaire et l'étudiait. Enfin, le Canada a fait observer que si des renseignements étaient portés à sa connaissance au sujet de la manière dont l'infraction à la règle de confidentialité avait été commise, il les transmettrait au Groupe spécial et au Secrétariat sans tarder.

6.192 L'**Argentine** a dit qu'elle n'avait pas été mêlée de quelque manière que ce soit aux fuites dont les lettres du Groupe spécial faisaient état. De plus, elle a dit qu'elle n'avait aucun renseignement à fournir sur la manière dont l'infraction à la règle de confidentialité avait été commise. Enfin, elle a fait observer que si des renseignements étaient portés à sa connaissance au sujet de ces incidents regrettables, elle les transmettrait au Groupe spécial et au Secrétariat sans tarder.

6.193 Les **Communautés européennes** ont dit qu'elles étaient préoccupées par cette infraction grave à la règle de confidentialité de la procédure du Groupe spécial. En ce qui concerne la première infraction à la règle de confidentialité, soit la divulgation des conclusions des rapports intérimaires, elles ont souligné que, pour autant qu'elles puissent l'établir, les fuites s'étaient d'abord produites par l'intermédiaire d'une ONG établie aux États-Unis, à savoir l'Institute for Agriculture and Trade Policy, puisque le document pertinent avait été affiché sur son site Web.

6.194 En ce qui concerne la seconde infraction à la règle de confidentialité, qui s'était produite par l'intermédiaire de Friends of the Earth Europe, les Communautés européennes ont dit qu'elles s'abstiendraient de formuler des accusations ou des insinuations sans fondement, ou d'émettre des hypothèses sur la partie qui pourrait ou non avoir tiré parti de la publication du document. Elles ont plutôt dit qu'elles pouvaient confirmer qu'elles ne disposaient d'aucun renseignement sur l'origine des fuites et que rien n'indiquait qu'une infraction à la règle de confidentialité leur était imputable. Au contraire, elles ont affirmé qu'elles s'étaient systématiquement assurées que toutes les personnes ayant accès aux rapports intérimaires étaient informées de leur caractère confidentiel et de la nécessité de le respecter.

6.195 Le **Groupe spécial** note avec satisfaction que toutes les parties ont déploré et dénoncé les infractions graves à la règle de confidentialité des rapports intérimaires qui ont été commises dans la présente affaire. Il note en outre que chaque partie a formellement dit qu'elle n'avait pas été mêlée aux fuites des constatations et conclusions des rapports intérimaires confidentiels. Il est clair que ces déclarations sont difficilement conciliables avec le fait que ces fuites ont bien eu lieu. Toutefois, il ressort du résumé ci-dessus des réponses données par les parties aux lettres du Groupe spécial que celui-ci ne dispose pas de renseignements fiables suffisants pour déterminer l'origine ou les origines des fuites. Le Groupe spécial a par la suite envoyé une lettre aux parties pour les informer de son intention de prendre les mesures appropriées pour essayer d'éviter d'autres fuites au moment de la remise des rapports finals (*voir* la lettre du Groupe spécial aux parties figurant à l'annexe K).

6.196 Il convient par ailleurs de noter que l'Institute for Agriculture and Trade Policy et Friends of the Earth ont présenté des mémoires d'*amici curiae* (amis de la cour) dans lesquels ils demandaient au

Groupe spécial d'accepter et d'examiner leurs mémoires.[215] Le Groupe spécial a accusé réception de ces mémoires, en a fait part aux parties et aux tierces parties, et les a acceptés en tant que tels.[216] Eu égard à cela, il est étonnant et troublant que les mêmes ONG qui ont prétendu agir en qualité d'*amici*, ou d'amis, du Groupe spécial, lorsqu'elles ont essayé de convaincre celui-ci d'accepter des mémoires qui n'avaient pas été demandés ont par la suite jugé approprié de divulguer, sur leurs propres sites Web, des constatations et conclusions intérimaires du Groupe spécial qui avaient clairement été désignées comme confidentielles.

VII. CONSTATATIONS

7.1 Le Groupe spécial observe que les États-Unis, le Canada, l'Argentine et les Communautés européennes (ci-après "les parties") ont utilisé des termes différents pour désigner les produits en cause dans le présent différend. Les demandes d'établissement d'un groupe spécial distinctes présentées par les États-Unis, le Canada et l'Argentine (ci-après dénommés collectivement "les parties plaignantes") font toutes référence à des mesures affectant les "produits biotechnologiques".[217] La législation des Communautés européennes indiquée par toutes les parties comme étant pertinente en l'espèce vise les organismes génétiquement modifiés (ci-après "OGM").[218] Toutes les parties au différend conviennent que, du point de vue technique, les produits spécifiques en cause en l'espèce sont les végétaux (et leurs produits) obtenus par l'utilisation des techniques de l'ADN recombinant.

7.2 Lorsqu'il examine la question dont il est saisi, le Groupe spécial utilise de manière interchangeable les expressions produits biotechnologiques, OGM, plantes GM, cultures GM ou produits GM, sans préjudice des vues des parties au différend.

A. QUESTIONS DE PROCÉDURE ET AUTRES QUESTIONS GÉNÉRALES

7.3 Dans cette section liminaire, nous traitons un certain nombre de questions de procédure et autres questions générales. Tout d'abord, nous expliquons comment lors de l'établissement du présent document nous avons tenu compte du fait que les parties plaignantes en l'espèce ont déposé des plaintes juridiquement distinctes. Nous exposons ensuite comment nous avons traité les mémoires d'*amici curiae* non demandés qui ont été présentés au Groupe spécial. Puis nous décrivons comment nous sommes parvenus à la décision de consulter des experts scientifiques individuels et des organisations internationales et comment nous avons mis en œuvre cette décision. Nous poursuivons en indiquant que certaines annexes au présent document ne sont disponibles qu'en ligne et nous formulons quelques observations générales sur les difficultés rencontrées par le Groupe spécial dans la conduite de la présente procédure. Ensuite, nous reproduisons intégralement notre décision préliminaire sur le point de savoir si les demandes d'établissement d'un groupe spécial distinctes présentées par les parties plaignantes sont incompatibles avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, comme l'allèguent les Communautés européennes. Enfin, nous traitons la question de la pertinence des règles de droit international hors du cadre de l'OMC pour l'interprétation des Accords de l'OMC en cause en l'espèce.

---

[215] *Voir infra*, la section VII.A.2.

[216] *Ibid.*

[217] WT/DS291/23, WT/DS292/17 et WT/DS293/17.

[218] Directive 90/220/CEE du Conseil "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement"; Règlement (CE) n° 258/97 "relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires"; et Directive 2001/18/CE du Parlement européen et du Conseil "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la Directive 90/220/CEE du Conseil".

1. Pluralité des plaignants

7.4 Les parties plaignantes en l'espèce n'ont pas introduit une plainte conjointe visant les Communautés européennes. Elles ont au contraire déposé des plaintes juridiquement distinctes et ont séparément demandé l'établissement d'un groupe spécial. Étant donné que ces demandes d'établissement d'un groupe spécial portaient sur la même question, l'ORD, conformément aux procédures applicables en cas de pluralité des plaignants prévues à l'article 9:1 du Mémorandum d'accord, a établi un seul groupe spécial pour examiner les trois plaintes.

7.5 L'article 9:2 du Mémorandum d'accord dispose que lorsqu'un seul groupe spécial est établi pour examiner des plaintes multiples, le groupe spécial doit présenter des rapports distincts concernant le différend en question si l'une des parties au différend le demande. Nous avons demandé l'avis des parties au présent différend sur la question des rapports de groupe spécial distincts. Aucune des parties n'a demandé que nous présentions des rapports de groupe spécial distincts. Au contraire, à ce que nous croyons comprendre, toutes les parties sont effectivement convenues que le Groupe spécial pourrait remettre un seul document constituant trois rapports; que les parties introductive et descriptive pourraient être communes à tous les rapports; que les constatations pourraient être communes aux trois rapports sauf dans les cas où les allégations présentées et les éléments de preuve communiqués par les parties plaignantes étaient différents; et que les conclusions et recommandations devraient être différentes pour chaque rapport.

7.6 Le Groupe spécial n'a vu aucune raison de rejeter l'approche suggérée par les parties. En conséquence, nous avons décidé d'établir et de remettre un seul document constituant trois rapports de groupe spécial distincts. C'est pourquoi le présent document porte les cotes et les numéros de DS correspondant à chacune des trois plaintes, à savoir DS291 pour la plainte des États-Unis, DS292 pour la plainte du Canada et DS293 pour la plainte de l'Argentine. Le présent document comprend une partie introductive commune et certaines annexes communes. La partie descriptive et certaines annexes contiennent des sections distinctes pour chaque partie. Ainsi, la description des arguments des États-Unis, par exemple, fait partie du rapport concernant la plainte des États-Unis. La description des arguments des Communautés européennes est fondamentalement pertinente pour chacun des trois rapports, étant donné que les Communautés européennes ont présenté une défense globale en l'espèce. Toutefois, certaines parties des arguments des Communautés européennes ne sont pertinentes que pour un rapport.

7.7 En ce qui concerne la section des trois rapports relative aux constatations, nous avons particularisé les constatations pour chacune des parties plaignantes uniquement dans les cas où nous avons jugé que cela était nécessaire. Ainsi, bon nombre (mais pas la totalité) des interprétations juridiques élaborées par le Groupe spécial sont communes à l'ensemble des trois rapports. D'un autre côté, nous avons particularisé les conclusions pour chaque allégation formulée par une partie plaignante. Pour distinguer les conclusions propres à chaque plainte, nous utilisons les numéros de DS appropriés. Dès lors, une conclusion qui fait partie du rapport concernant la plainte des États-Unis est précédée de la référence "DS291 (États-Unis)". Dans les cas où nous avons fait des constatations, ou nous sommes appuyés sur des données présentées comme éléments de preuve[219], qui sont propres à l'une des trois plaintes, nous l'avons indiqué en utilisant le numéro de DS pertinent, si cela ne ressortait pas par ailleurs clairement du contexte pertinent. De même, lorsque nous avons résumé les

[219] Nous notons que les parties plaignantes n'ont qu'en partie présenté les mêmes éléments de preuve factuels à l'appui de leurs allégations. Dans certains cas, les parties plaignantes se sont explicitement appuyées sur des éléments de preuve présentés par une autre partie plaignante, mais aucune partie plaignante n'a indiqué qu'aux fins de sa plainte, elle souhaitait s'appuyer également sur tous les éléments de preuve présentés par les autres parties plaignantes.

arguments des parties plaignantes, nous avons donné des résumés distincts pour chaque partie plaignante dans les cas où les arguments étaient différents; dans les cas où les arguments des parties plaignantes étaient identiques ou très semblables, nous avons généralement établi un résumé global des arguments pour toutes les parties plaignantes.

7.8 En ce qui concerne la dernière section du présent document, intitulée "Conclusions et recommandations", nous notons que les conclusions auxquelles nous sommes parvenus et les recommandations que nous avons formulées ont été particularisées pour chaque partie plaignante. En conséquence, le présent document contient trois séries indépendantes de conclusions et de recommandations.

7.9 À notre avis, l'approche brièvement exposée ci-dessus satisfait à la prescription énoncée à l'article 9:2 voulant qu'un groupe spécial unique présente ses constatations à l'ORD de manière à ne compromettre en rien les droits dont les parties au différend auraient joui si des groupes spéciaux distincts avaient examiné leurs plaintes respectives. Nous considérons également que cette approche est conforme à l'approche qui a été suivie dans une situation semblable par le Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*.[220]

2. Mémoires d'*amici curiae*

7.10 Au cours de la présente procédure, nous avons reçu trois mémoires d'*amici curiae* non demandés: le 6 mai 2004, nous avons reçu un mémoire d'*amicus curiae* d'un groupe de professeurs d'université[221]; le 27 mai 2004, nous avons reçu un mémoire d'*amicus curiae* d'un groupe d'organisations non gouvernementales[222] représenté par la Fondation pour le droit environnemental international et le développement (FIELD); et le 1er juin 2004, nous avons reçu un mémoire d'*amicus curiae* d'un groupe d'organisations non gouvernementales[223] représenté par le Center for International Environmental Law (CIEL). Ces mémoires nous ont été présentés avant la première réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, et il a été ménagé aux parties et aux tierces parties la possibilité de présenter des observations sur ces mémoires d'*amici curiae*.[224]

7.11 Nous notons qu'un groupe spécial a le pouvoir discrétionnaire soit d'accepter et de prendre en compte soit de rejeter tout renseignement qui lui a été communiqué, qu'il l'ait ou non demandé, ou

---

[220] Rapports du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 10.725.

[221] Lawrence Busch (Université de l'État du Michigan), Robin Grove-White (Université de Lancaster), Sheila Jasanoff (Université Harvard), David Winickoff (Université Harvard) et Brian Wynne (Université de Lancaster).

[222] Gene Watch, Fondation pour le droit environnemental international et le développement (FIELD), Five Year Freeze, Royal Society for the Protection of Birds (RSPB) (Royaume-Uni), Center for Food Safety (États-Unis), Conseil des Canadiens, Institut Polaris (Canada), Grupo de Reflexión Rural Argentina, Centre pour les droits de l'homme et l'environnement (CEDHA) (Argentine), Gene Campaign, Forum for Biotechnology and Food Security (Inde), Fundación Sociedades Sustentables (Chili), Greenpeace International (Pays-Bas), Californians for GE-Free Agriculture, International Forum on Globalisation.

[223] Center for International Environmental Law (CIEL), Friends of the Earth – États-Unis (FOE-US), Defenders of Wildlife, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), et Organic Consumers Association (OCA).

[224] Seuls les États-Unis et les Communautés européennes ont fait référence à ces mémoires. Les États-Unis commentent abondamment, dans leur deuxième communication écrite, les arguments figurant dans les mémoires d'*amici curiae*, mais concluent que les renseignements fournis dans ces mémoires n'aident en rien le Groupe spécial à régler le présent différend. Deuxième communication écrite des États-Unis, annexe III. Les Communautés européennes font référence dans leur première déclaration orale aux arguments figurant dans les mémoires d'*amici curiae*. Première déclaration orale des Communautés européennes, paragraphe 15.

d'en disposer d'une autre façon appropriée.[225] En l'espèce, nous avons accepté les renseignements communiqués par les *amici curiae* en les versant au dossier. Toutefois, en rendant notre décision, nous n'avons pas jugé nécessaire de tenir compte des mémoires d'*amici curiae*.

3. Consultation d'experts scientifiques individuels et d'organisations internationales

7.12 Nous examinons maintenant la décision du Groupe spécial de consulter des experts scientifiques individuels et certaines organisations internationales. À cet égard, l'article 11:2 de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit:

> "Dans un différend relevant du présent accord et qui soulève des questions scientifiques ou techniques, un groupe spécial devrait demander l'avis d'experts choisis par lui en consultation avec les parties au différend. À cette fin, le groupe spécial pourra, lorsqu'il le jugera approprié, établir un groupe consultatif d'experts techniques, ou consulter les organisations internationales compétentes, à la demande de l'une ou l'autre des parties au différend ou de sa propre initiative."

7.13 L'article 14.2 et 14.3 de l'*Accord OTC* dispose ce qui suit:

> "14.2 À la demande d'un Membre qui est partie à un différend, ou de sa propre initiative, un groupe spécial pourra établir un groupe d'experts techniques qui lui fournira une assistance en ce qui concerne les problèmes d'ordre technique nécessitant un examen détaillé par des experts.
>
> 14.3 Les groupes d'experts techniques seront régis par les procédures prévues à l'Annexe 2."

7.14 Enfin, la partie pertinente de l'article 13:1 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> "Chaque groupe spécial aura le droit de demander à toute personne ou à tout organisme qu'il jugera approprié des renseignements et des avis techniques."

7.15 À la lumière des allégations formulées par les parties plaignantes selon lesquelles les mesures en cause constituaient une violation, entre autres, de l'*Accord SPS* et/ou de l'*Accord OTC*, au moment de la réunion d'organisation le Groupe spécial a donné aux parties un délai pour demander au Groupe spécial de demander des avis scientifiques et techniques appropriés conformément aux dispositions de ces accords.

7.16 Le 27 mai 2004, les Communautés européennes ont formellement demandé au Groupe spécial de demander l'avis d'experts scientifiques et techniques à un stade approprié. En particulier, elles ont suggéré que le Groupe spécial demande des avis aux sources les plus pertinentes reflétant un éventail de points de vue représentatifs, y compris des experts individuels et peut-être des organisations internationales compétentes. Peu après, les Communautés européennes ont présenté une proposition concernant le mandat relatif aux avis scientifiques et techniques. Les parties plaignantes ont indiqué qu'elles ne jugeaient pas nécessaire que le Groupe spécial demande un quelconque avis scientifique et technique, entre autres choses parce qu'elles ne contestaient pas les opinions ou évaluations des comités scientifiques des CE.

[225] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphes 104 et 108.

7.17 Le Groupe spécial a décidé de prendre une décision concernant la nécessité de recourir à des conseillers spécialisés uniquement à la lumière des deuxièmes communications écrites des parties et il a ménagé aux parties une nouvelle possibilité de présenter des observations sur la nécessité d'avoir l'avis d'experts. Les Communautés européennes ont réitéré leur demande en vue d'obtenir la contribution d'experts; les parties plaignantes ont continué de faire valoir qu'aucun avis d'expert n'était nécessaire dans les circonstances propres à l'affaire.

7.18 Le 4 août 2004, le Groupe spécial a informé les parties qu'il considérait que certains aspects des communications des parties soulevaient des questions scientifiques et/ou techniques au sujet desquelles l'avis d'experts pourrait lui être utile. En conséquence, le Groupe spécial a décidé de consulter des experts individuels pour obtenir leur avis sur certaines questions scientifiques et/ou techniques soulevées dans les communications des parties.[226] En particulier, le Groupe spécial a indiqué qu'il demanderait l'avis d'experts sur trois catégories de points:

a) pour chaque demande concernant un produit, les motifs scientifiques ou techniques expliquant: les observations et/ou objections formulées par les États membres des CE, les demandes de renseignements additionnels et le temps requis pour évaluer les renseignements additionnels communiqués;

b) pour chaque produit faisant l'objet d'une mesure de sauvegarde prise par un des États membres pertinents des CE, la façon dont la documentation scientifique ou autre sur laquelle ces États membres se sont appuyés se situe par rapport à diverses normes pour l'évaluation des risques et le point de savoir si la documentation sur laquelle ces États membres se sont appuyés était suffisante pour étayer les mesures de sauvegarde prises; et

c) pour chaque produit biotechnologique faisant l'objet de la plainte, le point de savoir s'il y a des différences significatives dans les risques découlant pour la santé des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, ou pour l'environnement, de la consommation et de l'utilisation de: produits de la biotechnologie approuvés par les Communautés européennes avant octobre 1998; nouveaux produits non biotechnologiques comparables; et produits alimentaires fabriqués avec des auxiliaires biotechnologiques.

7.19 Le 4 août 2004 également, le Groupe spécial a décidé qu'il demanderait des renseignements à certaines organisations internationales qui pourraient l'aider à déterminer le sens de certains termes et concepts. La plupart de ces termes et concepts apparaissent dans les Accords de l'OMC invoqués dans le présent différend (par exemple "parasite"). Nous notons à cet égard que les Communautés européennes ont fait valoir que le Groupe spécial devait également consulter des experts scientifiques sur le sens des termes pertinents. Les parties plaignantes se sont opposées à la demande des Communautés européennes, faisant valoir que les termes en question étaient des termes apparaissant dans les Accords de l'OMC et qu'à ce titre le Groupe spécial devait déterminer leur sens en appliquant les règles coutumières d'interprétation du droit international public, comme l'exige l'article 3:2 du Mémorandum d'accord.

[226] Le Groupe spécial a décidé de demander l'avis d'experts scientifiques et techniques individuels puisque aucune partie n'avait formellement demandé que ces renseignements soient demandés à un groupe d'experts. L'approche du Groupe spécial est conforme à l'approche suivie par des groupes spéciaux antérieurs chargés d'examiner des violations alléguées de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC*.

a) Consultation d'experts individuels

7.20 Le Groupe spécial a invité les parties à suggérer des questions spécifiques sur les trois points qu'il avait indiqués. Toutes les parties ont suggéré des questions spécifiques sur ces points. En outre, les Communautés européennes ont suggéré que le Groupe spécial demande l'avis d'au moins deux experts compétents au moins dans les domaines suivants: diversité agrobiologique, agronomie, allergologie, élevage, pathologie animale, biochimie, diversité biologique, méthodes de contrôle et d'inspection, gestion des cultures, amplification d'ADN, écologie, épidémiologie, entomologie, méthodes de surveillance de l'incidence environnementale, sciences environnementales, sécurité sanitaire des produits alimentaires et des aliments pour animaux, expression génétique, séquence génique, génétique, méthodes de détection de modification génétique, stabilité génomique, méthodes de manutention de transport et d'emballage, chimie des herbicides, histopathologie, immunologie, malherbologie, médecine, microbiologie médicale et antibiose, biologie moléculaire, nutrition, ornithologie, phytopathologie, sélection végétale, développement des plantes, interactions plante-microbe, protection phytosanitaire et résidus des produits de protection phytosanitaire, reproduction végétale et biologie végétale, génétique des populations, évaluation des risques et processus d'analyse des risques, méthodes d'échantillonnage, chimie des sols et sciences du sol, thérapeutique en microbiologie des sols, toxicologie et médecine vétérinaire.

7.21 Le 19 août 2004, le Groupe spécial a demandé l'aide de la CDB, du Codex, de la FAO, de la CIPV, de l'OIE et de l'OMS en vue de désigner des experts appropriés pour traiter les points indiqués ci-dessus. Trente personnes ont été désignées par ces organisations et le Secrétariat a pris contact avec chacun de ces experts. Il a été demandé aux experts disponibles et désireux de donner un avis au Groupe spécial de fournir un curriculum vitæ (ci-après "CV"). Dix-neuf experts ont donné une réponse positive et leurs CV ont été communiqués aux parties. Il a été ménagé aux parties la possibilité de présenter des observations sur chaque expert et en particulier de faire part au Groupe spécial de toutes objections déterminantes qu'elles pourraient avoir concernant la consultation par le Groupe spécial de la personne en question au sujet de l'affaire à l'étude. Les parties ont formulé leurs objections déterminantes au sujet de bon nombre des experts en faisant observer, par exemple: qu'ils étaient effectivement impliqués dans les procédures en cause en l'espèce; qu'ils étaient employés par l'une ou l'autre des parties au présent différend et qu'ils avaient participé à des activités qui pourraient faire douter de leur impartialité.

7.22 Les parties ont également été invitées à proposer des experts pour les points soumis au Groupe spécial. Le Secrétariat a également pris contact avec ces experts et ceux qui étaient désireux d'aider le Groupe spécial et disponibles ont été invités à fournir un CV. Ces CV ont également été communiqués aux parties auxquelles il a à nouveau été ménagé la possibilité de présenter des observations sur les experts proposés et de formuler toutes objections déterminantes. Soixante-dix experts additionnels ont été désignés par les parties et 29 d'entre eux ont envoyé des CV.

7.23 Le 13 octobre 2004, le Groupe spécial a informé les parties des noms des experts qu'il avait sélectionnés. L'Argentine a formulé des objections à l'égard d'un des experts sélectionnés ultérieurement par le Groupe spécial. Le Groupe spécial a réexaminé les qualifications de la personne concernée ainsi que les renseignements fournis par l'expert au sujet de tout conflit d'intérêts potentiel, et a déterminé que les objections formulées par l'Argentine ne donnaient pas des raisons déterminantes de ne pas sélectionner cet expert.

7.24 Selon les procédures de travail additionnelles pour la consultation d'experts adoptées par le Groupe spécial en consultation avec les parties, les experts ont été priés d'agir à titre individuel et non en tant que représentants d'une quelconque organisation. Ils n'ont pas été informés de l'identité des

autres experts conseillant le Groupe spécial avant que les réponses écrites de l'ensemble des experts aux questions du Groupe spécial leur soient communiquées.

7.25 Les experts sélectionnés par le Groupe spécial étaient les suivants:

> M. David Andow, Department of Entomology, Université du Minnesota, St. Paul, Minnesota, États-Unis;
>
> Mme Marilia Regini Nutti, Directrice, Centre national de recherche pour la technologie alimentaire, Office brésilien pour la recherche agricole (EMBRAPA), Rio de Janeiro, Brésil;
>
> Mme Allison Snow, Department of Evolution, Ecology & Organismal Biology, Université de l'État d'Ohio, Columbus, Ohio, États-Unis; et
>
> M. Geoff Squire, Scottish Crop Research Institute, Dundee, Royaume-Uni.

Un expert sélectionné par le Groupe spécial, M. David J. Hill du Department of Allergy, Royal Children's Hospital, Melbourne, Australie, a ultérieurement informé le Groupe spécial qu'il n'était pas en mesure de l'aider.

7.26 Les parties ont été consultées au sujet des questions à soumettre aux experts par écrit. Toutes les parties pertinentes des communications des parties (y compris les pièces et les renseignements strictement confidentiels) ont été communiquées aux experts à titre confidentiel. Chaque expert sélectionné a été prié d'informer immédiatement le Groupe spécial des questions auxquelles il n'avait pas l'intention de répondre parce qu'il ne pensait pas avoir les compétences appropriées. Après avoir clarifié certaines de ses questions écrites, le Groupe spécial a défini deux points sur lesquels les experts sélectionnés n'étaient pas susceptibles de donner un avis: la caractérisation moléculaire de certains produits à base de colza et de pomme de terre féculière et les méthodes de détection quantitative.

7.27 Le 15 novembre 2004, le Groupe spécial a invité les parties à communiquer le nom de personnes ayant des compétences sur ces deux points particuliers, de préférence parmi les personnes qui avaient précédemment indiqué qu'elles étaient disposées à conseiller le Groupe spécial, et à fournir le CV de tout nouvel expert qu'elles souhaitaient proposer au Groupe spécial et aux autres parties. Au total 22 personnes ayant des compétences pour l'un de ces points ou les deux ont été désignées par les parties, y compris 13 nouveaux experts. Il a été ménagé aux parties la possibilité de présenter des observations sur chacun de ces experts et de faire part de toutes objections déterminantes concernant leur sélection en tant que conseillers du Groupe spécial. Les Communautés européennes ont formulé des objections à l'égard d'un des experts additionnels sélectionnés par le Groupe spécial. Le Groupe spécial a réexaminé les qualifications de la personne concernée ainsi que les renseignements fournis par l'expert au sujet de tout conflit d'intérêts potentiel, et a déterminé que les objections formulées par les Communautés européennes ne donnaient pas des raisons déterminantes de ne pas sélectionner cet expert pour traiter les deux points indiqués. Le Groupe spécial a ultérieurement sélectionné les deux experts additionnels suivants pour répondre exclusivement aux questions concernant les deux points susmentionnés:

> Mme Marion Healy, Chief Scientist, Food Standards Australia New Zealand (FSANZ), ACT, Australie;
>
> M. John W Snape, Crop Genetics, John Innes Center, Norwich, Royaume-Uni.

7.28 Les procédures décrites plus haut au paragraphe 7.24 ont également été suivies pour Mme Healy et M. Snape.

7.29 Les 114 questions du Groupe spécial et les réponses écrites des experts sont rassemblées à l'annexe H. Les questions ont été envoyées aux experts le 22 octobre 2004 et des questions additionnelles ont été envoyées le 19 novembre 2004. Les réponses écrites de l'ensemble des experts aux questions du Groupe spécial ont été reçues le 5 janvier 2005. Il a été ménagé aux parties la possibilité de présenter des observations sur les réponses des experts et ultérieurement de présenter des observations sur les observations des autres parties. Les observations des parties ont également été communiquées aux experts. Les 17 et 18 février 2005, le Groupe spécial s'est réuni avec tous les experts; les parties ont été invitées à participer à cette réunion. Il a été ménagé aux experts la possibilité de fournir des renseignements complémentaires concernant les questions du Groupe spécial, de répondre aux observations présentées par les parties et de répondre à des questions complémentaires du Groupe spécial et des parties. Un procès-verbal de la réunion du Groupe spécial avec les experts figure à l'annexe J.

7.30 Le Groupe spécial tient à remercier les experts et se félicite de la contribution qu'ils ont apportée au règlement du présent différend. Ils ont fourni des réponses détaillées et complètes à un grand nombre de questions du Groupe spécial et des parties en respectant les délais stricts que le Groupe spécial avait dû fixer. Ils ont apporté la contribution scientifique nécessaire pour aider le Groupe spécial à comprendre les points soulevés par les parties et à régler le différend commercial dont il était saisi. La clarté de leurs explications et leur professionnalisme ont été particulièrement appréciés par le Groupe spécial.

b) Consultation d'organisations internationales

7.31 S'agissant de la décision du Groupe spécial de demander des renseignements à des organisations internationales, il convient de noter que les parties ont été consultées au sujet aussi bien des organisations internationales auxquelles des renseignements seraient demandés que de la liste des termes sur lesquels des renseignements seraient demandés. Compte tenu de l'avis des parties, le Groupe spécial a décidé qu'il demanderait des renseignements aux secrétariats de la CBD, du Codex, de la FAO, de la CIPV, de l'OIE, du PNUE et de l'OMS. En décembre 2004, le Groupe spécial a pris contact avec ces organisations et les a invitées à indiquer les références types appropriées (dictionnaires scientifiques ou techniques, documents adoptés ou distribués par l'organisation internationale pertinente, etc.) qui l'aideraient à s'assurer du sens de certains termes et concepts. Il a été ménagé aux parties la possibilité de présenter des observations par écrit sur les données communiquées au Groupe spécial par les organisations internationales.

7.32 Le Groupe spécial se félicite de l'aide que lui ont apportée les secrétariats de la CBD, du Codex, de la FAO, de la CIPV, de l'OIE, du PNUE et de l'OMS en réponse à ses demandes.

4. Annexes disponibles en ligne uniquement

7.33 Le Groupe spécial a consulté les parties sur la nécessité d'inclure dans les rapports du Groupe spécial: i) les réponses des experts aux questions du Groupe spécial; ii) les observations des parties sur ces réponses et les observations des autres parties; iii) le procès-verbal de la réunion avec les experts tenue les 17 et 18 février 2005; et iv) les réponses des parties aux questions du Groupe spécial et des autres parties. Au cas où les parties jugeraient nécessaire d'inclure ces documents dans les rapports du Groupe spécial, le Groupe spécial a également demandé l'avis des parties sur le point de savoir si les documents susmentionnés pourraient être mis à disposition en ligne uniquement.

7.34 Après avoir examiné les vues exprimées par les parties, le Groupe spécial a décidé d'annexer les documents en question aux trois rapports. Toutefois, pour limiter le nombre de pages des copies papier des rapports distribuées aux Membres, le Groupe spécial a également décidé que, sauf pour les parties et les tierces parties au présent différend, les annexes pertinentes seraient disponibles par voie électronique uniquement, c'est-à-dire sur le site Web public de l'OMC. Les annexes en question sont disponibles dans les trois langues officielles de l'OMC et elles font partie intégrante des trois rapports du Groupe spécial.

7.35 Dans un souci de clarté, nous énumérons ci-après les annexes qui sont disponibles en ligne uniquement:

- Annexe C: Réponses des parties aux questions posées par le Groupe spécial le 3 juin 2004 (11 pages);

- Annexe D: Réponses des parties aux questions posées par le Groupe spécial dans le contexte de la première réunion de fond (187 pages);

- Annexe E: Réponses des parties aux questions posées par les autres parties dans le contexte de la première réunion de fond (16 pages);

- Annexe F: Réponses des parties aux questions posées par le Groupe spécial et observations des parties sur les réponses des autres parties dans le contexte de la deuxième réunion de fond (191 pages);

- Annexe G: Réponses des tierces parties aux questions posées par le Groupe spécial et les parties (18 pages);

- Annexe H: Réponses des experts scientifiques conseillant le Groupe spécial aux questions posées par le Groupe spécial (238 pages);

- Annexe I: Observations des parties sur les réponses des experts scientifiques aux questions posées par le Groupe spécial (391 pages); et

- Annexe J: Procès-verbal de la réunion conjointe du Groupe spécial avec les experts scientifiques tenue les 17 et 18 février 2005 (188 pages).

7.36 On peut trouver les annexes susmentionnées dans *Documents on line* (http://docsonline.wto.org/) sous les cotes WT/DS291/R, WT/DS292/R, WT/DS293/R, plus les addenda.

5. Difficultés rencontrées par le Groupe spécial dans la conduite de la procédure

7.37 Le Groupe spécial note que pour achever la présente procédure et établir les rapports du Groupe spécial, il a malheureusement fallu beaucoup plus de temps que ce n'est le cas dans les procédures habituelles de groupe spécial de l'OMC. Il est juste de dire, toutefois, que la présente procédure était tout à fait différente des procédures habituelles de groupe spécial, et pas simplement parce que dans ces dernières il y a une plainte et non trois.

7.38 Quatre facteurs en particulier ont fait de la conduite de la présente procédure une tâche difficile pour le Groupe spécial et le petit groupe de fonctionnaires du Secrétariat qui l'assistait, et ont

contribué aux retards survenus dans le règlement de la présente affaire.[227] Ces facteurs sont les suivants: i) la quantité de données devant être examinées par le Groupe spécial, ii) la nécessité d'un exercice additionnel d'établissement des faits au cours de la procédure du Groupe spécial, iii) la complexité de l'affaire sur le plan de la procédure et quant au fond et iv) la coordination limitée des communications présentées par les parties plaignantes au Groupe spécial. Il est utile de présenter quelques observations explicatives sur chacun de ces facteurs.

7.39 La quantité de données devant être examinées par le Groupe spécial dans le présent différend était tout simplement énorme.[228] Quelques faits et chiffres peuvent être rappelés à titre d'exemple. Le Groupe spécial a posé au total 201 questions écrites aux parties et 114 questions écrites aux six experts scientifiques le conseillant. Les parties ont posé au total 22 questions écrites aux autres parties. Le Groupe spécial a reçu, selon les estimations, 2 580 pages de communications écrites (y compris les déclarations orales, les observations sur la consultation d'experts et les réponses aux questions) émanant des quatre parties. Selon les estimations, 292 pages ont été reçues des experts scientifiques conseillant le Groupe spécial. Les tierces parties ont fourni 102 pages additionnelles de communications écrites (y compris les déclarations orales et les réponses aux questions).[229] Les *amici curiae* ont déposé des mémoires représentant au total 96 pages. De plus, les parties ont présenté, selon les estimations, un total de 3 136 documents au Groupe spécial à l'appui de leurs allégations et arguments.[230] Si certains de ces textes sont brefs, d'autres comportent plus d'une centaine de pages.

7.40 Une autre caractéristique de la présente procédure a été le fait que des quantités très importantes de renseignements ont été échangées entre les parties, non pas avant, mais pendant la procédure du Groupe spécial. Qui plus est, la plupart de ces renseignements n'ont été communiqués au Groupe spécial qu'après sa première réunion de fond avec les parties. Plus précisément, les Communautés européennes ont indiqué à la première réunion de fond que le Groupe spécial ne disposait toujours pas de certains renseignements importants qui, selon leurs allégations, étayaient leur position en l'espèce. Les Communautés européennes ont dit qu'elles étaient disposées à fournir ces renseignements, mais ont fait observer qu'ils étaient dans une large mesure en la possession de leurs États membres. Elles ont dit au Groupe spécial qu'une demande formelle de renseignements émanant du Groupe spécial les aiderait à obtenir les renseignements de leurs États membres. Avec l'appui des parties plaignantes, le Groupe spécial a alors demandé des renseignements additionnels aux Communautés européennes conformément à l'article 13 du Mémorandum d'accord.

7.41 Bien que la plupart des renseignements aient été fournis ultérieurement par les Communautés européennes, les renseignements communiqués étaient sur des points importants incomplets, de nombreux documents n'avaient pas été traduits dans une langue officielle de l'OMC et la façon dont les Communautés européennes avaient dans un premier temps numéroté ses propres pièces prêtait à confusion. Cela a amené le Groupe spécial à demander les renseignements manquants, la traduction des documents pertinents et un système plus commode de numérotation des pièces. Les Communautés européennes ont satisfait à la demande complémentaire du Groupe spécial. Toutefois,

[227] Il y a lieu de rappeler à cet égard que le présent Groupe spécial a été établi le 29 août 2003, mais que sa composition n'a pas été arrêtée avant le 4 mars 2004. Il y a donc eu un premier retard de plus de six mois avant même le début des travaux du Groupe spécial.

[228] Les experts scientifiques conseillant le Groupe spécial ont également exprimé ce sentiment.

[229] Nous notons que la Norvège à elle seule a fourni un total de 53 pages de communications au Groupe spécial.

[230] Sur les 3 136 documents qui, selon les estimations, ont été présentés au Groupe spécial, les parties plaignantes en ont présenté 417 et les Communautés européennes 2 719. Nous notons que notre estimation implique un certain double comptage du fait que les parties plaignantes ont en partie présenté les mêmes pièces. Les 2 719 documents présentés par les Communautés européennes comprennent les documents fournis en réponse à la demande de renseignements émanant du Groupe spécial.

du fait de la fourniture tardive des renseignements demandés par le Groupe spécial, les parties plaignantes ont demandé que la deuxième réunion de fond soit reportée de plusieurs mois et qu'il leur soit ménagé la possibilité, avant la deuxième réunion de fond, de faire d'autres communications écrites (ci-après "troisièmes communications écrites") au sujet des nouveaux renseignements communiqués par les Communautés européennes. Le Groupe spécial a accédé à ces deux demandes.[231]

7.42 Du fait de la situation susmentionnée, le Groupe spécial et les parties plaignantes n'ont eu tous les renseignements demandés aux Communautés européennes que sept mois après la composition du Groupe spécial, et la deuxième réunion de fond, qui à la demande des parties se tenait immédiatement après la réunion du Groupe spécial avec les experts, n'a eu lieu que presque un an après la composition du Groupe spécial. Il est clair que si les renseignements communiqués par les Communautés européennes au cours de la procédure avaient été dès le départ à la disposition des parties plaignantes, la procédure aurait pu être conduite de manière plus efficace et être mieux ciblée.[232]

7.43 Le troisième facteur que nous avons indiqué est la complexité de l'affaire sur le plan de la procédure et quant au fond. S'agissant de la procédure, nous avons déjà mentionné le vaste exercice d'établissement des faits qui a dû être effectué au cours de la procédure.[233] Nous avons également mentionné le processus de sélection des experts et le processus selon lequel nous avons déterminé les questions à poser aux experts. En outre, de très nombreuses lettres ont été échangées entre le Groupe spécial et les parties sur diverses autres questions de procédure et d'organisation. Ainsi, jusqu'à la deuxième réunion de fond avec les parties, le Groupe spécial a consacré l'essentiel de son temps soit à s'occuper des questions de procédure susmentionnées, soit à étudier les communications des parties. S'agissant des aspects de fond de la présente affaire, nous notons que le travail du Groupe spécial a été compliqué non seulement en raison de la nature souvent technique et/ou scientifique des données qui nous étaient présentées, mais aussi parce que les communications des parties soulevaient une série de questions de droit fondamentales (par exemple concernant la portée de l'*Accord SPS*) qui nécessitaient un examen attentif.

---

[231] Nous notons que la programmation de la deuxième réunion de fond était également liée à la demande des parties visant à ce que cette réunion se tienne immédiatement après la réunion du Groupe spécial avec les experts. Pour que les experts soient en mesure de répondre aux questions du Groupe spécial, ils devaient disposer d'un temps suffisant pour se familiariser avec la totalité des renseignements communiqués au Groupe spécial.

[232] Comme nous n'avons pas connaissance des faits permettant de déterminer pourquoi davantage de renseignements n'ont apparemment pas été réunis ou fournis à un stade antérieur de la présente procédure de règlement d'un différend, nous ne pouvons que rappeler ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Inde – Brevets (États-Unis)*:

> Toutes les parties participant au règlement d'un différend au titre du Mémorandum d'accord doivent, dès le début, tout dire en ce qui concerne aussi bien les allégations en question que les faits en rapport avec ces allégations. Les allégations doivent être clairement formulées. Les faits doivent être volontairement divulgués. Il doit en être ainsi pendant les consultations de même que dans le cadre plus formel de la procédure de groupe spécial. De fait, les exigences en matière de procédure régulière ressortant de manière implicite du Mémorandum d'accord font que cela est particulièrement nécessaire pendant les consultations. (Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 94)

[233] Soit dit en passant, nous notons qu'à l'occasion de ce processus d'établissement des faits, nous mettons en place, en consultation avec les parties, un ensemble spécial de procédures pour la protection des renseignements strictement confidentiels (ci-après "RSC"), notamment en raison des renseignements sensibles concernant des sociétés communiqués par les Communautés européennes.

7.44 Le dernier facteur à expliquer est la coordination limitée des communications présentées par les parties plaignantes au Groupe spécial. Nous voulons dire par là que, à quelques exceptions près, les parties plaignantes n'ont pas avancé les mêmes arguments ni adopté les arguments des autres. Nous reconnaissons que du fait que les parties plaignantes ont introduit trois plaintes juridiquement distinctes, elles n'étaient pas dans l'obligation de coordonner leurs communications au Groupe spécial. Nous reconnaissons également que les mesures contestées et les allégations présentées par les parties plaignantes n'étaient pas identiques. Toutefois, il y a un chevauchement important entre les trois plaintes. Vu la complexité de la présente affaire et l'énorme quantité de renseignements à prendre en compte, notre tâche – et celle de la Partie défenderesse – aurait été allégée si les parties plaignantes avaient été en mesure de manière plus systématique de présenter la même, ou du moins essentiellement la même, argumentation sur les éléments communs de leurs plaintes.[234] En effet, compte tenu des différences entre les communications des parties plaignantes, même des tâches simples, comme résumer les arguments des parties plaignantes sur un point particulier, ont pris beaucoup de temps. Il va sans dire que les parties plaignantes ayant présenté des arguments différents, il y avait davantage d'arguments que le Groupe spécial devait examiner et traiter dans ses rapports.

7.45 Alors que les quatre facteurs susmentionnés ont contribué aux retards successifs dans le règlement du présent différend, nous relevons en outre un autre facteur qui a contribué, au moins, au dernier report du délai pour notre rapport intérimaire: la disponibilité moindre de certains des fonctionnaires du Secrétariat aidant le Groupe spécial, notamment à cause de la préparation de la Conférence ministérielle à Hong Kong. Comme il fallait être familiarisé avec le dossier, il n'a pas été possible de régler ce problème de manière adéquate en désignant d'autres fonctionnaires pour s'occuper de l'affaire.

7.46 Ayant brièvement exposé certaines des difficultés rencontrées par le Groupe spécial, nous tenons à reconnaître que chacune des parties au présent différend, et peut-être l'Argentine en particulier du fait de son statut de pays en développement Membre, a eu elle-même énormément de mal à traiter tous les renseignements communiqués au Groupe spécial, à répondre aux allégations et arguments présentés par les autres parties et à respecter les délais généralement stricts imposés par le Groupe spécial. À la fin de la deuxième réunion de fond, le Groupe spécial s'est félicité de la coopération des parties et de leurs contributions, qui avaient dû être apportées dans des circonstances difficiles.

6. Compatibilité des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord

7.47 Le 8 avril 2004, le Groupe spécial a rendu une décision préliminaire en réponse à une demande des Communautés européennes selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial distinctes présentées par les États-Unis, le Canada et l'Argentine étaient incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. La décision préliminaire du Groupe spécial est reproduite ci-après telle qu'elle a été envoyée aux parties, les notes de bas de page de l'original apparaissant sous la forme de notes finales à la fin de la décision reproduite.

[234] Nous notons à cet égard que dans la procédure du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier* les huit parties plaignantes s'étaient en partie du moins réparti l'argumentation sur les éléments communs de leurs plaintes. Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Sauvegardes concernant l'acier*, paragraphe 10.726.

"1. Contexte procédural

1. Le 8 mars 2004, les Communautés européennes ont présenté au Groupe spécial une demande de décision préliminaire. Les Communautés européennes demandaient que le Groupe spécial décide, dès que possible au cours de la procédure, que les demandes d'établissement d'un groupe spécial distinctes (ci-après "demandes d'établissement d'un groupe spécial") présentées par les États-Unis[1], le Canada[2] et l'Argentine[3] étaient incompatibles avec les prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

2. Après avoir eu des consultations avec les parties concernant les incidences procédurales de la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, le Groupe spécial a décidé de rendre une décision préliminaire avant la date à laquelle étaient attendues les premières communications écrites des parties plaignantes. Le Groupe spécial a ménagé aux parties plaignantes la possibilité de présenter des observations écrites sur la demande des Communautés européennes et a également invité les tierces parties à présenter toutes observations écrites qu'elles pourraient avoir à formuler en réponse aux vues exprimées par les parties.[4] Les parties plaignantes ont déposé leurs observations le 24 mars 2004. Les observations des tierces parties étaient attendues le 29 mars 2004, mais aucune n'a été déposée. Le Groupe spécial a également posé un certain nombre de questions écrites aux parties. Les parties ont fourni des réponses écrites à ces questions le 29 mars 2004. Le Groupe spécial a remis sa décision aux parties et aux tierces parties le 8 avril 2004.

2. Demande de décision préliminaire présentée par les Communautés européennes

3. La partie pertinente de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord dispose ce qui suit:

> La demande d'établissement d'un groupe spécial […] indiquera les mesures spécifiques en cause et contiendra un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

4. Au sujet de l'article 6:2 l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit:

> […] le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être démontré par le texte de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Il n'est pas possible de "remédier" aux lacunes de la demande d'établissement dans les communications présentées ultérieurement par les parties pendant la procédure du groupe spécial.[5] […] En outre, le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire.[6]

5. Dans sa demande de décision préliminaire du 8 mars 2004, les **Communautés européennes** affirment que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne satisfont pas aux prescriptions énoncées à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, plus précisément à la prescription imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause et la prescription imposant de

fournir un bref exposé du fondement juridique des plaintes, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Selon les Communautés européennes, la prescription imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause n'est pas respectée parce que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes parlent de deux mesures distinctes – l'une étant la "suspension de l'examen des demandes/approbations" et l'autre étant le "fait de ne pas avoir accordé d'approbations" – mais ne décrivent pas en quoi consistent ces mesures. S'agissant de la prescription imposant de fournir un bref exposé du fondement juridique des plaintes, les Communautés européennes affirment en outre que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne satisfont pas à cette prescription parce qu'elles énumèrent simplement un grand nombre de dispositions et n'indiquent pas quelles dispositions sont, selon les allégations, violées par quelles mesures. De l'avis des Communautés européennes, la sphère de compétence du Groupe spécial ne peut donc pas être clairement définie et les Communautés européennes ont été mises dans l'impossibilité de préparer correctement leur défense.

6. Les **parties plaignantes** considèrent toutes que la demande de décision préliminaire présentée par les Communautés européennes est sans fondement et qu'elle devrait donc être rejetée. En particulier, les parties plaignantes considèrent que leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial spécifient clairement les mesures spécifiques en cause. Selon les parties plaignantes, ce que les Communautés européennes demandent en l'espèce c'est que le Groupe spécial oblige les parties plaignantes à indiquer les éléments de preuve étayant l'existence des mesures indiquées. Les parties plaignantes considèrent en outre que, contrairement à ce que les Communautés européennes laissent entendre, leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial contiennent effectivement un bref exposé du fondement juridique des plaintes, qui est suffisant pour énoncer clairement le problème. De l'avis des parties plaignantes, les arguments des Communautés européennes concernant l'exposé du fondement juridique reposent sur une idée qui a déjà été rejetée par l'Organe d'appel, à savoir qu'une partie plaignante doit résumer ses arguments juridiques dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Enfin, les parties plaignantes font valoir qu'en tout état de cause les Communautés européennes n'ont pas établi leur allégation selon laquelle il a été porté préjudice à leur capacité de se défendre en raison du manque de spécificité allégué dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes.[7]

7. Le **Groupe spécial** examinera tout d'abord l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne satisfont pas à la prescription imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause. Ensuite, le Groupe spécial examinera l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne satisfont pas à la prescription imposant de fournir un bref exposé du fondement juridique des plaintes, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Au cas où le Groupe spécial constaterait que l'une quelconque des demandes d'établissement d'un groupe spécial ne répond pas à l'une ou l'autre des deux prescriptions susmentionnées, le Groupe spécial examinera alors la question du préjudice éventuellement subi par les Communautés européennes du fait de la (des) demande(s) d'établissement d'un groupe spécial dont il est allégué qu'elle(s) présente(nt) des lacunes.

3. Indication des mesures spécifiques en cause

a) Texte pertinent des demandes d'établissement d'un groupe spécial en cause

i) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

8. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis décrit les mesures pertinentes des CE de la manière suivante[8]:

> Depuis octobre 1998, les Communautés européennes ("CE") appliquent un moratoire en ce qui concerne l'approbation des produits de la biotechnologie agricole ("produits biotechnologiques"). Conformément au moratoire, les CE ont suspendu l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et l'octroi d'approbations pour ces produits dans le cadre de leur système d'approbation. En particulier, elles ont bloqué toutes les demandes relatives à la mise sur le marché de produits biotechnologiques lors du processus d'approbation au titre de la législation des CE[9] et n'ont examiné aucune demande en vue de l'approbation finale. Le moratoire visant les approbations a restreint les importations de produits agricoles et alimentaires en provenance des États-Unis.
>
> Par ailleurs, les États membres maintiennent un certain nombre d'interdictions nationales relatives à la commercialisation et à l'importation des produits biotechnologiques, bien que les CE aient déjà approuvé la commercialisation et l'importation de ces produits sur le territoire communautaire. Ces interdictions nationales concernant la commercialisation et l'importation ont eu pour effet de restreindre les importations de produits agricoles et alimentaires en provenance des États-Unis.
>
> Les mesures qui visent les produits biotechnologiques couvertes par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivantes:
>
> > 1) comme indiqué ci-dessus, suspension par les CE de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques ou de l'octroi d'approbations pour ces produits;
> >
> > 2) comme indiqué ci-dessus, non-examen par les CE des demandes d'approbation pour les produits biotechnologiques mentionnés dans les annexes I et II de la présente demande; et
> >
> > 3) interdictions nationales concernant la commercialisation et l'importation appliquées par les États membres, décrites à l'annexe III de la présente demande.

ii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada

9. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada décrit les mesures pertinentes des CE de la manière suivante[10]:

> Depuis octobre 1998, les Communautés européennes ("CE") maintiennent un moratoire en ce qui concerne l'approbation des produits de la biotechnologie agricole, qui sont les produits alimentaires ou ingrédients alimentaires qui renferment des organismes génétiquement modifiés, qui consistent en ces organismes ou qui sont obtenus à partir de ces organismes, et les organismes génétiquement modifiés destinés à être disséminés dans l'environnement ("produits biotechnologiques"). Les CE ont en effet suspendu l'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, ainsi que l'octroi d'approbations pour ces produits, dans le cadre des procédures d'approbation pertinentes des CE.[11] Des exemples spécifiques de ces demandes, ainsi qu'une brève description des actions entreprises pour en bloquer l'examen ou l'approbation, figurent à l'annexe I.
>
> Outre le moratoire, la France, la Grèce, l'Autriche et l'Italie maintiennent des mesures nationales qui prohibent l'importation, la commercialisation ou la vente de produits biotechnologiques qui avaient déjà été approuvés, avant octobre 1998, dans le cadre des procédures d'approbation pertinentes des CE, aux fins de l'importation, de la commercialisation ou de la vente dans les CE. Ces mesures nationales, et les produits auxquels elles s'appliquent, sont indiqués dans l'annexe II.
>
> [...]
>
> Les mesures visées dans la présente demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivantes:
>
> 1. la suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits;
>
> 2. le fait que les CE n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les demandes d'approbation des produits indiqués à l'annexe I; et
>
> 3. les mesures nationales indiquées à l'annexe II qui prohibent l'importation, la commercialisation ou la vente des produits biotechnologiques approuvés par les CE spécifiés.

iii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine:

10. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine décrit les mesures pertinentes des CE de la manière suivante[12]:

> Les Communautés européennes appliquent un moratoire *de facto* à l'approbation des produits agricoles biotechnologiques. L'application de ce moratoire *de facto*[13] a conduit à la suspension et au non-examen de diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques ainsi qu'à un retard injustifié dans la conclusion du traitement de diverses demandes d'approbation de ces produits dans le cadre de la réglementation communautaire.[14]
>
> En outre, plusieurs États membres des Communautés européennes ont instauré des prohibitions concernant divers produits agricoles biotechnologiques qui étaient déjà approuvés au niveau communautaire. Ils ont ainsi enfreint, outre la réglementation de l'OMC, la réglementation communautaire elle-même.
>
> Cette manière d'agir de la part des Communautés européennes [...] affecte les produits agricoles biotechnologiques en provenance de l'Argentine.
>
> Les mesures en cause pour lesquelles l'établissement d'un groupe spécial est demandé sont les suivantes:
>
> 1) la suspension du traitement ou le non-examen de diverses demandes d'octroi ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques;
>
> 2) le retard injustifié dans la conclusion du traitement de diverses demandes d'approbation de produits agricoles biotechnologiques;
>
> 3) les prohibitions instaurées au niveau des États membres[15] des Communautés européennes au sujet des produits agricoles biotechnologiques en violation de la réglementation de l'OMC et de la réglementation communautaire.

b) Analyse

11. Les **Communautés européennes** notent que chacune des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial fait une distinction explicite entre, d'une part, une "suspension" alléguée du processus d'approbation et, d'autre part, le "fait de ne pas" agir allégué. Les Communautés européennes affirment que le sens de la référence à une "suspension" alléguée est "obscur" parce qu'aucune des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial ne contient une explication ou description quelconque de ce qu'est la "suspension" alléguée par rapport au "fait de ne pas" engager le processus d'approbation.

12. Les Communautés européennes font valoir que si les parties plaignantes avaient l'intention d'utiliser le terme "suspension" pour désigner l'action consistant à bloquer le processus d'approbation, alors cette action n'est décrite nulle part. Les Communautés européennes notent à cet égard qu'il n'y a aucune indication dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial quant au point de savoir s'il y a un type

d'acte de l'Exécutif ou d'acte normatif (par exemple une loi concernant un moratoire) en vertu duquel les Communautés européennes auraient entrepris de suspendre le processus d'approbation. Si, d'un autre côté, les parties plaignantes avaient l'intention d'utiliser le terme "suspension" pour désigner une situation dans laquelle "rien ne se produit", il semblerait alors impossible de distinguer la "suspension" de l'inaction alléguée – le fait de ne pas examiner ni accorder des approbations. De l'avis des Communautés européennes, si un Membre est censé se défendre contre deux mesures distinctes, il faudrait spécifier dans la demande d'établissement d'un groupe spécial quelles sont ces mesures et en quoi elles diffèrent l'une de l'autre.

13. Sur la base de ce qui précède, les Communautés européennes demandent au Groupe spécial de constater qu'en parlant de deux mesures distinctes, l'une étant la suspension de l'examen des demandes, ou des approbations, et l'autre étant le fait de ne pas accorder d'approbations, sans décrire en quoi ces deux mesures consistent, les demandes d'établissement d'un groupe spécial [n]'"indique[nt] [pas] les mesures spécifiques en cause".

14. Le **Groupe spécial** note que dans les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial, un libellé différent est utilisé pour décrire les mesures en cause. En conséquence, le Groupe spécial examinera séparément les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial.

15. Avant de passer à l'examen des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial, il est utile de rappeler que la prescription imposant d'"indiquer[] les mesures spécifiques en cause" a récemment été traitée par le Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés*. Ce Groupe spécial a constaté ce qui suit: "le sens ordinaire de l'expression "identify the specific measures at issue" ("indiquer les mesures spécifiques en cause") est "établir l'identité des mesures précises en cause"".[16] Le Groupe spécial a ensuite dit ce qui suit[17]:

> Pour déterminer si l'on peut considérer qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial indique les mesures spécifiques ou précises en cause, nous jugeons pertinente la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle, pour savoir si les termes effectifs employés dans une demande d'établissement pour indiquer les mesures en cause sont suffisamment précis pour satisfaire aux prescriptions de l'article 6:2, "il faut […] déterminer s'ils répondent aux objectifs [desdites] prescriptions".[18] Nous jugeons pertinente aussi la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "le respect des prescriptions de l'article 6:2 doit être déterminé en fonction des particularités de chaque affaire, après avoir examiné la demande d'établissement dans son ensemble, et compte tenu des circonstances entourant l'affaire".
>
> […]
>
> Nous pensons que, si le titre d'une mesure d'application générale n'est pas indiqué explicitement, […] des renseignements suffisants doivent être fournis dans la demande d'établissement d'un groupe spécial elle-même de manière à indiquer effectivement les mesures précises

> en cause. Pour savoir si des renseignements suffisants sont fournis dans le texte de la demande, il faut déterminer, comme nous l'avons déjà dit, si les renseignements fournis répondent aux objectifs de l'article 6:2, en particulier son objectif concernant la régularité de la procédure, compte tenu des circonstances particulières de chaque affaire, y compris du type de mesure en cause.

16. Groupe spécial approuve cette analyse et, en conséquence, la suivra en l'espèce.

i) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les Etats-Unis

17. **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes n'expliquent pas et ne peuvent pas expliquer en quoi la description faite par les États-Unis des mesures en cause équivaut au fait de ne pas satisfaire à la prescription de l'article 6:2 imposant d'"indiquer[] les mesures spécifiques en cause". Selon les États-Unis, il est difficile de voir en quoi le concept de "suspension" de l'examen et de l'octroi d'approbations présente la moindre ambiguïté. Les États-Unis considèrent qu'à la lumière des déclarations de responsables des CE reconnaissant l'existence d'un moratoire *de facto*, l'allégation des Communautés européennes selon laquelle le sens du terme "suspension" est obscure n'est pas crédible. Les États-Unis font valoir en outre que les Communautés européennes ne peuvent pas tirer profit de leur propre manque de transparence en faisant valoir que les États-Unis n'ont pas indiqué le moratoire avec une spécificité suffisante.

18. États-Unis affirment également que, dans le contexte de leur demande d'établissement d'un groupe spécial, la raison pour laquelle les expressions "suspension de l'examen" et "non-examen" sont utilisées est très claire. La première expression sert à décrire le "moratoire général des Communautés européennes qui affectent tous les produits biotechnologiques". La deuxième expression sert à décrire le comportement des Communautés européennes tel qu'il affecte les produits spécifiques indiqués dans les annexes de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon les États-Unis, il s'agit "simplement de deux libellés différents du même concept", même si le terme "suspension" convient mieux pour le comportement des Communautés européennes tel qu'il affecte toutes les demandes d'approbation de produits biotechnologiques, alors que l'expression "non-examen" convient mieux pour des demandes spécifiques.

19. Le **Groupe spécial** commence son analyse en rappelant que la première mesure à laquelle fait référence la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est décrite comme suit:

> "1) comme indiqué ci-dessus, la suspension par les CE de l'examen des demandes d'approbations des produits biotechnologiques ou de l'octroi d'approbation pour ces produits."

20. Le substantif "suspension" est défini comme "the action of suspending or the condition of being suspended" (l'action de suspendre ou le fait d'être suspendu).[19] De même, le verbe "to suspend" (suspendre) est défini comme "to halt temporarily" (interrompre temporairement).[20] Il est clair d'après ces définitions du dictionnaire que la mesure dont les États-Unis se plaignent est l'"interruption temporaire" par les

Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques et de l'octroi d'approbations pour ces produits.

21. Le paragraphe introductif de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis fournit des renseignements additionnels sur la première mesure à laquelle fait référence la demande d'établissement d'un groupe spécial.[21] En particulier, le paragraphe introductif indique que les Communautés européennes ont suspendu l'examen des demandes et l'octroi d'approbations pour les produits biotechnologiques "conformément [à]" un "moratoire visant les approbations" que les Communautés européennes "appliquent", selon les allégations, "[d]epuis octobre 1998". Dans une note de bas de page relative au paragraphe introductif, les États-Unis indiquent également la législation pertinente des CE relative à l'approbation en en donnant le titre ainsi que le lieu et la date de publication.

22. Les Communautés européennes ont fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis faisait référence à un "moratoire visant les approbations" sans indiquer, en en donnant soit le titre soit la date d'adoption, aucun décret de l'Exécutif ou acte législatif en vertu duquel le moratoire avait été mis en œuvre. En réponse, les États-Unis notent que le moratoire en question est une "mesure *de facto*".[22] Nous rappelons, à cet égard, que le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains* a fait observer qu'une détermination sur le point de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial contenait des renseignements suffisants de manière à indiquer effectivement les mesures précises en cause devait tenir compte, entre autres choses, "des circonstances particulières de chaque affaire, y compris du type de mesure en cause".[23] Le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains* a fait la distinction entre des mesures d'application générale et des actions particulières menées conformément à de telles mesures.[24] Nous considérons qu'une autre distinction appropriée est la distinction entre des mesures gouvernementales formelles (*de jure*) et des mesures gouvernementales informelles (*de facto*).[25] À notre avis, la nature informelle d'une mesure gouvernementale peut avoir une incidence sur le degré de précision avec lequel une telle mesure peut être énoncée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. Notamment, souvent il ne sera pas possible d'indiquer des mesures informelles en en donnant le titre, la date d'adoption et/ou la valeur juridique.

23. En l'espèce, on ne sait pas très bien si les États-Unis auraient pu indiquer le moratoire *de facto* allégué avec plus de spécificité qu'ils ne l'ont fait. Les États-Unis allèguent que les Communautés européennes n'ont pas été suffisamment transparentes en ce qui concerne le moratoire allégué. Les États-Unis affirment notamment que, pendant les consultations tenues avant l'établissement du Groupe spécial, les Communautés européennes ont nié qu'il y ait même un moratoire alors que des responsables des CE avaient précédemment reconnu son existence dans des déclarations publiques.[26] Comme il est indiqué plus haut, les Communautés européennes signalent que la demande d'établissement d'un groupe spécial n'explique pas s'il est "censé exister une décision ou un autre type d'acte normatif ou d'acte de l'Exécutif, peut-être une loi concernant un moratoire du type appliqué par la Nouvelle-Zélande ".[27] Toutefois, les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve qui étayerait l'idée que les États-Unis auraient pu décrire le moratoire *de facto* allégué avec plus de précision. Nous rappelons à cet égard qu'aux fins de la présente décision préliminaire, ce sont les Communautés européennes en

tant que partie alléguant une incompatibilité avec l'article 6:2 qui assument la charge de la preuve.

24. Même à supposer que les États-Unis aient pu fournir plus de détails sur le moratoire *de facto* allégué, nous considérons que la description de la première mesure visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle est lue conjointement avec le paragraphe introductif, indique de manière adéquate la mesure spécifique qui est contestée. À notre avis, les renseignements fournis sont suffisants pour répondre à l'objectif concernant la régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, les Communautés européennes ne nous ont pas convaincus que les renseignements figurant dans la description de la première mesure et le paragraphe introductif ne leur permettaient pas de "commencer à préparer leur défense"[28] d'une manière significative.[29]

25. Avant de parvenir à une conclusion finale, nous devons toutefois examiner l'argument des Communautés européennes selon lequel la référence à la "suspension de l'examen" dans la description de la première mesure visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis est si semblable à la référence au "non-examen" dans la description de la deuxième mesure qu'il est effectivement impossible, en l'absence d'une explication quelconque dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, de connaître la différence entre la première et la deuxième mesures énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.

26. Les États-Unis estiment que les expressions "suspension de l'examen" dans la description de la première mesure et "non-examen" dans la description de la deuxième mesure sont censées exprimer la même idée générale.[30] Mais cela ne signifie pas que la première et la deuxième mesures énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis sont pour l'essentiel impossibles à distinguer. Comme les États-Unis l'ont fait observer, la première mesure concerne les demandes d'approbation des "produits biotechnologiques", c'est-à-dire les demandes d'approbation de tous les produits biotechnologiques quels qu'ils soient. En revanche, la deuxième mesure concerne les demandes d'approbation des "produits biotechnologiques mentionnés dans les annexes I et II de la présente demande". Ainsi, il est clair pour nous, d'après les descriptions des deux mesures dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, que la première mesure vise un plus grand nombre de produits que la deuxième.

27. Compte tenu de cette différence importante dans la description des deux mesures en question, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel "en parlant de deux mesures distinctes, l'une étant la suspension de l'examen des demandes/des approbations et l'autre étant le fait de ne pas accorder d'approbations"[31], la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'indique pas les mesures spécifiques en cause.

28. En conclusion, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, et en particulier la référence à une "suspension" alléguée des procédures d'approbation, ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

ii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada

29. Le **Canada** fait valoir que le membre de phrase "la suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits" indique de manière suffisante la mesure spécifique en cause. Il estime que le membre de phrase susmentionné est une description plus détaillée du moratoire auquel il est fait référence dans le paragraphe introductif de sa demande d'établissement d'un groupe spécial présentée.[32] Le Canada fait en outre observer qu'à l'annexe I, sa demande d'établissement d'un groupe spécial donne des exemples spécifiques de demandes d'approbation de produits biotechnologiques, y compris une brève description des actions menées pour en bloquer l'examen ou l'approbation. Selon le Canada, le fait qu'à plusieurs reprises les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé ces demandes constitue des exemples du moratoire. Le Canada note également que le moratoire n'a pas été formellement adopté. Il estime que si les Communautés européennes avaient adopté le moratoire en tant que mesure formelle et s'étaient conformés aux diverses prescriptions de l'*Accord sur l'OMC* en matière de transparence, il aurait été en mesure d'indiquer le moratoire en en donnant le titre, la date d'adoption, etc. Le Canada fait valoir que les Communautés européennes ne peuvent pas utiliser leur propre manque de transparence en matière de réglementation pour se protéger contre une mise en cause dans le cadre de l'OMC. Il fait observer, enfin, qu'il est en tout état de cause difficile de comprendre que les Communautés européennes soient incapable d'identifier la mesure en cause. Selon le Canada, l'existence du moratoire a été largement reconnue et discutée par les responsables des CE.

30. Le Canada estime en outre que les membres de phrase "la suspension générale" et "le fait [de ne pas avoir] examiné ni approuvé" sont utilisés pour décrire des aspects différents du comportement des Communautés européennes. Il note à cet égard que l'expression "suspension générale" sert à décrire le comportement des Communautés européennes à l'égard de toute la catégorie des produits biotechnologiques, alors que le membre de phrase "le fait [de ne pas avoir] examiné ni approuvé" sert à décrire le comportement des Communautés européennes tel qu'il affecte les quatre produits spécifiques indiqués à l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial.

31. Le **Groupe spécial** rappelle que la première mesure à laquelle fait référence la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada est décrite comme suit:

> "1. la suspension générale par les CE de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits".

32. Comme il est indiqué plus haut[33], il ressort clairement des sens donnés par le dictionnaire au mot "suspension" que la mesure dont le Canada se plaint est l'"interruption temporaire" générale par les Communautés européennes de leurs propres procédures d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques et d'octroi d'approbations pour ces produits.

33. Le paragraphe introductif de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada fournit des renseignements additionnels sur la première mesure à laquelle fait référence la demande d'établissement d'un groupe spécial. En particulier, le paragraphe introductif indique que "[d]epuis octobre 1998", les Communautés européennes "maintiennent" un "moratoire" en ce qui concerne l'approbation des produits biotechnologiques et que les Communautés européennes ont "en effet" suspendu l'examen des demandes et l'octroi d'approbations pour les produits biotechnologiques dans le cadre des procédures d'approbation pertinentes des CE. Dans une note de bas de page relative au paragraphe introductif, le Canada indique en en donnant le titre ainsi que le lieu et la date de publication la législation des CE qui énonce les procédures d'approbations pertinentes.

34. Les Communautés européennes ont fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada faisait référence à un "moratoire" sans indiquer, en en donnant soit le titre soit la date d'adoption, aucun décret de l'Exécutif ou acte législatif en vertu duquel le moratoire avait été mis en œuvre. Le Canada note à cet égard que le moratoire n'a pas été adopté en tant que mesure juridique formelle. Comme nous l'avons fait observer plus haut[34], à notre avis, la nature informelle d'une mesure gouvernementale peut avoir une incidence sur le degré de précision avec lequel une telle mesure peut être énoncée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. En l'espèce, on ne sait pas très bien si le Canada aurait pu indiquer le moratoire *de facto* allégué avec plus de spécificité qu'il ne l'a fait. Le Canada fait valoir à cet égard que les Communautés européennes ne devraient pas être autorisées à titrer profit de leur propre manque de transparence en matière de réglementation. En outre, il affirme que l'existence du moratoire a été reconnue par des responsables des CE dans des déclarations publiques.[35] Comme il est indiqué plus haut[36], les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve qui étayerait l'idée que le Canada aurait pu décrire le moratoire *de facto* allégué avec plus de précision.

35. Même à supposer que le Canada ait pu fournir plus de détails sur le moratoire *de facto* allégué, nous considérons que la description de la première mesure visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle est lue conjointement avec le paragraphe introductif, indique de manière adéquate la mesure spécifique qui est contestée. À notre avis, les renseignements fournis sont suffisants pour répondre à l'objectif concernant la régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, les Communautés européennes ne nous ont pas convaincus que les renseignements figurant dans la description de la première mesure et le paragraphe introductif ne leur permettaient pas de "commencer à préparer leur défense"[37] d'une manière significative.[38]

36. Avant de parvenir à une conclusion finale, nous devons toutefois examiner l'argument des Communautés européennes selon lequel la référence à "la suspension générale" dans la description de la première mesure visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada est si semblable à la référence au "fait [de ne pas avoir] examiné ni approuvé" dans la description de la deuxième mesure qu'il est effectivement impossible, en l'absence d'une explication quelconque dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, de connaître la différence entre la première et la deuxième mesures énoncées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.

37. Nous prenons note de l'explication du Canada selon laquelle les références à "la suspension générale" dans la description de la première mesure et au "fait [de ne pas avoir] examiné ni approuvé" dans la description de la deuxième mesure reflètent le fait que les deux mesures concernent des aspects différents du comportement des Communautés européennes. Selon le Canada, la référence à "la suspension générale" est utilisée parce que la première mesure concerne les demandes d'approbation de "produits biotechnologiques". En d'autres termes, selon la formulation du Canada, la première mesure concerne le comportement des Communautés européennes en relation avec toute la catégorie des produits biotechnologiques. S'agissant de la référence au "fait [de ne pas avoir] examiné ni approuvé", le Canada note qu'elle a été utilisée parce que la deuxième mesure concerne le comportement des Communautés européennes en relation avec les demandes d'approbation spécifiques des quatre produits biotechnologiques "indiquées à l'annexe I". À notre avis, l'explication du Canada est conforme à une lecture naturelle des descriptions en question. Le fait que la première mesure vise un plus grand nombre de produits que la deuxième est en outre confirmé par le fait que le Canada fait référence à la suspension générale par les Communautés européennes de "leurs propres procédures" d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits. Il apparaîtrait que les procédures d'approbation en question s'appliquent à tous les produits biotechnologiques remplissant les conditions requises et pas seulement aux quatre qui sont indiqués dans l'annexe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.

38. Compte tenu de cette différence importante dans la description des deux mesures en question, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel "en parlant de deux mesures distinctes, l'une étant la suspension de l'examen des demandes/des approbations et l'autre étant le fait de ne pas accorder d'approbations"[39], la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada n'indique pas les mesures spécifiques en cause.

39. En conclusion, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada, et en particulier la référence à une "suspension générale" alléguée des procédures d'approbation, ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

iii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine

40. L'**Argentine** fait valoir que le mot "suspension" peut facilement être compris en lisant le paragraphe pertinent, qui lie le mot suspension au membre de phrase "diverses demandes d'octroi ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques". L'Argentine estime qu'il est clair que la mesure en cause est la suspension *de facto* de l'examen de diverses demandes en attente dans le cadre du dispositif réglementaire des CE. L'Argentine note en outre que le deuxième paragraphe de sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique clairement que l'action qui a abouti à la suspension de l'examen de diverses demandes est le moratoire *de facto* appliqué par les Communautés européennes. Selon l'Argentine, le type de mesure en cause a nécessairement une incidence sur l'étendue et la nature des renseignements requis pour présenter une allégation. L'Argentine rappelle à cet égard la nature informelle du moratoire des CE qui, dit-elle, n'est pas consigné dans un acte juridique ou un décret de l'Exécutif particulier.

41. S'agissant de la distinction entre les expressions "suspension du traitement" et "non-examen", l'Argentine note que "suspension du traitement" décrit une situation où des demandes ont été examinées mais où l'examen subit un retard, alors que "non-examen" décrit une situation où des demandes ont été présentées mais n'ont pas été examinées. L'Argentine fait observer que la situation de diverses demandes dans le cadre du dispositif réglementaire des CE est une question qui a été longuement examinée au cours des consultations avec les Communautés européennes.

42. Le **Groupe spécial** rappelle que la première mesure à laquelle fait référence la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine est décrite comme suit:

> 1) la suspension du traitement ou le non-examen de diverses demandes d'octroi ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques.

43. Comme il est indiqué plus haut[40], il ressort clairement des sens du mot "suspension" donnés par le dictionnaire que ce dont l'Argentine se plaint c'est de l'"interruption temporaire" par les Communautés européennes de l'examen de diverses demandes d'octroi ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques.

44. Le deuxième paragraphe de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine fournit des renseignements additionnels sur la première mesure à laquelle faire référence la demande d'établissement d'un groupe spécial.[41] En particulier, le deuxième paragraphe indique que "[d]epuis octobre 1998", les Communautés européennes "appliquent" un "moratoire *de facto*"[42] à l'approbation des produits biotechnologiques, qui a "conduit à la suspension et au non-examen de diverses demandes d'approbation … dans le cadre de la réglementation communautaire". Dans une note de bas de page relative au deuxième paragraphe, l'Argentine indique également la réglementation pertinente des CE en en donnant le titre ainsi que le lieu et la date de publication.

45. Les Communautés européennes ont fait observer que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine faisait référence à un "moratoire" sans indiquer, en en donnant soit le titre soit la date d'adoption, aucun décret de l'Exécutif ou acte législatif en vertu duquel le moratoire avait été mis en œuvre. L'Argentine répond que la nature de la mesure en question, qui en l'espèce est une mesure *de facto*, a nécessairement une incidence sur l'étendue et la nature des renseignements qui doivent être fournis. Comme nous l'avons fait observer plus haut[43], à notre avis, la nature informelle d'une mesure gouvernementale peut avoir une incidence sur le degré de précision avec lequel une telle mesure peut être énoncée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial. En l'espèce, on ne sait pas très bien si l'Argentine aurait pu indiquer le moratoire *de facto* allégué avec plus de spécificité qu'elle ne l'a fait. L'Argentine suggère que le Groupe spécial devrait résister à ce qu'elle considère comme un effort des Communautés européennes visant à obtenir une description factuelle détaillée du moratoire allégué. De l'avis de l'Argentine, il n'est pas nécessaire de donner une description factuelle détaillée dans une demande d'établissement d'un groupe spécial, car il s'agit d'une question qui doit être traitée au cours de la procédure de groupe spécial. Comme il est indiqué plus haut[44], les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve qui

étayerait l'idée que l'Argentine aurait pu décrire le moratoire *de facto* allégué avec plus de précision.

46. Même à supposer que l'Argentine ait pu fournir plus de détails sur le moratoire *de facto* allégué, nous considérons que la description de la première mesure visée par la demande d'établissement d'un groupe spécial, lorsqu'elle est lue conjointement avec le deuxième paragraphe, indique de manière adéquate la mesure spécifique qui est contestée. À notre avis, les renseignements fournis sont suffisants pour répondre à l'objectif concernant la régularité de la procédure inhérent à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En particulier, les Communautés européennes ne nous ont pas convaincus que les renseignements figurant dans la description de la première mesure et le deuxième paragraphe ne leur permettaient pas de "commencer à préparer leur défense"[45] d'une manière significative.[46]

47. Avant de parvenir à une conclusion finale, nous devons toutefois examiner l'argument des Communautés européennes selon lequel la référence à la "suspension du traitement" dans la description donnée par l'Argentine de la première mesure est si semblable à la référence au "non-examen" dans la description de la même mesure qu'il est effectivement impossible, en l'absence d'une explication quelconque dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, de connaître la différence entre ces deux aspects.

48. Nous prenons note de l'explication de l'Argentine selon laquelle les références à la "suspension du traitement" et au "non-examen" attestent que diverses demandes d'approbation ont été affectées par le moratoire *de facto* à différents stades de la procédure d'approbation. Selon l'Argentine, certaines demandes ont été examinées puis l'examen a été suspendu, alors que d'autres ont été soumises pour examen, mais n'ont pas en fait été examinées. Nous n'avons aucun mal à accepter l'explication de l'Argentine. Nous pensons que l'explication de l'Argentine est conforme au sens ordinaire des expressions "suspension du traitement" et "non-examen"[47] et nous ne considérons donc pas qu'il était nécessaire que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine fournisse d'autres explications à cet égard.

49. Compte tenu de cela, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel "en parlant de deux mesures distinctes, l'une étant la suspension de l'examen des demandes/des approbations, et l'autre étant le fait de ne pas accorder d'approbations"[48], la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine n'indique pas correctement les mesures spécifiques en cause.

50. En conclusion, nous constatons que les Communautés européennes n'ont pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine, et en particulier la référence à une "suspension" alléguée des procédures d'approbation, ne satisfaisait pas à la prescription de l'article 6:2 imposant d'indiquer les mesures spécifiques en cause.

4. Fourniture d'un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème

51. Le Groupe spécial va maintenant examiner l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial

présentées par les parties plaignantes ne contiennent pas un bref exposé du fondement juridique des plaintes, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème.

a) Texte pertinent des demandes d'établissement d'un groupe spécial en cause

i) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis

52. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis résume le fondement juridique de la plainte des États-Unis de la manière suivante[49]:

> Il apparaît que ces mesures sont incompatibles avec les dispositions suivantes de l'*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* ("Accord SPS"), l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994"), l'*Accord sur l'agriculture et* l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce* ("Accord OTC"):
>
> 1) articles 2:2, 2.3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7 et 8 et Annexes B 1), B 2), B 5), C 1) a), C 1) b) et C 1) e) de l'Accord SPS;
>
> 2) articles I:1, III:4, X:1 et XI:1 du GATT de 1994;
>
> 3) article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture; et
>
> 4) articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2, 5.6 et 5.8 de l'Accord OTC.
>
> Il apparaît aussi que les mesures des CE annulent ou compromettent les avantages résultant directement ou indirectement pour les États-Unis des accords cités.

ii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada

53. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada résume le fondement juridique de la plainte du Canada de la manière suivante[50]:

> Ces mesures sont incompatibles avec les obligations des CE au titre de l'Accord SPS, de l'Accord OTC, de l'Accord sur l'agriculture et du GATT de 1994. En particulier, elles constituent une violation des dispositions suivantes de ces accords:
>
> - les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7 et 8, les paragraphes 1, 2 et 5 de l'Annexe B, ainsi que le paragraphe 1 a), 1 b), 1 c) et 1 e) de l'Annexe C de l'Accord SPS;
> - les articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 5.1, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.6 et 5.8 de l'Accord OTC;
> - les articles I:1, III:4, X:1 et XI:1 du GATT de 1994;

- l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture.

Ces violations annulent ou compromettent les avantages résultant pour le Canada de ces accords. En outre, ces mesures annulent et compromettent les avantages résultant pour le Canada au sens de l'article XXIII:1 b) du GATT de 1994.

iii) Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine

54. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine résume le fondement juridique de la plainte de l'Argentine de la manière suivante[51]:

> Les mesures en question des Communautés européennes et de plusieurs de leurs États membres enfreignent les règles suivantes des Accords de l'OMC:
>
> a) les articles 2:2, 2:3, 5:1, 5:2, 5:5, 5:6, 7, 8 et 10:1 et l'Annexe B 1) et 5) ainsi que l'Annexe C 1) a), b), c), d) et e) de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS);
>
> b) l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture;
>
> c) les articles I:1, III:4, X:1, X:3 a) et XI:1 du GATT de 1994;
>
> d) les articles 2.1, 2.2, 2.8, 2.9, 2.11, 5.1, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.2.4, 5.6, 5.8 et 12 de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC).
>
> Les mesures en question annulent ou compromettent les avantages conférés à l'Argentine dans le cadre de ces accords.

b) Analyse

55. Les **Communautés européennes** affirment qu'aucune des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne contient un bref exposé du fondement juridique des plaintes qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème. Plus précisément, les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial n'indiquent pas clairement 1) quelles obligations ont, selon les allégations, été violées et 2) quelles mesures constituent une violation de quelles obligations.

56. Le **Groupe spécial** traitera séparément les deux questions mentionnées par les Communautés européennes.

57. Avant de poursuivre, il est utile de présenter brièvement la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel. Ainsi, dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H*, l'Organe d'appel a fait observer ce qui suit[52]:

> L'article 6:2 du Mémorandum d'accord exige une clarté suffisante en ce qui concerne le fondement juridique de la plainte, c'est-à-dire en ce qui concerne les "allégations" qui sont soutenues par la partie plaignante.[53] Une partie défenderesse a le droit de savoir à quelle argumentation elle doit répondre et quelles violations ont été alléguées afin qu'elle puisse commencer à préparer sa défense.[54] De même, les Membres de l'OMC qui ont l'intention de participer en tant que tierces parties à une procédure de groupe spécial doivent être informés du fondement juridique de la plainte. Cette prescription relative à la régularité de la procédure est fondamentale pour assurer un déroulement équitable et harmonieux des procédures de règlement des différends.

58. Dans l'affaire *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit[55]:

> L'identification des dispositions d'un traité dont il est allégué qu'elles ont été violées par le défendeur est toujours nécessaire aussi bien pour définir le mandat d'un groupe spécial que pour informer le défendeur et les tierces parties des allégations formulées par le plaignant; cette identification est une condition minimale pour que le fondement juridique de la plainte soit énoncé.[56] Mais il est possible que cela ne suffise pas toujours. Il peut y avoir des situations dans lesquelles la simple énumération des articles de l'accord ou des accords en cause suffit, compte tenu des circonstances entourant l'affaire, pour satisfaire au critère de *clarté* dans l'énoncé du fondement juridique de la plainte. Cependant, il peut y avoir des situations dans lesquelles les circonstances sont telles que la simple énumération des articles du traité ne satisferait pas au critère énoncé à l'article 6:2. Cela peut être le cas, par exemple, lorsque les articles énumérés n'établissent pas une seule obligation distincte, mais des obligations multiples. Dans une telle situation, l'énumération des articles d'un accord peut, en soi, ne pas satisfaire au critère de l'article 6:2.

59. Enfin, dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel a précisé ce qui suit[57]:

> […] le point de savoir si [une] énumération [des dispositions conventionnelles prétendument violées] est *suffisante* pour constituer un "bref exposé du fondement juridique de la plainte qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" au sens de l'article 6:2 dépendra des circonstances propres à chaque affaire et, en particulier, de la mesure dans laquelle la simple mention d'une disposition conventionnelle éclaire la nature de l'obligation en cause.[58]

i) Énumération des dispositions

60. Les **Communautés européennes** affirment que la simple énumération des dispositions conventionnelles n'est pas suffisante en l'espèce. Elles notent à cet égard que plusieurs des dispositions conventionnelles indiquées dans les demandes

d'établissement d'un groupe spécial énoncent des obligations multiples. Plus précisément, les Communautés européennes se réfèrent aux articles 2:2, 2:3, 5:5, 7, 8, à l'Annexe B 5) et à l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* ainsi qu'aux articles 2.9, 5.2.2, 5.6 et 12 de l'*Accord OTC*. Elles estiment que du fait de la simple énumération des dispositions susmentionnées il est impossible de connaître les obligations dont il est allégué qu'elles ont été violées.

61. Les Communautés européennes notent en outre que plusieurs des dispositions énumérées soit s'excluent mutuellement (comme celles qui figurent dans l'*Accord SPS* et dans l'*Accord OTC*) soit sont subordonnées (comme celles du GATT de 1994 par rapport à celles qui figurent dans les autres Accords de l'OMC en cause). Les Communautés européennes notent que les demandes d'établissement d'un groupe spécial n'expliquent pas comment les allégations s'articuleraient. Par exemple, elles n'indiquent pas si toutes les dispositions s'appliquent simultanément à différents aspects des mesures ou si certaines dispositions sont énumérées uniquement à titre subsidiaire.

62. Les **États-Unis** font observer qu'ils ont appliqué la méthode suivante pour citer les dispositions. Dans les cas où un article comportait plus d'un paragraphe, le paragraphe a été indiqué. Dans les cas où un article comprend des alinéas, dans la plupart des cas, les alinéas ont été indiqués. Les États-Unis font observer qu'il y a trois exceptions, à savoir l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et les articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*. Selon les États-Unis, ces trois exceptions contiennent plusieurs alinéas établissant des obligations connexes en matière de transparence. Les États-Unis n'ont pas indiqué des alinéas spécifiques parce qu'ils considèrent que les mesures des CE en cause sont incompatibles avec chacun des alinéas.

63. Les États-Unis notent également qu'il était nécessaire de citer les dispositions de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC* parce que les Communautés européennes ont refusé de reconnaître que le moratoire allégué relevait de l'*Accord SPS*. Selon les États-Unis, il est difficile de comprendre, par conséquent, comment les Communautés européennes pourraient alléguer une quelconque confusion ou un quelconque préjudice découlant de la citation des dispositions de ces deux accords.

64. Le **Canada** fait valoir qu'il a indiqué de manière adéquate les obligations en cause. Il fait observer qu'il a appliqué la méthode suivante pour citer les dispositions dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Dans les cas où une disposition énonce plus d'une obligation distincte, le Canada a indiqué l'obligation spécifique dont il pense qu'elle a été violée en se référant au paragraphe ou à l'alinéa de l'article relatif à l'obligation violée. Le Canada fait observer qu'il y a deux exceptions à cette règle. *Premièrement*, dans les cas où une disposition énonce plus d'une obligation, et où le Canada considère que les mesures en cause sont incompatibles avec chacune d'entre elles, il n'a pas spécifié les alinéas mais a cité la disposition dans son ensemble. *Deuxièmement*, dans le cas de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*, le Canada fait valoir qu'il est clair qu'il n'entendait pas mettre en cause les Communautés européennes en ce qui concerne leur obligation de coopérer à l'élaboration de directives visant à favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5.

65. Le Canada fait en outre observer que ni le Mémorandum d'accord ni la jurisprudence de l'OMC ne donnent à penser que dans les cas où un grand nombre de

dispositions sont énumérées il faut donner plus de détails au sujet des obligations en cause que dans les cas où peu de dispositions sont énumérées.

66. L'**Argentine** fait observer que sa demande d'établissement d'un groupe spécial est beaucoup plus précise que sa demande de consultations et fait valoir que la demande d'établissement d'un groupe spécial expose de façon suffisamment détaillée, au niveau des paragraphes ou des alinéas, les obligations en cause. L'Argentine rappelle également qu'il y a des groupes spéciaux qui ont accepté la citation de dispositions générales uniquement, sans exiger la spécification des paragraphes. Elle fait valoir en outre que les dispositions auxquelles font référence les Communautés européennes n'énoncent pas toutes des obligations différentes. Selon l'Argentine, certaines de ces dispositions, comme l'article 2:2 de l'*Accord SPS*, énoncent plutôt des conditions différentes qu'il faut remplir pour s'acquitter d'une obligation.

Énumération de dispositions énonçant des obligations multiples

67. Le **Groupe spécial** note qu'à une exception près – l'article 12 de l'*Accord OTC*, auquel seule l'Argentine fait référence – les demandes d'établissement d'un groupe spécial citent les dispositions pertinentes pas simplement au niveau de l'article, mais au niveau des paragraphes. Dans certains cas, les dispositions sont citées au niveau des alinéas. Les Communautés européennes considèrent néanmoins que, dans certains cas spécifiés, cela ne répond pas à la prescription de l'article 6:2 imposant de fournir un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Plus précisément, les Communautés européennes considèrent que les références suivantes faites dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes sont insuffisantes[59]:

- articles 2:2, 2:3, 5:5, 7, 8, Annexe B 5) et Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*; et

- articles 2.9, 5.2.2, 5.6 et 12 de l'*Accord OTC*.

68. Nous jugeons commode, aux fins de l'analyse, de classer les dispositions susmentionnées en deux catégories. La *première* catégorie comprend l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et les articles 2.9, 5.6 et 12 de l'*Accord OTC*. La structure de ces dispositions aurait, en principe, permis une citation plus précise que celle que les parties plaignantes ont choisi d'adopter. Par exemple, l'article 2.9 de l'*Accord OTC* comporte quatre alinéas, or les parties plaignantes n'ont spécifié aucun des alinéas dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial. La *deuxième* catégorie comprend les articles 2:2, 2:3, 5:5, 7, 8 et l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et l'article 5.2.2 de l'*Accord OTC*. Ces dispositions énoncent deux obligations distinctes ou davantage sous un seul numéro d'article, de paragraphe ou d'alinéa. Mais ces dispositions particulières ne comportent aucun paragraphe (articles 7 et 8 de l'*Accord SPS*), alinéa (articles 2:2, 2:3 et 5:5 de l'*Accord SPS*) ou subdivision additionnelle (Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et article 5.2.2 de l'*Accord OTC*).

69. Nous allons maintenant examiner séparément les deux catégories susmentionnées.

a) Annexe B 5) de l'Accord SPS et articles 2.9, 5.6 et 12 de l'Accord OTC

70. En examinant la première catégorie de dispositions, nous notons tout d'abord que nous ne croyons pas comprendre que le rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers* a établi que l'indication de numéros de paragraphes particuliers serait, *ipso facto*, suffisante pour constituer un "bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème" au sens de l'article 6:2. À notre avis, le point de savoir si la spécification de numéros de paragraphes particuliers est suffisante dépendra des circonstances propres à chaque affaire et, en particulier, de la mesure dans laquelle la spécification de numéros de paragraphes particuliers éclaire la nature de l'obligation en cause.[60]

71. Il est utile d'examiner ensemble l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et les articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*. Ils comportent tous quatre alinéas qui établissent des obligations séparées. Les États-Unis et le Canada ont confirmé que dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial respectives ils n'avaient pas indiqué des alinéas particuliers parce qu'ils considéraient que les mesures spécifiques en cause étaient incompatibles avec chacun des quatre alinéas.[61] Les États-Unis et le Canada font valoir que cela est conforme à leur approche globale de l'énumération des dispositions dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial. Pour l'essentiel, les États-Unis et le Canada font valoir qu'ils ont généralement cité les dispositions aussi précisément que leur structure le permettait, c'est-à-dire au niveau des paragraphes ou des alinéas, sauf dans des cas comme l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* où ils souhaitaient alléguer une violation de la totalité des alinéas. Un examen des dispositions énumérées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les États-Unis et le Canada étaye cette interprétation.[62] Nous admettons donc que, dans le contexte spécifique des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les États-Unis et le Canada, les références à l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et aux articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC* sont suffisantes, en tant que telles, pour aviser les Communautés européennes que des violations de chacun des alinéas de ces dispositions sont alléguées. Pour parvenir à cette conclusion, nous attachons également de l'importance à deux circonstances additionnelles. *Premièrement*, nous notons que les dispositions en question énoncent des obligations "en matière d'avis et d'observations" qui, par définition, sont étroitement liées. *Deuxièmement*, nous notons qu'il apparaît qu'aucun des alinéas des dispositions en question n'est manifestement dénué de pertinence pour les plaintes à l'étude.

72. À la différence des États-Unis et du Canada, l'Argentine n'a pas indiqué explicitement si elle considérait que les mesures spécifiques en cause étaient incompatibles avec chacun des quatre alinéas de l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et des articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*. L'Argentine a simplement dit qu'elle avait indiqué les numéros de paragraphes pertinents dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'il n'était pas nécessaire d'aller au-delà et d'indiquer également les numéros des alinéas.[63] Comme nous l'avons fait observer plus haut, nous ne pensons pas que l'indication des numéros de paragraphes soit automatiquement suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2. Nous notons également, toutefois, que dans l'affaire *Thaïlande – Poutres en H* l'Organe d'appel a fait la déclaration suivante[64]:

> En ce qui concerne l'article 5 [de l'*Accord antidumping*], la Pologne a dit que "les autorités thaïlandaises [avaient] ouvert et mené cette enquête en violation des prescriptions en matière de procédure … énoncées à l'article VI du GATT de 1994 et à l'article 5 … de l'Accord antidumping". L'article 5 énonce des dispositions procédurales diverses mais étroitement liées auxquelles les autorités chargées de l'enquête doivent se conformer lorsqu'elles ouvrent et mènent une enquête antidumping. Vu le caractère interdépendant des obligations énoncées à l'article 5, nous sommes d'avis que, compte tenu des faits et des circonstances en l'espèce, la référence faite par la Pologne aux "prescriptions en matière de procédure" de l'article 5 était suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.[65]

73. À notre avis, comme les obligations procédurales énoncées à l'article 5 de l'*Accord antidumping*, les obligations "en matière d'avis et d'observations" énoncées à l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et aux articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC* sont "étroitement liées" et "interdépendantes". Par exemple, l'alinéa d) de l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* exige que les Membres ménagent un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit au sujet d'une réglementation projetée. Si cette réglementation projetée n'a pas été publiée sans tarder, comme l'exige l'alinéa a) de l'Annexe B 5) et portée à l'attention des autres Membres au moyen de la notification prescrite à l'alinéa b) de l'Annexe B 5), et que le texte n'a pas été fourni sur demande comme il est établi à l'alinéa c) de l'Annexe B 5), il est difficile d'imaginer comment un Membre intéressé pourrait acquérir une connaissance suffisante de la teneur de la réglementation projetée pour être en mesure de se prévaloir de la possibilité de présenter des observations prévue à l'alinéa d) de l'Annexe B 5). Par conséquent, nous considérons que le fait que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine indique les numéros des articles et des paragraphes pertinents éclaire de manière suffisante "la nature de l'obligation en cause"[66] pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

74. Nous passons maintenant à l'article 12 de l'*Accord OTC*, qui est mentionné uniquement dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. L'article 12 s'intitule "Traitement spécial et différencié des pays en développement Membres". Il comporte dix paragraphes séparés. Néanmoins, en réponse à une question du Groupe spécial, l'Argentine a affirmé que l'article 12 n'énonçait pas des obligations multiples, mais plutôt une obligation unique d'accorder un traitement différencié et plus favorable aux pays en développement Membres "par le biais de plusieurs prescriptions qui devraient être remplies".[67] Pour étayer ce point de vue, l'Argentine appelle l'attention sur l'article 12.1, qui dispose que "[l]es Membres accorderont aux pays en développement Membres […] un traitement différencié et plus favorable, par l'application des dispositions ci-après et des dispositions pertinentes d'autres articles dudit accord".

75. Nous ne considérons pas que le texte de l'article 12.1 étaye le point de vue de l'Argentine selon lequel l'article 12 énonce une obligation unique par opposition à un certain nombre d'obligations séparées. Par exemple, l'article 12.3 exige que dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, les Membres tiennent compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres. Cette obligation est manifestement très différente

de l'obligation énoncée à l'article 12.10 qui exige que le Comité des obstacles techniques au commerce examine périodiquement le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement Membres aux niveaux national et international, par exemple.

76. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine fait référence à l'article 12, mais ne spécifie pas des numéros de paragraphes particuliers. Nous rappelons que l'Organe d'appel a dit très clairement qu'il importait que les demandes d'établissement d'un groupe spécial soient précises s'agissant d'indiquer le fondement juridique de la plainte pertinente.[68] Nous avons demandé à l'Argentine d'indiquer pourquoi elle faisait référence à l'article 12 sans spécifier aucun numéro de paragraphe. L'Argentine a répondu que c'était parce que pendant les consultations les Communautés européennes n'avaient pas répondu à une question qu'elle soit posée "au sujet de l'obligation générale consignée à l'article 12 […] concernant le comportement que les CE devaient avoir envers l'Argentine pour ce qui est du traitement et de l'approbation de produits biotechnologiques agricoles".[69] Nous reconnaissons que le fait qu'une partie défenderesse ne coopère pas rapidement peut avoir une incidence sur la clarté avec laquelle une partie plaignante peut énoncer ses allégations dans une demande d'établissement d'un groupe spécial.[70] Toutefois, l'Argentine n'a présenté aucun élément de preuve qui nous permettrait de déterminer si les Communautés européennes n'ont pas répondu à sa question. Nous ne voyons pas non plus précisément d'après la réponse de l'Argentine en quoi l'absence alléguée de coopération de la part des Communautés européennes a eu une incidence sur la précision avec laquelle l'Argentine a indiqué les obligations en cause.

77. Nous notons que les Communautés européennes reconnaissent que parmi les diverses obligations énoncées à l'article 12, quatre sont potentiellement pertinentes pour la plainte de l'Argentine.[71] À notre avis, les obligations potentiellement pertinentes sont celles qui sont énoncées à l'article 12.1, 12.2, 12.3 et 12.7.[72] L'article 12.1 est pertinent chaque fois qu'il y a une violation d'une des autres dispositions de l'article 12, comme l'article 12.2, 12.3 ou 12.7. L'article 12.3 est une application spécifique de l'obligation énoncée à l'article 12.2 de tenir compte des besoins des pays en développement dans la mise en œuvre de l'*Accord OTC* au niveau national. En ce qui concerne l'article 12.7, par contre, il devient évident, si l'on examine les choses de plus près, que cette disposition ne peut pas raisonnablement être considérée comme étant applicable en l'espèce. L'article 12.7 exige que les Communautés européennes fournissent une assistance technique aux pays en développement Membres. Mais la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine ne met pas en cause les Communautés européennes en ce qui concerne le fait qu'elles n'ont pas fourni une assistance technique. La demande fait uniquement référence au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation de produits biotechnologiques. À la lumière des éléments susmentionnés, et en particulier du fait que l'article 12.4 à 12.10 n'est pas applicable en l'espèce, de la similarité quant au fond relevée ci-dessus entre l'article 12.2 et l'article 12.3 et du fait que l'article 12.1 incorpore par référence les obligations énoncées à l'article 12.2 et 12.3, nous considérons que la référence faite par l'Argentine à l'article 12 éclaire de manière suffisante "la nature de l'obligation en cause"[73] pour permettre aux Communautés européennes de commencer à préparer leur défense. Nous constatons, par conséquent, que dans les circonstances propres à la présente affaire, la référence à l'article 12 est suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

b) Articles 2:2, 2:3, 5:5, 7, 8 et Annexe C 1) b) de l'Accord SPS et article 5.2.2 de l'Accord OTC

78. Nous allons maintenant examiner la deuxième catégorie de dispositions. On rappellera que cette catégorie comprend les dispositions qui énoncent deux obligations distinctes ou davantage sous un seul numéro d'article, de paragraphe ou d'alinéa, mais qui ne comportent aucun paragraphe, alinéa ou subdivision additionnelle. L'Argentine fait valoir, sans donner beaucoup de détails, que dans de tels cas, il n'y a pas de prescription imposant d'indiquer des clauses ou des clauses secondaires spécifiques figurant dans un article, un paragraphe ou un alinéa. Les États-Unis notent à cet égard qu'il n'y a à leur connaissance aucun rapport de groupe spécial ou de l'Organe d'appel dans lequel il soit reproché à une demande d'établissement d'un groupe spécial de ne pas citer des clauses ou clauses secondaires spécifiques figurant dans un article, un paragraphe ou un alinéa.

79. Nous ne considérons pas qu'aux fins d'un examen au titre de l'article 6:2, la structure des dispositions figurant dans les Accords de l'OMC constitue une sorte de "refuge", de sorte qu'il serait toujours suffisant de spécifier les numéros des alinéas dans les cas où une disposition comporte plusieurs alinéas etc. À notre avis, le point de savoir si une manière particulière de citer les dispositions est suffisante dépendra des circonstances propres à chaque affaire, et en particulier de la mesure dans laquelle la citation particulière éclaire la nature de l'obligation en cause. Cela dit, nous pensons que le fait que deux obligations distinctes ou davantage sont énoncées, par exemple dans un seul et même alinéa, peut fortement donner à penser que ces obligations sont très semblables par nature. Dans de tels cas, la spécification du numéro de l'alinéa pertinent peut éclairer de manière suffisante la nature de l'obligation en cause pour répondre au critère de précision minimal prescrit à l'article 6:2.

80. En l'espèce, les Communautés européennes ont indiqué un certain nombre de dispositions pour lesquelles elles considèrent que la citation conforme au niveau de précision maximal envisagé dans la structure de l'accord pertinent n'est pas suffisante. Compte tenu de cette affirmation, nous jugeons approprié de procéder à une analyse disposition par disposition.

81. Nous commençons notre analyse par l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et l'article 5.2.2 de l'*Accord OTC*. Nous analysons ces dispositions ensemble, car elles ont un libellé presque identique. Les deux dispositions comportent un certain nombre de clauses secondaires qui énoncent certaines obligations procédurales que les Membres doivent respecter en ce qui concerne le fonctionnement des procédures d'approbation ou d'évaluation de la conformité. Les États-Unis et le Canada font valoir que dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial respectives ils n'ont pas indiqué des clauses secondaires particulières parce qu'ils considèrent que les mesures spécifiques en cause sont incompatibles avec chacune des clauses secondaires des dispositions en question.[74] L'Argentine n'a pas explicitement indiqué si elle considérait les mesures spécifiques en cause comme étant incompatibles avec chacune des clauses secondaires de l'Annexe C 1) b) et de l'article 5.2.2. Elle a simplement dit qu'elle avait indiqué les numéros de paragraphes pertinents dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial et qu'il n'y avait pas de prescription imposant d'aller au-delà et d'indiquer également des clauses secondaires particulières.[75] À notre avis, comme dans une large mesure les obligations "en

matière d'avis et d'observations" énoncées à l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et aux articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC*, les diverses obligations procédurales énoncées à l'Annexe C 1) b) et l'article 5.2.2 sont étroitement liées et interdépendantes. Par conséquent, nous considérons que le fait que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes indiquent les numéros d'articles et de paragraphes pertinents éclaire de manière suffisante la "nature de l'obligation en cause"[76] pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

82. Il apparaît que l'article 2:2 de l'*Accord SPS* énonce trois obligations "fondamentales" différentes selon lesquelles: 1) les mesures SPS ne doivent être appliquées que "dans la mesure nécessaire" pour protéger la santé et la vie, 2) elles doivent être "fondée[s] sur des principes scientifiques" et 3) elles ne doivent pas être "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes". Les trois obligations énoncées à l'article 2:2 sont précisées et appliquées dans le cadre de différentes dispositions de l'*Accord SPS*, à savoir l'article 5.1, l'article 5.2 et l'article 5.6.[77] Nous notons que toutes les parties plaignantes ont mentionné l'article 5.1, l'article 5.2 et l'article 5.6 dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial en tant que fondements juridiques distincts. Eu égard à cela, nous considérons qu'il ressort suffisamment clairement des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes que chacune des obligations énoncées à l'article 2.2 est en cause dans les trois plaintes. En conséquence, nous constatons que, dans les circonstances propres à la présente affaire, la référence à l'article 2.2 est suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

83. L'article 2:3 de l'*Accord SPS* dispose que les mesures SPS ne doivent pas établir de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres et qu'elles ne doivent pas être utilisées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce. Pour examiner le caractère suffisant d'une mention de l'article 2:3, nous jugeons pertinent le fait que toutes les parties plaignantes ont également mentionné les articles I:1, III:4 et XI:1 du GATT de 1994 comme fondements juridiques de leurs plaintes. Les articles I:1 et III:4 du GATT de 1994 prohibent certaines formes de discrimination à l'égard des produits étrangers, alors que l'article XI:1 du GATT de 1994 prohibe les restrictions quantitatives à l'importation. Nous pensons que l'on peut inférer des références faites à ces dispositions du GATT de 1994 que les deux obligations énoncées à l'article 2:3 – à savoir l'obligation d'éviter une discrimination arbitraire ou injustifiable et l'obligation de ne pas appliquer des mesures SPS de façon à constituer une restriction déguisée au commerce – sont en cause dans les trois plaintes. Nous constatons par conséquent que, dans les circonstances propres à la présente affaire, la référence à l'article 2:3 est suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

84. L'article 5:5 de l'*Accord SPS* oblige les Membres 1) à éviter de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'un Membre considère appropriés dans des situations différentes et 2) à coopérer au Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires pour élaborer des directives visant à favoriser la mise en œuvre dudit article dans la pratique. Aucune des trois demandes d'établissement d'un groupe spécial ne suggère que les Communautés européennes sont mises en cause en ce qui concerne le fait qu'elles n'ont pas coopéré en vue d'élaborer certaines directives. En fait, comme le Canada l'a fait observer, les Membres se sont déjà acquittés de leur obligation collective d'élaborer des directives appropriées.[78] Ainsi, il est évident que l'obligation en cause dans les trois demandes d'établissement d'un

groupe spécial est l'obligation d'éviter de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux de protection sanitaire ou phytosanitaire. Par conséquent, nous considérons que la référence faite à l'article 5:5 dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes est suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

85. L'article 7 de l'*Accord SPS* impose aux Membres une obligation de notifier les modifications des mesures SPS et de fournir des renseignements sur les mesures SPS conformément aux dispositions de l'Annexe B de l'*Accord SPS*. S'agissant de l'obligation de "fournir des renseignements" sur les mesures SPS, nous notons que les parties plaignantes ont spécifié dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial les dispositions particulières de l'Annexe B dont elles considéraient qu'elles avaient été violées. Nous pensons par conséquent qu'il est évident que la référence à l'article ne peut pas être considérée comme une indication que les parties plaignantes allèguent des violations de *toutes* les dispositions de l'Annexe B. S'agissant de l'obligation de "notifier les modifications" des mesures SPS, nous notons qu'il n'est pas nécessaire, aux fins de notre décision préliminaire, de déterminer si cette obligation est, ou n'est pas, développée à l'Annexe B. Nous considérons que cette obligation est très semblable par nature à l'autre obligation énoncée à l'article 7, c'est-à-dire l'obligation de "fournir des renseignements" sur les mesures SPS conformément à l'Annexe B. En conséquence, nous sommes d'avis que la référence faite à l'article 7 dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes éclaire de manière suffisante la "nature de l'obligation en cause"[79] pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

86. L'article 8 de l'*Accord SPS* exige que les Membres se conforment aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation et par ailleurs fassent en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec l'*Accord SPS*. Là encore il semble évident que l'on ne peut pas considérer que les parties plaignantes allèguent des violations de *toutes* les dispositions de l'Annexe C, étant donné qu'elles ont spécifié les dispositions particulières de l'Annexe C dont elles considèrent qu'elles ont été violées. S'agissant de l'obligation de "par ailleurs [faire] en sorte" qu'il y ait conformité avec l'*Accord SPS*, nous considérons qu'étant donné la nature très semblable de cette obligation et de l'obligation de se conformer aux dispositions de l'Annexe C, la référence faite à l'article 7 dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes est suffisante pour satisfaire aux prescriptions minimales de l'article 6:2.

Énumération de dispositions qui s'excluent mutuellement ou sont subordonnées à d'autres dispositions

87. Nous notons qu'une autre préoccupation exprimée par les Communautés européennes concerne le fait que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes énumèrent certaines dispositions qui s'excluent mutuellement (comme celles qui figurent dans l'*Accord SPS* et dans l'*Accord OTC*) ou ont une autre relation clairement définie les unes avec les autres (comme les dispositions du GATT de 1994 par rapport aux dispositions figurant dans les autres Accords de l'OMC en cause). Selon les Communautés européennes, on ne voit très pas bien, en raison de la simple énumération de ces dispositions, s'il est allégué que ces dispositions s'appliquent à des aspects différents de la même mesure ou s'il est

allégué que certaines de ces dispositions s'appliquent uniquement si le Groupe spécial détermine que les autres dispositions énumérées ne sont pas applicables.

88. Nous rappelons que conformément à l'article 6:2 une demande d'établissement d'un groupe spécial doit contenir un bref exposé du fondement juridique de la plainte, qui doit être suffisant pour énoncer clairement le problème. Ainsi, ce qui est prescrit c'est d'indiquer clairement quel est le fondement juridique allégué d'une plainte.[80] Ni le texte de l'article 6:2 ni la jurisprudence pertinente ne donnent à penser qu'une partie plaignante doit expliquer, dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, les raisons pour lesquelles elle a indiqué des dispositions conventionnelles particulières. Cette explication doit être fournie dans le cadre des arguments qui seront développés dans les communications écrites et les déclarations orales de la partie plaignante.[81] En conséquence, nous ne considérons pas que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ont des lacunes parce qu'elles n'expliquent pas pourquoi certaines dispositions sont énumérées même si elles peuvent s'exclure mutuellement ou peuvent s'appliquer sous réserve d'autres dispositions. Nous ne considérons pas non plus que les demandes d'établissement d'un groupe spécial ont des lacunes parce qu'elles n'indiquent pas clairement s'il est allégué que toutes les dispositions énumérées s'appliquent au même aspect d'une mesure particulière ou s'il est allégué que certaines dispositions s'appliquent à des aspects différents de la même mesure. Il suffit de rappeler à cet égard qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial n'a pas à présenter des arguments "concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapport[ent] à quelles dispositions spécifiques [des] accords [dont il est allégué qu'ils ont été violés]".[82]

ii) Indiquer quelles mesures constituent une violation de quelles dispositions

89. Les **Communautés européennes** font valoir que dans les cas où une demande d'établissement d'un groupe spécial vise plusieurs mesures, elle devrait indiquer quelles dispositions peuvent être pertinentes pour l'examen de chaque mesure, éventuellement en décrivant les aspects de fond ou les effets des mesures dont il est allégué qu'elles sont contraires à ces dispositions. Les Communautés européennes font valoir que les demandes d'établissement d'un groupe spécial ne donnent pas la moindre explication à cet égard. Selon les Communautés européennes, elles ignorent totalement quelles dispositions ont, d'après les allégations, été violées par quelles mesures.

90. Les Communautés européennes affirment en outre que du fait que plus de 60 obligations ont été énumérées il pourrait y avoir au total plus de 3 000 allégations possibles à l'égard desquelles elles pourraient avoir à préparer une défense. Elles considèrent qu'elles ont le droit de savoir quels arguments elles devront défendre. De l'avis des Communautés européennes, la demande d'établissement d'un groupe spécial doit contenir les renseignements nécessaires.

91. Les **États-Unis** font valoir que leur demande d'établissement d'un groupe spécial allègue clairement que chacune des mesures des CE énumérées constitue une violation de chacune des dispositions citées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon les États-Unis, les termes utilisés – "Il apparaît que ces mesures sont incompatibles avec les dispositions suivantes […]" – sont clairs pour ce qui est de lier les mesures visées aux violations alléguées.

92. Les États-Unis font valoir en outre que les Communautés européennes exagèrent le nombre d'obligations visées par la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'ils ont présentée. Ils soutiennent également que l'article 6:2 n'impose pas un critère entièrement différent pour une demande d'établissement d'un groupe spécial du fait que la partie défenderesse a procédé à des violations de nombreuses dispositions de l'OMC. Enfin, les États-Unis s'attendent à ce qu'au cours de la procédure du Groupe spécial, les violations des dispositions mentionnées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial ne bénéficient pas toutes du même degré d'attention.

93. Le **Canada** rappelle que sa demande d'établissement d'un groupe spécial indique que "[c]es mesures sont incompatibles avec les obligations des CE" et spécifie ensuite quelles dispositions sont violées. Il note également que l'énumération des dispositions spécifiques dont il est allégué qu'elles ont été violées doit être lue dans le contexte général de la demande d'établissement d'un groupe spécial. Selon le Canada, certaines dispositions sont manifestement pertinentes pour certaines allégations et tout aussi manifestement dénuées de pertinence pour d'autres allégations. Plus précisément, le Canada fait valoir que les dispositions établissant des obligations procédurales pour les procédures d'homologation et les procédures d'évaluation de la conformité (article 8 et Annexe C 1) a), C 1) b), C 1) c) et C 1) e) de l'*Accord SPS* et article 5.1, 5.2.1, 5.2.2, 5.2.3, 5.6 et 5.8 de l'*Accord OTC*) ne sont pas pertinentes pour les mesures nationales des États membres des CE qui interdisent des produits qui ont déjà été approuvés par les Communautés européennes. Le Canada estime qu'elles sont pertinentes uniquement pour les mesures qui concernent le fonctionnement des procédures d'approbation préalables à la commercialisation appliquées par les Communautés européennes.

94. Le Canada fait valoir en outre que les Communautés européennes ont tort de suggérer que la demande d'établissement d'un groupe spécial qu'il a présentée "devrait indiquer quelles dispositions peuvent être pertinentes pour l'examen de chaque mesure, éventuellement en décrivant les aspects de fond ou les effets des mesures dont il est allégué qu'elles sont contraires à ces dispositions". Le Canada estime que ce dont les Communautés européennes se plaignent ici c'est du fait qu'il n'a pas donné d'indication quant aux arguments juridiques qu'il a l'intention d'avancer, ce que, selon la jurisprudence, il n'est pas tenu de faire dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial.

95. L'**Argentine** maintient que sa demande d'établissement d'un groupe spécial est claire en ce qui concerne le lien entre les dispositions dont il est allégué qu'elles ont été violées et les mesures en cause. Elle maintient également que la façon dont les dispositions énumérées sont violées est une question qui doit être développée dans sa première communication écrite et ses déclarations ultérieures.

96. Le **Groupe spécial** note que le Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains* s'est aussi posé la question de savoir si une demande d'établissement d'un groupe spécial particulière précisait quelles mesures constituaient selon les allégations une violation de quelles dispositions. Le Groupe spécial chargé de cette affaire est parvenu à la conclusion suivante:

> Nous n'admettons pas l'affirmation du Canada selon laquelle la demande ne précise pas quels lois, règlements ou actions sont

> incompatibles avec une obligation ni de quelle obligation il s'agit. La demande dit qu'"il semble que les lois, règlements *et* actions du gouvernement canadien et de la CCB ayant trait aux exportations de blé sont […] incompatibles avec le paragraphe 1 b) de l'article XVII du GATT de 1994 […]". (pas d'italique dans l'original) Ce libellé nous donne à penser – et devrait aussi, selon nous, le donner à penser au Canada et aux tierces parties – que les États-Unis ont peut-être voulu alléguer devant nous que chacune des trois catégories de mesures indiquées – lois, règlements et actions – est incompatible avec les deux obligations énoncées à l'article XVII:1 b). À notre avis, cette façon de présenter l'allégation au titre de l'article XVII n'implique pas que le Canada ne sait pas à quels arguments il doit répondre et ne peut pas, de ce fait, commencer à préparer sa défense, ni que les tierces parties ne sont pas informées du fondement juridique de la plainte des États-Unis et, partant, n'ont pas la possibilité d'y répondre effectivement.[83]

97. En l'espèce, les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial énoncent chacune les trois mesures différentes des CE en cause[84] puis indiquent ce qui suit:

> a) "Il apparaît que ces mesures sont incompatibles avec les dispositions suivantes [...]" (demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis)[85];
>
> b) "[Les mesures] constituent une violation des dispositions suivantes [...]" (demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada)[86]; et
>
> c) "Les mesures en question des Communautés européennes et de plusieurs de leurs États membres enfreignent les règles suivantes [...]" (demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine).[87]

98. Ainsi, comme c'était le cas dans l'affaire *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, le libellé des demandes d'établissement d'un groupe spécial en l'espèce donne à penser que chacune des mesures en cause dans les trois demandes est incompatible avec chacune des dispositions indiquées dans les trois demandes.

99. Se référant à sa propre demande, le Canada fait observer, toutefois, que les dispositions établissant des obligations procédurales pour les procédures d'approbation et les procédures d'évaluation de la conformité sont "manifestement dénuées de pertinence" pour la troisième mesure des CE indiquée dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, à savoir, les interdictions à la commercialisation et à l'importation maintenues, selon les allégations, par certains États membres des CE, parce que ces mesures des États membres interdisent des produits biotechnologiques qui ont déjà été approuvés par les Communautés européennes.[88] Ni les États-Unis ni l'Argentine n'ont exprimé l'avis que les dispositions procédurales auxquelles le Canada a fait référence étaient "manifestement dénuées de pertinence" pour les interdictions alléguées appliquées par les États membres à la commercialisation et à l'importation qu'ils contestent également dans leurs demandes respectives. Mais les États-Unis ont fait observer qu'"*actuellement* ils n'[avaient] pas

l'intention de présenter leurs allégations selon lesquelles les procédures utilisées pour l'adoption des interdictions nationales à la commercialisation et à l'importation constitu[aient] une violation des obligations des CE dans le cadre de l'OMC". (pas d'italique dans l'original)[89] Cette déclaration donne à penser que dans un premier temps, les États-Unis voulaient peut-être présenter de telles allégations. Elle donne également à penser que le manque de pertinence des dispositions procédurales en question pour la troisième mesure des CE visée par les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial n'est peut-être pas aussi manifeste que ce qu'en dit le Canada.

100. Comme nous l'avons fait observer plus haut, les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial telles qu'elles sont libellées indiquent qu'il est allégué que chacune des mesures en cause dans ces demandes constitue une violation de chacune des dispositions indiquées. Nous considérons, par conséquent, que les allégations qui peuvent être présentées sont "suffisamment indiquées dans [les] demande[s] d'établissement d'un groupe spécial"[90] et que les Communautés européennes savent à quels arguments elles peuvent avoir à répondre et qu'elles peuvent commencer à préparer leur défense sur la base de cette connaissance. Si le Canada avait vraiment eu l'intention d'alléguer que les interdictions à la commercialisation et à l'importation maintenues selon les allégations par certains États membres des CE constituaient des violations des dispositions établissant des obligations procédurales pour les procédures d'approbation et les procédures d'évaluation de la conformité, on peut soutenir que sa demande d'établissement d'un groupe spécial aurait pu exposer cette intention plus clairement. À en juger par le libellé actuel de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada il ne fait guère de doute que le Canada voulait peut-être présenter une telle allégation.

101. Les Communautés européennes ont fait observer que si les demandes d'établissement d'un groupe spécial étaient lues comme signifiant qu'il était allégué que chacune des mesures indiquées constituait une violation de chacune des dispositions énumérées, les Communautés européennes devraient peut-être commencer à préparer une défense concernant un grand nombre d'allégations. Nous partageons cet avis.[91] Toutefois, nous ne pensons pas que ce fait étaye une lecture différente des demandes d'établissement d'un groupe spécial. Nous ne pensons pas non plus que cela signifie que le critère juridique de clarté par rapport auquel ces demandes d'établissement d'un groupe spécial doivent être évaluées est plus strict qu'il ne l'aurait été si les demandes d'établissement d'un groupe spécial avaient indiqué un plus petit nombre d'allégations. Cela dit, nous partageons assurément l'avis des Communautés européennes selon lequel dans les cas où une demande d'établissement d'un groupe spécial expose un grand nombre d'allégations il est particulièrement important qu'une partie plaignante indique les allégations qu'elle voudra peut-être présenter avec autant de clarté que possible.

102. Les Communautés européennes suggèrent également que les demandes d'établissement d'un groupe spécial auraient dû décrire et expliquer "les aspects de fond ou les effets des mesures dont il est allégué qu'elles sont contraires à ces dispositions". Là encore, nous reconnaissons qu'il est souhaitable qu'une partie plaignante fournisse ce type de renseignements dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Toutefois, nous rappelons que l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Bananes III* a approuvé le point de vue du Groupe spécial chargé d'examiner cette

affaire selon lequel il n'est pas nécessaire qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial présente des arguments "concernant la question de savoir quels aspects spécifiques des mesures en cause se rapport[ent] à quelles dispositions spécifiques [des] accords".[92]

iii) Conclusion

103. À la lumière des considérations qui précèdent[93], le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas établi que l'une quelconque des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne répondait pas à la prescription de l'article 6:2 voulant qu'une demande d'établissement d'un groupe spécial contienne un bref exposé du fondement juridique de la plainte qui soit suffisant pour énoncer clairement le problème.

5. Conclusion générale

104. Compte tenu des conclusions que nous avons formulées plus haut aux sections 4 et 5, il n'est pas nécessaire d'examiner la question du préjudice éventuellement subi par les Communautés européennes du fait de la (des) demande(s) d'établissement d'un groupe spécial dont il est allégué qu'elle(s) présente(nt) des lacunes.

105. Dans l'ensemble, nous concluons donc que les Communautés européennes n'ont pas établi que l'une quelconque des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes, lorsqu'elle est examinée telle qu'elle est libellée et à la lumière des circonstances concomitantes, était incompatible avec l'article 6:2 du Mémorandum d'accord. En conséquence, nous rejetons la demande des Communautés européennes visant à ce que nous rendions une décision préliminaire selon laquelle les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.

ANNEXE

Dispositions des *Accords SPS* et *OTC* auxquelles se réfèrent les Communautés européennes

a) Accord SPS

i) Article 2:2

> Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5.

ii) *Article 2:3*

Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.

iii) *Article 5:5*

En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Les Membres coopéreront au Comité, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 12, pour élaborer des directives visant à favoriser la mise en oeuvre de cette disposition dans la pratique. Pour élaborer ces directives, le Comité tiendra compte de tous les facteurs pertinents, y compris le caractère exceptionnel des risques pour leur santé auxquels les personnes s'exposent volontairement.

iv) *Article 7*

Les Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B.

v) *Article 8*

Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.

vi) *Annexe B 5)*

Chaque fois qu'il n'existera pas de norme, directive ou recommandation internationale, ou que la teneur d'une réglementation sanitaire ou phytosanitaire projetée ne sera pas en substance la même que celle d'une norme, directive ou

recommandation internationale, et si la réglementation peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres:

a) publieront un avis sans tarder de manière à permettre aux Membres intéressés de prendre connaissance du projet d'adoption d'une réglementation déterminée;

b) notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par la réglementation, en indiquant brièvement l'objectif et la raison d'être de la réglementation projetée. Ces notifications seront faites sans tarder, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte;

c) fourniront, sur demande, aux autres Membres le texte de la réglementation projetée et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes, directives ou recommandations internationales;

d) ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations et des résultats de ces discussions.

vii) Annexe C 1) b)

En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte: [...] que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiqué e au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards;

b) Accord OTC

i) Article 2.9

Chaque fois qu'il n'existera pas de normes internationales pertinentes, ou que la teneur technique d'un règlement technique projeté ne sera pas conforme à celle des normes internationales pertinentes, et si le

règlement technique peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres:

2.9.1 feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées dans d'autres Membres d'en prendre connaissance, un avis selon lequel ils projettent d'adopter un règlement technique déterminé;

2.9.2 notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par le règlement technique projeté, en indiquant brièvement son objectif et sa raison d'être. Ces notifications seront faites assez tôt, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte;

2.9.3 fourniront, sur demande, aux autres Membres des détails sur le règlement technique projeté ou le texte de ce projet et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des normes internationales pertinentes;

2.9.4 ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions.

ii) Article 5.2.2

Lorsqu'ils mettront en œuvre les dispositions du paragraphe 1, les Membres feront en sorte: [...] que la durée normale de chaque procédure d'évaluation de la conformité soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'elle recevra une demande, l'institution compétente examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'institution compétente communique les résultats de l'évaluation au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'institution compétente mène la procédure d'évaluation de la conformité aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards;

iii) Article 5.6

Chaque fois qu'il n'existera pas de guide ni de recommandation pertinent émanant d'un organisme international à activité normative, ou que la teneur technique d'une procédure projetée d'évaluation de la conformité ne sera pas conforme aux guides et recommandations

pertinents émanant d'organismes internationaux à activité normative, et si la procédure d'évaluation de la conformité peut avoir un effet notable sur le commerce d'autres Membres, les Membres:

5.6.1 feront paraître dans une publication, assez tôt pour permettre aux parties intéressées dans d'autres Membres d'en prendre connaissance, un avis selon lequel ils projettent d'adopter une procédure d'évaluation de la conformité;

5.6.2 notifieront aux autres Membres, par l'intermédiaire du Secrétariat, les produits qui seront visés par la procédure projetée d'évaluation de la conformité, en indiquant brièvement son objectif et sa raison d'être. Ces notifications seront faites assez tôt, lorsque des modifications pourront encore être apportées et que les observations pourront encore être prises en compte;

5.6.3 fourniront, sur demande, aux autres Membres des détails sur la procédure projetée ou le texte de ce projet et, chaque fois que cela sera possible, identifieront les éléments qui diffèrent en substance des guides ou recommandations pertinents émanant d'organismes internationaux à activité normative;

5.6.4 ménageront, sans discrimination, un délai raisonnable aux autres Membres pour leur permettre de présenter leurs observations par écrit, discuteront de ces observations si demande leur en est faite, et tiendront compte de ces observations écrites et des résultats de ces discussions.

iv) Article 12

12.1 Les Membres accorderont aux pays en développement Membres qui sont parties au présent accord un traitement différencié et plus favorable, par l'application des dispositions ci-après et des dispositions pertinentes d'autres articles dudit accord.

12.2 Les Membres accorderont une attention particulière aux dispositions du présent accord concernant les droits et les obligations des pays en développement Membres, et tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce de ces Membres, dans la mise en oeuvre du présent accord au plan national et dans l'application des dispositions institutionnelles qui y sont prévues.

12.3 Dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, les Membres tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, pour faire en sorte que ces règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de

la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres.

12.4 Les Membres reconnaissent que, bien qu'il puisse exister des normes, guides ou recommandations internationaux, dans les conditions technologiques et socio-économiques particulières qui sont les leurs, les pays en développement Membres adoptent certains règlements techniques, normes ou procédures d'évaluation de la conformité visant à préserver des techniques et des méthodes et procédés de production indigènes compatibles avec les besoins de leur développement. Les Membres reconnaissent par conséquent que l'on ne saurait attendre des pays en développement Membres qu'ils utilisent, comme base de leurs règlements techniques ou de leurs normes, y compris les méthodes d'essai, des normes internationales qui ne sont pas appropriées aux besoins de leur développement, de leurs finances et de leur commerce.

12.5 Les Membres prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que la structure et le fonctionnement des organismes internationaux à activité normative et des systèmes internationaux d'évaluation de la conformité soient de nature à faciliter une participation active et représentative des organismes compétents de tous les Membres, en tenant compte des problèmes spéciaux des pays en développement Membres.

12.6 Les Membres prendront toutes mesures raisonnables en leur pouvoir pour faire en sorte que, à la demande de pays en développement Membres, les organismes internationaux à activité normative examinent la possibilité d'élaborer et, si cela est réalisable, élaborent des normes internationales en ce qui concerne les produits qui présentent un intérêt spécial pour ces Membres.

12.7 Conformément aux dispositions de l'article 11, les Membres fourniront une assistance technique aux pays en développement Membres pour faire en sorte que l'élaboration et l'application des règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires à l'expansion et à la diversification des exportations de ces Membres. Pour déterminer les modalités et les conditions de cette assistance technique, il sera tenu compte du degré de développement du Membre requérant, et en particulier des pays les moins avancés Membres.

12.8 Il est reconnu que les pays en développement Membres peuvent se heurter à des problèmes spéciaux, notamment des problèmes institutionnels et d'infrastructure, dans le domaine

de l'élaboration et de l'application de règlements techniques, de normes et de procédures d'évaluation de la conformité. Il est également reconnu que les besoins spéciaux de leur développement et de leur commerce, ainsi que le degré de leur développement technologique, peuvent nuire à leur capacité de s'acquitter pleinement de leurs obligations au titre du présent accord. Les Membres tiendront donc pleinement compte de ce fait. Aussi, en vue de permettre aux pays en développement Membres de se conformer au présent accord, le Comité des obstacles techniques au commerce visé à l'article 13 (dénommé dans le présent accord le "Comité") est habilité à les faire bénéficier, s'ils lui en font la demande, d'exceptions spécifiées et limitées dans le temps, totales ou partielles, aux obligations résultant du présent accord. Lorsqu'il examinera des demandes de ce genre, le Comité tiendra compte des problèmes spéciaux dans le domaine de l'élaboration et de l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, des besoins spéciaux du développement et du commerce du pays en développement Membre, ainsi que du degré de son développement technologique, qui peuvent nuire à sa capacité de s'acquitter pleinement de ses obligations au titre du présent accord. Le Comité tiendra compte, en particulier, des problèmes spéciaux des pays les moins avancés Membres.

12.9 Pendant les consultations, les pays développés Membres ne perdront pas de vue les difficultés spéciales que rencontrent les pays en développement Membres dans l'élaboration et la mise en oeuvre des normes et règlements techniques et des procédures d'évaluation de la conformité . En outre, dans leur désir d'aider les pays en développement Membres dans leurs efforts en ce sens, les pays développés Membres tiendront compte de leurs besoins spéciaux en matière de finances, de commerce et de développement.

12.10 Le Comité examinera périodiquement le traitement spécial et différencié prévu par le présent accord et accordé aux pays en développement Membres aux niveaux national et international."

---

[1] WT/DS291/23.
[2] WT/DS292/17.
[3] WT/DS293/17.
[4] Aucune des parties n'a demandé une audience préliminaire sur les questions soulevées dans la demande du 8 mars 2004 des Communautés européennes.
[5] (note de bas de page de l'original) *Ibid.*, paragraphe 143.
[6] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Droits compensateurs sur certains produits plats en acier au carbone traité contre la corrosion en provenance d'Allemagne* ("*États-Unis – Acier au carbone*"), WT/DS213/AB/R, adopté le 19 décembre 2002, paragraphe 127 (notes de bas de pages omises).

[7] Les États-Unis ont également fait valoir que, outre qu'elles étaient sans fondement, les objections des Communautés européennes à l'égard de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis n'avaient pas été formulées en temps opportun et que le Groupe spécial devrait rejeter la demande de décision préliminaire des Communautés européennes également sur cette base. Voir les observations des États-Unis sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 38. La question de la présentation en temps opportun des objections des Communautés européennes doit être traitée uniquement si le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas établi que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 6:2 du Mémorandum d'accord.
[8] WT/DS291/23, paragraphes 1 à 3.
[9] (note de bas de page de l'original) Directive 2001/18, J.O. L 106 du 17 avril 2001, page 1 (et celle qui l'a précédée, Directive 90/220, J.O. L 117 du 8 mai 1990, page 15, modifiée par la Directive 94/15, J.O. L 103 du 22 avril 1994, page 20 et par la Directive 97/35, J.O. L 169 du 27 juin 1997, page 72); et Règlement n° 258/97, J.O. L 043 du 14 février 1997, page 1.
[10] WT/DS292/17, paragraphes 1, 2 et 5.
[11] (note de bas de page de l'original) Comme il est stipulé dans la Directive 2001/18/CE du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la Directive 90/220/CE du Conseil ([2001] J.O. L 106/1) (de même que celle qui l'a précédée, à savoir la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement) ([1990] J.O. L 117/15) ainsi que dans le Règlement (CE) n° 258/97 du 27 janvier 1997 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires ([1997] J.O. L 43/1) et dans les instruments législatifs connexes auxquels il est expressément fait référence dans ces textes.
[12] WT/DS293/17, paragraphes 2 à 5.
[13] (note de bas de page de l'original) Voir l'annexe I.
[14] (note de bas de page de l'original) La réglementation de la CE concernant l'approbation des produits biotechnologiques comprend la Directive 2001/18/CE du Parlement et du Conseil, du 12 mars 2001, publiée au Journal officiel n° 106 du 17 avril 2001, pages 0001 à 0039 (et la Directive 90/220 du Conseil du 23 avril 1990 qui l'a précédée, publiée au Journal officiel n° 117 du 8 mai 1990, modifiée par la Directive 94/15 publiée au Journal officiel n° 103 du 22 avril 1994 et par la Directive 97/35 publiée au Journal officiel n° 169 du 27 juin 1997) et le Règlement (CE) n° 258/97, du Parlement et du Conseil du 27 janvier 1997, publié au Journal officiel n° 043 du 14 février 1997.
[15] (note de bas de page de l'original) Voir l'annexe II.
[16] Rapport du Groupe spécial *Canada – Mesures concernant les exportations de blé et le traitement des grains importés* ("*Canada – Exportations de blé et importations de grains*"), WT/DS276/R, daté du 6 avril 2004, pas encore adopté, paragraphe 6.10, décision au titre de l'article 6:2, paragraphe 14.
[17] *Ibid.*, décision au titre de l'article 6:2, paragraphes 17 et 20.
[18] Rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Classement tarifaire de certains matériels informatiques* ("*CE – Matériels informatiques*"), WT/DS62/AB/R, WT/DS67/AB/R, WT/DS68/AB/R, adopté le 22 juin 1998, paragraphe 69.
[19] *The Concise Oxford Dictionary*, 10th ed., J. Pearsall (ed.) (Clarendon Press, 1999), page 1443.
[20] *Ibid*.
[21] Pour le texte du paragraphe introductif voir, *supra*, le paragraphe 8.
[22] Observations des États-Unis sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 4. La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis ne fait pas explicitement référence à un moratoire "*de facto*". Toutefois, à la première réunion de l'ORD à laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis a été examinée, les États-Unis ont confirmé la nature *de facto* du moratoire en disant que "[l]'existence de ce moratoire était incontestable: [les CE] n'avaient pas examiné un produit biotechnologique en vue de son approbation depuis près de cinq ans et les hauts fonctionnaires communautaires avaient reconnu son existence lors de déclarations publiques". Voir WT/DSB/M/154, pages 6 et 7.
[23] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision au titre de l'article 6:2, paragraphe 20.
[24] *Ibid.*, décision au titre de l'article 6:2, paragraphes 20 et 27.
[25] Nous notons que cette distinction a joué un rôle dans un certain nombre de procédures de règlement des différends dans le cadre du GATT/de l'OMC. Voir, notamment, le rapport du Groupe spécial *Japon –*

Commerce des semi-conducteurs ("*Japon – Semi-conducteurs*"), adopté le 4 mai 1988, IBDD, S35/126, paragraphes 110 à 117.
[26] Observations des États-Unis sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphes 4, 5 et 16; pièces US-1 et US-2.
[27] Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 22.
[28] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Droits antidumping sur les profilés en fer ou en aciers non alliés et les poutres en H en provenance de Pologne* ("*Thaïlande – Poutres en H*"), WT/DS122/AB/R, adopté le 5 avril 2001, paragraphe 88.
[29] Nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis informe également de manière adéquate les tierces parties de la mesure spécifique qui est contestée. Nous notons à cet égard qu'aucune des tierces parties n'a présenté de quelconques observations sur les objections des Communautés européennes à l'égard de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis.
[30] Observations des États-Unis sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 18.
[31] Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 25.
[32] Pour le texte du paragraphe introductif, voir, *supra*, le paragraphe 9.
[33] Voir, *supra*, le paragraphe 20.
[34] Voir, *supra*, le paragraphe 22.
[35] Observations du Canada sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphes 18 et 19; pièces CDA-4 et CDA-5.
[36] Voir, *supra*, le paragraphe 23.
[37] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.
[38] Nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada informe également de manière adéquate les tierces parties de la mesure spécifique qui est contestée. Nous notons à cet égard qu'aucune des tierces parties n'a présenté de quelconques observations sur les objections des Communautés européennes à l'égard de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.
[39] Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 25.
[40] Voir, *supra*, le paragraphe 20.
[41] Pour le texte du deuxième paragraphe, voir, *supra*, le paragraphe 10.
[42] Il apparaît que l'Argentine entend illustrer le "moratoire *de facto*" en renvoyant à l'annexe I de sa demande d'établissement d'un groupe spécial qui indique des produits biotechnologiques spécifiques et la situation des demandes d'approbation correspondantes.
[43] Voir, *supra*, le paragraphe 22.
[44] Voir, *supra*, le paragraphe 23.
[45] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.
[46] Nous considérons que la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine informe également de manière adéquate les tierces parties de la mesure spécifique qui est contestée. Nous notons à cet égard qu'aucune des tierces parties n'a présenté de quelconques observations sur les objections des Communautés européennes à l'égard de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine.
[47] Nous notons qu'à la première réunion de l'ORD à laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine a été examinée, l'Argentine a de même expliqué que "[l]es mesures en cause comprenaient, selon le cas, le non-examen *ou* la suspension du traitement des demandes d'octroi ou d'approbation de produits agricoles biotechnologiques [...]. (pas d'italique dans l'original) Voir WT/DSB/M/154, page 8.
[48] Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 25.
[49] WT/DS291/23, paragraphe 4.
[50] WT/DS292/17, paragraphes 6 et 7.
[51] WT/DS293/17, paragraphes 5 et 6.
[52] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 88.
[53] (note de bas de page de l'original) *Ibid.*, paragraphe 123.
[54] (note de bas de page de l'original) Les arguments seront encore précisés dans la première communication écrite et dans les documents ultérieurs mais, comme nous [l'Organe d'appel] l'avons dit dans l'affaire *Communautés européennes – Bananes*, il y a une différence sensible entre les *allégations* indiquées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial, qui établit le mandat du groupe spécial en vertu de l'article 7 du

Mémorandum d'accord, et les *arguments* étayant ces allégations. Voir le rapport de l'Organe d'appel, *supra*, note de bas de page 30, paragraphe 142.
[55] Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Mesure de sauvegarde définitive appliquée aux importations de certains produits laitiers* ("*Corée – Produits laitiers*"), WT/DS98/AB/R, adopté le 12 janvier 2000, paragraphe 124.
[56] (note de bas de page de l'original) Voir le rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, *supra*, note de bas de page 21, page 23; le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Bananes*, *supra*, note de bas de page 13, paragraphes 145 et 147; et le rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets*, *supra*, note de bas de page 21, paragraphes 89, 92 et 93.
[57] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130.
[58] (note de bas de page de l'original) Rapport de l'Organe d'appel *Corée – Produits laitiers*, paragraphe 124.
[59] Le texte de ces dispositions figure en annexe à la présente décision préliminaire. Il apparaît que les Communautés européennes laissent entendre qu'elles ont indiqué ces dispositions particulières simplement à titre d'"illustration" (demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 38), mais il leur appartient d'indiquer précisément en quoi et pourquoi les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes présentent des lacunes. Le Groupe spécial limitera par conséquent son analyse aux dispositions qui ont été spécifiées par les Communautés européennes.
[60] Voir le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130, cité, *supra*, au paragraphe 54.
[61] Observations des États-Unis sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, note 15; réponse du Canada à la question n° 5 du Groupe spécial.
[62] Nous notons qu'il y a apparemment une incohérence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis, en ce sens que les États-Unis n'ont pas cité l'article 5.1 de l'*Accord OTC* dans son ensemble, mais ont au contraire spécifié l'un et l'autre de ses deux alinéas. Toutefois, cette incohérence ne change rien à notre point de vue selon lequel, lorsque toutes les dispositions énumérées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis sont considérées ensemble, le fait que les États-Unis n'ont pas spécifié les numéros des alinéas en faisant référence à l'Annexe B 5) de l'*Accord SPS* et aux articles 2.9 et 5.6 de l'*Accord OTC* donne à penser qu'ils souhaitaient alléguer des violations de chacun des alinéas.
[63] Réponse de l'Argentine à la question n° 9 du Groupe spécial.
[64] Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 93.
[65] (note de bas de page de l'original) Voir également le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Mesures à l'importation de certains produits en provenance des Communautés européennes*, WT/DS165/AB/R, adopté le 10 janvier 2001, paragraphe 111.
[66] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130, cité, *supra*, paragraphe 54.
[67] Réponse de l'Argentine à la question n° 8 du Groupe spécial.
[68] Plus précisément, l'Organe d'appel a noté ce qui suit: "[c]ompte tenu de l'importance de la demande d'établissement d'un groupe spécial, nous encourageons les parties plaignantes à être précises lorsqu'elles indiquent le fondement juridique de la plainte". Rapport de l'Organe d'appel *Thaïlande – Poutres en H*, paragraphe 97.
[69] Réponse de l'Argentine à la question n° 8 du Groupe spécial.
[70] Voir le rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision au titre de l'article 6:2, paragraphe 43.
[71] Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 38. Les Communautés européennes n'indiquent pas les numéros des paragraphes qui énoncent ces quatre obligations.
[72] L'article 12.4 traite des mesures prises par les pays en développement Membres. L'article 12.5 et 12.6 porte sur les obligations des Membres en rapport avec les travaux des organismes internationaux à activité normative. L'article 12.8 concerne les problèmes auxquels se heurtent les pays en développement Membres pour s'acquitter de leurs obligations au titre de l'*Accord OTC* et de la possibilité de bénéficier d'exceptions limitées dans le temps aux obligations au titre de l'*Accord OTC*. L'article 12.9 porte sur les "consultations" dans une situation où un pays en développement Membre procède à "l'élaboration et [à] la mise en œuvre" des normes, règlements techniques ou procédures d'évaluation de la conformité. Toutefois, il n'est suggéré nulle part dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine que les Communautés européennes ne se sont pas conformées à leurs obligations pendant les consultations entre l'Argentine et les Communautés européennes. Par ailleurs, la plainte de l'Argentine ne vise manifestement pas l'élaboration et la mise en œuvre de ses propres normes, règlements techniques ou procédures d'évaluation de la conformité. L'article 12.10 énonce une prescription à laquelle doit satisfaire le Comité des obstacles techniques au commerce.

[73] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130, cité, *supra*, paragraphe 54.
[74] Réponse des États-Unis à la question n° 3 du Groupe spécial; réponse du Canada à la question n° 5 du Groupe spécial.
[75] Réponse de l'Argentine à la question n° 9 du Groupe spécial.
[76] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130, cité, *supra*, paragraphe 54.
[77] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Mesures visant les importations de saumons* ("*Australie – Saumons*"), WT/DS18/AB/R, adopté le 6 novembre 1998, paragraphe 138; le rapport du Groupe spécial *Communautés européennes – Mesures concernant les viandes et les produits carnés (hormones) – Plainte du Canada* ("*CE – Hormones (Canada)*"), WT/DS48/R/CAN, adopté le 13 février 1998, modifié par le rapport de l'Organe d'appel, WT/DS26/AB/R, WT/DS48/AB/R, paragraphe 8.99.
[78] Voir G/SPS/15.
[79] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 130, cité, *supra*, paragraphe 54.
[80] Voir, par exemple, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 172.
[81] Voir le rapport de l'Organe d'appel *Communautés européennes – Régime applicable à l'importation, à la vente et à la distribution des bananes* ("*CE – Bananes III*"), WT/DS27/AB/R, adopté le 25 septembre 1997, paragraphe 141.
[82] *Ibid.*
[83] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, décision au titre de l'article 6:2 paragraphe 29.
[84] Voir, *supra*, les paragraphes 8, 9 et 10. Il importe de noter qu'en énumérant les trois mesures des CE, les trois demandes d'établissement d'un groupe spécial utilisent toutes la conjonction de coordination "et".
[85] WT/DS291/23.
[86] WT/DS292/17.
[87] WT/DS293/17.
[88] Observations du Canada sur la demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 33; réponse du Canada à la question n° 6 du Groupe spécial. Pour la liste des dispositions pertinentes, voir, *supra*, le paragraphe 93.
[89] Réponse des États-Unis à la question n° 2 du Groupe spécial, note 1.
[90] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 173.
[91] Nous ne sommes pas convaincus, toutefois, que les Communautés européennes pourraient éventuellement avoir à se défendre contre plus de 3 000 allégations. En particulier, nous notons que les Communautés européennes elles-mêmes sont d'avis que certaines des dispositions citées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial s'excluent mutuellement ou sont subordonnées à d'autres dispositions. Demande de décision préliminaire des Communautés européennes, paragraphe 40.
[92] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Bananes III*, paragraphe 141.
[93] Nous notons, en outre, que de même que nous ne considérons pas que du fait des résumés du fondement juridique des plaintes figurant dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes, les Communautés européennes ne savent pas à quels arguments elles doivent répondre et, partant, sont dans l'incapacité de commencer à préparer leur défense, nous ne considérons pas non plus que du fait de ces résumés, les tierces parties ne sont pas informées du fondement juridique des plaintes des parties plaignantes et ne sont donc pas en mesure de répondre effectivement à ces plaintes. Nous rappelons à cet égard qu'aucune des tierces parties n'a présenté de quelconques observations sur les objections des Communautés européennes à l'égard des demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes.

7.48 En relation avec la décision préliminaire susmentionnée, nous notons que dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit: "faute de démontrer la source de la prohibition, une partie plaignante ne peut pas contester une "prohibition totale" en tant que "mesure", en soi, dans une procédure de règlement d'un différend dans le cadre de l'AGCS".[235] Cette déclaration porte sur une mesure qui était différente par nature de la première mesure contestée par les parties plaignantes en l'espèce (le moratoire général des CE allégué). En effet, dans l'affaire *États-Unis – Jeux*, la conclusion de l'Organe d'appel était fondée sur l'argument selon lequel sans connaître la source précise de la "prohibition totale", la partie défenderesse dans l'affaire en question n'était pas en

[235] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Jeux*, paragraphe 126.

mesure de préparer sa défense d'une manière adéquate, en particulier parce qu'il avait été allégué que de nombreuses lois fédérales et lois des États étaient à la base de la "prohibition totale".[236] Dans la présente affaire, il n'y a pas d'allégation selon laquelle de nombreuses lois et réglementations des CE sont à la base de la première mesure contestée par les parties plaignantes. Les parties plaignantes allèguent tout le contraire, à savoir, qu'il n'y a pas de lois ou réglementations formelles à la base de la première mesure et que, de ce fait, aucune loi ou réglementation de ce genre n'aurait pu être indiquée. Compte tenu de cela, nous ne voyons pas d'incompatibilité entre notre approche et celle de l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Jeux*.[237] En tout état de cause, nous avons déterminé plus haut que la description de la première mesure visée par les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées respectivement par les parties plaignantes, lorsqu'elle est lue conjointement avec d'autres renseignements fournis dans ces demandes, indique d'une manière adéquate la mesure spécifique qui est contestée, et que les Communautés européennes ne nous ont pas convaincus que les renseignements figurant dans les descriptions de la première mesure faites respectivement par les parties plaignantes ne permettaient pas aux Communautés européennes de préparer leur défense d'une manière adéquate.

7. Pertinence d'autres règles de droit international pour l'interprétation des Accords de l'OMC en cause en l'espèce

7.49 Les **Communautés européennes** font valoir que dans l'affaire *États-Unis – Essence* l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "il ne faut pas lire l'Accord général en l'isolant cliniquement du droit international public". Plus précisément, elles notent que les Accords de l'OMC – y compris l'*Accord SPS*, l'*Accord OTC* et le GATT de 1994 – doivent être interprétés et appliqués par référence aux règles pertinentes de droit international apparaissant en dehors du contexte de l'OMC, telles qu'elles sont consignées dans des accords et déclarations internationaux. Les Communautés européennes notent que, nonobstant la déclaration susmentionnée de l'Organe d'appel, les parties plaignantes dans la présente procédure traitent les questions juridiques concernant l'autorisation et le commerce international des OGM comme si elles étaient régies exclusivement par les règles de l'OMC, et ne font absolument aucune référence aux règles pertinentes de droit international public qui ont été adoptées pour régir les préoccupations et prescriptions qui découlent des caractéristiques particulières des OGM.

7.50 Compte tenu de l'argument des Communautés européennes, le **Groupe spécial** va maintenant traiter la question de la pertinence d'autres règles de droit international pour l'interprétation des Accords de l'OMC en cause en l'espèce.

a) Autres règles de droit international applicables en tant qu'élément d'interprétation dont il faut tenir compte en même temps que du "contexte" (article 31 3) c) de la *Convention de Vienne sur le droit des traités*)

7.51 En abordant cette question, nous examinons tout d'abord s'il y a d'autres règles de droit international applicables dont il nous faut tenir compte pour interpréter les Accords de l'OMC en cause en l'espèce.

7.52 Les **Communautés européennes** affirment que le Groupe spécial est tenu d'interpréter les règles du droit de l'OMC pertinentes d'une manière compatible avec les autres règles de droit international qui peuvent être pertinentes pour la présente procédure. Elles notent à cet égard que les règles coutumières d'interprétation du droit international public sont consignées aux articles 31 et 32

[236] *Ibid*., paragraphe 125.
[237] Pour notre approche, *voir* la Décision préliminaire, paragraphes 22 à 24, 34, 35, 45 et 46.

de la *Convention de Vienne sur le droit des traités* (ci-après "la *Convention de Vienne*") et incluent la prescription imposant de tenir compte des autres règles pertinentes de droit international, en plus du contexte du traité lui-même. Les Communautés européennes notent à cet égard que l'Organe d'appel a interprété les règles de l'OMC par référence à des traités qui ne lient pas toutes les parties à la procédure. Plus précisément, les Communautés européennes font référence aux traités invoqués par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* – à l'appui d'arguments présentés par les États-Unis – traités que ce pays n'avait pas signés ou avait signés mais pas ratifiés. Elles affirment que le Groupe spécial est tenu de suivre l'approche définie dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*.

7.53 Les Communautés européennes considèrent que les instruments de droit international contraignants pertinents pour la présente affaire sont la *Convention de 1992 sur la diversité biologique* (ci-après "la *Convention sur la diversité biologique*") et le *Protocole de Cartagena de 2000 sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique* (ci-après "le *Protocole sur la biosécurité*"). Selon les Communautés européennes, la *Convention sur la diversité biologique* lie les Communautés européennes, l'Argentine et le Canada et a été signée par les États-Unis. S'agissant du *Protocole sur la biosécurité*, les Communautés européennes font observer que le *Protocole* lie les Communautés européennes (qui ont des obligations à ce titre vis-à-vis des tiers) et a été signé par l'Argentine et le Canada. S'agissant des États-Unis, les Communautés européennes indiquent que les États-Unis participent aux mécanismes d'échange prévus dans le *Protocole* (aux articles 11 et 20) et qu'il faut donc considérer qu'ils n'ont aucune objection à l'approche requise par le *Protocole*. D'une manière plus générale, les Communautés européennes font valoir qu'au titre de l'article 18 de la *Convention de Vienne* (qui, selon les Communautés européennes, reflète le droit international coutumier) un État qui a signé un traité est tenu de "s'abstenir d'actes qui [le] priveraient ... de son objet et de son but".

7.54 Les Communautés européennes font valoir que le *Protocole sur la biosécurité* est l'accord international qui est le plus directement pertinent pour les questions soulevées dans le cadre de la présente procédure. La relation entre le *Protocole* et les autres accords internationaux, y compris les accords commerciaux, est régie par les trois derniers considérants du préambule. Ils rappellent le concept de soutien mutuel entre les accords sur le commerce et sur l'environnement; ils affirment en outre que le *Protocole* ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations des Parties en vertu de tout autre accord international en vigueur, mais rappellent qu'une telle déclaration ne signifie pas que le *Protocole* est subordonné à d'autres accords internationaux. Les Communautés européennes estiment que les parties plaignantes ne prennent pas en considération les règles de droit international consignées dans le *Protocole sur la biosécurité* concernant le principe de précaution et à l'évaluation des risques.

7.55 Les Communautés européennes font valoir que même si le *Protocole sur la biosécurité* n'a pas été invoqué dans des procédures antérieures de règlement d'un différend dans le cadre de l'OMC, il y a de nombreux éléments étayant l'idée que le *Protocole sur la biosécurité* et l'*Accord SPS* (ainsi que l'*Accord OTC* et le GATT de 1994) sont si étroitement liés qu'ils devraient être interprétés et appliqués d'une manière mutuellement compatible, dans la mesure où cela est possible (comme c'est le cas en l'espèce). Les Communautés européennes indiquent à cet égard qu'il n'y a pas d'incompatibilité *a priori* entre des Accords de l'OMC (*Accord SPS*, *Accord OTC*, GATT de 1994) et le *Protocole sur la biosécurité*; que les deux instruments sont complémentaires; et que les dispositions du *Protocole* relatives à la précaution et à l'évaluation des risques éclairent le sens et l'effet des dispositions pertinentes des Accords de l'OMC. En outre, elles estiment que les négociateurs du *Protocole sur la biosécurité* étaient particulièrement conscients de sa relation avec les Accords de l'OMC et ne peuvent avoir voulu qu'il y ait une incompatibilité d'approche. Des gouvernements raisonnables ont conclu que l'autorisation des OGM (y compris les prescriptions en matière d'importation) exigeait une approche particulière, et ils ne peuvent guère avoir voulu que cette

approche soit incompatible avec les règles de l'OMC. Les Communautés européennes font valoir, enfin, que l'application de leurs mesures internes est pleinement compatible avec les Accords de l'OMC, et que cela est confirmé par les prescriptions du *Protocole sur la biosécurité*.

7.56 Les **États-Unis** font valoir qu'il n'y a pas d'instruments de droit international contraignants ayant un caractère pertinent pour le présent différend, autres que l'*Accord sur l'OMC*. En outre, ils notent qu'en vertu du Mémorandum d'accord, le mandat du Groupe spécial consiste à examiner la question en cause "à la lumière des dispositions pertinentes [...] des accords visés cités par les parties au différend". La question ne doit *pas* être examinée à la lumière des dispositions du *Protocole sur la biosécurité*, ni d'autres sources de droit international.

7.57 Les États-Unis font valoir que la seule façon dont d'autres sources de droit international pourraient être pertinentes pour le présent différend est le cas où, au titre de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, ces autres sources de droit aideraient le Groupe spécial à "clarifier les dispositions existantes [des] accords [visés] conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Telles qu'elles sont pertinentes en l'espèce, les règles coutumières d'interprétation du droit international public sont consignées à l'article 31 de la *Convention de Vienne*. Cette disposition indique que les termes d'un traité doivent être interprétés "suivant le sens ordinaire à [leur] attribuer [...] dans leur contexte et à la lumière de [l]'objet et [du] but [du traité]". Les États-Unis notent que le droit international autre que l'*Accord sur l'OMC* est uniquement pertinent dans la mesure où il aiderait le Groupe spécial à interpréter les termes particuliers des accords visés en cause en l'espèce.

7.58 Les États-Unis désapprouvent toute idée que le *Protocole sur la biosécurité* soit une règle de droit international aux fins de l'interprétation de l'*Accord sur l'OMC* conformément aux principes énoncés à l'article 31 3) de la *Convention de Vienne*. En vertu de l'article 31 3), la règle internationale doit être "applicable dans les relations entre les parties". Les États-Unis notent qu'en l'espèce, le *Protocole sur la biosécurité* n'est pas applicable aux relations entre les États-Unis et les Communautés européennes, parce que les États-Unis ne sont pas partie au *Protocole sur la biosécurité*. Les États-Unis indiquent que l'argument contraire des Communautés européennes est totalement dénué de fondement. Les Communautés européennes notent que les États-Unis participent au mécanisme d'échange prévu dans le *Protocole sur la biosécurité*, et elles en concluent hâtivement que les États-Unis ne doivent donc avoir aucune objection à l'égard de l'"approche" requise par le *Protocole sur la biosécurité*. Les États-Unis font valoir que l'effort de bonne foi qu'ils font pour partager des renseignements concernant les organismes vivants modifiés qui ont fait l'objet d'un examen réglementaire aux États-Unis n'équivaut en rien à une approbation du *Protocole* lui-même.

7.59 En outre, les États-Unis ne partagent pas l'avis selon lequel le Groupe spécial devrait prendre en considération le *Protocole sur la biosécurité* pour interpréter l'*Accord sur l'OMC* même dans un différend entre des Membres de l'OMC qui étaient tous deux parties au *Protocole sur la biosécurité*. Les États-Unis font observer que les Communautés européennes elles-mêmes reconnaissent que le *Protocole* prévoit explicitement que les parties ne peuvent pas faire abstraction de leurs obligations internationales existantes lorsqu'elles mettent en œuvre le *Protocole sur la biosécurité*. Ils font observer que le *Protocole sur la biosécurité* indique de manière claire et sans ambiguïté que le *Protocole* ne modifie pas les droits et obligations en vertu de tout accord international en vigueur. De plus, ils notent qu'en l'espèce, les Communautés européennes n'ont pas indiqué en quoi le *Protocole sur la biosécurité* ou un "principe de précaution" serait pertinent pour interpréter toute disposition particulière de l'*Accord sur l'OMC*. En outre, ils notent que les Communautés européennes ne font pas valoir que toute disposition du *Protocole* est en quoi que ce soit incompatible avec le plein respect par les Communautés européennes de leurs obligations dans le cadre de l'OMC. Selon les États-Unis, le *Protocole sur la biosécurité* prévoit un système réglementaire opérationnel dans chaque pays Partie

– un système qui fonctionne de manière prévisible pour prendre des décisions en connaissance de cause sur les importations d'"organismes vivants modifiés" dans un délai spécifié. Nulle part le *Protocole* n'exige ni même n'admet l'adoption de moratoires en ce qui concerne la prise de décisions, ou des retards injustifiés dans cette prise de décisions.

7.60 Le **Canada** fait valoir qu'à l'exception peut-être de la *Convention internationale de 1979 pour la protection des végétaux*, il n'y a pas d'instruments de droit international contraignants pertinents pour la présente affaire. En ce qui concerne le *Protocole sur la biosécurité*, le Canada note que la seule pertinence éventuelle du *Protocole* pour le présent différend pourrait être à des fins d'interprétation. Dans un premier temps, le Canada a fait observer à cet égard que du fait que les parties plaignantes au présent différend n'étaient pas parties au *Protocole sur la biodiversité*, le *Protocole sur la biodiversité* n'était pas une "règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties" (article 31 3) c) de la *Convention de Vienne*). Toutefois, à un stade ultérieur, le Canada a fait valoir que la référence aux "parties" faite à l'article 31 3) c) était une référence aux parties au traité qui était interprété. Sur cette base, le Canada a fait observer que dans le cas de l'*Accord sur l'OMC*, les règles de droit international en question devraient être applicables dans les relations entre tous les Membres de l'OMC.

7.61 Le Canada fait en outre valoir qu'en tout état de cause, il ne faudrait pas tenir compte du *Protocole sur la biosécurité* dans l'interprétation des obligations au titre de l'*Accord sur l'OMC*, étant donné que les propres termes du *Protocole* soulignent que "le présent Protocole ne sera pas interprété comme impliquant une modification des droits et obligations d'une Partie en vertu d'autres accords internationaux en vigueur". En outre, le Canada note que les Communautés européennes n'ont donné aucune explication quant à la façon dont le *Protocole sur la biosécurité* pourrait les aider. En particulier, le *Protocole sur la biosécurité* n'habilite pas les Communautés européennes à prendre des mesures qui font abstraction des conclusions de leurs évaluations des risques scientifiques ou à suspendre le fonctionnement de leur processus d'évaluation des risques. Selon le Canada, il n'y a pas d'incompatibilité entre les obligations découlant du *Protocole sur la biosécurité* et les obligations dans le cadre de l'OMC pertinentes pour le présent différend. Le *Protocole sur la biosécurité* est fondé sur une évaluation des risques transparente, rationnelle du point de vue scientifique qui sert de base aux décisions concernant l'importation des produits auxquels il s'applique. Le Canada fait valoir que les mesures des Communautés européennes – moratoire, interdiction de commercialiser des produits spécifiques et interdictions appliquées par les États membres – sont des réfutations absolues de ce fondement. De même, le champ d'application du *Protocole sur la biosécurité* se limite aux "organismes vivant modifiés" ou OVM. Les Communautés européennes essaient à de nombreuses reprises d'assimiler l'expression OVM à celle d'OGM. Étant donné que le *Protocole sur la biosécurité* vise l'incidence des OVM sur la biodiversité, même selon la théorie des Communautés européennes, le *Protocole* est dénué de pertinence pour l'évaluation des risques des produits biotechnologiques destinés à être utilisés en tant que denrées alimentaires en vertu du Règlement n° 258/97. Le Canada estime que, pour toutes ces raisons, les Communautés européennes ne trouveront aucune justification de leurs mesures au titre de l'*Accord sur l'OMC* en faisant appel à d'autres accords internationaux.

7.62 L'**Argentine** fait valoir que conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel, celui qui interprète un traité doit recourir à la *Convention de Vienne* pour interpréter les accords visés. Elle indique qu'en l'espèce, en ce qui concerne les règles "hors du cadre de l'OMC" invoquées par les Communautés européennes, il est nécessaire de recourir à l'article 31 de la *Convention de Vienne*.

7.63 En outre, l'Argentine fait valoir que les règles de droit international auxquelles les Communautés européennes font référence ne sont manifestement pas un accord "ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité" au sens de

l'article 31 2) a) de la *Convention de Vienne*. Elles ne sont pas non plus un "instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité" au sens de l'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne*. En outre, l'Argentine estime que les règles citées par les Communautés européennes ne sont pas un "accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions" au sens de l'article 31.3 a). De plus, l'Argentine affirme que le *Protocole sur la biosécurité* ne peut pas être considéré comme "toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties" au sens de l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne*, puisque les Communautés européennes sont la seule partie dans le présent différend porté devant l'OMC qui soit liée par les dispositions du *Protocole sur la biosécurité*.

7.64 Le **Groupe spécial** commence son analyse en formulant quelques observations générales avant d'examiner la pertinence des règles de droit international dont les Communautés européennes allèguent qu'elles devraient avoir une incidence sur notre interprétation des dispositions de l'OMC.

i) Généralités

7.65 En vertu de l'article 3:2 du Mémorandum d'accord, nous devons interpréter les Accords de l'OMC "conformément aux règles coutumières d'interprétation du droit international public". Ces règles coutumières sont consignées, en partie, à l'article 31 de la *Convention de Vienne*.[238]

7.66 La partie pertinente de l'article 31 dispose ce qui suit:

> Article 31
> Règle générale d'interprétation
>
> 1. Un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but.
>
> 2. Aux fins de l'interprétation d'un traité, le contexte comprend, outre le texte, préambule et annexes inclus:
>
> a) tout accord ayant rapport au traité et qui est intervenu entre toutes les parties à l'occasion de la conclusion du traité;
>
> b) tout instrument établi par une ou plusieurs parties à l'occasion de la conclusion du traité et accepté par les autres parties en tant qu'instrument ayant rapport au traité.
>
> 3. Il sera tenu compte, en même temps que du contexte:
>
> a) de tout accord ultérieur intervenu entre les parties au sujet de l'interprétation du traité ou de l'application de ses dispositions;
>
> b) de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité;
>
> c) de toute règle pertinente de droit international applicable dans les relations entre les parties.

[238] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphes 61 et 62.

7.67 L'article 31 3) c) parle directement de la question de la pertinence d'autres règles de droit international pour l'interprétation d'un traité. En examinant les dispositions de l'article 31 3 c), nous notons, tout d'abord, qu'il se réfère à toute "règle ... de droit international". Textuellement, cette référence semble suffisamment large pour englober toutes les sources de droit international public généralement acceptées, c'est-à-dire i) les conventions internationales (traités), ii) la coutume internationale (droit international coutumier) et iii) les principes généraux de droit reconnus. À notre avis, il ne fait aucun doute que les traités et les règles coutumières du droit international sont des "règles de droit international" au sens de l'article 31 3) c). Nous partageons donc l'avis des Communautés européennes selon lequel un traité comme le *Protocole sur la biosécurité* serait admissible en tant que "règle de droit international". Concernant les *principes* généraux de droit reconnus qui sont applicables en droit international, il ne va peut-être pas de soi qu'ils peuvent être considérés comme des "règles de droit international" au sens de l'article 31 3) c). Cependant, l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* a clairement indiqué que conformément à l'article 31 3) c) il fallait tenir compte des principes généraux de droit international dans l'interprétation des dispositions de l'OMC.[239] Comme nous le précisons plus loin, les Communautés européennes considèrent que le principe de précaution est un "principe général de droit international". Sur la base du rapport de l'Organe d'appel concernant l'affaire *États-Unis – Crevettes*, nous partagerions l'avis selon lequel si le principe de précaution est un principe général du droit international, il pourrait être considéré comme une "règle de droit international" au sens de l'article 31 3) c).

7.68 En outre, et ce point est important, l'article 31 3) c) indique que ce sont uniquement les règles de droit international qui sont "applicables dans les relations entre les parties" dont il faut tenir compte pour interpréter un traité. Cette limitation amène à se poser la question de savoir ce que signifie l'expression "les parties". En examinant cette question, nous notons que l'article 31 3) c) ne fait pas référence à "une ou plusieurs parties".[240] Il ne fait pas non plus référence à toute "partie à un différend".[241] Nous notons en outre que l'article 2:1 g) de la *Convention de Vienne* définit le sens du terme "partie" aux fins de la *Convention de Vienne*. Ainsi, "partie" s'entend d'"un État qui a consenti à être lié par le traité et à l'égard duquel le traité est en vigueur". On peut inférer de ces éléments que les règles de droit international applicables dans les relations entre "les parties" sont les règles de droit international applicables dans les relations entre les États qui ont consenti à être liés par le traité qui est interprété, et à l'égard desquels ce traité est en vigueur.[242] Cette compréhension de l'expression

[239] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 158 et note de bas de page 157. L'Organe d'appel a constaté dans cette affaire que le principe de la bonne foi était en même temps un principe général de droit et un principe général de droit international.

[240] Nous notons que, par contre, l'article 31 2) b) de la *Convention de Vienne* fait référence à "une ou plusieurs parties".

[241] Par contre, l'article 66 de la *Convention de Vienne* qui porte sur les procédures de règlement judiciaire, d'arbitrage et de conciliation, fait référence à toute "partie à un différend". Nous notons que l'absence de référence à toute "partie à un différend" à l'article 31 n'est pas surprenante étant donné que l'article 31 ne vise pas à énoncer des règles d'interprétation qui sont applicables uniquement dans le contexte de procédures (quasi) judiciaires internationales.

[242] Nous sommes conscients de ce que l'article 31 2) a) de la *Convention de Vienne* fait référence à "toutes les parties". Toutefois, nous ne considérons pas que l'article 31 2) a) exclut notre interprétation de l'expression "les parties" figurant à l'article 31 3) c). À notre avis, la référence à "toutes les parties" est utilisée à l'article 31 2) a) pour montrer clairement la différence entre la catégorie de documents visée dans cette disposition (à savoir des accords ayant rapport au traité qui sont intervenus entre "toutes les parties") et la catégorie de documents visée à l'article 31 2) b) (à savoir des instruments établis par "une ou plusieurs parties" et acceptés par "les autres parties" en tant qu'instruments ayant rapport au traité). En d'autres termes, nous pensons que l'utilisation de l'expression "toutes les parties" à l'article 31 2) a) s'explique, et est rendue nécessaire, par l'existence de l'article 31 2) b). Suite logique de ce point de vue, nous pensons que l'absence de référence à "toutes les parties" à l'article 31 3) c) s'explique par le fait que l'article 31 3) ne contient aucune

"les parties" amène logiquement à penser que les règles de droit international dont il faut tenir compte pour interpréter les Accords de l'OMC en cause en l'espèce sont celles qui sont applicables dans les relations entre les Membres de l'OMC.[243]

7.69 Il importe de noter que l'article 31 3) c) impose à celui qui interprète un traité de tenir compte d'autres règles de droit international ("[i]l sera tenu compte"); il ne donne pas simplement à celui qui interprète un traité la possibilité de le faire.[244] Il est vrai que l'obligation consiste à "tenir compte" de ces règles, et aucun résultat particulier n'est donc prescrit. Toutefois, l'article 31 1) indique clairement qu'un traité doit être interprété "de bonne foi". Ainsi, dans les cas où l'examen de tous les autres éléments d'interprétation énoncés à l'article 31 aboutit à plus d'une interprétation admissible, celui qui interprète un traité en suivant les instructions de l'article 31 3) c) de bonne foi devrait à notre avis opter pour l'interprétation qui est plus en accord avec les autres règles de droit international applicables.[245]

---

disposition comme l'article 31 2) b), c'est-à-dire que l'article 31 3) ne contient aucune disposition qui fait référence à "une ou plusieurs parties" et, partant, pourrait rendre peu claire ou ambiguë la référence aux "parties" faite à l'article 31 3) c).

Il est utile de noter, en outre, que le point de vue selon lequel l'expression "les parties" figurant à l'article 31 3) c) devrait être comprise comme faisant référence à toutes les parties à un traité a également été exprimé par Mustafa Yasseen, "L'interprétation des traités d'après la Convention de Vienne sur le droit des traités", dans *Recueil des cours de l'Académie de droit international* (1976), volume III, page 63, paragraphe 7.

[243] Nous trouvons d'autres éléments étayant ce point de vue dans les dispositions de l'article 31 3) b). L'article 31 3) b), qui fait partie du contexte immédiat de l'article 31 3) c), dispose que celui qui interprète un traité doit tenir compte "de toute pratique ultérieurement suivie dans l'application du traité par laquelle est établi l'accord des parties à l'égard de l'interprétation du traité". Comme l'article 31 3) c), cette disposition fait référence aux "parties". Dans l'affaire *CE – Morceaux de poulet*, il apparaît que l'Organe d'appel a souscrit à l'avis du Groupe spécial chargé d'examiner cette affaire selon lequel le terme "parties" figurant à l'article 31 3) b) désigne les parties à un traité et dans le contexte de l'OMC doit être interprété comme signifiant les Membres de l'OMC. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 272 (faisant référence à "une partie au traité" et à l'accord d'"autres Membres de l'OMC" à l'égard d'une pratique) et 273 (faisant référence à la "question de savoir comment établir l'accord des Membres qui n'ont pas suivi une pratique"). *Voir également* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, page 15 (faisant référence à "l'accord des parties [à un traité] à l'égard de l'interprétation du traité"). Il est vrai que l'Organe d'appel a constaté que "l'interprétation d'une disposition d'un traité sur la base d'une pratique ultérieurement suivie li[ait] toutes les parties au traité, y compris celles qui n'[ont] pas effectivement suivi une telle pratique". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 273. Mais il a également constaté qu'il était nécessaire d'"établir l'accord des parties qui n'ont pas suivi une pratique". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Morceaux de poulet*, paragraphe 271. Ainsi, notre interprétation du terme "parties" figurant à l'article 31 3) c) est compatible avec l'interprétation donnée par l'Organe d'appel du même terme figurant à l'article 31 3) b), et même étayée par cette dernière. À notre avis, il serait incongru de permettre que l'interprétation d'un traité soit affectée par des règles de droit international qui ne sont pas applicables dans les relations entre toutes les parties au traité, mais pas par une pratique ultérieurement suivie qui n'établit pas l'accord de toutes les parties au traité à l'égard du sens de ce traité.

[244] Ce point de vue est confirmé par l'historique de la négociation de l'article 31 3). La Commission du droit international, dans son commentaire sur l'article 27 du projet de *Convention de Vienne*, qui avait un libellé identique à celui de l'article 31 actuel de la *Convention de Vienne*, a dit ce qui suit: "les trois éléments [les trois alinéas de ce qui est maintenant l'article 31 3)] présentent tous un caractère obligatoire et, de par leur nature même, ils ne sauraient être considérés comme des normes d'interprétation inférieures en quoi que ce soit à celles qui les précèdent". *Annuaire de la Commission du droit international* (1966), volume II, page 240, paragraphe 9.

[245] Nous ne laissons pas entendre que les autres règles de droit international applicables constituent invariablement ou exclusivement une sorte de "tie-breaker" dans le processus d'interprétation.

7.70 Compte tenu du fait que l'article 31 3) c) prescrit l'examen des autres règles de droit international applicables, et qu'un tel examen peut amener celui qui interprète un traité a adopter une interprétation plutôt qu'une autre, nous pensons qu'il est judicieux d'interpréter l'article 31 3) c) comme exigeant l'examen des règles de droit international qui sont applicables dans les relations entre toutes les parties au traité qui est interprété. Le fait d'exiger qu'un traité soit interprété à la lumière des autres règles de droit international qui lient les États parties au traité assure ou renforce la compatibilité des règles de droit international applicables à ces États et contribue ainsi à éviter des conflits entre les règles pertinentes.

7.71 Il apparaît que les Communautés européennes suggèrent que nous devons interpréter les Accords de l'OMC en cause en l'espèce à la lumière d'autres règles de droit international même si ces règles ne lient pas toutes les parties au présent différend.[246] En traitant cet argument, nous rappelons tout d'abord notre point de vue selon lequel l'article 31 3) c) devrait être interprété comme prescrivant l'examen des règles de droit international qui sont applicables dans les relations entre toutes les parties au traité qui est interprété.[247] Les parties à un différend portant sur la conformité avec un traité particulier sont, naturellement, parties à ce traité. En relation avec le présent différend on peut donc dire que si une règle de droit international n'est pas applicable à l'un des quatre Membres de l'OMC qui sont parties au présent différend, la règle n'est pas applicable dans les relations entre tous les Membres de l'OMC. En conséquence, sur la base de notre interprétation de l'article 31 3) c), nous ne considérons pas que pour interpréter les Accords de l'OMC pertinents il nous faut tenir compte d'autres règles de droit international qui ne sont pas applicables à l'une des parties au présent différend. Mais même indépendamment de notre propre interprétation, nous pensons que l'article 31 3) c) ne peut pas raisonnablement être interprété comme les Communautés européennes le suggèrent. En effet, on ne voit pas pourquoi un État souverain approuverait une règle impérative d'interprétation des traités qui pourrait avoir comme conséquence que l'interprétation d'un traité auquel cet État est partie est affectée par d'autres règles de droit international que ledit État a décidé de ne pas accepter.[248]

7.72 Avant d'appliquer notre interprétation de l'article 31 3) c) à la présente affaire, il importe de noter que la présente affaire n'est pas une affaire dans laquelle les règles pertinentes de droit international sont applicables dans les relations entre toutes les parties au différend, mais pas entre tous les Membres de l'OMC, et dans laquelle toutes les parties au différend font valoir qu'un Accord multilatéral de l'OMC devrait être interprété à la lumière de ces autres règles de droit international. Par conséquent, nous ne devons pas prendre, et nous ne prenons pas, position sur le point de savoir si

---

[246] Les Communautés européennes considèrent que le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes* étaye ce point de vue. Nous ne partageons pas cet avis. Selon nous, ce rapport ne défend pas l'idée que les groupes spéciaux sont tenus d'interpréter les Accords de l'OMC à la lumière d'autres règles de droit international même si elles ne sont pas applicables à toutes les parties à un différend. Nous revenons sur le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, et en particulier sur la façon dont nous le comprenons, dans la sous-section suivante.

[247] Nous rappelons que nous sommes arrivés à ce point de vue après avoir déterminé que le texte et le contexte de l'article 31 3) c) n'étayaient pas l'interprétation de l'expression "les parties" comme signifiant "les parties à un différend".

[248] Il est utile de rappeler qu'il y a plusieurs façons dont un État souverain peut décider de ne pas accepter d'autres règles de droit international. Ainsi, dans le cas d'autres règles de droit international consignées dans un traité, un État peut avoir décidé de ne pas participer à la négociation du traité; il peut avoir décidé de ne pas signer le texte final du traité en question, ou le parlement d'un État peut avoir décidé de ne pas ratifier le traité après qu'il a été signé par l'Exécutif. Il y a également des cas de ratifications assorties d'objections/exceptions. Dans le cas des règles coutumières du droit international, un État peut s'être constamment opposé à une telle règle au cours de son élaboration.

dans une telle situation nous serions habilités à tenir compte des autres règles pertinentes de droit international international.

ii) Convention sur la diversité biologique et Protocole sur la biosécurité

7.73 En ayant à l'esprit les observations susmentionnées, nous allons maintenant examiner si les traités multilatéraux indiqués par les Communautés européennes sont des "règle[s] pertinente[s] de droit international applicable[s] dans les relations entre les parties". Les Communautés européennes ont indiqué deux traités multilatéraux, la *Convention sur la diversité biologique* et le *Protocole sur la biosécurité*. Nous traitons tout d'abord la *Convention sur la diversité biologique*.

7.74 Nous notons que comme la plupart des autres Membres de l'OMC, l'Argentine, le Canada et les Communautés européennes ont ratifié la *Convention sur la diversité biologique* et y sont donc parties.[249] Les États-Unis l'ont signée en 1993, mais ne l'ont toujours pas ratifiée.[250] Ainsi, les États-Unis ne sont pas partie à la *Convention sur la diversité biologique*, et donc pour les États-Unis la *Convention* n'est pas en vigueur. En d'autres termes, la *Convention sur la diversité biologique* n'est pas "applicable" dans les relations entre les États-Unis et tous les autres Membres de l'OMC. Le simple fait que les États-Unis ont signé la *Convention sur la diversité biologique* ne signifie pas que la *Convention* leur soit applicable.[251] Il ne signifie pas non plus que les États-Unis la ratifieront, ou qu'ils soient dans l'obligation de le faire. Nous avons dit que si une règle de droit international n'était pas applicable à l'une des parties au présent différend, elle n'était pas applicable dans les relations entre tous les Membres de l'OMC. Par conséquent, compte tenu du fait que les États-Unis ne sont pas partie à la *Convention sur la diversité biologique*, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel il nous faut tenir compte de la *Convention sur la diversité biologique* pour interpréter les Accords multilatéraux de l'OMC en cause en l'espèce.

7.75 S'agissant du *Protocole sur la biosécurité*, nous notons qu'il est entré en vigueur seulement le 11 septembre 2003, c'est-à-dire après l'établissement du présent Groupe spécial par l'ORD. Parmi les Membres de l'OMC parties au *Protocole sur la biosécurité* figurent les Communautés européennes. L'Argentine et le Canada ont signé le *Protocole sur la biosécurité*, mais ne l'ont pas ratifié depuis.[252] De ce fait, ils n'y sont pas parties. Les États-Unis n'ont pas signé le *Protocole sur la biosécurité*. Bien que cela n'empêche pas les États-Unis de ratifier le *Protocole*, ils ne l'ont pas fait jusqu'ici.[253] En conséquence, eux non plus ne sont pas partie au *Protocole sur la biosécurité*. Nous ne considérons

[249] La *Convention sur la diversité biologique* est entrée en vigueur le 29 décembre 1993.

[250] Nous n'avons aucun renseignement indiquant si les États-Unis ont jamais manifesté leurs intentions depuis 1993 pour ce qui est de savoir s'ils souhaitaient toujours devenir partie à la Convention de 1992.

[251] Nous notons que conformément à l'article 18 de la *Convention de Vienne* un État qui a signé un traité doit s'abstenir d'actes qui priveraient ce traité de son objet et de son but, du moins tant qu'il n'a pas manifesté son intention de ne pas devenir partie. Tout d'abord, nous notons qu'il y a une question consistant à savoir si les dispositions de l'article 18 reflètent le droit international coutumier. Même en faisant abstraction de cette question, nous notons que l'article 18 fait référence à des "actes" qui vont jusqu'à "priver [ ]" un traité "de son objet et de son but", et non à des actes qui sont incompatibles avec des termes spécifiques de ce traité. Il ne résulte pas de l'article 18 qu'un État qui a signé un traité a des obligations conformément aux termes spécifiques de ce traité et que le traité lui est applicable en tant que tel. En tout état de cause, l'article 31 3) c) fait référence aux "règle[s]" de droit international applicables. Nous pensons que l'"objet et [le] but" d'un traité ne peuvent pas raisonnablement être considérés comme constituant une "règle" de droit international.

[252] Nous n'avons aucun renseignement indiquant si l'Argentine et le Canada ont manifesté leurs intentions après avoir signé le Protocole de 2000 pour ce qui est de savoir s'ils souhaitaient toujours devenir partie au Protocole de 2000.

[253] Nous n'avons aucun renseignement indiquant si les États-Unis ont manifesté leurs intentions pour ce qui est de savoir s'ils souhaitent devenir partie au Protocole de 2000.

pas que les règles du *Protocole sur la biosécurité* peuvent être considérées comme applicables aux États-Unis simplement parce qu'ils participent au mécanisme d'échange prévu dans le Protocole. Il en résulte que le *Protocole sur la biosécurité* n'est pas en vigueur pour l'Argentine, le Canada ou les États-Unis.[254] Nous en déduisons que le *Protocole sur la biosécurité* n'est pas "applicable" dans les relations entre ces Membres de l'OMC et tous les autres Membres de l'OMC. Comme nous l'avons dit plus haut, à notre avis, le simple fait que des Membres de l'OMC comme l'Argentine et le Canada ont signé le *Protocole sur la biosécurité* ne signifie pas que le *Protocole* leur soit applicable. Compte tenu du fait que plusieurs Membres de l'OMC, y compris les parties plaignantes dans le présent différend, ne sont pas parties au *Protocole sur la biosécurité*, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel il nous faut tenir compte du *Protocole sur la biosécurité* pour interpréter les Accords multilatéraux de l'OMC en cause en l'espèce.

iii) Principe de précaution

7.76 Nous avons dit précédemment qu'à notre avis, les règles pertinentes de droit international dont il faut tenir compte incluent les principes généraux de droit. Les Communautés européennes soutiennent que ce que l'on appelle le "principe de précaution" est un principe pertinent de ce genre, de sorte que nous traitons cette question plus loin, après avoir résumé les arguments des parties.

7.77 Les **Communautés européennes** disent que certains OGM présentent des menaces potentielles pour la santé humaine et l'environnement. Elles estiment que l'existence d'une menace potentielle justifie l'évaluation des risques au cas par cas et des mesures spéciales de protection fondées sur le principe de précaution.

7.78 Les Communautés européennes affirment que le principe de précaution est désormais devenu un principe à part entière et général de droit international. Selon les Communautés européennes, le principe de précaution a été reconnu pour la première fois dans la *Charte mondiale de la nature*, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1982, et a été ensuite repris dans diverses conventions internationales sur la protection de l'environnement. En outre, la *Déclaration de Rio* à laquelle avait abouti la Conférence sur l'environnement et le développement organisée à Rio en 1992 a consacré l'application de ce principe dans son Principe 15.[255] Par la suite, la *Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique* ont fait référence au principe de précaution. Plus récemment, dans le domaine spécifique des OGM, le *Protocole sur la biosécurité* a confirmé le rôle clé du principe de précaution dans la décision de restreindre ou d'interdire les importations d'OGM en raison de l'incertitude scientifique.

7.79 Les Communautés européennes font en outre observer que dans de nombreux pays les systèmes d'approbation sont fondés sur la nécessité de prendre des mesures de précaution. À titre d'exemples, elles citent la Loi australienne sur la technologie génétique (2000), la législation suisse sur les OGM et la Loi de la Nouvelle-Zélande sur les substances dangereuses et les nouveaux organismes. En outre, les Communautés européennes notent que le principe de précaution est un des "principes salutaires qui régissent le droit de l'environnement" en Inde et qu'il a été appliqué par la Cour suprême indienne.[256]

---

[254] Nous notons qu'il n'est pas non plus en vigueur pour plusieurs tierces parties au présent différend, y compris l'Australie, le Chili, le Honduras, la Thaïlande et l'Uruguay. *Voir* http://www.biodiv.org/world/parties.asp.

[255] Pour le texte du Principe 15 de la *Déclaration de Rio*, *voir infra* la note de bas de page 263.

[256] *Voir T.N. Godavarman Thirumalpad v. Union of India* (2002) 10 SCC 606.

7.80 Les **États-Unis** font valoir que les Communautés européennes n'ont pas indiqué de quelle manière un "principe de précaution" serait pertinent aux fins de l'interprétation de toute disposition particulière de l'*Accord sur l'OMC*. En outre, ils notent que dans le différend *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a examiné longuement les arguments presque identiques avancés par les Communautés européennes concernant la relation entre un prétendu "principe de précaution" et l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes n'ont pas indiqué, et ne peuvent pas faire valoir, que des résultats différents devraient s'appliquer ici. Les États-Unis considèrent qu'étant donné que l'Organe d'appel a jugé inutile et imprudent dans l'affaire *CE – Hormones* d'établir une constatation concernant le statut du principe de précaution dans le droit international, le Groupe spécial ne devrait pas avoir à traiter cette question théorique.

7.81 Les États-Unis font néanmoins observer qu'ils contestent vivement l'idée que le concept de "précaution" soit devenu une règle de droit international. Selon les États-Unis, le "principe de précaution" ne peut pas être considéré comme un principe général ou une norme générale de droit international puisqu'il n'a pas fait l'objet d'une formulation unique convenue. Les États-Unis notent à cet égard qu'au contraire, le concept de précaution a de nombreuses variations en fonction d'un certain nombre de critères différents. Ainsi, les États-Unis considèrent que le concept de précaution est une "approche" plutôt qu'un "principe" de droit international.

7.82 En outre, les États-Unis estiment que si le concept de précaution n'est pas un principe du droit international, *a fortiori* il n'est pas une règle de droit international coutumier. Ils estiment que le concept de précaution ne remplit aucune des conditions requises pour devenir une règle de droit international coutumier pour les raisons suivantes: i) il ne peut pas être considéré comme une "règle" parce que sa teneur n'est pas claire et qu'on ne peut donc pas dire qu'il constitue une indication faisant autorité concernant le comportement d'un État; ii) on ne peut pas dire qu'il rend compte de la pratique des États étant donné que même ceux qui adhèrent à ce concept ne sont pas en mesure de le définir de manière uniforme; et iii) étant donné que le concept de précaution ne peut pas être défini et donc ne pourrait absolument pas constituer une norme juridique, on ne peut pas faire valoir que les États appliquent ce concept parce qu'ils ont le sentiment d'une obligation juridique.

7.83 Enfin, les États-Unis font valoir que même si un principe de précaution était considéré comme une règle pertinente de droit international au sens de l'article 31 3) de la *Convention de Vienne*, il serait utile uniquement pour interpréter des termes particuliers d'un traité et ne pourrait l'emporter sur aucune partie de l'*Accord SPS*.

7.84 Le **Canada** fait valoir que tandis que le *Protocole sur la biosécurité* peut refléter l'"approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la *Déclaration de Rio*", le principe de précaution "se trouve reflété" dans plusieurs dispositions de l'*Accord SPS*, y compris l'article 5:7. Il note que dans l'affaire *CE – Hormones* l'Organe d'appel a précédemment exprimé l'avis que le principe de précaution ne pouvait pas être invoqué comme motif justifiant des mesures SPS qui étaient par ailleurs incompatibles avec les obligations des Membres énoncées dans des dispositions particulières de l'*Accord SPS*.

7.85 L'**Argentine** dit que l'Organe d'appel a traité le statut de ce principe dit "principe de précaution" dans l'affaire *CE – Hormones*.

7.86 Le **Groupe spécial** prend note de l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le principe de précaution est "maintenant" devenu un principe à part entière et général de droit international. Les Communautés européennes n'ont pas expliqué exactement ce qu'elles entendaient par l'expression "principe ... général de droit international". Nous notons que cette expression peut être comprise comme englobant soit les règles de droit coutumier soit les principes généraux de droit

reconnus soit les deux.[257] Eu égard à cela, nous sommes prêts à examiner si le principe de précaution entre dans l'une ou l'autre de ces catégories. Cette approche est compatible avec la position prise par les Communautés européennes dans l'affaire *CE – Hormones* où elles ont soutenu en appel que le principe de précaution était une règle coutumière générale de droit international ou du moins un principe général de droit.[258]

7.87 Dans son rapport sur l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel avait ceci à dire en réponse à l'affirmation susmentionnée des Communautés européennes[259]:

> "Le statut du principe de précaution dans le droit international continue de faire l'objet de débats parmi les universitaires, les professionnels du droit, les hommes de loi et les juges. Certains considèrent que le principe de précaution est devenu un principe général du droit international coutumier de l'*environnement*. La question de savoir s'il est largement admis par les Membres comme principe de *droit international coutumier* ou *général* est moins clair.[260] Nous estimons, toutefois, qu'il est superflu, et probablement imprudent, que l'Organe d'appel prenne position dans le présent appel au sujet de cette question importante, mais abstraite. Nous relevons que le Groupe spécial lui-même n'a pas établi de constatation définitive concernant le statut du principe de précaution dans le droit international et que le principe de précaution, du moins en dehors du droit international de l'environnement, n'a pas encore fait l'objet d'une formulation faisant autorité.[261]

---

[257] *Voir*, par exemple, Ian Brierly, *Principles of Public International Law*, 5ème édition (Clarendon Press, 1998), pages 18 et 19.

[258] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 121.

[259] *Ibid*., paragraphes 123 et 124.

[260] (*note de bas de page de l'original*) Des auteurs comme P. Sands, J. Cameron et J. Abouchar, tout en reconnaissant que le principe évolue encore, estiment toutefois que la pratique des États en la matière est suffisante pour étayer l'avis que le principe de précaution est un principe de droit international coutumier. Voir, par exemple, P. Sands, *Principles of International Environmental Law*, Vol. I (Manchester University Press 1995) page 212; J. Cameron "The Status of the Precautionary Principle in International Law", dans J. Cameron et T. O'Riordan (eds.), *Interpreting the Precautionary Principle* (Cameron May, 1994) 262, page 283; J. Cameron et J. Abouchar, "The Status of the Precautionary Principle in International Law", dans D. Freestone et E. Hey (eds.), *The Precautionary Principle in International Law* (Kluwer, 1996) 29, page 52. D'autres auteurs font valoir que le principe de précaution n'a pas encore obtenu le statut de principe de droit international, ou du moins, ils considèrent que ce statut est sujet à caution, entre autres raisons parce que ce principe se prête encore à des interprétations très diverses. Voir, par exemple, P. Birnie et A. Boyle, *International Law and the Environment* (Clarendon Press, 1992), page 98; L. Gündling, "The Status in International Law of the Precautionary Principle" (1990), 5:1,2,3 *International Journal of Estuarine and Coastal Law* 25, page 30; A. de Mestral (et divers collaborateurs), *International Law Chiefly as Interpreted and Applied in Canada*, 5ème éd. (Edmond Montgomery, 1993), page 765; D. Bodansky, dans *Proceedings of the 85th Annual Meeting of the American Society of International Law* (ASIL, 1991), page 415.

[261] (*note de bas de page de l'original*) Dans l'*Affaire relative au projet Gabcíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, la Cour internationale de justice a reconnu que dans le domaine de la protection de l'environnement de nouvelles normes avaient été mises au point et qu'elles avaient été énoncées dans un grand nombre d'instruments au cours des deux dernières décennies, et qu'il fallait prendre dûment en considération ces nouvelles normes. Toutefois, nous notons que la Cour n'a pas mentionné le principe de précaution parmi ces normes récemment apparues. Elle n'a pas non plus déclaré que ce principe pouvait l'emporter sur les obligations du traité entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie du 16 septembre 1997 relatif à la construction et au fonctionnement du système d'écluses de Gabcíkovo-Nagymaros. Voir *Affaire relative au projet Gabcíkovo-Nagymaros (Hongrie/Slovaquie)*, CIJ, jugement du 25 septembre 1997, paragraphes 140, 111 à 114.

> Il nous apparaît important, néanmoins, de noter certains aspects de la relation entre le principe de précaution et l'*Accord SPS*. Premièrement, le principe n'a pas été incorporé dans l'*Accord SPS* comme motif justifiant des mesures SPS qui sont par ailleurs incompatibles avec les obligations des Membres énoncées dans des dispositions particulières dudit accord. Deuxièmement, le principe de précaution est effectivement pris en compte à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. En même temps, nous partageons l'avis des Communautés européennes selon lequel il n'est pas nécessaire de poser en principe que l'article 5:7 est exhaustif en ce qui concerne la pertinence du principe de précaution. Ce principe est également pris en compte dans le sixième alinéa du préambule et à l'article 3:3. Ces derniers reconnaissent explicitement le droit des Membres d'établir leur propre niveau approprié de protection sanitaire, lequel peut être plus élevé (c'est-à-dire plus prudent) que celui qu'impliquent les normes, directives et recommandations internationales existantes. Troisièmement, un groupe spécial chargé de déterminer, par exemple, s'il existe des "preuves scientifiques suffisantes" pour justifier le maintien par un Membre d'une mesure SPS particulière peut, évidemment, et doit, garder à l'esprit que les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes. Enfin, le principe de précaution ne dispense pas, toutefois, en soi et sans une directive explicite et claire dans ce sens, le groupe spécial de l'obligation d'appliquer les principes normaux (c'est-à-dire du droit international coutumier) de l'interprétation des traités pour interpréter les dispositions de l'*Accord SPS*."

7.88 L'Organe d'appel a fait cette déclaration en janvier 1998. Il nous apparaît d'après les arguments des parties et autres données disponibles que le débat juridique sur le point de savoir si le principe de précaution constitue un principe reconnu de droit international général ou coutumier se poursuit. Notamment, il n'y a eu, jusqu'ici, aucune décision faisant autorité prise par une cour ou un tribunal international qui reconnaisse le principe de précaution en tant que principe de droit international général ou coutumier.[262] Il est exact que des dispositions appliquant explicitement ou implicitement le principe de précaution ont été incorporées dans de nombreuses conventions et déclarations internationales, même si, pour la plupart, il s'agit de conventions et de déclarations sur l'environnement.[263] Par ailleurs, le principe a été invoqué et appliqué par les États au niveau national,

---

[262] Nous notons que dans les *Affaires du thon à nageoire bleue* portées devant le Tribunal international du droit de la mer, deux juges se sont référés au principe de précaution dans leurs opinions individuelles. M. Treves a indiqué qu'il comprenait "la réticence dont a fait preuve le Tribunal lorsqu'il s'est agi de se prononcer sur le point de savoir si l'approche de précaution constitue un principe du droit international coutumier ayant force obligatoire", notant par ailleurs que "[d]'autres cours et tribunaux, qui se sont récemment trouvés devant cette question, ont évité de se prononcer". M. Laing a considéré qu'il n'était "pas possible, sur la base des faits exposés et des arguments présentés [...], de déterminer si [...] le droit international coutumier reconnaît un principe de précaution", ajoutant que "les traités et instruments formels recourent à des appellations différentes pour qualifier cette obligation; la notion est énoncée de manière diverse (comme un principe, une approche, un concept, des mesures, une action); aucune décision judiciaire faisant jurisprudence de manière sans équivoque ne vient à l'appui de la notion; la doctrine est indécise, et les précédents judiciaires venant du droit interne sont incertains ou en train d'évoluer". Tribunal international du droit de la mer, *Affaires du thon à nageoire bleue* (*Nouvelle-Zélande c. Japon*; *Australie c. Japon*) (*Demandes de mesures conservatoires*), 1999, paragraphe 9 (opinion individuelle de M. Treves) et paragraphe 16 (opinion individuelle de M. Laing).

[263] Nous prenons note, à titre d'exemple, du Principe 15 de la *Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement* de 1992:

là encore dans le cadre essentiellement du droit environnemental national.[264] D'un autre côté, des questions subsistent en ce qui concerne la définition et la teneur précises du principe de précaution.[265] Enfin, en ce qui concerne la doctrine, nous notons que de nombreux auteurs ont été d'avis que le principe de précaution existait en tant que principe général dans le droit international.[266] Dans le même temps, comme l'Organe d'appel l'a déjà noté, d'autres se sont dits sceptiques et considèrent que

---

> Pour protéger l'environnement, des mesures de précaution doivent être largement appliquées par les États selon leurs capacités. En cas de risques de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement.
>
> Nous prenons note également du neuvième alinéa du préambule de la *Convention sur la diversité biologique*, qui dispose ce qui suit:
>
> Notant également que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitudes scientifiques totales ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets.
>
> Enfin, nous prenons note du *Protocole sur la biosécurité*, dont l'article premier dispose ce qui suit:
>
> Conformément à l'approche de précaution consacrée par le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, l'objectif du présent Protocole est de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières.
>
> En outre, l'article 10 6) du *Protocole* dispose ce qui suit:
>
> L'absence de certitude scientifique due à l'insuffisance des informations et connaissances scientifiques pertinentes concernant l'étendue des effets défavorables potentiels d'un organisme vivant modifié sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la Partie importatrice, compte tenu également des risques pour la santé humaine, n'empêche pas cette Partie de prendre comme il convient une décision concernant l'importation de l'organisme vivant modifié en question comme indiqué au paragraphe 3 ci-dessus, pour éviter ou réduire au minimum ces effets défavorables potentiels.

[264] Nous notons, par exemple, la référence faite par les Communautés européennes à une décision de la Cour suprême indienne. Un autre exemple est donné par l'article 1 6) de la Loi 99 de 1993 de la Colombie, qui dispose que "[a]u cours de l'élaboration de la politique environnementale, il sera tenu compte des résultats du processus d'investigation scientifique. Toutefois, les services et les personnes responsables de l'environnement appliqueront le principe de précaution selon lequel en cas de risques de dommages graves et irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement" (traduction du Groupe spécial à partir de l'espagnol).

[265] Cette remarque a été faite, par exemple, par M. Laing dans l'opinion individuelle précédemment mentionnée qu'il a formulée dans les *Affaires du thon à nageoire bleue*.

[266] *Voir*, par exemple, O. McIntyre/T. Mosedale, "The Precautionary Principle as a Norm of Customary International Law", *Journal of Environmental Law* 9 (1997), pages 222 et 223; J. Cameron/W. Wade-Gery/ J. Abouchar, "Precautionary Principle and Future Generations", dans E. Agius *et al.* (eds.), *Future Generations and International Law*, Londres, 1998, page 96; P. Sands, *Principles of International Environmental Law*, 2ème édition (Cambridge University Press, 2003), page 279.

le principe de précaution n'a pas encore atteint le statut de principe général dans le droit international.[267]

7.89 Étant donné que le statut juridique du principe de précaution reste incertain, comme l'Organe d'appel avant nous, nous considérons que la prudence nous suggère de ne pas essayer de régler cette question complexe, en particulier s'il n'est pas nécessaire de le faire. L'analyse que nous faisons plus loin indique clairement qu'afin de nous prononcer sur les allégations juridiques portées à notre connaissance nous n'avons pas à prendre position sur le point de savoir si le principe de précaution est ou non un principe reconnu de droit international général ou coutumier. Par conséquent, nous nous abstenons d'exprimer un point de vue sur cette question.

b) Autres règles de droit international en tant qu'élément de preuve indiquant le sens ordinaire de termes utilisés dans un traité

7.90 Jusqu'ici, nous avons examiné s'il y a d'autres règles de droit international dont il nous faut tenir compte, conformément à l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne*, pour interpréter les Accords de l'OMC en cause en l'espèce. Nous allons maintenant examiner s'il y a d'autres règles de droit international que nous pourrions prendre en considération dans l'interprétation des Accords de l'OMC en question même si ces règles ne sont pas applicables dans les relations entre les Membres de l'OMC et n'entrent donc pas dans la catégorie de règles qui est visée à l'article 31 3) c).

7.91 Les **Communautés européennes** notent à cet égard que dans l'affaire *États-Unis – Crevettes* l'Organe d'appel a interprété les règles de l'OMC en se référant à des traités qui ne liaient pas toutes les parties à la procédure. Plus précisément, elles font observer que l'Organe d'appel dans cette affaire a invoqué des traités à l'appui des arguments présentés par les États-Unis, même si les États-Unis n'avaient ni signé ni ratifié ces traités. Elles notent qu'un de ces traités était la *Convention sur la diversité biologique*.

7.92 Le **Groupe spécial** rappelle que conformément à l'article 31 1) de la *Convention de Vienne*, les termes d'un traité doivent être interprétés suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son objet et de son but. Le sens ordinaire des termes d'un traité est souvent déterminé sur la base de dictionnaires. Nous pensons que, outre les dictionnaires, d'autres règles pertinentes de droit international peuvent dans certains cas aider celui qui interprète un traité à établir, ou confirmer, le sens ordinaire des termes du traité dans le contexte spécifique dans lequel ils sont utilisés.[268] De telles règles ne seraient pas prises en considération parce qu'il s'agit de règles juridiques, mais plutôt parce qu'elles peuvent apporter des éléments de preuve indiquant le sens ordinaire des termes de la même façon que les dictionnaires.[269] Elles devraient être prises en

[267] *Voir*, par exemple, L. M. Jurgielewicz, *Global Environmental Change and International Law* (Lanham, 1996), page 64; P.-M. Dupuy, "Où en est le droit international de l'environnement à la fin du siècle?", *Revue générale de droit international public* 4 (1997), pages 889 et 890; J. O. McGinnis, "The Appropriate Hierarchy of Global Multilateralism and Customary International Law: The Example of the WTO", *Virginia Journal of International Law* 44 (2003), pages 260 et 261.

[268] Il est utile de noter dans ce contexte que l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "les dictionnaires donnent des indications importantes, mais non des avis déterminants, pour la définition des termes qui apparaissent dans les accords et les documents juridiques". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 248.

[269] Celui qui interprète un traité devrait garder présent à l'esprit, naturellement, que d'autres règles de droit international peuvent être des règles négociées et, en tant que telles, peuvent donner à des termes particuliers des sens qui ne correspondent peut-être pas au sens ordinaire de ces termes. Nous notons que cette possibilité reconnue à l'article 31 4) de la *Convention de Vienne*, qui dispose qu'"[u]n terme sera entendu dans un sens particulier s'il est établi que telle était l'intention des parties".

considération pour leur caractère éclairant. Il en résulte que lorsque celui qui interprète un traité ne considère pas une autre règle de droit international comme éclairante, il n'a pas besoin d'y recourir.

7.93 À la lumière de ce qui précède, nous considérons qu'un groupe spécial peut prendre en considération d'autres règles pertinentes de droit international lorsqu'il interprète les termes des Accords de l'OMC s'il juge ces règles éclairantes. Mais un groupe spécial ne doit pas nécessairement recourir à d'autres règles de droit international, en particulier s'il considère que le sens ordinaire des termes des Accords de l'OMC peut être établi par référence à d'autres éléments.

7.94 Cette approche est conforme à l'approche suivie par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Crevettes*, telle que nous la comprenons. Dans cette affaire, l'Organe d'appel devait interpréter l'expression "ressources naturelles épuisables" figurant à l'article XX g) du GATT de 1994. L'Organe d'appel a constaté que cette expression était par définition évolutive et a donc constaté qu'il "conv[enait] ... de noter que les conventions et déclarations internationales modernes [faisaient] souvent référence aux ressources naturelles comme étant à la fois des ressources biologiques et non biologiques".[270] Ainsi, à ce que nous croyons comprendre, l'Organe d'appel a fait appel à d'autres règles de droit international parce qu'il considérait qu'elles étaient éclairantes et l'aidaient à établir le sens et la portée de l'expression "ressources naturelles épuisables".[271] Les Communautés européennes font observer à juste titre que l'Organe d'appel s'est référé à des conventions qui n'étaient pas applicables à toutes les parties au différend. Toutefois, le simple fait qu'une ou plusieurs parties au différend ne sont pas parties à une convention ne signifie pas nécessairement qu'une convention ne peut pas éclairer le sens et la portée du terme d'un traité à interpréter.[272]

7.95 Dans la présente affaire, en réponse à une question du Groupe spécial[273], les Communautés européennes ont indiqué un certain nombre de dispositions de la *Convention sur la diversité biologique* et du *Protocole sur la biosécurité* dont à leur avis le Groupe spécial doit tenir compte.[274] Elles n'ont pas expliqué en quoi ces dispositions étaient pertinentes pour l'interprétation des Accords de l'OMC en cause en l'espèce. Nous avons soigneusement examiné les dispositions auxquelles les Communautés européennes ont fait référence. En fin de compte, toutefois, nous n'avons pas jugé nécessaire ni approprié d'avoir recours à ces dispositions particulières pour interpréter les Accords de l'OMC en cause en l'espèce.

7.96 En outre, nous rappelons qu'après avoir consulté les parties, nous avons demandé à plusieurs organisations internationales (CODEX, FAO, Secrétariat de la CIPV, OMS, OIE, Secrétariat de la CDB et PNUE) d'indiquer les données (ouvrages de référence, glossaires, documents officiels des organisations internationales pertinentes, y compris les conventions, normes et lignes directrices, etc.) qui pourraient nous aider à déterminer le sens ordinaire de certains termes utilisés dans les définitions figurant à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Nous avons tenu compte, selon qu'il convient, des données que nous avons obtenues de cette manière.

---

[270] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Crevettes*, paragraphe 130.

[271] Nous notons que l'Organe d'appel n'a pas laissé entendre qu'il se tournait vers d'autres règles de droit international parce qu'il était tenu de le faire conformément aux dispositions de l'article 31 3) c) de la *Convention de Vienne*. En fait, l'Organe d'appel n'a même pas mentionné l'article 31 3) c).

[272] De même, dans une affaire où toutes les parties au différend sont parties à une convention, ce fait ne rendrait pas nécessairement approprié le recours à cette convention.

[273] Question du Groupe spécial n° 4.

[274] Les Communautés européennes font référence au préambule et à l'article 8 g) de la *Convention sur la diversité biologique* et aux articles 1er, 8, 10, 11, 15, 23, 26 et à l'annexe III du *Protocole sur la biosécurité*.

B. APERÇU DES MESURES EN CAUSE

7.97 Dans la présente section, nous donnons un aperçu des mesures en cause en l'espèce. Nous avons fait observer précédemment que les trois parties plaignantes dans le présent différend avaient déposé des plaintes juridiquement distinctes, mais que chacune de ces plaintes portait sur la même question et que l'ORD avait donc décidé de les faire examiner par un seul groupe spécial.

7.98 Les mesures spécifiques qui sont contestées dans chaque plainte sont en effet très semblables. Comme le titre de l'affaire le laisse entendre, les mesures en cause dans les trois plaintes sont certaines mesures des CE affectant l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques. Plus précisément, les parties plaignantes contestent chacune trois catégories identiques de mesures des CE. Les catégories en question sont les suivantes:

i) le moratoire général des CE allégué visant les approbations de produits biotechnologiques (ci-après le "moratoire général des CE");

ii) diverses mesures des CE visant des produits spécifiques et affectant l'approbation de produits biotechnologiques spécifiques (ci-après les "mesures des CE visant des produits spécifiques"); et

iii) diverses mesures de sauvegarde des États membres des CE prohibant l'importation et/ou la commercialisation de produits biotechnologiques spécifiques (ci-après les "mesures de sauvegarde des États membres").

7.99 En ce qui concerne la première catégorie – le moratoire général des CE allégué – nous notons que c'est la seule catégorie qui comprend une seule mesure alléguée. Les parties plaignantes utilisent un libellé légèrement différent pour décrire la mesure spécifique en cause, mais, comme nous l'expliquons dans la section pertinente plus loin, nous considérons que les parties plaignantes contestent en fait une seule et même mesure.

7.100 S'agissant de la deuxième catégorie – les mesures des CE visant des produits spécifiques – nous notons que, selon les parties plaignantes, les mesures relevant de cette catégorie sont distinctes du moratoire général des CE allégué tout en lui étant liées. Comme nous l'expliquons dans la section pertinente plus loin, les parties plaignantes ont défini les mesures en cause de manière différente. Toutefois, ce qui caractérise chacune de ces mesures, c'est qu'elle vise un produit biotechnologique spécifique, ou pour être plus exact, une procédure d'approbation concernant un produit biotechnologique spécifique. Au total 30 produits différents sont en cause dans cette catégorie de mesures. Dans un certain nombre de cas, deux parties plaignantes contestent une mesure (définie de manière différente) qui concerne le même produit biotechnologique. Mais dans aucun cas l'ensemble des trois parties plaignantes ne contestent une mesure qui concerne le même produit.

7.101 Concernant la troisième catégorie – les mesures de sauvegarde des États membres – nous notons qu'elle comprend neuf mesures distinctes prises par six États membres des CE différents, à savoir l'Autriche, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie et le Luxembourg. Les parties plaignantes contestent chacune un nombre différent de mesures de sauvegarde. Toutefois, chaque mesure de sauvegarde des États membres est contestée par plus d'une partie plaignante, et deux d'entre elles sont contestées par l'ensemble des trois parties plaignantes. Il importe de noter que même si les mesures de sauvegarde des États membres ont été mises en place par les États membres pertinents et sont applicables uniquement sur le territoire des États membres concernés, les Communautés européennes dans leur ensemble sont la partie défenderesse en ce qui concerne les mesures de sauvegarde des États membres. Il s'agit d'une conséquence directe du fait que les parties plaignantes ont dirigé leurs

plaintes contre les Communautés européennes, et non contre les États membres des CE à titre individuel.[275] Les Communautés européennes n'ont jamais contesté qu'aux fins du présent différend les mesures des États membres contestées leur étaient imputables en droit international et pouvaient donc être considérées comme des mesures des CE. En effet, ce sont les Communautés européennes - et elles seules - qui ont défendu devant le Groupe spécial les mesures de sauvegarde des États membres contestées.[276]

7.102 Nous traitons dans des sections séparées plus loin les trois catégories de mesure en cause en l'espèce. Ainsi, dans la section D, nous examinons le moratoire général des CE allégué. Dans la section E, nous examinons les diverses mesures des CE visant des produits spécifiques. Enfin, dans la section F, nous examinons les diverses mesures de sauvegarde des États membres.

C. PROCÉDURES D'APPROBATION PERTINENTES DES CE

7.103 Dans la présente section, nous décrivons et analysons les procédures pertinentes des CE relatives à l'approbation de la commercialisation des produits biotechnologiques à l'échelle communautaire. Il est utile de le faire d'emblée, car ces procédures sont pertinentes pour les trois catégories de mesures que contestent les parties plaignantes. Nous donnons tout d'abord une description factuelle des procédures d'approbation spécifiques en cause dans le présent différend. Nous commençons par les situer dans leur contexte historique en montrant comment le régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques a évolué dans le temps. Nous expliquons ensuite, en faisant référence à la législation communautaire pertinente, les diverses étapes des procédures d'approbation en cause. Par la suite, nous effectuons une analyse juridique de ces procédures. Il est important de noter à cet égard que les parties plaignantes ne contestent pas ces procédures en tant que telles. Les parties plaignantes contestent plutôt l'application de ces procédures par les Communautés européennes. Pour évaluer le bien-fondé juridique de cette contestation, nous devons examiner avant toutes choses si l'accord de l'OMC sur lequel les parties plaignantes fondent essentiellement leur contestation – l'*Accord SPS* – s'applique à chacune de ces procédures. Les Communautés européennes font valoir que ces procédures, du moins en partie, ne relèvent pas de l'*Accord SPS*.

1. Évolution du régime communautaire d'approbation des produits biotechnologiques

7.104 Le régime juridique des Communautés européennes relatif à l'approbation de la commercialisation des produits biotechnologiques a évolué dans le temps, y compris alors que la présente procédure de groupe spécial était en cours. Comme cette évolution du régime d'approbation communautaire revêt une certaine importance dans le présent différend, nous présentons ci-après, sous forme de tableau, les dates pertinentes et les étapes législatives marquantes.

---

[275] Une situation semblable s'est produite précédemment dans la procédure de groupe spécial concernant l'affaire *CE – Amiante*, où les Communautés européennes étaient la partie défenderesse alors que la mesure en cause était maintenue par un seul État membre, à savoir la France. Rapport du Groupe spécial *CE – Amiante*, paragraphes 2.3 et 3.4.

[276] Il convient de noter, toutefois, que des représentants des États membres pertinents faisaient partie des délégations des CE présentes aux réunions de fond du Groupe spécial avec les parties. En outre, dans le cadre de leur défense concernant les mesures de sauvegarde des États membres, les Communautés européennes ont présenté de nombreux documents qu'elles avaient obtenus des États membres concernés.

Évolution du régime d'approbation communautaire des produits biotechnologiques	
23 avril 1990	Adoption de la Directive 90/220 du Conseil "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement"
23 octobre 1991	Entrée en vigueur de la Directive 90/220 du Conseil
27 janvier 1997	Adoption du Règlement n° 258/97 "relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires"
15 mai 1997	Entrée en vigueur du Règlement n° 258/97
23 février 1998	Présentation par la Commission d'une proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la Directive 90/220
24 et 25 juin 1999	2194ème réunion du Conseil de l'environnement: Position commune, arrêtée par le Conseil, sur la proposition de la Commission en vue d'une directive modifiant la Directive 90/220, en vertu de laquelle le Conseil est parvenu à un consensus politique sur un certain nombre de questions qui étaient toujours en suspens dans le projet de texte législatif.[277]
12 mars 2001	Adoption de la Directive 2001/18 du Parlement européen et du Conseil "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la Directive 90/220/CEE du Conseil"
17 avril 2001	Entrée en vigueur de la Directive 2001/18
25 juillet 2001	Présentation par la Commission d'une proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la Directive 2001/18
17 octobre 2002	Abrogation de la Directive 90/220 du Conseil
22 septembre 2003	Adoption du Règlement n° 1829/2003 du Parlement européen et du Conseil "concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés" Adoption du Règlement n° 1830/2003 du Parlement européen et du Conseil "concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE"
7 novembre 2003	Entrée en vigueur du Règlement n° 1829/2003, applicable à compter du 18 avril 2004 Entrée en vigueur du Règlement n° 1830/2003

7.105 Au sujet du tableau précédent, il est utile de rappeler que c'est le 13 mai 2003 que les États-Unis et le Canada ont formellement engagé la présente procédure de règlement des différends en demandant la tenue de consultations avec les Communautés européennes.[278] L'Argentine a demandé la tenue de consultations avec les Communautés européennes le 14 mai 2003.[279] Les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont chacun demandé l'établissement d'un groupe spécial le 7 août 2003.[280] Un

[277] En réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont indiqué que, dans le processus législatif communautaire, une position commune du Conseil était une décision politique prise par le Conseil après que le Parlement européen avait exprimé son avis sur une proposition législative de la Commission. Elle reflète la position du Conseil concernant les éléments de l'avis du Parlement européen sur lesquels le Conseil est en désaccord et qu'il ne peut pas approuver. *Voir* la réponse des CE à la question n° 93 du Groupe spécial, annexe D.

[278] WT/DS291/1 et WT/DS292/1, respectivement.

[279] WT/DS293/1.

[280] WT/DS291/23, WT/DS292/17 et WT/DS293/17, respectivement.

groupe spécial unique a été établi par l'ORD le 29 août 2003.[281] La composition du Groupe spécial a été déterminée et annoncée le 4 mars 2004.[282]

2. Description des procédures d'approbation pertinentes des CE

7.106 Aux fins du présent différend, les instruments juridiques de première importance sont ceux qui étaient en vigueur à la date d'établissement du présent Groupe spécial ou avant cette date, c'est-à-dire le 29 août 2003. Ces instruments sont les suivants:

a) Directive 90/220/CEE (ci-après la "Directive 90/220")[283] "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement" (abrogée le 17 octobre 2002),

b) Directive 2001/18 (ci-après la "Directive 2001/18")[284] "relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement et abrogeant la Directive 90/220/CEE du Conseil",

c) Règlement n° 258/97 (ci-après le "Règlement n° 258/97")[285] "relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires".[286]

7.107 Nous donnons ci-après une brève description factuelle des Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que du Règlement n° 258/97. Nous commençons par les Directives 90/220 et 2001/18.

a) Dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement: Directives 90/220 et 2001/18

7.108 Un objectif fondamental des Directives 90/220 et 2001/18 est d'éviter les effets négatifs pour la santé humaine et l'environnement qui pourraient résulter de la dissémination volontaire dans l'environnement de produits consistant en des organismes génétiquement modifiés (ci-après les "OGM") ou en contenant. Dans le présent différend, les Directives 90/220 et 2001/18 sont pertinentes dans la mesure où elles réglementent la dissémination volontaire d'OGM en vue de leur mise sur le marché en tant que produits ou éléments de produits.[287]

7.109 Les Directives 90/220 et 2001/18 établissent les procédures administratives d'octroi des autorisations de mise sur le marché d'OGM en tant que produits ou éléments de produits. Conformément au fait que la Directive 2001/18 est une version révisée de la Directive 90/220, la procédure administrative établie dans la Directive 2001/18 a été rendue plus efficace. Comme il y a toutefois plus de similitudes que de différences entre les deux procédures administratives, dans la description que nous en donnons ci-après nous les considérons ensemble tout en relevant les différences importantes. Étant donné que les procédures administratives énoncées dans les

[281] WT/DSB/M/155.
[282] WT/DS291/24, WT/DS292/18 et WT/DS293/18.
[283] Publiée au Journal officiel des CE n° L 117 du 08.05.1990, page 15.
[284] Publiée au Journal officiel des CE n° L 106 du 17.04.2001, page 1.
[285] Publié au Journal officiel des CE n° L 43 du 14.02.1997, page 1.
[286] En vertu du droit communautaire, les directives sont des instruments législatifs qui doivent être mis en œuvre par les États membres des CE dans leur législation nationale. Par contre, les règlements sont directement applicables dans tous les États membres des CE et ils ne nécessitent aucune législation nationale de mise en œuvre.
[287] Bien qu'elle soit visée par les Directives, la dissémination volontaire à des fins de recherche-développement n'est pas en cause dans le présent différend.

Directives 90/220 et 2001/18 comportent de multiples étapes, nous avons structuré notre description suivant leurs grandes étapes.

7.110 Nous notons qu'à la demande du Groupe spécial les Communautés européennes ont présenté des diagrammes qui donnent une représentation graphique des procédures administratives décrites ci-après. Ces diagrammes sont reproduits aux annexes A-1 et A-2.

i) Présentation de la demande par le demandeur

7.111 Avant qu'un OGM puisse être mis sur le marché des CE en tant que produit ou élément de produit, le fabricant ou l'importateur du produit (ci-après le "demandeur") doit adresser une notification (ci-après la "demande") et un dossier d'accompagnement à l'autorité compétente de l'État membre où l'OGM doit être mis sur le marché pour la première fois (ci-après l'"autorité compétente principale").[288] La demande et le dossier doivent comprendre des informations précises, telles que des renseignements sur le demandeur, la nature de l'OGM, les noms commerciaux qui seront utilisés, les utilisations prévues du produit, les propositions d'étiquetage ou de restrictions quant à l'utilisation, et une évaluation des risques que présente l'OGM pour la santé humaine ou l'environnement.[289]

ii) Évaluation par l'autorité compétente principale

7.112 Après avoir reçu la demande et en avoir accusé réception, l'autorité compétente principale doit l'examiner pour déterminer si elle est conforme à la Directive. À cette fin, et dans les 90 jours suivant la réception de la demande, l'autorité compétente principale doit établir un rapport d'évaluation.[290] Pour le calcul du délai de 90 jours à compter de la réception de la demande, les périodes durant lesquelles l'autorité compétente principale attend des informations complémentaires qu'elle peut avoir demandées ne sont pas prises en compte. Si, dans son rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale conclut qu'un OGM ne devrait pas être mis sur le marché, la demande est rejetée en vertu d'une décision motivée et la procédure prend fin.[291]

iii) Transmission du rapport de l'autorité compétente principale aux autres États membres pour observations

7.113 Dans les cas où, dans son rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale conclut qu'un OGM peut être mis sur le marché, la procédure passe au niveau communautaire. L'autorité compétente principale transmet la demande accompagnée du rapport d'évaluation à la Commission européenne (ci-après la "Commission"), qui doit la transmettre aux autorités compétentes de tous les autres États membres des CE.[292] Dans les 60 jours qui suivent la date de distribution du rapport d'évaluation, l'autorité compétente d'un autre État membre et, dans le cas de la Directive 2001/18, la Commission peuvent demander des renseignements complémentaires, formuler des observations ou émettre des objections motivées à la mise sur le marché de l'OGM considéré.

7.114 En l'absence d'objection motivée de l'autorité compétente d'un État membre ou, dans le cas de la Directive 2001/18, de la Commission, dans les 60 jours suivant la date de distribution du rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale doit donner par écrit son autorisation pour la mise sur le

[288] Articles 5 et 11 de la Directive 90/220, et articles 6 et 13 de la Directive 2001/18.
[289] Article 11 1) de la Directive 90/220, et article 13 2) et annexes II, III et IV de la Directive 2001/18.
[290] Article 12 1) et 2) de la Directive 90/220 et article 14 1) et 2) de la Directive 2001/18.
[291] Article 12 2) b) de la Directive 90/220 et articles 14 3) b) et 15 2) de la Directive 2001/18.
[292] Article 13 1) de la Directive 90/220 (qui dispose que la Commission doit transmettre le rapport d'évaluation "immédiatement") et article 14 2) de la Directive 2001/18 (qui dispose que la Commission doit transmettre le rapport d'évaluation dans les 30 jours qui suivent sa réception).

marché.[293] En vertu de la Directive 2001/18, dans les cas où l'autorité compétente d'un autre État membre ou la Commission émet une objection motivée, il est ménagé aux États membres et à la Commission un délai additionnel de 45 jours pour discuter de tout problème en suspens afin de parvenir à un accord. Si les problèmes en suspens sont réglés dans le délai prescrit, l'autorité compétente principale doit donner par écrit son autorisation pour la mise sur le marché.[294]

iv) Procédure applicable à l'échelle communautaire en cas d'objection

7.115 Dans les cas où l'autorité compétente d'un autre État membre ou, dans le cas de la Directive 2001/18, la Commission maintient une objection motivée, la décision d'approuver ou non la demande doit être prise au niveau communautaire.[295] La Commission doit à cette fin établir un projet de mesure. La Commission engage ce processus en consultant le comité scientifique pertinent des CE au sujet de la ou des objections.[296] Dès que la Commission a établi un projet de mesure qui prend en compte l'avis du comité scientifique des CE, elle doit le soumettre au vote du "Comité de réglementation" approprié.

7.116 Le Comité de réglementation est formé de représentants des États membres et il est présidé par un représentant de la Commission.[297] Le Comité de réglementation émet son avis sur le projet de mesure dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause.[298] Le Comité de réglementation émet ses avis à l'issue d'un vote à la majorité qualifiée. La Commission doit adopter les projets de mesures envisagées lorsqu'ils sont conformes à l'avis du Comité de réglementation. Lorsque les mesures envisagées ne sont pas conformes à l'avis du Comité de réglementation, ou en l'absence d'avis, la Commission doit sans tarder soumettre au Conseil des ministres (ci-après le "Conseil") une proposition relative aux mesures à prendre.[299]

7.117 Le Conseil peut soit adopter soit rejeter le projet de mesure de la Commission à la majorité qualifiée.[300] Dans un cas comme dans l'autre, il doit statuer dans un délai de trois mois au plus à

---

[293] Article 13 2) de la Directive 90/220 et article 15 3) de la Directive 2001/18.

[294] Articles 15 1) et 3) de la Directive 2001/18. Nous notons que, conformément à l'article 15 1), les périodes durant lesquelles des renseignements complémentaires sont attendus du demandeur ne sont pas prises en compte pour le calcul du délai de 45 jours.

[295] Article 13 3) de la Directive 90/220 et articles 18 1) et 30 2) de la Directive 2001/18. L'article 18 1) de la Directive 2001/18 dispose qu'une décision doit être adoptée et publiée dans un délai de 120 jours. Pour calculer ce délai de 120 jours, il n'est pas tenu compte des périodes durant lesquelles la Commission attend les renseignements complémentaires qu'elle a éventuellement demandés au demandeur ou l'avis d'un comité scientifique des CE.

[296] En vertu des Directives 2001/18 et 90/220, le comité scientifique pertinent était le Comité scientifique des plantes ("CSP"). Le CSP a été remplacé par le Groupe scientifique sur les organismes génétiquement modifiés établi par l'Autorité européenne de sécurité des aliments (l'"AESA") qui a été créée conformément au *Règlement n° 178/2002*. Nous notons que l'article 28 de la Directive 2001/18 prescrit que la Commission doit consulter le comité scientifique si une objection est maintenue. Conformément à l'article 18 1) de la Directive 2001/18, le délai pendant lequel la Commission attend l'avis du comité scientifique ne doit pas dépasser 90 jours. En vertu de la Directive 90/220, la Commission n'était pas tenue de le faire, mais elle décidait généralement de le faire.

[297] Les comités de réglementation tirent leur origine de l'article 202 du Traité instituant les CE et ils agissent sur la base de l'article 5 de la Décision du Conseil n° 1999/468/CE. Ils assistent la Commission dans l'exercice des pouvoirs que lui délègue le Conseil pour la mise en œuvre de ses mesures d'application.

[298] Article 21 de la *Directive 90/220* et article 30 2) de la Directive 2001/18 (faisant référence aux articles 5 et 7 de la *Décision du Conseil n° 1999/468*).

[299] *Ibid*.

[300] Conformément à l'article 148 2) du *Traité instituant la Communauté européenne tel que modifié par les traités ultérieurs*, qui était en vigueur à la date d'établissement du présent Groupe spécial, la majorité

compter de la saisine du Conseil.[301] Si le Conseil n'a pas statué dans ce délai, la Commission doit adopter le projet de mesure qu'elle a transmis au Conseil.[302]

v) Autorisation de mise sur le marché par les États membres

7.118 Lorsqu'une décision favorable a été rendue à l'échelle communautaire, soit par la Commission sur la base d'un avis favorable du Comité de réglementation, soit par le Conseil après transmission d'une proposition par la Commission, ou encore par la Commission au cas où le Conseil n'a pas statué dans le délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, l'autorité compétente principale doit donner son autorisation par écrit pour la mise sur le marché de l'OGM en tant que produit ou élément du produit considéré. Cette autorisation est transmise au demandeur, et les autres États membres et la Commission doivent en être informés.[303] Dès lors que le demandeur a reçu l'autorisation écrite de l'autorité compétente principale, il peut effectuer la mise sur le marché. Le produit approuvé peut être utilisé sans autre demande sur tout le territoire de la Communauté, sous réserve des conditions spécifiées dans l'autorisation écrite.[304]

vi) Transition entre la Directive 90/220 et la Directive 2001/18: demandes en souffrance

7.119 Comme il est indiqué précédemment, la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, et les États membres des CE ont dû mettre en œuvre la Directive 2001/18 à la même date. La Directive 2001/18 traite de la question des demandes qui avaient été présentées au titre de la Directive 90/220 mais qui étaient en souffrance le 17 octobre 2002. Elle indique donc clairement que les demandes reçues conformément à la Directive 90/220 pour lesquelles les procédures de ladite directive n'avaient pas été achevées le 17 octobre 2002 étaient soumises aux dispositions de la Directive 2001/18. Par ailleurs, les demandeurs avaient jusqu'au 17 janvier 2003 pour compléter leurs demandes conformément à la Directive 2001/18.[305] Selon les Communautés européennes, cela veut dire que les demandes en souffrance devaient seulement être mises à jour (complétées) et non être présentées de nouveau dans leur intégralité. Les Communautés européennes ont dit en outre que les nouveaux renseignements concernant les demandes en souffrance qui avaient été communiqués devaient faire l'objet d'une nouvelle évaluation au titre des dispositions de la Directive 2001/18. Par conséquent, quelle que soit l'étape de la procédure à laquelle se trouvait une demande présentée au titre de la Directive 90/220, la demande mise à jour devait passer par toutes les étapes de la procédure prévue dans la Directive 2001/18, à commencer par son évaluation initiale par l'autorité compétente principale. Mais, selon les Communautés européennes, les résultats et conclusions obtenus en vertu de la procédure prévue dans la Directive 90/220 sur la base des données et des renseignements alors existants étaient en principe toujours pertinents en vertu de la procédure prévue dans la Directive 2001/18 et n'avaient donc pas à être réexaminés.

---

qualifiée nécessite qu'au moins 62 votes sur un total de 86 votes soient favorables. Pour de plus amples détails, *voir* la note de bas de page 580. Le Conseil peut également modifier le projet de mesure, quoique par un vote à l'unanimité uniquement. Article 250 1) du *Traité instituant la Communauté européenne tel que modifié par les traités ultérieurs*.

[301] Conformément à l'article 18 1) de la Directive 2001/18, il n'est pas tenu compte du temps mis par le Conseil pour statuer dans le calcul du délai de 120 jours fixé à l'article 18 1).

[302] Article 21 de la Directive 90/220 et article 30 2) de la Directive 2001/18 (faisant référence aux articles 5 et 7 de la *Décision du Conseil n° 1999/468*).

[303] Article 13 4) de la Directive 90/220 et article 18 2) de la Directive 2001/18.

[304] Article 13 5) de la Directive 90/220 et article 19 1) et 2) de la Directive 2001/18.

[305] Article 35 de la Directive 2001/18.

vii) Mesures de sauvegarde des États membres individuels

7.120 Lorsqu'un OGM utilisé en tant que produit ou élément de produit a été approuvé pour être commercialisé à l'échelle communautaire au titre des Directives 90/220 ou 2001/18, normalement les États membres ne peuvent pas interdire ni limiter les échanges ou l'utilisation de ce produit sur leurs territoires respectifs, pour autant qu'il est satisfait aux conditions attachées à l'approbation de la commercialisation. Exceptionnellement, toutefois, les États membres peuvent adopter provisoirement des mesures de sauvegarde qui interdisent ou limitent les échanges ou l'utilisation des produits biotechnologiques dont la commercialisation à l'échelle communautaire a été approuvée.

7.121 Conformément à l'article 16 de la Directive 90/220, un État membre peut limiter ou interdire, à titre provisoire, l'utilisation et/ou la vente d'un produit sur son territoire lorsqu'il a "des raisons valables de considérer qu'un produit qui a fait l'objet d'une notification en bonne et due forme et d'un consentement écrit […] présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement". L'article 23 de la Directive 2001/18 dispose qu'une mesure de sauvegarde peut être adoptée lorsque, "en raison d'informations nouvelles ou complémentaires, devenues disponibles après que l'autorisation a été donnée et qui affectent l'évaluation des risques pour l'environnement ou en raison de la réévaluation des informations existantes sur la base de connaissances scientifiques nouvelles ou complémentaires", un État membre a "des raisons précises de considérer qu'un OGM en tant que produit ou élément de produit […] présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement [...]".

7.122 Les mesures de sauvegarde prises conformément aux Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être maintenues à titre provisoire seulement, en attendant une évaluation complète à l'échelle communautaire.[306] L'État membre qui adopte une mesure de sauvegarde doit en informer immédiatement la Commission et les autres États membres.[307] Après notification de la mesure de sauvegarde, la Commission doit prendre une décision au sujet de la mesure. Cette décision entraînera soit la modification de l'approbation de la commercialisation à l'échelle communautaire, soit la suppression de la mesure.[308]

7.123 Conformément à la procédure établie dans les dispositions pertinentes des Directives 90/220 et 2001/18, la Commission, pour prendre une décision concernant une mesure de sauvegarde qui a été notifiée, est assistée par le Comité de réglementation.[309] La Commission doit soumettre un projet de la mesure à prendre au Comité de réglementation, lequel émet son avis sur le projet.[310] Si le projet de mesure est conforme à l'avis du Comité de réglementation ou du Comité permanent des denrées alimentaires, la Commission doit adopter le projet. Toutefois, si la mesure n'est pas conforme à l'avis du Comité, ou en l'absence d'avis, la Commission doit soumettre au Conseil une proposition sur la mesure à prendre. Le Conseil doit statuer sur la proposition dans un délai de trois mois, sinon la Commission doit adopter la mesure proposée.[311]

---

[306] Article 16 1) de la Directive 90/220 et article 23 1), 3ème paragraphe de la Directive 2001/18.

[307] Article 16 1) de la Directive 90/220 et article 23 1), 3ème paragraphe de la Directive 2001/18.

[308] Article 21 de la Directive 90/220. En vertu de cette directive, la Commission doit prendre sa décision dans un délai de trois mois à compter de la notification de la mesure.

[309] Article 21 de la Directive 90/220 et article 30 2) de la Directive 2001/18.

[310] Article 21 de la Directive 90/220 et article 30 2) de la Directive 2001/18. L'article 30 2) de la Directive 2001/18 fait référence aux articles 5, 7 et 8 de la Décision n° 1999/468. Selon les Communautés européennes, ces dispositions sont similaires à celles de l'article 21 de la Directive 90/220.

[311] Article 21 de la Directive 90/220 et article 30 de la Directive 2001/18.

viii) Accès à des procédures de révision administrative et judiciaire au titre du droit communautaire et du droit des États membres

7.124 Dans la mesure où un demandeur qui veut faire approuver un produit biotechnologique au titre des Directives 90/220 et 2001/18 n'est pas satisfait d'un acte d'une autorité nationale d'un État membre ou d'une institution communautaire ou du fait que celle-ci n'a pas agi, il a la possibilité de demander la révision administrative ou judiciaire de ces actes ou omissions au niveau d'un État membre et/ou de la Communauté. Le droit de chaque État membre prévoit la révision administrative et/ou judiciaire des actes ou omissions au niveau national. Au niveau communautaire, les articles 230 et 232 du Traité instituant les CE disposent que la Cour de justice européenne a compétence pour contrôler la légalité des actes de la Commission européenne ou du fait que celle-ci n'a pas agi.

7.125 Les Communautés européennes ont déclaré devant le Groupe spécial que, en ce qui concerne les produits biotechnologiques qui sont l'objet de la présente procédure, elles n'avaient connaissance que d'un seul cas où des poursuites avaient été engagées au niveau d'un État membre. Ces poursuites concernaient une mesure de sauvegarde introduite par l'Italie conformément au Règlement n° 258/97. Selon les Communautés européennes, aucune demande n'a été adressée à la Cour de justice européenne pour contester un acte des institutions communautaires s'agissant des produits biotechnologiques pertinents ou le fait allégué que celles-ci n'ont pas agi.

b) Nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires: Règlement n° 258/97

7.126 Nous examinons maintenant le Règlement n° 258/97. Le Règlement n° 258/97 concerne la mise sur le marché de produits devant être utilisés en tant que nouveaux aliments ou nouveaux ingrédients alimentaires. Ces produits comprennent des aliments et des ingrédients alimentaires contenant des OGM au sens des Directives 90/220 et 2001/18 ou consistant en de tels OGM. Ils comprennent aussi des aliments et des ingrédients alimentaires produits à partir d'OGM, mais n'en contenant pas.

7.127 Un but fondamental du Règlement n° 258/97 est de veiller à ce que les nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires visés: 1) ne présentent pas de danger pour le consommateur; 2) n'induisent pas le consommateur en erreur; et 3) ne diffèrent pas des aliments et ingrédients alimentaires qu'ils sont destinés à remplacer à un point tel que leur consommation normale impliquerait des inconvénients nutritionnels pour le consommateur.

7.128 Les demandes en vue de la mise sur le marché d'aliments et d'ingrédients alimentaires contenant des OGM ou consistant en des OGM sont évaluées en vertu du Règlement n° 258/97 seulement. Cependant, lorsqu'une demande concerne un produit contenant un OGM ou consistant en un OGM et que ce produit est destiné à être utilisé pour l'alimentation humaine et animale, ainsi que pour la culture, la demande est évaluée au titre du Règlement n° 258/97 en ce qui concerne son utilisation en tant qu'aliment et au titre de la Directive 90/220 ou de la Directive 2001/18 en ce qui concerne son utilisation en tant qu'aliment pour animaux et pour la culture.[312]

7.129 Le Règlement n° 258/97 établit des procédures administratives d'octroi des autorisations de mise sur le marché des produits en cause dans le présent différend, c'est-à-dire des aliments et des ingrédients alimentaires contenant des OGM ou consistant en des OGM. Ces procédures administratives sont similaires à celles qui sont décrites ci-dessus dans le cas des Directives 2001/18 et 90/220. Notre description des procédures établies dans le Règlement n° 258/97 a été structurée en fonction des grandes étapes de la procédure.

[312] Article 9 2) du Règlement n° 258/97.

7.130 Comme pour les Directives 90/220 et 2001/18, les Communautés européennes ont présenté des diagrammes qui donnent une représentation graphique des procédures administratives décrites ci-après. Ces diagrammes sont reproduits à l'annexe A-3.

i) Présentation de la demande par le demandeur

7.131 Avant que les aliments contenant des OGM ou consistant en des OGM puissent être mis sur le marché des CE, le demandeur doit soumettre une demande (ci-après la "demande") accompagnée d'un dossier à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel le produit doit être mis sur le marché pour la première fois, c'est-à-dire l'autorité compétente principale.[313] La demande doit comprendre les renseignements nécessaires, y compris les études et les données permettant d'établir que l'aliment respecte les prescriptions suivantes: 1) l'aliment ne présente pas de danger pour le consommateur; 2) il n'induit pas le consommateur en erreur; et 3) il ne diffère pas des aliments et ingrédients alimentaires qu'il est destiné à remplacer à un point tel que sa consommation normale impliquerait des inconvénients nutritionnels pour le consommateur.[314] En outre, la demande doit comprendre une proposition d'étiquetage approprié, conformément aux prescriptions du Règlement n° 258/97, de l'aliment pertinent.[315] Lorsque l'aliment contient un OGM ou consiste en un OGM, la demande doit être accompagnée des renseignements prescrits au titre de la Directive 90/220 et de la Directive 2001/18, y compris d'une évaluation des risques pour l'environnement.[316]

ii) Évaluation par l'autorité compétente principale

7.132 À la réception de la demande, l'autorité compétente principale doit établir un rapport d'évaluation initiale dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande. Le rapport d'évaluation doit déterminer si la demande respecte les prescriptions pertinentes et est conforme aux recommandations publiées par la Commission.[317] Le rapport d'évaluation doit aussi déterminer si une évaluation complémentaire est nécessaire.[318]

iii) Distribution du rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale aux autres États membres pour observations

7.133 Dès l'achèvement du rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale doit le transmettre sans délai à la Commission qui doit à son tour le transmettre aux autres États membres. Un État membre ou la Commission peut, dans un délai de 60 jours à compter de la date de transmission du rapport par la Commission, formuler des observations ou présenter une objection motivée concernant la commercialisation de l'aliment en cause. Les observations ou objections sont transmises à la Commission, qui les transmet aux États membres dans le délai de 60 jours.[319]

7.134 Lorsque, dans son rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale parvient à la conclusion qu'une évaluation complémentaire n'est pas nécessaire, et lorsque aucune objection

[313] Article 4 1) du Règlement n° 258/97.
[314] Articles 6 1) et 3 1) du Règlement n° 258/97.
[315] Article 8 du Règlement n° 258/97.
[316] Article 9 du Règlement n° 258/97.
[317] Article 6 2) et 6 3) du Règlement n° 258/97. Voir aussi la recommandation de la Commission du 29 juillet 1997 "concernant les aspects scientifiques relatifs à la présentation des informations requises pour étayer des demandes d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires et l'établissement des rapports d'évaluation initiale au titre du *Règlement n° 258/97*".
[318] *Ibid*.
[319] Article 6 4) du Règlement n° 258/97.

motivée n'a été formulée par un autre État membre ou la Commission, elle doit informer sans délai le demandeur que l'aliment peut être mis sur le marché.[320]

iv) Procédure communautaire advenant qu'une évaluation complémentaire soit requise ou qu'une objection soit formulée

7.135 Lorsque, dans son rapport d'évaluation, l'autorité compétente principale parvient à la conclusion qu'une évaluation complémentaire est requise, ou lorsqu'une objection motivée a été formulée par un autre État membre ou la Commission, une décision d'autorisation doit être prise au niveau communautaire.[321] La Commission doit établir à cette fin un projet de mesure. Elle engage habituellement ce processus en consultant le comité scientifique pertinent des CE – le Comité scientifique de l'alimentation humaine (le "CSAH").[322] Une fois qu'elle a établi un projet de mesure qui prend en compte l'avis du CSAH, la Commission doit le soumettre au vote du comité de réglementation approprié, à savoir le Comité permanent des denrées alimentaires.[323] Le Comité permanent des denrées alimentaires doit émettre son avis sur le projet de mesure de la Commission dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause. Le Comité permanent des denrées alimentaires émet son avis par un vote à la majorité qualifiée. La Commission doit adopter le projet de mesure envisagée lorsqu'il est conforme à l'avis du Comité permanent des denrées alimentaires. Lorsque le projet de mesure envisagée n'est pas conforme à l'avis du Comité permanent des denrées alimentaires, ou en l'absence d'avis, la Commission doit, sans délai, soumettre au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre.[324]

7.136 Le Conseil peut soit adopter soit rejeter le projet de mesure de la Commission à la majorité qualifiée.[325] Dans un cas comme dans l'autre, il doit statuer dans un délai qui ne doit en aucun cas être supérieur à trois mois à compter de la saisine du Conseil. Si le Conseil ne statue pas dans ce délai, la Commission doit adopter le projet de mesure qu'elle a soumis au Conseil.[326]

7.137 La Commission doit informer sans délai le demandeur de la décision prise à l'échelle communautaire, laquelle est publiée au Journal officiel des Communautés européennes.[327]

v) Procédure simplifiée

7.138 Il convient de noter que, dans le cas des nouveaux aliments qui sont "substantiellement équivalents" à des aliments existants, le Règlement n° 258/97 prévoit une procédure simplifiée.[328] Cela comprend les produits alimentaires qui sont produits à partir d'OGM, mais qui n'en contiennent pas. L'"équivalence substantielle" peut être démontrée de deux manières: 1) sur la base des données scientifiques disponibles et généralement reconnues ou 2) sur la base d'un avis rendu par l'un des organismes d'évaluation des aliments compétents des États membres.[329] Dans le cas des nouveaux aliments substantiellement équivalents, le demandeur doit "notifier" leur mise sur le marché à la

[320] Article 4 2) du Règlement n° 258/97.
[321] Article 7 du Règlement n° 258/97.
[322] Article 11 du Règlement n° 258/97. Depuis l'entrée en vigueur du Règlement n° 178/2002, les fonctions exercées par le CSAH ont été confiées à l'AESA.
[323] Article 13 1) du Règlement n° 258/97.
[324] Article 13 3) et 13 4) du Règlement n° 258/97.
[325] Le Conseil peut également modifier le projet de mesure, bien que par vote à l'unanimité uniquement. Article 250 1) du Traité instituant les CE.
[326] Article 13 4) du Règlement n° 258/97.
[327] Article 7 3) du Règlement n° 258/97.
[328] Article 5 du Règlement n° 258/97.
[329] Article 3 4) du Règlement n° 258/97.

Commission. La Commission transmet alors aux États membres une copie de la demande dans un délai de 60 jours.[330]

vi) Mesures de sauvegarde des États membres individuels

7.139 Comme dans le cas des Directives 90/220 ou 2001/18, lorsqu'un produit biotechnologique a été approuvé pour être commercialisé à l'échelle communautaire au titre du Règlement n° 258/97, normalement les États membres ne peuvent pas interdire ni limiter les échanges ou l'utilisation de ce produit sur leurs territoires respectifs, pour autant qu'il est satisfait aux conditions attachées à l'approbation de la commercialisation. L'article 12 du Règlement n° 258/97 dispose toutefois qu'une mesure de sauvegarde peut être adoptée si un État membre a, "à la suite de nouvelles informations ou d'une réévaluation des informations existantes, des raisons précises d'estimer que l'usage d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire conforme au présent règlement présente des risques pour la santé humaine ou pour l'environnement [...]".

7.140 Les mesures de sauvegarde prises conformément au Règlement n° 258/97 peuvent être maintenues à titre provisoire seulement, en attendant une évaluation complète à l'échelle communautaire.[331] L'État membre qui adopte une mesure de sauvegarde doit en informer immédiatement la Commission et les autres États membres.[332] Après notification de la mesure de sauvegarde, la Commission doit prendre une décision au sujet de la mesure. Cette décision entraînera soit la modification de l'approbation de la commercialisation à l'échelle communautaire, soit la suppression de la mesure.[333]

7.141 Conformément à l'article 13 du Règlement n° 258/97, la Commission, pour prendre une décision concernant une mesure de sauvegarde qui a été notifiée, est assistée par le Comité permanent des denrées alimentaires. La Commission doit soumettre un projet de la mesure à prendre au Comité permanent des denrées alimentaires, lequel émet son avis sur le projet. Si le projet de mesure est conforme à l'avis du Comité permanent des denrées alimentaires, la Commission doit adopter le projet. Toutefois, si la mesure n'est pas conforme à l'avis du Comité, ou en l'absence d'avis, la Commission doit soumettre au Conseil une proposition sur la mesure à prendre. Le Conseil doit statuer sur la proposition dans un délai de trois mois, sinon la Commission doit adopter la mesure proposée.[334]

vii) Accès à des procédures de révision administrative et judiciaire au titre du droit communautaire et du droit des États membres

7.142 En ce qui concerne l'accès à des procédures de révision administrative et judiciaire au titre du droit communautaire et du droit des États membres, nous notons que la possibilité de contester des actions ou omissions au niveau d'un État membre et/ou de la Communauté existe de la même manière au titre du Règlement n° 258/97 qu'au titre des Directives 90/220 et 2001/18.

7.143 Comme nous l'avons dit précédemment, les Communautés européennes ont déclaré devant le Groupe spécial que, en ce qui concernait les produits biotechnologiques qui sont l'objet de la présente procédure, elles n'avaient connaissance que d'un seul cas où des poursuites avaient été engagées au

[330] Article 5 du Règlement n° 258/97.
[331] Article 12 1) du Règlement n° 258/97.
[332] *Ibid*.
[333] Nous notons que, contrairement à la Directive 90/220, le Règlement n° 258/97 n'impose pas de délai à la Commission pour prendre une décision.
[334] Article 13 4) b) du Règlement n° 258/97.

niveau d'un État membre. Ces poursuites concernaient une mesure de sauvegarde introduite par l'Italie conformément au Règlement n° 258/97.[335] Selon les Communautés européennes, aucune demande n'a été adressée à la Cour de justice européenne pour contester de quelconques actions des institutions communautaires s'agissant des produits biotechnologiques pertinents ou le fait allégué que celles-ci n'ont pas agi.

c) Denrées alimentaires et aliments pour animaux GM et traçabilité et étiquetage des OGM et traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine et animale produits à partir d'OGM: Règlement n° 1829/2003 et Règlement n° 1830/2003

7.144 Le Règlement n° 1829/2003 "concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés"[336] (ci-après le "Règlement n° 1829/2003") et le Règlement n° 1830/2003 "concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE"[337] (ci-après le "Règlement n° 1830/2003") ne sont pas directement pertinents pour le présent différend. Bien qu'il soit fréquemment fait référence à ces règlements dans le dossier du Groupe spécial, les parties ont présenté peu de renseignements sur leur contenu et leur but. En conséquence, nous donnons simplement une description très sommaire de ces instruments législatifs les plus récents concernant l'approbation des produits biotechnologiques.

7.145 S'agissant du Règlement n° 1829/2003, nous notons qu'il a remplacé le Règlement n° 258/97, encore que celui-ci continue de s'appliquer aux nouveaux aliments autres que les aliments GM. Le Règlement n° 1829/2003 établit des procédures communautaires simplifiées pour l'approbation des denrées alimentaires et aliments pour animaux GM ainsi que de nouvelles dispositions concernant l'étiquetage des denrées alimentaires et aliments pour animaux GM. Il établit notamment le principe "une porte-une clé" en vertu duquel il est possible de demander l'approbation d'un produit biotechnologique qui doit être utilisé comme denrée alimentaire et aliment pour animaux et servir à la culture dans une demande unique déposée exclusivement au titre du Règlement n° 1829/2003. Il apparaît toutefois que le demandeur a aussi la possibilité de soumettre une demande à la fois au titre de la Directive 2001/18, dans la mesure où la demande concerne la dissémination volontaire du produit pertinent dans l'environnement, et au titre du Règlement n° 1829/2003, dans la mesure où la demande concerne l'utilisation du produit comme denrée alimentaire ou ingrédient de cette denrée.

7.146 S'agissant du Règlement n° 1830/2003, nous notons qu'il s'applique à tous les produits contenant des OGM ou consistant en des OGM quelle que soit leur utilisation (c'est-à-dire comme denrée alimentaire et aliment pour animaux ainsi que pour la culture). Le Règlement n° 1830/2003 établit un cadre communautaire pour la traçabilité des produits contenant des OGM ou consistant en des OGM, et des denrées alimentaires et aliments pour animaux produits à partir d'OGM qui a pour objectifs de faciliter un étiquetage précis, de surveiller les effets sur l'environnement et, le cas échéant, sur la santé, et de mettre en œuvre des mesures de gestion des risques appropriées, y compris, si nécessaire, le retrait de produits. La Directive 2001/18 prescrit déjà que les États membres doivent prendre des mesures pour garantir, à toutes les étapes de leur mise sur le marché, une traçabilité des

[335] Le 13 novembre 2000, Monsanto Agricoltura Italia SpA et d'autres ont engagé une procédure devant les tribunaux italiens pour contester la validité du Décret de l'Italie du 4 août 2000 qui suspendait temporairement les échanges et l'utilisation de certains nouveaux aliments sur le territoire italien (publié conformément à l'article 12 du Règlement n° 258/97), et pour demander une indemnisation pour les pertes subies par suite du Décret. La procédure est toujours en cours.

[336] Publié au Journal officiel n° L 268, 18/10/2003, page 1.

[337] Publié au Journal officiel n° L 268, 18/10/2003, page 24.

OGM autorisés. Elle ne contient toutefois pas de définition de la traçabilité dans le cas des OGM, et elle ne comprend pas les objectifs de traçabilité ni d'approche complète pour leur mise en œuvre. Le Règlement n° 1830/2003 modifie donc les parties pertinentes de la Directive 2001/18. Il établit un système communautaire harmonisé pour l'étiquetage de tous les produits consistant en des OGM ou en contenant et impose des prescriptions additionnelles en matière d'étiquetage pour ces produits.

3. Applicabilité de l'*Accord SPS*

7.147 Les parties plaignantes allèguent toutes que les procédures d'approbation communautaires mentionnées ci-dessus qui concernent la dissémination volontaire de produits biotechnologiques dans l'environnement (Directive 90/220 et par la suite Directive 2001/18) et les nouveaux aliments et les nouveaux ingrédients alimentaires (Règlement n° 258/97) sont des mesures SPS relevant de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes maintiennent que les procédures d'approbation communautaires entrent en partie dans le champ de l'*Accord SPS* et se situent en partie hors du champ de l'*Accord SPS*. Dans la présente section, le Groupe spécial va déterminer si les procédures d'approbation pertinentes des CE sont des mesures SPS qui doivent être examinées dans le cadre de l'*Accord SPS*.

7.148 Nous notons que l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* donne la définition juridique suivante de l'expression "mesure SPS":

> **DÉFINITIONS**[338]
>
> *Mesure sanitaire ou phytosanitaire* – Toute mesure appliquée:
>
> a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;
>
> b) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux;
>
> c) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites; ou
>
> d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.
>
> Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y

[338] (*note de bas de page originale*) Aux fins de ces définitions, le terme "animaux" englobe les poissons et la faune sauvage; le terme "végétaux" englobe les forêts et la flore sauvage; le terme "parasites" englobe les mauvaises herbes; et le terme "contaminants" englobe les résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires et les corps étrangers.

> compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires.

7.149 L'Annexe A 1) indique qu'afin de déterminer si une mesure particulière constitue une "mesure SPS" il faut tenir compte d'éléments tels que le but de la mesure, sa forme juridique et sa nature. Il est question de l'élément "but" à l'Annexe A 1) a) à d) ("toute mesure appliquée"). Il est fait référence à l'élément "forme" au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("lois, [ ] décrets, [ ] réglementations"). Enfin, il est aussi question de la nature des mesures considérées comme mesures SPS au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ("prescriptions et [ ] procédures [ ], y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; [etc.]").

a) Question de savoir si une loi, ou une prescription y figurant, peut être réputée incorporer une mesure SPS ainsi qu'une mesure non SPS

7.150 Avant d'examiner en détail si les procédures d'approbation pertinentes des CE sont des mesures SPS qui doivent être évaluées au titre des dispositions de l'*Accord SPS*, il est nécessaire de traiter une question dont nous ont saisi les Communautés européennes. Il s'agit de la question de savoir si une loi, ou une prescription y figurant, peut, à condition de satisfaire aux conditions applicables, être considérée comme incorporant une mesure SPS ainsi qu'une mesure distincte qui doit être examinée au regard d'un accord de l'OMC autre que l'*Accord SPS*, tel que l'*Accord OTC*.

7.151 Les **Communautés européennes** font valoir que l'*Accord SPS* a un champ d'application limité et que ce champ est défini en fonction de l'objectif, ou du but, de la mesure en cause, c'est-à-dire des raisons justifiant la mesure. Elles considèrent que si un Membre de l'OMC agit pour deux raisons différentes, l'une relevant de l'*Accord SPS* et l'autre non, il s'agit en fait de deux mesures différentes aux fins de l'OMC. Selon les Communautés européennes, il en est ainsi même si l'on cherche à atteindre les deux objectifs différents au moyen d'une mesure figurant dans un document unique. La mesure (ou partie de la mesure) qui est prise pour l'une quelconque des raisons énumérées dans l'*Accord SPS* relève dudit *accord*. La mesure (ou partie de la mesure) qui est prise pour d'autres raisons ne relève pas de l'*Accord SPS*.

7.152 Les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a dans l'*Accord SPS* ou dans tout autre Accord de l'OMC rien qui oblige un Membre de l'OMC à s'abstenir d'adopter dans le cadre de son système juridique une loi unique, qui incorpore deux mesures ou plus régies par plus d'un accord ou d'une disposition de l'OMC. Elles estiment que cette situation est très courante dans le contexte de l'OMC et que la question à laquelle est confronté le Groupe spécial est donc une question horizontale.

7.153 Les Communautés européennes considèrent que, lorsque le règlement d'un Membre poursuit un objectif SPS mais aussi un objectif non SPS, et qu'un groupe spécial constate que ce règlement relève de l'*Accord SPS* et est incompatible avec celui-ci (parce que les moyens mis en œuvre pour atteindre l'objectif SPS vont à l'encontre des règles établies dans l'*Accord SPS*), tout ce que peut dûment constater le groupe spécial c'est que le règlement comprend une mesure SPS et que cette mesure est incompatible avec l'*Accord SPS*. Le groupe spécial pourrait seulement recommander que le Membre fasse le nécessaire pour mettre la mesure SPS figurant dans le règlement en conformité

avec l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes estiment que le groupe spécial ne pourrait pas formuler de recommandation concernant le règlement dans son ensemble, à moins qu'il n'examine aussi les mesures figurant dans le règlement qui ne relèvent pas de l'*Accord SPS* et ne formule des constatations concernant ces mesures. En conséquence, lorsque viendrait la mise en œuvre, le Membre concerné serait tenu de mettre la mesure SPS en conformité avec l'*Accord SPS*, en éliminant l'objectif SPS et les éléments de la mesure qui en découlent, mais il ne serait pas tenu de retirer le règlement.

7.154 S'agissant du présent différend, les Communautés européennes estiment que les objectifs environnementaux et les objectifs y afférents de leur législation concernant l'approbation des produits biotechnologiques, et des mesures prises en application de ladite législation qui ne sont pas régies par l'*Accord SPS*, pourraient devoir être examinés au regard de l'*Accord OTC*. Les Communautés européennes considèrent que l'ajout d'un objectif SPS à une mesure n'exclut pas l'application de l'*Accord OTC* aux aspects non SPS de cette mesure. Dans un tel cas, l'*Accord SPS* serait d'application dans la mesure où des objectifs SPS sont poursuivis et l'*Accord OTC* s'appliquerait dans la mesure où des objectifs non SPS sont poursuivis.

7.155 Les Communautés européennes indiquent avoir conscience de l'article 1.5 de l'*Accord OTC*, qui dispose ce qui suit:

> "Les dispositions du présent accord ne s'appliquent pas aux mesures sanitaires et phytosanitaires telles qu'elles sont définies à l'Annexe A de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires."

7.156 Selon les Communautés européennes, l'article 1.5 de l'*Accord OTC* signifie qu'une mesure unique qui, en même temps, relève de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC* doit être examinée seulement au regard de l'*Accord SPS*. L'article 1.5 ne signifie pas qu'une loi qui contient à la fois une mesure SPS et une mesure OTC (c'est-à-dire une mesure relevant de l'*Accord OTC* mais non de l'*Accord SPS*) doit être examinée uniquement au regard de l'*Accord SPS* et pas du tout de l'*Accord OTC*. Si c'était vrai, les Membres pourraient dissimuler des mesures OTC sous le couvert de l'*Accord SPS*, qui est à certains égards moins strict que l'*Accord OTC*, en ajoutant simplement une dimension SPS à la loi en question. Inversement, cela aurait aussi pour résultat étrange de rendre peut-être subitement illicite une mesure OTC parfaitement licite, tout simplement parce qu'elle figure dans la même loi qu'une mesure SPS et n'est pas conforme à une disposition de l'*Accord SPS*. Par ailleurs une loi pourrait être constituée à 99 pour cent d'une mesure SPS et à 1 pour cent d'une mesure OTC, et pourtant la loi dans son intégralité devrait être examinée seulement au regard de l'*Accord SPS*, alors que l'*Accord OTC* ne serait pas du tout applicable. De l'avis des Communautés européennes, cela ne peut pas être juste.

7.157 Les **États-Unis** font observer que les Communautés européennes n'ont pas contesté que leur règlement concernant les nouveaux aliments et leurs directives concernant la dissémination volontaire relèvent de l'*Accord SPS*. En outre, s'agissant des mesures des États membres, les Communautés européennes reconnaissent que chacune de ces mesures a été adoptée pour "certaines raisons" qui relèvent de l'*Accord SPS*. Les États-Unis considèrent que le fait que les Communautés européennes conviennent que leurs mesures ont été adoptées pour "certaines raisons" relevant du champ de l'*Accord SPS* est plus que suffisant pour dire que ces mesures relèvent dudit accord.

7.158 L'article 1.5 de l'*Accord OTC* dit très clairement que les dispositions de l'*Accord OTC* "ne s'appliquent pas" aux mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. L'Annexe A indique clairement que "toute mesure" appliquée pour assurer une protection contre l'un des risques énumérés relève de l'*Accord SPS*. Elle ne dit pas que la mesure doit être exclusivement

appliquée pour assurer une protection contre les risques énumérés seulement. L'*Accord SPS* ne dit pas non plus qu'une mesure SPS – c'est-à-dire une mesure traitant d'un risque énuméré à l'Annexe A – perd en quelque sorte son statut de mesure SPS si l'adoption de la mesure est aussi motivée par d'autres considérations. Ainsi, par exemple, même s'il était possible d'interpréter les directives des Communautés européennes concernant la dissémination volontaire pour qu'elles s'appliquent à certains risques ne relevant pas de l'*Accord SPS*, ces directives seraient toujours des mesures SPS soumises aux disciplines de l'*Accord SPS*.

7.159 Le **Canada** fait observer que l'article 1.5 de l'*Accord OTC* dit qu'il ne s'applique pas aux mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Selon le Canada, cela n'aide pas à résoudre la question plus distincte de savoir si une mesure unique ou "indivisible" prise pour des raisons à la fois SPS et non SPS peut être considérée à la fois comme une mesure SPS et comme une mesure non SPS, ou si, ainsi que le soutiennent les Communautés européennes, elle doit être considérée comme une série de mesures. Tout compte fait, le Canada est d'avis qu'une approche hermétique de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC*, respectivement, n'est probablement ni valable d'un point de vue interprétatif, ni utile d'un point de vue pratique. Une mesure prise par un Membre est une mesure SPS dans la mesure où elle traite de risques SPS; dans la mesure où elle traite d'autres risques ou objectifs généraux, elle constitue un autre type de mesure, peut-être une mesure OTC. La question de savoir si une mesure qui traite à la fois de risques SPS et d'autres types de risques ou objectifs généraux devrait être considérée comme une mesure unique ou comme une série de mesures est purement sémantique.

7.160 Le Canada fait observer que, en tout état de cause, les Communautés européennes ont admis que leurs mesures étaient au moins en partie des mesures SPS. Toutes les parties conviennent qu'une mesure qui est prise pour des raisons ayant à voir avec la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1) doit être examinée à la lumière des prescriptions de l'*Accord SPS*. En conséquence, si cette mesure ne satisfait pas à ces prescriptions, elle entraîne une violation d'une ou de plusieurs dispositions de l'*Accord SPS*. Le fait que la mesure puisse aussi avoir une dimension OTC et même être incompatible avec les dispositions de l'*Accord OTC* est complètement hors de propos parce que la compatibilité avec un accord ne peut pas servir à justifier la violation d'un autre accord ou y pallier.

7.161 L'**Argentine** fait valoir que les Communautés européennes admettent que les mesures en cause dans le présent différend qui affectent l'approbation et la commercialisation des produits biotechnologiques sont en partie visées par l'*Accord SPS*. Selon l'Argentine, l'*Accord SPS* est l'accord qui doit être appliqué, puisqu'il fait référence à la protection contre certains risques et non contre certains produits. L'Argentine considère en outre que, conformément à l'article 1.5 de l'*Accord OTC*, l'*Accord SPS* et l'*Accord OTC* s'excluent mutuellement. Enfin, elle soutient que, par définition, une mesure ne peut pas constituer une série de mesures.

7.162 Le **Groupe spécial** estime que le meilleur moyen d'analyser la question soulevée par les Communautés européennes est de prendre un exemple hypothétique. Supposons donc qu'un Membre impose deux prescriptions identiques à l'égard d'un produit particulier, et que chacune des deux prescriptions est énoncée dans une loi séparée. La loi qui renferme la première prescription dit que cette prescription est appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. La loi qui renferme la deuxième prescription dit que cette prescription est appliquée exclusivement dans un but différent, qui n'est pas visé par l'Annexe A 1). Il est évident que la première prescription serait considérée comme une mesure SPS, car elle satisfait aux éléments "forme" (loi), "nature" (prescription) et "but" (l'un des buts énumérés) de la définition de l'expression "mesure SPS" donnée à l'Annexe A 1). Il est tout aussi évident que la deuxième prescription ne serait pas considérée comme une mesure SPS. Elle satisferait certes aux éléments "forme" (loi) et "nature" (prescription) de la définition d'une mesure SPS, mais elle ne satisferait pas à l'élément "but", car elle n'est pas appliquée

dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1). Il va sans dire, toutefois, que la deuxième prescription constituerait une mesure aux fins de l'OMC. Par souci de simplicité, nous l'appelons ici la "mesure non SPS".

7.163 Supposons maintenant que le Membre concerné décide de regrouper les deux lois séparées qui renferment les prescriptions identiques pour en faire une seule loi. Comme les deux prescriptions en question sont identiques, la prescription pertinente n'est incluse qu'une seule fois dans la loi consolidée. Puisque les deux buts indépendants de la prescription en question demeurent aussi valables qu'avant, la loi consolidée indique que la prescription est appliquée dans les deux buts. La question qui se pose alors est de savoir si la prescription figurant dans la loi consolidée (ci-après "la prescription en cause") constitue une mesure SPS ou une mesure non SPS, ou les deux.

7.164 Selon le point de vue des États-Unis et de l'Argentine, la prescription doit être considérée comme une mesure SPS, et une mesure SPS seulement parce qu'elle satisfait à tous les éléments de la définition d'une mesure SPS. Elle satisfait sans aucun doute aux éléments "forme" et "nature"; et puisque la prescription est au moins en partie appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1), la position des États-Unis et de l'Argentine est qu'elle satisfait aussi à l'élément "but" de la définition d'une mesure SPS. Les Communautés européennes rejettent ce point de vue et font valoir que la prescription en cause devrait être considérée i) comme une mesure SPS dans la mesure où elle est appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1) et ii) comme une mesure non SPS dans la mesure où elle est appliquée dans un but qui n'est pas visé par l'Annexe A 1).[339]

7.165 Selon notre évaluation, le point de vue le meilleur et le plus approprié est celui des Communautés européennes. Nous considérons donc que, dans la mesure où la prescription figurant dans la loi consolidée est appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1), elle peut dûment être considérée comme une mesure qui doit être évaluée au titre de l'*Accord SPS*; dans la mesure où elle est appliquée dans un but qui n'est pas visé par l'Annexe A 1), elle peut être considérée comme une mesure séparée qui doit être évaluée au titre d'un accord de l'OMC autre que l'*Accord SPS*. Il est toutefois important de souligner que notre point de vue repose sur les circonstances voulant que la prescription en cause puisse être scindée en deux prescriptions séparées qui seraient identiques à la prescription en cause, et qui auraient une raison d'être autonomes, c'est-à-dire un but différent qui constituerait une base indépendante pour imposer la prescription.

7.166 Nous reconnaissons que, formellement, la prescription en cause constitue une prescription unique. Cependant, ni l'*Accord sur l'OMC* ni la jurisprudence de l'OMC n'établissent qu'une prescription satisfaisant à la condition mentionnée au paragraphe précédent ne peut pas être réputée englober deux, voire plus de deux mesures distinctes qui doivent être évaluées au titre d'Accords de l'OMC différents. Nous notons que l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, qui définit l'expression "mesure SPS", fait référence à "[t]oute mesure" et à des "prescriptions". Mais ces références ne signifient pas qu'une prescription ne peut pas être considérée comme englobant une mesure SPS ainsi qu'une mesure non SPS.

[339] Le Canada a indiqué qu'une approche hermétique de l'*Accord SPS* et de l'*Accord OTC*, respectivement, n'était probablement ni valable d'un point de vue interprétatif, ni utile d'un point de vue pratique. D'après lui, une prescription est une mesure SPS dans la mesure où elle traite de risques SPS; dans la mesure où elle traite d'autres risques ou objectifs généraux, elle constitue un autre type de mesure, peut-être une mesure devant être évaluée au titre de l'*Accord OTC*. Le Canada estime que la question de savoir si une prescription qui traite à la fois de risques SPS et d'autres types de risques ou objectifs généraux devrait être considérée comme une mesure unique ou comme une série de mesures est purement sémantique.

7.167 Nous prenons note de l'argument des États-Unis et de l'Argentine selon lequel l'article 1.5 de l'*Accord OTC* étaye une conclusion différente. Rappelons que l'article 1.5 dit que les dispositions de l'*Accord OTC* "ne s'appliquent pas" aux mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Pour mieux illustrer le fonctionnement de l'article 1.5, nous nous reportons à notre exemple particulier de prescription hypothétique figurant dans la loi consolidée. À cette fin, nous supposons que la loi consolidée peut être considérée comme un règlement technique au sens de l'Annexe 1 1) de l'*Accord OTC*.[340] Nous avons dit ci-dessus que, dans la mesure où la prescription figurant dans la loi consolidée est appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, elle peut être considérée comme une mesure SPS. En tant que telle, elle doit être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, à condition qu'elle puisse affecter le commerce international.[341] L'article 1.5 indique clairement que, dans la mesure où la prescription en cause peut être considérée comme une mesure SPS, les dispositions de l'*Accord OTC* "ne s'applique[rai]ent pas", même si la prescription en cause figure dans une loi qui correspond à la définition d'un règlement technique. Nous avons aussi dit que, dans la mesure où la prescription en cause est appliquée dans un but non visé par l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, elle peut être considérée comme englobant une mesure non SPS. D'après ses termes, l'article 1.5 ne peut pas s'appliquer à des mesures non SPS. Cependant, étant donné qu'il est supposé qu'elle fait partie d'un règlement technique, la prescription doit être évaluée au titre de l'*Accord OTC*, dans la mesure où elle incorpore une mesure non SPS.[342] Ainsi que le démontrent les considérations qui précèdent, notre point de vue selon lequel une prescription peut dans certains cas incorporer plus d'une mesure est compatible avec les dispositions de l'article 1.5 et leur donne sens et effet. Par conséquent, nous ne sommes pas d'accord pour dire que l'article 1.5 impose un point de vue différent.

7.168 Outre les considérations qui précèdent, il y a une autre considération qui, croyons-nous, milite contre l'idée de traiter la prescription en cause comme si elle constituait seulement une mesure SPS. Rappelons tout d'abord que, d'une façon générale, les Membres imposent des prescriptions parce qu'ils estiment nécessaire de le faire.[343] S'ils jugent nécessaire d'imposer une prescription particulière, il est parfaitement logique qu'ils cherchent à réduire le plus possible les chances qu'aboutisse une action en justice, que ce soit devant un tribunal national ou l'OMC. Dans le cas de notre exemple hypothétique, le Membre concerné serait confronté au risque – en raison, par exemple, des incertitudes entourant l'interprétation ou l'application correctes des dispositions pertinentes de l'OMC – qu'un groupe spécial de l'OMC constate que la prescription en cause est incompatible avec les règles de l'OMC en tant que mesure SPS mais compatible avec les règles de l'OMC en tant que mesure non SPS, inversement, ou qu'un groupe spécial constate que la prescription est incompatible avec les règles de l'OMC en tant que mesure SPS ou en tant que mesure non SPS.

---

[340] L'Annexe 1 1) définit un règlement technique comme un "[d]ocument qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire". Elle précise en outre qu'un règlement technique "peut aussi traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un procédé ou une méthode de production donnés".

[341] L'article 1:1 et 1:2 de l'*Accord SPS* indique clairement que l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures qui i) répondent à la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1) et ii) peuvent affecter le commerce international.

[342] Nous notons que, aux termes de l'article 1:4 de l'*Accord SPS*, "[a]ucune disposition du présent accord n'affectera les droits que les Membres tiennent de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce en ce qui concerne les mesures n'entrant pas dans le champ du présent accord".

[343] L'article 2:1 de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit: "[l]es Membres ont le droit de prendre les mesures [SPS] qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions [de l'*Accord SPS*]".

7.169 Si l'on adoptait le point de vue selon lequel la prescription en cause constitue seulement une mesure SPS, le Membre concerné aurait à défendre cette prescription en tant que mesure SPS. Sachant qu'il est possible que la prescription en cause puisse résister à l'examen d'un groupe spécial de l'OMC en tant que mesure non SPS, mais pas en tant que mesure SPS, il est raisonnable de supposer toutefois que, *ex abundanti cautela*, le Membre concerné ne voudrait pas renoncer à la possibilité de défendre la prescription en cause en tant que mesure non SPS également. Le Membre concerné pourrait éviter cela en promulguant deux fois la prescription en cause, soit dans des lois différentes accompagnées d'un énoncé du but approprié, soit dans la même loi en tant que dispositions séparées accompagnées d'un énoncé de leurs buts différents. Mais un Membre pourrait avoir de grandes difficultés à convaincre le législateur de la nécessité de promulguer deux fois la même prescription, que ce soit dans des lois différentes ou dans des dispositions séparées de la même loi. Par ailleurs, opter pour cette solution risque d'aller à l'encontre des objectifs et prescriptions fondamentaux de nombreux Membres. Il est évident que l'objectif premier de la législation est de communiquer des instructions à ceux qu'elle touche d'une manière qui soit claire et facilement compréhensible et qui réduise les incertitudes. En promulguant deux fois la même prescription, dans des lois différentes ou dans des dispositions séparées de la même loi, un Membre nuirait sans doute à la clarté et risquerait de créer la confusion et l'incertitude parmi ceux qui sont touchés par la législation. Si la même prescription était promulguée deux fois dans des lois différentes, cela aurait aussi pour effet de fragmenter davantage l'ordre juridique interne.

7.170 Par conséquent, si nous adoptions le point de vue selon lequel la prescription figurant dans la loi consolidée doit être considérée comme une mesure SPS seulement, nous imposerions effectivement un choix non souhaité au Membre concerné. Le Membre pourrait choisir de promulguer deux fois la prescription en cause et risquer ainsi de devoir agir d'une manière incompatible avec des objectifs législatifs rationnels. Ou il pourrait choisir de ne pas promulguer deux fois la prescription et s'exposer ainsi à des risques juridiques potentiels. Nous croyons qu'il serait malvenu de placer des Membres dans une situation où ils auraient effectivement à faire un tel choix, en particulier lorsque les règles de l'OMC ne l'imposent pas. Comme nous l'avons dit, nous n'avons pas connaissance de l'existence dans l'*Accord sur l'OMC* d'une disposition établissant qu'une prescription ne peut jamais être réputée englober deux mesures distinctes ou plus qui doivent être évaluées au titre d'accords de l'OMC différents.

7.171 Pour être bien clairs, nous ne disons pas que les Membres ne peuvent pas, ou ne devraient pas, promulguer deux fois la même prescription s'ils jugent approprié de le faire. Il est évident que les Membres peuvent le faire. Ce qui nous inquiète, c'est le cas des Membres, et les Communautés européennes paraissent en faire partie, qui jugent approprié de ne pas le faire. Nous estimons que nous ne devrions pas donner de l'*Accord sur l'OMC* une interprétation qui obligerait effectivement les Membres à devoir choisir entre le fait de promulguer deux fois une prescription, ce qui pourrait être incompatible avec leur propre droit interne ou avec leur préférence légitime, et celui de s'exposer à des risques juridiques potentiels, ce qui pourrait être imprudent.

7.172 Concernant maintenant le cas spécifique dont nous sommes saisis, nous notons l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la législation communautaire en matière d'approbation, qui établit les procédures d'approbation pertinentes, est appliquée en partie dans des buts qui sont mentionnés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* et en partie dans d'autres buts. Les Communautés européennes estiment que, dans la mesure où leur législation en matière d'approbation est appliquée dans des buts qui sont identifiés à l'Annexe A 1), elle est régie par l'*Accord SPS*; dans la mesure où la législation est appliquée dans d'autres buts, elle relève d'un autre accord de l'OMC, peut-être l'*Accord OTC*. Puisque, ainsi que nous le verrons, les procédures d'approbation sont menées dans un certain nombre de buts (à savoir éviter divers effets négatifs), notre analyse ci-dessus indique qu'il peut être

justifié de considérer chacune des procédures d'approbation pertinentes des CE comme incorporant une mesure SPS ainsi qu'une mesure non SPS.

7.173 Cela dit, il est pertinent de rappeler que, selon les Communautés européennes, la question de savoir si les mesures en cause dans le présent différend sont des mesures SPS ou des mesures non SPS, ou les deux à la fois, peut avoir des conséquences pour la mise en œuvre d'une décision éventuellement défavorable de l'ORD dans le présent différend, et que, de l'avis des Communautés européennes, il est donc important que le Groupe spécial cerne de façon appropriée l'objet et la portée de ses constatations. Nous notons aussi que deux parties plaignantes, l'Argentine et le Canada, ont présenté des allégations au titre de l'*Accord OTC*. L'Argentine a indiqué que ses allégations au titre de l'*Accord OTC* étaient formulées à titre subsidiaire, pour le cas où nous devions rejeter ses allégations au titre de l'*Accord SPS*. Le Canada, quant à lui, a dit que si le Groupe spécial devait déterminer que des parties des mesures en cause étaient visées par l'*Accord OTC* en plus de l'*Accord SPS*, les allégations qu'il formulait au titre de l'*Accord OTC* devaient être considérées comme cumulatives plutôt que subsidiaires par rapport à ses allégations au titre de l'*Accord SPS*. À la lumière de ces éléments, et dans l'intérêt d'un règlement efficace du différend, nous jugeons approprié de déterminer pour chacune des procédures d'approbation pertinentes des CE si elle constitue une mesure SPS et, dans l'affirmative, si elle constitue seulement une mesure SPS ou si elle peut être considérée comme incorporant une mesure SPS ainsi qu'une mesure non SPS. Cette analyse facilitera aussi un examen similaire que nous effectuons dans la section F ci-après, où nous examinons les plaintes formulées par les parties plaignantes concernant les mesures de sauvegarde des États membres.

7.174 En conséquence, nous allons maintenant examiner si les procédures d'approbation communautaires sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. À cette fin, nous examinerons un par un les éléments de la définition de l'expression "mesure SPS" et nous tirerons ensuite des conclusions appropriées sur le point de savoir si les procédures d'approbation communautaires constituent des mesures SPS et, dans l'affirmative, si elles constituent seulement des mesures SPS.

b) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires constituent des mesures SPS pour ce qui est de leur but

7.175 Nous analysons d'abord la question de savoir si les procédures d'approbation communautaires constituent des mesures SPS pour ce qui est de l'élément "but" de la définition de l'expression "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1). En cherchant à déterminer si les Communautés européennes ont raison de faire valoir que chacune de leurs procédures d'approbation peut être considérée comme incorporant à la fois une mesure SPS et une mesure non SPS, nous examinons tous les buts pertinents pour lesquels sont appliquées les procédures d'approbation communautaires. Comme toujours, nous commençons notre analyse par un résumé des arguments des parties.

7.176 Les **États-Unis** font valoir que le régime d'approbation est incontestablement une mesure SPS. Ils font observer que la Directive 90/220 dispose que l'un de ses objectifs consiste "à protéger la santé humaine et l'environnement" contre, entre autres choses, la "[mise] sur le marché à l'intérieur de la Communauté des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits".[344] Le même objectif est énoncé dans la Directive 2001/18.[345] Le Règlement n° 258/97 dispose que "[l]es aliments ou ingrédients alimentaires qui relèvent du présent règlement ne

[344] Article premier de la Directive 90/220.
[345] Article premier de la Directive 2001/18.

doivent pas présenter de danger pour le consommateur" ni "impliquer[] des inconvénients nutritionnels".[346]

7.177 Selon les États-Unis, le régime d'approbation des CE nécessite l'examen de risques spécifiques qui relèvent de la définition d'une mesure SPS telle qu'elle est énoncée à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Par conséquent, les préoccupations concernant le fait qu'un produit biotechnologique peut entraîner une réaction allergique ou toxique de la part de certains animaux ou les préoccupations concernant le fait que certaines variétés végétales biotechnologiques peuvent nuire à des organismes utiles aussi bien qu'à des organismes cibles relèvent de la définition donnée à l'Annexe A 1) a). Les préoccupations selon lesquelles un produit biotechnologique pourrait entraîner une réaction allergique ou toxique de la part des consommateurs ou les préoccupations concernant les niveaux inacceptables de résidus de pesticides dans les variétés végétales produisant des pesticides relèvent de la définition donnée à l'Annexe A 1) b). De même, les préoccupations concernant le fait que la consommation généralisée de variétés contenant des gènes marqueurs de résistance à des antibiotiques pourrait conduire au développement de souches de bactéries résistantes aux antibiotiques relèvent également de la définition donnée à l'Annexe A 1) b). Ces préoccupations ont été décrites comme étant des questions relatives à l'innocuité des produits alimentaires. Ainsi, selon les États-Unis, une mesure fondée sur ces préoccupations est une mesure destinée à protéger "la santé et la vie des personnes et des animaux" des "organismes pathogènes" présents dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".

7.178 Les États-Unis font en outre valoir que les préoccupations concernant la contamination croisée d'organismes non cibles par des produits biotechnologiques (ou le transfert de produits biotechnologiques à des organismes non cibles), par exemple la crainte que la tolérance à des herbicides puisse être transférée d'une variété biotechnologique à une variété sauvage, relèvent de l'Annexe A 1) d). Les États-Unis indiquent à cet égard que l'Annexe A définit les "parasites" comme englobant les plantes adventices ("weeds"), et que le terme "weeds" (adventices) est défini comme suit: "plant[s] that grow[] ... where [they are] not wanted" (plante[s] qui pousse[nt] … là où [elles sont] indésirables).[347]

7.179 Le **Canada** fait valoir que le but essentiel de la Directive 2001/18 est d'assurer une protection contre les types de risques mentionnés au paragraphe 1 de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. La Directive 2001/18 dispose qu'il faut procéder à une évaluation des risques pour l'environnement et elle énumère les "effets négatifs potentiels" suivants des produits biotechnologiques sur lesquels devrait porter l'évaluation[348]:

- les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques;
- les maladies pouvant affecter les animaux ou les végétaux, y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants;
- les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur et la diversité génétique de chacune de ces populations;
- une altération de la sensibilité aux agents pathogènes facilitant la dissémination de maladies infectieuses et/ou créant de nouveaux réservoirs ou vecteurs.

[346] Article 3 1) du Règlement n° 258/97.
[347] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 2002), Vol. 2, page 2171.
[348] Annexe II C.2.1 de la Directive 2001/18.

Le Canada fait valoir que l'Annexe A 1) définit le but d'une mesure SPS comme le fait de traiter, entre autres choses, ces effets négatifs potentiels.

7.180 Le Canada fait en outre observer que la Directive identifie comme une préoccupation potentielle la "*propagation* des OGM dans l'environnement".[349] Dans ce contexte, selon le Canada, la Directive exige, le cas échéant, que la demande d'approbation comprenne des renseignements concernant la "probabilité que l'OGM devienne persistant et se propage dans des habitats naturels …"; les "avantages ou désavantages sélectifs conférés à l'OGM et leur probabilité d'apparition …"; et les "incidences potentielles … que les interactions directes ou indirectes entre l'OGM et des organismes non cibles peuvent avoir sur l'environnement, notamment les incidences sur les niveaux de population des concurrents, proies, hôtes, symbiotes, prédateurs, parasites et agents pathogènes".

7.181 Le Canada soutient aussi que la prescription de la Directive 2001/18 relative à la transmission de renseignements concernant les "effets … éventuels sur la santé des animaux et [les] conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux" est une autre preuve que la Directive 2001/18 est une mesure SPS qui a pour objectif de traiter les préoccupations mentionnées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.[350]

7.182 S'agissant de la Directive 90/220, le Canada relève que, tout comme la Directive qui l'a remplacée, la Directive 90/220 avait pour objectif essentiel de "protéger la santé humaine et l'environnement en ce qui concern[ait] … la mise sur le marché de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant, destinés ensuite à une dissémination volontaire dans l'environnement".[351] En outre, des renseignements similaires à ceux qui sont mentionnés dans la Directive 2001/18 devaient aussi être inclus dans les demandes soumises au titre de la Directive 90/220.[352] Par conséquent, selon le Canada, la Directive 90/220 était aussi une mesure SPS telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.183 S'agissant du Règlement n° 258/97, le Canada fait valoir que le but essentiel dudit règlement est d'assurer une protection contre les risques mentionnés au paragraphe 1 b) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. En outre, la Recommandation 97/618 de la Commission définit le type de renseignements scientifiques nécessaires pour étayer les demandes d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires au titre du Règlement n° 258/97.[353] Le Canada fait observer que, conformément à la Recommandation 97/618 de la Commission, les évaluations de la sécurité sanitaire effectuées au titre du Règlement n° 258/97 devraient comprendre une évaluation des contaminants, des toxines et des organismes pathogènes résultant des éléments nouveaux des nouveaux aliments ou des nouveaux ingrédients alimentaires en question. Ces aspects figurent parmi les risques explicitement mentionnés à l'Annexe A 1) b). La Recommandation de la Commission dispose que l'évaluation de la sécurité sanitaire ne devrait prendre en compte que "[l]es *contaminants* chimiques ou microbiologiques du [nouvel aliment] … spécifiquement liés à l'innovation …" et "la présence de *toxines* microbiennes ou d'*agents infectieux* de nature microbienne ou *virale* … [lorsqu']elle est une conséquence de l'innovation".[354] Le Canada

[349] *Ibid.*, italique ajouté par le Canada.
[350] Annexe II D.1 de la Directive 2001/18.
[351] Article premier de la Directive 90/220.
[352] Annexe II, partie IV, de la Directive 90/220.
[353] Recommandation de la Commission du 29 juillet 1997 concernant les aspects scientifiques relatifs à la présentation des informations requises pour étayer des demandes d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires et l'établissement des rapports d'évaluation initiale au titre du Règlement (CE) n° 258/97, Recommandation 97/618 de la Commission (pièce CDA-24).
[354] *Ibid.*, article 5. (italique ajouté par le Canada)

indique aussi que la partie XIII de la Recommandation de la Commission définit le type de renseignements d'ordre toxicologique qui devraient être inclus dans une évaluation des nouveaux aliments au titre du Règlement n° 258/97, y compris des études de *toxicité,* de mutagénicité et d'allergénicité.[355]

7.184 L'**Argentine** soutient que les procédures d'approbation des Communautés européennes sont des mesures SPS, parce que leur but déclaré est de déterminer, au moyen d'une évaluation au cas par cas, la présence ou l'absence d'"additifs", de "contaminants" ou de "toxines" dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et les risques pour la santé et la vie des personnes découlant de leur présence. Les risques auxquels fait référence la législation communautaire, et les risques qui ont été évalués par les comités scientifiques pertinents des CE, relèvent de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* parce que, entre autres choses, ils concernent des risques ou traitent de risques tels que les effets toxiques ou allergisants chez les personnes et les animaux, la croissance de bactéries résistantes aux antibiotiques et la contamination croisée.

7.185 Les **Communautés européennes** font valoir que l'*Accord SPS* s'applique aux mesures prises pour éviter d'avoir à établir une liste exhaustive de risques étroitement définis et que les dispositions de l'*Accord SPS* sont expressément conçues pour régir de telles mesures. Les questions découlant de l'existence d'OGM et les questions examinées dans les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97, vont toutefois au-delà des risques envisagés et régis par l'*Accord SPS.* Par conséquent, selon les Communautés européennes, l'*Accord SPS* n'établit pas un cadre juridique suffisant pour examiner les mesures des CE en cause.

7.186 Les Communautés européennes soutiennent que l'*Accord SPS* est pertinent seulement pour certaines des questions examinées par les autorités des CE dans le cadre des procédures d'approbation des OGM, mais qu'il ne couvre pas toutes les questions présentant un intérêt. Par conséquent, si, selon les Communautés européennes, l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS* concerne certaines choses présentes "dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux", une semence GM destinée à être plantée dans le sol, et non à être ingérée par des personnes ou des animaux ne peut pas être considérée comme un "produit alimentaire, une boisson ou un aliment pour animaux". De même, une *culture* ou une plante *GM* n'est pas nécessairement en soi un produit alimentaire, même si elle peut être transformée en quelque chose qui devient un produit alimentaire. En outre, une culture ou une plante n'est pas nécessairement un "aliment pour animaux" – cela dépend si elle doit ou non être destinée à une telle utilisation et si la culture sera ou non d'abord transformée.

7.187 Les Communautés européennes font en outre valoir que, si le terme "maladie" apparaît à la fois dans l'Annexe A de l'*Accord SPS* et dans la législation communautaire, un OGM n'est pas infecté ou ne constitue pas une infection et n'est pas en soi une "maladie" au sens de l'Annexe A 1).[356] Un OGM n'est pas non plus un "organisme porteur de maladies" ni n'est généralement considéré comme un "organisme pathogène" au sens de l'Annexe A. De plus, en ce qui concerne le terme "parasite" tel qu'il est employé dans la définition figurant à l'Annexe A 1), les Communautés européennes soutiennent que, à la lumière de la définition d'un organisme nuisible (parasite) donnée dans la *Convention internationale pour la protection des végétaux* de 1997 (ci-après la "CIPV")[357], pour qu'un

[355] *Ibid.*, page 14, partie XIII.

[356] Les Communautés européennes font référence à la définition OIE d'une maladie donnée par l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), à savoir "la manifestation clinique et/ou histopathologique d'une infection", Code sanitaire pour les animaux terrestres, 2002.

[357] Les Communautés européennes font référence à la *Convention internationale pour la protection des végétaux* (CIPV) de 1997, qui définit le terme "organisme nuisible" (parasite) comme "[t]oute espèce, souche ou

OGM soit un parasite au sens de l'*Accord SPS*, l'OGM pertinent devrait être "pathogène" ou "nuisible" – c'est-à-dire qu'il ne devrait pas se limiter à avoir une certaine interaction avec des personnes, des animaux ou des végétaux.

7.188 Le **Groupe spécial** déterminera ci-après si les risques ou préoccupations spécifiques identifiés dans les Directives 90/220 et 2001/18 et dans le Règlement n° 258/97 sont des risques qui relèvent de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1). À cette fin, le Groupe spécial examinera séparément la législation en matière d'approbation relative à la dissémination volontaire de produits biotechnologiques, établie par la Directive 90/220 et par la suite par la Directive 2001/18, et celle qui concerne les nouveaux aliments, établie par le Règlement n° 258/97.

i) Directives 90/220 et 2001/18

7.189 La Directive 90/220 indique que l'un de ses buts essentiels consiste "à protéger la santé humaine et l'environnement en ce qui concerne [...] la mise sur le marché de produits consistant en organismes génétiquement modifiés ou en contenant, destinés ensuite à une dissémination volontaire dans l'environnement".[358] La Directive 90/220 dispose aussi que "[l]es États membres veillent à ce que toutes les mesures appropriées soient prises afin d'éviter les effets négatifs pour la santé humaine et l'environnement qui pourraient résulter de la dissémination volontaire ou de la mise sur le marché d'OGM".[359] Bien que la Directive 90/220 n'identifie pas explicitement les risques potentiels pour la santé humaine qui doivent être évalués avant une dissémination d'OGM dans l'environnement, elle indique en fait les renseignements que doit contenir une demande d'approbation de la commercialisation. Les renseignements que doivent fournir les demandeurs au sujet des caractéristiques de l'OGM final comprennent donc, entre autres, les effets toxiques ou allergéniques, des renseignements sur la pathogénicité, la communicabilité, la gamme d'hôtes et les schémas de résistance aux antibiotiques.[360] Les renseignements que doivent fournir les demandeurs au sujet des incidences possibles des OGM sur l'environnement comprennent des informations sur les points suivants[361]:

- possibilité d'accroissement excessif de la population dans l'environnement;
- avantage concurrentiel des OGM par rapport aux organismes récepteurs ou parentaux non modifiés;
- mécanisme et résultat prévus de l'interaction entre les OGM disséminés et les organismes cibles;
- identification et description des organismes non cibles susceptibles d'être accidentellement affectés;
- probabilité de changement, après la dissémination, dans les interactions biologiques ou dans la gamme d'hôtes;

---

biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux", *Convention internationale pour la protection des végétaux*, FAO, Rome, 1997.

[358] Article 1.1, deuxième tiret, de la Directive 90/220.

[359] Article 4 1) de la Directive 90/220.

[360] Annexe II.II.C.2 i). Le texte introductif de l'annexe indique, entre autres, que "[t]ous les points cités ne s'appliquent pas à chaque cas. Chaque notification n'est donc censée répondre qu'au sous-ensemble particulier de considérations correspondant à une situation donnée".

[361] Annexe II.IV.C de la Directive 90/220.

- effets connus ou prévus sur des organismes non cibles dans l'environnement, conséquences sur les niveaux de population des concurrents, proies, hôtes, symbiotes, prédateurs, parasites et agents pathogènes;

- implications connues ou prévues dans les processus biogéochimiques;

- autres interactions potentiellement significatives avec l'environnement.

7.190 S'agissant de la Directive 2001/18, nous notons que, tout comme dans le cas de la Directive 90/220, l'un de ses buts essentiels est de protéger la santé humaine et l'environnement lorsque l'on place sur le marché des organismes génétiquement modifiés en tant que produits ou éléments de produits.[362] L'article 4 indique en outre que le but de la Directive 2001/18 est d'"éviter les effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement qui pourraient résulter de la dissémination volontaire ou de la mise sur le marché d'OGM".[363] Tout comme la Directive 90/220, la Directive 2001/18 n'identifie pas explicitement les risques potentiels pour la santé humaine et l'environnement qui doivent être évalués avant la dissémination d'OGM dans l'environnement, mais elle indique les renseignements que doivent fournir les demandeurs dans leur demande d'approbation de la commercialisation. Les renseignements qui, ainsi que nous l'avons dit, devaient être fournis par les demandeurs au titre de la Directive 90/220 doivent aussi être fournis au titre de la Directive 2001/18.[364] Contrairement à la Directive 90/220, toutefois, la Directive 2001/18 traite aussi de la méthode à suivre pour effectuer une évaluation des risques pour l'environnement. Dans ce contexte, l'Annexe II.C.2.1 de la Directive mentionne que les effets négatifs potentiels des OGM varient d'un cas à l'autre et peuvent comprendre:

- les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques;

- les maladies pouvant affecter les animaux ou les végétaux, y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants;

- les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur et la diversité génétique de chacune de ces populations – changements dans les populations et dans la diversité génétique provoqués par des effets sur la vie/santé qui peuvent avoir des effets plus négatifs sur une espèce que sur une autre, ce qui modifie la dynamique des populations;

- une altération de la sensibilité aux agents pathogènes facilitant la dissémination de maladies infectieuses et/ou créant de nouveaux réservoirs ou vecteurs;

- une diminution de l'efficacité des traitements médicaux, vétérinaires et phytosanitaires prophylactiques ou thérapeutiques, par exemple par le transfert de gènes conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire;

- les effets sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol.

[362] Article premier, deuxième tiret, de la Directive 2001/18.
[363] Article 4 1) de la Directive 2001/18.
[364] Annexes IIIA et IIIB.

7.191 La Directive indique que des effets négatifs peuvent se produire directement ou indirectement, par des mécanismes pouvant comprendre la propagation des OGM dans l'environnement; le transfert du matériel génétique inséré à d'autres organismes ou au même organisme; l'instabilité phénotypique et génétique; les interactions avec d'autres organismes; et les modifications de la gestion, y compris, le cas échéant, des pratiques agricoles.[365]

7.192 En outre, et contrairement aussi aux dispositions de la Directive 90/220, l'annexe II.D.1 de la Directive 2001/18 mentionne des préoccupations qui doivent être examinées dans le cas des OGM autres que les plantes supérieures, tandis que l'annexe II.D.2 mentionne des préoccupations à examiner dans le cas des plantes supérieures génétiquement modifiées (ci-après les "PSGM"). Dans le cas des PSGM, qui sont les produits en cause dans le présent différend[366], les points suivants doivent être examinés:

- probabilité que les PSGM deviennent plus persistantes que les plantes parentales ou réceptrices dans les habitats agricoles ou se propagent plus rapidement dans les habitats naturels;

- avantages ou inconvénients sélectifs conférés aux PSGM;

- possibilité de transfert de gènes aux mêmes espèces ou à d'autres espèces végétales sexuellement compatibles dans les conditions de plantation des PSGM et avantages ou inconvénients sélectifs conférés à ces espèces végétales;

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre les PSGM et les organismes cibles, tels que prédateurs, parasitoïdes et agents pathogènes peuvent avoir sur l'environnement (le cas échéant);

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre la PSGM et des organismes non cibles (compte tenu également des interactions d'organismes avec les organismes cibles), notamment les incidences sur les niveaux de population des concurrents, herbivores, symbiotes (le cas échéant), parasites et agents pathogènes;

- effets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé humaine résultant des interactions directes ou indirectes potentielles entre les PSGM et les personnes travaillant ou entrant en contact avec la ou les PSGM disséminées ou se trouvant à proximité;

- effets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé des animaux et conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux;

- incidences immédiates et/ou différées sur les processus biogéochimiques résultant des interactions directes et indirectes potentielles de l'OGM et des organismes cibles et non cibles à proximité du ou des OGM disséminés;

[365] Annexe II.C.2 de la Directive 2001/18.

[366] À l'annexe III de la Directive 2001/18, il est indiqué que l'expression "plantes supérieures" désigne les plantes qui appartiennent à l'embranchement des Spermatophytes (Gymnospermes et Angiospermes). Les produits en cause dans le présent différend sont tous des Angiospermes.

- incidences immédiates et/ou différées, directes ou indirectes, que les techniques spécifiques de culture, de gestion et de récolte utilisées pour la PSGM peuvent avoir sur l'environnement lorsqu'elles sont différentes de celles utilisées pour des plantes supérieures non génétiquement modifiées.

7.193 Le Groupe spécial note que, lorsqu'elle a remplacé la Directive 90/220, la Directive 2001/18 a été présentée comme marquant une amélioration par rapport à la directive précédente et qu'elle prévoyait, entre autres choses, de clarifier le champ d'application de la Directive 90/220.[367] En fait, ainsi que nous l'avons indiqué, dans ses annexes la Directive 2001/18 mentionne ou développe certains des risques potentiels posés par les OGM et contre lesquels doivent être protégés la santé humaine et l'environnement. Étant donné que la Directive 2001/18 clarifie le champ d'application de la Directive 90/220 au lieu de l'étendre, nous croyons pouvoir présumer que tout effet négatif potentiel relevant de la Directive 2001/18 était aussi visé par la Directive 90/220.

7.194 Nous notons que, selon les Communautés européennes, la législation communautaire en matière d'approbation a pour objectif de traiter des préoccupations suivantes:

- tolérance des plantes GM à des herbicides (persistance de la plante GM et des espèces croisées en milieu agricole; persistance en milieu naturel qui perturbe l'équilibre écologique ou la biodiversité; effets sur la santé des personnes ou des animaux d'élevage découlant de la présence du gène modifié dans les aliments pour animaux, des allergènes ou de l'utilisation accrue d'herbicides; incidence de l'utilisation d'herbicides sur la flore et la faune sauvages; effets des croisements sur la flore sauvage);

- propriétés insecticides des plantes GM (résistance aux insectes en milieu agricole; propagation du caractère de résistance aux insectes à la flore sauvage; effets sur la santé des personnes ou des animaux d'élevage, y compris les allergies; effets sur la santé des personnes ou des animaux d'élevage découlant de l'utilisation accrue d'insecticides; effets sur la flore sauvage de la toxine présente dans la plante GM; effet de l'utilisation accrue d'insecticides sur la faune sauvage); et

- résistance aux antibiotiques.

Nous estimons que ces préoccupations ne s'ajoutent pas à celles qui sont mentionnées dans les directives elles-mêmes (voir les paragraphes 7.189 à 7.192 ci-dessus), mais qu'il s'agit plutôt d'une autre manière de les décrire.

7.195 En conséquence, et sachant que les dispositions pertinentes de la Directive 2001/18 sont plus spécifiques que celles de la Directive 90/220, aux fins de notre analyse nous allons nous attacher aux effets négatifs potentiels identifiés dans la Directive 2001/18. Nous sommes conscients que, du fait qu'elle indique que "les effets négatifs *peuvent comprendre*" (pas d'italique dans l'original), l'annexe II.C.2 de la Directive 2001/18 n'est pas censée constituer une liste exhaustive des effets négatifs possibles des OGM sur la santé humaine et l'environnement. Par conséquent, nous examinerons aussi les effets négatifs possibles additionnels qui ont été identifiés par les Communautés européennes en l'espèce. Il ne faudrait pas déduire du fait que nous traitons des effets négatifs potentiels des OGM mentionnés dans la Directive 2001/18, ou mentionnés séparément par les Communautés européennes, que nous convenons nécessairement que tous les OGM, voire des OGM spécifiques, produisent effectivement de tels effets ou peuvent en produire.

[367] Premier et deuxième alinéas du préambule de la Directive 2001/18.

7.196 Ayant déterminé que le but des Directives 90/220 et 2001/18 est de protéger la santé humaine et l'environnement des effets négatifs qui pourraient découler de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement, nous allons maintenant examiner si ce but est couvert par les divers alinéas de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

Protection de l'environnement

7.197 Le Groupe spécial examinera d'abord le but général de protection de l'environnement tel qu'il est énoncé dans les Directives 90/220 et 2001/18.

7.198 Les **Communautés européennes** font observer que les Directives 90/220 et 2001/18 indiquent à plusieurs reprises que l'un des buts de ces textes législatifs est de protéger l'environnement. Elles mettent cette observation en opposition avec l'Annexe A de l'*Accord SPS* qui, allèguent-elles, ne traite pas de la protection de l'environnement, contrairement à l'article 2.2 de l'*Accord OTC*, par exemple, qui fait expressément référence à "l'environnement". Selon les Communautés européennes, il est évident que, lorsque le rédacteur d'un accord international utilise un terme dans un instrument, mais pas dans un autre, il entend exclure ce terme du dernier instrument. Les Communautés européennes en concluent que l'*Accord SPS* ne visait pas à traiter de la prévention des risques pour l'environnement.

7.199 Les Communautés européennes soutiennent que cela ressort aussi clairement de l'historique de la négociation de l'*Accord SPS*. Dans ce contexte, elles font référence à un document d'information de 1993 sur le projet d'*Accord SPS* établi par le Secrétariat du GATT pendant le Cycle d'Uruguay, où il est dit que "[l]es mesures de protection de l'environnement, proprement dites, [...] ne sont pas visées par le projet d'*accord* [*SPS*]".[368] Les Communautés européennes font également référence à la "note de couverture de la Décision SPS distribuée le 20 décembre 1990 (également connue sous le nom de "texte Dunkel")".[369] Toutefois, elles se trompent lorsqu'elles font référence au texte Dunkel. Elles entendaient faire référence à la note de couverture du *Projet de texte sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* distribué le 20 novembre 1990 (et non le 20 décembre 1990, comme l'affirment les Communautés européennes) par le Président du Groupe de travail des mesures sanitaires et phytosanitaires. Les Communautés européennes soulignent que la note de couverture en question portait sur certains éléments entre crochets dans le projet de texte, qui incluaient une référence à "l'environnement". Elles notent que, d'après la note de couverture, les crochets visés sont "liés à la question de savoir si cet accord devrait ou non s'appliquer aux mesures prises pour protéger les animaux et l'environnement [...]".[370] Les Communautés européennes notent en outre que ce texte entre crochets n'a pas été retenu dans le texte final de l'*Accord SPS*. Elles en déduisent que les dommages causés à l'environnement en eux-mêmes ne relèvent pas de l'*Accord SPS*.

7.200 Les Communautés européennes soutiennent que le mot "environnement" a un sens ordinaire large et englobe la protection de la biodiversité; il ne se limite pas aux risques à court terme pour la santé ou la vie d'un animal particulier ou pour la préservation d'une plante particulière. Par ailleurs, selon les Communautés européennes, il peut y avoir des effets négatifs sur la biodiversité sans que cela n'affecte défavorablement la faune ou la flore sauvages ou une région. De l'avis des Communautés européennes, de tels effets pourraient résulter des effets positifs sur la flore et la faune sauvages qui perturbent l'équilibre écologique; des effets négatifs sur les micro-organismes présents

[368] Cité dans la deuxième communication écrite des Communautés européennes, note de bas de page 35.

[369] Réponse des CE à la question n° 120 c) du Groupe spécial.

[370] Document du Cycle d'Uruguay MTN.GNG/NG5/WGSP/7, page 1 (référence identifiée par le Groupe spécial).

dans le sol ou dans l'eau; de la modification des interactions entre deux organismes, y compris par des interactions trophiques[371]; et des effets négatifs sur les processus biogéochimiques d'un écosystème.[372]

7.201 Les **États-Unis** font valoir, par contre, qu'une plante biotechnologique ne peut nuire à la biodiversité ou à l'équilibre écologique que de par sa capacité d'affecter de façon négative, directement ou indirectement, la flore ou la faune sauvages d'une région. Des dommages seraient causés en raison de modifications du caractère envahissant ou persistant de certaines variétés végétales, ce qui produirait des changements dans l'abondance de variétés végétales différentes et aurait des incidences négatives secondaires sur la vie animale.

7.202 Les États-Unis considèrent que la citation des Communautés européennes concernant l'historique de la négociation est incomplète et trompeuse, et n'étaye aucunement leur affirmation. Ils notent que le "texte entre crochets" auquel les Communautés européennes font référence se compose en réalité de deux membres de phrases entre crochets distincts. Ces deux membres de phrases figurent dans le paragraphe de conclusion de la définition d'une "mesure SPS" donnée à l'Annexe A 1) (à savoir dans le paragraphe qui suit les paragraphes a) à d)) – un paragraphe qui (dans sa forme finale) décrit des types de mesures – tels que l'étiquetage et la quarantaine – par opposition aux types particuliers de risques. L'un des membres de phrases entre crochets aurait expressément inclus les animaux, l'environnement et les intérêts et préoccupations des consommateurs. L'autre les aurait expressément exclus.

7.203 Les États-Unis signalent que le texte final de l'*Accord SPS* abandonne à la fois la proposition d'une inclusion explicite et la proposition d'une exclusion explicite des préoccupations concernant l'environnement et les animaux. Ainsi, contrairement aux affirmations des Communautés européennes, cette modification n'a rien d'instructif quant à l'intention des rédacteurs de l'accord d'inclure ou d'exclure les questions environnementales. D'autre part, cette modification pourrait étayer une interprétation voulant que les rédacteurs aient décidé de consacrer le dernier paragraphe de l'Annexe A 1) à la description des types de mesures (tels que l'étiquetage et la quarantaine) et d'évoquer les types de risques couverts aux paragraphes a) à d).

7.204 Les États-Unis font valoir, de plus, que les Communautés européennes ne font pas état d'une modification plus pertinente et importante entre le projet de texte de la fin de 1990 et l'*Accord SPS* final. Le projet de texte de la fin de 1990 n'incluait pas la note de bas de page 4, qui définit le terme "animaux" comme incluant la "faune sauvage" et le terme "végétaux" comme incluant la "flore sauvage". Le fait que ces éclaircissements aient été ajoutés au texte signifie que la question des dommages causés à l'environnement était en fait prise en compte par les rédacteurs et que ceux-ci avaient délibérément et spécifiquement décidé d'inclure les dommages causés à la flore et à la faune sauvages dans le champ d'application de l'*Accord SPS*. Ainsi, contrairement aux affirmations des

[371] *The New Shorter Oxford English Dictionary* définit le terme "trophic" (trophique) comme signifiant "of or pertaining to nutrition" (de la nutrition ou concernant la nutrition) L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 2002), Vol. 2, page 3403.

[372] Répondant à une question du Groupe spécial, l'un des experts consultés par le Groupe spécial, M. Snow, a dit ce qui suit: "Le cycle biogéochimique concerne le cycle des nutriments et du carbone dans n'importe quel type d'écosystème, notamment dans une parcelle agricole. Les gens posent des questions pour savoir si les cultures biotechnologiques sont susceptibles d'avoir une incidence sur les nutriments qui sont issus des résidus de récoltes et recyclés dans le sol, de sorte qu'il est possible qu'elles agissent sur la fertilité du sol et ce genre de chose, et simplement sur le rythme auquel les nutriments sont recyclés localement. Le cycle biogéochimique correspond donc au passage alternatif des nutriments et du carbone de l'état organique à leur état original dans un écosystème." Annexe J, paragraphe 305.

Communautés européennes, l'historique de la négociation de l'*Accord SPS* n'étaye pas leur affirmation selon laquelle l'*Accord SPS* n'a pas été conçu pour couvrir les dommages causés à l'environnement.

7.205 Le **Canada** fait valoir que l'*Accord SPS* vise explicitement la flore et la faune sauvages. Il soutient que le terme "faune" englobe à la fois la macrofaune et la microfaune, tandis que le terme "flore" comprend aussi la microflore. Les types de risques concernant l'environnement dont traitent les Directives 90/220 et 2001/18 sont ceux qui, en fin de compte, touchent la santé et la vie des animaux, ou la préservation des végétaux. Aucune disposition de l'*Accord SPS* ne limite les mesures SPS aux risques à court terme. La "diversité biologique" est définie dans la *Convention sur la diversité biologique* comme la "[v]ariabilité des organismes vivants de toute origine …".[373] Dans le contexte de la présente affaire, des produits biotechnologiques causent des dommages à la biodiversité ou à l'équilibre écologique d'une région en raison des dommages qu'ils causent à des végétaux et des animaux, tels qu'ils sont définis dans l'*Accord SPS*. Le Canada considère que les données de la négociation historique auxquelles les Communautés européennes font référence n'indiquent pas si les Membres de l'OMC entendaient que tous les types de mesures environnementales soient exclus; de fait, la lecture la plus plausible de ces données est que les Membres de l'OMC entendaient que des types plus généraux de mesures environnementales, tels que ceux qui sont liés à la qualité de l'air et de l'eau, à la gestion des déchets et à des choses similaires, soient exclus du champ d'application de l'*Accord SPS*, mais que les effets sur l'environnement liés à des risques de type SPS restent dans le champ d'application de cet accord.

7.206 L'**Argentine** fait valoir que, puisque les personnes, les animaux et les végétaux forment l'univers des organismes vivants et que la biodiversité traite de leur diversité, la biodiversité doit nécessairement concerner la santé et la vie des personnes ou des animaux, ou la préservation des végétaux. De l'avis de l'Argentine, c'est en affectant négativement la flore et/ou la faune sauvages que les produits biotechnologiques sont le plus susceptibles de nuire à la biodiversité ou à l'équilibre écologique d'une région. Une mesure prise pour protéger la biodiversité serait donc visée par la définition d'une mesure SPS figurant à l'Annexe A 1).

7.207 Le **Groupe spécial** rappelle que les Directives 90/220 et 2001/18 ont pour but de protéger la santé humaine et l'"environnement". Il ressort clairement de ces directives que, dans le cadre du but de protection de l'"environnement", elles traitent de la protection de la santé des animaux ou de la préservation des végétaux. En fait, l'article 2 8) de la Directive 90/220 dispose que l'expression "évaluation des risques pour l'environnement", telle qu'elle est employée dans ladite directive, s'entend de "l'évaluation des risques que la dissémination d'OGM ou de produits contenant des OGM fait courir à la santé humaine et à l'environnement (*lequel englobe les plantes et les animaux*) …". (pas d'italique dans l'original) Parmi les renseignements qui doivent accompagner une demande présentée au titre de la Directive 90/220 figurent, dans le contexte des "[i]nformations sur l'environnement", des renseignements sur la flore et la faune, y compris les cultures, le bétail et les espèces migratrices.[374] La Directive 2001/18 fait référence à l'évaluation des effets qu'aurait l'accumulation d'autorisations concernant la mise sur le marché sur "la santé humaine et l'environnement, notamment sur la flore et la faune, … la santé animale …".[375] Nous notons que, conformément à l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*, ledit accord vise les mesures appliquées pour

[373] La *Convention sur la diversité biologique* définit à l'article 2 l'expression "diversité biologique" comme la "variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes". *Convention sur la diversité biologique* (CDB) faite à Rio de Janeiro, le 5 juin 2002.

[374] Annexe II.III.B.9 de la Directive 90/220.

[375] Texte introductif de l'annexe II de la Directive 2001/18.

protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux de certains risques. Par conséquent, dans la mesure où elles sont appliquées pour protéger les animaux et les végétaux dans le cadre de la protection de l'environnement, les Directives 90/220 et 2001/18 ne sont pas *a priori* exclues du champ d'application de l'*Accord SPS*.

7.208 Les Communautés européennes font valoir, toutefois, qu'il peut se produire des effets négatifs sur l'environnement sans qu'il y ait d'effets négatifs sur la flore et la faune sauvages. Elles donnent comme exemple pertinent les effets négatifs sur la biodiversité. Les Communautés européennes laissent entendre que, dans la mesure où les Directives 90/220 et 2001/18 sont appliquées pour protéger l'environnement de tels effets négatifs, ces directives ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. Nous examinerons cet argument ci-après dans le contexte de notre analyse des Directives 90/220 et 2001/18 au titre de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*. L'Annexe A 1) d) fait référence aux mesures appliquées pour empêcher ou limiter "sur le territoire du Membre, d'autres dommages" découlant de risques associés à des "parasites". Ainsi que nous l'expliquerons, nous estimons que l'Annexe A 1) d) vise les mesures appliquées pour empêcher ou limiter certaines formes de dommages causés à l'environnement. À ce stade, il nous suffit de faire observer que ni l'*Accord OTC*, ni la note d'information du Secrétariat du GATT à laquelle font référence les Communautés européennes, ni le *Projet de texte sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* du Président du Groupe de travail n'étayent le point de vue selon lequel toutes les mesures appliquées pour protéger l'environnement de risques autres que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux n'entrent pas dans le champ d'application de l'*Accord SPS*.

7.209 Pour ce qui est de l'*Accord OTC* sur lequel s'appuient les Communautés européennes, nous ne considérons pas que le fait que cet accord mentionne "l'environnement", mais pas l'Annexe A 1), nous empêche d'interpréter l'expression "d'autres dommages" figurant à l'Annexe A 1) d) comme comprenant aussi certains dommages causés à l'environnement autres que ceux causés à la santé et la vie des animaux ou à la préservation des végétaux. Le fait que l'expression "d'autres dommages" a un sens large et non restrictif nous donne à penser qu'elle est destinée à englober une catégorie résiduelle de dommages, qui, comme nous le verrons, ne se limite pas aux dommages causés à l'environnement. Par conséquent, nous ne jugeons pas étonnant que les rédacteurs aient omis de faire référence à "l'environnement" dans l'Annexe A 1) d).

7.210 Pour ce qui est du document d'information de 1993 établi par le secrétariat du GATT, nous considérons qu'il visait simplement à préciser que le but de la protection de l'environnement, en soi, n'est pas suffisant pour faire entrer une mesure dans le champ d'application de l'*Accord SPS*, même si la mesure répond par ailleurs à la définition d'une mesure SPS (par exemple de par sa forme et sa nature). Par exemple, une mesure destinée à réduire la pollution de l'air peut être appliquée pour préserver les végétaux (dans la mesure où des niveaux élevés de pollution de l'air pourraient conduire à ce que certaines espèces de végétaux n'aient pas suffisamment de lumière du soleil pour exister et survivre) et, partant, pour protéger l'environnement, mais il ne s'agirait pas, néanmoins, d'une mesure appliquée dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* (en ce sens qu'elle ne serait pas appliquée pour préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes, ou pour empêcher d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites).

7.211 Enfin, nous passons au *Projet de texte sur les mesures sanitaires et phytosanitaires* de 1990 distribué par le Président du Groupe de travail sur les mesures sanitaires et phytosanitaires. Nous notons que ce projet de texte contenait du texte entre crochets, dont l'acceptation aurait signifié que les "mesures prises pour protéger les animaux et l'environnement, ainsi que les intérêts et préoccupations

des consommateurs" sont des "mesures SPS" au sens de la définition de l'Annexe A 1).[376] Toutefois, la définition de l'Annexe A 1), dans le Projet de texte du Président, contenait également du texte entre crochets qui indiquait ce qui suit: "[l]es prescriptions concernant la qualité, la composition, le contrôle de la qualité, [les préférences des consommateurs, […], l'environnement ou les considérations éthiques ou morales] ne sont *pas* incluses dans la définition des mesures sanitaires ou phytosanitaires".[377] Aucun de ces deux textes entre crochets n'a été inclus dans le texte final de l'*Accord SPS*. Puisque, d'après l'un de ces deux textes entre crochets, les mesures prises pour protéger l'environnement auraient été couvertes par l'*Accord SPS*, alors que, d'après l'autre texte entre crochets, elles ne l'auraient pas été, et puisque aucun des deux textes n'a été inclus dans le texte final de l'*Accord SPS*, nous ne pouvons pas faire l'inférence que les Communautés européennes nous demandent de faire – à savoir que le retrait du texte entre crochets qui aurait signifié que les mesures prises pour protéger l'environnement sont des mesures SPS, impliquait une décision voulant que de telles mesures ne soient pas couvertes par l'*Accord SPS*. Compte tenu du fait qu'aucun des deux textes entre crochets n'a été inclus dans le texte final de l'*Accord SPS*, nous considérons que le projet de texte du Président du Groupe de travail ne nous aide pas à déterminer si toutes les mesures appliquées pour protéger l'environnement de risques autres que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux ne relèvent pas de l'*Accord SPS*.

> Annexe A 1) a) de *l'Accord SPS*: Protection de la santé et la vie des animaux ou préservation des végétaux contre les risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes

7.212 Comme indiqué, nous allons maintenant analyser s'il est possible de considérer les Directives 90/220 et 2001/18 comme des mesures appliquées dans l'un des buts identifiés aux alinéas a) à d) de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Nous commencerons notre analyse par l'Annexe A 1) a). L'Annexe A 1) a) indique clairement que l'*Accord SPS* est applicable aux mesures appliquées "pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes".

7.213 Afin de déterminer si les Directives 90/220 et 2001/18 relèvent de l'Annexe A 1) a), nous devons examiner le sens et la portée de certains termes, expressions et membres de phrase utilisés à l'Annexe A 1) a) et nous demander si certains effets potentiels des OGM identifiés dans les directives correspondent à la définition de ces termes, expressions et membres de phrase. Par conséquent, nous avons structuré notre analyse ci-après en fonction de certains termes, expressions et membres de phrase utilisés à l'Annexe A 1) a), y compris "la santé et la vie des animaux ou [ ] des végétaux", "risques découlant de", "entrée, [ ] établissement ou [ ] dissémination", "parasites" et "maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes". Nous notons qu'une préoccupation spécifique mentionnée dans les Directives 90/220 et 2001/18 concerne les effets négatifs potentiels des OGM résultant de l'utilisation de gènes marqueurs de résistance à des antibiotiques. Nous examinons dans une section distincte si cette préoccupation peut être considérée comme liée aux risques visés par l'Annexe A 1) a).

> "la santé et la vie des animaux ou [ ] des végétaux"

7.214 Les **États-Unis** font valoir que le régime d'approbation des CE nécessite l'examen, entre autres, des préoccupations selon lesquelles un produit biotechnologique pourrait nuire à des organismes utiles aussi bien qu'à des organismes cibles. Selon les États-Unis, il s'agit de

[376] Document du Cycle d'Uruguay MTN.GNG/NG5/WGSP/7, page 8.
[377] *Ibid*. (pas d'italique dans l'original)

préoccupations concernant les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux.

7.215 Le **Canada** fait observer que l'Annexe A de l'*Accord SPS* définit les végétaux et les animaux comme englobant la flore sauvage et la faune sauvage, lesquelles font intégralement partie de ce que l'on entend généralement par "l'environnement". De plus, le Canada soutient que le terme "faune" tel qu'il est utilisé dans l'*Accord SPS* englobe à la fois la macrofaune et la microfaune, tandis que le terme "flore" comprend aussi la microflore. Contrairement aux arguments formulés par les Communautés européennes, selon le Canada, rien dans l'*Accord SPS* ne limite les mesures à celles qui traitent des risques à court terme pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux.

7.216 L'**Argentine** fait valoir que c'est en affectant négativement la flore et/ou la faune sauvages que les produits biotechnologiques sont le plus susceptibles de nuire à la biodiversité ou à l'équilibre écologique d'une région. L'Annexe A de l'*Accord SPS* indique expressément que le terme "animaux" comprend la faune sauvage et que le terme "végétaux" comprend la flore sauvage.

7.217 Les **Communautés européennes** font valoir que les OGM pourraient affecter des micro-organismes qui sont spécialisés dans les processus biophysiques ou biochimiques du sol, ou des micro-organismes aquatiques, et qu'ils pourraient donc affecter les écosystèmes sans affecter la santé des végétaux ou des animaux.

7.218 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes font valoir qu'une mesure prise pour traiter des effets négatifs que peuvent avoir des produits biotechnologiques sur le sol ou sur des micro-organismes aquatiques ne serait pas une mesure appliquée pour protéger "la santé et la vie des animaux ou [préserver les] végétaux". Pour examiner cet argument, il conviendrait de rappeler que la note de bas de page relative aux définitions données dans l'Annexe A de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit[378]:

> "*Aux* fins de ces définitions, le terme "animaux" englobe les poissons et la *faune* sauvage; le terme "végétaux" englobe les forêts et la *flore* sauvage; le terme "parasites" englobe les mauvaises herbes; et le terme "contaminants" englobe les résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires et les corps étrangers."

7.219 Le terme "fauna" (faune) est communément défini comme "the animals or animal life of a given area, habitat, or epoch" (les animaux ou la vie animale d'une région, d'un habitat ou d'une époque donnés)[379], tandis que le terme "flora" (flore) est communément défini comme "plants or plant life of a given area, habitat, or epoch" (les végétaux ou la vie végétale d'une région, d'un habitat ou d'une époque donnés).[380] La précision donnée dans la note de bas de page relative à l'Annexe A selon laquelle les termes "animaux" et "végétaux" comprennent la "faune sauvage" et la "flore sauvage" nous indique que le membre de phrase "la santé et la vie des animaux ou [ ] des végétaux" est censé avoir un champ d'application général. De plus, nous notons que, textuellement, les termes "animal" et "faune", d'une part, et "végétal" et "flore", d'autre part, utilisés sans qualificatif, peuvent englober la macrofaune et la microfaune, d'une part, et la macroflore et la microflore, d'autre part. Nous estimons aussi que les termes "animal" et "végétal" peuvent englober la faune et la flore à la fois cibles et non cibles. Par faune et flore "non cibles", nous entendons les végétaux et les animaux (y compris les insectes) qui ne sont pas eux-mêmes les organismes que les agriculteurs cherchent à contrôler ou

[378] Pas d'italique dans l'original.
[379] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 931.
[380] *Ibid*., page 979.

éliminer par la culture de plantes GM, mais qui sont affectés par cette culture, y compris par la consommation d'éléments des plantes GM (par exemple le pollen). Eu égard à cela, nous considérons que les micro-organismes non cibles, tels que les micro-organismes présents dans le sol ou l'eau, sont des "animaux" ou des "végétaux" au sens de l'Annexe A 1).[381]

7.220 Nous notons que la Directive 2001/18 précise que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination des plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "effets sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol".[382] Nous croyons savoir que cette préoccupation concerne l'introduction potentielle de transgènes dans le sol par les racines des plantes GM (par exemple dans le cas des plantes produisant du Bt) ou par la décomposition de plantes GM. Cela pourrait présenter une menace pour les micro-organismes non cibles présents dans le sol. Les mêmes produits de la décomposition pourraient sans doute être introduits dans des plans d'eau par les eaux de ruissellement, et de ce fait, présenter des menaces potentielles pour les micro-organismes non cibles présents dans l'eau. Nous estimons que, dans la mesure où elles pourraient être appliquées pour protéger la santé et la vie des micro-organismes non cibles des risques visés par l'Annexe A 1) a), les Directives 90/220 et 2001/18 relèveraient de cette annexe.

"risques découlant de"

7.221 Les **États-Unis** considèrent que le membre de phrase "découlant de" n'exige pas qu'il faille démontrer que le risque est direct ou immédiat. Bien qu'il puisse se produire des effets intermédiaires avant que ne se manifeste l'effet qui suscite des préoccupations, il n'en reste pas moins que des risques "découlent de" l'organisme en ce sens que c'est la présence de l'organisme qui déclenche la séquence nécessaire d'événements. Les États-Unis maintiennent, par exemple, que des effets négatifs sur la santé des végétaux et des animaux causés par l'utilisation de pesticides plus puissants pour lutter contre les insectes ou les adventices qui ont développé une résistance à des herbicides en raison de la plantation de cultures biotechnologiques résistantes aux herbicides seraient des "risques découlant de" l'établissement ou de la dissémination d'un parasite.

7.222 Le **Canada** fait aussi valoir que le membre de phrase "découlant de" n'exige pas qu'il faille démontrer que le risque est immédiat ou direct. Si, par exemple, un produit biotechnologique peut être considéré comme un "parasite" qui doit être contrôlé par des herbicides, tout risque consécutif pour la flore et/ou la faune sauvages "découle du" parasite. Cela inclut une situation où une stratégie de gestion des parasites n'est plus efficace parce que le parasite cible a développé une résistance, d'où des risques pour la santé de la faune sauvage causés par l'utilisation accrue ou modifiée de pesticides.

7.223 Les **Communautés européennes** font valoir que l'utilisation du membre de phrase "découlant de" nécessite l'existence d'un lien de causalité; autrement dit, une mesure doit être appliquée avec pour objectif d'empêcher que certains risques ne "découlent d'"une certaine situation.

7.224 Le **Groupe spécial** note que le dictionnaire définit l'expression verbale "découler de" comme signifiant "occur as a result of" (se produire par suite de).[383] Le membre de phrase "risques découlant

[381] Nous notons que la définition courante du terme "organism" (organisme) est la suivante: "an organized living body; esp. (the material structure) of an individual animal, plant, bacterium, etc." (un être vivant organisé; spéc. (la structure matérielle) d'un animal, d'un végétal, d'une bactérie, etc.). *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 2, page 2019.

[382] Sixième tiret de l'annexe II.C.2 de la Directive 2001/18.

[383] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème éd., J. Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 71.

de" indique donc que les risques pertinents pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux doivent se produire par suite d'un certain événement, substance, condition, etc. Dans le contexte spécifique de l'Annexe A 1) a), le membre de phrase "risques découlant de" signifie que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux doivent se produire par suite (de la présence) d'un parasite, d'un organisme porteur d'une maladie ou d'un organisme pathogène.

7.225 La version en langue anglaise de l'article 4 des Directives 90/220 et 2001/18 indique clairement que ces directives sont des mesures appliquées pour protéger la santé humaine et l'environnement des effets négatifs "which might arise from" (qui pourraient découler de, ou "qui pourraient résulter de" dans la version française de l'article 4) la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement. Par conséquent, tout comme l'Annexe A 1) a), les directives utilisent l'expression verbale "to arise from" (découler de). Nous reconnaissons que l'Annexe A 1) utilise le membre de phrase "arising from" (découlant de), et pas le membre de phrase "which might arise from" (qui pourraient découler de). Le membre de phrase "arising from" (découlant de) a toutefois un sens large et n'est assorti d'aucune réserve. Nous croyons donc que l'Annexe A 1) fait entrer dans le champ de l'*Accord SPS* non seulement les mesures qui sont appliquées pour assurer une protection contre les risques qui découlent invariablement et inévitablement, par exemple, de la dissémination d'un parasite, mais également les mesures appliquées pour assurer une protection contre les risques qui pourraient découler, par exemple, de la dissémination d'un parasite.

7.226 Nous notons que l'annexe II de la Directive 2001/18 indique que les effets directs, indirects, immédiats et différés doivent être pris en compte dans l'évaluation des OGM. Là encore, nous notons que le membre de phrase "découlant de" à l'Annexe A 1) a un sens large et n'est assorti d'aucune réserve. Il n'y a rien dans l'Annexe A 1) a) qui indique que les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux doivent nécessairement être le résultat direct ou immédiat, par exemple, de la dissémination d'un parasite. Il est significatif que l'Annexe A 1) ne dise pas que seuls les risques "découlant directement ou immédiatement", par exemple, de la dissémination d'un parasite sont visés. Nous ne considérons donc pas que des mesures prises pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver des végétaux des risques qui découlent indirectement ou à plus long terme de parasites, de maladies, d'organismes porteurs de maladies ou d'organismes pathogènes ne relèvent pas de l'Annexe A 1) a). En conséquence, la référence qui est faite à l'annexe II de la Directive 2001/18 aux effets négatifs indirects et différés n'exclut pas, en soi, cette directive du champ de l'Annexe A 1) a).

"entrée, établissement ou dissémination"

7.227 Les **Communautés européennes** font valoir que les préoccupations concernant le développement potentiel d'une résistance à des parasites cibles ne sont pas une question d'"établissement ou dissémination" d'un parasite. Le parasite, c'est-à-dire l'insecte qui suscite des préoccupations, est déjà présent et ne se disséminera pas dans d'autres zones. Le problème concerne plutôt le traitement du parasite et la nécessité d'utiliser des insecticides additionnels pour éliminer le parasite.

7.228 Les **États-Unis** ne sont pas de cet avis et font valoir que la préoccupation concernant le développement potentiel d'insectes cibles résistants est que les individus possédant le caractère de résistance pourraient s'établir ou se disséminer dans toute la population. À mesure que les populations d'insectes seraient plus nombreuses à acquérir une résistance, il faudrait peut-être appliquer des pesticides chimiques plus toxiques, ce qui causerait de plus grands dommages à l'environnement.

7.229 Le **Canada** fait observer que, si une stratégie de gestion des parasites n'est plus efficace parce que le parasite cible a développé une résistance, une autre stratégie de contrôle aurait encore pour objectif de traiter des risques "découlant de" l'établissement ou de la dissémination du parasite résistant.

7.230 L'**Argentine** fait observer que si une stratégie de gestion des parasites n'est plus efficace parce que le parasite cible a développé une résistance, les "risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de ce parasite ne disparaissent pas pour autant. La préoccupation est toujours que le parasite cible puisse s'établir ou se disséminer.

7.231 Avant d'examiner l'argument spécifique formulé par les Communautés européennes au sujet de la résistance des parasites cibles, il est utile d'examiner de façon plus générale si les Directives 90/220 et 2001/18 traitent "de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" des parasites, des maladies, etc. Le **Groupe spécial** rappelle à cet égard que le but de la Directive 2001/18 est d'éviter que des effets négatifs ne résultent de la "dissémination volontaire dans l'environnement" d'OGM.[384] L'expression "dissémination volontaire" est définie comme "toute *introduction* intentionnelle dans l'environnement d'un OGM".[385] L'annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM peuvent comprendre les maladies pouvant affecter les animaux ou les végétaux. Il nous apparaît clairement que le but qui consiste à éviter les maladies de façon générale comprend le but consistant à éviter, plus précisément, "l'entrée, l'établissement ou la dissémination" de "maladies". Par ailleurs, l'annexe C.2.1 indique que les effets sur la dynamique des populations d'espèces et la diversité génétique des populations sont des effets négatifs pertinents. Ces effets concernent les "effets [négatifs] des parasites" des OGM qui pourraient se produire, entre autres, par la propagation du pollen des plantes génétiquement modifiées vers d'autres plantes ("pollinisation croisée")[386], ou par le développement du caractère de persistance ou d'"envahissement" de l'OGM ou de la plante GM par suite d'un avantage sélectif.[387] Nous croyons que le but qui consiste à éviter les "effets des parasites" des OGM comprend le but consistant à éviter "l'entrée, l'établissement ou la dissémination" d'OGM en tant que "parasites". Nous notons aussi que l'annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18 mentionne expressément que des effets négatifs peuvent se produire par la "propagation des OGM dans l'environnement". Eu égard à cela, nous sommes persuadés que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme constituant des mesures appliquées pour assurer une protection contre les risques découlant de "l'entrée, l'établissement ou la dissémination", entre autres, de maladies et des "effets des parasites" qui peuvent être causés par les OGM.

7.232 Nous examinons maintenant l'argument des Communautés européennes selon lequel d'éventuelles préoccupations concernant le développement potentiel d'une résistance dans les parasites cibles (par exemple des insectes) ne sont pas des préoccupations qui concernent "l'établissement ou la dissémination" d'un parasite. Il apparaît que l'effet du développement d'une résistance dans les parasites cibles peut être un effet négatif potentiel des OGM que les Directives 90/220 et 2001/18

[384] Article 4 des directives.

[385] Article 2 3) de la Directive 2001/18. (pas d'italique dans l'original)

[386] Le Groupe spécial croit comprendre que l'expression "pollinisation croisée" ou "cross-breeding" fait référence au croisement involontaire d'une plante de culture, en l'occurrence une plante GM, avec une autre plante de culture ou une plante sauvage, en l'occurrence une plante "classique" ou non GM.

[387] Le Groupe spécial croit comprendre que l'avantage sélectif fait référence à l'amélioration de la capacité d'un caractère particulier de survivre dans une population, ce qui entraîne une modification dans la composition des caractères de la population. En l'espèce, la propagation de la résistance à des herbicides peut permettre à des plantes possédant ce caractère d'évincer d'autres plantes pour l'eau, les nutriments, l'espace, etc.

cherchent à éviter.[388] Nous ne sommes toutefois pas persuadés que, en ce qui concerne l'Annexe A 1), les risques associés au développement d'une résistance ne seraient pas des risques découlant de "l'établissement ou de la dissémination" du parasite cible. Même si, comme le font valoir les Communautés européennes, le parasite cible peut avoir été présent auparavant dans une zone particulière, s'il développe une résistance il est possible que, à cause de son caractère de résistance, il puisse non seulement exister dans la zone en question, mais également s'y établir et poser par conséquent un plus grand problème. De même, le caractère de résistance peut permettre au parasite de se disséminer dans des zones où il n'a pas pénétré auparavant, par exemple à cause d'une stratégie de gestion des parasites qui était efficace avant que le parasite cible ne développe une résistance.

"parasites"

7.233 Les **États-Unis** font observer que le sens ordinaire du terme "pest" (parasite) est "any thing or person that is noxious, destructive, or troublesome" (toute chose ou personne qui est nuisible, destructrice ou source de problèmes).[389] Ils font en outre valoir que la définition d'un parasite (organisme nuisible) de la CIPV, telle qu'elle figure dans la Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés* (ci-après la NIMP n° 11) étaye le point de vue selon lequel la CIPV couvre aussi les organismes qui peuvent affecter directement les plantes non cultivées et/ou non gérées, affecter les végétaux indirectement, ou affecter les végétaux indirectement par leurs effets sur d'autres organismes.[390] Bien que les États-Unis ne soutiennent pas qu'elle détermine la portée du terme "parasite" au titre de l'Accord SPS, l'inclusion spécifique de ces dommages dans la norme NIMP n° 11, par l'organisme explicitement reconnu dans l'*Accord SPS* comme étant responsable de l'élaboration des normes internationales pour la préservation des végétaux, est un autre élément montrant que le sens ordinaire du terme "parasite"

---

[388] *Voir*, par exemple, l'annexe II.iv.C.4 de la Directive 90/220, et les annexes IIIA.iv.B.11 et II.D.1.4 de la Directive 2001/18.

[389] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 2, page 2171.

[390] Les États-Unis font observer que la *Convention internationale pour la protection des végétaux* de 1997 de la FAO définit l'expression "pest" (organisme nuisible, parasite) comme "[t]oute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux". Les révisions apportées en 2004 par la CIPV à la NIMP n° 11, qui ont modifié la norme existante pour qu'elle traite expressément des risques posés par une catégorie particulière de cultures GM ("organismes vivants modifiés", ou "OVM"), identifient parmi les risques phytosanitaires potentiels posés par les OVM:

> c. Effets négatifs sur des organismes non visés, par exemple:
>
> - modifications de la gamme de plantes hôtes de l'OVM, y compris dans les cas où l'OVM est destiné à être utilisé comme agent de lutte biologique ou autre organisme auxiliaire
> - effets sur d'autres organismes, comme des agents de lutte biologique, des auxiliaires, la faune et microflore du sol, les bactéries fixatrices d'azote, résultant en un impact phytosanitaire (effets indirects)
> - capacité de servir de vecteur pour d'autres organismes nuisibles
> - effets négatifs directs ou indirects de pesticides produits par des plantes sur des organismes non visés ayant un effet positif sur les végétaux." (souligné par les États-Unis)

Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 1 "Commentaires sur le champ d'application de la CIPV en ce qui concerne les risques pour l'environnement".

comprend une plante biotechnologique qui se reproduit avec la flore existante et qui, par conséquent, affecte négativement la diversité biologique.

7.234 Le **Canada** fait valoir que l'emploi du terme "parasite" à l'Annexe A 1) a), c) et d) donne à penser que, dans le contexte de l'*Accord SPS*, un "parasite" devrait être défini comme "toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux, les produits végétaux, les animaux ou les personnes". De l'avis du Canada, les produits biotechnologiques en cause dans le présent différend peuvent être considérés comme un "parasite" potentiel pour les végétaux, y compris pour la "flore sauvage", ou un "parasite" potentiel pour les animaux, y compris pour la "faune sauvage".

7.235 L'**Argentine** rappelle que, dans la *Convention internationale pour la protection des végétaux* de 1997, l'expression "organisme nuisible" (parasite) est définie comme "[t]oute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible pour les végétaux ou produits végétaux". L'Argentine fait valoir que le membre de phrase "nuisible pour les végétaux ou produits végétaux" devrait être interprété au sens large, ainsi que le montre l'interprétation au sens large qui en est donnée dans le contexte de la NIMP n° 11[391] et qu'il faudrait donner du terme "parasites" figurant dans l'*Accord SPS* une interprétation tout aussi large. Un organisme est un "pest" (parasite, organisme nuisible) aux fins de l'*Accord SPS* et de la NIMP n° 11 s'il est "nuisible pour les végétaux ou produits végétaux" au sens où il cause des dommages à la préservation des végétaux. Selon l'Argentine, toute plante issue de croisements indésirables de végétaux pourrait être considérée comme un "parasite"; par exemple lorsqu'un gène de tolérance à des herbicides est transféré aux adventices d'une culture. L'Argentine fait valoir que l'*Accord SPS* vise les risques découlant d'un produit biotechnologique qui devient une adventice, c'est-à-dire une plante persistante et envahissante qui pousse dans des environnements où elle n'est pas souhaitée et qui supplante d'autres espèces végétales, suscitant de plus grandes préoccupations écologiques.

7.236 Les **Communautés européennes** font valoir que la définition de la CIPV peut fournir le contexte aux fins de l'interprétation du terme "parasite" figurant dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. En particulier, les Communautés européennes insistent sur le fait 1) qu'un parasite (organisme nuisible) doit être un organisme vivant, de sorte que les brins isolés de l'ADN modifié ne peuvent pas, en eux-mêmes et à eux seuls, être nuisibles pour la santé et la vie des personnes ou des animaux ou pour la préservation des végétaux; et 2) que l'organisme doit nuire à une plante. La simple présence d'un transgène peut être indésirable, mais elle ne présente pas forcément un risque phytosanitaire. Les Communautés européennes soutiennent qu'une plante issue d'un croisement qui nuit à la biodiversité, aux micro-organismes, aux animaux ou à l'environnement n'est pas un parasite.

7.237 Les Communautés européennes maintiennent qu'une culture qui est résistante à un herbicide n'est pas un parasite si elle croît au bon endroit au bon moment. Mais, au mauvais endroit (tel qu'un champ voisin) ou au mauvais moment (tel que l'année suivante dans le même champ où est produite une culture différente), il est possible que la plante soit indésirable. La plante indésirable peut concurrencer d'autres cultures, et son caractère de résistance aux herbicides pourrait lui conférer un avantage sélectif. Elle peut étouffer d'autres plantes de culture ou ralentir leur croissance. Elle pourrait donc affecter négativement d'autres cultures ou leur nuire. Elle pourrait alors devenir un parasite, et une mesure prise pour la contrôler pourrait relever de l'*Accord SPS*.

[391] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 1, page 39.

7.238 Le **Groupe spécial** note pour commencer que trois des alinéas de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, à savoir les alinéas a), c) et d) de l'Annexe A 1), identifient les "parasites" comme une source possible de risques. Le mot "pest" (parasite) signifie ordinairement "a troublesome, annoying or destructive person, animal, or thing" (une personne, un animal ou une chose qui est importun, gênant ou destructeur).[392] Si nous appliquons cette définition à l'Annexe A 1), nous trouvons deux éléments contextuels particulièrement intéressants. Le premier est la note de bas de page précédemment mentionnée relative aux définitions données à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Cette note de bas de page indique que, aux fins de l'*Accord SPS*, le terme "parasite" englobe les mauvaises herbes (adventices). Les mauvaises herbes ou adventices sont des végétaux. Par conséquent, nous considérons que le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) doit s'entendre des végétaux en plus des animaux.

7.239 L'autre élément que nous jugeons édifiant est constitué des références faites dans l'Annexe A 1) a) et A 1) c) à "la santé et la vie des animaux [ou la préservation] des végétaux" et à "la santé et la vie des personnes" ainsi que de la référence faite dans l'Annexe A 1) d) à "d'autres dommages". Il ressort de ces références que l'*Accord SPS* est destiné à s'appliquer, non seulement aux mesures prises pour assurer une protection contre les risques qui menacent la vie, et donc l'existence même des animaux, des végétaux ou des personnes, mais également aux mesures prises pour assurer une protection contre les risques pour la "santé" des animaux, des végétaux ou des personnes, et aux mesures prises pour empêcher, sur le territoire d'un Membre, d'autres "dommages". Eu égard à cela, nous considérons que le terme "parasite" devrait être interprété comme englobant les animaux ou les végétaux "destructeurs" – c'est-à-dire des animaux ou des végétaux qui détruisent la vie et menacent l'existence même d'autres animaux, végétaux ou personnes. De la même manière, nous pensons que, aux fins de l'*Accord SPS*, le terme "parasite" devrait être interprété comme englobant les animaux et les végétaux qui causent d'autres effets négatifs moins graves, à savoir les animaux et les végétaux qui nuisent à la santé des animaux, des végétaux ou des personnes ou qui causent d'autres dommages.

7.240 Dans la logique des considérations qui précèdent, il serait donc possible de dire que dans le contexte de l'*Accord SPS* le terme "parasite" devrait s'entendre comme faisant référence à un animal ou un végétal qui est destructeur, ou qui nuit à la santé d'autres animaux, végétaux ou personnes, ou qui cause d'autres dommages, ou comme faisant référence à un animal ou végétal qui est importun ou gênant.

7.241 Nous notons que la CIPV de 1997 définit le terme "pest" (organisme nuisible, parasite) comme "[t]oute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène *nuisible* pour les végétaux ou produits végétaux".[393] Nous convenons que les végétaux, ou les animaux, qui sont "nuisibles" pour les autres végétaux ou produits végétaux constituent des "parasites" au sens de l'Annexe A 1). En fait, nous avons dit que, à notre avis, le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) englobait les animaux ou végétaux destructeurs, ou les animaux ou les végétaux qui étaient nuisibles pour la santé des animaux ou des végétaux. Nous avons toutefois déterminé que le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) englobait aussi les animaux ou les végétaux qui causaient d'autres dommages, et les animaux ou les végétaux importuns ou gênants. La définition du terme "pest"

[392] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 2, page 2174.

[393] *Convention internationale pour la protection des végétaux*, FAO, 1997, article II, n° 1. (pas d'italique dans l'original) Nous notons que la Convention de 1997 n'était pas en vigueur à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Cependant, l'article II.2 de la *Convention internationale pour la protection des végétaux* de 1979 de la FAO définissait le terme "pest" (ennemi, organisme nuisible, parasite) en des termes très similaires et indiquait que le terme "pest" englobait "toute forme de vie végétale ou animale, ainsi que tout agent pathogène, nuisible ou potentiellement nuisible aux végétaux ou aux produits végétaux".

(organisme nuisible, ennemi, parasite) donnée dans la CIPV ne corrobore pas expressément la deuxième partie de notre interprétation. Nous reconnaissons que la définition du terme "pest" (organisme nuisible, ennemi, parasite) donnée dans la CIPV peut, à certains égards, renseigner, et par conséquent aider, un interprète de l'*Accord SPS*. Mais la définition de la CIPV, qui a fait l'objet de négociations, n'est pas déterminante du sens et de la portée du terme "pest" (parasite) tel qu'il figure dans l'Annexe A 1).[394] Nous ne considérons donc pas que la définition du terme "pest" donnée dans la CIPV s'écarte de notre point de vue selon lequel les végétaux peuvent être considérés comme des "parasites" même s'ils ne sont pas nuisibles pour d'autres végétaux.

7.242 Les parties ont présenté divers arguments qui donnent à entendre que les plantes GM pourraient être considérées comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1) dans chacune des trois situations suivantes: a) les situations où des plantes GM croissent dans des endroits où elles sont indésirables, par exemple, par suite d'un déversement de semences ou de leur persistance ou envahissement; b) les situations où il se produit un flux ou transfert involontaire de gènes à partir d'une plante GM ("pollinisation croisée"), ce qui donne lieu à des plantes issues de croisements entre des plantes GM et d'autres plantes, qu'il s'agisse de cultures classiques ou de flore sauvage, où sont introduits des caractères indésirables (tels qu'une résistance à des herbicides ou à des insectes) et qui peuvent s'établir ou se disséminer; et c) les situations où des plantes GM produisant des pesticides (par exemple produisant des insecticides) accroissent le potentiel de développement d'une résistance à des pesticides dans des organismes cibles, notamment des insectes.[395] Nous examinerons chacune de ces trois situations ci-après, au besoin. Par ailleurs, dans la sous-section d), nous examinerons les préoccupations selon lesquelles les plantes GM peuvent agir en tant que "parasites" dans d'autres situations, en particulier les préoccupations concernant les effets négatifs potentiels des OGM sur des organismes non cibles et sur les cycles biogéochimiques.

plantes GM croissant dans des endroits où elles sont indésirables

7.243 Nous examinons d'abord la question de savoir si des plantes GM qui croissent dans des endroits où elles sont indésirables peuvent être considérées comme des "parasites". Les Communautés européennes font valoir que ces plantes peuvent être considérées comme telles. Les États-Unis font aussi valoir qu'une plante GM qui est susceptible de pouvoir s'établir ou se disséminer dans de nouvelles zones, et d'évincer et remplacer la flore sauvage, et qui de ce fait peut modifier la disponibilité de ressources telles que les aliments et les refuges utilisés par la faune sauvage, serait considérée comme une "adventice". Le Canada et l'Argentine font également valoir que si une plante GM devient une plante persistante et envahissante qui croît dans des environnements où elle est indésirable et qui domine d'autres variétés végétales, elle devient une adventice (mauvaise herbe) ou un "parasite" dans le contexte de l'*Accord SPS*.

7.244 Nous rappelons notre point de vue selon lequel le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) fait référence à une plante qui est destructrice, ou nuit à la santé d'autres animaux, végétaux ou personnes, ou cause d'autres dommages, ou à une plante qui est importune ou gênante. Il nous semble évident qu'une plante qui croît en des endroits où elle est indésirable peut, pour cette raison, être destructrice, nuire à la santé d'autres organismes ou causer d'autres dommages, ou être importune ou

[394] Il est important de noter dans ce contexte que, contrairement à l'*Accord SPS*, la CIPV ne concerne que les organismes nuisibles pour les végétaux et non les organismes nuisibles pour les animaux.

[395] Le Groupe spécial emploiera le terme "pesticide" pour désigner à la fois les insecticides et les herbicides. L'un des experts appelés à conseiller le Groupe spécial, M. Snow, a indiqué qu'une résistance à des herbicides pouvait être acquise à partir de certaines plantes naturellement tolérantes aux herbicides, mais il n'a été possible de le démontrer que dans quelques cas. Il est beaucoup plus probable que ce caractère soit transféré par suite d'une pollinisation croisée. (Annexe H, paragraphe 153.)

gênante. Par exemple, une plante indésirable qui croît dans un champ cultivé peut obliger un agriculteur à prendre des mesures de lutte ou d'éradication (dans le cas d'adventices, par exemple) ou réduire la valeur économique de la culture que l'agriculteur cherche à faire pousser (par exemple parce que son marché demande des produits sans OGM et tolère peu les impuretés). Nous rappelons aussi que la note de bas de page de l'Annexe A indique expressément que les "parasites" comprennent les adventices (mauvaises herbes). Le terme "weed" (adventice) est défini comme une "wild plant growing where it is not wanted and in competition with wild plants" (plante sauvage qui croît dans des endroits où elle est indésirable et qui fait concurrence aux plantes sauvages).[396] La note de bas de page confirme donc le point de vue selon lequel des plantes qui croissent dans des endroits où elles sont indésirables peuvent être considérées comme des "parasites".

7.245 Le point de vue selon lequel les plantes qui croissent dans des endroits ou elles sont indésirables peuvent être considérées comme des "parasites" a pour conséquence importante que même une plante cultivée ou une culture peut, dans certaines situations, être ou devenir un "parasite". La question de savoir si ce serait le cas dépend des circonstances pertinentes et notamment de l'endroit où croîtrait la plante ainsi que du point de vue de l'utilisateur du terrain où elle croît. Le Groupe spécial souscrit donc à l'observation formulée par les Communautés européennes selon laquelle des plantes qui, dans une situation, peuvent être souhaitées et, de ce fait, être cultivées (par exemple des tournesols de culture qui croissent dans un champ de tournesols), peuvent, dans un autre contexte, être considérées comme des "parasites" (par exemple des tournesols qui croissent accidentellement dans un champ de soja). De même, une plante GM expressément cultivée dans un champ particulier ne serait pas considérée comme un "parasite", alors que des repousses[397] de plantes GM qui croissent dans des champs de plantes classiques peuvent être considérées comme des plantes indésirables et partant, des "parasites", ou des "adventices" (mauvaises herbes), du point de vue de l'agriculteur qui cherche à faire pousser une culture autre que la culture GM indésirable.[398]

7.246 Concernant les Directives 90/220 et 2001/18, nous notons qu'elles cherchent à éviter les effets négatifs sur l'environnement qui pourraient résulter de la dissémination volontaire d'OGM. Plus précisément, la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs des OGM comprennent "les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur et la diversité génétique de chacune de ces populations"[399] qui, pour leur part, comprennent la possibilité d'accroissement excessif de la population dans l'environnement et tout avantage sélectif des OGM par rapport aux organismes récepteurs ou parentaux non modifiés.[400] Dans le même ordre d'idées, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur la "[p]robabilité que les [plantes GM] deviennent plus

---

[396] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème éd., J. Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 1623.

[397] Les repousses de plantes GM sont des plantes GM issues de la germination fortuite de semences par des processus naturels, par exemple, par le vent, des animaux ou des oiseaux, ou de la germination de semences qui sont accidentellement tombées par terre lors de leur transport.

[398] Ce point de vue est aussi partagé par les experts appelés à conseiller le Groupe spécial. Par exemple, M. Squire définit les repousses comme des "plantes provenant de graines répandues, ou de matériel végétatif laissé par une plante cultivée, qui poussent dans les champs où elles apparaissent généralement comme des *mauvaises herbes* dans une culture" (pas d'italique dans l'original). Bien qu'il emploie le terme "sauvage" pour décrire des plantes provenant de graines répandues, ou de matériel végétatif laissé par une plante cultivée, qui poussent hors des champs, en bordure des chemins et des zones agricoles, M. Squire fait observer que certains auteurs utilisent le terme "sauvage" pour désigner des plantes issues d'une plante cultivée, indifféremment du fait qu'elles se trouvent à l'intérieur ou à l'extérieur des champs. (Annexe H, paragraphe 45)

[399] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

[400] Annexe IIIA.IV.B.8 et 9 de la Directive 2001/18.

persistantes que les plantes parentales ou réceptrices dans les habitats agricoles ou se propagent plus rapidement dans les habitats naturels" et les "[a]vantages ou désavantages sélectifs conférés à [la plante GM]".[401]

7.247 Nous considérons que ces effets potentiels des plantes GM concernent des situations où les plantes GM croissent dans des endroits où elles sont indésirables. Dans ces situations, en raison d'un avantage concurrentiel potentiel, et de leur persistance et envahissement potentiels, les plantes GM risquent d'évincer ou d'éliminer d'autres plantes. La pression concurrentielle des plantes GM peut aussi affecter la diversité génétique des populations de végétaux qui subsistent, menaçant de ce fait la survie de certaines variétés végétales. Comme ces effets potentiels des plantes GM ont une incidence négative sur la capacité des autres végétaux d'exister et de survivre dans la zone affectée, nous croyons que l'on peut considérer que ces plantes GM nuisent à "la préservation" des autres végétaux. Autrement dit, nous pensons que, en causant des dommages de la manière indiquée, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1) a).[402] Par conséquent, dans la mesure où les Directives 90/220 et 2001/18 sont appliquées pour éviter les effets négatifs identifiés au paragraphe précédent, elles peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées "pour […] préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de plantes GM en tant que "parasites".

flux ou transfert involontaire de gènes à partir d'une plante GM vers d'autres plantes

7.248 Nous examinons ensuite la situation où il se produit un croisement entre une plante GM et d'autres plantes, qu'il s'agisse de cultures classiques ou de faune sauvage (pollinisation croisée[403]). La question consiste à déterminer si, dans une telle situation, la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1). Nous rappelons tout d'abord les principaux arguments des parties.

7.249 Les **États-Unis** font valoir que le croisement indésirable d'une plante ferait de cette plante un "parasite" (organisme nuisible). Ils estiment que cette vue est étayée par l'annexe de la NIMP n° 11, qui étend la définition donnée par la CIPV d'un organisme nuisible (parasite) aux organismes qui peuvent affecter directement les plantes non cultivées et/ou non gérées, affecter les végétaux indirectement, ou affecter les végétaux indirectement par leurs effets sur d'autres organismes.[404]

---

[401] Annexe II.D.2.1 et D.2.2 de la Directive 2001/18.

[402] S'il était considéré, contrairement à notre vue, que les effets négatifs en question ne nuisent pas à "la préservation" des autres végétaux, nous croyons qu'il faudrait considérer qu'il causent "d'autres dommages" au sens de l'Annexe A 1) d).

[403] Ainsi qu'il est mentionné précédemment, nous utilisons l'expression "pollinisation croisée" ou "croisement" pour désigner le croisement involontaire d'une plante de culture, en l'occurrence une plante GM, avec une autre plante de culture ou une plante sauvage, en l'occurrence une plante "classique" ou non GM. La pollinisation croisée pourrait entraîner le transfert de caractéristiques des plantes GM, telles que la résistance à des herbicides ou la production de toxine Bt, vers des populations de plantes classiques ou sauvages. Les experts appelés à conseiller le Groupe spécial ont indiqué que la probabilité de pollinisation croisée dépendait des variétés de plantes. Par exemple, M. Squire indique qu'en Europe les plants de colza sont plus susceptibles d'effectuer des croisements avec des variétés sauvages réceptives qu'avec des plants de coton ou de maïs. Il dit toutefois que le fait qu'une plante soit une plante GM ne devrait pas affecter sensiblement la probabilité de pollinisation croisée, à moins que la modification génétique ne change la fécondité mâle de la plante. (*Voir* l'annexe H, paragraphes 145 à 148)

[404] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 1, page 39.

7.250 Le **Canada** relève qu'en ce qui concerne les caractéristiques des parasites, dans le contexte de la Directive 2001/18 l'examen met l'accent sur la plante contenant le transgène et pas l'ADN modifié lui-même. Le Canada considère que la plante indésirable issue d'un croisement serait considérée comme un "parasite" au titre de l'*Accord SPS* dans la mesure où elle nuit à "la santé et la vie des animaux ou [à la préservation] des végétaux" (Annexe A 1) a)) ou à "la santé et la vie des personnes" (Annexe A 1) c)) ou cause "d'autres dommages" (Annexe A 1) d)). Selon le Canada, les risques associés aux cultures insecticides, telles que celles produisant le Bt, découlent de leur incidence potentielle sur les populations d'insectes, qu'il s'agisse d'insectes cibles ou autres. Dans la mesure où les cultures insecticides nuisent aux insectes, elles peuvent être considérées comme des "parasites" pour la faune sauvage. Si les cultures insecticides accroissent le potentiel de développement d'une résistance à d'autres agents de contrôle biologique, tels que le Bt, il peut en résulter un effet indirect correspondant sur les plantes. Le Canada fait aussi référence à la déclaration figurant dans la NIMP n° 11 selon laquelle le champ d'application de la CIPV s'étend également à des organismes qui sont nuisibles parce qu'ils affectent les végétaux indirectement par leurs effets sur d'autres organismes.

7.251 L'**Argentine** estime que toute plante indésirable issue d'un croisement pourrait être considérée comme un "parasite"; par exemple lorsqu'un gène de tolérance à des herbicides est transféré aux adventices d'une culture.

7.252 Les **Communautés européennes** font valoir 1) qu'un parasite doit être un organisme vivant, c'est-à-dire que des brins isolés de l'ADN modifié ne peuvent pas, en eux-mêmes et à eux seuls, être nuisibles pour la santé et la vie des personnes, des animaux ou des végétaux; et 2) que l'organisme doit nuire à une plante. La simple présence d'un transgène n'est peut-être pas désirable, mais elle ne doit poser aucun risque phytosanitaire; les plantes ne causent pas de dommage à la flore de par leur croisement avec elle, et elles ne peuvent pas, pour cette raison, être considérées comme des "parasites". Les Communautés européennes font en outre valoir que le transfert d'une résistance à des herbicides à partir de plantes génétiquement modifiées vers la flore sauvage pourrait entraîner le développement d'une population sauvage résistante à des herbicides qui risquerait de devenir envahissante et de causer des dommages à la biodiversité, mais elles considèrent que la nouvelle plante sauvage résistante à des herbicides ne serait pas un organisme nuisible (parasite) ainsi que le définit la CIPV, puisqu'elle affecterait essentiellement les insectes et d'autres organismes de la chaîne trophique.[405]

7.253 Le **Groupe spécial** note que, conformément à l'annexe 3 de la NIMP n° 11 de la FAO, un organisme vivant modifié (ci-après un "OVM") peut être réputé être un "organisme nuisible" s'il est associé aux "[e]ffets négatifs liés au flux ou transfert de gènes, par exemple […] transfert de gènes de résistance aux pesticides ou à des organismes nuisibles vers des espèces compatibles".[406] L'annexe 3 de la NIMP n° 11 indique en outre à cet égard ce qui suit:

> "Dans le cas de risques phytosanitaires liés au flux de gènes, l'OVM agit davantage comme un vecteur potentiel ou une filière d'introduction d'une construction génétique d'importance phytosanitaire que comme un organisme nuisible en lui-même. Par

[405] *Voir supra*, la note de bas de page 371.

[406] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 3, page 42. Les Communautés européennes ont indiqué qu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial elles n'avaient pas ratifié la CIPV de 1997, sur la base de laquelle a été publiée la NIMP n° 11. Nous notons à cet égard que nous n'appliquons pas la NIMP n° 11 en tant que telle ni ne considérons qu'elle détermine le sens des termes employés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Nous pensons toutefois pouvoir nous y reporter si nous estimons qu'elle peut nous renseigner et nous aider à établir le sens et la portée des termes utilisés à l'Annexe A 1).

> conséquent, le terme "organisme nuisible" doit être compris comme incluant le potentiel de l'OVM d'agir comme vecteur ou filière pour l'introduction d'un gène présentant un risque phytosanitaire potentiel."[407]

7.254 L'annexe 3 de la NIMP n° 11 indique que, contrairement à ce que soutiennent les Communautés européennes au paragraphe 7.236 ci-dessus, il peut être considéré que la présence d'un transgène indésirable dans la plante issue du croisement entre une plante GM et d'autres plantes présente un risque phytosanitaire potentiel. Comme aucune des parties n'a fait valoir qu'un transgène présentant un risque phytosanitaire potentiel devait être considéré comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1), nous ne voyons pas la nécessité de traiter cette question. Nous notons simplement que l'annexe 3 de la NIMP n° 11 n'indique pas que le transgène devrait ou pourrait être considéré comme un "organisme nuisible" (parasite) en soi. Elle dispose plutôt que l'OVM qui a le potentiel de transférer le transgène devrait être considéré comme un "organisme nuisible".

7.255 Selon la déclaration citée ci-dessus de l'annexe 3 de la NIMP n° 11, on pourrait faire valoir que le terme "parasite" tel qu'il figure à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* devrait être considéré comme incluant les OGM qui pourraient agir comme vecteurs ou filières pour l'introduction dans la même plante ou dans une autre plante d'un gène présentant un risque pour la santé et la vie d'autres végétaux ou pour les animaux. Aux fins du présent différend, nous n'avons toutefois pas besoin de prendre position sur le point de savoir si une plante GM qui a un potentiel de croisement avec d'autres plantes pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1). Nous sommes convaincus que, même si une plante GM croisée avec d'autres plantes n'était pas elle-même considérée comme un "parasite", les plantes issues de croisements pourraient être considérées comme des "parasites" aux fins de l'Annexe A 1), dans la mesure où elles possèdent des caractères introduits indésirables (telle qu'une résistance à des herbicides ou à des insectes) et nuisent à la santé et la vie des animaux, des végétaux ou des personnes ou causent d'autres dommages. Par exemple, le caractère de résistance à des herbicides pourrait être conféré à une plante issue d'un croisement, ce qui pourrait lui donner un avantage sélectif lors de l'utilisation de l'herbicide pertinent. Autrement dit, la plante issue du croisement pourrait devenir persistante ou envahissante et donc présenter un risque pour la santé et la vie de la faune ou de la flore sauvages.

7.256 Une autre préoccupation suscitée par les plantes issues de croisements qui ont acquis une résistance à des herbicides est le fait qu'elles peuvent nécessiter l'utilisation accrue des mêmes herbicides, ou l'utilisation d'herbicides plus toxiques, afin de lutter contre les adventices résistantes.[408]

---

[407] *Ibid.*, annexe 3, page 43.

[408] M. Andow, par exemple, a indiqué ce qui suit: "[i]l y a abondance de preuves indiquant que l'utilisation répétée d'une culture biotechnologique donnée, tolérante à un herbicide, entraînerait probablement l'apparition d'une résistance à cet herbicide chez les adventices. [...] Les effets négatifs sur la flore et la faune non cibles peuvent découler directement des produits transgéniques ou des composés herbicides, ou indirectement des effets de la culture transgénique ou de l'herbicide sur l'environnement. [...] Le flux de gènes qui s'établit entre une culture GMTH et une espèce adventice apparentée peut entraîner la création de plantes adventices contre lesquelles il devient plus difficile de lutter à l'aide d'herbicides." (extraits de l'annexe H, paragraphes 170 à 172.) Mme Snow a indiqué ce qui suit: "[l]a fréquence des gènes spécifiques aux espèces cultivées, dans les populations végétales poussant en milieu naturel, dépend du taux d'introduction de ces gènes et également des effets qu'ils produisent sur la valeur adaptative de la plante (c'est-à-dire sur ses chances relatives de survie et de reproduction). À la différence de certains types de tolérance non transgénique à des herbicides, les transgènes qui confèrent la tolérance au glyphosate et au glufosinate n'ont en principe aucun effet négatif sur le rendement des cultures ou sur la valeur adaptative des espèces apparentées à ces cultures [...] En l'absence d'exposition à l'herbicide visé, les plantes tolérantes à un herbicide ne bénéficient d'aucun avantage sélectif sur leurs homologues non transgéniques. Par contre, une utilisation répétée de l'herbicide entraîne une sélection très rapide en faveur des plantes résistantes. Les exemples d'évolution et de dissémination rapides

Nous rappelons que les États-Unis indiquent que la section 2.3.1.2 de la NIMP n° 11 mentionnait les "effets sur l'environnement et autres effets indésirables des mesures de lutte" parmi les effets indirects des "organismes nuisibles" (parasites).[409] Les États-Unis paraissent faire valoir sur cette base que, si une plante issue d'un croisement a acquis une résistance à un herbicide et que cela nécessite l'utilisation d'une plus grande quantité d'herbicide ou l'utilisation d'herbicides différents, tout effet indésirable de ce pesticide sur la flore et la faune non cibles serait considéré comme un effet indirect et indésirable de l'OGM résistant ou de la plante résistante issue du croisement sur la flore et la faune non cibles. Pour leur part, les Communautés européennes font valoir que les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux seraient le résultat, non pas de la dissémination de plantes résistantes issues de croisements, mais des mesures prises pour empêcher une telle dissémination, c'est-à-dire du changement dans l'utilisation des pesticides. Nous admettons que tout dommage causé à des animaux ou à des végétaux serait un résultat direct de l'utilisation des pesticides. Néanmoins, tout dommage causé à des animaux ou à des végétaux serait un résultat indirect de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes résistantes issues de croisements. L'utilisation nuisible de pesticides ne serait pas nécessaire si la plante GM n'avait pas conféré à ces plantes issues de croisements le caractère de résistance à des herbicides. Nous estimons donc que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux résultant d'un changement dans l'utilisation des pesticides peuvent être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements en tant que parasites pertinents. Nous notons que ce point de vue est aussi conforme à la section 2.3.1.2 susmentionnée de la NIMP n° 11, qui indique spécifiquement que les effets indirects des organismes nuisibles (ou parasites) comprennent les effets sur l'environnement et autres effets indésirables des mesures de lutte contre les organismes nuisibles.

7.257 S'agissant des Directives 90/220 et 2001/18, nous rappelons tout d'abord qu'elles visent à éviter les effets négatifs sur l'environnement qui pourraient découler de la dissémination volontaire d'OGM. Nous notons aussi que la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur la "[p]ossibilité de transfert de gènes aux mêmes espèces ou à d'autres espèces végétales sexuellement compatibles […] et [les] avantages ou inconvénients sélectifs conférés à ces espèces végétales"[410], et "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre le PSGM et des organismes non cibles [...]" peuvent avoir sur l'environnement.[411] Eu égard à cela, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou des végétaux des risques découlant directement (par

---

d'adventices résistantes aux herbicides abondent dans la documentation concernant la malherbologie [...] En principe, le potentiel d'établissement et de dissémination des plantes tolérantes aux herbicides est similaire pour les plantes transgéniques et pour les plantes non transgéniques porteuses de gènes codant pour ces caractéristiques. [...] Plus l'utilisation de l'herbicide augmente, plus la pression de sélection favorisant les adventices résistantes à l'herbicide se renforce. [...] Une autre méthode pour supprimer les populations de ces adventices est d'utiliser chaque année plusieurs types d'herbicides en mélange, avant ou après la culture de l'espèce cultivée, afin d'éliminer les végétaux résistants. Les options de gestion deviennent plus problématiques et complexes lorsque la population d'organismes nuisibles contient des gènes de résistance à plusieurs types d'herbicides. Dans certains cas, il peut être nécessaire de revenir à l'usage d'herbicides dont la toxicité et la persistance dans l'environnement sont plus élevées (le 2.4-D, par exemple)." (extraits de l'annexe H, paragraphes 150 à 155)

[409] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), section 2.3.1.2.

[410] Annexe II.D.2.3 de la Directive 2001/18.

[411] Annexe II.D.2.5 de la Directive 2001/18.

exemple par des modifications de l'avantage sélectif) ou indirectement (par exemple par des changements dans l'utilisation de pesticides) de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables (tels qu'une résistance à des herbicides ou à des insectes) par suite d'un transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM.

7.258 Nous reconnaissons que les Directives 90/220 et 2001/18 sont des mesures qui s'appliquent aux OGM plutôt qu'aux plantes issues de leur croisement et qui concernent essentiellement ces OGM plutôt que les plantes issues de leur croisement. Néanmoins, nous pensons que les directives peuvent être considérées comme des mesures qui assurent une protection contre les risques découlant des plantes issues de croisements avec des plantes GM, étant donné que les plantes pertinentes issues de croisements seraient un effet de la dissémination volontaire de plantes GM dans l'environnement. Comme il a été noté, les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter les effets négatifs de la dissémination d'OGM dans l'environnement, y compris ceux qui résultent des transferts de gènes. Il y a de ce fait une relation rationnelle entre le contrôle de la dissémination dans l'environnement de plantes GM pouvant se croiser avec d'autres végétaux et le but de protection de la santé et la vie des animaux ou de préservation des végétaux contre les risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements qui possèdent des caractères indésirables. Par ailleurs, il n'y a dans le texte de l'Annexe A 1) rien qui indique que le produit soumis à une mesure SPS – en l'espèce, une plante GM devant être disséminée dans l'environnement – doit lui-même être un parasite qui présente les risques contre lesquels la mesure vise à assurer une protection.

développement d'une résistance à des pesticides dans des organismes cibles et non cibles

7.259 Nous examinons maintenant la situation où des plantes GM produisant des pesticides (par exemple produisant des insecticides) accroissent le potentiel de développement d'une résistance à des pesticides dans des organismes cibles et non cibles, notamment des populations d'insectes, et où il en résulte des effets négatifs pour l'environnement. Comme dans le cas des transferts de gènes, la question consiste à déterminer si, dans la situation où une résistance se développe dans des organismes cibles et non cibles, la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1).

7.260 Le Groupe spécial croit comprendre à partir des éléments de preuve fournis par les parties et des avis des experts que les populations d'insectes peuvent acquérir une résistance à des pesticides par suite de fréquentes expositions à des pesticides.[412] C'est le cas, que l'insecte soit ou non la cible d'une plante GM produisant un insecticide. Nous croyons en outre comprendre que, si les populations

[412] L'un des experts appelés à conseiller le Groupe spécial, M. Andow, dit ce qui suit: "[i]l existe une forte présomption qui conduit à affirmer qu'une résistance se développera en plein champ à tout insecticide appliqué de façon uniforme sur de grandes superficies pendant une durée suffisamment longue. Les scientifiques coïncident sur ce point depuis les années 80", et il indique en outre que "[...] parmi tous les risques potentiels que présentent les cultures Bt transgéniques pour l'environnement, la résistance des organismes nuisibles cibles constitue un risque réel, tangible, alors que les risques liés aux flux de gènes et les risques pour les organismes non cibles sont, pour la plupart, des risques potentiels" (annexe H, paragraphes 92 et 96, respectivement). Un autre expert, M. Squire, dit ce qui suit: "[l]'apparition d'une résistance des insectes nuisibles à un pesticide varie considérablement d'un milieu à l'autre, en fonction de facteurs tels que l'exposition à la toxine, la force de cette toxine, les déplacements des populations d'insectes provenant de zones où le pesticide n'est pas appliqué, les caractéristiques génétiques et le système de croisement de l'insecte. La résistance aux cultures Bt a fait son apparition, et elle est influencée, parmi d'autres facteurs, par la "dose" de toxine appliquée à l'organisme nuisible et la nature génétique de celui-ci. [...] Les processus intervenant dans la résistance à la toxine Bt et sa gestion sont en général bien connus des scientifiques, et des stratégies d'atténuation reposant sur des bases scientifiques solides ont été envisagées." (Annexe H, paragraphe 105)

d'insectes devaient développer une plus grande résistance, il faudrait peut-être utiliser des insecticides à des endroits où ils n'ont jamais été appliqués auparavant, ou recourir à une utilisation accrue des mêmes pesticides ou à des pesticides chimiques plus toxiques, afin de lutter contre les insectes résistants, ce qui risquerait de causer de plus grands dommages potentiels à l'environnement. Il est aussi possible que la population d'insectes résistants acquière un avantage sélectif, ce qui aurait des conséquences négatives pour le reste de la flore et de la faune, ou que le développement d'une résistance dans la population d'insectes ait des effets négatifs sur les prédateurs des insectes résistants, y compris d'autres insectes, oiseaux et mammifères prédateurs. Le Groupe spécial croit comprendre par ailleurs que les incidences potentielles du développement d'une résistance dans les populations d'insectes comprennent les effets sur l'écosystème. Les effets sur l'écosystème comprennent les effets négatifs sur la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux.

7.261 Les Communautés européennes font valoir que dans cette situation les préoccupations ne concernent pas l'OGM en tant que parasite, mais les modifications des caractéristiques ou de la constitution génétique des organismes cibles. Selon les Communautés européennes, les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux ne découlent pas de l'"établissement" ou de la "dissémination" des organismes cibles, puisque ceux-ci étaient déjà présents avant l'introduction de l'OGM. En outre, les Communautés européennes font valoir que c'est l'utilisation de pesticides additionnels destinés à lutter contre l'organisme cible qui peut causer des effets négatifs sur l'environnement, pas le parasite lui-même. Les Communautés européennes ne traitent pas explicitement dans ce contexte la question du développement d'une résistance dans les populations d'insectes non cibles.

7.262 Les États-Unis font valoir que le libellé utilisé dans la NIMP n° 11 concernant les organismes nuisibles (parasites), tels que "affectent les végétaux indirectement […] par d'autres effets, tels que la compétition" et "la réduction significative, le déplacement ou l'élimination d'autres espèces végétales"[413] englobe clairement tous les dommages raisonnablement prévisibles qu'un organisme peut causer pour la préservation des végétaux. L'annexe I de la NIMP n° 11 dispose explicitement que le champ d'application s'étend également aux dommages causés par des organismes qui affectent indirectement les espèces végétales ou la santé des végétaux, par leurs effets sur d'autres organismes dans l'écosystème. Les États-Unis paraissent faire valoir sur cette base que si une population d'insectes développe une résistance à un pesticide produit par une plante GM et que cela nécessite l'utilisation d'une plus grande quantité de pesticide ou de pesticides différents, tout effet indésirable de l'utilisation de ce pesticide sur la flore ou la faune non cibles serait considéré comme un effet indirect et indésirable du pesticide produit par la plante sur la flore ou la faune non cibles. Par conséquent, de l'avis des États-Unis, le "parasite" serait la plante GM produisant le pesticide.

7.263 Aux fins du présent différend, il n'est pas nécessaire que nous prenions position sur la question de savoir si une plante GM à l'égard de laquelle des organismes cibles ou non cibles (c'est-à-dire des populations d'insectes) développent une résistance, de sorte qu'il faut utiliser une plus grande quantité de pesticide ou des pesticides différents pour lutter contre les organismes résistants et que d'autres organismes non cibles sont affectés de façon négative par l'utilisation du pesticide, pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1). Même si une plante GM à l'égard de laquelle des populations d'insectes développent une résistance n'était pas considérée comme un "parasite", nous pensons que les organismes cibles et non cibles résistants (c'est-à-dire les insectes résistants) pourraient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), dans la mesure où ils présentent un risque pour la santé et la vie des animaux ou des personnes ou pour la

[413] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), article 2.3.1.1 et annexe 1, page 39.

préservation des végétaux, ou causent d'autres dommages. En fait, les plantes GM produisant des pesticides ou résistantes à des pesticides sont justement cultivées parce que les organismes cibles sont considérés comme des "parasites".

7.264 S'agissant des Directives 90/220 et 2001/18, nous rappelons à nouveau qu'elles visent à éviter les effets négatifs sur l'environnement qui pourraient découler de la dissémination volontaire d'OGM. Nous notons aussi que la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre [la plante GM] et les organismes cibles […] peuvent avoir sur l'environnement".[414] De même, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre [la plante GM] et des organismes non cibles" peuvent avoir sur l'environnement.[415] Eu égard à cela, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou des végétaux des risques découlant, directement ou indirectement, de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles et non cibles qui ont développé, ou pourraient développer, une résistance à un pesticide par suite de leurs interactions avec des plantes GM produisant ce pesticide.

7.265 Nous avons noté auparavant que les Directives 90/220 et 2001/18 étaient des mesures qui s'appliquaient aux OGM et qui concernaient essentiellement les OGM. Nous avons aussi indiqué, toutefois, que les Directives 90/220 et 2001/18 visaient à éviter les effets négatifs de la dissémination d'OGM dans l'environnement, y compris ceux qui résultaient des interactions entre les plantes GM produisant des pesticides et les organismes cibles. Nous avons expliqué que le type d'effets négatifs sur la santé et la vie des animaux ou des végétaux qui sont en cause dans la situation que nous examinons seraient des effets indirects du développement d'une résistance dans des organismes cibles et non cibles provoqué par les OGM. Il s'ensuit qu'il y a une relation rationnelle entre le contrôle de la dissémination dans l'environnement de plantes GM produisant des pesticides et le but de protection de la santé et la vie des animaux ou de préservation des végétaux contre les risques découlant indirectement de l'entrée, de la dissémination ou de l'établissement d'organismes cibles et non cibles résistants.[416] De même, comme nous l'avons indiqué précédemment, il n'y a dans le texte de l'Annexe A 1) rien qui indique que le produit soumis à une mesure SPS – en l'espèce, un OGM produisant un pesticide devant être disséminé dans l'environnement – doit lui-même être un parasite qui présente les risques contre lesquels la mesure vise à assurer une protection.

7.266 Les Communautés européennes font valoir que les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux seraient le résultat, non pas de la dissémination d'organismes cibles résistants, mais de mesures prises pour empêcher la dissémination d'organismes cibles résistants, c'est-à-dire du changement dans l'utilisation des pesticides. Nous admettons que les dommages causés à des animaux ou des végétaux pourraient être un résultat direct de l'utilisation de pesticides. Néanmoins, comme nous l'avons indiqué, tout dommage causé à des animaux ou à des végétaux serait un résultat indirect de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'insectes

[414] Annexe II.D.2.4 de la Directive 2001/18.
[415] *Ibid*.
[416] Nous notons que, pour traiter la question de la résistance des organismes cibles et non cibles, toutes les parties ont supposé que les organismes résistants seraient contrôlés grâce à l'utilisation d'une plus grande quantité de pesticide ou de pesticides différents et que cela pourrait avoir des effets négatifs sur la flore et/ou la faune sauvages.

résistants. En l'absence du développement d'une résistance dans les organismes cibles (ou non cibles), l'utilisation du pesticide le plus dommageable ne serait pas nécessaire. Nous considérons donc que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux qui résultent d'un changement dans l'utilisation du pesticide peuvent être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles (ou non cibles) résistants en tant que parasites pertinents. Nous notons que ce point de vue est aussi conforme à la section 2.3.1.2 susmentionnée de la NIMP n° 11, qui indique explicitement que les effets indirects des organismes nuisibles (parasites) comprennent les effets sur l'environnement et autres effets indésirables des mesures de lutte contre les organismes nuisibles.

7.267 Les Communautés européennes font en outre valoir qu'en tout état de cause les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux ne découleraient pas de l'"établissement" ou de la "dissémination" des organismes cibles, puisque que ces derniers seraient déjà présents, mais d'un changement dans les caractéristiques, ou la constitution génétique, des organismes cibles. Nous ne sommes pas convaincus par cet argument. À notre avis, il pourrait y avoir une préoccupation légitime, à savoir que les organismes cibles (ou non cibles) s'établissent ou se disséminent. De fait, s'il en était autrement, il ne serait pas nécessaire d'apporter quelque changement que ce soit à la lutte contre les populations d'insectes résistants. Par ailleurs, si, comme l'affirment les Communautés européennes, les insectes cibles (ou non cibles) résistants possédaient des caractéristiques ou une constitution génétique différentes des générations qui les avaient précédés, il semblerait qu'il s'agisse peut-être de la différence qui permettrait à ces populations d'insectes résistants de s'établir ou de se disséminer.

effets sur les organismes non cibles et les cycles biogéochimiques

7.268 Avant de clore la question des "parasites", nous devons voir si des effets négatifs potentiels autres que ceux que nous avons déjà examinés pourraient aussi être considérés comme des effets des OGM en tant que "parasites" sur la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux. Nous notons à cet égard que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs des OGM comprennent "les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur et la diversité génétique de chacune de ces populations"[417], lesquels comprennent pour leur part les effets négatifs de la dissémination d'OGM sur des organismes non cibles.[418] De même, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination des plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre [les plantes GM] et des organismes non cibles (compte tenu également des interactions d'organismes avec les organismes cibles) [...]"[419] peuvent avoir sur l'environnement. En outre, la Directive 2001/18 fait référence à de possibles "effets [négatifs] sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol"[420], et à des "[i]ncidences immédiates et/ou différées sur les processus biogéochimiques résultant des interactions directes et indirectes potentielles de l'OGM et des organismes cibles et non cibles à proximité du ou des OGM disséminés".[421]

7.269 Pour ce qui est des effets sur les organismes non cibles, nous considérons que, dans la mesure où les plantes GM peuvent entraîner des changements dans les populations animales ou végétales (y

[417] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.
[418] Annexe IIIA.IV.B.12 de la Directive 2001/18.
[419] Annexe II.D.2.5 de la Directive 2001/18.
[420] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.
[421] Annexe II.D.2.8 de la Directive 2001/18.

compris des populations d'organismes cibles), il peut en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations particulières d'animaux non cibles et donc une amélioration, ou détérioration, de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui peut alors avoir un effet négatif sur la préservation des végétaux, par exemple en affectant leur capacité de reproduction, etc. Ces effets auraient donc une incidence sur la diversité génétique d'un écosystème, y compris les populations d'espèces.[422] À notre avis, en portant atteinte à la santé et la vie.[423] À notre avis, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux et à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1).[424] Nous notons que, en ce qui concerne les effets négatifs potentiels sur la préservation des végétaux, ce point de vue est conforme à l'annexe 3 de la NIMP n° 11. L'annexe 3 indique que les OVM peuvent être considérés comme des "organismes nuisibles" (parasites) s'ils sont associés aux effets négatifs sur des organismes non cibles, y compris les "effets sur d'autres organismes, comme des agents de lutte biologique, des auxiliaires, la faune et microflore du sol, les bactéries fixatrices d'azote, résultant en un impact phytosanitaire (effets indirects)". À la lumière de ces éléments, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie d'organismes non cibles, qu'il s'agisse d'animaux ou de végétaux, des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites".

7.270 Pour ce qui est des effets sur la biogéochimie, il est utile d'établir une distinction entre les effets potentiels directs et indirects des OGM. Dans la mesure où les OGM peuvent affecter la santé et la vie de la microfaune ou de la microflore non cibles présentes dans le sol, les Directives 90/220 et 2001/18 pourraient, comme nous l'avons indiqué précédemment, être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie de la microfaune ou de la microflore présentes dans le sol des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites".[425] Dans la mesure où des OGM risquent d'avoir des effets négatifs sur la microfaune ou la microflore, ou les bactéries fixatrices d'azote, et où cela aurait un effet négatif sur la préservation d'autres végétaux ou la santé et la vie d'autres animaux, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 pourraient être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie

[422] Nous rappelons l'observation formulée par l'un des experts appelés à conseiller le Groupe spécial, M. Andow, qui a dit ce qui suit: "[...] parmi tous les risques potentiels que présentent les cultures Bt transgéniques pour l'environnement, la résistance des organismes nuisibles cibles constitue un risque réel, tangible, alors que les risques liés aux flux de gènes et les risques pour les organismes non cibles sont, pour la plupart, des risques potentiels". (Annexe H, paragraphe 96) M. Andow a ajouté ce qui suit: "À ma connaissance, il n'existe aucun rapport signalant des effets négatifs sur la microflore/macroflore ou sur la microfaune/macrofaune du sol à l'exception des documents du programme FSE. Aucun effet négatif n'est signalé non plus sur les bactéries, les algues ou les protozoaires du sol. Toutefois, que je sache, aucune étude concernant ces effets éventuels n'a été réalisée. Le Groupe spécial ne devrait pas inférer de cette absence d'information que les effets n'existent pas." (Annexe H, paragraphe 174)

[423] Même s'il était jugé que les effets négatifs sur la diversité génétique des écosystèmes, y compris les populations d'espèces, ne nuisaient pas à la santé et la vie de ces populations et ne relevaient donc pas de l'Annexe A 1) a), ces effets pourraient, à notre avis, être considérés comme constituant "d'autres dommages" sur le territoire d'un Membre et relèveraient donc de l'Annexe A 1) d).

[424] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 3, page 42.

[425] Nous croyons savoir que de tels risques directs peuvent découler, par exemple, de l'exposition de la microfaune du sol à des toxines Bt présentes dans les racines de plantes GM produisant le Bt, ou de la décomposition et absorption d'autres transgènes dans le sol.

des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites".[426]

7.271 Nous notons que la Directive 2001/18 indique aussi que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[i]ncidences immédiates et/ou différées, directes ou indirectes, que les techniques spécifiques de culture, de gestion et de récolte utilisées pour la PSGM peuvent avoir sur l'environnement lorsqu'elles sont différentes de celles utilisées pour des plantes supérieures non génétiquement modifiées".[427] Les Communautés européennes ont fait valoir que l'utilisation de cultures GM plutôt que de cultures classiques pouvait avoir des effets négatifs sur l'environnement agro-écologique et sur la biodiversité. Dans ce contexte, les Communautés européennes ont fait référence à des recherches menées sur l'effet, le cas échéant, que les pratiques de gestion associées aux cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides pourraient avoir sur la faune et la flore en milieu agricole, comparativement à la lutte contre les adventices pratiquée dans le cas des cultures non GM.[428]

7.272 La préoccupation à laquelle font référence les Communautés européennes concerne les changements dans les pratiques de lutte contre les adventices – plus précisément, les changements dans l'utilisation des herbicides – qui peuvent être associés à l'introduction de cultures GM tolérantes aux herbicides.[429] Dans ce scénario, il ne fait aucun doute dans notre esprit que les adventices contre lesquelles est utilisé l'herbicide peuvent être considérées comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1).[430] Pour sa part, l'utilisation d'herbicides constitue une mesure de lutte contre les parasites. Dans le scénario avancé par les Communautés européennes, les risques potentiels pour l'environnement, y compris les organismes non cibles tels que la faune et la flore en milieu agricole, résulteraient d'un changement dans les pratiques de lutte contre les adventices, c'est-à-dire dans l'application d'un herbicide, l'application accrue d'un herbicide, ou l'application d'un herbicide différent, plus dommageable. Indirectement, toutefois, les risques pour l'environnement résulteraient de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des adventices pertinentes. Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que les risques pour l'environnement qui résultent de l'utilisation d'un herbicide, ou d'un herbicide différent, peuvent être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que parasites pertinents. Nous notons que ce point de vue est conforme à la section 2.3.1.2 de la NIMP n° 11 mentionnée précédemment, qui indique spécifiquement que les effets indirects des organismes nuisibles (parasites) comprennent les effets sur l'environnement et d'autres effets indésirables des mesures de lutte contre les parasites.

---

[426] Nous notons que, en ce qui concerne les incidences négatives potentielles sur la préservation des végétaux, ce point de vue est conforme à l'annexe 3 de la NIMP n° 11, qui fait référence aux effets sur la faune et microflore du sol et les bactéries fixatrices d'azote, susceptibles de résulter en un impact phytosanitaire. Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement*, FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), annexe 3, page 42.

[427] Paragraphe 9 de l'annexe II.D.2 de la Directive 2001/18.

[428] Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni, "GM crops: Effects on farmland wildlife", octobre 2003 (pièce EC-38). Ces études sont aussi désignées sous le nom de "Farm Scale Evaluation" (évaluation au niveau de l'exploitation agricole).

[429] Les Communautés européennes traitent spécifiquement des modifications dans l'utilisation d'herbicides, et elles n'ont pas transmis de renseignements sur d'autres modifications potentielles dans les pratiques de lutte contre les adventices liées à l'introduction de cultures GM comparativement aux cultures non GM.

[430] Nous notons qu'un herbicide particulier peut cibler une adventice particulière ou une grande gamme d'adventices. Par souci de simplicité, nous utiliserons ci-après le pluriel pour désigner les "adventices".

7.273 S'agissant du lien avec les plantes GM, nous notons que les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter les effets négatifs de la dissémination d'OGM dans l'environnement, y compris ceux qui résultent d'un changement dans les pratiques de gestion par suite de l'introduction de plantes GM tolérantes aux herbicides. Sur la base des éléments de preuve qui nous ont été soumis, nous croyons comprendre que les plantes GM tolérantes aux herbicides sont liées à l'herbicide auquel elles sont tolérantes. En fait, c'est avant tout en raison de leur caractère de tolérance à des herbicides que ces plantes ont été génétiquement modifiées. Autrement dit, ces plantes GM ont été mises au point afin que les agriculteurs puissent utiliser l'herbicide pertinent pour protéger les plantes de la concurrence d'adventices particulières. De plus, l'herbicide auquel les plantes GM sont tolérantes a été mis au point pour aider à contrôler et/ou éradiquer les adventices pertinentes. Il est donc clair que, par le biais de l'herbicide pertinent, les plantes GM en question sont aussi liées aux adventices et, partant, aux parasites devant être contrôlés.

7.274 Comme les plantes GM, l'herbicide et les adventices sont liés des manières indiquées ci-dessus, nous considérons qu'il y a une relation rationnelle entre le contrôle de la dissémination dans l'environnement des plantes GM tolérantes aux herbicides et le but de protection de l'environnement contre les risques découlant indirectement de l'entrée, de la dissémination ou de l'établissement des adventices. Nous rappelons aussi ce que nous avons dit précédemment, à savoir qu'il n'y a rien dans le texte de l'Annexe A 1) qui indique que le produit soumis à une mesure SPS – en l'occurrence, une plante GM tolérante à un herbicide devant être disséminée dans l'environnement – doit lui-même être le parasite qui présente, directement ou indirectement, les risques contre lesquels la mesure vise à assurer une protection.

7.275 À la lumière de ce qui précède, et dans la mesure où elles visent à éviter des effets négatifs sur l'environnement qui comprennent des effets négatifs sur la santé et la vie d'organismes non cibles (animaux et végétaux) et qui découlent des techniques de gestion associées aux OGM, nous considérons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que "parasites".[431]

"maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes"

7.276 Les **Communautés européennes** font observer que l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) définit une maladie comme suit: "la manifestation clinique et/ou histopathologique d'une infection".[432] Un OGM n'est pas infecté ni ne constitue une infection et n'est pas, en soi, une maladie ou un organisme porteur de maladies ni n'est généralement considéré comme un organisme pathogène.

7.277 Le **Groupe spécial** observe que la définition courante du terme "disease" (maladie) tel qu'il figure à l'Annexe A 1) a) est "a disorder of structure or function in an animal or plant of such a degree as to produce or threaten to produce detectable illness or disorder" (altération organique ou fonctionnelle d'une plante qui cause ou menace de causer une maladie ou un trouble décelable).[433] L'Organisation mondiale de la santé (ci-après l'"OMS") définit une maladie comme étant un "[é]tat pathologique du corps qui présente un ensemble de signes cliniques, de symptômes et de résultats d'analyses qui font également que le corps est dans un état anormal différent des conditions normales

[431] Nous examinerons ce scénario plus avant dans le cadre de notre examen de l'Annexe A 1) d).
[432] *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 2002.
[433] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 698.

ou pathologique (CMD 1997)".[434] Pour ce qui est des expressions "organismes porteurs de maladies" et "organismes pathogènes" figurant à l'Annexe A 1) a), nous notons que l'OMS définit un organisme porteur de maladies comme un "vecteur" et un organisme pathogène comme un "agent pathogène".[435]

7.278 Les Communautés européennes soutiennent que les OGM en soi ne sont pas infectés ni ne sont des infections, des maladies, des organismes porteurs de maladies ou des organismes pathogènes. Nous notons que nous n'avons pas besoin de déterminer dans l'abstrait si les OGM sont des maladies, des organismes porteurs de maladies, etc. Nous devons plutôt déterminer si les effets négatifs qui peuvent découler de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement et que les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter sont couverts par l'Annexe A 1). À cet égard, nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent les maladies pouvant affecter les animaux ou les végétaux, et une altération de la sensibilité aux agents pathogènes facilitant la dissémination de maladies infectieuses et/ou créant de nouveaux réservoirs ou vecteurs.[436] Les Directives 90/220 et 2001/18 visent donc à empêcher les plantes GM d'introduire ou de disséminer des maladies, et d'altérer la sensibilité des animaux ou des végétaux aux agents pathogènes qui pourraient faciliter l'introduction ou la dissémination d'organismes pathogènes (c'est-à-dire d'agents pathogènes) ou créer de nouveaux organismes porteurs de maladies (vecteurs). Eu égard à cela, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies, d'organismes porteurs de maladies (par exemple de vecteurs) et d'organismes pathogènes (par exemple d'agents pathogènes).

gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques

7.279 Les **Communautés européennes** font observer que, en qui concerne les gènes marqueurs de résistance à des antibiotiques (ci-après les "GMRA"), les risques qui présentent un intérêt sont que les GMRA ne soient transférés de la plante vers des bactéries présentes dans le tube digestif des personnes ou des animaux, et que cela n'ait des incidences négatives sur l'utilisation d'antibiotiques dans des traitements médicaux, cliniques ou vétérinaires. Les Communautés européennes font valoir que ce n'est pas l'ADN végétal, mais un agent pathogène séparé, qui cause la maladie; l'ADN végétal contribue simplement au développement de la résistance aux antibiotiques, et par conséquent ces effets ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. Selon les Communautés européennes, une autre préoccupation a trait au risque que la persistance de l'ADN dérivé des végétaux présents dans les résidus du sol ne transmette la résistance aux antibiotiques à des agents pathogènes microbiens qui pourraient par ailleurs être traités par l'antibiotique en cause si les agents pathogènes devaient infecter des personnes ou des animaux et causer des maladies.

7.280 Les **États-Unis** font valoir qu'il n'est pas nécessaire que l'ADN végétal soit un organisme pour que les mesures prises pour se protéger des risques accrus de résistance aux antibiotiques relèvent de l'*Accord SPS*. Les préoccupations relatives aux effets sur l'ADN végétal sont essentiellement des préoccupations concernant les effets potentiels de la plante modifiée, qui est un organisme relevant de l'Annexe A 1) a). Le texte de cette disposition prévoit seulement que la mesure doit être adoptée pour protéger des "risques … découlant de l'établissement ou de la dissémination de maladies, … ou organismes pathogènes". Les États-Unis relèvent que dans le cas d'un animal infecté par l'agent pathogène qui, normalement, serait traité à l'aide de l'antibiotique auquel il est devenu résistant, le transfert du gène de résistance contribuerait à l'établissement ou à la dissémination d'une maladie

[434] *Voir* http://www.who.int/docstore/peh/Vegetation_fires/VersionF/PDFfiles/ANNEXEC.pdf.
[435] *Ibid.*
[436] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

– c'est-à-dire de la maladie causée par l'agent pathogène dorénavant résistant –, ce qui est un risque qui relève manifestement de l'Annexe A 1 a). Si une plante modifiée contribue à la dissémination de la maladie, une mesure prise pour lutter contre une telle plante est une mesure prise pour protéger des "risques découlant de la dissémination d[ ] … organismes pathogènes". Le fait que la plante modifiée n'est pas la seule cause de la maladie ne change rien à cette conclusion.

7.281 Le **Groupe spécial** estime que la préoccupation soulevée par les Communautés européennes concerne le transfert potentiel des GMRA présents dans certains OGM à des agents pathogènes. Si les agents pathogènes devaient ainsi acquérir une résistance à certains antibiotiques, il pourrait en résulter une diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à ces antibiotiques, ce qui pourrait présenter un risque pour la santé et la vie des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.[437]

7.282 Les Communautés européennes font valoir que ni la plante GM ni le GMRA ne peuvent être considérés comme un organisme pathogène. Nous ne jugeons pas nécessaire de nous prononcer sur le point de savoir si la plante GM ou le GMRA peuvent être considérés comme des organismes pathogènes au sens de l'Annexe A 1). Nous sommes persuadés que si la plante GM ou le GMRA n'étaient pas considérés comme des "organismes pathogènes" en eux-mêmes et à eux seuls, l'agent pathogène qui développe une résistance à l'antibiotique en question pourrait être considéré comme un "organisme pathogène" aux fins de l'Annexe A 1).

7.283 S'agissant des Directives 90/220 et 2001/18, nous rappelons qu'elles cherchent à éviter les effets négatifs sur l'environnement qui pourraient découler de la dissémination volontaire d'OGM. Nous rappelons aussi que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "une diminution de l'efficacité des traitements médicaux, vétérinaires et phytosanitaires prophylactiques ou thérapeutiques, par exemple par le transfert de gènes conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire".[438] Eu égard à cela, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui ont acquis ou peuvent acquérir une résistance à des antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante GM. De même, les directives peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour traiter les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes.

7.284 Nous reconnaissons, comme nous l'avons fait auparavant, que les Directives 90/220 et 2001/18 sont des mesures qui s'appliquent aux OGM et qui concernent essentiellement les OGM. Nous avons aussi indiqué précédemment, toutefois, que les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter les effets négatifs de la dissémination d'OGM dans l'environnement, y compris ceux qui

[437] Nous notons, toutefois, que selon les experts appelés à conseiller le Groupe spécial, le risque de transfert du gène marqueur de résistance à des antibiotiques est négligeable. Mme Nutti, par exemple, a décrit les étapes qui devaient être franchies pour que se produise un tel transfert, et elle a dit que "[d]e nombreuses expériences ont été réalisées pour évaluer la possibilité d'un transfert d'ADN végétal vers des microbes et des cellules mammaliennes. À ce jour aucun compte rendu ne signale de tels transferts d'ADN." (Annexe H, paragraphe 1123) M. Andow a indiqué ce qui suit: "À ma connaissance, aucun document ne signale d'effet néfaste sur la flore ou la faune causé par des gènes ou des produits géniques de résistance aux antibiotiques. Les études approfondies réalisées sur le gène nptII n'ont permis de découvrir aucun effet négatif et ont montré que tout effet adverse non détecté serait probablement d'un ordre de grandeur très inférieur à celui des phénomènes qui se produisent naturellement." (Annexe H, paragraphe 175)

[438] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

résultent du transfert à des agents pathogènes de gènes conférant une résistance aux antibiotiques. Les risques potentiels pour la santé et la vie des animaux qui sont en cause dans la situation que nous examinons seraient le résultat direct ou indirect d'agents pathogènes qui ont acquis ou pourraient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM contenant un GMRA. Il s'ensuit qu'il y a une relation rationnelle entre le contrôle de la dissémination dans l'environnement de plantes GM contenant un GMRA et le but de protection de la santé et de la vie des animaux contre les risques découlant de l'entrée, de la dissémination ou de l'établissement d'organismes pathogènes et de maladies. Nous rappelons aussi qu'il n'y a dans le texte de l'Annexe A 1) rien qui indique que le produit soumis à une mesure SPS – en l'occurrence une plante GM contenant un GMRA devant être disséminée dans l'environnement – doit lui-même être l'organisme pathogène, ou la maladie, qui présente les risques contre lesquels la mesure vise à assurer une protection.

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*

7.285 À la lumière des considérations ci-dessus, nous sommes d'avis que, des effets négatifs potentiels des OGM identifiés à l'annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18, les effets suivants relèvent de l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*:

- les maladies pouvant affecter les animaux ou les végétaux, y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants[439];

- les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur et la diversité génétique de chacune de ces populations;

- une altération de la sensibilité aux agents pathogènes facilitant la dissémination de maladies infectieuses et/ou créant de nouveaux réservoirs ou vecteurs;

- une diminution de l'efficacité des traitements médicaux, vétérinaires et phytosanitaires prophylactiques ou thérapeutiques, par exemple par le transfert de gènes conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire;

- les effets sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol.

Cela n'exclut toutefois pas que, en fonction des circonstances, certains de ces effets négatifs potentiels puissent aussi relever d'autres alinéas de l'Annexe A 1).

7.286 De même, s'agissant des préoccupations identifiées à l'annexe D.2 de la Directive 2001/18 concernant les plantes supérieures génétiquement modifiées (PSGM), nous considérons que les préoccupations suivantes relèvent de l'Annexe A 1) a), tout en reconnaissant que, en fonction des circonstances, certaines de ces préoccupations peuvent aussi relever d'autres alinéas de l'Annexe A 1):

- probabilité que les PSGM deviennent plus persistantes que les plantes parentales ou réceptrices dans les habitats agricoles ou se propagent plus rapidement dans les habitats naturels;

[439] Nous traitons les effets allergisants potentiels plus loin, dans le contexte de notre analyse de l'Annexe A 1) b) et dans la note de bas de page 495.

- avantages ou inconvénients sélectifs conférés aux PSGM;

- possibilité de transfert de gènes aux mêmes espèces ou à d'autres espèces végétales sexuellement compatibles dans les conditions de plantation de la PSGM et avantages ou inconvénients sélectifs conférés à ces espèces végétales;

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre les PSGM et les organismes cibles, tels que prédateurs, parasitoïdes et agents pathogènes peuvent avoir sur l'environnement (le cas échéant);

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre la PSGM et des organismes non cibles (compte tenu également des interactions d'organismes avec les organismes cibles), notamment les incidences sur les niveaux de population des concurrents, herbivores, symbiotes (le cas échéant), parasites et agents pathogènes;

- incidences immédiates et/ou différées sur les processus biogéochimiques résultant des interactions directes et indirectes potentielles de l'OGM et des organismes cibles et non cibles à proximité du ou des OGM disséminés;

- incidences immédiates et/ou différées, directes ou indirectes, que les techniques spécifiques de culture, de gestion et de récolte utilisées pour la PSGM peuvent avoir sur l'environnement lorsqu'elles sont différentes de celles utilisées pour des plantes supérieures non génétiquement modifiées.

Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*: Protection de la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux

7.287 Nous allons maintenant analyser si les Directives 90/220 et 2001/18 relèvent de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. Comme nous l'avons fait ci-dessus pour l'Annexe A 1) a), nous structurerons notre analyse ci-après en fonction de certains termes, expressions et membres de phrases utilisés dans l'Annexe A 1) b), dont: "produits alimentaires, boissons ou aliments pour animaux", "additifs", "contaminants" et "toxines". Les parties ont aussi évoqué des préoccupations concernant les effets potentiels des allergènes sur la santé des personnes et des animaux dans le contexte de l'Annexe A 1) b), et nous les examinerons donc aussi ci-après.

"produits alimentaires, boissons ou aliments pour animaux"

7.288 Les **Communautés européennes** relèvent qu'un produit alimentaire est quelque chose qui est intentionnellement ingéré par une personne à des fins nutritionnelles; qu'une boisson est quelque chose qui est bu; et qu'un aliment pour animaux est quelque chose qu'il est intentionnellement permis aux animaux d'élevage d'ingérer à des fins nutritionnelles. L'Annexe A 1) b) n'englobe pas des produits qui ne sont pas des "produits alimentaires, boissons ou aliments pour animaux". Une semence GM devant être utilisée en agriculture ne fait pas partie des "aliments, boissons ou aliments pour animaux". Elle est destinée à être plantée dans le sol, pas à être mangée par des personnes ou donnée comme aliment à des animaux. Par conséquent, selon les Communautés européennes, une semence GM ne peut pas relever de l'Annexe A 1) b). De même, une culture ou une plante n'est pas nécessairement en soi un produit alimentaire. Elle peut être transformée en quelque chose qui devient un produit alimentaire, mais cela n'en fait pas en soi un produit alimentaire. Une culture ou une plante GM ne relève donc pas nécessairement de l'alinéa b). Les Communautés européennes relèvent

toutefois que l'Annexe A 1) b) peut comprendre le risque qu'un gène modifié d'un produit alimentaire, d'une boisson ou d'un aliment pour animaux cause une maladie à des personnes ou à des animaux.

7.289 Les Communautés européennes font en outre valoir qu'une culture ou une plante n'est pas nécessairement un "aliment pour animaux" – cela dépend du point de savoir si elle est destinée à une telle utilisation, et si la culture sera tout d'abord transformée. Enfin, l'incidence d'un OGM sur la flore et la faune sauvages ne relève pas de l'alinéa b), parce qu'elle ne concerne pas les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux. La culture GM n'est pas un "aliment pour animaux" par rapport au parasite. Il en est de même pour les organismes non cibles, puisque la culture n'est pas un "aliment pour animaux" par rapport à de tels organismes.

7.290 Les **parties plaignantes** font valoir que l'expression "produits alimentaires, boissons ou aliments pour animaux" englobe les plantes génétiquement modifiées destinées à être utilisées dans des produits alimentaires, y compris les produits alimentaires transformés. Le gène ou ADN qui est inséré dans une plante GM peut être considéré comme un additif ou un organisme pathogène. Les protéines qui sont exprimées par suite des changements créés durant la modification génétique peuvent être considérées comme des contaminants ou des toxines compte tenu de leurs effets sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires.

7.291 Le **Groupe spécial** note que la définition courante d'un "produit alimentaire" est une substance absorbée par le corps pour le maintenir en vie et assurer sa croissance.[440] Nous considérons donc qu'une substance qu'une personne ou un animal consomme à des fins nutritionnelles peut être classée comme "produit alimentaire". Le terme "feedstuff" (aliment pour animaux) est par ailleurs défini comme désignant un "fodder" (fourrage)[441], et le terme "fodder" est défini comme signifiant "food for cattle, horses, etc., and more specifically as dried food, as hay, straw, etc., for stall-feeding" (aliment pour le bétail, les chevaux, etc., et plus précisément sous forme d'aliment sec, de foin, de paille, etc., pour l'alimentation à l'étable).[442]

7.292 Si nous appliquons ces définitions dans le contexte du présent différend, nous considérons qu'une culture GM croissant dans le but explicite de fournir des aliments aux animaux, et en particulier à des animaux d'élevage, serait considérée comme un "aliment pour animaux". Une culture GM que l'on a fait croître dans un but différent, mais qui est ingérée par des animaux, y compris la faune sauvage[443], peut être considérée comme un "aliment" pour ces animaux. Cela comprendrait, par exemple, le pollen de la culture GM qui est consommé par des insectes et les plantes GM qui sont consommées par des insectes, des cerfs, des lapins ou d'autres espèces de la faune sauvage non cibles. Contrairement aux Communautés européennes, nous pensons que les semences GM utilisées à des fins d'ensemencement pourraient aussi être considérées comme des "aliments" pour animaux, par exemple si elles étaient dispersées à proximité d'un champ et ingérées ensuite par des oiseaux, etc.

---

[440] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 1001.

[441] *Ibid*., page 937.

[442] *Ibid*., page 997.

[443] Le Groupe spécial rappelle son point de vue selon lequel l'*Accord SPS* s'applique explicitement aux risques pour la faune sauvage et n'établit pas de distinction entre les catégories d'animaux (tels que les insectes, les oiseaux et les mammifères) ni entre les espèces "cibles" et "non cibles".

"additifs"

7.293 Les **États-Unis** allèguent que certains types de gènes, tels que les GMRA, relèvent de la définition d'un additif au titre de l'*Accord SPS*. Selon les États-Unis, c'est ce que confirme en outre la définition d'un additif donnée dans le Codex, qui n'exclut pas les inserts génétiques ni les gènes chimères ajoutés aux cultures vivrières.[444] Ainsi, conformément à la définition du Codex, les GMRA sont incorporés à l'aliment issu de la plante biotechnologique; ils ne sont normalement pas consommés en tant que produit alimentaire en soi; et ils sont intentionnellement ajoutés à la plante (et donc au produit alimentaire issu de la plante) dans un but technologique lors de la fabrication du produit alimentaire. La protection contre tout risque associé pour la santé des personnes ou des animaux, sous forme soit de développement d'une résistance à des antibiotiques soit de développement de la maladie que les antibiotiques serviraient à traiter, relève de l'Annexe A 1) b). Pour la même raison, les produits qui contiennent des GMRA sont aussi visés par l'*Accord SPS*.

7.294 Le **Canada** considère qu'un GMRA est une "substance" au sens fondamental de ce terme, et rien dans la définition du Codex n'exclurait la possibilité qu'un GMRA soit considéré comme un additif.

7.295 Les **Communautés européennes** relèvent que le Codex fournit une définition pertinente aux fins de la détermination du sens du terme "additif" figurant à l'Annexe A 1) b). Le Codex définit un additif comme une substance qui est ajoutée à la "denrée alimentaire", et non pas comme une substance qui est ajoutée aux plantes et qui pourrait s'introduire dans un produit alimentaire. Les Communautés européennes font valoir que les produits GM pertinents dans le présent différend ne sont pas des "additifs" au sens de la définition du Codex. Un gène n'est pas non plus un additif – qu'il soit introduit par la technologie de l'ADN recombinant ou par la sélection classique. Les gènes ne sont pas des substances, mais plutôt des instructions pour la création de substances.

7.296 Selon les Communautés européennes, la définition du terme "additif" proposée par les États-Unis engloberait n'importe quel gène, qu'il soit introduit par la technologie de l'ADN recombinant ou par la sélection classique. Par ailleurs, les Communautés européennes font valoir que les risques de préoccupation concernant les GMRA ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. En particulier, les GMRA ou les aliments produits à partir de plantes GM contenant des GMRA ne causent pas de maladies.

7.297 Le **Groupe spécial** note que le *New Shorter Oxford English Dictionary* définit le terme "additives" (additifs) comme signifiant "a substance added to another so as to give it specific qualities" (une substance qui est ajoutée à une autre substance pour lui conférer des qualités spécifiques).[445] Sachant que l'Annexe A 1) b) concerne les additifs dans les produits alimentaires, nous jugeons également instructif que le Codex définisse un "additif alimentaire" comme suit:

> "On entend par additif alimentaire toute substance qui n'est pas normalement consommée en tant que denrée alimentaire en soi et n'est pas normalement utilisée comme ingrédient caractéristique d'une denrée alimentaire, qu'elle ait ou non une valeur nutritive, et dont l'addition intentionnelle à la denrée alimentaire, dans un but technologique ou organoleptique, à une quelconque étape de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, du conditionnement, de l'emballage, du transport ou du stockage de ladite denrée, entraîne ou peut entraîner (directement

[444] Article 2a, Manuel de procédure du Codex, 14ème édition (référence A), page 52.
[445] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 25.

> ou indirectement) son incorporation ou celle de ses dérivés dans la denrée ou peut affecter d'une autre façon les caractéristiques de ladite denrée. L'expression ne s'applique ni aux contaminants ni aux substances ajoutées aux denrées alimentaires dans le but d'en maintenir ou améliorer les propriétés nutritives."[446]

7.298 Le Groupe spécial n'est pas convaincu par l'affirmation catégorique des Communautés européennes selon laquelle les gènes ne peuvent pas être considérés comme des substances. Le terme "substance" est défini comme signifiant "real physical matter of which a person or thing consists" (matière physique concrète en laquelle consiste une personne ou une chose).[447] Nous croyons comprendre que les gènes peuvent être considérés comme une "real physical matter" (matière physique concrète). Nous ne contestons pas que les gènes contiennent et codent des instructions pour la création de diverses substances. Mais cela n'exclut pas que les gènes peuvent eux-mêmes constituer des substances.

7.299 Nous notons que la définition de l'expression "additifs alimentaires" donnée dans le Codex fait référence à des additions faites à l'"étape de la fabrication" de la denrée alimentaire en question ou à des étapes ultérieures de la production alimentaire. Dans le présent différend, le Groupe spécial estime que les "produits alimentaires" (denrées alimentaires) englobe les plantes GM qui sont ingérées en tant que telles ou transformées en des produits qui sont mangés. Nous notons que la notion de "fabrication" ne cadre pas bien avec la première situation où l'on cultive des plantes à des fins d'alimentation (par exemple le maïs doux destiné à la consommation à l'état frais). À notre sens, l'agriculteur ne peut pas ajouter de substances à une plante dans un but technologique de la même manière qu'un fabricant peut ajouter des substances à un produit alimentaire dans un but technologique (par exemple une coloration qui correspond à l'arôme d'un yoghourt). Si les agriculteurs souhaitent ajouter une substance du type pertinent, nous pensons qu'ils doivent effectivement le faire à l'étape de la mise au point et de la production des semences de la plante. Par conséquent, nous pensons que, dans le cas spécial de la "production de plantes", les substances intentionnellement ajoutées à l'étape de la mise au point et de la production des semences pourraient raisonnablement être considérées comme des substances ajoutées à l'étape de la fabrication de la plante vivrière, si l'on retrouve les substances dans la plante récoltée en tant que composante de celle-ci ou si ces substances affectent les caractéristiques de la plante récoltée.

7.300 En tout état de cause, la définition du Codex n'est pas déterminante pour ce qui est du sens du terme "additifs" tel qu'il figure à l'Annexe A 1) b). Nous sommes conscients que, conformément à l'article 3:1 de l'*Accord SPS*, les Membres doivent établir leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de "normes, directives ou recommandations internationales", dans les cas où il en existe, et que, conformément à l'Annexe A 3) a) de l'*Accord SPS*, les normes du Codex concernant les additifs alimentaires sont des "normes internationales" pertinentes au sens de l'Annexe A 3) a).[448] Mais, contrairement à l'article 3:1 et à l'Annexe A 3), l'Annexe A 1) ne fait pas référence à des "normes, directives ou recommandations internationales". Si les rédacteurs de l'*Accord SPS* avaient voulu que des termes tels que le terme "additifs" aient le sens que leur donnent les définitions figurant dans des

---

[446]Manuel de procédure du Codex, 14ème édition (référence A), page 52. On retrouve la même définition d'un additif à la section 2 a), Norme générale pour les additifs alimentaires du Codex (Codex Stan 192-1995) (Rev.6-2005).

[447] *Concise Oxford Dictionary*, Judy Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 1429.

[448] Il est utile de rappeler que l'Organe d'appel a établi que, pour qu'une mesure SPS soit "établie sur la base" d'une norme internationale, elle ne doit pas nécessairement être "conforme à", ou se conformer à cette norme. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 163. Par conséquent, même si le sens et la portée du terme "additifs" tel qu'il figure dans l'*Accord SPS* et dans la norme du Codex ne correspondaient pas exactement, il serait toujours possible que les Membres "établi[ssent] leurs mesures [SPS] sur la base" de la norme du Codex.

normes internationales pertinentes, etc., nous pensons qu'ils l'auraient clairement indiqué dans l'Annexe A 1).[449] En examinant le texte de l'Annexe A 1) b), nous notons qu'il fait généralement, et simplement, référence aux "additifs" présents "dans les produits alimentaires". Le sens ordinaire du terme "additifs" lu dans le contexte de l'Annexe A 1) b) ne donne pas à penser que, pour qu'une substance ajoutée puisse être considérée comme un "additif" présent dans un produit alimentaire, elle doit avoir été ajoutée à une étape particulière avant la consommation du produit alimentaire en question.

7.301 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial est d'avis que des gènes, intentionnellement ajoutés dans un but technologique à des plantes GM qui sont ingérées ou utilisées comme intrant dans la fabrication de produits alimentaires transformés, peuvent être considérés comme des "additifs présents dans des produits alimentaires" au sens de l'Annexe A 1) b). Il ne faudrait toutefois pas en déduire que tous les gènes d'une plante qui est ingérée ou utilisée comme intrant dans la fabrication de produits alimentaires pourraient être classés comme "additifs".

7.302 Nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "une diminution de l'efficacité des traitements médicaux, vétérinaires et phytosanitaires prophylactiques ou thérapeutiques, par exemple par le transfert de gènes conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire".[450] Les parties ne sont pas d'accord sur le point de savoir si les GMRA devraient être considérés comme des "additifs" au sens de l'Annexe A 1) b).

7.303 Sur la base des explications données par les parties, nous croyons comprendre que les GMRA sont des gènes utilisés en génie génétique pour déterminer si les cellules dans lesquelles a été inséré un autre gène étranger ont effectivement absorbé ce gène.[451] Bien que les GMRA ne soient requis que dans le processus de manipulation génétique, les gènes marqueurs restent dans la plante GM. Nous reconnaissons que les GMRA ne sont peut-être pas les types de substances qui sont normalement considérées comme des "additifs", par exemple du fait qu'ils n'améliorent pas l'arôme, l'apparence ou la conservation d'un produit. Toutefois, le GMRA qui est délibérément ajouté à l'étape de la production d'un produit GM qui est consommé en tant que produit alimentaire, dans un but technologique spécifique (par exemple pour permettre de détecter les transferts de gènes efficaces), est une composante des plantes GM qui sont transformées en produits alimentaires et il reste dans le produit qui est finalement consommé. Eu égard à cela, nous sommes d'avis que, dans le contexte d'une procédure d'approbation visant à évaluer l'innocuité de produits alimentaires spécifiques, les GMRA peuvent être considérés comme des "additifs" alimentaires au sens de l'Annexe A 1) b).

7.304 Nous notons que l'effet négatif potentiel auquel il est fait référence dans la Directive 2001/18 est essentiellement associé à la transmission d'une résistance à des antibiotiques à partir des gènes marqueurs présents dans des plantes GM vers le tube digestif des animaux ou des personnes. La préoccupation est alors qu'il puisse en résulter une résistance à des antibiotiques chez les personnes et

[449] À cet égard, nous jugeons instructives les dispositions de l'article 1.1 de l'*Accord OTC*. L'article 1.1 dispose que "[l]es termes généraux relatifs à la normalisation et aux procédures d'évaluation de la conformité auront normalement le sens qui leur est donné par les définitions adoptées dans le système des Nations Unies et par les organismes internationaux à activité normative, compte tenu de leur contexte et à la lumière de l'objet et du but du présent accord".

[450] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

[451] Par exemple, nous croyons comprendre que les scientifiques attachent ces GMRA au gène qu'ils cherchent à introduire dans les cellules de la plante. Une fois que ces gènes liés ont été insérés dans la plante, les cellules de la plante croissent dans une substance qui a été traitée avec l'antibiotique. Seules les cellules qui possèdent la résistance à l'antibiotique, et par conséquent le gène d'intérêt, survivront.

les animaux.[452] Le développement d'une résistance à des antibiotiques peut être considéré comme un risque pour la santé et la vie des personnes ou des animaux en ce sens qu'il peut diminuer l'efficacité des traitements médicaux ou vétérinaires des maladies. Tout accroissement potentiel de la population des bactéries résistantes à des antibiotiques pourrait aussi faciliter la dissémination de maladies infectieuses, car le traitement antibiotique ne serait pas efficace pour stopper la propagation de telles maladies. Le fait qu'il peut s'établir de nouveaux réservoirs de maladies chez des personnes et des animaux où il n'a pas été possible d'éliminer les bactéries résistantes par des traitements antibiotiques est un autre risque potentiel. Eu égard à cela, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes ou des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les personnes ou les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médicine humaine ou vétérinaire, des additifs présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux.

"contaminants"

7.305 Les **Communautés européennes** font valoir que les préoccupations relatives à la présence de niveaux plus élevés de toxines ou de contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux en raison de l'utilisation accrue d'herbicides par suite de l'introduction de cultures résistantes aux herbicides peuvent relever de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. Toutefois, elles font valoir qu'un gène étranger introduit dans une plante par des techniques de modification génétique n'est un contaminant au sens ni de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS* ni de la Norme générale Codex pour les contaminants et les toxines dans les denrées alimentaires (ci-après la Norme Codex 193). Le Codex définit un contaminant comme suit:

> "[t]oute substance qui n'est *pas intentionnellement* ajoutée à la denrée alimentaire, mais qui est cependant présente dans celle-ci comme un résidu de la production (y compris les traitements appliqués aux cultures et au bétail et dans la pratique de la médecine vétérinaire), de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, du conditionnement, de l'emballage, du transport ou du stockage de ladite denrée, ou à la suite de la contamination par l'environnement."[453]

7.306 Les Communautés européennes soutiennent que les OGM et les protéines produites par les OGM qui font l'objet de la présente affaire seront intentionnellement présents dans les produits alimentaires. Ils ne peuvent donc pas répondre à la définition d'un contaminant donnée dans le Codex.

7.307 Enfin, les Communautés européennes font valoir que le membre de phrase "comme un résidu de la production … de ladite denrée" employé dans la Norme Codex 193 fait référence au processus de production des produits alimentaires et non pas au processus plus fondamental de la manipulation ou conception génétique. De même, dans son sens courant et ordinaire, l'expression "crop husbandry" (production liée aux cultures) fait référence à ce qui se produit sur l'exploitation agricole et pas à ce qui se produit en laboratoire. Par ailleurs, si la définition d'un contaminant donnée dans le Codex s'appliquait à toute substance non intentionnellement présente comme un résidu de la production de la plante, et comprenait la modification créée par les transferts de gènes, ou la protéine résultante, la plupart des gènes et des protéines présents dans les plantes classiques seraient des "contaminants".

---

[452] *Voir supra*, le paragraphe 7.303.

[453] Article 1.2.3, Norme générale Codex pour les contaminants et les toxines dans les denrées alimentaires (Codex Stan 193-1995) (Rev.1-1997). (pas d'italique dans l'original)

7.308 Le **Canada** considère que la modification ou la réaction causée par le transfert de gènes, ou la protéine résultante, pourrait être considérée comme un "contaminant" ainsi que ce terme est défini dans la Norme Codex 193. Bien que l'insertion du transgène soit intentionnelle, elle peut avoir des effets imprévus, dont l'un pourrait être la création ou l'expression d'une substance imprévue. Cette substance imprévue, plutôt que le transgène lui-même, pourrait être considérée comme un contaminant.

7.309 En outre, le Canada fait valoir que la Norme Codex 193 énonce des directives pour l'établissement des limites maximales et des limites indicatives des contaminants dans un produit alimentaire ou un aliment pour animaux, processus qui nécessite une évaluation des "effets" d'un contaminant sur la santé des personnes ou des animaux. La Norme Codex 193 reconnaît qu'il peut y avoir des substances qui répondent à sa définition d'un "contaminant" mais qu'elles sont néanmoins exclues de son champ d'application parce qu'elles n'ont pas "une incidence … sur la santé publique".[454] En conséquence, la question de savoir si une substance relève de la Norme Codex 193 est étroitement liée aux risques pour la santé publique qui sont associés à cette substance ou, autrement dit, aux "effets" de la substance.

7.310 Le Canada relève que la définition du Codex exige que la substance soit "présente dans celle-ci [la denrée alimentaire] comme un résidu de la production". L'un des exemples de production cités est celui des "traitements appliqués aux cultures". La production liée aux cultures comprend la mise au point de semences. Une grande partie de la production liée aux cultures modernes s'effectue à la fois dans l'exploitation agricole et en laboratoire, sous forme de processus interactif entre le scientifique et l'agriculteur. Quelles que soient les activités de sélection classique qui sont effectuées, elles font partie de la production liée aux cultures. Selon le Canada, il s'ensuit donc logiquement qu'une substance imprévue découlant de la modification ou réaction génétiques provoquées par des transferts de gènes est "présente dans celle-ci [la denrée alimentaire] comme un résidu de la production". Ce type de substance imprévue pourrait être considérée comme un "contaminant" aux fins de la Norme Codex 193.

7.311 L'**Argentine** fait valoir que les transferts de gènes utilisés dans le développement de produits de la biotechnologie agricole pourraient produire des effets similaires aux "contaminants".

7.312 Le **Groupe spécial** note que le sens courant du terme "contaminant" est "a substance which pollutes, corrupts or infects" (une substance qui pollue, altère ou infecte).[455] Nous notons aussi que la partie pertinente de la note de bas de page de l'Annexe A de l'*Accord SPS* dispose que "[a]ux fins de ces définitions, […] le terme "contaminants" englobe les résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires et les corps étrangers". Ces définitions ont en commun de faire référence à des substances qui ne sont pas intentionnellement ajoutées à des produits alimentaires. Ce point de vue est compatible avec la définition mentionnée ci-dessus du terme "contaminant" donnée dans le Codex, qui fait référence à toute substance qui n'est pas intentionnellement ajoutée à la denrée alimentaire,

---

[454] *Ibid.*, page 1, article 1.2.2. De plus, la Norme Codex 193 dispose ce qui suit à la page 3:

Lorsque l'on soupçonne que la consommation de denrées contaminées comporte des *risques pour la santé*, il convient de procéder à une évaluation des risques. Lorsque les *risques pour la santé* sont confirmés, il convient d'appliquer une politique de gestion des risques fondée sur une évaluation complète de la situation. Selon les résultats de l'évaluation des problèmes et les solutions envisageables, il peut s'avérer nécessaire de fixer des limites maximales ou de prendre d'autres mesures concernant la contamination des denrées alimentaires. Dans certains cas, il faudra aussi envisager de formuler des recommandations concernant le régime alimentaire lorsque d'autres mesures ne permettent pas d'exclure l'éventualité d'un *risque pour la santé*. (pas d'italique dans l'original)

[455] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 1, page 499.

mais qui est présente dans celle-ci comme un résidu de la production, de la transformation, du conditionnement, etc., ou à la suite de la contamination par l'environnement.[456]

7.313 Sur la base des éléments ci-dessus, et notant que le terme "contaminants" doit être interprété de manière à avoir un sens différent de celui du terme "additif" qui fait lui aussi référence à des substances, nous considérons qu'un facteur essentiel pour déterminer si une substance peut être considérée comme un "contaminant" est que la présence de la substance dont il est dit qu'elle "infecte ou pollue" ne doit pas être intentionnelle. Pour cette raison, nous considérons que des gènes intentionnellement ajoutés à des plantes GM qui sont mangées ou utilisées comme intrants dans la fabrication de produits alimentaires transformés ne seraient pas des "contaminants" en eux-mêmes et à eux seuls. En outre, nous pensons que des substances telles que les protéines qui sont produites par des plantes GM, et dont la présence est *volontaire*, ne devraient pas être considérées comme des "contaminants". Nous partageons toutefois le point de vue du Canada selon lequel les protéines produites par l'expression *involontaire* de gènes modifiés dans les cultures agricoles peuvent être considérées comme des "contaminants" au sens de l'Annexe A 1) b), si ces protéines "infectent ou polluent" le produit alimentaire.

7.314 S'appuyant sur la définition du terme "contaminant" donnée dans le Codex, les Communautés européennes font valoir qu'une protéine qui n'est pas intentionnellement exprimée par suite de la modification génétique d'une plante ne devrait pas être considérée comme un "contaminant". Elles estiment que, pour que la substance non souhaitée puisse être considérée comme un "contaminant", elle devrait être présente comme un résidu de la production du produit alimentaire, et non par suite de la manipulation, ou conception, génétique de la plante qui est utilisée comme intrant dans la fabrication du produit alimentaire transformé. Il est exact que la définition du terme "contaminant" donnée dans le Codex fait référence à des substances qui sont présentes dans le produit alimentaire comme un résidu de la production (y compris les traitements appliqués aux cultures) dudit produit alimentaire. Nous rappelons, toutefois, que nous nous intéressons en l'espèce aux plantes GM qui sont ingérées ou utilisées comme intrants dans la fabrication de produits alimentaires transformés. Il nous semble que, dans des circonstances où une substance serait créée ou exprimée non intentionnellement pendant le processus de culture de plantes GM, c'est-à-dire pendant le processus de production des plantes, il peut être raisonnable de dire que la substance pertinente est présente dans le produit alimentaire "comme un résidu de la production" dudit produit alimentaire. En tout état de cause, la définition du Codex n'est pas déterminante quant au sens du terme "contaminant" tel qu'il figure à l'Annexe A 1) b).[457] L'Annexe A 1) b) fait généralement, et simplement, référence aux "contaminants" présents "dans les produits alimentaires". Il ne donne pas à penser que, pour qu'une substance présente dans un produit alimentaire puisse être considérée comme un "contaminant", elle doit avoir été ajoutée à une étape particulière avant la consommation du produit alimentaire en question.

7.315 Nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques" et "les maladies pouvant affecter les animaux […] y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants".[458] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[e]ffets immédiats et/ou

[456] Manuel de procédure du Codex, 14ème édition (référence A), Rome, 2004, page 52.

[457] Dans le contexte de notre analyse du terme "additifs", nous avons traité précédemment du fait que, dans des dispositions autres que celles de l'Annexe A 1), l'*Accord SPS* fait référence aux "normes internationales".

[458] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

différés éventuels sur la santé des animaux et conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux".[459] Les parties n'ont pas traité de la façon dont les contaminants présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux pouvaient provoquer des maladies et présenter par conséquent des problèmes de santé pour les personnes ou les animaux. Dans la mesure où de tels risques existent, nous pensons que les Directives 90/220 et 2001/18 pourraient être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes ou des animaux des risques découlant des contaminants présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux, à savoir des protéines produites non intentionnellement dans des plantes GM qui sont ingérées ou utilisées dans la production de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.

7.316 Nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel l'introduction de cultures résistantes aux herbicides pourrait accroître le niveau des contaminants, en particulier des résidus d'herbicides, dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux, dans la mesure où la résistance aux herbicides des cultures GM pourrait favoriser et entraîner une utilisation accrue d'herbicides en plein champ.[460] Nous pourrions admettre que le terme "contaminants" figurant à l'Annexe A 1) b) puisse englober les résidus d'herbicides présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux et que ceux-ci puissent présenter des risques pour la santé et la vie des personnes ou des animaux.[461] Nous ne voyons pas bien si les Directives 90/220 et 2001/18 sont appliquées, entre autres, pour éviter que, par suite de la présence de résidus d'herbicides dans des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou comme aliments pour animaux, des maladies n'affectent les personnes ou les animaux. Dans la mesure où elles pourraient toutefois être appliquées à cette fin, nous pourrions admettre que les directives puissent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes ou des animaux des risques découlant des résidus de pesticides, et par conséquent des contaminants, présents dans des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou aliments pour animaux ou comme ingrédients de ces produits alimentaires ou de ces aliments pour animaux.

"toxines"

7.317 Les **Communautés européennes** relèvent qu'une toxine peut être définie comme "une substance toxique produite par le métabolisme et au cours de la croissance de certains micro-organismes et de certaines espèces végétales et animales supérieures".[462] Elles considèrent que la production non intentionnelle d'une substance toxique par le métabolisme d'une plante GM ou non GM et pendant sa croissance peut être considérée comme une toxine dans le contexte de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Cependant, les caractéristiques toxiques des semences ou des cultures, ou leurs effets sur des organismes non cibles, ne relèvent pas de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS* à moins que l'OGM ne soit un "produit alimentaire, une boisson ou un aliment pour animaux".

7.318 Les Communautés européennes soutiennent, en outre, que les toxines potentielles créées par suite de la modification génétique spécifique *intentionnellement* introduite ne seraient pas visées par l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. Par exemple, l'effet toxique d'une culture insecticide sur le parasite

[459] Annexe II.D.2.7 de la Directive 2001/18.

[460] Nous rappelons que l'un des experts appelés à conseiller le Groupe spécial, M. Snow, a indiqué que "[l]es taux d'application du glufosinate et du glyphosate [devaient] considérablement augmenter si ces cultures tolérantes aux herbicides [étaient] adoptées par des agriculteurs". (Annexe H, paragraphe 1115)

[461] Les États-Unis ont indiqué qu'il se pouvait fort bien, par exemple, que les résidus de pesticides présents dans des cultures biotechnologiques aient des effets allergisants et présentent par conséquent des risques alimentaires.

[462] *Voir* le site http://www.biology-online.org/dictionary.asp (dernière consultation le 15 juin 2004).

cible lui-même ne peut pas relever de l'Annexe A 1) b), puisqu'il n'est pas possible de chercher à tuer des parasites cibles et en même temps de chercher à protéger la santé et la vie de ces mêmes parasites.

7.319 Les **États-Unis** font valoir que l'une des préoccupations liées à la sécurité sanitaire des produits alimentaires concernant toutes les obtentions végétales, mises au point par la biotechnologie moderne ou autrement, est la production non intentionnelle d'une toxine dans le produit alimentaire. Les toxines introduites dans les produits alimentaires par voie de sélection biotechnologique ou classique sont comprises dans le terme "toxines" dans le contexte de l'Annexe A 1) b). Rien dans l'*Accord SPS* n'indique que les "risques découlant des … toxines … présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux" ne devraient pas s'appliquer aux risques découlant des toxines qui sont présentes dans les produits alimentaires par suite des modifications génétiques introduites dans la plante vivrière.

7.320 Le **Canada** convient que la modification génétique d'une plante pourrait non intentionnellement entraîner la production d'une toxine. Il en est de même des produits issus des plantes classiques. Le Canada fait valoir que, outre les effets potentiels sur des organismes non cibles, les "caractéristiques toxiques des semences ou des cultures" sont évaluées uniquement si ces produits sont utilisés pour la consommation humaine ou animale et pas, par exemple, lorsqu'ils sont utilisés à des fins industrielles (par exemple l'huile extraite du colza qui est utilisée pour la lubrification ou comme huile brute).

7.321 Le **Groupe spécial** note que les définitions courantes du terme "toxin" (toxine) sont les suivantes: "a poison produced by a micro-organism or other organism and acting as an antigen in the body" (poison produit par un micro-organisme ou un autre organisme et agissant comme antigène du corps)[463] ou "any poisonous antigenic substance produced by or derived from micro-organisms, which causes disease when present at low concentration in the body" (toute substance antigénique toxique produite par des micro-organismes ou dérivée de tels micro-organismes, qui cause des maladies lorsqu'elle est présente à de faibles taux de concentration dans le corps).[464] La Norme Codex 193 définit deux types de toxines dans le contexte de la description de la norme générale pour les contaminants et les toxines dans les denrées alimentaires. La première est une mycotoxine qui est définie comme une "toxine telle que la métabolite toxique de certains microchampignons dont la présence dans les aliments n'est pas intentionnelle".[465] La seconde est une toxine microbienne qui est définie comme "des toxines produites par les algues qui s'accumulent dans les organismes aquatiques comestibles comme les coquillages et les crustacés".[466] La FAO définit une toxine comme un "composé produit par un organisme, qui est délétère pour la croissance et/ou la survie d'un autre organisme de la même espèce ou d'une espèce différente".[467] Nous notons que ces définitions n'indiquent pas que les toxines présentes dans les produits alimentaires sont en soi des substances qui ont été non intentionnellement ajoutées aux produits alimentaires.[468] Il est certain que tout est généralement fait pour éviter la présence de toxines dans les produits alimentaires. Il n'empêche

[463] *Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, Judy Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 1517.

[464] *The Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Oxford University Press, 2002), Vol. 2, page 3312.

[465] Norme Codex 193-1995, Norme générale pour les contaminants et les toxines dans les denrées alimentaires, (Rev.1- 1997), page 2.

[466] *Ibid.*, page 2.

[467] FAO, Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture, A. Zaid, H.G. Hughes, E. Porceddu et F. Nichols (éds.) (FAO, Rome, 2001), page 311.

[468] Nous notons que la définition du terme "mycotoxines" donnée dans le Codex fait référence à la présence non intentionnelle des microchampignons dans les produits alimentaires, et non à la présence non intentionnelle des toxines qu'ils peuvent produire.

qu'une toxine propre à un parasite particulier est parfois intentionnellement ajoutée à un produit alimentaire dans le but de neutraliser ou d'éradiquer ce parasite cible.

7.322 Les Communautés européennes font valoir que les toxines produites par des plantes GM insecticides pour tuer l'insecte cible ne sont pas "visées" par l'Annexe A 1) b) puisque la production de toxines par la plante GM est intentionnelle et qu'il n'est pas possible de tuer l'insecte cible tout en cherchant en même temps à protéger la santé et la vie de ces mêmes insectes. À notre avis, le simple fait que la toxine est intentionnellement produite par la plante GM n'écarterait pas nécessairement toute préoccupation concernant l'effet toxique sur l'insecte cible du champ de l'Annexe A 1) b). Car il serait possible de faire valoir, non sans vraisemblance, que la plante GM produisant des insecticides constitue une "toxine" présente dans l'aliment de l'insecte cible, ce qui représente un risque pour la santé et la vie dudit insecte. Dans l'exemple des Communautés européennes, il est toutefois supposé que l'insecte cible est un parasite reconnu. Par conséquent, la dissémination dans l'environnement de plantes GM produisant des insecticides serait normalement contrôlée, non pas pour protéger la santé et la vie de l'insecte cible des risques découlant de cette dissémination, mais pour protéger la santé et la vie des organismes non cibles, etc., de tous risques découlant de cette dissémination.[469] Nous notons que, dans la présente affaire, les Communautés européennes ne font pas valoir que les Directives 90/220 et 2001/18 sont des mesures appliquées pour protéger des parasites cibles, tels que des insectes, des risques découlant de la dissémination dans l'environnement de plantes GM produisant des pesticides.

7.323 Nous pensons comme les parties qu'une substance toxique qui est produite par le métabolisme et au cours de la croissance d'une culture GM pourrait être considérée comme une "toxine" au sens de l'Annexe A 1) b). Nous pensons aussi comme les Communautés européennes que, pour qu'une mesure SPS puisse être visée par l'Annexe A 1) b), la toxine qui entraîne des risques pour la santé et la vie des personnes ou des animaux devrait être présente dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Nous rappelons toutefois qu'une plante GM que l'on fait croître dans un champ peut servir d'aliment pour la faune sauvage.[470]

7.324 Nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques" et "les maladies pouvant affecter les animaux […] y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants".[471] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient transmettre des renseignements sur les "[e]ffets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé des animaux et conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux".[472] Eu égard à cela, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes ou des animaux (non compris les organismes cibles) des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui sont utilisées comme produits alimentaires ou aliments pour animaux.

[469] Dans ce contexte, nous faisons référence à notre analyse précédente des risques potentiels pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux des risques découlant du développement d'une résistance des insectes cibles à l'insecticide produit par des plantes GM.

[470] Si une plante GM produit une substance toxique qui pourrait avoir des effets négatifs sur la santé d'organismes non cibles même si ces organismes n'ingèrent pas la plante GM, ou des parties de celle-ci, par exemple du fait de l'exposition à cette plante plutôt que de son ingestion comme aliment, nous pensons que la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1) a).

[471] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

[472] Annexe II.D.2.7 de la Directive 2001/18.

allergènes

7.325 Les **Communautés européennes** relèvent que la modification génétique peut entraîner la production de protéines nouvelles ou la production accrue de protéines connues pouvant provoquer une réaction allergique. Selon les Communautés européennes, un allergène est défini comme une substance "appartenant aux antigènes qui provoquent une réaction allergique dans un organisme, ou comme toute substance susceptible de causer une allergie".[473] Les réactions allergiques se produisent uniquement chez certains individus qui présentent une sensibilité à l'allergène. Par ailleurs, une toxine est "une substance toxique produite par le métabolisme et au cours de la croissance de certains micro-organismes et de certaines espèces végétales et animales supérieures".[474] Il s'ensuit, selon les Communautés européennes, qu'un allergène alimentaire ne peut pas être considéré comme une toxine. Les Communautés européennes font valoir qu'il est discutable de qualifier les allergies de maladies; il serait préférable de parler d'états médicaux. En outre, le risque n'est pas tant que l'OGM causera une allergie (qui existerait déjà chez le sujet), mais qu'il provoquerait une réaction allergique.

7.326 Les Communautés européennes relèvent en outre que les effets allergisants potentiels découlant des plantes GM peuvent se manifester par suite d'une exposition autre qu'à des produits alimentaires. Par conséquent, la question de l'allergénicité ne se limite pas à la sécurité sanitaire des produits alimentaires. La présence potentielle d'allergènes dans l'environnement par suite de la dissémination de plantes GM peut plutôt être considérée comme une question d'environnement plus large, qui ne relève pas de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.327 Les **États-Unis** font valoir que les préoccupations selon lesquelles un produit biotechnologique pourrait entraîner une réaction allergique chez des consommateurs, par exemple des réactions allergiques dues à la consommation d'une variété biotechnologique qui comporte une caractéristique génétique susceptible d'entraîner de telles réactions, relèvent de la définition donnée à l'Annexe A 1) b). Un allergène relèverait généralement de la définition d'une toxine. Le terme "toxin" (toxine) est généralement défini comme "a poison" (un poison).[475] Un "poison" est pour sa part défini comme "any substance which, when introduced into or absorbed by a living organism, destroys life or injures health …" (toute substance qui, une fois introduite dans un organisme vivant ou absorbée par celui-ci, détruit la vie ou nuit à la santé).[476] Les allergènes alimentaires correspondent à l'évidence à la description d'une substance qui "détruit la vie ou nuit à la santé". Selon les États-Unis, la préoccupation relative à l'allergénicité dans le cas des produits en cause dans le présent différend est qu'une protéine produite par la plante puisse être allergène. Ou, en d'autres mots, il s'agit d'une substance qui "détruit la vie ou nuit à la santé", ou d'une "substance toxique", produite par le métabolisme et au cours de la croissance d'une plante.

7.328 Les États-Unis soutiennent qu'une exception à cette règle générale est que si l'allergène est lui-même un résidu de pesticide, ou une composante d'un tel résidu, il répondrait à la définition d'un contaminant, conformément à la note de bas de page 4 de l'Annexe A 1). Les risques alimentaires que pourraient présenter des résidus de pesticides alimentaires de cultures GM seraient des "risques découlant des ... contaminants … présents dans les produits alimentaires", y compris le risque de réaction allergique découlant de la consommation du produit alimentaire.

---

[473] Les Communautés européennes indiquent que les antigènes sont définis comme des substances qui sont reconnues par le système immunitaire et qui provoquent une réaction immunitaire.

[474] *Voir* le site http://www.biology-online.org/dictionary.asp [dernière consultation le 15 juin 2004].

[475] *The Compact Oxford English Dictionary*, Oxford University Press, 1971, 24ème édition, page 2224.

[476] *Ibid.*, page 3367.

7.329 Les États-Unis font en outre valoir que l'Annexe A 1) b) ne se limite pas aux risques alimentaires, mais comprend toute mesure prise pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux des "risques découlant des ... toxines ... présent[e]s dans les produits alimentaires ... ou les aliments pour animaux". Les mesures prises pour protéger de l'exposition professionnelle à la toxine Bt présente dans les plantes GM répondraient à cette définition.

7.330 Le **Canada** allègue que, dans le contexte de la biochimie, le terme "toxin" (toxine) est définie comme "any of the various poisonous substances produced by certain plant and animal cells, including bacterial toxins, phytotoxins and zootoxins" (l'une des diverses substances toxiques produite par certaines cellules végétales et animales, y compris des cellules bactériennes, des phytotoxines et des zootoxines).[477] Par "toxic" (toxique), il faut entendre "relating to a harmful effect by a poisonous substance on the human body by physical contact, ingestion, or inhalation" (concernant un effet nuisible d'une substance toxique sur le corps humain suite à un contact physique, l'ingestion ou l'inhalation).[478] Un "poison" peut être défini comme "a substance that in relatively small doses has an action that either destroys life or impairs seriously the functions of organs or tissues" (une substance qui, à des doses relativement faibles, a pour effet soit de détruire la vie soit d'altérer gravement les fonctions des organes ou des tissus).[479] Le Canada fait donc valoir que, aux fins de l'*Accord SPS*, les allergènes présents dans les produits alimentaires et les aliments pour animaux peuvent être considérés comme des toxines parce que, dans certaines circonstances, les allergènes peuvent détruire la vie ou altérer gravement les fonctions des organes ou des tissus des personnes ayant des sensibilités immunologiques à cet allergène.

7.331 L'**Argentine** fait aussi valoir que les risques découlant d'un allergène alimentaire sont comparables aux risques découlant des "toxines" ou des "organismes pathogènes". Les allergènes, les toxines et les organismes pathogènes présentent tous des risques pour la santé, même si les allergènes risquent de n'affecter qu'un sous-ensemble de la population, plutôt que la population dans son ensemble. L'Argentine convient qu'une mesure visant à protéger les personnes contre les expositions professionnelles à la toxine Bt présente dans le maïs, lequel est utilisé pour l'alimentation humaine ou animale, est soumise aux dispositions de l'*Accord SPS* puisque l'Annexe A 1) b) ne précise pas ni ne restreint le mode d'exposition.

7.332 Le **Groupe spécial** observe que les parties plaignantes traitent la préoccupation relative à des réactions allergiques potentielles aux OGM dans le contexte de l'Annexe A 1) b). Nous croyons comprendre d'après les éléments de preuve fournis par les parties que les réactions allergiques sont essentiellement associées à l'ingestion de produits contenant des OGM ou consistant en de tels OGM, plutôt qu'à un contact avec la plante GM en soi. Les Communautés européennes ont toutefois fait aussi valoir qu'une réaction allergique pouvait peut-être résulter de l'exposition à un allergène produit par une plante GM autrement que par l'ingestion de cette plante comme produit alimentaire ou ingrédient de ce produit alimentaire. Nous traiterons cette préoccupation dans le contexte de notre analyse de l'Annexe A 1) c).

7.333 S'agissant de l'allergénicité en tant que préoccupation en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, nous notons que l'Annexe A 1) b) ne dit rien sur la question de savoir si les risques découlant des allergènes produits par les plantes GM qui sont utilisées comme produits

---

[477] *McGraw-Hill Dictionary of Scientific and Technical Terms*, 6ème éd. (New York: McGraw-Hill), page 2168. Le Canada relève que cette définition d'une toxine s'applique uniquement dans le contexte de la biochimie. Dans d'autres contextes, une "toxine" peut être interprétée différemment; par exemple, le mercure peut être considéré comme une toxine même s'il n'est pas produit par un organisme vivant.

[478] *Ibid.*, page 2168.

[479] *Ibid.*, page 1626.

alimentaires ou aliments pour animaux ou comme ingrédients de ces produits sont visés. Les préoccupations concernant l'allergénicité alimentaire étaient certainement bien connues des Membres à l'époque où l'*Accord SPS* a été rédigé. Bien que le fait qu'il n'est pas fait référence aux allergènes à l'Annexe A 1) b) pourrait éventuellement refléter un choix délibéré d'exempter les risques relatifs à l'allergénicité alimentaire du champ de l'*Accord SPS*, il pourrait aussi vouloir dire que les allergènes étaient considérés comme visés par le texte de l'Annexe A 1) b). Les parties plaignantes font en fait valoir que les allergènes pourraient être compris dans la catégorie des "toxines" ou des "organismes pathogènes". Nous examinerons ci-après la question de savoir si les allergènes présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux pourraient être considérés comme relevant de la catégorie des "toxines".

7.334 Le terme "allergen" (allergène) est couramment défini comme "a substance that causes an allergic reaction" (une substance qui cause une réaction allergique).[480] Le terme "allergic" (allergique) est défini comme signifiant "of, caused by, or relating to an allergy" (propre à une allergie, causé par une allergie ou concernant une allergie)[481], et le terme "allergy" (allergie) est défini pour sa part comme "a damaging immune response by the body to a substance to which it has become hypersensitive" (une réaction immunitaire dommageable de l'organisme à une substance à laquelle il est devenu hypersensible).[482] Il est possible d'inférer de ces définitions qu'un "allergène" est une substance qui cause une réaction immunitaire dommageable de l'organisme chez les personnes ou les animaux qui sont devenus hypersensibles à cette substance. Cette inférence est conforme à la définition d'un "allergène" donnée dans le Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO, qui décrit un allergène comme un "[a]ntigène provoquant une réponse immunitaire".[483]

7.335 Pour ce qui est spécifiquement des produits en cause dans le présent différend, nous ajoutons que, d'après ce que nous croyons comprendre, les allergènes seraient des protéines générées par l'expression de gènes.[484] La préoccupation relative à l'allergénicité potentielle des OGM concerne donc les effets des gènes modifiés sur la composition protéique des plantes GM et l'exposition subséquente de personnes ou d'animaux à ces protéines par suite de la consommation de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux dans la production desquels entrent les plantes GM.

7.336 Comme il a été indiqué, les parties plaignantes font valoir que les "allergènes" correspondraient généralement à la définition du terme "toxines" tel qu'il est employé à l'Annexe A 1) b). Nous avons dit auparavant que le terme "toxine" figurant à l'Annexe A 1) b) pouvait s'entendre d'une substance toxique produite par un micro-organisme ou un autre organisme et agissant comme antigène du corps. Le terme "poison" est couramment défini comme "a substance that causes death or harm when introduced into or absorbed by a living organism" (une substance qui

---

[480] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, Judy Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 35.

[481] *Ibid.*

[482] *Ibid.*

[483] Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO, A. Zaid, H.G. Hughes, E. Porceddu et F. Nichols (éds.) (FAO, Rome, 2001), page 15.

[484] Dans le contexte des produits alimentaires GM, l'un des experts appelés à conseiller le Groupe spécial, Mme Nutti, a indiqué ce qui suit: "dans ce cas, [les allergènes] constituent une sous-catégorie [des toxines] parce que ce sont des protéines. Les allergènes sont toujours des protéines". (Annexe J, paragraphe 1172) Mme Nutti a ajouté ce qui suit: "Si vous consultez l'annexe intitulée "Évaluation de l'allergénicité potentielle" du Codex [Directive régissant la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments produits à l'aide de micro-organismes à ADN recombinant], vous aurez la liste de toutes les nouvelles protéines exprimées, produites par les OGM. S'agissant des OGM, toute recherche d'allergènes signifie une recherche de protéines." (Annexe J, paragraphe 1188)

cause la mort ou des dommages lorsqu'elle est introduite dans un organisme vivant ou absorbée par celui-ci)[485], ou comme "a substance that through its chemical action is able to kill, injure, or impair an organism" (une substance qui, par son action chimique peut tuer, blesser ou altérer un organisme).[486]

7.337 Nous avons dit que les allergènes pouvaient s'entendre de substances qui agissent comme des antigènes et causent une réaction immunitaire dommageable de l'organisme chez des personnes ou des animaux. Selon les renseignements qui nous ont été fournis, nous croyons comprendre que ces réactions immunitaires peuvent être très dommageables pour la santé, voire fatales dans certains cas, par exemple en cas de choc anaphylactique.[487] Eu égard à cela, il nous semble exact de qualifier les allergènes alimentaires de substances qui peuvent "causer la mort ou des dommages" pour la santé, ou comme des substances qui, par leur action chimique, peuvent "tuer, blesser ou altérer un organisme". Entendu ainsi, le type d'allergènes alimentaires qui peuvent être produits par des OGM peuvent à juste titre être considérés comme des substances toxiques produites par un organisme et agissant comme un antigène de l'organisme. En conséquence, nous pensons qu'aux fins spécifiques de l'Annexe A 1) le terme "toxines" englobe, entre autres, des allergènes alimentaires qui peuvent être produits par des OGM. Nous observons à cet égard que nous n'avons eu connaissance d'aucun élément de preuve établissant que les rédacteurs de l'*Accord SPS* entendaient exclure les allergènes alimentaires en général, et le terme "toxines" en particulier, du champ de l'*Accord SPS*.

7.338 Nous avons indiqué précédemment que, dans le contexte spécifique du présent différend, les allergènes seraient des protéines générées par l'expression de gènes dans des OGM. Il est donc utile de préciser que nous ne prétendons pas donner à entendre que les "toxines" au sens de l'Annexe A 1) b) doivent nécessairement être des protéines. Des substances toxiques autres que des protéines toxiques peuvent être considérées comme des "toxines".

7.339 Nous avons dit plus haut que les allergènes étaient des substances qui causaient une réaction immunitaire dommageable de l'organisme chez des personnes ou des animaux qui étaient devenus hypersensibles à cette substance. Le fait qu'un allergène alimentaire ne présente pas un risque pour tous les êtres humains ou tous les animaux ne signifie pas, à notre avis, qu'il ne peut pas être considéré comme une "toxine" présente dans des produits alimentaires ou des aliments pour animaux au sens de l'Annexe A 1) b). Nous ne voyons dans l'Annexe A 1) ou dans le sens ordinaire du terme "toxine" rien qui indique que, pour qu'une substance puisse être considérée comme une "toxine" présente dans un produit alimentaire ou un aliment pour animaux, elle doit être toxique pour chaque être humain ou animal qui y est exposé par suite de la consommation de ce produit alimentaire ou aliment pour animaux. En fait, il nous est difficile de croire que le terme "toxines" était censé avoir un sens aussi étroit.[488] Si c'était le cas, une mesure appliquée par un Membre pour protéger la santé des personnes

---

[485] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, Judy Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 1105.

[486] *Webster's New Encyclopedic Dictionary* (Könemann, 1993), page 777.

[487] Nous notons que, faisant référence à H.A. Sampson, "Food allergy Part 1: Immunopathogenesis and Clinical Disorders", Journal of Allergy and Clinical Immunology, Vol. 103:00. 717-728, mai 1999, les États-Unis ont défini l'anaphylaxie comme une réaction soudaine et sérieuse caractérisée par une brusque chute de la pression artérielle et des difficultés respiratoires qui peuvent être fatales.

[488] Il est utile d'indiquer dans ce contexte que les règlements en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires qui établissent les limites maximales des résidus de pesticides ou de médicaments vétérinaires, ou qui concernent l'approbation de l'utilisation de certains additifs alimentaires, sont souvent établis pour assurer la protection de la santé des segments de la population considérés comme les plus vulnérables face au risque potentiel pour la santé, par exemple les nourrissons, les femmes enceintes ou les personnes âgées. La Norme Codex pour les additifs alimentaires, par exemple, dispose ce qui suit: "Where the food additive is to be used in foods eaten by special groups of consumers, account shall be taken of the probable daily intake of the food additive by consumers in those groups." (Si l'additif alimentaire doit être utilisé dans des denrées

des risques découlant de substances présentes dans des produits alimentaires qui sont toxiques pour une petite fraction seulement de sa population ne serait pas soumise aux disciplines de l'*Accord SPS*. À l'inverse, une mesure appliquée pour assurer une protection contre des risques découlant de substances présentes dans des produits alimentaires qui sont toxiques pour l'ensemble de la population serait soumise aux disciplines de l'*Accord SPS*. À notre avis, il serait absurde que, lorsqu'ils contrôlent des risques qui affectent l'ensemble de la population, les Membres soient soumis à des disciplines plus strictes que lorsqu'ils cherchent à contrôler des risques qui n'affectent qu'un petit segment de leur population. Les mesures prises dans l'un et l'autre cas devraient aussi avoir des effets équivalents sur le commerce.[489]

7.340 Nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques" et "les maladies pouvant affecter les animaux […] y compris les effets toxiques et, le cas échéant, allergisants".[490] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[e]ffets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé des animaux et conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux".[491] Eu égard à cela, dans la mesure où elles visent à protéger les personnes et les animaux des effets allergisants des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou ingrédients de ces produits, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes ou des animaux des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui sont utilisées comme produits alimentaires ou aliments pour animaux.

"organismes pathogènes"

7.341 Le **Canada** et l'**Argentine** font valoir que le type d'allergènes alimentaires pouvant être produits par des OGM pourrait aussi être considéré comme des "organismes pathogènes" au sens de l'Annexe A 1) b). L'**Argentine** fait également valoir que le risque découlant de la consommation de masse de produits contenant des GMRA, qui pourraient entraîner le développement de bactéries résistantes aux antibiotiques, relève de la définition donnée à l'Annexe A 1) b). Selon l'Argentine, une mesure établie sur la base de telles préoccupations est donc une mesure visant à protéger la santé des personnes ou des animaux des risques découlant de maladies et d'organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons et les aliments pour animaux.

7.342 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il a déjà constaté que les allergènes alimentaires en cause dans le présent différend pouvaient être considérés comme des "toxines" au sens de l'Annexe A 1) b), et il n'est donc pas nécessaire de déterminer s'ils pourraient, en outre, être considérés comme des

---

alimentaires consommées par des groupes spéciaux de consommateurs, il faudra tenir compte de l'absorption quotidienne probable de l'additif alimentaire par les consommateurs appartenant à ces groupes.) (Codex Stan 192-1995, Rev.5-2004.) Par ailleurs, des normes spécifiques ont été élaborées pour des groupes spéciaux de consommateurs, comme la Norme Codex pour les aliments traités à base de céréales pour nourrissons et enfants en bas âge, Codex Stan. 74-1981 (révisée en 1985, 1987, 1989, 1991), FAO, Rome.

[489] Pour ce qui est des effets sur le commerce, nous indiquons que notre point de vue selon lequel la protection de sous-populations vulnérables contre des allergènes alimentaires relève de l'*Accord SPS* ne signifie pas que les produits contenant de tels allergènes devraient être interdits. Il serait possible d'assurer une protection adéquate en prescrivant l'étiquetage des produits alimentaires contenant des allergènes connus afin que la population vulnérable soit informée de leur contenu.

[490] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

[491] Annexe II.D.2.7 de la Directive 2001/18.

"organismes pathogènes" au sens de l'Annexe A 1) b). De même, nous avons déjà constaté que les GMRA pouvaient, en l'espèce, être considérés comme des "additifs" au sens de l'Annexe A 1) b). Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire de déterminer s'ils pourraient aussi être considérés comme des "organismes pathogènes".

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*

7.343 À la lumière des considérations ci-dessus, nous sommes d'avis que, des effets négatifs potentiels des OGM identifiés à l'annexe II de la Directive 2001/18, les effets suivants relèvent de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*:

- "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques"

- "une altération de la sensibilité aux agents pathogènes facilitant la dissémination de maladies infectieuses et/ou créant de nouveaux réservoirs ou vecteurs"

- "une diminution de l'efficacité des traitements médicaux, vétérinaires et phytosanitaires prophylactiques ou thérapeutiques, par exemple par le transfert de gènes conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire".

Cela n'exclut toutefois pas que, en fonction des circonstances, certains de ces effets négatifs potentiels puissent aussi relever d'autres alinéas de l'Annexe A 1).

7.344 De même, s'agissant des préoccupations identifiées à l'annexe D.2 de la Directive 2001/18 concernant les plantes supérieures génétiquement modifiées (PSGM), nous considérons que les effets ci-après relèvent de l'Annexe A 1) a), tout en reconnaissant que, en fonction des circonstances, ils peuvent aussi relever d'autres alinéas de l'Annexe A 1):

- effets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé des animaux et conséquences pour la chaîne alimentaire résultant de la consommation de l'OGM ou de tout produit dérivé s'il est destiné à être utilisé en tant qu'aliment pour animaux.

Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS*: Protection de la santé et de la vie des personnes contre les risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites

7.345 Nous allons maintenant analyser si les Directives 90/220 et 2001/18 relèvent de l'Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS*. Les parties ont traité l'Annexe A 1) c) en rapport avec la question de l'allergénicité potentielle des OGM et de l'utilisation accrue de pesticides provoquée par les OGM, et c'est pourquoi nous analysons ces questions au titre des rubriques correspondantes.

effets allergisants des OGM non liés à leur consommation en tant que produits alimentaires

7.346 Nous analysons d'abord la question des effets allergisants potentiels des OGM qui ne sont pas utilisés comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires.

7.347 Les **Communautés européennes** relèvent que les effets allergisants potentiels découlant de plantes GM peuvent se manifester par suite d'une exposition autre qu'à des produits alimentaires. Par conséquent, la question de l'allergénicité ne se limite pas à la sécurité sanitaire des produits

alimentaires. La présence potentielle d'allergènes dans l'environnement par suite de la dissémination de plantes GM peut plutôt être considérée comme une question environnementale plus large, qui ne relève pas de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.348 Les **États-Unis** font valoir que les mesures prises pour faire face aux risques découlant de l'exposition professionnelle ou résidentielle à des plantes biotechnologiques, telles que des réactions allergiques chez les agriculteurs utilisant des pesticides microbiens Bt, relèveraient généralement du paragraphe 1 c), en tant que mesures "pour protéger la santé et la vie des personnes [...] des risques découlant [...] de l'établissement ou de la dissémination de parasites".

7.349 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il a traité la question des risques découlant du potentiel des OGM de produire des allergènes alimentaires plus haut dans le contexte de son analyse au titre de l'Annexe A 1) b). La question dont il s'agit ici est le potentiel des OGM de produire des effets allergisants chez les personnes qui travaillent avec des OGM ou qui entrent autrement en contact avec des OGM.

7.350 Nous considérons que si l'interaction avec des OGM autrement que comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires, ou l'exposition à de tels OGM, produisait des effets allergisants chez des personnes, les OGM en question pourraient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1). Nous rappelons notre point de vue selon lequel le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) englobe les plantes qui sont destructrices, ou qui nuisent à la santé d'autres animaux, végétaux ou personnes. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel les allergènes peuvent s'entendre de substances qui causent une réaction immunitaire dommageable de l'organisme chez les personnes, et que ces réactions immunitaires peuvent être très dommageables pour la santé, voire fatales dans certains cas, par exemple en cas de choc anaphylactique. Eu égard à cela, nous considérons que, dans la mesure où une plante GM produit des effets allergisants autrement que comme produit alimentaire, elle serait une plante qui nuit à la santé des personnes et, en tant que telle, elle pourrait être considérée comme un "parasite". Nous reconnaissons qu'une culture GM produisant ce type d'effets allergisants serait souvent cultivée intentionnellement. Du point de vue de l'agriculteur qui cultive la culture GM, cette dernière ne constituerait donc pas un "parasite". Mais du point de vue du travailleur agricole qui est en contact avec la culture dans le champ, ou d'une personne qui passe devant le champ, la culture GM pourrait constituer un "parasite" si cette personne est hypersensible à l'allergène.[492]

7.351 Les Communautés européennes ont fait valoir qu'un parasite devait être un organisme vivant. Nous avons noté précédemment que le terme "parasite" figurant à l'Annexe A 1) englobait les plantes qui sont destructrices ou qui nuisent à la santé d'autres animaux, plantes ou personnes. Il est peut-être vrai que de nombreux organismes perdront leur capacité d'agir en tant que parasites s'ils ne sont plus vivants, mais nous ne sommes pas persuadés que ce sera nécessairement toujours le cas. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que toutes les plantes qui sont des parasites lorsqu'elles sont des organismes vivants cessent d'être destructrices ou de nuire à la santé tout de suite après avoir été récoltées. En conséquence, nous ne croyons pas que des plantes GM qui ont été récoltées ne pourraient pas être considérées comme des "parasites" si elles nuisent à la santé des personnes qui sont peut-être amenées à les manipuler pendant leur récolte, leur transport ou leur transformation.

[492] À notre avis, le sens ordinaire du terme "parasite" tel qu'il est employé dans le contexte de l'Annexe A 1) c) n'indique pas que, pour qu'une plante puisse être considérée comme un "parasite", elle doit nécessairement nuire à la santé de chaque personne qui entre en contact avec elle. Ce point de vue est compatible avec notre interprétation du terme "toxine" figurant à l'Annexe A 1) b).

7.352 Nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques".[493] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[e]ffets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé humaine résultant des interactions directes ou indirectes potentielles entre l[a plante GM] et des personnes travaillant ou entrant en contact avec l[a] ou les [plantes GM] disséminé[e]s, ou se trouvant à proximité".[494] Nous pensons que, en contrôlant la dissémination d'OGM dans l'environnement pour éviter les effets de ce type, les Directives 90/220 et 2001/18 permettent d'éviter l'entrée, la dissémination ou l'établissement d'OGM allergènes. Eu égard à cela, nous estimons qu'il peut être approprié de considérer les Directives 90/220 et 2001/18 comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites".[495]

effets possibles sur la santé de l'utilisation accrue d'herbicides associée à des OGM

7.353 Les **Communautés européennes** font valoir que les effets négatifs de l'utilisation d'herbicides sur la santé humaine ne relèvent pas de l'Annexe A 1) c) parce que l'herbicide n'est pas une "maladie[] véhiculée[] par des animaux, des plantes ou leurs produits" et que le risque existe même si la plante GM n'est pas un parasite. Les effets négatifs sur la santé humaine de la consommation de résidus de pesticides peuvent toutefois relever de l'Annexe A 1) b).

7.354 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes font valoir que l'introduction de plantes GM résistantes aux herbicides peut entraîner l'utilisation d'herbicides en plein champ alors qu'aucun herbicide n'y a été utilisé auparavant, l'utilisation accrue d'herbicides ou l'utilisation d'herbicides différents, et que cela peut à son tour nuire à la santé des personnes. Nous croyons comprendre en outre que l'argument des CE est que le dommage pertinent ne serait pas le résultat des résidus d'herbicides dans la plante GM, mais de l'exposition à l'herbicide autrement que par la consommation de la plante GM.[496] Par conséquent, selon les Communautés européennes, une modification dans les pratiques de lutte contre les adventices – en particulier, des modifications dans l'utilisation des herbicides – qui peut être associée à l'introduction de cultures GM tolérantes aux herbicides peut avoir des effets négatifs sur la santé des personnes, par exemple pour les travailleurs qui appliquent les herbicides en plein champ.

---

[493] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

[494] Annexe II.D.2.6 de la Directive 2001/18.

[495] Nous rappelons que la Directive 2001/18 indique également que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les maladies pouvant affecter les animaux, y compris les effets toxiques ou allergisants". Il paraîtrait donc que les Directives 90/220 et 2001/18 pourraient aussi être appliquées pour empêcher les OGM de produire des effets allergisants par suite de l'exposition des animaux à des OGM autrement que comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires. Par souci d'exhaustivité, nous faisons observer que, dans cette situation, les OGM pourraient être considérés comme des "parasites" pour des animaux sensibles. En conséquence, nous pensons que, si elles étaient appliquées pour empêcher de tels effets, il pourrait être approprié de considérer les Directives 90/220 et 2001/18 comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites". En tant que telles, elles seraient visées par l'Annexe A 1) a).

[496] Nous rappelons que, dans le contexte de notre analyse au titre de l'Annexe A 1) b), nous avons traité un argument similaire concernant la possibilité que l'utilisation accrue d'herbicides se traduise par un niveau plus élevé de contaminants, en particulier de résidus d'herbicides, dans les plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou aliments pour animaux ou comme ingrédients de ces produits ou aliments.

7.355 Pour commencer, nous notons que les Communautés européennes n'ont pas expliqué pourquoi de tels effets potentiels sur la santé pouvaient se manifester. Comme nous l'avons mentionné précédemment, nous croyons comprendre que, avant qu'un produit phytopharmaceutique puisse être utilisé sur une culture dans les Communautés européennes, l'utilisation de ce produit sur cette culture doit faire l'objet d'une évaluation à des fins de sécurité sanitaire. Par conséquent, il semblerait que si des herbicides utilisés en même temps que des cultures GM tolérantes aux herbicides avaient été approuvés aux fins d'utilisation, et s'ils avaient été appliqués conformément aux conditions attachées à leur approbation, leur application ne devrait normalement pas être nuisible pour la santé des personnes. Cela dit, il se peut que la préoccupation des Communautés européennes au sujet des effets négatifs possibles sur la santé soit liée à la mauvaise utilisation, ou aux effets imprévus, des herbicides approuvés. Nous poursuivons donc notre analyse en supposant qu'il peut y avoir des situations où l'utilisation d'herbicides approuvés pourrait nuire à la santé des personnes appliquant l'herbicide en plein champ ou entrant autrement en contact avec l'herbicide.

7.356 Nous notons que le scénario avancé par les Communautés européennes – à savoir qu'une modification dans les pratiques de lutte contre les adventices associée à l'introduction de cultures GM tolérantes aux herbicides peut avoir des effets négatifs sur la santé des personnes – est très similaire à un autre scénario que nous avons déjà examiné, à savoir celui où une modification dans les pratiques de lutte contre les adventices associée à l'introduction de cultures GM tolérantes aux herbicides pourrait avoir des effets négatifs sur l'environnement. En conséquence, notre analyse est parallèle à celle de ce dernier scénario.

7.357 Par conséquent, dans le cas également du scénario concernant les effets négatifs sur la santé des personnes, il nous apparaît clairement que les adventices contre lesquelles est utilisé un herbicide particulier peuvent être considérées comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que l'utilisation de l'herbicide constitue une mesure de lutte contre des parasites. Nous considérons de la même façon que les risques pour la santé des personnes résultant de l'utilisation d'un herbicide, ou d'un herbicide différent, peuvent être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que parasites pertinents.

7.358 S'agissant du lien avec les plantes GM, nous notons que les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter les effets négatifs de la dissémination d'OGM dans l'environnement, y compris les effets indirects sur la santé humaine, tels que les effets dus à une modification dans la gestion suite à l'introduction de plantes GM tolérantes aux herbicides.[497] Comme nous l'avons observé précédemment, les plantes GM tolérantes aux herbicides sont liées à l'herbicide auquel elles sont tolérantes. Par ailleurs, l'herbicide auquel les plantes sont tolérantes a été mis au point pour aider à contrôler et/ou éradiquer les adventices pertinentes. Il est donc clair que, par le biais de l'herbicide pertinent, les plantes GM en question sont aussi liées aux adventices et, partant, aux parasites devant être contrôlés.

7.359 Les plantes GM, l'herbicide et les adventices étant liés de cette manière, nous estimons qu'il y a une relation rationnelle entre le contrôle de la dissémination dans l'environnement des plantes GM tolérantes aux herbicides et le but de protection de la santé humaine contre les risques découlant indirectement de l'entrée, de la dissémination ou de l'établissement d'adventices. Nous rappelons dans ce contexte qu'il n'y a rien dans le texte de l'Annexe A 1) qui indique que le produit soumis à une mesure SPS – en l'occurrence, une plante GM tolérante à des herbicides devant être disséminée dans

[497] *Voir* le paragraphe introductif de l'annexe II de la Directive 2001/18, qui définit les "effets indirects" comme les "effets sur la santé humaine ou sur l'environnement dus à un enchaînement d'événements, par le biais de mécanismes tels que les interactions avec d'autres organismes, le transfert de matériel génétique ou des modifications dans l'utilisation ou la gestion".

l'environnement – doit lui-même être le parasite qui présente, directement ou indirectement, les risques contre lesquels la mesure vise à assurer une protection.

7.360 À la lumière de ce qui précède, dans la mesure où elles visent à éviter les effets négatifs sur la santé humaine qui découlent de modifications dans les pratiques de gestion associées à l'introduction d'OGM dans l'environnement, nous considérons que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des personnes des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que "parasites".[498]

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS*

7.361 À la lumière des considérations ci-dessus, nous sommes d'avis que, des effets négatifs potentiels des OGM identifiés à l'annexe II de la Directive 2001/18, l'effet suivant relève de l'Annexe A 1) c) de l'*Accord SPS*:

- "les maladies pouvant affecter l'homme, y compris les effets allergisants ou toxiques".

Cela n'exclut toutefois pas que, en fonction des circonstances, cet effet négatif potentiel puisse aussi relever d'autres alinéas de l'Annexe A 1).

7.362 De même, s'agissant des préoccupations identifiées à l'annexe D.2 de la Directive 2001/18 concernant les plantes supérieures génétiquement modifiées (PSGM), nous considérons que les effets ci-après relèvent de l'Annexe A 1) c):

- effets immédiats et/ou différés éventuels sur la santé humaine résultant des interactions directes ou indirectes potentielles entre les PSGM et les personnes travaillant ou entrant en contact avec la ou les PSGM disséminées ou se trouvant à proximité.

Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*: Empêcher ou limiter, sur le territoire d'un Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites

7.363 Nous analysons, enfin, si les Directives 90/220 et 2001/18 relèvent de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*. Afin de déterminer si les Directives 90/220 et 2001/18 relèvent de l'Annexe A 1) d), nous devons examiner en particulier le sens et la portée de l'expression "d'autres dommages" utilisée à l'Annexe A 1) d) et établir si l'on pourrait considérer que certains effets potentiels des OGM donnent lieu à "d'autres dommages".

"d'autres dommages"

7.364 Les **États-Unis** maintiennent que l'expression "d'autres dommages" désigne des dommages autres que les dommages à la santé et à la vie des animaux ou à la préservation des végétaux ou à la santé et la vie des personnes. Ces dommages pourraient, par exemple, comprendre les dommages à des biens causés par des parasites. Cependant, rien dans l'*Accord SPS* n'exclut les dommages qui ne

[498] Nous avons fait une remarque similaire plus haut en ce qui concerne la situation où des organismes cibles, notamment des insectes, développent une résistance à un pesticide. Nous avons dit qu'il pouvait être considéré que les risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux résultant d'une modification dans l'utilisation du pesticide découlaient indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination des organismes cibles résistants.

sont pas des dommages à la préservation des végétaux ou à la santé et à la vie des animaux et des personnes causés par des parasites.

7.365 Le **Canada** fait observer que le sens ordinaire du terme "damage" (dommage) est "harm done to a thing ...; *esp*. physical injury impairing value or usefulness" (mal causé à une chose …; spec. préjudice physique nuisant à la valeur ou à l'utilité).[499] Le contexte de l'expression "d'autres dommages" donne à penser que le terme "dommage" désigne les conséquences biologiques et économiques potentielles nuisibles ou préjudiciables qui résultent de la survenance d'un événement. L'emploi du terme "autres" donne à entendre que le type de dommages envisagés à l'Annexe A 1) d) est distinct des dommages à la santé et à la vie des animaux ou à la préservation des végétaux ou à la santé et à la vie des personnes découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, lesquels relèvent de l'Annexe A 1) a*)* et c), respectivement. Le Canada rappelle son argument selon lequel les termes "animaux" et "végétaux" sont définis au sens large dans l'*Accord SPS*.[500] Selon le Canada, beaucoup des risques pour la biodiversité ou l'environnement mentionnés par les Communautés européennes relèvent des risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux qui sont envisagés à l'Annexe A 1) a). Le Canada ne considère pas qu'un "dommage" peut être causé aux végétaux, aux animaux ou aux personnes à moins qu'il ne soit causé un dommage à "la santé et la vie" des personnes et des animaux ou à la "préservation" des végétaux; il serait incompatible avec l'objet et le but de l'*Accord SPS* d'étendre la définition de dommage aux végétaux, aux animaux ou aux personnes pour englober de soi-disant dommages qui ne sont pas fondés sur le préjudice ou tort pour leur santé et leur vie ou leur préservation. Dans ce contexte particulier, la diminution du rendement d'une culture, par suite de la concurrence d'un parasite tel qu'une adventice, serait considérée comme une atteinte à la préservation de la plante cultivée.

7.366 Selon le Canada, l'expression "d'autres dommages" ne se limite pas aux dommages subis par des végétaux, des animaux ou des personnes, mais comprend les dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites qui sont causés au fonctionnement de l'environnement ou de l'écosystème dans son ensemble, indépendamment des dommages à la santé et à la vie d'animaux particuliers ou à la préservation de végétaux particuliers. Cela comprendrait, par exemple, les dommages résultant de la déstabilisation de l'écosystème, et des programmes de lutte, d'éradication ou de gestion qui seraient nécessaires si un parasite était introduit, ainsi que les effets de ces programmes (par exemple les pesticides) sur la diversité biologique. D'autres exemples sont les effets sur l'environnement et autres effets indésirables des mesures de lutte; la capacité d'un parasite d'agir comme vecteur pour d'autres parasites; les effets significatifs sur des zones écologiquement sensibles ou des zones protégées désignées comme telles; les modifications significatives des processus écologiques et de la structure, de la stabilité et des processus d'un écosystème (y compris d'autres effets sur les espèces végétales, l'érosion, les modifications de la nappe phréatique, un risque accru d'incendie, le recyclage des éléments nutritifs, etc.); les effets sur les usages par l'homme (qualité de l'eau, usage pour les loisirs, le tourisme, le pâturage, la chasse, la pêche); et les coûts de la restauration de l'environnement. Le Canada fait valoir que ce point de vue est étayé par la norme internationale pertinente pour l'analyse des risques associés aux parasites, y compris les OVM.[501]

---

[499] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 1, page 588.

[500] *Voir* les paragraphes 7.205 et 7.215.

[501] Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 11, "Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine incluant l'analyse des risques pour l'environnement", FAO, Rome, 2004 (adoptée en avril 2004), page 27.

7.367 L'**Argentine** soutient que la notion "d'autres dommages" figurant à l'Annexe A 1) d) fait référence à la prévention des situations qui ne sont pas énumérées aux paragraphes a), b) et c) et qui concernent les parasites. Parmi les exemples "d'autres dommages" de ce type figurent les préoccupations concernant la valeur adaptative des plantes, des animaux ou des personnes. L'Argentine estime que les grandes conséquences écologiques d'une plante GM qui croît là où elle est indésirable constitueraient aussi "d'autres dommages" causés par "l'entrée, l'établissement ou la dissémination de parasites". Les préoccupations relatives à la contamination croisée d'autres organismes par des produits biotechnologiques relèvent également de l'Annexe A 1) d). Les mesures destinées à empêcher ou réduire au minimum les effets négatifs liés à un accroissement excessif de la population d'une plante GM dans l'environnement ou à l'avantage concurrentiel des OGM par rapport aux organismes non modifiés relèvent aussi de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*. Bien qu'à son avis un produit biotechnologique soit le plus susceptible de nuire à la biodiversité ou à l'équilibre écologique d'une région en affectant de façon négative la flore et/ou la faune sauvages, l'Argentine estime que le champ de l'Annexe A 1) d) est suffisamment large pour englober tout autre dommage possible causé à la biodiversité ou à l'équilibre écologique.

7.368 Les **Communautés européennes** estiment que l'expression "d'autres dommages" vise les dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite autres que les dommages à "la santé et la vie" des personnes et des animaux ou à la "préservation" des végétaux. Elles soutiennent qu'il est généralement accepté que l'expression "d'autres dommages" fait référence aux dommages économiques. Ces dommages comprennent, par exemple, une diminution de la valeur d'une culture dont la qualité est amoindrie par les dommages causés par un parasite qui ne menace pas la préservation de la plante. Les Communautés européennes font toutefois observer que l'expression "d'autres dommages" est expressément liée aux seuls risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un "parasite". Comme les Communautés européennes font valoir qu'un OGM n'est pas un parasite sauf s'il croît au mauvais endroit et/ou au mauvais moment, cette disposition ne peut pas être utilisée pour faire entrer dans le champ de l'*Accord SPS* toutes les mesures appliquées pour se protéger contre les dommages à l'écologie ou à l'environnement qui découlent de l'introduction d'un OGM. En particulier, selon les Communautés européennes, les effets des OGM sur des composantes non vivantes de l'environnement, telles que la biogéochimie, en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par des changements dans la décomposition de matières organiques dans le sol, figurent parmi les préoccupations identifiées dans la législation communautaire qui à l'évidence ne relèvent pas de l'*Accord SPS*.[502]

7.369 Le **Groupe spécial** estime qu'il peut être inféré de la référence faite à l'Annexe A 1) d) à l'expression "d'*autres* dommages" (pas d'italique dans l'original) que, comme l'Annexe A 1) d), les alinéas a) à c) de l'Annexe A 1) font référence à des mesures qui sont appliquées pour assurer une protection contre un certain type de "dommages" potentiels. Les "dommages" dont il s'agit aux alinéas a) à c) de l'Annexe A 1) sont des dommages à la préservation des végétaux ou à la protection de la santé et de la vie des animaux et des personnes. Il s'ensuit, par conséquent, que la catégorie des "autres dommages" visée à l'Annexe A 1) d) doit comprendre des dommages autres que les dommages à la préservation des végétaux ou à la santé et à la vie des animaux ou des personnes. C'est en fait le point de vue qu'ont exprimé toutes les parties.

[502] Les Communautés européennes mentionnent, par exemple, le sixième point de la section C2.1 de l'annexe II, et les points II.A.11 f) et IV.B.15 de l'annexe IIIA, et D11 de l'annexe IIIB, de la Directive 2001/18.

7.370 La catégorie résiduelle des "autres dommages" est potentiellement très vaste.[503] À notre avis, l'expression "d'autres dommages" pourrait comprendre les dommages à des biens, y compris des infrastructures (telles que les installations d'adduction d'eau, les lignes de transport d'électricité, etc.). En outre, nous pensons que l'expression "d'autres dommages" pourrait comprendre des dommages économiques (tels que des dommages en termes de ventes perdues par les agriculteurs). Le dictionnaire définit le terme "damage" (dommage) comme signifiant "physical harm impairing the value, usefulness, or normal function of something" (dégât matériel affectant la valeur, l'utilité ou le fonctionnement normal de quelque chose) et "unwelcome and detrimental effects" (effets indésirables et nuisibles)[504], ou "a loss or harm resulting from injury to person, property, or reputation" (une perte ou un tort résultant d'un préjudice causé à une personne, à un bien ou à une réputation).[505] Ces définitions couvrent les torts entraînant une diminution de la valeur économique, les effets économiques négatifs ou une perte économique. Il est aussi conforme au contexte de l'Annexe A 1) d) d'interpréter l'expression "d'autres dommages" comme englobant les dommages économiques. L'article 5:3 de l'*Accord SPS* dispose que les "facteurs économiques" pertinents à prendre en compte dans une évaluation des risques comprennent le "dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie". L'article 5:3 montre donc que l'*Accord SPS* emploie ailleurs le terme "dommage" dans un sens économique, et qu'il le fait dans le contexte de dommages découlant de "parasites". L'article 5:3 envisage donc une situation similaire à celle qui est envisagée à l'Annexe A 1) d).

7.371 Nous notons que les dommages à la préservation des végétaux, ou à la santé et à la vie des animaux et des personnes peuvent entraîner des dommages économiques conséquents. Les mesures gouvernementales destinées à préserver les végétaux ou à protéger la santé et la vie des animaux sont parfois justement prises pour éviter de telles conséquences économiques négatives. Nous pensons donc comme le Canada que des mesures prises, par exemple, pour protéger des cultures contre des adventices qui pourraient s'établir dans un champ et évincer et supplanter les cultures, et amoindrir par conséquent leur rendement, pourraient à juste titre être considérées comme des mesures relevant de l'Annexe A 1) a) plutôt que comme des mesures relevant de l'Annexe A 1) d). Ce point de vue est compatible avec le fait que l'Annexe A 1) d) ne fait pas référence à des "maladies". Il est évident que l'entrée, l'établissement ou la dissémination de maladies peuvent, entre autres choses, entraîner des dommages économiques sur le territoire d'un Membre.[506] Dans le cas d'une maladie, toutefois, les dommages économiques seraient le résultat des dommages que la maladie cause à la préservation des végétaux ou à la santé et la vie des animaux ou des personnes. Cela n'est pas nécessairement le cas pour un parasite. Nous rappelons à cet égard que le terme "parasite", tel que nous l'interprétons, fait référence non seulement à un animal ou une plante qui détruit des animaux, des végétaux ou des personnes, ou qui nuit à la santé et à la vie d'autres animaux ou personnes, ou à la préservation d'autres végétaux, mais aussi à un animal ou à une plante qui est nuisible d'une autre manière. Il est donc compréhensible que l'Annexe A 1) d) traite spécifiquement et séparément des mesures

[503] Nous notons que le texte de l'Annexe A 1) d) précise "sur le territoire du Membre, d'autres dommages" et non pas "d'autres dommages aux personnes, animaux ou végétaux". Nous ne voyons donc rien dans le texte de l'Annexe A 1) d) qui permette d'interpréter l'expression "d'autres dommages" comme englobant uniquement d'autres dommages aux personnes, animaux ou végétaux. Il est clair, toutefois, que seuls les dommages causés par l'entrée, l'établissement ou la dissémination de "parasites" peuvent être considérés comme "d'autres dommages" au sens de l'Annexe A 1) d).

[504] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, Judy Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 361.

[505] *Webster's New Encyclopedic Dictionary* (Könemann, 1993), page 252.

[506] C'est ce que reconnaît l'article 5:3 susmentionné qui, rappelons-le, fait référence au "dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie".

appliquées pour lutter contre des dommages autres que les dommages à la préservation des végétaux ou à la santé et la vie des animaux et des personnes.[507]

7.372 Outre les dommages physiques à des biens ou dommages économiques, nous estimons que la notion d'"autres dommages" peut aussi englober des dommages à l'environnement autres que les dommages à la santé et la vie d'organismes vivants (c'est-à-dire d'animaux ou de végétaux). Nous notons à cet égard l'argument de l'Argentine selon lequel la notion d'"autres dommages" pourrait englober les dommages à la "biodiversité". Les dictionnaires définissent le terme "biodiversity" (biodiversité) comme "the variety of plant and animal life in the world or in a particular habitat" (la diversité de la vie végétale et animale dans le monde ou dans un habitat particulier)[508] ou "biological diversity in an environment as indicated by number of different species of plants and animals" (la diversité biologique d'un environnement telle que l'indique le nombre d'espèces différentes de plantes et d'animaux).[509] Le *Glossaire de la biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture* définit la "biodiversité" comme la "[v]ariabilité parmi les organismes vivants de toutes les sources, y compris, *inter alia*, les écosystèmes terrestre, marin et autres; complexes écologiques dont ils font partie; cela inclut la diversité à l'intérieur des espèces, entre les espèces et dans les écosystèmes".[510] Nous déduisons des définitions mentionnées ci-dessus que les dommages à la "biodiversité" désignent les dommages à des organismes vivants. En conséquence, nous ne sommes pas persuadés que l'expression "d'autres dommages" figurant à l'Annexe A 1) d) comprenne les dommages à la "biodiversité" en tant que telle. Cependant, ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, une mesure appliquée pour empêcher les dommages à la "biodiversité" peut être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux du type de risques mentionnés à l'Annexe A 1) a) et b).

7.373 S'agissant maintenant des Directives 90/220 et 2001/18, nous notons que la Directive 2001/18 indique que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les effets sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol".[511] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[e]ffets immédiats et/ou différés éventuels sur les processus biogéochimiques résultant des interactions directes ou indirectes potentielles entre l'OGM et des organismes cibles ou des organismes non cibles se trouvant à proximité du ou des OGM

---

[507] Nous relevons en passant qu'il peut y avoir des situations où un parasite donne lieu à des dommages à la santé et à la vie d'autres animaux ou à la préservation d'autres végétaux sans que cela soit nécessairement considéré comme une raison d'appliquer une mesure pour protéger la santé et la vie de ces autres animaux ou préserver ces autres végétaux. Par exemple, les autres animaux ou végétaux affectés pourraient eux-mêmes être des parasites. Cependant, le parasite en question pourrait, en outre et en même temps, donner lieu à des dommages économiques qui sont différents et séparés des dommages qu'il cause à la santé et à la vie d'autres animaux ou à la préservation d'autres végétaux. Ces dommages économiques pourraient être considérés comme une raison d'appliquer une mesure pour contenir le parasite. Comme le montre cet exemple, le simple fait qu'un parasite donne lieu, entre autres, à des dommages potentiels à la santé et à la vie d'autres animaux ou à la préservation d'autres végétaux ne veut donc pas dire que toute mesure appliquée pour lutter contre ce parasite est automatiquement ou exclusivement visée par l'Annexe A 1) a).

[508] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition., J. Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 135.

[509] *Webster's New Encyclopedic Dictionary* (Könemann, 1993), page 98.

[510] *Glossaire de biotechnologie pour l'alimentation et l'agriculture*, FAO, A. Zaid, H.G. Hughes, E. Porceddu et F. Nichols (éds.) Rome, 2001, page 40.

[511] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.

disséminés".[512] Nous avons déjà indiqué que, dans la mesure où des OGM peuvent affecter la santé et la vie de la microfaune ou de la microflore du sol, la préoccupation serait que les OGM pourraient agir comme des parasites et, en tant que tels, présenter des risques pour la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux. Autrement dit, il s'agirait d'une préoccupation relevant de l'Annexe A 1) a). De même, si des OGM devaient avoir des effets sur des micro-organismes du sol et que cela devait présenter des risques pour la santé et la vie d'autres animaux ou la préservation d'autres végétaux, nous pensons qu'il s'agirait d'une préoccupation selon laquelle les OGM pourraient agir comme des parasites qui présentent indirectement des risques pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux.

7.374 Les Communautés européennes font valoir que les préoccupations concernant les effets des OGM sur la biogéochimie comprennent aussi les préoccupations relatives aux effets sur des composantes non vivantes de l'environnement, telles que le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol. De l'avis des Communautés européennes, ces préoccupations ne relèvent pas de l'*Accord SPS*. Nous ne sommes pas convaincus par cet argument. Dans la mesure où des OGM pourraient causer des dommages aux cycles géochimiques (plutôt que de simples modifications de ces cycles), qui seraient tels qu'il y aurait des dommages à l'environnement autres que des dommages à des organismes, nous pensons que ces dommages environnementaux pourraient être considérés comme "d'autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'OGM en tant que "parasites" au sens de l'Annexe A 1) d). Eu égard à cela, dans la mesure où elles visent à éviter que les OGM n'aient des effets négatifs sur des "organismes non vivants" dans l'environnement, y compris ceux qui font partie de processus géochimiques, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour empêcher ou limiter "d'autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'OGM en tant que "parasites".

7.375 Nous notons que la Directive 2001/18 indique également que les effets négatifs potentiels des OGM comprennent "les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur"[513], qui incluent la "[p]ossibilité d'accroissement excessif de la population" et l'"[a]vantage sélectif des OGM".[514] En outre, la Directive 2001/18 indique que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes OGM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur la "[p]robabilité que les [plantes OGM] deviennent plus persistantes que les plantes parentales ou réceptrices dans les habitats agricoles ou se propagent plus rapidement dans les habitats naturels"; les "[a]vantages ou inconvénients sélectifs conférés aux [plantes OGM]"; la "[p]ossibilité de transfert de gènes aux mêmes espèces ou à d'autres espèces végétales sexuellement compatibles dans les conditions de plantation d[e la plante OGM] et avantages ou inconvénients sélectifs conférés à ces espèces végétales"; les "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre les [plantes OGM] et les organismes cibles, tels que prédateurs, parasitoïdes et agents pathogènes peuvent avoir sur l'environnement (le cas échéant)"; les "[i]ncidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre l[a plante OGM] et des organismes non cibles (compte tenu également des interactions d'organismes avec les organismes cibles), notamment les incidences sur les niveaux de population des concurrents, herbivores, symbiotes (le cas échéant), parasites et agents pathogènes".[515]

[512] Annexe II.D.2.7 de la Directive 2001/18.
[513] Annexe II.C.2.1 de la Directive 2001/18.
[514] Annexe IIIA.iv.B.7 et 8 de la Directive 2001/18.
[515] Annexe II.D.2.1-5 de la Directive 2001/18.

7.376 Nous avons traité ces divers effets négatifs précédemment. Tous ces effets concernent les effets potentiels des "parasites". Dans ces situations, les OGM eux-mêmes ou des plantes issues de croisements peuvent agir comme des parasites, ou des organismes cibles ou des organismes non cibles peuvent devenir des parasites, par suite de la dissémination d'OGM dans l'environnement. Les parties n'ont pas traité la question de savoir si l'un quelconque des types de "parasites" susmentionnés pouvait causer des dommages aux "composantes non vivantes" de l'environnement. Nous n'avons rien qui nous permette de déterminer si cela serait ou non possible. Par conséquent, nous notons simplement que, dans la mesure où elles visent à éviter les effets négatifs des OGM sur l'environnement autres que les effets négatifs sur la santé et la vie des animaux ou la préservation des végétaux ou sur les processus géochimiques, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour empêcher ou limiter "d'autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de "parasites".

7.377 Nous notons, en outre, que la Directive 2001/18 indique aussi que, pour permettre aux autorités compétentes de tirer des conclusions concernant les incidences potentielles sur l'environnement de la dissémination de plantes GM, les demandeurs devraient fournir des renseignements sur les "[i]ncidences immédiates et/ou différées, directes ou indirectes, que les techniques spécifiques de culture, de gestion et de récolte utilisées pour la PSGM peuvent avoir sur l'environnement lorsqu'elles sont différentes de celles utilisées pour des plantes supérieures non génétiquement modifiées".[516] Les Communautés européennes ont fait valoir que l'utilisation de cultures GM plutôt que de cultures classiques pouvait avoir des effets négatifs sur l'environnement agro-écologique et sur la biodiversité. Dans ce contexte, les Communautés européennes ont fait référence à des recherches menées sur l'effet, le cas échéant, que les pratiques de gestion associées aux cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides pourraient avoir sur la faune sauvage et la flore en milieu agricole, comparativement à la lutte contre les adventices pratiquée dans le cas des cultures non GM.[517]

7.378 Dans le contexte de notre analyse de l'Annexe A 1) a), nous avons traité la question des effets négatifs potentiels sur des organismes non cibles, y compris sur la faune et la flore en milieu agricole, découlant de modifications dans les pratiques de lutte contre les adventices (y compris les modifications dans l'utilisation des herbicides) qui peuvent être associées à l'introduction de cultures GM. Nous avons déterminé que, dans la mesure où elles étaient appliquées pour éviter de tels effets, les Directives 90/220 et 2001/18 pouvaient être considérées comme des mesures appliquées pour protéger la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que "parasites". Dans la mesure où des modifications dans les pratiques de lutte contre les adventices pourraient causer des dommages à l'environnement autres que des dommages pour la santé et la vie d'organismes non cibles, nous pensons que ces dommages pourraient être considérés comme "d'autres dommages" résultant indirectement (c'est-à-dire par le bais de ces modifications) de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que "parasites" au sens de l'Annexe A 1) d). Eu égard à cela, dans la mesure où elles visent à éviter les effets négatifs découlant des techniques de gestion associées aux OGM autres que des dommages à la santé et la vie d'organismes non cibles, les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent, à notre avis, être considérées comme des mesures appliquées pour empêcher ou limiter "d'autres dommages" résultant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'adventices en tant que "parasites".

[516] Paragraphe 9 de l'annexe II.D.2 de la Directive 2001/18.

[517] Département de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales du Royaume-Uni, "GM crops: Effects on farmland wildlife", octobre 2003. Ces études sont aussi désignées sous le nom de "Farm Scale Evaluation" (évaluation au niveau de l'exploitation agricole).

Conclusions préliminaires concernant l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*

7.379 À la lumière de ces considérations, nous sommes d'avis que, des effets négatifs potentiels des OGM identifiés à l'annexe II de la Directive 2001/18, les effets suivants relèvent de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*, par exemple, dans la mesure où ils concernent la protection de "composantes non vivantes" dans l'environnement:

- les effets sur la dynamique des populations d'espèces dans l'environnement récepteur;

- les effets sur la biogéochimie (cycles biogéochimiques), en particulier le recyclage du carbone et de l'azote par le biais de modifications de la décomposition des matières organiques du sol.

7.380 De même, s'agissant des préoccupations identifiées à l'annexe D.2 de la Directive 2001/18 concernant les plantes supérieures génétiquement modifiées (PSGM), nous considérons que les préoccupations suivantes relèvent de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*, par exemple, dans la mesure où elles concernent la protection de "composantes non vivantes" dans l'environnement:

- probabilité que les PSGM deviennent plus persistantes que les plantes parentales ou réceptrices dans les habitats agricoles ou se propagent plus rapidement dans les habitats naturels;

- avantages ou inconvénients sélectifs conférés aux PSGM;

- possibilité de transfert de gènes aux mêmes espèces ou à d'autres espèces végétales sexuellement compatibles dans les conditions de plantation de la PSGM et avantages ou inconvénients sélectifs conférés à ces espèces végétales;

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre les PSGM et les organismes cibles, tels que prédateurs, parasitoïdes et agents pathogènes peuvent avoir sur l'environnement (le cas échéant);

- incidences immédiates et/ou différées que les interactions directes ou indirectes entre le PSGM et des organismes non cibles (compte tenu également des interactions d'organismes avec les organismes cibles), notamment les incidences sur les niveaux de population des concurrents, herbivores, symbiotes (le cas échéant), parasites et agents pathogènes;

- incidences immédiates et/ou différées sur les processus biogéochimiques résultant des interactions directes et indirectes potentielles de l'OGM et des organismes cibles et non cibles à proximité du ou des OGM disséminés;

- incidences immédiates et/ou différées, directes ou indirectes, que les techniques spécifiques de culture, de gestion et de récolte utilisées pour le PSGM peuvent avoir sur l'environnement lorsqu'elles sont différentes de celles utilisées pour des plantes supérieures non génétiquement modifiées.

Étiquetage indiquant la présence d'OGM

7.381 Avant de conclure notre examen des Directives 90/220 et 2001/18 au titre de l'Annexe A 1), il est nécessaire de traiter les prescriptions en matière d'étiquetage imposées par la Directive 2001/18.

Les parties n'ont ni soulevé ni examiné cette question dans le cadre de leurs arguments sur le point de savoir si la Directive 2001/18 relevait de l'Annexe A 1). Toutefois, comme la question des prescriptions en matière d'étiquetage revêt une certaine importance pour notre examen ci-après du point de savoir si le Règlement n° 258/97 relève de l'Annexe A 1), la cohérence exige que nous abordions cette question dans le cadre de notre examen des Directives 90/220 et 2001/18.

7.382 La Directive 2001/18 dispose que le demandeur doit présenter un projet d'étiquetage. Le projet doit comprendre, soit sur une étiquette soit sur un document d'accompagnement du produit, le nom commercial du produit pertinent contenant un OGM, le nom de l'OGM, et une mention claire indiquant la présence d'un OGM. Les autorités de l'État membre compétent doivent examiner les demandes pour s'assurer de leur conformité avec les prescriptions de la Directive 2001/18, y compris les prescriptions en matière d'étiquetage. Le demandeur ne doit mettre un OGM sur le marché que s'il a reçu l'autorisation écrite de l'autorité compétente et s'est conformé aux conditions requises dans cette autorisation. L'autorisation écrite doit indiquer les prescriptions en matière d'étiquetage. Dans tous les cas, la mention indiquant la présence d'un OGM doit figurer sur une étiquette ou sur un document d'accompagnement.[518]

7.383 Par ailleurs, concernant les OGM approuvés pour mise sur le marché, la Directive 2001/18 prescrit que les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir que, à tous les stades de la mise sur le marché, l'étiquetage des OGM pertinents satisfait aux prescriptions qui sont spécifiées dans l'autorisation écrite.[519] La Directive n'indique pas quelles mesures doivent être prises par les États membres pour satisfaire à cette prescription.

7.384 À ce que nous croyons comprendre, la Directive 2001/18 exige que l'étiquetage ou un document indique la présence d'un OGM dans les cas où les autorités compétentes ont déterminé, sur la base des preuves scientifiques disponibles, que la dissémination de l'OGM pertinent dans l'environnement est sans danger pour la santé humaine et pour l'environnement. La prescription imposant d'indiquer la présence d'un OGM dans de tels cas peut à première vue paraître ne pas être une mesure qui relèverait de l'*Accord SPS*. Par conséquent, nous pensons que nous devrions examiner si la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est liée au but de protection de la santé humaine et de l'environnement et constitue de ce fait une mesure appliquée dans l'un des buts identifiés à l'Annexe A 1).

7.385 Nous rappelons à cet égard que le seul but déclaré de la Directive 2001/18, outre le rapprochement des dispositions législatives des États membres, est de protéger la santé humaine et l'environnement des risques découlant de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement.[520] Cela contraste avec le Règlement n° 258/97 (que nous examinons ci-après) qui fait référence à d'autres buts, tels que le fait de ne pas induire le consommateur en erreur. Eu égard à cela, nous pensons que si la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est rationnellement liée au but déclaré de ladite directive, et en l'absence d'indications quant à un but différent ou additionnel, nous pouvons et devrions présumer que la prescription en matière d'étiquetage est censée répondre au but énoncé dans la Directive.[521]

---

[518] Articles 4 4), 13 2) f) et 19 3) e) ainsi que l'annexe IV de la Directive 2001/18. Bien que la Directive 90/220 impose aussi certaines prescriptions en matière d'étiquetage, elle n'exigeait aucune mention indiquant la présence d'un OGM. Article 11 1) et annexe III de la Directive 90/220.

[519] Article 21 1) de la Directive 2001/18.

[520] Article premier de la Directive 2001/18.

[521] Nous notons que le 40ème alinéa du préambule de la Directive dispose que la présence d'un OGM devrait être indiquée sur une étiquette ou un document "afin de garantir une identification appropriée de la présence d'OGM pour les produits contenant des OGM ou consistant en de tels organismes". L'expression

7.386 Lorsque nous examinons la question de savoir si la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est rationnellement liée au but déclaré de ladite directive, nous jugeons instructives, entre autres, les dispositions de l'article 20 de la Directive. L'article 20 traite des situations où, après que l'autorisation de la mise sur le marché d'un produit consistant en un OGM ou en contenant a été accordée, les autorités compétentes viennent à disposer de nouveaux éléments d'information émanant des utilisateurs du produit ou d'autres sources, susceptibles d'avoir des conséquences du point de vue des risques que comporte l'OGM pour la santé humaine ou l'environnement. L'article 20 dispose que dans de telles situations les conditions de l'autorisation de la mise sur le marché peuvent être modifiées ou il peut être mis fin à l'autorisation, compte tenu des résultats d'une procédure de révision qui doit être engagée lorsque de nouveaux éléments d'information deviennent disponibles.[522] Bien que la Directive n'indique pas les conséquences précises découlant d'une décision de mettre fin à l'autorisation, il est raisonnable de supposer que le produit pertinent ne pourrait plus être légalement offert par des vendeurs à des tierces parties, et que des mesures pourraient être prises pour informer le public des risques nouvellement découverts et pour demander aux utilisateurs du produit de le retourner au vendeur ou de cesser de l'utiliser ou pour les encourager à le faire.

7.387 La prescription voulant que la présence d'un OGM dans un produit soit explicitement identifiée sur une étiquette ou sur un document d'accompagnement correspond à la situation envisagée à l'article 20. Comme il a été mentionné, l'article 20 fait référence, entre autres, à des situations où de nouveaux éléments d'information, émanant des utilisateurs d'un produit, et concernant les risques que comporte un OGM pour la santé humaine ou l'environnement, deviennent disponibles une fois que l'autorisation de mise sur le marché a été accordée. L'identification explicite de la présence d'un OGM prévient les exploitants et les utilisateurs d'un produit contenant un OGM ou consistant en un tel produit, et les sensibilise à la possibilité que tout effet négatif observé du produit sur la santé humaine ou l'environnement soit imputable à la présence d'un OGM plutôt qu'à d'autres facteurs. Du fait de la sensibilisation accrue des exploitants et des utilisateurs à la présence d'OGM, on peut supposer qu'un plus grand nombre d'observations susceptibles de montrer les risques associés à un OGM sont rapportées aux détenteurs de l'autorisation et aux autorités compétentes, ou que des observations pertinentes sont rapportées plus rapidement. On peut donc présumer que l'identification explicite de la présence d'un OGM a pour effet de mieux informer, ou d'informer plus rapidement, les détenteurs des autorisations et les autorités compétentes des risques non anticipés d'un OGM pour la santé humaine et l'environnement, ce qui leur permet de déterminer si des mesures additionnelles sont nécessaires pour protéger la santé humaine et l'environnement.[523]

"identification appropriée" n'indique pas que la prescription en matière d'étiquetage est appliquée dans le but de protéger la santé humaine et l'environnement. Mais elle n'indique pas non plus qu'elle est appliquée dans un but autre que de protéger la santé humaine ou l'environnement, ou dans un but additionnel.

[522] Nous notons aussi que l'article 23 1) de la Directive 2001/18 prescrit que les États membres doivent veiller à ce que, en cas de risque grave, des mesures d'urgence consistant, par exemple, à suspendre la mise sur le marché ou à y mettre fin, soient prises, y compris en ce qui concerne l'information du public.

[523] Nous sommes conscients du fait que la Directive 2001/18 contient des prescriptions en matière de surveillance, entre autres pour identifier l'occurrence des effets néfastes non anticipés des OGM sur la santé humaine ou l'environnement. Toutefois, des renseignements et des données peuvent, dans certains cas, être collectés et rapportés grâce aux pratiques de surveillance générale déjà mises en œuvre pour des cultivars agricoles autres que la culture GM en question. Ainsi, les utilisateurs des cultures GM n'associent peut-être pas nécessairement la surveillance à la présence d'un OGM. En outre, les plans de surveillance ne sont peut-être pas toujours mis en œuvre par les personnes chargées de le faire. Nous considérons que, dans ces cas, on peut supposer qu'en alertant les utilisateurs de la présence d'OGM, l'étiquetage qui vise à indiquer la présence de tels organismes permet aux détenteurs de l'autorisation et aux autorités compétentes d'être mieux informés, ou

7.388 De plus, nous observons que l'identification explicite de la présence d'un OGM dans un produit a pour but de protéger la santé et/ou l'environnement dans des situations de dissémination inattendue ou accidentelle d'un OGM – par exemple en relation avec son stockage ou son transport – dans un environnement dans lequel cet OGM n'est pas utilisé ou dans lequel les effets négatifs qu'il pourrait avoir n'ont pas été spécifiquement pris en compte dans l'évaluation des risques.[524] Dans de telles situations, on peut, à notre avis, présumer que l'identification explicite de la présence d'un OGM dans un produit aura pour effet d'informer les détenteurs des autorisations et les autorités compétentes de tous incidents pertinents plus rapidement et plus efficacement que si le produit stocké ou transporté n'identifiait pas explicitement la présence d'un OGM. Pour reprendre l'exemple du stockage ou du transport, nous notons que les personnes stockant ou transportant des OGM (par exemple le chauffeur d'un véhicule de transport) n'ont pas nécessairement besoin d'être sous la surveillance du producteur ou de l'utilisateur des OGM, ni d'être autrement familiarisées avec les caractéristiques spécifiques du produit qu'elles manipulent. Pour ces personnes en particulier, l'identification explicite de la présence d'un OGM rend plus probable et facilite une réponse adéquate et rapide dans des situations de dissémination inattendue ou accidentelle d'un OGM dans l'environnement.[525]

7.389 À la lumière des considérations qui précèdent, nous sommes d'avis qu'il y a une relation rationnelle entre, d'une part, le but indiqué dans la Directive 2001/18, qui consiste à protéger la santé humaine et l'environnement et, d'autre part, la prescription particulière en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18, qui s'applique dans les cas où il a été constaté qu'un produit contenant un OGM ou consistant en un tel organisme était sans danger pour la santé humaine et pour l'environnement. En outre, que ce soit dans la Directive 2001/18 ou dans tout autre élément de preuve dont nous avons été saisis, nous ne voyons pas d'indications suffisantes montrant que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 est censée … avoir un but différent ou additionnel par rapport à celui que la Directive 2001/18 indique vouloir atteindre, c'est-à-dire la protection de la santé humaine et de l'environnement.[526]

7.390 Nous notons que l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* spécifie que les mesures SPS comprennent, "entre autres choses", "les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires". Comme l'indique l'expression "entre autres choses" figurant à l'Annexe A 1), les prescriptions spécifiquement mentionnées ne visent pas nécessairement à exclure des prescriptions similaires. Il s'ensuit que, tout en reconnaissant que les prescriptions en matière d'étiquetage imposées pour des raisons d'innocuité des produits alimentaires peuvent être plus courantes, nous estimons que les prescriptions en matière d'étiquetage imposées dans le but de préserver les végétaux ou de protéger la santé des animaux ou des personnes des risques visés à l'Annexe A 1) a) et c), ou dans le but d'empêcher ou limiter d'autres dommages découlant du risque visé à l'Annexe A 1) d), seraient de la même manière soumises aux disciplines de l'*Accord SPS*.[527]

---

informés plus rapidement, qu'ils ne le seraient par des observations des effets néfastes non anticipés des OGM sur la santé humaine ou l'environnement.

[524] Une dissémination accidentelle de semences GM pourrait se produire, par exemple, à la suite d'un accident impliquant un véhicule transportant des sacs de semences GM depuis le vendeur jusqu'à l'agriculteur.

[525] Nous notons que, en cas de dissémination inattendue ou accidentelle, une réponse rapide pourrait être nécessaire pour prévenir ou limiter les effets négatifs sur la santé des personnes ou l'environnement.

[526] On trouvera plus de précisions sur ce point *supra*, aux paragraphes 6.60 et suivants, en réponse à une observation formulée par les Communautés européennes pendant la phase du réexamen intérimaire.

[527] La référence qui est faite aux "prescriptions en matière [...] d'étiquetage *directement liées à l'innocuité des produits alimentaires*" (pas d'italique dans l'original) au deuxième alinéa de l'Annexe A 1) vise, à notre avis, à donner un exemple d'une prescription en matière d'étiquetage qui répond clairement et sans ambiguïté à l'un des buts identifiés à l'Annexe A 1). Il est possible d'inférer de cette référence que certaines prescriptions en matière d'étiquetage des produits alimentaires ne seraient pas assujetties à l'*Accord SPS*, par

7.391 Nous avons déterminé ci-dessus que la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 était logiquement liée au but de protection de la santé humaine et de l'environnement. Nous avons également noté que le dossier du Groupe spécial ne contenait pas suffisamment d'indications quant à un but différent de la protection de la santé humaine et de l'environnement ou à un but additionnel. Dans ces circonstances, nous pensons que nous pouvons et que nous devrions présumer que la prescription en matière d'étiquetage est appliquée pour protéger la santé humaine et l'environnement des effets non anticipés possibles des OGM. Dans la mesure où elle est appliquée pour protéger l'environnement, cette prescription relèverait de l'Annexe A 1) a), b) ou d), selon le type d'effets négatifs. Dans la mesure où elle est appliquée pour protéger la santé humaine, elle relèverait de l'Annexe A 1) b) ou c).[528] Nous estimons donc que la prescription en matière d'étiquetage en question n'exclut pas la Directive 2001/18 du champ de l'*Accord SPS*.

7.392 Nous soulignons que notre constatation selon laquelle la prescription en matière d'étiquetage figurant dans la Directive 2001/18 relève de l'*Accord SPS* ne signifie pas nécessairement que cette prescription est compatible avec les dispositions de cet accord. La compatibilité de la prescription pertinente avec l'*Accord SPS* est une question dont nous ne sommes pas saisis, et nous nous abstenons donc de nous prononcer à ce sujet.

Conclusions concernant le but des Directives 90/220 et 2001/18

7.393 Dans notre analyse ci-dessus, nous avons identifié et examiné les risques ou les effets négatifs que les Directives 90/220 et 2001/18 visent à éviter, soit de par leurs termes exprès soit de par les déclarations des Communautés européennes. Concernant tous ces risques, nous avons déterminé que, pour ce qui était de leur origine et de leurs conséquences possibles, il s'agissait de risques visés par un ou plusieurs des alinéas de l'Annexe A 1). Eu égard à cela, et sachant que le but déclaré des Directives 90/220 et 2001/18 est d'éviter ces risques, nous sommes d'avis que les Directives 90/220 et 2001/18 peuvent être considérées comme des mesures qui sont appliquées dans les buts identifiés à l'Annexe A 1) a) à d). Autrement dit, nous considérons qu'elles satisfont à l'élément but de la définition de l'expression "mesure SPS". Dans cette mesure, les Directives 90/220 et 2001/18 constituent des mesures SPS.[529]

ii) Règlement n° 258/97

7.394 Le Groupe spécial passe maintenant à l'examen de la question de savoir si les risques ou préoccupations spécifiques identifiés dans le Règlement n° 258/97 sont des risques qui relèvent de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Le Groupe spécial rappelle que le Règlement n° 258/97 concerne les nouveaux aliments et ingrédients alimentaires, y compris les aliments et ingrédients alimentaires contenant des organismes génétiquement modifiés au sens de la Directive 90/220 ou consistant en de tels organismes, et les aliments et ingrédients alimentaires produits à partir d'organismes génétiquement modifiés mais n'en contenant pas.

---

exemple l'étiquetage des produits alimentaires requis à des fins d'assurance de la qualité, de spécification du volume du contenu ou pour tenir compte des préférences des consommateurs ou de considérations morales.

[528] Nous avons examiné plus haut comment des OGM pouvaient présenter des risques relevant des divers alinéas de l'Annexe A 1), et nous renvoyons donc à notre analyse précédente à ce sujet.

[529] Nous notons que nous n'avons pas encore analysé si les Directives 90/220 et 2001/18 satisfaisaient aux autres éléments de la définition de l'expression "mesure SPS". Nous le ferons après avoir examiné les buts du Règlement n° 258/97.

7.395 Concernant les buts dans lesquels le Règlement n° 258/97 est appliqué, nous prenons note de l'article 3 1) du Règlement, qui dispose que les aliments ou ingrédients alimentaires qui relèvent du Règlement ne doivent pas:

- présenter de danger pour le consommateur,
- induire le consommateur en erreur,
- différer des aliments et ingrédients alimentaires qu'ils sont destinés à remplacer à un point tel que leur consommation normale impliquerait des inconvénients nutritionnels pour le consommateur.

7.396 Il est important de noter que l'approbation de la commercialisation n'est accordée que si le nouvel aliment ou le nouvel ingrédient alimentaire dont l'approbation de la commercialisation est demandée respecte les critères de l'article 3 1) du Règlement n° 258/97.[530]

7.397 Nous déterminerons ci-après pour chacun des trois buts dans lesquels le Règlement n° 258/97 est appliqué si ce but relève de l'Annexe A 1). Les parties n'ont traité que certains des buts du Règlement n° 258/97, et seulement en termes relativement généraux. Nous commençons donc par présenter les principaux arguments des parties sur les buts du Règlement n° 258/97.

7.398 Les **États-Unis** font valoir que le régime d'approbation des produits biotechnologiques des Communautés européennes pour les nouveaux aliments est sans aucun doute une mesure SPS. Le Règlement n° 258/97 dispose que "[l]es aliments ou ingrédients alimentaires qui relèvent du présent règlement ne doivent pas présenter de danger pour le consommateur" ni impliquer des "inconvénients nutritionnels".[531] Selon les États-Unis, les risques spécifiques énoncés dans le Règlement relèvent de la définition d'une mesure SPS au titre de l'*Accord SPS*. Par exemple, les préoccupations selon lesquelles un produit biotechnologique pourrait provoquer une réaction allergique ou toxique chez les consommateurs, telles que les préoccupations concernant les niveaux inacceptables de résidus de pesticides dans les variétés végétales produisant des pesticides, les réactions allergiques dues à la consommation d'une variété biotechnologique qui comporte une caractéristique génétique susceptible d'entraîner de telles réactions, ou la présence de toxines ou d'autres contaminants dans les produits alimentaires contenant des produits biotechnologiques, relèvent de la définition donnée à l'Annexe A 1) b), qui vise les mesures appliquées pour protéger "la santé et la vie des personnes et des animaux" des risques découlant des "contaminants" ou des "toxines" présents dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".

7.399 Les États-Unis font en outre valoir que les préoccupations concernant le fait que la consommation généralisée de variétés contenant des GMRA pourrait entraîner le développement de souches de bactéries résistantes aux antibiotiques relèvent également de la définition donnée à l'Annexe A 1) b). Ces préoccupations ont été définies comme des questions relatives à l'innocuité des produits alimentaires. Ainsi, une mesure fondée sur ces préoccupations est une mesure destinée à protéger "la santé et la vie des personnes et des animaux" des "organismes pathogènes" présents dans "les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux".

7.400 Le **Canada** fait valoir que le but central du Règlement n° 258/97 est d'assurer une protection contre les risques identifiés à l'alinéa b) de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, à savoir "protéger […] la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des […] contaminants, toxines ou

[530] Article 6 1) et 6 3) du Règlement n° 258/97.
[531] Article 3 1) du Règlement n° 258/97.

organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Le Règlement n° 258/97 considère que la "protect[ion de] la santé publique" est un moyen de justifier l'adoption d'une évaluation d'innocuité unique dans toute la Communauté européenne.[532] Le Règlement indique également que "[l]es aliments ou ingrédients alimentaires qui relèvent du présent règlement ne doivent pas présenter de danger pour le consommateur" ni impliquer "des inconvénients nutritionnels".[533]

7.401 Le Canada fait observer que la Recommandation 97/618 de la Commission indique le type de renseignements scientifiques requis pour étayer des demandes d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires au titre du Règlement n° 258/97.[534] Les évaluations d'innocuité effectuées au titre du Règlement n° 258/97 devraient comprendre une évaluation des contaminants, des toxines et des organismes pathogènes résultant des nouveaux éléments du nouvel aliment ou ingrédient alimentaire en question. L'évaluation d'innocuité ne devrait traiter que des "contaminants chimiques ou microbiologiques du [nouvel aliment] […] spécifiquement liés à l'innovation […]" et de "la présence de toxines microbiennes ou d'agents infectieux de nature microbienne ou virale […] que si elle est une conséquence de l'innovation".[535] La partie XIII de la Recommandation de la Commission indique le type d'informations toxicologiques qui devraient être incluses dans une évaluation des nouveaux aliments au titre du Règlement n° 258/97, y compris des études de toxicité, de mutagénicité et d'allergénicité.[536]

7.402 L'**Argentine** soutient que les procédures d'approbation communautaires, y compris celles qui concernent les nouveaux aliments au titre du Règlement n° 258/97, sont des mesures SPS. Elle rappelle que la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1) comprend explicitement "entre autres choses [...] les procédures d'homologation [..]". En particulier, l'Argentine relève que la réglementation des CE concernant l'approbation des produits biotechnologiques a pour but de déterminer, au moyen d'une évaluation au cas par cas, la présence ou l'absence d'"additifs", de "contaminants" ou de "toxines" dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et les risques que leur présence entraîne pour la vie et la santé des personnes. L'Argentine estime que les risques auxquels fait référence la législation communautaire, et qui ont été évalués par les comités scientifiques respectifs des CE, sont visés par l'Annexe A 1) parce que la législation et les avis scientifiques font référence, entre autres choses, à des risques tels que les effets toxiques ou allergisants sur les personnes et les animaux, la croissance de bactéries résistantes aux antibiotiques et la contamination croisée, ou parce qu'ils traitent, entre autres choses, de tels risques.

---

[532] 2ème alinéa du préambule du Règlement n° 258/97.
[533] Article 3 1) du Règlement n° 258/97.
[534] Recommandation 97/618 de la Commission.
[535] *Ibid.*, article 5.
[536] *Ibid.*, page 14, partie XIII, qui dispose ce qui suit:

> "Ce protocole concerne les informations d'ordre toxicologique qui sont nécessaires pour évaluer le [nouvel aliment]. Divers cas de figure sont possibles, depuis les aliments pour lesquels il est possible d'établir une équivalence substantielle jusqu'aux aliments qui n'ont aucun équivalent substantiel et pour lesquels un programme d'essais nutritionnels-toxicologiques approprié s'avère par conséquent nécessaire.
>
> S'il est impossible d'établir une équivalence substantielle avec un produit classique correspondant, l'évaluation de la sécurité réalisée au cas par cas devra tenir compte: de la toxicité éventuelle de chaque composant chimique identifié par l'analyse; des études de toxicité *in vitro* et *in vivo*, notamment des études de mutagénicité, de reproduction et de tératogénicité ainsi que des études d'alimentation à long terme, suivant une approche séquentielle au cas par cas; des études relatives au potentiel allergisant."

7.403 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines des questions dont traite le Règlement n° 258/97 vont au-delà des risques envisagés et régis par l'*Accord SPS*. Le champ de l'*Accord SPS* dépend des objectifs d'une mesure. Certains aspects du Règlement n° 258/97 relèvent de l'*Accord SPS*, mais pas d'autres. En particulier, les Communautés européennes font valoir que les OGM dont il est question dans le présent différend ne sont pas des additifs d'après la définition qu'en donne le Codex.[537] Par ailleurs, comme les OGM et les protéines qu'ils produisent – sont *intentionnellement* présents dans les produits alimentaires, ils ne peuvent pas être considérés comme des "contaminants" ou des "toxines" au sens de l'Annexe A 1) b).

"présenter [un] danger pour le consommateur"

7.404 Le **Groupe spécial** commence son examen par le premier but énoncé dans le Règlement n° 258/97, qui est d'empêcher les OGM utilisés comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires de "présenter [un] danger pour le consommateur". Le Règlement n° 258/97 ne donne pas de détails sur la façon de déterminer si un produit entrant dans son champ d'application présente un "danger" pour le consommateur. Toujours est-il qu'il ressort clairement du préambule du Règlement que l'un de ses objectifs fondamentaux est de "protéger la santé publique"[538] et de veiller à ce que les OGM présents dans les produits alimentaires soient "sans danger pour la santé humaine".[539] Nous pensons donc que le membre de phrase "danger pour le consommateur" devrait être compris comme faisant référence à un danger pour la santé et la vie du consommateur.

7.405 Ce point de vue est compatible avec la Recommandation 97/618 de la Commission, à laquelle a fait référence le Canada. La Recommandation 97/618 de la Commission décrit le type de renseignements scientifiques requis pour étayer des demandes d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires au titre du Règlement n° 258/97. Elle indique, entre autres, qu'il faut évaluer les éléments suivants:

- les éléments nutritifs déterminants et les agents toxiques ou facteurs antinutritionnels déterminants;

- le potentiel de génotoxicité et/ou de pathogénicité des nouveaux micro-organismes;

- les éventuelles réactions allergiques à de nouvelles protéines ou à d'autres constituants des nouveaux aliments; et

- les effets toxicologiques potentiels en rapport avec la fonction du gène marqueur (y compris des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques).[540]

---

[537] Selon le Manuel de procédure du Codex, "[o]n entend par additif alimentaire toute substance qui n'est pas normalement consommée en tant que denrée alimentaire en soi et n'est pas normalement utilisée comme ingrédient caractéristique d'une denrée alimentaire, qu'elle ait ou non une valeur nutritive, et dont l'addition intentionnelle à la denrée alimentaire, dans un but technologique ou organoleptique, à une quelconque étape de la fabrication, de la transformation, de la préparation, du traitement, du conditionnement, de l'emballage, du transport ou du stockage de ladite denrée, entraîne ou peut entraîner (directement ou indirectement) son incorporation ou celle de ses dérivés dans la denrée ou peut affecter d'une autre façon les caractéristiques de ladite denrée. L'expression ne s'applique ni aux contaminants ni aux substances ajoutées aux denrées alimentaires dans le but d'en maintenir ou améliorer les propriétés nutritives." Manuel de procédure du Codex, 14ème édition, référence A, page 52.

[538] 2ème et 6ème alinéas du préambule du Règlement n° 258/97.

[539] 8ème alinéa du préambule du Règlement n° 258/97.

[540] Recommandation 97/618 de la Commission, pages 5 et suivantes.

7.406 Nous notons que les effets toxiques, pathogéniques et allergisants des produits alimentaires contenant des OGM ou consistant en des OGM présentent tous des dangers pour la santé et la vie du consommateur. Nous notons en outre que l'article 3 4) du Règlement n° 258/97 prévoit une dérogation à la procédure d'approbation ordinaire des aliments et ingrédients alimentaires dont il a été constaté qu'ils sont substantiellement équivalents à des produits alimentaires ou ingrédients alimentaires existants en ce qui concerne "leur composition, leur valeur nutritive, leur métabolisme, l'usage auquel ils sont destinés et leur *teneur en substances indésirables*". (pas d'italique dans l'original) Cela montre clairement que les risques potentiels pour la santé et la vie des consommateurs pourraient découler de la "teneur en substances indésirables" des produits alimentaires contenant des OGM ou consistant en des OGM.

7.407 Nous rappelons que l'Annexe A 1) b) fait entrer dans le champ de l'*Accord SPS* les mesures appliquées "pour protéger […] la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux". Nous avons examiné le sens et le champ de l'Annexe A 1) b) lorsque nous avons analysé les Directives 90/220 et 2001/18. Sur la base des considérations ci-dessus, dans la mesure où il vise à protéger les consommateurs des produits alimentaires dangereux, le Règlement n° 258/97 pourrait, à notre avis, être considéré comme une mesure appliquée pour protéger la santé et la vie des consommateurs des risques découlant des additifs (y compris des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques), des contaminants (par exemple des résidus de pesticides dans les plantes GM produisant des pesticides ou résistantes à des pesticides) ou des toxines (y compris des allergènes) présents dans les produits alimentaires. Autrement dit, nous sommes d'avis que le but premier du Règlement n° 258/97 est visé par l'Annexe A 1) b).

"induire le consommateur en erreur"

7.408 Le deuxième but identifié dans le Règlement n° 258/97 est d'éviter que des produits alimentaires contenant des OGM ou consistant en des OGM n'"indui[sent] le consommateur en erreur". Nous notons à cet égard que l'article 8 1) du Règlement n° 258/97 prescrit l'étiquetage des produits alimentaires pour veiller à ce que le consommateur final soit informé de:

- toute caractéristique ou propriété alimentaire, telle que la composition, la valeur nutritive ou les effets nutritionnels, ou l'usage auquel l'aliment est destiné, en raison de laquelle un nouvel aliment ou ingrédient alimentaire n'est plus équivalent à un aliment ou ingrédient alimentaire existant;

- la présence dans le nouvel aliment ou ingrédient alimentaire de matières qui ne sont pas présentes dans une denrée alimentaire équivalente existante et qui peuvent avoir des incidences sur la santé de certaines catégories de la population;

- la présence dans le nouvel aliment ou ingrédient alimentaire de matières qui ne sont pas présentes dans la denrée alimentaire équivalente existante et qui suscitent une réserve d'ordre éthique; et

- la présence d'un organisme génétiquement modifié selon des techniques de modification génétique.

7.409 Nous notons que l'approbation de la commercialisation n'est accordée que si le nouvel aliment ou nouvel ingrédient alimentaire pertinent répond aux dispositions de l'article 3 1) du Règlement n° 258/97, qui exigent que l'aliment ou l'ingrédient alimentaire n'induise pas le consommateur en

erreur, et à condition qu'il soit étiqueté conformément aux prescriptions susmentionnées de l'article 8 1) du Règlement.[541]

7.410 Le Groupe spécial rappelle que, conformément à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, les mesures SPS comprennent, entre autres choses, "les prescriptions en matière […] d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires". L'expression "innocuité des produits alimentaires" telle qu'elle est employée dans l'*Accord SPS* englobe l'innocuité de substances telles que les additifs alimentaires, les contaminants (y compris les résidus de pesticides), etc.[542] L'Annexe A 1) b) traite des risques potentiels pour la santé qui découlent de ces substances. Par conséquent, nous considérons que les prescriptions en matière d'étiquetage liées à l'innocuité des produits alimentaires sont des prescriptions en matière d'étiquetage qui sont appliquées pour protéger la santé humaine des risques découlant des additifs, des contaminants, des toxines ou des organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires.

7.411 Des quatre points mentionnés ci-dessus pour lesquels l'article 8 1) exige que des renseignements soient fournis, le deuxième paraît être directement lié à l'innocuité des produits alimentaires (matières qui peuvent avoir des incidences sur la santé de certaines catégories de la population). Les premier et troisième points paraissent ne pas être liés à l'innocuité des produits alimentaires (valeur nutritive ou effets nutritionnels, ou usage auquel l'aliment est destiné, et matières qui suscitent une réserve d'ordre éthique). Le quatrième point concerne les renseignements sur la présence d'un OGM dans un produit alimentaire. Ces renseignements correspondent à la prescription en matière d'étiquetage susmentionnée qui figure dans la Directive 2001/18. La prescription énoncée dans le Règlement n° 258/97 est imposée qu'il existe ou non une préoccupation en matière d'innocuité des produits alimentaires, c'est-à-dire un risque réel ou potentiel pour la santé associé à la présence d'un OGM dans le produit alimentaire en question. Comme le Règlement n° 258/97 vise à faire en sorte que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur et ne présentent pas de danger pour le consommateur, il est raisonnable de supposer que la prescription voulant que le consommateur soit informé de la présence d'un OGM qu'il existe ou non un risque associé pour la santé est au moins en partie imposée pour empêcher les consommateurs d'être induits en erreur. Autrement dit, nous considérons que, au moins en partie, le Règlement n° 258/97 requiert l'identification de la présence d'un OGM dans un produit alimentaire pour faire en sorte que les consommateurs qui ont une préférence pour les produits alimentaires ne contenant pas d'OGM ou ne consistant pas en des OGM ne soient pas induits en erreur et achètent de tels produits alimentaires.[543]

7.412 Nous sommes d'avis que, dans la mesure où le Règlement n° 258/97 est appliqué pour faire en sorte que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur, il ne constitue pas une mesure appliquée pour protéger la santé et la vie des consommateurs des risques découlant, par exemple, des additifs ou des contaminants présents dans des produits alimentaires. En conséquence, nous considérons que le deuxième but du Règlement n° 258/97 ne relève pas de l'Annexe A 1).

---

[541] Article 6 1) et 6 3) du Règlement n° 258/97.

[542] L'Annexe A 3) mentionne les normes internationales pertinentes pour "l'innocuité des produits alimentaires", qui comprennent les normes du Codex concernant les additifs alimentaires, les résidus de pesticides et les contaminants.

[543] Nous ne voulons pas laisser entendre que l'absence de renseignements concernant la présence d'un OGM induirait nécessairement les consommateurs en erreur. Bien plutôt, notre déclaration a trait aux raisons pour lesquelles nous considérons que les Communautés européennes appliquent la prescription en matière d'identification figurant dans le Règlement n° 258/97.

"implique[] des inconvénients nutritionnels"

7.413 Le troisième but du Règlement n° 258/97 est de faire en sorte que les nouveaux aliments, y compris les aliments contenant des OGM ou consistant en des OGM, ne diffèrent pas des aliments qu'ils sont destinés à remplacer à un point tel que leur consommation normale "impliquerait des inconvénients nutritionnels" pour le consommateur. Nous rappelons que le premier but du Règlement n° 258/97 est d'empêcher les nouveaux aliments de présenter un "danger" pour le consommateur. Nous devons donc supposer que la notion de "danger pour le consommateur", qui, avons-nous dit, est liée à la protection de la santé et de la vie du consommateur, est distincte et séparée de la notion d'"inconvénient nutritionnel pour le consommateur". En fait, d'un point de vue conceptuel, il est logique de distinguer les deux situations. La consommation normale d'un nouvel aliment peut impliquer des inconvénients nutritionnels pour le consommateur s'il ne fournit pas au corps la bonne quantité ou la bonne qualité d'éléments nutritifs. Ce fait à lui seul ne voudrait toutefois pas dire que le nouvel aliment pertinent présenterait un danger pour le consommateur. Pour prendre un exemple hypothétique, si des oranges devaient être génétiquement modifiées de manière telle qu'elles contiendraient des niveaux très réduits de vitamine C, on peut présumer que le jus de ces oranges serait aussi une faible source de vitamine C. Les consommateurs qui boivent normalement du jus d'orange parce que c'est une source importante de vitamine C pourraient trouver des inconvénients nutritionnels à consommer du jus provenant d'oranges génétiquement modifiées à faible teneur en vitamine C. Cet inconvénient nutritionnel pourrait toutefois être corrigé par la consommation d'une autre source de vitamine C. Sur la base de ces considérations, nous ne sommes pas convaincus que la prescription voulant que les nouveaux aliments n'impliquent pas d'inconvénients nutritionnels pour les consommateurs est destinée, en tant que telle, à protéger la santé et la vie des consommateurs.

7.414 Le Groupe spécial rappelle que l'Annexe A 1) b) fait entrer dans le champ de l'*Accord SPS* les mesures appliquées "pour protéger […] la santé et la vie des personnes […] des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires […]". Nous avons indiqué que, à notre avis, la prescription énoncée dans le Règlement n° 258/97 voulant que les nouveaux aliments n'impliquent pas d'inconvénients nutritionnels pour le consommateur n'était pas appliquée, en tant que telle, pour protéger "la santé et la vie des personnes". Par conséquent, dans la mesure où le Règlement n° 258/97 est appliqué pour faire en sorte que les nouveaux aliments n'impliquent pas d'inconvénients nutritionnels pour le consommateur, nous pensons qu'il ne peut pas être considéré comme une mesure appliquée pour protéger la santé et la vie des consommateurs des risques découlant, par exemple, des additifs ou des contaminants. Autrement dit, nous considérons que le troisième but du Règlement n° 258/97 n'est pas visé par l'Annexe A 1).

Conclusions concernant le but du Règlement n° 258/97

7.415 Dans notre analyse ci-dessus, nous avons identifié et examiné chacun des trois buts séparés et indépendants dans lesquels le Règlement n° 258/97 est appliqué. Nous avons déterminé que dans la mesure où le Règlement visait à atteindre le premier des trois buts – à savoir faire en sorte que les nouveaux aliments ne présentent pas de danger pour le consommateur – il pouvait être considéré comme une mesure qui était appliquée dans le but identifié à l'Annexe A 1) b). Autrement dit, nous considérons que le premier but du Règlement n° 258/97 satisfait à l'élément but de la définition de l'expression "mesure SPS".[544]

7.416 Par ailleurs, dans la mesure où le Règlement n° 258/97 est appliqué pour atteindre les deuxième et troisième buts – à savoir faire en sorte que les nouveaux aliments n'induisent pas le

[544] Nous notons que nous n'avons pas encore analysé la question de savoir si le Règlement n° 258/97 satisfait aux autres éléments de la définition de l'expression "mesure SPS".

consommateur en erreur et n'impliquent pas des inconvénients nutritionnels pour le consommateur – il ne constitue pas une mesure appliquée dans l'un des buts mentionnés à l'Annexe A 1). Dans cette mesure, le Règlement ne satisfait pas à l'élément but de la définition de l'expression "mesure SPS". Comme le Règlement n° 258/97 ne satisfait pas à l'un des éléments constitutifs de la définition de l'expression "mesure SPS", il s'ensuit qu'il ne constitue pas une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) dans la mesure où il est appliqué pour faire en sorte que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur ni n'impliquent des inconvénients nutritionnels pour le consommateur.

c) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires sont des mesures SPS de par leur forme et leur nature

7.417 Nous analysons maintenant si les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 sont des "mesures SPS" de par leur forme et leur nature.

7.418 Les **États-Unis** font valoir que les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, sont des "procédures d'homologation" au titre de l'*Accord SPS*. L'Annexe C de l'*Accord SPS* définit les "procédures d'homologation" comme comprenant, entre autres "les procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification". Comme les produits biotechnologiques doivent être approuvés avant de pouvoir être mis sur le marché[545], les procédures sont analogues aux types de procédures spécifiquement indiquées à l'Annexe C, par exemple les procédures de certification. En tant que telles, les procédures relèvent de la définition des "procédures d'homologation" visées dans l'Annexe. *Deuxièmement*, ces procédures sont imposées pour "faire en sorte" que les prescriptions de la législation communautaire en matière d'approbation des produits biotechnologiques soient respectées. *Troisièmement*, la législation communautaire en matière d'approbation constitue une "mesure sanitaire ou phytosanitaire" telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* car elle est appliquée pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ou pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de certains risques énumérés à l'Annexe A.

7.419 Le **Canada** fait valoir que les procédures d'approbation figurant dans la Directive 2001/18 (et la Directive 90/220 qui l'a précédée) et le Règlement n° 258/97 sont manifestement des "procédures d'homologation" aux fins de l'Annexe C de l'*Accord SPS*. Il est évident que la législation en matière d'approbation applicable aux produits biotechnologiques est "une loi, une réglementation ou une prescription". En outre, l'imposition de ces procédures d'approbation vise "à vérifier et à assurer" le respect des prescriptions de la législation communautaire en matière d'approbation, à savoir que les aliments et ingrédients alimentaires ne doivent pas "présenter de danger pour le consommateur"[546] ou que la dissémination dans l'environnement de produits biotechnologiques "sera sans risques pour la santé humaine et l'environnement".[547] Les procédures d'approbation permettent de vérifier et d'assurer que tous les renseignements pertinents ont été fournis, et que les risques associés à la mise sur le marché de produits biotechnologiques ont été identifiés et évalués. Enfin, la législation communautaire en matière d'approbation des produits biotechnologiques est une mesure "sanitaire ou phytosanitaire" telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

[545] *Voir* les articles 6 8) et 19 2) de la Directive 2001/18; les articles 6 4) et 11 5) de la Directive 90/220; l'article 4 2) du Règlement n° 258/97.
[546] Article 3 du Règlement n° 258/97.
[547] 47ème alinéa du préambule de la Directive 2001/18.

7.420 L'**Argentine** fait valoir que la législation communautaire qui établit la procédure d'approbation préalable des OGM (Directive 90/220 et par la suite Directive 2001/18, et Règlement n° 258/97) définit les procédures d'approbation des produits agricoles biotechnologiques d'origine communautaire et étrangère. L'Argentine estime que cette législation renferme des dispositions relatives au système de contrôle, d'inspection et d'homologation.

7.421 Les **Communautés européennes** disent que, dans la mesure où leur système d'approbation établi en vertu de la législation pertinente en matière d'OGM traite des risques relevant de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, elles admettent que ce système est une "procédure[] visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Les procédures énoncées dans la législation pertinente sont destinées à faire en sorte qu'il n'y ait pas d'effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement. Dans la mesure où elles le font en vérifiant et en évaluant les risques relevant de l'*Accord SPS*, on peut dire que ces procédures visent "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires".

7.422 Le **Groupe spécial** commence son analyse par l'élément forme de la définition de l'expression "mesures SPS". Le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) indique que les mesures SPS "comprennent toutes lois, tous décrets [et] toutes réglementations". À notre avis, il ne faudrait pas considérer que la référence aux "lois … décrets [et] … réglementations" prescrit une forme juridique particulière. Nous considérons plutôt que les mesures SPS peuvent en principe revêtir de nombreuses formes juridiques différentes.

7.423 Nous notons que les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, sont des instruments législatifs adoptés par le Conseil européen et le Parlement européen.[548] En tant que tels, il s'agit de mesures gouvernementales imputables aux Communautés européennes. Nous notons aussi qu'ils sont juridiquement contraignants. Les États membres des CE sont les destinataires des Directives 90/220 et 2001/18 et ils doivent les transposer par un acte législatif ou administratif.[549] Le Règlement n° 258/97 dispose, *in fine*, qu'il est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tous les États membres des CE. Compte tenu de ces éléments, nous considérons que, aux fins de l'Annexe A 1), les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, peuvent être assimilés à des mesures adoptées sous la forme de "lois" et, par conséquent, qu'ils satisfont à l'élément forme de la définition de l'expression "mesures SPS".

7.424 S'agissant de la nature des mesures SPS, nous rappelons que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) fait référence à diverses "prescriptions et procédures" qui sont de nature très différente. Au nombre des "procédures" mentionnées à l'Annexe A 1) figurent les "procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation". En l'espèce, les parties ont systématiquement désigné les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, comme établissant les "procédures d'approbation communautaires" pour les produits biotechnologiques. L'Annexe A 1) ne définit pas l'expression "procédures d'homologation". Mais l'Annexe C de l'*Accord SPS*, qui est intitulée "Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation", comprend une note de bas de page qui précise que "[l]es procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation comprennent, entre autres, les procédures d'échantillonnage, d'essai et de certification".[550] En outre, le texte introductif de l'Annexe C 1) indique clairement que ladite annexe établit des disciplines "[e]n ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Sur la base de ces éléments, l'expression "procédures d'homologation" peut être considérée comme englobant les procédures appliquées pour vérifier et assurer le respect de l'une ou plusieurs des

[548] La Directive 90/220 a été adoptée par le Conseil uniquement.
[549] Articles 23 et 24 de la Directive 90/220; articles 34 et 38 de la Directive 2001/18.
[550] Note de bas de page 7 de l'*Accord SPS*.

prescriptions SPS de fond dont l'observation est une condition préalable à l'approbation de la mise sur le marché d'un produit.

7.425 Ainsi que l'indique notre description antérieure des procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18, il n'est pas possible de disséminer des OGM dans l'environnement à moins d'avoir obtenu le consentement de l'autorité compétente.[551] De même, dans le cas du Règlement n° 258/97, les aliments contenant des OGM ou consistant en des OGM ne peuvent être mis sur le marché que si une décision d'autorisation a été obtenue.[552] Il est donc évident que les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 imposent chacun une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation.

7.426 Dans le cas des Directives 90/220 et 2001/18, l'approbation de la mise sur le marché n'est accordée que si les autorités compétentes se sont assurées que l'OGM devant être disséminé dans l'environnement ne présente pas de risque pour la santé humaine ou l'environnement.[553] Nous avons déjà déterminé que les Directives 90/220 et 2001/18, en tant que mesures appliquées pour éviter les effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement pouvant découler de la dissémination volontaire d'OGM, satisfont à l'élément but de la définition de l'expression "mesure SPS". Par conséquent, nous considérons que la prescription établie par les Directives 90/220 et 2001/18 selon laquelle les OGM disséminés dans l'environnement ne doivent pas présenter de risque pour la santé humaine ou l'environnement est une prescription de fond imposée dans les buts mentionnés à l'Annexe A 1).

7.427 S'agissant du Règlement n° 258/97, nous notons que l'approbation de la mise sur le marché n'est accordée, entre autres choses, que s'il a été démontré de manière satisfaisante que le nouvel aliment pour lequel l'approbation de la mise sur le marché est demandée ne présente pas de danger pour le consommateur.[554] Nous avons déterminé ci-dessus que, dans la mesure où le Règlement était appliqué dans ce but, il satisfaisait à l'élément but de la définition de l'expression "mesure SPS". Dans cette logique, nous considérons que la prescription établie par le Règlement n° 258/97 selon laquelle les nouveaux aliments ne doivent pas présenter de danger est une prescription imposée dans un but mentionné à l'Annexe A 1).

7.428 Si, comme nous l'avançons, les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, renferment des prescriptions SPS de fond dont le respect est une condition préalable à la mise sur le marché d'un produit, la question suivante à examiner est celle de savoir si les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, contiennent des procédures visant à vérifier et à assurer le respect de ces prescriptions. La réponse est affirmative.[555] Nous avons décrit dans le détail les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97. Ces procédures ont pour but de vérifier et d'assurer le respect des prescriptions SPS de fond pertinentes.

7.429 Les considérations qui précèdent nous amènent à considérer que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97, sont des procédures

[551] Articles 6, 10, 11 et 13 et alinéas 17, 18 et 20 du préambule de la Directive 90/220; articles 4, 6, 13, 15 et 19 et alinéas 28 et 47 du préambule de la Directive 2001/18.

[552] Articles 3, 4, 6 et 7 et deuxième alinéa du préambule du Règlement n° 258/97. Nous prenons note de l'exception prévue à l'article 5 du Règlement n° 258/97 concernant la procédure simplifiée.

[553] Articles 4, 11 et 13, ainsi que l'alinéa 21 du préambule de la Directive 90/220; articles 4, 13 et 15, ainsi que l'alinéa 47 du préambule de la Directive 2001/18.

[554] Article 3 1) du Règlement n° 258/97.

[555] *Voir* les articles 11 à 13 et 21 de la Directive 90/220; les articles 13 à 22 et 30 de la Directive 2001/18; les articles 3, 4 à 7 et 11 à 13 du Règlement n° 258/97.

appliquées pour vérifier et assurer le respect d'une ou de plusieurs des prescriptions SPS de fond dont le respect est une condition préalable à l'approbation de la mise sur le marché d'un produit. Nous avons dit auparavant que ces procédures pouvaient être considérées comme des "procédures d'homologation" au sens de l'Annexe A 1) et C 1).

7.430 Comme nous avons constaté que les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il vise à empêcher de nouveaux aliments de présenter un danger pour le consommateur), constituaient des "procédures d'homologation" au sens de l'Annexe A 1), il s'ensuit qu'ils satisfont à l'élément nature de la définition de l'expression "mesure SPS".

7.431 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il vise à empêcher de nouveaux aliments de présenter un danger pour le consommateur), peuvent être considérés comme des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de leur forme et de leur nature.

i) Conclusion concernant la question de savoir si les procédures d'approbation communautaires sont des "mesures SPS"

7.432 Nous avons examiné les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, pour ce qui est de leur but, de leur forme et de leur nature. Pour chacun de ces points, nous avons constaté qu'ils satisfaisaient à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous arrivons à la conclusion que les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il vise à empêcher de nouveaux aliments de présenter un danger pour le consommateur), constituent des "mesures SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.433 À ce stade, nous pourrions examiner la question de savoir si l'une quelconque des trois procédures d'approbation communautaires en cause dans le présent différend englobe plus d'une mesure SPS. Ni les parties plaignantes ni les Communautés européennes n'ont cependant fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des procédures d'approbation communautaires devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. De fait, dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que le Règlement n° 258/97, comme constituant chacun une mesure SPS. Que nous traitions les procédures d'approbation communautaires comme constituant une seule mesure SPS ou comme englobant plus d'une mesure SPS, cela n'aura pas d'incidence sur la façon dont nous nous prononcerons sur les allégations formulées par les parties plaignantes au titre de l'*Accord SPS* (et, s'il y a lieu, sur toute mesure de mise en œuvre devant être prise par suite de notre décision concernant des allégations particulières). Compte tenu de ces éléments, à l'instar des parties, nous traiterons chacune des procédures d'approbation communautaires comme constituant une seule mesure SPS.

d) Question de savoir si les procédures d'approbation communautaires peuvent affecter le commerce international

7.434 L'article 1:1 de l'*Accord SPS* dispose, entre autres choses, que ledit accord "s'applique à toutes les mesures [SPS] qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Pour qu'une mesure SPS soit soumise aux disciplines de l'*Accord SPS*, elle doit donc pouvoir affecter le commerce international. En conséquence, nous examinons maintenant, à titre de question additionnelle et séparée, si les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 peuvent affecter le commerce international.

7.435 À notre avis, il n'est pas nécessaire de démontrer qu'une mesure SPS a un effet réel sur le commerce. L'article 1:1 prescrit simplement qu'une mesure SPS "peu[]t, directement ou

indirectement, affecter le commerce international". Ayant cela à l'esprit, nous rappelons d'abord notre détermination antérieure selon laquelle les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 énoncent des procédures qui sont appliquées pour vérifier et assurer le respect d'une prescription SPS de fond dont le respect est nécessaire pour obtenir l'approbation de mise sur le marché d'un produit. Il n'est pas contesté que les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 s'appliquent aux OGM et aux aliments contenant des OGM ou consistant en des OGM qui sont produits à l'extérieur des Communautés européennes et qui seraient donc importés dans les Communautés européennes après approbation. Enfin, nous notons que les procédures en question peuvent elles-mêmes avoir un effet direct ou indirect sur le commerce international, par exemple parce que leur achèvement prend du temps ou parce qu'elles imposent aux demandeurs des prescriptions en matière de renseignements et de documentation.

7.436 Pour ces raisons, nous concluons que les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il vise à empêcher de nouveaux aliments de présenter un danger pour le consommateur) sont des mesures SPS qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et, en tant que tels, qu'ils sont soumis aux dispositions dudit accord.

7.437 Compte tenu de cette conclusion, nous allons maintenant examiner la première mesure contestée par les parties plaignantes, à savoir le moratoire général allégué des CE sur les approbations.

D. MORATOIRE GÉNÉRAL DES CE

1. Mesure en cause

7.438 Le Groupe spécial commence son examen de la première mesure en cause dans le présent différend – le moratoire général des CE allégué – en exposant les descriptions que les parties plaignantes ont données de cette mesure, ainsi que la réponse que les Communautés européennes y ont apportée.

7.439 Les **États-Unis** affirment dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial que, depuis octobre 1998, les Communautés européennes appliquent un moratoire sur l'approbation des produits biotechnologiques. Conformément au moratoire, les Communautés européennes ont suspendu l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et l'octroi d'approbations pour ces produits dans le cadre de leur système d'approbation. En particulier, elles ont bloqué toutes les demandes relatives à la mise sur le marché de produits biotechnologiques lors du processus d'approbation au titre de la législation communautaire pertinente et n'ont examiné aucune demande en vue de l'approbation finale. Ainsi, telle qu'elle est décrite, la mesure en cause est la suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques ou de l'octroi d'approbations pour ces produits.[556]

7.440 Les États-Unis ont ajouté par la suite dans leurs communications qu'ils n'alléguaient pas que toutes les demandes sans exception n'avaient plus progressé à partir de 1998.[557] Au contraire, le moratoire est une décision des Communautés européennes de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation. Ainsi, une certaine progression dans le processus, qui s'arrête avant la décision finale, n'est pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales.

---

[556] *Voir* la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. WT/DS291/23, paragraphes 1 et 3.

[557] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 2.

7.441 Le **Canada** affirme dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que, depuis octobre 1998, les Communautés européennes maintiennent un moratoire sur l'approbation des produits biotechnologiques. Les Communautés européennes ont effectivement suspendu l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques et l'octroi d'approbations pour ces produits dans le cadre des processus d'approbation pertinents des CE. Ainsi, telle qu'elle est décrite, la mesure en cause est la suspension générale par les Communautés européennes de leurs propres processus d'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques, et d'octroi d'approbations pour ces produits.[558]

7.442 Le Canada a ajouté par la suite dans ses communications que le moratoire maintenu par les Communautés européennes n'avait pas entraîné un arrêt complet du processus d'approbation à tous les stades.[559] Alors que le traitement de certaines demandes était complètement suspendu, d'autres demandes ont quelque peu progressé. En outre, pendant toute l'existence du moratoire, la Commission a continué de renvoyer les demandes aux divers comités scientifiques pour avis. Cependant, c'est aux moments décisionnels cruciaux, ou étapes essentielles de la procédure d'approbation, que les demandes ont été bloquées.

7.443 L'**Argentine** affirme dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que les Communautés européennes appliquent un moratoire *de facto* sur l'approbation des produits biotechnologiques depuis octobre 1998. Ce moratoire *de facto* a conduit à la suspension et au non-examen de diverses demandes d'approbation de produits biotechnologiques ainsi qu'à des retards injustifiés dans l'achèvement du traitement des demandes d'approbation de ces produits dans le cadre de la législation communautaire pertinente. La mesure en cause est donc la suspension de l'examen ou le non-examen par les Communautés européennes de diverses demandes d'approbation de produits biotechnologiques.[560]

7.444 L'Argentine a ajouté par la suite dans ses communications qu'elle ne faisait pas valoir qu'il y avait eu absence complète de mouvement aux stades successifs du processus d'approbation.[561] En fait, elle fait valoir que, depuis 1998, ce mouvement n'a pas donné lieu à approbations en raison du blocage délibéré aux étapes essentielles du processus d'approbation.

7.445 Les **Communautés européennes** donnent à entendre que l'allégation des parties plaignantes selon laquelle les CE ont suspendu l'examen des demandes seulement aux étapes essentielles du processus d'approbation est en contradiction avec le concept et la définition d'un moratoire.[562] Elles donnent aussi à entendre que les parties plaignantes ne contestent pas une mesure mais une pratique alléguée – une succession répétée de suspensions alléguée de l'examen des demandes individuelles.

7.446 Les Communautés européennes font valoir qu'un examen des demandes identifiées par les parties plaignantes montre qu'il n'y a jamais eu de "suspension générale" des approbations et que les demandes individuelles n'ont été bloquées à aucun moment. Le processus d'évaluation s'est poursuivi au cours des dernières années, alors que les autorités des CE et de leurs États membres tenaient compte de l'évolution des cadres législatif et réglementaire ainsi que du débat scientifique en cours lors du traitement des demandes en souffrance. Les Communautés européennes notent que de

---

[558] *Voir* la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada. WT/DS292/17, paragraphes 1 et 5.

[559] Première communication écrite du Canada, paragraphe 2.

[560] *Voir* la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine. WT/DS293/17, paragraphes 2 et 5.

[561] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 198 et suivants.

[562] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 296.

nombreuses demandes ont dû être présentées de nouveau en janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18, et que nombre d'autres ont été retirées, généralement pour des raisons purement commerciales.

7.447 Les Communautés européennes font observer que toutes les demandes en souffrance ont fait l'objet de demandes de renseignements additionnels, lesquelles demandes tenaient souvent à l'insuffisance des données versées au dossier, qui empêchait d'effectuer une évaluation des risques appropriée. Certaines demandes, toutefois, concernant en particulier des questions de surveillance et de traçabilité, ont été faites en prévision de la nouvelle législation devant être adoptée et étaient fondées sur des engagements volontaires pris par les demandeurs. Les Communautés européennes soutiennent que, depuis l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, les demandes individuelles passent sans heurts par les différents stades des procédures d'approbation pertinentes des CE.

7.448 Le **Groupe spécial** note que les parties plaignantes utilisent des temes légèrement différents pour décrire la mesure en cause. Cependant, elles n'ont jamais donné à penser qu'elles contestaient des mesures différentes. De fait, leurs communications désignent toutes la mesure en cause comme étant le "moratoire". Le Groupe spécial poursuit donc en considérant que les parties plaignantes contestent une seule et même mesure – le moratoire allégué sur l'approbation des produits biotechnologiques.

7.449 Selon les parties plaignantes, le moratoire allégué était en vigueur entre octobre 1998 et le 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial et son mandat ont été établis. Il est important de signaler à cet égard que les parties plaignantes ne considèrent pas que le moratoire allégué a été levé après août 2003. Selon elles, il était au contraire toujours en vigueur en février 2005, lorsque le Groupe spécial a tenu sa deuxième et dernière réunion de fond avec les parties.

7.450 Les parties plaignantes se réfèrent parfois à la mesure en cause dans la présente section comme étant le "general moratorium" ou "across-the-board moratorium" (moratoire général). Cela correspond, selon leurs allégations, au fait que cette mesure particulière a été appliquée à toutes les demandes d'approbation de produits biotechnologiques qui étaient en souffrance pendant la période considérée (octobre 1998 à août 2003).[563] Il convient de rappeler dans ce contexte que les parties plaignantes contestent aussi certaines mesures visant des produits spécifiques, c'est-à-dire des mesures dont il est allégué qu'elles ne s'appliquent qu'à des produits biotechnologiques pris individuellement.

7.451 Les parties plaignantes n'ont pas identifié un acte législatif ou administratif communautaire formel donnant effet au moratoire censément imposé par les Communautés européennes. Toutefois, leur argument n'est pas que les Communautés européennes ont adopté un moratoire formel, *de jure* sur les approbations pendant la période pertinente. Selon les parties plaignantes, le moratoire sur les approbations adopté et appliqué par les Communautés européennes pendant la période pertinente était un moratoire effectif, *de facto*.[564]

7.452 En décrivant la mesure en cause dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, les trois parties plaignantes se réfèrent, entre autres choses, à une "suspension par les Communautés

[563] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 34; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 34, 35 et 52; première déclaration orale du Canada, paragraphe 38; deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 1; troisième communication écrite du Canada, paragraphe 203; première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 19; deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 137; troisième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 53 et 59.

[564] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 3; première déclaration orale du Canada, paragraphe 37; première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 52.

européennes de l'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques". Cela pourrait être interprété comme signifiant que les Communautés européennes ont suspendu le traitement de toutes les demandes et que les procédures d'approbation ont été totalement bloquées. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties plaignantes font toutefois remarquer qu'elles n'allèguent pas que les Communautés européennes ont suspendu tout examen des demandes, à tous les stades du processus d'approbation. Ce qu'elles allèguent, c'est que les Communautés européennes ont effectivement suspendu l'examen des demandes à certaines étapes cruciales, en vue d'empêcher l'approbation finale de ces demandes. Cette allégation n'est pas incompatible avec la mention, dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial, d'une "suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation de produits biotechnologiques". De l'avis du Groupe spécial, dans leurs communications les parties plaignantes n'allèguent pas l'existence d'une mesure qui est différente de celle indiquée qui est décrite dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial. Elles apportent plutôt de nouveaux éclaircissements aux descriptions figurant dans ces demandes.

7.453 Les Communautés européennes donnent à entendre que l'allégation des parties plaignantes selon laquelle elles ont suspendu l'examen des demandes seulement aux étapes essentielles du processus d'approbation est en contradiction avec le concept et la définition d'un moratoire.[565] Le Groupe spécial n'est pas convaincu par cet argument. Dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, les parties plaignantes n'allèguent pas l'existence d'un moratoire sur le traitement des demandes d'approbation. Elles allèguent l'existence d'un moratoire sur l'approbation des demandes. Un moratoire sur les approbations n'implique pas nécessairement une suspension des procédures d'approbation à toutes les étapes du processus. Comme indiqué par les parties plaignantes, il est compatible avec la notion de moratoire sur les approbations que les demandes individuelles puissent franchir certaines étapes du processus, à condition qu'aucune demande ne soit autorisée à obtenir l'approbation finale.

7.454 Les Communautés européennes donnent également à entendre que les parties plaignantes ne contestent pas une mesure mais une pratique alléguée – une succession répétée de suspensions alléguée de l'examen des demandes individuelles. Les États-Unis répondent que ce n'est pas le cas. Ils font remarquer qu'ils contestent le moratoire allégué, et non la succession de non-décisions qui ont résulté du moratoire. Ils notent qu'ils ne soutiennent pas que le moratoire lui-même constitue une simple pratique. En fait, ils font valoir que le moratoire est une mesure. Selon eux, l'absence d'approbations est le résultat d'un acte définitif, encore que non publié – une décision délibérée des Communautés européennes adoptée au niveau politique et visant à ne laisser aucune demande atteindre le stade de l'approbation finale.[566]

7.455 À ce que le Groupe spécial croit comprendre, le Canada et l'Argentine n'ont pas une conception du moratoire allégué différente de celle des États-Unis. En effet, le Canada soutient que les Communautés européennes ont décidé de cesser d'autoriser les nouveaux produits biotechnologiques, indépendamment des risques réels pour les produits pris individuellement.[567] De l'avis du Canada, il y a eu une décision "politique" effective de la part des Communautés européennes de ne pas approuver les demandes. Il considère que c'est cette "décision de ne pas décider" effective ou, en d'autres termes, la décision effective de n'achever aucune procédure d'approbation, qui est à

[565] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 296.

[566] Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 42; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 45; troisième communication écrite des États-Unis, paragraphes 5 et 17.

[567] Troisième communication écrite du Canada, paragraphe 124.

l'origine du moratoire allégué.[568] L'Argentine estime également que le moratoire *de facto* est le résultat d'une décision.[569] Elle affirme que depuis 1998 il n'y a pas eu d'approbations de produits biotechnologiques parce que les Communautés européennes ont décidé qu'il ne devait pas y avoir de nouvelles approbations.[570] L'Argentine, il est vrai, a dit que le moratoire allégué était appliqué et maintenu en tant que pratique dans les Communautés européennes.[571] Toutefois, elle a dit aussi que le moratoire *de facto* était une mesure. En outre, elle a utilisé le terme "pratique" après avoir noté que le moratoire allégué avait été imposé *de facto* et n'avait fait l'objet d'aucun texte de loi.[572] D'après ce que croit comprendre le Groupe spécial, la référence à une pratique faite par l'Argentine visait à établir une distinction entre, d'une part, les mesures dont l'existence va de soi parce qu'elles ont fait l'objet de lois ou réglementations et, d'autre part, les mesures dont l'existence est révélée par un type de comportement observable, par exemple par une succession répétée et systématique d'actions et d'omissions.

7.456 En conclusion, le Groupe spécial considère que la mesure qui est contestée par les parties plaignantes est le moratoire allégué des CE sur l'approbation des produits biotechnologiques. Les éléments essentiels qui caractérisent le moratoire allégué des CE, dont les parties plaignantes disent qu'il était en vigueur entre octobre 1998 et la date d'établissement du présent Groupe spécial (à savoir le 29 août 2003), sont les suivants:

a) Il n'a pas été adopté dans le cadre d'un processus communautaire formel d'élaboration de règles ou de prise de décisions, mais il constitue néanmoins une mesure imputable aux Communautés européennes.

b) Il était applicable à toutes les demandes d'approbation de produits biotechnologiques qui étaient en souffrance ou nouvellement présentées durant la période pertinente.

c) Il a entraîné la suspension effective par les Communautés européennes des décisions finales en matière d'approbation des demandes mentionnées à l'alinéa précédent.

2. Existence d'un moratoire général sur les approbations

7.457 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il n'y a pas de moratoire ni de suspension sur lesquels le Groupe spécial pourrait se prononcer, parce qu'il n'y a eu ni moratoire ni suspension du processus d'approbation depuis octobre 1998. Les Communautés européennes reconnaissent qu'aucune demande n'a été approuvée entre octobre 1998 et août 2003[573], et que certaines demandes ont subi des retards importants. Toutefois, elles estiment que l'absence d'approbations et les retards étaient le résultat d'actions prudentes et responsables, et non pas d'une "décision de ne pas décider".

7.458 Les Communautés européennes affirment qu'elles n'ont jamais adopté d'acte formel ou informel de quelque sorte que ce soit pour imposer un moratoire sur les approbations. Elles notent également que les parties plaignantes n'ont pas été en mesure d'identifier une seule décision imputable

[568] *Ibid*., paragraphes 202, 203 et 214; réponses du Canada aux questions n° 172 et 179 du Groupe spécial.

[569] Troisième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 50; deuxième déclaration orale de l'Argentine, page 5.

[570] *Ibid*., paragraphes 17, 50 et 153; deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 49 et 129.

[571] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphe 34.

[572] *Ibid*.

[573] Les Communautés européennes notent cependant qu'un certain nombre de produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché pendant la période en question. *Voir infra*, le paragraphe 7.497.

aux Communautés européennes qui aurait imposé un tel moratoire. Elles maintiennent donc que la mesure décrite par les parties plaignantes n'existait pas et n'existe pas.

7.459 Le **Groupe spécial** note que les Communautés européennes contestent non pas simplement certains aspects du moratoire général allégué, mais son existence même. Il est donc nécessaire d'examiner en détail si les éléments de preuve étayent l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle entre octobre 1998 et août 2003 les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur l'approbation des produits biotechnologiques.

7.460 Le Groupe spécial commencera son examen en étudiant comment, de l'avis des parties plaignantes, les Communautés européennes ont, d'après ce qui est allégué, suspendu les approbations et si elles pouvaient suspendre les approbations de cette manière. Le Groupe spécial déterminera ensuite s'il y a des raisons de penser que les Communautés européennes ou l'une de leurs entités (les États membres, la Commission, le Conseil, etc.) ont voulu suspendre les approbations. Puis le Groupe spécial analysera si les Communautés européennes ont effectivement suspendu les approbations pendant la période pertinente. Dans le cadre de cette analyse, il déterminera dans un premier temps si des produits biotechnologiques ont été approuvés pendant ladite période. Dans un deuxième temps, il examinera un nombre substantiel de documents et de déclarations émanant de représentants des Communautés européennes et des États membres qui ont été communiqués par les parties plaignantes et qui, selon ces dernières, reconnaissent et confirment l'existence d'un moratoire général pendant la période pertinente. Enfin, le Groupe spécial examinera les faits et l'historique des demandes individuelles d'approbation de produits biotechnologiques. Les parties plaignantes font valoir que ces historiques des demandes étayent et confirment leurs autres allégations, alors que les Communautés européennes considèrent qu'ils réfutent les allégations des parties plaignantes.

a) Manière alléguée de suspendre les approbations

7.461 Comme il est indiqué plus haut, les parties plaignantes allèguent que les Communautés européennes ont suspendu l'examen des demandes à certaines étapes cruciales du processus d'approbation des CE en vue d'empêcher l'approbation finale des demandes. Cela ne résout pas la question de savoir quelles sont les étapes pertinentes du processus d'approbation et quelles entités communautaires (États membres, Commission, Comité de réglementation, Conseil, etc.) ont contribué à la suspension des approbations et de quelle façon. Par conséquent, le Groupe spécial va maintenant expliquer comment, selon les parties plaignantes, les Communautés européennes ont, d'après les allégations, suspendu les approbations et il examinera s'il était possible pour les Communautés européennes de suspendre les approbations de cette façon.

7.462 L'affirmation principale des **États-Unis** à cet égard est qu'à un moment donné certains États membres des CE ont décidé qu'ils ne voteraient pas en faveur d'une nouvelle approbation des produits biotechnologiques au sein du comité de réglementation pertinent ou du Conseil. Les États-Unis rappellent que, en vertu des règles régissant les votes à la majorité qualifiée au Comité de réglementation ou au Conseil, une minorité d'États membres peut bloquer une action communautaire. Un vote de la Commission à la majorité simple peut toutefois neutraliser cette minorité de blocage. Selon les États-Unis cependant, les éléments versés au dossier montrent que la Commission a décidé de ne pas procéder ainsi. La Commission n'a pas soumis de projets de mesure au comité de réglementation approprié ou au Conseil. Les États-Unis font valoir en outre que, si l'un des États membres qui n'est pas disposé à accorder des autorisations de mise sur le marché était le destinataire initial de la demande, il pourrait alors à lui seul bloquer une demande. Ce même État membre pourrait aussi bloquer une approbation de produit en refusant d'achever le processus, c'est-à-dire en ne permettant pas que le produit soit mis sur le marché une fois qu'il a été approuvé au niveau communautaire par une décision de la Commission.

7.463 Le **Canada** affirme que les Communautés européennes ont suspendu l'approbation des demandes par le biais de l'un au moins des actes ou omissions ci-après. *Premièrement*, au niveau des États membres des CE, les autorités compétentes de certains États membres des CE n'ont pas fait en sorte que les procédures d'approbation soient achevées sans retard injustifié. *Deuxièmement*, au niveau communautaire, certains États membres des CE se sont régulièrement opposés aux évaluations favorables effectuées par l'autorité compétente d'un autre État membre. *Troisièmement*, lorsqu'une demande était étayée par des évaluations favorables des risques, dans certains cas la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au comité de réglementation approprié. *Quatrièmement*, certains États membres ont bloqué l'adoption des projets de mesure par le Comité de réglementation, indépendamment du bien-fondé scientifique de la demande. *Cinquièmement*, dans les cas où le Comité de réglementation était dans une impasse, la Commission n'a pas renvoyé la question au Conseil. *Enfin*, lorsque la Commission avait approuvé un produit, l'autorité compétente de l'État membre responsable n'a pas permis la commercialisation du produit.

7.464 L'**Argentine** estime que les Communautés européennes empêchent l'approbation des produits biotechnologiques depuis 1998 par diverses actions et omissions. *Premièrement*, fait pour l'autorité compétente principale de ne pas achever les procédures d'approbation pertinentes sans retard injustifié. *Deuxièmement*, fait pour la Commission de ne pas soumettre les projets de mesure au Comité de réglementation en vue de l'approbation de produits ayant fait l'objet d'un avis favorable de la part des comités scientifiques. *Troisièmement*, opposition systématique des États membres à une approbation lorsqu'un projet est présenté, sans motifs scientifiques justifiant une opposition au projet de la Commission. *Quatrièmement*, fait pour les Communautés européennes de ne pas renvoyer une proposition au Conseil lorsque le Comité de réglementation ne fournit pas d'avis.

7.465 Les **Communautés européennes** notent cependant que les types "d'actions et d'omissions" auxquels se réfèrent les parties plaignantes font partie d'un processus décisionnel interne des CE et n'ont pas d'effet juridique externe. Seul le résultat final du processus décisionnel a un effet juridique. Les Communautés européennes en déduisent que les "actions et omissions" mentionnées par les parties plaignantes ne peuvent pas faire l'objet d'un examen en tant que mesures à part entière.

7.466 Le **Groupe spécial** note que, selon les parties plaignantes, deux entités communautaires ayant des responsabilités dans le processus d'approbation communautaire ont, par leurs actions et/ou leurs omissions, empêché l'approbation finale des demandes pendant la période considérée (octobre 1998 à août 2003). Les deux entités sont les États membres des CE et la Commission. La question que le Groupe spécial doit examiner est donc celle de savoir s'il était possible à ces deux entités d'empêcher ou de retarder les approbations de produits biotechnologiques de la manière alléguée par les parties plaignantes.

7.467 Le Groupe spécial examine d'abord la possibilité, pour les États membres, d'empêcher ou de retarder les approbations par leurs actions et/ou leurs omissions. Sur la base de ce qu'il comprend des procédures d'approbation communautaires pertinentes des CE, le Groupe spécial pense, comme les parties plaignantes, que pendant la période pertinente les États membres des CE pouvaient empêcher ou retarder comme suit les approbations de produits biotechnologiques[574]:

a) L'État membre agissant en tant qu'autorité compétente principale pouvait retarder l'achèvement et la diffusion de son évaluation initiale.

[574] Nous soulignons que nous nous attachons ici à la question de savoir si les États membres avaient la possibilité d'empêcher ou de retarder l'approbation des produits biotechnologiques, et non de savoir s'il eût été légal en droit communautaire qu'ils le fassent.

b) Les autres États membres pouvaient s'opposer à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après une évaluation favorable de l'autorité compétente principale.

c) Un groupe d'États membres constituant une minorité de blocage pouvait empêcher le comité de réglementation pertinent et le Conseil de dégager la majorité qualifiée nécessaire pour l'adoption du projet de mesures proposant l'approbation des demandes.

d) L'État membre agissant en tant qu'autorité compétente principale dans le contexte d'une procédure d'approbation menée au titre des Directives 90/220 ou 2001/18 pouvait refuser de donner son consentement pour la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après approbation d'une demande par la Commission.[575]

7.468 Le Groupe spécial va maintenant examiner la possibilité, pour la Commission, d'empêcher ou de retarder les approbations. Dans ce cas également, le Groupe spécial pense comme les parties plaignantes que, pendant la période pertinente, la Commission pouvait empêcher ou retarder comme suit les approbations de produits biotechnologiques[576]:

a) La Commission pouvait empêcher la transmission d'un projet de mesure au Comité de réglementation approprié, ou pouvait ne pas convoquer le Comité de réglementation pour mettre aux voix un projet de mesure qui avait été transmis.

b) La Commission pouvait retarder la transmission d'un projet de mesure au Conseil si le Comité de réglementation n'avait pas pu dégager la majorité qualifiée nécessaire pour émettre un avis.

7.469 Il est clair que, dans deux des scénarios susmentionnés comportant une action d'un État membre, cette action ne suffirait pas, en elle-même, à empêcher l'approbation *finale* d'une demande. L'un des scénarios est celui dans lequel un ou plusieurs États membres s'opposent à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après une évaluation favorable de l'autorité compétente principale. De telles objections de la part des États membres ne pourraient pas à elles seules empêcher l'approbation finale d'une demande parce que, lorsque de telles objections sont soulevées, il incombe à la Commission de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation pour avis. L'autre scénario est celui dans lequel un groupe d'États membres empêche le Comité de réglementation et/ou le Conseil d'adopter un projet de mesure proposant l'approbation d'une demande. Le vote au Comité de réglementation et/ou au Conseil ne pourrait pas empêcher la demande de parvenir au stade de l'approbation finale parce que, dans ces cas, il incomberait à la Commission de soumettre un projet de mesure au Conseil et, si le projet ne pouvait être approuvé ou rejeté à la majorité qualifiée, d'adopter le projet soumis au Conseil. Cependant, dans ces deux scénarios, la Commission pourrait empêcher l'approbation finale d'une demande en ne soumettant pas le projet de mesures au Comité de réglementation ou au Conseil.

7.470 Les Communautés européennes allèguent que, dans le scénario où l'autorité compétente principale, dans le contexte d'une procédure d'approbation menée au titre des Directives 90/220 ou

[575] Comme il est expliqué plus haut, en vertu du Règlement n° 258/97 les demandes pour lesquelles une décision doit être prise au niveau communautaire sont approuvées par la Commission avec effet direct et immédiat. Aucun consentement ultérieur au niveau des États membres n'est nécessaire.

[576] Là encore, nous soulignons que nous nous intéressons à la question de savoir si la Commission avait la possibilité d'empêcher ou de retarder les approbations de produits biotechnologiques, et non s'il aurait été légal en droit communautaire qu'elle le fasse.

2001/18, refuse de donner son consentement pour la mise sur le marché d'un produit biotechnologique, l'action d'un État membre ne serait pas non plus suffisante, en elle-même, pour empêcher l'approbation finale de la demande. Elles estiment que, dans les cas où un produit biotechnologique a été approuvé par décision de la Commission, le demandeur serait habilité en vertu du droit communautaire à mettre le produit sur le marché même si l'autorité compétente principale n'a pas encore pris les dispositions nécessaires pour en permettre la commercialisation. Selon les Communautés européennes, le demandeur pourrait invoquer devant les tribunaux nationaux l'obligation imposée à l'autorité compétente principale par la décision susmentionnée de la Commission. C'est une question sur laquelle le Groupe spécial reviendra plus tard, lorsqu'il analysera les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. À ce stade, il suffit de noter que, même si le demandeur pouvait en fin de compte obtenir gain de cause devant un tribunal national, l'autorité compétente principale pourrait effectivement empêcher la mise sur le marché du produit jusqu'à ce qu'une décision de justice exécutoire ait été rendue.

7.471 En ce qui concerne l'argument des Communautés européennes selon lequel les actions et/ou les omissions des États membres ou de la Commission dans le contexte des procédures d'approbation communautaires ne sont pas des mesures à part entière pouvant faire l'objet d'un examen, il suffit au Groupe spécial de noter son interprétation selon laquelle les parties plaignantes ne contestent pas ces actions et/ou omissions en soi. Les parties plaignantes contestent le moratoire allégué sur les approbations. Les actions ou omissions des États membres et de la Commission sont, cependant, directement pertinentes pour la contestation formulée par les parties plaignantes puisque, selon les allégations de ces dernières, elles constituent la manière dont les Communautés européennes ont donné effet au moratoire allégué.

b) Intention de suspendre les approbations

7.472 Dans l'analyse qui précède, nous avons examiné si les différents États membres des CE, un groupe d'États membres des CE et/ou la Commission pouvaient empêcher l'approbation finale des demandes pendant la période considérée (octobre 1998 à août 2003). Le Groupe spécial a pu souscrire à l'affirmation principale des parties plaignantes à cet égard.

7.473 La question à laquelle le Groupe spécial passe maintenant est celle de savoir s'il existe des raisons de penser qu'un État membre et/ou la Commission ont voulu empêcher l'approbation finale des demandes pendant la période considérée.

i) États membres des CE

7.474 S'agissant des États membres, les parties plaignantes ont communiqué au Groupe spécial une déclaration formelle de cinq États membres (Danemark, France, Grèce, Italie et Luxembourg) de juin 1999. La déclaration a été présentée dans le contexte de la réunion du Conseil des 24 et 25 juin 1999 qui a permis de parvenir à un accord politique – une position commune – en ce qui concerne la proposition de modifier la Directive 90/220. La déclaration est libellée comme suit[577]:

[577] Déclaration sur la suspension de nouvelles autorisations OGM des délégations danoise, française, grecque, italienne et luxembourgeoise, 2 194ème session du Conseil Environnement, Luxembourg, 24 et 25 juin 1999. Pièces US-76 et 77; pièce CDA-3; pièce ARG-12.

> Déclaration sur la suspension de nouvelles autorisations OGM des délégations danoise, française, grecque, italienne et luxembourgeoise
>
> Les gouvernements des États membres suivants (Danemark/France/Grèce/Italie/ Luxembourg), dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés en matière de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés (OGM),
>
> considérant la nécessité de mettre en œuvre un cadre plus rigoureux et plus transparent, en particulier pour l'évaluation des risques, prenant en compte la spécificité des écosystèmes européens, la surveillance et l'étiquetage,
>
> considérant la nécessité de restaurer la confiance de l'opinion publique et du marché,
>
> soulignent l'importance que la Commission présente sans délai un projet complet de réglementation garantissant un étiquetage et une traçabilité des OGM et des produits dérivés et déclarent que, dans l'attente de l'adoption de cette réglementation, en conformité avec les principes de prévention et de précaution, ils feront de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues.

7.475 Selon les **parties plaignantes**, l'élément clé du texte précité est la déclaration selon laquelle:

> "[d]ans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés en matière de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés … ils [les cinq États membres en question] feront de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues".

7.476 De l'avis des parties plaignantes, ce passage démontre que les cinq États membres en question ont décidé de bloquer le processus d'approbation. Les parties plaignantes font valoir que, pour les États membres, prendre des dispositions ou "faire de sorte" incluait le fait d'utiliser leur vote au sein du Comité de réglementation pertinent ou du Conseil de façon à bloquer l'adoption du projet de mesures approuvant les demandes. Il a été souligné à cet égard que, pris en tant que groupe, les cinq États membres en question disposent au Comité de réglementation et au Conseil d'un nombre de voix suffisant pour former une minorité de blocage.

7.477 En réponse à une question du Groupe spécial, les **Communautés européennes** ont indiqué que les déclarations figurant dans le procès-verbal du Conseil, comme la déclaration des cinq États membres de juin 1999 susmentionnée, n'ont pas de signification ni d'effet juridique dans les Communautés européennes, comme le confirme la jurisprudence de la Cour de justice européenne.[578] Elles estiment que leurs États membres connaissent parfaitement cette position, mais qu'ils s'appuient sur de telles déclarations à des fins politiques – pour faire passer un message à d'autres institutions ou au public, ou pour répondre à un besoin politique.

7.478 Le **Groupe spécial** considère que la déclaration de juin 1999 du Danemark, de la France, de la Grèce, de l'Italie et du Luxembourg (ci-après le "Groupe des cinq") révèle clairement une intention, de la part des gouvernements de ces pays, de faire ce qui est en leur pouvoir pour empêcher l'approbation de nouvelles demandes, en attendant l'adoption de règles communautaires garantissant

[578] Les Communautés européennes se réfèrent à l'affaire C-375/98, *Ministério Público et Fazenda Pública contre Epson Europe BV*, [2000] Recueil de jurisprudence, page I-4243, paragraphe 26.

"un étiquetage et une traçabilité des OGM et des produits dérivés". Le membre de phrase "déclarent que … ils feront de sorte" implique nécessairement une telle intention.

7.479 Il est important de noter, cependant, que la déclaration de juin 1999 constitue plus qu'une déclaration d'intention. Elle fait plus que dire à titre provisoire comment les pays du Groupe des cinq entendent exercer leurs pouvoirs. La déclaration annonce de manière définitive la façon dont ces pays exerceront leurs pouvoirs. Dans leur déclaration, en effet, les pays du Groupe des cinq ne "déclarent" pas qu'"ils [ont l'intention de faire] de sorte" que l'approbation des nouvelles demandes soit empêchée. De fait, ils "déclarent que ... ils *feront* de sorte" (pas d'italique dans l'original) qu'il en soit ainsi. De l'avis du Groupe spécial, on peut inférer de ce libellé que chacun des pays du Groupe des cinq a pris une décision concernant la manière dont il exercerait ses pouvoirs.

7.480 Les Communautés européennes ont souligné que les déclarations comme celle de juin 1999 n'avaient pas d'effet juridique en vertu du droit communautaire. La déclaration de juin 1999 ne donne pas à entendre autre chose. Rien n'indique qu'elle avait pour objet d'imposer aux gouvernements des pays du Groupe des cinq des obligations à l'égard des autres États membres ou de la Commission. Les Communautés européennes paraissent inférer de la circonstance que la déclaration de 1999 elle-même n'est pas juridiquement contraignante qu'elle pouvait ne pas refléter les intentions véritables des gouvernements des pays du Groupe des cinq et qu'elle pouvait avoir été faite simplement pour des raisons de commodité, à savoir "répondre à une nécessité politique". En tout état de cause, un groupe spécial ne doit pas jeter le doute à la légère sur la bonne foi qui sous-tend les déclarations gouvernementales ni sur la véracité de ces déclarations. En l'espèce, le style précis, juridique, dans lequel est rédigé la déclaration de 1999 montre qu'il ne s'agit pas d'une déclaration informelle mais d'une déclaration mûrement réfléchie. Qui plus est, il s'agit d'une déclaration formelle, attestée, faite au nom des gouvernements des pays du Groupe des cinq et reflétant leur position officielle. Dans ces circonstances, et en l'absence d'éléments de preuve indiquant le contraire, il peut être présumé que la déclaration des gouvernements des pays du Groupe des cinq de 1999 exprime précisément les intentions véritables de ces pays.[579]

---

[579] S'agissant de la plainte DS292, nous notons que le Canada a présenté des éléments de preuve donnant à entendre que la déclaration du Groupe des cinq a été réitérée au fil du temps. *Premièrement*, les éléments de preuve communiqués par le Canada donnent à entendre que la déclaration a été réitérée au moment de l'adoption formelle de la position commune, le 9 décembre 1999. Pièce CDA-32, page 5. *Deuxièmement*, le Canada se réfère à une déclaration des pays du Groupe des cinq plus l'Autriche du 15 février 2001, qui réaffirmait également l'intention exprimée dans la déclaration de juin 1999. La déclaration accompagnait l'adoption par le Conseil de l'acte législatif définitif incorporant la Directive 90/220 révisée, après deuxième lecture au Parlement européen dans le cadre de la procédure de codécision. Le Conseil décida de rendre la déclaration publique. Le texte intégral en est le suivant:

> "Déclaration des délégations danoise, grecque, française, italienne, autrichienne et luxembourgeoise
>
> "Considérant les principes de prévention et de précaution, les délégations des États Membres suivants: Danemark, Grèce, France, Italie, Autriche, Luxembourg
>
> - réaffirment, d'une part, la nécessité de mettre en place un cadre plus rigoureux, plus transparent et plus complet concernant l'évaluation et la gestion des risques (compte tenu de la spécificité des écosystèmes européens), la surveillance, la traçabilité et l'étiquetage des OGM et, d'autre part, de restaurer de façon générale la confiance de l'opinion publique et des opérateurs;
> - constatent que les dispositions de la Directive 90/220/CEE modifiées améliorent de manière significative mais seulement partiellement, le dispositif existant, et soulignent les améliorations essentielles apportées en matière de transparence, d'accès du public à

7.481 Un autre élément qui doit être relevé en ce qui concerne la déclaration de 1999 est le fait qu'il s'agit d'une déclaration conjointe. Ce qui est plus particulièrement intéressant c'est la composition du Groupe des cinq. Pendant la période considérée (octobre 1998 à août 2003), les États membres composant le Groupe des cinq représentaient un nombre de voix suffisant au comité de réglementation approprié ou au Conseil pour empêcher la constitution de la majorité qualifiée nécessaire à l'adoption du projet de mesure proposant l'approbation d'une demande.[580] En d'autres

---

l'information, de surveillance biologique du territoire, d'élimination progressive des marqueurs de résistance aux antibiotiques, de sécurité juridique et de ratification du Protocole de Carthagène;

- demandent à la Commission de donner suite à son engagement relatif à la présentation prochaine de propositions législatives complètes en matière de traçabilité et d'étiquetage dans le domaine des OGM, de responsabilité environnementale et de ratification du Protocole de Carthagène.

En conséquence, les délégations susmentionnées

- *réaffirment leur intention de faire en sorte, dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés, que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché d'OGM soient suspendues dans l'attente de l'adoption de dispositions effectives concernant une traçabilité complète des OGM permettant de garantir un étiquetage fiable de l'ensemble des produits issus des OGM;*
- demandent à la Commission d'avancer rapidement sur l'établissement d'un régime de responsabilité environnementale pour compléter le cadre réglementaire nécessaire à un développement dans le domaine des biotechnologies, comme dans d'autres domaines environnementaux." (pièce CDA-114; pas d'italique dans l'original)

Nous notons que l'Argentine aussi se réfère à la pièce CDA-114. Enfin, les éléments de preuve communiqués par le Canada donnent à penser que les pays du Groupe des cinq plus l'Autriche ont réaffirmé leurs déclarations précédentes au moment de l'adoption finale de la Directive 90/220 révisée, le 12 mars 2001. Pièce CDA-31, page 1. L'Argentine se réfère également à la pièce CDA-31, page 1.

[580] L'article 21 de la Directive 90/220 dispose que les avis du Comité de réglementation sont "émis à la majorité prévue à l'article 148 paragraphe 2 du traité pour l'adoption des décisions que le Conseil est appelé à prendre sur proposition de la Commission". Il dispose ensuite que, si une mesure ne peut pas être adoptée après le stade du Comité de réglementation et que l'affaire passe devant le Conseil, "[l]e Conseil statue à la majorité qualifiée". La partie pertinente de l'article 148 2) du *Traité instituant la Communauté européenne tel qu'il a été modifié par les traités ultérieurs* dispose ce qui suit (pas d'italique dans l'original):

"Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante:

Belgique	5
Danemark	*3*
Allemagne	10
Grèce	*5*
Espagne	8
France	*10*
Irlande	3
Italie	*10*
Luxembourg	*2*
Pays-Bas	5
Autriche	4
Portugal	5
Finlande	3
Suède	4
Royaume-Uni	10

termes, les pays du Groupe des cinq constituaient une "minorité de blocage" au niveau des décisions du Comité de réglementation et du Conseil. Il convient de rappeler dans ce contexte qu'il est dit dans la déclaration de 1999 que les gouvernements des pays du Groupe des cinq "feront de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues". L'une des mesures dont disposaient ces gouvernements était d'agir en tant que "minorité de blocage" au comité de réglementation pertinent ou au Conseil. Dans la mesure où la déclaration conjointe des pays du Groupe des cinq de 1999 était perçue comme annonçant ou confirmant la formation d'une "minorité de blocage" crédible, elle faisait donc passer un message important aux autres États membres et à la Commission. Elle aurait signalé que, si les pays du Groupe des cinq devaient agir conformément à leur déclaration, les demandes ne pourraient dorénavant être approuvées qu'au niveau communautaire[581] et seulement si la Commission était disposée i) à soumettre un projet de mesures au Comité de réglementation et au Conseil et ii) à neutraliser une "minorité de blocage" en adoptant les mesures proposées.

7.482 Avant de poursuivre, nous devons également traiter le fond de la déclaration du Groupe des cinq. Pour commencer, nous rappelons que, dans leur déclaration, les pays du Groupe des cinq ont souligné l'importance que la Commission "présente sans délai un projet complet de réglementation garantissant un étiquetage et une traçabilité des OGM et des produits dérivés" et ont dit que "dans l'attente de l'adoption de cette réglementation, [les gouvernements de ces pays] [feraient] de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues". Cela donne à penser que, après l'adoption de cette réglementation, les pays du Groupe des cinq pourraient ne plus faire usage des pouvoirs qui leur étaient conférés pour empêcher l'approbation des demandes.[582] Il est donc important d'être clair en ce qui concerne la réglementation que les pays du Groupe des cinq voulaient voir adopter, d'autant qu'après la déclaration de juin 1999 les Communautés européennes ont adopté deux textes de loi qui spécifiaient les prescriptions régissant l'étiquetage et la traçabilité.

7.483 En mars 2001, les Communautés européennes ont adopté la Directive 90/220 modifiée qui est devenue la Directive 2001/18. La Directive 2001/18 établissait, à l'article 21, des critères en matière d'étiquetage et, à l'article 4 6) (et à l'annexe IV) et à l'article 20 (et à l'annexe VII), certaines prescriptions en matière de traçabilité et de surveillance. En septembre 2003, c'est-à-dire peu après l'établissement du présent Groupe spécial, les Communautés européennes ont adopté le Règlement n° 1830/2003 "concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE". Pour les raisons indiquées ci-après, le Groupe spécial est d'avis que la réglementation que les pays du Groupe des cinq voulaient voir

---

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins:
62 voix lorsque, en vertu du présent traité, elles doivent être prises sur proposition de la Commission."
Puisque le nombre total des votes est 86, les 30 votes des pays du Groupe des cinq (Danemark, France, Grèce, Italie et Luxembourg) suffisent pour empêcher de recueillir les 62 votes de la majorité qualifiée requise.

[581] On pourrait s'attendre à ce que chaque fois qu'une autorité compétente principale ne faisant pas partie des pays du Groupe des cinq faisait une évaluation favorable au niveau d'un État membre, un ou plusieurs des gouvernements des pays dudit groupe fassent de "sorte" de s'opposer à ce que le produit soit mis sur le marché pour forcer une décision au niveau communautaire, où ces pays pourraient ensuite faire de "sorte" d'agir en tant que "minorité de blocage".

[582] Il convient de noter que, dans le contexte du processus législatif communautaire, l'adoption d'une réglementation par le Parlement européen et le Conseil est une étape différente de la proposition de cette réglementation par la Commission et son entrée en vigueur.

adopter est la réglementation adoptée en septembre 2003 par voie du Règlement n° 1830/2003, et non pas celle qui a été adoptée en mars 2001 par voie de la Directive 2001/18.[583]

7.484 *Premièrement*, la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999 appelle la Commission à présenter une proposition de réglementation garantissant un étiquetage et une traçabilité. En juin 1999, la Commission avait déjà présenté une proposition de modification de la Directive 90/220.[584] Mais ce n'est qu'en 2001 qu'elle a présenté une proposition concernant ce qui allait devenir le Règlement n° 1830/2003.[585] *Deuxièmement*, la déclaration de juin 1999 demande une réglementation "garantissant un étiquetage et une traçabilité des OGM et des *produits dérivés*". (pas d'italique dans l'original) Ni la Directive 90/220 ni la Directive 2001/18 ne visaient les produits dérivés des OGM.[586] En revanche, le Règlement n° 1830/2003 s'applique à ces produits.[587] *Enfin*, il convient de mentionner une déclaration formelle de sept États membres (Allemagne, Autriche[588], Belgique[589], Espagne, Finlande, Pays-Bas et Suède) de juin 1999. À l'instar de celle du Groupe des cinq, la déclaration en question a été présentée dans le contexte de la réunion du Conseil des 24 et 25 juin 1999 qui a permis d'aboutir à un accord politique en ce qui concerne la proposition visant à modifier la Directive 90/220. La partie pertinente de la déclaration des sept États membres (ci-après le "Groupe des sept") est reproduite ci-après[590]:

> "Déclaration des délégations allemande, autrichienne, belge, espagnole, finlandaise, néerlandaise et suédoise
>
> Conscientes de la préoccupation grandissante de l'opinion publique au sujet des risques potentiels pour la santé et l'environnement que présentent la dissémination et la mise sur le marché d'OGM, les délégations susmentionnées
>
> - insistent sur la nécessité, d'une part, de mettre en place un cadre plus strict et transparent concernant des questions fondamentales, telles que l'évaluation des risques, compte tenu de la spécificité des écosystèmes européens, la surveillance et l'étiquetage, et, d'autre part, de restaurer la confiance de l'opinion publique et des marchés;

---

[583] Comme nous l'expliquerons plus loin de façon plus approfondie, nous pensons qu'il est plausible que les nouvelles règles communautaires que les pays du Groupe des cinq voulaient voir adopter incluent également les règles adoptées en septembre 2003 par voie du Règlement n° 1829/2003. Ce règlement institue des prescriptions additionnelles en matière d'étiquetage concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. *Voir infra*, le paragraphe 7.1039.

[584] La proposition a été publiée le 4 mai 1998. Préambule de la Directive 2001/18; pièce US-71.

[585] La proposition a été publiée le 30 octobre 2001. Préambule du Règlement n° 1830/2003.

[586] Article 2 4) de la Directive 90/220; article 2 7) de la Directive 2001/18.

[587] Article 2 pris conjointement avec l'article 3 2) du Règlement n° 1830/2003.

[588] Nous rappelons que le Canada a communiqué des éléments de preuve montrant qu'en février 2001 l'Autriche a exprimé formellement son soutien à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999. Pièce CDA-114. L'Argentine se réfère également à la pièce CDA-114.

[589] Nous notons que les États-Unis ont communiqué un document donnant à entendre qu'en décembre 2001 la Belgique soutenait elle aussi la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999. Selon le document, qui paraît être fondé sur un communiqué de presse, la Belgique avait décidé que la nouvelle réglementation sur la traçabilité et l'étiquetage devrait être approuvée de manière formelle avant que d'autres mesures ne puissent être prises. Le texte indique aussi que la Belgique avait décidé de se pencher à nouveau sur la question en octobre 2002. Pièce US-79. Le Canada et l'Argentine se réfèrent également à la pièce US-79.

[590] Déclaration des délégations allemande, autrichienne, belge, espagnole, finlandaise, néerlandaise et suédoise, 2 194ème session du Conseil – Environnement – Luxembourg, 24 et 25 juin 1999. Pièces US-76 et 77; pièce CDA-3; pièce ARG-12.

- réaffirment leur intention de faire en sorte que le processus législatif concernant la proposition de modification de la Directive 90/220/CEE aboutisse rapidement, et invitent le Parlement européen à s'associer à l'intention du Conseil et de la Commission de sorte que le processus législatif soit rapidement achevé.

Dans ce contexte, les gouvernements des États membres susmentionnés, considérant le principe de précaution énoncé à l'article 174, paragraphe 2, du traité, entendent:

- adopter une approche qui tienne rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des notifications et des autorisations de mise sur le marché d'OGM,

- ne pas autoriser la mise sur le marché d'un OGM tant qu'il n'est pas démontré que celui-ci est dénué d'effet nocif sur l'environnement et la santé humaine, et

- dans la mesure où ceci est juridiquement possible, appliquer immédiatement les principes établis dans l'accord politique dégagé par le Conseil lors de sa session des 24 et 25 juin 1999 en vue d'une révision de la Directive 90/220/CEE, en particulier concernant la traçabilité et l'étiquetage.

Par conséquent, ces délégations invitent la Commission à présenter de toute urgence une proposition en vue d'une réglementation effective des dispositions concernant l'étiquetage et la traçabilité des OGM par le biais de la procédure de comitologie prévue dans la Directive 90/220/CEE."

7.485 La déclaration des pays du Groupe des sept est intéressante parce qu'il y est question des "principes *établis dans l'accord politique* … [de *juin 1999*] *en vue d'une révision de la Directive 90/220/CEE* … concernant la traçabilité et l'étiquetage". (pas d'italique dans l'original) La déclaration parallèle des pays du Groupe des cinq, lorsqu'elle évoque une réglementation garantissant l'étiquetage et la traçabilité, ne mentionne nulle part l'accord politique de juin 1999. On pouvait s'attendre, si ces pays avaient voulu l'adoption des dispositions concernant l'étiquetage et la traçabilité établies dans l'accord politique de juin 1999, à voir cet accord mentionné ici comme il l'est dans la déclaration des pays du Groupe des sept.

7.486 Nous trouvons en outre remarquable que la déclaration des pays du Groupe des sept demande une mise en œuvre *de facto* des dispositions concernant l'étiquetage et la traçabilité des OGM énoncées dans l'accord politique de juin 1999, avant l'entrée en vigueur de la modification convenue de la Directive 90/220. Apparemment, cela a été jugé insuffisant par les pays du Groupe des cinq. En faisant une lecture conjointe des déclarations de l'un et l'autre groupe, il nous semble que les pays du Groupe des cinq ont jugé insuffisant d'adopter les dispositions énoncées dans l'accord politique de juin 1999, quand bien même elles seraient mises en œuvre avant leur adoption comme les pays du Groupe des sept l'avaient demandé. Il apparaît que les pays du Groupe des cinq voulaient aller plus loin et adopter une nouvelle réglementation, que la Commission était invitée à proposer sans tarder.

7.487 Une autre question qui concerne le fond de la déclaration des pays du Groupe des cinq est celle de savoir si la déclaration vise aussi les demandes d'approbation de produits alimentaires biotechnologiques, c'est-à-dire les demandes relevant du Règlement n° 258/97. À ce stade, il suffit de noter que, à notre avis, la déclaration peut être interprétée comme s'appliquant aussi à ces demandes. Nous traiterons cette question plus avant aux paragraphes 7.1038 à 7.1041.

ii) Commission

7.488 À la différence des pays du Groupe des cinq, les parties plaignantes n'ont pas renvoyé le Groupe spécial à une déclaration de la Commission dans laquelle celle-ci disait avoir l'intention de retarder ou d'empêcher l'approbation finale des demandes. Les parties plaignantes n'ont pas non plus fait valoir qu'elles avaient fourni d'autres éléments de preuve directs d'une telle intention de la part de la Commission. Cependant, il est clair que ce qu'elles affirment est que la Commission a intentionnellement retardé ou empêché l'approbation finale des demandes pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003). Cette intention peut être inférée, selon elles, de l'absence d'approbations pendant la période pertinente et du comportement de la Commission dans le contexte des procédures individuelles d'approbation. Le Groupe spécial traitera ces deux éléments plus loin dans son analyse.

7.489 En l'absence d'éléments de preuve établissant directement que la Commission a intentionnellement retardé ou empêché les approbations finales, il est pertinent de demander pourquoi, selon les parties plaignantes, la Commission aurait voulu retarder ou empêcher ces approbations. À ce que croit comprendre le Groupe spécial, la réponse des parties plaignantes est que la décision d'agir ainsi était fondée sur des considérations politiques.[591] Plus particulièrement, l'argument paraît être pour l'essentiel qu'à la suite de l'annonce par les pays du Groupe des cinq de ce qu'ils agiraient en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil, la Commission a considéré qu'elle ne disposait pas du soutien politique nécessaire pour mener à bien les procédures d'approbation en adoptant son propre projet de mesures.

7.490 Il convient de mentionner à cet égard que, dans leurs communications, les États-Unis et le Canada mentionnent et citent tous deux le résumé d'une réunion tenue en janvier 2001 entre l'autorité compétente principale et le demandeur dans le cadre de la procédure d'approbation concernant la betterave fourragère RR.[592] D'après le résumé qui a été établi par le demandeur et envoyé pour confirmation à l'autorité compétente principale (Danemark), celle-ci - selon les termes du demandeur - a indiqué ce qui suit: "[l]a relance du processus réglementaire dépendra du bon vouloir de la Commission. Selon l'analyse qui est généralement faite, la Commission n'encouragera pas la tenue d'une réunion [du Comité de réglementation] pour procéder à un vote en application de l'article 21 si rien n'indique que les États membres appuient le processus et/ou sont censés voter d'une manière favorable".[593] Si le résumé établi par le demandeur correspond bien à ce qu'a indiqué le Danemark, la déclaration donne à penser que la Commission considérait à l'époque le soutien politique des États membres comme une condition préalable nécessaire pour pouvoir réunir le Comité de réglementation en vue d'un vote au sujet des demandes. Il ne faut pas oublier cependant que le Danemark est l'un des pays du Groupe des cinq. Ainsi, même s'il a fait la déclaration en question, il pourrait avoir surestimé l'importance du soutien exprimé par ce groupe.

7.491 Le Canada a également communiqué un document de la Commission intitulé "Document de réflexion sur les OGM - Stratégies possibles pour l'avenir".[594] Le texte a été établi par les "services" pour le "débat d'orientation de la Commission sur les OGM" du 12 juillet 2000. Il a donc été rédigé

[591] Réponse des États-Unis à la question n° 74 du Groupe spécial; deuxième déclaration orale des États-Unis, paragraphes 36 à 38; pièce US-148; troisième communication écrite des États-Unis, paragraphe 21; deuxième communication écrite du Canada, paragraphes 23 et 26; troisième communication écrite du Canada, paragraphes 202 et 203; deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 52.

[592] Troisième communication écrite des États-Unis, paragraphe 92; deuxième communication écrite du Canada, paragraphe 34.

[593] Pièce EC-64, At. 120.

[594] Pièce CDA-113. Le document a été communiqué initialement par l'Argentine en tant que pièce ARG-50.

après la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999, mais avant l'adoption de la Directive 2001/18. Dans ce contexte, dans un passage cité par le Canada, il dit ce qui suit: "[n]otre objectif consiste à disposer, au terme de la procédure de conciliation et de l'adoption de la Directive modifiée [90/220], des éléments nécessaires pour achever le processus d'autorisation et organiser une réunion du comité réglementaire de la Directive 90/220/CE. *Si les États membres ne sont toujours pas prêts à voter positivement au sein du comité, la Commission devra éventuellement avoir recours aux procédures prévues par la directive pour mener le processus d'autorisation à son terme*".[595] La dernière phrase laisse supposer que, à l'époque en question, la Commission pourrait avoir considéré l'opposition d'un État membre comme un motif pour ne pas utiliser pleinement les procédures envisagées dans la Directive 90/220 en vue d'achever le processus d'approbation. Sinon, il n'y aurait eu aucune raison de recommander que la Commission soit prête à mener le processus d'approbation à son terme. Il faut toutefois noter aussi qu'on ne peut pas supposer que les vues exprimées dans un document de stratégie établi par les services de la Commission reflètent nécessairement celles de la Commission.

7.492 De l'avis du Groupe spécial, il est clair que, même sans les déclarations susmentionnées attribuées au Danemark et aux services de la Commission, le soutien des États membres pourrait, dans certaines circonstances, constituer un problème pour la Commission. Afin de comprendre pourquoi, il est utile de rappeler un aspect fondamental de la structure et de la conception des procédures d'approbation des CE, aspect que le Canada a décrit dans les termes suivants:

> "Les Directives 90/220 et 2001/18 prévoient une approbation fondée sur l'examen effectué par l'État membre principal comme étant le moyen premier pour qu'une décision soit adoptée. C'est seulement dans des cas relativement limités que le Comité de réglementation devrait avoir besoin d'intervenir. C'est seulement comme exception à cette exception que le Conseil est tenu d'agir. Et enfin, c'est seulement comme exception à l'exception à l'exception que la Commission a le dernier mot."[596]

7.493 Le Canada peut avoir raison ou ne pas avoir raison en ce qui concerne "le moyen premier pour qu'une décision soit adoptée" et ce qui devrait se produire "seulement dans des cas relativement limités". Mais il ne fait guère de doute que, dans l'esprit du législateur des CE, "le dernier mot" de la Commission constituait un dernier recours pour éviter les blocages qui, sinon, pourraient se produire si les États membres ne dégageaient pas la majorité qualifiée requise au Comité de réglementation et au Conseil.[597] Malgré tout, des circonstances exceptionnelles pourraient survenir si la Commission avait régulièrement le dernier mot et que l'"exception à l'exception à l'exception", selon les termes du Canada, devenait la règle, ce qui serait contraire au but des procédures d'approbation communautaires. Cela pourrait être le cas, par exemple, dans des circonstances où l'opposition des États membres aux propositions de la Commission n'a pas un caractère simplement sporadique mais systématique et où, en même temps, les États membres concernés disposent d'un nombre de voix suffisant pour agir en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil.

---

[595] Pièce CDA-113, page 3. (pas d'italique dans l'original)

[596] Troisième communication écrite du Canada, paragraphe 96. Une déclaration en termes très semblables pourrait être faite en ce qui concerne le Règlement n° 258/97.

[597] Il est utile de noter dans ce contexte que la procédure de comité de réglementation, aux termes de laquelle la Commission est assistée d'un comité de réglementation, entraîne une délégation des compétences d'exécution du Conseil à la Commission. *Voir*, par exemple, la Décision n° 1999/468 du Conseil fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission. La décision est mentionnée à l'article 30 2) de la Directive 2001/18.

7.494 Comme le Groupe spécial l'a indiqué dans ses remarques précédentes, en juin 1999 les pays du Groupe des cinq ont précisément marqué une telle opposition systématique aux approbations finales. De plus, les votes combinés des pays du Groupe des cinq leur permettaient d'agir en tant que "minorité de blocage". La Commission avait donc des raisons de croire qu'elle ne pourrait plus approuver les demandes avec le soutien (à la majorité qualifiée) des États membres. Dans ces circonstances extrêmement exceptionnelles et compte tenu du caractère sensible des approbations de produits biotechnologiques, il est plausible que l'absence systématique de soutien politique sinon l'opposition des pays du Groupe des cinq constituait un problème et une préoccupation pour la Commission. Cette situation pourrait, selon nous, avoir dissuadé la Commission de faire pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation, en dépit des obligations juridiques applicables.[598]

c) Absence d'approbations pendant la période pertinente

7.495 Les parties plaignantes n'affirment pas seulement que certains États membres (notamment les pays du Groupe des cinq) et la Commission avaient la possibilité et l'intention d'empêcher l'approbation finale des demandes pendant la période en question. Elles affirment aussi que ces États membres et la Commission ont effectivement empêché l'approbation finale des demandes pendant cette période. Qu'il y ait eu suspension effective des approbations finales est attesté, selon les parties plaignantes, par les deux éléments suivants: i) le nombre d'approbations finales pendant la période pertinente, et ii) les documents officiels et internes des CE ainsi que les déclarations des représentants des CE et des États membres. Dans la présente sous-section, le Groupe spécial traite le premier élément – la question de savoir s'il y a eu des approbations pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003).

7.496 Les **parties plaignantes** font valoir qu'entre octobre 1998 et août 2003, date à laquelle le mandat du Groupe spécial a été établi, les Communautés européennes n'ont pas approuvé un seul produit biotechnologique, que ce soit en vertu des Directives 90/220 et 2001/18 ou du Règlement n° 258/97. Et cela en dépit du fait qu'il y avait eu beaucoup de demandes en souffrance pendant cette période et que nombre d'entre elles ont été évaluées favorablement par les propres comités scientifiques des Communautés européennes. En revanche, jusqu'en octobre 1998 – date de la dernière approbation d'un produit biotechnologique –, les Communautés européennes avaient approuvé au moins dix produits biotechnologiques.[599]

7.497 Les **Communautés européennes** répondent qu'elles ne contestent pas que, mis à part les produits alimentaires biotechnologiques approuvés au titre de la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97[600], il n'y a pas eu d'approbations pendant une période déterminée en raison du fait que le régime réglementaire communautaire n'était pas complet. En ce qui concerne la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97, elles indiquent qu'entre octobre 1998 et 2004 sept produits alimentaires biotechnologiques ont été approuvés.

7.498 Les **États-Unis** estiment que la procédure simplifiée prévue dans le Règlement n° 258/95 n'impose pas une action du Conseil ou du Comité de réglementation. Ils indiquent en outre que la procédure simplifiée ne paraît pas être affectée par le moratoire des CE.

---

[598] Article 21 de la Directive 90/220; article 13 3) et 4) du Règlement n° 258/97.

[599] Le Canada soutient que 12 produits biotechnologiques ont été approuvés. Première communication écrite du Canada, paragraphe 65.

[600] Pour une explication de la procédure simplifiée, *voir* la section VII.C.3 c): Nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires: Règlement n° 258/97.

7.499 Le **Canada** note que la procédure simplifiée n'est applicable que dans des circonstances limitées et n'impose pas que la Commission prenne une décision au niveau communautaire. Il fait observer que chacune des demandes mentionnées par les Communautés européennes a été évaluée par les organismes compétents d'un État membre en matière d'évaluation des denrées alimentaires. Les autres États membres n'avaient pas la possibilité de bloquer ce processus. Que les organismes compétents des États membres en matière d'évaluation des denrées alimentaires aient agi sur la base de données scientifiques et conformément à la législation communautaire ne réfute pas, selon le Canada, l'existence du moratoire.

7.500 L'**Argentine** fait valoir que la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97 exige seulement qu'un État membre émette un avis selon lequel le produit est "substantiellement équivalent" à des aliments ou ingrédients alimentaires existants. Une fois l'avis émis, la commercialisation du produit en question ne peut pas être empêchée par d'autres États membres ou la Commission. L'Argentine fait observer sur cette base que la procédure simplifiée n'est pas une procédure d'approbation, mais une procédure de demande.

7.501 Le **Groupe spécial** note qu'il n'est pas contesté que, pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003), de nombreuses demandes de mise sur le marché attendaient l'approbation au titre soit des Directives 90/220 et 2001/18 soit du Règlement n° 258/97.[601]

7.502 Les faits suivants ne sont pas non plus contestés:

a) au titre de la Directive 90/220, aucune demande n'a été approuvée ou rejetée entre octobre 1998 et octobre 2002, date à laquelle la Directive 90/220 a été abrogée[602];

b) au titre de la Directive 2001/18, aucune demande n'a été approuvée ou rejetée entre octobre 2002, date à laquelle la Directive 2001/18 est entrée en vigueur, et août 2003;

c) au titre de la procédure ordinaire du Règlement n° 258/97[603], aucune demande n'a été approuvée ou rejetée entre octobre 1998 et août 2003;

d) au titre de la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97[604], un certain nombre de produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché entre octobre 1998 et août 2003.[605]

7.503 Par conséquent, à l'exception des produits biotechnologiques soumis à la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97 sur lesquels le Groupe spécial reviendra ci-après, les Communautés

---

[601] *Voir* plus loin la sous-section e) intitulée "Faits et historiques des procédures d'approbation individuelles".

[602] Il convient de noter que, selon les Communautés européennes, une demande a été retirée après avoir fait l'objet d'une évaluation négative. Réponse des CE à la question n° 14 du Groupe spécial. Comme les Communautés européennes n'ont communiqué aucun détail, on ne voit pas bien si la demande avait été présentée au titre des Directives 90/220 ou 2001/18 ou au titre du Règlement n° 258/97.

[603] La procédure ordinaire est énoncée aux articles 4, 6 et 7 du Règlement n° 258/97.

[604] La procédure simplifiée est énoncée à l'article 5 du Règlement n° 258/97.

[605] Les Communautés européennes affirment qu'entre octobre 2003 et 2004 sept produits ont été mis sur le marché. Mais elles ne fournissent aucun élément de preuve documentaire qui permettrait au Groupe spécial de confirmer ce chiffre. Réponse des CE à la question n° 14 du Groupe spécial. Les éléments de preuve communiqués par les États-Unis (pièce US-107, annexe 5), le Canada (pièce CDA-25) et l'Argentine (pièce ARG-6, annexe 4) étayent la conclusion selon laquelle entre octobre 1998 et août 2003 un total de six produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché.

européennes n'ont pas approuvé ou rejeté de produit biotechnologique entre octobre 1998 et août 2003.[606]

7.504 Il convient de noter également, toutefois, qu'avant octobre 1998 et après août 2003 les Communautés européennes ont bien approuvé des demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques. Jusqu'en octobre 1998 inclus, les Communautés européennes ont approuvé les dix produits agricoles biotechnologiques suivants[607]:

- tabac BXN (en juin 1994);
- colza MS1/RF1 (EC-161) (en février 1996; pour la culture); colza MS1/RF1 (EC-89) (en juin 1997; pour l'importation et la transformation)[608];
- soja MON (en avril 1996);
- chicorée rouge transgénique (en mai 1996);
- maïs Bt-176 (en janvier 1997);
- colza MS1/RF2 (en juin 1997)[609];
- colza Topas (en avril 1998);
- maïs T25 (en avril 1998);
- maïs Bt-11 (EC-163) (en avril 1998); et
- maïs MON810 (en avril 1998).

7.505 Après le 29 août 2003, c'est-à-dire après l'établissement du Groupe spécial et avant la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, trois nouvelles demandes concernant deux produits biotechnologiques différents ont été approuvées par la Commission:

- le maïs Bt-11 (produit alimentaire) a été approuvé le 19 mai 2004 au titre du Règlement n° 258/97[610];
- le maïs NK603 a été approuvé le 19 juillet 2004 au titre de la Directive 2001/18[611]; et
- le maïs NK603 (produit alimentaire) a été approuvé le 26 octobre 2004 au titre du Règlement n° 258/97.[612]

---

[606] Les Communautés européennes ont souligné qu'une demande concernant une pomme de terre génétiquement modifiée avait été retirée après avoir fait l'objet d'une évaluation négative, mais aucun détail n'a été communiqué au Groupe spécial.

[607] Pièces US-97 et 107 (annexe 1); pièce CDA-34 (annexe 1); pièce ARG-6 (annexe 1). Il ressort clairement de ces pièces qu'en plus des produits agricoles biotechnologiques déjà mentionnés plusieurs autres produits biotechnologiques ont été approuvés (certains vaccins, un kit de détection des résidus d'antibiotiques dans le lait et certaines lignées d'œillets). Deux de ces produits additionnels ont été approuvés en octobre 1998.

[608] Le colza MS1/RF1 (EC-161) et le colza MS1/RF1 (EC-89) sont les mêmes produits; mais le champ des demandes correspondantes différait. S'agissant du colza MS1/RF1 (EC-89), les parties plaignantes affirment que, en dépit du fait que la demande avait fait l'objet d'une décision favorable de la Commission, l'autorité compétente principale n'a jamais accordé l'autorisation écrite de mise sur le marché du produit. Le Groupe spécial reviendra plus loin sur cette question, aux paragraphes 7.1018 à 7.1028.

[609] Les parties plaignantes affirment que, en dépit du fait que la demande concernant le colza MS1/RF2 avait fait l'objet d'une décision favorable de la Commission, l'autorité compétente principale n'a jamais accordé l'autorisation écrite de mise sur le marché du produit. Le Groupe spécial reviendra plus loin sur cette question, aux paragraphes 7.1018 à 7.1028.

[610] Pièce EC-92, At. 81; pièces CDA-109 et 138; observations des CE sur les réponses des parties plaignantes aux questions du Groupe spécial, paragraphe 63.

[611] Pièce CDA-137; observations des CE sur les réponses des parties plaignantes aux questions du Groupe spécial, paragraphe 62. Cette demande a été approuvée par la Commission en vertu des dispositions de la Directive 2001/18. Le dossier ne contient aucun renseignement sur le point de savoir si l'autorité compétente principale a accordé depuis lors l'autorisation écrite de mise sur le marché du produit en question.

7.506 Comme les approbations antérieures à octobre 1998, les approbations postérieures à août 2003 susmentionnées sont des faits pertinents que le Groupe spécial peut prendre en compte dans le contexte de sa détermination concernant la question de savoir si les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations entre octobre 1998 et août 2003. S'agissant des approbations antérieures à août 2003, il est toutefois important de garder à l'esprit qu'elles ont toutes été accordées alors que la procédure du présent Groupe spécial était déjà engagée.[613] Les Communautés européennes soutiennent que ces approbations constituent néanmoins des éléments de preuve indiquant qu'il n'y avait pas de moratoire général pendant la période pertinente. Se référant à l'exemple du maïs Bt-11 (produit alimentaire), qu'elles décrivent comme représentatif d'autres demandes, les Communautés européennes soulignent que la demande correspondante a été présentée en 2000 et a ensuite suivi son cours régulièrement jusqu'à l'approbation finale en 2004.[614] Selon l'Argentine, il est bien possible que l'approbation du maïs Bt-11 (produit alimentaire) soit directement imputable à la procédure du présent Groupe spécial et il ne faudrait donc pas la considérer comme étant représentative d'autres demandes.[615] Les États-Unis affirment, quant à eux, que l'existence de l'approbation du maïs Bt-11 (produit alimentaire) et le moment où cette approbation est intervenue ne sont pas une coïncidence et devraient donc être examinés dans le contexte de la procédure du Groupe spécial et compte tenu de l'entrée en vigueur en avril 2004 des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.[616]

7.507 Fait significatif, toutes les parties plaignantes soutiennent aussi que, avant d'être approuvées en 2004, les demandes relatives au maïs Bt-11 (produit alimentaire), au maïs NK603 et au maïs NK603 (produit alimentaire) étaient affectées par le moratoire général allégué. Par conséquent, le fait que trois demandes ont été approuvées après août 2003 n'est pas nécessairement incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle entre octobre 1998 et août 2003 certains États membres et la Commission ont empêché intentionnellement l'approbation finale de toutes les demandes.

7.508 Il convient de noter que, après la deuxième réunion de fond du Groupe spécial avec les parties, les Communautés européennes ont adressé pour information au Groupe spécial et aux autres parties deux lettres indiquant que la Commission approuvait deux demandes additionnelles concernant deux produits biotechnologiques différents. Spécifiquement, les Communautés européennes ont indiqué ce qui suit:

- le maïs MON863 a été approuvé le 8 août 2005 au titre de la Directive 2001/18[617];
- le colza RR (EC-70) a été approuvé le 31 août 2005 au titre de la Directive 2001/18.[618]

---

[612] Troisième communication écrite des États-Unis, paragraphe 101; observations des CE sur les réponses des parties plaignantes aux questions du Groupe spécial, paragraphe 63. Le maïs NK603 et le maïs NK603 (produit alimentaire) sont les mêmes produits; mais le champ des demandes correspondantes différait.

[613] La première de ces approbations est arrivée quelques semaines après le dépôt des premières communications écrites des parties plaignantes. Auparavant, les parties plaignantes avaient déjà résumé les faits de la cause dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial. Ces demandes sont datées du 7 août 2003.

[614] Première déclaration orale des CE, paragraphes 29 à 32.

[615] Deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 23.

[616] Troisième communication écrite des États-Unis, paragraphe 15; deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 47 à 49.

[617] Le dossier ne contient aucun renseignement sur le point de savoir si l'autorité compétente principale a accordé depuis lors l'autorisation écrite de mise sur le marché du produit en question.

[618] Le dossier ne contient aucun renseignement sur le point de savoir si l'autorité compétente principale a accordé depuis lors l'autorisation écrite de mise sur le marché du produit en question.

7.509 Étant donné que les Communautés européennes avaient adressé leurs lettres pour information, aucun élément de preuve n'a été fourni à l'appui et il n'y a eu aucun échange d'arguments concernant les deux approbations accordées par la Commission. Toutefois, les parties plaignantes n'ont pas mis en cause l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les deux demandes ont en fait été approuvées par la Commission au titre de la Directive 2001/18. Le Groupe spécial note par ailleurs que, curieusement, la procédure d'approbation concernant le maïs MON863 n'a jamais été examinée par les parties plaignantes ou les Communautés européennes dans leurs communications écrites ou orales.[619] Comme il n'a reçu aucun renseignement détaillé sur cette demande et que les parties n'ont offert aucun examen de cette demande, le Groupe spécial ne traitera pas, et ne peut certainement pas traiter, cette demande aux fins de son analyse de la question de savoir si les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur l'approbation des produits biotechnologiques entre octobre 1998 et août 2003.

7.510 Comme il est indiqué plus haut, il est nécessaire d'examiner plus en détail la procédure simplifiée du Règlement n° 258/97 suivant laquelle un certain nombre de produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché pendant la période pertinente. À la demande du Groupe spécial, les Communautés européennes ont donné une explication de la procédure simplifiée, dont la partie pertinente est reproduite ci-dessous[620]:

> "Dans le cadre de la procédure simplifiée, les produits ne peuvent pas être mis sur le marché sans avoir été notifiés. La notification n'est à son tour possible que s'il a été démontré que les produits en question sont substantiellement équivalents à des aliments ou ingrédients alimentaires existants [...]
>
> L'équivalence substantielle, selon l'article 3 4), peut être démontrée, en principe, de deux manières: 1) en se fondant sur des données scientifiques disponibles et généralement reconnues, et 2) en se fondant sur un avis rendu par l'un des organismes compétents des États membres de l'Union européenne en matière d'évaluation des produits alimentaires (voir l'article 4 3)). Toutefois, seule cette dernière option est applicable *de facto* aux produits GM dès lors qu'il n'existe pas de données scientifiques généralement reconnues concernant l'équivalence substantielle de ces produits. En conséquence, aucun demandeur d'autorisation concernant un produit

[619] Dans leur première communication écrite, les Communautés européennes ont indiqué qu'"afin de compléter le tableau" elles fourniraient un bref aperçu des demandes qui n'avaient pas été mentionnées dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial des parties plaignantes. Première communication écrite des CE, paragraphes 196 et 334. Si les Communautés européennes ont énuméré un certain nombre de demandes qui avaient été présentées au titre de la Directive 2001/18 et étaient toujours en souffrance, elles n'ont pas mentionné le maïs MON863, encore que la demande à cet égard n'ait pas été mentionnée dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial des parties plaignantes. Par la suite, dans leur réponse à la question n° 91 du Groupe spécial, les Communautés européennes ont évoqué incidemment le maïs MON863, en n'indiquant rien de plus sinon que la demande serait examinée au Comité de réglementation à l'automne 2004. Pour ce qui est de la plainte DS292, nous notons que le Canada a fourni deux avis du Groupe scientifique sur les OGM de l'Autorité européenne de sécurité des aliments d'avril 2004 qui concernent le maïs MON863. L'un porte sur une demande au titre de la Directive 2001/18 et l'autre porte sur une demande au titre du Règlement n° 258/97. Ces avis, qui sont postérieurs à la date d'établissement du Groupe spécial, ont été fournis, avec de nombreux autres avis, en tant que pièces jointes à une liste présentée à l'appui de l'affirmation générale du Canada selon laquelle il y avait des demandes en souffrance au titre de la Directive 2001/18 et du Règlement n° 258/97 qui avaient bénéficié d'un avis scientifique favorable de la part d'un comité scientifique des CE. Première communication écrite du Canada, paragraphes 50 et 54.

[620] Réponse des CE à la question n° 15 du Groupe spécial.

> GM dans le cadre de la procédure simplifiée n'a jamais tenté de démontrer l'existence d'une équivalence substantielle au titre de cette première option.
>
> Pour obtenir l'avis d'un organisme compétent d'un État membre de l'Union européenne en matière d'évaluation des denrées alimentaires, le demandeur doit présenter un dossier sur le produit en question, et l'organisme compétent doit effectuer une évaluation complète du produit.
>
> Une fois l'avis favorable de l'organisme compétent obtenu, le demandeur peut, sur la base de cet avis, procéder à la notification du produit. La notification est présentée à la Commission. À ce stade, ni la Commission ni les autres États membres ne peuvent faire obstacle à la notification en alléguant qu'ils ne sont pas d'accord avec l'avis. [...]"

7.511 De l'avis des Communautés européennes, du fait que les produits alimentaires biotechnologiques soumis à la procédure simplifiée nécessitent effectivement une reconnaissance préalable de l'"équivalence substantielle" par un organisme compétent d'un État membre en matière d'évaluation des denrées alimentaires, ils nécessitent effectivement une approbation préalable.[621] La question se pose donc de savoir si la procédure simplifiée est une procédure d'approbation. Si tel est le cas, le fait qu'un certain nombre de produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché pendant la période pertinente amènerait alors à se demander si les parties plaignantes ont raison d'alléguer qu'aucune "demande" de mise sur le marché de produits biotechnologiques n'a été "approuvée" pendant la période pertinente.[622]

7.512 L'article 5 du Règlement n° 258/97, qui établit la procédure simplifiée, indique que le demandeur doit "notifi[er] la mise sur le marché à la Commission" et que "[c]ette notification est accompagnée des éléments pertinents visés à l'article 3, paragraphe 4". Comme indiqué par les Communautés européennes, les éléments pertinents incluent généralement un avis émis par un organisme compétent d'un État membre en matière d'évaluation des denrées alimentaires confirmant l'"équivalence substantielle" du produit alimentaire biotechnologique. Il ressort donc clairement du texte de l'article 5 que le demandeur peut procéder à la mise sur le marché du produit sans demander une approbation ou une autorisation préalable. Le demandeur doit simplement "notifier" à la Commission le moment où le produit est mis sur le marché; la Commission n'est pas tenue d'adopter ni autorisée à adopter une décision d'autorisation pour le produit.[623] De la même façon, l'organisme compétent d'un État membre en matière d'évaluation des denrées alimentaires est chargé d'émettre un "avis" scientifique sur l'"équivalence substantielle"; il n'est pas habilité à décider si, ni à quelles conditions, le produit peut être mis sur le marché. Comme indiqué par les Communautés européennes, une fois que l'organisme compétent d'un État membre en matière d'évaluation des

[621] *Ibid*.

[622] *Voir* les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes, qui sont reproduites sous les cotes WT/DS291/23, WT/DS292/17 et WT/DS293/17.

[623] Par contre, suivant la procédure ordinaire prévue par le Règlement n° 258/97, le demandeur ne peut mettre le produit sur le marché que s'il est satisfait à l'une des deux conditions suivantes: i) l'autorité compétente principale a "décidé", au terme d'une évaluation initiale, qu'une évaluation complémentaire n'était pas requise et elle a informé le demandeur qu'il "pouvait" procéder à la mise sur le marché du produit (*voir* les articles 6 3) et 4 2) du Règlement n° 258/97), ou ii) la Commission a pris une "décision d'autorisation" favorable selon la procédure du comité de réglementation (*voir* l'article 7 du Règlement n° 258/97).

denrées alimentaires a émis un avis confirmant l'"équivalence substantielle", ni l'État membre pertinent ni un autre État membre ne peuvent empêcher la mise sur le marché du produit.[624]

7.513 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère qu'il ne serait pas exact de dire, s'agissant des produits alimentaires biotechnologiques mis sur le marché entre octobre 1998 et août 2003, que la mise sur le marché de ces produits avait été "approuvée" ou autorisée par les organismes spécialisés compétents des États membres en matière d'évaluation des produits alimentaires qui en avaient confirmé l'"équivalence substantielle", et encore moins qu'il s'agissait de "demandes" de mise sur le marché de produits qui avaient été "approuvées" par ces organismes spécialisés. Par conséquent, le Groupe spécial constate que le fait qu'un certain nombre de produits alimentaires biotechnologiques ont été mis sur le marché pendant la période pertinente ne réfute pas l'allégation des parties plaignantes selon laquelle aucune "demande" de mise sur le marché d'un produit biotechnologique n'a été "approuvée" par les Communautés européennes pendant la période pertinente.

d) Documents et déclarations relatifs à un "moratoire"

7.514 Comme indiqué précédemment, à l'appui de leur affirmation selon laquelle certains États membres des CE et la Commission ont effectivement empêché l'approbation finale des demandes pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003), les parties plaignantes mettent en évidence deux éléments de preuve: i) l'absence d'approbations finales pendant la période pertinente, et ii) des documents officiels et des documents internes des CE, ainsi que des déclarations faites par les représentants des CE et des États membres.[625] Dans la présente sous-section, le Groupe spécial traite le second élément.

7.515 Les parties plaignantes ont présenté nombre de documents et déclarations qui sont décrits plus avant plus loin[626] et qui peuvent être répartis en cinq catégories:

i) documents de la Commission et déclarations de divers commissaires;

ii) documents du Conseil;

iii) documents du Parlement européen;

iv) déclarations des représentants des États membres; et

v) déclarations des CE à l'OMC.

7.516 Les **parties plaignantes** soutiennent que ces documents et déclarations reconnaissent et démontrent l'existence d'un moratoire général sur les approbations pendant la période pertinente.

---

[624] Par contre, les éléments de preuve versés au dossier montrent que, suivant les procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi qu'aux articles 4, 6 et 7 du Règlement n° 258/97, les demandeurs n'ont pas procédé et n'ont pas pu procéder à la mise sur le marché de leurs produits, même si les organismes spécialisés au niveau des États membres ou de la Communauté avaient émis des avis scientifiques favorables au sujet de ces produits. Cela tient au fait que, nonobstant ces avis favorables, aucune décision d'autorisation n'a été prise à cet égard pendant la période pertinente.

[625] Les parties plaignantes ont toutes déclaré qu'elles s'appuyaient sur les documents et déclarations pertinents comme éléments de preuve de l'existence du moratoire général allégué sur les approbations. Première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 25; première déclaration orale du Canada, paragraphe 36; première déclaration orale de l'Argentine, paragraphes 18 et 19.

[626] *Voir infra*, les paragraphes 7.524 et suivants.

7.517 Les **Communautés européennes** font valoir qu'aucun des documents ou déclarations auxquels les parties plaignantes se réfèrent ne représente la position officielle des Communautés européennes. La position officielle des Communautés européennes est qu'il n'y avait pas de moratoire entre 1998 et 2003 et qu'il n'y en a pas eu depuis. En fait, il est statué sur toute demande en fonction des circonstances propres à l'affaire, en tenant compte de la législation projetée, de la nouvelle législation effective et de l'évolution des connaissances scientifiques.

7.518 Les Communautés européennes font valoir par ailleurs qu'aucun des documents ou déclarations auxquels les parties plaignantes se réfèrent ne constitue un élément de preuve de l'existence d'un moratoire *de facto*. Ils ne prouvent ni ne confirment l'existence d'une suspension du processus d'approbation. S'agissant des déclarations des représentants des CE ou des représentants des États membres, les Communautés européennes font observer qu'elles sont l'expression d'avis associés à des personnes particulières ou reflètent le point de vue d'États membres pris individuellement. Ces déclarations décrivent simplement une situation et n'établissent pas l'existence d'une pratique consistant à suspendre le processus d'approbation. Selon les Communautés européennes, le fait qu'il n'y a pas eu d'autorisation pendant un certain temps peut être perçu de l'extérieur comme une situation de "blocage". Toutefois, une absence de décision n'est pas la même chose qu'une décision de ne pas décider. Les Communautés européennes indiquent que le "blocage" perçu reflète en réalité le fait que, dans le cadre des procédures d'approbation pertinentes, il y a eu des demandes de renseignements additionnels sur les questions complexes d'évaluation des risques et de gestion des risques. Qui plus est, dans leur grande majorité, les références figurant dans quelques documents et déclarations communiqués relativement à un "moratoire" ou un "moratoire *de facto*" ont été établies dans le contexte des modifications législatives intervenues dans les Communautés européennes. Pendant cette période de transition, il se peut que les procédures d'approbation aient subi des retards importants dans certains cas, mais cette période a pris fin et, de ce fait, les documents et déclarations mentionnés par les parties plaignantes n'établissent pas qu'il y a un "moratoire" qui est actuellement en vigueur.

7.519 Les **États-Unis** répondent que les parties plaignantes ne s'appuient pas sur des déclarations informelles. Les déclarations citées par les parties plaignantes sont des déclarations faites par les plus hauts représentants des Communautés européennes, par leurs États membres et par leurs organismes officiels. Selon les États-Unis, les nombreuses déclarations émanant de toutes les entités des CE - États membres, Commission, Conseil et Parlement - constituent de solides éléments de preuve de l'existence d'un moratoire général. Les États-Unis font valoir en outre que les documents et déclarations pertinents ne font pas simplement référence au fait qu'aucun produit biotechnologique n'est parvenu au stade de la décision finale, mais qu'ils font uniformément référence à l'existence d'un "moratoire". Ils estiment que le terme "moratoire" a été employé parce qu'il convient parfaitement à la situation, en l'occurrence le fait que les Communautés européennes avaient décidé d'empêcher les demandes concernant des produits biotechnologiques de parvenir au stade de l'approbation finale.

7.520 Le **Canada** fait valoir que les documents et déclarations pertinents constituent, de la part des plus hauts responsables des Communautés européennes, une nouvelle confirmation solide et cohérente, du fait qu'ils ont maintenu un moratoire. Ces déclarations ne sont pas informelles, et ce ne sont pas des perceptions "de l'extérieur".

7.521 L'**Argentine** considère que les déclarations en question montrent à la fois l'existence du moratoire *de facto* et la période pendant laquelle il a été appliqué. Elles montrent que l'existence du moratoire a été reconnue par des hauts fonctionnaires des CE directement responsables des questions examinées dans le présent différend. De plus, un document – une note d'information du service de presse du Conseil d'avril 2004 – confirme que le moratoire existait toujours à cette date.

7.522 Le **Groupe spécial** commence par noter qu'il paraît n'y avoir aucun désaccord entre les parties sur le fait que les documents ou déclarations des représentants des CE ou des États membres peuvent constituer des éléments de preuve de l'existence d'une mesure. Les Communautés européennes se sont référées à cet égard au rapport du Groupe spécial du GATT *Japon – Semi-conducteurs*.[627] Dans cette affaire, le groupe spécial a examiné une note dans laquelle la partie défenderesse exposait sa position et décrivait la mesure en cause ainsi que les déclarations faites par la partie défenderesse devant lui et il a constaté qu'elles "confirmaient elles aussi" un certain fait.[628] De l'avis du Groupe spécial, il ne peut en être inféré que de tels documents ou déclarations peuvent être utilisés pour confirmer des faits dont l'existence a déjà été constatée sur la base d'autres éléments de preuve, mais qu'ils ne peuvent pas être utilisés, conjointement avec d'autres éléments de preuve, pour établir des faits. À tout le moins, une telle inférence paraîtrait injustifiée dans une affaire comme celle-ci, où l'existence d'une mesure *de facto* est alléguée. En pareil cas, il est souvent inévitable que les parties plaignantes fondent leurs plaintes en grande partie sur des preuves circonstancielles. Cela dit, il est clair qu'il faut accorder le poids voulu aux déclarations des représentants des gouvernements pris individuellement et aux éléments de preuve semblables, ce poids ne pouvant être déterminé que dans les circonstances spécifiques de chaque affaire.

7.523 Le Groupe spécial va maintenant examiner un à un les divers documents et déclarations auxquels les parties plaignantes se sont référées. Ces documents et déclarations ont été répartis en cinq catégories, comme il est mentionné plus haut, et indiqués dans l'ordre chronologique. Il convient de noter qu'en aucun cas les Communautés européennes n'ont mis en question l'authenticité d'un document ou d'une déclaration ni n'ont laissé entendre que des déclarations étaient rapportées de manière inexacte ou imputées de manière erronée.

i) Documents de la Commission et déclarations de divers commissaires

7.524 On trouvera ci-après une liste de documents de la Commission auxquels une ou plusieurs parties plaignantes se sont référées:

a) *Document de travail des services de la Commission de novembre 2000.* Un document de travail des services de la Commission indique ce qui suit: "[i]l est de ce fait [à savoir l'existence d'un débat public et politique intense au sujet de l'incidence des organismes génétiquement modifiés sur l'environnement et la sécurité alimentaire] de plus en plus difficile d'approuver la commercialisation de nouveaux OGM en vertu de la Directive 90/220/CEE, et une situation identique est apparue pour l'autorisation, en vertu de la législation basée sur les produits, de produits contenant des OGM ou dérivés d'OGM. Cette situation a entraîné le blocage de la procédure d'autorisation actuelle concernant la diffusion commerciale d'OGM, notamment ceux susceptibles de se retrouver dans la chaîne alimentaire. … [En juillet 2000], la Commission a proposé une stratégie pour relancer la procédure d'autorisation".[629]

   Ce document fait référence à un "blocage" de la "procédure d'autorisation actuelle". Il n'étaye pas l'argument des CE selon lequel il y a eu blocage en raison des "demandes [émanant d'États membres ou de la Commission] de renseignements additionnels sur

[627] Rapport du Groupe spécial *Japon – Commerce des semi-conducteurs*, IBDD, S35/126.
[628] *Ibid*., paragraphe 116; première communication écrite des CE, paragraphe 556.
[629] Document de travail des services de la Commission sur la traçabilité et l'étiquetage des OGM et des produits dérivés d'OGM, ENV/620/2000, novembre 2000, page 1 (note de bas de page omise) (pièces US-93; CDA-32).

les questions complexes d'évaluation des risques et de gestion des risques".[630] De fait, il donne à entendre que le blocage résultait des craintes de l'opinion publique et du débat politique qui, selon le document, rendaient l'approbation des demandes difficile. Le document note par ailleurs que la Commission a proposé une stratégie pour "relancer" la procédure d'autorisation. On voit mal pourquoi elle aurait fait cela si les procédures d'approbation étaient arrêtées parce que les États membres ou la Commission attendaient que des demandeurs fournissent des renseignements additionnels. Ce document implique donc qu'il y a eu décision délibérée, de la part des autorités concernées, de ne pas approuver les demandes.

b) *Communiqué de presse de la Commission de juillet 2001*. Un communiqué de presse de la Commission indique que l'adoption par la Commission des nouvelles propositions législatives de règlements concernant la traçabilité et l'étiquetage des OGM et concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés, ainsi que l'adoption de la Directive 2001/18 de mars 2001, "contribueront à lever le moratoire de fait sur la commercialisation des OGM".[631]

La déclaration citée donne à penser qu'en juillet 2001 un moratoire était en vigueur. Par ailleurs, elle ne paraît pas "décrire une situation de fait"[632], mais une mesure qui pourrait être "levée". L'idée que la proposition législative de nouvelles règles communautaires sur la traçabilité et l'étiquetage "contribuerait" à lever le moratoire est conforme à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999. Cette déclaration indiquait que les pays du Groupe des cinq feraient usage des pouvoirs qui leur étaient conférés pour suspendre les approbations, dans l'attente de l'adoption de ces règles.

c) *Document de travail des services de la Commission d'octobre 2001*. Un document de travail des services de la Commission indique que "[c]e peu d'empressement à aller de l'avant s'agissant de l'autorisation des OGM a conduit à un moratoire de fait concernant la commercialisation de nouveaux OGM et a influé sur les approbations de produits au titre de la législation sectorielle".[633]

La déclaration citée donne à penser qu'en octobre 2001 un moratoire était en vigueur. Un examen du document montre que le "peu d'empressement" évoqué est celui des pays du Groupe des cinq tel qu'il a d'abord été exprimé dans leur déclaration de juin 1999. Ce document étaye donc le point de vue selon lequel l'absence d'approbations finales résultait non de "demandes de renseignements additionnels" mais de l'intention déclarée de certains États membres d'empêcher les approbations.

d) *Document récapitulatif de la Commission de juillet 2003*. Un document récapitulatif de la Commission sur la réglementation des OGM indique que "[l]a nouvelle directive [90/220] et les deux propositions de règlement [concernant la traçabilité et l'étiquetage et concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement

[630] Première communication écrite des CE, paragraphe 561.

[631] "La Commission améliore la réglementation relative à l'étiquetage et au traçage des OGM en Europe afin de favoriser la liberté de choix et de garantir la sécurité environnementale", communiqué de presse de la Commission IP/01/1095, 25 juillet 2001, page 2 (pièce CDA-39; également cité par les États-Unis).

[632] *Ibid*., paragraphe 561; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 295.

[633] Document de travail de la DG Environnement et de la DG Santé et protection des consommateurs: Reprise des procédures d'autorisation des OGM, octobre 2001, page 1 (pièces US-27; CDA-31).

modifiés] devraient préparer la voie à la reprise des procédures d'autorisation de produits génétiquement modifiés dans l'Union européenne".[634]

La déclaration selon laquelle la Directive 2001/18 et les propositions de nouveaux règlements de juillet 2001 de la Commission "devraient préparer la voie à la reprise des procédures d'autorisation de produits génétiquement modifiés dans l'Union européenne" fait écho au communiqué de presse de la Commission de juillet 2001. Elle permet par ailleurs de penser qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, il n'y a pas eu de reprise des procédures d'autorisation. Cela est conforme à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999.

e) *Communication du Président à la Commission de janvier 2004.* La partie pertinente d'une communication à la Commission du Président, en accord avec un certain nombre d'autres commissaires chargés des produits biotechnologiques, indique ce qui suit[635]:

> "[E]n dépit de l'"approche intermédiaire" [adoptée par la Commission en juillet 2000 et comportant la prise en compte anticipée des dispositions essentielles (étiquetage, traçabilité, surveillance, etc.) de la Directive 2001/18]:
>
> - Aucune autorisation n'a été octroyée depuis octobre 1998.[636]
>
> …
>
> À ce jour,
>
> - des procédures d'autorisation au titre du règlement sur les nouveaux aliments sont en cours de finalisation conformément à l'approche intermédiaire adoptée le 12 juillet 2000, avec prise en compte anticipative, dans les autorisations individuelles d'OGM, des prochaines dispositions clés arrêtées par le Conseil (en matière d'étiquetage, de traçabilité, de surveillance, etc.). …
>
> - Des demandes au titre de la Directive 2001/18/CE sont actuellement traitées selon la procédure d'autorisation. …"

Les Communautés européennes notent à juste titre que cette communication ne confirme pas l'existence d'une suspension du processus d'approbation. Toutefois, les parties plaignantes affirment qu'il y a eu une suspension des approbations finales, et non qu'il y a eu une suspension du traitement des demandes. La communication elle-même indique que, bien que ladite "approche intermédiaire" ait prétendument été suivie pour ce qui est des demandes présentées au titre de la Directive 90/220 depuis

---

[634] "Questions et réponses sur la réglementation en matière d'OGM dans l'UE", page 12 (pièces US-107 et CDA-26).

[635] Communication à la Commission (de M. le Président en accord avec Mme Wallström, MM. Byrne, Fischler, Lamy, Liikanen et Busquin): Pour un débat d'orientation sur les organismes génétiquement modifiés et questions connexes, janvier 2004, page 3 (caractères gras omis) (pièce CDA-33; également citée par les États-Unis).

[636] (*Note de bas de page de l'original*) Sauf en ce qui concerne des notifications selon la procédure simplifiée du règlement relatif aux nouveaux aliments (dérogation à la procédure d'autorisation complète).

juillet 2000[637], aucun produit de ce type n'avait été approuvé avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. En outre, la déclaration figurant dans la communication à la Commission selon laquelle "des procédures d'autorisation au titre du règlement sur les nouveaux aliments sont en cours de finalisation" et que "[d]es demandes au titre de la Directive 2001/18/CE sont traitées" n'implique pas nécessairement que les demandes pertinentes seraient approuvées. Néanmoins, sur la base du seul passage cité de la communication, il n'est pas possible de déterminer si un moratoire sur les approbations était en vigueur entre octobre 1998 et août 2003 ou si l'absence d'approbations résultait d'une série de retards dus aux "demandes de renseignements additionnels".

7.525 Les déclarations ci-après de la Commissaire chargée de l'environnement ont été mentionnées par toutes les parties plaignantes:

a) *Article paru dans la presse en juillet 2000*. Un article paru dans la presse indique que le 13 juillet 2000, lors d'une conférence de presse, la Commission a révélé aux États membres son projet de proposer "l'approche intermédiaire" susmentionnée. L'article rapporte les propos de la Commissaire Margot Wallström, déclarant dans ce contexte: "[n]ous avons déjà attendu trop longtemps pour agir. Le moratoire est illégal et non justifié".[638]

   La déclaration attribuée à la Commissaire chargée de l'environnement mentionne explicitement l'existence d'un moratoire en juillet 2000. Avec le Commissaire chargé de la santé et de la protection des consommateurs, la Commissaire chargée de l'environnement a pour tâche, au sein de la Commission, d'approuver les demandes de mise sur le marché de nouveaux produits biotechnologiques. À l'évidence, la déclaration ne reflète donc pas une "perception de l'extérieur".[639]

b) *Article paru dans la presse en octobre 2001*. Selon un article relatant une conférence de presse, à la suite d'une réunion du Conseil Environnement, la Commissaire Wallström a "[admis] que la fin du moratoire n'était pas en vue, ce qu'elle a qualifié de restriction illégale, illogique et arbitraire".[640] Les propos de la Commissaire sont cités en ces termes: "[a]ucune autre réglementation communautaire n'est dans une situation identique, à savoir une situation dans laquelle nous nous abstenons simplement de prendre une décision" et "[n]ous avons onze notifications de semences OGM approuvées. [...] Mais une limite arbitraire a ensuite été imposée avant que je

[637] En réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont décrit "l'approche intermédiaire" comme une pratique de la Commission qui "consistait à anticiper sur certaines prescriptions plus strictes qui devaient être introduites dans la Directive 2001/18 ainsi que l'avait précisé la position commune du Conseil de juin 1999 …, dans le droit fil du principe de précaution. … [I]l était clair que la législation existante, c'est-à-dire la Directive 90/220, n'offrait aucun fondement juridique permettant de les imposer sur les demandes en souffrance. En conséquence, les notifiants ont été consultés afin de savoir s'ils accepteraient d'observer ces prescriptions sur une base volontaire. … Avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, l'"approche intermédiaire" a pris fin dès lors que les demandes pouvaient être évaluées dans le cadre de la nouvelle base juridique". Réponse des CE à la question n° 13 du Groupe spécial.

[638] "EU Moves to Break Gene Crop Deadlock", Reuters, 13 juillet 2000 (pièces US-33, CDA-42 et ARG-29).

[639] Première communication écrite des CE, paragraphe 561.

[640] "EU Moratorium on GMOs Could Last Until Traceability, Labeling Regime in Place", BNA Daily Report for Executives, Regulation, Law & Economics, 30 octobre 2001, page A-8 (pièces US-2, CDA-43, ARG-14).

prenne mes fonctions [en 2000] afin d'arrêter toutes les approbations pour les 13 demandes en souffrance. Nombre de ces 13 produits étaient simplement des variétés des onze premiers produits approuvés. Ce sont essentiellement les mêmes produits. Aucun élément scientifique n'indique qu'ils sont plus ou moins dangereux que d'autres produits".[641]

La déclaration attribuée à la Commissaire chargée de l'environnement donne à penser qu'en octobre 2001 un moratoire était toujours en vigueur. Elle donne également à penser que l'absence d'approbations résultait d'une "décision de ne pas décider"[642] et non pas, comme les Communautés européennes le soutiennent, de retards dus à des demandes de renseignements additionnels.

7.526 Les déclarations ci-après du Commissaire chargé de la santé et de la protection des consommateurs et de sa porte-parole ont été mentionnées par une ou plusieurs des parties plaignantes:

a) *Discours de juin 2000*. Dans un discours prononcé au Sommet européen des affaires à Bruxelles, le Commissaire de l'époque, David Byrne, indique ce qui suit: "[l]a Directive horizontale 90/220 [...] a été adoptée en 1990, alors que les inquiétudes relatives aux OGM étaient moins manifestes. La procédure d'autorisation est devenue obsolète dès lors que les préoccupations des consommateurs grandissaient et que les États membres, en conséquence, se montraient de moins en moins disposés à approuver la mise sur le marché de nouveaux OGM au titre de la Directive 90/220. Cela a conduit à un blocage total des autorisations en cours et à un moratoire *de facto* concernant la distribution commerciale des OGM".[643]

Il convient tout d'abord de rappeler que le Commissaire chargé de la santé et de la protection des consommateurs et la Commissaire chargée de l'environnement sont responsables, au sein de la Commission, de l'approbation des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Dès lors, les remarques du Commissaire chargé de la santé et de la protection des consommateurs concernant le fonctionnement du processus d'approbation communautaire ne peuvent pas être considérées comme des "perceptions de l'extérieur".[644] Le discours donne à penser qu'en juin 2000 un moratoire était en vigueur. Il convient par ailleurs de faire observer que la partie citée de ce discours est très semblable, sur le plan du contenu, aux documents de travail des services de la Commission susmentionnés de novembre 2000 et d'octobre 2001.

b) *Discours de novembre 2000*. Dans un discours prononcé à Bruxelles lors de la conférence intitulée "Genetics and the future of Europe" (la génétique et l'avenir de l'Europe), le Commissaire Byrne dit que "[d]ans l'Union européenne, les inquiétudes de l'opinion publique en ce qui concerne l'application des biotechnologies au secteur

[641] *Ibid*.
[642] *Voir* la deuxième communication écrite des CE, paragraphe 294.
[643] "Biotechnology: Building Consumer Acceptance", discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, Sommet européen des affaires, Bruxelles, 10 juin 2000, page 3 (pièces US-1 et CDA-44).
[644] Première communication écrite des CE, paragraphe 561.

agroalimentaire ont conduit à un moratoire *de facto* sur les autorisations de nouveaux OGM. En fait, aucun OGM n'a été approuvé au cours des deux dernières années".[645]

Ce discours fait écho à celui de juin 2000.

c) *Déclaration publique de juillet 2001*. La partie pertinente d'une déclaration du Commissaire Byrne, faite le jour où la Commissaire chargée de l'environnement et lui-même présentaient à la Commission deux propositions de nouveaux règlements concernant la traçabilité et l'étiquetage ainsi que les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés, est libellée comme suit: "L'adoption des propositions d'aujourd'hui ainsi que l'adoption récente du cadre réglementaire révisé sur la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement renforceront la confiance du public en répondant aux questions et aux préoccupations soulevées par celui-ci et en fournissant un haut niveau de protection à la santé humaine et à l'environnement. Elles contribueront ainsi à lever le moratoire de fait sur la commercialisation des OGM et le blocage des autorisations d'OGM et des produits génétiquement modifiés en Europe."[646]

Cette déclaration est très semblable, sur le plan du contenu, au communiqué de presse de la Commission susmentionné de juillet 2001. Il donne à penser qu'en juillet 2001 un moratorium était en vigueur.

d) *Discours de septembre 2001*. Dans un discours prononcé lors d'une réunion informelle du Conseil Agriculture sur les nouvelles technologies dans l'agriculture à Alden Biesen, le Commissaire Byrne indique ce qui suit: "[d]ans l'UE, un certain nombre d'OGM ont déjà été évalués par des comités scientifiques qui ont conclu qu'ils ne constituaient pas un danger pour l'environnement et la santé. Toutefois, ces OGM attendent toujours l'approbation finale et certains d'entre eux attendent maintenant l'approbation depuis un bon moment".[647]

Le passage cité de ce discours n'indique pas explicitement que l'absence d'approbations finales résultait de l'existence d'un moratoire ou du peu d'empressement des États membres, devant l'inquiétude de l'opinion publique, à approuver les demandes. Il pourrait toutefois être interprété comme impliquant une telle indication. Cette interprétation ne semble pas déraisonnable au vu, par exemple, du discours de novembre 2000 du Commissaire Byrne, de sa déclaration de juillet 2001 et de son discours suivant d'octobre 2001.

e) *Discours d'octobre 2001*. Dans un discours prononcé devant le National Press Club à Washington, D.C., le Commissaire Byrne indique ce qui suit: "[l]a dernière remarque que je voudrais faire au sujet de la biotechnologie concerne le moratoire effectif sur

[645] Discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, conférence "Genetics and the future of Europe", Bruxelles, 7 novembre 2000, page 3 (pièce ARG-17).

[646] "The Right to Know about GM Food", déclaration de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, 25 juillet 2001, page 3 (pièces US-34, CDA-45 et ARG-18).

[647] "New Technologies in Agriculture – Biotechnology", discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, réunion informelle du Conseil Agriculture, Alden Biesen, 18 septembre 2001, page 7 (pièce ARG-8). La même déclaration figure dans "Proposal for a regulation on GMO Food and Feed", discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, Parlement européen, Bruxelles, 11 septembre 2001, page 4 (pièce ARG-20).

les nouvelles approbations dans l'UE. Il s'agit d'une situation regrettable et qui, selon moi, n'a servi personne. J'espère et compte fermement que nous pourrons faire fonctionner de nouveau le processus d'approbation. J'ai chargé les fonctionnaires de la Commission d'engager un dialogue avec les États membres de l'Union européenne en vue de relancer les approbations".[648]

Le passage cité donne à penser qu'il y avait un moratoire sur les nouvelles approbations en octobre 2001. Cela est compatible avec l'article de presse susmentionné d'octobre 2001 citant une déclaration semblable de la Commissaire chargée de l'environnement de l'époque.

f) *Article paru dans la presse en octobre 2001*. Un article rapporte en ces termes les propos de la porte-parole du Commissaire Byrne: "[l]e moratoire n'a pas de fondement juridique".[649]

La déclaration attribuée à la porte-parole du Commissaire Byrne autorise à penser qu'il y avait un moratoire sur les nouvelles approbations en octobre 2001. Là encore, cela est compatible avec l'article susmentionné d'octobre 2001 citant une déclaration semblable de la Commissaire chargée de l'environnement à l'époque.

g) *Discours de novembre 2001*. Dans un discours prononcé à la Conférence de l'European Voice "Farm to Fork" qui s'est tenue à Bruxelles, le Commissaire Byrne indique ce qui suit: "[b]ien que nos conseillers scientifiques nous aient donné le feu vert pour la culture et la commercialisation des végétaux et des denrées alimentaires génétiquement modifiées, nos États membres bloquent les nouvelles autorisations depuis 1998. Il s'agit, je pense, d'une situation intenable".[650] Trois paragraphes plus loin, le texte poursuit: "Le moratoire effectif sur les nouvelles approbations dans l'UE est une situation regrettable et son maintien, à mon avis, ne sert personne."[651] Et à nouveau trois paragraphes plus loin: "[s]uite à [la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999], le processus d'autorisation concernant tant les demandes en souffrance que les nouveaux produits a été stoppé".[652]

Les passages cités de ce discours donnent à penser qu'en novembre 2001 un moratoire sur les nouvelles approbations était en vigueur. Le discours donne aussi à penser que l'absence d'approbations résultait de la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999, et non pas d'une série de retards dus aux demandes de renseignements additionnels.

h) *Article paru dans la presse en février 2003.* Un article paru dans la presse rapporte en ces termes les propos tenus par le Commissaire Byrne lors d'une conférence de presse: "[n]ous avons pris en compte les avis scientifiques et mis en place la législation ...

---

[648] "A European approach to food safety and GMOs", discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, National Press Club, Washington D.C., 9 octobre 2001, page 3 (pièce ARG-9).

[649] "EU States Seek Stricter GM Labelling", Reuters, 16 octobre 2001 (pièces US-35 et CDA-46).

[650] "Risk versus benefit", discours de David Byrne, Commissaire européen chargé de la santé et de la protection des consommateurs, Conférence de l'European Voice "Farm to Fork", 22 novembre 2001, page 2 (pièce ARG-10; également citée par le Canada).

[651] *Ibid*.

[652] *Ibid*.

maintenant tournons la page! La conclusion de tout cela, c'est que nous devons lever le moratoire".[653]

La déclaration attribuée au Commissaire Byrne donne à penser qu'en février 2003 un moratoire était en vigueur. Il donne également à penser que le terme "moratoire" sert à décrire une mesure qui devrait être "levée" et non pas simplement une "situation de fait"[654] caractérisée par l'absence d'approbations.

7.527 La déclaration suivante du Commissaire au commerce a été citée par deux parties plaignantes:

a) *Discours de janvier 2002*. Dans un discours prononcé au Woodrow Wilson International Center for Scholars à Washington, D.C., le Commissaire de l'époque, Pascal Lamy, indique que "le moratoire actuel n'a pas été tiré du néant pour des raisons protectionnistes par les États Membres: il traduit le fait que la sécurité alimentaire est une question hautement sensible et politique pour les citoyens européens".[655]

Le passage cité de ce discours donne à penser qu'en janvier 2002 un moratoire était en vigueur. Le Commissaire au commerce n'est pas responsable, au sein de la Commission, des approbations de produits biotechnologiques. Toutefois, comme le montre la procédure du présent Groupe spécial, l'absence d'approbations est également une question commerciale. De ce fait, et au vu des déclarations similaires faites par les commissaires directement chargés des approbations, le point de vue exprimé par le Commissaire au commerce ne saurait être rejeté en tant que "perception de l'extérieur".

ii) Documents du Conseil

7.528 On trouvera ci-après une liste de documents du Conseil auxquels une ou plusieurs parties plaignantes se sont référées:

a) *Note du Secrétariat général du Conseil de juillet 2003*. Une note du Secrétariat général du Conseil adressée au Comité des représentants permanents au sujet du résultat de la deuxième lecture par le Parlement européen des nouvelles règles communautaires proposées sur la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques attribue au rapporteur du comité du Parlement européen pertinent la déclaration selon laquelle les règles proposées pourraient "éventuellement entraîner … la levée du *moratoire* actuel".[656]

La déclaration attribuée au rapporteur de l'un des comités du Parlement européen s'occupant de produits biotechnologiques donne à penser qu'en juillet 2003 un moratoire était en vigueur. Certes, le rapporteur n'intervenait pas dans le fonctionnement courant du processus d'approbation communautaire, mais il est néanmoins raisonnable de supposer que lui-même et son comité avaient connaissance

[653] "Report *sine die* de la réunion interministérielle prévue sur les OGM à Washington", Agence Europe, 6 février 2003, page 2 (pièce US-37).
[654] *Ibid*.; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 295.
[655] "Steeling the EU-US Relationship for the challenges ahead", discours de Pascal Lamy, Commissaire européen au commerce, Washington, D.C., 25 janvier 2002, page 4 (pièces US-89 et ARG-15).
[656] Note du Secrétariat général, 3 juillet 2003, page 1 (pièces US-38 et CDA-41).

de l'incidence possible de l'adoption des nouvelles règles en question, y compris l'incidence possible sur le fonctionnement du processus d'approbation. Le point de vue apparemment exprimé par le rapporteur – selon lequel les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité pourraient entraîner la levée du moratoire – est conforme à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999.

b) *Note d'information du Secrétariat général du Conseil d'avril 2004*. Dans une note d'information des services de presse du Secrétariat général du Conseil concernant le Conseil Agriculture et pêche d'avril 2004 lors duquel il devait être statué sur la demande concernant le maïs Bt-11 (produit alimentaire), il est dit que "[l]'adoption d'une décision pour autoriser le Bt-11 mettrait fin au moratoire actuel sur les aliments et les aliments pour animaux génétiquement modifiés en Europe".[657]

Cette note d'information, qui expose le point de vue du Secrétariat général du Conseil, donne à penser qu'en avril 2004 un moratoire général était en vigueur. La note a été publiée peu avant le vote du Conseil au sujet de la demande concernant le maïs Bt-11 (produit alimentaire). On peut donc supposer que le propre Secrétariat général du Conseil était en mesure d'évaluer correctement l'importance du vote du Conseil et le contexte dans lequel ce vote avait lieu.

iii) Documents du Parlement européen

7.529 On trouvera ci-après une liste de documents du Parlement européen ("PE") auxquels une ou plusieurs parties plaignantes se sont référées:

a) *Proposition de résolution du PE de février 2001*. Dans une résolution dont l'adoption était proposée par la Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie, le Parlement européen "fait observer que le moratoire de fait qui est en vigueur actuellement touche en particulier les petites et moyennes entreprises qui, à la différence des groupes multinationaux, ne sont généralement pas en mesure de mener leurs activités de recherche dans des pays situés hors de l'UE" et, au paragraphe suivant "[s]e félicite de l'accord dégagé entre le Parlement et le Conseil au comité de conciliation en ce qui concerne la modification de la directive relative à la mise en circulation d'OGM ainsi que des assurances données dans ce contexte par la Commission au sujet de l'étiquetage et de la traçabilité, et estime que l'Europe dispose à présent d'un cadre clair pour la mise en circulation d'OGM, cadre assurant un degré élevé de protection des consommateurs et de l'environnement, de sorte que le maintien du moratoire de fait ne se justifie plus".[658] Dans l'exposé des motifs accompagnant la proposition, il est observé ce qui suit: "aucune autorisation n'a été approuvée au titre de cette directive [90/220] depuis octobre 1998. Cela met en lumière l'absence de reconnaissance mutuelle entre les États membres et un moratoire *de facto* pour tout développement".[659]

---

[657] Secrétariat général du Conseil, services de presse, documents de référence pour le Conseil Agriculture et pêche du 26 (et éventuellement du 27) avril 2004, 23 avril 2004, page 2 (pièces US-109; CDA-108; également cité par l'Argentine).

[658] Parlement européen, Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie, Rapport sur l'avenir du secteur de la biotechnologie, proposition de résolution du Parlement européen, A5-0080/2001 FINAL, 28 février 2001, page 12 (pièce US-119).

[659] *Ibid*., page 20.

Cette proposition de résolution donne à penser qu'en février 2001 un moratoire général était en vigueur.[660] La proposition était présentée par la Commission de l'industrie, du commerce extérieur, de la recherche et de l'énergie. Il est raisonnable de supposer que les membres de cette commission étaient au courant de la situation et des préoccupations des chercheurs et de l'industrie dans le secteur de la biotechnologie et qu'ils étaient par ailleurs suffisamment bien informés pour exprimer un point de vue sur la question de savoir si un moratoire général était en vigueur ou non à ce moment-là.

b) *Rapport d'une commission du PE de juin 2002*. La Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs, dans son rapport sur la proposition de nouveaux règlements concernant la traçabilité et l'étiquetage et concernant les denrées alimentaires et aliments pour animaux, indique que la fragmentation de la législation communautaire en vigueur à l'époque en matière de produits biotechnologiques "a conduit à exprimer des réserves et à décréter, il y a trois ans, un moratoire sur les procédures d'octroi d'autorisations de mise sur le marché, au niveau communautaire, en attendant l'adoption d'un système intégré de traçabilité et d'étiquetage des OGM".[661]

Le passage cité du rapport de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs donne à penser qu'en juin 2002 un moratoire était en vigueur et qu'il pourrait rester en place jusqu'à ce que le nouveau règlement concernant la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques soit adopté. Cette dernière suggestion est conforme à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999. La Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs n'intervenait pas directement dans le fonctionnement des procédures d'approbation communautaires. Cependant, il semble clair que, pour faire rapport au Parlement européen sur le bien-fondé des propositions législatives, elle avait besoin de comprendre le contexte politique dans lequel les propositions concernant les deux nouveaux règlements étaient présentées. Le moratoire mentionné dans le rapport fait partie de ce contexte.

c) *Bulletin UE de novembre 2002*. Le Bulletin UE, résumant le contenu d'une résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission intitulée "Sciences du vivant et la biotechnologie: une stratégie pour l'Europe"[662] contient la phrase suivante: "[e]n ce qui concerne l'alimentation, le Parlement adhère vivement à l'opinion selon laquelle le moratoire actuel, imposé *de facto* sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées depuis 1998 et censé se terminer en 2003, devrait cesser de manière à apporter un plus grand choix et de plus grands avantages au consommateur et pour promouvoir l'innovation".[663]

---

[660] Le dossier ne précise pas si la résolution a jamais été adoptée par le Parlement européen.

[661] Parlement européen, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs, rapport sur la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés et modifiant la Directive 2001/18/CE - A5-0229/2002 FINAL, 12 juin 2002, page 27 (pièces US-36 et CDA-40).

[662] La communication n'a pas été présentée au Groupe spécial.

[663] Résolution du Parlement européen sur la communication de la Commission intitulée "Sciences du vivant et la biotechnologie: une stratégie pour l'Europe", bulletin UE, novembre 2002, section 1.3.64 (traduit de l'espagnol) (pièce ARG-7).

La déclaration attribuée au Parlement européen donne à penser qu'un moratoire sur les produits alimentaires biotechnologiques était en vigueur en novembre 2002. La référence à l'année 2003 est probablement une référence à la date présumée d'adoption des deux règlements proposés concernant l'étiquetage et la traçabilité ainsi que les denrées alimentaires et aliments pour animaux. Comme le confirme le rapport de la commission de juin 2002 susmentionné, le Parlement européen examinait ces propositions à ce moment-là. Bien que le Parlement européen n'intervienne pas dans le fonctionnement courant des procédures d'approbation des CE, il est néanmoins raisonnable de supposer qu'il ne demanderait pas la levée d'un moratoire dans une résolution s'il y avait une incertitude quant à l'existence d'un tel moratoire sur les approbations de produits alimentaires biotechnologiques.

d) *Proposition de résolution du PE de mars 2003*. Une proposition de résolution du PE présentée par deux membres du Parlement européen indique, dans un alinéa du préambule, qu'"il n'est pas judicieux de lever le moratoire adopté de fait en ce qui concerne l'autorisation des OGM, eu égard aux risques qu'ils présentent, d'autant plus qu'aucun système d'étiquetage et de traçabilité n'est appliqué et qu'il n'a été procédé à aucune évaluation de l'incidence des OGM sur les cultures biologiques et conventionnelles" et "demande instamment au Conseil et à la Commission de maintenir le moratoire établi et d'engager un vaste débat public sur les conséquences des OGM pour l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle".[664]

Cette proposition de résolution donne à penser qu'en mars 2003 un moratoire était en vigueur et que le Conseil et la Commission avaient le pouvoir de le maintenir ou d'y mettre un terme. La proposition représente le point de vue de deux membres du Parlement européen[665], mais la déclaration selon laquelle un moratoire existait en mars 2003 est conforme à l'article citant le Commissaire Byrne paru dans la presse en février 2003 et au document récapitulatif de la Commission de juillet 2003 mentionnés plus haut.

e) *Déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003*. Le rapporteur de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs du Parlement européen, dans l'exposé des motifs de la recommandation pour la deuxième lecture sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption d'un nouveau règlement concernant la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques, déclare qu'il estime que l'adoption rapide du nouveau règlement et du nouveau règlement concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés "conduira à lever dans les faits le moratoire sur l'autorisation de nouveaux OGM ...".[666]

---

[664] Parlement européen, Proposition de résolution du Parlement européen sur l'incidence des organismes génétiquement modifiés (OGM) sur l'agriculture biologique et l'agriculture conventionnelle déposée par Ilda Figueiredo et Jonas Sjöstedt, B5-0190/2003, 18 mars 2003, page 2 (pièce US-20).

[665] Le dossier ne dit pas si la résolution a jamais été adoptée par le Parlement européen.

[666] Parlement européen, Commission de l'environnement, de la santé publique et de la politique des consommateurs, recommandation pour la deuxième lecture sur la position commune du Conseil en vue de l'adoption du règlement du Parlement européen et du Conseil concernant la traçabilité et l'étiquetage des organismes génétiquement modifiés et la traçabilité des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'organismes génétiquement modifiés, et modifiant la Directive 2001/18/CE, A5-0204/2003 FINAL, 4 juin 2003, page 22 (pièce ARG-11).

Cette déclaration donne à penser qu'en juin 2003 un moratoire général était en vigueur. La déclaration paraît être semblable à celle qui est mentionnée dans la note du Secrétariat général du Conseil de juillet 2003 examinée précédemment.

iv) Déclarations des représentants des États membres

7.530 On trouvera ci-après une liste de déclarations de hauts fonctionnaires des États membres auxquels une ou plusieurs parties plaignantes se sont référées:

a) *Article paru dans la presse en juillet 2003.* Un article rendant compte de la réunion du Conseil Agriculture et pêche du 22 juillet 2003 attribue au Ministre français de l'agriculture de l'époque la déclaration selon laquelle "il serait nécessaire que des campagnes d'information du grand public précèdent la levée du moratoire" et au Ministre italien de l'agriculture la déclaration selon laquelle "nulle décision concernant la levée du moratoire sur l'autorisation des cultures d'OGM ne saurait être adoptée tant qu'un accord ne sera pas intervenu en ce qui concerne les propositions de la Commission européenne établissant des lignes directrices pour assurer la coexistence des cultures d'OGM et des cultures de produits non GM".[667]

Les déclarations attribuées aux Ministres français et italien de l'agriculture de l'époque donnent à penser qu'en juillet 2003 un moratoire était en vigueur. Comme il est indiqué plus haut, ce sont les Ministres du Conseil Agriculture et pêche qui votaient au sujet de la demande concernant le maïs Bt-11 (produit alimentaire). C'est donc aux Ministres de l'agriculture qu'incombe, peut-être conjointement avec d'autres Ministres, la responsabilité directe des approbations de produits biotechnologiques. De surcroît, la France et l'Italie font toutes deux partie des pays du Groupe des cinq ayant déclaré en juin 1999 qu'ils exerceraient leurs pouvoirs de manière à suspendre les approbations. Enfin, il convient de noter que les déclarations dont il est fait état utilisent clairement le terme "moratoire" pour désigner une mesure qui pourrait être levée, et non pour décrire une "situation factuelle"[668] dans laquelle aucune approbation n'avait été accordée.

b) *Réponse de juin 2004 à un parlementaire*. Dans sa réponse à une question posée par un membre du Parlement français, le Ministre français de la recherche indique ce qui suit: "[e]n 1999, pour tenir compte de légitimes interrogations par l'opinion publique, la France et quatre autres États membres de l'Union européenne – Danemark, Italie, Grèce et Luxembourg – obtenaient de la Commission européenne un moratoire suspendant toute nouvelle autorisation de mise en culture et de commercialisation de plantes génétiquement modifiées, dans l'attente à la fois de dispositions effectives concernant la traçabilité et l'étiquetage informatif sur l'ensemble des produits issus d'OGM, et d'éclairages nécessaires sur différents aspects du droit lié à l'usage de ces nouvelles technologies. […] Cette période de moratoire a permis […] de rapprocher progressivement les positions des États membres et d'harmoniser les procédures d'évaluation et d'autorisation. Ainsi […] a été adoptée la Directive 2001/18/CE […]. La nouvelle directive, associée aux deux règlements communautaires 1829/2003 et 1830/2003, fournit un cadre rigoureux, général et très complet dans lequel le

[667] "EU Ag Ministers Approve GMO Traceability Plan Opposed by White House, U.S. Farmers" International Trade Reporter, 24 juillet 2003, page 1 (pièces US-39 et CDA-47).
[668] *Ibid*., paragraphe 561; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 295.

gouvernement a exprimé toute sa confiance pour procéder, au niveau européen, à de nouvelles autorisations commerciales d'OGM qui seront accordées au cas par cas".[669]

La réponse du Ministre français de la recherche donne à penser qu'un moratoire était en vigueur depuis 1999, date à laquelle les pays du Groupe des cinq ont fait leur déclaration au Conseil Environnement de juin 1999. Elle donne par ailleurs à penser qu'en juin 2004 la France ne voyait plus la nécessité d'utiliser les pouvoirs qui lui étaient conférés pour suspendre les approbations, même si on ne voit pas bien quand les pouvoirs publics français ont pris cette décision, autrement dit si la décision a été prise après l'adoption, en septembre 2003, des nouveaux règlements concernant l'étiquetage et la traçabilité ainsi que les denrées alimentaires et les aliments pour animaux (comme la France l'avait indiqué dans la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999) ou après leur entrée en vigueur, en avril 2004.

v) Déclarations des CE à l'OMC

7.531 Une partie plaignante s'est référée au document suivant de l'OMC:

a) *Compte rendu de réunion de novembre 2001*. Le compte rendu d'une réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC, sous le point intitulé "Préoccupations exprimées par les États-Unis au sujet des procédures d'agrément appliquées par les CE à l'importation de produits agricoles issus des biotechnologies", indique ce qui suit: "[l]e représentant des Communautés européennes a réaffirmé que la Commission européenne souhaitait permettre à la procédure d'agrément de se poursuivre et prenait des mesures dans ce sens. Lors de la réunion tenue récemment par le Conseil européen de l'environnement, un débat très important avait été engagé sur les propositions présentées par la Commission en vue de relancer la procédure d'agrément".[670]

Cette déclaration, qui était faite au nom des Communautés européennes, donne à penser qu'en novembre 2001 un moratoire était en vigueur puisqu'elle évoque la nécessité de "relancer la procédure d'agrément". La déclaration est conforme à la déclaration susmentionnée du Commissaire Byrne de juillet 2001 et son libellé est semblable à celui qui est utilisé dans le document de travail de la Commission de novembre 2000.

vi) Évaluation générale

7.532 Le Groupe spécial considère que la totalité des documents et déclarations énumérés ci-dessus sont pertinents pour la question de savoir si certains États membres et la Commission ont empêché intentionnellement l'approbation finale des demandes. À quelques exceptions près, les déclarations en question ont été faites par les plus hauts fonctionnaires de la Commission ou des États membres, par des commissions parlementaires clés ou en leur nom. En outre, chacune des parties plaignantes a communiqué des documents ou des déclarations émanant non pas simplement d'une source unique, mais de multiples institutions communautaires ou de leurs représentants. Nombre des documents communiqués ont été établis directement par les services administratifs ou commissions parlementaires compétents et les déclarations des Commissaires et des Ministres sont le fait de

[669] Réponse à la question n° 27131 de M. Martin Philippe-Armand (Union pour un Mouvement populaire – Marne), 12ème législature, 1er juin 2004 (traduction à partir du français) (pièce ARG-48).
[670] Document G/SPS/R/25, paragraphe 105.

Commissaires et de Ministres auxquels incombait la responsabilité des produits biotechnologiques. Par conséquent, on ne peut pas dire que les documents et déclarations représentent des points de vue extérieurs. Pour l'essentiel, les déclarations en question sont des déclarations préparées, telles que des discours. Elles ne peuvent pas vraiment être considérées comme des déclarations informelles. Bien qu'un petit nombre d'entre elles aient été faites dans le contexte de conférences de presse, leur teneur est très semblable à celle des autres déclarations ou documents présentés. Enfin, il est important de noter que, nonobstant le fait que les documents et déclarations proviennent de différentes institutions communautaires ou de leurs représentants, tous mentionnent systématiquement, même si ce n'est pas de la même façon, l'existence d'un "moratoire" ou d'un "blocage" ou une possible "reprise" des approbations. Pour toutes ces raisons, le Groupe spécial n'est pas en mesure de convenir avec les Communautés européennes que les documents et déclarations auxquels se réfèrent chaque partie plaignante ne fournissent pas d'éléments de preuve établissant l'existence d'un moratoire *de facto*.[671]

7.533 Les documents et déclarations sur lesquels s'appuient chaque partie plaignante ajoutent un élément important aux éléments de preuve examinés dans la sous-section précédente: ils indiquent une raison pour l'absence d'approbations pendant la période pertinente. Les documents et déclarations pertinents donnent à penser qu'il n'y a pas eu d'approbations parce qu'un moratoire sur les approbations était en vigueur. Sur les 26 documents ou déclarations énumérés plus haut, 21 utilisent explicitement le terme "moratoire". Les cinq autres documents sont tous compatibles avec le point de vue selon lequel il n'y a pas eu d'approbations parce qu'un moratoire était en vigueur.[672]

7.534 Sur le plan conceptuel, un moratoire sur les approbations implique une absence temporaire d'approbations. Cependant, le concept de moratoire sur les approbations implique également que l'absence d'approbations doit être la conséquence d'une suspension temporaire délibérée des approbations. Cela est confirmé par la définition du terme "moratoire" donnée par le dictionnaire. Comme indiqué par les Communautés européennes, le dictionnaire définit le terme "moratorium" (moratoire) comme "a postponement or deliberate tempory suspension of some activity" (report ou suspension temporaire délibérée d'une activité).[673] Eu égard à cela, le Groupe spécial considère que les références à un "moratoire" des CE sur les approbations qui figurent dans les divers documents et déclarations étayent ce que les parties plaignantes affirment, à savoir qu'une action a été menée par les autorités pertinentes, ou n'a délibérément pas été menée, de façon à empêcher les approbations pendant un certain temps. Le Groupe spécial n'est pas convaincu que les documents et déclarations pertinents utilisent le terme "moratoire" simplement pour décrire une "situation factuelle"[674] – une absence temporaire d'approbations. Les documents et déclarations n'étayent pas une telle conclusion. Par exemple, dans le discours du Commissaire Byrne de novembre 2000, il est dit que "les inquiétudes de l'opinion publique … ont conduit à un moratoire *de facto* sur les autorisations de nouveaux OGM. En fait, aucun OGM n'a été approuvé au cours des deux dernières années".[675] Si le terme "moratoire" figurant dans la première partie de cette déclaration était interprété comme désignant simplement une absence temporaire d'approbations, on ne verrait pas pourquoi le terme "*de facto*" a été utilisé. Dire qu'il y a eu une absence *de facto* d'approbations n'a pas beaucoup de sens. Inversement, dire qu'il y a eu une suspension *de facto* des approbations a un sens.

---

[671] Première communication écrite des CE, paragraphe 553.

[672] Il convient néanmoins de rappeler que la communication à la Commission de janvier 2004 et le discours de septembre 2001 du Commissaire Byrne, lorsqu'on les examine séparément des autres documents et déclarations, pourraient aussi être interprétés comme étant compatibles avec le point de vue des Communautés européennes selon lequel l'absence d'approbations était due aux "demandes de renseignements additionnels".

[673] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. I, page 1828.

[674] Première communication écrite des CE, paragraphe 561.

[675] Un libellé analogue a été utilisé dans le discours du Commissaire Byrne de juin 2000 et dans le document de travail de la Commission d'octobre 2001.

7.535 Les Communautés européennes paraissent faire valoir à titre subsidiaire que les références à un "moratoire" ont été faites, pour l'essentiel, pendant ce qu'elles appellent la "période de transition" allant de 1998 à 2001.[676] Pendant cette période, la Directive 90/220 a fait l'objet d'une révision et la nouvelle Directive 2001/18 – modifiant la Directive 90/220 – est entrée en vigueur. Les Communautés européennes estiment que les documents et déclarations qui ont été établis pendant cette période et qui évoquent un "moratoire" impliquent tous que le "moratoire" prendrait fin lorsque la période de transition s'achèverait. Il est exact qu'un certain nombre de documents et déclarations indiquent que l'adoption de la Directive 2001/18 contribuerait à la levée du "moratoire". Toutefois, il n'y a aucun document ou déclaration qui donne à penser que cela serait une condition suffisante pour la levée du moratoire. De fait, les documents ou déclarations mentionnent le nouveau règlement concernant l'étiquetage et la traçabilité comme une condition additionnelle, ce qui est conforme à la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999.[677] De surcroît, les parties plaignantes se sont toutes trois référées à des documents ou déclarations donnant à penser qu'un moratoire était toujours en vigueur après l'adoption de la Directive 2001/18, en mars 2001, et même après l'entrée en vigueur de cette directive, en octobre 2002.[678] En fait, la note d'information du Secrétariat général du Conseil d'avril 2004, sur laquelle toutes les parties plaignantes s'appuient, donne à penser qu'un moratoire a continué d'être en vigueur même après l'adoption, en septembre 2003, du nouveau règlement concernant l'étiquetage et la traçabilité. La note implique aussi qu'un moratoire était en vigueur en août 2003, date d'établissement du présent Groupe spécial.[679]

7.536 Il convient de mentionner par ailleurs que les parties plaignantes ont toutes présenté un document ou une déclaration qui fait référence au fait qu'aucune demande n'a été approuvée au titre de la Directive 90/220 depuis octobre 1998.[680] Cependant, le fait qu'aucune demande n'a été approuvée depuis octobre 1998 ne signifie pas nécessairement qu'un moratoire était en vigueur depuis octobre 1998. Aucun des documents ou déclarations communiqués par les États-Unis ou le Canada ne donne à penser qu'un moratoire était en vigueur depuis octobre 1998. Le rapport de commission

---

[676] Les communications des Communautés européennes sont loin d'être claires pour ce qui est de savoir quand la prétendue "période de transition" a pris fin. Le Groupe spécial suppose que les Communautés européennes voulaient dire que la période s'est achevée en 2001, lorsque la Directive 2001/18 a été adoptée. Première communication écrite des CE, paragraphe 4; deuxième communication écrite des CE, paragraphe 292. D'autres déclarations des CE paraissent toutefois indiquer que la période s'est achevée en 2003. Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 293. Par contre, la pertinence de 2003 n'est expliquée nulle part. La Directive 2001/18, à laquelle renvoient les paragraphes susmentionnés des communications écrites des CE, est entrée en vigueur en 2002. Mais dans aucun des paragraphes susmentionnés des communications des CE il n'est fait référence à l'adoption, en 2003, des nouveaux règlements des CE concernant l'étiquetage et la traçabilité ainsi que les denrées alimentaires et les aliments pour animaux. Quoi qu'il en soit, l'analyse par le Groupe spécial de l'argument des CE relatif à la période de transition n'est pas affectée par la question de savoir si cette période s'est achevée en 2001 ou en 2003.

[677] *Voir*, par exemple, le communiqué de presse de la Commission de juillet 2001; le document récapitulatif de la Commission de juillet 2003; la déclaration du Commissaire Byrne de juillet 2001; et la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire de juin 2004.

[678] *Voir*, par exemple, le document récapitulatif de la Commission de juillet 2003; l'article paru dans la presse en février 2003 citant le Commissaire Byrne; la note du Secrétariat général du Conseil de juillet 2003; la note d'information du Secrétariat général du Conseil d'avril 2004; la proposition de résolution du PE de mars 2003; la déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003; et l'article paru dans la presse en juillet 2003 citant les Ministres français et italien.

[679] Le document récapitulatif de la Commission de juillet 2003, la note du Secrétariat général du Conseil de juillet 2003, la déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003 et l'article citant les Ministres français et italien paru dans la presse en juillet 2003 indiquent tous qu'un moratoire était en vigueur en juin et juillet 2003.

[680] *Voir* la communication à la Commission de janvier 2004; le discours du Commissaire Byrne de novembre 2000; et la proposition de résolution du PE de février 2001.

du PE de juin 2002 mentionne un "moratoire au cours des trois dernières années", ce qui implique qu'un moratoire était en vigueur depuis juin 1999, date à laquelle les pays du Groupe des cinq ont publié leur déclaration conjointe. L'Argentine a communiqué un document, le Bulletin UE de novembre 2002, qui mentionne une résolution du PE selon laquelle "le moratoire actuel, imposé *de facto* sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées depuis 1998 et censé se terminer en 2003, devrait cesser". Cela donne à penser qu'un moratoire *de facto* était en vigueur depuis 1998. Il est cependant possible que l'année 1998 ait été mentionnée simplement parce qu'après 1998 aucune demande n'a été approuvée jusqu'en 2004. En tout état de cause, d'autres déclarations et documents communiqués par l'Argentine – le discours de novembre 2001 du Commissaire Byrne[681] et la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire de juin 2004[682] – étayent le point de vue selon lequel un moratoire était en vigueur seulement depuis juin 1999.[683] Eu égard à cela, le Groupe spécial ne considère pas que les documents et déclarations communiqués par chaque partie plaignante permettent d'inférer qu'un moratoire *de facto* général était en vigueur avant juin 1999.

7.537 Les documents et déclarations sont importants aussi parce qu'ils étayent l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général, c'est-à-dire un moratoire applicable à l'ensemble des demandes en souffrance et des nouvelles demandes d'approbation de produits biotechnologiques. Beaucoup des documents et déclarations sur lesquels s'appuie chacune des parties plaignantes font état explicitement d'un moratoire généralement applicable.[684] D'autres font référence d'une manière plus générale à un "moratoire".[685] Cependant,

[681] Le discours du Commissaire Byrne donne à penser que c'est à la suite des positions exprimées par les pays du Groupe des cinq en 1999, en particulier les positions exprimées dans leur déclaration conjointe de juin 1999, que "le processus d'autorisation concernant à la fois les demandes en souffrance et les nouveaux produits a stoppé". Dans le discours en question, le Commissaire indique également ce qui suit: "[b]ien que nos conseillers scientifiques aient donné le feu vert pour la culture et la commercialisation des plantes et des denrées alimentaires génétiquement modifiées, nos États membres bloquent les nouvelles autorisations depuis 1998". Le Groupe spécial croit comprendre que cette déclaration renvoie au fait que, lors des quatre votes successifs qui se sont déroulés au Comité de réglementation à partir d'octobre 1998, le Comité de réglementation n'a pas réuni la majorité qualifiée, même si les demandes pertinentes avaient toutes fait l'objet d'un avis favorable de la part d'un comité scientifique des CE. Après ces quatre votes, le Comité de réglementation n'a pas procédé à d'autres votes avant la date d'établissement du présent Groupe spécial. Réponse des CE à la question n° 96 c) du Groupe spécial. Comme il est indiqué plus en détail ci-après, de l'avis du Groupe spécial, les votes en question n'étayent pas le point de vue selon lequel un moratoire était en vigueur depuis octobre 1998. *Voir, infra*, le paragraphe 7.1248.

[682] La réponse du Ministre, dans ce qui semble être une référence au fait que les pays du Groupe des cinq ont publié une déclaration conjointe en juin 1999, indique que c'était en 1999 que lesdits pays ont obtenu le soutien de la Commission en faveur d'un moratoire.

[683] *Voir également* les paragraphes 7.1254 et suivants pour notre analyse de l'argument de l'Argentine selon lequel le comportement de la Commission avant la déclaration des pays du Groupe des cinq de juin 1999 confirme l'existence d'un moratoire général sur les approbations à compter d'octobre 1998.

[684] *Voir*, par exemple, le document de travail de la Commission d'octobre 2001 ("un moratoire de fait concernant la commercialisation de nouveaux OGM"); la déclaration du Commissaire Byrne de juillet 2001 ("le moratoire de fait sur la commercialisation des OGM et des produits génétiquement modifiés"); la note d'information du Secrétariat général du Conseil d'avril 2004 ("*moratoire* actuel sur les aliments et les aliments pour animaux génétiquement modifiés"); la proposition de résolution du PE de février 2001 ("moratoire de fait [concernant la mise en circulation d'OGM]"); le rapport de commission du PE de juin 2002 ("un moratoire sur les procédures d'octroi d'autorisations de mise sur le marché, au niveau communautaire"); le Bulletin UE de novembre 2002 résumant une résolution du PE ("le moratoire actuel, imposé *de facto* sur les denrées alimentaires génétiquement modifiées depuis 1998"); la déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003 ("[lever] dans les faits le moratoire sur l'autorisation de nouveaux OGM"); l'article paru dans la presse en juillet 2003 citant le Ministre italien de l'agriculture ("moratoire sur l'autorisation des cultures d'OGM"); et la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire de juin 2004 ("un moratoire suspendant toute nouvelle autorisation de mise en culture et de commercialisation de plantes génétiquement modifiées").

étant donné l'absence de qualificatif textuel, et à la lecture des déclarations et documents considérés conjointement avec d'autres, il n'y a pas de raison de supposer que les références générales à un "moratoire" devraient être interprétées comme signifiant que le "moratoire" en question était sélectif, c'est-à-dire qu'il s'appliquait à certaines demandes seulement. Par ailleurs, il convient de souligner que les documents et déclarations sur lesquels s'appuie chaque partie plaignante donnent à penser qu'un moratoire général était en vigueur entre juin 1999 et août 2003.[686]

7.538 Il a été noté plus haut que la quasi-totalité des documents et déclarations pertinents faisaient référence à un "moratoire" sur les approbations et que cela impliquait que des actions avaient été menées par les autorités pertinentes, ou n'avaient délibérément pas été menées, de façon à empêcher les approbations pendant un certain temps. Les parties plaignantes affirment que les autorités compétentes sont certains États membres – notamment les pays du Groupe des cinq – et la Commission, et qu'elles ont empêché intentionnellement les demandes d'atteindre le stade de l'approbation finale. Les documents et déclarations donnent une certaine confirmation, encore que limitée, de cette affirmation. Tout d'abord, selon l'article paru dans la presse en octobre 2001, la Commissaire Wallström a décrit le "moratoire" comme une "situation dans laquelle nous nous abstenons simplement de prendre une décision". Bien que cette déclaration ne précise pas qui est désigné par "nous", elle tend à confirmer qu'il y a eu "décision de ne pas prendre de décisions finales" et de ne pas autoriser d'approbations finales. En outre, les parties plaignantes se sont toutes appuyées sur des documents ou déclarations donnant à penser que le "moratoire" résultait de l'opposition des États membres aux approbations.[687] Par ailleurs, la proposition de résolution du Parlement européen de mars 2003, à laquelle seuls les États-Unis ont fait référence, implique que le "maintien" du "moratoire" dépend non seulement des États membres mais encore de la Commission.[688] De la même façon, la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire, en juin 2004, à laquelle seule l'Argentine a fait référence, implique qu'un "moratoire" n'aurait pas pu être imposé sans l'intervention de la Commission.[689]

vii) Position officielle des CE

7.539 Le dernier point à traiter est l'argument des CE selon lequel, quelle qu'en soit la teneur, aucun des documents ou déclarations communiqués par les parties plaignantes ne représente la position

---

[685] *Voir*, par exemple, l'article paru dans la presse en juillet 2000 citant la Commissaire Wallström; l'article paru dans la presse en octobre 2001 citant la Commissaire Wallström; l'article paru dans la presse en octobre 2001 citant la porte-parole du Commissaire Byrne; le discours du Commissaire Lamy de janvier 2002; et la note du Secrétariat général du Conseil de juillet 2003.

[686] *Voir*, par exemple, le document de travail de la Commission de novembre 2000; le discours du Commissaire Byrne de novembre 2000; le rapport de commission du PE de juin 2002; le Bulletin UE de novembre 2002 résumant une résolution du PE; le document récapitulatif de la Commission de juillet 2003; la déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003; l'article paru dans la presse en juillet 2003 citant le Ministre italien de l'agriculture; la note d'information du Secrétariat général du Conseil d'avril 2004; et la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire de juin 2004.

[687] *Voir*, par exemple, le document de travail de la Commission d'octobre 2001; le discours du Commissaire Byrne de juin 2000; le discours du même Commissaire de novembre 2001 (mentionnant spécifiquement les pays du Groupe des cinq); et le discours du Commissaire Lamy de janvier 2002.

[688] La proposition demande instamment "au Conseil et à la Commission de maintenir le moratoire établi".

[689] La réponse indique que les pays du Groupe des cinq ont "obten[u] de la Commission européenne un moratoire suspendant toute nouvelle autorisation".

officielle des Communautés européennes. Pour leur position officielle, les Communautés européennes renvoient le Groupe spécial aux deux documents ci-après[690]:

a) *Communiqué de presse de la Commission de mai 2003.* Ce communiqué de presse a été publié le jour où les États-Unis ont annoncé leur intention de déposer une plainte dans le cadre de l'OMC. Il cite en ces termes le Commissaire au commerce de l'époque, Pascal Lamy: "[l]es États-Unis affirment qu'il existe un prétendu "moratoire", mais le fait est que l'Union européenne a déjà autorisé dans le passé des variétés génétiquement modifiées et qu'elle examine actuellement d'autres demandes".[691]

b) *Déclaration liminaire des CE lors des consultations de juin 2003.* Cette déclaration a été faite par les Communautés européennes lors des consultations qui ont précédé la procédure du présent Groupe spécial. Elle indique ce qui suit: "[d]ans le cadre de l'ancien régime, 18 OGM ont été approuvés. Avec les nouvelles règles [qui figurent dans la Directive 2001/18], les demandes en souffrance ont été révisées et elles sont examinées en vue de la prise de décisions concernant l'autorisation de nouveaux produits. Vingt demandes sont actuellement examinées au titre de la Directive 2001/18. C'est un fait: ce n'est pas une allégation, ni un avis, ni une déclaration de presse".[692]

7.540 Le Groupe spécial note que ces déclarations ne contredisent ni l'une ni l'autre les affirmations fondamentales des parties plaignantes. Comme nous l'avons déjà vu dans la sous-section précédente, les parties plaignantes ne contestent pas le fait que des produits biotechnologiques ont été approuvés avant octobre 1998. Elles ne contestent pas non plus que des demandes ont été traitées, ou examinées, entre octobre 1998 et août 2003. Ce qu'elles affirment, c'est que les Communautés européennes ont imposé un moratoire *de facto* sur les approbations finales. Selon les parties plaignantes, dans le cadre de ce type de moratoire, les demandes ont pu dans la plupart des cas achever certaines étapes du processus d'approbation communautaire, mais dans aucun cas elles n'ont pu aller jusqu'au stade de l'approbation finale. Les documents et déclarations communiqués par chaque partie plaignante étayent l'affirmation selon laquelle le "moratoire" affectait l'approbation finale des demandes, mais pas nécessairement leur traitement à chaque étape du processus.[693]

e) Faits et historiques des procédures d'approbation individuelles

7.541 Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties plaignantes ont aussi traité des demandes individuelles concernant la mise sur le marché des produits biotechnologiques. Selon les **parties plaignantes**, les procédures d'approbation de ces demandes confirment que certains États

[690] Première communication écrite des CE, paragraphe 557.

[691] "La Commission européenne déplore l'intention des États-Unis de saisir l'OMC d'une plainte sur les OGM et juge cette décision malencontreuse et inutile", communiqué de presse de la Commission IP/03/681, 13 mai 2003, page 1 (pièce EC-113).

[692] Pièce EC-112, page 2.

[693] *Voir*, par exemple, le communiqué de presse de la Commission de juillet 2001; le document de travail de la Commission d'octobre 2001; le document récapitulatif de la Commission de juillet 2003; l'article paru dans la presse en octobre 2001 citant la Commissaire Wallström; le discours du Commissaire Byrne de juin 2000; le discours du Commissaire Byrne de novembre 2000; la déclaration du Commissaire Byrne de juillet 2001; le discours du Commissaire Byrne d'octobre 2001; le discours du Commissaire Byrne de novembre 2001; la proposition de résolution du PE de mars 2003; la déclaration du rapporteur d'une commission du PE de juin 2003; l'article paru dans la presse en juillet 2003 citant le Ministre italien de l'agriculture; et la réponse du Ministre français de la recherche à un parlementaire de juin 2004.

membres et/ou la Commission ont effectivement empêché l'approbation finale des demandes de la manière avancée par les parties plaignantes. Autrement dit, de l'avis des parties plaignantes, les procédures d'approbation pertinentes confirment que des États membres et/ou la Commission ont suspendu l'approbation des demandes par un ou plusieurs des actes et/ou omissions mentionnés dans la sous-section a) ci-dessus.

7.542 Pour analyser les procédures d'approbation individuelles, les parties plaignantes se sont largement appuyées dans leurs premières communications écrites sur des renseignements accessibles au public.[694] Par la suite, elles se sont essentiellement servies des renseignements communiqués par les Communautés européennes de leur propre initiative ou à la demande du Groupe spécial. Il convient de noter à cet égard que la plupart des renseignements concernant les demandes individuelles ne sont détenus que par les États membres, la Commission et les demandeurs. Toutefois, certains renseignements – par exemple les comptes rendus des réunions du Comité de réglementation ou les communications entre les États membres et la Commission – ne sont détenus que par les Communautés européennes. Par ailleurs, si certains des demandeurs sont des sociétés des États-Unis, les autres sont des sociétés européennes. Il ne paraît pas y avoir de sociétés du Canada ou de l'Argentine parmi les demandeurs.[695] Le Groupe spécial n'en note pas moins que toutes les parties plaignantes produisent pour l'exportation des produits faisant l'objet de la présente plainte.

7.543 Les **Communautés européennes** font valoir que les allégations relatives au moratoire général ne tiennent plus lorsqu'on examine les faits spécifiques et l'historique de chaque procédure d'approbation. Elles estiment qu'analyser des faits montre que pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003) il n'y a eu aucun acte ni omission ayant bloqué la prise de décisions concernant les demandes à des étapes fondamentales du processus d'approbation. Le traitement des demandes individuelles s'est poursuivi sans interruption, et les demandes n'ont pas été systématiquement bloquées.

7.544 Selon les Communautés européennes, pour évaluer les demandes, les autorités compétentes ont essayé de prendre en compte les changements du cadre législatif et réglementaire des CE, ainsi que l'évolution du débat scientifique. Dans certains cas, cela a nécessité de longues discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur sur un certain nombre de questions scientifiques ou réglementaires qui n'avaient pas été dûment traitées dans la demande initiale, ce qui a retardé la transmission des demandes au niveau communautaire. Dans d'autres cas, des discussions se sont tenues entre divers États membres au niveau communautaire, avant et/ou après les avis rendus par les comités scientifiques des CE. En outre, un grand nombre de demandes ont été retirées par les demandeurs pour diverses raisons commerciales et du fait de changements de stratégie. Il n'y a toutefois aucune tendance systématique en ce qui concerne les demandes en souffrance pendant la période pertinente. Chaque demande a été traitée selon ses caractéristiques propres. Eu égard à cela, le Groupe spécial ne peut pas déterminer s'il existait un "moratoire" général sans examiner les décisions et les actions prises à l'égard de chaque demande individuelle. Le Groupe spécial doit examiner chacune des procédures d'approbation pertinentes concernant les demandes.

---

[694] *Voir*, par exemple, les pièces US-30 et 31; CDA-26 et 34; ARG-6.

[695] Les Communautés européennes font valoir que les parties plaignantes auraient dû avoir pris connaissance des renseignements pertinents avant l'engagement de la présente procédure grâce à leurs contacts avec les demandeurs. Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 254. Le Canada a indiqué avoir consulté les demandeurs pour établir son dossier, mais il estime ne pas avoir eu plein accès aux renseignements en question, bien qu'il ait adressé aux Communautés européennes une demande de divulgation pendant les consultations. Troisième communication écrite du Canada, paragraphe 8.

7.545 Enfin, les Communautés européennes estiment que même si les retards ayant affecté certaines procédures d'approbation avant l'adoption de la nouvelle législation, et en raison de cette adoption, devaient être considérés comme le résultat d'une mesure (le "moratoire" allégué), cette mesure aurait pris fin avec l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, à savoir l'entrée en vigueur en janvier 2003 de la Directive 2001/18.

7.546 Le **Groupe spécial** prend note de l'affirmation de toutes les parties selon laquelle les faits et l'historique des procédures d'approbation individuelles confirment leurs positions respectives. Les Communautés européennes en particulier insistent sur l'importance des historiques des demandes individuelles, faisant valoir qu'on ne saurait tirer des conclusions sur le point de savoir si un moratoire général sur les approbations était en vigueur entre octobre 1998 et août 2003 sans avoir examiné chaque demande individuellement. Le Groupe spécial effectue plus loin une analyse séparée de chaque demande pertinente.

7.547 Les demandes visées par l'analyse du Groupe spécial sont celles que les parties plaignantes ont mentionnées dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial, sauf dans un cas.[696] Nous ne perdons pas de vue le fait que les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes mentionnent des demandes spécifiques en ce qui concerne leurs allégations relatives à des produits spécifiques, et pas en ce qui concerne leur allégation relative au moratoire général. Toutefois, nous faisons référence ici aux demandes d'établissement d'un groupe spécial simplement pour identifier les demandes visées par notre analyse. Comme l'allégation des parties plaignantes relative au moratoire général allégué est que le moratoire était applicable à absolument toutes les demandes en souffrance entre octobre 1998 et août 2003 quelles qu'elles soient, il est évident que, pour établir le bien-fondé de cette allégation, chacune des parties plaignantes doit présenter des éléments de preuve et des arguments concernant absolument toutes les demandes en souffrance.

7.548 Les demandes mentionnées par les parties plaignantes dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial comprennent les demandes qui ont été retirées entre octobre 1998 et août 2003. Nous pensons que ces demandes sont pertinentes pour l'évaluation par le Groupe spécial du point de savoir si le moratoire *de facto* général allégué sur les approbations finales a existé. Jusqu'à la date de leur retrait, ces demandes, et les procédures d'approbation pertinentes, constituent des éléments de preuve factuels que le Groupe spécial n'est pas seulement habilité à prendre en compte, mais qu'il est également tenu de prendre en compte eu égard à son obligation de procéder à une évaluation objective des faits de la cause. Nous notons également que les constatations que nous formulons au sujet des procédures d'approbation pertinentes concernent l'allégation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales. Elles ne concernent pas la question de la compatibilité avec les règles de l'OMC des actions ou omissions des entités communautaires pertinentes dans le contexte des procédures d'approbation en question.

7.549 L'analyse du Groupe spécial porte aussi sur une demande additionnelle à laquelle ont fait référence les Communautés européennes.[697] Elle ne porte pas sur huit autres demandes qui ont été mentionnées par les Communautés européennes "afin de brosser un tableau complet de la situation".[698]

---

[696] La demande concernant le maïs T14 a été mentionnée par l'Argentine. Or, selon les renseignements fournis par les Communautés européennes, cette demande, qui avait été adressée à la France en juin 1996, a été retirée par le demandeur le 15 juillet 1998. Pièce EC-156/At. 57. Autrement dit, il a été mis fin à la procédure d'approbation concernant le maïs T14 avant la période visée par le moratoire allégué (octobre 1998 à août 2003).

[697] Demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert.

[698] Première communication écrite des CE, paragraphe 334. Il convient de rappeler que la demande concernant le maïs MON863 ne fait pas partie des huit demandes mentionnées par les Communautés

S'agissant des huit demandes mentionnées par les Communautés européennes par souci d'exhaustivité, nous notons que sept ont été présentées au titre de la Directive 2001/18. Trois de ces sept demandes ont été présentées après l'établissement du présent Groupe spécial (29 août 2003).[699] Elles ne sont pas pertinentes pour une détermination concernant la question de savoir si un moratoire général était en vigueur jusqu'au 29 août 2003. Une demande a été présentée en juillet 2003[700], ce qui veut dire qu'elle était évaluée par l'État membre pertinent depuis un mois seulement lorsque le présent Groupe spécial a été établi.[701] En ce qui concerne les trois dernières demandes, contrairement à toutes les demandes mentionnées par les parties plaignantes, les Communautés européennes n'ont présenté aucune chronologie détaillée des événements accompagnée de documents justificatifs. Elles ont plutôt fourni des rapports de situation qui indiquaient où en étaient les demandes au printemps de 2004.

7.550 De l'avis des Communautés européennes, ces rapports de situation démontrent que les procédures d'approbation pertinentes "se déroulent harmonieusement".[702] Toutefois, l'une des trois demandes en question paraît avoir été retardée au niveau de l'État membre en raison d'une demande de renseignements additionnels présentée par les autorités compétentes de l'État membre.[703] Une autre demande, présentée au Royaume-Uni, a apparemment été aussi retardée au niveau de l'État membre au moment de l'établissement du présent Groupe spécial.[704] Le rapport fourni par les Communautés européennes ne mentionne aucune raison expliquant ce retard. La dernière des trois demandes a été présentée à l'Allemagne. Elle a apparemment été évaluée rapidement, et favorablement, par les autorités allemandes compétentes. Toutefois, malgré l'évaluation favorable de l'Allemagne, lorsque cette demande est passée au niveau communautaire, il apparaît que d'autres États membres ont élevé des objections concernant la mise sur le marché du produit considéré.[705] Le rapport fourni par les Communautés européennes ne contient aucun renseignement sur le fondement de ces objections.[706] À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial ne considère pas que les renseignements fournis par les Communautés européennes au sujet des trois demandes susmentionnées sont suffisants pour permettre d'inférer qu'aucun moratoire général sur les approbations finales n'était en vigueur en août 2003 ou avant.

7.551 La huitième demande, qui n'a été mentionnée que par les Communautés européennes, a été présentée à l'Allemagne au titre du Règlement n° 258/97 et elle concerne apparemment le même produit que celui qui était visé par la demande soumise à l'Allemagne au titre de la Directive 2001/18. Pour ce qui est de cette demande, les Communautés européennes n'ont fourni ni chronologie des événements avec pièce jointe ni rapport de situation indiquant l'état d'avancement de la demande. Les

---

européennes. Comme il est expliqué précédemment, du fait qu'il ne dispose d'aucun renseignement sur cette demande si ce n'est une lettre des CE indiquant qu'en septembre 2005 la demande a été approuvée par la Commission au titre de la Directive 2001/18, le Groupe spécial n'est pas en mesure de déterminer si l'historique de la procédure d'approbation concernant le maïs MON863 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général sur les approbations était en vigueur entre octobre 1998 et août 2003.

[699] Pièces EC-103 (maïs), EC-108 (riz) et EC-109 (coton).

[700] Pièce EC-107 (maïs).

[701] Conformément à l'article 14 2) de la Directive 2001/18, un État membre dispose d'un délai de 90 jours à compter de la date de réception d'une demande pour établir un rapport d'évaluation sur la demande.

[702] Première communication écrite des CE, paragraphe 336.

[703] Pièce EC-104 (betterave sucrière).

[704] Pièce EC-105 (maïs). Il a fallu au Royaume-Uni plus de 13 mois pour établir et transmettre son rapport d'évaluation au lieu du délai de 90 jours indiqué à l'article 14 2) de la Directive 2001/18.

[705] Pièce EC-106 (maïs).

[706] Le rapport indique que les États membres ne sont pas parvenus à s'entendre et que la demande a donc été soumise à un comité scientifique des CE pour obtenir son avis. Mais cela a eu lieu après l'établissement du présent Groupe spécial.

Communautés européennes indiquent simplement que la demande a été présentée en 2003 et qu'elle est rapidement passée au niveau communautaire, où il apparaît que d'autres États membres aient formulé des objections.[707] S'agissant de cette demande également, le Groupe spécial ne considère pas que les renseignements fournis par les Communautés européennes sont suffisants pour permettre d'inférer qu'aucun moratoire général sur les approbations finales n'était en vigueur jusqu'en août 2003.

7.552 Dans le reste de la présente sous-section, le Groupe spécial examinera les faits et historiques de toutes les autres demandes pertinentes afin de déterminer s'ils sont compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente (octobre 1998 à août 2003) les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales, ou s'ils sont incompatibles avec l'affirmation des parties plaignantes et font donc "s'effondrer" les allégations des parties plaignantes relatives au moratoire général, ainsi que l'affirment les Communautés européennes. Cet examen est structuré sur la base des arguments des parties plaignantes. Plus spécifiquement, l'examen du Groupe spécial est structuré en fonction des actes et omissions par lesquels, de l'avis des parties plaignantes, les Communautés européennes ont donné effet au moratoire général allégué sur les approbations. Le Groupe spécial examinera d'abord les demandes présentées au titre des Directives 90/220 et/ou 2001/18. Il examinera ensuite les demandes présentées au titre du Règlement n° 258/97.

7.553 Après avoir achevé son analyse des procédures d'approbation individuelles, le Groupe spécial s'attachera au comportement des pays du Groupe des cinq d'une manière générale, notamment la façon dont ils ont voté et leurs objections concernant les évaluations favorables des autorités compétentes principales. En outre, le Groupe spécial examinera certains comportements de la Commission avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays.

i) Dissémination volontaire – Demandes présentées au titre de la Directive 90/220 et/ou de la Directive 2001/18

7.554 Le Groupe spécial examine d'abord les demandes pertinentes qui ont été présentées et traitées au titre des dispositions de la Directive 90/220 et, ensuite, au titre de la Directive 2001/18 concernant la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement. Il est utile de rappeler à cet égard que, conformément à l'article 36 de la Directive 2001/18, la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002. Par ailleurs, l'article 35 de la Directive 2001/18 dispose que les demandes qui ont été reçues conformément à la Directive 90/220 et pour lesquelles les procédures énoncées dans ladite directive n'ont pas été achevées le 17 octobre 2002, ont été soumises aux dispositions de la Directive 2001/18 à compter de cette date. En vertu de l'article 35, les demandeurs devaient compléter ces demandes en souffrance conformément à la Directive 2001/18. La date pour laquelle ils devaient le faire était le 17 janvier 2003.

7.555 Nous rappelons en outre que cela signifie que, quelle que soit l'étape de la procédure à laquelle était arrivée une demande au titre de la Directive 90/220, une demande qui avait été mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18 devait franchir toutes les étapes de la procédure prévues par la Directive 2001/18, à commencer par l'évaluation initiale par l'autorité compétente principale.[708] Toutefois, selon les Communautés européennes, tous résultats et conclusions obtenus en vertu des procédures de la Directive 90/220 sur la base des données et renseignements existant alors étaient en principe toujours valides en vertu des procédures de la Directive 2001/18 et il s'ensuit qu'ils n'avaient pas à être réexaminés.

[707] Première communication écrite des Communautés européennes, paragraphe 337.

[708] Il est utile de rappeler que les parties plaignantes n'ont pas contesté l'obligation énoncée à l'article 35 de la Directive 2001/18.

7.556 Pour examiner les procédures d'approbation menées pour les demandes pertinentes, nous nous attacherons d'abord au comportement de la Commission. Ensuite, nous étudierons aussi le comportement des États membres individuels agissant en tant qu'autorités compétentes principales.

7.557 Avant de commencer notre examen des procédures d'approbation individuelles, nous devrions noter que les Communautés européennes reconnaissent que certaines procédures d'approbation qui étaient en suspens au titre de la Directive 90/220 ont accusé des retards. Selon les Communautés européennes, ces retards se sont produits en raison de l'adoption de la Directive 2001/18. Les Communautés européennes font valoir, toutefois, qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 toutes les procédures d'approbation se sont déroulées normalement. Nous reviendrons sur cet argument après avoir examiné toutes les demandes pertinentes.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil

7.558 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations, les parties plaignantes ont mentionné un certain nombre de procédures d'approbation dans le cadre desquelles la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant les demandes pertinentes. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-après, en rappelant que la partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[l]orsque les mesures envisagées [par la Commission] ne sont pas conformes à l'avis du comité [de réglementation], ou en l'absence d'avis, la Commission soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre".

Coton Bt-531 (EC-65)

7.559 La demande concernant le coton Bt-531 a d'abord été présentée à l'Espagne (l'autorité compétente principale) en décembre 1996, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en décembre 1997. Suite à l'avis favorable rendu par le CSP le 14 juillet 1998, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation le 4 septembre 1998. À sa réunion du 22 février 1999, le Comité de réglementation a voté sur le projet de mesure soumis par la Commission, mais il n'a pas atteint la majorité qualifiée nécessaire pour rendre un avis. En conséquence, le 7 mai 1999, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil. Mais à aucun moment avant le 17 octobre 2002, date d'abrogation de la Directive 90/220, la Commission n'a soumis de projet de mesure au Conseil.

7.560 Les **États-Unis** font valoir que la Commission était tenue en vertu du droit communautaire de soumettre un projet de mesure au Conseil "sans tarder". Ils estiment que la Commission ne l'a pas fait malgré cette obligation juridique, de sorte que la demande a traîné pendant plus de trois ans sans autre activité que de prétendues consultations interservices, jusqu'à ce qu'elle soit mise à jour au début de 2003 pour satisfaire aux prescriptions de la Directive 2001/18. Selon les États-Unis, les "consultations interservices" lancées par la Commission en mai 1999 et le manquement par la Commission à son obligation juridique d'agir "sans tarder" confirment l'existence d'un moratoire.

7.561 Le **Canada** fait aussi valoir que, malgré l'avis favorable rendu par l'autorité compétente principale, l'avis favorable rendu par le CSP et le fait que le Comité de réglementation n'a pas rendu d'avis, et en dépit de l'obligation juridique expresse qu'elle avait de le faire, la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure pour sortir de l'impasse où se trouvait le Comité de réglementation conformément à l'obligation juridique énoncée dans la Directive 90/220. Selon le Canada, les consultations interservices qui ont suivi le vote du Comité de réglementation et qui se sont poursuivies pendant près de quatre ans ont entraîné la suspension de la procédure d'approbation. De

l'avis du Canada, la seule explication raisonnable du temps pris par la Commission pour mener des consultations interservices est l'existence d'un moratoire.

7.562 L'**Argentine** fait valoir que, au lieu de soumettre un projet de mesure au Conseil, la Commission a intentionnellement bloqué la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 jusqu'à ce que la demande doive être présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18. L'Argentine soutient que la Commission y est parvenue en lançant des consultations interservices, phase qui n'est pas prévue par la législation communautaire pertinente. De l'avis de l'Argentine, les consultations interservices de la Commission sont un élément de preuve de l'existence d'un moratoire dans la mesure où elles révèlent l'intention des Communautés européennes de ne pas permettre l'approbation finale des demandes.

7.563 Les **Communautés européennes** font valoir que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée parce qu'un certain nombre d'États membres ont exprimé des préoccupations scientifiques légitimes auxquelles le demandeur n'avait répondu dans aucune de ses communications précédentes. Les Communautés européennes estiment que ce n'est que longtemps après le vote du Comité de réglementation, le 25 juillet 2001, que le demandeur a fourni les renseignements additionnels demandés, et que la traduction de ces documents n'a été disponible qu'en février 2002. Selon les Communautés européennes, s'il y a eu un retard de trois ans après le vote du Comité de réglementation, c'est en raison du temps pris par le demandeur pour transmettre les renseignements additionnels demandés.

7.564 Les **États-Unis** répondent que rien dans le dossier n'indique que le demandeur a été invité à fournir des renseignements additionnels pour répondre aux déclarations faites par les États membres à la réunion du Comité de réglementation. Selon les États-Unis, le demandeur ne répondait à aucune demande, mais a fourni de sa propre initiative des renseignements additionnels à l'autorité compétente principale car l'état des connaissances scientifiques avait avancé depuis la première présentation de la demande plus de quatre ans auparavant. Les États-Unis estiment que ces renseignements ont été fournis dans le cadre de l'engagement pris par le demandeur de faire preuve d'un sens élevé des responsabilités et de prendre l'initiative de transmettre de nouveaux renseignements pertinents additionnels dès qu'ils seraient disponibles.[709]

7.565 L'**Argentine** estime aussi que les renseignements additionnels ont été fournis par le demandeur de sa propre initiative, car le dossier n'indique pas que les Communautés européennes lui avaient spécifiquement demandé de transmettre ces renseignements.

7.566 Les **Communautés européennes** ne partagent pas l'avis des États-Unis et de l'Argentine, et soutiennent que le demandeur a été formellement invité à fournir les renseignements en question.

7.567 Le **Groupe spécial** commence son analyse en notant que le 25 juillet 2001, plus de deux ans après que la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil, le demandeur a envoyé une lettre à l'autorité compétente principale dans laquelle il fournissait une caractérisation moléculaire mise à jour et étendue du coton Bt-531 et une évaluation de la sécurité sanitaire du coton Bt-531 (analyse des régions flanquantes). La lettre du demandeur n'indique pas que les renseignements qu'elle contient étaient fournis en réponse à une demande

[709] Les États-Unis ont présenté une déclaration du demandeur où celui-ci confirme aux États-Unis qu'il a fourni les renseignements en question sans que les autorités pertinentes ne lui aient adressé de demande spécifique en ce sens et où il dit l'avoir fait pour fournir des renseignements supplémentaires qui ont été découverts par suite des recherches en cours et pour contribuer à faire avancer le processus d'approbation. Pièce US-137.

spécifique de l'autorité compétente principale ou d'un autre organe (une autre autorité compétente, la Commission, le CSP, etc.).[710] Elle n'indique pas non plus que l'autorité compétente principale ou la Commission savaient que le demandeur fournirait les renseignements additionnels en question.

7.568 Les Communautés européennes ont relevé que, à la réunion du Comité de réglementation de février 1999, l'Autriche, le Royaume-Uni et la Suède avaient présenté des déclarations écrites à l'appui de leurs votes.[711] Ainsi que l'ont également relevé les Communautés européennes, ces déclarations avaient trait à des préoccupations concernant la présence d'un gène marqueur de résistance aux antibiotiques, les effets possibles sur des insectes utiles non cibles et le point de savoir si le plan de surveillance était suffisant pour analyser les effets indirects du coton Bt-531. Aucune de ces déclarations ne demandait spécifiquement une caractérisation moléculaire mise à jour du coton Bt-531 ou une évaluation de la sécurité sanitaire (analyse des régions flanquantes). Rien n'indique donc que le demandeur a fourni les renseignements de juillet 2001 en réponse aux déclarations écrites présentées à la réunion du Comité de réglementation de février 1999.[712]

7.569 S'agissant de la possibilité que le demandeur ait fourni les renseignements en juillet 2001 en réponse à des demandes de renseignements ou à des préoccupations exprimées avant la réunion du Comité de réglementation de février 1999[713], il convient d'observer que l'absence de renseignements n'a pas empêché la Commission de soumettre un projet de mesure à un vote du Comité de réglementation ni n'a empêché le Comité de réglementation de procéder à un vote sur cette mesure. Nous ne voyons donc pas comment l'absence des mêmes renseignements pourrait justifier le fait que la Commission n'a pas soumis de projet de mesure au Conseil.

7.570 Quoi qu'il en soit, si nous nous fondons sur la date de la lettre du demandeur (juillet 2001) et sur le type de renseignements fournis (une caractérisation moléculaire mise à jour), nous ne sommes pas convaincus que cette lettre devait répondre directement à une demande de renseignements spécifique antérieure à février 1999.[714] La date de la lettre et le type de renseignements fournis donnent plutôt à penser que le demandeur voulait mettre à jour sa demande conformément à certaines des prescriptions de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. Les Communautés européennes elles-mêmes invoquent cette circonstance comme étant l'une des raisons pour lesquelles la lettre de juillet 2001 aurait été envoyée, lorsqu'elles disent qu'en juillet 2001 "la Directive 2001/18

[710] Pièce EC-65/At. 61.

[711] L'Autriche et le Royaume-Uni ont voté contre le projet de mesure proposée alors que la Suède a voté pour. Pièce EC-65/At. 59.

[712] On ne sait pas très bien non plus si la teneur des déclarations en question a jamais été portée à l'attention du demandeur. Selon les parties plaignantes, les comptes rendus des réunions du Comité de réglementation sont confidentiels. Les Communautés européennes disent que toute demande de renseignements, observation ou objection formulée par un État membre est automatiquement transmise, par l'intermédiaire de l'autorité compétente principale, au demandeur (réponse des CE à la question n° 200 du Groupe spécial). Mais les Communautés européennes n'ont pas dit que cela s'appliquait aussi aux observations ou aux déclarations écrites présentées dans le contexte d'une réunion du Comité de réglementation.

[713] Les Communautés européennes paraissent soulever ce point dans leur réponse à la question n° 200 du Groupe spécial.

[714] Dans leur réponse à la question n° 200 du Groupe spécial, les Communautés européennes donnent à entendre que les renseignements de juillet 2001 ont été fournis en réponse à des préoccupations soulevées par des autorités compétentes autres que l'autorité compétente principale (*voir* les références, par exemple, à la pièce EC-65/Ats. 16 à 25). Cependant, le Groupe spécial n'a pris connaissance d'aucun élément de preuve indiquant que l'autorité compétente principale ait jamais transmis à la Commission ou à d'autres autorités compétentes les renseignements de juillet 2001 et il n'en a pas non plus été informé. Si, comme cela semble être le cas, l'autorité compétente principale n'a pas transmis ces renseignements, il serait difficile de croire, comme le suggèrent les Communautés européennes, que les renseignements ont été fournis en réponse à des demandes de renseignements ou à des préoccupations formulées par d'autres autorités compétentes.

avait […] été adoptée […] et, tel que mentionné à plusieurs reprises, les demandeurs mettaient à jour leurs dossiers pour satisfaire aux nouvelles prescriptions".[715] À notre avis, dans le cadre de cette procédure d'approbation, il était fort possible que le demandeur l'ait fait dans l'espoir que les renseignements mis à jour lui permettraient de faire approuver sa demande pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.571 Il découle des observations ci-dessus qu'il n'y a aucun élément de preuve qui indique que la Commission attendait les renseignements additionnels fournis par le demandeur et que c'était pour cette raison qu'elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Conseil. En fait, même après que le demandeur a fourni les renseignements, la Commission n'a pas transmis de projet de mesure au Conseil, bien que la Directive 90/220 soit restée en vigueur pendant encore 17 mois, jusqu'en octobre 2002.

7.572 Il apparaît que les Communautés européennes cherchent aussi à expliquer que la Commission n'a pas agi en invoquant le fait que le projet de mesure que la Commission avait soumis à un vote au Comité de réglementation en février 1999 n'avait pas recueilli la majorité qualifiée et qu'à la même réunion l'Autriche, le Royaume-Uni et la Suède avaient présenté des déclarations à l'appui de leurs votes. Selon les Communautés européennes, ces déclarations faisaient état de préoccupations scientifiques légitimes auxquelles le demandeur n'avait pas répondu auparavant.[716]

7.573 Comme il n'avait pas été possible d'atteindre la majorité qualifiée à la réunion du Comité de réglementation, il semble raisonnable de supposer que la Commission a recouru à ses consultations interservices pour analyser les motifs du vote au Comité de réglementation et pour déterminer, à la lumière des résultats de cette analyse, s'il serait approprié de modifier le projet de mesure de la Commission avant de le transmettre au Conseil et, dans l'affirmative, comment.[717] Les déclarations de l'Autriche et du Royaume-Uni auraient pu être pertinentes pour cette tâche.[718]

7.574 En l'espèce, toutefois, la Commission n'a apparemment jamais achevé cette tâche, bien qu'elle ait lancé ses consultations interservices plus de trois ans avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. Il convient de noter à cet égard que, dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a pu établir des projets de mesure et les soumettre au Conseil en l'espace de quelques mois, en dépit du fait que certains États membres aient voté contre ses projets de mesure et que certains aient présenté des déclarations écrites.[719] Par ailleurs, les Communautés européennes n'affirment pas que l'Autriche et le Royaume-Uni ont exprimé des préoccupations scientifiques

---

[715] Réponse des CE à la question n° 200 du Groupe spécial.

[716] Ainsi que l'ont indiqué les États-Unis, il avait toutefois été répondu aux préoccupations évoquées par l'Autriche, le Royaume-Uni et la Suède dans leurs déclarations dans l'avis du CSP. Pièce EC-65/At. 47, paragraphes 6.2.1, 6.3.3 et 6.3.4.

[717] Le Groupe spécial ne partage pas le point de vue de l'Argentine selon lequel le fait même que la Commission a lancé des consultations interservices est une preuve de l'existence d'un moratoire *de facto* sur les approbations. Nous traitons de cette question plus en détail, *infra*, aux paragraphes 7.1254 à 7.1261.

[718] Nous notons que la Suède a voté en faveur du projet de mesure de la Commission et que sa déclaration indique qu'il a été répondu à ses préoccupations.

[719] Dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (pièce EC-76) et menée au titre de la Directive 2001/18, la Commission a soumis un projet de mesure au Conseil un peu plus d'un mois après que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, l'Autriche a fait une déclaration à l'appui de son vote négatif. Pièce EC-76/At. 72. Dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (pièce EC-92) et menée au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a adopté un projet de mesure et l'a soumis au Conseil moins de deux mois après que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, plusieurs États membres ont fait des déclarations à l'appui de leurs votes. Pièce EC-92/At. 70.

nouvelles ou particulièrement complexes. Nous ne sommes donc pas convaincus que l'absence de vote à la majorité qualifiée au Comité de réglementation ou que les déclarations faites par les États membres susmentionnés puissent expliquer le fait que, sur une période de trois ans, la Commission n'a pas soumis de projet de mesure au Conseil.

7.575 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient plutôt à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Il est pertinent de noter à cet égard que la Commission a lancé ses consultations interservices concernant le coton Bt-531 peu de temps avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Au moment où elle a mené ses consultations interservices, la Commission avait donc des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Conseil et que, si cela devait arriver, elle serait tenue en vertu de la Directive 90/220 d'adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil.[720] Les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays. À notre avis, le fait que, sur une période de trois ans, la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le coton Bt-531 est compatible avec l'affirmation selon laquelle la Commission a pris une telle décision et s'y est tenue.

7.576 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait qu'après la réunion du Comité de réglementation de février 1999 la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le coton Bt-531 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Coton RR-1445 (EC-66)

7.577 La demande concernant le coton RR-1445 a d'abord été présentée à l'Espagne (l'autorité compétente principale) en juin 1997, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en décembre 1997. Suite à l'avis favorable concernant le coton RR-1445 rendu par le CSP le 14 juillet 1998, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation le 4 septembre 1998. Le projet de mesure a été soumis au vote du Comité de réglementation par une procédure écrite le 26 novembre 1998, le délai pour le vote ayant été fixé au 18 décembre 1998. Le délai pour le vote a été prolongé à deux reprises, à la suite de demandes de divers États membres, jusqu'au 22 février 1999. Le Comité de réglementation n'a pas pu prendre une décision à la majorité qualifiée, et la Commission a à nouveau lancé des consultations interservices le 7 mai 1999. À aucun moment avant le 17 octobre 2002, date de l'abrogation de la Directive 90/220, la Commission n'a soumis de projet de mesure au Conseil. La demande a été mise à jour et présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18 le 16 janvier 2003. Au 29 août 2003, aucun projet de mesure n'avait été soumis par la Commission au Conseil au titre de la Directive 2001/18.

7.578 Les **États-Unis** font valoir que la Commission était tenue en vertu du droit communautaire de soumettre un projet de mesure au Conseil "sans tarder" suite à l'incapacité du Comité de réglementation d'arriver à une décision le 22 février 1999. Les États-Unis soutiennent que la Commission a toutefois refusé de le faire et, en conséquence, la poursuite de l'examen de cette

[720] La partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[s]i, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission".

demande a été indéfiniment suspendue en février 1999. La Commission n'a mené aucune autre action concernant cette demande pendant près de quatre ans, si ce n'est de prétendues consultations interservices, jusqu'à ce que le demandeur soit obligé de mettre à jour sa demande en janvier 2003 et de la présenter à nouveau au titre de la Directive 2001/18. Les États-Unis soutiennent que seule l'existence d'un moratoire explique le fait que les Communautés européennes n'ont pas fait progresser l'examen de la demande après l'évaluation favorable par l'organisme scientifique pertinent des CE.

7.579 Le **Canada** fait valoir que, malgré l'avis favorable rendu par l'autorité compétente principale, l'avis favorable rendu par le CSP et le fait que le Comité de réglementation n'a pas rendu d'avis, et en dépit de l'obligation juridique expresse qu'elle avait de le faire, la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure pour sortir de l'impasse où se trouvait le Comité de réglementation conformément à l'obligation énoncée dans la Directive 90/220. Le Canada fait aussi valoir que des consultations interservices concernant ce produit s'étaient tenues auparavant, avant la présentation d'un projet de décision au Comité de réglementation. Le Comité de réglementation n'étant pas arrivé à une décision, la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 a été complètement suspendue pendant quatre ans. Le Canada soutient que la seule explication raisonnable à la tenue d'autres consultations interservices qui ont duré quatre ans est l'existence du moratoire.

7.580 L'**Argentine** fait valoir que la demande concernant le coton RR-1445, comme d'autres demandes ayant obtenu un avis scientifique favorable à compter de 1998, a été bloquée par les consultations interservices. Le fait que pendant quatre ans la Commission n'a pas agi en ce qui concerne ce produit après que le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision est une autre preuve de l'existence du moratoire *de facto*.

7.581 Les **Communautés européennes** relèvent que huit États membres ont élevé des objections ou formulé des observations sur des questions concernant essentiellement l'analyse de la composition, la caractérisation moléculaire, les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques, la sécurité sanitaire et les effets à long terme sur l'environnement – avant l'évaluation et l'avis favorable du CSP. Les Communautés européennes font valoir que le Comité de réglementation n'a pas pu prendre une décision à la majorité qualifiée parce qu'un certain nombre d'États membres ont maintenu leurs objections, en particulier en raison de préoccupations concernant les effets à long terme des cultures tolérantes aux herbicides sur l'environnement, la présence d'un gène marqueur de résistance aux antibiotiques, les limites de résidus et les effets sur la biodiversité des modifications dans la gestion des cultures tolérantes aux herbicides. La demande mise à jour que le demandeur a présentée en janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18 était toujours incomplète car elle ne contenait pas de plan de surveillance. Les Communautés européennes soutiennent, par conséquent, que les retards qui se sont produits étaient tout à fait légitimes et avaient trait à des considérations relatives à l'évaluation et la gestion des risques.

7.582 Les **États-Unis** répondent que le retard de quatre ans après que le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision n'était pas dû à une demande en suspens adressée au demandeur pour obtenir des renseignements additionnels. L'évaluation effectuée par le CSP avait répondu à toutes les préoccupations soulevées par les États membres au niveau du Comité de réglementation, y compris en ce qui concerne les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques, la toxicité pour les organismes non cibles, et la pollinisation croisée des plantes transgéniques, et elle avait conclu qu'il était peu probable que la mise sur le marché du coton RR-1445 dans le but de l'utiliser comme n'importe quel autre coton ait des effets négatifs sur la santé humaine ou l'environnement. Aucun des États membres ayant formulé des objections au Comité de réglementation n'a présenté une quelconque évaluation des risques ou preuve scientifique concurrente à l'appui de ses objections et n'a pas non plus identifié de quelconques faiblesses spécifiques dans l'examen effectué par le CSP. Rien dans le dossier n'indique que la Commission aurait fait part de quelconques préoccupations scientifiques au demandeur ou

identifié des lacunes dans la demande suite à l'absence de décision par le Comité de réglementation en février 1999.

7.583 L'**Argentine** estime également que le CSP avait entièrement répondu à toutes les préoccupations identifiées par les États membres au Comité de réglementation. Par ailleurs, le produit en question avait aussi fait l'objet d'un avis favorable au titre du Règlement n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires en ce qui concerne l'huile produite à partir de coton RR-1445. L'avis du Comité consultatif des nouveaux aliments et processus était que l'huile provenant du coton RR-1445 était substantiellement équivalente à l'huile de graines de coton classique pour ce qui était de sa composition, de sa valeur nutritive, de son métabolisme, de son utilisation prévue et du niveau des substances indésirables qu'elle contenait.

7.584 Le **Groupe spécial** note que, le Comité de réglementation n'étant pas arrivé à une décision le 22 février 1999, et à la suite de la relance des consultations interservices le 7 mai 1999, rien ne dénote une quelconque autre action au sujet de cette demande avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002 et son remplacement par la Directive 2001/18. Le dossier de la consultation du Comité de réglementation par procédure écrite au sujet d'un projet de décision de la Commission concernant la mise sur le marché du coton RR-1445 ne contient aucune indication quant à une demande spécifique adressée au demandeur pour obtenir des renseignements additionnels.[721]

7.585 Quatre États membres ont présenté des déclarations à l'appui de leur vote (la Suède, le Royaume-Uni, l'Autriche et l'Italie). Toutes les déclarations sont très brèves et aucune ne comprend une évaluation scientifique ou une évaluation des risques à l'appui des vues exprimées. L'autorité compétente du Royaume-Uni a voté contre le projet de mesure en indiquant qu'elle n'était pas favorable à la commercialisation du produit en vue de son utilisation dans des aliments pour animaux, parce qu'il contenait un gène marqueur de résistance aux antibiotiques. Par ailleurs, bien qu'il n'ait exprimé aucune préoccupation au sujet des risques potentiels pour son propre environnement, le Royaume-Uni appelle l'attention des autres États membres où le coton peut être cultivé à grande échelle sur les incidences négatives potentielles sur la biodiversité découlant des modifications dans les méthodes de gestion des cultures. L'autorité compétente autrichienne s'est abstenue de voter, indiquant que l'évaluation du risque que présentait en particulier l'utilisation du gène marqueur de résistance aux antibiotiques n'était pas suffisante pour approuver un produit qui pourrait être utilisé comme aliment pour animaux. Par ailleurs, l'Autriche indique que la décision de la Commission devrait faire mention de prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage. L'autorité compétente suédoise a voté contre le projet de mesure en invoquant des vues antérieures selon lesquelles les cultures tolérantes aux herbicides ne devaient pas être mises sur le marché tant que leurs effets à long terme sur l'environnement n'auraient pas été mieux analysés, et que des principes communs pour l'évaluation et la surveillance des risques potentiels associés à la culture de plantes tolérantes aux herbicides n'auraient pas été établis. L'Italie, qui a voté en faveur de la décision, a dit que l'application de l'herbicide Roundup-Ready sur les plants de coton ne devait être autorisée que si les métabolites du glyphosate et les résidus pertinents se situaient dans les limites établies par la réglementation communautaire.

7.586 Nous notons que l'évaluation du CSP traitait spécifiquement des risques potentiels liés à l'utilisation du gène marqueur de résistance aux antibiotiques dans le produit, si celui-ci était utilisé comme aliment pour animaux. Le CSP a indiqué qu'il était "peu probable" que les gènes qui conféraient une résistance survivraient à la transformation. Toutefois, il a examiné le risque potentiel dans le cas où cette "succession d'événements extrêmement improbable" et "théoriquement possible" survenait, et il a conclu que l'introduction des gènes résistants n'accroîtrait pas les risques existants

[721] Pièce EC-66/At. 57.

dans une mesure importante, mais il n'a identifié aucun risque potentiel lié à la "possibilité tout aussi faible" que le gène soit transformé et exprimé. Ces constatations ont par la suite été confirmées dans un rapport de janvier 1999 de l'autorité compétente française, la Commission du génie biomoléculaire.

7.587 En réponse à une question du Groupe spécial, l'un des experts conseillant le Groupe spécial, M. Squire, a fait observer que la question de la résistance aux antibiotiques avait été examinée dans l'avis du CSP et considérée comme ne présentant pas de risque. En outre, il relève que, bien qu'il existe actuellement une idée très répandue selon laquelle l'introduction d'une résistance aux antibiotiques par l'intermédiaire de produits GMTH doit être évitée, le coton occupe une très petite superficie en Europe et ne pose pas de problèmes potentiels du type de ceux qui pourraient être associés à d'autres cultures.[722]

7.588 Le CSP a aussi examiné spécifiquement les risques pour les organismes non cibles et les préoccupations relatives à la résistance et à la tolérance. En réponse à une question du Groupe spécial, un autre expert conseillant le Groupe spécial, M. Andow, a dit qu'il pensait que, parce qu'il estimait que les risques des effets indirects ou des effets à long terme ou spatiaux sur les organismes non cibles, et des effets associés aux modifications du système cultural ou de l'évolution de la résistance des adventices au glyphosate, étaient sans conséquence, le CSP n'avait pas proposé de plan de surveillance. M. Andow estimait qu'un plan de surveillance pouvait répondre aux questions scientifiques soulevées par les États membres ayant formulé des objections, mais que la nécessité d'un plan de surveillance ne pouvait toutefois pas être déterminée sur la base de ces objections.[723] M. Squire a en outre fait observer que ni le demandeur ni les autorités compétentes des CE n'avaient proposé de critères appropriés sur lesquels fonder la surveillance.[724]

7.589 Bien que les Communautés européennes aient indiqué que, à la suite de l'avis favorable du Comité scientifique, le demandeur avait engagé des discussions avec l'autorité compétente principale sur une autre étude relative à l'alimentation des rats, aucun élément de preuve n'a été fourni au Groupe spécial sur ces discussions ou leur résultat possible, ni sur le point de savoir si ces discussions avaient été engagées et/ou conclues avant le vote prévu au Comité de réglementation.[725]

7.590 Comme le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée, il est raisonnable de supposer que les consultations interservices lancées par la Commission en mai 1999 avaient pour but d'analyser les raisons du résultat du vote du Comité de réglementation et de déterminer, à la lumière de cette analyse, s'il serait approprié de modifier le projet de mesure de la Commission avant de le soumettre au Conseil.[726]

7.591 Cependant, dans le cas du coton RR-1445, il apparaît que la Commission n'a jamais achevé cette tâche, bien que les consultations interservices aient été entamées plus de trois ans avant l'abrogation de la Directive 90/220. Rien ne donne à penser qu'il y a eu d'autres contacts avec le demandeur après le vote du Comité de réglementation en février 1999, et encore moins que d'autres renseignements lui ont été demandés. Le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil avant l'abrogation de la Directive 90/220 contraste avec d'autres procédures d'approbation, dans le cadre desquelles la Commission a pu établir et soumettre des projets de mesure au Conseil

[722] Annexe H, paragraphe 480.
[723] *Ibid.*, paragraphes 449 et 450.
[724] *Ibid.*, paragraphe 467.
[725] Première communication écrite des CE, paragraphe 232.
[726] Le Groupe spécial ne partage pas l'avis de l'Argentine selon lequel le fait même que la Commission a lancé des consultations interservices est une preuve de l'existence d'un moratoire *de facto* sur les approbations. Nous traitons cette question plus en détail, *infra*, aux paragraphes 7.1254 à 7.1261.

quelques mois après que le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision, en dépit du fait que certains États membres ont voté contre le projet de mesure de la Commission dans ces cas.[727] Nous ne sommes pas convaincus que l'absence de majorité qualifiée au Comité de réglementation ou les déclarations faites par les États membres susmentionnés expliquent le fait que, sur une période de plus de trois ans, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil.

7.592 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Il est pertinent de noter à cet égard que la Commission a lancé ses consultations interservices concernant le coton RR-1445 peu de temps avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Au moment où elle a mené ses consultations interservices, la Commission avait donc des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Conseil, et que, si cela devait arriver, elle serait tenue en vertu de la Directive 90/220 d'adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil.[728] Nous rappelons que les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. À notre avis, le fait que, sur une période de trois ans, la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le coton RR-1445 est compatible avec l'affirmation selon laquelle la Commission a pris une telle décision et s'y est tenue.

7.593 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait qu'après la réunion du Comité de réglementation de février 1999 la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le coton RR-1445 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs MON809 (EC-83)

7.594 La demande concernant le maïs MON809 a d'abord été présentée à l'autorité compétente française (l'autorité compétente principale) en décembre 1995, l'approbation du maïs MON810 et du maïs MON809 étant demandée. En mars 1996, une nouvelle demande concernant uniquement le maïs MON809 a été présentée. La demande a été transmise à la Commission et à tous les États membres en août 1996. Le CSP a rendu un avis favorable le 19 mai 1998. Des consultations interservices ont été lancées le 12 juin 1998 et ont été conclues le 19 juillet 1998. La consultation du Comité de réglementation a été lancée le 4 septembre 1998 et a pris fin le 23 octobre 1998 sans qu'une décision ne soit prise. Le 22 avril 1999, la Commission a lancé une procédure interne en vue de l'adoption d'un projet de mesure à soumettre au Conseil, mais cette procédure a été suspendue le 29 avril 1999. Le demandeur a retiré sa demande le 4 octobre 2002.

[727] Dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (pièce EC-76) et menée au titre de la Directive 2001/18, la Commission a soumis un projet de mesure au Conseil un peu plus d'un mois après que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, l'Autriche a fait une déclaration à l'appui de son vote négatif. Pièce EC-76/At. 72. Dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (pièce EC-92) et menée au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a adopté un projet de mesure et l'a soumis au Conseil moins de deux mois après que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, plusieurs États membres ont fait des déclarations à l'appui de leurs votes. Pièce EC-92/At. 70.

[728] La partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[s]i, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission".

7.595 Les **États-Unis** font observer que cette demande a été transmise à la Commission avec un avis favorable de l'autorité compétente principale, et qu'elle a reçu un avis favorable du CSP. Lorsque le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision sur le projet de mesure de la Commission en octobre 1998, la Commission a refusé de soumettre la mesure au Conseil européen ainsi que le prescrivait le droit communautaire. Comme la Commission n'a pas donné d'autre suite à la demande, celle-ci a été retirée en octobre 2002.

7.596 Le **Canada** relève que ce produit a été évalué au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97. Les évaluations de la sécurité sanitaire effectuées par le CSP et le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH) ont conclu que ce produit ne suscitait aucune préoccupation en ce qui concerne l'environnement ou la santé humaine ou animale.

7.597 Les **Communautés européennes** font observer qu'après l'évaluation par le CSP, le demandeur a retiré sa demande en octobre 2002. Le demandeur n'a donné aucune raison pour ce retrait. Les Communautés européennes relèvent qu'un nombre important de demandes ont été retirées par les sociétés concernées pour diverses raisons commerciales et par suite de réorientations de stratégies.

7.598 Les **États-Unis** font valoir que cette demande qui n'a pas abouti est une preuve directe et incontestable de l'existence d'un moratoire général. Cette demande a traîné dans le processus d'approbation pendant des années, sans autre raison apparente que le moratoire, et son retrait témoigne de la frustration du demandeur suite à la suspension du processus d'approbation des Communautés européennes. Les États-Unis relèvent en outre qu'il n'était pas nécessaire de mentionner explicitement les retards dans l'avis de retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.599 Le **Canada** fait observer qu'étant donné la rapidité des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, des retards prolongés dans le processus d'approbation peuvent rendre obsolètes les produits soumis pour approbation en 1998. De même, étant donné le temps et les ressources financières considérables qui doivent être consacrés à l'appui d'une demande, il peut ne pas être justifié d'un point de vue commercial de donner suite à la demande eu égard à l'incertitude juridique créée par le moratoire. Le Canada fait valoir que le nombre même de retraits (13 au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et six au titre du Règlement n° 258/97) est une preuve de l'incidence du moratoire. Le Canada soutient que dans ces circonstances il est compréhensible que les sociétés qui ont retiré des demandes n'aient pas mentionné des retards injustifiés dans le traitement des demandes comme raisons du retrait. Étant donné que les sociétés ont intérêt à maintenir de bons rapports de travail avec les autorités réglementaires responsables de l'approbation de leurs produits, il est raisonnable de s'attendre que les sociétés agissent avec circonspection.

7.600 L'**Argentine** fait aussi valoir que, bien que les demandes aient reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, leur procédure d'approbation a été bloquée et certaines demandes ont dû être retirées. L'Argentine estime également qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.601 Le **Groupe spécial** note que six mois après que le Comité de réglementation n'a pas rendu d'avis sur cette demande, le 22 avril 1999, la Commission a lancé une procédure écrite interne en vue de l'adoption par la Commission d'un projet de mesure à soumettre au Conseil. Ce projet de mesure

concernait l'approbation du maïs MON809. En distribuant cette proposition, la Commission a relevé que le demandeur avait entrepris de fournir l'étiquetage des sacs de semences; de fournir un guide technique détaillé aux acheteurs de semences; et d'informer les négociants au sujet de la description complète des semences modifiées. De plus, la Commission a relevé que le demandeur avait élaboré une stratégie de gestion pour réduire au minimum le développement d'une résistance chez les insectes et avait proposé d'informer la Commission et les États membres des résultats de la surveillance à cet égard. Toutefois, une semaine plus tard, le 29 avril 1999, la Commission a suspendu la procédure écrite d'approbation, invoquant la nécessité de vérifier le plan de surveillance en ce qui concerne le développement d'une résistance chez les insectes à la lumière des recommandations relatives à la surveillance de la résistance adoptées en mars 1999 par le CSP.[729]

7.602 La chronologie des événements relatifs à cette demande, telle que fournie par les Communautés européennes, indique que des questions additionnelles ont été adressées au CSP, apparemment dans le contexte de la mesure de sauvegarde adoptée par l'Autriche au sujet du maïs MON810.[730] Comme le maïs MON809, le maïs MON810 est un maïs Bt modifié. Aucun élément de preuve n'a été fourni pour montrer que ces questions additionnelles avaient été posées et par qui elles l'avaient été. Cependant, dans une correspondance datée du 15 juin 1999, le demandeur voulant obtenir l'approbation du maïs MON809 a soumis à l'autorité compétente française une autre évaluation de la probabilité d'effets négatifs sur l'espèce des lépidoptères, apparemment en réponse à une demande. Le demandeur a indiqué que ces preuves avaient auparavant été communiquées aux autorités compétentes du Royaume-Uni dans le contexte de l'évaluation du maïs MON809 à des fins de sécurité sanitaire des produits alimentaires et des aliments pour animaux.

7.603 Le 24 septembre 1999, le CSP a rendu un avis sur la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810. L'autorité compétente autrichienne avait indiqué que sa mesure de sauvegarde avait été prise à la lumière d'une étude portant sur les effets négatifs possibles du pollen provenant du maïs Bt génétiquement modifié sur le papillon monarque. Le CSP a examiné les preuves disponibles concernant les effets indésirables potentiels de la toxine Bt sur les insectes non cibles, y compris sur l'espèce des lépidoptères en Europe. Le CSP a évalué ces preuves non seulement en ce qui concerne le maïs MON810, mais également en ce qui concerne d'autres lignées de maïs génétiquement modifié qui avaient auparavant été approuvées (maïs Bt-176 et Bt-11), et en ce qui concerne des produits dont l'approbation était en souffrance, y compris le maïs MON809 et le coton Bt-531. Dans le cas en particulier du maïs MON809, le CSP a noté que la présence de protoxine n'avait pas été détectée dans le pollen.

7.604 Le CSP a conclu qu'il n'y avait pas de raison de modifier l'avis déjà adressé à la Commission sur les cultures Bt qu'il avait précédemment évaluées. Il a rappelé sa déclaration antérieure selon laquelle il serait raisonnable d'effectuer une surveillance postérieure à la dissémination, et s'est dit favorable à une surveillance, effectuée selon une méthode appropriée et bien ciblée, de l'introduction à grande échelle de telles cultures afin de déceler toute incidence délétère sur les populations d'insectes non cibles. Il n'a pas été spécifiquement fait mention du maïs MON809 à cet égard.

7.605 Compte tenu de ce deuxième avis favorable du CSP, il semble raisonnable de supposer que la Commission aurait rapidement entrepris de soumettre au Conseil un projet de mesure concernant le maïs MON809. Cela n'a pas été le cas, toutefois. Rien n'indique non plus que le demandeur a été prié de fournir d'autres renseignements au sujet d'un plan de surveillance des effets potentiels du maïs MON809 sur les insectes non cibles. En fait, il n'apparaît pas qu'il y a eu une autre action de la

[729] Pièce EC-83/At. 70.
[730] Nous analysons cette mesure de sauvegarde plus loin, à la section VII.F de notre rapport.

Commission au sujet de cette demande au cours des trois années ayant suivi le deuxième avis favorable du CSP, et en octobre 2002 le demandeur a retiré sa demande sans donner de raison.

7.606 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Il est pertinent de noter à cet égard que la Commission n'a pas achevé la procédure écrite interne suspendue qu'elle avait engagée pour adopter le projet de mesure à soumettre au Conseil après la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. À la suite de cette déclaration, et malgré l'avis favorable du CSP, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Conseil et que, si cela devait arriver, elle serait tenue en vertu de la Directive 90/220 d'adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil.[731] Nous rappelons que les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. À notre avis, le fait que, sur une période de trois ans, la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le maïs MON809 est compatible avec l'affirmation selon laquelle la Commission a pris une telle décision et s'y est tenue.

7.607 Nous considérons que le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les parties plaignantes l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs MON809.

7.608 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant le maïs MON809 après l'avis favorable du CSP en septembre 1999 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Tomate transgénique (EC-84)

7.609 La demande concernant la tomate transgénique pour plantation, culture, récolte et transformation des tomates en des produits non viables a d'abord été présentée à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) en novembre 1996. En novembre 1997, la demande a été transmise à la Commission avec un avis favorable de l'autorité compétente principale, et elle a été distribuée à tous les États membres le mois suivant. Une autre demande concernant le même produit a aussi été présentée au Royaume-Uni au titre du Règlement n° 258/97 en mars 1998 (EC-100). En juin 1998, le CSP a rendu un avis favorable indiquant qu'il n'y avait pas de preuves montrant qu'il était probable que la production et la consommation de la tomate transgénique ait des effets négatifs sur la santé humaine ou animale ou sur l'environnement. Selon les renseignements fournis par les Communautés européennes, la Commission a conclu ses consultations interservices en octobre 1998. La consultation du Comité de réglementation a été lancée en novembre 1998, et le 18 décembre 1998

[731] La partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[s]i, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission".

le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision à la majorité qualifiée. En février 2002, la demande a été retirée.

7.610 Les **États-Unis** font valoir que, malgré les avis favorables rendus par l'autorité compétente principale et le CSP, lorsque le Comité de réglementation n'a pas approuvé le projet de mesure de la Commission, cette dernière a refusé de soumettre la mesure au Conseil, ainsi que le prescrivait le droit communautaire. Les États-Unis soutiennent que le refus de soumettre la mesure au Conseil est une preuve de l'existence d'un moratoire général.

7.611 Les **Communautés européennes** font observer que, dans la procédure écrite en vue d'un vote du Comité de réglementation en décembre 1998, le Danemark et l'Italie ont tous deux voté pour l'approbation de la tomate transgénique. Les Communautés européennes mentionnent le fait que cette demande a été retirée avant l'établissement du Groupe spécial et que le demandeur a donné comme raison du retrait son "repositionnement commercial" à la suite d'une fusion avec une autre société.

7.612 Les **États-Unis** font valoir que la demande a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans le processus d'approbation, malgré l'évaluation favorable du CSP. Ils soutiennent que même si une société peut ne pas avoir mentionné des retards injustifiés dans sa lettre de retrait, au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, selon les États-Unis, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultaient du moratoire.

7.613 Le **Canada** fait valoir qu'étant donné la rapidité des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, des retards prolongés dans le processus d'approbation peuvent rendre obsolètes les produits soumis pour approbation en 1998. De même, étant donné le temps et les ressources financières considérables qui doivent être consacrés à l'appui d'une demande, il peut ne pas être justifié d'un point de vue commercial de donner suite à la demande eu égard à l'incertitude juridique créée par le moratoire. Le Canada fait valoir que le nombre même de retraits (13 au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et six au titre du Règlement n° 258/97) est une preuve de l'incidence du moratoire. Par ailleurs, le Canada soutient que dans ces circonstances, il est compréhensible que les sociétés qui ont retiré des demandes n'aient pas mentionné des retards injustifiés dans le traitement des demandes comme raisons du retrait. Étant donné que les sociétés ont intérêt à maintenir de bons rapports de travail avec les autorités réglementaires responsables de l'approbation de leurs produits, il est raisonnable de s'attendre que les sociétés agissent avec circonspection.

7.614 L'**Argentine** fait valoir que, même si les demandes ont reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, leur procédure d'approbation a été bloquée, et certaines ont dû être retirées. L'Argentine soutient que ces retraits étaient le résultat du moratoire. Elle estime également qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.615 Le **Groupe spécial** note que, bien que le Comité de réglementation ne soit pas arrivé à une décision à la majorité qualifiée en novembre 1998, le registre des votes (procédure écrite) indique qu'aucun État membre n'a émis d'objection. La France n'a pas voté. L'Autriche, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg et la Suède se sont abstenus, et l'Autriche, la Grèce et la Suède ont présenté des déclarations. Le Groupe spécial fait observer que l'autorité compétente autrichienne a reconnu que l'évaluation des risques fondée sur les connaissances les plus récentes "ne faisait état d'aucun problème spécifique pour la santé humaine et l'environnement"; toutefois, l'Autriche a suggéré que

les effets potentiels de la culture à grande échelle fassent l'objet d'une surveillance, "ainsi qu'il en avait généralement été convenu lors des discussions sur la modification de la Directive 90/220/CEE", et que des prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage soient au moins mentionnées dans les considérants.[732]

7.616 Par ailleurs, la déclaration présentée par la Grèce ne comprenait qu'une seule phrase: "Nous appuyons l'idée d'un "moratoire" pour les OGM telle qu'elle a été présentée par certains États membres."[733] La Suède a en vain demandé un report du vote jusqu'à ce que soit évaluée la sécurité sanitaire de la tomate transgénique en tant que produit alimentaire, afin de veiller à la coordination et à la cohérence des décisions prises au sujet de la dissémination dans l'environnement et des nouveaux aliments.

7.617 Nous notons que, deux mois après que le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision, le demandeur a fourni des clarifications indiquant que la tomate transgénique n'était cultivée que pour l'industrie de transformation de la tomate et qu'elle ne serait pas offerte directement aux consommateurs. Par ailleurs, le 23 septembre 1999, le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH) a exprimé un avis favorable concernant la sécurité sanitaire des produits issus de la transformation de la tomate transgénique dans le contexte du Règlement n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments.

7.618 Nous ne considérons pas que les préoccupations spécifiques identifiées par les États membres pendant la consultation du Comité de réglementation concernent spécifiquement l'évaluation de la sécurité sanitaire des tomates transgéniques destinées à la culture et à la transformation. En outre, il avait été répondu à toutes les préoccupations identifiées précédemment par les États membres dans les évaluations effectuées par le CSP et le CSAH, et les Communautés européennes n'ont pas fait valoir que l'un quelconque des États membres avait exprimé des préoccupations de fond à la suite de ces évaluations. On aurait donc pu s'attendre à ce que la Commission soumette "sans tarder" au Conseil un projet de mesure concernant les demandes relatives à la culture et à la transformation des tomates transgéniques.

7.619 De fait, la documentation qui nous a été fournie indique que la Commission a commencé à établir un projet de mesure à soumettre au Conseil en février 1999 et que, six mois plus tard, en août 1999, elle a lancé une procédure écrite interne en vue de l'adoption du projet de mesure par la Commission. Toutefois, rien n'indique que ce projet de mesure ait jamais été effectivement soumis au Conseil, et il n'y a pas non plus de preuve montrant que le Conseil a agi au sujet de cette demande. Les Communautés européennes n'ont donné aucune explication des raisons pour lesquelles ce projet de mesure n'a pas été soumis au Conseil, ainsi que le prescrit la Directive 90/220. Aucune documentation n'a été fournie concernant un quelconque examen de cette demande après l'évaluation positive des produits de transformation de la tomate faite par le CSAH le 23 septembre 1999, jusqu'au retrait de la demande au titre de la Directive 90/220 plus de deux ans après, en février 2002.

7.620 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Il est pertinent de noter à cet égard que la Commission n'a pas achevé sa procédure écrite interne en vue de l'adoption du projet de mesure à soumettre au Conseil après la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. À la suite de cette déclaration, et malgré l'avis favorable du CSP (et du CSAH), la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Conseil et que, si cela

[732] Pièce EC-84/At. 45.
[733] *Ibid*.

devait arriver, elle serait tenue en vertu de la Directive 90/220 d'adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil.[734] Nous rappelons que les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. À notre avis, le fait que, pendant une période de plus de deux ans après le lancement de sa procédure écrite interne, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil est compatible avec l'affirmation selon laquelle la Commission a pris une telle décision et s'y est tenue.

7.621 Les Communautés européennes indiquent qu'en novembre 1998, au stade du Comité de réglementation, le Danemark et l'Italie ont voté en faveur de l'approbation de la tomate transgénique au titre de la Directive 90/220. En juin 1999, ces deux États membres se sont joints au Groupe des cinq pays favorable à un moratoire général. Les votes du Danemark et de l'Italie n'étayent pas la conclusion selon laquelle les États membres s'opposaient déjà systématiquement aux approbations finales dès octobre 1998, mais ils ne sont pas incompatibles avec l'application d'un moratoire général au moins à compter de juin 1999.

7.622 Concernant le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande, nous avons déjà noté au sujet de la demande concernant le maïs MON809 que cela n'était pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général sur les approbations était en vigueur.

7.623 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait qu'après août 1999 la Commission n'a pas soumis au Conseil un projet de mesure concernant la culture et la transformation de la tomate transgénique est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué au moins à compter de juin 1999 un moratoire général sur les approbations finales.

Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure

7.624 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations, les parties plaignantes ont mentionné un certain nombre de procédures d'approbation dans le cadre desquelles la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure, après que le Comité de réglementation s'était réuni, mais sans voter sur le projet de mesure. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-dessous, rappelant que la partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[l]e représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause".

Colza Falcon (EC-62)

7.625 La demande concernant le colza Falcon a d'abord été présentée à l'Allemagne (l'autorité compétente principale) en avril 1996, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en décembre 1996. Suite à un avis favorable rendu par le CSP concernant le colza Falcon le 14 juillet 1998, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de

[734] La partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[s]i, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la saisine du Conseil, celui-ci n'a pas statué, les mesures proposées sont arrêtées par la Commission".

mesure à soumettre au Comité de réglementation le 4 septembre 1998. Le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner le projet de mesure soumis par la Commission. À aucune des deux réunions il n'y a eu de vote sur le projet de mesure. Le Comité de réglementation ne s'est pas réuni de nouveau pour procéder à un vote sur le projet de mesure. Le 17 octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée.

7.626 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que dans cette procédure, la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Par la suite, ils ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative, la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment également que conformément à l'article 21 de la Directive 90/220, en l'absence d'action de la part du Comité de réglementation, la Commission est tenue de soumettre un projet de mesure, favorable ou non favorable, au Conseil. Selon les États-Unis, la Commission ne l'a pas fait pour la seule raison qu'il existait un moratoire général.

7.627 Le **Canada** fait valoir que le produit en question a été bloqué au niveau communautaire pendant de nombreuses années.

7.628 L'**Argentine** a fait observer que la phase des consultations interservices avait effectivement empêché toutes les demandes ayant reçu des avis scientifiques favorables en 1998, y compris le colza Falcon, de progresser. Dès le 4 septembre 1998, la demande concernant le colza Falcon a été empêchée d'atteindre le stade du vote au Comité de réglementation, et ce jusqu'en juin et octobre 1999, où aucun vote n'a eu lieu à son sujet.

7.629 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis font erreur lorsqu'ils disent que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote en juin 1999, et le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises à ce sujet. Le Comité de réglementation n'a pas voté le 9 mars 2000 parce qu'il est parvenu à la conclusion qu'il lui fallait d'autres renseignements sur l'évaluation de l'effet de la nouvelle protéine exprimée par la plante GM sur le cycle biogéochimique et la chaîne alimentaire, ainsi que sur la probabilité de dissémination. Les Communautés européennes disent aussi qu'en mai 2001 le demandeur a modifié la portée de sa demande et que par la suite la demande a progressé, le demandeur ayant communiqué des renseignements additionnels.

7.630 Les **États-Unis** répondent que les seuls renseignements qui auraient pu être demandés à la réunion du Comité de réglementation de mars 2000 étaient les renseignements demandés par l'Italie au sujet de l'effet du produit transgénique sur les cycles biogéochimiques, sur la chaîne alimentaire et sur la dissémination du gène par suite de la possibilité de croisement entre la plante GM et des espèces sauvages. Les États-Unis indiquent à cet égard que le demandeur a répondu à la demande de l'Italie le 30 novembre 2000 même si, de l'avis des États-Unis, la demande de l'Italie n'était pas justifiée d'un point de vue scientifique.

7.631 Le **Groupe spécial** doit d'abord examiner l'interprétation que les États-Unis donnent de l'article 21 de la Directive 90/220. L'article 21 de la Directive 90/220 dispose qu'"en l'absence d'avis" du Comité de réglementation, la Commission doit soumettre un projet de mesure au Conseil. Les États-Unis estiment qu'après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000 la Commission était tenue de soumettre un autre projet de mesure au Comité de réglementation et/ou de soumettre un projet de mesure au Conseil.[735] En l'espèce, la Commission a soumis au Comité de réglementation un projet de mesure qui était à l'ordre du jour de la réunion d'octobre 1999. Aucun vote n'a eu lieu sur

[735] Troisième communication écrite des États-Unis, paragraphes 107 et 108.

cette mesure à la réunion.[736] Le dossier n'indique pas qu'un projet de mesure différent était inscrit à l'ordre du jour de la réunion du Comité de réglementation de mars 2000. Par conséquent, le Groupe spécial ne voit pas quel est le fondement de l'argument des États-Unis selon lequel, après la réunion de mars 2000, la Commission devait soumettre au Comité de réglementation un autre projet de mesure ou lui soumettre à nouveau le même projet de mesure.

7.632 Le Groupe spécial n'est pas non plus persuadé qu'en l'absence de vote au Comité de réglementation la Commission était tenue de soumettre directement au Conseil un projet de mesure. Si c'était le cas, la Commission aurait dû soumettre un projet de mesure au Conseil après que le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur le colza Falcon à sa réunion d'octobre 1999. En fait, la Commission a convoqué une autre réunion du Comité de réglementation en mars 2000. D'après ce que croit comprendre le Groupe spécial, l'expression "en l'absence d'avis" doit viser une situation où le Comité de réglementation procède à un vote sur un projet de mesure, mais n'atteint pas la majorité qualifiée requise pour se prononcer pour ou contre la mesure.[737]

7.633 Le Groupe spécial pense comme les États-Unis, toutefois, qu'après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000 il incombait à la Commission d'agir. L'article 21 de la Directive 90/220 indique qu'il incombe à la Commission de convoquer une autre réunion pour obtenir un vote sur son projet de mesure.[738] Par conséquent, la question à examiner est celle de savoir pourquoi cela ne s'est pas produit.

7.634 Le dossier ne contient aucun élément de preuve direct indiquant pourquoi le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur le colza Falcon à la réunion de mars 2000.[739] Il est néanmoins possible d'inférer des autres éléments de preuve portés à la connaissance du Groupe spécial, deux raisons séparées. Une raison paraît être une demande de renseignements émanant de l'autorité compétente italienne. Cette demande a été communiquée le 14 mars 2000 à l'autorité compétente principale, et l'autorité compétente principale l'a ensuite transmise au demandeur.[740] Le demandeur a fourni les renseignements demandés à l'autorité compétente principale le 13 novembre 2000. Dans sa lettre, le demandeur fait observer que "le Comité scientifique des plantes [avait] en fait déjà répondu" à toutes les questions sur lesquelles l'Italie demandait des renseignements lorsqu'il a évalué la demande en question et qu'il y avait lui aussi déjà répondu dans des documents transmis en novembre 1999.[741]

7.635 L'autre raison pour laquelle le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote paraît être une lettre envoyée par le demandeur à la Commission la veille de la réunion du Comité de

---

[736] Pièce EC-62/At. 87.

[737] *Voir* le résultat de la consultation par procédure écrite du Comité de réglementation dans la procédure concernant le coton Bt, où les États membres ont voté mais où, à l'issue du vote, le "Comité n'a pas rendu d'avis sur les mesures". (souligné dans l'original) Pièce EC-65/At. 59.

[738] Cela est conforme au "Résumé des conclusions du Comité à sa [12ème] réunion tenue le 29 octobre 1999" où il est dit que la "*Commission* a informé les délégués que la réunion suivante pourrait être tenue le 8 décembre 1999". Pièce EC-62/At. 87. (pas d'italique dans l'original) *Voir aussi* la note de la Commission datée du 20 septembre 1999 adressée aux États membres, dans laquelle il est dit que la "*Commission* prévoit de tenir la 12ème réunion du Comité de réglementation […] le 25 octobre 1999". Pièce EC-63/At. 76. (pas d'italique dans l'original)

[739] Le dossier contient un résumé des conclusions pour la réunion du Comité de réglementation d'octobre 1999, mais pas pour la réunion de mars 2000.

[740] Pièce EC-62/At. 95. Ce fax du 14 mars 2000 adressé par l'autorité compétente italienne à l'autorité compétente principale fait spécifiquement "référence à la conclusion de la dernière réunion du Comité de réglementation".

[741] Pièce EC-62/At. 97.

réglementation de mars 2000.[742] Comme on peut le déduire d'une lettre du 20 avril 2000 adressée par l'autorité compétente principale allemande au demandeur[743], le demandeur aurait dû envoyer sa lettre à l'autorité compétente principale plutôt qu'à la Commission. La Commission a apparemment communiqué la teneur de la lettre du demandeur à l'autorité compétente principale lors de la réunion du Comité de réglementation de mars 2000, et l'autorité compétente principale l'a ensuite distribuée aux autres États membres présents à la réunion. D'après la lettre de l'autorité compétente principale, la lettre du demandeur prêtait à confusion. Dans sa lettre, l'autorité compétente principale dit qu'on ne voyait pas bien si dans sa lettre le demandeur voulait modifier la demande de manière que le produit ne soit plus mis sur le marché peu de temps après l'approbation de la demande, mais seulement à compter de 2003.[744] L'autorité compétente principale indique qu'en raison de l'incertitude suscitée par les intentions du demandeur, la décision avait dû être différée afin que des clarifications puissent être obtenues du demandeur. Par conséquent, l'autorité compétente principale conclut sa lettre en invitant le demandeur à fournir des clarifications. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, la lettre de l'autorité compétente principale est datée du 20 avril 2000. D'après le dossier, il apparaît que le demandeur n'a pas fourni les clarifications demandées avant le 29 mai 2001.[745] À la même date, le demandeur a fourni à l'autorité compétente principale une série de documents qui, a-t-il dit, confirmaient que sa demande était déjà conforme aux grandes dispositions de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001.[746]

7.636 D'après les éléments qui précèdent, il paraîtrait qu'à la fin de mai 2001, lorsque le demandeur avait fourni les clarifications demandées par l'autorité compétente principale, les deux raisons susmentionnées ne pouvaient plus expliquer pourquoi la Commission n'avait pas convoqué une autre réunion du Comité de réglementation pour procéder à un vote sur le colza Falcon.[747] La Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le 17 octobre 2002. De l'avis du Groupe spécial, il y aurait donc eu suffisamment de temps pour convoquer une autre réunion du Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable.[748]

7.637 Nous notons que les États-Unis considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Il convient de rappeler que, à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil. Dans cette procédure, la Commission a convoqué deux réunions du Comité de réglementation après la déclaration du Groupe des cinq pays de juin 1999, mais le Comité de

[742] Le dossier ne contient pas de copie de cette lettre.

[743] Pièce EC-62/At. 96.

[744] Selon l'autorité compétente principale, dans sa lettre du 8 mars 2000, le demandeur a développé une lettre datée du 28 février 2000 qu'il avait envoyée à l'autorité compétente principale et qui avait par la suite été transmise aux autres États membres. L'autorité compétente principale indique que, bien qu'elle n'ait pas elle-même considéré que la lettre de février 2000 était une demande de modification de la demande, il y a eu une certaine incertitude à ce sujet lorsque les autres États membres ont eu connaissance de la teneur de la lettre. Pièce EC-62/At. 96.

[745] Le demandeur a indiqué que, lorsque la demande concernant le colza Falcon serait approuvée, le produit serait au début disséminé sur une grande échelle dans les Communautés européennes, mais que la dissémination resterait limitée à des utilisateurs identifiés. En 2003 au plus tôt, le produit en question serait disséminé sur une pleine base commerciale. Pièce EC-62/At. 99.

[746] Pièce EC-62/At. 98.

[747] Tel que mentionné, nous n'avons pas connaissance d'autres raisons.

[748] Nous notons à cet égard que la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation s'est tenue quatre mois après la première réunion dudit comité, en octobre 1999, et qu'après la réunion d'octobre le demandeur a aussi fourni des renseignements additionnels.

réglementation n'a procédé à aucun vote lors de ces réunions, et la Commission n'a pas convoqué de troisième réunion. Les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. Le fait que la Commission n'a pas convoqué une troisième réunion du Comité de réglementation après mai 2001 est compatible avec l'existence d'une telle décision de la Commission. La Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure. Ou elle aurait pu considérer que le Comité de réglementation voterait finalement à la réunion suivante, mais qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.638 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas convoqué une autre réunion du Comité de réglementation sur le colza Falcon après mai 2001 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Colza MS8/RF3 (EC-63)

7.639 La demande concernant le colza MS8/RF3 a d'abord été présentée à la Belgique (l'autorité compétente principale) en septembre 1996, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en janvier 1997. Après un avis favorable rendu par le CSP concernant le colza MS8/RF3 le 19 mai 1998, la Commission a lancé le 4 septembre 1998 des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation. Le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner le projet de mesure soumis par la Commission. À aucune des deux réunions il n'y a eu de vote sur le projet de mesure. Le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour procéder à un vote sur le projet de mesure. Le 17 octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée et remplacée par la Directive 2001/18.

7.640 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que la progression de la demande concernant le colza MS8/RF3 avait été bloquée lorsque la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation ainsi que le prescrivait le processus d'approbation. Par la suite, ils ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation.

7.641 Le **Canada** fait valoir qu'à partir du moment où la demande est arrivée au niveau communautaire, il a fallu environ 12 mois aux États membres pour présenter leurs objections à la demande, et après que le CSP a rendu son avis favorable au sujet de la demande, les Communautés européennes ont eu besoin de 12 autres mois pour examiner les recommandations figurant dans l'avis du CSP, y compris un plan de surveillance. Bien que la demande ait été examinée au Comité de réglementation pendant l'été de 1999, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au vote du Comité de réglementation, et a plutôt imposé l'"approche intermédiaire". Le Canada relève qu'en août 1999 le demandeur a proposé d'accepter de son propre gré de satisfaire aux prescriptions de la position commune du Conseil de juin 1999. Sur la base de ces engagements, la Commission a invité le demandeur à présenter sa proposition au Comité de réglementation en octobre 1999. Toutefois, bien que le Comité de réglementation ait à nouveau examiné la proposition, il n'a pas procédé à un vote. Par la suite, le demandeur a présenté d'autres propositions pour tenter encore de répondre aux

préoccupations exprimées par les États membres. Toutefois, bien que le Comité de réglementation ait été encore saisi de la question en mars 2000, il n'a pas procédé à un vote.

7.642 Le Canada mentionne aussi le retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation après que le Comité de réglementation n'a pas adopté le projet de mesure portant approbation du colza MS8/RF3 en mars 2000. Il relève à cet égard les efforts déployés par le demandeur pour répondre à d'autres demandes de l'autorité compétente principale. Le Canada fait observer que, bien que l'autorité compétente principale ait finalement accepté le plan de surveillance postérieure à la commercialisation et les lignes directrices agricoles proposés par le demandeur en mai 2002, les Communautés européennes n'ont donné aucune explication quant aux raisons du délai écoulé entre mai 2002 et début janvier 2003, lorsque le demandeur a fourni un nouveau dossier mis à jour au titre de l'article 35 de la Directive 2001/18. Comme la Directive 90/220 a été abrogée en octobre 2002, la demande est effectivement revenue au niveau des États membres, causant ainsi un retard de 7,5 mois à un an dans le traitement de cette demande.

7.643 L'**Argentine** relève que la phase des consultations interservices a effectivement empêché toutes les demandes ayant reçu des avis scientifiques positifs en 1998, dont celle concernant le colza MS8/RF3, de progresser. Ce n'est qu'en juin et octobre 1999 que la demande concernant le colza MS8/RF3 a été soumise au Comité de réglementation, lequel n'a pas procédé à un vote sur la demande.

7.644 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis font erreur lorsqu'ils disent que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote en juin 1999, et le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises à ce sujet. Le Comité de réglementation n'a pas voté le 9 mars 2000 parce que l'Italie a soulevé des questions scientifiques concernant les "effets du produit transgénique sur les cycles biogéochimiques et les chaînes alimentaires" et sur la probabilité de dissémination. Les préoccupations de l'Italie tenaient compte de nouveaux renseignements concernant l'incidence des régimes d'herbicides associés à la culture du colza GM tolérant aux herbicides qui venaient d'être publiés à l'époque où s'était tenue la réunion. Les Communautés européennes déclarent en outre qu'en mai 2001 le demandeur a modifié la portée de sa demande et que par la suite la demande a progressé, le demandeur ayant fourni des renseignements additionnels.

7.645 Le **Canada** note que les questions de l'Italie avaient déjà été traitées dans le dossier de la demande et par le CSP. En outre, les tentatives faites pour exprimer des préoccupations au sujet des incidences de l'utilisation d'herbicides sur la biodiversité agricole liaient de façon inappropriée les préoccupations concernant l'utilisation d'herbicides à l'approbation d'une variété de semence. Le Canada note que 1) pour toutes les autres variétés de semences, la législation en matière d'approbation des semences est distincte de la législation en matière d'approbation des pesticides; 2) l'utilisation d'herbicides est un des nombreux facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la biodiversité agricole; et 3) les États membres des CE ont en fait autorisé l'utilisation du glufosinate-ammonium pour un usage général ainsi que pour un usage ciblé sur les cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides. Le Canada réplique aussi que les Communautés européennes ne signalent pas que la fourniture de renseignements complémentaires par le demandeur était nécessaire parce que les prescriptions en matière de renseignements étaient soit peu claires soit changeantes.

7.646 Le Canada relève en outre qu'à la même époque où la Commission a soumis un projet de proposition au Comité de réglementation, en juin 1999, le Conseil Environnement a adopté la "position commune" et cinq États membres ont remis leur déclaration dans laquelle ils s'opposaient

ouvertement à l'approbation de tout produit biotechnologique. Le demandeur a de son propre gré accepté de satisfaire aux prescriptions de la législation future figurant dans la "position commune".[749]

7.647 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'à l'été de 1999, compte tenu de la modification qu'il était proposé d'apporter à la législation, et sur la base de la position commune adoptée par le Conseil Environnement, le demandeur s'est de son propre gré engagé à anticiper dans sa demande un certain nombre des prescriptions additionnelles sur lesquelles étaient censées porter les modifications proposées. Le demandeur a présenté des engagements pour un certain nombre de questions, y compris le contrôle postérieur à la commercialisation, la traçabilité et l'étiquetage. L'autorité compétente principale, les autorités compétentes des autres États membres et la Commission ont examiné les engagements émanant du demandeur, et en particulier les plans de surveillance, jusqu'en 2002. À ce moment-là, la Directive 2001/18 avait été approuvée et il avait été décidé de poursuivre l'évaluation du dossier en vertu de l'ancien régime législatif à condition que les dispositions de la nouvelle directive soient prises en compte par le demandeur de son propre gré et deviennent juridiquement contraignantes. En février 2002, l'autorité compétente principale a invité le demandeur à compléter le dossier en y incluant les données requises, entre autres les données de référence concernant les événements MS8 et RF3. Le demandeur n'a pas répondu au cours de l'année.

7.648 Le **Groupe spécial** note qu'après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000, il incombait à la Commission d'agir. L'article 21 de la Directive 90/220 indique qu'il incombe ensuite à la Commission de convoquer une autre réunion pour obtenir un vote sur son projet de mesure.[750] Par conséquent, la question à examiner est celle de savoir pourquoi cela ne s'est pas produit.

7.649 Le dossier n'indique pas pourquoi le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur le colza MS8/RF3 à la réunion de mars 2000.[751] L'une des raisons est peut-être une demande de renseignements présentée par l'autorité compétente italienne. L'Italie a transmis cette demande à l'autorité compétente principale le 14 mars 2000, et l'autorité compétente principale l'a ensuite transmise au demandeur.[752] Ce dernier a fourni les renseignements demandés à l'autorité compétente principale le 13 novembre 2000. Dans sa lettre, le demandeur note que toutes les questions sur lesquelles l'Italie demandait plus de renseignements "ont en fait déjà été traitées par le CSP européen" lorsqu'il a évalué la demande en question et qu'elles étaient aussi déjà traitées dans les documents de novembre 1999 fourni par le demandeur.[753] Cette communication a également été distribuée à toutes les autres autorités compétentes et à la Commission. Nous notons en outre que, en réponse à une question du Groupe spécial, l'un des experts conseillant le Groupe spécial, Mme Nutti, a dit être d'avis que la demande de renseignements complémentaires n'était pas nécessaire pour s'assurer que les

[749] Pièce EC-63/At. 72.

[750] Cela est conforme au "Résumé des conclusions du Comité à sa [12ème] réunion tenue le 29 octobre 1999" où il est dit que la "*Commission* a informé les délégués que la réunion suivante pourrait être tenue le 8 décembre 1999". Pièce EC-62/At. 87 (pas d'italique dans l'original). *Voir aussi* la note de la Commission datée du 20 septembre 1999 adressée aux États membres, dans laquelle il est dit que la "*Commission* prévoit de tenir la 12ème réunion du Comité de réglementation […] le 25 octobre 1999". Pièce EC-63/At. 76 (pas d'italique dans l'original).

[751] Le dossier contient un résumé des conclusions pour la réunion du Comité de réglementation d'octobre 1999, mais pas pour la réunion de mars 2000.

[752] Pièce EC-63/At. 87. Ce fax du 14 mars 2000 adressé par l'autorité compétente italienne à l'autorité compétente principale fait spécifiquement "référence à la conclusion de la dernière réunion du Comité de réglementation".

[753] Pièce EC-63/At. 88.

conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire de la protéine nouvellement exprimée dans la chaîne alimentaire étaient valides.[754]

7.650 En juin 2001, le demandeur a envoyé à l'autorité compétente principale une lettre qui clarifiait certains aspects de la demande, y compris sa portée. Rien n'indique que cette clarification avait été demandée. Dans sa lettre, le demandeur faisait toutefois observer qu'après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000, la clarification paraissait nécessaire.[755] Dans une lettre séparée datée du même jour, "suite à la révision de la Directive 90/220/CEE", le demandeur a aussi fourni à l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour, y compris une évaluation mise à jour des risques pour l'environnement, un plan de surveillance postérieure à la commercialisation, des lignes directrices agricoles, des renseignements additionnels sur l'identification et l'étiquetage et des renseignements sur le produit en question destinés au public.[756] La lettre indiquait que ces renseignements confirmaient que la demande était déjà "conforme aux principales dispositions" de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. La lettre demandait à l'autorité compétente principale d'informer les autres États membres de la nouvelle série de documents à la réunion suivante du Comité de réglementation.[757] Rien n'indique que l'autorité compétente principale ait jamais transmis les nouveaux documents aux autres États membres et à la Commission. Une réunion des autorités compétentes s'est tenue deux semaines après que le demandeur a fourni les renseignements additionnels, mais le Groupe spécial n'a aucune information sur ce qui a été discuté à cette réunion. Cependant, il ressort clairement du dossier que l'autorité compétente principale n'a confirmé la réception des nouveaux documents qu'en juillet 2001. L'autorité compétente principale a informé le demandeur qu'elle avait transmis les documents au comité scientifique pertinent du Conseil belge de biosécurité (ci-après le "CBB") pour avis.[758] Aucune raison n'a été donnée pour expliquer pourquoi un avis avait été demandé.

7.651 Concernant la clarification fournie par le demandeur en juin 2001, nous notons que rien dans le dossier ne donne à penser que la Commission "attendait" la clarification de juin 2001. Si la Commission n'attendait pas cette clarification, elle ne pouvait pas alors constituer une explication du fait que la Commission n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation à un moment donné entre décembre 2000 et juin 2001. Par ailleurs, si la Commission avait attendu une clarification de la part du demandeur, on aurait pu s'attendre à ce qu'elle demande à l'autorité compétente principale si le demandeur avait fourni une clarification. Il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission l'ait fait.

7.652 Concernant les renseignements mis à jour également fournis par le demandeur en juin 2001, il importe de se rappeler que le demandeur a fourni ces renseignements, non pas pour se conformer à une prescription découlant des dispositions de la Directive 90/220, mais pour essayer de convaincre les États membres de voter en faveur de l'approbation de sa demande. Par ailleurs, l'autorité compétente principale n'avait pas été priée de présenter une évaluation de ces renseignements additionnels avant de les transmettre aux autres États membres et à la Commission. Malgré cela, l'autorité compétente principale a demandé un avis au CBB. Il semble toutefois que pour le CBB, il n'était pas évident qu'un avis était requis. En novembre 2001, le CBB a examiné les renseignements en question. Selon le compte rendu du débat interne "il n'était pas nécessaire que le Conseil consultatif de biosécurité rende un avis avant que ces documents soient transmis à la Commission européenne; et dans le passé, de tels renseignements additionnels avaient déjà été envoyés

[754] Annexe H, paragraphe 331.
[755] Pièce EC-63/At. 92.
[756] Pièce EC-63/At. 91.
[757] *Ibid*.
[758] Pièce EC-63/At. 93.

directement à la Commission à plusieurs reprises".[759] Toutefois, comme c'était la première fois qu'une société avait présenté un plan de surveillance, des lignes directrices agricoles et un dossier public, le CBB "jugeait bon de demander au Conseil consultatif de biosécurité d'examiner ces documents avant de les transmettre à la Commission européenne".[760] Il était noté que les experts pertinents auraient ainsi l'occasion d'acquérir de l'expérience dans l'évaluation de tels documents.[761]

7.653 Nous ne sommes pas convaincus qu'une évaluation par l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour était nécessaire avant que ces renseignements puissent être transmis à la Commission et aux autres autorités compétentes, et que la Commission devait donc attendre l'évaluation de l'autorité compétente principale avant de reconvoquer le Comité de réglementation. En effet, nous rappelons que dans la procédure d'approbation concernant le colza Falcon une autorité compétente principale différente n'a pas jugé nécessaire de procéder à une évaluation des renseignements additionnels fournis par un demandeur pour confirmer que sa demande était déjà conforme aux principales dispositions de la Directive 2001/18.

7.654 En tout état de cause, dans la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, le demandeur a répondu à la dernière question en suspens du CBB au début de mai 2002.[762] Le dossier n'indique aucun autre progrès dans cette procédure d'approbation avant octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée. Rien n'indique donc que le CBB ait jamais donné son avis sur les renseignements de juin 2001 à l'autorité compétente principale. Même à supposer que la Commission ait eu connaissance des renseignements mis à jour de juin 2001, et même à supposer qu'il était justifiable en principe que la Commission laisse l'autorité compétente principale effectuer une certaine évaluation des renseignements, il incombait toujours à la Commission de demander un vote du Comité de réglementation sur son projet de mesure. Pourtant, alors même que la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait, la Commission n'a apparemment pas demandé à l'autorité compétente principale de terminer rapidement son évaluation des renseignements mis à jour et de la communiquer avec ces renseignements de façon qu'une nouvelle tentative d'achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220 puisse être faite.[763]

7.655 D'après les éléments qui précèdent, il apparaîtrait qu'au plus tard à l'été de 2002, une fois que le demandeur avait répondu à la dernière question en suspens du CBB en mai 2002, la Commission aurait pu reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3. Comme la Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le 17 octobre 2002, nous pensons qu'il y aurait eu suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente donne son consentement par écrit.

7.656 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général sur l'approbation des produits biotechnologiques. Il convient de rappeler que, à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil. Dans cette procédure, la

[759] Pièce EC-63/At. 102.
[760] *Ibid*.
[761] *Ibid*.
[762] Pièce EC-63/At. 108. Le demandeur indiquait aussi qu'il était disposé à suivre une suggestion du CBB concernant l'information du public, à condition que le CBB apporte d'autres clarifications.
[763] Si la Commission n'était pas au courant des renseignements mis à jour fournis par le demandeur en juin 2001, l'existence de ces renseignements ne pouvait pas alors constituer une justification du fait que la Commission n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation après décembre 2000.

Commission a convoqué deux réunions du Comité de réglementation après la déclaration du Groupe des cinq pays de juin 1999, mais le Comité de réglementation n'a procédé à aucun vote lors de ces réunions, et la Commission n'a pas convoqué de troisième réunion. Nous rappelons que, de l'avis des parties plaignantes, la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. Le fait que la Commission n'a pas convoqué une troisième réunion du Comité de réglementation après mai 2001 est compatible avec l'existence d'une telle décision de la Commission. La Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure. Ou elle aurait pu considérer que le Comité de réglementation voterait finalement à la réunion suivante, mais qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.657 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3 à l'été de 2002 (au plus tard) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Betterave fourragère RR (EC-64)

7.658 La demande concernant la betterave fourragère RR a d'abord été présentée au Danemark (l'autorité compétente principale) en février 1997, et elle a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en octobre 1997. Après un avis favorable rendu par le CSP concernant la betterave fourragère RR le 23 juin 1998, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation le 4 septembre 1998. Le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner le projet de mesure soumis par la Commission. À aucune des deux réunions il n'y a eu de vote sur le projet de mesure. Le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour procéder à un vote sur le projet de mesure. Le 17 octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée.

7.659 Les **États-Unis** font valoir que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Par la suite, ils ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation.

7.660 Le **Canada** fait valoir que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure pour un vote par le Comité de réglementation, bien que l'autorité compétente principale ait rendu un avis favorable sur la demande le 7 octobre 1997, que le CSP ait rendu un avis favorable sur la demande le 23 juin 1998 et que le demandeur ait répondu à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale le 27 avril 1998.

7.661 L'**Argentine** a fait observer que la phase des consultations interservices avait effectivement empêché toutes les demandes ayant reçu des avis scientifiques favorables en 1998, y compris pour la betterave fourragère RR, de progresser. La demande concernant la betterave fourragère RR a été empêchée d'arriver au stade du vote au Comité de réglementation jusqu'en octobre 1999, et il n'a alors pas fait l'objet d'un vote.

7.662 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis font erreur lorsqu'ils disent que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote en juin 1999, et le Comité de réglementation s'est réuni à deux reprises à ce sujet – d'abord en octobre 1999 puis en mars 2000. Le Comité de réglementation n'a pas voté en octobre 1999 en raison de demandes de renseignements en souffrance.

7.663 Le **Groupe spécial** rappelle qu'après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000, il incombait à la Commission d'agir. L'article 21 de la Directive 90/220 indique qu'il incombe ensuite à la Commission de convoquer une autre réunion pour obtenir un vote sur son projet de mesure.[764] Par conséquent, la question que nous devons examiner est celle de savoir pourquoi la Commission n'a pas agi.

7.664 Le dossier ne contient aucun élément de preuve direct indiquant pourquoi le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur la betterave fourragère RR à la réunion de mars 2000.[765] L'une des raisons paraît être une demande de renseignements émanant de l'autorité compétente italienne. Cette demande a été communiquée à l'autorité compétente principale le 14 mars 2000, et l'autorité compétente principale l'a ensuite transmise au demandeur.[766] Ce dernier a fourni les renseignements demandés à l'autorité compétente principale le 12 juillet 2000. Dans sa lettre, le demandeur note qu'en ce qui concerne ses réponses aux questions posées par l'autorité compétente italienne "le document ne contient pas de nouvelles données, seulement des clarifications".[767] Dans sa lettre de juillet 2000, le demandeur a aussi fourni des données sur la caractérisation moléculaire qui ont apparemment été produites à la demande de l'autorité compétente du Royaume-Uni. Il était indiqué dans la lettre que le demandeur croyait comprendre que les experts du Royaume-Uni étaient parvenus à la conclusion que ces données ne fournissaient pas de nouveaux renseignements après qu'ils avaient examiné une série de données fournies précédemment qui "traitaient suffisamment les questions du Royaume-Uni".[768]

7.665 La lettre de juillet 2000 conclut que, de l'avis du demandeur, il avait alors été pleinement répondu à toutes les objections soulevées par les autorités compétentes dans le délai de 60 jours prévu par la Directive 90/220. Le demandeur a donc demandé à l'autorité compétente principale d'informer tous les États membres que le dossier de la demande était complet et qu'une décision devait être prise au niveau communautaire.[769] Le demandeur a envoyé une copie de sa lettre de juillet 2000 à la Commission.

7.666 Rien n'indique que l'autorité compétente principale a transmis les nouveaux documents aux autres États membres. En fait, la question du moment auquel les documents devaient être transmis a été abordée lors d'une réunion entre l'autorité compétente principale et le demandeur en

---

[764] Cela est conforme au "Résumé des conclusions du Comité à sa [12ème] réunion tenue le 29 octobre 1999" où il est dit que la "*Commission* a informé les délégués que la réunion suivante pourrait être tenue le 8 décembre 1999". Pièce EC-62/At. 87. (pas d'italique dans l'original) *Voir aussi* la note de la Commission datée du 20 septembre 1999 adressée aux États membres, dans laquelle il est dit que la "*Commission* prévoit de tenir la 12ème réunion du Comité de réglementation […] le 25 octobre 1999". Pièce EC-63/At. 76. (pas d'italique dans l'original)

[765] Le dossier contient un résumé des conclusions pour la réunion du Comité de réglementation d'octobre 1999, mais pas pour la réunion de mars 2000.

[766] Pièce EC-64/At. 116. Ce fax du 14 mars 2000 adressé par l'autorité compétente italienne à l'autorité compétente principale fait spécifiquement "référence à la conclusion de la dernière réunion du Comité de réglementation".

[767] Pièce EC-64/At. 119.

[768] *Ibid*.

[769] *Ibid*.

janvier 2001.[770] En février 2001, le demandeur a suggéré à l'autorité compétente principale, compte tenu du contexte réglementaire "très volatil" des CE, de transmettre les documents après l'adoption de la Directive 2001/18 (qui est intervenue en mars 2001) et la distribution d'une proposition de la Commission sur les nouvelles règles communautaires relatives à l'étiquetage et à la traçabilité (qui est intervenue en juillet 2001).[771] Mais le dossier montre que l'autorité compétente principale n'a pas suivi la suggestion du demandeur, et les documents n'ont pas été transmis aux autres États membres pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.667 Comme il a été indiqué précédemment, la Commission a reçu une copie de la lettre de juillet 2000 du demandeur et cette lettre répondait à toutes les questions en suspens. Malgré cela, alors même que la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait, la Commission n'a apparemment pas demandé à l'autorité compétente principale de communiquer dans les moindres délais les renseignements additionnels fournis par le demandeur en juillet 2000 afin qu'une nouvelle tentative d'achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220 puisse être faite. Nous rappelons à cet égard qu'il incombait à la Commission de chercher à obtenir un vote du Comité de réglementation sur son projet de mesure.

7.668 D'après les éléments qui précèdent, il apparaîtrait qu'après juillet 2000, une fois que le demandeur avait fourni les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente italienne, ou au plus tard à compter de l'été de 2001, lorsque la Commission a distribué sa proposition de nouvelles règles communautaires relatives à l'étiquetage et à la traçabilité, la Commission aurait pu reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant la betterave fourragère RR. La Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le 17 octobre 2002. À notre avis, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente principale donne son consentement écrit.

7.669 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général sur l'approbation des produits biotechnologiques. Il convient de rappeler que, à la suite de la déclaration du Groupe des cinq pays de juin 1999, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil. Dans cette procédure, la Commission a convoqué deux réunions du Comité de réglementation après la déclaration du Groupe des cinq pays en juin 1999, mais le Comité de réglementation n'a procédé à aucun vote lors de ces réunions, et la Commission n'a pas convoqué de troisième réunion. Nous rappelons que, de l'avis des parties plaignantes, la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. Le fait que la Commission n'a pas convoqué une troisième réunion du Comité de réglementation est compatible avec l'existence d'une telle décision de la Commission. La Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure. Ou elle aurait pu considérer que le Comité de réglementation voterait finalement à la réunion suivante, mais qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

[770] Pièce EC-64/At. 120.
[771] *Ibid*.

7.670 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas convoqué une autre réunion du Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant la betterave fourragère RR après juillet 2000 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.671 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales, les parties plaignantes ont mentionné un certain nombre de procédures d'approbation dans le cadre desquelles la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant les demandes pertinentes. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-après, en rappelant que la partie pertinente de l'article 21 de la Directive 90/220 dispose que "[l]e représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre".

Pomme de terre transgénique (EC-67)

7.672 La demande concernant la pomme de terre transgénique a d'abord été présentée à la Suède (l'autorité compétente principale) en août 1996, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en juin 1998. Suite à un avis favorable rendu par le CSP concernant la pomme de terre transgénique le 18 juillet 2002, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée. Le demandeur a présenté en janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18 une demande mise à jour, qui a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en mai 2004.

7.673 Les **États-Unis** font valoir qu'après que la demande concernant la pomme de terre transgénique a reçu un avis favorable du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, de sorte que l'examen de cette demande a été suspendu jusqu'à ce que la demande soit présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18.

7.674 L'**Argentine** fait valoir que la demande concernant la pomme de terre transgénique a été bloquée et n'est donc jamais arrivée au stade du Comité de réglementation. Elle indique à cet égard que, après l'avis favorable du CSP de juillet 2002, il n'y a pas eu de phase de consultations interservices au niveau de la Commission ni d'autre activité jusqu'à ce que la Directive 2001/18 entre en vigueur.

7.675 Les **Communautés européennes** indiquent que, dans cette procédure, le CSP a mis plus de trois ans et demi pour évaluer la pomme de terre transgénique. Elles estiment que, lorsque le CSP a rendu son avis en juillet 2002, la Directive 2001/18 était sur le point d'entrer en vigueur et il était évident que la demande devait être mise à jour à la lumière de la nouvelle directive.

7.676 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes font valoir que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que le CSP a rendu son avis trois mois seulement avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. Cet argument pose la question de savoir si la Commission aurait pu parvenir à la conclusion qu'un délai de trois mois serait insuffisant pour approuver la demande concernant la pomme de terre transgénique.

7.677 Avant que la pomme de terre transgénique puisse être approuvée, un certain nombre d'étapes procédurales restaient à engager et à achever. La Commission devait établir un projet de mesure et le soumettre au Comité de réglementation; le Comité de réglementation devait se réunir et voter sur le

projet de mesure; en cas de vote favorable au Comité de réglementation, la Commission devait adopter son projet de mesure; et, enfin, l'autorité compétente principale devait donner son consentement écrit pour que le produit puisse être mis sur le marché.[772] Dans notre évaluation, il est possible que la Commission soit parvenue à la conclusion que même si tous les intervenants agissaient avec un sentiment d'urgence, les étapes susmentionnées ne pourraient pas toutes être achevées dans un délai de trois mois.[773] De même, il est possible que c'était la raison pour laquelle la Commission n'a pris aucune disposition pour faire avancer le processus, par exemple en lançant des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation.[774]

7.678 Les États-Unis et l'Argentine considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant la pomme de terre transgénique la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. Comme il a été mentionné, toutefois, le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation pourrait aussi refléter la conclusion de la Commission selon laquelle, même dans le meilleur des cas, la demande n'aurait pas pu être approuvée avant la date d'abrogation de la Directive 90/220.

7.679 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant la pomme de terre transgénique à la suite à l'avis rendu en juillet 2002 par le CSP est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Colza Liberator (EC-68)

7.680 La demande concernant le colza Liberator a d'abord été présentée à l'Allemagne (l'autorité compétente principale) en janvier 1998, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en janvier 1999. Le CSP a rendu un avis favorable le 30 novembre 2000. Suite à l'avis favorable du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant que la Directive 90/220 ne soit abrogée. Le demandeur a présenté le 16 janvier 2003 une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18.

7.681 Les **États-Unis** font valoir qu'après que le colza Liberator a reçu un avis favorable du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Ils notent que cela a entraîné un retard de deux ans, puisque aucune action n'a été menée au sujet de la demande avant

[772] Article 13 4) de la Directive 90/220.

[773] Nous notons néanmoins que, dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72. Cela donne à penser que si, dans le meilleur des cas, il avait effectivement fallu plus de trois mois pour achever la procédure, il n'aurait peut-être pas fallu beaucoup plus de temps que cela.

[774] D'après les éléments de preuve portés à notre connaissance, il semble que, contrairement à d'autres procédures (*voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48), la Commission n'a pas, dans cette procédure, lancé de consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation.

novembre 2002 lorsque le demandeur a été prié de fournir une mise à jour compte tenu de l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Les États-Unis estiment que rien n'indique que la demande posait un problème pendant cette période de deux ans ni que des renseignements additionnels étaient nécessaires pour l'approbation finale. Selon les États-Unis, le long retard survenu après que le CSP a rendu son avis est un élément de preuve convaincant attestant l'existence d'un moratoire général.

7.682 L'**Argentine** fait valoir que la demande concernant le colza Liberator a été bloquée pendant deux ans et n'a jamais atteint le stade du Comité de réglementation. Elle indique à cet égard qu'après l'avis favorable du CSP de novembre 2000, il n'y a pas eu de phase de consultations interservices à la Commission ni d'autre activité jusqu'en novembre 2002.

7.683 Les **Communautés européennes** font valoir que l'avis du CSP sur le colza Liberator recommandait "un code convenu de bonne utilisation en plein champ de la culture modifiée concernée, avec participation active de l'auteur de la notification visant à encourager l'usage des pratiques les plus adéquates par les agriculteurs".[775] Les Communautés européennes estiment que contrairement à ce qu'il avait fait dans le dossier parallèle sur le colza Falcon, le demandeur n'a présenté aucune proposition de code de bonne utilisation suite à l'avis du CSP et il n'a pas du tout communiqué avec l'autorité compétente principale jusqu'à ce que celle-ci lui envoie en novembre 2002 une lettre pour lui rappeler qu'il devait mettre à jour la demande pour janvier 2003.

7.684 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes affirment que dans ce cas le demandeur aurait dû, de sa propre initiative et sans demande spécifique de l'autorité compétente principale, présenter un code de bonne utilisation en plein champ du colza Liberator et que le fait que le demandeur ne l'a pas fait explique le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation.

7.685 Lorsqu'on examine l'affirmation des Communautés européennes, la première chose à noter est que c'est la Commission, et non le demandeur, qui a demandé un avis au CSP.[776] Par conséquent, lorsque le CSP a dit qu'"[il] recommand[ait] que l'introduction de cultures tolérantes à des herbicides soit accompagnée […] d'un code convenu de bonne utilisation en plein champ […]"[777], il recommandait, d'après ce que nous croyons comprendre, que la Commission cherche à convenir d'un code de bonne utilisation avec le demandeur. Toutefois, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission ou l'autorité compétente principale ait jamais invité le demandeur à proposer un code de bonne utilisation conformément à la recommandation du CSP. Nous ne voyons par conséquent aucune raison de supposer que c'était au demandeur qu'il incombait de prendre l'initiative et d'élaborer une réponse à la recommandation du CSP.

7.686 Les Communautés européennes indiquent à juste titre que, dans la procédure d'approbation concernant le colza Falcon, le demandeur a écrit une lettre à la Commission peu de temps après que le CSP avait rendu son avis sur le produit en question. La lettre du demandeur fait référence à certaines recommandations du CSP concernant une utilisation optimale en agriculture et signale l'intention du demandeur de mettre à la disposition des utilisateurs des renseignements pertinents sur les plans de gestion.[778] Toutefois, il n'y a rien dans la lettre du demandeur qui donne à penser que le demandeur avait été invité à donner suite aux recommandations du CSP. Du fait que la lettre ne fait pas référence

[775] Pièce EC-68/At. 88.
[776] Pièce EC-68/At. 86.
[777] Pièce EC-68/At. 88.
[778] Pièce EC-62/At. 75. À notre avis, il n'est pas certain que l'on puisse considérer que l'énoncé des intentions du demandeur concernant les plans de gestion est une proposition de code de bonne utilisation, comme le soutiennent les Communautés européennes.

à une demande ni à une prescription, on peut supposer que le demandeur l'a envoyée de sa propre initiative. À notre avis, la lettre en question n'étaye donc pas l'argument des CE selon lequel dans la procédure concernant le colza Liberator le demandeur était censé présenter une proposition de code de bonne utilisation lorsque le CSP aurait rendu son avis.

7.687 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par l'explication des Communautés européennes selon laquelle la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation parce qu'elle attendait que le demandeur propose un code de bonne utilisation. En tout état de cause, le fait que le demandeur n'a pas présenté une proposition ne faisait pas obstacle, à notre avis, au lancement par la Commission de consultations interservices sur un projet de mesure. D'après les éléments de preuve dont nous disposons, toutefois, il semble que, contrairement à d'autres procédures[779], la Commission n'a même jamais, dans cette procédure, lancé de telles consultations. Cela affaiblit encore l'affirmation des CE selon laquelle la Commission attendait que le demandeur agisse.

7.688 Dans cette procédure, l'avis du CSP remonte à novembre 2000. La Directive 90/220 n'a été abrogée que près de deux ans plus tard. Selon notre évaluation, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation.[780]

7.689 Les États-Unis et l'Argentine considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant le colza Liberator la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer que, en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.690 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant le colza Liberator à la suite de l'avis rendu en novembre 2000 par le CSP est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs Bt-11 (EC-69)

7.691 La demande concernant le maïs Bt-11 (EC-69) a d'abord été présentée à la France (l'autorité compétente principale) en mai 1996, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en mai 1999. Le CSP a rendu un avis favorable sur le maïs Bt-11 (EC-69) le 30 novembre 2000. Suite à l'avis du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée. En vertu de la

[779] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48.

[780] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

nouvelle directive, le demandeur a présenté la demande mise à jour le 15 janvier 2003. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, la demande était encore évaluée au titre de la Directive 2001/18.

7.692 Les **États-Unis** font valoir qu'après que le maïs Bt-11 (EC-69) a reçu un avis favorable du CSP en novembre 2000, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis notent, qu'en vertu du système d'approbation communautaire, après l'avis favorable du CSP, l'étape suivante aurait dû être la présentation de la demande pour approbation par le Comité de réglementation, mais qu'il n'y a eu aucune action au sujet de la demande pendant les deux années ayant suivi l'avis du CSP et que l'inscription suivante est plutôt une "évaluation des mises à jour par l'autorité compétente principale" en octobre 2002, qui ne comporte aucune explication et n'est étayée par aucune pièce ou pièce jointe. Selon les États-Unis, le long retard survenu après que le CSP a rendu son avis est un élément de preuve convaincant attestant l'existence d'un moratoire général.

7.693 L'**Argentine** fait valoir que le maïs Bt-11 (EC-69) a reçu un avis favorable du CSP le 30 novembre 2000, mais qu'il n'y a pas eu d'autre activité jusqu'à l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, et que la demande a dû être présentée à nouveau. La demande a donc été bloquée pendant deux ans.

7.694 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après l'avis favorable du CSP, de nouvelles discussions ont eu lieu entre l'autorité compétente principale, le demandeur et la Commission, et qu'elles se sont poursuivies pendant une grande partie de 2002. Elles notent à cet égard que le CSP a recommandé un plan de surveillance, et que la question du plan de surveillance n'a pas été réglée. Elles font observer en outre qu'en mai 2002 le demandeur a fourni des renseignements additionnels, y compris des renseignements supplémentaires sur la séquence et la caractérisation moléculaire de la lignée Bt-11, tenant compte des dispositions de la nouvelle directive, entre autres choses en ce qui concerne la surveillance, la traçabilité et l'étiquetage.

7.695 Les **États-Unis** répondent que le plan de surveillance auquel il est fait référence dans l'avis du CSP est un plan de gestion de la résistance des insectes (GRI), mais que le CSP n'a jamais recommandé d'apporter des modifications au plan GRI proposé par le demandeur. Les États-Unis notent aussi que la seule autre mention d'une surveillance concernait les changements dans les populations d'insectes non cibles en plein champ, mais que le CSP n'a pas demandé un plan de surveillance des insectes non cibles, ni n'avait relevé de lacunes dans la demande. En outre, les États-Unis font valoir que rien dans le dossier n'indique que les organes de réglementation des CE aient jamais pris contact avec le demandeur soit pour identifier un problème soit pour demander des ajouts à la demande.

7.696 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes affirment que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que, après l'avis du CSP, l'autorité compétente principale, le demandeur et la Commission ont poursuivi leurs discussions sur un plan de surveillance pendant une grande partie de 2002. Le Groupe spécial croit aussi comprendre que les Communautés européennes affirment que le demandeur a fourni des renseignements additionnels en mai 2002, juste avant que la nouvelle directive entre en vigueur.

7.697 Concernant le plan de surveillance, nous notons que le CSP, dans son avis concernant le maïs Bt-11 (EC-69), a dit qu'"il n'exist[ait] aucun élément de preuve indiquant que la mise sur le marché pour culture du maïs de lignée Bt-11 […] [était] susceptible de provoquer des effets néfastes sur la santé humaine et sur l'environnement", mais a néanmoins conclu que "[l]e CSP devait être tenu informé des résultats du programme de surveillance et des études réalisées par les États membres en

ce qui concerne en particulier le développement d'une résistance chez les insectes".[781] Dans un autre paragraphe de son avis, le CSP dit aussi que "[c]ette surveillance [telle que l'a établie le Groupe d'experts sur la surveillance de la résistance des insectes aux toxines Bt] *devrait* viser le maïs Bt et fournir un cadre adéquat pour retarder l'apparition d'une résistance du parasite cible".[782]

7.698 Par conséquent, si les Communautés européennes ont raison de dire que le CSP a recommandé une surveillance, il est important de rappeler que c'est la Commission, et non le demandeur, qui a demandé un avis au CSP. Ainsi, lorsqu'il a fait part de l'intérêt qu'il portait à la mise en œuvre d'un plan de surveillance, le CSP s'adressait, d'après ce que nous croyons comprendre, à la Commission, et non au demandeur. Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que la Commission ou l'autorité compétente principale ont jamais invité le demandeur à proposer un plan de surveillance conformément à l'avis rendu par le CSP.

7.699 Nous notons que le demandeur a fourni en mai 2002 des renseignements additionnels qui comprenaient un plan de surveillance. Or ainsi que les Communautés européennes elles-mêmes l'ont dit, il apparaît que ces renseignements ont été présentés dans le but de mettre à jour la demande en prévision de l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18.[783]

7.700 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par l'explication des Communautés européennes selon laquelle la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que le CSP a recommandé un plan de surveillance et que la proposition du demandeur restait en suspens. En tout état de cause, le fait que le CSP a dit qu'il fallait exercer une surveillance ne faisait pas obstacle, à notre avis, au lancement par la Commission de consultations interservices sur un projet de mesure. D'après les éléments de preuve dont nous disposons, toutefois, il semble que, contrairement à d'autres procédures, la Commission n'a jamais, dans cette procédure, lancé de telles consultations. Cela affaiblit encore l'affirmation des CE selon laquelle la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que la question du plan de surveillance restait en suspens.

7.701 Concernant les renseignements additionnels fournis par le demandeur en mai 2002, nous avons fait observer précédemment que ces renseignements avaient manifestement été fournis à titre volontaire en vue de mettre à jour la demande en prévision de l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18. Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que ces renseignements additionnels ont été fournis à la demande de la Commission ou de l'autorité compétente principale. Autrement dit, il n'y a pas de raison de croire que la Commission attendait ces renseignements. À notre avis, par conséquent, les renseignements de mai 2002 n'expliquent pas le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation entre novembre 2000 et mai 2002.

7.702 Nous notons que dans cette procédure, l'avis du CSP des plantes remonte à novembre 2000. La Directive 90/220 n'a été abrogée que près de deux ans plus tard. Selon notre évaluation, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices

[781] Pièce EC-69/At. 83.
[782] *Ibid*. (pas d'italique dans l'original)
[783] Les Communautés européennes ont fourni au Groupe spécial une liste des annexes présentées par le demandeur, mais pas la lettre d'accompagnement qui y était jointe. Pièce EC-69/At. 84.

sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation.[784]

7.703 Les États-Unis et l'Argentine considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant le maïs Bt-11 (EC-69) la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer que, en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.704 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant le maïs Bt-11 (EC-69) à la suite de l'avis rendu en novembre 2000 par le CSP est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs GA21 (EC-78)

7.705 La demande concernant le maïs GA21 (EC-78) (C/ES/98/01)[785] a d'abord été présentée à l'Espagne (l'autorité compétente principale) en mai 1998, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en juin/juillet 1999. Le CSP a rendu un avis favorable le 22 septembre 2000. Suite à l'avis du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée. Le demandeur a présenté à l'autorité compétente principale une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18 le 15 janvier 2003. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, la demande était encore évaluée au niveau communautaire où elle faisait l'objet de discussions au titre de la Directive 2001/18. Le 15 septembre 2003, la demande a été retirée.

7.706 Les **États-Unis** font valoir que même si la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) a été transmise par l'autorité compétente principale à la Commission avec un avis favorable et qu'elle a aussi fait l'objet d'une évaluation des risques favorable de la part du CSP, son examen a été suspendu pour une période indéterminée parce que la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation.

7.707 Le **Canada** fait valoir que le maïs GA21 (EC-78) a reçu un avis favorable de l'autorité compétente principale en mai 1998 et que le demandeur a répondu à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale. En outre, le maïs GA21 (EC-78) a reçu un avis favorable du CSP en septembre 2000, les consultations avec les États membres pertinents ont été achevées, et la portée de la demande a été réduite pour en exclure la culture. Malgré ces faits, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation.

[784] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603 le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

[785] Une demande d'approbation séparée du maïs GA21 a été présentée au Royaume-Uni (*voir* EC-85).

7.708 L'**Argentine** fait valoir qu'une fois que le CSP a rendu son avis favorable le 22 septembre 2000 la procédure concernant cette demande a été suspendue. Lorsque la Directive 90/220 a été remplacée par la Directive 2001/18, la demande a dû être présentée à nouveau. Toutefois, le processus d'approbation n'a fait aucun progrès depuis ce moment.

7.709 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après avoir été évaluée au niveau national et au niveau communautaire, la demande a été retirée par le demandeur le 15 septembre 2003. Elles font en outre observer que, dans sa lettre de retrait, le demandeur a donné trois raisons pour expliquer le retrait: *premièrement*, le fait que la procédure d'approbation d'un autre maïs Roundup Ready en était à un stade plus avancé que la demande concernant le maïs GA21 (EC-78); *deuxièmement*, l'introduction des nouveaux règlements concernant la commercialisation des produits GM dans les Communautés européennes; et *troisièmement*, la modification des priorités commerciales de la société.

7.710 Les **États-Unis** répondent que, une fois que le CSP a rendu un avis favorable le 22 septembre 2000, toute activité a subitement cessé au niveau de la Commission et qu'il n'y a eu aucune action ou communication de la Commission au sujet de cette demande pendant les trois années qui ont suivi, jusqu'au moment où le demandeur a finalement retiré la demande le 15 septembre 2003. Les États-Unis ajoutent que la seule activité qui a eu lieu après l'avis favorable du CSP était les efforts déployés par le demandeur pour relancer le processus, y compris l'offre volontaire que le demandeur a faite en septembre 2001 de mettre à jour la demande (sous forme d'engagements) en fonction des prescriptions de la Directive 2001/18 qui était sur le point d'entrer en vigueur. En outre, les États-Unis font valoir que, bien que le demandeur ait fourni à l'autorité compétente principale le 15 janvier 2003 tous les renseignements supplémentaires nécessaires conformément à la Directive 2001/18, aucune action n'a été menée au cours des huit mois suivants, ni par l'autorité compétente principale ni par la Commission, pour faire progresser le produit jusqu'au stade de l'examen par le Comité de réglementation.

7.711 Les États-Unis font valoir que la demande a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans le processus d'approbation, malgré l'évaluation favorable du CSP. Ils soutiennent que, même si une société peut ne pas avoir mentionné des retards injustifiés dans sa lettre de retrait, au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, selon les États-Unis, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultent du moratoire.

7.712 Le **Canada** fait valoir qu'étant donné la rapidité des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, des retards prolongés dans le processus d'approbation peuvent rendre obsolètes les produits soumis pour approbation en 1998. De même, étant donné le temps et les ressources financières considérables qui doivent être consacrés à l'appui d'une demande, il peut ne pas être justifié d'un point de vue commercial de donner suite à la demande eu égard à l'incertitude juridique créée par le moratoire. Le Canada fait valoir que le nombre même de retraits (13 au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et six au titre du Règlement n° 258/97) est une preuve de l'incidence du moratoire. En outre, le Canada soutient que, dans ces circonstances, il est compréhensible que les sociétés qui ont retiré des demandes n'aient pas mentionné des retards injustifiés dans le traitement des demandes comme raisons du retrait. Étant donné que les sociétés ont intérêt à maintenir de bons rapports de travail avec les autorités réglementaires responsables de l'approbation de leurs produits, il est raisonnable de s'attendre que les sociétés agissent avec circonspection.

7.713 L'**Argentine** fait aussi valoir que, bien que les demandes aient reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, leur procédure d'approbation a été bloquée, et certaines demandes ont dû être retirées. L'Argentine soutient que ces retraits étaient le résultat du moratoire. Elle estime également qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.714 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes font valoir que, après l'avis du CSP, la demande était en cours d'évaluation conformément aux procédures. Nous rappelons que, conformément aux procédures énoncées dans la Directive 90/220, après que le CSP a rendu son avis, il incombait à la Commission de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation pour un vote. La Commission ne l'a toutefois pas fait. En fait, il semble que, contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres procédures[786], la Commission n'a jamais, dans cette procédure, lancé des consultations interservices sur un projet de mesure.

7.715 Nous notons que l'avis favorable du CSP indiquait ce qui suit: "[l]e demandeur devrait toutefois établir un plan de surveillance pour identifier les événements imprévus et inhabituels et analyser l'expérience des agriculteurs, afin d'élaborer et de mettre en œuvre tous changements nécessaires dans les pratiques de gestion des cultures en fonction des résultats de la surveillance".[787] Toutefois, comme dans le cas des procédures d'approbation que nous avons examinées précédemment, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission ou l'autorité compétente principale a jamais demandé au demandeur de proposer un plan de surveillance conformément à l'avis du CSP. En janvier 2003, le demandeur a présenté une demande mise à jour, y compris un plan de surveillance. Mais ces renseignements ont été fournis par le demandeur de sa propre initiative, en prévision de l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18, et non parce qu'il avait été demandé au demandeur de répondre à l'avis du CSP.[788] Par conséquent, il n'y a pas de raison de penser que la Commission attendait que le demandeur présente un plan de surveillance ou, en fait, fournisse l'un quelconque des autres renseignements additionnels qu'il avait fournis en janvier 2003.

7.716 Nous notons que, quatre mois après que le CSP a rendu son avis, en janvier 2001, le demandeur a envoyé une lettre à l'autorité compétente principale dans laquelle il demandait que la portée de sa demande soit limitée à l'importation uniquement et n'inclue plus la culture.[789] En mars 2001, l'autorité compétente principale a fait savoir à la Commission qu'elle n'avait pas d'objection à la requête du demandeur.[790] Rien n'indique que la Commission se soit opposée à la requête du demandeur. Bien que la portée de la demande ait été pertinente pour le projet de mesure devant être soumis par la Commission au Comité de réglementation, le changement demandé concernant la portée ne faisait pas obstacle au lancement, ou à la poursuite, par la Commission de consultations interservices sur un projet de mesure.

7.717 Nous ne considérons pas non plus comme un obstacle possible le fait que la Directive 90/220 a été abrogée en octobre 2002. En effet, l'avis du CSP dans cette procédure remonte à septembre 2000. D'après notre évaluation, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au

[786] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48.
[787] Pièce EC-78+85/At. 90.
[788] Pièce EC-78+85/At. 94.
[789] Pièce EC-78+85/At. 91.
[790] Pièce EC-78+85/At. 92.

Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation.[791]

7.718 Pour les raisons exposées ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) était évaluée conformément aux procédures jusqu'à son retrait par le demandeur. Le fait que dans sa lettre de retrait de septembre 2003 le demandeur ne disait pas spécifiquement que la demande n'était pas traitée conformément aux procédures énoncées dans la Directive 90/220, et que la lettre ne mentionnait pas spécifiquement un moratoire général comme une raison du retrait de la demande ne confirme pas l'affirmation des CE. Comme nous l'avons noté dans le contexte de notre analyse d'autres procédures d'approbation, les parties plaignantes ont identifié des explications plausibles au fait qu'un demandeur pourrait ne pas mentionner un moratoire dans sa lettre de retrait si un moratoire était en vigueur.

7.719 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons aussi que les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant le maïs GA21 (EC-78) la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer que, en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.720 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant le maïs GA21 (EC-78) à la suite de l'avis rendu en septembre 2000 par le CSP est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs GA21 (EC-85)

7.721 La demande concernant le maïs GA21 (EC-85) a d'abord été présentée au Royaume-Uni[792] (l'autorité compétente principale) vers la fin de 1997.[793] L'autorité compétente principale a transmis la demande à la Commission le 15 octobre 1999. La Commission a distribué la demande à tous les États membres en décembre 1999. Après avoir reçu les observations et les objections des États membres, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation et, dans une lettre datée du 29 mars 2001, le demandeur a retiré sa demande.[794]

7.722 Les **États-Unis** font valoir que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation après l'achèvement de la consultation des États membres en février 2000.

---

[791] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que le CSP a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

[792] *Voir aussi* la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (Espagne) (EC-78) ci-dessus.

[793] D'après les renseignements dont dispose le Groupe spécial, on ne sait pas très bien à quelle date exactement la demande a été présentée au Royaume-Uni.

[794] Pièce EC-78/At. 93.

7.723 Le **Canada** fait valoir que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation après l'achèvement des consultations avec les États membres pertinents en février 2000.

7.724 L'**Argentine** fait valoir qu'il a fallu trois ans et cinq mois pour achever la procédure sans que soit adoptée une décision définitive concernant sa demande. Selon l'Argentine, la demande a été présentée à l'autorité compétente principale le 6 novembre 1997 au titre de la Directive 90/220 et elle n'avait toujours pas atteint le stade du Comité de réglementation lorsque la Directive 2001/18 est entrée en vigueur. La demande a été retirée le 29 mars 2001.

7.725 Les **Communautés européennes** font valoir que, après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, celui-ci a retiré sa demande dans une lettre datée du 29 mars 2001. Le demandeur a fait référence aux "contraintes commerciales imprévues" et à la demande parallèle concernant le maïs GA21 présentée à l'Espagne pour justifier le retrait de sa demande.

7.726 Les **États-Unis** soutiennent que, même si une société peut ne pas avoir mentionné des retards injustifiés dans sa lettre de retrait, au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, selon les États-Unis, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultent du moratoire.

7.727 Le **Canada** fait valoir qu'étant donné la rapidité des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, des retards prolongés dans le processus d'approbation peuvent rendre obsolètes les produits soumis pour approbation. De même, étant donné le temps et les ressources financières considérables qui doivent être consacrés à l'appui d'une demande, il peut ne pas être justifié d'un point de vue commercial de donner suite à la demande eu égard à l'incertitude juridique créée par le moratoire.

7.728 Le Canada fait en outre valoir que le nombre même de retraits (13 au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et six au titre du Règlement n° 258/97) est une preuve de l'incidence du moratoire. Par ailleurs, le Canada soutient que, dans ces circonstances, il est compréhensible que les sociétés qui ont retiré des demandes n'aient pas mentionné des retards injustifiés dans le traitement des demandes comme raisons du retrait. Étant donné que les sociétés ont intérêt à maintenir de bons rapports de travail avec les autorités réglementaires responsables de l'approbation de leurs produits, il est raisonnable de s'attendre que les sociétés agissent avec circonspection.

7.729 L'**Argentine** fait aussi valoir que, bien que les demandes aient reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, leur procédure d'approbation a été bloquée, et certaines ont dû être retirées. L'Argentine soutient que ces retraits étaient le résultat du moratoire. Elle estime également qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.730 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes font valoir que c'est parce que le demandeur n'a pas suffisamment répondu aux observations et objections formulées par les États membres que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation.

7.731 La chronologie que nous ont fournie les Communautés européennes indique que certains États membres ont présenté des observations, des questions et des objections au sujet de cette demande après qu'elle a été distribuée accompagnée de l'évaluation favorable de l'autorité compétente principale. Le 17 février 2000, le demandeur a fourni rapidement des réponses aux demandes de renseignements additionnels et de clarifications émanant de plusieurs États membres.[795] Le 18 février 2002, d'autres États membres ont élevé des objections. Il n'apparaît pas que ces objections comprennent de nouvelles demandes de renseignements ou de clarifications.[796] En tout état de cause, il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que ces objections ont été transmises au demandeur et que le demandeur a indiqué qu'il y répondrait. Cela contraste avec la procédure d'approbation de la demande concernant le maïs GA21 qui a été présentée à l'Espagne (EC-78), dans le cadre de laquelle la Commission a transmis au demandeur la teneur des objections des États membres et le demandeur y a répondu avant que la Commission ne sollicite l'avis du CSP.[797]

7.732 Nous notons que dans les cas où les États membres ont émis des objections à l'approbation d'une demande, la Commission a généralement sollicité l'avis du CSP avant de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation, même si elle n'avait pas l'obligation juridique de le faire en vertu de la Directive 90/220.[798] Toutefois, la Commission n'a pas soumis cette demande au CSP pour examen. En revanche, en février 2000, la demande parallèle présentée à l'Espagne (EC-78) était déjà examinée par le CSP, car elle lui avait été envoyée le 29 octobre 1999.[799] Le CSP a rendu un avis favorable sur le maïs GA21 (EC-78) le 22 septembre 2000.[800] Même à supposer, pour les besoins de l'argumentation, que la Commission ne jugeait pas nécessaire de demander au CSP un avis additionnel et séparé sur le maïs GA21 (EC-85) et qu'elle attendait l'avis du CSP sur le maïs GA21 (EC-78), il n'en reste pas moins que la Commission n'a apparemment pas lancé des consultations interservices sur un projet de mesure concernant le maïs GA21 (EC-85) même après que le CSP a rendu son avis sur le maïs GA21 (EC-78).

7.733 Le 29 mars 2001, le demandeur a retiré sa demande. Comme les dernières objections des États membres avaient déjà été déposées à la mi-février 2000 et, à supposer que cela soit pertinent, comme le CSP avait rendu son avis sur le maïs GA21 (EC-78) en septembre 2000, il nous apparaît clairement que le retrait de la demande en mars 2001 n'explique pas le fait que la Commission n'a pas lancé des consultations interservices et/ou n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation.[801]

7.734 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons aussi que les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant le maïs GA21 (EC-85) la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer que, en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable

[795] Pièce EC-78+85/At. 41.
[796] Pièce EC-78+85/Ats. 42 à 44.
[797] Pièce EC-78+85/Ats. 77 et 79.
[798] Réponse des CE à la question n° 133 du Groupe spécial.
[799] Pièce EC-78/At. 82.
[800] Pièce EC-78/At. 90.
[801] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603 le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que le CSP a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.735 À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les parties plaignantes l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85).

7.736 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant le maïs GA21 (EC-85) après que les États membres ont fait part de leurs vues sur le dossier en février 2000 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs T25 x MON810 (EC-86)

7.737 La demande concernant le maïs T25 x MON810 a d'abord été présentée aux Pays-Bas (l'autorité compétente principale) en juin 1998, et a été transmise à la Commission pour distribution à tous les États membres en mai 1999. Suite à l'avis favorable concernant le maïs T25 x MON810 rendu par le CSP le 6 juin 2000, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En décembre 2002, la demande a été retirée.

7.738 Les **États-Unis** font valoir que, malgré les évaluations des risques favorables du CSP, la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation ainsi que le prescrivait le droit communautaire, ce qui a entraîné le retrait de la demande le 12 décembre 2002.

7.739 Les **Communautés européennes** font valoir que, après l'évaluation du CSP, le demandeur a retiré sa demande dans une lettre datée du 12 décembre 2002, qui mentionnait "des motifs purement commerciaux" comme justification du retrait.

7.740 Les **États-Unis** font valoir que la demande a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans le processus d'approbation, malgré l'évaluation favorable du CSP. Ils soutiennent que même si une société peut ne pas avoir mentionné des retards injustifiés dans sa lettre de retrait, au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, selon les États-Unis, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultent du moratoire.

7.741 Le **Groupe spécial** croit comprendre que les Communautés européennes affirment que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que, après l'avis rendu par le CSP, la demande a été évaluée conformément aux procédures et a ensuite été retirée par le demandeur.

7.742 Nous rappelons que, suivant les procédures énoncées dans la Directive 90/220, après l'avis rendu par le CSP il incombait à la Commission de soumettre un projet de mesure au vote du Comité de réglementation. La Commission ne l'a toutefois pas fait. En fait, il semble que, contrairement à

d'autres procédures[802], la Commission n'a jamais, dans cette procédure, lancé des consultations interservices sur un projet de mesure.

7.743 Nous notons en outre que, à la différence d'autres avis du CSP, dans le cas du maïs T25 x MON810 l'avis du CSP ne contenait aucune recommandation relative à la surveillance.[803] Par ailleurs, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission avait demandé, et attendait, d'autres renseignements du demandeur. En conséquence, nous ne sommes pas convaincus par l'explication des Communautés européennes selon laquelle la demande était évaluée conformément aux procédures jusqu'à son retrait par le demandeur en décembre 2002.

7.744 Dans cette procédure, l'avis du CSP remonte à juin 2000. La Directive 90/220 n'a été abrogée que près de deux ans plus tard. Selon notre évaluation, la Commission avait donc suffisamment de temps pour lancer et achever des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour adopter son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation.[804]

7.745 Les États-Unis considèrent que le fait que la Commission n'a pas agi tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire d'une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons aussi que les parties plaignantes soutiennent que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Le fait que dans la procédure concernant le maïs T25 x MON810 la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est compatible avec cette affirmation. La Commission aurait pu considérer que, en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure.

7.746 À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs T25 x MON810.

7.747 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant le maïs T25 x MON810 après que le CSP a rendu son avis en juin 2000 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

---

[802] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48.

[803] Pièce EC-86/At. 66.

[804] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que le CSP a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

Chicorée rouge transgénique (EC-77)

7.748 La demande concernant la chicorée rouge transgénique a été notifiée à deux reprises au titre de la Directive 90/220. La première demande (C/NL/94/25) a été présentée aux Pays-Bas (l'autorité compétente principale) en décembre 1994. Cette demande a été approuvée au niveau communautaire en mai 1996. Conformément à un accord entre l'autorité compétente principale et la Commission, cette approbation ne visait que les activités de sélection, et non les utilisations en tant que produit alimentaire ou aliment pour animaux. En mars 2003, le demandeur a sollicité le retrait de l'approbation de la commercialisation pour les activités de sélection et il a obtenu le retrait souhaité le 24 avril 2003.[805]

7.749 Suite à l'approbation des activités de sélection en 1996, le demandeur a présenté aux Pays-Bas et à la Commission en septembre 1996 une demande (C/NL/94/25/A) au titre de la Directive 90/220 pour demander que l'approbation soit étendue à l'utilisation de ce produit à des fins de consommation humaine et animale. À l'époque de la deuxième demande, le Règlement n° 258/97 n'avait pas été adopté, mais par la suite, en avril 1998, le demandeur a engagé le processus de demande concernant ce produit au titre du Règlement n° 258/97 également, en présentant une demande aux Pays-Bas. Le 18 décembre 1998, le CSP a rendu au titre de la Directive un avis favorable concernant la chicorée rouge transgénique pour utilisation en tant que produit alimentaire et aliment pour animaux, alors que le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH) n'avait pas achevé son évaluation.

7.750 Les **Communautés européennes** font valoir que la demande concernant ce produit a été présentée aux Pays-Bas en 1996 et qu'après avoir été évaluée aux niveaux national et communautaire, elle a été retirée par le demandeur en avril 2003. Le demandeur a donné deux raisons pour expliquer le retrait de sa demande: *premièrement*, l'absence de marché pour ces produits; et *deuxièmement*, le fait qu'il préférait ne plus être associé aux OGM.

7.751 Les **États-Unis** font valoir que dans de nombreux cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons avancées pour expliquer le retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. De plus, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.752 Le **Canada** fait observer qu'étant donné la rapidité des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, des retards prolongés dans le processus d'approbation peuvent rendre obsolètes les produits soumis pour approbation en 1998. De même, étant donné le temps et les ressources financières considérables qui doivent être consacrés à l'appui d'une demande, il peut ne pas être justifié d'un point de vue commercial de donner suite à la demande eu égard à l'incertitude juridique créée par le moratoire. Le Canada fait valoir que le nombre même de retraits (13 au titre des Directives 90/220 et 2001/18 et six au titre du Règlement n° 258/97) est une preuve de l'incidence du moratoire. Le Canada soutient que, dans ces circonstances, il est compréhensible que les sociétés qui ont retiré des notifications n'aient pas mentionné des retards injustifiés dans le traitement des demandes comme raisons du retrait. Étant donné que les sociétés ont intérêt à maintenir de bons rapports de travail avec les autorités réglementaires responsables de l'approbation de leurs produits, il est raisonnable de s'attendre que les sociétés agissent avec circonspection.

[805] Pièce EC-77/Ats. 43 et 44.

7.753 L'**Argentine** fait aussi valoir que, bien que les demandes aient reçu des avis scientifiques favorables préconisant leur approbation, leur procédure d'approbation a été bloquée, et certaines demandes ont dû être retirées. L'Argentine estime également qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.754 Le **Groupe spécial** commence son analyse en notant l'existence de deux facteurs qui compliquent l'examen de la procédure d'approbation de la chicorée rouge transgénique au titre de la Directive 90/220. *Premièrement*, les aspects relatifs à la sécurité sanitaire de la chicorée rouge transgénique ont été évalués au titre à la fois de la Directive 90/220 (EC-77) et du Règlement n° 258/97 (EC-97). Aux dernières étapes du traitement des demandes, un certain nombre de documents ont été déposés dans le cadre des deux procédures d'approbation, ce qui montre qu'à un certain moment les demandes ont commencé à être traitées ensemble. Bon nombre des documents concernant les deux demandes sont identiques.[806] Ainsi, pour évaluer la procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220, il faut examiner la documentation soumise avec les chronologies pour les pièces EC-77 et EC-97.

7.755 *Deuxièmement*, le même demandeur a présenté des demandes concernant la chicorée transgénique à cœur vert au titre de la Directive 90/220 (EC-110) et du Règlement n° 258/97 (EC-98) parallèlement aux demandes concernant la chicorée rouge transgénique. Dans le cas de la chicorée rouge transgénique, le dossier chevauche dans une large mesure celui de la chicorée transgénique à cœur vert. Dans certains cas, la documentation soumise par les Communautés européennes pour un produit particulier donne en fait des renseignements sur deux produits. Par exemple, le 23 avril 1998, la Commission provisoire de sécurité alimentaire des Pays-Bas a présenté à la Commission européenne une évaluation favorable[807] de la chicorée transgénique à cœur vert et de la chicorée rouge au titre de la Directive 90/220. Or cette évaluation n'a pas été incluse dans la chronologie concernant la chicorée rouge transgénique.

7.756 Nous examinons maintenant la procédure concernant l'approbation de la chicorée rouge transgénique au titre de la Directive 90/220, et notons que le CSP a évalué les aspects de cette demande relatifs à la sécurité sanitaire des aliments pour animaux et des produits alimentaires au titre de la Directive.[808] Le CSP a rendu un avis en décembre 1998, et indiqué que "compte tenu des connaissances disponibles, il n'exist[ait] pas d'éléments de preuve indiquant que la mise sur le marché de [la chicorée rouge transgénique] [aurait] des effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement".[809]

7.757 Nous rappelons que, conformément aux procédures énoncées dans la Directive 90/220, après l'avis rendu par le CSP, il incombait à la Commission de soumettre un projet de mesure au vote du Comité de réglementation. Le Groupe spécial note qu'en mars 1999, après l'avis favorable rendu par le CSP, la Commission a distribué une proposition interne concernant un projet de mesure à soumettre

---

[806] Les documents suivants sont identiques: pièces EC-77/At. 93 et EC-97/At. 25 (le 14 novembre 2000); pièces EC-77/At. 94 et EC-97/At. 29 (le 11 juin 2001); pièces EC-77/At. 95 et EC-97/At. 30 (le 18 juin 2001); pièces EC-77/At. 97 et EC-97/At. 31 (le 24 juillet 2001). En outre, on peut trouver le document déposé en tant que pièce EC-97/At. 23 (le 10 juillet 2000) dans les documents déposés en tant que pièce EC-77/At. 93, et le document déposé en tant que pièce EC-77/At. 96 (le 12 juillet 2001) dans les documents déposés en tant que pièce EC-97/At. 31. Par ailleurs, il apparaît que l'inscription "Examen du CSAH" (24 avril 2001) dans la pièce EC-77 est la même que l'inscription "Demande additionnelle du CSAH adressée au demandeur", déposée en tant que pièce EC-97/At. 28.

[807] Pièce EC-110/At. 6.

[808] Pièce EC-77/At. 86.

[809] *Ibid.*, page 5.

au Comité de réglementation au sujet duquel des consultations interservices ont par la suite été lancées.[810] Ces consultations se sont terminées le 26 mai 1999.[811] Le résultat des consultations montre que l'un des services concernés de la Commission s'est dit d'avis qu'il fallait consulter le CSAH avant de convoquer le Comité de réglementation pour un vote sur le projet de mesure.[812] S'il ressort clairement du dossier que le Comité de réglementation n'a pas été convoqué après que la Commission a achevé ses consultations interservices, le dossier n'indique pas que la Commission a demandé un avis du CSAH.

7.758 Toutefois, la documentation contenue dans la pièce EC-97 concernant la procédure au titre du Règlement n° 258/97 indique que, dans l'intervalle, la Commission avait demandé une évaluation au CSAH le 29 avril 1999, ainsi que le prescrit l'article 11 dudit règlement.[813] La pièce EC-97 semble indiquer qu'en septembre 2001 le demandeur a invité le CSAH à suspendre son évaluation de la chicorée rouge transgénique au titre du Règlement n° 258/97.[814] Par la suite, en mai 2003, le demandeur a prié le CSAH de retirer le dossier complètement.[815] Il est donc clair que le CSAH n'a pas achevé son évaluation avant septembre 2001, et il apparaît qu'il n'examinait plus la demande en question après cette date.

7.759 Il ne fait aucun doute que la Commission avait suffisamment de temps, après l'achèvement de ses consultations interservices en mai 1999, pour soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation et pour adopter son projet de mesure en cas de vote favorable du Comité de réglementation pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Sur la base des éléments précédents, il est possible que la Commission ait décidé de ne pas convoquer le Comité de réglementation pour un vote sur son projet de mesure au titre de la Directive 90/220 jusqu'à ce que le CSAH ait achevé son examen de la chicorée rouge transgénique au titre du Règlement n° 258/97.

7.760 S'agissant de l'examen de la chicorée rouge transgénique par le CSAH, nous notons que, dans une communication adressée au CSAH le 14 novembre 2000, le demandeur faisait part de la frustration que lui causait la progression de l'évaluation du produit, et en particulier la demande de renseignements additionnels concernant l'équivalence substantielle que lui avait envoyée le CSAH en juillet 2000.[816] Le demandeur indiquait que beaucoup de renseignements avaient été fournis pour permettre la détermination de l'équivalence substantielle entre la chicorée transgénique et la chicorée classique, et se disait d'avis qu'"il [était] absurde de poursuivre les expériences année après année sans avoir une idée qu'il n'y avait pas d'équivalence substantielle". Il disait aussi craindre que, puisque le CSAH n'avait pas indiqué s'il accepterait les nouvelles expériences telles qu'il les avait proposées, "cela pourrait donner au CSAH un autre motif pour demander à la société de mener de nouvelles expériences une fois que seraient terminées les expériences proposées". L'ensemble du processus s'étendrait donc sur au moins trois autres années, et le demandeur a indiqué que le temps nécessaire pour effectuer les essais additionnels en plein champ demandés aurait des conséquences financières négatives. Le demandeur a souligné que "la procédure, le temps, l'énergie et les coûts [étaient] disproportionnés par rapport aux programmes de sélection classique, ce qui pourrait nous amener à conclure que le développement et la commercialisation de cultures légumières transgéniques n'avaient pas d'avenir dans l'Union européenne". Le demandeur a fourni des renseignements additionnels provenant de diverses années d'introduction en plein champ pour étayer ses allégations concernant

[810] Pièce EC-77/Ats. 87 et 89.
[811] Pièce EC-77/At. 90.
[812] *Ibid*.
[813] Pièce EC-97/At. 19.
[814] La pièce EC-97 ne contient aucun document justificatif.
[815] Pièce EC-97/At. 32.
[816] Pièce EC-77/At. 93.

l'équivalence substantielle, et il a demandé au CSAH d'en tirer ses conclusions et de prendre des décisions sur la base des renseignements disponibles à l'époque.

7.761 Cinq mois après la communication du demandeur, en avril 2001, le CSAH a fait savoir au demandeur qu'il accepterait les données fournies concernant les essais en plein champ, et il a demandé des renseignements additionnels concernant la composition nutritionnelle.[817] L'un des experts conseillant le Groupe spécial, Mme Nutti, a estimé que les renseignements demandés par le CSAH concernant la composition nutritionnelle étaient "importants pour l'évaluation nutritionnelle du produit".[818] Le Groupe spécial se range à l'avis de Mme Nutti. Mais il n'est pas convaincu que la demande de renseignements du CSAH n'aurait pas pu être faite à un stade moins avancé de l'examen du Comité. Répondant à la nouvelle demande de renseignements du CSAH, le demandeur a indiqué qu'il n'avait pas encore décidé s'il réaliserait d'autres expériences.[819] Il s'est dit préoccupé par le fait que la question relative aux gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques devait être résolue avant que de nouvelles expériences puissent débuter, et il a demandé des clarifications au sujet du point de savoir si des produits contenant des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques seraient autorisés à entrer sur le marché des CE après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. En juillet 2001, la Commission a indiqué que les dispositions de la Directive 2001/18 ne comprenaient pas une interdiction juridique générale des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques en tant que telle, mais établissaient un rapport entre leur élimination progressive et certains critères.[820] La Commission a également indiqué que l'examen des demandes concernant la chicorée rouge était suspendu jusqu'à ce que les renseignements demandés par le CSAH aient été reçus.[821] Le demandeur n'a pas donné d'autre réponse après les clarifications fournies par la Commission en juillet 2001. Tel que mentionné précédemment, en septembre 2001 le demandeur a prié le CSAH de suspendre son examen de la chicorée rouge.

7.762 Nous rappelons que les parties plaignantes affirment que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales entre octobre 1998 et août 2003. Nous rappelons aussi que les parties plaignantes affirment que la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué et qu'elle a décidé de ne pas empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. Il est pertinent de noter à cet égard que le fait que la Commission n'a pas transmis son projet de mesure concernant la chicorée rouge transgénique au Comité de réglementation a coïncidé avec la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Dans cette situation, la Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable concernant la chicorée rouge transgénique n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. Par conséquent, le fait que dans la procédure concernant la chicorée rouge transgénique la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation est en principe compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général sur les approbations était appliqué.

7.763 Nous avons dit que la Commission pourrait avoir décidé de ne pas convoquer le Comité de réglementation pour un vote sur son projet de mesure au titre de la Directive 90/220 jusqu'à ce que le CSAH ait achevé son examen de la chicorée rouge transgénique au titre du Règlement n° 258/97. Si tel avait été le cas, cela ne confirmerait ni n'infirmerait l'affirmation des parties plaignantes selon

[817] Pièce EC-97/At. 28.
[818] Annexe H, paragraphe 762.
[819] Pièce EC-77/At. 94. *Voir aussi* la pièce EC-97/At. 29.
[820] Pièce EC-77/At. 97. *Voir aussi* la pièce EC-97/At. 31.
[821] *Ibid.*

laquelle la Commission a joué un rôle important dans l'application d'un moratoire général sur les approbations. À notre avis, cela ne confirmerait pas l'affirmation des parties plaignantes parce que la Commission aurait aussi pu attendre l'avis du CSAH si aucun moratoire général n'était en vigueur à l'époque. Nous notons à cet égard la circonstance spéciale et exceptionnelle selon laquelle la sécurité sanitaire de la chicorée rouge transgénique était en même temps évaluée au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97. Dans le même temps, nous considérons que la possibilité que la Commission ait attendu l'avis du CSAH n'infirmerait pas l'affirmation des parties plaignantes parce que, même si le CSAH avait achevé son examen, la Commission n'aurait peut-être toujours pas transmis son projet de mesure au Comité de réglementation.[822] C'est ce que l'on peut déduire des procédures d'approbation mentionnées ci-dessus, dans le cadre desquelles la Commission n'a pas soumis de projets de mesure au Comité de réglementation.

7.764 Nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la demande concernant la chicorée rouge transgénique a été retirée en mars 2003 sans qu'il soit fait mention d'un moratoire. D'après les renseignements communiqués au Groupe spécial, le demandeur a prié l'autorité compétente principale, en mars 2003, de retirer son consentement à la mise sur le marché de la chicorée rouge transgénique. On ne voit pas bien pourquoi le demandeur aurait fait mention d'un moratoire sur les approbations alors qu'il avait déjà obtenu une approbation. Par ailleurs, nous n'avons eu connaissance d'aucun élément de preuve indiquant un retrait de la demande présentée au titre de la Directive 90/220 à des fins d'utilisation pour l'alimentation animale et humaine. En tout état de cause, même si la demande présentée au titre de la Directive 90/220 à des fins d'utilisation pour l'alimentation animale et humaine avait été retirée et que le demandeur n'avait pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait, nous pensons que cela ne serait pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les parties plaignantes l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant la chicorée rouge transgénique.

7.765 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis au Comité de réglementation un projet de mesure concernant la chicorée rouge transgénique après l'achèvement de ses consultations interservices en mai 1999 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Retards au niveau des États membres

7.766 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations, les parties plaignantes ont mentionné un certain nombre de procédures d'approbation dans le cadre desquelles, disent-elles, l'État membre auquel la demande a été présentée – l'autorité compétente principale – soit n'a pas achevé son évaluation de la demande pertinente soit l'a achevée avec un retard considérable. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-dessous, et rappelons que l'article 12 2) de la Directive 90/220 dispose qu'"[a]u plus tard 90 jours après réception de la [demande], l'autorité compétente: a) soit transmet le dossier à la Commission avec avis favorable, b) soit informe le [demandeur] que la dissémination envisagée ne remplit pas les

[822] Nous notons à cet égard qu'après que le demandeur a demandé en septembre 2001 au CSAH de suspendre son examen de la chicorée rouge transgénique au titre du Règlement n° 258/97, la Commission n'a pas transmis son projet de mesure au Comité de réglementation dans le cadre de la procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220. La pièce EC-77 ne semble pas indiquer qu'une demande similaire a été faite dans le contexte de la procédure au titre de la Directive 90/220.

conditions énoncées dans la présente directive et qu'en conséquence elle est rejetée". L'article 12 5) de la Directive 90/220 dispose en outre que "[p]our le calcul du délai de 90 jours visé au paragraphe 2, les périodes durant lesquelles l'autorité compétente attend des informations complémentaires demandées au notifiant ne sont pas prises en compte".

7.767 Comme certaines des évaluations de l'autorité compétente principale pertinente ont été effectuées après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, nous rappelons en outre que la partie pertinente de l'article 14 2) de la Directive 2001/18 dispose également que "[d]ans les 90 jours suivant la réception de la [demande], l'autorité compétente […] établit un rapport d'évaluation et le transmet au [demandeur]". L'article 14 2) dispose en outre que lorsque le rapport d'évaluation indique que le produit en question peut être mis sur le marché, l'autorité compétente "fait parvenir à la Commission, qui le transmet dans les 30 jours qui suivent sa réception aux autorités compétentes des autres États membres, son rapport". La partie pertinente de l'article 12 4) dispose que "[p]our calculer le délai de 90 jours visé au paragraphe 2, on ne tient pas compte des périodes durant lesquelles l'autorité compétente attend les informations complémentaires éventuellement demandées au [demandeur]".

Coton Bt-531 (EC-65)

7.768 Dans la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531, le demandeur a présenté une demande mise à jour à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) le 16 janvier 2003, conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18. Lorsque le Groupe spécial a été établi, le 29 août 2003, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis la demande à la Commission.

7.769 L'**Argentine** fait valoir que, bien que le demandeur ait présenté en janvier 2003 une demande mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, la demande n'a pas progressé. L'Argentine estime que, en conséquence, à la date de sa première communication écrite – avril 2004 – la demande concernant le coton Bt-531 avait été inactive pendant une période additionnelle d'un an et trois mois.

7.770 Les **Communautés européennes** estiment que la demande comprenait un plan de surveillance incomplet. Selon les Communautés européennes, l'autorité compétente principale attendait des renseignements additionnels sur le plan de surveillance postérieure à la commercialisation qu'elle avait demandés dans des lettres d'août et d'octobre 2003. Les Communautés européennes font valoir qu'elles ne peuvent pas être tenues pour responsables du manque de diligence ou des manquements d'un demandeur individuel.

7.771 Les **États-Unis** répondent que l'argument des Communautés européennes selon lequel le demandeur n'a pas fourni un plan de surveillance satisfaisant au titre de la Directive 2001/18 est manifestement erroné. Le demandeur a présenté un plan de gestion de la résistance des insectes (GRI) dans le cadre de son programme directeur de gestion du produit, qui avait été jugé "satisfaisant" par le propre CSP des CE en 1998. Selon les États-Unis, le fait que la demande est examinée au "niveau des fonctionnaires" au titre de la Directive 2001/18 – dans le cas présent à un rythme extrêmement lent et pour des motifs sujets à caution – est entièrement compatible avec l'existence d'un moratoire adopté au niveau politique.

7.772 Le **Groupe spécial** note que la demande mise à jour a été présentée à l'autorité compétente principale en janvier 2003 et que, plus de sept mois après, en août 2003, c'est-à-dire lorsque le présent Groupe spécial a été établi, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation initiale.

7.773 Nous rappelons que, conformément à l'article 14 2) de la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale aurait dû établir un rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours. Le délai de 90 jours ne tient pas compte des périodes durant lesquelles l'autorité compétente principale attend des renseignements additionnels qu'elle a prié le demandeur de lui fournir. En l'espèce, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels concernant le plan de surveillance au début d'août 2003.[823] Avant de transmettre cette demande, l'autorité compétente principale a consacré six mois et demi à l'évaluation de la demande sans terminer son rapport d'évaluation. À la fin d'août 2003, le demandeur n'avait pas fourni les renseignements demandés.

7.774 Les Communautés européennes ne donnent aucune explication des raisons pour lesquelles l'autorité compétente principale a dépassé le délai de 90 jours, si ce n'est qu'elles affirment que le plan de surveillance présenté par le demandeur était incomplet. En outre, les Communautés européennes ne donnent pas à entendre que l'insuffisance alléguée du plan a en quelque sorte empêché l'autorité compétente principale d'évaluer d'autres aspects de la demande. Par conséquent, l'insuffisance alléguée du plan de surveillance n'explique en tout état de cause pas pourquoi l'évaluation de ces autres aspects a amené l'autorité compétente principale à dépasser le délai de 90 jours.

7.775 À titre additionnel, il convient de ne pas oublier qu'en l'espèce l'autorité compétente principale n'examinait pas pour la première fois la demande concernant le coton Bt-531. En novembre 1997, l'autorité compétente principale avait transmis la demande à la Commission accompagnée d'une évaluation favorable.[824] Par ailleurs, en juillet 1998, le CSP avait présenté sa propre évaluation de la demande.[825] S'il est vrai qu'en 2003 l'autorité compétente principale avait dû effectuer une évaluation conformément aux prescriptions en partie nouvelles de la Directive 2001/18, il semble tout aussi évident que les évaluations antérieures rendaient la tâche de l'autorité compétente principale considérablement moins complexe que si elle avait dû procéder à une évaluation pour la première fois. Nonobstant ce fait, l'autorité compétente principale n'a pas en l'espèce achevé son évaluation dans le délai prescrit de 90 jours.

7.776 Par ailleurs, bien que rien n'indique qu'en 2003 l'Espagne appuyait activement l'imposition d'un moratoire général sur les approbations finales, nous considérons que le fait qu'en août 2003 l'autorité compétente espagnole avait déjà dépassé le délai prescrit de 90 jours pour achever son évaluation au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales. Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que ces pays agiraient en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil au moins en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité[826], et que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission risquait de ne pas achever la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.777 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par l'autorité compétente espagnole pour évaluer la demande concernant le coton Bt-531 au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

---

[823] Pièce EC-65/At. 64.
[824] Pièce EC-65/At. 4.
[825] Pièce EC-65/At. 47.
[826] Nous notons que la pièce US-80, qui contient une note interne de la Commission, donne à entendre qu'en octobre 2001 plusieurs pays du Groupe des cinq étaient d'avis que de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité devaient entrer en vigueur avant que de nouveaux produits biotechnologiques puissent être approuvés. Nous notons que la pièce US-80 a aussi été mentionnée par l'Argentine.

Coton RR-1445 (EC-66)

7.778 Dans la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445, le demandeur a présenté une demande mise à jour à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) le 16 janvier 2003, conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18. Lorsque le Groupe spécial a été établi, le 29 août 2003, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis la demande à la Commission.

7.779 L'**Argentine** fait valoir que, bien que le demandeur ait présenté en janvier 2003 une demande mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, la demande n'a pas progressé. L'Argentine estime que, en conséquence, à la date de sa première communication écrite – avril 2004 – la demande concernant le coton RR-1445 avait été inactive pendant une période additionnelle d'un an et trois mois.

7.780 Les **Communautés européennes** estiment que la demande comprenait un plan de surveillance incomplet. Selon les Communautés européennes, l'autorité compétente principale attendait des renseignements additionnels sur le plan de surveillance postérieure à la commercialisation qu'elle avait demandés dans des lettres d'août et d'octobre 2003. Les Communautés européennes font valoir qu'elles ne peuvent pas être tenues pour responsables du manque de diligence ou des manquements d'un demandeur individuel.

7.781 Le **Groupe spécial** note que la demande mise à jour a été présentée à l'autorité compétente principale en janvier 2003 et que, plus de sept mois après, en août 2003, c'est-à-dire lorsque le présent Groupe spécial a été établi, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation initiale.

7.782 Nous rappelons que, conformément à l'article 14 2) de la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale aurait dû établir un rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours. Le délai de 90 jours ne tient pas compte des périodes durant lesquelles l'autorité compétente principale attend des renseignements additionnels qu'elle a prié le demandeur de lui fournir. En l'espèce, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels concernant le plan de surveillance au début d'août 2003.[827] Avant de transmettre cette demande, l'autorité compétente principale a consacré six mois et demi à l'évaluation de la demande sans terminer son rapport d'évaluation. Au 29 août 2003, c'est-à-dire moins d'un mois après cette demande, le demandeur n'avait pas fourni les renseignements demandés.

7.783 Les Communautés européennes ne donnent aucune explication des raisons pour lesquelles l'autorité compétente principale a dépassé le délai de 90 jours, si ce n'est qu'elles affirment que le plan de surveillance présenté par le demandeur était incomplet. En outre, les Communautés européennes ne donnent pas à entendre que l'insuffisance alléguée du plan a en quelque sorte empêché l'autorité compétente principale d'évaluer d'autres aspects de la demande. Par conséquent, l'insuffisance alléguée du plan de surveillance n'explique en tout état de cause pas pourquoi l'évaluation de ces autres aspects a amené l'autorité compétente principale à dépasser le délai de 90 jours.

7.784 À titre additionnel, il convient de ne pas oublier qu'en l'espèce l'autorité compétente principale n'examinait pas pour la première fois la demande concernant le coton RR-1445. En novembre 1997, l'autorité compétente principale avait transmis la demande à la Commission accompagnée d'une évaluation favorable.[828] Par ailleurs, en juillet 1998, le CSP avait présenté sa propre évaluation de la

[827] Pièce EC-66/At. 64.
[828] Pièce EC-66/At. 3.

demande.[829] S'il est vrai qu'en 2003 l'autorité compétente principale avait dû effectuer une évaluation conformément aux prescriptions en partie nouvelles de la Directive 2001/18, il semble tout aussi évident que les évaluations antérieures rendaient la tâche de l'autorité compétente principale considérablement moins complexe que si elle avait dû procéder à une évaluation pour la première fois. Nonobstant ce fait, l'autorité compétente principale n'a pas en l'espèce achevé son évaluation dans le délai prescrit de 90 jours.

7.785 Par ailleurs, bien que rien n'indique qu'en 2003 l'Espagne appuyait activement l'imposition d'un moratoire général sur les approbations finales, nous considérons que le fait qu'en août 2003 l'autorité compétente espagnole avait déjà dépassé le délai prescrit de 90 jours pour achever son évaluation au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales. Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que ces pays agiraient en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil au moins en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité[830], et que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission risquait de ne pas achever la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.786 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par l'Espagne pour évaluer la demande concernant le coton RR-1445 au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Colza RR (EC-79)

7.787 Dans la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-79), le demandeur a présenté une demande à la France (l'autorité compétente principale) le 21 mai 1995. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. La demande a été retirée le 15 janvier 2003.

7.788 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de 100 mois. Ils estiment que bien que dans cette procédure le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière n'a pas approuvé le produit au titre de la Directive 90/220. Plus spécifiquement, les États-Unis font valoir, sur la base de la lettre de retrait du demandeur, que l'autorité compétente principale a refusé d'examiner la demande après février 1996, date de sa dernière demande de renseignements.

7.789 Le **Canada** affirme que, après avoir répondu à trois séries de questions, le demandeur a été avisé de façon informelle que l'autorité compétente principale ne pousserait pas plus loin l'évaluation de la demande. Plus particulièrement, le Canada fait valoir qu'à compter de 1996 l'autorité compétente principale n'a mené aucune autre action pour achever la procédure d'approbation, ce qui veut dire que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de 100 mois. Le Canada reconnaît que certains des retards se sont produits avant octobre 1998. Il estime à cet égard que quelles qu'aient été les motivations de la France avant octobre 1998, le colza RR a été victime du moratoire après octobre 1998. Le Canada affirme en outre que c'était à cause de l'inaction de l'autorité

[829] Pièce EC-66/At. 43.

[830] Nous notons que la pièce US-80, qui contient une note interne de la Commission, donne à entendre qu'en octobre 2001 plusieurs pays du Groupe des cinq étaient d'avis que de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité devaient entrer en vigueur avant que de nouveaux produits biotechnologiques puissent être approuvés.

compétente principale que le 7 juillet 1998 le demandeur a présenté une deuxième demande, cette fois aux Pays-Bas (demande concernant le colza RR (EC-70)). Selon le Canada, cela démontre que, si le retard causé par une autorité compétente principale particulière est suffisamment long, il a pour effet de dissuader les demandeurs de donner suite à leurs demandes.

7.790 Les **Communautés européennes** relèvent qu'en 2003 le demandeur a donné deux raisons pour expliquer le retrait de sa demande en janvier 2003: l'inaction prolongée de l'autorité compétente principale dans le cas de cette demande et l'accent mis en conséquence par le demandeur sur ses activités commerciales à l'extérieur des Communautés européennes. Les Communautés européennes confirment aussi, toutefois, qu'une deuxième demande a été déposée aux Pays-Bas en 1998.

7.791 Le **Groupe spécial** note qu'en août 1996 le demandeur a communiqué des renseignements additionnels en réponse à une demande que lui avait adressée en février 1996 la Commission du génie biomoléculaire française (ci-après la CGB).[831] La CGB a apparemment rendu un avis favorable à la fin de 1996.[832] Rien n'indique qu'après avoir reçu l'avis de la CGB à la fin de 1996 l'autorité compétente principale attendait d'autres avis scientifiques ou des renseignements additionnels de la part du demandeur. En fait, au milieu de 1997, le demandeur a écrit à l'autorité compétente principale pour s'informer de la progression de la procédure, des modalités de transmission du dossier à la Commission et de l'opportunité de compléter le dossier par d'autres renseignements avant de le transmettre à la Commission.[833] Il semble que l'autorité compétente principale n'ait jamais fourni une réponse formelle à cette demande.[834]

7.792 Les États-Unis et le Canada font valoir que le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation du colza RR (EC-79) est compatible avec leur point de vue selon lequel, en octobre 1998, les Communautés européennes appliquaient un moratoire général, c'est-à-dire une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Le Groupe spécial considère qu'à compter de juin 1999 le fait inexpliqué que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation étaye le point de vue des États-Unis et du Canada. Il est important de rappeler dans ce contexte que la France faisait partie du Groupe des cinq pays. Les pays constituant le Groupe des cinq pays ont déclaré en juin 1999 qu'ils useraient des pouvoirs que leur conférait la Directive 90/220 pour empêcher l'approbation des demandes, en attendant l'adoption de la nouvelle législation communautaire relative à l'étiquetage et à la traçabilité. Le fait que dans cette procédure la France en tant qu'autorité compétente principale a retardé pendant plusieurs années l'achèvement de l'évaluation au niveau de l'État membre est conforme à la déclaration de juin 1999.[835]

7.793 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la France n'a pas achevé son évaluation du colza RR (EC-79) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

---

[831] Pièce EC-79/At. 15.
[832] Pièce EC-79/At. 30.
[833] Pièce EC-79/At. 28.
[834] Pièce EC-79/At. 30.
[835] Dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69), la France était aussi l'autorité compétente principale. Dans cette procédure, qui a été engagée en juin 1996, la France a achevé son évaluation et a transmis la demande à la Commission au début d'avril 1999. Cette demande a donc été transmise avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. La France était aussi l'autorité compétente principale dans le cas de deux autres demandes concernant le colza présentées au titre de la Directive 90/220 – le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. Ces demandes ont été approuvées au niveau communautaire, mais la France a par la suite refusé de donner son consentement à la mise sur le marché des deux produits considérés.

Colza RR (EC-70)

7.794 Dans la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70 – qui, soit dit en passant, est le même produit que celui qui est visé par la pièce EC-79, l'autorité compétente principale étant alors la CGB française), le demandeur a présenté une demande aux Pays-Bas (l'autorité compétente principale) le 7 juillet 1998. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le dossier a été transmis à la Commission accompagné d'un rapport d'évaluation favorable le 16 janvier 2003, après que le demandeur avait fourni une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18.

7.795 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de quatre ans. Ils estiment que bien que dans cette procédure le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière n'a pas approuvé le produit au titre de la Directive 90/220. Plus spécifiquement, les États-Unis font valoir que le temps total pris au niveau de l'État membre pour l'examen initial a été de 54 mois (du 7 juillet 1998 au 22 janvier 2003), dont 12 mois ont été pris par le demandeur pour répondre aux questions. Les États-Unis affirment que sur le temps total pris, dix autres mois ont été consacrés à résoudre des questions de confidentialité en relation avec les méthodes de détection. Ainsi, selon les États-Unis, dans cette procédure, l'autorité compétente principale a pris 32 mois pour son examen au lieu des 90 jours mentionnés à l'article 12 de la Directive 90/220.

7.796 Le **Canada** note qu'en février 2000 l'Institut d'État pour le contrôle de la qualité des produits agricoles des Pays-Bas (ci-après le RIKILT-DLO), qui est chargé de donner des avis scientifiques concernant la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, a effectué une évaluation favorable du colza RR (EC-70). Le 10 janvier 2001, le Comité de la modification génétique des Pays-Bas (COGEM), qui est chargé de donner des avis scientifiques concernant la santé humaine et l'environnement, a achevé son évaluation par une conclusion favorable. En janvier 2003, l'autorité compétente des Pays-Bas a publié un rapport d'évaluation général favorable. Le Canada estime que le retard de deux ans pris par l'autorité compétente des Pays-Bas pour achever son rapport d'évaluation général et le transmettre à la Commission est injustifié.

7.797 Le Canada fait en outre valoir que le temps total pris par les Pays-Bas pour examiner ce dossier a été de 54 mois (du 7 juillet 1998 au 22 janvier 2003). Sur ces 54 mois, le demandeur a pris au total 12 mois pour répondre aux questions. Dix autres mois ont été consacrés à des discussions sur le caractère confidentiel de certains renseignements fournis par le demandeur au-delà des prescriptions juridiques de la législation en matière d'approbation alors en vigueur. Le Canada estime que même si cette dernière période n'était pas prise en compte dans ce calcul, les 32 mois restants contrastent fortement avec les 90 jours prévus dans la Directive 90/220 pour cette étape procédurale. De l'avis du Canada, il est raisonnable d'en inférer qu'à la lumière du moratoire, les autorités des Pays-Bas adoptaient une approche résolument lente.

7.798 Les **Communautés européennes** font valoir que dans cette procédure il y a eu un échange de correspondance continu entre l'autorité compétente principale et le demandeur jusqu'en décembre 2002, lorsque le demandeur a mis à jour sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18. L'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire et sur certains aspects de la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, et les échanges sur ces questions se sont poursuivis jusqu'en 2000. Après l'adoption de la Directive 2001/18 en mars 2001, l'autorité compétente principale a prié le demandeur de fournir des renseignements sur une méthode de détection ainsi que le prescrivait la nouvelle législation. Le demandeur a demandé que les renseignements à fournir soient traités comme confidentiels. L'autorité compétente principale n'a pas accepté dans un premier temps les raisons avancées pour traiter les

renseignements comme confidentiels et plusieurs lettres ont été échangées à ce sujet. L'autorité compétente principale a aussi demandé des données de référence, ce qui a encore suscité un débat sur leur caractère confidentiel. Les Communautés européennes notent que ces questions n'ont été réglées qu'à l'automne de 2002. La Directive 2001/18 était alors entrée en vigueur, et l'autorité compétente principale et le demandeur ont œuvré à la mise à jour de la demande conformément à la Directive 2001/18. Les Communautés européennes indiquent que dès que le demandeur a présenté une mise à jour, la demande est passée immédiatement au niveau communautaire. Cela indique que toutes les étapes pertinentes avaient déjà été achevées et cela n'est pas conforme à l'idée qu'un moratoire était en vigueur.

7.799 Le **Groupe spécial** croit comprendre d'après le dossier que, pour évaluer les demandes de mise sur le marché à l'époque en question, les Pays-Bas prenaient généralement en compte la demande présentée par le demandeur, l'avis du COGEM, l'avis du RIKILT-DLO, s'il y avait lieu, et les observations formulées par d'autres parties pertinentes. Sur la base de cette évaluation, un projet de rapport d'évaluation était ensuite publié et le public avait la possibilité de formuler des observations sur le projet pendant une période de quatre semaines.[836] Dans la procédure concernant le colza RR (EC-70), le RIKILT-DLO a rendu un avis favorable en février 2000[837]; le demandeur a été avisé par courriel en mars 2000 qu'il n'avait pas à fournir d'autres renseignements de nature technique pour l'évaluation des risques[838]; et le COGEM a rendu un avis favorable le 10 janvier 2001.[839]

7.800 En janvier 2001, les Pays-Bas avaient passé plus de sept mois à évaluer la demande concernant le colza RR (EC-70).[840] Autrement dit, les Pays-Bas avaient déjà dépassé le délai de 90 jours que la Directive 90/220 envisageait pour ce processus. Les Communautés européennes semblent dire que tout le temps pris jusqu'en décembre 2002, lorsque le demandeur a complété sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques.[841] Or, rien n'indique que le COGEM n'a rendu son avis qu'en janvier 2001 parce qu'il lui fallait résoudre des questions scientifiques ou techniques. Le COGEM s'est réuni en septembre 1998 pour examiner la demande en question. Il en est résulté une demande de renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire, qui a été transmise au demandeur en septembre 1998 également.[842] Le demandeur a fourni les renseignements demandés en décembre 1998.[843] Pourtant, il a fallu encore deux ans pour que le COGEM se réunisse à nouveau

[836] Pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 3; *voir aussi* la pièce CDA-57.
[837] Pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5; *voir aussi* la pièce CDA-57.
[838] Pièce EC-70/At. 18; pièce CDA-132.
[839] Pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5; *voir aussi* la pièce CDA-57.
[840] Les éléments de preuve versés au dossier ne permettent pas de déterminer avec précision pendant quelle période les pendules ont été arrêtées. Néanmoins, il ressort clairement de la pièce EC-70 que l'autorité compétente principale a évalué la demande entre le 13 août 1998 et le 25 septembre 1999; entre le 2 avril 1999 et le 17 août 1999; et entre le 18 novembre 1999 et le 21 janvier 2000 lorsque le RIKILT-DLO paraît avoir demandé des renseignements additionnels (pièce EC-70/At. 17). À elles seules, ces périodes pendant lesquelles les pendules ont été arrêtées et qui ne sont que des exemples représentent plus de sept mois au total.
[841] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 199.
[842] Pièce EC-70/At. 7.
[843] Pièce EC-70/Ats. 9 et 10.

pour examiner la demande et les renseignements additionnels. La réunion pertinente s'est tenue en décembre 2000, un mois avant que le COGEM rende son avis final.[844]

7.801 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial estime qu'au plus tard en mars 2000, lorsqu'elle a confirmé par courriel au demandeur qu'il n'était pas nécessaire de fournir des renseignements techniques complémentaires, l'autorité compétente des Pays-Bas aurait pu disposer de tous les éléments requis pour achever son rapport d'évaluation. Les Communautés européennes notent que le demandeur a fourni des renseignements additionnels en avril et en mai 2000. Il est exact que, dans le courriel susmentionné de mars 2000, l'autorité compétente des Pays-Bas indiquait aussi que le nom officiel et l'enregistrement du demandeur devraient être confirmés, et qu'il faudrait modifier la demande initiale pour prendre en compte les renseignements additionnels fournis pendant le processus d'évaluation.[845] Le Groupe spécial ne considère toutefois pas que le courriel de mars 2000 envoyé par l'autorité compétente des Pays-Bas représentait une demande formelle de renseignements qui a entraîné un arrêt des pendules.[846] En tout état de cause, en avril 2000, le demandeur a effectivement confirmé son nom officiel et son enregistrement.[847] Et au milieu de mai 2000, le demandeur a envoyé un projet de document à l'autorité compétente des Pays-Bas pour indiquer comment il entendait modifier la demande initiale et pour solliciter des observations et des suggestions.[848] L'autorité compétente des Pays-Bas a répondu qu'elle communiquerait ses "constatations" dès que possible, probablement dans un délai de moins de 15 jours.[849] Cette estimation démontre que le document présenté au milieu de mai 2000 ne nécessitait pas une longue analyse de la part de l'autorité compétente des Pays-Bas. On ne peut donc pas dire que les renseignements additionnels fournis en avril et en mai 2000 ont empêché l'autorité compétente des Pays-Bas de procéder à la finalisation de son rapport d'évaluation à compter de mars 2000.

7.802 Même à supposer que le COGEM n'ait pas pu rendre son avis avant janvier 2001, une fois qu'il l'avait fait, l'autorité compétente principale des Pays-Bas disposait de tous les éléments nécessaires pour achever son rapport d'évaluation. Malgré cela, l'autorité compétente des Pays-Bas n'a pas finalisé son rapport à ce moment-là. Au lieu de cela, le 12 mars 2001 – le jour où la Directive 2001/18 a été adoptée – l'autorité compétente des Pays-Bas a écrit au demandeur pour lui dire que conformément à la Directive 2001/18 une méthode de détection "devrait être présentée" pour compléter le dossier, "afin de pouvoir transmettre le dossier aux États membres de l'UE".[850] Même si la Directive 2001/18 ne devait pas entrer en vigueur avant octobre 2002, le demandeur a présenté une méthode de détection le 16 mars 2001.[851] Le demandeur tenait toutefois à ce que la méthode de

---

[844] Pièce EC-70/At. 17, page 2 (en néerlandais), Lettre datée du 10 janvier 2001 et adressée par le COGEM à l'autorité compétente des Pays-Bas, page 2. *Voir aussi* la pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5.

[845] Pièce EC-70/At. 18.

[846] En effet, la chronologie fournie au Groupe spécial par les Communautés européennes ne décrit pas la communication comme telle, ce qui contraste avec les autres entrées de la chronologie. Pièce EC-70/At. 18.

[847] Pièce EC-70/At. 19. En outre, le demandeur a envoyé certains renseignements dont les Communautés européennes reconnaissent qu'ils avaient déjà été transmis à l'autorité compétente principale. Réponse des CE à la question n° 152 du Groupe spécial.

[848] Pièce EC-70/At. 21. Le Groupe spécial ne voit rien qui puisse servir de base à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le projet de document pertinent était "un nouvel élément dans le processus d'autorisation, parce qu'[il] modifi[ait] les modalités de la demande". Le Groupe spécial ne pense pas non plus que la pièce EC-70/At. 23 étaye la conclusion selon laquelle l'autorité compétente principale était toujours en train d'"analys[er] la mise à jour" en novembre 2000. Réponse des CE à la question n° 152 du Groupe spécial.

[849] Pièce EC-70/At. 22.

[850] Pièce EC-70/At. 23.

[851] Pièce EC-70/At. 24.

détection soit traitée comme confidentielle. En mai 2001, l'autorité compétente principale a prié le demandeur de reconsidérer sa demande ou à défaut de fournir d'autres justifications. Elle a aussi déclaré que si elle ne recevait pas d'autres justifications pour juin 2001, elle se prononcerait sur la demande.[852] En septembre 2001, après avoir fourni d'autres clarifications à la demande de l'autorité compétente principale et "pour que le processus d'approbation continue de progresser", le demandeur a accepté de divulguer le protocole de détection du colza RR (EC-70). Mais il a demandé que les séquences des amorces du protocole demeurent confidentielles jusqu'à ce que la première demande de brevet soit publiée.[853] En réponse, l'autorité compétente principale a à nouveau demandé d'autres justifications. Après avoir reçu des justifications additionnelles elle a fait droit, en janvier 2002, à la demande de traitement confidentiel des séquences des amorces. Comme il ressort clairement de ce qui précède, il a fallu huit mois pour clarifier le caractère confidentiel de la méthode de détection et des séquences des amorces. Bien que le demandeur ait pris au total trois mois et demi pour répondre à plusieurs demandes de justifications complémentaires, il convient aussi de noter qu'en juin 2001, après avoir reçu des justifications complémentaires, l'autorité compétente principale a attendu plus d'un mois pour demander encore d'autres justifications.[854] Une situation similaire s'est présentée en septembre 2001 lorsque l'autorité compétente principale a attendu plus de deux mois avant de présenter une autre demande.[855]

7.803 En janvier 2002, l'autorité compétente principale a demandé, "conformément aux conditions énoncées dans la Directive 2001/18/CE", que le demandeur fournisse des données de référence pour vérifier les séquences des amorces et la méthode de détection.[856] Deux semaines plus tard, le demandeur a informé l'autorité compétente principale qu'il envoyait les données demandées.[857] Selon une déclaration des Pays-Bas, le rapport d'évaluation a été achevé avant le 17 octobre 2002 mais n'a pas été transmis à la Commission en raison d'un changement de gouvernement suite à des élections générales.[858]

7.804 Il ressort clairement de ce qui précède qu'il existe un certain nombre d'éléments étayant la conclusion selon laquelle les Pays-Bas auraient pu achever leur évaluation beaucoup plus tôt qu'ils ne l'ont fait: i) le COGEM n'a apparemment pas examiné les renseignements fournis à sa demande pendant plus de deux ans, ce qui a retardé la finalisation du rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale puisqu'en mars 2000 celle-ci disposait de tous les renseignements nécessaires pour son évaluation des risques; ii) lorsque le COGEM a finalement rendu son avis, en janvier 2001, l'autorité compétente principale n'a pas achevé son rapport d'évaluation mais a demandé des renseignements additionnels sur la base des dispositions de la Directive 2001/18, alors que la Directive n'était pas encore entrée en vigueur; et iii) pendant les huit mois au cours desquels elle a eu des échanges avec le demandeur au sujet des questions de confidentialité, l'autorité compétente principale a causé des retards en ne présentant pas rapidement ses demandes additionnelles de clarifications.

7.805 Les États-Unis et le Canada n'affirment pas que les Pays-Bas eux-mêmes ont activement participé au moratoire allégué sur les approbations et que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote leur appui au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire. Les États-Unis et le Canada soutiennent que les Pays-Bas ont été

[852] Pièce EC-70/At. 26.
[853] Pièce EC-70/At. 30.
[854] Pièce EC-70/At. 28.
[855] Pièce EC-70/At. 33.
[856] Pièce EC-70/At. 35.
[857] Pièce EC-70/At. 36.
[858] Pièce EC-70/At. 66, Déclaration de l'autorité compétente des Pays-Bas.

contraints d'admettre que le moratoire était une réalité et que cela a influé sur la rapidité avec laquelle ils ont mené leur évaluation. De l'avis des États-Unis et du Canada, les Pays-Bas savaient qu'en raison du moratoire allégué la rapidité avec laquelle ils mèneraient leur évaluation aurait peu d'incidence sur la date d'approbation finale.[859]

7.806 Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil. Il est raisonnable de supposer que les Pays-Bas savaient aussi que, dans les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445, la Commission, après mai 1999, ne s'était pas acquittée de la responsabilité qui lui incombait dans la mesure où elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Conseil. Par conséquent, les Pays-Bas auraient pu à notre avis parvenir à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que le colza RR (EC-70) puisse être approuvé au titre de la Directive 90/220 en 1999 ou à tout moment après tant que la Directive n'aurait pas été abrogée. Le comportement des Pays-Bas est compatible avec ce point de vue. Le COGEM n'a rendu son avis que peu avant l'adoption de la Directive 2001/18. Au lieu d'achever leur rapport d'évaluation à ce moment-là, le jour de l'adoption de la Directive 2001/18 les Pays-Bas ont prié le demandeur de présenter une méthode de détection, quand bien même la Directive ne devait pas entrer en vigueur avant 19 mois. Pendant l'échange qui a suivi avec le demandeur au sujet du caractère confidentiel de la méthode de détection et des séquences des amorces, il y a eu d'autres retards imputables à l'autorité compétente principale. Et même lorsque le demandeur a fourni les données de référence demandées, au début de février 2002, le rapport d'évaluation n'a pas été rapidement achevé et transmis à la Commission de façon que la demande puisse encore être approuvée s'il n'y avait pas d'objections de la part des États membres dans un délai de 60 jours.

7.807 Les Communautés européennes indiquent à juste titre que, lorsque le demandeur a présenté une demande mise à jour en décembre 2002, la demande a été rapidement transmise à la Commission accompagnée du rapport d'évaluation favorable de l'autorité compétente principale. Nous pensons aussi comme les Communautés européennes que cela indique que le rapport d'évaluation était à jour pour ce qui était des prescriptions de la Directive 2001/18. Mais nous ne sommes pas d'accord pour dire que cela affaiblit l'allégation selon laquelle un moratoire sur les approbations était en place. À notre avis, le fait qu'au titre de la Directive 2001/18 la demande est rapidement passée au niveau communautaire étaye plutôt le point de vue opposé. C'est-à-dire le point de vue selon lequel les Pays-Bas estimaient que tant que la Directive 2001/18 ne serait pas en vigueur le Groupe des cinq pays et la Commission empêcheraient l'approbation finale de la demande en question, alors qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle Directive la demande pourrait finalement être approuvée, après l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.

7.808 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation du colza RR (EC-70) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Soja LL (EC-71)

7.809 Dans la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71), le demandeur a présenté une demande à la Belgique (l'autorité compétente principale) le 28 septembre 1998. En septembre 1999, le demandeur a présenté au Portugal une demande concernant le même produit. Nous examinons cette seconde demande séparément ci-après. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le

[859] Réponse des États-Unis aux questions n° 193 à 195 du Groupe spécial; réponse du Canada à la question n° 189 du Groupe spécial.

17 octobre 2002, la Belgique en tant qu'autorité compétente principale dans la procédure en cause n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le demandeur a mis à jour sa demande le 15 janvier 2003. Il a retiré la demande qu'il avait présentée au Portugal en janvier 2003. La demande présentée à la Belgique a été retirée par le demandeur le 29 juin 2004. Il est important de noter également qu'en novembre 1998 le demandeur a présenté à la Belgique une demande concernant le soja LL (EC-93) en vue de son approbation comme nouvel aliment au titre du Règlement n° 258/97.

7.810 Les **États-Unis** estiment que, bien que dans cette procédure le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière n'a pas approuvé le produit au titre de la Directive 90/220.

7.811 L'**Argentine** allègue que la demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant 68 mois sans qu'une décision finale ne soit prise au sujet de son approbation. Elle affirme que les Communautés européennes n'ont ni traité la demande ni procédé à l'évaluation des risques requise. Elle fait valoir qu'il n'y a pas de justification scientifique de la suspension des procédures d'approbation, car les "rapports initiaux" n'ont pas été établis, et elle considère qu'il s'agit d'un "non-examen" de la demande concernant le soja LL (EC-71).

7.812 Les **Communautés européennes** donnent trois explications du retard au niveau de l'État membre: 1) les demandes de renseignements complémentaires présentées par l'autorité compétente principale entre septembre 1998 et 2001; 2) les problèmes procéduraux découlant du fait que le demandeur a présenté au Portugal une demande concernant le même produit; et 3) les retards dus au fait que le demandeur n'a pas répondu aux demandes de renseignements additionnels le 25 février 2003.

7.813 Le **Groupe spécial** considère qu'en ce qui concerne l'évaluation du soja LL (EC-71) par la Belgique, il peut être utile de distinguer trois périodes séparées: 1) la période entre la présentation de la demande à l'autorité compétente belge et celle de la demande concomitante au Portugal; 2) la période entre la présentation de la demande concomitante au Portugal et l'abrogation de la Directive 90/220; et 3) la période entre la présentation de la demande au titre de la Directive 2001/18 et le retrait de la demande par le demandeur.

7.814 En ce qui concerne la première période, nous croyons comprendre que, pour évaluer les demandes de mise sur le marché à l'époque en question, la Belgique prenait généralement en considération la demande présentée et l'avis du Conseil de biosécurité. Deux mois après que la demande a d'abord été présentée à l'autorité compétente belge, le Conseil de biosécurité a demandé un grand nombre de renseignements[860] et l'autorité compétente belge a indiqué que le processus d'approbation serait suspendu jusqu'à la réception des renseignements demandés.[861] En réponse à cette demande, le demandeur a indiqué que certains renseignements demandés par le Conseil de biosécurité avaient déjà été transmis au Ministère de la santé publique.[862] Dans une lettre ultérieure datée de mars 1999, le Conseil de biosécurité a reconnu que le demandeur avait apparemment communiqué une grande partie des renseignements demandés concernant les herbicides et il a indiqué que l'autorité compétente belge avait transmis ces renseignements directement au Haut Conseil de la santé.[863] Dans cette même lettre, le Conseil de biosécurité a dit qu'il était "d'avis que le dossier [concernant la demande présentée au titre de la Directive 90/220] dans sa forme actuelle (avec l'adjonction des données moléculaires et après des corrections mineures) [pouvait] être transmis à la

[860] Pièce EC-71/At. 4.
[861] Pièce EC-71/At. 5.
[862] Pièce EC-71/At. 12.
[863] Pièce EC-71/At. 16.

Commission européenne avec avis favorable". Sur la base de l'avis du Conseil de biosécurité, en mai 1999, l'autorité compétente belge a demandé davantage de renseignements, y compris des renseignements sur la caractérisation moléculaire, l'analyse de la composition nutritionnelle (concernant la procédure d'approbation du soja LL (EC-93)) et les aspects relatifs aux herbicides.[864] Le demandeur n'a pas répondu à la demande de mai 1999 avant juillet 2001.

7.815 La deuxième période commence avec la présentation par le demandeur d'une deuxième demande concernant le soja LL (EC-81) au Portugal en septembre 1999. Nous notons que dans une communication à la Belgique datée du 1er décembre 2000, le demandeur a explicitement fait part de son intention de maintenir les deux demandes.[865] Dans cette lettre, le demandeur disait aussi qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une demande seulement serait distribuée au niveau communautaire. Le 5 décembre 2000, le Conseil consultatif de biosécurité de l'autorité compétente belge a confirmé la poursuite du processus d'évaluation en Belgique et a prié le demandeur de transmettre les questions posées par l'autorité compétente portugaise dans la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-81) afin de compléter le dossier de la demande en Belgique.[866] Le 5 septembre 2001, dix mois après avoir confirmé la poursuite du processus d'évaluation en Belgique, l'autorité compétente principale (la Belgique) a fait savoir au demandeur que l'évaluation plus poussée de la demande serait suspendue jusqu'à ce qu'il désigne un seul pays pour traiter la demande.[867] Le demandeur a répondu qu'il maintenait les deux demandes concomitantes.[868] Il n'y a eu apparemment pas d'autres échanges entre le demandeur et l'autorité compétente principale jusqu'en janvier 2003, lorsque le demandeur a mis à jour la demande présentée à la Belgique au titre de la Directive 2001/18. Bien qu'il n'y ait aucun élément de preuve versé au dossier pour le confirmer, il apparaît qu'étant donné la réponse du demandeur, l'autorité compétente principale n'a pas poursuivi l'évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) entre octobre 2001 et janvier 2003.

7.816 Concernant la troisième période, nous notons qu'après que le demandeur a mis à jour sa demande au titre de la Directive 2001/18 (15 janvier 2003) et retiré sa demande au Portugal (27 janvier 2003), l'autorité compétente belge a accusé réception de la demande mise à jour et a demandé des renseignements complémentaires concernant la caractérisation moléculaire, les méthodes de détection et les données de référence. Le demandeur a fourni des réponses informelles préliminaires au sujet des renseignements concernant les prescriptions en matière d'étiquetage et les méthodes de détection en mars 2003. Rien n'indique que d'autres échanges aient eu lieu entre le demandeur et l'autorité compétente principale jusqu'à ce que le demandeur retire sa demande en juillet 2004.

7.817 Il ressort clairement de ce qui précède que la progression de cette demande a été notablement affectée de manière négative par deux facteurs. *Premièrement*, il a fallu au demandeur plus de deux ans pour fournir les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en mai 1999. *Deuxièmement*, il apparaît que l'examen de la demande a été suspendu à compter de septembre 2001 par suite du refus du demandeur de renoncer à une des deux demandes présentées au titre de la Directive 90/220.

7.818 S'agissant du premier facteur, nous notons que les États-Unis et l'Argentine n'affirment pas qu'à l'époque où a été présentée la demande de renseignements additionnels de mai 1999, la Belgique

[864] Pièce EC-71/Ats. 17 et 22.
[865] Pièce EC-71/At. 23.
[866] Pièce EC-71/At. 24.
[867] Pièce EC-71/At. 28.
[868] Pièce EC-71/At. 29.

participait activement au moratoire allégué sur les approbations. De fait, nous rappelons qu'en juin 1999 la Belgique faisait partie du Groupe des sept pays ayant déclaré, non pas qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre d'autres approbations, mais qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Nous considérons que la demande de renseignements additionnels présentée par la Belgique en mai 1999 pourrait refléter l'approche de précaution à laquelle il est fait référence dans la déclaration de juin 1999 du Groupe des sept pays.

7.819 Concernant le deuxième facteur, nous notons que le demandeur était d'avis que la Directive 90/220 ne l'empêchait pas de présenter des demandes identiques à des autorités compétentes principales différentes. Il a néanmoins reconnu que cette approche pouvait créer des problèmes procéduraux, et il a donc indiqué qu'il retirerait une des deux demandes dès que l'une d'entre elles serait prête à être transmise à la Commission. L'autorité compétente belge paraît avoir considéré que l'approche suivie par le demandeur était soit non autorisée par la Directive 90/220 soit d'une autre manière inappropriée. D'après les renseignements portés à notre connaissance, il n'est pas évident que la position de la Belgique sur cette question, qui l'a apparemment amenée à suspendre l'examen de la demande concernant le soja LL (EC-71) au titre de la Directive 90/220, était un simple prétexte pour retarder l'examen de la demande. Nous rappelons à cet égard que la Belgique a fait savoir au demandeur qu'elle poursuivrait l'examen de la demande pertinente si le demandeur décidait de renoncer à la demande présentée au Portugal. Dans le même temps, il convient de noter qu'une question similaire de demandes parallèles s'est posée dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-80). Dans cette procédure, toutefois, l'autorité compétente principale (l'autorité compétente espagnole) ne paraît pas avoir considéré que c'était un problème.[869]

7.820 Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que les deux facteurs susmentionnés ne confirment pas directement en soi l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. Cependant, nous notons que la demande concernant le soja LL (EC-71) n'a pas atteint le niveau communautaire du processus d'approbation des CE avant son retrait en avril 2004. Autrement dit, elle n'a jamais atteint le stade de la procédure où le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu agir pour retarder ou empêcher son approbation finale. Par conséquent, bien qu'il soit reconnu que les deux facteurs susmentionnés, qui ont influé sur la progression de la demande concernant le soja LL (EC-71) au niveau de l'État membre ne confirment pas directement qu'un moratoire général était en vigueur, le dossier concernant la présente affaire ne démontre pas qu'aucun moratoire sur les approbations finales n'était en vigueur pendant la période pertinente.

7.821 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Belgique n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Soja LL (EC-81)

7.822 La demande concernant le soja LL (EC-81) a été introduite au Portugal (l'autorité compétente principale) en 1999. Le demandeur l'a retirée le 27 janvier 2003. Ainsi que nous l'avons déjà mentionné, une demande concernant l'approbation du soja LL au titre de la Directive 90/220 avait précédemment été présentée à la Belgique (EC-71, voir ci-dessus) et son évaluation par la Belgique était en cours lorsque la demande soumise au Portugal a été retirée.

7.823 Les **États-Unis** allèguent que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre.

[869] Pièce EC-80/At. 12.

7.824 L'**Argentine** affirme que dans ce cas les Communautés européennes ont bloqué la commercialisation du produit, étant donné la suspension, ou le non-examen, de la demande. Elle relève en outre que dans le cas de ce produit les Communautés européennes n'ont ni traité la demande ni procédé à l'évaluation des risques requise. Elle affirme qu'il n'y a pas de justification scientifique de la suspension des procédures d'approbation, car les "rapports initiaux" n'ont pas été établis, et elle considère qu'il s'agit d'un "non-examen" de la demande concernant le soja LL (EC-81).

7.825 Les **Communautés européennes** notent qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, ce dernier a indiqué dans une lettre du 27 janvier 2003 qu'il retirait sa demande. Le produit avait été précédemment notifié à la Belgique, et l'évaluation de cette demande en Belgique était en cours.

7.826 Le **Groupe spécial** note qu'aucun dossier n'a été communiqué comme élément de preuve pour cette demande en ce qui concerne la procédure d'approbation au Portugal. Nous croyons comprendre d'après le dossier que, pour évaluer les demandes de mise sur le marché à l'époque en question, l'autorité compétente portugaise prenait généralement en compte la demande présentée par le demandeur et l'avis du Ministère de l'agriculture, du Ministère de la santé et de l'Institut de biotechnologie expérimentale et technologique (IBET).

7.827 Dans un avis rendu en décembre 1999 sur la demande concernant le soja LL (EC-81), le Ministère de l'agriculture a noté l'absence de renseignements sur les incidences pour l'environnement et l'absence d'études par région.[870] En janvier 2000, le Ministère de la santé a noté que la demande n'indiquait pas clairement si le demandeur avait l'intention de cultiver ce produit, et que la caractérisation moléculaire qui avait été fournie était insuffisante.[871] Le Ministère de la santé a aussi relevé qu'il fallait réaliser une étude toxicologique de l'herbicide associé. Il a demandé à l'autorité compétente portugaise d'obtenir des clarifications, et en janvier 2000 l'autorité compétente portugaise a prié le demandeur de lui fournir des renseignements additionnels. En mai 2000, dans l'avis qu'il a donné à l'autorité compétente portugaise, l'IBET a relevé plusieurs domaines où les analyses présentées étaient quelque peu incomplètes et il a conclu que "compte dûment tenu des motifs de prudence et de la nécessité de clarifier les points susmentionnés sur lesquels planent des doutes, il ne paraît toutefois pas y avoir des raisons objectives de considérer ce soja comme "dangereux" à utiliser, du moins lorsqu'on le compare à d'autres produits équivalents actuellement présents sur le marché".[872] Suite à l'avis de l'IBET, l'autorité compétente portugaise a cherché à obtenir d'autres clarifications du demandeur en mai 2000.

7.828 Après un retard de 16 mois, en septembre 2001, le demandeur a répondu aux questions du Ministère de la santé et de l'IBET, et il a fourni des renseignements additionnels sur la composition nutritionnelle et la caractérisation moléculaire.[873] En octobre 2001, l'autorité compétente portugaise a accusé réception des renseignements et indiqué que ceux-ci seraient évalués par le Ministère de la santé et l'IBET.[874]

7.829 En novembre 2001, l'autorité compétente portugaise a proposé au demandeur de mettre à jour sa demande au titre de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. Elle a indiqué que cette initiative était conforme à une proposition de la Commission de juillet 2000 dont le but était "de permettre aux différents États membres de voter sur les propositions de décision de la Commission

[870] Pièce EC-81/At. 2.
[871] Pièce EC-81/At. 3.
[872] Pièce EC-81/At. 6.
[873] Pièce EC-81/Ats. 7 et 8.
[874] Pièce EC-81/At. 9.

concernant la mise sur le marché des produits notifiés et de les approuver, le cas échéant, avant l'entrée en vigueur de la nouvelle directive". Dans sa lettre, l'autorité compétente portugaise relève que "bien qu'elle doive se faire sur une base volontaire, compte tenu de la complexité de la situation existant actuellement en Europe en ce qui concerne la mise sur le marché de nouveaux produits génétiquement modifiés, nous considérons que la reformulation souhaitée de la demande est absolument nécessaire" pour pouvoir soumettre la demande à l'évaluation des États membres.[875] Dans sa lettre, l'autorité compétente portugaise priait le demandeur de lui faire savoir s'il acceptait sa proposition. Le demandeur a répondu qu'il fournirait la documentation demandée dès que possible.[876] Toutefois, le demandeur ne paraît pas l'avoir fait.

7.830 En janvier 2002, le Ministère de la santé a posé d'autres questions concernant en particulier la caractérisation moléculaire.[877] Il n'y a rien dans le dossier qui indique que le demandeur a répondu à cette demande de renseignements. En janvier 2003, un an après la dernière demande de renseignements de l'autorité compétente principale, le demandeur a retiré sa demande en mentionnant "diverses raisons".[878]

7.831 Il ressort clairement de ce qui précède que la progression de cette demande a notablement été affectée de manière négative par deux facteurs: i) le temps pris par le demandeur pour répondre aux demandes de renseignements de janvier et de mai 2000 et ii) le fait que le demandeur n'a pas mis à jour la demande au titre de la Directive 2001/18, ainsi que l'avait proposé l'autorité compétente portugaise en novembre 2001.

7.832 S'agissant du comportement du Portugal, nous notons que les États-Unis et l'Argentine n'affirment pas qu'à l'époque où ont été présentées les demandes de renseignements additionnels de janvier et de mai 2000 ou en novembre 2001, le Portugal participait activement au moratoire allégué sur les approbations. De fait, le Portugal ne faisait pas partie du Groupe des cinq pays. Nous notons également que le Portugal ne faisait pas partie du Groupe des sept pays ayant déclaré qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques.

7.833 Concernant la proposition faite par le Portugal en 2001, à savoir que le demandeur mette à jour sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, la première chose qu'il convient de noter est que le Portugal a bien précisé que la mise à jour devait s'effectuer à titre volontaire. Toutefois, le Portugal a aussi indiqué qu'à son avis, compte tenu de la "complexité de la situation existant actuellement en Europe", la mise à jour était "absolument nécessaire" pour que la demande puisse être approuvée au niveau communautaire. La référence faite à la "complexité de la situation existant actuellement en Europe" pourrait être une allusion à l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. De fait, le Portugal a laissé entendre que le respect de certaines prescriptions de la Directive 2001/18 était une condition nécessaire à l'approbation; il n'a pas laissé entendre qu'il en résulterait une approbation. Mais la référence faite à la "complexité de la situation" pourrait aussi être une allusion au fait que certains États membres étaient opposés à l'approbation des demandes présentées au titre de la Directive 90/220 qui ne répondaient pas aux principales prescriptions de la Directive 2001/18. Nous rappelons à cet égard que déjà avant l'adoption de la Directive 2001/18, en juin 1999, le Groupe des sept pays avait déclaré que dans la mesure où cela était juridiquement possible, il tenait à ce que soient appliqués les principes, en particulier pour ce qui était de la traçabilité et de l'étiquetage, énoncés dans la position commune du Conseil de juin 1999

[875] Pièce EC-81/At. 11.
[876] Pièce EC-81/At. 12.
[877] Pièce EC-81/At. 13.
[878] Pièce EC-81/At. 15.

concernant la révision de la Directive 90/220. Par conséquent, nous considérons que la proposition de novembre 2001 de l'autorité compétente portugaise ne confirme pas le fait affirmé selon lequel les Communautés européennes appliquaient à l'époque un moratoire général sur les approbations finales. Toutefois, elle est compatible avec cette affirmation.

7.834 Il convient d'ajouter qu'en janvier 2003, lorsque le demandeur l'a retirée, la demande concernant le soja LL (EC-81) n'avait pas atteint le niveau communautaire dans la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220. Autrement dit, elle n'avait pas encore atteint le stade de la procédure où le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu agir pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.835 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que le Portugal n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-81) avant janvier 2003, lorsque la demande a été retirée, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales pendant la période pertinente.

Colza LL (EC-72)

7.836 La demande concernant le colza LL a été présentée au Royaume-Uni (l'autorité compétente principale) le 28 janvier 1999. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, le Royaume-Uni n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le 13 janvier 2003, le demandeur a soumis une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18. La demande était toujours en souffrance à la date d'établissement du Groupe spécial. Le demandeur l'a retirée le 26 mars 2004.

7.837 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de quatre ans. Ils estiment que, bien que le demandeur ait répondu à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière a néanmoins retardé et en fin de compte suspendu l'examen du produit ou ne l'a pas approuvé.

7.838 Les **Communautés européennes** font valoir que l'autorité compétente principale a demandé certains renseignements additionnels après avoir initialement reçu la demande. Après avoir reçu ces renseignements, l'autorité compétente principale a transmis le dossier à son comité scientifique, le Comité consultatif sur les dissémination dans l'environnement (ci-après l'ACRE) pour obtenir un avis préliminaire. L'ACRE a constaté que le dossier non seulement contenait des données contradictoires sur la caractérisation moléculaire, mais aussi qu'il était généralement "plutôt incompréhensible". En décembre 1999, le dossier a été renvoyé au demandeur pour "une révision et une clarification substantielles".

7.839 Selon les Communautés européennes, le demandeur n'a pas repris contact avec l'autorité compétente principale au sujet de ce dossier pendant près de deux ans. Ce n'est que vers la fin de 2002 que les contacts ont repris, lorsque le demandeur a voulu savoir ce qu'il fallait faire pour mettre à jour le dossier au titre de la nouvelle Directive 2001/18. Le demandeur a envoyé certains documents mis à jour en janvier 2003, mais pas le dossier complet. L'autorité compétente principale a demandé que la demande mise à jour soit complétée et le demandeur a fourni d'autres données, qui ont nécessité d'autres clarifications et ont amené l'autorité compétente principale à proposer que le dossier complet soit présenté à nouveau. En mars 2004, le demandeur a retiré la demande en souffrance et il a présenté une nouvelle demande quelques jours plus tard. Selon les Communautés européennes, à la date d'établissement du Groupe spécial, le nouveau dossier était en train d'être évalué par l'autorité

compétente principale. Les Communautés européennes soutiennent qu'elles ne peuvent pas être responsables de retards survenus à l'instigation du demandeur.

7.840 Le **Groupe spécial** croit comprendre au vu du dossier que l'autorité compétente principale a présenté certaines demandes préliminaires de renseignements additionnels dans les mois qui ont suivi la réception de la demande. Certaines des demandes additionnelles de l'autorité compétente principale, mais pas toutes, figurent parmi les renseignements fournis au Groupe spécial. Par exemple, dans une lettre datée du 20 juillet 1999, l'autorité compétente principale demande d'autres renseignements et clarifications sur des points soulevés dans une annexe à la lettre; or, l'annexe n'a pas été fournie.[879] De plus, il n'y a pas trace de réponse du demandeur à cette demande.

7.841 En novembre 1999, l'autorité compétente principale a apparemment demandé à l'ACRE de lui donner des indications quant aux points sur lesquels la demande devait être améliorée et a noté que l'ACRE serait prié de donner un avis formel à un stade ultérieur seulement. Selon l'avis préliminaire de l'ACRE, il y avait un certain nombre d'incohérences dans les données moléculaires fournies, les études moléculaires présentaient certaines lacunes et trop de données importantes figuraient dans les annexes au lieu d'être dans le dossier principal. Il a été noté que les données expérimentales appropriées avaient peut-être été fournies dans une partie du dossier de la demande, mais on ne voyait pas immédiatement où elles pouvaient se trouver.[880] Suivant l'avis donné par l'ACRE, l'autorité compétente principale a demandé en décembre 1999 que le demandeur procède à une révision et une clarification substantielles du dossier. Elle a suggéré de tenir une réunion avec le demandeur dans le courant du même mois pour lui donner certaines indications. Dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial il n'y a aucun élément de preuve indiquant qu'une telle réunion a eu lieu et que le demandeur a fait ce qui lui avait été demandé en décembre 1999.

7.842 Le 16 janvier 2003, le demandeur a présenté à l'autorité compétente principale une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18.[881] En accusant réception de la demande mise à jour, l'autorité compétente principale a indiqué, le 27 janvier 2003, que le dossier était encore incomplet et que les renseignements demandés en juillet et décembre 1999 manquaient toujours.[882] L'autorité compétente principale a présenté au premier semestre de 2003 d'autres demandes de clarifications ou de modifications de la demande, et le demandeur y a apparemment répondu en mai 2003.[883] Le 13 juin 2003, l'autorité compétente principale a demandé d'autres clarifications et a suggéré qu'une version complète de la demande soit présentée à nouveau.[884] Le 26 mars 2004, le demandeur a retiré la demande, disant que certains de ses éléments étaient incomplets ou périmés, et il en a présenté une nouvelle (C/GB/04/M5/4).[885] Aucun renseignement n'a été fourni au Groupe spécial au sujet de l'évaluation de la nouvelle demande.

7.843 Il ressort clairement de ce qui précède que l'examen de la demande concernant le colza LL a été retardé pendant près de deux ans entre le 2 décembre 1999 et l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002, suite à une lettre de l'autorité compétente principale informant le demandeur que le dossier nécessitait une révision et une clarification substantielles. Sur la base des renseignements qui nous ont été communiqués, nous croyons comprendre que cette interruption était due au fait que le demandeur n'avait pas fourni les renseignements et clarifications additionnels demandés en juillet et

[879] Pièce EC-72/At. 11.
[880] Pièce EC-72/At. 12.
[881] Pièce EC-72/At. 15.
[882] Pièce EC-72/At. 16.
[883] Pièce EC-72/Ats. 18 et 19.
[884] Pièce EC-72/At. 28.
[885] Pièce EC-72/At. 29.

décembre 1999. Toutefois, les raisons précises pour lesquelles le demandeur n'a pas donné suite aux demandes de renseignements de l'autorité compétente principale en juillet et décembre 1999 ne sont pas très claires.

7.844 Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 1999 et en décembre 1999 étaient nécessaires pour s'assurer que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[886] Mme Nutti, le seul expert ayant répondu à cette question, est convenue que les lacunes de la demande, telles qu'elles avaient été identifiées par l'ACRE, étaient telles que les renseignements demandés étaient nécessaires à l'évaluation de la sécurité sanitaire.[887]

7.845 Cela dit, la circonstance selon laquelle le demandeur n'a apparemment jamais répondu aux demandes de renseignements additionnels de juillet et de décembre 1999 est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales. Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays et au fait que la Commission n'a pas achevé certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, nous pensons que le demandeur aurait pu croire que la demande concernant le colza LL ne serait pas approuvée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.846 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le délai écoulé entre décembre 1999 et octobre 2002 ne constitue pas en soi une confirmation directe de l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. Mais à notre avis le délai écoulé est compatible avec l'affirmation selon laquelle un moratoire général était en vigueur à l'époque.

7.847 S'agissant de l'évaluation de la demande concernant le colza LL au titre de la Directive 2001/18, nous rappelons notre résumé précédent des faits pertinents. Ces faits ne nous amènent pas à croire que l'autorité compétente principale retardait volontairement l'examen de cette demande. Nous notons aussi à cet égard que les États-Unis n'affirment pas que le Royaume-Uni participait activement au moratoire allégué sur les approbations. De fait, le Royaume-Uni ne faisait pas partie du Groupe des cinq pays. Toutefois, en août 2003, lorsque le présent Groupe spécial a été établi, la demande concernant le colza LL n'avait pas atteint le niveau communautaire dans la procédure d'approbation au titre de la Directive 2001/18. Autrement dit, elle n'avait pas encore atteint le stade de la procédure où le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu agir pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.848 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que le Royaume-Uni n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le colza LL avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales pendant la période pertinente.

Coton BXN (EC-73)

7.849 La demande concernant le coton BXN a été présentée à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) en avril 1999. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Une demande mise à jour a été présentée le 16 janvier 2003, conformément à la

[886] Annexe H, question n° 29 du Groupe spécial.
[887] Annexe H, paragraphe 600.

Directive 2001/18. Selon les Communautés européennes, la demande a été retirée après l'établissement du Groupe spécial.[888]

7.850 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de quatre ans. Ils estiment que, bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière a néanmoins retardé et en fin de compte suspendu l'examen du produit ou ne l'a pas approuvé.

7.851 Les **Communautés européennes** font valoir que l'autorité compétente principale a transmis le dossier à son comité scientifique, le Comité national de biosécurité, qui a constaté que le dossier devait être amélioré. Un nombre considérable de renseignements faisait défaut sur des questions telles que l'analyse de la composition, l'incidence sur l'environnement, la toxicité, l'analyse nutritionnelle, et un certain nombre de points, tels que la portée, la proposition d'étiquetage, etc., devaient être clarifiés. L'autorité compétente principale a transmis ces observations au demandeur en juillet 1999.

7.852 Selon les Communautés européennes, après un premier échange de correspondance, le demandeur n'a pas répondu à l'autorité compétente principale pendant trois ans, jusqu'en janvier 2003, lorsque la société qui produisait l'herbicide auquel le coton était tolérant a informé l'autorité compétente principale qu'elle avait remis cette demande en souffrance à une autre société. La nouvelle société requérante a présenté une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18 le 16 janvier 2003.

7.853 Les Communautés européennes soutiennent que l'autorité compétente principale a transmis le nouveau dossier au Comité national de biosécurité, qui a constaté qu'il y avait des lacunes dans la caractérisation moléculaire du produit. L'autorité compétente principale a transmis ces observations au demandeur en octobre 2003. En novembre 2003, une autre société a demandé à l'autorité compétente principale de clarifier sa demande de renseignements additionnels. L'autorité compétente principale a donné ces clarifications et a demandé des précisions sur l'identité du demandeur. Les Communautés européennes indiquent qu'elles attendent toujours une réponse.

7.854 Le **Groupe spécial** commence son analyse en notant que, bien qu'il ait demandé en juin 2004 aux Communautés européennes de fournir une documentation complète sur les évaluations scientifiques de toutes les demandes, la documentation fournie pour cette demande est incomplète. Aucun des renseignements de fond fournis par le demandeur, que ce soit en rapport avec la demande initiale de mai 1999 ou avec la nouvelle présentation de la demande en janvier 2003, n'a été communiqué. Il est donc très difficile de placer dans leur contexte les demandes de clarifications et de renseignements complémentaires émanant de l'autorité compétente principale.

7.855 Nous notons que la demande a d'abord été présentée en mai 1999 et qu'en juillet 1999 l'autorité compétente principale a adressé des questions au demandeur et l'a prié de fournir des renseignements complémentaires. Le demandeur a répondu en septembre 1999, et il a précisé, entre autres choses, que la demande concernait à la fois l'importation et la transformation des graines de coton BXN ainsi que la culture du coton BXN. Suite à l'examen complémentaire de la demande effectué en janvier 2000 par le Comité national espagnol de biosécurité, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires sur certaines des mêmes questions dans une

[888] Il n'y a rien dans le dossier qui confirme cette affirmation des CE.

communication datée du 2 février 2000.[889] Le demandeur n'a pas répondu à cette demande avant de présenter en janvier 2003 une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18.[890]

7.856 Dans sa communication de février 2000, l'autorité compétente principale a fait ressortir cinq points. Le premier visait à indiquer que le Comité national de biosécurité jugeait bon de demander au Ministère de l'agriculture d'enregistrer l'herbicide associé pour utilisation sur ce coton. Le deuxième point visait à demander que soient éliminées les références faites à l'OCDE en ce qui concerne la certification des variétés parce qu'elles n'étaient pas pertinentes. Deux autres points, qui paraissaient liés à des préoccupations relatives à la sécurité sanitaire des produits alimentaires et des aliments pour animaux, visaient à demander que de nouvelles analyses soient effectuées au sujet du niveau de la nitrilase dans l'huile de graines de coton et que les analyses qu'il avait été proposé de mener sur des animaux ayant été nourris avec des aliments dérivés de ce produit soient effectuées dans des conditions normales d'alimentation du bétail en Espagne. Le dernier point visait à demander que soit reformulé le texte faisant référence à la résistance à la gentamicine. Bien qu'il paraisse s'agir d'une préoccupation concernant les risques potentiels pour la santé des personnes et des animaux découlant de la résistance aux antibiotiques, il n'est pas possible de confirmer qu'il s'agit effectivement d'une question de sécurité sanitaire des produits alimentaires sans consulter le texte de la demande.

7.857 Le Groupe spécial a demandé aux experts le conseillant si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale jusqu'en février 2000 inclusivement étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[891] Les experts ont noté que seule la table des matières de la communication même du demandeur avait été fournie, ainsi que la réponse du demandeur. Sur la base de ces renseignements limités, Mme Nutti a estimé que les réponses données par le demandeur en septembre 1999 paraissaient satisfaisantes en ce qui concernait la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ces réponses apportaient des clarifications ou des explications sur des renseignements qui figuraient sans doute dans la demande initiale.[892] M. Andow a noté que les renseignements précédemment demandés par l'autorité compétente principale étaient normalement nécessaires pour évaluer les risques pour l'environnement, en particulier ceux qui étaient liés à la culture de la plante. Toutefois, sans la demande elle-même, il ne pouvait pas déterminer dans quelle mesure des renseignements pertinents auraient déjà pu avoir été fournis par le demandeur, ou quelle quantité de renseignements additionnels pourrait être nécessaire. M. Andow a en outre fait observer que, d'après la table des matières, seules deux pages du texte de la demande étaient consacrées à des questions concernant des études de l'incidence sur l'environnement, des tests sur la toxicité ou l'écotoxicité des herbicides ou de leurs résidus, ou des propositions de gestion, de contrôle et de traitement de la culture pour réduire le risque de résistance des adventices aux herbicides.[893]

7.858 Une demande mise à jour a été présentée en janvier 2003 au titre de la Directive 2001/18 et elle a été complétée en mars 2003. La demande elle-même n'a pas non plus été fournie au Groupe spécial. Il semble que la demande concernait alors l'importation de graines pour transformation, mais non pour culture.[894] Il apparaît qu'en août 2003, lorsque le présent Groupe spécial a été établi, la demande était examinée par le Comité national de biosécurité.[895]

---

[889] Pièce EC-73/At. 6.
[890] Cela est confirmé par la pièce EC-73/At. 12.
[891] Annexe H, questions n° 30 et 31 du Groupe spécial.
[892] Annexe H, paragraphe 601.
[893] Annexe H, paragraphes 604 à 612.
[894] Pièce EC-73/At. 12.
[895] Il n'existe aucun renseignement indiquant quand la demande a été soumise au Comité national de biosécurité.

7.859 Il ressort clairement de ce qui précède que dans cette procédure, un retard de plus de deux ans et demi s'est produit entre février 2000, lorsque l'autorité compétente principale a demandé des clarifications, et octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée. Sur la base des renseignements portés à notre connaissance, nous croyons comprendre que cette interruption était due au fait que le demandeur n'avait pas fourni les clarifications demandées. Toutefois, les raisons précises pour lesquelles le demandeur n'a pas répondu à la demande de février 2000 de l'autorité compétente principale ne sont pas claires.

7.860 Nous rappelons qu'en raison de renseignements incomplets, les experts appelés qui nous conseillent n'ont pas été en mesure d'exprimer une opinion définitive sur la question de savoir si les clarifications demandées par l'autorité compétente principale en février 2000 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Cela dit, la circonstance selon laquelle le demandeur n'a pas répondu à la demande de février 2000 est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales. Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays et au fait que la Commission n'a pas achevé certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, nous pensons que le demandeur aurait pu croire que la demande ne serait pas approuvée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.861 Les Communautés européennes ont présumé que le fait de ne pas donner suite à cette demande pouvait être dû aux nombreux changements de propriété de la société productrice ainsi que des droits attachés à la demande en souffrance. D'après les renseignements fournis par les Communautés européennes, il apparaît qu'en 1999 et 2001 le demandeur de l'UE a fusionné avec d'autres sociétés de l'UE ou a été absorbé par d'autres sociétés de l'UE. Par la suite, en 2003, l'autorité compétente principale a été informée que les droits attachés à la demande avaient été transférés à une société des États-Unis. On ne voit pas bien quand la demande a été transférée à la société des États-Unis pertinente. Sur la base des renseignements portés à notre connaissance, nous pensons qu'il est concevable que les changements de propriété susmentionnés aient eu une incidence sur les efforts faits par le demandeur pour donner suite à sa demande.

7.862 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le délai écoulé entre février 2000 et octobre 2002 ne constitue pas en soi une confirmation directe de l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. Mais à notre avis, le délai écoulé est compatible avec l'affirmation selon laquelle un moratoire général était en vigueur à l'époque.

7.863 S'agissant de l'évaluation par l'Espagne de la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 2001/18, nous notons que la notification mise à jour a été présentée à l'Espagne le 16 janvier 2003.[896] Ce n'est pas avant le 14 février 2003, c'est-à-dire près d'un mois plus tard, que l'autorité compétente principale a prié le demandeur de présenter un résumé de la demande comme l'exige la Directive 2001/18.[897] Le demandeur a fourni ce résumé le 19 mars 2003, et il apparaît donc que la demande mise à jour était complète à cette date.[898] La demande a apparemment été transmise au Conseil national de biosécurité pour évaluation, mais en août 2003 cette évaluation n'avait pas encore été achevée. Le dossier montre que l'évaluation a été achevée en septembre 2003.[899] Il ressort clairement du dossier d'examen de cette demande par le Comité national de biosécurité que le Comité avait également examiné les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445, pour lesquelles l'Espagne était aussi l'autorité compétente principale. Nous rappelons toutefois que, conformément à la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale devait établir un rapport

[896] Pièce EC-73/At. 8.
[897] Pièce EC-73/At. 9.
[898] Pièce EC-73/At. 10.
[899] Pièce EC-73/At. 12.

d'évaluation dans les 90 jours suivant la réception d'une demande. Il convient également de noter à cet égard que l'évaluation du Comité national de biosécurité concernant le coton BXN est assez brève, c'est-à-dire que rien n'indique que l'établissement du rapport lui-même nécessitait beaucoup de temps.

7.864 Bien que rien n'indique qu'en 2003 l'Espagne appuyait activement un moratoire général sur les approbations finales, nous considérons que le fait qu'en août 2003 l'Espagne avait déjà dépassé le délai de 90 jours prescrit pour l'achèvement de son évaluation au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales.[900] Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que ces pays agiraient en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil au moins en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité[901], et que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.865 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que l'autorité compétente espagnole n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 90/220 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales pendant la période pertinente. Nous concluons en outre que le temps pris par l'Espagne pour évaluer la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 2001/18 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales pendant la période pertinente.

Maïs Bt-1507 (EC-74)

7.866 La demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) a d'abord été présentée à l'autorité compétente des Pays-Bas (l'autorité compétente principale) en novembre 2000. La portée de la demande concernait l'importation de maïs en vue de sa transformation et pour utilisation comme produit alimentaire et aliment pour animaux. Une demande séparée a été soumise à l'autorité compétente espagnole pour la culture du produit, que nous dénommons ci-après la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75). Nous examinerons cette demande séparément ci-dessous. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente des Pays-Bas n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Une demande mise à jour a été présentée en novembre 2002 au titre de la Directive 2001/18. L'autorité compétente principale a achevé son évaluation initiale de la demande et a transmis la demande à la Commission le 15 août 2003.

7.867 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plusieurs années, et qu'elle n'a pas été soumise pour décision au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions, l'autorité compétente principale a néanmoins retardé l'examen du produit. Les États-Unis contestent explicitement le caractère justifiable de l'une des demandes de renseignements de l'autorité compétente principale, ainsi que d'un certain nombre des objections formulées par d'autres États membres suite à la distribution de la demande par la Commission.

[900] Comme la demande n'a pas été complétée avant mars 2003, il apparaît que le délai de 90 jours ait commencé à ce moment-là.

[901] Nous notons que la pièce US-80, qui contient une note interne de la Commission, donne à entendre qu'en octobre 2001 plusieurs membres du Groupe des cinq pays étaient d'avis que les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité devaient entrer en vigueur avant que de nouveaux produits biotechnologiques puissent être approuvés.

7.868 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après réception de cette demande, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire, l'allergénicité et la toxicité du Cry1F, et sur l'étiquetage. Les échanges qui ont eu lieu avec le demandeur sur ces questions se sont poursuivis presque jusqu'à la fin de 2002. Dans deux cas, le demandeur a demandé une prolongation du délai accordé par l'autorité compétente principale pour fournir des données ou renseignements complémentaires. Le demandeur a mis à jour la demande juste après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Après un autre échange sur les données concernant la composition, un plan de surveillance et le caractère confidentiel de la méthode de détection, l'autorité compétente principale a présenté la demande complète et son rapport d'évaluation à la Commission en août 2003. Une fois que la demande a atteint le niveau communautaire, de très nombreuses objections ont été soulevées par les États membres, y compris en ce qui concerne les effets sur l'environnement, le plan de surveillance, la caractérisation moléculaire, l'échantillonnage et les méthodes de détection, l'allergénicité et la toxicité. En février 2004, la Commission a transmis le dossier, accompagné des dernières objections de sept États membres, à l'AESA pour obtenir son avis. Les Communautés européennes font valoir que les faits démontrent qu'il n'y a eu ni suspension de l'examen ni non-approbation de ce produit.

7.869 Le **Groupe spécial** note qu'il y a eu des communications fréquentes entre l'autorité compétente principale et le demandeur au sujet de cette demande entre le moment où celle-ci a été initialement présentée au titre de la Directive 90/220 et celui où l'autorité compétente principale a transmis son rapport d'évaluation à la Commission le 15 août 2003. Bien qu'une abondante documentation nous ait été remise, elle était présentée d'une façon qui ne facilitait pas son examen (certains documents étaient reproduits à l'envers ou de biais, d'autres étaient mal étiquetés ou présentés en double, alors que pour d'autres documents seules les tables des matières étaient fournies).

7.870 Les États-Unis remettent explicitement en question le caractère justifiable de l'une seulement des demandes de renseignements additionnels faites par l'autorité compétente principale, à savoir une demande du 13 décembre 2001 visant à ce que soient fournies des données sur des essais en plein champ. Les autres arguments des États-Unis concernent des objections et des demandes de renseignements additionnels émanant d'autres États membres qui ont été présentées après l'établissement du Groupe spécial et qui ne sont donc pas spécifiquement prises en compte.

7.871 Nous notons qu'en réponse à la demande de l'autorité compétente principale de mars 2001, le demandeur a fourni le 16 octobre 2001 des données sur des essais en plein champ effectués au Chili, en France et en Italie, qu'il jugeait représentatives des zones de culture d'où était exporté le maïs vers les Communautés européennes.[902] Le 13 décembre 2001, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle n'était pas convaincue par la réponse et a maintenu sa demande. Plus précisément, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle n'était pas convaincue que ces régions seraient représentatives des zones d'exportation du maïs vers les Communautés européennes. Elle a donc prié le demandeur d'effectuer d'autres essais en plein champ et de fournir des données sur la composition pour deux saisons de croissance consécutives.[903] Le demandeur a répondu à cette autre demande d'essais en plein champ additionnels dans les réponses qu'il a fournies le 21 novembre 2002. Il a présenté des arguments pour expliquer pourquoi les résultats des essais en plein champ menés en 1998/1999 au Chili, en France et en Italie devaient être considérés comme suffisants, et il a aussi communiqué les résultats des essais en plein champ menés en 1999/2000 en Bulgarie, en France et en Italie.[904] Le 10 février 2003, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle acceptait cette réponse, mais elle a demandé que les données provenant des essais en plein champ effectués au Chili soient présentées

[902] Pièce EC-74/At. 33.
[903] Pièce EC-74/At. 52.
[904] Pièce EC-74/At. 65, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial.

avec autant de détails et de la même manière que pour la France et l'Italie, et elle a proposé un mode de présentation.[905] Le demandeur l'a apparemment fait le 24 mars 2003.[906]

7.872 Les États-Unis font valoir que lorsqu'elle a rejeté le 13 décembre 2001 les données sur la composition fournies par le demandeur et provenant des essais en plein champ qui avaient été effectués en France, en Italie et au Chili, au motif que ces zones étaient insuffisamment représentatives des zones d'exportation du maïs vers les Communautés européennes, l'autorité compétente principale n'a donné aucune explication sur les raisons pour lesquelles elle avait conclu que les zones en question étaient "insuffisamment représentatives". Les États-Unis font valoir que les données fournies par le demandeur en octobre 2001 seraient généralement considérées comme "représentatives" et pertinentes pour évaluer le maïs susceptible d'être importé dans les Communautés européennes. Ils maintiennent qu'en l'absence d'explications plus précises, comme une anomalie dans les données communiquées, la seule raison pour laquelle l'autorité compétente principale a demandé le 13 décembre 2001 des essais en plein champ additionnels paraissait être le retard de deux ans qui en résulterait à cause du temps que le demandeur prendrait pour produire les données.

7.873 Nous avons demandé l'avis des experts nous conseillant afin de savoir si les essais en plein champ effectués en France, en Italie et au Chili fourniraient des données sur la composition des grains de maïs qui soient pertinentes pour évaluer les régions de culture d'où était exporté le maïs vers les Communautés européennes. Mme Nutti a appelé l'attention sur la *Directive régissant la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments produits à l'aide de micro-organismes à ADN recombiné*[907] du Codex Alimentarius, qui indique que la localisation des sites d'essais devrait être représentative de la gamme de conditions environnementales dans laquelle cette variété de plante est censée être cultivée. Le nombre de sites d'essai devrait être suffisant pour permettre une évaluation précise des caractéristiques de composition dans l'ensemble de ces conditions. De même, les essais devraient être conduits sur un nombre de génération suffisant pour permettre une exposition conforme à la variété des conditions rencontrées dans la nature.

7.874 Mme Nutti estimait que les essais en plein champ effectués en France, en Italie et au Chili pouvaient être considérés comme des renseignements complétant les essais précédents effectués par le demandeur, même s'ils n'étaient pas nécessaires, en particulier lorsque l'on considérait que le maïs en question était destiné à être importé et transformé, et non à être cultivé.[908] M. Andow a fait observer qu'il était probable que pour certaines utilisations industrielles du maïs, par exemple le biocarburant, il n'y avait pas vraiment lieu d'établir de distinction entre les sources régionales. Cependant, sans données pour le confirmer, il n'était pas possible, à son avis, de déterminer si le maïs provenant du Chili serait représentatif de celui de toutes les autres régions du monde. M. Andow a en outre fait observer que la justification scientifique de la demande concernant les données sur la composition n'apparaissait pas clairement dans le dossier écrit. Il jugeait essentiel que l'autorité compétente principale fournisse cette justification en même temps que la demande de renseignements, parce que bon nombre des raisons pouvant être à l'origine de la demande n'étaient pas nécessaires pour achever une évaluation scientifique du risque.[909]

7.875 S'agissant de la demande de décembre 2001 de l'autorité compétente principale en vue d'autres essais en plein champ, nous notons que les États-Unis n'affirment pas que, à l'époque, les Pays-Bas participaient activement au moratoire allégué sur les approbations. Toutefois, les États-Unis

[905] Pièce EC-74/At. 84.
[906] Pièce EC-74/Ats. 87 et 88.
[907] CAC/GL 45-2003, paragraphe 45.
[908] Annexe H, paragraphe 626.
[909] Annexe H, paragraphe 635.

soutiennent que les Pays-Bas ont été contraints de reconnaître que le moratoire était une réalité et que cela a influé sur la façon dont ils évaluaient les demandes.

7.876 Nous considérons que, suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. La Commission a présenté une proposition concernant ces règles en juillet 2001. À notre avis, les Pays-Bas avaient aussi des raisons de croire que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Par conséquent, les Pays-Bas pourraient, à notre avis, être parvenus en 2001 à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) puisse être approuvée avant l'abrogation de la Directive 90/220.

7.877 Dans ce contexte, nous admettons qu'il est possible que la demande de l'autorité compétente principale de décembre 2001 en vue d'autres essais en plein champ puisse, ainsi que le font valoir les États-Unis, être expliquée comme étant un moyen de retarder l'examen de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) afin qu'elle ne soit pas transmise à la Commission et aux autres États membres avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, en vertu de laquelle la demande pourrait finalement être approuvée, après l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Le fait que la réponse du demandeur à la demande de décembre 2001 n'est survenue qu'après l'abrogation de la Directive 90/220 est compatible avec cette explication. Toutefois, la réponse du demandeur était accompagnée des réponses à une demande de renseignements additionnels de mars 2002 que les États-Unis n'ont pas remise en question. On ne voit donc pas bien si le retard en résultant était imputable uniquement à la demande d'essais en plein champ additionnels.

7.878 Il convient de noter également que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays ayant déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. À notre avis, la demande de décembre 2001 en vue d'essais en plein champ additionnels pourrait aussi refléter une approche de précaution lors de l'évaluation des demandes. Les vues exprimées par les experts nous conseillant ne paraissent pas écarter cette possibilité.

7.879 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que la demande des Pays-Bas de décembre 2001 en vue d'essais en plein champ additionnels ne constitue pas en soi une confirmation directe de l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. Mais à notre avis, la demande est compatible avec l'affirmation selon laquelle un moratoire général était en vigueur à l'époque.

7.880 Nous notons qu'après que le demandeur a présenté une demande mise à jour en novembre 2002, l'autorité compétente principale a prié le demandeur le 10 février 2003 de lui fournir des renseignements complémentaires concernant un plan de surveillance et le caractère confidentiel de la méthode de détection proposée. En outre, comme il a été indiqué, en février 2003 l'autorité compétente a renoncé à sa demande d'essais en plein champ additionnels mais a demandé que les données soient présentées d'une manière uniforme. Les réponses à ces demandes ont été fournies par le demandeur le 24 mars 2003, et le 28 mai 2003 le demandeur a retiré la demande de traitement confidentiel de la méthode de détection.

7.881 À la lumière de ce qui précède, nous considérons qu'à la fin de mars 2003 l'autorité compétente principale avait tous les éléments nécessaires pour achever son évaluation de la sécurité sanitaire. La clarification en suspens de la question de la confidentialité n'aurait pas dû retarder

l'achèvement de l'évaluation même de la sécurité sanitaire. En tout état de cause, comme nous l'avons noté, la question de la confidentialité a été réglée en mai 2003. Malgré cela, l'autorité compétente principale n'a pas adressé son rapport d'évaluation complété à la Commission avant le 15 août 2003.

7.882 Nous rappelons que, conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale devait avoir transmis son rapport d'évaluation complété au plus tard 90 jours après réception de la demande mise à jour. Comme nous l'avons déjà indiqué, après avoir reçu la demande en novembre 2002, l'autorité compétente principale l'a examinée pendant plus de deux mois et demi avant de transmettre sa demande de renseignements additionnels. Après réception de la réponse du demandeur en mars 2003, l'autorité compétente principale a pris un temps additionnel de plus de quatre mois et demi pour compléter son rapport d'évaluation et le transmettre à la Commission. Par conséquent, au moment où l'autorité compétente principale a adressé son rapport d'évaluation à la Commission, elle avait pris plus de sept mois pour évaluer la demande mise à jour au lieu des 90 jours envisagés dans la Directive 2001/18.

7.883 Nous avons fait observer auparavant au sujet du délai de 90 jours fixé dans la Directive 2001/18 que ce délai constituait un indicateur utile pour déterminer combien de temps il pourrait falloir pour achever une évaluation. Comme nous l'avons dit, dans le cas de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74), à la fin de mars 2003, l'autorité compétente principale avait tous les éléments nécessaires pour achever son évaluation de la sécurité sanitaire. Même si l'autorité compétente avait à ce moment-là pris 90 jours entiers pour achever son évaluation, elle l'aurait achevée avant la fin de juin 2003. Comme on l'a indiqué, la question de la confidentialité avait alors été aussi réglée.

7.884 Bien que rien n'indique qu'en 2003 les Pays-Bas appuyaient activement un moratoire général sur les approbations finales, nous considérons que le fait qu'ils ont dépassé le délai de 90 jours même après avoir reçu tous les renseignements nécessaires est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales. Suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de croire que ces pays agiraient en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil au moins en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité[910], et que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.885 Par ailleurs, nous notons que ce n'est pas avant le 15 août 2003 que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) a atteint le niveau communautaire dans la procédure d'approbation au titre de la Directive 2001/18. Comme nous l'avons dit précédemment, ce n'est qu'au niveau communautaire que le Groupe des cinq pays et/ou la Commission pouvaient agir pour retarder ou empêcher l'approbation finale de cette demande.

7.886 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales pendant la période pertinente.

[910] Nous notons que la pièce US-80, qui contient une note interne de la Commission, donne à entendre qu'en octobre 2001 plusieurs membres du Groupe des cinq pays étaient d'avis que de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité devaient entrer en vigueur avant que de nouveaux produits biotechnologiques puissent être approuvés.

Maïs Bt-1507 (EC-75)

7.887 Ni la date de la présentation initiale de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) ni la demande elle-même n'ont été communiquées au Groupe spécial. Toutefois, l'autorité compétente principale a accusé réception de la demande dans une lettre datée du 11 juillet 2001. La demande portait sur toutes les utilisations, y compris la culture. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. La demande a été mise à jour en décembre 2002 au titre de la Directive 2001/18. Le 5 août 2003, l'autorité compétente principale a soumis à la Commission la demande et son rapport d'évaluation, qui ont été distribués à tous les États membres le 20 août 2003.

7.888 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plusieurs années, et qu'elle n'a pas été soumise pour décision au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions, l'autorité compétente principale a néanmoins retardé l'examen du produit. Les États-Unis contestent le caractère justifiable de certains des renseignements demandés par l'autorité compétente principale, et en particulier d'un certain nombre des objections formulées par d'autres États membres suite à la distribution par la Commission du rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale.

7.889 Les **Communautés européennes** font valoir que, suite à une évaluation préliminaire de cette demande par le Comité national espagnol de biosécurité, l'autorité compétente principale a demandé d'autres renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire, l'allergénicité et la toxicité du Cry1F, l'incidence sur l'environnement et un plan de surveillance. Ces demandes ont été traitées par le demandeur au cours des 12 mois suivants, jusqu'au 17 juillet 2002.[911] Après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, le demandeur a mis à jour la demande conformément aux prescriptions de la nouvelle législation. Les échanges entre le demandeur et l'autorité compétente principale se sont poursuivis jusqu'au 28 mai 2003. L'autorité compétente principale a présenté la demande complète et son rapport d'évaluation à la Commission le 5 août 2003.

7.890 Les Communautés européennes notent que la Commission a distribué la demande aux États membres et a reçu des observations et des objections de la part de dix d'entre eux. Ces observations et objections concernent la caractérisation moléculaire, les méthodes de détection, les organismes non cibles, les plans de surveillance, la toxicité, l'allergénicité et les pratiques culturales.

7.891 Le **Groupe spécial** note qu'il paraît y avoir eu au moins deux échanges entre le demandeur et l'autorité compétente principale au sujet des demandes de renseignements complémentaires avant l'abrogation de la Directive 90/220. Malheureusement, bien qu'une abondante documentation nous ait été communiquée, elle était présentée d'une façon qui ne facilitait pas son examen. De nombreux documents étaient mal étiquetés ou mal identifiés dans les chronologies fournies par les Communautés européennes; ou ils ne correspondaient pas aux demandes de renseignements mentionnées, mais plutôt à des demandes qui ont été présentées beaucoup plus tard.

7.892 Dans la mesure où nous avons pu le déterminer, après avoir reçu la demande en juillet 2001, l'autorité compétente principale a consulté son Comité national de biosécurité et le 30 octobre 2001 elle a demandé des renseignements additionnels au demandeur sur la base de l'avis donné par le Comité. Cette demande a apparemment été réitérée dans une communication du 28 novembre 2001. D'abord et avant tout, l'autorité compétente principale a demandé que des essais en plein champ pour le maïs Bt-1507 (EC-75) soient effectués en Espagne. D'autres demandes concernaient la

[911] Pièce EC-75/Ats. 1 à 3.

caractérisation moléculaire, l'expression des protéines, les effets sur les espèces cibles et non cibles, et la surveillance de la résistance. Le demandeur a fourni une réponse le 14 février 2002, y compris des renseignements sur des essais en plein champ effectués en Espagne. Suite à d'autres conseils donnés par le Comité national de biosécurité le 13 mai 2002, le 17 juin 2002 l'autorité compétente principale a demandé au demandeur d'effectuer d'autres essais en plein champ et de fournir d'autres renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire et l'expression des protéines. Le demandeur a répondu à ces demandes le 17 décembre 2002, en fournissant, entre autres, des renseignements sur des essais en plein champ additionnels effectués en Espagne. Cela s'est passé après l'abrogation de la Directive 90/220.

7.893 La demande a apparemment été mise à jour et présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18 le 13 février 2003. L'autorité compétente principale a demandé le 17 février 2003 un nouveau calcul spécifique concernant la caractérisation moléculaire, des renseignements additionnels concernant les études de toxicité, et des renseignements sur l'utilisation des herbicides. Suite à une réunion avec l'autorité compétente principale le 28 février 2003, le demandeur a fourni les renseignements demandés le 7 avril 2003. Suite à une autre réunion avec l'autorité compétente principale, le demandeur a présenté une demande mise à jour révisée le 28 mai 2003. L'autorité compétente principale a transmis à la Commission la demande mise à jour accompagnée d'une évaluation favorable le 5 août 2003. La Commission a distribué la demande aux États membres le 20 août 2003, en fixant au 19 octobre 2003 la date limite pour la présentation des observations. À la date d'établissement du Groupe spécial, la demande était donc examinée par les États membres.

7.894 Il ressort clairement de ce qui précède que l'évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) au titre de la Directive 90/220 a été retardée par suite de deux demandes de renseignements adressées par l'autorité compétente principale en novembre 2001 et en juin 2002, respectivement. Nous avons demandé l'avis des experts sur le point de savoir si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en novembre 2001 sur la caractérisation moléculaire, l'allergénicité, la toxicité et l'incidence sur l'environnement étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[912] Les experts n'ont pas été en mesure d'évaluer la demande initiale car elle n'a pas été communiquée au Groupe spécial. Mme Nutti a relevé, toutefois, que les explications et les renseignements fournis par la suite par le demandeur concernant la toxicité des protéines et l'allergénicité étaient corrects, extrêmement détaillés et complets.[913] M. Andow a estimé que les demandes de renseignements complémentaires sur la toxicité, y compris la toxicité des produits de la dégradation des protéines Cry1F ou PAT, étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Il a aussi estimé qu'il pouvait légitimement être fondé de demander des études sur des espèces non cibles présentant un intérêt particulier pour l'Espagne. Il a relevé que la nécessité d'effectuer des essais en plein champ sur le site même d'intérêt ne faisait pas l'objet d'un consensus scientifique, mais a estimé que la question de l'autorité compétente principale n'était pas assez spécifique pour aider le demandeur à fournir une réponse, et il a donc conclu que la question particulière posée par l'autorité compétente principale n'était pas nécessaire pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[914]

7.895 Concernant les demandes de renseignements de novembre 2001 et de juin 2002, nous notons en outre que les deux fois, l'autorité compétente principale a attendu plus d'un mois avant de transmettre les questions suggérées par le Comité national de biosécurité. Cela contraste avec d'autres procédures d'approbation où l'Espagne était aussi l'autorité compétente principale et où l'autorité

[912] Annexe H, questions n° 36 et 36 a).
[913] Annexe H, paragraphes 636 et 637.
[914] *Ibid.*, paragraphes 639 à 651.

compétente espagnole a transmis plus rapidement les demandes de renseignements du Comité national de biosécurité.[915]

7.896 En examinant les demandes de renseignements de novembre 2001 et de juin 2002 de l'autorité compétente principale, nous notons que les États-Unis n'affirment pas que, à l'époque, l'Espagne participait activement au moratoire allégué sur les approbations. Toutefois, les États-Unis soutiennent que l'Espagne a été contrainte de reconnaître que le moratoire était une réalité et que cela a influé sur la façon dont elle évaluait les demandes.

7.897 Nous considérons que, suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. La Commission a présenté une proposition concernant ces règles en juillet 2001. À notre avis, l'Espagne avait aussi des raisons de croire que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Par conséquent, l'Espagne pourrait, à notre avis, être parvenue en 2001 à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) puisse être approuvée avant l'abrogation de la Directive 90/220. Le comportement de l'Espagne, notamment le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre les questions du Comité national de biosécurité, est compatible avec ce point de vue, en ce sens qu'il a contribué à ce que la demande ne soit transmise à la Commission et aux autres États membres qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.

7.898 Nous reconnaissons que dans ce cas la demande a été présentée et qu'il en a été accusé réception 15 mois à peine avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. Toutefois, nous ne considérons pas qu'en septembre 2001, lorsqu'elle a reçu les questions suggérées par le Comité national de biosécurité, l'autorité compétente principale aurait pu légitimement conclure qu'il était impossible d'achever les étapes nécessaires et de faire approuver ou rejeter la demande pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Il convient aussi de noter que l'Espagne faisait partie du Groupe des sept pays ayant déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, même si nous devions accepter, compte tenu des vues exprimées par les experts nous conseillant, que la demande de renseignements de novembre 2001 pourrait refléter une approche de précaution lors de l'évaluation des demandes, on ne saurait dire, à notre avis, que le retard avec lequel cette demande a été transmise reflète une telle approche.

7.899 Nous notons qu'au titre de la Directive 2001/18, en février 2003, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires suite aux réponses données par le demandeur à sa demande de renseignements de juin 2002. Le demandeur a fourni une réponse en avril 2003 et une demande mise à jour révisée en mai 2003. La demande mise à jour a ensuite été transmise à la Commission accompagnée du rapport d'évaluation favorable de l'autorité compétente principale dans un délai de trois mois, ainsi que le prescrivait la Directive 2001/18. Le fait qu'après l'obtention de renseignements complémentaires, il apparaît que la demande présentée au titre de la Directive 2001/18 est rapidement arrivée au niveau communautaire ne réfute pas l'allégation selon laquelle un moratoire sur les approbations était en place. Comme nous l'avons dit, l'Espagne aurait pu considérer que, tant que la Directive 90/220 serait en vigueur, le Groupe des cinq pays et la Commission empêcheraient l'approbation finale de la demande en question, tandis que, après l'entrée

[915] *Voir*, par exemple, la procédure d'approbation concernant le coton BXN. Pièce EC-73/Ats. 2 et 3, et 5 et 6.

en vigueur de la Directive 2001/18, la demande pourrait finalement être approuvée, après l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.

7.900 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Maïs Bt-11 (EC-80)

7.901 La demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80) a d'abord été présentée à l'autorité compétente espagnole (l'autorité compétente principale) le 29 mai 1998. Le 30 avril 1999, l'autorité compétente principale a transmis la demande accompagnée d'une évaluation favorable à la Commission. Le demandeur a retiré la demande le 20 mai 1999. Lors du retrait de la demande, il a fait référence à la demande parallèle qui avait été présentée à la France le 28 mai 1996 (maïs Bt-11 (EC-69)), et qui avait été transmise à la Commission par l'autorité compétente française le 4 avril 1999 accompagnée d'une évaluation favorable.

7.902 La demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80) portait sur l'approbation de la culture de ce produit. Il convient de noter que le maïs Bt-11 (EC-163) avait été approuvé dans les Communautés européennes le 22 avril 1998 au titre de la Directive 90/220 pour importation et pour transformation.

7.903 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre et n'a pas été transmise pour examen au niveau communautaire. Ils estiment que, bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions, l'État membre a néanmoins retardé et en fin de compte suspendu l'examen ou n'a pas approuvé le produit. Les États-Unis considèrent que les retards dans l'examen par l'autorité compétente principale sont un élément de preuve de l'existence d'un moratoire.

7.904 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après les discussions qui ont eu lieu entre l'autorité compétente principale et le demandeur, cette demande a été retirée le 20 mai 1999. Le demandeur a donné comme raison du retrait l'existence d'une demande parallèle présentée en France.

7.905 Les **États-Unis** font valoir que les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et qu'elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultaient du moratoire.

7.906 Le **Groupe spécial** commence par prendre note de l'argument des États-Unis selon lequel la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80) n'a pas été transmise pour examen au niveau communautaire. Cela est inexact. Cette demande a été soumise à la Commission par l'autorité compétente principale en avril 1999 et n'a donc pas atteint le niveau communautaire; toutefois, le demandeur a retiré la demande un mois plus tard.

7.907 Les États-Unis font en outre valoir que les retards dans l'examen par l'autorité compétente principale sont un élément de preuve de l'existence d'un moratoire. Pour examiner cet argument, nous rappelons d'abord que les États-Unis affirment que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général à compter d'octobre 1998. D'après les renseignements qui nous ont été fournis, il apparaît qu'entre octobre 1998 et avril 1999 la demande était évaluée par le Conseil national espagnol de biosécurité et par l'autorité compétente espagnole. Rien n'indique qu'au cours de la période allant d'octobre 1998 à avril 1999 le demandeur devait présenter des renseignements complémentaires en réponse à des demandes de renseignements. Cette période dépasse le délai de

90 jours prévu pour l'évaluation dans la Directive 90/220. Nous pensons donc comme les États-Unis qu'entre octobre 1998 et avril 1999 il y a eu des retards dans l'examen de la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80).

7.908 Les Communautés européennes n'ont donné aucune explication des raisons pour lesquelles l'autorité compétente principale n'a pas examiné cette demande dans le délai prévu par la Directive 90/220. Les États-Unis n'affirment pas que l'Espagne elle-même participait activement au moratoire allégué sur les approbations ni que le temps pris par l'Espagne pour achever son évaluation dénote son appui au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par l'Espagne reflète l'incidence du moratoire.

7.909 Nous notons que le retard pertinent dans l'examen de cette demande s'est produit entre octobre 1998 et avril 1999, c'est-à-dire avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. L'Espagne ne faisait pas partie du Groupe des cinq pays. Elle faisait partie du Groupe des sept pays ayant déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques. Compte tenu de ces éléments, nous considérons que le retard qui s'est produit entre octobre 1998 et avril 1999 ne contredit pas ni ne confirme l'existence d'un moratoire sur les approbations finales à compter d'octobre 1998. À notre avis, l'existence d'un moratoire général des CE sur les approbations finales à compter d'octobre 1998 pourrait expliquer le comportement de l'Espagne après 1998. L'Espagne aurait pu considérer qu'il n'était effectivement pas nécessaire de respecter rigoureusement le délai de 90 jours puisque de toute façon une approbation finale de la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80) ne serait pas accordée pendant que le moratoire allégué était en vigueur. Par ailleurs, comme l'Espagne avait formellement déclaré en juin 1999 qu'elle adopterait une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution, nous pensons qu'il est aussi possible qu'elle ait apporté un soin particulier à l'examen de la demande et qu'il en a résulté des retards involontaires.

7.910 À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations à partir d'octobre 1998. Comme les parties plaignantes l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80).

7.911 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-80) avant avril 1999 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs NK603 (EC-76)

7.912 Dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603, le demandeur a présenté une demande à l'Espagne (l'autorité compétente principale) en août 2000. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. La demande a été transmise à la Commission accompagnée d'une évaluation favorable le 14 janvier 2003. La portée de la demande concernait l'importation et l'utilisation du produit à des fins industrielles, y compris comme aliment pour animaux.

7.913 Les **États-Unis** font valoir que la demande a été retardée au premier stade du processus d'approbation au titre de la Directive 90/220 parce que l'autorité compétente principale a refusé de

transmettre la demande à la Commission. Bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, celle-ci a néanmoins retardé ce produit au titre de la Directive 90/220. La demande est restée au niveau de l'État membre pendant une période de 25 mois. Ce produit a été présenté à nouveau au titre de la Directive 2001/18, et a fait l'objet d'évaluations initiales favorables de la part de l'autorité compétente espagnole.

7.914 Le **Canada** fait valoir que le temps total pris par l'autorité compétente principale pour son examen était de 25 mois, et que le demandeur n'a eu besoin que de 13 de ces 25 mois pour répondre aux questions. Les 12 autres mois dépassent le délai de trois mois prévu dans la Directive 90/220.

7.915 L'**Argentine** note qu'une évaluation des risques du maïs NK603 a été lancée au titre de la Directive 90/220 et relancée au titre de la Directive 2001/18. Il en est résulté un avis favorable du groupe scientifique. L'Argentine note qu'en avril 2004, la procédure d'approbation du maïs NK603, qui avait été lancée le 4 août 2000, avait duré trois ans et huit mois et qu'aucune décision finale n'avait été prise sur la demande d'approbation.

7.916 Les **Communautés européennes** allèguent que les seuls retards qui se sont produits pour la demande concernant le maïs NK603 sont dus à des questions sur des renseignements additionnels; cela mis à part, le processus s'est déroulé harmonieusement. De plus, les Communautés européennes affirment que la demande présentée en août 2000 était incomplète et n'a donc pas été considérée comme reçue avant janvier 2001. Les Communautés européennes allèguent en outre que 44 jours après la présentation de la demande, les pendules ont été arrêtées parce que le comité scientifique de l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur des questions telles que la caractérisation moléculaire, la composition nutritionnelle et l'incidence sur l'environnement.[916]

7.917 Les **États-Unis** notent que si l'on utilise la date de réception de janvier 2001 suggérée par les Communautés européennes et que l'on tient compte de l'"arrêt des pendules" dans l'attente des renseignements demandés au demandeur, sur les 25 mois au total pendant lesquels la demande était au niveau de l'autorité compétente, les Communautés européennes avaient retardé l'action au sujet de la demande concernant le maïs NK603 au titre de la Directive 90/220 pendant 12 mois.

7.918 Les **Communautés européennes** répondent qu'étant donné que le demandeur avait pris 13 mois pour recueillir des renseignements additionnels, il n'était pas déraisonnable que l'autorité compétente principale ait eu besoin de 12 mois pour assimiler et traiter ces renseignements.

7.919 Le **Groupe spécial** croit comprendre d'après le dossier que le demandeur a envoyé la première demande à l'autorité compétente espagnole le 4 août 2000. Quatre mois plus tard, le 20 décembre 2000, le demandeur a présenté à nouveau la demande en espagnol, en y incluant apparemment des études additionnelles.[917] Nous notons qu'il n'y a pas trace de ces études additionnelles. L'autorité compétente espagnole a par la suite accusé réception de la lettre le 2 janvier 2001.

7.920 Il ressort clairement du dossier que la progression de cette demande a été affectée de manière négative notamment par deux facteurs. *Premièrement*, le demandeur a pris plus de six mois pour fournir les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en février 2001. *Deuxièmement*, le demandeur a pris plus de cinq mois pour fournir les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en octobre 2001.

[916] Pièce EC-76/At. 1.
[917] Pièce EC-76/At. 3.

7.921 S'agissant de la demande de renseignements de février 2001, nous notons que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels concernant la caractérisation moléculaire, l'analyse nutritionnelle et l'incidence sur l'environnement du produit en question. Nous avons demandé aux experts nous conseillant si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en février 2001 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire du produit étaient valides.

7.922 Étant donné que la demande concernait l'importation et l'utilisation à des fins industrielles dans les Communautés européennes et non la culture, M. Andow a indiqué que "[c]ertaines informations étaient nécessaires pour examiner la manière dont les fuites de gènes pouvaient se produire pendant la transformation, l'entreposage ou le transport, mais il n'était pas nécessaire qu'elles soient détaillées". Il a donc conclu qu'il n'était pas justifié de demander d'autres études environnementales détaillées.[918]

7.923 Mme Nutti a noté que les renseignements sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires dont disposait l'autorité compétente principale semblaient suffisants étant donné que l'équivalence substantielle avait été démontrée dans plusieurs études d'alimentation.[919] Mme Nutti a déclaré que "[q]uelles qu['aient été] les études complémentaires demandées par l'autorité compétente principale […], ces études n'étaient pas nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides dès lors que tous les renseignements pertinents avaient déjà été fournis".

7.924 S'agissant de la demande de renseignements d'octobre 2001, nous croyons comprendre d'après le dossier qu'un mois après que le demandeur avait présenté de nouveaux renseignements en réponse à la demande de février 2001, en octobre 2001, l'autorité compétente espagnole a demandé que soit effectuée une réaction en chaîne par polymérase (PCR), et a voulu obtenir des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire et des précisions sur l'incidence possible sur l'environnement d'une dissémination ou germination accidentelles.[920] Plus de cinq mois se sont écoulés avant que le demandeur ne réponde en présentant des renseignements additionnels. Après que le demandeur a fourni de nouveaux renseignements en mars 2002, l'autorité compétente espagnole a fait savoir qu'elle avait encore des doutes.[921]

7.925 Les États-Unis notent que l'autorité compétente espagnole a souligné que la PCR devrait servir à détecter de petites insertions d'ADN parce qu'elle permettait une plus grande sensibilité.[922] Ils font valoir qu'il n'était pas justifié d'un point de vue scientifique de recourir à une certaine méthode fondée sur la PCR pour détecter des fragments additionnels susceptibles d'être trop petits pour être détectés par un transfert de Southern.

7.926 Les Communautés européennes allèguent que la demande de l'autorité compétente principale était scientifiquement valide.[923] Selon les Communautés européennes, les données additionnelles fournies par le demandeur indiquent que le recours à la PCR améliorait la sensibilité de la caractérisation moléculaire comparativement aux données fournies antérieurement dans la demande. Par conséquent, bien que le demandeur ait souligné que la conclusion en matière de sécurité sanitaire figurant dans la demande ne changeait pas, les Communautés européennes soutiennent que la

[918] Annexe H, réponse de M. Andow à la question n° 37 du Groupe spécial.
[919] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 37 du Groupe spécial.
[920] Pièce EC-76/At. 10.
[921] Pièce EC-76/At. 14.
[922] Pièce EC-76/At. 10.
[923] Observations des CE sur les réponses des experts, paragraphe 462.

demande de renseignements additionnels de l'autorité compétente principale était nécessaire pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.

7.927 S'agissant de la PCR, le Groupe spécial rappelle que Mme Nutti a dit être d'avis que les renseignements initiaux concernant la sécurité sanitaire des produits alimentaires semblaient suffisants.[924] Le Groupe spécial croit toutefois comprendre d'après le dossier que l'autorité compétente espagnole a fait valoir que la PCR est aussi considérée comme "essentielle pour la traçabilité du produit".[925]

7.928 En ce qui concerne les demandes de renseignements additionnelles sur l'environnement d'octobre 2001, M. Andow a noté que le demandeur n'avait pas traité cette question de l'incidence potentielle sur l'environnement d'une dissémination ou germination accidentelles. Il a fait remarquer que le demandeur "croit, sans doute à juste titre, que les probabilités de dissémination et de germination accidentelles (exposition à l'environnement) sont faibles. Si tel est le cas, l'auteur de la notification est d'avis que lorsque l'exposition est faible, le risque est faible. En conséquence, l'auteur de la notification peut estimer qu'il n'était pas nécessaire de répondre à cette question".[926] M. Andow a toutefois noté que l'autorité compétente principale pouvait croire que le risque potentiel associé à une dissémination ou germination accidentelles pouvait être élevé. Il a donc conclu que cette demande concernant des renseignements que devait fournir le demandeur était justifiée.

7.929 S'agissant des demandes de renseignements de l'autorité compétente principale de février 2001 et d'octobre 2001, nous notons que les États-Unis et l'Argentine n'affirment pas que, à l'époque où ces demandes ont été présentées, l'Espagne participait activement au moratoire allégué sur les approbations. De fait, l'Espagne ne faisait pas partie du Groupe des cinq pays. Cependant, suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.[927] À notre avis, l'Espagne avait aussi des raisons de croire que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Par conséquent, l'Espagne pouvait, de notre point de vue, être parvenue en 2001 à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que la demande concernant le maïs NK603 puisse être approuvée avant l'abrogation de la Directive 90/220.

7.930 Dans ce contexte, nous considérons que l'Espagne pouvait avoir demandé des renseignements qu'elle n'aurait pas demandés autrement, et qu'elle ne s'inquiétait pas des retards que ces demandes entraîneraient, car elle n'entrevoyait pas la possibilité que la demande soit approuvée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Les vues exprimées par les experts nous conseillant ne sont pas incompatibles avec cette possibilité. Comme il est indiqué précédemment, notamment dans le cas de la demande de février 2001, les experts ont remis en question la nécessité des renseignements demandés.

7.931 Il convient aussi de rappeler, toutefois, que l'Espagne faisait partie du Groupe des sept pays ayant déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques.

---

[924] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 37 du Groupe spécial.
[925] Pièce EC-76/At. 10.
[926] Annexe H, réponse de M. Andow à la question n° 38 du Groupe spécial.
[927] Nous rappelons que la Commission a présenté une proposition au sujet de telles règles en juillet 2001.

À notre avis, le fait que les experts ont remis en question la nécessité des renseignements demandés en février 2001 n'exclut pas la possibilité que l'Espagne adoptait une approche de précaution lors de l'évaluation des demandes. Par conséquent, nous pensons que les demandes de renseignements additionnels de février 2001 et d'octobre 2001 pouvaient aussi refléter la déclaration de juin 1999 du Groupe des sept pays.

7.932 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que les demandes de renseignements additionnels de l'Espagne de février 2001 et d'octobre 2001 ne constituent pas en soi une confirmation directe de l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales. Mais, à notre avis, ces demandes sont compatibles avec l'affirmation selon laquelle un moratoire général était en vigueur à l'époque.

7.933 Nous notons que très tôt, en août 2002, le demandeur a présenté une demande mise à jour pour satisfaire aux nouvelles prescriptions de la Directive 2001/18. Il paraît l'avoir fait de sa propre initiative.[928] En août 2002, il était déjà évident, toutefois, que la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 ne pourrait pas être achevée au titre de la Directive 90/220. La mise à jour avait été présentée assez tôt, elle a été rapidement transmise à la Commission avec le rapport d'évaluation favorable de l'autorité compétente principale le 14 janvier 2003.[929] Toutefois, le fait qu'au titre de la Directive 2001/18 la demande est très rapidement passée au niveau communautaire ne réfute pas à notre avis l'allégation selon laquelle un moratoire sur les approbations était en vigueur. Comme nous l'avons dit, l'Espagne aurait pu considérer que pendant que la Directive 90/220 était en vigueur, le Groupe des cinq pays et la Commission empêcheraient l'approbation finale de la demande en question, tandis qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, la demande pourrait finalement être approuvée, une fois adoptées les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.

7.934 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 avant janvier 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Maïs GA21 (EC-85)

7.935 La demande concernant le maïs GA21 (EC-85) a d'abord été présentée au Royaume-Uni (l'autorité compétente principale) le 12 décembre 1997, en vue de l'importation de grains et de produits dérivés à des fins d'alimentation des animaux et de transformation. Le 15 octobre 1999, l'autorité compétente principale a soumis la demande à la Commission avec son évaluation favorable.[930] La demande a été retirée le 27 juin 2001.

7.936 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant sept mois. En février 1999, le Comité consultatif sur les disséminations dans l'environnement (ACRE) a fait savoir au demandeur qu'il transmettrait la demande à la Commission moyennant certaines modifications.[931] Le 23 mars 1999, le demandeur a présenté la demande modifiée finale et complète, ainsi qu'il en était convenu avec l'autorité compétente principale, et la demande était prête à être transmise à la Commission à cette date.[932] Toutefois, sans raison apparente, il y a eu un retard de

[928] Pièce EC-76/At. 18.
[929] Pièce EC-76/At. 27.
[930] Nous rappelons qu'une demande concernant le même produit a été présentée à l'Espagne le 29 mai 1998 (EC-78).
[931] Pièce EC-78+85/At. 22.
[932] Pièce US-145.

sept mois avant que la demande ne soit enfin envoyée à la Commission le 15 octobre 1999. Plus de quatre mois après l'avis favorable rendu par l'ACRE, le demandeur a explicitement posé des questions au sujet du retard dans une lettre datée du 8 juillet 1999 adressée au Ministre de l'environnement, mais n'a reçu une réponse que quatre mois plus tard, le 2 novembre 1999, dans laquelle il était indiqué, sans explication, que la demande "avait récemment été transmise" à la Commission.[933]

7.937 Les États-Unis font observer que la chronologie fournie par les Communautés européennes donne la fausse impression que cette demande a effectivement eu une suite après le mois d'avril 1999 vu la mention d'une réunion de l'ACRE le 16 septembre 1999.[934] Comme le compte rendu de cette réunion l'indique, toutefois, le maïs GA21 (EC-85) ne figurait pas à l'ordre du jour et n'a pas été examiné. Il n'y a eu aucune activité pendant cette période de la part de l'autorité compétente principale. Les États-Unis soutiennent que les sept mois d'inactivité qui ont suivi l'évaluation des risques favorable de l'autorité compétente principale avaient des motivations politiques. La demande exacte telle qu'elle a été présentée par le demandeur le 23 mars 1999 a finalement été transmise à la Commission sans autre examen ou modification.

7.938 Le **Canada** fait valoir que l'autorité compétente principale n'a pas soumis la demande à la Commission avant novembre 1999, bien après que le demandeur a apporté certaines modifications à la demande initiale en mars 1999 conformément à l'accord conclu avec l'autorité compétente principale en février 1999. Cela veut dire que l'autorité compétente principale n'a pas transmis la demande à la Commission avant 7,5 mois. Le Canada fait valoir qu'il faudrait considérer ce point conjointement avec le fait que l'autorité compétente principale avait déjà consacré 15,5 mois à l'examen de la demande puisque celle-ci avait été présentée par le demandeur en novembre 1997.

7.939 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards qui se sont produits au niveau de l'État membre en ce qui concerne cette demande étaient dus aux nombreuses demandes de renseignements additionnels. Par ailleurs, lorsque la demande a été retirée, le demandeur a cité comme raisons du retrait des "contraintes commerciales imprévues" et la demande parallèle présentée à l'Espagne.

7.940 Les **États-Unis** font valoir que la demande a été retirée en raison du retard excessif avec lequel les Communautés européennes ont mené le processus d'approbation. Ils soutiennent que même si une société peut ne pas avoir cité des retards injustifiés dans sa lettre de retrait, au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, selon les États-Unis, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards qui, soutiennent les États-Unis, résultaient du moratoire.

7.941 Le **Groupe spécial** note que le 16 février 1999 l'autorité compétente principale a informé le demandeur que, à la lumière de certaines des nouvelles données fournies par le demandeur en réponse aux demandes de l'autorité compétente principale, l'ACRE avait réexaminé la demande et exigé certaines modifications pour que le dossier puisse être transmis à la Commission. L'ACRE a indiqué que, sous réserve de ces modifications, il était prêt à transmettre le dossier à la Commission avec un avis favorable.[935] Le demandeur a présenté une demande modifiée à l'autorité compétente principale

[933] Pièce US-146.
[934] Pièce EC-78+85/At. 24.
[935] Pièce EC-78+85/At. 22.

en mars 1999.[936] La chronologie fournie par les Communautés européennes indique qu'une réunion de l'ACRE a eu lieu le 16 septembre 1999. Toutefois, comme l'ont correctement indiqué les États-Unis, le compte rendu de cette réunion ne fait aucunement référence à un quelconque examen de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85).[937] La chronologie fournie par les CE montre qu'il n'y a pas eu de suite à cette demande jusqu'à ce qu'elle soit transmise à la Commission accompagnée d'un rapport d'évaluation favorable le 15 octobre 1999. Les éléments de preuve produits par les États-Unis montrent, toutefois, que le 8 juillet 1999 le demandeur a demandé à l'autorité compétente principale pourquoi la demande n'avait pas été transmise.[938] L'autorité compétente principale a répondu le 2 novembre 1999, près de quatre mois plus tard, en indiquant seulement que la demande avait entre-temps été transmise à la Commission.[939]

7.942 Les États-Unis n'affirment pas que le Royaume-Uni lui-même participait activement au moratoire allégué sur les approbations et que le retard en question dénotait l'appui du Royaume-Uni au moratoire. Néanmoins, les États-Unis soutiennent que le fait que l'autorité compétente principale n'a pas transmis la demande à la Commission pendant près de sept mois après en avoir reçu une version modifiée avait des motivations politiques. En réponse à une question du Groupe spécial qui voulait des précisions à ce sujet, les États-Unis ont fait observer que de nombreux États membres des CE, y compris le Royaume-Uni, étaient partagés au niveau interne sur leur position face à la biotechnologie. D'une part, des éléments du gouvernement du Royaume-Uni étaient, selon les États-Unis, favorables à la biotechnologie agricole. D'autre part, font valoir les États-Unis, certaines personnalités politiques n'y étaient pas favorables, dont le Ministre de l'environnement du Royaume-Uni en poste au moment du retard en question. Selon les États-Unis, le comportement du Royaume-Uni montre que des pays autres que les membres du Groupe des cinq pays reconnaissaient la réalité politique du moratoire, et que cette réalité affectait parfois la manière dont ils procédaient à l'évaluation des demandes concernant des produits biotechnologiques.

7.943 En examinant les arguments des États-Unis, nous notons qu'il est raisonnable de supposer que l'autorité compétente principale avait besoin d'un certain temps pour examiner la demande modifiée présentée en mars 1999 avant de pouvoir la transmettre à la Commission avec un avis favorable. Cependant, l'autorité compétente principale avait indiqué précédemment qu'il n'y avait pas d'autres questions en suspens, et nous pensons donc comme les États-Unis qu'un retard s'est produit entre mars 1999 et octobre 1999. De fait, au cours de cette seule période, l'examen de la demande au niveau de l'État membre a de loin dépassé le délai de 90 jours prévu pour l'évaluation au titre de la Directive 90/220.

7.944 Les raisons précises de l'inaction temporaire de l'autorité compétente principale ne sont pas claires. Nous notons qu'au cours de la période allant de mars à octobre 1999, au mois de juin, le Conseil Environnement est convenu d'une position commune au sujet de la révision de la Directive 90/220 et le Groupe des cinq pays a fait sa déclaration. Il se peut que le Royaume-Uni ait considéré qu'il n'était pas approprié de transmettre la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) à la Commission et aux autres États membres avec un avis favorable peu de temps avant cette importante réunion du Conseil, et qu'après la réunion il ait pris le temps d'évaluer l'incidence de la réunion du Conseil sur le processus d'approbation communautaire et de déterminer la réaction de la Commission. Il se peut aussi que les retards soient dus à un débat politique interne au Royaume-Uni, ainsi que le laissent entendre les États-Unis.

---

[936] Pièce EC-78+85/At. 26. Les éléments de preuve produits par les États-Unis confirment que la demande révisée a été présentée le 23 mars 1999. Pièce US-145.

[937] Pièce EC-78+85/At. 24.

[938] Pièce US-146.

[939] *Ibid*.

7.945 Ce qui est clair, cependant, c'est que le Royaume-Uni a achevé son évaluation et qu'en octobre 1999 il a transmis la demande à la Commission avec un avis favorable. Cela est compatible avec la circonstance selon laquelle le Royaume-Uni ne faisait pas partie du Groupe des cinq pays ayant déclaré qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre toute autre approbation. Le fait que le Royaume-Uni a achevé son évaluation ne contredit toutefois pas l'allégation selon laquelle un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur en octobre 1999. Si un moratoire était en vigueur, ce n'est qu'après que la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) a atteint le niveau communautaire que le Groupe des cinq pays et/ou la Commission pouvaient prendre des dispositions pour empêcher l'approbation finale de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85).

7.946 À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas spécifiquement mentionné l'existence d'un moratoire général allégué sur les approbations comme raison du retrait de la demande en 2001 n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme l'ont indiqué les États-Unis, si un moratoire était en vigueur, il y aurait des explications plausibles des raisons pour lesquelles le demandeur n'a pas spécifiquement mentionné l'existence du moratoire allégué ou les retards en résultant comme motif du retrait de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85).

7.947 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par le Royaume-Uni pour achever son évaluation de la demande concernant le maïs GA21 (pièce EC-85) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs MON810 x GA21 (EC-82)

7.948 La demande concernant le maïs MON810 x GA21 a d'abord été présentée à l'Espagne (l'autorité compétente principale) le 4 août 1999. Ce maïs est obtenu au moyen de l'hybridation classique de deux produits biotechnologiques "parents", le maïs MON810 et le maïs GA21. Le demandeur a retiré sa demande le 15 septembre 2003. À ce moment-là, l'autorité compétente principale n'avait pas encore soumis la demande à la Commission.

7.949 Les **États-Unis** font valoir que la demande n'a jamais atteint le stade de l'examen au niveau communautaire en raison du moratoire. Le 30 novembre 1999, l'autorité compétente principale a demandé que le demandeur fournisse plusieurs études additionnelles pour étayer la demande concernant ce produit.[940] Le demandeur a répondu en août 2001 à toutes les demandes, sauf en ce qui concerne une étude scientifiquement injustifiée sur la composition nutritionnelle du lait provenant de vaches laitières nourries avec ce produit.[941] Compte tenu de la sécurité sanitaire démontrée du maïs dans les aliments pour animaux en général, ainsi que des données substantielles présentées à l'appui de la sécurité sanitaire des deux parents transgéniques dans les aliments pour animaux, il n'y avait pas de base scientifique permettant de penser à une préoccupation. L'une des lignées parentales (maïs MON810) avait été approuvée par les Communautés européennes plusieurs années avant cette demande, et la sécurité sanitaire des aliments pour animaux avait été établie dans le cadre de ce

[940] Pièce EC-82/At. 8.

[941] Pièce EC-82/Ats. 9, 10 et 11. Selon les États-Unis, la réalisation d'une étude d'alimentation pour les vaches laitières aurait occasionné des coûts et des retards considérables au demandeur. Elle aurait obligé le demandeur à se livrer à d'autres plantations expérimentales afin de produire suffisamment de maïs pour mener l'étude d'alimentation; à embaucher des consultants de l'extérieur pour réaliser l'étude demandée; à faire pousser du maïs aux fins de l'étude d'alimentation au cours de la saison de croissance 2000; à récolter, transporter et à mettre en silos le maïs dans des conditions expérimentales rigoureuses; à mener la phase d'alimentation des vaches; à analyser les échantillons de lait; et à établir tous les rapports selon les normes de la bonne pratique de laboratoire.

processus.[942] En outre, dans le cadre de sa communication initiale, le demandeur s'était appuyé sur des analyses substantielles de la composition de l'autre parent (maïs GA21), ainsi que sur des études d'alimentation.[943] Aucune de ces études n'a permis d'identifier quoi que ce soit qui puisse servir de base à la préoccupation exprimée par l'État membre.

7.950 Les États-Unis notent que l'autorité compétente principale a aussi demandé des études additionnelles de l'hybride afin de vérifier la stabilité des deux événements ensemble. De l'avis des États-Unis, il n'y a aucune base logique à une telle demande qui implique une certaine interaction entre les événements MON810 et GA21. Les États-Unis estiment que le demandeur avait déjà montré la stabilité de ces événements de transformation dans chaque lignée parentale. Les insertions, dont la stabilité avait été démontrée dans les lignées parentales, n'étaient pas plus susceptibles d'êtres affectées par des croisements que tout autre gène déjà présent dans l'un ou l'autre des parents.

7.951 Les États-Unis notent qu'en janvier 2002, le demandeur a fourni des traductions de diverses études qu'il avait auparavant communiquées. Par la suite, la seule activité menée par l'autorité compétente principale a été une réunion tenue en avril 2002.[944] Il n'y a eu aucune autre action au sujet de cette demande pendant plus de 18 mois, jusqu'à ce que le demandeur offre de mettre à jour la demande au titre de la Directive 2001/18 le 16 janvier 2003.[945] Par la suite, le demandeur a toutefois retiré la demande le 15 septembre 2003, en même temps qu'il retirait la demande concernant le maïs GA21 (EC-78), car les retards causés par le moratoire avaient rendu les demandes concernant le maïs GA21 (EC-78) et le maïs MON810 x GA21 commercialement dépassées.[946]

7.952 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards identifiés par les États-Unis peuvent s'expliquer par le fait que la sécurité sanitaire de l'une des lignées parentales de ce produit hybride, le maïs GA21, n'avait pas encore été évaluée. L'autorité compétente principale attendait cette évaluation. Les Communautés européennes soutiennent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours. En outre, selon les Communautés européennes, les États-Unis reconnaissent que les retards ont été causés par le demandeur lorsqu'ils déclarent en réponse à une question du Groupe spécial que "le demandeur n'a pas pu affecter les ressources nécessaires pour répondre en temps opportun aux questions posées par l'autorité compétente [principale]".[947]

7.953 Les Communautés européennes font en outre observer qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, la demande a été retirée par une lettre datée du 15 septembre 2003. Le demandeur a donné trois raisons pour expliquer le retrait: premièrement, le fait que la procédure concernant le maïs NK603 se trouvait à un stade plus avancé que la demande concernant le maïs GA21 (EC-78); deuxièmement, l'introduction des nouveaux règlements concernant la commercialisation des produits GM dans les Communautés européennes; et, troisièmement, la modification des priorités commerciales de la société.

7.954 Les **États-Unis** nient reconnaître que les retards ont été causés par le demandeur. Le tableau sommaire de la réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial ne visait pas à indiquer

---

[942] Décision de la Commission concernant la mise sur le marché de maïs génétiquement modifié (zea mays L. lignée MON810), conformément à la Directive 90/220/CEE du Conseil, (98/294/CE), du 22 avril 1998, Journal officiel des Communautés européennes, L 131/32, 5 mai 1998 (pièce US-131).

[943] Pièce EC-82/Ats. 2 et 5.

[944] Pièce EC-82/At. 18.

[945] Pièce EC-82/At. 20.

[946] Pièce EC-82/At. 21.

[947] Les Communautés européennes font référence à la réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial, tableau de l'annexe I.

que le retard était imputable au demandeur. Le demandeur avait plutôt reconnu que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 ne progresserait pas tant que l'examen de la demande concernant le parent à trait unique GA21 (EC-78) restait suspendu au titre du moratoire. Les États-Unis soutiennent qu'il était vain que le demandeur affecte les ressources nécessaires pour donner suite à la demande concernant le maïs MON810 x GA21 alors que l'approbation du maïs GA21 (EC-78) était bloquée depuis des années au titre du moratoire. Le retard de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 était donc une conséquence directe du retard de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) au titre du moratoire.

7.955 Les États-Unis indiquent qu'à cause du retard dans la procédure d'approbation du maïs GA21 (EC-78), ce produit, ainsi que le maïs MON810 x GA21, avaient été remplacés par des maïs Roundup Ready de seconde génération (le maïs NK603 et le maïs NK603 × MON810, respectivement). Les États-Unis soutiennent que le demandeur n'a peut-être pas cité des retards injustifiés dans sa lettre de retrait parce qu'il était fortement incité à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et qu'il n'avait aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards.

7.956 Le **Groupe spécial** note pour commencer qu'une grande partie des renseignements qui lui ont été fournis avaient été mal identifiés. En particulier, les traductions en espagnol de renseignements communiqués précédemment en anglais avaient été identifiées comme des "données additionnelles", et parfois le même document était inclus sous forme de plusieurs pièces jointes différentes. En outre, il convient de rappeler d'abord qu'en mai 1999 l'autorité compétente espagnole avait effectué une évaluation favorable de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) et qu'elle avait transmis cette demande à la Commission. Lorsque la demande concernant le maïs MON810 x GA21 a été présentée, la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) était en cours d'évaluation au niveau communautaire.[948]

7.957 S'agissant de l'évaluation par l'Espagne de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 présentée au titre de la Directive 90/220, nous notons que le retard le plus important dans l'examen de cette demande paraît être le temps pris par le demandeur pour fournir des renseignements en réponse à une demande de renseignements additionnels de l'autorité compétente espagnole en novembre 1999. Le demandeur n'a pas fourni les renseignements demandés avant août 2001, et une traduction en espagnol des documents présentés dans la réponse d'août 2001 a été communiquée à l'autorité compétente espagnole en janvier 2002. Les États-Unis ont indiqué que le demandeur ne s'était pas conformé à la demande de l'autorité compétente espagnole visant à ce qu'il fournisse une étude sur la composition nutritionnelle du lait provenant de vaches laitières qui avaient été nourries avec le produit en question.

7.958 En avril 2002, le Comité national espagnol de biosécurité a examiné la traduction en espagnol de janvier 2002 des documents présentés par le demandeur. Il a conclu qu'il avait toujours besoin des résultats d'études d'alimentation concernant les vaches, et d'autres renseignements.[949] Toutefois, rien dans le dossier n'indique qu'une autre demande de renseignements a jamais été envoyée au demandeur avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.959 Nous notons qu'après avoir reçu les renseignements additionnels qu'elle avait demandés au demandeur, il incombait à l'autorité compétente espagnole de demander d'autres clarifications ou d'achever son évaluation dans le délai de 90 jours prévu par la Directive 90/220. Comme il a été

[948] Nous rappelons que la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) a été retirée par le demandeur en 2003.

[949] Pièce EC-82/At. 18.

mentionné, il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que l'autorité compétente espagnole a demandé des renseignements additionnels ou manquants après que la Commission de biosécurité a examiné la version espagnole des documents présentés par le demandeur en août 2001. L'autorité compétente espagnole n'a pas non plus achevé son évaluation après avoir reçu d'autres avis de la Commission nationale de biosécurité en avril 2002. D'après les renseignements portés à notre connaissance, il apparaîtrait que le délai de 90 jours avait déjà été dépassé en avril 2002.

7.960 Selon les Communautés européennes, le fait que l'autorité compétente principale n'a pas transmis la demande concernant le maïs MON810 x GA21 à la Commission en 2002 peut s'expliquer par le fait que l'autorité compétente principale attendait le résultat de l'évaluation au niveau communautaire d'une des lignées parentales de ce produit hybride, le maïs GA21 (EC-78). Les Communautés européennes soutiennent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours. Nous ne sommes pas convaincus par cette explication.

7.961 Pour commencer, comme nous l'avons noté précédemment, l'autorité compétente espagnole avait déjà évalué favorablement la demande concernant le maïs GA21 (EC-78). En outre, en septembre 2000 le CSP avait rendu un avis favorable au sujet de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78).[950] Nous ne voyons donc pas bien pourquoi la même autorité compétente espagnole n'aurait pas été en mesure d'arriver aussi à une conclusion au sujet de la demande concernant le produit hybride, à savoir le maïs MON810 x GA21. De fait, le dossier n'indique pas que l'autorité compétente espagnole a jamais dit au demandeur qu'elle n'était pas en mesure de poursuivre parce que les Communautés européennes n'avaient pas approuvé le maïs parent GA21 (EC-78). D'une manière générale, il peut être exact que "l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours". Toutefois, il semblerait que l'évaluation des lignées parentales pourrait aussi être effectuée dans le contexte de l'évaluation de l'hybride. En tout état de cause, l'autorité compétente espagnole ne pouvait pas "conclure" l'évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 à elle toute seule. Si d'autres États membres avaient des préoccupations au sujet de l'évaluation par l'Espagne du maïs GA21 (EC-78), encore que cette évaluation paraisse avoir été confirmée par le CSP, ils auraient pu formuler une objection et l'évaluation aurait alors été "conclue" au niveau communautaire. Il ne nous apparaît donc pas que l'autorité compétente espagnole devait retenir la demande au niveau de l'État membre afin d'éviter la possibilité d'évaluations contradictoires du maïs GA21.

7.962 Les États-Unis font valoir que cette demande n'a jamais atteint le niveau communautaire en raison du moratoire général allégué sur les approbations finales. Plus particulièrement, les États-Unis soutiennent que le retard dans la demande concernant le maïs MON810 x GA21 était une conséquence directe du retard dans la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) visée par le moratoire. Nous rappelons que les États-Unis n'affirment pas que l'Espagne elle-même participait activement au moratoire allégué sur les approbations ni que le temps pris par l'Espagne pour son évaluation dénote son appui au moratoire. Les États-Unis affirment plutôt que l'Espagne a été contrainte de reconnaître que le moratoire était une réalité et que cela a influé sur la rapidité avec laquelle elle a mené son évaluation.

7.963 Nous considérons que suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'Espagne avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires

[950] Pièce EC-78+85/At. 90.

sur l'étiquetage et la traçabilité.[951] À notre avis, l'Espagne avait aussi des raisons de croire que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Nous notons à cet égard que la demande concernant le parent à trait unique GA21 (EC-78) n'a pas progressé au niveau communautaire après que le CSP a rendu son avis favorable en septembre 2000.[952] S'agissant de cette demande, nous avons conclu précédemment que le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant le maïs GA21 (EC-78) au Comité de réglementation après que le CSP a rendu son avis en septembre 2000 était compatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle, pendant la période pertinente, les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

7.964 Dans ce contexte, et compte tenu en particulier de la situation pour ce qui est de la demande concernant le parent à trait unique GA21 (EC-78), nous considérons que l'Espagne aurait pu arriver en 2002 à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 puisse être approuvée avant l'abrogation de la Directive 90/220. À notre avis, le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation avant l'abrogation de la Directive 90/220 est donc compatible avec le point de vue selon lequel un moratoire général sur les approbations était en vigueur à l'époque.

7.965 Nous notons que l'Espagne faisait partie du Groupe des sept pays ayant déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché de produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, il n'apparaît pas que le comportement de l'autorité compétente espagnole en avril 2002 reflète une approche de précaution. En fait, l'autorité compétente espagnole n'a pas assuré le suivi auprès du demandeur pour chercher à obtenir davantage de renseignements ou des clarifications additionnelles après avoir reçu d'autres avis de la Commission nationale de biosécurité en avril 2002. Nous reconnaissons que, à ce moment-là, la date de l'abrogation de la Directive 90/220 approchait. Toutefois, nous notons que, dans une autre procédure d'approbation, l'autorité compétente espagnole n'a pas transmis les questions de la Commission nationale de biosécurité avant le milieu de juin 2002.[953]

7.966 Par ailleurs, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en 2003 n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs MON810 x GA21.

7.967 S'agissant de l'évaluation par l'Espagne de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 au titre de la Directive 2001/18, nous notons que le 16 janvier 2003 le demandeur a fait part de son intention de présenter une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18. Les Communautés européennes ont indiqué, toutefois, que l'autorité compétente principale n'avait jamais reçu la demande mise à jour. Nous n'avons vu aucun élément de preuve contraire. Le seul autre renseignement concernant cette demande se rapporte à son retrait par le demandeur le

[951] Nous rappelons que la Commission a présenté une proposition au sujet de telles règles en juillet 2001.

[952] Il est raisonnable de supposer qu'en tant qu'autorité compétente principale dans la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78), l'Espagne était au courant de cette situation.

[953] Pièce EC-75/At. 13.

15 septembre 2003. Ainsi, il apparaît que la demande n'a jamais été examinée par l'autorité compétente principale au titre de la Directive 2001/18. Cela dit, l'autorité compétente principale n'aurait pas pu le faire sans une demande mise à jour.

7.968 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Soja à haute teneur en acide oléique (EC-87)

7.969 La demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique a été présentée aux Pays-Bas (l'autorité compétente principale) le 19 juin 1998. Après plusieurs demandes de renseignements additionnels adressées par l'autorité compétente principale et les réponses qu'a données le demandeur, la demande a été retirée par le demandeur le 12 décembre 2002.

7.970 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans le processus d'approbation. Ils soutiennent que ce retard était une manifestation du moratoire sur les approbations.

7.971 Les **Communautés européennes** font valoir que, lorsque le demandeur a retiré sa demande en décembre 2002, la justification qu'il a donnée faisait mention de "raisons purement commerciales".

7.972 Les **États-Unis** font valoir que dans de nombreux cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons avancées pour expliquer le retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. De plus, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.973 Le **Groupe spécial** note que dans une communication datée du 7 décembre 1998, l'Institut d'État pour le contrôle de la qualité des produits agricoles des Pays-Bas (RIKILT), l'un des organes scientifiques consultatifs examinant la demande, a informé l'autorité compétente principale que les renseignements disponibles n'étaient pas suffisants pour évaluer la sécurité sanitaire des aliments destinés au bétail produits à partir de soja à haute teneur en acide oléique.[954] Le demandeur a été formellement informé de la demande de renseignements complémentaires dans une lettre datée du 8 janvier 1999. Toutefois, il apparaît que les questions posées par le RIKILT avaient déjà été communiquées au demandeur dans un courriel daté du 4 décembre 1998.[955] Le 1er juillet 1999, le demandeur a répondu aux questions posées par le RIKILT "le 4 décembre 1998". Il a fourni près de 270 pages de réponses et d'études.[956] Les nouveaux renseignements ont apparemment été examinés par le RIKILT, et le 27 octobre 1999, l'autorité compétente des Pays-Bas a demandé au demandeur, au nom du RIKILT, de fournir d'autres justifications de l'analyse de la composition nutritionnelle qu'il avait présentée.[957] Le demandeur n'a toutefois pas fourni les justifications demandées. Rien n'indique

[954] Pièce EC-87/At. 11.
[955] Pièce EC-87/Ats. 13 et 14.
[956] Pièce EC-87/At. 14.
[957] Pièce EC-87/At. 15.

qu'il y a eu d'autres communications concernant cette demande jusqu'à son retrait par le demandeur plus de trois ans après, le 12 décembre 2002, c'est-à-dire après l'abrogation de la Directive 90/220.

7.974 Il ressort clairement de ce qui précède que la progression de cette demande a été notablement affectée de manière négative par deux facteurs. *Premièrement*, la demande de renseignements additionnels adressée par l'autorité compétente principale en décembre 1998/janvier 1999 et le temps pris par l'autorité compétente principale pour examiner les renseignements additionnels après les avoir reçus. *Deuxièmement*, le fait que le demandeur n'a pas répondu, pendant une période de plus de trois ans, à une demande complémentaire de renseignements additionnels.

7.975 S'agissant du premier facteur, nous avons demandé aux experts nous conseillant si les renseignements demandés en décembre 1998/janvier 1999 et en octobre 1999 concernant la composition du produit et l'altération du profil protéique étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a considéré que les données demandées en décembre 1998/janvier 1999 sur la teneur en lectine et les données sur la composition pour deux saisons au moins étaient nécessaires pour assurer que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire à des fins d'utilisation humaine soient valides. Elle a aussi noté, toutefois, que les modifications dans la composition en acides gras ne devaient pas avoir d'incidence sur la sécurité sanitaire des aliments destinés au bétail.[958]

7.976 Lorsqu'on examine les demandes de décembre 1998/janvier 1999, il convient aussi de noter, toutefois, que quelques mois plus tard, en juin 1999, les Pays-Bas ont formellement déclaré qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. À notre avis, les demandes de décembre 1998/janvier 1999 pourraient refléter une approche de précaution lors de l'évaluation des demandes.

7.977 Le 1er juillet 1999, le demandeur a fourni les renseignements demandés en décembre 1998/janvier 1999. Près de quatre mois plus tard, le 27 octobre 1999, l'autorité compétente des Pays-Bas a transmis au demandeur des questions additionnelles posées par le RIKILT. Cela veut dire qu'au cours de cette seule période les Pays-Bas ont dépassé le délai de 90 jours dont ils disposaient au titre de la Directive 90/220 pour évaluer la demande. D'une part, il convient de rappeler dans ce contexte que la réponse technique du demandeur consistait en un document de 270 pages. Par comparaison, la demande initiale comprenait 170 pages.[959] D'autre part, nous considérons que suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Il est aussi raisonnable de supposer que les Pays-Bas savaient qu'après mai 1999, dans les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445, la Commission ne s'était pas acquittée de la responsabilité lui incombant dans la mesure où elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Conseil. Par conséquent, il est possible, à notre avis, que les Pays-Bas considéraient que la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique ne pourrait pas être rapidement approuvée au niveau communautaire, et que cela influerait sur la rapidité de sa propre évaluation au niveau de l'État membre. Ainsi, nous pensons que le comportement des Pays-Bas est compatible avec le point de vue selon lequel un moratoire général sur les approbations était en vigueur à l'époque.

[958] Annexe H, paragraphes 673 et 674.
[959] Pièce EC-87/At. 1

7.978 S'agissant du deuxième facteur ayant contribué à un retard dans l'achèvement de cette procédure, nous notons que les raisons pour lesquelles le demandeur n'a pas présenté d'autres justifications ne sont pas claires. Dans sa lettre de retrait de décembre 2002, le demandeur indiquait que le soja à haute teneur en acide oléique ne suscitait pas de préoccupations relatives à la sécurité sanitaire et que le retrait était entièrement lié à des raisons commerciales.[960] À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en 2002 n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique.

7.979 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation de la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique avant décembre 2002, au moment où elle a été retirée par le demandeur, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Betterave sucrière RR (EC-88)

7.980 La demande concernant la betterave sucrière RR a été présentée pour approbation en Belgique (l'autorité compétente principale) en décembre 1998 au titre de la Directive 90/220. Suite à l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, une demande mise à jour a été présentée par le demandeur le 16 janvier 2003. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'autorité compétente principale n'avait pas encore présenté son évaluation à la Commission. Le 16 avril 2004, le demandeur a retiré la demande.

7.981 Les **États-Unis** allèguent que la demande concernant la betterave sucrière RR a été retardée au premier stade du processus d'approbation au titre de la Directive 90/220 parce que l'État membre a refusé de transmettre la demande à la Commission. Bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, celle-ci a néanmoins retardé et en fin de compte suspendu l'examen ou n'a pas approuvé ce produit au titre de la Directive 90/220. Le produit a été présenté à nouveau au titre de la Directive 2001/18.

7.982 Le **Canada** fait valoir que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son examen concernant la demande, et qu'elle a donc dépassé de plusieurs années le délai de 90 jours prévu par la Directive 90/220. Il fait valoir que, pendant le processus d'examen, l'autorité compétente principale a demandé à trois reprises (avril 1999, novembre 2000 et janvier 2001) au demandeur de se conformer "volontairement" aux prescriptions établies par la Directive 2001/18, même si celle-ci ne devait pas entrer en vigueur avant octobre 2002.

7.983 Les **Communautés européennes** font observer qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, la demande a été retirée par les sociétés produisant le produit le 16 avril 2004. Le demandeur a cité comme raison du retrait une décision d'interrompre le développement de la betterave sucrière RR dérivée de l'événement T9100152.

7.984 Les **États-Unis** font valoir que dans de nombreux cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur par suite de la suspension par les Communautés européennes de leur

[960] Pièce EC-87/At. 16.

processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons avancées pour expliquer le retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. De plus, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.985 Le **Groupe spécial** observe que la demande a apparemment été envoyée à l'autorité compétente principale en décembre 1998, mais nous n'avons pas trace de cette demande. En outre, l'autorité compétente principale a considéré que la demande était incomplète. Après que le demandeur a présenté des renseignements complémentaires, l'autorité compétente principale a accusé réception d'une demande complète le 1er mars 1999.[961] La demande a apparemment été examinée à une réunion du Conseil consultatif belge de biosécurité tenue le 26 avril 1999. Les questions qui ont été soulevées à cette réunion ont été transmises au demandeur en juin 1999 et comprenaient des questions sur les pratiques culturales, la caractérisation moléculaire, la toxicologie, l'allergénicité et l'équivalence des produits alimentaires/aliments pour animaux.[962] Le demandeur a fourni des réponses à certaines de ces questions en juillet 1999.[963] Il a été répondu aux autres questions en décembre 1999.[964]

7.986 En octobre 1999, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur les transferts de gènes dans le tractus digestif.[965] Le demandeur a fourni ces renseignements en janvier 2000.[966] Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant l'allergénicité, la caractérisation moléculaire et les transferts de gènes dans le tractus digestif demandés par l'autorité compétente principale étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a dit que les renseignements fournis par le demandeur sur ces trois sujets avant octobre 1999 étaient suffisants pour garantir que les conclusions de l'évaluation étaient valides.[967]

7.987 En février 2000, l'autorité compétente principale a demandé des références bibliographiques qui manquaient. Le demandeur a fourni les références pertinentes en février et mars 2000.[968] Selon la chronologie qui nous a été fournie, en avril 2000, le demandeur a rencontré l'autorité compétente pour discuter de questions relatives à la préservation de l'identité, aux bonnes pratiques culturales, à la surveillance postérieure à la commercialisation, à la traçabilité, à l'information du public, aux méthodes de détection spécifique des lignées et aux amorces. Le compte rendu de cette réunion ne nous a toutefois pas été communiqué. En juillet 2000, le demandeur a fourni de sa propre initiative des renseignements additionnels sur la caractérisation d'une protéine et des protocoles de détection. Il a indiqué que ces données ne changeaient rien aux conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire.[969]

7.988 En novembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires concernant la caractérisation moléculaire et l'allergénicité de l'"événement 77".[970]

---

[961] Pièce EC-88/At. 3.
[962] Pièce EC-88/Ats. 8 et 9.
[963] Pièce EC-88/At. 10.
[964] Pièce EC-88/ At. 13.
[965] Pièce EC-88/ At. 12.
[966] Pièce EC-88/ At. 15.
[967] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 42 du Groupe spécial.
[968] Pièce EC-88/ Ats. 17 à 21.
[969] Pièce EC-88/ At. 22.
[970] Pièce EC-88/ At. 27.

Nous avons demandé aux experts si les renseignements concernant la caractérisation moléculaire et l'allergénicité de l'"événement 77" demandés par l'autorité compétente principale étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a souligné que les renseignements "concernant l'allergénicité n'étaient pas nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides", car la demande initiale avait établi de façon satisfaisante la sécurité sanitaire de ce produit à cet égard.[971] Le demandeur n'a apparemment pas fourni les renseignements demandés.

7.989 En janvier 2001, l'autorité compétente principale "a invité" le demandeur à présenter une proposition relative à l'étiquetage et à la traçabilité ainsi qu'une proposition de plan de surveillance et de bonnes pratiques culturales conformément aux principes énoncés dans la position commune du Conseil sur la modification de la Directive 90/220. L'autorité compétente principale a indiqué qu'en l'absence de respect volontaire de ces principes, il semblait que la Commission et les autres États membres s'opposeraient à l'approbation de la demande, même si l'autorité compétente principale la transmettait accompagnée d'une évaluation favorable.[972] Le demandeur n'a apparemment pas répondu à l'invitation de l'autorité compétente principale. En juin 2001, l'autorité compétente principale a envoyé au demandeur certaines observations sur sa demande, en lui demandant d'apporter les corrections correspondantes.[973] Après la communication de juin 2001 de l'autorité compétente principale, il semble ne pas y avoir eu d'autres échanges entre l'autorité compétente principale et le demandeur jusqu'à l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.990 En janvier 2003, le demandeur a présenté une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18. L'autorité compétente principale a accusé réception en février 2003 des mises à jour communiquées par le demandeur et lui a adressé une demande de renseignements complémentaires.[974] Le demandeur n'a apparemment pas fourni les renseignements demandés. Au lieu de cela, il a adressé une lettre de retrait en avril 2004.

7.991 Nous débutons notre examen de l'évaluation par l'autorité compétente principale de la demande concernant la betterave sucrière RR en rappelant que le demandeur n'a pas répondu à la demande de renseignements additionnels que lui a adressée l'autorité compétente principale en novembre 2000.[975] Il apparaîtrait donc qu'après novembre 2000, l'absence de progrès au titre de la Directive 90/220 soit imputable au demandeur. La question à examiner alors est celle de savoir pourquoi l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation avant novembre 2000. Nous notons à cet égard qu'à la fin de mars 2000, le demandeur avait fourni tous les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale. Malgré cela, l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation au cours des quelques semaines qui ont suivi. Au contraire, plus de sept mois plus tard, en novembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires sur les questions de la caractérisation moléculaire et de l'allergénicité précédemment traitées par le demandeur. Les Communautés européennes n'ont pas donné d'explication sur les raisons pour lesquelles l'autorité compétente belge n'aurait pas pu chercher à obtenir ces clarifications beaucoup plus tôt, étant donné que le demandeur avait fourni des renseignements additionnels sur ces questions avant la fin de 1999. Nous notons à cet égard qu'en novembre 2000 la Belgique avait déjà largement dépassé le délai de 90 jours prévu par la Directive 90/220 pour l'évaluation devant être effectuée par une autorité compétente principale.

[971] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 43 du Groupe spécial.
[972] Pièce EC-88/At. 29.
[973] Pièce EC-88/ At. 30.
[974] Pièce EC-88/At. 34.
[975] En janvier 2001, l'autorité compétente principale a rappelé au demandeur qu'elle lui avait adressé une demande de renseignements additionnels en novembre 2000. Pièce EC-88/At. 29.

7.992 Nous rappelons aussi qu'en juin 1999 la Belgique était l'un des membres du Groupe des sept pays ayant déclaré, non pas qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre toute approbation, mais qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, compte tenu du moment auquel la Belgique a présenté sa demande de renseignements additionnels de novembre 2000 – elle a été transmise plus de sept mois après que le demandeur avait fourni des renseignements additionnels en mars 2000 – nous ne sommes pas convaincus que cette demande reflétait l'approche de précaution à laquelle faisait référence la déclaration de juin 1999 du Groupe des sept pays.

7.993 Nous considérons que suite à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Belgique avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. La Commission a présenté une proposition au sujet de ces règles en juillet 2001. À notre avis, la Belgique avait aussi des raisons de croire que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation examinées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation compte tenu de l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Par conséquent, il est possible, à notre avis, que la Belgique considérait que la demande concernant la betterave sucrière RR ne pourrait pas être rapidement approuvée au niveau communautaire, et que cela influait sur la rapidité de sa propre évaluation et l'avait amenée à demander des renseignements qu'elle n'aurait peut-être pas demandés autrement.[976] Comme il a été mentionné précédemment, notamment dans le cas des clarifications demandées au sujet de l'allergénicité, Mme Nutti a mis en question la nécessité des renseignements demandés. La circonstance selon laquelle le demandeur n'a pas répondu à la demande de novembre 2000 est aussi compatible avec cette possibilité, car elle pourrait indiquer que le demandeur n'était plus sûr que la Belgique transmettrait sa demande à la Commission pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.994 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le fait que la Belgique n'a pas achevé son évaluation avant sa demande de renseignements additionnels de novembre 2000 est compatible avec l'existence d'un moratoire général sur les approbations. Le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en 2004 ne contredit pas ce point de vue. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant la betterave sucrière RR.

7.995 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par la Belgique pour son évaluation de la betterave sucrière RR est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

[976] En fait, tel que mentionné précédemment, en janvier 2001 la Belgique elle-même a fait savoir au demandeur qu'elle s'attendait à ce qu'il soit fait opposition à l'approbation de la demande concernant la betterave sucrière RR si le demandeur ne respectait pas volontairement certains principes énoncés dans la position commune concernant la révision de la Directive 90/220.

Chicorée transgénique à cœur vert (EC-110)

7.996 La demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert a été présentée pour approbation aux Pays-Bas (l'autorité compétente principale) le 11 mars 1996 au titre de la Directive 90/220. Le 15 avril 2003, la demande a été retirée.

7.997 Les **Communautés européennes** ont indiqué que, après avoir été évaluée au niveau national et au niveau communautaire, la demande a été retirée par le demandeur le 15 avril 2003. Le demandeur a donné deux raisons pour expliquer le retrait: premièrement, l'absence de marché pour ces produits; et, deuxièmement, le fait que la société préférait ne plus être associée aux OGM.

7.998 Les **États-Unis** font valoir que dans de nombreux cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur par suite de la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons avancées pour expliquer le retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. De plus, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.999 Le **Groupe spécial** note qu'un projet d'avis favorable établi pour être soumis à la Commission a été communiqué au demandeur pour observations le 8 juillet 1996.[977] Six mois plus tard, en janvier 1997, le demandeur a adressé une lettre dans laquelle il demandait que la demande ne soit pas transmise à la Commission tant qu'il n'y aurait pas plus de précision au sujet de l'autorisation de la chicorée rouge transgénique (EC-77).[978]

7.1000 Plus de deux ans après, le 25 mars 1999, l'organe consultatif des Pays-Bas chargé de la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, le RIKILT, a soumis un rapport d'évaluation à l'autorité compétente des Pays-Bas. Contrairement à la description que les Communautés européennes ont faite de ce rapport, le RIKILT n'a pas demandé de renseignements additionnels. Il a plutôt dit qu'étant donné les conclusions du Comité provisoire pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments et/ou du CSP rien n'indiquait que l'utilisation occasionnelle de la chicorée transgénique à cœur vert comme aliment pour animaux ne serait pas sûre. Le rapport indiquait que, d'après les normes en vigueur de l'UE, les données fournies sur la composition de la chicorée à cœur vert modifiée étaient insuffisantes pour pouvoir formuler des observations sur sa comparabilité avec la chicorée à cœur vert non modifiée. Il y indiquait aussi, toutefois, que puisque la chicorée à cœur vert n'était pas un ingrédient normal des aliments pour animaux, et compte tenu de l'avis du Comité provisoire pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments concernant sa sécurité sanitaire à des fins de consommation humaine, rien n'indiquait que le produit ne serait pas sûr pour les animaux et pour les consommateurs de produits animaux s'il était utilisé occasionnellement comme aliment pour animaux.[979]

7.1001 Le 19 mai 1999, le demandeur a volontairement fourni certaines données supplémentaires sur les aspects relatifs à la sécurité sanitaire des aliments "en réponse à des demandes de différents États membres" dans le contexte de l'examen de la demande concernant le même produit présentée au titre du Règlement n° 258/97. La demande contenait les renseignements, même si la demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert portait sur l'utilisation comme aliment pour animaux et non

[977] Pièce EC-110/At. 4.
[978] Pièce EC-110/At. 5.
[979] Pièce EC-110/At. 7.

comme produit alimentaire.[980] Aucun renseignement ne nous a été fourni au sujet d'autres échanges concernant cette demande qui auraient eu lieu après cette date. La demande n'a pas été présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18 et elle a été formellement retirée le 15 avril 2003. Les lettres annonçant le retrait qui nous ont été communiquées sont en néerlandais et aucune traduction ne nous en a été fournie.

7.1002 Il ressort clairement de ce qui précède que l'examen de cette demande par l'autorité compétente principale n'a pas été achevé dans le délai de 90 jours prévu par la Directive 90/220. Malheureusement, toutefois, sur la base des renseignements qui nous ont été communiqués, nous ne sommes pas en mesure de déterminer dans quelle mesure les retards qui se sont produits après mai 1999, lorsque le demandeur a volontairement fourni d'autres renseignements, étaient imputables à l'autorité compétente principale. Comme il a été mentionné, les éléments de preuve semblent indiquer qu'en juillet 1996, la demande avait été jugée suffisante pour que les comités scientifiques pertinents des Pays-Bas concluent que la chicorée transgénique à cœur vert ne présentait aucun risque pour la santé des personnes ou des animaux ni pour l'environnement. Mais en janvier 1997, le demandeur a demandé que la demande ne soit pas transmise tant qu'il n'y aurait pas davantage de précisions au sujet de l'approbation de la chicorée rouge transgénique. D'après les éléments de preuve portés à notre connaissance, nous ne voyons pas bien si, en mai 1999, l'autorité compétente principale attendait toujours que le demandeur revienne sur sa décision de faire retenir la demande. Si tel était le cas, le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation après mai 1999 et transmis la demande à la Commission résulterait de la demande du demandeur lui-même.

7.1003 Même à supposer, toutefois, que l'autorité compétente principale attendait que le demandeur lui donne le feu vert, cela ne démontrerait pas qu'aucun moratoire sur les approbations finales n'était en vigueur pendant la période pertinente. En octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, la demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert n'avait pas atteint le niveau communautaire dans le processus d'approbation au titre de la Directive 90/220. Autrement dit, elle n'avait pas encore atteint le stade de la procédure où le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu agir pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1004 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation de la demande concernant la chicorée transgénique à cœur vert avant octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Fait que l'État membre n'a pas donné son consentement à la mise sur le marché

7.1005 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations, les États-Unis et le Canada ont mentionné des procédures d'approbation dans le cadre desquelles l'État membre auquel la demande avait été présentée - l'autorité compétente principale - n'a pas donné son consentement par écrit à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique, après que ce produit biotechnologique a été approuvé par décision de la Commission. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-après, et rappelons que la partie pertinente de l'article 13 4) dispose que "[l]orsque la Commission a pris une décision favorable, l'autorité compétente qui a reçu la notification initiale donne son consentement par écrit à la notification de manière à permettre la mise sur le marché du produit". L'article 13 5) dispose en outre que "[d]ès lors qu'un produit a fait l'objet d'un consentement écrit, il peut être utilisé sans autre notification sur tout le territoire de la Communauté pour autant que les conditions spécifiques

[980] Pièce EC-110/At. 8.

d'emploi et les environnements et/ou les zones géographiques précisés dans ces conditions sont strictement respectés".

Colza MS1/RF1 (EC-89)

Colza MS1/RF2 (EC-90)

7.1006 Les demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été présentées à la France (l'autorité compétente principale) en avril 1995 pour culture, importation et commercialisation. Après leur examen par l'autorité compétente principale et par la suite au niveau communautaire, ces demandes ont été approuvées par la Commission le 6 juin 1997.[981]

7.1007 Les **États-Unis** font valoir que de nombreuses demandes qui ont été bloquées au titre de la Directive 90/220 n'ont pas été présentées à nouveau au titre de la Directive 2001/18, y compris celles qui concernaient le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. Ces demandes ont traîné au stade final du processus pendant plus de cinq ans parce que l'autorité compétente principale n'a pas donné son approbation finale.[982] Les deux demandes avaient été présentées en avril 1995 à la France, qui les avait transmises avec des avis favorables à la Commission européenne le 27 juillet 1995. La Commission avait examiné les demandes et constaté "qu'il n'y avait pas lieu de penser que la mise sur le marché du [colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2] aurait des effets indésirables sur la santé humaine ou sur l'environnement".[983] En conséquence, la Commission a approuvé les deux produits le 6 juin 1997[984], conformément à l'avis favorable rendu par le Comité de réglementation.[985] Malgré la décision favorable de la Commission, la France a refusé d'achever le processus en donnant son consentement final pour que le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 puissent être mis sur le marché.[986]

7.1008 Le **Canada** fait valoir que le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été affectés par le moratoire, car on les a empêchés de recevoir l'approbation nécessaire pour pouvoir être légalement commercialisés dans les Communautés européennes. Le Canada estime que, bien que ces produits aient été approuvés avant octobre 1998, ils sont victimes du moratoire après octobre 1998 tout comme n'importe quel produit.

7.1009 Le Canada fait observer que les décisions communautaires portant approbation de la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2 en juillet 1997 indiquaient que "les autorités compétentes de la France donnent leur consentement pour la mise sur le marché" des produits en question[987], sur la base, en partie, du fait qu'il n'y avait pas lieu de penser qu'il y aurait des effets négatifs sur la santé humaine et l'environnement. Toutefois, l'autorité compétente principale n'a donné son consentement pour aucun des deux produits contrairement à cette stipulation et à

[981] Décision de la Commission n° 97/392/CE du 6 juin 1997, Journal officiel n° L164 du 21 juin 1997, page 38 (pièce EC-89) et Décision de la Commission n° 97/393/CE du 6 juin 1997, Journal officiel n° L164 du 21 juin 1997, page 40 (pièce EC-90).

[982] Questions et réponses sur le Règlement concernant les OGM dans l'UE, annexe 1 (pièce US-107).

[983] Décision de la Commission n° 97/392/CE, Journal officiel n° L164 du 21 juin 1997, préambule, cinquième considérant (pièce US-43); Décision de la Commission n° 97/393/CE, Journal officiel n° L164 du 21 juin 1997, préambule, cinquième considérant (pièce US-44).

[984] Décision de la Commission n° 97/392 (pièce US-43); Décision de la Commission n° 97/393 (pièce US-44).

[985] Décision de la Commission n° 97/392, préambule, huitième considérant (pièce US-43); Décision de la Commission n° 97/393, préambule, huitième considérant (pièce US-44).

[986] Questions et réponses sur le Règlement concernant les OGM dans l'UE, annexe 1 (pièce US-107).

[987] Le Canada fait référence à l'article 1 1) de chaque décision de la Commission, respectivement.

l'article 13 4) de la Directive 90/220 et en dépit du fait que la même autorité compétente avait initialement rendu un avis favorable.

7.1010 Le Canada note en outre que le 7 juillet 1999 la Commission a envoyé un "avis motivé" à la France au sujet du fait qu'elle n'avait pas encore donné son consentement pour ces produits. Cette étape procédurale précède obligatoirement toute procédure juridique engagée par la Commission contre un État membre pour infraction au droit communautaire devant la Cour de justice européenne.[988] Toutefois, la Commission n'a pas donné d'autre suite à cette question; elle n'a pas engagé de procédure d'infraction. Bien que le Canada leur ait demandé des renseignements additionnels lors des consultations, les Communautés européennes n'ont toujours pas fourni de renseignements additionnels sur les dispositions qui ont effectivement été prises. En outre, dans un arrêt daté du 4 novembre 2000, le Conseil d'État français, suivant la décision rendue dans un arrêt antérieur de la Cour de justice européenne concernant l'article 13 4) de la Directive 90/220, a conclu qu'en l'absence de nouveaux renseignements concernant le risque associé au colza MS1/RF1 (EC-89) et au colza MS1/RF2, le Ministère français ne pouvait contester la décision prise par la Commission.[989]

7.1011 Le Canada fait valoir que malgré les décisions prises par la Commission plus de six ans auparavant de mettre les deux produits sur le marché (et l'achèvement de la plus récente évaluation favorable des risques par un organisme scientifique communautaire concernant l'utilisation étroitement apparentée du même produit cinq ans plus tôt au moins), la France a continué de ne pas donner son consentement à la mise sur le marché de ces produits. En conséquence, le demandeur n'a pu mettre aucune des variétés végétales sur le marché de l'UE.[990]

7.1012 Les **Communautés européennes** font valoir que d'un point de vue juridique, l'absence de consentement final ne signifie pas que le demandeur n'a pas le droit de mettre le colza MS1/RF1 (EC-89) et/ou le colza MS1/RF2 sur le marché. Ces produits ont obtenu une autorisation de commercialisation en vertu des décisions de la Commission du 6 juin 1997. Bien que ces décisions s'adressaient à la France et la mettaient dans l'obligation d'accorder son consentement final, elles pouvaient néanmoins avoir un effet direct pour le demandeur également.

7.1013 Selon les Communautés européennes, dans la jurisprudence de la Cour de justice européenne, les États membres des CE ne peuvent pas se prévaloir du fait qu'ils n'ont pas mis en œuvre (ou qu'ils refusent de mettre en œuvre) des obligations communautaires leur incombant dans le but de priver une personne d'un droit que lui confèrent ces mêmes dispositions communautaires.[991] La personne peut donc faire valoir ce droit en se fondant directement sur le droit communautaire en question. Ces

[988] Communautés européennes, OGM: La Commission engage une action contre le Luxembourg et la France, communiqué de presse de la Commission, IP/99/438, Bruxelles, 7 juillet 1999 (pièce CDA-52). *Voir aussi* Communautés européennes, Commission, dix-septième rapport annuel sur l'application du droit communautaire (1999), COM (2000) 92 final, Bruxelles, 23 juin 2000 (secteur de la chimie et biotechnologies), page 81 (pièce CDA-53).

[989] Communautés européennes, Commission, dix-huitième rapport annuel sur l'application du droit communautaire (2000), COM (2001) 309 final, Bruxelles, 16 juillet 2001 (secteur de la chimie et biotechnologies), page 73 (pièce CDA-50); *voir aussi* Cour de justice européenne, *Association Greenpeace France c. Ministère de l'agriculture et de la pêche*, C-6/99, [2000] Rec. I-01651 (pièce CDA-51).

[990] Le Canada relève que la mise sur le marché de l'huile transformée issue du colza hybride MS1/RF1 a été approuvée le 24 juin 1997 conformément aux procédures simplifiées prévues à l'article 5 du Règlement n° 258/97 (*voir* le résumé des demandes reçues en 1997 en application de l'article 5, produit numéro 2, figurant dans la pièce CDA-25). La demande a été présentée à la Commission par le Royaume-Uni suite à une évaluation scientifique menée par son Comité consultatif des nouveaux aliments et processus.

[991] *Voir seulement* Cour de justice européenne, Leberpfennig, C-9/70 [1970] Rec. 825.

principes forment ce qu'il est convenu d'appeler la doctrine de l'"effet direct". La Cour a fondé cette doctrine sur une interprétation téléologique du droit communautaire, et en particulier, sur le principe de l'effet utile.

7.1014 Les Communautés européennes confirment que la Commission a engagé une procédure d'infraction contre la France en 1998, mais qu'elle a décidé de ne pas porter l'affaire devant la Cour. La raison en était que la législation même sur la base de laquelle avait été accordée l'approbation avait été jugée insuffisante et était en cours de révision. En outre, la France avait exprimé les mêmes préoccupations en matière de risques pour l'environnement en ce qui concerne ces deux produits que pour les produits pour lesquels elle avait par la suite adopté des mesures de sauvegarde (c'est-à-dire le colza MS1/RF1 identique qui avait été approuvé pour des activités de sélection en 1996).

7.1015 Les approbations en 1996 et 1997 du colza MS1/RF1 et MS1/RF2 pour importation, transformation et culture ne prévoyaient pas la présentation de rapports ni de surveillance de la commercialisation dans les Communautés européennes. En conséquence, les Communautés européennes allèguent qu'elles ne peuvent pas dire si ces produits ont été vendus sur leur territoire. Selon les Communautés européennes, aucune variété de colza dérivée du colza MS1/RF1 ou MS1/RF2 n'a été enregistrée dans les catalogues nationaux des États membres ni dans le Catalogue commun des variétés d'espèces végétales agricoles – ce qui est une condition préalable à leur culture commerciale – parce que les sociétés n'ont pas présenté de demande en ce sens.

7.1016 Les **États-Unis** soutiennent qu'au titre de la Directive 90/220, l'approbation au "niveau communautaire" n'est pas effective tant que l'État membre ayant initialement reçu la demande ne prend pas la disposition finale consistant à mettre le produit sur le marché. Dans ce cas, l'autorité compétente principale n'a jamais permis que le produit soit mis sur le marché. Par conséquent, ces produits n'ont en fait jamais été approuvés pour culture, importation et commercialisation dans les Communautés européennes. Il s'agit d'une illustration de la manière dont, dans certaines circonstances, un seul État membre peut bloquer l'approbation d'un produit, et il s'agit en outre d'un exemple de l'existence du moratoire général. Aucun de ces produits ne se trouve en fait sur le marché communautaire et les fonctionnaires des douanes des CE n'admettraient aucun de ces produits sans l'étape finale (le consentement de la France) du processus d'approbation. Les Communautés européennes n'ont pas expliqué comment un produit peut être considéré comme approuvé si une procédure juridique additionnelle est nécessaire pour qu'il puisse être mis sur le marché.

7.1017 Le **Canada** fait valoir que l'on ne saurait raisonnablement conclure qu'une procédure d'approbation est parvenue à son terme si le demandeur doit engager une poursuite pouvant être coûteuse et longue pour faire respecter ses droits.

7.1018 Le **Groupe spécial** note que même si les deux demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été formellement approuvées par la Commission pour la mise sur le marché en juin 1997, l'autorité compétente principale n'a pas par la suite pris la disposition finale de la procédure d'approbation prévue à l'article 13 4) de la Directive 90/220, qui est de donner son consentement écrit à la mise sur le marché d'un produit. Les décisions pertinentes de la Commission, qui sont adressées aux États membres, disposent aussi à l'article 1 1) que "les autorités compétentes de la France donnent leur consentement pour la mise sur le marché" des colzas en question.[992]

7.1019 Ni l'article 13 4) de la Directive 90/220 ni les décisions pertinentes de la Commission ne prévoient de délais spécifiques dans lesquels l'autorité compétente principale devait donner son consentement. Toutefois, il nous semble évident que cela ne signifie pas que l'autorité compétente

[992] Pièces US-43 et 44; pièces CDA-48 et 49.

principale pouvait prendre le temps qu'elle voulait pour achever l'étape à laquelle elle était tenue. Sinon, les délais prescrits dans la Directive 90/220 pour l'achèvement des autres étapes de la procédure d'approbation, tels que le délai de 90 jours pour l'évaluation par l'État membre énoncé à l'article 12, le délai de 60 jours pour formuler des objections énoncé à l'article 13 et le délai de trois mois pour agir énoncé à l'article 21, pourraient aisément être rendus nuls et privés de sens. Nous rappelons que dans le cas des deux demandes en cause, l'approbation a été accordée par la Commission le 6 juin 1997. En octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, la France n'avait pas donné son consentement à la mise sur le marché des produits en cause. Ainsi, la France n'a pas donné son consentement pendant plus de cinq ans.[993]

7.1020 Les Communautés européennes ont donné à entendre que l'inaction de la France après juin 1997 était due à des préoccupations relatives aux risques pour l'environnement, et que ces mêmes risques avaient amené la France en novembre 1998 à adopter une mesure de sauvegarde visant le colza MS1/RF1 (EC-161). La demande concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) avait été présentée au Royaume-Uni et a été approuvée pour des activités de sélection en 1996. En examinant cette affirmation, nous notons que nous avons reçu très peu de renseignements sur les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. En particulier, nous n'avons vu aucun élément de preuve faisant état des préoccupations environnementales alléguées de la France. Au contraire, les décisions de la Commission portant approbation des demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 indiquent clairement que la France a transmis la demande à la Commission avec un avis favorable.

7.1021 En outre, rien n'indique qu'après juin 1997 la France ait cherché à obtenir des renseignements additionnels auprès du demandeur, ou ait proposé au demandeur d'accepter volontairement des conditions plus strictes pour répondre à ses préoccupations environnementales alléguées. De plus, les décisions de la Commission portant approbation des deux produits spécifient que la Directive 90/220 prévoit des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques des produits deviennent disponibles. Eu égard à cela, même si la France estimait qu'en juin 1997 elle avait des raisons justifiables de considérer que les produits en question constituaient un risque pour l'environnement, elle aurait pu prendre une mesure de sauvegarde, comme elle l'a fait pour le colza MS1/RF1 (EC-161), *après* avoir donné son consentement écrit à la mise sur le marché des deux produits en question.[994] Les préoccupations sous-tendant la mesure de sauvegarde de la France auraient alors été examinées par le CSP, et une décision sur la validité des préoccupations de la France aurait ensuite dû être prise au niveau communautaire.

7.1022 Pour toutes ces raisons, nous ne sommes pas persuadés qu'il y avait des questions environnementales en suspens qui étaient propres aux produits en question et que la France voulait que le demandeur traite avant de donner son consentement écrit à la mise sur le marché de ces produits.

7.1023 Nous rappelons qu'en juin 1999 la France était un des membres du Groupe des cinq pays ayant déclaré qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre les nouvelles approbations au titre de la Directive 90/220 en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la

[993] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure d'approbation concernant la chicorée rouge, qui a aussi été menée au titre de la Directive 90/220, l'autorité compétente principale a donné son consentement écrit deux mois et demi après que la Commission a approuvé la demande pour des activités de sélection. Pièce EC-77/At. 42.

[994] Il n'y a rien dans la Directive 90/220 qui indique qu'une autorité compétente principale transmettant une demande avec un avis favorable et donnant son consentement écrit à la mise sur le marché d'un produit ne peut pas par la suite prendre une mesure de sauvegarde en ce qui concerne ce produit.

traçabilité. Comme il est mentionné précédemment, les parties plaignantes font valoir qu'une des dispositions que pouvait prendre le Groupe des cinq pays pour empêcher les nouvelles approbations était de ne pas donner de consentement écrit à la mise sur le marché du produit à approuver dans les cas où des membres du Groupe étaient l'autorité compétente principale. Nous considérons que le comportement de la France est compatible avec la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. En effet, malgré une obligation juridique claire de donner un consentement écrit à la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2, la France n'a pas donné son consentement et a donc fait ce qui était en son pouvoir pour empêcher l'approbation de ces produits.

7.1024 Nous considérons donc que, au moins à compter de juin 1999, le fait que la France n'a pas donné son consentement écrit étaye l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations finales. Le comportement de la France n'est pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général des CE était en vigueur déjà en octobre 1998. Toutefois, le fait que la France n'a pas donné son consentement dès juin 1997 pourrait aussi étayer le point de vue selon lequel bien que la France se soit, pour sa part, opposée aux nouvelles approbations, aucun moratoire général à l'échelle communautaire n'était en vigueur en octobre 1998.

7.1025 Il convient de noter qu'il existe une incertitude quant au statut des demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 après l'abrogation de la Directive 90/220. L'article 35 de la Directive 2001/18 dispose que les demandes présentées au titre de la Directive 90/220 pour lesquelles les procédures d'approbation n'ont pas été achevées le 17 octobre 2002 relèvent des dispositions de la Directive 2001/18. Il dispose en outre qu'au plus tard le 17 janvier 2003, les demandeurs devaient avoir complété leurs demandes conformément à la Directive 2001/18. Rien n'indique que les demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été complétées conformément à la Directive 2001/18.

7.1026 Il apparaît que les Communautés européennes font valoir, toutefois, que les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été complétées au titre de la Directive 90/220. Elles soutiennent que conformément à la jurisprudence de la Cour de justice européenne, l'absence de consentement final de la part de l'autorité compétente principale ne signifie pas que le demandeur n'est pas juridiquement habilité à mettre le colza MS1/RF1 (EC-89) et/ou le colza MS1/RF2 sur le marché. Selon les Communautés européennes, le demandeur pourrait invoquer devant les tribunaux français l'obligation que les décisions de la Commission susmentionnées imposent à la France de mettre sur le marché les produits en question. Les États-Unis et le Canada n'ont pas contesté que le demandeur aurait ce droit en vertu du droit communautaire. Dans ces circonstances, et en l'absence d'éléments de preuve contraires, nous ne voyons aucun motif de rejeter l'affirmation des Communautés européennes concernant la situation en vertu de leur propre droit.

7.1027 Accepter l'affirmation des Communautés européennes signifie qu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les décisions de la Commission susmentionnées étaient toujours juridiquement contraignantes, et qu'à cette date le demandeur pouvait toujours invoquer les décisions de la Commission susmentionnées contre la France, puisque celle-ci n'avait alors toujours pas donné son consentement écrit. Cela ne signifie pas, toutefois, qu'avant ou après l'abrogation de la Directive 90/220, la France elle-même n'était plus tenue de se conformer aux décisions de la Commission et n'était pas obligée de donner son consentement écrit. Par conséquent, l'affirmation des Communautés européennes ne change rien à notre point de vue selon lequel, au moins à compter de juin 1999, le fait que la France n'a jamais donné son consentement écrit étaye l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations finales.

7.1028 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons qu'au moins à compter de juin 1999 le fait que la France n'a pas donné son consentement écrit à la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2 étaye l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Retards dus à des modifications du cadre législatif

7.1029 Comme nous l'avons noté au début, les Communautés européennes reconnaissent que certaines procédures d'approbation qui étaient en souffrance au titre de la Directive 90/220 ont accusé des retards. Selon les Communautés européennes, ces retards se sont produits par suite des modifications législatives qui ont été effectuées à l'époque. Les Communautés européennes font référence en particulier à la révision de la Directive 90/220 qui a conduit à l'adoption de la Directive 2001/18. Elles font observer qu'alors que la Directive 90/220 continuait d'être le fondement du traitement des demandes, les demandes en souffrance présentaient un problème du fait qu'elles ne contenaient généralement pas les données/renseignements nécessaires pour répondre aux préoccupations ayant conduit à l'adoption de la Directive 2001/18. Les Communautés européennes disent qu'elles ont donc dû trouver des moyens pour faire en sorte que les demandeurs fournissent les données/renseignements nécessaires. Elles indiquent que la plupart des demandeurs ont accepté de le faire à titre volontaire. Les Communautés européennes estiment qu'avec l'adoption et l'entrée en vigueur de la nouvelle législation, il a été répondu à toutes les préoccupations pertinentes. Elles affirment que, en conséquence, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 2001/18 se sont déroulées normalement.

7.1030 Les Communautés européennes font donc essentiellement valoir que, dans la mesure où il y a eu des retards dans le traitement des demandes au titre de la Directive 90/220, ces retards étaient liés à des modifications législatives qui ont été achevées en octobre 2002 avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Ces retards n'étaient pas liés aux modifications législatives demandées par le Groupe des cinq pays et obtenues en septembre 2003 avec l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À l'appui de leur affirmation, les Communautés européennes font observer qu'il y a eu des retards avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, mais pas après.

7.1031 Il ressort clairement de l'examen ci-dessus des procédures d'approbation individuelles qu'il y a eu des retards qui étaient liés à l'adoption de la Directive 2001/18 ou à son entrée en vigueur plus ou moins imminente. À notre avis, toutefois, ces retards sont entièrement compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général sur les approbations était en vigueur au moins jusqu'en août 2003. Nous rappelons à cet égard qu'en juin 1999 le Groupe des cinq pays a déclaré qu'"en attendant l'adoption des [nouvelles règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés d'OGM]"[995], il prendrait des dispositions pour que toute nouvelle autorisation pour culture et mise sur le marché soit suspendue. En octobre 2002, lorsque la Directive 2001/18 était entrée en vigueur, les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité n'avaient pas été adoptées.[996] Il ressort donc clairement de la déclaration de juin 1999 que le Groupe des cinq pays s'opposerait aux approbations jusqu'à l'adoption des nouvelles règles, c'est-à-dire jusqu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Nous rappelons aussi l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle la Commission a joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué sur les approbations et qu'elle a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre de la Directive 90/220 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales. En

[995] Pièces US-76 et 77; CDA-3; ARG-12.
[996] La Commission n'a pas proposé de telles règles avant juillet 2001.

conséquence, si un moratoire général sur les approbations était en vigueur au moins jusqu'en août 2003, il aurait fallu s'attendre à ce que le Groupe des cinq pays (agissant en tant qu'autorité compétente principale ou par le biais du Comité de réglementation/du Conseil) et/ou la Commission causent des retards avant l'abrogation de la Directive 90/220 afin d'empêcher que les demandes ne soient approuvées pendant que cette directive était encore en vigueur.

7.1032 Les Communautés européennes allèguent qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, il n'y a pas eu d'autres retards, sauf lorsque les pendules ont dû être arrêtées pendant que des renseignements complémentaires étaient attendus. Toutefois, ainsi que l'a montré notre analyse précédente, il y a en fait eu des retards dans le traitement des demandes au titre de la Directive 2001/18 qui sont compatibles avec l'existence d'un moratoire sur les approbations. Ces retards se sont produits au niveau de l'État membre dans le cas des procédures d'approbation concernant le coton Bt-531, le coton RR-1445, le coton BXN et le maïs Bt-1507 (EC-74). Notre analyse a aussi montré que, dans un certain nombre de cas, les demandes sont passées au niveau communautaire relativement vite.[997] Toutefois, nous avons dit que, à notre avis, cela ne réfutait pas l'allégation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire sur les approbations était en vigueur pendant la période pertinente. Nous avons fait observer que dans les cas pertinents l'autorité compétente principale aurait pu considérer que, pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, le Groupe des cinq pays et la Commission empêcheraient l'approbation finale des demandes en question, tandis qu'après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, les demandes seraient peut-être en fin de compte approuvées, une fois adoptées les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Autrement dit, les autorités compétentes principales avaient des raisons de croire qu'au titre de la Directive 2001/18 tous retards causés par elles au niveau de l'État membre pouvaient avoir une incidence sur le moment auquel les demandes pertinentes seraient approuvées.

7.1033 L'affirmation des Communautés européennes selon laquelle il n'y a pas eu et n'aurait pas dû y avoir des retards après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 est aussi incompatible avec la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme nous l'avons noté précédemment, le Groupe des cinq pays a annoncé qu'il prendrait des dispositions pour empêcher les approbations en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Ces règles ont été adoptées en septembre 2003, c'est-à-dire après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Le dossier montre que le Groupe des cinq pays a continué de s'opposer à l'approbation des demandes quand bien même celles-ci avaient été mises à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18.[998]

7.1034 Par ailleurs, nous notons que, en août 2003, il n'y avait pas eu de cas où une procédure d'approbation menée au titre de la Directive 2001/18 avait atteint le stade où la Commission devait soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation/au Conseil ou adopter un projet de mesure non adopté par le Conseil. Autrement dit, il n'y avait pas eu de procédure qui avait atteint le stade où la Commission aurait pu agir pour retarder ou empêcher l'approbation finale d'une demande. De plus, la première approbation par la Commission d'une demande au titre de la Directive 2001/18 n'a eu lieu qu'en juillet 2004, c'est-à-dire après l'établissement du Groupe spécial et après l'entrée en vigueur des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Ainsi, pour ce qui est du comportement de la Commission, le dossier ne permet pas de réfuter l'allégation des parties plaignantes selon laquelle la Commission avait décidé de ne pas achever les procédures d'approbation tant que les nouvelles règles communautaires n'auraient pas été adoptées.

---

[997] *Voir*, par exemple, les procédures d'approbation concernant le colza RR (EC-70), le maïs Bt-1507 (EC-74), le maïs Bt-1507 (EC-75) et le maïs NK603.

[998] *Voir*, par exemple, les procédures d'approbation concernant le colza RR (EC-70) (pièce EC-70/At. 71) et le maïs NK603 (pièce EC-76/At. 46).

7.1035 À la lumière des considérations ci-dessus, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle, dans la mesure où il y a eu des retards dans le traitement des demandes de dissémination volontaire dans l'environnement, ces retards étaient imputables en partie aux modifications législatives qui ont été achevées en octobre 2002 avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, mais pas aux modifications législatives demandées par le Groupe des cinq pays. Nous considérons que les retards qui se sont produits avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 sont entièrement compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations au moins jusqu'en août 2003. Nous considérons aussi que le dossier n'étaye pas l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle, au titre de la Directive 2001/18, il n'y a eu aucun retard ou à tout le moins aucun qui est compatible avec l'existence d'un moratoire sur les approbations.

ii) Nouveaux aliments – Demandes présentées au titre du Règlement n° 258/97

7.1036 Le Groupe spécial passe maintenant à l'examen des demandes pertinentes qui ont été présentées et traitées au titre des dispositions du Règlement n° 258/97 relatif aux nouveaux aliments et aux nouveaux ingrédients alimentaires. D'après les renseignements qui nous ont été communiqués, il apparaît que tous les produits biotechnologiques ayant fait l'objet des demandes pertinentes au titre du Règlement n° 258/97 avaient également été présentés pour approbation au titre de la Directive 90/220.[999] Il convient également de noter que toutes les demandes au titre du Règlement n° 258/97 ont été présentées après les demandes correspondantes au titre de la Directive 90/220.[1000] En outre, les deux produits biotechnologiques alimentaires qui ont été approuvés par la Commission en 2004, le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603 (produit alimentaire), ont été approuvés après l'avoir été au titre de la Directive 90/220 (maïs Bt-11 (EC-163)) et de la Directive 2001/18 (maïs NK603).

7.1037 Certaines des procédures d'approbation que nous examinons plus loin concernent des demandes visant des aliments ou des ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM.[1001] Il convient de noter à cet égard que, conformément au Règlement n° 258/97, des "risques pour l'environnement peuvent être liés aux nouveaux aliments ou aux nouveaux ingrédients alimentaires qui contiennent des [OGM] ou qui sont constitués de tels organismes".[1002] L'article 9 1) du Règlement n° 258/97 prescrit en conséquence que les demandes concernant de tels aliments ou ingrédients alimentaires soient accompagnées du dossier technique contenant les renseignements pertinents requis à l'article 11 de la Directive 90/220 et l'évaluation des risques pour l'environnement effectuée sur la base de ces renseignements ou, le cas échéant, la décision d'autorisation de mise sur le marché du produit pertinent au titre de la Directive 90/220. L'article 9 2) dispose que la décision d'autorisation de mise sur le marché au titre du Règlement n° 258/97 "tient compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par [la Directive 90/220] en vue de garantir que toutes les mesures utiles sont prises pour éviter les conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement que pourrait entraîner la dissémination volontaire d'[OGM]". Il semblerait découler de l'article 9 que si le demandeur ne présentait pas d'évaluation des risques pour l'environnement, une

[999] Dans certains cas, les demandes au titre de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 ont été présentées à la même autorité compétente principale. Dans la plupart des cas, elles ont été présentées à des autorités compétentes principales différentes.

[1000] Dans certains cas, les demandes au titre du Règlement n° 258/97 ont été présentées quelques jours plus tard, dans d'autres cas plus d'un an après.

[1001] Dans certains cas, à partir des renseignements qui nous ont été communiqués, nous n'avons pas pu déterminer si une demande visait des aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM.

[1002] Cinquième alinéa du préambule du Règlement n° 258/97.

demande au titre du Règlement n° 258/97 ne pouvait pas être approuvée par la Commission, à moins que la demande correspondante au titre de la Directive 90/220 n'ait été approuvée antérieurement.

7.1038 Les parties plaignantes affirment que les faits et les historiques des procédures d'approbation pertinentes étayent leur point de vue selon lequel les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales des produits biotechnologiques, y compris les produits biotechnologiques alimentaires. Nous rappelons à cet égard qu'en juin 1999 les pays du Groupe des cinq ont déclaré que "dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur [étaient] conférés en matière de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés (OGM)", "dans l'attente de l'adoption de [règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés], en conformité avec les principes de prévention et de précaution, ils [feraient] de sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues".[1003] Cette déclaration a été faite dans le contexte de la révision de la Directive 90/220. Cependant, de par ses termes, elle n'exclut pas de son champ d'application les OGM qui sont utilisés directement comme aliments ou ingrédients alimentaires, les OGM contenus dans des aliments ou ingrédients alimentaires, ou les OGM à partir desquels des aliments ou ingrédients alimentaires sont produits, mais qui ne contiennent pas les OGM pertinents.

7.1039 En outre, nous notons que les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés auxquelles fait référence la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays incluent manifestement celles qui ont été adoptées en septembre 2003, comme le Règlement n° 1830/2003. Comme l'indique bien son intitulé, ce règlement concerne "la traçabilité et l'étiquetage des [OGM] et la traçabilité *des produits destinés à l'alimentation humaine ou animale produits à partir d'[OGM]*". (pas d'italique dans l'original) Le préambule du Règlement n° 1830/2003 indique que des exigences de traçabilité applicables aux denrées alimentaires et aux aliments pour animaux produits à partir d'OGM devraient être établies pour faciliter l'étiquetage précis de ces produits, conformément aux exigences du Règlement n° 1829/2003 concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés, qui a été adopté également en septembre 2003. Compte tenu de ce lien entre les deux règlements et, surtout, eu égard à la référence faite dans la déclaration du Groupe des cinq aux nouvelles règles communautaires sur "l'étiquetage [...] des OGM et des produits dérivés d'OGM", il est plausible que la déclaration du Groupe des cinq était censée viser aussi le Règlement n° 1829/2003. Ce règlement institue des prescriptions additionnelles en matière d'étiquetage pour les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés. En particulier, à la différence du Règlement n° 258/97, il prescrit l'étiquetage des produits alimentaires dérivés d'OGM également dans les cas où l'ADN ou la protéine d'origine GM n'est pas détectable dans les produits alimentaires finals.

7.1040 En ce qui concerne le Règlement n° 1829/2003, nous devrions ajouter que le Canada et l'Argentine nous ont communiqué un document du Conseil qui indique que, sur la question de l'"autorisation de nouvelles denrées alimentaires génétiquement modifiées", le Danemark, soutenu par la France, l'Italie, l'Autriche, le Portugal et le Luxembourg, a appelé l'attention en janvier 2003 sur "les futures conditions d'autorisation des [OGM], puisque le Conseil [était] parvenu à un accord politique sur la proposition de règlement concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux génétiquement modifiés le 28 novembre 2002 [...]". Le document indique ensuite que "[c]ertaines de ces délégations ont demandé qu'aucune nouvelle procédure d'autorisation de mise sur le marché de nouveaux OGM ne soit engagée avant l'entrée en vigueur de ce règlement".[1004] Toutefois, nous ne pouvons pas accorder un grand poids à ce document car on ne sait pas au juste ce

[1003] Pièces US-76 et 77; CDA-3; ARG-12.
[1004] Service de presse du Conseil, 2481ème session du Conseil – Agriculture et pêche, Bruxelles, les 27 et 28 janvier 2003, page 23 (pièce ARG-52). *Voir aussi* la pièce CDA-118.

que désignent "les futures conditions d'autorisation" et on ne sait pas au juste non plus combien de ces délégations, et lesquelles, étaient opposées aux nouvelles approbations en attendant l'entrée en vigueur du nouveau Règlement n° 1829/2003 sur les denrées alimentaires et aliments pour animaux GM.

7.1041 Enfin, nous notons que si les pays du Groupe des cinq ont jugé approprié, dans l'attente de l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité, de prendre des dispositions pour empêcher l'approbation au titre des Directives 90/220 ou 2001/18 de produits biotechnologiques destinés à la culture et/ou aux aliments pour animaux, il serait surprenant qu'ils ne s'opposent pas pour les mêmes motifs à l'approbation au titre du Règlement n° 258/97 des produits identiques destinés à la consommation humaine, du moins dans les cas où ces produits contiennent des OGM ou sont constitués d'OGM. Rappelons que le Règlement n° 258/97 indique que les risques pour l'environnement peuvent aussi être liés à la consommation humaine des produits biotechnologiques et prescrit que les produits alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM satisfassent aux exigences en matière de sécurité pour l'environnement fixées par les Directives 90/220 et 2001/18. En fait, le dossier montre que le Danemark et la France ont invoqué la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays dans le contexte de procédures d'approbation menées au titre du Règlement n° 258/97, lorsqu'ils ont formulé des objections contre les évaluations favorables de demandes spécifiques par l'autorité compétente principale.[1005]

7.1042 Gardant ces observations à l'esprit, nous allons maintenant examiner les procédures d'approbation menées pour les demandes pertinentes au titre du Règlement n° 258/97. Comme pour notre examen des procédures menées pour les demandes au titre de la Directive 90/220, nous nous attacherons d'abord au comportement de la Commission. Ensuite, nous examinerons le comportement du CSAH. Enfin, nous examinerons le comportement de différents États membres agissant en tant qu'autorités compétentes principales.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.1043 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbation**s**, les parties plaignantes ont appelé l'attention sur un certain nombre de procédures d'approbation dans lesquelles la Commission n'avait pas soumis au Comité de réglementation[1006] un projet de mesure concernant les demandes pertinentes. Nous examinons ci-après ces procédures d'approbation, en rappelant que la partie pertinente de l'article 13 3) du Règlement n° 258/97 dispose que "[l]e représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre".

Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91)

7.1044 La demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a été présentée à l'autorité compétente néerlandaise (autorité compétente principale) le 24 juillet 1998. L'évaluation initiale de l'autorité compétente principale a été communiquée à la Commission le 21 janvier 2000 et distribuée par celle-ci aux États membres le 18 février 2000. Le 18 mai 2000, la Commission a demandé au CSAH d'évaluer la demande; l'avis du CSAH a été rendu le 27 février 2002. Au moment où le

[1005] Pièces EC-91/At. 32 (aliments contenant des OGM ou constitués d'OGM et aliments produits à partir d'OGM, mais ne contenant pas d'OGM); EC-92/Ats. 23 et 27 (aliments contenant des OGM ou constitués d'OGM); EC-96/At. 27 (aliments contenant des OGM ou constitués d'OGM et aliments produits à partir d'OGM, mais ne contenant pas d'OGM).

[1006] Nous rappelons que le Comité de réglementation établi au titre de l'article 13 du Règlement n° 258/97 était le Comité permanent des denrées alimentaires.

Groupe spécial a été établi, la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure concernant la demande au Comité de réglementation.

7.1045 Les **États-Unis** font valoir que la Commission a demandé un avis au CSAH le 18 mai 2000. Toutefois, c'est onze mois plus tard que le CSAH a contacté le demandeur pour la première fois, en demandant des renseignements additionnels.[1007] En moins d'un mois, le demandeur a fourni des réponses à toutes les questions.[1008] Il a fallu à nouveau onze mois au CSAH pour rendre un avis le 27 février 2002.[1009] Dès lors, la demande a été retardée pendant 17 mois au niveau communautaire avant que le CSAH rende un avis positif le 27 février 2002. Dans son avis, le CSAH concluait que les données présentées, y compris les deux études sur les aliments entiers, étaient "suffisantes pour l'évaluation"[1010] et mentionnait ces études à l'appui de sa conclusion finale selon laquelle "du point de vue de la santé du consommateur, le maïs issu de la lignée de maïs GA21 et les produits dérivés […] sont aussi sûrs que le grain et les produits dérivés obtenus à partir des lignées de maïs classiques".[1011]

7.1046 Selon les États-Unis, près de deux mois se sont écoulés après l'avis favorable du CSAH sans aucune activité concernant cette demande. Le 23 avril 2002, le demandeur a proposé de réduire la portée de la demande afin d'inclure seulement le grain transformé et les produits dérivés, mais pas le grain non transformé, pour que la procédure d'autorisation au titre du Règlement n° 258/97 puisse reprendre immédiatement.[1012] Il a expliqué que la raison de cette proposition était que le grain non transformé destiné à la consommation humaine relevait également de la Directive 90/220 et que "la progression au titre de cette Directive [était] suspendue depuis un certain temps, ce qui fait que la demande relative aux grains de maïs GA21 [n'avait] pas encore été examinée pour approbation".[1013]

7.1047 Les États-Unis font valoir que, malgré les efforts déployés par le demandeur pour lever les obstacles possibles, la Commission n'a toujours pas transmis la demande au Comité de réglementation après l'avis favorable du CSAH. Au contraire, comme le montre le compte rendu d'une réunion du 5 juin 2002 entre la Commission et le demandeur, la Commission a noté que même si l'étape suivante était la prise d'une décision communautaire, "[i]l [était] souhaitable qu'une telle décision tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1014] Les États-Unis maintiennent que les Communautés européennes ont tout simplement interrompu le traitement de cette demande en prévision de modifications imminentes possibles de leurs règlements, action entièrement compatible avec le moratoire que les représentants des Communautés européennes et des États membres avaient annoncé. Alors que les nouvelles législations concernant tant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux que la traçabilité et l'étiquetage n'entreraient pas en vigueur avant 2004 et que le demandeur avait indiqué qu'il préférait appliquer les prescriptions en matière d'étiquetage en vigueur au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a noté qu'"il [était] clair qu'il serait plus difficile d'obtenir un avis favorable d'une majorité d'États membres dans la procédure de comitologie" si le demandeur n'était pas tenu de devancer les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage avant l'adoption de la nouvelle législation.[1015] En d'autres termes, le demandeur

[1007] Pièce EC-91/At. 39.
[1008] Pièce EC-91/At. 40.
[1009] Les États-Unis font observer que l'actuel cadre réglementaire révisé reconnaît qu'un délai de six mois est un délai permettant à l'autorité scientifique des Communautés européennes (Groupe des OGM de l'AESA) d'arrêter un avis. Règlement (CE) n° 1829/2003, article 6.1.
[1010] Pièce EC-91/At. 43, pages 11 et 12.
[1011] Pièce EC-91/At. 43.
[1012] Pièce EC-91/At. 44.
[1013] Pièce EC-91/At. 44.
[1014] Pièce EC-91/At. 45, page 1.
[1015] Pièce EC-91/At. 45, page 2.

était tenu d'attendre la finalisation des prescriptions en matière d'étiquetage au titre de la législation en préparation. Par conséquent, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation comme cela est nécessaire pour achever le processus d'approbation, ce qui a entraîné un autre retard qui s'est prolongé jusqu'à l'adoption de la nouvelle réglementation sur les nouvelles denrées alimentaires et les nouveaux aliments pour animaux, en septembre 2003.

7.1048 Le **Canada** note qu'après l'évaluation favorable du maïs GA21 par l'autorité compétente principale d'autres États membres ont formulé des objections. Le CSAH a ensuite été prié d'effectuer sa propre évaluation des risques de manière indépendante et, en particulier, "à centrer sa réflexion sur les questions soulevées dans les observations formulées par les autorités des États membres".[1016] L'évaluation des risques, prenant en considération les objections formulées par les États membres, a conclu que le produit en question était aussi sûr que le maïs classique. Spécifiquement, le CSAH a conclu ce qui suit en février 2002:

> "Ayant examiné tous les renseignements fournis par le demandeur et compte tenu des publications scientifiques actuelles, il est conclu que, du point de vue de la santé du consommateur, le maïs grain issu de la lignée GA21 et les produits dérivés qui font l'objet de cette demande sont aussi sûrs que le grain et les produits dérivés issus des lignées de maïs classiques." [1017]

7.1049 Le Canada note toutefois que le maïs GA21 figure parmi les produits pour lesquels aucune décision n'a été prise malgré l'avis favorable qu'ils avaient reçu du comité scientifique pertinent. Depuis 1998, le Comité de réglementation n'a pas délivré un seul avis favorable en ce qui concerne l'autorisation de produits biotechnologiques au titre du Règlement n° 258/97. Le Canada rejette la tentative que font les Communautés européennes de justifier le "retard" dans l'approbation de ce produit au motif qu'une modification législative était nécessaire pour permettre aux organes de réglementation d'adopter des mesures de "gestion des risques". L'évaluation des risques du maïs GA21 au titre du Règlement n° 258/97 n'a identifié aucun risque qui justifierait des mesures de gestion des risques. Par conséquent, il n'y a aucune justification à l'imposition de mesures de "gestion des risques", qu'il s'agisse d'étiquetage, de contrôle postérieur à la commercialisation ou d'outils destinés à faciliter la mise en œuvre et l'application de ces mesures de gestion des risques (par exemple le traçage ou la détection de produit). Le Canada maintient, en fait, que les "retards" dans l'approbation du maïs GA21 au titre du Règlement n° 258/97 sont un résultat du moratoire sur l'approbation des produits biotechnologiques.

7.1050 L'**Argentine** fait valoir que pour le maïs GA21 (produit alimentaire) l'évaluation des risques prescrite par le Règlement n° 258/97 a été achevée. Toutefois, depuis le 27 février 2002, date à laquelle le CSAH a exprimé son avis favorable, il n'y a eu aucun nouveau progrès dans le processus d'approbation. L'Argentine indique que la demande a été retirée en septembre 2003 parce que aucun progrès n'avait été réalisé depuis le 27 février 2002. Cela signifie que depuis la présentation initiale de la demande, le processus a traîné pendant cinq ans et deux mois au total sans qu'il y ait une réponse définitive.

7.1051 Les **Communautés européennes** rappellent qu'en mai 2000 la Commission a demandé l'avis du CSAH. Le CSAH a rendu son avis en février 2002, constatant que la demande ne contenait pas

[1016] Pièce CDA-35-J, page 2; pièce CDA-35-K, page 2; pièce CDA-35-M, page 11.
[1017] Pièce CDA-35-K, pages 11 et 12; pièce EC-91/At. 43.

des renseignements suffisants en ce qui concerne l'équivalence substantielle et les essais de toxicité, et a demandé des renseignements additionnels au demandeur.[1018]

7.1052 Les Communautés européennes notent la différence entre l'évaluation des risques et la gestion des risques et font valoir que la première est la tâche des comités scientifiques, tandis que la seconde constitue la fonction du Comité de réglementation. Puisque le Comité de réglementation est chargé de la gestion des risques, il doit prendre en compte tous les facteurs pertinents, y compris l'évaluation des risques *stricto sensu*. Les Communautés européennes font valoir que les projets de mesures transmis par la Commission au Comité de réglementation sont donc étayés par les évaluations scientifiques, mais traitent aussi d'autres questions légitimes, y compris les questions de gestion des risques, lesquelles ne sont pas traitées par un comité scientifique.

7.1053 S'agissant spécifiquement de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire), les Communautés européennes estiment que l'avis du CSAH n'a pas pris suffisamment en compte tous les éléments pertinents. Les éléments qui déterminaient l'insuffisance de l'avis du CSAH concernaient les questions des méthodes de détection et de validation, qui étaient des prescriptions devant être incluses dans la nouvelle législation sur les "denrées alimentaires et aliments pour animaux" et dont le demandeur reconnaissait l'importance. Plus particulièrement, les Communautés européennes notent que, compte tenu du projet de législation à venir pour les "denrées alimentaires et aliments pour animaux", en juin 2002, le demandeur s'est engagé sur une base volontaire à fournir des méthodes de détection et de validation pour son produit avec le concours du Centre commun de recherche de la Commission (ci-après le "CCR").

7.1054 Les Communautés européennes notent que parvenir à un accord sur la quantité de données et de matériels et les circonstances dans lesquelles ils devaient être présentés au CCR a pris énormément de temps. Toutes les données nécessaires ont été reçues en bon état au milieu de septembre 2003. L'étude préalable à la validation a été lancée en octobre et a été conclue après que le demandeur a transmis la série complète de données à la fin de novembre 2003. Certains essais additionnels de la méthode et des matériels ont été effectués au début de 2004. L'étude commune des méthodes de validation a été lancée en avril 2004 et devait être terminée pour la fin de juin 2004.

7.1055 Le **Groupe spécial** note que l'autorité compétente principale a transmis la demande à la Commission avec son évaluation favorable le 21 janvier 2000. Après la distribution de ce rapport d'évaluation à tous les États membres trois semaines plus tard, un certain nombre d'États membres ont présenté des observations, demandé des renseignements complémentaires ou formulé des objections dans le délai de 60 jours prévu au titre du Règlement n° 258/97. Le 18 mai 2000, la Commission a demandé au CSAH de donner un avis au sujet des préoccupations potentielles en matière de santé liées au maïs GA21 (produit alimentaire) et s'attacher spécifiquement aux questions soulevées dans les observations des États membres.

7.1056 Peu après la soumission de la demande au CSAH, le demandeur a fourni les réponses aux questions de deux États membres et a présenté une proposition d'étiquetage révisée; la totalité de ces renseignements éventuellement nouveaux était, toutefois, disponible à la fin d'août 2000. En avril 2001, le CSAH a demandé des renseignements complémentaires au demandeur. Celui-ci a apparemment fourni les données demandées dans un délai de deux mois. Toutefois, huit autres mois se sont écoulés avant que le CSAH rende son avis favorable le 27 février 2002.

7.1057 Le 23 avril 2002, le demandeur a informé la Commission qu'il ne cherchait plus à obtenir l'autorisation de mise sur le marché du maïs GA21 non transformé destiné à l'alimentation humaine.

[1018] Pièce EC-91/At. 17.

Il a expliqué que cette utilisation relèverait de la Directive 90/220[1019] et a noté que la progression de la demande concernant le maïs GA21 (CE-78) au titre de la Directive 90/220 était suspendue depuis un certain temps. Il espérait que cette initiative permettrait la poursuite immédiate du traitement de la demande au titre du Règlement n° 258/97.[1020]

7.1058 Plus d'un mois après, le 5 juin 2002, les services de la Commission ont rencontré le demandeur. Dans le rapport de la réunion, la Commission indique qu'"[i]l est souhaitable qu'un [projet de mesure concernant la demande] tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1021]

7.1059 Le rapport traite d'abord la question de l'étiquetage des aliments ou ingrédients alimentaires dérivés du maïs GA21. Il indique que le demandeur a préféré se conformer seulement aux prescriptions en matière d'étiquetage énoncées à l'article 8 du Règlement n° 258/97, qui n'exige l'étiquetage des denrées alimentaires que si elles présentent des traces détectables d'ADN ou de la protéine résultante (autrement dit, l'étiquetage n'était pas requis pour l'huile de maïs GM). Selon le rapport, le demandeur pensait que ce système serait en vigueur au moment où une décision serait prise au sujet de cette demande et que cela éviterait par ailleurs que le maïs GA21 soit traité différemment des aliments dérivés d'autres variétés de maïs GM se trouvant déjà sur le marché communautaire. Le rapport indique que le demandeur considérait que si le système d'étiquetage était modifié, et lorsqu'il le serait, ces modifications deviendraient automatiquement obligatoires pour toutes les denrées alimentaires autorisées dérivées d'une quelconque variété de maïs GM. Toutefois, la Commission a observé qu'il serait évidemment plus difficile d'obtenir un avis favorable d'une majorité d'États membres s'il n'était pas nécessaire d'étiqueter tous les aliments ou ingrédients alimentaires dérivés du maïs GA21, reconnaissant que l'anticipation des nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage (avant l'adoption de la nouvelle législation) nécessiterait un réexamen de l'étiquetage des aliments dérivés du maïs GM se trouvant déjà sur le marché. Il a été convenu que la Commission et le demandeur se rencontreraient à nouveau pour discuter de la question de l'étiquetage en juillet 2002 une fois que le Parlement européen aurait examiné le projet de nouvelle législation. Rien dans le dossier n'indique qu'une telle réunion ait eu lieu en juillet 2002 ou que la question de l'étiquetage ait été reprise d'une autre manière.

7.1060 Le rapport de la réunion traite ensuite la question des "[m]éthodes de détection, [de la] traçabilité, [des] matériels de référence [et de l]'identification". Il indique que le demandeur "[a] donn[é] son accord pour ce qui est de fournir" au CCR les renseignements et matériels nécessaires en temps utile. Rien dans le dossier n'indique que cet "accord" du demandeur n'était pas volontaire. Le rapport de la réunion indique qu'il ne devrait y avoir "aucun problème particulier en ce qui concerne la validation. Toutefois, la disponibilité des matériels de référence n'a pas été examinée".[1022] Le rapport indique qu'un projet de mesure pourrait être présenté au Comité de réglementation en novembre 2002, sous réserve qu'une méthode de détection validée soit disponible d'ici là.

[1019] Conformément à l'article 9 du Règlement n° 258/97, dans le cas des aliments et des ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM, la décision d'approbation devant être prise doit "[tenir] compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220, en vue de garantir que toutes les mesures utiles sont prises pour éviter les conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement que pourrait entraîner la dissémination volontaire d'[OGM]".

[1020] Pièce EC-91/At. 44.

[1021] Pièce EC-91/At. 45.

[1022] Pièce EC-91/At. 45.

7.1061 En septembre 2002, une autre réunion a eu lieu entre la Commission et le demandeur. Selon le rapport de la réunion, il y avait eu peu de progrès pour ce qui est de la validation d'une méthode de détection. En effet, le demandeur avait demandé que la méthode demeure confidentielle jusqu'à la date d'approbation de la demande, ce qui avait conduit à une impasse. Le rapport indique en outre qu'une fois que l'accord de transfert de matériel serait conclu et qu'une méthode de détection ainsi que les matériels nécessaires seraient disponibles, la validation prendrait trois mois.[1023] Apparemment, un accord de transfert de matériel a finalement été signé à la fin de février 2003, mais la méthode de détection n'a pas été fournie avant la fin de mars 2003.[1024] Au moment de l'établissement du Groupe spécial, la question de la validation de la méthode de détection n'avait pas encore été résolue par le CCR de sorte qu'en août 2003 aucun projet de mesure n'avait été transmis au Comité de réglementation.

7.1062 Il ressort clairement de ce qui précède qu'après que le CSAH a rendu son avis, la progression de la demande a été affectée de manière négative par le fait que la Commission a attendu plus de trois mois avant de chercher à obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur. Par ailleurs, le demandeur est convenu de fournir des renseignements et matériels additionnels de façon à fournir une base pour la traçabilité, comme l'envisageaient les nouvelles règles communautaires proposées par la Commission. Il en est dès lors résulté d'autres retards, en raison de la nécessité de valider une méthode de détection.

7.1063 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas soumis dans les moindres délais un projet de mesure au Comité de réglementation, sans chercher à obtenir des engagements additionnels de la part du demandeur, tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons à cet égard la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays dans laquelle ces derniers indiquaient qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre les autorisations en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés. Par conséquent, en avril 2002, après que le CSAH a rendu son avis, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil et qu'elle devrait alors adopter le projet de mesure soumis au Comité de réglementation et au Conseil, comme l'exigeait le Règlement n° 258/97. Toutefois, les parties plaignantes affirment que la Commission a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre du Règlement n° 258/97 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales, et que la Commission a donc joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué.

7.1064 En examinant l'affirmation des parties plaignantes, nous notons, tout d'abord, que la Commission aurait pu transmettre un projet de mesure sur la base des prescriptions du seul Règlement n° 258/97. Elle ne l'a pas fait. Au lieu de cela, elle a cherché à obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur en ce qui concerne l'étiquetage et la traçabilité. Les engagements recherchés étaient fondés sur des propositions législatives en vue de nouvelles règles sur l'étiquetage et la traçabilité. S'agissant de l'étiquetage, la Commission a indiqué spécifiquement qu'il serait difficile d'obtenir une majorité sans engagements additionnels. Ces éléments donnent à penser qu'elle voulait élaborer et transmettre un projet de mesure susceptible de recueillir le soutien de la majorité qualifiée au Comité de réglementation ou au Conseil. Comme nous l'avons indiqué précédemment, cependant, compte tenu de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Commission avait des raisons de penser qu'il ne serait pas possible d'obtenir la majorité qualifiée avant l'adoption des nouvelles

[1023] Pièce EC-91/At. 46.
[1024] Pièce EC-91/At. 50.

règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés.[1025] Il convient aussi de noter à cet égard que le dossier ne donne pas d'exemple d'une procédure d'approbation, qu'elle soit menée au titre des Directives 90/220 et 2001/18 ou au titre du Règlement n° 258/97, dans laquelle la Commission a adopté son propre projet de mesure avant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Pour ces raisons, nous considérons que le comportement de la Commission dans la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, au moins jusqu'en août 2003, la Commission a suivi la décision de ne pas s'acquitter de la responsabilité qui lui incombait au titre du Règlement n° 258/97 d'empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes.

7.1065 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) au Comité de réglementation avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, pendant la période pertinente, les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (EC-92)

7.1066 Une demande d'approbation de produits transformés fabriqués à partir du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) a été présentée initialement aux Pays-Bas (autorité compétente principale) le 6 avril 1998. Une modification présentée le 24 novembre 1998 a étendu la portée de la demande pour englober également la consommation de maïs doux Bt-11 à l'état frais. La documentation pour ces deux demandes était jointe dans un document unique, qui a été communiqué à la Commission le 11 février 1999 conformément au Règlement n° 258/97. Le 12 mai 2000, l'autorité compétente principale a soumis son rapport d'évaluation initiale à la Commission qui l'a distribué à tous les États membres le 15 juin 2000. La Commission a demandé l'avis du CSAH en décembre 2000; celui-ci a rendu son avis en avril 2002. Au moment où le Groupe spécial a été établi, la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au sujet de la demande au Comité de réglementation.

7.1067 À la suite de l'établissement du Groupe spécial, le 10 novembre 2003, le Comité de réglementation n'a pas voté sur le projet de mesure soumis par la Commission. Le 8 décembre 2003, il a voté sur le projet de mesure mais n'a pas atteint la majorité qualifiée. Le 24 avril 2004, le Conseil n'a pas atteint la majorité qualifiée pour le projet de mesure soumis par la Commission. Le 19 mai 2004, la Commission a adopté son projet de mesure concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire).

7.1068 Les **États-Unis** notent que la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) visait la commercialisation du maïs à l'état de légume frais ou après transformation, et non sa culture. En outre, la lignée de maïs était issue d'une version du maïs de plein champ Bt-11 déjà examinée et approuvée.[1026] Le 10 février 1998, le CSAH a publié un avis dans lequel il concluait que l'utilisation

[1025] Ce point de vue est étayé par le fait que le Danemark a invoqué la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays dans les procédures d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) lorsqu'il a formulé des objections contre l'évaluation favorable de la demande par l'autorité compétente principale. Pièce EC-91/At. 32.

[1026] Selon les États-Unis, la différence essentielle entre le maïs doux et le maïs de plein champ est que, indépendamment du point de savoir s'il est ou n'est pas génétiquement modifié, le maïs doux contient un taux plus élevé de sucres naturels.

de graines portant l'événement Bt-11 était aussi sûre que l'utilisation de graines issues de variétés de maïs classiques.[1027]

7.1069 Les États-Unis font valoir qu'à la suite de l'évaluation favorable du CSAH en avril 2002, il y a eu des retards dans le traitement de cette demande. Ils notent que les Communautés européennes essaient de justifier des retards dans le traitement de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) en alléguant qu'"[e]ntre octobre et le début de décembre 2003 [après l'avis positif du CSAH], les États membres ont produit trois nouvelles évaluations des risques qui allaient toutes à l'encontre de l'avis du CSAH".[1028] Ces évaluations des risques sont censées avoir été fournies par l'Autriche, la Belgique et la France. Les États-Unis soutiennent que l'affirmation des CE n'est pas étayée par le dossier. Aucune évaluation des risques n'a été, selon eux, présentée pendant cette période. D'après la propre chronologie des Communautés européennes, les seuls événements survenus entre octobre et décembre 2003 ont été: la finalisation de la validation d'une méthode par le CCR, le 2 octobre 2003[1029]; l'accord du demandeur pour la publication de la méthode de validation, le 20 octobre 2003[1030]; une réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale, le 10 novembre 2003[1031]; une observation formulée par la France le 27 novembre 2003[1032]; le vote au Comité de réglementation le 8 décembre 2003 (qui n'a pas atteint la majorité qualifiée)[1033]; et une lettre du 20 novembre 2003 divulguant des données techniques adressée par le demandeur à la Commission.[1034] Aucun de ces documents ne contient de prétendues évaluations des risques effectuées par la France, l'Autriche ou la Belgique. À la réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale du 10 novembre 2003[1035], la France a présenté seulement une observation, pas une évaluation des risques.[1036] À la réunion du Comité de réglementation du 8 décembre 2003, l'Autriche[1037], la Belgique[1038] et la France[1039] ont présenté des déclarations écrites concernant leurs votes. Mais aucune d'entre elles n'était une évaluation des risques. De fait, si le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée en décembre 2003, c'est parce qu'un certain nombre d'États membres ont manifesté leur opposition en raison des nouveaux règlements

[1027] Pièce EC-92/At. 17, page 1 (renvoyant à l'avis du CSP de février 1998).

[1028] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial le 3 juin 2004, réponse à la question n° 1.

[1029] Pièce EC-92/At. 66.

[1030] Pas de document disponible selon la chronologie des Communautés européennes.

[1031] Pièce EC-92/At. 67 (datée de manière erronée du 8 novembre dans la chronologie des CE).

[1032] Pièce EC-92/At. 69.

[1033] Pièce EC-92/At. 70.

[1034] Pièce EC-92/At. 68.

[1035] Pièce EC-92/At. 67.

[1036] L'observation formulée par la France ne constitue pas une "évaluation des effets négatifs que [pourrait] avoir sur la santé des personnes et des animaux" le métabolisme des sucres du maïs doux, différent de celui du maïs de plein champ. Elle vise les effets non intentionnels, les risques théoriques non identifiés par les études existantes concernant la toxicité des protéines ou effectuées sur les animaux. Comme la Commission l'a indiqué dans sa Proposition de décision du Conseil du 28 janvier 2004, "[l]es observations soulevées dans l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) du 26 novembre 2003 n'apportent pas de nouveaux éléments scientifiques à l'évaluation initiale du maïs doux Bt-11 effectuée par les autorités compétentes des Pays-Bas". En effet, ces observations ont également été soulevées dans deux avis de l'AFSSA, du 21 juillet 2000 et du 20 mars 2001, et ont été dûment prises en considération par le Comité scientifique de l'alimentation humaine dans son avis du 17 avril 2002, qui a confirmé les conclusions de l'évaluation initiale selon laquelle le maïs doux Bt-11 est aussi sûr pour la consommation humaine que ses équivalents traditionnels. Pièce EC-92/At. 77.

[1037] Pièce EC-92/At. 71.

[1038] Pièce EC-92/At. 73.

[1039] Pièce EC-92/At. 72.

proposés en matière de traçabilité et d'étiquetage (qui ne sont pas entrés en vigueur avant avril 2004).[1040]

7.1070 En mai 2004, la demande relative à des aliments nouveaux concernant le maïs doux Bt-11 a finalement été approuvée. Les États-Unis soutiennent que l'historique de cette demande confirme les retards résultant du moratoire et que son approbation ultime n'indique pas que le moratoire ait finalement pris fin. En fait, de l'avis des États-Unis, l'approbation du maïs Bt-11 en mai 2004 est entièrement compatible avec l'existence d'un moratoire général pendant la période visée par le mandat du Groupe spécial et, en réalité, l'étaye. La Commission et le Conseil ont tous deux indiqué que l'entrée en vigueur des nouvelles règles des Communautés européennes sur la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques pourrait en définitive permettre la levée du moratoire. Ces nouvelles règles sont entrées en vigueur le 19 avril 2004. Les États-Unis considèrent que le fait que la Commission a ensuite approuvé la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) tout juste un mois plus tard n'est pas une pure coïncidence. Au contraire, cela indique que le système d'approbation communautaire a accusé des retards non pas à cause de problèmes posés par des demandes particulières, mais à cause d'événements n'entrant pas dans le champ d'application de leur législation en matière d'approbation. De plus, les États-Unis soulignent que le Conseil lui-même a reconnu l'existence du "moratoire" – en utilisant ce terme même – dans une déclaration concernant l'approbation prévue de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire).[1041]

7.1071 Le **Canada** fait valoir que le maïs doux Bt-11 est l'un des six produits dont l'approbation a été retardée pendant pas moins de cinq ans, malgré l'évaluation favorable qu'il a reçue de l'autorité compétente principale et aussi, dans le cas de ce produit, l'évaluation favorable qu'il a reçue du CSAH. Il note que le Comité de réglementation a procédé à un vote sur la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) le 8 décembre 2003, après l'établissement du Groupe spécial. Cependant, le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée nécessaire pour l'approbation, malgré l'avis favorable reçu du CSAH.

7.1072 Le Canada fait valoir en outre qu'il est injustifiable de ne pas approuver des produits au titre du Règlement n° 258/97 sur la base du fait que la législation existante ne prévoit pas de mesures de gestion des risques, dans les cas où les évaluations des risques pour ces produits n'ont identifié aucun risque nécessitant d'être géré. Le CSAH a conclu en avril 2002 que le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) était aussi sûr pour l'alimentation humaine que ses équivalents classiques.[1042]

7.1073 Concernant la décision de mai 2004 de la Commission d'approuver la mise sur le marché du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), le Canada fait observer que la Commission a été obligée d'adopter une décision autorisant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) uniquement après avoir recouru à la procédure exceptionnelle du Comité de réglementation. Malgré les avis favorables de l'AESA et l'entrée en vigueur du nouveau régime législatif[1043], les États membres ont voté contre la proposition de la Commission d'approuver le produit en question au stade du Comité de réglementation. En outre, le Conseil n'a pas agi. Loin de démontrer que le moratoire a été levé, le fait que l'approbation n'est accordée qu'à la dernière étape possible constitue une autre indication de l'existence du moratoire.

[1040] Pièce EC-92/Ats. 67 (notant que "[p]our finir, plusieurs États membres ont mis en doute l'opportunité de poursuivre le processus d'autorisation du produit, en prévision de l'application des Règlements (CE) n°1829/2003 et 1830/2003"), 71, 74, 75 et 76.

[1041] Première communication écrite des CE, paragraphe 157.

[1042] Pièce CDA-35-J, pages 9 et 10.

[1043] Le Règlement n° 1829/2003 (denrées alimentaires et aliments pour animaux GM) (pièce CDA-20) et le Règlement n° 1830/2003 (traçabilité et étiquetage) (pièce CDA-30) sont entrés en vigueur le 18 avril 2004.

7.1074 L'**Argentine** fait valoir que même si certains produits, y compris le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), ont reçu des avis scientifiques favorables au titre du Règlement n° 258/97, leur approbation a néanmoins été bloquée, à la fois avant d'arriver au stade du Comité de réglementation et à ce stade.

7.1075 Les **Communautés européennes** notent qu'à la suite de la présentation de cette demande aux Pays-Bas en 1999, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels portant principalement sur le marqueur de résistance aux antibiotiques utilisé (protéine PAT) et sur les études de toxicité effectuées en ce qui concerne cette protéine. Après que l'autorité compétente principale a adressé son rapport d'évaluation initiale à la Commission en mai 2000, quatre États membres ont formulé des objections et plusieurs autres ont demandé des renseignements additionnels portant principalement sur les questions susmentionnées ainsi que sur la caractérisation moléculaire. La Commission a demandé l'avis du CSAH en décembre 2000. Le CSAH a demandé des données complémentaires qui n'ont été fournies par le demandeur qu'en février 2002. Le CSAH a rendu son avis en avril 2002, indiquant que sur la base des renseignements fournis dans la demande ainsi que des nouveaux matériels fournis par le demandeur en réponse aux questions posées par les États membres et à la lumière des documents publiés, il fallait conclure que le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) était aussi sûr pour l'alimentation humaine que ses équivalents classiques.

7.1076 Selon les Communautés européennes, compte tenu du projet de législation à venir pour les "denrées alimentaires et aliments pour animaux", le demandeur a accepté à titre volontaire de fournir des méthodes de détection et de validation pour son produit avec le concours du CCR. La quantité de données et de matériels et les circonstances dans lesquelles ils devaient être présentés au CCR ont été convenues lors d'une réunion de planification en octobre 2002. La première série de matériels envoyée au début de 2003 était insuffisante du point de vue des quantités de renseignements nécessaires, et la méthode fournie par le demandeur a produit de très mauvais résultats dans une étude préalable à la validation. Le demandeur a remis une méthode appropriée et tous les matériels nécessaires en juillet 2003 seulement. Le CCR a finalisé la méthode de validation en octobre 2003. À la suite de cela, la Commission a élaboré une proposition de décision en vue d'autoriser la mise sur le marché. La proposition n'a pas obtenu la majorité qualifiée au Comité de réglementation ni au Conseil et a été adoptée par la Commission le 19 mai 2004.

7.1077 Les Communautés européennes font valoir que l'historique de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) illustre le fait que le processus d'approbation a avancé régulièrement au cours des années passées. L'autorisation de commercialisation du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) n'a pas été donnée à cause d'une modification soudaine de la politique des Communautés européennes sur les OGM mais à l'issue d'un processus normal d'évaluation, qui n'a connu aucune suspension et a été mené en tenant compte des réactions des demandeurs, de l'évolution constante du débat scientifique et réglementaire concernant les OGM et de l'entrée en vigueur de la nouvelle législation résultant de ce débat.

7.1078 Le **Groupe spécial** note que l'autorité compétente principale a transmis la demande à la Commission avec son évaluation favorable le 12 mai 2000. Après la distribution de ce rapport d'évaluation à tous les États membres, un certain nombre d'États membres ont présenté des observations, demandé des données complémentaires, ou formulé des objections dans le délai de 60 jours prévu au titre du Règlement n° 258/97. Le 13 décembre 2000, la Commission a demandé au CSAH de donner un avis au sujet des préoccupations potentielles en matière de santé liées au maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), et de s'attacher spécifiquement aux questions soulevées dans les observations des États membres. Le CSAH a apparemment examiné la demande pendant quatre mois avant de demander des renseignements complémentaires au demandeur le 15 avril 2001. Il apparaît que celui-ci n'a pas répondu et le 12 novembre 2001 le CSAH lui a rappelé qu'il attendait les

renseignements demandés en avril. Le demandeur a apparemment répondu qu'il comptait fournir les données demandées en janvier 2002. Le 17 avril 2002, le CSAH a remis son rapport avec la conclusion que le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) était aussi sûr pour l'alimentation humaine que ses équivalents classiques.

7.1079 Plus d'un mois et demi après, le 5 juin 2002, les services de la Commission ont rencontré le demandeur. La Commission indique dans son rapport de la réunion qu'"[i]l serait souhaitable [qu'un projet de mesure concernant la demande] tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1044]

7.1080 Le rapport de la réunion traite la question des "[m]éthodes de détection, [de la] traçabilité, [des] matériels de référence [et de l]'identification". Il indique que le demandeur "[a] donn[é] son accord pour ce qui est de fournir" au CCR les renseignements et matériels nécessaires en temps utile.[1045] Rien dans le dossier n'indique que cet "accord" du demandeur n'était pas volontaire. Le rapport indique qu'un projet de mesure pourrait être présenté au Comité de réglementation en novembre 2002, sous réserve qu'une méthode de détection validée soit disponible d'ici là.

7.1081 Apparemment, le demandeur n'a transmis aucun matériel avant la fin de janvier 2003. Suite aux résultats insatisfaisants de la validation des méthodes de détection et la fourniture de nouveaux matériels pour la validation, en janvier 2003 le CCR a indiqué qu'il fournirait un protocole type de validation utilisable par le demandeur.[1046] Le CCR continuait de juger les résultats inacceptables et, en juillet 2003 le demandeur a accepté d'utiliser la méthode proposée par le CCR et a fourni des matériels.[1047] Le CCR a finalisé sa validation de la méthode en octobre 2003.[1048] Ainsi, au moment de l'établissement du Groupe spécial, la question de la validation de la méthode de détection n'avait pas encore été résolue par le CCR de sorte qu'en août 2003 aucun projet de mesure n'avait été transmis au Comité de réglementation.

7.1082 Il ressort clairement de ce qui précède qu'après que le CSAH a rendu son avis, la progression de la demande a été affectée de manière négative par le fait que la Commission a attendu plus d'un mois et demi avant de chercher à obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur. Par ailleurs, le demandeur est convenu de fournir des renseignements et matériels additionnels de façon à fournir une base pour la traçabilité, comme l'envisageaient les nouvelles règles communautaires proposées par la Commission. Il en est dès lors résulté d'autres retards, en raison de la nécessité de valider une méthode de détection.

7.1083 Dans leurs réponses aux questions du Groupe spécial, les Communautés européennes font observer qu'une autre raison du retard dans la transmission d'un projet de mesure au Comité de réglementation était la circonstance selon laquelle entre octobre et le début de décembre 2003 l'Autriche, la Belgique et la France avaient remis de nouvelles évaluations des risques qui, selon les Communautés européennes, allaient toutes à l'encontre de l'avis du CSAH. Nous notons que cette explication concerne une période postérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial et, par conséquent, nous ne l'examinerons pas.

[1044] Pièce EC-92/At. 54.
[1045] *Ibid*.
[1046] Pièce EC-92/Ats. 56 et 57.
[1047] Pièce EC-92/Ats. 59 et 63.
[1048] Pièce EC-92/At. 66.

7.1084 Les parties plaignantes considèrent que le fait que la Commission n'a pas soumis dans les moindres délais un projet de mesure au Comité de réglementation, sans chercher à obtenir des engagements additionnels de la part du demandeur, tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons à cet égard la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays dans laquelle ces derniers indiquaient qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre les autorisations en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés. Par conséquent, en avril 2002, après que le CSAH a rendu son avis, la Commission avait des raisons de croire que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil et qu'elle devrait alors adopter le projet de mesure soumis au Comité de réglementation et au Conseil, comme l'exigeait le Règlement n° 258/97. Toutefois, les parties plaignantes affirment que la Commission a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre du Règlement n° 258/97 d'achever les procédures d'approbation, compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales, et que la Commission a donc joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué.

7.1085 En examinant l'affirmation des parties plaignantes, nous notons, tout d'abord, que la Commission aurait pu transmettre un projet de mesure sur la base des prescriptions du seul Règlement n° 258/97. Elle ne l'a pas fait. Au lieu de cela, elle a cherché à obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur. Les engagements recherchés étaient fondés sur des propositions législatives en vue de nouvelles règles sur l'étiquetage et la traçabilité. Ces éléments donnent à penser que la Commission voulait élaborer et transmettre un projet de mesure susceptible de recueillir le soutien de la majorité qualifiée au Comité de réglementation ou au Conseil. Comme nous l'avons indiqué précédemment, cependant, compte tenu de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Commission avait des raisons de penser qu'il ne serait pas possible d'obtenir la majorité qualifiée avant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés.[1049] Il convient aussi de noter à cet égard que le dossier ne donne pas d'exemple d'une procédure d'approbation, qu'elle soit menée au titre des Directives 90/220 et 2001/18 ou au titre du Règlement n° 258/97, dans laquelle la Commission a adopté son propre projet de mesure avant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Nous rappelons que, dans le cas de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), la Commission a adopté son propre projet de mesure seulement après l'entrée en vigueur des nouvelles règles communautaires. Pour ces raisons, nous considérons que le comportement de la Commission dans la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, au moins jusqu'en août 2003, la Commission a suivi la décision de ne pas s'acquitter de la responsabilité qui lui incombait au titre du Règlement n° 258/97 d'empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes.

7.1086 Nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel l'approbation de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) n'a pas été donnée à cause d'une modification soudaine de la politique des Communautés européennes sur les OGM mais à l'issue d'un processus normal d'évaluation, qui a progressé régulièrement et n'a pas connu de suspension. Nous

[1049] Ce point de vue est étayé par le fait que le Danemark et la France ont invoqué la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays dans les procédures d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) lorsqu'ils ont formulé des objections contre l'évaluation favorable de la demande par l'autorité compétente principale. Pièce EC-92/Ats. 23 et 27. Nous notons aussi que même après l'adoption des nouvelles règles communautaires en septembre 2003, ni le Comité de réglementation dans son vote de décembre 2003, ni le Conseil dans son vote d'avril 2004 n'ont obtenu la majorité qualifiée en faveur de la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire).

rappelons que les parties plaignantes affirment que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales. Par conséquent, la "progression régulière" d'une demande sans aller jusqu'à l'approbation finale n'est pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes. En août 2003, la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) n'avait pas encore été approuvée par la Commission. Elle n'a été approuvée qu'après l'entrée en vigueur des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité en avril 2004, et ensuite seulement après épuisement de toutes les étapes procédurales. Ni le Comité de réglementation ni le Conseil n'ont obtenu la majorité qualifiée en faveur de la demande.

7.1087 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) au Comité de réglementation avant août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Tomate transgénique (produit alimentaire) (EC-100)

7.1088 La demande concernant la tomate transgénique (produit alimentaire) a été présentée initialement au Royaume-Uni (autorité compétente principale) et à la Commission le 2 mars 1998. L'autorité compétente principale a transmis son évaluation initiale à la Commission le 4 juin 1998, et cette évaluation a été distribuée à tous les États membres le 22 juin 1998. Le 23 décembre 1998, le CSAH a été invité à évaluer la demande; il a rendu son avis le 7 septembre 2000. La demande a été retirée par le demandeur le 24 septembre 2001.

7.1089 Les **États-Unis** font valoir qu'après avoir fait l'objet d'une évaluation favorable par le CSAH, la demande a été retirée en raison du retard excessif dans l'exécution du processus d'approbation.

7.1090 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'après l'évaluation au niveau national, la demande a été retirée par le demandeur. Comme raison du retrait, le demandeur a indiqué "le repositionnement commercial" qui suit une fusion.

7.1091 Les **États-Unis** font valoir que dans bien des cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons du retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.1092 Le **Groupe spécial** note que l'évaluation initiale effectuée par l'autorité compétente principale a été achevée largement avant le délai de 90 jours établi dans le Règlement n° 258/97. Suite à la distribution de l'évaluation favorable initiale aux États membres, un certain nombre d'États membres ont formulé des observations et des objections. Le 23 décembre 1998, après que de nouvelles observations avaient été communiquées par d'autres États membres et des réponses fournies par le demandeur, la Commission a demandé un avis au CSAH.

7.1093 Le 23 septembre 1999, le CSAH a donné son avis et conclu que, du point de vue de la santé humaine, les produits transformés dérivés de ces tomates étaient aussi sûrs que les produits issus du fruit classique.[1050] L'étape suivante de la procédure consistait pour la Commission à élaborer et

[1050] Pièce EC-100/At. 48.

soumettre un projet de mesure concernant la demande au Comité de réglementation. Cependant, il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que cette étape ait été achevée à bien au cours des onze mois suivant l'avis du CSAH.

7.1094 Le 7 septembre 2000, le CSAH a rendu un autre avis au sujet de la demande concernant la tomate transgénique (produit alimentaire).[1051] Apparemment, la Commission avait demandé cet avis complémentaire pour avoir les observations du CSAH sur la pertinence d'études particulières engagées aux États-Unis au sujet de tomates transgéniques destinées à la consommation à l'état frais. Cette demande était apparemment suscitée par une question adressée par un membre du Parlement européen à la Commission. Le CSAH conclut que ces résultats sont dénués de pertinence pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des produits transformés dérivés de la tomate qui devaient être approuvés conformément à la demande concernant la tomate transgénique (produit alimentaire).

7.1095 Même après cette deuxième évaluation favorable du CSAH, la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation avant que la demande soit retirée par le demandeur, plus d'un an après le deuxième avis favorable du CSAH. Comme les Communautés européennes l'ont noté, dans la lettre de retrait, le demandeur s'est référé à des fusions récentes et à son repositionnement commercial.[1052]

7.1096 Il ressort clairement de ce qui précède que la demande concernant la tomate transgénique (produit alimentaire) n'a pas progressé parce que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation. Le CSAH a rendu un avis favorable au sujet de la demande à deux occasions différentes, et aucune raison expliquant l'absence de progrès ne nous a été donnée.

7.1097 Les États-Unis considèrent que le fait que la Commission, pendant une période de plus de deux ans, n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général sur les approbations, c'est-à-dire une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous rappelons à cet égard la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, dans laquelle ces derniers indiquaient qu'ils prendraient des dispositions pour empêcher les autorisations en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et des produits dérivés. Par conséquent, en septembre 1999, après que le CSAH a rendu son premier avis, la Commission avait des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil, et qu'elle devrait alors adopter le projet de mesure soumis au Comité de réglementation et au Conseil, comme l'exigeait le Règlement n° 258/97. Les États-Unis affirment, toutefois, que la Commission a décidé de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre du Règlement n° 258/97 d'achever les procédures d'approbation compte tenu de l'opposition du Groupe des cinq pays aux approbations finales et que la Commission a donc joué un rôle important dans l'adoption et l'application du moratoire général allégué.

7.1098 Nous considérons que le comportement de la Commission dans la procédure d'approbation concernant la tomate transgénique (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation selon laquelle la Commission a suivi la décision de ne pas s'acquitter de la responsabilité lui incombant au titre du Règlement n° 258/97 d'empêcher le Groupe des cinq pays de bloquer l'approbation des demandes. À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbation**s** comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire sur les approbation**s** à cette époque. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire

[1051] Pièce EC-100/At. 49.
[1052] Pièce EC-100/At. 50.

était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant la tomate transgénique (produit alimentaire).

7.1099 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant la tomate transgénique (produit alimentaire) au Comité de réglementation avant le retrait de la demande en septembre 2001 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Fait que le Comité scientifique de l'alimentation humaine n'a pas achevé son examen

7.1100 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire sur les approbations, les États-Unis ont signalé deux procédures d'approbation dans lesquelles ils indiquent que le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH), que la Commission a consulté au sujet de ces demandes, n'a pas achevé son examen. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-après, en rappelant que l'article 11 du Règlement n° 258/97 dispose que: "[l]e Comité scientifique de l'alimentation humaine est consulté sur toute question relevant du présent règlement et susceptible d'avoir un effet sur la santé publique".

Chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) (EC-97)

Chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) (EC-98)

7.1101 Les demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) destinées à la consommation humaine ont été présentées initialement aux Pays-Bas (autorité compétente principale) en avril 1998. Le 23 avril 1998, l'autorité compétente principale a fourni à la Commission, pour les deux produits, des évaluations initiales favorables qui ont été distribuées aux États membres en tant que projets le 13 mai 1998. Le 27 octobre 1998, la Commission a informé les États membres que les évaluations initiales n'étaient pas des projets de textes et que l'autorité compétente principale n'engageait pas d'autre évaluation. Un grand nombre d'États membres ont formulé des observations ou des objections concernant ces demandes et, le 29 avril 1999, la Commission a demandé au CSAH de donner un avis. Le CSAH a examiné les deux produits en même temps dans son évaluation. Il n'avait rendu aucun avis au moment où ces demandes ont été retirées le 27 mai 2003.

7.1102 Les **États-Unis** font valoir que, bien que ces produits aient fait l'objet d'évaluations initiales favorables de la part de l'autorité compétente principale, en mai 2003, lorsque la demande a été retirée pour les deux produits, ils étaient "en cours d'évaluation" par le CSAH depuis plus de cinq ans. Ils affirment que ces demandes retirées constituent des éléments de preuve directs de l'existence d'un moratoire général et que le retrait témoigne de la frustration du demandeur face à la suspension du processus d'approbation communautaire.

7.1103 Les **Communautés européennes** notent qu'après l'évaluation de ces produits par l'autorité compétente principale, le demandeur a retiré sa demande en indiquant qu'il préférait ne plus être associé aux produits génétiquement modifiés en raison de la réponse négative du marché.

7.1104 Le **Groupe spécial** note que les évaluations initiales par l'autorité compétente principale ont été effectuées dans le délai de 90 jours prévu à cet effet au titre du Règlement n° 258/97. Les retards dans l'examen des demandes pour ces deux produits ont eu lieu principalement au cours de l'évaluation par le CSAH. Par exemple, après avoir reçu la demande de la Commission aux fins de

l'évaluation de ces produits, le CSAH a laissé s'écouler plus de quatre mois avant de demander des images de meilleure qualité au demandeur pour certains résultats analytiques. Les renseignements fournis n'indiquent pas quand ni si le demandeur a fourni les données demandées; ils indiquent seulement que, deux mois plus tard, le CSAH a demandé des renseignements additionnels et qu'après un délai de sept mois il a prié le demandeur de fournir des études portant sur deux saisons de végétation et six lieux au moins. Le demandeur a apparemment proposé à la place de fournir les données portant sur les saisons de végétation précédentes, dont le CSAH a dit qu'elles pourraient être acceptables.

7.1105 Dans une communication du 14 novembre 2000 adressée au CSAH, le demandeur a exprimé une frustration très visible quant à la progression de l'évaluation de ces deux produits.[1053] Il a noté que beaucoup de renseignements avaient été fournis pour permettre la détermination de l'équivalence substantielle entre la chicorée transgénique et la chicorée classique, et il a exprimé le point de vue selon lequel "cela n'[avait] pas de sens de poursuivre des expériences, année après année, en n'ayant aucune indication de l'absence d'équivalence substantielle".[1054] Il a également dit qu'il craignait que, puisque le CSAH n'avait pas indiqué s'il accepterait les nouvelles expériences qu'il avait proposées, "cela puisse constituer pour le CSAH une nouvelle raison de demander à la société d'effectuer de nouvelles expériences lorsque les expériences proposées seraient terminées".[1055] L'autre solution suggérée par le CSAH obligerait le demandeur à demander des essais en plein champ additionnels dans plusieurs pays et le demandeur a indiqué qu'il faudrait au moins un an pour obtenir l'autorisation de toutes les autorités compétentes. Le processus total prendrait donc au moins trois années supplémentaires et le demandeur a indiqué que cela aurait des répercussions financières négatives. Le demandeur a indiqué qu'il était arrivé à la conclusion que les demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) étaient une sorte "d'histoire sans fin" et que "la procédure, le temps, l'énergie et les coûts [étaient] disproportionnés par rapport aux programmes de sélection classiques. Cela [pouvait] amener à la conclusion que le développement et la commercialisation des cultures légumières transgéniques dans l'Union européenne [n'avaient] aucune perspective".[1056] Le demandeur a néanmoins fourni des renseignements additionnels portant sur diverses années d'introduction en plein champ afin d'étayer ses allégations d'équivalence substantielle, et a demandé que le CSAH tire ses conclusions et prenne des décisions sur la base des renseignements mis maintenant à sa disposition.

7.1106 Cinq mois après la communication de novembre 2000 du demandeur, le CSAH a informé celui-ci qu'il accepterait les données fournies en ce qui concerne les études de terrain, et a demandé des renseignements additionnels au sujet de la composition nutritionnelle.[1057] En réponse, le demandeur a indiqué qu'il n'avait pas encore décidé s'il procéderait à des expériences additionnelles. Il craignait qu'il ne faille résoudre la question portant sur les marqueurs de résistance aux antibiotiques avant d'entamer de nouvelles expériences et demandait des clarifications sur le point de savoir si les produits contenant des marqueurs de résistance aux antibiotiques seraient autorisés à entrer sur le marché communautaire après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.[1058] Dans une réponse datée du 24 juillet 2001, la Commission a indiqué que les dispositions de la Directive 2001/18 n'incluaient pas une interdiction juridique générale des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques en tant que telle, mais liaient leur élimination progressive à certains critères. Elle a également indiqué que l'examen des demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée

[1053] Pièces EC-97/At. 25 et EC-98/At. 35.
[1054] *Ibid*.
[1055] *Ibid*.
[1056] *Ibid*.
[1057] Pièces EC-97/At. 28 et EC-98/At. 38.
[1058] Pièces EC-97/At. 29 et EC-98/At. 39.

transgénique à cœur vert (produit alimentaire) était suspendu jusqu'à ce que les renseignements demandés sur la composition nutritionnelle aient été fournis.[1059] Le dossier ne contient pas d'autre réponse du demandeur jusqu'au retrait formel des demandes le 27 mai 2003.[1060] Toutefois, les Communautés européennes affirment que dès le 24 septembre 2001 le CSAH a été prié de suspendre son examen des demandes considérées.

7.1107 Nous avons demandé l'avis des experts qui nous conseillent quant à la nécessité des renseignements demandés par le CSAH sur l'équivalence substantielle, la caractérisation moléculaire et les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques pour garantir que l'évaluation de la sécurité sanitaire était valide.[1061] Le seul expert qui ait fourni une réponse à cette question, Mme Nutti, a considéré que les renseignements demandés en ce qui concerne l'établissement de l'équivalence substantielle étaient nécessaires et que les renseignements demandés sur la composition nutritionnelle étaient également requis.[1062]

7.1108 Les États-Unis considèrent que le fait que pendant plus de deux ans le CSAH n'a pas achevé son évaluation des demandes en question tient à l'adoption par les Communautés européennes d'un moratoire général, c'est-à-dire une décision de ne laisser aucune demande aller jusqu'à l'approbation finale. Nous notons qu'ils n'affirment pas que le CSAH a participé activement au moratoire allégué sur les approbations et que le temps qu'il a pris pour son évaluation dénote son soutien au moratoire. Nous croyons comprendre qu'ils font valoir en fait que le moratoire général allégué sur les approbations a affecté la manière dont le CSAH a mené ses évaluations des demandes en question et la vitesse à laquelle il l'a fait.

7.1109 Il est raisonnable de supposer que le CSAH avait connaissance de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays et, donc, de leur intention déclarée d'agir en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité.[1063] À notre avis, on peut en outre supposer que le CSAH avait connaissance du fait que, dans la procédure d'approbation concernant la tomate transgénique (produit alimentaire), la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation à la suite des deux avis favorables du CSAH. Dans ce contexte, il est concevable que le CSAH aurait pu demander davantage de renseignements qu'il n'en aurait demandé autrement, nonobstant le fait qu'on pouvait s'attendre à ce que ces demandes entraînent des retards.

7.1110 La communication de novembre 2000 du demandeur, en faisant référence à une "histoire sans fin", témoigne clairement de la frustration de celui-ci face aux longs retards et aux demandes de renseignements répétées. Cette communication est donc compatible avec la possibilité que la progression de l'évaluation par le CSAH ait été affectée par le moratoire général allégué sur les approbations. À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire communautaire des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient à l'époque un moratoire général sur les approbations. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards résultant comme une raison du

[1059] Pièces EC-97/At. 31 et EC-98/At. 41.
[1060] Pièces EC-97/At. 32 et EC-98/At. 42.
[1061] Annexe H, questions n° 55 et 56.
[1062] Annexe H, paragraphes 759 et 760.
[1063] Nous rappelons que la Commission a fait une proposition concernant de telles règles en juillet 2001.

retrait des demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire).

7.1111 D'un autre côté, le dossier montre que dans d'autres procédures d'approbation, et pendant la période pertinente, le CSAH a achevé son évaluation des demandes dans un délai plus court.[1064] En outre, nous rappelons l'avis de Mme Nutti selon lequel les renseignements demandés par le CSAH pouvaient être considérés comme nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire de la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et de la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) étaient valides. Cependant, même si l'on admet que le temps pris par le CSAH peut s'expliquer par la nécessité de conclusions valides, cela ne contredirait pas l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations. En juin 1999, le Groupe des cinq pays a indiqué qu'il agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil, et nous rappelons que dans la procédure d'approbation concernant la tomate transgénique (produit alimentaire), la Commission ne s'est pas acquittée de la responsabilité qui lui incombait dans la mesure où elle n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Ces actes et omissions affectent et concernent des stades de la procédure d'approbation postérieurs à l'intervention du CSAH. Les demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) n'avaient pas atteint ces stades en septembre 2001 lorsqu'il a apparemment été demandé au CSAH de suspendre ses travaux.

7.1112 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que le CSAH n'a pas achevé son évaluation des demandes concernant la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire) avant septembre 2001, lorsque le demandeur a apparemment demandé au CSAH de suspendre ses travaux, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Retards au niveau des États membres

7.1113 À l'appui de leur affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbation**s**, les parties plaignantes ont appelé l'attention sur un certain nombre de procédures d'approbation dans lesquelles elles indiquent que l'État membre auquel la demande a été présentée – l'autorité compétente principale – soit n'a pas achevé son évaluation de la demande pertinente soit l'a achevée avec un retard considérable. Nous examinons ces procédures d'approbation ci-après, en rappelant que la partie pertinente de l'article 6 3) du Règlement n° 258/97 dispose que: "[l]e rapport d'évaluation initiale [par l'autorité compétente principale] est établi dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande". L'article 6 4) dispose en outre que [l'autorité compétente principale] "transmet sans délai le [rapport d'évaluation initiale] à la Commission, qui le transmet aux autres États membres".

Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91)

7.1114 La demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a été présentée à l'autorité compétente des Pays-Bas (autorité compétente principale) le 24 juillet 1998. L'évaluation initiale de l'autorité compétente principale a été communiquée à la Commission le 21 janvier 2000 et distribuée

[1064] *Voir*, par exemple, la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), dans laquelle un avis du CSAH a été demandé en décembre 2000 et fourni en avril 2002. Pendant cette période, les pendules ont été arrêtées pendant plusieurs mois. Pièce EC-92/Ats. 47 à 53.

aux États membres le 18 février 2000. Au moment où le Groupe spécial a été établi, la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure concernant la demande au Comité de réglementation.

7.1115 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 257/98 a été retardée au niveau de l'État membre pendant 18 mois, tandis que l'autorité compétente principale achevait son évaluation des risques. L'autorité compétente principale a demandé au demandeur d'effectuer une étude complémentaire sur l'analyse compositionnelle. La demande a été faite le 24 février 1999 et le demandeur a fourni sa réponse le 26 octobre 1999.[1065] Par conséquent, le temps total entre la première communication, le 24 juillet 1998, et l'avis de l'autorité compétente principale, le 17 janvier 2000, a été de 18 mois. Sur ces 18 mois, huit ont été utilisés par le demandeur pour répondre aux questions.

7.1116 Le **Canada** fait valoir que le temps total pris par l'autorité compétente principale pour son examen a été de 18 mois et que seulement huit de ces 18 mois ont été pris par le demandeur pour répondre aux questions. La différence de dix mois excède le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97.

7.1117 Les **Communautés européennes** font valoir que cette demande a été en souffrance au niveau de l'État membre pendant un an et demi environ en raison des demandes de l'autorité compétente principale visant à compléter le dossier et à obtenir des données scientifiques additionnelles. Les États-Unis passent sous silence le fait que les 18 mois passés au niveau de l'État membre étaient dus au caractère incomplet du dossier communiqué initialement par le demandeur et à la nécessité de données scientifiques additionnelles.[1066]

7.1118 Le **Groupe spécial** note, d'après le dossier, que cette demande a été présentée aux Pays-Bas en juillet 1998. Un mois et demi plus tard, il a apparemment été demandé au demandeur de compléter le dossier. Le demandeur semble avoir fourni les renseignements manquants en décembre 1998 bien que certaines références n'aient été fournies qu'en janvier 1999. En février 1999, le Conseil de la santé néerlandais a présenté sa première demande de renseignements quant au fond. Le demandeur a fourni les renseignements demandés en mars 1999. En juin 1999, le Conseil de la santé a informé le demandeur qu'il avait besoin de davantage de données que celles qu'il lui avait fournies en mars. Le demandeur a fourni les données en octobre 1999. Le Conseil de la santé a achevé son évaluation en décembre 1999 et l'autorité compétente néerlandaise a transmis son rapport d'évaluation initiale en janvier 2000.

7.1119 Nous notons que le dossier concernant cette procédure d'approbation est incomplet, mais il apparaît que l'autorité compétente néerlandaise n'a pas eu un dossier raisonnablement complet avant décembre 1998. Nous notons aussi, toutefois, que l'autorité compétente néerlandaise a attendu ensuite près de trois mois avant de transmettre une demande de renseignements initiale. Après avoir reçu les renseignements demandés, elle a de nouveau attendu près de trois mois avant de faire une demande complémentaire pour obtenir davantage de données. Enfin, après avoir obtenu les données nécessaires, elle a mis encore près de trois mois pour finaliser son évaluation. Il est clair, par conséquent, que l'autorité compétente principale a dépassé le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97 pour une évaluation initiale.

7.1120 Les États-Unis et le Canada n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire allégué. Selon les États-Unis et le Canada, les Pays-Bas

[1065] Pièce EC-91/Ats. 11 et 14.
[1066] Les Communautés européennes se réfèrent à la pièce EC-91/Ats. 1 à 6.

se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1121 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission ne pourrait pas achever la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Nous notons, toutefois, que la demande initiale de l'autorité compétente principale visant à obtenir des renseignements additionnels et sa demande complémentaire visant à obtenir davantage de données ont été faites en février et au début de juin 1999, respectivement, et sont donc antérieures à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. D'un autre côté, c'est après la déclaration de juin 1999 que l'autorité compétente principale a mis trois mois supplémentaires pour finaliser son rapport d'évaluation initiale.

7.1122 Nous notons aussi, toutefois, que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas transmettre sa demande complémentaire de juin 1999 visant à obtenir davantage de données plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution, ou qu'après avoir reçu la réponse du demandeur elle ne pouvait pas finaliser son évaluation initiale plus tôt qu'en janvier 2000.

7.1123 Il est pertinent de noter à cet égard que le demandeur avait présenté deux autres demandes concernant le même produit au titre de la Directive 90/220, l'une au Royaume-Uni (maïs GA21 (EC 85)) et l'autre à l'Espagne (maïs GA21 (EC-78)). Au moment où l'autorité compétente néerlandaise finalisait son rapport d'évaluation, les deux demandes au titre de la Directive 90/220 étaient en cours d'évaluation au niveau communautaire. Comme nous l'avons noté, à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'autorité compétente néerlandaise avait à notre avis des raisons de penser qu'au niveau communautaire le Groupe des cinq pays et/ou la Commission pourraient mener une action pour retarder ou empêcher l'approbation finale de ces demandes. Puisqu'une évaluation spéciale de la sécurité pour l'environnement était nécessaire pour que la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) soit approuvée au titre du Règlement n° 258/97[1067], nous pensons qu'il se pourrait aussi que le temps pris par l'autorité compétente néerlandaise avant de transmettre son rapport d'évaluation initiale en janvier 2000 reflète de la part de l'autorité compétente néerlandaise un point de vue selon lequel les demandes au titre de la Directive 90/220 concernant le maïs GA21 seraient retardées au niveau communautaire.

7.1124 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire), et, en particulier, le temps pris par l'autorité compétente principale à compter d'octobre 1999 pour finaliser

[1067] Nous notons que la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) présentée à l'autorité compétente néerlandaise portait, entre autres choses, sur des aliments et ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM et, en tant que telle, paraîtrait relever des dispositions de l'article 9 du Règlement n° 258/97. Rappelons que l'article 9 prescrit que les décisions en matière d'approbation concernant les aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM tiennent compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220.

son rapport d'évaluation initiale, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Soja LL (produit alimentaire) (EC-93)

7.1125 La demande concernant le soja LL (produit alimentaire) a été présentée à la Belgique le 30 novembre 1998. Elle a été adressée à la Commission le 2 février 1999. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation. En juillet 2004, le demandeur a retiré la demande.

7.1126 Les **États-Unis** estiment que la Belgique a refusé de transmettre la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) pour examen au niveau communautaire.

7.1127 L'**Argentine** fait valoir qu'il y a eu un retard global de cinq ans et huit mois depuis la présentation de la demande.

7.1128 Les **Communautés européennes** notent que la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) n'a été portée devant l'autorité compétente belge qu'en février 1999. La Commission a notifié la demande belge à tous les autres États membres en mars 1999. En avril 1999, le Conseil belge de biosécurité a demandé des renseignements additionnels au demandeur afin de poursuivre l'évaluation initiale. La demande portait sur les questions de l'équivalence substantielle et de la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques.[1068] Le demandeur n'a pas pleinement répondu à cette demande de renseignements additionnels. La Grèce (juin 1999) et l'Italie (juillet 1999) ont également demandé des renseignements additionnels sur divers points tels que la caractérisation nutritionnelle et biochimique et la toxicité de la plante transgénique, mais n'ont reçu aucune réponse.[1069] En avril 2004, l'autorité compétente principale a rappelé au demandeur qu'il devait répondre aux demandes de renseignements additionnels pour lui permettre de finaliser le rapport d'évaluation en cours.

7.1129 Les Communautés européennes estiment que les parties plaignantes ont choisi de passer sous silence le fait que le demandeur n'a pas fourni les renseignements additionnels qui avaient été demandés par l'autorité compétente principale en avril 1999 et par la Grèce et l'Italie en juin et juillet 1999. Selon les Communautés européennes, les demandes de renseignements additionnels sont restées, pour l'essentiel, toutes les trois sans réponse. Les Communautés européennes soulignent que, le 6 juillet 2004, le demandeur a retiré sa demande.

7.1130 Le **Groupe spécial** note que, contrairement à ce que les Communautés européennes affirment, la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) a été portée devant l'autorité compétente belge dès le début de décembre 1998, et non en février 1999 seulement.[1070] Le 8 décembre 1998, l'Inspection générale belge des denrées alimentaires a demandé au Conseil belge de biosécurité d'établir un premier rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours suivant la transmission de la demande.

7.1131 Le dossier indique que le Conseil de biosécurité s'est réuni le 17 décembre 1998 au sujet de la demande. À cette réunion, des préoccupations ont été exprimées quant au fait que, même si la demande portait sur la nutrition animale, un certain nombre de tests concernant les incidences

[1068] Pièce EC-93/At. 11.
[1069] Pièce EC-93/Ats. 16 et 17.
[1070] Pièce EC-93/Ats. 1 et 3.

possibles liées à la consommation humaine étaient absents. Le demandeur s'est apparemment engagé par écrit à répondre aux préoccupations concernant l'équivalence substantielle en suivant les instructions d'un expert belge.[1071]

7.1132 En mars 1999, la Commission a distribué la demande de renseignements à tous les États membres. La chronologie fournie par les Communautés européennes indique que le Danemark a demandé à cette époque des renseignements complémentaires au demandeur, mais cette correspondance ne nous a pas été communiquée.

7.1133 Vers la fin d'avril 1999, le Conseil belge de biosécurité a répondu à une demande de l'Inspection générale belge des denrées alimentaires. La lettre souligne que le demandeur n'a toujours pas répondu aux préoccupations du Conseil de biosécurité relatives à l'équivalence substantielle. Elle indique ensuite que le demandeur devait fournir des renseignements additionnels sur la mise en place de l'étiquetage et, plus précisément, sur la présence d'ADN PAT et de protéine PAT dans les produits dérivés du soja.[1072] Elle indique en conclusion qu'en raison de l'absence de données et de renseignements sur l'équivalence substantielle et la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques, le Conseil de biosécurité se trouvait dans l'impossibilité de remettre un rapport d'évaluation finale pour ce qui est de la demande concernant le soja LL (produit alimentaire). Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant l'équivalence substantielle et la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a répondu que ces demandes étaient valides.[1073]

7.1134 En mai 1999, l'autorité compétente principale a adressé au demandeur un rappel signalant qu'il n'avait toujours pas répondu aux deux demandes de renseignements additionnels d'avril 1999.[1074] Elle a également informé la Commission que le délai pour l'évaluation de cette demande ne serait pas respecté en raison de l'absence de réponse du demandeur aux deux demandes de renseignements additionnels susmentionnées.[1075] Le dossier indique qu'en août 2003 le demandeur n'avait toujours pas pleinement répondu à la première demande concernant l'équivalence substantielle.[1076] Il apparaît que le demandeur a répondu à la première demande concernant la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques dans les produits dérivés du soja, mais on ne sait pas très bien à quelle date.[1077]

7.1135 La Grèce (juin 1999) et l'Italie (juillet 1999) ont également demandé des renseignements additionnels sur la caractérisation nutritionnelle et biochimique et la toxicité des végétaux transgéniques. Nous avons de nouveau demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements additionnels demandés par la Grèce et l'Italie étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a répondu que la demande ne fournissait pas tous les renseignements que l'on attendrait pour respecter la procédure d'évaluation Codex recommandée et que, par conséquent, les demandes concernant certains de ces renseignements étaient justifiées.[1078] En décembre 2000 et de nouveau en juillet 2001, le demandeur a apparemment fourni des renseignements additionnels à l'autorité compétente principale au sujet de la caractérisation des inserts, mais ces renseignements ne nous ont pas été communiqués. Dans la même

[1071] Pièce EC-93/At. 11.
[1072] *Ibid*.
[1073] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 48 du Groupe spécial.
[1074] Pièce EC-93/At. 14.
[1075] Pièce EC-93/At. 13.
[1076] Pièce EC-93/At. 25.
[1077] *Ibid*.
[1078] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 49 du Groupe spécial.

correspondance, le demandeur indiquait que les renseignements sur les analyses de la composition seraient fournis à une date ultérieure.[1079] Sept mois plus tard, dans un courrier daté de juillet 2001, il a apparemment fourni des renseignements afin de répondre à ces demandes, mais ces renseignements n'étaient pas inclus dans les éléments de preuve qui nous ont été communiqués.[1080]

7.1136 En août 2001, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications en ce qui concerne la composition nutritionnelle, indiquant que les données fournies par le demandeur en juillet 2001 n'avaient pas répondu de manière adéquate à sa demande d'avril 1999. Nous avons de nouveau demandé aux experts si ces clarifications étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a noté que les renseignements demandés seraient normalement nécessaires pour juger de la sécurité sanitaire du produit mais que, compte tenu du caractère incomplet du dossier, il lui était impossible de déterminer s'ils avaient ou non été fournis précédemment à l'autorité compétente principale.[1081] L'autorité compétente principale a également posé des questions au sujet d'une étude de résultats portant sur la croissance des poulets de chair, étude qui figurait déjà dans le dossier selon le demandeur, mais qu'elle ne trouvait pas. Enfin, l'autorité compétente principale a indiqué que, conformément aux nouvelles recommandations du Conseil de biosécurité concernant la caractérisation moléculaire, elle demanderait certains renseignements additionnels sur cette question.

7.1137 Le dossier donne à penser que le demandeur n'a jamais répondu à la demande de clarifications d'août 2001. En effet, en juin 2003, dans un courriel interne concernant une demande de la Commission aux fins de mise à jour de ce dossier, l'autorité compétente principale soulignait le fait que le demandeur n'avait pas fourni l'étude demandée sur la croissance des poulets de chair. Elle indiquait par ailleurs qu'elle avait demandé, mais pas reçu, des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire. Toutefois, le dossier n'indique pas qu'une telle demande ait été transmise au demandeur.[1082]

7.1138 Il est regrettable que les éléments de preuve fournis au sujet de cette demande soient incomplets. Même si les experts ont indiqué qu'une grande partie des renseignements demandés par l'autorité compétente principale et par d'autres États membres étaient nécessaires pour garantir que l'évaluation de la sécurité sanitaire était valide, il n'a pas été possible de déterminer dans quelle mesure ces renseignements pouvaient déjà avoir été fournis par le demandeur. Il est aussi très difficile de déterminer à partir des renseignements dont nous disposons si le demandeur a répondu à des demandes particulières de renseignements.

7.1139 Cela dit, ainsi que nous l'avons noté précédemment, il apparaît que le demandeur n'a jamais pleinement répondu à la demande de renseignements additionnels d'avril 1999 de l'autorité compétente principale. Il apparaît aussi que les réponses qui ont été données n'ont pas été fournies en temps utile. En outre, le dossier donne à penser que le demandeur n'a jamais répondu à la demande de clarifications d'août 2001. En fait, il n'apparaît pas qu'il y ait eu d'autre communication du demandeur avant qu'il retire sa demande en juillet 2004.

7.1140 En examinant le comportement du demandeur et, en particulier, le fait qu'il n'a pas répondu à la demande de clarification d'août 2001, il est important de rappeler que le demandeur avait présenté une demande pour le même produit au titre de la Directive 90/220. Cette demande était également évaluée par la Belgique. Comme nous l'avons noté précédemment, toutefois, il apparaît que l'examen

[1079] Pièce EC-93/At. 21.
[1080] Pièce EC-93/At. 22.
[1081] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 50 du Groupe spécial.
[1082] Pièce EC-93/At. 25.

de cette demande – la demande concernant le soja LL (EC-71) – a été suspendu à compter de septembre 2001 à la suite du refus du demandeur d'abandonner une autre demande au titre de la Directive 90/220 concernant le même produit, qui avait été présentée au Portugal. La Directive 90/220 a été abrogée en octobre 2002. Le demandeur a retiré sa demande au Portugal et a présenté une demande mise à jour à la Belgique. La Belgique a poursuivi ensuite son examen de la demande au titre de la Directive 2001/18 à compter de février 2003.

7.1141 Nous rappelons en outre que l'article 9 2) du Règlement n° 258/97 dispose que les décisions de mise sur le marché d'aliments ou d'ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM doivent tenir "compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la [Directive 90/220], en vue de garantir que toutes les mesures utiles sont prises pour éviter les conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement que pourrait entraîner la dissémination volontaire d'[OGM]". Comme il a été indiqué, l'évaluation de la sécurité de l'environnement au titre de la Directive 90/220 a été suspendue en septembre 2001. Puisqu'une évaluation spécifique de la sécurité pour l'environnement était nécessaire pour que la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) soit approuvée au titre du Règlement n° 258/97, il semble plausible que le demandeur n'ait guère jugé utile d'essayer de faire avancer la procédure au titre du Règlement n° 258/97 tant que la procédure au titre de la Directive 90/220 était suspendue. S'agissant de la demande concernant le soja LL (EC-71), nous avons dit précédemment que le fait que la Belgique avait suspendu l'examen de cette demande – en réponse au refus du demandeur d'abandonner l'une des deux demandes au titre de la Directive 90/220 – ne confirmait pas directement qu'un moratoire général était en vigueur dans les Communautés européennes.

7.1142 Néanmoins, nous considérons que l'historique de la procédure d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire) au niveau de l'État membre est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations. Nous rappelons à cet égard qu'en juin 1999 le Groupe des cinq pays a indiqué qu'il agirait en tant que "minorité de blocage" au Comité de réglementation et au Conseil et que, dans la procédure d'approbation concernant la tomate transgénique (produit alimentaire), la Commission, après octobre 1999, ne s'est pas acquittée de la responsabilité qui lui incombait dans la mesure où elle n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation à la suite du premier avis du CSAH de septembre 1999. Ces actes et omissions affectent et concernent la phase au niveau communautaire de la procédure d'approbation au titre du Règlement n° 258/97. Toutefois, en août 2003, la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) n'avait pas atteint le niveau communautaire.

7.1143 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que l'historique de la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) au niveau de l'État membre est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) (EC-94)

7.1144 La demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) le 29 février 2000. Un résumé du dossier a été distribué par la Commission à tous les États membres le 29 mars 2000. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation initiale.

7.1145 Les **États-Unis** font valoir que l'approbation du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), qui est obtenu au moyen de l'hybridation classique de deux produits biotechnologiques "parents", le maïs MON810 et le maïs GA21, a été retardée du fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation initiale. Plus précisément, ils font valoir qu'au moment de l'établissement du

Groupe spécial cela faisait déjà trois ans et demi que l'autorité compétente principale examinait la demande. Ils soutiennent que ce décalage avait deux causes distinctes.

7.1146 Selon les États-Unis, une cause du décalage a été le retard injustifié dans l'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire) par les CE au titre du Règlement n° 258/97. La demande d'approbation du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) présentée au titre du Règlement n° 258/97 faisait référence aux évaluations des risques détaillées effectuées pour les produits biotechnologiques parents, complétées par des données sur la sécurité sanitaire et la caractérisation de l'hybride MON810 x GA21 qui confirmaient ces résultats. Un parent, le maïs MON810, a été approuvé en 1998 au titre de la Directive 90/220[1083] et a été notifié en 1998 sur la base d'un avis d'équivalence substantielle, comme l'exigeait alors le Règlement n° 258/97.[1084] Toutefois, la demande concernant le parent à trait unique GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97 a été bloquée au niveau de la Commission après que celle-ci avait demandé l'avis du CSAH en mai 2000 puis de nouveau après l'avis définitif du CSAH en février 2002. Par conséquent, la progression de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a ralenti la progression de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) dans le processus réglementaire. De fait, dans les observations qu'elle a formulées au sujet de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), l'Italie a dit ce qui suit: "l'examen de la documentation relative à l'autorisation [du maïs MON810 x GA21] devrait être effectué uniquement après que la commercialisation du [maïs GA21] a été autorisée [au titre du Règlement n° 258/97]".[1085] Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97 n'avait pas encore été accordée.

7.1147 Les États-Unis soutiennent que l'autre cause du décalage traduisait, en partie, la nécessité pour le demandeur de répondre à des demandes de renseignements qui étaient injustifiées d'un point de vue scientifique. Ils soulignent que l'autorité compétente principale a insisté sur la caractérisation moléculaire de la lignée MON810 x GA21 sans tenir compte des données antérieures qui avaient été communiquées sur les lignées parentales. En particulier, l'autorité compétente principale a demandé une étude additionnelle portant sur les aliments entiers dans l'alimentation des souris.[1086] La raison invoquée pour cela était la nécessité de répondre à des préoccupations hypothétiques selon lesquelles des fragments d'ADN inconnus pourraient être disséminés dans le génome. L'incidence de telles insertions peut être déterminée en évaluant les analyses de la composition de la plante ainsi que sa performance agronomique. Les États-Unis font valoir que si les deux analyses n'indiquent pas de modifications inattendues, rien ne permet de faire des hypothèses au sujet d'une préoccupation en matière de sécurité sanitaire des aliments issus de la plante. En l'espèce, de telles évaluations avaient été effectuées pour chacune des lignées parentales et aucune modification inattendue n'avait été observée. À aucun moment l'autorité compétente principale n'a expliqué la raison pour laquelle elle pensait que les analyses de la composition ou les études d'alimentation présentées précédemment pour les deux lignées parentales, ainsi que les analyses de la composition présentées pour l'hybride, ne traitaient pas cette question de manière adéquate.

7.1148 Les États-Unis notent que, néanmoins, le demandeur a analysé la composition du maïs MON810 x GA21, laquelle a été jugée comparable à celle des lignées parentales et des autres variétés

[1083] Décision de la Commission concernant la mise sur le marché de maïs génétiquement modifié (zea mays L. lignée MON810), conformément à la Directive 90/220/CEE du Conseil (98/294/CE), 22 avril 1998, Journal officiel des Communautés européennes n° L 131 page 32, 5 mai 1998 (pièce US-131).
[1084] Pièce US-132.
[1085] Pièce EC-94/At. 11.
[1086] Pièce EC-94/At. 12.

de maïs commercialisées.[1087] Le demandeur avait par ailleurs présenté précédemment plusieurs études d'alimentation portant sur les aliments entiers, y compris une étude de 90 jours menée sur des rats nourris avec du maïs MON810 ou du maïs GA21, et une étude menée sur des poulets de chair nourris avec des graines issues de maïs MON810 x GA21. Aucune de ces études n'a révélé d'effets négatifs.

7.1149 En outre, les États-Unis notent que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires sur les taux de protéine EPSPS exprimée dans les lignées hybrides, bien que ces renseignements ne soient pas pertinents pour évaluer les risques, compte tenu des renseignements connus en ce qui concerne la sécurité sanitaire de la protéine EPSPS.[1088] L'autorité compétente principale a aussi demandé des comparaisons inutiles entre les données concernant la composition du nouvel hybride et les données concernant la composition des lignées de contrôle non transgéniques. Les données fournies dans la demande analysaient le nouvel hybride par rapport aux lignées parentales transgéniques.[1089] Il avait déjà été démontré que ces dernières étaient substantiellement équivalentes au maïs non génétiquement modifié, à l'exception des traits introduits. Compte tenu de l'ensemble des données qui avaient été fournies sur les deux lignées parentales, les États-Unis font valoir que les demandes de nouvelles études complémentaires ne reposaient sur aucune base scientifique.

7.1150 Selon les États-Unis, le Royaume-Uni a insisté également pour que le demandeur fournisse une caractérisation détaillée du nouvel hybride au lieu de s'appuyer sur les analyses réalisées précédemment au sujet des lignées parentales transgéniques.[1090] Dans le cadre de cette demande, le Royaume-Uni a demandé une caractérisation moléculaire pour "confirm[er] l'absence de marqueurs de résistance aux antibiotiques et [avoir] des détails concernant l'homologie entre les deux constructions géniques introduites par les croisements".[1091] Étant donné que ni l'un ni l'autre parent ne contenait de gène marqueur de résistance aux antibiotiques, il n'y a, selon les États-Unis, absolument aucune base scientifique permettant d'élaborer des théories selon lesquelles le croisement entre les deux produits introduirait d'une manière ou d'une autre un tel gène.

7.1151 Dans ces circonstances, les États-Unis font valoir qu'il était vain que le demandeur affecte les ressources nécessaires pour donner suite à la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) tant que l'examen des demandes concernant le parent à trait unique GA21 restait suspendu au titre du moratoire. Ils soutiennent que le retard de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) et le maïs GA21 (produit alimentaire) est donc une conséquence directe des retards de la demande concernant le maïs GA21 au titre du moratoire. Ils signalent en outre qu'à cause du retard dans la procédure d'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire), ce produit ainsi que le maïs MON810 x GA21 ont été remplacés par des maïs Roundup Ready de seconde génération (le maïs NK603 et le maïs NK603 x MON810, respectivement). Néanmoins, le demandeur a continué de demander l'agrément réglementaire nécessaire pour le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire).

7.1152 Le **Canada** fait valoir que la demande est toujours en souffrance auprès de l'autorité compétente principale.

[1087] Pièce EC-82/At. 9.

[1088] Les États-Unis se réfèrent à LA Harrison, MR Bailey, MR Naylor, JE Ream, BG Hammond, DL Nida, BL Burnette, TE Nickson, TA Mitsky, ML Taylor, RL Fuchs, and SR Padgette, "The Expressed Protein in Glyphosate-Tolerant Soybean, 5-Enolypyruvylshikimate-3-Phosphate Synthase from Agrobacterium sp. Strain CP4, Is Rapidly Digested in Vitro and Is Not Toxic to Acutely Gavaged Mice", *Journal of Nutrition* 126:728-740 (1996) (pièce US-143).

[1089] Pièce EC-94/At. 2.

[1090] Pièce EC-94/At. 10.

[1091] *Ibid*.

7.1153 Les **Communautés européennes** font valoir que l'autorité compétente principale a demandé en juillet 2000 des renseignements additionnels au demandeur, mais que la demande n'a reçu qu'une réponse partielle en février 2002. Contrairement aux États-Unis, elles soutiennent que la demande de l'autorité compétente principale en vue d'une étude portant sur les aliments entiers dans l'alimentation des souris était nécessaire pour évaluer les effets non intentionnels causés par d'éventuels fragments additionnels d'ADN. Dès lors que la demande était faite pour des raisons valables, le retard qu'elle a causé ne peut pas être considéré comme "injustifié". En outre, des questions telles que la caractérisation moléculaire de l'ADN inséré obtenu à partir de lignées parentales transgéniques, la détermination de l'ADN flanquant ou l'analyse de la composition restent toujours sans réponse. Enfin, les Communautés européennes considèrent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours.

7.1154 Le **Groupe spécial** note qu'au titre du Règlement n° 258/97 le rapport d'évaluation initiale doit être établi par l'autorité compétente principale dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande remplissant les conditions applicables. Lorsque la Commission a distribué la notification de cette demande à tous les États membres, le 29 mars 2000, elle a indiqué que l'évaluation initiale devait être achevée au plus tard pour le 16 juin 2000.[1092] Toutefois, l'évaluation par l'autorité compétente principale n'était pas achevée au moment de l'établissement du Groupe spécial, c'est-à-dire trois ans et demi après la présentation de la demande.

7.1155 Le premier signe de contact émanant de l'autorité compétente principale a été une demande de données additionnelles adressée au demandeur le 17 juillet 2000.[1093] Aucune explication spécifique n'a été fournie quant à la raison pour laquelle ces renseignements n'avaient pas été demandés beaucoup plus tôt, et non un mois après le délai normal prévu pour l'achèvement de l'évaluation. La réponse à la demande de juillet 2000 n'a été fournie par le demandeur que le 15 février 2002. Par la suite, il y a eu un retard de cinq mois avant que l'autorité compétente principale assure le suivi auprès du demandeur en demandant des renseignements additionnels le 2 juillet 2002. Aucune explication spécifique n'a été fournie pour ce nouveau retard. En outre, aucun renseignement n'a été fourni concernant une action quelconque au sujet de cette demande entre juillet 2002 et août 2003. Il apparaît que pendant cette période le demandeur n'a pas répondu à la demande de renseignements de juillet 2002 de l'autorité compétente principale.

7.1156 Nous avons demandé l'avis des experts qui nous conseillent quant à la nécessité des renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juillet 2000 pour garantir que les conclusions de l'évaluation sanitaire étaient valides.[1094] Mme Nutti a examiné les demandes de l'autorité compétente principale portant sur la protéine EPSPS, l'effet du traitement au glyphosate sur la composition du maïs, les renseignements additionnels sur la composition de l'hybride et l'étude toxicologique additionnelle sur l'alimentation. Mme Nutti n'a pas considéré que les renseignements demandés quels qu'ils soient étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, compte tenu des renseignements déjà fournis dans la demande et déjà connus pour ce qui est des lignées parentales. À son avis, les réponses fournies par le demandeur en février 2002 confirmaient les données communiquées précédemment.[1095] M. Andow a examiné les demandes concernant l'effet du traitement au glyphosate et la toxicologie. À son avis, la demande concernant le traitement au glyphosate était nécessaire, car il pensait que le demandeur avait fourni une analyse statistique erronée. S'agissant de la demande portant sur la toxicologie, M. Andow a considéré que la préoccupation sous-jacente était valable, mais il a estimé que le demandeur aurait dû pouvoir y

[1092] Pièce EC-94/At. 5.
[1093] Pièce EC-94/At. 12.
[1094] Annexe H, question n° 44
[1095] Annexe H, paragraphes 682 à 687.

répondre par d'autres moyens, et que la demande d'essais toxicologiques n'était pas nécessaire pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides pour le maïs MON810 x GA21.[1096]

7.1157 Nous sommes conscients du fait que les Communautés européennes sont en désaccord avec les experts en ce qui concerne certaines des réponses qu'ils ont données. Les Communautés européennes notent que les résultats des études additionnelles étaient requis pour confirmer les renseignements fournis dans la demande et qu'il existe différentes approches réglementaires pour ce qui est des comparaisons relatives à un hybride GM et des prescriptions nécessaires en matière de données pour évaluer la sécurité sanitaire de ces hybrides. En particulier, elles font valoir que le fait que l'approche adoptée par l'autorité compétente principale diffère de celle que les experts du Groupe spécial ont privilégiée ne signifie pas qu'elle n'est pas valable. Par ailleurs, elles font observer que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements sur les substances additionnelles, compte tenu des renseignements tout juste disponibles sur la présence de fragments non désirables d'ADN dans un soja génétiquement modifié résistant au glyphosate.

7.1158 Nous admettons que des pratiques réglementaires différentes puissent aboutir à des différences de perceptions quant aux renseignements qui sont nécessaires pour une évaluation de la sécurité sanitaire. Cependant, même en admettant que, contrairement à l'avis des experts, les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juillet 2000 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela n'expliquerait toujours pas les longs retards dans les réponses de l'autorité compétente principale aussi bien avant qu'après la demande de juillet 2000.

7.1159 Les États-Unis font valoir que ces retards tiennent au moratoire général allégué sur les approbations finales. Plus particulièrement, ils soutiennent que le retard dans le traitement de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) était une conséquence directe des retards dans le traitement des demandes concernant le maïs GA21 (EC-78) et le maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du moratoire. Nous rappelons que les États-Unis n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) dénote leur soutien au moratoire allégué. En fait, ils affirment que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1160 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays. Nous notons à cet égard qu'en 2000, lorsque la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) a été présentée, les demandes concernant les parents à trait unique, le maïs GA21 (EC-78) et le maïs GA21 (produit alimentaire), étaient toutes deux en cours d'évaluation au niveau communautaire. S'agissant des demandes concernant les parents à trait unique, nous avons noté précédemment que dans les deux procédures la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure concernant ces demandes au Comité de réglementation avant août 2003, et que cela était compatible avec l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

[1096] Annexe H, paragraphe 700.

7.1161 Dans ce contexte et, en particulier, compte tenu de la situation pour ce qui est des demandes concernant les parents à trait unique, le maïs GA21 (EC-78) et le maïs GA21 (produit alimentaire)[1097], nous considérons que les Pays-Bas auraient pu arriver à la conclusion qu'il n'y avait pas de perspective réaliste que les demandes concernant le parent à trait unique, le maïs GA21, soient approuvées avant la date d'abrogation de la Directive 90/220 et que, tant qu'elles n'étaient pas approuvées, la demande concernant le maïs hybride MON810 x GA21 (produit alimentaire) ne serait pas non plus approuvée.[1098] À notre avis, le temps pris par les Pays-Bas à la fois avant et après leur demande de renseignements de juillet 2000 est donc compatible avec l'existence d'un moratoire général sur les approbations.

7.1162 Nous notons que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En effet, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas transmettre ses demandes de juillet 2000 et juillet 2002 au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

7.1163 En ce qui concerne le fait que le demandeur a pris plus d'un an et demi pour donner sa réponse à la demande de juillet 2000 de l'autorité compétente principale et qu'il n'a pas répondu à la demande de renseignements de juillet 2002, nous considérons que cela est compatible avec la suggestion des États-Unis selon laquelle le demandeur pensait que les demandes concernant les parents à trait unique, le maïs GA21 (EC-78) et le maïs GA21 (produit alimentaire), étaient retardées au niveau communautaire en raison du moratoire allégué et n'a donc guère jugé utile de suivre activement la demande pour le maïs hybride MON810 x GA21 (produit alimentaire).

7.1164 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, pendant la période pertinente, les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs Bt-1507 (produit alimentaire) (EC-95)

7.1165 La demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) le 15 février 2001. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation initiale. Cette évaluation a été achevée le 4 novembre 2003, et le rapport a été distribué à tous les États membres par la Commission le 10 décembre 2003.

7.1166 Les **États-Unis** font valoir que l'autorité compétente principale a refusé de transmettre cette demande à la Commission.

7.1167 Les **Communautés européennes** font observer qu'après avoir reçu la demande en février 2001 l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels en juin 2001.

[1097] Puisque ces demandes se trouvaient au niveau communautaire, il est raisonnable de supposer que l'autorité compétente néerlandaise était au courant de la situation pertinente.

[1098] Nous notons que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) faisait référence à l'article 9 du Règlement n° 258/97 qui s'applique aux aliments et ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM et prescrit que la décision en matière d'approbation tienne compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220.

Ces renseignements ont finalement été fournis en février 2003. Entre février 2003 et juillet 2003, il y a eu une correspondance suivie entre le demandeur et l'autorité compétente principale sur les renseignements additionnels devant être fournis par le demandeur, en particulier en ce qui concerne l'étiquetage, le contrôle, la caractérisation moléculaire et les méthodes de détection spécifiques des événements. L'autorité compétente principale a finalisé le rapport d'évaluation initiale en novembre 2003 et a conclu que la consommation de maïs Bt-1507 ainsi que d'aliments et d'ingrédients alimentaires dérivés de ce produit était aussi sûre pour l'homme que la consommation de leurs équivalents non génétiquement modifiés.

7.1168 Les Communautés européennes notent en outre que la Commission a transmis le rapport d'évaluation initiale aux États membres pour observations en décembre 2003 et a reçu des observations et des objections motivées à l'égard de l'évaluation. Le 26 mars 2004, le dossier complet (y compris les réponses aux objections et observations formulées par les États membres) a été transmis à l'AESA pour examen au titre du Règlement n° 1829/2003. Parallèlement, le demandeur a pris les dispositions permettant de garantir la production de matériel de référence certifié et pour la validation d'une méthode de détection par le CCR.

7.1169 Le **Groupe spécial** rappelle, que conformément au Règlement n° 258/97, un rapport d'évaluation initiale doit être établi dans un délai de trois mois à compter de la réception de la demande remplissant les conditions applicables. En l'espèce, cette évaluation initiale n'a pas été achevée avant le 4 novembre 2003, soit près de trois ans après réception de la demande. Nous notons, cependant, qu'une demande initiale de données additionnelles a été faite par l'autorité compétente principale le 28 juin 2001, soit quatre mois après réception de la demande.[1099] Le demandeur a apparemment fourni certains renseignements en novembre 2001, encore que ceux-ci ne nous aient pas été communiqués, mais il n'a pas fourni la totalité des renseignements demandés avant le 12 février 2003.[1100] En mars 2003, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires, qui ont été fournies en mai 2003.[1101] En juin 2003, elle a posé des questions au sujet de la réponse de mai 2003 du demandeur.[1102] Celui-ci a fourni des réponses le 9 juillet 2003.[1103] L'autorité compétente principale a apparemment jugé les renseignements fournis le 9 juillet 2003 suffisants pour conclure son évaluation. Comme il a été indiqué, une évaluation favorable a été communiquée le 4 novembre 2003.

7.1170 Il ressort clairement de ce qui précède que le principal retard dans l'évaluation de cette demande est imputable au temps pris par le demandeur pour fournir les renseignements demandés en juin 2001. Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent leur avis sur la nécessité des renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juin 2001 pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[1104] Mme Nutti a répondu à cette question et a spécifiquement commenté les demandes de l'autorité compétente principale portant sur les analyses compositionnelles et toxicologiques. Elle considère que certains des renseignements demandés tels que les trois saisons d'essais en plein champ (par opposition aux deux saisons fournies dans la demande) n'étaient pas nécessaires pour garantir l'évaluation de la sécurité sanitaire. En revanche, la demande de données concernant la composition de certaines substances et l'étude de la toxicité orale pour écarter une modification non intentionnelle du maïs Bt-1507 étaient à son avis

[1099] Pièce EC-95/At. 8.
[1100] Pièce EC-95/At. 12.
[1101] Pièce EC-95/Ats. 13 et 14.
[1102] Pièce EC-95/At. 15.
[1103] Pièce EC-95/At. 16.
[1104] Annexe H, question n° 51.

nécessaires.[1105] La totalité de ces renseignements a été fournie par le demandeur en février 2002, à l'exception des résultats de l'étude de la toxicité orale qui n'ont été communiqués qu'en février 2003.

7.1171 Même en admettant que les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juin 2001 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, il convient de noter que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) avait été à l'examen aux Pays-Bas pendant près de quatre mois et demi avant que l'autorité compétente néerlandaise transmette sa demande de renseignements de juin 2001. De même, à deux reprises, l'autorité compétente principale a pris un mois pour analyser les réponses fournies par le demandeur et transmettre ses demandes de renseignements complémentaires. Et une fois que le demandeur avait fourni les renseignements en réponse à la dernière demande de renseignements de l'autorité compétente néerlandaise, celle-ci a encore pris plusieurs mois pour achever son rapport d'évaluation initiale.

7.1172 Les États-Unis n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire. Ils soutiennent que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1173 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.1174 Nous notons par ailleurs que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas adresser sa demande de renseignements de juin 2001 au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution, ou qu'elle ne pouvait pas achever son rapport d'évaluation plus tôt qu'en novembre 2003.

7.1175 Il est pertinent de noter à cet égard que le demandeur avait présenté une demande concernant le même produit au titre de la Directive 90/220. Cette demande était aussi en cours d'évaluation par l'autorité compétente néerlandaise. Celle-ci n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) avant août 2003. Nous avons conclu précédemment à cet égard que le fait que les Pays-Bas n'avaient pas achevé leur évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) plus tôt qu'en août 2003 n'était pas incompatible avec l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente. Puisqu'une évaluation spéciale de la sécurité pour l'environnement était nécessaire pour que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) soit approuvée au titre du Règlement n° 258/97[1106], nous pensons qu'il se pourrait aussi que le temps pris par l'autorité compétente

[1105] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 51.

[1106] Nous notons que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) porte sur des aliments et ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM et, en tant que telle, paraîtrait

néerlandaise avant de transmettre sa demande de juin 2001 ou avant d'achever son rapport d'évaluation initiale en novembre 2003 reflète les retards dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74).

7.1176 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) est compatible avec le point de vue des États-Unis selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à l'époque. Il convient en outre de rappeler qu'en août 2003 la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) n'avait pas atteint le niveau communautaire. En d'autres termes, elle n'avait pas encore atteint le stade procédural auquel le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu mener des actions pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1177 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation initiale de la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) pour août 2003 est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs NK603 (produit alimentaire) (EC-96)

7.1178 La demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) en avril 2001. L'autorité compétente principale a transmis son rapport d'évaluation initiale à la Commission en novembre 2002. En janvier 2003, la Commission a transmis le rapport d'évaluation initiale de l'autorité compétente principale aux États membres aux fins d'observations et d'objections.

7.1179 Les **États-Unis** font valoir que bien que la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) ait finalement fait l'objet d'une évaluation favorable de la part de l'autorité compétente principale, ce produit est resté au niveau de l'État membre pendant près de 19 mois, au lieu des 90 jours prévus par le Règlement n° 258/97. Sur cette période, le demandeur a utilisé trois mois et demi seulement pour fournir des renseignements additionnels; l'autorité compétente principale a utilisé les 14 mois et demi restants.

7.1180 Les États-Unis mettent en cause certaines demandes de renseignements additionnels faites par l'autorité compétente principale, faisant valoir qu'elles étaient inutiles d'un point de vue scientifique. Par exemple, l'autorité compétente principale a demandé une étude d'alimentation additionnelle portant sur les aliments entiers administrés à des souris ou des rats afin de répondre aux préoccupations concernant la présence de fragments d'ADN non souhaités que le demandeur avait identifiée dans les données relatives à leur caractérisation moléculaire.[1107] L'autorité compétente principale a indiqué que "la présence de modifications additionnelles non intentionnelles ne [pouvait] pas être exclue avec suffisamment de certitude". Les États-Unis font valoir que le simple fait qu'un insert additionnel est présent ne signifie pas nécessairement que le produit présente un risque additionnel. En fait, la détermination repose sur les résultats de l'ensemble des autres données et renseignements fournis par le demandeur, que l'autorité compétente principale n'a pas pris en

---

relever des dispositions de l'article 9 du Règlement n° 258/97. Rappelons que l'article 9 prescrit que les décisions en matière d'approbation concernant les aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM tiennent compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220.

[1107] Pièce EC-96/At. 7.

considération pour faire cette demande. Si les résultats de ces essais soulèvent des questions, un examen complémentaire serait alors justifié. Mais en l'espèce, le demandeur avait effectué l'analyse de la composition et une étude sur les aliments entiers effectuée sur des poulets de chair nourris avec le produit contenant l'insert additionnel et, dans ces circonstances, il aurait détecté toutes modifications consécutives pertinentes pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les États-Unis font observer que le demandeur a néanmoins effectué l'essai demandé, qui n'a indiqué aucun effet négatif.

7.1181 Le **Canada** fait valoir que le temps total pris par l'autorité compétente principale pour son examen a été de 18 mois et que sur ce total seuls trois mois et demi ont été pris par le demandeur pour répondre aux questions. La différence de 14,5 mois dépasse le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97.

7.1182 L'**Argentine** fait valoir que les évaluations réalisées par l'autorité compétente principale puis l'AESA ont conclu qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant un risque pour la santé ou la vie des personnes. Par conséquent, les retards avec lesquels l'autorité compétente principale a achevé son évaluation initiale et transmis la demande à la Commission n'étaient pas justifiés.

7.1183 Les **Communautés européennes** notent que la demande concernant l'utilisation du maïs NK603 dans l'alimentation humaine a été présentée aux Pays-Bas en 2001. Après que le demandeur avait fourni les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale, celle-ci a achevé son évaluation en novembre 2002 et a adressé son rapport d'évaluation initiale à la Commission. Les 18 mois passés au niveau de l'État membre étaient dus au caractère incomplet du dossier initialement présenté par le demandeur et à la nécessité de données complémentaires sur la caractérisation moléculaire et l'analyse de la composition.

7.1184 Le **Groupe spécial** croit comprendre d'après le dossier que le demandeur a présenté pour la première fois la demande à l'autorité compétente principale en avril 2001. Deux mois plus tard, l'autorité compétente principale a demandé une copie des documents et données mentionnés afin de faciliter son travail. Le demandeur a fourni ces documents en juillet 2001.

7.1185 Il y a eu deux demandes de renseignements additionnels séparées avant que l'autorité compétente principale transmette son rapport d'évaluation initiale à la Commission en novembre 2002. Premièrement, l'autorité compétente principale a demandé en décembre 2001 des renseignements complémentaires sur la séquence du fragment d'ADN inséré, ainsi que des renseignements complémentaires sur les séquences flanquantes, une étude de toxicité semi-chronique et des renseignements complémentaires sur les données concernant la composition du produit provenant des essais en plein champ.[1108] Une lettre de couverture indique que le demandeur a fourni les renseignements trois mois plus tard, mais les éléments de sa réponse ne figurent pas dans le dossier.

7.1186 Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant la caractérisation moléculaire, les effets des modifications non intentionnelles quant à la toxicité et les données sur la composition demandés par l'autorité compétente principale étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a noté que le demandeur avait fourni tous les renseignements généralement demandés pour l'évaluation de la sécurité sanitaire des produits alimentaires et avait aussi confirmé que la composition et la valeur nutritive du maïs GM en question étaient équivalentes à celles du produit traditionnel de référence. Elle a souligné qu'il n'"[était] pas nécessaire de demander une étude de toxicité semi-chronique sur les

[1108] Pièce EC-96/At. 7.

souris ou les rats nourris avec du maïs en grain ou en farine pour écarter les possibles effets indésirables de modifications additionnelles non identifiées".[1109] Les Communautés européennes contestent la conclusion de Mme Nutti selon laquelle l'étude de toxicité additionnelle de 90 jours n'était pas nécessaire. Elles indiquent que l'autorité compétente principale a justifié sa demande de l'étude de 90 jours en expliquant que cela donnerait une garantie additionnelle de l'absence d'effets indésirables non intentionnels.[1110] Elles font valoir que la conclusion de Mme Nutti devrait être écartée sur la base des preuves scientifiques disponibles concernant la pertinence de telles études.

7.1187 La deuxième demande de renseignements est venue d'Italie en janvier 2002, par une lettre adressée à la Commission, dans laquelle étaient demandés des renseignements complémentaires sur l'évaluation de l'équivalence substantielle, la caractérisation moléculaire et l'analyse relative à la détection. L'Italie notait que la demande était particulièrement importante car "dans le contexte communautaire, il [avait été] établi que la procédure simplifiée [devait] être suspendue pour les OGM".[1111]

7.1188 Nous avons de nouveau demandé aux experts si les renseignements demandés par l'Italie étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a noté que "des études d'alimentation sur animaux [pouvaient] être justifiées pour des aliments GM si des changements sur la biodisponibilité des nutriments [étaient] attendus ou si la composition de l'aliment GM [n'était] pas comparable à celle de l'aliment classique".[1112] Elle a estimé que le demandeur avait établi de manière adéquate l'équivalence substantielle du maïs NK603 avec son équivalent classique, et que la demande italienne d'autres études d'alimentation sur animaux n'était donc pas nécessaire pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. En tout état de cause, il n'y a pas d'éléments de preuve dans le dossier indiquant que le demandeur ait jamais été prié par l'autorité compétente principale de fournir les renseignements demandés par l'Italie. Il n'y a pas non plus d'éléments de preuve indiquant que le demandeur ait communiqué des renseignements pour répondre aux demandes formulées par l'Italie.

7.1189 En août 2002, cinq mois après que le demandeur avait fourni les renseignements demandés par l'autorité compétente principale, l'organe consultatif de l'autorité compétente principale, le Comité sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments du conseil néerlandais de la santé, a terminé son rapport d'évaluation. Le Comité a conclu que "la consommation de maïs NK603 ainsi que d'aliments ou d'ingrédients alimentaires dérivés de ce produit [était] aussi sûre pour l'homme que la consommation de maïs et de produits à base de maïs non génétiquement modifiés".[1113] Ce n'est pas avant novembre 2002 que l'autorité compétente principale a transmis son rapport d'évaluation à la Commission.[1114]

7.1190 En examinant ce qui précède, nous notons que cette demande a été en cours d'évaluation au niveau de l'État membre pendant 18 mois. La demande de renseignements de décembre 2001 de l'autorité compétente principale a entraîné un retard, dans la mesure où le demandeur a pris trois mois et demi pour y répondre. Nous rappelons le point de vue exprimé par l'un des experts selon lequel la demande en question n'était pas nécessaire pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire. Cependant, même en admettant que les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en décembre 2001 étaient appropriés pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité

[1109] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 53.
[1110] Pièce EC-96/At. 7.
[1111] Pièce EC-96/At. 9.
[1112] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 54.
[1113] Pièce EC-96/At. 7.
[1114] Pièce EC-96/At. 12.

sanitaire, il convient de noter que les Pays-Bas ont pris beaucoup plus de temps pour leur évaluation que les trois mois prévus dans le Règlement n° 258/97. Notamment, la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) avait été à l'examen aux Pays-Bas pendant plus de sept mois avant que l'autorité compétente néerlandaise transmette sa demande de renseignements de décembre 2001.[1115] En outre, une fois que le demandeur avait fourni des renseignements en réponse à la demande de renseignements de décembre 2001 de l'autorité compétente néerlandaise, le Comité sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments du Conseil de la santé a encore pris plus de quatre mois pour achever son rapport d'évaluation initiale. Certes ce rapport devait être adopté par l'autorité compétente néerlandaise, mais il n'a pas été transmis à la Commission avant encore deux mois et demi.

7.1191 Les États-Unis n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire. Ils soutiennent que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1192 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.1193 Nous notons par ailleurs que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas transmettre sa demande de renseignements de décembre 2001 au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution, ou qu'elle ne pouvait pas transmettre son rapport d'évaluation achevé plus tôt qu'en novembre 2002.

7.1194 Il est pertinent de noter à cet égard que le demandeur avait présenté une demande concernant le même produit au titre de la Directive 90/220. Cette demande était en cours d'évaluation par l'autorité compétente espagnole pendant la même période. L'autorité compétente espagnole n'a pas achevé son évaluation pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Au titre de la Directive 2001/18, elle a transmis son rapport d'évaluation favorable concernant le maïs NK603 à la Commission le 14 janvier 2003. Nous avons conclu précédemment à cet égard que le fait que l'Espagne n'avait pas achevé son évaluation du maïs NK603 avant janvier 2003 n'était pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente. Puisqu'une évaluation spéciale de la sécurité pour l'environnement était nécessaire pour que la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) soit approuvée au titre du Règlement n° 258/97[1116], nous pensons qu'il se

[1115] La demande avait été à l'examen pendant plus de quatre mois et demi après réception des copies des documents et données cités. Ces copies ont été demandées par l'autorité compétente principale deux mois après réception de la demande.

[1116] Nous notons que la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) porte sur des aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM et, en tant que telle, paraîtrait

pourrait aussi que le temps pris par l'autorité compétente espagnole avant de transmettre sa demande de décembre 2001 ou avant de transmettre son rapport d'évaluation initiale en novembre 2003 reflète de la part de l'autorité compétente néerlandaise un point de vue selon lequel l'autorité compétente espagnole ne transmettrait pas la demande concernant le maïs NK603 à la Commission et aux autres États membres avant que la Directive 2001/18 soit entrée en vigueur.

7.1195 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) est compatible avec le point de vue des parties plaignantes selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à l'époque. Il convient aussi de rappeler à cet égard qu'en août 2003 la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) n'avait pas atteint le niveau communautaire. En d'autres termes, elle n'avait pas encore atteint le stade procédural auquel le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu mener une action pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1196 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation initiale de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

Soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) (EC-99)

7.1197 La demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) le 24 juillet 1998. Elle a été retirée par le demandeur le 12 décembre 2002. À ce moment-là, l'autorité compétente principale n'avait pas encore remis son évaluation initiale de la demande.

7.1198 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans l'exécution du processus d'approbation.

7.1199 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur celui-ci a retiré sa demande en décembre 2002. Comme raison du retrait, le demandeur a indiqué des "raisons purement commerciales".

7.1200 Les **États-Unis** font valoir que dans bien des cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons du retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.1201 Le **Groupe spécial** fait observer qu'en notifiant cette demande à tous les États membres, la Commission a indiqué que l'évaluation initiale de l'autorité compétente principale serait disponible

---

relever des dispositions de l'article 9 du Règlement n° 258/97. Rappelons que l'article 9 prescrit que les décisions en matière d'approbation concernant les aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM tiennent compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220.

pour le 5 novembre 1999 au plus tard. Par contre, au moment où la demande a été retirée, en décembre 2002, l'évaluation initiale n'était pas encore achevée.

7.1202 Il apparaît que l'autorité compétente principale a demandé d'autres références au demandeur un peu avant le milieu d'octobre 1998, date à laquelle elles ont été fournies. Les renseignements fournis sont incomplets et ne permettent pas d'identifier la date à laquelle ces références avaient été demandées. En outre, en mars 1999, l'autorité compétente principale a pris contact avec le demandeur pour demander des explications concernant certains résultats dont il était fait état dans la demande initiale.[1117] C'était plus de sept mois après qu'elle avait reçu la demande. Aucune explication n'a été fournie pour ce retard. Le demandeur a fourni en mai 1999 les explications et les renseignements demandés.[1118] Plus de trois mois plus tard, en septembre 1999, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires au sujet des renseignements fournis.[1119] Le demandeur a répondu dans un délai de trois semaines, le 22 septembre 1999.[1120] Il apparaît que sa réponse traitait toutes les questions posées par l'autorité compétente principale. Rien n'indique qu'après septembre 1999 l'autorité compétente principale ait demandé des renseignements complémentaires ou mené une quelconque autre action au sujet de la demande avant que celle-ci ait été retirée plus de trois ans plus tard le 12 décembre 2002.

7.1203 Nous notons qu'aucune explication ne nous a été fournie quant à la raison pour laquelle l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation pendant les trois années suivant la réponse donnée en septembre 1999 par le demandeur à une demande de clarifications. Les États-Unis font valoir que ce retard était dû au moratoire général allégué sur les approbation**s**. Ils n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire. Ils soutiennent que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1204 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser à l'époque que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.1205 Nous notons aussi, toutefois, que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas achever son évaluation avant décembre 2002, même en suivant une approche de précaution.

7.1206 Il est pertinent de noter dans ce contexte que le demandeur avait présenté une demande concernant le même produit au titre de la Directive 90/220. Cette demande était aussi en cours d'évaluation par l'autorité compétente néerlandaise. Dans la procédure menée au titre de la Directive

[1117] Pièce EC-99/At. 11.
[1118] Pièce EC-99/At. 14.
[1119] Pièce EC-99/At. 15.
[1120] Pièce EC-99/At. 16.

90/220, l'autorité compétente néerlandaise a demandé des renseignements additionnels en octobre 1999.[1121] Toutefois, le demandeur n'a pas fourni de réponse avant de retirer sa demande en décembre 2002. Puisqu'une évaluation spéciale de la sécurité pour l'environnement était nécessaire pour que la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) soit approuvée au titre du Règlement n° 258/97[1122], nous pensons qu'il se pourrait que le temps pris par l'autorité compétente néerlandaise après la réponse de septembre 1999 du demandeur reflète les retards dans la procédure d'approbation concernant le soja à haute teneur en acide oléique. Nous avons conclu précédemment que le dossier d'évaluation de cette demande au niveau de l'État membre n'était pas incompatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente.

7.1207 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le fait inexpliqué que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) après septembre 1999 est compatible avec le point de vue des États-Unis selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à cette époque. Il convient aussi de rappeler à cet égard qu'en août 2003, la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) n'avait pas atteint le niveau communautaire. En d'autres termes, elle n'avait pas encore atteint le stade procédural auquel le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu mener une action pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1208 À notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en décembre 2002 n'est pas incompatible avec l'affirmation des États-Unis selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations à l'époque. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire).

7.1209 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation initiale de la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) avant décembre 2002, lorsque celle-ci a été retirée par le demandeur, est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) (EC-101)

7.1210 La demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) le 20 avril 2000. Elle a été retirée le 12 décembre 2002. À ce moment-là, l'autorité compétente principale n'avait pas achevé son évaluation initiale. (Une demande d'approbation de ce produit au titre de la Directive 90/220 a également été présentée; voir EC-86 plus haut.)

[1121] Pièce EC-87/At. 15.

[1122] Nous notons que la demande concernant le soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire) porte sur des aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM et, en tant que telle, paraîtrait relever des dispositions de l'article 9 du Règlement n° 258/97. Rappelons que l'article 9 prescrit que les décisions en matière d'approbation concernant les aliments ou ingrédients alimentaires contenant des OGM ou constitués d'OGM tiennent compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la Directive 90/220.

7.1211 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) a été retirée en raison du retard excessif des Communautés européennes dans l'exécution du processus d'approbation.

7.1212 Les **Communautés européennes** soutiennent qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, celui-ci a fait état, dans la lettre par laquelle il retirait sa demande, de "raisons purement commerciales".

7.1213 Les **États-Unis** font valoir que dans bien des cas le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons du retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.1214 Le **Groupe spécial** note qu'en portant la demande à l'attention de tous les États Membres le 3 mai 2000, la Commission a indiqué que l'évaluation initiale devait être conclue pour le 28 juillet 2000 au plus tard.[1123] Toutefois, c'est apparemment le 17 juillet 2000 seulement que l'autorité compétente principale a pris contact pour la première fois avec le demandeur pour demander des renseignements additionnels.[1124] Après que celui-ci a répondu, le 22 novembre 2000, cinq mois se sont à nouveau écoulés avant que l'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires le 23 avril 2001.[1125]

7.1215 En répondant le 21 novembre 2001 à la demande d'avril 2001 de l'autorité compétente principale, le demandeur a noté que non seulement les deux lignées parentales avaient été approuvées précédemment, mais aussi que le même maïs hybride T25 x MON810 avait été examiné au titre de la Directive 90/220 et avait fait l'objet d'une évaluation favorable de la part de l'autorité compétente néerlandaise et du CSP en juin 2000. Compte tenu de ces circonstances, le demandeur mettait en cause la nécessité de fournir des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire. Il notait également que la demande d'une étude de toxicité semi-chronique constituait une "prescription inattendue".[1126] Néanmoins, il indiquait son intention de fournir les renseignements demandés pour le milieu de 2002 et demandait que le Conseil néerlandais de la santé lui ménage la possibilité de fournir les renseignements additionnels avant d'achever son évaluation de la sécurité sanitaire. Il apparaît d'après la réponse du demandeur de novembre 2001 que le Conseil de la santé avait précédemment indiqué son intention de finaliser son évaluation de la sécurité sanitaire avant la fin de 2001.

7.1216 Il n'a été fourni aucun élément de preuve indiquant une correspondance ultérieure au sujet de cette demande avant la lettre du 12 décembre 2002 par laquelle le demandeur retirait la demande. Nous pouvons seulement présumer que le demandeur n'a pas fourni les renseignements comme il l'avait indiqué dans sa lettre du 21 novembre 2001, et que l'autorité compétente principale ne lui a pas expliqué les raisons de sa "prescription inattendue" ni n'a cherché ensuite d'une autre manière à obtenir les renseignements demandés au demandeur.

[1123] Pièce EC-101/At. 4.
[1124] Pièce EC-101/At. 11.
[1125] Pièce EC-101/Ats. 13 et 14.
[1126] Pièce EC-101/At. 15.

7.1217 Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant la caractérisation moléculaire, les essais en plein champ, les métabolites secondaires des végétaux et les essais toxicologiques demandés par l'autorité compétente principale en avril 2001 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[1127] Mme Nutti n'a pas considéré que les demandes concernant l'analyse de la composition et l'analyse toxicologique étaient nécessaires, compte tenu des renseignements disponibles sur les lignées parentales. Elle a défini la probabilité de modifications fortuites dans le métabolisme de la plante par suite du croisement classique de deux maïs GM comme étant "proche de zéro".[1128]

7.1218 M. Andow a considéré qu'il était justifié sur le plan scientifique d'exiger une comparaison du maïs T25, avec et sans traitement pesticide, avec le maïs classique et non traité, mais il signale qu'il y a un débat scientifique sur la question de savoir si les comparaisons sont toutes les trois nécessaires pour garantir l'évaluation de la sécurité sanitaire. S'agissant des métabolites secondaires des végétaux, il estime lui aussi que la probabilité d'une modification du métabolisme de la plante peut être très faible, mais qu'il est difficile de dire jusqu'à quel point et, étant donné qu'un risque potentiel pour la santé humaine pourrait découler de telles modifications, il a considéré que les renseignements demandés étaient nécessaires pour garantir une évaluation valide de la sécurité sanitaire. Il est convenu, toutefois, que l'étude toxicologique demandée n'était pas nécessaire pour l'évaluation de la sécurité sanitaire.[1129]

7.1219 M. Squire a considéré que l'on pouvait soutenir que les demandes de l'autorité compétente principale étaient compatibles avec le type de renseignements prescrits dans la Directive du Codex régissant la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments dérivés de plantes à ADN recombiné.[1130]

7.1220 Nous savons que les Communautés européennes ne partagent pas les vues de M. Andow et Mme Nutti au sujet de la nécessité de l'étude toxicologique, et de Mme Nutti au sujet des données relatives au traitement herbicide et aux composés secondaires. Même en admettant que les renseignements demandés par le Conseil de la santé en avril 2001 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela n'expliquerait pas le temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander pour la première fois des renseignements additionnels en juillet 2000 (trois mois), et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en novembre 2000 (cinq mois).

7.1221 Les États-Unis n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire allégué. Ils soutiennent que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1222 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption des nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées

[1127] Annexe H, question n° 57.
[1128] Annexe H, paragraphe 766.
[1129] Annexe H, paragraphe 772.
[1130] Annexe H, paragraphe 774.

précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.1223 Nous notons aussi, toutefois, que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas transmettre sa demande de renseignements de juillet 2000 au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution, ou qu'après avoir reçu la réponse du demandeur elle ne pouvait pas identifier la nécessité de renseignements plus détaillés plus tôt qu'en avril 2001.

7.1224 Il est, en outre, pertinent de noter que le demandeur avait présenté une demande concernant le même produit au titre de la Directive 90/220. Cette demande avait également été évaluée par l'autorité compétente néerlandaise. Au moment où la demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) a été présentée à l'autorité compétente néerlandaise, la demande concernant le maïs T25 x MON810 était évaluée au niveau communautaire. En juin 2000, le CSP a rendu un avis favorable, mais la Commission n'a pas transmis ensuite un projet de mesure au Comité de régulation avant le retrait de la demande en décembre 2002. Nous avons conclu précédemment à cet égard que le fait que la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure concernant le maïs T25 x MON810 au Comité de réglementation était compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

7.1225 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander pour la première fois des renseignements additionnels en juillet 2000, et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en novembre 2000, sont compatibles avec le point de vue des États-Unis selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à cette époque. Il convient également de rappeler à cet égard que la demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire), à la date de son retrait, n'avait pas atteint le niveau communautaire. En d'autres termes, elle n'avait pas encore atteint le stade procédural auquel le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu mener une action pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1226 En outre, à notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en décembre 2002 n'est pas incompatible avec l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations à l'époque. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire).

7.1227 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale de la demande concernant le maïs T25 x MON810 (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

Betterave sucrière RR (produit alimentaire) (EC-102)

7.1228 La demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) a été présentée aux Pays-Bas (autorité compétente principale) en novembre 1999. Au moment de l'établissement du

Groupe spécial, l'autorité compétente principale n'avait pas encore achevé son évaluation initiale. La demande a été retirée par le demandeur le 16 avril 2004.

7.1229 Les **États-Unis** font valoir que l'autorité compétente principale a refusé de transmettre cette demande à la Commission.

7.1230 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale néerlandaise et le demandeur, la demande a été retirée le 16 avril 2004. Le demandeur a cité comme raison du retrait une décision d'interrompre le développement de la betterave sucrière RR.

7.1231 Les **États-Unis** font valoir que, dans bien des cas, le retrait des demandes était dû à la frustration du demandeur face à la suspension par les Communautés européennes de leur processus d'approbation, même si le demandeur peut ne pas l'avoir indiqué explicitement dans les raisons du retrait. Au fil du temps, alors que les retards s'accumulaient, dans certains cas, l'incitation commerciale à demander l'approbation a changé. Par ailleurs, les sociétés étaient fortement incitées à maintenir des relations cordiales avec les organes de réglementation communautaires, et elles n'avaient aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards résultant du moratoire.

7.1232 Le **Groupe spécial** note, d'après le dossier, que cette demande a été présentée aux Pays-Bas en novembre 1999. Quatre mois plus tard, en mars 2000, le Conseil néerlandais de la santé a demandé des renseignements au demandeur au sujet de références manquantes ou illisibles et d'une demande de renseignements sur la valeur nutritionnelle de la betterave sucrière RR traitée au glyphosate.[1131] Le demandeur a répondu un mois plus tard en indiquant que d'autres études sur la détection d'ADN et de protéines issues du sucre produit à partir de la betterave sucrière RR étaient en cours.[1132] En mai 2000, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires sur la toxicité des protéines.[1133] Le demandeur a fourni en décembre 2000 une réponse qui incluait des rapports et données scientifiques nouveaux.[1134]

7.1233 En janvier 2001, le Danemark a demandé des renseignements complémentaires sur l'analyse de la composition de la betterave sucrière RR traitée avec un herbicide ainsi que non traitée, et sur la gestion des cultures de plein champ pour la betterave sucrière RR et la betterave sucrière classique. L'autorité compétente danoise a également demandé des renseignements sur le taux d'acides aminés présents dans la betterave sucrière traitée, ainsi qu'une série de rapports techniques qui étaient mentionnés dans la demande, mais n'avaient pas été fournis par le demandeur.[1135] Rien n'indique dans le dossier que le demandeur ait répondu à la demande du Danemark.

7.1234 En mai 2001, après avoir examiné les renseignements additionnels fournis par le demandeur en décembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires sur l'analyse de la protéine. Elle a indiqué qu'elle n'était pas encore entièrement satisfaite des renseignements fournis par le demandeur en ce qui concerne la probabilité de formation d'une protéine spécifique. En outre, mentionnant des études récentes qui avaient montré que la transformation de cellules végétales causait peut-être des "effets non intentionnels sur les OGM", l'autorité compétente principale a également demandé une étude de toxicité semi-chronique par voie

[1131] Pièce EC-102/At. 21.
[1132] Pièce EC-102/At. 22.
[1133] Pièce EC-102/At. 23.
[1134] Pièce EC-102/At. 26.
[1135] Pièce EC-102/At. 31.

orale sur des rats afin d'"exclure les éventuels effets indésirables [...] avec suffisamment de certitude".[1136] Aucune étude spécifique n'a été mentionnée à cet égard.

7.1235 Rien n'indique dans les éléments de preuve dont nous disposons que le demandeur ait répondu aux demandes de renseignements complémentaires faites par l'autorité compétente principale. Bien que les Communautés européennes indiquent dans la chronologie qu'elles ont fournie pour cette demande que le demandeur a envoyé un message concernant la situation de la demande en novembre 2001, un tel document ne figure pas dans le dossier. L'élément suivant dans la chronologie est le retrait de la demande par le demandeur en avril 2004.

7.1236 Nous avons demandé l'avis des experts qui nous apportent leur concours sur le point de savoir si les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale en mai 2001 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a exprimé le point de vue suivant: "les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en ce qui concerne les protéines dérivées et la demande de test de toxicité semi-chronique sur des souris ou des rats auxquels sont administrées par voie orale des parties comestibles de la betterave sucrière n'étaient pas nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides". Elle a souligné que le demandeur avait déjà achevé un test de toxicité aiguë sur des rats et réalisé des études qui confirmaient que "la composition et la valeur nutritive [de la betterave sucrière RR] étaient équivalentes à celles du produit traditionnel de référence".[1137]

7.1237 Même en admettant que, contrairement à ce que pense Mme Nutti, les renseignements demandés par le Conseil de la santé en mai 2001 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela n'expliquerait pas le temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander une première fois des renseignements additionnels en mars 2000 (presque cinq mois), et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000 (cinq mois).

7.1238 Les États-Unis n'affirment pas que le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation dénote le soutien néerlandais au moratoire. Ils affirment plutôt que le temps pris par les Pays-Bas dénote l'incidence du moratoire allégué. Ils soutiennent que les Pays-Bas se trouvaient en situation de devoir reconnaître le moratoire comme une réalité et que cela a affecté la vitesse à laquelle ils ont procédé à leur évaluation.

7.1239 Nous considérons qu'à la suite de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, les Pays-Bas avaient des raisons de penser que le Groupe des cinq pays agirait en tant que "minorité de blocage" à la fois au Comité de réglementation et au Conseil en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. À notre avis, les Pays-Bas avaient également des raisons de penser que, comme dans le cas de certaines des procédures d'approbation analysées précédemment, la Commission n'achèverait pas la procédure d'approbation face à l'opposition systématique du Groupe des cinq pays.

7.1240 Nous notons aussi, toutefois, que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En particulier, nous ne sommes pas convaincus que

[1136] Pièce EC-102/At. 32.
[1137] Annexe H, paragraphe 775.

l'autorité compétente néerlandaise ne pouvait pas transmettre sa demande de renseignements de mars 2000 au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait même en suivant une approche de précaution, ou qu'après avoir reçu la réponse du demandeur, elle ne pouvait pas identifier la nécessité de renseignements plus détaillés plus tôt qu'en mai 2001.

7.1241 Il est pertinent de noter, en outre, que le demandeur a appelé l'attention de l'autorité compétente néerlandaise sur une demande concernant le même produit qu'il avait présentée précédemment à la Belgique au titre de la Directive 90/220.[1138] La Belgique n'a pas achevé son évaluation de cette demande et le demandeur l'a retirée en avril 2004. Nous avons conclu précédemment au sujet de cette demande que le temps pris par la Belgique pour son évaluation de la betterave sucrière RR était compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, pendant la période pertinente, les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

7.1242 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander pour la première fois des renseignements additionnels en mars 2000, et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000, sont compatibles avec le point de vue des États-Unis selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à cette époque. Il convient également de rappeler à cet égard que la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire), à la date de son retrait, n'avait pas atteint le niveau communautaire. En d'autres termes, elle n'avait pas encore atteint le stade procédural auquel le Groupe des cinq pays et/ou la Commission auraient pu mener une action pour retarder ou empêcher son approbation finale.

7.1243 En outre, à notre avis, le fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement un moratoire général des CE sur les approbations comme une raison du retrait de la demande en avril 2004 n'est pas incompatible avec l'affirmation selon laquelle les Communautés européennes appliquaient à l'époque un moratoire général sur les approbations. Comme les États-Unis l'ont indiqué, si un moratoire était en vigueur, il y a des explications plausibles au fait que le demandeur n'a pas mentionné spécifiquement le moratoire allégué ou les retards en résultant comme une raison du retrait de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire).

7.1244 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle pendant la période pertinente les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général sur les approbations finales.

iii) Comportement des pays du Groupe des cinq d'une manière générale

7.1245 Dans l'analyse précédente, le Groupe spécial a examiné un certain comportement d'un pays particulier du Groupe des cinq, la France, en sa qualité d'autorité compétente principale dans des procédures d'approbation individuelles.[1139] Dans les paragraphes qui suivent, le Groupe spécial s'attache au comportement des pays du Groupe des cinq dans les procédures d'approbation dans lesquelles ils n'agissaient pas en tant qu'autorité compétente principale. En particulier, il examine comment les pays du Groupe des cinq ont voté au Comité de réglementation ou au Conseil et s'ils ont formulé des objections contre des évaluations favorables distribuées par l'autorité compétente principale.

[1138] Pièce EC-102/At. 20.

[1139] *Voir* les procédures d'approbation concernant le colza RR (EC-79) et le colza MS1/RF1 (EC-89) ainsi que le colza MS1/RF2.

Comportement des pays du Groupe des cinq en matière de vote au Comité de réglementation ou au Conseil

7.1246 Nous commençons par examiner le comportement des pays du Groupe des cinq en matière de vote au Comité de réglementation ou au Conseil. Il ressort clairement du dossier qu'aucune demande n'a fait l'objet d'un vote au Comité de réglementation ou au Conseil entre juin 1999, lorsque les pays du Groupe des cinq ont fait leur déclaration conjointe, et août 2003. Il n'est donc pas possible d'établir si, conformément à leur déclaration de juin 1999, les pays du Groupe des cinq ont voté au Comité de réglementation ou au Conseil de façon à empêcher l'obtention de la majorité qualifiée nécessaire.

7.1247 En réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont fait observer qu'entre octobre 1998 et juin 1999, quatre votes avaient eu lieu au Comité de réglementation et que pendant cette période deux pays du Groupe des cinq avaient voté en faveur des demandes.[1140] Plus précisément, elles mentionnent le fait que l'Italie a voté au Comité de réglementation en faveur de quatre demandes présentées au titre de la Directive 90/220[1141] et que le Danemark a fait de même pour une demande présentée au titre de la Directive 90/220.[1142]

7.1248 De l'avis du Groupe spécial, le fait que l'Italie et le Danemark ont voté en faveur d'un certain nombre de demandes entre octobre 1998 et juin 1999 ne permet pas d'inférer que si des votes avaient eu lieu entre juin 1999 et août 2003, ces deux États membres auraient voté en faveur de demandes additionnelles. Pour commencer, en juin 1999, l'Italie et le Danemark ont déclaré qu'ils prendraient des dispositions pour empêcher l'approbation de nouvelles demandes. De plus, entre juin 1999 et août 2003, l'Italie et le Danemark ont élevé à plusieurs reprises des objections contre la mise sur le marché de produits biotechnologiques qui avaient fait l'objet d'une évaluation initiale favorable de la part de l'autorité compétente principale.[1143]

7.1249 Les Communautés européennes font également observer qu'en février 2004, l'Italie et la France ont voté au Comité de réglementation en faveur d'un projet de mesure de la Commission portant approbation de la demande concernant le maïs NK603.[1144] Le Groupe spécial note que le vote auquel les Communautés européennes se réfèrent a eu lieu bien après le 29 août 2003, date d'établissement du présent Groupe spécial. Étant donné que ces votes peuvent avoir été influencés par l'établissement du présent Groupe spécial, il serait inapproprié d'en inférer que si des votes avaient eu lieu avant août 2003, l'Italie et la France se seraient prononcées en faveur des demandes.[1145] Par ailleurs, le comportement de l'Italie et de la France en matière de vote dans la procédure concernant le

[1140] Réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.

[1141] Les demandes en question sont celles qui concernent le coton Bt-531, le coton RR-1445, le maïs MON809 et la tomate transgénique.

[1142] La demande en question est celle qui concerne la tomate transgénique. Il convient de noter que le Danemark a voté contre les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445. Pièces EC-65/At. 59 et EC-66/At. 57. S'agissant de la demande concernant le maïs MON809, le Danemark s'est abstenu. Pièce EC-83/At. 65.

[1143] Par exemple, dans les procédures d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69) (Danemark et Italie), le colza RR (Danemark et Italie), le maïs GA21 (EC-85) (Danemark et Italie), le maïs T25 x MON810 (Danemark et Italie), le maïs GA21 (produit alimentaire) (Italie) et le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (Danemark et Italie).

[1144] Première communication écrite des CE, paragraphe 565; réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial. Il convient de noter que les autres pays du Groupe des cinq – Grèce, Luxembourg et Danemark – ont voté contre l'approbation de la demande. Pièce EC-114.

[1145] Pour être exhaustif, il convient de noter qu'en février 1999, la France a voté au Comité de réglementation contre l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445. Pièces EC-65/At. 59 et EC-66/At. 57.

maïs NK603 est compatible avec la déclaration du Groupe des cinq de juin 1999, en ce sens que les nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité ont été adoptées en septembre 2003.

Objections des pays du Groupe des cinq aux évaluations favorables de la part des autorités compétentes principales

7.1250 Nous examinons maintenant la question de savoir si les pays du Groupe des cinq ont formulé des objections contre des évaluations favorables faites par les autorités compétentes principales dans la période située entre juin 1999, lorsque les pays du Groupe des cinq ont fait leur déclaration conjointe, et août 2003. Pour examiner cette question, nous rappelons d'abord qu'au titre des procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97, lorsque l'autorité compétente principale distribue un rapport d'évaluation favorable, les autres États membres disposent de 60 jours pour formuler des objections contre la mise sur le marché du produit biotechnologique en question. Si ces objections sont maintenues, la décision d'approuver ou non le produit biotechnologique pertinent doit être prise au niveau communautaire.

7.1251 Le dossier indique qu'il y a eu relativement peu de procédures d'approbation individuelles dans lesquelles le délai de 60 jours pour les objections a pris fin entre juin 1999 et août 2003. Plus précisément, il est possible d'identifier un total de neuf demandes relevant de cette catégorie. Elles incluent six demandes qui étaient évaluées au titre des Directives 90/220 et/ou 2001/18[1146] et trois demandes qui étaient évaluées au titre du Règlement n° 258/97.[1147]

7.1252 Nous notons que dans le cas de chacune des neuf demandes en question, au moins un pays du Groupe des cinq a formulé et maintenu une objection contre la mise sur le marché du produit biotechnologique en question. Parmi les neuf demandes, il y en a trois pour lesquelles des pays du Groupe des cinq ont formulé et maintenu des objections au titre des dispositions de la Directive 2001/18. Nous notons en outre que, dans aucun des neuf cas, les objections n'ont été formulées par tous les pays du Groupe des cinq.[1148] Il convient toutefois de rappeler à cet égard qu'au titre des Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que du Règlement n° 258/97, une objection émanant d'un seul pays du Groupe des cinq suffisait pour imposer une décision au niveau communautaire et, partant, pour que les pays du Groupe des cinq aient la possibilité d'utiliser leur "minorité de blocage" au Comité de réglementation ou au Conseil.

7.1253 Le fait qu'au moins un pays du Groupe des cinq a formulé et maintenu une objection dans le cas de chacune des neuf demandes pertinentes ne veut pas dire nécessairement que toutes ces objections ont été maintenues pour les raisons sous-jacentes à la déclaration de juin 1999 des pays du Groupe des cinq.[1149] Néanmoins, l'existence d'une objection émanant d'au moins un pays du Groupe des cinq dans chacun des neuf cas est compatible avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle certains États membres ont intentionnellement retardé ou empêché l'approbation finale des demandes. Même si la raison invoquée par un pays du Groupe des cinq pour son objection différait des raisons sous-jacentes à la déclaration de juin 1999, ce fait à lui seul ne contredirait pas

[1146] Les six procédures d'approbation sont celles qui concernent: i) le maïs Bt-11 (EC-69), ii) le colza RR (EC-70), iii) le maïs NK603, iv) le maïs GA21 (EC-78), v) le maïs GA21 (EC-85) et vi) le maïs T25 x MON810.

[1147] Les trois procédures d'approbation sont celles qui concernent: i) le maïs GA21 (produit alimentaire), ii) le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et iii) le maïs NK603 (produit alimentaire).

[1148] Dans trois procédures d'approbation, il y a eu trois pays du Groupe des cinq qui ont formulé et maintenu des objections, et dans trois autres procédures d'approbation il y en a eu deux.

[1149] S'agissant des plaintes DS291 et DS292, nous notons que les États-Unis et le Canada ont démontré que dans certaines des neuf procédures d'approbation pertinentes, les objections des pays du Groupe des cinq reposaient sur des raisons qui incluaient explicitement les raisons sous-jacentes à la déclaration de juin 1999.

l'affirmation des parties plaignantes. Puisque ce pays particulier du Groupe des cinq a formulé une objection, on ne peut pas simplement supposer que si la raison invoquée pour l'objection n'avait pas existé, le pays en question se serait abstenu de formuler une objection sur la base de la déclaration de juin 1999.[1150]

iv) Comportement de la Commission avant la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays

7.1254 Nous notons que l'Argentine a formulé des observations sur le comportement de la Commission avant la publication de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Le comportement en question a affecté la poursuite du processus d'approbation d'un certain nombre de demandes qui avaient été présentées au titre de la Directive 90/220. De l'avis de l'Argentine, le comportement de la Commission au sujet de ces demandes confirme l'existence d'un moratoire général sur les approbations à compter d'octobre 1998.

7.1255 L'**Argentine** fait valoir que la Commission a empêché la poursuite du processus d'approbation pour toutes les demandes ayant reçu un avis favorable de la part des comités scientifiques des CE en 1998. La Commission a fait cela en tenant de longues consultations interservices en septembre 1998 et mai 1999. Selon l'Argentine, un premier groupe de ces demandes – celles concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR – a été retardé par des consultations interservices qui ont débuté en septembre 1998. Les demandes pertinentes ne sont pas parvenues au stade du Comité de réglementation avant juin ou octobre 1999. Un deuxième groupe de demandes - celles concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 - sont parvenues au stade du Comité de réglementation, mais n'ont pas pu être votées à la majorité qualifiée en février 1999. La Commission a lancé des consultations interservices en mai 1999 sur des projets de mesures à soumettre au Conseil, mais elle n'a soumis aucun projet de mesure, de sorte que les demandes en question n'ont pas progressé jusqu'à ce qu'elles aient dû être mises à jour au titre de la Directive 2001/18 en janvier 2003. Pour l'Argentine, les consultations interservices engagées par la Commission en septembre 1998 et mai 1999 constituent des éléments de preuve indiquant l'existence d'un moratoire général *de facto*. L'Argentine estime que ce point de vue est également étayé par la circonstance selon laquelle la phase de "consultation interservices" n'était pas prévue dans la Directive 90/220.

7.1256 Le **Groupe spécial** a déjà traité les retards qui se sont produits à compter de mai 1999 à cause des consultations interservices de la Commission sur les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445. Par conséquent, il doit simplement traiter les consultations interservices sur les demandes concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR. Ces consultations ont toutes été lancées en septembre 1998. Le Groupe spécial considère qu'outre ces trois procédures d'approbation mentionnées par l'Argentine, les procédures d'approbation concernant le maïs MON809, la tomate transgénique, le coton Bt-531 et le coton RR-1445 sont aussi pertinentes. Ces demandes additionnelles ont également reçu des avis favorables de la part des comités

[1150] En effet, si un pays du Groupe des cinq s'opposait à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique et considérait qu'il existait, à son avis, des raisons claires liées à un produit ou une demande spécifiques de le faire, il n'avait alors pas besoin de se rabattre sur les raisons plus générales sous-jacentes à la déclaration de juin 1999. Dans d'autres cas cependant, le pays pertinent du Groupe des cinq aurait fort bien pu vouloir fonder son opposition au produit en question sur la déclaration de juin 1999. Les cas invoqués sont la première objection du Danemark concernant le maïs Bt-11 (EC-69), qui était fondée sur des raisons liées à un produit ou une demande spécifiques (pièce EC-69/At. 66), et l'objection du Danemark concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), qui était fondée sur la déclaration de juin 1999 (pièce EC-92/At. 27).

scientifiques des CE en 1998[1151] et la Commission a lancé des consultations interservices à leur sujet en septembre 1998 ou avant cette date.[1152] Le tableau ci-après résume la situation factuelle.

Demande	Consultations interservices de la Commission sur le projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation	Lancement par la Commission d'un vote au Comité de réglementation	Vote au Comité de réglementation	Consultations interservices de la Commission sur le projet de mesure à soumettre au Conseil
Maïs MON809	12/06/1998	04/09/1998	23/10/1998 (absence de majorité qualifiée)	01/02/1999
Tomate transgénique	05/10/1998	26/11/1998	18/12/1998 (absence de majorité qualifiée)	16/02/1999
Coton Bt-531	04/09/1998	26/11/1998	22/02/1999 (absence de majorité qualifiée)	07/05/1999
Coton RR-1445	04/09/1998	26/11/1998	22/02/1999 (absence de majorité qualifiée)	07/05/1999
Colza Falcon	04/09/1998	29/06/1999	29/10/1999 (pas de vote) 09/03/2000 (pas de vote)	
Colza MS8/RF3	04/09/1998	30/06/1999	29/10/1999 (pas de vote) 09/03/2000 (pas de vote)	
Betterave fourragère RR	04/09/1998		29/10/1999 (pas de vote)	

7.1257 Le tableau ci-dessus montre que la Commission a entamé le 4 septembre 1998 des consultations interservices sur cinq demandes différentes. Alors que dans les procédures d'approbation concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR, ces consultations se sont apparemment poursuivies pendant près de dix mois (ou davantage dans le cas de la betterave fourragère RR), dans les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531 et RR-1445 elles se sont achevées beaucoup plus rapidement, en moins de trois mois. Pour examiner cet écart, il convient de tenir compte des quatre votes qui ont eu lieu au Comité de réglementation après le 4 septembre 1998. Comme le tableau le montre clairement, il a été procédé au vote sur la demande concernant le maïs MON809 en octobre 1998, sur la demande concernant la tomate transgénique en décembre 1998, et sur les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 en février 1999. Dans chaque cas, le projet de mesure de la Commission portant approbation de la demande pertinente n'a pas obtenu la majorité qualifiée nécessaire. Il se peut fort bien que, compte tenu de ces quatre "échecs" successifs au Comité de réglementation, la Commission n'ait pas jugé opportun de lancer rapidement le vote sur d'autres demandes présentées au titre de la Directive 90/220. Le calendrier des votes suivants – 29 juin 1999 pour le colza Falcon et 30 juin 1999 pour le colza MS8/RF3 – donne à penser qu'elle a préféré attendre jusqu'à ce que la réunion du Conseil Environnement des 24/25 juin 1999, à laquelle a été adoptée une position commune sur la proposition de modification de la Directive 90/220, ait eu lieu.[1153]

7.1258 Le Groupe spécial n'est pas persuadé que le comportement de la Commission au sujet des demandes concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR étaye

[1151] Pièces EC-83/At. 54; EC-84/At. 42; EC-65/At. 47; EC-66/At. 43.
[1152] Pièces EC-83/At. 55; EC-84/At. 43; EC-65/At. 48; EC-66/At. 44.
[1153] En particulier pour le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR, une partie du retard peut aussi être imputable aux renseignements additionnels fournis par le demandeur.

l'affirmation de l'Argentine et des autres parties plaignantes selon laquelle un moratoire général sur les approbations était déjà en vigueur à compter d'octobre 1998. Ce n'est pas avant juin 1999 que les pays du Groupe des cinq ont annoncé qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre les nouvelles approbations. En outre, le dossier des quatre votes susmentionnés montre que seuls certains des cinq États membres qui ont ensuite publié la déclaration conjointe de juin 1999 ont voté contre les projets de mesures de la Commission.[1154] En l'absence d'éléments de preuve indiquant une opposition systématique des États membres aux approbations finales, comparable au type d'opposition annoncée en juin 1999 par les pays du Groupe des cinq, il n'y a pas de raison apparente de penser que le comportement de la Commission dénote une décision d'empêcher l'approbation finale des demandes.

7.1259 On pourrait faire valoir que les quatre "échecs" successifs de la Commission au Comité de réglementation pourraient constituer des éléments de preuve indiquant la réticence de certains États membres à approuver des demandes au titre de la Directive 90/220 qui était considérée comme nécessitant une modification. Même en acceptant cet argument, la circonstance selon laquelle la Commission aurait pu avoir de plus en plus de mal à amener les États membres à voter en faveur des demandes présentées au titre de la Directive 90/220 pourrait être une raison de ne pas précipiter d'autres votes. Mais cela n'est pas pour la Commission une raison plausible de décider de ne pas faire pleinement usage de ses pouvoirs au titre de la Directive 90/220 et de ne pas achever les procédures d'approbation toute seule, si nécessaire. Il convient de noter à cet égard que la Commission a finalement demandé des votes sur les demandes concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR. Elle ne l'a pas fait dans le cas des demandes qui avaient obtenu des avis favorables de la part des comités scientifiques des CE après la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Le point de vue selon lequel le moratoire sur les approbations n'était pas déjà en vigueur à compter d'octobre 1998 est en outre étayé par l'explication donnée par la Grèce pour son abstention lors du vote sur la tomate transgénique en décembre 1998. La Grèce a indiqué ce qui suit: "nous soutenons l'*idée* d'un "moratoire" pour les OGM, telle que l'ont présentée certains États membres".[1155] Cette déclaration donne à penser qu'un moratoire était une idée entretenue par certains États membres à l'époque, mais non que c'était une réalité.

7.1260 Le Groupe spécial ne partage pas l'avis de l'Argentine selon lequel le fait même que la Commission a lancé des consultations interservices constitue un élément de preuve indiquant l'existence d'un moratoire *de facto* sur les approbations.[1156] Il est exact que les consultations interservices de la Commission n'étaient pas prévues dans la Directive 90/220 comme une étape distincte du processus d'approbation.[1157] Cependant, comme les Communautés européennes l'ont expliqué en réponse à une question du Groupe spécial, la consultation interservices est un processus interne de la Commission, conçu pour assurer que les services de la Commission portant un intérêt légitime à la question sur laquelle une décision est en préparation travaillent en coopération étroite et

[1154] En ce qui concerne le maïs MON809, seule la Grèce a voté contre, le Danemark, la France et le Luxembourg s'abstenant. Pièce EC-83/At. 65. En ce qui concerne la tomate transgénique, aucun pays du Groupe des cinq n'a voté contre. La Grèce et le Luxembourg se sont abstenus. Pièce EC-84/At. 45. En ce qui concerne le coton Bt-531, le Danemark, la France et la Grèce ont voté contre, le Luxembourg s'abstenant. Pièce EC-65/At. 59. En ce qui concerne le coton RR-1445, le Danemark, la France et la Grèce ont voté contre, le Luxembourg s'abstenant. Pièce EC-66/At. 57.

[1155] Pièce EC-84/At. 45. (pas d'italique dans l'original)

[1156] Les États-Unis présentent un argument semblable au sujet des consultations interservices lancées en mai 1999 sur les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 56 et 57; première déclaration orale des États-Unis, paragraphe 30.

[1157] En passant, le Groupe spécial note que cela est vrai aussi pour la Directive 2001/18 et le Règlement n° 258/97.

de façon coordonnée.[1158] Comme les Communautés européennes l'ont aussi indiqué, la consultation interservices est prescrite par le règlement intérieur de la Commission pour l'élaboration ou la mise en œuvre de chacune de ses décisions.[1159] Par conséquent, il est clair pour le Groupe spécial que les consultations interservices de septembre 1998 n'étaient pas une étape procédurale additionnelle conçue par la Commission pour empêcher l'approbation des produits biotechnologiques.

7.1261 À la lumière des considérations ci-dessus, le Groupe spécial conclut que le temps pris par la Commission pour soumettre au Comité de réglementation des projets de mesures sur les demandes concernant le colza Falcon, le colza MS8/RF3 et la betterave fourragère RR n'étaye pas l'affirmation de l'Argentine et des autres parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes appliquaient déjà un moratoire général sur les approbations finales à compter d'octobre 1998.

v) Observations finales

7.1262 Le Groupe spécial note que les parties plaignantes n'ont pas présenté d'arguments détaillés en ce qui concerne chacune des procédures d'approbation individuelles examinées plus haut. En fait, le Canada et l'Argentine n'ont présenté aucun argument en ce qui concerne certaines de ces procédures d'approbation. Les Communautés européennes font valoir à cet égard qu'il ne suffit pas de traiter uniquement un nombre limité de procédures d'approbation individuelles pour prouver l'existence d'un moratoire général, c'est-à-dire un moratoire qui s'applique à toutes les demandes, quelles qu'elles soient, qui étaient en souffrance pendant la période pertinente.[1160] En d'autres termes, selon les Communautés européennes, les parties plaignantes ne peuvent pas s'acquitter de la charge qui leur incombe d'établir *prima facie* l'existence d'un moratoire général sur les approbations à moins qu'elles ne fournissent des éléments de preuve et des arguments détaillés en ce qui concerne chacune des procédures d'approbation individuelles susmentionnées. En réponse à une question du Groupe spécial, les parties plaignantes contestent cet argument des CE.[1161]

7.1263 Le Groupe spécial pense comme les Communautés européennes que les parties plaignantes auraient pu chercher à établir *prima facie* l'existence d'un moratoire général en présentant des éléments de preuve et une argumentation en ce qui concerne chacune des procédures d'approbation individuelles qui étaient en souffrance entre octobre 1998 et août 2003. Mais le Groupe spécial ne peut pas accepter la suggestion des Communautés européennes selon laquelle c'était la seule façon dont les parties plaignantes pouvaient s'acquitter de la charge qui leur incombait de démontrer *prima facie* que le moratoire allégué s'appliquait à toutes les demandes en souffrance.

7.1264 Comme il ressort clairement de l'analyse précédente du Groupe spécial, les parties plaignantes ont présenté d'autres éléments de preuve et arguments pertinents pour démontrer le caractère général du moratoire allégué. D'abord et avant tout, elles ont démontré que pas une seule demande de produit biotechnologique à l'examen entre octobre 1998 et août 2003 n'avait été approuvée à la date d'établissement du présent Groupe spécial ou avant cette date. En outre, elles se sont fondées sur la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays indiquant que ces pays "[feraient] de sorte que *les* nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues". (pas d'italique dans l'original) Enfin, elles ont présenté de nombreux documents des CE et déclarations émanant de

[1158] Réponse des CE à la question n° 94 du Groupe spécial. En réponse à une question de l'Argentine, les Communautés européennes ont défini la "consultation interservices" comme étant le processus par lequel le(s) service(s) "chef de file" consulte(nt) les autres services intéressés. Réponse des CE aux questions n° 9 et 10 de l'Argentine.

[1159] *Ibid*.

[1160] Deuxième communication écrite des CE, note de bas de page 212.

[1161] Réponses des parties plaignantes à la question n° 179 du Groupe spécial.

fonctionnaires des CE ou des États membres. Le Groupe spécial a constaté que ces documents et déclarations étayaient l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général pendant la période pertinente. Dans les circonstances spécifiques de l'espèce, ces éléments de preuve pris ensemble sont suffisants, de l'avis du Groupe spécial, pour établir *prima facie* le caractère général du moratoire allégué.

7.1265 Eu égard aux procédures d'approbation individuelles que les parties plaignantes ont effectivement traitées, le Groupe spécial note que, selon les parties plaignantes, ces procédures confirment que certains États membres et/ou la Commission ont effectivement causé des retards ou empêché l'approbation finale des demandes de la manière alléguée par les parties plaignantes. Les procédures d'approbation pertinentes étayent cette affirmation. À titre d'illustration, le Groupe spécial rappelle ci-après ses constatations sur la capacité des États membres et de la Commission de retarder ou d'empêcher l'approbation finale des demandes et indique s'il a été établi que les États membres et/ou la Commission avaient effectivement retardé ou empêché l'approbation des demandes de cette manière. Le Groupe spécial commence par les actions et/ou omissions pertinentes des États membres:

a) Le Groupe spécial a constaté que l'autorité compétente principale pouvait retarder l'achèvement et la distribution de son évaluation initiale. Les États-Unis et le Canada ont établi qu'un pays du Groupe des cinq avait retardé l'achèvement et la distribution de son évaluation initiale au point que le demandeur avait retiré la demande.[1162] Les Communautés européennes ont fait observer à juste titre, cependant, que le même pays du Groupe des cinq, dans une autre procédure d'approbation[1163] en avril 1999, avait transmis à la Commission une évaluation initiale favorable et qu'il avait confirmé cette évaluation en juin 2003, après que la demande avait été mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18.[1164] Dans la mesure où cela est considéré comme un comportement incohérent[1165], il donne à penser que dans les situations où le pays pertinent du Groupe des cinq a agi en qualité d'autorité compétente principale, il n'était pas disposé dans tous les cas à assumer les conséquences éventuelles d'une action de retardement ou de blocage.[1166]

[1162] La procédure d'approbation en question est celle qui concerne le colza RR (EC-79).

[1163] La procédure d'approbation en question est celle qui concerne le maïs Bt-11 (EC-69).

[1164] Réponse des CE à la question n° 87 du Groupe spécial.

[1165] Une circonstance spéciale qu'il convient de signaler est le fait mentionné précédemment que le produit biotechnologique en cause – le maïs Bt-11 – avait déjà été approuvé pour commercialisation, dans les Communautés européennes en avril 1998, mais pas pour culture (maïs Bt-11 (EC-163)), qui était l'utilisation visée par la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69).

[1166] En n'achevant pas son évaluation initiale, une autorité compétente principale s'expose au risque d'être poursuivie en justice dans le cadre de son propre droit interne. Première communication écrite des CE, paragraphe 186. Il n'y a pas ce genre de risque, voire un risque quelconque, dans les cas où un pays du Groupe des cinq fait valoir son droit de faire objection à une évaluation initiale établie par une autorité compétente principale, ou exerce son droit de voter contre un projet de mesure soumis par la Commission au Comité de réglementation ou au Conseil. Pour cette raison, le Groupe spécial ne considère pas que le fait que la France, en avril 1999 et en juin 2003, a transmis à la Commission une évaluation initiale favorable du maïs Bt-11 (EC-69) est nécessairement incompatible avec la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. La France a pu considérer que d'autres pays du Groupe des cinq, voire la Commission, prendraient les dispositions nécessaires pour retarder ou empêcher l'approbation du maïs Bt-11 (EC-69) au niveau de l'État membre ou au niveau communautaire.

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial note que les États-Unis ont communiqué un article de presse de juillet 1999 qui est compatible avec le point de vue selon lequel il se pouvait que les pays du Groupe des cinq agissant en qualité d'autorités compétentes principales n'aient pas toujours été prêts à assumer les conséquences juridiques éventuelles d'une action de retardement ou de blocage. L'article de presse indique que

b) Le Groupe spécial a constaté que des États membres autres que l'autorité compétente principale pouvaient faire objection à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après une évaluation favorable de la part de l'autorité compétente principale. Le dossier établit qu'un ou plusieurs pays du Groupe des cinq ont formulé et maintenu une objection dans chacune des procédures d'approbation dans lesquelles le délai prévu pour formuler des objections expirait pendant la période située entre juin 1999, lorsque ces pays ont fait leur déclaration conjointe, et août 2003.

c) Le Groupe spécial a constaté qu'un groupe d'États membres qui constituait une minorité de blocage pouvait empêcher le Comité de réglementation approprié ou le Conseil d'atteindre la majorité qualifiée nécessaire pour adopter un projet de mesure proposant l'approbation d'une demande. Il a constaté aussi que les pays du Groupe des cinq constituaient un tel groupe d'États membres et que la formation de ce groupe avait été annoncée en juin 1999 dans une déclaration conjointe. À cet égard, il ressort clairement du dossier qu'aucune demande n'a fait l'objet d'un vote au Comité de réglementation ou au Conseil entre juin 1999 et août 2003. Il n'est donc pas possible d'établir que, conformément à leur déclaration conjointe de juin 1999, les pays du Groupe des cinq ont voté au Comité de réglementation ou au Conseil de manière à empêcher l'obtention de la majorité qualifiée nécessaire.

d) Le Groupe spécial a constaté que l'autorité compétente principale pouvait refuser de donner son consentement à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après que la Commission avait approuvé une demande. Les États-Unis et le Canada ont établi qu'un pays du Groupe des cinq avait refusé de donner son consentement à la mise sur le marché d'un produit biotechnologique après que la Commission avait approuvé la demande.[1167]

7.1266 Le Groupe spécial passe maintenant aux actions et/ou aux omissions pertinentes de la Commission:

a) Le Groupe spécial a constaté que la Commission pouvait retarder la soumission d'un projet de mesure au Comité de réglementation approprié, ou qu'elle pouvait ne pas convoquer le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure qui avait été soumis. Les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont établi que la Commission n'avait pas soumis de projets de mesures au Comité de réglementation approprié.[1168] Les États-Unis et le Canada ont établi en outre que la Commission n'avait pas

---

"la Commission a fait observer, le 15 juillet 1999, que la France et le Danemark [avaient] des demandes en souffrance concernant des OGM, alors qu'ils [avaient été], en juin, les principaux partisans du moratoire sur les OGM". Il indique ensuite que le porte-parole de la Commissaire européenne chargée de l'environnement à l'époque, Ritt Bjerregard, aurait dit ce qui suit: "[n]ous n'arrivons pas à comprendre pourquoi ces pays ne retirent pas leurs demandes, après toutes les déclarations qu'ils ont faites au Conseil des Ministres. [...] C'est une chose de faire toutes ces grandes déclarations et de s'adresser à la presse en affirmant son souhait d'un moratoire. Mais il semble que cela en soit une autre de prendre l'initiative de retirer les demandes. Jusqu'à ce que ces demandes aient été retirées, la Commission a la claire obligation juridique de poursuivre les procédures énoncées dans la Directive CEE/90/220". Le porte-parole aurait dit aussi ce qui suit: "[e]n fait, nous demandons aux États membres de joindre l'acte à la parole". "EU Official Calls on Members to Pull GMO Applications in Light of "Moratorium"", International Trade Reporter, 21 juillet 1999, page 1214 (pièce US-96).

[1167] *Voir* l'analyse antérieure faite par le Groupe spécial des procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2.

[1168] *Voir* l'analyse antérieure faite par le Groupe spécial de diverses procédures d'approbation dans la section intitulée "Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation".

reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure qui avait été soumis précédemment, mais sur lequel aucun vote n'avait eu lieu.[1169]

b) Le Groupe spécial a constaté que la Commission pouvait retarder la soumission d'un projet de mesure au Conseil dans les cas où le Comité de réglementation n'était pas en mesure d'atteindre la majorité qualifiée nécessaire pour rendre un avis. Les États-Unis, le Canada et l'Argentine ont établi que la Commission n'avait pas soumis de projets de mesures au Conseil dans une situation où le Comité de réglementation n'était pas en mesure d'atteindre la majorité qualifiée nécessaire pour rendre un avis.[1170]

7.1267 Pour terminer, le Groupe spécial rappelle l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle les allégations des parties plaignantes concernant le moratoire général s'effondreraient lorsque les faits et l'historique de chaque procédure d'approbation seraient examinés. Les Communautés européennes ont soutenu qu'une analyse des faits pertinents montrerait que pendant la période pertinente il n'y avait pas eu d'actes et/ou omissions qui bloquaient les demandes à des stades décisionnels importants du processus d'approbation. À titre subsidiaire, elles ont fait valoir que même si les retards qui s'étaient produits pouvaient être considérés comme le résultat d'un moratoire, ce moratoire avait pris fin avec l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 en janvier 2003.

7.1268 Le Groupe spécial a effectué une analyse approfondie de chacune des demandes individuelles examinées par les Communautés européennes ainsi que des demandes qui ont été retirées pendant la période en question. Comme il ressort clairement de l'analyse qui précède, les faits et les historiques des procédures d'approbation pertinentes ne démontrent pas qu'il n'y a pas eu d'actes et/ou omissions qui bloquaient les demandes à des stades décisionnels importants du processus d'approbation. Au contraire, pour la période allant de juin 1999 à août 2003, les faits et les historiques de toutes les procédures d'approbation qui ont été examinées sont compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle, pendant cette période, les pays du Groupe des cinq et/ou la Commission retardaient ou empêchaient l'approbation finale des demandes.

7.1269 En outre, l'analyse du Groupe spécial ne corrobore pas l'affirmation subsidiaire des Communautés européennes selon laquelle tous les actes et/ou omissions qui pourraient avoir servi à empêcher l'approbation finale des demandes avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 ont pris fin lorsque cette Directive est entrée en vigueur en janvier 2003. Le Groupe spécial a constaté à cet égard ce qui suit: i) au niveau des États membres, il y a eu dans le traitement des demandes au titre de la Directive 2001/18 des retards qui sont compatibles avec l'existence d'un moratoire sur les approbations finales, ii) les pays du Groupe des cinq ont continué de s'opposer à l'approbation des demandes même si elles avaient été mises à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18; et iii) en août 2003, aucune procédure n'était parvenue au stade où la Commission aurait pu mener une action pour retarder ou empêcher l'approbation finale d'une demande.[1171]

7.1270 Il découle de ce qui précède que l'analyse par le Groupe spécial des procédures d'approbation individuelles n'aboutit pas à l'"effondrement" de l'allégation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général *de facto* sur les approbations.

[1169] *Voir* l'analyse antérieure faite par le Groupe spécial de diverses procédures d'approbation dans la section intitulée "Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet".

[1170] *Voir* l'analyse antérieure faite par le Groupe spécial de diverses procédures d'approbation dans la section intitulée "Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil".

[1171] *Voir supra*, les paragraphes 7.1032 à 7.1034.

Néanmoins, même si le Groupe spécial considère que les faits et les historiques des procédures d'approbation individuelles sont compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général était en vigueur en août 2003, il n'était pas persuadé que les faits et les historiques de ces procédures étayaient l'allégation des parties plaignantes selon laquelle un moratoire général était déjà en vigueur avant juin 1999 et, plus spécifiquement, à compter d'octobre 1998.

f) Conclusions générales

7.1271 Le Groupe spécial a maintenant achevé son examen des divers éléments qu'il voulait traiter. Pour déterminer à quelle conclusion amènent ces éléments, il est utile de rappeler les principales constatations du Groupe spécial:

a) Le Groupe spécial a constaté que pendant la période pertinente (d'octobre 1998 à août 2003) les États membres et la Commission avaient eu la capacité et l'occasion d'empêcher ou de retarder l'approbation des demandes de la manière identifiée par les parties plaignantes.

b) Le Groupe spécial a constaté que la déclaration conjointe de juin 1999 du Groupe des cinq pays constituait un élément de preuve direct indiquant de la part des cinq États membres pertinents (Danemark, Italie, France, Grèce et Luxembourg) une intention de faire ce qui était en leur pouvoir pour empêcher l'approbation de nouvelles demandes en attendant l'adoption de règles communautaires concernant la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques. Le Groupe spécial a constaté aussi que du fait de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, la Commission avait des raisons de penser qu'elle ne pourrait plus approuver les demandes avec le soutien (à la majorité qualifiée) des États membres. Le Groupe spécial a jugé plausible que l'opposition systématique du Groupe des cinq pays ait été un problème pour la Commission et que cette situation, en se poursuivant, ait pu affecter la volonté de la Commission de faire pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation.

c) Le Groupe spécial a constaté qu'aucune demande n'avait été approuvée entre octobre 1998 et août 2003, et cela en dépit du fait qu'il y avait un grand nombre de demandes en souffrance, dont beaucoup avaient fait l'objet d'une ou plusieurs évaluations scientifiques favorables. Le Groupe spécial a également noté qu'avant octobre 1998 dix produits biotechnologiques agricoles avaient été approuvés et qu'après août 2003 trois demandes avaient été approuvées. Le Groupe spécial a souligné le fait que les approbations postérieures à août 2003 avaient été accordées alors que la procédure du présent Groupe spécial était déjà engagée.

d) Le Groupe spécial a constaté que chacune des parties plaignantes avait présenté de nombreux documents officiels et internes des CE et des déclarations faites par de hauts fonctionnaires indiquant explicitement que la raison de l'absence d'approbations était un moratoire général *de facto* sur les approbations. Le Groupe spécial a constaté aussi que les documents et déclarations présentés par chaque partie plaignante permettaient d'inférer qu'un moratoire général était en vigueur entre juin 1999 et août 2003. Le Groupe spécial n'était pas convaincu qu'ils justifiaient l'inférence selon laquelle un moratoire général était déjà en vigueur à compter d'octobre 1998, ou qu'il avait pris fin en janvier 2003, lorsque la Directive 2001/18 était entrée en vigueur.

e) Le Groupe spécial a constaté que les faits et les historiques des procédures d'approbation individuelles confirmaient que le Groupe des cinq pays et/ou la Commission avaient effectivement causé des retards ou empêché les approbations finales de la manière alléguée par les parties plaignantes.

f) Le Groupe spécial a constaté que pendant la période allant de juin 1999 à août 2003 les faits et les historiques de toutes les procédures d'approbation qu'il avait examinées étaient compatibles avec l'affirmation des parties plaignantes selon laquelle le Groupe des cinq pays et/ou la Commission avaient intentionnellement empêché l'approbation finale des demandes. Le Groupe spécial n'était pas persuadé qu'il pouvait être inféré des faits et des historiques des procédures d'approbation pertinentes qu'un moratoire général *de facto* était déjà en vigueur à compter d'octobre 1998, ou qu'il avait pris fin en janvier 2003, lorsque la Directive 2001/18 était entrée en vigueur.

7.1272 Le Groupe spécial estime que toutes ces constatations considérées ensemble aboutissent logiquement à la conclusion suivante:

i) un moratoire sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003, lorsque le présent Groupe spécial a été établi;

ii) ce moratoire était applicable d'une manière générale, c'est-à-dire à toutes les demandes d'approbation qui étaient en souffrance entre juin 1999 et août 2003 au titre des Directives 90/220 et/ou 2001/18 ou du Règlement n° 258/97; et

iii) ce moratoire était appliqué *de facto*, c'est-à-dire sans avoir été adopté dans le cadre d'un processus communautaire formel d'élaboration de règles ou de prise de décision et, plus particulièrement, le Groupe des cinq pays et/ou la Commission empêchaient l'approbation finale des demandes[1172] par leurs actions et/ou omissions.

7.1273 Le Groupe spécial considère aussi que le dossier étaye l'inférence selon laquelle le Groupe des cinq pays et la Commission empêchaient l'approbation finale des demandes en vertu de décisions qui étaient censées être d'application générale. Dans le cas des pays du Groupe des cinq, il peut être inféré de leur déclaration conjointe de juin 1999 qu'ils ont décidé d'utiliser leurs pouvoirs dans le processus d'approbation de façon à empêcher l'approbation de toutes les nouvelles demandes, quelles qu'elles soient, jusqu'à ce que de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité aient été adoptées. Le comportement effectif de ces pays dans le contexte des procédures d'approbation individuelles est compatible avec l'existence de telles décisions. Pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003), beaucoup de demandes ont fait l'objet d'évaluations initiales favorables de la part de l'autorité compétente principale. Mais dans chaque cas, un ou plusieurs pays du Groupe des cinq ont fait objection à la mise sur le marché du produit biotechnologique pertinent, en invoquant parfois explicitement la déclaration du Groupe des cinq comme une raison de leur

[1172] La référence du Groupe spécial aux pays du Groupe des cinq n'est pas censée donner à penser qu'il n'y avait pas d'autres États membres que les pays du Groupe des cinq qui aient pris des dispositions, pendant une partie de la période pertinente (de juin 1999 à août 2003), en vue de retarder ou d'empêcher l'approbation finale de toutes les demandes, quelles qu'elles soient. Il convient de rappeler à cet égard que le Canada a présenté des éléments de preuve montrant qu'en février 2001 l'Autriche a formellement exprimé son soutien à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, et que les États-Unis ont présenté un document qui donne à penser qu'à compter de décembre 2001 la Belgique aussi soutenait la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays.

objection. Cela voulait dire qu'aucune demande n'était approuvée au niveau de l'État membre. Au niveau communautaire, le Comité de réglementation ou le Conseil n'ont procédé à un vote sur aucune demande entre juin 1999 et août 2003. Il n'existe donc pas de renseignements sur le comportement en matière de vote du Groupe des cinq pays pendant cette période.

7.1274 En ce qui concerne la Commission, le Groupe spécial a fait observer que la Commission était confrontée à des circonstances très exceptionnelles lorsqu'en juin 1999 le Groupe des cinq pays avait formellement marqué son opposition systématique aux approbations finales. De l'avis du Groupe spécial, il est plausible que, dans ces circonstances, la Commission ait effectivement décidé de ne pas faire pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation. De fait, pendant la période pertinente, il n'y a eu aucun cas où la Commission a achevé le processus d'approbation. De plus, l'analyse des faits et des historiques des procédures d'approbation individuelles faite par le Groupe spécial révèle une tendance répétée et manifeste à l'inaction, ou à l'action avec retard de la part de la Commission à certaines étapes du processus d'approbation communautaire. Elle indique qu'à plusieurs reprises la Commission n'a pas transmis les projets de mesures au Conseil dans des situations où le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée requise. Elle montre aussi qu'à plusieurs reprises la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation ou n'a pas demandé un vote au Comité de réglementation. Selon l'évaluation du Groupe spécial, les éléments susmentionnés – les circonstances exceptionnelles que représentaient la formation du Groupe des cinq, le fait que la Commission n'avait pas approuvé une seule demande pendant la période pertinente et le fait que pendant la même période, on pouvait observer une tendance à l'inaction de la part de la Commission – justifient l'inférence selon laquelle le comportement de la Commission était le résultat d'une décision effective de ne pas faire pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation.[1173]

7.1275 Les Communautés européennes paraissent faire valoir que la tendance à l'inaction qui a été décrite, de la part de la Commission, devrait plutôt être considérée comme une pratique au sens d'une succession de réactions semblables à une série de circonstances semblables.[1174] Le concept de pratique des Communautés européennes implique que la Commission était engagée dans un processus de prise de décision au cas par cas pour élaborer et développer une politique et que son comportement dans des cas spécifiques se répétait par la suite dans des cas semblables, avec pour conséquence qu'il était devenu une pratique.

7.1276 Le Groupe spécial n'est pas convaincu que le comportement de la Commission ne dénote rien de plus qu'une pratique, au sens où les Communautés européennes entendent ce terme. Il est vrai

[1173] En l'occurrence, il importe peu de savoir si la décision effective de la Commission était censée fixer pour plusieurs années la politique de cette dernière ou si la décision était renouvelée tacitement de manière périodique. S'agissant des approbations données en 2004 pour le maïs Bt-11 (produit alimentaire), le maïs NK603 et le maïs NK603 (produit alimentaire), il convient de noter qu'il n'y a aucun élément de preuve versé au dossier qui démontrerait que la Commission avait décidé avant le 29 août 2003 d'achever le processus d'approbation en ce qui concerne les demandes susmentionnées. Dans le cas du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), un projet de mesure figurait à l'ordre du jour du Comité de réglementation pertinent le 8 novembre 2003. Le dossier n'indique pas quand la Commission a transmis le projet de mesure. Pièce EC-92/At. 67. Dans le cas du maïs NK603, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure le 8 décembre 2003 seulement. Pièce EC-76/At. 71. Enfin, dans le cas du maïs NK603 (produit alimentaire), un projet de mesure a été présenté au Comité de réglementation le 30 avril 2004. Là non plus, le dossier n'indique pas quand la Commission a transmis le projet de mesure. Pièce EC-96/At. 42. À la lumière des éléments de preuve versés au dossier, il n'y a donc aucune raison de douter qu'un moratoire général *de facto* était toujours en vigueur le 29 août 2003.

[1174] Première communication écrite des CE, paragraphes 566 et suivants; deuxième communication écrite des CE, note de bas de page 213.

qu'une tendance à l'inaction pourrait signaler l'existence d'une pratique de la Commission. Mais, elle peut également être la conséquence d'une décision de la Commission d'application générale. En outre, le simple fait que le dossier ne contient pas de document où figurerait une telle décision de la Commission n'implique pas que cette décision n'existait pas et que la tendance à l'inaction qui a été décrite équivalait à une pratique. Il est important de ne pas perdre de vue à cet égard que la Commission devait répondre à des décisions du Groupe des cinq pays qui s'appliquaient à l'ensemble des demandes en souffrance et des nouvelles demandes. Dans ces circonstances, la ligne d'action la plus logique était pour la Commission de définir et mettre en place une politique qui s'applique de la même façon à l'ensemble des demandes en souffrance et des nouvelles demandes. Ce n'était pas une situation dans laquelle la Commission ne disposait pas des renseignements nécessaires pour prendre une décision générale et où il était par conséquent souhaitable de procéder au cas par cas. La déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays fournissait à la Commission un scénario clair et prévisible de la façon dont les pays du Groupe des cinq exerceraient leurs pouvoirs dans le contexte du processus d'approbation communautaire.

7.1277 Sans préjudice des observations qui précèdent, le Groupe spécial admet qu'en un sens on pourrait considérer que le comportement de la Commission correspond à une pratique. La pratique à laquelle le Groupe spécial se réfère a trait à la mise en œuvre de la décision effective de la Commission de ne pas faire pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation. Il est raisonnable de supposer qu'il n'y avait pas de politique générale prédéterminée en matière de mise en œuvre, puisque la mise en œuvre devait nécessairement prendre en compte les circonstances qui l'entouraient, y compris, surtout, le stade de la procédure d'approbation communautaire pertinente auquel les demandes particulières étaient parvenues. En effet, le dossier indique que le comportement de la Commission a varié selon le stade procédural atteint par telle ou telle demande.[1175] Un autre indicateur de ce qu'il n'y avait pas de politique générale prédéterminée en matière de mise en œuvre est la circonstance selon laquelle à un moment donné, la Commission a modifié son comportement en ce qui concerne les demandes qui avaient atteint un certain stade procédural. Plus précisément, la Commission a initialement transmis les projets de mesures au Comité de réglementation pour un vote.[1176] Par la suite, cependant, elle a cessé de le faire.[1177] Ce glissement d'un type de comportement à un autre pourrait être interprété comme une modification de la pratique en matière de mise en œuvre. Une telle modification de la pratique en matière de mise en œuvre ne serait en aucune façon incompatible avec le point de vue selon lequel il y a eu une décision effective de la Commission de ne pas achever le processus d'approbation en ce qui concerne toute demande en souffrance ou nouvelle demande.[1178]

7.1278 Le Groupe spécial passe maintenant à l'examen de l'argument des Communautés européennes selon lequel, dans les cas où, comme en l'espèce, il est allégué que les actions et/ou omissions de différentes entités font partie d'une mesure unique, il est nécessaire de montrer que ces entités suivent un plan ou une ligne d'action commun. Les Communautés européennes affirment à cet égard que le

[1175] Par exemple, la Commission n'a pas transmis les projets de mesures au Conseil lorsque le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée requise. Par contre, la Commission a initialement effectivement transmis les projets de mesures au Comité de réglementation pour un vote.

[1176] Par exemple, dans le cas de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon.

[1177] Par exemple, dans le cas de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69).

[1178] Il n'y aurait pas d'incompatibilité même si l'on devrait supposer que la Commission a cherché initialement à éprouver la résolution des pays du Groupe des cinq de se conformer à leur déclaration de juin 1999, en lançant des votes au Comité de réglementation. Rien dans le dossier n'indique que la Commission ait été l'initiatrice d'un moratoire sur les approbations. La volonté de la Commission de mettre en œuvre sa décision effective de ne pas achever le processus d'approbation en ce qui concerne toute demande en souffrance ou nouvelle demande peut fort bien avoir été subordonnée au fait que les pays du Groupe des cinq agissaient conformément à leur déclaration de juin 1999.

terme "mesure" est défini comme signifiant "un plan ou une ligne d'action visant à atteindre un certain objectif".

7.1279 Le Groupe spécial considère qu'en ne faisant pas pleinement usage de ses pouvoirs pour achever le processus d'approbation, la Commission s'est engagée en connaissance de cause dans une coopération effective (*de facto*) avec le Groupe des cinq pays. En effet, de l'avis du Groupe spécial, l'absence d'approbations finales pendant la période pertinente est une conséquence directe de la coopération effective entre le Groupe des cinq pays et la Commission. Le Groupe des cinq pays n'aurait pas pu imposer le moratoire général sur les approbations souhaité sans la coopération de la Commission. Et il est extrêmement improbable que la Commission aurait été dissuadée de faire pleinement usage des procédures d'approbation si elle n'avait pas été d'avis que le Groupe des cinq pays constituait une "minorité de blocage" crédible et stable.

7.1280 Il importe de mentionner que rien dans le dossier ne donne à penser que la Commission ait appuyé sans réserve la décision du Groupe des cinq pays d'empêcher l'approbation finale des demandes en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Au contraire, l'"approche intermédiaire" élaborée par la Commission en juillet 2000 était destinée à permettre la reprise des approbations.[1179] Mais le dossier montre que même après juillet 2000 la Commission n'a pas fait pleinement usage des procédures d'approbation.[1180] En d'autres termes, le dossier étaye la conclusion selon laquelle même après juillet 2000 il y avait toujours une coopération effective entre la Commission et le Groupe des cinq pays.

7.1281 Sur la base des observations qui précèdent, le Groupe spécial considère qu'entre juin 1999 et août 2003 le Groupe des cinq pays et la Commission ont effectivement suivi un "plan ou une ligne d'action" commun.[1181] Le "plan" pertinent consistait à empêcher l'approbation finale des demandes en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Le fait que la Commission ait pu ne pas aimer le "plan" ou ait cherché à le modifier est sans importance, pour autant qu'elle n'ait pas réellement suivi un "plan" différent. Comme il a été noté, rien n'indique que cela ait été le cas.

7.1282 Les Communautés européennes estiment, toutefois, qu'il ne suffit pas que le Groupe des cinq pays et la Commission aient suivi un "plan ou une ligne d'action" commun. Selon les Communautés européennes, il faut aussi que le Groupe des cinq pays et la Commission aient traité leur plan consistant à empêcher l'approbation finale des demandes comme étant contraignant *de facto*. Sinon, si on implique l'argument des Communautés européennes, on ne pourrait pas considérer que l'application de décisions séparées par le Groupe des cinq pays et la Commission a produit une mesure nouvelle et intentionnelle, à savoir un moratoire général sur les approbations.

7.1283 Le dossier n'indique pas que soit le Groupe des cinq pays soit la Commission ait suivi leur plan commun consistant à empêcher l'approbation finale des demandes en le considérant comme contraignant *de facto*. Toutefois, il y a eu des incitations claires à suivre le plan commun. Comme nous l'avons dit auparavant, le Groupe des cinq pays n'aurait pas pu imposer le moratoire général sur les approbations souhaité sans la coopération de la Commission. Et la Commission avait des raisons de penser que si elle ne coopérait pas avec le Groupe des cinq pays, il lui faudrait achever toute seule

[1179] Pour une explication de l'"approche intermédiaire", *voir supra*, la note de bas de page 637.

[1180] *Voir*, par exemple, les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531, le coton RR-1445, le maïs MON809 et la tomate transgénique.

[1181] Le Groupe spécial n'est pas convaincu que le Groupe des cinq pays et la Commission aient suivi un "plan" commun avant juin 1999.

toutes les procédures d'approbation concernant les demandes en souffrance, du fait de la "minorité de blocage" détenue par le Groupe des cinq pays.

7.1284 En tout état de cause, les Communautés européennes n'expliquent pas le fondement de leur point de vue selon lequel il fallait que le Groupe des cinq pays et la Commission traitent leur plan commun comme étant contraignant *de facto*. Nous pouvons comprendre que la question de savoir si le Groupe des cinq pays et la Commission suivaient ou non leur plan commun en le considérant comme contraignant pourrait peut-être avoir une incidence sur la stabilité et la "durée de vie" du moratoire général sur les approbations. Mais nous ne considérons pas que dans l'affaire dont nous sommes saisis, la question de savoir si le plan en question était considéré comme contraignant détermine celle de savoir si le moratoire général constitue ou non une mesure. Nous ne voyons pas de différence significative entre un moratoire général sur les approbations qui est appliqué "volontairement" par les entités pertinentes des CE et un moratoire qui est appliqué en vertu d'un accord ayant force exécutoire. Ni dans un cas ni dans l'autre, il ne sera accordé d'approbations finales alors que le moratoire est appliqué. Compte tenu de cette équivalence des effets, nous ne donnons pas de poids à l'argument voulant qu'un moratoire "contraignant" sur les approbations constitue une mesure aux fins de l'OMC, mais qu'un moratoire "volontaire" sur les approbations n'en constitue pas une. En effet, si nous devions accepter cet argument, les Membres pourraient se soustraire aux disciplines de l'OMC régissant l'application d'un moratoire sur les approbations en appliquant un moratoire "volontaire" plutôt qu'un moratoire "contraignant".

7.1285 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général *de facto* sur l'approbation des produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général *de facto* sur l'approbation des produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes ont appliqué un moratoire général *de facto* sur l'approbation des produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003.

3. Question de savoir si le Groupe spécial peut et devrait formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec les règles de l'OMC

7.1286 Selon les **Communautés européennes**, même si le Groupe spécial constate, comme il l'a fait, qu'un moratoire *de facto* général sur les approbations a été appliqué par les Communautés

européennes entre juin 1999 et août 2003, cela ne signifierait pas automatiquement que le Groupe spécial peut, ou devrait, formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire général avec les règles de l'OMC. Plus particulièrement, les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial peut uniquement formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire général avec les règles de l'OMC si le moratoire est une mesure susceptible d'être contestée au titre de l'*Accord sur l'OMC*. Et même si c'est le cas, le Groupe spécial ne devrait pas, de l'avis des Communautés européennes, formuler de constatations sur la compatibilité du moratoire général avec les règles de l'OMC si le moratoire a cessé d'exister après la date d'établissement du Groupe spécial. Les Communautés européennes considèrent que dans de telles circonstances la question de la compatibilité du moratoire général avec les règles de l'OMC serait sans intérêt et le Groupe spécial devrait s'abstenir de se prononcer sur le moratoire.

7.1287 Le **Groupe spécial** considère que les questions soulevées par les Communautés européennes sont pertinentes, et il examinera donc ci-après i) si le moratoire sur les approbations est une mesure susceptible d'être contestée, et dans l'affirmative, ii) si le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire sur les approbations avec les règles de l'OMC si après l'établissement du Groupe spécial le moratoire a cessé d'exister.

a) Question de savoir si le moratoire sur les approbations est une mesure susceptible d'être contestée

7.1288 Les Communautés européennes ont fait valoir que le moratoire *de facto* général sur les approbations ne pouvait pas être contesté au titre de l'*Accord sur l'OMC* parce que, à leur avis, les parties plaignantes ne contestaient pas une mesure, mais une pratique – une succession répétée de suspensions de l'examen des demandes individuelles. Le Groupe spécial a déjà étudié cet argument, constatant que le moratoire *de facto* général était le résultat, non pas d'une simple pratique du Groupe des cinq pays et de la Commission, mais de décisions séparées de ces mêmes entités des CE, qui étaient censées être d'application générale.

7.1289 Néanmoins, étant donné que nous avons été saisis de la question par les Communautés européennes, il est toujours utile d'examiner si le moratoire sur les approbations, lorsqu'il est compris comme étant une mesure plutôt qu'une pratique, est une mesure susceptible d'être contestée. Par "mesure susceptible d'être contestée" nous entendons une mesure qui peut faire l'objet de procédures de règlement des différends dans le cadre de l'OMC. Dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone*, l'Organe d'appel avait ceci à dire au sujet des mesures qui pouvaient être contestées devant un groupe spécial de l'OMC:

> "En principe, tout acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC peut être une mesure de ce Membre aux fins d'une procédure de règlement des différends. Les actes ou omissions qui sont ainsi imputables sont habituellement les actes ou omissions des organes de l'État, y compris ceux du pouvoir exécutif."[1182]

7.1290 Ce qui distingue le moratoire sur les approbations de la plupart des autres mesures contestées devant des groupes spéciaux de l'OMC, ce sont deux éléments: i) c'est une mesure *de facto*, c'est-à-dire une mesure qui n'a pas été adoptée dans le cadre d'un processus communautaire formel d'élaboration de règles ou de prise de décisions et ii) c'est le résultat de l'application de décisions séparées du Groupe des cinq pays et de la Commission.

[1182] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Acier au carbone*, paragraphe 81. (notes de bas de page omises)

7.1291 Nous examinons tout d'abord la circonstance selon laquelle le moratoire est une mesure *de facto*. Nous notons à cet égard la référence faite par l'Organe d'appel a "*tout* acte ou omission imputable à un Membre de l'OMC". (pas d'italique dans l'original) À notre avis, l'expression générale "tout acte ou omission" peut englober à la fois des mesures *de jure* et des mesures *de facto*. Ce point de vue est renforcé par la circonstance selon laquelle si des mesures *de facto* ne pouvaient pas être contestées, les Membres pourraient contourner les disciplines auxquelles ils sont assujettis dans le cadre de l'OMC. Ils pourraient en effet alors obtenir au moyen de mesures *de facto* ce qu'ils ne seraient pas autorisés à obtenir au moyen de mesures *de jure*.

7.1292 Comme il a été indiqué, l'autre particularité du moratoire est le fait qu'il est le résultat de l'application de décisions séparées du Groupe des cinq pays et de la Commission. En d'autres termes, le moratoire est une mesure qui est le résultat d'autres mesures (décisions) appliquées séparément par le Groupe des cinq pays et la Commission. L'*Accord sur l'OMC* ne dit nulle part qu'une mesure qui est le résultat de plusieurs mesures séparées n'est pas une mesure susceptible d'être contestée. En outre, le Groupe spécial du GATT *Japon – Semi-conducteurs* a constaté qu'une incompatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994 pouvait résulter d'un ensemble de mesures séparées:

> "Tous ces facteurs ont amené le Groupe spécial à conclure que le gouvernement japonais avait créé une structure administrative qui lui permettait d'exercer les plus fortes pressions possibles sur les entreprises privées pour qu'elles cessent d'exporter à des prix inférieurs au prix coûtant. Ces pressions s'étaient traduites par exemple par des appels répétés du MITI, par l'obligation faite aux exportateurs de communiquer des informations sur les prix à l'exportation, par la surveillance systématique des coûts et des prix à l'exportation pour chaque entreprise et chaque produit, et par l'institution du mécanisme de prévisions de l'offre et de la demande, utilisé de manière à influencer le comportement des entreprises privées. ... Le Groupe spécial a estimé que le *train de mesures* en question partait du même principe qu'un régime formel de contrôle des exportations et en comprenait les éléments essentiels. ... Il a conclu que le *train de mesures* constituait un système cohérent qui restreignait la vente pour l'exportation, à des prix inférieurs au prix coûtant pour l'entreprise, des semi-conducteurs soumis à surveillance et destinés à des marchés autres que les États-Unis, et qu'il était incompatible avec l'article XI:1."[1183]

7.1293 Nous considérons donc que le simple fait que le moratoire est le résultat de l'application de décisions séparées du Groupe des cinq pays et de la Commission ne l'empêche pas d'être une mesure susceptible d'être contestée.

7.1294 Nous rappelons, toutefois, la déclaration faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *États-Unis – Acier au carbone* selon laquelle une mesure d'un Membre peut être contestée uniquement si elle est imputable à ce Membre. Ainsi, pour que le moratoire *de facto* général sur les approbations puisse être considéré comme une mesure des CE susceptible d'être contestée, il doit être imputable aux Communautés européennes. Nous notons que tant la Commission que les États membres individuels qui font partie du Groupe des cinq sont du point de vue du droit international public des organes des Communautés européennes. En conséquence, il ne fait aucun doute que le moratoire général, qui est le résultat de l'application de décisions séparées de ces différents organes des CE, est imputable aux Communautés européennes.

[1183] Rapport du Groupe spécial du GATT *Japon – Semi-conducteurs*, paragraphe 117. (pas d'italique dans l'original)

7.1295 À la lumière des considérations qui précèdent, nous concluons que le moratoire *de facto* général sur les approbations constitue une mesure des CE susceptible d'être contestée.

b) Question de savoir si le Groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire sur les approbations avec les règles de l'OMC si après l'établissement du Groupe spécial le moratoire a cessé d'exister

7.1296 Nous allons maintenant examiner l'argument complémentaire des Communautés européennes selon lequel même si le Groupe spécial peut en principe formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire sur les approbations avec les règles de l'OMC parce qu'il s'agit d'une mesure susceptible d'être contestée, le Groupe spécial ne devrait néanmoins pas le faire si après l'établissement du Groupe spécial le moratoire a cessé d'exister.

7.1297 Plus précisément, les **Communautés européennes** font valoir que si le Groupe spécial devait constater qu'à compter d'août 2003 les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur les approbations finales, le Groupe spécial devrait alors déterminer si cette mesure a par la suite cessé d'exister. Elles estiment que si une mesure n'existe plus, toutes questions qui ont pu être soulevées en ce qui concerne cette mesure sont sans intérêt et un groupe spécial ne devrait pas se prononcer sur cette mesure.[1184]

7.1298 Les **États-Unis** font valoir que le concept d'absence d'intérêt n'est pas pertinent pour les allégations relatives au moratoire général sur les approbations. La mesure que les États-Unis soumettent au Groupe spécial pour qu'il l'examine et formule des constatations à son sujet est le moratoire général tel qu'il existait en août 2003. Toutes questions concernant le point de savoir si les dispositions prises par les Communautés européennes après août 2003 ont ou non permis aux Communautés européennes de se mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC ne sont pas soumises au Groupe spécial. En tout état de cause, selon les États-Unis, il ne s'agit pas d'une affaire dans laquelle il a été mis fin à la mesure en cause. Les États-Unis ne partagent pas le point de vue selon lequel deux approbations symboliques visant des produits – les approbations concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603[1185] – suffisent à indiquer que les Communautés européennes ont commencé à traiter d'autres demandes en souffrance sans retard injustifié. Les États-Unis font observer que toutes les autres demandes visées par le moratoire ne sont toujours pas approuvées. Ils estiment que les approbations de produits technologiques demeurent une question politique controversée dans les Communautés européennes, et l'élargissement récent des Communautés européennes de 15 à 25 États membres n'a pas simplifié la situation. De plus, un certain nombre d'États membres pensent qu'une législation additionnelle doit être adoptée avant l'octroi de nouvelles approbations de produits biotechnologiques. Et les Communautés européennes n'ont pas encore approuvé un seul produit biotechnologique destiné à la plantation dans les Communautés européennes. En conséquence, il y a de fortes possibilités que les Communautés européennes – une fois libérées de la pression exercée par la présente procédure dans le cadre de l'OMC – cessent toutes nouvelles approbations. De l'avis des États-Unis, il est donc très important que le Groupe spécial établisse une constatation selon laquelle le moratoire reposant sur des éléments politiques n'est pas compatible avec les règles de l'OMC.

[1184] Les Communautés européennes ont également fait valoir que le concept d'absence d'intérêt n'était pas pertinent pour les allégations relatives au moratoire général. Toutefois, elles ont dit cela dans l'hypothèse où le Groupe spécial constaterait qu'un moratoire général n'a jamais existé.

[1185] Nous rappelons que la Commission a approuvé en 2004 la demande concernant le maïs NK603 au titre de la Directive 2001/18 et la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97.

7.1299 Comme les États-Unis, le **Canada** fait valoir que la question de l'absence d'intérêt n'est pas pertinente pour les allégations relatives au moratoire, du fait que le moratoire n'a pas cessé d'exister. Malgré les décisions récentes de la Commission autorisant la mise sur le marché de deux produits, le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603, les éléments de preuve donnent à penser que l'approbation des produits biotechnologiques continue d'être retardée et contrecarrée par les Communautés européennes.[1186] En ce qui concerne les deux produits qui ont été autorisés, la Commission a été obligée d'adopter des décisions autorisant ces produits parce que tant le Comité de réglementation que le Conseil n'avaient pas pris de décision. Le Canada estime que tant que les approbations sont invariablement accordées uniquement après que les produits ont franchi toutes les étapes procédurales imaginables, le moratoire doit être considéré comme restant en vigueur. En tout état de cause, l'intransigeance persistante de la part des États membres, associée à la relation politique et juridique compliquée entre les États membres et la Commission, atteste qu'il existe une possibilité très réelle que, même si l'on pouvait dire que le moratoire a été levé, le moratoire soit réintroduit à l'avenir.

7.1300 L'**Argentine** fait valoir que l'approbation du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) n'impliquait pas la fin du moratoire général *de facto* sur les approbations. Elle note qu'il n'y a en tout état de cause aucune garantie que le moratoire ait pris fin. Elle fait observer à cet égard que l'approbation du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) a peut-être été accordée uniquement en raison de l'établissement du présent Groupe spécial.

7.1301 Le **Groupe spécial** note que la question à laquelle il est chargé de répondre est celle de savoir si à la date de son établissement, c'est-à-dire le 29 août 2003, les Communautés européennes appliquaient un moratoire *de facto* général sur les approbations. Nous avons répondu par l'affirmative à cette question. Les Communautés européennes font valoir, toutefois, que nous ne devrions pas examiner la compatibilité de cette mesure avec les règles de l'OMC au motif que la mesure a depuis cessé d'exister.

7.1302 Tout d'abord, nous examinons si le dossier de la présente affaire indique que la question soulevée par les Communautés européennes – à savoir si la mesure en cause, c'est-à-dire le moratoire *de facto* général sur les approbations, a cessé d'exister après le 29 août 2003 – n'est pas purement hypothétique. Si le dossier indique que cette question n'est pas purement hypothétique, nous pensons qu'il serait justifié d'examiner plus avant l'argument des CE.

7.1303 Le dossier montre que les demandes concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603 (produit alimentaire) ont été définitivement approuvées par la Commission au titre du Règlement n° 258/97. Ainsi, il ne fait aucun doute qu'après l'établissement du Groupe spécial, au moins deux produits biotechnologiques – le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603 (produit alimentaire) – ont été définitivement approuvés et pouvaient donc être mis sur le marché des CE pour des usages spécifiques.

7.1304 Nous notons que le moratoire sur les approbations tel qu'il est allégué par les parties plaignantes était un moratoire en vertu duquel les demandes ne pouvaient aller jusqu'au stade d'une décision finale positive en matière d'approbation. Les parties plaignantes ont également allégué que le moratoire s'appliquait *de façon générale*, c'est-à-dire qu'il était applicable à *toutes les demandes quelles qu'elles soient* en souffrance entre octobre 1998 et août 2003. Nous notons en outre que les parties plaignantes ont fait référence à l'*absence de toute* approbation entre octobre 1998 et décembre 2003 en tant qu'élément de preuve essentiel à l'appui de leur allégation selon laquelle les Communautés européennes appliquaient un moratoire général sur les approbations. Dans nos

[1186] Troisième communication écrite du Canada, paragraphe 196.

constatations antérieures, nous avons déterminé que le dossier étayait ces affirmations des parties plaignantes.[1187]

7.1305 Compte tenu de ce qui précède, nous considérons que la question se pose bien de savoir si le moratoire *de facto* général sur les approbations dont nous avons constaté qu'il existait en août 2003 a cessé d'exister en tant que mesure d'application générale visant tous les produits biotechnologiques pour lesquels des demandes étaient en souffrance lorsque les approbations définitives pour le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603 (produit alimentaire) ont été accordées en 2004. En effet, les demandes concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs NK603 (produit alimentaire) étaient des demandes qui *ont* pu arriver au stade d'une décision finale positive en matière d'approbation. En conséquence, un examen plus approfondi de l'argument des CE est, à notre avis, justifié.

7.1306 Nous commençons notre examen en prenant note de la déclaration suivante faite par le Groupe spécial *Inde – Automobiles*:

> "En général, un groupe spécial de l'OMC est compétent pour examiner des mesures appliquées au moment où il a été établi. Cette faculté n'est pas nécessairement compromise par le simple fait que la mesure considérée a été supprimée ou limitée par la suite."[1188]

7.1307 Une déclaration similaire a été faite par un groupe spécial antérieur chargé de l'affaire *Indonésie – Automobiles*:

> "[D]ans des affaires antérieures examinées dans le cadre du GATT/de l'OMC, où une mesure visée dans le mandat avait été supprimée ou modifiée après le commencement de la procédure, les groupes spéciaux ont tout de même formulé des observations au sujet de la mesure en question."[1189]

7.1308 Il découle de ces déclarations qu'en principe nous avons le pouvoir de formuler des constatations sur une mesure relevant de notre mandat même si cette mesure a par la suite cessé d'exister. Nous prenons note du fait que les Communautés européennes ne semblent pas contester ce point.[1190]

7.1309 La question qui reste à examiner est donc celle de savoir si nous devrions faire usage de notre pouvoir d'examiner la compatibilité du moratoire général sur les approbations tel qu'il existait en août 2003 avec les règles de l'OMC, si le moratoire général a par la suite cessé d'exister. Nous considérons qu'en déterminant s'il y a lieu de formuler des constatations sur une mesure qui n'existe plus à la date d'établissement d'un groupe spécial, les groupes spéciaux devraient notamment tenir compte de l'objet et du but du système de règlement des différends.[1191] Conformément à l'article 3:7

[1187] *Voir supra*, le paragraphe 7.1285.

[1188] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.26.

[1189] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.9.

[1190] Les Communautés européennes indiquent que le Groupe spécial ne "devrait" pas statuer sur une telle mesure, et non pas qu'il n'a pas le pouvoir, en principe, de se prononcer sur une telle mesure. Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 151; réponse des CE à la question n° 7 du Groupe spécial, paragraphes 26, 28 et 29.

[1191] Cette approche est conforme à celle du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*. Le groupe spécial chargé de cette affaire a dit ce qui suit: "[b]ien que nous ne pensions pas que l'expiration d'une mesure avant le commencement de la procédure d'un groupe spécial prive celui-ci du pouvoir de formuler des constatations au sujet de cette mesure, nous ne ferions, en l'espèce, des constatations au sujet des mesures de

du Mémorandum d'accord, "[l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends".

7.1310 Les parties plaignantes jugent extrêmement important que nous présentions des constatations sur le moratoire tel qu'il existait en août 2003, même s'il a par la suite cessé d'exister. Elles notent que la plupart des demandes en souffrance en août 2003 sont toujours en attente de décisions finales en matière d'approbation. Les États-Unis et le Canada soutiennent également qu'il existe une possibilité très réelle qu'un moratoire général soit réintroduit ultérieurement. Nous considérons qu'il s'agit d'arguments valables. Comme de nombreuses demandes qui étaient en souffrance en août 2003 n'ont pas encore atteint le stade de la prise de décisions finales, les approbations qui ont été accordées en 2004 ne répondent pas pleinement aux préoccupations des parties plaignantes.[1192] En outre, les trois approbations qui ont été accordées en 2004 ont été possibles uniquement parce que la Commission a décidé de faire pleinement usage des procédures d'approbation communautaires pertinentes pour achever le processus d'approbation. Dans les trois cas, le Comité de réglementation pertinent et le Conseil n'ont pas obtenu la majorité qualifiée requise. Par ailleurs, dans les trois cas les votes ont eu lieu après l'adoption par les Communautés européennes de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité et dans certains cas même après l'entrée en vigueur de ces règles. Nonobstant cela, certains pays du Groupe des cinq ont continué de voter contre les approbations ou se sont abstenus. En outre, les parties plaignantes font observer que certains États membres ont dit qu'il fallait qu'il y ait de nouvelles règles concernant la coexistence et la responsabilité environnementale avant qu'ils puissent approuver de nouvelles demandes.[1193]

7.1311 Outre que nous avons relevé l'existence persistante d'une opposition aux approbations parmi les États membres, nous rappelons la nature *de facto* informelle du moratoire général sur les approbations, ce qui signifie qu'il peut être réimposé tout aussi bien que supprimé. Dans ces circonstances, nous admettons que, même si le moratoire général a cessé d'exister après août 2003, si nous devions constater que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un moratoire général en août 2003, cela pourrait contribuer à empêcher qu'un moratoire général incompatible avec les règles de l'OMC soit réintroduit et, ainsi, arriver à une solution positive du présent différend.[1194]

7.1312 À la lumière de ce qui précède, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel nous devrions nous abstenir de formuler des constatations sur le moratoire *de facto* général sur les approbations tel qu'il existait en août 2003 dans le cas où il aurait par la suite cessé d'exister. Pour les raisons mentionnées, nous jugeons approprié de formuler des constatations sur la compatibilité du moratoire général en vigueur en août 2003 avec les règles de l'OMC, indépendamment de la question de savoir si cette mesure a par la suite cessé d'exister.

---

sauvegarde provisoires que si nous considérions que cela est nécessaire pour "arriver à une solution positive" du différend". Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.115.

[1192] Nous notons, à titre additionnel, que les Communautés européennes ne font pas valoir que les demandes pertinentes ont été approuvées en 2004 en vue de répondre aux préoccupations exprimées par les parties plaignantes et, dès lors, régler le différend en ce qui concerne le traitement des demandes pertinentes. Les Communautés européennes font valoir que les approbations qui ont été accordées en 2004 sont simplement la conséquence du fait que ces demandes ont atteint le stade de la prise de décisions finales après avoir été évaluées au niveau des États membres et de la Communauté.

[1193] *Voir supra*, le paragraphe 7.530. *Voir aussi* la pièce EC-69/At. 125.

[1194] Nous notons que si nous devions ne pas formuler de constatations sur le moratoire général, il y aurait effectivement une possibilité de le mettre à l'abri d'un examen par un groupe spécial parce que ce type de mesure *de facto* pourrait être supprimé peu avant ou pendant la procédure de groupe spécial et rapidement réimposé ensuite.

7.1313 Nous allons maintenant examiner la question soulevée par les Communautés européennes du point de vue de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord, qui dispose que "dans les cas où un groupe spécial [...] conclura qu'une mesure est incompatible avec un accord visé, il recommandera que le Membre concerné la rende conforme audit accord". Les États-Unis font valoir que lorsqu'un groupe spécial constate qu'une mesure est incompatible avec les règles de l'OMC, il doit recommander, conformément à l'article 19:1, que la partie défenderesse rende cette mesure conforme à ses obligations dans le cadre de l'OMC, indépendamment du point de savoir si la mesure a cessé d'exister après l'établissement du groupe spécial. Il convient de noter à cet égard que dans l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit: "le Groupe spécial a fait erreur en recommandant que l'ORD demande aux États-Unis de mettre en conformité avec leurs obligations dans le cadre de l'OMC une mesure dont le Groupe spécial avait constaté qu'elle avait cessé d'exister".[1195] Les États-Unis soulignent que dans cette affaire il avait été mis fin à la mesure peu avant que le Groupe spécial soit établi. Cela est correct. Mais l'Organe d'appel ne suggérait nulle part que la situation pourrait être différente dans une affaire où une mesure a cessé d'exister au cours de la procédure de groupe spécial.[1196]

7.1314 Nous prenons également note du rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains* où le Groupe spécial s'est abstenu de faire une recommandation au sujet d'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC qui avait été modifiée au cours de la procédure du Groupe spécial.[1197] De même, dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, le Groupe spécial n'a pas jugé "approprié" de faire une recommandation au sujet d'une mesure incompatible avec les règles de l'OMC concernant la détermination de la base d'imposition pour les cigarettes parce que cette mesure n'était "plus en vigueur" du fait de modifications qui avaient été effectuées après l'établissement du Groupe spécial.[1198] Bien que ces affaires aient concerné des modifications, nous pensons que la même approche est logiquement applicable dans une situation où une mesure a cessé d'exister au cours de la procédure de groupe spécial.[1199] En effet, le Groupe spécial *CE – Navires de commerce* a indiqué que sa recommandation aux Communautés européennes voulant qu'elles mettent les mesures pertinentes en conformité avec leurs obligations au titre du Mémorandum d'accord ne s'appliquait pas à certains régimes d'aide des États membres des CE qui étaient arrivés à expiration peu après l'établissement du Groupe spécial. Toutefois, la

---

[1195] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81. Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel, faisant référence à son rapport *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, a dit ce qui suit: "le fait qu'une mesure est venue à expiration peut influer sur ce que peut être la recommandation d'un group spécial". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272.

[1196] L'Organe d'appel a dit ce qui suit: "[é]tant donné que nous avons confirmé la constatation du Groupe spécial selon laquelle la ... mesure en cause dans le présent différend *a cessé d'exister*, nous ne faisons aucune recommandation à l'ORD au titre de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord. Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 129. (pas d'italique dans l'original) À notre avis, si l'Organe d'appel avait eu l'intention de faire une distinction entre des mesures qui ont cessé d'exister avant l'établissement d'un groupe spécial et des mesures qui ont cessé d'exister au cours de la procédure de groupe spécial, il aurait utilisé un membre de phrase comme "la mesure en cause dans le présent différend avait cessé d'exister lorsque le Groupe spécial a été établi".

[1197] Rapport du Groupe spécial *Canada – Exportations de blé et importations de grains*, paragraphes 6.258, 6.259, 7.3 et 7.6.

[1198] Rapport du Groupe spécial *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 7.363.

[1199] Il apparaît que le Canada partage ce point de vue. Troisième communication écrite du Canada, paragraphe 195.

recommandation du Groupe spécial couvrait bien ces régimes étant arrivés à expiration dans la mesure où ils continuaient de s'appliquer.[1200]

7.1315 Enfin, nous notons que dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* l'Organe d'appel a constaté qu'une prescription en matière de vignette fiscale appliquée par la République dominicaine était incompatible avec les règles de l'OMC. Il a également fait observer que les parties convenaient que le régime de la vignette fiscale dans son ensemble avait été modifié par un nouveau décret qui était entré en vigueur après que le Groupe spécial avait remis son rapport final aux parties. L'Organe d'appel a alors recommandé que la prescription relative à la vignette fiscale soit rendue conforme au GATT de 1994 "si, et dans la mesure où [les] modifications du régime de la vignette fiscale n'ont pas déjà permis de le faire".[1201]

7.1316 La jurisprudence de l'OMC ci-avant étaye l'inférence selon laquelle les groupes spéciaux doivent éviter de formuler une quelconque recommandation qui s'appliquerait à des mesures qui n'existent plus ou qui ont été modifiées. Par conséquent, si nous devions constater que le moratoire *de facto* général sur les approbations était incompatible avec les règles de l'OMC en août 2003, pour formuler des recommandations, nous tiendrions dûment compte du point soulevé par les Communautés européennes – à savoir que le moratoire général qui existait en août 2003 avait pu par la suite cesser d'exister.

7.1317 Nous considérons que, dans les circonstances spécifiques de la présente affaire, nous pourrions éviter de formuler des recommandations qui s'appliqueraient à des mesures qui n'existent plus en limitant la portée de toute recommandation que nous formulerions en relation avec le moratoire général. Nous rappelons à cet égard que dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* l'Organe d'appel a limité la portée de sa recommandation en recommandant que la République dominicaine rende la prescription relative à la vignette fiscale conforme au GATT de 1994 "si, et dans la mesure où, [les] modifications du régime de la vignette fiscale n'ont pas déjà permis de le faire".[1202] Dans la présente affaire, si nous devions constater que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations dans le cadre de l'OMC en appliquant un moratoire général, nous recommanderions également qu'elles rendent le moratoire général conforme à l'obligation ou aux obligations pertinente(s) dans le cadre de l'OMC, si, et dans la mesure où, cette mesure n'a pas déjà cessé d'exister.[1203] En conséquence, nous sommes d'avis que, du moment que nous limitons correctement la portée de nos recommandations, il n'est pas nécessaire de décider, dans

---

[1200] Rapport du Groupe spécial *CE – Navires de commerce*, paragraphe 8.4.

[1201] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 129.

[1202] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 129. Nous rappelons que le Groupe spécial *CE – Navires de commerce* a également formulé une recommandation à portée limitée, indiquant que sa recommandation voulant que les Communautés européennes mettent certains régimes d'aide de leurs États membres en conformité avec leurs obligations au titre du Mémorandum d'accord ne s'appliquait pas aux régimes qui étaient arrivés à expiration après l'établissement du Groupe spécial, sauf dans la mesure où ces régimes étant arrivés à expiration continuaient de s'appliquer. Rapport du Groupe spécial *CE – Navires de commerce*, paragraphe 8.4.

[1203] Nous rappelons que la question soulevée par les Communautés européennes est de savoir si le moratoire général dont nous avons constaté qu'il existait en août 2003 a cessé d'exister depuis, et non si cette mesure, s'il était constaté qu'elle est incompatible avec les règles de l'OMC, a déjà été mise en conformité avec l'*Accord sur l'OMC*. En outre, il convient de préciser que, si la question ne se posait pas, dans la présente affaire, de savoir si le moratoire général sur les approbations appliqué par les Communautés européennes en août 2003 avait par la suite cessé d'exister, à notre avis, il ne serait pas nécessaire de formuler une recommandation à portée limitée, pas plus qu'il n'y aurait de justification suffisante pour le faire.

le contexte de la présente procédure, si le moratoire général dont nous avons constaté qu'il existait en août 2003 a par la suite cessé d'exister.

7.1318 Eu égard à cela, même si nous devions convenir avec les Communautés européennes que nous pourrions décider si le moratoire général dont nous avons constaté qu'il existait en août 2003 a par la suite cessé d'exister, nous ne sommes pas convaincus qu'il serait nécessaire de le faire dans le contexte de la présente procédure. Nous ne sommes pas convaincus non plus, compte tenu de nos constatations et conclusions, qu'une décision sur le point de savoir si le moratoire général a cessé d'exister serait nécessaire pour permettre à l'ORD d'adresser des recommandations suffisamment précises aux Communautés européennes. Nous considérons que, dans les circonstances de la présente affaire, une recommandation à portée limitée sauvegarderait et préserverait les droits et intérêts de toutes les parties et serait donc compatible avec l'objectif de garantir une solution positive du différend porté devant le Groupe spécial.[1204] Nous notons également à cet égard que, dans la phase de réexamen intérimaire de la présente procédure, le Canada et l'Argentine ont indiqué que le Groupe spécial ne devrait pas déterminer si le moratoire général dont nous avons constaté qu'il existait en août 2003 continuait d'exister après la date d'établissement du Groupe spécial. Les États-Unis estiment que le Groupe spécial n'est pas chargé, dans la présente procédure, de déterminer si le moratoire général continue d'exister.

7.1319 Ainsi, sur la base de toutes les considérations ci-dessus, nous rejetons la demande des Communautés européennes visant à ce que nous décidions si, dans le contexte de la présente procédure, le moratoire général sur les approbations qui était en vigueur en août 2003 a par la suite cessé d'exister. En conséquence, nous ne poursuivons pas l'examen de cette question.

4. Allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes

7.1320 Les parties plaignantes ont chacune présenté une série d'allégations d'incompatibilité en ce qui concerne le moratoire *de facto* général des Communautés européennes sur les approbations finales.

7.1321 Les **États-Unis** allèguent que le moratoire *de facto* général sur les approbations finales est incompatible avec, ou a donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'*Accord SPS*[1205]:

a) l'Annexe C 1) a) et, par voie de conséquence, l'article 8;

b) l'Annexe B 1) et, par voie de conséquence, l'article 7;

c) l'Annexe C 1) b) et, par voie de conséquence, l'article 8;

d) l'article 5:1 et, par voie de conséquence, l'article 2:2; et

e) l'article 5:5 et, par voie de conséquence, l'article 2:3.

7.1322 Le **Canada** allègue que le moratoire *de facto* général sur les approbations finales est incompatible avec, ou a donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'*Accord SPS*[1206]:

[1204] *Voir supra*, d'autres considérations pertinentes aux paragraphes 6.80 et suivants.

[1205] Les allégations sont énumérées dans l'ordre dans lequel elles ont été développées dans la première communication écrite des États-Unis.

a) l'Article 5:1 et, par voie de conséquence, l'article 2:2;

b) l'article 5:6 et, par voie de conséquence, l'article 2:2;

c) l'article 5:5 et, par voie de conséquence, l'article 2:3[1207];

d) l'Annexe C 1) a) et, par voie de conséquence, l'article 8; et

e) l'Annexe B 1) et, par voie de conséquence, l'article 7.

7.1323 L'**Argentine** allègue que le moratoire *de facto* général sur les approbations finales est incompatible avec, ou a donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'*Accord SPS*[1208]:

a) l'article 5:1 et, par voie de conséquence, l'article 2:2;

b) l'article 5:5 et, par voie de conséquence, l'article 2:3;

c) l'article 7 et l'Annexe B 1); et

d) l'article 10:1.

7.1324 Les **Communautés européennes** font valoir qu'aucune des allégations présentées par les trois parties plaignantes n'est fondée et qu'elles n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'*Accord SPS* qui sont invoquées par les parties plaignantes.

7.1325 Étant donné que les Communautés européennes sont d'avis que toutes les allégations des parties plaignantes devraient être rejetées dans leur intégralité, il est clair que le **Groupe spécial** doit évaluer le bien-fondé de ces allégations. Nous allons tout d'abord examiner les allégations de fond formulées par les parties plaignantes au titre des articles 5 et 2 de l'*Accord SPS* et, s'il y a lieu, nous examinerons ensuite l'allégation en matière de transparence formulée au titre de l'Annexe B de l'*Accord SPS*, les allégations procédurales formulées au titre de l'Annexe C de l'*Accord SPS* et l'allégation de l'Argentine selon laquelle elle a été privée du traitement spécial et différencié ce qui est contraire aux dispositions de l'article 10 de l'*Accord SPS*.

5. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*

7.1326 Chacune des trois parties plaignantes allègue qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

7.1327 L'article 5:1 de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit:

[1206] Les allégations sont énumérées dans l'ordre dans lequel elles ont été développées dans la première communication écrite du Canada.

[1207] L'allégation du Canada au titre de l'article 5:5 est présentée à titre subsidiaire par rapport à son allégation au titre de l'article 5:6.

[1208] Les allégations sont énumérées dans l'ordre dans lequel elles ont été développées dans la première communication écrite de l'Argentine.

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes."

7.1328 Les **parties plaignantes** estiment que le moratoire général sur les approbations constitue une "mesure sanitaire ou phytosanitaire" (ci-après la "mesure SPS") parce qu'il est appliqué, à leur avis, pour protéger de certains des risques indiqués à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Elles allèguent en outre que les Communautés européennes n'ont pas présenté une évaluation des risques à l'appui du moratoire général et que le moratoire général est donc une mesure SPS qui n'est pas "établie sur la base" d'une évaluation des risques comme l'exige l'article 5:1.

7.1329 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines dispositions de l'*Accord SPS* concernent l'élaboration des mesures SPS alors que d'autres concernent l'application des mesures SPS.[1209] Selon les Communautés européennes, l'article 5:1 énonce des obligations concernant l'élaboration des mesures SPS, non leur application. Les mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* présupposent l'existence d'un acte. Les Communautés européennes estiment que les affirmations des parties plaignantes au sujet d'un moratoire sont en réalité des plaintes au sujet d'un retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation. Un retard de ce type ne peut pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Un retard est le fait de ne pas agir en temps opportun. Le fait de ne pas agir en temps opportun peut être examiné au regard des obligations procédurales énoncées à l'article 8 et à l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* en tant que question touchant l'application d'une mesure SPS (en l'espèce, le système d'approbation communautaire).[1210]

7.1330 Les Communautés européennes font observer que les parties plaignantes décrivent comme une mesure SPS le fait même de ne pas prendre de décisions finales qu'elles contestent comme étant l'application d'une mesure SPS au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Or en toute logique, il est clair que le comportement allégué ne peut pas en même temps constituer une mesure SPS et l'application d'une autre mesure SPS. Les Communautés européennes déduisent de ces considérations que puisque, à leur avis, les parties plaignantes ne se plaignent pas d'une mesure SPS, mais de son application, et puisque l'article 5:1 n'énonce pas d'obligations concernant l'application d'une mesure SPS, le moratoire général allégué sur les approbations n'est pas soumis à l'article 5:1.

7.1331 Le **Groupe spécial** note que, de par ses termes clairs, l'article 5:1 s'applique aux mesures SPS. En conséquence, pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:1 elle doit être une mesure SPS. Les Communautés européennes contestent que le moratoire général sur les approbations constitue une mesure SPS au sens de l'article 5:1. Il est donc nécessaire d'examiner cette question en détail.

a) "Mesure sanitaire ou phytosanitaire"

7.1332 L'article premier de l'*Accord SPS* indique qu'aux fins de l'*Accord SPS* "les définitions données à l'Annexe A seront d'application". L'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* contient une définition de l'expression "mesure sanitaire ou phytosanitaire". La définition donnée est ainsi libellée:

[1209] Les Communautés européennes fondent ce point de vue sur l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, dont la deuxième phrase dispose que les mesures SPS "seront *élaborées et appliquées* conformément aux dispositions du présent accord". (pas d'italique dans l'original)

[1210] Pour le texte de l'article 8 et de l'Annexe C 1), *voir infra*, les sections VII.C.11 et VII.C.12.

"*Mesure sanitaire ou phytosanitaire* – Toute mesure appliquée:

a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;

b) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux;

c) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites; ou

d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.

Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai, d'inspection, de certification et d'homologation; les régimes de quarantaine, y compris les prescriptions pertinentes liées au transport d'animaux ou de végétaux ou aux matières nécessaires à leur survie pendant le transport; les dispositions relatives aux méthodes statistiques, procédures d'échantillonnage et méthodes d'évaluation des risques pertinentes; et les prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage directement liées à l'innocuité des produits alimentaires."

7.1333 Il ressort clairement de la définition ci-dessus que toutes les mesures ne sont pas des mesures SPS. En d'autres termes, chaque mesure qui peut être considérée comme une mesure au sens de Mémorandum d'accord ne constitue pas, *ipso facto*, une mesure SPS.

7.1334 La question de savoir si telle ou telle mesure au sens du Mémorandum d'accord constitue, en même temps, une mesure SPS doit être déterminée, selon la définition ci-dessus, par référence à des critères tels que l'objectif de la mesure, sa forme et sa nature. S'agissant de l'objectif des mesures SPS, les alinéas a) à d) indiquent que les mesures SPS doivent "être appliquées" pour protéger de certains risques énumérés. S'agissant de la forme des mesures SPS, le deuxième paragraphe de la définition dispose que les mesures SPS comprennent "toutes lois, tous décrets [et] toutes réglementations". Cette énumération donne à penser que l'*Accord SPS* ne prescrit pas une forme juridique particulière et que les mesures SPS peuvent en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes. Enfin, en ce qui concerne la nature des mesures SPS, le deuxième paragraphe dispose que les mesures SPS comprennent les "prescriptions et ... procédures". Le deuxième paragraphe mentionne ensuite, à titre d'exemple, un certain nombre de prescriptions de fond pertinentes (critères relatifs au produit final prescrits, régimes de quarantaine prescrits, certaines prescriptions en matière d'emballage et d'étiquetage, etc.) et de procédures pertinentes (procédures d'essai, procédures d'inspection, procédures de certification, procédures d'homologation, etc.). Nous notons que le terme "prescriptions" a une large portée. Par exemple, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction de la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions" en ce sens que l'une est effectivement

une prescription imposant de permettre la commercialisation d'un produit et l'autre une prescription imposant d'interdire la commercialisation d'un produit.

7.1335 Toujours au sujet de la référence faite dans le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) aux "prescriptions et ... procédures", nous notons qu'aucune référence n'est faite à l'"application" des "prescriptions et ... procédures".[1211] Cette omission donne à penser que tandis que les prescriptions et procédures en tant que telles peuvent constituer des mesures SPS, l'application de telles prescriptions et procédures ne répondrait pas, elle-même, à la définition d'une mesure SPS. Les dispositions de l'*Accord SPS* étayent le point de vue selon lequel l'omission d'une référence à l'"application" est délibérée, car il y a plusieurs dispositions qui établissent des obligations spécifiquement en ce qui concerne l'"application" des mesures SPS. Par exemple, la deuxième phrase de l'article 2:3 dispose que les mesures SPS "ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international". De même, la partie pertinente de l'article 10.1 dispose que "[d]ans l'élaboration et l'application des mesures [SPS], les Membres tiendront compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres". Enfin, nous notons que l'article 8 établit une distinction entre, d'une part, l'"application" des procédures et, d'autre part, les "procédures", qui, elles-mêmes, sont définies à l'annexe A 1) comme des mesures SPS.[1212]

7.1336 Il convient de noter dans ce contexte que le terme "prescriptions" tel qu'il apparaît au deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) n'est pas assorti de réserves et est donc applicable tant aux prescriptions qui sont d'application générale qu'aux prescriptions qui ont été imposées sur des produits spécifiques.[1213] À notre avis, l'application d'une "prescription" SPS d'application générale (par exemple une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation pour les produits biotechnologiques) à un produit spécifique peut entraîner une "prescription" SPS différente visant un produit spécifique (par exemple une interdiction de la commercialisation d'un produit biotechnologique spécifique). En d'autres termes, il peut y avoir des cas où l'application d'une "prescription" SPS et, partant, d'une mesure SPS, peut donner lieu à une nouvelle prescription SPS et, partant, une nouvelle mesure SPS. En appliquant ces considérations à l'article 5:1, on pourrait faire valoir qu'une prescription SPS d'application générale telle qu'elle est énoncée, par exemple, dans une loi et une décision visant un produit spécifique sur la base de cette prescription pourraient l'une et l'autre constituer des mesures SPS qui doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques.

7.1337 Avant de poursuivre, il convient de faire une dernière observation. Il importe de garder à l'esprit que l'Annexe A 1) est censée donner une définition générale de l'expression "mesure SPS". Cette définition générale ne doit pas être appliquée de manière mécanique. En particulier, nous notons que le simple fait qu'une mesure au sens du Mémorandum d'accord répond à la définition d'une

---

[1211] Nous pensons comme les Communautés européennes que l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, qui dispose que les mesures SPS seront "élaborées et appliquées" conformément aux dispositions de l'*Accord SPS*, confirme que la distinction faite entre les mesures SPS en tant que telles et l'application des mesures SPS est une distinction pertinente aux fins de l'*Accord SPS*.

[1212] L'article 8 dispose ce qui suit:

> Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'*application* des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs *procédures* ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord. (pas d'italique dans l'original)

[1213] Nous notons à cet égard que la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) définit les "réglementations [SPS]" comme des "mesures [SPS] ... d'application générale". Il s'ensuit, *a contrario*, qu'il peut y avoir des mesures SPS qui ne sont pas d'application générale.

"mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1) ne signifie pas qu'elle est, *ipso facto*, soumise à chaque disposition de l'*Accord SPS* qui s'applique aux "mesures SPS". Un bon exemple à ce titre est fourni par le texte introductif de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* qui dispose que "[e]n ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des *mesures* [SPS], les Membres feront en sorte que ces procédures soient ... achevées sans retard injustifié". (pas d'italique dans l'original) La définition des "mesures SPS" donnée à l'Annexe A indique que les "mesures SPS" comprennent les "procédures". À l'évidence, toutefois, l'Annexe C ne peut pas être lue comme signifiant que "[e]n ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des *procédures* [SPS], les Membres feront en sorte que ces procédures soient ... achevées sans retard injustifié". (pas d'italique dans l'original) En fait, l'expression "mesures SPS" figurant à l'Annexe C 1) a) doit être interprétée comme signifiant "prescriptions SPS" de fond.[1214] Il ressort clairement de cet exemple que pour interpréter l'expression "mesure(s) SPS", en plus de la définition figurant à l'Annexe A 1), il faudrait aussi tenir compte du contexte spécifique dans lequel cette expression apparaît.

b) Nature du moratoire *de facto* général sur les approbations

7.1338 Afin d'établir si le moratoire *de facto* général sur les approbations constitue une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 5:1, il est capital, à notre avis, de déterminer sa nature. Plus particulièrement, conformément au libellé utilisé à l'Annexe A 1), il faut déterminer si le moratoire général est une "prescription" SPS de fond, une "procédure" ou une mesure d'une nature différente.

i) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations était-elle une décision de rejeter toutes les demandes ou prédéterminait-elle de tels rejets?

7.1339 Pour déterminer la nature du moratoire général sur les approbations, il y a lieu de rappeler les constatations que nous avons formulées antérieurement. Nous avons constaté, entre autres choses:

a) que le Groupe des cinq pays avait décidé d'utiliser leurs pouvoirs dans le cadre du processus d'approbation de façon à empêcher toutes les nouvelles demandes quelles qu'elles soient d'être finalement approuvées, jusqu'à ce que de nouvelles règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité aient été adoptées, et

b) que la Commission avait répondu en ne faisant pas pleinement usage des procédures pertinentes pour achever le processus d'approbation et que, ce faisant, elle avait engagé sciemment une coopération effective avec le Groupe des cinq pays, et

c) que, par conséquent, le Groupe des cinq pays et la Commission avaient suivi "un plan ou une ligne d'action" commun non explicite qui consistait à empêcher l'approbation finale des demandes en attendant l'adoption de nouvelles règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité.

7.1340 Sur la base de ces constatations, et des arguments et éléments de preuve pertinents qui les étayent, nous sommes d'avis que les décisions du Groupe des cinq pays et de la Commission d'empêcher que les demandes atteignent le stade de l'approbation finale et ainsi d'appliquer un moratoire général sur les approbations étaient, en substance, des décisions de retarder les décisions finales positives en matière d'approbation concernant les demandes individuelles jusqu'à ce que

[1214] Ce point de vue est étayé par une disposition parallèle de l'*Accord OTC*. L'Annexe 1 3) de l'*Accord OTC* définit les procédures d'évaluation de la conformité comme "[t]oute procédure utilisée, directement ou indirectement, pour déterminer que les *prescriptions* des règlements techniques ... sont respectées". (pas d'italique dans l'original)

certaines conditions soient remplies.[1215] Conformément à ce que nous avons fait précédemment en formulant nos constatations, nous allons ci-après faire référence non pas aux décisions du Groupe des cinq pays et de la Commission, mais à une décision des Communautés européennes.

7.1341 En principe, il serait également correct de décrire la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation comme une décision de ne pas approuver les demandes individuelles jusqu'à ce que certaines conditions soient remplies. Nous préférons toutefois ne pas utiliser cette description. Cela tient au fait que l'expression "décision de ne pas approuver les demandes" pourrait être comprise comme faisant référence à une décision de rejeter toutes les demandes. Or, comme nous l'expliquons plus loin, la décision d'appliquer un moratoire général n'était pas une décision de fond de rejeter toutes les demandes.

7.1342 En décidant d'appliquer un moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas donné une réponse de fond négative à la question "Les produits biotechnologiques pour lesquels des demandes sont en souffrance ou seront présentées à l'avenir peuvent-ils être commercialisés dans les Communautés européennes?" En fait, la réponse que les Communautés européennes ont effectivement donnée à cette question était que certaines conditions devaient être remplies avant qu'elles puissent donner des réponses de fond positives.[1216] Dans ce sens, on peut dire que la décision d'appliquer un moratoire général était une décision procédurale de ne pas prendre de décisions de fond finales et favorables au sujet des demandes jusqu'à ce qu'il soit satisfait à certaines conditions.

7.1343 Ainsi, la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations ne constituait pas elle-même une décision de fond de rejeter toutes les demandes. Dans un souci d'exhaustivité, nous devrions examiner, en outre, si la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations prédéterminait des décisions de fond négatives au sujet des demandes en souffrance et futures. La déclaration de juin 1999 faite par le Groupe des cinq pays indiquait que les États membres pertinents prendraient des dispositions pour "suspendre" les nouvelles approbations, en attendant l'adoption de règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité. La déclaration de juin 1999 n'impliquait pas qu'une fois que les nouvelles règles des CE auraient été adoptées, le Groupe des cinq pays chercherait à achever toutes les procédures d'approbation en souffrance et nouvelles par une décision négative en matière d'approbation. Nous notons qu'il y a des pays du Groupe des cinq qui ont par la suite indiqué que des conditions additionnelles devaient être remplies avant que de nouvelles approbations puissent être accordées.[1217] Toutefois, ces conditions additionnelles indiquées par certains pays du Groupe des cinq ne prédéterminaient pas davantage le résultat des procédures d'approbation que ne le faisaient les conditions énoncées dans la déclaration de juin 1999. En tout état de cause, il n'y a aucun élément de preuve donnant à penser que la décision effective de la Commission de ne pas achever les procédures d'approbation avant l'adoption de nouvelles règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité prédéterminait le résultat des procédures d'approbation individuelles. Plus particulièrement, il n'y a aucun élément de preuve donnant à penser que la Commission achèverait toutes les procédures d'approbation en souffrance et nouvelles par une décision négative une fois que les nouvelles règles des CE auraient été adoptées. En conséquence, la décision d'appliquer un moratoire général sur les

[1215] Nous rappelons qu'en août 2003 les conditions pertinentes (de nouvelles règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité) n'avaient pas été remplies.

[1216] Nous notons que, dans l'intervalle, les demandes en souffrance et ultérieures étaient soumises à une interdiction provisoire de la commercialisation. Toutefois, comme nous l'expliquerons en détail plus loin, cette interdiction provisoire était une conséquence non pas de la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations, mais de la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation.

[1217] *Voir supra*, le paragraphe 7.530. *Voir aussi* la pièce EC-69/At. 125.

approbations ne peut pas être considérée comme ayant prédéterminé des décisions finales négatives au sujet de toutes les demandes en souffrance et futures.

7.1344 Tandis qu'il ressort clairement des considérations qui précèdent que nous sommes d'avis que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations peut être à juste titre qualifiée de décision de retarder les décisions finales positives en matière d'approbation[1218], les parties plaignantes sont d'avis que ce n'est pas la qualification juridique la plus appropriée. Eu égard à cela, nous suspendons l'élaboration d'une conclusion finale sur cette question jusqu'à ce que nous ayons examiné si les parties plaignantes ont proposé une qualification juridique plus appropriée de la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations. Les parties plaignantes ont présenté deux qualifications juridiques différentes selon lesquelles: i) la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était une décision d'imposer une interdiction effective de la commercialisation pour tous les produits biotechnologiques soumis à approbation et ii) la décision en question établissait une nouvelle procédure ou modifiait la procédure d'approbation communautaire existante. Nous allons examiner ces qualifications l'une après l'autre.

ii) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations imposait-elle une interdiction effective de la commercialisation?

7.1345 Les **États-Unis** font valoir que le moratoire général est, en fait, une interdiction de la commercialisation qui affecte tous les produits biotechnologiques quels qu'ils soient. Plus particulièrement, ils estiment qu'une décision de retarder l'achèvement des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques pendant une période indéfinie – en l'espèce depuis la fin de 1998 jusqu'en août 2003 au moins – est en fait équivalente à une décision d'adopter une interdiction de la commercialisation de tous les produits biotechnologiques soumis aux procédures d'approbation communautaires.

7.1346 Le **Canada** rappelle que la propre prescription des Communautés européennes en matière d'approbation préalable à la commercialisation impose effectivement une interdiction pour les produits biotechnologiques tant qu'ils n'ont pas été approuvés. Selon le Canada, le moratoire général est une décision délibérée de la part des Communautés européennes de ne pas approuver les produits biotechnologiques pendant une période non spécifiée. De l'avis du Canada, le moratoire général rend ainsi effectivement inopérantes les procédures d'approbation communautaires, entraînant une suspension indéfinie de la mise sur le marché des produits biotechnologiques. Cette suspension indéfinie convertit la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation établie par la législation communautaire en une interdiction totale, plutôt que conditionnelle, de la commercialisation.

7.1347 L'**Argentine** fait valoir que le moratoire général fonctionne comme une interdiction de la commercialisation des produits biotechnologiques.

7.1348 Les **Communautés européennes** font valoir que les parties plaignantes qualifient à tort le moratoire général allégué d'interdiction de la commercialisation. La seule interdiction en place dans les Communautés européennes est la prohibition de la commercialisation des produits biotechnologiques qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation préalable conformément aux prescriptions du droit communautaire. Le fait que les produits biotechnologiques ne peuvent pas être

[1218] Pour éviter le verbiage, nous utiliserons ci-après le membre de phrase "décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation" au lieu du membre de phrase plus long et plus complet "décision de retarder les décisions finales positives en matière d'approbation".

commercialisés avant d'avoir été approuvés est une caractéristique intrinsèque de la législation communautaire et, en fait, de tout système d'approbation. La compatibilité de la législation communautaire applicable du système d'approbation communautaire et de l'interdiction de la commercialisation des produits biotechnologiques non approuvés avec les règles de l'OMC n'est pas une question dont le Groupe spécial est saisi car aucune de ces mesures n'a été indiquée dans les demandes d'établissement d'un groupe spécial présentées par les parties plaignantes.

7.1349 Les Communautés européennes estiment que les actes dont les parties plaignantes se plaignent devraient être qualifiés de retard – elles ne peuvent donc pas équivaloir à une interdiction. Les communications des parties plaignantes estompent ce point fondamental et elles semblent insinuer que les procédures d'approbation communautaires pour les produits biotechnologiques ne sont guère plus qu'une façade qui sert à empêcher la commercialisation des produits biotechnologiques. Les Communautés européennes rejettent toute allégation de ce genre car la législation et la politique communautaires ne sont pas destinées à empêcher la commercialisation des produits biotechnologiques.

7.1350 Le **Groupe spécial** note que, selon les parties plaignantes, la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations devrait être qualifiée, aux fins de l'analyse juridique du Groupe spécial, de décision d'adopter une interdiction générale de la commercialisation pour les produits biotechnologiques nécessitant une approbation. Pour examiner cet argument, il importe de ne pas perdre de vue que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a été prise dans le contexte d'un système d'approbation préalable à la commercialisation. Par conséquent, avant d'examiner le bien-fondé de l'argument des parties plaignantes, il est utile de rappeler les principales caractéristiques du système d'approbation préalable à la commercialisation des Communautés européennes. La législation communautaire ne prévoit pas une interdiction globale de la commercialisation des produits biotechnologiques. La législation communautaire prévoit que la commercialisation des produits biotechnologiques est soumise à approbation, ou autorisation.[1219] En d'autres termes, la législation communautaire impose une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. Comme tout système d'approbation préalable à la commercialisation, le système communautaire d'approbation préalable à la commercialisation pour les produits biotechnologiques envisage une évaluation au cas par cas des produits pour lesquels l'approbation de la commercialisation est demandée. Conformément à cette approche au cas par cas, les Communautés européennes procèdent à une évaluation des risques pour chaque produit biotechnologique individuel faisant l'objet d'une demande d'approbation de la commercialisation.[1220]

7.1351 Du fait de la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation, un produit biotechnologique pour lequel une approbation de la commercialisation est demandée ne peut pas être légalement commercialisé dans les Communautés européennes tant qu'une décision de fond finale n'a pas été prise sur le point de savoir s'il y a lieu d'approuver ou non la commercialisation du produit. En d'autres termes, la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation impose une interdiction provisoire de la commercialisation d'un produit biotechnologique pour lequel une approbation de la commercialisation est demandée.[1221]

[1219] Articles 6, 10, 11 et 13 et alinéas 17, 18 et 20 du préambule de la Directive 90/220; articles 4, 6, 13, 15 et 19 et alinéas 28 et 47 du préambule de la Directive 2001/18; articles 3, 4, 6 et 7 et alinéa 2 du préambule du Règlement n° 258/97.

[1220] Articles 12 et 13 de la Directive 90/220; articles 4, 14 et 18 de la Directive 2001/18; et articles 6 et 7 du Règlement n° 258/97.

[1221] Au lieu de dire que les Communautés européennes appliquent une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation, on pourrait dire de manière tout aussi justifiée que les

L'interdiction provisoire reste en vigueur jusqu'à ce qu'une décision finale en matière d'approbation ait été prise.[1222]

7.1352 Bien que la législation communautaire applicable impose certains délais aux entités des CE chargées d'accomplir les procédures d'approbation, à ce que nous croyons comprendre, la législation communautaire ne prévoit pas que si les procédures d'approbation ne sont pas achevées dans un délai maximal spécifié, la demande pertinente doit, en droit, être acceptée ou rejetée. Cela signifie, par exemple, que le fait qu'une entité des CE pertinente ne respecte pas les délais qui lui sont imposés, tout en constituant éventuellement une infraction à la législation communautaire, se traduira normalement par un retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente.[1223] En termes simples, on peut ainsi dire que dans les Communautés européennes la commercialisation des produits biotechnologiques est soumise à une interdiction provisoire jusqu'à ce qu'une décision finale en matière d'approbation ait été prise, quel que soit le temps nécessaire pour arriver à une décision finale en matière d'approbation.

7.1353 Il importe de noter que les parties plaignantes en l'espèce ont choisi de ne pas contester le système communautaire d'approbation préalable à la commercialisation en tant que tel. En d'autres termes, elles ont choisi de ne pas contester le fait que les Communautés européennes appliquent une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation pour les produits biotechnologiques. Ainsi, aux fins de la présente procédure, nous devons présumer que la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation est compatible avec les règles de l'OMC. Une des conséquences qui découle de la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation est le fait que la commercialisation des produits biotechnologiques pour lesquels l'approbation est demandée est provisoirement interdite jusqu'à ce qu'une décision finale en matière d'approbation ait été prise. Étant donné qu'il s'agit d'une conséquence directe et nécessaire de la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation, la logique veut que si la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation doit être présumée compatible avec les règles de l'OMC, il en va de même pour l'interdiction provisoire.

7.1354 En ayant à l'esprit les observations qui précèdent, nous allons maintenant examiner le bien-fondé de l'argument des parties plaignantes selon lequel la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était en fait une décision d'adopter une interdiction générale de la commercialisation. C'est le Canada qui a développé le plus loin cet argument. Selon le Canada, la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations a "converti" la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction définitive de la commercialisation.[1224] À ce que nous croyons comprendre, l'élément essentiel de cet argument est que par suite de leur décision d'appliquer un

---

Communautés européennes appliquent une interdiction conditionnelle de la commercialisation pour les produits biotechnologiques, la condition applicable étant l'absence d'approbation formelle de la commercialisation donnée par les CE.

[1222] Nous utilisons l'expression "interdiction provisoire" pour refléter le fait qu'il s'agit d'une mesure provisoire qui est remplacée par une mesure finale, ou définitive, à l'achèvement de la procédure d'approbation pour le produit biotechnologique en question.

[1223] Nous rappelons dans ce contexte qu'au niveau tant de la Communauté que des États membres les demandeurs ont la possibilité de demander l'examen judiciaire de la légalité des actions/de l'inaction des entités des CE pertinentes.

[1224] Nous notons que le Canada n'utilise pas l'expression "interdiction définitive", mais fait plutôt référence à une "interdiction totale, plutôt que conditionnelle". Réponse du Canada à la question n° 67 du Groupe spécial. Nous jugeons l'expression "interdiction totale" problématique en ce sens qu'elle pourrait donner à penser que l'interdiction provisoire effectivement imposée par la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation est quelque chose d'autre qu'une interdiction totale.

moratoire général sur les approbations, les Communautés européennes n'ont plus appliqué un système d'approbation préalable à la commercialisation, mais ont imposé une véritable interdiction de la commercialisation. Le Canada fait valoir que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations pour l'essentiel ôtait toute pertinence à la procédure d'approbation communautaire en ce sens qu'elle empêchait que les produits biotechnologiques pour lesquels il y avait des demandes en souffrance soient approuvés quelles que soient les preuves scientifiques.

7.1355 Tout d'abord, nous rappelons notre point de vue selon lequel, correctement comprise, la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations finales était une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation. Nous avons constaté que le Groupe des cinq pays et la Commission suivaient un "plan" commun qui consistait à empêcher l'approbation finale des demandes en attendant l'adoption de nouvelles règles des CE sur l'étiquetage et la traçabilité. Ainsi, le "plan" était précisément d'empêcher les décisions finales, ou définitives, en matière d'approbation. C'est ainsi qu'entre juin 1999 et août 2003 aucune demande n'a été rejetée et que ce n'est qu'après l'adoption des règles des CE susmentionnées que la Commission a approuvé trois demandes. En fait, le Canada lui-même reconnaît que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations finales était une "décision de ne pas décider" ou une "décision de ne pas approuver" les demandes, et qu'une décision de ce type n'est pas la même qu'une décision de fond de rejeter définitivement toutes les demandes quelles qu'elles soient.[1225] Eu égard à cela, nous ne considérons pas que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations finales était destinée à convertir la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction définitive de la commercialisation.

7.1356 La question devient ainsi celle de savoir si la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations, tout en n'étant pas destinée à convertir la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction définitive de la commercialisation, a eu néanmoins pour effet de le faire. Il est donc nécessaire d'examiner l'effet de la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations. À cet égard, nous rappelons une fois de plus que la décision à laquelle nous nous intéressons était en substance une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation. La décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a eu pour effet d'allonger la période pendant laquelle les produits biotechnologiques non approuvés étaient soumis à l'interdiction provisoire de la commercialisation découlant de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation.[1226] Dans un souci de clarté, deux observations devraient être formulées en ce qui concerne cet effet. *Premièrement*, l'effet en question n'est pas un effet inhérent à une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation. Si la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a effectivement prolongé la période pendant laquelle l'interdiction provisoire était en vigueur pour les demandes individuelles, c'était parce que cette décision a été prise dans le contexte du système communautaire d'approbation préalable à la commercialisation. Si les Communautés européennes avaient opté pour un système dans le cadre duquel les produits biotechnologiques pourraient être provisoirement commercialisés jusqu'à ce qu'une décision finale en matière d'approbation soit prise, une décision de retarder les approbations finales n'aurait pas eu pour effet de prolonger une interdiction provisoire de la commercialisation,

[1225] *Voir*, par exemple, la réponse du Canada à la question n° 172 du Groupe spécial.

[1226] Nous rappelons que dans le cadre du moratoire général des Communautés européennes sur les approbations finales, les demandes pouvaient progresser quelque peu dans le processus d'approbation. Ainsi, pour toutes les demandes qui n'étaient pas affectées par la décision de retarder les approbations finales, il n'y a pas eu de prolongation effective de l'interdiction provisoire de la commercialisation. En revanche, pour toutes les demandes qui en août 2003 avaient été affectées par la décision de retarder les approbations finales, il y a eu une prolongation effective de l'interdiction provisoire de la commercialisation, mais sa durée variait d'une demande à l'autre.

mais de prolonger une autorisation provisoire de la commercialisation. *Deuxièmement*, l'effet en question est un effet indirect. L'effet direct de la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation était de retarder l'achèvement des procédures d'approbation individuelles. Dans le cadre du système communautaire d'approbation préalable à la commercialisation, la commercialisation des produits biotechnologiques est interdite tant qu'elle n'a pas été approuvée. Dès lors, si une décision de retarder les approbations finales est prise, cela a indirectement un effet, par le biais du principe "interdit tant que non approuvé", sur la durée de la période pendant laquelle la commercialisation des produits biotechnologiques pertinents est provisoirement interdite.

7.1357 Il ressort clairement du paragraphe précédent que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation et la décision d'interdire provisoirement les produits biotechnologiques sont des mesures séparées et distinctes. Il est clair également que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation n'imposait pas une nouvelle interdiction. La décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation avait simplement pour effet de prolonger la durée de l'interdiction provisoire de la commercialisation de tous les produits biotechnologiques non approuvés. Cette interdiction était déjà en place, en tant que conséquence de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. L'interdiction provisoire de la commercialisation n'est pas venue à expiration avant la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation, et on ne peut donc pas dire que cette décision l'a réimposée.

7.1358 Il résulte des considérations qui précèdent que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation n'a pas eu pour effet de convertir la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction définitive de la commercialisation au sens d'imposer une nouvelle interdiction. Mais la décision en question a eu un effet sur une interdiction existant déjà, l'interdiction provisoire de la commercialisation découlant de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. En conséquence, nous devons examiner si, de par son effet sur l'interdiction provisoire de la commercialisation, la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation a converti la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation en une interdiction définitive de la commercialisation. Plus précisément, nous devons examiner si la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a en fait converti la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en un instrument ayant le même effet qu'une interdiction définitive de la commercialisation.

7.1359 Nous notons à cet égard que si l'interdiction provisoire de la commercialisation effectivement imposée par la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation est appliquée pendant trois ans, l'effet pratique que cela produit est en grande partie le même que celui d'une interdiction définitive de la commercialisation imposée pendant trois ans. Dans l'un et l'autre cas, le producteur cherchant à commercialiser le produit biotechnologique pertinent ne peut pas légalement le faire pendant une période de trois ans.[1227] De même, si une interdiction provisoire est en vigueur indéfiniment, dans la pratique, cela n'est guère différent d'une interdiction définitive imposée pour une période indéfinie.[1228] Ainsi, la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la

[1227] Nous notons que tandis que dans le cas de l'interdiction provisoire de la commercialisation, la décision ultime en matière d'approbation pourrait être positive ou négative, dans le cas d'une interdiction définitive de la commercialisation pendant trois ans, le produit pertinent pourrait être légalement commercialisé à l'expiration de la période de trois ans, à moins que l'interdiction ne soit réimposée.

[1228] Nous notons qu'une interdiction définitive indéfinie de la commercialisation, d'une part, et une interdiction provisoire indéfinie de la commercialisation, d'autre part, peuvent avoir une incidence économique différente sur les producteurs de produits biotechnologiques. Par exemple, l'effet défavorable sur les

commercialisation produit intrinsèquement des effets très semblables à ceux d'une interdiction définitive de la commercialisation. La décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation a eu un effet sur la période pendant laquelle l'interdiction provisoire de la commercialisation était applicable. Mais elle n'a pas abouti à ce que la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation produise un type d'effets différent. Par conséquent, on ne peut pas dire que la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation "a converti" la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation en un instrument ayant le même effet qu'une interdiction définitive de la commercialisation.

7.1360 Nous admettons que la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation pour une période non spécifiée a eu l'effet indirect de prolonger l'interdiction provisoire de la commercialisation pour une période non spécifiée. Toutefois, comme nous l'avons dit, la source de l'interdiction provisoire de la commercialisation, y compris l'interdiction effectivement prolongée, n'est pas la décision de retarder, mais la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation. Ou pour dire les choses différemment, ce qui empêche les demandeurs de commercialiser leur produit biotechnologique à un moment donné c'est la décision de fond des Communautés européennes d'interdire les produits biotechnologiques tant qu'ils n'ont pas été approuvés. Si les parties plaignantes avaient été d'avis que la prolongation effective de l'interdiction provisoire de la commercialisation dans certains cas rendait l'imposition de cette interdiction incompatible avec l'article 5:1, il leur était loisible de contester l'imposition de cette interdiction (c'est-à-dire la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation en tant que source de l'interdiction provisoire de la commercialisation). Les parties plaignantes n'ont pas choisi de le faire en l'espèce.

7.1361 Au lieu de cela, les parties plaignantes ont décidé de contester la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation. Le fait que cette décision procédurale avait une incidence sur la durée de la période pendant laquelle l'interdiction provisoire de la commercialisation résultant de la prescription des CE en matière d'approbation préalable à la commercialisation était en vigueur pour chaque demande ne transforme pas cette décision en une décision de fond d'interdire provisoirement les produits biotechnologiques. Une décision procédurale de retarder les décisions finales en matière d'approbation ne cesse pas d'être procédurale simplement parce qu'elle a une incidence quant au fond. En effet, les décisions procédurales ont presque toujours une certaine incidence quant au fond.

7.1362 Dans ce contexte, nous devons examiner un autre argument avancé par le Canada. Selon le Canada, une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation, si elle donne lieu, comme en l'espèce, à des retards prolongés, peut être assimilée à une décision de fond d'interdire les produits biotechnologiques au motif que, à un certain moment, un retard devient effectivement une interdiction. À l'appui de cet argument, le Canada met en avant le fait que de nombreuses demandes ont été retirées entre juin 1999 et août 2003. Bien que cela soit correct, il convient aussi de noter que presque aucun des demandeurs ayant retiré leurs demandes n'a mentionné des retards injustifiés dans le traitement de leur demande comme motif du retrait.[1229] Néanmoins, nous pensons comme le Canada que l'absence de référence au moratoire ou à des retards injustifiés n'indique pas nécessairement que des retards injustifiés n'ont pas provoqué, ou favorisé, les retraits.

---

investissements à long terme pourrait être moindre dans le cas de l'interdiction provisoire, à condition que les demandeurs s'attendent à ce que les décisions en matière d'approbation reprennent à un moment quelconque à l'avenir.

[1229] La demande concernant le colza RR (CE-79) est une exception notable. Pièce EC-79/At. 30.

7.1363 Le Canada note que certains demandeurs dans leurs lettres de retrait ont invoqué des "raisons commerciales" et estime qu'il s'agit d'une référence à la durée de vie commerciale limitée des produits biotechnologiques. Il soutient que les produits biotechnologiques en cause en l'espèce ont un cycle de vie court, de sorte que s'ils ne sont pas approuvés dans des délais raisonnables, la commercialisation de ces produits peut ne plus présenter aucun intérêt commercial. Bien que cela puisse être vrai pour certains produits biotechnologiques, le dossier n'étaye pas l'idée que c'est le cas en général. En fait, de nombreux demandeurs ont maintenu leurs demandes malgré de longs retards dans leur traitement.[1230] En outre, alors que de nombreuses demandes ont été retirées entre juin 1999 et août 2003, d'autres en assez grand nombre ont été soumises pour approbation pendant la même période.[1231] Si ces demandeurs ne pensaient pas qu'ils pourraient finalement obtenir l'approbation de leurs demandes, on voit difficilement pourquoi ils consacreraient du temps et de l'argent à ces demandes. Ainsi, à notre avis, les faits n'étayent pas la conclusion générale selon laquelle, dans la pratique, il n'y a pas de distinction entre la décision procédurale des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation et une décision de fond d'interdire définitivement tous les produits biotechnologiques pour lesquels une approbation avait été demandée.

7.1364 Comme nous l'avons dit, nous reconnaissons qu'il est possible qu'en raison du cycle de vie court des produits, des retards prolongés dans l'achèvement des procédures d'approbation ne laissent pas, dans certains cas, aux demandeurs d'autre choix que de retirer leurs demandes. Toutefois, cet effet potentiel d'une décision procédurale de retarder les décisions finales en matière d'approbation ne donne pas des motifs suffisants pour assimiler cette décision à une décision de fond d'interdire les produits biotechnologiques. La distinction entre le fond et la procédure est une distinction juridique fondamentale et nous ne voyons rien qui justifie que nous n'en tenions pas compte en l'espèce. L'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* exige spécifiquement que les Membres achèvent leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Un Membre n'est donc pas autorisé à provoquer des retards prolongés dans l'achèvement d'une procédure d'approbation, à moins qu'il ne soit justifié de le faire. Et si cela est justifié, nous ne pensons pas qu'il serait approprié d'assimiler le retard à une décision de fond négative établie sur la base de considérations relatives au cycle de vie des produits. Dans les cas où un Membre a des raisons légitimes de retarder une décision en matière d'approbation, par exemple pour obtenir les renseignements scientifiques nécessaires afin d'achever une évaluation des risques, il ne devrait pas être réputé avoir achevé sa procédure d'approbation par une décision négative (et ainsi être exposé au risque d'une contestation couronnée de succès de cette décision présumée sur la base de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*) simplement parce que le produit du demandeur s'approche de la fin de son cycle de vie. À condition qu'un Membre achève une procédure d'approbation sans retard injustifié, le fait que le temps que cela prend diminue sensiblement les possibilités commerciales du demandeur n'a aucune pertinence particulière.

7.1365 En conclusion, nous notons que, pour les raisons exposées plus haut, nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'argument des parties plaignantes selon lequel la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations équivalait en fait à une décision d'imposer une interdiction générale de la commercialisation.

iii) La décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a-t-elle elle-même établi une procédure ou modifié les procédures d'approbation communautaires existantes?

7.1366 Outre qu'elles affirment que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a en fait interdit la commercialisation de tous les produits biotechnologiques pour lesquels des

[1230] Par exemple, la demande concernant le coton Bt-351 a été présentée en décembre 1996 et était toujours en souffrance en août 2003 et au-delà.

[1231] *Voir*, par exemple, les pièces EC-94, EC-95, EC-96, EC-104, EC-106 et EC-107.

demandes sont en souffrance ou seront présentées à l'avenir, les parties plaignantes avancent des arguments qui soulèvent la question de savoir si on pourrait considérer que cette décision soit a établi une nouvelle procédure soit a modifié les procédures communautaires existantes. Comme cette question est directement pertinente pour la qualification juridique de la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations, il est nécessaire de la traiter.

7.1367 Les **États-Unis** font valoir que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a modifié le régime d'approbation des Communautés européennes. Plus précisément, ils font valoir que la suspension par les Communautés européennes de l'examen des demandes d'approbation des produits biotechnologiques, ou de l'octroi d'approbations pour ces produits, est une procédure au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, même si elle est sous une forme non écrite. Les États-Unis font observer à cet égard que le *New Shorter Oxford English Dictionary* donne du terme "procedure" (procédure) les définitions suivantes: "particular mode or course of action" (mode d'action ou ligne de conduite particulier) ou "set of instructions for performing a specific task which may be invoked in the course of a [computer] program" (série d'instructions pour effectuer une tâche spécifique qui peut être invoquée par un programme [informatique]).

7.1368 Le **Canada** ne fait pas valoir que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a établi une procédure non écrite. Il soutient, toutefois, que cette décision a abouti à un écart important par rapport à la procédure d'approbation communautaire existante en ce sens qu'elle a amené les Communautés européennes à passer d'approbations établies sur la base d'une évaluation des risques à pas d'approbation du tout quelles que soient les preuves scientifiques. Selon le Canada, la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations équivalait à une mauvaise application ou à une non-application de la législation applicable et pour l'essentiel ôtait toute pertinence à la procédure d'approbation. Le Canada estime que le moratoire remplaçait la procédure d'approbation communautaire en tant que mesure permettant d'exercer un contrôle effectif sur les demandes.

7.1369 Comme le Canada, l'**Argentine** ne fait pas valoir que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations a établi une procédure non écrite. Elle fait valoir néanmoins que la décision a modifié les procédures d'approbation communautaires existantes en introduisant des étapes procédurales additionnelles qui n'étaient pas envisagées dans la législation pertinente. Plus précisément, l'Argentine soutient que les consultations interservices lancées et tenues par la Commission dans le contexte de certaines procédures d'approbation individuelles n'ont aucun fondement juridique dans la législation.

7.1370 Le **Groupe spécial** commence en rappelant qu'il est d'avis que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations était une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation. La première question à examiner au vu de l'argument des États-Unis est celle de savoir si la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a institué une "procédure". Les définitions pertinentes données par le dictionnaire du terme "procedure" (procédure) sont les suivantes: "[a] particular mode or course of action" (un mode d'action ou une ligne de conduite particulier)[1232] ou "an established of official way of doing something" (une façon établie ou officielle de faire quelque chose).[1233]

7.1371 À notre avis, la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation n'a pas elle-même établi une procédure pour approuver les produits biotechnologiques ou, plus exactement, pour empêcher l'approbation finale des produits biotechnologiques. Tout d'abord, elle n'a pas établi

[1232] *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. 2, page 2363.

[1233] *The Concise Oxford Dictionary*, 10th edn., J. Pearsall (ed.) (Clarendon Press, 1999), page 1139.

"un mode d'action ou une ligne de conduite particulier" devant être suivi par le Groupe des cinq pays et/ou la Commission. Elle n'a pas non plus établi une "façon [non] officielle" d'approuver, ou de ne pas approuver, des demandes. Il est instructif à cet égard de rappeler la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, dont la partie pertinente dispose ce qui suit: "dans le cadre de l'exercice des pouvoirs qui leur sont conférés en matière de mise en culture et de mise sur le marché d'organismes génétiquement modifiés ... ils [les pays du Groupe des cinq] feront en sorte que les nouvelles autorisations de mise en culture et de mise sur le marché soient suspendues".[1234] La déclaration elle-même n'établit pas une procédure, car elle ne spécifie pas les dispositions à prendre pour assurer une suspension des approbations. Nous rappelons également que le moratoire général sur les approbations a pris effet par le biais de divers types d'actions et/ou omissions du Groupe des cinq pays et/ou de la Commission. Mais le dossier n'étaye pas la conclusion selon laquelle les actes et/ou omissions pertinents correspondaient à une procédure établie.[1235]

7.1372 Reste à examiner, alors, si la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a en fait modifié les procédures d'approbation communautaires pertinentes. Les procédures d'approbation pertinentes sont énoncées dans la Directive 90/220 et celle qui l'a remplacée, la Directive 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97. Les principaux éléments et les principales similarités de ces procédures d'approbation ont été décrits plus haut dans la section VII.C.

7.1373 Nous ne considérerons pas que la décision de retarder les approbations finales a amené les Communautés européennes à appliquer un type différent de procédure d'approbation entre juin 1999 et août 2003. En effet, il ressort de nos constatations antérieures que les demandes ont continué d'être évaluées conformément à la procédure énoncée dans les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97. En conséquence, des demandes étaient toujours en cours d'évaluation tout d'abord au niveau des États membres, puis au niveau de la Communauté. Les autorités compétentes principales ont continué d'établir des rapports d'évaluation initiale. La Commission a continué de demander l'aide de comités scientifiques des CE et, du moins dans un premier temps, a soumis des projets de mesures au Comité de réglementation en vue d'un vote. Il est vrai, certes, que la Commission a procédé à des consultations interservices dans le contexte de certaines des procédures d'approbation en question, mais nous avons précédemment constaté que ces consultations n'étaient pas une étape procédurale additionnelle conçue par la Commission pour empêcher l'approbation des produits biotechnologiques.[1236]

7.1374 En outre, il ne nous a pas été expliqué précisément comment la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation aurait modifié les procédures d'approbation énoncées dans la législation communautaire applicable. Nous ne voyons pas très bien quel était le "mode d'action ou [la] ligne de conduite" particulier à suivre dans le cadre des procédures d'approbation communautaires censément modifiées, ou quelle était la "façon [non] officielle" nouvellement établie d'approuver, ou de ne pas approuver, les demandes. Comme nous l'avons noté, la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays ne prédétermine aucun "mode d'action ou ligne de conduite" particulier à suivre. Le

[1234] Déclaration sur la suspension des nouvelles autorisations OGM des délégations danoise, française, grecque, italienne et luxembourgeoise, 2194ème session du Conseil – Environnement – Luxembourg, les 24 et 25 juin 1999. Pièces US-76 et 77; pièce CDA-3; pièce ARG-12.

[1235] Nous avons noté précédemment que le comportement de la Commission pourrait éventuellement être considéré comme correspondant à une pratique (en constante évolution) en matière de mise en œuvre. *Voir supra*, le paragraphe 7.1277.

[1236] *Voir supra*, le paragraphe 7.1260. Nous notons que ces constatations antérieures concernaient les consultations interservices tenues dans le contexte d'une procédure d'approbation menée conformément à la Directive 90/220. Toutefois, les mêmes considérations s'appliquent également aux consultations interservices tenues dans le contexte d'une procédure d'approbation menée conformément à la Directive 2001/18 et au Règlement n° 258/97.

simple fait que certaines demandes n'ont pas atteint le niveau de la Communauté ou n'ont pas fait l'objet d'un vote au Comité de réglementation et qu'aucune procédure d'approbation ne s'est achevée par une décision finale en matière d'approbation, ne démontre pas que les Communautés européennes ont appliqué un type différent de procédure d'approbation. À notre avis, une conclusion plus appropriée à tirer de l'absence d'approbations finales et des retards dans le traitement des demandes est que les Communautés européennes ont appliqué leurs procédures d'approbation existantes, mais qu'intentionnellement elles n'ont pas fait pleinement usage de ces procédures pour achever le processus d'approbation.[1237] Selon nous, c'est une façon naturelle et logique de mettre en œuvre une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation.

7.1375 Le Canada fait valoir que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a entraîné "un écart important par rapport à la procédure d'approbation communautaire existante" ou "a remplacé la procédure d'approbation communautaire en tant que mesure permettant d'exercer un contrôle effectif sur les demandes". Telle que nous la voyons, la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation ni n'a entraîné un écart par rapport aux procédures d'approbation existantes ni ne les a remplacées. Sur la base des renseignements versés au dossier, nous sommes d'avis que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation a été mise en œuvre par le biais, et dans le cadre, des procédures d'approbation existantes. Comme le Canada l'a fait observer, cela a abouti au moins à une "non-application" partielle des procédures d'approbation existantes. Toutefois, la non-application d'une procédure d'approbation particulière n'implique pas logiquement l'application d'une procédure d'approbation différente.

7.1376 Nous notons, à titre additionnel, l'affirmation du Canada selon laquelle la "mesure permettant d'exercer un contrôle effectif sur les demandes" était la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation, et non les procédures d'approbation existantes. La première observation à faire au sujet de cette affirmation est que, d'un point de vue juridique, les demandes restaient entièrement soumises aux procédures d'approbation en vigueur. Toutefois, il est clair que les procédures d'approbation énoncées dans la législation communautaire applicable laissaient aux États membres et à la Commission un certain pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'application de ces procédures d'approbation. Une décision prise par une entité des CE pertinente concernant l'application des procédures d'approbation applicables peut avoir – et, en fait, peut être destinée à avoir – une incidence sur le mode et/ou le rythme d'évaluation des demandes. Si tel est le cas, cette décision permettrait clairement d'exercer un degré de "contrôle effectif" sur les demandes.

7.1377 Dans notre analyse, la décision des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation était une décision de ce genre concernant l'application des procédures d'approbation communautaires.[1238] Il s'agissait essentiellement d'une décision d'appliquer les procédures d'approbation communautaires de manière qu'il n'y ait pas de décisions finales en matière d'approbation tant que certaines conditions n'auraient pas été remplies. En outre, étant donné que l'objectif de cette décision était de retarder les décisions finales en matière d'approbation, il est inévitable qu'elle ait permis d'exercer un degré de contrôle effectif sur les demandes individuelles. Toutefois, comme nous l'avons noté plus haut, nous ne pensons pas que les demandes n'étaient en fait plus du tout contrôlées dans le cadre des procédures d'approbation communautaires énoncées dans la législation. Si dans la pratique la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation permettait néanmoins d'exercer un degré important de contrôle effectif, c'était en partie une

[1237] Nous rappelons à cet égard l'argument des Communautés européennes selon lequel la législation communautaire qui énonce les procédures d'approbation pertinentes était jugée inadéquate par certains États membres et des segments de l'opinion publique.

[1238] Nous rappelons que les procédures d'approbation communautaires en tant que telles n'ont pas été contestées par les parties plaignantes.

conséquence de l'objectif de cette décision, qui était d'empêcher les décisions finales en matière d'approbation. Il est tout à fait possible que le fait que les demandeurs ont choisi de ne pas demander un examen judiciaire, ni devant les tribunaux des États membres ni devant la Cour de justice européenne, des actions menées, ou non menées, par les autorités compétentes principales ou la Commission dans le contexte des procédures d'approbation individuelles ait été une autre raison pour laquelle dans la pratique la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation permettait d'exercer un degré important de contrôle effectif sur les demandes individuelles.[1239]

7.1378 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'a pas elle-même établi une procédure pour approuver, ou ne pas approuver, les demandes, et qu'elle n'a pas non plus en fait modifié les procédures d'approbation communautaires existantes. Nous considérons néanmoins que la décision d'appliquer un moratoire général à l'approbation était de nature procédurale, en ce sens qu'elle était une décision concernant l'application des procédures d'approbation communautaires existantes.

iv) Conclusion

7.1379 Il ressort clairement de l'analyse qui précède que nous ne sommes pas en mesure d'accepter l'une ou l'autre des différentes qualifications juridiques du moratoire général sur les approbations que les parties plaignantes ont présentées. En conséquence, nous confirmons le point de vue et la conclusion que nous avons exposés au début de notre analyse, à savoir que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations devrait être qualifiée de décision procédurale de retarder les décisions de fond finales en matière d'approbation. La décision était de nature procédurale dans la mesure où elle était une décision concernant l'application des procédures d'approbation communautaires existantes.

7.1380 Nous rappelons que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* dispose que les mesures SPS comprennent les "prescriptions et ... procédures". Nous avons dit plus haut que pour établir si le moratoire général sur les approbations constituait une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1 et de l'Annexe A 1), il fallait déterminer si le moratoire général était une "prescription" SPS de fond, une "procédure" ou une mesure de nature différente. Les constatations que nous avons formulées plus haut au sujet de la nature du moratoire général sur les approbations nous permettent de faire cette détermination.

7.1381 Nous avons constaté plus haut que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'imposait pas une interdiction effective de la commercialisation. S'il l'avait fait, on aurait pu considérer qu'il imposait une "prescription" de fond, au motif qu'une interdiction est effectivement équivalente à une prescription négative, c'est-à-dire une prescription imposant de ne pas permettre la commercialisation d'un produit. Nous avons en outre constaté que la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations ni n'établissait ni ne modifiait une procédure. Si elle avait établi ou modifié une procédure, on aurait pu considérer qu'elle instituait une "procédure".

7.1382 Nous avons qualifié la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations de décision procédurale de retarder les décisions de fond finales en matière d'approbation. Selon notre évaluation, cette décision procédurale n'imposait pas une "prescription" de fond en ce qui concerne les

[1239] Nous rappelons que selon une déclaration non contestée des Communautés européennes aucune plainte n'a été déposée devant la Cour de justice européenne en ce qui concerne les produits faisant l'objet de la présente procédure. Un seul recours a été formé devant un tribunal d'un État membre, mais ce recours concernait une mesure de sauvegarde prise par un État membre.

produits biotechnologiques pour lesquels des demandes étaient en souffrance ou seraient présentées à l'avenir. Elle ne permettait ni d'approuver ni de rejeter les demandes. De même, nous sommes d'avis que la décision de retarder les décisions de fond finales en matière d'approbation ne peut pas être considérée de manière appropriée comme prévoyant une "procédure", étant donné qu'elle-même n'établissait pas une nouvelle procédure ni ne modifiait les procédures d'approbation communautaires existantes. Nous avons dit que la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation était de nature procédurale dans la mesure où elle était une décision concernant l'application des procédures d'approbation communautaires existantes. Toutefois, le simple fait que la décision en question concernait l'application de procédures ne transforme pas cette décision en une procédure aux fins de l'Annexe A 1).[1240]

7.1383 Sur la base de ces considérations, nous concluons que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était une décision concernant l'application des procédures. En tant que telle, elle ne prévoyait pas des "prescriptions [ou] ... procédures" au sens de l'Annexe A 1).

c) Applicabilité de l'article 5:1 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations

7.1384 Ayant établi la nature de la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations, nous pouvons maintenant déterminer si cette décision était une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1 et de l'Annexe A 1). Nous rappelons à cet égard que pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:1 elle doit être une "mesure SPS".

7.1385 En ce qui concerne la définition de l'expression "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1), nous notons une fois de plus que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* dispose que les mesures SPS comprennent les "prescriptions et ... procédures". Nous avons constaté plus haut que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations ne prévoyait pas des "prescriptions [ou] ... procédures" au sens de l'Annexe A 1). Nous avons constaté que la décision en question était une décision concernant l'application des "procédures".

7.1386 Nous avons fait observer précédemment que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ne faisait pas référence à l'"application" des "prescriptions et ... procédures" et qu'il fallait donner un sens à cette omission en raison de la distinction faite dans diverses dispositions de l'*Accord SPS* entre les mesures SPS et leur "application". Nous avons constaté par conséquent que bien que les prescriptions et procédures en tant que telles puissent conformément à la définition figurant à l'Annexe A 1) constituer des mesures SPS, l'application de ces prescriptions et procédures ne répondrait pas, elle-même, à la définition d'une mesure SPS.[1241] Puisque nous avons déterminé que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était une décision concernant l'application des procédures d'approbation communautaires, il découle des considérations qui précèdent que cette décision ne répond pas à tous les éléments constitutifs de la définition de l'expression "mesure SPS" donnée à l'Annexe A 1).

7.1387 La définition figurant à l'Annexe A 1) est directement applicable à l'article 5:1. Toutefois, nous avons dit précédemment que pour interpréter l'expression "mesure SPS", en plus de la définition figurant à l'Annexe A 1), il faudrait tenir compte du contexte spécifique dans lequel cette expression

[1240] Nous rappelons à cet égard que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) ne fait pas référence à l'"application" des "prescriptions [de fond] et ... procédures".

[1241] Nous avons fait observer, toutefois, que dans certaines circonstances l'application d'une prescription pouvait entraîner une autre prescription.

apparaît. Pour cette raison, nous allons maintenant analyser si les dispositions de l'article 5:1 rendent inappropriée la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1).

7.1388 L'article 5:1 exige qu'une mesure SPS appliquée par un Membre soit établie sur la base d'une évaluation des risques. À notre avis, l'expression "mesure SPS" figurant à l'article 5:1 devrait être considérée comme faisant référence à une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire du Membre pertinent. Nous notons à cet égard que la partie pertinente de l'article 5:3 de l'*Accord SPS* dispose que "[p]our évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux et déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire ..., les Membres tiendront compte [de certains] facteurs économiques". Ainsi, l'article 5:3 établit un lien entre l'évaluation des risques et la détermination de la "mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre *ce* risque". (pas d'italique dans l'original) En effet, selon nous, un des buts d'une évaluation des risques est de permettre au Membre importateur de déterminer "la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire".[1242] Et l'un des buts de la prescription voulant que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques est de faire en sorte que la mesure réellement appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire ait une relation rationnelle avec le risque.[1243]

7.1389 On trouve à l'article 5:6 d'autres éléments étayant le point de vue selon lequel l'expression "mesure SPS" figurant à l'article 5:1 devrait être interprétée comme faisant référence à une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire du Membre pertinent. Conformément à l'article 5:6, "lorsqu'ils établiront ou maintiendront des *mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire*, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié". (pas d'italique dans l'original) Nous pensons que l'article 5:6 dit explicitement ce qui est implicite à l'article 5:1 et que les deux dispositions utilisent donc l'expression "mesures SPS" dans le même sens. Nous notons à cet égard que l'article 5:6 suit l'article 5:1 et fait fond sur lui, en ce sens que l'article 5:6 énonce une obligation qui va au-delà de l'obligation énoncée à l'article 5:1. En effet, une mesure SPS appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection d'un Membre peut être établie sur la base d'une évaluation des risques, mais en même temps peut être plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection.

7.1390 Il découle des observations qui précèdent que nous devons examiner si la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. En traitant cette question, nous rappelons que la décision des Communautés européennes a été prise dans le contexte du système communautaire d'approbation préalable à la commercialisation. À notre avis, la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation qui entraîne une interdiction provisoire de la commercialisation peut à juste titre être considérée comme une mesure qui est appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. En outre, il ne fait aucun doute que les décisions de fond finales en

[1242] Nous notons que l'Annexe 4 A) de l'*Accord SPS* définit l'expression "évaluation des risques" comme signifiant une évaluation des risques "en fonction des mesures [SPS] qui pourraient être appliquées".

[1243] Selon l'Organe d'appel, la prescription imposant une évaluation des risques "visait à faire contrepoids au droit des Membres de fixer leur propre niveau de protection appropriée". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 177.

matière d'approbation concernant les demandes individuelles sont également des mesures appliquées pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes.[1244]

7.1391 En revanche, nous ne considérons pas que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations était, en tant que telle, une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. Nous rappelons à cet égard que cette décision était une décision procédurale de retarder les décisions finales en matière d'approbation. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'effet pratique de cette décision était de prolonger la période pendant laquelle les produits biotechnologiques non approuvés étaient soumis à l'interdiction provisoire de la commercialisation découlant de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. La prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation qui impose l'interdiction provisoire de la commercialisation est une mesure appliquée pour obtenir le niveau de protection des Communautés européennes, mais cette prescription est une mesure séparée de la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation. Par elle-même, la décision procédurale de retarder les décisions finales en matière d'approbation ne permettait pas d'obtenir ni n'impliquait un niveau particulier de protection.[1245]

7.1392 Étant donné que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas, elle-même, une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes, elle ne peut pas, à notre avis, être considérée comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1. De ce fait, les dispositions de l'article 5:1 ne remettent pas en cause la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1). Elles renforcent plutôt notre conclusion provisoire.

7.1393 Sur la base des considérations qui précèdent, nous déterminons donc que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1 et de l'Annexe A 1). Il en résulte que puisque seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:1, les dispositions de l'article 5:1 ne sont pas applicables à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations.

7.1394 Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation formulée par les parties plaignantes au titre de l'article 5:1.

d) Conclusions

7.1395 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

[1244] Nous rappelons notre avis selon lequel l'application d'une "prescription" peut entraîner une autre "prescription" au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Plus précisément, l'application de la prescription communautaire en matière d'approbation préalable à la commercialisation à un produit biotechnologique spécifique pour lequel l'approbation de la commercialisation a été demandée entraîne une décision finale en matière d'approbation concernant ce produit qui peut être considérée comme une "prescription" – soit une prescription imposant de permettre la commercialisation du produit pertinent soit une prescription imposant de prohiber la commercialisation du produit pertinent.

[1245] Si les Communautés européennes avaient opté pour un système en vertu duquel les produits biotechnologiques pourraient être commercialisés provisoirement jusqu'à ce qu'une décision finale en matière d'approbation soit prise, une décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation n'aurait pas eu pour effet de prolonger une interdiction provisoire de la commercialisation, mais de prolonger une autorisation provisoire de la commercialisation. Mais dans ce scénario également, ce serait la décision d'accorder l'autorisation provisoire de la commercialisation qui permet d'obtenir un niveau particulier de protection sanitaire ou phytosanitaire, non la décision de retarder les décisions finales en matière d'approbation.

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

6. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS*

7.1396 Le Canada allègue qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS*.

7.1397 L'article 5:6 de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit:

> "Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique." (note de bas de page omise)

7.1398 Le **Canada** estime que le moratoire général sur les approbations est plus restrictif pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. Selon le Canada, une mesure évidente autre que le moratoire consiste pour les Communautés européennes à se conformer à leur législation existante en matière d'approbation et à permettre que les produits biotechnologiques soient examinés aux fins d'approbation et que celle-ci soit accordée ou refusée. Aux fins de son allégation concernant l'article 5:6, le Canada suppose que le niveau approprié de protection des Communautés européennes est celui qu'elles ont inscrit dans leur législation en matière d'approbation pour les produits biotechnologiques. Les procédures d'approbation communautaires continuent de servir de cadre adéquat pour déterminer si les produits biotechnologiques présentent des risques pour la santé des personnes et l'environnement. De l'avis du Canada, il est donc raisonnable de conclure que la propre procédure d'approbation des Communautés

européennes, fonctionnant correctement, permettrait d'obtenir le niveau de protection qu'elles jugent approprié. Enfin, le Canada estime que le respect par les Communautés européennes de leurs propres procédures d'approbation serait sensiblement moins restrictif pour le commerce que le moratoire existant.

7.1399 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines dispositions de l'*Accord SPS* concernent l'élaboration des mesures SPS alors que d'autres concernent l'application des mesures SPS.[1246] Selon les Communautés européennes, l'article 5:6 énonce des obligations concernant l'élaboration des mesures SPS, non leur application. Les mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* présupposent l'existence d'un acte. Les Communautés européennes estiment que les affirmations des parties plaignantes au sujet d'un moratoire sont en réalité des plaintes au sujet d'un retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation. Un retard de ce type ne peut pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Un retard est le fait de ne pas agir en temps opportun. Le fait de ne pas agir en temps opportun peut être examiné au regard des obligations procédurales énoncées à l'article 8 et à l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* en tant que question touchant l'application d'une mesure SPS (en l'espèce, le système d'approbation communautaire).[1247]

7.1400 Les Communautés européennes font observer que les parties plaignantes décrivent comme une mesure SPS le fait même de ne pas prendre de décisions finales qu'elles contestent comme étant l'application d'une mesure SPS au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Or en toute logique, il est clair que le comportement allégué ne peut pas en même temps constituer une mesure SPS et l'application d'une autre mesure SPS. Les Communautés européennes déduisent de ces considérations que puisque, à leur avis, les parties plaignantes ne se plaignent pas d'une mesure SPS, mais de son application, et puisque l'article 5:6 n'énonce pas d'obligations concernant l'application d'une mesure SPS, le moratoire général allégué sur les approbations n'est pas soumis à l'article 5:6.

7.1401 Le **Groupe spécial** prend note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'a pas à être évaluée au titre de l'article 5:6. Compte tenu de cet argument, nous devons tout d'abord examiner si les dispositions de l'article 5:6 sont applicables.

a) Applicabilité de l'article 5:6 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations

7.1402 Nous notons que, de par ses termes clairs, l'article 5:6 s'applique aux "mesures [SPS]". En conséquence, pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:6 elle doit être une mesure SPS. Conformément à l'article premier de l'*Accord SPS*, la définition de l'expression "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1) est directement applicable à l'article 5:6. Nous avons constaté plus haut que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations ne répondait pas à la définition de l'expression "mesure SPS" telle qu'elle apparaît à l'Annexe A 1). Toutefois, nous avons également dit que pour interpréter l'expression "mesure SPS", en plus de la définition figurant à l'Annexe A 1), il faudrait tenir compte du contexte spécifique dans lequel cette expression apparaît. Pour cette raison, nous allons analyser si les dispositions de l'article 5:6 rendent inappropriée la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition de l'Annexe A) 1).

[1246] Les Communautés européennes fondent ce point de vue sur l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, dont la deuxième phrase dispose que les mesures SPS "seront *élaborées et appliquées* conformément aux dispositions du présent accord". (pas d'italique dans l'original)

[1247] Pour le texte de l'article 8 et de l'Annexe C 1), *voir infra*, la section VII.C.11 et VII.C.12.

7.1403 Lorsque nous avons analysé l'allégation formulée par les parties plaignantes au titre de l'article 5:1, nous avons mis en lumière le fait que l'article 5:6 faisait explicitement référence à des "mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". Il est donc clair que les mesures SPS en cause à l'article 5:6 sont celles qui sont appliquées pour obtenir le niveau approprié de protection.

7.1404 Nous avons constaté plus haut que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas, en tant que telle, une mesure appliquée pour obtenir le niveau de protection approprié des Communautés européennes.[1248] Il en résulte que cette décision ne peut pas être considérée comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:6. Ce point de vue est renforcé par le fait que la décision procédurale de retarder les décisions finales en matière de procédure n'a pas elle-même restreint le commerce. Le commerce a été restreint du fait d'une mesure distincte, à savoir la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation qui impose une interdiction provisoire de la commercialisation pour les produits biotechnologiques. En conséquence, les dispositions de l'article 5:6 étayent plutôt qu'affaiblissent la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1).

7.1405 Sur la base des considérations qui précèdent, nous déterminons donc que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'article 5:6 et de l'Annexe A 1). Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:6, nous considérons que les dispositions de l'article 5:6 ne sont pas applicables à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations.

7.1406 Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article 5:6.

b) Conclusions

7.1407 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

7. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS*

7.1408 Chacune des trois parties plaignantes allègue qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

7.1409 L'article 5:5 de l'*Accord SPS* dispose ce qui suit:

[1248] *Voir supra*, le paragraphe 7.1371.

> "En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Les Membres coopéreront au Comité, conformément aux paragraphes 1, 2 et 3 de l'article 12, pour élaborer des directives visant à favoriser la mise en œuvre de cette disposition dans la pratique."

7.1410 Les **parties plaignantes** estiment que les Communautés européennes ont adopté des niveaux appropriés de protection différents dans trois situations différentes qui peuvent être comparées. Les États-Unis font valoir que les Communautés européennes ont indiqué un niveau de protection différent pour les produits biotechnologiques et les produits fabriqués avec des auxiliaires biotechnologiques. Le Canada et l'Argentine font valoir que les Communautés européennes ont indiqué un niveau de protection différent pour les produits biotechnologiques qui ont été bloqués du fait du moratoire général, les produits biotechnologiques qui ont été approuvés pour commercialisation avant l'imposition du moratoire général et les produits nouveaux non biotechnologiques comme ceux qui sont produits selon des techniques classiques de sélection végétale. Les parties plaignantes font en outre valoir que les différences indiquées dans les niveaux appropriés de protection dans des situations comparables sont "arbitraires ou injustifiables". Enfin, elles font valoir que le moratoire général en tant que mesure consacrant les différences dans les niveaux de protection a entraîné une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international.

7.1411 Le **Canada** fait observer qu'il formule une allégation au titre de l'article 5:5 à titre subsidiaire, au cas où contrairement à l'hypothèse qu'il fait, le niveau de protection approprié des Communautés européennes est inscrit, non pas dans la législation communautaire en matière d'approbation applicable, mais dans le moratoire général lui-même.

7.1412 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines dispositions de l'*Accord SPS* concernent l'élaboration des mesures SPS alors que d'autres concernent l'application des mesures SPS.[1249] Selon les Communautés européennes, l'article 5:5 est fondé sur l'existence d'une mesure SPS et exige cette existence. Il ne fait pas référence à l'application d'une mesure SPS. Les mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* présupposent l'existence d'un acte. Les Communautés européennes estiment que les affirmations des parties plaignantes au sujet d'un moratoire sont en réalité des plaintes au sujet d'un retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation. Un retard de ce type ne peut pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Un retard est le fait de ne pas agir en temps opportun. Le fait de ne pas agir en temps opportun peut être examiné au regard des obligations procédurales énoncées à l'article 8 et à l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* en tant que question touchant l'application d'une mesure SPS (en l'espèce, le système d'approbation communautaire).[1250]

7.1413 Les Communautés européennes font observer que les parties plaignantes décrivent comme une mesure SPS le fait même de ne pas prendre de décisions finales qu'elles contestent comme étant l'application d'une mesure SPS au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1). Or en toute logique, il est

[1249] Les Communautés européennes fondent ce point de vue sur l'article 1:1 de l'*Accord SPS* dont la deuxième phrase dispose que les mesures SPS "seront *élaborées et appliquées* conformément aux dispositions du présent accord". (pas d'italique dans l'original)

[1250] Pour le texte de l'article 8 et de l'Annexe C 1), *voir infra*, la section VII.C.11 et VII.C.12.

clair qu'un comportement allégué ne peut pas en même temps constituer une mesure SPS et l'application d'une autre mesure SPS. Les Communautés européennes déduisent de ces considérations que, puisque, à leur avis, les parties plaignantes ne se plaignent pas d'une mesure SPS, mais de son application, et puisque l'article 5:5 ne fait pas référence à l'application d'une mesure SPS, le moratoire général allégué sur les approbations n'est pas soumis à l'article 5:5.

7.1414 Le **Groupe spécial** prend note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'est pas soumise aux dispositions de l'article 5:5. Compte tenu de cet argument, nous devons d'abord examiner si les dispositions de l'article 5:5 sont applicables.

a) Applicabilité de l'article 5:5 à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations

7.1415 L'article 5:5 énonce des obligations concernant l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire. Toutefois, nous notons que les "Directives pour favoriser la mise en œuvre de l'article 5:5" dans la pratique, adoptées par le Comité SPS conformément à la deuxième phrase de l'article 5:5, indiquent à cet égard que "l'application du concept du niveau approprié de protection passe dans la pratique par les mesures sanitaires ou phytosanitaires".[1251] Cette déclaration est conforme à la jurisprudence pertinente de l'Organe d'appel. Dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a constaté que trois éléments devaient être démontrés pour établir une incompatibilité avec l'article 5:5:

> "Le premier élément est le fait que le Membre imposant la mesure incriminée a adopté ses propres niveaux appropriés de protection sanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes dans plusieurs situations différentes. Le deuxième élément est le fait que ces *niveaux de protection* présentent des différences ("distinctions" selon les termes de l'article 5:5) arbitraires ou injustifiables dans le traitement des situations différentes. Le dernier élément est le fait que les différences arbitraires ou injustifiables entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. Nous comprenons le dernier élément comme signifiant que la *mesure* concrétisant ou mettant en œuvre un niveau particulier de protection entraîne, lors de son application, une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international."[1252]

7.1416 Eu égard à cela, nous considérons que, bien que l'article 5:5 ne fasse pas explicitement référence aux "mesures SPS", il envisage implicitement que la "mesure incriminée" est une "mesure de mise en œuvre".[1253] En d'autres termes, la mesure incriminée doit être une mesure SPS appliquée pour obtenir un niveau particulier de protection sanitaire ou phytosanitaire. À cet égard, il n'y a donc aucune différence entre l'article 5:5, d'une part, et l'article 5:1 et 5:6, d'autre part.

7.1417 Si, comme la jurisprudence de l'Organe d'appel nous amène à le penser, l'article 5:5 implique une référence aux "mesures SPS", la définition générale de cette expression figurant à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* doit être applicable dans le contexte de l'article 5:5 également. Nous avons constaté plus haut que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations ne répondait pas à la définition de l'expression "mesure SPS" telle qu'elle apparaît à

[1251] G/SPS/15, B.1.

[1252] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214. (italique dans l'original; non souligné dans l'original)

[1253] *Ibid.*, paragraphe 215.

l'Annexe A 1). Toutefois, nous avons également dit que pour interpréter l'expression "mesure SPS", en plus de la définition figurant à l'Annexe A 1), il faudrait tenir compte du contexte spécifique dans lequel cette expression apparaît. Pour cette raison, nous allons analyser si les dispositions de l'article 5:5 rendent inappropriée la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1).

7.1418 Comme nous l'avons fait observer, les mesures SPS en cause à l'article 5:5 sont celles qui sont appliquées pour obtenir un niveau particulier de protection. Nous avons constaté plus haut que la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation qui entraînait une interdiction provisoire de la commercialisation pouvait à juste titre être considérée comme une mesure qui était appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. De même, nous avons constaté que les décisions de fond finales en matière d'approbation concernant les demandes individuelles étaient des mesures appliquées pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. Mais, aspect le plus important, nous avons constaté que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas, en tant que tel, une mesure appliquée pour obtenir un niveau particulier de protection, et n'impliquait pas non plus un niveau particulier de protection. Cette décision ne peut donc pas être considérée comme une "mesure de mise en œuvre". Ainsi, il est clair que les dispositions de l'article 5:5 telles qu'elles ont été interprétées par l'Organe d'appel et le Comité SPS n'affaiblissent pas, mais renforcent la conclusion provisoire à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1).

7.1419 Sur la base des considérations qui précèdent, nous déterminons donc que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" de mise en œuvre au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 5:5 tel qu'il a été interprété par l'Organe d'appel. Étant donné que l'article 5:5 implique que la mesure incriminée est une "mesure SPS" de mise en œuvre, nous considérons que l'article 5:5 n'est pas applicable à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations.

7.1420 Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation formulée par les parties plaignantes au titre de l'article 5:5.

b) Conclusions

7.1421 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

8. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*

7.1422 Chacune des trois parties plaignantes allègue qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

7.1423 La partie pertinente de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5."

7.1424 Il ressort du texte de l'article 2:2 que cette disposition énonce trois prescriptions séparées: i) la prescription voulant que les mesures SPS ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; ii) la prescription voulant que les mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques; et iii) la prescription voulant que les mesures SPS ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes.

7.1425 Les **parties plaignantes** considèrent que l'article 2:2 est applicable au moratoire général sur les approbations. Les États-Unis estiment que le moratoire général est incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2, alors que le Canada et l'Argentine estiment qu'il est incompatible avec chacune des trois prescriptions énoncées à l'article 2:2.

7.1426 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines dispositions de l'*Accord SPS* se rapportent à l'élaboration des mesures SPS alors que d'autres se rapportent à l'application des mesures SPS.[1254] Selon les Communautés européennes, l'article 2:2 énonce des obligations concernant l'élaboration des mesures SPS, non leur application. Les Communautés européennes estiment qu'en contestant la façon dont les demandes sont traitées dans le cadre du système d'approbation communautaire, les parties plaignantes contestent l'application d'une mesure SPS. Les Communautés européennes considèrent donc que l'article 2:2 n'est pas applicable au moratoire général allégué sur les approbations.[1255]

[1254] Les Communautés européennes fondent ce point de vue sur l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, dont la deuxième phrase dispose que les mesures SPS "seront *élaborées et appliquées* conformément aux dispositions du présent accord". (pas d'italique dans l'original)

[1255] Il convient de noter que les Communautés européennes ont dans un premier temps fait observer qu'on pourrait discuter de la question de savoir si l'article 2:2 énonce des obligations se rapportant à l'application d'une mesure SPS plutôt qu'à son élaboration. Les Communautés européennes ont estimé que la question pouvait être laissée en suspens en l'espèce.

7.1427 Le **Groupe spécial** va examiner d'abord les allégations au titre de la première prescription de l'article 2:2. Les allégations au titre des deuxième et troisième prescriptions seront analysées ensuite, dans une sous-section commune.

a) Première prescription de l'article 2:2

7.1428 Le **Canada** fait valoir qu'il y a une relation entre la première prescription de l'article 2:2 et l'article 5:6. Il note que le Groupe spécial *Australie – Saumons* a dit ce qui suit: "l'article 5:6 doit, en particulier, être lu à la lumière de l'article 2:2".[1256] Le Canada estime également que l'article 5:6 est une expression plus spécifique de l'obligation générale figurant à l'article 2:2 selon laquelle les mesures SPS ne peuvent être appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux. Le Canada considère, par conséquent, qu'une mesure SPS dont il est constaté qu'elle constitue une violation de l'article 5:6 doit être présumée constituer une violation de la première prescription de l'article 2:2. Comme il est indiqué précédemment, de l'avis du Canada, le moratoire général sur les approbations est incompatible avec l'article 5:6. Le Canada en conclut que le moratoire général doit également être présumé contraire à la première prescription de l'article 2:2.

7.1429 L'**Argentine** considère que la prescription voulant que les mesures SPS ne soient appliquées que "dans la mesure nécessaire" s'applique à l'imposition d'une mesure SPS et est valable pour toute mesure SPS. S'agissant du moratoire *de facto* général sur les approbations, elle note qu'il a été mis en œuvre d'une manière générale, c'est-à-dire dans une mesure englobant tous les produits biotechnologiques. Elle fait valoir que le moratoire général est donc une mesure SPS qui a été appliquée dans une mesure indûment large. Elle fait observer à cet égard que la législation communautaire applicable elle-même dispose que la sécurité sanitaire des produits biotechnologiques doit être évaluée au cas par cas. De l'avis de l'Argentine, l'application indûment large du moratoire général est contraire à la première prescription énoncée à l'article 2:2.

7.1430 Le **Groupe spécial** commence son analyse par l'allégation du Canada. L'allégation du Canada fondée sur la première prescription de l'article 2:2 a le caractère d'une allégation corollaire. Le Canada estime qu'une incompatibilité avec la première prescription de l'article 2:2 découle par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:6. Nous commençons notre examen de l'allégation du Canada en rappelant notre constatation antérieure selon laquelle l'article 5:6 n'est pas applicable à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations et selon laquelle, par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003. Puisque les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 5:6 et puisque l'allégation du Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 est fondée sur l'existence d'une infraction à l'article 5:6 par les Communautés européennes, l'allégation du Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 ne peut pas aboutir.

7.1431 Nous allons maintenant examiner l'allégation de l'Argentine. L'Argentine allègue que le moratoire *de facto* général sur les approbations des Communautés européennes est une mesure qui a été appliquée dans une mesure indûment large et que cela est contraire à la première prescription de l'article 2:2. Plus précisément, elle fait valoir que le moratoire n'aurait pas dû être appliqué à tous les produits biotechnologiques pour lesquels des demandes étaient en souffrance pendant la période pertinente, étant donné que la législation communautaire en matière d'approbation dispose que la sécurité sanitaire des produits biotechnologiques devrait être évaluée au cas par cas.

[1256] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.165.

7.1432 L'Argentine fait valoir qu'aux fins de son allégation au titre de la première prescription de l'article 2:2 le moratoire *de facto* général sur les approbations devrait être considéré comme une "mesure SPS". Toutefois, sur la base de la définition de l'expression "mesures SPS" donnée à l'Annexe A 1), nous avons constaté précédemment que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations était une décision se rapportant à l'application des procédures d'approbation communautaires existantes et que, en tant que telle, elle ne constituait pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).[1257] Ce point de vue nous semble approprié également dans le contexte spécifique de la première prescription de l'article 2:2.

7.1433 Nous notons à cet égard que le Groupe spécial *CE – Hormones* a dit que l'article 5:1 pouvait être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2.[1258] En outre, le Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II* a dit que le libellé plus spécifique de l'article 5:6 devrait être lu à la lumière du libellé plus général de la première prescription de l'article 2:2.[1259] Si, comme les groupes spéciaux susmentionnés l'ont laissé entendre, l'article 2:2 et l'article 5:6 doivent être lus conjointement, et si l'article 5:6 est une application spécifique de la première obligation prévue à l'article 2:2, alors nos considérations précédentes concernant les raisons pour lesquelles nous pensons que les dispositions de l'article 5:6 ne sont pas applicables à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire sont pertinentes également dans le contexte de la première prescription de l'article 2:2. Par conséquent, comme c'est le cas pour l'article 5:6, nous sommes d'avis que la première prescription de l'article 2:2 est applicable aux mesures appliquées pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire approprié d'un Membre.[1260]

7.1434 Nous avons déjà constaté que la décision procédurale des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation ne constituait pas elle-même une mesure qui était appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. En conséquence, nous considérons que cette décision ne constitue pas une mesure SPS au sens de l'article 2:2. Il s'ensuit que l'allégation particulière présentée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 ne peut pas aboutir.

b) Deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2

7.1435 Les **États-Unis** et le **Canada** notent que l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons* a partagé l'avis du Groupe spécial chargé de cette affaire selon lequel "si une mesure sanitaire n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, contrairement à ce qui est prescrit à l'article 5:1 et 5:2, cette mesure peut être présumée, de façon plus générale, ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes".[1261] Comme il a été précédemment indiqué, de l'avis des États-Unis et du Canada le moratoire général sur les approbations est incompatible avec l'article 5:1. Les États-Unis et le Canada en concluent que le moratoire général doit également être présumé ne pas être fondé sur des principes scientifiques et être maintenu sans preuves scientifiques suffisantes, contrairement à l'article 2:2.

[1257] Nous rappelons que conformément à l'article 1:1 de l'*Accord SPS* les définitions données à l'Annexe A sont applicables à l'article 2:2.

[1258] Rapport du Groupe spécial *CE – Hormones* (*Canada*), paragraphe 8.96.

[1259] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.71.

[1260] Nous notons que l'Argentine ne fait pas valoir qu'aux fins de son allégation au titre de la première prescription de l'article 2:2 les procédures d'approbation communautaires sont les mesures SPS pertinentes. Par conséquent, nous n'avons pas à déterminer, et nous ne déterminons pas, si les procédures d'approbation en tant que telles peuvent être soumises à la première prescription de l'article 2:2.

[1261] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

7.1436 L'**Argentine** fait valoir que les Communautés européennes ne disposent d'aucune base scientifique pour maintenir un moratoire général sur les approbations. Elle estime qu'il n'y a pas de preuves scientifiques connues qui pourraient étayer le moratoire. De l'avis de l'Argentine, l'absence de toute base scientifique signifie que le moratoire général est incompatible avec l'article 2:2. L'Argentine fait valoir en outre que selon l'Organe d'appel il doit y avoir une relation raisonnable entre la mesure SPS en cause et les preuves scientifiques.[1262] Elle fait valoir que le moratoire général a été maintenu pendant une période de plus de cinq ans (1998-2004) sans preuves scientifiques suffisantes. Elle considère que cela démontre l'absence de la relation raisonnable requise.

7.1437 Le **Groupe spécial** examine d'abord l'allégation des États-Unis et du Canada fondée sur les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2. Cette allégation a le caractère d'une allégation corollaire. Les États-Unis et le Canada estiment qu'une incompatibilité avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 découle par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:1. Il est exact que dans l'affaire *Australie – Saumons* l'Organe d'appel a constaté qu'en maintenant une mesure SPS en violation de l'article 5:1, l'Australie en tant que partie défenderesse dans cette affaire, par implication, avait aussi agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.[1263] Toutefois, nous avons déterminé plus haut que l'article 5:1 n'était pas applicable à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations et que, par conséquent, les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003. Puisque les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1, et puisque l'allégation des États-Unis et du Canada au titre des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 est fondée sur l'existence d'une infraction à l'article 5:1 par les Communautés européennes, l'allégation des États-Unis et du Canada au titre des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 ne peut pas aboutir.

7.1438 L'Argentine allègue que les Communautés européennes ont maintenu leur moratoire *de facto* général sur les approbations sans preuves scientifiques suffisantes, contrairement à la troisième prescription de l'article 2:2. Selon cette allégation, le moratoire *de facto* général sur les approbations est considéré comme une "mesure SPS". Sur la base de la définition de l'expression "mesures SPS" donnée à l'Annexe A 1), nous avons constaté précédemment que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations était une décision se rapportant à l'application des procédures d'approbation communautaires existantes et que, en tant que telle, elle ne constituait pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).[1264] Ce point de vue nous semble approprié également dans le contexte spécifique des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.

7.1439 Nous notons à cet égard que dans l'affaire *CE – Hormones* l'Organe d'appel a souscrit à une déclaration faite par le Groupe spécial chargé de cette affaire selon laquelle l'article 5:1 pouvait être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 et selon laquelle les articles 2:2 et 5:1 devraient "toujours être lus ensemble".[1265] Si l'article 2:2 et l'article 5:1 doivent être lus conjointement, et si l'article 5:1 est une application spécifique des deuxième et troisième obligations prévues à l'article 2:2, alors nos considérations antérieures

[1262] L'Argentine fait référence au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 73.

[1263] *Ibid.*, paragraphe 138.

[1264] Nous rappelons que conformément à l'article 1:1 de l'*Accord SPS* les définitions données à l'Annexe A sont applicables à l'article 10:1.

[1265] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82.

concernant les raisons pour lesquelles nous pensons que les dispositions de l'article 5:1 ne sont pas applicables à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire sur les approbations sont également pertinentes dans le contexte des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2. Par conséquent, nous sommes d'avis que les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 sont applicables aux mesures appliquées pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire d'un Membre.[1266]

7.1440 Nous avons déjà constaté que la décision procédurale des Communautés européennes de retarder les décisions finales en matière d'approbation ne constituait pas en soi une mesure qui était appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. En conséquence, nous considérons que cette décision ne constitue pas une mesure SPS au sens de l'article 2:2. Il s'ensuit que l'allégation particulière présentée par l'Argentine au titre des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 ne peut pas aboutir.

c) Conclusions

7.1441 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

[1266] Nous notons que l'Argentine ne fait pas valoir qu'aux fins de son allégation au titre des deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 les mesures SPS pertinentes sont les procédures d'approbation communautaires. Par conséquent, nous n'avons pas à déterminer, et nous ne déterminons pas, si les procédures d'approbation en tant que telles peuvent être soumises aux deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.

9. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS*

7.1442 Chacune des trois parties plaignantes allègue qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

7.1443 La partie pertinente de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international."

7.1444 Les **parties plaignantes** notent que, selon l'Organe d'appel, dans les affaires où les trois éléments prévus à l'article 5:5 de l'*Accord SPS* ont été réunis et, par conséquent, il y a eu violation de l'article 5:5, la mesure SPS pertinente, par implication, constitue nécessairement une violation des obligations plus générales énoncées à l'article 2:3.[1267] Les parties plaignantes rappellent leur point de vue selon lequel les Communautés européennes ont, en maintenant le moratoire *de facto* général sur les approbations, agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5. Les parties plaignantes estiment qu'eu égard à cela les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3.

7.1445 Les **Communautés européennes** font valoir que certaines dispositions de l'*Accord SPS* se rapportent à l'élaboration des mesures SPS alors que d'autres se rapportent à l'application des mesures SPS.[1268] Selon les Communautés européennes, l'article 2:3 énonce des obligations concernant l'élaboration des mesures SPS, non leur application. Les Communautés européennes estiment qu'en contestant la façon dont les demandes sont traitées dans le cadre du système d'approbation communautaire, les parties plaignantes contestent l'application d'une mesure SPS. Les Communautés européennes considèrent donc que l'article 2:3 n'est pas applicable au moratoire général allégué sur les approbations.[1269]

a) Évaluation

7.1446 Le **Groupe spécial** note que l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:3 a le caractère d'une allégation corollaire. Les parties plaignantes estiment qu'une incompatibilité avec l'article 2:3 découle par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:5. Nous notons qu'il y a des éléments à l'appui de cet argument dans la jurisprudence de l'Organe d'appel car, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a fait l'observation suivante: "une constatation de

---

[1267] Les parties plaignantes font référence au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 248 à 252.

[1268] Les Communautés européennes fondent ce point de vue sur l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, dont la deuxième phrase dispose que les mesures SPS "seront *élaborées et appliquées* conformément aux dispositions du présent accord" (pas d'italique dans l'original).

[1269] Il convient de noter que les Communautés européennes ont dans un premier temps fait observer qu'on pourrait discuter de la question de savoir si l'article 2:3 énonce des obligations se rapportant à l'application d'une mesure SPS plutôt qu'à son élaboration. Les Communautés européennes ont estimé que la question pouvait être laissée en suspens en l'espèce.

violation de l'article 5:5 impliquera nécessairement une violation de l'article 2:3, première phrase, ou de l'article 2:3, deuxième phrase".[1270]

7.1447 Nous avons déterminé plus haut que l'article 5:5 n'était pas applicable à la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations et que, par conséquent, les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003. Puisque les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 5:5, et puisque l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:3 est fondée sur l'existence d'une infraction à l'article 5:5 par les Communautés européennes, l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:3 ne peut pas aboutir.

b) Conclusions

7.1448 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

10. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 7 et l'Annexe B 1) de l'*Accord SPS*

7.1449 Chacune des trois parties plaignantes allègue que les Communautés européennes n'ont pas publié l'existence du moratoire *de facto* général sur les approbations et qu'elles ont ainsi agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B 1) de l'*Accord SPS*.

[1270] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 252.

7.1450 L'article 7 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B."

7.1451 L'Annexe B 1) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte que toutes les réglementations sanitaires et phytosanitaires[1271] qui auront été adoptées soient publiées dans les moindres délais de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance."

7.1452 Les **parties plaignantes** estiment que le moratoire général sur les approbations est soumis à la prescription en matière de publication énoncée à l'Annexe B 1). *Premièrement*, le moratoire général est une mesure "adoptée" tel qu'il a existé à partir d'octobre 1998 et demeure en vigueur. *Deuxièmement*, le moratoire général est "d'application générale", en ce sens qu'il s'est appliqué à tous les nouveaux produits biotechnologiques soumis aux procédures d'approbation communautaires. *Troisièmement*, le moratoire général constitue une "réglementation sanitaire ou phytosanitaire". Les parties plaignantes rappellent à cet égard qu'à leur avis le moratoire général *de facto* est une "mesure SPS" et a un effet semblable à celui d'une loi, d'un décret ou d'une ordonnance. Elles soutiennent en outre que l'existence du moratoire général n'a pas été publiée, et à plus forte raison "dans les moindres délais". Elles font valoir qu'en ne publiant pas dans les moindres délais l'existence du moratoire général, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7.

7.1453 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 7 énonce des obligations procédurales (publication) concernant une mesure SPS. Ainsi, l'applicabilité de l'article 7 est fondée sur l'existence d'une mesure SPS. Les mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* présupposent l'existence d'un acte. Les Communautés européennes estiment que les affirmations des parties plaignantes au sujet d'un moratoire sont en réalité des plaintes au sujet d'un retard dans l'achèvement des procédures d'approbation. Un retard de ce type ne peut pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Un retard est le fait de ne pas agir en temps opportun. Les Communautés européennes déduisent de ces considérations que le moratoire général allégué sur les approbations n'est pas soumis à l'article 7.

7.1454 Le **Groupe spécial** note que les parties plaignantes allèguent une incompatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'Annexe B 1) et utilisent l'incompatibilité alléguée avec l'Annexe B 1) pour formuler une allégation corollaire d'incompatibilité au titre de l'article 7. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par l'allégation des parties plaignantes au titre de l'Annexe B 1).

a) "Réglementations sanitaires et phytosanitaires"

7.1455 L'Annexe B 1) s'applique aux "réglementations sanitaires et phytosanitaires" (ci-après les "réglementations SPS") qui ont été "adoptées". Une note de bas de page explicative relative à l'Annexe B 1) indique que l'expression "réglementations SPS" devrait être comprise comme signifiant "[m]esures sanitaires et phytosanitaires telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale". Le fait que les réglementations SPS sont des "mesures SPS" est confirmé par l'article 7 qui dispose

[1271] (*note de bas de page de l'original*) Mesures sanitaires et phytosanitaires telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale.

que les Membres doivent notifier les modifications de leurs "mesures SPS" et fournir des renseignements sur leurs "mesures SPS" "conformément aux dispositions de l'Annexe B". On peut en inférer que les "réglementations SPS" visées à l'Annexe B 1) sont une sous-catégorie de "mesures SPS". S'agissant du sens de l'expression "mesures SPS", nous rappelons l'article premier de l'*Accord SPS*. Il dispose qu'aux fins de l'*Accord SPS*, "les définitions données à l'Annexe A seront d'application". Nous notons en outre que l'article 1:3 de l'*Accord SPS* dispose que les annexes de l'*Accord SPS* – qui incluent l'Annexe B – font partie intégrante de l'*Accord SPS*. Cela signifie que la référence faite dans la note de bas de page relative à l'Annexe B 1) aux "mesures SPS" doit être interprétée conformément à la définition de l'expression "mesures SPS" donnée à l'Annexe A 1).

7.1456 Il découle de ce qui précède qu'une question liminaire dont nous sommes saisis est celle de savoir si le moratoire *de facto* général sur les approbations était une "mesure SPS" d'application générale qui avait été adoptée. Il ressort clairement de nos constatations antérieures que le moratoire sur les approbations finales était d'application générale dans la mesure où il était applicable à toutes les demandes qui étaient en souffrance entre juin 1999 et août 2003.

7.1457 Nos constatations antérieures ont également traité en détail la question de savoir si le moratoire *de facto* général sur les approbations répondait à la définition d'une "mesure SPS" figurant à l'Annexe A 1). Nous avons constaté qu'il était une mesure se rapportant à l'application des procédures d'approbation communautaires existantes et qu'une telle mesure ne constituait pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1). Toutefois, nous avons également indiqué que pour interpréter l'expression "mesure SPS", en plus de la définition figurant à l'Annexe A 1), il faudrait tenir compte du contexte spécifique dans lequel cette expression apparaissait. Pour cette raison, nous allons maintenant analyser si les dispositions de l'Annexe B 1) rendent la conclusion à laquelle nous sommes arrivés sur la base de la définition figurant à l'Annexe A 1) inappropriée.

7.1458 L'Annexe B 1) lue conjointement avec la note de bas de page qui l'accompagne dispose qu'une "mesure SPS" d'application générale qui a été adoptée doit être publiée dans les moindres délais. Nous rappelons que selon l'Annexe A 1) l'expression "mesures SPS" inclut les "prescriptions et procédures". On peut en déduire qu'une mesure d'application générale imposant une prescription SPS de fond ou établissant une procédure SPS doit être publiée, puisqu'une telle mesure serait elle-même une "mesure SPS". Par contre, ni l'Annexe B 1) ni la note de bas de page qui l'accompagne ne donnent à penser qu'une mesure d'application générale concernant l'administration, ou l'application, d'une mesure SPS – telle qu'une mesure prévoyant une application particulière d'une procédure d'approbation SPS – doit, elle aussi, être publiée.

7.1459 L'article 7 étaye ce point de vue. Il exige que les Membres notifient les modifications de leurs "mesures SPS" et fournissent des renseignements sur leurs "mesures SPS". Il n'exige pas que les Membres notifient les modifications dans l'administration des mesures SPS et fournissent des renseignements sur l'administration de leurs mesures SPS.

7.1460 Nous donnons sens à l'absence dans le texte de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de toute référence à l'administration, ou l'application, des mesures SPS. Nous jugeons instructives à cet égard les dispositions de l'article 18.5 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*, qui sont parallèles à celles de l'article 7. L'article 18.5 dispose que "[c]haque Membre informera le Comité [antidumping] de toute modification apportée à ses lois et réglementations en rapport avec les dispositions du présent accord, ainsi qu'à l'*administration* de ces lois et réglementations". (pas d'italique dans l'original) Compte tenu des dispositions de l'article 18.5, il faut supposer que dans les cas où la prescription en matière de

publication était censée s'étendre à l'administration de mesures d'application générale, cela a été indiqué explicitement dans le texte de la disposition pertinente de l'OMC.[1272]

7.1461 Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a dit que le champ d'application de la prescription en matière de publication énoncée à l'Annexe B 1) "devrait être interprété à la lumière de [son] objet et [de son] but".[1273] Selon l'Organe d'appel, "[l]'objet et le but du paragraphe 1 de l'Annexe B est de "permettre aux Membres intéressés [d]e prendre connaissance" des réglementations sanitaires et phytosanitaires adoptées ou maintenues par d'autres Membres et donc de renforcer la transparence concernant ces mesures".[1274] Nous pourrions admettre qu'étendre la prescription en matière de publication énoncée à l'Annexe B 1) aux mesures concernant l'administration, ou l'application, des réglementations SPS permettrait d'atteindre le but consistant à renforcer la transparence. Mais l'objet et le but de l'Annexe B 1) ne nous habilitent pas à élargir le champ d'application de la prescription en matière de publication négocié par les Membres, même si nous devions considérer qu'il pourrait en principe être souhaitable de le faire.[1275] En tout état de cause, l'Organe d'appel a clairement indiqué que les principes d'interprétation des traités énoncés à l'article 31 de la *Convention de Vienne* "ne signifi[aient] pas qu'il soit nécessaire ni justifiable d'imputer à un traité des termes qu'il ne cont[enait] pas ou d'inclure dans un traité des concepts qui n'y étaient pas prévus".[1276] Comme nous l'avons dit, ni le texte de l'Annexe B 1) ni celui de l'article 7 ne font référence à l'administration, ou à l'application, des réglementations SPS ou des mesures SPS.

7.1462 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous jugeons notre constatation antérieure - selon laquelle le moratoire *de facto* général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) - appropriée également dans le contexte spécifique de l'Annexe B 1) et de l'article 7. Nous déterminons donc que le moratoire *de facto* général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de la note de bas de page relative à l'Annexe B 1). Par conséquent, nous constatons également que le moratoire *de facto* général sur les approbations n'était pas une "réglementation SPS" au sens de l'Annexe B 1). Du fait de cette constatation il est alors inutile que nous examinions si le moratoire *de facto* général sur les approbations avait été "adopté" au sens de l'Annexe B 1). Puisque les dispositions de l'Annexe B 1) s'appliquent uniquement aux "réglementations SPS", et puisque le moratoire *de facto* général sur les approbations des Communautés européennes n'était pas une "réglementation SPS", il s'ensuit que les dispositions de l'Annexe B 1) ne sont pas applicables au moratoire général.

7.1463 Nous rappelons que les parties plaignantes cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 7 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe B 1). Comme nous avons constaté que les dispositions de l'Annexe B 1) n'étaient pas applicables au moratoire *de facto* général sur les approbations, il ne peut pas y avoir d'incompatibilité avec ces dispositions. Selon l'approche suivie par les parties plaignantes, il ne peut donc logiquement pas non plus y avoir d'incompatibilité avec l'article 7, même à supposer que l'article 7 soit applicable au moratoire général.

7.1464 En relation avec les constatations qui précèdent, il convient de souligner que l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* énonce des prescriptions additionnelles en matière de transparence qui s'appliquent

---

[1272] Nous notons que le texte de l'article 32.6 de l'*Accord sur les subventions et les mesures compensatoires* est identique à celui de l'article 18.5 de l'*Accord sur la mise en œuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994*.

[1273] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 106.

[1274] *Ibid.*, paragraphe 106.

[1275] Conformément à l'article 19:2 du Mémorandum d'accord, les groupes spéciaux ne peuvent pas accroître les obligations énoncées dans les accords visés.

[1276] Rapport de l'Organe d'appel *Inde – Brevets (États-Unis)*, paragraphe 45.

spécifiquement à l'application des procédures d'approbation. En particulier, l'Annexe C 1) b) dispose que "s'il le demande, le requérant [doit être] informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards". Ainsi, dans la mesure où l'application par les Communautés européennes d'un moratoire *de facto* général sur les approbations a entraîné des retards, les Communautés européennes étaient dans l'obligation d'expliquer, à la demande d'un demandeur, que ces retards étaient la conséquence d'un moratoire général. En conséquence, les Communautés européennes étaient tenues de fournir des renseignements sur le moratoire général à ceux que celui-ci affectait directement. Nous notons que seuls les États-Unis ont allégué que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec la prescription en matière de transparence susmentionnée de l'Annexe C 1) b) en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations.[1277]

b) Conclusions

7.1465 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations qu'elles ont appliqué entre juin 1999 et août 2003.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations qu'elles ont appliqué entre juin 1999 et août 2003.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations qu'elles ont appliqué entre juin 1999 et août 2003.

11. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 8 et la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*

7.1466 Les États-Unis et le Canada, mais pas l'Argentine, allèguent que le moratoire *de facto* général sur les approbations a conduit les Communautés européennes à ne pas se conformer aux prescriptions de l'article 8 et de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*.

[1277] *Voir infra*, le paragraphe 7.1571.

7.1467 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.1468 La première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "1. En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié [...]."

7.1469 Les **États-Unis** font valoir que les procédures d'approbation des Communautés européennes pour les produits biotechnologiques doivent être conformes à l'article 8 et à l'Annexe C 1) a), qui fait référence à "undue delay" (retard injustifié). Les États-Unis notent que le sens ordinaire de "undue" (injustifié) est "inappropriate, unsuitable, improper; unrightful; unjustifiable[;] [g]oing beyond what is warranted or natural; excessive; disproportionate" (inapproprié, inadéquat, incorrect; non légitime; injustifiable; allant au-delà de ce qui est justifié ou naturel; excessif; disproportionné).[1278] Les États-Unis notent en outre que le sens ordinaire de "delay" (retard) est "hindrance to progress; (a period of) time lost by inaction or inability to proceed" (entrave à la progression; (période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant).[1279] Ainsi, de l'avis des États-Unis, le sens ordinaire de "retard injustifié" au titre de l'Annexe C 1) a) est "entrave" "injustifiable" et "excessive" à l'engagement ou à l'achèvement d'une procédure d'approbation. Selon les États-Unis, le sens ordinaire de "retard injustifié" donne à penser que tant la raison du retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si le retard est "injustifié".

7.1470 Les États-Unis font valoir que même s'il peut être difficile dans des cas particuliers de décider si des procédures d'approbation sont engagées sans retard injustifié, une suspension générale des approbations finales doit être considérée comme un "retard injustifié" au titre de l'Annexe C 1) a). Les États-Unis font observer que des responsables des CE ont reconnu qu'il n'y avait pas de justification scientifique au fait de ne pas aller de l'avant dans le cadre des procédures et délais prévus dans la propre législation des Communautés européennes.[1280] Les États-Unis notent également que bon nombre des produits biotechnologiques visés par le moratoire général sur les approbations ont fait l'objet d'évaluations favorables par l'autorité compétente principale et les propres comités scientifiques des Communautés européennes.

7.1471 Les États-Unis considèrent que dans les cas où la propre législation des Communautés européennes prévoit des procédures et des délais pour l'approbation des produits biotechnologiques, une suspension pour une période indéterminée de ces procédures d'approbation, sans aucune justification scientifique, doit être considérée comme un "retard injustifié" au titre de l'Annexe C 1) a). Eu égard à cela, les États-Unis estiment que l'imposition d'un moratoire général sur les approbations a

---

[1278] *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3480.

[1279] *Ibid*., volume I, page 623.

[1280] Les États-Unis font référence à l'article de presse d'octobre 2001 susmentionné concernant une déclaration attribuée à la Commissaire à l'environnement Mme Wallström.

conduit les Communautés européennes à contrevenir à l'Annexe C 1) a) et, par voie de conséquence, à l'article 8.

7.1472 Le **Canada** fait valoir que les procédures d'approbation communautaires suspendues par le moratoire général sur les approbations sont des "procédures d'homologation" visant "à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" et que les Communautés européennes doivent donc se conformer à l'Annexe C 1) a). Le Canada note que l'Annexe C 1) a) exige que les Communautés européennes à la fois "engagent" et "achèvent" les procédures d'approbation sans "retard injustifié". Concernant le terme "engagent", le Canada estime qu'il devrait être interprété à la lumière des dispositions exposées à l'Annexe C 1) b) que les Membres de l'OMC ont l'obligation de prendre pour traiter une demande d'approbation. L'Annexe C 1) b) dispose que les Membres feront en sorte:

> "que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards."

7.1473 Ainsi, de l'avis du Canada, en engageant une procédure d'approbation, les Communautés européennes ont l'obligation de prendre les dispositions exposées à l'Annexe C 1) b) pour traiter les demandes dans le cadre de cette procédure. En ce qui concerne l'approbation des produits biotechnologiques, les Communautés européennes ont l'obligation de faire en sorte qu'une demande soit examinée et que le demandeur soit informé dans les moindres délais des lacunes décelées dans la demande qui peuvent entraver la progression dans le cadre de la procédure. Le Canada note que les Communautés européennes ont aussi l'obligation d'"achever" les procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques. Selon le Canada, "achever" au sens où ce mot est utilisé à l'Annexe C 1) a) signifie prendre une décision sur le point de savoir si le produit biotechnologique en question sera ou non autorisé à être mis sur le marché.

7.1474 S'agissant de l'expression "retard injustifié", comme les États-Unis, le Canada considère que le sens ordinaire de "retard injustifié" au titre de l'Annexe C 1) a) est l'"entrave" "injustifiable" et "excessive" à l'engagement ou à l'achèvement d'une procédure d'approbation. Le Canada considère que cette interprétation donne à penser que tant la raison du retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si le retard est "injustifié".

7.1475 Le Canada est d'avis que les prescriptions de l'Annexe C 1) b) sont pertinentes pour déterminer si un retard est excessif. Il note que l'Annexe C 1) b) fait obligation aux Membres de faire en sorte: que la durée normale des procédures soit publiée; que l'organisme compétent examine *dans les moindres délais* les demandes pour s'assurer qu'elles sont complètes et informe le demandeur des lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats des procédures *aussitôt que possible*; que dans les cas où il y a des lacunes l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela est réalisable; et que le demandeur soit *informé des raisons* d'éventuels retards. Selon le Canada, le but de l'Annexe C 1) b) est de faire en sorte que le traitement d'une demande avance aussi rapidement que possible dans les circonstances. Ainsi, l'organisme compétent examinant la demande a l'obligation de prendre les dispositions spécifiques exposées à l'Annexe C 1) b) pour traiter la demande, en

particulier, l'obligation d'expliquer d'éventuels retards. Le Canada note qu'à sa connaissance, pour les produits biotechnologiques les Communautés européennes n'ont pas donné aux demandeurs une explication justifiable du retard dans le traitement des approbations.[1281]

7.1476 Le Canada estime en outre que, dans le contexte de l'Annexe C 1), la justification d'un retard doit être conforme aux dispositions de l'*Accord SPS*, à savoir que les mesures SPS doivent être fondées sur des preuves scientifiques. L'article 2:2 de l'*Accord SPS* exige spécifiquement que toutes les mesures SPS soient "fondée[s] sur des principes scientifiques" et ne soient pas "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes". Ainsi, un retard dans l'engagement et l'achèvement d'une procédure d'approbation est "injustifié" s'il est causé par une mesure qui n'est pas fondée sur des preuves scientifiques.

7.1477 Selon le Canada, il n'y a pas de justification solide du fait que les Communautés européennes n'ont pas engagé ni achevé les procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques. Le Canada considère qu'il n'y a pas de preuves scientifiques sur lesquelles le moratoire général sur les approbations est fondé. En fait, le moratoire compromet l'examen scientifique requis dans le cadre des procédures d'approbation. Le Canada estime qu'outre qu'il n'y a pas de preuves scientifiques pour justifier le moratoire général, pour bon nombre de demandes en souffrance il y a des preuves scientifiques provenant des propres experts des Communautés européennes qui étayent l'approbation du produit en question. Ainsi, de l'avis du Canada, le retard, résultant du moratoire, dans l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques est "infondé" et "excessif". Le Canada considère que le fait que le moratoire général a été en place pendant plus de cinq ans accentue le caractère excessif du retard.

7.1478 Le Canada estime que, dans le cas du moratoire général, le retard dans l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques a été causé par une suspension générale de ces procédures. Selon le Canada, l'*Accord SPS* n'autorise pas un Membre à suspendre les procédures d'approbation SPS existantes, ce qui revient en fait à interdire les produits qui font l'objet de demandes en souffrance, chaque fois que ce Membre s'efforce de mettre à jour sa législation. Le Canada considère que la suspension d'un régime d'approbation peut être justifiée dans certaines circonstances, par exemple, s'il y avait des preuves scientifiques crédibles indiquant que la poursuite du traitement des demandes dans le cadre du régime existant entraînerait des risques réels pour la santé des personnes ou l'environnement. Toutefois, de l'avis du Canada, ce n'est pas le cas en l'espèce. Le Canada estime que les amendements législatifs visaient, pour la plupart, à mettre en œuvre des mesures pour déceler l'apparition d'effets négatifs hypothétiques ou faciliter le retrait du marché d'un produit dans l'éventualité peu probable de la matérialisation d'un risque hypothétique, par exemple la surveillance concernant des effets négatifs imprévus.

7.1479 Pour ces raisons, le Canada est d'avis que, du fait du moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas engagé ni achevé leurs procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques sans retard injustifié en violation de l'Annexe C 1) a). Il estime en outre qu'étant donné que l'article 8 de l'*Accord SPS* exige que les Membres se conforment aux dispositions de l'Annexe C, le fait que les Communautés européennes n'ont pas respecté les prescriptions de l'Annexe C 1) a) imposant d'engager et d'achever les procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques sans retard injustifié constitue une violation de l'article 8.

[1281] Le Canada note que le retard injustifiable auquel il fait référence n'inclut pas le temps nécessaire au demandeur pour répondre aux questions de bonne foi posées par l'autorité ou les organismes compétents chargés de la procédure d'approbation.

7.1480 Les **Communautés européennes** admettent que, dans la mesure où il vise les risques relevant de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, le système d'approbation mis en place au titre de la législation communautaire pertinente est une "procédure[] visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1). S'agissant du sens de l'expression "undue delay" (retard injustifié), les Communautés européennes font valoir que sur la liste assez longue de sens des mots "undue" (injustifié) et "delay" (retard) qu'offre le *New Shorter Oxford English Dictionary*, les États-Unis et le Canada fixent arbitrairement leur choix sur "an unjustifiable and excessive hindrance" (une entrave injustifiable et excessive). Tout en ne s'opposant pas au choix de "unjustifiable" (injustifiable), les Communautés européennes ne voient pas la nécessité d'ajouter "excessive" et elles n'approuvent pas non plus le choix de "hindrance" (entrave) par opposition à, par exemple, "period of time lost by inaction or inability to proceed" (période de temps perdue à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant). Elles conviennent toutefois que tant la raison du retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si un éventuel retard est "injustifié".

7.1481 S'agissant de l'argument du Canada fondé sur l'Annexe C 1) b), les Communautés européennes font valoir que le but de l'Annexe C 1) b) est la transparence et n'est lié en aucune manière au concept de "injustifié" figurant à l'Annexe C 1) a). L'Annexe C 1) b) exige uniquement que les Membres publient la durée "normale", c'est-à-dire moyenne ou indicative, de la procédure ou communiquent au demandeur la durée prévue. Les Communautés européennes notent qu'elle ne dit nulle part que les Membres doivent toujours s'en tenir aux durées normales prévues dans leur législation.

7.1482 Les Communautés européennes rejettent également l'argument des États-Unis selon lequel un "retard injustifié" existe lorsque et parce que les délais procéduraux fixés dans la législation communautaire ont été dépassés. Elles pensent qu'il ressort clairement d'une lecture simple de l'Annexe C 1) a) que le sens des mots "retard injustifié" ne doit pas être inféré de la législation nationale des Membres. Si les rédacteurs de l'*Accord SPS* avaient voulu donner aux mots "retard injustifié" un sens par référence à la législation nationale, ils auraient utilisé un libellé différent. Les Communautés européennes estiment que ce n'est pas le but de l'*Accord SPS* d'élever la législation nationale au niveau du droit international. De même, ce n'est pas le rôle des organes de règlement des différends (mais celui des tribunaux nationaux) de faire appliquer cette législation.

7.1483 Les Communautés européennes pensent que la question de savoir à quel moment une période de temps devient un retard est une question de fait qui doit être établie au cas par cas. En particulier, dans le cas des procédures d'approbation pour des produits nouveaux, chaque produit spécifique présente des caractéristiques et des spécificités qui lui sont propres. Celles-ci varient également en fonction de l'habitat/environnement spécifique dans lequel le produit sera obtenu et/ou commercialisé. De l'avis des Communautés européennes, la question du temps ne peut donc pas être dissociée des questions scientifiques liées à un produit individuel. Pour les Communautés européennes, cela confirme aussi que tous délais prévus dans la législation établissant une procédure d'approbation ne peuvent être que "normaux".

7.1484 Les Communautés européennes rejettent l'affirmation des États-Unis et du Canada selon laquelle un retard est "injustifié" s'il est causé par une mesure qui n'est pas fondée sur des preuves scientifiques. Elles estiment que des retards peuvent se produire pour des raisons qui n'ont absolument rien à voir avec la science. Elles citent en exemple un cas de force majeure: un tremblement de terre détruisant le bâtiment d'une autorité compétente avec toutes les archives contenant les demandes en souffrance. De l'avis des Communautés européennes, tous retards dans la reconstitution des dossiers de demande ne seraient pas considérés comme "injustifiés" ou "injustifiables". Les Communautés européennes font valoir que, pour la même raison, d'autres causes

de retard de caractère non scientifique, comme des modifications législatives ou le manque de ressources, doivent être évaluées selon les cas d'espèce.

7.1485 Les Communautés européennes estiment en outre que les retards causés par des demandes légitimes de renseignements additionnels sont justifiés et ne sont donc pas "injustifiés". De l'avis des Communautés européennes, il est légitime de demander les renseignements additionnels nécessaires pour achever une évaluation des risques et/ou se conformer à certaines normes en matière de gestion des risques et de divulgation des risques qui ont été établies par un organisme de réglementation et qui s'appliquent au produit en question. Selon les Communautés européennes, cela s'applique *a fortiori* lorsque le produit en cause repose sur une nouvelle technologie qui n'a généralement pas été mise à l'épreuve ni testée et dont la communauté internationale reconnaît qu'elle possède des caractéristiques qui exigent en soi d'user de prudence et de précaution. Les Communautés européennes estiment à cet égard que le principe de précaution doit être pris en compte lorsque l'on évalue "le caractère injustifié" au titre de l'Annexe C 1) a).

7.1486 En ce qui concerne les affirmations des États-Unis et du Canada selon lesquelles une suspension générale infondée d'une procédure d'approbation est à première vue un "retard injustifié" au sens de l'Annexe C 1) a), les Communautés européennes estiment qu'en l'espèce, aucun "retard injustifié" ne s'est produit pour l'une quelconque des demandes en souffrance. Plus précisément, aucune des demandes d'approbation de produits biotechnologiques pertinentes n'a fait l'objet d'une "suspension générale" et aucune n'a été bloquée dans le processus d'approbation. Dans tous les cas, il y a eu des raisons valables sur le plan scientifique de retarder la procédure d'approbation.

7.1487 Les Communautés européennes font valoir que ce qui est arrivé pour bon nombre de ces demandes c'est que, à différents stades de la procédure, des demandes de renseignements additionnels ont été présentées aux demandeurs. Les Communautés européennes font observer que la totalité de ces demandes était liée à des questions d'évaluation des risques, de gestion des risques et parfois de divulgation des risques concernant le produit individuel en question. Ces demandes étaient justifiées sur la base des normes en matière d'évaluation des risques, de gestion des risques et de divulgation des risques que non seulement les Communautés européennes, mais la communauté internationale avait approuvées.[1282] Certaines des demandes étaient axées sur des questions liées aux risques qui n'entraient pas dans le champ d'application de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*, et d'autres sur des questions liées aux risques qui y entraient. Certaines demandes étaient fondées sur la législation existante, d'autres sur des prescriptions (plus strictes) énoncées dans la nouvelle législation des

[1282] Les Communautés européennes font référence à l'exemple du Codex Alimentarius, *Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes* (pièce EC-44). Elles notent que ces principes prévoient i) qu'une "évaluation de la sécurité sanitaire avant la mise sur le marché devrait être entreprise, en suivant une approche structurée et intégrée, et effectuée sur la base du cas par cas. Les données et informations, basées sur une science solide, obtenues en utilisant des méthodes appropriées et analysées suivant des techniques statistiques appropriées, devraient être d'une qualité et, le cas échéant, d'une quantité qui puissent résister à une revue scientifique critique" (paragraphe 12); ii) que "les mesures de gestion des risques peuvent inclure, le cas échéant, l'étiquetage des aliments, les conditions pour l'approbation de commercialisation et la surveillance après la mise sur le marché" (paragraphe 19); et iii) que "des outils spécifiques peuvent être nécessaires pour faciliter la mise en œuvre et l'application des mesures de gestion des risques. Ces outils peuvent comprendre des méthodes analytiques appropriées, des matériels de référence" (paragraphe 21). Les Communautés européennes estiment qu'il ressort clairement des chronologies détaillées qu'elles ont communiquées que les retards – si tant est qu'il y en ait – dans le traitement des demandes pour l'autorisation des produits alimentaires GM au titre du Règlement n° 258/97 résultent dans la plupart, sinon la totalité, des cas soit du fait que le demandeur n'a pas fourni les données appropriées sur le plan qualitatif ou quantitatif aux fins de l'évaluation de la sécurité sanitaire, et/ou les matériels de référence, et/ou les méthodes analytiques nécessaires aux fins des mesures de gestion des risques, soit du temps qu'il a pris pour le faire.

Communautés européennes. Dans les cas où les demandes étaient fondées sur une législation nouvelle à un moment où cette législation n'était pas encore entrée en vigueur, elles étaient subordonnées à l'accord volontaire du demandeur ou étaient légèrement retardées pour attendre l'entrée en vigueur de ladite législation.[1283] Selon les Communautés européennes, il n'y a rien d'inhabituel dans une telle approche qui est commune à de nombreux systèmes juridiques confrontés à des arrangements transitoires dans les cas où une série de règles doit être remplacée par une autre.

7.1488 En outre, les Communautés européennes soutiennent que dans la mesure où il y a eu des retards, cela était parfois pour des raisons propres au demandeur. De l'avis des Communautés européennes, les retards causés par le demandeur seraient justifiés. Dans les cas où les retards ont été causés par des demandes de renseignements additionnels, les Communautés européennes considèrent que seuls les retards qui ont été causés par des demandes axées sur des questions liées aux risques entrant dans le champ d'application de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* peuvent être examinés par le Groupe spécial à la lumière de l'Annexe C 1) a).

7.1489 En outre, les Communautés européennes estiment que même si d'éventuels "retards injustifiés" ont pu se produire dans le passé, ce qu'elles nient, de tels "retards injustifiés" ne se produisent pas dans le nouveau cadre législatif communautaire.

7.1490 Le **Groupe spécial** note que les allégations des États-Unis et du Canada au titre de l'article 8 ont le caractère d'allégations corollaires. Les États-Unis et le Canada allèguent que les Communautés européennes ne se sont pas conformées aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) et que, par voie de conséquence, les Communautés européennes ont également agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 8. Par conséquent, le Groupe spécial va commencer son analyse par les allégations au titre de l'Annexe C 1) a).

a) Première clause de l'Annexe C 1) a)

7.1491 L'Annexe C 1) établit des obligations "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons déterminé précédemment que les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il vise à empêcher les nouveaux produits alimentaires d'être un danger pour le consommateur) étaient des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1). Nous avons également déterminé que les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 énonçaient des procédures visant à vérifier et à assurer le respect d'une ou plusieurs prescriptions SPS dont l'observation est une condition préalable à l'approbation de la mise sur le marché d'un produit. Il résulte de ces constatations antérieures que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituent des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1). En tant que telles, elles sont soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), et notamment à celles de la première clause de l'Annexe C 1) a). Par conséquent, conformément aux dispositions de l'Annexe C 1) a), les Communautés européennes étaient tenues pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003) d'"engager et achever" les procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) "sans retard injustifié".

[1283] De l'avis des Communautés européennes, la question de savoir si de telles demandes pouvaient ou non être présentées au titre de la législation existante est une question de droit communautaire et, en tant que telle, une question devant être traitée par les tribunaux dans les Communautés européennes. Les Communautés européennes estiment que pour le Groupe spécial, la question est de savoir si de telles demandes sont légitimes au regard des normes de l'*Accord SPS*.

7.1492 Nous croyons comprendre que les États-Unis et le Canada allèguent que les Communautés européennes n'ont pas engagé ni achevé leurs procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques sans retard injustifié, du fait de l'adoption et de l'application du moratoire *de facto* général sur les approbations. Ainsi, la mesure contestée est le moratoire *de facto* général sur les approbations, puisque les États-Unis et le Canada allèguent que le moratoire général a été la cause de retards injustifiés dans le traitement des demandes au titre de la législation communautaire pertinente en matière d'approbation.

7.1493 Avant d'évaluer le bien-fondé de l'allégation formulée par les États-Unis et le Canada au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a), nous traitons un certain nombre de questions d'interprétation.

i) Interprétation

7.1494 La première clause de l'Annexe C 1) a) exige que les Membres fassent en sorte que les procédures d'approbation soient "engagées et achevées sans retard injustifié". Nous examinons d'abord le sens de l'expression "engager et achever". Le verbe "engager" indique clairement que les Membres sont tenus de commencer, ou d'entamer, les procédures d'approbation après avoir reçu une demande d'approbation.[1284] Le verbe "achever" par ailleurs indique que les procédures d'approbation doivent non seulement être engagées, mais doivent aussi être terminées ou conclues.[1285] Ainsi, à notre avis, l'expression "engager et achever" couvre tous les stades des procédures d'approbation et devrait être considérée comme signifiant que, dès qu'une demande a été reçue, les procédures d'approbation doivent être entamées puis exécutées du début à la fin.

7.1495 Il ressort clairement du texte de la première clause de l'Annexe C 1) a) que les retards dans l'engagement ou l'achèvement des procédures d'approbation qui sont causés par un Membre ne sont pas tous contraires aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a). Seul l'est un retard "injustifié".[1286] En ce qui concerne le sens de l'expression "undue delay" (retard injustifié), nous considérons que parmi les sens que le dictionnaire donne du terme "delay" (retard) qui ont été indiqués par les États-Unis, il y en a un qui s'adapte naturellement aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), à savoir "(a period of) time lost by inaction or inability to proceed" ((période de) temps perdu(e) à cause d'une inaction ou d'une incapacité d'aller de l'avant).[1287] En ce

[1284] Les sens que le dictionnaire donne du verbe "undertake" (engager) comprennent "[t]ake on (an obligation, duty, task, etc.); commit oneself to perform; begin (an undertaking, enterprise, etc.)" (assumer (une obligation, un devoir, une tâche, etc.); s'obliger à faire; commencer (une opération, une entreprise, etc.)). *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3476. Les versions française et espagnole de la première clause de l'Annexe C 1) a) étayent également cette lecture. La version française utilise le verbe "engager", la version espagnole le verbe "iniciar". Nous notons également que l'Annexe C 1) b) exige que les Membres fassent en sorte, entre autres choses, que "lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes". Ainsi, il est clair que les procédures d'approbation sont "engagées" dès réception d'une demande émanant d'un demandeur.

[1285] Les sens que le dictionnaire donne du verbe "complete" (achever) comprennent "[b]ring to an end, finish, conclude" (finir, terminer, conclure). *New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume I, page 460. Les versions française et espagnole de la première clause de l'Annexe C 1) a) étayent également cette lecture. La version française utilise le verbe "achever", la version espagnole le verbe "ultimar".

[1286] En effet, si tel avait été le résultat voulu, le texte de la première clause de l'Annexe C 1) a) aurait indiqué que les procédures d'approbation doivent être engagées et achevées "sans aucun retard".

[1287] Nous notons que l'expression "incapacité d'aller de l'avant" peut faire référence à une incapacité objective d'aller de l'avant ou à une incapacité perçue d'aller de l'avant.

qui concerne le terme "undue" (injustifié), parmi les sens donnés par le dictionnaire auxquels les États-Unis ont fait référence, nous en trouvons deux qui sont particulièrement pertinents dans le contexte spécifique de la première clause de l'Annexe C 1) a) – "[g]oing beyond what is warranted […]" (allant au-delà de ce qui est justifié [...]) et "unjustifiable" (injustifiable). Nous notons que les États-Unis, le Canada et les Communautés européennes ont tous indiqué "unjustifiable" (injustifiable) comme sens pertinent de "undue" (injustifié). Ce point de vue est étayé également par la version française de la première clause de l'Annexe C 1) a), qui parle de "retard injustifié". Ainsi, sur la base du sens ordinaire de l'expression "sans retard injustifié", nous considérons que la première clause de l'Annexe C 1) a) exige que les procédures d'approbation soient engagées et achevées sans perte de temps injustifiable.

7.1496 Selon les États-Unis, le Canada et les Communautés européennes, tant la raison d'un retard que sa durée sont des considérations pertinentes pour déterminer si un retard est "injustifié". Nous rappelons à cet égard qu'à notre avis, la première clause de l'Annexe C 1) a) exige qu'il n'y ait aucune perte de temps injustifiable. Ainsi, ce qui importe c'est le point de savoir s'il y a une raison légitime, ou une justification, d'un retard donné, non la longueur d'un retard en tant que telle. En conséquence, si un Membre cause un retard relativement court, mais injustifiable, nous ne considérons pas que le simple fait que le retard est relativement court empêcherait, ou devrait empêcher, un groupe spécial de constater qu'il est "injustifié".[1288] De même, nous ne considérons pas qu'une démonstration qu'une procédure d'approbation particulière a été retardée de, disons, deux ans serait toujours et nécessairement suffisante pour établir que la procédure pertinente a été retardée "de façon injustifiée". Cela dit, nous notons qu'un retard prolongé pour lequel aucune explication adéquate n'est fournie pourrait dans certaines circonstances permettre d'inférer que le retard est "injustifié".

7.1497 À notre avis, une détermination sur le point de savoir si une procédure d'approbation particulière a été engagée et/ou achevée "sans retard injustifié" doit être faite au cas par cas, compte tenu des faits et circonstances pertinents. Nous considérons donc qu'il ne serait ni possible ni utile d'essayer de définir les raisons qui rendraient un retard donné "injustifié" et celles qui ne le rendraient pas "injustifié". Néanmoins, il peut être noté qu'un Membre n'est pas juridiquement responsable des retards qui ne lui sont pas imputables. Dès lors, les retards imputables à l'action, ou l'inaction, d'un demandeur ne doivent pas être reprochés à un Membre lorsqu'une détermination est faite sur le point de savoir si ce Membre a engagé ou achevé les procédures d'approbation "sans retard injustifié".

7.1498 En outre, il convient d'appeler l'attention sur le paragraphe introductif de l'Annexe C 1). Il indique que les procédures d'approbation servent "à vérifier et à assurer le respect des mesures [SPS]". Nous considérons que si les procédures d'approbation servent à vérifier et à assurer le respect des prescriptions SPS, alors les Membres appliquant de telles procédures doivent en principe être autorisés à prendre le temps qui est raisonnablement nécessaire pour déterminer avec une assurance suffisante si leurs prescriptions SPS pertinentes sont respectées, du moins si ces prescriptions sont compatibles avec les règles de l'OMC. Autrement dit, nous considérons la première clause de l'Annexe C 1) a) comme étant essentiellement une obligation de bonne foi imposant aux Membres de mener leurs procédures d'approbation aussi rapidement que possible, compte tenu de la nécessité de vérifier et d'assurer le respect de leurs prescriptions SPS pertinentes. En conséquence, des retards qui sont justifiés dans leur intégralité par la nécessité de vérifier et d'assurer le respect des prescriptions SPS d'un Membre compatibles avec les règles de l'OMC ne devraient pas, à notre avis, être considérés

[1288] En effet, nous considérons que dans les cas où il n'y a pas de justification d'un retard, les dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) ne permettent pas à un Membre d'agir délibérément à un rythme extrêmement lent, même si ce n'est que pendant une courte période. En outre, nous notons que l'effet cumulatif d'une série de retards courts mais injustifiables pourrait être tout aussi préjudiciable aux intérêts des demandeurs que l'effet d'un seul long retard.

comme "injustifiés". Pour donner un exemple, si des renseignements nouveaux ou additionnels deviennent disponibles à un stade avancé d'une procédure d'approbation et que ces renseignements peuvent de façon appropriée être considérés comme ayant une incidence potentielle sur la détermination d'un Membre concernant le point de savoir si une demande respecte les prescriptions SPS pertinentes de ce Membre, il pourrait être justifiable que le Membre concerné retarde l'achèvement de la procédure et se donne le temps additionnel nécessaire pour évaluer les renseignements.

7.1499 En revanche, pour donner un autre exemple, si le temps pris par un Membre pour achever une procédure d'approbation, ou une étape particulière de cette procédure, dépasse le temps qui est raisonnablement nécessaire pour vérifier et assurer le respect de ses prescriptions SPS pertinentes, par exemple, parce que le Membre concerné n'a pas agi avec toute la célérité que l'on pouvait attendre de lui compte tenu des circonstances, le retard causé de cette manière serait, à notre avis, "injustifié". Cette interprétation de l'Annexe C 1) a) est étayée par l'objet et le but de l'*Accord SPS*. Le quatrième alinéa du préambule de l'*Accord SPS* dispose qu'un objet et un but particuliers de l'*Accord SPS* sont d'"établir un cadre multilatéral de règles et disciplines pour orienter l'[...]application des mesures sanitaires et phytosanitaires afin de réduire au minimum leurs effets négatifs sur le commerce". La première clause de l'Annexe C 1) a) établit des disciplines concernant l'"application" des mesures SPS, à savoir les procédures d'approbation. Si la première clause de l'Annexe C 1) a) était interprétée comme signifiant que les Membres ne sont pas tenus d'engager et d'achever leurs procédures d'approbation aussitôt que possible compte tenu des circonstances, nous pensons que l'objet et le but consistant à réduire au minimum les effets négatifs des procédures d'approbation sur le commerce ne pourraient pas être atteints.

7.1500 Le Canada fait valoir qu'un retard dans l'engagement et l'achèvement d'une procédure d'approbation doit être considéré comme "injustifié" s'il est causé par une mesure qui n'est pas fondée sur des preuves scientifiques. Nous pourrions admettre que les retards causés par des mesures qui ne sont pas fondées sur des preuves scientifiques peuvent dans certains cas être considérés comme "injustifiés".[1289] Toutefois, nous n'admettons pas que de tels retards doivent dans tous les cas être considérés comme "injustifiés". Un retard dans l'engagement et l'achèvement d'une procédure d'approbation peut être causé par un arrêt temporaire des services de l'État à la suite d'une catastrophe naturelle ou de troubles civils. De même, si un Membre est confronté à une augmentation importante et imprévisible du nombre de produits soumis pour approbation, cela pourrait causer un court retard dans le traitement de quelques-unes ou de la totalité des demandes en souffrance, du fait que ce Membre devrait réaffecter les ressources existantes, ou obtenir des ressources additionnelles, pour faire face à la nouvelle situation.[1290] Dans les deux exemples donnés, le retard serait causé par l'action, ou l'inaction, de l'État, qui n'est pas étayée par des preuves scientifiques. Pourtant, à notre avis, il y a un argument convaincant à faire valoir selon lequel le retard serait nécessaire pour que le Membre soit en mesure de vérifier et d'assurer le respect des prescriptions SPS pertinentes. Par conséquent, nous considérons que, dans les deux cas, le retard dans l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation pourrait dûment être considéré comme n'étant pas "injustifié" et dès lors pas incompatible avec la première clause de l'Annexe C 1) a).

[1289] Ce pourrait être le cas, par exemple, si un retard est causé par une demande de renseignements additionnels qui n'a rien à voir avec la question de savoir si le produit pertinent satisfait aux prescriptions SPS considérées.

[1290] Il va sans dire qu'il incombe aux Membres d'affecter des ressources suffisantes à leurs autorités compétentes afin d'être en mesure de s'acquitter des obligations qu'ils ont contractées au titre de l'*Accord sur l'OMC*.

7.1501 Il y a un aspect additionnel de la première clause de l'Annexe C 1) a) qu'il est approprié de traiter avant d'examiner le bien-fondé des allégations qui nous sont présentées. L'expression "sans retard injustifié" suit l'expression "engager et achever". Nous considérons que l'expression "sans retard injustifié" se rapporte non pas simplement au verbe "achever" qui la précède immédiatement, mais aux deux éléments de l'expression "engager et achever". En d'autres termes, nous considérons que la première clause de l'Annexe C 1) a) devrait être lue comme imposant aux Membres d'"engager" les procédures d'approbation "sans retard injustifié" et, ensuite, de les "achever" "sans retard injustifié". S'il en était autrement, un Membre pourrait facilement contourner la prescription imposant d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié en causant un retard injustifié dans l'engagement des procédures d'approbation.

7.1502 Le point de vue selon lequel l'expression "sans retard injustifié" se rapporte aux deux éléments de l'expression "engager et achever" implique que si un Membre cause un retard injustifié à un stade quelconque d'une procédure d'approbation, cela constituerait une infraction aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a). À notre avis, il y aurait une infraction à l'Annexe C 1) a) même si le Membre concerné achevait une ou plusieurs étapes antérieures de la procédure d'approbation plus tôt qu'on pouvait le prévoir. Si, contrairement à ce que nous pensons, un Membre pouvait compenser un retard injustifié dans l'achèvement d'une étape procédurale particulière par du temps "gagné" à un stade antérieur de la procédure d'approbation, cela impliquerait que dans certains cas un Membre pourrait temporairement retarder l'achèvement d'une procédure d'approbation même si cela n'est pas nécessaire. Nous considérons qu'une telle interprétation de la première clause de l'Annexe C 1) a) ne serait pas étayée par l'objet et le but de l'*Accord SPS*. En particulier nous considérons qu'interpréter la première clause de l'Annexe C 1) a) comme autorisant un Membre à retarder temporairement l'achèvement d'une procédure d'approbation même lorsqu'un retard n'est pas nécessaire ne serait pas compatible avec l'objet et le but mentionnés précédemment qui consistent à réduire au minimum les effets négatifs des procédures d'approbation sur le commerce.

ii) Application

7.1503 Nous allons maintenant examiner les allégations de "retard injustifié" présentées par les États-Unis et le Canada. Comme nous l'avons fait observer antérieurement, nous croyons comprendre que les États-Unis et le Canada allèguent que, du fait du moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes n'ont pas engagé ni achevé leurs procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques sans retard injustifié et ont donc agi d'une manière incompatible avec les prescriptions de la première clause de l'Annexe C 1) a). Comme nous l'avons également signalé, les États-Unis et le Canada contestent le moratoire général parce qu'ils le considèrent comme une mesure qui a causé un retard injustifié dans le traitement des demandes au titre de la législation communautaire pertinente en matière d'approbation. Nous rappelons qu'aux fins du présent différend, la législation communautaire pertinente en matière d'approbation comprend les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97.

7.1504 Nous considérons que pour que les allégations des États-Unis et du Canada aboutissent, il n'est pas nécessaire que les États-Unis et le Canada établissent que chacune des procédures d'approbation qui étaient en cours à un certain moment entre juin 1999 et août 2003 (période pour laquelle nous avons accepté l'affirmation des parties plaignantes au sujet de l'application par les CE d'un moratoire *de facto* général sur les approbations) avait été retardée de façon injustifiée du fait du moratoire *de facto* général sur les approbations. À notre avis, afin d'établir que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a), il suffit que les États-Unis et le Canada établissent que le moratoire *de facto* général sur les approbations a causé un retard injustifié dans au moins un cas, c'est-à-dire, qu'il a

causé un retard injustifié dans l'engagement ou l'achèvement d'au moins une procédure d'approbation menée en ce qui concerne un produit biotechnologique en cause en l'espèce.

7.1505 Nous allons commencer notre analyse en examinant si les États-Unis et le Canada ont établi qu'au moins une procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220 et/ou 2001/18 avait été retardée de façon injustifiée. Si c'était le cas, il aurait été établi que, du fait de l'application d'un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et nous mettrions un terme à notre examen au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a). Sinon, nous entreprendrions d'examiner, en outre, si les États-Unis et le Canada ont établi qu'au moins une procédure d'approbation menée au titre du Règlement n° 258/97 a été retardée de façon injustifiée.[1291]

7.1506 Avant de passer à l'examen d'une procédure d'approbation particulière, il convient toutefois d'examiner si la raison qu'avaient les Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations finales pourrait constituer une justification d'éventuels retards qui ont pu se produire dans les procédures d'approbation individuelles du fait de l'application du moratoire.

Raison motivant le moratoire général des CE en tant que justification du retard

7.1507 Pour commencer, nous rappelons que les Communautés européennes ont catégoriquement nié avoir appliqué un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

7.1508 Pour déterminer la raison motivant l'application du moratoire général des CE, nous jugeons instructive la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme nous l'avons noté précédemment, la déclaration indique qu'en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés, conformément aux principes de prévention et de précaution, le Groupe des cinq pays prendra des dispositions pour faire suspendre toutes nouvelles autorisations de culture et de mise sur le marché. Nous en inférons que le Groupe des cinq pays percevait la législation communautaire en matière d'approbation en vigueur à l'époque comme étant inadéquate et considérait que dans ces circonstances la prudence et la circonspection justifiaient la suspension de nouvelles approbations finales.[1292] S'agissant de la Commission, nous rappelons notre point de vue selon lequel rien ne donne à penser qu'elle a soutenu sans réserve la décision du Groupe des cinq pays d'empêcher l'approbation finale des demandes en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité, mais qu'elle a néanmoins effectivement (*de facto*) coopéré avec le Groupe des cinq pays en ne faisant pas pleinement usage des procédures obligatoires pertinentes pour achever le processus d'approbation.

7.1509 En outre, nous notons que les Communautés européennes ont affirmé devant le présent Groupe spécial que pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003) la science pertinente était en évolution constante et changeait beaucoup, et que les Communautés européennes appliquaient donc une approche de prudence et de précaution pour identifier, évaluer et gérer les risques pour la

[1291] Il est utile de rappeler que quel que soit le nombre de procédures d'approbation qu'il nous faut examiner pour arriver à une conclusion sur le point de savoir si l'application du moratoire général des CE sur les approbations a entraîné une infraction aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), il y a de nombreuses procédures d'approbation que nous sommes tenus d'étudier à la lumière des dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) dans le cadre de notre évaluation des allégations visant des produits spécifiques formulées par les parties plaignantes. *Voir infra*, la section VII.E.

[1292] Nous rappelons notre point de vue selon lequel la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays était censée s'appliquer également aux demandes concernant des produits biotechnologiques soumises pour approbation au titre du Règlement n° 258/97.

santé humaine et l'environnement découlant des produits biotechnologiques pour lesquels une approbation de la commercialisation avait été demandée.

7.1510 Compte tenu de ces éléments, nous allons examiner ci-après si i) l'inadéquation perçue de la législation communautaire en matière d'approbation qui existait alors et ii) la science en constante évolution et l'application d'une approche de prudence et de précaution constitueraient une justification des retards qui auraient pu se produire du fait de l'application du moratoire général des CE sur les approbations finales.

> Inadéquation perçue de la législation communautaire en matière d'approbation en vigueur entre juin 1999 et août 2003

7.1511 Nous allons d'abord traiter l'inadéquation perçue de la législation communautaire en matière d'approbation en vigueur entre juin 1999 et août 2003. Comme il ressort clairement de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays, l'inadéquation perçue de la législation communautaire en matière d'approbation qui existait alors était liée à l'absence de législation au niveau communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés.[1293] Il apparaît que le sujet de préoccupation était qu'au titre de la législation communautaire existante en matière d'approbation les Communautés européennes n'avaient pas la possibilité d'imposer, en tant que condition attachée à l'octroi d'une approbation de la commercialisation des OGM et produits dérivés, des prescriptions adéquates concernant l'étiquetage et la traçabilité de ces produits.

7.1512 Ainsi, la question qui se pose est celle de savoir s'il était justifiable que les Communautés européennes retardent l'achèvement de leurs procédures d'approbation jusqu'à la date d'adoption de la nouvelle législation communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés.[1294] En traitant cette question nous notons d'emblée que pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003), une législation en matière d'approbation était en vigueur dans les Communautés européennes. Comme les Communautés européennes l'ont dit à maintes reprises, l'application de la législation en matière d'approbation en question n'avait jamais été suspendue par une décision formelle des CE, par exemple, par la Commission ou le Conseil et le Parlement européen. L'octroi des approbations finales n'avait lui non plus jamais été suspendu par une décision formelle des CE.

7.1513 Nous avons dit plus haut qu'en principe les Communautés européennes étaient habilitées, lorsqu'elles menaient les procédures d'approbation concernant les produits biotechnologiques en cause en l'espèce, à prendre le temps raisonnablement nécessaire pour déterminer avec une assurance suffisante si leurs prescriptions SPS pertinentes étaient respectées. Toutefois, étant donné que la nouvelle législation sur l'étiquetage et la traçabilité n'a pas été adoptée avant septembre 2003, toutes prescriptions énoncées dans cette législation n'étaient pas des prescriptions communautaires dont les Communautés européennes auraient pu vérifier le respect pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003).[1295] En outre, l'absence de législation au niveau communautaire assurant l'étiquetage et la

[1293] Nous rappelons que tant la Directive 90/220 (puis la Directive 2001/18) que le Règlement n° 258/97 contenaient des dispositions relatives à l'étiquetage, et que la Directive 2001/18 imposait aux États membres une obligation de traçabilité. Toutefois, ces dispositions étaient considérées comme inadéquates.

[1294] Nous rappelons que la nouvelle législation en question n'a pas été adoptée avant septembre 2003.

[1295] Nous notons que l'Annexe C 1) h) de l'*Accord SPS* fait référence aux réglementations SPS "applicables" auxquelles il faut assurer la conformité. Nous notons en outre que les Communautés européennes n'ont pas allégué qu'elles imposaient effectivement les prescriptions incluses ultérieurement dans la nouvelle législation communautaire. En fait, les Communautés européennes ont indiqué qu'elles cherchaient à obtenir des engagements volontaires de la part des demandeurs qui auraient assuré l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés.

traçabilité n'affectait pas la capacité des Communautés européennes de *vérifier* le respect de leurs prescriptions SPS existantes. Enfin, même si les Communautés européennes considéraient que des prescriptions nouvelles et additionnelles concernant l'étiquetage et la traçabilité devaient être imposées en tant que conditions attachées aux décisions en matière d'approbation, pour *assurer* le respect des prescriptions SPS existantes (par exemple la prescription imposant d'éviter des effets négatifs à long terme sur l'environnement), il n'y a aucune raison de croire que la nécessité de telles conditions, et leurs modalités, ne pouvaient être établies qu'en septembre 2003.

7.1514 Ainsi, nous sommes d'avis que les retards dans l'achèvement des procédures d'approbation qui auraient pu se produire du fait de l'absence de législation au niveau communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés n'auraient pas été des retards qui étaient justifiés par la nécessité de vérifier et d'assurer le respect des prescriptions SPS pertinentes des Communautés européennes.

7.1515 Si les Communautés européennes considéraient qu'il était important de ne pas accorder d'approbations finales sans imposer des prescriptions additionnelles du type indiqué dans la nouvelle législation communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés, il leur était loisible d'essayer d'obtenir des demandeurs soit des engagements volontaires soit une demande de suspension de la procédure d'approbation pertinente en attendant l'adoption de la nouvelle législation communautaire.[1296] Ou alors, elles auraient pu imposer de telles prescriptions en tant que conditions attachées aux décisions en matière d'approbation, à condition que l'imposition de ces prescriptions ait été compatible avec les règles de l'OMC. Nous notons qu'il est possible que la législation communautaire existante en matière d'approbation ne constituait pas une base juridique claire ou suffisante pour imposer de telles prescriptions nouvelles et additionnelles concernant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés, et que l'imposition de ces prescriptions aurait pu exposer les Communautés européennes au risque d'une contestation juridique au niveau interne. Toutefois, les Communautés européennes ont dit à maintes reprises au présent Groupe spécial qu'il ne devrait pas faire appliquer le droit communautaire, et que la question de la conformité d'une certaine action, ou inaction, des CE au droit communautaire était une question devant être traitée par les tribunaux des CE, non par le présent Groupe spécial. Nous partageons cet avis et considérons qu'en suivant la même logique nous ne devrions pas articuler notre détermination de la conformité des CE aux prescriptions de la première clause de l'Annexe C 1) a) autour de la question de savoir si le droit communautaire autorisait ou non les Communautés européennes à imposer les prescriptions nouvelles et additionnelles concernant l'étiquetage et la traçabilité avant l'entrée en vigueur de la nouvelle législation. Les contraintes imposées par le droit communautaire ne constitueraient pas une justification des retards qui auraient pu se produire pour cette raison dans l'achèvement des procédures d'approbation.

7.1516 Deux autres considérations militent en faveur de notre point de vue selon lequel l'absence de législation assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés n'aurait pas constitué une justification *eo ipso* des retards qui auraient pu se produire pour cette raison dans l'achèvement des procédures d'approbation. Tout d'abord, la mise en place d'une nouvelle législation est par nature un processus de longue haleine dont l'achèvement prend assez fréquemment une ou plusieurs années.[1297] Les Communautés européennes elles-mêmes ont dit que compléter et mettre à jour leur législation étaient des tâches qui "prenaient inévitablement un temps assez long pour être achevées compte tenu

[1296] Le dossier montre que les Communautés européennes l'ont fait dans un certain nombre de procédures d'approbation.

[1297] Nous notons que des propositions en vue d'une nouvelle législation doivent être élaborées, que la législation doit être adoptée par le Parlement et que, dans certains pays, il peut être nécessaire de soumettre la législation à un vote populaire avant qu'elle puisse être finalement adoptée.

du débat social et politique sérieux sur les questions liées aux OGM et la production de produits alimentaires GM".[1298] Nous prenons note également de la déclaration des CE selon laquelle la législation concernant les OGM et produits dérivés doit suivre l'"évolution constante du débat scientifique et réglementaire"[1299] sur ces produits, qui donne à penser qu'il faut s'attendre à ce que la législation pertinente doive être régulièrement ajustée et modifiée. L'évolution de la législation communautaire pertinente semblerait étayer cette déclaration. Dans ces circonstances, nous craignons que si un Membre peut suspendre et, par conséquent, retarder l'octroi des approbations finales essentiellement chaque fois qu'il complète et met à jour sa législation en matière d'approbation, il puisse y avoir des périodes fréquentes et longues pendant lesquelles les décisions en matière d'approbation finale sont suspendues. Incidemment, vu le temps qu'il faut pour réviser la législation, la nécessité de procéder à une nouvelle révision et mise à jour pourrait dans certains cas être identifiée avant même que la révision précédente ait franchi toutes les étapes du processus législatif.

7.1517 L'autre considération dont il faut prendre note concerne l'utilisation du retard procédural en tant qu'instrument pour gérer ou contrôler les risques. Il est utile d'illustrer ce point en donnant un exemple. Par exemple, si les Communautés européennes retardaient l'achèvement d'une procédure d'approbation particulière parce que la législation existante les empêchait d'imposer une prescription en matière de traçabilité pour un OGM qui faciliterait le retrait du produit en cas d'effets négatifs imprévus sur la santé humaine ou l'environnement, les Communautés européennes utiliseraient effectivement un retard procédural en remplacement d'une mesure de fond de gestion des risques (la prescription en matière de traçabilité) qui ne pourrait pas être imposée en vertu de la législation existante en matière d'approbation. À notre avis, toutefois, la poursuite d'un objectif de gestion des risques ne justifierait pas un retard dans l'achèvement d'une procédure d'approbation et dès lors serait incompatible avec la première clause de l'Annexe C 1) a). Si le retard procédural pouvait être utilisé, directement ou indirectement, en tant qu'instrument pour gérer ou contrôler les risques, les Membres pourraient alors se soustraire aux obligations devant être respectées en ce qui concerne les mesures SPS de fond, comme l'article 5:1, qui exige que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques. À l'évidence, nous ne pouvons pas interpréter la première clause de l'Annexe C 1) a) d'une manière qui annulerait ou compromettrait l'utilité et l'effet voulu d'autres dispositions de l'*Accord SPS*. En effet, tel que nous le voyons, un but central de la première clause de l'Annexe C 1) a) est précisément d'empêcher une situation dans laquelle les Membres échappent aux disciplines de fond que les articles 2 et 5 de l'*Accord SPS* imposent en ce qui concerne les décisions SPS de fond en ne parvenant pas à des décisions de fond finales sur les demandes d'approbation de la commercialisation.

7.1518 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que l'absence de législation communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés n'aurait pas constitué une justification des retards qui auraient pu se produire pour cette raison entre juin 1999 et août 2003 dans l'achèvement des procédures d'approbation.

Science en constante évolution et application d'une approche de prudence et de précaution

7.1519 Nous allons maintenant examiner si la science en constante évolution et l'application en conséquence par les Communautés européennes d'une approche de prudence et de précaution constitueraient une justification des retards qui ont pu se produire du fait de la suspension générale par les Communautés européennes des approbations finales entre juin 1999 et août 2003.

[1298] Première communication écrite des CE, paragraphe 195.
[1299] *Ibid*.

7.1520 Selon les Communautés européennes, les OGM se caractérisent par la complexité et l'incertitude scientifiques. Les Communautés européennes soutiennent que ces dernières années la compréhension scientifique et la connaissance des risques pouvant découler des OGM et produits dérivés ont évolué, mais restent incomplètes. Elles notent que de nombreuses questions restent sans réponse et qu'il y a une expérience limitée des OGM pour ce qui est du temps et de la qualité. Elles font observer à cet égard que seul un très petit nombre d'études systématiques ont jusqu'ici été réalisées sur les effets indirects et à long terme de la culture à grande échelle des OGM.

7.1521 Les Communautés européennes font observer que, compte tenu du fait que la science sous-jacente continue de beaucoup changer, elles ont choisi d'appliquer une approche de prudence et de précaution pour identifier, évaluer et gérer les risques pour la santé humaine et l'environnement découlant des OGM et produits dérivés pour lesquels une approbation de la commercialisation a été demandée.

7.1522 Pour commencer, nous notons qu'à notre avis la première clause de l'Annexe C 1) a) n'empêche pas l'application d'une approche de prudence et de précaution pour identifier, évaluer et gérer les risques pour la santé humaine et l'environnement découlant des OGM et produits dérivés. Comme nous l'avons dit, nous considérons que la première clause de l'Annexe C 1) a) autorise un Membre à prendre le temps qui est raisonnablement nécessaire pour déterminer avec une assurance suffisante si ses prescriptions SPS pertinentes sont respectées. Dans cette logique, nous considérons qu'il pourrait, par exemple, être justifié qu'un Membre qui juge approprié de suivre une approche de prudence et de précaution pour évaluer et approuver les demandes concernant les OGM et produits dérivés demande à un demandeur des renseignements ou clarifications complémentaires dans une situation où un autre Membre considère que les renseignements disponibles sont suffisants pour procéder à son évaluation et parvenir à une décision au sujet d'une demande.[1300] Le point de savoir si une demande particulière est l'expression d'une circonspection et d'une prudence véritables ou si elle est un prétexte pour retarder l'achèvement d'une procédure d'approbation devrait être déterminé à la lumière de tous les faits et circonstances pertinents.

7.1523 Il ressort des observations qui précèdent que nous ne percevons aucune tension inhérente entre l'obligation énoncée dans la première clause de l'Annexe C 1) a) d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié et l'application d'une approche de prudence et de précaution pour évaluer et approuver les OGM ou produits dérivés. Néanmoins, il est clair que l'application d'une approche de prudence et de précaution est, et doit être, soumise à des limites raisonnables, de crainte que l'approche de précaution n'absorbe la discipline imposée par la première clause de l'Annexe C 1) a). En effet, si un Membre pouvait sans cesse retarder des décisions de fond au motif d'un besoin perçu de circonspection et de prudence dans l'évaluation des demandes, la première clause de l'Annexe C 1) a) serait dénuée de tout sens ou effet. En appliquant les dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), il importe donc d'avoir toujours à l'esprit que la première clause de l'Annexe C 1) a) implique en tant qu'obligation fondamentale l'obligation d'arriver à une décision au sujet d'une demande.

7.1524 Les Communautés européennes font valoir que dans le cas des demandes concernant les OGM et produits dérivés il est difficile d'arriver à une décision, en raison de la science qui est en évolution constante et d'un ensemble de renseignements et de données scientifiques disponibles qui est encore limité. Même si nous devions admettre qu'il s'agit là d'une description exacte de la situation telle qu'elle existait entre juin 1999 et août 2003, nous considérons qu'à la lumière des

[1300] Nous rappelons que conformément à l'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS* les demandes de renseignements doivent être limitées à ce qui est nécessaire pour les procédures d'approbation appropriées.

dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), cette situation en elle-même et à elle seule ne justifierait pas des retards dans l'achèvement des procédures d'approbation.

7.1525 Nous notons à cet égard que si les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* et telle qu'elle est prescrite à l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, conformément à l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, un Membre peut provisoirement adopter une mesure SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles.[1301] Par contre, dans les situations où les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, un Membre doit établir sa mesure SPS sur la base d'une évaluation des risques. Naturellement, le simple fait que les preuves scientifiques pertinentes sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques ne signifie pas que le résultat et la conclusion de l'évaluation des risques sont exempts d'incertitudes (par exemple des incertitudes liées à certaines suppositions faites au cours de la réalisation d'une évaluation des risques). En effet, nous considérons que de telles incertitudes peuvent être légitimement prises en compte par un Membre lorsqu'il détermine la mesure SPS à prendre, le cas échéant.[1302] Compte tenu de ces incertitudes, une évaluation des risques donnée peut fort bien étayer une gamme de mesures possibles. À l'intérieur de cette gamme, un Membre a la liberté de choisir celle qui offre la meilleure protection de la santé humaine et/ou de l'environnement, compte tenu du niveau de protection qu'il juge approprié, à condition que la mesure choisie soit raisonnablement étayée par l'évaluation des risques et ne soit pas incompatible avec d'autres dispositions applicables de l'*Accord SPS*, comme l'article 5:6.

7.1526 Comme il ressort clairement du paragraphe précédent, la science en constante évolution, la complexité et l'incertitude scientifiques, et des renseignements ou données scientifiques disponibles limités ne sont pas, en eux-mêmes et à eux seuls, des motifs de retarder des décisions de fond en matière d'approbation, et l'*Accord SPS* n'envisage pas que les Membres en pareils cas diffèrent la prise de décisions SPS de fond. En effet, même dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes ne permettent pas la réalisation d'une évaluation des risques, l'*Accord SPS* envisage que les Membres prennent des décisions SPS de fond. Il est certain que des facteurs tels que la science en constante évolution et la disponibilité limitée de preuves scientifiques affectent la confiance que les Membres peuvent avoir dans les résultats de leurs évaluations. Mais ils n'affectent pas intrinsèquement la capacité d'un Membre de parvenir à des décisions de fond au sujet d'une demande, d'autant qu'un Membre peut prendre en compte de tels facteurs en parvenant à des décisions de fond.

7.1527 Il est tout à fait possible que dans la situation décrite par les Communautés européennes où la science évolue et où il y a des preuves scientifiques disponibles limitées, un report des décisions de fond puisse permettre de prendre de meilleures décisions à un stade ultérieur, à condition que les analyses et recherches appropriées soient engagées. Toutefois, nous ne considérons pas que la première clause de l'Annexe C 1) a) peut ou devrait être interprétée comme autorisant les Membres à se mettre dans une sorte de position d'attente pendant qu'ils ou d'autres entités engagent des recherches en vue d'obtenir des renseignements et données scientifiques additionnels. Comme nous l'avons dit précédemment, l'obligation fondamentale qu'implique la première clause de l'Annexe C 1) a) est l'obligation faite aux Membres d'arriver à une décision de fond. Ce point de vue est entièrement compatible et concorde bien avec les dispositions susmentionnées de l'article 5:1 et de l'article 5:7.[1303] Il importe de noter à cet égard que nulle part l'*Accord SPS* n'indique que les décisions

[1301] Pour une analyse et une explication plus approfondies des dispositions de l'article 5:7, *voir infra*, la section VII.F.

[1302] Pour une analyse et une explication plus approfondies des dispositions de l'article 5:1, *voir infra*, la section VII.F.

[1303] En effet, si un Membre pouvait retarder une décision finale en matière d'approbation au motif que les preuves scientifiques disponibles sont insuffisantes, ce Membre pourrait échapper aux disciplines imposées

de fond au sujet des demandes doivent donner une réponse clairement affirmative ou négative aux demandeurs. Les Membres peuvent en principe accorder des approbations limitées dans le temps ou des approbations soumises à d'autres conditions appropriées. Ou alors ils peuvent en principe décider de rejeter une demande sous réserve de la possibilité de revoir cette décision lorsque, si cela se produit, les circonstances pertinentes changent. Les circonstances pertinentes pourraient inclure l'état des connaissances scientifiques. Ainsi, il n'y a pas de raison de considérer que notre interprétation de la première clause de l'Annexe C 1) a) nuirait à la capacité des Membres de mener une action différenciée, proportionnée pour protéger la santé humaine et/ou l'environnement des risques potentiels découlant des OGM ou produits dérivés.

7.1528 Les Communautés européennes font valoir qu'elles n'ont pas été aussi loin que certains autres États (ou parties d'États) qui ont en fait adopté des interdictions pures et simples du commerce et de la culture des OGM et produits dérivés. Nous admettons que dans certaines circonstances un demandeur pourrait fort bien préférer qu'au lieu de prendre une décision rapide, mais négative, en matière d'approbation finale, les Communautés européennes attendent pour prendre une décision finale en matière d'approbation et engagent une analyse complémentaire, etc. qui pourrait aboutir à une décision positive en matière d'approbation. Toutefois, à notre avis, cela ne constitue pas une justification des retards qui auraient pu se produire du fait de la décision prise unilatéralement par les Communautés européennes de suspendre toutes les décisions finales en matière d'approbation. Si un Membre considère qu'un retard dans l'achèvement d'une procédure d'approbation pourrait permettre une décision positive, il peut communiquer cette évaluation au demandeur qui peut alors décider s'il y a lieu d'accepter un retard et de demander une suspension de la procédure d'approbation.

7.1529 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous ne considérons pas que le simple fait que la science a peut-être été en constante évolution pendant la période pertinente (de juin 1999 à août 2003) et l'adoption en conséquence par les Communautés européennes d'une approche de prudence et de précaution constitueraient une justification du fait de retarder l'achèvement des procédures d'approbation en imposant un moratoire général des CE sur les approbations finales.

Conclusion

7.1530 Nous avons conclu que i) l'inadéquation perçue de la législation communautaire existante en matière d'approbation et ii) la science en constante évolution et l'application d'une approche de prudence et de précaution ne constitueraient pas une justification des retards qui auraient pu se produire du fait de l'application du moratoire général des CE sur les approbations finales.

7.1531 Cette conclusion n'implique pas, toutefois, que le moratoire général des CE sur les approbations finales a entraîné un retard injustifié dans l'engagement ou l'achèvement de procédures d'approbation particulières. Par conséquent, la conclusion que nous formulons ci-dessus n'empêche pas qu'il faut aller plus loin et examiner si le moratoire général des CE a entraîné un retard injustifié dans l'engagement ou l'achèvement d'au moins une procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220 et/ou 2001/18.

7.1532 Avant d'entreprendre cette tâche, nous tenons à souligner que la conclusion que nous formulons ci-dessus ne devrait pas être interprétée comme signifiant qu'il ne serait en aucune circonstance justifiable, à la lumière des dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), de retarder l'achèvement des procédures d'approbation en imposant un moratoire général sur les approbations finales de produits biotechnologiques. Nous considérons qu'il peut fort bien y avoir des

---

par l'article 5:7, y compris la prescription imposant de s'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels et de procéder à un examen d'une mesure provisoire dans un délai raisonnable.

circonstances dans lesquelles cela pourrait être justifiable. Par exemple, si l'on découvre de nouvelles preuves scientifiques qui sont en contradiction avec les preuves scientifiques disponibles et qui sont directement pertinentes pour tous les produits biotechnologiques soumis à une prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation, nous pensons que, en fonction des circonstances, il pourrait être justifiable de suspendre toutes les approbations finales en attendant une évaluation appropriée des nouvelles preuves. Le retard qui en résulterait dans l'achèvement des procédures d'approbation pourrait alors être considéré comme n'étant pas "injustifié".

Procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3

7.1533 Nous allons maintenant examiner si les États-Unis et le Canada ont établi que le moratoire *de facto* général sur les approbations avait entraîné un retard injustifié dans l'engagement ou l'achèvement d'une procédure d'approbation particulière menée au titre de la Directive 90/220 et/ou 2001/18. Les États-Unis et le Canada n'ont pas dit laquelle des nombreuses procédures d'approbation pertinentes menées au titre de la Directive 90/220 et 2001/18 nous devrions examiner en premier. Dans un souci d'efficacité, nous avons décidé de commencer notre examen par la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, puisque tant les États-Unis que le Canada ont également présenté une allégation visant un produit spécifique selon laquelle l'achèvement de cette procédure d'approbation particulière avait été retardé de façon injustifiée, contrairement aux prescriptions de la première clause de l'Annexe C 1) a). Nous analyserons ces allégations visant un produit spécifique dans la section VII.E plus loin, lorsque nous traiterons les diverses mesures visant des produits spécifiques contestées par les parties plaignantes.

Relation entre la procédure d'approbation menée au titre de la Directive 90/220 et celle menée au titre de la Directive 2001/18

7.1534 Avant d'examiner si la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardée de façon injustifiée du fait du moratoire *de facto* général, nous devons traiter le fait que comme de nombreuses autres procédures d'approbation, la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a débuté au titre de la Directive 90/220 mais n'était pas achevée à la date d'abrogation de la Directive 90/220 (17 octobre 2002). Rappelons que les demandes qui étaient en souffrance à la date d'abrogation de la Directive 90/220 (17 octobre 2002) relevaient dès lors de la Directive 2001/18 et devaient donc être "complétées" par le demandeur à la lumière des dispositions de la Directive 2001/18. Si le demandeur le faisait dans un délai spécifié (17 janvier 2003), les procédures d'approbation devaient être engagées conformément aux dispositions de la Directive 2001/18.[1304] Dans le cas du colza MS8/RF3, les procédures d'approbation ont été engagées au titre de la Directive 2001/18 après que le demandeur avait complété sa demande.[1305]

7.1535 La question se pose de savoir si les procédures d'approbation engagées au titre de la Directive 2001/18 en ce qui concerne les demandes qui avaient été auparavant évaluées au titre de la Directive 90/220 devraient être considérées comme de nouvelles procédures d'approbation ou comme une poursuite des procédures d'approbation qui n'étaient pas achevées au titre de la Directive 90/220. En examinant cette question, nous jugeons instructif le fait que les demandes qui étaient en souffrance à la date d'abrogation de la Directive 90/220 devaient être "complétées" conformément à la Directive 2001/18. Selon les Communautés européennes, cela signifie que les demandeurs devaient fournir

[1304] Article 35 de la Directive 2001/18. Aucune des parties plaignantes n'a mis en cause la compatibilité de l'article 35 avec les règles de l'OMC.

[1305] Il convient de noter, toutefois, que dans le cas du MS8/RF3 le demandeur avait volontairement mis à jour sa demande au titre de la Directive 90/220 pour se conformer aux prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18 avant même l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.

certains renseignements additionnels exigés au titre de la Directive 2001/18. Ils n'avaient pas besoin de présenter à nouveau leurs demandes dans leur intégralité. Cette affirmation est conforme au sens ordinaire du terme "compléter". Les Communautés européennes ont en outre dit au Groupe spécial qu'en principe une nouvelle évaluation au titre de la Directive 2001/18 était nécessaire uniquement pour les renseignements additionnels fournis conformément à la Directive 2001/18. Sur la base de ces éléments, nous considérons que les procédures d'approbation engagées au titre de la Directive 2001/18 en ce qui concerne les demandes qui avaient été auparavant évaluées au titre de la Directive 90/220 étaient une poursuite des procédures d'approbation auparavant menées au titre de la Directive 90/220.

7.1536 La détermination factuelle selon laquelle une procédure d'approbation non achevée au titre de la Directive 90/220 était poursuivie au titre de la Directive 2001/18 si le demandeur complétait sa demande nous amène à penser qu'aux fins de la première clause de l'Annexe C 1) a), une procédure d'approbation commencée au titre de la Directive 90/220 et poursuivie au titre de la Directive 2001/18 constitue une seule procédure d'approbation. Il s'ensuit qu'aux fins de notre examen au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a), il n'est pas nécessaire de faire une distinction entre les retards injustifiés qui ont pu se produire dans le traitement d'une demande au titre de la Directive 90/220 et les retards injustifiés qui ont pu se produire lorsque la procédure a été poursuivie au titre de la Directive 2001/18. Dans l'un et l'autre cas, la procédure d'approbation pertinente aurait été retardée de façon injustifiée. En conséquence, nous considérons que dans le cas de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, un manquement à l'obligation de se conformer aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) peut être établi sur la base de l'incidence du moratoire général sur cette procédure d'approbation lorsqu'elle était menée conformément aux dispositions de la Directive 90/220. De même, un manquement à l'obligation de se conformer aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) peut être établi sur la base de l'incidence du moratoire général sur la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 lorsqu'elle était menée conformément aux dispositions de la Directive 2001/18.

Adoption de la Directive 2001/18 en tant que justification du retard

7.1537 Une question additionnelle concernant la révision de la Directive 90/220 que nous devons brièvement examiner est celle de savoir si l'adoption en mars 2001 de la Directive 2001/18 aurait pu justifier le fait de retarder l'achèvement des procédures d'approbation menées au titre de la Directive 90/220 afin qu'à partir d'octobre 2002 elles relèvent des nouvelles dispositions de la Directive 2001/18.

7.1538 Nous notons que cette question est semblable à celle que nous avons déjà examinée plus haut concernant l'absence de législation au niveau communautaire assurant l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés, et nous ne présentons donc que quelques observations additionnelles.

7.1539 Nous avons dit plus haut qu'en principe les Communautés européennes étaient habilitées, en menant les procédures d'approbation concernant les produits biotechnologiques en cause en l'espèce, à prendre le temps raisonnablement nécessaire pour déterminer avec une assurance suffisante si leurs prescriptions SPS pertinentes étaient respectées. Toutefois, étant donné que la Directive 2001/18 n'est pas entrée en vigueur avant octobre 2002, toutes prescriptions y figurant n'étaient pas, à notre avis, des prescriptions communautaires dont les Communautés européennes devaient vérifier et assurer le respect à compter de mars 2001 afin d'achever les procédures d'approbation en cours au titre de la Directive 90/220, directive qui était en vigueur à l'époque.[1306] Nous notons en outre que les

[1306] Nous notons que l'Annexe C 1) h) de l'*Accord SPS* fait référence aux réglementations SPS "applicables" auxquelles la conformité doit être assurée. Nous notons en outre que les Communautés européennes n'ont pas allégué qu'elles imposaient effectivement les prescriptions incluses ultérieurement dans la

Communautés européennes n'ont pas allégué qu'elles imposaient effectivement les prescriptions de la Directive 2001/18 au moment de leur adoption en mars 2001.[1307] En fait, les Communautés européennes ont dit qu'elles cherchaient à obtenir des demandeurs des engagements volontaires.

7.1540 Ainsi, nous considérons que l'adoption en mars 2001 de la Directive 2001/18 n'aurait pas pu justifier le fait de retarder l'achèvement des procédures d'approbation menées au titre de la Directive 90/220 de façon à ce qu'à compter d'octobre 2002 elles relèvent des nouvelles dispositions de la Directive 2001/18, étant donné qu'un tel retard n'aurait pas été nécessaire pour vérifier et assurer le respect des prescriptions SPS pertinentes des Communautés européennes. Toutefois, nous considérons que dans les cas où les procédures d'approbation ne pouvaient pas être achevées pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, les retards dans l'achèvement de ces procédures auraient pu être justifiables.

Examen de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3

7.1541 En gardant à l'esprit les observations qui précèdent, nous allons maintenant examiner si la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardée de façon injustifiée et, dans l'affirmative, si c'était du fait de l'application du moratoire *de facto* général, comme les États-Unis et le Canada l'allèguent.

7.1542 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que la progression de la demande concernant le colza MS8/RF3 avait été bloquée lorsque la Commission avait refusé de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation comme l'exige le processus d'approbation. Ensuite, les États-Unis ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment que le retard qui en est résulté était injustifié.

7.1543 Les États-Unis estiment, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans. En revanche, la demande concernant le colza MS8/RF3 était en souffrance depuis près de sept ans à la date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. Les États-Unis soutiennent que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 est injustifié.

7.1544 Le **Canada** fait observer que le demandeur a proposé et a sans cesse révisé ses mesures de gestion des risques en réponse aux préoccupations exprimées par les États membres, le CSP et la Commission. Malgré ces efforts faits par le demandeur, le traitement de la demande a été retardé, ce qui de l'avis du Canada démontre que les Communautés européennes étaient et sont décidées à bloquer l'approbation de ce produit pour culture et sont décidées à imposer les conditions

---

nouvelle législation communautaire. En fait, les Communautés européennes ont dit qu'elles cherchaient à obtenir des demandeurs des engagements volontaires qui auraient assuré l'étiquetage et la traçabilité des OGM et produits dérivés. Enfin, nous notons que si les Communautés européennes imposaient effectivement de telles prescriptions, la conformité à ces prescriptions aurait dû alors entraîner l'achèvement des procédures d'approbation pertinentes. Or, le dossier n'indique pas que ce fut le cas.

[1307] Nous notons que si les Communautés européennes avaient effectivement imposé de telles prescriptions, la conformité à ces prescriptions aurait dû alors entraîner l'achèvement des procédures d'approbation pertinentes. Or, le dossier n'indique pas que ce fut le cas, même s'il y avait des demandeurs qui s'étaient volontairement conformés aux prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18.

contraignantes et non nécessaires en question afin de rendre non rentable l'importation du produit pour transformation.

7.1545 Le Canada fait valoir que depuis que la demande a atteint le niveau communautaire, les États membres ont pris environ 12 mois pour formuler leurs objections à l'égard de la demande, et après que le CSP a rendu son avis favorable sur la demande, les Communautés européennes ont pris encore 12 mois pour examiner les recommandations figurant dans l'avis du CSP, y compris un plan de surveillance. Bien que la demande ait été examinée au Comité de réglementation pendant l'été de 1999, il n'y a pas eu de vote. Le Canada note qu'en août 1999 le demandeur a proposé d'accepter volontairement de satisfaire aux prescriptions de la position commune de juin 1999 du Conseil. Sur la base de ces engagements, la Commission a invité le demandeur à présenter sa proposition au Comité de réglementation en octobre 1999. Toutefois, bien que le Comité de réglementation ait à nouveau examiné la proposition, il n'a pas procédé à un vote. Par la suite, le demandeur a fait des propositions complémentaires pour essayer à nouveau de répondre aux préoccupations exprimées par les États membres. Cependant, bien que la question ait été une fois de plus soumise au Comité de réglementation en mars 2000, celui-ci n'a pas procédé à un vote.

7.1546 Le Canada allègue également que tout retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation découlant du fait que le Comité de réglementation n'a pas adopté le projet de mesure approuvant le colza MS8/RF3 en mars 2000 devrait être considéré comme "injustifié". Le Canada souligne à cet égard les efforts faits par le demandeur pour répondre aux nouvelles demandes présentées par l'autorité compétente principale. Il fait observer que bien que l'autorité compétente principale ait finalement accepté en mai 2002 le plan de surveillance postérieure à la commercialisation et les lignes directrices agricoles proposés par le demandeur, les Communautés européennes n'ont fourni aucun renseignement pour expliquer le retard survenu entre mai 2002 et le début de janvier 2003, lorsque le demandeur a présenté un nouveau dossier mis à jour au titre de l'article 35 de la Directive 2001/18.

7.1547 Enfin, le Canada fait observer que plus de huit ans après que la demande a été initialement présentée pour approbation à l'autorité compétente principale en 1996 et plus de six ans après que le CSP a rendu son avis en mai 1998, le colza MS8/RF3 n'a toujours pas été approuvé ni pour importation et transformation ni pour culture, malgré des mesures de gestion des risques raisonnablement disponibles. Le Canada estime que selon n'importe quel critère raisonnable, le temps exceptionnellement long pris pour traiter cette demande constitue un "retard injustifié".

7.1548 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis font erreur lorsqu'ils disent que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote au Comité de réglementation en juin 1999, et le Comité de réglementation a tenu deux réunions sur la question. Selon les Communautés européennes, le Comité de réglementation n'a pas voté le 9 mars 2000 parce que l'Italie a soulevé des questions scientifiques concernant les effets du produit en question sur les cycles biogéochimiques et les chaînes alimentaires et sur la probabilité de dissémination. Les Communautés européennes indiquent également qu'en mai 2001, le demandeur a modifié la portée de sa demande et que, par la suite, la demande a progressé, le demandeur ayant fourni des renseignements additionnels.

7.1549 Le **Canada** note que les questions de l'Italie avaient déjà été traitées dans le dossier de la demande et par le CSP. En outre, les tentatives faites pour exprimer des préoccupations au sujet des incidences de l'utilisation d'herbicides sur la biodiversité agricole liaient de façon inappropriée les préoccupations concernant l'utilisation d'herbicides à l'approbation d'une variété de semence. Le Canada note que: 1) pour toutes les autres variétés de semences, la législation en matière d'approbation des semences est distincte de la législation en matière d'approbation des pesticides; 2) l'utilisation d'herbicides est un des nombreux facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la

biodiversité agricole; et 3) les États membres des CE ont en fait autorisé l'utilisation du glufosinate-ammonium pour un usage général ainsi que pour un usage ciblé sur les cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides. Le Canada réplique également que les Communautés européennes ne signalent pas que la fourniture de renseignements complémentaires par le demandeur était nécessaire parce que les prescriptions en matière de renseignements étaient soit peu claires soit changeantes.

7.1550 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant les arguments des États-Unis et du Canada concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion.

7.1551 Nous rappelons à cet égard que le Comité de réglementation s'est réuni deux fois, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner un projet de mesure soumis par la Commission. Il n'y a pas eu de vote sur le projet de mesure à l'une ou l'autre de ces réunions et le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour essayer une autre fois de procéder à un vote sur la demande.

7.1552 Le dossier n'indique pas pourquoi le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur le colza MS8/RF3 à la réunion de mars 2000.[1308] L'une des raisons était peut-être une demande de renseignements présentée par l'autorité compétente italienne. L'Italie a transmis sa demande à l'autorité compétente principale le 14 mars 2000, et l'autorité compétente principale l'a ensuite transmise au demandeur.[1309] En novembre 2000 le demandeur a fourni à l'autorité compétente principale des réponses aux questions posées par l'Italie indiquant que toutes les questions posées avaient été précédemment traitées par le CSP ainsi que dans la mise à jour de la demande fournie par le demandeur en novembre 1999. Cette communication a également été distribuée aux autres autorités compétentes et à la Commission.[1310]

7.1553 Il convient en outre de noter qu'en juin 2001 le demandeur a envoyé à l'autorité compétente principale une lettre qui clarifiait certains aspects de la demande, y compris sa portée. Rien n'indique que cette clarification avait été demandée. Toutefois, la lettre du demandeur soulignait qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation la clarification paraissait nécessaire.[1311] Dans une lettre séparée datée du même jour, "suite à la révision de la Directive 90/220/CEE", le demandeur a aussi fourni à l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour, y compris une évaluation mise à jour des risques pour l'environnement, un plan de surveillance postérieure à la commercialisation des lignes directrices agricoles, des renseignements additionnels sur l'identification et l'étiquetage et des renseignements sur le produit en question destinés au public.[1312] La lettre indiquait que ces renseignements confirmaient que la demande était déjà "conforme aux principales dispositions" de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. La lettre invitait l'autorité compétente principale à informer les autres États membres de la nouvelle série de documents à la réunion suivante du Comité de réglementation.[1313] Rien n'indique que l'autorité compétente principale ait jamais transmis les nouveaux documents aux autres États membres et à la Commission. Une réunion des autorités compétentes s'est tenue deux semaines après que le demandeur a fourni des

[1308] Le dossier contient un résumé des conclusions pour la réunion d'octobre 1999 du Comité de réglementation, mais pas pour la réunion de mars 2000.

[1309] Pièce EC-63/At. 87. Ce fax du 14 mars 2000 adressé par l'autorité compétente italienne à l'autorité compétente principale fait spécifiquement "référence à la conclusion de la dernière réunion du Comité de réglementation".

[1310] Pièce EC-63/Ats. 89 et 90.

[1311] Pièce EC-63/At. 92.

[1312] Pièce EC-63/At. 91.

[1313] *Ibid*.

renseignements additionnels, mais le Groupe spécial n'a aucune information sur ce qui a été discuté à cette réunion. Cependant, il ressort clairement du dossier que l'autorité compétente principale n'a confirmé la réception des nouveaux documents qu'en juillet 2001. L'autorité compétente principale a informé le demandeur qu'elle avait transmis les documents au comité scientifique pertinent du Conseil belge de biosécurité (ci-après le "CBB") pour avis.[1314] Aucune raison n'a été donnée pour expliquer pourquoi un avis avait été demandé.

7.1554 Le Groupe spécial note qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation, il incombait à la Commission de mener une action. Plus précisément, l'article 21 de la Directive 90/220 indique que l'action devant être menée par la Commission consistait à convoquer une autre réunion en vue d'obtenir un vote sur son projet de mesure. La question se pose alors de savoir s'il était justifié que la Commission ne convoque pas une autre réunion à un moment quelconque avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.1555 En abordant cette question, le Groupe spécial prend note des éléments suivants. En novembre 2000 le demandeur avait répondu à toutes les demandes de renseignements qui lui avaient été adressées après la réunion du Comité de réglementation de mars 2000. Les renseignements additionnels ont été distribués à toutes les autorités compétentes et à la Commission en décembre 2000. Comme il a été indiqué, toutefois, en juin 2001 le demandeur a fourni une clarification additionnelle et des renseignements mis à jour à l'autorité compétente principale. Le dossier n'indique pas que la Commission a été mise au courant de l'existence des renseignements de juin 2001. Parallèlement, rien dans le dossier ne donne à penser que la Commission "attendait" les renseignements de juin 2001.

7.1556 S'agissant de la clarification fournie par le demandeur en juin 2001, nous notons que si la Commission n'attendait pas cette clarification, cette clarification ne pouvait alors pas constituer une justification du fait que la Commission n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation à un moment donné entre décembre 2000 et juin 2001. Par ailleurs, si la Commission avait attendu une clarification de la part du demandeur, elle aurait dû demander à l'autorité compétente principale si le demandeur avait fourni une clarification. Il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission l'ait fait.

7.1557 S'agissant des renseignements mis à jour également fournis par le demandeur en juin 2001, il importe de se rappeler que le demandeur a fourni ces renseignements, non pas pour se conformer à une prescription découlant des dispositions de la Directive 90/220, mais pour essayer de convaincre les États membres de voter en faveur de l'approbation de sa demande. Par ailleurs, l'autorité compétente principale n'avait pas été priée de présenter une évaluation de ces renseignements additionnels avant de les transmettre aux autres États membres et à la Commission. Malgré cela, l'autorité compétente principale a demandé un avis au CBB. Toutefois, il semble que pour le CBB, il n'était pas évident qu'un avis était nécessaire. En novembre 2001, le CBB a examiné les renseignements en question. Selon le compte rendu du débat interne, "il n'était pas nécessaire que le Conseil consultatif de biosécurité rende un avis avant que ces documents soient transmis à la Commission européenne; et dans le passé de tels renseignements additionnels avaient déjà été envoyés directement à la Commission à plusieurs reprises".[1315] Toutefois, comme c'était la première fois qu'une société avait présenté un plan de surveillance, des directives agricoles et un dossier public, le CBB "jugeait bon de demander au Conseil consultatif de biosécurité d'examiner ces documents

[1314] Pièce EC-63/At. 93.
[1315] Pièce EC-63/At. 102.

avant de les transmettre à la Commission européenne".[1316] Il était noté que les experts pertinents auraient ainsi l'occasion d'acquérir de l'expérience dans l'évaluation de tels documents.[1317]

7.1558 Nous ne sommes pas convaincus qu'une évaluation par l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour était nécessaire avant que ces renseignements puissent être transmis à la Commission et aux autres autorités compétentes, et que la Commission devait donc attendre l'évaluation de l'autorité compétente principale avant de reconvoquer le Comité de réglementation. En effet, nous notons que dans une situation parallèle, une autorité compétente différente n'a pas jugé nécessaire de procéder à une évaluation des renseignements additionnels fournis par un demandeur pour démontrer que sa demande était déjà conforme aux principales dispositions de la Directive 2001/18.[1318]

7.1559 En tout état de cause, dans la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, le demandeur a répondu à la dernière question en suspens du CBB au début de mai 2002.[1319] Le dossier n'indique aucun autre progrès dans cette procédure d'approbation avant octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée. Rien n'indique donc que le CBB ait jamais donné son avis sur les renseignements de juin 2001 à l'autorité compétente principale. Même à supposer que la Commission était au courant des renseignements mis à jour de juin 2001, et même à supposer qu'il était justifiable en principe que la Commission laisse l'autorité compétente principale effectuer une certaine évaluation des renseignements, il incombait toujours à la Commission de demander un vote du Comité de réglementation sur son projet de mesure. Pourtant, alors même que la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait, la Commission n'a apparemment pas demandé à l'autorité compétente principale de terminer dans les moindres délais son évaluation des renseignements mis à jour et de la distribuer avec ces renseignements de façon qu'une nouvelle tentative d'achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220 puisse être faite.[1320]

7.1560 Compte tenu de ces éléments, nous considérons que si la Commission avait demandé la distribution des renseignements additionnels dès que le demandeur avait répondu à la dernière question en suspens en mai 2002, il aurait dû être possible que les renseignements soient distribués dans les moindres délais et qu'une réunion du Comité de réglementation ait lieu au plus tard au cours de l'été de 2002. Étant donné que la Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le milieu d'octobre 2002, nous pensons que cela aurait laissé suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente principale donne son consentement écrit.[1321]

[1316] *Ibid*.

[1317] *Ibid*.

[1318] *Voir* l'analyse que nous avons faite plus haut dans la section VII.D de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon.

[1319] Pièce EC-63/At. 108. Le demandeur indiquait aussi qu'il était disposé à suivre une suggestion du CBB concernant l'information du public, à condition que le CBB apporte d'autres clarifications. *Ibid.*

[1320] Si la Commission n'était pas au courant des renseignements mis à jour fournis par le demandeur en juin 2001, l'existence de ces renseignements ne pouvait pas alors constituer une justification du fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation après décembre 2000.

[1321] La Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. Même à supposer que dans ce scénario il n'y ait pas suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que la Commission ne reconvoque pas le Comité de réglementation pour un vote. La Commission aurait pu prévoir une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du

7.1561 Dans des constatations antérieures, le Groupe spécial a fait observer que la Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure, ou que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'aurait pas obtenu la majorité qualifiée requise, ce qui aurait pour conséquence que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son propre projet de mesure. De l'avis du Groupe spécial, ni l'une ni l'autre de ces considérations ne constitueraient une justification du fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour une troisième réunion.

7.1562 L'opposition prévue d'États membres aurait fort bien pu être un sujet de préoccupation pour la Commission en raison des conséquences qu'elle aurait pu avoir sur la légitimité et l'acceptabilité d'une décision finale de la Commission d'approuver son propre projet de mesure. Toutefois, cela n'aurait pas justifié que la Commission suspende le processus d'approbation jusqu'à ce qu'elle soit sûre que son projet de mesure obtiendrait la majorité qualifiée au Comité de réglementation.[1322] S'il en était autrement, l'obligation d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié n'imposerait aucune discipline réelle car la Commission pourrait alors suspendre les procédures d'approbation chaque fois qu'elle prévoit une opposition importante d'États membres et indépendamment du point de savoir s'il y a des raisons valables à une telle opposition.

7.1563 S'agissant de la possibilité que certains États membres aient été peu disposés à procéder à un vote sur le projet de mesure de la Commission, il convient également de noter que si la Commission était au courant de l'existence des renseignements mis à jour de juin 2001, alors ces renseignements lui auraient donné des arguments additionnels pour demander un vote sur son projet de mesure au Comité de réglementation. Rappelons que le demandeur a fourni les renseignements de juin 2001 pour démontrer que la demande concernant le MS8/RF3 était déjà conforme aux principales dispositions de la nouvelle Directive 2001/18.

7.1564 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis qu'au plus tard au cours de l'été de 2002 la Commission aurait dû reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le temps effectivement pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a eu lieu entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1565 Passant maintenant à la raison pour laquelle la Commission n'a pas agi, nous rappelons l'allégation des États-Unis et du Canada selon laquelle la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardée du fait de l'application par les Communautés européennes du moratoire *de facto* général sur les approbations. Nous rappelons à cet égard nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3 après novembre 2001 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis

---

Groupe des cinq pays. Comme il est signalé plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier les gouvernements des pays du Groupe des cinq vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, la Commission n'aurait pas pu légitimement invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation.

[1322] Le dossier n'indique pas, et les Communautés européennes n'ont pas fait valoir, qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation la Commission a lancé des consultations interservices pour revoir le projet de mesure pertinent.

et du Canada selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1566 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et le Canada à l'appui de leur affirmation selon laquelle la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardée de façon injustifiée du fait de l'application d'un moratoire *de facto* général sur les approbations.

Conclusions

7.1567 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle l'application par les Communautés européennes d'un moratoire *de facto* général sur les approbations a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 et, par conséquent, un manquement aux obligations des Communautés européennes au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation du Canada selon laquelle l'application par les Communautés européennes d'un moratoire *de facto* général sur les approbations a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 et, par conséquent, un manquement aux obligations des Communautés européennes au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*.

7.1568 Puisque nous avons conclu que le moratoire *de facto* général sur les approbations avait entraîné un retard injustifié dans l'achèvement d'au moins une procédure d'approbation menée en ce qui concerne un produit biotechnologique en cause en l'espèce, nous n'avons pas à passer, et nous ne passons donc pas, à l'examen de la question de savoir si le moratoire *de facto* général sur les approbations a entraîné un retard injustifié dans l'engagement ou l'achèvement d'autres procédures d'approbations individuelles menées au titre soit des Directives 90/220 et 2001/18 soit du Règlement n° 258/97.

b) Article 8

7.1569 Nous rappelons que les États-Unis et le Canada cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 de l'*Accord SPS* sur la base d'une incompatibilité avec l'Annexe C 1) a). L'article 8 exige, entre autres choses, que les Membres se conforment aux dispositions de l'Annexe C dans l'application de leurs procédures d'approbation. Il s'ensuit que le fait de ne pas se conformer aux dispositions de l'Annexe C 1) a) implique une infraction à l'article 8. Nous avons déterminé plus haut que, du fait du moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ne s'étaient pas, dans au moins une procédure d'approbation menée au titre des Directives 90/220 et 2001/18, conformées aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a). En conséquence, nous concluons qu'en ce qui concerne la procédure d'approbation susmentionnée, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 8.

c) Conclusions générales

7.1570 Les constatations et conclusions qui précèdent amènent le Groupe spécial à formuler les conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que du fait de l'application d'un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003 les Communautés européennes ne se sont pas conformées aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, ont également agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que du fait qu'elles ont appliqué un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003 les Communautés européennes ne se sont pas conformées aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, ont également agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

12. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 8 et l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*

7.1571 Seuls les États-Unis allèguent qu'en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*.

7.1572 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour

> animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.1573 L'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> […]
>
> b) que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards […]."

7.1574 L'Annexe C 1) b) énonce essentiellement cinq obligations séparées, mais liées, auxquelles les Membres doivent se conformer dans l'application des procédures d'approbation. Ces obligations concernent:

i) la publication ou la communication aux demandeurs de la durée de chaque procédure;

ii) l'examen du caractère complet de la documentation et l'indication des lacunes aux demandeurs;

iii) la communication des résultats de la procédure;

iv) le traitement des demandes qui comportent des lacunes; et

v) la fourniture de renseignements sur le stade de la procédure et l'explication d'éventuels retards.

7.1575 Les **États-Unis** font valoir que le moratoire général sur les approbations est une mesure non publiée, non transparente au titre de laquelle les Communautés européennes ne permettent pas que leurs procédures d'approbation soient menées à terme. En tant que tel, le moratoire général est incompatible, de l'avis des États-Unis, avec chacune des obligations procédurales liées énoncées à l'Annexe C 1) b) et, par conséquent, avec l'article 8 également.

7.1576 S'agissant de la *première obligation* (publication ou communication de la durée de la procédure), les États-Unis font observer que bien que la législation communautaire applicable en matière d'approbation indique des durées, au titre du moratoire général sur les approbations, ces durées ne sont pas respectées. En revanche, les Communautés européennes ont imposé un retard indéterminé. Toutefois, puisque les Communautés européennes ne reconnaissent pas le moratoire, la durée normale de la procédure n'est pas publiée et la durée prévue n'est pas communiquée au demandeur.

7.1577 S'agissant de la *deuxième obligation* (caractère complet de la documentation), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général sur les approbations les Communautés européennes n'examinent pas la documentation dans les moindres délais et n'informent pas le demandeur de toutes les lacunes. Au contraire, les demandes au titre de la législation communautaire applicable sont bloquées, sans explication.

7.1578 S'agissant de la *troisième obligation* (communication des résultats), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général sur les approbations les résultats des procédures ne sont pas communiqués dans les moindres délais aux demandeurs afin que des correctifs puissent être apportés. En revanche, les demandes sont bloquées dans le processus d'approbation sans explication.

7.1579 S'agissant de la *quatrième obligation* (traitement des demandes comportant des lacunes), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général sur les approbations les Communautés européennes ne mènent pas le processus d'approbation aussi loin que cela est réalisable. En revanche, les demandes sont bloquées dans le processus d'approbation.

7.1580 S'agissant de la *cinquième obligation* (explication du retard), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général sur les approbations les retards ne sont pas expliqués. Au contraire, les Communautés européennes n'informent même pas les demandeurs de l'existence du moratoire général.

7.1581 Les **Communautés européennes** estiment que les États-Unis se contentent d'affirmer que les Communautés européennes n'ont pas fait ce qu'elles étaient tenues de faire au titre des différentes obligations énoncées à l'Annexe C 1) b). Les États-Unis considèrent qu'il suffit simplement d'alléguer que les demandes étaient bloquées dans le processus d'approbation et ne donnent aucune explication. Toutefois, il incombe à la partie plaignante de présenter des éléments *prima facie*. En tout état de cause, de l'avis des Communautés européennes, les chronologies détaillées des procédures d'approbation individuelles et autres documents fournis par les Communautés européennes démontrent que les allégations des États-Unis sont sans fondement.

7.1582 Le **Groupe spécial** note que conformément au texte introductif de l'Annexe C 1) les dispositions de l'Annexe C 1) b) s'appliquent "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons précédemment constaté que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituaient des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1), et, en tant que telles, étaient soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), qui incluaient celles de l'Annexe C 1) b).

7.1583 La mesure contestée par les États-Unis est le moratoire *de facto* général des Communautés européennes sur les approbations. Nous croyons comprendre que les États-Unis allèguent que l'adoption et l'application du moratoire *de facto* général sur les approbations ont conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b).

7.1584 Nous notons également que les États-Unis s'appuient sur l'infraction alléguée aux dispositions de l'Annexe C 1) b) pour formuler une allégation corollaire d'incompatibilité au titre de l'article 8. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par les allégations des États-Unis au titre de l'Annexe C 1) b).

a) Première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (publication ou communication de la durée de la procédure)

7.1585 Au sujet de la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (publication ou communication de la durée de la procédure), les États-Unis avancent deux principaux arguments. Le premier argument est que du fait du moratoire général sur les approbations, les Communautés européennes n'ont pas respecté les durées normales qui sont publiées dans la législation communautaire applicable en matière d'approbation. Les États-Unis paraissent en inférer que les durées normales effectives n'ont pas été publiées.

7.1586 Nous croyons comprendre que les États-Unis font valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale signifiait qu'elles ne respectaient pas la durée normale publiée pour le type de procédure pertinent et que la durée normale effective pour le type de procédure pertinent n'était plus publiée.

7.1587 Même si nous devions admettre que ce qui doit être publié conformément à la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) c'est la durée normale "effective", et que le moratoire général sur les approbations a effectivement modifié les durées normales publiées par les Communautés européennes, le fait qu'elles n'étaient pas publiées ne serait pas une conséquence de la mesure en cause, à savoir le moratoire général. Ce serait plutôt une conséquence du fait séparé et indépendant que les Communautés européennes n'ont pas publié les nouvelles durées normales. Cela est confirmé par le fait que les Communautés européennes pouvaient appliquer le moratoire général sur les approbations et en même temps publier toutes durées normales nouvelles.

7.1588 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), dans la mesure où cette allégation est fondée sur la prescription imposant de publier les durées normales.

7.1589 Le deuxième argument présenté par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de l'Annexe C 1) b) est que puisque les Communautés européennes ne reconnaissent pas le moratoire, la durée prévue n'est pas communiquée au demandeur. Nous notons que conformément à l'Annexe C 1) b) la durée prévue doit être communiquée au demandeur "s'il le demande". Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve pour montrer i) qu'un demandeur avait demandé que la durée prévue lui soit communiquée, ii) que la demande avait été rejetée par une entité des CE pertinente et iii) que c'était à cause du moratoire général sur les approbations. En outre, nous ne pensons pas que le moratoire général sur les approbations a nécessairement conduit les Communautés européennes à ne pas communiquer les durées prévues aux demandeurs s'ils le demandaient. Les Communautés européennes pouvaient appliquer le moratoire général sur les approbations et en même temps communiquer aux demandeurs les durées prévues s'ils le demandaient.

7.1590 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), dans la mesure où cette allégation est fondée sur la prescription imposant de communiquer aux demandeurs les durées prévues.

b) Deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (caractère complet de la documentation)

7.1591 En ce qui concerne la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), les États-Unis font valoir qu'à cause du moratoire général sur les approbations les Communautés européennes n'ont pas examiné dans les moindres délais le caractère complet de la documentation et n'ont pas informé les demandeurs de toutes lacunes.

7.1592 Nous notons que les États-Unis n'ont identifié aucun élément de preuve concret à l'appui de cette affirmation.[1323] En outre, nous ne pensons pas que le moratoire général sur les approbations a nécessairement conduit les Communautés européennes à ne pas examiner dans les moindres délais le caractère complet de la documentation et à ne pas informer les demandeurs de toutes lacunes. Les Communautés européennes pouvaient appliquer le moratoire général sur les approbations et en même temps examiner le caractère complet de la documentation et informer les demandeurs des lacunes de la documentation présentée.[1324]

7.1593 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

c) Troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (communication des résultats)

7.1594 S'agissant de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général les résultats des procédures n'ont pas été communiqués dans les moindres délais aux demandeurs afin que des correctifs puissent être apportés.

7.1595 Nous notons que les États-Unis n'ont pas identifié de résultats de procédures qui n'avaient pas été communiqués à un demandeur aussitôt que possible et de manière précise et complète. En outre, nous ne pensons pas que le moratoire général sur les approbations a nécessairement conduit les Communautés européennes à ne pas communiquer aussitôt que possible, et de manière précise et complète, les résultats des procédures d'approbation. En outre, il convient de rappeler qu'au titre du moratoire général, les Communautés européennes ont empêché que des résultats finals soient obtenus. Ainsi, il n'y avait pas de résultats finals qui auraient pu être communiqués aux demandeurs.

7.1596 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

d) Quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (traitement des demandes comportant des lacunes)

7.1597 Au sujet de la quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général les Communautés européennes n'ont pas mené le processus d'approbation aussi loin que cela était réalisable.

7.1598 Nous notons que conformément à l'Annexe C 1) b) l'organisme compétent doit mener la procédure aussi loin que cela est réalisable "si le requérant le demande". Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant qu'un demandeur avait fait une telle demande et qu'une entité des CE pertinente avait rejeté cette demande à cause du moratoire général. En outre, nous ne pensons pas que le moratoire général sur les approbations a nécessairement conduit les Communautés européennes à ne pas mener les procédures aussi loin que cela était réalisable si les demandeurs le demandaient. Les Communautés européennes pouvaient appliquer le moratoire général sur les

[1323] Il convient de rappeler dans ce contexte qu'il ne nous incombe pas de rechercher dans le dossier des éléments de preuve qui aideraient les États-Unis à établir *prima facie* une incompatibilité avec une ou plusieurs des obligations énoncées à l'Annexe C 1) b).

[1324] Il convient de rappeler que les États-Unis eux-mêmes ont dit que "le moratoire était une décision des CE de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation. Une certaine progression dans le processus, qui s'arrête avant la décision finale, n'est pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales". Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

approbations et en même temps mener les procédures aussi loin que cela était réalisable si demande en était faite.[1325]

7.1599 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

e) Cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (explication du retard)

7.1600 S'agissant de la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), les États-Unis font valoir qu'au titre du moratoire général les retards n'étaient pas expliqués.

7.1601 La cinquième obligation dispose que "s'il le demande" le demandeur doit être informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards. Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant qu'un demandeur avait fait une telle demande et qu'une entité des CE pertinente avait refusé d'expliquer d'éventuels retards à cause du moratoire général. En outre, nous ne pensons pas que le moratoire général sur les approbations a nécessairement conduit les Communautés européennes à ne pas informer les demandeurs du stade des procédures et à ne pas expliquer d'éventuels retards, si les demandeurs le demandaient. Les Communautés européennes pouvaient appliquer le moratoire général sur les approbations et en même temps informer les demandeurs du stade des procédures et expliquer d'éventuels retards.

7.1602 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leur allégation au titre de la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

f) Article 8

7.1603 Passant maintenant à l'allégation des États-Unis au titre de l'article 8, nous rappelons que les États-Unis cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe C 1) b). Nous avons déterminé que les États-Unis n'avaient pas établi le bien-fondé de leurs allégations au titre de l'Annexe C 1) b). Selon l'approche suivie par les États-Unis, cela signifie que le bien-fondé de l'allégation corollaire au titre de l'article 8 n'a pas non plus été établi.

g) Conclusion générale

7.1604 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

[1325] Là encore, il est utile de rappeler que les États-Unis eux-mêmes ont dit que "le moratoire était une décision des CE de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation. Une certaine progression dans le processus, qui s'arrête avant la décision finale, n'est pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales". Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

13. Compatibilité du moratoire *de facto* général sur les approbations avec l'article 10:1 de l'*Accord SPS*

7.1605 L'Argentine allègue que le moratoire *de facto* général sur les approbations appliqué par les Communautés européennes n'a pas tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine en tant que pays en développement Membre et est donc incompatible avec l'article 10:1 de l'*Accord SPS*.

7.1606 L'article 10:1 dispose que:

> "Dans l'élaboration et l'application des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres tiendront compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres, et en particulier des pays les moins avancés Membres."

7.1607 L'**Argentine** fait valoir que l'article 10:1 exigeait que les Communautés européennes mènent une action positive en faveur des pays en développement. Selon l'Argentine, en élaborant et en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes auraient dû offrir un accès préférentiel au marché pour les produits des pays en développement ou mettre en œuvre leurs obligations d'une manière favorable, ou moins préjudiciable, aux intérêts des pays en développement Membres. L'Argentine fait valoir que le moratoire général sur les approbations avait pour effet d'empêcher les produits biotechnologiques argentins d'avoir accès au marché communautaire. Selon l'Argentine, cela avait des implications en particulier pour le développement économique de l'Argentine étant donné que ce pays est: i) fortement tributaire des exportations de produits agricoles, ii) le deuxième producteur mondial de produits biotechnologiques, iii) le principal producteur mondial de produits biotechnologiques parmi les pays en développement. L'Argentine fait en outre observer que le marché communautaire est un marché intégré composé des marchés de 25 États membres et qu'il est donc très important pour l'Argentine. L'Argentine considère que le fait que le moratoire général sur les approbations empêchait ses produits biotechnologiques d'avoir accès au marché communautaire démontre que les Communautés européennes n'avaient pas tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine.

7.1608 Les **Communautés européennes** indiquent qu'elles ont à l'esprit les dispositions concernant le traitement spécial et différencié des pays en développement Membres au moment d'élaborer et d'appliquer leur législation, y compris, lorsque cela est pertinent, leur législation en matière d'approbation pour les produits biotechnologiques. Les Communautés européennes notent que l'argument de l'Argentine semble être que puisque les Communautés européennes, de l'avis de l'Argentine, ont violé d'autres dispositions de l'OMC et que cela affecte l'Argentine en tant que pays en développement, les Communautés européennes ne se sont donc pas non plus conformées à l'article 10:1. En outre, les Communautés européennes n'acceptent pas l'affirmation factuelle de l'Argentine selon laquelle la mesure qu'elle met en cause restreint les exportations des pays en développement Membres vers les Communautés européennes. Les statistiques commerciales montrent que les importations en provenance des pays en développement qui produisent des produits biotechnologiques agricoles n'ont pas diminué. Au contraire, les importations effectuées dans les Communautés européennes depuis l'Argentine ou le Brésil de produits de base susceptibles de contenir des organismes génétiquement modifiés ont régulièrement augmenté depuis 1995/96.

7.1609 L'**Argentine** ne partage pas l'avis selon lequel l'article 10:1 ne doit être respecté que "lorsque cela est pertinent". Il ne donne pas aux Membres le pouvoir discrétionnaire de tenir compte ou non des besoins des pays en développement Membres. L'Argentine fait en outre valoir que les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément de preuve attestant qu'elles avaient tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine en tant que pays en développement Membre au moment d'élaborer et d'appliquer leur législation. La législation ne contient aucune référence aux besoins des

pays en développement Membres. De plus, pour toute la période d'application du moratoire *de facto* général sur les approbations, l'Argentine ne peut identifier aucun élément de preuve qui permettrait de conclure que les Communautés européennes ont tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine dans le contexte des procédures d'approbation présentant de l'intérêt pour elle. En outre, les Communautés européennes laissent entendre à tort que l'Argentine formule une constatation corollaire au titre de l'article 10:1. Enfin, l'Argentine note que les statistiques commerciales auxquelles les Communautés européennes se sont référées n'ont pas été communiquées au Groupe spécial. En tout état de cause, ces statistiques ne peuvent pas concerner le commerce des produits biotechnologiques agricoles après 1998 puisque aucun produit de ce genre n'a été approuvé depuis cette date. L'Argentine fait en outre observer que les règles de l'OMC protègent les attentes en matière de concurrence, non le volume des échanges.

7.1610 Le **Groupe spécial** note qu'on ne voit pas très bien ce qu'est précisément l'allégation de l'Argentine. Nous devons donc traiter cette question avant d'analyser celle de savoir si les Communautés européennes ont contrevenu à l'article 10:1.

a) Allégation de l'Argentine

7.1611 L'article 10:1 s'applique à "l'élaboration et l'application des mesures [SPS]". Les communications de l'Argentine n'indiquent pas clairement quelle est, de l'avis de l'Argentine, la mesure SPS en cause. D'un côté, l'Argentine fait valoir que les Communautés européennes ne se sont pas conformées à l'article 10:1 à cause de la façon dont elles ont élaboré et appliqué le moratoire *de facto* général sur les approbations.[1326] Cela donne à penser qu'en ce qui concerne l'Argentine, la mesure SPS en cause est le moratoire *de facto* général sur les approbations. D'un autre côté, il apparaît que l'Argentine fait valoir que les Communautés européennes ne se sont pas conformées à l'article 10:1 à cause de la façon dont elles ont appliqué la législation communautaire pertinente en matière d'approbation.[1327] Cela donne à penser que la mesure SPS en cause est la législation communautaire pertinente en matière d'approbation.[1328] Nous pensons que ces deux façons de concevoir une allégation au titre de l'article 10:1 sont possibles.

[1326] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 182 (faisant référence à l'"injonction et l'application d'un moratoire général") et 189 (faisant référence à "la décision et l'application ultérieure du moratoire "*de facto*""); première communication orale de l'Argentine, paragraphe 77 (faisant référence à la "prise de décision concernant le moratoire "*de facto*" et l'application de ce dernier"); deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphe 123 (faisant référence à "l'application du moratoire "*de facto*"").

[1327] Deuxième communication écrite de l'Argentine, paragraphes 116 (faisant référence au moment de "l'élaboration et [de] l'application de leur législation relative aux produits biotechnologiques agricoles") et 125 (affirmant qu'il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que "pendant la procédure [c'est-à-dire les procédures d'approbation individuelles] les CE ont effectivement tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine").

[1328] Il est pertinent de noter que dans le contexte de sa contestation de diverses mesures visant des produits spécifiques, l'Argentine formule des allégations semblables au titre de l'article 12.3 de l'*Accord OTC*. L'article 12.3 dispose que:

> Dans l'élaboration et l'application des règlements techniques, des normes et des procédures d'évaluation de la conformité, les Membres tiendront compte des besoins spéciaux du développement, des finances et du commerce des pays en développement Membres, pour faire en sorte que ces règlements techniques, normes et procédures d'évaluation de la conformité ne créent pas d'obstacles non nécessaires aux exportations des pays en développement Membres.

Il ressort clairement des communications de l'Argentine que les allégations de l'Argentine au titre de l'article 12.3 portent sur l'application par les Communautés européennes de leur législation en matière d'approbation, dont l'Argentine dit qu'elle peut être considérée comme énonçant des "procédures d'évaluation de

7.1612 À en juger par l'intégralité des communications de l'Argentine, nous pensons que l'Argentine avait l'intention d'alléguer que le moratoire *de facto* général sur les approbations constituait la "mesure SPS" pertinente. Nous allons examiner cette allégation plus loin. Étant donné que les communications de l'Argentine sur cette question ne sont pas tout à fait claires et que l'article 10:1 est une disposition relative au traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement Membres, nous présenterons toutefois des constatations subsidiaires. Aux fins de ces constatations subsidiaires, nous supposerons que l'Argentine avait l'intention de formuler l'allégation additionnelle selon laquelle la législation communautaire en matière d'approbation constituait également une "mesure SPS" pertinente.

b) Moratoire *de facto* général sur les approbations en tant que "mesure SPS"

7.1613 Comme il a été indiqué, nous examinons d'abord l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec l'article 10:1 à cause de la façon dont elles ont élaboré et appliqué le moratoire *de facto* général sur les approbations. Au titre de cette allégation, le moratoire *de facto* général sur les approbations est considéré comme une "mesure SPS".

7.1614 Nous avons constaté précédemment que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire *de facto* général sur les approbations était une décision concernant l'application des procédures d'approbation communautaires existantes et que, en tant que telle, elle ne constituait pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).[1329] Toutefois, comme nous l'avons fait dans d'autres cas, nous examinons aussi les dispositions spécifiques de l'article 10:1 avant d'arriver à une conclusion définitive sur la question de savoir si le moratoire *de facto* général sur les approbations était une "mesure SPS".

7.1615 L'article 10:1 dispose que dans "l'élaboration et l'application des mesures [SPS]" les Membres doivent tenir compte des besoins spéciaux des pays en développement Membres. Selon l'Annexe A 1), l'expression "mesures SPS" inclut les "prescriptions et procédures". Cela a un sens de dire que dans "l'élaboration et l'application" des "prescriptions et procédures" les Membres doivent tenir compte des besoins des pays en développement Membres. En revanche, si l'application des procédures d'approbation était considérée comme une "mesure SPS" au sens de l'article 10:1, l'article 10:1 imposerait aux Membres une obligation en ce qui concerne l'"application" de "l'application d'une procédure d'approbation". Manifestement, une telle lecture de l'article 10:1 serait déraisonnable et contraire à la logique.[1330] Ce n'est pas répondre que de dire que dans les cas où la mesure est l'"application d'une procédure d'approbation", la référence séparée faite à l'article 10:1 à "l'application" des mesures SPS est inutile. Il est bien établi dans la jurisprudence de l'OMC que celui qui interprète un traité doit donner sens et effet à tous les termes utilisés dans une disposition conventionnelle et doit éviter les interprétations qui rendent les termes du traité redondants.[1331]

---

la conformité" au sens de l'article 12.3. Première communication de l'Argentine, page 144 (titre) et paragraphes 445 et 450. Toutefois, comme il a été indiqué, les allégations de l'Argentine au titre de l'article 12.3 se rapportent aux mesures visant des produits spécifiques, alors que nous nous occupons ici d'une allégation concernant le moratoire *de facto* général sur les approbations.

[1329] Nous rappelons que conformément à l'article 1:1 de l'*Accord SPS* les définitions données à l'Annexe A sont applicables à l'article 10:1.

[1330] Il est instructif de noter à cet égard que la disposition équivalente de l'*Accord OTC*, l'article 12.3, fait référence à "l'élaboration et l'application" des "procédures d'évaluation de la conformité". Cela étaye notre lecture de l'article 10:1 de l'*Accord SPS*.

[1331] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, page 26.

7.1616 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous jugeons notre conclusion antérieure selon laquelle le moratoire *de facto* général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) appropriée dans le contexte spécifique de l'article 10:1. Nous déterminons donc que le moratoire *de facto* général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'article 10:1. Étant donné que l'allégation que nous examinons est fondée sur l'idée que le moratoire *de facto* général était une "mesure SPS", il est clair que cette allégation ne peut pas aboutir.

7.1617 En conséquence, nous constatons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de son allégation selon laquelle les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 10:1 à cause de la façon dont elles avaient élaboré et appliqué le moratoire *de facto* général sur les approbations.

c) Législation communautaire en matière d'approbation en tant que "mesure SPS"

7.1618 Comme il est indiqué plus haut, nous allons présenter des constatations subsidiaires à partir de l'hypothèse que l'Argentine avait l'intention de formuler l'allégation additionnelle selon laquelle la législation communautaire en matière d'approbation constituait aussi une "mesure SPS" pertinente. Ainsi, aux fins de notre examen subsidiaire, nous croyons comprendre que l'Argentine allègue, en outre, qu'en adoptant et appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations, les Communautés européennes n'ont pas appliqué leur législation en matière d'approbation d'une manière qui tienne compte des besoins des pays en développement Membres.

7.1619 L'Argentine fait valoir que certains des produits affectés par le moratoire général des Communautés européennes sur les approbations présentent un intérêt particulier d'un point de vue de l'exportation pour l'Argentine en tant que principal pays en développement exportateur de ces produits. Elle considère que les Communautés européennes auraient dû offrir un accès préférentiel au marché pour ses produits et ceux d'autres pays en développement, ou mettre en œuvre leur législation en matière d'approbation d'une manière favorable, ou moins préjudiciable, aux intérêts commerciaux des pays en développement Membres.

7.1620 L'argument de l'Argentine implique que lorsqu'un Membre importateur applique une mesure qui i) traite les exportations originaires du territoire des pays en développement Membres de la même façon que les exportations originaires du territoire des pays développés Membres et ii) a un effet négatif important sur les exportations des pays en développement, le Membre importateur agit d'une manière incompatible avec son obligation au titre de l'article 10:1. L'Argentine laisse entendre que dans de telles situations les exportations des pays en développement Membres sont admises au titre de l'article 10:1 à bénéficier d'un traitement spécial et différencié par rapport aux exportations des pays développés Membres. Toutefois, l'obligation énoncée à l'article 10:1 impose au Membre importateur de "tenir compte" des besoins des pays en développement Membres. Le dictionnaire définit l'expression "take account of" (tenir compte de) comme signifiant "consider along with other factors before reaching a decision" (prendre en considération en même temps que d'autres facteurs avant d'arriver à une décision).[1332] Dans cette logique, l'article 10:1 ne prescrit pas un résultat spécifique à obtenir. Notamment, l'article 10:1 ne prévoit pas que le Membre importateur doit invariablement accorder un traitement spécial et différencié dans un cas où une mesure a entraîné, ou peut entraîner, une diminution, ou une augmentation plus lente, des exportations des pays en développement.

7.1621 Le fait que rien n'indique qu'entre juin 1999 et août 2003 les Communautés européennes ont accordé à l'Argentine un traitement spécial et différencié – par exemple en approuvant la commercialisation de produits biotechnologiques exportés d'Argentine – ne constitue pas en lui-même

[1332] *The Concise Oxford Dictionary*, 10th edn., J. Pearsall (ed.) (Clarendon Press, 1999), page 8.

et à lui seul un élément de preuve *prima facie* indiquant que les Communautés européennes n'ont pas "tenu compte" des besoins de l'Argentine. Tandis que les Communautés européennes doivent tenir compte des intérêts des pays en développement Membres quand elles appliquent leur législation en matière d'approbation, elles peuvent en même temps tenir compte d'autres intérêts légitimes, y compris ceux de leurs propres consommateurs, de leur environnement, etc. Rien dans l'article 10:1 ne donne à penser qu'en soupesant et mettant en balance les divers intérêts en jeu, les Communautés européennes doivent nécessairement donner la priorité aux besoins de l'Argentine en tant que pays en développement. Nous pensons donc qu'il est concevable que les Communautés européennes "aient tenu compte" des besoins de l'Argentine lorsqu'elles ont adopté et appliqué leur moratoire *de facto* général sur les approbations, mais ont finalement déterminé que les demandes concernant des produits dont l'exportation présente de l'intérêt pour l'Argentine ne justifiaient pas un traitement spécial et différencié.[1333] En conséquence, nous considérons que le fait que les Communautés européennes n'ont pas accordé à l'Argentine un traitement spécial et différencié par rapport aux autres exportateurs des pays développés ne démontre pas, en soi, une incompatibilité avec l'article 10:1.

7.1622 L'Argentine fait valoir que les Communautés européennes n'ont fourni aucun élément de preuve qui attesterait qu'elles avaient tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine en tant que pays en développement Membre. Cet argument est sans fondement, car il incombe à l'Argentine en tant que partie plaignante de présenter des éléments de preuve et des arguments suffisants pour établir une présomption que les Communautés européennes n'ont pas tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine en tant que pays en développement Membre.[1334]

7.1623 L'Argentine soutient également qu'il n'est pas fait référence dans la législation communautaire en matière d'approbation aux besoins spéciaux des pays en développement Membres. Toutefois, l'absence de référence aux besoins des pays en développement dans le texte de la législation communautaire en matière d'approbation ne démontre pas que la législation elle-même ne tient pas compte de ces besoins[1335], ni que les Communautés européennes sont dans l'impossibilité de tenir compte, ou n'ont pas tenu compte, de ces besoins lorsqu'elles ont appliqué cette législation. Nous considérons donc qu'il ne suffit pas, afin d'établir le bien-fondé d'une allégation au titre de l'article 10:1, de faire état de l'absence dans la législation communautaire en matière d'approbation d'une référence aux besoins des pays en développement Membres.

[1333] Nous rappelons la déclaration de l'Argentine selon laquelle son allégation au titre de l'article 10:1 n'est pas une allégation corollaire, mais une allégation autonome. Ainsi, aux fins de notre analyse de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 10:1, nous devons supposer qu'en l'absence d'une incompatibilité éventuelle avec l'article 10:1, le moratoire *de facto* général sur les approbations est compatible avec les règles de l'OMC.

[1334] Il convient de noter dans ce contexte que l'Argentine n'a pas expliqué comment les Communautés européennes auraient en l'espèce su qu'une demande particulière concernait un produit biotechnologique dont l'exportation présentait de l'intérêt pour l'Argentine. Dans la mesure où nous pouvons le déterminer, dans aucune des nombreuses procédures d'approbation affectées par le moratoire général le demandeur était une société ou un particulier argentin. En général, le demandeur était une société biotechnologique ayant la nationalité d'un pays développé. Bien que ces demandeurs aient peut-être donné des renseignements sur les pays exportateurs réels ou potentiels dans le cadre des renseignements fournis avec leurs demandes, ni l'Argentine, ni les Communautés européennes n'ont confirmé qu'ils étaient tenus de le faire, ou sinon, qu'ils l'avaient fait régulièrement.

[1335] Nous notons toutefois que le 13ème alinéa du préambule de la Directive 2001/18 dispose que le contenu de la Directive "tient dûment compte des engagements commerciaux internationaux" des Communautés européennes. L'Argentine n'a pas pris acte de ce paragraphe.

7.1624 L'Argentine fait valoir en outre que pour toute la période d'application du moratoire *de facto* général sur les approbations elle n'a pu identifier aucun élément de preuve étayant la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont tenu compte des besoins spéciaux de l'Argentine. Nous notons que l'Argentine a simplement affirmé qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve pertinents, sans spécifier quels efforts elle avait engagés pour réunir de tels éléments de preuve. En outre, nous notons que l'article 10:1 n'exige pas spécifiquement que le Membre importateur indique comment il s'est conformé à l'article 10:1. Dans ces circonstances, nous ne considérons pas que l'argument de l'Argentine constitue une base suffisante nous permettant de constater que l'Argentine s'est acquittée de la charge qui lui incombait d'établir une incompatibilité avec l'article 10:1.

7.1625 Même en examinant ensemble tous les arguments qu'elle a présentés, nous ne sommes pas convaincus que l'Argentine se soit acquittée de la tâche qui lui incombait. Nous reconnaissons que l'Argentine n'a peut-être pas immédiatement accès aux renseignements sur la question de savoir si et dans quelle mesure les Communautés européennes "ont tenu compte" des besoins de l'Argentine en tant que pays en développement Membre. Toutefois, il n'y a dans le dossier aucun élément de preuve indiquant que l'Argentine ait jamais pris contact avec les Communautés européennes et demandé des renseignements sur la façon dont elles se conformaient à leur obligation au titre de l'article 10:1 lorsqu'elles appliquaient leur législation en matière d'approbation aux demandes concernant des produits biotechnologiques dont l'exportation présente de l'intérêt pour l'Argentine. Nous ne voulons pas dire par là que c'est spécifiquement le devoir de l'Argentine de demander aux Communautés européennes de tenir compte de ses besoins en tant que pays en développement Membre. Mais selon les règles bien établies relatives à la charge de la preuve il incombe à l'Argentine de prouver le bien-fondé de son allégation selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas tenu compte des besoins des pays en développement Membres.

7.1626 À la lumière des considérations qui précèdent, nous constatons, à titre subsidiaire, que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de son allégation selon laquelle les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec l'article 10:1 à cause de la façon dont elles avaient appliqué leur législation en matière d'approbation entre octobre 1998 et août 2003.

d) Conclusion générale

7.1627 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 10:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

E. MESURES VISANT DES PRODUITS SPÉCIFIQUES

1. Mesures en cause

7.1628 En plus du moratoire *de facto* général sur les approbations, les parties plaignantes contestent également un certain nombre de mesures visant des produits spécifiques. Le Groupe spécial commence son analyse en exposant les descriptions générales faites par les parties plaignantes des mesures en cause et les observations formulées en réponse par les Communautés européennes.

a) Généralités

7.1629 Les **États-Unis** notent qu'ils contestent le fait que la Commission et les États membres n'ont pas examiné pour approbation certaines demandes spécifiées dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial. Les États-Unis désignent ces mesures visant des produits spécifiques comme étant des "moratoires sur des produits spécifiques". Selon les États-Unis, ces moratoires sur des produits spécifiques sont des mesures séparées du moratoire général affectant toutes les demandes. Les États-Unis notent également, toutefois, que ce sont des mesures semblables dans la mesure où dans les deux cas il s'agit du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes d'approbation. Par ailleurs, étant donné que le moratoire général s'appliquait à toutes les demandes, un corollaire nécessaire est que les Communautés européennes ont également adopté des moratoires sur des produits spécifiques pour chacune des demandes pertinentes spécifiées dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. En conséquence, les éléments de preuve et arguments présentés par les États-Unis à l'appui de l'existence d'un moratoire général établissent également l'existence des moratoires sur des produits spécifiques et le fait que les Communautés européennes n'ont pas engagé et achevé leurs procédures d'approbation pour chaque demande individuelle sans retard injustifié.

7.1630 Le **Canada** dit qu'il conteste le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, certaines demandes spécifiées dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Il désigne le manquement des Communautés européennes à cet égard comme étant les interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques. Il soutient que le moratoire général et les interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques sont des mesures étroitement liées, quoique distinctes. Les interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques sont une conséquence directe du moratoire tel qu'il est appliqué aux demandes individuelles. Elles sont la manifestation du moratoire dans le contexte des procédures d'approbation des quatre produits spécifiques intéressant le Canada. Les arguments du Canada concernant les interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques sont censés être axés sur l'incidence directe et préjudiciable du moratoire sur des demandes spécifiques.

7.1631 L'**Argentine** dit qu'elle conteste i) la suspension par les Communautés européennes de l'examen de demandes d'approbation spécifiées ou le non-examen de demandes d'approbation spécifiées ainsi que ii) les retards injustifiés dans l'achèvement de l'examen et du traitement de demandes spécifiées. Elle fait valoir que la suspension du traitement ou le non-examen visant des produits spécifiques ainsi que le retard injustifié sont des effets de l'application du moratoire *de facto* à des demandes d'approbation spécifiques.

7.1632 Les **Communautés européennes** notent qu'elles ont beaucoup de mal à comprendre la différence entre le premier groupe d'allégations des parties plaignantes concernant le moratoire allégué sur les approbations et le deuxième groupe d'allégations concernant le fait allégué de ne pas avoir examiné des demandes d'approbation spécifiques. Selon les Communautés européennes, les affirmations des parties plaignantes au sujet d'une "suspension des procédures" ou du "fait de ne pas avoir examiné des demandes" sont des affirmations au sujet du retard.

7.1633 Le **Groupe spécial** note que, selon les parties plaignantes, les mesures visant des produits spécifiques qu'elles contestent sont distinctes du moratoire *de facto* général sur les approbations. En même temps, chacune des trois parties plaignantes fait observer que les mesures visant des produits spécifiques sont liées au moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces déclarations et des arguments des parties plaignantes, nous croyons comprendre que les mesures visant des produits spécifiques se présentent comme suit, ou découlent de ce qui suit:

- actes et/ou omissions spécifiés par lesquels les entités des CE pertinentes ont donné effet, dans le contexte de procédures d'approbation particulières, à leurs décisions d'imposer un moratoire général sur les approbations, ou

- actes et/ou omissions spécifiés par lesquels les entités des CE pertinentes ont choisi de répondre, là encore dans le contexte de procédures d'approbation particulières, à la circonstance selon laquelle d'autres entités des CE imposaient un moratoire général sur les approbations.

7.1634 Il convient de noter, toutefois, que dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial les parties plaignantes ont décrit les mesures visant des produits spécifiques en termes plus généraux. En outre, chaque partie plaignante a utilisé une description un peu différente. Il est donc utile d'examiner une par une ces descriptions différentes.

7.1635 Les États-Unis disent dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause est le non-examen par les Communautés européennes de demandes d'approbation particulières. Il est clair pour nous que les États-Unis ne soutiennent pas que les Communautés européennes n'ont pas examiné du tout les demandes pertinentes. À notre avis, les États-Unis soutiennent que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes pertinentes pour approbation *finale*. Nous croyons comprendre qu'il s'agit essentiellement d'une affirmation selon laquelle l'examen de ces demandes a été affecté par le moratoire général sur les approbations finales, au sens où leur examen soit a été effectivement suspendu à un moment donné du processus d'approbation soit s'est poursuivi à un rythme extrêmement lent. Cette idée serait apparemment étayée par le fait que, lorsqu'ils se réfèrent aux mesures visant des produits spécifiques, les États-Unis parlent des "moratoires sur des produits spécifiques".

7.1636 Le Canada dit dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial que la mesure en cause est le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les demandes mentionnées dans sa demande. Ainsi, à la différence des États-Unis, le Canada inclut explicitement dans la définition des mesures contestées une allégation de retard injustifié dans l'examen et l'approbation des demandes pertinentes. Dans le même temps, le Canada désigne le fait allégué de ne pas avoir examiné ni approuvé les demandes pertinentes sans retard injustifié comme étant les interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques. Il allègue à cet égard qu'à un certain moment du processus d'approbation chacune des demandes pertinentes était soumise par les Communautés européennes à une interdiction de commercialisation effective. La validité de cette allégation sera examinée de façon plus approfondie plus loin. À ce stade, il suffit de noter que nous allons procéder à notre examen sur la base de la description des mesures visant des produits spécifiques donnée dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada.

7.1637 L'Argentine distingue deux types de mesures visant des produits spécifiques. Le premier type de mesure visant des produits spécifiques est décrit dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine comme étant la suspension du traitement, ou le non-examen, de demandes d'approbation particulières. À ce que nous croyons comprendre, ce type de mesure est théoriquement le même que les mesures visant des produits spécifiques auxquelles il est fait référence dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par les États-Unis. Le deuxième type de mesure visant des produits spécifiques indiqué dans la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine concerne un retard injustifié dans la conclusion du traitement de demandes d'approbation particulières. En conséquence, comme le Canada, l'Argentine inclut explicitement dans la définition des mesures contestées une allégation de retard injustifié dans l'examen des demandes pertinentes.

b) Demandes pertinentes

7.1638 Comme il est souligné plus haut, chacune des mesures visant des produits spécifiques contestées par une partie plaignante particulière concerne une demande particulière. On indique ci-après i) combien de demandes ont été spécifiées par chaque partie plaignante et ii) au sujet de combien de ces demandes le Groupe spécial a été prié de présenter des constatations visant des produits spécifiques.

i) DS291 (États-Unis)

7.1639 Les États-Unis ont indiqué dans leur demande d'établissement d'un groupe spécial que les demandes pertinentes étaient mentionnées aux annexes I et II de leur demande. Ces deux annexes énumèrent au total 41 demandes. Étant donné que la totalité des 41 demandes relève du mandat du présent Groupe spécial, il y a, en principe, 41 mesures visant des produits spécifiques que les États-Unis pourraient chercher à contester. Toutefois, dans leur première communication écrite, les États-Unis ont indiqué qu'ils formulaient des allégations en ce qui concerne 27 demandes seulement.[1336] Nous en concluons que les États-Unis ont abandonné leurs allégations visant des produits spécifiques en ce qui concerne les 14 demandes restantes.[1337]

7.1640 Selon la première communication écrite des États-Unis, sur les 27 demandes au sujet desquelles ils présentent des allégations visant des produits spécifiques, 18 avaient été présentées au titre de la Directive 90/220 et étaient en souffrance au titre de la Directive 2001/18 à la date d'établissement du présent Groupe spécial et neuf étaient en souffrance au titre du Règlement n° 258/97.[1338] Sur les neuf demandes dont les États-Unis allèguent qu'elles étaient en souffrance au titre du Règlement n° 258/97, il y en a deux qui ont été retirées avant l'établissement du Groupe spécial. Elles concernent la chicorée rouge transgénique (produit alimentaire) et la chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire). Les éléments de preuve fournis par les Communautés européennes montrent qu'elles ont été toutes les deux retirées par le demandeur en mai 2003.[1339] Nous notons à cet égard que, dans une communication faite après leur première communication écrite, les États-Unis ont dit qu'ils ne demandaient pas de constatations sur les demandes qui avaient été retirées avant l'établissement du Groupe spécial.[1340] À la lumière de cette déclaration catégorique, nous considérons que nous ne devons pas formuler, et nous ne formulons donc pas, de constatations au sujet des deux demandes susmentionnées concernant la chicorée transgénique. Cela signifie qu'il y a au total 25 demandes sur lesquelles le Groupe spécial est censé présenter des constatations visant des produits spécifiques – 18 qui étaient en souffrance au titre de la Directive 2001/18 et sept qui étaient en souffrance au titre du Règlement n° 258/97.

[1336] Première communication écrite des États-Unis, paragraphes 67, 131, 137 et 138.

[1337] Il convient de noter que les États-Unis ont examiné les demandes concernant le colza MS1/RF2 et le colza MS1/RF1 (EC-89) sous le titre "moratoires sur des produits spécifiques". Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 53. Toutefois, les États-Unis ont également présenté sous ce titre des arguments concernant leur allégation relative au moratoire général. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphes 52 et 53. En conséquence, nous ne croyons pas comprendre que les États-Unis ont augmenté le nombre de mesures au sujet desquelles ils formulent des allégations visant des produits spécifiques.

[1338] Les 18 demandes en souffrance au titre de la Directive 2001/18 sont indiquées aux paragraphes 49 à 51 de la première communication écrite des États-Unis; les neuf demandes en souffrance au titre du Règlement n° 258/97 sont indiquées aux paragraphes 54 et 55 de la première communication écrite des États-Unis.

[1339] Pièces EC-97/At. 32 et EC-98/At. 42. Les États-Unis reconnaissent également ce fait. Deuxième communication écrite des États-Unis, note de bas de page 76.

[1340] Réponse des États-Unis à la question n° 197 du Groupe spécial, note de bas de page 26.

7.1641 Les 18 demandes qui étaient en souffrance au titre de la Directive 2001/18 en août 2003 sont celles qui concernent les produits suivants:

- coton Bt-531
- coton RR-1445
- colza Falcon
- colza MS8/RF3
- betterave fourragère RR
- pomme de terre transgénique
- colza Liberator
- maïs Bt-11 (EC-69)
- maïs GA21 (EC-78) (retirée en septembre 2003)
- maïs MON810 x GA21 (retirée en septembre 2003)
- soja LL (EC-71) (retirée en juin 2004)
- colza LL
- coton BXN[1341]
- maïs Bt-1507 (EC-74)
- maïs Bt-1507 (EC-75)
- maïs NK603 (approuvée par la Commission en juillet 2004)
- colza RR (EC-70) (approuvée par la Commission en août 2005[1342])
- betterave sucrière RR (retirée en avril 2004)

7.1642 Les sept demandes qui étaient en souffrance au titre du Règlement n° 258/97 en août 2003 sont celles qui concernent les produits suivants:

- maïs GA21 (produit alimentaire)
- maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (approuvée par la Commission en mai 2004)
- maïs NK603 (produit alimentaire) (approuvée par la Commission en octobre 2004)
- soja LL (produit alimentaire) (retirée en juillet 2004)
- maïs Bt-1507 (produit alimentaire)
- betterave sucrière RR (produit alimentaire) (retirée en avril 2004)
- maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire)

ii) DS292 (Canada)

7.1643 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada indique quatre demandes. Elles ont toutes été présentées au titre de la Directive 90/220. En août 2003, elles étaient soit en souffrance au titre de la Directive 2001/18 soit en attente du consentement écrit de l'autorité compétente principale pour la mise sur le marché. Le Canada demande des constatations visant des produits spécifiques sur chacune des quatre demandes. Les demandes en question sont celles qui concernent les produits suivants:

- colza MS1/RF1 (EC-89) (en attente du consentement écrit de l'autorité compétente principale)

[1341] Selon les Communautés européennes, la demande concernant le coton BXN a été retirée par le demandeur après l'établissement du Groupe spécial. Toutefois, les Communautés n'ont fourni aucun élément à l'appui de cette affirmation.

[1342] Nous rappelons qu'après la deuxième réunion de fond, le 1er septembre 2005, le Groupe spécial a reçu une lettre des Communautés européennes indiquant que la Commission avait approuvé la demande concernant le colza RR (EC-70) au titre de la Directive 2001/18.

- colza MS1/RF2 (en attente du consentement écrit de l'autorité compétente principale)
- colza MS8/RF3
- colza RR (EC-70) (approuvée par la Commission en septembre 2005[1343])

iii) DS293 (Argentine)

7.1644 La demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par l'Argentine contient en appendice l'annexe I, qui indique 17 demandes. Il apparaît que l'annexe I est destinée à donner un aperçu de l'incidence du moratoire *de facto* général sur des demandes spécifiques ainsi qu'à spécifier les demandes au sujet desquelles l'Argentine formule des allégations visant des produits spécifiques. Sur les 17 demandes auxquelles il est fait référence à l'annexe I, il y en a deux qui sont mentionnées deux fois.[1344] Il y a quatre demandes additionnelles au sujet desquelles l'Argentine ne formule pas d'allégations dans ses communications.[1345] Les onze demandes restantes sont les demandes au sujet desquelles nous pensons qu'il nous est demandé de formuler des constatations visant des produits spécifiques. Sur ces onze demandes, six ont été présentées au titre de la Directive 90/220. À une exception près[1346], elles étaient en souffrance au titre de la Directive 2001/18 à la date d'établissement du présent Groupe spécial. L'Argentine allègue que les cinq autres demandes ont toutes été présentées au titre du Règlement n° 258/97.

7.1645 Les six demandes présentées au titre de la Directive 90/220 sont celles qui concernent les produits suivants:

- coton Bt-531
- coton RR-1445
- maïs GA21 (EC-78) (retirée en septembre 2003)
- maïs GA21 (EC-85) (retirée en juin 2001)
- maïs NK603 (approuvée par la Commission en juillet 2004)
- soja LL (EC-71) (retirée en juin 2004)

7.1646 Les cinq demandes dont l'Argentine dit qu'elles ont été présentées au titre du Règlement n° 258/97 sont celles qui concernent les produits suivants:

[1343] Nous rappelons qu'après la deuxième réunion de fond, le 1er septembre 2005, le Groupe spécial a reçu une lettre des Communautés européennes indiquant que la demande concernant le colza RR (EC-70) avait été approuvée par la Commission en septembre 2005. Nous notons en outre que, dans le contexte de la présentation de ses allégations visant des produits spécifiques pour ce qui est de la demande concernant le colza RR (EC-70), le Canada a également présenté des arguments au sujet du colza RR (EC-79). Par exemple, première communication écrite du Canada, paragraphes 86, 87 et 295. *Voir aussi* la réponse du Canada à la question n° 60 du Groupe spécial. La demande concernant le colza RR (EC-79) a été présentée à la France. Toutefois, l'annexe I de la demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par le Canada fait référence uniquement à la demande présentée aux Pays-Bas, qui est celle qui concerne le colza RR (EC-70). En conséquence, nous n'examinerons pas les allégations visant des produits spécifiques formulées par le Canada pour ce qui est de la demande concernant le colza RR (EC-79) présentée à la France. Nous ne présentons donc aucune constatation visant des produits spécifiques au sujet de cette demande.

[1344] C'est le cas des demandes concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) et le soja LL (EC-71). Dans les communications qu'elle a présentées au Groupe spécial l'Argentine ne fait pas valoir que les demandes dont nous considérons qu'elles sont mentionnées deux fois sont en fait des demandes différentes.

[1345] C'est le cas des demandes concernant le maïs GA21 (EC-78) (procédure alléguée au titre du Règlement n° 258/97), le maïs T14 (procédure au titre de la Directive 90/220 et procédure alléguée au titre du Règlement n° 258/97) et le soja LL (EC-81). Le maïs T14 est mentionné dans la note de bas de page 188 de la première communication écrite de l'Argentine, mais aucune allégation n'y est formulée.

[1346] La demande concernant le maïs GA21 (EC-85) a été retirée en juin 2001.

- coton Bt-531
- coton RR-1445
- maïs GA21 (produit alimentaire)
- maïs NK603 (produit alimentaire) (approuvée par la Commission en octobre 2004)
- soja LL (produit alimentaire) (retirée en juillet 2004)

c) Demandes retirées et approuvées

7.1647 L'analyse ci-dessus montre que parmi les demandes au sujet desquelles il est demandé au Groupe spécial de formuler des constatations visant des produits spécifiques il y a des demandes qui ont été retirées soit avant soit après l'établissement du Groupe spécial. Il y a aussi des demandes qui ont été approuvées par la Commission au cours de la procédure du Groupe spécial. Les Communautés européennes font valoir que le Groupe spécial ne devrait pas formuler de constatations en ce qui concerne les demandes retirées ou approuvées. En conséquence, nous devons décider s'il est approprié d'évaluer la compatibilité avec les règles de l'OMC des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

i) Demandes retirées avant l'établissement du Groupe spécial

7.1648 Nous notons d'emblée que si une demande est retirée cela signifie que la mesure visant un produit spécifique en cause n'existe plus. Dans le cas de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) la mesure visant un produit spécifique mise en cause par l'Argentine est le "retard injustifié dans la conclusion du traitement de cette demande" qui est allégué. Une fois cette demande retirée, cela signifiait qu'il n'y avait plus de retard injustifié dans la conclusion du traitement de cette demande.

7.1649 Comme nous l'avons fait observer précédemment, la mesure visant un produit spécifique qui se rapporte à la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) relève du mandat pour ce qui est de la plainte DS293 (Argentine). Malgré cela, les Communautés européennes estiment que les allégations concernant les demandes retirées avant que le Groupe spécial soit établi sont sans objet et, partant, irrecevables *ab initio*. À notre avis, le simple fait que la mesure visant un produit spécifique qui concerne le maïs GA21 (EC-85) n'existait plus à la date d'établissement du Groupe spécial ne nous prive pas, *ipso facto*, de notre pouvoir de formuler des constatations sur une mesure qui relève de notre mandat.[1347]

7.1650 Cela ressort aussi clairement du rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*. Ce différend concernait une mesure qui a été retirée presque deux mois avant qu'un groupe spécial soit établi.[1348] Le Groupe spécial a examiné la mesure, a présenté des constatations à son sujet et a recommandé qu'elle soit mise en conformité avec les règles de l'OMC.[1349] L'Organe d'appel a constaté que le Groupe spécial n'aurait pas dû faire une recommandation concernant une mesure qui n'existait plus.[1350] Mais l'Organe d'appel n'a nulle part donné à penser que

[1347] Une question différente (que nous n'abordons pas) est celle de savoir si nous avons le pouvoir de faire des recommandations en ce qui concerne la mesure visant un produit spécifique en question.

[1348] Le Groupe spécial chargé de cette affaire a été établi le 16 juin 1999, alors que la mesure en cause (la "mesure du 3 mars") a cessé d'exister le 19 avril 1999 au moment où une nouvelle mesure (l'"action du 19 avril") a été adoptée.

[1349] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 7.3.

[1350] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, paragraphe 81. Dans l'affaire *États-Unis – Coton upland*, l'Organe d'appel, se référant à son rapport *États-Unis – Certains produits en provenance des CE*, a dit ce qui suit: "le fait qu'une mesure est venue à expiration peut influer sur

le Groupe spécial avait fait erreur en formulant des constatations concernant cette mesure.[1351] Nous reconnaissons que dans l'affaire dont nous sommes saisis la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) a été retirée plus de deux ans avant que le Groupe spécial soit établi. Toutefois, rien dans le Mémorandum d'accord ne donne à penser que notre domaine de compétence, qui est établi par notre mandat[1352], est affecté par de telles considérations de temps.

7.1651 Cela dit, la jurisprudence antérieure montre qu'un groupe spécial n'est pas nécessairement tenu de faire usage de son pouvoir de formuler des constatations au sujet de mesures qui n'existaient plus à la date d'établissement d'un groupe spécial. Dans l'affaire *Argentine – Textiles et vêtements*, le Groupe spécial a décidé de ne pas formuler de constatations sur la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure qui avait été supprimée onze jours avant que le Groupe spécial soit établi.[1353] En outre, comme le Groupe spécial *États-Unis – Essence* l'a noté, "les groupes spéciaux établis au titre de l'Accord général [sur les tarifs douaniers et le commerce de 1947] n'avaient généralement pas eu pour pratique de se prononcer sur des mesures qui, au moment où leur mandat avait été défini, n'étaient pas effectives et n'allaient pas le devenir".[1354]

7.1652 Nous considérons que pour déterminer s'il y a lieu de formuler des constatations sur une mesure qui n'existait plus à la date d'établissement d'un groupe spécial, les groupes spéciaux devraient notamment tenir compte de l'objet et du but du système de règlement des différends.[1355] Conformément à l'article 3:7 du Mémorandum d'accord, "[l]e but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends".

7.1653 Dans le cas de la demande concernant le maïs GA21 (EC-85), nous ne sommes pas persuadés que formuler des constatations visant un produit spécifique au sujet de cette demande est nécessaire pour "arriver à une solution positive [du] différend[]" entre l'Argentine et les Communautés européennes. Nous notons à cet égard qu'il n'y a pas d'accord entre les parties pour dire qu'il serait utile que nous formulions des constatations sur la mesure visant un produit spécifique qui concerne la demande en question. En outre, la demande a été retirée plus de deux ans avant l'établissement du Groupe spécial. Ainsi, à la différence de l'affaire *États-Unis – Certains produits en provenance des CE* dans laquelle la mesure en cause était en vigueur pendant à peine plus d'un mois, dans la présente affaire l'Argentine aurait pu présenter ses allégations alors que la demande était toujours en souffrance.[1356] Enfin, nous notons que le demandeur a présenté à nouveau la demande à un autre État membre et que la demande présentée à nouveau – la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) – était toujours en souffrance à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Nous formulerons des constatations sur la demande qui a été présentée à nouveau. De ce fait, nous réglons le différend entre l'Argentine et les Communautés européennes dans la mesure où il porte sur le maïs GA21.

---

ce que peut être la recommandation d'un groupe spécial". Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 272.

[1351] *Ibid*., paragraphe 271.

[1352] Rapport de l'Organe d'appel *Brésil – Noix de coco desséchée*, page 23.

[1353] Rapport du Groupe spécial *Argentine – Textiles et vêtements*, paragraphe 6.15.

[1354] Rapport du Groupe spécial *États-Unis – Essence*, paragraphe 6.19.

[1355] Cette approche est conforme à celle du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, qui a dit ce qui suit: "[b]ien que nous ne pensions pas que l'expiration d'une mesure avant le commencement de la procédure d'un groupe spécial prive celui-ci du pouvoir de formuler des constatations au sujet de cette mesure, nous ne ferions, en l'espèce, des constatations au sujet des mesures de sauvegarde provisoires que si nous considérions que cela est nécessaire pour "arriver à une solution positive" du différend". Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.115.

[1356] Nous notons que la demande a été présentée pour la première fois en décembre 1997.

7.1654 À la lumière de ces considérations, nous n'allons pas examiner la demande concernant le maïs GA21 (EC-85) ni formuler à son sujet de constatations visant un produit spécifique.

ii) Demandes retirées après l'établissement du Groupe spécial

7.1655 En ce qui concerne les demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi, nous notons que seuls les États-Unis et l'Argentine demandent des constatations visant des produits spécifiques au sujet des demandes relevant de cette catégorie.

7.1656 Les **Communautés européennes** font valoir que le Groupe spécial ne devrait pas traiter les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi. Selon les Communautés européennes, la question ne présente plus d'intérêt et les allégations pertinentes doivent être considérées comme irrecevables. Les Communautés européennes fondent leur argument sur trois dispositions du Mémorandum d'accord. *Premièrement*, l'article 3:3 du Mémorandum d'accord dispose que le but fondamental du système de règlement des différends est "le règlement rapide de toute situation dans laquelle un Membre considère qu'un avantage résultant pour lui directement ou indirectement des accords visés *se trouve* compromis par des mesures prises par un autre Membre". (pas d'italique dans l'original) Cela montre que le but du règlement des différends est de traiter et corriger des situations qui existent réellement. *Deuxièmement*, l'article 3:4 du Mémorandum d'accord dispose qu'"en formulant ses recommandations ou en statuant sur la question, l'ORD visera à la régler de manière satisfaisante". Cela ne peut pas être le cas s'il n'y a pas de question à régler (par exemple si aucune mesure n'est en cours d'application). *Troisièmement*, l'article 3:7 du Mémorandum d'accord dispose qu'"avant de déposer un recours, un Membre jugera si une action au titre des présentes procédures serait utile. Le but du mécanisme de règlement des différends est d'arriver à une solution positive des différends". Un recours visant une mesure qui n'existe plus n'aurait aucun but et ne serait pas utile. Les Communautés européennes font également observer que selon un principe juridique reconnu dans les juridictions du monde entier et couramment appliqué par les tribunaux internationaux, y compris la Cour internationale de justice (la "CIJ"), un tribunal ne devrait pas statuer sur une mesure qui n'existe plus.[1357]

7.1657 Les **États-Unis** font valoir que le concept de l'absence d'intérêt est dénué de pertinence, puisque les mesures visant des produits spécifiques existaient en août 2003, lorsque le mandat a été fixé. Ils font référence au rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, qui indique qu'"[e]n général, un groupe spécial de l'OMC est compétent pour examiner des mesures appliquées au moment où il a été établi. Cette faculté n'est pas nécessairement compromise par le simple fait que la mesure considérée a été supprimée ou limitée par la suite".[1358] S'agissant de l'argument présenté par les Communautés européennes au sujet d'un "principe juridique" concernant l'absence d'intérêt, les États-Unis notent qu'elles n'ont pas mentionné que des groupes spéciaux du GATT et de l'OMC avaient dans le passé examiné des mesures auxquelles il avait été mis fin, et qu'elles n'ont pas expliqué comment un tel principe serait compatible avec le texte du Mémorandum d'accord.

7.1658 L'**Argentine** fait valoir que la déclaration des Communautés européennes sur l'absence d'intérêt n'est pas étayée par la jurisprudence de l'OMC. L'Argentine fait référence au rapport du

[1357] Les Communautés européennes font référence aux arrêts suivants de la CIJ: *Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie* (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis d'Amérique), arrêt, CIJ Recueil 1998, page 131, paragraphe 45; *Essais nucléaires* (Australie c. France), arrêt, CIJ Recueil 1974, page 272, paragraphe 62; et *Actions armées frontalières et transfrontalières* (Nicaragua c. Honduras), compétence et recevabilité, arrêt, CIJ Recueil 1988, page 95, paragraphe 66.

[1358] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.26.

Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, dans lequel le Groupe spécial a dit ce qui suit: "l'article 19:1 du Mémorandum d'accord ne nous empêche pas de formuler des constatations sur la compatibilité d'une mesure de sauvegarde provisoire qui a expiré".[1359] L'Argentine fait également référence au passage cité plus haut du rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*.

7.1659 Par la suite, les **Communautés européennes** ont clarifié leur position. Elles notent que leur position n'est pas que le Groupe spécial ne peut pas examiner les mesures visant des produits spécifiques qui concernent des demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi.[1360] Mais les Communautés européennes restent d'avis que de telles mesures sont "sans objet" et qu'il n'y a plus aucune utilité à examiner ces mesures parce qu'il n'existe pas, à leur sujet, de différend entre les parties.

7.1660 Le **Groupe spécial** note qu'il n'y a pas de désaccord entre les parties sur le fait que les mesures visant des produits spécifiques qui se rapportent à des demandes retirées après l'établissement du Groupe spécial relèvent du mandat du Groupe spécial. Il n'y a pas non plus de désaccord entre les parties sur le fait que le Groupe spécial a en principe le pouvoir d'examiner des mesures qui ont cessé d'exister après l'établissement du Groupe spécial. Nous sommes du même avis sur ces deux points. En ce qui concerne le deuxième point – le pouvoir des groupes spéciaux d'examiner des mesures qui ont cessé d'exister après l'établissement d'un groupe spécial – nous notons que le Groupe spécial *Inde – Automobiles* a fait observer ce qui suit:

> "En général, un groupe spécial de l'OMC est compétent pour examiner des mesures appliquées au moment où il a été établi. Cette faculté n'est pas nécessairement compromise par le simple fait que la mesure considérée a été supprimée ou limitée par la suite."[1361]

7.1661 Les parties sont en désaccord sur la question de savoir si le Groupe spécial devrait faire usage de son pouvoir de formuler des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes retirées. Les Communautés européennes font valoir qu'il n'est plus utile que le Groupe spécial examine les mesures visant des produits spécifiques pertinentes, et que le Groupe spécial devrait donc s'abstenir de se prononcer sur ces mesures. Selon les Communautés européennes, cela serait conforme à la pratique internationale, y compris celle de la Cour internationale de justice.

7.1662 En examinant cette question, nous notons que des groupes spéciaux antérieurs ont traité des mesures qui avaient cessé d'exister après l'établissement du Groupe spécial. Le Groupe spécial *Indonésie – Automobiles* a dit à cet égard ce qui suit:

> "[d]ans des affaires antérieures examinées dans le cadre du GATT/de l'OMC, où une mesure visée dans le mandat avait été supprimée ou modifiée après le commencement de la procédure, les groupes spéciaux ont tout de même formulé des observations au sujet de la mesure en question."[1362]

7.1663 Nous pourrions partager l'avis des Communautés européennes selon lequel il peut être approprié que des groupes spéciaux examinent la pratique des tribunaux internationaux pour s'en inspirer, en particulier dans des situations où les Accords de l'OMC, et la jurisprudence ou la pratique

---

[1359] Rapport du Groupe spécial *Chili – Système de fourchettes de prix*, paragraphe 7.124.

[1360] Les Communautés européennes notent néanmoins que le Groupe spécial ne devrait pas établir de recommandations au sujet de telles mesures.

[1361] Rapport du Groupe spécial *Inde – Automobiles*, paragraphe 7.26.

[1362] Rapport du Groupe spécial *Indonésie – Automobiles*, paragraphe 14.9.

du GATT/de l'OMC, ne donnent aucune indication utile. Mais nous ne nous trouvons pas dans une situation de ce genre. Comme il ressort clairement des remarques faites plus haut, il y a une jurisprudence et une pratique spécifiques du GATT/de l'OMC pour nous guider. Dans ces circonstances, nous ne voyons pas la nécessité de faire appel à la jurisprudence de la Cour internationale de justice.

7.1664 Nous ne considérons pas que l'article 3:3 ou 3:4 du Mémorandum d'accord étaie le point de vue selon lequel nous devrions nous abstenir de formuler des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques pertinentes. S'agissant de l'article 3:3, il apparaît que les Communautés européennes font valoir que si un avantage ne "se trouve" plus compromis par une mesure, parce que la mesure a cessé d'exister, le Groupe spécial ne devrait pas formuler de constatations à son sujet. Toutefois, le principal objectif de l'article 3:3 est de souligner l'importance d'un règlement *rapide* de toute situation dans laquelle un avantage se trouve compromis par une mesure. À notre avis, on ne peut pas en déduire que dans toute situation où un avantage ne se trouve plus compromis par une mesure un groupe spécial devrait s'abstenir de formuler des constatations à son sujet. Nous notons que conformément à l'article 3:2 du Mémorandum d'accord le système de règlement des différends a également pour objet "de préserver les droits et les obligations résultant pour les Membres des accords visés". Nous pensons qu'il est conforme à cette fonction du système de règlement des différends qu'un groupe spécial formule des constatations sur la compatibilité avec les règles de l'OMC d'une mesure qui a cessé d'exister, surtout si cela est demandé par l'une des parties.

7.1665 Passant à l'article 3:4, nous notons que cette disposition indique qu'en formulant ses recommandations ou en statuant sur la "question" l'ORD doit viser à la régler de manière satisfaisante. Les Communautés européennes laissent entendre que, si une mesure a cessé d'exister, il n'y a plus de "question" à régler. Toutefois, la "question" à régler est la question portée devant l'ORD en vue d'un règlement. Comme il ressort clairement de l'article 7:1 du Mémorandum d'accord et du rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*[1363], la question portée devant l'ORD est la question décrite par une partie plaignante dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial. Conformément à l'article 6:2 du Mémorandum d'accord, la demande d'établissement d'un groupe spécial doit indiquer les mesures spécifiques en cause. Si l'on applique ces considérations à la présente affaire, il est clair que la "question" devant être réglée par l'ORD de manière satisfaisante inclut les mesures visant des produits spécifiques indiquées par les États-Unis et l'Argentine dans leurs demandes d'établissement d'un groupe spécial respectives. Par conséquent, nous ne partageons pas l'avis selon lequel, une fois que les mesures visant des produits spécifiques pertinentes avaient cessé d'exister, il n'y avait plus, dans cette mesure, de "question" qui pouvait être réglée par l'ORD.

7.1666 S'agissant de la question de savoir s'il est utile que le Groupe spécial traite les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes retirées, nous rappelons notre point de vue selon lequel en faisant cette détermination il faudrait notamment tenir compte de l'objet et du but du système de règlement des différends, qui sont d'arriver à une solution positive des différends. Nous notons à cet égard qu'il n'y a pas d'accord entre les parties pour dire qu'il serait utile que nous formulions des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes en question. Toutefois, les États-Unis et l'Argentine en tant que parties plaignantes n'ont pas dit que, compte tenu du retrait des demandes en question, ils ne demandaient plus de constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernaient ces demandes. Au contraire, l'Argentine, par exemple, a explicitement demandé au Groupe spécial de présenter de telles constatations. En outre, contrairement à ce qui est le cas pour la demande concernant le maïs GA21 (EC-85), nos constatations sur les autres mesures visant des produits spécifiques ne règlent pas le différend concernant les produits biotechnologiques pertinents. Enfin, nous notons que les demandes

[1363] Rapport de l'Organe d'appel *Guatemala – Ciment I*, paragraphe 72.

ont été retirées par les demandeurs. Il est clair, par conséquent, qu'il ne s'agit pas d'une affaire dans laquelle il a été mis fin aux mesures pertinentes par la partie défenderesse au cours de la procédure du Groupe spécial dans un effort fait de bonne foi pour régler le différend en question. Ainsi, nous ne considérons pas que si nous formulons des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques en cause, nous irions à l'encontre d'efforts entrepris pour parvenir à une solution positive du différend. Dans ces circonstances, nous ne sommes pas à même de partager l'avis des Communautés européennes selon lequel il n'est plus utile que nous présentions des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques en cause.

7.1667 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial formulera des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi.

iii) Demandes approuvées après l'établissement du Groupe spécial

7.1668 La dernière catégorie de demandes à traiter concerne les demandes qui ont été approuvées par la Commission au cours de la procédure du Groupe spécial. Chacune des trois parties plaignantes demande des constatations visant des produits spécifiques en ce qui concerne ces demandes. À notre avis, les demandes qui ont été *définitivement* approuvées[1364] au cours de la procédure du Groupe spécial peuvent être assimilées, aux fins du présent examen, aux demandes qui ont été retirées au cours de la procédure du Groupe spécial. Les deux catégories de demandes ont en commun le fait que les procédures d'approbation en question étaient en cours à la date d'établissement du Groupe spécial, mais ont été par la suite interrompues. La seule différence est que dans le cas d'une demande définitivement approuvée la procédure d'approbation pertinente a été interrompue du fait d'une action directement imputable aux Communautés européennes. Nous ne considérons pas que cette différence, en soi, justifie une approche différente de la part du Groupe spécial. Nous notons à cet égard que les Communautés européennes ne font pas valoir que la Commission a approuvé des demandes en vue de régler son différend avec les parties plaignantes en ce qui concerne les demandes pertinentes.[1365]

7.1669 Eu égard à cela, le Groupe spécial formulera des constatations également au sujet des mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes qui ont été définitivement approuvées au cours de la procédure du Groupe spécial. Les éléments de preuve versés au dossier étayent la conclusion selon laquelle deux demandes – à savoir la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) – ont été définitivement approuvées au cours de la procédure du Groupe spécial. Pour les autres demandes pertinentes approuvées par la Commission au cours de la procédure du Groupe spécial, le dossier ne nous permet pas de déterminer si elles ont été définitivement approuvées, de sorte qu'il peut y avoir mise sur le marché.[1366] En tout état de cause, il ressort clairement de ce qui précède que nous pourrions présenter des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernent de

[1364] Nous utilisons l'expression "définitivement approuvées" pour désigner une situation dans laquelle selon les renseignements figurant dans notre dossier le demandeur peut procéder à la mise sur le marché du produit biotechnologique qui fait l'objet de la demande approuvée.

[1365] Les Communautés européennes font valoir que les approbations des demandes pertinentes sont simplement la conséquence du fait que ces demandes ont atteint le stade de la prise de décision final après avoir été évaluées au niveau des États membres et de la Communauté. Observations des CE sur les réponses des parties plaignantes aux questions du Groupe spécial, paragraphes 62 et 63.

[1366] Nous notons à cet égard que pour ce qui est des demandes concernant le maïs NK603 (utilisation pour l'alimentation animale) et le colza RR (EC-70) le dossier ne contient aucun élément de preuve indiquant que l'autorité compétente principale pertinente a donné son consentement écrit à la mise sur le marché de ces produits après qu'ils ont été approuvés par la Commission au titre de la Directive 2001/18.

telles demandes même si elles avaient été définitivement approuvées après la date d'établissement du Groupe spécial.

iv) Conclusion

7.1670 À la lumière des considérations qui précèdent, nous ne présenterons pas de constatations sur la mesure visant un produit spécifique qui concerne le maïs GA21 (EC-85) (DS293), mais nous formulerons des constatations sur les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi ainsi que sur la mesure visant un produit spécifique qui concerne le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (DS291), demande qui a été définitivement approuvée au cours de la procédure du Groupe spécial. Toutefois, nous ne ferons aucune recommandation au cas où nous constaterions que les mesures visant des produits spécifiques qui concernent les demandes qui ont été retirées après que le Groupe spécial a été établi, ou la mesure visant un produit spécifique qui concerne le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (DS291), sont incompatibles avec les règles de l'OMC.

2. Allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes

7.1671 Les parties plaignantes ont chacune présenté une série d'allégations d'incompatibilité en ce qui concerne les mesures communautaires visant des produits spécifiques qu'elles contestent.

7.1672 Les **États-Unis** allèguent que les mesures communautaires visant des produits spécifiques qu'ils contestent sont incompatibles avec, ou ont donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'OMC[1367]:

a) l'Annexe C 1) a) et, par conséquent, l'article 8 de l'*Accord SPS*;

b) l'Annexe B 1) et, par conséquent, l'article 7 de l'*Accord SPS*;

c) l'Annexe C 1) b) et, par conséquent, l'article 8 de l'*Accord SPS*;

d) l'article 5:1 et, par conséquent, l'article 2:2 de l'*Accord SPS*;

e) l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

7.1673 Le **Canada** allègue que les mesures communautaires visant des produits spécifiques qu'il conteste sont incompatibles avec, ou ont donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'OMC[1368]:

a) l'article 5:1 et, par conséquent, l'article 2:2 de l'*Accord SPS*;

b) l'article 5:6 et, par conséquent, l'article 2:2 de l'*Accord SPS*;

c) l'article 5:5 et, par conséquent, l'article 2:3 de l'*Accord SPS*[1369];

[1367] Les allégations sont énumérées dans l'ordre où elles ont été développées dans la première communication écrite des États-Unis.

[1368] Les allégations sont énumérées dans l'ordre où elles ont été développées dans la première communication écrite du Canada.

[1369] L'allégation du Canada au titre de l'article 5:5 est présentée à titre subsidiaire par rapport à son allégation au titre de l'article 5:6.

d) l'Annexe C 1) a) et, par conséquent, l'article 8 de l'*Accord SPS*;

e) l'article III:4 du GATT de 1994;

f) les articles 2.1, 2.2, 5.1.2 et la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC.*

7.1674 S'agissant des allégations du Canada au titre de l'*Accord OTC*, le Canada a expliqué que, si le Groupe spécial déterminait que des parties des mesures visant des produits spécifiques pertinentes relevaient de l'*Accord OTC* en plus de l'*Accord SPS*, ses allégations au titre de l'*Accord OTC* devaient être considérées comme cumulatives et non subsidiaires.

7.1675 L'**Argentine** allègue que les mesures communautaires visant des produits spécifiques sont incompatibles avec, ou ont donné lieu à des incompatibilités avec, les dispositions suivantes de l'OMC[1370]:

a) l'article 5:1 et, par conséquent, l'article 2:2 de l'*Accord SPS*;

b) l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*;

c) l'Annexe C 1) a), b), c) et e) et, par conséquent, l'article 8 de l'*Accord SPS*;

d) l'article III:4 du GATT de 1994;

e) les articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2 et 12 de l'*Accord OTC*.

7.1676 Comme il a été indiqué précédemment, le Groupe spécial formulera des constatations en ce qui concerne dix mesures communautaires visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine. Toutefois, les allégations de l'Argentine au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* et celles au titre de l'article 5.2 de l'*Accord OTC* concernent uniquement huit des dix "mesures visant des produits spécifiques pertinentes". Les deux mesures qui ne font pas l'objet d'une allégation au titre de ces dispositions sont les mesures affectant l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97.

7.1677 Nous notons en outre que les allégations de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC* sont présentées en tant qu'allégations subsidiaires par rapport à ses allégations au titre de l'*Accord SPS*.

7.1678 Les **Communautés européennes** font valoir qu'aucune des allégations visant des produits spécifiques présentées par les trois parties plaignantes n'est fondée, et qu'elles n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'une quelconque des dispositions de l'OMC qui sont invoquées par les parties plaignantes en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques.

7.1679 Étant donné que les Communautés européennes sont d'avis que toutes les allégations des parties plaignantes visant des produits spécifiques devraient être rejetées dans leur intégralité, il est clair que le **Groupe spécial** doit évaluer le bien-fondé de ces allégations. Nous allons d'abord examiner les allégations de fond formulées par les parties plaignantes au titre des articles 5 et 2 de l'*Accord SPS* et, s'il y a lieu, nous examinerons ensuite l'allégation en matière de transparence formulée au titre de l'Annexe B de l'*Accord SPS* et les allégations procédurales formulées au titre de l'Annexe C de l'*Accord SPS*. Enfin, dans la mesure où il est nécessaire de le faire, nous examinerons

[1370] Les allégations sont énumérées dans l'ordre où elles ont été développées dans la première communication écrite de l'Argentine.

également les allégations du Canada et de l'Argentine au titre du GATT de 1994 et au titre de l'*Accord OTC*.

3. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*

7.1680 Chacune des trois parties plaignantes allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste.

7.1681 L'article 5:1 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes."

7.1682 Les **États-Unis** font valoir que comme le moratoire général, dans la mesure où les mesures visant des produits spécifiques – les moratoires sur des produits spécifiques – empêchent la vente ou la commercialisation des produits biotechnologiques, chaque fois que les Communautés européennes n'examinent pas pour approbation une demande en souffrance concernant un produit biotechnologique il s'agit d'une "mesure SPS" qui n'est pas "établie sur la base d'une évaluation des risques" comme l'exige l'article 5:1. Les États-Unis considèrent que les moratoires sur des produits spécifiques qui, en réalité, interdisent l'accès des produits biotechnologiques pertinents au marché communautaire sont des "mesures SPS" telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Le régime d'approbation communautaire, y compris la partie du régime modifiée par les moratoires sur des produits spécifiques, sont manifestement des mesures "sanitaires ou phytosanitaires". De même, les moratoires sur des produits spécifiques, bien que sous une forme non écrite, sont des "mesures" au titre de l'*Accord SPS*, tout comme le moratoire général affectant tous les produits est une "mesure" au titre de l'*Accord SPS*. S'agissant de la prescription voulant que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques, les États-Unis font observer qu'en ce qui concerne 14 des demandes en souffrance, les Communautés européennes n'ont pas présenté la moindre évaluation des risques. Pour ce qui est des 13 demandes restantes, les Communautés européennes ont engagé des évaluations des risques, mais les moratoires sur des produits spécifiques ne sont pas établis sur la base de ces évaluations.

7.1683 Le **Canada** fait valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les quatre demandes présentant un intérêt spécifique pour le Canada est une mesure SPS telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1). Selon le Canada, le fait de ne pas avoir examiné ni approuvé ces demandes, que le Canada désigne comme étant les "interdictions de commercialisation visant des produits spécifiques", n'est pas "établi sur la base" d'évaluations des risques ce qui est contraire à l'article 5:1. Bien que les Communautés européennes aient achevé les évaluations des risques pour chacune des quatre demandes, elles n'ont pas établi le fait qu'elles n'ont pas examiné ni approuvé ces demandes sur la base de ces évaluations.

7.1684 L'**Argentine** fait valoir que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine constitue une mesure SPS et est contraire aux prescriptions de l'article 5:1 parce qu'elle n'est pas établie sur la base d'une quelconque évaluation des risques. L'Argentine fait observer qu'il y a des demandes qui n'ont pas été approuvées en dépit du fait que les États membres ou les comités scientifiques des CE ont procédé à des évaluations des risques et

que ces évaluations étaient favorables. Dans ces cas, il n'a pas été satisfait aux prescriptions de l'article 5:1 parce que l'évaluation des risques favorable n'a pas été prise en considération. Pour les autres demandes, le traitement a été suspendu sans qu'aucune évaluation des risques ne soit réalisée ni par les États membres ni par les comités scientifiques des CE. Dans ces cas, il n'a pas été satisfait aux prescriptions de l'article 5:1 parce qu'aucune évaluation des risques n'a été effectuée en raison de la suspension de l'examen, ou du non-examen, des demandes pertinentes.

7.1685 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards (ou le fait de ne pas agir dans un délai spécifique) dans le processus d'approbation allégués par les parties plaignantes peuvent être examinés au regard de l'*Accord SPS* en tant que question d'*application* d'une mesure SPS et, plus précisément, du système d'approbation mis en place dans le cadre de la législation communautaire sur les OGM, et que les retards du type allégué par les parties plaignantes en l'espèce ne peuvent donc pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). En toute logique, il est clair que le comportement allégué d'un Membre ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS. Étant donné que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne relèvent pas de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1), les Communautés européennes considèrent que l'article 5:1 n'est pas applicable à ces retards.

7.1686 Le **Groupe spécial** note que, de par ses termes clairs, l'article 5:1 s'applique aux mesures SPS. En conséquence, pour qu'une mesure particulière visant un produit spécifique soit soumise à l'article 5:1, elle doit être une mesure SPS. Les Communautés européennes contestent que les mesures visant des produits spécifiques constituent des mesures SPS au sens de l'article 5:1. Il est donc nécessaire d'examiner cette question.

7.1687 Nous rappelons que les parties plaignantes ont dit que les mesures visant des produits spécifiques qu'elles contestaient étaient liées au moratoire général sur les approbations. Nous avons fait observer que sur la base de ces déclarations nous croyions comprendre que les mesures visant les produits spécifiques se présentaient comme suit, ou découlaient de ce qui suit:

- actes et/ou omissions spécifiés par lesquels les entités des CE pertinentes ont donné effet, dans le contexte de procédures d'approbation particulières, à leurs décisions d'imposer un moratoire général sur les approbations, ou

- actes et/ou omissions spécifiés par lesquels les entités des CE pertinentes ont choisi de répondre, là encore dans le contexte de procédures d'approbation particulières, à la circonstance selon laquelle d'autres entités des CE imposaient un moratoire général sur les approbations.

7.1688 En ce qui concerne le moratoire général sur les approbations, nous avons constaté précédemment que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une décision imposant effectivement une interdiction définitive générale de la commercialisation, mais une décision concernant l'application des procédures d'approbation. Nous avons également constaté que la décision en question n'était pas, en soi, une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection des Communautés européennes. Ces constatations nous ont amenés à conclure que la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 5:1.

7.1689 Si, comme nous le pensons, la décision des Communautés européennes d'appliquer un moratoire général sur les approbations n'était pas une "mesure SPS", la logique voudrait qu'il en soit de même pour les mesures visant des produits spécifiques, étant donné que, à ce que nous croyons comprendre, elles sont essentiellement des actes et/ou omissions par lesquels les entités des CE

pertinentes ont donné effet à la décision d'appliquer un moratoire général sur les approbations ou par lesquels elles ont réagi à la circonstance selon laquelle d'autres entités des CE imposaient un moratoire général.[1371] En dépit du fait qu'il y a un lien logique entre le moratoire général et les mesures visant des produits spécifiques, il convient d'examiner plus en détail si ces dernières mesures constituent des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 5:1. Étant donné que les parties plaignantes ont donné des descriptions légèrement différentes des mesures visant des produits spécifiques qu'elles mettent en cause, nous examinons cette question séparément pour chaque partie plaignante.[1372]

a) DS291 (États-Unis)

7.1690 Comme nous l'avons précédemment noté, les États-Unis contestent le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale. Nous rappelons que pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:1 elle doit être une "mesure SPS". Pour déterminer si le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale constitue une "mesure SPS", nous examinons d'abord la définition de cette expression donnée à l'Annexe A) 1) de l'*Accord SPS*. Selon l'Annexe A) 1), les mesures SPS incluent les "prescriptions et procédures".

7.1691 S'agissant des "prescriptions", nous notons que le fait de ne pas examiner une demande particulière pour approbation finale, même s'il est intentionnel, n'est pas la même chose qu'une décision finale négative en matière d'approbation concernant cette demande. Le fait de ne pas examiner pour approbation finale n'entraîne, ou ne prédétermine, pas non plus nécessairement une décision finale négative en matière d'approbation. Par conséquent, nous sommes d'avis que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas imposé une "prescription" SPS de fond au sens de la définition figurant à l'Annexe A) 1) de l'expression "mesure SPS".

7.1692 Les États-Unis font valoir, toutefois, qu'en réalité le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale interdisait l'accès des produits biotechnologiques pertinents au marché communautaire. Nous pourrions admettre que le fait de ne pas examiner une demande particulière pour approbation finale entraînerait normalement des retards dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. Ces retards auraient quant à eux pour effet d'allonger la période pendant laquelle le produit biotechnologique en question était soumis à l'interdiction provisoire de la commercialisation découlant de la prescription communautaire en matière d'approbation préalable à la commercialisation. Mais le fait de ne pas examiner une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas imposé une nouvelle interdiction; une interdiction était déjà en place, en conséquence de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. En d'autres termes, l'origine de l'interdiction provisoire de la commercialisation, y compris l'interdiction effectivement prolongée, n'aurait pas été le fait de ne pas avoir examiné la demande pertinente, pour approbation finale, mais la prescription communautaire en matière d'approbation préalable à la commercialisation, c'est-à-dire la décision de fond des Communautés européennes d'interdire les produits biotechnologiques tant qu'ils n'ont pas été approuvés.

[1371] Nous rappelons qu'en ce qui concerne la deuxième catégorie d'actes et/ou omissions les parties plaignantes allèguent essentiellement que les demandes ont été traitées à un rythme extrêmement lent en raison de l'existence d'un moratoire général sur les approbations finales jusqu'à ce qu'il soit satisfait à certaines conditions.

[1372] *Voir aussi* notre analyse de l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 5:1 dans la section VII.D.5 plus haut.

7.1693 Dans la logique de ce qui précède, nous admettons que le fait de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale aurait eu une incidence sur la durée de la période pendant laquelle l'interdiction provisoire de la commercialisation était en place pour le produit biotechnologique pertinent. Nous ne sommes toutefois pas en mesure d'admettre que le fait de ne pas avoir examiné une demande pour approbation finale aurait effectivement imposé une nouvelle interdiction de la commercialisation et, partant, une "prescription" négative, en ce qui concerne le produit biotechnologique considéré. Si les États-Unis avaient été d'avis que l'incidence susmentionnée de l'interdiction provisoire de la commercialisation avait pour effet que cette interdiction était appliquée d'une manière incompatible avec l'article 5:1, il leur était loisible de contester cette interdiction (c'est-à-dire la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation) en tant que source de l'interdiction provisoire de la commercialisation. Les États-Unis ont choisi de ne pas le faire en l'espèce.

7.1694 S'agissant des "procédures", nous prenons note de l'argument des États-Unis selon lequel le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale a "modifié" une partie du régime d'approbation communautaire. Puisque les mesures visant des produits spécifiques alléguées en question n'auraient pas, à notre avis, imposé une quelconque nouvelle prescription de fond, nous ne pensons pas qu'elles auraient modifié une quelconque prescription de fond faisant partie du régime d'approbation communautaire. Reste alors à examiner si les mesures visant des produits spécifiques auraient modifié les procédures d'approbation communautaires pertinentes.[1373]

7.1695 À l'évidence, le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas en soi constitué, ni établi, une procédure pour approuver le produit biotechnologique pertinent ou, plus exactement, pour empêcher l'approbation finale de ce produit biotechnologique. Le fait de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas non plus effectivement modifié la procédure d'approbation communautaire pertinente pour le produit biotechnologique spécifique en question. Comme nous l'avons indiqué dans des constatations antérieures concernant le moratoire général sur les approbations, les Communautés européennes n'ont pas appliqué un type différent de procédure d'approbation. Les demandes en question ont continué d'être évaluées conformément à la procédure énoncée dans les Directives 90/220 et 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97. En conséquence, nous ne sommes pas persuadés que le fait allégué de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale aurait "modifié" la procédure d'approbation communautaire pertinente. Selon notre évaluation, ce qui précède mène également à la conclusion que le fait allégué de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale ne peut pas être considéré comme une "procédure" au sens de l'Annexe A) 1).

7.1696 Jusqu'ici, nous avons constaté que le fait allégué que les Communautés européennes n'avaient pas examiné une demande particulière pour approbation finale ne pouvait être considéré ni comme une "prescription" ni comme une "procédure" au sens de l'Annexe A) 1). Mais nous n'avons pas encore déterminé en termes positifs quelle est la nature juridique du manquement en question. Nous pensons que la référence faite par les États-Unis au fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale devrait être comprise, et a un sens, en tant que référence à l'application par les Communautés européennes d'une façon particulière d'appliquer la procédure d'approbation communautaire pertinente – une façon qui indiquait qu'il était voulu, ou prévu, qu'il n'y ait aucune décision finale en matière d'approbation concernant la demande en question tant que certaines conditions n'auraient pas été remplies. En d'autres termes, nous pensons qu'en

[1373] Les procédures d'approbation pertinentes sont énoncées dans la Directive 90/220 et celle qui l'a remplacée, la Directive 2001/18, ainsi que dans le Règlement n° 258/97.

substance les États-Unis mettent en cause une manière particulière d'appliquer les procédures d'approbation communautaires dans des cas spécifiques.

7.1697 Selon les termes de l'Annexe A) 1) cela signifie que nous nous intéressons à l'application de "procédures". Comme nous l'avons dit dans nos constatations antérieures, tandis que des "procédures" en tant que telles peuvent selon la définition figurant à l'Annexe A) 1) constituer des mesures SPS, l'application de telles procédures ne constitue pas, en soi, une mesure SPS au sens de l'Annexe A) 1). En conséquence, nous arrivons à la conclusion que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale ne satisfait pas à tous les éléments constitutifs de la définition de l'expression "mesure SPS" donnée à l'Annexe A) 1).

7.1698 Passant maintenant à l'article 5:1, nous rappelons notre constatation antérieure selon laquelle l'expression "mesure SPS" figurant à l'article 5:1 devrait être interprétée comme désignant une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire du Membre pertinent. À notre avis, le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas, en soi, été une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. En fait, comme nous l'avons dit, il aurait été l'application d'une façon particulière d'appliquer la procédure d'approbation communautaire pertinente. Comme nous l'avons expliqué plus haut, l'effet pratique du fait allégué de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale aurait été d'allonger la période pendant laquelle le produit biotechnologique pertinent était soumis à l'interdiction provisoire de la commercialisation découlant de la prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation. La prescription en matière d'approbation préalable à la commercialisation qui impose l'interdiction provisoire de la commercialisation est une mesure appliquée pour obtenir le niveau de protection des Communautés européennes, mais cette prescription est une mesure séparée du fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale. En soi, le fait allégué de ne pas avoir examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas permis d'obtenir ou impliqué un niveau de protection particulier.

7.1699 Étant donné que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale n'aurait pas, en soi, été une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes, il ne peut, à notre avis, être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1.

7.1700 Sur la base des considérations qui précèdent, nous déterminons donc que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1 et de l'Annexe A 1). Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:1, il s'ensuit que les dispositions de l'article 5:1 ne sont pas applicables au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation des États-Unis au titre de l'article 5:1.

b) DS292 (Canada)

7.1701 En ce qui concerne la plainte DS292, nous avons noté plus haut que le Canada contestait le fait allégué que les Communautés européennes n'avaient pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, des demandes particulières présentant un intérêt spécifique pour le Canada. Le Canada désigne également ce fait de ne pas avoir examiné ni approuvé des demandes comme étant une "interdiction de commercialiser des produits spécifiques" effective.

7.1702 S'agissant de la référence faite par le Canada à une interdiction effective de commercialiser des produits spécifiques, nous notons que nous avons déjà traité un argument semblable des États-Unis. Ainsi, nous devons simplement rappeler que nous partageons l'avis selon lequel le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé une demande particulière aurait eu une incidence sur la durée de la période pendant laquelle l'interdiction provisoire de la commercialisation résultant de la prescription communautaire en matière d'approbation préalable à la commercialisation était en place pour le produit biotechnologique pertinent. Mais nous ne sommes pas en mesure d'admettre que le fait allégué de ne pas avoir examiné ni approuvé une demande aurait effectivement imposé une nouvelle interdiction de la commercialisation et, partant, une "prescription" négative, en ce qui concerne le produit biotechnologique considéré.

7.1703 En revanche, pareillement à ce que nous avons dit à propos des mesures contestées par les États-Unis, nous considérons que la référence faite par le Canada au fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé une demande particulière devrait être comprise, et a un sens, en tant que référence à l'application par les Communautés européennes d'une façon particulière d'appliquer la procédure d'approbation communautaire pertinente – façon qui indiquait qu'il était voulu, ou prévu, qu'il n'y ait aucune décision finale en matière d'approbation concernant la demande en question tant que certaines conditions n'auraient pas été remplies. Ainsi, nous pensons qu'en substance le Canada met en cause une manière particulière d'appliquer les procédures d'approbation communautaires dans des cas spécifiques.

7.1704 Pour les mêmes raisons que celles que nous avons données dans le contexte de notre analyse des mesures contestées par les États-Unis, le type de mesure que le Canada conteste à notre avis i) ne constitue pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et ii) n'est pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes et, partant, ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1.

7.1705 Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:1, il s'ensuit que les dispositions de l'article 5:1 ne sont pas applicables au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé des demandes particulières. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation du Canada au titre de l'article 5:1.

c) DS293 (Argentine)

7.1706 En ce qui concerne la plainte DS293, nous notons que l'Argentine formule des allégations au titre de l'article 5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne la totalité des dix demandes au sujet desquelles le Groupe spécial a décidé de présenter des constatations visant des produits spécifiques. Nous traitons d'abord les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 dont l'Argentine dit qu'elles doivent encore être approuvées au titre du Règlement n° 258/97.

i) Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97

7.1707 L'Argentine conteste au titre de l'article 5:1 la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 qui selon les allégations avaient été présentées pour "approbation"[1374] au titre du Règlement n° 258/97.

7.1708 L'Argentine n'a fourni aucun élément de preuve indiquant l'existence de demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 qui avaient été présentées pour "approbation" au titre du Règlement n° 258/97. Les seuls éléments de preuve fournis par l'Argentine à l'appui de son allégation concernent l'huile de coton dérivée du coton Bt-531 ou du coton RR-1445. Ces produits étaient soumis à la procédure simplifiée énoncée à l'article 5 du Règlement n° 258/97. Comme nous l'avons indiqué précédemment, dans le cadre de la procédure simplifiée, il n'y a pas de "demandes" pour la mise sur le marché des produits visés qui sont alors "approuvés" par les organismes d'évaluation des États membres. En outre, dans sa demande d'établissement d'un groupe spécial, l'Argentine indique le coton Bt-531 et le coton RR-1445 en tant que produit biotechnologique pertinent, mais pas l'huile de coton dérivée du coton Bt-531 ou du coton RR-1445. Ainsi, l'huile de coton dérivée du coton Bt-531 ou du coton RR-1445 ne relève pas du mandat relatif à la plainte DS293 (Argentine).

7.1709 Compte tenu du fait que nous n'avons pas trouvé d'éléments de preuve indiquant que des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 avaient été présentées pour approbation au titre du Règlement n° 258/97, nous constatons que l'Argentine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer l'existence d'une suspension de l'examen, ou du non-examen, du coton Bt-531 et du coton RR-1445 pour approbation au titre du Règlement n° 258/97. Étant donné que l'existence de ces mesures visant des produits spécifiques n'a pas été démontrée, nous ne pouvons que rejeter l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 en ce qui concerne ces mesures alléguées.

ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine

7.1710 Nous allons maintenant traiter les huit mesures visant des produits spécifiques restantes au sujet desquelles le Groupe spécial a décidé de formuler des constatations. Comme il a été noté, l'Argentine décrit les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste au titre de l'article 5:1 comme étant la suspension par les Communautés européennes de l'examen, ou le non-examen, de demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine.

7.1711 Comme pour les mesures contestées par les États-Unis, nous sommes d'avis que les mesures contestées par l'Argentine ne peuvent être considérées ni comme des "prescriptions" ni comme des "procédures" au sens de l'Annexe A 1). En revanche, nous pensons que la référence faite par l'Argentine à la suspension de l'examen, ou au non-examen, d'une demande particulière devrait être comprise, et a un sens, en tant que référence à l'application par les Communautés européennes d'une façon particulière d'appliquer la procédure d'approbation communautaire pertinente – façon qui indiquait qu'il était voulu, ou prévu, qu'il n'y ait aucune décision finale en matière d'approbation concernant la demande en question tant que certaines conditions n'auraient pas été remplies. En d'autres termes, nous pensons qu'en substance l'Argentine met en cause une manière particulière d'appliquer les procédures d'approbation communautaires dans des cas spécifiques.

7.1712 Pour les mêmes raisons que celles que nous avons données dans le contexte de notre analyse des mesures contestées par les États-Unis, le type de mesure que l'Argentine conteste à notre avis i) ne

[1374] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 201 et 202.

constitue pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et ii) n'est pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes et, partant, ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:1.

7.1713 Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:1, il s'ensuit que les dispositions de l'article 5:1 ne sont pas applicables à la suspension alléguée de l'examen, ou au non-examen allégué, par les Communautés européennes de demandes particulières. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 5:1.

d) Conclusions

7.1714 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques pertinentes.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

4. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS*

7.1715 Le Canada et l'Argentine allèguent que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'ils contestent.

7.1716 L'article 5:6 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau

> approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique." (note de bas de page omise)

7.1717 Le **Canada** fait valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les quatre demandes présentant un intérêt spécifique pour le Canada est une mesure SPS telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1). Le fait de ne pas avoir examiné ni approuvé ces demandes, que le Canada désigne comme étant les "interdictions de commercialiser des produits spécifiques", est "plus restricti[f] qu'il n'est requis", ce qui est contraire à l'article 5:6. Cela tient au fait qu'il y a une autre mesure SPS qui est raisonnablement disponible, compte tenu de la faisabilité technique et économique; qui permet d'obtenir le niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire des Communautés européennes; et qui est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée.

7.1718 L'**Argentine** fait valoir que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine constitue une mesure SPS et est contraire aux prescriptions de l'article 5:6. Cette violation de l'article 5:6 résulte du fait qu'il existe une autre mesure SPS qui: 1) est raisonnablement disponible compte tenu de la faisabilité technique et économique; 2) permet d'obtenir le niveau approprié de protection sanitaire et phytosanitaire des Communautés européennes; et 3) est sensiblement moins restrictive pour le commerce que la mesure SPS contestée.

7.1719 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards (ou le fait de ne pas agir dans un délai spécifique) dans le processus d'approbation allégués par les parties plaignantes peuvent être examinés au regard de l'*Accord SPS* en tant que question d'*application* d'une mesure SPS et, plus précisément, du système d'approbation mis en place dans le cadre de la législation communautaire sur les OGM, et que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne peuvent donc pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). En toute logique, il est clair que le comportement allégué d'un Membre ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS. Étant donné que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne relèvent pas de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1), les Communautés européennes considèrent que l'article 5:6 n'est pas applicable à ces retards.

7.1720 Le **Groupe spécial** va analyser séparément l'allégation du Canada et de l'Argentine.[1375]

a) DS292 (Canada)

7.1721 En ce qui concerne l'affaire DS292, nous notons que pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:6 elle doit être une mesure SPS. Nous notons également que l'article 5:6 fait explicitement référence à des "mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". En outre, nous rappelons que dans le contexte de notre analyse antérieure de l'allégation du Canada au titre de l'article 5:1 nous avons constaté que le type de mesure que le Canada contestait à notre avis i) ne constituait pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et ii) n'était pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. Il découle de ces éléments que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé une demande particulière ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:6.

[1375] *Voir aussi* notre analyse de l'allégation du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:6 dans la section VII.D.6 plus haut.

7.1722 Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:6, les dispositions de l'article 5:6 ne sont pas applicables au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé des demandes particulières. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation du Canada au titre de l'article 5:6.

b) DS293 (Argentine)

7.1723 En ce qui concerne la plainte DS293, nous commençons notre analyse par les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 dont l'Argentine dit qu'elles doivent encore être approuvées au titre du Règlement n° 258/97.

i) Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97

7.1724 L'Argentine conteste au titre de l'article 5:6 la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 qui selon les allégations ont été présentées pour "approbation"[1376] au titre du Règlement n° 258/97.

7.1725 Nous rappelons qu'en ce qui concerne les mêmes mesures visant des produits spécifiques alléguées l'Argentine a présenté une allégation au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Dans le contexte de notre analyse de cette allégation, nous avons fait observer que nous n'avions trouvé aucun élément de preuve indiquant que des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 avaient été présentées pour approbation au titre du Règlement n° 258/97, et nous avons donc constaté que l'Argentine ne s'était pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer l'existence d'une suspension de l'examen, ou du non-examen, du coton Bt-531 et du coton RR-1445 pour approbation au titre du Règlement n° 258/97. Étant donné que l'existence de ces mesures visant des produits spécifiques n'a pas été démontrée, nous ne pouvons que rejeter l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 en ce qui concerne ces mesures alléguées.

ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine

7.1726 Nous allons maintenant traiter les huit mesures visant des produits spécifiques restantes au sujet desquelles le Groupe spécial a décidé de formuler des constatations.

7.1727 Nous rappelons que pour qu'une mesure particulière soit soumise à l'article 5:6 elle doit être une mesure SPS. Nous rappelons également que l'article 5:6 fait explicitement référence à des "mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". En outre, nous rappelons que dans le contexte de notre analyse antérieure de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 5:1 nous avons constaté que le type de mesure que l'Argentine contestait à notre avis i) ne constituait pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et ii) n'était pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. Il découle de ces éléments que la suspension alléguée de l'examen, ou le non-examen allégué, par les Communautés européennes d'une demande particulière ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'article 5:6.

7.1728 Étant donné que seules les "mesures SPS" sont soumises aux dispositions de l'article 5:6, les dispositions de l'article 5:6 ne sont pas applicables à la suspension alléguée de l'examen, ou au non-examen allégué, par les Communautés européennes de demandes particulières. Compte tenu de

[1376] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 201 et 202.

cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 5:6.

c) Conclusions

7.1729 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques pertinentes.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

5. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS*

7.1730 Chacune des trois parties plaignantes allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste.

7.1731 L'article 5:5 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international. [...]"

7.1732 Les **États-Unis** font valoir que les moratoires sur des produits spécifiques qui, en réalité, interdisent l'accès des produits biotechnologiques pertinents au marché communautaire sont des "mesures SPS" telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Ils font valoir que comme le moratoire général, les moratoires sur des produits spécifiques réunissent les trois éléments qui sont requis pour établir une violation de l'article 5:5. *Premièrement*, les Communautés européennes ont fixé des niveaux de protection sanitaire distincts dans des "situations différentes": produits obtenus à l'aide d'auxiliaires biotechnologiques et autres produits biotechnologiques. *Deuxièmement*, ces niveaux de protection présentent des différences qui sont "arbitraires ou injustifiables". *Troisièmement*, les moratoires sur des produits spécifiques entraînent "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international".

7.1733 Le **Canada** présente son allégation au titre de l'article 5:5 à titre subsidiaire par rapport à son allégation au titre de l'article 5:6. En présentant l'allégation au titre de l'article 5:6, le Canada a supposé que le niveau approprié de protection des Communautés européennes était un "niveau élevé de protection", mais pas un niveau de risque zéro. Toutefois, si cette supposition n'est pas exacte et que le niveau approprié de protection des Communautés européennes pour les quatre demandes en cause présentant un intérêt spécifique pour le Canada est celui qui correspond aux interdictions de commercialiser des produits spécifiques, à savoir un niveau de risque zéro, alors le Canada est d'avis que les Communautés européennes ont violé l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

7.1734 Le Canada fait valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les quatre demandes présentant un intérêt particulier pour le Canada est une mesure SPS telle qu'elle est définie à l'Annexe A 1). Il allègue que le fait de ne pas avoir examiné ni approuvé ces demandes, qu'il désigne comme étant les "interdictions de commercialiser des produits spécifiques", réunit les trois éléments qui sont requis pour établir une violation de l'article 5:5. *Premièrement*, les Communautés européennes ont adopté des niveaux appropriés de protection sanitaire et phytosanitaire différents dans des "situations différentes" qui sont comparables. *Deuxièmement*, ces niveaux de protection appropriés différents sont "arbitraires ou injustifiables". *Troisièmement*, les mesures consacrant ces différences, les interdictions de commercialiser des produits spécifiques, entraînent "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international".

7.1735 Selon le Canada, les situations "comparables" susmentionnées se présentent des deux façons suivantes: i) les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes ont été bloquées du fait des interdictions de commercialiser des produits spécifiques d'une part et les produits biotechnologiques qui ont été approuvés pour commercialisation avant l'imposition du moratoire d'autre part; ii) les produits biotechnologiques pour lesquels les demandes ont été bloquées du fait des interdictions de commercialiser des produits spécifiques d'une part et les nouveaux produits non biotechnologiques comme ceux qui sont obtenus selon des techniques classiques de sélection végétale d'autre part.

7.1736 L'**Argentine** fait valoir que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine constitue une mesure SPS et est contraire aux prescriptions de l'article 5:5. Cela tient au fait que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine réunit les trois éléments distincts et cumulatifs qui doivent être démontrés à l'appui d'une allégation au titre de l'article 5:5: i) le Membre qui impose la mesure faisant l'objet de la plainte doit avoir adopté ses propres niveaux de protection sanitaire contre les risques pour la santé et la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux dans diverses situations différentes, qui sont comparables; ii) ces niveaux de protection présentent des différences arbitraires ou injustifiables dans le traitement de situations différentes; et iii) ces différences arbitraires ou injustifiables doivent entraîner une discrimination ou une restriction du commerce international.

7.1737 Selon l'Argentine, les situations "comparables" se présentent des deux façons suivantes: 1) produits biotechnologiques introduits avant et après le moratoire; 2) nouveaux produits "non biotechnologiques" et nouveaux produits biotechnologiques.

7.1738 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards (ou le fait de ne pas agir dans un délai spécifique) dans le processus d'approbation allégués par les parties plaignantes peuvent être examinés au regard de l'*Accord SPS* en tant que question d'*application* d'une mesure SPS et, plus précisément, du système d'approbation mis en place dans le cadre de la législation communautaire sur les OGM, et que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne peuvent donc pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A) 1). En toute logique, il est clair que le comportement allégué

d'un Membre ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS. Étant donné que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne relèvent pas de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A) 1), les Communautés européennes considèrent que l'article 5:6 n'est pas applicable à ces retards.

7.1739 Le **Groupe spécial** va analyser séparément l'allégation présentée par chaque partie plaignante.[1377]

a) DS291 (États-Unis)

7.1740 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que nous avons déterminé dans le contexte de notre analyse de la contestation du moratoire général des CE que l'article 5:5 impliquait une référence aux "mesures SPS" et que les mesures SPS visées à l'article 5:5 étaient celles qui étaient appliquées pour obtenir un niveau particulier de protection sanitaire ou phytosanitaire (c'est-à-dire des mesures mettant en œuvre un niveau particulier de protection). En conséquence, l'article 5:5 implique que la mesure en cause est une "mesure SPS" de mise en œuvre. Nous rappelons que dans le contexte de notre analyse antérieure de l'allégation visant des produits spécifiques formulée par les États-Unis au titre de l'article 5:1 nous avons constaté que le type de mesure que les États-Unis contestaient à notre avis i) ne constituait pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A) 1) et ii) n'était pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. Il découle de ces éléments que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A) 1) et de l'article 5:5 selon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel.

7.1741 Étant donné que l'article 5:5 implique à notre avis que les mesures en cause sont des "mesures SPS" de mise en œuvre, nous considérons que les dispositions de l'article 5:5 ne sont pas applicables au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation des États-Unis au titre de l'article 5:5.

b) DS292 (Canada)

7.1742 En ce qui concerne la plainte DS292, nous rappelons que nous avons déterminé dans le contexte de notre analyse de la contestation du moratoire général des CE que l'article 5:5 impliquait une référence aux "mesures SPS" et que les mesures SPS visées à l'article 5:5 étaient celles qui étaient appliquées pour obtenir un niveau particulier de protection sanitaire ou phytosanitaire (c'est-à-dire des mesures mettant en œuvre un niveau particulier de protection). En conséquence, l'article 5:5 implique que la mesure en cause est une "mesure SPS" de mise en œuvre. Nous rappelons que dans le contexte de notre analyse antérieure de l'allégation visant des produits spécifiques formulée par le Canada au titre de l'article 5:1 nous avons constaté que le type de mesure que le Canada contestait à notre avis i) ne constituait pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A) 1) et ii) n'était pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. Il découle de ces éléments que le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé une demande particulière ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A) 1) et de l'article 5:5 selon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel.

[1377] *Voir aussi* notre analyse de l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 5:5 dans la section VII.D.7 plus haut.

7.1743 Étant donné que l'article 5:5 implique à notre avis que la mesure en cause est une "mesure SPS" de mise en œuvre, nous considérons que les dispositions de l'article 5:5 ne sont pas applicables au fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé des demandes particulières. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation du Canada au titre de l'article 5:5.

c) DS293 (Argentine)

7.1744 En ce qui concerne la plainte DS293, nous commençons notre analyse par les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 dont l'Argentine dit qu'elles doivent encore être approuvées au titre du Règlement n° 258/97.

i) Mesures visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97

7.1745 L'Argentine conteste au titre de l'article 5:5 la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 qui selon les allégations ont été présentées pour "approbation"[1378] au titre du Règlement n° 258/97.

7.1746 Nous rappelons qu'en ce qui concerne les mêmes mesures visant des produits spécifiques alléguées l'Argentine a présenté une allégation au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Dans le contexte de notre analyse de cette allégation, nous avons fait observer que nous n'avions trouvé aucun élément de preuve indiquant que des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 avaient été présentées pour approbation au titre du Règlement n° 258/97, et nous avons donc constaté que l'Argentine ne s'était pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer l'existence d'une suspension de l'examen, ou du non-examen, du coton Bt-531 et du coton RR-1445 pour approbation au titre du Règlement n° 258/97. Étant donné que l'existence de ces mesures visant des produits spécifiques n'a pas été démontrée, nous ne pouvons que rejeter l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 en ce qui concerne ces mesures alléguées.

ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine

7.1747 Nous allons maintenant traiter les huit mesures visant des produits spécifiques restantes au sujet desquelles le Groupe spécial a décidé de formuler des constatations.

7.1748 Nous rappelons que nous avons déterminé dans le contexte de notre analyse de la contestation du moratoire général des CE que l'article 5:5 impliquait une référence aux "mesures SPS" et que les mesures SPS visées à l'article 5:5 étaient celles qui étaient appliquées pour obtenir un niveau particulier de protection sanitaire ou phytosanitaire (c'est-à-dire des mesures mettant en œuvre un niveau particulier de protection). En conséquence, l'article 5:5 implique que la mesure en cause est une "mesure SPS" de mise en œuvre. Nous rappelons que dans le contexte de notre analyse antérieure de l'allégation visant des produits spécifiques formulée par l'Argentine au titre de l'article 5:1 nous avons constaté que le type de mesure que l'Argentine contestait à notre avis i) ne constituait pas en soi une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et ii) n'était pas une mesure appliquée pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire des Communautés européennes. Il découle de ces éléments que la suspension alléguée par les Communautés européennes de l'examen, ou le non-examen allégué, d'une demande particulière ne peut pas être considéré comme une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 5:5 selon l'interprétation donnée par l'Organe d'appel.

[1378] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 201 et 202.

7.1749 Étant donné que l'article 5:5 implique à notre avis que les mesures en cause sont des "mesures SPS" de mise en œuvre, nous considérons que les dispositions de l'article 5:5 ne sont pas applicables à la suspension alléguée de l'examen, ou au non-examen allégué, par les Communautés européennes de demandes particulières. Compte tenu de cette conclusion, nous n'avons pas besoin de poursuivre notre analyse de l'allégation de l'Argentine au titre de l'article 5:5.

d) Conclusions

7.1750 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques pertinentes.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

6. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*

7.1751 Chacune des trois parties plaignantes allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste.

7.1752 L'article 2:2 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5."

7.1753 Les **États-Unis** allèguent qu'étant donné que les obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2 ont été considérées comme étant spécifiquement appliquées dans le cadre de l'article 5:1, les mesures visant des produits spécifiques – les moratoires sur des produits spécifiques – sont également incompatibles avec l'article 2:2, parce qu'elles ne sont pas établies sur la base d'évaluations des risques comme l'exigent l'article 5:1 et le paragraphe 4 de l'Annexe A.

7.1754 Le **Canada** fait valoir que l'article 5:1 et 5:6 peut être considéré comme une application spécifique de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2, et on peut donc présumer qu'une violation de l'article 5:1 et 5:6 implique une violation de la disposition plus générale de l'article 2:2. Le Canada est d'avis que, comme il a déjà démontré que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques n'étaient pas "établies sur la base" d'évaluations des risques et étaient donc incompatibles avec l'article 5:1 et 5:6, on peut donc présumer que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques constituent également une violation des prescriptions de l'article 2:2.

7.1755 L'**Argentine** fait valoir que puisqu'elle a démontré que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine n'était pas "établi sur la base d'une évaluation des risques", elle avait dûment prouvé que ladite suspension ne satisfaisait pas aux prescriptions de l'article 2:2.

7.1756 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards (ou le fait de ne pas agir dans un délai spécifique) dans le processus d'approbation allégués par les parties plaignantes peuvent être examinés au regard de l'*Accord SPS* en tant que question d'*application* d'une mesure SPS et, plus précisément, du système d'approbation mis en place dans le cadre de la législation communautaire sur les OGM, et que les retards du type allégué par les parties plaignantes en l'espèce ne peuvent donc pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). En toute logique, il est clair que le comportement allégué d'un Membre ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS. Étant donné que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne relèvent pas de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A 1), les Communautés européennes considèrent que l'article 2:2 n'est pas applicable à ces retards.

a) Évaluation

7.1757 Le **Groupe spécial** note que l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:2[1379] a le caractère d'une allégation corollaire. Les parties plaignantes estiment qu'une incompatibilité avec l'article 2:2 découle par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:1. Toutefois, nous avons déterminé plus haut que l'article 5:1 n'était pas applicable aux mesures visant des produits spécifiques telles qu'elles étaient définies par les parties plaignantes et que, par conséquent, les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques pertinentes. Puisque les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1, et puisque l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:2 est fondée sur l'existence d'une infraction à l'article 5:1 par les Communautés européennes, l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:2 ne peut pas à notre avis aboutir.

7.1758 En ce qui concerne la plainte DS292, nous notons que le Canada fait valoir en outre qu'une incompatibilité avec l'article 2:2 découle également par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:6. Toutefois, nous sommes arrivés à la même conclusion en ce qui concerne l'allégation du Canada au titre de l'article 5:6 qu'en ce qui concerne l'allégation du Canada au titre de

[1379] *Voir aussi* notre analyse de l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 2:2 dans la section VII.D.8 plus haut.

l'article 5:1. En conséquence, le raisonnement que nous avons fait dans le paragraphe précédent s'applique aussi *mutatis mutandis* à l'argument du Canada fondé sur l'incompatibilité alléguée des mesures visant des produits spécifiques pertinentes avec l'article 5:6.

7.1759 En ce qui concerne la plainte DS293, nous rappelons, en outre, notre constatation antérieure selon laquelle l'Argentine ne s'est pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer l'existence d'une suspension de l'examen, ou d'un non-examen, du coton Bt-531 et du coton RR-1445 pour approbation au titre du Règlement n° 258/97. Étant donné que l'existence de ces mesures visant des produits spécifiques n'a pas été démontrée, nous ne pouvons que rejeter l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 en ce qui concerne ces mesures alléguées.

b) Conclusions

7.1760 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques pertinentes.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

7. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS*

7.1761 Le Canada allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'il conteste.

7.1762 L'article 2:3 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international."

7.1763 Le **Canada** fait valoir qu'étant donné que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 5:5 elles sont, par implication, également incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 2:3, conformément à la jurisprudence établie par l'Organe d'appel.

7.1764 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards (ou le fait de ne pas agir dans un délai spécifique) dans le processus d'approbation allégués par les parties plaignantes peuvent être examinés au regard de l'*Accord SPS* en tant que question d'*application* d'une mesure SPS et, plus précisément, du système d'approbation mis en place dans le cadre de la législation communautaire sur les OGM, et que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne peuvent donc pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A) 1). En toute logique, il est clair que le comportement allégué d'un Membre ne peut pas être une mesure SPS en soi ainsi que l'application d'une autre mesure SPS. Étant donné que les retards du type allégué par les parties plaignantes ne relèvent pas de la définition d'une mesure SPS donnée à l'Annexe A) 1), les Communautés européennes considèrent que l'article 2:3 n'est pas applicable à ces retards.

a) DS292 (Canada)

7.1765 Le **Groupe spécial** note que l'allégation du Canada au titre de l'article 2:3[1380] a le caractère d'une allégation corollaire. Le Canada estime qu'une incompatibilité avec l'article 2:3 découle par implication d'une incompatibilité démontrée avec l'article 5:5. Toutefois, nous avons déterminé plus haut que l'article 5:5 n'était pas applicable aux mesures visant des produits spécifiques telles qu'elles étaient définies par le Canada et que, par conséquent, les Communautés européennes n'avaient pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques pertinentes. Puisque les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec l'article 5:1, et puisque l'allégation du Canada au titre de l'article 2:3 est fondée sur l'existence d'une infraction de l'article 5:5 par les Communautés européennes, l'allégation du Canada au titre de l'article 2:3 ne peut pas à notre avis aboutir.

b) Conclusion

7.1766 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS292 (Canada)

> S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques pertinentes.

[1380] *Voir aussi* notre analyse de l'allégation du Canada au titre de l'article 2:3 dans la section VII.D.9 plus haut.

8. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 7 et l'Annexe B) 1) de l'*Accord SPS*

7.1767 Les États-Unis allèguent que les Communautés européennes n'ont pas publié dans les moindres délais l'existence des mesures visant des produits spécifiques que les États-Unis contestent et que les Communautés européennes ont ainsi agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 7 et de l'Annexe B) 1) de l'*Accord SPS*.

7.1768 L'article 7 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres notifieront les modifications de leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires et fourniront des renseignements sur ces mesures conformément aux dispositions de l'Annexe B."

7.1769 L'Annexe B 1) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres feront en sorte que toutes les réglementations sanitaires et phytosanitaires[1381] qui auront été adoptées soient publiées dans les moindres délais de manière à permettre aux Membres intéressés d'en prendre connaissance."

7.1770 Les **États-Unis** estiment que les mesures visant des produits spécifiques qu'ils contestent – les moratoires sur des produits spécifiques – sont soumises à la prescription en matière de publication énoncée à l'Annexe B 1). Ils font valoir que c'est pour les mêmes raisons que celles qu'ils ont données pour établir l'applicabilité de l'Annexe B 1) au moratoire général. Ils considèrent que du fait que les Communautés européennes n'ont pas publié, et, par conséquent, n'ont pas publié dans les moindres délais, l'existence des moratoires sur des produits spécifiques, elles ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7.

7.1771 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 7 énonce des obligations procédurales (publication) concernant une mesure SPS. Ainsi, l'applicabilité de l'article 7 est fondée sur l'existence d'une mesure SPS. Les mesures SPS telles qu'elles sont définies à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* présupposent l'existence d'un acte. Les Communautés européennes estiment que les mesures contestées par les États-Unis sont le fait allégué de ne pas agir dans un délai particulier. Ainsi, les États-Unis se plaignent en réalité d'un retard dans l'achèvement de procédures d'approbation individuelles spécifiées. De l'avis des Communautés européennes, un retard de ce type ne peut pas constituer une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1). Un retard est le fait de ne pas agir en temps opportun. Les Communautés européennes déduisent de ces considérations que les mesures alléguées ne sont pas soumises à l'article 7.

7.1772 Le **Groupe spécial** note que les États-Unis allèguent une incompatibilité des mesures visant des produits spécifiques qu'ils ont indiquées avec l'Annexe B 1). Les États-Unis utilisent l'incompatibilité alléguée avec l'Annexe B 1) comme base pour formuler une allégation corollaire d'incompatibilité au titre de l'article 7. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par l'allégation des États-Unis au titre de l'Annexe B 1).

a) "Réglementations sanitaires et phytosanitaires"

7.1773 Comme nous l'avons dit précédemment, l'Annexe B 1) s'applique aux "réglementations sanitaires et phytosanitaires" (ci-après les "réglementations SPS") qui ont été "adoptées". Une note de

[1381] Mesures sanitaires et phytosanitaires telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale.

bas de page explicative relative à l'Annexe B 1) indique que l'expression "réglementations SPS" devrait être comprise comme signifiant "[m]esures sanitaires et phytosanitaires telles que lois, décrets ou ordonnances d'application générale".

7.1774 Il découle de ce qui précède qu'une question liminaire dont nous sommes saisis est celle de savoir si les mesures visant des produits spécifiques contestées par les États-Unis constituent des mesures SPS d'application générale qui ont été adoptées. Nous examinons d'abord si les mesures visant des produits spécifiques pertinentes sont "d'application générale".

7.1775 Nous rappelons que ce que les États-Unis contestent dans le cas de chacune des mesures visant des produits spécifiques c'est le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande spécifiée pour approbation finale. Comme il ressort déjà clairement de notre propre description de ces mesures, ces mesures visent des produits spécifiques. En d'autres termes, chacune de ces mesures affecte une demande concernant un produit biotechnologique spécifique. Aucune de ces mesures n'est applicable à tous les produits biotechnologiques en général, ou du moins à tous les produits biotechnologiques qui relèvent des procédures d'approbation communautaires pertinentes et nécessitent une approbation. Dans cette mesure, il y a donc une différence claire entre les mesures visant des produits spécifiques indiquées par les États-Unis et le moratoire général sur les approbations, dont nous avons constaté qu'il était d'application générale dans la mesure où il était applicable à toutes les demandes qui étaient en souffrance entre juin 1999 et août 2003.

7.1776 Eu égard à cela, nous ne sommes pas à même de souscrire à l'avis des États-Unis selon lequel chacune des mesures visant des produits spécifiques qu'ils contestent est une mesure qui est "d'application générale". Étant donné que l'applicabilité générale est un élément nécessaire de la définition de l'expression "réglementations SPS", il n'est pas nécessaire que nous examinions si les mesures visant des produits spécifiques pertinentes sont des "mesures SPS" et si elles ont été "adoptées". Nous constatons donc qu'aucune des mesures visant des produits spécifiques contestées par les États-Unis n'est une "réglementation SPS" au sens de l'Annexe B 1). Il s'ensuit que les dispositions de l'Annexe B 1) ne sont pas applicables à ces mesures.

7.1777 Nous rappelons que les États-Unis cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 7 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe B 1). Étant donné que nous avons constaté que les dispositions de l'Annexe B 1) n'étaient pas applicables aux mesures visant des produits spécifiques contestées par les États-Unis, ces mesures ne peuvent pas être incompatibles avec ces dispositions. Selon l'approche suivie par les États-Unis, il ne peut donc logiquement pas non plus y avoir d'incompatibilité avec l'article 7, même à supposer que l'article 7 soit applicable à ces mesures.

b) Conclusion

7.1778 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial présente des constatations.

9. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*

a) Généralités

7.1779 Chacune des trois parties plaignantes allègue que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste.

7.1780 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.1781 La première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "1. En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> a) que ces procédures soient engagées et achevées sans retard injustifié [...]."

7.1782 Les parties plaignantes cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité avec la première clause de l'Annexe C 1) a). L'article 8 exige, entre autres choses, que les Membres se conforment aux dispositions de l'Annexe C dans l'application de leurs procédures d'approbation. Il s'ensuit que le fait de ne pas se conformer aux dispositions de l'Annexe C 1) a) implique une infraction à l'article 8. En conséquence, si nous concluons que les Communautés européennes ne se sont pas conformées aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) en ce qui concerne l'une quelconque des mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles nous formulons des constatations, nous conclurons également que les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'article 8.

7.1783 En ce qui concerne la première clause de l'Annexe C 1) a), nous notons que nous avons traité l'interprétation de cette disposition dans la section VII.D.11 plus haut.[1382] Nous notons en outre que conformément au texte introductif de l'Annexe C 1) les dispositions de l'Annexe C 1) a) s'appliquent "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons précédemment constaté que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituaient des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1) et, en tant que telles, étaient soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), qui incluaient celles de l'Annexe C 1) a). En conséquence, les Communautés européennes étaient et sont tenues au titre des dispositions de l'Annexe C 1) a) d'"engager et achever" les procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18

[1382] Nous notons que, comme les autres parties, l'Argentine a traité le sens de la première clause de l'Annexe C 1) a). Toutefois, les arguments pertinents de l'Argentine ne nous amènent pas à une interprétation de la première clause de l'Annexe C 1) a) qui soit différente de celle que nous avons exposée précédemment.

ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) "sans retard injustifié".

7.1784 Nous rappelons que les États-Unis contestent le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale, tandis que le Canada conteste le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, des demandes particulières. Nous avons fait observer à cet égard qu'il s'agissait essentiellement de contestations de l'application par les Communautés européennes d'une façon particulière d'appliquer les procédures d'approbation communautaires pertinentes. Nous rappelons également que l'Argentine conteste des retards injustifiés allégués dans l'achèvement de l'examen et du traitement de demandes spécifiées.

7.1785 Il est donc clair pour nous que le type de mesure contesté par chacune des parties plaignantes pourrait en principe constituer, ou entraîner, un manquement aux obligations des Communautés européennes au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a), et que ce type de mesure peut donc être examiné à la lumière des dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a). Puisque les parties plaignantes cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec la première clause de l'Annexe C 1) a), cette conclusion s'applique également à l'article 8.

b) Dissémination volontaire – Demandes présentées au titre de la Directive 90/220 et/ou de la Directive 2001/18

7.1786 Nous commençons maintenant notre examen des procédures d'approbation qui ont été menées au titre des Directives 90/220 et 2001/18 pour les demandes indiquées par les parties plaignantes. Avant d'aller plus loin, nous devrions toutefois traiter brièvement certaines questions que pose l'application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation menées au titre des directives susmentionnées.

i) Application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation commencées au titre de la Directive 90/220 et poursuivies au titre de la Directive 2001/18

7.1787 Chacune des procédures d'approbation pertinentes au sujet desquelles le Groupe spécial formule des constatations a été commencée au titre de la Directive 90/220, mais n'était pas achevée à la date d'abrogation de la Directive 90/220 (17 octobre 2002). Conformément aux dispositions de la Directive 2001/18, les demandes qui étaient en souffrance à la date d'abrogation de la Directive 90/220 (17 octobre 2002) relevaient dès lors de la Directive 2001/18 et devaient donc être "complétées" par le demandeur à la lumière des dispositions de la Directive 2001/18. Si le demandeur le faisait dans un délai spécifié (17 janvier 2003), les procédures d'approbation devaient être engagées conformément aux dispositions de la Directive 2001/18.[1383] Pour chacune des procédures d'approbation en cause en l'espèce, les procédures d'approbation ont été engagées au titre de la Directive 2001/18 après que le demandeur avait complété sa demande.

7.1788 Cela pose la question de savoir si les procédures d'approbation engagées au titre de la Directive 2001/18 en ce qui concerne des demandes qui avaient été auparavant évaluées au titre de la Directive 90/220 devraient être considérées comme de nouvelles procédures d'approbation ou comme une poursuite des procédures d'approbation qui n'avaient pas été achevées au titre de la Directive 90/220. Nous avons déjà examiné cette question dans le contexte de notre analyse du

[1383] Article 35 de la Directive 2001/18. Aucune des parties plaignantes n'a mis en cause la compatibilité de l'article 35 avec les règles de l'OMC.

moratoire général des CE sur les approbations.[1384] Il est donc suffisant à ce stade de rappeler notre conclusion selon laquelle i) les procédures d'approbation engagées au titre de la Directive 2001/18 en ce qui concerne des demandes qui avaient été auparavant évaluées au titre de la Directive 90/220 étaient une poursuite des procédures d'approbation auparavant menées au titre de la Directive 90/220 et selon laquelle ii) une procédure d'approbation commencée au titre de la Directive 90/220 et poursuivie au titre de la Directive 2001/18 constitue une seule procédure d'approbation aux fins de la première clause de l'Annexe C 1) a).

7.1789 Il découle de cette conclusion qu'il n'est pas nécessaire, dans le contexte de notre examen au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a), de faire une distinction entre les retards injustifiés qui ont pu se produire dans le traitement d'une demande au titre de la Directive 90/220 et les retards injustifiés qui ont pu se produire lorsque la procédure pour la même demande a été poursuivie au titre de la Directive 2001/18. Notamment, notre conclusion signifie que le fait de ne pas se conformer aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) peut être établi sur la base de retards injustifiés qui se sont produits pendant que la Directive 90/220 était en vigueur. De même, le fait de ne pas se conformer aux dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) peut également être établi sur la base de retards injustifiés qui se sont produits après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Dans l'un et l'autre cas, la procédure d'approbation pertinente aurait été retardée de façon injustifiée, contrairement aux prescriptions de la première clause de l'Annexe C 1) a).

7.1790 Enfin, nous rappelons que dans la section VII.D nous avons traité la question de savoir si la raison motivant le moratoire général des CE sur les approbations finales aurait pu constituer une justification des retards qui auraient pu se produire du fait de ce moratoire. Nous avons également traité la question de savoir si l'adoption de la Directive 2001/18 aurait pu justifier le fait de retarder l'achèvement des procédures d'approbation menées au titre de la Directive 90/220 afin qu'à partir d'octobre 2002 elles relèvent des nouvelles dispositions de la Directive 2001/18. Ces observations antérieures sont pertinentes et applicables également à notre examen des procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 (et 2001/18) indiquées par les parties plaignantes.

7.1791 En gardant à l'esprit ces observations générales, nous allons maintenant procéder à l'examen des mesures visant des produits spécifiques individuelles en cause.

ii) Colza Falcon (EC-62)

7.1792 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon a été retardé de façon injustifiée.

7.1793 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que dans cette procédure la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Par la suite, ils ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment également qu'en vertu de la législation communautaire applicable, en l'absence d'action de la part du Comité de réglementation, la Commission était tenue de soumettre un projet de mesure, favorable ou non favorable, au Conseil. Les États-Unis rappellent à cet égard que l'*Accord SPS* exige que les Communautés européennes prennent une décision sans retard injustifié. En l'espèce, la Commission n'a pas transmis une décision au Conseil.

7.1794 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le colza Falcon est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au

[1384] *Voir supra*, les paragraphes 7.1535 et 7.1536.

moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1795 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis se trompent en disant que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote en juin 1999, et le Comité de réglementation a tenu deux réunions sur la question. Le Comité de réglementation n'a pas voté le 9 mars 2000 parce qu'il est arrivé à la conclusion que des renseignements complémentaires étaient nécessaires sur l'évaluation de l'effet de la protéine nouvellement exprimée sur le cycle biogéochimique et la chaîne alimentaire ainsi que la probabilité de dissémination. Les Communautés européennes indiquent également qu'en mai 2001 le demandeur a modifié la portée de sa demande et que, par la suite, la demande a progressé, le demandeur ayant fourni des renseignements additionnels.

7.1796 Les **États-Unis** répondent que les seuls renseignements qui auraient pu être demandés à la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation étaient les renseignements demandés par l'Italie au sujet de l'effet du produit transgénique sur les cycles biogéochimiques, sur la chaîne alimentaire et sur la dissémination du gène par suite de la possibilité de croisement entre la plante GM et des espèces sauvages. Les États-Unis indiquent à cet égard que le demandeur a répondu à la demande de l'Italie le 30 novembre 2000 même si, à leur avis, la demande de l'Italie n'était pas justifiée d'un point de vue scientifique.

7.1797 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant l'argument des États-Unis concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur le projet de mesure de la Commission.

> Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure

7.1798 Le Groupe spécial rappelle que le Comité de réglementation s'est réuni deux fois, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner un projet de mesure soumis par la Commission. À aucune de ces réunions il n'y a eu un vote sur le projet de mesure et le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour une autre tentative de procéder à un vote sur la demande.

7.1799 Le Groupe spécial rappelle également qu'en novembre 2000 le demandeur a fourni les renseignements additionnels qui avaient été demandés par l'Italie. À la fin de mai 2001, suite à une demande présentée par l'autorité compétente principale en avril 2000, le demandeur a clarifié certains aspects de sa demande. Selon l'autorité compétente principale, l'incertitude quant à ces aspects avait empêché le Comité de réglementation de voter sur la demande en mars 2000.

7.1800 Lorsque le demandeur a clarifié certains aspects de sa demande à la fin de mai 2001, il a également fourni des renseignements additionnels et mis à jour à l'autorité compétente principale. Le demandeur l'a fait apparemment de sa propre initiative. Il a dit que ces renseignements confirmaient que la demande était déjà "conforme aux principales dispositions" de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. Il a demandé à l'autorité compétente principale d'informer les autres États membres au sujet de la nouvelle série de documents à la réunion suivante du Comité de

réglementation.[1385] Toutefois, l'autorité compétente principale n'a pas transmis les documents aux autres États membres et à la Commission parce qu'elle considérait qu'une clarification complémentaire était nécessaire.[1386] Le demandeur a fourni la clarification demandée le 30 octobre 2001.[1387] Vers la fin de novembre 2001, le demandeur a écrit à la Commission, en appelant l'attention sur les renseignements additionnels et en indiquant qu'il souhaitait présenter les renseignements aux autres États membres à une réunion du "groupe de travail sur les cultures tolérantes aux herbicides" prévue au début de décembre 2001.[1388] Le dossier n'indique pas si cette réunion a eu lieu.

7.1801 Le Groupe spécial a précédemment exprimé son point de vue selon lequel, après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation, il incombait à la Commission de convoquer une autre réunion en vue d'obtenir un vote sur son projet de mesure. La question se pose donc de savoir s'il était justifié que la Commission ne convoque pas une autre réunion à un moment quelconque avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.1802 En abordant cette question, le Groupe spécial prend note des éléments suivants. Pour commencer, à la fin de mai 2001 le demandeur avait répondu à toutes les demandes de renseignements et de clarification qui lui avaient été adressées à la suite de la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation. Comme il a été noté, toutefois, à la fin de mai 2001 le demandeur a également fourni des renseignements additionnels et mis à jour à l'autorité compétente principale. Ces renseignements n'ont apparemment jamais été transmis par l'autorité compétente principale aux autres États membres et à la Commission. Néanmoins, le dossier indique que la Commission a été mise au courant de leur existence en juin 2001[1389], a posé des questions à leur sujet en septembre 2001[1390] et, toujours en septembre 2001, a appris de l'autorité compétente principale qu'elle serait informée du moment auquel le demandeur fournirait la clarification demandée par l'autorité compétente principale.[1391] En novembre 2001, la Commission a appris directement du demandeur que ce dernier avait fourni la clarification demandée par l'autorité compétente principale à la fin d'octobre 2001.

7.1803 En outre, il importe de se rappeler que le demandeur a fourni les renseignements additionnels, non pas suite à une prescription découlant des dispositions de la Directive 90/220, mais pour essayer de convaincre les États membres de voter en faveur de l'approbation de sa demande. Par ailleurs, l'autorité compétente principale n'avait pas été priée de présenter une évaluation des renseignements additionnels avant de les transmettre aux autres États membres et à la Commission. En fait, l'autorité compétente principale n'avait pas l'intention de procéder à une évaluation, car elle a simplement demandé une clarification au demandeur et a fait des suggestions en vue de modifications, pour éviter les questions des autres États membres ou pour "favoriser l'acceptation" par les autres États membres.[1392]

7.1804 Compte tenu de ces éléments, le Groupe spécial considère qu'au plus tard à la fin de novembre 2001, après que le demandeur avait clarifié et révisé les renseignements additionnels fournis une première fois en mai 2001 et pris directement contact avec la Commission à cet égard, la Commission aurait pu intervenir et demander à l'autorité compétente principale de transmettre les

[1385] Pièce EC-62/At. 98.
[1386] Pièce EC-62/At. 101.
[1387] Pièce EC-62/At. 105.
[1388] *Ibid*.
[1389] Pièce EC-62/At. 101.
[1390] Pièce EC-62/At. 102 (courriel adressé par l'autorité compétente principale au demandeur).
[1391] Pièce EC-62/At. 101.
[1392] Pièce EC-62/At. 98.

renseignements additionnels aux autres États membres et à elle-même.[1393] Du moins, la Commission aurait pu le faire si, comme il est probable, elle souhaitait que les États membres aient accès aux renseignements additionnels avant de reconvoquer le Comité de réglementation.

7.1805 Le Groupe spécial note que dans la lettre qu'il a adressée en novembre 2001 à la Commission le demandeur a fait part de son désir de présenter les renseignements additionnels aux autres États membres à une réunion du "groupe de travail sur les cultures tolérantes aux herbicides" prévue au début de décembre 2001. Les Communautés européennes n'ont pas donné d'explication sur le mandat du "groupe de travail sur les cultures tolérantes aux herbicides". Rien n'indique que ce groupe de travail ait joué un rôle pendant la période précédant les réunions d'octobre 1999 et de mars 2000 du Comité de réglementation. En tout état de cause, le fait que le demandeur souhaitait "présenter" les renseignements additionnels au groupe de travail n'implique pas que le demandeur ne voulait pas que les renseignements soient communiqués aux autres États membres avant cette présentation.

7.1806 Si la Commission avait demandé à l'autorité compétente principale de transmettre les renseignements additionnels vers la fin de novembre 2001, elle aurait pu prévoir une réunion du Comité de réglementation au début de 2002, donnant ainsi aux autres Membres et à elle-même le temps d'examiner les renseignements additionnels. De même, puisque la Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le milieu d'octobre 2002, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente principale donne son consentement écrit.[1394]

7.1807 Dans des constatations antérieures, nous avons fait observer que la Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure, ou que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise, ce qui aurait pour conséquence que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son propre projet de mesure. À notre avis, ni l'une ni l'autre de ces considérations ne constitueraient une justification du fait que la Commission n'a pas reconvoqué une réunion du Comité de réglementation au début de 2002.

[1393] Il convient de noter que plus de cinq mois après que le demandeur avait fourni la clarification demandée par l'autorité compétente principale, celle-ci a demandé de nouvelles modifications et des renseignements additionnels. Pièce EC-62/At. 106. Toutefois, étant donné que l'autorité compétente principale n'était pas tenue de procéder à une évaluation de la clarification fournie par le demandeur avant de transmettre les nouveaux documents aux autres États membres et à la Commission, il n'y a aucune raison de considérer que la Commission n'aurait pas pu demander la transmission de ces documents à elle-même et aux autres États membres en novembre 2001.

[1394] Dans des constatations antérieures sur la demande concernant le colza Falcon, nous avons noté que la Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. Même à supposer que dans ce scénario il n'y ait pas suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, le Groupe spécial ne pense pas que cela aurait justifié le fait que la Commission ne reconvoque pas le Comité de réglementation pour un vote. La Commission aurait prévu une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme il est signalé plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier les gouvernements des pays du Groupe des cinq pays vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, la Commission n'aurait pas pu légitimement invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation au début de 2002.

7.1808 L'opposition prévue d'États membres aurait fort bien pu être un sujet de préoccupation pour la Commission en raison des conséquences qu'elle aurait pu avoir sur la légitimité et l'acceptabilité d'une décision finale de la Commission d'approuver son propre projet de mesure. Toutefois, cela n'aurait pas justifié que la Commission suspende le processus d'approbation jusqu'à ce qu'elle soit sûre que son projet de mesure obtiendrait la majorité qualifiée au Comité de réglementation.[1395] S'il en était autrement, l'obligation d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié n'imposerait aucune discipline réelle car la Commission pourrait alors suspendre les procédures d'approbation chaque fois qu'elle prévoit une opposition importante d'États membres et indépendamment du point de savoir s'il y a des raisons valables à une telle opposition.

7.1809 S'agissant de la possibilité que certains États membres aient été peu disposés à procéder à un vote sur le projet de mesure de la Commission, il y a lieu également de noter que le demandeur a renforcé la position de la Commission en fournissant de nouveaux renseignements dont il a dit qu'ils confirmaient que sa demande était déjà conforme aux principales dispositions de la nouvelle Directive 2001/18.[1396] Il est certain qu'à la fin de novembre 2001, après que le demandeur avait clarifié et révisé les renseignements additionnels fournis une première fois en mai 2001, la Commission avait donc des arguments additionnels pour demander un vote sur son projet de mesure au Comité de réglementation.

7.1810 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis qu'au plus tard au début de 2002 la Commission aurait dû reconvoquer la réunion du Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza Falcon. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le temps effectivement pris par la Commission pour convoquer une nouvelle réunion du Comité de réglementation – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1811 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le colza Falcon a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza Falcon après mai 2001 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1812 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

[1395] Rappelons que le dossier n'indique pas, et que les Communautés européennes n'ont pas fait valoir, qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation la Commission a lancé des consultations interservices pour revoir le projet de mesure pertinent.

[1396] Il convient également de rappeler qu'en novembre 2000 le demandeur a fourni les renseignements additionnels qui avaient été demandés par l'Italie. En outre, à la fin de mai 2001, suite à une demande formulée par l'autorité compétente principale en avril 2000, le demandeur a clarifié certains aspects de sa demande.

Conclusion

7.1813 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour convoquer une nouvelle réunion du Comité de réglementation – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut être raisonnablement inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le colza Falcon pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

iii) Colza MS8/RF3 (EC-63)

7.1814 Deux parties plaignantes, les États-Unis et le Canada, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardé de façon injustifiée.

7.1815 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que la progression de la demande concernant le colza MS8/RF3 avait été bloquée lorsque la Commission avait refusé de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation comme l'exige le processus d'approbation. Ensuite, les États-Unis ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment que le retard qui en est résulté était injustifié.

7.1816 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le colza MS8/RF3 est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 est injustifié. Ils font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1817 Le **Canada** fait observer que le demandeur a proposé et a sans cesse révisé ses mesures de gestion des risques en réponse aux préoccupations exprimées par les États membres, le CSP et la Commission. Malgré ces tentatives faites par le demandeur, le traitement de la demande a été retardé, ce qui de l'avis du Canada démontre que les Communautés européennes étaient et sont décidées à bloquer l'approbation de ce produit pour culture et sont décidées à imposer les conditions contraignantes et non nécessaires en question afin de rendre non rentable l'importation du produit pour transformation.

7.1818 Le Canada fait valoir que depuis que la demande a atteint le niveau communautaire les États membres ont pris environ 12 mois pour formuler leurs objections à l'égard de la demande, et après que le CSP a rendu son avis favorable sur la demande, les Communautés européennes ont pris encore 12 mois pour examiner les recommandations figurant dans l'avis du CSP, y compris un plan de surveillance. Bien que la demande ait été examinée au Comité de réglementation pendant l'été de 1999, il n'y a pas eu de vote. Le Canada note qu'en août 1999 le demandeur a proposé d'accepter volontairement de satisfaire aux prescriptions de la position commune de juin 1999 du Conseil. Sur la base de ces engagements, la Commission a invité le demandeur à présenter sa proposition au Comité de réglementation en octobre 1999. Toutefois, bien que le Comité de réglementation ait à nouveau examiné la proposition, il n'a pas procédé à un vote. Par la suite, le demandeur a fait des propositions complémentaires pour essayer à nouveau de répondre aux préoccupations exprimées par les États membres. Toutefois, bien que la question ait été une fois de plus soumise au Comité de réglementation en mars 2000, celui-ci n'a pas procédé à un vote.

7.1819 Le Canada allègue également que tout retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation découlant du fait que le Comité de réglementation n'a pas adopté le projet de mesure approuvant le colza MS8/RF3 en mars 2000 devrait être considéré comme "injustifié". Le Canada souligne à cet égard les efforts faits par le demandeur pour répondre aux demandes complémentaires présentées par l'autorité compétente principale. Il fait observer que bien que l'autorité compétente ait finalement accepté en mai 2002 le plan de surveillance postérieure à la commercialisation et les lignes directrices agricoles proposés par le demandeur, les Communautés européennes n'ont fourni aucun renseignement pour expliquer le retard survenu entre mai 2002 et le début de janvier 2003, lorsque le demandeur a présenté un nouveau dossier mis à jour au titre de l'article 35 de la Directive 2001/18.

7.1820 Enfin, le Canada fait observer que plus de huit ans après que la demande a été initialement présentée pour approbation à l'autorité compétente principale en 1996 et plus de six ans après que le CSP a rendu son avis en mai 1998, le colza MS8/RF3 n'a toujours pas été approuvé ni pour importation et transformation ni pour culture, malgré des mesures de gestion des risques raisonnablement disponibles. Le Canada estime que selon n'importe quel critère raisonnable le temps exceptionnellement long pris pour traiter cette demande constitue un "retard injustifié".

7.1821 Les **Communautés européennes** font valoir que les États-Unis se trompent en disant que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission a lancé une procédure de vote au Comité de réglementation en juin 1999, et le Comité de réglementation a tenu deux réunions sur la question. Selon les Communautés européennes, le Comité de réglementation n'a pas voté le 9 mars 2000 parce que l'Italie a soulevé des questions scientifiques concernant les effets du produit en question sur les cycles biogéochimiques, les chaînes alimentaires et la probabilité de dissémination. Les Communautés européennes indiquent également qu'en mai 2001 le demandeur a modifié la portée de sa demande et que, par la suite, la demande a progressé, le demandeur ayant fourni des renseignements additionnels.

7.1822 Le **Canada** note que les questions de l'Italie avaient déjà été traitées dans le dossier de la demande et par le CSP. En outre, les tentatives faites pour exprimer des préoccupations au sujet des incidences de l'utilisation d'herbicides sur la biodiversité agricole liaient de façon inappropriée les préoccupations relatives à l'utilisation d'herbicides à l'approbation d'une variété de semence. Le Canada note que: 1) pour toutes les autres variétés de semence, la législation en matière d'approbation des semences est distincte de la législation en matière d'approbation des pesticides; 2) l'utilisation d'herbicides est un des nombreux facteurs qui peuvent avoir une incidence sur la biodiversité agricole; et 3) les États membres des CE ont en fait autorisé l'utilisation du glufosinate-ammonium pour un usage général ainsi que pour un usage ciblé sur les cultures génétiquement modifiées tolérantes aux herbicides. Le Canada réplique également que les Communautés européennes ne signalent pas que la

fourniture de renseignements complémentaires par le demandeur était nécessaire parce que les prescriptions en matière de renseignements étaient soit peu claires soit changeantes.

7.1823 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant les arguments des États-Unis et du Canada concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion.

Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure

7.1824 Le Groupe spécial rappelle que le Comité de réglementation s'est réuni deux fois, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner un projet de mesure soumis par la Commission. À aucune de ces réunions il n'y a eu un vote sur le projet de mesure et le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour une autre tentative de procéder à un vote sur la demande.

7.1825 Le dossier n'indique pas pourquoi le Comité de réglementation n'a pas procédé à un vote sur le colza MS8/RF3 à la réunion de mars 2000.[1397] L'une des raisons était peut-être une demande de renseignements présentée par l'autorité compétente italienne. L'Italie a transmis sa demande à l'autorité compétente principale le 14 mars 2000, et l'autorité compétente principale l'a ensuite transmise au demandeur.[1398] En novembre 2000 le demandeur a fourni à l'autorité compétente principale des réponses aux questions posées par l'Italie indiquant que toutes les questions posées avaient précédemment été traitées par le CSP ainsi que dans la version mise à jour de la demande fournie par le demandeur en novembre 1999. Cette communication a aussi été distribuée aux autres autorités compétentes et à la Commission.[1399]

7.1826 Il convient en outre de noter qu'en juin 2001 le demandeur a envoyé à l'autorité compétente principale une lettre qui clarifiait certains aspects de la demande, y compris sa portée. Rien n'indique que cette clarification avait été demandée. Dans sa lettre, le demandeur faisait toutefois observer qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation la clarification paraissait nécessaire.[1400] Dans une lettre séparée datée du même jour, "suite à la révision de la Directive 90/220/CEE", le demandeur a aussi fourni à l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour, y compris une évaluation mise à jour des risques pour l'environnement, un plan de surveillance postérieure à la commercialisation, des lignes directrices agricoles, des renseignements additionnels sur l'identification et l'étiquetage et des renseignements sur le produit en question destinés au public.[1401] La lettre indiquait que ces renseignements confirmaient que la demande était déjà "conforme aux principales dispositions" de la Directive 2001/18, qui avait été adoptée en mars 2001. La lettre invitait l'autorité compétente principale à informer les autres États membres de la nouvelle série de documents à la réunion suivante du Comité de réglementation.[1402] Rien n'indique que l'autorité compétente principale ait jamais transmis les nouveaux documents aux autres États membres et à la Commission. Une réunion des autorités compétentes s'est tenue deux semaines après que le demandeur a fourni les renseignements additionnels, mais le Groupe spécial n'a aucune information sur ce qui a été discuté à cette réunion. Cependant, il ressort clairement du dossier que l'autorité

[1397] Le dossier contient un résumé des conclusions pour la réunion d'octobre 1999 du Comité de réglementation, mais pas pour la réunion de mars 2000.

[1398] Pièce EC-63/At. 87. Ce fax du 14 mars 2000 adressé par l'autorité compétente italienne à l'autorité compétente principale fait spécifiquement "référence à la conclusion de la dernière réunion du Comité de réglementation".

[1399] Pièce EC-63/Ats. 89 et 90.

[1400] Pièce EC-63/At. 92.

[1401] Pièce EC-63/At. 91.

[1402] *Ibid*.

compétente principale n'a confirmé la réception des nouveaux documents qu'en juillet 2001. L'autorité compétente principale a informé le demandeur qu'elle avait transmis les documents au comité scientifique pertinent du Conseil belge de biosécurité (ci-après le "CBB") pour avis.[1403] Aucune raison n'a été donnée pour expliquer pourquoi un avis avait été demandé.

7.1827 Le Groupe spécial a précédemment exposé son avis selon lequel après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation, il incombait à la Commission de convoquer une autre réunion en vue d'obtenir un vote sur son projet de mesure. La question se pose donc de savoir s'il était justifié que la Commission ne convoque pas une autre réunion à un moment quelconque avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.1828 En abordant cette question, le Groupe spécial prend note des éléments suivants. En novembre 2000 le demandeur avait répondu à toutes les demandes de renseignements qui lui avaient été adressées après le Comité de réglementation de mars 2000. Les renseignements additionnels ont été distribués à toutes les autorités compétentes et à la Commission en décembre 2000. Comme il a été indiqué, toutefois, en juin 2001 le demandeur a fourni une clarification additionnelle et des renseignements mis à jour à l'autorité compétente principale. Le dossier n'indique pas que la Commission a été mise au courant de l'existence des renseignements de juin 2001. Parallèlement, rien dans le dossier ne donne à penser que la Commission "attendait" les renseignements de juin 2001.

7.1829 S'agissant de la clarification fournie par le demandeur en juin 2001, nous notons que si la Commission n'attendait pas cette clarification, alors cette clarification ne pouvait pas constituer une justification du fait que la Commission n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation à un moment donné entre décembre 2000 et juin 2001. Par ailleurs, si la Commission avait attendu une clarification de la part du demandeur, elle aurait dû demander à l'autorité compétente principale si le demandeur avait fourni une clarification. Il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission l'ait fait.

7.1830 S'agissant des renseignements mis à jour également fournis par le demandeur en juin 2001, il importe de se rappeler que le demandeur a fourni ces renseignements, non pas pour se conformer à une prescription découlant des dispositions de la Directive 90/220, mais pour essayer de convaincre les États membres de voter en faveur de l'approbation de sa demande. Par ailleurs, l'autorité compétente principale n'avait pas été priée de présenter une évaluation de ces renseignements avant de les transmettre aux autres États membres et à la Commission. Malgré cela, l'autorité compétente principale a demandé un avis au CBB. Toutefois, il semble que pour le CBB il n'était pas évident qu'un avis était nécessaire. En novembre 2001, le CBB a examiné les renseignements en question. Selon le compte rendu du débat interne, "il n'était pas nécessaire que le Conseil consultatif de biosécurité rende un avis avant que ces documents soient transmis à la Commission européenne; et dans le passé de tels renseignements additionnels avaient déjà été envoyés directement à la Commission à plusieurs reprises".[1404] Toutefois, comme c'était la première fois qu'une société avait présenté un plan de surveillance, des lignes directrices agricoles et un dossier public, le CBB "jugeait bon de demander au Conseil consultatif de biosécurité d'examiner ces documents avant de les transmettre à la Commission européenne".[1405] Il était noté que les experts pertinents auraient ainsi l'occasion d'acquérir de l'expérience dans l'évaluation de tels documents.[1406]

[1403] Pièce EC-63/At. 93.
[1404] Pièce EC-63/At. 102.
[1405] *Ibid*.
[1406] *Ibid*.

7.1831 Nous ne sommes pas convaincus qu'une évaluation par l'autorité compétente principale des renseignements mis à jour était nécessaire avant que ces renseignements puissent être transmis à la Commission et aux autres autorités compétentes, et que la Commission devait donc attendre l'évaluation de l'autorité compétente principale avant de reconvoquer le Comité de réglementation. En effet, nous notons que dans une situation parallèle une autorité compétente principale différente n'a pas jugé nécessaire de procéder à une évaluation des renseignements additionnels fournis par un demandeur pour démontrer que sa demande était déjà conforme aux principales dispositions de la Directive 2001/18.[1407]

7.1832 En tout état de cause, dans la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, le demandeur a répondu à la dernière question en suspens du CBB au début de mai 2002.[1408] Le dossier n'indique aucun autre progrès dans cette procédure d'approbation avant octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée. Rien n'indique donc que le CBB ait jamais donné son avis sur les renseignements de juin 2001 à l'autorité compétente principale. Même à supposer que la Commission était au courant des renseignements mis à jour de juin 2001, et même à supposer qu'il était justifiable en principe que la Commission laisse l'autorité compétente effectuer une certaine évaluation des renseignements, il incombait toujours à la Commission de demander un vote du Comité de réglementation sur son projet de mesure. Pourtant, alors même que la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait, la Commission n'a apparemment pas demandé à l'autorité compétente principale de terminer dans les moindres délais son évaluation des renseignements mis à jour et de la distribuer avec ces renseignements de façon qu'une nouvelle tentative d'achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220 puisse être faite.[1409]

7.1833 Compte tenu de ces éléments, nous considérons que si la Commission avait demandé la distribution des renseignements additionnels dès que le demandeur avait répondu à la dernière question en suspens en mai 2002, il aurait dû être possible que les renseignements soient distribués dans les moindres délais et qu'une réunion du Comité de réglementation ait lieu au plus tard au cours de l'été de 2002. Étant donné que la Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le milieu d'octobre 2002, nous pensons que cela aurait laissé suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente principale donne son consentement écrit.[1410]

[1407] *Voir* notre analyse antérieure de la procédure d'approbation concernant le colza Falcon.

[1408] Pièce EC-63/At. 108. Le demandeur indiquait aussi qu'il était disposé à suivre une suggestion du CBB concernant l'information du public, à condition que le CBB apporte d'autres clarifications. *Ibid.*

[1409] Si la Commission n'était pas au courant des renseignements mis à jour fournis par le demandeur en juin 2001, l'existence de ces renseignements ne pouvait pas alors constituer une justification du fait que la Commission n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation après décembre 2000.

[1410] La Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. Même à supposer que dans ce scénario il n'y ait pas suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que la Commission ne reconvoque pas le Comité de réglementation pour un vote. La Commission aurait prévu une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme il est signalé plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier des pays du Groupe des cinq vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, la Commission n'aurait pas pu légitimement invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas reconvoqué le Comité de réglementation.

7.1834 Dans des constatations antérieures, le Groupe spécial a fait observer que la Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure, ou que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'aurait pas obtenu la majorité qualifiée requise, ce qui aurait pour conséquence que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son propre projet de mesure. De l'avis du Groupe spécial, ni l'une ni l'autre de ces considérations ne constitueraient une justification du fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour une troisième réunion.

7.1835 L'opposition prévue d'États membres aurait fort bien pu être un sujet de préoccupation pour la Commission en raison des conséquences qu'elle aurait pu avoir sur la légitimité et l'acceptabilité d'une décision finale de la Commission d'approuver son propre projet de mesure. Toutefois, cela n'aurait pas justifié que la Commission suspende le processus d'approbation jusqu'à ce qu'elle soit sûre que son projet de mesure obtiendrait la majorité qualifiée au Comité de réglementation.[1411] S'il en était autrement, l'obligation d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié n'imposerait aucune discipline réelle car la Commission pourrait alors suspendre les procédures d'approbation chaque fois qu'elle prévoit une opposition importante d'États membres et indépendamment du point de savoir s'il y a des raisons valables à une telle opposition.

7.1836 S'agissant de la possibilité que certains États membres aient été peu disposés à procéder à un vote sur le projet de mesure de la Commission, il convient également de noter que si la Commission était au courant de l'existence des renseignements mis à jour de juin 2001, alors ces renseignements lui auraient donné des arguments additionnels pour demander un vote sur son projet de mesure au Comité de réglementation. Rappelons que le demandeur a fourni les renseignements de juin 2001 pour démontrer que la demande concernant le MS8/RF3 était déjà conforme aux principales dispositions de la nouvelle Directive 2001/18.

7.1837 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis qu'au plus tard au cours de l'été de 2002 la Commission aurait dû reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le temps effectivement pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a eu lieu entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1838 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3 a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant le colza MS8/RF3 après novembre 2001 est conforme à l'application d'une telle mesure. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1839 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure, nous n'allons pas examiner les autres

[1411] Le dossier n'indique pas, et les Communautés européennes n'ont pas fait valoir, que la Commission après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation a lancé des consultations interservices pour revoir le projet de mesure pertinent.

arguments présentés par les États-Unis et le Canada à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.1840 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le colza MS8/RF3 pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long. Sur la base de cette constatation, le Groupe spécial accepte l'affirmation du Canada selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas "examiné ni approuvé, sans retard injustifié", la demande concernant le colza MS8/RF3 et selon laquelle par conséquent elles n'ont pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans "retard injustifié". En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza MS8/RF3, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

iv) Betterave fourragère RR (EC-64)

7.1841 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave fourragère RR a été retardé de façon injustifiée.

7.1842 Les **États-Unis** ont d'abord fait valoir que dans cette procédure la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Par la suite, ils ont fait valoir qu'à deux reprises le Comité de réglementation n'avait pas voté sur un projet de mesure et qu'après la deuxième tentative, la Commission n'avait jamais soumis à nouveau un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis estiment également qu'en vertu de la législation communautaire applicable, en l'absence d'action du Comité de réglementation, la Commission était tenue de soumettre un projet de mesure, qu'il soit favorable ou non favorable, au Conseil. Les États-Unis rappellent à cet

égard que l'*Accord SPS* exige que les Communautés européennes prennent une décision sans retard injustifié. En l'espèce, la Commission n'a pas transmis une décision au Conseil.

7.1843 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant la betterave fourragère RR est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave fourragère RR est injustifié. Les États-Unis font valoir, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1844 Les **Communautés européennes** font valoir que contrairement à l'argument avancé par les États-Unis, la Commission a lancé une procédure de vote en juin 1999 et le Comité de réglementation a tenu deux réunions sur la question – d'abord le 29 octobre 1999 puis le 9 mars 2000. Le Comité de réglementation n'a pas voté le 29 octobre 1999 en raison de demandes de renseignements en suspens.

7.1845 Les **États-Unis** répondent que contrairement à l'assertion des Communautés européennes selon laquelle il y a des demandes de renseignements en suspens, les demandeurs avaient à titre volontaire fourni des renseignements additionnels pour essayer de supprimer tout obstacle qui pourrait subsister à un vote du Comité de réglementation pendant l'année et demie séparant le moment où le CSP a rendu son avis et le moment où le Comité de réglementation s'est finalement réuni. Les États-Unis notent également que lorsque les demandeurs ont essayé d'obtenir un règlement de cette question le 12 juillet 2000, en indiquant qu'ils avaient pleinement répondu à toutes les objections formulées par les États membres et en demandant à l'autorité compétente principale "d'informer tous les États membres que la demande était complète et soumise à une décision de la Communauté"[1412], les Communautés européennes ont ignoré, pendant six mois, la demande du demandeur.

7.1846 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant l'argument des États-Unis concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur le projet de mesure de la Commission.

> Fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur un projet de mesure

7.1847 Le Groupe spécial rappelle qu'après que le CSP a rendu son avis favorable au sujet de cette demande le 23 juin 1998, le Comité de réglementation s'est réuni deux fois, le 29 octobre 1999 et le 9 mars 2000, pour examiner un projet de mesure soumis par la Commission. Il n'y a pas eu de vote sur le projet de mesure à l'une ou l'autre de ces réunions et le Comité de réglementation ne s'est pas réuni à nouveau pour une autre tentative de procéder à un vote sur la demande.

7.1848 Nous rappelons également qu'en juillet 2000 le demandeur a fourni les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente italienne, ainsi que des données sur la caractérisation moléculaire qui ont apparemment été produites à la demande de l'autorité compétente du Royaume-Uni. La conclusion de la lettre de juillet 2000 indique que, de l'avis du demandeur, il avait été alors pleinement répondu à toutes les objections formulées par les autorités compétentes dans le délai de 60 jours prévu dans la Directive 90/220. Nous rappelons en outre que l'autorité compétente

[1412] Pièce EC-64/At. 119.

principale n'a pas transmis les nouveaux documents aux autres autorités compétentes. Comme il a été également indiqué précédemment, la Commission a reçu une copie de la lettre de juillet 2000 du demandeur.

7.1849 Le Groupe spécial a précédemment exprimé son point de vue selon lequel après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation, il incombait à la Commission de convoquer une autre réunion en vue d'obtenir un vote sur son projet de mesure. La question se pose donc de savoir s'il était justifié que la Commission ne convoque pas une autre réunion à un moment quelconque avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.1850 En abordant cette question, le Groupe spécial prend note des éléments suivants. Tout d'abord, au milieu de juillet 2000, le demandeur avait apparemment répondu à toutes les objections formulées par les autorités compétentes dans le délai de 60 jours prévu dans la Directive 90/220 et communiquées au demandeur. Ces renseignements n'ont jamais été transmis par l'autorité compétente principale aux autres autorités compétentes. Toutefois, il convient de rappeler à cet égard qu'en février 2001 le demandeur a suggéré à l'autorité compétente principale, compte tenu du contexte réglementaire "très volatil" des CE, de transmettre les documents après l'adoption de la Directive 2001/18 (qui est intervenue en mars 2001) et la distribution d'une proposition de la Commission sur les nouvelles règles communautaires relatives à l'étiquetage et à la traçabilité (qui est intervenue en juillet 2001).[1413] L'autorité compétente principale n'a pas suivi la suggestion du demandeur.

7.1851 En outre comme il a été indiqué, la Commission a reçu une copie de la lettre de juillet 2000 du demandeur. Il est probable que la Commission voulait que les autres autorités compétentes aient accès aux renseignements additionnels fournis en juillet 2000 avant de reconvoquer le Comité de réglementation. Pourtant, alors même que la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait, la Commission n'a apparemment pas demandé à l'autorité compétente principale de distribuer dans les moindres délais les renseignements additionnels fournis par le demandeur en juillet 2000 afin qu'une nouvelle tentative d'achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220 puisse être faite.

7.1852 Compte tenu de ces éléments, nous considérons qu'après juillet 2000, une fois que le demandeur avait fourni les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente italienne, ou au plus tard au cours de l'été de 2001, lorsque la Commission a distribué sa proposition de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité, la Commission aurait pu reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant la betterave fourragère RR. La Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant le 17 octobre 2002. À notre avis, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation et pour que l'autorité compétente principale donne son consentement écrit.

7.1853 Dans des constatations antérieures, nous avons fait observer que la Commission aurait pu considérer que certains États membres ne souhaitaient tout simplement pas que la Commission demande un autre vote sur son projet de mesure, ou que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise, ce qui aurait pour conséquence que la Commission devrait achever la procédure en adoptant son propre projet de mesure. À notre avis, ni l'une ni l'autre de ces considérations ne constitueraient une justification du fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote avant l'abrogation de la Directive 90/220.

[1413] *Ibid*.

7.1854 L'opposition prévue d'États membres aurait fort bien pu être un sujet de préoccupation pour la Commission en raison des conséquences qu'elle aurait pu avoir sur la légitimité et l'acceptabilité d'une décision finale de la Commission d'approuver son propre projet de mesure. Toutefois, cela n'aurait pas justifié que la Commission suspende le processus d'approbation jusqu'à ce qu'elle soit sûre que son projet de mesure obtiendrait la majorité qualifiée au Comité de réglementation.[1414] S'il en était autrement, l'obligation d'achever les procédures d'approbation sans retard injustifié n'imposerait aucune discipline réelle car la Commission pourrait alors suspendre les procédures d'approbation chaque fois qu'elle prévoit une opposition importante d'États membres et indépendamment du point de savoir s'il y a des raisons valables à une telle opposition.

7.1855 S'agissant de la possibilité que certains États membres aient été peu disposés à procéder à un vote sur le projet de mesure de la Commission, il convient également de noter que le demandeur a renforcé la position de la Commission en fournissant des renseignements supplémentaires répondant aux objections formulées par d'autres autorités compétentes.

7.1856 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis qu'au plus tard au cours de l'été de 2001 la Commission aurait dû reconvoquer le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant la betterave sucrière RR. En conséquence, le Groupe spécial conclut que le temps effectivement pris par la Commission pour convoquer le Comité de réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1857 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant la betterave fourragère RR a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur la demande concernant la betterave fourragère RR après juillet 2000 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1858 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas reconvoqué le Comité de réglementation pour un vote sur son projet de mesure, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.1859 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour convoquer le Comité de

[1414] Rappelons que le dossier n'indique pas, et que les Communautés européennes n'ont pas fait valoir, qu'après la réunion de mars 2000 du Comité de réglementation la Commission a lancé des consultations interservices pour revoir le projet de mesure pertinent.

réglementation pour une nouvelle réunion – aucune réunion n'a été convoquée entre mars 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant la betterave fourragère RR pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant la betterave fourragère RR, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

v) Coton Bt-531 (EC-65)

7.1860 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 a été retardé de façon injustifiée.

7.1861 Les **États-Unis** estiment que la demande concernant le coton Bt-531 au titre de la Directive 90/220 a pâti d'une période d'inactivité de trois ans et demi des organes de réglementation des CE. Depuis le 7 mai 1999, après le lancement des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil, jusqu'au 12 février 2003, lorsque l'autorité compétente principale a finalement distribué la demande mise à jour à la Commission, la demande a été totalement ignorée par la Commission et l'autorité compétente principale. Les États-Unis considèrent ce long retard comme étant abusif et donc injustifié.

7.1862 Les États-Unis font observer à cet égard que la demande en question avait fait l'objet d'une évaluation scientifique favorable de la part du propre comité scientifique de la Communauté européenne, le CSP. Le fait que certains États membres ont formulé des objections au Comité de réglementation ne justifie pas le refus de la Commission d'agir au sujet de la demande. Les États-Unis estiment que ces objections qui étaient exposées dans des déclarations, notamment celles de l'Autriche et du Royaume-Uni, ont fait l'objet d'un examen scientifique détaillé dans l'avis favorable du CSP en juillet 1998. Ils notent également qu'en tout état de cause rien n'indique que la Commission ait engagé un processus quelconque pour répondre aux préoccupations des États membres. En outre, rien dans le dossier n'indique qu'il ait jamais été demandé au demandeur de fournir des renseignements additionnels pour prendre en considération les objections des États membres, ni que la base de ces objections ait même jamais été notifiée au demandeur. Les États-Unis sont donc d'avis que le retard en question n'a pas été causé, comme les Communautés européennes l'allèguent, par une demande en suspens adressée au demandeur pour obtenir des renseignements additionnels.

7.1863 Les États-Unis notent en outre que le cadre législatif communautaire prévoit un moyen spécifique de poursuivre l'action dans les cas où le Comité de réglementation n'est pas en mesure d'arriver à une décision: la Commission doit transmettre la demande au Conseil "sans tarder" pour décision. Les États-Unis considèrent que dans les cas où la propre législation des Communautés européennes prévoit des délais, une suspension de la procédure d'approbation sans aucune justification scientifique doit être considérée comme un retard injustifié.

7.1864 Les États-Unis font observer, enfin, que la demande concernant le coton Bt-531 est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet

égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 est injustifié. Les États-Unis font valoir également qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1865 L'**Argentine** fait valoir qu'après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint en février 1999 la majorité qualifiée en faveur de l'approbation de la demande concernant le coton Bt-531, la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Conseil jusqu'à ce que la demande ait dû être présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18. L'Argentine estime que cela n'était pas dû à une action ou omission quelconque de la part du demandeur. Selon l'Argentine, il n'y a notamment aucun document des CE qui demandait spécifiquement au demandeur de fournir des renseignements additionnels. L'Argentine considère que le retard dont elle dit qu'il a été causé par la Commission est injustifié. Elle fait valoir à cet égard que les prescriptions d'une législation pas encore en vigueur ne constituent pas des raisons de ne pas traiter une demande pendant une longue période. En particulier, la demande concernant le coton Bt-531 n'aurait pas dû obliger à lancer à nouveau la procédure au titre de la nouvelle Directive 2001/18 alors que la procédure au titre de l'ancienne Directive 90/220 était déjà en cours depuis trois ans. En outre, l'Argentine affirme qu'il n'y a aucune preuve scientifique permettant de justifier le retard après le vote du Comité de réglementation. Les États membres qui au Comité de réglementation ont voté contre l'approbation du coton Bt-531 n'ont pas tenu compte de l'avis scientifique favorable du CSP de juillet 1998. En outre, l'Argentine conteste la validité scientifique des déclarations présentées par certains États membres à l'appui de leurs votes dans la mesure où ces déclarations ne réfutent pas l'avis favorable du CSP.[1415]

7.1866 L'Argentine mentionne un autre cas de retard qu'elle considère comme injustifié. Elle affirme que, bien que le demandeur ait en janvier 2003 présenté une demande mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, la demande n'a pas progressé. Elle estime que de ce fait, à la date de sa première communication écrite – avril 2004 –, la demande concernant le coton Bt-531 avait été inactive pendant une période additionnelle d'un an et trois mois.

7.1867 Enfin, l'Argentine estime que le temps total pris par les procédures au titre des Directives 90/220 et 2001/18, depuis le moment où la demande a été présentée pour la première fois jusqu'à avril 2004, date de la première communication écrite de l'Argentine, a été de sept ans et quatre mois. De l'avis de l'Argentine, ce retard ne peut en aucune façon être justifié à la lumière des délais fixés dans la législation communautaire pertinente. L'Argentine soutient que la procédure au titre de la Directive 90/220 aurait dû normalement être achevée en 240 jours, ce qui ne comprend pas le temps pendant lequel une autorité compétente ou la Commission peut attendre les renseignements additionnels qu'elle a peut-être demandés ni le temps qu'il faut à un comité scientifique des CE pour rendre un avis ("arrêt des pendules"). De même, l'Argentine soutient qu'au titre de la Directive 2001/18, une procédure devrait être achevée en 285 jours si aucune objection n'est formulée à l'égard de l'évaluation initiale de l'autorité compétente principale et en 450 jours si des objections sont formulées. Là encore, cela ne comprend pas le temps passé à attendre des renseignements additionnels ou l'avis d'un comité scientifique. L'Argentine affirme que le retard affectant la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 ne peut pas être justifié par de tels "arrêts des pendules".

7.1868 Les **Communautés européennes** font valoir qu'en février 1999 le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée parce qu'un certain nombre d'États membres ont exprimé des

[1415] Pièce ARG-54, page 3.

préoccupations scientifiques qui n'avaient pas été prises en considération dans l'une quelconque des communications antérieures du demandeur. Les Communautés européennes estiment que longtemps après le vote au Comité de réglementation, le 25 juillet 2001, le demandeur a fourni les renseignements additionnels demandés, et que la traduction de ces éléments d'information n'a pas été disponible avant février 2002. Selon les Communautés européennes, s'il y avait un retard de trois ans après le vote du Comité de réglementation, c'était à cause du temps pris par le demandeur pour fournir les renseignements additionnels demandés.

7.1869 S'agissant de la prescription énoncée à l'article 21 de la Directive 90/220 selon laquelle la Commission "soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre", les Communautés européennes font observer que dans l'affaire *Pharos*[1416] la Cour de justice européenne a examiné une prescription identique imposant de soumettre une proposition au Conseil "sans tarder" dans le contexte de la législation sur la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale (Règlement n° 2377/90). La Cour a dit que rien dans le texte de la disposition pertinente "ne permet[tait] de tirer des conclusions quant à la durée que recouvr[ait] l'expression "sans tarder", si ce n'est que, bien qu'une certaine rapidité soit demandée, la décision de la Commission n'a[vait] pas à intervenir dans un délai précisément fixé ni, contrairement à ce que prétendait la requérante, sans délai".[1417] La Cour a ensuite fait observer que la Commission était libre de modifier sa proposition avant de la soumettre au Conseil et a constaté que "si la Commission a[vait] le droit de modifier la proposition relative aux mesures à prendre qu'elle soumet[tait] au Conseil, elle d[evait] nécessairement disposer d'un délai suffisant pour examiner les différentes manières d'agir qui lui [étaient] ouvertes".[1418] Sur cette base, la Cour a constaté que la Commission, qui avait pris plus de onze mois avant de transmettre une proposition au Conseil, n'avait pas manqué à son obligation d'agir "sans tarder".[1419] La Cour a souligné le fait que le dossier auquel la Commission était confrontée était "complexe et sensible".[1420] La Cour a également indiqué clairement qu'il ne saurait être fait grief à la Commission d'avoir recherché un avis additionnel auprès d'un comité scientifique des CE dans le but d'éviter que sa proposition ne soit rejetée par le Conseil.[1421]

7.1870 Concernant le cas d'espèce, les Communautés européennes font valoir que les préoccupations exprimées par certains États membres étaient toutes légitimes et scientifiquement fondées. Elles ne pouvaient pas être ignorées ou écartées par la Commission sans un examen détaillé. En outre, selon les Communautés européennes, compte tenu des modifications législatives imminentes, une réflexion plus poussée était nécessaire avant d'aller de l'avant. Les Communautés européennes estiment que cela est conforme à la jurisprudence de la Cour de justice européenne.

7.1871 En ce qui concerne le retard qui s'est produit après que la demande a été présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18, les Communautés européennes font observer que la demande contenait un plan de surveillance incomplet. Selon les Communautés européennes, l'autorité compétente principale attend les renseignements additionnels sur le plan de surveillance postérieure à la commercialisation qu'elle a demandés par lettre en août et octobre 2003. Les Communautés européennes font valoir qu'elles ne peuvent pas être responsables du manque de diligence ou des défaillances d'un demandeur individuel.

[1416] Cour de justice européenne, Affaire C-151/98, *Pharos contre Commission [1999]* Recueil de jurisprudence I-8157.

[1417] *Ibid.*, paragraphe 20.

[1418] *Ibid.*, paragraphe 24.

[1419] Le Groupe spécial note que l'arrêt indique que pendant la période de onze mois la Commission a, dans un premier temps, réexaminé le dossier pendant six mois et a, dans un second temps, sollicité un second avis scientifique. *Ibid.*, paragraphe 32.

[1420] *Ibid.*, paragraphe 26.

[1421] *Ibid.*, paragraphe 27.

7.1872 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis à nouveau un projet de mesure au Conseil

7.1873 Le Groupe spécial commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission. Le Groupe spécial rappelle que le 7 mai 1999, la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil. Mais à aucun moment avant le 17 octobre 2002, date d'abrogation de la Directive 90/220, la Commission n'a soumis un projet de mesure au Conseil. Les États-Unis et l'Argentine font valoir que la Commission aurait dû achever ses consultations interservices et soumettre un projet de mesure au Conseil avant octobre 2002.

7.1874 Il est évident que l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure et sa présentation au Conseil ne constituent pas un processus qui prend nécessairement plus de trois ans. Pour commencer, dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesures au Conseil dans un délai de quelques mois, en dépit du fait que dans ces procédures certains États membres ont également voté contre le projet de mesure de la Commission au Comité de réglementation, et que certains ont fait des déclarations écrites.[1422] En outre, à ce que croit comprendre le Groupe spécial, l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure à soumettre au Conseil n'est pas un processus qui est fondamentalement différent de l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation. Dans la procédure d'approbation en cause en l'espèce, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation en moins de trois mois.[1423] Il peut être inféré de ces exemples que la Commission aurait pu en principe achever sa tâche bien avant octobre 2002.

7.1875 La question est dès lors de savoir si dans les circonstances spécifiques de la présente affaire la Commission aurait pu en fait achever sa tâche avant octobre 2002. Les Communautés européennes font valoir que la Commission n'avait pas besoin de transmettre un projet de mesure au Conseil parce que le demandeur avait pris trop de temps pour fournir les renseignements qui lui avaient été demandés. Les Communautés européennes notent que le demandeur n'a pas fourni ces renseignements avant le 25 juillet 2001, et que la traduction de ces éléments d'information n'a été disponible qu'en février 2002. Toutefois, dans l'analyse qu'il a faite antérieurement de la procédure d'approbation en question, le Groupe spécial a constaté qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve donnant à penser que la Commission attendait les renseignements additionnels fournis par le demandeur en juillet 2001. Le Groupe spécial a fait observer que même après que le demandeur avait fourni les renseignements la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil, bien que la Directive 90/220 soit restée en vigueur pendant encore 17 mois, jusqu'en octobre 2002. En conséquence, les renseignements fournis par le demandeur en juillet 2001 ne justifient pas le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil.

[1422] Dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (pièce EC-76) et menée au titre de la Directive 2001/18, la Commission a soumis un projet de mesure au Conseil un peu plus d'un mois après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, l'Autriche a fait une déclaration à l'appui de son vote négatif. Pièce EC-76/At. 72. Dans la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et menée au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a adopté un projet de mesure et l'a renvoyé au Conseil moins de deux mois après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, plusieurs États membres ont fait des déclarations à l'appui de leurs votes. Pièce EC-92/At. 70.

[1423] Pièce EC-65/Ats. 48 et 51. Le Groupe spécial ne donne pas d'avis sur la question de savoir si cette période de trois mois était nécessaire dans les circonstances pour achever l'étape procédurale pertinente.

7.1876 Un autre argument avancé par les Communautés européennes pour justifier le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil concerne le fait que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée nécessaire pour approuver la demande concernant le coton Bt-531 et que l'Autriche, la Suède et le Royaume-Uni, dans des déclarations écrites étayant leurs votes, ont exprimé certaines préoccupations. Les Communautés européennes estiment que ces préoccupations étaient scientifiquement fondées et n'avaient pas été précédemment prises en compte par le demandeur, et qu'elles ne pouvaient donc pas être ignorées ou écartées par la Commission sans un examen détaillé.

7.1877 Étant donné que la majorité qualifiée n'a pas été atteinte au Comité de réglementation, le Groupe spécial considère que, d'une manière générale, il était justifiable que la Commission prenne un certain temps, dans le cadre de ses consultations interservices, pour analyser les raisons du résultat du vote au Comité de réglementation et pour déterminer, à la lumière des résultats d'une telle analyse, s'il serait approprié de modifier le projet de mesure de la Commission avant de le remettre au Conseil, et dans l'affirmative, de quelle manière.

7.1878 Le Groupe spécial reconnaît qu'en droit communautaire le projet de mesure de la Commission n'avait pas besoin d'obtenir la majorité qualifiée au Conseil pour que la procédure d'approbation soit achevée. Si le Conseil n'avait pas atteint la majorité qualifiée favorable, la Commission aurait dû adopter son projet de mesure et, partant, approuver la demande concernant le coton Bt-531.[1424] Toutefois, il faut ne pas perdre de vue qu'une décision des CE d'approuver la demande concernant le coton Bt-531 aurait autorisé le demandeur à commercialiser son produit dans tous les États membres des CE. Eu égard à cela, la Commission avait de bonnes raisons, de l'avis du Groupe spécial, de chercher à obtenir la majorité qualifiée au Conseil car cela aurait renforcé la légitimité et l'acceptabilité d'une décision des CE d'approuver la demande concernant le coton Bt-531.[1425] Cela signifie que la Commission pouvait prendre un temps raisonnable pour étudier les moyens de modifier son projet de mesure en vue d'accroître les chances de cette dernière d'être acceptée par le Conseil à la majorité qualifiée.[1426] Cela ne signifie pas que la Commission pouvait simplement attendre que les majorités au Conseil changent suffisamment pour que le projet de mesure initial de la Commission puisse être accepté à la majorité qualifiée. L'obligation imposée aux Communautés européennes est d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Cette obligation peut parfois exiger que la Commission achève une procédure d'approbation même si elle n'a pas le soutien de la majorité (qualifiée) du Conseil.

7.1879 Le temps qui doit être accordé à la Commission afin de revoir un projet de mesure qui n'a pas obtenu la majorité qualifiée au Comité de réglementation peut uniquement être déterminé à la lumière des circonstances propres à chaque affaire.

[1424] Article 21 de la Directive 90/220. Si le Conseil avait atteint la majorité qualifiée contre l'approbation de la demande, la demande aurait dû, par contre, être rejetée.

[1425] Il convient également de rappeler que les parties plaignantes n'ont pas mis en cause la conception de la procédure d'approbation énoncée dans la Directive 90/220 (ou celle qui l'a remplacée, la Directive 2001/18), et en particulier le fait que les États membres votent sur les demandes. Si la Commission était obligée de poursuivre le processus immédiatement, ce qui l'empêcherait de tenir compte des votes et points de vue exprimés par les États membres, cela compromettrait la capacité des Communautés européennes d'appliquer leur procédure d'approbation telle qu'elle a été conçue.

[1426] Le Groupe spécial rappelle une fois de plus que dans d'autres procédures d'approbation la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesures au Conseil dans un délai de quelques mois, en dépit du fait que dans ces procédures certains États membres ont également voté contre le projet de mesure de la Commission au Comité de réglementation.

7.1880 Passant, ensuite, aux circonstances de la présente affaire, les Communautés européennes affirment que les préoccupations identifiées dans les déclarations écrites de l'Autriche, de la Suède et du Royaume-Uni n'avaient pas été prises en compte par le demandeur auparavant. Le Groupe spécial n'est pas en mesure de souscrire à cette affirmation. Comme les États-Unis l'ont fait observer, les préoccupations auxquelles il était fait référence dans les déclarations des trois États membres ont été prises en compte dans l'avis du CSP de juillet 1998.[1427] En tout état de cause, le dossier n'indique pas qu'après le vote du Comité de réglementation, la Commission ou l'autorité compétente principale ait demandé des renseignements additionnels au demandeur pour essayer d'atténuer ces préoccupations.

7.1881 Même si l'on devait supposer que pendant ses consultations interservices la Commission procédait à sa propre évaluation de la validité scientifique des préoccupations spécifiques exprimées en vue d'étayer son projet de mesure par des arguments scientifiques[1428], il convient de rappeler que le CSP était en mesure de procéder à une évaluation scientifique globale de la demande concernant le coton Bt-531 en un peu plus de trois mois.[1429] Le Groupe spécial note également que les Communautés européennes n'affirment pas que les préoccupations exprimées par les États membres en question soulevaient des problèmes scientifiques soit nouveaux soit particulièrement complexes.

7.1882 Une autre circonstance invoquée par les Communautés européennes est le fait que la Directive 90/220 était en cours de révision à l'époque. Selon les Communautés européennes, un délai de réflexion était donc nécessaire avant d'aller de l'avant. Rappelons qu'en l'espèce la Commission a lancé ses consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil en mai 1999. À la fin de juin 1999, le Conseil est parvenu à un accord politique – la position commune – sur la proposition visant à modifier la Directive 90/220, mais la Directive 2001/18, la directive portant modification de la Directive 90/220, n'a pas été adoptée avant mars 2001 et n'est pas entrée en vigueur avant octobre 2002. Ainsi, la Commission a entamé ses consultations interservices près de trois ans et demi avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Eu égard à cela, en admettant même que la Commission pouvait prendre un certain temps pour revoir son projet de mesure, le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil ne peut pas être excusé au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour achever la procédure d'approbation pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.[1430]

7.1883 En outre, le fait que certains États membres et segments de l'opinion publique ont pu considérer que la Directive 90/220 n'était plus adéquate et ont pu exprimer leur opposition à de nouvelles approbations au titre de cette Directive 90/220 ne justifiait pas, de l'avis du Groupe spécial, que la Commission retarde la procédure d'approbation en question jusqu'à ce que la nouvelle législation ait été mise en place. Le législateur des CE a permis que la Directive 90/220 reste en vigueur et, partant, applicable jusqu'en octobre 2002. En outre, si la Commission jugeait nécessaire de répondre aux préoccupations au sujet d'inadéquations perçues inhérentes à la Directive 90/220, d'autres manières d'agir lui étaient ouvertes. Ainsi, la Commission aurait pu en premier lieu essayer

[1427] Pièce EC-65/At. 47, paragraphes 6.2.1, 6.3.3 et 6.3.4. Le Groupe spécial note que la Suède a voté en faveur du projet de mesure de la Commission et que la déclaration de la Suède donne à penser qu'il a été répondu à ses préoccupations.

[1428] Les Communautés européennes n'ont pas spécifiquement affirmé qu'elles procédaient à une évaluation scientifique des préoccupations en question; elles ont simplement laissé entendre que la Commission entreprenait un "examen détaillé" de ces préoccupations.

[1429] Pièce EC-65/Ats. 43 et 47.

[1430] Dans ses constatations antérieures sur la demande concernant le coton Bt-531, le Groupe spécial a noté que la Commission avait des raisons de croire que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Conseil, il lui faudrait adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil. De l'avis du Groupe spécial, même dans ce scénario, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

d'obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur. Ou alors elle aurait pu proposer que la demande soit approuvée sous certaines conditions. À cet égard, il convient de noter que la Directive 90/220 prévoyait des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques du coton Bt-531 étaient devenus disponibles après son approbation à l'échelle communautaire.[1431] En pareil cas, un État membre pouvait, conformément à l'article 16, limiter ou interdire à titre provisoire la commercialisation du coton Bt-531. Enfin, si en fait la Commission avait été d'avis que les risques découlant de la commercialisation du coton Bt-531 ne pouvaient pas être évalués ou gérés de manière adéquate au titre de la Directive 90/220, on peut soutenir qu'elle aurait demandé le rejet de la demande, sous réserve du droit du demandeur de présenter la demande pour un nouvel examen au titre de la directive révisée, une fois qu'elle serait entrée en vigueur.[1432]

7.1884 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1885 S'agissant de la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant le coton Bt-531 au Conseil est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1886 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.1887 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe

[1431] La Commission a généralement fait cette observation dans ses décisions approuvant des demandes. *Voir*, par exemple, la pièce ARG-35 ("[a]lors que l'article 11 6) et l'article 16 1) de la Directive 90/220/CEE prévoient des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques que présente le produit deviennent disponibles").

[1432] Le fait qu'une telle décision finale aurait éventuellement pu être contestée par le demandeur devant un tribunal des CE n'aurait manifestement pas été une raison légitime de ne pas achever la procédure d'approbation.

spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le coton Bt-531 pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par la Commission pour transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le coton Bt-531 sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

vi) Coton RR-1445 (EC-66)

7.1888 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 a été retardé de façon injustifiée.

7.1889 Les **États-Unis** estiment que la demande concernant le coton RR-1445 a été retardée pendant près de quatre ans au titre de la Directive 90/220 par les organes de réglementation des CE. Ils estiment que depuis le 22 février 1999, après que le Comité de réglementation n'est pas arrivé à une décision, et malgré le lancement de consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil commençant le 7 mai 1999, la demande a été totalement ignorée par la Commission et l'autorité compétente principale jusqu'à ce qu'elle soit à nouveau présentée au titre de la Directive 2001/18 le 16 janvier 2003. Les États-Unis considèrent ce long retard comme étant abusif et donc injustifié.

7.1890 Les États-Unis font observer à cet égard que la demande en question avait fait l'objet d'une évaluation scientifique favorable de la part du CSP. De l'avis des États-Unis, le fait que certains États membres ont formulé des objections au Comité de réglementation ne justifie pas le refus de la Commission d'agir au sujet de la demande. Les États-Unis estiment que ces objections qui étaient exposées dans des déclarations, notamment celles de l'Autriche, de la Suède et du Royaume-Uni, ont fait l'objet d'un examen scientifique détaillé dans l'avis favorable du CSP en juillet 1998. Aucun des États membres ayant formulé des objections au stade du Comité de réglementation n'a présenté une quelconque évaluation des risques ou preuve scientifique concurrente à l'appui de leurs objections et n'a pas non plus identifié de quelconques faiblesses spécifiques dans l'examen effectué par le CSP. Les États-Unis notent également qu'en tout état de cause rien n'indique que la Commission ait engagé un processus quelconque pour répondre aux préoccupations des États membres. En outre, rien dans le dossier n'indique qu'il ait jamais été demandé au demandeur de fournir des renseignements additionnels pour prendre en considération les objections des États membres, ni que la base de ces objections ait même jamais été notifiée au demandeur. Les États-Unis sont donc d'avis que le retard en question n'a pas été causé, comme les Communautés européennes l'allèguent, par une demande en suspens adressée au demandeur pour obtenir des renseignements additionnels.

7.1891 Les États-Unis notent en outre que le cadre législatif communautaire prévoit un moyen spécifique de poursuivre l'action dans les cas où le Comité de réglementation n'est pas en mesure d'arriver à une décision: la Commission doit transmettre la demande au Conseil "sans tarder" pour décision. Les États-Unis considèrent que dans les cas où la propre législation des Communautés européennes prévoit des délais, une suspension de la procédure d'approbation sans aucune justification scientifique doit être considérée comme un retard injustifié.

7.1892 Les États-Unis font observer, enfin, que la demande concernant le coton RR-1445 est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1893 L'**Argentine** fait valoir qu'après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint en février 1999 la majorité qualifiée en faveur de l'approbation de la demande concernant le coton RR-1445, la Commission a refusé de soumettre un projet de mesure au Conseil jusqu'à ce que la demande ait dû être présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18. L'Argentine estime que cela n'était pas dû à une action ou omission quelconque de la part du demandeur. Selon l'Argentine, il n'y a notamment aucun document des CE qui demandait spécifiquement au demandeur de fournir des renseignements additionnels. L'Argentine considère que le retard dont elle dit qu'il a été causé par la Commission est injustifié. Elle fait valoir à cet égard que les prescriptions d'une législation pas encore en vigueur ne constituent pas des raisons de ne pas traiter une demande pendant une longue période. En particulier, la demande concernant le coton RR-1445 n'aurait pas dû obliger à lancer à nouveau la procédure au titre de la nouvelle Directive 2001/18 alors que la procédure au titre de l'ancienne Directive 90/220 était déjà en cours depuis trois ans. En outre, l'Argentine affirme qu'il n'y a aucune preuve scientifique permettant de justifier le retard après le vote du Comité de réglementation. Les États membres qui au Comité de réglementation ont voté contre l'approbation du coton RR-1445 n'ont pas tenu compte de l'avis scientifique favorable du CSP de juillet 1998. En outre, l'Argentine conteste la validité scientifique des déclarations présentées par certains États membres à l'appui de leurs votes dans la mesure où ces déclarations ne réfutent pas l'avis favorable du CSP.

7.1894 L'Argentine a identifié un autre cas de retard qu'elle considère comme injustifié. Elle affirme que bien que le demandeur ait en janvier 2003 présenté une demande mise à jour conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, la demande n'a pas progressé. Elle estime que de ce fait, à la date de sa première communication écrite – avril 2004 –, la demande concernant le coton RR-1445 était restée inactive pendant une période additionnelle d'un an et trois mois.

7.1895 Enfin, l'Argentine estime que le temps total pris par les procédures au titre des Directives 90/220 et 2001/18, depuis le moment où la demande a été présentée pour la première fois jusqu'à avril 2004, date de la première communication écrite de l'Argentine, a été de six ans et neuf mois. De l'avis de l'Argentine, ce retard ne peut en aucune façon être justifié à la lumière des délais fixés dans la législation communautaire pertinente. L'Argentine soutient que la procédure au titre de la Directive 90/220 aurait dû normalement être achevée en 240 jours, ce qui ne comprend pas le temps pendant lequel une autorité compétente ou la Commission peut attendre les renseignements additionnels qu'elle a peut-être demandés ni le temps qu'il faut à un comité scientifique des CE pour rendre un avis. De même, l'Argentine soutient qu'au titre de la Directive 2001/18, une procédure

devrait être achevée en 285 jours si aucune objection n'est formulée à l'égard de l'évaluation initiale de l'autorité compétente principale et en 450 jours si des objections sont formulées. Là encore, cela ne comprend pas le temps passé à attendre des renseignements additionnels ou l'avis d'un comité scientifique. L'Argentine affirme que le retard affectant la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 ne peut pas être justifié par de tels "arrêts des pendules".

7.1896 Les **Communautés européennes** font valoir qu'en février 1999 le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée parce qu'un certain nombre d'États membres ont exprimé des préoccupations scientifiques qui n'avaient pas été prises en considération dans l'une quelconque des communications antérieures du demandeur. Ces préoccupations concernaient en particulier les effets à long terme des cultures tolérantes aux herbicides sur l'environnement, la présence d'un gène marqueur de résistance aux antibiotiques, les limites des résidus et les effets sur la biodiversité des modifications dans la gestion des cultures.

7.1897 S'agissant de la prescription énoncée à l'article 21 de la Directive 90/220 selon laquelle la Commission "soumet sans tarder au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre", les Communautés européennes font observer que dans l'affaire *Pharos*[1433] la Cour de justice européenne a examiné une prescription identique imposant de soumettre une proposition au Conseil "sans tarder" dans le contexte de la législation sur la fixation des limites maximales de résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments d'origine animale (Règlement n° 2377/90). La Cour a dit que rien dans le texte de la disposition pertinente "ne permet[tait] de tirer des conclusions quant à la durée que recouvr[ait] l'expression "sans tarder", si ce n'est que, bien qu'une certaine rapidité soit demandée, la décision de la Commission n'a[vait] pas à intervenir dans un délai précisément fixé ni, contrairement à ce que prétendait la requérante, sans délai".[1434] La Cour a ensuite fait observer que la Commission était libre de modifier sa proposition avant de la soumettre au Conseil et a constaté que "si la Commission a[vait] le droit de modifier la proposition relative aux mesures à prendre qu'elle soumet[tait] au Conseil, elle d[evait] nécessairement disposer d'un délai suffisant pour examiner les différentes manières d'agir qui lui [étaient] ouvertes".[1435] Sur cette base, la Cour a constaté que la Commission, qui avait pris plus de onze mois avant de transmettre une proposition au Conseil, n'avait pas manqué à son obligation d'agir "sans tarder".[1436] La Cour a souligné le fait que le dossier auquel la Commission était confrontée était "complexe et sensible".[1437] La Cour a également indiqué clairement qu'il ne saurait être fait grief à la Commission d'avoir recherché un avis additionnel auprès d'un comité scientifique des CE dans le but d'éviter que sa proposition ne soit rejetée par le Conseil.[1438]

7.1898 Concernant le cas d'espèce, les Communautés européennes font valoir que les préoccupations exprimées par certains États membres étaient légitimes et scientifiquement fondées. Elles ne pouvaient pas être ignorées ou écartées par la Commission sans un examen détaillé. En outre, selon les Communautés européennes, compte tenu des modifications législatives imminentes, une réflexion plus poussée était nécessaire avant d'aller de l'avant. Les Communautés européennes estiment que cela est conforme à la jurisprudence de la Cour de justice européenne.

[1433] Cour de justice européenne, Affaire C-151/98, *Pharos contre Commission [1999]* Recueil de jurisprudence I-8157.

[1434] *Ibid.*, paragraphe 20.

[1435] *Ibid.*, paragraphe 24.

[1436] Le Groupe spécial note que l'arrêt indique que, pendant la période de onze mois, la Commission a, dans un premier temps, réexaminé le dossier pendant six mois et a, dans un second temps, sollicité un second avis scientifique. *Ibid.*, paragraphe 32.

[1437] *Ibid.*, paragraphe 26.

[1438] *Ibid.*, paragraphe 27.

7.1899 En ce qui concerne le retard qui s'est produit après que la demande a été présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18, les Communautés européennes font observer que la demande contenait un plan de surveillance incomplet. Selon les Communautés européennes, l'autorité compétente principale attendait les renseignements additionnels sur le plan de surveillance postérieure à la commercialisation qu'elle avait demandés par lettre en août et octobre 2003. Les Communautés européennes font valoir qu'elles ne peuvent pas être responsables du manque de diligence ou des défaillances d'un demandeur individuel.

7.1900 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis à nouveau un projet de mesure au Conseil

7.1901 Le Groupe spécial rappelle que, le Comité de réglementation n'étant pas arrivé à une décision, le 7 mai 1999 la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil. Mais à aucun moment avant le 17 octobre 2002, date d'abrogation de la Directive 90/220, la Commission n'a soumis un projet de mesure au Conseil. Les États-Unis et l'Argentine font valoir que la Commission aurait dû achever ses consultations interservices et soumettre un projet de mesure au Conseil avant octobre 2002.

7.1902 Il est évident que l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure et sa présentation au Conseil ne constituent pas un processus qui intrinsèquement prend plus de trois ans. Pour commencer, dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesures au Conseil dans un délai de quelques mois, en dépit du fait que dans ces procédures certains États membres ont également voté contre le projet de mesure de la Commission au Comité de réglementation, et que certains ont fait des déclarations écrites.[1439] En outre, à ce que croit comprendre le Groupe spécial, l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure à soumettre au Conseil n'est pas un processus qui est fondamentalement différent de l'élaboration par la Commission d'un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation. Dans la procédure d'approbation en cause en l'espèce, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation dans les quatre mois suivant la réception de l'avis du CSP.[1440] Il peut être inféré de ces exemples que la Commission aurait pu en principe achever sa tâche bien avant octobre 2002.

7.1903 La question est dès lors de savoir si dans les circonstances spécifiques de la présente affaire la Commission aurait pu en fait achever sa tâche avant octobre 2002. Les Communautés européennes font valoir que la Commission n'était pas à même de transmettre un projet de mesure au Conseil parce que le demandeur avait pris trop de temps pour fournir les renseignements qui lui avaient été demandés. Les Communautés européennes notent que le demandeur n'a pas fourni ces renseignements avant le 25 juillet 2001, et que la traduction de ces éléments d'information n'a été disponible qu'en février 2002. Toutefois, dans l'analyse que nous avons faite antérieurement de la

[1439] Dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (pièce EC-76) et menée au titre de la Directive 2001/18, la Commission a soumis un projet de mesure au Conseil un peu plus d'un mois après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, l'Autriche a fait une déclaration à l'appui de son vote négatif. Pièce EC-76/At. 72. Dans la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et menée au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a adopté un projet de mesure et l'a renvoyé au Conseil moins de deux mois après que le Comité de réglementation n'avait pas atteint la majorité qualifiée. À cette réunion, plusieurs États membres ont fait des déclarations à l'appui de leurs votes. Pièce EC-92/At. 70.

[1440] Pièce EC-66/Ats. 44 et 46. Le Groupe spécial ne donne pas d'avis sur la question de savoir si cette période de quatre mois était nécessaire dans les circonstances pour achever l'étape procédurale pertinente.

procédure d'approbation concernant le coton RR-1445, nous avons constaté qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve donnant à penser que la Commission attendait les renseignements additionnels fournis par le demandeur en juillet 2001. Nous avons fait observer que même après que le demandeur avait fourni les renseignements, la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil, bien que la Directive 90/220 soit restée en vigueur pendant encore 17 mois. En conséquence, les renseignements fournis par le demandeur en juillet 2001 à notre avis ne justifient pas le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil.

7.1904 Un autre argument avancé par les Communautés européennes pour justifier le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil concerne le fait que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée nécessaire pour approuver la demande concernant le coton RR-1445 et que l'Autriche, l'Italie, la Suède et le Royaume-Uni, dans des déclarations écrites étayant leurs votes, ont exprimé certaines préoccupations. Les Communautés européennes estiment que ces préoccupations étaient scientifiquement fondées et n'avaient pas été précédemment prises en compte par le demandeur, et qu'elles ne pouvaient donc pas être ignorées ou écartées par la Commission sans un examen détaillé.

7.1905 Étant donné que la majorité qualifiée n'a pas été atteinte au Comité de réglementation, le Groupe spécial considère que, d'une manière générale, il était justifiable que la Commission prenne un certain temps, dans le cadre de ses consultations interservices, pour analyser les raisons du résultat du vote au Comité de réglementation et pour déterminer, à la lumière des résultats d'une telle analyse, s'il serait approprié de modifier le projet de mesure de la Commission avant de le remettre au Conseil, et dans l'affirmative, de quelle manière.

7.1906 Le Groupe spécial reconnaît qu'en droit communautaire le projet de mesure de la Commission n'avait pas besoin d'obtenir la majorité qualifiée au Conseil pour que la procédure d'approbation soit achevée. Si le Conseil n'avait pas atteint la majorité qualifiée favorable, la Commission aurait dû adopter son projet de mesure et, partant, approuver la demande concernant le coton RR-1445.[1441] Toutefois, il faut ne pas perdre de vue qu'une décision des CE d'approuver la demande concernant le coton RR-1445 aurait autorisé le demandeur à commercialiser son produit dans tous les États membres des CE. Eu égard à cela, la Commission était habilitée, de l'avis du Groupe spécial, à essayer d'obtenir la majorité qualifiée au Conseil car cela aurait renforcé la légitimité et l'acceptabilité d'une décision des CE d'approuver la demande concernant le coton RR-1445.[1442] Cela signifie que la Commission pouvait prendre un temps raisonnable pour étudier les moyens de modifier son projet de mesure en vue d'accroître les chances de cette dernière d'être acceptée par le Conseil à la majorité qualifiée.[1443] Mais la Commission ne pouvait pas simplement attendre que les majorités au Conseil changent suffisamment pour que le projet de mesure initial de la Commission puisse être accepté à la majorité qualifiée. L'obligation imposée aux Communautés européennes est d'achever leurs

[1441] Article 21 de la Directive 90/220. Si le Conseil avait atteint la majorité qualifiée contre l'approbation de la demande, la demande aurait dû, par contre, être rejetée.

[1442] Il convient également de rappeler que les parties plaignantes n'ont pas mis en cause la conception de la procédure d'approbation énoncée dans la Directive 90/220 (ou celle qui l'a remplacée, la Directive 2001/18), et en particulier le fait que les États membres votent sur les demandes. On peut soutenir que si le Groupe spécial devait effectivement exiger que la Commission poursuive le processus immédiatement, ce qui l'empêcherait de tenir compte des votes et points de vue exprimés par les États membres, cela compromettrait la capacité des Communautés européennes d'appliquer leur procédure d'approbation telle qu'elle a été conçue.

[1443] Le Groupe spécial rappelle une fois de plus que dans d'autres procédures d'approbation la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesures au Conseil dans un délai de quelques mois, en dépit du fait que dans ces procédures certains États membres ont également voté contre le projet de mesure de la Commission au Comité de réglementation.

procédures d'approbation sans retard injustifié. Cette obligation peut parfois exiger que la Commission achève une procédure d'approbation même si elle n'a pas le soutien de la majorité (qualifiée) du Conseil.

7.1907 Le temps qui doit être accordé à la Commission afin de revoir un projet de mesure qui n'a pas obtenu la majorité qualifiée au Comité de réglementation peut uniquement être déterminé à la lumière des circonstances propres à chaque affaire.

7.1908 Passant, ensuite, aux circonstances de la présente affaire, les Communautés européennes affirment que les préoccupations identifiées dans les déclarations écrites de l'Autriche, de l'Italie, de la Suède et du Royaume-Uni n'avaient pas été prises en compte par le demandeur auparavant.[1444] Le Groupe spécial n'est pas en mesure de souscrire à cette affirmation. L'Autriche et le Royaume-Uni ont exprimé des préoccupations suscitées par le gène marqueur de résistance aux antibiotiques, qui selon M. Squire avaient été explicitement prises en compte dans l'évaluation du CSP.[1445] La préoccupation identifiée par l'Italie visait à s'assurer que les résidus des herbicides étaient dans les limites établies par d'autres textes législatifs des CE, ce qui à ce que le Groupe spécial croit comprendre n'est pas une préoccupation liée à la sécurité sanitaire du coton RR-1445 en soi. Seules les préoccupations générales exprimées par la Suède et le Royaume-Uni concernant les effets à long terme des cultures tolérantes aux herbicides sur l'environnement n'étaient pas, selon M. Andow, pleinement prises en compte par le CSP en ce qui concerne le coton RR-1445.[1446] Toutefois, M. Andow a indiqué que les expériences à long terme suggérées par la Suède n'étaient pas réalisables et qu'un plan de surveillance était le meilleur moyen de prendre en compte les préoccupations identifiées, mais que la nécessité d'un plan de surveillance ne pouvait pas être déterminée à partir des objections telles qu'elles avaient été formulées. En tout état de cause, le dossier n'indique pas qu'après le vote du Comité de réglementation, la Commission ou l'autorité compétente principale ait demandé des renseignements additionnels au demandeur pour essayer d'atténuer ces préoccupations.

7.1909 Même si l'on devait supposer que pendant ses consultations interservices la Commission procédait à sa propre évaluation de la validité scientifique des préoccupations spécifiques exprimées en vue d'étayer son projet de mesure par des arguments scientifiques[1447], il convient de rappeler que le CSP était en mesure de procéder à une évaluation scientifique globale de la demande concernant le coton RR-1445 en un peu plus de trois mois.[1448] Le Groupe spécial note également que les Communautés européennes n'affirment pas que les préoccupations exprimées par les États membres en question soulevaient des problèmes scientifiques soit nouveaux soit particulièrement complexes.

7.1910 Une autre circonstance invoquée par les Communautés européennes est le fait que la Directive 90/220 était en cours de révision à l'époque. Selon les Communautés européennes, un délai de réflexion était donc nécessaire avant d'aller de l'avant. Rappelons qu'en l'espèce la Commission a lancé ses consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Conseil en mai 1999. À la fin de juin 1999, le Conseil est parvenu à un accord politique – la position commune – sur la proposition visant à modifier la Directive 90/220, mais la Directive 2001/18, la directive portant modification de la Directive 90/220, n'a pas été adoptée avant mars 2001 et n'est pas entrée en vigueur

[1444] Les déclarations figurent dans la pièce EC-66/At. 57. L'Italie a voté en faveur du projet de mesure de la Commission au Comité de réglementation.

[1445] Annexe H, paragraphe 468.

[1446] Annexe H, paragraphes 443 à 448.

[1447] Les Communautés européennes n'ont pas spécifiquement affirmé qu'elles procédaient à une évaluation scientifique des préoccupations en question; elles ont simplement laissé entendre que la Commission entreprenait un "examen détaillé" de ces préoccupations.

[1448] Pièce EC-66/Ats. 40 et 43.

avant octobre 2002. Ainsi, la Commission a entamé ses consultations interservices près de trois ans et demi avant l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Eu égard à cela, en admettant même que la Commission pouvait prendre un certain temps pour revoir son projet de mesure, le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Conseil ne peut pas être excusé au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour achever la procédure d'approbation pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.[1449]

7.1911 En outre, le fait que certains États membres et segments de l'opinion publique ont pu considérer que la Directive 90/220 n'était plus adéquate et ont pu exprimer leur opposition à de nouvelles approbations au titre de cette Directive 90/220 ne justifiait pas, de l'avis du Groupe spécial, que la Commission retarde la procédure d'approbation en question jusqu'à ce que la nouvelle législation ait été mise en place. Le législateur des CE a permis que la Directive 90/220 reste en vigueur et, partant, applicable jusqu'en octobre 2002. En outre, si la Commission jugeait nécessaire de répondre aux préoccupations au sujet d'inadéquations perçues inhérentes à la Directive 90/220, d'autres manières d'agir lui étaient ouvertes. Ainsi, la Commission aurait pu en premier lieu essayer d'obtenir des engagements volontaires de la part du demandeur. Ou alors elle aurait pu proposer que la demande soit approuvée sous certaines conditions. À cet égard, il convient de noter que la Directive 90/220 prévoyait des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques du coton RR-1445 étaient devenus disponibles après son approbation à l'échelle communautaire.[1450] En pareil cas, un État membre pouvait, conformément à l'article 16 de la Directive 90/220, limiter ou interdire à titre provisoire la commercialisation du coton RR-1445. Enfin, si en fait la Commission avait été d'avis que les risques découlant de la commercialisation du coton RR-1445 ne pouvaient pas être évalués ou gérés de manière adéquate au titre de la Directive 90/220, on peut soutenir qu'elle aurait demandé le rejet de la demande, sous réserve, peut-être, du droit du demandeur de présenter la demande pour un nouvel examen au titre de la directive révisée, une fois qu'elle serait entrée en vigueur.[1451]

7.1912 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1913 S'agissant de la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure concernant le coton RR-1445 au Conseil est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à

[1449] Dans ses constatations antérieures sur la demande concernant le coton RR-1445, le Groupe spécial a noté que la Commission avait des raisons de croire que du fait de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Conseil, il lui faudrait adopter le projet de mesure qu'elle avait soumis au Conseil. De l'avis du Groupe spécial, même dans ce scénario, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

[1450] La Commission a généralement fait cette observation dans ses décisions approuvant des demandes. *Voir*, par exemple, la pièce ARG-35 ("[a]lors que l'article 11 6) et l'article 16 1) de la Directive 90/220/CEE prévoient des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques que présente le produit deviennent disponibles").

[1451] Le fait qu'une telle décision finale aurait éventuellement pu être contestée par le demandeur devant un tribunal des CE n'aurait manifestement pas été une raison légitime de ne pas achever la procédure d'approbation.

cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1914 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Conseil, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.1915 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le coton RR-1445 pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par la Commission pour transmettre un projet de mesure au Conseil – aucun projet de mesure n'a été transmis entre juin 1999 et octobre 2002 – était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le coton RR-1445 sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

vii) Pomme de terre transgénique (EC-67)

7.1916 Une seule partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique a été retardé de façon injustifiée.

7.1917 Les **États-Unis** font valoir qu'après que la pomme de terre transgénique a reçu un avis favorable du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, ce qui a eu pour conséquence que l'examen de cette demande a été suspendu jusqu'à ce que la demande soit présentée à nouveau au titre de la Directive 2001/18.

7.1918 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant la pomme de terre transgénique est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que bien que le temps à lui seul ne soit pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique est excessif et infondé et, partant, injustifié. Les États-Unis font valoir également qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1919 Les **Communautés européennes** relèvent que dans cette procédure le CSP a pris plus de trois ans et demi pour évaluer la pomme de terre transgénique. Elles font observer que lorsque le CSP a rendu son avis en juillet 2002, la Directive 2001/18 était sur le point d'entrer en vigueur et il était clair que la demande devait être mise à jour à la lumière de la nouvelle directive.

7.1920 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.1921 Le Groupe spécial rappelle que le CSP a rendu un avis favorable le 18 juillet 2002. Après que le CSP a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En fait, il semble que contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres procédures d'approbation[1452], la Commission, dans cette procédure, n'a même pas lancé de consultations interservices sur un projet de mesure. En octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée. Les États-Unis font valoir que la Commission aurait dû soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1922 L'élaboration d'un projet de mesure par la Commission et sa présentation au Comité de réglementation ne constituent pas un processus qui intrinsèquement prend beaucoup de temps. Dans certaines procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesure au Comité de réglementation dans un délai de quelques mois. Par exemple, dans la procédure concernant le coton Bt-531, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation en un peu moins de trois mois.[1453] De même, dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande un peu moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis.[1454]

7.1923 Dans le cas de la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique, le CSP a rendu son avis presque trois mois exactement avant que la Directive 90/220 soit abrogée. Le Groupe spécial croit comprendre que les Communautés européennes font valoir que dans ces circonstances, la Commission n'avait pas besoin de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation. Cet argument soulève la question de savoir si la Commission aurait pu dûment arriver à la conclusion qu'un délai de trois mois serait insuffisant pour approuver la demande concernant la pomme de terre transgénique.

[1452] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48.

[1453] La Commission a lancé des consultations interservices le 4 septembre 1998 et a lancé un vote au Comité de réglementation le 26 novembre 1998. Pièce EC-65/Ats. 48 et 51.

[1454] L'AESA a rendu son avis le 25 novembre 2003 et le Comité de réglementation a voté sur le projet de mesure de la Commission le 18 février 2004. Pièce EC-76/Ats. 70 et 72.

7.1924 Dans ses constatations antérieures, le Groupe spécial a constaté qu'avant que la pomme de terre transgénique puisse être approuvée, un certain nombre d'étapes procédurales restaient à engager et à achever. La Commission devait élaborer un projet de mesure et le soumettre au Comité de réglementation; le Comité de réglementation devait se réunir et voter sur le projet de mesure; en cas de vote favorable au Comité de réglementation, la Commission devait adopter son projet de mesure; et, enfin, l'autorité compétente principale devait donner son consentement écrit pour que le produit puisse être mis sur le marché. La Directive 90/220 ne fixe des délais spécifiques pour aucune de ces étapes procédurales.

7.1925 Comme il est indiqué plus haut, le dossier montre que dans une procédure d'approbation particulière, la Commission a été à même d'obtenir un vote du Comité de réglementation moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis. Si dans la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique la Commission avait agi avec un sentiment d'urgence, elle aurait peut-être réussi à obtenir un vote du Comité de réglementation en un peu moins de trois mois.[1455] Si le projet de mesure de la Commission avait obtenu la majorité qualifiée, la procédure d'approbation aurait alors dû être achevée en quelques jours.

7.1926 Le dossier n'apporte pas la confirmation que cela aurait été possible. En ce qui concerne l'adoption par la Commission de son propre projet de mesure, la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 présente de l'intérêt, même si cette procédure a été menée au titre du Règlement n° 258/97. Dans cette procédure, la Commission a pris près d'un mois pour adopter son propre projet de mesure après que le Conseil n'a pas atteint la majorité qualifiée.[1456] En ce qui concerne le consentement écrit devant être donné par l'autorité compétente principale, le Groupe spécial juge éclairantes les dispositions de l'article 18 2) de la Directive 2001/18 selon lesquelles l'autorité compétente principale doit donner son consentement écrit, le transmettre au demandeur et en informer les autres États membres et la Commission "dans un délai de 30 jours à compter de la publication ou de la notification de la décision [de la Commission d'adopter son projet de mesure]". Bien que, comme il a été indiqué, la Directive 90/220 ne fixe aucun délai de ce genre, les étapes susmentionnées devaient également être achevées au titre de cette directive.[1457] Il est raisonnable d'inférer du délai de 30 jours indiqué à l'article 18 2) que les étapes pertinentes ne pouvaient pas toujours être achevées en quelques jours seulement. Nonobstant ce qui précède, on peut supposer que si tant la Commission que l'autorité compétente principale avaient agi d'urgence compte tenu de la circonstance exceptionnelle que représentait l'abrogation imminente de la Directive 90/220, elles auraient fort bien pu achever leurs étapes procédurales respectives en moins d'un mois chacune. Toutefois, les éléments de preuve dont le Groupe spécial dispose sont insuffisants pour étayer la conclusion selon laquelle les étapes procédurales devant être achevées par la Commission et l'autorité compétente principale n'auraient pas dû prendre au total plus de quelques jours.

7.1927 En conclusion, sur la base des éléments de preuve versés au dossier, le Groupe spécial n'est pas convaincu que la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique aurait pu être achevée dans la période de trois mois précédant la date d'abrogation de la Directive 90/220 et que la Commission aurait donc dû lancer les consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation. En conséquence, le Groupe spécial constate qu'il n'a pas été établi que le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure – aucun projet de mesure n'a été élaboré et transmis entre juillet 2002 et octobre 2002 – était indûment long.

[1455] Les États-Unis n'ont présenté aucun élément de preuve ou argument pour montrer que la Commission aurait pu achever cette tâche en beaucoup moins de temps.

[1456] Pièce EC-92/At. 81.

[1457] Article 13 4) de la Directive 90/220.

Temps total pris depuis la présentation de la demande

7.1928 Les États-Unis présentent également l'argument selon lequel le temps total pendant lequel la demande concernant la pomme de terre transgénique a été en souffrance est excessif et infondé et, partant, injustifié. La demande concernant la pomme de terre transgénique a été présentée pour la première fois pour approbation au titre de la Directive 90/220 en août 1996. Cela signifie qu'à la fin d'août 2003, la procédure d'approbation était en cours depuis plus de sept ans.

7.1929 Le Groupe spécial partage l'avis des États-Unis selon lequel, dans l'absolu, c'est une longue période. Toutefois, comme nous l'avons expliqué précédemment, la simple indication du temps total pendant lequel une demande a été en souffrance ne démontre pas, en elle-même et à elle seule, que le temps pris était indûment long. En effet, certains retards pourraient être imputables, non pas aux Communautés européennes, mais au demandeur. D'autres retards pourraient être imputables aux Communautés européennes, mais ils pourraient être justifiables. Dans le cas des demandes qui ont été présentées au titre de la Directive 90/220 – et la demande concernant la pomme de terre transgénique est l'une d'entre elles – il faut aussi se rappeler que conformément à l'article 35 de la Directive 2001/18, les demandes qui avaient été présentées au titre de la Directive 90/220, mais qui n'avaient pas encore été approuvées en octobre 2002 relevaient dès lors de la Directive 2002/18 et devaient être réévaluées par l'autorité compétente principale. Conséquence inévitable, les demandes qui avaient progressé jusqu'à un stade avancé du processus d'approbation au titre de la Directive 90/220 et étaient ensuite présentées à nouveau à l'autorité compétente principale au titre de la Directive 2001/18 étaient en souffrance pendant de longues périodes. Pourtant, en dépit du fait que l'article 35 de la Directive 2001/18 a entraîné un retard dans certaines procédures d'approbation – y compris celle qui concernait la pomme de terre transgénique – les États-Unis n'ont pas mis en cause les dispositions de l'article 35. Dans ces circonstances, il serait incongru de ne pas tenir compte du fait qu'une partie du temps total pris pour évaluer une demande pertinente était une conséquence directe de l'application de l'article 35.

7.1930 En outre, même si les États-Unis avaient raison d'affirmer qu'avant qu'il y ait un moratoire des CE, les procédures d'approbation étaient généralement achevées en moins de trois ans, il faut se rappeler que les Communautés européennes évaluent les demandes au cas par cas. Ainsi, le fait que la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique n'a pas été achevée en moins de trois ans ne démontre pas, à notre avis, qu'il n'était pas justifiable que les Communautés européennes prennent plus de temps pour traiter la demande concernant la pomme de terre transgénique.[1458]

7.1931 Les États-Unis font valoir en outre qu'étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, le fait que la demande en question a été en souffrance pendant plus de sept ans démontre l'existence d'un retard injustifié. Nous rappelons à cet égard notre constatation selon laquelle le dossier étaye la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* sur les approbations à compter de juin 1999. À cette époque, la demande concernant la pomme de terre transgénique était déjà en souffrance depuis plus de deux ans et dix mois. Ainsi, une partie du temps total pris ne peut pas s'expliquer par le moratoire. En outre, le simple fait qu'un moratoire général était en vigueur n'implique pas nécessairement qu'une demande particulière ait été affectée par ce moratoire. Les États-Unis eux-mêmes ont à maintes reprises dit que "le moratoire était une décision des CE de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation" et qu'"une certaine progression dans le processus, qui s'arrêtait avant la décision finale, n'était pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations

[1458] Il convient de rappeler, d'une manière plus générale, que les procédures d'approbation qui ont été achevées avant qu'il y ait un moratoire sur les approbations n'ont pas été affectées par la circonstance spéciale selon laquelle la Directive 90/220 a été abrogée en 2002.

finales".[1459] Par conséquent, en soi, le fait qu'un moratoire sur les approbations était en vigueur entre juin 1999 et août 2003 n'est pas suffisant pour démontrer que la période pendant laquelle la demande concernant la pomme de terre transgénique avait été en souffrance en août 2003 reflète le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans retard injustifié.

7.1932 En conséquence, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle la période totale pendant laquelle la demande concernant la pomme de terre transgénique avait été en souffrance en août 2003 démontre que le temps pris était indûment long.

Conclusion

7.1933 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles il n'a pas été établi que le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation une fois que le CSP avait rendu son avis – aucun projet de mesure n'a été transmis entre la fin de juillet 2002 et octobre 2002 – était indûment long, ni que le temps total pris par les Communautés européennes jusqu'en août 2003 était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant la pomme de terre transgénique pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant la pomme de terre transgénique, les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

viii) Colza Liberator (EC-68)

7.1934 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza Liberator a été retardé de façon injustifiée.

7.1935 Les **États-Unis** font valoir qu'après que le colza Liberator a reçu un avis favorable du CSP, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis notent que cela a entraîné un retard de deux ans, puisque aucune action n'a été menée au sujet de la demande avant novembre 2002 lorsque le demandeur a été prié de fournir une mise à jour compte tenu de l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Les États-Unis estiment que rien n'indique que la demande posait un quelconque problème pendant l'intervalle de deux ans ni que des renseignements additionnels étaient nécessaires pour l'approbation finale. Selon les États-Unis, le retard de deux ans était donc injustifié.

7.1936 Les États-Unis estiment, en outre, que la demande concernant le colza Liberator est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au

[1459] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza Liberator est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1937 Les **Communautés européennes** font valoir que l'avis du CSP sur le colza Liberator recommandait "un code convenu de bonne utilisation en plein champ de la culture modifiée concernée, avec participation active de l'auteur de la notification visant à encourager l'usage des pratiques les plus adéquates pour les agriculteurs".[1460] Les Communautés européennes estiment que contrairement à ce qu'il avait fait dans le dossier parallèle sur le colza Falcon, le demandeur n'a présenté aucune proposition de code de bonne utilisation suite à l'avis du CSP et il n'a pas du tout communiqué avec l'autorité compétente principale jusqu'à ce que celle-ci lui envoie en novembre 2002 une lettre pour lui rappeler qu'il devait mettre à jour la demande pour janvier 2003. Les Communautés européennes estiment qu'elles ne peuvent pas être tenues pour responsables des retards qui sont causés par le manque de diligence ou les défaillances d'un demandeur.

7.1938 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.1939 Le Groupe spécial rappelle que le CSP a rendu un avis favorable le 30 novembre 2000. Après que le CSP a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant que la Directive 90/220 ait été abrogée en octobre 2002. Après l'abrogation de la Directive 90/220, le 5 novembre 2002, l'autorité compétente principale a pris contact avec le demandeur pour lui rappeler qu'il devait mettre à jour la demande afin qu'elle puisse être examinée plus avant au titre de la Directive 2001/18. Les États-Unis font valoir que la Commission aurait dû soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1940 L'élaboration par la Commission d'un projet de mesure et sa présentation au Comité de réglementation ne constituent pas un processus qui intrinsèquement prend plus de 22 mois. Dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesure au Comité de réglementation dans un délai de quelques mois. Par exemple, dans la procédure concernant le coton Bt-531, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation en moins de trois mois.[1461] De même, dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande un peu moins de trois mois après que l'AESA a rendu son avis.[1462] Il peut être inféré de ces exemples que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation bien avant octobre 2002.

7.1941 Le fait que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002 ne signifie pas nécessairement que la Commission aurait pu le faire dans les circonstances spécifiques de la présente affaire. Les Communautés européennes affirment pour l'essentiel que le fait qu'elles ne l'ont pas fait est justifié compte tenu du fait que le demandeur n'a pas présenté un code de bonne utilisation en plein champ du colza Liberator une fois

[1460] Pièce EC-68/At. 88.
[1461] Pièce EC-65/Ats. 48 et 51.
[1462] Pièce EC-76/Ats. 70 et 72.

que le CSP avait rendu son avis. Toutefois, dans son analyse antérieure de la procédure d'approbation en question, le Groupe spécial a constaté qu'il n'était pas persuadé que le demandeur était censé présenter une proposition de code de bonne utilisation, ni que la Commission n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation parce qu'elle attendait que le demandeur propose un code de bonne utilisation. Le Groupe spécial a en outre constaté qu'en tout état de cause la Commission en l'espèce n'avait pas lancé de consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation, et que le fait que le demandeur n'avait pas présenté une proposition ne faisait pas obstacle au lancement de telles consultations par la Commission.[1463] En conséquence, le Groupe spécial n'est pas en mesure de souscrire à l'avis des Communautés européennes selon lequel le fait que le demandeur n'a pas présenté un code de bonne utilisation justifiait le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1942 Par ailleurs, il convient de noter que l'avis du CSP dans cette procédure remonte à novembre 2000. La Directive 90/220 n'a été abrogée que près de deux ans plus tard. Il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation. Selon l'évaluation du Groupe spécial, l'inaction de la Commission ne peut donc pas être excusée au motif que la procédure d'approbation concernant le colza Liberator ne pouvait pas être achevée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.1943 Dans ses constatations antérieures sur la demande concernant le colza Liberator, le Groupe spécial a noté que la Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. De l'avis du Groupe spécial, même dans ce scénario, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Mais même si la Commission considérait qu'il était douteux qu'il y ait suffisamment de temps compte tenu de l'opposition prévue d'États membres, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission aurait prévu une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme il est signalé plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier juridiquement les gouvernements des pays du Groupe des cinq vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, nous pensons que la Commission n'aurait pas pu légitimement invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1944 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que, dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – aucun projet de mesure n'a été transmis entre la fin de novembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1945 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le colza Liberator a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général

[1463] *Voir supra*, le paragraphe 7.687.

sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation après que le CSP a rendu son avis est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1946 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.1947 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation une fois que le CSP avait émis son avis – aucun projet de mesure n'a été transmis entre la fin de novembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le colza Liberator pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza Liberator, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ix) Maïs Bt-11 (EC-69)

7.1948 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69) a été retardé de façon injustifiée.

7.1949 Les **États-Unis** font valoir qu'après que le maïs Bt-11 (EC-69) a reçu un avis favorable du CSP en novembre 2000 la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis notent qu'en vertu du système d'approbation communautaire après l'avis favorable du CSP, l'étape suivante aurait dû être la présentation de la demande pour approbation par le Comité de réglementation. Selon les États-Unis, toutefois, il n'y a eu aucune action au sujet de la demande pendant les deux années ayant suivi l'avis du CSP et l'inscription suivante dans la chronologie fournie par les Communautés européennes est plutôt une "évaluation des mises à jour par l'autorité compétente principale" en octobre 2002, qui ne comporte aucune explication et n'est étayée par aucune pièce ou pièce jointe. Selon les États-Unis, le long retard survenu après que le CSP a rendu son avis est un élément de preuve convaincant attestant l'existence d'un moratoire général.

7.1950 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-69) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69) est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1951 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après l'avis du CSP, de nouvelles discussions ont eu lieu entre l'autorité compétente principale, le demandeur et la Commission, et qu'elles se sont poursuivies pendant une grande partie de 2002. Elles notent à cet égard que le CSP a recommandé un plan de surveillance, et que la question du plan de surveillance n'a pas été réglée. Elles font observer en outre qu'en mai 2002 le demandeur a fourni des renseignements additionnels, y compris des renseignements supplémentaires sur la séquence et la caractérisation moléculaire de la lignée Bt-11, tenant compte des dispositions de la nouvelle directive, entre autres choses en ce qui concerne la surveillance, la traçabilité et l'étiquetage.

7.1952 Les **États-Unis** répondent que le plan de surveillance auquel il est fait référence dans l'avis du CSP est un plan de gestion de la résistance aux insectes (GRI) et que le CSP n'a jamais recommandé d'apporter des modifications au plan GRI proposé par le demandeur. Les États-Unis notent également que la seule autre mention d'une surveillance visait les changements dans les populations d'insectes non cibles en plein champ, mais que le CSP n'a pas demandé un plan de surveillance des insectes non cibles, ni relevé de lacunes dans la demande. En outre, les États-Unis font valoir que rien dans le dossier n'indique que les organes de réglementation des CE aient jamais pris contact avec le demandeur soit pour identifier un problème soit pour demander des ajouts à la demande.

7.1953 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.1954 Le Groupe spécial rappelle que dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69), le CSP a rendu un avis favorable le 30 novembre 2000. Après que le CSP a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. En octobre 2002, la Directive 90/220 a été abrogée. Les États-Unis font valoir que la Commission aurait dû soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1955 L'élaboration par la Commission d'un projet de mesure et sa présentation au Comité de réglementation ne constituent pas un processus qui intrinsèquement prend plus de 22 mois. Dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesure au Comité de réglementation dans un délai de quelques mois. Par exemple, dans la procédure concernant le coton Bt-531, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation en moins de trois mois.[1464] De même, dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que

[1464] Pièce EC-65/Ats. 48 et 51.

l'AESA a rendu son avis.[1465] Il peut être inféré de ces exemples que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation bien avant octobre 2002.

7.1956 Le fait que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002 ne signifie pas nécessairement que la Commission aurait pu le faire dans les circonstances spécifiques de la présente affaire. Le Groupe spécial croit comprendre que les Communautés européennes affirment que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que, après l'avis du CSP, l'autorité compétente principale, le demandeur et la Commission ont poursuivi les discussions sur un plan de surveillance pendant une grande partie de 2002. Le Groupe spécial croit aussi comprendre que les Communautés européennes affirment que le demandeur a fourni des renseignements additionnels en mai 2002, juste avant que la nouvelle directive entre en vigueur.

7.1957 S'agissant du plan de surveillance, nous avons dit dans des constatations antérieures sur cette procédure d'approbation que nous n'étions pas convaincus par l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation parce que le CSP avait recommandé un plan de surveillance et que la question n'était toujours pas réglée. Nous avons constaté en outre qu'en tout état de cause la Commission en l'espèce n'avait pas lancé de consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et que le fait que le CSP avait dit qu'il fallait exercer une surveillance ne faisait pas obstacle au lancement par la Commission de consultations interservices sur un projet de mesure. En conséquence, nous ne sommes pas à même de souscrire à l'avis des Communautés européennes selon lequel le fait que le CSP a recommandé un plan de surveillance justifiait le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1958 S'agissant des renseignements additionnels fournis par le demandeur en mai 2002, nous avons déjà fait observer précédemment que ces renseignements avaient été manifestement fournis à titre volontaire en vue de mettre à jour la demande en prévision de l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18. Il n'y a pas d'éléments de preuve indiquant que ces renseignements additionnels ont été fournis à la demande de la Commission ou de l'autorité compétente principale. Autrement dit, il n'y a pas de raison de croire que la Commission attendait ces renseignements. À notre avis, par conséquent, les renseignements de mai 2002 ne justifient pas le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation entre novembre 2000 et mai 2002.

7.1959 Par ailleurs, il convient de noter que l'avis du CSP dans cette procédure remonte à novembre 2000. La Directive 90/220 n'a été abrogée que près de deux ans plus tard. Selon notre évaluation, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation.[1466] Selon notre évaluation, l'inaction de la Commission ne peut donc pas être excusée au motif que la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69) ne pouvait pas être achevée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.1960 Dans nos constatations antérieures sur la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-69), nous avons noté que la Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du

[1465] Pièce EC-76/Ats. 70 à 72.

[1466] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que le CSP a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. À notre avis, même dans ce scénario, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Mais même si la Commission considérait qu'il était douteux qu'il y ait suffisamment de temps compte tenu de l'opposition prévue d'États membres, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation. D'un autre côté, la Commission aurait pu prévoir une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Or, comme il est souligné plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier les gouvernements des pays du Groupe des cinq vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, nous pensons que la Commission n'aurait pas pu invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.1961 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que, dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – aucun projet de mesure n'a été transmis entre la fin de novembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

7.1962 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation après que le CSP a rendu son avis est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1963 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.1964 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation une fois que le CSP avait rendu son avis – aucun projet de mesure n'a été transmis entre la fin de novembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au

moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs Bt-11 (EC-69) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-11 (EC-69), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

x) Colza RR (EC-70)

7.1965 Deux parties plaignantes, les États-Unis et le Canada, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) a été retardé de façon injustifiée.

7.1966 Les **États-Unis** font valoir que cette demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant plus de quatre ans. Ils estiment que bien que dans cette procédure le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, celle-ci n'a pas approuvé le produit au titre de la Directive 90/220. Plus spécifiquement, les États-Unis font valoir que le temps total pris au niveau de l'État membre pour l'examen initial a été de 54 mois (du 7 juillet 1998 au 22 janvier 2003), dont 12 mois ont été pris par le demandeur pour répondre aux questions. Les États-Unis affirment que sur le temps total pris dix autres mois ont été consacrés à résoudre des questions de confidentialité en relation avec les méthodes de détection. Ainsi, selon les États-Unis, dans cette procédure l'autorité compétente principale a pris 32 mois pour son examen au lieu des 90 jours mentionnés à l'article 12 de la Directive 90/220. Les États-Unis considèrent ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) comme étant injustifié.

7.1967 Les États-Unis notent, en outre, que le Danemark, l'Italie, la Belgique, l'Autriche, la France et l'Allemagne ont tous formulé des objections à l'égard de l'évaluation initiale favorable de l'autorité compétente principale au motif que de nouvelles règles communautaires concernant la traçabilité et l'étiquetage des produits biotechnologiques devaient être en place avant qu'ils puissent soutenir l'approbation de toute demande. Les États-Unis estiment que cela dénote une réticence à reconnaître la solidité des conclusions scientifiques auxquelles l'autorité compétente principale est parvenue et une opposition à l'approbation quel que soit le bien-fondé de la demande en question. Les États-Unis notent, en outre, que l'Autriche et le Danemark ont aussi formulé des objections parce qu'à leur avis des questions concernant la responsabilité et la coexistence restaient à régler. Les États-Unis estiment que le désir d'avoir des règles traitant ces questions ne peut pas justifier un retard. Sinon, un Membre pourrait toujours dire qu'il souhaiterait un meilleur régime réglementaire en ce qui concerne des aspects sans rapport avec l'environnement, la santé des personnes ou des animaux et retarder indéfiniment les approbations, rendant vaine la discipline "pas de retard injustifié".

7.1968 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le colza RR (EC-70) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau de l'État membre depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1969 Le **Canada** note qu'en février 2000 l'Institut d'État pour le contrôle de la qualité des produits agricoles des Pays-Bas (RIKILT-DLO), qui est chargé de donner des avis scientifiques concernant la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, a effectué une évaluation favorable du colza

RR (EC-70). Le 10 janvier 2001, le Comité de la modification génétique des Pays-Bas (COGEM), qui est chargé de donner des avis scientifiques concernant la santé humaine et l'environnement, a achevé son évaluation par une conclusion favorable. En janvier 2003, l'autorité compétente des Pays-Bas a publié un rapport d'évaluation général favorable. Le Canada estime que le retard de deux ans pris par l'autorité compétente des Pays-Bas pour achever son rapport d'évaluation général et le transmettre à la Commission est injustifié et excessif.

7.1970 Le Canada fait valoir également que le temps total pris par les Pays-Bas pour examiner ce dossier a été de 54 mois (du 7 juillet 1998 au 22 janvier 2003). Sur ces 54 mois, le demandeur a pris au total 12 mois pour répondre aux questions. Dix autres mois ont été consacrés à des discussions sur le caractère confidentiel de certains renseignements fournis par le demandeur au-delà des prescriptions juridiques de la législation en matière d'approbation alors en vigueur. Le Canada estime que même si cette dernière période n'était pas prise en compte dans ce calcul, les 32 mois restants contrastent fortement avec les 90 jours prévus dans la Directive 90/220 pour cette étape procédurale. De l'avis du Canada, il est raisonnable d'en inférer qu'à la lumière du moratoire, les autorités des Pays-Bas adoptaient une approche résolument lente.

7.1971 S'agissant du retard causé par la question de la confidentialité, le Canada note que l'Annexe C) 1) d) de l'*Accord SPS* dispose que les Membres de l'OMC feront en sorte "que le caractère confidentiel des renseignements concernant les produits importés, qui peuvent résulter du contrôle, de l'inspection et de l'homologation ou être fournis à cette occasion, soit respecté [...] de manière à ce que les intérêts commerciaux légitimes soient protégés". Au titre de l'article 25 de la Directive 2001/18, un demandeur est habilité à demander que les renseignements sensibles du point de vue commercial soient protégés, ce que le demandeur en l'espèce a fait en mars 2001. Le Canada est donc d'avis que les retards découlant du fait qu'un demandeur cherche à assurer le respect d'obligations, tant au titre de l'*Accord SPS* que de la législation nationale, concernant la protection des intérêts commerciaux légitimes ne devraient pas être imputés au demandeur.

7.1972 En plus de ce qui précède, le Canada estime que le fait que les Communautés européennes n'ont pas approuvé ce produit au titre de la Directive 2001/18 aggrave le retard déjà injustifié et excessif. Le Canada estime que les "barrages" injustifiés qui ont été imposés à maintes reprises par les États membres en entraînant des retards excessifs – objections injustifiées à l'égard de l'évaluation initiale favorable de l'autorité compétente principale en mars 2003, fait que le Comité de réglementation n'a pas obtenu la majorité qualifiée à sa réunion du 16 juin 2004 – démontrent que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C) 1) de l'*Accord SPS*.

7.1973 S'agissant des objections formulées par les États membres, le Canada note que le Danemark, l'Italie, la France, l'Autriche et la Belgique ont formulé des objections, non pas sur la base de préoccupations en matière de sécurité sanitaire, mais au motif que l'approbation de la demande en question devrait être suspendue en attendant l'adoption d'une nouvelle législation communautaire sur la traçabilité et l'étiquetage. Le Canada soutient en outre que le Danemark (au sujet du transport du colza RR (EC-70)) et l'Italie (au sujet de l'utilisation d'herbicides) ont formulé des objections n'entrant pas dans le champ d'application de l'évaluation prévue par la Directive 2001/18. Enfin, le Canada fait valoir que des objections formulées étaient dénuées de pertinence eu égard à la portée de l'approbation demandée (à savoir, pour importation et transformation). Le Danemark a demandé qu'un plan de surveillance inclue des observations sur la dispersion et le transfert des gènes au colza et aux espèces apparentées.[1467] De même, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Espagne et l'Autriche ont formulé des objections au motif qu'un plan de surveillance postérieure à la commercialisation devait être proposé pour évaluer la dispersion accidentelle des graines. Le Canada fait observer que le comité scientifique

[1467] Pièce EC-70/At. 26.

des Communautés européennes a confirmé à maintes reprises, et en particulier pour le colza, que le simple fait qu'il puisse y avoir dispersion des graines et transfert des gènes entre espèces apparentées domestiques ou sauvages n'est pas en soi négatif pour la santé humaine ou l'environnement. En outre, le Canada fait observer que la portée de l'approbation couvrait l'importation uniquement, par opposition à la plantation – fait qui n'attire pas normalement l'attention sur la dispersion accidentelle des graines, parce que le grain importé est traité au port d'entrée où la dispersion accidentelle est contrôlée conformément à des normes réglementaires et en vue d'éviter une perte économique.

7.1974 Le Canada fait valoir également que le temps total consacré à l'examen par l'État membre de l'évaluation initiale de l'autorité compétente principale a été de huit mois (du 22 janvier 2003 au 6 octobre 2003) au lieu de 105 jours, période envisagée à l'article 15 de la Directive 2001/18.

7.1975 S'agissant du fait que le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée à sa réunion du 16 juin 2004, le Canada note qu'avant le vote, l'AESA a rendu un avis favorable et qu'en rendant son avis favorable, l'AESA a pris en considération l'ensemble des objections formulées par les États membres en ce qui concerne les questions de sécurité sanitaire. Le Canada considère, par conséquent, que quelle que soit la motivation pour laquelle les États membres votent contre ou s'abstiennent de voter, de telles motivations n'étaient pas justifiées par des considérations scientifiques relatives à la santé ou à la sécurité sanitaire. De l'avis du Canada, il s'ensuit que le fait que le Comité de réglementation n'a pas approuvé la demande imposait des retards additionnels abusifs.

7.1976 Enfin, le Canada soutient que le temps qu'a pris jusqu'ici cette demande pour franchir les étapes du système d'approbation – sept ans – est, selon n'importe quel critère raisonnable, "injustifié" et constitue donc une violation de l'Annexe C 1) a), sans oublier qu'elle n'a toujours pas été approuvée. Toutefois, le temps pendant lequel cette demande a traîné dans la procédure d'approbation n'est pas la seule raison pour laquelle le Canada allègue que le retard a été injustifié. D'abord et avant tout, les Communautés européennes avaient mis en place, depuis octobre 1998, un moratoire sur les approbations injustifié. En outre, le refus d'approuver la demande concernant le colza RR (EC-70) n'est pas établi sur la base d'une évaluation des risques, malgré de nombreuses évaluations des risques favorables effectuées par les propres comités scientifiques des Communautés européennes.

7.1977 Les **Communautés européennes** font valoir que dans cette procédure il y a eu un échange de correspondance continu entre l'autorité compétente principale et le demandeur jusqu'en décembre 2002, lorsque le demandeur a mis à jour sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18. Selon les Communautés européennes, cette période a été entièrement consacrée à la solution de questions scientifiques et techniques, comme la caractérisation moléculaire et la sécurité sanitaire des aliments pour animaux. L'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire et sur certains aspects de la sécurité sanitaire des aliments pour animaux, et les échanges sur ces questions se sont poursuivis jusqu'en 2000. Après l'adoption de la Directive 2001/18 en mars 2001, l'autorité compétente principale a prié le demandeur de fournir des renseignements sur une méthode de détection ainsi que le prescrivait la nouvelle législation. Le demandeur a demandé que les renseignements à fournir soient traités comme confidentiels. L'autorité compétente principale n'a pas accepté dans un premier temps les raisons avancées pour demander ce traitement et plusieurs lettres ont été échangées à ce sujet. L'autorité compétente principale a aussi demandé du matériel de référence, ce qui a encore suscité un débat sur la confidentialité. Les Communautés européennes notent que ces questions n'ont été réglées qu'à l'automne de 2002. La Directive 2001/18 était alors entrée en vigueur et l'autorité compétente principale et le demandeur ont œuvré à la mise à jour de la demande conformément à la Directive 2001/18. En ce qui concerne la question de la confidentialité, les Communautés européennes font observer que c'est à la demande du demandeur que la discussion sur ces questions a

été engagée et que les Communautés européennes ne peuvent pas être responsables de tout glissement dans le calendrier résultant d'une demande faite par un demandeur.

7.1978 Les Communautés européennes font observer en outre qu'une fois que le demandeur avait fourni une mise à jour, la demande est passée immédiatement au niveau communautaire. Quelques États membres ont demandé des renseignements additionnels et six États membres ont formulé des objections. Les objections concernaient les questions de la caractérisation moléculaire (données insuffisantes), les études d'alimentation, le plan de surveillance, l'allergénicité, les méthodes de détection/d'identification ainsi que la traçabilité et l'étiquetage. Des réunions ont eu lieu avec le demandeur pour régler ces questions et le demandeur a fourni des renseignements additionnels. Les Communautés européennes soutiennent que les objections formulées par les États membres reposaient sur des préoccupations légitimes et scientifiquement fondées, ou des prescriptions réglementaires n'entrant pas dans le champ du présent différend (traçabilité et étiquetage).

7.1979 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.1980 Nous notons que dans la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) le demandeur a présenté une demande à l'autorité compétente principale (les Pays-Bas) le 7 juillet 1998. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le dossier a été transmis à la Commission avec un rapport d'évaluation favorable le 16 janvier 2003, après que le demandeur avait fourni une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18.

7.1981 Les États-Unis et le Canada affirment que l'autorité compétente principale a pris trop de temps pour achever son évaluation. Ils notent que l'autorité compétente principale a pris beaucoup plus de temps pour sa propre évaluation de la demande que les 90 jours envisagés à l'article 12 2) de la Directive 90/220.[1468] Nous considérons que cela est exact.[1469] Toutefois, la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de 90 jours fixé dans la Directive 90/220 n'est pas à notre avis déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. En effet, la législation des différents Membres de l'OMC peut fixer pour ce type d'évaluation des délais qui sont plus ou moins stricts. Néanmoins, nous considérons que le délai indiqué dans la Directive 90/220 constitue un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de 90 jours est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre de la Directive 90/220. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.[1470]

[1468] Nous rappelons que les 90 jours envisagés dans la Directive 90/220 n'incluent pas les éventuelles périodes pendant lesquelles l'autorité compétente principale attend des renseignements complémentaires qu'elle a demandés au demandeur.

[1469] Par exemple, comme il ressort clairement de la pièce EC-70, l'autorité compétente principale a évalué la demande entre le 13 août 1998 et le 25 septembre 1999; entre le 2 avril 1999 et le 17 août 1999; et entre le 18 novembre 1999 et le 21 janvier 2000 lorsqu'il apparaît que le RIKILT-DLO a demandé des renseignements additionnels (pièce EC-70/At. 17). Ces périodes, qui ne sont que des exemples, représentent déjà au total plus de sept mois.

[1470] Nos remarques concernant le délai de 90 jours indiqué à l'article 12 2) de la Directive 90/220 sont également applicables, *mutatis mutandis*, au délai correspondant de 90 jours indiqué à l'article 14 2) de la Directive 2001/18.

7.1982 En l'espèce, toutefois, les Communautés européennes soutiennent que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 2002, lorsque le demandeur a complété sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18, était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques.[1471] Puisque nous ne considérons pas le fait que le délai de 90 jours a été dépassé comme déterminant, en soi, nous allons maintenant examiner s'il était justifié que l'autorité compétente principale transmette un rapport d'évaluation à la Commission seulement au milieu de janvier 2003.

7.1983 Dans ses constatations antérieures sur la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70), le Groupe spécial a noté qu'il croyait comprendre que lorsqu'elle évaluait les demandes de mise sur le marché, l'autorité compétente des Pays-Bas prenait notamment en considération l'avis du COGEM et l'avis du RIKILT-DLO. Dans la procédure d'approbation en question, le RIKILT-DLO a rendu son avis favorable en février 2000[1472], et l'autorité compétente principale a informé par courriel le demandeur en mars 2000 qu'il n'avait pas à fournir des renseignements techniques complémentaires pour l'évaluation des risques.[1473] Le COGEM n'a pas rendu son avis favorable avant le 10 janvier 2001.[1474]

7.1984 S'agissant de l'avis du COGEM, il convient de rappeler que le COGEM s'est réuni en septembre 1998 pour examiner la demande en question. Il en est résulté une demande de renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire, qui a été transmise au demandeur en septembre 1998 également.[1475] Le demandeur a fourni les renseignements demandés en décembre 1998.[1476] Pourtant, il a fallu encore deux ans avant que le COGEM se réunisse à nouveau pour examiner la demande et les renseignements additionnels. La réunion pertinente s'est tenue en décembre 2000, un mois avant que le COGEM rende son avis final.[1477] Le dossier n'étaye pas l'inférence selon laquelle le COGEM a rendu son avis seulement en janvier 2001 parce qu'il devait résoudre des questions scientifiques ou techniques. Rien non plus dans le dossier n'indique que le COGEM avait d'autres raisons de retarder la formulation de son avis. Il n'y a donc aucune raison apparente expliquant pourquoi le COGEM n'aurait pas pu rendre son avis avant que l'autorité compétente principale ait informé le demandeur par courriel qu'il n'avait pas à fournir des renseignements techniques complémentaires, ou au moment où elle le faisait, c'est-à-dire avant ou en mars 2000.

7.1985 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial considère qu'au plus tard en mars 2000, l'autorité compétente principale aurait pu avoir tous les éléments pour achever son rapport d'évaluation. Les Communautés européennes notent que le demandeur a fourni des renseignements additionnels en avril et mai 2000. Il est exact que dans le courriel susmentionné de mars 2000 adressé par l'autorité compétente principale au demandeur, l'autorité compétente principale indiquait aussi que le nom officiel et l'enregistrement du demandeur devraient être confirmés, et qu'il faudrait modifier la demande initiale pour tenir compte des renseignements additionnels fournis pendant le processus

[1471] Deuxième communication écrite des CE, paragraphe 199.

[1472] Pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5; *voir aussi* la pièce CDA-57.

[1473] Pièce EC-70/At. 18; pièce CDA-132.

[1474] Pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5; *voir aussi* la pièce CDA-57.

[1475] Pièce EC-70/At. 7.

[1476] Pièce EC-70/Ats. 9 et 10.

[1477] Pièce EC-70/At. 17, page 2 (en néerlandais), lettre datée du 10 janvier 2001 et adressée par le COGEM à l'autorité compétente des Pays-Bas, page 2. *Voir aussi* la pièce EC-70/At. 66, Résumé de l'évaluation effectuée par l'autorité compétente des Pays-Bas (GT73), page 5.

d'évaluation.[1478] En avril 2000, le demandeur a confirmé son nom officiel et son enregistrement.[1479] Et au milieu de mai 2000, le demandeur a envoyé un projet de document à l'autorité compétente principale pour indiquer comment il entendait modifier la demande initiale et pour solliciter des observations et des suggestions.[1480] L'autorité compétente principale a répondu qu'elle communiquerait ses "constatations" dès que possible, probablement dans un délai de moins de 15 jours.[1481] Cette estimation démontre que le document présenté au milieu de mai 2000 ne nécessitait pas une longue analyse de la part de l'autorité compétente principale. En outre, le Groupe spécial ne considère pas que le courriel de mars 2000 adressé par l'autorité compétente principale constitue une demande formelle de renseignements qui a entraîné un arrêt des pendules.[1482]

7.1986 Si, comme le Groupe spécial le pense, l'autorité compétente principale avait pu obtenir tous les éléments nécessaires au moins pour mars 2000, on peut raisonnablement supposer que l'autorité compétente principale aurait pu achever son rapport d'évaluation au plus tard 90 jours après, c'est-à-dire vers la fin de juin 2000. Il convient de rappeler que l'article 12 2) de la Directive 90/220 exige qu'"au plus tard 90 jours après réception" d'une demande, l'autorité compétente principale, en cas d'évaluation favorable, transmette la demande à la Commission avec avis favorable. Le Groupe spécial a déjà fait observer en ce qui concerne le délai correspondant de 90 jours fixé dans la Directive 2001/18 que ce délai constituait un indicateur utile pour déterminer combien de temps pourrait être nécessaire pour achever une évaluation au niveau de l'État Membre. Supposer que 90 jours auraient été suffisants semble d'autant plus raisonnable qu'en mars 2000, l'autorité compétente principale avait déjà évalué la demande pendant plus que les 90 jours envisagés à l'article 12 2) de la Directive 90/220.[1483]

7.1987 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial considère que l'autorité compétente principale aurait pu transmettre son rapport d'évaluation à la Commission bien avant la fin de 2000 et par conséquent largement avant le milieu de janvier 2003. Cela signifie que, contrairement à ce que soutiennent les Communautés européennes, le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 2002 n'était pas nécessaire dans sa totalité pour résoudre des questions scientifiques et techniques. En outre, le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé et transmis un rapport d'évaluation avant la fin de 2000 ne pourrait pas, de l'avis du Groupe spécial, être excusé au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour achever la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. La Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant octobre 2002. Il y avait donc assez de temps pour que les autres États Membres examinent le rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale dans les

[1478] Pièce EC-70/At. 18.

[1479] Pièce EC-70/At. 19. En outre, le demandeur a envoyé certains renseignements dont les Communautés européennes reconnaissent qu'ils avaient déjà été transmis à l'autorité compétente principale. Réponse des CE à la question n° 152 du Groupe spécial.

[1480] Pièce EC-70/At. 21. Le Groupe spécial ne voit rien qui puisse servir de base à l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle le projet de document pertinent était "un nouvel élément dans le processus d'autorisation parce qu'[il] modifi[ait] les modalités de la demande". Le Groupe spécial ne pense pas non plus que la pièce EC-70/At. 23 étaye la conclusion selon laquelle l'autorité compétente principale était toujours en train d'"analys[er] la mise à jour" en novembre 2000. Réponse des CE à la question n° 152 du Groupe spécial.

[1481] Pièce EC-70/At. 22.

[1482] En effet, la chronologie fournie au Groupe spécial par les Communautés européennes ne décrit pas la communication en tant que telle, ce qui contraste avec les autres entrées de la chronologie. Pièce EC-70/At. 18.

[1483] Comme il a été noté précédemment et à titre d'exemple, l'autorité compétente principale a évalué la demande entre le 13 août 1998 et le 25 septembre 1999 ainsi qu'entre le 2 avril 1999 et le 17 août 1999. Ces périodes représentent au total plus de 90 jours. Pièce EC-70.

60 jours suivant la distribution du rapport d'évaluation et, en l'absence d'objections, pour que l'autorité compétente principale donne son consentement à la mise sur le marché du colza RR (EC-70).[1484]

7.1988 Dans ses constatations antérieures, le Groupe spécial a aussi indiqué que même à supposer que le COGEM n'ait pas pu rendre son avis avant janvier 2001, les Pays-Bas auraient néanmoins pu achever et transmettre leur rapport d'évaluation plus tôt qu'ils ne l'ont fait. Plus précisément, le Groupe spécial a noté que lorsque le COGEM a rendu son avis en janvier 2001, l'autorité compétente principale n'a pas achevé son rapport d'évaluation mais le 12 mars 2001 – date d'adoption de la Directive 2001/18 – a demandé une méthode de détection fondée sur les dispositions de la Directive 2001/18, même si cette directive n'est pas entrée en vigueur avant octobre 2002. Le demandeur a présenté une méthode de détection quatre jours plus tard.[1485] Toutefois, le demandeur a demandé un traitement confidentiel pour la méthode de détection. Il en est résulté un échange de huit mois avec le demandeur. Comme nous l'avons noté précédemment, pendant cet échange, l'autorité compétente principale a causé des retards en ne demandant pas une clarification dans les moindres délais. Notre examen est axé sur les retards causés par l'autorité compétente principale au cours de l'échange sur les questions de confidentialité.

7.1989 Nous commençons notre examen en rappelant les faits pertinents. En mai 2001, l'autorité compétente principale a prié le demandeur de reconsidérer sa demande de traitement confidentiel de la méthode de détection qu'il avait présentée ou à défaut de fournir d'autres justifications. Elle a aussi déclaré que si elle ne recevait pas d'autres justifications pour juin 2001, elle se prononcerait sur la demande.[1486] En septembre 2001, après avoir fourni d'autres clarifications à la demande de l'autorité compétente principale et "pour que le processus d'approbation continue de progresser", le demandeur a accepté de divulguer le protocole de détection du colza RR (EC-70). Mais il a demandé que les séquences des amorces du protocole demeurent confidentielles jusqu'à ce que la première demande de brevet soit publiée.[1487] En réponse, l'autorité compétente principale a à nouveau demandé d'autres justifications. Après avoir reçu des justifications additionnelles, elle a fait droit en janvier 2002 à la demande de traitement confidentiel des séquences des amorces.

7.1990 Il ressort clairement de ces faits qu'il y avait un désaccord entre l'autorité compétente principale et le demandeur sur le point de savoir si certains renseignements étaient par nature confidentiels. L'article 19 de la Directive 90/220 dispose qu'en pareils cas, il appartient à l'autorité compétente principale de décider, après avoir consulté le demandeur, si les renseignements devraient

[1484] Dans ses constatations antérieures sur la demande concernant le colza RR (EC-70), le Groupe spécial a noté que les Pays-Bas auraient pu considérer que tant que la Directive 90/220 était toujours en vigueur, il n'y avait pas de perspective réaliste que le Groupe des cinq pays et la Commission autorisent l'approbation finale de la demande en question. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié que les Pays-Bas n'ont pas transmis un rapport d'évaluation à la Commission. Les Pays-Bas auraient pu prévoir l'opposition du Groupe des cinq pays sur la base de leur déclaration de juin 1999. Comme il est indiqué plus haut, nonobstant cette déclaration, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire d'approuver des demandes. Il en est de même pour la Commission, qui n'avait pas publié une déclaration comparable à celle du Groupe des cinq pays.

[1485] Étant donné que la Directive 2001/18 n'était pas encore en vigueur à la date de la demande formulée par l'autorité compétente principale, on peut soutenir que le demandeur n'était pas obligé, en droit communautaire, de s'y conformer. À notre avis, il ne fait aucun doute au vu du libellé de la demande de l'autorité compétente principale visant à obtenir une méthode de détection que le demandeur savait que le fondement de la demande était une législation pas encore en vigueur. Mais rien dans le dossier n'indique que le demandeur ait contesté la régularité de la demande.

[1486] Pièce EC-70/At. 26.

[1487] Pièce EC-70/At. 30.

être traités confidentiellement.[1488] Il apparaît au Groupe spécial que l'autorité compétente principale a suivi cette procédure. Toutefois, elle a pris beaucoup de temps – huit mois – pour régler la question du caractère confidentiel des renseignements pertinents. Alors que le demandeur a pris au total trois mois et demi pour répondre aux diverses demandes de justifications complémentaires, en juin 2001 l'autorité compétente principale a attendu plus d'un mois après avoir reçu les justifications complémentaires avant d'y donner suite en demandant encore plus de justifications.[1489] Une situation semblable s'est produite en septembre 2001 lorsque l'autorité compétente principale a attendu plus de deux mois avant de donner suite en présentant une autre demande.[1490] Les justifications fournies par le demandeur en juin et septembre 2001 n'étaient ni très nombreuses ni particulièrement complexes.[1491] En outre, en juin et septembre 2001, il n'y avait aucune raison apparente pour que l'autorité compétente principale considère qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour approuver la demande avant que la Directive 90/220 soit abrogée en octobre 2002. Le Groupe spécial ne voit donc rien qui justifie le fait que l'autorité compétente principale n'a pas donné suite plus rapidement. De l'avis du Groupe spécial, l'action menée avec retard par l'autorité compétente principale en réponse aux communications de juin et de septembre du demandeur démontre que, contrairement à ce que les Communautés européennes soutiennent, le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 2002 n'était pas nécessaire dans sa totalité pour résoudre des questions scientifiques et techniques.

7.1991 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le colza RR (EC-70) - notamment le temps passé à attendre que le COGEM rende son avis, et le temps pris pour donner suite aux justifications fournies par le demandeur pour sa demande de traitement confidentiel de certains renseignements - était indûment long.

7.1992 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement des Pays-Bas était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.1993 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et le Canada à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.1994 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

[1488] Le Canada se réfère aux dispositions analogues de l'article 25 de la Directive 2001/18. Toutefois, ces dispositions n'étaient pas applicables à l'époque.

[1489] Pièce EC-70/At. 28.

[1490] Pièce EC-70/At. 33.

[1491] La lettre de juin adressée par le demandeur comporte deux pages, celle de septembre une seule page.

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le colza RR (EC-70) était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le colza RR (EC-70) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le colza RR (EC-70) était indûment long. Sur la base de cette constatation, le Groupe spécial accepte l'affirmation du Canada selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas "examiné ni approuvé, sans retard injustifié", la demande concernant le colza RR (EC-70), et selon laquelle elles n'ont donc pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans "retard injustifié". En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza RR (EC-70), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xi) Soja LL (EC-71)

7.1995 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71) a été retardé de façon injustifiée.

7.1996 Les **États-Unis** estiment que bien que dans cette procédure le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, cette dernière n'a pas approuvé le produit au titre de la Directive 90/220.

7.1997 Les États-Unis font observer également que la demande concernant le soja LL (EC-71) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71) est excessif et infondé et, partant, injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.1998 L'**Argentine** allègue que la demande a été retardée au niveau de l'État membre pendant 68 mois sans qu'une décision finale soit prise au sujet de son approbation. Elle affirme que les Communautés européennes n'ont ni traité la demande, ni procédé à l'évaluation des risques nécessaire. Elle fait valoir qu'il n'y a pas de justification scientifique du retard, puisque les "rapports initiaux" n'ont pas été établis.

7.1999 Les **Communautés européennes** donnent trois explications du retard au niveau de l'État membre: 1) les demandes de renseignements complémentaires présentées par l'autorité compétente principale entre septembre 1998 et 2001; 2) les problèmes procéduraux découlant du fait que le demandeur a présenté au Portugal une demande concernant le même produit; et 3) les retards dus au fait que le demandeur n'a pas répondu aux demandes de renseignements additionnels le 25 février 2003.

7.2000 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2001 Nous notons que dans la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71), le demandeur a présenté une demande à l'autorité compétente principale (Belgique) le 28 septembre 1998. En septembre 1999, le demandeur a présenté au Portugal une demande concernant le même produit. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le demandeur a mis à jour la demande le 15 janvier 2003. Toujours en janvier 2003, le demandeur a retiré la demande parallèle présentée au Portugal.

7.2002 Nous rappelons qu'en ce qui concerne l'évaluation du soja LL (EC-71) par la Belgique il peut être utile de distinguer trois périodes séparées: 1) la période entre la présentation de la demande à l'autorité compétente belge et celle de la demande concomitante au Portugal; 2) la période entre la présentation de la demande concomitante au Portugal et l'abrogation de la Directive 90/220; et 3) la période entre la présentation de la demande au titre de la Directive 2001/18 et le retrait de la demande par le demandeur.

7.2003 Le Groupe spécial commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre pendant la période précédant la présentation de la demande parallèle au Portugal. Nous rappelons que dans une lettre datée du 31 mars 1999, le Conseil belge de biosécurité a dit qu'il était "d'avis que le dossier [concernant la demande présentée au titre de la Directive 90/220] sous sa forme actuelle (avec l'adjonction des données moléculaires et après des corrections mineures) [pouvait] être transmis à la Commission européenne avec avis favorable".[1492] Sur la base de l'avis de mars 1999 du Conseil de biosécurité l'autorité compétente belge a le 28 mai 1999 demandé davantage de renseignements, y compris des renseignements sur la caractérisation moléculaire, l'analyse nutritionnelle (concernant la procédure d'approbation du soja LL (EC-93)) et les aspects relatifs aux herbicides.[1493] Le demandeur n'a pas répondu à la demande de mai 1999 avant juillet 2001.

7.2004 Les Communautés européennes ne donnent aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre la demande de renseignements additionnels du Conseil belge de biosécurité. Certes l'autorité compétente principale en tant qu'organisme responsable pouvait examiner la demande afin de déterminer s'il était approprié de la transmettre au demandeur, mais nous ne sommes pas convaincus, en l'absence de toute justification fournie par les Communautés

[1492] Pièce EC-71/At. 16.
[1493] Pièce EC-71/Ats. 17 et 22.

européennes, que deux mois étaient nécessaires pour examiner cette demande ordinaire de renseignements additionnels. En effet, à un stade antérieur de la procédure d'approbation, l'autorité compétente principale avait transmis une demande semblable du Conseil de biosécurité en quelques jours.[1494] Nous considérons donc que l'autorité compétente principale aurait pu et dû agir plus rapidement qu'elle ne l'a fait lorsque le Conseil de biosécurité a suggéré une demande de renseignements additionnels en mars 1999.

7.2005 Comme il a été indiqué, le demandeur n'a pas répondu à la demande additionnelle de renseignements présentée en mai 1999 par l'autorité compétente principale avant juillet 2001, c'est-à-dire plus de deux ans plus tard. Entre-temps, toutefois, le demandeur avait présenté une demande au Portugal. Le temps pendant lequel une demande parallèle a été maintenue concomitamment au Portugal a contribué à retarder la progression de la demande en Belgique. Nous notons à cet égard que dans une communication à la Belgique datée du 1er décembre 2000, le demandeur a explicitement fait part de son intention de maintenir les deux demandes.[1495] Dans cette lettre le demandeur disait aussi qu'il prendrait toutes les mesures nécessaires pour s'assurer qu'une demande seulement serait distribuée au niveau communautaire. Le 5 décembre 2000, le Conseil consultatif de biosécurité de l'autorité compétente belge a confirmé la poursuite du processus d'évaluation en Belgique et a prié le demandeur de transmettre les questions posées par l'autorité compétente portugaise dans la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-81) afin de compléter le dossier de la demande en Belgique.[1496] Le 5 septembre 2001, dix mois après avoir confirmé la poursuite du processus d'évaluation en Belgique, l'autorité compétente belge a fait savoir au demandeur que l'évaluation plus poussée de la demande serait suspendue jusqu'à ce qu'il désigne un seul pays pour traiter la demande.[1497] Le demandeur a répondu le 8 octobre 2001 qu'il maintenait les deux demandes concomitantes.[1498] Il n'y a eu apparemment pas d'autres échanges entre le demandeur et l'autorité compétente principale jusqu'en janvier 2003, lorsque le demandeur a mis à jour la demande présentée à la Belgique au titre de la Directive 2001/18. Bien qu'il n'y ait aucun élément de preuve versé au dossier pour le confirmer, il apparaît qu'étant donné la réponse du demandeur l'autorité compétente principale n'a pas poursuivi l'évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) entre octobre 2001 et janvier 2003. Ainsi, il apparaît que l'examen de la demande a été suspendu à compter de septembre 2001 par suite du refus du demandeur de renoncer à une des deux demandes présentées au titre de la Directive 90/220.

7.2006 Nous notons que le demandeur était d'avis que la Directive 90/220 ne l'empêchait pas de présenter des demandes identiques à des autorités compétentes principales différentes. Il a néanmoins reconnu que cette approche pouvait créer des problèmes procéduraux et il a donc indiqué qu'il retirerait une des deux demandes dès que l'une d'elles serait prête à être transmise à la Commission. L'autorité compétente belge paraît avoir considéré que l'approche suivie par le demandeur était soit non autorisée par la Directive 90/220 soit d'une autre manière inappropriée.

7.2007 Les États-Unis et l'Argentine n'ont pas présenté d'arguments ou d'éléments de preuve qui indiqueraient que la position de la Belgique reposait sur une interprétation incorrecte de la Directive 90/220. Bien que la Directive 90/220 n'exige pas explicitement que les demandes soient maintenues auprès d'une seule autorité compétente, elle n'indique pas non plus explicitement que les demandes peuvent être maintenues auprès de plus d'une autorité compétente. Nous notons que la question des demandes parallèles s'est posée uniquement dans la procédure d'approbation concernant

[1494] Pièce EC-71/Ats. 4 et 5.
[1495] Pièce EC-71/At. 23.
[1496] Pièce EC-71/At. 24.
[1497] Pièce EC-71/At. 28.
[1498] Pièce EC-71/At. 29.

le maïs Bt-11 (EC-80). Dans cette procédure, l'autorité compétente principale en Espagne ne paraît pas avoir considéré que c'était un problème.[1499] Par ailleurs, il convient aussi de noter que le demandeur dans la procédure concernant le soja LL (EC-71) ne contestait apparemment pas le refus de la Belgique de continuer à examiner sa demande.

7.2008 D'après les renseignements portés à notre connaissance, il n'est pas évident que la position de la Belgique sur cette question, qui l'a apparemment amenée à suspendre l'examen de la demande concernant le soja LL (EC-71) au titre de la Directive 90/220, était un simple prétexte pour retarder l'examen de la demande. En effet, la Belgique a fait savoir au demandeur qu'elle poursuivrait l'examen de la demande pertinente si le demandeur décidait de renoncer à la demande présentée au Portugal. En outre, en appliquant les dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a), nous pensons que nous devons être conscients des ressources limitées des Membres et de la nécessité qui en découle d'éviter les doubles emplois inutiles et l'inefficacité administrative. Ainsi, un retard dans l'examen d'une demande qui a été causé par le refus d'un Membre de mener des procédures d'approbation concomitantes en ce qui concerne une demande identique ne nous apparaît pas comme étant injustifiable en soi. Compte tenu de ces éléments, nous ne sommes pas convaincus que dans les circonstances spécifiques de la présente affaire, le refus de la Belgique de poursuivre son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) alors que le demandeur maintenait sa demande concomitante au Portugal a entraîné une perte de temps qui était injustifiable.

7.2009 En ce qui concerne l'examen de cette demande au titre de la Directive 2001/18, nous notons qu'après que le demandeur a mis à jour sa demande au titre de la Directive 2001/18 (15 janvier 2003) et retiré sa demande au Portugal (27 janvier 2003), l'autorité compétente belge a accusé réception de la demande mise à jour et a demandé des renseignements complémentaires concernant la caractérisation moléculaire, les méthodes de détection et les matériels de référence. Le demandeur a fourni des réponses informelles préliminaires au sujet des renseignements concernant les prescriptions en matière d'étiquetage et les méthodes de détection en mars 2003. Rien n'indique que d'autres échanges aient eu lieu entre le demandeur et l'autorité compétente principale jusqu'à ce que le demandeur retire sa demande en juillet 2004.

7.2010 Les Communautés européennes allèguent que le retard qui s'est produit après que le demandeur avait fourni les réponses informelles préliminaires était imputable au demandeur. Le dossier montre que le demandeur a fourni une réponse partielle à la demande de renseignements additionnels de l'autorité compétente principale et a indiqué que des renseignements complémentaires seraient communiqués concernant les échantillons de référence d'ADN génomique pour ce produit. Étant donné l'intention déclarée du demandeur de fournir des renseignements complémentaires pour répondre aux questions de l'autorité compétente principale et l'absence d'arguments sur ce point de la part des États-Unis et de l'Argentine, il est raisonnable de penser que l'autorité compétente principale attendait la fourniture de renseignements complémentaires. En conséquence, nous n'avons aucune raison d'être en désaccord avec les Communautés européennes lorsqu'elles soutiennent que le retard en question était imputable au demandeur plutôt qu'à l'autorité compétente principale.

7.2011 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) - spécifiquement le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre la demande de renseignements additionnels suggérée par le Conseil de biosécurité en mars 1999 - était indûment long.

[1499] Pièce EC-80/At. 12.

7.2012 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons notre constatation antérieure selon laquelle le dossier étaye la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* sur les approbations à compter de juin 1999. Notre constatation selon laquelle le temps pris par la Belgique pour son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) était indûment long est fondée sur l'idée que l'autorité compétente principale aurait pu et dû transmettre sa demande de renseignements additionnels de mai 1999 plus tôt qu'elle ne l'a fait. Ainsi, notre constatation ci-dessus se rapporte à une période antérieure à juin 1999. Eu égard à cela, nous ne considérons pas que nous pouvons inférer que le comportement de la Belgique en mars, avril et mai 1999 était une conséquence du moratoire général sur les approbations dont nous avons constaté qu'il était en vigueur entre juin 1999 et août 2003.

7.2013 Compte tenu de notre conclusion ci-dessus, en ce qui concerne la plainte DS291 nous devons maintenant examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Temps total pris depuis la présentation de la demande

7.2014 Les États-Unis présentent également l'argument selon lequel le temps total pendant lequel la demande concernant le soja LL (EC-71) a été en souffrance est excessif et infondé. La demande concernant le soja LL (EC-71) a été présentée pour la première fois pour approbation au titre de la Directive 90/220 en septembre 1998. Cela signifie qu'en août 2003, la procédure d'approbation était en cours depuis quatre ans et onze mois.

7.2015 Le Groupe spécial partage l'avis des États-Unis selon lequel, dans l'absolu, c'est une longue période pour l'évaluation par l'autorité compétente principale. Toutefois, comme nous l'avons expliqué précédemment, la simple indication du temps total pendant lequel une demande a été en souffrance ne démontre pas, par elle-même et à elle seule, que le temps pris était indûment long.

7.2016 En outre, même si les États-Unis avaient raison d'affirmer qu'avant qu'il y ait un moratoire des CE, les procédures d'approbation étaient généralement achevées en moins de trois ans, il faut se rappeler que les Communautés européennes évaluent les demandes au cas par cas. Ainsi, le fait que la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71) n'a pas été achevée en moins de trois ans ne démontre pas, à notre avis, qu'il n'était pas justifiable que les Communautés européennes prennent plus de temps pour traiter la demande concernant le soja LL (EC-71).[1500]

7.2017 Les États-Unis font valoir en outre qu'étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, le fait que la demande en question a traîné au niveau de l'État membre pendant presque cinq ans démontre l'existence d'un retard injustifié. Nous rappelons à cet égard notre constatation selon laquelle le dossier étaye la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* sur les approbations à compter de juin 1999. À cette époque, la demande concernant le soja LL (EC-71) était déjà en souffrance depuis près de neuf mois. Ainsi, une partie du temps total pris ne peut pas s'expliquer par le moratoire. En outre, le simple fait qu'un moratoire général était en vigueur n'implique pas nécessairement que chaque demande particulière ait été affectée par ce moratoire à tous les stades de la procédure. Les

[1500] Il convient de rappeler, d'une manière plus générale, que les procédures d'approbation qui ont été achevées avant qu'il y ait un moratoire sur les approbations n'ont pas été affectées par la circonstance spéciale selon laquelle la Directive 90/220 a été abrogée en 2002.

États-Unis eux-mêmes ont à maintes reprises dit que "le moratoire était une décision des CE de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation" et qu'"une certaine progression dans le processus, qui s'arrêtait avant la décision finale, n'était pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales".[1501] Par conséquent, en soi, le fait qu'un moratoire sur les approbations était en vigueur entre juin 1999 et août 2003 n'est pas suffisant pour démontrer que la période pendant laquelle la demande concernant le soja LL (EC-71) avait été en souffrance en août 2003 reflète le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans retard injustifié.

7.2018 En conséquence, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle la période totale pendant laquelle la demande concernant le soja LL (EC-71) avait été en souffrance en août 2003 démontre que le temps pris était indûment long.

Conclusions

7.2019 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles il n'a pas été établi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) était indûment long, ni que la période totale pendant laquelle la demande concernant le soja LL (EC-71) avait été en souffrance en août 2003 démontrait que le temps pris par les Communautés européennes était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le soja LL (EC-71) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71), les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le soja LL (EC-71) était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le soja LL (EC-71) sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xii) Colza LL (EC-72)

7.2020 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza LL a été retardé de façon injustifiée.

[1501] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

7.2021 Les **États-Unis** font valoir que le temps total pris au niveau de l'État membre pour l'examen initial de cette demande dépassait quatre ans, puisque ce produit n'avait toujours pas été transmis à la Commission au moment de l'établissement du Groupe spécial. Ils opposent cela aux 90 jours auxquels il est fait référence dans les Directives 90/220 et 2001/18. Bien que les États-Unis aient dans un premier temps indiqué que le demandeur avait fourni des réponses à toutes les questions de l'autorité compétente principale, en réponse à une question du Groupe spécial ils ont reconnu que le demandeur n'avait pas fourni certaines des données demandées.[1502] Néanmoins, les États-Unis soutiennent que les retards pris par l'autorité compétente principale dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza LL sont injustifiés.

7.2022 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le colza LL est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le colza LL est excessif et infondé et, partant, injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2023 Les **Communautés européennes** font valoir que le temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour assurer une évaluation valide de la sécurité sanitaire. Après avoir reçu la demande, l'autorité compétente principale a demandé au demandeur des renseignements complémentaires. L'autorité compétente principale a également demandé un examen préliminaire par son comité scientifique, le Comité consultatif sur les disséminations dans l'environnement (ci-après l'"ACRE"). L'ACRE a constaté que le dossier contenait des données incohérentes sur la caractérisation moléculaire et était présenté d'une manière qui rendait l'évaluation difficile. En décembre 1999, l'autorité compétente principale a demandé au demandeur de procéder à une révision et une clarification substantielles.

7.2024 Selon les Communautés européennes, le demandeur n'a pas repris contact avec l'autorité compétente principale sur ce dossier pendant près de deux ans. En janvier 2003, le demandeur a fourni certains documents mis à jour conformément à la Directive 2001/18, mais les Communautés européennes font valoir que le dossier complet n'a pas été présenté. Pendant le premier semestre de 2003, il y a eu divers échanges entre l'autorité compétente principale et le demandeur, et celui-ci a fourni des mises à jour et des renseignements additionnels. Suite à une demande qui lui a été faite en juin 2003 de présenter à nouveau un dossier complet, en mars 2004 le demandeur a retiré la notification en souffrance et a présenté une nouvelle notification. Les Communautés européennes maintiennent qu'elles ne peuvent pas être responsables de retards survenus à l'instigation du demandeur.

7.2025 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2026 Nous notons que dans la procédure d'approbation concernant le colza LL le demandeur a présenté une demande à l'autorité compétente principale (le Royaume-Uni) le 28 janvier 1999. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Une demande mise à jour a été présentée suite à

[1502] Réponse des États-Unis à la question n° 168 du Groupe spécial.

l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, bien que les renseignements dont dispose le Groupe spécial n'indiquent pas clairement quand un dossier complet a été effectivement présenté. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, cette demande était toujours en cours d'examen par l'autorité compétente principale.

7.2027 Les États-Unis soutiennent que l'autorité compétente principale a pris trop de temps pour achever son évaluation. Il est exact que l'autorité compétente principale a pris beaucoup plus de temps pour son évaluation de la demande que les 90 jours envisagés dans les Directives 90/220 et 2001/18. Toutefois, nous avons fait observer que ce délai n'était pas déterminant, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. En outre, les Communautés européennes soutiennent qu'une grande partie du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2003 est imputable au fait que le demandeur n'a pas fourni dans les moindres délais les renseignements demandés. Les Communautés européennes estiment que sans ces renseignements, il n'était pas possible que l'autorité compétente principale achève son évaluation et soumette un rapport à la Commission. Nous devons donc examiner s'il était justifié que l'autorité compétente principale n'achève pas son évaluation pour août 2003.

7.2028 Comme nous l'avons noté dans notre examen antérieur de cette demande, le dossier dont nous disposons n'est pas complet. Après avoir reçu la demande, l'autorité compétente principale a dans les moindres délais demandé des renseignements additionnels au demandeur en février et mars 1999. Ces renseignements ont été fournis en juin 1999, et l'autorité compétente principale a reconnu le 30 juin 1999 que les pendules avaient été "remises en marche". Un mois plus tard, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires, mais ces renseignements n'ont pas été fournis par le demandeur avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. Dans une lettre datée du 20 juillet 1999, l'autorité compétente principale demande que le demandeur fournisse des renseignements et des clarifications complémentaires sur des points soulevés dans une annexe à la lettre, mais l'annexe ne nous a pas été communiquée.[1503]

7.2029 En novembre 1999, l'autorité compétente principale a apparemment demandé à l'ACRE de lui donner des indications quant aux points sur lesquels la demande devait être améliorée et a noté que l'ACRE serait prié de donner un avis formel à un stade ultérieur seulement. Selon l'avis préliminaire de l'ACRE, il y avait un certain nombre d'incohérences dans les données moléculaires fournies, les études moléculaires présentaient certaines lacunes et trop de données importantes figuraient dans les annexes au lieu d'être dans le dossier principal. Il a été noté que les données expérimentales appropriées avaient peut-être été fournies dans une partie du dossier de la demande, mais on ne voyait pas immédiatement où elles pouvaient se trouver.[1504] Suivant l'avis donné par l'ACRE, l'autorité compétente principale a demandé en décembre 1999 que le demandeur procède à une révision et à une clarification substantielles du dossier. Elle a suggéré de tenir une réunion avec le demandeur dans le courant du même mois pour lui donner certaines indications. Il n'y a dans les renseignements portés à la connaissance du Groupe spécial aucun élément de preuve indiquant qu'une telle réunion a eu lieu et que le demandeur a fait ce qui lui avait été demandé en décembre 1999. En effet, le dossier n'indique pas d'autre communication de la part du demandeur avant janvier 2003, lorsqu'il a mis à jour sa demande au titre de la Directive 2001/18.

7.2030 Le 16 janvier 2003, le demandeur a présenté à l'autorité compétente principale une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18.[1505] En accusant réception de la demande mise à jour,

[1503] Pièce EC-72/At. 11.
[1504] Pièce EC-72/At. 12.
[1505] Pièce EC-72/At. 15.

l'autorité compétente principale a indiqué, le 27 janvier 2003, que le dossier était encore incomplet et que les renseignements demandés en juillet et décembre 1999 manquaient toujours.[1506] L'autorité compétente principale a présenté au premier semestre de 2003 d'autres demandes de clarifications ou de modification de la demande, et le demandeur y a apparemment répondu en mai 2003.[1507] Le 13 juin 2003, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires et a suggéré qu'une version complète de la demande soit présentée à nouveau.[1508] Le 26 mars 2004, le demandeur a retiré la demande, disant que certains de ses éléments étaient incomplets ou périmés et il en a présenté une nouvelle (C/GB/04/M5/4).[1509]

7.2031 En examinant le comportement de l'autorité compétente principale dans cette procédure d'approbation, nous notons que les échanges entre l'autorité compétente principale et le demandeur ont généralement eu lieu en temps utile, l'autorité compétente principale réagissant dans les moindres délais aux renseignements fournis par le demandeur. Il ressort clairement de ce qui précède, toutefois, que l'examen de la demande concernant le colza LL a été retardé pendant près de deux ans entre le 2 décembre 1999 et l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002, suite à une lettre de l'autorité compétente principale informant le demandeur que le dossier nécessitait une révision et une clarification importantes. Sur la base des renseignements qui nous ont été communiqués, nous croyons comprendre que cette interruption était due au fait que le demandeur n'avait pas fourni les renseignements et clarifications additionnels demandés par l'autorité compétente principale en juillet et décembre 1999. Toutefois, les raisons précises pour lesquelles le demandeur n'a pas donné suite aux demandes de renseignements de l'autorité compétente principale en juillet et décembre 1999 ne sont pas très claires.

7.2032 Nous notons que les États-Unis n'ont pas spécifiquement contesté le caractère justifiable de l'une quelconque des demandes de données ou clarifications additionnelles présentées par l'autorité compétente principale. Nous avons néanmoins demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 1999 inclusivement étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[1510] Mme Nutti, le seul expert ayant répondu à cette question, est convenue que les lacunes de la demande, telles qu'elles avaient été identifiées par l'ACRE, étaient telles que les renseignements demandés étaient nécessaires à l'évaluation de la sécurité sanitaire.[1511] Compte tenu de ces éléments, nous n'avons aucune raison de considérer que les demandes de juillet et décembre 1999 de l'autorité compétente principale qui ont entraîné l'interruption entre décembre 1999 et janvier 2003 n'étaient pas justifiées.

7.2033 En ce qui concerne l'évaluation de la demande concernant le colza LL au titre de la Directive 2001/18, nous notons que les États-Unis n'ont présenté aucun argument spécifique au sujet de l'examen de cette demande au titre de la Directive 2001/18. En tout état de cause, les faits tels que nous les avons résumés plus haut ne donnent pas à penser que le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2003 pour évaluer la demande au titre de la Directive 2001/18 était indûment long. Nous notons en particulier les demandes réitérées de l'autorité compétente principale visant à compléter la demande mise à jour, et le fait que le demandeur lui-même a retiré la demande en mars 2004 en disant que certains de ses éléments étaient incomplets.

[1506] Pièce EC-72/At. 16.
[1507] Pièce EC-72/Ats. 18 et 19.
[1508] Pièce EC-72/At. 28.
[1509] Pièce EC-72/At. 29.
[1510] Annexe H, question n° 29 du Groupe spécial.
[1511] Annexe H, paragraphe 600.

7.2034 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial n'est pas persuadé que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le colza LL était indûment long.

Temps total pris depuis la présentation de la demande

7.2035 Les États-Unis présentent également l'argument selon lequel le temps total pendant lequel la demande concernant le colza LL était en souffrance est excessif et infondé. La demande concernant le colza LL a été présentée pour la première fois pour approbation au titre de la Directive 90/220 en janvier 1999. Cela signifie qu'en août 2003 la procédure d'approbation était en cours depuis quatre ans et sept mois.

7.2036 Le Groupe spécial partage l'avis des États-Unis selon lequel, dans l'absolu, c'est une longue période pour l'évaluation par l'autorité compétente principale. Toutefois, comme nous l'avons expliqué précédemment, la simple indication du temps total pendant lequel une demande a été en souffrance ne démontre pas, en elle-même et à elle seule, que le temps pris était indûment long.

7.2037 En outre, même si les États-Unis avaient raison d'affirmer qu'avant qu'il y ait un moratoire des CE, les procédures d'approbation étaient généralement achevées en moins de trois ans, il faut se rappeler que les Communautés européennes évaluent les demandes au cas par cas. Ainsi, le fait que la procédure d'approbation concernant le colza LL n'a pas été achevée en moins de trois ans ne démontre pas, à notre avis, qu'il n'était pas justifiable que les Communautés européennes prennent plus de temps pour traiter la demande concernant le colza LL.[1512]

7.2038 Les États-Unis font valoir en outre qu'étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, le fait que la demande en question a traîné au niveau de l'État membre pendant plus de quatre ans et demi démontre l'existence d'un retard injustifié. Nous rappelons à cet égard notre constatation selon laquelle le dossier étaye la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* sur les approbations à compter de juin 1999. À cette époque, la demande concernant le colza LL était déjà en souffrance depuis près de six mois. Ainsi, une partie du temps total pris ne peut pas s'expliquer par le moratoire. En outre, le simple fait qu'un moratoire général était en vigueur n'implique pas nécessairement qu'une demande particulière ait été affectée par ce moratoire. Les États-Unis eux-mêmes ont dit à maintes reprises que "le moratoire était une décision des CE de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation" et qu'"une certaine progression dans le processus, qui s'arrêtait avant la décision finale, n'était pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales".[1513] Par conséquent, en soi, le fait qu'un moratoire sur les approbations était en vigueur entre juin 1999 et août 2003 n'est pas suffisant pour démontrer que la période pendant laquelle la demande concernant le colza LL avait été en souffrance en août 2003 reflète le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans retard injustifié.

7.2039 En conséquence, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle la période totale pendant laquelle la demande concernant le colza LL avait été en souffrance en août 2003 démontre que le temps pris était indûment long.

[1512] Il convient de rappeler, d'une manière plus générale, que les procédures d'approbation qui ont été achevées avant qu'il y ait un moratoire *de facto* sur les approbations n'ont pas été affectées par la circonstance spéciale selon laquelle la Directive 90/220 a été abrogée en 2002.

[1513] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

Conclusions

7.2040 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles il n'a pas été établi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le colza LL était indûment long, ni que la période totale pendant laquelle la demande concernant le colza LL avait été en souffrance en août 2003 démontrait que le temps pris par les Communautés européennes était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le colza LL pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza LL, les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xiii) Coton BXN (EC-73)

7.2041 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton BXN a été retardé de façon injustifiée.

7.2042 Les **États-Unis** font valoir que le temps total pris au niveau de l'État membre pour l'examen initial de cette demande dépassait quatre ans, puisque ce produit n'avait toujours pas été transmis à la Commission au moment de l'établissement du Groupe spécial. Ils opposent cela aux 90 jours auxquels il est fait référence dans les Directives 90/220 et 2001/18. Ils soutiennent que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions de l'autorité compétente principale, celle-ci n'a toujours pas achevé son évaluation. Ils soutiennent que les retards pris par l'autorité compétente principale dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton BXN sont injustifiés.

7.2043 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le coton BXN est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le coton BXN est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2044 Les **Communautés européennes** font valoir que le temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire en vue d'assurer une évaluation valide de la sécurité sanitaire. Après avoir reçu la demande, l'autorité compétente principale a demandé au demandeur des renseignements complémentaires pour remédier aux lacunes de la demande. Le comité scientifique de l'Espagne, le Comité national de biosécurité, a constaté qu'il manquait une quantité considérable de renseignements sur des questions telles que l'analyse de la composition, l'incidence sur l'environnement, la toxicité et l'analyse nutritionnelle. En outre, un certain nombre de points nécessitaient une clarification, comme

la portée de la demande et la proposition concernant l'étiquetage. L'autorité compétente principale a demandé ces renseignements au demandeur en juillet 1999.

7.2045 Les Communautés européennes soutiennent que le demandeur n'a pas répondu à la demande de l'autorité compétente principale avant janvier 2003, soit trois ans plus tard. À cette époque, l'autorité compétente principale a été informée d'un changement dans la société présentant la demande, et la nouvelle société requérante a présenté une notification mise à jour conformément à la Directive 2001/18. Toutefois, selon les Communautés européennes, le nouveau dossier était également incomplet en ce qui concerne la caractérisation moléculaire du produit. Les Communautés européennes font observer que des renseignements complémentaires ont été demandés au demandeur en octobre 2003.

7.2046 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2047 Nous notons que dans la procédure d'approbation concernant le coton BXN, le demandeur a présenté une demande à l'autorité compétente principale (Espagne) le 3 mai 1999. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le 16 janvier 2003, une demande mise à jour a été présentée suite à l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, cette demande était toujours en cours d'examen par l'autorité compétente principale.

7.2048 Les États-Unis soutiennent que l'autorité compétente principale a pris trop de temps pour achever son évaluation. Il est exact que l'autorité compétente principale a pris beaucoup plus de temps pour son évaluation de la demande que les 90 jours envisagés dans les Directives 90/220 et 2001/18. Toutefois, nous avons fait observer que ce délai n'était pas déterminant, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. En outre, les Communautés européennes soutiennent qu'une grande partie du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2003 est imputable au fait que le demandeur n'a pas fourni dans les moindres délais les renseignements demandés. Les Communautés européennes estiment que sans ces renseignements, il n'était pas possible que l'autorité compétente principale achève son évaluation et soumette un rapport à la Commission. Nous devons donc examiner s'il était justifié que l'autorité compétente principale n'achève pas son évaluation pour août 2003.

7.2049 Comme nous l'avons noté dans notre examen antérieur de cette demande, le dossier dont nous disposons est très incomplet. Cela dit, il est évident que dans les deux mois suivant la réception de la demande, le Comité national espagnol de biosécurité a identifié un certain nombre de préoccupations en ce qui concerne la demande, et il en a été fait part au demandeur en juillet 1999. Deux mois plus tard, le demandeur a fourni les renseignements demandés. Il a précisé, entre autres choses, que la demande concernait à la fois l'importation et la transformation de graines de coton BXN ainsi que la culture de coton BXN. Suite à l'examen plus approfondi de la demande effectué en janvier 2000 par le Comité national espagnol de biosécurité, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires sur certaines des mêmes questions dans une communication datée du 2 février 2000.[1514] Le demandeur n'a pas répondu à cette demande avant de présenter en janvier 2003 une demande mise à jour au titre de la Directive 2001/18.[1515]

[1514] Pièce EC-73/At. 6.
[1515] Cela est confirmé par la pièce EC-73/At. 12.

7.2050 Le 15 janvier 2003, l'autorité compétente principale a été informée d'un changement dans la société soumettant la demande et le 16 janvier 2003 une demande mise à jour a été présentée au titre de la Directive 2001/18 et complétée en mars 2003. Il apparaît que la demande mise à jour concerne uniquement l'importation de graines pour transformation, mais pas pour culture. En août 2003, lorsque le présent Groupe spécial a été établi, il apparaît que la demande était en cours d'examen par le Comité national de biosécurité.[1516]

7.2051 Il ressort clairement de ce qui précède que dans cette procédure un retard de plus de deux ans et demi s'est produit entre février 2000, lorsque l'autorité compétente principale a demandé des clarifications, et octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée. Sur la base des renseignements portés à notre connaissance, nous croyons comprendre que cette interruption était due au fait que le demandeur n'avait pas fourni les clarifications demandées. Toutefois, les raisons précises pour lesquelles le demandeur n'a pas répondu à la demande de février 2000 de l'autorité compétente principale ne sont pas très claires.

7.2052 Les États-Unis n'ont pas spécifiquement contesté le caractère justifiable de l'une quelconque des demandes de données ou clarifications additionnelles faites par l'autorité compétente principale. À la lumière du retard de trois ans dans la réponse du demandeur après la demande de renseignements additionnels de février 2000, nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale jusqu'en février 2000 inclusivement étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides.[1517] Les experts ont noté que seules la table des matières de la communication même du demandeur avait été fournie, ainsi que la réponse du demandeur. Sur la base de ces renseignements limités, Mme Nutti a été d'avis que les réponses fournies par le demandeur en septembre 1999 paraissaient satisfaisantes pour ce qui était de la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Ces réponses apportaient des clarifications ou des explications sur des renseignements qui figuraient sans doute dans la demande initiale.[1518] M. Andow a noté que les renseignements précédemment demandés par l'autorité compétente principale étaient normalement nécessaires pour évaluer les risques pour l'environnement, en particulier ceux qui étaient liés à la culture de la plante. Toutefois, sans la demande elle-même, il ne pouvait pas déterminer dans quelle mesure les renseignements pertinents avaient pu déjà être fournis par le demandeur, ou quelle quantité de renseignements additionnels pouvait être nécessaire. M. Andow a en outre fait observer que, d'après la table des matières, seules deux pages du texte de la demande étaient consacrées à des questions concernant des études de l'incidence sur l'environnement, des tests sur la toxicité ou l'écotoxicité des herbicides ou de leurs résidus, ou des propositions de gestion, de contrôle et de traitement de la culture pour réduire le risque de résistance aux herbicides des adventices.[1519]

7.2053 Comme les experts qui nous conseillent, nous considérons que les renseignements incomplets portés à notre connaissance ne nous permettent pas de nous faire une opinion définitive sur la question de savoir si les clarifications demandées par l'autorité compétente principale en février 2000 étaient justifiées pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides et, partant, sur la question de savoir si le retard de trois ans qui en est résulté dans l'examen de la demande était justifié par la nécessité de vérifier et de s'assurer que les prescriptions pertinentes de la Directive 90/220 étaient respectées.

[1516] Il n'y a aucun renseignement sur le moment où la demande a été présentée au Comité national de biosécurité.
[1517] Annexe H, questions n° 30 et 31 du Groupe spécial.
[1518] Annexe H, paragraphe 601.
[1519] Annexe H, paragraphes 604 à 612.

7.2054 S'agissant de l'évaluation par l'Espagne de la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 2001/18, nous notons que la notification mise à jour a été présentée à l'Espagne le 16 janvier 2003. Ce n'est pas avant le 14 février 2003, c'est-à-dire près d'un mois plus tard, que l'autorité compétente principale a prié le demandeur de présenter un résumé de la demande comme l'exige la Directive 2001/18. Le demandeur a fourni ce résumé le 19 mars 2003, et il apparaît donc que la demande mise à jour était complète à cette date. La demande a apparemment été transmise au Comité national de biosécurité pour évaluation, mais en août 2003 cette évaluation n'avait pas encore été achevée. Le dossier montre que l'évaluation a été achevée en septembre 2003.[1520]

7.2055 Les Communautés européennes ne donnent aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour assurer le suivi auprès du demandeur et demander un résumé de la demande. Nous ne sommes pas persuadés que près d'un mois entier était nécessaire pour déterminer si la demande mise à jour était complète et transmettre une demande appropriée au demandeur.

7.2056 En outre, en ce qui concerne le temps pris par l'autorité compétente principale pour évaluer la demande une fois qu'elle avait été complétée par le demandeur en mars 2003, nous rappelons que conformément à l'article 14 2) de la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale aurait dû établir un rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours. Les 90 jours n'incluent pas les périodes pendant lesquelles l'autorité compétente principale attend les renseignements complémentaires qu'elle a demandés au demandeur. En l'espèce, le dossier montre que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels seulement en octobre 2003.[1521] Ainsi, l'autorité compétente principale aurait dû achever son évaluation au plus tard 90 jours après le 19 mars 2003, date à laquelle le demandeur a complété sa demande mise à jour. Toutefois, en août 2003, l'autorité compétente principale n'avait pas encore achevé son évaluation. Ainsi, au 29 août 2003, l'autorité compétente principale avait déjà pris plus de cinq mois pour évaluer la demande, et la première demande de renseignements additionnels a été transmise plus d'un mois après.

7.2057 Comme nous l'avons dit, la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de 90 jours fixé dans la Directive 2001/18 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Toutefois, comme nous l'avons également noté précédemment, le délai indiqué dans la Directive 2001/18 constitue néanmoins un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de 90 jours est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre de cette directive. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

7.2058 Les Communautés européennes ne donnent aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale en plus de la période de 90 jours, si ce n'est qu'elles affirment que la demande mise à jour était incomplète en ce qui concerne la caractérisation moléculaire du produit. Il est exact que l'autorité compétente principale a en octobre 2003 demandé des renseignements additionnels, y compris sur la caractérisation moléculaire du produit. Toutefois, nous ne sommes pas convaincus que plus de cinq mois étaient nécessaires pour identifier cette lacune et d'autres lacunes fondamentales de la demande mise à jour.

7.2059 Il ressort clairement du dossier de l'examen de cette demande par le Comité national de biosécurité, que le Comité avait également examiné les demandes concernant le coton Bt-531 et le

[1520] Pièce EC-73/At. 12.
[1521] Pièce EC-73/At. 13.

coton RR-1445, pour lesquelles l'Espagne était aussi l'autorité compétente principale. Toutefois, nous rappelons que conformément à la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale devait établir un rapport d'évaluation dans les 90 jours suivant la réception d'une demande. Il convient également de noter à cet égard que l'évaluation du Comité national de biosécurité concernant le coton BXN est assez brève, c'est-à-dire que rien n'indique que l'établissement de l'évaluation du Comité nécessitait beaucoup de temps. De plus, nous notons que l'autorité compétente principale en l'espèce n'examinait pas la demande concernant le coton BXN pour la première fois. S'il est vrai qu'en 2003 l'autorité compétente principale devait procéder à une évaluation conformément aux prescriptions en partie nouvelles de la Directive 2001/18, il semble clair également que les évaluations préalables rendaient la tâche de l'autorité compétente principale moins complexe qu'elle n'aurait été si l'autorité compétente principale avait dû procéder à une évaluation de la demande pour la première fois.

7.2060 Compte tenu des éléments qui précèdent, nous considérons que l'autorité compétente principale aurait pu et dû agir plus rapidement qu'elle ne l'a fait lorsqu'elle a reçu une demande mise à jour, mais incomplète, en janvier 2003 et par la suite, lorsque le demandeur a fourni le résumé manquant en mars 2003. En conséquence, nous concluons que le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2003 pour son évaluation de la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 2001/18 était indûment long.

7.2061 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le coton BXN a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par l'Espagne pour évaluer la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 90/220 et ensuite au titre de la Directive 2001/18 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de l'Espagne après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2062 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par l'Espagne pour son évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2063 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le coton BXN au titre de la Directive 2001/18 était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base des ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le coton BXN pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure

d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le coton BXN, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xiv) Maïs Bt-1507 (EC-74)

7.2064 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) a été retardé de façon injustifiée.

7.2065 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) a été retardée au niveau de l'État membre. Ils estiment que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions, l'autorité compétente principale a néanmoins retardé son examen du produit. Ils contestent explicitement le caractère justifiable de l'une des demandes de renseignements de l'autorité compétente principale, ainsi que d'un certain nombre des objections formulées par d'autres États membres suite à la distribution de la demande par la Commission.

7.2066 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2067 Les **Communautés européennes** font valoir que le temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour garantir une évaluation valide de la sécurité sanitaire. Les échanges entre l'autorité compétente principale et le demandeur au sujet de données relatives à la caractérisation moléculaire, à l'allergénicité, à la toxicité du Cry1F et à l'étiquetage se sont poursuivis pendant une grande partie de 2002. Dans deux cas, le demandeur a demandé une prolongation du délai accordé par l'autorité compétente principale pour fournir des données ou renseignements complémentaires. Le demandeur a mis à jour la notification juste après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18. Après un autre échange sur les données concernant la composition, un plan de surveillance et le caractère confidentiel de la méthode de détection, l'autorité compétente principale a présenté la demande complète et son rapport d'évaluation à la Commission en août 2003. Les Communautés européennes font observer qu'une fois que la demande a atteint le niveau communautaire, de très nombreuses objections ont été formulées par les États membres, y compris en ce qui concerne les effets sur l'environnement, le plan de surveillance, la caractérisation moléculaire, l'échantillonnage et les méthodes de détection, l'allergénicité et la toxicité.

7.2068 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2069 Nous rappelons que dans la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74), le demandeur a présenté une demande à l'autorité compétente principale (les Pays-Bas) le 23 novembre 2000. Lorsque la Directive 90/220 a été abrogée le 17 octobre 2002, l'autorité compétente principale n'avait pas encore transmis le dossier à la Commission. Le dossier a été transmis à la Commission avec un rapport d'évaluation favorable le 15 août 2003, après que le demandeur avait fourni une demande mise à jour conformément à la Directive 2001/18.

7.2070 Les États-Unis soutiennent que l'autorité compétente principale a pris trop de temps pour achever son évaluation. En revanche, les Communautés européennes soutiennent que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2003 lorsqu'elle a transmis son rapport d'évaluation à la Commission était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques. Il faut donc examiner s'il était justifié que l'autorité compétente principale transmette un rapport d'évaluation à la Commission seulement en août 2003.

7.2071 Comme nous l'avons noté précédemment, il y a eu des communications fréquentes entre l'autorité compétente principale et le demandeur au sujet de ce produit depuis la présentation de la demande initiale le 23 novembre 2000 jusqu'à ce que l'autorité compétente principale envoie son rapport d'évaluation à la Commission le 15 août 2003. Les États-Unis contestent explicitement le caractère justifiable d'une seulement des demandes de données additionnelles faites par l'autorité compétente principale, à savoir, la demande complémentaire de l'autorité compétente principale du 13 décembre 2001. Nous rappelons qu'en réponse à une demande de l'autorité compétente principale de mars 2001 le demandeur a fourni le 16 octobre 2001 des données sur des essais en plein champ effectués au Chili, en France et en Italie qu'il jugeait représentatives des zones de culture d'où était exporté le maïs vers les Communautés européennes.[1522] Pourtant le 13 décembre 2001 l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle n'était pas convaincue par la réponse et a maintenu sa demande. Spécifiquement, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle n'était pas convaincue que ces régions seraient représentatives des zones d'exportation du maïs vers les Communautés européennes. Elle a donc prié le demandeur d'effectuer des essais en plein champ additionnels et de fournir des données sur la composition pour deux saisons de croissance consécutives.[1523]

7.2072 Le demandeur a donné suite à cette autre demande d'essais en plein champ additionnels dans les réponses qu'il a fournies le 21 novembre 2002. Il a présenté des arguments pour expliquer pourquoi les résultats des essais en plein champ effectués en 1998/1999 au Chili, en France et en Italie devraient être considérés comme suffisants, et il a aussi communiqué des résultats des essais en plein champ effectués en 1999/2000 en Bulgarie, en France et en Italie.[1524] Le 10 février 2003, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle acceptait cette réponse, mais a demandé que les données provenant des essais en plein champ effectués au Chili soient présentées avec autant de détails et de la même manière que pour la France et l'Italie, et elle a suggéré un mode de présentation.[1525] C'est ce qu'a fait apparemment le demandeur le 24 mars 2003.[1526]

7.2073 Les États-Unis font valoir que lorsqu'elle a rejeté, le 13 décembre 2001, les données sur la composition fournies par le demandeur et provenant des essais en plein champ qui avaient été effectués en France, en Italie et au Chili, au motif que ces zones étaient insuffisamment représentatives des zones d'exportation du maïs vers les Communautés européennes, l'autorité compétente principale n'a donné aucune explication sur les raisons pour lesquelles elle avait conclu que les zones en question étaient "insuffisamment représentatives". Les États-Unis font valoir que les données fournies par le demandeur en octobre 2001 seraient généralement considérées comme "représentatives" et pertinentes pour évaluer le maïs susceptible d'être importé dans les Communautés européennes. Ils maintiennent qu'en l'absence d'explications plus précises, comme une anomalie dans les données communiquées, la seule raison pour laquelle l'autorité compétente principale a demandé des essais en plein champ additionnels le 13 décembre 2001 paraissait être le retard de deux ans qui en résulterait à cause du temps que le demandeur prendrait pour produire les données.

[1522] Pièce EC-74/At. 33.
[1523] Pièce EC-74/At. 52.
[1524] Pièce EC-74/At. 65, réponse à la question n° 3 du Groupe spécial.
[1525] Pièce EC-74/At. 84.
[1526] Pièce EC-74/Ats. 87 et 88.

7.2074 Même à supposer que les essais en plein champ additionnels n'étaient pas nécessaires, nous notons que la réponse du 21 novembre 2002 du demandeur a été fournie en même temps que les réponses à une demande d'autres renseignements additionnels de mars 2002 qui n'a pas été contestée par les États-Unis. Il n'est donc pas évident que le retard survenu dans l'examen de la demande jusqu'au 21 novembre 2002 soit imputable à la demande d'essais en plein champ additionnels.

7.2075 En tout état de cause, nous notons que le 21 novembre 2002 le demandeur a également mis à jour sa demande à la lumière des nouvelles prescriptions de la Directive 2001/18. Cela a amené l'autorité compétente principale à demander des renseignements complémentaires au demandeur le 10 février 2003 en ce qui concerne un plan de surveillance et le caractère confidentiel de la méthode de détection proposée. En outre, comme il a été indiqué, en février 2003 l'autorité compétente principale a renoncé à sa demande d'essais en plein champ additionnels, mais a demandé que les données soient présentées d'une manière uniforme. Les réponses à ces demandes ont été fournies par le demandeur le 24 mars 2003, et le 28 mai 2003 le demandeur a retiré la demande de traitement confidentiel de la méthode de détection.

7.2076 À la lumière de ce qui précède, nous considérons qu'à la fin de mars 2003 l'autorité compétente principale avait tous les éléments pour achever son évaluation de la sécurité sanitaire. La clarification en suspens de la question de la confidentialité n'aurait pas dû retarder l'achèvement de l'évaluation même de la sécurité sanitaire. En tout état de cause, comme nous l'avons noté, la question de la confidentialité a été réglée en mai 2003. Malgré cela, l'autorité compétente principale n'a pas adressé son rapport d'évaluation complété à la Commission avant le 15 août 2003.

7.2077 Nous rappelons que conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18 l'autorité compétente principale devait avoir transmis son rapport d'évaluation complété au plus tard 90 jours après réception de la demande mise à jour. Comme nous l'avons déjà souligné, après avoir reçu la demande en novembre 2002, l'autorité compétente principale l'a examinée pendant plus de deux mois et demi avant de transmettre sa demande de renseignements additionnels. Après réception de la réponse du demandeur en mars 2003, l'autorité compétente principale a pris un temps additionnel de quatre mois et demi pour compléter son rapport d'évaluation et le transmettre à la Commission. Ainsi, au moment où l'autorité compétente principale a adressé son rapport d'évaluation à la Commission elle avait pris plus de sept mois pour évaluer la demande mise à jour au lieu des 90 jours envisagés dans la Directive 2001/18.

7.2078 Nous avons fait observer précédemment au sujet du délai de 90 jours fixé dans la Directive 2001/18 que ce délai constituait un indicateur utile pour déterminer combien de temps il pourrait falloir pour achever une évaluation. Comme nous l'avons dit, dans le cas de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74), à la fin de mars 2003 l'autorité compétente principale avait tous les éléments pour achever son évaluation de la sécurité sanitaire. Si l'autorité compétente principale avait à ce moment-là pris 90 jours entiers pour achever son évaluation, elle l'aurait achevée avant la fin de juin 2003.

7.2079 Les Communautés européennes n'ont donné aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale entre mars et août 2003. Il est pertinent de noter à cet égard qu'en 2003 l'autorité compétente principale n'examinait pas la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) pour la première fois. S'il est vrai que l'autorité compétente principale devait en 2003 effectuer une évaluation conformément aux prescriptions en partie nouvelles de la Directive 2001/18, l'autorité compétente principale avait déjà passé deux mois et demi à évaluer la demande en question. En outre, il semble clair que l'évaluation préalable par l'autorité compétente principale de la même demande au titre de la Directive 90/220 rendait la tâche de l'autorité compétente principale beaucoup moins complexe qu'elle n'aurait été si l'autorité compétente principale avait dû effectuer une évaluation pour

la première fois. Pourtant malgré cela, même quand l'autorité compétente principale avait tous les renseignements nécessaires, elle n'a pas achevé ni transmis son rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours.

7.2080 Ainsi, même si nous devions admettre qu'il était légitime que l'autorité compétente principale tienne absolument à ce que la question de la confidentialité soit réglée avant qu'elle transmette son rapport d'évaluation à la Commission, à la lumière du délai de 90 jours d'application générale fixé dans la Directive 2001/18, et en l'absence de toute justification présentée par les Communautés européennes, nous ne sommes pas persuadés que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu achever et transmettre son rapport d'évaluation bien avant le milieu d'août 2003. Dès lors, compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que l'autorité compétente principale aurait dû transmettre son rapport d'évaluation à la Commission plus rapidement qu'elle ne l'a fait.

7.2081 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) – notamment le temps pris par l'autorité compétente principale après mai 2003, lorsque le demandeur a retiré la demande de traitement confidentiel de la méthode de détection – était indûment long.

7.2082 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) avant août 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement des Pays-Bas était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2083 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2084 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-74) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En

conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-74), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xv) Maïs Bt-1507 (EC-75)

7.2085 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) a été retardé de façon injustifiée. Rappelons que cette demande concerne le même produit que ci-dessus, mais qu'elle a été présentée à l'Espagne et concerne la culture du produit. La demande précédente était pour transformation, pour utilisation en tant que produit alimentaire et aliment pour animaux, mais pas pour culture.

7.2086 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) a été retardée au niveau de l'État membre. Ils estiment que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions, l'autorité compétente principale a néanmoins retardé l'examen du produit. Ils contestent également le caractère justifiable de certains des renseignements demandés par l'autorité compétente principale, et en particulier d'un certain nombre des objections formulées par d'autres États membres après leur distribution par la Commission.

7.2087 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2088 Les **Communautés européennes** font valoir que le temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour garantir une évaluation valide de la sécurité sanitaire. Elles font valoir que suite à une évaluation préliminaire de cette demande par le Comité national de biosécurité espagnol, l'autorité compétente principale a demandé des données complémentaires concernant la caractérisation moléculaire, l'allergénicité et la toxicité du Cry1F, l'incidence sur l'environnement et un plan de surveillance. Le demandeur a répondu à ces demandes au cours des 12 mois suivants, jusqu'au 17 juillet 2002.[1527] Après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18, le demandeur a mis à jour la demande conformément aux prescriptions de la nouvelle législation. Les échanges entre le demandeur et l'autorité compétente principale se sont poursuivis jusqu'au 28 mai 2003. L'autorité compétente principale a présenté la demande complète et son rapport d'évaluation à la Commission le 5 août 2003.

7.2089 Les Communautés européennes font en outre observer qu'une fois que la demande avait atteint le niveau communautaire, de très nombreuses objections ont été formulées par des États membres, y compris en ce qui concerne le plan de surveillance, la caractérisation moléculaire, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité, l'allergénicité et les méthodes de détection.

7.2090 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

[1527] Pièce EC-75/Ats. 1 à 3.

Retard au niveau des États membres

7.2091 Nous rappelons qu'après avoir reçu la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75), l'autorité compétente principale (Espagne) a consulté son Comité national de biosécurité, qui a pris plus de deux mois et demi pour examiner la demande. L'autorité compétente principale a ensuite attendu plus d'un mois, jusqu'au 30 octobre 2001, avant de demander des renseignements additionnels au demandeur sur la base de l'avis reçu du Comité. Cette demande a apparemment été réitérée dans une communication du 28 novembre 2001. Une réponse a été fournie par le demandeur le 14 février 2002. Une fois de plus, l'autorité compétente principale a consulté le Comité national de biosécurité. Le Comité a pris trois mois pour examiner les renseignements additionnels fournis en février 2002. Comme elle l'avait fait précédemment, l'autorité compétente principale a attendu plus d'un mois, jusqu'au 17 juin 2002, avant de présenter une autre demande de renseignements additionnels au demandeur. Le demandeur a répondu à ces demandes le 17 décembre 2002, soit après la date d'abrogation de la Directive 90/220.

7.2092 Même à supposer que les demandes d'octobre/novembre 2001 et de juin 2002 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides, nous rappelons que conformément aux prescriptions de la Directive 90/220 l'autorité compétente principale devait avoir achevé son évaluation au plus tard 90 jours après réception de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75). Comme nous l'avons déjà souligné, après avoir reçu la demande en juillet 2001, l'autorité compétente principale avait dépassé le délai de 90 jours avant même d'avoir présenté sa demande initiale de renseignements additionnels au demandeur. Ce qui est particulièrement préoccupant à cet égard c'est la circonstance selon laquelle l'autorité compétente principale a attendu plus d'un mois avant de transmettre les questions suggérées par le Comité national de biosécurité en septembre 2001.

7.2093 Les Communautés européennes n'ont donné aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre la demande de renseignements additionnels d'octobre/novembre 2001. Nous notons que le temps pris par l'autorité compétente principale dans ce cas tranche avec d'autres procédures d'approbation dans lesquelles l'Espagne était également l'autorité compétente principale et dans lesquelles l'autorité compétente espagnole a transmis plus rapidement les demandes de renseignements du Comité national de biosécurité.[1528] En outre, nous notons que l'autorité compétente principale n'a pas modifié les questions suggérées par le Comité national de biosécurité, mais les a simplement transmises.

7.2094 Nous reconnaissons que dans ce cas la demande a été présentée et qu'il en a été accusé réception 15 mois à peine avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. Toutefois, nous ne considérons pas qu'en septembre 2001, lorsqu'elle a reçu les questions suggérées par le Comité national de biosécurité, l'autorité compétente principale aurait pu légitimement conclure qu'il était impossible d'achever les étapes nécessaires et de faire approuver ou rejeter la demande pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.2095 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, transmettre les questions suggérées par le Comité national de biosécurité en septembre 2001 plus rapidement qu'elle ne l'a fait.

7.2096 Nous rappelons qu'en mai 2002 l'autorité compétente principale a reçu une autre demande de renseignements additionnels suggérée par le Comité national de biosécurité. L'autorité compétente

[1528] *Voir*, par exemple, la procédure d'approbation concernant le coton BXN. Pièce EC-73/Ats. 2, 3, 5 et 6.

principale a à nouveau attendu plus d'un mois avant de transmettre la demande en juin 2002, même si elle n'a pas modifié la demande du Comité.

7.2097 Nous reconnaissons que mai 2002 était relativement proche de la date d'abrogation de la Directive 90/220. Toutefois, même si nous devions admettre, pour les besoins du débat, que la demande ne pouvait pas franchir les étapes requises avant l'abrogation de la Directive 90/220, à notre avis, cela n'aurait pas justifié que l'autorité compétente principale retarde la transmission de la nouvelle demande de renseignements. Nous notons à cet égard que la Directive 2001/18 est entrée en vigueur en octobre 2002. Si la demande présentée au titre de la Directive 90/220 était toujours incomplète ou devait encore être clarifiée, en être informé aurait aidé le demandeur à remédier à des lacunes éventuelles et à présenter une demande mise à jour, plus complète peu après l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18.[1529]

7.2098 Par conséquent, comme dans le cas précédemment examiné de la transmission retardée d'une demande de renseignements additionnels, nous considérons que l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, transmettre la demande du Comité plus rapidement qu'elle ne l'a fait.

7.2099 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) – notamment le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre les questions du Comité national de biosécurité – était indûment long.

7.2100 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) avant août 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de l'Espagne était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2101 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par l'Espagne pour son évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2102 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

[1529] Nous notons que l'Espagne aurait pu considérer que tant que la Directive 90/220 était toujours en vigueur, il n'y avait pas de perspective réaliste que le Groupe des cinq pays et la Commission autorisent l'approbation finale de la demande en question. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le temps pris par l'Espagne pour transmettre les questions suggérées par le Comité national de biosécurité. L'Espagne aurait pu prévoir l'opposition du Groupe des cinq pays sur la base de leur déclaration de juin 1999. Comme il est indiqué plus haut, nonobstant cette déclaration, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire d'approuver des demandes. Il en est de même pour la Commission, qui n'avait pas publié une déclaration comparable à celle du Groupe des cinq pays.

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs Bt-1507 (EC-75) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (EC-75), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xvi) Maïs NK603 (EC-76)

7.2103 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 a été retardé de façon injustifiée.

7.2104 Les **États-Unis** font valoir que la demande a été retardée au premier stade du processus d'approbation au titre de la Directive 90/220 parce que l'autorité compétente principale a refusé de transmettre la demande à la Commission. Bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, celle-ci a néanmoins retardé ce produit au titre de la Directive 90/220. La demande est restée au niveau de l'État membre pendant une période de 25 mois. Ce produit a été présenté à nouveau au titre de la Directive 2001/18 et a fait l'objet d'évaluations initiales favorables de la part de l'autorité compétente espagnole.

7.2105 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs NK603 est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2106 L'**Argentine** note qu'une évaluation des risques du maïs NK603 a été lancée au titre de la Directive 90/220 et relancée au titre de la Directive 2001/18. Il en est résulté un avis favorable du groupe scientifique. L'Argentine note qu'en avril 2004 la procédure d'approbation concernant le maïs NK603, qui avait été lancée le 4 août 2000, avait duré trois ans et huit mois et qu'aucune décision finale n'avait été prise sur la demande d'approbation.

7.2107 Les **Communautés européennes** allèguent que les seuls retards qui se sont produits pour la demande concernant le maïs NK603 étaient dus à des questions sur des renseignements additionnels; cela mis à part, le processus s'est déroulé harmonieusement. De plus, les Communautés européennes affirment que la demande présentée en août 2000 était incomplète et n'a donc pas été considérée comme reçue avant janvier 2001. Elles allèguent en outre que 44 jours après la présentation de la demande, les pendules ont été arrêtées parce que le comité scientifique de l'autorité compétente

principale a demandé des renseignements additionnels sur des questions telles que la caractérisation moléculaire, la composition nutritionnelle et l'incidence sur l'environnement.[1530]

7.2108 Les **États-Unis** notent que si l'on utilise la date de réception de janvier 2001 suggérée par les Communautés européennes et que l'on tient compte de l'"arrêt des pendules" dans l'attente des renseignements demandés au demandeur, sur les 25 mois au total pendant lesquels la demande était au niveau de l'autorité compétente, les Communautés européennes avaient retardé l'action au sujet de la demande concernant le maïs NK603 au titre de la Directive 90/220 pendant 12 mois.

7.2109 Les **Communautés européennes** répondent qu'étant donné que le demandeur avait pris 13 mois pour recueillir des renseignements additionnels, il n'était pas déraisonnable que l'autorité compétente principale ait eu besoin de 12 mois pour assimiler et traiter ces renseignements.

7.2110 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2111 Nous rappelons que le demandeur a envoyé la première demande à l'autorité compétente espagnole le 4 août 2000. Quatre mois plus tard, le 20 décembre 2000, le demandeur a présenté à nouveau la demande en espagnol en y incluant apparemment des études additionnelles.[1531] Nous notons qu'il n'y a pas trace de ces études additionnelles. L'autorité compétente espagnole a accusé réception des renseignements dans une lettre datée du 2 janvier 2001.

7.2112 Le dossier montre que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels en février 2001, octobre 2001 et mai 2002.[1532] La progression de la demande a été affectée de manière négative notamment par les demandes de février et d'octobre 2001, en ce sens que le demandeur a pris plus de six mois pour répondre à la demande de février 2001 et plus de cinq mois pour répondre à la demande d'octobre 2001.

7.2113 Nous rappelons que nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en février 2001 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire du produit étaient valides. Mme Nutti a conclu que les études complémentaires demandées n'étaient pas nécessaires pour l'évaluation de la sécurité sanitaire du NK603 en tant que produit alimentaire. En outre, étant donné que la demande était pour importation et utilisation dans les Communautés européennes et non pour culture, M. Andow a conclu que les demandes d'études environnementales détaillées additionnelles n'étaient pas justifiées, même si certains renseignements concernant les effets négatifs potentiels de la dispersion accidentelle pouvaient être considérés comme raisonnables. Les Communautés européennes estiment que les réponses des experts en ce qui concerne les études sur la sécurité sanitaire du produit alimentaire étaient fondées sur l'idée fausse que certaines études avaient déjà été fournies, ce qui selon les Communautés européennes n'était pas le cas. Nous notons que sur la base des renseignements qui nous ont été communiqués, nous ne pouvons pas déterminer si ces renseignements avaient ou non été précédemment fournis.

7.2114 S'agissant de la demande de renseignements additionnels d'octobre 2001, nous notons que cette demande concernait des renseignements additionnels qui comme l'autorité compétente espagnole l'a souligné étaient "essentiels pour la traçabilité du produit". Des détails complémentaires ont

[1530] Pièce EC-76/At. 1.
[1531] Pièce EC-76/At. 3.
[1532] Pièce EC-76/Ats. 6, 10 et 14 respectivement.

également été demandés au sujet de l'incidence potentielle sur l'environnement de la dissémination ou de la germination accidentelles. Lorsque le demandeur a fourni les renseignements additionnels demandés plus de cinq mois plus tard, en mars 2002, il a souligné que la conclusion donnée en ce qui concerne la sécurité sanitaire n'était pas modifiée par les nouvelles études qui avaient été demandées. En réponse à une question du Groupe spécial concernant cette deuxième demande de renseignements, M. Andow a noté que des renseignements sur l'incidence potentielle de la dissémination accidentelle sur l'environnement pouvaient être utiles à l'autorité compétente principale, mais il a également fait observer que l'autorité compétente principale aurait pu exposer plus précisément ses préoccupations particulières.[1533]

7.2115 Même si nous devions admettre que tous les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en février et octobre 2001 et en mai 2002 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, il apparaît d'après le dossier que dans cette procédure d'approbation l'autorité compétente principale a dépassé le délai maximal de 90 jours prévu dans la Directive 90/220 pour une évaluation par une autorité compétente principale. Entre janvier 2001 et août 2002, lorsque le demandeur a de sa propre initiative mis à jour sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18[1534], l'autorité compétente principale a passé six mois et demi à évaluer la demande sans terminer son rapport d'évaluation. Cela représente plus de deux fois le délai établi dans la Directive 90/220.

7.2116 Plus précisément, l'autorité compétente principale a d'abord pris un mois et demi pour évaluer la demande avant de transmettre la demande de renseignements additionnels de février 2001.[1535] Ensuite, elle a examiné la demande pendant plus d'un mois avant de transmettre sa demande de renseignements additionnels d'octobre 2001.[1536] Enfin, elle a laissé passer un peu plus de deux mois avant d'envoyer sa dernière demande de renseignements additionnels en mai 2002.[1537] Le demandeur a répondu à cette dernière demande en juin 2002. Toutefois, l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation dans les deux mois qui ont suivi, c'est-à-dire avant la fin d'août 2002, lorsque le demandeur a mis à jour sa demande sur la base des nouvelles prescriptions de la Directive 2001/18. Et cela en dépit du fait qu'à sa réunion du 11 juillet 2002, l'organe scientifique espagnol évaluant la demande, le Comité national de biosécurité, avait recommandé pour adoption un rapport favorable sur la demande.[1538]

7.2117 Comme nous l'avons dit auparavant, nous reconnaissons que la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de 90 jours fixé dans la Directive 90/220 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Toutefois, nous avons également dit que le délai indiqué dans la Directive 90/220 constituait un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de 90 jours est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre de cette directive. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

[1533] Annexe H, réponse de M. Andow à la question n° 38 du Groupe spécial.
[1534] Pièce EC-76/Ats. 15 et 18.
[1535] Pièce EC-76/Ats. 4 et 5.
[1536] Pièce EC-76/Ats. 7 et 10.
[1537] Pièce EC-76/Ats. 11 et 14.
[1538] Pièce EC-76/At. 17.

7.2118 Les Communautés européennes ne donnent aucune justification du temps pris par l'autorité compétente principale en plus du délai de 90 jours, si ce n'est qu'elles affirment que le temps pris par l'autorité compétente principale n'était pas déraisonnable compte tenu de la nécessité d'assimiler et de traiter les renseignements fournis par le demandeur. Bien que nous reconnaissions que l'autorité compétente principale doit pouvoir "assimiler et traiter" les renseignements fournis à sa demande, il est clair d'après la Directive 90/220 que le législateur des CE a considéré que 90 jours constituaient un délai raisonnable à cet effet. De même, les Communautés européennes ne font pas valoir qu'en l'espèce les réponses et documents fournis par le demandeur à la demande de l'autorité compétente principale étaient particulièrement volumineux ou complexes, de sorte qu'il fallait plus du double du temps maximal que la Directive 90/220 accorde aux autorités compétentes principales pour l'évaluation des demandes. Après examen des documents pertinents, il ne nous apparaît pas qu'ils sont en quoi que ce soit plus volumineux ou complexes que d'autres documents versés au dossier qui concernent des demandes différentes.

7.2119 Nous avons précédemment fait observer que l'Espagne faisait partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente espagnole reflète une approche de précaution. Notamment, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente espagnole n'aurait pas pu identifier ses besoins de renseignements additionnels et transmettre les demandes de renseignements appropriées au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

7.2120 En outre, nous ne pensons pas qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour achever la procédure d'approbation pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Nous notons qu'en juillet 2002, l'autorité compétente principale avait tous les renseignements nécessaires, y compris un avis scientifique positif du Comité national de biosécurité, pour achever son évaluation. Nous reconnaissons qu'en juillet 2002 il ne restait plus beaucoup de temps pour achever la procédure d'approbation au titre de la Directive 90/220. Toutefois, si l'Espagne avait agi plus rapidement à des stades antérieurs de la procédure, il y aurait certainement eu suffisamment de temps pour que les autres États membres examinent le rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale dans les 60 jours suivant sa distribution et, en l'absence d'objections, pour que l'autorité compétente principale donne son consentement à la mise sur le marché du maïs NK603.[1539] Comme il est indiqué plus haut, nous considérons que l'Espagne aurait pu identifier ses besoins de renseignements additionnels et transmettre les demandes de renseignements appropriées plus tôt qu'elle ne l'a fait, en particulier avant de transmettre sa demande de renseignements de mai 2002.

7.2121 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 - notamment le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en août 2002, lorsque le demandeur a mis à jour sa demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18 - était indûment long.

[1539] Nous notons que l'Espagne aurait pu considérer que tant que la Directive 90/220 était encore en vigueur, il n'y avait aucune perspective réaliste que le Groupe des cinq pays et la Commission autorisent l'approbation finale de la demande en question. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que l'Espagne n'a pas transmis un rapport d'évaluation à la Commission avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. L'Espagne aurait pu prévoir l'opposition du Groupe des cinq pays sur la base de leur déclaration de juin 1999. Comme il a été indiqué plus haut, nonobstant cette déclaration, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire d'approuver des demandes. Il en est de même pour la Commission, qui n'avait pas publié une déclaration comparable à celle du Groupe des cinq pays.

7.2122 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation du maïs NK603 avant janvier 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de l'Espagne était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2123 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par l'Espagne pour son évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2124 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs NK603 pour approbation finale, et selon lesquelles cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xvii) Maïs GA21 (EC-78)

7.2125 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) a été retardé de façon injustifiée.

7.2126 Les **États-Unis** font valoir que même si le maïs GA21 (EC-78) a été transmis par l'autorité compétente principale à la Commission avec un avis favorable, qu'il a reçu un avis favorable du CSP en septembre 2000, que les consultations avec les États membres pertinents ont été achevées et que la portée de la demande a été réduite pour exclure la culture, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. Les États-Unis font valoir qu'il n'y a eu aucune action ou communication de la Commission au sujet de cette demande. Ils ajoutent que la seule activité qui a eu lieu après l'avis favorable du CSP était les efforts déployés par le demandeur pour relancer le processus, y compris l'offre volontaire que le demandeur a faite en septembre 2001 de mettre à jour la demande (sous forme d'engagements) en fonction des prescriptions de la Directive 2001/18 qui était sur le point d'entrer en vigueur. En outre, les États-Unis font valoir que bien que le demandeur ait fourni à l'autorité compétente principale le 15 janvier 2003 tous les renseignements supplémentaires nécessaires conformément à la Directive 2001/18, aucune action n'a été menée au cours des huit mois suivants, ni par l'autorité compétente principale ni par la Commission, pour faire progresser le produit jusqu'au stade de l'examen par le Comité de réglementation.

7.2127 Les États-Unis font observer, enfin, que la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient bloquées au niveau de la Commission au moment où la Directive 90/220 est arrivée à expiration et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne six ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) est injustifié. Les États-Unis font valoir en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2128 L'**Argentine** fait valoir qu'une fois que le CSP avait rendu son avis favorable le 22 septembre 2000, la procédure concernant cette demande a été suspendue. Deux ans et deux mois s'étaient écoulés entre la présentation de la demande et sa suspension. Lorsque la Directive 90/220 a été remplacée par la Directive 2001/18 la demande a dû être présentée à nouveau. Toutefois, le processus d'approbation n'a fait aucun progrès depuis lors. Un an et huit mois se sont écoulés depuis la nouvelle présentation jusqu'en septembre 2003, lorsque la demande a été retirée. Au total, en comptant le temps qui s'est écoulé au titre des Directives 90/220 et 2001/18, la procédure a traîné pendant cinq ans et deux mois sans qu'il y ait une réponse définitive concernant l'approbation.

7.2129 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après avoir été évaluée tant au niveau de l'État membre qu'au niveau communautaire, la demande a été retirée par le demandeur le 15 septembre 2003. Elles notent que dans sa lettre de retrait le demandeur a donné trois raisons pour expliquer le retrait: *premièrement*, le fait que la procédure de notification d'un autre maïs Roundup Ready se trouvait à un stade plus avancé que la notification concernant le maïs GA21 (EC-78); *deuxièmement*, l'introduction des nouveaux règlements concernant la commercialisation des produits GM dans les Communautés européennes; et *troisièmement*, la modification des priorités commerciales de la société.

7.2130 L'**Argentine** répond que même si la lettre de retrait du demandeur ne fait pas spécifiquement référence à un "retard injustifié", cela n'implique pas qu'aucun "retard injustifié" ne s'est produit. L'Argentine estime qu'on ne peut pas considérer que le silence des demandeurs est une preuve qu'ils sont satisfaits du processus, mais plutôt qu'ils tiennent à maintenir de bonnes relations avec les autorités responsables des approbations.

7.2131 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la Commission.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.2132 Nous rappelons que le CSP a rendu un avis favorable le 22 septembre 2000. Après que le CSP a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant que la Directive 90/220 soit abrogée en octobre 2002. Les États-Unis et l'Argentine font valoir que la Commission aurait dû soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002. Les Communautés européennes font valoir que la demande était en cours d'évaluation conformément aux procédures.

7.2133 Nous rappelons que conformément aux procédures énoncées dans la Directive 90/220, après que le CSP a rendu son avis, il incombait à la Commission de soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation pour un vote. La Commission ne l'a cependant pas fait. En effet, il semble que contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres procédures[1540], la Commission, dans cette procédure, n'a jamais lancé de consultations interservices sur un projet de mesure. Nous ne sommes donc pas convaincus par l'affirmation des Communautés européennes selon laquelle la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) était en cours d'évaluation conformément aux procédures.

7.2134 En tout état de cause, nous faisons observer que l'élaboration d'un projet de mesure par la Commission et sa présentation au Comité de réglementation ne constituent pas un processus qui intrinsèquement prend plus de deux ans. Dans d'autres procédures d'approbation, la Commission a été à même d'élaborer et de soumettre des projets de mesure au Comité de réglementation dans un délai de quelques mois. Par exemple, dans la procédure concernant le coton Bt-531, la Commission a élaboré un projet de mesure et a lancé un vote au Comité de réglementation en moins de trois mois.[1541] Il peut en être inféré que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation bien avant octobre 2002.

7.2135 Le fait que la Commission aurait pu en principe soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002 ne signifie pas nécessairement que la Commission aurait pu le faire dans les circonstances spécifiques de la présente affaire. Nous notons à cet égard que l'avis favorable du CSP indiquait ce qui suit: "[l]e demandeur devrait toutefois établir un plan de surveillance pour identifier les événements imprévus et inhabituels et analyser l'expérience des agriculteurs, afin d'élaborer et de mettre en œuvre tous changements nécessaires dans les pratiques de gestion des cultures en fonction des résultats de la surveillance."[1542] Toutefois, comme dans le cas des procédures d'approbation que nous avons examinées précédemment, il n'y a aucun élément de preuve indiquant que la Commission ou l'autorité compétente principale ait jamais demandé au demandeur de proposer un plan de surveillance conformément à l'avis du CSP. En janvier 2003, le demandeur a présenté une demande mise à jour, y compris un plan de surveillance. Mais ces renseignements ont été fournis par le demandeur de sa propre initiative, en prévision de l'entrée en vigueur des nouvelles prescriptions énoncées dans la Directive 2001/18, et non parce qu'il lui avait été demandé de tenir compte de l'avis du CSP.[1543] Il n'y a donc pas de raison de penser que la Commission attendait que le demandeur présente un plan de surveillance ou, en fait, fournisse l'un quelconque des autres renseignements additionnels qu'il avait fournis en janvier 2003. En conséquence, nous ne considérons

[1540] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 48.
[1541] Pièce EC-65/Ats. 48 et 51.
[1542] Pièce EC-78+85/At. 90.
[1543] Pièce EC-78+85/At. 94.

pas que la recommandation du CSP justifiait le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.2136 Nous notons en outre que quatre mois après que le CSP a rendu son avis, en janvier 2001, le demandeur a envoyé une lettre à l'autorité compétente principale dans laquelle il demandait que la portée de sa demande soit limitée à l'importation seulement et n'inclue plus la culture.[1544] En mars 2001, l'autorité compétente principale a fait savoir à la Commission qu'elle n'avait pas d'objection à la requête du demandeur.[1545] Rien n'indique que la Commission se soit opposée à la requête du demandeur. Bien que la portée de la demande ait été pertinente pour le projet de mesure devant être soumis par la Commission au Comité de réglementation, le changement demandé concernant la portée ne faisait pas, à notre avis, obstacle au lancement, ou à la poursuite, par la Commission de consultations interservices sur un projet de mesure.

7.2137 Nous ne considérons pas non plus comme un obstacle possible le fait que la Directive 90/220 a été abrogée en octobre 2002. En effet, l'avis du CSP dans cette procédure remonte à septembre 2000. Selon notre évaluation, il y avait donc suffisamment de temps pour que la Commission lance et achève des consultations interservices sur un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation et pour que la Commission adopte son projet de mesure en cas de vote favorable au Comité de réglementation.[1546] Selon notre évaluation, l'inaction de la Commission ne peut donc pas être excusée au motif que la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 ne pouvait pas être achevée pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur.

7.2138 Dans ses constatations antérieures sur la demande concernant le maïs GA21, le Groupe spécial a noté que la Commission aurait pu considérer qu'en raison de la "minorité de blocage" du Groupe des cinq pays au Comité de réglementation et au Conseil, un projet de mesure favorable n'obtiendrait pas la majorité qualifiée requise et que la Commission devrait alors achever la procédure en adoptant son projet de mesure. De l'avis du Groupe spécial, même dans ce scénario, il y avait suffisamment de temps pour que la Commission achève la procédure en question pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. Mais même s'il était douteux qu'il y ait suffisamment de temps compte tenu de l'opposition prévue d'États membres, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que la Commission n'a pas transmis un projet de mesure au Comité de réglementation. La Commission aurait prévu une "minorité de blocage" sur la base de la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. Comme il est signalé plus haut, rien n'indique que la déclaration de juin 1999 était censée lier les gouvernements des pays du Groupe des cinq vis-à-vis des autres États membres ou de la Commission. En d'autres termes, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire de voter en faveur de demandes au Comité de réglementation et au Conseil. Eu égard à cela, nous pensons que la Commission n'aurait pas pu légitimement invoquer la déclaration de juin 1999 comme justification du fait qu'elle n'avait pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation avant octobre 2002.

7.2139 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que, dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps effectivement pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – aucun projet de mesure n'a été transmis entre septembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long.

[1544] Pièce EC-78+85/At. 91.

[1545] Pièce EC-78+85/At. 92.

[1546] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure concernant le maïs NK603, le Comité de réglementation a voté sur la demande moins de trois mois après que le CSP a rendu son avis. Pièce EC-76/At. 72.

7.2140 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation après que le CSP a rendu son avis est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2141 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2142 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation une fois que le CSP avait rendu son avis – aucun projet de mesure n'a été transmis entre septembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que l'inaction de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – aucun projet de mesure n'a été transmis entre septembre 2000 et octobre 2002 – était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xviii) Maïs MON810 x GA21 (EC-82)

7.2143 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 a été retardé de façon injustifiée.

7.2144 Les **États-Unis** font valoir que la demande n'a jamais atteint le stade de l'examen au niveau communautaire en raison du moratoire. Le 30 novembre 1999, l'autorité compétente principale a demandé que le demandeur fournisse plusieurs études additionnelles pour étayer la demande concernant ce produit.[1547] Le demandeur a répondu en août 2001 à toutes les demandes, sauf en ce qui concerne une étude scientifiquement injustifiée sur la composition nutritionnelle du lait provenant de vaches laitières nourries avec ce produit.[1548] Compte tenu de la sécurité sanitaire démontrée du maïs dans les aliments pour animaux en général, ainsi que des données substantielles présentées à l'appui de la sécurité sanitaire des deux parents transgéniques dans les aliments pour animaux, il n'y a pas de base scientifique permettant de penser à une préoccupation. L'une des lignées parentales (maïs MON810) avait été approuvée par les Communautés européennes plusieurs années avant cette demande, et la sécurité sanitaire des aliments pour animaux avait été établie dans le cadre de ce processus.[1549] En outre, dans le cadre de sa communication initiale, le demandeur s'était appuyé sur des analyses substantielles de la composition de l'autre parent (maïs GA21), ainsi que sur des études d'alimentation.[1550] Aucune de ces études n'a permis d'identifier quoi que ce soit qui puisse servir de base à la préoccupation exprimée par l'État membre.

7.2145 Les États-Unis notent que l'autorité compétente principale a aussi demandé des études additionnelles de l'hybride afin de vérifier la stabilité des deux événements ensemble. De l'avis des États-Unis, il n'y a aucune base logique à une telle demande, qui implique une certaine interaction entre les événements MON810 et GA21. Les États-Unis estiment que le demandeur avait déjà montré la stabilité de ces événements de transformation dans chaque lignée parentale. Les insertions, dont la stabilité avait été démontrée dans les lignées parentales, n'étaient pas plus susceptibles d'être affectées par des croisements que tout autre gène déjà présent dans l'un ou l'autre des parents.

7.2146 Les États-Unis notent qu'en janvier 2002 le demandeur a fourni des traductions de diverses études qu'il avait auparavant communiquées. Par la suite, la seule activité menée par l'autorité compétente principale a été une réunion tenue en avril 2002.[1551] Il n'y a eu aucune autre action au sujet de cette demande pendant plus de 18 mois, jusqu'à ce que le demandeur offre de mettre à jour la demande au titre de la Directive 2001/18 le 16 janvier 2003.[1552] Par la suite, le demandeur a toutefois retiré la demande le 15 septembre 2003, en même temps qu'il retirait la demande concernant le maïs

[1547] Pièce EC-82/At. 8.

[1548] Pièce EC-82/Ats. 9, 10 et 11. Selon les États-Unis, la réalisation d'une étude d'alimentation pour les vaches laitières aurait occasionné des coûts et des retards considérables au demandeur. Elle aurait obligé le demandeur à se livrer à d'autres plantations expérimentales afin de produire suffisamment de maïs pour mener l'étude d'alimentation; à embaucher des consultants de l'extérieur pour réaliser l'étude demandée; à faire pousser du maïs aux fins de l'étude d'alimentation au cours de la saison de croissance 2000; à récolter, transporter et à mettre en silos le maïs dans des conditions expérimentales rigoureuses; à mener la phase d'alimentation des vaches; à analyser les échantillons de lait; et à établir tous les rapports selon les normes de la bonne pratique de laboratoire.

[1549] Décision de la Commission concernant la mise sur le marché de maïs génétiquement modifié (zea mays L. lignée MON810), conformément à la Directive 90/220/CEE du Conseil, (98/294/CE), du 22 avril 1998, Journal officiel des Communautés européennes, L 131/32, 5 mai 1998 (pièce US-131).

[1550] Pièce EC-82/Ats. 2 et 5.

[1551] Pièce EC-82/At. 18.

[1552] Pièce EC-82/At. 20.

GA21 (EC-78), car les retards causés par le moratoire avaient rendu les demandes concernant le maïs GA21 (EC-78) et le maïs MON810 x GA21 commercialement dépassées.[1553]

7.2147 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2148 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards identifiés par les États-Unis peuvent s'expliquer par le fait que la sécurité sanitaire de l'une des lignées parentales de ce produit hybride, le maïs GA21, n'avait pas encore été évaluée. L'autorité compétente principale attendait cette évaluation. Les Communautés européennes soutiennent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation de l'une de ses lignées parentales est encore en cours. En outre, selon les Communautés européennes, les États-Unis reconnaissent que les retards ont été causés par le demandeur lorsqu'ils déclarent en réponse à une question du Groupe spécial que "le demandeur n'a pas pu affecter les ressources nécessaires pour répondre en temps opportun aux questions posées par l'autorité compétente [principale]".[1554]

7.2149 Les Communautés européennes font en outre observer qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, la demande a été retirée par une lettre datée du 15 septembre 2003. Le demandeur a donné trois raisons pour expliquer le retrait: premièrement, le fait que la procédure concernant le maïs NK603 se trouvait à un stade plus avancé que la demande concernant le maïs GA21 (EC-78); deuxièmement, l'introduction des nouveaux règlements concernant la commercialisation des produits GM dans les Communautés européennes; et, troisièmement, la modification des priorités commerciales de la société.

7.2150 Les **États-Unis** nient reconnaître que les retards ont été causés par le demandeur. Le tableau sommaire de la réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial ne visait pas à indiquer que le retard était imputable au demandeur. Le demandeur avait plutôt reconnu que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 ne progresserait pas tant que l'examen de la demande concernant le parent à trait unique GA21 (EC-78) restait suspendu au titre du moratoire. Les États-Unis soutiennent qu'il était vain que le demandeur affecte les ressources nécessaires pour donner suite à la demande concernant le maïs MON810 x GA21 alors que l'approbation du maïs GA21 (EC-78) était bloquée depuis des années au titre du moratoire. Le retard de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 était donc une conséquence directe du retard de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) au titre du moratoire.

7.2151 Les États-Unis indiquent qu'à cause du retard dans la procédure d'approbation du maïs GA21 (EC-78), ce produit, ainsi que le maïs MON810 x GA21, avaient été remplacés par des maïs Roundup Ready de seconde génération (le maïs NK603 et le maïs NK603 x MON810, respectivement). Les États-Unis soutiennent que le demandeur n'a peut-être pas cité des retards injustifiés dans sa lettre de retrait parce qu'il était fortement incité à maintenir des relations cordiales

[1553] Pièce EC-82/At. 21.

[1554] Les Communautés européennes font référence à la réponse des États-Unis à la question n° 47 du Groupe spécial, tableau de l'annexe I.

avec les organes de réglementation communautaires, et qu'il n'avait aucun intérêt à se plaindre auprès de ces organes de la longueur des retards.

7.2152 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2153 Nous rappelons que l'autorité compétente principale (Espagne) a demandé des renseignements additionnels au demandeur en novembre 1999. Le demandeur n'a pas fourni les renseignements demandés avant août 2001. Une traduction en espagnol des documents présentés dans la réponse d'août 2001 a été communiquée à l'autorité compétente espagnole en janvier 2002. Les États-Unis ont fait observer que le demandeur ne s'était pas conformé à la demande de l'autorité compétente espagnole visant à ce qu'il fournisse une étude sur la composition nutritionnelle du lait provenant de vaches laitières qui avaient été nourries avec le produit en question.

7.2154 Ce n'est qu'en avril 2002 que le Comité national espagnol de biosécurité a achevé son examen de la traduction en espagnol de janvier 2002 des documents présentés par le demandeur. La Commission nationale de biosécurité a conclu qu'elle avait toujours besoin des résultats d'études d'alimentation concernant les vaches; et d'autres renseignements.[1555] Toutefois, rien dans le dossier n'indique qu'une autre demande de renseignements ait jamais été envoyée au demandeur avant l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.2155 Selon les Communautés européennes, le fait que l'autorité compétente principale n'a pas transmis la demande concernant le maïs MON810 x GA21 à la Commission avant la date d'abrogation de la Directive 90/220 est justifié par le fait que l'autorité compétente principale attendait le résultat de l'évaluation au niveau communautaire d'une des lignées parentales de ce produit hybride, le maïs GA21 (EC-78). Les Communautés européennes soutiennent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours.

7.2156 Nous rappelons que l'autorité compétente espagnole a donné en mai 1999 une évaluation favorable de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) et a transmis cette demande à la Commission. Lorsque la demande concernant le maïs MON810 x GA21 a été présentée, la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) était en cours d'évaluation au niveau communautaire. En outre, en septembre 2000, le CSP a également rendu un avis favorable sur la demande concernant le maïs GA21 (EC-78).[1556] Nous ne voyons donc pas très bien pourquoi l'autorité compétente espagnole ne serait pas en mesure d'arriver également à une conclusion au sujet de la demande concernant le produit hybride, c'est-à-dire le maïs MON810 x GA21. En effet, le dossier n'indique pas que l'autorité compétente espagnole ait jamais informé le demandeur qu'elle n'était pas à même d'aller de l'avant parce que les Communautés européennes n'avaient pas approuvé le parent GA21 (EC-78).

7.2157 D'une manière générale, il peut être exact de dire, comme les Communautés européennes le font, que l'"évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours". Toutefois, il semblerait que l'évaluation des lignées parentales pourrait aussi être effectuée dans le contexte de l'évaluation de l'hybride. En tout état de cause, l'autorité compétente espagnole ne pouvait pas "conclure" l'évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 à elle toute seule. Si d'autres États membres avaient des préoccupations au sujet de l'évaluation par l'Espagne du maïs GA21 (EC-78), encore que cette évaluation paraisse avoir

[1555] Pièce EC-82/At. 18.
[1556] Pièce EC-78+85/At. 90.

été confirmée par le CSP, ils auraient pu formuler une objection sur cette base à l'égard de l'évaluation par l'Espagne du maïs MON810 x GA21 et l'évaluation de cette demande aurait alors également été "conclue" au niveau communautaire.

7.2158 Pour ces raisons, il ne nous apparaît pas que l'autorité compétente espagnole devait retenir la demande au niveau de l'État membre afin d'éviter la possibilité qu'il y ait des évaluations contradictoires du maïs GA21, et nous ne considérons donc pas le fait qu'une des lignées parentales était toujours en cours d'évaluation justifiait le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21.

7.2159 Nous notons qu'après avoir reçu une traduction des renseignements additionnels demandés au demandeur, il incombait à l'autorité compétente espagnole soit de demander des clarifications complémentaires soit d'achever son évaluation dans le délai de 90 jours prévu dans la Directive 90/220. Comme il a été indiqué, la Commission nationale de biosécurité n'a achevé son examen des renseignements que deux mois et demi plus tard. En outre, il n'y pas d'élément de preuve indiquant que l'autorité compétente espagnole a demandé des renseignements additionnels ou manquants une fois que la Commission nationale de biosécurité avait achevé son examen des documents présentés par le demandeur. L'autorité compétente espagnole n'a pas non plus achevé son évaluation après avoir reçu un nouvel avis de la Commission nationale de biosécurité en avril 2002.

7.2160 Nous reconnaissons qu'en avril 2002 la date d'abrogation de la Directive 90/220 approchait. Toutefois, nous notons que dans une autre procédure d'approbation, l'autorité compétente espagnole a transmis les questions de la Commission nationale de biosécurité à une date aussi tardive que le milieu de juin 2002.[1557] En outre, même si l'autorité compétente principale avait pris deux ou trois mois de plus pour achever son évaluation[1558], nous pensons qu'il y avait encore suffisamment de temps pour que les autres États membres examinent le rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale dans les 60 jours suivant la distribution du rapport d'évaluation et, en l'absence d'objections, pour que l'autorité compétente principale donne son consentement à la mise sur le marché du maïs MON810 x GA21.[1559]

7.2161 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous ne voyons aucune justification du fait que l'autorité compétente principale, après avoir reçu un nouvel avis de la Commission nationale de biosécurité en avril 2002, n'a pas assuré le suivi auprès du demandeur pour obtenir plus de renseignements ou des clarifications additionnelles, ni du fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation en avril 2002 ou peu après. Nous ne sommes donc pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu agir plus rapidement qu'elle ne l'a fait.

7.2162 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs

[1557] Pièce EC-75/At. 13.

[1558] Nous notons, toutefois, qu'en avril 2002 le délai de 90 jours prévu dans la Directive 90/220 pour une évaluation par l'autorité compétente principale avait déjà été dépassé.

[1559] Nous notons que l'Espagne aurait pu considérer que tant que la Directive 90/220 était toujours en vigueur, il n'y avait pas de perspective réaliste que le Groupe des cinq pays et la Commission autorisent l'approbation finale de la demande en question. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation avant la date d'abrogation de la Directive 90/220. L'Espagne aurait pu prévoir l'opposition du Groupe des cinq pays sur la base de leur déclaration de juin 1999. Comme il est indiqué plus haut, nonobstant cette déclaration, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire d'approuver des demandes. Il en est de même pour la Commission, qui n'avait pas publié une déclaration comparable à celle du Groupe des cinq pays.

MON810 x GA21 – notamment le temps pris par l'autorité compétente principale entre janvier et octobre 2002 – était indûment long.

7.2163 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire de facto général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que l'Espagne n'a pas achevé son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 avant l'abrogation de la Directive 90/220 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de l'Espagne était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2164 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par l'Espagne pour son évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2165 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs MON810 x GA21 pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

xix) Betterave sucrière RR (EC-88)

7.2166 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR a été retardé de façon injustifiée.

7.2167 Les **États-Unis** allèguent que la demande concernant la betterave sucrière RR a été retardée au premier stade du processus d'approbation au titre de la Directive 90/220 parce que l'autorité compétente principale (Belgique) a refusé de transmettre la demande à la Commission. Les États-Unis font valoir que bien que le demandeur ait fourni des réponses à toutes les questions posées par l'autorité compétente principale, celle-ci n'a pas achevé son examen.

7.2168 Les États-Unis font également observer que la demande concernant la betterave sucrière RR est une des neuf demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et dix mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2169 Les **Communautés européennes** notent qu'après des discussions entre l'autorité compétente principale et le demandeur, la demande a été retirée par les sociétés produisant le produit le 16 avril 2004. Le demandeur a cité comme raison du retrait une décision d'interrompre le développement de la betterave sucrière RR dérivée de l'événement T9100152.

7.2170 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2171 Nous rappelons que la demande a été examinée à une réunion du Conseil consultatif belge de biosécurité tenue le 26 avril 1999. Les questions qui ont été soulevées à cette réunion ont été transmises au demandeur en juin 1999 et comprenaient des questions sur les pratiques culturales, la caractérisation moléculaire, la toxicologie, l'allergénicité et l'équivalence des produits alimentaires/aliments pour animaux.[1560] Le demandeur a fourni des réponses à certaines de ces questions en juillet 1999.[1561] Des réponses aux autres questions ont été transmises en décembre 1999.[1562]

7.2172 En octobre 1999, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels sur les transferts de gènes dans le tractus digestif.[1563] Le demandeur a fourni ces renseignements en janvier 2000.[1564] Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant l'allergénicité, la caractérisation moléculaire et les transferts de gènes dans le tractus digestif demandés par l'autorité compétente principale étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a dit que les renseignements fournis par le demandeur sur ces trois sujets avant octobre 1999 étaient suffisants pour garantir que les conclusions de l'évaluation étaient valides.[1565]

7.2173 En février 2000, l'autorité compétente principale a demandé des références bibliographiques qui manquaient. Le demandeur a fourni les références pertinentes en février et mars 2000.[1566] Selon la chronologie qui nous a été fournie, en avril 2000, le demandeur a rencontré l'autorité compétente pour discuter de questions relatives à la préservation de l'identité, aux bonnes pratiques culturales, à la surveillance postérieure à la commercialisation, à la traçabilité, à l'information du public, aux méthodes de détection spécifique des lignées et aux amorces. Le compte rendu de cette réunion ne nous a toutefois pas été communiqué. En juillet 2000, le demandeur a fourni de sa propre initiative des renseignements additionnels sur la caractérisation d'une protéine et des protocoles de détection. Il

[1560] Pièce EC-88/Ats. 8 et 9.
[1561] Pièce EC-88/At. 10.
[1562] Pièce EC-88/At. 13.
[1563] Pièce EC-88/At. 12.
[1564] Pièce EC-88/At. 15.
[1565] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 42 du Groupe spécial.
[1566] Pièce EC-88/Ats. 17 à 21.

a indiqué que ces données ne changeaient rien aux conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire.[1567]

7.2174 En novembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires concernant la caractérisation moléculaire et l'allergénicité de l'"événement "77"".[1568] Nous avons demandé aux experts si les renseignements concernant la caractérisation moléculaire et l'allergénicité de l'"événement "77"" demandés par l'autorité compétente principale étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a souligné que les renseignements "concernant l'allergénicité n'étaient pas nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides", car la demande initiale avait établi de façon satisfaisante la sécurité sanitaire de ce produit à cet égard.[1569] Le demandeur n'a apparemment pas fourni les renseignements demandés.

7.2175 En janvier 2001, l'autorité compétente principale "a invité" le demandeur à présenter une proposition relative à l'étiquetage et à la traçabilité ainsi qu'une proposition de plan de surveillance et de bonnes pratiques culturales conformément aux principes énoncés dans la position commune du Conseil sur la modification de la Directive 90/220. L'autorité compétente principale a indiqué qu'en l'absence de respect volontaire de ces principes il semblait que la Commission et les autres États membres s'opposeraient à l'approbation de la demande, même si l'autorité compétente principale la transmettait accompagnée d'une évaluation favorable.[1570] Le demandeur n'a apparemment pas répondu à l'invitation de l'autorité compétente principale. En juin 2001, l'autorité compétente principale a envoyé au demandeur certaines observations sur sa demande, en lui demandant d'apporter les corrections correspondantes.[1571] Après la communication de juin 2001 de l'autorité compétente principale, il semble ne pas y avoir eu d'autres échanges entre l'autorité compétente principale et le demandeur jusqu'à l'abrogation de la Directive 90/220 en octobre 2002.

7.2176 Nous débutons notre examen de l'évaluation par l'autorité compétente principale de la demande au titre de la Directive 90/220 en rappelant que le demandeur n'a pas répondu à la demande de renseignements additionnels que lui a adressée l'autorité compétente principale en novembre 2000.[1572] Il apparaîtrait donc qu'après novembre 2000 l'absence de progrès de la demande au titre de la Directive 90/220 soit imputable au demandeur. Notre examen est donc axé sur le comportement de l'autorité compétente principale avant la demande de novembre 2000.

7.2177 Nous notons à cet égard qu'à la fin de mars 2000 le demandeur avait fourni tous les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale. En outre, rien n'indique qu'il ait été demandé au Conseil consultatif de biosécurité une contribution scientifique complémentaire soit avant soit après mars 2000. Malgré cela, l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation au cours des quelques semaines qui ont suivi. Au contraire, plus de sept mois plus tard, en novembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires sur les questions de la caractérisation moléculaire et de l'allergénicité précédemment traitées par le demandeur. Comme il a été indiqué précédemment, notamment dans le cas des clarifications demandées au sujet de l'allergénicité, Mme Nutti a mis en doute la nécessité d'avoir les renseignements qui étaient demandés. Même en ne tenant pas compte de cela, nous notons que les

[1567] Pièce EC-88/At. 22.
[1568] Pièce EC-88/At. 27.
[1569] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 43 du Groupe spécial.
[1570] Pièce EC-88/At. 29.
[1571] Pièce EC-88/At. 30.
[1572] En janvier 2001, l'autorité compétente principale a rappelé au demandeur qu'elle lui avait adressé une demande de renseignements additionnels en novembre 2000. Pièce EC-88/At. 29.

Communautés européennes n'ont pas donné d'explication sur les raisons pour lesquelles l'autorité compétente belge n'aurait pas pu chercher à obtenir ces clarifications beaucoup plus tôt, étant donné que le demandeur avait fourni des renseignements additionnels sur ces questions avant la fin de 1999.

7.2178 En outre, même en supposant pour les besoins du débat que l'autorité compétente principale n'ait pas pu terminer son évaluation entre mars 2000, lorsque le demandeur a fourni tous les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale, et la fin de juillet 2000, lorsque le demandeur a fourni à titre volontaire des renseignements additionnels, et en admettant, à nouveau pour les besoins du débat, que l'autorité compétente principale avait besoin d'un certain temps pour examiner les renseignements de juillet 2000, nous rappelons que la demande de novembre 2000 est arrivée plus de sept mois après que le demandeur avait fourni tous les renseignements demandés par l'autorité compétente principale. Nous ne sommes pas persuadés que l'achèvement de l'examen des renseignements de mars et juillet 2000 exigeait plus que deux fois le délai maximal de 90 jours envisagé dans la Directive 90/220 pour l'ensemble de l'évaluation par une autorité compétente principale. Nous notons à cet égard qu'en novembre 2000 la Belgique avait déjà largement dépassé le délai de 90 jours prévu dans la Directive 90/220.

7.2179 De plus, le retard de sept mois après mars 2000 ne pouvait pas, à notre avis, être excusé au motif qu'il n'y avait pas suffisamment de temps pour achever la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR pendant que la Directive 90/220 était encore en vigueur. La Directive 90/220 n'a pas été abrogée avant octobre 2002. Il y avait donc suffisamment de temps pour que les autres États membres examinent le rapport d'évaluation de l'autorité compétente principale dans les 60 jours suivant sa distribution et, en l'absence d'objections, pour que l'autorité compétente principale donne son consentement à la mise sur le marché de la betterave sucrière RR.[1573]

7.2180 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que, même à supposer que la demande de renseignements additionnels présentée par l'autorité compétente principale en novembre 2000 était justifiée, l'autorité compétente principale aurait pu demander ces renseignements plus tôt qu'elle ne l'a fait. Nous considérons également que l'autorité compétente principale aurait dû le faire, car nous pensons qu'elle aurait dû être en mesure de résoudre toutes les autres questions scientifiques ou techniques en suspens pour novembre 2000.

7.2181 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant la betterave sucrière RR – notamment le temps pris par l'autorité compétente principale entre mars et novembre 2000 – était indûment long.

7.2182 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par la Belgique pour achever son évaluation est

[1573] Nous notons que la Belgique aurait pu considérer que tant que la Directive 90/220 était toujours en vigueur, il n'y avait pas de perspective réaliste que le Groupe des cinq pays et la Commission autorisent l'approbation finale de la demande en question. Toutefois, le Groupe spécial ne considère pas que cela aurait justifié le retard de sept mois après mars 2000. La Belgique aurait pu prévoir l'opposition du Groupe des cinq pays sur la base de leur déclaration de juin 1999. Toutefois, comme il est indiqué plus haut, nonobstant cette déclaration, le Groupe des cinq pays conservait la liberté en droit communautaire d'approuver des demandes. Il en est de même pour la Commission, qui n'avait pas publié une déclaration comparable à celle du Groupe des cinq pays.

conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de la Belgique était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2183 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par la Belgique pour son évaluation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2184 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant la betterave sucrière RR était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant la betterave sucrière RR pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que, pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'Accord SPS.

xx) Colza MS1/RF1 (EC-89) et colza MS1/RF2 (EC-90)

7.2185 Une partie plaignante, le Canada, allègue que l'achèvement des procédures d'approbation séparées pour le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 a été retardé de façon injustifiée. Bien que nous soyons conscients du fait que le Canada formule des allégations séparées visant des produits spécifiques pour les deux procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2, étant donné les faits très semblables de ces procédures, nous examinons les deux allégations ensemble.

7.2186 Le **Canada** fait valoir que les retards dans l'achèvement des procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 sont à la fois excessifs et infondés, et partant injustifiés. Les décisions communautaires autorisant la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2 en juillet 1997 indiquaient que "les autorités compétentes de la France donn[aient] leur consentement pour la mise sur le marché" des produits en question[1574], pourtant en 2003, lorsque le Groupe spécial a été établi, l'autorité compétente principale n'avait toujours pas donné son consentement pour aucun des deux produits.

7.2187 Le Canada note que, bien que la Commission ait pris la disposition procédurale consistant à envoyer le 7 juillet 1999 un "avis motivé" à la France au sujet du fait qu'elle n'avait pas encore donné

[1574] Article 1 1) de chaque décision respectivement. Pièces CDA-48 et 49.

son consentement pour ces produits, la Commission n'avait pas engagé une procédure juridique contre la France pour infraction au droit communautaire devant la Cour de justice européenne.[1575] Aucune explication n'a été donnée par la France au sujet de son refus de se conformer aux décisions de la Commission et à la Directive 90/220, ni par la Commission au sujet du fait qu'elle n'engageait pas une action juridique contre la France. Et cela malgré l'arrêt de novembre 2000 du Conseil d'État français selon lequel, en l'absence de nouveaux renseignements concernant le risque associé au colza MSA/RF1 (EC-89) et au colza MS1/RF2, le Ministère français ne pouvait contester la décision prise par la Commission.[1576]

7.2188 Le Canada soutient que le temps qui a été pris, jusqu'ici, pour faire avancer ces demandes dans le système d'approbation – plus de huit ans – est, selon tout critère raisonnable, "injustifié" et constitue par conséquent une violation de l'Annexe C 1) a), étant donné que l'approbation finale pour ces produits n'a toujours pas été accordée. Toutefois, le temps pendant lequel ces demandes ont traîné au cours de la procédure d'approbation n'est pas la seule raison pour laquelle le Canada allègue que les retards ont été injustifiés. Tout d'abord et avant tout, les Communautés européennes avaient mis en place, depuis octobre 1998, un moratoire injustifié sur les approbations. En outre, le refus d'approuver les demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 n'est pas établi sur la base d'évaluations des risques, d'autant que les deux produits ont été formellement approuvés par la Commission en 1997.

7.2189 Les **Communautés européennes** font valoir que ces produits ont obtenu une autorisation de mise sur le marché en vertu des décisions de la Commission du 6 juin 1997. Elles estiment que du point de vue du droit communautaire, l'absence de consentement final ne signifie pas que le demandeur n'est pas habilité à mettre le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 sur le marché. La doctrine de l'"effet direct" en droit communautaire signifie que le demandeur pourrait faire valoir les droits que lui confèrent les dispositions du droit communautaire.[1577]

7.2190 Les Communautés européennes confirment que la Commission a engagé une procédure d'infraction contre la France en 1998, mais qu'elle a décidé de ne pas porter l'affaire devant la Cour. La raison en était que la législation même sur la base de laquelle avait été accordée l'approbation avait été jugée insuffisante et était en cours de révision. En outre, la France avait exprimé les mêmes préoccupations en matière de risques pour l'environnement en ce qui concerne ces deux produits que pour les produits pour lesquels elle avait par la suite adopté des mesures de sauvegarde (c'est-à-dire le colza MS1/RF1 identique qui avait été approuvé pour des activités de sélection en 1996).

7.2191 Les approbations en 1996 et 1997 du colza MS1/RF1 et MS1/RF2 pour importation, transformation et culture ne prévoyaient pas la présentation de rapports ni de surveillance de la commercialisation dans les Communautés européennes. En conséquence, les Communautés européennes allèguent qu'elles ne peuvent pas dire si ces produits ont été vendus sur leur territoire. Selon les Communautés européennes, aucune variété de colza dérivée du colza MS1/RF1 ou

[1575] Communautés européennes, OGM: La Commission engage une action contre le Luxembourg et la France, communiqué de presse de la Commission, IP/99/438, Bruxelles, 7 juillet 1999 (pièce CDA-52). *Voir aussi* Communautés européennes, Commission, Dix-septième rapport annuel sur l'application du droit communautaire (1999), COM (2000) 92 final, Bruxelles, 23 juin 2000 (secteur de la chimie et biotechnologies), page 81 (pièce CDA-53).

[1576] Communautés européennes, Commission, Dix-huitième rapport annuel sur l'application du droit communautaire (2000), COM (2001) 309 final, Bruxelles, 16 juillet 2001 (secteur de la chimie et biotechnologies), page 73 (pièce CDA-50); *voir aussi* Cour de justice européenne, *Association Greenpeace France c. Ministère de l'agriculture et de la pêche*, C-6/99, [2000] Rec. I-01651 (pièce CDA-51).

[1577] Les Communautés européennes se réfèrent à la Cour de justice européenne, *Leberpfennig*, C-9/70 [1970] Recueil de jurisprudence 825.

MS1/RF2 n'a été enregistrée dans les catalogues nationaux des États membres ni dans le Catalogue commun des variétés d'espèces végétales agricoles – ce qui est une condition préalable à leur culture commerciale – parce que les sociétés n'ont pas présenté de demande en ce sens.

7.2192 Le **Canada** rejette l'argument des CE selon lequel l'absence de consentement final ne signifie pas que le demandeur n'est pas habilité à mettre le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 sur le marché. Le Canada estime que cela exigerait que le demandeur engage une procédure juridique dans les Communautés européennes afin de faire aboutir les procédures d'approbation. Selon le Canada, dans ces circonstances, il est évident que les Communautés européennes n'ont pas achevé les procédures d'approbation pertinentes au titre de la Directive 90/220. Le demandeur n'a pas pu commercialiser ses produits dans les Communautés européennes du fait que la France n'a pas publié les lettres de consentement et de l'incertitude qui en résulte concernant le statut juridique des produits. Par conséquent, les Communautés européennes n'ont pas "achevé" les procédures d'approbation pertinentes sans "retard injustifié" en violation flagrante de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*. En outre, le Canada fait valoir qu'en n'achevant pas les procédures d'approbation les Communautés européennes ont instauré et maintenu des interdictions effectives de commercialiser des produits spécifiques pour le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2.

7.2193 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le retard dont il est allégué qu'il a été causé par la France en tant qu'autorité compétente principale.

Fait que l'État membre n'a pas donné son consentement à la mise sur le marché

7.2194 Le Groupe spécial note que, même si les deux demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été formellement approuvées par la Commission pour la mise sur le marché en juin 1997, l'autorité compétente principale n'a pas par la suite pris la disposition finale de la procédure d'approbation prévue à l'article 13 4) de la Directive 90/220, qui est de donner son consentement écrit à la mise sur le marché d'un produit. Les décisions pertinentes de la Commission, qui sont adressées aux États membres, disposent aussi à l'article 1 1) que "les autorités compétentes de la France donnent leur consentement pour la mise sur le marché" des colzas en question.[1578]

7.2195 Ni l'article 13 4) de la Directive 90/220 ni les décisions pertinentes de la Commission ne prévoient de délais spécifiques dans lesquels l'autorité compétente principale devait donner son consentement. Toutefois, il nous semble évident que cela ne signifie pas que l'autorité compétente principale pouvait prendre le temps qu'elle voulait pour achever l'étape à laquelle elle était tenue. Sinon, les délais prescrits dans la Directive 90/220 pour l'achèvement des autres étapes de la procédure d'approbation, tels que le délai de 90 jours pour l'évaluation par l'État membre énoncé à l'article 12, le délai de 60 jours pour formuler des objections énoncé à l'article 13 et le délai de trois mois pour agir énoncé à l'article 21, pourraient aisément être rendus nuls et privés de sens. Nous rappelons que dans le cas des deux demandes en cause, l'approbation a été accordée par la Commission le 6 juin 1997. En octobre 2002, lorsque la Directive 90/220 a été abrogée, la France n'avait pas donné son consentement à la mise sur le marché des produits en cause. Ainsi, au titre de la Directive 90/220, la France n'a pas donné son consentement pendant plus de cinq ans.[1579]

[1578] Pièces CDA-48 et 49.

[1579] Nous notons, à titre d'exemple, que dans la procédure d'approbation concernant la chicorée rouge, qui a aussi été menée au titre de la Directive 90/220, l'autorité compétente principale a donné son consentement écrit deux mois et demi après que la Commission a approuvé la demande pour des activités de sélection. Pièce EC-77/At. 42.

7.2196 Il y a quelque incertitude quant au statut des demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 après l'abrogation de la Directive 90/220. L'article 35 de la Directive 2001/18 dispose que les demandes présentées au titre de la Directive 90/220 pour lesquelles les procédures d'approbation n'ont pas été achevées le 17 octobre 2002 relèvent des dispositions de la Directive 2001/18. Il dispose en outre qu'au plus tard le 17 janvier 2003 les demandeurs devaient avoir complété leurs demandes conformément à la Directive 2001/18. Rien n'indique que les demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été complétées conformément à la Directive 2001/18.

7.2197 Il apparaît que les Communautés européennes font valoir, toutefois, que les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été complétées au titre de la Directive 90/220. Elles soutiennent que, conformément à la jurisprudence de la Cour de justice européenne, l'absence de consentement final de la part de l'autorité compétente principale ne signifie pas que le demandeur n'est pas juridiquement habilité à mettre le colza MS1/RF1 (EC-89) et/ou le colza MS1/RF2 sur le marché. Selon les Communautés européennes, le demandeur pourrait invoquer devant les tribunaux français l'obligation que les décisions de la Commission susmentionnées imposent à la France de mettre sur le marché les produits en question. Le Canada n'a pas contesté que le demandeur aurait ce droit en vertu du droit communautaire. Dans ces circonstances, et en l'absence d'éléments de preuve contraires, nous ne voyons aucun motif de rejeter l'affirmation des Communautés européennes concernant la situation en vertu de leur propre droit.

7.2198 Accepter l'affirmation des Communautés européennes signifie qu'à la date d'établissement du présent Groupe spécial les décisions de la Commission susmentionnées étaient toujours juridiquement contraignantes, et qu'à cette date le demandeur pouvait toujours invoquer les décisions de la Commission susmentionnées contre la France, puisque celle-ci n'avait alors toujours pas donné son consentement écrit. Cela ne signifie pas, toutefois, qu'avant ou après l'abrogation de la Directive 90/220, la France elle-même n'était plus tenue de se conformer aux décisions de la Commission et n'était pas obligée de donner son consentement écrit.

7.2199 Nous ne devons pas exprimer, et nous n'exprimons donc pas, un avis sur la question de savoir si les procédures d'approbation menées au titre de la Directive 90/220 concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ont été "achevées" selon le droit communautaire.[1580] Toutefois, nous pouvons exprimer un avis sur la question de savoir si ces procédures d'approbation ont été "achevées" au sens de la première clause de l'Annexe C 1) a). Nous avons fait observer précédemment que le verbe "achever", tel qu'il apparaît à la première clause de l'Annexe C 1) a), indique que les procédures d'approbation non seulement doivent être engagées, mais également doivent être terminées, ou conclues, et que l'expression "engager et achever" qui apparaît aussi à la première clause de l'Annexe C 1) a) couvre toutes les étapes des procédures d'approbation et devrait être considérée comme signifiant que les procédures d'approbation doivent être entamées et exécutées du début à la fin.[1581]

7.2200 Nous ne considérons pas que les Communautés européennes ont terminé, ou conclu, les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ni qu'elles ont exécuté ces procédures du début à la fin. En effet, la Directive 90/220 prévoit l'octroi du consentement écrit de l'autorité compétente principale à la mise sur le marché en tant qu'étape intégrante et ultime de la procédure d'approbation.[1582] À notre avis, le fait que le demandeur pouvait

[1580] Nous notons qu'à l'article 35 de la Directive 2001/18 l'expression "pas […] achevées" est utilisée à propos des procédures commencées au titre de la Directive 90/220.

[1581] *Voir supra*, le paragraphe 7.1494.

[1582] Article 13 4) de la Directive 90/220.

invoquer devant les tribunaux français l'obligation que les décisions de la Commission susmentionnées imposent à la France de donner son consentement à la mise sur le marché des produits en question ne démontre pas que les procédures d'approbation pertinentes ont déjà été "achevées" au sens de la première clause de l'Annexe C 1) a). Il indique plutôt qu'en dépit du fait que la France n'a pas terminé les procédures les décisions de la Commission peuvent être exécutoires à l'égard de la France.

7.2201 Ayant déterminé que les procédures d'approbation concernant le colza MSA/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 n'ont pas été achevées, nous allons maintenant traiter le point de savoir si le temps pris par la France pour donner son consentement écrit est indûment long. Les Communautés européennes affirment à cet égard que l'inaction de la France après juin 1997 était due à des préoccupations au sujet des risques pour l'environnement et que ces mêmes risques avaient amené la France en novembre 1998 à adopter une mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161).[1583] En examinant l'affirmation des CE, nous notons que nous avons reçu très peu de renseignements sur les procédures d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. En particulier, nous n'avons vu aucun élément de preuve faisant état des préoccupations environnementales alléguées par la France. Au contraire, les décisions de la Commission portant approbation des demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 indiquent clairement que la France a transmis la demande à la Commission avec un avis favorable.

7.2202 En outre, rien n'indique qu'après juin 1997 la France ait cherché à obtenir des renseignements additionnels auprès du demandeur, ou ait proposé au demandeur d'accepter volontairement des conditions plus strictes pour répondre à ses préoccupations environnementales alléguées. De plus, les décisions de la Commission portant approbation des deux produits spécifient que la Directive 90/220 prévoit des sauvegardes additionnelles si de nouveaux renseignements sur les risques des produits en question deviennent disponibles. Eu égard à cela, même si la France estimait qu'en juin 1997 elle avait des raisons justifiables de considérer que les produits en question constituaient un risque pour l'environnement, elle aurait pu prendre une mesure de sauvegarde, comme elle l'a fait pour le colza MS1/RF1 (EC-161), *après* avoir donné son consentement écrit à la mise sur le marché des deux produits en question.[1584] Les préoccupations sous-tendant la mesure de sauvegarde de la France auraient alors été examinées par le CSP et une décision sur la validité des préoccupations de la France aurait ensuite dû être prise au niveau communautaire.

7.2203 Pour ces raisons, nous ne sommes pas persuadés qu'il y avait des questions environnementales en suspens qui étaient propres aux produits en question et que la France voulait que le demandeur traite avant de donner son consentement écrit à la mise sur le marché de ces produits.

7.2204 Les Communautés européennes n'ont pas donné d'autre explication de l'inaction prolongée de la France. Nous rappelons à cet égard qu'en juin 1999 la France était un des pays du Groupe des cinq pays qui avaient déclaré qu'ils prendraient des dispositions pour suspendre les nouvelles approbations au titre de la Directive 90/220 en attendant l'adoption de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité. Nous avons constaté précédemment qu'au moins à compter de juin 1999 le comportement de la France était conforme à la déclaration de juin 1999 du Groupe des cinq pays. En effet, malgré une obligation juridique claire de donner un consentement écrit à la mise sur le

[1583] La demande concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) avait été présentée au Royaume-Uni et a été approuvée pour des activités de sélection en 1996.

[1584] Il n'y a rien dans la Directive 90/220 qui indique qu'une autorité compétente principale transmettant une demande avec un avis favorable et donnant son consentement écrit à la mise sur le marché d'un produit ne peut pas par la suite prendre une mesure de sauvegarde en ce qui concerne ce produit.

marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2, la France n'a pas donné son consentement et a ainsi empêché ces produits d'être approuvés. Comme nous l'avons expliqué précédemment[1585], toutefois, nous considérons que le besoin perçu de nouvelles règles communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité ne constitue pas une justification suffisante du fait de ne pas avoir achevé les procédures d'approbation pour les produits en question et d'avoir empêché leur approbation finale.

7.2205 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial conclut que le temps pris par la France jusqu'en août 2003, y compris le temps pris après juin 1999, afin de donner son consentement écrit à la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) et du colza MS1/RF2 après l'approbation des deux demandes par la Commission en juin 1997 est indûment long.

7.2206 Compte tenu de cette conclusion, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par le Canada à l'appui de son allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2207 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS292 (Canada) – Colza MS1/RF1 (EC-89)

S'agissant de la plainte DS292, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la France pour donner son consentement écrit à la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-89) après son approbation par la Commission en juin 1997 – aucun consentement n'a été donné entre juin 1997 et août 2003 – était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation du Canada selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas "examiné ni approuvé, sans retard injustifié", la demande concernant le colza MS1/RF1 (EC-89), et selon laquelle elles n'ont donc pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans "retard injustifié". En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza MS1/RF1 (EC-89), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada) – Colza MS1/RF2 (EC-90)

S'agissant de la plainte DS292, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la France pour donner son consentement final à la mise sur le marché du colza MS1/RF2 après son approbation par la Commission en juin 1997 – aucun consentement n'a été donné entre juin 1997 et août 2003 – était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation du Canada selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas "examiné ni approuvé, sans retard injustifié", la demande concernant le colza MS1/RF2, et selon laquelle elles n'ont donc pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans "retard injustifié". En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le colza MS1/RF2, les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

[1585] *Voir supra*, les paragraphes 7.1511 à 7.1518.

c) Nouveaux aliments – Demandes présentées au titre du Règlement n° 258/97

7.2208 Nous allons maintenant examiner les procédures d'approbation qui ont été menées au titre du Règlement n° 258/97 pour les demandes indiquées par les parties plaignantes. Avant de nous lancer dans un examen des procédures d'approbation individuelles, nous devrions toutefois traiter brièvement certaines questions que pose l'application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation menées au titre du Règlement n° 258/97.

i) Application de la première clause de l'Annexe C 1) a) aux procédures d'approbation menées au titre du Règlement n° 258/97

7.2209 Nous avons constaté précédemment que la procédure d'approbation énoncée dans le Règlement n° 258/97, dans la mesure où elle était appliquée pour vérifier et assurer le respect de la prescription voulant que les nouveaux aliments ne présentent pas de danger pour le consommateur, constituait une "procédure d'approbation" au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Par contre, nous avons constaté que dans la mesure où la même procédure d'approbation était appliquée pour vérifier et assurer le respect des prescriptions voulant que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur et n'impliquent pas des inconvénients nutritionnels pour le consommateur, cette procédure n'était pas une "procédure d'approbation" au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2210 Au titre du Règlement n° 258/97, une fois qu'une demande d'approbation d'un nouveau produit alimentaire a été présentée, le respect des trois prescriptions susmentionnées doit être vérifié dans le cadre d'une seule procédure d'approbation. Le Règlement n° 258/97 envisage également que si une demande ne satisfait pas à l'une des trois prescriptions, le produit alimentaire pertinent ne peut pas être mis sur le marché. Nous rappelons que les parties plaignantes n'ont pas contesté le Règlement n° 258/97 en tant que tel, et n'ont donc pas mis en cause la décision des Communautés européennes de mener une seule procédure d'approbation pour vérifier chacune des trois prescriptions et d'accorder des approbations uniquement dans les cas où les demandes étaient conformes à chacune des trois prescriptions.

7.2211 Il résulte de la conception du Règlement n° 258/97 qu'au cas où il y aurait un retard dans le traitement d'une demande dû à la nécessité de vérifier le respect de la prescription voulant que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur, ou qu'ils n'impliquent pas des inconvénients nutritionnels pour le consommateur, ce retard affecterait aussi la procédure d'approbation SPS menée pour la même demande, c'est-à-dire la procédure appliquée pour vérifier et assurer le respect de la prescription voulant que les nouveaux aliments ne présentent pas de danger pour le consommateur. En d'autres termes, la procédure d'approbation SPS serait retardée s'il y avait un retard dans la procédure d'approbation non SPS, et dans la mesure correspondante.

7.2212 Nous avons dit précédemment qu'à notre avis la première clause de l'Annexe C 1) a) exigeait que les procédures d'approbation SPS soient engagées et achevées sans perte de temps injustifiable. Dans le contexte du Règlement n° 258/97, la question se pose donc de savoir si un retard causé par la nécessité de vérifier le respect, par exemple, de la prescription non SPS voulant que les nouveaux aliments n'impliquent pas d'inconvénients nutritionnels pour le consommateur, devrait être considéré comme constituant, *ipso facto*, une perte de temps injustifiable.

7.2213 En traitant cette question, nous rappelons que les parties plaignantes n'ont pas contesté ni mis en cause le fait que le Règlement n° 258/97 prévoyait que pour chaque demande une seule procédure devait être menée, aboutissant à une seule approbation. Nous considérons que, dans ces circonstances, un retard dans la procédure d'approbation SPS ne devrait pas être considéré comme "injustifié" simplement parce qu'il résultait de la nécessité de vérifier le respect d'une des deux

prescriptions non SPS énoncées dans le Règlement n° 258/97, par exemple la prescription voulant que les nouveaux aliments n'impliquent pas d'inconvénients nutritionnels pour le consommateur. En effet, s'il en était autrement, il pourrait se produire une situation dans laquelle les Communautés européennes devraient achever la procédure par une décision de fond concernant la demande considérée même si elles n'avaient pas encore pu déterminer de manière adéquate si la demande satisfaisait à la prescription voulant que le nouveau produit alimentaire n'implique pas des inconvénients nutritionnels pour le consommateur. Les Communautés européennes pourraient ainsi devoir approuver un nouveau produit alimentaire dont la consommation implique des inconvénients nutritionnels pour le consommateur, et cela alors même que les parties plaignantes n'ont jamais mis en cause le fait que conformément au Règlement n° 258/97 la prescription voulant qu'un produit n'implique pas des inconvénients nutritionnels doit être respectée avant qu'un produit soit approuvé.

7.2214 Bien que nous ne considérions donc pas que, dans les circonstances spécifiques de la présente affaire, un retard dans la procédure d'approbation SPS devrait être considéré comme "injustifié" simplement parce qu'il résultait de la nécessité de vérifier le respect d'une des deux prescriptions non SPS énoncées dans le Règlement n° 258/97, nous sommes d'avis que par exemple si le temps pris pour vérifier le respect d'une de ces prescriptions non SPS dépassait le temps qui est nécessaire à cet effet, le retard qui en résulterait dans la procédure d'approbation SPS serait du moins en partie "injustifié".

7.2215 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous pensons qu'aux fins de notre examen des procédures d'approbation pertinentes à la lumière de la première clause de l'Annexe C 1) a), nous n'avons pas besoin de formuler, et nous ne formulons donc pas, des constatations spécifiques sur la question de savoir si d'éventuels retards dans une procédure d'approbation pertinente découlaient de la nécessité de vérifier le respect de la prescription SPS voulant que les nouveaux aliments ne présentent pas de danger pour le consommateur ou s'ils découlaient de la nécessité de vérifier le respect des prescriptions non SPS voulant que les nouveaux aliments n'induisent pas le consommateur en erreur et qu'ils n'impliquent pas des inconvénients nutritionnels pour le consommateur. Dans les circonstances de la présente affaire, l'un ou l'autre type de retard serait pertinent pour un examen au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a).

7.2216 En tant que question additionnelle, mais séparée, nous devrions rappeler que les demandes au titre du Règlement n° 258/97 concernant des aliments ou ingrédients alimentaires qui contiennent des OGM ou qui sont constitués de tels organismes relèvent de l'article 9 du Règlement n° 258/97 qui dispose que la décision de la Commission portant approbation de la mise sur le marché au titre du Règlement n° 258/97 doit "[tenir] compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par [la Directive 90/220] en vue de garantir que toutes les mesures utiles sont prises pour éviter les conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement que pourrait entraîner la dissémination volontaire d'[OGM]". Comme nous l'avons dit précédemment, il semblerait découler de l'article 9 que si le demandeur n'a pas présenté une évaluation des risques pour l'environnement, une demande au titre du Règlement n° 258/97 ne pourrait pas être approuvée par la Commission à moins qu'une demande au titre de la Directive 90/220 concernant le même produit biotechnologique ait été approuvée auparavant. Nous faisons observer dans ce contexte qu'il serait à notre avis contraire aux prescriptions de la première clause de l'Annexe C 1) a) que les Communautés européennes mènent une procédure au titre du Règlement n° 258/97 à un rythme extrêmement lent simplement à cause de retards qui se sont produits, ou dont on prévoit qu'ils se produiront, dans une procédure parallèle au titre de la Directive 90/220 (ou de la Directive 2001/18) concernant le même produit biotechnologique, à condition que de nouveaux progrès dans la procédure au titre du Règlement n° 258/97 soient encore possibles. En d'autres termes, nous considérons que les Communautés européennes doivent autant que possible mener une procédure au titre du Règlement n° 258/97 aussi rapidement que possible, à moins que le demandeur ne demande que la procédure au titre du

Règlement n° 258/97 avance plus lentement, ou qu'elle n'avance pas plus vite ou plus loin, qu'une procédure parallèle au titre de la Directive 90/220 (ou de la Directive 2001/18). Dans le cas des demandes au titre du Règlement n° 258/97 en cause en l'espèce, nous n'avons pas connaissance de l'existence d'une telle demande de la part d'un demandeur ou d'une situation dans laquelle aucun nouveau progrès dans la procédure pertinente au titre du Règlement n° 258/97 n'était possible.

7.2217 Enfin, nous rappelons que dans la section VII.D nous avons traité la question de savoir si la raison motivant le moratoire général des CE sur les approbations finales aurait pu constituer une justification des retards qui ont pu se produire du fait de ce moratoire. Ces observations antérieures sont pertinentes et applicables également à notre examen des procédures d'approbation au titre du Règlement n° 258/97 indiquées par les parties plaignantes.

7.2218 En gardant à l'esprit ces observations générales, nous allons maintenant procéder à l'examen des mesures individuelles visant des produits spécifiques incriminées.

ii) Maïs GA21 (produit alimentaire) (EC-91)

7.2219 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2220 Les **États-Unis** font valoir que la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 257/98 a été retardée d'abord au niveau de l'État membre en ce sens que l'autorité compétente principale (les Pays-Bas) a pris au moins dix mois de plus qu'il n'était nécessaire pour achever son évaluation initiale. Ensuite, le CSAH n'a pas examiné la demande pendant onze mois puis a retardé la remise de son évaluation de onze mois sans explication. Enfin, après l'évaluation favorable du CSAH, la Commission n'a pas soumis un projet de décision au Comité de réglementation pour l'approbation de ce produit avant l'établissement du Groupe spécial. Les États-Unis considèrent ces retards comme étant abusifs et donc injustifiés.

7.2221 Les États-Unis font observer que ce produit était en cours d'examen par l'autorité compétente principale entre la présentation de la demande en juillet 1998 et l'avis de l'autorité compétente principale en janvier 2000. En février 1999, l'autorité compétente principale a demandé au demandeur d'effectuer une étude complémentaire sur l'analyse de la composition, et le demandeur a fourni sa réponse en octobre 1999. Par conséquent, sur les 18 mois au total pendant lesquels ce produit était examiné au niveau de l'État membre, huit seulement ont été utilisés par le demandeur pour répondre aux questions.

7.2222 Les États-Unis font observer que la demande a été transmise à la Commission le 21 janvier 2000. La période de consultation officielle des États membres était terminée en avril 2000. Les États-Unis notent que la Commission a demandé un avis au CSAH le 18 mai 2000. Toutefois, c'est onze mois plus tard que le CSAH a contacté le demandeur pour la première fois, en demandant des renseignements additionnels.[1586] En moins d'un mois, le demandeur a fourni des réponses à toutes les questions.[1587] Il a fallu à nouveau onze mois au CSAH pour rendre un avis le 27 février 2002.[1588] Dès lors, la demande a été retardée pendant 17 mois au niveau communautaire avant que le CSAH

[1586] Pièce EC-91/At. 39.
[1587] Pièce EC-91/At. 40.
[1588] L'actuel cadre réglementaire révisé reconnaît qu'un délai de six mois est un délai permettant à l'autorité scientifique des Communautés européennes (Groupe des OGM de l'AESA) d'arrêter un avis. Règlement (CE) n° 1829/2003, article 6.1.

rende un avis positif le 27 février 2002. Dans son avis, le CSAH concluait que les données présentées, y compris les deux études sur les aliments entiers, étaient "suffisantes pour l'évaluation"[1589] et citait ces études à l'appui de sa conclusion finale selon laquelle "du point de vue de la santé du consommateur, le maïs issu de la lignée de maïs GA21 et les produits dérivés […] sont aussi sûrs que le grain et les produits dérivés obtenus à partir des lignées de maïs traditionnel".[1590]

7.2223 Selon les États-Unis, près de deux mois se sont écoulés après l'avis favorable du CSAH, sans aucune activité concernant cette demande. Le 23 avril 2002, le demandeur a proposé de réduire la portée de la demande afin d'inclure seulement le grain transformé et les produits dérivés, mais pas le grain non transformé, pour que la procédure d'autorisation au titre du Règlement n° 258/97 puisse reprendre immédiatement.[1591] Il a expliqué que la raison de cette proposition était que le grain non transformé destiné à la consommation humaine relevait également de la Directive 90/220 et que "la progression au titre de cette Directive [était] suspendue depuis un certain temps, ce qui fait que la demande relative aux grains de maïs GA21 [n'avait] pas encore été examinée pour approbation".[1592]

7.2224 Les États-Unis font valoir que, malgré les efforts déployés par le demandeur pour lever les obstacles possibles, la Commission n'a toujours pas transmis la demande au Comité de réglementation après l'avis favorable du CSAH. Au contraire, comme le montre le compte rendu d'une réunion du 5 juin 2002 entre la Commission et le demandeur, la Commission a noté que même si l'étape suivante était la prise d'une décision communautaire, "[i]l [était] souhaitable qu'une telle décision tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1593] Les États-Unis maintiennent que les Communautés européennes ont tout simplement interrompu le traitement de cette demande en prévision de modifications imminentes possibles de leurs règlements, action entièrement conforme au moratoire que les représentants des Communautés européennes et des États membres avaient annoncé. Alors que les nouvelles législations concernant tant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux que la traçabilité et l'étiquetage n'entreraient pas en vigueur avant 2004 et que le demandeur avait indiqué qu'il préférait appliquer les prescriptions en matière d'étiquetage en vigueur au titre du Règlement n° 258/97, la Commission a noté qu'"il [était] clair qu'il serait plus difficile d'obtenir un avis favorable d'une majorité d'États membres dans la procédure de comitologie" si le demandeur n'était pas tenu de devancer les nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage avant l'adoption de la nouvelle législation.[1594] En d'autres termes, le demandeur était tenu d'attendre la finalisation des prescriptions en matière d'étiquetage au titre de la législation en préparation. Par conséquent, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation comme cela est nécessaire pour achever le processus d'approbation, ce qui a entraîné un autre retard qui s'est prolongé jusqu'à l'adoption de la nouvelle réglementation sur les nouvelles denrées alimentaires et les nouveaux aliments pour animaux, en septembre 2003.

7.2225 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) est une des cinq demandes indiquées par les États-Unis qui sont en souffrance au niveau de la Commission et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne quatre ans et six mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant

[1589] Pièce EC-91/At. 43, pages 11 et 12.
[1590] Pièce EC-91/At. 43.
[1591] Pièce EC-91/At. 44.
[1592] Pièce EC-91/At. 44.
[1593] Pièce EC-91/At. 45, page 1.
[1594] Pièce EC-91/At. 45, page 2.

le maïs GA21 (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2226 L'**Argentine** fait valoir que l'examen de la demande pour le maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97 a traîné pendant au total cinq ans et deux mois sans qu'il y ait une réponse définitive. Elle soutient en outre que les chronologies fournies par les Communautés européennes attestent les nombreuses occasions où des renseignements additionnels à ce qui est nécessaire pour des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation appropriées ont été demandés au demandeur. L'Argentine soutient que depuis le 27 février 2002, date à laquelle le CSAH a exprimé son avis favorable, il n'y a eu aucun nouveau progrès dans le processus d'approbation. Elle indique que la demande a été retirée en septembre 2003 parce qu'aucun progrès n'avait été réalisé depuis le 27 février 2002.

7.2227 Les **Communautés européennes** font valoir que les 18 mois passés au niveau de l'État membre étaient dus au caractère incomplet du dossier initialement présenté et à la nécessité d'obtenir des données scientifiques additionnelles.[1595] Le dossier a été distribué au niveau communautaire en janvier 2000, comme l'exige le règlement. De nombreux États membres ont demandé des renseignements additionnels et ont posé des questions, plusieurs ont formulé des objections principalement au motif de données insuffisantes sur la caractérisation moléculaire et sur l'analyse de la composition (équivalence substantielle). En mai 2000, la Commission a demandé l'avis du CSAH. Le CSAH a constaté que le dossier ne contenait pas des renseignements suffisants en ce qui concerne l'équivalence substantielle et les essais de toxicité et a dû demander les renseignements pertinents au demandeur.[1596] Le CSAH a finalement rendu son avis en février 2002.

7.2228 les Communautés européennes notent la différence entre l'évaluation des risques et la gestion des risques et font valoir que la première est la tâche des comités scientifiques, tandis que la seconde constitue la fonction du Comité de réglementation. Puisque le Comité de réglementation est chargé de la gestion des risques, il doit prendre en compte tous les facteurs pertinents, y compris l'évaluation des risques *stricto sensu*. Les Communautés européennes font valoir que les projets de mesures transmis par la Commission au Comité de réglementation sont donc étayés par les évaluations scientifiques, mais traitent aussi d'autres questions légitimes, y compris les questions de gestion des risques, lesquelles ne sont pas traitées par un comité scientifique.

7.2229 En ce qui concerne le Règlement n° 258/97, les Communautés européennes soutiennent qu'en matière de gestion des risques il est apparu clairement en 1999 qu'il faudrait une nouvelle législation traitant de questions telles que l'étiquetage et la traçabilité ainsi que la mise au point et la validation des méthodes de détection. S'agissant de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire), les Communautés européennes estiment que l'avis du CSAH n'a pas pris suffisamment en compte tous les éléments pertinents. Les éléments qui déterminaient l'insuffisance de l'avis du CSAH concernaient les questions de validation des méthodes de détection, qui étaient des prescriptions devant être incluses dans la nouvelle législation sur les "denrées alimentaires et aliments pour animaux" et dont le demandeur reconnaissait l'importance. Plus particulièrement, les Communautés européennes notent que, compte tenu du projet de législation à venir pour les "denrées alimentaires et aliments pour animaux", en juin 2002, le demandeur s'est engagé sur une base volontaire à fournir des méthodes de détection et de validation pour son produit avec le concours du Centre commun de recherche de la Commission (ci-après le "CCR").

[1595] Pièce EC-91/Ats. 1 à 6.
[1596] *Voir* la demande du 24 avril 2001 (pièce EC-91/At. 17).

7.2230 Les Communautés européennes notent que parvenir à un accord sur la quantité de données et de matériels, et les circonstances dans lesquelles ils devaient être présentés au CCR a pris énormément de temps. Toutes les données nécessaires ont été reçues en bon état au milieu de septembre 2003. L'étude préalable à la validation a été lancée en octobre et a été conclue après que le demandeur a transmis la série complète de données à la fin de novembre 2003. Certains essais additionnels de la méthode et des matériels ont été effectués au début de 2004. L'étude commune des méthodes de validation a été lancée en avril 2004 et devait être terminée pour la fin de juin 2004.

7.2231 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation jusqu'en août 2003.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.2232 Nous rappelons que le CSAH a remis une évaluation favorable de cette demande en février 2002. Après que le CSAH a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation à un moment quelconque jusqu'en août 2003. Les États-Unis et l'Argentine font valoir que la Commission aurait dû élaborer et soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation peu après que le CSAH avait rendu son avis.

7.2233 Le dossier montre qu'environ deux mois après que le CSAH avait rendu son avis en février 2002, le 23 avril 2002, le demandeur a en revanche informé la Commission qu'il ne cherchait plus à obtenir l'autorisation de mettre sur le marché le maïs GA21 non transformé destiné à l'alimentation humaine. Le demandeur a expliqué que cette utilisation pour l'alimentation humaine relèverait de la Directive 90/220[1597] et a noté que la progression de la demande concernant le maïs GA21 (EC-78) au titre de la Directive 90/220 était suspendue depuis un certain temps. Le demandeur espérait que cette initiative permettrait de relancer immédiatement la demande au titre du Règlement n° 258/97.[1598]

7.2234 Le dossier montre en outre que plus d'un mois plus tard, le 5 juin 2002, les services de la Commission ont rencontré le demandeur. Selon un rapport de la Commission sur la réunion, la Commission a indiqué à la réunion qu'"il serait souhaitable qu'un [projet de mesure concernant la demande] tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1599] Plus précisément, la Commission cherchait à obtenir des engagements volontaires en ce qui concerne l'étiquetage des aliments et ingrédients alimentaires dérivés du maïs GA21 ainsi qu'en ce qui concerne les méthodes de détection et les matériels de référence.

7.2235 À la réunion de juin 2002, le demandeur a accepté de fournir des renseignements et matériels additionnels, y compris une méthode de détection, afin de constituer une base pour la traçabilité, comme il est envisagé dans les nouvelles règles communautaires proposées par la Commission. Le rapport de la Commission sur la réunion indique à cet égard que la Commission pourrait présenter un projet de mesure au Comité de réglementation en novembre 2002, à condition qu'une méthode de détection validée soit alors disponible. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, la question

[1597] Conformément à l'article 9 du Règlement n° 258/97, dans le cas des aliments ou ingrédients alimentaires des OGM ou consistant en OGM, la décision d'approbation devant être prise doit "[tenir] compte des exigences fixées en matière de sécurité pour l'environnement par la directive 90/220/CEE, en vue de garantir que toutes les mesures utiles sont prises pour éviter les conséquences néfastes pour la santé humaine et l'environnement que pourrait entraîner la dissémination volontaire d'[OGM]".

[1598] Pièce EC-91/At. 44.

[1599] Pièce EC-91/At. 45.

de la validation de la méthode de détection n'avait pas encore été réglée de sorte qu'en août 2003 aucun projet de mesure n'avait été transmis au Comité de réglementation.

7.2236 Le dossier de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) ne contient aucun élément de preuve montrant que dans cette procédure la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure après que le CSAH a rendu un avis favorable en février 2002. Cela tranche avec le dossier d'autres procédures d'approbation qui contient de tels éléments de preuve.[1600] Par conséquent, nous ne pouvons pas supposer que des consultations interservices ont été lancées sur un projet de mesure concernant le maïs GA21 (produit alimentaire).

7.2237 En effet, il apparaît que la Commission a préféré d'abord étudier si le demandeur serait disposé à fournir certains renseignements additionnels, ou à prendre certains engagements additionnels, sur la base de propositions en vue d'une nouvelle législation communautaire. Bien que nous admettions que la réponse du demandeur aurait pu avoir une incidence sur le type de projet de mesure au sujet duquel la Commission lancerait des consultations interservices, cette circonstance n'expliquerait pas pourquoi la Commission a attendu plus de trois mois après que le CSAH a rendu son avis pour prendre contact avec le demandeur.

7.2238 Puisque la Commission cherchait à obtenir des engagements volontaires, il était possible que le demandeur rejette la demande de la Commission dans son intégralité. Si le demandeur l'avait fait, la Commission aurait retardé la procédure de plus de trois mois, car elle aurait lancé des consultations interservices seulement à ce moment-là.

7.2239 Le dossier ne contient aucun renseignement qui donne à penser que juin 2002 était la date la plus proche à laquelle la Commission aurait pu chercher à obtenir les engagements volontaires pertinents. En effet, les Communautés européennes elles-mêmes ont dit au sujet du Règlement n° 258/97 qu'en matière de gestion des risques il était apparu clairement en 1999 qu'il faudrait une nouvelle législation traitant de questions telles que l'étiquetage et la traçabilité ainsi que la mise au point et la validation de méthodes de détection. Eu égard à cela, nous ne voyons pas pourquoi il n'aurait pas été possible que la Commission étudie l'éventualité d'engagements volontaires avec le demandeur déjà en mars 2002 plutôt qu'en juin 2002 seulement. En effet, la Commission avait distribué des propositions en vue d'une législation communautaire appropriée dès juillet 2001. Si le demandeur avait dit non à la demande de la Commission, cela aurait réglé la question.

7.2240 En fait, il ressort clairement du dossier que le demandeur s'est montré peu désireux de prendre des engagements additionnels en ce qui concerne l'étiquetage. Toutefois, le demandeur a effectivement accepté la demande de la Commission l'invitant à fournir des matériels de référence et une méthode de détection qui devait être validée par le Centre commun de recherche de la Commission. Il nous apparaît, d'après le dossier, que le demandeur a accepté cette demande sur la base des propositions de la Commission en vue d'une nouvelle législation, puisqu'il était apparemment prévu que le Parlement européen examine les propositions seulement en juillet 2002. Cela étaye notre point de vue selon lequel la Commission aurait pu chercher à obtenir cet engagement particulier avant juin 2002.

7.2241 Le rapport de la Commission sur la réunion de juin 2002 indique que la Commission ne s'attendait à "aucun problème particulier en ce qui concerne la validation. Toutefois, la disponibilité des matériels de référence n'a pas été examinée".[1601] Il ressort clairement de cette déclaration que la Commission savait que des matériels pertinents pouvaient ou non être disponibles, et qu'il était donc

[1600] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 60.
[1601] Pièce EC-91/At. 45.

possible que le demandeur ait besoin de temps pour réunir les données et matériels pertinents. En outre, comme cette procédure d'approbation le montre, un accord de transfert de matériel devait être conclu avant que d'éventuels matériels soient transférés. Finalement, dans son rapport sur la réunion de juin 2002 la Commission a clairement indiqué qu'elle ne transmettrait pas un projet de mesure au Comité de réglementation avant qu'une méthode de détection ait été validée. Par conséquent, si le demandeur avait été informé plus tôt de la demande de la Commission, la méthode de détection aurait pu être validée plus tôt et un projet de mesure aurait également été soumis plus tôt au Comité de réglementation.

7.2242 Compte tenu des éléments qui précèdent, nous considérons qu'afin d'étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires, la Commission aurait pu, et dû, prendre contact avec le demandeur peu après que le CSAH avait rendu son avis (ou avant) et non plus de trois mois plus tard.

7.2243 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que, dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – et en particulier le temps pris par la Commission pour étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires – était indûment long.

7.2244 En ce qui concerne la plainte DS291, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure à la réunion du Comité de réglementation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) avant août 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2245 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2246 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour élaborer un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation – et en particulier le temps pris pour étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au

moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par la Commission pour élaborer un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation – et en particulier le temps pris pour étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires – était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

iii) Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) (EC-92)

7.2247 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2248 Les **États-Unis** estiment que le traitement de cette demande a été retardé au stade du processus correspondant à la Commission, étant donné que la Commission avait refusé de transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation comme cela est nécessaire pour achever le processus d'approbation, et la demande est restée bloquée depuis lors.

7.2249 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) est une des cinq demandes indiquées par les États-Unis qui sont en souffrance au niveau de la Commission et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne quatre ans et six mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2250 Les **Communautés européennes** notent qu'après que l'autorité compétente principale a adressé son rapport d'évaluation initiale à la Commission en mai 2000, quatre États membres ont formulé des objections et plusieurs autres ont demandé des renseignements additionnels portant principalement sur le marqueur de résistance aux antibiotiques utilisé (protéine PAT) et sur les études de toxicité effectuées en ce qui concerne cette protéine ainsi que sur la caractérisation moléculaire.

7.2251 La Commission a demandé l'avis du CSAH en décembre 2000. Le CSAH a demandé des données complémentaires qui n'ont été fournies par le demandeur qu'en février 2002. Le CSAH a rendu son avis en avril 2002, indiquant que sur la base des renseignements fournis dans la demande ainsi que des nouveaux matériels fournis par le demandeur en réponse aux questions posées par les

États Membres et à la lumière des documents publiés, il fallait conclure que le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) était aussi sûr pour l'alimentation humaine que ses équivalents traditionnels.

7.2252 Selon les Communautés européennes, compte tenu du projet de législation à venir pour les "denrées alimentaires et aliments pour animaux", le demandeur a accepté sur une base volontaire de fournir des méthodes de détection et de validation pour son produit avec le concours du CCR. La quantité de données et de matériels, et les circonstances dans lesquelles ils devaient être présentés au CCR ont été convenues lors d'une réunion de planification en octobre 2002. La première série de matériels envoyée au début de 2003 était insuffisante du point de vue des quantités nécessaires, et la méthode fournie par le demandeur a produit de très mauvais résultats dans une étude préalable à la validation. Le demandeur a remis une méthode appropriée et tous les matériels nécessaires en juillet 2003 seulement. Le CCR a finalisé la méthode de validation en octobre 2003.

7.2253 En novembre 2003, la Commission a soumis un projet de mesure au Comité de réglementation. À la demande des États membres, toutefois, la Commission n'a pas demandé un vote formel, étant donné que plusieurs États membres considéraient que les questions scientifiques qu'ils avaient formulées antérieurement sur la base de leurs évaluations scientifiques nationales contradictoires étaient toujours non résolues et que d'autres attendaient toujours des évaluations des risques scientifiques complémentaires de leurs comités scientifiques nationaux. Entre octobre et le début de décembre 2003, les États membres ont produit trois nouvelles évaluations des risques qui allaient toutes à l'encontre de l'avis du CSAH.

7.2254 Enfin, la Commission a demandé le vote formel sur son projet de mesure. Toutefois, le projet de mesure n'a pas obtenu la majorité qualifiée au Comité de réglementation ni ensuite au Conseil. Le projet de mesure a été adopté par la Commission le 19 mai 2004.

7.2255 En ce qui concerne le temps pris par la Commission avant de demander un avis au CSAH, les **États-Unis** maintiennent que lorsque la demande a été évaluée pour la première fois au niveau communautaire en 2000, les États membres ont formulé des objections sur la base non pas de motifs scientifiques, mais du moratoire général. Les États-Unis indiquent, à titre d'exemple, que le Conseil de l'agriculture et de la pêche du Danemark a rappelé ce qui suit: "[e]n août 2000, le Danemark a formulé une objection à l'égard de l'approbation du maïs Bt-11 dans le contexte du règlement concernant les nouveaux aliments en se référant à la déclaration approuvée par le Danemark, la France, l'Italie, la Grèce et le Luxembourg sur la suspension de nouveaux permis pour des OGM (la déclaration relative au moratoire), qui avait été faite à la réunion du Conseil (environnement) les 24 et 25 juin 1999. L'objection comprenait une référence au fait que, dans l'attente de l'approbation d'un règlement qui garantirait l'étiquetage et la traçabilité efficace des OGM et des produits qui en sont dérivés, les pays appliquant le moratoire bloqueraient tout nouveau permis concernant la culture et la commercialisation d'OGM".[1602] Toujours en août 2000, la France a cité le règlement concernant les denrées alimentaires et les aliments pour animaux qui devait encore être mis en œuvre comme raison de ne pas appuyer le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), choisissant de ne pas tenir compte de constatations scientifiques complètes et au contraire de maintenir le moratoire sur les examens de produits biotechnologiques.[1603]

7.2256 Selon les États-Unis, il n'y a aucune base scientifique permettant à l'Autriche, à la France et à la Grèce de demander des études d'alimentation animale à long terme additionnelles étant donné les résultats des analyses de la composition et le fait que des études d'alimentation animale effectuées pour le maïs de plein champ Bt-11 avaient été fournies en même temps que des études sur la

[1602] Pièce EC-92/At. 80.
[1603] Pièce EC-92/At. 23, page 2.

digestibilité simulée et des tests de toxicité aiguë.[1604] La Grèce avait reconnu que ces dernières études "ne montraient pas un seul effet négatif dans le dosage testé".[1605] En outre, la Grèce n'a pas identifié, avec une spécificité quelconque, d'éventuelles lacunes dans les données fournies, ni une raison quelconque de croire que ces protéines se comporteraient en quoi que ce soit différemment de toute autre protéine, développeraient spontanément des propriétés toxiques nouvelles ou différentes ou interagiraient d'une autre manière avec d'autres composants du produit alimentaire. En fait, la Grèce a simplement noté que "la méthodologie *in vitro* pour étudier la dégradabilité des protéines Btk et PAT [pouvait] être améliorée", mais n'a pas spécifié comment.

7.2257 La principale différence entre le maïs doux et le maïs de plein champ étant que le maïs doux comporte une plus grande quantité de sucres naturels, les États-Unis maintiennent qu'il n'y a aucune raison de croire que ce fait à lui seul rendrait les résultats des évaluations de la sécurité sanitaire effectuées pour le maïs de plein champ inapplicables à ce produit. Néanmoins, l'Autriche, la Grèce et le Royaume-Uni ont également fait valoir que des données additionnelles sur la composition et la sécurité sanitaire étaient nécessaires pour établir l'équivalence entre le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) et le maïs de plein champ Bt-11. L'Autriche a de façon expéditive rejeté l'utilisation par le demandeur des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP pour le maïs de plein champ Bt-11 au motif que ces éléments de preuve "ne peuvent pas être considérés comme adéquats puisque que le maïs doux et le maïs de plein champ ont des gammes de composants différentes".[1606] La Grèce exigeait des "analyses pour tous les paramètres" (en particulier pour les acides aminés, les acides gras, les facteurs antinutritionnels et les substances végétales secondaires) en ce qui concerne tant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) que le maïs de plein champ Bt-11, sans identifier une seule propriété qui ferait que le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) aurait un comportement différent de celui que toutes les données indiquaient comme probable.[1607] Même si le Royaume-Uni a reconnu qu'"il [était] admis que la protéine [dans le maïs doux] [était] la même que dans le maïs de plein champ", il a néanmoins formulé une objection au motif que des études concernant l'expression des gènes introduits dans le maïs doux étaient nécessaires.[1608] Il n'a été donné aucune autre explication du rejet des résultats des données relatives à la sécurité sanitaire réunies en ce qui concerne le maïs de plein champ souche.

7.2258 Les États-Unis font observer que ces préoccupations ont été négligées par le CSAH. En effet, le CSAH a noté que "la distinction entre les résultats pour le maïs doux et le maïs de plein champ n'[était] pas pertinente pour l'évaluation tant que le maïs non modifié correspondant approprié [était] utilisé comme moyen de contrôle".[1609]

7.2259 Au sujet de la période suivant l'évaluation favorable du CSAH en avril 2002, les États-Unis notent que les Communautés européennes essaient de justifier des retards dans le traitement de la demande concernant le maïs Bt-11 en alléguant qu'"[e]ntre octobre et le début de décembre 2003 [après l'avis positif du CSAH], les États membres ont produit trois nouvelles évaluations des risques qui allaient toutes à l'encontre de l'avis du CSAH".[1610] Ces évaluations des risques sont censées avoir

[1604] Le demandeur avait mentionné les études d'alimentation portant sur les aliments entiers qu'il avait effectuées pour le maïs de plein champ Bt-11 dans sa communication du 28 novembre 1998. Les Communautés européennes n'ont pas fourni la communication initiale du 6 avril 1998 pour les produits du maïs doux transformés.

[1605] Pièce EC-92/At. 28.

[1606] Pièce EC-92/At. 25.

[1607] Pièce EC-92/At. 28.

[1608] Pièce EC-92/At. 22.

[1609] Pièce EC-92/At. 53, section 3.10.

[1610] Réponses des Communautés européennes aux questions posées par le Groupe spécial le 3 juin 2004, réponse à la question n°1.

été fournies par l'Autriche, la Belgique et la France. Les États-Unis soutiennent que l'affirmation des CE n'est pas étayée par le dossier. Aucune évaluation des risques n'a été présentée pendant cette période, d'après la propre chronologie des Communautés européennes. Aucun des documents fournis pendant cette période ne contient de prétendues évaluations des risques effectuées par la France, l'Autriche ou la Belgique. À la réunion du Comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale du 10 novembre 2003[1611], la France a présenté seulement une observation, pas une évaluation des risques.[1612] À la réunion du Comité de réglementation du 8 décembre 2003, l'Autriche[1613], la Belgique[1614] et la France[1615] ont présenté des déclarations écrites concernant leurs votes. Mais aucune d'entre elles n'était une évaluation des risques. De fait, si le Comité de réglementation n'a pas atteint la majorité qualifiée, c'est parce qu'un certain nombre d'États membres ont manifesté leur opposition en raison des nouveaux règlements proposés en matière de traçabilité et d'étiquetage (qui ne sont pas entrés en vigueur avant avril 2004).[1616]

7.2260 Le **Groupe spécial** commence son analyse en traitant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation jusqu'en août 2003.

Fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation

7.2261 Nous rappelons que le CSAH a remis une évaluation favorable de cette demande en avril 2002. Après que le CSAH a rendu son avis, la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation à un moment quelconque jusqu'en août 2003, même si par la suite elle a effectivement soumis au Comité de réglementation un projet de mesure qui était à l'ordre du jour du Comité en novembre 2003. Les États-Unis font valoir que la Commission aurait dû élaborer et soumettre un projet de mesure au Comité de réglementation peu après que le CSAH avait rendu son avis en avril 2002.

7.2262 Plus d'un mois et demi plus tard, le 5 juin 2002, les services de la Commission ont rencontré le demandeur. La Commission indique dans son rapport sur la réunion qu'il serait souhaitable qu'un [projet de mesure concernant la demande] tienne compte d'une manière appropriée de l'évolution de la législation concernant l'autorisation des denrées alimentaires et des aliments pour animaux GM ainsi que l'étiquetage des produits GM".[1617]

[1611] Pièce EC-92/At. 67.

[1612] L'observation formulée par la France ne constitue pas une "évaluation des effets négatifs que [pourrait] avoir sur la santé des personnes et des animaux" le métabolisme des sucres du maïs doux, différent de celui du maïs de plein champ. Elle vise les effets non intentionnels, les risques théoriques non identifiés par les études existantes concernant la toxicité des protéines ou effectuées sur les animaux. Comme la Commission l'a indiqué dans sa Proposition de décision du Conseil du 28 janvier 2004, "[l]es observations soulevées dans l'avis de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) du 26 novembre 2003 n'apportent pas de nouveaux éléments scientifiques à l'évaluation initiale du maïs doux Bt-11 effectuée par les autorités compétentes des Pays-Bas". En effet, ces observations ont également été soulevées dans deux avis de l'AFSSA, du 21 juillet 2000 et du 20 mars 2001, et ont été dûment prises en considération par le Comité scientifique de l'alimentation humaine dans son avis du 17 avril 2002, qui a confirmé les conclusions de l'évaluation initiale selon laquelle le maïs doux Bt-11 est aussi sûr pour la consommation humaine que ses équivalents traditionnels. Pièce EC-92/At. 77.

[1613] Pièce EC-92/At. 71.

[1614] Pièce EC-92/At. 73.

[1615] Pièce EC-92/At. 72.

[1616] Pièce EC-92/Ats. 67 ("Pour finir, plusieurs États membres ont mis en doute l'opportunité de poursuivre le processus d'autorisation du produit, en prévision de l'application des Règlements (CE) n°1829/2003 et 1830/2003."), 71, 74, 75 et 76.

[1617] Pièce EC-92/At. 54.

7.2263 Plus précisément, le rapport de la réunion traite la question des "[m]éthodes de détection, [de la] traçabilité, [des] matériels de référence [et de l']identification". Selon le rapport, le demandeur "a été d'accord pour fournir" les renseignements et matériels nécessaires au CRC en temps utile.[1618] Rien dans le dossier n'indique que cet "accord" du demandeur n'était pas volontaire. Le rapport indique qu'un projet de mesure pourrait être présenté au Comité de réglementation en novembre 2002, à condition qu'une méthode de détection validée soit alors disponible. Au moment de l'établissement du Groupe spécial, la question de la validation de la méthode de détection n'avait pas encore été réglée, de sorte qu'en août 2003 aucun projet de mesure n'avait été transmis au Comité de réglementation.

7.2264 Le dossier de la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) ne contient aucun élément de preuve montrant que dans cette procédure la Commission a lancé des consultations interservices sur un projet de mesure après que le CSAH a rendu un avis favorable en avril 2002. Cela tranche avec le dossier d'autres procédures d'approbation qui contient de tels éléments de preuve.[1619] Nous ne pouvons donc pas supposer que des consultations interservices ont été lancées sur un projet de mesure concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire).

7.2265 En effet, il apparaît que la Commission a préféré d'abord étudier si le demandeur serait disposé à fournir certains renseignements additionnels, ou à prendre certains engagements additionnels, sur la base de propositions en vue d'une nouvelle législation communautaire. Bien que nous admettions que la réponse du demandeur ait pu avoir une incidence sur le type de projet de mesure au sujet duquel la Commission lancerait des consultations interservices, cette circonstance n'expliquerait pas pourquoi la Commission a attendu plus d'un mois et demi après que le CSAH a rendu son avis pour prendre contact avec le demandeur.

7.2266 Puisque la Commission cherchait à obtenir des engagements volontaires, il était possible que le demandeur rejette la demande de la Commission dans son intégralité. Si le demandeur l'avait fait, la Commission aurait retardé la procédure de plus d'un mois et demi, car elle aurait lancé des consultations interservices seulement à ce moment-là.

7.2267 Le dossier ne contient aucun renseignement qui donne à penser que juin 2002 était la date la plus proche à laquelle la Commission aurait pu chercher à obtenir les engagements volontaires pertinents. En effet, les Communautés européennes elles-mêmes ont dit au sujet du Règlement n° 258/97 qu'en matière de gestion des risques il était apparu clairement en 1999 qu'il faudrait une nouvelle législation traitant de questions telles que l'étiquetage et la traçabilité, ainsi que la mise au point et la validation de méthodes de détection. Eu égard à cela, nous ne voyons pas pourquoi il n'aurait pas été possible que la Commission étudie plus tôt la possibilité d'engagements volontaires avec le demandeur au lieu de le faire en juin 2002 seulement. En effet, la Commission avait distribué des propositions en vue d'une législation communautaire appropriée dès juillet 2001. Si le demandeur avait dit non à la demande de la Commission, cela aurait réglé la question.

7.2268 En fait, le demandeur a effectivement accepté la demande de la Commission l'invitant à fournir des matériels de référence et une méthode de détection qui devait être validée par le Centre commun de recherche de la Commission. Il nous apparaît, d'après le dossier, que le demandeur a accepté cette demande sur la base des propositions de la Commission en vue d'une nouvelle législation puisqu'il était apparemment prévu que le Parlement européen examine les propositions seulement en juillet 2002. Cela étaye notre point de vue selon lequel la Commission aurait pu chercher à obtenir cet engagement particulier avant juin 2002.

[1618] *Ibid*.
[1619] *Voir*, par exemple, les pièces EC-62/At. 76; EC-65/At. 60.

7.2269 Comme nous l'avons noté précédemment dans le contexte de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (produit alimentaire), nous avons des raisons de croire qu'en demandant au demandeur de fournir une méthode de détection, la Commission savait que les matériels de référence pertinents pouvaient ou non être disponibles, et qu'il était donc possible que le demandeur ait besoin de temps pour réunir les données et matériels pertinents. En outre, comme les Communautés européennes elles-mêmes le font observer, la quantité de données et de matériels et les circonstances de leur présentation au CCR devaient être convenues. Enfin, la Commission dans son rapport sur la réunion de juin 2002 a clairement indiqué qu'elle ne transmettrait pas un projet de mesure au Comité de réglementation avant qu'une méthode de détection ait été validée. Par conséquent, si le demandeur avait été informé plus tôt de la demande de la Commission, la méthode de détection aurait pu être validée plus tôt et un projet de mesure aurait également été soumis plus tôt au Comité de réglementation.

7.2270 À notre avis, puisque la Commission a demandé la fourniture d'une méthode de détection à titre volontaire, elle aurait même pu prendre contact avec le demandeur avant que le CSAH rende son avis en avril 2002. Le demandeur aurait alors eu la possibilité de s'assurer que les matériels de référence et autres documents et matériels pertinents pour la validation d'une méthode de détection étaient disponibles si la Commission demandait leur transmission et lorsqu'elle le ferait. En effet, nous notons que dans la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire), des travaux sur la validation de la méthode ont été engagés avant même que la Commission ait demandé un avis scientifique à l'AESA.[1620]

7.2271 Compte tenu des éléments qui précèdent, nous considérons qu'afin d'étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires, la Commission aurait pu, et dû, prendre contact avec le demandeur soit avant soit peu après que le CSAH avait rendu son avis et non plus d'un mois et demi plus tard.

7.2272 Sur la base des considérations qui précèdent, le Groupe spécial est d'avis que, dans les circonstances spécifiques de cette procédure, le temps pris par la Commission pour élaborer et transmettre un projet de mesure au Comité de réglementation – et en particulier le temps pris par la Commission pour étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires – était indûment long.

7.2273 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure à la réunion du Comité de réglementation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) avant août 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2274 Compte tenu de notre conclusion concernant le fait que la Commission n'a pas soumis un projet de mesure au Comité de réglementation, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

[1620] Pièce EC-96/At. 34 ainsi que les mentions concernant le 20 février 2003 et le 31 mars 2003.

Conclusion

7.2275 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par la Commission pour élaborer un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation – et en particulier le temps pris pour étudier la possibilité que le demandeur prenne des engagements volontaires – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de la Commission était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

iv) Soja LL (produit alimentaire) (EC-93)

7.2276 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2277 Les **États-Unis** font observer que l'autorité compétente principale (Belgique) a refusé de transmettre la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) pour examen au niveau communautaire.

7.2278 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) est une des quatre demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire) est excessif et infondé et, partant, injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2279 L'**Argentine** allègue qu'à la date de la première communication écrite de l'Argentine la demande était retardée au niveau de l'État membre depuis cinq ans et huit mois sans qu'une décision finale ait été prise au sujet de son approbation. Elle affirme que les Communautés européennes n'ont ni traité la demande ni procédé à l'évaluation des risques nécessaire. Elle fait valoir qu'il n'y a pas de justification scientifique du retard, puisque les "rapports initiaux" n'ont pas été établis.

7.2280 Les **Communautés européennes** notent que la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) n'a été portée devant l'autorité compétente belge qu'en février 1999. La Commission a notifié la demande belge à tous les autres États membres en mars 1999. En avril 1999, le Conseil belge de biosécurité a demandé des renseignements additionnels au demandeur afin de poursuivre

l'évaluation initiale. La demande portait sur les questions de l'équivalence substantielle et de la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques.[1621] Le demandeur n'a pas pleinement répondu à cette demande de renseignements additionnels. La Grèce (juin 1999) et l'Italie (juillet 1999) ont également demandé des renseignements additionnels sur divers points tels que la caractérisation nutritionnelle et biochimique et la toxicité de la plante transgénique, mais n'ont reçu aucune réponse.[1622] En avril 2004, l'autorité compétente principale a rappelé au demandeur qu'il devait répondre aux demandes de renseignements additionnels pour lui permettre de finaliser le rapport d'évaluation en cours.

7.2281 Les Communautés européennes estiment que les parties plaignantes ont choisi de passer sous silence le fait que le demandeur n'a pas fourni les renseignements additionnels qui avaient été demandés par l'autorité compétente principale en avril 1999 et par la Grèce et l'Italie en juin et juillet 1999. Selon les Communautés européennes, les demandes de renseignements additionnels sont restées, pour l'essentiel, toutes les trois sans réponse. Les Communautés européennes notent également que, le 6 juillet 2004, le demandeur a retiré sa demande.

7.2282 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2283 Nous notons que, contrairement à ce que les Communautés européennes affirment, la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) a été portée devant l'autorité compétente belge dès le début de décembre 1998, et non en février 1999 seulement.[1623] Le 8 décembre 1998, l'Inspection générale belge des denrées alimentaires a demandé au Conseil belge de biosécurité d'établir un premier rapport d'évaluation dans un délai de 90 jours suivant la transmission de la demande.

7.2284 Le dossier indique que le Conseil de biosécurité s'est réuni le 17 décembre 1998 au sujet de la demande. À cette réunion, des préoccupations ont été exprimées quant au fait que, même si la demande portait sur la nutrition animale, un certain nombre de tests concernant les incidences possibles liées à la consommation humaine étaient absents. Le demandeur s'est apparemment engagé par écrit à répondre aux préoccupations concernant l'équivalence substantielle en suivant les instructions d'un expert belge.[1624]

7.2285 Vers la fin d'avril 1999, le Conseil belge de biosécurité a répondu à une demande de l'Inspection générale belge des denrées alimentaires. La lettre souligne que le demandeur n'avait toujours pas répondu aux préoccupations du Conseil de biosécurité relatives à l'équivalence substantielle. Elle indique ensuite que le demandeur devait fournir des renseignements additionnels sur la mise en place de l'étiquetage et, plus précisément, sur la présence d'ADN PAT et de protéine PAT dans les produits dérivés du soja.[1625] Elle indique en conclusion qu'en raison de l'absence de données et de renseignements sur l'équivalence substantielle et la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques, le Conseil de biosécurité se trouvait dans l'impossibilité de remettre un rapport d'évaluation finale pour ce qui est de la demande concernant le soja LL (produit alimentaire). Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements concernant l'équivalence substantielle et la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques étaient nécessaires pour

[1621] Pièce EC-93/At. 11.
[1622] Pièce EC-93/Ats. 16 et 17.
[1623] Pièce EC-93/Ats. 1 et 3.
[1624] Pièce EC-93/At. 11.
[1625] *Ibid*.

garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a répondu que ces demandes étaient valides.[1626]

7.2286 En mai 1999, l'autorité compétente principale a adressé au demandeur un rappel signalant qu'il n'avait toujours pas répondu aux deux demandes de renseignements additionnels auxquelles il était fait référence dans la lettre d'avril 1999.[1627] Elle a également informé la Commission que le délai pour l'évaluation de cette demande ne serait pas respecté en raison de l'absence de réponse du demandeur aux deux demandes de renseignements additionnels susmentionnées.[1628] Le dossier indique qu'en août 2003, le demandeur n'avait toujours pas pleinement répondu à la première demande concernant l'équivalence substantielle.[1629] Il apparaît que le demandeur a répondu à la première demande concernant la présence d'ADN PAT et de protéine PAT transgéniques dans les produits dérivés du soja, mais on ne sait pas très bien à quelle date.[1630]

7.2287 La Grèce (juin 1999) et l'Italie (juillet 1999) ont également demandé des renseignements additionnels sur la caractérisation nutritionnelle et biochimique et la toxicité des végétaux transgéniques. Nous avons de nouveau demandé aux experts qui nous conseillent si les renseignements additionnels demandés par la Grèce et l'Italie étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a répondu que la demande ne fournissait pas tous les renseignements que l'on attendrait pour respecter la procédure d'évaluation Codex recommandée et que, par conséquent, les demandes concernant certains de ces renseignements étaient justifiées.[1631] En décembre 2000 et de nouveau en juillet 2001, le demandeur a apparemment fourni des renseignements additionnels à l'autorité compétente principale au sujet de la caractérisation des inserts, mais ces renseignements ne nous ont pas été communiqués. Dans la même correspondance, le demandeur indiquait que les renseignements sur les analyses de la composition seraient fournis à une date ultérieure.[1632] Sept mois plus tard, dans un courrier daté de juillet 2001, il a apparemment fourni des renseignements afin de répondre à ces demandes, mais ces renseignements n'étaient pas inclus dans les éléments de preuve qui nous ont été communiqués.[1633]

7.2288 En août 2001, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications en ce qui concerne la composition nutritionnelle, indiquant que les données fournies par le demandeur en juillet 2001 n'avaient pas répondu de manière adéquate à sa demande d'avril 1999. Nous avons de nouveau demandé aux experts si ces clarifications étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a noté que les renseignements demandés seraient normalement nécessaires pour juger de la sécurité sanitaire du produit mais que, compte tenu du caractère incomplet du dossier, il lui était impossible de déterminer s'ils avaient ou non été fournis précédemment à l'autorité compétente principale.[1634] L'autorité compétente principale a également posé des questions au sujet d'une étude de résultats portant sur la croissance des poulets de chair, étude qui figurait déjà dans le dossier selon le demandeur, mais qu'elle ne trouvait pas. Enfin, l'autorité compétente principale a indiqué que, conformément aux nouvelles recommandations du Conseil de biosécurité concernant la caractérisation moléculaire, elle demanderait certains renseignements additionnels sur cette question.

[1626] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 48 du Groupe spécial.
[1627] Pièce EC-93/At. 14.
[1628] Pièce EC-93/At. 13.
[1629] Pièce EC-93/At. 25.
[1630] *Ibid*.
[1631] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 49 du Groupe spécial.
[1632] Pièce EC-93/At. 21.
[1633] Pièce EC-93/At. 22.
[1634] Annexe H, réponse de Mme Nutti à la question n° 50 du Groupe spécial.

7.2289 Le dossier donne à penser que le demandeur n'a jamais répondu à la demande de clarifications d'août 2001. En effet, en juin 2003, dans un courriel interne concernant une demande de la Commission aux fins de mise à jour de ce dossier, l'autorité compétente principale soulignait le fait que le demandeur n'avait pas fourni l'étude demandée sur la croissance des poulets de chair. Elle indiquait par ailleurs qu'elle avait demandé, mais pas reçu, des renseignements additionnels sur la caractérisation moléculaire. Toutefois, le dossier n'indique pas qu'une telle demande ait été transmise au demandeur.[1635]

7.2290 Il est regrettable que les éléments de preuve fournis au sujet de cette demande soient incomplets. Même si les experts ont indiqué qu'une grande partie des renseignements demandés par l'autorité compétente principale et par d'autres États membres étaient nécessaires pour garantir que l'évaluation de la sécurité sanitaire était valide, il n'a pas été possible de déterminer dans quelle mesure ces renseignements pouvaient déjà avoir été fournis par le demandeur. Il est aussi très difficile de déterminer à partir des renseignements dont nous disposons si le demandeur a répondu à des demandes particulières de renseignements.

7.2291 Cela dit, ainsi que nous l'avons noté précédemment, il apparaît que le demandeur n'a jamais pleinement répondu à la demande de renseignements additionnels d'avril 1999 de l'autorité compétente principale. Comme nous l'avons également noté, la partie de la demande qui est restée sans réponse, malgré l'engagement pris par le demandeur de fournir les renseignements pertinents, avait déjà été portée à la connaissance du demandeur après la réunion de décembre 1998. Il apparaît aussi que les réponses qui ont été données par le demandeur en réponse à la demande d'avril 1999 n'ont pas été fournies en temps utile. En outre, le dossier donne à penser que le demandeur n'a jamais répondu à la demande de clarifications d'août 2001. En fait, il n'apparaît pas qu'il y ait eu d'autre communication du demandeur avant qu'il retire sa demande en juillet 2004.

7.2292 À la lumière des éléments qui précèdent, et en particulier du fait que le demandeur n'a pas fourni les renseignements qu'il s'était apparemment engagé à fournir et par ailleurs n'a pas répondu à des demandes de renseignements qui n'étaient pas explicitement contestées, nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation des États-Unis et de l'Argentine selon laquelle le temps pris par la Belgique jusqu'en août 2003 pour évaluer la demande concernant le soja LL était indûment long.

7.2293 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par la Belgique pour son évaluation, nous allons examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Temps total pris depuis la présentation de la demande

7.2294 Les États-Unis et l'Argentine présentent également l'argument selon lequel le temps total pendant lequel la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) a été en souffrance est excessif et infondé. La demande concernant le soja LL (produit alimentaire) a été présentée pour la première fois pour approbation à la fin de novembre 1998. Cela signifie qu'en août 2003, la procédure d'approbation était en cours depuis quatre ans et neuf mois.

7.2295 Nous partageons l'avis des États-Unis et de l'Argentine selon lequel, dans l'absolu, c'est une longue période pour une évaluation initiale. Toutefois, comme nous l'avons expliqué précédemment, la simple indication du temps total pendant lequel une demande a été en souffrance ne démontre pas, en elle-même et à elle seule, que le temps pris était indûment long.

[1635] Pièce EC-93/At. 25.

7.2296 Les États-Unis font valoir qu'avant qu'il y ait un moratoire des CE, les procédures d'approbation étaient généralement achevées en moins de trois ans. Même si les États-Unis avaient raison, il faut toutefois se rappeler que les Communautés européennes évaluent les demandes au cas par cas. Ainsi, le fait que la procédure d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire) n'a pas été achevée en moins de trois ans ne démontre pas, à notre avis, qu'il n'était pas justifiable que les Communautés européennes prennent plus de temps pour traiter cette demande particulière.

7.2297 Les États-Unis font valoir en outre qu'étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, le fait que la demande en question a traîné au niveau de l'État membre pendant largement plus de quatre ans démontre l'existence d'un retard injustifié. Nous rappelons à cet égard notre constatation selon laquelle le dossier étaye la conclusion selon laquelle les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* sur les approbations à compter de juin 1999. À cette époque, la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) était déjà en souffrance depuis près de sept mois. Ainsi, une partie du temps total pris ne peut pas s'expliquer par le moratoire. En outre, le simple fait qu'un moratoire général était en vigueur n'implique pas nécessairement qu'une demande particulière ait été affectée par ce moratoire. Les États-Unis eux-mêmes ont à maintes reprises dit que "le moratoire était une décision des Communautés européennes de ne pas amener les produits jusqu'à la phase de la décision *finale* du processus d'approbation" et qu'"une certaine progression dans le processus, qui s'arrêtait avant la décision finale, n'était pas du tout incompatible avec un moratoire sur les approbations finales".[1636] Par conséquent, en soi, le fait qu'un moratoire sur les approbations était en vigueur entre juin 1999 et août 2003 n'est pas suffisant pour démontrer que la période pendant laquelle la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) avait été en souffrance en août 2003 reflète le fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé la procédure d'approbation pertinente sans retard injustifié.

7.2298 En conséquence, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis et de l'Argentine selon laquelle le temps total pendant lequel la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) avait été en souffrance en août 2003 démontre que le temps pris était indûment long.

Conclusions

7.2299 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles il n'a pas été établi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation initiale de la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) était indûment long, ni que la période totale pendant laquelle la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) avait été en souffrance en août 2003 démontrait que le temps pris par les Communautés européennes était indûment long. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial n'est pas en mesure d'accepter l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure

[1636] *Voir*, par exemple, la deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 51. (italique dans l'original)

d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire), les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles il n'a pas été établi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation initiale de la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) était indûment long, ni que la période totale pendant laquelle la demande concernant le soja LL (produit alimentaire) avait été en souffrance en août 2003 démontrait que le temps pris par les Communautés européennes était indûment long. À la lumière de ces constatations, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le soja LL (produit alimentaire), l'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

v) Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) (EC-94)

7.2300 Une partie plaignante, les États-Unis , allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2301 Les **États-Unis** font valoir que l'approbation du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), qui est obtenu au moyen de l'hybridation classique de deux produits biotechnologiques "parents", le maïs MON810 et le maïs GA21 a été retardée du fait que l'autorité compétente principale n'a pas achevé son évaluation initiale. Plus précisément, ils font valoir qu'au moment de l'établissement du Groupe spécial, cela faisait déjà trois ans et demi que l'autorité compétente principale examinait la demande. Ils soutiennent que ce décalage avait deux causes distinctes.

7.2302 Selon les États-Unis, une cause du décalage a été le retard injustifié dans l'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire) par les CE au titre du Règlement n° 258/97. La demande d'approbation du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) présentée au titre du Règlement n° 258/97 faisait référence aux évaluations des risques détaillées effectuées pour les produits biotechnologiques parents, complétées par des données sur la sécurité sanitaire et la caractérisation de l'hybride MON810 x GA21 qui confirmaient ces résultats. Un parent, le maïs MON810, a été approuvé en 1998 au titre de la Directive 90/220[1637] et a été notifié en 1998 sur la base d'un avis d'équivalence substantielle, comme l'exigeait alors le Règlement n° 258/97.[1638] Toutefois, la demande concernant le parent à trait unique GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97 a été bloquée au niveau de la Commission après que celle-ci avait demandé l'avis du CSAH en mai 2000 puis de nouveau après l'avis définitif du CSAH en février 2002. Par conséquent, la progression de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) a ralenti la progression de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) dans le processus réglementaire. De fait, dans les observations qu'elle a formulées au sujet de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), l'Italie a dit ce qui suit: "l'examen de la documentation relative à l'autorisation [du maïs MON810 x GA21] devrait être effectué uniquement après que la commercialisation du [maïs

[1637] Décision de la Commission concernant la mise sur le marché de maïs génétiquement modifié (zea mays L. lignée MON810), conformément à la Directive 90/220/CEE du Conseil, (98/294/CE), 22 avril 1998, Journal officiel des Communautés européennes n° L 131 page 32, 5 mai 1998 (pièce US-131).

[1638] Pièce US-132.

GA21] a été autorisée [au titre du Règlement n° 258/97]".[1639] Au moment de l'établissement du Groupe spécial, l'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire) au titre du Règlement n° 258/97 n'avait pas encore été accordée.

7.2303 Les États-Unis soutiennent que l'autre cause du décalage traduisait, en partie, la nécessité pour le demandeur de répondre à des demandes de renseignements qui étaient injustifiées d'un point de vue scientifique. Ils soulignent que l'autorité compétente principale a insisté sur la caractérisation moléculaire de la lignée MON810 x GA21 sans tenir compte des données antérieures qui avaient été communiquées sur les lignées parentales. En particulier, l'autorité compétente principale a demandé une étude additionnelle portant sur les aliments entiers dans l'alimentation des souris.[1640] La raison invoquée pour cela était la nécessité de répondre à des préoccupations hypothétiques selon lesquelles des fragments d'ADN inconnus pourraient être disséminés dans le génome. L'incidence de telles insertions peut être déterminée en évaluant les analyses de la composition de la plante ainsi que sa performance agronomique. Les États-Unis font valoir que si les deux analyses n'indiquent pas de modifications inattendues, rien ne permet de faire des hypothèses au sujet d'une préoccupation en matière de sécurité sanitaire des aliments issus de la plante. En l'espèce, de telles évaluations avaient été effectuées pour chacune des lignées parentales et aucune modification inattendue n'avait été observée. À aucun moment l'autorité compétente principale n'a expliqué la raison pour laquelle elle pensait que les analyses de la composition ou les études d'alimentation présentées précédemment pour les deux lignées parentales, ainsi que les analyses de la composition présentées pour l'hybride, ne traitaient pas cette question de manière adéquate.

7.2304 Les États-Unis notent que, néanmoins, le demandeur a analysé la composition du maïs MON810 x GA21, laquelle a été jugée comparable à celle des lignées parentales et des autres variétés de maïs commercialisées.[1641] Le demandeur avait par ailleurs présenté précédemment plusieurs études d'alimentation portant sur les aliments entiers, y compris une étude de 90 jours menée sur des rats nourris avec du maïs MON810 ou du maïs GA21, et une étude menée sur des poulets de chair nourris avec des graines issues de maïs MON810 x GA21. Aucune de ces études n'a révélé d'effets négatifs.

7.2305 En outre, les États-Unis notent que l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires sur les taux de protéine EPSPS exprimée dans les lignées hybrides, bien que ces renseignements ne soient pas pertinents pour évaluer les risques, compte tenu des renseignements connus en ce qui concerne la sécurité sanitaire de la protéine EPSPS.[1642] L'autorité compétente principale a aussi demandé des comparaisons inutiles entre les données concernant la composition du nouvel hybride et les données concernant la composition des lignées de contrôle non transgéniques. Les données fournies dans la demande analysaient le nouvel hybride par rapport aux lignées parentales transgéniques.[1643] Il avait déjà été démontré que ces dernières étaient substantiellement équivalentes au maïs non génétiquement modifié, à l'exception des traits introduits. Compte tenu de l'ensemble des données qui avaient été fournies sur les deux lignées parentales, les États-Unis font valoir que les demandes de nouvelles études complémentaires ne reposaient sur aucune base scientifique.

[1639] Pièce EC-94/At. 11.
[1640] Pièce EC-94/At. 12.
[1641] Pièce EC-82/At. 9.
[1642] Les États-Unis se réfèrent à LA Harrison, MR Bailey, MR Naylor, JE Ream, BG Hammond, DL Nida, BL Burnette, TE Nickson, TA Mitsky, ML Taylor, RL Fuchs, and SR Padgette, "The Expressed Protein in Glyphosate-Tolerant Soybean, 5-Enolypyruvylshikimate-3-Phosphate Synthase from Agrobacterium sp. Strain CP4, Is Rapidly Digested in Vitro and Is Not Toxic to Acutely Gavaged Mice", *Journal of Nutrition* 126:728-740 (1996) (pièce US-143).
[1643] Pièce EC-94/At. 2.

7.2306 Selon les États-Unis, le Royaume-Uni a insisté également pour que le demandeur fournisse une caractérisation détaillée du nouvel hybride au lieu de s'appuyer sur les analyses réalisées précédemment au sujet des lignées parentales transgéniques.[1644] Dans le cadre de cette demande, le Royaume-Uni a demandé une caractérisation moléculaire pour "confirm[er] l'absence de marqueurs de résistance aux antibiotiques et [avoir] des détails concernant l'homologie entre les deux constructions géniques introduites par les croisements."[1645] Étant donné que ni l'un ni l'autre parent ne contenait de gène marqueur de résistance aux antibiotiques, il n'y a, selon les États-Unis, absolument aucune base scientifique permettant d'élaborer des théories selon lesquelles le croisement entre les deux produits introduirait d'une manière ou d'une autre un tel gène.

7.2307 Dans ces circonstances, les États-Unis font valoir qu'il était vain que le demandeur affecte les ressources nécessaires pour donner suite à la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) tant que l'examen des demandes concernant le parent à trait unique GA21 restait suspendu au titre du moratoire. Ils soutiennent que le retard de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) et le maïs GA21 (produit alimentaire) est donc une conséquence directe des retards de la demande concernant le maïs GA21 au titre du moratoire. Ils signalent en outre qu'à cause du retard dans la procédure d'approbation du maïs GA21 (produit alimentaire), ce produit ainsi que le maïs MON810 x GA21 ont été remplacés par des maïs Roundup Ready de seconde génération (le maïs NK603 et le maïs NK603 × MON810, respectivement). Néanmoins, le demandeur a continué de demander l'agrément réglementaire nécessaire pour le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire).

7.2308 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) est une des quatre demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font également valoir qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2309 Les **Communautés européennes** font valoir que l'autorité compétente principale a demandé en juillet 2000 des renseignements additionnels au demandeur, mais que la demande n'a reçu qu'une réponse partielle en février 2002. Contrairement aux États-Unis, elles soutiennent que la demande de l'autorité compétente principale en vue d'une étude portant sur les aliments entiers dans l'alimentation des souris était nécessaire pour évaluer les effets non intentionnels causés par d'éventuels fragments additionnels d'ADN. La demande a été faite pour des raisons valables. Par conséquent, le retard qu'elle a causé ne peut pas être considéré comme "injustifié". Les Communautés européennes ajoutent que des questions telles que la caractérisation moléculaire de l'ADN inséré obtenu à partir de lignées parentales transgéniques, la détermination de l'ADN flanquant ou l'analyse de la composition n'ont toujours pas été traitées. En outre, les Communautés européennes considèrent qu'il est évident que l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours.

7.2310 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

[1644] Pièce EC-94/At. 10.
[1645] *Ibid*.

Retard au niveau des États membres

7.2311 Nous rappelons que bien que la demande ait été présentée le 29 février 2000, le dossier montre que le premier contact pris par l'autorité compétente principale pour demander des renseignements additionnels au demandeur n'a eu lieu que le 17 juillet 2000[1646], c'est-à-dire plus de quatre mois et demi après réception de la demande. La réponse à la demande de renseignements de juillet 2000 n'a été fournie par le demandeur que le 15 février 2002. Par la suite, il y a eu un nouveau retard de cinq mois avant que l'autorité compétente principale assure le suivi auprès du demandeur et demande des renseignements additionnels le 2 juillet 2002. Enfin, nous notons qu'aucun renseignement n'a été fourni au sujet d'une action quelconque concernant cette demande entre juillet 2002 et août 2003. Il apparaît que pendant cette période le demandeur n'a pas répondu à la demande de renseignements de juillet 2002 de l'autorité compétente principale.

7.2312 Les États-Unis soutiennent que le long retard causé par le demandeur en raison du temps qu'il a pris pour répondre à la demande de renseignements de juillet 2000 s'est produit, en partie, parce que rien ne justifiait le fait de demander les données pertinentes. Dans nos constatations antérieures, nous avons observé que les experts étaient d'avis que tandis que certains des renseignements demandés par l'autorité compétente principale n'étaient pas nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, d'autres renseignements demandés étaient bel et bien nécessaires. Nous avons aussi précédemment pris note du désaccord des Communautés européennes avec les points de vue exprimés par les experts concernant la nécessité des données demandées.

7.2313 Même en admettant que, contrairement à ce que pensent les experts, les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juillet 2000 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela ne pourrait pas constituer une justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande tant avant qu'après la demande de renseignements de juillet 2000.

7.2314 En examinant la question du temps pris par l'autorité compétente principale avant et après la demande de juillet 2000, nous rappelons d'abord que le Règlement n° 258/97 prévoit que l'autorité compétente principale devrait achever son évaluation initiale dans les trois mois suivant la réception d'une demande qui contient les renseignements nécessaires. Nous reconnaissons que la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de trois mois fixé dans le Règlement n° 258/97 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Cela dit, de l'avis du Groupe spécial, le délai indiqué dans le Règlement n° 258/97 constitue un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de trois mois est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre du Règlement n° 258/97. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

7.2315 Nous allons d'abord examiner le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa demande de renseignements initiale de juillet 2000. Nous notons que lorsque la Commission a distribué la notification de cette demande à tous les États membres, elle a indiqué que l'évaluation initiale devait être achevée par l'autorité compétente principale pour le 16 juin 2000 au plus tard.[1647] Toutefois, le 16 juin 2000, l'autorité compétente principale non seulement n'avait pas achevé son évaluation initiale, mais elle n'avait apparemment même pas identifié un éventuel besoin

[1646] Pièce EC-94/At. 12.
[1647] Pièce EC-94/At. 5.

de renseignements complémentaires. Ce n'est qu'un mois entier après la date limite communiquée par la Commission que l'autorité compétente principale a transmis une demande de renseignements initiale.

7.2316 Les Communautés européennes affirment que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques, mais ne donnent aucune justification spécifique du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en juillet 2000. Même s'il était admis que dans cette procédure l'autorité compétente principale n'aurait pas pu respecter la date limite de mi-juin communiquée par la Commission, cela n'impliquerait pas que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu demander les renseignements manquants beaucoup plus tôt, et non un mois entier après la date à laquelle elle aurait dû achever son évaluation initiale dans son intégralité.

7.2317 Nous notons que trois États membres ont présenté des observations de fond ou des demandes de données complémentaires avant juillet 2000.[1648] Toutefois, le Règlement n° 258/97 n'exige pas que l'autorité compétente principale attende les observations des autres États membres, sans parler d'éventuelles réponses du demandeur à ces observations, avant d'engager son évaluation initiale.

7.2318 Nous avons précédemment fait observer que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En effet, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu identifier un éventuel besoin de renseignements additionnels et transmettre une demande de renseignements appropriée au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

7.2319 Nous passons maintenant au temps pris par l'autorité compétente principale après avoir reçu la réponse du demandeur à sa demande de renseignements initiale de juillet 2000. Comme nous l'avons indiqué plus haut, quatre mois et demi se sont écoulés entre la réception des renseignements demandés en juillet 2000 et la demande suivante, en juillet 2002, de renseignements additionnels. Ainsi, l'autorité compétente principale a pris plus de temps pour évaluer les renseignements additionnels que celui qu'elle aurait dû utiliser, conformément au Règlement n° 258/97, pour achever son évaluation initiale dans son intégralité.

7.2320 Comme en ce qui concerne le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'à la première demande de renseignements, les Communautés européennes affirment que le temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'à la deuxième demande de renseignements était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques. Toutefois, les Communautés européennes ne donnent aucune justification spécifique de la région pour laquelle l'autorité compétente principale avait besoin de plus de quatre mois et demi pour achever son examen des réponses fournies et pour identifier les lacunes. Il est pertinent de noter à cet égard que les renseignements fournis par le demandeur en réponse à la demande de juillet 2000 représentaient 34 pages. Compte tenu de cela, et faute d'une justification spécifique présentée par les Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu évaluer beaucoup plus tôt qu'elle ne l'a fait si des renseignements additionnels étaient encore nécessaires. Nous considérons également que l'autorité compétente néerlandaise aurait pu transmettre beaucoup plus tôt au demandeur sa demande de renseignements additionnels de juillet 2002, même en suivant une approche de précaution.

[1648] Pièce EC-94/Ats. 9 à 11.

7.2321 En ce qui concerne le temps pris par l'autorité compétente principale tant avant qu'après la demande de renseignements de juillet 2000, nous prenons note, à titre additionnel, de l'argument des Communautés européennes selon lequel l'évaluation d'un produit hybride comme le maïs MON810 x GA21 ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours. Ainsi, les Communautés européennes paraissent faire valoir que le temps pris par l'autorité compétente principale pour évaluer la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) est justifié par le fait que l'autorité compétente principale attendait le résultat de l'évaluation au niveau communautaire d'une des lignées parentales de ce produit hybride, le maïs GA21 (produit alimentaire).

7.2322 Il est exact qu'entre février 2000 et juillet 2002, la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) était toujours en cours d'évaluation au niveau communautaire. Toutefois, le dossier n'indique pas que l'autorité compétente néerlandaise ait jamais dit qu'elle ne pouvait pas aller de l'avant en raison du fait que les Communautés européennes n'avaient pas approuvé le parent GA21 (produit alimentaire). En outre, nous rappelons que c'est la même autorité compétente néerlandaise qui a évalué la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) et qui à la fin de janvier 2000 l'a transmise à la Commission avec une évaluation favorable. Par conséquent, nous ne voyons aucune raison pour que l'autorité compétente principale ne soit pas en mesure d'arriver à une conclusion au sujet également de la demande concernant le produit hybride, à savoir le maïs MON810 x GA21.

7.2323 D'une manière générale, il peut être exact de dire, comme les Communautés européennes le font, que "l'évaluation d'un hybride ne peut pas être conclue tant que l'évaluation d'une de ses lignées parentales est encore en cours". Toutefois, il semblerait que l'évaluation des lignées parentales pourrait aussi être effectuée dans le contexte de l'évaluation de l'hybride. En tout état de cause, l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu "conclure" l'évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) à elle toute seule. Si d'autres États membres avaient des préoccupations au sujet de l'évaluation par les Pays-Bas de la demande concernant le maïs GA21 (produit alimentaire) (encore que cette évaluation ait été confirmée par le CSP au début de 2002), ils auraient pu formuler une objection sur cette base à l'égard de l'évaluation par les Pays-Bas de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) et l'évaluation de cette demande aurait alors été "conclue" au niveau communautaire.

7.2324 Pour ces raisons, il ne nous apparaît pas que l'autorité compétente néerlandaise devait retenir, ou qu'il aurait été justifié qu'elle retienne, la demande au niveau de l'État membre afin d'éviter la possibilité qu'il y ait des évaluations contradictoires du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), et nous ne considérons donc pas que le fait qu'une des lignées parentales était toujours à l'examen justifiait que les Pays-Bas n'achèvent pas leur évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire).

7.2325 Compte tenu de tous les éléments susmentionnés, nous considérons que dès réception de la demande initiale puis dès réception des renseignements qu'elle avait demandés en juillet 2000, l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, déterminer plus rapidement que des renseignements additionnels étaient nécessaires et aurait pu, et dû, transmettre plus rapidement des demandes appropriées au demandeur.

7.2326 Sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons donc que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) était indûment long.

7.2327 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce

que, du fait du moratoire, les Pays-Bas n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale du maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement des Pays-Bas était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2328 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2329 À la lumière de ce qui précède, nous arrivons à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

> S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs MON810 x GA21 était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

vi) Maïs Bt-1597 (produit alimentaire) (EC-95)

7.2330 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2331 Les **États-Unis** font valoir que l'autorité compétente principale (Pays-Bas) a refusé de transmettre cette demande à la Commission, retardant ainsi de façon injustifiée son examen pour approbation.

7.2332 Les États-Unis font également observer que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) est une des quatre demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font observer en outre qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur

moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2333 Les **Communautés européennes** font observer qu'après avoir reçu la demande en février 2001, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements additionnels en juin 2001. Ces renseignements ont finalement été fournis en février 2003. Entre février 2003 et juillet 2003, il y a eu une correspondance suivie entre le demandeur et l'autorité compétente principale sur les renseignements additionnels devant être fournis par le demandeur, en particulier en ce qui concerne l'étiquetage, le contrôle, la caractérisation moléculaire et les méthodes de détection spécifique des événements. L'autorité compétente principale a finalisé le rapport d'évaluation initiale en novembre 2003 et a conclu que la consommation de maïs Bt-1507 ainsi que d'aliments et d'ingrédients alimentaires dérivés de ce produit était aussi sûre pour l'homme que la consommation de leurs équivalents non génétiquement modifiés.

7.2334 Les Communautés européennes notent en outre que la Commission a transmis le rapport d'évaluation initiale aux États membres pour observations en décembre 2003 et a reçu des observations et des objections motivées à l'égard de l'évaluation. Le 26 mars 2004, le dossier complet (y compris les réponses aux objections et observations formulées par les États membres) a été transmis à l'AESA pour examen au titre du Règlement n° 1829/2003. Parallèlement, le demandeur a pris les dispositions permettant de garantir la production de matériel de référence certifié et pour la validation d'une méthode de détection par le CCR.

7.2335 Le **Groupe spécial** note que l'allégation des États-Unis est fondée sur un retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2336 Nous rappelons que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) a été présentée le 15 février 2001. Toutefois, la première demande de renseignements additionnels de l'autorité compétente principale n'a été faite que le 28 juin 2001, c'est-à-dire près de quatre mois et demi après réception de la demande. Bien que le demandeur ait apparemment fourni une réponse partielle en novembre 2001, il apparaît qu'il n'a pas fourni la totalité des renseignements demandés avant le 12 février 2003. Après la période de 20 mois prise par le demandeur pour fournir la totalité des renseignements demandés, en mars 2003, l'autorité compétente principale a demandé des clarifications complémentaires, qui ont été fournies en mai 2003. En juin 2003, elle a posé des questions au sujet de la réponse de mai 2003 du demandeur. Celui-ci a fourni des réponses le 9 juillet 2003. L'autorité compétente principale a apparemment jugé les renseignements fournis le 9 juillet 2003 suffisants pour conclure son évaluation. Comme il a été indiqué, une évaluation positive a été communiquée le 4 novembre 2003.

7.2337 Il ressort clairement de ce qui précède que le principal retard dans l'évaluation de cette demande est imputable au temps pris par le demandeur pour fournir les renseignements demandés en juin 2001. Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent leur avis sur la nécessité des renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juin 2001 pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Nous rappelons que les experts ont considéré que certains des renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juin 2001 n'étaient pas nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire du maïs Bt-1507 (produit alimentaire). Cela concernait certains des renseignements qui n'ont pas été fournis par le demandeur avant février 2003.

7.2338 Même si nous devions admettre que tous les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en juin 2001 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela ne pourrait pas constituer une justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande avant la demande de renseignements de juin 2001. Nous rappelons que la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) avait été à l'examen aux Pays-Bas pendant plus de quatre mois et demi avant que l'autorité compétente néerlandaise transmette sa demande de renseignements de juin 2001.

7.2339 En examinant la question du temps pris par l'autorité compétente principale avant la demande de juin 2001, nous rappelons d'abord que le Règlement n° 258/97 prévoit que l'autorité compétente principale devrait achever son évaluation initiale dans les trois mois suivant la réception d'une demande qui contient les renseignements nécessaires. Nous reconnaissons que la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de trois mois fixé dans le Règlement n° 258/97 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Cela dit, de l'avis du Groupe spécial, le délai indiqué dans le Règlement n° 258/97 constitue un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de trois mois est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre du Règlement n° 258/97. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

7.2340 Nous notons qu'au moment où l'autorité compétente principale a transmis sa première demande de renseignements à la fin de juin 2001, elle avait déjà dépassé d'un mois et demi le délai de trois mois envisagé dans le Règlement n° 258/97, et pourtant elle était loin d'avoir achevé son évaluation initiale. Les Communautés européennes affirment que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques, mais ne donnent aucune justification spécifique du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'à la fin de juin 2001. Même s'il était admis que dans cette procédure l'autorité compétente principale n'aurait pas pu achever son évaluation initiale dans le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97, cela n'impliquerait pas que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu demander les renseignements manquants beaucoup plus tôt. Étant donné la période d'évaluation maximale de trois mois envisagée dans le Règlement n° 258/97, et en l'absence d'une justification spécifique de la part des Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu évaluer beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'a fait si des renseignements additionnels étaient encore nécessaires.

7.2341 Nous avons précédemment fait observer que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En effet, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu identifier un éventuel besoin de renseignements additionnels et transmettre une demande de renseignements appropriée au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

7.2342 Compte tenu de tous les éléments susmentionnés, nous considérons que dès réception de la demande initiale, l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, déterminer plus rapidement que des renseignements additionnels étaient nécessaires et aurait pu, et dû, transmettre plus rapidement une demande appropriée au demandeur.

7.2343 Sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons donc que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) – et en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels – était indûment long.

7.2344 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Pays-Bas n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé l'évaluation initiale de la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) pour août 2003 est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le fait que les Pays-Bas n'ont pas achevé leur évaluation initiale pour août 2003 était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2345 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusion

7.2346 À la lumière de ce qui précède, nous arrivons à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) – en particulier le temps pris avant la demande initiale de renseignements additionnels de l'autorité compétente principale – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs Bt-1507 (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

vii) Maïs NK603 (produit alimentaire) (EC-96)

7.2347 Deux parties plaignantes, les États-Unis et l'Argentine, allèguent que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2348 Les **États-Unis** font valoir que bien que la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) ait finalement fait l'objet d'une évaluation favorable de la part de l'autorité compétente principale, ce produit est resté au niveau de l'État membre pendant près de 19 mois, au lieu des 90 jours prévus par le Règlement n° 258/97. Sur cette période, le demandeur a utilisé trois mois et demi seulement pour fournir des renseignements additionnels; l'autorité compétente principale a utilisé les 14 mois et demi restants.

7.2349 Les États-Unis mettent en cause certaines demandes de renseignements additionnels faites par l'autorité compétente principale, faisant valoir qu'elles étaient inutiles d'un point de vue scientifique. Par exemple, l'autorité compétente principale a demandé une étude d'alimentation additionnelle portant sur les aliments entiers administrés à des souris ou des rats afin de répondre aux préoccupations concernant la présence de fragments d'ADN non souhaités que le demandeur avait identifiée dans les données relatives à leur caractérisation moléculaire.[1649] L'autorité compétente principale a indiqué que "la présence de modifications additionnelles non intentionnelles ne [pouvait] pas être exclue avec suffisamment de certitude". Les États-Unis font valoir que le simple fait qu'un insert additionnel est présent ne signifie pas nécessairement que le produit présente un risque additionnel. En fait, la détermination repose sur les résultats de l'ensemble des autres données et renseignements fournis par le demandeur, que l'autorité compétente principale n'a pas pris en considération pour faire cette demande. Si les résultats de ces essais soulèvent des questions, un examen complémentaire serait alors justifié. Mais en l'espèce, le demandeur avait effectué l'analyse de la composition et une étude sur les aliments entiers effectuée sur des poulets de chair nourris avec le produit contenant l'insert additionnel et, dans ces circonstances, il aurait détecté toutes modifications consécutives pertinentes pour la sécurité sanitaire des produits alimentaires. Les États-Unis font observer que le demandeur a néanmoins effectué l'essai demandé, qui n'a indiqué aucun effet négatif.

7.2350 Les États-Unis font valoir en outre qu'une fois que la demande avait atteint le niveau communautaire l'Autriche a présenté une objection en ce qui concerne la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) au motif que non seulement la toxicité aiguë mais aussi les effets subchroniques, mutagènes, reproductifs et écotoxiques de la protéine (EPSPS) devraient être étudiés. Toutefois, l'Autriche n'a pas examiné les résultats des études sur la toxicité aiguë, ni expliqué pourquoi les protéines dans ce produit auraient un comportement différent de celui que toutes les données disponibles indiquent comme probable. Les États-Unis estiment que compte tenu du fait que les protéines EPSPS se trouvent couramment dans une large gamme de sources alimentaires qui sont utilisées depuis longtemps dans des conditions de sécurité, les renseignements disponibles concernant la fonction enzymatique de la protéine, l'absence d'homologie avec des protéines toxiques fondée sur des recherches bioinformatiques et l'absence de toxicité aiguë par voie orale lorsqu'elle est administrée à des souris à doses élevées, les essais toxicologiques additionnels pour la protéine EPSPS que l'Autriche a demandés sont sans fondement et déraisonnables. Ces essais vont au-delà des directives du Codex Alimentarius[1650] ainsi que du Document d'orientation pour l'évaluation des risques présentés par les plantes génétiquement modifiées et les denrées alimentaires et aliments pour animaux qui en sont dérivés (mars 2003) du propre comité scientifique des Communautés européennes.

7.2351 Les États-Unis font observer, en outre, que la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) est une des cinq demandes indiquées par les États-Unis qui sont en souffrance au niveau

[1649] Pièce EC-96/At. 7.

[1650] Les États-Unis font référence à Codex Alimentarius, "Directives régissant la conduite de l'évaluation de la sécurité sanitaire des aliments dérivés de plantes à ADN recombiné", CAC/GL 45-2003, paragraphes 37 et 38.

de la Commission et qui, à la date d'établissement du Groupe spécial, étaient en souffrance depuis en moyenne quatre ans et six mois. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2352 L'**Argentine** fait valoir que le maïs NK603 (produit alimentaire) a été bloqué à divers stades du processus d'approbation au titre du Règlement n° 258/97. Elle note que les évaluations réalisées par l'autorité compétente principale puis l'AESA ont conclu qu'il n'y avait pas d'éléments de preuve indiquant un risque pour la santé ou la vie des personnes. Par conséquent, il est clair que les retards avec lesquels l'autorité compétente principale a achevé son évaluation initiale et transmis la demande à la Commission n'étaient pas justifiés.

7.2353 Les **Communautés européennes** notent que la demande concernant l'utilisation du maïs NK603 dans l'alimentation humaine a été présentée aux Pays-Bas en 2001. Après que le demandeur avait fourni les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale, celle-ci a achevé son évaluation en novembre 2002 et a adressé son rapport d'évaluation initiale à la Commission. Les 18 mois passés au niveau de l'État membre étaient dus au caractère incomplet du dossier initialement présenté par le demandeur et à la nécessité de données complémentaires sur la caractérisation moléculaire et l'analyse de la composition.

7.2354 La Communauté européenne note en outre que la Commission a distribué le dossier à tous les États membres en janvier 2003. Trois États membres ont formulé des objections et plusieurs autres ont demandé des renseignements additionnels. Les Communautés européennes font observer à cet égard que le Règlement n° 258/97, d'une manière générale, constituait un cadre adéquat pour une évaluation des risques pour les produits alimentaires GM. Toutefois, en matière de gestion des risques, il est apparu clairement en 1999 qu'il faudrait une nouvelle législation traitant certaines questions comme l'étiquetage et la traçabilité ainsi que la mise au point et la validation de méthodes de détection. La demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) a été en partie affectée par cette situation alors qu'elle avait atteint le niveau communautaire et le stade des considérations liées à la gestion des risques. Ainsi, il a été jugé nécessaire d'exiger la validation d'une méthode de détection comme condition préalable à l'approbation de la commercialisation. Cela a été fait sur la base d'un accord volontaire avec le demandeur. Ces méthodes de détection ont été validées pour le maïs NK603 (produit alimentaire) et le processus de prise de décision a été lancé immédiatement après.

7.2355 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2356 Nous rappelons que le demandeur a présenté pour la première fois la demande à l'autorité compétente principale en avril 2001. Deux mois plus tard, l'autorité compétente principale a demandé des copies des documents et données mentionnés afin de faciliter son travail. Le demandeur a fourni ces documents en juillet 2001. Toutefois, la première demande de renseignements additionnels n'a été faite par l'autorité compétente principale qu'en décembre 2001, plus de quatre mois et demi plus tard. En août 2002, cinq mois après que le demandeur avait fourni les renseignements demandés par l'autorité compétente principale, l'organe consultatif de l'autorité compétente principale, le Comité sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments du Conseil néerlandais de la santé, a terminé son rapport d'évaluation. Ce n'est pas avant novembre 2002, toutefois, que l'autorité compétente principale a transmis son rapport d'évaluation à la Commission.

7.2357 Il ressort clairement de ce qui précède que la demande de renseignements de décembre 2001 a entraîné un retard dans l'examen de cette demande dans la mesure où le demandeur a pris plus de trois mois et demi pour répondre à la demande. Nous avons demandé aux experts qui nous conseillent leur avis sur la nécessité des renseignements demandés par l'autorité compétente principale en décembre 2001 pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Nous rappelons l'avis exprimé par un des experts selon lequel la demande en question n'était pas nécessaire pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire.

7.2358 Toutefois, même en admettant que les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en décembre 2001 étaient appropriés pour assurer la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela ne pourrait pas constituer une justification du temps pris par l'autorité compétente principale pour évaluer la demande. Notamment, la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) avait été à l'examen aux Pays-Bas pendant plus de sept mois avant que l'autorité compétente néerlandaise transmette sa demande de renseignements de décembre 2001.[1651] En outre, une fois que le demandeur avait fourni des renseignements en réponse à la demande de renseignements de décembre 2001 de l'autorité compétente néerlandaise, le Comité sur l'évaluation de la sécurité sanitaire des nouveaux aliments du Conseil de la santé a encore pris plus de quatre mois pour achever son rapport d'évaluation initiale. Alors que ce rapport devait être adopté par l'autorité compétente néerlandaise, il n'a pas été transmis à la Commission avant encore deux mois et demi.

7.2359 En examinant la question du temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire), nous rappelons d'abord que le Règlement n° 258/97 prévoit que l'autorité compétente principale devrait achever son évaluation initiale dans les trois mois suivant la réception d'une demande qui contient les renseignements nécessaires. Nous reconnaissons que la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de trois mois fixé dans le Règlement n° 258/97 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Cela dit, de l'avis du Groupe spécial, le délai indiqué dans le Règlement n° 258/97 constitue un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de trois mois est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre du Règlement n° 258/97. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

7.2360 Nous allons d'abord examiner le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa demande de renseignements initiale de décembre 2001. Nous notons qu'au moment où l'autorité compétente principale a transmis sa première demande de renseignements, elle avait déjà dépassé de plus de quatre mois le délai de trois mois envisagé dans le Règlement n° 258/97, et pourtant elle était loin d'avoir achevé son évaluation initiale.[1652] Les Communautés européennes affirment que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques, mais ne donnent aucune justification spécifique du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en décembre 2001. Même s'il était admis que dans cette procédure l'autorité compétente principale n'aurait pas pu achever son évaluation initiale

[1651] La demande avait été à l'examen pendant plus de quatre mois après réception des copies des documents et données cités. Ces copies n'ont été demandées par l'autorité compétente principale que deux mois après réception de la demande.

[1652] Même si l'on considérait qu'une demande complète était disponible seulement à la fin de juillet 2001, l'autorité compétente principale aurait quand même dépassé de plus de quatre mois et demi le délai de trois mois.

dans le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97, cela n'impliquerait pas que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu demander les renseignements manquants beaucoup plus tôt. Compte tenu de la période d'évaluation maximale de trois mois envisagée dans le Règlement n° 258/97, et en l'absence d'une justification spécifique de la part des Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu évaluer beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'a fait si des renseignements additionnels étaient encore nécessaires.

7.2361 Nous avons précédemment fait observer que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En effet, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu identifier un éventuel besoin de renseignements additionnels et transmettre une demande de renseignements appropriée au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

7.2362 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que dès réception de la demande initiale, l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, déterminer plus rapidement que des renseignements additionnels étaient nécessaires et aurait pu, et dû, transmettre plus rapidement une demande appropriée au demandeur.

7.2363 Nous allons maintenant examiner le temps pris par l'autorité compétente principale pour achever et transmettre son rapport d'évaluation. Rappelons que cinq mois après que le demandeur avait fourni les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en décembre 2001, l'organe consultatif scientifique de l'autorité compétente principale a terminé en août 2002 son rapport d'évaluation. Toutefois, l'autorité compétente principale n'a pas transmis son rapport d'évaluation à la Commission avant novembre 2002, c'est-à-dire plus de deux mois et demi après.

7.2364 Tout en admettant que le rapport d'évaluation de l'organe consultatif devait être adopté par l'autorité compétente néerlandaise, nous rappelons que conformément au Règlement n° 258/96, l'autorité compétente néerlandaise était tenue d'achever son évaluation initiale dans son intégralité dans un délai ne dépassant pas trois mois. Compte tenu de cela, et en l'absence d'une justification spécifique de la part des Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu adopter le rapport en question beaucoup plus tôt qu'elle ne l'a fait dans le cas de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire).

7.2365 Ainsi, sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) – et en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels ainsi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre son rapport d'évaluation achevé – était indûment long.

7.2366 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par les Pays-Bas pour achever son évaluation initiale de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) est conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des

Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement des Pays-Bas était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2367 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis et l'Argentine à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

Conclusions

7.2368 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) – en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels ainsi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre son rapport d'évaluation achevé – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, le Groupe spécial rappelle sa constatation selon laquelle le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) – en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels ainsi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour transmettre son rapport d'évaluation achevé – était indûment long. À la lumière de cette constatation, le Groupe spécial conclut que les Communautés européennes n'ont pas achevé la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) sans "retard injustifié", manquant ainsi à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

viii) Betterave sucrière RR (produit alimentaire) (EC-102)

7.2369 Une partie plaignante, les États-Unis, allègue que l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) a été retardé de façon injustifiée.

7.2370 Les **États-Unis** font valoir que l'autorité compétente principale (Pays-Bas) a refusé de transmettre la demande à la Commission et que cela a entraîné un retard injustifié.

7.2371 Les États-Unis font également observer que la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) est une des quatre demandes indiquées par les États-Unis qui étaient en souffrance au niveau des États membres depuis en moyenne trois ans et demi. Les États-Unis soutiennent à cet égard que même si le temps à lui seul n'est pas déterminant, étant donné que des responsables des CE ont reconnu l'existence d'un moratoire sur les approbations, ce retard dans l'achèvement de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) est injustifié. Les États-Unis font observer, en outre, qu'avant que les Communautés européennes aient adopté leur moratoire, toutes les procédures d'approbation au titre de la Directive 90/220 étaient engagées et achevées en moins de trois ans.

7.2372 Les **Communautés européennes** font valoir qu'après des discussions entre l'autorité compétente néerlandaise et le demandeur, la demande a été retirée le 16 avril 2004. Le demandeur a cité comme raison du retrait une décision d'interrompre le développement de la betterave sucrière RR.

7.2373 Le **Groupe spécial** commence son analyse par le retard allégué au niveau de l'État membre.

Retard au niveau des États membres

7.2374 Nous rappelons que le demandeur a présenté la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) à l'autorité compétente principale le 3 novembre 1999. Toutefois, la première demande de renseignements additionnels n'a été faite par l'autorité compétente principale que le 24 mars 2000, près de cinq mois plus tard. Le demandeur a répondu un mois plus tard. En mai 2000, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires. Ces renseignements ont été fournis le 7 décembre 2000. Le 16 mai 2001, après avoir examiné les renseignements additionnels fournis par le demandeur en décembre 2000, l'autorité compétente principale a demandé des renseignements complémentaires. Elle a indiqué qu'elle n'était pas encore entièrement satisfaite des renseignements fournis par le demandeur en ce qui concerne la probabilité de formation d'une protéine spécifique. En outre, mentionnant des études récentes qui avaient montré que la transformation de cellules végétales causait peut-être des "effets non intentionnels sur les OGM", l'autorité compétente principale a également demandé une étude de toxicité semi-chronique par voie orale sur des rats afin d'"exclure les éventuels effets indésirables [...] avec suffisamment de certitude".[1653] Aucune étude spécifique n'a été mentionnée à cet égard. Rien n'indique dans les éléments de preuve dont nous disposons que le demandeur ait répondu avant août 2003 aux demandes de renseignements complémentaires faites par l'autorité compétente principale.

7.2375 Nous avons demandé l'avis des experts qui nous apportent leur concours sur le point de savoir si les renseignements additionnels demandés par l'autorité compétente principale en mai 2001 étaient nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides. Mme Nutti a exprimé le point de vue suivant: "les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en ce qui concerne les protéines dérivées et la demande de test de toxicité semi-chronique sur des souris ou des rats auxquels sont administrées par voie orale des parties comestibles de la betterave sucrière n'étaient pas nécessaires pour garantir que les conclusions de l'évaluation de la sécurité sanitaire étaient valides". Elle a souligné que le demandeur avait déjà achevé un test de toxicité aiguë sur des rats et réalisé des études qui confirmaient que "la composition

[1653] Pièce EC-102/At. 32.

et la valeur nutritive [de la betterave sucrière RR] étaient équivalentes à celles du produit traditionnel de référence".[1654]

7.2376 Même en admettant que, contrairement à ce que pense Mme Nutti, les renseignements demandés en mai 2001 étaient nécessaires pour garantir la validité de l'évaluation de la sécurité sanitaire, cela ne constituerait pas une justification du temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander une première fois des renseignements additionnels en mars 2000 (presque cinq mois), et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000 (cinq mois).

7.2377 En examinant la question du temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire), nous rappelons d'abord que le Règlement n° 258/97 prévoit que l'autorité compétente principale devrait achever son évaluation initiale dans les trois mois suivant la réception d'une demande qui contient les renseignements nécessaires. Nous reconnaissons que la question de savoir si l'autorité compétente principale s'est ou non conformée au délai de trois mois fixé dans le Règlement n° 258/97 n'est pas déterminante, en soi, pour ce qui est de savoir si les Communautés européennes se sont acquittées de l'obligation qu'elles ont dans le cadre de l'OMC d'achever leurs procédures d'approbation sans retard injustifié. Cela dit, de l'avis du Groupe spécial, le délai indiqué dans le Règlement n° 258/97 constitue un indicateur utile pour orienter l'analyse du Groupe spécial. Le délai de trois mois est contraignant et s'applique à toutes les demandes pertinentes présentées au titre du Règlement n° 258/97. On peut donc supposer que le législateur des CE a fixé ce délai contraignant de manière à ce que les autorités compétentes de tous les États membres puissent évaluer même des demandes complexes dans le délai prescrit.

7.2378 Nous allons d'abord examiner le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa demande de renseignements initiale de mars 2000. Nous notons qu'au moment où l'autorité compétente principale a transmis sa première demande de renseignements, elle avait déjà dépassé de près de deux mois le délai de trois mois envisagé dans le Règlement n° 258/97, et pourtant elle était loin d'avoir achevé son évaluation initiale. Les Communautés européennes affirment que la totalité du temps pris par l'autorité compétente principale était nécessaire pour résoudre des questions scientifiques et techniques, mais ne donnent aucune justification spécifique du temps pris par l'autorité compétente principale jusqu'en mars 2000. Même s'il était admis que dans cette procédure l'autorité compétente principale n'aurait pas pu achever son évaluation initiale dans le délai de trois mois prévu dans le Règlement n° 258/97, cela n'impliquerait pas que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu demander les renseignements manquants beaucoup plus tôt. Compte tenu de la période d'évaluation maximale de trois mois envisagée dans le Règlement n° 258/97, et en l'absence d'une justification spécifique de la part des Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu déterminer beaucoup plus rapidement qu'elle ne l'a fait si des renseignements additionnels étaient encore nécessaires.

7.2379 Nous avons précédemment fait observer que les Pays-Bas faisaient partie du Groupe des sept pays qui ont déclaré en juin 1999 qu'ils adopteraient une approche tenant rigoureusement compte du principe de précaution lors du traitement des demandes de mise sur le marché des produits biotechnologiques. Toutefois, dans ce cas, nous ne sommes pas convaincus que le comportement de l'autorité compétente néerlandaise reflète une approche de précaution. En effet, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente néerlandaise n'aurait pas pu identifier un éventuel besoin de renseignements additionnels et transmettre une demande de renseignements appropriée au demandeur plus tôt qu'elle ne l'a fait, même en suivant une approche de précaution.

[1654] Annexe H, paragraphes 775 et 778.

7.2380 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que dès réception de la demande initiale, l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, déterminer plus rapidement que des renseignements additionnels étaient nécessaires et aurait pu, et dû, transmettre plus rapidement une demande appropriée au demandeur.

7.2381 Nous allons maintenant examiner le temps pris par l'autorité compétente principale pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000. Rappelons que plus de cinq mois après que le demandeur avait fourni les renseignements demandés par l'autorité compétente principale en mai 2000, celle-ci a demandé des renseignements complémentaires sur l'analyse de la protéine et une étude de toxicité semi-chronique par voie orale sur des rats afin d'"exclure les éventuels effets indésirables". S'agissant de l'analyse de la protéine, l'autorité compétente principale a indiqué qu'elle n'était pas encore entièrement satisfaite des renseignements précédemment fournis par le demandeur. S'agissant de l'étude de toxicité demandée, l'autorité compétente principale a mentionné des études récentes qui avaient montré que la transformation de cellules végétales causait peut-être des "effets non intentionnels sur les OGM". Toutefois, comme il a été indiqué, aucune étude spécifique n'a été citée à cet égard.

7.2382 Comme d'après le dossier on ne voit pas très bien à quelles études récentes l'autorité compétente principale faisait référence, nous n'avons aucune base nous permettant de déterminer si l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, présenter sa demande aux fins d'une étude de toxicité plus tôt qu'elle ne l'a fait.

7.2383 En ce qui concerne l'analyse de la protéine, nous notons que les Communautés européennes ne donnent aucune justification spécifique de la raison pour laquelle l'autorité compétente principale avait besoin de plus de cinq mois pour identifier la nécessité d'avoir encore plus de renseignements. En l'absence d'une justification spécifique de la part des Communautés européennes, nous ne sommes pas convaincus que l'autorité compétente principale n'aurait pas pu évaluer beaucoup plus tôt qu'elle ne l'a fait si des renseignements additionnels sur l'analyse de la protéine étaient encore nécessaires. Nous sommes également d'avis que l'autorité compétente néerlandaise aurait pu demander des renseignements supplémentaires sur l'analyse de la protéine beaucoup plus tôt, même en suivant une approche de précaution.

7.2384 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que l'autorité compétente principale aurait pu, et dû, déterminer plus rapidement que des renseignements additionnels étaient nécessaires sur l'analyse de la protéine et aurait pu, et dû, transmettre plus rapidement une demande appropriée au demandeur.

7.2385 Ainsi, sur la base des considérations qui précèdent, nous concluons que le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) – et en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels ainsi que le temps pris par l'autorité compétente principale pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000 et présenter une nouvelle demande de renseignements – était indûment long.

7.2386 En outre, nous rappelons que les États-Unis allèguent que la procédure d'approbation concernant le maïs NK603 (produit alimentaire) a été retardée de façon injustifiée parce que, du fait du moratoire, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande en question pour approbation finale. À cet égard, nous signalons nos constatations antérieures selon lesquelles i) un moratoire *de facto* général sur les approbations était en vigueur dans les Communautés européennes entre juin 1999 et août 2003 et selon lesquelles ii) le temps pris par les Pays-Bas pour achever leur évaluation initiale de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) est

conforme à l'application d'un tel moratoire. Eu égard à cela, et en l'absence de réfutation effective de la part des Communautés européennes, nous partageons l'avis des États-Unis selon lequel il est raisonnable d'inférer que le comportement des Pays-Bas était une conséquence du moratoire général sur les approbations.

7.2387 Compte tenu de notre conclusion concernant le temps pris par les Pays-Bas pour leur évaluation initiale, nous n'allons pas examiner les autres arguments présentés par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

7.2388 Compte tenu des éléments susmentionnés, nous considérons que le temps pris par l'autorité compétente principale avant de demander une première fois des renseignements additionnels en mars 2000, et le temps pris pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000, est conforme au point de vue des États-Unis selon lequel un moratoire général sur les approbations finales était en vigueur dans les Communautés européennes à cette époque.

Conclusion

7.2389 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion générale suivante:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, le Groupe spécial rappelle ses constatations selon lesquelles le temps pris par l'autorité compétente principale pour son évaluation de la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) – en particulier le temps pris par l'autorité compétente principale avant de transmettre sa première demande de renseignements additionnels ainsi que le temps par l'autorité compétente principale pour examiner les renseignements reçus en décembre 2000 et présenter une nouvelle demande de renseignements – était indûment long, et selon lesquelles il peut raisonnablement être inféré des circonstances qui l'entourent que le comportement de l'autorité compétente principale était une conséquence du moratoire général sur les approbations. Sur la base de ces constatations, le Groupe spécial accepte l'affirmation des États-Unis selon laquelle, conformément au moratoire général, les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire) pour approbation finale, et selon laquelle cela a entraîné un "retard injustifié" dans l'achèvement de la procédure d'approbation pertinente. En conséquence, le Groupe spécial conclut que pour ce qui est de la procédure d'approbation concernant la betterave sucrière RR (produit alimentaire), les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

d) Résumé des conclusions du Groupe spécial

7.2390 En raison du grand nombre de procédures d'approbation qui ont été examinées, il est utile de résumer sous la forme d'un tableau les conclusions du Groupe spécial concernant l'allégation des parties plaignantes selon laquelle les Communautés européennes n'ont pas achevé les procédures d'approbation pertinentes sans retard injustifié et ont donc manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

7.2391 Il convient de rappeler que la plupart des conclusions indiquées dans le tableau sont pertinentes pour une ou deux seulement des trois plaintes que nous examinons. Notre analyse précédente indique lesquelles de ces conclusions s'appliquent à quelle(s) plainte(s).

	Procédures d'approbation examinées par le Groupe spécial	**Conclusions du Groupe spécial sur le "retard injustifié" établi** (X: procédure retardée de façon injustifiée, ✓: procédure non retardée de façon injustifiée)
1	Colza Falcon	X
2	Colza MS8/RF3	X
3	Betterave fourragère RR	X
4	Coton Bt-531	X
5	Coton RR-1445	X
6	Pomme de terre transgénique	✓
7	Colza Liberator	X
8	Maïs Bt-11 (EC-69)	X
9	Colza RR (EC-70)	X
10	Soja LL (EC-71)	X
11	Colza LL	✓
12	Coton BXN	X
13	Maïs Bt-1507 (EC-74)	X
14	Maïs Bt-1507 (EC-75)	X
15	Maïs NK603	X
16	Maïs GA21 (EC-78)	X
17	Maïs MON810 x GA21	X
18	Betterave sucrière RR	X
19	Colza MS1/RF1 (EC-89)	X
20	Colza MS1/RF2	X
21	Maïs GA21 (produit alimentaire)	X
22	Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire)	X
23	Soja LL (produit alimentaire)	✓
24	Maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire)	X
25	Maïs Bt-1507 (produit alimentaire)	X
26	Maïs NK603 (produit alimentaire)	X
27	Betterave sucrière RR (produit alimentaire)	X
Total:		X: 24 ✓: 3

10. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*

7.2392 L'Argentine allègue que les mesures visant des produits spécifiques qu'elle a indiquées sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 8 et de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS*.

7.2393 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.2394 La deuxième clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> […]
>
> a) que ces procédures soient engagées et achevées […] d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale [.]"

7.2395 L'**Argentine** fait valoir que la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) établit une obligation d'éviter tout traitement discriminatoire. Les Membres ne doivent pas différencier le traitement selon qu'il est accordé à un produit importé ou à un produit similaire national. L'Argentine estime qu'en l'espèce une comparaison devrait être faite entre la manière dont le système d'approbation communautaire a été appliqué dans le cas des produits biotechnologiques et la manière dont il a été appliqué dans le cas des nouveaux produits non biotechnologiques. Plus précisément, l'Argentine appelle l'attention sur le Règlement n° 258/97 qui selon elle définit une procédure qui ne fait pas de distinction pour ce qui est de la mise en œuvre entre les deux produits. Selon l'Argentine, des retards injustifiés se sont toutefois produits uniquement dans le traitement des produits biotechnologiques. En outre, l'Argentine identifie un autre cas de traitement moins favorable des produits biotechnologiques. De l'avis de l'Argentine, avant 1998, les Communautés européennes ont accordé des approbations pour la commercialisation des produits biotechnologiques, alors qu'elles ne l'ont pas fait depuis, par suite du moratoire *de facto* général sur les approbations.

7.2396 Les **Communautés européennes** font valoir que les différences de traitement alléguées par l'Argentine entre les produits biotechnologiques et les nouveaux produits non biotechnologiques, et entre les produits biotechnologiques avant et après le "moratoire", n'ont rien à voir avec l'obligation de traitement national énoncée à la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). Selon les Communautés européennes, une question de traitement national se poserait si dans l'application de leur système d'approbation elles traitaient les produits biotechnologiques importés différemment des produits biotechnologiques nationaux. Les Communautés européennes estiment que ce n'est pas le cas puisque tous les produits sont traités de la même manière, quelle que soit leur origine. Elles considèrent, par conséquent, que l'Argentine n'a pas établi une incompatibilité avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a).

7.2397 Le **Groupe spécial** note que l'Argentine s'appuie sur l'incompatibilité alléguée des mesures visant des produits spécifiques avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) pour formuler des allégations d'incompatibilité corollaires au titre de l'article 8. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par les allégations au titre de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) avant de passer à l'article 8.

a) Deuxième clause de l'Annexe C 1) a)

7.2398 Nous notons que conformément au texte introductif de l'Annexe C 1) les dispositions de l'Annexe C 1) a) s'appliquent "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons précédemment constaté que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituaient des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1) et, en tant que telles, étaient soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), qui incluaient celles de l'Annexe C 1) a). Par conséquent, les Communautés européennes étaient et sont tenues au titre des dispositions de l'Annexe C 1) a) d'"engager et achever" les procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) "d'une manière non moins favorable pour les produits importés que pour les produits similaires d'origine nationale".

7.2399 L'Argentine conteste les retards injustifiés allégués dans l'achèvement de l'examen et du traitement de demandes spécifiées. À notre avis, on peut concevoir que le type de mesure contesté par l'Argentine pourrait constituer, ou entraîner, un manquement aux obligations des Communautés européennes au titre de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a), et il peut donc être examiné à la lumière des dispositions de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). Puisque l'Argentine cherche à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a), cette conclusion s'applique également à l'article 8.

7.2400 Afin d'établir une incompatibilité avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a), l'Argentine doit établir i) que les produits importés ont été traités d'une "manière moins favorable" que les produits nationaux en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation et ii) que les produits importés dont il est allégué qu'ils ont été traités moins favorablement sont "similaires" aux produits nationaux dont il est allégué qu'ils ont été traités plus favorablement. Si l'un ou l'autre de ces deux éléments n'est pas présent, c'est-à-dire si les produits importés n'ont pas été traités "moins favorablement" que les produits nationaux auxquels ils sont comparés, ou si ces produits nationaux ne sont pas "similaires" aux produits importés pertinents, l'allégation d'incompatibilité formulée par l'Argentine ne doit pas être retenue. Dans les circonstances de la présente affaire, nous jugeons approprié de commencer notre analyse par le premier élément. Ainsi, nous allons examiner d'abord si l'Argentine a démontré que les produits importés avaient été traités d'une "manière moins favorable" que les produits nationaux en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation.

7.2401 Nous prenons note de l'expression "d'une manière non moins favorable". Il est clair d'après cette expression que la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) énonce une obligation de traitement national. Des obligations de traitement national se trouvent dans de nombreux Accords de l'OMC. En outre, les dispositions pertinentes sont souvent libellées de la même façon. L'Organe d'appel a confirmé que, dans de telles circonstances, la jurisprudence concernant une disposition d'un Accord de l'OMC relative au traitement national peut être utile pour interpréter une disposition d'un autre Accord

de l'OMC relative au traitement national.[1655] En l'espèce, nous jugeons utile de faire appel à la jurisprudence concernant l'article III:1 et III:4 du GATT de 1994 pour avoir des indications appropriées en matière d'interprétation.

7.2402 L'article III:1 dispose que[1656]:

> "Les parties contractantes reconnaissent que les taxes et autres impositions intérieures, ainsi que les lois, règlements et prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution ou l'utilisation de produits sur le marché intérieur et les réglementations quantitatives intérieures prescrivant le mélange, la transformation ou l'utilisation en quantités ou en proportions déterminées de certains produits ne devront pas être appliqués aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale."

7.2403 La partie pertinente de l'article III:4 dispose que:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur."

7.2404 Dans l'affaire *CE – Amiante*, l'Organe d'appel a dit ce qui suit au sujet de l'expression "traitement moins favorable" telle qu'elle apparaît à l'article III:4:

> "[…] l'existence d'un deuxième élément [en plus du "caractère similaire" des produits qui sont comparés] doit être établie avant qu'une mesure puisse être considérée comme incompatible avec l'article III:4. […] Le Membre plaignant doit […] établir que la mesure accorde au groupe des produits *importés* "similaires" "un traitement moins favorable" que celui qu'elle accorde au groupe des produits *nationaux* "similaires". L'expression "traitement moins favorable" exprime le principe général, énoncé à l'article III:1, selon lequel les réglementations intérieures "ne devront pas être appliquées … de manière à protéger la production nationale". Si un "traitement moins favorable" est accordé au groupe des produits importés "similaires", une "protection" est à l'inverse accordée au groupe des produits nationaux "similaires". Un Membre peut toutefois établir des distinctions entre des produits qui ont été jugés "similaires", sans accorder, pour cela, au groupe des produits *importés* "similaires" un "traitement moins favorable" que celui qui est accordé au groupe des produits *nationaux* "similaires". En l'espèce, nous n'approfondirons pas l'examen de l'interprétation de l'expression "traitement [non] moins favorable" figurant à l'article III:4, parce que les constatations du Groupe spécial sur ce point n'ont pas fait l'objet d'un appel ni, de fait, n'ont été contestées devant nous."[1657]

[1655] Rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Article 211, Loi portant ouverture de crédits*, paragraphe 242.

[1656] Note relative à l'article omise.

[1657] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Amiante*, paragraphe 100. (italique dans l'original)

7.2405 Par la suite, dans l'affaire *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, l'Organe d'appel a à nouveau traité le sens de l'expression "traitement moins favorable", disant ce qui suit:

> "[L]'existence d'un effet [concurrentiel] défavorable sur un produit importé donné résultant d'une mesure n'implique pas nécessairement que cette mesure accorde un traitement moins favorable aux importations si l'effet défavorable s'explique par des facteurs ou des circonstances sans rapport avec l'origine étrangère du produit, tels que la part de marché de l'importateur en l'espèce."[1658]

7.2406 Nous reconnaissons que la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) ne contient pas l'expression "traitement [non] moins favorable", mais l'expression "d'une manière non moins favorable". À notre avis, il y a toutefois une similitude conceptuelle étroite entre ces deux expressions et la différence textuelle entre elles ne prive donc pas de pertinence le recours approprié à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'expression "traitement [non] moins favorable" telle qu'elle apparaît à l'article III:4.

7.2407 Nous reconnaissons également que l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* ne contient pas une disposition analogue à l'article III:1 du GATT de 1994. Mais le fait que l'article III:4 exprime un principe général qui est explicitement énoncé à l'article III:1 ne signifie pas nécessairement qu'un principe général semblable ne peut pas être implicite dans la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). En effet, nous considérons qu'un but essentiel des dispositions de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) est précisément d'empêcher les Membres d'appliquer leurs procédures d'approbation d'une manière qui protégerait la production nationale. Ce point de vue est conforme à l'article 2:3 de l'*Accord SPS*, qui fait partie du contexte de l'Annexe C 1) a). La deuxième phrase de l'article 2:3, qui paraîtrait applicable aux procédures d'approbation, dispose que les mesures SPS "ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international". Ainsi, nous ne pensons pas que l'absence à l'Annexe C 1) d'une disposition analogue à l'article III:1 devrait nous empêcher de nous inspirer de l'interprétation donnée par l'Organe d'appel de l'expression "traitement [non] moins favorable".

7.2408 Lisant la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) à la lumière de la jurisprudence relative à l'article III:4, nous considérons qu'en engageant et achevant ses procédures d'approbation, un Membre peut, en principe, faire une différence entre des produits qui ont été jugés similaires parce que cela ne signifierait pas, en soi, que les procédures d'approbation pertinentes ont été engagées ou achevées d'une manière moins favorable pour le groupe des produits importés similaires que pour le groupe des produits nationaux similaires. En particulier, une simple démonstration qu'un Membre a engagé ou achevé une procédure d'approbation particulière d'une manière qui est défavorable pour un produit importé donné ne serait pas suffisante pour établir une "manière moins favorable" d'engager ou d'achever des procédures d'approbation si le comportement du Membre pertinent s'explique par des facteurs ou des circonstances sans rapport avec l'origine étrangère du produit.

7.2409 En ayant ces considérations à l'esprit, nous allons maintenant analyser les arguments de l'Argentine. Le premier argument de l'Argentine est que les Communautés européennes ont engagé les procédures d'approbation au titre du Règlement n° 258/97 d'une manière moins favorable pour les produits biotechnologiques qui font l'objet des mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine que pour les nouveaux produits non biotechnologiques similaires. L'Argentine affirme

[1658] Rapport de l'Organe d'appel *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes*, paragraphe 96.

que des retards injustifiés se sont produits uniquement dans le traitement des demandes concernant les produits biotechnologiques.

7.2410 Nous notons qu'on ne voit pas très clairement d'après les communications de l'Argentine quelles procédures d'approbation sont en cause. Nous croyons comprendre que l'Argentine fait référence aux procédures énoncées aux articles 4, 6, 7 et 8 du Règlement n° 258/97. Ces procédures s'appliquent aux produits biotechnologiques de la même manière qu'elles s'appliquent aux nouveaux produits non biotechnologiques. De même ces procédures s'appliquent également aux produits importés et aux produits nationaux. Enfin, nous notons que nous avons précédemment déterminé que ces procédures constituaient une procédure d'approbation au sens de l'Annexe C. Par conséquent, en engageant et achevant ces procédures, les Communautés européennes doivent se conformer à la deuxième clause de l'Annexe C 1) a).

7.2411 Passant au fond de l'argument de l'Argentine, nous observons d'abord que l'Argentine n'a pas fourni de renseignements factuels au sujet du traitement des demandes concernant les nouveaux produits non biotechnologiques qu'elle considère comme étant similaires aux produits biotechnologiques en cause. En tout état de cause, même s'il s'avérait, comme l'Argentine semble l'affirmer, que le traitement des demandes concernant les produits biotechnologiques importés pertinents (par exemple le maïs biotechnologique importé) a été retardé de façon injustifiée, tandis que le traitement des demandes concernant les variétés non biotechnologiques nationales correspondantes (par exemple le nouveau maïs non biotechnologique national) n'a pas été retardé de façon injustifiée, cet élément ne serait pas suffisant, en lui-même et à lui seul, pour établir une présomption que les procédures envisagées dans le Règlement n° 258/97 ont été appliquées d'une manière moins favorable pour le groupe des produits importés similaires que pour le groupe des produits nationaux similaires. L'Argentine n'affirme pas que le traitement des demandes concernant les produits biotechnologiques nationaux pertinents (par exemple le maïs biotechnologique national) n'a pas été retardé de façon injustifiée, ni que le traitement des demandes concernant les variétés non biotechnologiques importées correspondantes (par exemple le nouveau maïs non biotechnologique importé) a été retardé de façon injustifiée. En d'autres termes, l'Argentine n'allègue pas que la manière de traiter les demandes au titre du Règlement n° 258/97 a été différente selon l'origine des produits. Dans ces circonstances, il n'est pas évident que la manière moins favorable alléguée de traiter les demandes concernant les produits biotechnologiques importés pertinents (par exemple le maïs biotechnologique importé) s'explique par l'origine étrangère de ces produits plutôt que, par exemple, une différence perçue entre les produits biotechnologiques et les nouveaux produits non biotechnologiques pour ce qui est du soin à apporter à l'évaluation de leur sécurité sanitaire, des risques pour le consommateur, etc. L'Argentine n'a pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que le traitement moins favorable allégué s'explique par l'origine étrangère des produits biotechnologiques pertinents.

7.2412 À la lumière de ce qui précède, nous constatons que l'Argentine n'a pas établi que les procédures d'approbation énoncées dans le Règlement n° 258/97 avaient été engagées ou achevées d'une manière moins favorable pour les produits importés que pour les produits nationaux.

7.2413 Le deuxième argument de l'Argentine est qu'après 1998 les Communautés européennes ont appliqué leurs procédures d'approbation d'une manière moins favorable pour les produits biotechnologiques qui font l'objet des mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste que pour les produits biotechnologiques similaires avant 1998. Plus particulièrement, elle fait observer qu'après 1998 des retards injustifiés se sont produits dans le traitement des demandes au titre des procédures d'approbation pertinentes. L'année 1998 est l'année pendant laquelle, de l'avis de l'Argentine, les Communautés européennes ont commencé à appliquer leur moratoire *de facto* général sur les approbations.

7.2414 Nous croyons comprendre que le deuxième argument de l'Argentine concerne les procédures d'approbation énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97. Les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que le Règlement n° 258/97 s'appliquent également aux produits biotechnologiques importés et aux produits biotechnologiques nationaux. Nous avons précédemment déterminé que ces textes législatifs énonçaient des procédures d'approbation au sens de l'Annexe C. Par conséquent, en engageant et achevant ces procédures d'approbation, les Communautés européennes étaient et sont tenues de se conformer à la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). Nous notons que la Directive 2001/18 est quant à la forme et, dans une certaine mesure, quant au fond différente de la Directive 90/220. L'Argentine paraît supposer que l'obligation énoncée dans la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) s'applique non seulement dans les situations où les produits importés et les produits nationaux sont traités dans le cadre d'une seule et même procédure d'approbation, mais aussi dans les situations où les produits similaires sont traités dans le cadre de procédures d'approbation différentes quant à la forme ou quant au fond. Aux fins de notre analyse de l'argument de l'Argentine, nous sommes disposés à partir de cette supposition, mais nous ne formulons pas de constatation à cet égard.

7.2415 Il nous semble que l'Argentine souhaite faire valoir, en effet, que les procédures d'approbation ont été appliquées d'une manière moins favorable pour les produits biotechnologiques importés pertinents après 1998 que pour les produits biotechnologiques nationaux similaires avant 1998. Même si cela était exact sur le plan factuel, cet élément ne serait toutefois pas suffisant, en lui-même et à lui seul, pour établir une présomption que les procédures d'approbation en cause ont été appliquées d'une manière moins favorable pour le groupe des produits importés similaires que pour le groupe des produits nationaux similaires. L'Argentine affirme qu'après 1998 les demandes concernant les produits biotechnologiques pertinents ont été traitées d'une manière moins favorable, indépendamment du point de savoir si les produits étaient d'origine étrangère ou nationale, et qu'avant 1998 les demandes concernant les produits biotechnologiques étaient traitées d'une manière plus favorable, indépendamment du point de savoir si les produits étaient d'origine étrangère ou nationale. Ainsi, l'Argentine ne soutient pas qu'il y a eu une différence, avant et après 1998, dans la manière dont les Communautés européennes ont traité les demandes concernant les produits biotechnologiques importés et la manière dont elles ont traité les demandes concernant les produits biotechnologiques nationaux. Il n'est donc pas évident que la manière moins favorable alléguée de mener les procédures d'approbation pour les produits biotechnologiques importés pertinents après 1998 s'explique par l'origine étrangère de ces produits plutôt que par d'autres facteurs ou circonstances, comme une perception différente des risques associés aux produits biotechnologiques, etc. L'Argentine n'a pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que le traitement moins favorable allégué s'explique par l'origine étrangère des produits biotechnologiques pertinents.

7.2416 En outre, nous notons qu'une des conséquences de l'acceptation du deuxième argument de l'Argentine serait que les Membres ne pourraient pas en conformité avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) choisir de mener leurs procédures d'approbation d'une manière moins favorable pour tous les produits visés quelle que soit leur origine, par exemple en réponse à de nouvelles preuves scientifiques donnant à penser que les risques associés aux produits soumis à la prescription en matière d'approbation avaient auparavant été sous-estimés. À notre avis, il serait déraisonnable d'interpréter la deuxième phrase de l'Annexe C 1) a) d'une manière qui aboutisse à un tel résultat.

7.2417 À la lumière de ce qui précède, nous ne sommes pas convaincus par l'argument de l'Argentine selon lequel les Communautés européennes ont engagé et achevé leurs procédures d'approbation d'une manière moins favorable pour les produits importés que pour les produits nationaux en traitant les demandes concernant les produits biotechnologiques d'une manière moins favorable après 1998 qu'avant 1998.

7.2418 Puisque nous avons constaté que l'Argentine n'avait pas démontré à notre satisfaction que les produits importés avaient été traités d'une "manière moins favorable" que les produits nationaux en ce qui concerne l'engagement et l'achèvement des procédures d'approbation, il n'est pas nécessaire de passer à l'examen de la question de savoir si les produits importés dont l'Argentine allègue qu'ils ont été traités moins favorablement sont "similaires" aux produits nationaux dont elle allègue qu'ils ont été traités plus favorablement.

7.2419 Sur la base de l'ensemble des considérations qui précèdent, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a).

b) Article 8

7.2420 Passant aux allégations de l'Argentine au titre de l'article 8, nous rappelons que l'Argentine cherche à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). Nous avons déterminé que l'Argentine n'avait pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a). Selon l'approche suivie par l'Argentine, cela signifie que le bien-fondé de ses allégations au titre de l'article 8 n'a pas non plus été établi.

c) Conclusion générale

7.2421 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial formule des constatations ont conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de la deuxième clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

11. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*

7.2422 Les États-Unis et l'Argentine allèguent que les mesures visant des produits spécifiques qu'ils ont indiquées sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS*.

7.2423 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.2424 L'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> […]
>
> b) que la durée normale de chaque procédure soit publiée ou que la durée prévue soit communiquée au requérant s'il le demande; que, lorsqu'il recevra une demande, l'organisme compétent examine dans les moindres délais si la documentation est complète et informe le requérant de manière précise et complète de toutes les lacunes; que l'organisme compétent communique les résultats de la procédure au requérant aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité; que, même lorsque la demande comportera des lacunes, l'organisme compétent mène la procédure aussi loin que cela sera réalisable, si le requérant le demande; et que, s'il le demande, le requérant soit informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards[.]"

7.2425 Comme nous l'avons noté précédemment, l'Annexe C 1) b) énonce essentiellement cinq obligations séparées, mais liées, auxquelles les Membres doivent se conformer dans l'application des procédures d'approbation. Ces obligations concernent:

i) la publication ou la communication aux demandeurs de la durée de chaque procédure;

ii) l'examen du caractère complet de la documentation et l'indication des lacunes aux demandeurs;

iii) la communication des résultats de la procédure;

iv) le traitement des demandes qui comportent des lacunes; et

v) la fourniture de renseignements sur le stade de la procédure et l'explication d'éventuels retards.

7.2426 Les **États-Unis** font valoir qu'au titre des mesures visant des produits spécifiques pertinentes – les moratoires sur des produits spécifiques – les Communautés européennes ne permettent pas que leurs procédures d'approbation soient menées à terme. En tant que tels, les moratoires sur des produits spécifiques sont incompatibles avec chacune des obligations procédurales liées énoncées à l'Annexe C 1) b) et, par conséquent, avec l'article 8 également.

7.2427 S'agissant de la *première obligation* (publication ou communication de la durée de la procédure), les États-Unis font observer que, bien que la législation communautaire applicable en matière d'approbation indique des durées, au titre des moratoires sur des produits spécifiques ces durées ne sont pas respectées. En revanche, les Communautés européennes ont imposé un retard indéterminé. Toutefois, puisque les Communautés européennes ne reconnaissent pas l'existence des moratoires sur des produits spécifiques la durée normale de la procédure n'est pas publiée et la durée prévue n'est pas communiquée au demandeur.

7.2428 S'agissant de la *deuxième obligation* (caractère complet de la documentation), les États-Unis font valoir qu'au titre des moratoires sur des produits spécifiques les Communautés européennes n'examinent pas la documentation dans les moindres délais et n'informent pas le demandeur de toutes les lacunes. Au contraire, les demandes au titre de la législation communautaire applicable sont bloquées, sans explication. Plus précisément, les États-Unis estiment que pour les demandes

concernant le coton Bt-531, le coton RR-1445, le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2, le demandeur n'a pas été informé de manière précise et complète de toutes les lacunes. Au contraire, lorsque le Comité de réglementation n'approuve pas une demande par un vote à la majorité qualifiée, ou lorsque la Commission engage des consultations interservices au lieu de transmettre une demande au Conseil, le demandeur ne reçoit aucune explication et n'a donc pas la possibilité de corriger d'éventuelles lacunes. Il en est de même lorsque, comme pour les produits à base de colza, l'État membre principal ne prend pas la disposition finale consistant à mettre le produit sur le marché.

7.2429 S'agissant de la *troisième obligation* (communication des résultats), les États-Unis font valoir qu'au titre des moratoires sur des produits spécifiques les résultats des procédures ne sont pas communiqués dans les moindres délais au demandeur afin que des correctifs puissent être apportés. En revanche, les demandes sont bloquées dans le processus d'approbation sans explication. Plus précisément, les États-Unis estiment que pour les demandes concernant le coton Bt-531, le coton RR-1445, le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 le demandeur n'a pas été informé de manière précise et complète de toutes les lacunes. Au contraire, lorsque le Comité de réglementation n'approuve pas une demande par un vote à la majorité qualifiée, ou lorsque la Commission engage des consultations interservices au lieu de transmettre une demande au Conseil, le demandeur ne reçoit aucune explication et n'a donc pas la possibilité de corriger d'éventuelles lacunes. Il en est de même lorsque, comme pour les produits à base de colza, l'État membre principal ne prend pas la disposition finale consistant à mettre le produit sur le marché.

7.2430 S'agissant de la *quatrième obligation* (traitement des demandes comportant des lacunes) les États-Unis font valoir qu'au titre des moratoires sur des produits spécifiques les Communautés européennes ne mènent pas le processus d'approbation aussi loin que cela est réalisable. En revanche, les demandes sont bloquées dans le processus d'approbation.

7.2431 S'agissant de la *cinquième obligation* (explication du retard) les États-Unis font valoir qu'au titre des moratoires sur des produits spécifiques les retards ne sont pas expliqués. Au contraire, les Communautés européennes n'informent même pas les demandeurs de l'existence du moratoire général.

7.2432 L'**Argentine** fait valoir que l'Annexe C 1) b) énonce des obligations en matière de publication et d'information du demandeur et exige que les organismes compétents des Membres s'acquittent de leurs obligations "dans les moindres délais" et expliquent "d'éventuels retards". L'Argentine considère que le retard injustifié qui a été causé par les Communautés européennes dans les procédures d'approbation spécifiques qu'elle a indiquées est incompatible avec l'article 8 et l'Annexe C 1) b). L'Argentine estime que les Communautés européennes n'ont pas assuré la conformité aux prescriptions de l'Annexe C 1) b) parce que dans certains cas l'entité des CE pertinente n'a pas déterminé dans les moindres délais si la documentation était complète (deuxième obligation), et dans d'autres cas n'a pas informé le demandeur des résultats de la procédure (troisième obligation) ni du stade actuel de la procédure (cinquième obligation). Elle fait valoir à cet égard qu'elle a démontré que, par exemple, dans la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) plus de cinq ans après le demandeur attendait toujours une réponse définitive au sujet de sa demande. Enfin, elle estime qu'une violation des dispositions de l'Annexe C représente simultanément une violation de l'article 8.

7.2433 Les **Communautés européennes** estiment que les États-Unis et l'Argentine se contentent d'affirmer que les Communautés européennes n'ont pas fait ce qu'elles étaient tenues de faire au titre des différentes obligations énoncées à l'Annexe C 1) b). L'Argentine n'a présenté aucun élément de preuve à l'appui de ses allégations. Les États-Unis considèrent également qu'il suffit simplement d'alléguer que les demandes étaient bloquées dans le processus d'approbation et ne donnent aucune

explication. Toutefois, il incombe à la partie plaignante de présenter des éléments *prima facie*. En tout état de cause, les chronologies détaillées des procédures d'approbation individuelles et autres documents fournis par les Communautés européennes démontrent que les allégations des États-Unis sont sans fondement.

7.2434 S'agissant de l'allégation des États-Unis selon laquelle aucune durée normale n'a été publiée pour les "moratoires sur des produits spécifiques", les Communautés européennes font valoir que ces "moratoires" sont des demandes individuelles subordonnées à leurs propres faits particuliers. De l'avis des Communautés européennes, il est difficile de voir comment une durée "normale" autre que celle qui est établie dans la législation pourrait être indiquée pour ces demandes collectivement.

7.2435 Le **Groupe spécial** note que conformément au texte introductif de l'Annexe C 1) les dispositions de l'Annexe C 1) b) s'appliquent "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons précédemment constaté que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituaient des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1) et, en tant que telles, étaient soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), qui incluaient celles de l'Annexe C 1) b). Par conséquent, en ce qui concerne les procédures d'approbation énoncées dans les Directives et le Règlement susmentionnés, les Communautés européennes étaient et sont tenues de se conformer aux dispositions de l'Annexe C 1) a).

7.2436 Nous rappelons que les États-Unis contestent le fait allégué que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale. Nous avons fait observer à cet égard qu'il s'agissait essentiellement d'une contestation de l'application par les Communautés européennes d'une façon particulière d'appliquer les procédures d'approbation communautaires pertinentes. Nous rappelons également que l'Argentine conteste les retards injustifiés allégués dans l'achèvement de l'examen et du traitement de demandes spécifiées.

7.2437 À notre avis, on peut concevoir que le type de mesure contesté par les États-Unis et l'Argentine pourrait constituer, ou entraîner, un manquement aux obligations des CE au titre de l'Annexe C 1) b), et il peut donc être examiné à la lumière des dispositions de l'Annexe C 1) b). Puisque les États-Unis et l'Argentine cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe C 1) b), cette conclusion s'applique également à l'article 8.

7.2438 Compte tenu du fait que l'allégation des États-Unis et de l'Argentine au titre de l'article 8 a le caractère d'une allégation corollaire, nous allons commencer notre analyse par les allégations au titre de l'Annexe C 1) b).

a) Première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (publication ou communication de la durée de la procédure)

7.2439 Seuls les États-Unis ont présenté des arguments en rapport avec la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b). Plus précisément, les États-Unis avancent deux principaux arguments. Le premier argument est que, du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, les Communautés européennes n'ont pas respecté les durées normales qui sont publiées dans la législation communautaire applicable en matière d'approbation. Les États-Unis paraissent en inférer que la durée normale effective n'a pas été publiée.

7.2440 Nous partageons l'avis des Communautés européennes selon lequel la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) n'exige pas, et logiquement ne peut pas exiger, que les Communautés européennes publient une durée "normale" pour chaque procédure d'approbation individuelle qu'elles engagent. La durée devant être publiée est la durée qui est censée être la norme pour toutes les procédures d'approbation d'un type particulier, par exemple les procédures d'approbation envisagées dans la Directive 2001/18 pour la mise sur le marché des produits biotechnologiques. Cela découle du mot "standard", qui dans le contexte spécifique de la première obligation devrait être compris comme signifiant "normal".[1659] Toutefois, nous ne croyons pas comprendre que les États-Unis font valoir que les Communautés européennes auraient dû publier une durée normale pour chaque procédure d'approbation individuelle qu'elles ont menée.

7.2441 Nous croyons comprendre que les États-Unis font valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné une demande particulière pour approbation finale signifiait qu'elles ne respectaient pas la durée normale publiée pour le type de procédure pertinent et que la durée normale effective pour le type de procédure pertinent n'était plus publiée. Même si nous devions admettre que ce qui doit être publié conformément à la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) est la durée normale "effective", le simple fait que les Communautés européennes dans une procédure d'approbation particulière ont pu ne pas respecter la durée normale publiée ne justifierait pas, en soi, la conclusion selon laquelle il y avait une durée "normale" effective nouvelle et non publiée. Une seule entorse à la durée normale publiée ne démontre pas à notre avis l'existence d'une nouvelle durée "normale".[1660] En tout état de cause, même s'il y avait une nouvelle durée normale, le fait qu'elle n'était pas publiée ne serait pas une conséquence du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné la demande pertinente pour approbation finale. En d'autres termes, ce ne serait pas une conséquence de la mesure visant un produit spécifique en cause. Ce serait plutôt une conséquence du fait séparé et indépendant que les Communautés européennes n'ont pas publié la nouvelle durée normale.

7.2442 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), dans la mesure où ces allégations sont fondées sur la prescription imposant de publier la durée normale de chaque procédure.

7.2443 Le deuxième argument présenté par les États-Unis à l'appui de leur allégation au titre de l'Annexe C 1) b) est que puisque les Communautés européennes ne reconnaissent pas qu'elles n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, la durée prévue n'est pas communiquée aux demandeurs. Nous notons que conformément à l'Annexe C 1) b) la durée prévue doit être communiquée au demandeur "s'il le demande". Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve pour montrer i) qu'un demandeur avait demandé que la durée prévue lui soit communiquée, ii) que la demande avait été rejetée par une entité des CE pertinente et iii) que c'était à cause du fait délibéré de ne pas avoir examiné les demandes d'approbation pertinentes. En outre, nous ne pensons pas que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale les a nécessairement conduites à ne pas communiquer les durées prévues aux demandeurs s'ils le demandaient. En effet, à notre avis, le fait que les Communautés européennes ont

[1659] Le dictionnaire définit "standard" comme "[o]f a prescribed or normal size, amount, quality, etc.". *The New Shorter Oxford English Dictionary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), volume II, page 3028. Les versions française ("la durée normale") et espagnole ("el período normal de tramitación") de l'*Accord SPS* étayent cette interprétation.

[1660] Nous rappelons que les mesures en cause sont des mesures individuelles visant des produits spécifiques et non les mesures visant des produits spécifiques prises collectivement ou le moratoire général sur les approbations.

peut-être empêché une procédure d'approbation particulière d'aller jusqu'à son terme ne les aurait pas privées de la possibilité de communiquer au demandeur la durée prévue s'il le demandait, comme l'exige l'Annexe C 1) b).

7.2444 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la première obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), dans la mesure où ces allégations sont fondées sur la prescription imposant de communiquer aux demandeurs la durée prévue.

b) Deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (caractère complet de la documentation)

7.2445 En ce qui concerne la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), tant les États-Unis que l'Argentine ont présenté des arguments. Nous commençons notre analyse par les arguments des États-Unis.

7.2446 Les États-Unis font valoir que du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, elles n'ont pas examiné dans les moindres délais si la documentation était complète ni informé les demandeurs de lacunes éventuelles. Les États-Unis ont indiqué les procédures d'approbation individuelles qui, à leur avis, étayent leur allégation au titre de la deuxième obligation.

7.2447 Parmi les demandes auxquelles les États-Unis font référence il y a celles qui concernent le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. Nous avons déterminé plus haut qu'il y avait 25 mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles les États-Unis demandaient des constatations. Toutefois, les demandes concernant le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2 ne font pas partie de ces 25 mesures. Nous ne sommes donc pas habilités à formuler des constatations visant des produits spécifiques au sujet de ces deux demandes concernant le colza.

7.2448 Les États-Unis font également référence aux demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445. Elles font partie des demandes qui font l'objet d'allégations visant des produits spécifiques formulées par les États-Unis. En ce qui concerne ces demandes, les États-Unis font valoir que lorsque le Comité de réglementation ne les a pas approuvées par un vote à la majorité qualifiée, ou lorsque la Commission a engagé des consultations interservices après le vote du Comité de réglementation, le demandeur n'a reçu aucune explication et n'a donc pas eu la possibilité de corriger d'éventuelles lacunes. Tout d'abord, nous notons que la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) s'applique lorsqu'un "organisme compétent" "reçoit" une demande. À notre avis, l'organisme compétent recevant les demandes concernant le coton Bt-531 et RR-1445 était l'État membre principal auquel ces demandes étaient présentées aux fins d'évaluation initiale, non le Comité de réglementation ou la Commission au stade postérieur au Comité de réglementation.

7.2449 En tout état de cause, les États-Unis n'ont pas démontré que soit le Comité de réglementation soit la Commission avait identifié des lacunes dans la documentation présentée par le demandeur et n'en avait pas informé le demandeur de manière précise et complète. Nous rappelons que dans le cas de la demande concernant le coton Bt-531, trois États membres ont fait des déclarations écrites à l'appui de leurs votes au Comité de réglementation en février 1999 et que le demandeur a fourni des renseignements additionnels plus de deux ans après la réunion du Comité de réglementation et le lancement par la Commission de consultations interservices. Les États-Unis n'ont pas montré que l'une quelconque des déclarations des États membres identifiait des lacunes dans la documentation présentée par le demandeur. Nous avons constaté précédemment qu'aucune des déclarations des États membres ne préconisait spécifiquement la fourniture de renseignements additionnels et que rien n'indiquait que le demandeur avait fourni les renseignements additionnels en réponse aux déclarations

écrites. Nous rappelons également notre constatation antérieure selon laquelle il n'y a pas d'élément de preuve donnant à penser que la Commission attendait les renseignements additionnels fournis par le demandeur et pour cette raison ne soumettait pas un projet de mesure au Conseil. Nous ne considérons donc pas que les renseignements additionnels fournis par le demandeur remédiaient aux "lacunes" qui avaient été identifiées par le Comité de réglementation ou la Commission.

7.2450 S'agissant de la demande concernant le coton RR-1445, nous notons que comme dans le cas de la demande concernant le coton Bt-531, un certain nombre d'États membres ont fait des déclarations écrites à l'appui de leurs votes au Comité de réglementation en février 1999. Les États-Unis n'ont pas montré que l'une quelconque de ces déclarations identifiait des lacunes dans la documentation présentée par le demandeur. En outre, nous avons constaté antérieurement que le dossier de la consultation du Comité de réglementation ne contenait aucune trace d'une demande de renseignements complémentaires adressée au demandeur. En fait, aucun renseignement complémentaire n'a été fourni à la suite du vote du Comité de réglementation. Enfin, les États-Unis eux-mêmes font observer dans un contexte différent que rien dans le dossier n'indique que la Commission ait fait part de préoccupations scientifiques au demandeur ou identifié des lacunes dans la demande après le vote du Comité de réglementation. Nous considérons donc que les États-Unis n'ont pas démontré que soit le Comité de réglementation soit la Commission avait identifié des lacunes dans la documentation présentée par le demandeur et n'en avait pas informé le demandeur de manière précise et complète.

7.2451 À titre de considération additionnelle, nous notons que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale ne les a pas nécessairement conduites à ne pas examiner dans les moindres délais si la documentation était complète et à ne pas informer les demandeurs d'éventuelles lacunes. En effet, à notre avis, le fait que les Communautés européennes ont peut-être empêché une procédure d'approbation particulière d'aller jusqu'à son terme ne les aurait pas privées de la possibilité d'examiner si la documentation était complète ou d'informer le demandeur des lacunes de la documentation présentée, comme l'exige l'Annexe C 1) b).[1661]

7.2452 À la lumière des considérations qui précèdent, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

7.2453 L'Argentine estime que les Communautés européennes n'ont pas assuré la conformité aux prescriptions de l'Annexe C 1) b) parce que dans certains cas l'entité des CE pertinente n'a pas déterminé dans les moindres délais si la documentation était complète. L'Argentine n'a pas spécifiquement identifié ces "cas" et n'a pas démontré que dans ces cas l'organisme compétent avait constaté des lacunes dans la documentation présentée par le demandeur et n'en avait pas informé le demandeur de manière précise et complète.

7.2454 Eu égard à cela, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de la deuxième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

[1661] Nous notons à cet égard qu'une certaine progression du processus d'approbation n'est pas incompatible avec le fait délibéré que les Communautés européennes n'ont pas amené une demande particulière au stade de la décision finale.

c) Troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (communication des résultats)

7.2455 S'agissant de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), tant les États-Unis que l'Argentine ont présenté des arguments. Nous commençons notre analyse par les arguments des États-Unis.

7.2456 Les États-Unis font valoir qu'en raison du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, elles n'ont pas dans les moindres délais communiqué les résultats des procédures aux demandeurs afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité. Les États-Unis ont indiqué les procédures d'approbation individuelles qui à leur avis étayent leur allégation au titre de la troisième obligation. Parmi les demandes auxquelles les États-Unis font référence il y a celles qui concernent le colza MS1/RF1 (EC-89) et le colza MS1/RF2. Nous avons déjà déterminé que nous n'étions pas habilités à formuler des constatations visant des produits spécifiques au sujet des deux demandes concernant le colza.

7.2457 Les États-Unis font également référence aux demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445. Elles font partie des mesures visant des produits spécifiques contestées par les États-Unis. En ce qui concerne ces procédures d'approbation, les États-Unis font valoir que lorsque le Comité de réglementation ne les a pas approuvées par un vote à la majorité qualifiée, ou lorsque la Commission a engagé des consultations interservices après le vote du Comité de réglementation, le demandeur n'a reçu aucune explication et n'a donc pas eu la possibilité de corriger d'éventuelles lacunes.

7.2458 Nous notons d'emblée que lorsque les demandes concernant le coton Bt-531 et RR-1445 ont atteint le stade du Comité de réglementation, elles relevaient de la Directive 90/220. Il ressort clairement de l'article 21 de la Directive 90/220 que le rôle du Comité de réglementation est d'assister la Commission dans sa prise de décision en émettant des avis sur les projets de mesures proposés par la Commission. Le Comité de réglementation ne peut pas par lui-même prendre des décisions au sujet des demandes. En outre, la Directive 90/220 ne prévoit pas que le demandeur reçoive une explication du vote.[1662] En effet, nous avons noté précédemment qu'il n'y avait pas de données à la disposition du public sur les votes du Comité de réglementation. Les Communautés européennes ont fait observer à cet égard que les votes du Comité de réglementation n'avaient aucun effet juridique externe et ne pouvaient donc pas être contestés en vertu du droit communautaire.[1663] Ainsi, il n'y a pas de "correctif" qui puisse être apporté par le demandeur en réponse à un vote défavorable du Comité de réglementation. Pour toutes ces raisons, nous ne sommes pas persuadés qu'un vote au Comité de réglementation puisse être considéré comme un "résultat de la procédure" au sens de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b). À notre avis, le vote du Comité de réglementation est plutôt un "stade de la procédure" dont le demandeur doit être informé s'il le demande, conformément à la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

7.2459 Nous pensons qu'il en va de même pour les consultations interservices tenues par la Commission avant la présentation d'un projet de mesure au Conseil. Ces consultations sont un "stade de la procédure", non un "résultat de la procédure". En tout état de cause, l'issue de telles consultations est un projet de mesure devant être transmis au Conseil pour suite à donner, non une décision au sujet d'une demande.

[1662] Il importe de rappeler dans ce contexte que les États-Unis n'allèguent pas que la Directive 90/220 est, en tant que telle, incompatible avec les règles de l'OMC.

[1663] À l'appui de leur déclaration, les Communautés européennes font référence à la jurisprudence du Tribunal de première instance européen, affaire T-326/99, *Nancy Fern Olivieri contre Commission des Communautés européennes et EMEA*, décision du 18 décembre 2003, paragraphes 51 et suivants.

7.2460 Sur la base des considérations qui précèdent, nous constatons que les votes du Comité de réglementation et l'ouverture de consultations interservices par la Commission dans les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531 et RR-1445 n'étaient pas des "résultats" que les Communautés européennes étaient tenues de communiquer au demandeur.

7.2461 D'une manière plus générale, nous notons que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale signifiait qu'aucun résultat final n'a été obtenu. Ainsi, il n'y avait pas de résultats finals qui auraient pu être communiqués aux demandeurs comme l'exige la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).[1664]

7.2462 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

7.2463 L'Argentine estime que les Communautés européennes n'ont pas assuré la conformité aux prescriptions de l'Annexe C 1) b) parce que dans certains cas l'entité des CE pertinente n'a pas informé le demandeur des résultats de la procédure. L'Argentine n'a pas spécifiquement identifié ces "cas" et n'a pas démontré que dans ces cas il y avait des "résultats" qui devaient être communiqués aux demandeurs. Nous notons que l'Argentine a fait référence au fait que dans la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78), plus de cinq ans après le demandeur attendait toujours une réponse définitive au sujet de sa demande. Nous rappelons à cet égard que la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) exige que l'organisme compétent "communique les résultats de la procédure" au demandeur aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité. Ainsi, la troisième obligation s'applique dans des situations où des résultats ont été obtenus.[1665] L'exemple de l'Argentine est un cas où aucun résultat final n'a encore été obtenu. Étant donné qu'aucun résultat n'a été obtenu, aucun ne pouvait être communiqué au demandeur. À notre avis, l'exemple de la procédure d'approbation concernant le maïs GA21 (EC-78) n'aide donc pas l'Argentine à établir une incompatibilité avec la troisième obligation.

7.2464 Eu égard à cela, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de la troisième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

d) Quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (traitement des demandes comportant des lacunes)

7.2465 Seuls les États-Unis ont présenté des arguments en ce qui concerne la quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b). Ils font valoir que du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, elles n'ont pas mené le processus d'approbation aussi loin que cela était réalisable.

7.2466 Nous notons que conformément à l'Annexe C 1) b) l'organisme compétent doit mener la procédure aussi loin que cela est réalisable "si le requérant le demande". Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant qu'un demandeur avait fait une telle demande et qu'une entité des CE pertinente avait rejeté cette demande à cause d'une décision des Communautés européennes de

[1664] Comme il ressort clairement de la discussion sur les procédures d'approbation concernant le coton Bt-531 et RR-1445, les États-Unis n'ont pas établi que des "résultats" autres que les résultats finals des procédures pertinentes devaient être communiqués aux demandeurs pertinents et que ces résultats ne leur avaient pas été communiqués.

[1665] Nous notons que la prescription énoncée dans la première clause de l'Annexe C 1) a) selon laquelle les procédures d'approbation doivent être "achevées" sans retard injustifié sert à assurer que des "résultats" sont obtenus.

ne pas examiner la demande pertinente pour approbation finale. En outre, nous ne pensons pas que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale les a nécessairement conduites à ne pas mener les procédures aussi loin que cela était réalisable si les demandeurs le demandaient. En effet, à notre avis, le fait que les Communautés européennes ont peut-être empêché une procédure d'approbation particulière d'aller jusqu'à son terme ne les aurait pas privées de la possibilité de mener cette procédure aussi loin que cela était réalisable si demande en était faite, comme l'exige l'Annexe C 1) b).[1666]

7.2467 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la quatrième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

e) Cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b) (explication du retard)

7.2468 S'agissant de la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b), tant les États-Unis que l'Argentine ont présenté des arguments. Nous commençons notre analyse par les arguments des États-Unis.

7.2469 Les États-Unis font valoir que du fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné les demandes d'approbation pertinentes, les retards n'ont pas été expliqués. La cinquième obligation dispose que "s'il le demande", le demandeur doit être informé du stade de la procédure, ainsi que des raisons d'éventuels retards. Les États-Unis n'ont fourni aucun élément de preuve indiquant qu'un demandeur avait fait une telle demande, ou qu'une entité des CE pertinente avait refusé d'expliquer d'éventuels retards à cause du fait délibéré que les Communautés européennes n'avaient pas examiné la demande d'approbation pertinente. En outre, nous ne pensons pas que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné des demandes particulières pour approbation finale les a nécessairement conduites à ne pas informer les demandeurs du stade des procédures et à ne pas expliquer d'éventuels retards, si les demandeurs le demandaient. En effet, à notre avis, le fait que les Communautés européennes ont peut-être empêché une procédure d'approbation particulière d'aller jusqu'à son terme ne les aurait pas privées de la possibilité d'informer les demandeurs du stade des procédures et d'expliquer d'éventuels retards, comme l'exige l'Annexe C 1) b).

7.2470 Eu égard à cela, nous concluons que les États-Unis n'ont pas établi le bien-fondé de leurs allégations visant des produits spécifiques au titre de la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

7.2471 L'Argentine estime que les Communautés européennes n'ont pas assuré la conformité aux prescriptions de l'Annexe C 1) b) parce que dans certains cas l'entité des CE pertinente n'a pas informé le demandeur du stade actuel de la procédure. L'Argentine n'a pas identifié spécifiquement ces "cas" et n'a pas démontré que les demandeurs pertinents avaient demandé des renseignements sur le stade de la procédure et s'étaient vu refuser ces renseignements.

7.2472 Eu égard à cela, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de la cinquième obligation énoncée à l'Annexe C 1) b).

[1666] Nous notons à cet égard qu'une certaine progression du processus d'approbation n'est pas incompatible avec le fait délibéré que les Communautés européennes n'ont pas amené une demande particulière au stade de la décision finale.

f) Article 8

7.2473 Passant maintenant aux allégations des États-Unis et de l'Argentine au titre de l'article 8, nous rappelons que les États-Unis et l'Argentine cherchent à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe C 1) b). Nous avons déterminé que les États-Unis et l'Argentine n'avaient pas établi le bien-fondé de leurs allégations au titre de l'Annexe C 1) b). Selon l'approche suivie par les États-Unis et l'Argentine, cela signifie que le bien-fondé de leurs allégations au titre de l'article 8 n'a pas non plus été établi.

g) Conclusions générales

7.2474 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que les États-Unis n'ont pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial formule des constatations avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial formule des constatations avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

12. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS*

7.2475 L'Argentine allègue que les mesures visant des produits spécifiques qu'elle a indiquées sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS*.

7.2476 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.2477 L'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> [...]
>
> c) que les demandes de renseignements soient limitées à ce qui est nécessaire pour que les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris l'homologation de l'usage d'additifs ou l'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, soient appropriées[.]"

7.2478 L'**Argentine** estime que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec les dispositions de l'Annexe C 1) c) en retardant l'examen des demandes pertinentes et en exigeant des communications excessives au titre d'une législation ultérieure. S'agissant de la communication de renseignements au titre d'une législation ultérieure, l'Argentine fait observer que les Communautés européennes ont invoqué des prescriptions énoncées dans une législation ultérieure comme raisons de ne pas traiter les demandes. Selon l'Argentine, cela ressort clairement du fait que les demandes présentées au titre de la Directive 90/220 ont dû être présentées à nouveau au titre de la Directive 2001/18 même dans les cas où les procédures étaient déjà en cours depuis trois ans au titre de l'ancienne directive. L'Argentine fait également observer qu'il y a eu de nombreuses demandes de renseignements additionnels dans les procédures d'approbation qui font l'objet de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de l'Annexe C 1) c). Enfin, elle fait valoir qu'une violation des dispositions de l'Annexe C représente simultanément une violation de l'article 8.

7.2479 Les **Communautés européennes** font valoir que les retards n'entrent pas dans le champ d'application de l'Annexe C 1) c). S'agissant des prescriptions en matière de renseignements, les Communautés européennes estiment que la question de savoir quelles prescriptions en matière de renseignements sont nécessaires est une question de critères énoncés dans l'*Accord SPS* lui-même. Elles font également valoir que l'Argentine aurait dû attaquer la Directive 2001/18 si elle considérait que la prescription imposant de présenter à nouveau un dossier mis à jour au moment de l'entrée en vigueur de la Directive 2001/18 était incompatible avec l'*Accord SPS*.

7.2480 Le **Groupe spécial** note que conformément au texte introductif de l'Annexe C 1), les dispositions de l'Annexe C 1) c) s'appliquent "en ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires". Nous avons précédemment constaté que les procédures énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 ainsi que dans le Règlement n° 258/97 (dans la mesure où il est une mesure SPS) constituaient des procédures "visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires" au sens de l'Annexe C 1) et, en tant que telles, étaient soumises aux dispositions de l'Annexe C 1), qui incluaient celles de l'Annexe C 1) c). Par conséquent, en ce qui concerne les procédures d'approbation énoncées dans les Directives et le Règlement susmentionnés, les Communautés européennes étaient et sont tenues de se conformer aux dispositions de l'Annexe C 1) c).

7.2481 Nous notons que l'Argentine s'appuie sur l'incompatibilité alléguée des mesures visant des produits spécifiques pertinentes avec l'Annexe C 1) c) pour formuler des allégations corollaires d'incompatibilité au titre de l'article 8. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par les allégations au titre de l'Annexe C 1) c).

a) Annexe C 1) c)

7.2482 Nous rappelons que les mesures visant des produits spécifiques dont l'Argentine dit qu'elles donnent lieu à une incompatibilité avec l'Annexe C 1) c) sont les retards injustifiés causés par les Communautés européennes dans l'examen de demandes particulières. L'Argentine affirme que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) c) en retardant l'achèvement des procédures d'approbation pertinentes. Nous ne sommes pas convaincus par cette affirmation. À notre avis, le fait que les Communautés européennes n'ont pas achevé des procédures d'approbation particulières sans retard injustifié n'a pas en soi imposé des prescriptions en matière de renseignements qui n'étaient pas nécessaires, ni entraîné leur imposition. Nous ne voyons donc pas comment les mesures contestées par l'Argentine pourraient être considérées comme donnant lieu à une incompatibilité avec l'Annexe C 1) c). En tout état de cause, l'Argentine n'a pas identifié de prescriptions en matière de renseignements spécifiques qui étaient imposées aux demandeurs dans les procédures d'approbation pertinentes, ni n'a expliqué pourquoi de telles prescriptions n'étaient pas nécessaires pour que les procédures d'approbation soient appropriées.

7.2483 L'Argentine affirme également que les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) c) en prescrivant des communications excessives au titre d'une législation ultérieure. Là encore, nous devons rappeler que les mesures visant des produits spécifiques que l'Argentine conteste sont les retards injustifiés causés par les Communautés européennes dans l'examen de demandes particulières. Le fait que les Communautés européennes n'ont pas achevé des procédures d'approbation particulières sans retard injustifié n'a pas imposé une prescription obligeant les demandeurs à fournir des renseignements sur la base d'une législation pas encore en vigueur, ni n'a provoqué l'imposition d'une telle prescription. De même, le fait que les Communautés européennes n'ont pas achevé des procédures d'approbation particulières sans retard injustifié n'a pas obligé les demandeurs à mettre à jour leurs demandes conformément aux dispositions de la Directive 2001/18 une fois que cette directive était entrée en vigueur. Il n'a pas non plus provoqué l'imposition d'une telle prescription.[1667] Nous ne pouvons donc pas souscrire à l'avis de l'Argentine selon lequel les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) c) en prescrivant des communications excessives au titre d'une législation ultérieure. En tout état de cause, l'Argentine n'a pas expliqué pourquoi les communications auxquelles elle faisait référence étaient "excessives" et donc pas nécessaires.

7.2484 Nous prenons note de l'argument de l'Argentine selon lequel il y a eu de nombreuses demandes de renseignements additionnels dans les procédures d'approbation qui font l'objet de ses allégations au titre de l'Annexe C 1) c). Il suffit de noter à cet égard que si l'Argentine était d'avis que certaines ou la totalité de ces demandes de renseignements additionnels constituaient des prescriptions en matière de renseignements et que ces prescriptions n'étaient pas limitées à ce qui était nécessaire, elle aurait dû contester ces demandes.

7.2485 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de l'Annexe C 1) c).

b) Article 8

7.2486 Passant aux allégations de l'Argentine au titre de l'article 8, nous rappelons que l'Argentine cherche à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec

[1667] Comme les Communautés européennes l'ont fait observer, la prescription imposant de mettre à jour les demandes conformément aux dispositions de la Directive 2001/18 découle de l'article 35 de cette directive. L'Argentine ne conteste pas l'article 35 en tant que tel.

l'Annexe C 1) c). Nous avons déterminé que l'Argentine n'avait pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de l'Annexe C 1) c). Selon l'approche suivie par l'Argentine, cela signifie que le bien-fondé de ses allégations au titre de l'article 8 n'a pas non plus été établi.

c) Conclusion générale

7.2487 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquelles le Groupe spécial formule des constatations avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) c) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

13. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article 8 et l'Annexe C 1) e) de l'*Accord SPS*

7.2488 L'Argentine allègue que les mesures visant des produits spécifiques qu'elle a indiquées sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) e) de l'*Accord SPS*.

7.2489 L'article 8 de l'*Accord SPS* dispose que:

> "Les Membres se conformeront aux dispositions de l'Annexe C dans l'application des procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation, y compris les systèmes nationaux d'homologation de l'usage d'additifs ou d'établissement de tolérances pour les contaminants dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux, et par ailleurs feront en sorte que leurs procédures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord."

7.2490 L'Annexe C 1) e) de l'*Accord SPS* dispose que:

> "En ce qui concerne toutes procédures visant à vérifier et à assurer le respect des mesures sanitaires ou phytosanitaires, les Membres feront en sorte:
>
> [...]
>
> e) que toute demande de spécimens d'un produit, aux fins du contrôle, de l'inspection et de l'homologation, soit limitée à ce qui est raisonnable et nécessaire[.]"

7.2491 L'**Argentine** fait valoir que les prescriptions détaillées de la Directive 2001/18 et de celle qui l'a précédée, la Directive 90/220, ainsi que du Règlement n° 258/97, ne semblent pas répondre aux critères du "caractère raisonnable et [de la] nécessité". En outre, les Communautés européennes n'ont pas exercé le pouvoir qui leur est conféré par la législation susmentionnée, et ce fait de ne pas agir ne peut pas être considéré comme raisonnable ni nécessaire. En outre, lorsque la Directive 2001/18 est entrée en vigueur, aucune attention n'a été accordée aux demandes nouvellement présentées et les demandes qui avaient déjà été présentées au titre de la Directive qui l'avait précédée n'ont pas non

plus été approuvées. L'Argentine estime en outre que l'application des procédures d'approbation des Communautés européennes n'est pas limitée à ce qui est raisonnable et nécessaire pour l'approbation des produits biotechnologiques.

7.2492 Les **Communautés européennes** font valoir que dans la mesure où l'argument de l'Argentine concerne la législation communautaire en matière d'approbation elle-même, il n'y a pas de raison de répondre puisque la législation n'est pas une mesure en cause. En outre, l'Argentine ne donne aucun élément à l'appui de son affirmation selon laquelle l'application des procédures d'approbation des Communautés européennes n'est pas limitée à ce qui est raisonnable et nécessaire pour l'approbation des produits biotechnologiques. Les Communautés européennes estiment, par conséquent, que l'Argentine n'a pas établi des éléments *prima facie*.

7.2493 Le **Groupe spécial** note que l'Argentine s'appuie sur l'incompatibilité alléguée des mesures visant des produits spécifiques avec l'Annexe C 1) e) pour formuler des allégations corollaires d'incompatibilité au titre de l'article 8. En conséquence, nous allons commencer notre analyse par les allégations au titre de l'Annexe C 1) e).

a) Annexe C 1) e)

7.2494 Nous notons que l'Annexe C 1) e) impose des limitations en ce qui concerne toute prescription en matière d'approbation de "*spécimens* d'un produit". (pas d'italique dans l'original) Les mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine ne concernent pas des "spécimens" de produits biotechnologiques. Elles concernent des produits biotechnologiques spécifiques pour lesquels une approbation de la commercialisation a été demandée. Nous rappelons également que les mesures visant des produits spécifiques dont l'Argentine dit qu'elles donnent lieu à une incompatibilité avec l'Annexe C 1) e) sont les retards injustifiés causés par les Communautés européennes dans l'examen de demandes particulières. Il n'est pas évident pour nous que le fait que les Communautés européennes n'ont pas achevé les procédures d'approbation concernant des produits biotechnologiques particuliers sans retard injustifié a imposé de quelconques prescriptions en matière d'approbation de spécimens des produits biotechnologiques pertinents, ou a entraîné l'imposition de telles prescriptions. Nous ne voyons donc pas comment les mesures contestées par l'Argentine pourraient être considérées comme donnant lieu à une incompatibilité avec l'Annexe C 1) e).

7.2495 Eu égard à cela, nous concluons que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de ses allégations visant des produits spécifiques au titre de l'Annexe C 1) e).

7.2496 Dans la mesure où l'Argentine cherche à contester des prescriptions énoncées dans la législation communautaire en matière d'approbation, nous partageons l'avis des Communautés européennes selon lequel la législation pertinente n'est pas une mesure relevant de notre mandat.

b) Article 8

7.2497 Passant aux allégations de l'Argentine au titre de l'article 8, nous rappelons que l'Argentine cherche à établir une incompatibilité avec l'article 8 sur la base d'une incompatibilité alléguée avec l'Annexe C 1) e). Nous avons déterminé que l'Argentine n'avait pas établi le bien-fondé de ses allégations au titre de l'Annexe C 1) e). Selon l'approche suivie par l'Argentine, cela signifie que le bien-fondé de ses allégations au titre de l'article 8 n'a pas non plus été établi.

c) Conclusion générale

7.2498 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive à la conclusion suivante:

i) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquels le Groupe spécial formule des constatations avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) e) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

14. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'article III:4 du GATT de 1994

7.2499 Le Canada et l'Argentine allèguent que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques qu'ils contestent. Nous rappelons que les États-Unis n'ont pas présenté d'allégations au titre du GATT de 1994.

7.2500 La partie pertinente de l'article III:4 du GATT de 1994 dispose que:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur."

7.2501 Le **Canada** fait valoir que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les quatre demandes présentant un intérêt spécifique pour le Canada entre dans le champ d'application du GATT de 1994 et est incompatible avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article III:4. Selon le Canada, les mesures en cause sont des "lois, […] règlements ou […] prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, et la distribution [des produits biotechnologiques considérés] sur le marché intérieur"; les produits biotechnologiques soumis aux mesures visant des produits spécifiques sont "similaires" aux équivalents non biotechnologiques de production nationale à la lumière des critères énoncés par l'Organe d'appel; et les produits biotechnologiques importés considérés sont soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits non biotechnologiques similaires d'origine nationale. Le Canada estime que, pour ces raisons, les mesures en cause constituent une violation des obligations des Communautés européennes en matière de traitement national au titre de l'article III:4.

7.2502 L'**Argentine** fait valoir que la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières présentant de l'intérêt pour l'Argentine est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994, parce qu'il accorde aux produits biotechnologiques un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits non biotechnologiques. L'Argentine fait valoir que les incompatibilités résultent du fait que i) les produits biotechnologiques et non biotechnologiques sont des "produits similaires", ii) la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières sont des "prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de produits sur le marché intérieur" et iii) la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes particulières a modifié les conditions de concurrence sur le marché pertinent au détriment des produits importés.

7.2503 Les **Communautés européennes** font valoir qu'il n'y a pas de violation de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne les mesures visant des produits spécifiques contestées par le Canada et l'Argentine. Cela tient à ce que: i) les mesures contestées par le Canada et l'Argentine sont des retards allégués dans le traitement de demandes d'approbation spécifiques dans un délai spécifié, et ces mesures ne sont pas en soi des "lois, règlements ou prescriptions" tels qu'ils sont prévus à l'article III:4 du GATT de 1994; ii) les produits importés ne sont pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits nationaux similaires car il n'y a pas de discrimination entre les produits biotechnologiques importés pertinents et les mêmes produits biotechnologiques cultivés ou transformés au niveau national, qui sont les seuls "produits similaires" aux produits biotechnologiques importés considérés.

7.2504 Le **Groupe spécial** va analyser l'allégation du Canada et de l'Argentine séparément.

a) DS292 (Canada)

7.2505 En ce qui concerne la plainte DS292, nous rappelons que nous sommes déjà arrivés à la conclusion que le fait que les Communautés européennes n'ont pas examiné ni approuvé, sans retard injustifié, les quatre demandes particulières indiquées par le Canada a donné lieu à un manquement des Communautés européennes à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et, par conséquent, à leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS*. Dans ces circonstances, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner si les mesures pertinentes sont également incompatibles avec l'article III:4 et de présenter des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne l'allégation du Canada au titre de l'article III:4.

b) DS293 (Argentine)

7.2506 En ce qui concerne la plainte DS293, nous commençons notre analyse par les demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 dont l'Argentine dit qu'elles doivent encore être approuvées au titre du Règlement n° 258/97.

i) Mesures visant des produits spécifiques affectant l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97

7.2507 L'Argentine conteste au titre de l'article III:4 la suspension de l'examen, ou le non-examen, des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 qui ont été, d'après les allégations, présentées pour "approbation"[1668] au titre du Règlement n° 258/97.

7.2508 Nous rappelons qu'en ce qui concerne les mêmes mesures visant des produits spécifiques alléguées l'Argentine a présenté une allégation au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Dans le contexte de notre analyse de cette allégation, nous avons fait observer que nous n'avions pas trouvé d'éléments de preuve indiquant que des demandes concernant le coton Bt-531 et le coton RR-1445 avaient été présentées pour approbation au titre du Règlement n° 258/97, et nous avons donc constaté que l'Argentine ne s'était pas acquittée de la charge qui lui incombait de démontrer l'existence d'une suspension de l'examen, ou d'un non-examen, du coton Bt-531 et du coton RR-1445 pour approbation au titre du Règlement n° 258/97. Étant donné que l'existence de ces mesures visant des produits spécifiques n'a pas été démontrée, nous ne pouvons que rejeter l'allégation de l'Argentine selon laquelle les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article III:4 en ce qui concerne ces mesures alléguées.

[1668] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 201 et 202.

ii) Autres mesures visant des produits spécifiques contestées par l'Argentine

7.2509 Nous allons maintenant traiter les huit mesures visant des produits spécifiques restantes au sujet desquelles le Groupe spécial a décidé de formuler des constatations.

7.2510 L'Argentine allègue que la suspension alléguée de l'examen, ou le non-examen, des huit demandes pertinentes est incompatible avec l'article III:4 du GATT de 1994 parce que cela a entraîné l'octroi d'un traitement moins favorable aux produits biotechnologiques qui font l'objet des huit demandes que le traitement accordé aux produits non biotechnologiques similaires.

7.2511 L'Argentine estime que la suspension alléguée de l'examen, ou le non-examen, d'une demande d'approbation d'un produit biotechnologique constitue une "prescription" affectant la vente, la mise en vente, etc. au sens de l'article III:4. Aux fins de notre analyse, nous sommes disposés à partir de l'hypothèse que la suspension alléguée de l'examen, ou le non-examen, d'une demande constitue une "prescription" au sens de l'article III:4. En outre, nous allons d'abord axer notre analyse sur l'obligation de "traitement [non] moins favorable" énoncée à l'article III:4, plutôt que sur l'élément "produits similaires". Nous rappelons à cet égard que l'Organe d'appel dans les affaires *CE – Amiante* et *République dominicaine – Importation et vente de cigarettes* a fait des déclarations au sujet du sens de l'expression "traitement [non] moins favorable" figurant à l'article III:4.[1669] Nous jugeons ces déclarations pertinentes pour le type de mesures contesté par l'Argentine au titre de l'article III:4.

7.2512 L'Argentine soutient que, du fait de la suspension alléguée de l'examen, ou du non-examen, des huit demandes pertinentes, les Communautés européennes ont accordé un "traitement moins favorable" aux produits biotechnologiques qui font l'objet des huit demandes que le traitement accordé aux produits non biotechnologiques similaires. Plus particulièrement, l'Argentine considère que les mesures en cause ont modifié les conditions de concurrence sur le marché communautaire au détriment des produits biotechnologiques importés. Elle note à cet égard que du fait de la suspension alléguée de l'examen, ou du non-examen, des huit demandes pertinentes les produits biotechnologiques qui font l'objet de ces demandes n'ont pas été approuvés.

7.2513 En examinant l'affirmation de l'Argentine, la première chose à observer est que l'Argentine n'a pas fourni de renseignements factuels spécifiques au sujet du traitement accordé par les Communautés européennes aux produits non biotechnologiques qu'elle considère comme étant similaires aux produits biotechnologiques en cause. Il apparaît que l'Argentine affirme, toutefois, que ces produits non biotechnologiques peuvent être commercialisés dans les Communautés européennes alors que les produits biotechnologiques pertinents ne peuvent pas l'être.

7.2514 En tout état de cause, même s'il s'avérait que, du fait des mesures contestées par l'Argentine, les produits biotechnologiques importés pertinents ne peuvent pas être commercialisés, tandis que les produits non biotechnologiques nationaux correspondants peuvent l'être, conformément aux déclarations susmentionnées de l'Organe d'appel cet élément ne serait pas suffisant, en lui-même et à lui seul, pour établir une présomption que les Communautés européennes ont accordé un traitement moins favorable au groupe des produits *importés* similaires que le traitement accordé au groupe des produits *nationaux* similaires. Nous notons que l'Argentine n'affirme pas que les produits biotechnologiques nationaux n'ont pas été traités moins favorablement de la même manière que les produits biotechnologiques importés, ni que les variétés non biotechnologiques nationales similaires ont été traitées plus favorablement que les variétés non biotechnologiques importées similaires. En d'autres termes, l'Argentine n'allègue pas que le traitement des produits a été différent selon leur origine. Dans ces circonstances, il n'est pas évident que le traitement moins favorable allégué des

[1669] Nous avons reproduit les déclarations pertinentes aux paragraphes 7.2404 et 7.2405 plus haut.

produits biotechnologiques importés s'explique par l'origine étrangère de ces produits plutôt que, par exemple, une différence perçue entre les produits biotechnologiques et les produits non biotechnologiques pour ce qui est de leur sécurité sanitaire, etc. À notre avis, l'Argentine n'a pas présenté d'arguments ni d'éléments de preuve suffisants pour établir une présomption que le traitement moins favorable allégué s'explique par l'origine étrangère des produits biotechnologiques pertinents.

7.2515 À la lumière de ce qui précède, nous constatons que l'Argentine n'a pas établi que, du fait de la suspension alléguée de l'examen, ou du non-examen, des huit demandes pertinentes, les Communautés européennes avaient accordé un "traitement moins favorable" aux produits importés que le traitement accordé aux produits nationaux.

7.2516 Puisque nous avons constaté que l'Argentine n'avait pas démontré à notre satisfaction que les produits importés avaient été traités "moins favorablement" que les produits nationaux, il n'est pas nécessaire d'aller plus loin et de déterminer si les mesures contestées constituent en fait des "prescriptions" au sens de l'article III:4 et si les produits importés dont l'Argentine allègue qu'ils ont été traités moins favorablement sont "similaires" aux produits nationaux dont elle allègue qu'ils ont été traités plus favorablement. Notre constatation sur l'obligation de "traitement [non] moins favorable" implique nécessairement que l'Argentine n'a pas établi le bien-fondé de son allégation au titre de l'article III:4 en ce qui concerne les huit mesures visant des produits spécifiques en question.

c) Conclusions

7.2517 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si les mesures visant des produits spécifiques qui sont contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne présente pas de constatations au titre de l'article III:4.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que l'Argentine n'a pas établi que les mesures visant des produits spécifiques au sujet desquels le Groupe spécial formule des constatations ont conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

15. Compatibilité des mesures visant des produits spécifiques avec l'*Accord OTC*

7.2518 Le Groupe spécial va maintenant traiter les allégations d'incompatibilité formulées par le Canada et l'Argentine au titre de l'*Accord OTC*. Nous rappelons que les États-Unis n'ont pas présenté d'allégations au titre de l'*Accord OTC*.

7.2519 Le **Canada** considère que les mesures visant des produits spécifiques qu'il conteste sont des mesures SPS et que, en tant que telles, elles ne sont pas soumises aux prescriptions de l'*Accord OTC*. Le Canada fait valoir, toutefois, que si le Groupe spécial décide que les mesures visant des produits

spécifiques en cause ne sont pas des mesures SPS, le Canada estime alors, à titre subsidiaire, que ces mesures sont soumises aux prescriptions de l'*Accord OTC*. Plus particulièrement, l'allégation subsidiaire du Canada est que les mesures pertinentes sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 et la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC*.

7.2520 En outre, le Canada dit que dans la mesure où le Groupe spécial détermine que des parties des mesures en cause relèvent de l'*Accord OTC* en plus de l'*Accord SPS*, les allégations OTC du Canada doivent être considérées comme cumulatives et non subsidiaires, par rapport à ses allégations SPS.

7.2521 L'**Argentine** considère que le Groupe spécial devrait examiner les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste au titre de l'*Accord SPS*. Toutefois, si le Groupe spécial conclut qu'il ne devrait pas analyser l'allégation de l'Argentine au titre de l'*Accord SPS*, l'Argentine estime, à titre subsidiaire, que les mesures visant des produits spécifiques en cause sont soumises aux prescriptions de l'*Accord OTC*. Plus particulièrement, de l'avis de l'Argentine, les mesures pertinentes sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2 et 12 de l'*Accord OTC*.

7.2522 Les **Communautés européennes** considèrent que, compte tenu des raisons sur lesquelles les mesures visant des produits spécifiques pertinentes sont fondées, elles entrent en partie dans le champ d'application de l'*Accord SPS* et en partie elles n'entrent pas dans le champ d'application de l'*Accord SPS*. Toutefois, les Communautés européennes rejettent les allégations subsidiaires du Canada et de l'Argentine selon lesquelles les mesures visant des produits spécifiques pertinentes qu'ils contestent sont incompatibles avec l'*Accord OTC*.

7.2523 Le **Groupe spécial** va analyser séparément les allégations du Canada et de l'Argentine.

a) DS292 (Canada)

7.2524 Le Canada a dit que si le Groupe spécial déterminait que des parties des mesures visant des produits spécifiques pertinentes relevaient de l'*Accord OTC* en plus de l'*Accord SPS*, les allégations du Canada au titre de l'*Accord OTC* devaient être considérées comme cumulatives et non subsidiaires. Nous notons que chacune des quatre mesures visant des produits spécifiques contestées par le Canada concerne une procédure d'approbation qui a été menée au titre de la Directive 90/220. Dans deux cas, la procédure pertinente a été poursuivie au titre de la Directive 2001/18 après l'abrogation de la Directive 90/220. Nous avons constaté que les procédures d'approbation pertinentes énoncées dans ces directives étaient des mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Nous n'avons pas déterminé que des parties des procédures d'approbation énoncées dans les directives ne relevaient pas de l'*Accord SPS*. Eu égard à cela, et compte tenu de l'article 1.5 de l'*Accord OTC*[1670], nous n'avons aucune base nous permettant de constater que des parties des procédures d'approbation pertinentes relèvent de l'*Accord OTC* en plus de l'*Accord SPS*. Par conséquent, nous devrions traiter les allégations du Canada au titre des articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 et de la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC* comme des allégations subsidiaires. Puisque les allégations subsidiaires du Canada sont pertinentes uniquement au cas où nous déciderions que les mesures visant des produits spécifiques pertinentes ne sont pas soumises à l'*Accord SPS*, et puisque nous avons constaté que ces mesures étaient soumises à l'*Accord SPS* (notamment l'Annexe C 1) a) et l'article 8), nous ne voyons pas la nécessité de traiter plus avant les allégations subsidiaires du Canada au titre des articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 et de la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC*.

[1670] Nous rappelons que l'article 1.5 dispose que les dispositions de l'*Accord OTC* ne s'appliquent pas aux mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

b) DS293 (Argentine)

7.2525 L'allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures visant des produits spécifiques qu'elle conteste sont incompatibles avec l'*Accord OTC* est présentée à titre subsidiaire, au cas où le Groupe spécial "[serait] d'avis qu'il ne devrait pas analyser l'allégation de l'Argentine au titre de l'*Accord SPS*".[1671]

7.2526 S'agissant des mesures visant des produits spécifiques décrites par l'Argentine comme étant un retard injustifié dans la conclusion du traitement de demandes particulières, nous avons constaté plus haut que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de la première clause de l'Annexe C 1) a) de l'*Accord SPS* et de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne chacune des huit mesures considérées. En conséquence, en ce qui concerne ces mesures, nous avons constaté que nous *devrions* analyser l'allégation de l'Argentine au titre de l'*Accord SPS*. Puisque l'allégation subsidiaire de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC* est pertinente uniquement au cas où nous considérerions que les mesures visant des produits spécifiques pertinentes ne devraient *pas* être analysées au titre de l'*Accord SPS*, nous ne voyons pas la nécessité de traiter plus avant l'allégation subsidiaire de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC*.

7.2527 S'agissant des mesures visant des produits spécifiques décrites par l'Argentine comme étant la suspension par les Communautés européennes de l'examen, ou le non-examen, de demandes particulières, nous avons constaté plus haut que l'Argentine n'avait pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre des articles 5:1, 5:5, 5:6 ou 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les dix mesures considérées. Ainsi, nous avons constaté que les dix mesures n'étaient pas incompatibles avec les dispositions de l'*Accord SPS* indiquées par l'Argentine. Toutefois, les constatations pertinentes n'impliquent pas que l'allégation de l'Argentine selon laquelle les mesures visant des produits spécifiques pertinentes sont incompatibles avec les règles de l'OMC ne devrait pas être analysée au titre de l'*Accord SPS*. Comme nous l'avons dit précédemment, le deuxième type de mesures contesté par l'Argentine est à notre avis théoriquement le même que le type de mesures visant des produits spécifiques contesté par les États-Unis. Les constatations que nous avons formulées plus haut montrent que les mesures contestées par les États-Unis pourraient donner lieu, et dans bien des cas ont donné lieu, à une incompatibilité avec les dispositions de la première clause de l'Annexe C 1) a) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*. Dès lors, nous considérons que l'allégation de l'Argentine *pourrait* être dûment analysée au titre de l'*Accord SPS*. Puisque l'allégation subsidiaire de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC* est pertinente uniquement au cas où nous considérerions que les mesures visant des produits spécifiques pertinentes ne devraient *pas* être analysées au titre de l'*Accord SPS*, nous ne voyons pas la nécessité de traiter plus avant l'allégation subsidiaire de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC*.

c) Conclusions

7.2528 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si les mesures visant des produits spécifiques qui sont contestées par le Canada sont

[1671] Première communication écrite de l'Argentine, paragraphes 374 et 450.

incompatibles avec les articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 et la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC*. En conséquence, le Groupe spécial ne présente pas de constatations au titre des articles 2.1, 2.2 et 5.1.2 ou de la première partie de l'article 5.2.1 de l'*Accord OTC*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de formuler des constatations sur la question de savoir si les dix mesures visant des produits spécifiques pertinentes contestées par l'Argentine sont incompatibles avec les articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2 et 12 de l'*Accord OTC*. En conséquence, le Groupe spécial ne présente pas de constatations au titre des articles 2.1, 2.2, 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, 5.2.2 ou 12 de l'*Accord OTC*.

F. MESURES DE SAUVEGARDE DES ÉTATS MEMBRES DES CE

1. Introduction

7.2529 Les parties plaignantes ont formulé une série d'allégations concernant des mesures adoptées par des États membres des CE qui, d'après ces allégations, interdisent l'importation, l'utilisation et la commercialisation de certains produits biotechnologiques. Ces mesures (ci-après les "mesures de sauvegarde" ou "mesures des États membres") ont été adoptées par des États membres des CE sur la base de l'article 16 de la Directive 90/220[1672] (remplacé par la suite par l'article 23 de la Directive 2001/18[1673]) et de l'article 12 du Règlement n° 258/97.[1674]

a) Mesures de sauvegarde dans le contexte des procédures d'approbation pertinentes des CE

7.2530 Lorsqu'un produit biotechnologique a été approuvé pour être commercialisé à l'échelle communautaire au titre des Directives 90/220 ou 2001/18, ou du Règlement n° 258/97, normalement les États membres ne peuvent pas interdire ni limiter les échanges ou l'utilisation de ce produit sur leurs territoires respectifs, pour autant qu'il est satisfait aux conditions attachées à l'approbation de commercialisation. Exceptionnellement, toutefois, les États membres peuvent adopter provisoirement des mesures de sauvegarde qui interdisent ou limitent les échanges ou l'utilisation des produits biotechnologiques dont la commercialisation à l'échelle communautaire a été approuvée.

7.2531 Conformément à l'article 16 de la Directive 90/220, un État membre peut limiter ou interdire, à titre provisoire, l'utilisation et/ou la vente d'un produit sur son territoire lorsqu'il a "des raisons valables de considérer qu'un produit qui a fait l'objet d'une notification en bonne et due forme et d'un consentement écrit [...] présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement".[1675] Les mesures de sauvegarde adoptées en vertu de l'article 16 de la Directive 90/220 ont été maintenues et réexaminées sur la base de l'article 23 de la Directive 2001/18 depuis l'entrée en vigueur de cette directive. L'article 23 dispose qu'une mesure de sauvegarde peut être adoptée lorsque, "en raison d'informations nouvelles ou complémentaires, devenues disponibles après que l'autorisation a été donnée et qui affectent l'évaluation des risques pour l'environnement ou en raison de la réévaluation des informations existantes sur la base de connaissances scientifiques nouvelles ou complémentaires",

[1672] Pièces US-25; CDA-18; ARG-4.
[1673] Pièces US-24; CDA-17; ARG-3.
[1674] Pièces US-26; CDA-19; ARG-5.
[1675] *Voir supra*, la note de bas de page 1672.

un État membre a des raisons précises de considérer qu'un OGM en tant que produit ou élément de produit [...] présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement [...].[1676] Enfin, selon l'article 12 du Règlement n° 258/97, une mesure de sauvegarde peut être adoptée si, "à la suite de nouvelles informations ou d'une réévaluation des informations existantes", un État membre a "des raisons précises d'estimer que l'usage d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire conforme au présent règlement présente des risques pour la santé humaine ou pour l'environnement [...]".[1677]

7.2532 Les mesures de sauvegarde prises conformément aux Directives 90/220 et 2001/18, ou au Règlement n° 258/97, peuvent être maintenues à titre provisoire seulement, en attendant une évaluation complète à l'échelle communautaire.[1678] L'État membre qui adopte une mesure de sauvegarde doit en informer immédiatement la Commission et les autres États membres.[1679] Après notification de la mesure de sauvegarde, la Commission doit prendre une décision au sujet de la mesure. Cette décision entraînera soit la modification de l'approbation de commercialisation à l'échelle communautaire, soit la suppression de la mesure.[1680]

7.2533 Conformément à la procédure établie dans les dispositions pertinentes des Directives 90/220 et 2001/18, et du Règlement n° 258/97[1681], la Commission, pour prendre une décision concernant une mesure de sauvegarde qui a été notifiée, est assistée par le Comité de réglementation[1682] ou par le Comité permanent des denrées alimentaires, respectivement.[1683] La Commission doit soumettre un projet de la mesure à prendre au Comité de réglementation ou au Comité permanent des denrées alimentaires, lequel émet son avis sur ce projet dans un délai que le Président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause.[1684] Si le projet de mesure est conforme à l'avis du Comité de réglementation ou du Comité permanent des denrées alimentaires, la Commission doit adopter le projet. Toutefois, si la mesure n'est pas conforme à l'avis du Comité, ou en l'absence d'avis, la Commission doit soumettre sans tarder au Conseil des ministres une proposition sur la mesure à prendre. Le Conseil doit statuer sur la proposition dans un délai de trois mois, sinon la Commission doit adopter la mesure proposée.[1685]

b) Aperçu des mesures spécifiques en cause

7.2534 Les parties plaignantes formulent des allégations concernant neuf mesures de sauvegarde différentes qui, d'après ces allégations, interdisent l'importation ou la commercialisation de divers

---

[1676] *Voir supra*, la note de bas de page 1673.

[1677] *Voir supra*, la note de bas de page 1674.

[1678] Article 16 1) de la Directive 90/220; article 23 1), troisième paragraphe, de la Directive 2001/18; et article 12 1) du Règlement n° 258/97.

[1679] Article 16 1) de la Directive 90/220; article 23 1), troisième paragraphe de la Directive 2001/18; et article 12 1) du Règlement n° 258/97.

[1680] Article 21 de la Directive 90/220. En vertu de cette directive, la Commission doit prendre sa décision dans un délai de trois mois à compter de la notification de la mesure. Nous notons que le Règlement n° 258/97 ne prévoit pas de délai similaire.

[1681] Les procédures prévues par les Directives 90/220 et 2001/18, et par le Règlement n° 258/97 sont décrites dans la section C.

[1682] Articles 21 de la Directive 90/220 et 30 2) de la Directive 2001/18.

[1683] Article 13 du Règlement n° 258/97.

[1684] Article 21 de la Directive 90/220; article 30 2) de la Directive 2001/18; et article 13 du Règlement n° 258/97. Si l'article 30 2) de la Directive 2001/18 renvoie aux articles 5, 7 et 8 de la Décision n° 1999/468, les Communautés européennes notent que ces dispositions sont similaires à celles de l'article 21 de la Directive 90/220 (réponse des CE à la question n° 84 du Groupe spécial, paragraphe 229).

[1685] Article 21 de la Directive 90/220; article 30 de la Directive 2001/18; et article 13 4) b) du Règlement n° 258/97.

produits biotechnologiques. Les neuf mesures ont été prises par six États membres différents, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la France, la Grèce, l'Italie et le Luxembourg. Pour plus de commodité, chaque mesure de sauvegarde est désignée ci-après par le nom de l'État membre qui l'a adoptée et le ou les produits visés. En conséquence, les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend sont les suivantes:

1) *Autriche – Maïs T25*;
2) *Autriche – Maïs Bt-176*;
3) *Autriche – Maïs MON810*;
4) *France – Colza MS1/RF1 (EC-161)*;
5) *France – Colza Topas*;
6) *Allemagne – Maïs Bt-176*;
7) *Grèce – Colza Topas*;
8) *Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25*; et
9) *Luxembourg – Maïs Bt-176*.

7.2535 Les mesures de sauvegarde en cause ont toutes été prises au titre de l'article 16 de la Directive 90/220, à l'exception de la mesure de l'Italie concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25, qui a été adoptée sur la base de l'article 12 du Règlement n° 258/97.

7.2536 Chaque mesure de sauvegarde a été notifiée à la Commission par l'État membre pertinent accompagnée d'éléments de preuve qui étayaient, selon les allégations, l'adoption de la mesure. Sur la base des renseignements fournis par l'État membre, la Commission a demandé dans chaque cas au comité scientifique des CE compétent son avis sur la question de savoir si ces renseignements constituaient des preuves scientifiques pertinentes qui amèneraient le Comité à estimer que le ou les produits en cause présentaient un risque pour la santé humaine ou pour l'environnement. Pour chaque mesure de sauvegarde en cause, le comité scientifique des CE compétent a confirmé son évaluation précédente, ou celle d'un autre comité scientifique des CE selon laquelle les produits pertinents ne présentaient aucun risque pour la santé humaine ou l'environnement. Cependant, le Groupe spécial croit savoir que, à la date de l'établissement du présent Groupe spécial, aucune décision n'avait été prise au niveau communautaire au sujet de l'une quelconque des mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend. En d'autres termes, aucune décision n'avait été prise au sujet de la question de savoir si l'approbation de commercialisation à l'échelle communautaire pour les produits devrait être modifiée ou si les mesures de sauvegarde en cause devraient être supprimées.[1686]

7.2537 Les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend étaient encore en vigueur au moment de l'établissement du présent Groupe spécial.[1687] Toutefois, les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde adoptée par l'Italie a été abrogée par un décret adopté en octobre 2004.[1688]

[1686] D'après le Canada, la Commission a indiqué qu'elle avait appelé tous les États membres des CE qui appliquaient des mesures nationales limitant ou interdisant la commercialisation de produits biotechnologiques approuvés au niveau communautaire à lever ou à retirer ces mesures. *Voir* les pièces CDA-33 et 34.

[1687] Réponse des CE à la question n° 101 du Groupe spécial.

[1688] *Voir* la réponse des CE à la question n° 160 du Groupe spécial et la pièce EC-166. Cela a été contesté par le Canada dans ses observations concernant les réponses des autres parties à la question n° 160 du Groupe spécial, paragraphes 52 et 53.

c) Aperçu des allégations des parties et approche du Groupe spécial

7.2538 Les **États-Unis** contestent les neuf mesures de sauvegarde en cause dans la présente affaire, comme il est indiqué au paragraphe 6 ci-dessus. Selon les États-Unis, ces mesures de sauvegarde sont visées par l'*Accord SPS*. Les États-Unis font valoir que les mesures de sauvegarde sont contraires à diverses dispositions de l'*Accord SPS*. En particulier, les États membres n'ont pas établi leurs mesures sur la base d'une évaluation des risques et de principes scientifiques conformément aux articles 5:1 et 2:2 de l'*Accord SPS*. En outre, les États membres ont fait des distinctions arbitraires ou injustifiables dans leurs niveaux de protection contre les risques qui ont entraîné une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international au sens des articles 5:5 et 2:3 de l'*Accord SPS*. Les États-Unis font valoir également que la mesure de sauvegarde interdisant l'importation de colza Topas adoptée par la Grèce, outre le fait qu'elle est contraire à diverses dispositions de l'*Accord SPS*, constitue une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994.

7.2539 Le **Canada** conteste cinq mesures de sauvegarde, à savoir:

1) *Autriche – Maïs T25*;
2) *France – Colza MS1/RF1 (EC-161)*;
3) *France – Colza Topas*;
4) *Grèce – Colza Topas*; et
5) *Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON809, maïs MON810 et maïs T25*.

7.2540 Le Canada fait valoir que les mesures de sauvegarde sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A de l'*Accord SPS* et affectent par ailleurs le commerce international. Le Canada fait valoir que les mesures de sauvegarde n'ont pas été établies sur la base d'une évaluation des risques comme l'exige l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Le Canada fait valoir en outre que les mesures de sauvegarde sont contraires à l'article 5:6 étant donné que le propre régime réglementaire des Communautés européennes constitue une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique. Le Canada fait valoir que les mesures de sauvegarde ne satisfont à aucune des trois prescriptions de l'article 2:2, à savoir qu'elles doivent 1) être appliquées dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux; 2) être fondées sur des principes scientifiques et 3) ne pas être maintenues sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5. Par conséquent, le Canada fait valoir que ces mesures constituent une violation de l'article 2:2. Enfin, le Canada fait valoir que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*, et donc par implication, constituent aussi une violation de l'article 2:3.

7.2541 En ce qui concerne la mesure de sauvegarde adoptée par la Grèce, le Canada estime qu'elle est contraire à l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Canada fait valoir en outre que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. Par ailleurs, le Canada formule des allégations cumulatives au titre de l'*Accord OTC* en faisant valoir que les mesures constituent des règlements techniques puisqu'elles établissent des spécifications de produits. En particulier, le Canada fait valoir que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

7.2542 L'**Argentine** formule des allégations concernant les six mesures suivantes des États membres:

1) *Autriche – Maïs T25*;
2) *Autriche – Maïs Bt-176*;
3) *Autriche – Maïs MON810*;

4) *Allemagne – Maïs Bt-176*;
5) *Italie – Maïs MON810, maïs T25, maïs Bt-11 (EC-163)*[1689]; et
6) *Luxembourg – Maïs Bt-176*.

7.2543 L'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde sont des mesures SPS au sens de l'Annexe A de l'*Accord SPS* et affectent par ailleurs le commerce international. L'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde n'ont pas été établies sur la base d'une évaluation des risques comme l'exige l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. L'Argentine fait valoir en outre que les mesures de sauvegarde sont contraires à l'article 5:6 étant donné que le propre régime réglementaire des Communautés européennes constitue une autre mesure raisonnablement applicable compte tenu de la faisabilité technique et économique. L'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde ne satisfont pas aux prescriptions de l'article 2:2, qui prescrit qu'une mesure ne doit être appliquée "que dans la mesure nécessaire" en exigeant par ailleurs qu'elle soit fondée sur des "preuves scientifiques suffisantes". En conséquence, les mesures de sauvegarde sont contraires à l'article 2:2 et ne peuvent pas être justifiées au titre de l'exception prévue à l'article 5:7. Enfin, l'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* et donc, par implication, constituent aussi une violation de l'article 2:3.

7.2544 L'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. L'Argentine formule par ailleurs des allégations subsidiaires au titre de l'*Accord OTC* en faisant valoir que les mesures constituent des règlements techniques puisqu'elles établissent des spécifications de produits. En particulier, l'Argentine fait valoir que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

2. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière de l'*Accord SPS*

7.2545 Avant d'examiner si les mesures de sauvegarde pertinentes sont incompatibles avec l'*Accord SPS*, comme l'allèguent les parties plaignantes, nous devons déterminer si l'*Accord SPS* est applicable à ces mesures.

a) Applicabilité de l'*Accord SPS*

7.2546 Nous commençons notre examen de la question de savoir si l'*Accord SPS* est applicable aux mesures de sauvegarde pertinentes en résumant les positions générales des parties. Sur la base de celles-ci, nous décrirons la manière dont nous aborderons la question et dont nous traiterons par la suite la question de l'applicabilité de l'*Accord SPS* mesure par mesure.

i) Généralités

7.2547 Les **États-Unis** font valoir que toutes les mesures de sauvegarde relèvent de l'*Accord SPS*. Le but général des mesures des États membres peut être inféré du texte de la législation communautaire sur lequel les mesures sont fondées. L'objectif global énoncé à l'article 16 de la Directive 90/220 et à l'article 12 du Règlement n° 258/97 est la protection de la santé humaine et de l'environnement. Étant donné que toutes les mesures ont été établies sur la base de l'une de ces dispositions, on peut en inférer que les mesures ont été promulguées aux fins de la protection de la santé humaine et de l'environnement. De plus, le but sanitaire ou phytosanitaire des mesures des États membres se dégage

[1689] Pour ce qui est de la mesure de sauvegarde imposée par l'Italie, si les plaintes des États-Unis et du Canada portent sur quatre produits, c'est-à-dire, le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON809, le maïs MON810 et le maïs T25, la plainte de l'Argentine ne concerne que trois produits, à savoir le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON 810 et le maïs T25.

des mesures elles-mêmes ainsi que des justifications fournies par les États membres au moment de l'adoption des mesures.

7.2548 Les États-Unis notent que les Communautés européennes n'ont pas contesté le fait que chacune des mesures des États membres a été adoptée au moins pour certaines raisons relevant de l'*Accord SPS*. Selon eux, le fait que les mesures ont été adoptées pour certaines raisons visées par l'*Accord SPS* est suffisant pour faire entrer les mesures dans le champ de cet accord. L'Annexe A de l'*Accord SPS* indique clairement que "toute mesure", appliquée à des fins de protection contre l'un des risques énumérés, entre dans le champ de l'Accord. L'Annexe A n'indique pas que la mesure doit être appliquée exclusivement à des fins de protection seulement contre les risques énumérés, tout comme l'*Accord SPS* ne dit pas qu'une mesure prise contre l'un des risques énumérés dans l'Annexe A perd sa qualité de mesure SPS si son adoption est aussi étayée par d'autres motifs. Les États-Unis notent que, dans l'affaire *CE – Hormones*, toutes les parties sont convenues que les directives communautaires pertinentes relevaient de l'*Accord SPS*, même si les directives n'avaient pas été adoptées uniquement pour traiter les effets allégués sur la santé humaine.

7.2549 Le **Canada** fait valoir que les mesures de sauvegarde qu'il conteste relèvent du paragraphe 1 a) à d) de l'Annexe A de l'*Accord SPS*. Le Canada note que les mesures des États membres sont destinées à "protéger" "la santé et la vie" des "personnes" et des "animaux" ou à "préserver les végétaux", ou sont destinées à "empêcher ou limiter [...] d'autres dommages" sur le territoire de ces États membres, comme il peut être inféré des dispositions pertinentes du droit communautaire sur lesquelles les mesures sont fondées. Selon le Canada, cela peut être également inféré des mesures elles-mêmes ainsi que des déclarations officielles faites par des représentants des gouvernements au sujet de la promulgation ou de l'adoption des mesures. Ces éléments de preuve étayent par ailleurs la conclusion selon laquelle ces mesures sont conçues aux fins de la protection contre les "risques découlant "de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de "parasites" ou d'"organismes pathogènes" ou d'"additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes" présents dans les "produits alimentaires" ou les "aliments pour animaux". Bien que ces termes ne soient pas définis dans l'*Accord SPS*, lorsqu'ils sont lus dans le contexte et à la lumière de l'objet et du but de l'*Accord SPS*, ils relèvent dans leur sens ordinaire des types de problèmes dont les mesures de sauvegarde doivent traiter. Ce qui est plus important encore, c'est que le texte des mesures elles-mêmes ainsi que les documents fournis à l'appui des mesures au moment où elles ont été adoptées démontrent qu'il s'agit de mesures SPS.

7.2550 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les mesures ont été adoptées. Les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que la législation communautaire a pour but la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris leurs mesures explicitement sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2551 Les **Communautés européennes** notent que chacune des mesures de sauvegarde a été adoptée pour certaines raisons relevant de l'*Accord SPS* et pour d'autres raisons qui ne relèvent pas de l'Accord. Selon les Communautés européennes, si un Membre de l'OMC agit en fonction de deux objectifs différents, dont l'un relève de l'*Accord SPS* et l'autre pas, les deux mesures sont de fait différentes aux fins de l'OMC. Par conséquent, la mesure ou partie de la mesure adoptée pour des raisons ne relevant pas de l'*Accord SPS* ne peut pas être incompatible avec cet accord. Seule la mesure, ou partie de la mesure, adoptée pour des raisons relevant de l'*Accord SPS* exige un

complément d'analyse. C'est le cas même si les deux objectifs différents que l'on cherche à atteindre grâce à une mesure sont énoncés dans un document unique.

7.2552 Le **Groupe spécial** rappelle que, aux termes de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, l'Accord s'applique à "toutes les mesures sanitaires et phytosanitaires qui peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international".

7.2553 Nous rappelons une fois encore que l'expression "mesure SPS" est définie à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* comme étant toute mesure appliquée:

> a) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites, maladies, organismes porteurs de maladies ou organismes pathogènes;
>
> b) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes et des animaux des risques découlant des additifs, contaminants, toxines ou organismes pathogènes présents dans les produit alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux;
>
> c) pour protéger, sur le territoire du Membre, la santé et la vie des personnes des risques découlant de maladies véhiculées par des animaux, des plantes ou leurs produits, ou de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites; ou
>
> d) pour empêcher ou limiter, sur le territoire du Membre, d'autres dommages découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites.
>
> Les mesures sanitaires ou phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents [...].

7.2554 Pour déterminer si l'*Accord SPS* s'applique aux mesures de sauvegarde, le Groupe spécial doit donc déterminer 1) si ces mesures sont des "mesures sanitaires ou phytosanitaires" ou "mesures SPS", au sens de l'Annexe A de l'*Accord SPS*; et 2) si ces mesures peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international.

7.2555 Il ressort clairement de la définition figurant dans l'Annexe A 1) que l'un des éléments déterminant si une mesure particulière est une mesure SPS est le but de la mesure.[1690] Une mesure est une mesure SPS si elle est appliquée "pour protéger" la vie ou la santé d'un certain nombre de risques énumérés ou si elle est appliquée "pour empêcher ou limiter" certains autres dommages.

7.2556 Dans le cas d'espèce, les parties plaignantes contestent le maintien en août 2003 des mesures de sauvegarde pertinentes. Nous devons donc déterminer si à ce moment chacune des mesures de sauvegarde pertinentes répondait à au moins l'un des buts identifiés dans la définition figurant à l'Annexe A de l'*Accord SPS*. À notre avis, une détermination quant à la question de savoir si une mesure de sauvegarde particulière était appliquée en août 2003 dans l'un des buts énumérés à l'Annexe A 1) doit être faite à la lumière des circonstances spécifiques de chaque cas.

[1690] Comme nous l'avons noté plus haut dans le contexte de notre examen du moratoire général *de facto* sur les approbations, d'autres éléments doivent être réunis pour qu'une mesure constitue une "mesure SPS". *Voir supra*, le paragraphe 7.456.

7.2557 Nous notons que la législation communautaire applicable exigeait que les États membres en question fournissent une justification pour l'adoption de leurs mesures de sauvegarde. Nous pensons que les documents soumis par ces États membres pour justifier l'adoption de leurs mesures sont pertinents pour établir les buts de ces mesures.

7.2558 Toutefois, nous considérons qu'il ne serait pas approprié dans cette affaire de limiter notre examen à la détermination des buts dans lesquels les mesures de sauvegarde ont été adoptées. Pour commencer, nous rappelons que notre tâche dans cette affaire est de déterminer les buts dans lesquels les mesures de sauvegarde pertinentes ont été maintenues en août 2003. En outre, l'Annexe A 1) ne fait pas référence à des mesures "adoptées" dans l'un des buts énumérés mais, de manière plus générale, aux mesures "appliquées" dans l'un des buts énumérés. Qui plus est, nous ne voyons rien dans l'*Accord SPS* qui empêcherait un groupe spécial d'examiner des buts qui n'ont pas été exprimés par les États membres lorsqu'ils ont adopté leurs mesures de sauvegarde.[1691] Enfin, notre approche est compatible avec l'avis exprimé par l'Organe d'appel selon lequel, pour définir les buts d'une mesure, les groupes spéciaux n'ont pas besoin de déterminer l'intention subjective des législateurs ou des autorités réglementaires qui ont adopté la mesure. Selon l'Organe d'appel, on peut et on devrait plutôt établir les buts d'une mesure sur la base de considérations objectives, par exemple en examinant s'il existe un lien objectif entre les buts déclarés et le texte et les caractéristiques structurelles de la mesure pertinente.[1692]

7.2559 Nous rappelons que les mesures de sauvegarde ont été à l'origine adoptées sur la base de l'article 16 de la Directive 90/220 et de l'article 12 du Règlement n° 258/97. Ces deux dispositions indiquent clairement que des mesures de sauvegarde peuvent être prises en cas de risque, ou de danger, pour la santé humaine ou l'environnement.[1693] Les parties plaignantes font valoir que l'on peut en inférer que les mesures de sauvegarde ont pour but de protéger contre les risques pour la santé humaine et l'environnement. Nous notons que les dispositions de l'*Accord SPS* répondent à des

---

[1691] Ce qui ne veut pas dire, toutefois, que nous devons accepter d'emblée des affirmations concernant des buts qui ne sont pas plausibles à la lumière de toutes les circonstances pertinentes.

[1692] *Voir*, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Boissons alcooliques II*, pages 30 et 31 (y compris la déclaration selon laquelle "[i]l est sans intérêt de faire valoir que le protectionnisme n'était pas un objectif voulu si la mesure fiscale particulière en question est néanmoins, pour reprendre les termes de l'article III:1 [du GATT de 1994], "appliqué[e] aux produits importés ou nationaux de manière à protéger la production nationale". Ce qui est en cause, c'est la manière dont la mesure en question est appliquée"); *Chili – Boissons alcooliques*, paragraphes 62 et 71 et 72; et *États-Unis – Loi sur la compensation (Amendement Byrd)*, paragraphe 259. Même si ces rapports de l'Organe d'appel traitaient d'allégations formulées au titre d'Accords de l'OMC autres que l'*Accord SPS*, le raisonnement logique suivi par l'Organe d'appel dans ces rapports est applicable, à notre avis, à la question que nous examinons ici.

[1693] Article 16 de la Directive 90/220: "1. Lorsqu'un État membre a des raisons valables de considérer qu'un produit qui a fait l'objet d'une notification en bonne et due forme et d'un consentement écrit conformément à la présente directive présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement, il peut en limiter ou en interdire, à titre provisoire, l'utilisation et/ou la vente sur son territoire. Il en informe immédiatement la Commission et les autres États membres et indique les motifs de sa décision. 2. Dans un délai de trois mois, une décision est prise en la matière selon la procédure prévue à l'article 21."

Article 12 du Règlement n° 258/97: "1. Si un État membre a, à la suite de nouvelles informations ou d'une réévaluation des informations existantes, des raisons précises d'estimer que l'usage d'un aliment ou d'un ingrédient alimentaire conforme au présent règlement présente des risques pour la santé humaine ou pour l'environnement, cet État membre peut restreindre provisoirement ou suspendre la commercialisation et l'utilisation sur son territoire de l'aliment ou de l'ingrédient alimentaire en cause. Il en informe immédiatement les autres États membres et la Commission en précisant les motifs de sa décision. 2. La Commission examine dès que possible, au sein du comité permanent des denrées alimentaires, les motifs visés au paragraphe 1; elle prend les mesures qui s'imposent selon la procédure prévue à l'article 13. L'État membre, qui a adopté la décision visée au paragraphe 1 peut la maintenir jusqu'à l'entrée en vigueur de ces mesures."

objectifs similaires.[1694] Nous convenons que le fait que les États membres ont invoqué l'article 16 de la Directive 90/220 et l'article 12 du Règlement n° 258/97 à l'appui de leurs mesures, pris conjointement avec d'autres éléments, peut étayer la conclusion selon laquelle ces mesures sont appliquées pour protéger contre les risques pour la santé humaine et l'environnement. Toutefois, le simple fait d'invoquer lesdits articles, et d'y faire référence, ne démontre pas, en lui-même et à lui seul, qu'une mesure particulière est en fait appliquée dans le but de protéger la santé humaine et l'environnement. Ainsi, nous pensons qu'il est nécessaire d'effectuer une évaluation distincte de l'applicabilité de l'*Accord SPS* pour chacune des neuf mesures de sauvegarde en cause.

7.2560 Compte tenu de ces considérations, nous allons maintenant examiner individuellement les neuf mesures de sauvegarde en cause dans la présente affaire.

ii) Autriche – Maïs T25

7.2561 Nous commençons par la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche au maïs T25. Nous rappelons que ce produit a été approuvé par la Commission pour mise sur le marché en avril 1998.[1695] En avril 2000, l'Autriche a adopté une ordonnance visant à interdire la commercialisation du maïs T25 sur son territoire.[1696] La mesure de sauvegarde de l'Autriche, qui a été prise sur la base de l'article 16 de la Directive 90/220, a été notifiée à la Commission en mai 2000.[1697]

La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est-elle une mesure SPS?

7.2562 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2563 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2564 Les **États-Unis** notent que, parmi les raisons avancées pour interdire le maïs T25, l'Autriche a évoqué le fait que la Commission européenne, lorsqu'elle a approuvé le produit, n'a pas prévu de "protection pour les régions sensibles sur le plan écologique". Selon les États-Unis, une mesure fondée sur une telle justification est une mesure SPS parce qu'elle est appliquée "pour protéger la santé ou la vie des animaux" d'"organismes pathogènes" ou "pour empêcher ou limiter [des] dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

[1694] *Voir*, par exemple, le préambule pour ce qui est de la protection de la santé humaine; les conditions écologiques et environnementales pertinentes dont il faut tenir compte dans l'évaluation des risques conformément à l'article 5:2 de l'*Accord SPS*.

[1695] Décision n° 98/293 de la Commission.

[1696] Nous notons que le texte de l'ordonnance prévoit une exception dans les cas où le produit doit être immédiatement réexporté après manutention et nouveau conditionnement. Règlement n° 120 du Ministère fédéral de la protection sociale et des générations, ordonnance prise le 28 avril 2000 interdisant la commercialisation de maïs génétiquement modifié (zea mays L. lignée T25) en Autriche, approuvée par la Commission européenne le 22 avril 1998 par la Décision n° 98/293, Journal officiel, volume 2000 du 28 avril 2000 (pièces EC-160/At. 3_trans; CDA-76; US-53).

[1697] Pièce EC-160/At. 3_trans.

7.2565 Le **Canada** note que l'Autriche a cherché à justifier l'interdiction visant le maïs T25 en faisant valoir que le pollen de la variété génétiquement modifiée pouvait s'étendre à des champs de maïs non issu de la biotechnologie, ce qui comportait un risque de transfert génétique et de développement d'une résistance aux herbicides chez d'autres espèces. L'Autriche a par ailleurs évoqué l'absence d'un programme de surveillance des effets à long terme des plantes génétiquement modifiées, en particulier s'agissant de la protection des régions sensibles sur le plan écologique, et la nécessité d'effectuer d'autres essais pour évaluer les effets écologiques potentiels à long terme. Étant donné que les préoccupations exprimées sont liées aux risques potentiels présentés par le maïs T25 agissant comme un "parasite" du milieu environnant, le Canada fait valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS.*

7.2566 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 de la Communauté indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2567 Les **Communautés européennes** affirment que les principales raisons pour lesquelles la mesure autrichienne visant le maïs T25 a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.[1698]

7.2568 Dans son examen des buts dans lesquels la mesure de sauvegarde autrichienne est appliquée au maïs T25, le **Groupe spécial** examinera d'abord les documents notifiés par l'Autriche à la Commission à l'appui de sa mesure de sauvegarde. Nous notons que l'Autriche a fourni une justification pour sa mesure de sauvegarde dans un document intitulé "*Reasons for the decision of the Republic of Austria to prohibit the placing on the market of GM maize line T25 [...]*" (motifs de la décision de la République d'Autriche d'interdire la mise sur le marché de la lignée de maïs génétiquement modifiée T25 [...]) (ci-après le "document exposant les motifs").

7.2569 Dans le document exposant les motifs, l'Autriche a fait valoir que le produit n'avait pas été examiné dans des conditions réalistes d'utilisation de l'herbicide et de mise en œuvre des pratiques agricoles correspondantes.[1699] L'Autriche a noté à cet égard que ni la demande du demandeur visant à obtenir l'approbation de mise sur le marché du maïs T25 ni la décision en matière d'approbation rendue par la Commission ne prévoyaient de programme de surveillance. En particulier, l'Autriche estimait qu'il n'y avait pas de mesures spéciales de surveillance de la dissémination de pollen dans les champs environnant cultivés en maïs classiques. L'Autriche critiquait en outre l'absence de programme de surveillance s'agissant des effets à long terme des plantes biotechnologiques et des herbicides en particulier parce que les conditions auxquelles était subordonnée l'approbation du maïs T25 pour commercialisation à l'échelle communautaire ne prévoyaient pas la protection des zones sensibles sur le plan environnemental. Une raison supplémentaire invoquée par l'Autriche à l'appui de sa mesure de sauvegarde était que les aspects écologiques régionaux n'étaient pas différenciés. L'Autriche soulignait à cet égard que l'utilisation de plantes résistantes à des herbicides comme le

[1698] Pièce EC-155.
[1699] Pièce EC-160/At. 3_trans.

maïs T25 dans des zones où l'application d'herbicides était inévitable semblait être utile, à la condition que de bonnes pratiques agricoles réduisent au minimum le danger de développement d'une résistance chez d'autres espèces. L'Autriche faisait valoir toutefois que, les écosystèmes de montagne étant exposés à une érosion accélérée du sol et à une perte rapide de l'habitat et de la diversité génétique, les plantes résistantes à des herbicides comme le maïs T25 ne devraient être utilisées dans ces zones qu'après un complément de recherche sur les effets secondaires et à long terme potentiels sur le plan écologique.

7.2570 Un document présenté par l'Autriche à la Commission à l'occasion d'une réunion d'experts qui s'est tenue à Bruxelles en janvier 2004 (ci-après le "document de janvier 2004") apporte également des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles l'Autriche applique une mesure de sauvegarde sur le maïs T25.[1700] Dans ce document, l'Autriche indique qu'elle a adopté une mesure de sauvegarde parce que: a) l'évaluation des risques pour l'environnement a été considérée comme insuffisante étant donné qu'elle ne prenait pas en compte un point de vue intégré sur l'utilisation des herbicides dans des conditions réalistes[1701]; et b) les effets à long terme possibles et les aspects écologiques n'avaient pas été évalués de manière scientifique. Outre ces raisons, l'Autriche a invoqué d'autres préoccupations plus générales qui, à son avis, justifiaient l'approche de précaution concrétisée par sa mesure de sauvegarde. En particulier, l'Autriche a souligné que l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques comme le maïs T25 approuvés par les CE était insuffisante. L'Autriche a par ailleurs noté que, en attendant le rapport du Groupe de travail sur les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques, établi par les Communautés européennes conformément aux dispositions de la Directive 2001/18, les produits contenant de tels gènes, y compris le maïs T25, ne devraient pas être mis sur le marché.

7.2571 Enfin, nous notons que les raisons invoquées par l'Autriche pour justifier l'adoption de la mesure de sauvegarde concernant le maïs T25 sont également évoquées dans une lettre adressée à la Commission en février 2004 par le Ministère fédéral autrichien de la santé et des femmes. Dans cette lettre, l'Autriche a rejeté une demande formulée par la Commission en vue du retrait de la mesure de sauvegarde autrichienne. À cet égard, l'Autriche a rappelé que "[l]es facteurs cruciaux dans le cas [du] [de la décision concernant le] maïs T25 étaient l'absence de programme de surveillance et d'examen de l'utilisation de l'herbicide et de la pratique agricole. Ces deux éléments sont liés à la prise en considération des caractéristiques écologiques régionales et à la protection des zones sensibles sur le plan écologique".[1702] L'Autriche a par ailleurs réitéré son inquiétude à propos des inadéquations de l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques tels que le maïs T25, qui ont été soumis pour approbation au titre de la Directive 90/220[1703] et/ou du Règlement n° 258/97. De plus, l'Autriche a noté qu'elle ne pouvait pas retirer sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25 étant donné qu'une solution réglementaire cohérente au problème de la coexistence n'avait pas encore été trouvée.

[1700] Pièce EC-158/At. 30.

[1701] Il n'est pas clair pour le Groupe spécial si l'Autriche fait référence à une évaluation spécifique des risques pour l'environnement et, si c'est le cas, de quelle évaluation il s'agit.

[1702] Pièce EC-158/At. 31_trans.

[1703] Le document présenté par l'Autriche renvoie en fait au Règlement n° 2001/18, ce qui paraît être une erreur.

7.2572 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs T25 pour répondre à des préoccupations ayant trait[1704]:

1) à la dissémination du pollen dans les champs cultivés environnants (coexistence);
2) aux effets écologiques à long terme dans des régions sensibles sur le plan environnemental;
3) à l'allergénicité et à la toxicité; et
4) au développement d'une résistance aux antibiotiques.

7.2573 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 est également appliquée en raison d'un problème d'étiquetage. Ce problème n'a pas été mentionné par l'Autriche dans les documents que nous avons examinés plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que l'Autriche applique sa mesure de sauvegarde également pour remédier au problème supplémentaire mentionné par les Communautés européennes.

7.2574 Ayant déterminé les buts dans lesquels l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de l'Autriche.

Dissémination de pollen dans les champs cultivés environnants (coexistence)

7.2575 Nous commençons par le but qui consiste à empêcher la dissémination de pollen dans les zones environnantes cultivées en maïs classique. Nous observons que l'Autriche n'allègue pas que sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25 est destinée à empêcher les effets sur l'environnement associés à l'allofécondation entre le maïs T25 et le maïs classique. L'Autriche met plutôt l'accent sur la nécessité de prendre des "mesures spéciales pour surveiller la dissémination possible – considérée le plus souvent comme inoffensive – de pollen dans les champs environnants cultivés en maïs classique".[1705] Étant donné que l'Autriche note explicitement dans sa déclaration l'absence de préoccupations impérieuses en matière de sécurité, nous croyons comprendre que cette déclaration fait état de préoccupations concernant la perte possible de valeur économique pour les agriculteurs qui, en raison de la présence de plantes allogames non désirées dans leurs champs, ne peuvent plus commercialiser leurs récoltes comme étant des récoltes non OGM.

7.2576 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'expression "autres dommages" telle qu'elle figure à l'Annexe A 1) d) comprenait les dommages économiques qui découlaient de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites et qui n'étaient pas la conséquence de dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou à la préservation des végétaux. Nous avons également constaté que les plantes poussant là où elles étaient indésirables pouvaient être considérées comme des "parasites". Il s'agit, notamment, de plantes hybrides issues d'un croisement entre le maïs génétiquement modifié et le maïs classique qui poussent dans un champ de maïs classique.

[1704] Nous notons que certaines de ces préoccupations ont été exprimées par l'Autriche dans des documents dont la date est ultérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Toutefois, nous ne voyons aucune raison de considérer que ces inquiétudes plausibles ne sous-tendaient pas, déjà en août 2003, la mesure de sauvegarde en cause.

[1705] Pièce EC-160/At. 3, page 4.

7.2577 Compte tenu de ces constatations, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, pour autant qu'elle est appliquée pour empêcher des dommages économiques résultant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes hybrides issues d'un croisement entre le T25 et le maïs classique dans les champs de maïs cultivés environnants, relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

Effets écologiques à long terme dans des régions sensibles sur le plan environnemental

7.2578 Le Groupe spécial examine maintenant le but suivant invoqué par l'Autriche pour justifier l'interdiction de la mise sur le marché du maïs T25, à savoir ses préoccupations concernant les effets écologiques à long terme. L'Autriche inclut dans cette catégorie de préoccupations les effets écologiques secondaires. Le Groupe spécial croit savoir que les mots "effets écologiques secondaires" renvoient aux effets indirects sur l'environnement qui peuvent être engendrés par la culture du maïs T25.

7.2579 Dans la section VII.C, nous avons examiné les préoccupations selon lesquelles les plantes GM pourraient exclure ou éliminer d'autres plantes, grâce à un avantage compétitif potentiel, à l'envahissement ou à la persistance, affectant ainsi la diversité génétique des populations végétales restantes et mettant en péril la survie de certaines espèces végétales. S'agissant de ces préoccupations, nous avons indiqué que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pourrait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a), puisqu'elle serait appliquée "pour […] préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de plantes GM en tant que "parasites".

7.2580 Nous avons constaté en outre que, dans la mesure où les plantes GM pouvaient entraîner des modifications dans les populations végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales particulières et donc une amélioration, ou détérioration, de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait avoir un effet négatif sur la préservation des végétaux, par exemple, en affectant leur capacité de reproduction. Nous avons indiqué que, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1) a), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a).

7.2581 Nous avons constaté par ailleurs que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant directement ou indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables (comme une résistance aux herbicides) par suite d'un transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM.

7.2582 De plus, nous avons examiné les risques potentiels pour l'environnement, y compris pour la faune et la flore en milieu agricole, découlant d'une modification des pratiques de lutte contre les plantes adventices (l'application d'un herbicide alors qu'il n'en était utilisé aucun auparavant, l'application accrue d'un herbicide ou l'application d'un herbicide différent, plus dommageable). Nous avons dit que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter des effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux qui découlaient des techniques de gestion associées aux OGM, cette mesure relevait de l'Annexe A 1) a), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites".

7.2583 Enfin, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter des effets négatifs des OGM sur l'environnement autres que les effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux, y compris sur les processus géochimiques, cette mesure pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) d), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter d'"autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de "parasites". Comme il a été noté précédemment, les OGM eux-mêmes ou les hybrides de plantes GM peuvent satisfaire aux critères définissant les parasites pertinents, ou d'autres plantes ou animaux peuvent devenir des parasites en raison de la dissémination d'OGM dans l'environnement. En outre, nous avons dit que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter les effets négatifs découlant des techniques de gestion associées aux OGM autres que les dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou à la préservation des végétaux, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter d'"autres dommages" résultant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites".

7.2584 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, pour autant qu'elle est appliquée pour empêcher les effets écologiques à long terme potentiels de la dissémination dans l'environnement de maïs T25, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Allergénicité et toxicité

7.2585 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche au sujet des risques potentiels associés au maïs T25, s'agissant d'allergénicité et de toxicité.

7.2586 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A) 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux (non compris les organismes cibles) des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui sont des produits alimentaires ou des aliments pour animaux. En outre, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à protéger les personnes et les animaux des effets allergisants des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou comme ingrédients de produits alimentaires, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui sont des produits alimentaires ou des aliments pour animaux et, en tant que telle, relèverait de l'Annexe A 1) b).

7.2587 Nous rappelons par ailleurs notre point de vue selon lequel, si l'interaction avec des OGM autrement que comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires, ou l'exposition à de tels OGM, produisait des effets allergisants chez des personnes, les OGM en question pourraient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1). Nous avons constaté par conséquent que, pour autant qu'une mesure était destinée à empêcher l'entrée, l'établissement ou la dissémination de plantes GM allergisantes, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des personnes des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes GM en tant que "parasites". En tant que telle, elle relèverait de l'Annexe A 1) c).

7.2588 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, pour autant qu'elle est appliquée pour protéger contre l'allergénicité et les effets toxicologiques potentiels associés au maïs T25, relève de l'Annexe A) 1) b) et c) de l'*Accord SPS*.

Développement d'une résistance aux antibiotiques

7.2589 Pour finir, nous examinons le but consistant à gérer les risques potentiels associés au transfert du gène *bla* qui confère une résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux suite à la consommation de maïs T25. Nous rappelons ce que nous avons dit dans la section VII.C au sujet des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA). Plus particulièrement, nous rappelons que, à notre avis, la préoccupation est liée au transfert potentiel à des agents pathogènes des GMRA présents dans certains OGM, et à la diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à des antibiotiques spécifiques qui pourrait en résulter, ce qui pourrait présenter un risque pour la vie ou la santé des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.

7.2590 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui avaient acquis ou pouvaient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante GM. De même, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour combattre les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes. En outre, nous avons constaté que l'Annexe A 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les personnes ou les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire, des additifs présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux. Nous rappelons à cet égard que, à notre avis, les GMRA peuvent être considérés comme des additifs aux fins de l'Annexe A 1) b).

7.2591 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, pour autant qu'elle est appliquée pour empêcher les risques associés au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux par suite de la consommation de maïs T25, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2592 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche en ce qui concerne le maïs T25 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure de sauvegarde

7.2593 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25. Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2594 Les **États-Unis** notent que la mesure autrichienne se présente sous la forme d'une "ordonnance", qui se définit comme "an authoritative decree or command" (un décret ou un ordre

faisant autorité).[1706] Les États-Unis notent également qu'un décret figure parmi les types de mesures explicitement mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2595 Le **Canada** fait valoir que la mesure entre dans la catégorie de "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures". Comme l'indique l'emploi du mot "comprennent", l'Annexe A fournit une liste non exhaustive des formes qu'une mesure SPS peut prendre. La mesure autrichienne prend la forme d'une "ordonnance", un type de mesure qui ne figure pas parmi ceux qui sont expressément énumérés dans l'Annexe A, mais qui est néanmoins juridiquement contraignant et légalement promulgué par les autorités du gouvernement central. Le mot "ordonnance" est par ailleurs défini comme étant synonyme du mot "décret", lequel est spécifiquement mentionné dans l'Annexe A 1).

7.2596 L'**Argentine** note qu'une "ordonnance" se définit comme "an authoritative decree or command" (un décret ou un ordre faisant autorité), et qu'un décret est l'un des types de mesures spécifiquement mentionnés dans l'Annexe A de l'*Accord SPS*.

7.2597 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) établit la forme et la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes. En outre, pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2598 Nous notons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 a été mise en œuvre par ce pays au moyen d'une ordonnance interdisant la commercialisation du maïs T25 sur son territoire. L'Annexe A 1) ne mentionne pas spécifiquement les "ordonnances". Comme nous l'avons souligné, ce fait à lui seul ne signifie pas nécessairement que la mesure de sauvegarde de l'Autriche n'est pas une mesure SPS, étant donné qu'aucune forme juridique spécifique n'est prescrite. L'ordonnance autrichienne est clairement une mesure imputable au gouvernement autrichien. Il n'est pas non plus contesté que l'ordonnance est juridiquement contraignante. Nous considérons par conséquent, que, aux fins de l'Annexe A 1), l'ordonnance autrichienne peut être assimilée à des mesures adoptées sous la forme de "lois", de "décrets" ou de "réglementations".

7.2599 Pour ce qui est de la nature de la mesure autrichienne, nous notons que l'ordonnance interdit la commercialisation du maïs T25. Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2600 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par l'Autriche en ce qui concerne le maïs T25 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

[1706] *The New Shorter Oxford English Dictionnary*, L. Brown (ed.) (Clarendon Press, 1993), Vol. I, page 2017.

Conclusion

7.2601 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de l'Autriche correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde prise par l'Autriche en ce qui concerne le maïs T25 constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2602 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les parties plaignantes ni les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2603 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 est une mesure qui peut affecter le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2604 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par l'Autriche interdit la "mise sur le marché" du maïs T25, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit.

7.2605 Le **Canada** fait valoir que la mesure prohibe la commercialisation du maïs T25 et en interdit l'importation, sauf lorsque le produit importé est "immédiatement" exporté "après manutention et nouveau conditionnement éventuels" en Autriche. Étant donné que la mesure bloque effectivement l'accès au marché pour le produit biotechnologique ciblé, elle affecte clairement le commerce international.

7.2606 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs T25 à l'Autriche, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ce produit, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2607 Le **Groupe spécial** note que, en vertu de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*, il n'est pas nécessaire de démontrer qu'une mesure SPS a un effet réel sur le commerce. L'article 1:1 établit simplement qu'une mesure SPS "peu[t], directement ou indirectement, affecter le commerce international".

7.2608 La décision de l'Autriche d'appliquer une mesure de sauvegarde sur le maïs T25 figure dans le texte de l'ordonnance qui est entrée en vigueur le 29 avril 2000.[1707] Selon le texte de l'Ordonnance, la décision de l'Autriche interdit la mise sur le marché autrichien du maïs T25. D'après ce que nous croyons savoir, l'interdiction s'applique également aux importations de maïs T25 en provenance de l'extérieur des Communautés européennes.[1708]

7.2609 Compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de l'Autriche interdit les importations de maïs T25, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde de l'Autriche est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2610 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

a) DS291 (États-Unis)

b) S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

c) DS292 (Canada)

d) S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

e) DS293 (Argentine)

f) S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

iii) Autriche – Maïs Bt-176

7.2611 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche au maïs Bt-176. Nous rappelons que la demande d'autorisation de mise sur le marché de ce produit a été initialement soumise à la France.[1709] Le produit a été autorisé par la Commission des CE en 1996.[1710] L'Autriche a adopté une ordonnance visant à interdire la vente de maïs Bt-176 sur son territoire en

[1707] Pièce EC-160/At. 3.
[1708] Nous notons qu'il est prévu une exception pour le maïs T25 importé qui est immédiatement exporté après manutention et nouveau conditionnement en Autriche.
[1709] C/F/94/11-03.
[1710] Décision n° 97/98 de la Commission (pièces US-97; ARG-37).

février 1997 sur la base de l'article 16 de la Directive 90/220.[1711] L'Autriche a notifié sa décision à la Commission le 14 février 1997.

La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS?

7.2612 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2613 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2614 Les **États-Unis** rappellent que, dans sa décision d'adopter la mesure, l'Autriche a noté sa préoccupation concernant l'effet de la toxine Bt sur les organismes non cibles et le transfert potentiel aux personnes et aux animaux de gènes de résistance à des antibiotiques. Selon les États-Unis, une mesure fondée sur une telle justification est une mesure SPS parce qu'elle est appliquée "pour protéger [...] la santé et la vie des animaux" d'"organismes pathogènes"; "pour protéger [...] la santé et la vie des personnes" de "toxines" ou d'"organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires"; ou "pour empêcher ou limiter [des] dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2615 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2616 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité ou l'allergénicité, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.[1712]

7.2617 Dans son examen des buts dans lesquels la mesure de sauvegarde autrichienne est appliquée au maïs Bt-176, le **Groupe spécial** examinera d'abord le document notifié par l'Autriche à la Commission à l'appui de sa mesure de sauvegarde en février 1997, ci-après le "document exposant les motifs" de l'Autriche.[1713] Dans ce document, l'Autriche a indiqué que "de nouveaux résultats scientifiques ont remis en question la possibilité scientifique actuelle d'une évaluation concluante du mécanisme de transfert des gènes, ainsi que du développement d'une résistance à la toxine Bt. Par

[1711] Règlement n° 45 du Ministère fédéral de la santé et de la protection des consommateurs, 13 février 1997.
[1712] Pièce EC-155.
[1713] Pièce EC-158/At. 7.

conséquent, les risques potentiels sont très difficiles à évaluer et devraient être évités en l'état actuel du débat scientifique".[1714] L'Autriche a considéré que, dans le cas du maïs Bt-176, l'approbation du produit en dépit des incertitudes concernant à la fois la résistance à l'ampicilline et la résistance à la toxine Bt sans qu'aucun programme juridiquement contraignant de gestion de la résistance ne soit mis en place était contraire au principe de précaution.[1715] En particulier, l'Autriche a noté que les éléments de preuve concernant "l'incidence d'un transfert génétique potentiel du gène *bla*/b-lactamase et celle de l'induction potentielle d'une résistance chez les bactéries sur le traitement des personnes et des animaux par des antibiotiques ne sont pas encore pleinement concluants".[1716]

7.2618 Nous notons que l'Autriche a notifié par ailleurs à la Commission en mai 1997 les résultats de deux études portant sur les effets négatifs que pourrait avoir sur l'environnement la culture du maïs Bt.[1717] Dans la lettre d'accompagnement, l'Autriche indique que "[...] ces études prouvent que les parasites peuvent se forger (*sic*) une résistance aux toxines *Bt* beaucoup plus rapidement qu'on ne l'avait prévu en raison du fait que les plantes transgéniques produisant des protéines insecticides à partir du *Bt* [...] sont cultivées à une échelle commerciale".[1718]

7.2619 En outre, dans la lettre d'accompagnement adressée à la Commission au moment de la notification de la mesure, l'Autriche a indiqué qu'elle maintenait sa position selon laquelle "l'étiquetage prévu dans la décision de la Commission est insuffisant", et que les "consommateurs devraient être informés de manière précise sur le fait que le produit a été génétiquement modifié".[1719]

7.2620 Le document de janvier 2004 soumis par l'Autriche à la Commission apporte également des éclaircissements sur les raisons pour lesquelles l'Autriche applique une mesure de sauvegarde sur le maïs Bt-176.[1720] Dans ce document, l'Autriche indique qu'elle a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 parce que: "a) [l]a lignée de maïs transgénique contient le gène de résistance à l'ampicilline, y compris ses séquences régulatrices bactériennes. La probabilité d'un transfert d'une construction génique fonctionnelle renfermant le gène *bla* vers des bactéries – même si l'on considère qu'elle est faible – doit être prise en considération dans l'évaluation des risques étant donné que la propagation d'une résistance aux antibiotiques est inacceptable; et b) [l']évaluation des risques pour l'environnement a été jugée insuffisante: les effets imprévus que pourrait avoir la toxine Bt sur les organismes non cibles et le développement possible d'une résistance chez les insectes, par exemple la pyrale du maïs, n'ont pas été évalués de manière approfondie".[1721] Outre ces raisons, l'Autriche a évoqué d'autres préoccupations plus générales qui, à son avis, justifiaient l'approche de précaution concrétisée par sa mesure de sauvegarde. De manière spécifique, l'Autriche a souligné que l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques approuvés par les CE, comme le maïs Bt-176, avait été insuffisante. L'Autriche a par ailleurs noté que, en attendant le rapport du Groupe de travail des CE sur les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques établi en vertu de la Directive 2001/18, les produits contenant de tels gènes, y compris le maïs Bt-176, ne devraient pas être mis sur le marché.

7.2621 Nous notons que les préoccupations invoquées par l'Autriche pour justifier l'adoption d'une mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 sont également évoquées dans une lettre adressée à

[1714] *Ibid.*, page 5.
[1715] *Ibid.*
[1716] Pièce EC-158/At. 7, page 6.
[1717] Pièce EC-158/At. 10. Les deux études auxquelles fait référence l'Autriche figurent dans les pièces EC-158/At. 11 et 12.
[1718] Pièce EC-158/At. 10.
[1719] Pièce EC-158/At. 7.
[1720] Pièce EC-158/At. 30.
[1721] Pièce EC-158/At. 30, page 2.

la Commission en février 2004 par le Ministère fédéral autrichien de la santé et des femmes. Dans cette lettre, l'Autriche a rejeté une demande formulée par la Commission en vue du retrait de la mesure de sauvegarde autrichienne. À cet égard, l'Autriche a rappelé que "[l]a décision de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 était fondée sur des doutes en matière de santé concernant le gène (*bla*) de résistance à l'ampicilline doté d'un promoteur bactérien et le développement possible chez les insectes d'une résistance à la protéine du Bacillus thuringiensis (Bt). Par ailleurs, il y avait un manque de clarté concernant les effets écologiques de la résistance aux herbicides et d'une désignation insuffisante".[1722] L'Autriche a par ailleurs réitéré son inquiétude à propos des inadéquations de l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques, tels que le maïs Bt-176, qui ont été soumis pour approbation au titre de la Directive 90/220 et/ou du Règlement n° 258/97. De plus, l'Autriche a noté qu'elle ne pouvait pas retirer sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 étant donné qu'une solution réglementaire cohérente au problème de la coexistence n'avait pas encore été trouvée. Il est noté à cet égard dans la lettre de l'Autriche qu'en juin 2003 une résolution a été approuvée au Parlement autrichien appelant le gouverneur fédéral autrichien à s'abstenir d'approuver de nouvelles plantes GM, en particulier s'agissant de leur culture, jusqu'à ce qu'une solution cohérente ait été trouvée en la matière.

7.2622 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs Bt-176 pour répondre à des préoccupations ayant trait[1723]:

1) au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes et des animaux;
2) au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt;
3) aux effets sur les organismes non cibles;
4) aux effets sur l'environnement de la résistance aux herbicides;
5) à la coexistence;
6) à l'allergénicité et à la toxicité; et
7) à l'étiquetage insuffisant.

7.2623 Ayant déterminé les buts dans lesquels l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de l'Autriche.

Transfert du gène bla de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux

7.2624 Le Groupe de travail commence par la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant le transfert potentiel du gène *bla*, qui confère une résistance à l'ampicilline, aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux suite à la consommation de maïs Bt-176. La préoccupation de l'Autriche au sujet du Bt-176 est similaire à celle qu'elle a exprimée dans le cas de la mesure de sauvegarde visant le maïs T25 qui a été examinée plus haut. Nous rappelons ce que nous avons dit dans la section VII.C au sujet des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques, et en particulier notre opinion selon laquelle la préoccupation est liée au transfert potentiel à des agents pathogènes

[1722] Pièce EC-158/At. 31_trans.

[1723] Nous notons que certaines de ces préoccupations ont été exprimées par l'Autriche dans des documents dont la date est ultérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Toutefois, nous ne voyons aucune raison de considérer que ces inquiétudes plausibles ne sous-tendaient pas, déjà en août 2003, la mesure de sauvegarde en cause.

des GMRA présents dans certains OGM, et à la diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à des antibiotiques spécifiques qui pourrait en résulter, ce qui pourrait présenter un risque pour la vie ou la santé des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.

7.2625 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui avaient acquis ou pouvaient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante GM. De même, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour combattre les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes. En outre, nous avons constaté que l'Annexe A 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les personnes ou les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance aux antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire, des additifs présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux. Nous rappelons à cet égard que, à notre avis, les GMRA peuvent être considérés comme des additifs aux fins de l'Annexe A 1) b).

7.2626 Ainsi, conformément au raisonnement suivi par le Groupe spécial dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques potentiels associés au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt

7.2627 Nous examinons maintenant un autre objectif invoqué par l'Autriche pour interdire la mise sur le marché du maïs Bt-176, à savoir la gestion des risques potentiels associés au développement d'une résistance à la toxine Bt tant chez les insectes cibles que chez les insectes non cibles. D'après ce que nous croyons savoir, l'Autriche craint qu'une résistance à la toxine Bt puisse se développer chez les insectes en raison d'une exposition fréquente à ce pesticide (la toxine Bt) et que le développement de niveaux élevés de résistance dans les populations d'insectes exige l'application d'un pesticide là où il n'en était utilisé aucun auparavant, l'application accrue d'un pesticide ou l'application de pesticides plus dommageables pour lutter contre les populations résistantes et que cela puisse avoir des effets négatifs sur l'environnement.

7.2628 Nous rappelons l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C concernant le développement d'une résistance à des pesticides chez les organismes cibles. Nous avons constaté que les organismes cibles résistants (insectes) pouvaient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), dans la mesure où ils présentaient un risque pour la vie ou la santé des animaux ou des personnes ou pour la préservation des végétaux, ou dans la mesure où ils pouvaient causer d'autres dommages. Nous avons en outre déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou les autres dommages causés à l'environnement, résultant d'un changement dans l'utilisation d'un pesticide pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles résistants en tant que parasites pertinents. Nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter de tels risques et de tels dommages, elle pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

7.2629 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée aux fins de la protection contre les risques potentiels associés au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt en raison de la culture du maïs Bt-176, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Effets sur les organismes non cibles

7.2630 Nous examinons maintenant un autre objectif invoqué par l'Autriche, à savoir la gestion des risques associés aux effets potentiels sur les organismes non cibles, autres que les risques associés au développement d'une résistance chez les insectes dont nous avons traité ci-dessus. Comme nous l'avons noté précédemment, nous croyons savoir qu'on entend par organismes "non cibles" les plantes et les animaux (y compris les insectes) qui ne sont pas eux-mêmes les organismes que les agriculteurs cherchent à combattre ou à éliminer grâce aux cultures GM mais qui sont affectés par la culture de plantes GM, notamment lorsqu'ils consomment ces plantes ou des parties de ces plantes (par exemple le pollen).

7.2631 Nous rappelons nos conclusions figurant dans la section VII.C selon lesquelles une culture GM qui est mangée par des animaux peut être considérée comme un "aliment" pour les animaux en question. Cela comprendrait, par exemple, le pollen de la culture GM qui est consommé par des insectes et les plantes GM consommées par des insectes non cibles, des cerfs, des lapins ou autres animaux de la faune sauvage. Comme nous l'avons noté précédemment, une substance toxique comme la toxine Bt qui est produite par une culture GM pourrait constituer une "toxine" au sens de l'Annexe A 1) b). Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux (non compris les organismes cibles) des risques découlant de la toxine produite par les plantes GM relevaient de l'Annexe A 1) b).

7.2632 En outre, nous avons indiqué dans la section VII.C qu'à notre avis, si une plante GM produit une substance toxique pouvant avoir une incidence négative sur la santé d'organismes non cibles, même si ceux-ci ne mangent pas la plante GM, c'est-à-dire selon un autre mode d'exposition que l'ingestion d'un aliment, la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1) a). Ainsi, une mesure appliquée aux fins de la protection contre les risques découlant de cette exposition à des plantes GM relèverait, à notre avis, de l'Annexe A 1) a).

7.2633 De plus, dans la section VII.C, nous avons conclu que, dans la mesure où les plantes GM pouvaient entraîner des modifications dans les populations animales ou végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales non cibles particulières et donc une détérioration de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait engendrer d'autres effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation d'autres végétaux. Nous rappelons par ailleurs notre conclusion selon laquelle, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a). Qui plus est, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant directement ou indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables (tels que des propriétés insecticides) par suite d'un transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM.

7.2634 Compte tenu de ces constatations, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques potentiels pour la santé des organismes non cibles découlant de la consommation de maïs Bt-176,

relève de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. En outre, pour autant que la mesure de sauvegarde de l'Autriche est appliquée pour éviter d'autres risques potentiels pour la vie ou la santé des organismes non cibles découlant directement ou indirectement du maïs Bt-176 (c'est-à-dire les risques non liés à l'ingestion de maïs Bt-176 consommé comme aliment), elle relève de l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*.

Effets sur l'environnement de la résistance aux herbicides

7.2635 Une autre préoccupation exprimée par l'Autriche concerne les effets sur l'environnement de la résistance aux herbicides. Nous croyons savoir que cette préoccupation est liée aux effets sur l'environnement du maïs Bt-176 qui contient un gène marqueur de résistance à un herbicide.

7.2636 Dans la section VII.C, nous avons constaté que les plantes issues d'un croisement entre des plantes classiques et des plantes GM, y compris des plantes résistantes aux herbicides, pouvaient être considérées comme des "parasites" aux fins de l'Annexe A 1), dans la mesure où elles avaient des caractères introduits indésirables (comme la résistance aux herbicides) et portaient atteinte à la vie ou à la santé des animaux, ou à la préservation des végétaux, ou encore causaient d'autres dommages. Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux, ou pour préserver les végétaux, des risques découlant directement (par exemple en cas de modification de l'avantage sélectif) de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables par suite du transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM, relevaient de l'Annexe A 1) a) tandis que les mesures appliquées pour empêcher que "d'autres dommages" soient causés à l'environnement par l'entrée, l'établissement ou la dissémination de plantes issues de croisements, relevaient de l'Annexe A 1) d).

7.2637 En outre, nous rappelons que les plantes issues de croisements ayant acquis une résistance à des herbicides peuvent nécessiter l'utilisation accrue des mêmes herbicides, ou d'herbicides différents plus toxiques, pour lutter contre les plantes adventices résistantes. Nous avons déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou d'autres dommages causés à l'environnement, qui résultaient d'une modification de l'utilisation de pesticides pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisement en tant que parasites pertinents. Nous en avons déduit que les mesures appliquées pour éviter de tels effets négatifs indirects sur l'environnement relevaient de l'Annexe A 1) a) et d).

7.2638 En outre, dans la section VII.C, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter les effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou la préservation des végétaux qui découlaient de pratiques de gestion particulières (lutte contre les plantes adventices) associées aux OGM, y compris les OGM résistants aux herbicides, cette mesure relevait de l'Annexe A 1) a), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites". De même, nous avons dit que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter les effets négatifs sur l'environnement découlant de pratiques de gestion (lutte contre les plantes adventices) associées aux OGM autres que les dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou aux végétaux, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter "d'autres dommages" découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites" et relèverait donc aussi de l'Annexe A 1) d).

7.2639 Compte tenu de nos constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques pour l'environnement découlant de la résistance aux herbicides, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Coexistence

7.2640 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant la coexistence. D'après ce que nous croyons savoir, cette préoccupation est liée au fait que les agriculteurs cultivant du maïs classique peuvent voir leurs cultures perdre de leur valeur économique en raison de la présence, dans leurs champs, de maïs génétiquement modifié indésirable (contamination). Cette perte proviendrait du fait que les agriculteurs ne pourraient plus commercialiser leurs cultures comme étant des cultures non GM.

7.2641 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'expression "autres dommages" telle qu'elle figurait à l'Annexe A 1) d) comprenait les dommages économiques qui découlaient de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites et qui n'étaient pas la conséquence de dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou aux végétaux. Nous avons également constaté que les plantes poussant là où elles étaient indésirables pouvaient être considérées comme des "parasites". On compte parmi ces plantes celles qui sont issues d'un croisement entre du maïs GM et du maïs classique qui poussent dans un champ de maïs classique suite à la dispersion de pollen. Il s'agit également de maïs GM poussant dans un champ de maïs classique suite à la dispersion involontaire de semences GM. Ainsi, nous considérons que, pour autant que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 est appliquée pour empêcher des dommages économiques causés par la contamination de maïs classique résultant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maïs Bt-176 (suite à la dispersion de semences GM), ou de plantes issues d'un croisement entre du maïs Bt-176 et du maïs classique (suite à la dispersion de pollen GM), dans des champs cultivés en maïs classique, cette mesure relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

7.2642 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour empêcher ou limiter les dommages pouvant résulter de la contamination possible de maïs classique par du maïs Bt-176, relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

Allergénicité et toxicité

7.2643 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant les risques potentiels d'allergénicité et de toxicité associés au maïs Bt-176. Nous rappelons l'analyse que nous avons faite sur les allergènes et les toxines dans la section VII.C ainsi que notre analyse de cette préoccupation, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25.

7.2644 En particulier, nous rappelons que, dans la section VII.C, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à protéger les personnes et les animaux des effets allergisants des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou aliments pour animaux, ou comme ingrédients de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui étaient des produits alimentaires ou des aliments pour animaux et, en tant que telle, relèverait de l'Annexe A 1) b). Nous rappelons en outre notre point de vue selon lequel, si l'interaction avec des OGM autrement que comme produits alimentaires ou aliments pour animaux, ou ingrédients de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux, ou

l'exposition de tels OGM, produisait des effets allergisants chez des personnes, les OGM en question pourraient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1) c).

7.2645 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter des effets allergisants ou toxiques potentiels, relève de l'Annexe A 1) b) et c) de l'*Accord SPS*.

Étiquetage insuffisant

7.2646 Enfin, nous examinons la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant l'étiquetage insuffisant du maïs Bt-176. Nous rappelons que l'Autriche a considéré que "l'étiquetage prévu dans la décision de la Commission est insuffisant" et que les "consommateurs devraient être informés de manière précise sur le fait que le produit a été génétiquement modifié".[1724] La décision de la Commission à laquelle l'Autriche fait référence prévoit que l'étiquette de chaque emballage de semences de maïs Bt-176 doit préciser que le produit "présente une autoprotection contre la pyrale du maïs" et qu'il "présente une tolérance accrue à l'herbicide glufosinate-ammonium".[1725] Le préambule de la décision indique en outre que rien, sur le plan de la sécurité, ne justifie l'indication, sur l'étiquette, que le produit a été obtenu grâce à des techniques de modification génétique. Ainsi, il apparaît que, contrairement à la Commission, l'Autriche voulait que l'étiquette signale la présence d'OGM en plus des renseignements dont la Commission exigeait l'indication sur l'étiquette de chaque emballage de semences.

7.2647 Nous notons que l'Autriche a déclaré que la mention explicite de la présence d'OGM qu'elle souhaitait était destinée à l'information des consommateurs de maïs Bt-176. Nous notons également, toutefois, que dans la lettre de l'Autriche à la Commission, il est indiqué que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 a été prise conformément à l'article 16 de la Directive 90/220. Pour rappel, l'article 16 dispose que les États membres peuvent prendre des mesures de sauvegarde dans les cas où il existe des raisons valables de considérer qu'un produit biotechnologique approuvé présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement. L'article 16 n'autorise pas un État membre à limiter ou à interdire l'utilisation et/ou la vente d'un produit biotechnologique approuvé au simple motif qu'une prescription en matière d'étiquetage, spécifiée dans le consentement écrit en vue de la mise sur le marché de ce produit biotechnologique, ne garantit pas la liberté de choix aux consommateurs (s'agissant de la consommation de produits GM par rapport à des produits non GM).

7.2648 Étant donné que l'Autriche a allégué spécifiquement qu'elle agissait conformément aux dispositions de l'article 16 de la Directive 90/220, nous estimons que la mention par l'Autriche de l'information du consommateur devrait être considérée à la lumière du renvoi par l'Autriche à l'article 16 et examinée conjointement avec le renvoi à cet article. En effet, à notre avis, l'argument de l'Autriche selon lequel les consommateurs devraient être explicitement informés de la présence d'OGM peut être considéré comme un argument selon lequel l'indication de la présence d'un OGM contribuerait à une protection notable contre les effets négatifs imprévus sur la santé humaine qui pourraient découler de la consommation de maïs Bt-176.[1726] Comme nous l'avons dit dans la section VII.C, l'indication explicite de la présence d'un OGM alerte et sensibilise les utilisateurs d'un produit contenant un OGM ou consistant en un tel organisme à la possibilité que tout effet négatif du produit sur la santé humaine qui est observé peut être imputable à la présence d'un OGM par

[1724] Pièce EC-158/At. 7.
[1725] Pièces US-97; ARG-37.
[1726] Compte tenu du fait que l'Autriche mentionne les "consommateurs", nous supposons qu'elle est préoccupée par les effets négatifs imprévus sur la santé humaine découlant de la consommation de maïs Bt-176 et non par d'autres effets défavorables sur la santé humaine, sur les animaux ou sur l'environnement.

opposition à d'autres facteurs. Eu égard aux éléments qui précèdent, nous considérons que la préoccupation de l'Autriche concernant l'étiquetage insuffisant traduit une préoccupation concernant les risques pour la santé des consommateurs découlant de la consommation de maïs Bt-176.

7.2649 Cette interprétation de la préoccupation de l'Autriche concernant l'étiquetage est compatible avec les dispositions de la Directive 90/220. Si cette directive n'exige pas l'apposition d'une déclaration sur une étiquette attestant qu'un OGM est présent dans un produit, elle ne dispose pas non plus qu'une telle prescription ne peut pas être imposée comme condition attachée au consentement écrit en vue de la mise sur le marché. En outre, nous rappelons que la Directive 2001/18 exige que l'étiquetage indique la présence d'OGM. Nous avons constaté dans la section VII.C que l'on pouvait supposer que cette prescription était appliquée pour protéger la santé humaine et l'environnement des effets imprévus possibles des OGM. Ainsi, notre interprétation de la préoccupation de l'Autriche concernant l'étiquetage est compatible avec le type de prescription générale en matière d'étiquetage qui a été imposé par la suite au titre de la Directive 2001/18.

7.2650 Nous renvoyons à l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C au sujet de l'étiquetage devant indiquer la présence d'OGM. Comme il a été noté dans cette section, nous sommes d'avis que l'étiquetage indiquant la présence d'OGM qui est imposé pour protéger la santé humaine des effets imprévus des OGM relève de l'Annexe A 1) b) ou c) de l'*Accord SPS*, selon les effets négatifs dont il s'agirait.

7.2651 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets négatifs sur la santé humaine (dus au transfert potentiel de GMRA aux bactéries de l'intestin et à la possibilité d'une allergénicité et d'une toxicité) que, de l'avis de l'Autriche, les prescriptions en matière d'étiquetage imposées par la Commission ne permettent pas d'éviter de manière adéquate, relève de l'Annexe A 1) b) et c) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2652 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2653 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176.

7.2654 Nous notons que les arguments avancés par les États-Unis et l'Argentine à propos de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 sont les mêmes que ceux qui ont été présentés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25.

7.2655 Ainsi, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de sa forme et de sa nature.

Conclusion

7.2656 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de l'Autriche correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde prise par l'Autriche en ce qui concerne le maïs Bt-176 constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2657 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni l'Argentine, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2658 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 est une mesure qui peut affecter le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2659 Les **États-Unis** font valoir à cet égard que la mesure adoptée par l'Autriche interdit la "mise sur le marché" du maïs Bt-176, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit.

7.2660 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs Bt-176 à l'Autriche, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ce produit, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2661 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de l'Autriche interdit les importations de maïs Bt-176, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde de l'Autriche est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2662 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

iv) Autriche – Maïs MON810

7.2663 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche au maïs MON810. Nous rappelons que la demande d'autorisation de mise sur le marché de ce produit a été initialement soumise à la France.[1727] Le produit a été autorisé pour tous usages par la Commission européenne en 1998.[1728] En juin 1999, l'Autriche a adopté une ordonnance visant à interdire la vente de maïs MON810 sur son territoire au titre de l'article 16 de la Directive 90/220.[1729]

La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est-elle une mesure SPS?

7.2664 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2665 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2666 Les **États-Unis** notent que, dans sa décision d'adopter une mesure de sauvegarde visant à interdire le maïs MON810, l'Autriche a mentionné les effets négatifs de la toxine de Bt sur les organismes non cibles. L'Autriche s'est par ailleurs inquiétée du fait que les insectes pouvaient développer une résistance à la toxine Bt et devenir ainsi plus difficiles à surveiller et à combattre.[1730] Selon les États-Unis, une mesure fondée sur une telle justification est une mesure SPS parce qu'elle est appliquée "pour protéger [...] la santé et la vie des animaux" d'"organismes pathogènes"; "pour

[1727] C/F/95/12-02.
[1728] Décision n° 98/294 de la Commission.
[1729] Règlement n° 175 du Ministère fédéral de la condition féminine et de la protection des consommateurs, ordonnance prononcée le 10 juin 1999 interdisant l'entrée du maïs MON810 en Autriche.
[1730] Première communication écrite des États-Unis, paragraphe 157.

protéger [...] la santé et la vie des personnes" des "toxines" ou des "organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires"; ou "pour empêcher ou limiter [des] dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2667 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2668 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité ou l'allergénicité, le développement d'une résistance, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.[1731]

7.2669 Dans son examen des buts dans lesquels la mesure de sauvegarde de l'Autriche est appliquée au maïs MON810, le **Groupe spécial** examinera d'abord le document notifié par l'Autriche à la Commission à l'appui de sa mesure de sauvegarde, ci-après dénommé le "document exposant les motifs" de l'Autriche. Dans ce document, l'Autriche note que ses objections concernant l'évaluation du maïs MON810 se rapportent aux effets imprévus que pourrait avoir la toxine Bt sur les organismes non cibles et au développement possible d'une résistance au Bt chez les insectes comme la pyrale du maïs.[1732]

7.2670 Les préoccupations de l'Autriche se rapportant au maïs MON810 sont précisées dans un document de janvier 2004 de la manière suivante: "a) [il] manque une évaluation des risques en ce qui concerne les effets indirects et à long terme de la toxine de Bt; et b) [l']évaluation des risques pour l'environnement a été jugée insuffisante: les effets imprévus que pourrait avoir la toxine Bt sur les organismes non cibles et le développement possible d'une résistance chez les insectes [...] n'ont pas été évalués de manière approfondie".[1733] Outre ces raisons, l'Autriche a évoqué d'autres préoccupations plus générales qui, à son avis, justifiaient l'approche de précaution concrétisée par sa mesure de sauvegarde. De manière spécifique, l'Autriche a souligné que l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques approuvés par les CE comme le maïs MON810 avait été insuffisante. L'Autriche a par ailleurs noté qu'en attendant le rapport du Groupe de travail des CE sur les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques (GMRA), les produits biotechnologiques contenant de tels gènes, comme le maïs MON810, ne devraient pas être mis sur le marché.

7.2671 Nous notons que les préoccupations de l'Autriche à l'origine de l'adoption d'une mesure de sauvegarde concernant le maïs MON810 sont également examinées dans une lettre adressée à la Commission en février 2004 par le Ministère fédéral autrichien de la santé et des femmes. Dans cette lettre, l'Autriche a rejeté une demande formulée par la Commission en vue du retrait de sa mesure de sauvegarde. À cet égard, l'Autriche a rappelé que "[c]ette interdiction de cultiver a été prononcée à la lumière de découvertes scientifiques concernant les effets de la protéine de *bacillus thuringiensis* (Bt),

[1731] Pièce EC-155.
[1732] Pièce EC-159/At. 3_trans., pages 5 et 6.
[1733] Pièce EC-159/At. 30, page 2.

laquelle vise les insectes, sur les papillons Monarque aux États-Unis et sur d'autres organismes non cibles. En outre, l'Autriche a évoqué la question du développement d'une résistance comme dans le cas du maïs Bt-176".[1734] L'Autriche a par ailleurs réitéré son inquiétude à propos des inadéquations de l'évaluation des risques d'allergies et des risques toxicologiques concernant les produits biotechnologiques, tels que le maïs MON810, qui ont été soumis pour approbation au titre de la Directive 90/220 et/ou du Règlement n° 258/97. De plus, l'Autriche a noté qu'elle ne pouvait pas retirer sa mesure de sauvegarde concernant le maïs MON810 étant donné qu'une solution réglementaire cohérente au problème de la coexistence n'avait pas encore été trouvée. Il est noté à cet égard dans la lettre de l'Autriche qu'en juin 2003 une résolution a été approuvée au Parlement autrichien appelant le gouvernement fédéral autrichien à s'abstenir d'approuver de nouvelles plantes GM, en particulier s'agissant de leur culture, jusqu'à ce qu'une solution cohérente ait été trouvée en la matière.

7.2672 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs MON810 pour répondre à des préoccupations ayant trait[1735]:

1) aux effets sur les organismes non cibles; y compris les effets indirects et à long terme;
2) au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt, y compris les effets indirects et à long terme de cette résistance;
3) à l'allergénicité et à la toxicité;
4) au développement d'une résistance aux antibiotiques; et
5) à la coexistence.

7.2673 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 est également appliquée en raison d'un problème d'étiquetage. Ce problème n'a pas été mentionné par l'Autriche dans les documents que nous avons examinés plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que l'Autriche applique sa mesure de sauvegarde pour remédier à ce problème invoqué par les Communautés européennes.

7.2674 Ayant déterminé les buts dans lesquels l'Autriche appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de l'Autriche.

Effets sur les organismes non cibles, y compris les effets indirects et à long terme

7.2675 Nous examinons d'abord la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant les effets potentiels sur les organismes non cibles qui sont associés au maïs MON810. Nous rappelons l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C au sujet des effets sur les organismes non cibles et notre analyse de cette préoccupation dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176.

[1734] Pièce EC-158/At. 31.

[1735] Nous notons que certaines de ces préoccupations ont été exprimées par l'Autriche dans des documents dont la date est ultérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Toutefois, nous ne voyons aucune raison de considérer que ces inquiétudes plausibles ne sous-tendaient pas, déjà en août 2003, la mesure de sauvegarde en cause.

7.2676 Nous rappelons nos conclusions figurant dans la section VII.C selon lesquelles une culture GM qui est mangée par des animaux peut être considérée comme un "aliment" pour les animaux en question. Cela comprendrait, par exemple, le pollen de la culture GM qui est consommé par des insectes et les plantes GM consommées par des insectes non cibles, des cerfs, des lapins ou autres animaux de la faune sauvage. Comme nous l'avons noté précédemment, une substance toxique comme la toxine Bt qui est produite par une culture GM pourrait constituer une "toxine" au sens de l'Annexe A 1) b). Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux (non compris les organismes cibles) des risques découlant de la toxine produite par les plantes GM relevaient de l'Annexe A 1) b).

7.2677 En outre, nous avons indiqué dans la section VII.C qu'à notre avis, si une plante GM produit une substance toxique pouvant avoir une incidence négative sur la santé d'organismes non cibles, même si ceux-ci ne mangent pas la plante GM, c'est-à-dire selon un autre mode d'exposition que l'ingestion d'un aliment (par exemple le contact avec les feuilles de la plante GM), la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1) a). Ainsi, une mesure appliquée aux fins de la protection contre les risques découlant de cette exposition à des plantes GM relèverait, à notre avis, de l'Annexe A 1) a).

7.2678 De plus, dans la section VII.C, nous avons conclu que, dans la mesure où les plantes GM pouvaient entraîner des modifications dans les populations animales ou végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales non cibles particulières et donc une détérioration de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait engendrer d'autres effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation d'autres végétaux. Nous rappelons par ailleurs notre conclusion selon laquelle, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a). Qui plus est, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant directement ou indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables (tels que des propriétés insecticides) par suite d'un transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM.

7.2679 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets négatifs potentiels sur les organismes non cibles du maïs MON810, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt, y compris les effets indirects et à long terme de cette résistance

7.2680 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche au sujet du développement potentiel chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt, associé au maïs MON810. D'après ce que nous croyons savoir, l'Autriche craint qu'une résistance à la toxine de Bt puisse se développer chez les insectes en raison d'une exposition fréquente à ce pesticide (la toxine Bt) et que le développement de niveaux élevés de résistance dans les populations d'insectes exige l'application d'un pesticide là où il n'en était utilisé aucun auparavant, l'application accrue d'un pesticide ou l'application de pesticides plus dommageables, pour lutter contre les populations résistantes.

7.2681 Nous rappelons l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C concernant le développement d'une résistance à des pesticides chez les insectes. Nous avons constaté que les

organismes cibles résistants (insectes) pouvaient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), dans la mesure où ils présentaient un risque pour la vie ou la santé des animaux ou des personnes ou pour la préservation des végétaux, ou dans la mesure où ils pouvaient causer d'autres dommages. Nous avons en outre déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou les autres dommages causés à l'environnement, résultant d'un changement dans l'utilisation d'un pesticide pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles résistants en tant que parasites pertinents. Nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter de tels risques et de tels dommages, elle pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

7.2682 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, pour autant qu'elle est appliquée aux fins de la protection contre les risques potentiels associés au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt en raison de la culture du maïs MON810, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Allergénicité et toxicité

7.2683 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant les risques potentiels d'allergénicité et de toxicité associés au maïs MON810. Nous rappelons l'analyse que nous avons faite sur les allergènes et les toxines dans la section VII.C ainsi que notre analyse de cette préoccupation liée aux mesures de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 et le maïs Bt-176.

7.2684 En particulier, nous rappelons que, dans la section VII.C, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à protéger les personnes et les animaux des effets allergisants des plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant des toxines produites par des plantes GM qui étaient des produits alimentaires ou des aliments pour animaux et, en tant que telle, relèverait de l'Annexe A 1) b). Nous rappelons en outre notre point de vue selon lequel, si l'interaction avec des OGM autrement que comme produits alimentaires ou ingrédients de produits alimentaires, ou l'exposition à de tels OGM, produisait des effets allergisants chez des personnes, les OGM en question pourraient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1) c).

7.2685 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, dans le contexte de l'affaire dont nous sommes saisis, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets allergisants ou toxiques potentiels du maïs MON810, relève de l'Annexe A 1) b) et c) de l'*Accord SPS*.

Développement d'une résistance aux antibiotiques

7.2686 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant la présence dans le maïs MON810 d'un gène marqueur de résistance aux antibiotiques (GMRA) et le développement possible d'une résistance aux antibiotiques. Nous croyons savoir qu'il s'agit d'une préoccupation au sujet du transfert potentiel du GMRA présent dans le maïs MON810 aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux suite à la consommation de maïs MON810. Nous rappelons ce que nous avons dit dans la section VII.C au sujet des GMRA, et en particulier notre avis selon lequel la préoccupation est liée au transfert potentiel à des agents pathogènes des GMRA présents dans certains OGM, et à la diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à des antibiotiques spécifiques qui pourrait en résulter, ce qui pourrait présenter un risque pour la vie ou la santé des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.

7.2687 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui avaient acquis ou pouvaient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante GM. De même, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour combattre les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes. En outre, nous avons constaté que l'Annexe A 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les personnes ou les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance à des antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire, des additifs présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux. Nous rappelons à cet égard que, à notre avis, les GMRA peuvent être considérés comme des additifs aux fins de l'Annexe A 1) b).

7.2688 Ainsi, compte tenu de nos constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques associés à la présence dans le maïs MON810 d'un GMRA, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Coexistence

7.2689 Pour finir, nous examinons la préoccupation exprimée par l'Autriche concernant la coexistence. D'après ce que nous croyons savoir, cette préoccupation est liée au fait que les agriculteurs cultivant du maïs classique peuvent voir leurs cultures perdre de leur valeur économique en raison de la présence, dans leurs champs, de maïs génétiquement modifié indésirable (contamination). Cette perte proviendrait du fait que les agriculteurs ne pourraient plus commercialiser leurs cultures comme étant des cultures non GM.

7.2690 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'expression "autres dommages" telle qu'elle figurait à l'Annexe A 1) d) comprenait les dommages économiques qui découlaient de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites et qui n'étaient pas la conséquence de dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou aux végétaux. Nous avons également constaté que les plantes poussant là où elles étaient indésirables pouvaient être considérées comme des "parasites". On compte parmi ces plantes celles qui sont issues d'un croisement entre du maïs GM et du maïs classique qui poussent dans un champ de maïs classique suite à la dispersion de pollen. Il s'agit également de maïs GM poussant dans un champ de maïs classique suite à la dispersion involontaire de semences GM. Ainsi, nous considérons que, pour autant que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 est appliquée pour empêcher des dommages économiques causés par la contamination de maïs classique résultant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maïs MON810 (suite à la dispersion de semences GM), ou de plantes issues d'un croisement entre du maïs MON810 et du maïs classique (suite à la dispersion de pollen GM), dans des champs cultivés en maïs classique, cette mesure relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

7.2691 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, pour autant qu'elle est appliquée pour empêcher ou limiter les dommages pouvant résulter de la contamination possible de maïs classique par du maïs MON810, relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2692 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche en ce qui concerne le maïs MON810 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2693 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810.

7.2694 Nous notons que les arguments avancés par les États-Unis et l'Argentine à propos de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 sont les mêmes que ceux qui ont été formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25.

7.2695 Ainsi, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche en ce qui concerne le maïs MON810 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de sa forme et de sa nature.

Conclusion

7.2696 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de l'Autriche correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde prise par l'Autriche en ce qui concerne le maïs MON810 constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2697 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni l'Argentine, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde autrichienne comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2698 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 est une mesure qui peut affecter le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter

le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2699 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par l'Autriche interdit la "mise sur le marché" du maïs MON810, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit.

7.2700 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs MON810 à l'Autriche, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ce produit, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2701 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de l'Autriche interdit les importations de maïs MON810, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde de l'Autriche est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2702 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

v) France – Colza MS1/RF1 (EC-161)

7.2703 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par la France au colza MS1/RF1 (EC-161). Nous rappelons que la demande déposée pour mise sur le marché, culture et obtention de semences de ce type de colza a été initialement soumise au Royaume-Uni.[1736] Le produit a été autorisé par la Commission en février 1996 pour culture et mise sur le marché.[1737] En novembre 1998, la France a adopté un décret (arrêté) portant suspension de la mise sur le marché du

[1736] C/UK/94/M1/1.
[1737] Décision n° 96/158 de la Commission, 6 février 1996.

colza MS1/RF1 (EC-161) sur son territoire pour une période de deux ans.[1738] La période d'application de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) a été prolongée deux fois, en juillet 2001[1739] et en juillet 2003.[1740]

La mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est-elle une mesure SPS?

7.2704 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2705 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2706 Les **États-Unis** notent que, selon le CSP, la France a justifié l'interdiction en invoquant sa "préoccupation au sujet de l'incidence sur l'environnement de la fuite de gènes" et de la "diffusion de la tolérance à des herbicides" chez d'autres végétaux. Cette justification indique que les mesures françaises sont des mesures sanitaires et phytosanitaires étant donné qu'elles sont appliquées "pour préserver les végétaux" de la "dissémination de parasites" et "empêcher ou limiter [...] d'autres dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2707 Le **Canada** note que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est fondée sur la crainte que la dissémination de ce type de colza dans l'environnement puisse avoir des effets négatifs pour la préservation des végétaux avoisinants. Plus spécifiquement, la France a indiqué qu'elle était préoccupée par la fuite de gènes, provenant de variétés biotechnologiques qui entraînait le transfert d'une résistance à des herbicides par une hybridation avec des variétés sauvages de colza. En substance, les préoccupations de la France étaient liées aux risques potentiels découlant de la dissémination dans l'environnement de variétés de colza biotechnologiques en raison de leur capacité alléguée à fonctionner comme des parasites du milieu environnant et, en particulier, à se croiser avec des espèces sauvages de colza.

7.2708 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets

[1738] France, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Arrêté du 16 novembre 1998 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 16 de la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990, suite à la Décision n° 96/158/CE du 6 février 1996, Journal officiel n° 267 du 18 novembre 1998, page 17379 (pièces US-60; CDA-68).

[1739] France, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Arrêté du 26 juillet 2001 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 16 de la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990, suite à la Décision n° 96/158/CE du 6 février 1996, Journal officiel du 30 août 2001, page 13903 (pièce CDA-70).

[1740] France, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, Arrêté du 25 juillet 2003 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 23 de la Directive 2001/18/CE du 12 mars 2001, Journal officiel du 14 août 2003, page 14061 (pièce CDA-71).

indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.

7.2709 Dans son examen des buts dans lesquels la mesure de la France est appliquée au colza MS1/RF1 (EC-161), le **Groupe spécial** va d'abord examiner le document notifié par la France à la Commission en novembre 1998 qui établit les motifs pour lesquels la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-161) a été suspendue pour une période initiale de deux ans (ci-après le "document exposant les motifs").[1741]

7.2710 Dans le document exposant les motifs, la France justifie sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) en invoquant les risques allégués pour l'environnement. En particulier, la France s'est inquiétée de la dissémination potentielle dans l'environnement du gène de tolérance à des herbicides par une hybridation avec d'autres espèces végétales ou un croisement entre différentes variétés de colza. La France note que, si des plates-formes expérimentales ont été mises en place pour mesurer et quantifier, à l'échelle agronomique, l'importance des flux de gènes chez différentes espèces (dont le colza) et leurs conséquences, les connaissances en la matière sont encore parcellaires. Elle note par ailleurs que les pratiques agricoles en cause doivent être examinées dans le contexte élargi de leur incidence globale sur l'environnement.

7.2711 Nous notons que la décision de la France de reconduire sa mesure de sauvegarde visant à suspendre la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-161) en juillet 2001[1742] et en juillet 2003[1743] était fondée sur les avis rendus par la Commission du génie biomoléculaire ("CGB") française, en février 2001[1744] et en juillet 2003[1745] respectivement, à la demande des autorités françaises. Dans l'avis qu'elle a rendu en février 2001, la CGB invoque la nécessité de poursuivre les expérimentations scientifiques afin de compléter les connaissances scientifiques actuelles et de valider les choix de gestion des risques s'agissant de la culture de colza GM qui pourraient limiter les effets négatifs potentiels sur l'environnement. En particulier, l'avis de la CGB souligne la nécessité de recueillir des renseignements additionnels sur les effets de la dispersion de pollen provenant de plantes de colza et sur le rôle des insectes dans le transport de ce pollen, ainsi que sur les effets de la persistance des plantes de colza résultant de la dispersion de semences au cours du transport et de la pollinisation des plantes de colza avoisinantes. L'avis indique en outre que des modalités de gestion sont nécessaires pour limiter les effets directs et indirects des repousses de colza dans le cas d'une tolérance à un herbicide, et qu'il faut entreprendre des expérimentations à grande échelle afin de valider ces modalités.

[1741] Le document, intitulé "*Motivation du moratoire, pour une période de deux ans, relatif à la mise sur le marché sur le territoire français de colza génétiquement modifié tolérant aux herbicides, en application de l'article 16 de la Directive 90/220/CEE: Nouveaux éléments en matière d'évaluation du risque pour l'environnement*", établit les motifs justifiant l'application, par la France, de mesures de sauvegarde au colza MS1/RF1 et au colza Topas (pièces EC-161/At. 2 et EC-162/At. 5).

[1742] Le Groupe spécial note que cette décision, adoptée par la France le 26 juillet 2001 et visant à suspendre la mise sur le marché du colza MS1/RF1 pour une période de deux ans, ne lui a pas été communiquée.

[1743] La mesure de sauvegarde a été reconduite sur la base de l'article 23 de la Directive 2001/18 (pièces EC-161/At. 3 et EC-161/At. 5).

[1744] Il n'apparaît pas clairement au Groupe spécial si cet avis de la CGB a été communiqué en tant qu'élément de preuve par les Communautés européennes. Nous notons que les documents contenus dans les pièces EC-161/At. 7 et EC-161/At. 8, qui semblent être des traductions du document contenu dans la pièce EC-161/At. 6, ne sont pas datés.

[1745] Pièce EC-161/At. 9.

7.2712 Dans l'avis qu'elle a rendu en juillet 2003, la CGB a mentionné l'existence de nouveaux éléments d'information ayant trait, entre autres choses, à la dispersion du pollen, à la caractérisation des hybrides interspécifiques et aux repousses. La CGB a considéré que ces nouveaux éléments d'information exigeaient un complément d'analyse pour déterminer si ceux-ci remettaient en cause les conclusions de l'avis de février 2001, sur lequel la décision de maintenir la mesure de sauvegarde appliquée au colza MS1/RF1 (EC-161) était fondée.[1746] À cette fin, la CGB a recommandé l'organisation d'un séminaire de travail scientifique pour faire le point sur les recherches en cours et pour définir des modalités de gestion de cultures de colza génétiquement modifié.[1747]

7.2713 Nous notons que la France a réitéré ses préoccupations concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) dans une note adressée à la Commission en juillet 2003 qui portait sur la prorogation de la mesure de sauvegarde. Dans cette note, la France rappelle que la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde au colza MS1/RF1 (EC-161) est fondée sur le risque potentiel de contamination du colza classique par du colza génétiquement modifié.[1748]

7.2714 Une autre note informelle a été communiquée par la France à la Commission après l'établissement du Groupe spécial.[1749] Il y est rappelé les préoccupations à l'origine, entre autres choses, de la mesure de sauvegarde appliquée au colza MS1/RF1 (EC-161), y compris celles qui ont trait aux conséquences pour l'environnement du transfert de gènes à d'autres végétaux et aux conséquences économiques de la contamination (question de la coexistence). La note indique que la CGB devait tenir un séminaire de travail scientifique en novembre 2003 et que la mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) pourrait être retirée si, après le séminaire, la CGB rendait un avis scientifique favorable sur les questions en suspens. Anticipant sur la suite, la note conclut que le maintien de la mesure de sauvegarde en cause se justifiait, au moment où il avait été décidé, en application du principe de précaution et dans l'attente d'un bilan scientifique clair et complet. Dans la suite de la note, toutefois, il est indiqué qu'en tout état de cause la mesure de sauvegarde ne serait pas retirée avant l'entrée en vigueur des nouveaux règlements communautaires sur l'étiquetage et la traçabilité et sur les produits GM destinés à l'alimentation humaine ou animale.

7.2715 Enfin, nous notons que la CGB a délivré un avis en février 2004 sur la base des conclusions d'un séminaire de travail scientifique tenu en novembre 2003.[1750] L'avis conclut que la culture du colza MS1/RF1 (EC-161) ne présente pas de risque direct pour l'environnement mais que des modalités doivent cependant être établies pour gérer les risques écologiques indirects qui sont liés aux pratiques associées à la culture du colza MS1/RF1 (EC-161).

7.2716 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, la France appliquait sa mesure de sauvegarde pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) au transfert à la flore adventice d'un gène de tolérance à un herbicide;
2) aux effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui sont dus à la persistance et aux pratiques de gestion associées à la culture du colza MS1/RF1 (EC-161); et
3) à la contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié.

[1746] Pièce EC-161/At. 9. *Voir également* la pièce EC-161/At. 5.
[1747] *Ibid*.
[1748] Pièce EC-161/At. 3.
[1749] Pièce EC-161/At. 4. Bien que le document ne soit pas daté, nous notons qu'il fait référence à la procédure engagée devant le présent Groupe spécial, ce qui suggère que le document a été distribué après l'établissement du Groupe spécial.
[1750] Pièce EC-161/At. 10.

7.2717 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est également appliquée en raison d'un problème d'étiquetage, mais elles n'apportent aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Le problème d'étiquetage soulevé par les Communautés européennes n'a été évoqué par la France dans aucun des documents que nous avons examinés précédemment, dont la date est antérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Toutefois, comme nous l'avons souligné, après l'établissement du Groupe spécial, la France a mentionné, dans une note informelle adressée à la Commission, le nouveau règlement communautaire sur l'étiquetage et la traçabilité ainsi que le nouveau règlement communautaire sur les produits GM destinés à l'alimentation humaine ou animale. Ces règlements établissent de nouvelles prescriptions en matière d'étiquetage. Néanmoins, pour les raisons que nous exposerons ci-après, nous ne sommes pas persuadés qu'il peut être inféré de cette mention de l'étiquetage intervenue après 2003, que la France appliquait en août 2003 sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) en raison d'un problème d'étiquetage.

7.2718 Pour commencer, nous rappelons que, selon la note, la mesure de sauvegarde pertinente se justifie en application du principe de précaution et en attendant un bilan scientifique clair et complet. L'insuffisance de l'étiquetage n'est pas invoquée à titre de justification distincte. De fait, la note indique qu'en juillet 2003 la France a prorogé sa mesure de sauvegarde pour un an sur la base de l'avis scientifique rendu par la CGB en juillet 2003. En outre, l'évocation de l'étiquetage est faite de façon anticipée, c'est-à-dire dans le cadre d'un débat sur la "voie à suivre".[1751] Il ressort clairement de la note que la France, au moment considéré, attendait un nouvel avis de la CGB (lequel devait être rendu à l'issue du séminaire de travail scientifique de la CGB de novembre 2003) qui, selon elle, pouvait aboutir au retrait de la mesure de sauvegarde s'il était répondu de manière satisfaisante par la CGB aux préoccupations en suspens. La note indique toutefois que, même si la CGB rendait un avis scientifique favorable, la France ne retirerait pas sa mesure de sauvegarde avant l'entrée en vigueur des nouveaux règlements communautaires. Nous considérons qu'il peut être approprié d'inférer de cette déclaration qu'en cas d'avis favorable de la CGB à l'issue du séminaire de novembre 2003, le problème d'étiquetage constituerait le motif de maintien de la mesure de sauvegarde.[1752] Mais nous ne croyons pas qu'il peut être correctement inféré de cette déclaration anticipée que le problème d'étiquetage motivait l'application de la mesure de sauvegarde pertinente en août 2003 lorsque la France attendait encore les résultats du séminaire de travail scientifique de novembre 2003 ainsi que l'avis scientifique qui devait être rendu par la CGB. Eu égard à cela, comme il a été indiqué, nous ne sommes pas persuadés que la France, au moment de l'examen du Groupe spécial, appliquait sa mesure de sauvegarde pour un problème d'étiquetage comme l'ont affirmé les Communautés européennes.

7.2719 Ayant déterminé les buts dans lesquels la France appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de la France.

Transfert à la flore adventice d'un gène de tolérance à un herbicide

7.2720 Nous examinons premièrement l'objectif invoqué par la France pour interdire la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-161), à savoir répondre à des préoccupations concernant le transfert du gène de tolérance à un herbicide contenu dans le colza MS1/RF1 (EC-161) à la flore adventice. Nous croyons savoir qu'il s'agit essentiellement d'une inquiétude liée à l'incidence potentielle sur

[1751] Dans la note, le mot utilisé est "perspectives".

[1752] Nous notons à cet égard que la note en question est une note informelle sans aucun en-tête officiel, ni date ou signature, qui nous permettrait de confirmer que les vues exprimées peuvent être attribuées à la France et sont formulées en son nom.

l'environnement qui est associé au transfert de gènes du colza MS1/RF1 (EC-161) à la flore adventice, et en particulier l'incidence sur l'environnement du développement possible de plantes adventices résistantes aux herbicides.

7.2721 Nous rappelons que, dans la section VII.C, nous avons constaté que les plantes issues d'un croisement entre des plantes classiques et des plantes GM pouvaient être considérées comme des "parasites" aux fins de l'Annexe A 1), dans la mesure où elles avaient des caractères introduits indésirables (comme la résistance aux herbicides) et portaient atteinte à la vie ou à la santé des animaux, ou à la préservation des végétaux, ou encore causaient d'autres dommages. Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux, ou pour préserver les végétaux, des risques découlant directement (par exemple en cas de modification de l'avantage sélectif) de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables par suite du transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM, relevaient de l'Annexe A 1) a) tandis que les mesures appliquées pour empêcher que "d'autres dommages" soient causés à l'environnement par l'entrée, l'établissement ou la dissémination de plantes issues de croisements, relevaient de l'Annexe A 1) d).

7.2722 En outre, nous rappelons que les plantes issues de croisements ayant acquis une résistance à des herbicides peuvent nécessiter l'utilisation accrue des mêmes herbicides, ou d'herbicides différents plus toxiques, pour lutter contre les plantes adventices résistantes. Nous avons déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou d'autres dommages causés à l'environnement, qui résultaient d'une modification de l'utilisation de pesticides pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements en tant que parasites pertinents. Nous en avons déduit que les mesures appliquées pour éviter de tels effets négatifs indirects sur l'environnement relevaient de l'Annexe A 1) a) et d).

7.2723 Conformément au raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques pour l'environnement associés au transfert à la flore adventice du gène de tolérance à un herbicide contenu dans le colza MS1/RF1 (EC-161), et en particulier au développement d'une résistance chez les plantes adventices, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui sont dus à la persistance et aux pratiques de gestion associées à la culture du colza MS1/RF1

7.2724 Nous passons maintenant à l'objectif suivant invoqué par la France pour interdire la mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-161), à savoir répondre aux préoccupations de la France concernant les effets négatifs potentiels sur l'environnement, y compris les effets de la persistance résultant de la dispersion de semences durant le transport et ceux des techniques de gestion associées à la culture du colza MS1/RF1 (EC-161).

7.2725 Dans la section VII.C, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter des effets négatifs sur la préservation des végétaux dans le cas où des plantes GM excluraient ou élimineraient d'autres végétaux grâce à un avantage compétitif potentiel, à l'envahissement ou à la persistance, cette mesure serait visée par l'Annexe A 1) a), puisqu'elle serait appliquée "pour [...] préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de plantes GM en tant que "parasites".

7.2726 Dans la section VII.C, nous avons constaté en outre que, dans la mesure où les plantes GM pouvaient entraîner des modifications dans les populations végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales particulières et donc une amélioration, ou détérioration, de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait avoir un effet négatif sur la préservation des végétaux, par exemple en affectant leur capacité de reproduction. Nous avons indiqué que, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a).

7.2727 De plus, nous avons dit que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter des effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux qui découlaient de pratiques de gestion particulières (lutte contre les adventices) associées aux OGM, cette mesure relevait de l'Annexe A 1) a), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé des animaux ou préserver les végétaux des risques découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites".

7.2728 Enfin, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter certains effets négatifs des OGM sur l'environnement autres que les effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux, cette mesure pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) d), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter d'"autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de "parasites". Comme il a été noté précédemment, les OGM eux-mêmes pourraient satisfaire aux critères définissant les parasites pertinents, ou d'autres plantes ou animaux pourraient devenir des parasites en raison de la dissémination d'OGM dans l'environnement. En outre, nous avons dit que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter les effets négatifs sur l'environnement découlant de pratiques de gestion particulières (lutte contre les adventices) associées aux OGM, autres que les dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou à la préservation des végétaux, cette mesure pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter d'"autres dommages" résultant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes adventices en tant que "parasites" et serait ainsi également visée par l'Annexe A 1) d).

7.2729 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), pour autant qu'elle est appliquée pour éviter des effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui découlent des pratiques de gestion associées à la culture de colza MS1/RF1 (EC-161), relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié

7.2730 Enfin, nous examinons la préoccupation exprimée par la France au sujet du risque de contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié, c'est-à-dire le colza MS1/RF1 (EC-161).

7.2731 Nous avons déjà examiné la préoccupation de la France au sujet du transfert possible à la flore adventice du gène de tolérance à un herbicide qui a été introduit dans le colza MS1/RF1 (EC-161), ce qui s'entend d'un transfert de gènes provenant du colza MS1/RF1 à d'autres espèces (donnant naissance à des hybrides interspécifiques) mais aussi d'un transfert de gènes à des espèces de colza classique sauvages ou cultivées. Ainsi, pour les raisons que nous avons évoquées plus haut,

nous considérons que, pour autant que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 est appliquée pour éviter les effets négatifs sur l'environnement découlant de la contamination de colza classique par du colza MS1/RF1 à la suite d'un transfert de gènes du colza MS1/RF1 au colza classique, elle relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

7.2732 D'après ce que nous croyons comprendre, la préoccupation de la France au sujet de la contamination du colza classique est liée à la crainte que les agriculteurs cultivant du colza classique voient leur cultures perdre leur valeur économique en raison de la présence de plantes génétiquement modifiées non désirées dans leurs champs. Cette perte résulterait du fait que les agriculteurs ne pourraient peut-être plus commercialiser leurs cultures comme étant des cultures non GM. Toutefois, même si on envisageait sous cet angle la préoccupation de la France au sujet de la contamination, la mesure de sauvegarde en question relèverait, à notre avis, de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2733 Nous rappelons à cet égard que, dans la section VII.C, nous avons constaté que l'expression "autres dommages" telle qu'elle figurait à l'Annexe A 1) d) comprenait les dommages économiques qui découlaient de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de parasites et qui n'étaient pas la conséquence de dommages causés à la vie ou à la santé des animaux ou aux végétaux. Nous avons également constaté que les plantes poussant là où elles étaient indésirables pouvaient être considérées comme des "parasites". On compte parmi ces plantes celles qui sont issues d'un croisement entre du colza GM et du colza classique qui poussent dans un champ de colza classique suite à la dispersion de pollen. Il s'agit également de colza GM poussant dans un champ de colza classique suite à la dispersion involontaire de semences GM. Ainsi, nous considérons que, pour autant que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est appliquée pour empêcher des dommages économiques causés par la contamination de colza résultant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de colza MS1/RF1 (suite à la dispersion de semences GM), ou de plantes issues d'un croisement entre du colza MS1/RF1 et du colza classique (suite à la dispersion de pollen GM), dans des champs cultivés en colza classique, cette mesure relève de l'Annexe A 1) d) de l'*Accord SPS*.

7.2734 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets négatifs de la possible contamination de colza classique par du colza MS1/RF1 (EC-161), relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2735 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par la France en ce qui concerne le colza MS1/RF1 (EC-161) peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2736 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161). Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2737 Les **États-Unis** font valoir que la mesure se présente sous la forme d'un "décret (arrêté)" du Ministère français de l'agriculture et de la pêche, un instrument qui figure parmi les types de mesures explicitement mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2738 Le **Canada** fait valoir que la mesure de la France se présente sous la forme d'un "décret (arrêté)", l'un des types de mesures expressément mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2739 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) traite de la forme et de la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes.[1753] En outre, pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2740 Nous notons que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) a été mise en œuvre par un "décret (arrêté)" interdisant la commercialisation du colza MS1/RF1 (EC-161). L'Annexe A 1) mentionne spécifiquement les "décrets (arrêtés)". Nous considérons par conséquent que, aux fins de l'Annexe A 1), le "décret (arrêté)" français est une mesure SPS quant à sa forme.

7.2741 Pour ce qui est de la mesure française, nous notons que le "décret (arrêté)" interdit la commercialisation du colza MS1/RF1 (EC-161). Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2742 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par la France en ce qui concerne le colza MS1/RF1 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2743 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de la France correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde appliquée par la France en ce qui concerne le colza MS1/RF1 (EC-161) constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2744 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde française pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni le Canada, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde française comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait

[1753] *Voir supra*, le paragraphe 7.1334.

dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde française comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2745 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2746 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par la France interdit la "mise sur le marché" du colza MS1/RF1 (EC-161), bloquant ainsi effectivement l'importation du produit.

7.2747 Le **Canada** fait valoir que la mesure suspend la commercialisation du colza MS1/RF1 et en interdit l'importation sur le territoire français. Étant donné que la mesure bloque effectivement l'accès au marché pour le produit biotechnologique ciblé, elle affecte clairement le commerce international.

7.2748 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Par conséquent, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de la France interdit les importations de colza MS1/RF1 (EC-161), nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde appliquée par la France est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2749 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

vi) France – Colza Topas

7.2750 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par la France au colza Topas. Nous rappelons que la demande déposée pour mise sur le marché, culture et obtention de semences de ce type de colza a été initialement soumise au Royaume-Uni.[1754] Le produit a été autorisé par la Commission européenne en avril 1998.[1755] En novembre 1998, la France a adopté un décret (arrêté) portant suspension de la mise sur le marché du colza Topas pour une période de deux ans.[1756] Cette décision, qui a été prise sur la base de l'article 16 de la Directive 90/220, a été notifiée à la Commission en mai 1999. La période d'application de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas a été prorogée deux fois, en juillet 2001[1757] et en juillet 2003.[1758]

La mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est-elle une mesure SPS?

7.2751 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2752 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2753 Les **États-Unis** notent que, selon le CSP, la France a justifié l'interdiction en invoquant sa "préoccupation au sujet de l'incidence sur l'environnement de la fuite de gènes" et de la "diffusion de la tolérance à des herbicides" chez d'autres végétaux. Cette justification indique que les mesures prises par la France sont des mesures sanitaires et phytosanitaires étant donné qu'elles sont appliquées "pour [...] préserver les végétaux" de la "dissémination de parasites" et "empêcher ou limiter [...] d'autres dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2754 Le **Canada** note que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est fondée sur la crainte que la dissémination dans l'environnement de ce type de colza puisse avoir des effets négatifs pour la préservation des végétaux avoisinants. Plus spécifiquement, la France a indiqué qu'elle était préoccupée par la fuite de gènes provenant de variétés biotechnologiques qui entraînait le transfert d'une résistance à des herbicides par une hybridation avec des variétés sauvages de colza. En substance, les préoccupations de la France étaient liées aux risques potentiels découlant de la

[1754] C/UK/95/M5/1.
[1755] Décision n° 98/291 de la Commission, avril 1998.
[1756] France, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Arrêté du 16 novembre 1998 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 16 de la Directive 90/220 du 23 avril 1990, suite à la Décision n° 98/291 du 22 avril 1998, Journal officiel du 18 novembre 1998, page 17379 (pièce CDA-64).
[1757] France, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Arrêté du 26 juillet 2001 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 16 de la Directive 90/220/CEE du 23 avril 1990, suite à la Décision n° 96/158/CE du 6 février 1996, Journal officiel du 30 août 2001, page 13903 (pièce CDA-70).
[1758] France, Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche et des affaires rurales, Arrêté du 25 juillet 2003 portant suspension de la mise sur le marché de colza génétiquement modifié au titre de l'article 23 de la Directive 2001/18/CEE du 12 mars 2001, Journal officiel du 14 août 2003, page 14061 (pièce CDA-71).

dissémination dans l'environnement de variétés de colza biotechnologiques en raison de leur capacité alléguée à fonctionner comme des parasites vis-à-vis du milieu environnant et, en particulier, vis-à-vis des espèces sauvages de colza.

7.2755 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.

7.2756 Le **Groupe spécial** observe que les décisions de la France portant suspension de la mise sur le marché du colza Topas mentionnent exactement les mêmes buts pour cette mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial que ceux que la France a invoqués en rapport avec sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1.[1759] Ainsi, sur la base des renseignements pertinents fournis par les parties, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, la France appliquait sa mesure de sauvegarde sur le colza Topas pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) au transfert à la flore adventice d'un gène de tolérance à un herbicide;
2) aux effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui découlent de la persistance; et
3) à la contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié.

7.2757 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas est également appliquée en raison d'un problème d'étiquetage mais elles n'apportent aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Le problème d'étiquetage soulevé par les Communautés européennes n'a été évoqué par la France dans aucun des documents pertinents dont la date est antérieure à la date d'établissement du présent Groupe spécial. Toutefois, après l'établissement du Groupe spécial, la France a mentionné, dans une note informelle adressée à la Commission, le nouveau règlement communautaire sur l'étiquetage et la traçabilité ainsi que le nouveau règlement communautaire sur les produits GM destinés à l'alimentation humaine ou animale.[1760] Nous avons déjà examiné ce document dans le contexte de notre analyse de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1. Étant donné que le document porte également sur la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, notre analyse précédente est aussi applicable à la mesure de sauvegarde concernant le colza Topas. Ainsi, pour les raisons que nous avons exposées précédemment au paragraphe 7.2718, nous ne sommes pas persuadés qu'il peut être inféré de la mention de l'étiquetage après 2003 dans la note française, que la France appliquait en août 2003 sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas en raison d'un problème d'étiquetage.

7.2758 Ayant déterminé les buts dans lesquels la France appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de la France.

[1759] Nous notons toutefois que, contrairement au colza MS1/RF1, le colza Topas n'a pas été approuvé pour culture. Il a été approuvé pour importation, entreposage et transformation.
[1760] Pièce EC-161/At. 4.

Transfert à la flore adventice d'un gène de tolérance à un herbicide

7.2759 S'agissant du premier objectif invoqué par la France pour interdire la mise sur le marché du colza Topas, à savoir répondre à des préoccupations concernant le transfert à la flore adventice du gène de tolérance à un herbicide contenu dans le colza Topas, nous rappelons notre analyse de cette préoccupation dans le contexte de notre examen de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1.

7.2760 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques associés au transfert à la flore adventice du gène de tolérance à un herbicide contenu dans le colza Topas, et en particulier au développement d'une résistance chez les plantes adventices découlant de la culture du colza Topas, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui découlent de la persistance

7.2761 Nous passons maintenant à l'objectif suivant invoqué par la France pour interdire la mise sur le marché du colza Topas, à savoir répondre aux préoccupations de la France concernant les effets négatifs potentiels sur l'environnement, y compris les effets de la persistance résultant de la dispersion de semences durant le transport.[1761] Nous rappelons notre analyse de cette préoccupation dans le cadre de notre examen de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1.

7.2762 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter des effets négatifs sur l'environnement, y compris ceux qui découlent de la persistance, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié

7.2763 Enfin, nous examinons la préoccupation exprimée par la France au sujet du risque de contamination de colza classique par du colza génétiquement modifié. Nous rappelons, à ce sujet, notre analyse de cette préoccupation dans le contexte de notre examen de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1.

7.2764 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets négatifs sur l'environnement ou sur l'économie de la possible contamination de colza classique par du colza Topas, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2765 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde appliquée par la France en ce qui concerne le colza Topas peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

[1761] Étant donné que le colza Topas n'a pas été approuvé pour culture, notre analyse, s'agissant du colza MS1/RF1, des effets négatifs sur l'environnement des techniques de gestion associées à la culture du colza MS1/RF1 n'est pas applicable ici.

Forme et nature de la mesure

7.2766 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas. Nous notons que les parties ont avancé les mêmes arguments pour la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas que pour la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161).

7.2767 Dans la logique de l'analyse que nous avons faite au sujet de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), nous concluons que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2768 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de la France correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde appliquée par la France en ce qui concerne le colza Topas constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2769 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde française pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni le Canada, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde française comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde française comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2770 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2771 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par la France interdit la "mise sur le marché" du colza Topas, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit.

7.2772 Le **Canada** fait valoir que la mesure suspend la commercialisation du colza Topas et en interdit l'importation sur le territoire français. Étant donné que la mesure bloque effectivement l'accès au marché pour le produit biotechnologique ciblé, elle affecte clairement le commerce international.

7.2773 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Par conséquent, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de la France interdit les importations de colza Topas, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde appliquée par la France est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2774 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

vii) Allemagne – Maïs Bt-176

7.2775 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par l'Allemagne au maïs Bt-176. Nous rappelons que la demande d'autorisation de mise sur le marché de ce produit a été initialement soumise à la France.[1762] Le produit a été autorisé par la Commission européenne en 1996.[1763] L'Allemagne a informé la Commission de sa décision de limiter la portée de l'autorisation de mise sur le marché du maïs Bt-176 dans une lettre datée du 2 mars 2000.[1764] L'Allemagne a modifié sa décision initiale sur le maïs Bt-176 par une autre décision adoptée le 31 mars 2000.[1765] Cette décision modifiée suspend la mise sur le marché du maïs Bt-176 et de sa descendance en Allemagne

[1762] C/F/94/11-03.
[1763] Décision n° 97/98 de la Commission (pièces US-97; ARG-37).
[1764] La lettre émane de l'Institut Robert Koch (pièce EC-158/At. 19_trans).
[1765] Pièces US-65; ARG-13.

sauf s'il est cultivé pour recherche et essai dans certains domaines spécifiés.[1766] Cette décision a été notifiée à la Commission en avril 2000.[1767]

La mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS?

7.2776 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2777 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2778 Les **États-Unis** notent que les préoccupations exprimées par l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 ont trait à l'effet de la toxine Bt sur les organismes non cibles, au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt et au transfert aux personnes et aux animaux de gènes de résistance à des antibiotiques. Se fondant sur ces justifications, les États-Unis font valoir que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne est une mesure SPS étant donné qu'elle est appliquée "pour protéger [...] la santé et la vie des animaux" d'"organismes pathogènes"; ou "pour protéger [...] la santé et la vie des personnes" de "toxines" ou d'"organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires"; ou "pour empêcher ou limiter [des] dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2779 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2780 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité ou l'allergénicité, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.

[1766] L'interdiction ne s'applique pas dans le cas d'une culture faite à des fins de recherche et d'essai dans les domaines suivants: effets sur les organismes cibles ou non cibles, développement d'une résistance, contre-mesures au développement d'une résistance, transfert génétique horizontal ou vertical, évaluations d'un point de vue écologique ou amélioration des connaissances en agronomie et en protection des végétaux en vue d'une application pratique.

[1767] La décision modifiée a été notifiée à la Commission le 4 avril 2000 (pièce EC-158/At. 21), et à nouveau le 28 avril 2000 accompagnée des preuves scientifiques pertinentes prises en considération par l'Allemagne pour l'adoption de sa mesure de sauvegarde (pièces EC-158/Ats. 23 à 29).

7.2781 Le **Groupe spécial** note que l'Allemagne expose les motifs pour lesquels elle a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 dans une lettre adressée à la Commission, en date du 4 avril 2000.[1768] Dans ce document, l'Allemagne fait référence à des recherches en laboratoire et à des études pertinentes réalisées récemment sur certaines espèces d'insectes, lesquelles suggèrent que l'ingestion de pollen provenant de maïs produisant la toxine Bt peut avoir des effets nocifs sur des insectes non cibles par l'absorption de cette toxine.[1769] L'Allemagne note que, en cas de culture illimitée, la résistance à la toxine Bt peut se développer chez les parasites du maïs et chez les organismes non cibles, ce qui éliminerait la possibilité d'appliquer la toxine Bt comme pesticide. D'autres études ont signalé que la toxine Bt pénètre dans le sol à partir des racines des plantes de maïs génétiquement modifiées. L'Allemagne fait observer que ces études suggèrent que, si la culture est illimitée, la présence de la toxine Bt pourrait avoir des effets négatifs sur les organismes vivant dans le sol. Enfin, l'Allemagne note que la culture d'une variété transgénique dotée de gènes de résistance à des antibiotiques peut accroître le développement d'une résistance aux antibiotiques à la suite de l'ingestion de ces gènes par des personnes et des animaux.

7.2782 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, l'Allemagne appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs Bt-176 pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) aux effets sur les organismes non cibles;
2) au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt;
3) aux effets négatifs possibles de la toxine Bt dans le sol; et
4) au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes et des animaux.

7.2783 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 est également appliquée en raison de problèmes d'étiquetage et de coexistence. Ces problèmes invoqués n'ont pas été mentionnés par l'Allemagne dans les documents que nous avons examinés plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que l'Allemagne applique sa mesure de sauvegarde pour remédier aux problèmes supplémentaires mentionnés par les Communautés européennes.

7.2784 Ayant déterminé les buts dans lesquels l'Allemagne appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne.

Effets sur les organismes non cibles

7.2785 Nous commençons notre analyse par le but consistant à gérer les risques potentiels associés aux effets produits sur les organismes non cibles.

7.2786 Nous rappelons les conclusions auxquelles nous sommes parvenus dans la section VII.C selon lesquelles une culture GM qui est mangée par des animaux peut être considérée comme un "aliment" pour les animaux visés. Cela comprendrait, par exemple, le pollen de la culture GM qui est

[1768] Pièce EC-158/At. 21. Le Groupe spécial note que les préoccupations de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 sont également évoquées dans la lettre du 31 mars 2000 (pièce US-65).

[1769] Il est noté toutefois que l'on ne s'attend pas à des effets négatifs s'agissant des buts de culture spécifiés si la quantité semée est limitée à 12 tonnes par an pour une superficie de culture limitée à 500 hectares.

consommé par des insectes et les plantes GM consommées par des insectes non cibles, des cerfs, des lapins ou autres animaux de la faune sauvage. Comme nous l'avons noté précédemment, une substance toxique comme la toxine Bt qui est produite par une culture GM pourrait constituer une "toxine" au sens de l'Annexe A 1) b).[1770] Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux (non compris les organismes cibles) des risques découlant des toxines produites par les plantes GM relevaient de l'Annexe A 1) b).

7.2787 En outre, nous avons indiqué dans la section VII.C que, à notre avis, si une plante GM produit une substance toxique pouvant avoir une incidence négative sur la santé d'organismes non cibles, même si ceux-ci ne mangent pas la plante GM, c'est-à-dire selon un autre mode d'exposition que l'ingestion d'un aliment, la plante GM pourrait être considérée comme un "parasite" au sens de l'Annexe A 1) a). Ainsi, une mesure appliquée aux fins de la protection contre les risques découlant de cette exposition à des plantes GM relèverait, selon nous, de l'Annexe A 1) a).

7.2788 De plus, dans la section VII.C, nous avons conclu que, dans la mesure où les plantes GM pouvaient entraîner des modifications dans les populations animales ou végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales non cibles particulières et donc une altération de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait engendrer d'autres effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation d'autres végétaux. Nous rappelons par ailleurs notre conclusion selon laquelle, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a). Qui plus est, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant directement ou indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables (tels que des propriétés insecticides) par suite d'un transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM.

7.2789 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques potentiels pour la santé des organismes non cibles découlant de la consommation de maïs Bt-176, relève de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. De plus, pour autant que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne est appliquée pour empêcher d'autres effets négatifs potentiels sur les organismes non cibles découlant du maïs Bt-176, elle relève de l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*.

Développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt

7.2790 Passant maintenant à la préoccupation ayant trait au développement chez les insectes d'une résistance aux toxines Bt, nous renvoyons à l'analyse que nous avons faite à ce sujet dans la section VII.C et dans le contexte de l'examen de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 que nous avons effectué plus haut.

7.2791 Nous renvoyons à l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C concernant le développement d'une résistance à des pesticides chez les organismes cibles. Nous avons constaté que les organismes cibles résistants (insectes) pouvaient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), dans la mesure où ils présentaient un risque pour la vie ou la santé des animaux ou des

[1770] Nous rappelons notre point de vue selon lequel le mot "toxines" tel qu'il figure dans l'Annexe A 1) b) s'entend également des allergènes.

personnes ou pour la préservation des végétaux, ou dans la mesure où ils pouvaient causer d'autres dommages. Nous avons en outre déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou les autres dommages causés à l'environnement, résultant d'un changement dans l'utilisation d'un pesticide pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles résistants en tant que parasites pertinents. Nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter de tels risques et de tels dommages, elle pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

7.2792 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée aux fins de la protection contre les risques potentiels associés au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt en raison de la culture du maïs Bt-176, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Effets négatifs possibles de la toxine Bt dans le sol

7.2793 Nous examinons maintenant la préoccupation de l'Allemagne au sujet des effets négatifs possibles de la toxine Bt dans le sol. Nous croyons savoir que l'Allemagne s'inquiète des effets négatifs de la toxine sur les organismes vivant dans le sol.

7.2794 Dans la section VII.C, nous avons constaté que les mots "animaux [et] végétaux" figurant dans l'Annexe A 1) visaient aussi la microfaune ou la microflore du sol. De plus, nous avons constaté que, dans la mesure où des plantes GM pouvaient avoir une incidence sur la vie ou la santé de la microfaune ou de la microflore non cibles du sol, elles pouvaient être considérées comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1). Ainsi, pour autant que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne est appliquée pour répondre à des préoccupations concernant l'incidence possible du maïs Bt-176 sur la vie ou la santé de la microfaune ou de la microflore non cibles du sol, elle peut, selon nous, être considérée comme une mesure appliquée pour protéger la vie ou la santé de la microfaune ou de la microflore du sol des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'une plante GM produisant la toxine Bt en tant que "parasite" au sens de l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*.

7.2795 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques associés aux effets négatifs de la toxine Bt sur les organismes vivant dans le sol, relève de l'Annexe A 1) a) de l'*Accord SPS*.

Transfert du gène bla de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux

7.2796 Nous examinons pour finir la préoccupation exprimée par l'Allemagne concernant le transfert potentiel du gène *bla* qui confère une résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux suite à la consommation de maïs Bt-176. En ce qui concerne le transfert de gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux, nous notons que les arguments des parties sont les mêmes que ceux qui ont été avancés au sujet des mesures de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 et le maïs Bt-176. Nous renvoyons à ce que nous avons dit dans la section VII.C au sujet des GMRA. Plus particulièrement, nous rappelons qu'à notre avis la préoccupation est liée au transfert potentiel à des agents pathogènes des GMRA présents dans certains OGM, et à la diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à des antibiotiques spécifiques qui pourrait en résulter, ce qui pourrait présenter un risque pour la vie ou la santé des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.

7.2797 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui avaient acquis ou pouvaient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante OGM. De même, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour combattre les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes. En outre, nous avons constaté que l'Annexe A 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes ou des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les personnes ou les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance à des antibiotiques utilisés en médecine humaine ou vétérinaire, des additifs présents dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux. Nous rappelons à cet égard que, à notre avis, les GMRA peuvent être considérés comme des additifs aux fins de l'Annexe A 1) b).

7.2798 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques associés au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline présent dans le maïs Bt-176 aux bactéries de l'intestin des personnes ou des animaux, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2799 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Allemagne en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2800 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176. Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2801 Les **États-Unis** font valoir que la mesure a pris la forme d'un "avis" émis par l'organisme public chargé de la réglementation des produits biotechnologiques. Au moyen de cet "avis", le gouvernement allemand "a ordonné" la suspension de l'approbation de commercialisation du maïs Bt-176 sur le territoire allemand. Le mot "ordre" est défini comme une "instruction faisant autorité", une définition similaire à celle du "règlement". Un "règlement" figure parmi les types de mesures explicitement mentionnées dans l'Annexe A 1).

7.2802 L'**Argentine** note que la mesure a été mise en œuvre au moyen d'un avis de modification portant suspension de l'entrée dans le pays du maïs Bt-176. La mesure a la même nature contraignante qu'une loi, qu'un règlement, qu'une ordonnance ou qu'une prescription.

7.2803 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) établit la forme et la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe

prendre de nombreuses formes juridiques différentes.[1771] En outre, pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2804 Nous notons que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 a été mise en œuvre par une décision de l'Institut Robert Koch, l'autorité compétente allemande, établissant l'interdiction de commercialiser du maïs Bt-176 sur le territoire allemand. L'Annexe A) 1) ne mentionne pas spécifiquement les "décisions". Comme nous l'avons souligné, ce fait à lui seul ne signifie pas nécessairement que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne n'est pas une mesure SPS, étant donné qu'aucune forme juridique spécifique n'est prescrite. La décision de l'Allemagne est clairement une mesure imputable au gouvernement allemand. Il n'est pas non plus contesté que la décision est juridiquement contraignante. Nous considérons par conséquent que, aux fins de l'Annexe A 1), la décision de l'Allemagne peut être assimilée aux mesures adoptées sous la forme de "lois", de "décrets" ou de "réglementations".

7.2805 Pour ce qui est de la nature de la mesure de l'Allemagne, nous notons que la décision interdit la commercialisation du maïs Bt-176. Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2806 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par l'Allemagne en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2807 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de l'Allemagne correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde prise par l'Allemagne en ce qui concerne le maïs Bt-176 constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2808 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde de l'Allemagne pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni l'Argentine, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde de l'Allemagne comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde de l'Allemagne comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

[1771] *Voir supra*, la note de bas de page 1753.

Effet sur le commerce international

7.2809 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2810 Les **États-Unis** font valoir à cet égard que la mesure adoptée par l'Allemagne suspend l'approbation de commercialisation du maïs Bt-176, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit. La mesure en tant que telle affecte donc le commerce international.

7.2811 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs Bt-176 à l'Allemagne, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ce produit, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2812 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Par conséquent, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne interdit les importations de maïs Bt-176, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Allemagne est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2813 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

viii) Grèce – Colza Topas

7.2814 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par la Grèce au colza Topas. Nous rappelons que la demande d'autorisation de mise sur le marché de ce produit a été initialement

soumise au Royaume-Uni.[1772] Le produit a été approuvé par la Commission européenne pour importation et transformation en avril 1998[1773] et la Grèce a adopté sa mesure de sauvegarde visant à interdire les importations de colza Topas au titre de l'article 16 de la Directive 90/220 en septembre 1998.[1774]

La mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas est-elle une mesure SPS?

7.2815 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2816 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2817 Les **États-Unis** notent que, selon le CSP, la Grèce a justifié sa mesure de sauvegarde en invoquant sa préoccupation au sujet de la "fuite de gènes" et des conséquences que celle-ci pourrait avoir pour l'agriculture, le milieu naturel grec et la santé des consommateurs. Les préoccupations concernant la "fuite de gènes" sont liées aux effets négatifs du transfert d'un gène de tolérance à un herbicide à d'autres végétaux ou à des organismes consommateurs. D'après les États-Unis, la mesure grecque est une mesure SPS étant donné qu'elle est appliquée pour "préserver les végétaux" de la "dissémination de parasites"; pour protéger "la santé et la vie des personnes" des "contaminants" ou des "organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires"; ou "pour empêcher ou limiter [...] d'autres dommages" découlant de la "dissémination de parasites".

7.2818 Le **Canada** note que la mesure de sauvegarde grecque était fondée sur la crainte que la dissémination dans l'environnement du colza Topas puisse avoir un effet négatif pour la préservation des végétaux avoisinants. Plus spécifiquement, la Grèce a indiqué qu'elle était préoccupée par la fuite de gènes provenant de variétés biotechnologiques qui entraînait le transfert d'une résistance à des herbicides par une hybridation avec des variétés sauvages de colza. En substance, les préoccupations de la Grèce étaient liées aux risques potentiels découlant de la dissémination dans l'environnement de variétés de colza biotechnologiques en raison de leur capacité alléguée à fonctionner comme des "parasites" vis-à-vis du milieu environnant et, en particulier, vis-à-vis des espèces sauvages de colza.

7.2819 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.

7.2820 Le **Groupe spécial** note que la décision ministérielle adoptée par les autorités grecques le 8 septembre 1998, qui visait à interdire les importations de colza Topas, fait mention, sans précision,

[1772] C/UK/95/M5/1.
[1773] Décision n° 98/291 de la Commission (pièces US-97; CDA-61).
[1774] Grèce, Ministre de l'environnement, de l'aménagement régional et des travaux publics, interdiction visant les semences de la lignée de colza génétiquement modifié portant le numéro de référence C/UK/95/M5/1, Journal officiel, 1008, 25 septembre 1998, page 11941 (pièces CDA-72; US-69).

des "risques potentiels pour le milieu naturel de la Grèce".[1775] La Grèce a fourni la justification de sa mesure de sauvegarde dans une note adressée à la Commission le 3 novembre 1998.[1776]

7.2821 Dans ce document, la Grèce a indiqué que, bien que le consentement donné pour le colza Topas ne porte pas sur la culture de cette plante, les semences pouvaient néanmoins être disséminées dans l'environnement durant le transport et donner naissance à des plantes viables. La Grèce note que, compte tenu de la capacité du colza de se croiser avec des espèces sauvages de *Brassica* et de produire des plantes hybrides fertiles, la dissémination dans l'environnement de colza pourrait donc entraîner l'apparition de plantes hybrides portant le gène de tolérance au glufosinate. Le climat de la Grèce permettrait la dissémination non seulement de plantes de colza introduites volontairement mais également de leurs hybrides issus d'un croisement avec des espèces sauvages apparentées tant dans le milieu agricole que naturel, ce qui aurait des conséquences imprévisibles.[1777] La Grèce note en outre que, sur son territoire, certaines des variétés sauvages en cause sont cueillies et consommées comme aliments. La Grèce souligne à cet égard que, si l'allofécondation devait conférer à ces variétés sauvages le caractère de résistance aux herbicides, les conséquences de la consommation de ces variétés seraient imprévisibles.

7.2822 De plus, dans une lettre que les autorités grecques ont adressée à la Commission en mars 2004[1778], la Grèce met en lumière des préoccupations au sujet des flux de gènes engendrés par le transfert de pollen vers des espèces sauvages apparentées. Dans la même lettre, il est par ailleurs noté que le maintien de la mesure de sauvegarde en cause est justifié par le principe de précaution qui doit être appliqué jusqu'à ce que l'on puisse disposer de nouvelles données scientifiques concernant les risques pour la santé humaine et l'environnement.

7.2823 Enfin, nous notons qu'un mémorandum a été communiqué par la Grèce à la Commission en mars 2004.[1779] Il rappelle les préoccupations à l'origine de la mesure de sauvegarde concernant le colza Topas, y compris celles qui sont liées au dommage causé à la faune sauvage et à l'environnement et aux problèmes qui pourraient se poser pour les consommateurs et les agriculteurs, en particulier en rapport avec la consommation possible de plantes hybrides issues de croisements entre du colza Topas et des espèces sauvages, ainsi qu'aux difficultés potentielles associées à la gestion des plantes adventices tolérantes aux herbicides issues de ces types de croisements. Le mémorandum conclut que le maintien de la mesure de sauvegarde en cause est justifié par le principe de précaution en attendant que la preuve scientifique de l'existence et de la gravité des risques soit établie. Par ailleurs, le mémorandum indique que la question de la coexistence n'est pas pertinente dans le cas du colza étant donné que l'importation en Grèce, si elle était autorisée, serait en vue d'une utilisation du produit pour l'extraction d'huile et non pour sa culture.

7.2824 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, la Grèce appliquait sa mesure de sauvegarde pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) aux effets négatifs sur l'environnement de l'hybridation et de l'allofécondation;
2) aux effets négatifs sur l'environnement des plantes de colza Topas disséminées volontairement; et
3) à la santé des consommateurs.

[1775] Pièce EC-162/At. 4 trans.
[1776] *Ibid*.
[1777] *Ibid*.
[1778] Pièce EC-162/At. 6.
[1779] Pièce EC-162/At. 7.

7.2825 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas est également appliquée en raison de préoccupations ayant trait à l'étiquetage et à la coexistence. Ces préoccupations invoquées n'ont pas été mentionnées par la Grèce dans les documents que nous avons examinés plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que la Grèce applique sa mesure de sauvegarde pour remédier aux problèmes supplémentaires mentionnés par les Communautés européennes.

7.2826 Ayant déterminé les buts dans lesquels la Grèce appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde de la Grèce.

Effets négatifs sur l'environnement de l'hybridation et de l'allofécondation

7.2827 Nous commençons par le but invoqué par la Grèce qui consiste à gérer les risques associés à l'incidence sur l'environnement de l'hybridation et de l'allofécondation. Nous rappelons que les documents examinés par le Groupe spécial en rapport avec la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas faisaient état de préoccupations au sujet de la perte potentielle de semences durant le transport qui pouvait entraîner l'implantation de colza biotechnologique viable dans l'environnement et son hybridation potentielle avec d'autres espèces de *Brassicae*. Le Groupe spécial croit savoir que cette préoccupation est liée, entre autres choses, à l'allofécondation potentielle entre des plantes de colza Topas et des plantes non modifiées ainsi qu'au transfert d'une résistance à des herbicides à ces plantes allogames.

7.2828 Nous renvoyons à ce que nous avons constaté dans la section VII.C, à savoir que les plantes issues d'un croisement entre des plantes classiques et des plantes GM pouvaient être considérées comme des "parasites" aux fins de l'Annexe A 1), dans la mesure où elles avaient des caractères introduits indésirables (comme la résistance aux herbicides) et portaient atteinte à la vie ou à la santé des animaux ou à la préservation des végétaux, ou encore causaient d'autres dommages. Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux, ou pour préserver les végétaux, des risques découlant directement (par exemple, en cas de modification de l'avantage sélectif) de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables par suite du transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM, relevaient de l'Annexe A 1) a) tandis que les mesures appliquées pour empêcher que "d'autres dommages" soient causés à l'environnement par l'entrée, l'établissement ou la dissémination de plantes issues de croisements, relevaient de l'Annexe A 1) d).

7.2829 En outre, nous rappelons que les plantes issues de croisements ayant acquis une résistance à des herbicides peuvent nécessiter l'utilisation accrue des mêmes herbicides, ou d'herbicides différents plus toxiques, pour lutter contre ces plantes hybrides résistantes. Nous avons déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux, ou d'autres dommages causés à l'environnement, qui résultaient d'une modification de l'utilisation de pesticides pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements en tant que parasites pertinents. Nous en avons déduit que les mesures appliquées pour éviter de tels effets négatifs indirects sur l'environnement relevaient de l'Annexe A 1) a) et d).

7.2830 Dans la logique des constatations que nous avons faites ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques pour l'environnement associés au transfert à des espèces sauvages apparentées du

gène de tolérance à un herbicide contenu dans le colza Topas, et en particulier au développement d'une résistance chez ces plantes hybrides sauvages, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Effets négatifs sur l'environnement des plantes de colza Topas disséminées volontairement

7.2831 Nous examinons maintenant les préoccupations de la Grèce concernant d'autres effets négatifs sur l'environnement, notamment les effets négatifs sur l'environnement des plantes de colza Topas disséminées volontairement, lesquels sont dus à la dispersion accidentelle de semences de colza Topas durant leur transport.

7.2832 Dans la section VII.C, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter des effets négatifs sur la préservation des végétaux, y compris les effets négatifs sur la diversité génétique, dans le cas où des plantes GM disséminées volontairement excluraient ou élimineraient d'autres végétaux grâce à un avantage compétitif potentiel, à l'envahissement ou à la persistance, cette mesure serait visée par l'Annexe A 1) a), puisqu'elle serait appliquée "pour [...] préserver les végétaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination" de plantes GM en tant que "parasites".

7.2833 Dans la section VII.C, nous avons constaté en outre que, dans la mesure où les plantes GM disséminées volontairement pouvaient entraîner des modifications dans les populations végétales, il pouvait en résulter une augmentation ou une diminution des aliments disponibles pour des populations animales particulières et donc une amélioration, ou détérioration, de la valeur adaptative et de la santé de ces populations animales, ce qui pouvait avoir un effet négatif sur la préservation des végétaux, par exemple en affectant leur capacité de reproduction. Nous avons indiqué que, en portant ainsi atteinte à la santé des animaux ou à la préservation d'autres végétaux, les plantes GM agiraient comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), et que, pour autant qu'une mesure était appliquée pour éviter ce type d'effet négatif, elle pouvait être considérée comme une mesure relevant de l'Annexe A 1) a).

7.2834 Enfin, nous avons constaté que, pour autant qu'une mesure visait à éviter les effets négatifs des plantes GM sur l'environnement autres que les effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux, cette mesure pouvait être considérée comme relevant de l'Annexe A 1) d), en ce sens qu'elle pouvait être considérée comme une mesure appliquée pour empêcher ou limiter d'"autres dommages" découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de "parasites". Comme il a été noté précédemment, les plantes GM elles-mêmes pourraient satisfaire aux critères définissant les parasites pertinents, ou d'autres plantes ou animaux pourraient devenir des parasites en raison de la dissémination d'OGM dans l'environnement.

7.2835 Dans la logique des constatations que nous avons faites ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les effets négatifs sur l'environnement des plantes de colza Topas, disséminées volontairement, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Santé des consommateurs

7.2836 Examinant pour finir la préoccupation invoquée par la Grèce concernant les risques potentiels pour la santé des consommateurs associés au colza Topas, nous rappelons que la Grèce s'est inquiétée de la santé des consommateurs en raison du fait que certaines variétés sauvages de colza sont apparemment consommées en Grèce comme aliments. Spécifiquement, la Grèce a noté que si l'allofécondation devait conférer à ces variétés sauvages le caractère de résistance à un herbicide, les conséquences de la consommation de ces variétés seraient imprévisibles. Nous croyons comprendre

que cette préoccupation est liée aux effets négatifs potentiels sur la santé qui sont associés à la consommation de produits GM ou à la consommation de protéines produites par l'expression de gènes modifiés dans les hybrides issus de croisements entre du colza classique et du colza Topas.

7.2837 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) visait les risques en matière de sécurité sanitaire qui pouvaient découler de la consommation de produits alimentaires GM, à savoir les risques pour la vie ou la santé des personnes découlant de la présence dans les produits alimentaires d'additifs, de contaminants, de toxines (y compris des allergènes) ou d'organismes pathogènes. Plus particulièrement, nous avons constaté que les gènes introduits intentionnellement à des fins technologiques dans des plantes GM qui étaient mangées ou utilisées comme ingrédients de produits alimentaires transformés pouvaient être considérés comme des "additifs" présents dans les produits alimentaires au sens de l'Annexe A 1) b). Nous rappelons également la constatation que nous avons faite selon laquelle les substances qui sont produites par l'expression non souhaitée de gènes de plantes modifiées peuvent être considérées comme des "contaminants" au sens de l'Annexe A 1) b). Enfin, nous rappelons notre constatation selon laquelle une substance toxique qui est produite au cours du métabolisme ou de la croissance d'une plante, y compris les allergènes, pourrait être considérée comme une "toxine" au sens de l'Annexe A 1) b). Par conséquent, nous considérons que les risques potentiels pour la santé humaine associés à la consommation d'hybrides issues de croisements entre des plantes GM et des plantes classiques cultivées ou sauvages peuvent être considérés comme des risques associés aux "additifs", "contaminants" ou "toxines" présents dans les produits alimentaires au sens de l'Annexe A 1) b). Les mesures appliquées pour offrir une protection contre de tels risques en matière de sécurité sanitaire peuvent donc être considérées comme relevant de l'Annexe A 1) b).

7.2838 La Grèce n'a pas précisé la nature des effets négatifs potentiels pour la santé qui sont associés à la consommation de plantes issues de croisements entre le colza Topas et le colza sauvage. Il en résulte que nous ne pouvons pas déterminer si la préoccupation de la Grèce est liée à la présence dans les hybrides d'additifs, de contaminants ou de toxines (y compris des allergènes). Toutefois, en l'absence de tout renseignement qui donnerait à penser le contraire, il n'y a aucune raison de croire que la préoccupation de la Grèce concernant la santé des consommateurs n'est pas liée à l'un quelconque des types de risques susmentionnés qui sont potentiellement associés à la consommation de produits alimentaires GM.

7.2839 Ainsi, dans la logique des constatations que nous avons faites ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques pour la santé des consommateurs qui sont associés à la consommation de plantes issues de croisements entre du colza Topas et du colza sauvage, ou de produits alimentaires dérivés, relève de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2840 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons donc que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2841 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas. Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2842 Les **États-Unis** font valoir que la mesure se présente sous la forme d'une décision ministérielle, une expression qui est synonyme du terme "réglementation", à savoir l'un des types de mesures explicitement mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2843 Le **Canada** fait valoir que la mesure entre dans la catégorie de "toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures". Comme l'indique l'emploi du mot "comprennent", l'Annexe A fournit une liste non exhaustive des formes qu'une mesure SPS peut prendre. La mesure grecque prend la forme d'une "décision ministérielle". Bien que cette forme de mesure ne soit pas explicitement mentionnée dans l'Annexe A, elle peut être assimilée à une réglementation ou autre forme de législation déléguée, si elle est juridiquement contraignante et légalement promulguée par les autorités du gouvernement central.

7.2844 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) établit la forme et la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes. En outre pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2845 Nous notons que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas a été mise en œuvre au moyen d'une décision ministérielle interdisant la commercialisation du colza Topas sur le territoire grec. L'Annexe A 1) ne mentionne pas spécifiquement les "décisions ministérielles". Comme nous l'avons souligné, ce fait à lui seul ne signifie pas nécessairement que la mesure de sauvegarde de la Grèce n'est pas une mesure SPS, étant donné qu'aucune forme juridique spécifique n'est prescrite. La décision de la Grèce est clairement une mesure imputable au gouvernement grec. Il n'est pas non plus contesté que la décision est juridiquement contraignante. Nous considérons par conséquent que, aux fins de l'Annexe A 1), la décision de la Grèce peut être assimilée aux mesures adoptées sous la forme de "lois", de "décrets" ou de "réglementations".

7.2846 Pour ce qui est de la nature de la mesure de la Grèce, nous notons que la décision interdit la commercialisation du colza Topas. Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2847 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par la Grèce en ce qui concerne le colza Topas peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2848 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de la Grèce correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde appliquée par la Grèce en ce qui concerne le colza Topas constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2849 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde grecque pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni le Canada, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde grecque comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde grecque comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2850 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2851 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par la Grèce interdit l'"importation" de colza Topas. La mesure en tant que telle affecte donc le commerce international.

7.2852 Le **Canada** fait valoir que la mesure interdit l'importation de colza Topas sur le territoire grec. Étant donné que la mesure bloque effectivement l'accès au marché pour le produit biotechnologique ciblé, elle affecte clairement le commerce international.

7.2853 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas sont essentiellement les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent plus haut. En conséquence, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de la Grèce interdit les importations de colza Topas, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde appliquée par la Grèce est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2854 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'*Accord SPS*.

ix) Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163)

7.2855 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par l'Italie au maïs T25, au maïs MON810, au maïs MON809 et au maïs Bt-11 (EC-163). Nous rappelons que les demandes d'autorisation de mise sur le marché de ces produits ont été initialement soumises au Royaume-Uni.[1780] Les produits ont été autorisés par la Commission européenne en vertu de la procédure d'autorisation simplifiée établie à l'article 3 4) du Règlement n° 258/97.[1781] Par un décret du Président du Conseil des Ministres, daté du 4 août 2000 (ci-après "le décret"), l'Italie a adopté une mesure au titre de l'article 12 du Règlement n° 258/97 portant suspension de la commercialisation et de l'utilisation sur son territoire du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 (EC-163).[1782]

La mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est-elle une mesure SPS?

7.2856 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est une mesure SPS.[1783] Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2857 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2858 Les **États-Unis** notent que, selon le CSP, l'un des documents fournis par l'Italie suggérait que les produits biotechnologiques tolérants aux herbicides, à savoir le maïs Bt-11 et le maïs T25, pouvaient avoir des effets négatifs sur les animaux en consommant. Les États-Unis notent par ailleurs que, s'agissant des produits protégés par la toxine Bt (le maïs Bt-11, le maïs MON810 et le maïs MON809), l'Italie mentionnait un autre rapport qui soulevait la question des "allerg[ies] professionnelles aux spores de la bactérie Bt chez les agriculteurs utilisant des pesticides Bt". Sur la base de ces justifications, la mesure italienne est une mesure SPS étant donné qu'elle est appliquée

[1780] Pièce EC-163.

[1781] Décision n° 98/292 de la Commission (pièces CDA-80; ARG-35).

[1782] Italie, Président du Conseil des Ministres, Suspension à titre de précaution de la commercialisation et de l'utilisation de certains produits transgéniques [maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25] sur le territoire national, conformément à l'article 12 du Règlement n° 258/97 des Communautés européennes, 4 août 2000, Journal officiel n° 184 du 8 août 2000 (pièce EC-157/At. 1).

[1783] Pour ce qui est de la mesure de sauvegarde imposée par l'Italie, si les plaintes des États-Unis et du Canada portent sur quatre produits, c'est-à-dire le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON809, le maïs MON810 et le maïs T25, la plainte de l'Argentine ne concerne que trois produits, à savoir le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810 et le maïs T25.

"pour protéger […] la santé et la vie […] des animaux" des "contaminants, toxines ou organismes pathogènes" présents dans les "aliments pour animaux"; ou "pour protéger […] la santé et la vie des personnes" des "toxines" présentes dans les "produits alimentaires".

7.2859 Le **Canada** note que la mesure italienne est fondée sur des préoccupations concernant le constat d'équivalence substantielle du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 (EC-163) avec des produits alimentaires existants, en application de l'article 3 4) du Règlement n° 258/97. Le Canada fait valoir que ces préoccupations ont été suscitées par des essais en laboratoire qui indiquaient que les produits en question contenaient des protéines dérivées des modifications génétiques à des niveaux situés dans une fourchette allant de 0,04 à 30 parties par million.[1784]

7.2860 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2861 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales préoccupations concernant le maïs T25 étaient, entre autres choses, les suivantes: le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale. S'agissant du maïs MON810, les préoccupations concernaient, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité ou l'allergénicité, le développement d'une résistance, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale. Enfin, pour ce qui est du maïs MON809 et du maïs Bt-11, les Communautés européennes affirment que les préoccupations de l'Italie sont liées, entre autres choses, à la toxicité et à l'allergénicité, à la biodiversité, à la surveillance, à l'étiquetage, à la coexistence et à la santé humaine et animale.

7.2862 Le **Groupe spécial** note que le décret italien précise les raisons pour lesquelles l'Italie a décidé de suspendre le commerce et l'utilisation de produits alimentaires transgéniques.[1785] Dans le décret, l'Italie note son inquiétude au sujet de la procédure simplifiée prévue par le Règlement n° 258/97 en vertu de laquelle les produits en cause ont été autorisés par la Commission. En particulier, l'Italie souligne l'ambiguïté de la notion d'"équivalence substantielle" utilisée dans l'article 3 4) du Règlement n° 258/97. Dans une lettre adressée à la Commission avant l'adoption de la mesure de sauvegarde, les autorités italiennes ont exprimé leur préoccupation au sujet de l'évaluation qui a été faite dans le cadre de la procédure simplifiée pour déterminer si un produit particulier est "substantiellement équivalent" à des aliments ou ingrédients alimentaires équivalents existants pour ce qui est de leurs risques potentiels pour la santé humaine ou l'environnement.[1786] Des préoccupations

[1784] Pièce CDA-86.

[1785] *Voir supra*, la note de bas de page 1782.

[1786] Le Décret fait mention d'une lettre adressée par le Ministre italien de la santé au Commissaire européen à la santé et à la protection des consommateurs, datée du 23 décembre 1999, dont le numéro de référence interne est le 100/338.7/13126. Sur la base de ce numéro, le Groupe spécial note que cette lettre fait

similaires ont été par ailleurs exprimées dans une autre lettre adressée par le Ministre italien de la santé au Président de la Commission européenne et au Commissaire à la santé et à la protection des consommateurs le 5 juin 2000.[1787] Le décret indique en outre que, étant donné qu'il avait été établi que des résidus de composants modifiés étaient présents dans les quatre produits, les renseignements fournis dans le cadre de la procédure simplifiée étaient également inadéquats pour ce qui était des risques découlant de la "dissémination dans l'environnement" des OGM en question, ou de leurs produits.

7.2863 Les raisons exposées dans le décret italien sont par ailleurs fondées sur les avis rendus par le *Consiglio Superiore di Sanità* italien (ci-après le "Conseil supérieur de la santé") et de l'*Istituto Superiore di Sanità* (ci-après l'"Institut supérieur de la santé"). Nous notons que l'avis rendu par le Conseil supérieur de la santé, le 16 décembre 1999, n'a pas été communiqué au Groupe spécial. Toutefois, selon le texte du décret, le Conseil supérieur de la santé recommande, dans son avis, d'entreprendre des recherches spécifiques sur les conséquences des modifications génétiques avant la mise sur le marché de nouveaux produits alimentaires.[1788]

7.2864 L'avis de l'Institut supérieur de la santé daté du 28 juillet 2000, qui est également mentionné dans le décret italien, porte sur la notion d'"équivalence substantielle" dans le cadre des demandes d'autorisation de produits.[1789] En particulier, l'avis recense les défauts des demandes initiales en ce qui concerne les données requises pour établir l'équivalence substantielle du produit par rapport à son équivalent classique.[1790] À cet égard, l'Institut supérieur de la santé note que les produits de maïs en question contiennent des niveaux de protéines provenant de modifications génétiques situés dans une fourchette allant de 0,04 à 30 parties par million et que, par conséquent, le produit alimentaire a été affecté de façon permanente par les éléments modifiés. L'Italie observe dans le décret que, même si l'Institut supérieur de la santé a conclu qu'il n'y avait aucun risque apparent pour la santé des personnes ou du bétail découlant de la consommation de dérivés des produits biotechnologiques, il existait des inadéquations dans les procédures d'évaluation des risques.[1791]

7.2865 L'avis de l'Institut supérieur de la santé évoque par ailleurs le fait que l'herbicide glyphosate est transformé par la plante biotechnologique tolérante à l'herbicide en un métabolite non toxique mais que ce métabolite peut se retransformer en la composante mère dans l'intestin des animaux cobayes. Il est mentionné dans l'avis à cet égard une observation récemment publiée sur l'allergie professionnelle aux spores de la bactérie Bt chez les agriculteurs utilisant des pesticides Bt.[1792] De plus, l'Institut supérieur de la santé évoque dans son avis la question du transfert d'une résistance à des antibiotiques mais conclut que "[l']effet sur la résistance à des antibiotiques d'un transfert possible d'un gène de résistance à partir d'OGM vers les composants de la flore intestinale est minime par rapport à la prévalence de gènes de résistance à des antibiotiques qui sont normalement présents dans la flore intestinale des personnes et des animaux".[1793] Enfin, l'Institut indique également que des recherches sur le risque d'une "dissémination possible dans l'environnement" des OGM en question, ou de leurs produits, ne sont pas nécessaires.

---

partie des documents traduits, communiqués par les Communautés européennes, qui figurent dans la pièce EC-157/At. 2_trans.

[1787] Pièce EC-157/At. 2_trans.

[1788] *Voir supra*, la note de bas de page 1782.

[1789] Nous notons que cet avis émanant de l'Institut supérieur de la santé fait partie des documents traduits, communiqués par les Communautés européennes, qui figurent dans la pièce EC-158/At. 2_trans.

[1790] *Ibid*.

[1791] *Voir supra*, la note de bas de page 1782.

[1792] *Ibid*.

[1793] *Ibid*.

7.2866 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, l'Italie appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs T25, sur le maïs MON810, sur le maïs MON809 et sur le maïs Bt-11 (EC-163) pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) aux effets négatifs sur la santé des consommateurs résultant de la possibilité que l'herbicide glyphosate repasse de l'état de métabolite non toxique à sa composition chimique initiale dans l'intestin des personnes[1794]; et

2) aux effets négatifs sur l'environnement découlant de la "dissémination dans l'environnement" des plantes GM en question, ou des produits qui en sont dérivés.

7.2867 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est également appliquée en raison d'un problème d'étiquetage. Toutefois, ce problème invoqué par les Communautés européennes n'a pas été mentionné par l'Italie dans les documents que nous avons examinés plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que l'Italie applique sa mesure de sauvegarde pour remédier au problème supplémentaire mentionné par les Communautés européennes.

7.2868 Ayant déterminé les buts dans lesquels l'Italie appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ces buts relèvent de l'une des catégories de buts qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS.

Santé des consommateurs

7.2869 Nous examinons d'abord les préoccupations de l'Italie concernant les risques pour la santé humaine découlant de la consommation de produits alimentaires ou d'ingrédients de produits alimentaires contenant les plantes GM pertinentes en raison de la possibilité que l'herbicide glyphosate repasse de son état de métabolite non toxique à sa composition chimique initiale dans l'intestin humain.

7.2870 S'agissant de cette préoccupation, nous rappelons l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C au sujet des contaminants, en particulier notre conclusion selon laquelle le terme "contaminants" figurant dans l'Annexe A 1) b) pouvait comprendre les résidus d'herbicides présents dans les produits alimentaires, et que ces résidus pouvaient avoir des effets négatifs sur la vie ou la santé des personnes, tels que des effets allergènes. Nous avons déterminé sur cette base que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des personnes des risques découlant des résidus de pesticides, et donc des contaminants, contenus dans les plantes GM utilisées comme produits alimentaires ou comme ingrédients de produits alimentaires pouvaient être considérées comme relevant de l'Annexe A 1) b).

7.2871 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques potentiels pour la santé humaine découlant de la présence dans les produits alimentaires de résidus de l'herbicide glyphosate, lequel est associé à la culture des produits biotechnologiques susmentionnés et donc lié à ces produits, relève de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*.

[1794] Cette préoccupation a été évoquée de manière générale dans la pièce EC-157/At. 1 et de manière plus spécifique dans la pièce EC-157/At. 2.

Dissémination dans l'environnement

7.2872 Nous examinons maintenant la deuxième préoccupation identifiée par l'Italie, à savoir que les renseignements fournis dans le cadre de la procédure simplifiée en vertu de laquelle les OGM pertinents ont été approuvés étaient insuffisants en ce qui concerne les risques découlant de la "dissémination dans l'environnement" des OGM en question ou de leurs produits. Bien qu'aucune autre explication en rapport avec cette préoccupation ne soit fournie dans le décret de l'Italie et bien que l'Institut supérieur de la santé ait indiqué que des recherches sur le risque d'une "dissémination possible dans l'environnement" n'étaient pas nécessaires, il nous paraît que l'Italie était préoccupée par les effets négatifs potentiels sur l'environnement qui pouvaient découler de la "dissémination dans l'environnement" des OGM en question ou de leurs produits.

7.2873 Dans la section VII.C, nous avons constaté que les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux ou pour préserver les végétaux des risques découlant directement ou indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination i) de plantes GM en tant que "parasites", ii) de plantes issues de croisements possédant des caractères indésirables par suite du transfert de matériel génétique à partir d'une plante GM ou iii) d'autres animaux ou végétaux qui étaient devenus des parasites à la suite de la dissémination d'OGM dans l'environnement, étaient des mesures relevant de l'Annexe A 1) a). Nous avons par ailleurs déterminé dans la section VII.C que les mesures appliquées pour éviter les effets négatifs des OGM sur l'environnement autres que les effets négatifs sur la vie ou la santé des animaux ou sur la préservation des végétaux, y compris sur les processus géochimiques, pouvaient être considérées comme des mesures appliquées pour empêcher "d'autres dommages" pour l'environnement découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite et que, en tant que telles, elles relevaient de l'Annexe A 1) d).

7.2874 Dans la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques potentiels pour l'environnement découlant de la "dissémination dans l'environnement" de ces OGM, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2875 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Italie en ce qui concerne le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2876 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2877 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de l'Italie se présente sous la forme d'un "décret" qui est l'un des types de mesures expressément mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2878 Le **Canada** fait valoir que la mesure italienne se présente sous la forme d'un "décret", l'un des types de mesures expressément mentionnés dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2879 L'**Argentine** note que la mesure a été prise sous la forme d'un décret, l'une des formes explicitement mentionnées dans l'Annexe A 1).

7.2880 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) établit la forme et la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes. En outre, pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2881 Nous notons que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) a été mise en œuvre par un décret interdisant la commercialisation des produits visés sur le territoire italien. Nous notons que l'Annexe A 1) mentionne spécifiquement les "décrets". Nous considérons par conséquent que, aux fins de l'Annexe A 1), le décret italien est une mesure SPS quant à sa forme.

7.2882 Pour ce qui est de la nature de la mesure de l'Italie, nous notons que le décret interdit la commercialisation du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 (EC-163). Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2883 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par l'Italie en ce qui concerne le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2884 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure de l'Italie correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Italie en ce qui concerne le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2885 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ces multiples buts, la mesure de sauvegarde italienne pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois ni les parties plaignantes ni les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde italienne comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la

mesure de sauvegarde italienne comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2886 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2887 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par l'Italie interdit la "commercialisation et l'utilisation" du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11, bloquant ainsi effectivement l'importation de ces produits sur le territoire italien. La mesure en tant que telle affecte par conséquent le commerce international et satisfait à la seconde prescription de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

7.2888 Le **Canada** note que la mesure suspend la commercialisation des variétés biotechnologiques de maïs T25, MON810, MON809 et Bt-11. Étant donné que la mesure bloque effectivement l'accès au marché pour les produits biotechnologiques ciblés, elle affecte clairement le commerce international.

7.2889 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 à l'Italie, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ces produits, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2890 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) sont les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Par conséquent, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde de l'Italie interdit les importations de maïs T25, de maïs MON810, de maïs MON809 et de maïs Bt-11 (EC-163), nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde appliquée par l'Italie est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2891 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs

MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

x) Luxembourg – Maïs Bt-176

7.2892 Nous examinons maintenant la mesure de sauvegarde appliquée par le Luxembourg au maïs Bt-176. Nous rappelons que la demande d'autorisation de mise sur le marché de ce produit a été initialement soumise à la France.[1795] Le produit a été autorisé par la Commission européenne en 1996[1796] et le Luxembourg a adopté sa mesure de sauvegarde visant à interdire la vente de maïs Bt-176 sur son territoire au titre de l'article 16 de la Directive 90/220 par un arrêté ministériel prononcé en février 1997.[1797]

La mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176 est-elle une mesure SPS?

7.2893 Nous commençons par la question de savoir si la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS. Pour faire cette détermination, nous devons examiner deux éléments distincts, à savoir: 1) le but de la mesure; et 2) la forme et la nature de la mesure.

But de la mesure de sauvegarde

7.2894 Nous examinons d'abord la question du but de la mesure de sauvegarde. Avant de passer aux arguments des parties sur cette question, nous rappelons que nous devons déterminer si le but de la mesure de sauvegarde entre dans l'une des catégories de buts énoncés à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2895 Les **États-Unis** notent que, dans le préambule de la décision portant adoption d'une mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176, le Luxembourg évoque les risques potentiels pour la santé humaine qui sont liés aux gènes de résistance aux antibiotiques. Les États-Unis font valoir que la mesure de sauvegarde est une mesure SPS étant donné qu'elle est appliquée "pour protéger […] la

[1795] C/F/94/11-03.
[1796] Décision n° 97/98 de la Commission (pièces US-97, ARG-37).
[1797] Luxembourg, Journal officiel du Grand Duché de Luxembourg, A – n° 10, 28 février 1997, page 618 (pièce US-63).

santé et la vie des personnes" de "toxines ou organismes pathogènes présents dans les produits alimentaires".

7.2896 L'**Argentine** fait valoir que le but des mesures de sauvegarde peut être inféré de la législation communautaire en vertu de laquelle les interdictions ont été adoptées, et que les dispositions pertinentes de la Directive 90/220 et du Règlement n° 258/97 des CE indiquent clairement que le but de la législation communautaire est la "protection de la santé humaine et de l'environnement". Étant donné que les États membres des CE ont pris explicitement leurs mesures sur la base de cette législation, il peut en être inféré que les mesures ont été imposées dans le but de protéger la santé humaine ou l'environnement. Les mesures de sauvegarde sont, par conséquent, des mesures SPS telles qu'elles sont définies dans l'*Accord SPS*.

7.2897 Les **Communautés européennes** font valoir que les principales raisons pour lesquelles la mesure a été adoptée et maintenue sont, entre autres choses, le transfert génétique horizontal, la résistance aux antibiotiques, les effets sur les organismes non cibles, la toxicité ou l'allergénicité, la persistance et l'envahissement dans les habitats agricoles et naturels, le développement d'une résistance, l'allofécondation, les effets indésirables sur les pratiques de gestion, la biodiversité, la surveillance, l'étiquetage, la coexistence et la santé humaine et animale.

7.2898 Le **Groupe spécial** note que le Luxembourg a expliqué les motifs justifiant sa mesure de sauvegarde dans un document qu'il a communiqué à la Commission au moment de la notification de sa mesure (ci-après le "document exposant les motifs").[1798] Le document indique les deux préoccupations principales ayant justifié l'adoption de la mesure de sauvegarde, à savoir le transfert du gène de résistance à un antibiotique (ampicilline) aux bactéries du système gastro-intestinal des animaux et le développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt. En ce qui concerne le transfert du gène de résistance à l'ampicilline, le Luxembourg justifie sa mesure en faisant valoir que, bien que le risque soit faible, certains des mécanismes intervenant dans un tel transfert sont encore à l'étude. Pour ce qui est du développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt, le Luxembourg note que, compte tenu des risques encourus, la commercialisation du maïs Bt-176 devrait être subordonnée à la mise en place des programmes de surveillance pertinents.

7.2899 Sur la base de ce qui précède, nous considérons que, au moment de l'examen effectué par le Groupe spécial, le Luxembourg appliquait sa mesure de sauvegarde sur le maïs Bt-176 pour répondre à des préoccupations ayant trait:

1) au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des animaux; et

2) au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt.

7.2900 Les Communautés européennes affirment que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est également appliquée en raison de problèmes d'étiquetage, de coexistence, d'allofécondation, et de toxicité et d'allergénicité. Ces problèmes n'ont pas été mentionnés par le Luxembourg dans le document exposant les motifs que nous avons examiné plus haut. Qui plus est, les Communautés européennes n'ont apporté aucun élément à l'appui de cette affirmation ni aucune explication. Eu égard à cela, nous ne sommes pas persuadés que le

[1798] Le document, "Interdiction provisoire d'importer le maïs génétiquement modifié ayant subi la modification combinée lui assurant les propriétés insecticides conférées par le gène Bt-endotoxine et une meilleure résistance à l'herbicide glufosinate-ammonium – Motivation de la décision luxembourgeoise", a été communiqué à la Commission avec l'"Arrêté ministériel", le 17 mars 1997 (pièce EC-158/At. 9).

Luxembourg applique sa mesure de sauvegarde pour remédier à ces problèmes supplémentaires mentionnés par les Communautés européennes.

7.2901 Ayant déterminé les buts dans lesquels le Luxembourg appliquait sa mesure de sauvegarde au moment de l'examen du Groupe spécial, nous allons maintenant évaluer si ce but relève de l'une des catégories de buts, qui, selon l'Annexe A 1), caractérisent une mesure SPS. À cette fin, nous examinerons un par un chacun des buts susmentionnés de la mesure de sauvegarde du Luxembourg.

Transfert du gène bla de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des animaux

7.2902 Nous examinons d'abord la préoccupation invoquée par le Luxembourg concernant le transfert potentiel du gène *bla* qui confère une résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des animaux suite à la consommation de maïs Bt-176. La préoccupation du Luxembourg au sujet du maïs Bt-176 est similaire à celle que l'Autriche a exprimée dans le cas de ses mesures de sauvegarde visant le maïs T25 et le maïs Bt-176. Ainsi, comme pour l'Autriche, nous faisons référence à ce que nous avons dit dans la section VII.C au sujet des GMRA, et en particulier à notre opinion selon laquelle la préoccupation est liée au transfert potentiel à des agents pathogènes des GMRA présents dans certains OGM, et à la diminution de l'efficacité des traitements médicaux faisant appel à des antibiotiques spécifiques qui pourrait en résulter, ce qui pourrait présenter un risque pour la vie et la santé des animaux infectés par l'agent pathogène résistant.

7.2903 Dans la section VII.C, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes pathogènes qui avaient acquis ou pouvaient acquérir une résistance aux antibiotiques par suite du transfert de GMRA à partir d'une plante GM. De même, nous avons constaté que l'Annexe A 1) a) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies par suite de l'efficacité moindre des antibiotiques utilisés pour combattre les agents pathogènes devenus résistants à ces antibiotiques en raison d'un transfert de gènes. En outre, nous avons constaté que l'Annexe A 1) b) visait les mesures appliquées pour protéger la vie ou la santé des animaux des risques découlant indirectement, à savoir par le transfert potentiel chez les animaux de gènes marqueurs conférant une résistance à des antibiotiques utilisés en médecine vétérinaire, des additifs présents dans les aliments pour animaux. Nous rappelons à cet égard que, à notre avis, les GMRA peuvent être considérés comme des additifs aux fins de l'Annexe A 1) b).

7.2904 Dana la logique du raisonnement que nous avons suivi ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée pour éviter les risques associés au transfert du gène *bla* de résistance à l'ampicilline aux bactéries de l'intestin des animaux, relève de l'Annexe A 1) a) et b) de l'*Accord SPS*.

Développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt

7.2905 Nous examinons maintenant la préoccupation exprimée par le Luxembourg concernant les risques potentiels associés au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt. D'après ce que nous croyons savoir, le Luxembourg craint qu'une résistance à la toxine Bt puisse se développer chez les insectes en raison d'une exposition fréquente à ce pesticide (la toxine Bt) et que le développement de niveaux élevés de résistance dans les populations d'insectes exige l'application d'un pesticide là où il n'en était utilisé aucun auparavant, l'application accrue d'un pesticide ou l'application de pesticides plus dommageables pour lutter contre les populations résistantes.

7.2906 Nous renvoyons à l'analyse que nous avons faite dans la section VII.C concernant le développement d'une résistance à des pesticides chez les insectes. Nous avons constaté que les organismes cibles résistants (insectes) pouvaient être considérés comme des "parasites" au sens de l'Annexe A 1), dans la mesure où ils présentaient un risque pour la vie ou la santé des animaux ou des personnes ou pour la préservation des végétaux, ou dans la mesure où ils pouvaient causer d'autres dommages. Nous avons en outre déterminé que les risques pour la vie ou la santé des animaux ou pour la préservation des végétaux ou les autres dommages causés à l'environnement, résultant d'un changement dans l'utilisation d'un pesticide pouvaient être considérés comme découlant indirectement de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'organismes cibles résistants en tant que parasites pertinents. Nous constatons que, pour autant qu'une mesure vise à éviter de tels risques et de tels dommages, on peut considérer qu'elle relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

7.2907 Compte tenu des constatations ci-dessus, nous considérons que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176, pour autant qu'elle est appliquée aux fins de la protection contre les risques potentiels associés au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt en raison de la culture du maïs Bt-176, relève de l'Annexe A 1) a) et d) de l'*Accord SPS*.

Conclusion concernant le but de la mesure de sauvegarde

7.2908 À la lumière des considérations ci-dessus, nous concluons que la mesure de sauvegarde appliquée par le Luxembourg en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) pour ce qui est de son but.

Forme et nature de la mesure

7.2909 Nous examinons maintenant la question de la forme et de la nature de la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176. Nous commençons par rappeler les arguments des parties à ce sujet.

7.2910 Les **États-Unis** font valoir que la mesure a été promulguée par un "décret" (arrêté) ministériel, une forme de mesure explicitement mentionnée dans l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

7.2911 L'**Argentine** note que la mesure a été adoptée sous la forme d'un "arrêté ministériel" qui se définit comme une "décision écrite émanant d'une autorité administrative". Le terme "décret" se définit comme "une décision prise par l'autorité gouvernementale dont les effets sont similaires à ceux d'une loi". Selon l'Argentine, un "arrêté ministériel" est de nature similaire à un décret qui est l'une des mesures mentionnées dans l'Annexe A.

7.2912 Le **Groupe spécial** rappelle que le deuxième paragraphe de l'Annexe A 1) établit la forme et la nature des mesures qui peuvent être considérées comme des mesures SPS. En ce qui concerne la forme des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment dans le présent rapport que la référence dans le deuxième paragraphe aux "lois, décrets [et] réglementations" ne devrait pas être considérée comme prescrivant une forme juridique particulière et que les mesures SPS pouvaient en principe prendre de nombreuses formes juridiques différentes. En outre, pour ce qui est de la nature des mesures SPS, nous avons indiqué précédemment que la référence dans le même paragraphe à des "prescriptions" était large et sans réserve. Ainsi, tant une autorisation de commercialiser un produit particulier qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier peuvent être considérées comme des "prescriptions". Le second exemple constituerait une prescription négative.

7.2913 Nous notons que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 a été mise en œuvre au moyen d'un arrêté ministériel interdisant la commercialisation du maïs Bt-176 sur le

territoire luxembourgeois. L'Annexe A 1) ne mentionne pas spécifiquement les "arrêtés ministériels". Comme nous l'avons souligné, ce fait à lui seul ne signifie pas nécessairement que la mesure de sauvegarde du Luxembourg n'est pas une mesure SPS, étant donné qu'aucune forme juridique spécifique n'est prescrite. La décision du Luxembourg est clairement une mesure imputable au gouvernement luxembourgeois. Il n'est pas non plus contesté que la décision est juridiquement contraignante. Nous considérons par conséquent que, aux fins de l'Annexe A 1), la décision du Luxembourg peut être assimilée aux mesures adoptées sous la forme de "lois", de "décrets" ou de "réglementations".

7.2914 Pour ce qui est de la nature de la mesure du Luxembourg, nous notons que la décision interdit la commercialisation du maïs Bt-176. Comme il est indiqué ci-dessus, nous sommes d'avis qu'une interdiction visant la commercialisation d'un produit particulier (sur un territoire particulier) peut être considérée comme une "prescription" aux fins de l'Annexe A 1).

7.2915 Nous concluons par conséquent que la mesure de sauvegarde prise par le Luxembourg en ce qui concerne le maïs Bt-176 peut être considérée comme une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) quant à sa forme et à sa nature.

Conclusion

7.2916 Nous avons maintenant examiné la mesure de sauvegarde du Luxembourg sur le plan de son but, de sa forme et de sa nature. Pour chacune de ces questions, nous avons constaté que la mesure du Luxembourg correspondait à la définition de l'expression "mesure SPS" figurant dans l'Annexe A 1). Eu égard à cela, nous sommes arrivés à la conclusion générale que la mesure de sauvegarde prise par le Luxembourg en ce qui concerne le maïs Bt-176 constituait une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1).

7.2917 À ce stade, nous pourrions continuer et examiner la question de savoir si, compte tenu de ses multiples buts, la mesure de sauvegarde du Luxembourg pourrait être considérée comme comprenant plus d'une mesure SPS. Toutefois, ni les États-Unis, ni l'Argentine, ni encore les Communautés européennes n'ont fait valoir que, dans la mesure où l'une quelconque des mesures de sauvegarde pertinentes devait être évaluée au titre de l'*Accord SPS*, elle devrait être réputée constituer plus d'une mesure SPS. Dans leurs communications au Groupe spécial, les parties ont traité les mesures de sauvegarde pertinentes comme constituant chacune une mesure SPS. Eu égard à cela, à l'instar des parties, nous allons traiter la mesure de sauvegarde du Luxembourg comme constituant une mesure SPS unique. Nous reviendrons sur cette question, toutefois, si la façon dont nous nous prononçons sur les allégations pertinentes au titre de l'*Accord SPS* (et, le cas échéant, sur toute mesure de mise en œuvre à prendre compte tenu de notre façon de nous prononcer sur des allégations particulières) devait dépendre du fait que nous traitons la mesure de sauvegarde du Luxembourg comme constituant une mesure SPS unique ou comme comprenant plus d'une mesure SPS, et qu'elle devait s'en trouver affectée.

Effet sur le commerce international

7.2918 Nous examinons maintenant la question de savoir si la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est une mesure qui affecte le commerce international, et si elle est de ce fait assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*. Nous rappelons que, selon son article 1:1, l'*Accord SPS* s'applique à toutes les mesures SPS qui "peuvent, directement ou indirectement, affecter le commerce international". Par conséquent, pour que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 soit assujettie à l'*Accord SPS*, elle doit être une mesure qui peut, directement ou

indirectement, affecter le commerce international. Nous rappelons les arguments des parties à ce sujet.

7.2919 Les **États-Unis** font valoir que la mesure adoptée par le Luxembourg interdit "l'utilisation et la vente" du maïs Bt-176, bloquant ainsi effectivement l'importation du produit. La mesure en tant que telle affecte donc le commerce international.

7.2920 L'**Argentine** note que, étant donné que la mesure de sauvegarde empêche l'accès du maïs Bt-176 au territoire luxembourgeois, ce qui se traduit par l'absence d'importations de ce produit, on peut dire que la mesure affecte le commerce international.

7.2921 Le **Groupe spécial** note que les arguments des parties concernant les effets sur le commerce de la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 sont les mêmes que ceux qu'elles ont formulés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous rappelons notre raisonnement et nos conclusions au sujet de la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25 qui figurent dans les paragraphes 7.2603 à 7.2609 ci-dessus. Par conséquent, compte tenu du fait que la mesure de sauvegarde du Luxembourg interdit les importations de maïs Bt-176, nous n'avons aucun mal à conclure que la mesure de sauvegarde du Luxembourg est une mesure SPS qui peut affecter le commerce international au sens de l'article 1:1 de l'*Accord SPS* et que, en tant que telle, elle est assujettie aux dispositions de l'*Accord SPS*.

Conclusions générales

7.2922 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est une mesure SPS au sens de l'Annexe A 1) et de l'article 1:1 de l'*Accord SPS*.

b) Question préliminaire: relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 de l'*Accord SPS*

7.2923 Nous avons déterminé plus haut que l'*Accord SPS* était applicable à toutes les mesures de sauvegarde qui étaient contestées. Si nous devions suivre l'approche des parties plaignantes, nous examinerions maintenant la compatibilité des mesures de sauvegarde pertinentes avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, qui prescrit que ces mesures de sauvegarde doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances. Les Communautés européennes s'opposent à cette manière de procéder, faisant valoir que les mesures de sauvegarde en cause, dans la mesure où elles relèvent des dispositions de l'*Accord SPS*, doivent être évaluées au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*, à l'exclusion de l'article 5:1. L'article 5:7 dispose que dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, des mesures SPS pourront provisoirement être adoptées sur la base des renseignements pertinents disponibles.

7.2924 Les Communautés européennes avancent deux arguments à l'appui de leur affirmation selon laquelle les mesures de sauvegarde ne doivent pas être évaluées au titre de l'article 5:1. *Premièrement*, elles font valoir que les mesures de sauvegarde sont des mesures provisoires et que, pour cette raison, la disposition applicable est l'article 5:7, et non l'article 5:1. *Deuxièmement*, elles font valoir, d'une manière plus générale, que la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 est une relation d'exclusion, et que l'article 5:7 n'est pas une exception à l'article 5:1. Nous examinerons ces arguments ci-après et déterminerons ensuite s'il y a lieu d'évaluer les mesures de sauvegarde au titre de l'article 5:1, comme le demandent les parties plaignantes.

i) Mesures SPS "provisoirement adoptées"

7.2925 Il est utile de commencer notre examen de l'argument des CE au sujet des mesures SPS "provisoirement adoptées" en présentant le texte des dispositions pertinentes.

7.2926 L'article 2:2 dispose:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5."

7.2927 L'article 5:1 dispose:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes."

7.2928 L'article 5:7 dispose:

> "Dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres Membres. Dans de telles circonstances, les Membres s'efforceront d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront en conséquence la mesure sanitaire ou phytosanitaire dans un délai raisonnable."

7.2929 En ce qui concerne l'article 5:7, l'Organe d'appel a constaté qu'il y avait quatre prescriptions auxquelles un Membre devait satisfaire pour adopter et maintenir une mesure SPS provisoire comme l'envisage l'article 5:7. Ces prescriptions sont les suivantes[1799]:

a) la mesure est imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes":

[1799] Rapports de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89; *Japon – Pommes*, paragraphe 176.

b) la mesure est adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles";

c) le Membre qui a adopté la mesure "s'efforcer[a] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et

d) le Membre qui a adopté la mesure "examiner[a] … en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable".

7.2930 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 5:7 énonce des règles spécifiques concernant les mesures provisoires, et que c'est donc par rapport à ces règles, et non aux règles énoncées à l'article 5:1, que les mesures de sauvegarde doivent être évaluées. En ce qui concerne l'article 5:7, les Communautés européennes font observer qu'il s'applique uniquement aux mesures provisoires. À leur avis, si, objectivement, une mesure SPS est "provisoirement adoptée", elle relève de l'article 5:7. Les Communautés européennes considèrent que c'est ce que l'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *Japon – Pommes* lorsqu'il a dit que "[q]uand un groupe spécial examine une mesure qui, selon ce qu'allègue un Membre, est provisoire, ce groupe spécial doit évaluer si "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes"".[1800] De l'avis des Communautés européennes, cette déclaration indique que le caractère provisoire est la "ligne de démarcation" entre l'article 5:1 et l'article 5:7.

7.2931 Les Communautés européennes considèrent que l'article 5:1 étaye également leur point de vue. Selon elles, l'article 5:1 porte sur les évaluations des risques qui doivent être effectuées pour les mesures SPS autres que les mesures SPS provisoires. Elles affirment que, pour les mesures SPS provisoires, la première phrase de l'article 5:7 exige une "évaluation", mais non une "évaluation des risques" telle que cette expression est définie dans l'*Accord SPS*. Elles signalent à cet égard que la deuxième phrase de l'article 5:7 fait référence à une "évaluation plus objective", ce qui désigne à leur avis une évaluation qui est plus objective que celle qui doit être effectuée sur la base de la première phrase de l'article 5:7. Par conséquent, les Communautés européennes soutiennent que la première phrase de l'article 5:7 suppose la nécessité d'effectuer une "évaluation", mais une évaluation qui est différente de l'évaluation des risques envisagée à l'article 5:1.

7.2932 Les Communautés européennes estiment en outre que leur point de vue selon lequel les mesures provisoires ne sont pas soumises à l'article 5:1 ne veut pas dire que les mesures provisoires ne sont pas soumises à un ensemble complet de contrôles au titre de l'*Accord SPS*. En fait, de l'avis des Communautés européennes, il y a deux "ensembles parallèles" dans l'*Accord SPS*, l'un pour les mesures définitives et l'autre pour les mesures provisoires. Selon elles, les mesures provisoires doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 5:7, de même qu'à celles de l'article 2:1[1801], 2:3[1802] et 2:4[1803] de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes estiment que ces dispositions contiennent des

[1800] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.
[1801] L'article 2:1 dispose:
Les Membres ont le droit de prendre les mesures sanitaires et phytosanitaires qui sont nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux à condition que ces mesures ne soient pas incompatibles avec les dispositions du présent accord.
[1802] L'article 2:3 dispose:
Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international.
[1803] L'article 2:4 dispose:

règles et des obligations qui sont analogues à celles qui sont énoncées aux articles 2:2 et 5:1 à 5:6 pour les mesures définitives.

7.2933 En ce qui concerne le présent différend, les Communautés européennes affirment que toutes les mesures de sauvegarde en cause sont des mesures provisoires au sens de l'article 5:7. Elles font observer à cet égard que le texte de la législation communautaire applicable dispose que les États membres peuvent "limiter … à titre provisoire" (article 16 de la Directive 90/220) ou "restreindre provisoirement" (article 12 du Règlement n° 258/97) l'utilisation d'un produit biotechnologique dont la commercialisation à l'échelle communautaire a été approuvée. Les Communautés européennes font valoir en outre que la Cour de justice européenne a confirmé que les mesures adoptées sur la base de la législation susmentionnée étaient des mesures temporaires.[1804] Enfin, elles estiment que la nature provisoire des mesures de sauvegarde est également reflétée dans le texte de ces mesures ainsi que dans les lois nationales sur la base desquelles ces mesures sont établies.

7.2934 Les **États-Unis** font valoir que, pour être visée par l'article 5:7, une mesure doit satisfaire à chacun des critères énoncés dans ce paragraphe. Il ne suffit pas de simplement qualifier une mesure de "provisoire" pour que cette mesure relève de l'article 5:7. En ce qui concerne les mesures de sauvegarde en cause, les États-Unis font observer également qu'aucune de ces mesures ne satisfait aux quatre critères énoncés à l'article 5:7. Plus précisément, les preuves sont suffisantes pour effectuer une évaluation des risques, parce que les CE elles-mêmes ont procédé à des évaluations des risques positives pour chaque produit visé par une mesure adoptée par un État membre. Deuxièmement, les propres comités scientifiques des CE ont confirmé que les mesures des États membres n'étaient pas établies sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Troisièmement, il n'y a aucun renseignement dans le dossier qui indique que les États membres ont cherché à effectuer des évaluations des risques qui étayeraient leurs interdictions. Quatrièmement, l'argument des CE selon lequel "les mesures font constamment l'objet d'examens"[1805] ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient dans les faits examinées dans un délai raisonnable après leur adoption.

7.2935 Le **Canada** fait valoir qu'il n'y a rien dans le texte de l'*Accord SPS* ni dans la jurisprudence pertinente qui permet aux Communautés européennes de dédoubler le régime SPS en fonction de la question de savoir si des mesures sont "définitives" ou "provisoires". Ni dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, ni dans l'affaire *Japon – Pommes* les groupes spéciaux ou l'Organe d'appel n'ont qualifié le caractère provisoire de condition préalable à remplir pour que l'article 5:7 s'applique. De l'avis du Canada, cela donne fortement à penser que, pour que l'article 5:7 s'applique, il n'est pas important de savoir si la mesure en question est exprimée en termes provisoires. Ce qui importe, selon lui, c'est le point de savoir s'il existe des preuves indiquant que chacune des conditions énoncées à l'article 5:7 a été remplie. Le Canada estime à cet égard que la première condition, qui concerne le caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes, est qualitativement différente des autres conditions. Il considère que la première condition représente un seuil logique – un pont textuel – entre l'article 2:2 et l'article 5:7.

7.2936 En ce qui concerne le présent différend, le Canada fait observer qu'il est vrai que la législation communautaire indique que les mesures de sauvegarde sont censées être temporaires. Il estime,

---

Les mesures sanitaires ou phytosanitaires qui sont conformes aux dispositions pertinentes du présent accord seront présumées satisfaire aux obligations incombant aux Membres en vertu des dispositions du GATT de 1994 qui se rapportent à l'utilisation des mesures sanitaires ou phytosanitaires, en particulier celles de l'article XX b).

[1804] Les Communautés européennes font référence à l'affaire C-236/01, *Monsanto Agricoltura Italia SpA and Others v. Presidenza del Consiglio dei Ministri and Others*, arrêt du 9 septembre 2003, paragraphe 109.

[1805] Réponses des CE aux questions du Groupe spécial, paragraphe 324.

toutefois, que si l'on considère les cinq mesures de sauvegarde qu'il conteste, le caractère provisoire des mesures de sauvegarde n'est pas évident, car aucune des cinq mesures en question n'a été en vigueur pendant moins de 45 mois, et certaines ont été en vigueur pendant plus de cinq ans.

7.2937 L'**Argentine** fait valoir que l'article 5:7 n'est pas applicable à une mesure quelle qu'elle soit qui est dite ou réputée "provisoire". En fait, l'article 5:7 établit une prescription spécifique à laquelle un Membre doit satisfaire s'il veut provisoirement adopter une mesure SPS: les preuves scientifiques pertinentes doivent être insuffisantes. L'Argentine considère donc que, pour qu'une mesure soit visée par l'article 5:7, ce qui importe n'est pas de savoir si cette mesure est conçue pour être provisoire ou définitive, mais de savoir s'il existe suffisamment de preuves scientifiques pertinentes. Dans ces cas seulement un Membre pourra provisoirement adopter une mesure SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles.

7.2938 Les **Communautés européennes** répondent que la suffisance ou l'insuffisance des preuves scientifiques ne peut pas constituer la "ligne de démarcation" entre l'article 5:1 et l'article 5:7, compte tenu de ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, à savoir que l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes était l'une des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7, et que "[c]es quatre prescriptions [étaient] de toute évidence cumulatives par nature et [étaient] d'importance égale aux fins de déterminer la compatibilité avec cette disposition".[1806] Selon les Communautés européennes, cette déclaration confirme qu'aucune des quatre prescriptions n'a un rôle spécial à jouer dans la démarcation des champs d'application respectifs de l'article 5:1 et l'article 5:7, et que ces prescriptions sont pertinentes pour la question de la compatibilité avec l'article 5:7, pas pour la question de la "ligne de démarcation" à tracer entre l'article 5:1 et l'article 5:7.

7.2939 Le **Groupe spécial** rappelle l'argument des Communautés européennes selon lequel, aux fins de l'analyse des mesures de sauvegarde par le Groupe spécial, la disposition pertinente est l'article 5:7 et non l'article 5:1. Nous examinons d'abord cet argument à la lumière de l'article 5:7 lui-même. La partie pertinente de la première phrase de l'article 5:7 dispose que "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles". La première phrase suit la logique classique "si – donc": si une certaine condition est remplie (en l'espèce, l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes), un droit particulier est conféré (en l'espèce, le droit d'adopter provisoirement une mesure SPS établie sur la base des renseignements pertinents disponibles). Par conséquent, il est clair que l'article 5:7 est applicable chaque fois que la condition pertinente est remplie, c'est-à-dire chaque fois que les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes.[1807] L'adoption provisoire d'une mesure SPS n'est pas une condition de l'applicabilité de l'article 5:7. En fait, l'adoption provisoire d'une mesure SPS est autorisée par la première phrase de l'article 5:7.

7.2940 Si l'adoption provisoire d'une mesure SPS avait été envisagée comme une condition de l'applicabilité de l'article 5:7, la première phrase de l'article 5:7 aurait, à notre avis, commencé par un membre de phrase différent, comme "Dans les cas où un Membre adopte provisoirement une mesure SPS …". De plus, nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a dit que "[l]'application de l'article 5:7 [était] déclenchée non par l'existence d'une incertitude scientifique mais

[1806] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89.

[1807] Lorsque nous faisons référence à l'"applicabilité de l'article 5:7", nous nous intéressons à la question de savoir si un Membre peut ou non, en principe, se prévaloir du droit conféré par la première phrase de l'article 5:7. Dans un cas spécifique, un Membre doit, bien entendu, satisfaire aux différentes prescriptions énoncées à l'article 5:7 s'il veut se prévaloir du droit conféré par l'article 5:7.

plutôt par l'insuffisance des preuves scientifiques".[1808] L'Organe d'appel n'a pas fait mention d'autres "facteurs de déclenchement".

7.2941 Les Communautés européennes appellent notre attention sur ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Japon – Pommes*, à savoir que "[q]uand un groupe spécial examine une mesure qui, selon ce qu'allègue un Membre, est provisoire, ce groupe spécial doit évaluer si "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes"".[1809] Selon les Communautés européennes, cette déclaration indique que la nature provisoire d'une mesure est ce qui détermine si une mesure relève de l'article 5:7. Nous ne sommes pas d'accord. L'interprétation des Communautés européennes va à l'encontre de la déclaration susmentionnée faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, à savoir que "[l]'application de l'article 5:7 est déclenchée ... par l'insuffisance des preuves scientifiques". Selon nous, il ressort d'une lecture harmonieuse des deux déclarations de l'Organe d'appel que la déclaration mise en évidence par les Communautés européennes doit être interprétée comme faisant référence à une situation dans laquelle il est allégué qu'une mesure est provisoire au sens de l'article 5:7. En fait, dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a indiqué que "le Japon [avait] allégué, à titre subsidiaire, que sa mesure était une mesure provisoire compatible avec l'article 5:7".[1810] En tout état de cause, nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel n'a pas commencé son analyse au titre de l'article 5:7 par l'examen de la question de savoir si la mesure en cause était provisoire, comme le Japon l'avait allégué.

7.2942 Les Communautés européennes mettent en évidence une autre déclaration de l'Organe d'appel qui étaye, selon elles, leur point de vue. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a dit que "[les] quatre prescriptions [énoncées à l'article 5:7] [étaient] de toute évidence cumulatives par nature et [étaient] d'importance égale aux fins de déterminer la compatibilité avec cette disposition".[1811] Les Communautés européennes estiment que cette déclaration confirme que la prescription voulant que les preuves scientifiques pertinentes soient insuffisantes ne peut pas avoir un rôle spécial dans la délimitation des champs d'application respectifs de l'article 5:1 et l'article 5:7. Ici encore, nous considérons que l'argument des Communautés européennes va à l'encontre de ce qu'a dit ensuite l'Organe d'appel dans l'affaire *Japon – Pommes*, à savoir que " [l]'application de l'article 5:7 [était] déclenchée ... par l'insuffisance des preuves scientifiques". De plus, nous notons que, dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel examinait la question de la *compatibilité* avec l'article 5:7, et non celle de l'*applicabilité* de l'article 5:7. Il est juste de dire qu'aux fins spécifiques consistant à déterminer la *compatibilité* avec l'article 5:7, les quatre prescriptions sont "également importantes", car si une quelconque de ces prescriptions n'est pas respectée, un Membre n'agit pas d'une manière compatible avec les dispositions de l'article 5:7.[1812]

7.2943 Les Communautés européennes considèrent que leur point de vue concernant l'article 5:7 est compatible avec les dispositions de l'article 5:1. À leur avis, l'article 5:1 prescrit une évaluation des risques uniquement pour les mesures SPS autres que les mesures SPS provisoirement adoptées. L'article 5:1 exige des Membres qu'ils "[fassent] en sorte que leurs mesures [SPS] soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux". Nous notons, toutefois, que l'article 5:1 ne qualifie pas le terme "mesures SPS". Par conséquent, le texte de l'article 5:1 ne fournit aucun fondement pour l'argument des CE selon lequel l'article 5:1 prescrit une

[1808] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 184.
[1809] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.
[1810] *Ibid.*, paragraphe 170.
[1811] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89.
[1812] Nous examinons également cette question plus loin aux paragraphes 7.3216 à 7.3220.

évaluation des risques uniquement pour les mesures SPS autres que les mesures SPS provisoirement adoptées.

7.2944 Malgré l'absence de fondement textuel dans l'article 5:1, les Communautés européennes font valoir que les mesures SPS provisoirement adoptées ne devraient pas être considérées comme visées par l'article 5:1 parce que la première phrase de l'article 5:7 exige également des Membres qu'ils effectuent une "évaluation". Selon les Communautés européennes, l'"évaluation" prescrite par la première phrase de l'article 5:7 est différente de l'"évaluation des risques" telle que cette expression est définie dans l'*Accord SPS*.[1813] Même à supposer que l'argument des Communautés européennes au sujet de l'"évaluation" prescrite soit exact[1814], il ressort du texte de l'article 5:7 qu'une telle "évaluation" serait uniquement nécessaire pour les mesures SPS qui ont été provisoirement adoptées relativement à des situations dans lesquelles "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". L'article 5:7 n'est pas applicable aux mesures SPS qui ont été provisoirement adoptées relativement à des situations dans lesquelles les preuves scientifiques pertinentes n'étaient *pas* insuffisantes. Par conséquent, même si l'on admet l'argument des CE, l'article 5:7 n'aiderait pas les Communautés européennes à établir que l'article 5:1 ne s'applique pas à des mesures SPS provisoirement adoptées, car il faudrait d'abord établir que ces mesures ont été adoptées relativement à des situations dans lesquelles les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes.

7.2945 En réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont dit que les dispositions de l'article 2:2 confirmaient que le caractère provisoire était la "ligne de démarcation" entre l'article 5:1 et l'article 5:7. Les Communautés européennes signalent que l'article 2:2 fait référence aux mesures SPS qui sont "maintenues", tandis que l'article 5:7 fait référence aux mesures SPS qui ont été "provisoirement adoptées". Elles en concluent que les mesures définitives doivent être évaluées au titre des articles 2:2 et 5:1, tandis que les mesures provisoires doivent être évaluées au titre de l'article 5:7. À notre avis, le verbe "maintenir" employé à l'article 2:2 n'étaye pas la conclusion selon laquelle seules les mesures définitives sont visées par l'article 2:2. Nous ne voyons pas pourquoi une mesure provisoire ne pourrait pas pareillement être "maintenue" au sens de l'article 2:2. Le fait que l'article 5:7, qui fait partie du contexte de l'article 2:2, fait référence aux mesures SPS qui ont été "provisoirement adoptées", et que l'article 2:2 ne fait pas explicitement référence à de telles mesures, ne signifie pas qu'une mesure qui a été "provisoirement adoptée" est exclue, *a priori*, du champ d'application de l'article 2:2. En effet, d'après ses termes, l'article 2:2 est applicable à "une" mesure SPS quelle qu'elle soit.

7.2946 Les Communautés européennes avancent un autre argument fondé sur l'article 2:2. Elles font valoir que la suffisance ou l'insuffisance des preuves scientifiques ne peut pas avoir été destinée à servir de "ligne de démarcation" entre l'article 2:2 et l'article 5:1, d'une part, et l'article 5:7, d'autre part, parce que le terme "suffisant" a des sens différents dans le contexte des articles 2:2 et 5:7. Cet argument ne nous convainc pas. Notre point de vue selon lequel l'article 5:7 est applicable chaque fois que des preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes est fondé sur la clause "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" figurant à l'article 5:7. Dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a précisé le sens du terme "insuffisant" tel qu'il figure à l'article 5:7.[1815]

7.2947 Les Communautés européennes avancent également l'argument selon lequel l'article 2:1, 2:3 et 2:4 de l'*Accord SPS* sert à démontrer l'existence de deux ensembles parallèles dans l'*Accord SPS*,

[1813] À titre de rappel, la deuxième phrase de l'article 5:7 fait référence à "une évaluation *plus objective* du risque". (pas d'italique dans l'original)

[1814] Nous examinons cette question plus avant au paragraphe 7.2992.

[1815] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

l'un pour les mesures définitives et l'autre pour les mesures provisoires. Bien que nous n'ayons pas de mal à accepter que les "droits et obligations fondamentaux" énoncés dans ces dispositions sont en principe applicables aux mesures SPS provisoires, nous ne voyons rien dans le texte de ces dispositions qui laisserait entendre qu'elles s'appliquent exclusivement aux mesures SPS provisoires. À notre avis, les dispositions en question s'appliquent également aux mesures SPS définitives. Nous notons à cet égard que l'article 2 est intitulé "Droits et obligations fondamentaux". Eu égard à cela, nous ne pensons pas que ces dispositions servent à démontrer que l'*Accord SPS* établit des régimes séparés et spéciaux - des "ensembles parallèles", comme les Communautés européennes les appellent - pour les mesures SPS provisoires et les mesures SPS définitives.

7.2948 Pour toutes ces raisons, nous ne sommes pas en mesure d'admettre l'argument des Communautés européennes selon lequel, puisque les mesures de sauvegarde en cause sont des mesures SPS provisoirement adoptées, elles doivent être évaluées au titre de l'article 5:7, à l'exclusion de l'article 5:1. Les mesures de sauvegarde peuvent ou non avoir été provisoirement adoptées. Si elles ont été provisoirement adoptées, ce fait à lui seul n'exclurait pas l'applicabilité de l'article 5:1.

ii) Article 5:7 de l'Accord SPS – Droit ou exception à l'"obligation générale" énoncée à l'article 5:1

7.2949 Nous examinons maintenant le deuxième argument avancé par les Communautés européennes à l'appui de leur point de vue selon lequel les mesures de sauvegarde ne doivent pas être évaluées au titre de l'article 5:1. À titre de rappel, le deuxième argument est que la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 est une relation d'exclusion, et non d'exception. Dans leur argumentation, les Communautés européennes ont fait référence à l'article 3:1 et à l'article 3:3 de l'*Accord SPS*. Le texte de ces dispositions est reproduit ci-après:

7.2950 L'article 3:1 dispose:

> "Afin d'harmoniser le plus largement possible les mesures sanitaires et phytosanitaires, les Membres établiront leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe, sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3."

7.2951 L'article 3:3 dispose:

> "Les Membres pourront introduire ou maintenir des mesures sanitaires ou phytosanitaires qui entraînent un niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire plus élevé que celui qui serait obtenu avec des mesures fondées sur les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes s'il y a une justification scientifique ou si cela est la conséquence du niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'un Membre juge approprié conformément aux dispositions pertinentes des paragraphes 1 à 8 de l'article 5."[1816]

[1816] (*note de bas de page de l'original*) Aux fins du paragraphe 3 de l'article 3, il y a une justification scientifique si, sur la base d'un examen et d'une évaluation des renseignements scientifiques disponibles conformément aux dispositions pertinentes du présent accord, un Membre détermine que les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes ne sont pas suffisantes pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'il juge approprié.

7.2952 Les **Communautés européennes** font valoir que la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3 de l'*Accord SPS* est une relation d'exclusion, et non d'exception.[1817] Elles font observer que l'article 2:2 contient un libellé qui est en substance identique à celui de l'article 3:1. Selon elles, il s'ensuit nécessairement que la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 est également une relation d'exclusion. En d'autres termes, l'article 2:2 exclut de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7. Les Communautés européennes font en outre observer que, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a souligné que les articles 2:2 et 5:1 devaient toujours être lus ensemble.[1818] Elles en déduisent que la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 doit, de la même façon, être une relation d'exclusion. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, l'article 5:7 est un droit autonome, et non une exception aux articles 2:2 et 5:1.

7.2953 À l'appui de leur point de vue selon lequel l'article 5:7 n'est pas une exception à l'article 2:2, les Communautés européennes font valoir en outre que le texte de l'article 5:7 est incorporé par renvoi dans le texte de l'article 2:2. Elles estiment que l'article 5:7 fait donc partie de l'article 2, qui est intitulé "Droits et obligations fondamentaux". À leur avis, l'article 5:7 énonce de ce fait des droits et obligations fondamentaux qui ont un statut équivalent à celui des droits et obligations fondamentaux énoncés à l'article 2.

7.2954 Les Communautés européennes font observer qu'aucune des parties plaignantes n'a formulé une allégation de violation au titre de l'article 5:7. Elles estiment qu'étant donné cette circonstance, et compte tenu du fait que, à leur avis, les mesures de sauvegarde sont des mesures provisoires qui relèvent de l'article 5:7, la question de savoir si les mesures de sauvegarde satisfont aux quatre prescriptions de l'article 5:7 est dénuée de pertinence. Elles soutiennent que, en formulant une allégation d'incompatibilité avec l'article 5:1, les parties plaignantes ont simplement invoqué la mauvaise disposition. Les Communautés européennes estiment qu'il n'y a donc rien qui permet au Groupe spécial de conclure que les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 5:1.

7.2955 Par ailleurs, les Communautés européennes considèrent que si le Groupe spécial devait malgré tout déterminer que les mesures de sauvegarde ne satisfaisaient pas à l'une des prescriptions de l'article 5:7, par exemple parce qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes, il devrait conclure que la mesure provisoire en question est incompatible avec l'article 5:7, et non que l'article 2:2 ou l'article 5:1 devient la disposition applicable pertinente. Les Communautés européennes affirment que c'est ce que l'Organe d'appel a confirmé dans l'affaire *CE – Produits agricoles II* lorsqu'il a dit que "[c]haque fois qu'il n'[était] pas satisfait à l'une de[s] prescriptions [de l'article 5:7], la mesure en cause [était] incompatible avec l'article 5:7".[1819]

7.2956 Les **États-Unis** font valoir que l'article 5:7 ne fournit pas de fondement pour un manquement allégué à une obligation contractée dans le cadre de l'OMC, mais sert de moyen de défense pour protéger des mesures qui autrement seraient contraires aux articles 2:2 et 5:1. Ils estiment que l'article 5:7 prévoit une exception à l'article 2:2 ainsi qu'à l'article 5:1, car ces deux articles "devraient toujours être lus ensemble".[1820] Ils signalent que, dans les affaires *Japon – Produits agricoles II* et *Japon – Pommes*, la partie défenderesse a invoqué l'article 5:7 pour défendre la mesure contestée. La partie plaignante n'a pas invoqué l'article 5:7 en tant qu'allégation indépendante de violation dans l'un

[1817] Les Communautés européennes font référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.
[1818] Les Communautés européennes font référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.
[1819] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. (italique omis)
[1820] Les États-Unis font référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.

ou l'autre différend, et les groupes spéciaux chargés de ces différends n'ont pas non plus donné à entendre que la partie plaignante aurait dû invoquer l'article 5:7.

7.2957 En ce qui concerne la question de la charge de la preuve, les États-Unis ne font pas valoir dans le présent différend que la partie défenderesse a la charge de prouver que l'article 5:7 s'applique à une mesure SPS donnée. Ils estiment que dans le présent différend ils ont établi que les mesures de sauvegarde des États membres étaient incompatibles avec les articles 2:2 et 5:1. De l'avis des États-Unis, cela veut nécessairement dire que l'article 5:7 ne s'applique pas. De plus, en montrant que chacun des produits visés par la mesure de sauvegarde d'un État membre avait fait l'objet d'évaluations des risques favorables par les propres scientifiques des Communautés européennes, les États-Unis se sont acquittés de la charge de prouver que les preuves scientifiques n'étaient pas "insuffisantes" et que l'article 5:7 ne s'appliquait pas.

7.2958 Le **Canada** fait valoir qu'il est inapproprié d'assimiler la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:1, et l'article 5:7, à la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3, parce que les buts et, partant, les relations entre ces articles, respectivement, sont très différents. L'article 3:1 et 3:3 représente des voies "séparées mais égales" à suivre pour adopter une mesure SPS. Un Membre peut adopter une mesure qui est fondée sur une norme internationale pertinente, lorsqu'une telle norme existe. Ou alors, un Membre peut adopter une mesure conformément aux dispositions de l'article 3:3, lorsqu'il recherche un niveau de protection qui est supérieur au niveau de protection offert par la norme internationale. L'article 3:3 n'est pas simplement une exemption assortie de réserves de l'obligation fondamentale énoncée à l'article 3:1. Il est l'expression du droit autonome des Membres d'établir leurs propres niveaux appropriés de protection.

7.2959 Le Canada fait valoir qu'en revanche, les articles 2:2 et 5:7 ne sont pas des voies "séparées mais égales" que les Membres peuvent suivre. Il estime que l'article 5:7 n'est pas une option que le Membre concerné peut librement choisir à la place des articles 2:2 et 5:1. Il signale qu'à la différence de l'article 3:3, l'article 5:7 est une solution temporaire. En définitive, l'article 5:7 doit s'effacer devant l'obligation fondamentale énoncée à l'article 2:2. Le Canada fait valoir en outre que l'article 5:7 ne s'applique logiquement que lorsqu'il a été déterminé qu'une mesure est maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, ce qui, à moins d'être justifié au titre de l'article 5:7, constituerait une violation de l'article 2:2. Pour ces raisons, le Canada considère que l'article 5:7 fonctionne comme une exception aux articles 2:2 et 5:1. Il soutient donc que c'est uniquement si un groupe spécial constate qu'une mesure contestée est incompatible avec l'article 2:2 et/ou l'article 5:1 que l'article 5:7 entre en jeu, pour autant que le Membre importateur invoque la disposition en tant que source de justification pour maintenir la mesure contestée. Le Canada considère que c'est au Membre qui invoque l'article 5:7 qu'incomberait la charge initiale de démontrer *prima facie* le bien-fondé de ses allégations.

7.2960 L'**Argentine** fait valoir que l'article 5:7 fonctionne comme un moyen de défense pour des mesures qui seraient autrement incompatibles avec les articles 2:2 et 5:1. Elle considère que lorsqu'un Membre remplit les conditions énoncées à l'article 5:7, il est en droit d'adopter et de maintenir une mesure au titre de l'article 5:7, et de s'écarter des conditions générales énoncées à l'article 2:2. De l'avis de l'Argentine, le fait de ne pas remplir la première condition de l'article 5:7 – à savoir que les preuves scientifiques pertinentes doivent être insuffisantes – n'entraîne pas une violation de l'article 5:7. En fait, cela empêcherait le Membre concerné de s'écarter des conditions générales énoncées à l'article 2:2. Selon l'Argentine, c'est à la partie défenderesse qu'il incombe d'invoquer un moyen de défense au titre de l'article 5:7 et de s'acquitter de la charge d'établir ce moyen de défense.

7.2961 Le **Groupe spécial** juge approprié de commencer son examen de la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 par un examen de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7. Il convient de noter à cet

égard que l'article 5:1 et l'article 2:2 devraient "toujours être lus ensemble"[1821], et que l'article 2:2 constitue une partie importante du contexte de l'article 5:1.

Relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7

7.2962 Les Communautés européennes font valoir que l'article 5:7 n'est pas une exception à l'article 2:2 en ce sens qu'il pourrait être invoqué en tant que moyen de défense affirmatif contre une allégation de violation au titre de l'article 2:2. Elles soutiennent en fait que l'article 5:7 établit un droit autonome du Membre importateur. Elles estiment en outre que, dans les cas où l'article 5:7 est applicable, c'est à la partie plaignante qu'il incombe d'établir que le Membre importateur a agi d'une manière incompatible avec l'article 5:7.

7.2963 Dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, l'Organe d'appel a dû déterminer si la Clause d'habilitation constituait un droit ou une exception à l'article 1:1 du GATT de 1994. Dans ce contexte, l'Organe d'appel a fait la déclaration suivante:

> "Nous rappelons que l'Organe d'appel a examiné la question de l'attribution de la charge de la preuve dans des situations semblables. Dans les cas où une disposition autorise, dans certaines circonstances, un comportement qui serait sinon incompatible avec une obligation établie dans une autre disposition, et où l'une des deux dispositions fait référence à l'autre disposition, l'Organe d'appel a constaté que la partie plaignante avait la charge d'établir qu'une mesure contestée était incompatible avec la disposition autorisant un comportement particulier *seulement* dans les cas où l'une des dispositions donnait à entendre que l'obligation n'était pas applicable à la mesure en question. Sinon, la disposition contenant l'autorisation a été qualifiée d'exception, ou de moyen de défense, et la charge de l'invoquer et de prouver la compatibilité de la mesure avec ses prescriptions a été attribuée à la partie défenderesse. Toutefois, cette distinction peut ne pas être toujours évidente ni facilement applicable."[1822]

7.2964 Afin d'illustrer une situation concernant deux dispositions de l'OMC dans laquelle il a qualifié la "disposition contenant l'autorisation" de droit et non d'exception, l'Organe d'appel a cité un paragraphe tiré de son rapport sur l'affaire *CE – Hormones*.[1823] Le paragraphe en question porte sur la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3 de l'*Accord SPS*. La partie pertinente de ce paragraphe dit ce qui suit:

> "L'article 3:1 de l'*Accord SPS* exclut simplement de son champ d'application les situations visées par l'article 3:3 de cet accord, c'est-à-dire celles où un Membre a prévu de s'assurer un niveau de protection sanitaire plus élevé que celui qui serait obtenu par une mesure fondée sur une norme internationale. L'article 3:3 reconnaît le droit autonome de tout Membre d'établir pareil niveau plus élevé de protection, à condition que ce Membre se conforme à certaines prescriptions lorsqu'il promulgue des mesures SPS pour atteindre ce niveau. La règle générale d'une procédure de règlement des différends selon laquelle la partie plaignante est tenue de fournir un commencement de preuve d'incompatibilité avec une disposition de l'*Accord SPS* avant que la charge de prouver la compatibilité avec cette disposition passe à la

[1821] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180.
[1822] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 88. (notes de bas de page omises)
[1823] *Ibid.*, note de bas de page 189.

> partie défenderesse *ne* saurait être éludée simplement en qualifiant ladite disposition d'"exception"."[1824]

7.2965 Plus loin dans le même rapport, l'Organe d'appel a constaté ce qui suit:

> "[L]e droit qu'a un Membre d'établir son propre niveau de protection au titre de l'article 3:3 de l'*Accord SPS* est un droit autonome et *non* une "exception" à une "obligation générale" au titre de l'article 3:1."[1825]

7.2966 Pour revenir au critère général énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, nous notons que, effectivement, la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3 peut être décrite comme une relation dans laquelle "une disposition [à savoir l'article 3:3] autorise, dans certaines circonstances, un comportement qui serait sinon incompatible avec une obligation établie dans une autre disposition [à savoir l'obligation énoncée à l'article 3:1 d'établir les mesures SPS sur la base de normes internationales], [dans les cas où] l'une des deux dispositions [à savoir l'article 3:1] fait référence à l'autre disposition, [et] dans les cas où l'une des dispositions [à savoir l'article 3:1] donnait à entendre que l'obligation [énoncée à l'article 3:1 d'établir les mesures SPS sur la base de normes internationales] n'était pas applicable" aux mesures qui relèvent de l'article 3:3. En ce qui concerne ce dernier élément, nous notons que l'article 3:1 contient la clause "sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3".

7.2967 Les Communautés européennes estiment que nous devrions envisager la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 de la même manière que l'Organe d'appel a envisagé la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3. Elles font observer à cet égard qu'il existe des similitudes textuelles importantes entre l'article 3:1 et l'article 2:2. En effet, l'article 3:1 contient la clause "sauf disposition contraire du présent accord, et en particulier les dispositions du paragraphe 3", tandis que l'article 2:2 contient la clause très similaire "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5". Il ressort clairement de ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* que, dans le contexte de l'article 3:1, la clause pertinente a joué un rôle important dans la détermination par l'Organe d'appel de la question de savoir si l'article 3:3 constituait un droit ou une exception. En conséquence, nous pensons comme les Communautés européennes que nous pouvons en principe accorder une importance similaire à la clause correspondante figurant à l'article 2:2, pour autant qu'il y a également une correspondance des autres éléments mis en évidence par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*.

7.2968 Pour évaluer la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 en fonction du critère général établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, nous considérons que la relation en question est une relation dans laquelle "une disposition [à savoir l'article 5:7] autorise, dans certaines circonstances, un comportement [à savoir l'adoption provisoire de mesures SPS dans les cas où les preuves scientifiques sont insuffisantes sur la base des renseignements pertinents disponibles] qui serait sinon incompatible avec une obligation établie dans une autre disposition [à savoir l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir une mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes], [dans les cas où] l'une des deux dispositions [à savoir l'article 2:2] fait référence à l'autre disposition, [et] dans les cas où l'une des dispositions [à savoir l'article 2:2, et en particulier la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5"] donnait à entendre que l'obligation [énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir une mesure SPS sans preuves scientifiques suffisantes] n'était pas applicable" aux mesures qui relèvent de l'article 5:7.

[1824] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.
[1825] *Ibid*., paragraphe 172.

7.2969 Par conséquent, nous constatons que le critère général établi par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* est applicable, et l'application de ce critère nous amène à conclure que l'article 5:7 devrait être qualifié de droit et non d'exception à une obligation générale énoncée à l'article 2:2.[1826] En d'autres termes, nous considérons que de la même manière que "[l]'article 3:1 de l'*Accord SPS* exclut … de son champ d'application les situations visées par l'article 3:3 de cet accord"[1827], l'article 2:2 exclut de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7. Comme nous le préciserons plus loin, qualifier l'article 5:7 de droit et non d'exception a des répercussions sur l'attribution de la charge de la preuve.

7.2970 Nous avons dit que l'article 2:2 excluait de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7. Nous rappelons à cet égard que l'article 2:2 énonce trois obligations distinctes. Il est donc important de noter que l'Organe d'appel n'a pas dit que l'article 5:7 fonctionnait comme une exemption assortie de réserves des première et deuxième obligations énoncées à l'article 2:2, c'est-à-dire l'obligation de faire en sorte que les mesures SPS ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, et l'obligation de s'assurer que ces mesures sont fondées sur des principes scientifiques. En l'espèce, il n'est pas nécessaire, toutefois, d'examiner la question juridique de savoir si le membre de phrase "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" se rapporte uniquement à la troisième obligation énoncée à l'article 2:2 – l'obligation de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes – ou aux trois obligations énoncées à l'article 2:2.

7.2971 Nous notons que l'article 5:7 indique clairement que les mesures SPS adoptées et maintenues conformément à l'article 5:7 sont censées être de nature temporaire.[1828] À notre avis, le fait que l'article 2:2 n'exclut que temporairement de son champ d'application les situations visées par l'article 5:7 ne change rien à notre qualification de l'article 5:7 en tant que droit. Lorsqu'un droit est conféré, il ne cesse pas d'être un droit simplement parce qu'il a été conféré sur une base temporaire. De plus, il n'y a rien d'inhabituel dans l'inapplicabilité temporaire d'une disposition de l'OMC. Il suffit de regarder l'article 14 de l'*Accord SPS*, qui prévoit des périodes transitoires spécifiques pour les pays les moins avancés Membres et les autres pays en développement Membres. Pendant les périodes de transition applicables, ces Membres ont droit à la non-application de tout ou partie des autres dispositions de l'*Accord SPS*.

7.2972 Le point de vue selon lequel l'article 5:7 n'est pas une exception qui relève d'un moyen de défense affirmatif est également compatible avec ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, à savoir que "[l]'article 5:7 fonctionne comme une exemption *assortie de réserves* de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes".[1829] Si l'Organe d'appel avait été d'avis que l'article 5:7 fonctionnait comme

---

[1826] En ce qui concerne notre emploi du terme "droit", nous notons que le critère énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaire* ne fournit par un terme pour qualifier la disposition contenant l'autorisation dans le type de relation dont nous avons constaté l'existence entre l'article 2:2 et l'article 5:7. Toutefois, comme nous l'avons noté, l'Organe d'appel s'est référé à la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3 en tant qu'illustration du type pertinent de relation. Nous avons également souligné que, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a fait référence à la disposition contenant l'autorisation, à savoir l'article 3:3, en tant que "droit autonome", en soulignant aussi que l'article 3:3 ne constituait pas une exception à l'obligation générale énoncée à l'article 3:1.

[1827] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

[1828] La première phrase de l'article 5:7 fait référence aux mesures SPS qui sont "provisoirement adoptées" sur la base des renseignements pertinents disponibles, et l'Organe d'appel a noté que les prescriptions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 5:7 mettaient en évidence la nature provisoire des mesures adoptées conformément à l'article 5:7. Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 318.

[1829] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 80. (italique dans l'original)

une exception au moyen de laquelle un Membre importateur pouvait justifier une incompatibilité avec une obligation applicable, il aurait été, selon nous, plus naturel et approprié d'employer le terme "exception" et non le terme "exemption", car le terme "exemption" comporte l'idée d'être affranchi d'une obligation, d'où l'inapplicabilité de cette obligation.[1830]

7.2973 Nous soulignons que l'article 5:7 n'établit pas un droit absolu ou sans réserves. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a précisé que l'article 5:7 contenait quatre prescriptions cumulatives auxquelles un Membre devait satisfaire pour adopter et maintenir une mesure SPS provisoire d'une manière compatible avec l'article 5:7.[1831] Nous pensons que ces prescriptions sont la raison pour laquelle l'Organe d'appel a souligné que "l'article 5:7 fonctionn[ait] comme une exception *assortie de réserves* de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes".[1832]

7.2974 Concrètement, qualifier l'article 5:7 de droit assorti de réserves et non d'exception signifie que, si une mesure SPS contestée a été adoptée et est maintenue d'une manière compatible avec les quatre prescriptions cumulatives de l'article 5:7, la situation est "[telle que] ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" (article 2:2), et l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes n'est pas applicable à la mesure contestée. Inversement, si une mesure SPS contestée n'est pas compatible avec l'une des quatre prescriptions de l'article 5:7, la situation n'est pas "[telle que] ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" (article 2:2), et l'obligation pertinente énoncée à l'article 2:2 est applicable à la mesure contestée, pour autant qu'il n'y a pas d'autres éléments qui rendent l'article 2:2 inapplicable.

7.2975 Les Communautés européennes appellent notre attention sur ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, à savoir que "[c]haque fois qu'il n'est pas satisfait à l'une de[s] prescriptions [de l'article 5:7], la mesure en cause est incompatible avec l'article 5:7".[1833] Les Communautés européennes font valoir qu'au vu de cette déclaration, si une mesure SPS contestée n'est pas compatible avec l'une des quatre prescriptions de l'article 5:7, le Groupe spécial devrait constater que la mesure contestée viole l'article 5:7, et non que l'obligation pertinente énoncée à l'article 2:2 est applicable à la mesure en question. Nous ne considérons pas que la déclaration susmentionnée de l'Organe d'appel étaye l'argument des Communautés européennes. Dire, comme l'Organe d'appel l'a fait, qu'une mesure est "incompatible" avec l'article 5:7 lorsqu'il n'est pas satisfait aux prescriptions pertinentes ne revient pas à dire que l'article 2:2 n'est pas applicable à cette mesure. En effet, comme nous l'avons indiqué, l'Organe d'appel a également dit dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II* que l'article 5:7 fonctionnait comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. De plus, le sens ordinaire de la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" qui figure à l'article 2:2 indique que l'article 2:2 serait applicable dans une situation dans laquelle une mesure satisfait à certaines prescriptions de l'article 5:7, mais non à toutes ces prescriptions.

7.2976 Qualifier l'article 5:7 de droit assorti de réserves, et non d'exception, a également des répercussions sur l'attribution de la charge de la preuve en ce qui concerne la question de la

---

[1830] L'adjectif "exempt" (exempté) veut dire "free from an obligation or liability imposed on others" (affranchi d'une obligation ou d'une responsabilité imposée à d'autres). *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, J. Pearsall (éd.) (Clarendon Press, 1999), page 498.

[1831] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 176. Nous identifions les quatre prescriptions cumulatives contenues à l'article 5:7 plus haut au paragraphe 2.

[1832] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 80. (italique dans l'original)

[1833] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. (italique omis)

compatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:7. D'après ce que l'Organe d'appel a dit dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, dans les cas où la disposition contenant l'autorisation constituait un droit et non une exception, "la partie plaignante avait la charge d'établir qu'une mesure contestée est incompatible avec la disposition autorisant un comportement particulier".[1834] Dans l'affaire *CE – Sardines*, l'Organe d'appel a fait observer que "[d]ans l'affaire *CE – Hormones*, nous avons constaté qu'il n'existait pas de relation "règle générale-exception" entre l'article 3:1 et l'article 3:3 de l'Accord SPS, ce qui impliquait que le plaignant devait établir qu'il y avait incompatibilité avec *à la fois* l'article 3:1 et l'article 3:3".[1835] Nous déduisons de ces deux déclarations que, dans les cas où une partie plaignante allègue qu'une mesure SPS est incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes, il incombe à la partie plaignante, et non à la partie défenderesse, de démontrer que la mesure SPS contestée est incompatible avec au moins l'une des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. Si ce non-respect est démontré, alors, et seulement alors, l'obligation pertinente énoncée à l'article 2:2 s'applique à la mesure SPS contestée.

7.2977 Notre conception de la nature de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 ainsi que de l'attribution appropriée de la charge de la preuve au titre de ces dispositions est compatible avec celle du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*. Dans cette affaire, les États-Unis en tant que partie plaignante ont allégué que la mesure contestée était incompatible, entre autres choses, avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. Après être arrivé à la conclusion provisoire que la mesure contestée était incompatible avec l'article 2:2, le Groupe spécial a noté que le Japon, la partie défenderesse, invoquait l'article 5:7 à l'appui de sa mesure. Rappelant le texte de l'article 2:2, et notamment la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5", le Groupe spécial a ensuite dit que, puisque le Japon invoquait l'article 5:7, il était nécessaire d'examiner si la mesure contestée était une mesure satisfaisant aux prescriptions de l'article 5:7. Le Groupe spécial a noté que "[s]i la [mesure contestée] rempli[ssait] ces conditions, [il] ne pouv[ait] pas constater qu'elle [était] contraire à l'article 2:2".[1836] Le Groupe spécial a ensuite analysé la mesure à la lumière des prescriptions de l'article 5:7, et a constaté que "les États-Unis [en tant que partie plaignante] [avaient] établi une présomption selon laquelle le Japon ne s'[était] pas conformé aux obligations énoncées dans la deuxième phrase de l'article 5:7. Nous considérons également que le Japon n'a pas été en mesure de réfuter cette présomption".[1837] Compte tenu de cette constatation, le Groupe spécial est ensuite arrivé à la conclusion générale et finale que la mesure contestée était incompatible avec l'article 2:2.[1838]

7.2978 Nous notons que dans une affaire ultérieure, l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a dû faire face à une situation très similaire. Dans cette affaire, les États-Unis en tant que partie plaignante alléguaient également que la mesure contestée était incompatible avec l'obligation énoncée à l'article 2:2 de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. Le Japon en tant que partie défenderesse a contesté cette allégation, mais a fait valoir, à titre subsidiaire, que sa mesure était compatible avec les prescriptions de l'article 5:7. Le Groupe spécial a rappelé l'approche suivie par le Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, disant qu'il souscrivait à cette approche et qu'il ne formulerait donc pas de constatations finales au sujet de la compatibilité de la mesure en cause avec l'article 2:2 avant d'avoir achevé son analyse au titre de l'article 5:7.[1839] Toutefois, contrairement à l'approche suivie par le Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, le Groupe spécial *Japon –*

[1834] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 88.
[1835] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Sardines*, paragraphe 275. (italique dans l'original)
[1836] Rapport du Groupe spécial *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 8.48.
[1837] *Ibid.*, paragraphe 8.58.
[1838] *Ibid.*, paragraphe 8.61.
[1839] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.201.

Pommes a déterminé que "le Japon [avait] la charge, en tant que partie invoquant l'article 5:7, d'établir *prima facie* le bien-fondé de sa position".[1840] Le Groupe spécial n'a pas donné d'autres précisions sur la raison pour laquelle il avait décidé d'attribuer cette charge de la preuve au Japon. Suivant l'approche qu'il avait exposée, il a ensuite déterminé, sur une base provisoire, que la mesure contestée était incompatible avec l'article 2:2. Il a ensuite examiné l'argument subsidiaire formulé par le Japon au titre de l'article 5:7 et constaté que le Japon n'avait pas établi que sa mesure était justifiée au titre de l'article 5:7. Compte tenu de cette constatation, le Groupe spécial a confirmé sa conclusion provisoire au titre de l'article 2:2 et constaté que la mesure contestée était incompatible avec l'article 2:2.[1841]

7.2979 En ce qui concerne l'approche suivie par le Groupe spécial *Japon – Pommes*, il est important de signaler que l'Organe d'appel dans cette même affaire a noté que "[l]'attribution par le Groupe spécial de la charge de la preuve au Japon s'agissant de l'établissement *prima facie* de la compatibilité avec l'article 5:7 n'[était] pas contestée en appel".[1842] Nous considérons cette affirmation comme une réserve exprimée par l'Organe d'appel au sujet de l'attribution par ce groupe spécial de la charge de la preuve au Japon. En tout état de cause, comme nous l'avons dit plus haut, et pour les raisons qui sont exposées plus haut, nous considérons qu'il incombe à la partie plaignante d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec les articles 2:2 et 5:7.

7.2980 Avant d'analyser la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7, nous souhaitons traiter deux arguments avancés par le Canada. Tout d'abord, le Canada invoque la logique élémentaire à l'appui de son point de vue selon lequel l'article 5:7 devrait être considéré comme une exception. Selon lui, il est logiquement nécessaire de déterminer d'abord si une mesure est maintenue sans preuves suffisantes au sens de l'article 2:2. Le Canada estime que c'est uniquement si une mesure est maintenue sans preuves suffisantes que se pose la question de savoir si le maintien de cette mesure est malgré tout justifiable au titre de l'article 5:7. L'argument du Canada repose sur l'hypothèse voulant que l'article 2:2 soit applicable aux situations visées par l'article 5:7. Toutefois, cette hypothèse ne s'accorde pas bien avec le texte de l'article 2:2. En effet, la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" figurant à l'article 2:2 laisse entendre le contraire de ce que le Canada présume, à savoir que l'obligation pertinente énoncée à l'article 2:2 n'est *pas* applicable dans des situations visées par l'article 5:7. Si, comme nous le pensons, l'article 2:2 n'était pas censé s'appliquer dans les situations visées par l'article 5:7, il était tout à fait logique pour les rédacteurs d'inclure la clause d'exclusion susmentionnée dans le texte de l'article 2:2. Inversement, si, comme le Canada le fait valoir, l'article 5:7 était censé constituer un moyen de défense affirmatif contre une allégation de violation au titre de l'article 2:2, il était inutile d'inclure la clause d'exclusion susmentionnée dans le texte de l'article 2:2. La façon "logique" d'exprimer cette intention aurait été de ne pas inclure la clause d'exclusion susmentionnée dans l'article 2:2 et de dire à l'article 5:7 que "nonobstant les dispositions de l'article 2:2, dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, les Membres pourront provisoirement adopter des mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles".[1843] Par conséquent, bien que notre point de vue tienne compte de tous les termes employés à l'article 2:2 et donne sens et effet à ces termes, le point de vue du Canada rend la clause d'exclusion effectivement redondante. Nous rappelons à cet égard que, pour interpréter l'article 2:2, nous devons donner sens et effet à tous les termes de cette disposition – "*ut res magis*

[1840] *Ibid*., paragraphe 8.212.
[1841] *Ibid*., paragraphes 8.199, 8.222 et 8.224.
[1842] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 316.
[1843] *Voir*, pour un argument similaire, le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Coton upland*, paragraphe 609.

valeat quam pereat" – et ne devons pas adopter une interprétation qui aurait pour effet de rendre certains de ses termes effectivement redondants.[1844]

7.2981 En tout état de cause, la logique préconisée par le Canada pourrait également être considérée comme applicable à la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3. Dans le même ordre d'idées, donc, il pourrait être dit que c'est uniquement lorsqu'il a été déterminé qu'une mesure SPS n'a pas été établie sur la base d'une norme internationale existante qu'il devient pertinent de demander si un Membre peut malgré tout s'écarter de cette norme pour obtenir un niveau plus élevé de protection. Cependant, l'Organe d'appel a constaté que l'article 3:3 n'était pas une exception à une "obligation générale" énoncée à l'article 3:1.

7.2982 Le deuxième argument avancé par le Canada au sujet duquel nous souhaitons formuler des observations est celui qui veut que, aux fins d'interpréter la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7, il serait malvenu et inopportun de recourir à l'interprétation donnée par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones* de la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3. Selon le Canada, l'article 3:1 et l'article 3:3 donnent aux Membres le libre choix d'établir leurs mesures SPS sur la base soit d'une norme internationale, soit d'une norme nationale plus stricte. Le Canada soutient toutefois que les Membres n'ont pas la possibilité soit de maintenir des mesures SPS avec des preuves scientifiques suffisantes, comme le prévoit l'article 2:2, soit de maintenir des mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles, comme le prévoit l'article 5:7. Tout d'abord, nous notons que l'article 3:1 et 3:3 fait partie du contexte des articles 2:2 et 5:7. De plus, nous considérons qu'il y a une similitude structurelle et textuelle indéniable entre l'article 3:1 et 3:3 et les articles 2:2 et 5:7. Les deux paires d'articles sont liées entre elles au moyen d'un renvoi croisé textuel, et l'article 3:1 contient une clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" qui est textuellement presque identique à la clause correspondante qui figure à l'article 2:2. C'est avant tout cette similitude structurelle et textuelle de l'article 3:1 et 3:3, de même que le fait que l'Organe d'appel a déjà interprété ces dispositions, et leur relation mutuelle, qui fait en sorte que celles-ci sont pertinentes pour notre examen de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7, et ont donc été prises en compte dans cet examen.

7.2983 Par conséquent, notre conception de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7 ne repose pas sur l'hypothèse que la relation entre l'article 3:1 et l'article 3:3, d'une part, et entre l'article 2:2 et l'article 5:7, d'autre part, est la même à tous égards. De fait, nous pensons comme le Canada qu'il existe des différences fondamentales importantes. Un Membre peut, à condition de respecter les prescriptions applicables, décider d'établir une mesure SPS sur la base d'une norme internationale pertinente en conformité avec l'article 3:1 ou, subsidiairement, de se prévaloir du droit assorti de réserves de ne pas le faire qui est prévu à l'article 3:3. Par contre, dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes, par exemple parce qu'aucune preuve n'est disponible, un Membre qui souhaite malgré tout prendre une mesure SPS de précaution ne pourrait pas satisfaire à la prescription de l'article 2:2 imposant de faire en sorte que cette mesure "ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes". Cela renforce encore notre conviction que l'article 5:7 devrait être considéré comme une exemption assortie de réserves de l'obligation pertinente énoncée à l'article 2:2, confirmant le droit des Membres de prendre des mesures qui sont "nécessaires pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux" dans les situations dans lesquelles les preuves scientifiques disponibles sont "insuffisantes". Par conséquent, tout en reconnaissant que l'existence de différences fondamentales entre l'article 3:1 et 3:3, d'une part, et les articles 2:2 et 5:7, d'autre part, nous ne considérons pas que ces différences étayent le point de vue du Canada selon lequel l'article 5:7 constitue une exception à l'article 2:2 qui relève d'un moyen de défense affirmatif.

[1844] *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *États-Unis – Essence*, pages 25 et 26.

Relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7

7.2984 Nous examinons maintenant la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7. Nous rappelons d'emblée que l'article 5:1 exige des Membres qu'ils établissent leurs mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques, tandis qu'en vertu de l'article 5:7, dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, les Membres pourront provisoirement adopter des mesures SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles. Les Communautés européennes estiment que nous devrions concevoir la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 de la même manière que nous concevons la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7. Ou comme les Communautés européennes le disent aussi, l'article 5:7 n'est pas une exception à une obligation générale énoncée à l'article 5:1, mais un droit autonome.

7.2985 Nous rappelons que, conformément aux indications données par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires*, nous pourrions qualifier l'article 5:7 de droit par rapport à l'article 5:1 si la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 était une relation "[dans laquelle] une disposition autorise, dans certaines circonstances, un comportement qui serait sinon incompatible avec une obligation établie dans une autre disposition, [dans laquelle] l'une des deux dispositions fait référence à l'autre disposition, [et dans laquelle] l'une des dispositions donnait à entendre que l'obligation n'était pas applicable à la mesure en question".[1845] Nous examinerons donc ci-après si la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 satisfait aux divers éléments du critère général énoncé par l'Organe d'appel.

7.2986 Nous examinons d'abord si l'article 5:7 autorise, dans certaines circonstances, ce qui serait sinon incompatible avec l'article 5:1. Nous notons à cet égard ce qu'a dit le Groupe spécial *Australie – Saumons*, à savoir que "l'article 5:7 autorise une exception à l'obligation d'établir des mesures sanitaires sur la base d'une évaluation des risques, à savoir "dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes"".[1846] Cette déclaration laisse clairement entendre que l'article 5:7 autorise ce que l'article 5:1 interdit. Elle laisse également entendre que l'article 5:7 constitue une exception, encore qu'il soit loin d'être clair que le Groupe spécial a considéré l'article 5:7 comme une exception relevant d'un moyen de défense affirmatif. Comme le Groupe spécial n'a pas expliqué pourquoi il avait qualifié l'article 5:7 d'exception, nous nous devons de rappeler la déclaration susmentionnée faite par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, à savoir que le fait de qualifier une disposition conventionnelle d'"exception" n'impose pas, en soi, la charge de la preuve à la partie défenderesse.[1847]

7.2987 En ce qui concerne la première phrase de l'article 5:7, nous notons que, de par ses termes, cette phrase n'exige pas des Membres qui adoptent provisoirement des mesures SPS qu'ils effectuent une évaluation des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* et qu'ils établissent leurs mesures sur la base de l'évaluation des risques achevée comme le prévoit l'article 5:1. La première phrase de l'article 5:7 prescrit que, dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, les mesures SPS seront adoptées "sur la base des renseignements pertinents disponibles".

7.2988 Nous notons que la deuxième phrase de l'article 5:7 oblige les Membres qui maintiennent des mesures SPS au titre de l'article 5:7 à s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à "une évaluation plus objective du risque", et à examiner leurs mesures "en conséquence". Nous croyons comprendre que le membre de phrase "une évaluation plus objective du

[1845] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Préférences tarifaires*, paragraphe 88.
[1846] Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.57.
[1847] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104.

risque", pris dans son ensemble, désigne une évaluation des risques qui correspond à la définition donnée à l'Annexe A 4) – ou, du moins, qui correspond davantage à la définition donnée à l'Annexe A 4) que l'examen des "renseignements pertinents disponibles". Cela paraît également être l'avis de l'Organe d'appel, qui dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II* a dit ce qui suit:

> "[L]'article 5:7 indique qu'il faut obtenir les renseignements additionnels en vue de permettre au Membre de procéder à "une évaluation plus objective du risque". En conséquence, les renseignements à obtenir doivent être en rapport avec la réalisation d'*une telle évaluation du risque*, c'est-à-dire l'évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination, en l'espèce, d'un parasite en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées."[1848]

7.2989 Il ressort clairement de cette déclaration que par le membre de phrase "une telle évaluation du risque", l'Organe d'appel a voulu dire "une évaluation plus objective du risque". Nous considérons que l'emploi des mots "plus" objective dénote un mouvement dans une certaine direction, c'est-à-dire vers l'éventuelle évaluation "objective" des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4), en l'occurrence une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite, en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées.

7.2990 Selon l'Organe d'appel, "les "preuves scientifiques pertinentes" seront "insuffisantes" au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'Accord SPS".[1849] Par conséquent, si un Membre peut provisoirement adopter une mesure SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles dans des situations dans lesquelles les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4), il est logique d'exiger, comme le fait la deuxième phrase de l'article 5:7, que ce Membre s'efforce d'obtenir "les renseignements additionnels nécessaires" pour procéder à une telle évaluation des risques. Une fois qu'un Membre a obtenu les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation des risques qui correspond à la définition de l'Annexe A 4), il sera en mesure de se conformer à l'obligation lui incombant au titre de l'article 5:1 d'établir sa mesure SPS sur la base d'une évaluation des risques qui correspond à la définition de l'Annexe A 4).

7.2991 Compte tenu des considérations qui précèdent, nous pensons que la deuxième phrase de l'article 5:7 n'étaye pas le point de vue selon lequel les mesures SPS qui ont été provisoirement adoptées conformément à l'article 5:7 peuvent être maintenues uniquement si elles ont été établies sur la base d'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Toutefois, il y a un élément de la deuxième phrase de l'article 5:7 que nous devons examiner plus avant.

7.2992 La deuxième phrase de l'article 5:7 fait état d'"une évaluation *plus objective* du risque". (pas d'italique dans l'original) L'élément "plus objective" donne à entendre que les mesures SPS provisoirement adoptées conformément à la première phrase de l'article 5:7 doivent également être établies sur la base d'une évaluation des risques, à savoir une évaluation des risques qui tient compte des renseignements pertinents disponibles. Il s'ensuit que si la première phrase de l'article 5:7 prescrivait une évaluation des risques, celle-ci serait nécessairement différente de l'évaluation des risques prévue dans l'Annexe A 4). En d'autres termes, une évaluation des risques qui pourrait être

[1848] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 92. (pas d'italique dans l'original)

[1849] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.

exigée par la première phrase de l'article 5:7 n'aurait pas besoin de correspondre à la définition d'une évaluation des risques figurant dans l'Annexe A 4). L'interprétation susmentionnée donnée par l'Organe d'appel du membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" étaye également ce point de vue. En effet, si le droit conféré par la première phrase de l'article 5:7 ne s'applique que dans les cas où les preuves scientifiques sont insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques adéquate telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4), le type d'évaluation des risques que la première phrase exigerait peut-être par définition ne pourrait pas respecter le critère énoncé à l'Annexe A 4).

7.2993 À la lumière de ce qui précède, nous considérons que, pour autant que les prescriptions énoncées à l'article 5:7 sont respectées, des mesures SPS peuvent être provisoirement adoptées et maintenues au titre de l'article 5:7 même si ces mesures ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4). Par conséquent, nous concluons que l'article 5:7 autorise les Membres à faire, dans certaines circonstances, ce qu'ils ne seraient pas autorisés à faire au titre de l'article 5:1.

7.2994 La question suivante à examiner est celle de savoir si l'article 5:1 ou l'article 5:7 renvoie à l'autre disposition. La première chose à noter en ce qui concerne cette question, c'est que ni l'article 5:1 ni l'article 5:7 ne contiennent un renvoi croisé explicite à l'autre disposition. L'analyse que nous avons faite plus haut au sujet de la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 montre, toutefois, que l'article 5:7 contient des renvois implicites à l'article 5:1. *Premièrement*, la deuxième phrase de l'article 5:7 parle d'"une évaluation plus objective du risque", membre de phrase que nous avons interprété comme désignant une évaluation des risques suivant le sens qui est donné à cette expression dans l'Annexe A 4). Nous avons aussi noté que seul l'article 5:1 prescrit une évaluation des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4). *Deuxièmement*, nous avons noté précédemment que, selon l'Organe d'appel, les preuves scientifiques pertinentes sont "insuffisantes" au sens de la première phrase de l'article 5:7 si elle ne permettent pas d'effectuer une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Par conséquent, au moyen de son interprétation du membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes", l'Organe d'appel a rendu explicite un renvoi à l'article 5:1 qui est, selon lui, implicite dans l'article 5:7. De fait, l'Organe d'appel a justifié son interprétation en s'appuyant sur l'existence "d'un lien ou d'un rapport entre la première prescription de l'article 5:7 et l'obligation de procéder à une évaluation des risques conformément à l'article 5:1".[1850] Compte tenu de ces éléments, nous concluons que l'article 5:7 devrait être considéré comme renvoyant à l'article 5:1.

7.2995 Le dernier élément que nous devons examiner conformément au critère général énoncé dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* consiste à savoir si l'article 5:1 ou l'article 5:7 donne à entendre que l'obligation énoncée à l'article 5:1 d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques n'est pas applicable aux mesures qui relèvent de l'article 5:7. Nous commençons par noter que, contrairement à l'article 2:2, l'article 5:1 ne dit pas explicitement que ses dispositions s'appliquent "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5". Toutefois, l'article 5:7 commence par le membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes". Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Organe d'appel a estimé que "les "preuves scientifiques pertinentes" seront "insuffisantes" au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'*Accord SPS*".[1851] Par conséquent, si le droit conféré par la première phrase de l'article 5:7 ne s'applique que dans les cas où les preuves scientifiques seront insuffisantes pour procéder à une évaluation adéquate des risques telle

[1850] *Ibid*.
[1851] *Ibid.*

qu'elle est définie dans l'Annexe A 4), et si, comme l'Organe d'appel le laisse entendre, l'article 5:1 prescrit une telle évaluation des risques, la conclusion logique qui doit être tirée est que l'obligation énoncée à l'article 5:1 d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques n'était pas censée être applicable aux mesures qui relèvent de l'article 5:7. En effet, "[d]ans les cas où les preuves scientifiques seront insuffisantes", les Membres sont dans l'impossibilité, selon l'interprétation que l'Organe d'appel donne de ce membre de phrase, de satisfaire à l'obligation d'établir leurs mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4). Nous jugeons déraisonnable de présumer que les Membres accepteraient, même en principe, une obligation dont ils ne peuvent pas s'acquitter. À notre avis, le membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques seront insuffisantes" devrait donc être considéré comme donnant à entendre que l'obligation énoncée à l'article 5:1 n'est pas applicable aux mesures qui relèvent de l'article 5:7.

7.2996 De plus, nous pensons que la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" qui figure à l'article 2:2 indique également que l'obligation énoncée à l'article 5:1 n'est pas applicable aux mesures qui relèvent de l'article 5:7. Nous rappelons à cet égard que dans l'affaire *CE – Hormones* l'Organe d'appel a souscrit à une déclaration faite par le Groupe spécial chargé d'examiner cette affaire, à savoir que l'article 5:1 pouvait être considéré comme une application spécifique des obligations fondamentales énoncées à l'article 2:2.[1852] Si l'article 5:1 est justement considéré comme une application spécifique des obligations énoncées à l'article 2:2, il s'ensuit qu'il ne peut pas être applicable dans des situations dans lesquelles l'article 2:2 n'est pas applicable. Nous avons expliqué plus haut que la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" exempte les situations visées par l'article 5:7 de l'obligation énoncée à l'article 2:2 de faire en sorte que les mesures SPS ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Comme l'article 5:1 n'est pas applicable dans des situations dans lesquelles l'article 2:2 n'est pas applicable, la clause "exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5" qui figure à l'article 2:2 suppose nécessairement que l'article 5:1 ne peut pas être applicable dans des situations visées par l'article 5:7.

7.2997 Il ressort clairement de l'analyse qui précède que le critère général énoncé par l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Préférences tarifaires* peut être appliqué également à la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7. Notre application de ce critère montre que cette relation satisfait à tous les éléments qui, selon l'Organe d'appel, étayent la qualification de l'article 5:7 en tant que droit par rapport à l'article 5:1. En outre, nous pensons qu'il serait incongru de parvenir à la conclusion que l'article 5:7 est un droit par rapport à l'article 2:2, mais une exception par rapport à l'article 5:1. Pour ces raisons, nous concluons que l'article 5:7 devrait être qualifié de droit également par rapport à l'article 5:1, et non d'exception à une "obligation générale" énoncée à l'article 5:1. À notre avis, l'article 5:7 fonctionne comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée à l'article 5:1 d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques.

[1852] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 180. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 82. Il apparaît que l'Organe d'appel considère l'article 5:1 comme une application spécifique des deuxième et troisième obligations énoncées à l'article 2:2, c'est-à-dire l'obligation d'établir des mesures SPS sur la base de principes scientifiques et l'obligation de ne pas maintenir des mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel pensait comme le Groupe spécial chargé d'examiner cette affaire que si une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques, contrairement à ce qui est prescrit à l'article 5:1, cette mesure pouvait être présumée, de façon plus générale, ne pas être fondée sur des principes scientifiques ou être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2. Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 138.

7.2998 Nous avons déjà fait état des principales répercussions de la qualification de l'article 5:7 de droit assorti de réserves et non d'exception dans notre analyse de la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7. Cependant, par souci de clarté, il est utile de le faire à nouveau compte tenu du fait que nous nous intéressons ici à la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7. Par conséquent, en ce qui concerne l'applicabilité de l'article 5:1, qualifier l'article 5:7 de droit signifie que si une mesure SPS contestée a été adoptée et est maintenue d'une manière compatible avec les quatre prescriptions cumulatives de l'article 5:7, l'obligation énoncée à l'article 5:1 d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques n'est pas applicable à la mesure contestée. Inversement, si une mesure SPS contestée n'est pas compatible avec l'une des quatre prescriptions de l'article 5:7, l'obligation susmentionnée énoncée à l'article 5:1 est applicable à cette mesure, pour autant qu'il n'y a pas d'autres éléments qui rendent l'article 5:1 inapplicable.

7.2999 Nous notons dans ce contexte qu'en ce qui concerne les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend, les Communautés européennes ont avancé l'argument selon lequel, dans le cas où le Groupe spécial jugerait l'article 5:1 applicable, le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" qui figure à l'article 5:1 renverrait directement le Groupe spécial à l'article 5:7 parce que, de l'avis des Communautés européennes, les mesures de sauvegarde en question sont des mesures provisoires, et les circonstances font en sorte que les preuves scientifiques sont insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas expliqué comment le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" "renverrait le Groupe spécial à l'article 5:7". Nous notons que l'argument des Communautés européennes part du principe que l'article 5:1 est applicable. Compte tenu des suppositions faites par les Communautés européennes - adoption provisoire des mesures de sauvegarde dans une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes -, l'article 5:1 serait applicable uniquement si les mesures de sauvegarde ne sont pas maintenues d'une manière compatible avec la deuxième phrase de l'article 5:7. Nous ne voyons pas comment, dans un tel cas, c'est-à-dire dans un cas où le droit conféré par l'article 5:7 ne pourrait pas être exercé valablement, le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" qui figure à l'article 5:1 pourrait "renvoyer le Groupe spécial" à l'article 5:7.

7.3000 Nous examinons maintenant les répercussions de la qualification de l'article 5:7 de droit assorti de réserves, et non d'exception, pour l'attribution de la charge de la preuve en ce qui concerne la question de la compatibilité d'une mesure SPS avec l'article 5:7. À notre avis, il en découle que dans les cas où une partie plaignante allègue qu'une mesure SPS est incompatible avec l'article 5:1, il incombe à la partie plaignante, et non à la partie défenderesse, de démontrer que la mesure contestée est incompatible avec au moins l'une des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. Si ce non-respect est démontré, alors, et seulement alors, l'article 5:1 est applicable à la mesure SPS contestée. Par conséquent, nous pensons que lorsqu'une partie plaignante formule une allégation de violation au titre de l'article 5:1, c'est à la partie plaignante qu'incombe la charge d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7.

7.3001 Nous reconnaissons que des groupes spéciaux antérieurs ont relevé des incompatibilités avec l'article 5:1 sans examiner spécifiquement si la partie plaignante avait établi *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7.[1853] À notre avis, cela montre que dans ces affaires la partie défenderesse n'a pas invoqué les dispositions de l'article 5:7 en réponse à une allégation de violation au titre de l'article 5:1. En d'autres termes, dans les affaires antérieures, les parties défenderesses n'ont pas contesté le fait que la mesure pertinente devait être évaluée au titre de l'article 5:1 et non au titre de l'article 5:7. Comme nous faisons face en l'espèce à une situation

[1853] *Mais voir* le rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.57, dans lequel le Groupe spécial a laissé entendre, dans le contexte d'un examen au titre de l'article 5:1, que la mesure contestée n'était pas compatible avec l'article 5:7.

différente, nous serions malvenus d'imposer la charge d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:7 à la partie défenderesse au motif que des groupes spéciaux antérieurs n'ont pas explicitement exigé de la partie plaignante qu'elle établisse *prima facie* qu'il y avait incompatibilité avec l'article 5:1 et l'article 5:7. Le fait que des parties défenderesses dans le passé n'ont pas contesté l'applicabilité de l'article 5:1 n'empêche pas, et ne devrait pas empêcher, la partie défenderesse en l'espèce de le faire et, partant, d'exercer le droit qui lui est conféré par l'article 5:7.

7.3002 En outre, nous notons que si nous avions déterminé que l'article 5:7 est une exception à l'"obligation générale" énoncée à l'article 5:1, c'est à la partie défenderesse qu'il incomberait de démontrer que la mesure contestée est compatible avec toutes les prescriptions énoncées à l'article 5:7. Par contre, dans le contexte d'une allégation au titre de l'article 2:2, il incombe, à notre avis, à la partie plaignante d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:7. Si nous devions accepter une telle situation, une partie plaignante pourrait unilatéralement déterminer s'il y a lieu d'assumer la charge d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:7. Si elle voulait éviter cette charge, tout ce qu'elle aurait à faire serait de formuler une allégation de violation au titre de l'article 5:1 et non au titre de l'article 2:2. Il s'agit, selon nous, d'une autre raison de concevoir la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7 de la même manière que la relation entre l'article 2:2 et l'article 5:7.

iii) Conclusion

7.3003 Nous avons achevé notre analyse des deux arguments avancés par les Communautés européennes à l'appui de leur affirmation selon laquelle les mesures de sauvegarde ne doivent pas être évaluées au titre de l'article 5:1. En ce qui concerne le premier argument, nous avons constaté que, même si les Communautés européennes avaient raison d'affirmer que les mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend sont des mesures provisoires, ce fait à lui seul ne rendrait pas l'article 5:1 inapplicable.

7.3004 En ce qui concerne le deuxième argument, nous avons déterminé que l'article 5:7 ne prévoyait pas une exception à l'article 5:1, mais établissait un droit assorti de réserves. Nous avons dit que, selon cette conception de la relation entre l'article 5:1 et l'article 5:7, si une mesure SPS contestée au titre de l'article 5:1 a été adoptée et est maintenue d'une manière compatible avec les prescriptions cumulatives de l'article 5:7, l'obligation énoncée à l'article 5:1 d'établir des mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques n'est pas applicable à la mesure contestée. En pareil cas, la partie plaignante n'aurait pas invoqué la "mauvaise" disposition, en ce sens qu'elle aurait dû contester la mesure au titre de l'article 5:7 au lieu de l'article 5:1. La partie plaignante aurait invoqué la "bonne" disposition, mais l'allégation formulée par elle au titre de l'article 5:1 ne pouvait pas aboutir tant que la partie défenderesse se conformait aux prescriptions de l'article 5:7.

7.3005 Dans la présente affaire, les parties plaignantes contestent les mesures de sauvegarde au titre de l'article 5:1. Il ressort clairement du paragraphe précédent que, dans de telles circonstances, il est à la fois nécessaire et approprié d'examiner la compatibilité des mesures de sauvegarde avec l'article 5:7 dans le contexte, et en tant que partie, d'un examen de la compatibilité des mêmes mesures avec l'article 5:1. Par conséquent, contrairement aux Communautés européennes, nous considérons que nous pouvons, et en fait devons, évaluer les mesures de sauvegarde au titre de l'article 5:1.[1854] Dans la section suivante, nous examinerons donc la question de la compatibilité des mesures de sauvegarde individuelles avec l'article 5:1.

[1854] Par souci de clarté, nous devrions mentionner que notre évaluation des mesures de sauvegarde au titre de l'article 5:1 pourrait nous amener à conclure que l'article 5:1 n'est pas applicable.

7.3006 S'agissant de la structure de notre analyse de l'article 5:1, nous pourrions examiner d'abord si les parties plaignantes se sont acquittées de la charge d'établir *prima facie* qu'il y a incompatibilité avec l'article 5:7 en ce qui concerne les mesures de sauvegarde pertinentes. Toutefois, dans les circonstances spécifiques de l'affaire, la question juridique fondamentale, selon nous, est de savoir si les mesures de sauvegarde pertinentes satisfont aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, et non si elles sont compatibles avec l'article 5:7. Par conséquent, d'après l'ordre d'analyse suivi par les groupes spéciaux chargés d'examiner les affaires *Japon – Produits agricoles II* et *Japon – Pommes* pour examiner la compatibilité de mesures avec les articles 2:2 et 5:7, nous préférons commencer notre analyse de l'article 5:1 en examinant si les mesures de sauvegarde pertinentes satisfont aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, notamment la prescription imposant d'établir les mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques.

7.3007 Suivant cette approche, si nous devions constater qu'une mesure de sauvegarde pertinente satisfait aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, il ne serait pas nécessaire d'examiner plus avant les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, car ces allégations ne seraient alors pas valables même si nous étions convaincus que la mesure de sauvegarde n'est pas compatible avec l'article 5:7 et que l'article 5:1 s'applique donc à la mesure de sauvegarde. Si nous devions constater, toutefois, que la mesure de sauvegarde ne satisfait pas aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, nous devrions alors examiner si cette mesure est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7. Si la mesure de sauvegarde était compatible avec les prescriptions de l'article 5:7, l'article 5:1 ne serait pas applicable et nous devrions par conséquent conclure que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1. Inversement, si la mesure de sauvegarde était incompatible avec les prescriptions de l'article 5:7, l'article 5:1 serait applicable et, compte tenu du fait présumé que la mesure de sauvegarde ne satisfait pas aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, nous devrions conclure que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

c) Compatibilité avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS* (évaluation initiale)

7.3008 Comme nous l'avons indiqué, dans la présente section, nous procéderons à une évaluation initiale de la compatibilité des mesures de sauvegarde pertinentes avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Spécifiquement, nous examinerons si les mesures de sauvegarde satisfont aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1. Nous commençons par examiner un certain nombre d'arguments généraux avancés par les parties.

i) Généralités

7.3009 Rappelons que l'article 5:1 de l'*Accord SPS* prévoit ce qui suit:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires ou phytosanitaires soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances, des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux, compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes."

7.3010 L'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* donne la définition suivante de l'expression "évaluation des risques":

> "*Évaluation des risques* - Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre

> importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; ou évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux."

7.3011 Nous avons déjà déterminé que les mesures de sauvegarde pertinentes étaient des "mesures SPS". En tant que telles, elles sont soumises aux dispositions de l'article 5:1. Ainsi, les mesures de sauvegarde doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques appropriée.

7.3012 Les **États-Unis** allèguent que les mesures de sauvegarde ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques et sont donc incompatibles avec l'article 5:1. Bien que les États membres aient donné des raisons pour lesquelles ils avaient pris des mesures, ils n'ont pas présenté d'évaluation des risques telle qu'elle est définie à l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS*. Les États membres se sont dits préoccupés par les effets négatifs potentiels des produits pertinents, ou des produits biotechnologiques en général, mais aucun élément de preuve n'indique que ces objections ont été établies sur la base d'une quelconque évaluation des risques. Les seules évaluations des risques présentées pour les produits interdits sont celles qui ont été effectuées par les États membres auxquels les demandes concernant les produits ont été initialement présentées et par les comités scientifiques des Communautés européennes elles-mêmes. Ces évaluations des risques étaient favorables aux produits et ne faisaient état d'aucune préoccupation concernant la santé des personnes ou l'environnement. Étant donné que les renseignements fournis par les États membres à l'appui de leurs mesures ont été rejetés par les comités scientifiques des CE, qui ont réitéré leur évaluation des risques favorable initiale, on ne peut pas faire valoir que les mesures de sauvegarde ont une "relation rationnelle" avec ces évaluations des risques. Les États-Unis soutiennent que, en ne présentant pas leurs propres évaluations des risques ou en ne fournissant pas suffisamment de renseignements pour infirmer les évaluations positives antérieures des Communautés européennes, les États membres ont enfreint l'article 5:1.

7.3013 Le **Canada** fait valoir également que les mesures de sauvegarde ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques et sont donc contraires à l'article 5:1. Bien que les États membres aient donné des raisons lorsqu'ils ont notifié leurs mesures de sauvegarde à la Commission, ils n'ont fourni aucune preuve ou analyse scientifique justificative répondant à la définition d'une évaluation des risques figurant dans l'*Accord SPS*. Le Canada note que, même si les notifications adressées à la Commission soulignaient les lacunes des évaluations des risques effectuées dans le cadre du processus d'approbation, ou faisaient état de préoccupations générales concernant les risques pour la santé des personnes ou l'environnement résultant des variétés de produits biotechnologiques interdites, elles ne présentaient pas une analyse complète des preuves scientifiques disponibles. En outre, les évaluations des risques effectuées aussi bien par les États membres auxquels des produits avaient été initialement présentés et par les comités scientifiques des CE étayaient l'approbation des demandes concernant ces produits. Les comités scientifiques des CE ont également rejeté dans chaque cas les raisons avancées par les États membres pour justifier les mesures de sauvegarde. Par conséquent, on ne peut pas faire valoir que les évaluations des risques disponibles étayent suffisamment ou justifient raisonnablement les mesures de sauvegarde, ni qu'il y a une relation rationnelle entre ces évaluations des risques et les mesures des États membres.

7.3014 L'**Argentine** fait également valoir que les mesures des États membres sont incompatibles avec l'article 5:1 et avec l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS*. Elle note que les États membres n'ont pas procédé à une évaluation des risques au sens de l'*Accord SPS*. Les mesures de sauvegarde, fait-elle valoir, ont été adoptées et maintenues sans qu'il soit fait référence à aucun type de preuve scientifique,

et en dépit des avis des comités scientifiques, qui ont "disqualifié" les mesures des États membres parce qu'elles n'avaient aucun fondement scientifique.

7.3015 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 5:1 n'exige pas expressément une "évaluation des risques". Cet article exige uniquement des Membres qu'ils tiennent compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.[1855] D'après les Communautés européennes, ces techniques d'évaluation des risques reconnaissent généralement que, dans certaines circonstances, à savoir en cas d'adoption de mesures provisoires, seule une évaluation, et non une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*, est nécessaire. Les Communautés européennes font valoir, à titre subsidiaire, que les mesures de sauvegarde des États membres sont établies sur la base d'évaluations des risques au sens de l'*Accord SPS*, comme il peut être inféré de l'historique de chaque mesure de sauvegarde et de la suite d'événements qui a conduit les États membres à adopter et maintenir ces mesures.[1856] Dans leur réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes notent qu'"une évaluation des risques a été effectuée lorsque le consentement [...] initial a été donné pour le produit" et que cette évaluation des risques "peut, au moins temporairement, servir de base à la fois au consentement initial de la Communauté et aux mesures [de sauvegarde] provisoires des États membres".[1857]

7.3016 Les Communautés européennes soutiennent en outre que la prescription voulant qu'une mesure SPS soit "établie sur la base d'"une évaluation des risques ne signifie pas nécessairement que cette mesure doit être "conforme" à l'évaluation des risques. La même évaluation des risques peut "justifier suffisamment" ou "soutenir raisonnablement" plus d'une mesure SPS possible en fonction, entre autres choses, des circonstances particulières dans lesquelles se trouve le législateur. Il peut y avoir à la fois une opinion scientifique dominante sur laquelle les gouvernements responsables et représentatifs peuvent se fonder, et des points de vue scientifiques divergents sur la base desquels des gouvernements tout aussi responsables et représentatifs peuvent agir. En d'autres termes, la même évaluation des risques peut raisonnablement étayer des réponses divergentes de gouvernements également responsables et représentatifs. Les Communautés européennes notent aussi que, en tout état de cause, les États membres ont procédé à leurs propres évaluations des risques et que de nouvelles évaluations des risques pourraient être effectuées prochainement.[1858]

7.3017 Le **Canada** ne souscrit pas à l'argument des CE selon lequel l'article 5:1 n'exige pas expressément une "évaluation des risques", mais exige uniquement des Membres qu'ils tiennent compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes. Le fait que l'article 5:1 fait clairement obligation aux Membres d'établir leurs mesures sur la base d'une évaluation des risques est étayé par la définition de l'expression "évaluation des risques" figurant à l'Annexe A 4), ainsi que par la jurisprudence pertinente.[1859] Le Canada note par ailleurs qu'il ne voit pas comment les évaluations des risques qui constituaient le fondement de l'approbation des produits par les Communautés européennes peuvent servir de fondement à la fois au consentement initial de la Communauté et aux mesures de sauvegarde des États membres. Les avis

[1855] Réponse des CE à la question n° 107 du Groupe spécial.
[1856] Première communication écrite des CE, paragraphe 610.
[1857] Réponse des CE à la question n° 107 du Groupe spécial.
[1858] *Ibid*.
[1859] Le Canada fait valoir que la jurisprudence pertinente étaye l'interprétation selon laquelle l'article 5:1 fait clairement obligation aux Membres d'établir leurs mesures sur la base d'une évaluation des risques et que cela est, avec l'article 2:2, "essenti[el] pour maintenir l'équilibre fragile qui a été soigneusement négocié dans l'*Accord SPS* entre les intérêts partagés quoique parfois divergents qui consistent à promouvoir le commerce international et à protéger la vie et la santé des êtres humains" (rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 177).

scientifiques à la disposition du public ne sont pas équivoques dans leurs conclusions, ni ne présentent des vues divergentes sur les risques potentiels associés à ces produits.

7.3018 Le Canada note que, bien que l'Organe d'appel ait reconnu, dans l'affaire *CE – Hormones*, qu'une évaluation des risques pouvait refléter des points de vue divergents et que les gouvernements responsables et représentatifs pouvaient agir de bonne foi sur la base d'opinions divergentes, il n'a pas dit que "la même évaluation des risques pouvait étayer raisonnablement des réponses divergentes de gouvernements également responsables et représentatifs" dans des cas où les évaluations des risques ne contiennent pas des points de vue divergents. Cela n'en est que plus vrai lorsque le contraste entre les deux options en matière de gestion des risques, à savoir la pleine approbation ou l'interdiction complète du produit, est aussi net qu'en l'espèce. Enfin, s'agissant de l'idée des Communautés européennes selon laquelle les États membres ont procédé à leur propre évaluation des risques et que de telles évaluations pourraient être effectuées prochainement, le Canada note que les Communautés européennes n'ont présenté aucun élément de preuve montrant que de telles évaluations ont été entreprises.

7.3019 Le **Groupe spécial** rappelle que, conformément à l'article 5:1, les Membres doivent "établir" leurs mesures SPS "sur la base d'une évaluation des risques". Pour déterminer si une mesure SPS est compatible avec l'article 5:1, nous devons donc examiner deux questions distinctes: i) la question de savoir s'il y a "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*; et ii) la question de savoir si la mesure est "établie sur la base de" cette évaluation des risques.

7.3020 En ce qui concerne la première question, c'est-à-dire la question de savoir si une évaluation des risques a été effectuée, nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel l'article 5:1 n'exige pas expressément une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*, mais exige uniquement des Membres qu'ils tiennent compte des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes.

7.3021 Dans la mesure où les Communautés européennes font valoir qu'il n'y a aucune prescription imposant d'évaluer les "risques", nous ne sommes pas d'accord. De par ses termes mêmes, l'article 5:1 exige des Membres qu'ils établissent leurs mesures SPS sur la base d'une évaluation appropriée "des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux".[1860] Le contexte immédiat de l'article 5:1 confirme ce point de vue. L'article 5 est intitulé "*Évaluation des risques* et détermination du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire". (pas d'italique dans l'original) De plus, l'article 5:2 et 5:3 de l'*Accord SPS* spécifie des facteurs pertinents dont les Membres doivent tenir compte "[d]ans l'évaluation des risques" et "[p]our évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux". Enfin, l'article 5:7 de l'*Accord SPS* prévoit que, dans des circonstances où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes et où un Membre aura adopté une mesure SPS provisoire sur la base des renseignements pertinents disponibles, ce Membre devra s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du "risque".

7.3022 Comme le relèvent les Communautés européennes, l'article 5:1 prévoit que les Membres doivent établir leurs mesures SPS sur la base d'une évaluation des risques appropriée, "compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes". À notre avis, le membre de phrase "compte tenu des techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales compétentes" ne porte pas sur le point de savoir si les risques doivent être évalués, mais plutôt sur la façon dont ils doivent l'être. Cela ressort clairement de la référence

[1860] Dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a fait référence à une "obligation de procéder à une évaluation du "risque"". Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 202.

faite aux "techniques" d'évaluation des risques. Contrairement aux Communautés européennes, nous ne considérons donc pas que le membre de phrase en question étaye le point de vue selon lequel aucune évaluation des risques n'est exigée. Au contraire, le membre de phrase en question serait, à notre avis, inutile s'il n'y avait aucune prescription imposant d'évaluer les risques.

7.3023 Les Communautés européennes affirment que les techniques d'évaluation des risques élaborées par les organisations internationales pertinentes reconnaissent généralement que, dans les cas où des mesures SPS provisoires sont adoptées, une évaluation est requise, mais pas une "évaluation des risques" telle que cette expression est définie dans l'*Accord SPS*. Nous ne voyons pas bien ce que les Communautés européennes entendent par "une évaluation". Si elles veulent dire qu'un certain type d'évaluation des risques serait requis, mais pas une évaluation qui répond à la définition de l'expression "évaluation des risques" donnée à l'Annexe A 4), nous ne voyons rien qui permette d'étayer un tel argument. Il est bien établi dans la jurisprudence de l'OMC que la définition de l'Annexe A 4) s'applique à l'article 5:1.[1861] De plus, dès lors que la définition de l'expression "évaluation des risques" figurant à l'Annexe A 4) ne prévoit pas elle-même de "technique" d'évaluation des risques particulière, nous voyons mal comment une "technique" d'évaluation des risques particulière élaborée par une organisation internationale pourrait rendre inapplicable la définition générale de l'expression "évaluation des risques" figurant à l'Annexe A 4). En tout état de cause, les Communautés européennes n'ont pas identifié les techniques d'évaluation des risques qui, selon elles, étayent leur affirmation selon laquelle une "évaluation des risques" au sens de l'Annexe A 4) n'est pas requise dans le cas de mesures SPS provisoires. Nous n'examinons donc pas cet argument plus avant.

7.3024 Nous avons dit que, à notre avis, une évaluation des risques était requise. Nous rappelons à cet égard que l'article 5:1 de l'*Accord SPS* n'exige pas d'un Membre qu'il procède à sa propre évaluation des risques. Comme l'a noté l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*, "[l]'article 5:1 n'exige pas du Membre qui adopte une mesure sanitaire qu'il procède à sa propre évaluation des risques. Il exige uniquement que les mesures SPS "soient établies sur la base d'une évaluation, selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances […]". La mesure SPS peut fort bien trouver une justification objective dans une évaluation des risques qui a été effectuée par un autre Membre ou par une organisation internationale".[1862] Ainsi, une mesure SPS peut être établie sur la base d'une évaluation des risques effectuée par un autre Membre ou par une organisation internationale.

7.3025 En l'espèce, les mesures de sauvegarde des États membres pertinents pourraient donc être étayées par une évaluation des risques effectuée par ces États membres concernant le produit faisant l'objet de leurs mesures de sauvegarde, ou par une évaluation des risques effectuée par une autre entité.

7.3026 S'agissant de la possibilité qu'il y ait une évaluation des risques effectuée par une entité autre que l'État membre adoptant une mesure de sauvegarde particulière, nous notons que des évaluations ont été effectuées concernant les produits pertinents avant que ceux-ci ne soient approuvés. Avant leur approbation, les évaluations étaient effectuées par l'autorité compétente de l'État membre auquel les demandes concernant les produits avaient été initialement présentées – l'"autorité compétente principale"[1863] – et par le comité scientifique pertinent des CE. En outre, après l'approbation du

[1861] *Voir*, par exemple, les rapports de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 196; *Australie – Saumons*, paragraphe 121.

[1862] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 190.

[1863] Nous notons que pour les neuf mesures de sauvegarde en cause aucun des États membres ayant adopté la mesure de sauvegarde n'a agi en tant qu'État membre principal pendant la procédure d'approbation pertinente.

produit, ces évaluations ont été examinées par le comité scientifique pertinent des CE sur la base des renseignements fournis par l'État membre adoptant la mesure de sauvegarde.

7.3027 Les parties s'accordent à reconnaître que les évaluations effectuées par l'autorité compétente principale et par les comités scientifiques des CE constituent des "évaluations des risques" au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Il ressort clairement des évaluations qui nous ont été fournies qu'elles ont évalué la probabilité des effets négatifs qu'il pourrait y avoir sur la santé des personnes et/ou l'environnement, ainsi que les conséquences qui pourraient en résulter, d'après l'utilisation proposée du produit biotechnologique spécifique à l'examen.[1864] Ces évaluations étaient de nature qualitative et non quantitative, même si la jurisprudence de l'OMC a clairement établi que l'*Accord SPS* n'exigeait pas que les évaluations des risques soient de nature quantitative pour répondre à la définition de l'Annexe A 4). Nous pensons donc comme les parties que des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 ont été effectuées concernant les produits faisant l'objet des mesures de sauvegarde par l'autorité compétente principale et le comité scientifique pertinent des CE. Nous examinerons ci-après, pour chaque mesure de sauvegarde, si, en plus, d'autres évaluations des risques ont été effectuées concernant ces mêmes produits, et en particulier si les États membres des CE appliquant des mesures de sauvegarde ont procédé à leur propre évaluation des risques.

7.3028 Une fois que nous aurons déterminé qu'il existe une ou plusieurs évaluations des risques concernant un produit faisant l'objet d'une des mesures de sauvegarde pertinentes – et nous avons déjà constaté dans le paragraphe précédent qu'il existait de telles évaluations des risques – nous devrons analyser toutes allégations selon lesquelles la mesure de sauvegarde pertinente est "établie sur la base d'"une ou de plusieurs de ces évaluations des risques. S'agissant de la question de savoir si une mesure SPS est "établie sur la base d'"une évaluation des risques, nous notons que cette prescription a été interprétée comme signifiant qu'il doit y avoir une relation rationnelle entre une évaluation des risques et la mesure SPS prise ou, en d'autres termes, que les résultats de l'évaluation des risques doivent "justifier suffisamment" ou "étayer raisonnablement" la mesure SPS en question.[1865]

7.3029 Dans la logique des considérations qui précèdent, nous allons déterminer ci-après, pour chaque mesure de sauvegarde, s'il existe une "évaluation des risques" sur la "base" de laquelle la mesure de sauvegarde est "établie". Avant de commencer, toutefois, nous devons traiter une autre question. La question que nous devons traiter est celle de savoir si le maintien des mesures de sauvegarde pertinentes peut être justifié à la fois au regard des évaluations des risques effectuées avant l'adoption de ces mesures et au regard des évaluations des risques effectuées après l'adoption de ces mesures.

7.3030 L'article 5:1 ne mentionne pas explicitement cette question spécifique. Nous rappelons que l'article 5:1 exige des Membres qu'ils fassent en sorte que leurs mesures SPS "soient établies sur la base d'"une évaluation, "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances", des risques pour la santé et la vie des personnes et des animaux ou pour la préservation des végétaux. S'agissant de la prescription imposant d'"établir" les mesures SPS "sur la base d'"une évaluation des risques, il est clair à nos yeux que les mesures SPS doivent être "établies sur la base d'"une évaluation des risques, ou "justifiées suffisamment" ou "étayées raisonnablement" par cette évaluation tout au long de la période

[1864] Nous notons que les évaluations par les comités scientifiques pertinents des CE qui ont examiné les évaluations antérieures effectuées par ces mêmes comités à la lumière des renseignements fournis par les États membres prenant les mesures de sauvegarde sont généralement des évaluations additionnelles par nature. Ainsi, les évaluations résultant des examens doivent être lues conjointement avec les évaluations antérieures (initiales).

[1865] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 193 et 194.

pendant laquelle ces mesures sont maintenues.[1866] À notre avis, tant une évaluation des risques effectuée avant l'adoption d'une mesure de sauvegarde particulière qu'une évaluation des risques effectuée après son adoption pourraient "justifier suffisamment" ou "étayer raisonnablement" le maintien de cette mesure.

7.3031 La prescription voulant qu'une évaluation des risques soit "approprié[e] en fonction des circonstances" est également pertinente pour notre examen. Le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" n'est assorti d'aucune réserve pour ce qui est de sa portée dans le temps. Il convient de noter que l'article 5:1 ne dit pas "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances existant au moment de l'adoption de telles mesures" ou "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances existant au moment de l'évaluation". Nous pensons qu'il peut être inféré de l'absence de toute limite temporelle que, quel que soit le moment, les mesures SPS doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques qui est appropriée en fonction des circonstances existant à ce moment-là. De fait, cela est compatible avec le fait que les circonstances pertinentes peuvent changer au fil du temps.[1867] Un changement dans les circonstances pertinentes peut avoir une incidence sur une évaluation des risques achevée et, dans certains cas, cette incidence peut être de nature à affecter la pertinence continue d'une évaluation des risques achevée et la validité de ses conclusions.[1868] Si un changement dans les circonstances pertinentes affecte la pertinence continue et la validité d'une évaluation des risques achevée et lorsque cela se produira, cette évaluation ne constituera plus, à notre avis, une évaluation "appropri[ée] en fonction des circonstances".[1869]

7.3032 Nous notons que l'Organe d'appel a fait observer que le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" donnait aux Membres "une certaine marge de manœuvre pour satisfaire aux prescriptions de [l'article 5:1]".[1870] Toutefois, cette déclaration ne concernait pas une situation telle que celle que nous examinons en l'espèce et dans laquelle les circonstances pertinentes changent au fil du temps. Nous ne voyons rien dans le sens ordinaire du membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances", ni dans l'observation susmentionnée

---

[1866] Ce point de vue est compatible avec la constatation ci-après du Groupe spécial *Australie – Saumons*:

> Nous prenons acte de la déclaration de l'Australie suivant laquelle sa politique d'autorisation des importations de produits à base de saumon ayant subi un traitement thermique conforme aux Conditions de 1988 sera revue et qu'à cette fin, une analyse des risques liés à l'importation est prévue. Il est possible que cette analyse des risques donne un fondement rationnel à la mesure en cause. Toutefois, *à ce jour* et sur la base de l'évaluation des risques qui nous a été communiquée, nous ne distinguons pas un tel fondement. (Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.100 (pas d'italique dans l'original).)

[1867] L'article 2:2 contient également des prescriptions distinctes étayant ce point de vue, selon lesquelles les Membres feront en sorte que leurs mesures 1) "soient fond[ées] sur des principes scientifiques" et 2) "ne soi[ent] pas maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes".

[1868] À notre avis, l'état des connaissances scientifiques est un exemple de circonstance qui est pertinente pour l'évaluation des risques et susceptible de changer au fil du temps. De fait, l'évolution de la science peut conduire à ce que des preuves scientifiques nouvelles et/ou meilleures soient disponibles et de telles preuves peuvent avoir un effet sur la pertinence continue et la validité des conclusions d'une évaluation des risques existante.

[1869] Dans ce contexte, il convient de noter que, à notre avis, une évaluation des risques achevée qui répond à la définition de l'Annexe A 4) et est compatible avec les prescriptions de l'article 5:2 et 5:3 de l'*Accord SPS* n'en satisferait pas moins à cette définition ou à ces prescriptions simplement parce qu'il y a eu un changement dans les circonstances pertinentes et que ce changement a affecté la pertinence continue de cette évaluation des risques. Voici un exemple simple: une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) qui n'a pas été mise à jour au fil du temps reste une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4). Toutefois, comme nous l'avons dit, il se peut qu'elle ne soit plus "appropriée en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1.

[1870] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 129.

de l'Organe d'appel, qui contredise notre avis selon lequel un changement dans les circonstances pertinentes pourrait, dans certains cas, faire qu'une évaluation des risques achevée ne soit plus "appropriée en fonction des circonstances".

7.3033 Cette approche est également étayée par le contexte de l'article 5:1. L'article 5:6 prévoit que "lorsqu'ils établiront ou *maintiendront* des mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent". (pas d'italique dans l'original) Nous avons déjà fait observer que l'un des buts d'une évaluation des risques est de permettre au Membre importateur de déterminer la mesure à appliquer, le cas échéant, pour atteindre le niveau de protection qu'il juge approprié. Ainsi, si un Membre pouvait maintenir, au titre de l'article 5:1, une mesure SPS notablement restrictive pour le commerce sur la base d'une évaluation des risques qui n'est plus appropriée en fonction des circonstances (par exemple en raison de nouvelles preuves scientifiques qui affectent la pertinence continue et la validité de l'évaluation des risques en question), et si une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances établissait que, pour l'essentiel, aucun risque n'existe dans les faits, alors ce Membre "maintiendrait" une mesure SPS qui, par hypothèse, est plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié, contrairement aux prescriptions de l'article 5:6. Indépendamment de la question de savoir si la mesure restrictive pour le commerce pourrait être contestée au titre de l'article 5:6, nous considérons qu'il serait inapproprié d'interpréter l'article 5:1 de manière à permettre au Membre de maintenir sa mesure restrictive pour le commerce, puisqu'une telle interprétation irait à l'encontre d'un but important de l'évaluation des risques, qui est "de servir de base à des mesures réglementaires".[1871] La détermination d'une mesure qui n'est pas plus restrictive pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection qu'un Membre juge approprié est une "mesure réglementaire" pertinente.

7.3034 En l'espèce, les parties plaignantes contestent le maintien par les Communautés européennes des mesures de sauvegarde pertinentes. Ainsi, conformément à notre interprétation de l'article 5:1, nous devons examiner si, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, chaque mesure de sauvegarde était établie sur la base d'une évaluation des risques appropriée en fonction des circonstances existant à ce moment-là. Puisque c'est le maintien de chaque mesure de sauvegarde qui est contesté, peu importe qu'une évaluation des risques spécifique, dont il est allégué qu'elle sert de base à une mesure de sauvegarde, ait été effectuée avant ou après l'adoption de cette mesure de sauvegarde. Ce qui compte c'est que l'évaluation des risques pertinente ait été appropriée en fonction des circonstances existant au moment où le présent Groupe spécial a été établi. Eu égard à cela, dans notre analyse du point de savoir s'il existe des évaluations des risques sur la base desquelles les différentes mesures de sauvegarde ont été établies au moment pertinent, nous examinerons les évaluations qui ont été effectuées avant que ces mesures ne soient adoptées, ainsi que les évaluations qui ont été effectuées après que ces mesures ont été adoptées.

ii) Autriche – Maïs T25

7.3035 Le Groupe spécial commence son analyse des différentes mesures de sauvegarde en examinant la mesure de l'Autriche concernant le maïs T25. La première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels l'Autriche s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

[1871] Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 7.12.

"Évaluation des risques"

7.3036 Nous rappelons tout d'abord que, dans le document exposant les motifs, l'Autriche a fait état de diverses préoccupations à l'appui de sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25, y compris, entre autres, le fait que le produit n'avait pas été examiné dans des conditions réalistes quant à l'utilisation d'herbicide et qu'aucun programme de surveillance n'était prévu pour évaluer les effets à long terme du maïs T25.[1872] S'agissant de sa préoccupation concernant l'évaluation des effets à long terme, l'Autriche a invoqué la nécessité de protéger les zones sensibles, faisant référence à une étude d'Hoppichler intitulée "Concepts of GMO-Free Environmentally Sensitive Areas" (concepts de zones sensibles sur le plan environnemental sans OGM) (ci-après "étude Hoppichler"), réalisée à la demande du Ministère fédéral de la condition féminine et de la protection des consommateurs de l'Autriche.[1873] Cette étude paraît être la seule preuve scientifique sur laquelle l'Autriche s'est appuyée au moment de l'adoption de sa mesure de sauvegarde.

7.3037 Comme nous l'avons également noté précédemment, l'Autriche a évoqué d'autres préoccupations dans le document de janvier 2004, à savoir concernant les risques liés à l'allergénicité et à la toxicité, les incidences possibles de la toxine *Bt* sur l'environnement, ainsi que les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques.[1874] En ce qui concerne le document de janvier 2004, nous rappelons que notre tâche consiste à évaluer si la mesure de sauvegarde de l'Autriche était établie sur la base d'une évaluation des risques au 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. À notre avis, une évaluation des risques achevée après août 2003 n'aiderait pas les Communautés européennes à réfuter l'allégation des parties plaignantes selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques en août 2003. Toutefois, nous notons que l'une des études mentionnées par l'Autriche dans le document de janvier 2004 a été publiée en mars 2003 et nous la prenons donc en compte. L'étude en question est une étude conjointe du Ministère fédéral de l'environnement ("Umweltbundesamt GmbH") et de l'IFF/IFZ - Inter-University Research Centre for Technology, Work and Culture (Centre de recherche interuniversités pour la technologie, le travail et la culture), intitulée "*Toxicology and Allergology of GM Products: Investigations into practice and recommendations on the standardization of risk assessment of genetically modified food*" (Toxicologie et allergologie des produits GM: Enquêtes sur les pratiques et recommandations concernant la normalisation de l'évaluation des risques en ce qui concerne les aliments génétiquement modifiés) (ci-après le "document de mars 2003").[1875]

7.3038 Ayant identifié les documents sur lesquels l'Autriche s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde, nous pouvons maintenant déterminer si l'un quelconque de ces documents constitue une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*.

7.3039 Nous rappelons que l'Autriche a justifié ses mesures de sauvegarde en faisant référence à des préoccupations concernant la dissémination du pollen dans les champs cultivés environnants, les effets écologiques à long terme, le développement possible d'une résistance aux antibiotiques et l'allergénicité et la toxicité. Nous avons déterminé que, pour autant que la mesure de l'Autriche était appliquée pour prendre en compte des préoccupations concernant la dissémination du pollen dans les champs cultivés environnants, les effets écologiques à long terme et le développement d'une résistance aux antibiotiques, elle relevait de l'Annexe A 1) a) et/ou d) de l'*Accord SPS*. La première clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* donne la définition suivante de l'"évaluation des risques" à effectuer pour des mesures ayant des buts relevant de l'Annexe A 1) a) ou d):

[1872] Pièce EC-160/At. 3.
[1873] Pièce EC-160/At. 5.
[1874] Pièce EC-158/At. 30.
[1875] Pièce EC-158/At. 41_trans.

> "*Évaluation des risques* - Évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées, et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter".

7.3040 Sur la base de cette définition, l'Organe d'appel a constaté, dans l'affaire *Australie – Saumons*, qu'une évaluation des risques devait[1876]:

> "1) *identifier* la ou les maladies [ou le ou les parasites] dont un Membre veut empêcher l'entrée, l'établissement ou la dissémination sur son territoire ainsi que les conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter;
>
> 2) évaluer la *probabilité* de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces maladies [ou de ces parasites] ainsi que des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter; et
>
> 3) évaluer la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces maladies [ou de ces parasites] *en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées*."

7.3041 Nous commençons notre analyse du document exposant les motifs présenté par l'Autriche. Dans ce document, l'Autriche allègue que le maïs T25 n'a pas été examiné dans des conditions réalistes d'utilisation de l'herbicide et de mise en œuvre des pratiques agricoles correspondantes; qu'il n'y avait pas de programme de surveillance pour évaluer les effets à long terme des plantes biotechnologiques et des herbicides, et en particulier pour ce qui est de la protection des zones sensibles sur le plan environnemental; qu'il n'y avait pas de mesures spéciales pour surveiller la dissémination du pollen dans les champs environnants cultivés en maïs classique (coexistence); et que les aspects écologiques régionaux n'étaient pas différenciés pour ce qui est du développement d'une résistance. Nous notons que le document exposant les motifs met en évidence des préoccupations liées à l'absence d'un programme de surveillance des incidences à long terme sur l'environnement pouvant résulter de l'utilisation d'herbicides sur des plantes GM et de la dissémination du pollen des champs cultivés en plantes GM vers les champs des zones environnantes. S'agissant de la préoccupation concernant la dissémination du pollen, le document exposant les motifs contient des références à des possibilités de risques associés à cette dissémination, mais ne donne aucune évaluation quant à la probabilité que ces risques se concrétisent. Par exemple, le document indique que la dissémination du pollen est "considérée le plus souvent comme inoffensive".[1877] D'autre part, le document exposant les motifs ne présente pas d'allégations explicites concernant les risques résultant des incidences à long terme sur l'environnement de l'utilisation d'herbicides conjointement avec des cultures GM dans des zones sensibles sur le plan environnemental, mais renvoie plutôt à l'étude Hoppichler pour l'analyse de ces risques.

7.3042 L'étude Hoppichler porte principalement sur la protection des zones sensibles sur le plan environnemental. Sur la base des éléments de preuve qui nous ont été communiqués[1878], nous croyons comprendre que l'Autriche cherche à empêcher la culture et les autres utilisations d'OGM sur son territoire en raison des risques écologiques à long terme qui pourraient en résulter, en particulier dans

---

[1876] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 121. (texte ajouté entre crochets)

[1877] Pièce EC-160/At. 3

[1878] Nous notons que les Communautés européennes ont présenté un résumé de l'étude Hoppichler en anglais (pièce EC-160/At. 5).

les zones fragiles. De plus, l'étude indique que "la dissémination multiple et la commercialisation des OGM sont des processus irréversibles et [que] les produits issus de l'agriculture biologique contiendront également des OGM, même s'ils sont produits strictement selon les recommandations en matière d'agriculture biologique".[1879]

7.3043 En examinant l'étude Hoppichler, nous rappelons que la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par l'Autriche, y compris l'étude susmentionnée, afin de déterminer si ces renseignements pouvaient "constituer une preuve scientifique pertinente, qui amènerait le CSP à considérer que ce produit représente un risque pour la santé des personnes et l'environnement".[1880] En réponse, le CSP a formulé un avis dans lequel il note que l'étude Hoppichler "ne contient aucun renseignement scientifique nouveau qui soit pertinent pour l'évaluation des risques scientifique initiale que [le CSP] a publiée en 1998. En fait, le document contient des arguments en faveur de l'établissement de zones sensibles sur le plan environnemental sans OGM et résume les avis recueillis auprès de personnes qui peuvent être confrontées, dans leur profession, aux effets quels qu'ils soient de la dissémination d'OGM sur l'environnement". À ce que nous croyons comprendre, cette déclaration signifie que le CSP n'a pas vu dans cette étude une évaluation des risques.

7.3044 Nous notons également que l'étude Hoppichler ne parle pas de probabilité relative concernant les risques possibles qu'elle identifie, mais fait plutôt référence à des possibilités de risques ou simplement à l'impossibilité de déterminer des probabilités. Par exemple, le document indique qu'"il y a des possibilités de risques directs qui peuvent être évaluées dans certaines limites selon l'état d'avancement de la science et de la technologie".[1881] De plus, l'étude cite deux analyses concernant l'évaluation des risques que la dissémination d'OGM présente pour l'environnement. Une citation de la première analyse indique que "l'incidence des herbes transgéniques sur le plan écologique *peut être* générale". (pas d'italique dans l'original)[1882] La seconde analyse est censée démontrer que "la contamination des pools génétiques naturels par des gènes synthétiques est incalculable en principe dans le cadre d'une évaluation prévisionnelle des risques".[1883] Cette déclaration souligne l'absence de risque estimé résultant du flux de gènes à partir des OGM.

7.3045 Concernant ces références faites à des possibilités de risques, nous rappelons que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a indiqué ce qui suit:

> "[I]l ne suffit pas […] que l'évaluation des risques conclue à la possibilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de maladies et des conséquences biologiques et économiques en résultant. Une bonne évaluation des risques de ce type doit évaluer la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de dissémination de maladies et des conséquences biologiques et économiques en résultant".[1884]

7.3046 Étant donné l'absence d'évaluation de la probabilité dans l'étude Hoppichler, nous considérons que cette étude ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4) et ne constitue donc pas une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

[1879] Pièce EC-160/At. 5, page 8.
[1880] Pièces US-56; CDA-77; ARG-45 et 46.
[1881] Pièce EC-160/At. 5, page 4.
[1882] Pièce EC-160/At. 5, page 4.
[1883] Pièce EC-160/At. 5, page 4.
[1884] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 123 et 124.

7.3047 Nous allons maintenant déterminer si l'un quelconque des documents pertinents sur lesquels l'Autriche s'est appuyée contient une évaluation des risques concernant les préoccupations de l'Autriche au sujet du développement d'une résistance aux antibiotiques et de l'allergénicité et de la toxicité. Nous rappelons à cet égard notre constatation antérieure selon laquelle la mesure de l'Autriche relève de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS* pour autant qu'elle est appliquée pour prendre en compte de telles préoccupations. La deuxième clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* donne la définition suivante de l'"évaluation des risques" à effectuer pour des mesures ayant des buts relevant de l'Annexe A 1) b):

> "*Évaluation des risques* […] évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence d'additifs, de contaminants, de toxines ou d'organismes pathogènes dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux."

7.3048 Nous notons que, contrairement à ce qui est le cas pour la définition de l'évaluation des risques figurant dans la première clause de l'Annexe A 4), la jurisprudence de l'OMC fournit peu d'indications sur le sens des concepts clés contenus dans la définition figurant dans la deuxième clause. L'Organe d'appel a simplement fait observer à cet égard que la première clause différait sensiblement de la deuxième clause, et que la deuxième clause ne requérait "que" l'évaluation des effets négatifs que "pourrait" avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence de certaines substances dans les produits alimentaires ("the evaluation of the *potential* for adverse effects"), alors que la première partie de la phrase exigeait une évaluation de la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter.[1885] Nous notons que le dictionnaire définit le terme "potential" comme étant "la possibilité que quelque chose se produise […] dans le futur".[1886]

7.3049 Dans ce contexte, il y a un document pertinent à examiner; il s'agit de l'étude de l'Autriche de mars 2003 sur la toxicologie et l'allergénicité des produits biotechnologiques. Cette étude examine l'évaluation, au titre du Règlement n° 258/97, des risques toxiques et allergènes des aliments contenant des OGM ou consistant en de tels organismes. Son objectif était d'examiner les pratiques en matière d'évaluation des risques pour les aliments dérivés de plantes biotechnologiques et de formuler des propositions à des fins "de concrétisation et de normalisation de l'évaluation des risques sur le plan de la toxicologie et de l'allergénicité".[1887] Nous considérons que cette étude évalue des *procédures* d'évaluation des risques et non les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la consommation d'aliments spécifiques contenant des OGM ou consistant en de tels organismes. Nous pensons donc que l'étude de mars 2003 ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3050 S'agissant de la préoccupation de l'Autriche concernant le développement d'une résistance aux antibiotiques, nous rappelons qu'il a été fait état de cette préoccupation dans le document de janvier 2004.[1888] Toutefois, aucun des documents justificatifs présentés au Groupe spécial ne contient une analyse des risques liés à cette préoccupation spécifique dans le contexte du produit en cause. L'étude de l'Autriche de mars 2003 sur la toxicologie et l'allergénicité des produits biotechnologiques examine des procédures d'évaluation des risques des aliments contenant des OGM ou consistant en de tels organismes; la question de la résistance aux antibiotiques n'est pas incluse dans l'analyse. Ainsi,

---

[1885] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, note de bas de page 69.

[1886] *The Concise Oxford Dictionary*, 10th edn, J. Pearsall (ed.) (Oxford University Press, 1999), page 1120.

[1887] Pièce EC-158/At. 41, page 19.

[1888] Pièce EC-158/At. 30.

nous n'avons connaissance d'aucun document datant d'avant août 2003 et traitant la question de la résistance aux antibiotiques qui réponde à la définition d'une évaluation des risques donnée à l'Annexe A 4).

7.3051 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels l'Autriche s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas, en eux-mêmes, des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3052 En ce qui concerne les documents sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Autriche était établie sur la base d'une évaluation "appropriée en fonction des circonstances", au sens de l'article 5:1. D'après les Communautés européennes, le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" indique clairement que les Membres ont une certaine flexibilité pour satisfaire aux prescriptions de l'article 5:1.[1889] Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche, incluent le fait que, du point de vue de l'Autriche, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes.

7.3053 Nous n'avons pas besoin de déterminer si les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes pour l'Autriche et, le cas échéant, si cela constituerait une circonstance pertinente. Même si c'était le cas, la flexibilité que le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" peut ménager, dans certaines situations, ne dispense pas l'Autriche de la prescription énoncée à l'article 5:1 lui imposant d'établir sa mesure de sauvegarde sur la base d'une évaluation des risques qui réponde à la définition de l'Annexe A 4).[1890] Tout ce qui figure dans la définition de l'expression "évaluation des risques" donnée à l'Annexe A 4) et qui est applicable à la mesure de sauvegarde de l'Autriche doit, à notre avis, être respecté. Il est utile de rappeler, à cet égard, que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a fait observer qu'une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite pouvait être exprimée soit quantitativement, soit qualitativement.[1891] De plus, dans des circonstances dans lesquelles il y a peu de preuves scientifiques disponibles, le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" peut ménager une certaine flexibilité quant à la façon dont les éléments applicables de la définition de l'Annexe A 4), y compris l'évaluation de la probabilité, sont respectés (mais pas quant à la question de savoir s'ils doivent l'être). En l'espèce, nous avons répondu non à la question de savoir si les documents sur lesquels l'Autriche s'était appuyée respectent les éléments applicables de la définition de l'expression "évaluation des risques" donnée à l'Annexe A 4). Par conséquent, nous ne jugeons pas nécessaire d'examiner plus avant l'argument des Communautés européennes relatif au membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances".

7.3054 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucun des documents sur lesquels l'Autriche s'était appuyée ne constituait une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document autre que ceux sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs T25. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1892] Il

[1889] À l'appui de cette déclaration, les Communautés européennes font référence au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 129.

[1890] Nous prenons note, dans ce contexte, de la déclaration du Groupe spécial *Australie – Saumons* selon laquelle le membre de phrase "selon qu'il sera approprié en fonction des circonstances" "ne peut […] annuler ou remplacer l'obligation fondamentale qui incombe à l'Australie d'établir la mesure sanitaire faisant l'objet du différend […] sur la base d'une évaluation des risques". Rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.57.

[1891] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 124.

[1892] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.

ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à celle qu'a effectuée le CSP.[1893] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que ces deux documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3055 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le Comité scientifique des plantes n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Nous rappelons également à cet égard que le CSP a confirmé son évaluation des risques initiale après avoir examiné les renseignements sur lesquels l'Autriche s'était appuyée. Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Autriche est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3056 Comme nous l'avons noté, on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celle qu'a effectuée le CSP. Dans notre analyse ci-après nous examinerons si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde de l'Autriche était "établie sur la base de" l'une de ces évaluations des risques.

7.3057 Les Communautés européennes présentent deux arguments principaux à l'appui de leur affirmation selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche est établie sur la base d'une évaluation des risques, conformément à l'article 5:1. Le premier argument des Communautés européennes est que les gouvernements responsables et représentatifs peuvent agir sur la base soit d'une opinion scientifique dominante, soit d'un point de vue scientifique divergent. S'agissant de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, les Communautés européennes estiment que l'Autriche a agi sur la base de renseignements scientifiques nouveaux, qui présentaient un point de vue divergent par rapport à l'opinion scientifique dominante consignée dans l'évaluation des risques initiale.

7.3058 Le Groupe spécial note que, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a observé qu'une "évaluation des risques pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représent[ait] le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui [avaient] un point de vue divergent".[1894] Il a ensuite indiqué que "les gouvernements responsables et représentatifs [avaient] tendance à fonder leurs mesures législatives et administratives sur l'opinion scientifique "dominante". Dans d'autres cas, des gouvernements tout aussi responsables et représentatifs [pouvaient] agir de bonne foi sur la base de ce qui [pouvait] être, à un moment donné, une opinion divergente provenant de sources compétentes et respectées. En soi, cela ne témoign[ait] pas nécessairement de l'absence d'une relation raisonnable entre la mesure SPS et l'évaluation des risques, notamment lorsque le risque en question [pouvait] être mortel et qu'il [était] perçu comme posant une menace évidente et imminente pour la santé et la sécurité publiques".[1895]

7.3059 Il est important de rappeler que cette déclaration concernait une situation hypothétique dans laquelle des points de vue divergents étaient exprimés dans le cadre et à l'occasion de la même

[1893] Pièces EC-160/At. 2; CDA-75 et 87; US-56 (évaluation initiale du CSP); ARG-45 et 46 (évaluation initiale du CSP).
[1894] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 194.
[1895] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 193 et 194.

évaluation des risques. En l'espèce, nous n'avons connaissance et n'avons été informés d'aucun point de vue divergent qui aurait été exprimé dans les évaluations des risques de l'autorité compétente principale et du CSP concernant le maïs T25. Ainsi, nous avons une situation différente de celle qu'a décrite l'Organe d'appel dans l'affaire *CE – Hormones*. Par ailleurs, nous notons que les contributions des experts du Groupe spécial n'étayent pas le point de vue selon lequel les risques potentiels liés à la dissémination volontaire de maïs T25 et d'autres produits biotechnologiques faisant l'objet du présent différend peuvent être considérés comme des risques "mortel[s]" ou comme des risques "posant une menace évidente et imminente pour la santé et la sécurité publiques".[1896]

7.3060 Lorsqu'une évaluation des risques donnée fait ressortir une opinion divergente[1897] et que cette opinion provient de sources qualifiées et respectées, on peut raisonnablement dire qu'une mesure SPS qui traduit l'opinion divergente est "établie sur la base de" l'évaluation des risques en question dans la mesure où l'opinion divergente est exprimée dans cette évaluation des risques. À l'inverse, lorsqu'une évaluation des risques donnée fait ressortir une seule opinion, on ne peut pas raisonnablement dire qu'une mesure SPS est "établie sur la base de" *cette* évaluation des risques si la mesure SPS traduit une opinion divergente qui n'est pas exprimée dans l'évaluation des risques en question. Par hypothèse, l'opinion exprimée dans cette évaluation des risques ne "justifierait [pas] suffisamment" ou ne "soutiendrait [pas] raisonnablement" la mesure SPS prise.

7.3061 Dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche, les Communautés européennes affirment que des renseignements scientifiques nouveaux sont devenus disponibles et que ces renseignements nouveaux justifiaient l'évaluation des risques divergente de l'Autriche. Même à supposer que ce soit le cas, toutefois, cela ne changerait rien au fait que nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP. Ainsi, il apparaîtrait clairement que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde de l'Autriche n'aurait pas été établie sur la base de ces évaluations des risques existantes, mais sur la base de la version modifiée de ces évaluations de l'Autriche elle-même, à savoir son évaluation divergente.

7.3062 Même si l'évaluation divergente alléguée de l'Autriche ne s'écartait pas, à plusieurs égards, des évaluations des risques existantes, la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne pourrait pas, pour cette seule raison, être considérée comme étant établie sur la base de ces évaluations des risques si ces évaluations aboutissaient à une conclusion générale différente. Pour clarifier les choses, nous ne voulons pas dire que les Membres ne peuvent pas s'appuyer en partie sur une évaluation des risques existante qui fait ressortir une seule opinion. Mais, dans la mesure où ils ne souscrivent pas à une partie ou à la totalité des conclusions contenues dans une telle évaluation, il serait à notre avis nécessaire que les Membres expliquent, par référence à l'évaluation existante, comment et pourquoi ils évaluent les risques différemment, et fournissent leur évaluation des risques révisée ou supplémentaire. Les Communautés européennes et l'Autriche n'ont pas procédé ainsi pour ce qui est de la mesure de sauvegarde concernant le maïs T25.

7.3063 Puisque nous ne sommes pas en mesure d'accepter le premier argument avancé par les Communautés européennes à l'appui de leur point de vue selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Autriche est établie sur la base des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP, nous devons examiner leur deuxième argument. Le deuxième argument des Communautés européennes consiste à dire que l'évaluation des risques effectuée avant que l'approbation de la commercialisation à l'échelle communautaire ait été donnée peut servir de base, au

[1896] *Ibid*.

[1897] Nous utilisons l'expression "opinion divergente" ou "évaluation divergente" pour désigner une opinion ou une évaluation qui préconise et étaye une conclusion générale notablement différente.

moins temporairement, tant à l'approbation de la commercialisation à l'échelle communautaire qu'à la mesure de sauvegarde provisoire de l'Autriche. En d'autres termes, les Communautés européennes soutiennent que la même évaluation des risques peut "justifier suffisamment" ou "étayer raisonnablement" plus d'un type de mesure SPS, ou, comme le disent les Communautés européennes, une seule et même évaluation des risques peut justifier "des réponses divergentes de gouvernements également responsables et représentatifs".[1898]

7.3064 D'une manière générale, le Groupe spécial pense comme les Communautés européennes que l'on pourrait imaginer qu'une évaluation des risques particulière serve de base à différents types de mesures SPS. De fait, il peut exister une série de mesures ayant une relation rationnelle avec une évaluation des risques donnée, au moins dans des cas où l'existence d'un risque a été déterminée.[1899] En l'espèce, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP au sujet du maïs T25 étaient favorables.[1900] Ces évaluations concluaient qu'il n'y avait aucune preuve indiquant que le maïs T25 présentait un risque plus grand pour la santé humaine ou l'environnement que le produit équivalent (non biotechnologique). Pourtant, la mesure de sauvegarde dont il est allégué qu'elle a été adoptée par l'Autriche sur la base de ces évaluations des risques prévoit la prohibition complète du produit.[1901] À notre avis, les constatations favorables des évaluations des risques en question ne conduisent pas naturellement à la conclusion que ce qui est sans doute le type le plus strict de mesure SPS, à savoir une prohibition complète, était justifié dans le cas de l'Autriche pour protéger la santé humaine et l'environnement. Au contraire, ces constatations donnent fortement à penser que ce type de mesure n'était pas suffisamment justifié.

7.3065 Les Communautés européennes affirment que chacune des mesures de sauvegarde en cause dans la présente affaire repose sur le principe de précaution. Nous pourrions admettre que le fait qu'un Membre a décidé d'adopter une approche de précaution pourrait avoir une incidence sur l'évaluation par un groupe spécial de la question de savoir si une mesure SPS est "établie sur la base d'"une évaluation des risques, comme le requiert l'article 5:1. Nous considérons que, s'il existe des facteurs qui affectent le niveau de confiance des scientifiques dans une évaluation des risques qu'ils ont effectuée[1902], un Membre peut en principe en tenir compte lorsqu'il détermine la mesure à appliquer pour atteindre le niveau de protection contre les risques qu'il juge approprié.[1903] Ainsi, on

---

[1898] *Voir* la réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.

[1899] Même s'il peut y avoir diverses mesures SPS ayant une relation rationnelle avec une évaluation des risques donnée, certaines de ces mesures peuvent être incompatibles avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS*. En d'autres termes, il peut y avoir des mesures SPS ayant une relation rationnelle avec une évaluation des risques, mais qui sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que le Membre juge approprié.

[1900] Pièces EC-160/At. 2; CDA-75 et 87; US-56 (évaluation des risques initiale du CSP); ARG-45 et 46 (évaluation des risques initiale du CSP).

[1901] Comme nous l'avons noté, la prohibition fait l'objet d'une exception dans les cas où les produits sont destinés à être immédiatement réexportés après manutention et nouveau conditionnement (pièce EC-160/At. 3_trans).

[1902] Par exemple, un nombre limité de preuves scientifiques pertinentes peut être l'un de ces facteurs.

[1903] Ce point de vue est compatible avec les techniques d'évaluation des risques établies par les organisations internationales compétentes. Par exemple, les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* indiquent que "[l]e rapport relatif à l'évaluation des risques doit faire état de toutes les contraintes, incertitudes et hypothèses et de leur incidence sur l'évaluation des risques. Les opinions minoritaires doivent aussi être mentionnées. La résolution du problème de l'incidence de l'incertitude sur la décision de gestion des risques est une responsabilité qui incombe au responsable de la gestion des risques, et non au responsable de leur évaluation". Commission du Codex Alimentarius, *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* (adoptés en juin/juillet 2003), section III, Manuel de procédure du Codex, 14ème édition, 2004, paragraphe 25. Dans le même ordre d'idées, les *Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies*

peut imaginer qu'il y ait des cas dans lesquels un Membre qui adopte une approche de précaution et qui se trouve confronté à une évaluation des risques identifiant des incertitudes[1904] ou des contraintes serait fondé à appliquer i) une mesure SPS même si un autre Membre pourrait ne pas décider d'appliquer de mesure SPS sur la base de la même évaluation des risques, ou ii) une mesure SPS plus rigoureuse que la mesure SPS appliquée par un autre Membre pour prévenir le même risque. Toutefois, même si un Membre adopte une approche de précaution, ces mesures SPS doivent être "établies sur la base d'"une évaluation des risques (c'est-à-dire être "suffisamment justifiées" ou "raisonnablement étayées" par celle-ci). Autrement dit, une telle approche doit être appliquée d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 5:1.[1905]

7.3066 Dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et encore moins expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de l'Autriche était justifiée par les évaluations des risques pertinentes. Ainsi, l'argument des Communautés européennes concernant l'approche de précaution ne nous convainc pas que la mesure de sauvegarde de l'Autriche est "suffisamment justifiée" par les évaluations des risques favorables effectuées pour le maïs T25. En d'autres termes, si la mesure de sauvegarde de l'Autriche traduit une approche de précaution, nous estimons, sur la base des éléments de preuve dont nous disposons, que l'Autriche n'a pas mis en œuvre cette approche d'une manière compatible avec les prescriptions de l'article 5:1.

7.3067 Nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel "établi sur la base de" ne signifie pas "conforme à". Dans la mesure où les Communautés européennes entendent faire valoir que les Membres sont libres d'adopter tout type de mesures SPS pour autant qu'il existe une évaluation des risques pour le produit faisant l'objet de la mesure SPS, nous ne sommes pas d'accord. Il est exact que l'Organe d'appel a indiqué, dans l'affaire *CE – Hormones*, que l'expression "établi sur la base de" telle qu'elle figurait à l'article 3:1 de l'*Accord SPS*[1906] ne signifiait pas "conforme à".[1907] Toutefois, l'Organe d'appel a également indiqué dans l'affaire *CE – Hormones* que, dans le contexte spécifique de l'article 5:1, l'expression "établi sur la base de" devrait être interprétée comme signifiant "suffisamment justifié par", "raisonnablement étayé par" ou "en relation logique

---

modernes du Codex indiquent que "les gestionnaires des risques devraient prendre en compte les incertitudes identifiées dans l'évaluation des risques et mettre en place des mesures appropriées pour gérer ces incertitudes". Commission du Codex Alimentarius, *Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes* (adoptés en juin/juillet 2003), CAC/GL 44-2003, paragraphe 18. De même, la partie pertinente de la NIMP n° 11 (2001) de la CIPV indique que "l'incertitude signalée dans l'évaluation des conséquences économiques et de la probabilité d'introduction devrait également être prise en compte et incluse dans la sélection d'une option de gestion des risques". CIPV, NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine*, avril 2001, paragraphe 3. Le passage cité est resté inchangé dans la version de 2004 de la NIMP n° 11, qui s'applique spécifiquement aux organismes vivants modifiés.

[1904] Nous ne nous référons pas ici à l'incertitude théorique qui subsiste inévitablement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'un produit n'aura jamais d'effets négatifs sur la santé des personnes ou l'environnement. L'Organe d'appel a clairement indiqué que cette incertitude théorique n'était pas le genre de risque qui devait être évalué aux termes de l'article 5:1. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 186.

[1905] Nous rappelons que, d'après l'Organe d'appel, le principe de précaution "n'a pas été incorporé dans l'*Accord SPS* comme motif justifiant des mesures SPS qui sont par ailleurs incompatibles avec les obligations des Membres énoncées dans des dispositions particulières dudit accord". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[1906] La partie pertinente de l'article 3:1 indique que "les Membres établiront leurs mesures [SPS] sur la base de normes, directives ou recommandations internationales, dans les cas où il en existe […]".

[1907] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 166.

avec".[1908] Comme nous l'avons dit, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre cette mesure, qui impose une prohibition complète, et les évaluations des risques, qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le maïs T25 présentait un risque plus grand pour la santé humaine ou l'environnement que le produit équivalent (non biotechnologique).[1909] Quoi qu'il en soit, si nous devions effectivement permettre à l'Autriche de ne pas tenir compte des évaluations des risques favorables, nous ferions de ces évaluations des documents sans importance fondamentale et de la conduite de ces évaluations une simple formalité. Or, la prescription énoncée à l'article 5:1 qui impose d'"établir" une mesure SPS "sur la base d'"une évaluation des risques est clairement une prescription de fond, et pas simplement une prescription formelle voulant que l'on accompagne une mesure SPS d'une évaluation des risques.[1910]

7.3068 Compte tenu des considérations qui précèdent, bien que nous ne rejetions pas le deuxième argument des Communautés européennes dans son ensemble, nous ne partageons pas l'avis des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Autriche peut être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP en relation avec le maïs T25.

7.3069 En conséquence, puisque nous sommes d'avis que la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques existantes (initiales), et rappelant également qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure autrichienne prohibant la mise sur le marché du maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, conformément à l'article 5:1.[1911]

Conclusions générales

7.3070 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

[1908] *Ibid.*, paragraphe 193.

[1909] Nous notons que, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel était confronté à une situation comparable. Spécifiquement, il a constaté que des rapports scientifiques qui concluaient que l'utilisation de certaines hormones à des fins anabolisantes était sans danger n'étayaient pas logiquement une prohibition à l'importation maintenue par les Communautés européennes. Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphes 196 et 197.

[1910] Nous notons que, dans l'affaire *CE – Hormones*, l'Organe d'appel a également qualifié la prescription voulant qu'une mesure SPS soit "établie sur la base d'"une évaluation des risques de "prescription de fond". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 193.

[1911] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3071 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis), DS292 (Canada) et DS293 (Argentine), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

iii) Autriche – Maïs Bt-176

7.3072 Le Groupe spécial passe maintenant à l'analyse de la mesure de l'Autriche concernant le maïs Bt-176. La première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels l'Autriche s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3073 Nous rappelons que, d'après le document exposant les motifs, les préoccupations de l'Autriche au sujet du maïs Bt-176 étaient liées en particulier aux questions du transfert de gènes (développement d'une résistance aux antibiotiques) et du développement d'une résistance à la toxine *Bt*.[1912] Pour chacune de ces préoccupations, l'Autriche a donné les raisons scientifiques justifiant sa décision d'interdire le maïs Bt-176.[1913]

7.3074 Nous notons qu'en mai 1997 l'Autriche a fourni à la Commission des preuves scientifiques additionnelles à l'appui de sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176.[1914] En particulier, l'Autriche a communiqué deux études sur le développement d'une résistance à la toxine *Bt* découlant

[1912] Pièce EC-158/At. 7.

[1913] Nous notons que, dans le document exposant les motifs, l'Autriche fait référence à un certain nombre d'études scientifiques à l'appui de sa mesure de sauvegarde. Toutefois, étant donné que ces études n'ont pas été soumises au Groupe spécial comme éléments de preuve, nous ne pouvons pas déterminer si l'une de ces études constitue en elle-même une évaluation des risques sur la base de laquelle la mesure de sauvegarde pourrait être établie. Nous notons en revanche que bon nombre de ces études sont antérieures à l'évaluation des risques initialement établie par les CE et que l'on peut supposer qu'elles étaient connues et qu'elles ont été prises en considération dans le contexte de cette évaluation des risques.

[1914] Pièce EC-158/At. 10.

du fait que les plantes transgéniques produisant des protéines insecticides *Bt* sont cultivées à une échelle commerciale (ci-après les "études de mars et d'avril 1997").[1915]

7.3075 En outre, dans le document de janvier 2004, l'Autriche a évoqué d'autres résultats récents de recherches scientifiques concernant les risques liés à l'allergénicité et à la toxicité, l'incidence possible de la toxine *Bt* sur l'environnement, y compris les effets sur les organismes non cibles, ainsi que les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques.[1916] En ce qui concerne le document de janvier 2004, nous rappelons que notre tâche consiste à évaluer si la mesure de sauvegarde autrichienne était établie sur la base d'une évaluation des risques au 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. À notre avis, une évaluation des risques achevée après août 2003 n'aiderait pas les Communautés européennes à réfuter l'allégation des parties plaignantes selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques en août 2003. Toutefois, nous notons que l'une des études mentionnées par l'Autriche dans le document de janvier 2004 a été publiée en mars 2003 et nous la prenons donc en compte. L'étude en question est une étude conjointe du Ministère fédéral de l'environnement ("Umweltbundesamt GmbH") et de l'IFF/IFZ – Inter-University Research Centre for Technology, Work and Culture (Centre de recherche interuniversités pour la technologie, le travail et la culture), intitulée "*Toxicology and Allergology of GM Products: Investigations into practice and recommendations on the standardization of risk assessment of genetically modified food*" (Toxicologie et allergologie des produits GM: enquêtes sur les pratiques et recommandations concernant la normalisation de l'évaluation des risques en ce qui concerne les aliments génétiquement modifiés) (ci-après le "document de mars 2003").[1917]

7.3076 Ayant identifié les documents sur lesquels l'Autriche s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde, nous pouvons maintenant déterminer si l'un quelconque de ces documents constitue une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*. Comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, compte tenu des préoccupations exprimées par ce même pays au sujet du maïs Bt-176, nous considérons que tant la première clause que la seconde clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définissent l'"évaluation des risques" qui doit être entreprise pour la mesure de l'Autriche concernant le maïs Bt-176.

7.3077 Nous commençons notre analyse par le document exposant les motifs de l'Autriche. Nous notons que ce document fait état de préoccupations liées au développement d'une résistance aux antibiotiques et aux effets du développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt. En outre, nous notons que l'Autriche fait référence dans ce même document aux évaluations des risques initialement effectuées par le Comité scientifique de l'alimentation humaine (CSAH), le Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) et le Comité scientifique des pesticides (CSPe). Tout en notant que toutes les observations et tous les arguments scientifiques présentés dans les avis de ces comités scientifiques sont "valides et pertinents"[1918], l'Autriche affirme que de nouveaux résultats scientifiques soulèvent des questions sur la possibilité d'une évaluation concluante du mécanisme de transfert des gènes ainsi que du développement d'une résistance à la toxine Bt. Au sujet de ces nouveaux résultats scientifiques, l'Autriche note que "les risques potentiels sont très difficiles à évaluer et devraient être évités en l'état actuel du débat scientifique".[1919] Dans le même ordre d'idées, le document exposant les motifs indique qu'"[o]n dispose déjà de produits de maïs adéquats qui ne sont pas soumis à ces restrictions, c'est pourquoi il n'y a aucune raison d'accepter des risques qui sont

[1915] Pièce EC-158/Ats. 11 et 12.
[1916] Pièce EC-158/At. 30.
[1917] Pièce EC-158/At. 41_trans.
[1918] Pièce EC-158/At. 7, page 5.
[1919] *Ibid*.

difficiles à évaluer".[1920] Ailleurs dans le document, il est dit que "[l']incidence d'un transfert du gène *bla* aux bactéries [de l'intestin] des personnes ou des animaux ne peut pas être pleinement évaluée".[1921] Ces affirmations servent à démontrer que l'Autriche n'a pas "évalué" les risques allégués qui sont identifiés dans le document exposant les motifs. Par conséquent, nous ne considérons pas que le document exposant les motifs constitue une "évaluation" des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

7.3078 Nous examinons maintenant les deux études scientifiques que l'Autriche a communiquées à la Commission en mai 1997 pour justifier sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176.[1922] Ces études étaient consacrées à la question du développement d'une résistance à la toxine Bt découlant de la production à l'échelle commerciale de cultures Bt transgéniques (études publiées par l'Académie nationale des sciences entre mars et avril 1997).[1923] Ces deux études examinent le mécanisme grâce auquel les insectes développent une résistance à la toxine Bt. La première étude décrit une technique permettant d'évaluer la probabilité qu'une population particulière d'insectes développe une résistance à la toxine Bt tandis que la seconde utilise l'analyse génétique pour montrer qu'un gène d'insecte unique peut conférer une résistance aux toxines de plusieurs souches différentes de Bt. La première étude est consacrée aux insectes se nourrissant de coton Bt tandis que la seconde examine le mécanique génétique sous-tendant l'évolution de la résistance sur la base d'études d'alimentation dans le cadre desquelles on a fait ingérer à des insectes des toxines Bt sous forme de poudre. Même si les résultats de ces études peuvent être pertinents aux fins de l'évaluation des risques de développement d'une résistance au maïs Bt-176, aucune de ces deux études n'évalue la probabilité de ces risques. Pour cette raison, nous ne considérons pas que les études de mars et d'avril 1997 répondent à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4). Nous considérons par conséquent que ces études ne peuvent pas être considérées comme des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3079 Nous rappelons que les Communautés européennes ont fourni comme élément de preuve une étude menée par l'Autriche sur les risques toxicologiques et les risques d'allergies liés aux produits biotechnologiques (le document de mars 2003).[1924] Comme nous l'avons noté ci-dessus en ce qui concerne le maïs T25, nous considérons que cette étude évalue des *procédures* d'évaluation des risques et non les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la consommation d'aliments spécifiques contenant des OGM ou consistant en de tels organismes.[1925] Nous pensons donc que l'étude de mars 2003 ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3080 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels l'Autriche s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3081 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Autriche était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances", au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde autrichienne, incluent le fait que, du point de

[1920] *Ibid*.
[1921] Pièce 158/At. 7, page 6.
[1922] Pièce EC-158/At. 10.
[1923] Pièces EC-158/Ats. 11 et 12.
[1924] *Voir supra*, le paragraphe 7.3037.
[1925] *Voir supra*, le paragraphe 7.3049.

vue de l'Autriche, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant dans les paragraphes 7.3052 et 7.3053 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3082 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucun des documents sur lesquels l'Autriche s'était appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 ne constituait une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs Bt-176. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1926] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à l'une des évaluations des risques réalisées par le Comité scientifique des pesticides (CSPe), le Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) ou par le CSAH.[1927] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que tous ces documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3083 De plus, nous rappelons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et les évaluations des risques réalisées par le CSPe, par le CSAA ou par le CSAH n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3084 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 était "établie sur la base" soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale soit de celles qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.[1928]

7.3085 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 et à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale et aux évaluations des risques réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en rapport avec le maïs Bt-176. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

[1926] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.

[1927] Pièces EC-158/Ats. 1 à 3; EC-158/At. 4; EC-158/At. 5; EC-158/At. 6.

[1928] Comme il a été noté, nous devons examiner dans le cadre de notre analyse si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques étant donné qu'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celles qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et dans les évaluations des risques qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en ce qui concerne le maïs Bt-176;

b) ni les Communautés européennes ni l'Autriche n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi l'Autriche a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et encore moins expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de l'Autriche était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de l'Autriche, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le maïs Bt-176 aura un quelconque effet négatif sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3086 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou des évaluations des risques qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en rapport avec le maïs Bt-176, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde autrichienne n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[1929]

Conclusions générales

7.3087 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de

[1929] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3088 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS293 (Argentine), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

iv) Autriche – Maïs MON810

7.3089 Nous passons maintenant à l'analyse de la mesure de l'Autriche concernant le maïs MON810. La première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels l'Autriche s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3090 Nous rappelons que, d'après le document exposant les motifs de l'Autriche, les préoccupations de ce pays au sujet du maïs MON810 étaient liées en particulier aux effets indésirables sur les organismes non cibles et au développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt.[1930] Pour chacune de ces préoccupations, l'Autriche renvoie aux résultats d'études scientifiques récentes. Nous notons que, parmi les études scientifiques que l'Autriche a invoquées dans le document exposant les motifs qui justifient sa mesure de sauvegarde concernant le maïs MON810, seules les études mentionnées ci-après ont été communiquées au Groupe spécial:

i) Étude de Losey (1999), "Transgenic pollen harms monarch larvae"[1931] (le pollen transgénique nuit aux larves du papillon monarque)";

ii) Étude d'Hilbeck *et al.* (1998), "Toxicity of Bacillus thuringiensis Cry1Ab Toxin to the Predator Chrysoperla carnea (Neuroptera: Chrysopidae)"[1932] (toxicité des toxines CrylAb de Bacillus thuringiensis pour le prédateur Chrysoperla carnea);

iii) Étude d'Hilbeck *et al.* (1998), "Effects of transgenic Bacillus thuringiensis corn-fed prey on mortality and development time of immature Chrysoperla carnea (Neuroptera: Chrysopidae)"[1933] (effets des proies nourries avec du maïs transgénique Bt sur la mortalité et le temps de développement de la Chrysoperla carnea immature).

7.3091 En outre, nous rappelons que, dans le document de janvier 2004, l'Autriche a évoqué d'autres résultats récents de recherches scientifiques concernant les risques liés à l'allergénicité et à la toxicité, l'incidence possible de la toxine *Bt* sur l'environnement et les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques.[1934] En ce qui concerne le document de janvier 2004, nous rappelons que notre tâche consiste à évaluer si la mesure de sauvegarde autrichienne était établie sur la base d'une évaluation des

[1930] Pièce EC-159/At. 3.
[1931] Pièce EC-158/At. 24.
[1932] Pièce EC-158/At. 26.
[1933] Pièce EC-158/At. 27.
[1934] Pièce EC-158/At. 30.

risques au 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. À notre avis, une évaluation des risques achevée après août 2003 n'aiderait pas les Communautés européennes à réfuter l'allégation des parties plaignantes selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques en août 2003. Toutefois, nous notons que l'une des études mentionnées par l'Autriche dans le document de janvier 2004 a été publiée en mars 2003 et nous la prenons donc en compte. L'étude en question est une étude conjointe du Ministère fédéral de l'environnement ("Umweltbundesamt GmbH") et de l'IFF/IFZ – Inter-University Research Centre for Technology, Work and Culture (Centre de recherche interuniversités pour la technologie, le travail et la culture), intitulée "*Toxicology and Allergology of GM Products: Investigations into practice and recommendations on the standardization of risk assessment of genetically modified food*" (Toxicologie et allergologie des produits GM: enquêtes sur les pratiques et recommandations concernant la normalisation de l'évaluation des risques en ce qui concerne les aliments génétiquement modifiés) (ci-après le "document de mars 2003").[1935]

7.3092 Comme dans le cas des mesures de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 et le maïs Bt-176, compte tenu des préoccupations exprimées par ce même pays au sujet du maïs MON810, nous considérons que tant la première clause que la seconde clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définissent l'"évaluation des risques" qui doit être entreprise pour la mesure de l'Autriche concernant le maïs MON810.

7.3093 Nous commençons notre analyse par le document exposant les motifs de l'Autriche. Dans ce document, l'Autriche fait état de nouvelles preuves scientifiques qui, selon elle, font naître des incertitudes quant aux risques potentiels liés au maïs MON810, en particulier pour ce qui est des effets sur les organismes non cibles et du développement d'une résistance chez les insectes. D'après l'Autriche, ces nouvelles preuves scientifiques font naître des doutes quant à la sécurité du maïs MON810 pour la santé humaine et l'environnement.

7.3094 Toutefois, rien dans le document exposant les motifs n'indique que l'Autriche a procédé à une nouvelle évaluation des risques allégués à la lumière des preuves scientifiques qu'elle mentionne. Nous rappelons à cet égard qu'une évaluation des risques doit permettre d'évaluer la susceptibilité ou la probabilité de risques particuliers, ou d'évaluer les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des animaux la présence de certaines substances dans les produits alimentaires, les boissons ou les aliments pour animaux.[1936] Le document exposant les motifs évoque les risques qui pourraient se présenter en rapport avec le maïs MON810, mais il ne contient pas lui-même une évaluation des effets négatifs possibles sur la santé ou de la probabilité du risque d'établissement, d'entrée ou de dissémination d'un parasite. Par exemple, l'Autriche note que ses réserves ont trait aux "effets indésirables que pourrait avoir la toxine Bt sur les organismes non cibles et au développement possible d'une résistance chez les insectes".[1937] Le document fait mention d'études relatives aux effets indésirables sur les organismes non cibles, liés à la consommation de maïs Bt, mais ne contient pas lui-même d'évaluation des effets négatifs potentiels sur la santé ou de la probabilité que ces effets indésirables se produisent dans le cas où le maïs MON810 serait cultivé.[1938] Le document mentionne par ailleurs une étude dans laquelle il est noté qu'"il est possible que la consommation de pollen Bt par des papillons monarques ait d'autres effets sur la chaîne alimentaire".[1939] Pourtant, il n'existe pas

[1935] Pièce EC-158/At. 41_trans.

[1936] Nous notons que la définition du verbe "evaluate" (évaluer) est la suivante: "form an idea of the amount, number or value of; assess" (Se faire une idée du montant, du nombre ou de la valeur de; estimer), *Concise Oxford English Dictionary*, onzième édition 2004, page 493.

[1937] Pièce EC-159/At. 3_trans, page 5.

[1938] Pièce EC-159/At. 3_trans, pages 5 et 6.

[1939] Pièce EC-159/At. 3_trans, page 6.

d'évaluation des effets négatifs potentiels sur la santé ou de la probabilité que de tels effets se produisent.

7.3095 De plus, s'agissant de l'un des risques mentionnés dans le document exposant les motifs, à savoir le développement chez les insectes d'une résistance à la toxine Bt, nous notons que, d'après le document, "[l]e risque pour des groupes d'insectes ayant des liens entre eux […] ne peut pas être estimé de manière concluante sur la base des données disponibles".[1940] Cette affirmation confirme de nouveau que l'Autriche n'a pas "évalué" ni "estimé" le risque allégué.

7.3096 En conséquence, nous sommes d'avis que le document exposant les motifs ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4). Nous considérons donc que le document exposant les motifs ne peut pas être considéré comme une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3097 Nous examinons maintenant les études scientifiques mentionnées par l'Autriche dans le document exposant ses motifs. Chacune de ces études décrit certains aspects des incidences de la toxine Bt sur les insectes. L'étude de Losey, intitulée "Transgenic pollen harms monarch larvae"[1941], décrit les résultats obtenus à l'issue d'une expérience menée en laboratoire au cours de laquelle des chenilles de papillons monarques ont été nourries avec du pollen de maïs Bt. Cette étude porte sur une variété de maïs Bt autre que le maïs MON810. En outre, si l'étude de Losey note que les résultats obtenus concernant la consommation et les taux de croissance des larves ont "des implications potentiellement profondes pour la préservation des papillons monarques", il n'est fait aucune tentative pour évaluer ces implications potentielles, l'étude notant plutôt que les résultats expérimentaux font apparaître des effets possibles sur l'environnement. Par exemple, en faisant valoir que les chenilles de papillons monarques sont mises en danger par la production de maïs Bt, l'étude indique que "[l]'étendue de la zone de terre consacrée au maïs dans cette région *suggère* qu'une partie substantielle des asclépiades à disposition *pourrait se trouver* dans le rayon de dispersion du pollen de maïs".[1942] Par voie de conséquence, nous ne considérons pas que l'étude de Losey en elle-même constitue une évaluation des risques au sens de la première clause ou de la seconde clause de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3098 La deuxième étude, réalisée par Hilbeck *et al.*, consacrée à la toxicité des toxines CrylAb de Bacillus thuringiensis sur le prédateur Chrysoperla carnea (Neuroptera: Chrysopidae)[1943] décrit une étude d'alimentation au cours de laquelle on a donné à des insectes des aliments liquides contenant des toxines Bt au lieu de les nourrir directement avec des plantes Bt. Ainsi, nous ne considérons pas que cette étude a évalué les effets négatifs potentiels associés à l'ingestion par les insectes de plantes de maïs MON810. De plus, il est noté en conclusion dans cette étude que "des essais sur l'efficacité de la prédation et les performances des prédateurs en milieu naturel sont nécessaires avant que des conclusions au sujet de la pertinence potentielle, d'un point de vue écologique, des résultats présentés […] puissent être tirées".[1944] En conséquence, à l'instar de l'étude de Losey, l'étude d'Hilbeck *et al.* n'évalue pas la probabilité d'un résultat en milieu naturel. Par conséquent, comme dans le cas de l'étude de Losey, nous ne considérons pas que l'étude d'Hilbeck *et al.* en elle-même constitue une évaluation des risques au sens de la première ou de la seconde clause de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1, bien que nous acceptions le fait qu'elle puisse présenter un intérêt aux fins d'une évaluation des risques.

[1940] Pièce EC-159/At. 3_trans, page 8.
[1941] Pièce EC-158/At. 24.
[1942] Pièce EC-158/At. 24. (pas d'italique dans l'original)
[1943] Pièce EC-158/At. 26.
[1944] Pièce EC-158/At. 26, page 7.

7.3099 La troisième étude, dont les auteurs sont également Hilbeck *et al.*, concerne les effets des proies nourries avec du maïs transgénique Bt (Bacillus thuringiensis) sur la mortalité et le temps de développement de la *Chrysoperla carnea* immature (Neuroptera: Chrysopidae).[1945] Dans le cadre de cette étude, il a été utilisé un hybride de maïs contenant un gène du *Bacillus thuringiensis*. L'étude fournit des renseignements concernant l'impact des insectes herbivores nourris au maïs Bt sur les insectes ne se nourrissant pas de maïs et vise ainsi à évaluer l'incidence sur les organismes non cibles de la culture de plantes Bt. Si l'étude conclut que, dans l'expérience qui a été menée, il existe des différences de taux de mortalité entre les insectes prédateurs ayant mangé des proies nourries au maïs Bt et ceux qui ont mangé des proies nourries au maïs non Bt, il y est noté qu'"à ce stade aucune conclusion ne peut être tirée sur la façon dont les résultats obtenus lors […] d'essais en laboratoire pourraient se traduire sur le terrain".[1946] Cette affirmation, à notre avis, laisse entendre que cette étude en soi ne peut pas être considérée comme évaluant les risques allégués que l'Autriche mentionne dans le document exposant ses motifs. Qui plus est, vu l'absence de conclusions sur la façon dont les essais en laboratoire pourraient se traduire sur le terrain comme il est noté ci-dessus, nous ne considérons pas que la seconde étude d'Hilbeck fournit une évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des insectes la présence de toxines Bt dans les produits alimentaires ou les aliments pour animaux. Par conséquent, nous ne considérons pas que cette étude constitue en elle-même une évaluation des risques au sens de la première ou de la seconde clause de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1, bien que nous acceptions le fait qu'elle puisse présenter un intérêt aux fins d'une évaluation des risques.

7.3100 Enfin, nous rappelons que les Communautés européennes ont fourni comme élément de preuve une étude menée par l'Autriche sur les risques toxicologiques et les risques d'allergies liés aux produits biotechnologiques (le document de mars 2003).[1947] Comme nous l'avons noté ci-dessus en ce qui concerne le maïs T25, nous considérons que cette étude évalue des *procédures* d'évaluation des risques et non les effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la consommation d'aliments spécifiques contenant des OGM ou consistant en de tels organismes. Nous pensons donc que l'étude de mars 2003 ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3101 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels l'Autriche s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3102 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Autriche était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde autrichienne, incluent le fait que, du point de vue de l'Autriche, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant dans les paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3103 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucun des documents sur lesquels l'Autriche s'était appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le maïs MON810 ne constituait une évaluation des risques.

[1945] Pièce EC-158/At. 27.
[1946] Pièce EC-158/At. 27, page 485.
[1947] *Voir supra*, le paragraphe 7.3069.

Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels l'Autriche s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs MON810. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1948] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à celle qui a été réalisée par le CSP.[1949] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que les deux documents visés constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3104 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3105 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 était "établie sur la base", soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celle qui a été réalisée par le CSP.[1950]

7.3106 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 et aux évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le maïs MON810. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en ce qui concerne le maïs MON810;

b) ni les Communautés européennes ni l'Autriche n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi l'Autriche a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

[1948] Réponse des CE à la question n° 107 du Groupe spécial.

[1949] Pièces EC-159/Ats. 1 et 2; CDA-82; US-55 (évaluation des risques initiale du CSP); ARG-44 (évaluation des risques initiale du CSP).

[1950] Nous rappelons que nous devons examiner dans le cadre de notre analyse si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques étant donné qu'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celle qui a été réalisée par le CSP.

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et encore moins expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de l'Autriche était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de l'Autriche, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le maïs MON810 est susceptible de produire des effets négatifs sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3107 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou par le CSP en rapport avec le maïs MON810, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de l'Autriche ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde autrichienne n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[1951]

Conclusions générales

7.3108 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3109 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS293 (Argentine), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

[1951] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

v) France – Colza MS1/RF1 (EC-161)

7.3110 Nous passons maintenant à l'analyse de la mesure de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161). La première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels la France s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3111 Nous rappelons que, d'après le document exposant les motifs, les principales préoccupations de la France étaient liées au risque d'une contamination du colza classique par du colza génétiquement modifié; à la probabilité d'un transfert à la flore adventice d'un gène de tolérance à un herbicide et à l'incidence globale sur l'environnement ou aux effets écologiques à long terme du colza MS1/RF1 (EC-161).[1952] Pour ce qui est des préoccupations de la France liées aux flux de gènes et à la dissémination du pollen, nous notons que ce pays fait référence à un certain nombre d'études scientifiques. Or, ces études n'ont pas été communiquées en tant qu'éléments de preuve au Groupe spécial. Nous ne pouvons donc pas déterminer si l'une quelconque de ces études constitue une évaluation des risques sur la base de laquelle la mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est établie.

7.3112 Nous rappelons en outre que la décision de la France de proroger la suspension de l'autorisation de mise sur le marché du colza MS1/RF1 (EC-161) en juillet 2001 et en juillet 2003 était, d'après les allégations, fondée sur les conclusions des avis rendus par la CGB en 2001 et 2003, respectivement. Nous notons que la CGB a rendu un autre avis sur le colza MS1/RF1 (EC-161) le 13 février 2004.[1953] Nous rappelons que nous devons évaluer si la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) était établie sur la base d'une évaluation des risques en août 2003, lorsque le présent Groupe spécial a été établi. Étant donné que l'avis de 2004 de la CGB a été rendu après la date d'établissement du Groupe spécial, nous n'en tiendrons pas compte dans notre analyse.

7.3113 Ayant identifié les documents sur lesquels la France s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde, nous pouvons maintenant déterminer si l'un quelconque de ces documents constitue une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*. Nous rappelons notre conclusion précédente selon laquelle les préoccupations de la France relèvent de l'Annexe A 1) a) et/ou d). Nous considérons donc que la première clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* fournit la définition pertinente de l'"évaluation des risques" qui doit être entreprise en rapport avec la mesure de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) et nous estimons que les prescriptions relatives à cette évaluation des risques, comme l'a clarifié l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons*, s'appliquent.

7.3114 Le Groupe spécial commence son analyse par le document exposant les motifs de la France. Dans ce document, la France fait état de nouvelles preuves scientifiques qui, selon elle, font naître des incertitudes quant aux risques potentiels liés au colza MS1/RF1 (EC-161), en particulier pour ce qui est des effets sur l'environnement associés à une allofécondation entre le colza MS1/RF1 (EC-161) et d'autres végétaux. D'après la France, ces nouvelles preuves scientifiques font naître des doutes quant à la sécurité du colza MS1/RF1 (EC-161) pour l'environnement.

7.3115 Nous notons que rien dans le document exposant les motifs n'indique que la France a procédé à une nouvelle évaluation des risques allégués à la lumière des preuves scientifiques qu'elle invoque.

[1952] Pièces EC-161/At. 2 et EC-162/At. 5.
[1953] Pièce EC-161/At. 10.

En fait, nous sommes d'avis que l'affirmation figurant dans le document exposant les motifs selon laquelle "ces évolutions possibles des pratiques agronomiques doivent être évaluées sous l'angle de leur impact global sur l'environnement"[1954] laisse entendre que la France préconise un complément d'étude plutôt qu'elle ne présente une nouvelle évaluation. En outre, le document exposant les motifs note que l'interdiction visant le colza MS1/RF1 (EC-161) se justifie "en attente d'un bilan scientifique clair et complet sur ces questions".[1955] Par conséquent, nous sommes d'avis que le document exposant les motifs ne constitue pas en lui-même une "évaluation" des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.[1956]

7.3116 Nous notons par ailleurs que, si le document exposant les motifs évoque la probabilité que le colza MS1/RF1 (EC-161) présente des risques, il n'"évalue" pas la probabilité du risque d'établissement, d'entrée ou de dissémination d'un parasite (dans le cas d'espèce, de plantes hybrides) "en fonction des mesures [SPS] qui pourraient être appliquées". Il est simplement conclu "qu'une dissémination dans l'environnement [des transgènes de tolérance aux herbicides] est probable".[1957] L'analyse figurant dans le document exposant les motifs ne peut donc pas être considérée comme répondant à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3117 Nous passons maintenant aux avis de la CGB. Nous rappelons que la CGB a apparemment rendu un avis en 2001 qui, d'après les allégations, étayait la décision de la France de proroger la mesure de sauvegarde pour une nouvelle période de deux ans. Comme nous l'avons noté précédemment, le Groupe spécial ne voit pas bien si cet avis de la CGB lui a été soumis comme élément de preuve. Un rapport non daté de la CGB lui a été fourni.[1958] Ce document fait référence à la décision de la France d'adopter une mesure de sauvegarde en novembre 1998 et à des données sur la production en 2000. Le document traite des préoccupations relatives à la betterave à sucre et au colza génétiquement modifiés. Pour les besoins de notre analyse, nous présumerons que ce document est l'avis de 2001 de la CGB (ci-après "le rapport de 2001 de la CGB"). Selon ce rapport, la CGB "a procédé à une expertise des éléments scientifiques disponibles pour apprécier les impacts sur l'environnement des colzas et des betteraves génétiquement modifiés tolérants à un herbicide".[1959] À cet égard, il est fait mention de documents annexés à l'avis qui n'ont toutefois pas été fournis au Groupe spécial. Le rapport de 2001 de la CGB fait état de certains impacts possibles sur le plan écologique et agronomique du colza tolérant à un herbicide. Ceux-ci comprennent la "prolifération éventuelle des plantes tolérantes dans les écosystèmes"; les "évolutions possibles des flores adventices […]"; et une altération possible de la capacité des agriculteurs de maîtriser le désherbage.[1960]

7.3118 Nous notons que le rapport de 2001 de la CGB vise à établir une certaine évaluation des probabilités en ce qui concerne les "capacités d'hybridation du colza".[1961] En particulier, le rapport indique que "les hybridations qui ont été observées en Angleterre et dans certains pays du Nord de

[1954] Pièce EC-161/At. 2, page 3.
[1955] *Ibid.*, page 3.
[1956] Nous notons que, dans le document exposant les motifs, la France renvoie à un certain nombre d'études scientifiques. Or, ces études n'ont pas été soumises au Groupe spécial comme éléments de preuve. Nous ne pouvons donc pas évaluer en détail si l'un quelconque de ces documents constituerait une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.
[1957] Pièce EC-161/At. 2, page 2.
[1958] Pièce EC-161/At. 6, accompagnée de traductions de la synthèse et du texte de ce document apparemment communiquées en tant que pièces EC-161/Ats. 7 et 8, respectivement. Aucune de ces communications n'est datée.
[1959] Pièce EC-161/At. 8, page 4.
[1960] *Ibid.*, page 4.
[1961] *Ibid.*, page 7.

l'Europe sont très peu probables en France".[1962] Le rapport indique que les études réalisées en France ont porté principalement sur "l'analyse de la probabilité" d'obtention de trois types d'hybrides, impliquant la ravenelle (*Raphanus raphanistrum*), la roquette bâtarde (*Hirschfeldia incana*) ou la moutarde des champs (*Sinapis arvensis*). Le rapport indique encore que "le colza s'hybride rarement avec la ravenelle, encore plus rarement avec la roquette bâtarde et pas du tout avec la moutarde des champs".[1963] En ce qui concerne les conséquences pour l'environnement, le rapport dit que: "Dans le cas des gènes de tolérance à un herbicide et dans les milieux naturels, aucun élément ne conduit à supposer que les capacités de multiplication et d'envahissement des milieux par des plantes ayant reçu ces gènes soient différentes [de celles] de toute autre plante de colza échappée des parcelles ou de toute autre crucifère sauvage."[1964]

7.3119 Le rapport de 2001 de la CGB mentionne un certain nombre de domaines nécessitant un complément d'étude.[1965] Enfin, le rapport contient la "conclusion générale" suivante: "La Commission du génie biomoléculaire considère que si la culture de colzas génétiquement modifiés tolérants à des herbicides ne présente pas de risques directs pour l'environnement, une phase transitoire de deux ans permettrait de valider par l'expérimentation sur de nouvelles échelles d'espace les modalités de gestion proposées pour le désherbage et la cohabitation entre deux modes d'agriculture."[1966]

7.3120 Pour ce qui est des prescriptions relatives à une évaluation des risques telles qu'elles ont été clarifiées par l'Organe d'appel dans l'affaire *Australie – Saumons*[1967], le Groupe spécial note que, contrairement au document exposant les motifs, le rapport de 2001 de la CGB ne paraît pas fournir une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de l'un des "parasites" suscitant des inquiétudes, c'est-à-dire des plantes hybrides issues de croisements entre du colza tolérant à un herbicide et certaines espèces sauvages de végétaux. Toutefois, cela s'applique, dans le cadre du rapport de la CGB, à toutes les variétés de colza tolérantes aux herbicides et non de manière spécifique à celles qui sont génétiquement modifiées. En outre, nous notons que le rapport de 2001 de la CGB ne fournit aucune analyse des conséquences biologiques et économiques que pourrait avoir l'apparition de ces hybrides et n'est pas présenté non plus comme une évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de ces hybrides en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées. Par conséquent, nous ne considérons pas que le rapport de 2001 de la CGB satisfait à tous les critères définissant une évaluation des risques conformément à l'Annexe A 4).

7.3121 La décision que la France a prise en juillet 2003 de proroger une nouvelle fois sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) était, d'après les allégations, étayée par un autre avis que la CGB a rendu en juillet 2003 (ci-après "le rapport de 2003 de la CGB").[1968] Nous notons que le rapport de 2003 de la CGB évoque les préoccupations mentionnées par la France au moment où la mesure de sauvegarde a été prise. Le rapport de 2003 de la CGB fait état de nouveaux éléments d'information et des recherches en cours dont il est indiqué qu'elles pourraient présenter sous un éclairage nouveau certaines des conclusions du rapport de 2001 de la CGB.[1969] Toutefois, le rapport de 2003 de la CGB ne contient aucune évaluation de ces nouveaux éléments d'information. Le

[1962] *Ibid.*, page 8.
[1963] *Ibid.*
[1964] *Ibid.*, page 9.
[1965] *Ibid.*, page 10.
[1966] Pièce EC-161/At. 8, page 18.
[1967] *Voir supra*, le paragraphe 7.3040.
[1968] Pièce EC-161/At. 9.
[1969] Pièce EC-161/At. 9, page 1.

rapport préconise plutôt un complément d'analyse et l'organisation d'un séminaire de travail scientifique de façon à examiner si ces éléments d'information pourraient avoir une incidence sur les avis figurant dans le rapport de 2001 de la CGB.[1970] Nous notons que ce séminaire, qui s'est tenu en novembre 2003, a donné lieu à la publication d'un autre rapport de la CGB en février 2004. Comme nous l'avons indiqué précédemment, nous ne tiendrons pas compte de l'avis de la CGB de février 2004.[1971]

7.3122 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels la France s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3123 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels la France s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de la France était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde française, incluent le fait que, du point de vue de la France, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant dans les paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3124 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucun des documents sur lesquels la France s'était appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) ne constituait une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels la France s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le colza MS1/RF1 (EC-161). Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1972] D'après ce que nous croyons savoir, les Communautés européennes font référence en l'espèce à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale. La raison en est que la Commission n'a pas consulté le CSP avant d'approuver le colza MS1/RF1 (EC-161).[1973] Comme nous l'avons noté ci-dessus, il n'est pas contesté que l'évaluation de l'autorité compétente principale constitue une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3125 De plus, nous rappelons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale n'était plus "appropriée en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est "établie sur la base de" cette évaluation des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3126 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) était "établie sur la base" de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale.

[1970] Pièce EC-161/At. 9, page 3.
[1971] *Voir supra*, le paragraphe 7.3112.
[1972] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[1973] Le CSP n'a été établi qu'en 1997. Pièces US-61; CDA-69.

7.3127 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) et à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale en rapport avec le colza MS1/RF1 (EC-161). La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en ce qui concerne le colza MS1/RF1 (EC-161);

b) ni les Communautés européennes ni la France n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi la France a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et encore moins expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de la France était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de la France, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le colza MS1/RF1 (EC-161) est susceptible de produire des effets négatifs sur la santé des personnes et sur l'environnement.

7.3128 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou par le CSP en rapport avec le colza MS1/RF1 (EC-161), et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de la France ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde française n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[1974]

Conclusions générales

7.3129 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial

[1974] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde de la France devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3130 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS292 (Canada), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

vi) France – Colza Topas

7.3131 Nous passons maintenant à l'analyse de la mesure de la France concernant le colza Topas. La première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels la France s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3132 Nous notons que la France s'est appuyée sur les mêmes documents pour sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas que pour sa mesure concernant le colza MS1/RF1 (EC-161). Nous rappelons l'analyse que nous avons faite ci-dessus des documents pertinents sur lesquels la France s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161). Après examen de ces documents, nous avons constaté qu'aucun d'entre eux ne constituait une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Dans la logique de l'analyse que nous avons faite ci-dessus, nous constatons également dans le cas de la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas qu'aucun des documents sur lesquels la France s'est appuyée ne constitue une évaluation des risques.

7.3133 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels la France s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de la France était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde française, incluent le fait que, du point de vue de la France, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant dans les paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3134 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucun des documents sur lesquels la France s'était appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas ne constituait une évaluation des risques.

Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels la France s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le colza Topas. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1975] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à celle qui a été réalisée par le CSP.[1976] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que ces deux documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3135 De plus, nous rappelons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP n'étaient plus "appropriée[s] en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3136 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas était "établie sur la base", soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celle qui a été réalisée par le CSP.[1977]

7.3137 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés au sujet de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et nous sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas et aux évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en rapport avec le colza Topas. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en ce qui concerne le colza Topas;

b) ni les Communautés européennes ni la France n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi la France a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

[1975] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[1976] Pièces EC-162/At. 1; CDA-63; US-62 (évaluation initiale des risques du CSP).
[1977] Nous rappelons que nous devons examiner dans le cadre de notre analyse si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques, étant donné qu'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celle qui a été réalisée par le CSP.

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et encore moins expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de la France était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de la France, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le colza Topas est susceptible de produire des effets négatifs sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3138 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou par le CSP en rapport avec le colza Topas, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de la France ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde française n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[1978]

Conclusions générales

7.3139 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3140 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS292 (Canada), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

[1978] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde française devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

vii) Allemagne – Maïs Bt-176

7.3141 Nous passons maintenant à la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176. Nous rappelons que nous devons déterminer si la mesure de l'Allemagne est "établie sur la base d'"une évaluation des risques conformément à l'article 5:1. Dans ce contexte, la première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels l'Allemagne s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3142 Nous rappelons que l'Allemagne (Institut Robert Koch) a notifié sa décision de prohiber le maïs Bt-176 à la Commission dans une lettre datée du 4 avril 2000.[1979] Dans cette lettre, l'Allemagne a donné les raisons pour lesquelles elle avait adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176. La lettre fait référence aux études scientifiques ci-après, à l'appui de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne.

i) Étude de Losey (1999), "Transgenic pollen harms monarch larvae"[1980] (le pollen transgénique nuit aux larves du monarque);

ii) Étude d'Hilbeck *et al.* (janvier 1999), "Prey-mediated effects of Cry1Ab toxin and protoxin and Cry2A protoxin on the predator *Chrysoperla carnea*"[1981] (effets médiés par la proie des toxines et protoxines Cry1Ab et des protoxines Cry2A sur le prédateur *Chrysoperla carnea*);

iii) Étude d'Hilbeck *et al.* (1998), "Toxicity of *Bacillus thuringiensis* Cry1Ab Toxin to the Predator *Chrysoperla carnea* (Neuroptera: Chrysopidae)"[1982] (toxicité des toxines Cry1Ab de *Bacillus thuringiensis* sur le prédateur *Chrysoperla carnea*);

iv) Étude d'Hilbeck *et al.* (1998), "Effects of transgenic *Bacillus thuringiensis* corn-fed prey on mortality and development time of immature *Chrysoperla carnea* (Neuroptera: Chrysopidae)"[1983] (effets des proies nourries avec du maïs transgénique Bt sur la mortalité et le temps de développement de la *Chrysoperla carnea* immature);

v) Étude de Saxena *et al.* (1999), "Insecticidal toxin in root exudates from *Bt* corn"[1984] (toxine insecticide exudée des racines du maïs Bt);

vi) Öko-Institut e. V. (décembre 1999) – Study on the "Therapeutical relevance of antibiotics in connection with the use of antibiotic resistance genes in transgenic

[1979] Pièce EC-158/At. 21. Nous notons que les préoccupations de l'Allemagne étaient également exposées dans une lettre antérieure adressée par l'Institut Robert Koch à la Commission le 2 mars 2000 (pièce EC-158/At. 19_trans), ainsi que dans une lettre de l'Institut Robert Koch aux avocats Gaedertz le 31 mars 2000 (pièce US-65).
[1980] Pièce EC-158/At. 24.
[1981] Pièce EC-158/At. 25.
[1982] Pièce EC-158/At. 26.
[1983] Pièce EC-158/At. 27.
[1984] Pièce EC-158/At. 28.

> plants"[1985] (étude sur l'intérêt thérapeutique des antibiotiques en relation avec l'utilisation de gènes de résistance aux antibiotiques dans les plantes transgéniques).

7.3143 Ayant déterminé les documents sur lesquels l'Allemagne s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176, nous devons maintenant déterminer si l'un de ces documents ou plusieurs constituent une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*.

7.3144 Nous rappelons nos conclusions selon lesquelles les préoccupations identifiées par l'Allemagne, concernant les effets possibles sur les organismes non cibles, le développement d'une résistance à la toxine Bt par les insectes, les effets négatifs possibles de la toxine Bt dans le sol et la possibilité d'un développement de la résistance aux antibiotiques, relèvent de l'Annexe A 1) a), b) et/ou d) de l'*Accord SPS*. Les deux clauses de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définissent l'"évaluation des risques" à effectuer pour les mesures SPS ayant ce type de but. Comme on l'a vu, la préoccupation de l'Allemagne concernant le développement accru possible d'une résistance aux antibiotiques pourrait également relever de l'Annexe A 1) b) de l'*Accord SPS*. La seconde clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définit l'"évaluation des risques" à effectuer pour les mesures SPS qui relèvent de l'Annexe A 1) b).

7.3145 Nous commençons notre analyse par le document exposant les motifs de l'Allemagne. Ce document inclut des références à des possibilités de risques, mais il n'évalue pas la possibilité ou la probabilité que de tels risques se concrétisent. Par exemple, le document indique qu'"on ne peut pas exclure que des effets négatifs inacceptables sur d'autres espèces de lépidoptères ou sur certains autres insectes se produisent".[1986] De même, il indique que "le développement inacceptable, du point de vue écologique, d'une résistance peut se produire en cas de culture illimitée"[1987] de maïs Bt. S'agissant des effets possibles de la toxine Bt sur les micro-organismes du sol, le document exposant les motifs indique que ces effets "ne peuvent pas être exclus".[1988] Enfin, le document exposant les motifs note que le développement accru d'une résistance aux antibiotiques à la suite de la capture du gène de résistance aux antibiotiques contenu dans le maïs Bt-176 "ne peut pas [être] exclu".[1989] Comme nous l'avons indiqué plus haut, dans l'affaire *Australie – Saumons* l'Organe d'appel a précisé qu'une évaluation des risques, telle qu'elle est définie dans la première clause de l'Annexe A 4), doit évaluer la probabilité des risques pertinents.[1990]

7.3146 S'agissant de la préoccupation concernant le développement possible d'une résistance aux antibiotiques, nous prenons note en outre de la déclaration qui figure dans le document exposant les motifs selon laquelle, sur la base des connaissances actuelles, des effets négatifs inacceptables ne sont pas attendus compte tenu de la résistance déjà étendue des bactéries aux antibiotiques pertinents si, comme il est envisagé dans la décision d'approbation des CE, la quantité de semences de maïs Bt-176 pouvant être semée est limitée à 12 tonnes par an.[1991] Ainsi, le document exposant les motifs donne à entendre qu'il n'y a qu'une faible possibilité que des effets négatifs sur la santé des personnes et des animaux découlent de la présence de GMRA dans le maïs Bt-176. Toutefois, il ne contient pas ni ne fournit lui-même les renseignements nécessaires à une évaluation des effets négatifs qui pourraient se produire sur la santé des personnes et des animaux. En conséquence, nous considérons que le document exposant les motifs constitue non pas une évaluation complète, autonome et scientifique

[1985] Pièce EC-158/At. 29.
[1986] Pièce EC-158/At. 21, page 1.
[1987] *Ibid.*, page 2.
[1988] *Ibid.*
[1989] *Ibid.*
[1990] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 123 et 124.
[1991] Pièce EC-158/At. 21, page 3.

des effets négatifs qui pourraient se produire, mais seulement une partie d'une telle évaluation. De ce fait, nous sommes d'avis que le document exposant les motifs à lui seul ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée dans la seconde clause de l'Annexe A 4).

7.3147 Nous passons maintenant aux études scientifiques sur lesquelles l'Allemagne s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde. Les quatre premières études portent sur l'incidence des toxines Bt sur les insectes, alors que la cinquième examine l'utilisation de gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques dans les plantes transgéniques. Nous rappelons que nous avons déjà examiné l'étude de Losey, ainsi que les deux études d'Hilbeck *et al.* de 1998 dans le contexte de notre examen de la mesure de sauvegarde appliquée par l'Autriche au maïs MON810. Nous rappelons nos conclusions selon lesquelles aucune de ces études n'évalue la possibilité ou la probabilité que les risques négatifs identifiés dans le document exposant les motifs de l'Allemagne se concrétisent. Nous ne considérons donc pas que l'une quelconque de ces trois études en elle-même constitue une évaluation des risques, bien que nous acceptions qu'elles puissent représenter un intérêt aux fins d'une évaluation des risques ultérieure.

7.3148 Le document d'Hilbeck *et al.* de 1999 décrit des expériences d'alimentation en laboratoire effectuées pour étudier les effets de la consommation par des insectes d'autres insectes ayant reçu une alimentation artificielle contenant des protéines Bt. Bien que, dans ses conclusions, l'étude souligne qu'il est important d'évaluer l'incidence des toxines Bt sur les organismes non cibles, elle ne procède pas à cette évaluation dans le contexte du maïs Bt-176. En particulier, elle ne fournit pas d'évaluation de la probabilité des risques associés à l'ingestion par les insectes de plantes de maïs Bt-176. Elle n'évalue pas non plus la probabilité d'un résultat sur le terrain. Par exemple, elle note que "des études sur le terrain doivent être effectuées pour évaluer les conséquences écologiques"[1992] des résultats de l'étude. Nous ne considérons donc pas que cette étude en elle-même et à elle seule constitue une évaluation des risques, bien que nous acceptions qu'elle puisse présenter un intérêt aux fins d'une évaluation des risques ultérieure.

7.3149 La cinquième étude, effectuée par Saxena *et al.*, examine la possibilité que la toxine Bt pénètre dans le sol par les racines du maïs Bt. Elle a utilisé une variété de maïs Bt appelée NK4640Bt qui diffère de la variété visée par la mesure de sauvegarde allemande. Bien que l'étude mesure la toxine relâchée dans le sol environnant les racines des plantes de maïs, les auteurs notent qu'ils n'ont "aucune indication de la manière dont les communautés vivant dans le sol pourraient être affectées par la toxine Bt […] sur le terrain" et que "[d']autres recherches seront nécessaires pour permettre de mieux comprendre ce qui se passe sous terre".[1993] Ainsi, cette étude ne prétend pas évaluer les conséquences possibles associées à la libération d'exudats Bt dans le sol, ni ne fournit de renseignements spécifiquement liés au produit en cause dans cette mesure de sauvegarde, à savoir le maïs Bt-176. Par conséquent, nous ne considérons pas que cette étude, à elle seule, répond à la définition de l'évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3150 La dernière étude, effectuée par l'Öko-Institut e.V., donne un aperçu des types d'antibiotiques qui pourraient être affectés par le développement possible d'une résistance aux antibiotiques, en raison de l'utilisation de gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques dans les plantes transgéniques. Cette étude décrit l'importance thérapeutique d'une variété d'antibiotique, mais n'évalue pas la probabilité que la consommation de plantes transgéniques en général, et encore moins de maïs Bt-176 en particulier, puisse conduire à la propagation de maladies en raison du développement d'une résistance aux antibiotiques pertinents. Les auteurs indiquent que "la large dispersion de gènes [de résistance aux antibiotiques] via l'agriculture, l'alimentation animale et la chaîne alimentaire de

[1992] Pièce EC-158/At. 25, page 11.
[1993] Pièce EC-158/At. 28, page 480.

l'homme fournit une voie supplémentaire au développement d'une résistance aux antibiotiques" et que "ce risque n'est pas négligeable" puisqu'en dehors des hôpitaux le problème de la résistance était encore plus minime.[1994] L'étude indique en outre que le fait qu'"il existe des indications" que le taux de transfert de la résistance aux antibiotiques dans les sols peut être augmenté par l'utilisation d'herbicide est "particulièrement inquiétant".[1995] Elle indique ensuite que, du fait que les applications d'herbicide sont la règle en agriculture et que de nombreux GMRA dans les plantes transgéniques étaient transférés avec les gènes de résistance aux herbicides, cela "pouvait créer des conditions qui pourraient […] avoir une influence favorable sur le développement d'une résistance".[1996] Elle recommande donc que les GMRA ne soient plus utilisés.

7.3151 Ainsi, l'étude effectuée par l'Öko-Institut affirme qu'il existe une possibilité que la présence de GMRA dans les plantes transgéniques utilisées comme alimentation humaine/animale ou dans l'alimentation humaine/animale ait des effets négatifs sur la santé des personnes et des animaux. Toutefois, elle n'"évalue" pas cette possibilité. En fait, elle ne consacre que quelques paragraphes aux plantes transgéniques contenant des GMRA comme source additionnelle du développement possible d'une résistance aux antibiotiques. De plus, elle n'évalue pas la probabilité d'une propagation de maladies due à la présence de GMRA dans les plantes transgéniques. Comme il a été indiqué, l'étude fait référence aux possibilités, mais ne détermine pas les probabilités. Nous ne considérons donc pas qu'elle répond à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3152 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels l'Allemagne s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3153 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels l'Allemagne s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Allemagne était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde allemande, incluent le fait que, du point de vue de l'Allemagne, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant aux paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3154 Nous avons constaté ci-dessus que les documents présentés par les parties en relation avec la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 sur lesquels l'Allemagne s'était appuyée ne constituaient pas une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels l'Allemagne s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs Bt-176. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[1997] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à l'une des évaluations des risques réalisées par le Comité scientifique des pesticides (CSPe), le Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) ou le CSAH.[1998] En tout

[1994] Pièce EC-158/At. 29, page 28.
[1995] *Ibid.*
[1996] *Ibid.*
[1997] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[1998] Pièces EC-158/Ats. 1 à 3; EC-158/At. 4; EC-158/At. 5; EC-158/At. 6.

état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que ces documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3155 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et les évaluations des risques réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Allemagne est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3156 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 était "établie sur la base" soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celles qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.[1999]

7.3157 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés dans le contexte de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en relation avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, ainsi qu'à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale et aux évaluations des risques réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en relation avec le maïs Bt-176. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et dans les évaluations des risques qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en ce qui concerne le maïs Bt-176;

b) ni les Communautés européennes ni l'Allemagne n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi l'Allemagne a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et n'ont pas expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de l'Allemagne était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

[1999] Nous rappelons que nous devons examiner, dans le cadre de notre analyse, si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques, étant donné que l'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celles qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de l'Allemagne, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le maïs Bt-176 aura un quelconque effet négatif sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3158 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou des évaluations des risques qui ont été réalisées par le CSPe, le CSAA ou le CSAH en relation avec le maïs Bt-176, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de l'Allemagne ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde allemande n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[2000]

Conclusions générales

7.3159 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3160 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS293 (Argentine), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

viii) Grèce – Colza Topas

7.3161 Nous passons maintenant à la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas. Nous rappelons que nous devons déterminer si la mesure de la Grèce est "établie sur la base d'"une évaluation des risques conformément à l'article 5:1. Dans ce contexte, la première question que nous

[2000] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde allemande devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels la Grèce s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3162 Nous commençons par rappeler les documents versés au dossier concernant cette mesure de sauvegarde. Nous rappelons que la Grèce a notifié sa Décision ministérielle de prohiber le colza Topas à la Commission dans un document daté du 3 novembre 1998 (ci-après le "document exposant les motifs"). Dans ce document, la Grèce a donné les raisons pour lesquelles elle avait adopté sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas.[2001]

7.3163 Par ailleurs, dans une lettre qu'elle a adressée le 3 mars 2004 à la Commission, la Grèce donne une nouvelle justification pour sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas.[2002] En ce qui concerne cette lettre, nous rappelons que notre tâche consiste à évaluer si la mesure de sauvegarde grecque était établie sur la base d'une évaluation des risques au 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial a été établi. Une évaluation des risques achevée après août 2003 n'aiderait pas, à notre avis, les Communautés européennes à réfuter l'allégation des parties plaignantes selon laquelle la mesure de sauvegarde grecque n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques en août 2003. Nous notons que dans la lettre de mars 2004 il est fait référence à deux études scientifiques. La première étude n'a pas été communiquée au Groupe spécial. Il s'agit d'une étude de l'Agence européenne pour l'environnement intitulée "Genetically Modified Organisms: The significance of gene flow through pollen transfer" (organismes génétiquement modifiés: l'importance du flux génique par transfert de pollen), datée du 21 mars 2002. D'après la lettre de mars 2004, l'étude qualifie le colza de culture à haut risque pour ce qui est du transfert de gènes entre cultures et entre espèces sauvages voisines. La seconde étude a été réalisée par le UK Advisory Committee on Releases to the Environment (ACRE) (Comité consultatif du Royaume-Uni sur les rejets dans l'environnement) et est datée de janvier 2004.[2003] D'après la lettre, cette étude porte sur le colza de printemps et confirme l'étude de mars 2002. L'étude de l'ACRE fait apparemment référence à des effets négatifs sur la biodiversité, à une diminution importante de la population d'adventices sauvages et aux effets néfastes sur les niveaux supérieurs de la chaîne alimentaire de la culture en question par rapport aux cultures traditionnelles. Étant donné que la première étude ne nous a pas été communiquée et que la seconde date d'après août 2003, nous ne les examinons pas en vue de déterminer si elles constituent une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3164 Enfin, nous notons que dans une lettre qu'elle a adressée le 17 mars 2004 à la Commission, la Grèce fait référence à des documents additionnels à l'appui de sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas.[2004] Les documents ci-après nous ont été communiqués et seront pris en compte:

i) étude de l'Office du régulateur de la technologie génique (juillet 2002), "The biology and ecology of canola (Brassica napus)" (biologie et écologie du canola)[2005];

ii) diverses études qui font partie des "Farm Scale Evaluations of spring-sown genetically modified crops" (évaluations à l'échelle de la ferme concernant les cultures de printemps génétiquement modifiées) (octobre 2003)[2006];

[2001] Pièce EC-162/At. 4.
[2002] Pièce EC-162/At. 6_transl.
[2003] Pièce EC-40.
[2004] Pièce EC-162/At. 7.
[2005] Pièce EC-162/At. 13.

iii) étude de Wilkinson *et al.* (2003), "Hybridization Between *Brassica napus* and *B. rapa* on a National Scale in the United Kingdom" (hybridation entre le *Brassica napus* et le *B. rapa* à l'échelle nationale au Royaume-Uni).[2007]

7.3165 Ayant déterminé les documents sur lesquels la Grèce s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas, nous devons maintenant déterminer si l'un quelconque de ces documents constitue une "évaluation des risques" au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.

7.3166 Comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, compte tenu des préoccupations exprimées par la Grèce au sujet du colza Topas concernant les risques pour l'environnement et la santé des consommateurs, nous considérons que tant la première clause que la seconde clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définissent l'"évaluation des risques" qui doit être entreprise pour la mesure de la Grèce concernant le colza Topas.

7.3167 Nous commençons notre examen par le document exposant les motifs notifié par la Grèce en ce qui concerne sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas. Dans le document exposant les motifs, il est allégué qu'il existe des risques pour l'environnement naturel de la Grèce liés à la dispersion de semences de colza Topas pendant le transport. En particulier, ce document note qu'"il est certain que les semences seront disséminées dans l'environnement et donneront naissance à des plantes viables".[2008] Il affirme également qu'"il est certain que […] des plantes hybrides [adventices] apparaîtront qui porteront le gène de tolérance au glufosinate".[2009] Il affirme en outre que les adventices tolérantes au glufosinate "auront" un avantage sélectif sur d'autres adventices et "auront" donc le dessus.[2010] De plus, "le risque existe" de voir apparaître, après la dissémination d'autres plantes GM tolérantes aux herbicides, des adventices multirésistantes.[2011] Enfin, les adventices résistantes "seront" disséminées non seulement dans l'environnement agricole, mais aussi dans l'environnement naturel.[2012] Comme nous l'avons noté précédemment, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a précisé qu'une évaluation des risques devait évaluer la probabilité ("likelihood" ou "probability") de risques particuliers.[2013] Le document exposant les motifs tire des conclusions concernant la probabilité de la dissémination de certains parasites, mais il tire ces conclusions sans aucune "évaluation" préalable des données et renseignements pertinents. Les passages pertinents du document exposant les motifs ne comptent que quelques paragraphes et aucun résultat d'études ni de tests ne figure dans le document, ni n'est annexé à celui-ci. De plus, nous notons que le document exposant les motifs n'évalue pas la probabilité de la dissémination de parasites en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées. Il ne traite que de la probabilité des risques dans le cas où aucune mesure SPS n'est appliquée, à savoir lorsque le colza Topas est disséminé dans l'environnement. Pour ces raisons, nous sommes d'avis que l'examen qui figure dans le document exposant les motifs des risques possibles pour l'environnement ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

[2006] Pièce EC-162/At. 9 à 11. Bien que ces évaluations à l'échelle de la ferme aient été publiées en octobre 2003, elles contiennent les résultats d'évaluations réalisées sur une période de trois ans allant de 2000 à 2002.

[2007] Pièce EC-162/At. 12.

[2008] Pièce EC-162/At. 4.

[2009] *Ibid.*

[2010] *Ibid.*

[2011] *Ibid.*

[2012] *Ibid.*

[2013] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 123 et 124.

7.3168 Le document exposant les motifs note en outre que, en Grèce, certaines des variétés de plantes sauvages en cause sont cueillies et consommées comme aliments. La Grèce souligne à cet égard que, si l'allofécondation devait conférer à ces variétés de plantes sauvages le caractère de résistance aux herbicides, les conséquences de la consommation de ces variétés seraient imprévisibles. Elle fait observer que ces conséquences n'ont pas été prises en compte dans l'évaluation des risques initiale avant l'approbation du colza Topas. Ainsi, bien que le document exposant les motifs fasse référence à des effets négatifs non spécifiés que pourrait avoir sur la santé des personnes la consommation des plantes hybrides, il ne fournit aucune évaluation des effets négatifs qui pourraient se produire. Nous ne considérons donc pas que l'examen des risques possibles pour la santé des consommateurs qui figure dans le document exposant les motifs constitue une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3169 Nous passons maintenant aux études scientifiques sur lesquelles la Grèce s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde. La première étude, réalisée par l'Office du régulateur de la technologie génique, porte principalement sur la biologie et l'écologie d'une variété particulière de colza – le canola ou *Brassica napus* – et met en évidence la possibilité d'une allofécondation entre ce type de plante et les adventices qui lui sont apparentées. L'étude indique que, même si "la probabilité d'une allofécondation semble faible", la biologie du canola "fait qu'un nombre important de semences allofécondées peuvent quand même être produites".[2014] Ainsi, l'étude évalue la probabilité d'une allofécondation à partir du canola. Toutefois, elle ne le fait pas pour le colza Topas, mais pour le canola en général, y compris pour le canola qui n'est pas génétiquement modifié. De plus, conformément à son objectif déclaré de traiter de la biologie et de l'écologie du canola, cette étude n'évalue pas la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination de plantes issues de croisements non désirées en fonction des mesures SPS qui pourraient être appliquées. Nous ne considérons donc pas que cette étude répond à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3170 La deuxième série d'études présente des résultats des évaluations à l'échelle de la ferme effectuées au Royaume-Uni. La première de ces études, de Squire *et al.*, résume les méthodes utilisées et les résultats obtenus dans le cadre de ces évaluations à la ferme. Elle insiste sur la difficulté de prédire l'incidence de la culture de variétés GM tolérantes aux herbicides (ci-après les "cultures GMTH"), en raison de l'incertitude relative aux décisions de gestion des exploitants. L'étude note que "les prédictions […] sont particulièrement difficiles puisque ce qui se produit sera fortement affecté par la préférence des exploitants et les conditions économiques du moment".[2015] Une autre étude sur les évaluations à l'échelle de la ferme, d'Haughton *et al.*, présente des résultats concernant l'incidence de la gestion des variétés GMTH sur les arthropodes, en faisant référence en particulier à la végétation d'adventices dont ils se nourrissent. Cette étude résume les effets de toute une variété de cultures GMTH sur les arthropodes et note que "les effets étaient indirects et liés à la gestion des herbicides".[2016] La troisième étude à laquelle fait référence la Grèce, celle d'Hawes *et al.*, cherche à déterminer si les différences dans les populations et la biomasse des adventices dues à l'incidence des cultures GMTH conduisaient à des changements dans les tendances de la population d'insectes particuliers. L'étude conclut que "la commercialisation de cultures GMTH aurait probablement […] une série d'effets sur les groupes fonctionnels de plantes et d'invertébrés à long terme".[2017] Chacune de ces études examine les cultures GMTH en général, au lieu de se concentrer spécifiquement sur le colza Topas et aucune d'entre elles n'évalue la probabilité que l'entrée, l'établissement ou la dissémination de cultures GMTH ait des effets négatifs en fonction des mesures SPS qui pourraient

[2014] Pièce EC-162/At. 13, page 13.
[2015] Pièce EC-162/At. 9, page 1795.
[2016] Pièce EC-162/At. 10, page 1875.
[2017] Pièce EC-162/At. 11, page 1912.

être prises par la Grèce pour réduire tout risque possible. Nous ne considérons donc pas que ces études répondent à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3171 L'étude de Wilkinson *et al.* présente des résultats concernant l'hybridation entre deux variétés de colza, le *Brassica napus* et le *B. rapa*.[2018] Cette étude fournit une estimation de l'abondance d'hybrides GM au Royaume-Uni et note que ses constatations aident à "fixer des objectifs en vue de stratégies d'élimination de l'hybridation et représentent la première étape vers une évaluation quantitative des risques à l'échelle nationale".[2019] Elle indique également que la présence d'hybrides GM n'est pas un risque en soi et n'implique pas un changement écologique inévitable. Elle note que la valeur adaptative des hybrides et d'autres facteurs affectant la probabilité d'un changement écologique devraient également être évalués.[2020] Ces déclarations servent à démontrer que l'étude ne prend pas en compte tous les facteurs qui sont pertinents aux fins d'une évaluation de la probabilité d'un changement environnemental causé par le flux génique. En conséquence, nous considérons que cette étude ne constitue pas une évaluation des risques telle qu'elle est définie à l'Annexe A 4) et telle qu'elle est requise à l'article 5:1. Nous notons également qu'elle n'allègue pas que les estimations qu'elle fournit sont valides en dehors de l'Angleterre continentale. Nous ne considérons donc pas que cette étude répond à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3172 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels la Grèce s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3173 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels la Grèce s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de la Grèce était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde grecque, incluent le fait que, du point de vue de la Grèce, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant aux paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3174 Nous avons constaté ci-dessus que les documents présentés par les parties en relation avec la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas sur lesquels la Grèce s'était appuyée ne constituaient pas une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels la Grèce s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le colza Topas. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[2021] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à celle qu'a réalisée le CSP.[2022] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que ces deux documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

[2018] Nous croyons comprendre, d'après la demande concernant la dissémination délibérée de ce produit, que le *Brassica napus* est l'espèce de colza qui a été modifiée pour produire le colza Topas.
[2019] Pièce EC-162/At. 12, page 457.
[2020] *Ibid.*, page 459.
[2021] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[2022] Pièces EC-162/At. 1; CDA-63; US-70 (évaluation des risques initiale du CSP).

7.3175 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde de la Grèce est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3176 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas était "établie sur la base" soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celle qui a été réalisée par le CSP.[2023]

7.3177 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés dans le contexte de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en relation avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas, ainsi qu'aux évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP en relation avec le colza Topas. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP en ce qui concerne le colza Topas;

b) ni les Communautés européennes ni la Grèce n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi la Grèce a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et n'ont pas expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de la Grèce était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de la Grèce, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui, d'après ce que nous croyons comprendre, n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le colza Topas aura un quelconque effet négatif sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3178 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des

[2023] Nous rappelons que nous devons examiner, dans le cadre de notre analyse, si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques, étant donné que l'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celle qui a été réalisée par le CSP.

évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou le CSP en relation avec le colza Topas, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de la Grèce ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde grecque n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[2024]

Conclusions générales

7.3179 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3180 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS292 (Canada), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

ix) Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163)

7.3181 Nous passons maintenant à la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). Nous rappelons que nous devons déterminer si la mesure de l'Italie est "établie sur la base d'"une évaluation des risques conformément à l'article 5:1. Dans ce contexte, la première question que nous traiterons est celle de savoir si les documents sur lesquels l'Italie s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répondent à la définition d'une évaluation des risques.

[2024] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde grecque devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

"Évaluation des risques"

7.3182 Nous commençons par résumer les documents versés au dossier concernant cette mesure de sauvegarde. Nous rappelons que l'Italie a promulgué un décret le 4 août 2000 suspendant le commerce et l'utilisation du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 (EC-163).[2025] Comme il est indiqué dans le Décret, la décision de l'Italie d'appliquer une mesure de sauvegarde concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) était fondée sur des avis rendus par le Conseil supérieur de la santé et l'Institut supérieur de la santé de l'Italie. Nous rappelons que seul l'avis du 28 juillet 2000 de l'Institut supérieur de la santé mentionné dans le Décret de l'Italie a été fourni au Groupe spécial.[2026] Les conclusions pertinentes de l'avis rendu par l'Institut supérieur de la santé, qui figurent dans le Décret, ont été résumées plus haut.

7.3183 Ayant déterminé les documents sur lesquels l'Italie s'est appuyée pour sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), nous devons maintenant déterminer si l'un quelconque de ces documents constitue une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*.

7.3184 Nous rappelons que les préoccupations identifiées par l'Italie concernent la protection de la santé des personnes contre les risques potentiels associés à la consommation des maïs GM pertinents, ainsi que contre les risques potentiels découlant de la "dissémination dans l'environnement" des OGM pertinents ou de leurs produits. S'agissant de la seconde catégorie de risques, nous considérons que la première clause de l'Annexe 4) de l'*Accord SPS* prévoit la définition applicable de l'"évaluation des risques" devant être effectuée pour la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). S'agissant de la première catégorie de risques – les risques associés à la consommation des maïs GM pertinents – nous considérons que la seconde clause de l'Annexe 4) de l'*Accord SPS* contient la définition applicable. Nous notons que, contrairement à ce qu'il en est pour la définition de l'évaluation des risques figurant dans la première clause de l'Annexe A 4), la jurisprudence de l'OMC donne peu d'indications quant au sens des concepts clés contenus dans la définition figurant dans la seconde clause. L'Organe d'appel a simplement fait observer à cet égard que la première clause différait sensiblement de la seconde et que la seconde ne requérait "que" l'évaluation des effets négatifs que "pourraient" ("the potential for") avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence de certaines substances dans les aliments, alors que la première clause exigeait une évaluation de la "probabilité" de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie et des conséquences biologiques et économiques qui pourraient en résulter.[2027] Nous notons que le dictionnaire définit le terme "potential" "the possibility of something happening [...] in the future" comme "la possibilité que quelque chose se produise […] à l'avenir".[2028]

7.3185 Nous commençons par le Décret notifié par l'Italie au sujet de sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). Ce décret fait référence à "un exposé d'une association de protection de l'environnement concernant la procédure simplifiée d'autorisation de mise sur le marché"[2029] de ces quatre maïs, et à des affirmations de cette association selon lesquelles la condition d'"équivalence substantielle" requise pour l'utilisation de la procédure simplifiée n'était pas remplie pour ces produits. Le Décret fait également référence à un

[2025] Pièce EC-157/At. 1.
[2026] Pièce EC-157/At. 2.
[2027] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, note de bas de page 69.
[2028] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème édition, J. Pearsall (éd.) (Oxford University Press, 1999), page 1120.
[2029] Pièce EC-157/At. 1.

avis de l'Institut supérieur de la santé italien qui, d'après le Décret, a constaté i) que des résidus de composants (protéines) génétiquement modifiés étaient présents dans les quatre produits en question et ii) que la documentation technique disponible n'examinait pas les OGM pertinents par rapport à leurs équivalents classiques pour ce qui était de la présence de ces composants. Bien que le Décret présente la conclusion finale de l'Institut supérieur de la santé italien, selon laquelle "la consommation de dérivés des OGM susmentionnés ne présente aucun risque apparent pour la santé des personnes et du bétail"[2030], il indique que cette conclusion a été établie dans un contexte dans lequel il existait des insuffisances dans les procédures d'évaluation des risques qui étaient applicables. Il indique en outre que, étant donné qu'il avait été établi que des résidus de composants modifiés étaient présents dans les quatre produits, les renseignements fournis dans le cadre de la procédure simplifiée étaient également insuffisants pour ce qui était des risques découlant de la "dissémination dans l'environnement" des OGM en question ou de leurs produits.

7.3186 À notre avis, il est clair que le Décret ne fournit pas lui-même une "évaluation" des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence de certaines substances/certains composants (toxines, additifs, etc.) dans les quatre produits en question. De même, il n'évalue pas lui-même la probabilité de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite dus à la "dissémination dans l'environnement" des OGM pertinents ou de leurs produits. Nous considérons donc que le Décret ne constitue pas en lui-même une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3187 Nous passons ensuite à l'avis de l'Institut supérieur de la santé italien de juillet 2000.[2031] En évaluant les risques possibles en matière de sécurité sanitaire associés à la consommation des quatre maïs, l'Institut formule des observations sur la composition (notant la présence exprimée d'une protéine dérivant de modifications génétiques), la toxicité des produits de gènes "étrangers" (y compris la toxine Bt), les résidus d'herbicides et la résistance aux antibiotiques. Le rapport conclut qu'"à la lumière des connaissances scientifiques actuelles, l'Institut est d'avis que la consommation de dérivés des OGM figurant dans le tableau ne présente aucun risque pour la santé des personnes et des animaux".[2032] Enfin, l'Institut a refusé de se prononcer quant au risque d'une "dissémination dans l'environnement" possible des OGM en question ou de leurs produits.

7.3188 En examinant l'avis de l'Institut, nous notons que, en ce qui concerne les résidus d'herbicides, il a indiqué que cette question devrait être "évaluée" par la Commission phytopharmaceutique afin de déterminer si une mesure réglementaire serait appropriée. Ainsi, il apparaît que l'avis de l'Institut n'évalue pas lui-même les effets négatifs quels qu'ils soient pouvant se produire. S'agissant de la toxicité et de la résistance aux antibiotiques, nous notons que l'avis tire des conclusions concernant les effets négatifs qui pourraient se produire à partir des résultats d'études et de tests disponibles. Cependant, ces études et ces tests ne sont pas annexés à l'avis. Celui-ci indique simplement leurs résultats et leurs conclusions essentielles.[2033] De ce fait, il est clair que le texte de l'avis ne contient pas ni ne fournit lui-même tous les renseignements nécessaires à une évaluation des effets négatifs pertinents qui pourraient se produire. En conséquence, nous considérons que l'avis de l'Institut constitue non pas une évaluation complète, autonome et scientifique des effets négatifs que pourraient avoir sur la santé des personnes et des animaux la toxicité et le développement d'une résistance aux antibiotiques, mais seulement une partie d'une telle évaluation. Nous sommes donc d'avis que l'avis de l'Institut ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée dans la

[2030] *Ibid*.
[2031] Pièce EC-157/At. 2.
[2032] *Ibid*.
[2033] Il convient de noter que la totalité de la discussion concernant la toxicité et la résistance aux antibiotiques tient sur une seule page.

seconde clause de l'Annexe A 4). De plus, puisque aucune des études ni aucun des tests auxquels il est fait référence ou qui sont mentionnés dans cet avis ne nous ont été communiqués, nous ne pouvons pas nous prononcer et nous ne nous prononçons pas sur la question de savoir si l'avis et ces études et tests pris ensemble répondraient à la définition d'une "évaluation des risques" donnée à l'Annexe A 4).

7.3189 S'agissant des risques potentiels liés à la "dissémination dans l'environnement" des OGM pertinents ou de leurs produits, nous rappelons que, dans son avis, l'Institut a explicitement indiqué qu'il ne traitait pas de tels risques. Il s'ensuit que cet avis ne fournit aucune évaluation de ces risques qui répondrait à la définition de l'Annexe A 4).

7.3190 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que les documents susmentionnés sur lesquels l'Italie s'est appuyée pour justifier sa mesure de sauvegarde ne sont pas des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3191 En outre, en ce qui concerne les documents sur lesquels l'Italie s'est appuyée, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde de l'Italie était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde italienne, incluent le fait que, du point de vue de l'Italie, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances", figurant aux paragraphes 7.3052 et 7.3053 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3192 Nous avons constaté ci-dessus que les documents présentés par les parties en relation avec la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) sur lesquels l'Italie s'était appuyée ne constituaient pas une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que ceux sur lesquels l'Italie s'est appuyée, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[2034] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à celles qu'a réalisées le CSP.[2035] En tout état de cause, nous avons noté ci-dessus qu'il n'était pas contesté que ces deux documents constituaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3193 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde de l'Italie est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

[2034] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.

[2035] Pièces EC-159/Ats. 1 et 2; EC-160/At. 1 et 2; EC-163/At. 1; CDA-82, CDA-83, CDA-84 et CDA-85; US-68 (évaluations des risques initiales du CSP); ARG-47 (évaluations des risques initiales du CSP).

"Établi sur la base de"

7.3194 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) était "établie sur la base" soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celle qui a été réalisée par le CSP.[2036]

7.3195 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés dans le contexte de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en relation avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), ainsi qu'aux évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP en relation avec le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163). La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et le CSP en ce qui concerne le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163);

b) ni les Communautés européennes ni l'Italie n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi l'Italie a évalué les risques différemment, et elles n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et n'ont pas expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition de l'Italie était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde de l'Italie, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui, d'après ce que nous croyons comprendre, ne permettent en rien de considérer que l'utilisation du maïs T25, du maïs MON810, du maïs MON809 et du maïs Bt-11 (EC-163) met en danger la santé des personnes et l'environnement.

7.3196 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou le CSP en relation avec le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde de l'Italie ne nous a été fournie, nous constatons que

[2036] Nous rappelons que nous devons examiner, dans le cadre de notre analyse, si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques, étant donné que l'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celles qui ont été réalisées par le CSP.

la mesure de sauvegarde italienne n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[2037]

7.3197 Nous ajoutons que, même si l'avis favorable[2038] de l'Institut supérieur de la santé de juillet 2000 était considéré comme fournissant une évaluation des risques concernant les préoccupations en matière de toxicité et de développement d'une résistance aux antibiotiques, on ne peut pas dire, à notre avis, que la décision de l'Italie de prohiber la commercialisation des quatre maïs GM en cause était établie sur la base de l'avis favorable de l'Institut. Les raisons que nous avons exposées ci-dessus en relation avec les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou le CSP s'appliquent aussi, *mutatis mutandis*, à l'avis de l'Institut.

Conclusions générales

7.3198 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

iii) DS293 (Argentine)[2039]

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3199 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis), DS292 (Canada) et DS293 (Argentine), il est nécessaire

[2037] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde italienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

[2038] Nous rappelons que l'Institut est arrivé à la conclusion que la consommation de ces produits ne présentait aucun risque pour la santé des personnes.

[2039] Nous rappelons que, contrairement aux plaintes des autres parties plaignantes, la plainte de l'Argentine concernant la mesure de sauvegarde italienne ne porte que sur trois produits assujettis au décret italien d'août 2000, à savoir le maïs T25, le maïs MON810 et le maïs Bt-11.

d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

x) Luxembourg – Maïs Bt-176

7.3200 Nous passons maintenant à la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176. Nous rappelons que nous devons déterminer si la mesure du Luxembourg est "établie sur la base d'"une évaluation des risques conformément à l'article 5:1. Dans ce contexte, la première question que nous traiterons est celle de savoir si le document sur lequel le Luxembourg s'appuie pour justifier sa mesure de sauvegarde répond à la définition d'une évaluation des risques.

"Évaluation des risques"

7.3201 Nous rappelons qu'un seul document a été communiqué par les parties en relation avec la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176, à savoir le document exposant les motifs.[2040] Ainsi, nous devons déterminer si ce document constitue une "évaluation des risques" au sens de l'*Accord SPS*.

7.3202 Comme pour la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, compte tenu des préoccupations exprimées par le Luxembourg dans le contexte du maïs Bt-176, nous considérons que tant la première que la seconde clause de l'Annexe A 4) de l'*Accord SPS* définissent l'"évaluation des risques" à effectuer pour la mesure du Luxembourg concernant le maïs Bt-176.

7.3203 Dans le document exposant les motifs, le Luxembourg allègue que le maïs Bt-176 présente des risques en relation avec le développement d'une résistance aux antibiotiques et le développement d'une résistance des insectes à la toxine Bt. S'agissant du développement d'une résistance aux antibiotiques, il fait référence à un avis scientifique rendu par des comités scientifiques des CE et d'autres experts scientifiques. Même s'il reconnaît que ces experts ont indiqué que le risque était faible de voir se développer une résistance aux antibiotiques en raison d'un transfert de gène aux bactéries se trouvant dans l'intestin des personnes ou des animaux, le Luxembourg insiste sur le fait qu'un risque faible existe, notamment dans les cas où le maïs en question est utilisé comme aliment pour animaux, et il fait valoir qu'une étude plus poussée est nécessaire concernant le mécanisme de transfert des gènes.

7.3204 S'agissant du développement d'une résistance des insectes à la toxine Bt, le document exposant les motifs fait référence à l'apparition "possible" d'insectes résistants à la toxine Bt comme constituant "un facteur de risque réel".[2041] Il insiste sur le fait que l'on ne comprend pas bien les incidences à long terme de la toxine Bt sur l'évolution de la résistance des insectes. Il fait également référence à un cas de développement d'une résistance des insectes aux États-Unis à la suite de l'introduction de coton GM ayant des propriétés insecticides. Le document exposant les motifs fait valoir à cet égard que, tant que les causes de cette résistance des insectes aux États-Unis n'ont pas été élucidées, le maïs Bt ne devrait pas être cultivé.

[2040] Pièce EC-158/At. 9.
[2041] *Ibid.*

7.3205 Ainsi, le document exposant les motifs préconise, mais ne fournit pas lui-même, une nouvelle évaluation du mécanisme de transfert des gènes qui pourrait conduire au développement d'une résistance aux antibiotiques et du risque de développement d'une résistance des insectes à la toxine Bt. En particulier, il ne procède pas à une nouvelle évaluation de la probabilité de la dissémination de maladies ou d'insectes cibles. Il ne procède pas non plus à une nouvelle évaluation des effets négatifs que pourrait avoir sur la santé des personnes et des animaux la présence de GMRA dans les aliments. Compte tenu de cela, nous considérons que le document exposant les motifs ne répond pas à la définition d'une évaluation des risques telle qu'elle est donnée à l'Annexe A 4).

7.3206 À la lumière de ce qui précède, nous concluons que le document exposant les motifs, qui est le document sur lequel le Luxembourg s'est appuyé pour justifier sa mesure de sauvegarde, ne constitue pas une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3207 En outre, en ce qui concerne le document sur lequel le Luxembourg s'est appuyé, nous devrions également prendre note de l'argument des Communautés européennes selon lequel la mesure de sauvegarde du Luxembourg était établie sur la base d'une évaluation "approprié[e] en fonction des circonstances", au sens de l'article 5:1. Les Communautés européennes estiment que les circonstances, dans le cas de la mesure de sauvegarde du Luxembourg, incluent le fait que, du point de vue du Luxembourg, les preuves scientifiques pertinentes étaient ou sont insuffisantes. Nous rappelons l'examen que nous avons fait précédemment de l'argument des Communautés européennes fondé sur le membre de phrase "approprié en fonction des circonstances" au sens de l'article 5:1, figurant aux paragraphes 7.3031 et 7.3032 ci-dessus, et nous considérons que nos conclusions précédentes s'appliquent, *mutatis mutandis*, à la mesure examinée ici.

7.3208 Nous avons constaté ci-dessus que le seul document présenté par les parties en relation avec la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 et sur lequel le Luxembourg s'était appuyé ne constituait pas une évaluation des risques. Toutefois, les Communautés européennes soutiennent qu'il existe un document, autre que celui sur lequel le Luxembourg s'est appuyé, qui constitue une évaluation des risques pour le maïs Bt-176. Il s'agit de "l'évaluation des risques effectuée au moment où a été accordé le consentement initial des Communautés" (ci-après l'"évaluation des risques initiale").[2042] Il ne ressort pas clairement de cette affirmation si les Communautés européennes font référence à l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou à l'une de celles qu'ont réalisées le Comité scientifique des pesticides (CSPe), le Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) ou le CSAH.[2043] En tout état de cause, il n'est pas contesté que ces documents constituent des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1.

7.3209 De plus, nous notons qu'aucune des parties n'a fait valoir que, à la date d'établissement du présent Groupe spécial, les évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et celles qu'avaient effectuées le CSPe, le CSAA ou le CSAH n'étaient plus "appropriées en fonction des circonstances". Eu égard à cela, et compte tenu de nos constatations ci-après sur le point de savoir si la mesure de sauvegarde du Luxembourg est "établie sur la base de" ces évaluations des risques, nous n'avons pas besoin d'examiner cette question plus avant.

"Établi sur la base de"

7.3210 Nous examinons maintenant la question de savoir si, au moment de l'établissement du présent Groupe spécial, la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 était "établie sur

[2042] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.
[2043] Pièces EC-158/Ats. 1 à 3; EC-158/At. 4; EC-158/At. 5; EC-158/At. 6.

la base" soit de l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale, soit de celle qui a été réalisée par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.[2044]

7.3211 Nous notons que les arguments des Communautés européennes sur cette question sont les mêmes que ceux qu'elles ont avancés dans le contexte de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Nous avons traité ces arguments ci-dessus et sommes arrivés à la conclusion que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 ne pouvait pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et par le CSP en relation avec le maïs T25. Cette conclusion, et le raisonnement qui l'étaye, s'applique également, *mutatis mutandis*, à la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176, ainsi qu'aux évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale et le CSPe, le CSAA et le CSAH en relation avec le maïs Bt-176. La raison en est que, comme dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25:

a) nous n'avons connaissance d'aucune opinion divergente exprimée dans les évaluations des risques qui ont été effectuées par l'autorité compétente principale et le CSPe, le CSAA et le CSAH en ce qui concerne le maïs Bt-176;

b) ni les Communautés européennes ni le Luxembourg n'ont expliqué, par référence à ces évaluations des risques, comment et pourquoi le Luxembourg a évalué les risques différemment, et ils n'ont pas fourni une évaluation des risques révisée ou supplémentaire;

c) les Communautés européennes n'ont pas identifié d'incertitudes ou de contraintes possibles dans les évaluations des risques en question, et n'ont pas expliqué pourquoi, compte tenu de ces éventuelles incertitudes ou contraintes, la prohibition du Luxembourg était justifiée par les évaluations des risques pertinentes; et

d) il n'y a aucune relation rationnelle apparente entre la mesure de sauvegarde du Luxembourg, qui impose une prohibition, et les évaluations des risques qui n'ont fait état d'aucune preuve indiquant que le maïs Bt-176 aura un quelconque effet négatif sur la santé des personnes ou des animaux et sur l'environnement.

7.3212 Ainsi, compte tenu de notre conclusion selon laquelle la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 ne peut pas être considérée comme étant "établie sur la base" des évaluations des risques effectuées par l'autorité compétente principale ou le CSPe, le CSAA ou le CSAH en relation avec le maïs Bt-176, et rappelant le fait qu'aucune autre évaluation des risques qui pourrait raisonnablement étayer la mesure de sauvegarde du Luxembourg ne nous a été fournie, nous constatons que la mesure de sauvegarde du Luxembourg n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques conformément à l'article 5:1.[2045]

[2044] Comme il a été indiqué, nous devons examiner, dans le cadre de notre analyse, si la mesure de sauvegarde est établie sur la base de l'une ou l'autre de ces évaluations des risques, étant donné que l'on ne voit pas bien si l'évaluation des risques initiale à laquelle les Communautés européennes font référence est l'évaluation des risques effectuée par l'autorité compétente principale ou celle qui a été réalisée par le CSPe, le CSAA ou le CSAH.

[2045] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde du Luxembourg devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Conclusions générales

7.3213 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques.

7.3214 Compte tenu des constatations que nous avons formulées dans le paragraphe précédent au sujet des plaintes DS291 (États-Unis) et DS293 (Argentine), il est nécessaire d'examiner, en outre, si la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Ce n'est qu'une fois que nous aurons achevé cet examen additionnel que nous pourrons arriver à une conclusion finale au sujet de la compatibilité de la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*. Nous procédons à l'examen nécessaire au titre de l'article 5:7 dans la section suivante.

d) Compatibilité avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS* et conclusion finale concernant la compatibilité avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*

7.3215 Nous avons constaté ci-dessus qu'aucune des mesures de sauvegarde pertinentes ne satisfaisait aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1. Comme nous l'avons dit, compte tenu de cette constatation, il est nécessaire d'examiner ensuite si les mesures de sauvegarde sont compatibles avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

7.3216 Nous rappelons que l'article 5:7 dispose ce qui suit:

> "Dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes, un Membre pourra provisoirement adopter des mesures sanitaires ou phytosanitaires sur la base des renseignements pertinents disponibles, y compris ceux qui émanent des organisations internationales compétentes ainsi que ceux qui découlent des mesures sanitaires ou phytosanitaires appliquées par d'autres Membres. Dans de telles circonstances, les Membres s'efforceront d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examineront en conséquence la mesure sanitaire ou phytosanitaire dans un délai raisonnable."

7.3217 Nous avons expliqué précédemment que, si nous devions constater qu'une mesure de sauvegarde est compatible avec les prescriptions de l'article 5:7, l'article 5:1 ne serait pas d'application et il nous faudrait par conséquent conclure que les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1. Inversement, si nous devions

constater qu'une mesure de sauvegarde est incompatible avec les prescriptions de l'article 5:7, l'article 5:1 serait d'application et, compte tenu de notre constatation selon laquelle aucune des mesures de sauvegarde ne satisfait aux prescriptions énoncées dans le texte de l'article 5:1, il nous faudrait conclure que les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 en ce qui concerne la mesure pertinente.

7.3218 Avant de commencer l'examen des mesures de sauvegarde individuelles au titre de l'article 5:7, il est bon de rappeler que, dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a constaté que l'article 5:7 contenait quatre prescriptions auxquelles un Membre devait satisfaire pour pouvoir adopter et maintenir une mesure SPS provisoire. Plus spécifiquement, l'Organe d'appel a dit ce qui suit[2046]:

> "Conformément à la première phrase de l'article 5:7, un Membre peut provisoirement adopter une mesure SPS si cette mesure est:
>
> 1) imposée relativement à une situation dans laquelle "les informations scientifiques pertinentes sont insuffisantes"; et
>
> 2) adoptée "sur la base des renseignements pertinents disponibles".
>
> Conformément à la deuxième phrase de l'article 5:7, une telle mesure provisoire ne peut être maintenue que si le Membre qui a adopté la mesure:
>
> 1) "s'efforc[e] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque"; et
>
> 2) "examin[e] en conséquence la mesure … dans un délai raisonnable"."

7.3219 Par ailleurs, nous notons que, selon l'Organe d'appel, les quatre prescriptions figurant à l'article 5:7 sont "de toute évidence cumulatives par nature".[2047] Autrement dit, "[c]haque fois qu'il n'est pas satisfait à l'une de ces quatre prescriptions, la mesure en cause est incompatible avec l'article 5:7".[2048]

7.3220 L'Organe d'appel a en outre déclaré que l'article 5:7 prenait en compte le principe de précaution et que ce principe n'avait pas été incorporé dans l'*Accord SPS* comme motif justifiant une mesure SPS qui était par ailleurs incompatible avec ledit accord.[2049] Les Communautés européennes affirment que chacune des mesures de sauvegarde en cause dans le présent différend repose sur le principe de précaution. Comme nous examinons ci-après la question de savoir si les mesures de sauvegarde pertinentes sont compatibles avec les prescriptions de l'article 5:7, compte tenu de la déclaration susmentionnée de l'Organe d'appel, nous ne voyons pas la nécessité d'examiner séparément l'argument des Communautés européennes selon lequel ces mesures reposent sur le principe de précaution.

[2046] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. *Voir aussi* le rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 176. Nous notons que, en ce qui concerne la première prescription, l'Organe d'appel a fait référence aux "informations scientifiques pertinentes" au lieu des "preuves scientifiques pertinentes".

[2047] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89.

[2048] *Ibid.*

[2049] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

7.3221 Cela étant, nous passons maintenant à l'examen de la première mesure de sauvegarde d'un État membre, la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25. Comme toujours, nous commençons par un résumé des principaux arguments des parties.

i) Autriche – Maïs T25

7.3222 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le maïs T25. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, l'Autriche ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que l'Autriche s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le maïs T25. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni l'Autriche ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde autrichienne dans un délai raisonnable.

7.3223 Le **Canada** fait valoir qu'un examen de la mesure de sauvegarde autrichienne et des circonstances factuelles et scientifiques entourant son adoption et son maintien révèle que la mesure ne satisfait à aucun des quatre éléments mentionnés à l'article 5:7. *Premièrement*, la mesure n'a pas été imposée relativement à une situation dans laquelle les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants. Selon l'avis des propres experts scientifiques des Communautés européennes, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques complète et objective. De l'avis du Canada, c'étaient les preuves scientifiques avancées par les Communautés européennes ou l'Autriche pour appuyer la mesure de sauvegarde qui étaient insuffisantes. *Deuxièmement*, la mesure n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisque cela aurait inclus les avis scientifiques de l'autorité compétente principale et du comité scientifique pertinent des CE, qui confirmaient tous la sécurité sanitaire du produit.

7.3224 S'agissant du *troisième* élément de l'article 5:7, à savoir la prescription voulant que le Membre s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, le Canada note que cet élément n'est pas pertinent en l'espèce, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. *Enfin*, concernant la quatrième prescription, à savoir que la mesure doit être examinée dans un délai raisonnable, le Canada rappelle que la propre législation des Communautés européennes exige qu'un tel examen ait lieu. Toutefois, étant donné l'absence de "renseignements pertinents" pour appuyer la mesure de sauvegarde, le Canada conclut que la mesure aurait été levée si un tel examen avait été effectué. En outre, selon l'Organe d'appel, ce qui constitue un "délai raisonnable" dépendra de l'émergence des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. De l'avis du Canada, en l'espèce, il n'était pas nécessaire de disposer de renseignements nouveaux ou additionnels pour procéder à une évaluation des risques, car il existait suffisamment de preuves scientifiques même au moment où la mesure de sauvegarde a été prise.

7.3225 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant le maïs T25, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, l'Autriche n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'elle n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique.

Troisièmement, l'Autriche ne s'est pas efforcée d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine note que l'Autriche n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3226 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2050]

7.3227 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2051] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3228 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de l'Autriche à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3229 En outre, les Communautés européennes soutiennent que l'Autriche a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que l'Autriche et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

[2050] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

[2051] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

7.3230 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2052] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2053] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2054] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2055]

7.3231 Le **Groupe spécial** note que, en présentant leurs arguments au sujet des quatre prescriptions de l'article 5:7, les parties ont commencé par la première prescription, c'est-à-dire la question de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Le Groupe spécial commencera lui aussi son analyse par la première prescription.[2056]

[2052] Nous rappelons l'argument des États-Unis selon lequel une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2053] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2054] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2055] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines - et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2056] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3232 Nous rappelons que, conformément à la première prescription, un Membre ne peut pas adopter provisoirement une mesure SPS sauf dans le cas "où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes". Avant d'examiner la mesure de sauvegarde autrichienne à la lumière de cette prescription, nous devons examiner deux questions: i) la question de savoir s'il faut évaluer le caractère suffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire et ii) la question de savoir s'il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne ou au moment de l'examen par le présent Groupe spécial, c'est-à-dire au moment où le mandat du présent Groupe spécial a été fixé. Nous examinons ces questions l'une après l'autre.

Pertinence du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques

7.3233 Nous rappelons l'affirmation des Communautés européennes figurant au paragraphe 7.3227 ci-dessus selon laquelle il faut tenir compte des objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs pour évaluer le caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes. Pour examiner cette affirmation, nous rappelons pour commencer que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a clarifié le sens de l'expression "dans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes". Selon l'Organe d'appel, la notion d'"insuffisance" suppose une relation entre les preuves scientifiques et quelque chose d'autre. Sur cette base, l'Organe d'appel a déterminé que "les "preuves scientifiques pertinentes" seraient "insuffisantes" au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A de l'*Accord SPS*".[2057] Il apparaît que, de l'avis de l'Organe d'appel, les preuves scientifiques pourraient être considérées comme insuffisantes en termes qualitatifs par exemple lorsqu'elles produisent des résultats qui ne sont pas concluants ou qui ne sont pas dignes de foi.[2058]

7.3234 Les Communautés européennes font valoir que le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Nous ne sommes pas convaincus par cet argument. Bien que l'Organe d'appel ait dit que la notion d'"insuffisance" supposait une relation entre les preuves scientifiques et quelque chose d'autre, il n'a dit nulle part que la notion d'"insuffisance" supposait une relation entre les preuves scientifiques et les questions qui intéressaient le législateur. L'Organe d'appel a identifié seulement une relation pertinente, dont il a reconnu l'existence: la relation entre les preuves scientifiques et l'obligation de procéder à une évaluation des risques au titre de l'article 5:1.

7.3235 Nous notons que dans l'affaire *Japon – Pommes* l'Organe d'appel a fait référence à l'insuffisance des preuves scientifiques disponibles pour procéder à une évaluation "adéquate" des risques. Il apparaît que les Communautés européennes s'appuient sur l'emploi du terme "adéquat" par l'Organe d'appel, car elles font valoir qu'une évaluation "adéquate" des risques est une évaluation qui est "adéquate aux fins du législateur". L'Organe d'appel n'a pas défini ni expliqué le terme "adéquat". Par ailleurs, le terme "adéquat" n'apparaît nulle part ni à l'article 5:1, ni à l'article 5:7 ou à l'Annexe A 4). Dans ces circonstances, nous ne sommes pas convaincus qu'il nous faille attacher une grande importance à ce terme.[2059] En fait, l'emploi du terme "adéquat" aurait simplement pu vouloir

[2057] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 179.
[2058] *Ibid*., paragraphe 185.
[2059] Ce point de vue est étayé par le fait que trois paragraphes plus loin, dans son rapport sur l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a laissé tomber le terme "adéquat", pour ne faire référence qu'à "une

faire référence à la définition donnée à l'Annexe A 4). De ce point de vue, une évaluation des risques serait "adéquate" si elle répondait à la norme et à la définition figurant à l'Annexe A 4).

7.3236 Si nous devions néanmoins essayer de donner une signification indépendante au terme "adéquat", la deuxième phrase de l'article 5:7 nous paraît être instructive. Cette phrase indique clairement que dans les circonstances où les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes et où un Membre a provisoirement adopté une mesure SPS, le Membre concerné doit s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une "évaluation plus objective du risque". Nous avons fait observer précédemment que nous estimions que le membre de phrase "une évaluation plus objective du risque", considéré comme un ensemble, faisait référence à une évaluation des risques qui répondait à la définition donnée à l'Annexe A 4), ou qui était au moins plus près de répondre à la définition de l'Annexe A 4) que l'examen des "renseignements pertinents disponibles". De plus, l'article 5:1 exige que les mesures SPS soient établies sur la base d'une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4). Sur cette base, on peut faire valoir que la référence faite par l'Organe d'appel à "une évaluation *adéquate* des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A" (pas d'italique dans l'original) devrait être interprétée comme une référence à "une évaluation *plus objective* des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A".

7.3237 Il est évident qu'aucune des deux interprétations susmentionnées du terme "adéquat" n'étaye la conclusion selon laquelle en faisant référence à une évaluation "adéquate" des risques, l'Organe d'appel voulait laisser entendre qu'une évaluation des risques devait être adéquate aux fins du législateur d'un Membre. Les deux interprétations susmentionnées étayent la conclusion selon laquelle, de l'avis de l'Organe d'appel, les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes au sens de l'article 5:7 si l'ensemble des preuves scientifiques disponibles ne permet pas, sur le plan quantitatif ou qualitatif, de procéder à une évaluation adéquate des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). De toute façon, c'est l'interprétation du concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 que nous croyons être correcte.

7.3238 Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes les fins. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Nous serions d'accord pour dire qu'il faut déterminer au cas par cas si l'ensemble des preuves scientifiques sont insuffisantes pour permettre de procéder à une évaluation des risques. Mais nous ne sommes pas convaincus que les objectifs en matière de protection poursuivis par un législateur sont pertinents pour une telle détermination. Les objectifs en matière de protection d'un législateur peuvent influer sur la question des risques qu'un Membre décide d'évaluer en vue de mener, au besoin, une action réglementaire. Et les objectifs en matière de protection d'un législateur sont certainement pertinents pour la détermination de la mesure – ou comme le disent les Communautés européennes, des "actions" – à prendre pour obtenir le niveau de protection contre les risques souhaité par le Membre. Cependant, il n'y a aucun lien apparent entre les objectifs en matière de protection d'un législateur et l'évaluation de l'existence et de l'importance des risques potentiels.

7.3239 Nous notons que les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate aux fins du législateur d'un Membre comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être

---

évaluation des risques, telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A". Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, paragraphe 182.

révisée".[2060] Nous avons déjà dit être d'avis que la question à laquelle il faut répondre dans un examen au titre de l'article 5:7 n'est pas celle de savoir si les preuves scientifiques pertinentes permettent de procéder à une évaluation des risques adéquate aux fins d'un législateur, mais celle de savoir si elles permettent de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Néanmoins, nous devons examiner si le type d'évaluation des risques que les Communautés européennes jugent adéquate est compatible avec le type d'évaluation des risques exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4).

7.3240 Nous notons à cet égard qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4) peut donner lieu à des avis scientifiques divergents qui émanent de sources compétentes et respectées, et qui, pour cette raison, ne doivent pas nécessairement renseigner un Membre "sans ambiguïté" au sujet des risques. Une évaluation des risques telle qu'elle est définie dans l'Annexe A 4) devrait normalement concerner le "degré de précision", ou le niveau de confiance, avec lequel les risques pertinents peuvent être, ou ont été, évalués et les circonstances dans lesquelles l'évaluation peut devoir être "révisée".[2061] De même, le "passage du temps" peut être un facteur restrictif qui pourrait justifier la révision d'une évaluation des risques existante. Cependant, lorsqu'il a été procédé à une évaluation des risques, et que cette évaluation des risques répond à la norme et à la définition de l'Annexe A 4), elle ne cesse pas d'être une évaluation des risques au sens de l'Annexe A 4) simplement parce qu'un Membre particulier juge que les risques n'ont pas été évalués avec un degré de précision "suffisant", que l'évaluation n'a pas "résisté" au passage du temps, et qu'il est "probable" que l'évaluation devra être révisée à un certain moment à l'avenir. S'il existe des facteurs qui affectent le niveau de confiance des scientifiques dans une évaluation des risques qu'ils ont effectuée[2062], un Membre peut en tenir compte pour déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau de protection contre les risques qu'il juge approprié. Ainsi, dans la logique des observations précédentes, nous considérons qu'il serait inapproprié d'appliquer la définition que donnent les Communautés européennes d'une évaluation "adéquate" des risques aux fins d'une analyse du point de savoir si les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques. Nous faisons observer que ce point de vue est compatible avec les techniques d'évaluation des risques établies par les organisations internationales compétentes. Par exemple, les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* indiquent que "[l]e rapport relatif à l'évaluation des risques doit faire état de toutes les contraintes, incertitudes et hypothèses et de leur incidence sur l'évaluation des risques. Les opinions minoritaires

---

[2060] *Ibid.*

[2061] Il est intéressant de noter ce qui est dit à cet égard dans les techniques d'évaluation des risques pertinentes élaborées par des organisations internationales compétentes. Ainsi, les *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* disposent que "[l]es contraintes, incertitudes et hypothèses ayant une incidence sur l'évaluation des risques, doivent être explicitement considérées à chaque étape de l'évaluation des risques et documentées de façon transparente". Commission du Codex Alimentarius, *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* (adoptés en juin/juillet 2003), section III, Manuel de procédure du Codex, 14ème édition, 2004, paragraphe 23. De même, dans la partie pertinente de la NIMP n° 11 (2001) de la CIPV, il est dit que "[l]'estimation de la probabilité d'introduction de l'organisme nuisible et de ses conséquences économiques comporte de nombreuses incertitudes. [...] Il importe de documenter les domaines et le degré d'incertitude de l'évaluation et d'indiquer si l'on a eu recours au jugement d'experts". CIPV, NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire*, avril 2001, paragraphe 2.4. Le passage cité n'a pas changé dans la version de 2004 de la NIMP n° 11, qui s'applique spécifiquement aux organismes vivants modifiés. Enfin, la partie pertinente des principes de l'appréciation du risque du *Code sanitaire pour les animaux terrestres* dispose que "[l]es appréciations de risque doivent faire état des incertitudes et des hypothèses formulées, ainsi que de leur influence sur le résultat final". OIE, *Code sanitaire pour les animaux terrestres*, 2002, article 1.3.2.3, paragraphe 5.

[2062] Par exemple un ensemble limité de preuves scientifiques pertinentes peut constituer un tel facteur.

doivent aussi être mentionnées. La résolution du problème de l'incidence de l'incertitude sur la décision de gestion des risques est une responsabilité qui incombe au responsable de la gestion des risques, et non au responsable de leur évaluation".[2063] Dans le même ordre d'idées, les *Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes* du Codex indiquent que "[l]es gestionnaires des risques devraient prendre en compte les incertitudes identifiées dans l'évaluation des risques et mettre en place des mesures appropriées pour gérer ces incertitudes".[2064] De la même manière, il est dit dans la partie pertinente de la NIMP n° 11 (2001) de la CIPV que "[l]es incertitudes signalées dans les évaluations des conséquences économiques et de la probabilité d'introduction seront également prises en compte et incluses dans la sélection d'une option de gestion des risques".[2065] Le passage cité n'a pas changé dans la version de 2004 de la NIMP n° 11, qui s'applique spécifiquement aux organismes vivants modifiés.

7.3241 Sur la base de leur point de vue selon lequel une évaluation des risques doit être adéquate aux fins du législateur d'un Membre, les Communautés européennes font valoir qu'un Membre dont le niveau approprié de protection est élevé peut à juste titre considérer que l'ensemble de preuves scientifiques disponible est insuffisant pour permettre de procéder à l'évaluation des risques avec un degré de précision qu'il jugerait adéquat, tandis qu'un Membre dont le niveau approprié de protection est moindre peut considérer que le même ensemble de preuves est suffisant pour procéder à une évaluation adéquate des risques. Autrement dit, les Communautés européennes font valoir que, pour déterminer si les preuves scientifiques pertinentes sont insuffisantes au sens de l'article 5:7, il faut tenir compte du niveau de protection jugé approprié par un Membre.

7.3242 Il ne fait pas de doute que le niveau de protection jugé approprié par un Membre est pertinent pour déterminer la mesure SPS à appliquer le cas échéant, pour protéger ce Membre contre les risques. L'article 5:3 de l'*Accord SPS* fait référence à la détermination de "la mesure à appliquer pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre [le] risque", et l'article 5:6 concerne l'établissement ou le maintien de "mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire".

7.3243 En revanche, la définition de l'expression "évaluation des risques" figurant à l'Annexe A 4) n'indique pas que le niveau de protection jugé approprié par un Membre est pertinent pour évaluer l'existence et l'importance des risques.[2066] De même, il est dit à l'Annexe A 5) de l'*Accord SPS* que certains Membres dénomment le concept de niveau approprié de protection concept de "niveau acceptable de risque". Nous ne pensons pas que les scientifiques doivent connaître le "niveau acceptable de risque" d'un Membre pour évaluer objectivement l'existence et l'importance d'un

[2063] Commission du Codex Alimentarius, *Principes de travail pour l'analyse des risques destinés à être appliqués dans le cadre du Codex Alimentarius* (adoptés en juin/juillet 2003), section III, Manuel de procédure du Codex, 14ème édition, 2004, paragraphe 25.

[2064] Commission du Codex Alimentarius, *Principes pour l'analyse des risques liés aux aliments dérivés des biotechnologies modernes* (adoptés en juin/juillet 2003), CAC/GL 44-2003, paragraphe 18.

[2065] CIPV, NIMP n° 11: *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine*, avril 2001, paragraphe 3.

[2066] Nous notons que l'Annexe A 4) définit en partie une "évaluation des risques" comme l'"évaluation de la probabilité de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie sur le territoire d'un Membre importateur en fonction des mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées". Nous ne sommes pas convaincus que le niveau de protection jugé approprié par un Membre soit pertinent pour identifier "[l]es mesures sanitaires et phytosanitaires qui pourraient être appliquées". En tout état de cause, même si c'était le cas, nous ne voyons pas comment cela pourrait influer sur le point de savoir s'il serait possible de procéder à une évaluation de l'existence et de l'importance des risques.

risque.[2067] Par ailleurs, ni l'article 5:2[2068] ni l'article 5:3[2069] ne donnent à entendre que le niveau de protection jugé approprié par un Membre peut être pertinent pour l'évaluation des risques.

7.3244 Nous notons que l'article 5:1 dispose que les mesures SPS doivent être établies sur la base d'une évaluation des risques qui sera "approprié[e] en fonction des circonstances". Les Communautés européennes paraissent laisser entendre que le niveau approprié de protection d'un Membre importateur est une circonstance pertinente au sens de l'article 5:1.[2070] À notre avis, un Membre importateur ne peut pas rejeter une évaluation des risques existante qui répond à la définition de l'Annexe A 4) comme étant non "approprié[e] en fonction de[] [ses] circonstances" au motif que cette évaluation des risques indique des contraintes ou des incertitudes, et que cela ne permettrait pas au Membre concerné de déterminer "avec un degré de précision suffisant" si un type particulier de mesure lui permettrait en fait d'obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié. Comme nous l'avons dit, s'il existe des facteurs qui affectent le niveau de confiance des scientifiques dans une évaluation des risques qu'ils ont effectuée, un Membre importateur peut en tenir compte pour déterminer la mesure à appliquer pour obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié.[2071]

7.3245 Enfin, nous prenons note de l'argument des Communautés européennes selon lequel le membre de phrase "dans un délai raisonnable" figurant dans la deuxième phrase de l'article 5:7 étaye leur point de vue selon lequel le niveau de protection jugé approprié par un Membre importateur est pertinent pour déterminer si les preuves scientifiques disponibles sont insuffisantes au sens de l'article 5:7 pour procéder à une évaluation des risques. La deuxième phrase de l'article 5:7 exige que les Membres s'efforcent d'obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examiner en conséquence les mesures SPS provisoires dans un délai raisonnable. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a déclaré que ce qui constituait un "délai raisonnable" dépendait, entre autres choses, de la difficulté d'obtenir les renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque.[2072] Nous pensons que dans les cas où les renseignements additionnels obtenus par un Membre sont objectivement suffisants pour procéder à "une évaluation plus objective du risque", le membre de phrase "examineront […] dans un délai raisonnable" ne fournirait pas une justification pour retarder la réalisation d'une telle évaluation au motif qu'une évaluation qui incorporerait les renseignements additionnels ne permettrait pas au Membre importateur de déterminer "avec un degré de précision

[2067] Nous notons à cet égard que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel a aussi souligné qu'il était important d'établir soigneusement une distinction "entre l'appréciation des "risques" dans le cadre de l'évaluation des risques et la détermination du niveau de protection approprié". Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 125.

[2068] L'article 5:2 dispose que "[d]ans l'évaluation des risques, les Membres tiendront compte des preuves scientifiques disponibles; des procédés et méthodes de production pertinents; des méthodes d'inspection, d'échantillonnage et d'essai pertinentes; de la prévalence de maladies ou de parasites spécifiques; de l'existence de zones exemptes de parasites ou de maladies; des conditions écologiques et environnementales pertinentes; et des régimes de quarantaine ou autres".

[2069] La partie pertinente de l'article 5:3 dispose que "[p]our évaluer le risque pour la santé et la vie des animaux ou pour la préservation des végétaux [...], les Membres tiendront compte, en tant que facteurs économiques pertinents: du dommage potentiel en termes de perte de production ou de ventes dans le cas de l'entrée, de l'établissement ou de la dissémination d'un parasite ou d'une maladie; des coûts de la lutte ou de l'éradication sur le territoire du Membre importateur; et du rapport coût-efficacité d'autres approches qui permettraient de limiter les risques".

[2070] Réponse des Communautés européennes à la question n° 107 du Groupe spécial.

[2071] Il convient aussi de rappeler que, dans la mesure où une évaluation des risques comprend une opinion minoritaire émanant d'une source digne de confiance et respectée, un Membre importateur peut aussi être en droit d'établir une mesure visant à obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié sur la base de cette opinion minoritaire.

[2072] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 93.

suffisant" si une mesure différente de sa mesure provisoire permettrait d'obtenir le niveau de protection qu'il juge approprié. Là encore, nous considérons que, s'il existait des facteurs qui affectent le niveau de confiance des scientifiques dans "une évaluation plus objective du risque" qu'ils auraient effectuée, le Membre importateur pourrait en tenir compte au moment d'examiner sa mesure provisoire à la lumière de l'"évaluation plus objective". Nous ne pouvons donc pas accepter l'argument des Communautés européennes concernant le membre de phrase "dans un délai raisonnable".

7.3246 Sur la base des considérations ci-dessus, nous ne pouvons pas penser comme les Communautés européennes pour dire que dans le contexte de l'article 5:7 l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes doit être évaluée au regard du niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Plus particulièrement, nous ne pensons pas que nous devons tenir compte du niveau de protection jugé approprié par l'Autriche pour examiner si les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques posés par le maïs T25 telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4).

Moment auquel doit être évaluée l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes

7.3247 Nous passons maintenant à l'analyse de la deuxième question, c'est-à-dire la question de savoir s'il faut juger de l'insuffisance des preuves scientifiques pertinentes, qui est une condition préalable à l'invocation de l'exception prévue à l'article 5:7, au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne ou au moment où le mandat du présent Groupe spécial a été défini.

7.3248 La première phrase de l'article 5:7 dispose que "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes", un Membre pourra provisoirement "adopter" une mesure SPS sur la base des renseignements pertinents disponibles. Le texte de la première phrase établit donc un lien clair entre l'insuffisance que doivent avoir les preuves scientifiques et l'adoption d'une mesure SPS provisoire qui est fondée sur les renseignements pertinents disponibles.

7.3249 La deuxième phrase de l'article 5:7 dispose que "[d]ans de telles circonstances", c'est-à-dire lorsqu'une mesure SPS a été provisoirement adoptée conformément aux prescriptions de la première phrase de l'article 5:7, le Membre pertinent doit s'efforcer d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque et examiner en conséquence la mesure dans un délai raisonnable. Il ressort de l'expression "[d]ans de telles circonstances" et du caractère des prescriptions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 5:7 que la deuxième phrase de l'article 5:7 établit à quelles conditions une mesure SPS qui a été provisoirement adoptée peut être maintenue.

7.3250 Il apparaît que l'Organe d'appel souscrit au point de vue selon lequel la première phrase de l'article 5:7 concerne l'adoption de mesures SPS provisoires alors que la deuxième phrase concerne le maintien de telles mesures. Dans l'affaire *Japon – Produits agricoles II*, l'Organe d'appel a déclaré que "[c]onformément à la première phrase de l'article 5:7, un Membre peut provisoirement adopter une mesure SPS si cette mesure [satisfait aux deux prescriptions énoncées dans la première phrase]" et que "[c]onformément à la deuxième phrase de l'article 5:7, une telle mesure provisoire ne peut être *maintenue* que si le Membre qui a adopté la mesure [se conforme aux deux prescriptions énoncées dans la deuxième phrase]".[2073] Par la suite, dans l'affaire *Japon – Pommes*, l'Organe d'appel a confirmé que les deux prescriptions énoncées dans la deuxième phrase de l'article 5:7 "[avaient] trait

[2073] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles II*, paragraphe 89. (pas d'italique dans l'original)

au *maintien* d'une mesure [SPS] provisoire et soulign[aient] le caractère *provisoire* des mesures adoptées conformément à l'article 5:7".[2074]

7.3251 Le contexte immédiat de l'article 5:7 renforce notre point de vue selon lequel la première phrase de l'article 5:7 a trait à l'adoption de mesures SPS provisoires, mais non à leur maintien. La partie pertinente de l'article 5:6 dispose que "lorsqu'ils *établiront ou maintiendront* des mesures [SPS] pour obtenir le niveau approprié de protection […], les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis". (pas d'italique dans l'original) De même, la partie pertinente de l'article 5:8 dispose que "[l]orsqu'un Membre aura des raisons de croire qu'une mesure [SPS] spécifique *introduite ou maintenue* par un autre Membre exerce […] une contrainte sur ses exportations et qu'elle n'est pas fondée sur les normes, directives ou recommandations internationales pertinentes […], une explication des raisons de cette mesure [SPS] pourra être demandée et sera fournie". (pas d'italique dans l'original) Puisque l'article 5:6 et l'article 5:8 font explicitement référence au "maintien" de mesures SPS en plus de l'"établissement" ou l'"introduction" de mesures SPS, nous pensons pouvoir supposer à juste titre que l'absence de référence au "maintien" d'une mesure SPS provisoire dans la première phrase est voulue et que ce "maintien" est effectivement visé par la deuxième phrase de l'article 5:7.

7.3252 L'article 2:2 de l'*Accord SPS* fait aussi partie du contexte de la première phrase de l'article 5:7. Nous rappelons que l'article 2:2 dispose en partie que les mesures SPS ne peuvent pas être "*maintenue[s]* sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5". (pas d'italique dans l'original) Nous notons l'absence de référence à l'"adoption" de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. La logique voudrait que, si une mesure SPS ne peut pas être maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, elle ne peut pas non plus être adoptée sans preuves scientifiques suffisantes. Ce point de vue est étayé par la première phrase de l'article 5:7, qui fait explicitement référence à l'"adoption" de mesures SPS provisoires. Nous rappelons à cet égard que l'article 5:7 prévoit une exemption assortie de réserves de l'obligation faite à l'article 2:2 de ne pas maintenir de mesures SPS sans preuves scientifiques suffisantes. Cela dit, nous ne considérons pas qu'il puisse, inversement, être déduit de la référence faite au "maintien" d'une mesure SPS à l'article 2:2 que la première phrase de l'article 5:7 implique une référence au "maintien" d'une mesure SPS provisoire. Comme nous l'avons noté, nous pensons que la deuxième phrase de l'article 5:7 énonce les prescriptions applicables concernant le maintien d'une mesure SPS provisoire. En outre, nous avons noté que, de façon très marquée par rapport à la première phrase de l'article 5:7, d'autres dispositions du même article – nous avons identifié l'article 5:6 et l'article 5:8 – font explicitement référence à l'établissement, ou à l'introduction, de mesures SPS en plus de leur maintien.

7.3253 Comme le membre de phrase "[d]ans les cas où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" fait partie de la première phrase de l'article 5:7, et comme les considérations ci-dessus nous amènent à conclure que les prescriptions énoncées dans la première phrase ont seulement trait à l'adoption d'une mesure SPS provisoire, nous sommes d'avis qu'une détermination du point de savoir si un cas particulier est un cas "où les preuves scientifiques pertinentes seront insuffisantes" doit être faite par rapport au moment où la mesure SPS provisoire a été adoptée.

7.3254 L'examen de l'autre point de vue renforce notre point de vue au lieu de l'affaiblir. En fait, si l'on supposait, contrairement à ce que nous pensons, qu'il faut déterminer au moment de l'examen par un groupe spécial si "les preuves scientifiques pertinentes [sont] insuffisantes", la deuxième phrase de l'article 5:7 deviendrait effectivement superflue. Si un Membre qui invoque l'exception énoncée à l'article 5:7 devait démontrer qu'au moment de l'examen par un groupe spécial les preuves

[2074] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 318. (italique dans l'original)

scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4), il ne serait apparemment pas nécessaire d'exiger de ce Membre qu'il s'efforce d'obtenir des renseignements additionnels et examine sa mesure SPS provisoire; le Membre concerné aurait toutes les raisons de le faire même en l'absence de prescription car il pourrait être appelé à défendre sa mesure à tout moment.[2075] De plus, si ce Membre réussissait à démontrer que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes, nous ne voyons pas à quoi il servirait d'exiger de ce Membre qu'il démontre, en plus, qu'à un moment donné il avait cherché à obtenir des renseignements additionnels et avait examiné sa mesure.

7.3255 Nous avons conclu qu'il faudrait juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire est adoptée. Cette conclusion demande certaines explications afin d'éviter une mauvaise interprétation possible. *Tout d'abord*, nous ne donnons pas à entendre que des éléments de preuve établissant qu'à un moment donné entre le moment de l'adoption d'une mesure SPS provisoire et le moment où a été fixé le mandat d'un groupe spécial, les preuves scientifiques pertinentes sont devenues suffisantes, ou étaient toujours insuffisantes, pour procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4), ne sont à priori pas pertinents pour un examen au titre de l'article 5:7. Au contraire, de tels éléments de preuve peuvent être pertinents pour un examen au titre de la deuxième phrase de l'article 5:7. Ils peuvent apporter des éclaircissements sur le point de savoir si le Membre qui invoque l'exception prévue à l'article 5:7 s'est conformé à l'obligation de "s'efforcer[] d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque". Ou alors, de tels éléments de preuve peuvent être pertinents pour déterminer si le Membre qui invoque l'exception prévue à l'article 5:7 a effectué un "examen" de sa mesure provisoire "dans un délai raisonnable".

7.3256 *Deuxièmement*, il n'y a pas d'inhérence entre notre approche de l'allégation des Communautés européennes au titre de l'article 5:7 et notre approche de l'allégation des parties plaignantes au titre de l'article 5:1 et de leur allégation corollaire au titre de l'article 2:2. Il est vrai que, pour analyser ces dernières allégations, nous avons examiné la situation telle qu'elle existait au moment où a été fixé le mandat du Groupe spécial. Toutefois, notre approche de l'article 5:7 est conforme aux deux phrases de l'article 5:7 et leur donne un sens. Selon nous, un Membre qui maintient une mesure SPS provisoire ne peut pas alléguer que cette mesure est justifiée au titre de l'article 5:7 si elle n'a pas été adoptée conformément aux prescriptions de la première phrase de l'article 5:7. En outre, si dans notre analyse nous en arrivons à examiner la question de savoir si la mesure de sauvegarde autrichienne satisfait aux prescriptions de la deuxième phrase de l'article 5:7, qui a trait au maintien d'une mesure SPS provisoire, nous examinerons cette question à la lumière de la situation telle qu'elle existait lorsque notre mandat a été fixé. Autrement dit, dans le contexte de tout examen au titre de la deuxième phrase de l'article 5:7, nous suivrons l'approche que nous avons adoptée en ce qui concerne les allégations des parties plaignantes au titre des articles 5:1 et 2:2.

7.3257 *Troisièmement*, notre approche n'a pas pour conséquence de maintenir indéfiniment une mesure SPS provisoire qui a été adoptée conformément aux prescriptions de la première phrase de l'article 5:7. À notre avis, la prescription de la deuxième phrase de l'article 5:7 voulant qu'un Membre "examine[]" une mesure SPS provisoire implique que, une fois que des preuves scientifiques pertinentes suffisantes ont été obtenues et qu'une évaluation des risques répondant à la définition de

[2075] En revanche, si, comme nous le pensons, il faut évaluer le caractère suffisant des preuves scientifiques au moment où une mesure SPS provisoire a été adoptée, un Membre qui pourrait démontrer qu'au moment où il a adopté sa mesure SPS provisoire les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes n'aurait pas de raison manifeste de s'efforcer d'obtenir des renseignements additionnels et d'examiner sa mesure en l'absence d'une prescription à cet effet. Notre point de vue justifie l'inclusion de telles prescriptions explicites dans la deuxième phrase de l'article 5:7.

l'Annexe A 4) a été effectuée[2076], la mesure SPS provisoire doit être retirée ou modifiée si elle ne peut pas être "établie[] sur la base" de l'évaluation des risques en question. Nous notons à cet égard que le dictionnaire définit le substantif "review" (examen) comme "a formal assessment of something with the intention of instituting change if necessary" (l'évaluation formelle d'une chose dans le but d'apporter un changement au besoin).[2077] Nous rappelons aussi que dans l'affaire *Japon – Pommes* l'Organe d'appel a fait observer que la prescription imposant d'examiner les mesures SPS provisoires "soulign[ait] le caractère *provisoire* des mesures adoptées conformément à l'article 5:7".[2078] Cette observation implique qu'un Membre est tenu de retirer ou de modifier une mesure provisoire si l'examen établit que la mesure n'est plus justifiée. De fait, s'il en était autrement, la prescription imposant d'examiner une mesure SPS provisoire serait sans conséquence et privée de sens.

ii) Mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25

7.3258 S'agissant maintenant de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, nous notons l'argument des parties plaignantes selon lequel les preuves scientifiques pertinentes ne pouvaient pas avoir été insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne, puisque le CSP a effectué une évaluation des risques sur la base des renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure.

7.3259 Nous rappelons que l'Autriche a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25 en avril 2000. Suite à la notification de la mesure par l'Autriche, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en novembre 2000, le CSP a conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient l'évaluation initiale des risques qu'il avait effectuée dans le contexte de la procédure d'approbation communautaire concernant le maïs T25.[2079] Ainsi, d'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a effectivement examiné son évaluation initiale des risques à la lumière des renseignements présentés par l'Autriche et il a confirmé son évaluation initiale des risques.[2080]

7.3260 Nous avons constaté ci-dessus que les avis rendus par le CSP dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis rendus par le CSP après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2081] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2082] Eu égard à cela, nous pensons comme les parties plaignantes que

---

[2076] Nous rappelons qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4) pourrait aussi être effectuée par un autre Membre ou une organisation internationale.

[2077] *The Concise Oxford Dictionary*, 10ème éd., J. Pearsall (éd.) (Oxford University Press, 1999), page 1225.

[2078] Rapport de l'Organe d'appel *Japon – Pommes*, note de bas de page 318. (italique dans l'original)

[2079] Pièces US-56; CDA-77 et 87; ARG-45 et ARG-46.

[2080] Pièces US-56 (faisant référence à l'évaluation initiale du CSP); CDA-75 et 87; ARG-45 et 46 (faisant référence à l'évaluation initiale du CSP).

[2081] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2082] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde autrichienne contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que l'Autriche avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation

l'évaluation du maïs T25 effectuée par le CSP au titre de l'examen, et l'évaluation initiale du maïs T25 effectuée par le CSP (qui, comme il a été noté, a été confirmée par l'évaluation du CSP au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les parties plaignantes ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de l'Autriche a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2083]

7.3261 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25 n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3262 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

---

initiale des risques effectuée par le CSP. Cependant, le fait que l'Autriche ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSP, et peut-être pas non plus à son évaluation ultérieure au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et l'évaluation initiale du CSP ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que l'évaluation initiale et l'évaluation au titre de l'examen effectuées par le CSP concernant le maïs T25 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2083] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

iii) Autriche – Maïs Bt-176

7.3263 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de l'Autriche appliquée au maïs Bt-176. Nous notons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3264 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le maïs Bt-176. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSAH et le Comité scientifique des pesticides, des aliments et de l'alimentation animale (CSPe) ont examiné la mesure de sauvegarde et ont conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, l'Autriche ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que l'Autriche s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le maïs Bt-176. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni l'Autriche ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde autrichienne dans un délai raisonnable.

7.3265 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant le maïs Bt-176, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, l'Autriche n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'elle n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique. *Troisièmement*, l'Autriche ne s'est pas efforcée d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine note que l'Autriche n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3266 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2084]

7.3267 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2085] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3268 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de l'Autriche à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3269 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que l'Autriche a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui

[2084] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

[2085] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que l'Autriche et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3270 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2086] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2087] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2088] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2089]

[2086] Nous rappelons les arguments des États-Unis selon lesquels une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2087] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2088] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2089] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3271 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2090] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et l'Argentine font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne, puisque les comités scientifiques des CE ont effectué des évaluations des risques sur la base des renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure.

7.3272 Nous rappelons que l'Autriche a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 en février 1997. Suite à la notification de la mesure par l'Autriche, la Commission a demandé au CSAH, au Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) et au Comité scientifique des pesticides (CSPe) d'analyser les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient ces comités à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans leurs avis rendus en mars 1997, en avril 1997 et en mai 1997, le CSAH, le CSAA et le CSPe, respectivement, ont conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient les évaluations initiales des risques qu'ils avaient effectuées dans le contexte de la procédure d'approbation communautaire concernant le maïs Bt-176.[2091]

7.3273 Nous avons constaté ci-dessus que les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2092] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2093] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et l'Argentine que les évaluations

[2090] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2091] Pièces US-57, 58 et 66; ARG-43.

[2092] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2093] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde autrichienne contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que l'Autriche avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans les évaluations initiales des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence aux évaluations initiales des risques effectuées par le CSAH, le CSAA et le CSPe. Cependant, le fait que l'Autriche ne souscrivait peut-être pas à ces évaluations initiales, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que les évaluations de ces comités ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant"

du maïs Bt-176 effectuées par le CSAH, le CSAA et le CSPe au titre de l'examen, et les évaluations initiales du maïs Bt-176 effectuées par le CSAH, le CSAA et le CSPe (qui, comme il a été noté, ont été confirmées par les évaluations au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et l'Argentine ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de l'Autriche a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2094]

7.3274 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176 n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3275 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial

---

ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que les évaluations initiales et les évaluations au titre de l'examen effectuées sur le maïs Bt-176 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2094] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

iv) Autriche – Maïs MON810

7.3276 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810. Nous notons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3277 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne appliquée au maïs MON810 ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le maïs MON810. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, l'Autriche ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que l'Autriche s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le maïs MON810. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni l'Autriche ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde autrichienne dans un délai raisonnable.

7.3278 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant le maïs MON810, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, l'Autriche n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'elle n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique. *Troisièmement*, l'Autriche ne s'est pas efforcée d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine relève que l'Autriche n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3279 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde autrichienne satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source

digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2095]

7.3280 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2096] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3281 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de l'Autriche à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3282 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que l'Autriche a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que l'Autriche et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3283 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2097] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2098] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements

[2095] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

[2096] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

[2097] Nous rappelons l'argument des États-Unis selon lequel une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2098] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2099] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2100]

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3284 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2101] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et l'Argentine font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne, puisque les comités scientifiques des CE ont effectué des évaluations des risques sur la base des renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure.

7.3285 Nous rappelons que l'Autriche a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs MON810 en juin 1999. Suite à la notification de la mesure par l'Autriche, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par l'Autriche à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en septembre 1999, le CSP a conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient l'évaluation initiale des risques qu'il avait effectuée dans le contexte de la procédure

[2099] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2100] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2101] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

d'approbation communautaire concernant le maïs MON810.[2102] Ainsi, d'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a effectivement examiné son évaluation initiale des risques à la lumière des renseignements présentés par l'Autriche et il a confirmé son évaluation initiale des risques.

7.3286 Nous avons constaté ci-dessus que les avis rendus par les comités scientifiques des CE dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis rendus par les comités scientifiques des CE après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2103] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2104] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et l'Argentine que l'évaluation du maïs MON810 effectuée en 1999 par le CSP au titre de l'examen, et l'évaluation initiale du maïs MON810 effectuée par le CSP (qui, comme il a été noté, a été confirmée par les évaluations au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde autrichienne, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et l'Argentine ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de l'Autriche a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2105]

7.3287 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs MON810 n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

[2102] Pièces US-55 et ARG-44.

[2103] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2104] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde autrichienne contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que l'Autriche avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation initiale des risques effectuée par le CSP. Cependant, le fait que l'Autriche ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSP, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et l'évaluation initiale du CSP ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que l'évaluation initiale et l'évaluation au titre de l'examen effectuées par le CSP sur le maïs MON810 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2105] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde autrichienne devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Conclusions générales

7.3288 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

v) France – Colza MS1/RF1 (EC-161)

7.3289 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de la France appliquée au colza MS1/RF1 (EC-161). Nous notons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3290 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le colza MS1/RF1 (EC-161). *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par la France ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, la France ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que la France s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le colza MS1/RF1

(EC-161). *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni la France ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde française dans un délai raisonnable.

7.3291 Le **Canada** fait valoir qu'un examen de la mesure de sauvegarde française et des circonstances factuelles et scientifiques entourant son adoption et son maintien révèle que la mesure ne satisfait à aucun des quatre éléments mentionnés à l'article 5:7. *Premièrement*, la mesure n'a pas été imposée relativement à une situation dans laquelle les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants. Selon l'avis des propres experts scientifiques des Communautés européennes, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques complète et objective. De l'avis du Canada, c'étaient les preuves scientifiques avancées par les Communautés européennes ou la France pour appuyer la mesure de sauvegarde qui étaient insuffisantes. *Deuxièmement*, la mesure n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisque cela aurait inclus les avis scientifiques de l'autorité compétente principale et du comité scientifique pertinent des CE, qui confirmaient tous la sécurité sanitaire du produit.

7.3292 S'agissant du *troisième* élément de l'article 5:7, la prescription voulant que le Membre s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, le Canada note que cet élément n'est pas pertinent en l'espèce, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. *Enfin*, concernant la quatrième prescription, à savoir que la mesure doit être examinée dans un délai raisonnable, le Canada rappelle que la propre législation des Communautés européennes exige qu'un tel examen ait lieu. Toutefois, étant donné l'absence de "renseignements pertinents" pour appuyer la mesure de sauvegarde, le Canada conclut que la mesure aurait été levée si un tel examen avait été effectué. En outre, selon l'Organe d'appel, ce qui constitue un "délai raisonnable" dépendra de l'émergence des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. De l'avis du Canada, en l'espèce, il n'était pas nécessaire de disposer de renseignements nouveaux ou additionnels pour procéder à une évaluation des risques, car il existait suffisamment de preuves scientifiques même au moment où la mesure de sauvegarde a été prise.

7.3293 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde française satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2106]

7.3294 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur

[2106] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2107] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3295 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de la France à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3296 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que la France a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que la France et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3297 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2108] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2109] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2110] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2111]

[2107] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

[2108] Nous rappelons l'argument des États-Unis selon lequel une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2109] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2110] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2111] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon –*

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3298 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2112] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et le Canada font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde française, puisque les comités scientifiques des CE ont effectué des évaluations des risques sur la base des renseignements fournis par la France à l'appui de sa mesure.

7.3299 Nous rappelons que la France a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) en novembre 1998. Suite à la notification de la mesure par la France, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par la France à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en mai 1999, le CSP a conclu que les renseignements fournis par la France ne modifieraient pas l'évaluation environnementale fournie en 1998 par le CSP dans le contexte de la procédure d'approbation concernant un colza hybride similaire, le colza MS8/RF3.[2113] D'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a donc effectivement examiné son évaluation antérieure des risques concernant le colza MS8/RF3 à la lumière des renseignements présentés par la France et il a confirmé cette évaluation.

7.3300 Nous avons constaté ci-dessus que les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient

---

Pommes. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2112] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2113] Nous rappelons que le CSP n'a pas été consulté par la Commission avant l'approbation du colza MS1/RF1, ce qui explique que le CSP se soit appuyé sur l'évaluation concernant le colza MS8/RF3. Pièces US-61 et CDA-69.

des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2114] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2115] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et le Canada que l'évaluation du colza MS1/RF1 (EC-161) effectuée en 1999 par le CSP au titre de l'examen sert à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde française, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et le Canada ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de la France a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2116]

7.3301 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3302 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

[2114] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2115] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde française contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que la France avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation initiale des risques posés par le colza MS8/RF3 effectuée par le CSP. Cependant, le fait que la France ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSP, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et l'évaluation initiale du CSP ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que les évaluations pertinentes du CSP sur le colza MS1/RF1 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2116] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde française devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

vi) France – Colza Topas

7.3303 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de la France appliquée au colza Topas. Nous rappelons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3304 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le colza Topas. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par la France ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, la France ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que la France s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le colza Topas. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni la France ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde française dans un délai raisonnable.

7.3305 Le **Canada** fait valoir qu'un examen de la mesure de sauvegarde française et des circonstances factuelles et scientifiques entourant son adoption et son maintien révèle que la mesure ne satisfait à aucun des quatre éléments mentionnés à l'article 5:7. *Premièrement*, la mesure n'a pas été imposée relativement à une situation dans laquelle les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants. Selon l'avis des propres experts scientifiques des Communautés européennes, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques complète et objective. De l'avis du Canada, c'étaient les preuves scientifiques avancées par les Communautés européennes ou la France pour appuyer la mesure de sauvegarde qui étaient insuffisantes. *Deuxièmement*, la mesure n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents

disponibles", puisque cela aurait inclus les avis scientifiques de l'autorité compétente principale et du comité scientifique pertinent des CE, qui confirmaient tous la sécurité sanitaire du produit.

7.3306 S'agissant du *troisième* élément de l'article 5:7, la prescription voulant que le Membre s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, le Canada note que cet élément n'est pas pertinent en l'espèce, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. *Enfin*, concernant la quatrième prescription, à savoir que la mesure doit être examinée dans un délai raisonnable, le Canada rappelle que la propre législation des Communautés européennes exige qu'un tel examen ait lieu. Toutefois, étant donné l'absence de "renseignements pertinents" pour appuyer la mesure de sauvegarde, le Canada conclut que la mesure aurait été levée si un tel examen avait été effectué. En outre, selon l'Organe d'appel, ce qui constitue un "délai raisonnable" dépendra de l'émergence des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. De l'avis du Canada, en l'espèce, il n'était pas nécessaire de disposer de renseignements nouveaux ou additionnels pour procéder à une évaluation des risques, car il existait suffisamment de preuves scientifiques même au moment où la mesure de sauvegarde a été prise.

7.3307 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde française satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2117]

7.3308 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2118] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3309 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont

[2117] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

[2118] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

amené les législateurs de la France à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3310 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que la France a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que la France et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3311 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2119] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2120] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2121] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2122]

[2119] Nous rappelons les arguments des États-Unis selon lesquels une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2120] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2121] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2122] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3312 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2123] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et le Canada font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde française, puisque le CSP a effectué une évaluation des risques sur la base des renseignements fournis par la France à l'appui de sa mesure.

7.3313 Nous rappelons que la France a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas en novembre 1998. Suite à la notification de la mesure par la France, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par la France à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en mai 1999, le CSP a conclu que les renseignements fournis par la France ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient l'évaluation initiale des risques qu'il avait effectuée dans le contexte de la procédure d'approbation communautaire concernant le colza Topas.[2124] D'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a donc effectivement examiné son évaluation initiale des risques à la lumière des renseignements présentés par la France et il a confirmé son évaluation initiale des risques.

7.3314 Nous avons constaté ci-dessus que les avis rendus par le CSP dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis rendus par le CSP après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2125] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2126] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et le Canada que

[2123] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2124] Pièces US-62; CDA-65.

[2125] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2126] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde française contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que la France avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation initiale des risques effectuée par le CSP. Cependant, le fait que la France ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSP, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et l'évaluation initiale du CSP ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*,

l'évaluation du colza Topas effectuée en 1999 par le CSP au titre de l'examen, et l'évaluation initiale du colza Topas effectuée par le CSP (qui, comme il a été noté, a été confirmée par l'évaluation du CSP au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde française, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et le Canada ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de la France a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2127]

7.3315 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de la France concernant le colza Topas n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3316 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate

---

paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que l'évaluation initiale et l'évaluation au titre de l'examen effectuées par le CSP sur le colza Topas ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2127] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde française devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

que la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

vii) Allemagne – Maïs Bt-176

7.3317 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne appliquée au maïs Bt-176. Nous rappelons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3318 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le maïs Bt-176. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par l'Allemagne ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, l'Allemagne ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que l'Allemagne s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le maïs Bt-176. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni l'Allemagne ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde allemande dans un délai raisonnable.

7.3319 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde allemande ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant le maïs Bt-176, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par l'Allemagne à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, l'Allemagne n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'elle n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique. *Troisièmement*, l'Allemagne ne s'est pas efforcée d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine note que l'Allemagne n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3320 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde allemande satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance,

[qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2128]

7.3321 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2129] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3322 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de l'Allemagne à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3323 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que l'Allemagne a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que l'Allemagne et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3324 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2130] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2131] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en

[2128] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

[2129] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

[2130] Nous rappelons les arguments des États-Unis selon lesquels une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2131] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2132] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2133]

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3325 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2134] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau approprié de protection du Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et l'Argentine font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de ladite mesure, puisque le CSP a réalisé une évaluation des risques sur la base des renseignements fournis par l'Allemagne à l'appui de sa mesure.

7.3326 Nous rappelons que l'Allemagne a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 en mars 2000. Suite à la notification de la mesure par l'Allemagne, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par l'Allemagne à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en septembre 2000, le CSP a conclu que les renseignements fournis par l'Allemagne ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient l'évaluation initiale des risques effectuée par le CSPe dans le contexte

---

[2132] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2133] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]e cas présent est, par exemple, très différent des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle - hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2134] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

de la procédure d'approbation communautaire concernant le maïs Bt-176.[2135] Ainsi, d'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a effectivement examiné son évaluation initiale des risques à la lumière des renseignements présentés par l'Allemagne et a confirmé son évaluation initiale des risques.

7.3327 Nous avons constaté ci-dessus que les avis rendus par les comités scientifiques des CE dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis rendus par les comités scientifiques des CE après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2136] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2137] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et l'Argentine que l'évaluation du maïs Bt-176 effectuée en 2000 par le CSP au titre de l'examen, et l'évaluation initiale du maïs Bt-176 effectuée par le CSPe (qui, comme il a été noté, a été confirmée par l'évaluation du CSP au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde allemande, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et l'Argentine ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2138]

7.3328 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176 n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

[2135] Pièces US-66; ARG-43.

[2136] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2137] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde allemande contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que l'Allemagne avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation initiale des risques effectuée par le CSPe. Cependant, le fait que l'Allemagne ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSPe, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation du CSP au titre de l'examen et son évaluation initiale ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que l'évaluation initiale et l'évaluation au titre de l'examen effectuées par le CSP sur le maïs Bt-176 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2138] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde allemande devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Conclusions générales

7.3329 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

viii) Grèce – Colza Topas

7.3330 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de la Grèce appliquée au colza Topas. Nous rappelons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3331 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le colza Topas. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSP a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par la Grèce ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, la Grèce ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que la Grèce s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le colza Topas. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni la Grèce ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde grecque dans un délai raisonnable.

7.3332 Le **Canada** fait valoir qu'un examen de la mesure de sauvegarde grecque et des circonstances factuelles et scientifiques entourant son adoption et son maintien révèle que la mesure ne satisfait à aucun des quatre éléments mentionnés à l'article 5:7. *Premièrement*, la mesure n'a pas été imposée relativement à une situation dans laquelle les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants. Selon l'avis des propres experts scientifiques des Communautés européennes, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques complète et objective. De l'avis du Canada, c'étaient les preuves scientifiques avancées par les Communautés européennes ou la Grèce pour appuyer la mesure de sauvegarde qui étaient insuffisantes. *Deuxièmement*, la mesure n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisque cela aurait inclus les avis scientifiques de l'autorité compétente principale et du comité scientifique pertinent des CE, qui confirmaient tous la sécurité sanitaire du produit.

7.3333 S'agissant du *troisième* élément de l'article 5:7, la prescription voulant que le Membre s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, le Canada note que cet élément n'est pas pertinent en l'espèce, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. *Enfin*, concernant la quatrième prescription, à savoir que la mesure doit être examinée dans un délai raisonnable, le Canada rappelle que la propre législation des Communautés européennes exige qu'un tel examen ait lieu. Toutefois, étant donné l'absence de "renseignements pertinents" pour appuyer la mesure de sauvegarde, le Canada conclut que la mesure aurait été levée si un tel examen avait été effectué. En outre, selon l'Organe d'appel, ce qui constitue un "délai raisonnable" dépendra de l'émergence des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. De l'avis du Canada, en l'espèce, il n'était pas nécessaire de disposer de renseignements nouveaux ou additionnels pour procéder à une évaluation des risques, car il existait suffisamment de preuves scientifiques même au moment où la mesure de sauvegarde a été prise.

7.3334 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde grecque satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".[2139]

7.3335 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les

[2139] Première communication écrite des CE, paragraphe 604.

preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2140] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3336 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de la Grèce à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3337 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que la Grèce a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que la Grèce et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3338 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2141] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2142] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2143] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2144]

[2140] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

[2141] Nous rappelons les arguments des États-Unis selon lesquels une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption. Deuxième communication écrite des États-Unis, paragraphe 100.

[2142] Les Communautés européennes estiment que le cas présent est très différent, par exemple, de celui dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2143] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2144] Dans leur première communication écrite (paragraphe 608), les Communautés européennes font observer que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3339 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2145] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent groupe spécial. Les États-Unis et le Canada font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde grecque, puisque le CSP a effectué une évaluation des risques sur la base des renseignements fournis par la Grèce à l'appui de sa mesure.

7.3340 Nous rappelons que la Grèce a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le colza Topas en septembre 1998. Suite à la notification de la mesure par la Grèce, la Commission a demandé au CSP d'analyser les renseignements fournis par la Grèce à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSP à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Dans son avis rendu en mai 1999, le CSP a conclu que les renseignements fournis par la Grèce ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient l'évaluation initiale des risques qu'il avait effectuée dans le contexte de la procédure d'approbation communautaire concernant le colza Topas.[2146] D'après ce que nous croyons comprendre, le CSP a donc effectivement examiné son évaluation initiale des risques à la lumière des renseignements présentés par la Grèce et il a confirmé son évaluation initiale des risques.

7.3341 Nous avons constaté ci-dessus que les avis rendus par le CSP dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis rendus par le CSP après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2147] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2148] Eu égard à cela, nous pensons comme les États-Unis et le Canada

---

présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle – hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2145] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2146] Pièces US-70; CDA-73.

[2147] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2148] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde grecque contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que la Grèce avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient

que l'évaluation du colza Topas effectuée en 1999 par le CSP au titre de l'examen, et l'évaluation initiale du colza Topas effectuée par le CSP (qui, comme il a été noté, a été confirmée par l'évaluation du Comité scientifique des plantes au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde grecque, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les États-Unis et le Canada ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de la Grèce a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2149]

7.3342 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de la Grèce concernant le colza Topas n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3343 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les

---

un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans l'évaluation initiale des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence à l'évaluation initiale des risques effectuée par le CSP. Cependant, le fait que la Grèce ne souscrivait peut-être pas à l'évaluation initiale du CSP, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et l'évaluation initiale du CSP ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que l'évaluation initiale et l'évaluation au titre de l'examen effectuées par le CSP sur le colza Topas ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2149] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde grecque devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ix) Italie – Maïs T25, maïs MON810, maïs MON809, maïs Bt-11 (EC-163)

7.3344 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde de l'Italie appliquée au maïs T25, au maïs MON810, au maïs MON809 et au maïs Bt-11 (EC-163). Nous rappelons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3345 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant les produits considérés. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles". Le CSAH a examiné la mesure de sauvegarde et a conclu que les renseignements fournis par l'Italie ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, l'Italie ne s'est pas efforcée "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que l'Italie s'est efforcée de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant les produits considérés. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni l'Italie ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde italienne dans un délai raisonnable.

7.3346 Le **Canada** fait valoir qu'un examen de la mesure de sauvegarde italienne et des circonstances factuelles et scientifiques entourant son adoption et son maintien révèle que la mesure ne satisfait à aucun des quatre éléments mentionnés à l'article 5:7. *Premièrement*, la mesure n'a pas été imposée relativement à une situation dans laquelle les renseignements scientifiques pertinents étaient insuffisants. Selon l'avis des propres experts scientifiques des Communautés européennes, les preuves scientifiques pertinentes étaient suffisantes pour procéder à une évaluation des risques complète et objective. De l'avis du Canada, c'étaient les preuves scientifiques avancées par les Communautés européennes ou l'Italie pour appuyer la mesure de sauvegarde qui étaient insuffisantes. *Deuxièmement*, la mesure n'a pas été adoptée sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisque cela aurait inclus les avis scientifiques de l'autorité compétente principale et du comité scientifique pertinent des CE, qui confirmaient tous la sécurité sanitaire du produit.

7.3347 S'agissant du *troisième* élément de l'article 5:7, à savoir la prescription voulant que le Membre s'efforce d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, le Canada note que cet élément n'est pas pertinent en l'espèce, étant donné le caractère suffisant des preuves scientifiques émanant des propres sources des Communautés européennes. *Enfin*, concernant la quatrième prescription, à savoir que la mesure doit être examinée dans un délai raisonnable, le Canada rappelle que la propre législation des Communautés européennes exige qu'un tel examen ait lieu. Toutefois, étant donné l'absence de "renseignements pertinents" pour appuyer la mesure de sauvegarde, le Canada conclut que la mesure aurait été levée si un tel examen avait été effectué. En outre, selon l'Organe d'appel, ce qui constitue un "délai raisonnable" dépendra de l'émergence des renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque. De l'avis du Canada, en l'espèce, il n'était pas nécessaire de disposer de renseignements nouveaux ou additionnels pour procéder à une évaluation des risques, car il existait suffisamment de preuves scientifiques même au moment où la mesure de sauvegarde a été prise.

7.3348 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde italienne[2150] ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant les produits considérés, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par l'Italie à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, l'Italie n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'elle n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique. *Troisièmement*, l'Italie ne s'est pas efforcée d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine note que l'Italie n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3349 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde italienne satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".

7.3350 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune

[2150] Nous rappelons que, contrairement aux plaintes formulées par les autres parties plaignantes, la plainte de l'Argentine concernant la mesure de sauvegarde italienne ne porte que sur trois produits soumis au décret italien d'août 2000, c'est-à-dire le maïs T25, le maïs MON810 et le maïs Bt-11.

mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2151] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

7.3351 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde italienne concernant les produits considérés, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs de l'Italie à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3352 *Deuxièmement*, les Communautés européennes soutiennent que l'Italie a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que l'Italie et les Communautés européennes sont engagées dans un processus continu par lequel elles s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3353 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2152] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2153] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2154] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2155]

[2151] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

[2152] Nous rappelons l'argument des États-Unis selon lequel une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption.

[2153] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2154] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2155] Les Communautés européennes notent que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire Japon – Pommes. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans –

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3354 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2156] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les parties plaignantes font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163), les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde italienne, puisque le CSAH a effectué une évaluation des risques sur la base des renseignements fournis par l'Italie à l'appui de sa mesure.

7.3355 Nous rappelons que l'Italie a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) en août 2000. Suite à la notification de la mesure par l'Italie, la Commission a demandé au CSAH d'analyser les renseignements fournis par l'Italie à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient le CSAH à considérer que les produits en question présentaient un risque pour la santé des personnes. Dans son avis rendu en septembre 2000, le CSAH a conclu que les renseignements fournis par l'Italie ne donnaient pas des motifs pour considérer que l'usage des produits en question présentait des risques pour la santé des personnes. D'après ce que nous croyons comprendre, le CSAH a donc effectivement confirmé les évaluations initiales des risques effectuées par le CSP dans le contexte des procédures d'approbation communautaires concernant les produits considérés.

7.3356 Nous avons constaté ci-dessus que les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2157] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est autrement.[2158] Eu égard à cela, nous pensons comme les parties plaignantes que l'évaluation des

---

les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle – hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2156] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2157] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations initiales.

[2158] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde italienne contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait

produits considérés[2159] effectuée en 2000 par le CSAH au titre de l'examen, et l'évaluation initiale des produits considérés effectuée par le CSAH (qui, comme il a été noté, a été confirmée par l'évaluation du CSAH au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde italienne, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que les parties plaignantes ont établi une présomption que la mesure de sauvegarde de l'Italie a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2160]

7.3357 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant les produits considérés n'a pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3358 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de

---

valoir en substance que l'Italie avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans les évaluations initiales des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence aux évaluations initiales des risques effectuées par le CSP. Cependant, le fait que l'Italie ne souscrivait peut-être pas aux évaluations initiales des risques du CSP, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSAH au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que l'évaluation au titre de l'examen et les évaluations initiales ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que les évaluations initiales et l'évaluation au titre de l'examen effectuées sur les produits considérés ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2159] Pièces US-68; CDA-86 et ARG-47.

[2160] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde italienne devrait être traitée comme constituant une seule ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs T25, le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs Bt-11 (EC-163) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

x) Luxembourg – Maïs Bt-176

7.3359 Nous passons maintenant à l'examen de la mesure de sauvegarde du Luxembourg appliquée au maïs Bt-176. Nous rappelons les arguments formulés par les parties concernant cette mesure.

7.3360 Les **États-Unis** font valoir que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 ne satisfait à aucune des quatre prescriptions énoncées à l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques sont suffisantes pour procéder à une évaluation des risques, puisque les Communautés européennes elles-mêmes ont effectué des évaluations des risques favorables concernant le maïs Bt-176. *Deuxièmement*, la mesure de sauvegarde n'a pas été adoptée sur la base

des "renseignements pertinents disponibles". Le CSAH et le Comité scientifique des pesticides ont examiné la mesure de sauvegarde et ont conclu que les renseignements fournis par le Luxembourg ne justifiaient aucune modification de l'évaluation des risques antérieure. *Troisièmement*, le Luxembourg ne s'est pas efforcé "d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque", et il n'y a aucun renseignement versé au dossier qui indique que le Luxembourg s'est efforcé de procéder à une évaluation des risques qui appuierait sa mesure concernant le maïs Bt-176. *Enfin*, les États-Unis allèguent que ni le Luxembourg ni la Commission n'ont examiné la mesure de sauvegarde du Luxembourg dans un délai raisonnable.

7.3361 L'**Argentine** fait valoir que la mesure de sauvegarde du Luxembourg ne satisfait à aucune des quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les preuves scientifiques n'étaient pas insuffisantes, puisque au moins deux avis scientifiques favorables ont été rendus concernant le maïs Bt-176, dont un qui rejetait spécifiquement les renseignements fournis par le Luxembourg à l'appui de sa mesure. *Deuxièmement*, le Luxembourg n'a pas établi sa mesure sur la base des "renseignements pertinents disponibles", puisqu'il n'a pas tenu compte des avis scientifiques favorables du comité scientifique. *Troisièmement*, le Luxembourg ne s'est pas efforcé d'obtenir d'autres renseignements nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque, parce que les renseignements fournis en l'espèce ne sont pas compatibles avec les avis scientifiques favorables rendus par le comité scientifique. *Enfin*, s'agissant de la quatrième prescription de l'article 5:7, l'Argentine note que le Luxembourg n'a pas examiné sa mesure de sauvegarde.

7.3362 Les **Communautés européennes** font valoir que la mesure de sauvegarde du Luxembourg satisfait aux quatre prescriptions de l'article 5:7. *Premièrement*, les Communautés européennes affirment que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes. Selon les Communautés européennes, le concept d'"insuffisance" figurant à l'article 5:7 est "relationnel" et doit donc concerner les questions qui intéressent le législateur. Plus spécifiquement, le terme "insuffisant" signifie "insuffisant" pour produire une évaluation des risques qui soit adéquate aux fins du législateur qui doit décider si une mesure devrait être appliquée, provisoirement ou autrement, pour l'une des raisons énumérées à l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes définissent une évaluation des risques qui est adéquate comme une évaluation qui a été "effectuée par une source digne de confiance, [qui] éclaire sans ambiguïté le législateur sur ce qu'est le risque avec suffisamment de précision, et [qui] a résisté au passage du temps et est peu susceptible d'être révisée".

7.3363 À l'appui de leur point de vue, les Communautés européennes font observer que le caractère suffisant des preuves ne peut pas être examiné en dehors de tout contexte, mais qu'il doit être examiné par rapport aux objectifs en matière de protection poursuivis par les législateurs. Les Communautés européennes font valoir qu'il est artificiel de supposer qu'il y a une sorte de moment magique où les connaissances scientifiques disponibles deviennent suffisantes à toutes fins utiles. De l'avis des Communautés européennes, les actions d'un législateur face aux preuves scientifiques disponibles dépendent de ce qui intéresse ce législateur particulier. Ainsi, de l'avis des Communautés européennes, plus le niveau de risque acceptable est élevé, plus il est probable que le législateur conclue, dans un délai relativement court, que les preuves scientifiques sont suffisantes et qu'aucune mesure provisoire n'est donc nécessaire. Plus le niveau de risque acceptable est faible, plus il est probable que le législateur continue de considérer, pendant une période relativement longue, que les preuves scientifiques sont insuffisantes, et qu'une mesure est justifiée.[2161] Autrement dit, selon les Communautés européennes, le caractère suffisant des preuves scientifiques doit être examiné par rapport au niveau de risque qui est acceptable pour les législateurs.

[2161] Les Communautés européennes estiment que l'emploi de l'expression "délai raisonnable" à l'article 5:7 confirme cette analyse.

7.3364 Si l'on applique ces considérations à la mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes estiment que, eu égard aux préoccupations spécifiques qui ont amené les législateurs du Luxembourg à adopter cette mesure, ceux-ci étaient en droit de conclure que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour leurs buts.

7.3365 Par ailleurs, les Communautés européennes soutiennent que le Luxembourg a adopté et maintenu sa mesure de sauvegarde sur la base des "renseignements pertinents disponibles", qui comprennent, entre autres, les renseignements figurant dans la notification initiale, ainsi que les divers examens, documents et avis scientifiques pertinents. S'agissant de la *troisième* prescription de l'article 5:7, les Communautés européennes font valoir que le Luxembourg et les Communautés européennes sont engagés dans un processus continu par lequel ils s'efforcent d'obtenir les renseignements additionnels nécessaires pour procéder à une évaluation plus objective du risque grâce aux recherches en cours et à l'évolution constante de la science.

7.3366 Enfin, les Communautés européennes notent que la mesure fait l'objet d'un processus d'examen dans un délai raisonnable, et que cet examen se poursuit au niveau communautaire et au niveau des États membres.[2162] Selon les Communautés européennes, la détermination de ce qui constitue un "délai raisonnable" conformément à l'article 5:7 dépend de toutes les circonstances. En l'espèce, par exemple, il est procédé à des évaluations des effets à long terme, par rapport aux changements qui peuvent avoir un effet permanent, et qui sont introduits à un taux exponentiel par rapport au passé. Ces circonstances peuvent justifier qu'un Membre ait besoin d'un délai relativement long pour examiner sa mesure provisoire.[2163] Les Communautés européennes trouvent des éléments étayant ce point de vue dans la déclaration de l'Organe d'appel selon laquelle "les gouvernements représentatifs et conscients de leurs responsabilités agissent en général avec prudence et précaution en ce qui concerne les risques de dommages irréversibles, voire mortels, pour la santé des personnes".[2164] Les Communautés européennes établissent une distinction entre la présente affaire et l'affaire *Japon – Pommes*, en faisant valoir que la technologie des OGM en est encore aux confins de la science et que ses conséquences futures (par rapport à un cas comme celui du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une plus grande portée. Les Communautés européennes font valoir que les risques pertinents vont au-delà de la pure incertitude théorique qui subsiste toujours simplement parce que la science ne peut jamais offrir la certitude absolue qu'une substance donnée n'aura jamais d'effets négatifs.[2165]

[2162] Nous rappelons les arguments des États-Unis selon lesquels une prescription voulant que les mesures "[fassent] constamment l'objet d'un examen" ne satisfait pas à la prescription voulant que les mesures soient, dans les faits, examinées dans un délai raisonnable à compter de leur adoption.

[2163] Les Communautés européennes estiment que la présente affaire est très différente, par exemple, de celle dont était saisi le Groupe spécial *Japon – Pommes*.

[2164] Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 124.

[2165] Les Communautés européennes notent que "[l]a présente affaire est, par exemple, très différente des circonstances de l'affaire *Japon – Pommes*. Cette dernière affaire concernait une maladie (le feu bactérien) ayant un éventail relativement restreint de conséquences possibles (comparativement aux OGM de façon générale). Le Groupe spécial a constaté que la maladie avait été connue et étudiée pendant quelque 200 ans – les techniques des OGM sur lesquelles porte la présente affaire sont beaucoup plus récentes que cela. Le Groupe spécial a aussi constaté qu'il existait des preuves scientifiques en grand nombre et de grande qualité qui permettaient d'avoir fortement et de plus en plus confiance dans la conclusion. Autrement dit, on pourrait à juste titre considérer que la question ne se situe plus aux confins de la science, mais qu'elle relève plutôt du domaine de la sagesse scientifique conventionnelle – hypothèse fonctionnelle peu susceptible d'être remise en question sinon par quelque nouvelle découverte scientifique révolutionnaire et actuellement tout à fait imprévisible. Ce ne sont pas du tout les circonstances de la présente affaire. La technologie des OGM est

"Insuffisance des preuves scientifiques pertinentes"

7.3367 Le **Groupe spécial** commencera son analyse par la première prescription de l'article 5:7.[2166] Autrement dit, nous examinerons si la mesure de sauvegarde en question a été imposée relativement à une situation dans laquelle "les preuves scientifiques pertinentes [étaient] insuffisantes". Nous rappelons d'abord que nous ne pensons pas comme les Communautés européennes que, dans le contexte de l'article 5:7, il faut évaluer le caractère insuffisant des preuves scientifiques par rapport au niveau de protection jugé approprié par le Membre importateur. Nous rappelons aussi notre point de vue selon lequel il faut juger du caractère suffisant des preuves scientifiques pertinentes au moment où une mesure provisoire a été adoptée, et non au moment de l'examen effectué par le présent Groupe spécial. Les États-Unis et l'Argentine font valoir à cet égard que, dans le cas de la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176, les preuves scientifiques pertinentes n'auraient pas pu être insuffisantes pour procéder à une évaluation des risques au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde du Luxembourg, puisque les comités scientifiques des CE ont effectué des évaluations des risques sur la base des renseignements fournis par le Luxembourg à l'appui de sa mesure.[2167]

7.3368 Nous rappelons que le Luxembourg a adopté sa mesure de sauvegarde concernant le maïs Bt-176 en février 1997. Suite à la notification de la mesure par le Luxembourg, la Commission n'a apparemment pas demandé au Comité scientifique des pesticides (CSPe), au Comité scientifique de l'alimentation animale (CSAA) et au CSAH d'analyser les renseignements fournis par le Luxembourg à l'appui de sa mesure afin de déterminer si ces renseignements amèneraient ces comités à considérer que le produit présentait un risque pour la santé des personnes ou pour l'environnement. Toutefois, en réponse à une question du Groupe spécial, les Communautés européennes ont indiqué que la Commission s'était appuyée sur les avis rendus par ces comités en rapport avec la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs Bt-176.[2168] Nous rappelons que dans leurs avis rendus en mars 1997, en avril 1997 et en mai 1997, le CSAH, le CSAA et le CSPe, respectivement, ont conclu que les renseignements fournis par l'Autriche ne constituaient pas de nouveaux renseignements scientifiques qui modifieraient les évaluations initiales des risques qu'ils avaient effectuées dans le contexte de la procédure d'approbation communautaire concernant le maïs Bt-176.[2169]

7.3369 Nous avons constaté ci-dessus que les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus dans le contexte des procédures d'approbation communautaires pertinentes – les évaluations initiales – et les avis des comités scientifiques des CE qui avaient été rendus après l'adoption des mesures de sauvegarde pertinentes des États membres – les évaluations au titre de l'examen – étaient des évaluations des risques au sens de l'Annexe A 4) et de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*.[2170] Nous rappelons à cet égard que les Communautés européennes ne donnent pas à entendre qu'il en est

---

encore aux confins de la science ou à leur proximité et ses conséquences futures (comparativement à une affaire comme celle du feu bactérien) sont très incertaines – et peuvent avoir une bien plus grande portée".

[2166] Nous notons que, dans l'affaire *Japon – Pommes*, le Groupe spécial a aussi commencé son examen par la première prescription, approche que ne lui a pas reprochée l'Organe d'appel. Rapport du Groupe spécial *Japon – Pommes*, paragraphe 8.214.

[2167] Les États-Unis et l'Argentine ont fourni un document indiquant que les comités scientifiques des CE ont été consultés au sujet de la mesure de sauvegarde du Luxembourg. Pièces US-107; ARG-6. Les États-Unis ont indiqué, toutefois, qu'ils ne pouvaient retracer aucun avis rendu par un comité scientifique des CE sur la mesure de sauvegarde du Luxembourg.

[2168] Réponse des Communautés européennes à la question n° 106 du Groupe spécial.

[2169] Pièces US-57, -58 et -66; ARG-43.

[2170] Nous rappelons que les évaluations au titre de l'examen ont généralement le caractère d'évaluations complémentaires et qu'elles doivent donc être lues conjointement avec les évaluations originales.

autrement.[2171] Eu égard à cela, nous considérons que les évaluations du maïs Bt-176 effectuées en 1997 par le CSAH, le CSAA et le CSPe au titre de l'examen, et les évaluations initiales du maïs Bt-176 effectuées par le CSAH, le CSAA et le CSPe (qui, comme il a été noté, ont été confirmées par les évaluations au titre de l'examen), servent à démontrer qu'au moment de l'adoption de la mesure de sauvegarde du Luxembourg, l'ensemble des preuves scientifiques disponibles permettait de procéder à une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 et définie dans l'Annexe A 4). Nous considérons, par conséquent, que ces évaluations au titre de l'examen établissent une présomption que la mesure de sauvegarde du Luxembourg a été imposée relativement à une situation dans laquelle les preuves scientifiques pertinentes n'étaient pas insuffisantes. Les Communautés européennes n'ont pas effectivement réfuté cette présomption.[2172]

7.3370 Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, l'Organe d'appel a constaté que, chaque fois qu'il n'était pas satisfait à l'une des prescriptions de l'article 5:7, la mesure en cause était incompatible avec cette disposition. Comme il a été établi que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'avait pas été adoptée conformément à la première prescription de l'article 5:7, nous concluons donc que cette mesure est incompatible avec l'article 5:7.

Conclusions générales

7.3371 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

[2171] Il est pertinent de rappeler dans ce contexte que, pour défendre la mesure de sauvegarde autrichienne contre les allégations des parties plaignantes au titre de l'article 5:1, les Communautés européennes ont fait valoir en substance que l'Autriche avait agi sur la base de nouveaux renseignements scientifiques qui présentaient un point de vue différent du courant scientifique dominant exprimé dans les évaluations initiales des risques. Il est possible qu'en présentant cet argument les Communautés européennes voulaient faire référence aux évaluations initiales des risques effectuées par le CSAH, le CSAA et le CSPe. Cependant, le fait que l'Autriche ne souscrivait peut-être pas à ces évaluations initiales, et peut-être pas non plus à l'évaluation ultérieure effectuée par le CSP au titre de l'examen, ne voudrait pas dire que les évaluations de ces comités ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4). L'Organe d'appel a clairement indiqué qu'une évaluation des risques telle qu'elle est exigée à l'article 5:1 "pourrait faire ressortir à la fois l'opinion la plus répandue qui représente le courant scientifique "dominant" ainsi que les opinions de scientifiques qui ont un point de vue divergent". Rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 184. Ainsi, le simple fait que les scientifiques ayant un point de vue divergent ne souscrivaient pas au point de vue de la majorité ne veut pas nécessairement dire que le point de vue de la majorité repose sur une évaluation des risques qui ne répond pas à la norme et à la définition énoncées dans l'Annexe A 4). En tout état de cause, comme il a été noté, les Communautés européennes ne font pas valoir que les évaluations initiales et l'évaluation au titre de l'examen effectuées sur le maïs Bt-176 ne sont pas des évaluations des risques telles qu'elles sont exigées à l'article 5:1 et définies dans l'Annexe A 4).

[2172] Compte tenu de cette constatation, il n'est pas nécessaire de réexaminer la question de savoir si, vu ses multiples buts, la mesure de sauvegarde du Luxembourg devrait être traitée comme constituant une ou plusieurs mesures SPS. Ainsi, à l'instar des parties, nous continuerons de traiter cette mesure comme constituant une mesure SPS unique.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial constate que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas compatible avec l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

Compte tenu de cette constatation, ainsi que de la constatation formulée précédemment par le Groupe spécial selon laquelle, contrairement aux dispositions de l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques, le Groupe spécial arrive à la conclusion finale que, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

e) Compatibilité avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS*

7.3372 Le Groupe spécial examine maintenant les allégations d'incompatibilité formulées par le Canada et l'Argentine au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS*.

7.3373 Nous rappelons que l'article 5:6 dispose ce qui suit:

> "Sans préjudice des dispositions du paragraphe 2 de l'article 3, lorsqu'ils établiront ou maintiendront des mesures sanitaires ou phytosanitaires pour obtenir le niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire, les Membres feront en sorte que ces mesures ne soient pas plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection sanitaire ou phytosanitaire qu'ils jugent approprié, compte tenu de la faisabilité technique et économique."

7.3374 Le **Canada** fait valoir que les mesures de sauvegarde des États membres des CE sont incompatibles avec l'article 5:6 parce qu'elles sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que les CE jugent approprié. Le fait que l'article 2:2 indique que les mesures ne devraient être "appliquée[s] que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux" met en lumière le lien existant entre l'article 2:2 et l'article 5:6. En raison de ce lien et compte tenu du fait que l'article 5:6 exprime de manière plus spécifique l'obligation générale énoncée dans les dispositions de l'article 2:2, une mesure dont il est constaté qu'elle est contraire à l'article 5:6 doit aussi être présumée contraire à l'article 2:2. Par conséquent, ces mesures doivent aussi être présumées contraires à l'article 2:2.

7.3375 L'**Argentine** fait valoir a) que les États membres des CE disposaient de mesures sanitaires ou phytosanitaires applicables autres que les interdictions; b) qu'il était possible d'obtenir un niveau de protection approprié au moyen de ces autres mesures; et c) que ces autres mesures auraient été sensiblement moins restrictives qu'une interdiction visant les produits agricoles biotechnologiques

déjà approuvés par les Communautés européennes. Par conséquent, l'Argentine soutient que les interdictions appliquées au niveau de certains États membres constituent une violation de l'article 5:6 de l'*Accord SPS*. L'Argentine fait valoir également, toutefois, que pour des raisons d'économie de procédure, une constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde des États membres pertinentes sont incompatibles avec les articles 5:1 et 2:2 fera qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir une autre constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 5:6.

7.3376 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 5:6 n'est pas pertinent au regard de la règle spécifique énoncée à l'article 5:7. Le niveau de protection approprié dont il est question à l'article 5:6 renvoie à ce qui a été établi conformément à l'article 5:1. Même si l'article 5:6 était pertinent pour l'application de l'article 5:7, la nécessité de la mesure devrait être jugée au regard de l'insuffisance des preuves scientifiques et du délai raisonnable nécessaire. En outre, étant donné que le niveau de protection jugé approprié par la Communauté est différent de celui qui est jugé approprié par les États membres, même si ceux-ci se mettaient d'accord sur les données scientifiques sous-tendant la mesure, ils pourraient toujours ne pas être d'accord sur les mesures à prendre.

i) Évaluation

7.3377 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il est déjà arrivé à la conclusion que les mesures de sauvegarde contestées par le Canada et l'Argentine, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 en ce sens qu'elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques. Compte tenu de nos constatations concernant les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:1, nous ne pouvons pas présumer que les prohibitions à l'importation auxquelles il a été donné effet au moyen des mesures de sauvegarde pertinentes pourraient au bout du compte, c'est-à-dire une fois prises les mesures appropriées de mise en œuvre, être maintenues telles quelles. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les mesures de sauvegarde existantes sont aussi incompatibles avec l'article 5:6 ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:6.

ii) Conclusions générales

7.3378 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article 5:6 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 5:6.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article 5:6

de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 5:6.

f) Compatibilité avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS*

7.3379 Le Groupe spécial passe à l'examen des allégations d'incompatibilité formulées par le Canada et l'Argentine au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS*.

7.3380 Nous rappelons que la partie pertinente de l'article 5:5 dispose ce qui suit:

> "En vue d'assurer la cohérence dans l'application du concept du niveau approprié de protection sanitaire ou phytosanitaire contre les risques pour la santé ou la vie des personnes, pour celles des animaux ou pour la préservation des végétaux, chaque Membre évitera de faire des distinctions arbitraires ou injustifiables dans les niveaux qu'il considère appropriés dans des situations différentes, si de telles distinctions entraînent une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international."

7.3381 Le **Canada** note que son allégation au titre de l'article 5:5 est présentée à titre subsidiaire, c'est-à-dire pour le cas où le niveau de protection approprié des États membres pertinents est celui qui est pris en considération dans les mesures de sauvegarde desdits États membres. Le Canada fait valoir que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques réunissent les trois éléments qui sont requis pour établir qu'il y a violation de l'article 5:5. *Premièrement*, les Communautés européennes ont adopté des niveaux appropriés de protection sanitaire et phytosanitaire différents dans "des situations différentes" qui sont comparables.[2173] Le Canada note que les Communautés européennes ont adopté des niveaux appropriés de protection sanitaire et phytosanitaire différents dans au moins trois situations différentes: i) produits biotechnologiques approuvés par les CE qui font l'objet des mesures nationales des États membres des CE, ii) autres produits biotechnologiques approuvés par les CE et iii) variétés non biotechnologiques des produits en question. *Deuxièmement*, ces niveaux appropriés de protection différents sont "arbitraires ou injustifiables".[2174] *Troisièmement*, les mesures concrétisant ces différences, c'est-à-dire les interdictions de commercialiser des produits spécifiques, entraînent "une discrimination ou une restriction déguisée au commerce international".

7.3382 L'**Argentine** fait valoir que les interdictions appliquées au titre des mesures de sauvegarde des États membres des CE sont incompatibles avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* étant donné qu'il a été montré que les trois "éléments" de l'article 5:5 ont fait l'objet d'une violation de manière cumulative. En outre, l'effet des interdictions imposées par certains États membres aux pays producteurs de produits biotechnologiques est important et négatif dans la mesure où il touche de manière déloyale les importations. L'Argentine fait valoir également, toutefois, que, pour des raisons d'économie de procédure, une constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde des États membres pertinentes sont incompatibles avec les articles 5:1 et 2:2 fera qu'il ne sera pas nécessaire d'avoir une autre constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 5:5.

7.3383 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 5:7 énonce une règle expresse qui exclut de manière effective l'article 5:5. Les Communautés européennes considèrent que les mesures des États membres auxquelles le Canada fait référence doivent être évaluées par référence à l'article 5:7 plutôt qu'à l'article 5:5. Rien ne permet de conclure que les États membres ont agi d'une

---

[2173] Article 5:5 de l'*Accord SPS*. *Voir également* le rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 214.

[2174] *Ibid*.

manière incompatible avec l'article 5:5. De plus, les Communautés européennes font observer que la compatibilité avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS* devrait être évaluée au regard de la conduite des Communautés européennes. Les Communautés européennes ne se sont pas comportées de manière arbitraire ni n'ont fait de distinctions injustifiables comme celles dont il est fait mention à l'article 5:5.

i) Évaluation

7.3384 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il est déjà arrivé à la conclusion que les mesures de sauvegarde contestées par le Canada et l'Argentine, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 en ce sens qu'elles ne sont pas été établies sur la base d'une évaluation des risques. Compte tenu de nos constatations concernant les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:1, nous ne pouvons pas présumer que les prohibitions à l'importation auxquelles il a été donné effet au moyen des mesures de sauvegarde pertinentes pourraient au bout du compte, c'est-à-dire une fois prises les mesures appropriées de mise en œuvre, être maintenues telles quelles. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 s'agissant des mesures de sauvegarde existantes qui correspondent à des niveaux de protection particuliers, ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:5.

ii) Conclusions générales

7.3385 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 5:5.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article 5:5 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 5:5.

g) Compatibilité avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*

7.3386 Le Groupe spécial examine maintenant les allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

7.3387 Nous rappelons que l'article 2:2 dispose ce qui suit:

> "Les Membres feront en sorte qu'une mesure sanitaire ou phytosanitaire ne soit appliquée que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, qu'elle soit fondée sur des principes scientifiques et qu'elle ne soit pas maintenue sans preuves scientifiques suffisantes, exception faite de ce qui est prévu au paragraphe 7 de l'article 5."

7.3388 Les **États-Unis** font valoir qu'il peut être présumé qu'une violation de l'article 5:1 implique une violation de la disposition plus générale figurant dans l'article 2:2. Les seules évaluations des risques présentées pour les produits interdits sont les évaluations scientifiques favorables effectuées par les États membres auxquels les produits ont été soumis et ensuite celles des propres comités scientifiques des Communautés européennes. Dans le cas de chaque interdiction appliquée par un État membre, ces évaluations favorables ont été confirmées lorsque les comités scientifiques ont examiné et rejeté les renseignements communiqués par les États membres. Ainsi, les mesures des États membres n'ont pas de "relation rationnelle" avec les évaluations des risques favorables effectuées par les Communautés européennes et n'ont pas été "établies sur la base" d'une évaluation des risques, en violation de l'article 5:1 et donc de l'article 2:2.

7.3389 Le **Canada** fait valoir qu'il peut être présumé qu'une violation de l'article 5:1 implique une violation de la disposition plus générale figurant dans l'article 2:2.[2175] Le Canada a déjà fait valoir que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques n'avaient pas été "établies sur la base" d'évaluations des risques et étaient donc incompatibles avec l'article 5:1. Il peut par conséquent être présumé que les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont également contraires aux prescriptions de l'article 2:2 voulant que les mesures SPS soient fondées sur "des principes scientifiques" et ne soient pas "maintenue[s] sans preuves scientifiques suffisantes". Le Canada fait valoir que, puisque les interdictions de commercialiser des produits spécifiques sont incompatibles avec l'article 5:6 parce qu'elles sont plus restrictives pour le commerce qu'il n'est requis pour obtenir le niveau de protection que les Communautés européennes jugent approprié, il doit être également présumé que ces mesures sont contraires à l'article 2:2.

7.3390 L'**Argentine** fait valoir que l'incompatibilité avec l'article 2 des interdictions imposées par les États membres est due à une incompatibilité entre ces interdictions et l'article 5. De plus, l'absence de relation rationnelle entre les mesures de sauvegarde des États membres et les preuves scientifiques rend ces mesures incompatibles avec l'article 2:2.[2176] Les interdictions des États membres ne sont pas étayées par des preuves scientifiques. En outre, l'article 2:2 exige qu'une mesure ne soit appliquée "que dans la mesure nécessaire" et également qu'elle soit fondée sur des "preuves scientifiques suffisantes", que ce soit pour sa mise en œuvre ou son maintien. Par conséquent, les interdictions des États membres sont également contraires à l'article 2:2 et ne peuvent pas être justifiées au titre de l'exception prévue à l'article 5:7.

7.3391 Les **Communautés européennes** font valoir que l'article 2:2 exclut de son champ d'application les types de situations visés à l'article 5:7.[2177] C'est à l'article 5:7, plutôt qu'à l'article 2:2, que le Canada aurait dû faire référence pour bien comprendre la justification des mesures des États membres. La "nécessité" ne peut être jugée que dans un délai pertinent, compte tenu de toute insuffisance des preuves scientifiques. Parmi les principes scientifiques, on compte celui qui veut que

---

[2175] Le Canada renvoie par exemple au rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

[2176] L'Argentine renvoie au rapport de l'Organe d'appel *Japon – Produits agricoles*, paragraphe 73.

[2177] Les Communautés européennes renvoient au rapport de l'Organe d'appel *CE – Hormones*, paragraphe 104, s'agissant de l'article 3:1 et de l'article 3:3 de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes notent que l'article 3:1 contient une formulation identique à celle qui figure dans l'article 2:2.

les conclusions soient fondées sur des expériences pouvant être répétées, sur l'observation et sur la collecte de données sur une certaine période de temps. Les mesures adoptées sur la base de l'article 5:7 sont fondées sur des principes scientifiques, parce qu'elles sont fondées sur le besoin de laisser suffisamment de temps pour que des preuves scientifiques suffisantes puissent être réunies. Il n'y a donc aucune raison pour que le Groupe spécial conclue que les mesures des États membres sont incompatibles avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

7.3392 Le **Groupe spécial** commence son examen en rappelant que l'article 2:2 établit trois prescriptions distinctes: i) la prescription voulant que les mesures SPS ne soient appliquées que dans la mesure nécessaire pour protéger la santé et la vie des personnes et des animaux ou préserver les végétaux, ii) la prescription voulant que les mesures SPS soient fondées sur des principes scientifiques et iii) la prescription voulant que les mesures SPS ne soient pas maintenues sans preuves scientifiques suffisantes. Il convient d'analyser séparément la première prescription, d'une part, et les deuxième et troisième prescriptions, d'autre part.

i) Première prescription de l'article 2:2

7.3393 Le Canada et l'Argentine allèguent que les mesures de sauvegarde qu'ils contestent sont incompatibles avec la première prescription de l'article 2:2.

7.3394 Nous rappelons que nous sommes déjà arrivés à la conclusion que les mesures de sauvegarde contestées par le Canada et l'Argentine, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 en ce sens qu'elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques. Compte tenu de nos constatations concernant les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:1, nous ne pouvons pas présumer que les prohibitions à l'importation auxquelles il a été donné effet au moyen des mesures de sauvegarde pertinentes pourraient au bout du compte, c'est-à-dire une fois prises les mesures appropriées de mise en œuvre, être maintenues telles quelles. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les mesures de sauvegarde existantes sont également incompatibles avec la première prescription de l'article 2:2 ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2.

ii) Deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2

7.3395 Les trois parties plaignantes allèguent que les mesures de sauvegarde qu'elles contestent sont incompatibles avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.

7.3396 Ici encore, nous commençons par rappeler que nous sommes déjà arrivés à la conclusion que les mesures de sauvegarde contestées par les parties plaignantes sont incompatibles avec l'article 5:1 en ce sens qu'elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques. Dans l'affaire *Australie – Saumons*, l'Organe d'appel est convenu avec le Groupe spécial que, dans le cas en question, lorsqu'une mesure SPS n'était pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme l'exigeait l'article 5:1, il pouvait être présumé de manière plus générale que cette mesure n'était pas fondée sur des principes scientifiques ou qu'elle était maintenue sans preuves scientifiques suffisantes au sens de l'article 2:2. L'Organe d'appel a conclu sur cette base que, "en maintenant une prohibition à l'importation de saumons du Pacifique frais, réfrigérés ou congelés, pêchés en mer, contrairement à l'article 5:1, l'Australie [avait], par implication, agi également de manière incompatible avec l'article 2:2 de l'*Accord SPS*".[2178] Nous considérons que la même logique et la même présomption sont

[2178] Rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphes 137 et 138.

applicables en l'espèce. En conséquence, nous constatons que, en maintenant les mesures de sauvegarde contestées d'une manière incompatible avec l'article 5:1, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.

iii) Article 5:7

7.3397 Nous avons déterminé ci-dessus que les mesures de sauvegarde pertinentes étaient incompatibles, par implication, avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2. Avant d'arriver à une conclusion finale, toutefois, nous allons examiner si les mesures de sauvegarde sont compatibles avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

7.3398 Nous avons constaté précédemment que les mesures de sauvegarde en cause n'étaient pas compatibles avec l'article 5:7. Cette constatation s'applique également à l'analyse que nous avons faite au titre de l'article 2:2, et nous la confirmons donc ici. En conséquence, il ne peut y avoir aucun doute sur le fait que les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 sont applicables aux mesures de sauvegarde.[2179] Cela confirme que ces mesures sont contraires à l'article 2:2 en ce sens qu'elles sont incompatibles, par implication, avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2.

iv) Conclusions générales

7.3399 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'en appliquant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, les mesures de sauvegarde que les États-Unis contestent, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

a) Il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec la première prescription de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations concernant la première prescription de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

[2179] Nous rappelons que, précédemment, nous avons laissé en suspens la question de savoir si l'article 5:7 fonctionnait comme une exemption assortie de réserves de l'obligation énoncée dans la deuxième prescription de l'article 2:2. Compte tenu de notre constatation selon laquelle aucune des mesures de sauvegarde n'est compatible avec l'article 5:7, la question ne revêt aucune importance pratique pour notre analyse au titre de l'article 2:2, c'est pourquoi nous ne l'examinons pas plus avant.

b) En appliquant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, les mesures de sauvegarde que le Canada conteste, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

iii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut ce qui suit:

a) Il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec la première prescription de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations concernant la première prescription de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

b) En appliquant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, les mesures de sauvegarde que l'Argentine conteste, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

h) Compatibilité avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS*

7.3400 Pour finir, le Groupe spécial examine les allégations d'incompatibilité formulées par le Canada et l'Argentine au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

7.3401 Nous rappelons que l'article 2:3 dispose ce qui suit:

> "Les Membres feront en sorte que leurs mesures sanitaires et phytosanitaires n'établissent pas de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les Membres où existent des conditions identiques ou similaires, y compris entre leur propre territoire et celui des autres Membres. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne seront pas appliquées de façon à constituer une restriction déguisée au commerce international."

7.3402 Le **Canada** note que, dans l'affaire *Australie – Saumons*, le Groupe spécial a indiqué qu'en cas de violation de l'article 5:5 "on pourrait présumer que cela implique qu'il y a violation de l'article 2:3, plus général"[2180] En l'espèce, le Canada a démontré que les mesures nationales des États membres des CE étaient incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article 5:5. Par implication, ces mesures constituent donc également une violation de l'article 2:3.

7.3403 L'**Argentine** fait valoir que, comme il a été montré que les interdictions appliquées par les États membres étaient incompatibles avec l'article 5:5, elles constituent également une violation de l'article 2:3. L'Argentine fait valoir également, toutefois, que, pour des raisons d'économie de procédure, une constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde des États membres pertinentes sont incompatibles avec les articles 5:1 et 2:2 fera qu'il ne sera pas nécessaire

[2180] Le Canada fait référence au rapport du Groupe spécial *Australie – Saumons*, paragraphe 8.109. D'après le Canada, l'Organe d'appel a confirmé cette déclaration. *Voir* le rapport de l'Organe d'appel *Australie – Saumons*, paragraphe 178.

d'avoir une autre constatation du Groupe spécial selon laquelle les mesures de sauvegarde sont incompatibles avec l'article 2:3.

7.3404 Les **Communautés européennes** font valoir que, puisque les mesures des États membres ne sont pas incompatibles avec l'article 5:5, elles ne sont pas incompatibles avec l'article 2:3.

i) Évaluation

7.3405 Le **Groupe spécial** rappelle qu'il est déjà arrivé à la conclusion que les mesures de sauvegarde contestées par le Canada et l'Argentine, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 en ce sens qu'elles ne sont pas établies sur la base d'une évaluation des risques. Compte tenu de nos constatations concernant les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 5:1, nous ne pouvons pas présumer que les prohibitions à l'importation auxquelles il a été donné effet au moyen des mesures de sauvegarde pertinentes pourraient au bout du compte, c'est-à-dire une fois prises les mesures appropriées de mise en œuvre, être maintenues telles quelles. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les mesures de sauvegarde existantes sont aussi incompatibles avec l'article 2:3 ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article 2:3.

ii) Conclusions générales

7.3406 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 2:3.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2:3 de l'*Accord SPS*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 2:3.

3. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière de l'*Accord OTC*

7.3407 Le Groupe spécial examine maintenant les allégations d'incompatibilité formulées par le Canada et l'Argentine au titre de l'*Accord OTC*. Les États-Unis n'ont pas présenté d'allégations au titre de l'*Accord OTC*.

7.3408 Le **Canada** considère que les mesures de sauvegarde qu'il conteste sont des mesures SPS et que, en tant que telles, elles ne sont pas assujetties aux prescriptions de l'*Accord OTC*. Le Canada fait valoir, toutefois, que, si le Groupe spécial décide que les mesures de sauvegarde en cause ne sont pas

des mesures SPS, alors le Canada estime, à titre subsidiaire, que ces mesures sont des "règlements techniques", tel que ce terme est défini dans l'*Accord OTC*, et sont donc assujetties aux prescriptions de cet accord. En outre, de l'avis du Canada, ces mesures sont incompatibles avec l'article 2:1, l'article 2:2 et l'article 2.9.1, 2.9.2 et 2.9.3 de l'*Accord OTC*.

7.3409 De plus, le Canada indique que, dans la mesure où le Groupe spécial détermine que des parties de la mesure en cause sont visées par l'*Accord OTC* en plus d'être visées par l'*Accord SPS*, les allégations du Canada au titre de l'*Accord OTC* doivent être examinées de manière cumulative plutôt qu'à titre subsidiaire par rapport à ses allégations au titre de l'Accord SPS.

7.3410 L'**Argentine** considère que le Groupe spécial devrait examiner les mesures qu'elle conteste au titre de l'*Accord SPS*. Toutefois, si le Groupe spécial conclut qu'il ne devrait pas examiner ces mesures au titre de l'*Accord SPS*, l'Argentine estime, à titre subsidiaire, que les mesures de sauvegarde en cause sont des "règlements techniques", tel que ce terme est défini dans l'*Accord OTC*, et sont donc assujetties aux prescriptions de cet accord. En outre, de l'avis de l'Argentine, en instituant des interdictions visant des produits biotechnologiques spécifiques, ces mesures ont enfreint les dispositions de l'article 2.1, 2.2, 2.9.1, 2.9.2 et 2.9.4 de l'*Accord OTC*.

7.3411 Les **Communautés européennes** considèrent que, étant donné les raisons ayant motivé les mesures de sauvegarde pertinentes, celles-ci relèvent en partie de l'*Accord SPS* et se situent en partie en dehors du champ d'application de l'*Accord SPS*. Les Communautés européennes ne sont pas d'avis, toutefois, que les mesures de sauvegarde pertinentes sont assujetties aux dispositions de l'*Accord OTC*. Selon elles, ces mesures ne sont pas des "règlements techniques" au sens de l'*Accord OTC*. Pour cela et pour d'autres raisons, les Communautés européennes considèrent que ces mesures ne peuvent pas être incompatibles avec l'article 2 de cet accord.

a) Évaluation

7.3412 Le Groupe spécial commence son examen par les allégations du Canada. Le Canada a dit que, si le Groupe spécial détermine que des parties des mesures de sauvegarde pertinentes sont visées par l'*Accord OTC* en plus d'être visées par l'*Accord SPS*, les allégations du Canada au titre de l'*Accord OTC* doivent être examinées de manière cumulative plutôt qu'à titre subsidiaire. Or, nous avons constaté que chacune des mesures de sauvegarde contestées par le Canada constituait dans son intégralité une "mesure SPS" au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS* et devait de ce fait être évaluée au titre de cet accord. Compte tenu de cette constatation et eu égard à l'article 1.5 de l'*Accord OTC*[2181], nous ne considérons pas que des parties des mesures de sauvegarde pertinentes sont visées par l'*Accord OTC*. Par conséquent, nous devrions traiter les allégations du Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC* comme des allégations subsidiaires. Étant donné que les allégations subsidiaires du Canada ne sont pertinentes que dans le cas où nous décidons que les mesures de sauvegarde pertinentes ne sont pas assujetties à l'*Accord SPS*, et puisque ce n'est pas ce que nous avons décidé, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner plus avant les allégations subsidiaires du Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

7.3413 Les allégations de l'Argentine au titre de l'*Accord OTC* sont présentées à titre subsidiaire, pour le cas où le Groupe spécial constaterait que les mesures de sauvegarde pertinentes ne devraient pas être examinées au titre de l'*Accord SPS*. Nous avons constaté, toutefois, que chacune des mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine devrait être évaluée à la lumière de l'*Accord SPS*. Dans ces

[2181] Nous rappelons que, selon l'article 1.5, les dispositions de l'*Accord OTC* ne s'appliquent pas aux mesures SPS au sens de l'Annexe A 1) de l'*Accord SPS*.

conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner plus avant les allégations subsidiaires de l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

b) Conclusions générales

7.3414 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article 2.1, 2.2 ou 2.9 de l'*Accord OTC*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 2.1, 2.2 ou 2.9 de l'*Accord OTC*.

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article 2.1, 2.2 ou 2.9 de l'*Accord OTC*. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article 2.1, 2.2 ou 2.9 de l'*Accord OTC*.

4. Analyse des mesures de sauvegarde à la lumière du GATT de 1994

7.3415 Le Groupe spécial examine maintenant les allégations d'incompatibilité formulées par les parties plaignantes au titre du GATT de 1994. Le Canada et l'Argentine ont présenté des allégations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994. Les États-Unis et le Canada ont présenté des allégations au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994. Le Groupe spécial examine d'abord les allégations formulées au titre de l'article III:4.

a) Compatibilité avec l'article III:4 du GATT de 1994

7.3416 La partie pertinente de l'article III:4 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Les produits du territoire de toute partie contractante importés sur le territoire de toute autre partie contractante ne seront pas soumis à un traitement moins favorable que le traitement accordé aux produits similaires d'origine nationale en ce qui concerne toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur."

7.3417 Le **Canada** allègue que la mesure de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, les mesures de sauvegarde de la France concernant le colza Topas et le colza MS1/RF1 (EC-161) et la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs MON810, le maïs MON809, le maïs Bt-11

(EC-163) et le maïs T25 relèvent du GATT de 1994 et sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article III:4.[2182]

7.3418 Selon le Canada, ces quatre mesures de sauvegarde font toutes partie de "toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions affectant la vente, la mise en vente, l'achat [et] la distribution" des produits biotechnologiques considérés sur le marché intérieur; les produits biotechnologiques faisant l'objet de ces mesures de sauvegarde sont des produits "similaires" aux produits non biotechnologiques d'origine nationale à la lumière des quatre critères énoncés par l'Organe d'appel; et les produits biotechnologiques importés considérés bénéficient d'un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits non biotechnologiques similaires d'origine nationale. Par conséquent, le Canada fait valoir que les quatre mesures de sauvegarde constituent une violation des obligations en matière de traitement national incombant aux Communautés européennes au titre de l'article III:4.

7.3419 L'**Argentine** allègue que les mesures de sauvegarde de l'Autriche concernant le maïs T25, le maïs Bt-176 et le maïs MON810, la mesure de sauvegarde de l'Allemagne concernant le maïs Bt-176, la mesure de sauvegarde de l'Italie concernant le maïs MON810, le maïs Bt-11 (EC-163) et le maïs T25 ainsi que la mesure de sauvegarde du Luxembourg concernant le maïs Bt-176 relèvent du GATT de 1994 et sont incompatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre de l'article III:4.

7.3420 Selon l'Argentine, les produits biotechnologiques faisant l'objet des mesures de sauvegarde et les produits agricoles non biotechnologiques sont "similaires" au sens de l'article III:4 du GATT de 1994; les mesures de sauvegarde en cause font partie de "toutes lois, tous règlements ou toutes prescriptions" affectant "la vente, la mise en vente, l'achat, le transport, la distribution et l'utilisation de ces produits sur le marché intérieur"; et le traitement accordé au produit (biotechnologique) importé est "moins favorable" que celui qui est accordé au produit national ("non biotechnologique").

i) Évaluation

7.3421 Le **Groupe spécial** note que l'allégation du Canada au titre de l'article III:4 concerne quatre des cinq mesures de sauvegarde que ce pays conteste, à savoir i) Autriche – maïs T25, ii) France – colza MS1/RF1 (EC-161), iii) France – colza Topas et iv) Italie – maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON809, maïs MON810 et maïs T25. L'allégation de l'Argentine au titre de l'article III:4 concerne les six mesures de sauvegarde que ce pays conteste.

7.3422 Nous rappelons que nous sommes déjà arrivés à la conclusion que les mesures de sauvegarde susmentionnées contestées par le Canada et l'Argentine, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 et, par implication, avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les mesures de sauvegarde pertinentes sont aussi incompatibles avec l'article III:4 ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, comme l'ont fait des groupes spéciaux antérieurs dans des situations semblables[2183], nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations du Canada et de l'Argentine au titre de l'article III:4.

[2182] Mesure de l'Autriche concernant le maïs T25, mesures de la France concernant le colza Topas et le colza MS1/RF1 et mesure de l'Italie concernant les maïs MON810, MON809, Bt-11 et T25.

[2183] Rapports des Groupes spéciaux, *CE – Hormones (États-Unis)*, paragraphe 8.272; *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.275.

ii) Conclusions générales

7.3423 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article III:4

ii) DS293 (Argentine)

S'agissant de la plainte DS293, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par l'Argentine et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par l'Argentine sont incompatibles avec l'article III:4 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article III:4.

b) Compatibilité avec l'article XI:1 du GATT de 1994

7.3424 Le Groupe spécial examine maintenant les allégations des États-Unis et du Canada au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.

7.3425 L'article XI:1 du GATT de 1994 dispose ce qui suit:

> "Aucune partie contractante n'instituera ou ne maintiendra à l'importation d'un produit originaire du territoire d'une autre partie contractante, à l'exportation ou à la vente pour l'exportation d'un produit destiné au territoire d'une autre partie contractante, de prohibitions ou de restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions, que l'application en soit faite au moyen de contingents, de licences d'importation ou d'exportation ou de tout autre procédé."

7.3426 Les **États-Unis** allèguent que la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas constitue une violation de l'article XI:1 du GATT de 1994. Selon les États-Unis, les termes de la mesure de la Grèce font apparaître clairement, sans aucune ambiguïté, qu'il s'agit d'une "interdiction à l'importation": "nous interdisons l'importation sur le territoire de la Grèce de semences de la lignée de colza génétiquement modifié portant le numéro de référence C/UK/95/M5/1"; donc, en tant qu'interdiction à l'importation, la mesure grecque constitue une violation *prima facie* de l'article XI:1.

7.3427 Le **Canada** allègue que la mesure de sauvegarde de la Grèce constitue une violation de l'article XI:1. Selon le Canada, en tant qu'interdiction à l'importation, la décision ministérielle de la Grèce constitue un "autre procédé" selon ce qui est prévu à l'article XI du GATT de 1994 et, d'après les termes de la mesure considérée, la Grèce a à la fois institué et maintient une prohibition totale à l'importation de semences de colza Topas, en violation de l'article XI:1.

i) Évaluation

7.3428 Le **Groupe spécial** note que l'allégation des États-Unis au titre de l'article XI:1 concerne l'une des neuf mesures de sauvegarde qu'ils contestent, à savoir, Grèce – colza Topas. L'allégation du Canada au titre de l'article XI:1 porte sur la même mesure de sauvegarde grecque.

7.3429 Nous rappelons que nous sommes déjà arrivés à la conclusion que les mesures de sauvegarde susmentionnées contestées par les États-Unis et le Canada, respectivement, sont incompatibles avec l'article 5:1 et, par implication, avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*. Dans ces conditions, nous ne voyons aucune nécessité d'examiner si les mesures de sauvegarde pertinentes sont aussi incompatibles avec l'article XI:1 ni de formuler des constatations additionnelles à ce sujet. En conséquence, comme l'ont fait des groupes spéciaux antérieurs dans des situations semblables[2184], nous appliquons le principe d'économie jurisprudentielle en ce qui concerne les allégations des États-Unis et du Canada au titre de l'article XI:1.

ii) Conclusions générales

7.3430 À la lumière de ce qui précède, le Groupe spécial arrive aux conclusions générales suivantes:

i) DS291 (États-Unis)

S'agissant de la plainte DS291, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par les États-Unis et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par les États-Unis sont incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article XI:1.

ii) DS292 (Canada)

S'agissant de la plainte DS292, et eu égard aux arguments et éléments de preuve présentés par le Canada et les Communautés européennes, le Groupe spécial conclut qu'il n'est pas nécessaire de faire des constatations sur la question de savoir si les mesures de sauvegarde contestées par le Canada sont incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994. En conséquence, le Groupe spécial ne formule pas de constatations au titre de l'article XI:1.

VIII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

8.1 Avant de conclure, le Groupe spécial tient à préciser les questions sur lesquelles il s'est prononcé et celles qu'il n'a pas traitées.

A. APERÇU DES QUESTIONS EXAMINÉES ET TRANCHÉES PAR LE GROUPE SPÉCIAL

8.2 Les questions soumises au Groupe spécial portaient sur le fait allégué que les Communautés européennes n'avaient pas pris de décisions finales au sujet de l'approbation de produits biotechnologiques entre octobre 1998 et le 29 août 2003, date d'établissement du Groupe spécial, et la compatibilité avec les règles de l'OMC des interdictions imposées par certains États membres de

[2184] Rapports des Groupes spéciaux *CE – Hormones (Canada)*, paragraphe 8.275; *Australie – Saumons*, paragraphe 8.185; *Japon – Pommes*, paragraphes 8.328 et 8.329.

l'OMC à l'égard de produits biotechnologiques spécifiques après que les Communautés européennes eurent approuvé ces produits pour une commercialisation à l'échelle communautaire.

8.3 Eu égard à cela, le Groupe spécial n'a *pas* examiné:

- si les produits biotechnologiques en général étaient ou non inoffensifs;

- si les produits biotechnologiques en cause dans le présent différend étaient "similaires à" leurs équivalents classiques. Bien que cette allégation ait été formulée par les parties plaignantes (c'est-à-dire les États-Unis, le Canada et l'Argentine) en relation avec certains aspects de leurs plaintes, le Groupe spécial n'a pas jugé nécessaire de traiter ces aspects des plaintes;

- si les Communautés européennes avaient le droit d'exiger l'approbation préalable à la commercialisation des produits biotechnologiques. Cette question n'a pas été soulevée par les parties plaignantes;

- si les procédures d'approbation des Communautés européennes établies dans les Directives 90/220 et 2001/18, et dans le Règlement n° 258/97, qui prévoient une évaluation par produit comportant un examen scientifique de divers risques potentiels, étaient compatibles avec les obligations des Communautés européennes au titre des Accords de l'OMC. Cette question n'a pas été soulevée par les parties plaignantes;

- les conclusions des comités scientifiques pertinents des CE sur l'évaluation de la sécurité sanitaire de produits biotechnologiques spécifiques. Ces conclusions n'ont pas été contestées par les parties plaignantes, bien que celles-ci aient contesté le fondement scientifique de certaines des questions et objections formulées par divers États membres des CE. Eu égard à cela, le Groupe spécial, en consultation avec les parties, a demandé l'avis d'un certain nombre d'experts scientifiques.

8.4 Pour ce qui est des questions que le Groupe spécial a *effectivement* examinées, le Groupe spécial a d'abord examiné si la législation en matière d'approbation des CE aux termes de laquelle les Communautés européennes n'avaient pas, d'après les allégations, pris de décisions finales était correctement évaluée au titre de l'*Accord SPS*. Le Groupe spécial a constaté que les procédures d'approbation d'OGM des Communautés européennes qui sont énoncées dans les Directives 90/220 et 2001/18 étaient des mesures SPS au sens de l'*Accord SPS*. Les risques potentiels à examiner dans le contexte de ces directives, en particulier ceux qui sont exposés dans les annexes de la Directive 2001/18, sont les types de risques visés par l'*Accord SPS*. En ce qui concerne les procédures d'approbation de nouveaux aliments et de nouveaux ingrédients alimentaires des Communautés européennes qui sont exposées dans le Règlement n° 258/97, le Groupe spécial a constaté qu'elles étaient, en partie, des mesures SPS relevant de l'*Accord SPS*.

8.5 Le Groupe spécial note, toutefois, que d'après les éléments de preuve présentés par les Communautés européennes et les avis donnés au Groupe spécial par les experts qui l'ont conseillé, bon nombre des préoccupations identifiées ne se matérialiseront probablement pas dans la pratique (par exemple le transfert de la résistance aux antibiotiques des gènes marqueurs utilisés dans la production de certaines plantes biotechnologiques à des bactéries dans l'appareil digestif de l'homme). Par contre, il a effectivement été observé que d'autres préoccupations identifiées, comme celles qui se rapportent au développement d'une résistance aux pesticides dans des insectes cibles à la suite d'une exposition aux pesticides (y compris ceux qui sont incorporés dans des plantes biotechnologiques) s'étaient matérialisées, y compris en ce qui concerne des cultures non biotechnologiques. Nous

réaffirmons, toutefois, que le droit des Communautés européennes d'examiner ces risques possibles préalablement à l'approbation de la consommation ou de la plantation de plantes biotechnologiques n'a été mis en cause par aucune des parties plaignantes.

8.6 Les parties plaignantes ont affirmé qu'un moratoire sur les approbations avait été en vigueur dans les Communautés européennes entre octobre 1998 et août 2003. Sur la base des éléments de preuve dont il disposait, le Groupe spécial a constaté que les Communautés européennes avaient appliqué un moratoire *de facto* général sur les approbations de produits biotechnologiques entre juin 1999 et le 29 août 2003, date à laquelle le présent Groupe spécial avait été établi. Le Groupe spécial a déterminé que le moratoire n'était pas lui-même une mesure SPS au sens de l'*Accord SPS*, mais avait une incidence sur le fonctionnement et l'application des procédures d'approbation des CE, qui sont exposées dans la législation en matière d'approbation pertinente des CE et dont nous avons constaté qu'elles étaient des mesures SPS. En ce qui concerne les Directives 90/220 et 2001/18, le Groupe spécial a conclu que le moratoire *de facto* général s'était traduit par le fait que différentes procédures d'approbation n'avaient pas été achevées sans retard injustifié, et avait donc donné lieu à une incompatibilité avec l'article 8 et l'Annexe C de l'*Accord SPS*. En ce qui concerne le Règlement n° 258/97, le Groupe spécial a constaté que, dans la mesure où la procédure d'approbation se rapportait à des aspects ayant trait à la sécurité relevant de l'*Accord SPS*, le moratoire *de facto* général s'était traduit par le fait que différentes procédures d'approbation n'avaient pas été achevées sans retard injustifié et avait donc également donné lieu à une incompatibilité avec l'article 8 et l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

8.7 Les parties plaignantes ont également allégué que, contrairement à leurs obligations dans le cadre de l'OMC, les Communautés européennes n'avaient pas examiné pour approbation finale les demandes concernant certains produits biotechnologiques spécifiques pour lesquels elles avaient commencé des procédures d'approbation. Nous avons examiné le dossier de l'examen de 27 demandes identifiées par les parties plaignantes. Nous avons constaté qu'il y avait eu un retard injustifié dans l'achèvement de la procédure d'approbation de 24 des 27 produits visés. Nous avons donc conclu que, pour ce qui est des procédures d'approbation concernant ces 24 produits, les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C de l'*Accord SPS*.

8.8 Les parties plaignantes ont en outre formulé des plaintes concernant neuf mesures de sauvegarde prises par certains États membres des CE. Ces mesures de sauvegarde prennent la forme d'interdictions imposées par un État membre donné des CE à l'égard d'un produit biotechnologique particulier dont l'utilisation dans les Communautés européennes avait été formellement approuvée. Les mesures de sauvegarde contestées par les parties plaignantes ont été prises par l'Autriche, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie et le Luxembourg. Les parties plaignantes n'ont pas contesté la législation en matière d'approbation des CE, qui prévoit le droit conditionnel des États membres des CE pris individuellement d'imposer des mesures SPS qui diffèrent de celles des Communautés européennes dans leur ensemble. En fait, ce que les parties plaignantes ont contesté, ce sont les interdictions imposées par les États membres pertinents sur la base de la législation susmentionnée en matière d'approbation des CE. Selon les parties plaignantes, les mesures de sauvegarde imposées par les États membres pertinents étaient incompatibles avec les obligations des Communautés européennes dans le cadre de l'OMC.

8.9 Nous avons déterminé que les objectifs identifiés par chaque État membre pour sa ou ses mesures de sauvegarde entraient dans le champ d'application de l'*Accord SPS*. Pour chacun des produits en cause, le comité scientifique pertinent des Communautés européennes avait évalué les risques potentiels pour la santé humaine et/ou l'environnement avant d'accorder une approbation à l'échelle communautaire, et avait donné un avis favorable. Le comité scientifique pertinent des CE

avait par la suite également examiné les arguments et les éléments de preuve présentés par l'État membre pour justifier l'interdiction, et n'avait pas considéré que ces renseignements remettaient en cause ses conclusions antérieures. Le Groupe spécial a donc considéré qu'il y avait des preuves scientifiques suffisantes pour effectuer une évaluation des risques comme l'exigeait l'*Accord SPS*. Par conséquent, il ne s'agissait en aucun cas d'une situation dans laquelle le Groupe spécial avait été convaincu que les preuves scientifiques pertinentes étaient insuffisantes pour effectuer une évaluation des risques, de sorte que l'État membre aurait pu avoir recours à une mesure provisoire au titre de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*.

8.10 Le Groupe spécial a également examiné si les États membres pertinents avaient effectué une évaluation des risques qui étayerait raisonnablement l'interdiction des produits biotechnologiques en cause. Bien que certains des États membres aient présenté des études scientifiques, ils n'avaient en aucun cas présenté une évaluation des risques pour la santé humaine et/ou l'environnement satisfaisant aux prescriptions de l'*Accord SPS*. De même, le Groupe spécial a examiné si les évaluations des risques effectuées par les comités scientifiques des CE pouvaient raisonnablement étayer une interdiction des produits biotechnologiques en cause, mais il a estimé que ce n'était pas le cas. Eu égard à cela, le Groupe spécial a conclu que chacune des mesures de sauvegarde prises par les États membres pertinents constituait un manquement aux obligations des Communautés européennes au titre de l'*Accord SPS*.

B. STRUCTURE DES CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

8.11 Comme nous l'avons indiqué au début de la section relative aux constatations, d'une manière compatible avec le fait que nous avons examiné trois plaintes juridiquement distinctes, nous avons détaillé, pour chacune des trois parties plaignantes (c'est-à-dire les États-Unis, le Canada et l'Argentine), les conclusions que nous avons tirées et les recommandations que nous formulons, le cas échéant, en ce qui concerne leurs plaintes respectives. Par conséquent, nous présentons trois séries distinctes de conclusions et de recommandations.

8.12 Nous rappelons en outre que les parties plaignantes contestent chacune trois catégories identiques de mesures des CE. Les catégories en question sont les suivantes:

a) le moratoire général allégué des CE sur les approbations de produits biotechnologiques (ci-après le "moratoire général des CE");

b) diverses mesures des CE visant des produits spécifiques qui affectent l'approbation de produits biotechnologiques spécifiques (ci-après les "mesures des CE visant des produits spécifiques"); et

c) diverses mesures de sauvegarde des États membres des CE qui interdisent l'importation et/ou la commercialisation de produits biotechnologiques spécifiques (ci-après les "mesures de sauvegarde des États membres des CE").

C. PLAINTE DES ÉTATS-UNIS (DS291): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Moratoire général des CE

8.13 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut, d'un point de vue factuel, que:

a) Les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur l'approbation de produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003, moment où le présent Groupe spécial a été établi.

8.14 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut en outre, d'un point de vue juridique, que:

a) Les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

b) Les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

c) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations.

d) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

e) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

f) Les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

g) Les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

8.15 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis dudit accord.

8.16 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre le moratoire *de facto* général sur les approbations conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* si, et dans la mesure où, cette mesure n'a pas déjà cessé d'exister.

2. Mesures des CE visant des produits spécifiques

8.17 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet de 25 mesures des CE visant des produits spécifiques qui étaient contestées par les États-Unis (ci-après "les mesures pertinentes visant des produits spécifiques").

8.18 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) Les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, à leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les procédures d'approbation des produits suivants[2185]:

i) colza Falcon;

ii) colza MS8/RF3;

iii) betterave fourragère RR;

iv) coton Bt-531;

v) coton RR-1445;

vi) colza Liberator;

vii) maïs Bt-11 (EC-69);

viii) colza RR (EC-70);

ix) coton BXN;

x) maïs Bt-1507 (EC-74);

xi) maïs Bt-1507 (EC-75);

xii) maïs NK603;

xiii) maïs GA21 (EC-78);

xiv) maïs MON810 x GA21;

xv) betterave sucrière RR;

xvi) maïs GA21 (produit alimentaire);

xvii) maïs doux Bt-11 (produit alimentaire);

[2185] Pour ce qui est des procédures d'approbation appliquées au titre du Règlement n° 258/97 – les procédures concernant les produits biotechnologiques qui sont désignés comme des "aliments" –, les conclusions du Groupe spécial s'appliquent dans la mesure où la procédure d'approbation pertinente est une mesure SPS.

xviii) maïs MON810 x GA21 (produit alimentaire);

xix) maïs Bt-1507 (produit alimentaire);

xx) maïs NK603 (produit alimentaire); et

xxi) betterave sucrière RR (produit alimentaire).

b) Les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, et de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les procédures d'approbation des produits suivants:

i) pomme de terre transgénique;

ii) soja LL (EC-71);

iii) colza LL; et

iv) soja LL (produit alimentaire).

c) Les États-Unis n'ont pas établi que les mesures pertinentes visant des produits spécifiques avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

d) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

e) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

f) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

g) Les États-Unis n'ont pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

8.19 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures pertinentes visant des produits spécifiques, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis dudit accord.

8.20 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures pertinentes visant des produits spécifiques conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*. Ces recommandations ne s'appliquent pas aux mesures pertinentes visant des produits spécifiques qui ont été retirées après l'établissement du Groupe spécial, ni à la mesure visant un produit spécifique qui affectait l'approbation du maïs doux Bt-11 (produit alimentaire), étant donné que la demande concernant le maïs doux Bt-11 (produit alimentaire) a été définitivement approuvée pendant la procédure du Groupe spécial.

3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE

8.21 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet des neuf mesures de sauvegarde des États membres qui étaient contestées par les États-Unis (ci-après "les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres").

a) Autriche – Maïs T25

8.22 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

b) Autriche – Maïs Bt-176

8.23 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Autriche – Maïs MON810

8.24 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

d) France – Colza MS1/RF1 (EC-161)

8.25 S'agissant de la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161) n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

e) France – Colza Topas

8.26 S'agissant de la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

f) Allemagne – Maïs Bt-176

8.27 S'agissant de la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

g) Grèce – Colza Topas

8.28 S'agissant de la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par les États-Unis au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.

h) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25

8.29 S'agissant de la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

i) Luxembourg – Maïs Bt-176

8.30 S'agissant de la mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

j) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations

8.31 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour les États-Unis dudit accord.

8.32 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*.

D. PLAINTE DU CANADA (DS292): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Moratoire général des CE

8.33 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut, d'un point de vue factuel, que:

a) Les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur l'approbation de produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003, moment où le présent Groupe spécial a été établi.

8.34 Le Groupe spécial conclut en outre, d'un point de vue juridique, que:

a) Les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, avec leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

b) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations.

c) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

d) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

e) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

f) Le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

g) Le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

8.35 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Canada dudit accord.

8.36 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre le moratoire *de facto* général sur les approbations conforme à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* si, et dans la mesure où, cette mesure n'a pas déjà cessé d'exister.

2. Mesures des CE visant des produits spécifiques

8.37 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet de quatre mesures des CE visant des produits spécifiques qui étaient contestées par le Canada (ci-après "les mesures pertinentes visant des produits spécifiques").

8.38 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) Les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, à leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les procédures d'approbation des produits suivants:

i) colza MS8/RF3;

ii) colza RR (EC-70);

iii) colza MS1/RF1 (EC-89); et

iv) colza MS1/RF2.

b) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

c) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

d) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

e) Le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

f) Le Canada n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

g) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

h) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre des articles 5.1.2, 5.2.1, première partie, 2.1 et 2.2 de l'*Accord OTC* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

8.39 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures pertinentes visant des produits spécifiques, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Canada dudit accord.

8.40 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures pertinentes visant des produits spécifiques conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*.

3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE

8.41 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet des cinq mesures de sauvegarde des États membres qui étaient contestées par le Canada (ci-après "les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres").

a) Autriche – Maïs T25

8.42 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par le Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

b) France – Colza MS1/FR1 (EC-161)

8.43 S'agissant de la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 (EC-161), et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza MS1/RF1, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par le Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

c) France – Colza Topas

8.44 S'agissant de la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde française concernant le colza Topas, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par le Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

d) Grèce – Colza Topas

8.45 S'agissant de la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde grecque concernant le colza Topas, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par le Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article XI:1 du GATT de 1994.

e) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810, maïs MON809 et maïs T25

8.46 S'agissant de la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810, le maïs MON809 et le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par le Canada au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par le Canada au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par le Canada au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

f) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations

8.47 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour le Canada dudit accord.

8.48 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*.

E. PLAINTE DE L'ARGENTINE (DS293): CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DU GROUPE SPÉCIAL

1. Moratoire général des CE

8.49 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut, d'un point de vue factuel, que:

a) Les Communautés européennes ont appliqué un moratoire *de facto* général sur l'approbation de produits biotechnologiques entre juin 1999 et août 2003, moment où le présent Groupe spécial a été établi.

8.50 Le Groupe spécial conclut en outre, d'un point de vue juridique, que:

a) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe B 1) et de l'article 7 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne le moratoire *de facto* général sur les approbations.

b) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

c) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

d) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

e) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

f) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 10:1 de l'*Accord SPS* en appliquant un moratoire *de facto* général sur les approbations entre juin 1999 et août 2003.

8.51 Eu égard aux conclusions qui précèdent, le Groupe spécial ne formule pas de recommandations en vertu de l'article 19:1 du Mémorandum d'accord.

2. Mesures des CE visant des produits spécifiques

8.52 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet de dix mesures des CE visant des produits spécifiques qui étaient contestées par l'Argentine (ci-après "les mesures pertinentes visant des produits spécifiques"). Toutefois, l'Argentine a formulé diverses allégations au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1) de l'*Accord SPS* en ce qui concerne uniquement huit des dix "mesures pertinentes visant des produits spécifiques". Par conséquent, aux fins des conclusions du Groupe spécial concernant les allégations formulées au titre de l'article 8 et de l'Annexe C 1), l'expression "mesures pertinentes visant des produits spécifiques" fait référence aux huit mesures visant des produits spécifiques en question. Les deux mesures exclues sont les mesures affectant l'approbation du coton Bt-531 et du coton RR-1445 au titre du Règlement n° 258/97. En ce qui concerne ces deux mesures, le Groupe spécial conclut que leur existence n'a pas été démontrée par l'Argentine.

8.53 Pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) Les Communautés européennes ont manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, de l'*Accord SPS* et, par voie de conséquence, à leurs obligations au titre de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les procédures d'approbation des produits suivants[2186]:

   i) coton Bt-531;

   ii) coton RR-1445;

   iii) soja LL (EC-71);

   iv) maïs NK603;

   v) maïs GA21 (EC-78);

   vi) maïs GA21 (produit alimentaire); et

   vii) maïs NK603 (produit alimentaire).

b) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient manqué à leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), première clause, et de l'article 8 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les procédures d'approbation du produit suivant:

   i) soja LL (produit alimentaire).

[2186] Pour ce qui est des procédures d'approbation appliquées au titre du Règlement n° 258/97 – les procédures concernant les produits biotechnologiques qui sont désignés comme des "aliments" –, les conclusions du Groupe spécial s'appliquent dans la mesure où la procédure d'approbation pertinente est une mesure SPS.

c) L'Argentine n'a pas établi que les mesures pertinentes visant des produits spécifiques avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) a), deuxième clause, et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

d) L'Argentine n'a pas établi que les mesures pertinentes visant des produits spécifiques avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) b) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

e) L'Argentine n'a pas établi que les mesures pertinentes visant des produits spécifiques avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) c) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

f) L'Argentine n'a pas établi que les mesures pertinentes visant des produits spécifiques avaient conduit les Communautés européennes à agir d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'Annexe C 1) e) et de l'article 8 de l'*Accord SPS*.

g) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

h) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:6 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

i) Les Communautés européennes n'ont pas agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:5 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

j) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 2:2 de l'*Accord SPS* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

k) L'Argentine n'a pas établi que les Communautés européennes avaient agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article III:4 du GATT de 1994 en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

l) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre des articles 5.1.1, 5.1.2, 5.2.1, première partie, 5.2.2, 2.1, 2.2 et 12 de l'*Accord OTC* en ce qui concerne l'une quelconque des mesures pertinentes visant des produits spécifiques.

8.54 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures pertinentes visant des produits spécifiques, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Argentine dudit accord.

8.55 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures pertinentes visant des produits spécifiques conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*. Ces recommandations ne s'appliquent pas aux mesures pertinentes visant des produits spécifiques qui ont été retirées après l'établissement du Groupe spécial.

3. Mesures de sauvegarde des États membres des CE

8.56 Le Groupe spécial a formulé des constatations au sujet des six mesures de sauvegarde des États membres qui étaient contestées par l'Argentine (ci-après "les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres").

a) Autriche – Maïs T25

8.57 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

b) Autriche – Maïs Bt-176

8.58 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

c) Autriche – Maïs MON810

8.59 S'agissant de la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde autrichienne concernant le maïs MON810, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

d) Allemagne – Maïs Bt-176

8.60 S'agissant de la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde allemande concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

e) Italie – Maïs Bt-11 (EC-163), maïs MON810 et maïs T25[2187]

8.61 S'agissant de la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810 et le maïs T25, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810 et le maïs T25 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs Bt-11 (EC-163), le maïs MON810 et le maïs T25, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

[2187] À la différence des États-Unis et du Canada, l'Argentine n'a pas contesté la mesure de sauvegarde italienne concernant le maïs MON809.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

f) Luxembourg – Maïs Bt-176

8.62 S'agissant de la mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176, et pour les raisons qui sont exposées dans le présent rapport, le Groupe spécial conclut que:

a) La mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176 n'est pas établie sur la base d'une évaluation des risques comme le prescrit l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, et n'est pas compatible avec les prescriptions de l'article 5:7 de l'*Accord SPS*. Par conséquent, en maintenant la mesure en question, les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'article 5:1.

b) En maintenant, d'une manière incompatible avec l'article 5:1 de l'*Accord SPS*, la mesure de sauvegarde luxembourgeoise concernant le maïs Bt-176, les Communautés européennes ont, par implication, également agi d'une manière incompatible avec les deuxième et troisième prescriptions de l'article 2:2 de l'*Accord SPS*.

c) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de la première prescription de l'article 2:2 et au titre de l'article 2:3 de l'*Accord SPS*.

d) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations formulées par l'Argentine au titre de l'article 5:5 et 5:6 de l'*Accord SPS*.

e) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur les allégations subsidiaires formulées par l'Argentine au titre de l'article 2.1, 2.2 et 2.9 de l'*Accord OTC*.

f) Il n'est pas nécessaire de se prononcer sur l'allégation formulée par l'Argentine au titre de l'article III:4 du GATT de 1994.

g) Annulation ou réduction d'avantages et recommandations

8.63 L'article 3:8 du Mémorandum d'accord dispose que "[d]ans les cas où il y a infraction aux obligations souscrites au titre d'un accord visé, la mesure en cause est présumée annuler ou compromettre un avantage". Les Communautés européennes n'ont pas réfuté cette présomption. Par conséquent, dans la mesure où les Communautés européennes ont agi d'une manière incompatible avec leurs obligations au titre de l'*Accord SPS* en ce qui concerne les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres, il doit être présumé qu'elles ont annulé ou compromis des avantages résultant pour l'Argentine dudit accord.

8.64 À la lumière de ces conclusions, le Groupe spécial recommande que l'Organe de règlement des différends demande aux Communautés européennes de rendre les mesures de sauvegarde pertinentes des États membres conformes à leurs obligations au titre de l'*Accord SPS*.

_____

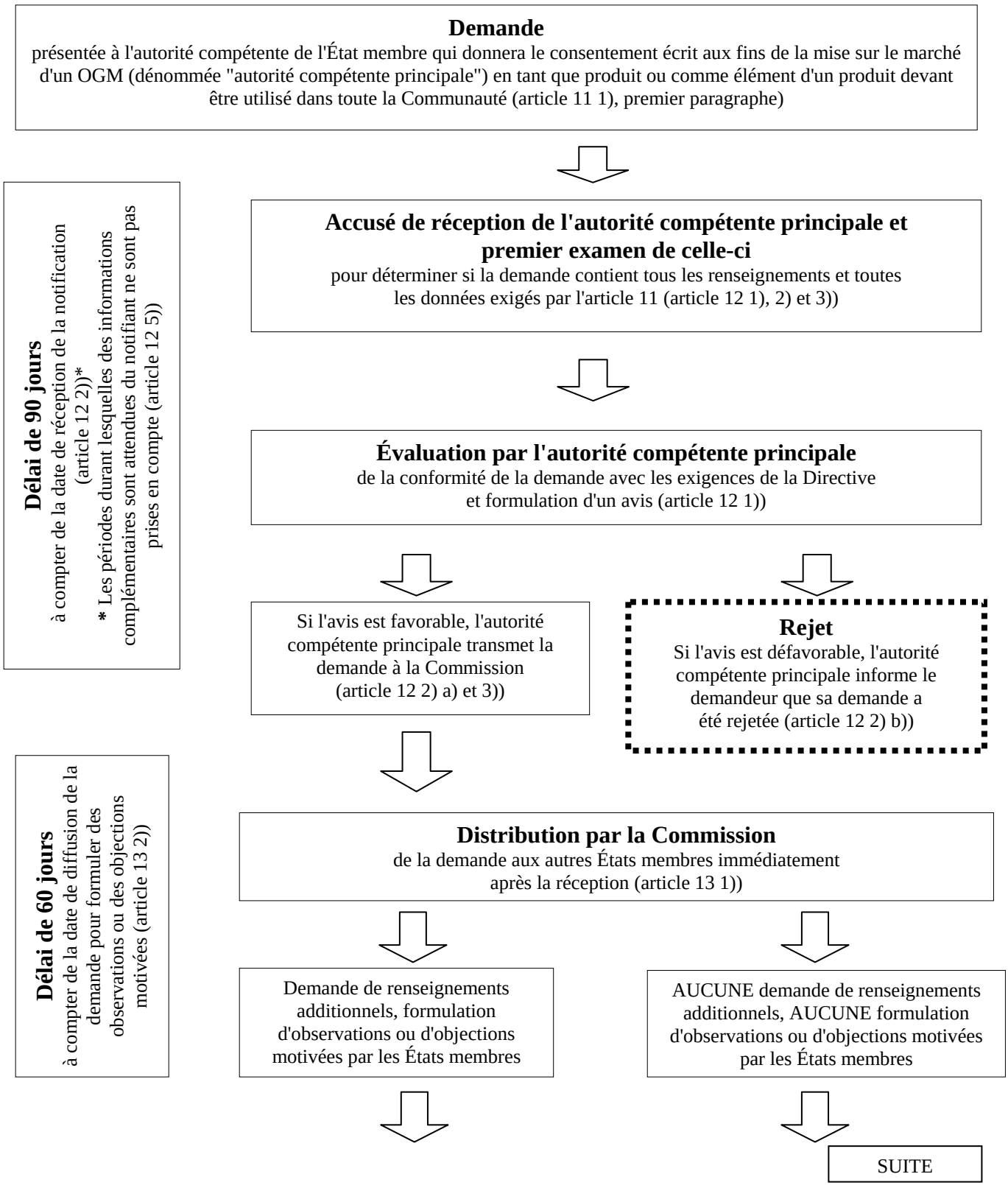
ANNEXE A

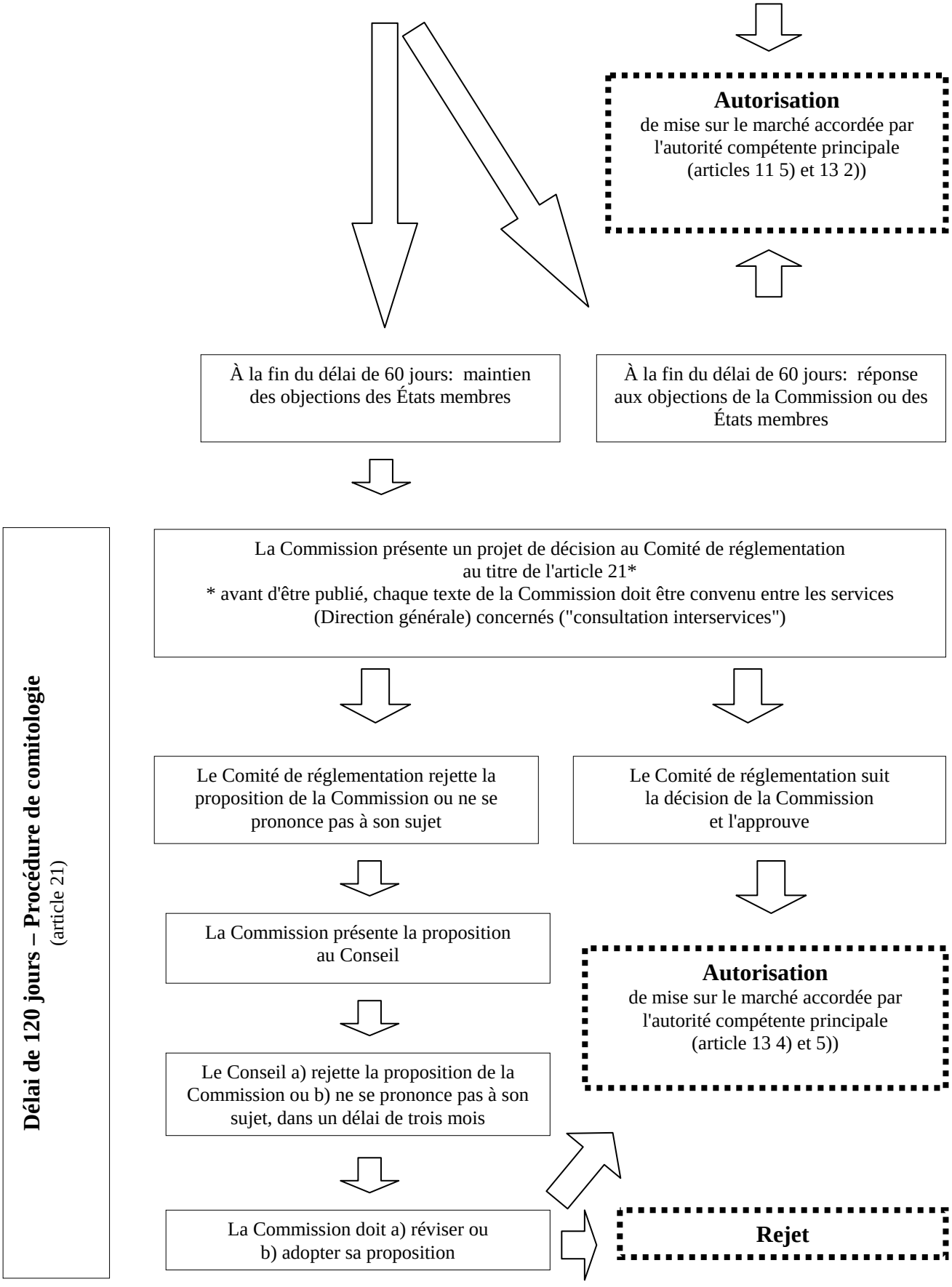
PROCÉDURES ADMINISTRATIVES DES CE CONCERNANT L'OCTROI DE CONSENTEMENTS AUX FINS DE LA DISSÉMINATION VOLONTAIRE D'OGM DANS L'ENVIRONNEMENT ET LES NOUVEAUX ALIMENTS ET NOUVEAUX INGRÉDIENTS ALIMENTAIRES

Table des matières		Page
Annexe A-1	Directive 90/220: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements aux fins de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement	A-2
Annexe A-2	Directive 2001/18: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements aux fins de la dissémination volontaire d'OGM dans l'environnement	A-4
Annexe A-3	Règlement n° 258/97: Procédure administrative des CE concernant l'octroi de consentements pour les nouveaux aliments et nouveaux ingrédients alimentaires	A-6

ANNEXE A-1

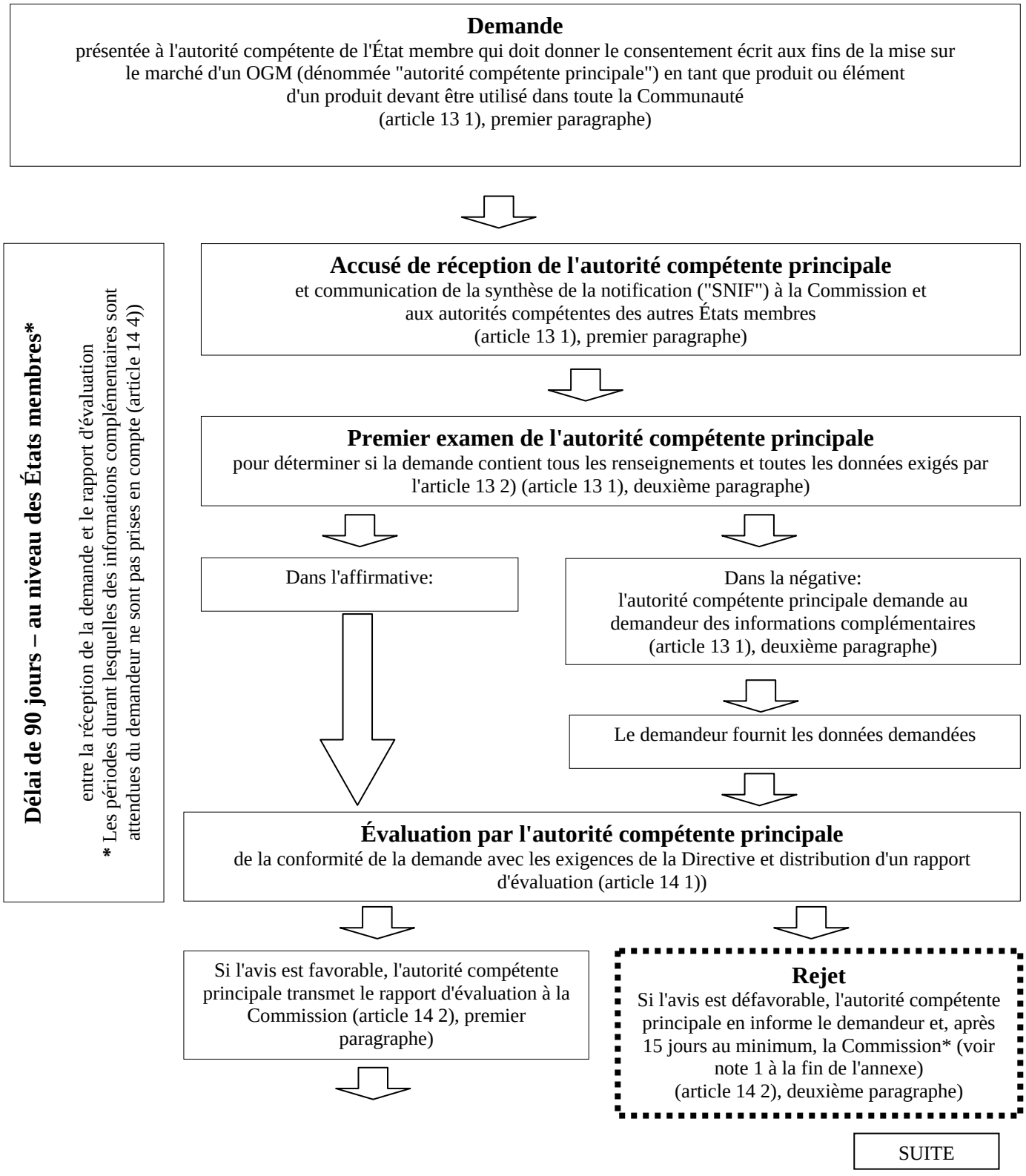
DIRECTIVE 90/220: PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DES CE CONCERNANT L'OCTROI DE CONSENTEMENTS AUX FINS DE LA DISSÉMINATION VOLONTAIRE D'OGM DANS L'ENVIRONNEMENT

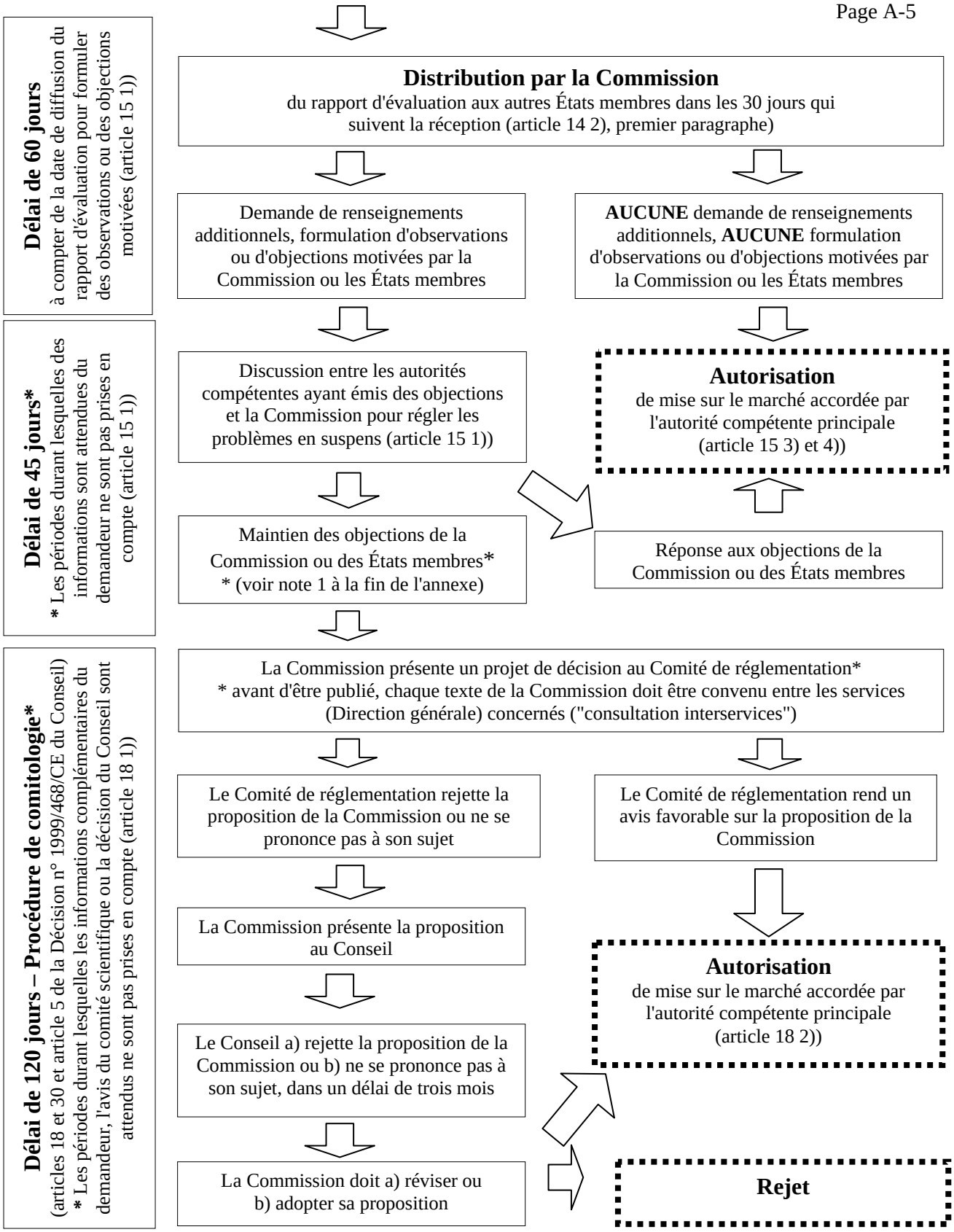



Autorisation
de mise sur le marché accordée par l'autorité compétente principale
(articles 11 5) et 13 2))
À la fin du délai de 60 jours: maintien des objections des États membres
À la fin du délai de 60 jours: réponse aux objections de la Commission ou des États membres
La Commission présente un projet de décision au Comité de réglementation au titre de l'article 21*
* avant d'être publié, chaque texte de la Commission doit être convenu entre les services (Direction générale) concernés ("consultation interservices")
Le Comité de réglementation rejette la proposition de la Commission ou ne se prononce pas à son sujet
Le Comité de réglementation suit la décision de la Commission et l'approuve
La Commission présente la proposition au Conseil
Autorisation
de mise sur le marché accordée par l'autorité compétente principale
(article 13 4) et 5))
Le Conseil a) rejette la proposition de la Commission ou b) ne se prononce pas à son sujet, dans un délai de trois mois
La Commission doit a) réviser ou b) adopter sa proposition
Rejet
Délai de 120 jours – Procédure de comitologie
(article 21)

ANNEXE A-2

DIRECTIVE 2001/18: PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DES CE CONCERNANT L'OCTROI DE CONSENTEMENTS AUX FINS DE LA DISSÉMINATION VOLONTAIRE D'OGM DANS L'ENVIRONNEMENT

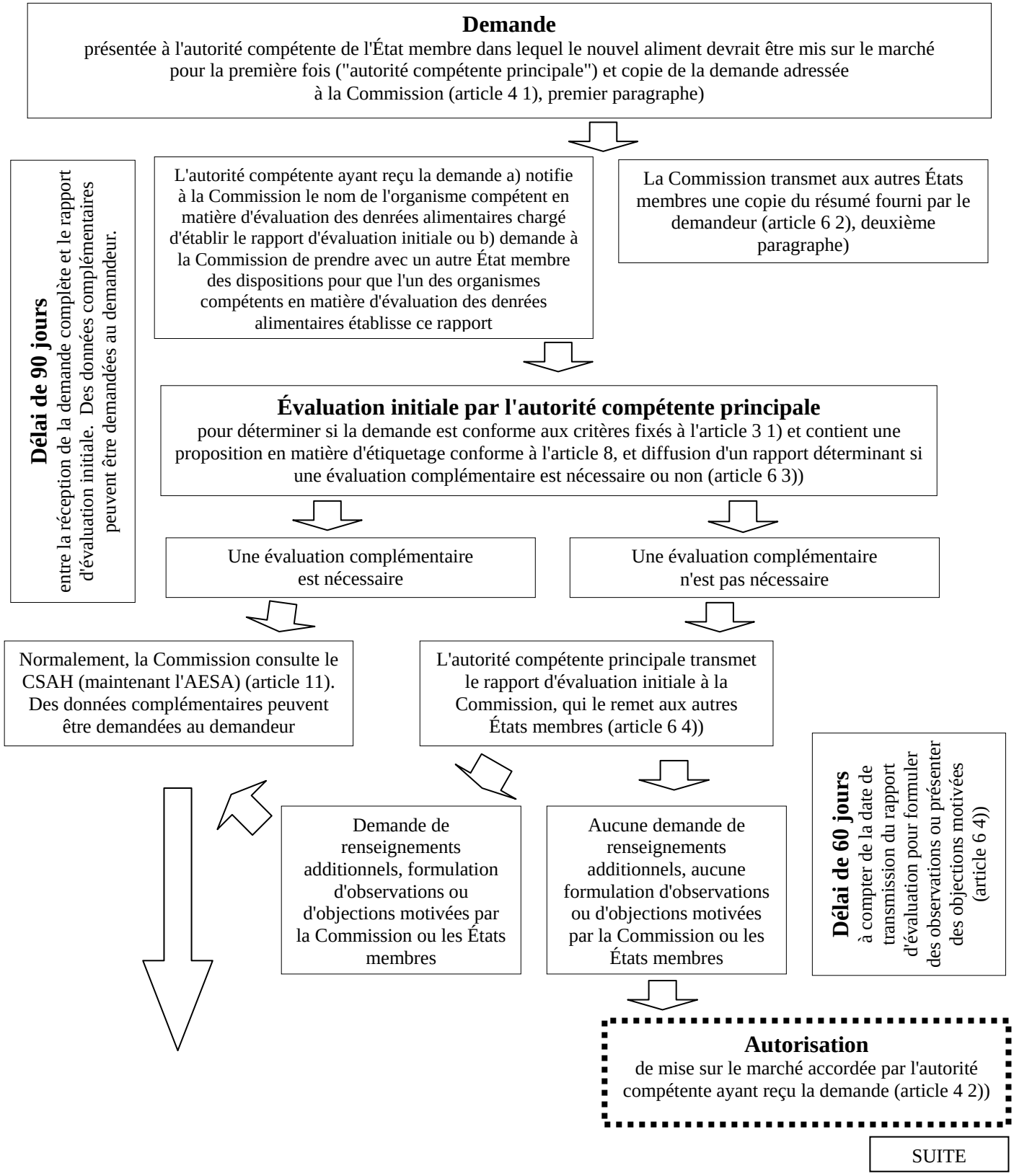


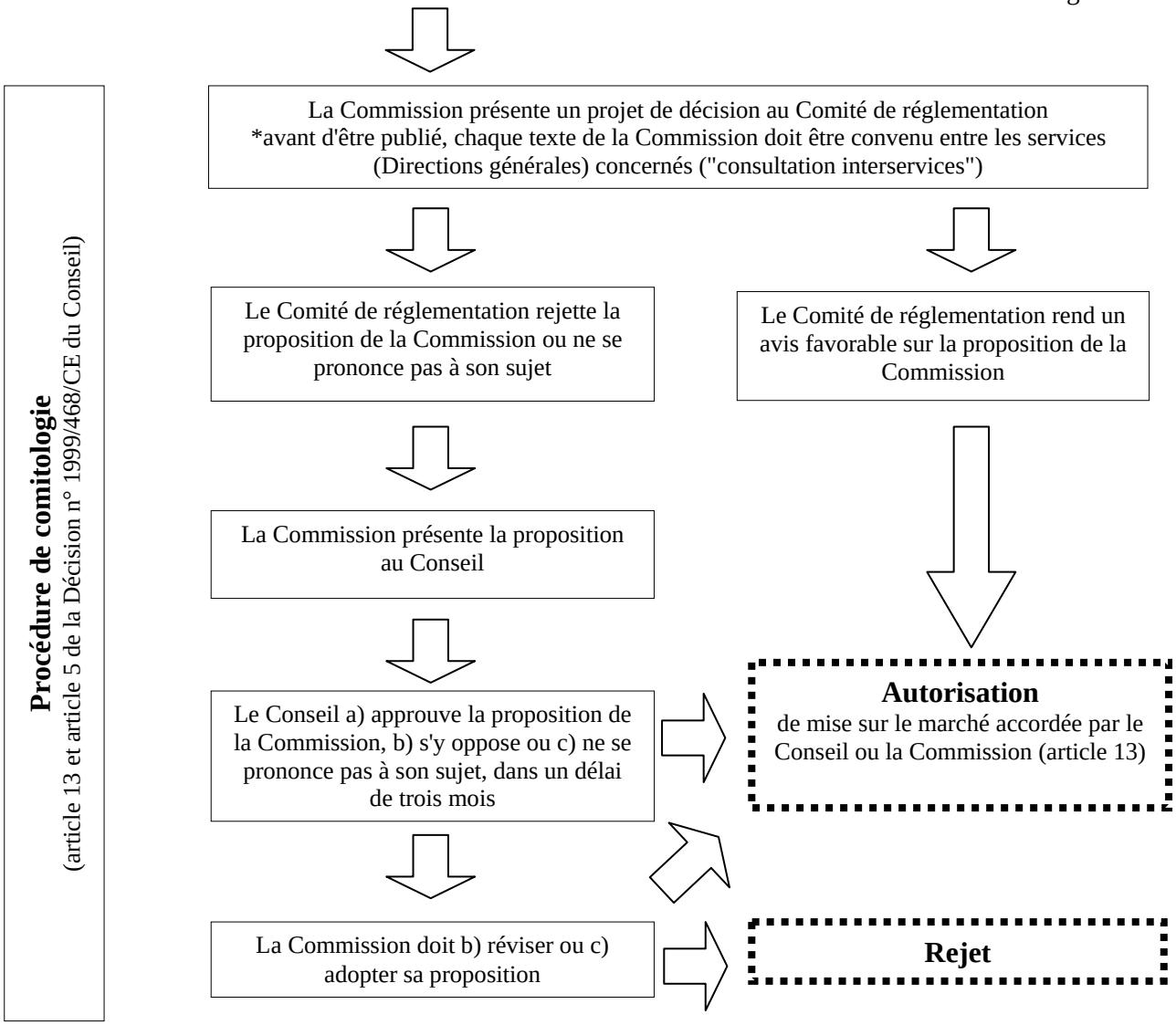


[1] Dans ces cas, la Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, doit consulter ses comités spécifiques (article 28 1)). La Commission, agissant de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, peut aussi consulter les comités scientifiques sur toute question relevant de la Directive 2001/18 (article 28 2)).

ANNEXE A-3

RÈGLEMENT N° 258/97: PROCÉDURE ADMINISTRATIVE DES CE CONCERNANT L'OCTROI DE CONSENTEMENTS POUR LES NOUVEAUX ALIMENTS ET NOUVEAUX INGRÉDIENTS ALIMENTAIRES




Procédure de comitologie
(article 13 et article 5 de la Décision n° 1999/468/CE du Conseil)
La Commission présente un projet de décision au Comité de réglementation
*avant d'être publié, chaque texte de la Commission doit être convenu entre les services (Directions générales) concernés ("consultation interservices")
Le Comité de réglementation rejette la proposition de la Commission ou ne se prononce pas à son sujet
Le Comité de réglementation rend un avis favorable sur la proposition de la Commission
La Commission présente la proposition au Conseil
Le Conseil a) approuve la proposition de la Commission, b) s'y oppose ou c) ne se prononce pas à son sujet, dans un délai de trois mois
Autorisation
de mise sur le marché accordée par le Conseil ou la Commission (article 13)
La Commission doit b) réviser ou c) adopter sa proposition
Rejet

ANNEXE B

TABLEAUX RÉSUMANT L'HISTORIQUE DES PROCÉDURES D'APPROBATION INDIVIDUELLES EN CAUSE DANS LE PRÉSENT DIFFÉREND

1. Le Groupe spécial a préparé une série de tableaux résumant les aspects pertinents de l'historique des procédures d'approbation individuelles en cause dans le présent différend. Les tableaux ont été préparés à partir des renseignements communiqués par les parties, en particulier les chronologies détaillées des procédures d'approbation individuelles présentées par les Communautés européennes.

2. Comme les constatations du Groupe spécial tendent à mettre l'accent sur des étapes spécifiques des procédures d'approbation individuelles, il a semblé utile de fournir des renseignements généraux sur les faits nouveaux et les activités à d'autres étapes de la procédure. D'une manière compatible avec leur but limité, les tableaux du Groupe spécial ne tiennent pas compte de toutes les activités des autorités des États membres, des autorités des CE ou des demandeurs dont le Groupe spécial a été informé. Il convient également de mentionner que les renseignements présentés dans les tableaux sont plus détaillés pour les étapes et activités sur lesquelles le Groupe spécial s'est concentré aux fins de son analyse, et moins détaillés pour les autres étapes et activités.

3. En préparant les tableaux, le Groupe spécial a jugé utile de différencier les étapes suivantes de la procédure, qui correspondent également aux principales étapes des procédures d'approbation énoncées dans la législation communautaire pertinente en matière d'approbation des produits biotechnologiques (Directives 90/220 et 2001/18, et Règlement n° 258/97):

a) Examen de la demande au niveau de l'État membre ("niveau de l'État membre")

   i) Évaluation initiale de la demande par l'autorité compétente principale ("niveau de l'État membre principal").

b) Examen de la demande au niveau communautaire ("niveau communautaire")

   i) Distribution de l'évaluation de l'autorité compétente principale aux autres États membres ("autres États membres");

   ii) Consultation d'un comité scientifique des CE ("processus du Comité scientifique");

   iii) Préparation d'un projet de mesure à soumettre au Comité de réglementation ("Commission");

   iv) Examen par le Comité de réglementation du projet de mesure soumis par la Commission ("processus du Comité de réglementation");

   v) Préparation d'un projet de mesure à soumettre au Conseil ("Commission");

   vi) Examen par le Conseil du projet de mesure soumis par la Commission, incluant la prise d'une décision par le Conseil ("Conseil");

vii) Adoption par la Commission de son projet de mesure si le Conseil ne prend pas de décision (Directives 90/229 et 2001/18, et Règlement n° 258/97) et demande du demandeur de la décision (Règlement n° 258/97) ("Commission");

viii) Consentement écrit de l'autorité compétente principale pour la mise sur le marché (Directives 90/220 et 2001/18) ("autorité compétente principale de l'État membre").

4. Bien que les tableaux du Groupe spécial soient structurés en fonction des étapes susmentionnées de la procédure, il est important de noter que chacun d'eux fournit des renseignements uniquement sur les étapes qui ont été achevées ou atteintes dans la procédure d'approbation pertinente.

5. En raison du manque d'espace, les tableaux contiennent un certain nombre d'abréviations, qui sont expliquées ci-après. En outre, le Groupe spécial a utilisé des titres abrégés pour désigner les produits visés par les procédures d'approbation pertinentes. Ces titres abrégés sont expliqués dans une liste qui figure au début des rapports du Groupe spécial.

Termes utiles	
ACRE	Comité consultatif sur les rejets dans l'environnement
AESE	Autorité européenne de sécurité des aliments
CI	Consultation interservices
CNB	Comité national de biosécurité
CO	Conseil
COGEM	Commission sur les modifications génétiques
COM	Communauté
CSAH	Comité scientifique de l'alimentation humaine
CSP	Comité scientifique des plantes
DK	Danemark
EM	États membres
RIKILT	Institut pour la sécurité des aliments
SNIF	Formulaire de synthèse de la notification
vCVNV	Commission provisoire de sécurité des aliments (Organisme néerlandais d'évaluation des aliments pour les nouveaux aliments)

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
	Niveau de l'État membre principal	*Distribution aux autres États membres*	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*
EC-62 **Colza Falcon**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 01/04/1996 Le demandeur présente une demande. • 14/05/1996-24/07/1996 Échange de renseignements entre le demandeur et l'autorité compétente principale. • 25/10/1996 Déclaration de l'autorité compétente principale.	• 25/10/1996 Présentation d'une demande complète à la COM. • 09/12/1996 Demande distribuée à tous les EM. • 01/1997-10/1997 Demandes de renseignements complémentaires présentées par l'autorité compétente principale et réponses données par le demandeur. Observations/objections des EM.	• 20/02/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 14/07/1998 Avis du CSP: favorable.	• 04/09/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision de la COM à soumettre au COM REG.	• 29/06/1999 La COM demande par écrit la tenue d'un vote au COM REG. • 7/1999-9/1999 Renseignements additionnels présentés par le demandeur. • 29/10/1999 Réunion du COM REG: vote reporté. • 10/11/1999 Le demandeur présente une mise à jour de la demande, y compris des renseignements additionnels et des engagements. • 09/03/2000 Réunion du COM REG: aucun vote en raison de la présentation de nouvelles demandes de renseignements. • 14/03/2000 Fax de l'autorité compétente italienne pour demander des renseignements complémentaires au demandeur. • 20/04/2000 Lettre de l'autorité compétente allemande au demandeur sur la modification de la portée de la demande. • 11/2000 Réponses données par le demandeur.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
	Niveau de l'État membre principal	*Distribution aux autres États membres*	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 16/01/2003 Déclaration relative au caractère complet faite par le demandeur. Le demandeur met à jour le SNIF. • 14/10/2003 Demande de précisions et nouvelle mise à jour du SNIF.				• 29/05/2001 Le demandeur présente une lettre dans laquelle il affirme que la demande est déjà conforme à la Directive 2001/18. • 25/07/2001 L'autorité compétente principale demande des précisions au demandeur sur des documents additionnels. • 21/11/2001 Le demandeur présente des documents pour appuyer le "groupe de travail sur les cultures tolérantes à des herbicides". • 02/04/2002 L'autorité compétente principale demande de nouvelles modifications et des renseignements supplémentaires, après la présentation de renseignements complémentaires par le demandeur. • 08/05/2002 Réponse du demandeur à la demande de renseignements supplémentaires du 2/04/2002. • 23/12/2002 L'autorité compétente principale demande des précisions au demandeur sur les documents présentés.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
	Niveau de l'État membre principal	*Distribution aux États membres*	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*
EC-63 **Colza MS8/RF3**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 30/09/1996 Le demandeur présente une demande à la Belgique. • 10 et 17/12/1996 Réunions du Conseil de biosécurité de la Belgique. (Avis favorable des Comités scientifiques sur les plantes transgéniques et sur les nouvelles denrées alimentaires et les nouveaux aliments pour animaux.)	• 07/01/1997 Présentation par l'autorité compétente principale de la demande complète à la COM. • 29/01/1997 La demande est distribuée à tous les EM. • 02/1997-12/1997 Déclarations, observations et objections des EM. Le demandeur présente des renseignements complémentaires.	• 27/01/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 19/05/1998 Avis du CSP: favorable.	• 04/09/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision de la COM à soumettre au COM REG.	• 30/06/1999 La COM demande par écrit la tenue d'un vote au COM REG. • 22/10/1999 La COM invite le demandeur à présenter des renseignements complémentaires à la suite de l'approche intérimaire au COM REG. • 10/11/1999 Le demandeur présente une mise à jour conforme à la législation communautaire révisée. • 29/10/1999 Réunion du COM REG: présentation d'une mise à jour par le demandeur; aucun vote. • 14/03/2000 Fax de l'autorité compétente italienne dans lequel sont soulevées des questions à la suite de la réunion du COM REG. • 13/11/2000 Le demandeur donne des réponses aux questions soulevées par l'Italie le 14/03/2000. • 20/12/2000 La COM distribue les réponses du demandeur à toutes les autorités compétentes. • 05/06/2001 Le demandeur donne des précisions à l'autorité compétente principale sur la portée de la demande et présente des mises à jour pour rendre le dossier conforme à la Directive 2001/18/CE.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
	Niveau de l'État membre principal	*Distribution aux États membres*	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 14/01/2003 Le demandeur présente une demande mise à jour.				• 19/06/2001 Réunion des autorités compétentes. • 12/07/2001 Lettre de l'autorité compétente principale au demandeur pour accuser réception de nouveaux renseignements et demander l'envoi de matériels de référence. • 11/09/2001 Le demandeur présente des matériels de référence et des renseignements sur la méthode de détection, en réponse à des demandes antérieures de l'autorité compétente principale le 12/07/2001. • 13/11/2001 Réunion du Conseil de biosécurité de la Belgique. • 07/02/2002 Réunion du Conseil de biosécurité de la Belgique (Comité scientifique des "plantes transgéniques"). • 28/03/2002 L'autorité compétente principale fait savoir que le Conseil de biosécurité de la Belgique a demandé des données additionnelles. • 24/09/2001-07/05/2002 Le demandeur donne des réponses aux questions en suspens de l'autorité compétente.

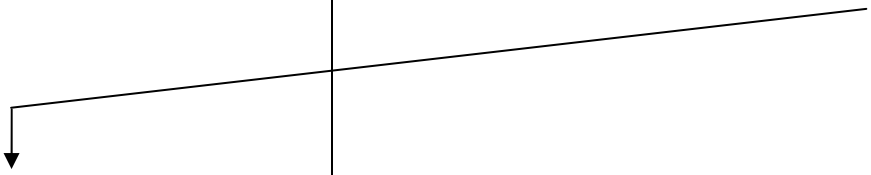
Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***
EC-64 **Betterave fourragère RR**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 21/02/1997 Demande reçue par l'autorité compétente principale. • 24/03/1997-30/09/1997 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des données additionnelles à l'autorité compétente principale.	• 07/10/1997 L'autorité compétente principale transmet à la COM la demande, ainsi qu'un avis favorable (partie non confidentielle). • 09/10/1997 et 15/10/1997 Partie non confidentielle et confidentielle reçue par la COM. • 16/10/1997 Partie non confidentielle et confidentielle envoyée aux EM. • 02/12/1997 Réunion technique avec les autorités compétentes au cours de laquelle des observations et des demandes de données additionnelles sont formulées. • 10/12/1997 Le demandeur présente des renseignements additionnels au sujet des observations formulées à la réunion des autorités compétentes.	• 13/03/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 23/06/1998 Avis du CSP: favorable.	• 04/09/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision à soumettre au COM REG. • 24/09/1998-19/10/1999 Précisions, renseignements complémentaires et engagements fournis par le demandeur. - Le 04/08/1999, le demandeur rencontre l'autorité compétente néerlandaise.	• 29/10/1999 Réunion du COM REG: présentation par la firme de la mise à jour; aucun vote n'est tenu à cause de renseignements complémentaires manquants. • 09/03/2000 Réunion du COM REG: aucun vote. • 14/03/2000 Fax de l'autorité compétente italienne soulevant des questions à la suite de l'avis du CSP. • 12/07/2000 Données additionnelles sur la caractérisation moléculaire (à la demande du Royaume-Uni) concernant les questions soulevées par l'Italie. • 04/01/2001 Précisions données par le demandeur en ce qui concerne les engagements.
	<u>Directive 2001/18</u> • 16/01/2003 Demande mise à jour présentée par le demandeur.	• 12/12/1997 L'autorité compétente néerlandaise demande des renseignements complémentaires.			

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*	
EC-65 **Coton Bt-531**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 02/12/1996 Le demandeur présente une demande. • 30/04/1997 Le demandeur exprime son intention de présenter le dossier également au titre du Règlement sur les nouveaux aliments.	• 17/11/1997 L'autorité compétente principale présente une demande complète à la COM. • 15/12/1997 La demande complète est distribuée à toutes les autorités compétentes. • 20/01/1998-25/02/1998 Observations et objections des EM. Le demandeur donne des réponses aux questions soulevées.	• 06/04/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 14/07/1998 Avis du CSP: favorable.	• 04/09/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision à soumettre au COM REG.	• 26/11/1998 La COM demande par écrit la tenue d'un vote au COM REG. • 22/02/1999 Vote au COM REG: absence de majorité qualifiée. Résultats de la procédure écrite, incluant des déclarations écrites de la Suède, de l'Autriche et du Royaume-Uni.	• 07/05/1999 La COM lance une CI sur le projet de mesure à soumettre au Conseil. • 25/07/2001 Le demandeur présente une caractérisation moléculaire mise à jour et une évaluation de la sécurité sanitaire (analyse des régions flanquantes). • 18/02/2002 Le demandeur présente des traductions des documents envoyés en juillet 2001.
	<u>Directive 2001/18</u> • 16/01/2003 Le demandeur présente une demande mise à jour. • 01/08/2003 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires.					

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***	***Commission***
EC-66 **Coton RR-1445**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 30/06/1997 Le demandeur présente une demande. **<u>Directive 2001/18</u>** • 16/01/2003 Une demande mise à jour est présentée par le demandeur.	• 19/11/1997 L'autorité compétente principale présente une demande complète à la COM. • 15/12/1997 Distribution de la demande complète à toutes les autorités compétentes. • 20/01/1998-17/02/1998 Observations, objections et questions des EM. Le demandeur présente des renseignements additionnels.	• 01/04/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 30/06/1998 Demande de renseignements additionnels présentée par le CSP. • 14/07/1998 Avis du CSP: favorable.	• 04/09/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision.	• 26/11/1998 La COM demande par écrit la tenue d'un vote au COM REG. • 30/11/1998 Le Danemark demande la prorogation du délai fixé pour le vote afin de réviser des renseignements additionnels présentés par le demandeur. • 04/12/1998 La COM avise les autorités compétentes de la prorotation du délai fixé pour le vote. • 10/12/1998 La Belgique demande le report du vote. • 21/12/1998 Le Royaume-Uni demande que le vote soit reporté, afin de rencontrer le demandeur et de discuter plus avant de renseignements récemment présentés.	• 07/05/1999 La COM lance une CI sur le projet de décision du Conseil.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*	*Commission*
					• 23/12/1998 La COM avise les autorités compétentes de la prorogation du délai fixé pour le vote. • 13/01/1999 Avis de la Commission du génie biomoléculaire. • 26/01/1999 La COM annonce une nouvelle prorogation du délai fixé pour le vote, à la demande de l'autorité compétente principale. • 22/02/1999 Vote au COM REG: absence de majorité qualifiée. (Résultats de la procédure écrite, incluant des déclarations de la Suède, de l'Autriche et du Royaume-Uni.)	

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
EC-67 **Pomme de terre transgénique**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 05/08/1996 L'autorité compétente principale accuse réception de la demande présentée par le demandeur ("incomplète"). • 27/09/1996 Demande visant à faire en sorte que la demande soit complétée. • 31/01/1997-21/11/1997 Nouvelles demandes de l'autorité compétente principale. Renseignements présentés par le demandeur. • 07/05/1998 Demande finale complète et approbation par la Direction suédoise de l'agriculture.	• 08/05/1998 L'autorité compétente principale envoie le dossier et la déclaration à la COM. • 11/06/1998 Distribution de la demande, de la déclaration et de l'avis favorable de l'autorité compétente principale à toutes les autorités compétentes. • 14/07/1998 Avis du RIKILT (Institut pour la sécurité sanitaire des aliments): le demandeur doit présenter des renseignements complémentaires. • 15/07/1998-09/09/1998 Observations et objections des EM. Renseignements et précisions présentés par le demandeur.	• 30/09/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 09/11/1998 Réunion du CSP. • 04/01/1999 Amylogene présente la demande complète et des données additionnelles au groupe de travail du CSP. • 04/02/1999-19/04/2002 Neuf demandes de précisions présentées par le CSP. Réponses données par le demandeur. - Projet d'avis le 12/07/1999 - Réunion du CSP le 28/01/2000 • 18/07/2002 Avis du CSP (favorable).
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 16/01/2003 Le demandeur présente une demande mise à jour.	• 14/04/2004 L'autorité compétente principale transmet le dossier et le rapport d'évaluation à la COM. • 04/05/2004 Distribution de la demande et de la déclaration de l'autorité compétente principale à toutes les autorités compétentes.	

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
EC-68 **Colza Liberator**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 13/01/1998 Le demandeur présente une demande. • 09/02/1998-15/06/1998 Demandes visant à obtenir que la demande soit complétée et que des éclaircissements soient apportés au dossier. Le demandeur présente de nouvelles modifications et corrections. • 17/06/1998 Caractère complet du dossier confirmé.  **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 16/01/2003 Présentation d'une mise à jour par le demandeur.	• 26/10/1998 Demande complète et déclaration de l'autorité compétente principale présentées à la COM. • 14/01/1999 Demande complète (partie confidentielle) distribuée à toutes les autorités compétentes. • 15/01/1999-28/04/1999 Observations, objections et demandes de renseignements complémentaires des EM. Le demandeur présente des réponses aux questions.	• 18/08/1999 La COM demande l'avis du CSP. • 27/08/1999-06/11/2000 Le demandeur transmet le dossier au CSP et présente des réponses et des renseignements complémentaires. • 30/11/2000 Avis du CSP. • 05/11/2002 Demande de mise à jour.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
EC-69 **Maïs Bt-11 (EC-69)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 28/05/1996 Le demandeur présente une demande. • 17/06/1996 L'autorité compétente principale reçoit la demande. • 06/1996-01/1999 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 15/01/2003 Le demandeur met à jour la demande.	• 04/04/1999 L'autorité compétente principale présente une demande à la COM, ainsi qu'un avis favorable. • 07/05/1999 Demande envoyée à toutes les autorités compétentes. • 06/1999-10/2000 Demandes de renseignements complémentaires et objections des autorités compétentes. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 16/06/2003 Le demandeur présente une demande mise à jour (y compris le nouveau SNIF, une évaluation des risques pour l'environnement et des renseignements supplémentaires) à la COM, de même que la déclaration de l'autorité compétente principale et son avis d'évaluation favorable.	• 30/11/2000 Avis du CSP: favorable. • 03/05/2002 Le demandeur met à jour la demande en y incluant de nouvelles données sur les séquences.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
EC-70 **Colza RR (EC-70)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 07/07/1998 Le demandeur présente une demande. • 05/08/1998-18/11/1999 Demandes de renseignements complémentaires et réponses données par le demandeur. • 29/02/2000 Avis des comités scientifiques sur la demande. • 22/03/2000 Mise à jour de l'état d'avancement et du caractère complet du dossier. • 03/2000-03/2001 Renseignements complémentaires et précisions donnés par le demandeur. (Nous signalons deux dates: - le 28/04/2000, le demandeur présente des renseignements complémentaires; - le 17/05/2000, le demandeur donne des précisions.) • 12/03/2001 Demande relative à la méthode de détection. • 10/05/2001 Demande de justification de la confidentialité de la méthode de détection.	• 16/01/2003 La COM reçoit le nouveau SNIF. • 24/01/2003 La COM distribue le dossier aux autres autorités compétentes. • 24, 25/03/2003 Objections soulevées par des EM. • 28/04/2003 Réunion avec la COM, le demandeur et toutes les autorités compétentes afin de régler les questions en suspens. • 05/08/2003-29/09/2003 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. Évaluation des renseignements complémentaires.	• 23/10/2003 La COM demande un avis scientifique au Groupe scientifique de l'AESE sur les OGM. • 11/02/2004 Avis du Groupe scientifique sur les questions relatives aux OGM: favorable.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
	• 20/09/2001 Le demandeur communique à l'autorité compétente principale la méthode de détection après un échange de renseignements sur la question de la confidentialité. • 13/11/2001-29/11/2002 Échange de renseignements entre l'autorité compétente principale et le demandeur au sujet de la confidentialité des séquences des amorces de la méthode de détection. - Le 17/01/2002, l'autorité compétente principale reconnaît le caractère confidentiel des séquences des amorces et demande des matériels de référence. **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 13/12/2002 Le demandeur présente une demande complète mise à jour.		

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-71 **Soja LL (EC-71)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 28/09/1998 Le demandeur présente une demande. • 30/10/1998-05/09/2001 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires et le demandeur donne des réponses, y compris: - 31/03/1999: Lettre du Conseil de biosécurité visant à obtenir des renseignements complémentaires. - 01/12/2000: Le demandeur précise que la demande est maintenue en Belgique et fournit des renseignements sur la date à laquelle les données demandées seront envoyées. - 05/12/2000: L'autorité compétente principale confirme la continuation du processus d'évaluation et demande des renseignements complémentaires. • 05/09/2001 L'autorité compétente principale demande des précisions sur le statut des deux demandes en Belgique et au Portugal, et explique que le maintien de la demande au Portugal entraînera la suspension du processus d'évaluation en Belgique. • 08/10/2001 Le demandeur affirme le maintien de deux demandes concurrentes. **<u>Directive 2001/18</u>** • 15/01/2003 Mise à jour de la demande. • 27/01/2003 Retrait de la demande (Portugal). • 17/03/2003 Réponse préliminaire informelle du demandeur dans laquelle figurent quelques-uns des renseignements demandés. • 29/06/2004 Retrait de la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-72 **Colza LL**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 28/01/1999 Le demandeur présente une demande à l'autorité compétente du Royaume-Uni. • 15/02/1999 et 24/03/1999 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. • 30/06/1999 L'autorité compétente principale accuse réception (le délai recommence à courir). • 20/07/1999 Demande de renseignements additionnels. • 11/11/1999 Procès-verbal de la 62ème réunion de l'ACRE. • 02/12/1999 Le Comité scientifique du Royaume-Uni informe le demandeur que le dossier doit faire l'objet d'une révision en profondeur et que des éclaircissements doivent y être apportés. • 16/01/2003 Le demandeur met à jour la demande. • 27/01/2003 L'autorité compétente principale demande l'achèvement de la notification mise à jour. • 26/03/2004 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 13/01/2003 Le demandeur présente un plan de surveillance générale conformément à l'Annexe VII de la Directive 2001/18/CE. • 16/01/2003 Le demandeur présente un nouveau SNIF à l'autorité compétente principale du Royaume-Uni. • 13/06/2003 Le demandeur donne des précisions sur la notification. • 26/03/2004 Le demandeur retire la demande C/GB/99/M5/2. • 30/03/2004 Le SNIF est de nouveau présenté à la COM sous la cote C/GB/04/M5/4.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-73 **Coton BXN**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 03/05/1999 Le demandeur présente une demande. • 01/07/1999 6ème réunion du Comité national de biosécurité ("CNB") de l'autorité compétente principale: plusieurs questions sont soulevées et des modifications sont proposées. • 17/09/1999 Le demandeur envoie un fax dans lequel il aborde certaines des questions soulevées. • 25/01/2000 9ème réunion du CNB espagnol (nouvel examen de la demande). • 02/02/2000 L'autorité compétente principale avise le demandeur des doutes qu'elle a encore. ↓

Produit	*Niveau de l'État membre*
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 16/01/2003 Le demandeur met à jour la demande suivant l'article 35 de la Directive 2001/18. • 19/03/2003 Le demandeur envoie un résumé du SNIF. • 18/07/2003 Le SNIF est distribué à la COM. • 26/09/2003 Analyse de la notification par le CNB espagnol – 36ème réunion. • 02/10/2003 L'autorité compétente principale envoie un fax au demandeur pour lui demander un complément d'information sur la proposition d'étiquetage, la caractérisation moléculaire et le plan de surveillance générale. • 07/10/2003 L'autorité compétente principale envoie un fax au demandeur pour lui demander des renseignements complémentaires sur l'équivalence substantielle.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*
EC-74 **Maïs Bt-1507 (EC-74)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 23/11/2000 Le demandeur présente une demande. • 12/2000-11/2002 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. - Le 16/10/2001, le demandeur présente une première série de réponses, en précisant que d'autres réponses seront données en décembre 2001. - Le 21/11/2001, le demandeur présente des renseignements complémentaires et des réponses aux questions. ↓ **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 21/11/2002 Le demandeur met à jour la demande. • 02/2003-03/2003 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. - Le 10/02/2003, l'autorité compétente principale demande de nouveaux renseignements sur les données concernant la composition, le plan de surveillance et la confidentialité de la méthode de détection. - Le 24/03/2003, le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 28/05/2003 Le demandeur donne des précisions sur la confidentialité.	• 15/08/2003 Une demande complète et un rapport d'évaluation sont envoyés à la COM. • 26/08/2003 La demande et le rapport d'évaluation sont distribués à tous les EM. • 08/2003-02/2004 Observations et objections des EM. Le demandeur donne des réponses.	• 26/02/2004 La COM demande l'avis de l'AESE. • 12/03/2004 Lettres de la COM à l'AESE pour apporter des éclaircissements sur certaines objections des EM.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire* *Distribution aux États membres*
EC-75 **Maïs Bt-1507 (EC-75)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 06/07/2001 Le demandeur présente une demande. • 09/2001-12/2002 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. ↓ **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 13/02/2003 L'autorité compétente principale présente un SNIF mis à jour à la COM. • 02/2003-04/2003 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 28/05/2003 Le demandeur présente une demande mise à jour.	• 08/2003 - L'autorité compétente principale présente une demande complète et un rapport d'évaluation à la COM. - La demande et le rapport d'évaluation sont distribués à tous les EM. • 10/2003-03/2004 Observations, objections et demandes de renseignements complémentaires des EM. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 05/2004-06/2004 Observations/objections des EM.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***	***Conseil***
EC-76 **Maïs NK603**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 04/08/2000 Le demandeur présente une demande. • 20/12/2000 Le demandeur donne des précisions sur la portée de la demande et fournit une traduction espagnole. • 02/01/2001 L'autorité compétente principale accuse réception.	• 14/01/2003 L'autorité compétente principale présente une demande complète et un rapport d'évaluation à la COM. • 24/01/2003 La demande et le rapport d'évaluation sont distribués à tous les EM. • 24/02/2003-28/08/2003 Observations et objections des EM. Réponses et renseignements complémentaires donnés par le demandeur.	• 04/09/2003 La COM demande l'avis de l'AESE. • 25/11/2003 Avis de l'AESE adopté: favorable.	• 08/12/2003 La COM lance une CI sur le projet de décision de la COM.	• 18/02/2004 Absence de majorité qualifiée au COM REG.	• 26/03/2004 Transmission de la proposition au Conseil.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*	*Processus du Comité de réglementation*	*Conseil*
	• 15/02/2001-19/06/2002 Le Comité national de biosécurité demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. - 27/02/2001: À la 18ème réunion du Comité national de biosécurité ("CNB"), des renseignements complémentaires sont demandés sur la caractérisation moléculaire, l'analyse nutritionnelle, l'impact environnemental, etc. - Le 05/09/2001, le demandeur présente des renseignements additionnels. - Le 10/10/2001, l'autorité compétente principale transmet au CNB une demande visant à obtenir un complément d'information. - Le 21/05/2002, l'autorité compétente principale fait part des doutes que le CNB continue d'avoir sur certains renseignements communiqués. • 29/08/2002 Le demandeur met à jour la demande conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18/CE. **Directive 2001/18/CE** • 20/11/2002 Le demandeur présente un SNIF mis à jour.					

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
		Distribution aux États membres	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***	***Commission***
EC-77 **Chicorée transgénique à coeur vert** **(Notification C/NL/94/25)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 15/12/1994 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale. • 23/01/1995 Avis de la Commission sur les modifications génétiques (COGEM): renseignements insuffisants. • 31/03/1995 Déclaration de l'autorité compétente néerlandaise jointe au sommaire de l'évaluation: favorable.	• 31/03/1995 L'autorité compétente principale transmet une demande complète à la COM. • 20/04/1995 La demande complète est transmise à toutes les autorités compétentes. • 30/05/1995-27/07/1995 Observations et objections des EM. Réponses aux questions et précisions données par l'autorité compétente principale.	• 25/01/1996 La COM lance une CI sur le projet de décision de la COM.	• 08/03/1996 Consultation du COM REG par écrit. • 24/04/1996 Consultation du COM REG: avis favorable.	• 03/05/1996 Demande écrite d'approbation présentée par les membres de la COM. • 10/05/1996 Suspension de la procédure écrite. • 14/05/1996 Reprise de la procédure écrite sous réserve de prescriptions spécifiques en matière d'étiquetage. • 20/05/1996 Décision 96/424/CE sur la mise sur le marché du produit. • 05/08/1996 Consentement écrit donné au demandeur par l'autorité compétente néerlandaise. • 01/03/2003 Lettre de retrait. • 24/04/2003 Lettre confirmant le retrait adressée au demandeur.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***
EC-77 **Chicorée rouge transgénique** **(Notification C/NL/94/25/A)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 10/09/1996 Le demandeur présente à l'autorité compétente principale la partie de la demande qui porte sur les aspects liés à la sécurité des aliments.	• 13/09/1996 L'autorité compétente principale transmet la demande à la COM. • 11/07/1996-08/05/1998 Demandes de renseignements complémentaires, observations et objections des EM. Le demandeur présente des réponses et des renseignements complémentaires.	• 02/06/1998 La COM demande l'avis du CSP. • 07-09/1998 Questions soulevées par le CSP et réponses données par le demandeur. • 19/10/1998 Le CSP demande des renseignements complémentaires. • 01/12/1998 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 18/12/1998 Avis du CSP: favorable. • 10/09/1999 Questions du CSP soulevées dans le contexte de l'évaluation selon le Règlement n° 258/97. • 16/11/1999 Observations du CSP sur le projet d'avis du CSAH.	• 30/03/1999 Proposition visant à modifier la Décision n° 96/424/CE de la COM. Demande d'ouverture d'une CI. (Le même produit GM a déjà été autorisé pour des activités de sélection au niveau communautaire.) • 10/05/1999 Début de la CI. • 26/05/1999 Fin de la CI.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*
			• 10/07/2000-18/06/2001 Le CSAH demande au demandeur de présenter des renseignements additionnels et d'apporter des éclaircissements. - Le 10/07/2000l, le CSAH demande des renseignements additionnels sur l'équivalence substantielle. - Le 14/11/2000, le demandeur donne d'autres précisions. - Le 11/06/2001, le demandeur demande d'autres précisions sur les gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques. - Le 18/06/2001, le CSAH demande des renseignements complémentaires (déjà demandés le 10/07/2000). • 24/07/2001 La COM donne des précisions au demandeur sur la suppression progressive des gènes marqueurs de résistance aux antibiotiques.	

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***
EC-78 **Maïs GA21 (EC-78)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 29/05/1998 Réception de la demande. • 16/06/1998-13/07/1998 Deux réunions du Comité scientifique espagnol (33ème et 35ème). Réponses données par le demandeur aux questions posées. • 31/07/1998 Demande de nouvelles données.	• 11/05/1999 L'autorité compétente principale espagnole transmet la demande à la COM. • 06 et 07/1999 Demande envoyée aux EM. Distribution des observations/objections des EM. • 28/07/1999 Engagements volontaires du demandeur. • 29/07/1999 Réunion technique sur les produits en attente. Le demandeur présente des renseignements généraux. • 08/1999 Observations des EM. Le demandeur donne des réponses.	• 29/10/1999 La COM envoie le dossier au CSP pour avis. • 22/02/2000 Le CSP demande des précisions. • 15/03/2000 Le demandeur donne des réponses aux demandes de précisions. • 06 et 07/2000 Nouvelles demandes de renseignements complémentaires et réponses données par le demandeur. • 22/09/2000 Avis du CSP: favorable.	• 19/01/2001 Le demandeur présente une lettre sur la modification de la portée (importation et transformation seulement, plantation maintenant exclue). • 21/09/2001 Engagements pris par le demandeur conformément aux prescriptions de la Directive 2001/18/CE. • 18/03/2002 Le demandeur présente des mises à jour et des engagements à la COM.
	<u>Directive 2001/18/CE</u> • 15/01/2003 Le demandeur présente à l'autorité compétente principale un nouveau SNIF et une évaluation des risques mise à jour.	• 29/09/1999 11ème réunion sur les aspects techniques des dossiers relatifs à des demandes de produit en souffrance en vertu de la partie C de la Directive 90/220/CEE. • 21/10/1999 Réponses aux objections des EM. • 15/09/2003 Le demandeur retire la demande.		

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-85 **Maïs GA21 (EC-85)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 12/12/1997 Le demandeur présente une demande. • 23/12/1997 L'autorité compétente du Royaume-Uni demande un complément d'information. • 01 et 02/1998 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 27/02/1998 Dossier modifié demandé. • 30/03/1998 Le demandeur présente un dossier modifié. • 04-12/1998 Demande de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 16/02/1999 L'autorité compétente du Royaume-Uni demande un dossier modifié. • 03/03/1999 Le demandeur présente de nouveaux renseignements. • 16/09/1999 Réunion de l'ACRE.	• 15/10/1999 L'autorité compétente principale envoie une demande complète à la COM. • 01/12/1999 La COM distribue la demande à toutes les autorités compétentes. • 12/1999-02/2000 Observations et objections des EM. Le demandeur fournit des réponses et des précisions. • 27/06/2001 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-79 **Colza RR (EC-79)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 21/05/1995 Le demandeur transmet la demande à l'autorité compétente principale. • 05/1995-10/1996 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. - Le 06/02/1996, la Commission du génie biomoléculaire demande au demandeur de présenter des études sur les rats (28 jours). • 02/12/1996 Le demandeur présente une mise à jour du dossier initial.	• 02/12/1996 L'autorité compétente principale transmet la demande à la COM. • 30/06/1997 Le demandeur présente une proposition d'étiquetage et les renseignements appropriés. • 15/01/2003 Retrait officiel.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-80 **Maïs Bt-11 (EC-80)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 29/05/1998 Le demandeur présente une demande. • 16/06/1998 Réunion du Comité scientifique espagnol. • 31/07/1998 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires au demandeur. • 03/09/1998 Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 09/1998 et 01/1999 Réunions du Comité scientifique espagnol. • 26/04/1999 L'autorité compétente principale transmet un rapport d'évaluation des risques positif à la COM.	• 30/04/1999 L'autorité compétente principale transmet la demande à la COM. • 20/05/1999 Le demandeur notifie le retrait de la demande de l'Espagne. • 27/05/1999 La COM distribue la demande complète à toutes les autorités compétentes. • 28/05/1999 Retrait officiel distribué à toutes les autorités compétentes. Clôture de l'examen de la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-81 **Soja LL (EC-81)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 24/09/1999 Le demandeur présente une demande. • 07/12/1999 Avis du Ministère portugais de l'agriculture: défavorable. Demande de renseignements complémentaires à présenter par le demandeur. • 07/01/2000 Complément d'information demandé par le Ministère portugais de la santé. • 17/01/2000 Demande de renseignements complémentaires. • 11/05/2000 Nouvelle demande de renseignements. • 28/09/2001 Le demandeur donne des réponses. • 18/10/2001 Accusé de réception des renseignements complémentaires et transmission des renseignements complémentaires au Ministère portugais de la santé. **<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 20/11/2001 L'autorité compétente portugaise demande au demandeur de rendre la demande conforme aux nouvelles prescriptions de la Directive 2001/18/CE. • 28/01/2002 Le Ministère portugais de la santé demande au demandeur de donner d'autres précisions. • 27/01/2003 Le demandeur présente une lettre de retrait.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-82 **Maïs MON810 x GA21**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 04/08/1999 Le demandeur présente une demande à l'autorité compétente principale. • 31/08/1999 Le demandeur présente un nouveau SNIF et des documents traduits. • 11/11/1999 7ème session de la Commission nationale de biosécurité de l'Espagne. • 30/11/1999 L'autorité compétente principale demande de nouveaux renseignements. • 08/2001 Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 17/01/2002 Le demandeur présente des documents traduits. • 04/04/2002 Réunion de la Commission nationale de biosécurité de l'Espagne. • 17/01/2003 Le demandeur présente des mises à jour à l'autorité compétente principale. (L'autorité compétente principale n'a pas reçu les mises à jour.) • 15/09/2003 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***	***Commission***
EC-83 **Maïs MON809**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 18/12/1995 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale concernant les deux produits (MON801 et MON809) • 06/02/1996 Le Comité scientifique national (CGB) donne un avis et demande des renseignements complémentaires ainsi que des demandes distinctes pour les deux produits. • 06/03/1996 Nouvelle demande concernant le MON809 et nouvelles données présentées. • 04/04/1996 Avis du Comité scientifique national (CGB).	• 06/08/1996 L'autorité compétente principale transmet la demande à la COM. • 29/08/1996 La COM transmet la demande complète à toutes les autorités compétentes. • 25/09/1996-14/07/1997 Observations, demandes de précisions et objections des EM.	• 27/01/1998 La COM présente la demande au CSP pour avis. • 11/03/1998 Réunion du groupe de travail des OGM du CSP. • 03-04/1998 Le demandeur fournit des réponses aux questions du CSP. • 19/05/1998 Avis du CSP: favorable	• 12/06/1998 La COM lance une CI sur le projet de décision de la COM à soumettre au COM REG. • 09/07/1998 Fin de la CI.	• 04/09/1998 La COM lance la consultation au COM REG. • 23/10/1998 Fin de la consultation au COM REG sans avis.	• 22/04/1999 La COM demande par écrit la tenue d'un vote au COM REG. • 29/04/1999 Suspension de la procédure écrite en raison du programme de gestion de la résistance au Bt. • 08/06/1999 Questions additionnelles envoyées au CSP: consultation effectuée dans le contexte des mesures de sauvegarde invoquées par l'Autriche au sujet du maïs MON810 (parce que des résultats de laboratoire avaient révélé que les papillons traités avec du pollen provenant du maïs Bt étaient affectés). • 24/09/1999 Avis du CSP: favorable • 04/10/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*				
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***	***Processus du Comité de réglementation***	***Commission***
EC-84 **Tomate transgénique**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 15/11/1996 L'autorité compétente principale reçoit le dossier du demandeur. • 12/1996, 01 et 02/1997 Trois réunions de la Commission espagnole de biosécurité. • 19/02/1997 L'autorité compétente principale demande des renseignements additionnels. • 02, 03 et 04/1997 Échange de renseignements entre le Ministère espagnol de la santé, le Ministère espagnol de l'environnement et l'autorité compétente principale. • 24/04/1997 Réunion de la Commission espagnole de biosécurité. • 23/10/1997 Fax envoyé par le demandeur au Ministère espagnol de la santé: document sur les tomates génétiquement modifiées à évaluer au titre du Règlement sur les nouveaux aliments.	• 17/11/1997 L'autorité compétente principale transmet le dossier à la COM avec un avis favorable. • 15/12/1997 L'autorité compétente principale distribue le dossier complet à tous les EM. • 01/1998 Demandes de renseignements complémentaires des EM. • 27/01/1998 Réunion tenue par la COM sur les aspects techniques des dossiers relevant de la partie C. Demande de renseignements complémentaires. • 04/02/1998 Le demandeur présente des données additionnelles à l'autorité compétente. • 02 et 03/1998 Observations et quelques objections des EM. Le demandeur présente des renseignements additionnels.	• 23/06/1998 Avis du CSP: favorable.	• 05/10/1998 Résultats de la CI.	• 26/11/1998 La COM lance la consultation au COM REG par voie de procédure écrite. • 18/12/1998 Fin de la consultation au COM REG: aucun avis.	• 16/02/1999 La COM envoie une proposition pour décision du CO au cabinet Bjereggard pour approbation. • 09/03/1999 La COM envoie une proposition pour décision du CO au service du contentieux pour approbation. • 20/08/1999 La COM engage une procédure écrite sur le projet de décision du CO. • 23/09/1999 Avis du CSAH: favorable. • 24/11/1999 Consultation d'autres DG sur le projet de décision de la Commission dans le cadre du Comité permanent des produits alimentaires. • 04/02/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*
EC-86 **Maïs T25 x MON810**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 26/06/1998 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale. • 10/08/1998 Avis de la COGEM: - Aucun risque pour la santé humaine ou l'environnement. - Nécessité d'effectuer d'autres tests. • 08 et 09/1998 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 01/12/1998 Le RIKILT (organisme consultatif sur les aspects liés à l'alimentation animale) affirme qu'il n'y a pas de raison de conclure que l'OGM est dangereux. • 21/01/1999 L'autorité compétente principale envoie un résumé du projet d'évaluation au demandeur. • 22/04/1999 Réponse du demandeur au résumé du projet d'évaluation.	• 26/04/1999 L'autorité compétente néerlandaise envoie un résumé de l'évaluation et la demande à la COM. • 17/05/1999 La COM distribue la demande complète à toutes les autorités compétentes. • 06 et 07/1999 Demandes de renseignements complémentaires, observations et objections des EM. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 01/09/1999 Le demandeur propose des solutions de rechange en ce qui concerne le champ d'application du dossier.	• 21/09/1999 La COM demande l'avis du CSP. • 26/10/1999 Observations du CSP et projet d'avis. • 17/11/1999 Le CSP demande un complément d'information au demandeur. • 01 et 02/2000 Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 06/06/2000 Avis du CSP: favorable.	• 18/12/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-87 **Soja à haute teneur en acide oléique**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 19/06/1998 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale. • 07/1998-09/1998 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 28/09/1998 Avis de la COGEM: - Les renseignements présentés sont suffisants. - Aucun risque pour la santé humaine ou l'environnement. • 12/10/1998 Addendum à l'avis de la COGEM: - L'altération de la composition en acides gras n'entraînera pas de risques pour la sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux. - La sécurité des denrées alimentaires et des aliments pour animaux due à la modification de la composition en protéines ne peut pas être garantie à partir des renseignements communiqués. - D'après les renseignements, aucun effet toxicologique n'est prévu en cas de consommation fortuite. La COGEM affirme que cela confirme essentiellement son évaluation antérieure. • 07/12/1998 Le RIKILT demande des renseignements complémentaires. • 01/07/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 27/10/1999 Demande de renseignements additionnels adressée au demandeur, concernant des aspects liés à la sécurité de l'alimentation animale. • 12/12/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau de l'État membre (suite)*
EC-88 **Betterave fourragère RR**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 22/12/1998 Le demandeur envoie une demande à l'autorité compétente principale. • 23/02/1999 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. • 11/03/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 14/04/1999 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. • 14/04/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 26/04/1999 Réunion du Conseil consultatif de biosécurité. • 02/06/1999 Le Conseil consultatif de biosécurité soulève des questions restantes sur les pratiques agricoles, la caractérisation moléculaire, la toxicologie, l'allergénicité et l'équivalence denrées alimentaires/aliments pour animaux. • 07/06/1999 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. • 14/07/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires.	• 08/12/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 18/01/2000 Le demandeur présente des renseignements complémentaires sur le transfert génétique horizontal. • 02/02/2000 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires. • 02 et 03/2000 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 04/04/2000 Réunion avec le demandeur (concernant la non-altération, les bonnes pratiques agricoles, le contrôle postérieur à la commercialisation, la traçabilité, l'information du public, les méthodes de détection par ligne et les amorces). • 26/07/2000 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 16/11/2000 L'autorité compétente demande des renseignements complémentaires sur une nouvelle caractérisation d'une protéine et des protocoles de détection. • 04/01/2001 L'autorité compétente principale demande des renseignements complémentaires sur l'étiquetage et la traçabilité. • 13/06/2001 L'autorité compétente principale demande au demandeur d'adapter la demande en fonction des observations d'un expert.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau de l'État membre (suite)*
	• 01/10/1999 L'autorité compétente principale demande des renseignements additionnels (allergénicité, caractérisation moléculaire, transfert génétique dans l'appareil digestif).	**<u>Directive 2001/18/CE</u>** • 16/01/2003 Le demandeur met à jour la demande. • 25/02/2003 L'autorité compétente principale demande des renseignements additionnels. • 16/04/2004 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*
EC-91 **Maïs GA21 (produit alimentaire)**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 24/07/1998 Le demandeur présente une demande à l'autorité compétente néerlandaise. • 11/08/1998 La COM transmet la demande aux EM. • 15/09/1998 L'autorité compétente principale demande au demandeur de compléter le dossier. • 09/1998-02/1999 Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 24/02/1999 Le Comité consultatif sur la sécurité des nouveaux aliments et des nouveaux ingrédients alimentaires demande des renseignements complémentaires. • 25/03/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 18/06/1999 Le Comité consultatif sur la sécurité des nouveaux aliments et des nouveaux ingrédients alimentaires demande des données additionnelles. • 26/10/1999 Le demandeur présente les données demandées. • 21/12/1999 Évaluation initiale par le Gezondheidsraad.	• 21/01/2000 L'autorité compétente principale envoie l'évaluation initiale à la COM. • 18/02/2000 La COM distribue l'évaluation initiale aux EM. • 03-05/2000 Demandes de renseignements complémentaires, observations et objections des EM. Le demandeur présente des renseignements complémentaires.	• 18/05/2000 La COM demande l'avis du CSAH. • 18/07/2000 Le demandeur présente d'autres propositions d'étiquetage. • 08/2000 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 24/04/2001 Le CSAH demande des renseignements complémentaires au demandeur. • 17/05/2001 Le demandeur répond aux demandes de renseignements complémentaires. • 12-13/12/2001 Discussion sur le projet d'avis reportée à la réunion de février du CSP, faute de temps. • 27/02/2002 Avis du CSAH.	• 23/04/2002 Le demandeur modifie la portée de la demande. • 05/06/2002 Réunion avec le demandeur. Le demandeur convient de présenter des renseignements complémentaires. • 18/09/2002 Réunion avec le demandeur sur la méthode de validation.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*					
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Processus du Comité de réglementation***	***Commission***	***Conseil***	***Commission***
EC-92 **Maïs doux Bt-11 (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 11/02/1999 Le demandeur présente une demande. • 09/03/1999 La COM transmet le résumé de la demande aux EM. • 04/1999-05/2000 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 12/05/2000 L'autorité compétente principale transmet le rapport d'évaluation initiale à la COM.	• 15/06/2000 La COM transmet le rapport d'évaluation initiale aux EM pour observations/objections. • 06/2000-11/2000 Observations et objections des EM. Le demandeur présente des renseignements complémentaires et donne des réponses aux observations/objections.	• 13/12/2000 La COM demande l'avis du CSAH. • 13/12/2000 L'Italie demande des renseignements complémentaires. • 15/04/2001 Le CSAH demande des données supplémentaires. • 10/05/2001 L'Italie réitère les objections soulevées en juillet 2000. • 12/11/2001 Le CSAH rappelle au demandeur la demande de renseignements complémentaires. • 27/02/2002 Le demandeur présente des données. • 17/04/2002 Avis du CSAH: favorable.	• 08/11/2003 Projet de décision de la Commission sur le programme de travail du Comité permanent (aucun avis officiel donné par les EM). • 08/12/2003 Vote au COM REG (aucune majorité qualifiée n'est obtenue).	• 28/01/2004 Décision officielle de la COM de renvoyer l'affaire au Conseil.	• 26/04/2004 Vote au Conseil (aucune majorité qualifiée n'est obtenue).	• 19/05/2004 La COM adopte la décision.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*					
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Processus du Comité de réglementation*	*Commission*	*Conseil*	*Commission*
			• 04/2002-10/2003 Demandes de matériels additionnels sur la méthode de validation. Le demandeur présente des documents additionnels. - Le 05/06/2002, le demandeur accepte de présenter des renseignements sur les mesures de détection, la traçabilité, les matériels de référence et l'identification. - Le 22/01/2003, le demandeur présente des documents pour la validation des méthodes de détection. - Le 07/07/2003, le demandeur présente une nouvelle méthode.				

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-93 **Soja LL (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 30/11/1998 Le demandeur présente une demande.	• 02/02/1999 Demande envoyée à la COM. • 08/02/1999 L'autorité compétente belge envoie un courriel confirmant qu'elle évaluera le dossier. • 02/03/1999 Note de la COM aux représentations permanentes des EM – Résumé du dossier. • 28/04/1999 Lettre de l'Institut scientifique de la santé publique Louis Pasteur visant à obtenir des renseignements complémentaires. • 26/05/1999 La COM informe les EM que l'évaluation initiale ne sera pas terminée à temps. • 06/1999-07/2004 Demandes de renseignements complémentaires. - Le 07/06/1999, la Grèce demande des renseignements additionnels. - Le 21/07/1999, l'Italie envoie ses observations. - Le 01/12/2000, le demandeur envoie une lettre au Ministère (M. W. Moens (BE)) concernant des renseignements additionnels sur la demande et la notification. - Le 18/07/2001, le demandeur présente des renseignements additionnels sur la demande au Ministère fédéral des affaires sociales, de la santé publique et de l'environnement. • 06/07/2004 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-94 **Maïs** **MON810 x GA21** **(produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 29/02/2000 Le demandeur présente une demande. • 29/03/2000 Note de la Commission européenne aux représentations permanentes des États membres – Résumé du dossier.	• 29/02/2000 Copie de la demande envoyée à la COM. • 04-05/2000 Le Royaume-Uni, la Grèce et le Danemark demandent au demandeur de présenter un dossier complet. • 06/2000 Observations de l'Autriche, du Royaume-Uni et de l'Italie. • 17/07/2000 Le Gezondheidsraad demande au demandeur de présenter des renseignements additionnels. • 15/02/2002 Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 02/07/2002 Le Gezondheidsraad demande au demandeur de présenter des renseignements additionnels.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*
		Distribution aux États membres
EC-95 **Maïs Bt-1507** **(produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 15/02/2001 Le demandeur présente une demande. • 03/2001-05/2003 Demandes visant à obtenir un dossier complet et des renseignements additionnels. Le demandeur présente un dossier technique et des renseignements additionnels. - Le 28/06/2001, le Gezondheidsraad envoie une lettre au demandeur pour lui demander des renseignements complémentaires. - En février 2002, le demandeur répond à la demande du 28/06/2001. - Le 25/03/2003, le Gezondheidsraad envoie une lettre au demandeur pour lui demander un nouvel examen. - Le 16/05/2003, le demandeur répond à la demande du 25/03/2003. - Le 11/06/2003, le Gezondheitsraad demande d'autres précisions au sujet de la réponse du 16/05/03. - À la suite de la demande du 11/06/2003, le demandeur présente des renseignements additionnels au Gezondheitsraad. • 03/2003-07/2003 Demandes de renseignements complémentaires. Le demandeur présente des renseignements additionnels. • 04/11/2003 Rapport d'évaluation initiale de l'autorité compétente. **<u>Règlement (CE) n°1829/2003</u>** • 17/03/2004 Note de la COM aux EM: transfert de la demande au Règlement (CE) n° 1829/2003.	• 18/11/2003 Évaluation initiale envoyée à la COM. • 10/12/2003 La COM envoie le rapport d'évaluation initiale aux EM pour observations/objections. • 02/2004 Observations des EM.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*			
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Processus du Comité de réglementation***	***Conseil***
EC-96 **Maïs NK603 (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 24/04/2001 Le demandeur présente une demande. • 06/2001-03/2002 Les EM demandent un dossier complet et des renseignements complémentaires. Le demandeur présente un dossier complet et des renseignements complémentaires. - Le 26/06/2001, l'autorité compétente principale demande des copies des références. - Le 20/07/2001, le demandeur présente des copies des références dans la notification. - Le 13/12/2001, le Gezondheidsraad demande au demandeur de présenter de nouveaux renseignements. - Le 23/01/2002, l'Italie demande des renseignements complémentaires. - Le 28/03/2002, le demandeur présente les renseignements demandés. • 13/08/2002 Le Comité du Conseil de la santé termine son rapport d'évaluation. • 05/11/2002 L'autorité compétente principale transmet le rapport d'évaluation initiale à la COM.	• 06/01/2003 La COM transmet le rapport d'évaluation initiale aux EM pour observations/objections. • 02/2003-07/2003 Observations/objections des EM. Le demandeur donne des réponses. - 26/02/2003: SBB: évaluation	• 18/09/2003 La COM demande l'avis de l'AESE. • 25/11/2003 Avis de l'AESE: favorable.	• 30/04/2004 Projet de décision de la COM soumis au COM REG.	• 13/07/2004 Transmission au CO en attente.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	*Processus du Comité scientifique*	*Commission*
EC-97 **Chicorée rouge transgénique (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 08/04/1998 Le demandeur présente une demande. • 23/04/1998 Évaluation initiale par l'autorité compétente principale.	• 13/05/1998 La COM transmet la demande, le résumé et l'évaluation initiale aux EM. • 15/09/1998 Confirmation du rapport d'évaluation initiale. • 27/10/1998 La COM distribue l'évaluation initiale aux EM.	• 29/04/1999 La COM demande l'avis du CSAH. • 09/1999-07/2001 Questions du CSAH au demandeur. Le demandeur donne des réponses. - Le 10/07/2000, le CSAH pose des questions additionnelles au demandeur. - Le 21/07/2000, le demandeur répond. - Le 31/07/2000, le CSAH demande des renseignements additionnels. - Le 14/11/2000, le demandeur répond. - Le 18/06/2001, le CSAH demande des renseignements additionnels. - Le 23/01/2001, le demandeur présente des renseignements additionnels. - Le 24/04/2001, le CSAH demande des renseignements additionnels. • 24/09/2001 Lettre du demandeur au CSAH suspendant les dossiers pour la commercialisation.	• 27/05/2003 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***
EC-98 **Chicorée transgénique à cœur vert (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 14/03/1996 Le demandeur présente une demande. • 23/04/1998 L'autorité compétente principale présente son évaluation initiale.	• 13/05/1998 La COM envoie la demande, le résumé et l'évaluation initiale aux EM. • 15/09/1998 Confirmation du rapport d'évaluation initiale. • 27/10/1998 La COM distribue le rapport d'évaluation initiale. • 12/1998-03/1999 Observations et objections des EM.	• 29/04/1999 La COM demande l'avis du CSAH. • 05/1999-07/2001 Questions et demandes additionnelles du CSAH au demandeur. Le demandeur donne des réponses. - Le 10/07/2000, le CSAH pose d'autres questions au demandeur. - Le 21/07/2000, le demandeur répond. - Le 31/07/2000, le CSAH demande des renseignements complémentaires. - Le 14/11/2000, le demandeur répond. - Le 18/06/2001, le CSAH demande des renseignements complémentaires. - Le 24/07/2001, le CSAH pose d'autres questions au demandeur. • 24/09/2001 Le demandeur suspend l'examen du dossier pour la commercialisation.	• 27/05/2003 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Commission*
EC-99 **Soja à haute teneur en acide oléique (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 24/07/1998 Le demandeur présente une demande.	• 11/08/1998 Résumé de la demande transmis aux EM. • 10/1998-09/1999 Les Pays-Bas, l'Allemagne et la Grèce demandent des renseignements additionnels et formulent des observations. Le demandeur donne des réponses. (Nous signalons les dates suivantes: - Le 16/10/1998, le demandeur fournit les références pertinentes. - le 11/03/1999, le Conseil de la santé pose des questions au demandeur. - Le 28/05/1999, le demandeur présente des renseignements complémentaires. - Le 06/09/1999, le Conseil de la santé envoie de nouvelles observations au demandeur.)	• 12/12/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*		
		Distribution aux États membres	***Processus du Comité scientifique***	***Commission***
EC-100 **Tomate transgénique (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 02/03/1998 Le demandeur présente une demande.	• 22/04/1998 Résumé de la demande transmis aux EM. • 04/06/1998 L'autorité compétente principale envoie l'évaluation initiale à la COM. • 22/06/1998 La COM distribue l'évaluation initiale aux EM. • 06/1998-10/1998 Observations et objections des EM. • 22/10/1998 La COM transmet les observations/objections aux EM. • 11/1998 Nouvelles observations des EM. Le demandeur donne des réponses. • 22/12/1998 L'Italie réitère ses objections.	• 23/12/1998 La COM demande l'avis du CSAH. • 01-02/1998 Observations/objections de la France et de l'Autriche. • 04/10/1999 Avis du CSAH: favorable. • 07/09/2000 Avis du CSAH: favorable.	• 24/09/2001 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	***Commission***
EC-101 **Maïs T25 x MON810 (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 20/04/2000 Le demandeur présente une demande.	• 03/05/2000 Résumé de la demande transmis aux EM. • 05/2000-11/2001 Les EM demandent des renseignements complémentaires. Le demandeur donne des réponses. (Nous signalons les dates suivantes: - Le 17/07/2000, le Conseil de la santé des Pays-Bas demande des renseignements complémentaires. - Le 22/11/2000, le demandeur présente des renseignements complémentaires. - Le 23/04/2001, le Conseil de la santé des Pays-Bas demande des renseignements additionnels. - Le 21/11/2001, le demandeur présente des renseignements complémentaires et précise le stade atteint.)	• 12/12/2002 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*	*Niveau communautaire*	
		Distribution aux États membres	*Commission*
EC-102 **Betterave sucrière RR (produit alimentaire)**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 03/11/1999 Le demandeur présente une demande. • 24/03/2000 Le Conseil de la santé des Pays-Bas demande au demandeur de présenter des renseignements additionnels. • 18/04/2000 Réponse du demandeur. • 10/05/2000 Le Conseil de la santé des Pays-Bas demande au demandeur de présenter de nouveaux renseignements.	• 29/05/2000 La COM transmet la demande aux EM. • 06-07/2000 Les EM demandent le dossier complet. • 12/2000 Le demandeur donne des réponses. • 19/01/2001 Le Danemark accuse réception de la demande et des observations formulées sur celle-ci. • 16/05/2001 Les Pays-Bas demandent des renseignements complémentaires.	• 16/04/2004 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-110 **Chicorée transgénique à cœur vert**	**<u>Règlement (CE) n° 258/97</u>** • 11/03/1996 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale. • 24/05/1996 Le demandeur présente la version anglaise du SNIF. • 13/06/1996 Avis de la Commission sur les modifications génétiques (COGEM) concluant que d'après les renseignements, aucun risque pour l'environnement n'est envisagé. • 08/07/1996 Un résumé du projet d'évaluation est envoyé au demandeur. • 02/01/1997 Le demandeur demande que le dossier ne soit pas transmis à la COM avant le règlement du différend sur la sécurité des aliments (dossier C/NL/94/25A). • 23/04/1998 Avis de la vCVNV (Commission provisoire de sécurité des aliments) concernant le produit GM2-28. • 25/03/1999 Le RIKILT juge le dossier incomplet et demande des renseignements complémentaires. • 21/05/1999 Le demandeur présente des renseignements complémentaires. • 15/04/2003 Le demandeur retire la demande.

Produit	*Niveau de l'État membre*
EC-156 **Maïs T14**	**<u>Directive 90/220/CEE</u>** • 10/06/1996 Le demandeur présente une demande complète à l'autorité compétente principale. • 06/1996-02/1997 La Commission du génie biomoléculaire demande des renseignements complémentaires. • 22/07/1997 Le demandeur présente une demande mise à jour et des renseignements complémentaires. • 23/10/1997 La Commission du génie biomoléculaire demande la modification de la demande. • 29/11/1997 La Commission du génie biomoléculaire donne un avis. • 28/01/1998 Le demandeur présente de nouveaux renseignements et une demande modifiée à la suite d'une demande de la Commission du génie biomoléculaire. • 15/07/1998 Le demandeur retire la demande.